La Présidente

REUNION DU
CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

du mercredi 28 juin 2023 à 9 heures

par visioconférence
et en salle des Conseils du Centre administratif de Strasbourg

Ordre du Jour

..

1	Désignation du/de la conseiller-ère chargé-e de présider au vote du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.	1
2	Approbation du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.	5
3	Approbation du compte de gestion 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.	22
4	Affectation du résultat 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.	369
5	Budget supplémentaire 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg.	372
6	Modification des autorisations de programme suite au vote du budget supplémentaire 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg.	403
7	Projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise (ligne F, Phase 2) : déclaration de projet réitérant la demande de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg et la demande de déclaration de cessibilité.	408
8	Stratégie alimentaire territoriale.	478

Ressources humaines, finances et affaires générales

9	Approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la Commission mixte paritaire régissant les remboursements de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2022.	535
10	Agence France Locale - Société territoriale : actualisation de la désignation de représentants au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration.	638

11	Créances irrécouvrables.	641
12	Ajustement du tableau des emplois.	646
13	Politique de déplacements : règles encadrant les déplacements professionnels.	657
14	Extension d'une prime "équivalent Ségur" à certain·es agent·es exerçant des missions dans les secteurs du social et du médico-social mais jusqu'alors non inclus·es dans le périmètre des revalorisations salariales consenties dans le Ségur ; Mise en place d'une prime de revalorisation pour les médecins exerçant leurs fonctions au sein du service de la Protection maternelle et infantile (PMI).	664
15	Conclusion d'accords-cadres avec émissions de bons de commandes ou de marchés subséquents pour l'exécution de travaux, fournitures et prestations de service. Signature de groupements de commandes avec la ville de Strasbourg.	669
16	Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.	737
17	Marchés publics et avenants.	743
18	Conclusion de conventions transactionnelles.	762

Mobilités et infrastructures

19	Indemnisation des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement du tramway.	778
20	Déploiement et promotion du covoiturage domicile/travail.	781
21	Attribution d'une aide à l'achat pour un vélo à assistance électrique, un vélo cargo à assistance électrique ou la motorisation d'un vélo classique : liste des bénéficiaires pour la période du 21 octobre 2022 au 25 avril 2023.	786
22	Délégation de service public Vélhop : implantation des stations pour vélos en libre-service.	801
23	Association des usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS) : attribution d'une subvention de fonctionnement.	814
24	Zone à Faibles Emissions mobilité : liste des bénéficiaires du compte mobilité et de l'aide à la conversion ZFE-m destinée aux particuliers et aux professionnels.	845
25	Lancement d'une enquête mobilité certifiée Cerema (EMC²).	855

Solidarité, lien social, vie quotidienne, culture et sport

26	Signature d'une convention d'appui territoriale à la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté à l'échelle métropolitaine pour l'année 2023.	864

27	Territoire de mise en œuvre accélérée du logement d'abord. Signature de l'avenant 4 (2023) à la convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Etat.	869
28	Attribution de subventions aux associations intervenant dans le champ de l'insertion sociale et socio-professionnelle.	902
29	Marché public portant gestion du service administratif pour la gestion financière et comptable du Fond de Solidarité pour le Logement (FSL) de l'Eurométropole de Strasbourg.	907
30	Poursuite de l'accompagnement méthodologique pour le déploiement du dispositif Sport santé sur ordonnance sur les communes de l'Eurométropole de Strasbourg sur la mise à disposition de moyens et de prestations au GIP Maison Sport Santé de Strasbourg.	910
31	Attribution d'une subvention au titre de la santé publique et environnementale à l'Observatoire régional de la santé du Grand Est (ORS Grand Est).	922
32	Attribution de subventions au titre des solidarités.	925
33	Soutien et accompagnement en faveur de la jeunesse eurométropolitaine : soldes de dotations prévention spécialisée 2023 et subventions à la Maison des adolescents et à l'association l'Etage.	929
34	Convention d'occupation du stade de la Meinau et convention de mise à disposition des terrains d'entraînement annexes au stade- avenants de prolongation.	934
35	Versement de subventions aux associations sportives de l'Eurométropole de Strasbourg.	946
36	Subventions pour les grandes salles de spectacles métropolitaines au titre de l'année 2023.	960
37	Participation au financement d'une exposition majeure des musées de la ville de Strasbourg.	966
38	Attribution d'une subvention à la Maison européenne de l'Architecture en faveur des Journées de l'architecture 2023.	969
39	Aménagement du centre d'accueil et d'hébergement dans le bâtiment situé 2 rue de l'Académie à Strasbourg.	972

Démocratie, territoires, Europe

40	Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du Comité de coopération transfrontalière pour l'année 2023.	984
41	Contrat triennal "Strasbourg capitale européenne 2021-2023" : - attribution de subventions au titre des fonds de soutien et du dispositif "Agora Strasbourg capitale européenne" ; - maîtrise d'ouvrage eurométropolitaine et réalisation d'une étude sur l'amélioration de l'accessibilité Strasbourg-Francfort aéroport.	987

42	Soutien de l'Eurométropole de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la délinquance et de la radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPD-R).	1022

Transition économique et écologique du territoire

43	Création d'un périmètre de prise en considération sur la zone d'activités économiques située au Nord du fort Uhrich et à l'Est de la rue Schweitzer à Illkirch-Graffenstaden.	1029
44	Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030) - renouvellement de marchés pour des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage "Qualité urbaine et transition climatique" et de prestations photographiques.	1094
45	Classement d'office des voies privées ouvertes à la circulation publique desservant des ensembles d'habitations situés à Schiltigheim.	1101
46	Déclassement d'une emprise de voirie sise 2 rue Victor Hugo à Schiltigheim.	1143
47	Dispositif de participation financière de l'Eurométropole dans le cadre de la réalisation de logements locatifs sociaux sur le territoire - Révision du dispositif concernant le critère d'éligibilité relatif à l'exclusion des logements en PLS.	1147
48	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN : Cession du 10 rue de la Poste à Habitat de l'Ill suite à l'exercice du droit de préemption urbain par l'Eurométropole de Strasbourg.	1151
49	SOUFFELWEYERSHEIM : cession du 27 route de Bischwiller à Habitat de l'Ill suite à l'exercice du droit de préemption urbain par l'Eurométropole de Strasbourg.	1162
50	Strasbourg-Meinau : conclusion par l'Eurométropole de Strasbourg d'une convention d'intervention et de portage avec l'Etablissement Public Foncier d'Alsace (EPFA) suite à l'acquisition par voie de préemption d'une friche industrielle sise 10 rue Saglio.	1169
51	Strasbourg-Neuhof - Déclassement du domaine public d'emprises foncières sises 89 avenue du Neuhof.	1185
52	Transactions amiables sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.	1189
53	Unité de Valorisation Energétique (UVE) de l'Eurométropole de Strasbourg : Consultations pour sa mise aux normes à court terme et l'étude de son devenir visant des exigences fortes en matière environnementale, économique et industrielle.	1265
54	Récupération des textiles d'habillement, linge de maison et chaussures (TLC) sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : renouvellement de la convention avec l'éco-organisme agréé Eco TLC - Refashion.	1276
55	Reprise des bacs roulants hors d'usage en vue de leur recyclage : renouvellement de la convention avec SULO France.	1309

56	Conventions d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill.	1316
57	Attribution d'une aide pour le renouvellement d'un appareil de chauffage au bois ancien par un dispositif plus performant éligible au dispositif Fonds Air Bois : liste des bénéficiaires du 1er septembre 2019 au 31 mars 2023.	1381
58	Plan de Protection de l'Atmosphère 2023-2028 de l'agglomération strasbourgeoise et Plan d'actions pour un chauffage au bois domestique performant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : avis de l'Eurométropole de Strasbourg.	1388
59	Gestion du risque de coulées d'eaux boueuses : conventions d'indemnisation et de cadrage de dispositifs d'hydraulique douce implantés au sein de parcelles agricoles.	1476
60	Convention de mise en superposition d'affection entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Schiltigheim et la paroisse catholique Sainte-Famille à Schiltigheim.	1492
61	Aménagement des espaces publics du quartier des Ecrivains à Schiltigheim et Bischheim dans le cadre du NPNRU : convention de transfert de maîtrise d'ouvrage.	1503
62	Projets sur l'espace public : - Ajustement du programme 2023 : voirie, plan vélo, signalisation statique et dynamique, ouvrages d'art, eau, assainissement, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), - Complément du programme 2023, - Lancement, poursuite des études et réalisation des travaux.	1527
63	Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) : apport en capital de l'Eurométropole de Strasbourg. Désignation de représentants de l'Eurométropole de Strasbourg.	1548
64	Soutien au commerce et à l'artisanat : attribution de subventions.	1668
65	Attribution de subventions FEDER et FSE+ au titre des programmes 2021-2027.	1675
66	Economie Sociale et Solidaire et entrepreneuriat : divers soutiens.	1691
67	Soutien à l'appel à manifestation d'intérêt de la Banque des Territoires "Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires" : accord de consortium avec l'association Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation Alsace. Désignation d'un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg au comité de pilotage du consortium.	1707
68	Adhésion au Club Circul'R, réseau national pour l'économie circulaire.	1726
69	Economie créative : attribution de subventions en faveur d'associations structurantes.	1728
70	Soutien à l'association Initiatives durables.	1735
71	Promotion de l'innovation : attribution de subventions.	1739
72	Actions en faveur de la vie étudiante et de l'activité universitaire : attribution de subventions.	1745

73	Activités universitaires et de recherche : Contrat de plan Etat-Région 2021-2027 - soutien aux opérations de recherche.	1750
74	Enseignement supérieur et recherche : attribution de subventions et désignation de représentants-es de l'Eurométropole de Strasbourg au sein d'instances et d'associations.	1756
75	Exploitation du réseau de chaleur Strasbourg Centre : avenant n° 1 au contrat de délégation de service public.	1770
76	Exploitation du réseau de chaleur Ouest Strasbourg : avenant n° 2 au contrat de délégation de service public.	1887
77	Lancement d'une procédure de délégation de service public relative à la construction et l'exploitation d'un réseau de chaleur sur le territoire nord de l'Eurométropole de Strasbourg.	1916
78	Programme d'intérêt général (PIG) Habiter l'Eurométropole : attributions de subventions à divers bénéficiaires.	1934
79	Adaptation du logement au handicap : attribution de subventions à divers bénéficiaires.	1941
80	Délégation des aides à la pierre de l'Agence nationale de l'Habitat (Anah) : programme d'action 2023 sur le parc privé.	1943
81	Attributions de subventions aux bailleurs sociaux pour des opérations d'offre nouvelle réalisées en droit commun.	1990
82	Mise en œuvre de la politique Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg : bilan 2022 de la délégation des aides à la pierre, mise en perspective avec l'évaluation du volet Habitat du PLU 2017-2020 et projections 2023.	1994
83	Mise en place de Contrats de mixité sociale pour les communes volontaires - poursuite des objectifs SRU.	2117
84	Prise en garantie de prêts Action Logement accordés à l'Office Foncier Solidaire d'Alsace pour la réalisation de quatre opérations de logement social en BRS (bail réel solidaire).	2132
85	BATIGERE - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en Acquisition - Amélioration de 15 logements sociaux financés en Prêt locatif social (PLS) située à STRASBOURG, 9 rue Georges Wodli.	2212
86	CDC HABITAT - Droit commun - Prise de garantie du contrat de prêt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de cinq logements locatifs sociaux financés en Prêt locatif social (PLS) située à STRASBOURG - 20 rue Grimling.	2241
87	DOMIAL - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 22 logements locatifs sociaux financés en Prêt locatif social (PLS) et située à NIEDERHAUSBERGEN, Lotissement "Les Terres du Sud".	2270

88	HABITATION MODERNE - NPNRU - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de requalification de 330 logements locatifs sociaux située à Strasbourg - Quartier Lizé - rue de Mâcon.	2304
89	NEOLIA - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de réhabilitation thermique de 45 logements locatifs sociaux située à LINGOLSHEIM, 5, 7 et 9 rue de Touraine.	2340
90	Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 20 logements locatifs sociaux dont 6 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 14 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à STRASBOURG - rue de la Musau / rue de Bollwiller- opération SOPREDI/Les Muses.	2372

Motions

91	Motion présentée par Mme Yasmina CHADLI, M. Antoine SPLET et Mme Hülliya TURAN : Pour le droit à l'eau et à sa gestion démocratique et citoyenne !	2427
92	Motion présentée par M. Thibaud PHILIPPS : Piscine de la Hardt : NON à la fermeture des services publics dans nos communes !	*Rejetée*

Question d'actualité

93	Question d'actualité déposée par Yasmina CHADLI, Antoine SPLET et Hülliya TURAN : Vente du Racing : Quels leviers face au foot-business ?

1

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Désignation du/de la conseiller-ère chargé-e de présider au vote du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-588

En application du Code général des collectivités territoriales, le Conseil vérifie les comptes sous la présidence d'un-e de ses membres qu'il nomme à cet effet. Il vous est proposé de désigner Monsieur René SCHAAL pour présider au vote du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
désigne

Monsieur René SCHAAL pour présider au vote du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158556-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 1 à l'ordre du jour :

Désignation du/de la conseiller-ère chargé-e de présider au vote du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 78 voix + 10

+ 10 voix : MM. Philippe PFRIMMER, Jacques BAUR, Jean HUMANN, Benjamin SOULET, Gérard SCHANN, Vincent DEBES, Serge OEHLER, Thierry SCHAAL, Alain JUND qui avait la procuration de Mme Anne MISTLER, ont rencontré un problème avec l'application de vote alors qu'ils souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°1

Désignation du/de la conseiller-ère chargé-e de présider au vote du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour **78**	**AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, MACIEJEWSKI Patrick, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, OZENNE Pierre, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, WACKERMANN Valerie, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

2

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Approbation du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-584

Le Conseil est appelé à approuver le compte administratif de l'Eurométropole pour l'exercice 2022. Ce document a été établi sur la base des budgets et des pièces comptables de l'ordonnateur. Les résultats sont conformes au compte de gestion présenté par la comptable publique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le compte administratif de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2022 tel que figurant dans les documents budgétaires et dont les résultats sont détaillés dans le document en annexe à la présente délibération,

informe

que les documents sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/6kMq3q_Y.dllllL0Y

Adopté le 28 juin 2023

par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159223-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe : présentation par chapitre du compte administratif Eurométropole de Strasbourg 2022

0 - Budget principal

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*101 379 445,74*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*351 247 688,94*
014	*Atténuation de produits*	*89 807 525,46*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*72 528 564,07*
65	*Autres charges de gestion courante*	*123 965 473,32*
6586	*Frais de fonctionnement des groupes d'élus*	*254 930,55*
66	*Charges financières*	*9 154 911,98*
67	*Charges spécifiques*	*195 405,43*
68	*Dotations aux amortissements et provisions*	*11 753 695,21*
	Somme :	***760 287 640,7***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
013	*Atténuation de charges*	*2 439 499,64*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*7 065 064,62*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*270 749 318,53*
73	*Impôts et taxes*	*117 808 565,00*
731	*Fiscalité locale*	*236 909 191,45*
74	*Dotations et participations*	*129 910 073,02*
75	*Autres produits de gestion courante*	*32 775 135,37*
76	*Produits financiers*	*119 703,50*
77	*Produits spécifiques*	*4 296 236,97*
	Somme :	***802 072 788,1***

Résultat

Résultat de l'exercice	*41 785 147,4*
Résultat reporté	*9 526 437,73*
Résultat cumulé	*51 311 585,13*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	7 065 064,62
041	Opérations patrimoniales	61 738 428,56
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 332 137,99
13	Subventions d'investissement	52,05
16	Emprunts et dettes assimilées	79 657 334,16
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 955 232,98
204	Subventions d'équipement versées	27 216 716,86
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	54 994 848,84
23	Immobilisations en cours	79 654 148,42
26	Créances et participations rattachées à des participations	3 834 365,82
27	Autres immobilisations financières	7 373 494,55
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	162 864,69
4541117	Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux	251 643,29
4541122	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco	334 970,73
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	34 671,60
4541124	Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux	23 504,40
458114	PAPS-PCPI	4 985 855,27
458122	Démolition pour aménagement de la rue du Péage	203 782,39
458123	Travaux SINGRIST	368 760,75
	Somme :	**345 187 877,97**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	72 528 564,07
041	Opérations patrimoniales	61 738 428,56
10	Dotations, fonds divers et réserves	49 084 206,73
13	Subventions d'investissement	46 489 603,59
16	Emprunts et dettes assimilées	80 013 206,64
20	Immobilisations incorporelles	2 808,00
204	Subventions d'équipement versées	817 595,74
21	Immobilisations corporelles	415,57
23	Immobilisations en cours	161 844,59
27	Autres immobilisations financières	13 948 471,03
4541216	Compte de tiers - Aménagements de voirie	162 864,69
4541217	Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux	251 643,29
4541222	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco	45 962,60
4541227	Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim	834 935,05
458214	PAPS-PCPI	929 450,00
458225	Espex Rotterdam	214 000,00
458226	Espex Schiltigheim	235 000,00
	Somme :	**327 459 000,15**

Résultat

Résultat de l'exercice	*-17 728 877,82*
Résultat reporté	*-25 942 699,71*
Résultat cumulé	*-43 671 577,53*
Restes à réaliser dépense	*17 505 274,95*
Restes à réaliser recette	*13 400 000,00*

1 - budget annexe de l'eau

Section d'exploitation

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*11 130 015,89*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*8 043 565,39*
014	*Atténuation de produits*	*9 243 677,41*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*8 543 038,11*
65	*Autres charges de gestion courante*	*105 819,32*
66	*Charges financières*	*8 414,99*
67	*Charges exceptionnelles*	*109 479,93*
68	*Dotations aux amortis.,aux dépréciations et aux provisions*	*190 290,67*
	Somme :	***37 374 301,71***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
013	*Atténuation de charges*	*126 182,66*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*1 093 264,83*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*43 812 400,64*
74	*Subventions d'exploitation*	*367 796,71*
75	*Autres produits de gestion courante*	*605,34*
77	*Produits exceptionnels*	*42 890,67*
	Somme :	***45 443 140,85***

Résultat

Résultat de l'exercice	*8 068 839,14*
Résultat reporté	*21 276 654,56*
Résultat cumulé	*29 345 493,7*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		1 093 264,83
041	Opérations patrimoniales		1 142 694,50
16	Emprunts et dettes assimilées		35 087,12
20	Immobilisations incorporelles		72 741,93
21	Immobilisations corporelles		3 997 864,21
23	Immobilisations en cours		8 258 266,51
		Somme :	**14 599 919,1**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		8 543 038,11
041	Opérations patrimoniales		1 142 694,50
10	Dotations, fonds divers et réserves		7 280 619,88
13	Subventions d'investissement		237 667,21
23			65 255,79
		Somme :	**17 269 275,49**

Résultat

Résultat de l'exercice	2 669 356,39
Résultat reporté	-7 129 361,58
Résultat cumulé	-4 460 005,19
Restes à réaliser dépense	222 205,78
Restes à réaliser recette	0,00

2 - budget annexe de l'assainissement

Section d'exploitation

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*24 904 634,16*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*6 711 082,06*
014	*Atténuations de produits*	*6 850 000,00*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*9 055 418,01*
65	*Autres charges de gestion courante*	*179 565,24*
66	*Charges financières*	*14 546,71*
67	*Charges exceptionnelles*	*275 481,54*
68	*Dotations aux amortis., aux dépréciations et aux provisions*	*122 632,63*
	Somme :	***48 113 360,35***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
013	*Atténuation de charges*	*29 179,92*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*1 422 848,68*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*50 462 387,67*
74	*Subventions d'exploitation*	*82 910,10*
75	*Autres produits de gestion courante*	*37 559,49*
77	*Produits exceptionnels*	*61 213,72*
	Somme :	***52 096 099,58***

Résultat

Résultat de l'exercice	*3 982 739,23*
Résultat reporté	*31 329 654,79*
Résultat cumulé	*35 312 394,02*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		1 422 848,68
041	Opérations patrimoniales		3 750 940,33
16	Emprunts et dettes assimilées		70 420,81
20	Immobilisations incorporelles		570 372,68
21	Immobilisations corporelles		3 113 315,65
23	Immobilisations en cours		23 219 295,00
		Somme :	**32 147 193,15**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		9 055 418,01
041	Opérations patrimoniales		3 750 940,33
10	Dotations, fonds divers et réserves		2 102 880,83
13	Subventions d'investissement		4 289 186,36
23	Immobilisations en cours		35 150,80
27	Autres immobilisations financières		5 834,05
458221	Accompagnement à la réhabilitation ANC		29 103,45
		Somme :	**19 268 513,83**

Résultat

Résultat de l'exercice	-12 878 679,32
Résultat reporté	13 493 734,59
Résultat cumulé	615 055,27
Restes à réaliser dépense	463 696,66
Restes à réaliser recette	0,00

4 - budget annexe des zones d'aménagement immobilier

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Chagres à caractère général*	*258 248,44*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*7 896 722,12*
	Somme :	***8 154 970,56***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*606 496,88*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*4 382 685,40*
75	*Autres produits de gestion courante*	*3 210 788,28*
	Somme :	***8 199 970,56***

Résultat

Résultat de l'exercice	*45 000*
Résultat reporté	*0,00*
Résultat cumulé	*45 000*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		606 496,88
		Somme :	**606 496,88**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		7 896 722,12
		Somme :	**7 896 722,12**

Résultat

Résultat de l'exercice	7 290 225,24
Résultat reporté	-5 151 152,79
Résultat cumulé	2 139 072,45
Restes à réaliser dépense	0,00
Restes à réaliser recette	0,00

5 - budget annexe des mobilités actives

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*3 549 663,57*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*2 073 262,95*
014	*Atténuation de produits*	*208 272,53*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*5 606 661,77*
65	*Autres charges de gestion courante*	*152 744 124,96*
	Somme :	***164 181 985,78***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*1 549 383,13*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*3 508 547,11*
731	*Impôts locaux*	*116 751 498,89*
74	*Dotations et participations*	*2 767 978,74*
75	*Autres produits de gestion courante*	*38 443 742,46*
77	*Produits spécifiques*	*1 601 350,95*
78	*Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions*	*300 000,00*
	Somme :	***164 922 501,28***

Résultat

Résultat de l'exercice	*740 515,5*
Résultat reporté	*4 388 122,15*
Résultat cumulé	*5 128 637,65*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		1 549 383,13
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		649 873,78
204	Subventions d'équipement versées		4 234 609,60
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		476 249,17
23	Immobilisations en cours		598 189,46
		Somme :	**7 508 305,14**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		5 606 661,77
23	Immobilisations en cours		2 280,96
		Somme :	**5 608 942,73**

Résultat

Résultat de l'exercice	-1 899 362,41
Résultat reporté	2 220 110,09
Résultat cumulé	320 747,68
Restes à réaliser dépense	231 751,95
Restes à réaliser recette	0,00

6 - budget annexe des ordures ménagères

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*		*Réalisation*
011			*557 972,05*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*		*33 728,00*
65			*6 437,15*
67			*2 997,22*
		Somme :	***601 134,42***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*		*Réalisation*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*		*4 310,07*
70			*685 043,13*
75			*102 721,45*
		Somme :	***792 074,65***

Résultat

Résultat de l'exercice	*190 940,23*
Résultat reporté	*1 238 792,84*
Résultat cumulé	*1 429 733,07*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		4 310,07
21			69 578,36
		Somme :	**73 888,43**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		33 728,00
		Somme :	**33 728**

Résultat

Résultat de l'exercice	-40 160,43
Résultat reporté	24 471,93
Résultat cumulé	-15 688,5
Restes à réaliser dépense	0,00
Restes à réaliser recette	0,00

Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 2 à l'ordre du jour :

Approbation du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 59 voix + 1

+ 1 voix : M. René SCHAAL a rencontré un problème avec l'application de vote alors que ce dernier souhaitait voter POUR.

Contre : 19 voix

Abstention : 14 voix

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°2

Approbation du compte administratif 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour **59**	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **19**	BALL Christian, BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, HEIM Valérie, HENRY Martin, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, OEHLER Serge, PERRIN Pierre, PHILIPPS Thibaud, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie
Abstention **14**	AMIET Eric, BADER Camille, FROEHLY Claude, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, KANNENGIESER Michèle, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, SCHAEFFER Jean-Michel, STEINMANN Elodie, ULRICH Laurent

3

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Approbation du compte de gestion 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-586

La comptable publique de l'Eurométropole de Strasbourg a présenté le compte de gestion de l'exercice 2022 du budget principal de l'Eurométropole et des budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des zones d'aménagement immobilier, des mobilités actives, et des ordures ménagères, sur lequel doit se prononcer le Conseil.

Ces documents sont conformes aux documents comptables tenus par l'ordonnateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les comptes rendus par Mme Laurence LEBRETON, comptable publique,
de ces recettes et dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2022
Vu les budgets primitif et supplémentaire,
ainsi que la décision modificative de l'exercice
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve,

les opérations effectuées pendant la gestion 2022 et se présentant comme suit :

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*760 287 640,70*	*Titres émis :*	*802 072 788,10*
		Résultat de l'exercice :	***41 785 147,40***

		Résultat cumulé :	***51 311 585,13***

<u>Section d'investissement</u>

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*345 187 877,97*	*Titres émis :*	*327 459 000,15*
		Résultat de l'exercice :	***-17 728 877,82***
		Résultat cumulé :	***-43 671 577,53***

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

<u>Section d'exploitation</u>

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*37 374 301,71*	*Titres émis :*	*45 443 140,85*
		Résultat de l'exercice :	***8 068 839,14***
		Résultat cumulé :	***29 345 493,70***

<u>Section d'investissement</u>

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*14 599 919,10*	*Titres émis :*	*17 269 275,49*
		Résultat de l'exercice :	***2 669 356,39***
		Résultat cumulé :	***-4 460 005,19***

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

<u>Section d'exploitation</u>

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*48 113 360,35*	*Titres émis :*	*52 096 099,58*
		Résultat de l'exercice :	***3 982 739,23***
		Résultat cumulé :	***35 312 394,02***

Section d'investissement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*32 147 193,15*	*Titres émis :*	*19 268 513,83*
		Résultat de l'exercice :	***-12 878 679,32***
		Résultat cumulé :	***615 055,27***

BUDGET ANNEXE DES ZONES D'AMENAGEMENT IMMOBILIER

Section de fonctionnement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*8 154 970,56*	*Titres émis :*	*8 199 970,56*
		Résultat de l'exercice :	***45 000,00***

Section d'investissement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*606 496,88*	*Titres émis :*	*7 896 722,12*
		Résultat de l'exercice :	***7 290 225,24***
		Résultat cumulé :	***2 139 072,45***

BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS COLLECTIFS

Section de fonctionnement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*164 181 985,75*	*Titres émis :*	*164 922 501,28*
		Résultat de l'exercice :	***740 515,50***
		Résultat cumulé :	***5 128 637,65***

Section d'investissement

Dépenses	***Recettes***

Mandats émis :	*7 508 305,14*	*Titres émis :*	*5 608 942,73*
		Résultat de l'exercice :	***-1 899 362,41***
		Résultat cumulé :	***320 747,68***

BUDGET ANNEXE DES ORDURES MENAGERES

Section de fonctionnement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*601 134,42*	*Titres émis :*	*792 074,65*
		Résultat de l'exercice :	***190 940,23***
		Résultat cumulé :	***1 429 733,07***

Section d'investissement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*73 888,43*	*Titres émis :*	*33 728,00*
		Résultat de l'exercice :	***-40 160,43***
		Résultat cumulé :	***-15 688,50***

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159118-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE
N° CODIQUE 067058
Date Edition : 10/03/2023

IDENTIFIANT BUDGET 61100
N° de SIRET 24670048800017

EUROMETROPOLE STRASBOURG
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme LEBRETON Laurence

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 10/03/2023

067058 SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

Population 505916
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 17
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 18
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 19
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 22
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 26
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 41
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 42
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 94
4EME PARTIE : Page des signatures 95

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	1 496 942,56
Subventions d'investissement versées	251 480,29	Neutralisations et régularisations	100 623,43
Autres immobilisations incorporelles	28 845,25	Réserves	1 853 039,64
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	9 526,44
Terrains	304 676,20	Résultat de l'exercice	41 785,15
Constructions	763 805,03	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	-114,89
Réseaux et installations de voirie	1 241 371,01	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**3 501 802,32**
Réseaux divers	22 707,94	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	28 283,02	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	**17 875,00**
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	49 172,95	Emprunts obligataires	295 833,33
Immobilisations corporelles en cours	1 126 970,07	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	324 996,54
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	22 034,06	Dettes financières et autres emprunts	4 046,94
Immobilisations financières (nettes)	67 855,16	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**624 876,82**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**3 907 200,98**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 150,86
Stocks		Autres dettes non financières	256 856,75
Créances	418 221,04	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**299 007,61**
Trésorerie	129 317,07	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**547 538,11**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**941 759,44**
Comptes de régularisation (III)	1 938,40	Comptes de régularisation (III)	13 115,73
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**4 456 677,48**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**4 456 677,48**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

BILAN (en Euros)

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

ACTIF	NOTE	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		394 588 599,08	143 108 313,29	251 480 285,79	246 124 011,90
Autres immobilisations incorporelles		139 587 589,23	110 742 338,14	28 845 251,09	25 970 231,69
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		322 335 376,16	17 659 178,43	304 676 197,73	261 901 489,64
Constructions		807 700 319,36	43 895 293,95	763 805 025,41	659 979 304,08
Réseaux et installations de voirie		1 241 371 337,62	325,00	1 241 371 012,62	1 065 622 640,77
Réseaux divers		22 964 697,72	256 755,94	22 707 941,78	19 956 843,81
Installations techniques, agencements et matériel		95 651 860,75	67 368 838,20	28 283 022,55	21 983 290,54
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		200 547 475,65	151 374 526,09	49 172 949,56	43 455 945,60
Immobilisations corporelles en cours		1 126 970 066,25		1 126 970 066,25	1 383 348 446,56
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		22 034 063,22		22 034 063,22	22 034 063,22
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		67 855 162,69		67 855 162,69	57 619 132,18
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**4 441 606 547,73**	**534 405 569,04**	**3 907 200 978,69**	**3 807 995 399,99**

BILAN (en Euros)

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

ACTIF	NOTE	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		59 991 344,63		59 991 344,63	56 578 784,88
Créances sur les redevables et comptes rattachés		28 898 553,45	285 812,59	28 612 740,86	20 312 449,12
Avances et acomptes versés par la collectivité		12 199,86		12 199,86	47 401,86
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		278 624 072,28		278 624 072,28	272 258 019,16
Créances sur budgets annexes		20 787 260,19		20 787 260,19	5 153 413,96
Créances sur les autres débiteurs		30 193 421,59		30 193 421,59	12 023 490,34
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**418 506 852,00**	**285 812,59**	**418 221 039,41**	**366 373 559,32**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		129 317 067,13		129 317 067,13	185 559 139,02
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**129 317 067,13**		**129 317 067,13**	**185 559 139,02**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		1 938 398,92		1 938 398,92	2 715 441,76
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**4 991 368 865,78**	**534 691 381,63**	**4 456 677 484,15**	**4 362 643 540,09**

BILAN (en Euros)

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		548 565 524,40	548 565 524,40
Fonds globalisés		399 712 895,70	386 346 468,41
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		102 482 318,16	87 429 883,32
Rattachées à un actif non amortissable		446 181 816,90	421 214 404,08
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		100 623 429,86	100 996 858,17
RÉSERVES		1 853 039 640,23	1 822 038 851,31
REPORT A NOUVEAU		9 526 437,73	8 065 137,30
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		41 785 147,40	32 847 291,88
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		-114 891,42	-114 891,42
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**3 501 802 318,96**	**3 407 389 527,45**

BILAN (en Euros)

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		17 875 000,00	6 265 000,00
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**17 875 000,00**	**6 265 000,00**
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		295 833 333,24	299 283 333,24
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		324 996 543,99	331 298 563,37
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		4 046 944,02	3 994 788,44
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**624 876 821,25**	**634 576 685,05**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		42 150 862,93	42 594 631,07
Dettes fiscales et sociales		1 112 320,45	2 019 169,96
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		135 924 618,13	133 250 956,68
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		65 531 584,13	115 764 001,17
Autres dettes non financières		54 288 229,27	5 562 019,86
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**299 007 614,91**	**299 190 778,74**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**941 759 436,16**	**940 032 463,79**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		13 115 729,03	15 221 548,85
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**4 456 677 484,15**	**4 362 643 540,09**

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2022

En Milliers d'Euros

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	80 003,55	80 419,15
Participations	5 175,19	4 294,72
Compensations, autres attributions et autres participations	44 731,33	43 225,98
Dons et legs		
Impôts et taxes	264 910,23	228 116,08
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	270 749,32	256 599,84
Produits des cessions d'actifs	4 265,48	7 085,90
Autres produits de gestion	32 805,90	20 061,70
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,47
Reprises du financement rattaché à un actif	6 478,90	7 060,59
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	586,16	735,38
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**709 706,06**	**647 599,80**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	99 429,15	92 126,92
Charges de personnel	340 317,92	327 141,80
Indemnités des élus (et membres du CESR)	2 431,07	2 387,86
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	50 243,31	34 630,17
Impôts et taxes	10 440,56	9 914,79
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	79 430,62	62 239,10
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	4 638,55	7 038,75
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	213,08	782,53
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**587 144,27**	**536 261,93**

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2022

En Milliers d'Euros

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	62 940,94	60 810,63
Autres charges	8 800,49	9 097,04
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**71 741,43**	**69 907,66**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**50 820,36**	**41 430,21**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**119,70**	**408,28**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**9 154,91**	**8 991,20**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-9 035,21**	**-8 582,92**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**41 785,15**	**32 847,29**

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

POSTES	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		80 003 548,47	80 419 148,07	-415 599,60
Participations		5 175 192,93	4 294 721,42	880 471,51
Compensations, autres attributions et autres participations		44 731 331,62	43 225 979,90	1 505 351,72
Dons et legs				
Impôts et taxes		264 910 230,99	228 116 078,85	36 794 152,14
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		270 749 318,53	256 599 839,69	14 149 478,84
Produits des cessions d'actifs		4 265 475,71	7 085 901,77	-2 820 426,06
Autres produits de gestion		32 805 896,63	20 061 698,73	12 744 197,90
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges			471,88	-471,88
Reprises du financement rattaché à un actif		6 478 903,16	7 060 587,61	-581 684,45
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		586 161,46	735 376,00	-149 214,54
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**709 706 059,50**	**647 599 803,92**	**62 106 255,58**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		99 429 154,34	92 126 923,23	7 302 231,11
Charges de personnel		340 317 919,56	327 141 800,62	13 176 118,94
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		257 117 147,10	243 641 419,59	13 475 727,51
Dont charges sociales		83 200 772,46	83 500 381,03	-299 608,57
Indemnités des élus (et membres du CESR)		2 431 066,07	2 387 860,88	43 205,19
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		50 243 312,39	34 630 173,44	15 613 138,95
Impôts et taxes		10 440 561,14	9 914 793,78	525 767,36
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		79 430 622,11	62 239 097,28	17 191 524,83
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		4 638 554,02	7 038 746,56	-2 400 192,54
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession		213 083,15	782 531,21	-569 448,06
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**587 144 272,78**	**536 261 927,00**	**50 882 345,78**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		62 940 936,88	60 810 625,33	2 130 311,55
Dont ménages		1 360 440,83	1 118 372,02	242 068,81
Dont personnes morales de droit privé		25 127 896,10	23 303 152,47	1 824 743,63
Dont collectivités territoriales		4 360 860,73	4 127 045,42	233 815,31

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

POSTES	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021	Variation
Dont autres organismes publics		32 091 739,22	32 262 055,42	-170 316,20
Dont établissements d'enseignement				
Autres charges		8 800 493,96	9 097 037,72	-296 543,76
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**71 741 430,84**	**69 907 663,05**	**1 833 767,79**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**50 820 355,88**	**41 430 213,87**	**9 390 142,01**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts		108 683,25	138 964,58	-30 281,33
Produits des valeurs mobilières de placement		19,82	19,82	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers		11 000,43	269 295,28	-258 294,85
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**119 703,50**	**408 279,68**	**-288 576,18**
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		8 964 605,04	8 763 137,51	201 467,53
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières		190 306,94	228 064,16	-37 757,22
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**9 154 911,98**	**8 991 201,67**	**163 710,31**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-9 035 208,48**	**-8 582 921,99**	**-452 286,49**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**41 785 147,40**	**32 847 291,88**	**8 937 855,52**

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-03	2 947 846,23				2 947 846,23	
4582-03		2 947 846,23				2 947 846,23
4581-04	15 524 775,38				15 524 775,38	
4582-04		15 524 775,38				15 524 775,38
4581-09	43 439,69				43 439,69	
4582-09		43 439,69				43 439,69
4581-12	925 129,45				925 129,45	
4582-12		925 129,45				925 129,45
4581-16	496 195,18				496 195,18	
4582-16		496 195,18				496 195,18
4581-17	344 954,07				344 954,07	
4582-17		344 954,07				344 954,07
4581-18	796 475,68				796 475,68	
4582-18		796 475,68				796 475,68
4581-19	775 751,76				775 751,76	
4582-19		775 751,76				775 751,76
4581-2	408 868,22				408 868,22	
4582-2		408 868,22				408 868,22

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4551-01	691 309,30				691 309,30	
4552-01		723 549,74				723 549,74
4581-01	26 365 071,59				26 365 071,59	
4582-01		26 365 071,57				26 365 071,57
4551-02	300,77				300,77	
4552-02		43 931,64				43 931,64
4581-02	19 570,38				19 570,38	
4582-02		9 785,19				9 785,19
4581-05	141 076,63				141 076,63	
4581-07	9 858 917,15				9 858 917,15	
4582-07		10 109 096,14				10 109 096,14
4541-101	1 304 140,43				1 304 140,43	
4541-104	312 923,73				312 923,73	
4541-105	1 285 076,28				1 285 076,28	
4541-106	811 987,29				811 987,29	
4541-107	2 082 743,82				2 082 743,82	
4541-108	1 853 644,05				1 853 644,05	
4541-109	1 165 957,13				1 165 957,13	
4541-11	131 267 755,40				131 267 755,40	
4541-111	1 075 365,34				1 075 365,34	
4541-113	572 582,10				572 582,10	
4541-115	62 277,12				62 277,12	
4541-116	1 064 154,10		162 864,69		1 227 018,79	
4541-117	1 126 254,13		251 643,29		1 377 897,42	
4541-119	1 328 418,97				1 328 418,97	
4541-120	58 549,33				58 549,33	
4541-122	142 210,06		334 970,73		477 180,79	
4541-123	24 805,20		34 671,60		59 476,80	
4541-124	28 828,80		23 504,40		52 333,20	
4581-14	65 383 405,06		4 985 855,27		70 369 260,33	
4582-14		37 276 906,59		929 450,00		38 206 356,59
4541-15	62 277,12				62 277,12	
4581-15	548 639,00				548 639,00	
4582-15		548 639,00				548 639,00
4541-201		1 048 485,14				1 048 485,14
4541-204		316 803,00				316 803,00

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4541-205		1 280 471,28				1 280 471,28
4541-206		811 987,29				811 987,29
4541-207		1 700 235,42				1 700 235,42
4541-208		933 454,00				933 454,00
4541-209		1 165 957,13				1 165 957,13
4541-21		22 968 050,98				22 968 050,98
4581-21	222 829,18				222 829,18	
4582-21		222 829,18				222 829,18
4541-211		1 144 323,54				1 144 323,54
4541-213		572 582,10				572 582,10
4541-215		62 277,12				62 277,12
4541-216		1 064 154,08		162 864,69		1 227 018,77
4541-217		1 126 254,14		251 643,29		1 377 897,43
4541-219		1 328 418,97				1 328 418,97
4581-22	520 512,65		203 782,39		724 295,04	
4541-220		58 549,33				58 549,33
4541-222		34 163,80		45 962,60		80 126,40
4541-224		72 021,60				72 021,60
4541-227				834 935,05		834 935,05
4581-23	605 226,91		368 760,75		973 987,66	
4582-25				214 000,00		214 000,00
4582-26				235 000,00		235 000,00

Résultats budgétaires de l'exercice

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	482 186 161,46	804 151 637,17	1 286 337 798,63
Titres de recette émis (b)	327 534 796,22	817 096 818,40	1 144 631 614,62
Réductions de titres (c)	75 796,07	15 024 030,30	15 099 826,37
Recettes nettes (d = b - c)	327 459 000,15	802 072 788,10	1 129 531 788,25
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	482 186 161,46	804 151 637,17	1 286 337 798,63
Mandats émis (f)	345 489 692,10	781 027 675,92	1 126 517 368,02
Annulations de mandats (g)	301 814,13	20 740 035,22	21 041 849,35
Dépenses nettes (h = f - g)	345 187 877,97	760 287 640,70	1 105 475 518,67
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		41 785 147,40	24 056 269,58
(h - d) Déficit	17 728 877,82		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement	-25 942 699,71		-17 728 877,82		-43 671 577,53
Fonctionnement	40 912 429,18	31 385 991,45	41 785 147,40		51 311 585,13
TOTAL I	**14 969 729,47**	**31 385 991,45**	**24 056 269,58**		**7 640 007,60**
II - Budgets des services à caractère administratif					
61171-EUROMET ZAI					
Investissement	-5 151 152,79		7 290 225,24		2 139 072,45
Fonctionnement			45 000,00		45 000,00
Sous-Total	**-5 151 152,79**		**7 335 225,24**		**2 184 072,45**
61191-EUROMET MOBILITES ACTIVES					
Investissement	2 220 110,09		-1 899 362,41		320 747,68
Fonctionnement	4 388 122,15		740 515,50		5 128 637,65
Sous-Total	**6 608 232,24**		**-1 158 846,91**		**5 449 385,33**
TOTAL II	**1 457 079,45**		**6 176 378,33**		**7 633 457,78**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
61121-EUROMET EAU					
Investissement	-7 129 361,58		2 669 356,39		-4 460 005,19
Fonctionnement	28 557 274,44	7 280 619,88	8 068 839,14		29 345 493,70
Sous-Total	**21 427 912,86**	**7 280 619,88**	**10 738 195,53**		**24 885 488,51**
61131-EUROMET ASSAINISSEMENT					
Investissement	13 493 734,59		-12 878 679,32		615 055,27
Fonctionnement	31 329 654,79		3 982 739,23		35 312 394,02
Sous-Total	**44 823 389,38**		**-8 895 940,09**		**35 927 449,29**
61149-REGIE EUROMET OM					
Investissement	24 471,93		-40 160,43		-15 688,50
Fonctionnement	1 238 792,84		190 940,23		1 429 733,07
Sous-Total	**1 263 264,77**		**150 779,80**		**1 414 044,57**
TOTAL III	**67 514 567,01**	**7 280 619,88**	**1 993 035,24**		**62 226 982,37**
TOTAL I + II + III	**83 941 375,93**	**38 666 611,33**	**32 225 683,15**		**77 500 447,75**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	5 500 000,00		5 500 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	200 000,00		200 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	81 565 000,00	-1 735 000,00	79 830 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	19 597 753,20	372 587,79	19 970 340,99
204	Subventions d'équipement versées	60 119 515,14	-18 224 328,51	41 895 186,63
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	72 418 303,33	11 910 993,18	84 329 296,51
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	114 133 411,01	-14 150 518,07	99 982 892,94
26	PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS	6 285 937,00	-2 407 764,00	3 878 173,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	4 104 000,00	6 095 128,01	10 199 128,01
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**363 923 919,68**	**-18 138 901,60**	**345 785 018,08**
4541116	Opération pour compte tiers n° 4541116	300 000,00	4 670,70	304 670,70
4541117	Opération pour compte tiers n° 4541117	300 000,00	10 692,88	310 692,88
4541122	Opération pour compte tiers n° 4541122	1 349 999,88	-907 999,88	442 000,00
4541123	Opération pour compte tiers n° 4541123	50 000,00		50 000,00
4541124	Opération pour compte tiers n° 4541124	91 000,00	-51 000,00	40 000,00
4541126	Opération pour compte tiers n° 4541126	600 000,00	-600 000,00	
458114	Opération pour compte tiers n° 458114	5 056 843,03	2 000 000,00	7 056 843,03
458122	Opération pour compte tiers n° 458122	164 008,28	90 000,00	254 008,28
458123	Opération pour compte tiers n° 458123	281 807,25	218 192,75	500 000,00
458124	Opération pour compte tiers n° 458124	30 000,00		30 000,00
458125	Opération pour compte tiers n° 458125	206 900,00		206 900,00
458126	Opération pour compte tiers n° 458126	780 000,00	-590 000,00	190 000,00
458127	Opération pour compte tiers n° 458127	5 146,00		5 146,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**9 215 704,44**	**174 556,45**	**9 390 260,89**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**373 139 624,12**	**-17 964 345,15**	**355 175 278,97**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	6 000 000,00	1 324 434,68	7 324 434,68
041	Opérations patrimoniales	72 860 375,88	20 883 372,22	93 743 748,10
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**78 860 375,88**	**22 207 806,90**	**101 068 182,78**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		25 942 699,71	25 942 699,71
TOTAL GENERAL		**452 000 000,00**	**30 186 161,46**	**482 186 161,46**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	5 500 000,00	4 332 137,99		4 332 137,99	1 167 862,01
13	200 000,00	52,05		52,05	199 947,95
16	79 830 000,00	79 657 334,16		79 657 334,16	172 665,84
20	19 970 340,99	12 960 249,58	5 016,60	12 955 232,98	7 015 108,01
204	41 895 186,63	27 240 706,86	23 990,00	27 216 716,86	14 678 469,77
21	84 329 296,51	55 233 010,21	238 161,37	54 994 848,84	29 334 447,67
23	99 982 892,94	79 658 876,84	4 728,42	79 654 148,42	20 328 744,52
26	3 878 173,00	3 834 365,82		3 834 365,82	43 807,18
27	10 199 128,01	7 373 494,55		7 373 494,55	2 825 633,46
SOUS-TOTAL	**345 785 018,08**	**270 290 228,06**	**271 896,39**	**270 018 331,67**	**75 766 686,41**
4541116	304 670,70	164 425,29	1 560,60	162 864,69	141 806,01
4541117	310 692,88	251 643,29		251 643,29	59 049,59
4541122	442 000,00	334 970,73		334 970,73	107 029,27
4541123	50 000,00	34 671,60		34 671,60	15 328,40
4541124	40 000,00	23 504,40		23 504,40	16 495,60
4541126					
458114	7 056 843,03	4 985 855,27		4 985 855,27	2 070 987,76
458122	254 008,28	203 782,39		203 782,39	50 225,89
458123	500 000,00	397 117,89	28 357,14	368 760,75	131 239,25
458124	30 000,00				30 000,00
458125	206 900,00				206 900,00
458126	190 000,00				190 000,00
458127	5 146,00				5 146,00
SOUS-TOTAL	**9 390 260,89**	**6 395 970,86**	**29 917,74**	**6 366 053,12**	**3 024 207,77**
TOTAL	**355 175 278,97**	**276 686 198,92**	**301 814,13**	**276 384 384,79**	**78 790 894,18**
040	7 324 434,68	7 065 064,62		7 065 064,62	259 370,06
041	93 743 748,10	61 738 428,56		61 738 428,56	32 005 319,54
TOTAL	**101 068 182,78**	**68 803 493,18**		**68 803 493,18**	**32 264 689,60**
001	25 942 699,71				25 942 699,71
TOTAL GENERAL	**482 186 161,46**	**345 489 692,10**	**301 814,13**	**345 187 877,97**	**136 998 283,49**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	19 970 000,00	31 385 991,45	51 355 991,45
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	51 106 487,16	521 079,62	51 627 566,78
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	214 972 607,31	-47 350 244,43	167 622 362,88
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
204	Subventions d'équipement versées		750 532,00	750 532,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		16 722,99	16 722,99
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 748 354,25	15 893 699,04	17 642 053,29
024	Produits de cessions (recettes)	6 550 000,00	-5 415 475,71	1 134 524,29
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**294 347 448,72**	**-4 197 695,04**	**290 149 753,68**
4541213	Opération pour compte tiers n° 4541213	10 660,40		10 660,40
4541216	Opération pour compte tiers n° 4541216	300 000,00		300 000,00
4541217	Opération pour compte tiers n° 4541217	300 000,00		300 000,00
4541222	Opération pour compte tiers n° 4541222	750 000,00	153 336,20	903 336,20
4541224	Opération pour compte tiers n° 4541224	30 000,00	-6 000,00	24 000,00
4541226	Opération pour compte tiers n° 4541226	600 000,00		600 000,00
4541227	Opération pour compte tiers n° 4541227			
458214	Opération pour compte tiers n° 458214		929 450,00	929 450,00
458222	Opération pour compte tiers n° 458222	2 600 000,00		2 600 000,00
458223	Opération pour compte tiers n° 458223	416 369,00	-416 369,00	
458225	Opération pour compte tiers n° 458225			
458226	Opération pour compte tiers n° 458226	780 000,00		780 000,00
458227	Opération pour compte tiers n° 458227	5 146,00		5 146,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**5 792 175,40**	**660 417,20**	**6 452 592,60**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**300 139 624,12**	**-3 537 277,84**	**296 602 346,28**
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**			
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)	13 200 000,00	6 100 000,00	19 300 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	65 800 000,00	6 740 067,08	72 540 067,08
041	Opérations patrimoniales	72 860 375,88	20 883 372,22	93 743 748,10
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**151 860 375,88**	**33 723 439,30**	**185 583 815,18**
TOTAL GENERAL		**452 000 000,00**	**30 186 161,46**	**482 186 161,46**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	51 355 991,45	49 084 206,73		49 084 206,73	2 271 784,72
13	51 627 566,78	46 489 603,60	0,01	46 489 603,59	5 137 963,19
16	167 622 362,88	80 013 226,64	20,00	80 013 206,64	87 609 156,24
20		2 808,00		2 808,00	-2 808,00
204	750 532,00	857 499,74	39 904,00	817 595,74	-67 063,74
21		415,57		415,57	-415,57
23	16 722,99	161 844,59		161 844,59	-145 121,60
27	17 642 053,29	13 953 453,56	4 982,53	13 948 471,03	3 693 582,26
024	1 134 524,29				1 134 524,29
SOUS-TOTAL	**290 149 753,68**	**190 563 058,43**	**44 906,54**	**190 518 151,89**	**99 631 601,79**
4541213	10 660,40				10 660,40
4541216	300 000,00	171 042,49	8 177,80	162 864,69	137 135,31
4541217	300 000,00	273 955,02	22 311,73	251 643,29	48 356,71
4541222	903 336,20	45 962,60		45 962,60	857 373,60
4541224	24 000,00				24 000,00
4541226	600 000,00				600 000,00
4541227		834 935,05		834 935,05	-834 935,05
458214	929 450,00	929 450,00		929 450,00	
458222	2 600 000,00				2 600 000,00
458223					
458225		214 000,00		214 000,00	-214 000,00
458226	780 000,00	235 000,00		235 000,00	545 000,00
458227	5 146,00				5 146,00
SOUS-TOTAL	**6 452 592,60**	**2 704 345,16**	**30 489,53**	**2 673 855,63**	**3 778 736,97**
TOTAL	**296 602 346,28**	**193 267 403,59**	**75 396,07**	**193 192 007,52**	**103 410 338,76**
21					
SOUS-TOTAL					
021	19 300 000,00				19 300 000,00
040	72 540 067,08	72 528 964,07	400,00	72 528 564,07	11 503,01
041	93 743 748,10	61 738 428,56		61 738 428,56	32 005 319,54
TOTAL	**185 583 815,18**	**134 267 392,63**	**400,00**	**134 266 992,63**	**51 316 822,55**
TOTAL GENERAL	**482 186 161,46**	**327 534 796,22**	**75 796,07**	**327 459 000,15**	**154 727 161,31**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	109 698 946,00	2 927 104,46	112 626 050,46
012	Charges de personnel et frais assimilés	348 857 250,00	9 867 000,00	358 724 250,00
014	Atténuations de produits	90 154 678,00	-200 827,00	89 953 851,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	123 238 656,47	5 997 597,42	129 236 253,89
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	339 000,00		339 000,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	10 300 000,00	-1 000 000,00	9 300 000,00
67	CHARGES SPECIFIQUES	311 469,53	67 000,00	378 469,53
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS		11 753 695,21	11 753 695,21
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**682 900 000,00**	**29 411 570,09**	**712 311 570,09**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	13 200 000,00	6 100 000,00	19 300 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	65 800 000,00	6 740 067,08	72 540 067,08
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**79 000 000,00**	**12 840 067,08**	**91 840 067,08**
TOTAL GENERAL		**761 900 000,00**	**42 251 637,17**	**804 151 637,17**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	112 626 050,46	117 599 364,30	16 219 918,56	101 379 445,74	11 246 604,72
012	358 724 250,00	351 566 980,49	319 291,55	351 247 688,94	7 476 561,06
014	89 953 851,00	89 807 525,46		89 807 525,46	146 325,54
65	129 236 253,89	124 916 797,43	951 324,11	123 965 473,32	5 270 780,57
6586	339 000,00	254 930,55		254 930,55	84 069,45
66	9 300 000,00	12 404 012,98	3 249 101,00	9 154 911,98	145 088,02
67	378 469,53	195 405,43		195 405,43	183 064,10
68	11 753 695,21	11 753 695,21		11 753 695,21	
TOTAL	**712 311 570,09**	**708 498 711,85**	**20 739 635,22**	**687 759 076,63**	**24 552 493,46**
023	19 300 000,00				19 300 000,00
042	72 540 067,08	72 528 964,07	400,00	72 528 564,07	11 503,01
TOTAL	**91 840 067,08**	**72 528 964,07**	**400,00**	**72 528 564,07**	**19 311 503,01**
TOTAL GENERAL	**804 151 637,17**	**781 027 675,92**	**20 740 035,22**	**760 287 640,70**	**43 863 996,47**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
013	Atténuations de charges	1 626 005,00	549 999,54	2 176 004,54
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	264 168 635,00	7 122 653,68	271 291 288,68
73	IMPOTS ET TAXES	114 446 914,00	-2 190 000,00	112 256 914,00
731	Fiscalité locale	227 311 220,00	6 144 667,00	233 455 887,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	128 885 042,00	2 162 555,72	131 047 597,72
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	18 986 430,00	11 432 153,71	30 418 583,71
76	PRODUITS FINANCIERS	189 953,00	-53 270,18	136 682,82
77	PRODUITS SPECIFIQUES	285 801,00	4 732 005,29	5 017 806,29
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS		1 500 000,00	1 500 000,00
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**755 900 000,00**	**31 400 764,76**	**787 300 764,76**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	6 000 000,00	1 324 434,68	7 324 434,68
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**6 000 000,00**	**1 324 434,68**	**7 324 434,68**
002	Résultat de fonctionnement reporté		9 526 437,73	9 526 437,73
TOTAL GENERAL		**761 900 000,00**	**42 251 637,17**	**804 151 637,17**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	2 176 004,54	2 439 499,64		2 439 499,64	-263 495,10
70	271 291 288,68	280 371 022,62	9 621 704,09	270 749 318,53	541 970,15
73	112 256 914,00	117 808 565,00		117 808 565,00	-5 551 651,00
731	233 455 887,00	236 951 742,11	42 550,66	236 909 191,45	-3 453 304,45
74	131 047 597,72	130 528 042,74	617 969,72	129 910 073,02	1 137 524,70
75	30 418 583,71	37 516 356,92	4 741 221,55	32 775 135,37	-2 356 551,66
76	136 682,82	119 887,78	184,28	119 703,50	16 979,32
77	5 017 806,29	4 296 636,97	400,00	4 296 236,97	721 569,32
78	1 500 000,00				1 500 000,00
TOTAL	**787 300 764,76**	**810 031 753,78**	**15 024 030,30**	**795 007 723,48**	**-7 706 958,72**
042	7 324 434,68	7 065 064,62		7 065 064,62	259 370,06
TOTAL	**7 324 434,68**	**7 065 064,62**		**7 065 064,62**	**259 370,06**
002	9 526 437,73				9 526 437,73
TOTAL GENERAL	**804 151 637,17**	**817 096 818,40**	**15 024 030,30**	**802 072 788,10**	**2 078 849,07**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1021	Dotations	350,00		350,00
10226	Taxe d'aménagement	4 331 787,99		4 331 787,99
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**4 332 137,99**		**4 332 137,99**
1321	État et établissements nationaux	52,05		52,05
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	**52,05**		**52,05**
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	9 595 000,00		9 595 000,00
16318	Autres emprunts obligataires	13 750 000,00		13 750 000,00
1641	Emprunts en euros	36 302 019,38		36 302 019,38
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	20 000 000,00		20 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 314,78		10 314,78
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**79 657 334,16**		**79 657 334,16**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'	401 702,22		401 702,22
2031	Frais d'études	5 067 857,66	5 016,60	5 062 841,06
2032	Frais de recherche et de développement	286 557,60		286 557,60
2033	Frais d'insertion	13 785,60		13 785,60
2051	Concessions et droits similaires	7 190 346,50		7 190 346,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**12 960 249,58**	**5 016,60**	**12 955 232,98**
204111	Biens mobiliers, matériel et études	113 000,00		113 000,00
204112	Bâtiments et installations	2 039,09		2 039,09
204122	Bâtiments et installations	900 000,00		900 000,00
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	9 895,01		9 895,01
2041412	Bâtiments et installations	1 082 064,33		1 082 064,33
20415342	Bâtiments et installations	82 580,06		82 580,06
204181	Biens mobiliers, matériel et études	358 150,40		358 150,40
204182	Bâtiments et installations	1 518 383,75		1 518 383,75
20421	Biens mobiliers, matériel et études	1 869 224,31		1 869 224,31
20422	Bâtiments et installations	21 305 369,91	23 990,00	21 281 379,91
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**27 240 706,86**	**23 990,00**	**27 216 716,86**
2111	Terrains nus	1 395 202,77		1 395 202,77
2112	Terrains de voirie	1 425 777,04	1 254,00	1 424 523,04
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 174 854,69		1 174 854,69
2128	Autres agencements et aménagements	1 144 179,75		1 144 179,75
21318	Autres bâtiments publics	4 449,29		4 449,29
21321	Immeubles de rapport	7 872 769,86	51 750,00	7 821 019,86
21351	Bâtiments publics	4 710 314,63		4 710 314,63
2138	Autres constructions	728 866,30		728 866,30

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2151	Réseaux de voirie	13 757 113,58	182 669,30	13 574 444,28
2152	Installations de voirie	2 603 211,53	2 488,07	2 600 723,46
21534	Réseaux d'électrification	35 150,68		35 150,68
21538	Autres réseaux	563 323,85		563 323,85
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	317 587,64		317 587,64
215738	Autre matériel et outillage de voirie	1 090 951,95		1 090 951,95
21578	Autre matériel technique	5 118,00		5 118,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	3 389 439,97		3 389 439,97
21621	Biens sous-jacents	12 656,30		12 656,30
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	5 624,48		5 624,48
21828	Autres matériels de transport	7 613 874,26		7 613 874,26
21838	Autre matériel informatique	5 120 668,15		5 120 668,15
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 033 459,85		1 033 459,85
2185	Matériel de téléphonie	342 915,46		342 915,46
2188	Autres	885 500,18		885 500,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**55 233 010,21**	**238 161,37**	**54 994 848,84**
2312	Agencements et aménagements de terrains	3 405 018,99		3 405 018,99
2313	Constructions	20 631 955,75	2 625,88	20 629 329,87
2315	Installations, matériel et outillage techniques	20 850 486,68		20 850 486,68
2316	Restauration des biens historiques et culturels	1 392,00		1 392,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	34 770 023,42	2 102,54	34 767 920,88
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**79 658 876,84**	**4 728,42**	**79 654 148,42**
261	Titres de participation	3 834 365,82		3 834 365,82
SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	**PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS**	**3 834 365,82**		**3 834 365,82**
2745	Avances remboursables	1 025 000,00		1 025 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	178 366,54		178 366,54
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	6 170 128,01		6 170 128,01
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**	**7 373 494,55**		**7 373 494,55**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**270 290 228,06**	**271 896,39**	**270 018 331,67**
45411	Opération pour compte de tiers n° 45411	809 215,31	1 560,60	807 654,71
4581	Opération pour compte de tiers n° 4581	5 586 755,55	28 357,14	5 558 398,41
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**6 395 970,86**	**29 917,74**	**6 366 053,12**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**276 686 198,92**	**301 814,13**	**276 384 384,79**
13911	État et établissements nationaux	1 648 734,10		1 648 734,10
13912	Régions	364 583,35		364 583,35
13913	Départements	167 266,52		167 266,52

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
139141	Communes membres du GFP	4 012 312,87		4 012 312,87
139151	GFP de rattachement	29 476,64		29 476,64
139172	FEDER	208 196,04		208 196,04
13918	Autres	48 333,64		48 333,64
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	586 161,46		586 161,46
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**7 065 064,62**		**7 065 064,62**
2128	Autres agencements et aménagements	53 652,00		53 652,00
21351	Bâtiments publics	132 882,20		132 882,20
2312	Agencements et aménagements de terrains	173 672,63		173 672,63
2313	Constructions	47 270 368,10		47 270 368,10
2315	Installations, matériel et outillage techniques	1 131 212,46		1 131 212,46
2762	Créances sur transfert de droits à déduction de T.V.A.	12 976 641,17		12 976 641,17
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**61 738 428,56**		**61 738 428,56**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**68 803 493,18**		**68 803 493,18**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**345 489 692,10**	**301 814,13**	**345 187 877,97**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	F.C.T.V.A.	9 741 162,33		9 741 162,33
10226	Taxe d'aménagement	7 957 052,95		7 957 052,95
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	31 385 991,45		31 385 991,45
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**49 084 206,73**		**49 084 206,73**
1311	État et établissements nationaux	6 648 758,87		6 648 758,87
1312	Régions	2 600 000,00		2 600 000,00
1313	Départements	1 834 184,50		1 834 184,50
13141	Communes membres du GFP	9 463 111,93	0,01	9 463 111,92
13172	FEDER	1 184 101,65		1 184 101,65
1321	État et établissements nationaux	18 015 268,85		18 015 268,85
13241	Communes membres du GFP	167 573,41		167 573,41
13272	FEDER	21 378,00		21 378,00
1328	Autres	448 033,32		448 033,32
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	4 724 543,00		4 724 543,00
1348	Autres	1 059 814,01		1 059 814,01
1381	État et établissements nationaux	322 836,06		322 836,06
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	**46 489 603,60**	**0,01**	**46 489 603,59**
16318	Autres emprunts obligataires	30 000 000,00		30 000 000,00
1641	Emprunts en euros	30 000 000,00		30 000 000,00
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	20 000 000,00		20 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	13 226,64	20,00	13 206,64
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**80 013 226,64**	**20,00**	**80 013 206,64**
2032	Frais de recherche et de développement	2 808,00		2 808,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**2 808,00**		**2 808,00**
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	750 531,75		750 531,75
20421	Biens mobiliers, matériel et études	38 678,99	10,00	38 668,99
20422	Bâtiments et installations	68 289,00	39 894,00	28 395,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**857 499,74**	**39 904,00**	**817 595,74**
21828	Autres matériels de transport	415,57		415,57
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**415,57**		**415,57**
2312	Agencements et aménagements de terrains	12 103,63		12 103,63
2313	Constructions	70 114,80		70 114,80
2315	Installations, matériel et outillage techniques	39 445,60		39 445,60
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	40 180,56		40 180,56
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**161 844,59**		**161 844,59**
2743	Prêts au personnel	92 911,81	1 134,67	91 777,14

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2748	Autres prêts	221 354,25	3 847,86	217 506,39
2762	Créances sur transfert de droits à déduction de T.V.A.	12 976 641,17		12 976 641,17
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	662 546,33		662 546,33
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**	**13 953 453,56**	**4 982,53**	**13 948 471,03**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**190 563 058,43**	**44 906,54**	**190 518 151,89**
45412	Opération pour compte de tiers n° 45412	1 325 895,16	30 489,53	1 295 405,63
4582	Opération pour compte de tiers n° 4582	1 378 450,00		1 378 450,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**2 704 345,16**	**30 489,53**	**2 673 855,63**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**193 267 403,59**	**75 396,07**	**193 192 007,52**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	213 483,15	400,00	213 083,15
2111	Terrains nus	3 190 647,81		3 190 647,81
21321	Immeubles de rapport	1 447 906,21		1 447 906,21
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'	287 672,31		287 672,31
28031	Frais d'études	3 039 891,92		3 039 891,92
28032	Frais de recherche et de développement	161 474,68		161 474,68
28033	Frais d'insertion	31 974,34		31 974,34
2804112	Bâtiments et installations	410 469,18		410 469,18
2804113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	470 799,02		470 799,02
2804121	Biens mobiliers, matériel et études	127 643,22		127 643,22
2804122	Bâtiments et installations	316 992,02		316 992,02
2804131	Biens mobiliers, matériel et études	144 751,50		144 751,50
2804133	Projets d'infrastructures d'intérêt national	16 666,66		16 666,66
28041411	Biens mobiliers, matériel et études	9 143,51		9 143,51
28041412	Bâtiments et installations	221 096,24		221 096,24
28041413	Projets d'infrastructures d'intérêt national	33 704,60		33 704,60
28041482	Bâtiments et installations	37 481,85		37 481,85
28041511	Biens mobiliers, matériel et études	193 000,00		193 000,00
280415342	Bâtiments et installations	18 600,00		18 600,00
28041722	Bâtiments et installations	1 833,33		1 833,33
2804181	Biens mobiliers, matériel et études	1 050 104,01		1 050 104,01
2804182	Bâtiments et installations	2 638 876,60		2 638 876,60
2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt national	3 351 023,47		3 351 023,47
280421	Biens mobiliers, matériel et études	2 403 353,46		2 403 353,46
280422	Bâtiments et installations	9 187 717,44		9 187 717,44
2804412	Bâtiments et installations	412 591,12		412 591,12
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaire	6 169 756,12		6 169 756,12

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	384 728,96		384 728,96
28128	Autres agencements et aménagements	3 595 612,76		3 595 612,76
281311	Bâtiments administratifs	335 699,77		335 699,77
281312	Bâtiments scolaires	75 343,35		75 343,35
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 476 831,68		1 476 831,68
281316	Équipements du cimetière	88 247,20		88 247,20
281318	Autres bâtiments publics	127 557,39		127 557,39
281321	Immeubles de rapport	785 202,40		785 202,40
281328	Autres bâtiments privés	62 688,13		62 688,13
281351	Bâtiments publics	15 307 484,65		15 307 484,65
281352	Bâtiments privés	76 472,63		76 472,63
28138	Autres constructions	375 549,66		375 549,66
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	69 071,22		69 071,22
281571	Matériel ferroviaire	3 068,99		3 068,99
2815731	Matériel roulant	45 508,77		45 508,77
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	1 302 966,56		1 302 966,56
281578	Autre matériel technique	2 997,09		2 997,09
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	2 745 774,33		2 745 774,33
2816	Biens historiques et culturels - dépenses ultérieures amortissables	4 970,37		4 970,37
281748	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	476,88		476,88
281788	Autres	1 989,96		1 989,96
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	32 879,29		32 879,29
281828	Autres matériels de transport	3 670 681,50		3 670 681,50
281838	Autre matériel informatique	4 648 595,28		4 648 595,28
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	218 820,30		218 820,30
28185	Matériel de téléphonie	53 895,20		53 895,20
28188	Autres	647 805,65		647 805,65
4815	Charges liées à la crise sanitaire COVID-19	799 390,33		799 390,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**72 528 964,07**	**400,00**	**72 528 564,07**
2031	Frais d'études	53 652,00		53 652,00
21351	Bâtiments publics	2 238 232,53		2 238 232,53
2313	Constructions	10 738 408,64		10 738 408,64
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	48 708 135,39		48 708 135,39
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**61 738 428,56**		**61 738 428,56**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**134 267 392,63**	**400,00**	**134 266 992,63**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**327 534 796,22**	**75 796,07**	**327 459 000,15**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	5 780,25		5 780,25
60611	Eau et assainissement	1 612 745,18	499 793,60	1 112 951,58
60612	Énergie - Électricité	4 659 217,39	1 039 373,90	3 619 843,49
60613	Chauffage urbain	6 564 264,19	912 148,38	5 652 115,81
60621	Combustibles	83 211,41	20 861,95	62 349,46
60622	Carburants	3 738 352,60	185 159,77	3 553 192,83
60623	Alimentation	66 076,52	6 738,77	59 337,75
60628	Autres fournitures non stockées	405 910,79	52 478,73	353 432,06
60631	Fournitures d'entretien	162 838,30	17 457,06	145 381,24
60632	Fournitures de petit équipement	2 965 306,12	216 496,35	2 748 809,77
60633	Fournitures de voirie	575 850,09	16 325,91	559 524,18
60636	Habillement et Vêtements de travail	984 876,70	327 638,84	657 237,86
6064	Fournitures administratives	305 448,56	15 695,52	289 753,04
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	739 051,00	80 638,86	658 412,14
6068	Autres matières et fournitures.	1 471 544,64	75 729,11	1 395 815,53
611	Contrats de prestations de services	41 441 916,12	6 560 189,78	34 881 726,34
6132	Locations immobilières	1 632 507,08	65 418,04	1 567 089,04
61351	Matériel roulant	224 328,21	51 717,14	172 611,07
61358	Autres	1 201 127,36	290 973,64	910 153,72
614	Charges locatives et de copropriété	492 170,59		492 170,59
61521	Terrains	1 720 968,55	291 555,42	1 429 413,13
615221	Bâtiments publics	1 268 040,28	302 392,24	965 648,04
615228	Autres bâtiments	382 515,09	44 382,71	338 132,38
615231	Voiries	8 079 061,97	707 313,90	7 371 748,07
615232	Réseaux	42 576,86	2 565,58	40 011,28
61524	Bois et forêts	10 222,70		10 222,70
61551	Matériel roulant	485 990,29	36 496,16	449 494,13
61558	Autres biens mobiliers	275 985,76	29 332,72	246 653,04
6156	Maintenance	7 927 692,05	854 135,07	7 073 556,98
6161	Multirisques	1 254 315,26		1 254 315,26
6168	Autres	1 823,07		1 823,07
617	Études et recherches	1 762 592,82	381 723,47	1 380 869,35
6182	Documentation générale et technique	323 798,46	16 416,02	307 382,44
6184	Versements à des organismes de formation	1 904 827,49	558 323,73	1 346 503,76
6185	Frais de colloques et séminaires	34 824,38		34 824,38
6188	Autres frais divers	3 555,61		3 555,61

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
62268	Autres honoraires, conseils...	2 419 142,13	307 335,82	2 111 806,31
6227	Frais d'actes et de contentieux	270 035,36		270 035,36
6228	Divers	2 544 866,04	481 472,27	2 063 393,77
6231	Annonces et insertions	713 589,30	34 894,88	678 694,42
6234	Réceptions	251 767,73	53 512,34	198 255,39
6236	Catalogues et imprimés et publications	556 564,84	117 357,78	439 207,06
6238	Divers	1 491 527,20	141 339,00	1 350 188,20
6241	Transports de biens	25 517,00	8 720,35	16 796,65
6247	Transports collectifs du personnel	162 727,75	7 985,00	154 742,75
6251	Voyages, déplacements et missions	338 128,12	117 483,19	220 644,93
6255	Frais de déménagement	17 293,99		17 293,99
6261	Frais d'affranchissement	635 198,82	70 068,56	565 130,26
6262	Frais de télécommunications	1 747 468,91	269 226,06	1 478 242,85
627	Services bancaires et assimilés.	51 860,88		51 860,88
6281	Concours divers (cotisations...)	532 476,73	28 598,00	503 878,73
6282	Frais de gardiennage	1 353 103,06	136 398,06	1 216 705,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 493 181,00	365 071,26	3 128 109,74
62875	Aux communes membres du GFP	47 340,89	14 820,00	32 520,89
62878	A des tiers	260 286,42	78 245,19	182 041,23
6288	Autres	1 812 038,41	238 109,09	1 573 929,32
63512	Taxes foncières	3 938 731,50		3 938 731,50
63513	Autres impôts locaux	3 102,00		3 102,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	58 685,28	58 685,28	
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	63 417,20	31 124,06	32 293,14
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**117 599 364,30**	**16 219 918,56**	**101 379 445,74**
6217	Personnel affecté par la commune membre du GFP	660 000,00	197 042,03	462 957,97
6218	Autre personnel extérieur	1 623 524,86	56 000,00	1 567 524,86
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impô	1 450,50		1 450,50
6331	Versement mobilité	3 756 557,00	33,00	3 756 524,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	927 102,00	8,00	927 094,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territorial	1 781 382,00	16,00	1 781 366,00
64111	Rémunération principale	151 405 255,79	13 423,55	151 391 832,24
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	3 344 691,56		3 344 691,56
64113	NBI	1 805 392,78		1 805 392,78
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflation	335 100,00		335 100,00
64118	Autres indemnités.	52 285 393,19	3 500,00	52 281 893,19

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
64131	Rémunérations	26 342 211,79	769,86	26 341 441,93
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	564 275,70		564 275,70
64134	Personnel non titulaire - Indemnité inflation	65 300,00		65 300,00
64138	Primes et autres indemnités	11 894 225,96		11 894 225,96
64141	Personnel rémunéré à la vacation - Rémunérations	7 360 571,72	694,94	7 359 876,78
64142	Personnel rémunéré à la vacation - Indemnité inflation	118 500,00		118 500,00
64164	Emplois aidés - Indemnité inflation	5 300,00		5 300,00
64168	Autres emplois aidés	682 796,60		682 796,60
64171	Apprentis - Rémunérations	1 172 028,65		1 172 028,65
64172	Apprentis - Indemnité inflation	8 700,00		8 700,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	32 396 799,00	259,00	32 396 540,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	46 145 556,36		46 145 556,36
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	351 295,00		351 295,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	342 681,21		342 681,21
64731	Versées directement	2 310 793,56	318,80	2 310 474,76
64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	1 553 902,00		1 553 902,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	306 454,59	166,05	306 288,54
6478	Autres charges sociales diverses	750 368,06	47 060,32	703 307,74
6488	Autres	1 269 370,61		1 269 370,61
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**351 566 980,49**	**319 291,55**	**351 247 688,94**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	31 494,33		31 494,33
739211	Attribution de compensation	73 777 570,00		73 777 570,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	14 957 108,00		14 957 108,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	664 173,00		664 173,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	377 180,13		377 180,13
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**89 807 525,46**		**89 807 525,46**
65131	Bourses	125 394,90		125 394,90
65132	Prix	261 555,92		261 555,92
65133	Secours d'urgence	844 384,62	691,50	843 693,12
65311	Indemnités de fonction	1 791 876,02		1 791 876,02
65312	Frais de mission et de déplacement	27 621,94		27 621,94
65313	Cotisations de retraite	150 557,19		150 557,19
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	432 821,00		432 821,00
65315	Formation	27 775,00	1 100,00	26 675,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	1 514,92		1 514,92
6541	Créances admises en non-valeur	81 621,62		81 621,62

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6542	Créances éteintes	140 122,83	3 838,68	136 284,15
6553	Service d'incendie	28 280 528,39		28 280 528,39
65568	Autres contributions	6 699 833,00		6 699 833,00
6558	Autres contributions obligatoires	698 216,53	64 456,57	633 759,96
6568	Autres participations	1 463 859,00		1 463 859,00
65731	État	25 000,00		25 000,00
65732	Régions	8 000,00		8 000,00
65733	Départements	18 375,00		18 375,00
657341	Communes membres du GFP	4 364 131,73	29 646,00	4 334 485,73
657362	CCAS	2 230 000,00		2 230 000,00
657381	Autres établissements publics locaux	566 805,76	2 500,00	564 305,76
657382	Organismes publics divers	991 905,07		991 905,07
65741	Ménages	129 796,89		129 796,89
65748	Autres personnes de droit privé	25 207 896,10	80 000,00	25 127 896,10
6577	Remises gracieuses	3 042,00		3 042,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	8 400,00		8 400,00
65818	Autres	47 906,22		47 906,22
65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	41 610 788,28		41 610 788,28
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	7 984,03		7 984,03
65888	Autres	8 669 083,47	769 091,36	7 899 992,11
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**124 916 797,43**	**951 324,11**	**123 965 473,32**
65861	Frais de personnel	254 930,55		254 930,55
SOUS-TOTAL CHAPITRE 6586	**Frais de fonctionnement des groupes d'élus**	**254 930,55**		**254 930,55**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	8 915 341,32		8 915 341,32
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	3 298 364,72	3 249 101,00	49 263,72
6688	Autres	190 306,94		190 306,94
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**CHARGES FINANCIÈRES**	**12 404 012,98**	**3 249 101,00**	**9 154 911,98**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	195 405,43		195 405,43
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**CHARGES SPECIFIQUES**	**195 405,43**		**195 405,43**
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	11 610 000,00		11 610 000,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	143 695,21		143 695,21
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS**	**11 753 695,21**		**11 753 695,21**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**708 498 711,85**	**20 739 635,22**	**687 759 076,63**
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	4 638 554,02		4 638 554,02
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	213 483,15	400,00	213 083,15
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	66 877 536,57		66 877 536,57

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
68128	Dotations aux amortissements des charges exceptionnelles différées	799 390,33		799 390,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**72 528 964,07**	**400,00**	**72 528 564,07**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**72 528 964,07**	**400,00**	**72 528 564,07**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**781 027 675,92**	**20 740 035,22**	**760 287 640,70**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6091	de matières premières (et fournitures)	167,21		167,21
6095	de matériel, équipements et travaux	578,09		578,09
6096	d'approvisionnements non stockés	5 902,29		5 902,29
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	1 523 578,90		1 523 578,90
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	909 273,15		909 273,15
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**2 439 499,64**		**2 439 499,64**
7022	Coupes de bois	77 712,90		77 712,90
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	362 978,10		362 978,10
70323	Redevance d'occupation du domaine public	600 197,27		600 197,27
70328	Autres droits de stationnement et de location	4 777 623,65	758 753,09	4 018 870,56
7035	Locations de droits de chasse et de pêche	1 378,73	1 200,00	178,73
70388	Autres redevances et recettes diverses	231 549,71		231 549,71
704	Travaux	101 279,16	499,99	100 779,17
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures	19 904 942,23	8 047 503,15	11 857 439,08
70613	Abonnement ou redevance pour enlèvement des déchets industriels et commerciaux	1 326 502,08	584 401,93	742 100,15
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	298 581,46	210,00	298 371,46
70631	A caractère sportif	3 372 907,50	402,10	3 372 505,40
70632	A caractère de loisirs	298 095,60		298 095,60
70688	Autres prestations de services	270 189,36	38 119,94	232 069,42
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	222 617,31	270,80	222 346,51
70841	aux budgets annexes, régies, CCAS et caisse des écoles	21 265 378,82		21 265 378,82
70845	aux communes membres du GFP	203 908 618,60		203 908 618,60
70848	aux autres organismes	4 441 118,72	34 458,50	4 406 660,22
70872	par les budgets annexes et les régies	6 063 693,54		6 063 693,54
70874	par les caisses des écoles	8 101,25		8 101,25
70875	par les communes membres du GFP	11 776 327,68	0,70	11 776 326,98
70878	par des tiers	101 505,54		101 505,54
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	959 723,41	155 883,89	803 839,52
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**280 371 022,62**	**9 621 704,09**	**270 749 318,53**
73211	Attribution de compensation	2 492 709,00		2 492 709,00
73221	FNGIR	24 354 204,00		24 354 204,00
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences	90 961 652,00		90 961 652,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	**IMPOTS ET TAXES**	**117 808 565,00**		**117 808 565,00**
73111	Impôts directs locaux	106 348 192,00		106 348 192,00
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	47 455 346,00		47 455 346,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	6 116 871,00		6 116 871,00

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	2 733 069,00		2 733 069,00
73118	Autres contributions directes	3 450 508,00		3 450 508,00
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	63 291 988,00		63 291 988,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	231 180,64	40 000,00	191 180,64
73143	Redevance des mines	935,00		935,00
731721	Taxe de séjour	6 656 919,02	2 357,51	6 654 561,51
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	1 220,00		1 220,00
7318	Autres	665 513,45	193,15	665 320,30
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	**Fiscalité locale**	**236 951 742,11**	**42 550,66**	**236 909 191,45**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	11 490 505,00		11 490 505,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	67 523 284,00		67 523 284,00
744	FCTVA	841 984,47		841 984,47
74611	DGD	147 775,00		147 775,00
74718	Autres	2 525 613,27	606 638,72	1 918 974,55
7472	Régions	84 912,95		84 912,95
7473	Départements	246 459,09		246 459,09
74771	Fonds social européen	1 696 311,61		1 696 311,61
74772	FEDER	33 723,21		33 723,21
74778	Autres fonds européens	147 000,00		147 000,00
74788	Autres	1 047 811,52		1 047 811,52
748312	D.C.R.T.P.	12 794 756,00		12 794 756,00
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et	15 531 439,00	11 331,00	15 520 108,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	503 184,00		503 184,00
748388	Autres	15 911 644,90		15 911 644,90
74888	Autres	1 638,72		1 638,72
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**130 528 042,74**	**617 969,72**	**129 910 073,02**
752	Revenus des immeubles	3 454 583,99	29 349,83	3 425 234,16
755	Dédits et pénalités perçus	64 029,60		64 029,60
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	8 908 354,34	1 843 471,06	7 064 883,28
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	1 668,14		1 668,14
75888	Autres	25 087 720,85	2 868 400,66	22 219 320,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**37 516 356,92**	**4 741 221,55**	**32 775 135,37**
761	Produits de participations	108 683,25		108 683,25
7621	Produits des autres immobilisations financières - encaissés à l'échéance	9 414,66	184,28	9 230,38
764	Revenus des valeurs mobilières de placement	19,82		19,82
7688	Autres	1 770,05		1 770,05

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	**PRODUITS FINANCIERS**	**119 887,78**	**184,28**	**119 703,50**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadrien	30 761,26		30 761,26
775	Produits des cessions d'immobilisations	4 265 875,71	400,00	4 265 475,71
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**PRODUITS SPECIFIQUES**	**4 296 636,97**	**400,00**	**4 296 236,97**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**810 031 753,78**	**15 024 030,30**	**795 007 723,48**
7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	586 161,46		586 161,46
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de	6 478 903,16		6 478 903,16
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**7 065 064,62**		**7 065 064,62**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**7 065 064,62**		**7 065 064,62**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**817 096 818,40**	**15 024 030,30**	**802 072 788,10**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		548 534 164,40		350,00	350,00		350,00	548 534 514,40		548 534 164,40
10222	F.C.T.V.A.		326 519 933,05				9 741 162,33		336 261 095,38		336 261 095,38
10226	Taxe d'aménagement		34 111 917,33			4 331 787,99	7 957 052,95	4 331 787,99	42 068 970,28		37 737 182,29
10228	Autres fonds d'investissemer		25 714 618,03						25 714 618,03		25 714 618,03
1022	**Sous Total compte 1022**		**386 346 468,41**			**4 331 787,99**	**17 698 215,28**	**4 331 787,99**	**404 044 683,69**		**399 712 895,70**
10251	Dons et legs en capital		31 360,00						31 360,00		31 360,00
1025	**Sous Total compte 1025**		**31 360,00**						**31 360,00**		**31 360,00**
102	**Sous Total compte 102**		**934 911 992,81**		**350,00**	**4 332 137,99**	**17 698 215,28**	**4 332 137,99**	**952 610 558,09**		**948 278 420,10**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		1 822 038 851,1	631 721,95	246 519,42		31 385 991,45	631 721,95	1 853 671 362,1		1 853 039 640,23
106	**Sous Total compte 106**		**1 822 038 851,1**	**631 721,95**	**246 519,42**		**31 385 991,45**	**631 721,95**	**1 853 671 362,1**		**1 853 039 640,23**
10	**Sous Total compte 10**		**2 756 950 844,1**	**631 721,95**	**246 869,42**	**4 332 137,99**	**49 084 206,73**	**4 963 859,94**	**2 806 281 920,2**		**2 801 318 060,33**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		8 065 137,30	31 385 991,45	32 847 291,88			31 385 991,45	40 912 429,18		9 526 437,73
11	**Sous Total compte 11**		**8 065 137,30**	**31 385 991,45**	**32 847 291,88**			**31 385 991,45**	**40 912 429,18**		**9 526 437,73**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		32 847 291,88	32 847 291,88				32 847 291,88	32 847 291,88		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**32 847 291,88**	**32 847 291,88**				**32 847 291,88**	**32 847 291,88**		**0,00**
1311	État et établissements nationaux		116 320 752,90	7 781,00			6 648 758,87	7 781,00	122 969 511,77		122 961 730,77
1312	Régions		12 076 906,59	208 018,22			2 600 000,00	208 018,22	14 676 906,59		14 468 888,37
1313	Départements		22 284 120,54				1 834 184,50		24 118 305,04		24 118 305,04
13141	Communes membres du GFP		71 128 133,84			0,01	9 463 111,93	0,01	80 591 245,77		80 591 245,76

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1314	**Sous Total compte 1314**		**71 128 133,84**			**0,01**	**9 463 111,93**	**0,01**	**80 591 245,77**		**80 591 245,76**
13151	GFP de rattachement		2 947 664,00						2 947 664,00		2 947 664,00
1315	**Sous Total compte 1315**		**2 947 664,00**						**2 947 664,00**		**2 947 664,00**
13172	FEDER		4 131 182,59	39 134,26			1 184 101,65	39 134,26	5 315 284,24		5 276 149,98
1317	**Sous Total compte 1317**		**4 131 182,59**	**39 134,26**			**1 184 101,65**	**39 134,26**	**5 315 284,24**		**5 276 149,98**
1318	Autres		1 561 577,88						1 561 577,88		1 561 577,88
131	**Sous Total compte 131**		**230 450 338,34**	**254 933,48**		**0,01**	**21 730 156,95**	**254 933,49**	**252 180 495,29**		**251 925 561,80**
1321	État et établissements nationaux		91 266 622,51			52,05	18 015 268,85	52,05	109 281 891,36		109 281 839,31
1322	Régions		42 621 151,23		208 018,22				42 829 169,45		42 829 169,45
1323	Départements		87 186 806,16						87 186 806,16		87 186 806,16
13241	Communes membres du GFP		33 860 479,93				167 573,41		34 028 053,34		34 028 053,34
1324	**Sous Total compte 1324**		**33 860 479,93**				**167 573,41**		**34 028 053,34**		**34 028 053,34**
13251	GFP de rattachement		75 000,00						75 000,00		75 000,00
13258	Autres groupements		32 718,38						32 718,38		32 718,38
1325	**Sous Total compte 1325**		**107 718,38**						**107 718,38**		**107 718,38**
1326	Autres établissements publics locaux		1 749 235,11						1 749 235,11		1 749 235,11
13271	Fonds social européen		228 295,23						228 295,23		228 295,23
13272	FEDER		304 792,34				21 378,00		326 170,34		326 170,34
13278	Autres fonds européens		3 876 605,63						3 876 605,63		3 876 605,63

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1327	**Sous Total compte 1327**		**4 409 693,20**				**21 378,00**		**4 431 071,20**		**4 431 071,20**
1328	Autres		18 151 354,64				448 033,32		18 599 387,96		18 599 387,96
132	**Sous Total compte 132**		**279 353 061,16**		**208 018,22**	**52,05**	**18 652 253,58**	**52,05**	**298 213 332,96**		**298 213 280,91**
1345	Amendes de radars automatiques et amende		124 617 799,70				4 724 543,00		129 342 342,70		129 342 342,70
1348	Autres		9 065 975,86				1 059 814,01		10 125 789,87		10 125 789,87
134	**Sous Total compte 134**		**133 683 775,56**				**5 784 357,01**		**139 468 132,57**		**139 468 132,57**
1381	État et établissements nationaux		770 259,60				322 836,06		1 093 095,66		1 093 095,66
1388	Autres		7 407 307,76						7 407 307,76		7 407 307,76
138	**Sous Total compte 138**		**8 177 567,36**				**322 836,06**		**8 500 403,42**		**8 500 403,42**
13911	État et établissements nationaux	72 823 327,28			7 781,00	1 648 734,10		74 472 061,38	7 781,00	74 464 280,38	
13912	Régions	4 597 313,52				364 583,35		4 961 896,87		4 961 896,87	
13913	Départements	13 493 811,68				167 266,52		13 661 078,20		13 661 078,20	
139141	Communes membres du GFP	51 514 405,17				4 012 312,87		55 526 718,04		55 526 718,04	
13914	**Sous Total compte 13914**	**51 514 405,17**				**4 012 312,87**		**55 526 718,04**		**55 526 718,04**	
139151	GFP de rattachement					29 476,64		29 476,64		29 476,64	
13915	**Sous Total compte 13915**					**29 476,64**		**29 476,64**		**29 476,64**	
139171	Fonds social européen	9 199,28			9 199,28			9 199,28	9 199,28		0,00
139172	FEDER	321 318,66			39 134,26	208 196,04		529 514,70	39 134,26	490 380,44	
13917	**Sous Total compte 13917**	**330 517,94**			**48 333,54**	**208 196,04**		**538 713,98**	**48 333,54**	**490 380,44**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13918	Autres	261 079,43				48 333,64		309 413,07		309 413,07	
1391	**Sous Total compte 1391**	**143 020 455,02**			**56 114,54**	**6 478 903,16**		**149 499 358,18**	**56 114,54**	**149 443 243,64**	
139	**Sous Total compte 139**	**143 020 455,02**			**56 114,54**	**6 478 903,16**		**149 499 358,18**	**56 114,54**	**149 443 243,64**	
13	**Sous Total compte 13**	**143 020 455,02**	**651 664 742,42**	**254 933,48**	**264 132,76**	**6 478 955,22**	**46 489 603,60**	**149 754 343,72**	**698 418 478,78**		**548 664 135,06**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (		1 455 000,00		310 000,00				1 765 000,00		1 765 000,00
1511	**Sous Total compte 1511**		**1 455 000,00**		**310 000,00**				**1 765 000,00**		**1 765 000,00**
15181	Autres provisions pour risques (non budg		4 810 000,00		11 300 000,00				16 110 000,00		16 110 000,00
1518	**Sous Total compte 1518**		**4 810 000,00**		**11 300 000,00**				**16 110 000,00**		**16 110 000,00**
151	**Sous Total compte 151**		**6 265 000,00**		**11 610 000,00**				**17 875 000,00**		**17 875 000,00**
15	**Sous Total compte 15**		**6 265 000,00**		**11 610 000,00**				**17 875 000,00**		**17 875 000,00**
16311	Emprunts obligataires remboursables in f		90 345 000,00			9 595 000,00		9 595 000,00	90 345 000,00		80 750 000,00
16318	Autres emprunts obligataires		134 583 333,24			13 750 000,00	30 000 000,00	13 750 000,00	164 583 333,24		150 833 333,24
1631	**Sous Total compte 1631**		**224 928 333,24**			**23 345 000,00**	**30 000 000,00**	**23 345 000,00**	**254 928 333,24**		**231 583 333,24**
1632	Opérations sur capital non échu des empr		74 355 000,00	19 700 000,00	9 595 000,00			19 700 000,00	83 950 000,00		64 250 000,00
163	**Sous Total compte 163**		**299 283 333,24**	**19 700 000,00**	**9 595 000,00**	**23 345 000,00**	**30 000 000,00**	**43 045 000,00**	**338 878 333,24**		**295 833 333,24**
1641	Emprunts en euros		311 298 563,37		20 000 000,00	36 302 019,38	30 000 000,00	36 302 019,38	361 298 563,37		324 996 543,99
16441	Opérations afférentes à l'emprunt		20 000 000,00	20 000 000,00				20 000 000,00	20 000 000,00		0,00
16449	Opérations afférentes à					20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00		0,00

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	l'option de tira										
1644	**Sous Total compte 1644**		**20 000 000,00**	**20 000 000,00**		**20 000 000,00**	**20 000 000,00**	**40 000 000,00**	**40 000 000,00**		**0,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
164	**Sous Total compte 164**		**331 298 563,37**	**20 000 000,00**	**20 000 000,00**	**56 302 019,38**	**50 000 000,00**	**76 302 019,38**	**401 298 563,37**		**324 996 543,99**
165	Dépôts et cautionnements reçus		50 709,08			10 334,78	13 226,64	10 334,78	63 935,72		53 600,94
16812	Entreprises non financières		694 978,36						694 978,36		694 978,36
1681	**Sous Total compte 1681**		**694 978,36**						**694 978,36**		**694 978,36**
16888	Intérêts sur autres emprunts et dettes a		3 249 101,00	3 249 101,00	3 298 364,72			3 249 101,00	6 547 465,72		3 298 364,72
1688	**Sous Total compte 1688**		**3 249 101,00**	**3 249 101,00**	**3 298 364,72**			**3 249 101,00**	**6 547 465,72**		**3 298 364,72**
168	**Sous Total compte 168**		**3 944 079,36**	**3 249 101,00**	**3 298 364,72**			**3 249 101,00**	**7 242 444,08**		**3 993 343,08**
16	**Sous Total compte 16**		**634 576 685,05**	**42 949 101,00**	**32 893 364,72**	**79 657 354,16**	**80 013 226,64**	**122 606 455,16**	**747 483 276,41**		**624 876 821,25**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	22 034 063,22						22 034 063,22		22 034 063,22	
18	**Sous Total compte 18**	**22 034 063,22**						**22 034 063,22**		**22 034 063,22**	
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		100 996 858,17	350,00		586 561,46	213 483,15	586 911,46	101 210 341,32		100 623 429,86
19	**Sous Total compte 19**		**100 996 858,17**	**350,00**		**586 561,46**	**213 483,15**	**586 911,46**	**101 210 341,32**		**100 623 429,86**
	Total classe 1	**165 054 518,24**	**4 191 366 558,9**	**108 069 389,76**	**77 861 658,78**	**91 055 008,83**	**175 800 520,12**	**364 178 916,83**	**4 445 028 737,8**	**171 477 306,86**	**4 252 327 127,87**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	2 834 269,19				401 702,22		3 235 971,41		3 235 971,41	
2031	Frais d'études	21 702 396,15		20 426,96	1 935 440,44	5 067 857,66	58 668,60	26 790 680,77	1 994 109,04	24 796 571,73	
2032	Frais de recherche et de développement	835 408,15			43 952,70	286 557,60	2 808,00	1 121 965,75	46 760,70	1 075 205,05	
2033	Frais d'insertion	524 057,15			362 181,60	13 785,60		537 842,75	362 181,60	175 661,15	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
203	**Sous Total compte 203**	**23 061 861,45**		**20 426,96**	**2 341 574,74**	**5 368 200,86**	**61 476,60**	**28 450 489,27**	**2 403 051,34**	**26 047 437,93**	
204111	Biens mobiliers, matériel et études	1 276 791,75		6 000,00	1 282 791,75	113 000,00		1 395 791,75	1 282 791,75	113 000,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204112	Bâtiments et installations	7 921 530,86				2 039,09		7 923 569,95		7 923 569,95	
204113	Projets d'infrastructu d'intérêt nati	14 682 335,00			982 000,00		750 531,75	14 682 335,00	1 732 531,75	12 949 803,25	
20411	**Sous Total compte 20411**	**23 880 657,61**		**6 000,00**	**2 264 791,75**	**115 039,09**	**750 531,75**	**24 001 696,70**	**3 015 323,50**	**20 986 373,20**	
204121	Biens mobiliers, matériel et études	772 708,24			134 492,17			772 708,24	134 492,17	638 216,07	
204122	Bâtiments et installations	9 125 226,20			46 953,79	900 000,00		10 025 226,20	46 953,79	9 978 272,41	
20412	**Sous Total compte 20412**	**9 897 934,44**			**181 445,96**	**900 000,00**		**10 797 934,44**	**181 445,96**	**10 616 488,48**	
204131	Biens mobiliers, matériel et études	1 320 591,27			723 757,42			1 320 591,27	723 757,42	596 833,85	
204133	Projets d'infrastructu d'intérêt nati	250 000,00						250 000,00		250 000,00	
20413	**Sous Total compte 20413**	**1 570 591,27**			**723 757,42**			**1 570 591,27**	**723 757,42**	**846 833,85**	
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	510 837,64			501 694,13	9 895,01		520 732,65	501 694,13	19 038,52	
2041412	Bâtiments et installations	5 016 486,16			27 360,91	1 082 064,33		6 098 550,49	27 360,91	6 071 189,58	
2041413	Projets d'infrastructu d'intérêt nati	4 358 954,27			1 042 344,64			4 358 954,27	1 042 344,64	3 316 609,63	
204141	**Sous Total compte 204141**	**9 886 278,07**			**1 571 399,68**	**1 091 959,34**		**10 978 237,41**	**1 571 399,68**	**9 406 837,73**	
2041482	Bâtiments et installations	1 124 456,00						1 124 456,00		1 124 456,00	
204148	**Sous Total compte 204148**	**1 124 456,00**						**1 124 456,00**		**1 124 456,00**	
20414	**Sous Total compte 20414**	**11 010 734,07**			**1 571 399,68**	**1 091 959,34**		**12 102 693,41**	**1 571 399,68**	**10 531 293,73**	
2041511	Biens mobiliers, matériel et études	965 000,00						965 000,00		965 000,00	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204151	**Sous Total compte 204151**	**965 000,00**						**965 000,00**		**965 000,00**	
2041534	Bâtiments et installations	558 000,00				82 580,06		640 580,06		640 580,06	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041534	**Sous Total compte 2041534**	**558 000,00**				**82 580,06**		**640 580,06**		**640 580,06**	
204153	**Sous Total compte 204153**	**558 000,00**				**82 580,06**		**640 580,06**		**640 580,06**	
20415	**Sous Total compte 20415**	**1 523 000,00**				**82 580,06**		**1 605 580,06**		**1 605 580,06**	
2041722	Bâtiments et installations	55 000,00						55 000,00		55 000,00	
204172	**Sous Total compte 204172**	**55 000,00**						**55 000,00**		**55 000,00**	
20417	**Sous Total compte 20417**	**55 000,00**						**55 000,00**		**55 000,00**	
204181	Biens mobiliers, matériel et études	18 665 719,38			13 437 624,32	358 150,40		19 023 869,78	13 437 624,32	5 586 245,46	
204182	Bâtiments et installations	79 645 168,84			7 770 029,91	1 518 383,75		81 163 552,59	7 770 029,91	73 393 522,68	
204183	Projets d'infrastructu d'intérêt nati	64 307 566,94			83 560,98			64 307 566,94	83 560,98	64 224 005,96	
20418	**Sous Total compte 20418**	**162 618 455,16**			**21 291 215,21**	**1 876 534,15**		**164 494 989,31**	**21 291 215,21**	**143 203 774,10**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**210 556 372,55**		**6 000,00**	**26 032 610,02**	**4 066 112,64**	**750 531,75**	**214 628 485,19**	**26 783 141,77**	**187 845 343,42**	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	65 015 085,48			42 678 013,88	1 869 234,31	38 678,99	66 884 319,79	42 716 692,87	24 167 626,92	
20422	Bâtiments et installations	166 037 035,60			17 092 125,85	21 345 263,91	92 279,00	187 382 299,51	17 184 404,85	170 197 894,66	
2042	**Sous Total compte 2042**	**231 052 121,08**			**59 770 139,73**	**23 214 498,22**	**130 957,99**	**254 266 619,30**	**59 901 097,72**	**194 365 521,58**	
204412	Bâtiments et installations	12 377 734,08						12 377 734,08		12 377 734,08	
20441	**Sous Total compte 20441**	**12 377 734,08**						**12 377 734,08**		**12 377 734,08**	
2044	**Sous Total compte 2044**	**12 377 734,08**						**12 377 734,08**		**12 377 734,08**	
204	**Sous Total compte 204**	**453 986 227,71**		**6 000,00**	**85 802 749,75**	**27 280 610,86**	**881 489,74**	**481 272 838,57**	**86 684 239,49**	**394 588 599,08**	
2051	Concessions et droits similaires	90 909 496,76				7290 346,50		98 099 843,26		98 099 843,26	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
205	**Sous Total compte 205**	**90 909 496,76**				**7 190 346,50**		**98 099 843,26**		**98 099 843,26**	
2088	Autres immobilisations incorporelles	12 204 336,63						12 204 336,63		12 204 336,63	
208	**Sous Total compte 208**	**12 204 336,63**						**12 204 336,63**		**12 204 336,63**	
20	**Sous Total compte 20**	**582 996 191,74**		**26 426,96**	**88 144 324,49**	**40 240 860,44**	**942 966,34**	**623 263 479,14**	**89 087 290,83**	**534 176 188,31**	
2111	Terrains nus	170 786 593,12				1 395 202,77	3 190 647,81	172 181 795,89	3 190 647,81	168 991 148,08	
2112	Terrains de voirie	21 889 840,04				1 425 777,04	1 254,00	23 315 617,08	1 254,00	23 314 363,08	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	535 133,41						535 133,41		535 133,41	
2115	Terrains bâtis	7 633 181,32						7 633 181,32		7 633 181,32	
2117	Bois et forêts	849,00						849,00		849,00	
2118	Autres terrains	479 070,17						479 070,17		479 070,17	
211	**Sous Total compte 211**	**201 324 667,06**				**2 820 979,81**	**3 191 901,81**	**204 145 646,87**	**3 191 901,81**	**200 953 745,06**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	8 279 696,55				1 174 854,69		9 454 551,24		9 454 551,24	
2128	Autres agencements et aménagements	65 975 962,74		44 753 285,37		1 197 831,75		111 927 079,86		111 927 079,86	
212	**Sous Total compte 212**	**74 255 659,29**		**44 753 285,37**		**2 372 686,44**		**121 381 631,10**		**121 381 631,10**	
21311	Bâtiments administratifs	16 800 726,87						16 800 726,87		16 800 726,87	
21312	Bâtiments scolaires	3 771 991,66		23 064,94	18 476,39			3 795 056,60	18 476,39	3 776 580,21	
21314	Bâtiments culturels et sportifs	71 920 362,80		61 647 614,86	285,49			133 567 977,66	285,49	133 567 692,17	
21316	Équipements du cimetière	6 314 398,66		2 334 472,64				8 648 871,30		8 648 871,30	
21318	Autres bâtiments publics	137 049 537,37		28 265 608,95		4 449,29		165 319 595,61		165 319 595,61	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2131	**Sous Total compte 2131**	**235 857 017,36**		**92 270 761,39**	**18 761,88**	**4 449,29**		**328 132 228,04**	**18 761,88**	**328 113 466,16**	
21321	Immeubles de rapport	126 016 970,97		447 788,21	9 260,66	7 872 769,86	1 499 656,21	134 337 529,04	1 508 916,87	132 828 612,17	
21328	Autres bâtiments privés	1 137 104,56		2 002 449,02				3 139 553,58		3 139 553,58	
2132	**Sous Total compte 2132**	**127 154 075,53**		**2 450 237,23**	**9 260,66**	**7 872 769,86**	**1 499 656,21**	**137 477 082,62**	**1 508 916,87**	**135 968 165,75**	
21351	Bâtiments publics	214 128 187,35		6 371 807,58	35 103,42	4 843 196,83	2 238 232,53	225 343 191,76	2 273 335,95	223 069 855,81	
21352	Bâtiments privés	673 605,45		169 461,05				843 066,50		843 066,50	
2135	**Sous Total compte 2135**	**214 801 792,80**		**6 541 268,63**	**35 103,42**	**4 843 196,83**	**2 238 232,53**	**226 186 258,26**	**2 273 335,95**	**223 912 922,31**	
2138	Autres constructions	83 794 515,65		11 629 623,74		728 866,30		96 153 005,69		96 153 005,69	
213	**Sous Total compte 213**	**661 607 401,34**		**112 891 890,99**	**63 125,96**	**13 449 282,28**	**3 737 888,74**	**787 948 574,61**	**3 801 014,70**	**784 147 559,91**	
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	17 193 751,04						17 193 751,04		17 193 751,04	
214	**Sous Total compte 214**	**17 193 751,04**						**17 193 751,04**		**17 193 751,04**	
2151	Réseaux de voirie	925 912 285,94		162 315 325,50	2 324 704,01	13 757 113,58	182 669,30	1 101 984 725,(	2 507 373,31	1 099 477 351,7	
2152	Installations de voirie	139 704 532,57		67 741,25	485 158,63	2 603 211,53	2 488,07	142 375 485,35	487 646,70	141 887 838,65	
21533	Réseaux câblés	2 095 173,24						2 095 173,24		2 095 173,24	
21534	Réseaux d'électrificat	331 708,04				35 150,68		366 858,72		366 858,72	
21538	Autres réseaux	17 685 892,85		2 152 623,44		563 323,85		20 401 840,14		20 401 840,14	
2153	**Sous Total compte 2153**	**20 112 774,13**		**2 152 623,44**		**598 474,53**		**22 863 872,10**		**22 863 872,10**	
2154	Voies navigables	2 067,26						2 067,26		2 067,26	
21561	Matériel roulant	14 296,47						14 296,47		14 296,47	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	2 539 870,78				317 587,64		2 857 458,42		2 857 458,42	
2156	**Sous Total compte 2156**	**2 554 167,25**				**317 587,64**		**2 871 754,89**		**2 871 754,89**	
21571	Matériel ferroviaire	86 536,76						86 536,76		86 536,76	
215731	Matériel roulant	744 469,96						744 469,96		744 469,96	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	26 196 325,46		662 701,54		1 090 951,95		27 949 978,95		27 949 978,95	
21573	**Sous Total compte 21573**	**26 940 795,42**		**662 701,54**		**1 090 951,95**		**28 694 448,91**		**28 694 448,91**	
21578	Autre matériel technique	61 957,07				5 118,00		67 075,07		67 075,07	
2157	**Sous Total compte 2157**	**27 089 289,25**		**662 701,54**		**1 096 069,95**		**28 848 060,74**		**28 848 060,74**	
2158	Autres installations, matériel et outill	55 538 251,21		5 009 469,39	10 143,60	3 389 439,97		63 937 160,57	10 143,60	63 927 016,97	
215	**Sous Total compte 215**	**1 170 913 367,(**		**170 207 861,12**	**2 820 006,24**	**21 761 897,20**	**185 157,37**	**1 362 883 125,9**	**3 005 163,61**	**1 359 877 962,3**	
21611	Biens sous-jacents	277 342,53						277 342,53		277 342,53	
21612	Dépenses ultérieures immobilisées	77 393,88						77 393,88		77 393,88	
2161	**Sous Total compte 2161**	**354 736,41**						**354 736,41**		**354 736,41**	
21621	Biens sous-jacents	231 302,15				12 656,30		243 958,45		243 958,45	
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	62 699,61						62 699,61		62 699,61	
2162	**Sous Total compte 2162**	**294 001,76**				**12 656,30**		**306 658,06**		**306 658,06**	
216	**Sous Total compte 216**	**648 738,17**				**12 656,30**		**661 394,47**		**661 394,47**	
217311	Bâtiments administratifs	6 304 950,20						6 304 950,20		6 304 950,20	
21731	**Sous Total compte 21731**	**6 304 950,20**						**6 304 950,20**		**6 304 950,20**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2173	**Sous Total compte 2173**	**6 304 950,20**						**6 304 950,20**		**6 304 950,20**	
21748	Constructions sur sol d'autrui - Autres	23 844,00						23 844,00		23 844,00	
2174	**Sous Total compte 2174**	**23 844,00**						**23 844,00**		**23 844,00**	
21752	Installations de voirie	4 080,00						4 080,00		4 080,00	
2175	**Sous Total compte 2175**	**4 080,00**						**4 080,00**		**4 080,00**	
21788	Autres	39 799,39						39 799,39		39 799,39	
2178	**Sous Total compte 2178**	**39 799,39**						**39 799,39**		**39 799,39**	
217	**Sous Total compte 217**	**6 372 673,59**						**6 372 673,59**		**6 372 673,59**	
2181	Installations générales, agencements et	1 065 912,31				5 624,48		1 071 536,79		1 071 536,79	
21828	Autres matériels de transport	75 124 670,04		21 809,90	1 545 677,00	7 613 874,26	415,57	82 760 354,20	1 546 092,57	81 214 261,63	
2182	**Sous Total compte 2182**	**75 124 670,04**		**21 809,90**	**1 545 677,00**	**7 613 874,26**	**415,57**	**82 760 354,20**	**1 546 092,57**	**81 214 261,63**	
21838	Autre matériel informatique	66 930 388,17		1 361,61	2 674,26	5 120 668,15		72 052 417,93	2 674,26	72 049 743,67	
2183	**Sous Total compte 2183**	**66 930 388,17**		**1 361,61**	**2 674,26**	**5 120 668,15**		**72 052 417,93**	**2 674,26**	**72 049 743,67**	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	590,68						590,68		590,68	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	12 883 504,34				1 033 459,85		13 916 964,19		13 916 964,19	
2184	**Sous Total compte 2184**	**12 884 095,02**				**1 033 459,85**		**13 917 554,87**		**13 917 554,87**	
2185	Matériel de téléphonie	269 476,07				342 915,46		612 391,53		612 391,53	
2188	Autres	29 975 603,53		301,92	3 515,52	885 500,18		30 861 405,63	3 515,52	30 857 890,11	
218	**Sous Total compte 218**	**186 250 145,14**		**23 473,43**	**1 551 866,78**	**15 002 042,38**	**415,57**	**201 275 660,95**	**1 552 282,35**	**199 723 378,60**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21	**Sous Total compte 21**	**2 318 566 403,2**		**327 876 510,91**	**4 434 998,98**	**55 419 544,41**	**7 115 363,49**	**2 701 862 458,5**	**11 550 362,47**	**2 690 312 096,0**	
2235	Installations générales, agencements, am	30 214,21						30 214,21		30 214,21	
223	**Sous Total compte 223**	**30 214,21**						**30 214,21**		**30 214,21**	
22538	Autres réseaux	100 825,62						100 825,62		100 825,62	
2253	**Sous Total compte 2253**	**100 825,62**						**100 825,62**		**100 825,62**	
2258	Autres installations, matériel et outill	5 028,15						5 028,15		5 028,15	
225	**Sous Total compte 225**	**105 853,77**						**105 853,77**		**105 853,77**	
22828	Autres matériels de transport	34 084,50						34 084,50		34 084,50	
2282	**Sous Total compte 2282**	**34 084,50**						**34 084,50**		**34 084,50**	
22838	Autre matériel informatique	37 871,84						37 871,84		37 871,84	
2283	**Sous Total compte 2283**	**37 871,84**						**37 871,84**		**37 871,84**	
22848	Autres matériels de bureau et mobiliers	25 066,39						25 066,39		25 066,39	
2284	**Sous Total compte 2284**	**25 066,39**						**25 066,39**		**25 066,39**	
2288	Autres	25 880,46						25 880,46		25 880,46	
228	**Sous Total compte 228**	**122 903,19**						**122 903,19**		**122 903,19**	
2295	EPCI	114 891,42						114 891,42		114 891,42	
229	**Sous Total compte 229**	**114 891,42**						**114 891,42**		**114 891,42**	
22	**Sous Total compte 22**	**373 862,59**						**373 862,59**		**373 862,59**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	149 479 346,43		147 684,94	44 809 467,79	3 578 691,62	12 103,63	153 205 722,99	44 821 571,42	108 384 151,57	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2313	Constructions	604 019 160,68		18 761,88	112 891 890,99	67 902 323,85	10 811 149,32	671 940 246,41	123 703 040,31	548 237 206,10	
2314	Constructions sur sol d'autrui	159 984,96						159 984,96		159 984,96	
2315	Installations, matériel et outillage tec	604 641 269,10		8 960,14	167 473 441,48	21 981 699,14	39 445,60	626 631 928,38	167 512 887,08	459 119 041,30	
2316	Restauration des biens historiques et cu	12 498,12				1 392,00		13 890,12		13 890,12	
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mi	1 759 285,50						1 759 285,50		1 759 285,50	
2318	Autres immobilisations corporelles	443 032,14						443 032,14		443 032,14	
231	**Sous Total compte 231**	**1 360 514 576,9**		**175 406,96**	**325 174 800,26**	**93 464 106,61**	**10 862 698,55**	**1 454 154 090,**	**336 037 498,81**	**1 118 116 591,**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	22 833 869,63		45 186,15	45 186,15	34 770 023,42	48 750 418,49	57 649 079,20	48 795 604,64	8 853 474,56	
23	**Sous Total compte 23**	**1 383 348 446,5**		**220 593,11**	**325 219 986,41**	**128 234 130,03**	**59 613 117,04**	**1 511 803 169,**	**384 833 103,45**	**1 126 970 066,**	
261	Titres de participation	21 756 313,95				3 834 365,82		25 590 679,77		25 590 679,77	
266	Autres formes de participation	175 500,00						175 500,00		175 500,00	
26	**Sous Total compte 26**	**21 931 813,95**				**3 834 365,82**		**25 766 179,77**		**25 766 179,77**	
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	19,45						19,45		19,45	
272	Titres immobilisés (droits de créance)	2 682 506,09						2 682 506,09		2 682 506,09	
2743	Prêts au personnel	835 141,60				1 134,67	92 911,81	836 276,27	92 911,81	743 364,46	
2745	Avances remboursables					1 025 000,00		1 025 000,00		1 025 000,00	
2748	Autres prêts	896 260,20				3 847,86	221 354,25	900 108,06	221 354,25	678 753,81	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
274	**Sous Total compte 274**	**1 731 401,80**				**1 029 982,53**	**314 266,06**	**2 761 384,33**	**314 266,06**	**2 447 118,27**	
275	Dépôts et cautionnements versés	39 001,06				178 366,54		217 367,60		217 367,60	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2762	Créances sur transfert de droits à déduc					12 976 641,17	12 976 641,17	12 976 641,17	12 976 641,17		0,00
27632	Régions	512 412,50						512 412,50		512 412,50	
27633	Départements	634 854,83						634 854,83		634 854,83	
276348	Autres communes	298 245,86						298 245,86		298 245,86	
27634	**Sous Total compte 27634**	**298 245,86**						**298 245,86**		**298 245,86**	
276351	GFP de rattachement	18 318 649,41						18 318 649,41		18 318 649,41	
276358	Autres groupements	1 711 883,88						1 711 883,88		1 711 883,88	
27635	**Sous Total compte 27635**	**20 030 533,29**						**20 030 533,29**		**20 030 533,29**	
2763	**Sous Total compte 2763**	**21 476 046,48**						**21 476 046,48**		**21 476 046,48**	
2764	Créances sur des particuliers et autres	9 758 343,35				6 170 128,01	662 546,33	15 928 471,36	662 546,33	15 265 925,03	
276	**Sous Total compte 276**	**31 234 389,83**				**19 146 769,18**	**13 639 187,50**	**50 381 159,01**	**13 639 187,50**	**36 741 971,51**	
27	**Sous Total compte 27**	**35 687 318,23**				**20 355 118,25**	**13 953 453,56**	**56 042 436,48**	**13 953 453,56**	**42 088 982,92**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		815 176,66				287 672,31		1 102 848,97		1 102 848,97
28031	Frais d'études		12 114 840,47	1 927 518,04			3 039 891,92	1 927 518,04	15 154 732,39		13 227 214,35
28032	Frais de recherche et de développement		205 800,30	43 952,70			161 474,68	43 952,70	367 274,98		323 322,28
28033	Frais d'insertion		114 849,81	362 212,80	345 519,97		31 974,34	362 212,80	492 344,12		130 131,32
2803	**Sous Total compte 2803**		**12 435 490,58**	**2 333 683,54**	**345 519,97**		**3 233 340,94**	**2 333 683,54**	**16 014 351,49**		**13 680 667,95**
2804111	Biens mobiliers, matériel et études		1 279 791,75	1 282 791,75	3 000,00			1 282 791,75	1 282 791,75		0,00
2804112	Bâtiments et installations		2 770 299,69				410 469,18		3 180 768,87		3 180 768,87

80

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804113	Projets d'infrastructu d'intérêt nati		4 207 731,75	982 000,00			470 799,02	982 000,00	4 678 530,77		3 696 530,77
280411	**Sous Total compte 280411**		**8 257 823,19**	**2 264 791,75**	**3 000,00**		**881 268,20**	**2 264 791,75**	**9 142 091,39**		**6 877 299,64**
2804121	Biens mobiliers, matériel et études		487 262,08	134 492,17			127 643,22	134 492,17	614 905,30		480 413,13
2804122	Bâtiments et installations		2 683 993,22	46 953,79			316 992,02	46 953,79	3 000 985,24		2 954 031,45
280412	**Sous Total compte 280412**		**3 171 255,30**	**181 445,96**			**444 635,24**	**181 445,96**	**3 615 890,54**		**3 434 444,58**
2804131	Biens mobiliers, matériel et études		579 005,92	723 757,42			144 751,50	723 757,42	723 757,42		0,00
2804133	Projets d'infrastructu d'intérêt nati		149 999,94				16 666,66		166 666,60		166 666,60
280413	**Sous Total compte 280413**		**729 005,86**	**723 757,42**			**161 418,16**	**723 757,42**	**890 424,02**		**166 666,60**
2804141	Biens mobiliers, matériel et études		501 694,13	501 694,13			9 143,51	501 694,13	510 837,64		9 143,51
2804141	Bâtiments et installations		1 049 616,61	27 360,91			221 096,24	27 360,91	1 270 712,85		1 243 351,94
2804141	Projets d'infrastructu d'intérêt nati		3 733 010,00	1 042 344,64			33 704,60	1 042 344,64	3 766 714,60		2 724 369,96
2804141	**Sous Total compte 2804141**		**5 284 320,74**	**1 571 399,68**			**263 944,35**	**1 571 399,68**	**5 548 265,09**		**3 976 865,41**
2804148	Bâtiments et installations		163 464,87				37 481,85		200 946,72		200 946,72
2804148	**Sous Total compte 2804148**		**163 464,87**				**37 481,85**		**200 946,72**		**200 946,72**
280414	**Sous Total compte 280414**		**5 447 785,61**	**1 571 399,68**			**301 426,20**	**1 571 399,68**	**5 749 211,81**		**4 177 812,13**
2804151	Biens mobiliers, matériel et études		193 000,00				193 000,00		386 000,00		386 000,00
2804151	**Sous Total compte 2804151**		**193 000,00**				**193 000,00**		**386 000,00**		**386 000,00**

81

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041534	Bâtiments et installations		74 400,00				18 600,00		93 000,00		93 000,00
2804153	**Sous Total compte 28041534**		**74 400,00**				**18 600,00**		**93 000,00**		**93 000,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804153	**Sous Total compte 2804153**		**74 400,00**				**18 600,00**		**93 000,00**		**93 000,00**
280415	**Sous Total compte 280415**		**267 400,00**				**211 600,00**		**479 000,00**		**479 000,00**
2804172	Bâtiments et installations		5 499,99				1 833,33		7 333,32		7 333,32
2804172	**Sous Total compte 2804172**		**5 499,99**				**1 833,33**		**7 333,32**		**7 333,32**
280417	**Sous Total compte 280417**		**5 499,99**				**1 833,33**		**7 333,32**		**7 333,32**
2804181	Biens mobiliers, matériel et études		16 795 629,88	13 437 624,32			1 050 104,01	13 437 624,32	17 845 733,89		4 408 109,57
2804182	Bâtiments et installations		30 572 318,01	7 770 029,91			2 638 876,60	7 770 029,91	33 211 194,61		25 441 164,70
2804183	Projets d'infrastructu d'intérêt nati		30 434 037,58	83 560,98			3 351 023,47	83 560,98	33 785 061,05		33 701 500,07
280418	**Sous Total compte 280418**		**77 801 985,47**	**21 291 215,21**			**7 040 004,08**	**21 291 215,21**	**84 841 989,55**		**63 550 774,34**
28041	**Sous Total compte 28041**		**95 680 755,42**	**26 032 610,02**	**3 000,00**		**9 042 185,21**	**26 032 610,02**	**104 725 940,63**		**78 693 330,61**
280421	Biens mobiliers, matériel et études		58 088 311,32	42 678 013,88			2 403 353,46	42 678 013,88	60 491 664,78		17 813 650,90
280422	Bâtiments et installations		52 206 214,69	17 092 125,85			9 187 717,44	17 092 125,85	61 393 932,13		44 301 806,28
28042	**Sous Total compte 28042**		**110 294 526,01**	**59 770 139,73**			**11 591 070,90**	**59 770 139,73**	**121 885 596,91**		**62 115 457,18**
2804412	Bâtiments et installations		1 886 934,38				412 591,12		2 299 525,50		2 299 525,50
280441	**Sous Total compte 280441**		**1 886 934,38**				**412 591,12**		**2 299 525,50**		**2 299 525,50**
28044	**Sous Total compte 28044**		**1 886 934,38**				**412 591,12**		**2 299 525,50**		**2 299 525,50**
2804	**Sous Total compte 2804**		**207 862 215,81**	**85 802 749,75**	**3 000,00**		**21 045 847,23**	**85 802 749,75**	**228 911 063,04**		**143 108 313,29**
2805	Concessions et droits similaires, brevet		78 580 987,10				6 169 756,12		84 750 743,22		84 750 743,22

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28088	Autres immobilisations incorporelles		11 208 078,00						11 208 078,00		11 208 078,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2808	**Sous Total compte 2808**		**11 208 078,00**						**11 208 078,00**		**11 208 078,00**
280	**Sous Total compte 280**		**310 901 948,15**	**88 136 433,29**	**348 519,97**		**30 736 616,60**	**88 136 433,29**	**341 987 084,72**		**253 850 651,43**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		3 739 102,03				384 728,96		4 123 830,99		4 123 830,99
28128	Autres agencements et aménagements		9 939 734,68				3 595 612,76		13 535 347,44		13 535 347,44
2812	**Sous Total compte 2812**		**13 678 836,71**				**3 980 341,72**		**17 659 178,43**		**17 659 178,43**
281311	Bâtiments administratifs		1 130 973,85				335 699,77		1 466 673,62		1 466 673,62
281312	Bâtiments scolaires		304 549,15		6 015,96		75 343,35		385 908,46		385 908,46
281314	Bâtiments culturels et sportifs		4 118 300,17				1 476 831,68		5 595 131,85		5 595 131,85
281316	Équipements du cimetière		193 484,19				88 247,20		281 731,39		281 731,39
281318	Autres bâtiments publics		266 390,35				127 557,39		393 947,74		393 947,74
28131	**Sous Total compte 28131**		**6 013 697,71**		**6 015,96**		**2 103 679,39**		**8 123 393,06**		**8 123 393,06**
281321	Immeubles de rapport		2 323 120,19	44 730,66	42 391,00		785 202,40	44 730,66	3 150 713,59		3 105 982,93
281328	Autres bâtiments privés		226 220,19				62 688,13		288 908,32		288 908,32
28132	**Sous Total compte 28132**		**2 549 340,38**	**44 730,66**	**42 391,00**		**847 890,53**	**44 730,66**	**3 439 621,91**		**3 394 891,25**
281351	Bâtiments publics		15 470 837,42	1 458,32	665,52		15 307 484,65	1 458,32	30 778 987,59		30 777 529,27
281352	Bâtiments privés		274 744,73				76 472,63		351 217,36		351 217,36
28135	**Sous Total compte 28135**		**15 745 582,15**	**1 458,32**	**665,52**		**15 383 957,28**	**1 458,32**	**31 130 204,95**		**31 128 746,63**
28138	Autres constructions		842 161,94				375 549,66		1 217 711,60		1 217 711,60
2813	**Sous Total compte 2813**		**25 150 782,18**	**46 188,98**	**49 072,48**	85	**18 711 076,86**	**46 188,98**	**43 910 931,52**		**43 864 742,54**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28151	Réseaux de voirie		325,00						325,00		325,00
281533	Réseaux câblés		38 661,08						38 661,08		38 661,08
281538	Autres réseaux		121 494,35						121 494,35		121 494,35
28153	**Sous Total compte 28153**		**160 155,43**						**160 155,43**		**160 155,43**
281561	Matériel roulant		14 296,47						14 296,47		14 296,47
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		1 317 770,11				69 071,22		1 386 841,33		1 386 841,33
28156	**Sous Total compte 28156**		**1 332 066,58**				**69 071,22**		**1 401 137,80**		**1 401 137,80**
281571	Matériel ferroviaire		68 829,98				3 068,99		71 898,97		71 898,97
2815731	Matériel roulant		444 550,85				45 508,77		490 059,62		490 059,62
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		16 661 908,69		6 149,52		1 302 966,56		17 971 024,77		17 971 024,77
281573	**Sous Total compte 281573**		**17 106 459,54**		**6 149,52**		**1 348 475,33**		**18 461 084,39**		**18 461 084,39**
281578	Autre matériel technique		13 313,42				2 997,09		16 310,51		16 310,51
28157	**Sous Total compte 28157**		**17 188 602,94**		**6 149,52**		**1 354 541,41**		**18 549 293,87**		**18 549 293,87**
28158	Autres installations, matériel et outill		44 677 747,65	10 143,60			2 745 774,33	10 143,60	47 423 521,98		47 413 378,38
2815	**Sous Total compte 2815**		**63 358 897,60**	**10 143,60**	**6 149,52**		**4 169 386,96**	**10 143,60**	**67 534 434,08**		**67 524 290,48**
2816	Biens historiques et culturels - dépense		79 066,11				4 970,37		84 036,48		84 036,48
281748	Constructions sur sol d'autrui - Autres		1 907,52				476,88		2 384,40		2 384,40
28174	**Sous Total compte 28174**		**1 907,52**				**476,88**		**2 384,40**		**2 384,40**
281788	Autres		9 949,80				1 989,96		11 939,76		11 939,76

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28178	**Sous Total compte 28178**		**9 949,80**				**1 989,96**		**11 939,76**		**11 939,76**
2817	**Sous Total compte 2817**		**11 857,32**				**2 466,84**		**14 324,16**		**14 324,16**
28181	Installations générales, agencements et		821 136,00				32 879,29		854 015,29		854 015,29
281828	Autres matériels de transport		65 881 205,61	1 632 310,10	108 443,00		3 670 681,50	1 632 310,10	69 660 330,11		68 028 020,01
28182	**Sous Total compte 28182**		**65 881 205,61**	**1 632 310,10**	**108 443,00**		**3 670 681,50**	**1 632 310,10**	**69 660 330,11**		**68 028 020,01**
281838	Autre matériel informatique		50 595 363,31	2 674,26	15 789,61		4 648 595,28	2 674,26	55 259 748,20		55 257 073,94
28183	**Sous Total compte 28183**		**50 595 363,31**	**2 674,26**	**15 789,61**		**4 648 595,28**	**2 674,26**	**55 259 748,20**		**55 257 073,94**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		590,68						590,68		590,68
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		12 763 775,62				218 820,30		12 982 595,92		12 982 595,92
28184	**Sous Total compte 28184**		**12 764 366,30**				**218 820,30**		**12 983 186,60**		**12 983 186,60**
28185	Matériel de téléphonie		956,18				53 895,20		54 851,38		54 851,38
28188	Autres		13 334 315,54				647 805,65		13 982 121,19		13 982 121,19
2818	**Sous Total compte 2818**		**143 397 342,94**	**1 634 984,36**	**124 232,61**		**9 272 677,22**	**1 634 984,36**	**152 794 252,77**		**151 159 268,41**
281	**Sous Total compte 281**		**245 676 782,86**	**1 691 316,94**	**179 454,61**		**36 140 919,97**	**1 691 316,94**	**281 997 157,44**		**280 305 840,50**
28235	Installations générales, agencements, am		28 167,01						28 167,01		28 167,01
2823	**Sous Total compte 2823**		**28 167,01**						**28 167,01**		**28 167,01**
282538	Autres réseaux		96 600,51						96 600,51		96 600,51
28253	**Sous Total compte 28253**		**96 600,51**						**96 600,51**		**96 600,51**
28258	Autres installations,		5 028,15						5 028,15		5 028,15

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	matériel et outill										

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2825	**Sous Total compte 2825**		**101 628,66**						**101 628,66**		**101 628,66**
282828	Autres matériels de transport		34 084,50						34 084,50		34 084,50
28282	**Sous Total compte 28282**		**34 084,50**						**34 084,50**		**34 084,50**
282838	Autre matériel informatique		37 871,84						37 871,84		37 871,84
28283	**Sous Total compte 28283**		**37 871,84**						**37 871,84**		**37 871,84**
282848	Autres matériels de bureau et mobiliers		21 444,64						21 444,64		21 444,64
28284	**Sous Total compte 28284**		**21 444,64**						**21 444,64**		**21 444,64**
28288	Autres		25 880,46						25 880,46		25 880,46
2828	**Sous Total compte 2828**		**119 281,44**						**119 281,44**		**119 281,44**
282	**Sous Total compte 282**		**249 077,11**						**249 077,11**		**249 077,11**
28	**Sous Total compte 28**		**556 827 808,12**	**89 827 750,23**	**527 974,58**		**66 877 536,57**	**89 827 750,23**	**624 233 319,27**		**534 405 569,04**
	Total classe 2	**4 342 904 036,**	**556 827 808,12**	**417 951 281,21**	**418 327 284,46**	**248 084 018,95**	**148 502 437,00**	**5 008 939 336,**	**1 123 657 529,**	**4 419 687 375,**	**534 405 569,04**
4011	Fournisseurs		6 685 106,09	100 848 957,55	100 909 531,47			100 848 957,55	107 594 637,56		6 745 680,01
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		54 743,97	41 059,54	19 053,87			41 059,54	73 797,84		32 738,30
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions		300,00	4 094 760,07	4 094 460,07			4 094 760,07	4 094 760,07		0,00
4017	**Sous Total compte 4017**		**55 043,97**	**4 135 819,61**	**4 113 513,94**			**4 135 819,61**	**4 168 557,91**		**32 738,30**
401	**Sous Total compte 401**		**6 740 150,06**	**104 984 777,16**	**105 023 045,41**			**104 984 777,16**	**111 763 195,47**		**6 778 418,31**
4041	Fournisseurs d'immobilisati		18 709 592,17	165 417 202,39	162 398 061,74			165 417 202,39	181 107 653,91		15 690 451,52
40471	Fournisseurs d'immobilisati - Retenue		1 152 270,05	673 435,72	491 147,14			673 435,72	1 643 417,19		969 981,47

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40472	Fournisseurs d'immobilisatic - Cession		7 735,46	2 295 418,06	2 860 249,80			2 295 418,06	2 867 985,26		572 567,20
4047	**Sous Total compte 4047**		**1 160 005,51**	**2 968 853,78**	**3 351 396,94**			**2 968 853,78**	**4 511 402,45**		**1 542 548,67**
404	**Sous Total compte 404**		**19 869 597,68**	**168 386 056,17**	**165 749 458,68**			**168 386 056,17**	**185 619 056,36**		**17 233 000,19**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		15 984 883,33	15 984 883,33	18 139 444,43			15 984 883,33	34 124 327,76		18 139 444,43
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma	47 401,86		2 988,00	38 190,00			50 389,86	38 190,00	12 199,86	
40971	Fournisseurs - Avoirs - Amiable	26 705,63		6 647,59	25 485,94			33 353,22	25 485,94	7 867,28	
40976	Fournisseurs - Avoirs - Contentieux	5 672,35						5 672,35		5 672,35	
4097	**Sous Total compte 4097**	**32 377,98**		**6 647,59**	**25 485,94**			**39 025,57**	**25 485,94**	**13 539,63**	
409	**Sous Total compte 409**	**79 779,84**		**9 635,59**	**63 675,94**			**89 415,43**	**63 675,94**	**25 739,49**	
40	**Sous Total compte 40**	**79 779,84**	**42 594 631,07**	**289 365 352,25**	**288 975 624,46**			**289 445 132,09**	**331 570 255,53**		**42 125 123,44**
411	Redevables	9 731 093,92		32 434 782,04	30 361 798,17			42 165 875,96	30 361 798,17	11 804 077,79	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	1 034 210,24		3 118 166,65	3 450 684,05			4 152 376,89	3 450 684,05	701 692,84	
4161	Créances douteuses	1 440 795,90		1 059 277,44	560 790,52			2 500 073,34	560 790,52	1 939 282,82	
416	**Sous Total compte 416**	**1 440 795,90**		**1 059 277,44**	**560 790,52**			**2 500 073,34**	**560 790,52**	**1 939 282,82**	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	8 248 466,44		14 453 500,00	8 248 466,44			22 701 966,44	8 248 466,44	14 453 500,00	
418	**Sous Total compte 418**	**8 248 466,44**		**14 453 500,00**	**8 248 466,44**			**22 701 966,44**	**8 248 466,44**	**14 453 500,00**	
41	**Sous Total compte 41**	**20 454 566,50**		**51 065 726,13**	**42 621 739,18**			**71 520 292,63**	**42 621 739,18**	**28 898 553,45**	
421	Personnel - Rémunérations dues		134,42	247 408 896,00	247 425 226,32	90		247 408 896,00	247 425 360,74		16 464,74

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
427	Personnel - Oppositions			5 799,55	5 799,55			5 799,55	5 799,55		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4286	Autres charges à payer		3 500,00	3 500,00				3 500,00	3 500,00		0,00
4287	Produits à recevoir			32 000,00				32 000,00		32 000,00	
428	**Sous Total compte 428**		**3 500,00**	**35 500,00**				**35 500,00**	**3 500,00**	**32 000,00**	
429	Déficits et débets des comptables et rég	82 942,88		4 615,02	86 787,90			87 557,90	86 787,90	770,00	
42	**Sous Total compte 42**	**82 942,88**	**3 634,42**	**247 454 810,57**	**247 517 813,77**			**247 537 753,45**	**247 521 448,19**	**16 305,26**	
431	Sécurité sociale			64 923 390,61	64 923 390,61			64 923 390,61	64 923 390,61		0,00
437	Autres organismes sociaux			21 381 524,42	21 381 524,42			21 381 524,42	21 381 524,42		0,00
43	**Sous Total compte 43**			**86 304 915,03**	**86 304 915,03**			**86 304 915,03**	**86 304 915,03**		**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	1 965 981,10		33 733 932,75	31 995 871,85			35 699 913,85	31 995 871,85	3 704 042,00	
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	812 531,26		520 562,15	802 245,14			1 333 093,41	802 245,14	530 848,27	
441	**Sous Total compte 441**	**2 778 512,36**		**34 254 494,90**	**32 798 116,99**			**37 033 007,26**	**32 798 116,99**	**4 234 890,27**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r		695 395,00	9 617 337,85	8 921 942,85			9 617 337,85	9 617 337,85		0,00
442	**Sous Total compte 442**		**695 395,00**	**9 617 337,85**	**8 921 942,85**			**9 617 337,85**	**9 617 337,85**		**0,00**
44311	Dépenses		1 030 298,91	4 840 369,59	4 489 257,79			4 840 369,59	5 519 556,70		679 187,11
44312	Recettes - Amiable	778 716,66		469 758 966,89	469 799 839,77			470 537 683,55	469 799 839,77	737 843,78	
44316	Recettes - Contentieux	44 966,00		2 695 987,66	2 695 987,65			2 740 953,66	2 695 987,65	44 966,01	
4431	**Sous Total compte 4431**	**823 682,66**	**1 030 298,91**	**477 295 324,14**	**476 985 085,21**			**478 119 006,80**	**478 015 384,12**	**103 622,68**	
44321	Dépenses			958 382,69	1 021 898,51			958 382,69	1 021 898,51		63 515,82
44322	Recettes - Amiable	80 494,30			80 494,30			80 494,30	80 494,30		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44326	Recettes - Contentieux			80 494,30	80 494,30			80 494,30	80 494,30		0,00
4432	**Sous Total compte 4432**	**80 494,30**		**1 038 876,99**	**1 182 887,11**			**1 119 371,29**	**1 182 887,11**		**63 515,82**
44331	Dépenses		4 000,00	18 880 060,60	19 853 262,20			18 880 060,60	19 857 262,20		977 201,60
44332	Recettes - Amiable			24 823,40	24 823,40			24 823,40	24 823,40		0,00
4433	**Sous Total compte 4433**		**4 000,00**	**18 904 884,00**	**19 878 085,60**			**18 904 884,00**	**19 882 085,60**		**977 201,60**
44341	Dépenses		1 296 072,85	8 173 313,45	7 602 774,19			8 173 313,45	8 898 847,04		725 533,59
44342	Recettes - Amiable	26 717 662,77		219 183 532,85	214 949 118,21			245 901 195,62	214 949 118,21	30 952 077,41	
44346	Recettes - Contentieux	94 521,50			94 521,50			94 521,50	94 521,50		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**	**26 812 184,27**	**1 296 072,85**	**227 356 846,30**	**222 646 413,90**			**254 169 030,57**	**223 942 486,75**	**30 226 543,82**	
44351	Dépenses			82 605 365,43	83 028 044,46			82 605 365,43	83 028 044,46		422 679,03
44352	Recettes - Amiable			234 222,92	234 222,92			234 222,92	234 222,92		0,00
4435	**Sous Total compte 4435**			**82 839 588,35**	**83 262 267,38**			**82 839 588,35**	**83 262 267,38**		**422 679,03**
44361	Dépenses				31 152,40				31 152,40		31 152,40
44362	Recettes - Amiable	84 672,94		444 028,51	443 486,72			528 701,45	443 486,72	85 214,73	
44366	Recettes - Contentieux	5 437,81						5 437,81		5 437,81	
4436	**Sous Total compte 4436**	**90 110,75**		**444 028,51**	**474 639,12**			**534 139,26**	**474 639,12**	**59 500,14**	
44371	Dépenses		290 000,00	659 272,75	2 599 272,75			659 272,75	2 889 272,75		2 230 000,00
44372	Recettes - Amiable	904,86		4 077 827,56	1 586 493,14			4 078 732,42	1 586 493,14	2 492 239,28	
4437	**Sous Total compte 4437**	**904,86**	**290 000,00**	**4 737 100,31**	**4 185 765,89**			**4 738 005,17**	**4 475 765,89**	**262 239,28**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44381	Dépenses		325 381,42	13 028 089,42	54 555 110,28			13 028 089,42	54 880 491,70		41 852 402,28
44382	Recettes - Amiable	21 117 208,82		26 167 366,82	29 257 508,18			47 284 575,64	29 257 508,18	18 027 067,46	
4438	**Sous Total compte 4438**	**21 117 208,82**	**325 381,42**	**39 195 456,24**	**83 812 618,46**			**60 312 665,06**	**84 137 999,88**		**23 825 334,82**
443	**Sous Total compte 443**	**48 924 585,66**	**2 945 753,18**	**851 812 104,84**	**892 427 762,67**			**900 736 690,50**	**895 373 515,85**	**5 363 174,65**	
4452	TVA due intracommunauta		30,68	335 375,86	335 376,11			335 375,86	335 406,79		30,93
44551	T.V.A. à décaisser		350 479,00	325 895,00	296 005,00			325 895,00	646 484,00		320 589,00
4455	**Sous Total compte 4455**		**350 479,00**	**325 895,00**	**296 005,00**			**325 895,00**	**646 484,00**		**320 589,00**
44562	T.V.A. sur immobilisations	361 107,23		1 567 812,13	1 894 373,59			1 928 919,36	1 894 373,59	34 545,77	
44566	T.V.A. sur autres biens et services	522 871,11		762 160,13	714 373,73			1 285 031,24	714 373,73	570 657,51	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	3 310 611,30		6 342 453,00	7 942 144,00			9 653 064,30	7 942 144,00	1 710 920,30	
4456	**Sous Total compte 4456**	**4 194 589,64**		**8 672 425,26**	**10 550 891,32**			**12 867 014,90**	**10 550 891,32**	**2 316 123,58**	
44571	T.V.A. collectée		469 797,92	1 219 047,24	1 294 900,22			1 219 047,24	1 764 698,14		545 650,90
4457	**Sous Total compte 4457**		**469 797,92**	**1 219 047,24**	**1 294 900,22**			**1 219 047,24**	**1 764 698,14**		**545 650,90**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			3 303 585,00	2 735 399,00			3 303 585,00	2 735 399,00	568 186,00	
4458	**Sous Total compte 4458**			**3 303 585,00**	**2 735 399,00**			**3 303 585,00**	**2 735 399,00**	**568 186,00**	
445	**Sous Total compte 445**	**4 194 589,64**	**820 307,60**	**13 856 328,36**	**15 212 571,65**			**18 050 918,00**	**16 032 879,25**	**2 018 038,75**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim		400 200,00	10 697 469,60	10 526 854,48			10 697 469,60	10 927 054,48		229 584,88
4486	Autres charges à payer		99 632,94	99 632,94				99 632,94	99 632,94		0,00
4487	Produits à recevoir	681 097,22		527 298,30	681 097,22			1 208 395,52	681 097,22	527 298,30	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
448	**Sous Total compte 448**	**681 097,22**	**99 632,94**	**626 931,24**	**681 097,22**			**1 308 028,46**	**780 730,16**	**527 298,30**	
44	**Sous Total compte 44**	**56 578 784,88**	**4 961 288,72**	**920 864 666,79**	**960 568 345,86**			**977 443 451,67**	**965 529 634,58**	**11 913 817,09**	
451001	Compte de rattachement avec... (à subdiv		40 726 859,30	118 773 287,90	109 862 385,76			118 773 287,90	150 589 245,06		31 815 957,16
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv		40 262 925,06	66 264 867,40	59 717 569,31			66 264 867,40	99 980 494,37		33 715 626,97
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv	5 153 413,96		1 086 437,34	5 253 040,08			6 239 851,30	5 253 040,08	986 811,22	
451005	Compte de rattachement avec... (à subdiv		34 774 216,81	181 550 317,04	126 975 651,26			181 550 317,04	161 749 868,07	19 800 448,97	
451	**Sous Total compte 451**	**5 153 413,96**	**115 764 001,17**	**367 674 909,68**	**301 808 646,41**			**372 828 323,64**	**417 572 647,58**		**44 744 323,94**
4541101	Dépenses	1 304 140,43						1 304 140,43		1 304 140,43	
4541104	Dépenses	312 923,73						312 923,73		312 923,73	
4541105	Dépenses	1 285 076,28						1 285 076,28		1 285 076,28	
4541106	Dépenses	811 987,29						811 987,29		811 987,29	
4541107	Dépenses	2 082 743,82						2 082 743,82		2 082 743,82	
4541108	Dépenses	1 853 644,05						1 853 644,05		1 853 644,05	
4541109	Dépenses	1 165 957,13						1 165 957,13		1 165 957,13	
454111	Dépenses	131 267 755,40						131 267 755,40		131 267 755,40	
4541111	Dépenses	1 075 365,34						1 075 365,34		1 075 365,34	
4541113	Dépenses	572 582,10						572 582,10		572 582,10	
4541115	Dépenses	62 277,12						62 277,12		62 277,12	
4541116	Dépenses	1 064 154,10				164 425,29	1 560,60	1 228 579,39	1 560,60	1 227 018,79	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4541117	Dépenses	1 126 254,13				251 643,29		1 377 897,42		1 377 897,42	
4541119	Dépenses	1 328 418,97						1 328 418,97		1 328 418,97	
4541120	Dépenses	58 549,33						58 549,33		58 549,33	
4541122	Dépenses	142 210,06				334 970,73		477 180,79		477 180,79	
4541123	Dépenses	24 805,20				34 671,60		59 476,80		59 476,80	
4541124	Dépenses	28 828,80				23 504,40		52 333,20		52 333,20	
454115	Dépenses	62 277,12						62 277,12		62 277,12	
45411	**Sous Total compte 45411**	**145 629 950,40**				**809 215,31**	**1 560,60**	**146 439 165,71**	**1 560,60**	**146 437 605,11**	
4541201	Recettes		1 048 485,14						1 048 485,14		1 048 485,14
4541204	Recettes		316 803,00						316 803,00		316 803,00
4541205	Recettes		1 280 471,28						1 280 471,28		1 280 471,28
4541206	Recettes		811 987,29						811 987,29		811 987,29
4541207	Recettes		1 700 235,42						1 700 235,42		1 700 235,42
4541208	Recettes		933 454,00						933 454,00		933 454,00
4541209	Recettes		1 165 957,13						1 165 957,13		1 165 957,13
454121	Recettes		22 968 050,98						22 968 050,98		22 968 050,98
4541211	Recettes		1 144 323,54						1 144 323,54		1 144 323,54
4541213	Recettes		572 582,10						572 582,10		572 582,10
4541215	Recettes		62 277,12						62 277,12		62 277,12

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4541216	Recettes		1 064 154,08			8 177,80	171 042,49	8 177,80	1 235 196,57		1 227 018,77
4541217	Recettes		1 126 254,14			22 311,73	273 955,02	22 311,73	1 400 209,16		1 377 897,43
4541219	Recettes		1 328 418,97						1 328 418,97		1 328 418,97
4541220	Recettes		58 549,33						58 549,33		58 549,33
4541222	Recettes		34 163,80				45 962,60		80 126,40		80 126,40
4541224	Recettes		72 021,60						72 021,60		72 021,60
4541227	Recettes						834 935,05		834 935,05		834 935,05
45412	**Sous Total compte 45412**		**35 688 188,92**			**30 489,53**	**1 325 895,16**	**30 489,53**	**37 014 084,08**		**36 983 594,55**
4541	**Sous Total compte 4541**	**145 629 950,40**	**35 688 188,92**			**839 704,84**	**1 327 455,76**	**146 469 655,24**	**37 015 644,68**	**109 454 010,56**	
454	**Sous Total compte 454**	**145 629 950,40**	**35 688 188,92**			**839 704,84**	**1 327 455,76**	**146 469 655,24**	**37 015 644,68**	**109 454 010,56**	
455101	Dépenses	691 309,30						691 309,30		691 309,30	
455102	Dépenses	300,77						300,77		300,77	
4551	**Sous Total compte 4551**	**691 610,07**						**691 610,07**		**691 610,07**	
455201	Recettes		723 549,74						723 549,74		723 549,74
455202	Recettes		43 931,64						43 931,64		43 931,64
4552	**Sous Total compte 4552**		**767 481,38**						**767 481,38**		**767 481,38**
455	**Sous Total compte 455**	**691 610,07**	**767 481,38**					**691 610,07**	**767 481,38**		**75 871,31**
4561	Redevables sur rôle pour le compte de ti	7 774,48						7 774,48		7 774,48	
456	**Sous Total compte 456**	**7 774,48**						**7 774,48**		**7 774,48**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458101	Dépenses (à subdiviser par mandat)	26 365 071,59						26 365 071,59		26 365 071,59	
458102	Dépenses (à subdiviser par mandat)	19 570,38						19 570,38		19 570,38	
458103	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 947 846,23						2 947 846,23		2 947 846,23	
458104	Dépenses (à subdiviser par mandat)	15 524 775,38						15 524 775,38		15 524 775,38	
458105	Dépenses (à subdiviser par mandat)	141 076,63						141 076,63		141 076,63	
458107	Dépenses (à subdiviser par mandat)	9 858 917,15						9 858 917,15		9 858 917,15	
458109	Dépenses (à subdiviser par mandat)	43 439,69						43 439,69		43 439,69	
458112	Dépenses (à subdiviser par mandat)	925 129,45						925 129,45		925 129,45	
458114	Dépenses (à subdiviser par mandat)	65 383 405,06				4 985 855,27		70 369 260,33		70 369 260,33	
458115	Dépenses (à subdiviser par mandat)	548 639,00						548 639,00		548 639,00	
458116	Dépenses (à subdiviser par mandat)	496 195,18						496 195,18		496 195,18	
458117	Dépenses (à subdiviser par mandat)	344 954,07						344 954,07		344 954,07	
458118	Dépenses (à subdiviser par mandat)	796 475,68						796 475,68		796 475,68	
458119	Dépenses (à subdiviser par mandat)	775 751,76						775 751,76		775 751,76	
45812	Dépenses (à subdiviser par mandat)	408 868,22						408 868,22		408 868,22	

98

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458121	Dépenses (à subdiviser par mandat)	222 829,18						222 829,18		222 829,18	
458122	Dépenses (à subdiviser par mandat)	520 512,65				203 782,39		724 295,04		724 295,04	
458123	Dépenses (à subdiviser par mandat)	605 226,91				397 117,89	28 357,14	1 002 344,80	28 357,14	973 987,66	
4581	**Sous Total compte 4581**	**125 928 684,21**				**5 586 755,55**	**28 357,14**	**131 515 439,76**	**28 357,14**	**131 487 082,62**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458201	Recettes (à subdiviser par mandat)		26 365 071,57						26 365 071,57		26 365 071,57
458202	Recettes (à subdiviser par mandat)		9 785,19						9 785,19		9 785,19
458203	Recettes (à subdiviser par mandat)		2 947 846,23						2 947 846,23		2 947 846,23
458204	Recettes (à subdiviser par mandat)		15 524 775,38						15 524 775,38		15 524 775,38
458207	Recettes (à subdiviser par mandat)		10 109 096,14						10 109 096,14		10 109 096,14
458209	Recettes (à subdiviser par mandat)		43 439,69						43 439,69		43 439,69
458212	Recettes (à subdiviser par mandat)		925 129,45						925 129,45		925 129,45
458214	Recettes (à subdiviser par mandat)		37 276 906,59				929 450,00		38 206 356,59		38 206 356,59
458215	Recettes (à subdiviser par mandat)		548 639,00						548 639,00		548 639,00
458216	Recettes (à subdiviser par mandat)		496 195,18						496 195,18		496 195,18
458217	Recettes (à subdiviser par mandat)		344 954,07						344 954,07		344 954,07
458218	Recettes (à subdiviser par mandat)		796 475,68						796 475,68		796 475,68
458219	Recettes (à subdiviser par mandat)		775 751,76						775 751,76		775 751,76
45822	Recettes (à subdiviser par mandat)		408 868,22						408 868,22		408 868,22
458221	Recettes (à subdiviser par mandat)		222 829,18						222 829,18		222 829,18

100

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
458225	Recettes (à subdiviser par mandat)						214 000,00		214 000,00		214 000,00
458226	Recettes (à subdiviser par mandat)						235 000,00		235 000,00		235 000,00
4582	**Sous Total compte 4582**		**96 795 763,33**				**1 378 450,00**		**98 174 213,33**		**98 174 213,33**
458	**Sous Total compte 458**	**125 928 684,21**	**96 795 763,33**			**5 586 755,55**	**1 406 807,14**	**131 515 439,76**	**98 202 570,47**	**33 312 869,29**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
45	**Sous Total compte 45**	**277 411 433,12**	**249 015 434,80**	**367 674 909,68**	**301 808 646,41**	**6 426 460,39**	**2 734 262,90**	**651 512 803,19**	**553 558 344,11**	**97 954 459,08**	
4621	Créances sur cessions d'immobilisatio	531 537,20		4 468 235,71	4 446 216,84			4 999 772,91	4 446 216,84	553 556,07	
462	**Sous Total compte 462**	**531 537,20**		**4 468 235,71**	**4 446 216,84**			**4 999 772,91**	**4 446 216,84**	**553 556,07**	
4632	Intérêts à payer			112 991,67	112 991,67			112 991,67	112 991,67		0,00
4633	Titres amortis (ou capital) à rembourser			7 750 000,00	7 750 000,00			7 750 000,00	7 750 000,00		0,00
463	**Sous Total compte 463**			**7 862 991,67**	**7 862 991,67**			**7 862 991,67**	**7 862 991,67**		**0,00**
4648	Opérations pour le compte de particulier	476,95		122 848,03	122 653,85			123 324,98	122 653,85	671,13	
464	**Sous Total compte 464**	**476,95**		**122 848,03**	**122 653,85**			**123 324,98**	**122 653,85**	**671,13**	
466	Excédents de versement		129 837,07	286 944,54	356 613,41			286 944,54	486 450,48		199 505,94
46711	Autres comptes créditeurs		1 583 540,27	142 349 902,18	147 816 061,71			142 349 902,18	149 399 601,98		7 049 699,80
4671	**Sous Total compte 4671**		**1 583 540,27**	**142 349 902,18**	**147 816 061,71**			**142 349 902,18**	**149 399 601,98**		**7 049 699,80**
46721	Débiteurs divers - Amiable	5 720 556,25		30 408 173,43	20 323 421,79			36 128 729,68	20 323 421,79	15 805 307,89	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	510 380,70		137 575,63	177 663,37			647 956,33	177 663,37	470 292,96	
4672	**Sous Total compte 4672**	**6 230 936,95**		**30 545 749,06**	**20 501 085,16**			**36 776 686,01**	**20 501 085,16**	**16 275 600,85**	
46751	Opérations avec des gérants d'immeubles			497 942,75	11 547,45			497 942,75	11 547,45	486 395,30	
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	257,60		524 343,37	524 343,37			524 600,97	524 343,37	257,60	
4675	**Sous Total compte 4675**	**257,60**		**1 022 286,12**	**535 890,82**	102		**1 022 543,72**	**535 890,82**	**486 652,90**	
467	**Sous Total compte 467**	**6 231 194,55**	**1 583 540,27**	**173 917 937,36**	**168 853 037,69**			**180 149 131,91**	**170 436 577,96**	**9 712 553,95**	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4686	Charges à payer		1 003 987,25	1 003 987,25	36 306,12			1 003 987,25	1 040 293,37		36 306,12

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4687	Produits à recevoir	5 145 437,73		12 831 302,14	5 145 437,73			17 976 739,87	5 145 437,73	12 831 302,14	
468	**Sous Total compte 468**	**5 145 437,73**	**1 003 987,25**	**13 835 289,39**	**5 181 743,85**			**18 980 727,12**	**6 185 731,10**	**12 794 996,02**	
46	**Sous Total compte 46**	**11 908 646,43**	**2 717 364,59**	**200 494 246,70**	**186 823 257,31**			**212 402 893,13**	**189 540 621,90**	**22 862 271,23**	
4711	Versements des régisseurs	112 182,88		4 262 855,88	4 127 809,10			4 375 038,76	4 127 809,10	247 229,66	
4712	Virements réimputés		11 084,97	1 079 592,09	1 163 614,72			1 079 592,09	1 174 699,69		95 107,60
47131	Versements sur contributions directes			355 371 882,11	355 371 882,11			355 371 882,11	355 371 882,11		0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct			52 601 323,00	52 601 323,00			52 601 323,00	52 601 323,00		0,00
47133	Fonds d'emprunt		7 095,91	19 997 095,91	19 990 000,00			19 997 095,91	19 997 095,91		0,00
47134	Subventions		6 370 864,16	19 806 361,40	14 918 930,53			19 806 361,40	21 289 794,69		1 483 433,29
47138	Autres		4 428 871,95	45 396 854,42	47 665 797,27			45 396 854,42	52 094 669,22		6 697 814,80
4713	**Sous Total compte 4713**		**10 806 832,02**	**493 173 516,84**	**490 547 932,91**			**493 173 516,84**	**501 354 764,93**		**8 181 248,09**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		1 126,23	224 637,41	225 062,16			224 637,41	226 188,39		1 550,98
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		109 681,37	1 289 198,34	1 205 270,26			1 289 198,34	1 314 951,63		25 753,29
47141	**Sous Total compte 47141**		**110 807,60**	**1 513 835,75**	**1 430 332,42**			**1 513 835,75**	**1 541 140,02**		**27 304,27**
47143	Flux d'encaissements à réimputer		7 048,89	114 206,62	108 797,45			114 206,62	115 846,34		1 639,72
4714	**Sous Total compte 4714**		**117 856,49**	**1 628 042,37**	**1 539 129,87**			**1 628 042,37**	**1 656 986,36**		**28 943,99**
4716	Versements des mandataires			492 829,42	665 997,06			492 829,42	665 997,06		173 167,64
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra		254,36	1 614 479,46	2 219 109,41			1 614 479,46	2 219 363,77		604 884,31
4717	**Sous Total compte 4717**		**254,36**	**1 614 479,46**	**2 219 109,41**			**1 614 479,46**	**2 219 363,77**		**604 884,31**

104

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4718	Autres recettes à régulariser		4 722,79	91 050 860,49	91 054 907,15			91 050 860,49	91 059 629,94		8 769,45
471	**Sous Total compte 471**	**112 182,88**	**10 940 750,63**	**593 302 176,55**	**591 318 500,22**			**593 414 359,43**	**602 259 250,85**		**8 844 891,42**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			27 286 554,52	27 286 554,52			27 286 554,52	27 286 554,52		0,00
47218	Autres dépenses	25,51		5 759 790,17	5 721 456,64			5 759 815,68	5 721 456,64	38 359,04	
4721	**Sous Total compte 4721**	**25,51**		**33 046 344,69**	**33 008 011,16**			**33 046 370,20**	**33 008 011,16**	**38 359,04**	
4722	Commissions bancaires en instance de man			1 361 485,71	1 361 485,71			1 361 485,71	1 361 485,71		0,00
4725	Allocations et secours			13 860,00	13 860,00			13 860,00	13 860,00		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	317 144,14		31 197 523,73	31 213 509,96			31 514 667,87	31 213 509,96	301 157,91	
472	**Sous Total compte 472**	**317 169,65**		**65 619 214,13**	**65 596 866,83**			**65 936 383,78**	**65 596 866,83**	**339 516,95**	
4751	Redevables sur rôle	1 480 476,41		14 511 475,67	14 163 485,31			15 991 952,08	14 163 485,31	1 828 466,77	
4757	Produits sur rôle		5 772 359,60	14 096 191,58	14 444 181,94			14 096 191,58	20 216 541,54		6 120 349,96
475	**Sous Total compte 475**	**1 480 476,41**	**5 772 359,60**	**28 607 667,25**	**28 607 667,25**			**30 088 143,66**	**34 380 026,85**		**4 291 883,19**
4781	Frais de poursuite rattachés			479,77	479,77			479,77	479,77		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	101,12		9,04	8,85			110,16	8,85	101,31	
478	**Sous Total compte 478**	**101,12**		**488,81**	**488,62**			**589,93**	**488,62**	**101,31**	
47	**Sous Total compte 47**	**1 909 930,06**	**16 713 110,23**	**687 529 546,74**	**685 523 522,92**			**689 439 476,80**	**702 236 633,15**		**12 797 156,35**
4815	Charges liées à la crise sanitaire COVID	2 398 170,99					799 390,33	2 398 170,99	799 390,33	1 598 780,66	
481	**Sous Total compte 481**	**2 398 170,99**					**799 390,33**	**2 398 170,99**	**799 390,33**	**1 598 780,66**	

105

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
48	Sous Total compte 48	2 398 170,99					799 390,33	2 398 170,99	799 390,33	1 598 780,66	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4911	Dépréciations des comptes de redevables		142 117,38		143 695,21				285 812,59		285 812,59
491	**Sous Total compte 491**		**142 117,38**		**143 695,21**				**285 812,59**		**285 812,59**
49	**Sous Total compte 49**		**142 117,38**		**143 695,21**				**285 812,59**		**285 812,59**
	Total classe 4	**370 824 254,70**	**316 147 581,21**	**2 850 754 173,**	**2 800 287 560,**	**6 426 460,39**	**3 533 653,23**	**3 228 004 888,**	**3 119 968 794,**	**422 521 618,48**	**314 485 524,09**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	38 210,20		1 471 042,02	1 509 252,22			1 509 252,22	1 509 252,22		0,00
5116	T.I.P. à l'encaissement			9 613 228,02	9 613 228,02			9 613 228,02	9 613 228,02		0,00
51172	Chèques impayés	2 613,27		1 161,85	1 161,85			3 775,12	1 161,85	2 613,27	
51176	T.I.P. impayés	13 071,86		83 460,59	84 227,25			96 532,45	84 227,25	12 305,20	
51178	Autres valeurs impayées	458,06		489,11	489,11			947,17	489,11	458,06	
5117	**Sous Total compte 5117**	**16 143,19**		**85 111,55**	**85 878,21**			**101 254,74**	**85 878,21**	**15 376,53**	
5118	Autres valeurs à l'encaissement	11 657,58		179 945,27	181 395,39			191 602,85	181 395,39	10 207,46	
511	**Sous Total compte 511**	**66 010,97**		**11 349 326,86**	**11 389 753,84**			**11 415 337,83**	**11 389 753,84**	**25 583,99**	
515	Compte au Trésor	185 203 249,98		1 131 657 838,(	1 187 659 468,:			1 316 861 088,(	1 187 659 468,:	129 201 620,26	
51932	Lignes de crédit de trésorerie liées à u			20 000 000,00	20 000 000,00			20 000 000,00	20 000 000,00		0,00
5193	**Sous Total compte 5193**			**20 000 000,00**	**20 000 000,00**			**20 000 000,00**	**20 000 000,00**		**0,00**
519	**Sous Total compte 519**			**20 000 000,00**	**20 000 000,00**			**20 000 000,00**	**20 000 000,00**		**0,00**
51	**Sous Total compte 51**	**185 269 260,95**		**1 163 007 165,**	**1 219 049 222,**			**1 348 276 426,**	**1 219 049 222,**	**129 227 204,25**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	178 568,11		85 284,47	262 457,58			263 852,58	262 457,58	1 395,00	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	11 018,01		1 170,00	1 600,00			12 188,01	1 600,00	10 588,01	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
541	**Sous Total compte 541**	**189 586,12**		**86 454,47**	**264 057,58**			**276 040,59**	**264 057,58**	**11 983,01**	
5428	Disponibilités chez d'autres tiers	100 291,95			22 412,08			100 291,95	22 412,08	77 879,87	
542	**Sous Total compte 542**	**100 291,95**			**22 412,08**			**100 291,95**	**22 412,08**	**77 879,87**	
54	**Sous Total compte 54**	**289 878,07**		**86 454,47**	**286 469,66**			**376 332,54**	**286 469,66**	**89 862,88**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			141 333 207,25	141 333 207,25			141 333 207,25	141 333 207,25		0,00
584	Encaissement par lecture optique			8 373 195,80	8 373 195,80			8 373 195,80	8 373 195,80		0,00
586	Opérations financières entre le budget p			105 566 045,72	105 566 045,72			105 566 045,72	105 566 045,72		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur			81 621,62	81 621,62			81 621,62	81 621,62		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**81 621,62**	**81 621,62**			**81 621,62**	**81 621,62**		**0,00**
588	Autres virements internes			21 160 065,50	21 160 065,50			21 160 065,50	21 160 065,50		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**276 514 135,89**	**276 514 135,89**			**276 514 135,89**	**276 514 135,89**		**0,00**
	Total classe 5	**185 559 139,02**		**1 439 607 755,**	**1 495 849 827,**			**1 625 166 894,**	**1 495 849 827,**	**129 317 067,13**	
6042	Achats de prestations de services (autre					5 780,25		5 780,25		5 780,25	
604	**Sous Total compte 604**					**5 780,25**		**5 780,25**		**5 780,25**	
60611	Eau et assainissement					1 612 745,18	499 793,60	1 612 745,18	499 793,60	1 112 951,58	
60612	Énergie - Électricité					4 659 217,39	1 039 373,90	4 659 217,39	1 039 373,90	3 619 843,49	
60613	Chauffage urbain					6 564 264,19	912 148,38	6 564 264,19	912 148,38	5 652 115,81	
6061	**Sous Total compte 6061**					**12 836 226,76**	**2 451 315,88**	**12 836 226,76**	**2 451 315,88**	**10 384 910,88**	
60621	Combustibles					83 211,41	20 861,95	83 211,41	20 861,95	62 349,46	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60622	Carburants					3 738 352,60	185 159,77	3 738 352,60	185 159,77	3 553 192,83	
60623	Alimentation					66 076,52	6 738,77	66 076,52	6 738,77	59 337,75	
60628	Autres fournitures non stockées					405 910,79	52 478,73	405 910,79	52 478,73	353 432,06	
6062	**Sous Total compte 6062**					**4 293 551,32**	**265 239,22**	**4 293 551,32**	**265 239,22**	**4 028 312,10**	
60631	Fournitures d'entretien					162 838,30	17 457,06	162 838,30	17 457,06	145 381,24	
60632	Fournitures de petit équipement					2 965 306,12	216 496,35	2 965 306,12	216 496,35	2 748 809,77	
60633	Fournitures de voirie					575 850,09	16 325,91	575 850,09	16 325,91	559 524,18	
60636	Habillement et Vêtements de travail					984 876,70	327 638,84	984 876,70	327 638,84	657 237,86	
6063	**Sous Total compte 6063**					**4 688 871,21**	**577 918,16**	**4 688 871,21**	**577 918,16**	**4 110 953,05**	
6064	Fournitures administrative					305 448,56	15 695,52	305 448,56	15 695,52	289 753,04	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					739 051,00	80 638,86	739 051,00	80 638,86	658 412,14	
6068	Autres matières et fournitures.					1 471 544,64	75 729,11	1 471 544,64	75 729,11	1 395 815,53	
606	**Sous Total compte 606**					**24 334 693,49**	**3 466 536,75**	**24 334 693,49**	**3 466 536,75**	**20 868 156,74**	
6091	de matières premières (et fournitures)						167,21		167,21		167,21
6095	de matériel, équipements et travaux						578,09		578,09		578,09
6096	d'approvisionne non stockés						5 902,29		5 902,29		5 902,29
609	**Sous Total compte 609**						**6 647,59**		**6 647,59**		**6 647,59**
60	**Sous Total compte 60**					**24 340 473,74**	**3 473 184,34**	**24 340 473,74**	**3 473 184,34**	**20 867 289,40**	
611	Contrats de prestations de services					41 441 916,12	6 560 189,78	41 441 916,12	6 560 189,78	34 881 726,34	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6132	Locations immobilières					1 632 507,08	65 418,04	1 632 507,08	65 418,04	1 567 089,04	
61351	Matériel roulant					224 328,21	51 717,14	224 328,21	51 717,14	172 611,07	
61358	Autres					1 201 127,36	290 973,64	1 201 127,36	290 973,64	910 153,72	
6135	**Sous Total compte 6135**					**1 425 455,57**	**342 690,78**	**1 425 455,57**	**342 690,78**	**1 082 764,79**	
613	**Sous Total compte 613**					**3 057 962,65**	**408 108,82**	**3 057 962,65**	**408 108,82**	**2 649 853,83**	
614	Charges locatives et de copropriété					492 170,59		492 170,59		492 170,59	
61521	Terrains					1 720 968,55	291 555,42	1 720 968,55	291 555,42	1 429 413,13	
615221	Bâtiments publics					1 268 040,28	302 392,24	1 268 040,28	302 392,24	965 648,04	
615228	Autres bâtiments					382 515,09	44 382,71	382 515,09	44 382,71	338 132,38	
61522	**Sous Total compte 61522**					**1 650 555,37**	**346 774,95**	**1 650 555,37**	**346 774,95**	**1 303 780,42**	
615231	Voiries					8 079 061,97	707 313,90	8 079 061,97	707 313,90	7 371 748,07	
615232	Réseaux					42 576,86	2 565,58	42 576,86	2 565,58	40 011,28	
61523	**Sous Total compte 61523**					**8 121 638,83**	**709 879,48**	**8 121 638,83**	**709 879,48**	**7 411 759,35**	
61524	Bois et forêts					10 222,70		10 222,70		10 222,70	
6152	**Sous Total compte 6152**					**11 503 385,45**	**1 348 209,85**	**11 503 385,45**	**1 348 209,85**	**10 155 175,60**	
61551	Matériel roulant					485 990,29	36 496,16	485 990,29	36 496,16	449 494,13	
61558	Autres biens mobiliers					275 985,76	29 332,72	275 985,76	29 332,72	246 653,04	
6155	**Sous Total compte 6155**					**761 976,05**	**65 828,88**	**761 976,05**	**65 828,88**	**696 147,17**	
6156	Maintenance					7 927 692,05	854 135,07	7 927 692,05	854 135,07	7 073 556,98	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615	**Sous Total compte 615**					**20 193 053,55**	**2 268 173,80**	**20 193 053,55**	**2 268 173,80**	**17 924 879,75**	
6161	Multirisques					1 254 315,26		1 254 315,26		1 254 315,26	
6168	Autres					1 823,07		1 823,07		1 823,07	
616	**Sous Total compte 616**					**1 256 138,33**		**1 256 138,33**		**1 256 138,33**	
617	Études et recherches					1 762 592,82	381 723,47	1 762 592,82	381 723,47	1 380 869,35	
6182	Documentation générale et technique					323 798,46	16 416,02	323 798,46	16 416,02	307 382,44	
6184	Versements à des organismes de formation					1 904 827,49	558 323,73	1 904 827,49	558 323,73	1 346 503,76	
6185	Frais de colloques et séminaires					34 824,38		34 824,38		34 824,38	
6188	Autres frais divers					3 555,61		3 555,61		3 555,61	
618	**Sous Total compte 618**					**2 267 005,94**	**574 739,75**	**2 267 005,94**	**574 739,75**	**1 692 266,19**	
61	**Sous Total compte 61**					**70 470 840,00**	**10 192 935,62**	**70 470 840,00**	**10 192 935,62**	**60 277 904,38**	
6217	Personnel affecté par la commune membre					660 000,00	197 042,03	660 000,00	197 042,03	462 957,97	
6218	Autre personnel extérieur					1 623 524,86	56 000,00	1 623 524,86	56 000,00	1 567 524,86	
621	**Sous Total compte 621**					**2 283 524,86**	**253 042,03**	**2 283 524,86**	**253 042,03**	**2 030 482,83**	
62268	Autres honoraires, conseils...					2 419 142,13	307 335,82	2 419 142,13	307 335,82	2 111 806,31	
6226	**Sous Total compte 6226**					**2 419 142,13**	**307 335,82**	**2 419 142,13**	**307 335,82**	**2 111 806,31**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					270 035,36		270 035,36		270 035,36	
6228	Divers					2 544 866,04	481 472,27	2 544 866,04	481 472,27	2 063 393,77	
622	**Sous Total compte 622**					**5 234 043,53**	**788 808,09**	**5 234 043,53**	**788 808,09**	**4 445 235,44**	

111

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6231	Annonces et insertions					713 589,30	34 894,88	713 589,30	34 894,88	678 694,42	
6234	Réceptions					251 767,73	53 512,34	251 767,73	53 512,34	198 255,39	
6236	Catalogues et imprimés et publications					556 564,84	117 357,78	556 564,84	117 357,78	439 207,06	
6238	Divers					1 491 527,20	141 339,00	1 491 527,20	141 339,00	1 350 188,20	
623	**Sous Total compte 623**					**3 013 449,07**	**347 104,00**	**3 013 449,07**	**347 104,00**	**2 666 345,07**	
6241	Transports de biens					25 517,00	8 720,35	25 517,00	8 720,35	16 796,65	
6247	Transports collectifs du personnel					162 727,75	7 985,00	162 727,75	7 985,00	154 742,75	
624	**Sous Total compte 624**					**188 244,75**	**16 705,35**	**188 244,75**	**16 705,35**	**171 539,40**	
6251	Voyages, déplacements et missions					338 128,12	117 483,19	338 128,12	117 483,19	220 644,93	
6255	Frais de déménagement					17 293,99		17 293,99		17 293,99	
625	**Sous Total compte 625**					**355 422,11**	**117 483,19**	**355 422,11**	**117 483,19**	**237 938,92**	
6261	Frais d'affranchisser					635 198,82	70 068,56	635 198,82	70 068,56	565 130,26	
6262	Frais de télécommunicat					1 747 468,91	269 226,06	1 747 468,91	269 226,06	1 478 242,85	
626	**Sous Total compte 626**					**2 382 667,73**	**339 294,62**	**2 382 667,73**	**339 294,62**	**2 043 373,11**	
627	Services bancaires et assimilés.					51 860,88		51 860,88		51 860,88	
6281	Concours divers (cotisations..					532 476,73	28 598,00	532 476,73	28 598,00	503 878,73	
6282	Frais de gardiennage					1 353 103,06	136 398,06	1 353 103,06	136 398,06	1 216 705,00	
6283	Frais de nettoyage des locaux					3 493 181,00	365 071,26	3 493 181,00	365 071,26	3 128 109,74	
62875	Aux communes membres du GFP					47 340,89	14 820,00	47 340,89	14 820,00	32 520,89	

112

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62878	A des tiers					260 286,42	78 245,19	260 286,42	78 245,19	182 041,23	
6287	**Sous Total compte 6287**					**307 627,31**	**93 065,19**	**307 627,31**	**93 065,19**	**214 562,12**	
6288	Autres					1 812 038,41	238 109,09	1 812 038,41	238 109,09	1 573 929,32	
628	**Sous Total compte 628**					**7 498 426,51**	**861 241,60**	**7 498 426,51**	**861 241,60**	**6 637 184,91**	
62	**Sous Total compte 62**					**21 007 639,44**	**2 723 678,88**	**21 007 639,44**	**2 723 678,88**	**18 283 960,56**	
631	Impôts, taxes et versements assimilés su					1 450,50		1 450,50		1 450,50	
6331	Versement mobilité					3 756 557,00	33,00	3 756 557,00	33,00	3 756 524,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					927 102,00	8,00	927 102,00	8,00	927 094,00	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					1 781 382,00	16,00	1 781 382,00	16,00	1 781 366,00	
633	**Sous Total compte 633**					**6 465 041,00**	**57,00**	**6 465 041,00**	**57,00**	**6 464 984,00**	
63512	Taxes foncières					3 938 731,50		3 938 731,50		3 938 731,50	
63513	Autres impôts locaux					3 102,00		3 102,00		3 102,00	
6351	**Sous Total compte 6351**					**3 941 833,50**		**3 941 833,50**		**3 941 833,50**	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					58 685,28	58 685,28	58 685,28	58 685,28		0,00
635	**Sous Total compte 635**					**4 000 518,78**	**58 685,28**	**4 000 518,78**	**58 685,28**	**3 941 833,50**	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					63 417,20	31 124,06	63 417,20	31 124,06	32 293,14	
63	**Sous Total compte 63**					**10 530 427,48**	**89 866,34**	**10 530 427,48**	**89 866,34**	**10 440 561,14**	
64111	Rémunération principale					151 405 255,79	13 423,55	151 405 255,79	13 423,55	151 391 832,24	
64112	Supplément familial de traitement et ind					3 344 691,56		3 344 691,56		3 344 691,56	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64113	NBI					1 805 392,78		1 805 392,78		1 805 392,78	
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflatio					335 100,00		335 100,00		335 100,00	
64118	Autres indemnités.					52 285 393,19	3 500,00	52 285 393,19	3 500,00	52 281 893,19	
6411	**Sous Total compte 6411**					**209 175 833,32**	**16 923,55**	**209 175 833,32**	**16 923,55**	**209 158 909,77**	
64131	Rémunérations					26 342 211,79	769,86	26 342 211,79	769,86	26 341 441,93	
64132	Supplément familial de traitement et ind					564 275,70		564 275,70		564 275,70	
64134	Personnel non titulaire - Indemnité infl					65 300,00		65 300,00		65 300,00	
64138	Primes et autres indemnités					11 894 225,96		11 894 225,96		11 894 225,96	
6413	**Sous Total compte 6413**					**38 866 013,45**	**769,86**	**38 866 013,45**	**769,86**	**38 865 243,59**	
64141	Personnel rémunéré à la vacation - Rémun					7 360 571,72	694,94	7 360 571,72	694,94	7 359 876,78	
64142	Personnel rémunéré à la vacation - Indem					118 500,00		118 500,00		118 500,00	
6414	**Sous Total compte 6414**					**7 479 071,72**	**694,94**	**7 479 071,72**	**694,94**	**7 478 376,78**	
64164	Emplois aidés - Indemnité inflation					5 300,00		5 300,00		5 300,00	
64168	Autres emplois aidés					682 796,60		682 796,60		682 796,60	
6416	**Sous Total compte 6416**					**688 096,60**		**688 096,60**		**688 096,60**	
64171	Apprentis - Rémunérations					1 172 028,65		1 172 028,65		1 172 028,65	
64172	Apprentis - Indemnité inflation					114 8 700,00		8 700,00		8 700,00	

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6417	**Sous Total compte 6417**					**1 180 728,65**		**1 180 728,65**		**1 180 728,65**	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						1 523 578,90		1 523 578,90		1 523 578,90

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
641	**Sous Total compte 641**					**257 389 743,74**	**1 541 967,25**	**257 389 743,74**	**1 541 967,25**	**255 847 776,49**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					32 396 799,00	259,00	32 396 799,00	259,00	32 396 540,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					46 145 556,36		46 145 556,36		46 145 556,36	
6456	Versement au F.N.C du supplément familia					351 295,00		351 295,00		351 295,00	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					342 681,21		342 681,21		342 681,21	
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S						909 273,15		909 273,15		909 273,15
645	**Sous Total compte 645**					**79 236 331,57**	**909 532,15**	**79 236 331,57**	**909 532,15**	**78 326 799,42**	
64731	Versées directement					2 310 793,56	318,80	2 310 793,56	318,80	2 310 474,76	
64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.					1 553 902,00		1 553 902,00		1 553 902,00	
6473	**Sous Total compte 6473**					**3 864 695,56**	**318,80**	**3 864 695,56**	**318,80**	**3 864 376,76**	
6475	Médecine du travail, pharmacie					306 454,59	166,05	306 454,59	166,05	306 288,54	
6478	Autres charges sociales diverses					750 368,06	47 060,32	750 368,06	47 060,32	703 307,74	
647	**Sous Total compte 647**					**4 921 518,21**	**47 545,17**	**4 921 518,21**	**47 545,17**	**4 873 973,04**	
6488	Autres					1 269 370,61		1 269 370,61		1 269 370,61	
648	**Sous Total compte 648**					**1 269 370,61**		**1 269 370,61**		**1 269 370,61**	
64	**Sous Total compte 64**					**342 816 964,13**	**2 499 044,57**	**342 816 964,13**	**2 499 044,57**	**340 317 919,56**	
65131	Bourses					125 394,90		125 394,90		125 394,90	
65132	Prix					261 555,92		261 555,92		261 555,92	
65133	Secours d'urgence					844 384,62	691,50	844 384,62	691,50	843 693,12	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6513	**Sous Total compte 6513**					**1 231 335,44**	**691,50**	**1 231 335,44**	**691,50**	**1 230 643,94**	
651	**Sous Total compte 651**					**1 231 335,44**	**691,50**	**1 231 335,44**	**691,50**	**1 230 643,94**	
65311	Indemnités de fonction					1 791 876,02		1 791 876,02		1 791 876,02	
65312	Frais de mission et de déplacement					27 621,94		27 621,94		27 621,94	
65313	Cotisations de retraite					150 557,19		150 557,19		150 557,19	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					432 821,00		432 821,00		432 821,00	
65315	Formation					27 775,00	1 100,00	27 775,00	1 100,00	26 675,00	
653172	Cotisations au fonds de financement de l					1 514,92		1 514,92		1 514,92	
65317	**Sous Total compte 65317**					**1 514,92**		**1 514,92**		**1 514,92**	
6531	**Sous Total compte 6531**					**2 432 166,07**	**1 100,00**	**2 432 166,07**	**1 100,00**	**2 431 066,07**	
653	**Sous Total compte 653**					**2 432 166,07**	**1 100,00**	**2 432 166,07**	**1 100,00**	**2 431 066,07**	
6541	Créances admises en non-valeur					81 621,62		81 621,62		81 621,62	
6542	Créances éteintes					140 122,83	3 838,68	140 122,83	3 838,68	136 284,15	
654	**Sous Total compte 654**					**221 744,45**	**3 838,68**	**221 744,45**	**3 838,68**	**217 905,77**	
6553	Service d'incendie					28 280 528,39		28 280 528,39		28 280 528,39	
65568	Autres contributions					6 699 833,00		6 699 833,00		6 699 833,00	
6556	**Sous Total compte 6556**					**6 699 833,00**		**6 699 833,00**		**6 699 833,00**	
6558	Autres contributions obligatoires					698 216,53	64 456,57	698 216,53	64 456,57	633 759,96	
655	**Sous Total compte 655**					**35 678 577,92**	**64 456,57**	**35 678 577,92**	**64 456,57**	**35 614 121,35**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6568	Autres participations					1 463 859,00		1 463 859,00		1 463 859,00	
656	**Sous Total compte 656**					**1 463 859,00**		**1 463 859,00**		**1 463 859,00**	
65731	État					25 000,00		25 000,00		25 000,00	
65732	Régions					8 000,00		8 000,00		8 000,00	
65733	Départements					18 375,00		18 375,00		18 375,00	
657341	Communes membres du GFP					4 364 131,73	29 646,00	4 364 131,73	29 646,00	4 334 485,73	
65734	**Sous Total compte 65734**					**4 364 131,73**	**29 646,00**	**4 364 131,73**	**29 646,00**	**4 334 485,73**	
657362	CCAS					2 230 000,00		2 230 000,00		2 230 000,00	
65736	**Sous Total compte 65736**					**2 230 000,00**		**2 230 000,00**		**2 230 000,00**	
657381	Autres établissements publics locaux					566 805,76	2 500,00	566 805,76	2 500,00	564 305,76	
657382	Organismes publics divers					991 905,07		991 905,07		991 905,07	
65738	**Sous Total compte 65738**					**1 558 710,83**	**2 500,00**	**1 558 710,83**	**2 500,00**	**1 556 210,83**	
6573	**Sous Total compte 6573**					**8 204 217,56**	**32 146,00**	**8 204 217,56**	**32 146,00**	**8 172 071,56**	
65741	Ménages					129 796,89		129 796,89		129 796,89	
65748	Autres personnes de droit privé					25 207 896,10	80 000,00	25 207 896,10	80 000,00	25 127 896,10	
6574	**Sous Total compte 6574**					**25 337 692,99**	**80 000,00**	**25 337 692,99**	**80 000,00**	**25 257 692,99**	
6577	Remises gracieuses					3 042,00		3 042,00		3 042,00	
657	**Sous Total compte 657**					**33 544 952,55**	**112 146,00**	**33 544 952,55**	**112 146,00**	**33 432 806,55**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					8 400,00		8 400,00		8 400,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65818	Autres					47 906,22		47 906,22		47 906,22	
6581	**Sous Total compte 6581**					**56 306,22**		**56 306,22**		**56 306,22**	
65821	Déficit des budgets annexes à caractère					41 610 788,28		41 610 788,28		41 610 788,28	
6582	**Sous Total compte 6582**					**41 610 788,28**		**41 610 788,28**		**41 610 788,28**	
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur mar					7 984,03		7 984,03		7 984,03	
65861	Frais de personnel					254 930,55		254 930,55		254 930,55	
6586	**Sous Total compte 6586**					**254 930,55**		**254 930,55**		**254 930,55**	
65888	Autres					8 669 083,47	769 091,36	8 669 083,47	769 091,36	7 899 992,11	
6588	**Sous Total compte 6588**					**8 669 083,47**	**769 091,36**	**8 669 083,47**	**769 091,36**	**7 899 992,11**	
658	**Sous Total compte 658**					**50 599 092,55**	**769 091,36**	**50 599 092,55**	**769 091,36**	**49 830 001,19**	
65	**Sous Total compte 65**					**125 171 727,98**	**951 324,11**	**125 171 727,98**	**951 324,11**	**124 220 403,87**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					8 915 341,32		8 915 341,32		8 915 341,32	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					3 298 364,72	3 249 101,00	3 298 364,72	3 249 101,00	49 263,72	
6611	**Sous Total compte 6611**					**12 213 706,04**	**3 249 101,00**	**12 213 706,04**	**3 249 101,00**	**8 964 605,04**	
661	**Sous Total compte 661**					**12 213 706,04**	**3 249 101,00**	**12 213 706,04**	**3 249 101,00**	**8 964 605,04**	
6688	Autres					190 306,94		190 306,94		190 306,94	
668	**Sous Total compte 668**					**190 306,94**		**190 306,94**		**190 306,94**	
66	**Sous Total compte 66**					**12 404 012,98**	**3 249 101,00**	**12 404 012,98**	**3 249 101,00**	**9 154 911,98**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					195 405,43		195 405,43		195 405,43	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
675	Valeurs comptables des immobilisations c					4 638 554,02		4 638 554,02		4 638 554,02	
6761	Différences sur réalisations (positives)					213 483,15	400,00	213 483,15	400,00	213 083,15	
676	**Sous Total compte 676**					**213 483,15**	**400,00**	**213 483,15**	**400,00**	**213 083,15**	
67	**Sous Total compte 67**					**5 047 442,60**	**400,00**	**5 047 442,60**	**400,00**	**5 047 042,60**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					66 877 536,57		66 877 536,57		66 877 536,57	
68128	Dotations aux amortissements des charges					799 390,33		799 390,33		799 390,33	
6812	**Sous Total compte 6812**					**799 390,33**		**799 390,33**		**799 390,33**	
6815	Dotations aux provisions pour risques et					11 610 000,00		11 610 000,00		11 610 000,00	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					143 695,21		143 695,21		143 695,21	
681	**Sous Total compte 681**					**79 430 622,11**		**79 430 622,11**		**79 430 622,11**	
68	**Sous Total compte 68**					**79 430 622,11**		**79 430 622,11**		**79 430 622,11**	
	Total classe 6					**691 220 150,46**	**23 179 534,86**	**691 220 150,46**	**23 179 534,86**	**670 480 115,24**	**2 439 499,64**
7022	Coupes de bois						77 712,90		77 712,90		77 712,90
702	**Sous Total compte 702**						**77 712,90**		**77 712,90**		**77 712,90**
70321	Droits de stationnement et de locations						362 978,10		362 978,10		362 978,10
70323	Redevance d'occupation du domaine public						600 197,27		600 197,27		600 197,27
70328	Autres droits de					758 753,09	4 777 623,65	758 753,09	4 777 623,65		4 018 870,56

120

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	stationnement et de loc										
7032	**Sous Total compte 7032**					**758 753,09**	**5 740 799,02**	**758 753,09**	**5 740 799,02**		**4 982 045,93**
7035	Locations de droits de chasse et de pêch					1 200,00	1 378,73	1 200,00	1 378,73		178,73

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70388	Autres redevances et recettes diverses						231 549,71		231 549,71		231 549,71
7038	**Sous Total compte 7038**						**231 549,71**		**231 549,71**		**231 549,71**
703	**Sous Total compte 703**					**759 953,09**	**5 973 727,46**	**759 953,09**	**5 973 727,46**		**5 213 774,37**
704	Travaux					499,99	101 279,16	499,99	101 279,16		100 779,17
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordu					8 047 503,15	19 904 942,23	8 047 503,15	19 904 942,23		11 857 439,08
70613	Abonnement ou redevance pour enlèvement					584 401,93	1 326 502,08	584 401,93	1 326 502,08		742 100,15
7061	**Sous Total compte 7061**					**8 631 905,08**	**21 231 444,31**	**8 631 905,08**	**21 231 444,31**		**12 599 539,23**
7062	Redevances et droits des services à cara					210,00	298 581,46	210,00	298 581,46		298 371,46
70631	A caractère sportif					402,10	3 372 907,50	402,10	3 372 907,50		3 372 505,40
70632	A caractère de loisirs						298 095,60		298 095,60		298 095,60
7063	**Sous Total compte 7063**					**402,10**	**3 671 003,10**	**402,10**	**3 671 003,10**		**3 670 601,00**
70688	Autres prestations de services					38 119,94	270 189,36	38 119,94	270 189,36		232 069,42
7068	**Sous Total compte 7068**					**38 119,94**	**270 189,36**	**38 119,94**	**270 189,36**		**232 069,42**
706	**Sous Total compte 706**					**8 670 637,12**	**25 471 218,23**	**8 670 637,12**	**25 471 218,23**		**16 800 581,11**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)					270,80	222 617,31	270,80	222 617,31		222 346,51
70841	aux budgets annexes, régies, CCAS et cai						21 265 378,82		21 265 378,82		21 265 378,82
70845	aux communes membres du GFP						203 908 618,60		203 908 618,60		203 908 618,60

122

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70848	aux autres organismes					34 458,50	4 441 118,72	34 458,50	4 441 118,72		4 406 660,22
7084	**Sous Total compte 7084**					**34 458,50**	**229 615 116,14**	**34 458,50**	**229 615 116,14**		**229 580 657,64**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70872	par les budgets annexes et les régies						6 063 693,54		6 063 693,54		6 063 693,54
70874	par les caisses des écoles						8 101,25		8 101,25		8 101,25
70875	par les communes membres du GFP					0,70	11 776 327,68	0,70	11 776 327,68		11 776 326,98
70878	par des tiers						101 505,54		101 505,54		101 505,54
7087	**Sous Total compte 7087**					**0,70**	**17 949 628,01**	**0,70**	**17 949 628,01**		**17 949 627,31**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo					155 883,89	959 723,41	155 883,89	959 723,41		803 839,52
708	**Sous Total compte 708**					**190 613,89**	**248 747 084,87**	**190 613,89**	**248 747 084,87**		**248 556 470,98**
70	**Sous Total compte 70**					**9 621 704,09**	**280 371 022,62**	**9 621 704,09**	**280 371 022,62**		**270 749 318,53**
73111	Impôts directs locaux						106 348 192,00		106 348 192,00		106 348 192,00
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des ent						47 455 346,00		47 455 346,00		47 455 346,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales						6 116 871,00		6 116 871,00		6 116 871,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris						2 733 069,00		2 733 069,00		2 733 069,00
73118	Autres contributions directes						3 450 508,00		3 450 508,00		3 450 508,00
7311	**Sous Total compte 7311**						**166 103 986,00**		**166 103 986,00**		**166 103 986,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères						63 291 988,00		63 291 988,00		63 291 988,00
7313	**Sous Total compte 7313**						**63 291 988,00**		**63 291 988,00**		**63 291 988,00**

124

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr					40 000,00	231 180,64	40 000,00	231 180,64		191 180,64
73143	Redevance des mines						935,00		935,00		935,00
7314	**Sous Total compte 7314**					**40 000,00**	**232 115,64**	**40 000,00**	**232 115,64**		**192 115,64**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
731721	Taxe de séjour					2 357,51	6 656 919,02	2 357,51	6 656 919,02		6 654 561,51
73172	**Sous Total compte 73172**					**2 357,51**	**6 656 919,02**	**2 357,51**	**6 656 919,02**		**6 654 561,51**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure						1 220,00		1 220,00		1 220,00
7317	**Sous Total compte 7317**					**2 357,51**	**6 658 139,02**	**2 357,51**	**6 658 139,02**		**6 655 781,51**
7318	Autres					193,15	665 513,45	193,15	665 513,45		665 320,30
731	**Sous Total compte 731**					**42 550,66**	**236 951 742,11**	**42 550,66**	**236 951 742,11**		**236 909 191,45**
73211	Attribution de compensation						2 492 709,00		2 492 709,00		2 492 709,00
7321	**Sous Total compte 7321**						**2 492 709,00**		**2 492 709,00**		**2 492 709,00**
73221	FNGIR						24 354 204,00		24 354 204,00		24 354 204,00
7322	**Sous Total compte 7322**						**24 354 204,00**		**24 354 204,00**		**24 354 204,00**
732	**Sous Total compte 732**						**26 846 913,00**		**26 846 913,00**		**26 846 913,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de						90 961 652,00		90 961 652,00		90 961 652,00
735	**Sous Total compte 735**						**90 961 652,00**		**90 961 652,00**		**90 961 652,00**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève					31 494,33		31 494,33		31 494,33	
739111	**Sous Total compte 739111**					**31 494,33**		**31 494,33**		**31 494,33**	
73911	**Sous Total compte 73911**					**31 494,33**		**31 494,33**		**31 494,33**	
7391	**Sous Total compte 7391**					**31 494,33**		**31 494,33**		**31 494,33**	
739211	Attribution de compensation					73 777 570,00		73 777 570,00		73 777 570,00	
739212	Dotation de solidarité communautaire					14 957 108,00		14 957 108,00		14 957 108,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73921	**Sous Total compte 73921**					**88 734 678,00**		**88 734 678,00**		**88 734 678,00**	
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm					664 173,00		664 173,00		664 173,00	
739222	**Sous Total compte 739222**					**664 173,00**		**664 173,00**		**664 173,00**	
73922	**Sous Total compte 73922**					**664 173,00**		**664 173,00**		**664 173,00**	
7392	**Sous Total compte 7392**					**89 398 851,00**		**89 398 851,00**		**89 398 851,00**	
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen					377 180,13		377 180,13		377 180,13	
739	**Sous Total compte 739**					**89 807 525,46**		**89 807 525,46**		**89 807 525,46**	
73	**Sous Total compte 73**					**89 850 076,12**	**354 760 307,11**	**89 850 076,12**	**354 760 307,11**		**264 910 230,99**
741124	Dotation d'intercommuna des EPCI						11 490 505,00		11 490 505,00		11 490 505,00
741126	Dotation de compensation des EPCI						67 523 284,00		67 523 284,00		67 523 284,00
74112	**Sous Total compte 74112**						**79 013 789,00**		**79 013 789,00**		**79 013 789,00**
7411	**Sous Total compte 7411**						**79 013 789,00**		**79 013 789,00**		**79 013 789,00**
741	**Sous Total compte 741**						**79 013 789,00**		**79 013 789,00**		**79 013 789,00**
744	FCTVA						841 984,47		841 984,47		841 984,47
74611	DGD						147 775,00		147 775,00		147 775,00
7461	**Sous Total compte 7461**						**147 775,00**		**147 775,00**		**147 775,00**
746	**Sous Total compte 746**						**147 775,00**		**147 775,00**		**147 775,00**
74718	Autres					606 638,72	2 525 613,27	606 638,72	2 525 613,27		1 918 974,55
7471	**Sous Total compte 7471**					**606 638,72**	**2 525 613,27**	**606 638,72**	**2 525 613,27**		**1 918 974,55**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7472	Régions						84 912,95		84 912,95		84 912,95
7473	Départements						246 459,09		246 459,09		246 459,09
74771	Fonds social européen						1 696 311,61		1 696 311,61		1 696 311,61
74772	FEDER						33 723,21		33 723,21		33 723,21
74778	Autres fonds européens						147 000,00		147 000,00		147 000,00
7477	**Sous Total compte 7477**						**1 877 034,82**		**1 877 034,82**		**1 877 034,82**
74788	Autres						1 047 811,52		1 047 811,52		1 047 811,52
7478	**Sous Total compte 7478**						**1 047 811,52**		**1 047 811,52**		**1 047 811,52**
747	**Sous Total compte 747**					**606 638,72**	**5 781 831,65**	**606 638,72**	**5 781 831,65**		**5 175 192,93**
748312	D.C.R.T.P.						12 794 756,00		12 794 756,00		12 794 756,00
74831	**Sous Total compte 74831**						**12 794 756,00**		**12 794 756,00**		**12 794 756,00**
74832	État - Compensation au titre de la Contr					11 331,00	15 531 439,00	11 331,00	15 531 439,00		15 520 108,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra						503 184,00		503 184,00		503 184,00
748388	Autres						15 911 644,90		15 911 644,90		15 911 644,90
74838	**Sous Total compte 74838**						**15 911 644,90**		**15 911 644,90**		**15 911 644,90**
7483	**Sous Total compte 7483**					**11 331,00**	**44 741 023,90**	**11 331,00**	**44 741 023,90**		**44 729 692,90**
74888	Autres						1 638,72		1 638,72		1 638,72
7488	**Sous Total compte 7488**						**1 638,72**		**1 638,72**		**1 638,72**
748	**Sous Total compte 748**					**11 331,00**	**44 742 662,62**	**11 331,00**	**44 742 662,62**		**44 731 331,62**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74	**Sous Total compte 74**					**617 969,72**	**130 528 042,74**	**617 969,72**	**130 528 042,74**		**129 910 073,02**
752	Revenus des immeubles					29 349,83	3 454 583,99	29 349,83	3 454 583,99		3 425 234,16
755	Dédits et pénalités perçus						64 029,60		64 029,60		64 029,60
75813	Redevances versées par les fermiers et c					1 843 471,06	8 908 354,34	1 843 471,06	8 908 354,34		7 064 883,28
7581	**Sous Total compte 7581**					**1 843 471,06**	**8 908 354,34**	**1 843 471,06**	**8 908 354,34**		**7 064 883,28**
7584	Recouvrement sur créances admises en non						1 668,14		1 668,14		1 668,14
75888	Autres					2 868 400,66	25 087 720,85	2 868 400,66	25 087 720,85		22 219 320,19
7588	**Sous Total compte 7588**					**2 868 400,66**	**25 087 720,85**	**2 868 400,66**	**25 087 720,85**		**22 219 320,19**
758	**Sous Total compte 758**					**4 711 871,72**	**33 997 743,33**	**4 711 871,72**	**33 997 743,33**		**29 285 871,61**
75	**Sous Total compte 75**					**4 741 221,55**	**37 516 356,92**	**4 741 221,55**	**37 516 356,92**		**32 775 135,37**
761	Produits de participations						108 683,25		108 683,25		108 683,25
7621	Produits des autres immobilisations fina					184,28	9 414,66	184,28	9 414,66		9 230,38
762	**Sous Total compte 762**					**184,28**	**9 414,66**	**184,28**	**9 414,66**		**9 230,38**
764	Revenus des valeurs mobilières de placem						19,82		19,82		19,82
7688	Autres						1 770,05		1 770,05		1 770,05
768	**Sous Total compte 768**						**1 770,05**		**1 770,05**		**1 770,05**
76	**Sous Total compte 76**					**184,28**	**119 887,78**	**184,28**	**119 887,78**		**119 703,50**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						30 761,26		30 761,26		30 761,26

129

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
775	Produits des cessions d'immobilisati					400,00	4 265 875,71	400,00	4 265 875,71		4 265 475,71

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7761	Différences sur réalisations (négatives)						586 161,46		586 161,46		586 161,46
776	**Sous Total compte 776**						**586 161,46**		**586 161,46**		**586 161,46**
777	Recettes et quote-part des subventions d						6 478 903,16		6 478 903,16		6 478 903,16
77	**Sous Total compte 77**					**400,00**	**11 361 701,59**	**400,00**	**11 361 701,59**		**11 361 301,59**
	Total classe 7					**104 831 555,76**	**814 657 318,76**	**104 831 555,76**	**814 657 318,76**	**89 807 525,46**	**799 633 288,46**
	Total général	**5 064 341 948,2**	**5 064 341 948,2**	**4 816 382 600,7**	**4 792 326 331,1**	**1 141 617 194,1**	**1 165 673 463,9**	**11 022 341 743**	**11 022 341 743**	**5 903 291 009,1**	**5 903 291 009,10**

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861							0,00	0,00
Portefeuille								
Médiathèques	59 191,00	1 209,50	60 400,50	0,00	5 630,50	5 630,50	54 770,00	0,00
Patinoire	0,00	41 800,00	41 800,00	0,00	41 800,00	41 800,00	0,00	0,00
Piscines	433 958,00	855 070,00	1 289 028,00	0,00	806 348,00	806 348,00	482 680,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 861	493 149,00	898 079,50	1 391 228,50	0,00	853 778,50	853 778,50	537 450,00	0,00
862							0,00	0,00
Correspondant								
Médiathèques	3 516,15	5 606,00	9 122,15	0,00	5 473,90	5 473,90	3 648,25	0,00
Patinoire	4 840,00	41 800,00	46 640,00	0,00	10 956,00	10 956,00	35 684,00	0,00
Piscines	193 055,00	484 038,00	677 093,00	0,00	280 618,00	280 618,00	396 475,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 862	201 411,15	531 444,00	732 855,15	0,00	297 047,90	297 047,90	435 807,25	0,00
863							0,00	0,00
Prise en charge titre et valeur								
Médiathèques	0,00	5 473,90	5 473,90	62 707,15	1 185,00	63 892,15	0,00	58 418,25
Patinoire	0,00	10 956,00	10 956,00	4 840,00	41 800,00	46 640,00	0,00	35 684,00
Piscines	0,00	529 601,00	529 601,00	627 013,00	781 743,00	1 408 756,00	0,00	879 155,00
SOUS-TOTAL COMPTE 863	0,00	546 030,90	546 030,90	694 560,15	824 728,00	1 519 288,15	0,00	973 257,25
TOTAUX	694 560,15	1 975 554,40	2 670 114,55	694 560,15	1 975 554,40	2 670 114,55	973 257,25	973 257,25

Page des signatures

61100 - EUROMETROPOLE STRASBOURG Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

MAY Jean-Yves (1013087004-0), AUTRES ADM. EMPLOI NON FIP/CADRE SUPERIEUR A **DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN**, le **13/03/2023**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **EUROMETROPOLE STRASBOURG** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

LEBRETON Laurence (1018200090-0), CSC des Finances Publiques de 1ère catégorie A **STRASBOURG ET EUROMETROPOLE**, le **15/03/2023**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE
N° CODIQUE 067058
Date Edition : 09/03/2023

IDENTIFIANT BUDGET 61121
N° de SIRET 24670048800033

EUROMET EAU
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Laurence LEBRETON

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 09/03/2023

067058 SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

Nomenclature M49
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 39
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 40
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 65
4EME PARTIE : Page des signatures 66

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**77,55**	Dotations	19 425,28
Terrains	173,17	Fonds Globalisés	8 433,75
Constructions	11 303,00	Réserves	240 318,23
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	115 650,83	Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours	155 352,23	Report à nouveau	21 276,65
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	8 068,84
Autres immobilisations corporelles	14 793,98	Subventions transférables	19 628,67
Total immobilisations corporelles (nettes)	**297 273,23**	Subventions non transférables	
Immobilisations financières	**0,40**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	3 132,55
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**297 351,18**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**320 283,98**
Créances	55 319,04	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	**1 953,92**
Disponibilités	285,90	Fournisseurs(2)	14 199,18
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	11 680,25
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**55 604,94**	**Total dettes à court terme**	**25 879,43**
Comptes de régularisations	**1,79**	**TOTAL DETTES**	**27 833,35**
		Comptes de régularisations	**4 840,58**
TOTAL ACTIF	**352 957,91**	**TOTAL PASSIF**	**352 957,91**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

BILAN (en Euros)

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

ACTIF		Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études, de R et D				3 246,63
	Conces, brev, licences, marques, procéd	1 585 006,87	1 507 456,15	77 550,72	45 379,17
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	179 749,87	6 575,12	173 174,75	173 549,86
	Constructions en toute propriété	24 935 655,05	13 632 653,18	11 303 001,87	10 360 422,49
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop	251 638 000,66	135 987 166,11	115 650 834,55	119 713 198,16
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	24 328 245,30	9 534 263,38	14 793 981,92	15 552 509,61
	Immobilisations corporelles en cours	155 352 233,29		155 352 233,29	147 351 292,45
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession ou à				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Constructions mises à disposition				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	458 018 891,04	160 668 113,94	297 350 777,10	293 199 598,37

BILAN (en Euros)

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

ACTIF		Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	458 018 891,04	160 668 113,94	297 350 777,10	293 199 598,37
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées	404,34		404,34	404,34
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**458 019 295,38**	**160 668 113,94**	**297 351 181,44**	**293 200 002,71**

BILAN (en Euros)

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	22 700 038,13	282 198,68	22 417 839,45	28 205 160,86
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres	538 326,86		538 326,86	344 814,31
	Créances sur l'Etat et collec publiques	88 687,66		88 687,66	85 447,66
	Créances sur les BA ou le BP	31 815 957,16		31 815 957,16	40 726 859,30
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances	458 228,14		458 228,14	340 891,47
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	285 895,89		285 895,89	920 782,92
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**55 887 133,84**	**282 198,68**	**55 604 935,16**	**70 623 956,52**

BILAN (en Euros)

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser	1 792,18		1 792,18	3 831,45
	Écarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	**1 792,18**		**1 792,18**	**3 831,45**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**513 908 221,40**	**160 950 312,62**	**352 957 908,78**	**363 827 790,68**

BILAN (en Euros)

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

PASSIF		Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES	Dotations	19 425 280,91	19 425 280,91
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement	3 132 554,18	3 132 554,18
	Écarts de réévaluation		
	Réserves	240 318 229,98	233 039 255,12
	Report à nouveau	21 276 654,56	21 421 410,14
	Résultat de l'exercice	8 068 839,14	7 135 864,30
	Subventions d'investissement	19 628 672,39	20 052 025,01
	Provisions réglementées		
	Fonds globalisés	8 433 746,92	8 433 746,92
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**320 283 978,08**	**312 640 136,58**

BILAN (en Euros)

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	230 300,00	249 900,00
	Emprunts et dettes financières	1 723 618,74	1 739 210,24
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés	13 896 644,16	11 648 732,50
	Dettes fiscales et sociales	186 412,99	40 348,74
	Autres		
	Fournisseurs d'immobilisations	302 532,49	841 536,74
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	8 043 565,39	11 898 225,32
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers	3 304 039,06	11 124 408,78
	Autres dettes	146 234,57	98 413,21
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**27 833 347,40**	**37 640 775,53**

BILAN (en Euros)

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	4 840 583,30	13 546 878,57
	Écart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**4 840 583,30**	**13 546 878,57**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**352 957 908,78**	**363 827 790,68**

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	367,80	260,29
Produits des services	34 568,72	33 246,95
Autres produits	432,85	382,21
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	35 369,37	33 889,45
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	17 031,03	17 189,76
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	8 733,33	7 995,89
Autres charges	2 122,19	2 111,68
Charges courantes non financières	27 886,55	27 297,33
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**7 482,82**	**6 592,13**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	8,41	9,10
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-8,41**	**-9,10**
RESULTAT COURANT	**7 474,41**	**6 583,03**
Produits exceptionnels	703,91	824,93
Charges exceptionnelles	109,48	272,09
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**594,43**	**552,83**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**8 068,84**	**7 135,86**

COMPTE DE RESULTAT 2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Prestations de services	1 883 575,18	2 077 225,05
Divers	32 685 148,05	31 169 727,08
Production stockée		
Production immobilisée	432 245,00	350 000,00
Subventions d'exploitation	367 796,71	260 292,84
Reprises sur dépréciations et provisions		32 011,30
Transferts de charges		
Autres produits	605,34	198,29
TOTAL I	**35 369 370,28**	**33 889 454,56**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	17 031 027,68	17 189 756,94
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés	2 016 370,94	1 939 425,02
Salaires et traitements		

COMPTE DE RESULTAT 2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges sociales		
Dotations amortissements sur immob	8 543 038,11	7 995 887,59
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant	190 290,67	
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges	105 819,32	172 256,24
TOTAL II	**27 886 546,72**	**27 297 325,79**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**7 482 823,56**	**6 592 128,77**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	8 414,99	9 099,35
Pertes de change		

COMPTE DE RESULTAT 2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV	**8 414,99**	**9 099,35**
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	**-8 414,99**	**-9 099,35**
A + B - RESULTAT COURANT	**7 474 408,57**	**6 583 029,42**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	10 928,01	11 676,24
Produits des cessions d'immobilisations	444,26	1 000,00
Autres opérations en capital	692 538,23	812 252,55
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**703 910,50**	**824 928,79**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles	39 257,83	49 815,19
Autres opérations de gestion	16 049,52	222 251,84
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital	54 172,58	26,88
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	**109 479,93**	**272 093,91**
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**594 430,57**	**552 834,88**

COMPTE DE RESULTAT 2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	36 073 280,78	34 714 383,35
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	28 004 441,64	27 578 519,05
RESULTAT DE L'EXERCICE	8 068 839,14	7 135 864,30

Opérations Compte de Tiers

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	49 600 000,00	67 800 000,00	117 400 000,00
Titres de recette émis (b)	17 287 534,36	45 542 494,92	62 830 029,28
Réductions de titres (c)	18 258,87	99 354,07	117 612,94
Recettes nettes (d = b - c)	17 269 275,49	45 443 140,85	62 712 416,34
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	49 600 000,00	67 800 000,00	117 400 000,00
Mandats émis (f)	14 846 147,78	48 398 481,66	63 244 629,44
Annulations de mandats (g)	246 228,68	11 024 179,95	11 270 408,63
Depenses nettes (h = f - g)	14 599 919,10	37 374 301,71	51 974 220,81
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	2 669 356,39	8 068 839,14	10 738 195,53
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial EUROMET EAU					
Investissement	-7 129 361,58		2 669 356,39		-4 460 005,19
Fonctionnement	28 557 274,44	7 280 619,88	8 068 839,14		29 345 493,70
Sous-Total	**21 427 912,86**	**7 280 619,88**	**10 738 195,53**		**24 885 488,51**
TOTAL III	**21 427 912,86**	**7 280 619,88**	**10 738 195,53**		**24 885 488,51**
TOTAL I + II + III	**21 427 912,86**	**7 280 619,88**	**10 738 195,53**		**24 885 488,51**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilees	53 600,00		53 600,00	35 087,12		35 087,12	18 512,88
20	Immobilisations incorporelles	988 504,13		988 504,13	72 741,93		72 741,93	915 762,20
21	Immobilisations corporelles	7 481 661,11	8 397 598,41	15 879 259,52	3 997 864,21		3 997 864,21	11 881 395,31
23	Immobilisations en cours	11 808 192,97	7 650 043,52	19 458 236,49	8 274 011,33	15 744,82	8 258 266,51	11 199 969,98
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	768 041,79	54 203,00	822 244,79				822 244,79
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**21 100 000,00**	**16 101 844,93**	**37 201 844,93**	**12 379 704,59**	**15 744,82**	**12 363 959,77**	**24 837 885,16**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**21 100 000,00**	**16 101 844,93**	**37 201 844,93**	**12 379 704,59**	**15 744,82**	**12 363 959,77**	**24 837 885,16**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 200 000,00		1 200 000,00	1 093 264,83		1 093 264,83	106 735,17
041	Opérations patrimoniales	4 000 000,00	68 793,49	4 068 793,49	1 373 178,36	230 483,86	1 142 694,50	2 926 098,99
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 200 000,00**	**68 793,49**	**5 268 793,49**	**2 466 443,19**	**230 483,86**	**2 235 959,33**	**3 032 834,16**
001	Excédent ou déficit d'investissement reporté au budget		7 129 361,58	7 129 361,58				7 129 361,58
TOTAL GENERAL		**26 300 000,00**	**23 300 000,00**	**49 600 000,00**	**14 846 147,78**	**246 228,68**	**14 599 919,10**	**35 000 080,90**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et reserves		7 280 619,88	7 280 619,88	7 280 619,88		7 280 619,88	
13	Subventions d'investissement	3 317 785,80		3 317 785,80	237 667,21		237 667,21	3 080 118,59
16	Emprunts et dettes assimilees	5 180 166,70	-5 180 166,70					
21	Immobilisations corporelles	2 047,50		2 047,50				2 047,50
23	Immobilisations en cours		30 753,33	30 753,33	83 514,66	18 258,87	65 255,79	-34 502,46
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**8 500 000,00**	**2 131 206,51**	**10 631 206,51**	**7 601 801,75**	**18 258,87**	**7 583 542,88**	**3 047 663,63**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**8 500 000,00**	**2 131 206,51**	**10 631 206,51**	**7 601 801,75**	**18 258,87**	**7 583 542,88**	**3 047 663,63**
021	Virement de la section d'exploitation (section d'investissement)	4 900 000,00	21 100 000,00	26 000 000,00				26 000 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 900 000,00		8 900 000,00	8 543 038,11		8 543 038,11	356 961,89
041	Opérations patrimoniales	4 000 000,00	68 793,49	4 068 793,49	1 142 694,50		1 142 694,50	2 926 098,99
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**17 800 000,00**	**21 168 793,49**	**38 968 793,49**	**9 685 732,61**		**9 685 732,61**	**29 283 060,88**
TOTAL GENERAL		**26 300 000,00**	**23 300 000,00**	**49 600 000,00**	**17 287 534,36**	**18 258,87**	**17 269 275,49**	**32 330 724,51**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	12 652 170,00		12 652 170,00	14 212 484,92	3 082 469,03	11 130 015,89	1 522 154,11
012	Charges de personnel et frais assimilés	8 400 000,00		8 400 000,00	8 043 565,39		8 043 565,39	356 434,61
014	Atténuations de produits	10 680 000,00		10 680 000,00	17 172 979,23	7 929 301,82	9 243 677,41	1 436 322,59
65	Autres charges de gestion courante	100 000,00	6 500,00	106 500,00	116 897,17	11 077,85	105 819,32	680,68
66	Charges financières	8 700,00		8 700,00	9 746,24	1 331,25	8 414,99	285,01
67	Charges exceptionnelles	408 500,00	-6 500,00	402 000,00	109 479,93		109 479,93	292 520,07
68	Dotations aux provisions et aux depreciations (semi-budgétaires)		190 290,67	190 290,67	190 290,67		190 290,67	
022	Dépenses imprévues de la section d'exploitation	450 630,00	9 709,33	460 339,33				460 339,33
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**32 700 000,00**	**200 000,00**	**32 900 000,00**	**39 855 443,55**	**11 024 179,95**	**28 831 263,60**	**4 068 736,40**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	4 900 000,00	21 100 000,00	26 000 000,00				26 000 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 900 000,00		8 900 000,00	8 543 038,11		8 543 038,11	356 961,89
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**13 800 000,00**	**21 100 000,00**	**34 900 000,00**	**8 543 038,11**		**8 543 038,11**	**26 356 961,89**
TOTAL GENERAL		**46 500 000,00**	**21 300 000,00**	**67 800 000,00**	**48 398 481,66**	**11 024 179,95**	**37 374 301,71**	**30 425 698,29**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges				126 182,66		126 182,66	-126 182,66
70	Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises	44 476 000,00	23 345,44	44 499 345,44	43 911 025,82	98 625,18	43 812 400,64	686 944,80
74	Subventions d'exploitation	779 107,00		779 107,00	367 796,71		367 796,71	411 310,29
75	Autres produits de gestion courante	3 500,00		3 500,00	623,87	18,53	605,34	2 894,66
77	Produits exceptionnels	41 393,00		41 393,00	43 601,03	710,36	42 890,67	-1 497,67
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**45 300 000,00**	**23 345,44**	**45 323 345,44**	**44 449 230,09**	**99 354,07**	**44 349 876,02**	**973 469,42**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 200 000,00		1 200 000,00	1 093 264,83		1 093 264,83	106 735,17
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 200 000,00**		**1 200 000,00**	**1 093 264,83**		**1 093 264,83**	**106 735,17**
002	Résultat d'exploitation reporté		21 276 654,56	21 276 654,56				21 276 654,56
TOTAL GENERAL		**46 500 000,00**	**21 300 000,00**	**67 800 000,00**	**45 542 494,92**	**99 354,07**	**45 443 140,85**	**22 356 859,15**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	19 600,00		19 600,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 660,00		11 660,00
1687	Autres dettes	3 827,12		3 827,12
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**35 087,12**		**35 087,12**
2051	Concessions et droits assimilés	72 741,93		72 741,93
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**72 741,93**		**72 741,93**
21311	Batiments d'exploitation	1 179 788,67		1 179 788,67
2151	Installations complexes specialisées	147 836,76		147 836,76
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 903 707,55		1 903 707,55
2154	Matériel industriel	85 116,18		85 116,18
21561	Service de distribution d'eau	533 390,71		533 390,71
2182	Matériel de transport	96 918,79		96 918,79
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	50 513,72		50 513,72
2184	Mobilier	591,83		591,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**3 997 864,21**		**3 997 864,21**
2315	Installations matériels et outillage techniques	7 325 616,57	15 744,82	7 309 871,75
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	948 394,76		948 394,76
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**8 274 011,33**	**15 744,82**	**8 258 266,51**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**12 379 704,59**	**15 744,82**	**12 363 959,77**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**12 379 704,59**	**15 744,82**	**12 363 959,77**
139111	Agence de l'eau	617 842,04		617 842,04
139118	Autres	967,92		967,92
13912	Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région	15 982,50		15 982,50
13913	Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département	3 300,04		3 300,04

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
13915	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - groupement de collectivités	9 783,45		9 783,45
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres	13 143,88		13 143,88
21531	Réseaux d'adduction d'eau	432 245,00		432 245,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 093 264,83**		**1 093 264,83**
21311	Batiments d'exploitation	230 183,86	230 183,86	
2151	Installations complexes specialisées	300,00	300,00	
2313	Constructions	191 819,88		191 819,88
2315	Installations matériels et outillage techniques	950 874,62		950 874,62
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**1 373 178,36**	**230 483,86**	**1 142 694,50**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**2 466 443,19**	**230 483,86**	**2 235 959,33**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**14 846 147,78**	**246 228,68**	**14 599 919,10**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
1068	Autres réserves	7 280 619,88		7 280 619,88
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et reserves**	**7 280 619,88**		**7 280 619,88**
13111	Agence de l'eau	76 299,20		76 299,20
1318	Autres	161 368,01		161 368,01
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**237 667,21**		**237 667,21**
2315	Installations matériels et outillage techniques	55 200,36	18 258,87	36 941,49
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	28 314,30		28 314,30
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**83 514,66**	**18 258,87**	**65 255,79**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**7 601 801,75**	**18 258,87**	**7 583 542,88**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**7 601 801,75**	**18 258,87**	**7 583 542,88**
28031	Amortissements frais d'études	1 601,61		1 601,61
2805	Concessions et droits similaires brevets licences marques procédés logiciels droits et valeurs similaires	40 570,38		40 570,38
28128	Autres terrains	375,11		375,11
28131	Batiments	350 626,85		350 626,85
28135	Installations générales agencements aménagements des constructions	78 402,32		78 402,32
28151	Installations complexes specialisées	337 997,79		337 997,79
28153	Installations a caractere specifique	5 976 135,88		5 976 135,88
28154	Matériel industriel	108 291,99		108 291,99
28156	Matériel spécifique d'exploitation	742 484,15		742 484,15
28182	Matériel de transport	258 229,64		258 229,64
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	63 158,19		63 158,19
28184	Mobilier	7 031,68		7 031,68
28188	Amortissements autres	578 132,52		578 132,52
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**8 543 038,11**		**8 543 038,11**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	1 142 694,50		1 142 694,50
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**1 142 694,50**		**1 142 694,50**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**9 685 732,61**		**9 685 732,61**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**17 287 534,36**	**18 258,87**	**17 269 275,49**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
605	Achats d'eau	716 560,98	400 000,00	316 560,98
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	1 089 191,91	167 181,87	922 010,04
6062	Produits de traitement	45 186,12	4 164,27	41 021,85
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	64 807,14	5 152,94	59 654,20
6064	Fournitures administratives	3 236,63	1 561,67	1 674,96
6066	Carburants	119 326,28		119 326,28
6068	Autres matières et fournitures	1 118 928,12	80 026,56	1 038 901,56
611	Sous-traitance générale	984 017,63	105 200,00	878 817,63
6135	Locations mobilières	48 984,86	21 651,20	27 333,66
61521	Bâtiments publics	33 919,47		33 919,47
61523	Reseaux	284 574,56	15 099,74	269 474,82
61528	Autres	194 495,43	25 000,00	169 495,43
61551	Matériel roulant	43 826,63	7 462,07	36 364,56
61558	Autres biens mobiliers	6 921,50	6 480,00	441,50
6156	Maintenance	205 956,54	6 324,60	199 631,94
6161	Multirisques	111 600,13	75 600,13	36 000,00
617	Etudes et recherches	1 014 923,03	124 831,77	890 091,26
618	Divers	1 010,79		1 010,79
6226	Honoraires	19 220,60	4 671,00	14 549,60
6236	Catalogues et imprimés	4 244,03		4 244,03
6238	Divers	19 581,00	9 190,00	10 391,00
6251	Voyages et déplacements	150,40		150,40
6256	Missions	3 051,10		3 051,10
6257	Réceptions	1 332,88		1 332,88

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6281	Concours divers -cotisations	80 381,82	32 500,00	47 881,82
6282	Frais de gardiennage	59 699,79	4 920,14	54 779,65
6287	Remboursements de frais	3 982 806,33	58 764,00	3 924 042,33
6288	Autres	13 576,00	2 084,79	11 491,21
6358	Autres droits	8 789,68	2 342,28	6 447,40
6371	Redevance versée aux agences de l'eau au titre des prélèvements d'eau	3 868 471,00	1 922 260,00	1 946 211,00
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	63 712,54		63 712,54
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**14 212 484,92**	**3 082 469,03**	**11 130 015,89**
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	8 043 565,39		8 043 565,39
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**8 043 565,39**		**8 043 565,39**
701249	Reversement aux agences de l'eau - redevance pour pollution d'origine domestique	17 172 979,23	7 929 301,82	9 243 677,41
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**17 172 979,23**	**7 929 301,82**	**9 243 677,41**
6541	Créances admises en non-valeur	27 344,30		27 344,30
6542	Créances éteintes	89 552,87	11 077,85	78 475,02
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**116 897,17**	**11 077,85**	**105 819,32**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	7 640,33		7 640,33
66112	Intérêts - rattachement des icne	1 226,87	1 331,25	-104,38
6688	Autres	879,04		879,04
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**9 746,24**	**1 331,25**	**8 414,99**
6711	Intérêts moratoires et pénalites sur marchés	300,54		300,54
673	Titres annulés exercices antérieurs	15 748,98		15 748,98
6743	Subventions exceptionnelles de fonctionnement	39 257,83		39 257,83
678	Autres charges exceptionnelles	54 172,58		54 172,58
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**109 479,93**		**109 479,93**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	190 290,67		190 290,67
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**Dotations aux provisions et aux depreciations (semi-budgétaires)**	**190 290,67**		**190 290,67**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**39 855 443,55**	**11 024 179,95**	**28 831 263,60**
6811	Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	8 543 038,11		8 543 038,11
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**8 543 038,11**		**8 543 038,11**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**8 543 038,11**		**8 543 038,11**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**48 398 481,66**	**11 024 179,95**	**37 374 301,71**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
629	Rabais - remises - ristournes obtenus sur autres services extérieurs	126 182,66		126 182,66
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**126 182,66**		**126 182,66**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	30 905 257,45	57 555,22	30 847 702,23
70118	Autres ventes d'eau	199 348,44		199 348,44
701241	Recouvrement de la redevance pour pollution d'origine domestique	10 191 162,79	20 510,70	10 170 652,09
704	Travaux	718 345,86	19 223,16	699 122,70
7064	Locations de compteurs	1 852 973,43	1 291,10	1 851 682,33
7068	Prestations de services autres prestations de service	31 937,85	45,00	31 892,85
7087	Remboursements de frais	12 000,00		12 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises**	**43 911 025,82**	**98 625,18**	**43 812 400,64**
748	Autres subventions d'exploitation	367 796,71		367 796,71
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Subventions d'exploitation**	**367 796,71**		**367 796,71**
752	Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles	223,87	18,53	205,34
7588	Autres	400,00		400,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**623,87**	**18,53**	**605,34**
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	8 146,93		8 146,93
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	2 781,08		2 781,08
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	444,26		444,26
778	Autres produits exceptionnels	32 228,76	710,36	31 518,40
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**43 601,03**	**710,36**	**42 890,67**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**44 449 230,09**	**99 354,07**	**44 349 876,02**
722	Immobilisations corporelles	432 245,00		432 245,00
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	661 019,83		661 019,83
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 093 264,83**		**1 093 264,83**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	1 093 264,83		1 093 264,83
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	45 542 494,92	99 354,07	45 443 140,85

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		19 425 280,91						19 425 280,91		19 425 280,91
10222	FCTVA		8 007 770,86						8 007 770,86		8 007 770,86
10228	Autres fonds dinvestissement		425 976,06						425 976,06		425 976,06
1022	**Sous Total compte 1022**		**8 433 746,92**						**8 433 746,92**		**8 433 746,92**
102	**Sous Total compte 102**		**27 859 027,83**						**27 859 027,83**		**27 859 027,83**
1068	Autres réserves		233 039 255,12	1 645,02			7 280 619,88	1 645,02	240 319 875,00		240 318 229,98
106	**Sous Total compte 106**		**233 039 255,12**	**1 645,02**			**7 280 619,88**	**1 645,02**	**240 319 875,00**		**240 318 229,98**
10	**Sous Total compte 10**		**260 898 282,95**	**1 645,02**			**7 280 619,88**	**1 645,02**	**268 178 902,83**		**268 177 257,81**
110	Report à nouveau solde créditeur		21 421 410,14	7 280 619,88	7 135 864,30			7 280 619,88	28 557 274,44		21 276 654,56
11	**Sous Total compte 11**		**21 421 410,14**	**7 280 619,88**	**7 135 864,30**			**7 280 619,88**	**28 557 274,44**		**21 276 654,56**
12	Résultat exercice bénef ou perte		7 135 864,30	7 135 864,30				7 135 864,30	7 135 864,30		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**7 135 864,30**	**7 135 864,30**				**7 135 864,30**	**7 135 864,30**		**0,00**
13111	Agence de l'eau		26 458 694,65				76 299,20		26 534 993,85		26 534 993,85

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13118	Autres		243 584,01						243 584,01		243 584,01
1311	**Sous Total compte 1311**		**26 702 278,66**				**76 299,20**		**26 778 577,86**		**26 778 577,86**
1312	Région		821 751,56						821 751,56		821 751,56
1313	Dépt		127 606,00						127 606,00		127 606,00
1315	Grp coll		440 255,40						440 255,40		440 255,40
1316	Autres EPL		3 000,00						3 000,00		3 000,00
1318	Autres		266 266,59				161 368,01		427 634,60		427 634,60
131	**Sous Total compte 131**		**28 361 158,21**				**237 667,21**		**28 598 825,42**		**28 598 825,42**
139111	Agence de l'eau	7 596 922,01				617 842,04		8 214 764,05		8 214 764,05	
139118	Autres	21 927,07				967,92		22 894,99		22 894,99	
13911	**Sous Total compte 13911**	**7 618 849,08**				**618 809,96**		**8 237 659,04**		**8 237 659,04**	
13912	Subv équipt transf - Région	455 009,54				15 982,50		470 992,04		470 992,04	
13913	Subv équipt transf - Dépt	71 897,46				3 300,04		75 197,50		75 197,50	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13915	Subv équipt transf - Grp coll	35 115,30				9 783,45		44 898,75		44 898,75	
13916	Subv équipt transf - autres EPL	3 000,00						3 000,00		3 000,00	
13918	Subv équipt transf autres	125 261,82				13 143,88		138 405,70		138 405,70	
1391	**Sous Total compte 1391**	**8 309 133,20**				**661 019,83**		**8 970 153,03**		**8 970 153,03**	
139	**Sous Total compte 139**	**8 309 133,20**				**661 019,83**		**8 970 153,03**		**8 970 153,03**	
13	**Sous Total compte 13**	**8 309 133,20**	**28 361 158,21**			**661 019,83**	**237 667,21**	**8 970 153,03**	**28 598 825,42**		**19 628 672,39**
1641	Emprunts en euros		249 900,00			19 600,00		19 600,00	249 900,00		230 300,00
164	**Sous Total compte 164**		**249 900,00**			**19 600,00**		**19 600,00**	**249 900,00**		**230 300,00**
165	Dép et caution reçus		76 758,67			11 660,00		11 660,00	76 758,67		65 098,67
1678	Autres emprunts et dettes		1 609 454,21						1 609 454,21		1 609 454,21
167	**Sous Total compte 167**		**1 609 454,21**						**1 609 454,21**		**1 609 454,21**
1687	Autres dettes		51 666,11			3 827,12		3 827,12	51 666,11		47 838,99
16888	Int courus aut empts dettes assimil		1 331,25	1 331,25	1 226,87			1 331,25	2 558,12		1 226,87

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1688	**Sous Total compte 1688**		**1 331,25**	**1 331,25**	**1 226,87**			**1 331,25**	**2 558,12**		**1 226,87**
168	**Sous Total compte 168**		**52 997,36**	**1 331,25**	**1 226,87**	**3 827,12**		**5 158,37**	**54 224,23**		**49 065,86**
16	**Sous Total compte 16**		**1 989 110,24**	**1 331,25**	**1 226,87**	**35 087,12**		**36 418,37**	**1 990 337,11**		**1 953 918,74**
181	Cpte liaison : affectation		3 132 554,18						3 132 554,18		3 132 554,18
18	**Sous Total compte 18**		**3 132 554,18**						**3 132 554,18**		**3 132 554,18**
	Total classe 1	**8 309 133,20**	**322 938 380,02**	**14 419 460,45**	**7 137 091,17**	**696 106,95**	**7 518 287,09**	**23 424 700,60**	**337 593 758,28**	**8 970 153,03**	**323 139 210,71**
2031	Frais d'études	18 369,99			18 369,99			18 369,99	18 369,99		0,00
203	**Sous Total compte 203**	**18 369,99**			**18 369,99**			**18 369,99**	**18 369,99**		**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	1 512 264,94				72 741,93		1 585 006,87		1 585 006,87	
205	**Sous Total compte 205**	**1 512 264,94**				**72 741,93**		**1 585 006,87**		**1 585 006,87**	
20	**Sous Total compte 20**	**1 530 634,93**			**18 369,99**	**72 741,93**		**1 603 376,86**	**18 369,99**	**1 585 006,87**	
2111	Terrains nus	121 050,99						121 050,99		121 050,99	
2115	Terrains bâtis	41 123,66						41 123,66		41 123,66	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2118	Autres terrains	9 874,74						9 874,74		9 874,74	
211	**Sous Total compte 211**	**172 049,39**						**172 049,39**		**172 049,39**	
2125	Terrains bâtis	198,18						198,18		198,18	
2128	Autres terrains	7 502,30						7 502,30		7 502,30	
212	**Sous Total compte 212**	**7 700,48**						**7 700,48**		**7 700,48**	
21311	Batiments exploitation	20 971 782,14		191 819,88		1 409 972,53	230 183,86	22 573 574,55	230 183,86	22 343 390,69	
2131	**Sous Total compte 2131**	**20 971 782,14**		**191 819,88**		**1 409 972,53**	**230 183,86**	**22 573 574,55**	**230 183,86**	**22 343 390,69**	
21351	Batiments exploitation	2 366 633,84						2 366 633,84		2 366 633,84	
21355	Batiments administratifs	225 630,52						225 630,52		225 630,52	
2135	**Sous Total compte 2135**	**2 592 264,36**						**2 592 264,36**		**2 592 264,36**	
213	**Sous Total compte 213**	**23 564 046,50**		**191 819,88**		**1 409 972,53**	**230 183,86**	**25 165 838,91**	**230 183,86**	**24 935 655,05**	
2151	Instal complexes spécial	5 214 302,41		250,00		148 136,76	300,00	5 362 689,17	300,00	5 362 389,17	
21531	Réseaux adduction eau	218 197 131,59				2 335 952,55		220 533 084,14		220 533 084,14	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2153	**Sous Total compte 2153**	**218 197 131,59**				**2 335 952,55**		**220 533 084,14**		**220 533 084,14**	
2154	Mat indust	5 207 431,43				85 116,18		5 292 547,61		5 292 547,61	
2155	Outillage industriel	42 975,49						42 975,49		42 975,49	
21561	Serv distribution eau	19 873 613,54				533 390,71		20 407 004,25		20 407 004,25	
2156	**Sous Total compte 2156**	**19 873 613,54**				**533 390,71**		**20 407 004,25**		**20 407 004,25**	
215	**Sous Total compte 215**	**248 535 454,46**		**250,00**		**3 102 596,20**	**300,00**	**251 638 300,66**	**300,00**	**251 638 000,66**	
2182	Mat de transport	5 708 869,46			2 450,60	96 918,79		5 805 788,25	2 450,60	5 803 337,65	
2183	Mat bureau mat informatique	1 540 918,74				50 513,72		1 591 432,46		1 591 432,46	
2184	Mobilier	402 176,91				591,83		402 768,74		402 768,74	
2188	Autres	16 530 706,45						16 530 706,45		16 530 706,45	
218	**Sous Total compte 218**	**24 182 671,56**			**2 450,60**	**148 024,34**		**24 330 695,90**	**2 450,60**	**24 328 245,30**	
21	**Sous Total compte 21**	**296 461 922,39**		**192 069,88**	**2 450,60**	**4 660 593,07**	**230 483,86**	**301 314 585,34**	**232 934,46**	**301 081 650,88**	
2313	Constructions	1 938 150,00			191 819,88	191 819,88		2 129 969,88	191 819,88	1 938 150,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2315	Instal mat outil techn	123 996 740,26			250,00	8 294 750,06	70 945,18	132 291 490,32	71 195,18	132 220 295,14	
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	20 942 777,44						20 942 777,44		20 942 777,44	
231	**Sous Total compte 231**	**146 877 667,70**			**192 069,88**	**8 486 569,94**	**70 945,18**	**155 364 237,64**	**263 015,06**	**155 101 222,58**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	473 624,75				948 394,76	1 171 008,80	1 422 019,51	1 171 008,80	251 010,71	
23	**Sous Total compte 23**	**147 351 292,45**			**192 069,88**	**9 434 964,70**	**1 241 953,98**	**156 786 257,15**	**1 434 023,86**	**155 352 233,29**	
266	Autres formes de participation	404,34						404,34		404,34	
26	**Sous Total compte 26**	**404,34**						**404,34**		**404,34**	
28031	Amort frais études		15 123,36	18 369,99	1 645,02		1 601,61	18 369,99	18 369,99		0,00
2803	**Sous Total compte 2803**		**15 123,36**	**18 369,99**	**1 645,02**		**1 601,61**	**18 369,99**	**18 369,99**		**0,00**
2805	Concessions droits similaires brevets		1 466 885,77				40 570,38		1 507 456,15		1 507 456,15
280	**Sous Total compte 280**		**1 482 009,13**	**18 369,99**	**1 645,02**		**42 171,99**	**18 369,99**	**1 525 826,14**		**1 507 456,15**
28125	Amort terrains bâtis		198,18						198,18		198,18
28128	Autres terrains		6 001,83				375,11		6 376,94		6 376,94

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2812	**Sous Total compte 2812**		**6 200,01**				**375,11**		**6 575,12**		**6 575,12**
28131	Batiments		12 425 880,56				350 626,85		12 776 507,41		12 776 507,41
28135	Igaac constructions		777 743,45				78 402,32		856 145,77		856 145,77
2813	**Sous Total compte 2813**		**13 203 624,01**				**429 029,17**		**13 632 653,18**		**13 632 653,18**
28151	Instal complexes spécial		1 266 266,12				337 997,79		1 604 263,91		1 604 263,91
28153	Installations a caractere specifique		108 620 111,49				5 976 135,88		114 596 247,37		114 596 247,37
28154	Mat indust		4 625 482,20				108 291,99		4 733 774,19		4 733 774,19
28155	Outillage industriel		42 975,49						42 975,49		42 975,49
28156	Mat spécif exploit		14 267 421,00				742 484,15		15 009 905,15		15 009 905,15
2815	**Sous Total compte 2815**		**128 822 256,30**				**7 164 909,81**		**135 987 166,11**		**135 987 166,11**
28182	Mat de transport		4 366 379,31	2 450,60			258 229,64	2 450,60	4 624 608,95		4 622 158,35
28183	Mat bureau mat informatique		1 402 999,82				63 158,19		1 466 158,01		1 466 158,01
28184	Mobilier		352 897,59				7 031,68		359 929,27		359 929,27

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28188	Amort autres		2 507 885,23				578 132,52		3 086 017,75		3 086 017,75
2818	**Sous Total compte 2818**		**8 630 161,95**	**2 450,60**			**906 552,03**	**2 450,60**	**9 536 713,98**		**9 534 263,38**
281	**Sous Total compte 281**		**150 662 242,27**	**2 450,60**			**8 500 866,12**	**2 450,60**	**159 163 108,39**		**159 160 657,79**
28	**Sous Total compte 28**		**152 144 251,40**	**20 820,59**	**1 645,02**		**8 543 038,11**	**20 820,59**	**160 688 934,53**		**160 668 113,94**
	Total classe 2	**445 344 254,11**	**152 144 251,40**	**212 890,47**	**214 535,49**	**14 168 299,70**	**10 015 475,95**	**459 725 444,28**	**162 374 262,84**	**458 019 295,38**	**160 668 113,94**
4011	Fournisseurs		636 961,65	9 435 665,64	9 261 838,18			9 435 665,64	9 898 799,83		463 134,19
40171	Fournisseurs - retenues de garantie			3 132,55	5 751,71			3 132,55	5 751,71		2 619,16
4017	**Sous Total compte 4017**			**3 132,55**	**5 751,71**			**3 132,55**	**5 751,71**		**2 619,16**
401	**Sous Total compte 401**		**636 961,65**	**9 438 798,19**	**9 267 589,89**			**9 438 798,19**	**9 904 551,54**		**465 753,35**
4041	Fournis immob		668 746,56	15 720 521,87	15 265 555,71			15 720 521,87	15 934 302,27		213 780,40
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		172 790,18	111 809,07	27 770,98			111 809,07	200 561,16		88 752,09
40472	Fournisseurs dimmob Cession oppositio			616 799,02	616 799,02			616 799,02	616 799,02		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**172 790,18**	**728 608,09**	**644 570,00**			**728 608,09**	**817 360,18**		**88 752,09**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
404	**Sous Total compte 404**		**841 536,74**	**16 449 129,96**	**15 910 125,71**			**16 449 129,96**	**16 751 662,45**		**302 532,49**
408	Fournis factures non parvenues		11 011 770,85	11 011 770,85	13 430 890,81			11 011 770,85	24 442 661,66		13 430 890,81
40971	Fournis autres avoirs amiable	884,98						884,98		884,98	
4097	**Sous Total compte 4097**	**884,98**						**884,98**		**884,98**	
409	**Sous Total compte 409**	**884,98**						**884,98**		**884,98**	
40	**Sous Total compte 40**	**884,98**	**12 490 269,24**	**36 899 699,00**	**38 608 606,41**			**36 900 583,98**	**51 098 875,65**		**14 198 291,67**
411	Clients	21 448 350,70		36 277 055,73	40 897 307,09			57 725 406,43	40 897 307,09	16 828 099,34	
4121	Clients - Redevance pour pollution d'ori	5 052 543,85		10 191 281,21	11 252 812,45			15 243 825,06	11 252 812,45	3 991 012,61	
412	**Sous Total compte 412**	**5 052 543,85**		**10 191 281,21**	**11 252 812,45**			**15 243 825,06**	**11 252 812,45**	**3 991 012,61**	
4161	Créances douteuses	1 796 174,32		532 817,08	448 065,22			2 328 991,40	448 065,22	1 880 926,18	
416	**Sous Total compte 416**	**1 796 174,32**		**532 817,08**	**448 065,22**			**2 328 991,40**	**448 065,22**	**1 880 926,18**	
41	**Sous Total compte 41**	**28 297 068,87**		**47 001 154,02**	**52 598 184,76**			**75 298 222,89**	**52 598 184,76**	**22 700 038,13**	
425	Personnel - acomptes		99,30	99,30				99,30	99,30		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
42	**Sous Total compte 42**		**99,30**	**99,30**				**99,30**	**99,30**		**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	50 079,66						50 079,66		50 079,66	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	35 344,00			-3 240,00			35 344,00	-3 240,00	38 584,00	
441	**Sous Total compte 441**	**85 423,66**			**-3 240,00**			**85 423,66**	**-3 240,00**	**88 663,66**	
4431	Opér particul avec Etat dépenses		7 964 319,15	7 964 611,13	8 043 857,37			7 964 611,13	16 008 176,52		8 043 565,39
4436	Opér particul Etat recettes contentieux	24,00						24,00		24,00	
443	**Sous Total compte 443**	**24,00**	**7 964 319,15**	**7 964 611,13**	**8 043 857,37**			**7 964 635,13**	**16 008 176,52**		**8 043 541,39**
4452	Etat - TVA intra-communautaire due		840,00	5 114,09	4 274,09			5 114,09	5 114,09		0,00
44551	Etat - TVA à décaisser			24 210,00	24 210,00			24 210,00	24 210,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**24 210,00**	**24 210,00**			**24 210,00**	**24 210,00**		**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	39 474,74		2 356 730,61	2 328 020,56			2 396 205,35	2 328 020,56	68 184,79	
44566	TVA déduct sur autres biens et services	89 530,13		1 229 179,15	1 228 126,19			1 318 709,28	1 228 126,19	90 583,09	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	209 920,00		2 475 292,00	2 311 373,00			2 685 212,00	2 311 373,00	373 839,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4456	**Sous Total compte 4456**	**338 924,87**		**6 061 201,76**	**5 867 519,75**			**6 400 126,63**	**5 867 519,75**	**532 606,88**	
44571	Etat - TVA collectée		6,37	2 582 960,96	2 769 367,58			2 582 960,96	2 769 373,95		186 412,99
4457	**Sous Total compte 4457**		**6,37**	**2 582 960,96**	**2 769 367,58**			**2 582 960,96**	**2 769 373,95**		**186 412,99**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	4 731,00		843 547,00	843 547,00			848 278,00	843 547,00	4 731,00	
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	268,76		142,80	411,56			411,56	411,56		0,00
445888	Taxes chiffre d'aff à régul ou attente	104,00						104,00		104,00	
44588	**Sous Total compte 44588**	**104,00**						**104,00**		**104,00**	
4458	**Sous Total compte 4458**	**5 103,76**		**843 689,80**	**843 958,56**			**848 793,56**	**843 958,56**	**4 835,00**	
445	**Sous Total compte 445**	**344 028,63**	**846,37**	**9 517 176,61**	**9 509 329,98**			**9 861 205,24**	**9 510 176,35**	**351 028,89**	
446	Agences de l'eau		3 933 906,17	12 529 019,43	8 595 113,26			12 529 019,43	12 529 019,43		0,00
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		39 502,37	102 769,12	63 266,75			102 769,12	102 769,12		0,00
44	**Sous Total compte 44**	**429 476,29**	**11 938 574,06**	**30 113 576,29**	**26 208 327,36**			**30 543 052,58**	**38 146 901,42**		**7 603 848,84**
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	40 726 859,30		109 862 385,76	118 773 287,90			150 589 245,06	118 773 287,90	31 815 957,16	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451	**Sous Total compte 451**	**40 726 859,30**		**109 862 385,76**	**118 773 287,90**			**150 589 245,06**	**118 773 287,90**	**31 815 957,16**	
4551	Redevables sur rôle pour compte de tiers	5 337 218,28		37 394 045,67	34 842 001,65			42 731 263,95	34 842 001,65	7 889 262,30	
4557	Produits sur rôle pour compte de tiers		16 492 344,34	42 662 472,38	37 394 045,67			42 662 472,38	53 886 390,01		11 223 917,63
45581	TVA sur rôle pc tiers prise en compte		11,29	11,29				11,29	11,29		0,00
4558	**Sous Total compte 4558**		**11,29**	**11,29**				**11,29**	**11,29**		**0,00**
45591	Verst sur rôle pour compte tiers - prod	30 728,57		42 662 371,37	42 662 483,67			42 693 099,94	42 662 483,67	30 616,27	
4559	**Sous Total compte 4559**	**30 728,57**		**42 662 371,37**	**42 662 483,67**			**42 693 099,94**	**42 662 483,67**	**30 616,27**	
455	**Sous Total compte 455**	**5 367 946,85**	**16 492 355,63**	**122 718 900,71**	**114 898 530,99**			**128 086 847,56**	**131 390 886,62**		**3 304 039,06**
45	**Sous Total compte 45**	**46 094 806,15**	**16 492 355,63**	**232 581 286,47**	**233 671 818,89**			**278 676 092,62**	**250 164 174,52**	**28 511 918,10**	
4621	Créances cess immob - amiable			444,26	444,26			444,26	444,26		0,00
462	**Sous Total compte 462**			**444,26**	**444,26**			**444,26**	**444,26**		**0,00**
466	Excédt de verSEMent		88 414,94	243 246,37	293 821,13			243 246,37	382 236,07		138 989,70
46711	Autres comptes créditeurs		9 998,27	250 660,62	247 907,22			250 660,62	257 905,49		7 244,87

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4671	**Sous Total compte 4671**		**9 998,27**	**250 660,62**	**247 907,22**			**250 660,62**	**257 905,49**		**7 244,87**
46721	Débiteurs divers - amiable	305 829,67		285 774,03	178 138,67			591 603,70	178 138,67	413 465,03	
46726	Débiteurs divers - contentieux	35 061,80		17 264,24	7 562,93			52 326,04	7 562,93	44 763,11	
4672	**Sous Total compte 4672**	**340 891,47**		**303 038,27**	**185 701,60**			**643 929,74**	**185 701,60**	**458 228,14**	
467	**Sous Total compte 467**	**340 891,47**	**9 998,27**	**553 698,89**	**433 608,82**			**894 590,36**	**443 607,09**	**450 983,27**	
46	**Sous Total compte 46**	**340 891,47**	**98 413,21**	**797 389,52**	**727 874,21**			**1 138 280,99**	**826 287,42**	**311 993,57**	
4712	Viremts réimputés		1 266,38	287 538,67	287 191,76			287 538,67	288 458,14		919,47
4713	Recettes percues avant émission titres		19 418,04	4 202 462,64	4 955 397,80			4 202 462,64	4 974 815,84		772 353,20
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		3 274,14	76 864,88	78 952,85			76 864,88	82 226,99		5 362,11
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		102 710,61	481 242,46	430 925,37			481 242,46	533 635,98		52 393,52
47141	**Sous Total compte 47141**		**105 984,75**	**558 107,34**	**509 878,22**			**558 107,34**	**615 862,97**		**57 755,63**
4714	**Sous Total compte 4714**		**105 984,75**	**558 107,34**	**509 878,22**			**558 107,34**	**615 862,97**		**57 755,63**
47171	Recettes relevé BdF - Hors Héra			8 040,25	8 040,25			8 040,25	8 040,25		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4717	**Sous Total compte 4717**			**8 040,25**	**8 040,25**			**8 040,25**	**8 040,25**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser		17 492,54	31 592 306,76	31 587 772,68			31 592 306,76	31 605 265,22		12 958,46
471	**Sous Total compte 471**		**144 161,71**	**36 648 455,66**	**37 348 280,71**			**36 648 455,66**	**37 492 442,42**		**843 986,76**
4721	Dép sans mandatement préalable	3 831,45		1 075 238,63	1 077 277,90			1 079 070,08	1 077 277,90	1 792,18	
4728	DACR - autres dépenses à régul			34 035 212,97	34 035 212,97			34 035 212,97	34 035 212,97		0,00
472	**Sous Total compte 472**	**3 831,45**		**35 110 451,60**	**35 112 490,87**			**35 114 283,05**	**35 112 490,87**	**1 792,18**	
4751	Redevables sur rôle	6 949 002,59		91 583 912,09	88 714 451,99			98 532 914,68	88 714 451,99	9 818 462,69	
4757	Produits sur rôle		19 290 197,46	49 150 027,36	42 954 317,12			49 150 027,36	62 244 514,58		13 094 487,22
4758	TVA sur rôle		1 061 515,16	2 705 047,47	2 364 098,48			2 705 047,47	3 425 613,64		720 566,17
475	**Sous Total compte 475**	**6 949 002,59**	**20 351 712,62**	**143 438 986,92**	**134 032 867,59**			**150 387 989,51**	**154 384 580,21**		**3 996 590,70**
4781	Frais de poursuites rattachés			833,45	833,45			833,45	833,45		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		6,83	3,44	2,45			3,44	9,28		5,84
478	**Sous Total compte 478**		**6,83**	**836,89**	**835,90**			**836,89**	**842,73**		**5,84**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47	**Sous Total compte 47**	**6 952 834,04**	**20 495 881,16**	**215 198 731,07**	**206 494 475,07**			**222 151 565,11**	**226 990 356,23**		**4 838 791,12**
491	Dépréciat comptes de clients		91 908,01		190 290,67				282 198,68		282 198,68
49	**Sous Total compte 49**		**91 908,01**		**190 290,67**				**282 198,68**		**282 198,68**
	Total classe 4	**82 115 961,80**	**61 607 500,61**	**562 591 935,67**	**558 499 577,37**			**644 707 897,47**	**620 107 077,98**	**73 341 371,39**	**48 740 551,90**
51172	Chèques impayés			698,57	698,57			698,57	698,57		0,00
51176	TIP impayés	377,70		1 729,98	1 729,98			2 107,68	1 729,98	377,70	
51178	Autres valeurs impayées	748,88		127 702,40	127 702,40			128 451,28	127 702,40	748,88	
5117	**Sous Total compte 5117**	**1 126,58**		**130 130,95**	**130 130,95**			**131 257,53**	**130 130,95**	**1 126,58**	
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	919 656,34		10 713 884,93	11 348 771,96			11 633 541,27	11 348 771,96	284 769,31	
511	**Sous Total compte 511**	**920 782,92**		**10 844 015,88**	**11 478 902,91**			**11 764 798,80**	**11 478 902,91**	**285 895,89**	
51	**Sous Total compte 51**	**920 782,92**		**10 844 015,88**	**11 478 902,91**			**11 764 798,80**	**11 478 902,91**	**285 895,89**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			11 237 552,02	11 237 552,02			11 237 552,02	11 237 552,02		0,00
5872	Cpte pivot - ANV			27 344,30	27 344,30			27 344,30	27 344,30		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
587	**Sous Total compte 587**			**27 344,30**	**27 344,30**			**27 344,30**	**27 344,30**		**0,00**
588	Autres virements internes			15 088,88	15 088,88			15 088,88	15 088,88		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**11 279 985,20**	**11 279 985,20**			**11 279 985,20**	**11 279 985,20**		**0,00**
	Total classe 5	**920 782,92**		**22 124 001,08**	**22 758 888,11**			**23 044 784,00**	**22 758 888,11**	**285 895,89**	
605	Achts d'eau					716 560,98	400 000,00	716 560,98	400 000,00	316 560,98	
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)					1 089 191,91	167 181,87	1 089 191,91	167 181,87	922 010,04	
6062	Produits de traitement					45 186,12	4 164,27	45 186,12	4 164,27	41 021,85	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					64 807,14	5 152,94	64 807,14	5 152,94	59 654,20	
6064	Fournitures administratives					3 236,63	1 561,67	3 236,63	1 561,67	1 674,96	
6066	Carburants					119 326,28		119 326,28		119 326,28	
6068	Autres matières et fournitures					1 118 928,12	80 026,56	1 118 928,12	80 026,56	1 038 901,56	
606	**Sous Total compte 606**					**2 440 676,20**	**258 087,31**	**2 440 676,20**	**258 087,31**	**2 182 588,89**	
60	**Sous Total compte 60**					**3 157 237,18**	**658 087,31**	**3 157 237,18**	**658 087,31**	**2 499 149,87**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
611	Sous-traitance générale					984 017,63	105 200,00	984 017,63	105 200,00	878 817,63	
6135	Locations mobilières					48 984,86	21 651,20	48 984,86	21 651,20	27 333,66	
613	**Sous Total compte 613**					**48 984,86**	**21 651,20**	**48 984,86**	**21 651,20**	**27 333,66**	
61521	Bâtiments publics					33 919,47		33 919,47		33 919,47	
61523	Reseaux					284 574,56	15 099,74	284 574,56	15 099,74	269 474,82	
61528	Autres					194 495,43	25 000,00	194 495,43	25 000,00	169 495,43	
6152	**Sous Total compte 6152**					**512 989,46**	**40 099,74**	**512 989,46**	**40 099,74**	**472 889,72**	
61551	Mat roulant					43 826,63	7 462,07	43 826,63	7 462,07	36 364,56	
61558	Autres biens mobiliers					6 921,50	6 480,00	6 921,50	6 480,00	441,50	
6155	**Sous Total compte 6155**					**50 748,13**	**13 942,07**	**50 748,13**	**13 942,07**	**36 806,06**	
6156	Maintenance					205 956,54	6 324,60	205 956,54	6 324,60	199 631,94	
615	**Sous Total compte 615**					**769 694,13**	**60 366,41**	**769 694,13**	**60 366,41**	**709 327,72**	
6161	Multirisques					111 600,13	75 600,13	111 600,13	75 600,13	36 000,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
616	**Sous Total compte 616**					**111 600,13**	**75 600,13**	**111 600,13**	**75 600,13**	**36 000,00**	
617	Etudes et recherches					1 014 923,03	124 831,77	1 014 923,03	124 831,77	890 091,26	
618	Divers					1 010,79		1 010,79		1 010,79	
61	**Sous Total compte 61**					**2 930 230,57**	**387 649,51**	**2 930 230,57**	**387 649,51**	**2 542 581,06**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					8 043 565,39		8 043 565,39		8 043 565,39	
621	**Sous Total compte 621**					**8 043 565,39**		**8 043 565,39**		**8 043 565,39**	
6226	Honoraires					19 220,60	4 671,00	19 220,60	4 671,00	14 549,60	
622	**Sous Total compte 622**					**19 220,60**	**4 671,00**	**19 220,60**	**4 671,00**	**14 549,60**	
6236	Catalogues et imprimés					4 244,03		4 244,03		4 244,03	
6238	Divers					19 581,00	9 190,00	19 581,00	9 190,00	10 391,00	
623	**Sous Total compte 623**					**23 825,03**	**9 190,00**	**23 825,03**	**9 190,00**	**14 635,03**	
6251	Voyages et déplacements					150,40		150,40		150,40	
6256	Missions					3 051,10		3 051,10		3 051,10	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6257	Réceptions					1 332,88		1 332,88		1 332,88	
625	**Sous Total compte 625**					**4 534,38**		**4 534,38**		**4 534,38**	
6281	Concours divers - cotisations					80 381,82	32 500,00	80 381,82	32 500,00	47 881,82	
6282	Frais de gardiennage					59 699,79	4 920,14	59 699,79	4 920,14	54 779,65	
6287	Remboursements de frais					3 982 806,33	58 764,00	3 982 806,33	58 764,00	3 924 042,33	
6288	Autres					13 576,00	2 084,79	13 576,00	2 084,79	11 491,21	
628	**Sous Total compte 628**					**4 136 463,94**	**98 268,93**	**4 136 463,94**	**98 268,93**	**4 038 195,01**	
629	Rrro sur autres services extérieurs						126 182,66		126 182,66		126 182,66
62	**Sous Total compte 62**					**12 227 609,34**	**238 312,59**	**12 227 609,34**	**238 312,59**	**11 989 296,75**	
6358	Autres droits					8 789,68	2 342,28	8 789,68	2 342,28	6 447,40	
635	**Sous Total compte 635**					**8 789,68**	**2 342,28**	**8 789,68**	**2 342,28**	**6 447,40**	
6371	Redev versée agencé eau prélèvement eau					3 868 471,00	1 922 260,00	3 868 471,00	1 922 260,00	1 946 211,00	
6378	Autres impôts taxes verst assimilés					63 712,54		63 712,54		63 712,54	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
637	**Sous Total compte 637**					**3 932 183,54**	**1 922 260,00**	**3 932 183,54**	**1 922 260,00**	**2 009 923,54**	
63	**Sous Total compte 63**					**3 940 973,22**	**1 924 602,28**	**3 940 973,22**	**1 924 602,28**	**2 016 370,94**	
6541	Créances admises en non-valeur					27 344,30		27 344,30		27 344,30	
6542	Créances éteintes					89 552,87	11 077,85	89 552,87	11 077,85	78 475,02	
654	**Sous Total compte 654**					**116 897,17**	**11 077,85**	**116 897,17**	**11 077,85**	**105 819,32**	
65	**Sous Total compte 65**					**116 897,17**	**11 077,85**	**116 897,17**	**11 077,85**	**105 819,32**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					7 640,33		7 640,33		7 640,33	
66112	Intérêts - rattachement des icne					1 226,87	1 331,25	1 226,87	1 331,25		104,38
6611	**Sous Total compte 6611**					**8 867,20**	**1 331,25**	**8 867,20**	**1 331,25**	**7 535,95**	
661	**Sous Total compte 661**					**8 867,20**	**1 331,25**	**8 867,20**	**1 331,25**	**7 535,95**	
6688	Autres					879,04		879,04		879,04	
668	**Sous Total compte 668**					**879,04**		**879,04**		**879,04**	
66	**Sous Total compte 66**					**9 746,24**	**1 331,25**	**9 746,24**	**1 331,25**	**8 414,99**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6711	Intérets moratoires pénalites sur march					300,54		300,54		300,54	
671	**Sous Total compte 671**					**300,54**		**300,54**		**300,54**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					15 748,98		15 748,98		15 748,98	
6743	Subv except fonct					39 257,83		39 257,83		39 257,83	
674	**Sous Total compte 674**					**39 257,83**		**39 257,83**		**39 257,83**	
678	Autres charges exceptionnelles					54 172,58		54 172,58		54 172,58	
67	**Sous Total compte 67**					**109 479,93**		**109 479,93**		**109 479,93**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					8 543 038,11		8 543 038,11		8 543 038,11	
6817	Dot dépréciat actifs circulants					190 290,67		190 290,67		190 290,67	
681	**Sous Total compte 681**					**8 733 328,78**		**8 733 328,78**		**8 733 328,78**	
68	**Sous Total compte 68**					**8 733 328,78**		**8 733 328,78**		**8 733 328,78**	
	Total classe 6					**31 225 502,43**	**3 221 060,79**	**31 225 502,43**	**3 221 060,79**	**28 130 728,68**	**126 287,04**
70111	Ventes d'eau aux abonnés					57 555,22	30 905 257,45	57 555,22	30 905 257,45		30 847 702,23

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70118	Autres ventes d'eau						199 348,44		199 348,44		199 348,44
7011	**Sous Total compte 7011**					**57 555,22**	**31 104 605,89**	**57 555,22**	**31 104 605,89**		**31 047 050,67**
701241	Recouvt redev pollution domestique					20 510,70	10 191 162,79	20 510,70	10 191 162,79		10 170 652,09
701249	Reverst redev pollution domestique					17 172 979,23	7 929 301,82	17 172 979,23	7 929 301,82	9 243 677,41	
70124	**Sous Total compte 70124**					**17 193 489,93**	**18 120 464,61**	**17 193 489,93**	**18 120 464,61**		**926 974,68**
7012	**Sous Total compte 7012**					**17 193 489,93**	**18 120 464,61**	**17 193 489,93**	**18 120 464,61**		**926 974,68**
701	**Sous Total compte 701**					**17 251 045,15**	**49 225 070,50**	**17 251 045,15**	**49 225 070,50**		**31 974 025,35**
704	Travaux					19 223,16	718 345,86	19 223,16	718 345,86		699 122,70
7064	Locations de compteurs					1 291,10	1 852 973,43	1 291,10	1 852 973,43		1 851 682,33
7068	Prest serv autres prestat service					45,00	31 937,85	45,00	31 937,85		31 892,85
706	**Sous Total compte 706**					**1 336,10**	**1 884 911,28**	**1 336,10**	**1 884 911,28**		**1 883 575,18**
7087	Remboursements de frais						12 000,00		12 000,00		12 000,00
708	**Sous Total compte 708**						**12 000,00**		**12 000,00**		**12 000,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70	**Sous Total compte 70**					**17 271 604,41**	**51 840 327,64**	**17 271 604,41**	**51 840 327,64**		**34 568 723,23**
722	Immob corporelles						432 245,00		432 245,00		432 245,00
72	**Sous Total compte 72**						**432 245,00**		**432 245,00**		**432 245,00**
748	Autres subv exploitation						367 796,71		367 796,71		367 796,71
74	**Sous Total compte 74**						**367 796,71**		**367 796,71**		**367 796,71**
752	Revenus immeubles non aff a activ profes					18,53	223,87	18,53	223,87		205,34
7588	Autres						400,00		400,00		400,00
758	**Sous Total compte 758**						**400,00**		**400,00**		**400,00**
75	**Sous Total compte 75**					**18,53**	**623,87**	**18,53**	**623,87**		**605,34**
7714	Recouvrement sur créances admises en nv						8 146,93		8 146,93		8 146,93
771	**Sous Total compte 771**						**8 146,93**		**8 146,93**		**8 146,93**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						2 781,08		2 781,08		2 781,08
775	Produits cessions éléments actif						444,26		444,26		444,26

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
777	Quote part subv invest virée au résult						661 019,83		661 019,83		661 019,83
778	Autres produits exceptionnels					710,36	32 228,76	710,36	32 228,76		31 518,40
77	**Sous Total compte 77**					**710,36**	**704 620,86**	**710,36**	**704 620,86**		**703 910,50**
	Total classe 7					**17 272 333,30**	**53 345 614,08**	**17 272 333,30**	**53 345 614,08**	**9 243 677,41**	**45 316 958,19**
	Total général	**536 690 132,03**	**536 690 132,03**	**599 348 287,67**	**588 610 092,14**	**63 362 242,38**	**74 100 437,91**	**1 199 400 662,(**	**1 199 400 662,(**	**577 991 121,78**	**577 991 121,78**

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

61121 - EUROMET EAU Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

MAY Jean-Yves (1013087004-0), AUTRES ADM. EMPLOI NON FIP/CADRE SUPERIEUR A **DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN**, le **13/03/2023**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **EUROMET EAU** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

LEBRETON Laurence (1018200090-0), CSC des Finances Publiques de 1ère catégorie A **STRASBOURG ET EUROMETROPOLE**, le **15/03/2023**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE
N° CODIQUE 067058
Date Edition : 09/03/2023

IDENTIFIANT BUDGET 61131
N° de SIRET 24670048800074

EUROMET ASSAINISSEMENT
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Laurence LEBRETON

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 09/03/2023

067058 SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

Nomenclature M49
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 39
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 40
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 63
4EME PARTIE : Page des signatures 64

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**1 850,03**	Dotations	10 152,02
Terrains	185,04	Fonds Globalisés	70 681,70
Constructions	84 080,14	Réserves	227 243,67
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	103 978,41	Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours	154 445,17	Report à nouveau	31 329,65
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	3 982,74
Autres immobilisations corporelles	1 114,79	Subventions transférables	32 165,20
Total immobilisations corporelles (nettes)	**343 803,55**	Subventions non transférables	
Immobilisations financières	**1 369,99**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	4 378,83
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**347 023,57**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**379 933,82**
Créances	56 147,69	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	**3 017,20**
Disponibilités	75,96	Fournisseurs(2)	13 146,27
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	7 063,79
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**56 223,65**	**Total dettes à court terme**	**20 210,06**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**23 227,26**
		Comptes de régularisations	**86,14**
TOTAL ACTIF	**403 247,22**	**TOTAL PASSIF**	**403 247,22**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

BILAN (en Euros)

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études, de R et D	2 535 839,77	694 515,63	1 841 324,14	1 570 217,04
	Conces, brev, licences, marques, procéd	1 096 247,57	1 087 538,63	8 708,94	-14 001,79
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	185 042,17		185 042,17	185 042,17
	Constructions en toute propriété	152 736 313,79	68 656 176,06	84 080 137,73	33 007 199,31
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop	247 702 964,32	143 724 557,72	103 978 406,60	108 666 498,19
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	11 052 881,29	9 938 087,68	1 114 793,61	1 290 239,76
	Immobilisations corporelles en cours	154 445 170,59		154 445 170,59	183 199 633,45
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession ou à				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Constructions mises à disposition				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	569 754 459,50	224 100 875,72	345 653 583,78	327 904 828,13

BILAN (en Euros)

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	569 754 459,50	224 100 875,72	345 653 583,78	327 904 828,13
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées	36 106,93		36 106,93	36 106,93
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	1 260 558,56		1 260 558,56	1 260 558,56
	Autres créances	73 321,47		73 321,47	79 155,52
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**571 124 446,46**	**224 100 875,72**	**347 023 570,74**	**329 280 649,14**

BILAN (en Euros)

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	22 242 905,75	200 258,99	22 042 646,76	24 804 432,90
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres	78 986,00		78 986,00	78 986,00
	Créances sur l'Etat et collec publiques	5 834,01		5 834,01	11 668,00
	Créances sur les BA ou le BP	33 715 626,97		33 715 626,97	40 262 925,06
	Opérations pour le compte de tiers	266 716,28		266 716,28	1 031 327,28
	Autres créances	37 880,13		37 880,13	31 454,11
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	75 958,07		75 958,07	33 726,30
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**56 423 907,21**	**200 258,99**	**56 223 648,22**	**66 254 519,65**

BILAN (en Euros)

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				968,94
	Écarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				**968,94**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**627 548 353,67**	**224 301 134,71**	**403 247 218,96**	**395 536 137,73**

BILAN (en Euros)

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES	Dotations	10 152 023,41	10 152 023,41
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement	4 378 829,85	4 378 829,85
	Écarts de réévaluation		
	Réserves	227 243 667,25	227 307 326,12
	Report à nouveau	31 329 654,79	26 659 302,35
	Résultat de l'exercice	3 982 739,23	4 670 352,44
	Subventions d'investissement	32 165 203,39	29 298 865,71
	Provisions réglementées		
	Fonds globalisés	70 681 699,33	68 578 818,50
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**379 933 817,25**	**371 045 518,38**

BILAN (en Euros)

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	324 057,17	390 707,98
	Emprunts et dettes financières	2 693 145,61	2 696 915,61
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés	12 306 211,18	12 468 073,59
	Dettes fiscales et sociales	32 349,48	
	Autres		
	Fournisseurs d'immobilisations	840 060,42	684 240,62
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	6 711 082,06	7 108 874,41
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers	266 716,28	1 002 223,83
	Autres dettes	53 641,22	38 111,46
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**23 227 263,42**	**24 389 147,50**

BILAN (en Euros)

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	86 138,29	101 471,85
	Écart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**86 138,29**	**101 471,85**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**403 247 218,96**	**395 536 137,73**

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	82,91	427,81
Produits des services	43 612,39	40 440,75
Autres produits	37,56	36,73
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	43 732,86	40 905,29
Traitements, salaires, charges sociales	-26,41	
Achats et charges externes	31 599,30	28 361,87
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	9 178,05	8 395,82
Autres charges	193,22	237,41
Charges courantes non financières	40 944,15	36 995,09
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**2 788,71**	**3 910,19**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	14,55	17,18
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-14,55**	**-17,18**
RESULTAT COURANT	**2 774,16**	**3 893,02**
Produits exceptionnels	1 484,06	1 133,14
Charges exceptionnelles	275,48	355,80
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 208,58**	**777,34**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**3 982,74**	**4 670,35**

COMPTE DE RESULTAT 2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Prestations de services	41 442 860,76	38 522 518,32
Divers	2 169 526,91	1 918 231,13
Production stockée		
Production immobilisée		6 395,92
Subventions d'exploitation	82 910,10	427 810,76
Reprises sur dépréciations et provisions		30 331,22
Transferts de charges		
Autres produits	37 559,49	
TOTAL I	**43 732 857,26**	**40 905 287,35**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	31 599 296,62	28 361 865,04
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés	13 653,68	15 565,83
Salaires et traitements	-26 414,00	

COMPTE DE RESULTAT 2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges sociales		
Dotations amortissements sur immob	9 055 418,01	8 395 821,83
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant	122 632,63	
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges	179 565,24	221 840,99
TOTAL II	**40 944 152,18**	**36 995 093,69**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**2 788 705,08**	**3 910 193,66**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 546,71	17 176,37
Pertes de change		

COMPTE DE RESULTAT 2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV	**14 546,71**	**17 176,37**
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	**-14 546,71**	**-17 176,37**
A + B - RESULTAT COURANT	**2 774 158,37**	**3 893 017,29**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	21 239,66	43 618,00
Produits des cessions d'immobilisations	1 000,00	1 000,00
Autres opérations en capital	1 461 822,74	1 088 519,83
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**1 484 062,40**	**1 133 137,83**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles	114 386,90	101 856,80
Autres opérations de gestion	86 769,92	253 901,11
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital	74 324,72	44,77
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	**275 481,54**	**355 802,68**
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**1 208 580,86**	**777 335,15**

COMPTE DE RESULTAT 2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	45 216 919,66	42 038 425,18
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	41 234 180,43	37 368 072,74
RESULTAT DE L'EXERCICE	3 982 739,23	4 670 352,44

Opérations Compte de Tiers

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-21	266 716,28				266 716,28	
4582-21		237 612,83		29 103,45		266 716,28
4581-22	764 611,00				764 611,00	
4582-22		764 611,00				764 611,00
4581-						
4582-						

Opérations Compte de Tiers

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	66 500 000,00	82 700 000,00	149 200 000,00
Titres de recette émis (b)	19 268 513,83	52 224 650,81	71 493 164,64
Réductions de titres (c)		128 551,23	128 551,23
Recettes nettes (d = b - c)	19 268 513,83	52 096 099,58	71 364 613,41
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	66 500 000,00	82 700 000,00	149 200 000,00
Mandats émis (f)	32 147 324,84	60 205 636,37	92 352 961,21
Annulations de mandats (g)	131,69	12 092 276,02	12 092 407,71
Depenses nettes (h = f - g)	32 147 193,15	48 113 360,35	80 260 553,50
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		3 982 739,23	
(h - d) Déficit	12 878 679,32		8 895 940,09

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial EUROMET ASSAINISSEMENT					
Investissement	13 493 734,59		-12 878 679,32		615 055,27
Fonctionnement	31 329 654,79		3 982 739,23		35 312 394,02
Sous-Total	**44 823 389,38**		**-8 895 940,09**		**35 927 449,29**
TOTAL III	**44 823 389,38**		**-8 895 940,09**		**35 927 449,29**
TOTAL I + II + III	**44 823 389,38**		**-8 895 940,09**		**35 927 449,29**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilees	70 800,00		70 800,00	70 420,81		70 420,81	379,19
20	Immobilisations incorporelles	562 400,00	308 991,00	871 391,00	570 372,68		570 372,68	301 018,32
21	Immobilisations corporelles	11 185 645,19	52 595,03	11 238 240,22	3 113 315,65		3 113 315,65	8 124 924,57
23	Immobilisations en cours	41 407 626,95	1 406 315,23	42 813 942,18	23 219 426,69	131,69	23 219 295,00	19 594 647,18
26	Participations et creances rattachees a des participations	3 400 000,00		3 400 000,00				3 400 000,00
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	373 527,86	140 126,41	513 654,27				513 654,27
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**57 000 000,00**	**1 908 027,67**	**58 908 027,67**	**26 973 535,83**	**131,69**	**26 973 404,14**	**31 934 623,53**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**57 000 000,00**	**1 908 027,67**	**58 908 027,67**	**26 973 535,83**	**131,69**	**26 973 404,14**	**31 934 623,53**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 100 000,00	500 000,00	1 600 000,00	1 422 848,68		1 422 848,68	177 151,32
041	Opérations patrimoniales	4 000 000,00	1 991 972,33	5 991 972,33	3 750 940,33		3 750 940,33	2 241 032,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 100 000,00**	**2 491 972,33**	**7 591 972,33**	**5 173 789,01**		**5 173 789,01**	**2 418 183,32**
TOTAL GENERAL		**62 100 000,00**	**4 400 000,00**	**66 500 000,00**	**32 147 324,84**	**131,69**	**32 147 193,15**	**34 352 806,85**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et reserves	2 000 000,00		2 000 000,00	2 102 880,83		2 102 880,83	-102 880,83
13	Subventions d'investissement	3 489 584,41		3 489 584,41	4 289 186,36		4 289 186,36	-799 601,95
16	Emprunts et dettes assimilees	42 302 493,59	-42 302 493,59					
23	Immobilisations en cours				35 150,80		35 150,80	-35 150,80
27	Autres immobilisations financières				5 834,05		5 834,05	-5 834,05
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**47 792 078,00**	**-42 302 493,59**	**5 489 584,41**	**6 433 052,04**		**6 433 052,04**	**-943 467,63**
458221	Opération pour compte tiers n° 458221				29 103,45		29 103,45	-29 103,45
458222	Opération pour compte tiers n° 458222	7 922,00		7 922,00				7 922,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**7 922,00**		**7 922,00**	**29 103,45**		**29 103,45**	**-21 181,45**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**47 800 000,00**	**-42 302 493,59**	**5 497 506,41**	**6 462 155,49**		**6 462 155,49**	**-964 649,08**
021	Virement de la section d'exploitation (section d'investissement)	1 300 000,00	30 200 000,00	31 500 000,00				31 500 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	9 000 000,00	1 500 000,00	10 500 000,00	9 055 418,01		9 055 418,01	1 444 581,99
041	Opérations patrimoniales	4 000 000,00	1 991 972,33	5 991 972,33	3 750 940,33		3 750 940,33	2 241 032,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**14 300 000,00**	**33 691 972,33**	**47 991 972,33**	**12 806 358,34**		**12 806 358,34**	**35 185 613,99**
001	Excédent ou déficit d'investissement reporté au budget		13 010 521,26	13 010 521,26				13 010 521,26
TOTAL GENERAL		**62 100 000,00**	**4 400 000,00**	**66 500 000,00**	**19 268 513,83**		**19 268 513,83**	**47 231 486,17**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	25 832 318,00	-65 500,00	25 766 818,00	32 215 863,76	7 311 229,60	24 904 634,16	862 183,84
012	Charges de personnel et frais assimilés	6 800 000,00		6 800 000,00	6 711 082,06		6 711 082,06	88 917,94
014	Atténuations de produits	6 850 000,00		6 850 000,00	11 629 797,00	4 779 797,00	6 850 000,00	
65	Autres charges de gestion courante	170 000,00	72 500,00	242 500,00	180 814,66	1 249,42	179 565,24	62 934,76
66	Charges financières	15 000,00		15 000,00	14 546,71		14 546,71	453,29
67	Charges exceptionnelles	667 000,00	-7 000,00	660 000,00	275 481,54		275 481,54	384 518,46
68	Dotations aux provisions et aux depreciations (semi-budgétaires)		122 632,63	122 632,63	122 632,63		122 632,63	
022	Dépenses imprévues de la section d'exploitation	165 682,00	77 367,37	243 049,37				243 049,37
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**40 500 000,00**	**200 000,00**	**40 700 000,00**	**51 150 218,36**	**12 092 276,02**	**39 057 942,34**	**1 642 057,66**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	1 300 000,00	30 200 000,00	31 500 000,00				31 500 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	9 000 000,00	1 500 000,00	10 500 000,00	9 055 418,01		9 055 418,01	1 444 581,99
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**10 300 000,00**	**31 700 000,00**	**42 000 000,00**	**9 055 418,01**		**9 055 418,01**	**32 944 581,99**
TOTAL GENERAL		**50 800 000,00**	**31 900 000,00**	**82 700 000,00**	**60 205 636,37**	**12 092 276,02**	**48 113 360,35**	**34 586 639,65**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges				29 179,92		29 179,92	-29 179,92
70	Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises	49 264 000,00	70 345,21	49 334 345,21	50 564 524,90	102 137,23	50 462 387,67	-1 128 042,46
74	Subventions d'exploitation	301 478,00		301 478,00	109 324,10	26 414,00	82 910,10	218 567,90
75	Autres produits de gestion courante	10 000,00		10 000,00	37 559,49		37 559,49	-27 559,49
77	Produits exceptionnels	124 522,00		124 522,00	61 213,72		61 213,72	63 308,28
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**49 700 000,00**	**70 345,21**	**49 770 345,21**	**50 801 802,13**	**128 551,23**	**50 673 250,90**	**-902 905,69**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 100 000,00	500 000,00	1 600 000,00	1 422 848,68		1 422 848,68	177 151,32
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 100 000,00**	**500 000,00**	**1 600 000,00**	**1 422 848,68**		**1 422 848,68**	**177 151,32**
002	Résultat d'exploitation reporté		31 329 654,79	31 329 654,79				31 329 654,79
TOTAL GENERAL		**50 800 000,00**	**31 900 000,00**	**82 700 000,00**	**52 224 650,81**	**128 551,23**	**52 096 099,58**	**30 603 900,42**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	66 650,81		66 650,81
1678	Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières	3 770,00		3 770,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**70 420,81**		**70 420,81**
2031	Frais d'études	560 872,02		560 872,02
2051	Concessions et droits assimilés	9 500,66		9 500,66
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**570 372,68**		**570 372,68**
21351	Batiments d'exploitation	382 078,65		382 078,65
21532	Réseaux d'assainissement	1 555 896,90		1 555 896,90
2154	Matériel industriel	481 328,07		481 328,07
21562	Service d'assainissement	342 595,16		342 595,16
2182	Matériel de transport	342 527,24		342 527,24
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	8 889,63		8 889,63
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**3 113 315,65**		**3 113 315,65**
2315	Installations matériels et outillage techniques	20 847 304,51	131,69	20 847 172,82
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	2 372 122,18		2 372 122,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**23 219 426,69**	**131,69**	**23 219 295,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**26 973 535,83**	**131,69**	**26 973 404,14**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**26 973 535,83**	**131,69**	**26 973 404,14**
139111	Agence de l'eau	757 118,86		757 118,86
139118	Autres	166 701,11		166 701,11
13912	Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région	37 622,57		37 622,57
13913	Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département	421 154,50		421 154,50
13915	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - groupement de collectivités	19 880,61		19 880,61
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres	20 371,03		20 371,03

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 422 848,68**		**1 422 848,68**
2315	Installations matériels et outillage techniques	3 750 940,33		3 750 940,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**3 750 940,33**		**3 750 940,33**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 173 789,01**		**5 173 789,01**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**32 147 324,84**	**131,69**	**32 147 193,15**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA)	2 102 880,83		2 102 880,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et reserves**	**2 102 880,83**		**2 102 880,83**
13111	Agence de l'eau	4 289 186,36		4 289 186,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**4 289 186,36**		**4 289 186,36**
2315	Installations matériels et outillage techniques	2 440,20		2 440,20
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	32 710,60		32 710,60
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**35 150,80**		**35 150,80**
2762	Créances sur transfert de droits à déduction de TVA	0,05		0,05
2763	Créances sur collectivités publiques	5 834,00		5 834,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**5 834,05**		**5 834,05**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**6 433 052,04**		**6 433 052,04**
4582	Opération pour compte de tiers n ° 4582	29 103,45		29 103,45
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**29 103,45**		**29 103,45**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**6 462 155,49**		**6 462 155,49**
28031	Amortissements frais d'études	205 894,23		205 894,23
2805	Concessions et droits similaires brevets licences marques procédés logiciels droits et valeurs similaires	7 001,75		7 001,75
28131	Batiments	952 172,40		952 172,40
28135	Installations générales agencements aménagements des constructions	268 789,99		268 789,99
28151	Installations complexes specialisées	316,94		316,94
28153	Installations a caractere specifique	6 186 906,70		6 186 906,70
28154	Matériel industriel	633 127,47		633 127,47
28156	Matériel spécifique d'exploitation	274 345,51		274 345,51
28182	Matériel de transport	497 124,45		497 124,45
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	23 593,64		23 593,64

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28184	Mobilier	6 144,93		6 144,93
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**9 055 418,01**		**9 055 418,01**
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	3 750 940,33		3 750 940,33
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**3 750 940,33**		**3 750 940,33**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**12 806 358,34**		**12 806 358,34**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**19 268 513,83**		**19 268 513,83**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	485 230,04	9 669,34	475 560,70
6062	Produits de traitement	25 023,11	780,00	24 243,11
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	23 181,09		23 181,09
6064	Fournitures administratives	497,40		497,40
6068	Autres matières et fournitures	235 062,48	38 706,14	196 356,34
611	Sous-traitance générale	24 913 350,76	6 840 147,33	18 073 203,43
6135	Locations mobilières	102 011,54		102 011,54
61521	Bâtiments publics	18 641,51	522,64	18 118,87
61523	Reseaux	687 901,13	9 574,39	678 326,74
61528	Autres	47 341,74	2 474,76	44 866,98
61551	Matériel roulant	31 056,10	800,00	30 256,10
6156	Maintenance	353 073,14	42 216,42	310 856,72
6161	Multirisques	96 997,03	62 997,03	34 000,00
617	Etudes et recherches	437 868,52	98 075,76	339 792,76
618	Divers	1 649,76		1 649,76
6226	Honoraires	422 638,93	21 246,40	401 392,53
6233	Foires et expositions	30 520,74		30 520,74
6236	Catalogues et imprimés	35 263,74	690,96	34 572,78
6251	Voyages et déplacements	859,20		859,20
6256	Missions	3 339,93	429,00	2 910,93
6257	Réceptions	2 336,69		2 336,69
6281	Concours divers -cotisations	15 834,92		15 834,92
6287	Remboursements de frais	4 210 263,92	170 373,60	4 039 890,32
6288	Autres	10 626,36	885,53	9 740,83

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6358	Autres droits	2 018,00	2 018,00	
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	23 275,98	9 622,30	13 653,68
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**32 215 863,76**	**7 311 229,60**	**24 904 634,16**
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	6 711 082,06		6 711 082,06
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**6 711 082,06**		**6 711 082,06**
706129	Reversement aux agences de l'eau -redevance pour la modernisation des reseaux de collecte	11 629 797,00	4 779 797,00	6 850 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**11 629 797,00**	**4 779 797,00**	**6 850 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	19 824,83		19 824,83
6542	Créances éteintes	142 709,87	145,42	142 564,45
658	Charges diverses de gestion courante	18 279,96	1 104,00	17 175,96
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**180 814,66**	**1 249,42**	**179 565,24**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	14 546,71		14 546,71
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**14 546,71**		**14 546,71**
6711	Intérêts moratoires et pénalites sur marchés	50,78		50,78
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0,05		0,05
673	Titres annulés exercices antérieurs	86 719,09		86 719,09
6743	Subventions exceptionnelles de fonctionnement	114 386,90		114 386,90
678	Autres charges exceptionnelles	74 324,72		74 324,72
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**275 481,54**		**275 481,54**
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	122 632,63		122 632,63
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**Dotations aux provisions et aux depreciations (semi-budgétaires)**	**122 632,63**		**122 632,63**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**51 150 218,36**	**12 092 276,02**	**39 057 942,34**
6811	Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	9 055 418,01		9 055 418,01
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**9 055 418,01**		**9 055 418,01**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	9 055 418,01		9 055 418,01
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	60 205 636,37	12 092 276,02	48 113 360,35

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6096	Rabais - remises - ristournes obtenus sur achats d'autres approvisionnements stockés	2 765,92		2 765,92
64198	Autres remboursements	26 414,00		26 414,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**29 179,92**		**29 179,92**
703	Ventes de produits résiduels	5 440,45		5 440,45
704	Travaux	2 072 085,98	405,00	2 071 680,98
70611	Redevances d'assainissement collectif	36 418 223,46	82 994,75	36 335 228,71
706121	Recouvrement de la redevance pour la modernisation des réseaux de collecte	7 003 459,00	18 737,48	6 984 721,52
7062	Redevances d'assainissement non collectif	9 213,00		9 213,00
7063	Contributions des Communes ou de l'établissement public de coopération intercommunale (eaux pluviales)	3 381 596,32		3 381 596,32
7068	Prestations de services autres prestations de service	1 582 101,21		1 582 101,21
7087	Remboursements de frais	92 405,48		92 405,48
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises**	**50 564 524,90**	**102 137,23**	**50 462 387,67**
748	Autres subventions d'exploitation	109 324,10	26 414,00	82 910,10
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Subventions d'exploitation**	**109 324,10**	**26 414,00**	**82 910,10**
7581	FCTVA	36 559,49		36 559,49
7588	Autres	1 000,00		1 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**37 559,49**		**37 559,49**
7711	Dédits et pénalites perçus	11 501,00		11 501,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	7 952,81		7 952,81
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 736,48		1 736,48
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	49,37		49,37
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	1 000,00		1 000,00
778	Autres produits exceptionnels	38 974,06		38 974,06
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**61 213,72**		**61 213,72**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**50 801 802,13**	**128 551,23**	**50 673 250,90**
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	1 422 848,68		1 422 848,68
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 422 848,68**		**1 422 848,68**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 422 848,68**		**1 422 848,68**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**52 224 650,81**	**128 551,23**	**52 096 099,58**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		10 152 023,41						10 152 023,41		10 152 023,41
10222	FCTVA		68 541 856,25				2 102 880,83		70 644 737,08		70 644 737,08
10228	Autres fonds dinvestissement		36 962,25						36 962,25		36 962,25
1022	**Sous Total compte 1022**		**68 578 818,50**				**2 102 880,83**		**70 681 699,33**		**70 681 699,33**
102	**Sous Total compte 102**		**78 730 841,91**				**2 102 880,83**		**80 833 722,74**		**80 833 722,74**
1068	Autres réserves		227 307 326,12	83 870,69	20 211,82			83 870,69	227 327 537,94		227 243 667,25
106	**Sous Total compte 106**		**227 307 326,12**	**83 870,69**	**20 211,82**			**83 870,69**	**227 327 537,94**		**227 243 667,25**
10	**Sous Total compte 10**		**306 038 168,03**	**83 870,69**	**20 211,82**		**2 102 880,83**	**83 870,69**	**308 161 260,68**		**308 077 389,99**
110	Report à nouveau solde créditeur		26 659 302,35		4 670 352,44				31 329 654,79		31 329 654,79
11	**Sous Total compte 11**		**26 659 302,35**		**4 670 352,44**				**31 329 654,79**		**31 329 654,79**
12	Résultat exercice bénef ou perte		4 670 352,44	4 670 352,44				4 670 352,44	4 670 352,44		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**4 670 352,44**	**4 670 352,44**				**4 670 352,44**	**4 670 352,44**		**0,00**
13111	Agence de l'eau		53 099 771,18				4 289 186,36		57 388 957,54		57 388 957,54

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13118	Autres		7 693 646,00						7 693 646,00		7 693 646,00
1311	**Sous Total compte 1311**		**60 793 417,18**				**4 289 186,36**		**65 082 603,54**		**65 082 603,54**
1312	Région		1 134 515,50						1 134 515,50		1 134 515,50
1313	Dépt		12 301 684,64						12 301 684,64		12 301 684,64
1315	Grp coll		894 627,64						894 627,64		894 627,64
1318	Autres		980 287,50						980 287,50		980 287,50
131	**Sous Total compte 131**		**76 104 532,46**				**4 289 186,36**		**80 393 718,82**		**80 393 718,82**
139111	Agence de l'eau	37 225 195,74				757 118,86		37 982 314,60		37 982 314,60	
139118	Autres	4 498 335,11				166 701,11		4 665 036,22		4 665 036,22	
13911	**Sous Total compte 13911**	**41 723 530,85**				**923 819,97**		**42 647 350,82**		**42 647 350,82**	
13912	Subv équipt transf - Région	412 188,55				37 622,57		449 811,12		449 811,12	
13913	Subv équipt transf - Dépt	4 092 411,67				421 154,50		4 513 566,17		4 513 566,17	
13915	Subv équipt transf - Grp coll	139 164,27				19 880,61		159 044,88		159 044,88	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13918	Subv équipt transf autres	438 371,41				20 371,03		458 742,44		458 742,44	
1391	**Sous Total compte 1391**	**46 805 666,75**				**1 422 848,68**		**48 228 515,43**		**48 228 515,43**	
139	**Sous Total compte 139**	**46 805 666,75**				**1 422 848,68**		**48 228 515,43**		**48 228 515,43**	
13	**Sous Total compte 13**	**46 805 666,75**	**76 104 532,46**			**1 422 848,68**	**4 289 186,36**	**48 228 515,43**	**80 393 718,82**		**32 165 203,39**
1641	Emprunts en euros		390 707,98			66 650,81		66 650,81	390 707,98		324 057,17
164	**Sous Total compte 164**		**390 707,98**			**66 650,81**		**66 650,81**	**390 707,98**		**324 057,17**
1678	Autres emprunts et dettes		2 679 370,48			3 770,00		3 770,00	2 679 370,48		2 675 600,48
167	**Sous Total compte 167**		**2 679 370,48**			**3 770,00**		**3 770,00**	**2 679 370,48**		**2 675 600,48**
1681	Autres emprunts		17 545,13						17 545,13		17 545,13
168	**Sous Total compte 168**		**17 545,13**						**17 545,13**		**17 545,13**
16	**Sous Total compte 16**		**3 087 623,59**			**70 420,81**		**70 420,81**	**3 087 623,59**		**3 017 202,78**
181	Cpte liaison : affectation		4 378 829,85						4 378 829,85		4 378 829,85
18	**Sous Total compte 18**		**4 378 829,85**						**4 378 829,85**		**4 378 829,85**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1	**46 805 666,75**	**420 938 808,72**	**4 754 223,13**	**4 690 564,26**	**1 493 269,49**	**6 392 067,19**	**53 053 159,37**	**432 021 440,17**	**48 228 515,43**	**427 196 796,23**
2031	Frais d'études	2 095 006,64			120 038,89	560 872,02		2 655 878,66	120 038,89	2 535 839,77	
203	**Sous Total compte 203**	**2 095 006,64**			**120 038,89**	**560 872,02**		**2 655 878,66**	**120 038,89**	**2 535 839,77**	
2051	Concessions et droits assimilés	1 086 746,91				9 500,66		1 096 247,57		1 096 247,57	
205	**Sous Total compte 205**	**1 086 746,91**				**9 500,66**		**1 096 247,57**		**1 096 247,57**	
20	**Sous Total compte 20**	**3 181 753,55**			**120 038,89**	**570 372,68**		**3 752 126,23**	**120 038,89**	**3 632 087,34**	
2111	Terrains nus	183 701,84						183 701,84		183 701,84	
2115	Terrains bâtis	1 340,33						1 340,33		1 340,33	
211	**Sous Total compte 211**	**185 042,17**						**185 042,17**		**185 042,17**	
21311	Batiments exploitation	93 004 941,24		51 911 822,16				144 916 763,40		144 916 763,40	
2131	**Sous Total compte 2131**	**93 004 941,24**		**51 911 822,16**				**144 916 763,40**		**144 916 763,40**	
21351	Batiments exploitation	7 437 471,74				382 078,65		7 819 550,39		7 819 550,39	
2135	**Sous Total compte 2135**	**7 437 471,74**				**382 078,65**		**7 819 550,39**		**7 819 550,39**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
213	**Sous Total compte 213**	**100 442 412,98**		**51 911 822,16**		**382 078,65**		**152 736 313,79**		**152 736 313,79**	
2151	Instal complexes spécial	17 054,89						17 054,89		17 054,89	
21532	Réseaux assainissement	228 622 537,22				1 555 896,90		230 178 434,12		230 178 434,12	
2153	**Sous Total compte 2153**	**228 622 537,22**				**1 555 896,90**		**230 178 434,12**		**230 178 434,12**	
2154	Mat indust	10 857 392,53				481 328,07		11 338 720,60		11 338 720,60	
2155	Outillage industriel	79 777,47						79 777,47		79 777,47	
21562	Service d'assainisSEMer	5 719 597,18		26 784,90		342 595,16		6 088 977,24		6 088 977,24	
2156	**Sous Total compte 2156**	**5 719 597,18**		**26 784,90**		**342 595,16**		**6 088 977,24**		**6 088 977,24**	
215	**Sous Total compte 215**	**245 296 359,29**		**26 784,90**		**2 379 820,13**		**247 702 964,32**		**247 702 964,32**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	22 867,35						22 867,35		22 867,35	
2182	Mat de transport	9 089 598,44			18 780,92	342 527,24		9 432 125,68	18 780,92	9 413 344,76	
2183	Mat bureau mat informatique	1 294 468,93				8 889,63		1 303 358,56		1 303 358,56	
2184	Mobilier	296 815,42						296 815,42		296 815,42	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2188	Autres	16 495,20						16 495,20		16 495,20	
218	**Sous Total compte 218**	**10 720 245,34**			**18 780,92**	**351 416,87**		**11 071 662,21**	**18 780,92**	**11 052 881,29**	
21	**Sous Total compte 21**	**356 644 059,78**		**51 938 607,06**	**18 780,92**	**3 113 315,65**		**411 695 982,49**	**18 780,92**	**411 677 201,57**	
2313	Constructions	55 510 945,16			51 911 822,16			55 510 945,16	51 911 822,16	3 599 123,00	
2315	Instal mat outil techn	123 166 529,93			26 784,90	24 598 244,84	2 571,89	147 764 774,77	29 356,79	147 735 417,98	
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	285 067,99						285 067,99		285 067,99	
231	**Sous Total compte 231**	**178 962 543,08**			**51 938 607,06**	**24 598 244,84**	**2 571,89**	**203 560 787,92**	**51 941 178,95**	**151 619 608,97**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	4 237 090,37				2 372 122,18	3 783 650,93	6 609 212,55	3 783 650,93	2 825 561,62	
23	**Sous Total compte 23**	**183 199 633,45**			**51 938 607,06**	**26 970 367,02**	**3 786 222,82**	**210 170 000,47**	**55 724 829,88**	**154 445 170,59**	
261	Titres de participation	36 106,93						36 106,93		36 106,93	
26	**Sous Total compte 26**	**36 106,93**						**36 106,93**		**36 106,93**	
274	Prêts	1 260 558,56						1 260 558,56		1 260 558,56	
2762	Créances transf droits déduction TVA	20 823,52					0,05	20 823,52	0,05	20 823,47	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2763	Créances sur collectivités publiques	58 332,00					5 834,00	58 332,00	5 834,00	52 498,00	
276	**Sous Total compte 276**	**79 155,52**					**5 834,05**	**79 155,52**	**5 834,05**	**73 321,47**	
27	**Sous Total compte 27**	**1 339 714,08**					**5 834,05**	**1 339 714,08**	**5 834,05**	**1 333 880,03**	
28031	Amort frais études		524 789,60	120 038,89	83 870,69		205 894,23	120 038,89	814 554,52		694 515,63
2803	**Sous Total compte 2803**		**524 789,60**	**120 038,89**	**83 870,69**		**205 894,23**	**120 038,89**	**814 554,52**		**694 515,63**
2805	Concessions droits similaires brevets		1 100 748,70	21 006,55	794,73		7 001,75	21 006,55	1 108 545,18		1 087 538,63
280	**Sous Total compte 280**		**1 625 538,30**	**141 045,44**	**84 665,42**		**212 895,98**	**141 045,44**	**1 923 099,70**		**1 782 054,26**
28131	Batiments		62 788 033,68				952 172,40		63 740 206,08		63 740 206,08
28135	Igaac constructions		4 647 179,99				268 789,99		4 915 969,98		4 915 969,98
2813	**Sous Total compte 2813**		**67 435 213,67**				**1 220 962,39**		**68 656 176,06**		**68 656 176,06**
28151	Instal complexes spécial		6 595,52				316,94		6 912,46		6 912,46
28153	Installations a caractere specifique		126 638 704,18				6 186 906,70		132 825 610,88		132 825 610,88
28154	Mat indust		7 334 710,50				633 127,47		7 967 837,97		7 967 837,97

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28155	Outillage industriel		79 777,47						79 777,47		79 777,47
28156	Mat spécif exploit		2 570 073,43				274 345,51		2 844 418,94		2 844 418,94
2815	**Sous Total compte 2815**		**136 629 861,10**				**7 094 696,62**		**143 724 557,72**		**143 724 557,72**
28181	Instal gales agenct amngts divers		22 867,35						22 867,35		22 867,35
28182	Mat de transport		7 872 876,68	18 780,92			497 124,45	18 780,92	8 370 001,13		8 351 220,21
28183	Mat bureau mat informatique		1 251 566,95				23 593,64		1 275 160,59		1 275 160,59
28184	Mobilier		266 199,40				6 144,93		272 344,33		272 344,33
28188	Amort autres		16 495,20						16 495,20		16 495,20
2818	**Sous Total compte 2818**		**9 430 005,58**	**18 780,92**			**526 863,02**	**18 780,92**	**9 956 868,60**		**9 938 087,68**
281	**Sous Total compte 281**		**213 495 080,35**	**18 780,92**			**8 842 522,03**	**18 780,92**	**222 337 602,38**		**222 318 821,46**
28	**Sous Total compte 28**		**215 120 618,65**	**159 826,36**	**84 665,42**		**9 055 418,01**	**159 826,36**	**224 260 702,08**		**224 100 875,72**
	Total classe 2	**544 401 267,79**	**215 120 618,65**	**52 098 433,42**	**52 162 092,29**	**30 654 055,35**	**12 847 474,88**	**627 153 756,56**	**280 130 185,82**	**571 124 446,46**	**224 100 875,72**
4011	Fournisseurs		410 625,73	25 414 879,96	25 542 403,64			25 414 879,96	25 953 029,37		538 149,41

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		965,71	19 052,96	22 791,73			19 052,96	23 757,44		4 704,48
40172	Fournisseurs - oppositions			4 363,03	4 363,03			4 363,03	4 363,03		0,00
4017	**Sous Total compte 4017**		**965,71**	**23 415,99**	**27 154,76**			**23 415,99**	**28 120,47**		**4 704,48**
401	**Sous Total compte 401**		**411 591,44**	**25 438 295,95**	**25 569 558,40**			**25 438 295,95**	**25 981 149,84**		**542 853,89**
4041	Fournis immob		572 361,95	26 878 761,51	26 964 610,22			26 878 761,51	27 536 972,17		658 210,66
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		111 878,67	19 672,31	89 643,40			19 672,31	201 522,07		181 849,76
40472	Fournisseurs dimmob Cession oppositio			61 523,00	61 523,00			61 523,00	61 523,00		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**111 878,67**	**81 195,31**	**151 166,40**			**81 195,31**	**263 045,07**		**181 849,76**
404	**Sous Total compte 404**		**684 240,62**	**26 959 956,82**	**27 115 776,62**			**26 959 956,82**	**27 800 017,24**		**840 060,42**
408	Fournis factures non parvenues		12 056 482,15	12 056 482,15	11 763 357,29			12 056 482,15	23 819 839,44		11 763 357,29
40	**Sous Total compte 40**		**13 152 314,21**	**64 454 734,92**	**64 448 692,31**			**64 454 734,92**	**77 601 006,52**		**13 146 271,60**
411	Clients	20 076 499,62		40 188 820,83	42 771 167,09			60 265 320,45	42 771 167,09	17 494 153,36	
4122	Clients - Redevance pour modernisation d	3 469 733,82		6 997 788,55	7 768 890,22			10 467 522,37	7 768 890,22	2 698 632,15	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
412	**Sous Total compte 412**	**3 469 733,82**		**6 997 788,55**	**7 768 890,22**			**10 467 522,37**	**7 768 890,22**	**2 698 632,15**	
4161	Créances douteuses	1 335 825,82		1 010 141,53	295 847,11			2 345 967,35	295 847,11	2 050 120,24	
416	**Sous Total compte 416**	**1 335 825,82**		**1 010 141,53**	**295 847,11**			**2 345 967,35**	**295 847,11**	**2 050 120,24**	
41	**Sous Total compte 41**	**24 882 059,26**		**48 196 750,91**	**50 835 904,42**			**73 078 810,17**	**50 835 904,42**	**22 242 905,75**	
4431	Opér particul avec Etat dépenses		6 500 874,41	6 540 354,76	6 750 562,41			6 540 354,76	13 251 436,82		6 711 082,06
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	5 834,00		5 526 870,64	5 526 870,63			5 532 704,64	5 526 870,63	5 834,01	
4436	Opér particul Etat recettes contentieux	5 834,00		5 834,00	11 668,00			11 668,00	11 668,00		0,00
443	**Sous Total compte 443**	**11 668,00**	**6 500 874,41**	**12 073 059,40**	**12 289 101,04**			**12 084 727,40**	**18 789 975,45**		**6 705 248,05**
4452	Etat - TVA intra-communautaire due			27,80	30 640,80			27,80	30 640,80		30 613,00
44551	Etat - TVA à décaisser			28,00	28,00			28,00	28,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**28,00**	**28,00**			**28,00**	**28,00**		**0,00**
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	78 986,00						78 986,00		78 986,00	
4456	**Sous Total compte 4456**	**78 986,00**						**78 986,00**		**78 986,00**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44571	Etat - TVA collectée			28,00	28,00			28,00	28,00		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**28,00**	**28,00**			**28,00**	**28,00**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**	**78 986,00**		**83,80**	**30 696,80**			**79 069,80**	**30 696,80**	**48 373,00**	
446	Agences de l'eau		608 000,00	6 610 229,94	6 002 229,94			6 610 229,94	6 610 229,94		0,00
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			10 826,99	12 563,47			10 826,99	12 563,47		1 736,48
44	**Sous Total compte 44**	**90 654,00**	**7 108 874,41**	**18 694 200,13**	**18 334 591,25**			**18 784 854,13**	**25 443 465,66**		**6 658 611,53**
451002	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	40 262 925,06		59 717 569,31	66 264 867,40			99 980 494,37	66 264 867,40	33 715 626,97	
451	**Sous Total compte 451**	**40 262 925,06**		**59 717 569,31**	**66 264 867,40**			**99 980 494,37**	**66 264 867,40**	**33 715 626,97**	
458121	Opér pour cpte de tiers - dépenses	266 716,28						266 716,28		266 716,28	
458122	Opér pour cpte de tiers - dépenses	764 611,00			764 611,00			764 611,00	764 611,00		0,00
4581	**Sous Total compte 4581**	**1 031 327,28**			**764 611,00**			**1 031 327,28**	**764 611,00**	**266 716,28**	
458221	Opérations pour cpte de tiers - recettes		237 612,83				29 103,45		266 716,28		266 716,28
458222	Opérations pour cpte de tiers - recettes		764 611,00	764 611,00				764 611,00	764 611,00		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4582	**Sous Total compte 4582**		**1 002 223,83**	**764 611,00**			**29 103,45**	**764 611,00**	**1 031 327,28**		**266 716,28**
458	**Sous Total compte 458**	**1 031 327,28**	**1 002 223,83**	**764 611,00**	**764 611,00**		**29 103,45**	**1 795 938,28**	**1 795 938,28**		**0,00**
45	**Sous Total compte 45**	**41 294 252,34**	**1 002 223,83**	**60 482 180,31**	**67 029 478,40**		**29 103,45**	**101 776 432,65**	**68 060 805,68**	**33 715 626,97**	
4621	Créances cess immob - amiable	150,00		1 000,00				1 150,00		1 150,00	
462	**Sous Total compte 462**	**150,00**		**1 000,00**				**1 150,00**		**1 150,00**	
466	Excédt de verSEMent		26 997,82	34 960,93	23 058,99			34 960,93	50 056,81		15 095,88
46711	Autres comptes créditeurs		11 113,64	415 008,23	442 439,93			415 008,23	453 553,57		38 545,34
4671	**Sous Total compte 4671**		**11 113,64**	**415 008,23**	**442 439,93**			**415 008,23**	**453 553,57**		**38 545,34**
46721	Débiteurs divers - amiable	31 304,06		146 481,05	141 055,03			177 785,11	141 055,03	36 730,08	
46726	Débiteurs divers - contentieux	0,05						0,05		0,05	
4672	**Sous Total compte 4672**	**31 304,11**		**146 481,05**	**141 055,03**			**177 785,16**	**141 055,03**	**36 730,13**	
467	**Sous Total compte 467**	**31 304,11**	**11 113,64**	**561 489,28**	**583 494,96**			**592 793,39**	**594 608,60**		**1 815,21**
46	**Sous Total compte 46**	**31 454,11**	**38 111,46**	**597 450,21**	**606 553,95**			**628 904,32**	**644 665,41**		**15 761,09**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4712	Viremts réimputés		264,94	56 232,03	86 705,58			56 232,03	86 970,52		30 738,49
4713	Recettes percues avant émission titres		15 515,64	4 358 033,77	4 329 862,87			4 358 033,77	4 345 378,51	12 655,26	
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		396,76	32 682,49	33 410,39			32 682,49	33 807,15		1 124,66
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		9 465,20	178 847,09	175 332,05			178 847,09	184 797,25		5 950,16
47141	**Sous Total compte 47141**		**9 861,96**	**211 529,58**	**208 742,44**			**211 529,58**	**218 604,40**		**7 074,82**
4714	**Sous Total compte 4714**		**9 861,96**	**211 529,58**	**208 742,44**			**211 529,58**	**218 604,40**		**7 074,82**
47171	Recettes relevé BdF - Hors Héra		158,36	15 524,54	23 628,54			15 524,54	23 786,90		8 262,36
4717	**Sous Total compte 4717**		**158,36**	**15 524,54**	**23 628,54**			**15 524,54**	**23 786,90**		**8 262,36**
4718	Autres recettes à régulariser		25 078,30	5 770 820,70	5 745 742,40			5 770 820,70	5 770 820,70		0,00
471	**Sous Total compte 471**		**50 879,20**	**10 412 140,62**	**10 394 681,83**			**10 412 140,62**	**10 445 561,03**		**33 420,41**
4721	Dép sans mandatement préalable	721,53		467 165,61	467 887,14			467 887,14	467 887,14		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	247,41		96 378,95	96 626,36			96 626,36	96 626,36		0,00
472	**Sous Total compte 472**	**968,94**		**563 544,56**	**564 513,50**			**564 513,50**	**564 513,50**		**0,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4751	Redevables sur rôle	16 508 633,54		81 096 942,52	86 364 368,54			97 605 576,06	86 364 368,54	11 241 207,52	
4757	Produits sur rôle		16 555 950,84	48 361 135,08	43 095 834,49			48 361 135,08	59 651 785,33		11 290 650,25
4758	TVA sur rôle		3 274,50						3 274,50		3 274,50
4759	Verst du tiers en charge du rôle			37 971 175,81	37 971 175,81			37 971 175,81	37 971 175,81		0,00
475	**Sous Total compte 475**	**16 508 633,54**	**16 559 225,34**	**167 429 253,41**	**167 431 378,84**			**183 937 886,95**	**183 990 604,18**		**52 717,23**
4781	Frais de poursuites rattachés			295,52	295,52			295,52	295,52		0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,85	0,20				0,20	0,85		0,65
478	**Sous Total compte 478**		**0,85**	**295,72**	**295,52**			**295,72**	**296,37**		**0,65**
47	**Sous Total compte 47**	**16 509 602,48**	**16 610 105,39**	**178 405 234,31**	**178 390 869,69**			**194 914 836,79**	**195 000 975,08**		**86 138,29**
491	Dépréciat comptes de clients		77 626,36		122 632,63				200 258,99		200 258,99
49	**Sous Total compte 49**		**77 626,36**		**122 632,63**				**200 258,99**		**200 258,99**
	Total classe 4	**82 808 022,19**	**37 989 255,66**	**370 830 550,79**	**379 768 722,65**		**29 103,45**	**453 638 572,98**	**417 787 081,76**	**67 601 811,92**	**31 750 320,70**
51172	Chèques impayés			1 138,99	1 138,99			1 138,99	1 138,99		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51178	Autres valeurs impayées	10,26						10,26		10,26	
5117	**Sous Total compte 5117**	**10,26**		**1 138,99**	**1 138,99**			**1 149,25**	**1 138,99**	**10,26**	
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	33 716,04		369 420,34	327 188,57			403 136,38	327 188,57	75 947,81	
511	**Sous Total compte 511**	**33 726,30**		**370 559,33**	**328 327,56**			**404 285,63**	**328 327,56**	**75 958,07**	
51	**Sous Total compte 51**	**33 726,30**		**370 559,33**	**328 327,56**			**404 285,63**	**328 327,56**	**75 958,07**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			14 229 207,02	14 229 207,02			14 229 207,02	14 229 207,02		0,00
5872	Cpte pivot - ANV			19 824,83	19 824,83			19 824,83	19 824,83		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**19 824,83**	**19 824,83**			**19 824,83**	**19 824,83**		**0,00**
588	Autres virements internes			406,04	406,04			406,04	406,04		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**14 249 437,89**	**14 249 437,89**			**14 249 437,89**	**14 249 437,89**		**0,00**
	Total classe 5	**33 726,30**		**14 619 997,22**	**14 577 765,45**			**14 653 723,52**	**14 577 765,45**	**75 958,07**	
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)					485 230,04	9 669,34	485 230,04	9 669,34	475 560,70	
6062	Produits de traitement					25 023,11	780,00	25 023,11	780,00	24 243,11	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					23 181,09		23 181,09		23 181,09	
6064	Fournitures administratives					497,40		497,40		497,40	
6068	Autres matières et fournitures					235 062,48	38 706,14	235 062,48	38 706,14	196 356,34	
606	**Sous Total compte 606**					**768 994,12**	**49 155,48**	**768 994,12**	**49 155,48**	**719 838,64**	
6096	Rrro sur achats autres approv stockés						2 765,92		2 765,92		2 765,92
609	**Sous Total compte 609**						**2 765,92**		**2 765,92**		**2 765,92**
60	**Sous Total compte 60**					**768 994,12**	**51 921,40**	**768 994,12**	**51 921,40**	**717 072,72**	
611	Sous-traitance générale					24 913 350,76	6 840 147,33	24 913 350,76	6 840 147,33	18 073 203,43	
6135	Locations mobilières					102 011,54		102 011,54		102 011,54	
613	**Sous Total compte 613**					**102 011,54**		**102 011,54**		**102 011,54**	
61521	Bâtiments publics					18 641,51	522,64	18 641,51	522,64	18 118,87	
61523	Reseaux					687 901,13	9 574,39	687 901,13	9 574,39	678 326,74	
61528	Autres					47 341,74	2 474,76	47 341,74	2 474,76	44 866,98	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6152	**Sous Total compte 6152**					**753 884,38**	**12 571,79**	**753 884,38**	**12 571,79**	**741 312,59**	
61551	Mat roulant					31 056,10	800,00	31 056,10	800,00	30 256,10	
6155	**Sous Total compte 6155**					**31 056,10**	**800,00**	**31 056,10**	**800,00**	**30 256,10**	
6156	Maintenance					353 073,14	42 216,42	353 073,14	42 216,42	310 856,72	
615	**Sous Total compte 615**					**1 138 013,62**	**55 588,21**	**1 138 013,62**	**55 588,21**	**1 082 425,41**	
6161	Multirisques					96 997,03	62 997,03	96 997,03	62 997,03	34 000,00	
616	**Sous Total compte 616**					**96 997,03**	**62 997,03**	**96 997,03**	**62 997,03**	**34 000,00**	
617	Etudes et recherches					437 868,52	98 075,76	437 868,52	98 075,76	339 792,76	
618	Divers					1 649,76		1 649,76		1 649,76	
61	**Sous Total compte 61**					**26 689 891,23**	**7 056 808,33**	**26 689 891,23**	**7 056 808,33**	**19 633 082,90**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					6 711 082,06		6 711 082,06		6 711 082,06	
621	**Sous Total compte 621**					**6 711 082,06**		**6 711 082,06**		**6 711 082,06**	
6226	Honoraires					422 638,93	21 246,40	422 638,93	21 246,40	401 392,53	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
622	**Sous Total compte 622**					**422 638,93**	**21 246,40**	**422 638,93**	**21 246,40**	**401 392,53**	
6233	Foires et expositions					30 520,74		30 520,74		30 520,74	
6236	Catalogues et imprimés					35 263,74	690,96	35 263,74	690,96	34 572,78	
623	**Sous Total compte 623**					**65 784,48**	**690,96**	**65 784,48**	**690,96**	**65 093,52**	
6251	Voyages et déplacements					859,20		859,20		859,20	
6256	Missions					3 339,93	429,00	3 339,93	429,00	2 910,93	
6257	Réceptions					2 336,69		2 336,69		2 336,69	
625	**Sous Total compte 625**					**6 535,82**	**429,00**	**6 535,82**	**429,00**	**6 106,82**	
6281	Concours divers - cotisations					15 834,92		15 834,92		15 834,92	
6287	Remboursements de frais					4 210 263,92	170 373,60	4 210 263,92	170 373,60	4 039 890,32	
6288	Autres					10 626,36	885,53	10 626,36	885,53	9 740,83	
628	**Sous Total compte 628**					**4 236 725,20**	**171 259,13**	**4 236 725,20**	**171 259,13**	**4 065 466,07**	
62	**Sous Total compte 62**					**11 442 766,49**	**193 625,49**	**11 442 766,49**	**193 625,49**	**11 249 141,00**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6358	Autres droits					2 018,00	2 018,00	2 018,00	2 018,00		0,00
635	**Sous Total compte 635**					**2 018,00**	**2 018,00**	**2 018,00**	**2 018,00**		**0,00**
6378	Autres impôts taxes verst assimilés					23 275,98	9 622,30	23 275,98	9 622,30	13 653,68	
637	**Sous Total compte 637**					**23 275,98**	**9 622,30**	**23 275,98**	**9 622,30**	**13 653,68**	
63	**Sous Total compte 63**					**25 293,98**	**11 640,30**	**25 293,98**	**11 640,30**	**13 653,68**	
64198	Autres remboursements						26 414,00		26 414,00		26 414,00
6419	**Sous Total compte 6419**						**26 414,00**		**26 414,00**		**26 414,00**
641	**Sous Total compte 641**						**26 414,00**		**26 414,00**		**26 414,00**
64	**Sous Total compte 64**						**26 414,00**		**26 414,00**		**26 414,00**
6541	Créances admises en non-valeur					19 824,83		19 824,83		19 824,83	
6542	Créances éteintes					142 709,87	145,42	142 709,87	145,42	142 564,45	
654	**Sous Total compte 654**					**162 534,70**	**145,42**	**162 534,70**	**145,42**	**162 389,28**	
658	Charges diverses gest courante					18 279,96	1 104,00	18 279,96	1 104,00	17 175,96	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65	**Sous Total compte 65**					**180 814,66**	**1 249,42**	**180 814,66**	**1 249,42**	**179 565,24**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					14 546,71		14 546,71		14 546,71	
6611	**Sous Total compte 6611**					**14 546,71**		**14 546,71**		**14 546,71**	
661	**Sous Total compte 661**					**14 546,71**		**14 546,71**		**14 546,71**	
66	**Sous Total compte 66**					**14 546,71**		**14 546,71**		**14 546,71**	
6711	Intérets moratoires pénalites sur march					50,78		50,78		50,78	
6718	Autres charg except sur opérat gestion					0,05		0,05		0,05	
671	**Sous Total compte 671**					**50,83**		**50,83**		**50,83**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					86 719,09		86 719,09		86 719,09	
6743	Subv except fonct					114 386,90		114 386,90		114 386,90	
674	**Sous Total compte 674**					**114 386,90**		**114 386,90**		**114 386,90**	
678	Autres charges exceptionnelles					74 324,72		74 324,72		74 324,72	
67	**Sous Total compte 67**					**275 481,54**		**275 481,54**		**275 481,54**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6811	DA - immob corpo et incorpo					9 055 418,01		9 055 418,01		9 055 418,01	
6817	Dot dépréciat actifs circulants					122 632,63		122 632,63		122 632,63	
681	**Sous Total compte 681**					**9 178 050,64**		**9 178 050,64**		**9 178 050,64**	
68	**Sous Total compte 68**					**9 178 050,64**		**9 178 050,64**		**9 178 050,64**	
	Total classe 6					**48 575 839,37**	**7 341 658,94**	**48 575 839,37**	**7 341 658,94**	**41 263 360,35**	**29 179,92**
703	Ventes de produits résiduels						5 440,45		5 440,45		5 440,45
704	Travaux					405,00	2 072 085,98	405,00	2 072 085,98		2 071 680,98
70611	Redevances assainisSEMent collectif					82 994,75	36 418 223,46	82 994,75	36 418 223,46		36 335 228,71
706121	Recouvt redev modernisa réseaux collec					18 737,48	7 003 459,00	18 737,48	7 003 459,00		6 984 721,52
706129	Reverset agence eau - moderni reseaux					11 629 797,00	4 779 797,00	11 629 797,00	4 779 797,00	6 850 000,00	
70612	**Sous Total compte 70612**					**11 648 534,48**	**11 783 256,00**	**11 648 534,48**	**11 783 256,00**		**134 721,52**
7061	**Sous Total compte 7061**					**11 731 529,23**	**48 201 479,46**	**11 731 529,23**	**48 201 479,46**		**36 469 950,23**
7062	Redevance d'assainisSEMer non collectif						9 213,00		9 213,00		9 213,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7063	Contributions des Communes ou de l'établ						3 381 596,32		3 381 596,32		3 381 596,32
7068	Prest serv autres prestat service						1 582 101,21		1 582 101,21		1 582 101,21
706	**Sous Total compte 706**					**11 731 529,23**	**53 174 389,99**	**11 731 529,23**	**53 174 389,99**		**41 442 860,76**
7087	Remboursements de frais						92 405,48		92 405,48		92 405,48
708	**Sous Total compte 708**						**92 405,48**		**92 405,48**		**92 405,48**
70	**Sous Total compte 70**					**11 731 934,23**	**55 344 321,90**	**11 731 934,23**	**55 344 321,90**		**43 612 387,67**
748	Autres subv exploitation					26 414,00	109 324,10	26 414,00	109 324,10		82 910,10
74	**Sous Total compte 74**					**26 414,00**	**109 324,10**	**26 414,00**	**109 324,10**		**82 910,10**
7581	FCTVA						36 559,49		36 559,49		36 559,49
7588	Autres						1 000,00		1 000,00		1 000,00
758	**Sous Total compte 758**						**37 559,49**		**37 559,49**		**37 559,49**
75	**Sous Total compte 75**						**37 559,49**		**37 559,49**		**37 559,49**
7711	Dédits et pénalites perçus						11 501,00		11 501,00		11 501,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7714	Recouvrement sur créances admises en nv						7 952,81		7 952,81		7 952,81
7718	Autres prod except sur opé gestion						1 736,48		1 736,48		1 736,48
771	**Sous Total compte 771**						**21 190,29**		**21 190,29**		**21 190,29**
773	Mandats annulés sur exercices antérieurs						49,37		49,37		49,37
775	Produits cessions éléments actif						1 000,00		1 000,00		1 000,00
777	Quote part subv invest virée au résult						1 422 848,68		1 422 848,68		1 422 848,68
778	Autres produits exceptionnels						38 974,06		38 974,06		38 974,06
77	**Sous Total compte 77**						**1 484 062,40**		**1 484 062,40**		**1 484 062,40**
	Total classe 7					**11 758 348,23**	**56 975 267,89**	**11 758 348,23**	**56 975 267,89**	**6 850 000,00**	**52 066 919,66**
	Total général	**674 048 683,03**	**674 048 683,03**	**442 303 204,56**	**451 199 144,65**	**92 481 512,44**	**83 585 572,35**	**1 208 833 400,(**	**1 208 833 400,(**	**735 144 092,23**	**735 144 092,23**

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

61131 - EUROMET ASSAINISSEMENT Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

MAY Jean-Yves (1013087004-0), AUTRES ADM. EMPLOI NON FIP/CADRE SUPERIEUR A **DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN**, le **13/03/2023**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **EUROMET ASSAINISSEMENT** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

LEBRETON Laurence (1018200090-0), CSC des Finances Publiques de 1ère catégorie A **STRASBOURG ET EUROMETROPOLE**, le **15/03/2023**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE
N° CODIQUE 067058
Date Edition : 09/03/2023

IDENTIFIANT BUDGET 61171
N° de SIRET 24670048800058

EUROMET ZAI
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme LEBRETON Laurence

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 09/03/2023

067058 SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

Population 505916
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 20
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 24
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 28
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 29
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 34
4EME PARTIE : Page des signatures 35

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	1,15
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	
Terrains		Résultat de l'exercice	45,00
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**46,15**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	20 300,98
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**20 300,98**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48,28
Stocks	18 163,06	Autres dettes non financières	986,81
Créances	3 219,17	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**1 035,09**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**21 382,23**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**21 336,07**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	0,01
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**21 382,23**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**21 382,23**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

BILAN (en Euros)

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

ACTIF	NOTE	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					

BILAN (en Euros)

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

ACTIF	NOTE	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS		18 163 060,13		18 163 060,13	25 453 285,37
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		8 382,58		8 382,58	7 251,20
Créances sur les redevables et comptes rattachés		0,13		0,13	0,13
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		3 210 788,73		3 210 788,73	0,45
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**21 382 231,57**		**21 382 231,57**	**25 460 537,15**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**21 382 231,57**		**21 382 231,57**	**25 460 537,15**

BILAN (en Euros)

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES		1 153,80	1 153,80
REPORT A NOUVEAU			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		45 000,00	
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**46 153,80**	**1 153,80**

BILAN (en Euros)

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		20 300 978,78	20 300 978,78
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**20 300 978,78**	**20 300 978,78**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		48 281,45	4 986,13
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		986 811,22	5 153 413,96
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 035 092,67**	**5 158 400,09**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**21 336 071,45**	**25 459 378,87**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		6,32	4,48
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**21 382 231,57**	**25 460 537,15**

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2022

En Milliers d'Euros

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	4 382,69	2 455,56
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	3 210,79	0,04
Production stockée et immobilisée	-7 290,23	-2 221,05
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**303,25**	**234,55**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	258,25	234,55
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**258,25**	**234,55**

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2022

En Milliers d'Euros

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**45,00**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**45,00**	

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

POSTES	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations				
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		4 382 685,40	2 455 558,00	1 927 127,40
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		3 210 788,28	40,96	3 210 747,32
Production stockée et immobilisée		-7 290 225,24	-2 221 050,16	-5 069 175,08
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**303 248,44**	**234 548,80**	**68 699,64**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		258 248,44	234 548,80	23 699,64
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**258 248,44**	**234 548,80**	**23 699,64**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

POSTES	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021	Variation
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**45 000,00**		**45 000,00**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**45 000,00**		**45 000,00**

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	10 805 770,57	13 633 079,46	24 438 850,03
Titres de recette émis (b)	7 896 722,12	8 199 970,56	16 096 692,68
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b - c)	7 896 722,12	8 199 970,56	16 096 692,68
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	10 805 770,57	13 633 079,46	24 438 850,03
Mandats émis (f)	606 496,88	8 154 970,56	8 761 467,44
Annulations de mandats (g)	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (h = f - g)	606 496,88	8 154 970,56	8 761 467,44
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	7 290 225,24	45 000,00	7 335 225,24
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
EUROMET ZAI					
Investissement	-5 151 152,79		7 290 225,24		2 139 072,45
Fonctionnement			45 000,00		45 000,00
Sous-Total	**-5 151 152,79**		**7 335 225,24**		**2 184 072,45**
TOTAL II	**-5 151 152,79**		**7 335 225,24**		**2 184 072,45**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**-5 151 152,79**		**7 335 225,24**		**2 184 072,45**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 055 064,00	599 553,78	5 654 617,78
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 055 064,00**	**599 553,78**	**5 654 617,78**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		5 151 152,79	5 151 152,79
TOTAL GENERAL		**5 055 064,00**	**5 750 706,57**	**10 805 770,57**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
040	5 654 617,78	606 496,88		606 496,88	5 048 120,90
TOTAL	**5 654 617,78**	**606 496,88**		**606 496,88**	**5 048 120,90**
001	5 151 152,79				5 151 152,79
TOTAL GENERAL	**10 805 770,57**	**606 496,88**		**606 496,88**	**10 199 273,69**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 055 064,00	5 750 706,57	10 805 770,57
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 055 064,00**	**5 750 706,57**	**10 805 770,57**
TOTAL GENERAL		**5 055 064,00**	**5 750 706,57**	**10 805 770,57**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
040	10 805 770,57	7 896 722,12		7 896 722,12	2 909 048,45
TOTAL	**10 805 770,57**	**7 896 722,12**		**7 896 722,12**	**2 909 048,45**
TOTAL GENERAL	**10 805 770,57**	**7 896 722,12**		**7 896 722,12**	**2 909 048,45**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	2 527 532,00	299 776,89	2 827 308,89
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**2 527 532,00**	**299 776,89**	**2 827 308,89**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 055 064,00	5 750 706,57	10 805 770,57
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**5 055 064,00**	**5 750 706,57**	**10 805 770,57**
TOTAL GENERAL		**7 582 596,00**	**6 050 483,46**	**13 633 079,46**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	2 827 308,89	258 248,44		258 248,44	2 569 060,45
TOTAL	**2 827 308,89**	**258 248,44**		**258 248,44**	**2 569 060,45**
042	10 805 770,57	7 896 722,12		7 896 722,12	2 909 048,45
TOTAL	**10 805 770,57**	**7 896 722,12**		**7 896 722,12**	**2 909 048,45**
TOTAL GENERAL	**13 633 079,46**	**8 154 970,56**		**8 154 970,56**	**5 478 108,90**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 527 532,00	2 240 141,40	4 767 673,40
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		3 210 788,28	3 210 788,28
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**2 527 532,00**	**5 450 929,68**	**7 978 461,68**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 055 064,00	599 553,78	5 654 617,78
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**5 055 064,00**	**599 553,78**	**5 654 617,78**
TOTAL GENERAL		**7 582 596,00**	**6 050 483,46**	**13 633 079,46**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	4 767 673,40	4 382 685,40		4 382 685,40	384 988,00
75	3 210 788,28	3 210 788,28		3 210 788,28	
TOTAL	**7 978 461,68**	**7 593 473,68**		**7 593 473,68**	**384 988,00**
042	5 654 617,78	606 496,88		606 496,88	5 048 120,90
TOTAL	**5 654 617,78**	**606 496,88**		**606 496,88**	**5 048 120,90**
TOTAL GENERAL	**13 633 079,46**	**8 199 970,56**		**8 199 970,56**	**5 433 108,90**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
3351	Terrains	65 488,00		65 488,00
3355	Travaux	237 760,44		237 760,44
3555	Terrains aménagés	303 248,44		303 248,44
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**606 496,88**		**606 496,88**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**606 496,88**		**606 496,88**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**606 496,88**		**606 496,88**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
3351	Terrains	65 488,00		65 488,00
3355	Travaux	237 760,44		237 760,44
3555	Terrains aménagés	7 593 473,68		7 593 473,68
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**7 896 722,12**		**7 896 722,12**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**7 896 722,12**		**7 896 722,12**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**7 896 722,12**		**7 896 722,12**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6015	Terrains à aménager	65 488,00		65 488,00
605	Achats de matériel, équipements et travaux	192 760,44		192 760,44
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**258 248,44**		**258 248,44**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**258 248,44**		**258 248,44**
7133	Variation des en-cours de production de biens.	303 248,44		303 248,44
71355	Variation des stocks de terrains aménagés	7 593 473,68		7 593 473,68
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**7 896 722,12**		**7 896 722,12**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**7 896 722,12**		**7 896 722,12**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**8 154 970,56**		**8 154 970,56**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7015	Ventes de terrains aménagés	4 382 685,40		4 382 685,40
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**4 382 685,40**		**4 382 685,40**
75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère administratif par le bud	3 210 788,28		3 210 788,28
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**3 210 788,28**		**3 210 788,28**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**7 593 473,68**		**7 593 473,68**
7133	Variation des en-cours de production de biens.	303 248,44		303 248,44
71355	Variation des stocks de terrains aménagés	303 248,44		303 248,44
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**606 496,88**		**606 496,88**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**606 496,88**		**606 496,88**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**8 199 970,56**		**8 199 970,56**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		1 153,80						1 153,80		1 153,80
106	**Sous Total compte 106**		**1 153,80**						**1 153,80**		**1 153,80**
10	**Sous Total compte 10**		**1 153,80**						**1 153,80**		**1 153,80**
168751	GFP de rattachement		20 300 978,78						20 300 978,78		20 300 978,78
16875	**Sous Total compte 16875**		**20 300 978,78**						**20 300 978,78**		**20 300 978,78**
1687	**Sous Total compte 1687**		**20 300 978,78**						**20 300 978,78**		**20 300 978,78**
168	**Sous Total compte 168**		**20 300 978,78**						**20 300 978,78**		**20 300 978,78**
16	**Sous Total compte 16**		**20 300 978,78**						**20 300 978,78**		**20 300 978,78**
	Total classe 1		**20 302 132,58**						**20 302 132,58**		**20 302 132,58**
3351	Terrains					65 488,00	65 488,00	65 488,00	65 488,00		0,00
3354	Études et prestations de services	5 370,00						5 370,00		5 370,00	
3355	Travaux	4 144,53				237 760,44	237 760,44	241 904,97	237 760,44	4 144,53	
33586	Frais financiers	0,06						0,06		0,06	
3358	**Sous Total compte 3358**	**0,06**						**0,06**		**0,06**	
335	**Sous Total compte 335**	**9 514,59**				**303 248,44**	**303 248,44**	**312 763,03**	**303 248,44**	**9 514,59**	
33	**Sous Total compte 33**	**9 514,59**				**303 248,44**	**303 248,44**	**312 763,03**	**303 248,44**	**9 514,59**	
3555	Terrains aménagés	25 443 770,78				303 248,44	7 593 473,68	25 747 019,22	7 593 473,68	18 153 545,54	
355	**Sous Total compte 355**	**25 443 770,78**				**303 248,44**	**7 593 473,68**	**25 747 019,22**	**7 593 473,68**	**18 153 545,54**	
35	**Sous Total compte 35**	**25 443 770,78**				**303 248,44**	**7 593 473,68**	**25 747 019,22**	**7 593 473,68**	**18 153 545,54**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 3	**25 453 285,37**				**606 496,88**	**7 896 722,12**	**26 059 782,25**	**7 896 722,12**	**18 163 060,13**	
4011	Fournisseurs		4 050,76	253 569,34	296 864,66			253 569,34	300 915,42		47 346,08
401	**Sous Total compte 401**		**4 050,76**	**253 569,34**	**296 864,66**			**253 569,34**	**300 915,42**		**47 346,08**
40471	Fournisseurs d'immobilisatic - Retenue		935,37						935,37		935,37
4047	**Sous Total compte 4047**		**935,37**						**935,37**		**935,37**
404	**Sous Total compte 404**		**935,37**						**935,37**		**935,37**
40	**Sous Total compte 40**		**4 986,13**	**253 569,34**	**296 864,66**			**253 569,34**	**301 850,79**		**48 281,45**
412	Acquéreurs de terrains aménagés stockés	0,12		1 440 448,80	1 440 448,80			1 440 448,92	1 440 448,80	0,12	
4161	Créances douteuses	0,01						0,01		0,01	
416	**Sous Total compte 416**	**0,01**						**0,01**		**0,01**	
41	**Sous Total compte 41**	**0,13**		**1 440 448,80**	**1 440 448,80**			**1 440 448,93**	**1 440 448,80**	**0,13**	
44551	T.V.A. à décaisser			832 868,00	832 868,00			832 868,00	832 868,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**832 868,00**	**832 868,00**			**832 868,00**	**832 868,00**		**0,00**
44562	T.V.A. sur immobilisations	265,20			265,20			265,20	265,20		0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services			38 617,59	30 835,01			38 617,59	30 835,01	7 782,58	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	6 386,00		26 252,00	32 638,00			32 638,00	32 638,00		0,00
4456	**Sous Total compte 4456**	**6 651,20**		**64 869,59**	**63 738,21**			**71 520,79**	**63 738,21**	**7 782,58**	
44571	T.V.A. collectée			870 355,08	870 355,08			870 355,08	870 355,08		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**870 355,08**	**870 355,08**			**870 355,08**	**870 355,08**		**0,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	600,00						600,00		600,00	
4458	**Sous Total compte 4458**	**600,00**						**600,00**		**600,00**	
445	**Sous Total compte 445**	**7 251,20**		**1 768 092,67**	**1 766 961,29**			**1 775 343,87**	**1 766 961,29**	**8 382,58**	
44	**Sous Total compte 44**	**7 251,20**		**1 768 092,67**	**1 766 961,29**			**1 775 343,87**	**1 766 961,29**	**8 382,58**	
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv		5 153 413,96	5 253 040,08	1 086 437,34			5 253 040,08	6 239 851,30		986 811,22
451	**Sous Total compte 451**		**5 153 413,96**	**5 253 040,08**	**1 086 437,34**			**5 253 040,08**	**6 239 851,30**		**986 811,22**
45	**Sous Total compte 45**		**5 153 413,96**	**5 253 040,08**	**1 086 437,34**			**5 253 040,08**	**6 239 851,30**		**986 811,22**
46721	Débiteurs divers - Amiable	0,45		3 210 788,28				3 210 788,73		3 210 788,73	
4672	**Sous Total compte 4672**	**0,45**		**3 210 788,28**				**3 210 788,73**		**3 210 788,73**	
467	**Sous Total compte 467**	**0,45**		**3 210 788,28**				**3 210 788,73**		**3 210 788,73**	
46	**Sous Total compte 46**	**0,45**		**3 210 788,28**				**3 210 788,73**		**3 210 788,73**	
47138	Autres	0,40		4 947 397,68	4 947 397,68			4 947 398,08	4 947 397,68	0,40	
4713	**Sous Total compte 4713**	**0,40**		**4 947 397,68**	**4 947 397,68**			**4 947 398,08**	**4 947 397,68**	**0,40**	
4718	Autres recettes à régulariser			396 480,00	396 480,00			396 480,00	396 480,00		0,00
471	**Sous Total compte 471**	**0,40**		**5 343 877,68**	**5 343 877,68**			**5 343 878,08**	**5 343 877,68**	**0,40**	
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		4,88	0,60	2,44			0,60	7,32		6,72
478	**Sous Total compte 478**		**4,88**	**0,60**	**2,44**			**0,60**	**7,32**		**6,72**
47	**Sous Total compte 47**	**0,40**	**4,88**	**5 343 878,28**	**5 343 880,12**			**5 343 878,68**	**5 343 885,00**		**6,32**
	Total classe 4	**7 252,18**	**5 158 404,97**	**17 269 817,45**	**9 934 592,21**	278		**17 277 069,63**	**15 092 997,18**	**3 219 171,84**	**1 035 099,39**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
580	Opérations d'ordre budgétaires			8 503 219,00	8 503 219,00			8 503 219,00	8 503 219,00		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**8 503 219,00**	**8 503 219,00**			**8 503 219,00**	**8 503 219,00**		**0,00**
	Total classe 5			**8 503 219,00**	**8 503 219,00**			**8 503 219,00**	**8 503 219,00**		**0,00**
6015	Terrains à aménager					65 488,00		65 488,00		65 488,00	
601	**Sous Total compte 601**					**65 488,00**		**65 488,00**		**65 488,00**	
605	Achats de matériel, équipements et trava					192 760,44		192 760,44		192 760,44	
60	**Sous Total compte 60**					**258 248,44**		**258 248,44**		**258 248,44**	
	Total classe 6					**258 248,44**		**258 248,44**		**258 248,44**	
7015	Ventes de terrains aménagés						4 382 685,40		4 382 685,40		4 382 685,40
701	**Sous Total compte 701**						**4 382 685,40**		**4 382 685,40**		**4 382 685,40**
70	**Sous Total compte 70**						**4 382 685,40**		**4 382 685,40**		**4 382 685,40**
7133	Variation des en-cours de production de					303 248,44	303 248,44	303 248,44	303 248,44		0,00
71355	Variation des stocks de terrains aménagé					7 593 473,68	303 248,44	7 593 473,68	303 248,44	7 290 225,24	
7135	**Sous Total compte 7135**					**7 593 473,68**	**303 248,44**	**7 593 473,68**	**303 248,44**	**7 290 225,24**	
713	**Sous Total compte 713**					**7 896 722,12**	**606 496,88**	**7 896 722,12**	**606 496,88**	**7 290 225,24**	
71	**Sous Total compte 71**					**7 896 722,12**	**606 496,88**	**7 896 722,12**	**606 496,88**	**7 290 225,24**	
75822	Prise en charge du déficit du budget ann						3 210 788,28		3 210 788,28		3 210 788,28
7582	**Sous Total compte 7582**					279	**3 210 788,28**		**3 210 788,28**		**3 210 788,28**
758	**Sous Total compte 758**						**3 210 788,28**		**3 210 788,28**		**3 210 788,28**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
75	Sous Total compte 75						3 210 788,28		3 210 788,28		3 210 788,28
	Total classe 7					7 896 722,12	8 199 970,56	7 896 722,12	8 199 970,56	7 290 225,24	7 593 473,68
	Total général	25 460 537,55	25 460 537,55	25 773 036,45	18 437 811,21	8 761 467,44	16 096 692,68	59 995 041,44	59 995 041,44	28 930 705,65	28 930 705,65

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

61171 - EUROMET ZAI Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

MAY Jean-Yves (1013087004-0), AUTRES ADM. EMPLOI NON FIP/CADRE SUPERIEUR A **DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN**, le **13/03/2023**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **EUROMET ZAI** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

LEBRETON Laurence (1018200090-0), CSC des Finances Publiques de 1ère catégorie A **STRASBOURG ET EUROMETROPOLE**, le **15/03/2023**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE
N° CODIQUE 067058
Date Edition : 09/03/2023

IDENTIFIANT BUDGET 61191
N° de SIRET 24670048800090

EUROMET MOBILITES ACTIVES
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme LEBRETON Laurence

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 09/03/2023

067058 SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

Population 505916
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 20
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 24
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 29
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 30
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 44
4EME PARTIE : Page des signatures 45

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	19 596,52
Subventions d'investissement versées	44 944,01	Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles	1 340,41	Réserves	27 587,64
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	4 388,12
Terrains		Résultat de l'exercice	740,52
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	14 522,68
Réseaux et installations de voirie	2 332,09	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**66 835,48**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	48,65	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	**13 200,00**
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	16,55	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	12 704,39	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**61 386,09**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 034,57
Stocks		Autres dettes non financières	171 251,84
Créances	194 130,68	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**172 286,41**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**194 130,68**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**185 486,41**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	3 194,89
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**255 516,77**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**255 516,77**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

BILAN (en Euros)

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

ACTIF	NOTE	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		96 892 818,72	51 948 809,94	44 944 008,78	46 291 365,20
Autres immobilisations incorporelles		1 387 415,99	47 007,66	1 340 408,33	709 391,53
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie		2 332 090,56		2 332 090,56	1 864 001,39
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel		74 844,00	26 195,40	48 648,60	52 390,80
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		18 642,90	2 096,57	16 546,33	10 482,90
Immobilisations corporelles en cours		12 704 388,63		12 704 388,63	12 108 480,13
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**113 410 200,80**	**52 024 109,57**	**61 386 091,23**	**61 036 111,95**

BILAN (en Euros)

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

ACTIF	NOTE	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		3 760 713,49		3 760 713,49	3 232 685,84
Créances sur les redevables et comptes rattachés		3 533 098,00		3 533 098,00	3 061 963,15
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					34 774 216,81
Créances sur les autres débiteurs		186 836 869,78		186 836 869,78	10 402,45
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**194 130 681,27**		**194 130 681,27**	**41 079 268,25**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,91		0,91	1,13
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**307 540 882,98**	**52 024 109,57**	**255 516 773,41**	**102 115 381,33**

BILAN (en Euros)

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		19 498 564,95	21 047 948,08
Rattachées à un actif non amortissable		97 958,07	97 958,07
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES		27 587 636,70	27 587 636,70
REPORT A NOUVEAU		4 388 122,15	20 281 966,51
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		740 515,50	-15 893 844,36
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		14 522 679,19	14 522 679,19
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**66 835 476,56**	**67 644 344,19**

BILAN (en Euros)

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		13 200 000,00	13 500 000,00
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**13 200 000,00**	**13 500 000,00**
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 034 570,06	1 032 591,13
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		19 800 448,97	
Autres dettes non financières		151 451 387,19	19 938 446,01
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**172 286 406,22**	**20 971 037,14**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**185 486 406,22**	**34 471 037,14**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		3 194 890,63	
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**255 516 773,41**	**102 115 381,33**

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2022

En Milliers d'Euros

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	1 913,21	1 913,21
Participations	232,93	232,94
Compensations, autres attributions et autres participations	621,84	631,69
Dons et legs		
Impôts et taxes	116 543,23	111 723,58
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	3 508,55	2 730,07
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	40 045,09	35 193,37
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	300,00	
Reprises du financement rattaché à un actif	1 549,38	1 493,75
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**164 714,23**	**153 918,60**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	5 582,93	5 235,52
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	620,78	848,48
Impôts et taxes	40,00	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	5 606,66	19 798,11
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**11 850,37**	**25 882,11**

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2022

En Milliers d'Euros

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	152 123,34	143 930,34
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**152 123,34**	**143 930,34**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**740,52**	**-15 893,84**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**740,52**	**-15 893,84**

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

POSTES	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		1 913 208,00	1 913 208,00	
Participations		232 932,00	232 942,00	-10,00
Compensations, autres attributions et autres participations		621 838,74	631 685,65	-9 846,91
Dons et legs				
Impôts et taxes		116 543 226,36	111 723 580,02	4 819 646,34
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		3 508 547,11	2 730 071,65	778 475,46
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		40 045 093,41	35 193 365,69	4 851 727,72
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		300 000,00		300 000,00
Reprises du financement rattaché à un actif		1 549 383,13	1 493 748,81	55 634,32
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**164 714 228,75**	**153 918 601,82**	**10 795 626,93**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		5 582 926,52	5 235 521,65	347 404,87
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		620 781,59	848 477,74	-227 696,15
Impôts et taxes		40 000,00		40 000,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		5 606 661,77	19 798 108,26	-14 191 446,49
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**11 850 369,88**	**25 882 107,65**	**-14 031 737,77**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		152 123 343,37	143 930 338,53	8 193 004,84
Dont ménages		4 363,51		4 363,51
Dont personnes morales de droit privé		2 378 656,28	142 619 004,03	-140 240 347,75
Dont collectivités territoriales		1 339 427,50	1 311 334,50	28 093,00

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

POSTES	NOTE	Exercice 2022	Exercice 2021	Variation
Dont autres organismes publics		148 400 896,08		148 400 896,08
Dont établissements d'enseignement				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**152 123 343,37**	**143 930 338,53**	**8 193 004,84**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**740 515,50**	**-15 893 844,36**	**16 634 359,86**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**740 515,50**	**-15 893 844,36**	**16 634 359,86**

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	10 300 000,00	166 300 000,00	176 600 000,00
Titres de recette émis (b)	5 608 942,73	168 674 192,50	174 283 135,23
Réductions de titres (c)	0,00	3 751 691,22	3 751 691,22
Recettes nettes (d = b - c)	5 608 942,73	164 922 501,28	170 531 444,01
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	10 300 000,00	166 300 000,00	176 600 000,00
Mandats émis (f)	7 508 305,14	313 518 350,32	321 026 655,46
Annulations de mandats (g)	0,00	149 336 364,54	149 336 364,54
Dépenses nettes (h = f - g)	7 508 305,14	164 181 985,78	171 690 290,92
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		740 515,50	
(h - d) Déficit	1 899 362,41		1 158 846,91

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
EUROMET MOBILITES ACTIVES					
Investissement	2 220 110,09		-1 899 362,41		320 747,68
Fonctionnement	4 388 122,15		740 515,50		5 128 637,65
Sous-Total	**6 608 232,24**		**-1 158 846,91**		**5 449 385,33**
TOTAL II	**6 608 232,24**		**-1 158 846,91**		**5 449 385,33**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**6 608 232,24**		**-1 158 846,91**		**5 449 385,33**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	960 000,00	700 379,80	1 660 379,80
204	Subventions d'équipement versées	4 156 000,00	294 133,00	4 450 133,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 569 482,26	-486 000,00	1 083 482,26
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	3 333 754,00	-1 933 754,00	1 400 000,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**10 019 236,26**	**-1 425 241,20**	**8 593 995,06**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**10 019 236,26**	**-1 425 241,20**	**8 593 995,06**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 600 000,00		1 600 000,00
041	Opérations patrimoniales	80 763,74	25 241,20	106 004,94
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 680 763,74**	**25 241,20**	**1 706 004,94**
TOTAL GENERAL		**11 700 000,00**	**-1 400 000,00**	**10 300 000,00**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
20	1 660 379,80	649 873,78		649 873,78	1 010 506,02
204	4 450 133,00	4 234 609,60		4 234 609,60	215 523,40
21	1 083 482,26	476 249,17		476 249,17	607 233,09
23	1 400 000,00	598 189,46		598 189,46	801 810,54
SOUS-TOTAL	**8 593 995,06**	**5 958 922,01**		**5 958 922,01**	**2 635 073,05**
TOTAL	**8 593 995,06**	**5 958 922,01**		**5 958 922,01**	**2 635 073,05**
040	1 600 000,00	1 549 383,13		1 549 383,13	50 616,87
041	106 004,94				106 004,94
TOTAL	**1 706 004,94**	**1 549 383,13**		**1 549 383,13**	**156 621,81**
TOTAL GENERAL	**10 300 000,00**	**7 508 305,14**		**7 508 305,14**	**2 791 694,86**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	475 175,65		475 175,65
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	5 144 060,61	-3 197 252,45	1 946 808,16
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		2 280,96	2 280,96
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**5 619 236,26**	**-3 194 971,49**	**2 424 264,77**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**5 619 236,26**	**-3 194 971,49**	**2 424 264,77**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	6 000 000,00		6 000 000,00
041	Opérations patrimoniales	80 763,74	25 241,20	106 004,94
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**6 080 763,74**	**25 241,20**	**6 106 004,94**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		1 769 730,29	1 769 730,29
TOTAL GENERAL		**11 700 000,00**	**-1 400 000,00**	**10 300 000,00**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	475 175,65				475 175,65
16	1 946 808,16				1 946 808,16
23	2 280,96	2 280,96		2 280,96	
SOUS-TOTAL	**2 424 264,77**	**2 280,96**		**2 280,96**	**2 421 983,81**
TOTAL	**2 424 264,77**	**2 280,96**		**2 280,96**	**2 421 983,81**
040	6 000 000,00	5 606 661,77		5 606 661,77	393 338,23
041	106 004,94				106 004,94
TOTAL	**6 106 004,94**	**5 606 661,77**		**5 606 661,77**	**499 343,17**
001	1 769 730,29				1 769 730,29
TOTAL GENERAL	**10 300 000,00**	**5 608 942,73**		**5 608 942,73**	**4 691 057,27**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	7 844 660,00	-3 404 397,82	4 440 262,18
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 000 000,00	300 000,00	2 300 000,00
014	Atténuations de produits	350 000,00		350 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	144 605 340,00	8 571 585,82	153 176 925,82
67	CHARGES SPECIFIQUES		32 812,00	32 812,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**154 800 000,00**	**5 500 000,00**	**160 300 000,00**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	6 000 000,00		6 000 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**6 000 000,00**		**6 000 000,00**
TOTAL GENERAL		**160 800 000,00**	**5 500 000,00**	**166 300 000,00**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	4 440 262,18	4 050 405,98	500 742,41	3 549 663,57	890 598,61
012	2 300 000,00	2 073 262,95		2 073 262,95	226 737,05
014	350 000,00	261 609,58	53 337,05	208 272,53	141 727,47
65	153 176 925,82	301 526 410,04	148 782 285,08	152 744 124,96	432 800,86
67	32 812,00				32 812,00
68					
TOTAL	**160 300 000,00**	**307 911 688,55**	**149 336 364,54**	**158 575 324,01**	**1 724 675,99**
042	6 000 000,00	5 606 661,77		5 606 661,77	393 338,23
TOTAL	**6 000 000,00**	**5 606 661,77**		**5 606 661,77**	**393 338,23**
TOTAL GENERAL	**166 300 000,00**	**313 518 350,32**	**149 336 364,54**	**164 181 985,78**	**2 118 014,22**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 900 000,00		2 900 000,00
731	Fiscalité locale	111 000 000,00	3 100 000,00	114 100 000,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	2 766 150,00		2 766 150,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	38 490 800,00		38 490 800,00
77	PRODUITS SPECIFIQUES	543 050,00	1 211 877,85	1 754 927,85
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	3 500 000,00	-3 200 000,00	300 000,00
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**159 200 000,00**	**1 111 877,85**	**160 311 877,85**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 600 000,00		1 600 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 600 000,00**		**1 600 000,00**
002	Résultat de fonctionnement reporté		4 388 122,15	4 388 122,15
TOTAL GENERAL		**160 800 000,00**	**5 500 000,00**	**166 300 000,00**

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	2 900 000,00	6 259 010,26	2 750 463,15	3 508 547,11	-608 547,11
731	114 100 000,00	117 061 498,89	310 000,00	116 751 498,89	-2 651 498,89
74	2 766 150,00	3 416 100,99	648 122,25	2 767 978,74	-1 828,74
75	38 490 800,00	38 486 848,28	43 105,82	38 443 742,46	47 057,54
77	1 754 927,85	1 601 350,95		1 601 350,95	153 576,90
78	300 000,00	300 000,00		300 000,00	
TOTAL	**160 311 877,85**	**167 124 809,37**	**3 751 691,22**	**163 373 118,15**	**-3 061 240,30**
042	1 600 000,00	1 549 383,13		1 549 383,13	50 616,87
TOTAL	**1 600 000,00**	**1 549 383,13**		**1 549 383,13**	**50 616,87**
002	4 388 122,15				4 388 122,15
TOTAL GENERAL	**166 300 000,00**	**168 674 192,50**	**3 751 691,22**	**164 922 501,28**	**1 377 498,72**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2031	Frais d'études	649 873,78		649 873,78
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**649 873,78**		**649 873,78**
204121	Biens mobiliers, matériel et études	72 326,90		72 326,90
20421	Biens mobiliers, matériel et études	4 162 282,70		4 162 282,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**4 234 609,60**		**4 234 609,60**
2151	Réseaux de voirie	224 009,34		224 009,34
2152	Installations de voirie	244 079,83		244 079,83
21828	Autres matériels de transport	8 160,00		8 160,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**476 249,17**		**476 249,17**
2312	Agencements et aménagements de terrains	452 065,72		452 065,72
2315	Installations, matériel et outillage techniques	146 123,74		146 123,74
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**598 189,46**		**598 189,46**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**5 958 922,01**		**5 958 922,01**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**5 958 922,01**		**5 958 922,01**
13911	État et établissements nationaux	1 189 432,10		1 189 432,10
13912	Régions	98 184,00		98 184,00
13913	Départements	206 088,30		206 088,30
13918	Autres	55 678,73		55 678,73
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 549 383,13**		**1 549 383,13**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 549 383,13**		**1 549 383,13**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**7 508 305,14**		**7 508 305,14**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2315	Installations, matériel et outillage techniques	2 280,96		2 280,96
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**2 280,96**		**2 280,96**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**2 280,96**		**2 280,96**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**2 280,96**		**2 280,96**
28031	Frais d'études	18 856,98		18 856,98
2804132	Bâtiments et installations	2 220,60		2 220,60
28041482	Bâtiments et installations	12 773,33		12 773,33
280421	Biens mobiliers, matériel et études	3 876 972,13		3 876 972,13
280422	Bâtiments et installations	1 689 999,96		1 689 999,96
281578	Autre matériel technique	3 742,20		3 742,20
281828	Autres matériels de transport	2 096,57		2 096,57
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**5 606 661,77**		**5 606 661,77**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 606 661,77**		**5 606 661,77**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**5 608 942,73**		**5 608 942,73**

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
60623	Alimentation	2 442,44		2 442,44
60632	Fournitures de petit équipement	2 737,18		2 737,18
6068	Autres matières et fournitures.	732,46		732,46
611	Contrats de prestations de services	2 121 399,79	287 690,60	1 833 709,19
6132	Locations immobilières	53 839,92		53 839,92
61358	Autres	160 303,30	591,46	159 711,84
614	Charges locatives et de copropriété	11 651,56	6 000,00	5 651,56
61551	Matériel roulant	79,50		79,50
61558	Autres biens mobiliers	1 104,00		1 104,00
6156	Maintenance	6 132,00		6 132,00
617	Études et recherches	223 488,24	109 210,80	114 277,44
6182	Documentation générale et technique	212,00		212,00
6188	Autres frais divers	17 699,87	6 759,20	10 940,67
62268	Autres honoraires, conseils...	428 794,25	31 816,04	396 978,21
6228	Divers	146 515,78	40 248,00	106 267,78
6231	Annonces et insertions	25 250,44	15 494,39	9 756,05
6234	Réceptions	2 414,00		2 414,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	40 702,83	1 383,92	39 318,91
6238	Divers	22 902,85		22 902,85
6281	Concours divers (cotisations...)	12 250,00		12 250,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	583,39		583,39
62871	A la collectivité de rattachement 4	700 112,96		700 112,96
6288	Autres	29 057,22	1 548,00	27 509,22
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	40 000,00		40 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**4 050 405,98**	**500 742,41**	**3 549 663,57**
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	2 073 262,95		2 073 262,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**2 073 262,95**		**2 073 262,95**
739156	Reversement sur taxe de versement mobilité	261 609,58	53 337,05	208 272,53
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**261 609,58**	**53 337,05**	**208 272,53**
6518	Autres (primes, dots...)	4 363,51		4 363,51
65732	Régions	1 339 427,50		1 339 427,50
6573643	aux fermiers et aux concessionnaires	148 400 896,08		148 400 896,08
65748	Autres personnes de droit privé	150 779 552,36	148 400 896,08	2 378 656,28
65818	Autres	1 108,72		1 108,72
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	44,48		44,48
65888	Autres	1 001 017,39	381 389,00	619 628,39

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**301 526 410,04**	**148 782 285,08**	**152 744 124,96**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**307 911 688,55**	**149 336 364,54**	**158 575 324,01**
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	5 606 661,77		5 606 661,77
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**5 606 661,77**		**5 606 661,77**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**5 606 661,77**		**5 606 661,77**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**313 518 350,32**	**149 336 364,54**	**164 181 985,78**

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
70384	Forfait de post-stationnement	6 259 010,26	2 750 463,15	3 508 547,11
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**6 259 010,26**	**2 750 463,15**	**3 508 547,11**
73156	Versement mobilité	117 061 498,89	310 000,00	116 751 498,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	**Fiscalité locale**	**117 061 498,89**	**310 000,00**	**116 751 498,89**
74611	DGD	1 913 208,00		1 913 208,00
7472	Régions	232 932,00		232 932,00
7473	Départements	38 122,25	38 122,25	
748381	Compensation liée au relèvement du seuil des personnes assujetties au versement	1 231 838,74	610 000,00	621 838,74
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**3 416 100,99**	**648 122,25**	**2 767 978,74**
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	10 170,54		10 170,54
75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère administratif par le bud	38 400 000,00		38 400 000,00
75888	Autres	76 677,74	43 105,82	33 571,92
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**38 486 848,28**	**43 105,82**	**38 443 742,46**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadrien	1 601 350,95		1 601 350,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**PRODUITS SPECIFIQUES**	**1 601 350,95**		**1 601 350,95**
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	300 000,00		300 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	**REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS**	**300 000,00**		**300 000,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**167 124 809,37**	**3 751 691,22**	**163 373 118,15**
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de	1 549 383,13		1 549 383,13
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 549 383,13**		**1 549 383,13**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 549 383,13**		**1 549 383,13**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**168 674 192,50**	**3 751 691,22**	**164 922 501,28**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		27 587 636,70						27 587 636,70		27 587 636,70
106	**Sous Total compte 106**		**27 587 636,70**						**27 587 636,70**		**27 587 636,70**
10	**Sous Total compte 10**		**27 587 636,70**						**27 587 636,70**		**27 587 636,70**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		20 281 966,51	15 893 844,36				15 893 844,36	20 281 966,51		4 388 122,15
11	**Sous Total compte 11**		**20 281 966,51**	**15 893 844,36**				**15 893 844,36**	**20 281 966,51**		**4 388 122,15**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	15 893 844,36			15 893 844,36			15 893 844,36	15 893 844,36		0,00
12	**Sous Total compte 12**	**15 893 844,36**			**15 893 844,36**			**15 893 844,36**	**15 893 844,36**		**0,00**
1311	État et établissements nationaux		22 305 431,17						22 305 431,17		22 305 431,17
1312	Régions		2 945 520,00						2 945 520,00		2 945 520,00
1313	Départements		13 977 469,61						13 977 469,61		13 977 469,61
1318	Autres		1 218 426,01						1 218 426,01		1 218 426,01
131	**Sous Total compte 131**		**40 446 846,79**						**40 446 846,79**		**40 446 846,79**
13278	Autres fonds européens		97 958,07						97 958,07		97 958,07
1327	**Sous Total compte 1327**		**97 958,07**						**97 958,07**		**97 958,07**
132	**Sous Total compte 132**		**97 958,07**						**97 958,07**		**97 958,07**
13911	État et établissements nationaux	7 491 867,26				1 189 432,10		8 681 299,36		8 681 299,36	
13912	Régions	172 562,62				98 184,00		270 746,62		270 746,62	
13913	Départements	11 310 577,14				206 088,30		11 516 665,44		11 516 665,44	
13918	Autres	423 891,69				55 678,73		479 570,42		479 570,42	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1391	**Sous Total compte 1391**	**19 398 898,71**				**1 549 383,13**		**20 948 281,84**		**20 948 281,84**	
139	**Sous Total compte 139**	**19 398 898,71**				**1 549 383,13**		**20 948 281,84**		**20 948 281,84**	
13	**Sous Total compte 13**	**19 398 898,71**	**40 544 804,86**			**1 549 383,13**		**20 948 281,84**	**40 544 804,86**		**19 596 523,02**
15181	Autres provisions pour risques (non budg		13 500 000,00	300 000,00				300 000,00	13 500 000,00		13 200 000,00
1518	**Sous Total compte 1518**		**13 500 000,00**	**300 000,00**				**300 000,00**	**13 500 000,00**		**13 200 000,00**
151	**Sous Total compte 151**		**13 500 000,00**	**300 000,00**				**300 000,00**	**13 500 000,00**		**13 200 000,00**
15	**Sous Total compte 15**		**13 500 000,00**	**300 000,00**				**300 000,00**	**13 500 000,00**		**13 200 000,00**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu		14 522 679,19						14 522 679,19		14 522 679,19
18	**Sous Total compte 18**		**14 522 679,19**						**14 522 679,19**		**14 522 679,19**
	Total classe 1	**35 292 743,07**	**116 437 087,26**	**16 193 844,36**	**15 893 844,36**	**1 549 383,13**		**53 035 970,56**	**132 330 931,62**	**20 948 281,84**	**100 243 242,90**
2031	Frais d'études	728 248,51				649 873,78		1 378 122,29		1 378 122,29	
203	**Sous Total compte 203**	**728 248,51**				**649 873,78**		**1 378 122,29**		**1 378 122,29**	
204121	Biens mobiliers, matériel et études					72 326,90		72 326,90		72 326,90	
20412	**Sous Total compte 20412**					**72 326,90**		**72 326,90**		**72 326,90**	
204132	Bâtiments et installations	66 618,02						66 618,02		66 618,02	
20413	**Sous Total compte 20413**	**66 618,02**						**66 618,02**		**66 618,02**	
2041482	Bâtiments et installations	383 200,00						383 200,00		383 200,00	
204148	**Sous Total compte 204148**	**383 200,00**						**383 200,00**		**383 200,00**	
20414	**Sous Total compte 20414**	**383 200,00**						**383 200,00**		**383 200,00**	

311

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041	**Sous Total compte 2041**	**449 818,02**				**72 326,90**		**522 144,92**		**522 144,92**	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	45 227 746,10				4 162 282,70		49 390 028,80		49 390 028,80	
20422	Bâtiments et installations	49 196 145,00			2 215 500,00			49 196 145,00	2 215 500,00	46 980 645,00	
2042	**Sous Total compte 2042**	**94 423 891,10**			**2 215 500,00**	**4 162 282,70**		**98 586 173,80**	**2 215 500,00**	**96 370 673,80**	
204	**Sous Total compte 204**	**94 873 709,12**			**2 215 500,00**	**4 234 609,60**		**99 108 318,72**	**2 215 500,00**	**96 892 818,72**	
2051	Concessions et droits similaires	9 293,70						9 293,70		9 293,70	
205	**Sous Total compte 205**	**9 293,70**						**9 293,70**		**9 293,70**	
20	**Sous Total compte 20**	**95 611 251,33**			**2 215 500,00**	**4 884 483,38**		**100 495 734,71**	**2 215 500,00**	**98 280 234,71**	
2151	Réseaux de voirie	1 612 274,44				224 009,34		1 836 283,78		1 836 283,78	
2152	Installations de voirie	251 726,95				244 079,83		495 806,78		495 806,78	
21578	Autre matériel technique	74 844,00						74 844,00		74 844,00	
2157	**Sous Total compte 2157**	**74 844,00**						**74 844,00**		**74 844,00**	
215	**Sous Total compte 215**	**1 938 845,39**				**468 089,17**		**2 406 934,56**		**2 406 934,56**	
21828	Autres matériels de transport	10 482,90				8 160,00		18 642,90		18 642,90	
2182	**Sous Total compte 2182**	**10 482,90**				**8 160,00**		**18 642,90**		**18 642,90**	
218	**Sous Total compte 218**	**10 482,90**				**8 160,00**		**18 642,90**		**18 642,90**	
21	**Sous Total compte 21**	**1 949 328,29**				**476 249,17**		**2 425 577,46**		**2 425 577,46**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	32 150,50				452 065,72		484 216,22		484 216,22	
2315	Installations, matériel et outillage tec	12 076 329,63				312 46 123,74	2 280,96	12 222 453,37	2 280,96	12 220 172,41	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231	**Sous Total compte 231**	**12 108 480,13**				**598 189,46**	**2 280,96**	**12 706 669,59**	**2 280,96**	**12 704 388,63**	
23	**Sous Total compte 23**	**12 108 480,13**				**598 189,46**	**2 280,96**	**12 706 669,59**	**2 280,96**	**12 704 388,63**	
28031	Frais d'études		18 856,98				18 856,98		37 713,96		37 713,96
2803	**Sous Total compte 2803**		**18 856,98**				**18 856,98**		**37 713,96**		**37 713,96**
2804132	Bâtiments et installations		15 544,20				2 220,60		17 764,80		17 764,80
280413	**Sous Total compte 280413**		**15 544,20**				**2 220,60**		**17 764,80**		**17 764,80**
2804148	Bâtiments et installations		51 093,32				12 773,33		63 866,65		63 866,65
2804148	**Sous Total compte 2804148**		**51 093,32**				**12 773,33**		**63 866,65**		**63 866,65**
280414	**Sous Total compte 280414**		**51 093,32**				**12 773,33**		**63 866,65**		**63 866,65**
28041	**Sous Total compte 28041**		**66 637,52**				**14 993,93**		**81 631,45**		**81 631,45**
280421	Biens mobiliers, matériel et études		18 089 561,60				3 876 972,13		21 966 533,73		21 966 533,73
280422	Bâtiments et installations		30 426 144,80	2 215 500,00			1 689 999,96	2 215 500,00	32 116 144,76		29 900 644,76
28042	**Sous Total compte 28042**		**48 515 706,40**	**2 215 500,00**			**5 566 972,09**	**2 215 500,00**	**54 082 678,49**		**51 867 178,49**
2804	**Sous Total compte 2804**		**48 582 343,92**	**2 215 500,00**			**5 581 966,02**	**2 215 500,00**	**54 164 309,94**		**51 948 809,94**
2805	Concessions et droits similaires, brevet		9 293,70						9 293,70		9 293,70
280	**Sous Total compte 280**		**48 610 494,60**	**2 215 500,00**			**5 600 823,00**	**2 215 500,00**	**54 211 317,60**		**51 995 817,60**
281578	Autre matériel technique		22 453,20				3 742,20		26 195,40		26 195,40
28157	**Sous Total compte 28157**		**22 453,20**				**3 742,20**		**26 195,40**		**26 195,40**
2815	**Sous Total compte 2815**		**22 453,20**				**3 742,20**		**26 195,40**		**26 195,40**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281828	Autres matériels de transport						2 096,57		2 096,57		2 096,57
28182	**Sous Total compte 28182**						**2 096,57**		**2 096,57**		**2 096,57**
2818	**Sous Total compte 2818**						**2 096,57**		**2 096,57**		**2 096,57**
281	**Sous Total compte 281**		**22 453,20**				**5 838,77**		**28 291,97**		**28 291,97**
28	**Sous Total compte 28**		**48 632 947,80**	**2 215 500,00**			**5 606 661,77**	**2 215 500,00**	**54 239 609,57**		**52 024 109,57**
	Total classe 2	**109 669 059,75**	**48 632 947,80**	**2 215 500,00**	**2 215 500,00**	**5 958 922,01**	**5 608 942,73**	**117 843 481,76**	**56 457 390,53**	**113 410 200,80**	**52 024 109,57**
4011	Fournisseurs		92 690,10	3 316 018,92	3 601 086,23			3 316 018,92	3 693 776,33		377 757,41
401	**Sous Total compte 401**		**92 690,10**	**3 316 018,92**	**3 601 086,23**			**3 316 018,92**	**3 693 776,33**		**377 757,41**
4041	Fournisseurs d'immobilisati		2 520,00	1 648 465,44	1 724 312,41			1 648 465,44	1 726 832,41		78 366,97
40471	Fournisseurs d'immobilisati - Retenue		1 912,57	2 026,04	575,65			2 026,04	2 488,22		462,18
4047	**Sous Total compte 4047**		**1 912,57**	**2 026,04**	**575,65**			**2 026,04**	**2 488,22**		**462,18**
404	**Sous Total compte 404**		**4 432,57**	**1 650 491,48**	**1 724 888,06**			**1 650 491,48**	**1 729 320,63**		**78 829,15**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		935 468,46	935 468,46	577 983,50			935 468,46	1 513 451,96		577 983,50
40	**Sous Total compte 40**		**1 032 591,13**	**5 901 978,86**	**5 903 957,79**			**5 901 978,86**	**6 936 548,92**		**1 034 570,06**
411	Redevables			10 377 444,20	10 377 444,20			10 377 444,20	10 377 444,20		0,00
4161	Créances douteuses	1 500,00						1 500,00		1 500,00	
416	**Sous Total compte 416**	**1 500,00**						**1 500,00**		**1 500,00**	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	3 060 463,15		3 531 598,00	3 060 463,15			6 592 061,15	3 060 463,15	3 531 598,00	
418	**Sous Total compte 418**	**3 060 463,15**		**3 531 598,00**	**3 060 463,15**			**6 592 061,15**	**3 060 463,15**	**3 531 598,00**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
41	**Sous Total compte 41**	**3 061 963,15**		**13 909 042,20**	**13 437 907,35**			**16 971 005,35**	**13 437 907,35**	**3 533 098,00**	
4411	Subventions à recevoir - Amiable	1 079 926,09			1 079 926,09			1 079 926,09	1 079 926,09		0,00
4416	Subventions à recevoir - Contentieux			1 079 926,09	1 079 926,09			1 079 926,09	1 079 926,09		0,00
441	**Sous Total compte 441**	**1 079 926,09**		**1 079 926,09**	**2 159 852,18**			**2 159 852,18**	**2 159 852,18**		**0,00**
44311	Dépenses		58 483,65	211 204,85	261 609,58			211 204,85	320 093,23		108 888,38
4431	**Sous Total compte 4431**		**58 483,65**	**211 204,85**	**261 609,58**			**211 204,85**	**320 093,23**		**108 888,38**
44321	Dépenses			1 363 559,99	1 411 754,40			1 363 559,99	1 411 754,40		48 194,41
4432	**Sous Total compte 4432**			**1 363 559,99**	**1 411 754,40**			**1 363 559,99**	**1 411 754,40**		**48 194,41**
44332	Recettes - Amiable			38 122,25				38 122,25		38 122,25	
4433	**Sous Total compte 4433**			**38 122,25**				**38 122,25**		**38 122,25**	
44342	Recettes - Amiable	1 357 858,50		3 037 412,26	1 405 792,86			4 395 270,76	1 405 792,86	2 989 477,90	
4434	**Sous Total compte 4434**	**1 357 858,50**		**3 037 412,26**	**1 405 792,86**			**4 395 270,76**	**1 405 792,86**	**2 989 477,90**	
44351	Dépenses			99 526,84	99 526,84			99 526,84	99 526,84		0,00
4435	**Sous Total compte 4435**			**99 526,84**	**99 526,84**			**99 526,84**	**99 526,84**		**0,00**
44381	Dépenses		1 800 000,00	1 800 000,00	150 374 632,19			1 800 000,00	152 174 632,19		150 374 632,19
4438	**Sous Total compte 4438**		**1 800 000,00**	**1 800 000,00**	**150 374 632,19**			**1 800 000,00**	**152 174 632,19**		**150 374 632,19**
443	**Sous Total compte 443**	**1 357 858,50**	**1 858 483,65**	**6 549 826,19**	**153 553 315,87**			**7 907 684,69**	**155 411 799,52**		**147 504 114,83**
44566	T.V.A. sur autres biens et services			127 511,32	127 510,98			127 511,32	127 510,98	0,34	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	146 779,00		770 757,00	794 423,00			917 536,00	794 423,00	123 113,00	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4456	**Sous Total compte 4456**	**146 779,00**		**898 268,32**	**921 933,98**			**1 045 047,32**	**921 933,98**	**123 113,34**	
44571	T.V.A. collectée			7 667,76	7 667,76			7 667,76	7 667,76		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**7 667,76**	**7 667,76**			**7 667,76**	**7 667,76**		**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			146 779,00	146 779,00			146 779,00	146 779,00		0,00
4458	**Sous Total compte 4458**			**146 779,00**	**146 779,00**			**146 779,00**	**146 779,00**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**	**146 779,00**		**1 052 715,08**	**1 076 380,74**			**1 199 494,08**	**1 076 380,74**	**123 113,34**	
4487	Produits à recevoir	648 122,25		610 000,00	648 122,25			1 258 122,25	648 122,25	610 000,00	
448	**Sous Total compte 448**	**648 122,25**		**610 000,00**	**648 122,25**			**1 258 122,25**	**648 122,25**	**610 000,00**	
44	**Sous Total compte 44**	**3 232 685,84**	**1 858 483,65**	**9 292 467,36**	**157 437 671,04**			**12 525 153,20**	**159 296 154,69**		**146 771 001,49**
451005	Compte de rattachement avec... (à subdiv	34 774 216,81		126 975 651,26	181 550 317,04			161 749 868,07	181 550 317,04		19 800 448,97
451	**Sous Total compte 451**	**34 774 216,81**		**126 975 651,26**	**181 550 317,04**			**161 749 868,07**	**181 550 317,04**		**19 800 448,97**
45	**Sous Total compte 45**	**34 774 216,81**		**126 975 651,26**	**181 550 317,04**			**161 749 868,07**	**181 550 317,04**		**19 800 448,97**
466	Excédents de versement		0,01						0,01		0,01
46711	Autres comptes créditeurs		18 079 962,35	174 710 157,06	157 548 566,91			174 710 157,06	175 628 529,26		918 372,20
4671	**Sous Total compte 4671**		**18 079 962,35**	**174 710 157,06**	**157 548 566,91**			**174 710 157,06**	**175 628 529,26**		**918 372,20**
46721	Débiteurs divers - Amiable			336 889 769,57	150 052 899,79			336 889 769,57	150 052 899,79	186 836 869,78	
4672	**Sous Total compte 4672**			**336 889 769,57**	**150 052 899,79**			**336 889 769,57**	**150 052 899,79**	**186 836 869,78**	
467	**Sous Total compte 467**		**18 079 962,35**	**511 599 926,63**	**307 601 466,70**			**511 599 926,63**	**325 681 429,05**	**185 918 497,58**	
4687	Produits à recevoir	10 402,45			10 402,45			10 402,45	10 402,45		0,00

316

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
468	**Sous Total compte 468**	**10 402,45**			**10 402,45**			**10 402,45**	**10 402,45**		**0,00**
46	**Sous Total compte 46**	**10 402,45**	**18 079 962,36**	**511 599 926,63**	**307 611 869,15**			**511 610 329,08**	**325 691 831,51**	**185 918 497,57**	
4712	Virements réimputés			1 284,50	2 584,50			1 284,50	2 584,50		1 300,00
47134	Subventions			11 273 319,74	11 273 319,74			11 273 319,74	11 273 319,74		0,00
47138	Autres			108 246 157,89	111 441 048,52			108 246 157,89	111 441 048,52		3 194 890,63
4713	**Sous Total compte 4713**			**119 519 477,63**	**122 714 368,26**			**119 519 477,63**	**122 714 368,26**		**3 194 890,63**
4718	Autres recettes à régulariser			232 932,00	232 932,00			232 932,00	232 932,00		0,00
471	**Sous Total compte 471**			**119 753 694,13**	**122 949 884,76**			**119 753 694,13**	**122 949 884,76**		**3 196 190,63**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,13		0,71	0,93			1,84	0,93	0,91	
478	**Sous Total compte 478**	**1,13**		**0,71**	**0,93**			**1,84**	**0,93**	**0,91**	
47	**Sous Total compte 47**	**1,13**		**119 753 694,84**	**122 949 885,69**			**119 753 695,97**	**122 949 885,69**		**3 196 189,72**
	Total classe 4	**41 079 269,38**	**20 971 037,14**	**787 432 761,15**	**788 891 608,06**			**828 512 030,53**	**809 862 645,20**	**194 130 682,18**	**175 481 296,85**
580	Opérations d'ordre budgétaires			7 156 044,90	7 156 044,90			7 156 044,90	7 156 044,90		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**7 156 044,90**	**7 156 044,90**			**7 156 044,90**	**7 156 044,90**		**0,00**
	Total classe 5			**7 156 044,90**	**7 156 044,90**			**7 156 044,90**	**7 156 044,90**		**0,00**
60623	Alimentation					2 442,44		2 442,44		2 442,44	
6062	**Sous Total compte 6062**					**2 442,44**		**2 442,44**		**2 442,44**	
60632	Fournitures de petit équipement					2 737,18		2 737,18		2 737,18	
6063	**Sous Total compte 6063**					**2 737,18**		**2 737,18**		**2 737,18**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6068	Autres matières et fournitures.					732,46		732,46		732,46	
606	**Sous Total compte 606**					**5 912,08**		**5 912,08**		**5 912,08**	
60	**Sous Total compte 60**					**5 912,08**		**5 912,08**		**5 912,08**	
611	Contrats de prestations de services					2 121 399,79	287 690,60	2 121 399,79	287 690,60	1 833 709,19	
6132	Locations immobilières					53 839,92		53 839,92		53 839,92	
61358	Autres					160 303,30	591,46	160 303,30	591,46	159 711,84	
6135	**Sous Total compte 6135**					**160 303,30**	**591,46**	**160 303,30**	**591,46**	**159 711,84**	
613	**Sous Total compte 613**					**214 143,22**	**591,46**	**214 143,22**	**591,46**	**213 551,76**	
614	Charges locatives et de copropriété					11 651,56	6 000,00	11 651,56	6 000,00	5 651,56	
61551	Matériel roulant					79,50		79,50		79,50	
61558	Autres biens mobiliers					1 104,00		1 104,00		1 104,00	
6155	**Sous Total compte 6155**					**1 183,50**		**1 183,50**		**1 183,50**	
6156	Maintenance					6 132,00		6 132,00		6 132,00	
615	**Sous Total compte 615**					**7 315,50**		**7 315,50**		**7 315,50**	
617	Études et recherches					223 488,24	109 210,80	223 488,24	109 210,80	114 277,44	
6182	Documentation générale et technique					212,00		212,00		212,00	
6188	Autres frais divers					17 699,87	6 759,20	17 699,87	6 759,20	10 940,67	
618	**Sous Total compte 618**					**17 911,87**	**6 759,20**	**17 911,87**	**6 759,20**	**11 152,67**	
61	**Sous Total compte 61**					**2 595 910,18**	**410 252,06**	**2 595 910,18**	**410 252,06**	**2 185 658,12**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6215	Personnel affecté par la collectivité de					2 073 262,95		2 073 262,95		2 073 262,95	
621	**Sous Total compte 621**					**2 073 262,95**		**2 073 262,95**		**2 073 262,95**	
62268	Autres honoraires, conseils...					428 794,25	31 816,04	428 794,25	31 816,04	396 978,21	
6226	**Sous Total compte 6226**					**428 794,25**	**31 816,04**	**428 794,25**	**31 816,04**	**396 978,21**	
6228	Divers					146 515,78	40 248,00	146 515,78	40 248,00	106 267,78	
622	**Sous Total compte 622**					**575 310,03**	**72 064,04**	**575 310,03**	**72 064,04**	**503 245,99**	
6231	Annonces et insertions					25 250,44	15 494,39	25 250,44	15 494,39	9 756,05	
6234	Réceptions					2 414,00		2 414,00		2 414,00	
6236	Catalogues et imprimés et publications					40 702,83	1 383,92	40 702,83	1 383,92	39 318,91	
6238	Divers					22 902,85		22 902,85		22 902,85	
623	**Sous Total compte 623**					**91 270,12**	**16 878,31**	**91 270,12**	**16 878,31**	**74 391,81**	
6281	Concours divers (cotisations..					12 250,00		12 250,00		12 250,00	
6283	Frais de nettoyage des locaux					583,39		583,39		583,39	
62871	A la collectivité de rattachement 4					700 112,96		700 112,96		700 112,96	
6287	**Sous Total compte 6287**					**700 112,96**		**700 112,96**		**700 112,96**	
6288	Autres					29 057,22	1 548,00	29 057,22	1 548,00	27 509,22	
628	**Sous Total compte 628**					**742 003,57**	**1 548,00**	**742 003,57**	**1 548,00**	**740 455,57**	
62	**Sous Total compte 62**					**3 481 846,67**	**90 490,35**	**3 481 846,67**	**90 490,35**	**3 391 356,32**	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					40 000,00		40 000,00		40 000,00	

319

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
63	**Sous Total compte 63**					**40 000,00**		**40 000,00**		**40 000,00**	
6518	Autres (primes, dots...)					4 363,51		4 363,51		4 363,51	
651	**Sous Total compte 651**					**4 363,51**		**4 363,51**		**4 363,51**	
65732	Régions					1 339 427,50		1 339 427,50		1 339 427,50	
6573643	aux fermiers et aux concessionnair					148 400 896,08		148 400 896,08		148 400 896,08	
657364	**Sous Total compte 657364**					**148 400 896,08**		**148 400 896,08**		**148 400 896,08**	
65736	**Sous Total compte 65736**					**148 400 896,08**		**148 400 896,08**		**148 400 896,08**	
6573	**Sous Total compte 6573**					**149 740 323,58**		**149 740 323,58**		**149 740 323,58**	
65748	Autres personnes de droit privé					150 779 552,36	148 400 896,08	150 779 552,36	148 400 896,08	2 378 656,28	
6574	**Sous Total compte 6574**					**150 779 552,36**	**148 400 896,08**	**150 779 552,36**	**148 400 896,08**	**2 378 656,28**	
657	**Sous Total compte 657**					**300 519 875,94**	**148 400 896,08**	**300 519 875,94**	**148 400 896,08**	**152 118 979,86**	
65818	Autres					1 108,72		1 108,72		1 108,72	
6581	**Sous Total compte 6581**					**1 108,72**		**1 108,72**		**1 108,72**	
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur mar					44,48		44,48		44,48	
65888	Autres					1 001 017,39	381 389,00	1 001 017,39	381 389,00	619 628,39	
6588	**Sous Total compte 6588**					**1 001 017,39**	**381 389,00**	**1 001 017,39**	**381 389,00**	**619 628,39**	
658	**Sous Total compte 658**					**1 002 170,59**	**381 389,00**	**1 002 170,59**	**381 389,00**	**620 781,59**	
65	**Sous Total compte 65**					**301 526 410,04**	**148 782 285,08**	**301 526 410,04**	**148 782 285,08**	**152 744 124,96**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					5 606 661,77		5 606 661,77		5 606 661,77	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
681	**Sous Total compte 681**					**5 606 661,77**		**5 606 661,77**		**5 606 661,77**	
68	**Sous Total compte 68**					**5 606 661,77**		**5 606 661,77**		**5 606 661,77**	
	Total classe 6					**313 256 740,74**	**149 283 027,49**	**313 256 740,74**	**149 283 027,49**	**163 973 713,25**	
70384	Forfait de post-stationnement					2 750 463,15	6 259 010,26	2 750 463,15	6 259 010,26		3 508 547,11
7038	**Sous Total compte 7038**					**2 750 463,15**	**6 259 010,26**	**2 750 463,15**	**6 259 010,26**		**3 508 547,11**
703	**Sous Total compte 703**					**2 750 463,15**	**6 259 010,26**	**2 750 463,15**	**6 259 010,26**		**3 508 547,11**
70	**Sous Total compte 70**					**2 750 463,15**	**6 259 010,26**	**2 750 463,15**	**6 259 010,26**		**3 508 547,11**
73156	Versement mobilité					310 000,00	117 061 498,89	310 000,00	117 061 498,89		116 751 498,89
7315	**Sous Total compte 7315**					**310 000,00**	**117 061 498,89**	**310 000,00**	**117 061 498,89**		**116 751 498,89**
731	**Sous Total compte 731**					**310 000,00**	**117 061 498,89**	**310 000,00**	**117 061 498,89**		**116 751 498,89**
739156	Reversement sur taxe de versement mobili					261 609,58	53 337,05	261 609,58	53 337,05	208 272,53	
73915	**Sous Total compte 73915**					**261 609,58**	**53 337,05**	**261 609,58**	**53 337,05**	**208 272,53**	
7391	**Sous Total compte 7391**					**261 609,58**	**53 337,05**	**261 609,58**	**53 337,05**	**208 272,53**	
739	**Sous Total compte 739**					**261 609,58**	**53 337,05**	**261 609,58**	**53 337,05**	**208 272,53**	
73	**Sous Total compte 73**					**571 609,58**	**117 114 835,94**	**571 609,58**	**117 114 835,94**		**116 543 226,36**
74611	DGD						1 913 208,00		1 913 208,00		1 913 208,00
7461	**Sous Total compte 7461**						**1 913 208,00**		**1 913 208,00**		**1 913 208,00**
746	**Sous Total compte 746**						**1 913 208,00**		**1 913 208,00**		**1 913 208,00**
7472	Régions						232 932,00		232 932,00		232 932,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7473	Départements					38 122,25	38 122,25	38 122,25	38 122,25		0,00
747	**Sous Total compte 747**					**38 122,25**	**271 054,25**	**38 122,25**	**271 054,25**		**232 932,00**
748381	Compensation liée au relèvement du seuil					610 000,00	1 231 838,74	610 000,00	1 231 838,74		621 838,74
74838	**Sous Total compte 74838**					**610 000,00**	**1 231 838,74**	**610 000,00**	**1 231 838,74**		**621 838,74**
7483	**Sous Total compte 7483**					**610 000,00**	**1 231 838,74**	**610 000,00**	**1 231 838,74**		**621 838,74**
748	**Sous Total compte 748**					**610 000,00**	**1 231 838,74**	**610 000,00**	**1 231 838,74**		**621 838,74**
74	**Sous Total compte 74**					**648 122,25**	**3 416 100,99**	**648 122,25**	**3 416 100,99**		**2 767 978,74**
75813	Redevances versées par les fermiers et c						10 170,54		10 170,54		10 170,54
7581	**Sous Total compte 7581**						**10 170,54**		**10 170,54**		**10 170,54**
75822	Prise en charge du déficit du budget ann						38 400 000,00		38 400 000,00		38 400 000,00
7582	**Sous Total compte 7582**						**38 400 000,00**		**38 400 000,00**		**38 400 000,00**
75888	Autres					43 105,82	76 677,74	43 105,82	76 677,74		33 571,92
7588	**Sous Total compte 7588**					**43 105,82**	**76 677,74**	**43 105,82**	**76 677,74**		**33 571,92**
758	**Sous Total compte 758**					**43 105,82**	**38 486 848,28**	**43 105,82**	**38 486 848,28**		**38 443 742,46**
75	**Sous Total compte 75**					**43 105,82**	**38 486 848,28**	**43 105,82**	**38 486 848,28**		**38 443 742,46**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						1 601 350,95		1 601 350,95		1 601 350,95
777	Recettes et quote-part des subventions d						1 549 383,13		1 549 383,13		1 549 383,13
77	**Sous Total compte 77**					322	**3 150 734,08**		**3 150 734,08**		**3 150 734,08**
7815	Reprises sur provisions						300 000,00		300 000,00		300 000,00

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	pour risques et										

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
781	Sous Total compte 781						300 000,00		300 000,00		300 000,00
78	Sous Total compte 78						300 000,00		300 000,00		300 000,00
	Total classe 7					4 013 300,80	168 727 529,55	4 013 300,80	168 727 529,55	208 272,53	164 922 501,28
	Total général	186 041 072,20	186 041 072,20	812 998 150,41	814 156 997,32	324 778 346,68	323 619 499,77	1 323 817 569,1	1 323 817 569,2	492 671 150,60	492 671 150,60

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

61191 - EUROMET MOBILITES ACTIVES Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :
MAY Jean-Yves (1013087004-0), AUTRES ADM. EMPLOI NON FIP/CADRE SUPERIEUR A **DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN**, le **13/03/2023**
Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **EUROMET MOBILITES ACTIVES** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.
LEBRETON Laurence (1018200090-0), CSC des Finances Publiques de 1ère catégorie A **STRASBOURG ET EUROMETROPOLE**, le **15/03/2023**
Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE
N° CODIQUE 067058
Date Edition : 09/03/2023

IDENTIFIANT BUDGET 61149
N° de SIRET 24670048800108

REGIE EUROMET OM
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Laurence LEBRETON

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 09/03/2023

067058 SGC STRASBOURG ET EUROMETROPOLE

Nomenclature M4 spic
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 34
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 47
4EME PARTIE : Page des signatures 48

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)		Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	
Constructions	120,50	Réserves	238,57
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	53,74	Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	1 238,79
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	190,94
Autres immobilisations corporelles	183,46	Subventions transférables	103,44
Total immobilisations corporelles (nettes)	**357,70**	Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**357,70**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**1 771,75**
Créances	276,44	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	
Disponibilités	1 130,89	Fournisseurs(2)	
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	0,56
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 407,33**	**Total dettes à court terme**	**0,56**
Comptes de régularisations	**7,28**	**TOTAL DETTES**	**0,56**
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	**1 772,31**	**TOTAL PASSIF**	**1 772,31**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

BILAN (en Euros)

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

ACTIF		Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études, de R et D				
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété	356 566,66	236 064,15	120 502,51	131 877,51
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop	65 513,07	11 777,70	53 735,37	45 077,01
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	369 580,21	186 115,84	183 464,37	144 897,37
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession ou à				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Constructions mises à disposition				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	791 659,94	433 957,69	357 702,25	321 851,89

BILAN (en Euros)

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

ACTIF		Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	791 659,94	433 957,69	357 702,25	321 851,89
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**791 659,94**	**433 957,69**	**357 702,25**	**321 851,89**

BILAN (en Euros)

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	264 696,98		264 696,98	657 178,57
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres				15 253,00
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP				
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances	11 742,16		11 742,16	28 277,81
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	1 130 886,60		1 130 886,60	730 361,83
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**1 407 325,74**		**1 407 325,74**	**1 431 071,21**

BILAN (en Euros)

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser	7 277,84		7 277,84	3,05
	Écarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	**7 277,84**		**7 277,84**	**3,05**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**2 206 263,52**	**433 957,69**	**1 772 305,83**	**1 752 926,15**

BILAN (en Euros)

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

PASSIF		Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves	238 571,86	238 571,86
	Report à nouveau	1 238 792,84	1 046 756,69
	Résultat de l'exercice	190 940,23	192 036,15
	Subventions d'investissement	103 441,89	107 751,96
	Provisions réglementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**1 771 746,82**	**1 585 116,66**

BILAN (en Euros)

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

PASSIF		Exercice 2022	Exercice 2021
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

BILAN (en Euros)

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés		75 380,88
	Dettes fiscales et sociales		
	Autres		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		90 378,72
	Dettes fiscales (impôts sur bénéfices)		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes	559,01	1 687,89
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**559,01**	**167 447,49**

BILAN (en Euros)

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		362,00
	Écart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		**362,00**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**1 772 305,83**	**1 752 926,15**

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	685,04	776,81
Autres produits	102,72	159,08
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	787,76	935,89
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	557,97	712,99
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	33,73	33,42
Autres charges	6,44	0,91
Charges courantes non financières	598,14	747,31
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**189,63**	**188,58**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**189,63**	**188,58**
Produits exceptionnels	4,31	4,31
Charges exceptionnelles	3,00	0,85
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1,31**	**3,46**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**190,94**	**192,04**

COMPTE DE RESULTAT 2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Prestations de services	685 043,13	776 810,91
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	102 721,45	159 081,92
TOTAL I	**787 764,58**	**935 892,83**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	557 972,05	712 989,42
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés		
Salaires et traitements		

COMPTE DE RESULTAT 2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges sociales		
Dotations amortissements sur immob	33 728,00	33 419,00
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges	6 437,15	906,38
TOTAL II	**598 137,20**	**747 314,80**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**189 627,38**	**188 578,03**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		

COMPTE DE RESULTAT 2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV		
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT	**189 627,38**	**188 578,03**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital	4 310,07	4 310,07
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**4 310,07**	**4 310,07**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		851,95
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital	2 997,22	
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	**2 997,22**	**851,95**
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**1 312,85**	**3 458,12**

COMPTE DE RESULTAT 2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**792 074,65**	**940 202,90**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	**601 134,42**	**748 166,75**
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**190 940,23**	**192 036,15**

Opérations Compte de Tiers

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Opérations Compte de Tiers

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Résultats budgétaires de l'exercice

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 350 000,00	2 150 000,00	3 500 000,00
Titres de recette émis (b)	33 728,00	1 248 287,05	1 282 015,05
Réductions de titres (c)		456 212,40	456 212,40
Recettes nettes (d = b - c)	33 728,00	792 074,65	825 802,65
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 350 000,00	2 150 000,00	3 500 000,00
Mandats émis (f)	73 888,43	676 515,30	750 403,73
Annulations de mandats (g)		75 380,88	75 380,88
Depenses nettes (h = f - g)	73 888,43	601 134,42	675 022,85
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		190 940,23	150 779,80
(h - d) Déficit	40 160,43		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial REGIE EUROMET OM					
Investissement	24 471,93		-40 160,43		-15 688,50
Fonctionnement	1 238 792,84		190 940,23		1 429 733,07
Sous-Total	**1 263 264,77**		**150 779,80**		**1 414 044,57**
TOTAL III	**1 263 264,77**		**150 779,80**		**1 414 044,57**
TOTAL I + II + III	**1 263 264,77**		**150 779,80**		**1 414 044,57**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
21	Immobilisations corporelles	321 000,00	958 064,42	1 279 064,42	69 578,36		69 578,36	1 209 486,06
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	19 000,00	41 935,58	60 935,58				60 935,58
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**340 000,00**	**1 000 000,00**	**1 340 000,00**	**69 578,36**		**69 578,36**	**1 270 421,64**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**340 000,00**	**1 000 000,00**	**1 340 000,00**	**69 578,36**		**69 578,36**	**1 270 421,64**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000,00		10 000,00	4 310,07		4 310,07	5 689,93
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**10 000,00**		**10 000,00**	**4 310,07**		**4 310,07**	**5 689,93**
TOTAL GENERAL		**350 000,00**	**1 000 000,00**	**1 350 000,00**	**73 888,43**		**73 888,43**	**1 276 111,57**

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	Subventions d'investissement		38 592,49	38 592,49				38 592,49
16	Emprunts et dettes assimilées	260 000,00	-260 000,00					
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**260 000,00**	**-221 407,51**	**38 592,49**				**38 592,49**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**260 000,00**	**-221 407,51**	**38 592,49**				**38 592,49**
021	Virement de la section d'exploitation	50 000,00	1 200 000,00	1 250 000,00				1 250 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	40 000,00		40 000,00	33 728,00		33 728,00	6 272,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**90 000,00**	**1 200 000,00**	**1 290 000,00**	**33 728,00**		**33 728,00**	**1 256 272,00**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		21 407,51	21 407,51				21 407,51
TOTAL GENERAL		**350 000,00**	**1 000 000,00**	**1 350 000,00**	**33 728,00**		**33 728,00**	**1 316 272,00**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	722 935,00		722 935,00	633 352,93	75 380,88	557 972,05	164 962,95
012	Charges de personnel et frais assimilés	100 000,00		100 000,00				100 000,00
65	Autres charges de gestion courante		8 305,00	8 305,00	6 437,15		6 437,15	1 867,85
66	Charges financières	300,00		300,00				300,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00		5 000,00	2 997,22		2 997,22	2 002,78
022	Dépenses imprévues de la section d'exploitation	31 765,00	-8 305,00	23 460,00				23 460,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**860 000,00**		**860 000,00**	**642 787,30**	**75 380,88**	**567 406,42**	**292 593,58**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	50 000,00	1 200 000,00	1 250 000,00				1 250 000,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	40 000,00		40 000,00	33 728,00		33 728,00	6 272,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**90 000,00**	**1 200 000,00**	**1 290 000,00**	**33 728,00**		**33 728,00**	**1 256 272,00**
TOTAL GENERAL		**950 000,00**	**1 200 000,00**	**2 150 000,00**	**676 515,30**	**75 380,88**	**601 134,42**	**1 548 865,58**

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises	746 000,00	-38 792,84	707 207,16	1 084 714,00	399 670,87	685 043,13	22 164,03
75	Autres produits de gestion courante	153 952,00		153 952,00	159 262,98	56 541,53	102 721,45	51 230,55
77	Produits exceptionnels	40 048,00		40 048,00				40 048,00
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**940 000,00**	**-38 792,84**	**901 207,16**	**1 243 976,98**	**456 212,40**	**787 764,58**	**113 442,58**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	10 000,00		10 000,00	4 310,07		4 310,07	5 689,93
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**10 000,00**		**10 000,00**	**4 310,07**		**4 310,07**	**5 689,93**
002	Résultat d'exploitation reporté		1 238 792,84	1 238 792,84				1 238 792,84
TOTAL GENERAL		**950 000,00**	**1 200 000,00**	**2 150 000,00**	**1 248 287,05**	**456 212,40**	**792 074,65**	**1 357 925,35**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	12 928,36		12 928,36
2182	Matériel de transport	7 050,00		7 050,00
2188	Autres	49 600,00		49 600,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**69 578,36**		**69 578,36**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**69 578,36**		**69 578,36**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**69 578,36**		**69 578,36**
13913	Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département	86,02		86,02
13917	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - budget communautaire et fonds structurels	3 946,42		3 946,42
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres	277,63		277,63
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**4 310,07**		**4 310,07**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**4 310,07**		**4 310,07**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**73 888,43**		**73 888,43**

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28135	Amortissements installations générales agencements aménagements des constructions	11 375,00		11 375,00
28151	Installations complexes specialisées	1 592,00		1 592,00
28157	Amortissements agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	2 678,00		2 678,00
28181	Installations générales agencements et aménagements divers	2 337,00		2 337,00
28188	Amortissements autres	15 746,00		15 746,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**33 728,00**		**33 728,00**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**33 728,00**		**33 728,00**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**33 728,00**		**33 728,00**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	52,53		52,53
6064	Fournitures administratives	596,25		596,25
611	Sous-traitance générale	530 927,14	67 600,88	463 326,26
61521	Bâtiments publics	963,29		963,29
61523	Reseaux	1 657,60		1 657,60
6226	Honoraires	3 770,00		3 770,00
6236	Catalogues et imprimés	18 854,86		18 854,86
627	Services bancaires et assimilés	279,73		279,73
6287	Remboursements de frais	33 311,09		33 311,09
6288	Autres	42 940,44	7 780,00	35 160,44
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**633 352,93**	**75 380,88**	**557 972,05**
6541	Créances admises en non-valeur	3 795,65		3 795,65
6542	Créances éteintes	2 641,50		2 641,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**6 437,15**		**6 437,15**
678	Autres charges exceptionnelles	2 997,22		2 997,22
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**2 997,22**		**2 997,22**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**642 787,30**	**75 380,88**	**567 406,42**
6811	Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	33 728,00		33 728,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**33 728,00**		**33 728,00**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**33 728,00**		**33 728,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**676 515,30**	**75 380,88**	**601 134,42**

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
706	Prestations de services	1 084 714,00	399 670,87	685 043,13
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises**	**1 084 714,00**	**399 670,87**	**685 043,13**
7588	Autres	159 262,98	56 541,53	102 721,45
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**159 262,98**	**56 541,53**	**102 721,45**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**1 243 976,98**	**456 212,40**	**787 764,58**
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	4 310,07		4 310,07
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**4 310,07**		**4 310,07**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**4 310,07**		**4 310,07**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**1 248 287,05**	**456 212,40**	**792 074,65**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		238 571,86						238 571,86		238 571,86
106	**Sous Total compte 106**		**238 571,86**						**238 571,86**		**238 571,86**
10	**Sous Total compte 10**		**238 571,86**						**238 571,86**		**238 571,86**
110	Report à nouveau solde créditeur		1 046 756,69		192 036,15				1 238 792,84		1 238 792,84
11	**Sous Total compte 11**		**1 046 756,69**		**192 036,15**				**1 238 792,84**		**1 238 792,84**
12	Résultat exercice bénef ou perte		192 036,15	192 036,15				192 036,15	192 036,15		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**192 036,15**	**192 036,15**				**192 036,15**	**192 036,15**		**0,00**
1313	Dépt		27 500,00						27 500,00		27 500,00
1317	Budget communautaire fonds structurels		118 392,59						118 392,59		118 392,59
1318	Autres		34 302,18						34 302,18		34 302,18
131	**Sous Total compte 131**		**180 194,77**						**180 194,77**		**180 194,77**
13913	Subv équipt transf - Dépt	25 349,42				86,02		25 435,44		25 435,44	
13917	Subv équipt transf - BC et FS	19 732,10				3 946,42		23 678,52		23 678,52	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13918	Subv équipt transf autres	27 361,29				277,63		27 638,92		27 638,92	
1391	**Sous Total compte 1391**	**72 442,81**				**4 310,07**		**76 752,88**		**76 752,88**	
139	**Sous Total compte 139**	**72 442,81**				**4 310,07**		**76 752,88**		**76 752,88**	
13	**Sous Total compte 13**	**72 442,81**	**180 194,77**			**4 310,07**		**76 752,88**	**180 194,77**		**103 441,89**
	Total classe 1	**72 442,81**	**1 657 559,47**	**192 036,15**	**192 036,15**	**4 310,07**		**268 789,03**	**1 849 595,62**	**76 752,88**	**1 657 559,47**
2135	Instal gales agenct amégts const	356 566,66						356 566,66		356 566,66	
213	**Sous Total compte 213**	**356 566,66**						**356 566,66**		**356 566,66**	
2151	Instal complexes spécial	25 082,80						25 082,80		25 082,80	
2157	Agenct amégat mat outil indust	27 501,91				12 928,36		40 430,27		40 430,27	
215	**Sous Total compte 215**	**52 584,71**				**12 928,36**		**65 513,07**		**65 513,07**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	70 073,19						70 073,19		70 073,19	
2182	Mat de transport					7 050,00		7 050,00		7 050,00	
2188	Autres	242 857,02				49 600,00		292 457,02		292 457,02	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
218	**Sous Total compte 218**	**312 930,21**				**56 650,00**		**369 580,21**		**369 580,21**	
21	**Sous Total compte 21**	**722 081,58**				**69 578,36**		**791 659,94**		**791 659,94**	
28135	Amort instal gales agenct amégat constru		224 689,15				11 375,00		236 064,15		236 064,15
2813	**Sous Total compte 2813**		**224 689,15**				**11 375,00**		**236 064,15**		**236 064,15**
28151	Instal complexes spécial		2 909,70				1 592,00		4 501,70		4 501,70
28157	Amort agenct amégat mat outil indust		4 598,00				2 678,00		7 276,00		7 276,00
2815	**Sous Total compte 2815**		**7 507,70**				**4 270,00**		**11 777,70**		**11 777,70**
28181	Instal gales agenct amngts divers		47 056,00				2 337,00		49 393,00		49 393,00
28188	Amort autres		120 976,84				15 746,00		136 722,84		136 722,84
2818	**Sous Total compte 2818**		**168 032,84**				**18 083,00**		**186 115,84**		**186 115,84**
281	**Sous Total compte 281**		**400 229,69**				**33 728,00**		**433 957,69**		**433 957,69**
28	**Sous Total compte 28**		**400 229,69**				**33 728,00**		**433 957,69**		**433 957,69**
	Total classe 2	**722 081,58**	**400 229,69**			**69 578,36**	**33 728,00**	**791 659,94**	**433 957,69**	**791 659,94**	**433 957,69**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4011	Fournisseurs			680 759,35	680 759,35			680 759,35	680 759,35		0,00
401	**Sous Total compte 401**			**680 759,35**	**680 759,35**			**680 759,35**	**680 759,35**		**0,00**
4041	Fournis immob			129 106,03	129 106,03			129 106,03	129 106,03		0,00
40472	Fournisseurs d'immobilisatic Cess oppo			45 612,00	45 612,00			45 612,00	45 612,00		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**			**45 612,00**	**45 612,00**			**45 612,00**	**45 612,00**		**0,00**
404	**Sous Total compte 404**			**174 718,03**	**174 718,03**			**174 718,03**	**174 718,03**		**0,00**
408	Fournis factures non parvenues		75 380,88	75 380,88				75 380,88	75 380,88		0,00
40	**Sous Total compte 40**		**75 380,88**	**930 858,26**	**855 477,38**			**930 858,26**	**930 858,26**		**0,00**
411	Clients	165 315,04		1 251 461,73	1 197 453,26			1 416 776,77	1 197 453,26	219 323,51	
4161	Créances douteuses	44 863,53		6 374,00	5 864,06			51 237,53	5 864,06	45 373,47	
416	**Sous Total compte 416**	**44 863,53**		**6 374,00**	**5 864,06**			**51 237,53**	**5 864,06**	**45 373,47**	
418	Clients - produits non encore facturés	447 000,00			447 000,00			447 000,00	447 000,00		0,00
41	**Sous Total compte 41**	**657 178,57**		**1 257 835,73**	**1 650 317,32**			**1 915 014,30**	**1 650 317,32**	**264 696,98**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4431	Opér particul avec Etat dépenses		90 378,72	90 378,72				90 378,72	90 378,72		0,00
443	**Sous Total compte 443**		**90 378,72**	**90 378,72**				**90 378,72**	**90 378,72**		**0,00**
44551	Etat - TVA à décaisser			38 520,00	38 520,00			38 520,00	38 520,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**38 520,00**	**38 520,00**			**38 520,00**	**38 520,00**		**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			13 916,00	13 916,00			13 916,00	13 916,00		0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services			47 923,12	47 923,12			47 923,12	47 923,12		0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	15 253,00		87 115,00	102 368,00			102 368,00	102 368,00		0,00
4456	**Sous Total compte 4456**	**15 253,00**		**148 954,12**	**164 207,12**			**164 207,12**	**164 207,12**		**0,00**
44571	Etat - TVA collectée			108 544,76	108 544,76			108 544,76	108 544,76		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**108 544,76**	**108 544,76**			**108 544,76**	**108 544,76**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**	**15 253,00**		**296 018,88**	**311 271,88**			**311 271,88**	**311 271,88**		**0,00**
44	**Sous Total compte 44**	**15 253,00**	**90 378,72**	**386 397,60**	**311 271,88**			**401 650,60**	**401 650,60**		**0,00**
466	Excédt de verSEMent		1 687,89	2 775,00	1 646,12			2 775,00	3 334,01		559,01

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46711	Autres comptes créditeurs			5 874,50	5 874,50			5 874,50	5 874,50		0,00
4671	**Sous Total compte 4671**			**5 874,50**	**5 874,50**			**5 874,50**	**5 874,50**		**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	28 277,81		85 205,73	101 741,38			113 483,54	101 741,38	11 742,16	
4672	**Sous Total compte 4672**	**28 277,81**		**85 205,73**	**101 741,38**			**113 483,54**	**101 741,38**	**11 742,16**	
467	**Sous Total compte 467**	**28 277,81**		**91 080,23**	**107 615,88**			**119 358,04**	**107 615,88**	**11 742,16**	
46	**Sous Total compte 46**	**28 277,81**	**1 687,89**	**93 855,23**	**109 262,00**			**122 133,04**	**110 949,89**	**11 183,15**	
4712	Viremts réimputés			168,00	168,00			168,00	168,00		0,00
4713	Recettes percues avant émission titres			9 214 155,59	9 214 155,59			9 214 155,59	9 214 155,59		0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		362,00	3 996,06	3 634,06			3 996,06	3 996,06		0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			2 693,00	2 693,00			2 693,00	2 693,00		0,00
47141	**Sous Total compte 47141**		**362,00**	**6 689,06**	**6 327,06**			**6 689,06**	**6 689,06**		**0,00**
47143	Flux d'encaissements à réimputer			84,00	84,00			84,00	84,00		0,00
4714	**Sous Total compte 4714**		**362,00**	**6 773,06**	**6 411,06**			**6 773,06**	**6 773,06**		**0,00**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4718	Autres recettes à régulariser			35 259,75	35 259,75			35 259,75	35 259,75		0,00
471	**Sous Total compte 471**		**362,00**	**9 256 356,40**	**9 255 994,40**			**9 256 356,40**	**9 256 356,40**		**0,00**
4722	DACR commission carte bancaire			321,28	279,73			321,28	279,73	41,55	
4728	DACR - autres dépenses à régul			9 221 571,64	9 214 335,35			9 221 571,64	9 214 335,35	7 236,29	
472	**Sous Total compte 472**			**9 221 892,92**	**9 214 615,08**			**9 221 892,92**	**9 214 615,08**	**7 277,84**	
4751	Redevables sur rôle			1 192 004,00	1 192 004,00			1 192 004,00	1 192 004,00		0,00
4757	Produits sur rôle			1 083 479,48	1 083 479,48			1 083 479,48	1 083 479,48		0,00
4758	TVA sur rôle			108 385,52	108 385,52			108 385,52	108 385,52		0,00
475	**Sous Total compte 475**			**2 383 869,00**	**2 383 869,00**			**2 383 869,00**	**2 383 869,00**		**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	3,05		1,33	4,38			4,38	4,38		0,00
478	**Sous Total compte 478**	**3,05**		**1,33**	**4,38**			**4,38**	**4,38**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**	**3,05**	**362,00**	**20 862 119,65**	**20 854 482,86**			**20 862 122,70**	**20 854 844,86**	**7 277,84**	
	Total classe 4	**700 712,43**	**167 809,49**	**23 531 066,47**	**23 780 811,44**			**24 231 778,90**	**23 948 620,93**	**283 716,98**	**559,01**

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			110 412,00	110 412,00			110 412,00	110 412,00		0,00
5116	TIP à l'encaissement			275 024,00	275 024,00			275 024,00	275 024,00		0,00
51172	Chèques impayés			84,00	84,00			84,00	84,00		0,00
51176	TIP impayés			446,00	446,00			446,00	446,00		0,00
51178	Autres valeurs impayées			2 563,00	2 563,00			2 563,00	2 563,00		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**			**3 093,00**	**3 093,00**			**3 093,00**	**3 093,00**		**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent			403 537,00	403 537,00			403 537,00	403 537,00		0,00
511	**Sous Total compte 511**			**792 066,00**	**792 066,00**			**792 066,00**	**792 066,00**		**0,00**
515	Compte au trésor	730 361,83		10 514 369,50	10 113 844,73			11 244 731,33	10 113 844,73	1 130 886,60	
51	**Sous Total compte 51**	**730 361,83**		**11 306 435,50**	**10 905 910,73**			**12 036 797,33**	**10 905 910,73**	**1 130 886,60**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			38 038,07	38 038,07			38 038,07	38 038,07		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			247 444,50	247 444,50			247 444,50	247 444,50		0,00
5872	Cpte pivot - ANV			3 795,65	3 795,65			3 795,65	3 795,65		0,00

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
587	**Sous Total compte 587**			**3 795,65**	**3 795,65**			**3 795,65**	**3 795,65**		**0,00**
588	Autres virements internes			7 236,29	7 236,29			7 236,29	7 236,29		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**296 514,51**	**296 514,51**			**296 514,51**	**296 514,51**		**0,00**
	Total classe 5	**730 361,83**		**11 602 950,01**	**11 202 425,24**			**12 333 311,84**	**11 202 425,24**	**1 130 886,60**	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					52,53		52,53		52,53	
6064	Fournitures administratives					596,25		596,25		596,25	
606	**Sous Total compte 606**					**648,78**		**648,78**		**648,78**	
60	**Sous Total compte 60**					**648,78**		**648,78**		**648,78**	
611	Sous-traitance générale					530 927,14	67 600,88	530 927,14	67 600,88	463 326,26	
61521	Bâtiments publics					963,29		963,29		963,29	
61523	Reseaux					1 657,60		1 657,60		1 657,60	
6152	**Sous Total compte 6152**					**2 620,89**		**2 620,89**		**2 620,89**	
615	**Sous Total compte 615**					**2 620,89**		**2 620,89**		**2 620,89**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61	**Sous Total compte 61**					**533 548,03**	**67 600,88**	**533 548,03**	**67 600,88**	**465 947,15**	
6226	Honoraires					3 770,00		3 770,00		3 770,00	
622	**Sous Total compte 622**					**3 770,00**		**3 770,00**		**3 770,00**	
6236	Catalogues et imprimés					18 854,86		18 854,86		18 854,86	
623	**Sous Total compte 623**					**18 854,86**		**18 854,86**		**18 854,86**	
627	Services bancaires et assimilés					279,73		279,73		279,73	
6287	Remboursements de frais					33 311,09		33 311,09		33 311,09	
6288	Autres					42 940,44	7 780,00	42 940,44	7 780,00	35 160,44	
628	**Sous Total compte 628**					**76 251,53**	**7 780,00**	**76 251,53**	**7 780,00**	**68 471,53**	
62	**Sous Total compte 62**					**99 156,12**	**7 780,00**	**99 156,12**	**7 780,00**	**91 376,12**	
6541	Créances admises ANV					3 795,65		3 795,65		3 795,65	
6542	Créances éteintes					2 641,50		2 641,50		2 641,50	
654	**Sous Total compte 654**					**6 437,15**		**6 437,15**		**6 437,15**	

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65	**Sous Total compte 65**					**6 437,15**		**6 437,15**		**6 437,15**	
678	Autres charges exceptionnelles					2 997,22		2 997,22		2 997,22	
67	**Sous Total compte 67**					**2 997,22**		**2 997,22**		**2 997,22**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					33 728,00		33 728,00		33 728,00	
681	**Sous Total compte 681**					**33 728,00**		**33 728,00**		**33 728,00**	
68	**Sous Total compte 68**					**33 728,00**		**33 728,00**		**33 728,00**	
	Total classe 6					**676 515,30**	**75 380,88**	**676 515,30**	**75 380,88**	**601 134,42**	
706	Prestations de services					399 670,87	1 084 714,00	399 670,87	1 084 714,00		685 043,13
70	**Sous Total compte 70**					**399 670,87**	**1 084 714,00**	**399 670,87**	**1 084 714,00**		**685 043,13**
7588	Autres					56 541,53	159 262,98	56 541,53	159 262,98		102 721,45
758	**Sous Total compte 758**					**56 541,53**	**159 262,98**	**56 541,53**	**159 262,98**		**102 721,45**
75	**Sous Total compte 75**					**56 541,53**	**159 262,98**	**56 541,53**	**159 262,98**		**102 721,45**
777	Quote part subv invest virée au résult						4 310,07		4 310,07		4 310,07

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
77	Sous Total compte 77						4 310,07		4 310,07		4 310,07
	Total classe 7					456 212,40	1 248 287,05	456 212,40	1 248 287,05		792 074,65
	Total général	2 225 598,65	2 225 598,65	35 326 052,63	35 175 272,83	1 206 616,13	1 357 395,93	38 758 267,41	38 758 267,41	2 884 150,82	2 884 150,82

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page des signatures

61149 - REGIE EUROMET OM Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :
MAY Jean-Yves (1013087004-0), AUTRES ADM. EMPLOI NON FIP/CADRE SUPERIEUR A **DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN**, le **10/03/2023**
Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **REGIE EUROMET OM** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.
LEBRETON Laurence (1018200090-0), CSC des Finances Publiques de 1ère catégorie A **STRASBOURG ET EUROMETROPOLE**, le **15/03/2023**
Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°3

Approbation du compte de gestion 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour	57	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	6	BALL Christian, HENRY Martin, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe
Abstention	26	AMIET Eric, BADER Camille, BREITMAN Rebecca, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, KANNENGIESER Michèle, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, OEHLER Serge, PERRIN Pierre, PHILIPPS Thibaud, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAEFFER Jean-Michel, STEINMANN Elodie, TRAUTMANN Catherine, ULRICH Laurent, WACKERMANN Valerie

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Affectation du résultat 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-546

BUDGET PRINCIPAL

Le résultat de fonctionnement 2022 à affecter s'élève à **+51,3 M€** (+51 311 585,13 €) auquel il y a lieu de rajouter le résultat d'exploitation du budget annexe des ordures ménagères de **+1,4 M€** (+1 429 733,07 €), qui réintègre le budget principal suite à sa clôture fin 2022. Le total du résultat de fonctionnement 2022 à affecter s'élève par conséquent à **+52,7 M€** (+52 741 318,2 €).

Il est proposé d'affecter **47,8 M€ (**47 792 540,98 €**)** pour couvrir en totalité le besoin de financement correspondant au solde d'exécution de la section d'investissement de **-43,7 M €** (-43 671 577,53 €) auquel il y a lieu de rajouter le solde d'exécution du budget annexe des ordures ménagères de **-15 688,50 €** et le solde du report des restes à réaliser de **-4,1 M €** (-4 105 274,95 €).

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Le résultat d'exploitation 2022 à affecter s'élève à **+29,3 M€** (+ 29 345 493,70 €).

Il est proposé d'affecter **4,7 M €** (4 682 210,97 €) pour couvrir en totalité le besoin de financement correspondant au solde d'exécution de la section de **-4,5 M €** (-4 460 005,19 €) et au report des restes à réaliser de **-0,2 M €** (-222 205,78 €).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'affecter une part du résultat de fonctionnement 2022 du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, soit 47 792 540,98 €, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement et au solde des restes à réaliser ;*

- *d'affecter une part du résultat d'exploitation 2022 du budget annexe de l'eau, soit 4 682 210,97 €, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement et au solde des restes à réaliser.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158902-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°4

Affectation du résultat 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour	**59**	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**17**	BALL Christian, BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, HEIM Valérie, HENRY Martin, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, PHILIPPS Thibaud, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie
Abstention	**15**	AMIET Eric, BADER Camille, FROEHLY Claude, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, KANNENGIESER Michèle, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, OEHLER Serge, PERRIN Pierre, SCHAEFFER Jean-Michel, STEINMANN Elodie, ULRICH Laurent

5

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Budget supplémentaire 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-547

Le budget supplémentaire a pour objet, d'une part, d'intégrer au sein du budget 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg le résultat issu du compte administratif 2022 et, d'autre part, de procéder à des ajustements techniques de crédits indispensables au bon fonctionnement de la collectivité (ajustement de crédits inscrits au budget primitif, prise en compte du calendrier effectif des travaux, dépenses et recettes supplémentaires).

BUDGET PRINCIPAL

La **section de fonctionnement** s'équilibre à hauteur de **+ 18 M€**.

La section de fonctionnement comprend **+10,3 M€** de dépenses complémentaires, détaillées comme suit :

- +4 M€ de provisions pour d'éventuels aléas d'exploitation dans le cadre de travaux obligatoires à venir au sein de l'unité de valorisation énergétique ;
- +2 M€ correspondant aux intérêts de la dette, compte tenu de la hausse continue des taux d'intérêts ;
- +1,2 M€ de régularisations de l'exercice 2022 ;
- +0,7 M€ pour les ressources logistiques dont la hausse des coûts du gardiennage (+0,3 M€) ou encore l'achat de pièces détachées des véhicules (+0,1 M€) ;
- +0,6 M€ d'ajustement de crédits pour le fonds social européen, compte tenu du nombre de dossiers à traiter ;
- +0,4 M€ pour les solidarités la santé la jeunesse, afin de prolonger le plan de lutte contre la pauvreté, financé par des subventions de l'État ;
- +0,4 M€ pour le sport, en particulier la patinoire et l'aérodrome ;

- +0,3 M€ pour la propreté urbaine, notamment l'enlèvement des graffitis ;

- +0,2 M€ d'ajustement annuel des provisions pour les risques et charges de fonctionnement ;

- -0,6 M€ pour l'entretien préventif de la voirie (réfection des fouilles), désormais inscrit en investissement.

En recettes, outre la reprise d'une part de résultat en fonctionnement de l'exercice 2022 (+4,9 M€), les inscriptions comprennent :

- +11,3 M€ de recettes fiscales et de dotations, suite à la notification des services de l'Etat ;
- +1,8 M€ d'autres recettes dont +0,7 M€ d'indemnités perçues du délégataire sortant de la DSP réseau de chaleur, +0,5 M€ de subventions de l'État dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté, +0,4 M€ de redevance du zénith correspondant à 2022, +0,4 M€ de dividendes de Strasbourg évènement, +0,3 M€ de recettes de la patinoire pour l'ajuster au niveau du réalisé de 2022, +0,1 M€ de subventions dans le domaine digital, et – 0,8 M€ pour le développement économique, certaines recettes du projet territoire de santé de demain étant affectées en investissement.

L'équilibre de la section de fonctionnement permet une augmentation de l'autofinancement complémentaire de **7,7 M€** (soit une augmentation de la dépense de fonctionnement et une croissance de la recette d'investissement d'autant).

La **section d'investissement** s'équilibre à hauteur de **+ 83,7 M€**.

Elle comprend en dépenses :
- +43,7 M€ de reprise de résultat de 2022 auxquels s'ajoutent 17,5 M€ de report de crédits issus des restes à réaliser de l'exercice 2022,
- +1,2 M€ de crédits financiers,
- +21,3 M€ de crédits opérationnels.

Le **résultat d'investissement** de l'exercice 2022 s'élève à **– 43,7 M€.** Il est inscrit en dépenses, au même titre que le report des crédits issus des restes à réaliser de l'exercice 2022 (17,5 M€)**.** Ces montants sont compensés en totalité par l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement en recettes (+ **47,8 M€**) et du report des restes à réaliser en recettes (+13,4 M€), conformément à la réglementation.

Les **crédits financiers**, à **+ 1,2 M€**, comprennent les écritures de régularisation de frais d'études équilibrées en dépenses et en recettes.

Les **crédits opérationnels** sont en hausse de **21,3 M€**, dont

➢ **+19,5 M€** pour les autorisations de programmes, correspondant principalement à des rephasages liés à l'avancée des chantiers :

- +8,3 M€ pour le sport, dont la restructuration du stade de la Meinau (+8,3 M€), la deuxième phase de la piscine de Hautepierre (+0,3 M€), la maintenance de la patinoire (+0,2 M€), les travaux complémentaires à la piscine du Wacken (-0,3 M €) et la rénovation des gymnases avant transfert (-0,5 M€);

- +4,3 M€ pour les mobilités et la voirie, dont +2 M€ pour le TSPO, +0,9 M€ pour le programme de voirie et de pistes cyclables dans les communes, +0,7 M€ pour la rocade sud, +0,6 M€ pour la réhabilitation des routes départementales, +0,6 M € pour la réfection des fouilles (auparavant inscrit en fonctionnement), +0,3 M€ pour l'accompagnement voirie des opérations d'aménagement et -1 M€ pour le projet de la rue du péage ;

- +3,3 M€ pour les ressources logistiques, principalement le programme d'acquisition de véhicules (+3,6 M€) et -0,5 M€ pour le renouvellement du matériel d'impression ;

- +3,1 M€ pour l'environnement et les services publics urbains, dont +1 M€ pour la relocalisation du district Rue Lauth, +1,1 M€ de travaux à l'unité de valorisation énergétique, +1,1 M€ pour le développement des bio-déchets, +0,5 M€ pour la restauration des travaux de cours d'eau, -0,2 M€ pour la GEMAPI et -0,4 M€ pour les systèmes de collecte enterrée ;

- +0,8 M€ pour le patrimoine, dont +0,5 M€ pour la rénovation énergétique, +0,3 M € pour le cimetière sud musulman, +0,2 M€ pour la maintenance patrimoniale et -0,2 M€ pour le bâtiment Lyautey;

- +0,4 M€ affecté au numérique, principalement le projet du changement de système d'information RH (+0,2 M€) ;

- -0,8 M€ pour le développement économique et l'enseignement supérieur, dont +0,2 M€ pour le plan campus et +0,2 M€ pour les fonds européens et -1 M€ sur le projet PAPS-PCPI (CARDO) ;

➢ + **1,8 M€** en faveur des crédits annuels d'investissement, correspondant pour

- +0,8 M€, au patrimoine de la collectivité, dont +0,4 M€ d'indemnités d'éviction, +0,2 M€ d'études opérationnelles, +0,1 M€ d'entretien du Site Etoile et +0,1 M € d'acquisition de mobilier ;

- +0,3 M€ à l'économie, principalement la maintenance du PEX-PMC ;

- +0,3 M€ à la transition énergétique, dont +0,1 M€ pour la SEM transfrontalière ;

- +0,2 M€, aux crédits dédiés au système d'information.

En recettes, il y a lieu de signaler, outre les recettes des crédits financiers (**+ 1,2 M€**), des remboursements d'avances (**+0,8 M€**) et une diminution des subventions de **-0,7 M€.**

L'équilibre est assuré par une augmentation de l'autofinancement issu de la section de fonctionnement de +**7,7 M€,** et par une prévision d'emprunt de +**13,5 M€**.

BUDGETS ANNEXES

Budget annexe de l'eau

Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à **24,6 M€**.

Cette hausse correspond à l'inscription en recettes de la reprise de l'excédent d'exploitation de l'exercice 2022 (+24,7 M€).
Concernant les dépenses d'exploitation, l'énergie est en hausse de +1,2 M€, pour couvrir les dépenses non rattachées en 2022.
Le virement vers la section d'investissement est augmenté de +23,4 M€, ce qui permet l'équilibre de la section d'exploitation.

Section d'investissement

Les demandes pour la section d'investissement, s'élèvent à **17,5 M€**.

Cette augmentation s'explique par la hausse des crédits opérationnels de +12,5 M€, qui concerne:
- le schéma directeur d'alimentation en eau potable (+6,4 M€),
- la sécurisation des installations de production (+6,3 M€),
- les travaux sur le réseau d'adduction d'eau (+1 M€),
- l'amélioration et l'extension du réseau d'eau (-1,2 M€).

L'équilibre est assuré par :
- le report du résultat de l'exercice 2022 de la section d'investissement (-4,5 M€), et des reste à réaliser (+0,2 M€) couvert par l'affectation d'une partie du résultat d'exploitation (+4,7 M€),
- l'augmentation des dépenses imprévues (+0,3 M€),
- le virement de la section d'exploitation (+23,4 M€),
- la diminution de la prévision d'emprunt inscrite au budget primitif (-10,6 M€).

Budget annexe de l'assainissement

Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à **35,3 M€**.

Cette hausse correspond en recette à la reprise de l'excédent d'exploitation de l'exercice 2022 (+35,3 M€).
Comme au budget annexe de l'eau, les dépenses d'énergie augmentent de +0,6M€.
L'augmentation de +34,7 M€ du virement vers la section d'investissement permet d'équilibrer la section d'exploitation.

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à **3,6 M€**.

Les crédits opérationnels sont en augmentation de +3,1 M€ et concernent :
- le schéma directeur de l'assainissement pour +3,4 M€,
- les travaux sur les stations d'épuration (+0,5 M€),
- l'acquisition de véhicules d'exploitation (+0,2 M€),
- les travaux de déplacement de réseau liés aux extensions du tramway (-0,9 M€).

Concernant les crédits financiers les écritures de régularisations d'avances sur marchés sont en hausse en dépenses et en recettes de +0,1 M€.

L'équilibre est assuré par :
- le report du résultat de l'exercice 2022 de la section d'investissement (+0,6 M€), ainsi que des reste à réaliser pour +0,5 M€,
- le virement de la section d'exploitation (+34,7 M€),
- l'annulation de la prévision d'emprunt inscrite au budget primitif (-31,8 M€).

Budget annexe des zones d'aménagement immobilier

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à **5 M€**.
Pour ce qui est des dépenses, 2,4 M€ concerne des crédits réels. Le reste des écritures constituent des écritures de gestion de stock.
Ces nouvelles demandes concernent notamment la zone de Holtzheim – extension est (0,8 M€), la zone d'Eckbolsheim (0,8 M€) et la zone de la Redoute à Niederhausbergen (0,8 M€).

Concernant les recettes, 0,3 M€ concernent des cessions de terrains aménagés sur la zone d'Entzheim – Quadrant 2.

Section d'investissement

La section d'investissement est équilibrée à hauteur de **4,7 M€**.
Ces inscriptions comprennent des écritures techniques de gestion de stock, ainsi que le report du résultat de l'exercice 2022 de la section d'investissement (**+2,1M€**), et la baisse de la prévision d'emprunt (-0,1 M€).

Budget annexe des mobilités actives

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement augmente de **+7,8 M€**.

Concernant les recettes, le Versement mobilité est en hausse de +2,5 M€, la régularisation de la contribution 2022 à la CTS à hauteur de +1,5 M€, ainsi que l'annulation de la reprise de provision inscrite au BP (-1,3 M€).

L'équilibre de la section de fonctionnement est assuré par le report du résultat de fonctionnement 2022 (+5,1 M€), permettant l'augmentation de la provision pour perte d'exploitation (+7,8 M€).

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à **-2,3 M€**.

Les crédits d'équipement sont en baisse de -2,6 M€. Cette baisse s'explique par :
- -2,5 M€ concernant les projets liés au développement du vélo dans l'agglomération,
- -0,2 M€ pour les travaux d'accessibilité des arrêts de bus et de tramway,
- -0,1 M€ de subventions destinées au stationnement des vélos, dans le cadre de la ZFE,
- +0,2 M€ pour les subventions versées pour l'acquisition de VAE.

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par le report des restes à réaliser de l'exercice 2022 pour 0,2 M€, la reprise de l'excédent cumulé d'investissement 2022 qui s'élève à 0,3 M€ et par la diminution de la prévision d'emprunt de -2,7 M€.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg tel que figurant au document budgétaire disponible à partir du lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	
011	*Charges à caractère général*	*1 140 793,75 €*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*-14 024,00 €*

014	*Atténuation de produits*	*836 393,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*7 700 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*1 766 837,25 €*
66	*Charges financières*	*2 000 000,00 €*
67	*Charges spécifiques*	*370 000,00 €*
68	*Dotations aux amortissements et provisions*	*4 200 000,00 €*
		18 000 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat de fonctionnement reporté*	*4 948 777,22 €*
013	*Atténuations de charges*	*-25 000,00 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*274 540,00 €*
73	*Impôts et taxes*	*3 246 060,00 €*
731	*Fiscalité locale*	*4 531 962,00 €*
74	*Dotations et participations*	*3 237 856,55 €*
75	*Autres produits de gestion courante*	*1 287 405,80 €*
76	*Produits financiers*	*461 026,00 €*
77	*Produits spécifiques*	*37 372,43 €*
		18 000 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*43 687 266,03 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*1 174 203,03 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*1 318 558,04 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*337 258,24 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*9 825 741,11 €*
23	*Immobilisations en cours*	*10 144 446,35 €*
26	*Créances et participations rattachées à des participations*	*30 000,00 €*
4541122	*Restauration cours d'eau & zones humides-Rétabt continuité éco*	*546 013,00 €*
458114	*PAPS-PCPI (Cardo)*	*-1 000 000,00 €*
458123	*Travaux SINGRIST*	*131 239,25 €*
		66 194 725,05 €

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*7 700 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*1 174 203,03 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*47 792 540,98 €*
13	*Subventions d'investissement*	*-1 191 026,74 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*13 520 632,12 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*285 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*30 000,00 €*
23	*Immobilisations en cours*	*2 414,88 €*
26	*Participations et créances rattachées à des participations*	*176 000,00 €*
27	*Autres immobilisations financières*	*596 235,73 €*
458225	*Espex Rotterdam*	*214 000,00 €*
		70 300 000,00 €

b) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2023 du budget annexe de l'eau tel que figurant au document budgétaire disponible à partir du lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION D'EXPLOITATION

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	
011	*Charges à caractère général*	*1 240 000,00 €*
022	*Dépenses imprévues*	*-40 000,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*23 400 000,00 €*
		24 600 000,00 €

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	
002	*Résultat antérieur reporté*	*24 663 282,73 €*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*-63 282,73 €*
		24 600 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*

001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*4 460 005,19 €*
020	*Dépenses imprévues*	*300 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*-8 733,51 €*
20	*Immobilisations incorporelles*	*-100 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*6 432 673,54 €*
23	*Immobilisations en cours*	*6 193 849,00 €*
		17 277 794,22 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
021	*Virement de la section d'exploitation*	*23 400 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*-8 733,51 €*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*4 682 210,97 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-10 573 989,00 €*
23	*Immobilisations en cours*	*511,54 €*
		17 500 000,00 €

c) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2023 du budget annexe de l'assainissement tel que figurant au document budgétaire disponible à partir du lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION D'EXPLOITATION

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*600 000,00 €*
023	*Virement à la section d'investissement*	*34 700 000,00 €*
		35 300 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat antérieur reporté*	*35 312 394,02 €*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*-12 394,02 €*
		35 300 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
041	*Opérations patrimoniales*	*84 030,51 €*

20	*Immobilisations incorporelles*	*11 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*617 093,88 €*
23	*Immobilisations en cours*	*2 424 178,95 €*
		3 136 303,34 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*615 055,27 €*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*34 700 000,00 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*84 030,51 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-31 814 265,49 €*
23	*Immobilisations en cours*	*15 179,71 €*
		3 600 000,00 €

d) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2023 du budget annexe des zones d'aménagement immobilier tel que figurant au document budgétaire disponible à partir du lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Chagres à caractère général*	*2 328 358,45 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 578 358,45 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*45 000,00 €*
		4 951 716,90 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat de fonctionnement reporté*	*45 000,00 €*
042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*4 656 716,90 €*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*250 000,00 €*
		4 951 716,90 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*4 656 716,90 €*

		4 656 716,90 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*2 139 072,45 €*
040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 578 358,45 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-60 714,00 €*
		4 656 716,90 €

e) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2023 du budget annexe des mobilités actives tel que figurant au document budgétaire disponible à partir du lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
011	*Charges à caractère général*	*-100 000,00 €*
65	*Autres charges de gestion courante*	*100 000,00 €*
68	*Dotations aux amortissements et aux provisions*	*7 800 000,00 €*
		7 800 000,00 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
002	*Résultat de fonctionnement reporté*	*5 128 637,65 €*
73	*Impôts et taxes*	*-28 637,65 €*
731	*Impôts locaux*	*2 500 000,00 €*
77	*Produits spécifiques*	*1 500 000,00 €*
78	*Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions*	*-1 300 000,00 €*
		7 800 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	***Libellé chapitre***	
041	*Opérations patrimoniales*	*23 248,05 €*
204	*Subventions d'équipement versées*	*100 000,00 €*
21	*Immobilisations corporelles*	*-200 000,00 €*
23	*Immobilisations en cours*	*-2 500 000,00 €*
4541130	*Mandat vélo*	*45 000,00 €*

-2 531 751,95 €

Recettes

Chapitre	***Libellé chapitre***	
001	*Solde d'exécution de la section d'investissement reporté*	*320 747,68 €*
041	*Opérations patrimoniales*	*23 248,05 €*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*-2 688 995,73 €*
4541230	*Mandat vélo*	*45 000,00 €*
		-2 300 000,00 €

f) approuve l'apurement des comptes de tiers suivants, équilibrés dans le compte de gestion et dont les opérations sont achevées, compte tenu des pièces manquantes qui ont été recherchées mais non trouvées :

Nature dépense	*Nature recette*	*Libellé*	*Montant dépense*	*Montant recette*
458112	*458212*	*Neuhof desserte Meinau – Neuhof Est*	*925 129.45*	*925 129,45*
458104	*458204*	*Faculté dentaire*	*15 524 775.38*	*15 524 775,38*
458103	*458203*	*Hall des sports de l'Esplanade*	*2 947 846.23*	*2 947 846,23*
458115	*458215*	*Place d'Austerlitz*	*548 639.00*	*548 639,00*
458116	*458216*	*Place du château*	*496 195.18*	*496 195,18*
458117	*458217*	*Schéma directeur des 2 Rives*	*344 954.07*	*344 954,07*
4541106	*4541206*	*Ext tram D Kehl déviation de réseaux*	*811 987.29*	*811 987,29*
4541109	*4541209*	*Ext tram A Illkirch déviation de réseaux*	*1 165 957.13*	*1 165 957,13*
458118	*458218*	*ANRU Cronenbourg – Hochfelden*	*796 475.68*	*796 475,68*
458119	*458219*	*Aménagement RN4*	*775 751.76*	*775 751,76*
458121	*458221*	*Réaménagement Place de l'Hippodrome*	*222 829.18*	*222 829,18*
458120	*458220*	*Mise aux normes tunnel de l'Etoile*	*408 868.22*	*408 868,22*

g) approuve l'intégration des frais d'études suivants :

Débit		*Crédit*	
2128 – autres agencements et aménagements	*82 440 €*		
2158 – autres installations, matériels et outillages techniques	*98 454 €*		
2312 – immobilisations en cours – agencements et aménagements de terrains	*7836 €*	*2031 – Frais d'études*	*1 139 522,80 €*

2315 - immobilisations en cours – installations, matériel et outillage technique	*913 112,18 €*		
2318 – immobilisations en cours – autres immobilisations corporelles	*4 008,62 €*		
2051 – immobilisations incorporelles – concessions et droits similaires	*33 672 €*		

h) approuve les <u>opérations d'ordre budgétaires</u> suivantes :

Budget	***Libellé de la provision***	***Nature***	***Augmentation***	***Reprise***	***Motif***
Augmentation et reprise de provision :					
Budget principal	*Dotation aux provisions pour risques et charges de fonctionnement*	*6815*	*100 000 €*		*Contentieux indemnitaire société Felix Lewi CTX 2021-2022*
Budget principal	*Dotation aux provisions pour risques et charges de fonctionnement*	*6815*	*100 000 €*		*Contentieux indemnitaire Sarl Lipsky & Rollet CTX 2021-079*
Budget principal	*Reprise de la provision « Énergie »*			*11 300 000 €*	
Budget principal	*Reprise de la provision « Risques DSP »*			*2 000 000 €*	
Budget annexe des mobilités actives	*Provision pour perte d'exploitation*		*7 800 000 €*		*Ajustement annuel suite au budget supplémentaire 2023*

i) approuve les opérations <u>d'ordre non budgétaires</u> suivantes :

- *Sur le budget principal :*
  - *la correction d'amortissements des biens 55150 et 58324*

    Débit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés pour 129 240,28€

    Crédit 28031 amortissement des frais d'études pour 129 240,28€
  - *la correction d'amortissements historiques*

    Débit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés pour 996 258,63€. Crédit 28088 amortissement des Autres immobilisations incorporelles pour 996 258,63€.
  - *la correction d'un sur-amortissement du bien 63340*

    Débit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés pour 8 640,75€.

    Crédit 28031 amortissement des Frais d'études pour 8 640,75€.
  - *le rattrapage d'amortissement du bien 103524*

    Débit 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés pour 277,34€.

Crédit 281828 amortissement autres matériels de transport pour 277,34€.

- *Le transfert des actifs du budget annexe des ordures ménagères au budget principal et les modalités de traitement des amortissements :*

1) *Conformément à la règlementation, il convient de retraiter l'amortissement des biens du budget annexe des ordures ménagères transférés au budget principal. La valeur d'acquisition de ces biens s'élève à 791 659,94 €. L'amortissement déjà réalisé en norme M4 est de 433 957,69 €. La valeur nette comptable (VNC) transférée au budget principal est par conséquent de 357 702,25 €.*

   Il est proposé d'appliquer aux biens du budget annexe géré en norme comptable M4, les durées d'amortissement du budget principal de l'Eurométropole géré en norme comptable M57. Cet ajustement se fait par les écritures d'ordre non budgétaire suivantes :

   Compte 193 "Autres neutralisations et régularisations d'opérations" pour 201 669,12 € par le crédit des comptes d'amortissements en 28X d'une part, en détails ci-dessous :

Débit 193	*Autres neutralisations et régularisations d'opérations*	*201 669,12*	*Crédit 281351*	*Amortissements des Installations générales, agencements, aménagements des constructions - bâtiments publics*	*117 066,20*
			Crédit 28158	*Amortissements des Autres installations, matériel et outillage techniques*	*3 668,01*
			Crédit 281578	*Amortissements Autre matériel technique*	*153,30*
			Crédit 28181	*Amortissements des Installations générales, agencements et aménagements divers*	*20 680,19*
			Crédit 281828	*Amortissements des Autres matériels de transport*	*1 039,15*
			Crédit 28188	*Amortissements Autres*	*59 062,27*

   Et par le débit du compte d'amortissements 281578 et le crédit du compte 193 " Autres neutralisations et régularisations d'opérations " pour 3 322,30 € d'autre part

Débit 281578	*Amortissements Autre matériel technique*	*3 322,30*	*Crédit 193*	*Autres neutralisations et régularisations d'opérations*	*3 322,30*

La VNC des biens correspondant à la valeur d'acquisition historique diminuée de l'amortissement pratiqué en norme M4 et ajustée de l'amortissement historique retraité en 193 est d'une valeur totale de 159 355,43 €.

Cette VNC sera amortie sur la durée résiduelle des natures comptables du plan d'amortissement en norme M57 suivant le tableau de retraitement qui sera joint dans un certificat administratif.

2) *Il convient aussi de retraiter les subventions d'investissement reçues rattachées à ces immobilisations à hauteur de 180 194,77 €. Ces subventions ne concernent que les biens transférés à l'occasion de la fusion de la Communauté de Communes Les Châteaux (CClC) avec l'Eurométropole en 2017.*

La situation à fin 2022 est la suivante pour un amortissement initialement prévue à la CClC sur 30 ans :

Nature Subvention	*Nature retraitement*	*Montant*	*Amortissements réalisés*	*Solde*	*Durée d'amortissement*
1313	*13913*	*27 500,00*	*25 435,44*	*2 064,56*	*30,00*
1317	*13917*	*118 392,59*	*23 678,52*	*94 714,07*	*30,00*
1318	*13918*	*34 302,18*	*27 638,92*	*6 663,26*	*30,00*

Cet ajustement se fera par les écritures d'ordre non budgétaire suivantes :

Compte 193 " Autres neutralisations et régularisations d'opérations " pour 3 712,51 € par le crédit des comptes de Subventions d'investissement transférées au compte de résultat en 139X d'une part, en détails ci-dessous :

Débit 193	*Autres neutralisations et régularisations d'opérations*	*3 712,51*	*Crédit 13913*	*Subventions d'investissement transférées au compte de résultat – Départements*	*3 470,99*
			Crédit 13918	*Subventions d'investissement transférées au compte de résultat - Autres*	*241,52*

Et par le débit du compte de Subventions d'investissement transférées au compte de résultat - Budget communautaire et fonds structurels 13917 et le crédit du compte 193 " Autres neutralisations et régularisations d'opérations" pour 70 882,50 € d'autre part.

Débit 281578	*Subventions d'investissement transférées au compte*	*70 882,50*	*Crédits 193*	*Autres neutralisations et régularisations d'opérations*	*70 882,50*

Le solde des subventions d'investissement à transférer au compte de résultat correspondant à la valeur des subventions reçues diminuées des transferts au compte de résultat pratiqués en norme M4 et ajustée des subventions transférées retraitées en 193,

Le solde des subventions d'investissement à transférer au compte de résultat sera calculé sur la valeur résiduelle des amortissements en norme M57 suivant le tableau de retraitement des biens transférés qui sera joint dans un certificat administratif ;

j) approuve la modification des tarifs en annexe,

k) informe que les documents budgétaires sont disponibles à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/HljOLtgA.PllllL0P

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159643-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe à la délibération
du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

TARIFS DES PRESTATIONS ASSUREES PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Rectificatif aux tarifs validés par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022 concernant :

- Les travaux effectués pour le compte de tiers en matière de voies publiques,
- Les piscines

TRAVAUX EFFECTUES
POUR LE COMPTE DE TIERS

1. Les **travaux effectués pour le compte de tiers** concernent :

- la mise en œuvre de signalisation horizontale et/ou verticale ;
- la pose de mobilier urbain bas ou jalonnement routier ;
- les travaux de voirie.

Ces travaux sont refacturés au coût réel des travaux, majorés de 3% de frais administratifs auxquels s'ajoute la TVA effectivement acquittée par l'EMS.

Les travaux de voirie suite aux fouilles des gestionnaires de réseaux sont refacturés au coût réel des travaux majorés de frais généraux mentionnés au Règlement de Voirie selon le détail suivant :

- 20% par chantier, lorsque le coût hors taxe des travaux est ≤ 2 286.74 €
- 15% par chantier, lorsque le coût hors taxe des travaux est > 2 286.74 € et ≤ 7 622.45 €
- 10% par chantier, lorsque le coût hors taxe des travaux est > 7 622.45 €.

Ces travaux sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

2. Prestations diverses

Dispositifs anti intrusion (type longrine ou rocher)	
Fourniture, mise en place et transport	**282,90 €**
Transport et pose	**67,30 €**
Transport et dépose	**67,30 €**
Location en cas de manifestation : la semaine	**5,70 €**
Equipements de signalisation	
Fourniture de bloc de lestage	**14,00 €**
Fourniture de poteau	**32,30 €**
Fourniture de panneau	**5,20 €**

Date d'effet : 1er janvier 2023

PISCINES de l'EUROMETROPOLE

Les tarifs des piscines de l'Eurométropole de Strasbourg sont fixés comme suit :

A. - DROIT D'ENTREE AUX PISCINES

1. Tarif plein :

- Adultes

1 entrée	5,30 €
Forfait annuel 10 entrées	37,00 €
Forfait annuel 10 entrées acheté en ligne	36,00 €
Abonnement annuel	210,00 €

2. Tarif réduit (sur présentation d'un justificatif en cours de validité) :

- les enfants et adolescents (de 4 ans à 17 ans inclus),
- les étudiants et les titulaires de la carte service civique jusqu'à 25 ans inclus
- les bénéficiaires du RSA
- les personnes dont le quotient familial est compris entre 1 et 820 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial
- les personnes prises en charge par les CADA (Centre d'Accueil de Demandeur d'Asile) et les SPADA (sur présentation de l'attestation de demande d'asile en cours de validité),
- les bénéficiaires de l'ASS – Allocation de Solidarité Spécifique
- les bénéficiaires de la carte Evasion
- les titulaires de la carte d'invalidité
- les titulaires de la carte d'invalide de guerre
- les personnels de l'Eurométropole de Strasbourg, des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Haute école des arts du Rhin et de l'orchestre philharmonique de Strasbourg ainsi que leurs conjoints et les retraités sur présentation d'une pièce justificative. Les agents et les retraités doivent présenter leur carte professionnelle. Les conjoints, s'ils n'accompagnent pas l'agent, doivent présenter une photocopie de la carte de l'agent et une preuve de leur situation matrimoniale (livret de famille etc.).

1 entrée	3,20 €
Forfait annuel 10 entrées (une seule vente par personne par passage en caisse)	22,00 €
Abonnement annuel	127,00 €

- les personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, dont le quotient familial est égal à 0 et leurs ayant-droits mentionnés sur l'attestation de quotient familial

1 entrée	1,00 €
- enfant jusqu'à trois ans inclus	1,00 €

3. Gratuité d'entrée à l'unité (sur présentation d'un justificatif en cours de validité) :

- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité si la carte le mentionne
- les accompagnateurs des titulaires de la carte d'invalidité de guerre si la carte le mentionne

4. Billetterie pré-vendue aux comités d'entreprise (C.E) et amicales du personnel des collectivités publiques pour 5 entrées adulte valable 15 mois à compter de la date d'achat du comité d'entreprise : 17,00 €

Pour les membres des comités d'entreprise ou amicales, sur présentation d'une carte de membre en cours de validité avec photo, sous réserve de la signature d'une convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et le comité d'entreprise ou l'amicale :

Abonnement annuel adulte	168,00 €

5. Droits d'entrée sur réservation

5.1 Structure médico-sociale d'accueil d'adultes, groupement ou mairie spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants, groupement spécialisé dans la prise en charge du handicap et de l'aide sociale à l'enfance ayant leur siège social ou leur antenne / filiale et leur activité principale sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- par usager	1,20 €
- accompagnateurs	gratuit

5.2 Structure médico-sociale d'accueil d'adultes, groupement ou mairie spécialisés dans l'organisation de loisirs d'enfants, groupement spécialisé dans la prise en charge du handicap et de l'aide sociale à l'enfance ayant leur siège social ou leur antenne / filiale et leur activité principale en dehors du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

- par usager	2,20 €
- accompagnateurs	gratuit

B. – ACTIVITES ET COURS

1. Activités adultes, (en sus du billet d'entrée)

1 séance	4,70 €
10 séances (valable 1 an à compter de la date d'achat)	34,00 €

2. Bébé nageurs (en sus du billet d'entrée)

1 séance	4,40 €
10 séances (valable 1 an à compter de la date d'achat)	33,00 €

3. Aquabike, circuit training, paddle et autres activités en circuit avec gros matériel

1 Séance (en sus du billet d'entrée)	11,00 €
1 cycle de 6 séances (y compris le droit d'entrée)	66,00 €
Location 30 minutes aquabike sans encadrement (en sus du billet d'entrée)	5,00 €

4. Cours collectif de natation pour les enfants y compris le droit d'entrée

4.1. Plein tarif

1 cycle annuel (6-11 ans)	136,00 €
1 cycle semestriel (4-6 ans)	68,00 €
Stage petites vacances scolaires 10 séances	58,00 €
Stage été 10 séances	25,00 €
Stage 5 séances	15,00 €

4.2. Tarif réduit

Pour les enfants mentionnés sur l'attestation de quotient familial des personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont le quotient familial est compris entre 1 € et 820 €

1 cycle annuel (6-11 ans)	68,00 €
1 cycle (4-6 ans)	34,00 €
Stage petites vacances scolaires 10 séances	29,00 €
Stage été 10 séances	16,50 €
Stage 5 séances	10,00 €

4.3. Tarif QF égal à 0

Pour les enfants mentionnés sur l'attestation de quotient familial des personnes domiciliées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont le quotient familial est égal à 0 :

1 cycle annuel (6-11 ans)	30,00 €
1 cycle (4-6 ans)	15,00 €
Stage petites vacances scolaires 10 séances	10,00 €
Stage été 10 séances	5,00 €
Stage 5 séances	3,00 €

5. Tarif de stage de natation piscines mobiles	Gratuit
6. Stage de natation à destination des publics fragiles	Gratuit

C – DROITS PAYABLES PAR LES MAITRES NAGEURS SAUVETEURS

1. Droit payable par les titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises et donnant des leçons de natation privées y compris le droit d'entrée

trimestre administratif	230,00 €
pour une année civile	530,00 €

2. Droit payable par les titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises, donnant des leçons de natation privées et disposant d'un abonnement annuel en cours

trimestre administratif	148,00 €

3. Droit payable par les agents permanents de l'Eurométropole de Strasbourg et des communes de l'Eurométropole de Strasbourg titulaires d'un diplôme donnant le titre de Maître-nageur Sauveteur, les titulaires du BEESAN ou du BPJEPS activités aquatiques de la natation (BPAAN), ayant satisfait aux conditions requises et donnant des leçons de natation privées

trimestre administratif	90,30 €
pour une année civile	210,00 €

Le forfait est valable à compter de la réception du dossier administratif complet et du paiement de la redevance**.** Il comprend le droit d'entrée aux piscines.

Les Maîtres-nageurs Sauveteurs agents non permanents de l'Eurométropole de Strasbourg peuvent bénéficier du tarif réduit, sur présentation d'un justificatif, à condition que la durée de leur contrat de travail ne soit pas inférieure à la durée de validité de la redevance.

D - LOCATION DES EQUIPEMENTS AQUATIQUES

Mise à disposition dans le cadre de la natation scolaire et universitaire et de la politique des communes de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de « Sport santé » ainsi que les activités périscolaires ces tarifs sont applicables par année scolaire

L'occupation des bassins est gratuite pour les écoles du premier degré publiques et privées sous contrat de l'Education Nationale situées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg
Le contrat départemental de développement territorial et humain co-signés par l'Eurometropole de Strasbourg et le département du Bas Rhin accorde la gratuité d'accès aux collèges publics situées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour 8 années scolaires à compter de la rentrée de septembre 2019, conformément à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2019.

1.1. Pour une ligne d'eau de 25 mètres et par séance (d'1h30 maximum) et par heure pour Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 16.00 €
- Collèges privés, Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg, Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS 16.00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 32,00 €

1.2 Pour une ligne d'eau de 25 mètres de long et 2 mètres de large (Hautepierre) et par séance (d'1h30 maximum) et par heure pour Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 13.00 €
- Collèges privés, Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg, Université, Grandes écoles, 13.00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 26,00 €

1.2. Pour une ligne d'eau de 50 mètres et par séance (d'1h30 maximum) et par heure pour Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS :

- Ecoles maternelles et primaires hors Eurométropole de Strasbourg 32,00 €
- Etablissements secondaires de l'Eurométropole de Strasbourg, Université, Grandes écoles, ENA, FFSU, SUAPS 32,00 €
- Etablissements secondaires hors Eurométropole de Strasbourg 64,00 €

1.3 Pour les bassins suivants et par séance d'1h30 maximum pour les établissements scolaires et par heure pour Universités, grandes écoles, ENA FFSU, SUAPS, les tarifs sont divisibles par 2, 3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé :

1.3.1. Locations d'espaces aquatiques divisibles

- Bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 64,00 €
- Bassin découverte de la piscine de Hautepierre 78,00 €
- Fosse à plongeon 69,00 €

1.3.2. Locations d'espaces aquatiques non divisibles

- Tank à ramer 10,00 €
- Bassin d'apprentissage de Lingolsheim 32,00 €
- Bassin à fond mobile de Hautepierre 32,00 €

1.4. Location d'espaces non aquatiques

- Salle de réunion 22,00 €
- Circulation supérieur non divisible 22.00 €
- Hall des pas perdus CNS – Kibitzenau (tarif divisible par 2,3 ou 4) 33,00 €
- Hall d'entrée 85,00 €
- Salle de musculation 16,00 € - Dojo 16,00 €
- Terrains extérieurs (par classe) 11,00 €

2. Tarifs horaires applicables pour la saison sportive (sans mise à disposition de personnel) pour les personnes morales

Les associations bénéficiant de réservations régulières seront facturées par un forfait se basant sur les tarifs ci-dessous. Un abattement de 2% sera appliqué pour prendre en compte les fermetures imprévues sur la saison.

2.1 pour les activités de loisirs :

2.1.1 Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 16,50 €
- location d'une ligne d'eau 25 m (bassin intérieur piscine de Hautepierre) 13.20 € - location d'une ligne d'eau 50 m 33,00 €

2.1.2 Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 59,00 €
- hall des pas perdus 33,00 €
- bassin découverte de la piscine de Hautepierre 79,20 €

- fosse à plongeon 64,00 €

2.1.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- piscine ABRAPA 22,00 €
- tank à ramer 8,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Lingolsheim 32,70 €
- bassin découverte de Hautepierre 32,70 €

2.2 pour les activités d'apprentissage enfants de clubs non-labellisés :

2.2.1 Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 5,00 €
- location d'une ligne d'eau 25 m (bassin intérieur piscine de Hautepierre) 4,00 € - location d'une ligne d'eau 50 m 10,00 €

2.2.2 Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 20,00 €
- hall des pas perdus 11,00 €
- fosse à plongeon 25,00 €

2.2.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- tank à ramer 8,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Lingolsheim 10,00 €
- bassin découverte de Hautepierre 10,00 €

2.3 pour les activités d'apprentissage enfants de clubs labellisés :

2.3.1 Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 0,80 €
- location d'une ligne d'eau 25 m (bassin intérieur piscine de Hautepierre) 0,60 € - location d'une ligne d'eau 50 m 1,60 €

2.3.2 Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 3,20 €
- hall des pas perdus 2,00 €
- fosse à plongeon 4,00 €

2.3.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- tank à ramer 8,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Lingolsheim 1,60 €
- bassin découverte de Hautepierre 1,60 €

2.4 pour les entraînement de compétiteurs :

2.4.1 Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 0,40 €
- location d'une ligne d'eau 25 m (bassin intérieur piscine de Hautepierre) 0,30 € - location d'une ligne d'eau 50 m 0,80 €

2.4.2 Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 1,60 €
- hall des pas perdus 1,00 €
- fosse à plongeon 2,00 €

2.4.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- tank à ramer 8,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Lingolsheim 0,80 €
- bassin découverte de Hautepierre 0,80 €

2.5 pour les entraînement de compétiteurs Elite jeunes :

2.5.1 Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 0,20 €
- location d'une ligne d'eau 25 m (bassin intérieur piscine de Hautepierre) 0,15 € - location d'une ligne d'eau 50 m 0,40 €

2.5.2 Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 0,80 €
- hall des pas perdus 0,50 €
- fosse à plongeon 1,00 €

2.5.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- tank à ramer 8,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Lingolsheim 0,40 €

- bassin découverte de Hautepierre 0,40 €

2.6 pour les entraînement de compétiteurs Elite seniors :

2.6.1 Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 0,10 €
- location d'une ligne d'eau 25 m (bassin intérieur piscine de Hautepierre) 0,10 € - location d'une ligne d'eau 50 m 0,20 €

2.6.2 Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 0,40 €
- hall des pas perdus 0,25 €
- fosse à plongeon 0,50 €

2.6.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- tank à ramer 8,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Lingolsheim 0,20 €
- bassin découverte de Hautepierre 0,20 €

2.7 pour les pôles sportifs, pour les entraînements des comités départementaux et les ligues régionales :

2.7.1 Location par ligne d'eau

- location d'une ligne d'eau 25 m 10,85 €
- location d'une ligne d'eau 25 m (bassin intérieur piscine de Hautepierre) 8,75 € - location d'une ligne d'eau 50 m 21,70 €

2.7.2 Location des bassins spécifiques ci-dessous, les tarifs sont divisibles par 2,3 ou 4 et sont proportionnels à l'espace réservé

- bassin d'apprentissage du Centre nautique de Schiltigheim et de la piscine de la Kibitzenau 39,20 €
- hall des pas perdus 23,10 €
- fosse à plongeon 43,40 €

2.7.3. Location des bassins spécifiques ci-dessous non divisibles

- tank à ramer 8,00 €
- bassin d'apprentissage de la piscine de Lingolsheim 21,70 €
- bassin découverte de Hautepierre 21,70 €

2.8.pour les organismes de formation de maîtres-nageurs sauveteurs:

2.8.1 Location par ligne d'eau et espace non aquatique

- location d'une ligne d'eau 25 m 5,00 €
- location d'une ligne d'eau 50 m 10,00 €
- salle de réunion gratuit

2.9. Location d'espaces non aquatiques

- Salle de réunion 22,00 €
- Circulation supérieure au centre nautique de Schiltigheim 22,00 €
- Hall des pas perdus CNS – Kibitzenau (tarif divisible par 2,3 ou 4) 33,00 €
- Hall d'entrée 88,00 €
- Dojo 16,00 € -

Terrains extérieurs (par tranche de 20 personnes) 11,00 €

- Salle de musculation 16,00 €

(Remise de 3 heures gratuites pour 8 heures de réservation hebdomadaire minimum)

3. Gratuité pour la location des lignes d'eau, des bassins spécifiques et des espaces non aquatiques :

3.1. Associations sportives ayant leur siège social situé sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, affiliées à la Fédération Française de Natation et Fédération Française de Triathlon, pour leurs compétitions officielles inscrites au calendrier fédéral

3.2. les organismes d'Etat (notamment les C.R.S., la Police, la Gendarmerie, les Douanes, les Pompiers, les Militaires) pour les compétitions officielles, sessions d'examens

3.3. le Ministère des Sports – CREPS pour les examens de CAEP MNS, BPJEPS, DEJEPS, BNSSA et recyclage BNSSA

3.4 Pour les entraînements de la sélection nationale

E - MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Le coût horaire est calculé sur la base des taux horaires fixés par l'arrêté en vigueur de la Direction des Ressources humaines (sauf convention particulière).

F - DROIT D'ENTREE AUX DOUCHES

1 entrée 1,50 €

G – DIVERS

1. Badges
   - Indemnisation pour perte d'un badge d'accès 1,00 €

2. Pour la piscine du Wacken :

Location de cabine individuelle durant la saison estivale (du 1er mai au 15 septembre)

- Location d'une cabine individuelle pour un mois pendant la saison : 30,00 €
- Location d'une cabine individuelle pour la saison : 100,00 €

Location d'une chaise longue individuelle à la journée 5,00 €

3. Indemnisation pour perte des transpondeurs des clés électroniques 55,00 €
Indemnisation pour perte des transpondeurs de badge d'alarme 6,40 €

4. Évènements
Tarif unique applicable à tous y compris aux abonnés et aux détenteurs des forfaits annuels, aucune gratuité ni aucun tarif réduit n'est possible sur cette prestation

- Évènement familial 6,00 €
- Évènement exceptionnel 12,00 €
- Évènement avec logistique importante 20,00 €

5. Remise de clé
Remise d'une clé par créneau attribué Gratuit
Indemnisation pour perte d'une clé 22,00 €

6. Délivrance d'un certificat d'aisance aquatique (en cas de dispositions spécifiques et d'aménagements matériels) 1,00 €

7. Location paddle par jour 10,00 €

H – CONDITIONS GENERALES

1. l'Eurométropole de Strasbourg se donne le droit de fixer par convention des tarifs autres que ceux ci-dessus mentionnés pour des cas particuliers.

Pour les activités commerciales des personnes morales, le tarif se basera sur le coût réel de fonctionnement de l'équipement aquatique.
Pour les autres activités, des forfaits seront appliqués sur la base des tarifs applicables au D.

2. L'ensemble des réductions visées au présent arrêté ne sont pas cumulables et les réductions accordées au titre de situations particulières ne peuvent être cumulées. Les justificatifs de réduction seront demandés à la caisse lors de la vente et pourront être demandés lors de chaque entrée à la piscine quelle que soit la prestation, le client devra alors être en mesure de fournir la preuve de l'autorisation de la réduction.
Les justificatifs sur téléphone seront acceptés uniquement sur présentation du site Internet de la CAF ; aucune photographie présentée via son téléphone ne sera acceptée.
L'abonnement annuel est nominatif et ne peut être cédé à une autre personne. Toute utilisation frauduleuse d'un badge ou d'une réduction est passible d'exclusion.

3. En cas d'évacuation d'un établissement ou de fermeture d'un bassin justifiées par un motif sanitaire ou de sécurité (autre que hygiène), en cours de séance ouverte au public, les usagers ne bénéficieront d'aucune indemnité.

En cas d'évacuation des bassins pour raisons d'hygiène, l'usager pourra bénéficier d'une entrée s'il peut justifier de sa présence d'une durée de moins d'une heure.

4. En cas de défaillance du système informatique ne permettant plus le décompte des entrées sur les badges, le tarif réduit de 2,10 € pour l'accès à la piscine. Les abonnés annuels sur présentation de leur carte d'abonnement et les bénéficiaires de la gratuité sur présentation de leur justificatif pourront accéder gratuitement à la piscine.

5. Toute réservation sera facturée si elle n'est pas dénoncée par écrit au moins **7** jours avant la date prévue (sauf cas de force majeure à justifier).

6. Sur site, les ventes se font en une seule fois, le paiement par échelonnement n'est pas autorisé. L'entrée unitaire est utilisable pour la journée de vente. Toute sortie de l'équipement est définitive. Les encaissements peuvent se faire en espèces, chèques, carte de paiement et coupons-sports. Aucun remboursement n'est possible pour les coupons-sports, une convention avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances définie les modalités de paiement.

7. Conditions de remboursement
Toute vente est définitive et aucune présentation d'un justificatif postérieur à la vente n'autorise à un quelconque remboursement même partiel ou à un quelconque avoir.
Les prestations vendues ne donnent pas droit à un quelconque remboursement y compris en cas de contre-indication et d'impossibilité définitive à la pratique de la natation.
Toute erreur de la part d'un agent de caisse ouvre droit à un remboursement de la somme indûment payée, sur présentation du ticket de caisse et de la preuve de paiement.

Les usagers pourront demander le remboursement de leur abonnement annuel au prorata temporis en cas de déménagement, les deux premiers mois étant dus.

Pour les cours et activités précisées en tarif B , sur présentation d'un justificatif médical empêchant la pratique de la natation de plus d'un mois, l'usager pourra demander le report sur un autre cycle.

8. Tarifs, conditions de remboursement et prolongations dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID, les forfaits 10 entrées et les abonnements annuels et abonnements annuels CE non échus seront prolongés de la durée d'inaccessibilité aux piscines pour cause de fermeture administrative

Le remboursement des tarifs A pour les abonnements annuels, les forfaits 10 entrées, et pour les tarifs B, cours et activités seront possibles sur demande écrite et sur présentation du justificatif de paiement et d'un RIB au prorata temporis pour les abonnements annuels et pour les forfaits au nombre d'entrées restantes

En cas de fermeture administrative ou de mesures sanitaires trop restrictives pour l'accès aux piscines, les tarifs D ne sont plus applicables, les réservations ne seront pas facturées.

Les locations d'espaces dans les piscines de l'Eurométropole pourront bénéficier d'une exonération de loyer et ou de charges pour cause de fermeture administrative liée à la COVID en 2020 avec effet rétroactif, en 2021 et tant que la situation sanitaire ne sera pas rétablie.

9. Tarifs en temps de crise

Des tarifs d'entrée unitaire aux piscines seront mis en place en situation de crise (sanitaire, canicule…), dans ce cas le tarif plein est aligné sur le tarif réduit à 3,00 € afin de fluidifier les passages en caisse.

10. Conditions de prolongation des abonnements annuels
L'usager titulaire d'un abonnement annuel pourra demander par courrier au Service Aquaglisse la prolongation de son abonnement selon les conditions suivantes :

- sur présentation d'un certificat médical justifiant d'une contre-indication à la pratique de la natation pour un mois minimum
- la durée de prolongation sera égale à la durée de contre-indication

11. Echéance et droits des tickets vendus avant le 31 décembre 2012 et échangeables jusqu'au 31 août 2013
Les tickets d'entrées piscines vendus sur format papier avant le 31 décembre 2012 et échangeables jusqu'au 31 août 2013 ne sont plus échangeables ni remboursables et ne donnent aucun droit d'entrée à l'usager.

Les comités d'entreprises ne peuvent prétendre à un quelconque remboursement des achats de billetterie effectués.

12. Gratuité pour les usagers en fauteuil roulant pour l'accès au Centre Nautique de Schiltigheim

13. Dans le cadre de la politique sportive terres de Jeux 2024, et afin de soutenir les athlètes participant aux jeux olympiques dits « Team JO », la gratuité aux prestations d'abonnement annuel et forfaits 10 entrées piscines de l'article A1 et A2 leur est accordée

14. A compter de l'ouverture des Bains municipaux de Strasbourg, les usagers détenteurs d'un abonnement annuel des piscines de l'Eurométropole pourront accéder aux bassins des Bains municipaux et les usagers détenteurs d'un abonnement annuel des Bains municipaux pourront accéder aux piscines de l'Eurométropole sur présentation d'un justificatif.

15. Pour les prestations vendues en ligne : l'usager devra créer un compte sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg, la vente des entrées unitaires piscines vendues en ligne aura une durée de validité de trois mois. Compte tenu de la non possibilité de déposer les pièces justificatives de réduction, les prestations vendues sur le site internet seront à tarif plein. Le renouvellement d'abonnement pour les tarifs pleins et les tarifs enfants seront possibles pour les usagers qui ont déjà acquis un badge annuel avec photo sur site et sur présentation de la carte d'identité de ceux-ci.

15. Les tarifs sont applicables à compter de la présente délibération.

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°5

Budget supplémentaire 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour	**58**	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**19**	BALL Christian, BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, HEIM Valérie, HENRY Martin, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, OEHLER Serge, PERRIN Pierre, PHILIPPS Thibaud, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie
Abstention	**15**	AMIET Eric, BADER Camille, FROEHLY Claude, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, KANNENGIESER Michèle, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, SCHAAL Rene, SCHAEFFER Jean-Michel, STEINMANN Elodie, ULRICH Laurent

6

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Modification des autorisations de programme suite au vote du budget supplémentaire 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-548

BUDGET PRINCIPAL

Chaque étape budgétaire est l'occasion de mettre à jour les autorisations de programme (AP) en dépenses et en recettes.

Le budget supplémentaire 2023 propose de modifier les autorisations de programme à hauteur de **-120 M€** en dépenses et de **+17,5 M€** en recettes en raison de la clôture annuelle d'AP et de programmes pour un montant de 175,8 M€ en dépenses et 15,6 M€ en recettes.

Le montant total des AP s'élève désormais à 3 120,4 M€ en dépenses et à 655,1 M€ en recettes.

Ces montants correspondent à l'ensemble des projets en cours incluant, pour les dépenses, les montants déjà mandatés les exercices précédents, et ce pour les programmes non encore clôturés. Les recettes inscrites sont liées aux programmes de dépenses et comprennent des subventions perçues ou à percevoir et les cessions prévisionnelles.

S'agissant des dépenses hors clôture d'AP et de programmes, à **+55,8 M€**, il convient de signaler les modifications pluriannuelles suivantes :

- +40 M€ pour la restructuration du Stade de la Meinau, cette augmentation faisant suite à l'actualisation du budget ;
- +13,8 M€ pour les AP dans le domaine de l'environnement et des services publics urbains expliqués par une hausse de 14,1 M€ pour la requalification des réseaux de vapeur et la mise en conformité de l'UVE ;
- +1,3 M€ pour les AP des espaces publics et naturels et des mobilités, dont l'entretien des voiries du port autonome de Strasbourg (+ 0,7M€), la réfection des fouilles (+0,6 M€), les travaux de marquage liés à l'extension du stationnement payant (+0,5 M€) ou la rocade sud (+0,5 M€). Elles sont compensées en partie par une baisse de l'AP Espace public et modalité de – 0,5M€, concernant l'enquête ménage désormais inscrite en fonctionnement, au budget annexe des mobilités (-0,5 M€) ;

- +1 M€ pour les AP concernant les cimetières communautaires (+0,5 M€), les domaines de la solidarité (+0,3 M€) et de la culture (+0,2 M€) ;
- -0,3 M€ pour les AP liées à l'enfance et l'éducation (-0,1 M€), et à l'urbanisme et aux territoires (-0,2 M€).

Les recettes hors clôture d'AP et de programmes sont quant à elles en augmentation de **33,1 M€**. Elles concernent pour :

- +35,3 M€, de subventions pour le Stade de la Meinau. Cette augmentation est expliquée par la variation concomitante du coût des travaux et de la participation des différents partenaires ;
- +0,5 M€ dans le domaine du développement économique et de l'attractivité ;
- -0,4 M€ les AP des espaces publics et naturels et des mobilités, avec +2,1 M€ pour l'Espex Rotterdam, +0,4 M€ pour le programme voirie de Strasbourg, + 0,2 M€ pour le NPNRU du Neuhof et -3 M€ pour les pôles d'échanges multimodaux et les gares ;
- -2,2 M€ pour le domaine de l'environnement et des services publics urbains avec une baisse de l'optimisation des déchets (-1 M€), du système de collecte enterrée (-0,9 M €) et des travaux de consolidation des cavités souterraines (-0,2 M€) ;

BUDGETS ANNEXES

Budget annexe de l'eau

Le budget supplémentaire permet de mettre à jour le montant des autorisations de programme. D'une part, certains programmes sont clôturés à hauteur de 7,4 M€ en dépenses, d'autre part le budget supplémentaire propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+1,2 M€** en dépenses.

Cette hausse correspond à :
- +1,7 M€ pour les travaux de déplacements de réseaux d'eau liés aux prochaines extensions tramway,
- +0,2 M€ destinés à la sécurisation des installations de production,
- +0,1 M€ sur le schéma directeur d'alimentation en eau potable,
- -0,9 M€ pour l'acquisition de véhicules et d'engins d'exploitation.

Le montant total des AP s'élève désormais à 225,7 M€ en dépenses et à 25,4 M€ en recettes.

Budget annexe de l'assainissement

Le budget supplémentaire permet de mettre à jour le montant des autorisations de programme. D'une part, certains programmes sont clôturés à hauteur de 8,5 M€ en dépenses, d'autre part le budget supplémentaire propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+9,3 M€** en dépenses.

Cette hausse correspond à :
- +17,2 M€ destinés à la construction d'un four à la station d'épuration de la Wantzenau,
- -5,6 M€ pour le remplacement et la mise en conformité des armoires électriques,

- -2,1 M€ pour l'acquisition de véhicules et d'engins d'exploitation,
- -0,1 M€ pour les travaux de déplacement de réseaux d'assainissement liés aux extensions tramway.

Le montant total des AP s'élève désormais à 392,1 M€ en dépenses et à 21,7 M€ en recettes.

Budget annexe des mobilités actives

Le budget supplémentaire permet de mettre à jour le montant des autorisations de programme. D'une part, certains programmes sont clôturés à hauteur de 5,8 M€ en dépenses et 5,1 M€ en recettes, d'autre part le budget supplémentaire propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+0,6 M€** en recettes.

Cette hausse concerne pour 0,5 M€ la prise en charge par la Ville de dépenses liées à la réalisation de pistes cyclables, et pour 0,1 M€ une subvention pour la réalisation de parcs à vélos.

Le montant total des AP s'élève désormais à 188,5 M€ en dépenses et à 45,3 M€ en recettes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1. *approuve pour le budget principal le nouveau montant des autorisations de programmes comme suit :*

   En dépenses 3 120 413 639,93 €
   En recettes 656 190 524,66 €

2. *approuve pour le budget annexe de l'eau le nouveau montant des autorisations de programmes comme suit :*

   En dépenses 225 729 430,34 €
   En recettes 25 422 248,88 €

3. *approuve pour le budget annexe de l'assainissement le nouveau montant des autorisations de programmes comme suit :*

   En dépenses 392 051 703,79 €
   En recettes 21 701 673,91 €

4. *approuve pour le budget annexe des mobilités actives le nouveau montant des autorisations de programmes comme suit :*

   En dépenses 188 507 072,61 €
   En recettes 45 268 680,26 €

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159549-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°6

Modification des autorisations de programme suite au vote du budget supplémentaire 2023 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour	**58**	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**17**	BALL Christian, BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, HEIM Valérie, HENRY Martin, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, PHILIPPS Thibaud, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie
Abstention	**16**	AMIET Eric, BADER Camille, FROEHLY Claude, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, KANNENGIESER Michèle, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, OEHLER Serge, PERRIN Pierre, SCHAEFFER Jean-Michel, STEINMANN Elodie, ULRICH Laurent

7

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise (ligne F, Phase 2) : déclaration de projet réitérant la demande de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg et la demande de déclaration de cessibilité.

Numéro E-2023-415

1. Contexte et objet du projet

Depuis fin août 2020 et la mise en service de l'extension de la ligne F du tramway, le réseau de tramway strasbourgeois est constitué de 47 km d'infrastructures et 86 stations exploitées par 6 lignes de tramway (A, B, C, D, E, F), cumulant 66 km de lignes commerciales. Deux lignes de BHNS (G et H), longues de 5 et 3 km, complètent le réseau structurant. Le maillage fin du réseau comporte aussi 39 lignes de bus, des taxibus, du transport à la demande et des lignes de nuit. Le réseau de transports urbains continue aujourd'hui de se développer.

A ce titre, envisagée dès le début des années 2000, conformément aux orientations inscrites au Plan de déplacements urbains (PDU) de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) en date du 07 juillet 2000 et réaffirmées par le schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg (ci-après SCOTERS) en date du 1er juin 2006, la desserte de l'axe ouest de l'agglomération de Strasbourg en transport en commun en site propre a fait l'objet, par la délibération n° 33 du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, qui a succédé à la CUS, en date du 18 décembre 2015, d'un programme d'aménagement en deux phases.

1.1. Phase 1 du projet d'extension de la ligne F vers l'Ouest jusqu'à l'Allée des Comtes

La phase 1 a consisté à créer une infrastructure de tramway depuis le centre-ville, via la plateforme des lignes F et B actuelles, jusqu'à l'allée des Comtes en passant sur l'axe historique de la route des Romains.

Cette opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 novembre 2017, utilité publique confirmée par plusieurs jugements du tribunal administratif de Strasbourg en date du 1er avril 2021 (voir notamment req. n° 1800082).

Cette première extension de la ligne F a été mise en service le 29 août 2020. Elle répond, depuis, parfaitement aux objectifs et besoins exprimés lors de l'élaboration du projet, la fréquentation de la ligne F s'élevant en octobre 2022 à 28 500 voyages/jour.

1.2. Phase 2 du projet d'extension de la ligne F vers l'Ouest jusqu'à Wolfisheim

La phase 2, objet de la présente délibération, consiste à poursuivre la prolongation de la ligne F depuis l'allée des Comtes vers les secteurs Hohberg jusqu'à l'entrée de Wolfisheim sur la route de Wasselonne, y compris la réalisation des aménagements connexes.

Ce prolongement de la ligne F vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise est un projet inscrit dans les orientations définies au PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) et au SCOTERS, référencé au Schéma Directeur des Transports Collectifs 2025 et au Plan Climat.

La desserte en tramway du corridor Ouest est également identifiée comme prioritaire au volet « Programme d'Orientations et d'Actions » du PLUi, au regard des enjeux de mutualisation et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée Ouest de l'agglomération (Tram, TSPO et maillage bus de centre-ville).

1.3. Objectifs de la politique de déplacements et du projet

La mise en œuvre de ce projet de transport contribue ainsi à atteindre les objectifs fixés par les différents documents d'orientations et de planification de la politique des déplacements dans l'agglomération strasbourgeoise. Elle répond plus particulièrement aux objectifs suivants :

- favoriser la desserte maillée du territoire Ouest de Strasbourg en améliorant et diversifiant les solutions de déplacement assurant l'accessibilité des zones en compatibilité avec les orientations des documents d'urbanisme. Il s'agit d'augmenter l'attractivité des déplacements alternatifs à la voiture par une amélioration du confort et des temps de déplacement vers les principaux pôles et équipements de l'agglomération,
- multiplier les potentialités de desserte du territoire par la création de plusieurs points de connexion avec d'autres lignes de déplacement (maillage avec la ligne D du tramway à la station « Poteries » ainsi qu'avec le TSPO à Wolfisheim), desservir indirectement ou créer des connexions avec d'autres secteurs aujourd'hui en mutation et notamment au regard des projets de rénovation urbaine (PRU) des quartiers strasbourgeois de Hautepierre et de Cronenbourg,
- densifier le maillage du réseau cyclable sur l'ensemble du secteur desservi et renforcer les liaisons inter-quartiers et intercommunales,
- contribuer à la réhabilitation du cadre de vie dans les espaces desservis par une requalification paysagère de qualité du corridor et des espaces publics en contribuant à

l'amélioration des facteurs de l'environnement urbain, notamment en termes de qualité de l'air et d'îlots de fraîcheur,
- inscrire le tramway comme vecteur de dynamisation et de développement urbain respectueux de l'environnement,
- poursuivre les objectifs de lutte contre la pollution atmosphérique locale en multipliant l'offre de transports collectifs non émetteurs.

Le projet de desserte en tramway du quartier de Koenigshoffen et du Hohberg vers Eckbolsheim et Wolfisheim offre l'opportunité de réaliser des équipements visant à assurer la continuité et la complémentarité entre les différents modes de déplacements : tram, bus, voiture, vélo, marche à pied.

L'efficacité du dispositif de transfert modal mis en œuvre lors de la réalisation des précédentes tranches fonctionnelles de développement du réseau tramway sera ainsi renforcée : restructuration du réseau de bus, itinéraires cyclables et les vélo-parcs et création du parking-relais P+R à proximité de l'échangeur entre la route de Wasselonne et la M351.

Le prolongement permettra de renforcer le maillage du réseau de transport en offrant des connexions directes avec la ligne de tramway D à la station « Poteries », le Transport en Site Propre Ouest (TSPO) sur la route de Wasselonne et la M351 à l'échangeur de Wolfisheim et le reste du réseau tramway maillé en centre-ville.

Au terminus de Wolfisheim, à proximité de l'échangeur entre la route de Wasselonne et la M351, l'aménagement du nouveau parking relais et pôle d'échanges bus permettra de réduire la circulation en entrée d'agglomération, en offrant une solution de report modal vers le tramway pour les usagers plus éloignés arrivant depuis l'Ouest.

Enfin, cette extension de la ligne du tramway permettra de limiter la pollution atmosphérique qui touche certains quartiers du secteur Ouest. En effet, il a été relevé des dépassements de l'objectif de qualité (10 µg/m3) pour les particules fines (PM2.5) et une concentration relativement élevée en dioxyde d'azote au niveau de l'école des Romains (route des Romains). Les axes routiers importants sont de fortes sources en polluants atmosphériques. Au regard de ces difficultés, les documents de planification de l'Eurométropole de Strasbourg ont prévu l'extension Ouest du réseau de transports depuis Koenigshoffen jusqu'à Eckbolsheim et Wolfisheim.

2. Concertation préalable avec le public

Une concertation publique préalable s'est déroulée du 18 janvier au 19 février 2021 inclus. Celle-ci avait pour objet :
- de présenter au public les principaux enjeux et les objectifs du projet et les principes d'aménagement envisageables,
- de recueillir son point de vue sur les différents scénarii de tracés.

Au total, 263 contributions ont été recueillies : 114 sur le site internet, 92 par courriel, 53 sur le registre papier et 4 par courrier. Ce temps de concertation proposé au public a permis de faire évoluer la première version du projet sur plusieurs aspects, notamment :

- l'ajustement du positionnement de plusieurs stations le long des tracés pour les variantes 1 et 2,
- la nécessaire requalification de la route des Romains dans ses fonctions de centralité, quel que soit le tracé retenu pour la desserte tramway,
- la qualité des conditions d'insertion d'un nouveau point de franchissement de l'axe ferroviaire au droit de la rue du Rail en tenant compte du contexte urbain de proximité.

Par délibération en date du 07 mai 2021, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le bilan de cette concertation retenant :

- la variante de tracé V2 (route des Romains, rue de l'Engelbreit, rue Virgile, route des Romains, route de Wasselonne),
- le réaménagement complet de la route des Romains, y compris de son tronçon non circulé par le tramway,
- la réalisation d'un nouvel ouvrage de franchissement des voies ferrées entre la rue du Rail et la rue du Chemin de Fer dans le quartier de Koenigshoffen.

Une phase de concertation complémentaire, organisée de septembre 2021 à juillet 2022, a permis de préciser les aménagements prévus et le coût total de l'opération au stade avant-projet.

3. Description des principaux ouvrages lors de la mise à l'enquête

Dans sa version soumise à avis puis à enquête publique, le projet de prolongement du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération (phase 2) prévoit la réalisation de plusieurs travaux et ouvrages :

- l'extension de la plateforme tramway depuis la station « Comtes » vers les secteurs du Hohberg, des Poteries, et des communes d'Eckbolsheim jusqu'à Wolfisheim sur une distance d'environ 4 km, la voie étant parfois partagée entre les tramways et la circulation générale, traitée par un revêtement adapté selon les lieux (voir tracé en page 107 du dossier d'enquête publique),
- la réalisation de 8 nouvelles stations (voir emplacement et typologie prévisionnelle des stations en pages 107 et suivantes du dossier d'enquête publique),
- des aménagements connexes à la plateforme tramway : pistes cyclables, voies de circulations, stationnements, locaux techniques,
- la création d'une passerelle de franchissement des voies ferrées pour les modes actifs permettant de passer de la rue du Rail à la rue du Chemin de Fer dans le quartier strasbourgeois de Koenigshoffen (voir description en pages 113 et suivantes du dossier d'enquête publique),
- la création d'un parking P+R au terminus à la station Wolfisheim (voir description en page 115 du dossier d'enquête publique),
- le réaménagement de la route des Romains entre la rue Engelbreit et la rue Virgile,
- la création d'un cheminement depuis la route de Wasselonne vers le Zénith sur la commune d'Eckbolsheim.

Ce programme d'aménagement est cartographié en annexe 1 à la présente délibération.

4. Prise en considération de l'étude d'impact par le projet et avis de l'autorité environnementale

Sur ces bases, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact extrêmement détaillée qui constitue la pièce H du dossier d'enquête publique.

Cette étude d'impact a été soumise pour avis à l'autorité environnementale dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale. Il a été reconnu qu'elle était proportionnée aux enjeux et que sa présentation en rendait la lecture aisée (avis de l'Autorité environnementale n° 2002-103 en date du 26 janvier 2023 joint en annexe 2 à la présente délibération).

Un mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale a été émis par l'Eurométropole de Strasbourg et intégré au dossier d'enquête publique du projet (joint en annexe 3 à la présente délibération).

Pour confirmer l'intérêt général du projet, l'Eurométropole a pris en considération cette étude d'impact et l'avis précité.

5. Résultats de l'enquête publique préalable à la DUP et à la déclaration de cessibilité

Le projet, présenté dans un dossier composé de plusieurs volets, a été soumis à une enquête publique unique qui s'est déroulée du 20 février 2023 au 27 mars 2023, sous le contrôle d'une Commission d'enquête dont les trois membres indépendants ont été désignés par le Tribunal administratif de Strasbourg.

Cette enquête portait tout à la fois sur l'utilité publique du projet, sur ses effets sur l'environnement, sur la mise en compatibilité du PLUi et sur le volet foncier (enquête parcellaire).

Le 4 mai 2023, la Commission d'enquête, préalablement à la Déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux et acquisitions nécessaires au projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme de l'Eurométropole, a remis à la préfecture le rapport, les conclusions et son avis motivé.

Dans son rapport, la Commission d'enquête a relevé que le dossier constitué par l'Eurométropole de Strasbourg était « conforme aux dispositions législatives et règlementaires du Code de l'environnement. La présentation et le contenu des différentes thématiques développées sont d'une excellente qualité et suffisamment clairs et explicites pour apporter au public tous les éléments d'informations nécessaires à une bonne compréhension du projet et de ses enjeux » (cf. conclusions de la Commission d'enquête, page 1).

Au cours de l'enquête publique, la Commission d'enquête a reçu 139 personnes et a réceptionné 393 observations pour ce qui concerne le volet DUP. Pour ce qui concerne l'enquête parcellaire, la Commission d'enquête a reçu 17 personnes et a réceptionné 24 observations. Elle a constaté « une forte participation du public » qui a « pu s'exprimer dans de bonnes conditions » (cf. rapport de la Commission d'enquête, pages 26 à 28), notamment lors de la réunion publique du 6 mars 2023 à laquelle plus de 300 personnes ont participé.

Les principales observations portaient sur les thèmes suivants :

1. Plan de circulation routier
2. Route des romains
3. Rue des capucins
4. La ligne tram et ses abords
5. Dessertes et accessibilité locales
6. Les aménagements connexes
7. Réorganisation des réseaux de transport en commun
8. Aspects socio-économiques
9. La biodiversité
10. Les nuisances
11. Communication et information du public

Au terme de son rapport, la Commission d'enquête a rendu un avis favorable au projet assorti de neuf recommandations et trois réserves.

5.1. Les recommandations

La Commission d'enquête a formulé les neuf recommandations suivantes :

1. La Commission recommande que soit considérée positivement la requête du public, d'aménager l'accès privé vers la rue de Wasselonne. Cheminement qui part rue de la Chênaie et qui rejoint l'accès des résidences 1,3,5 depuis la route de Wasselonne. La même recommandation est émise pour l'accès possible à la route de Wasselonne par la rue des Merisiers et la rue des Aulnes à Eckbolsheim. Les accès desservent les stations « ZA Eckbolsheim » et « Wasselonne » et la piste cyclable.

2. La Commission recommande à ce que le micro-réseau de pistes et bandes cyclables sécurisées qui mènent vers les stations et par conséquent aux nouvelles pistes cyclables soit étudié par les services de l'Eurométropole et les communes de Wolfisheim et Eckbolsheim. La Commission estime que ces micro-réseaux contribueront positivement au report modal et donc aux objectifs du projet.

3. La Commission recommande d'équiper les stations de vélo-parcs dans la même temporalité que la mise en service de la ligne de tram. Une priorité devrait être accordée aux stations de la zone qui desservent Eckbolsheim Ouest et Wolfisheim. Cela contribuera au report modal par l'attractivité.

4. La Commission recommande d'instaurer sur la totalité de la route des Romains une « zone bleue » avec une durée de stationnement de deux heures maximum.

5. La Commission recommande que l'étude des besoins en stationnement soit conduite afin de soutenir le projet par des données factuelles et conjointement se rapprocher des propriétaires de stationnement privé afin d'y conduire, conjointement, des études qui visent à optimiser le stationnement résidentiel privé. La priorité est à accorder aux grandes copropriétés au Nord de la rue Virgile.

6. La Commission recommande à l'Eurométropole de porter la capacité de ce parking relais P+R de Wolfisheim à 400 places au minimum, d'autant plus que le secteur offre la possibilité de pouvoir réaliser une extension (parking silo), comme mentionné dans le dossier d'enquête.

7. La Commission recommande qu'un rapport annuel portant sur le suivi et le contrôle des dispositifs qui concourent à la stratégie d'infiltration des eaux pluviales soit établi par les gestionnaires des aménagements et ouvrages. En particulier les noues paysagères du P+R de Wolfisheim.

8. La Commission recommande que les meilleures technologies disponibles soient mises en œuvre pour réduire les nuisances sonores et viser le respect des valeurs règlementaires rue Virgile.

9. La Commission recommande, au maître d'ouvrage, de compléter le projet par un volet « Compensation GES » afin de réduire de manière significative la dette GES du projet.

5.2. Les réserves

Sur le volet « DUP », après avoir pris en compte et analysé l'ensemble des éléments contenus dans le projet soumis à cette enquête publique, la Commission d'enquête a émis un avis favorable assorti des trois réserves suivantes :

1. Route des Romains et rue des Capucins :

La Commission d'enquête émet une réserve sur la mise en sens unique de la route des Romains sur le tronçon non circulé par le futur tram dès la mise en service de l'extension du tram. La Commission motive sa réserve pour les raisons suivantes :

- cette mise en sens unique n'est pas nécessaire au bon fonctionnement de la ligne de tramway,
- la rue des Capucins n'est pas adaptée pour accueillir des flux supplémentaires et le projet de rue école n'est pas suffisamment avancé pour juger de sa compatibilité avec le plan de circulation,
- l'absence de projet urbain sur l'emprise libérée en dehors des voies circulées et des aménagements paysagers,
- la nécessité de maintenir une desserte aisée vers la M351 et le futur nœud intermodal des Forges depuis la rue de l'Engelbreit ou César Julien,
- l'absence de coordination des plans de circulation entre la ville de Strasbourg et d'Eckbolsheim.

2. La Commission d'enquête émet une réserve sur l'emplacement de la station Térence et demande son déplacement vers l'Est. La réponse du maitre d'ouvrage confirme, dans son mémoire en réponse la possibilité technique de cette modification d'emplacement et l'existence d'étude en ce sens.

3. A la vue des nombreuses contraintes générées par l'aménagement du cheminement depuis la route de Wasselonne, à hauteur de la station ZA Eckbolsheim vers le Zénith, la Commission d'enquête désapprouve ce tracé en émettant une réserve sur sa réalisation.

Sur le volet « enquête parcellaire », après étude du dossier, la Commission d'enquête a émis un avis favorable assorti de la réserve suivante : « compte tenu des nombreuses contraintes générées par l'aménagement du cheminement (parcelle section 29, n°226) depuis la route de Wasselonne, à hauteur de la station ZA Eckbolsheim vers le Zénith, la Commission d'enquête émet une réserve sur sa réalisation ».

Ces réserves appellent de la part de l'Eurométropole les réponses et modifications exposées ci-après. Pour mémoire, les recommandations constituent des suggestions faites au maître d'ouvrage sans conséquences sur les suites qui y sont données, alors que la levée des réserves conditionne le caractère favorable de l'avis de la commission d'enquête.

6. Modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique

6.1. Suites données aux recommandations

1. La Commission recommande que soit considérée positivement la requête du public, d'aménager l'accès privé vers la rue de Wasselonne, cheminement qui part rue de la Chênaie et qui rejoint l'accès des résidences 1, 3 et 5 depuis la route de Wasselonne. La même recommandation est émise pour l'accès possible à la route de Wasselonne par la rue des Merisiers et la rue des Aulnes à Eckbolsheim. Les accès desservent les stations « ZA Eckbolsheim » et « Wasselonne » et la piste cyclable.

L'Eurométropole relève, sur cette recommandation, que l'accès privé des résidences 1, 3 et 5 route de Wasselonne est en effet frappé d'un emplacement réservé pour l'aménagement d'un itinéraire dédié aux modes actifs. Toutefois, l'Eurométropole considère que son acquisition et son réaménagement engendreraient des travaux et impacts trop importants pour être mis en œuvre dans la même temporalité que le projet tramway. Par ailleurs, l'aménagement d'une liaison entre la route de Wasselonne et la rue des Merisiers supposerait la destruction partielle du talus bordant le Sud de la route de Wasselonne, talus constituant un corridor écologique intéressant que l'Eurométropole a souhaité conserver en l'état.

2. La Commission recommande que le micro-réseau de pistes et bandes cyclables sécurisées qui mènent vers les stations et par conséquent aux nouvelles pistes cyclables soit étudié par les services de l'Eurométropole et les communes de Wolfisheim

et Eckbolsheim. La Commission estime que ces micro-réseaux contribueront positivement au report modal et donc aux objectifs du projet.

L'Eurométropole prend acte de cette recommandation qu'elle met d'ores et déjà en œuvre par des études accompagnant la commune de Wolfisheim sur la réalisation d'itinéraires cyclables en direction du giratoire d'entrée de ville de la commune.

3. La Commission recommande d'équiper les stations de vélo-parcs dans la même temporalité que la mise en service de la ligne tram. Une priorité devrait être accordée aux stations de la zone qui desservent Eckbolsheim Ouest et Wolfisheim. Cela contribuera au report modal par l'attractivité.

L'Eurométropole prend acte de cette recommandation et fera en sorte de la mettre en application notamment au droit du terminus de Wolfisheim. Des arceaux à vélo seront par ailleurs disposés à proximité des autres futures stations tramways.

4. La Commission recommande d'instaurer sur la totalité de la route des Romains une « zone bleue » avec une durée de stationnement de deux heures maximum.

L'Eurométropole prend acte de cette recommandation et informe qu'une décision pourra être prise à ce sujet par les communes concernées en phase finale de réalisation des travaux, en fonction des usages observés et en concertation avec les habitants concernés.

5. La Commission recommande que l'étude des besoins en stationnement soit conduite afin de soutenir le projet par des données factuelles et conjointement se rapprocher des propriétaires de stationnement privé afin d'y conduire, conjointement, des études qui visent à optimiser le stationnement résidentiel privé. La priorité est à accorder aux grandes copropriétés au Nord de la rue Virgile.

L'Eurométropole prend acte de cette recommandation, tout en tenant compte des objectifs fondamentaux du projet de rééquilibrage des modes de déplacements et un meilleur partage de l'espace public :
- le rééquilibrage de l'espace public actuellement principalement occupé par l'automobile, que cela soit en termes de voies de circulation ou en termes d'emprises nécessaires au stationnement, en faveur d'usages alternatifs de l'espace public jusqu'alors peu présents (végétalisation, nouveaux lieux de rencontre par exemple),
- la mise en place d'une offre alternative en mobilités (transports en commun, modes actifs) vers lesquels les usagers seront incités à se diriger.

Ainsi, des choix ont dû être faits, les emprises disponibles étant parfois réduites. En termes de stationnement, le stationnement « utile » est compensé dans le cadre du projet. Il s'agit de places réservées aux personnes à mobilité réduite (PMR), d'aires de livraisons mutualisées nécessaires au bon fonctionnement du tissu commercial ou encore d'aires de stationnement dédiées au covoiturage. Ainsi, l'usager est incité à utiliser les places de stationnement privées, si elles existent, ou à reporter son stationnement permanent en dehors des quartiers, sur des parkings silos ou des P+R, et à privilégier la nouvelle offre en transport en commun qui sera mise en place.

6. La Commission recommande à l'Eurométropole de porter la capacité du parking relais P+R de Wolfisheim à 400 places au minimum, d'autant plus que le secteur offre la possibilité de pouvoir réaliser une extension (parking silo), comme mentionné dans le dossier d'enquête.

L'Eurométropole prend acte de cette recommandation et rappelle que le dossier d'enquête publique du projet précise que le futur P+R sera conçu de façon à permettre son extension ultérieure. Cette éventuelle extension pourra être étudiée ultérieurement en fonction des besoins réellement constatés.

7. La Commission recommande qu'un rapport annuel portant sur le suivi et le contrôle des dispositifs qui concourent à la stratégie d'infiltration des eaux pluviales soit établi par les gestionnaires des aménagements et ouvrages, en particulier les noues paysagères du P+R de Wolfisheim.

L'Eurométropole fera en sorte de mettre cette recommandation en œuvre par l'entretien régulier de ses ouvrages d'assainissement.

8. La Commission recommande que les meilleures technologies disponibles soient mises en œuvre pour réduire les nuisances sonores et viser le respect des valeurs règlementaires rue Virgile.

L'Eurométropole prend acte de cette recommandation et confirme l'objectif de respecter des normes et réglementations en vigueur.

9. La Commission recommande au maître d'ouvrage de compléter le projet par un volet « Compensation GES » afin de réduire de manière significative la dette GES du projet.

L'Eurométropole prend acte de cette recommandation et :
- indique qu'elle est déjà prise en compte dans l'étude d'impact du projet (volet bilan carbone, page 319 et suivante de la pièce H du dossier d'enquête publique) ;
- précise que le projet contribuera intrinsèquement à la réduction du trafic automobile et le report des déplacements vers les transports en commun et les modes actifs, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de l'air.

6.2. Suites données aux conclusions favorables assorties de trois réserves sur l'utilité publique de l'opération

1. Sur la réserve n° 1 relative à « la mise en sens unique de la route des Romains sur le tronçon non circulé par le futur tram dès la mise en service de l'extension du tram », l'Eurométropole de Strasbourg lève cette réserve en maintenant le tronçon de la route des Romains (entre les rues Térence et César Julien/Mentelin) à double sens de circulation tout en tenant compte des objectifs initiaux du projet, notamment relatifs à l'amélioration du cadre de vie.

Ainsi, afin de procéder à un aménagement qualitatif et apaisé de la voirie, l'aménagement définitif de ce tronçon comprendra une piste cyclable bidirectionnelle côté Sud, ainsi qu'à minima une bande végétalisée et plantée. Des aménagements spécifiques permettront de

réduire la vitesse des automobiles. Ces nouveaux éléments de programme seront intégrés et confortés aux études de phase PRO.

2. Sur la réserve n° 2 portant sur « l'emplacement de la station « Térence » et son déplacement vers l'Est », l'Eurométropole de Strasbourg ne donne pas une suite favorable à cette réserve.

En effet, comme mentionné par l'Eurométropole dans le mémoire en réponse transmis à la Commission d'enquête, l'emplacement de la station tram « Térence » est directement issu de la concertation réglementaire engagée début 2021 et dont le bilan a été approuvé par le Conseil de l'Eurométropole du 07 mai 2021 (page 7 de l'exposé des motifs et chapitre 4.2. de l'annexe 2 – Bilan de la concertation, jointe à la présente délibération). Dès cette date, le public, notamment habitant Eckbolsheim, avait demandé l'étude d'une station tramway à cet endroit afin de faciliter l'accès au réseau de tram pour les habitants du secteur résidentiel situé autour de l'avenue du Général de Gaulle. Implanter cette station plus à l'Est dans la rue Virgile :

- nécessiterait l'acquisition de la tour du 58 rue Virgile, ou la maison du 55 rue Virgile, leur démolition et le relogement de plusieurs occupants, éloignerait davantage ces habitants de la station,
- complexifierait l'intermodalité entre la ligne de bus 70 et la station tramway,
- la rapprocherait de la station tram précédente « Virgile » et par conséquent l'éloignerait de la station tram suivante « Poteries », ce qui aboutirait à des interdistances entre stations trop peu homogènes.

Par ailleurs, l'implantation plus à l'Est de cette station remettrait en question les modalités de restructuration de « l'îlot Horace » à moyen terme, actuellement en cours de réflexion. Enfin, la demande d'éloignement vers l'Est de cette station engendrerait son rapprochement de la mosquée de la rue Virgile, important générateur de déplacements, ce qui est contraire à l'implantation classique des stations de transports en commun qui sont habituellement légèrement décalées de ces générateurs afin d'instaurer une « zone de détente » des flux piétons et limiter la cohue et les bousculades qui pourraient survenir à l'arrivée d'une rame et donc détériorer le niveau de sécurité de fonctionnement du réseau. En l'état actuel de l'avancement du projet tramway et des projets qui l'entourent, l'unique emplacement possible de cette station est donc bien au droit des serres horticoles. Par ailleurs, l'impact sur le jardin de la propriété voisine n'est pas moindre sans station tram qu'avec. En effet, les trottoirs adjacents sont transformés en « quais-trottoirs ».

3. Sur la réserve n° 3 relative à « l'aménagement du cheminement depuis la route de Wasselonne, à hauteur de la station ZA Eckbolsheim vers le Zénith », l'Eurométropole de Strasbourg lève cette réserve.

En effet, le cheminement vers le Zénith depuis les futures stations ZA Eckbolsheim ou Wasselonne ont des longueurs strictement identiques (1000m). Le réaménagement de la rue Émile Mathis, inscrit au programme de voirie de l'Eurométropole et comportant une piste cyclable bidirectionnelle et un trottoir côté Ouest permettra d'assurer la liaison entre le Zénith et la station tramway.

6.3. Suites données aux conclusions favorables assorties d'une réserve sur la cessibilité

Sur la réserve n° 1 relative à « l'aménagement du cheminement depuis la route de Wasselonne, à hauteur de la station ZA Eckbolsheim vers le Zénith », l'Eurométropole de Strasbourg lève cette réserve.
En effet, le cheminement vers le Zénith depuis les futures stations ZA Eckbolsheim ou Wasselonne ont des longueurs strictement identiques (1 000 m). Le réaménagement de la rue Emile Mathis, inscrit au programme de voirie de l'Eurométropole et comportant une piste cyclable bidirectionnelle et un trottoir côté Ouest permettra d'assurer la liaison entre le Zénith et la station tramway.

Il est à noter que les emprises du projet soumises à enquête parcellaire résultaient des études d'avant-projet approuvées par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 septembre 2022. Les études se sont poursuivies en phase PRO et certaines emprises ont été réduites, voire ne sont plus concernées par les aménagements du projet. Les tableaux de l'annexe 5 de la présente délibération reflètent ces évolutions. Pour information, les plans joints en annexe 5 comportent les numéros d'ordre qui permettent de localiser les parcelles concernées. Enfin, certains accords amiables sont intervenus depuis l'enquête publique. Ces accords se traduiront par des acquisitions sans expropriation.

6.4. Description des ouvrages après modification pour tenir compte des résultats de l'enquête

En tenant compte des résultats de l'enquête publique et des propositions qui précèdent, le prolongement du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération (phase 2) nécessitera la réalisation des travaux et ouvrages établis et modifiés comme suit :

- l'extension de la plateforme tramway depuis la station « Comtes » vers les secteurs du Hohberg, des Poteries, et des communes d'Eckbolsheim jusqu'à Wolfisheim sur une distance d'environ 4 km, la voie étant parfois partagée entre les tramways et la circulation générale, traitée par un revêtement adapté selon les lieux (voir tracé en page 107 du dossier d'enquête publique),
- la réalisation de huit nouvelles stations (voir emplacement et typologie prévisionnelle des stations en pages 107 et suivantes du dossier d'enquête publique),
- des aménagements connexes à la plateforme tramway : pistes cyclables, voies de circulations, stationnements, locaux techniques,
- la création d'une passerelle de franchissement des voies ferrées pour les modes actifs permettant de passer de la rue du Rail à la rue du Chemin de Fer dans le quartier strasbourgeois de Koenigshoffen (voir description en pages 113 et suivantes du dossier d'enquête publique),
- la création d'un parking P+R au terminus à la station Wolfisheim (voir description en page 115 du dossier d'enquête publique),
- le réaménagement de la route des Romains entre la rue Engelbreit et la rue Virgile en prenant en compte la réserve n°1 émise par la Commission d'enquête et dont les nouveaux éléments de programmes seront intégrées aux études ultérieures du niveau Projet.

Ce programme d'aménagement définitif est cartographié en annexe 4 à la présente délibération.

Il est précisé que les ajustements du projet permettant de lever les réserves n°1 et 3 émises par la Commission d'enquête n'engendrent pas d'augmentation du coût du projet.

A la suite de l'enquête parcellaire, l'Eurométropole précise qu'aucune acquisition foncière ne sera nécessaire suite à la levée de la réserve n°3. L'état parcellaire à jour est reporté en annexe 5 de la présente délibération.

7. Motifs et considérations justifiant l'intérêt général de l'opération

7.1. Objectifs d'intérêt général

Le projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise doit répondre à des objectifs et enjeux importants sur le secteur de l'Ouest strasbourgeois. Il convient de souligner le caractère stratégique du projet dans la mesure où ce réseau de transport public permettra de répondre aux principaux objectifs suivants, considération prise des réserves et recommandations formulées par la Commission d'enquête et des suites données par l'Eurométropole :

- favoriser la desserte maillée du territoire Ouest de l'Eurométropole de Strasbourg en améliorant et diversifiant les systèmes de déplacement assurant l'accessibilité des zones d'habitat et d'activité du quartier de Koenigshoffen et des communes riveraines en compatibilité avec les orientations du SCOTERS,
- augmenter l'attractivité des déplacements alternatifs à la voiture par une amélioration du confort et des temps de déplacement vers les principaux pôles et équipements de l'agglomération,
- multiplier les potentialités de desserte du territoire par la création de plusieurs points de connexion avec d'autres lignes de déplacement (maillage avec la ligne D du tramway à la station « Poteries » ainsi qu'avec le TSPO à Wolfisheim),
- desservir indirectement ou créer des connexions avec d'autres secteurs aujourd'hui en mutation et notamment au regard des Projets de rénovation urbaine (PRU) des quartiers strasbourgeois de Hautepierre et de Cronenbourg,
- densifier le maillage du réseau cyclable sur l'ensemble du secteur desservi et renforcer les liaisons inter quartiers et intercommunales,
- contribuer à la réhabilitation du cadre de vie dans les espaces desservis par une requalification paysagère de qualité du corridor et des espaces publics en contribuant à l'amélioration des facteurs de l'environnement urbain, notamment en termes de qualité de l'air et d'îlots de fraîcheur,
- inscrire le tramway comme vecteur de dynamisation et de développement urbain respectueux de l'environnement.

7.2. Adéquation du projet à ces objectifs et à la politique urbaine combinant urbanisme et transport

Le projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise répond à ces objectifs par sa capacité :

- à assurer un libre choix du mode de déplacement, en développant l'offre alternative à la voiture. Par son efficacité, il améliorera les déplacements directement réalisés sur son tracé,
- à favoriser, par la réorganisation des lignes de bus, les déplacements entre les quartiers et les communes de l'agglomération et l'accessibilité aux zones d'habitat et d'emplois,
- à améliorer la performance et l'attractivité du réseau de transport sur la partie Ouest du territoire par le développement de l'offre de transport en site propre,
- à assurer un développement raisonné des modes de déplacements durables et solidaire, par la prise en compte des enjeux environnementaux, de santé et de développement durable,
- à répondre aux enjeux relatifs à la maîtrise des d'émissions de gaz à effet de serre, de réduction de la pollution atmosphérique et des nuisances sonores.

Facteur d'attractivité et de cohésion sociale pour les quartiers et communes desservis, le tramway favorise et accompagne la constitution d'une agglomération solidaire et inclusive. Il raccroche aussi les quartiers et communes du secteur Ouest au centre-ville de Strasbourg et au reste de l'agglomération. De ce fait, il est un vecteur de développement économique et de cohésion territoriale et sociale.

En termes de développement urbain, la zone d'influence immédiate du projet est un véritable secteur stratégique.

L'intérêt environnemental du projet mérite enfin d'être souligné : sur l'ensemble du tracé, l'espace public est requalifié au contact du tracé du tramway. Il privilégie la qualité de vie et l'environnement pour un espace public apaisé et convivial. C'est ainsi que le bilan vert (différence entre les arbres plantés et les arbres supprimés) est positif puisque 837 arbres seront plantés contre 82 supprimés. Le projet prévoit également la réalisation d'aménagements paysagers et de diverses mesures d'accompagnement aux milieux naturels : des « aménagements verts » seront réalisés par la plantation d'une végétation arborée (arbustes et arbres d'alignement). Le bilan vert positif permettra ainsi de maintenir l'accueil d'une certaine diversité biologique, support d'une petite faune inféodée aux espaces urbains, notamment l'avifaune et les chiroptères. Le bilan global est donc largement positif et permettra de maintenir l'accueil d'une diversité biologique.

Par ailleurs, les résultats indiquent que le projet de transport permet d'éviter, en phase exploitation, de l'ordre de : - 515.10 TéqCO2 en 2030.

En conclusion, le projet accompagne la restructuration et le développement urbain du secteur stratégique Ouest de l'agglomération. Il dessert des équipements structurants et notamment des établissements scolaires, des pôles d'emplois et de loisirs. Il participe au désenclavement de ces territoires en les reliant de manière plus efficace à des bassins d'emplois et à des lieux de vie et en répondant aux besoins en transport en commun des zones denses en habitat.

L'intérêt général de l'opération est donc multiple :

- structurer les quartiers et communes Ouest de l'agglomération strasbourgeoise en participant à la dynamique de renouvellement et de développement urbain et d'amélioration de la qualité de vie,
- créer un axe fort le long du tramway et sur l'axe pénétrant Ouest (routes des Romains et de Wasselonne), en développant les modes actifs de déplacements (création de pistes cyclables, cheminements piétons etc.),
- favoriser la cohésion sociale en reliant des zones en devenir avec le reste de la ville, afin d'accroître la mobilité via les transports en commun, élément essentiel au développement économique et social,
- répondre aux enjeux relatifs à la maîtrise des d'émissions de gaz à effet de serre, de réduction de la pollution atmosphérique et des nuisances sonores induites par le trafic automobile.

En ce sens, le projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise présente un bilan positif.

7.3. Prescriptions environnementales que devra respecter le maître d'ouvrage, et mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites

Les mesures dont la mise en œuvre est prévue pour compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits sont décrites dans l'étude d'impact jointe au dossier d'enquête publique. Elles portent sur les thématiques suivantes :

- foncier et environnement humain : le tracé de l'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise a été défini de façon à limiter au maximum les acquisitions foncières. Il nécessitera néanmoins certaines d'entre elles : les propriétaires exploitants seront indemnisés du préjudice subi conformément aux dispositions prévues par le Code de l'expropriation. Des mesures de protections acoustiques et anti-vibratiles seront mises en œuvre, ainsi que des indemnisations pour préjudice économique des commerçants/artisans et exploitant agricole,

- déplacements, infrastructures et transports : le projet prévoit la reprise des pistes cyclables existantes et la réalisation de raccordements de pistes cyclables de part et d'autre du nouvel aménagement. Le maillage du réseau cyclable est conçu au regard des orientations du Plan vélo. L'Eurométropole poursuit la prise en considération des impacts sur la circulation routière et le plan de circulation du projet dont les enjeux sont fortement liés à celui de l'arrivée du tram sur le secteur Ouest strasbourgeois,

- faune : le projet prévoit la réduction d'impact par la stricte limitation des emprises. Les mesures édictées pour les éléments végétaux et arbres d'alignement favoriseront le maintien de l'accueil d'une certaine diversité biologique, support d'une petite faune inféodée aux espaces urbains. Mise en place de mesures en faveur de la biodiversité : suivi de chantier et post aménagement (suivi biologique), sécurisation des arbres et

vérification de la présence de chiroptères et insectes dans les arbres, clôture provisoire du chantier,

- éléments végétaux et arbres d'alignement : le projet prévoit le recours à la transplantation (si l'état phytosanitaire le permet) systématiquement recherchée pour les sujets remarquables, la replantation d'arbres d'alignement et la plantation d'espaces verts. Au total 837 arbres seront ainsi plantés et diverses mesures de compensation liées à la protection du milieu naturel en phase travaux seront mises en œuvre. Le projet prévoit aussi la limitation des risques de dissémination des espèces végétales exotiques envahissantes,

- eaux souterraines et superficielles : le projet prévoit la mise en place d'un dispositif de Gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP) et d'entretien des espaces verts selon des techniques non polluantes (démarche Zéro Phyto),

- pollution des sols : dans le cadre du projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise, les contaminations identifiées présentent principalement des risques d'exposition par contamination des eaux souterraines et par contact direct (contact cutané, ingestion, inhalation de poussières et/ ou de vapeurs) durant la phase de travaux, notamment pour les ouvriers de chantier mais aussi les riverains. Des précautions seront mises en œuvre notamment dans la gestion des matériaux identifiés comme contaminés lors des travaux d'aménagement, en respectant les contraintes réglementaires et sanitaires. Un protocole de traçabilité des terres sera mis en place. Ainsi, les opérations de chantier comprendront la mise en place des aires de stockage des matériaux excavés, le tri des terres polluées jusqu'aux objectifs fixés par les études de projet ; le chargement, puis le transport des terres polluées vers un centre agréé et finalement la réception des fouilles au moyen de prélèvements d'échantillons justificatifs accompagnés d'analyses en laboratoire.

L'ensemble des mesures en faveur de l'environnement a été chiffré à un montant prévisionnel de l'ordre de 2,7 M€. Cette estimation prévisionnelle est intégrée au projet et sa décomposition est détaillée dans le dossier d'enquête publique du projet.

7.4. Modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine

Le suivi des mesures d'insertion et des effets du projet est intégré au projet lui-même. Une attention particulière est portée sur :

- la prise en compte de la sécurité. Mise en œuvre en amont des chantiers, elle concerne l'ensemble des intervenants et services concernés par les travaux de réalisation de l'opération et permet d'analyser les risques engendrés, de définir les mesures à prendre pour assurer la co-activité entre les intervenants et la population, ainsi que les mesures à mettre en œuvre pour assurer la sécurité de chacun,

- le dispositif de coordination des différents intervenants et entreprises qui interviennent simultanément en plusieurs sites par la mise en place d'un Comité de Coordination de

Chantier (CCC), des réunions Maîtrise et Coordination des Chantiers (MCC) et des réunions d'organisation temporaire du Plan de Circulation Générale,

- le suivi des mesures sur le milieu physique : en phase exploitation et en complément du dispositif de Gestion intégrée des eaux pluviales (GIEP), les eaux de ruissellement sont rejetées dans le réseau existant, le service assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg se chargera d'assurer la maintenance de ces conduites pour garantir leur bon fonctionnement,

- le suivi des mesures concernant le milieu naturel : les abattages d'arbres seront réalisés sous le contrôle du service gestionnaire afin d'éviter toute incidence sur les espaces et les éléments les plus remarquables tout en veillant à respecter la période favorable (éviter le dérangement de l'avifaune et chiroptères). En phase exploitation, les arbres plantés et tous les espaces verts seront entretenus par le service chargé des espaces verts,

- le suivi des mesures sur le cadre de vie et la santé : les sources d'émissions sonores sont essentiellement constituées par des voiries routières de profils divers. Afin de vérifier les niveaux de bruit après la réalisation du projet, des mesures pourront être réalisées aux mêmes endroits que lors de la campagne de 2021 sur le secteur concerné par le projet,

- le suivi des mesures sur le milieu humain et le contexte socio-économique, qui repose essentiellement sur les mesures prises en phase chantier pour contrôler l'efficacité des moyens mis en œuvre pour assurer la continuité des accès.

Le suivi des mesures s'opèrera dans les deux ans après la mise en service des extensions tramway et sera le cas échéant renouvelé au vu des résultats. En ce qui concerne la qualité de l'air et les émissions de particules, la collectivité s'inscrit dans le programme de mesures d'Atmo Grand Est.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code de l'environnement, notamment ses
articles L. 122-1, L. 123-1, L. 123-16 et L. 126-1
Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
notamment ses articles L. 110-1 et L. 122-1 et suivants
Vu le Code des transports, notamment son article L. 1511-1
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-54 à L. 153-59
Vu le Schéma de cohérence territoriale de la région de Strasbourg
dans sa version en vigueur à la date de la présente délibération
Vu le Plan local d'urbanisme intercommunal de l'Eurométropole de
Strasbourg dans sa version en vigueur à la date de la présente délibération
Vu la délibération n° 33 en date du 18 décembre 2015 par laquelle
le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a pris acte du

programme de réalisation du projet d'extension Ouest du réseau de tramway de l'agglomération strasbourgeoise en deux phases
Vu la délibération n° E-2020-845 en date du 18 décembre 2020 par laquelle le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé les objectifs du projet d'extension de la ligne F du tramway vers l'Ouest (phase 2), a décidé d'engager la procédure de concertation préalable, a défini les modalités de cette concertation, a autorisé le lancement d'une procédure de passation d'un marché de maîtrise d'œuvre permettant notamment la définition du programme
Vu la délibération n° E-2021-421 en date du 07 mai 2021 par laquelle le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a arrêté le bilan de la concertation organisée du 18 janvier 2021 au 19 février 2021, a notamment décidé de retenir la variante V2 comme tracé du projet, a confirmé la poursuite des études et des procédures, a approuvé le programme de travaux servant les études d'avant-projet, a approuvé la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour l'instruction techniques des phases avant-projet et post-AVP, a pris en considération le projet en application de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme
Vu la délibération n° E-2022-1001 en date du 30 septembre 2022 par laquelle le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a notamment arrêté le bilan de la concertation complémentaire organisée de septembre 2021 à juillet 2022, a arrêté le coût total de l'opération au stade avant-projet, a approuvé le principe de l'acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation de tous les biens nécessaires à l'opération et a approuvé la soumission du projet à une enquête publique unique
Vu le courrier en date du 29 novembre 2022 invitant à participer à la réunion d'examen conjoint prévue à l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme
Vu la décision en date du 05 janvier 2023 par laquelle le Président du Tribunal Administratif de Strasbourg a désigné les membres de la Commission d'enquête
Vu le compte rendu de la réunion d'examen conjoint de l'Etat, de l'EMS et des personnes publiques associées qui s'est déroulée le 12 janvier 2023
Vu les avis préalables, notamment l'avis de l'Autorité environnementale n° 2002-103 en date du 26 janvier 2023
Vu la réponse écrite à l'avis de l'Autorité environnementale n° 2002-103 en date du 26 janvier 2023
Vu le dossier d'enquête publique unique relatif au projet d'extension du réseau de tramway vers l'ouest de l'agglomération strasbourgeoise (Ligne Tram F, Phase 2) portant à la fois sur la déclaration d'utilité publique, sur la mise en compatibilité du PLUi et sur l'enquête parcellaire
Vu l'arrêté du 30 janvier 2023 par lequel le préfet du Bas-Rhin a prescrit l'ouverture de l'enquête publique du 20 février 2023 au 27 mars 2023, et les modalités de son organisation
Vu le rapport, les conclusions et l'avis motivé émis par la Commission d'enquête préalablement à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires au projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de l'Eurométropole, datés du 04 mai 2023
Vu le rapport, les conclusions et l'avis motivé émis par la Commission d'enquête préalablement à la déclaration de cessibilité des parcelles à acquérir dans le cadre du projet d'extension du réseau de tramway F vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise, datés du 04 mai 2023

Vu la délibération de la ville de Strasbourg en date du 26 juin 2023 portant avis favorable au projet de délibération de l'Eurométropole de Strasbourg relatif à la déclaration de projet réitérant la demande de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg et la demande de déclaration de cessibilité
Vu la délibération de la commune d'Eckbolsheim en date du 07 mars 2023 portant sur le projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de prendre en considération l'étude d'impact du projet, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements ainsi que le résultat de la consultation du public,*
- *de prendre acte des conclusions favorables assorties de trois réserves, émises par la Commission d'enquête le 4 mai 2023 sur les travaux et acquisitions nécessaires au projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de l'Eurométropole,*
- *de lever la réserve n°1 portant « sur la mise en sens unique de la route des romains sur le tronçon non circulé par le futur tram dès la mise en service de l'extension du tram » dans les conditions techniques décrites dans l'exposé des motifs ci-dessus,*
- *de ne pas donner une suite favorable à la réserve n°2 portant sur « l'emplacement de la station Terence et son déplacement vers l'Est » et d'y apporter les réponses décrites dans l'exposé des motifs ci-dessus,*
- *de lever la réserve n ° 3 portant sur « l'aménagement du cheminement depuis la route de Wasselonne, à hauteur de la station ZA Eckbolsheim vers le Zénith » dont la commission d'enquête a désapprouvé le tracé, dans les conditions techniques décrites dans l'exposé des motifs ci-dessus,*
- *de prendre acte des conclusions favorables assorties d'une réserve, émises par la Commission d'enquête sur la déclaration de cessibilité des parcelles à acquérir dans le cadre du projet d'extension du réseau de tramway F vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise ;*
- *de lever la réserve n° 1 émise sur la déclaration de cessibilité ;*

reconnaît

l'intérêt général du projet dont l'objet est l'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de Strasbourg (ligne F, phase 2) et la réalisation d'aménagements d'accompagnement (aménagements urbains sur des sections de voiries, création d'un P+R, pistes cyclables,), pour les motifs et considérations suivants, plus amplement exposés dans l'exposé des motifs :

- *le développement de la desserte maillée du territoire Ouest de Strasbourg,*
- *l'augmentation de l'attractivité des déplacements alternatifs à la voiture. L'opération assure un libre choix du mode de déplacement, en développant l'offre alternative à la voiture ; par son efficacité, elle améliorera les déplacements directement réalisés sur son tracé,*

- *la multiplication des potentialités de desserte du territoire,*
- *la création des connexions avec d'autres secteurs aujourd'hui en mutation. Le projet favorise les déplacements entre les quartiers et les communes de l'agglomération ainsi que l'accessibilité aux zones d'habitat et d'emplois,*
- *la densification le maillage du réseau cyclable sur l'ensemble du secteur desservi et le renforcement les liaisons inter quartiers et intercommunales,*
- *la contribution à la réhabilitation du cadre de vie dans les espaces,*
- *l'inscription du tramway comme vecteur de dynamisation et de développement urbain respectueux de l'environnement. L'opération assure un développement raisonné des modes de déplacement durable et solidaire, par la prise en compte des enjeux environnementaux, de santé et de développement durable ;*

précise

- *que le maître d'ouvrage devra respecter les principales prescriptions techniques énoncées dans l'étude d'impact et notamment la compensation des effets négatifs du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits,*
- *que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites, seront celles énoncées en pièce H du dossier d'enquête publique,*
- *que les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine seront celles qui sont prévues en pièce H du dossier d'enquête publique ;*

émet

un avis favorable sur la proposition de mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme intercommunal de l'Eurométropole de Strasbourg telle que cette proposition ressort de la pièce J du dossier d'enquête publique ;

réitère

la demande d'approbation de la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme intercommunal de l'Eurométropole par effet de la déclaration d'utilité publique en application de l'article L. 153-58 du Code de l'urbanisme ;

prend acte

que la décision de mise en compatibilité du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg deviendra exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage de l'arrêté portant déclaration d'utilité publique ;

réitère

- *auprès de Madame la Préfète du Bas-Rhin, la demande de déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires au projet d'extension du réseau*

de tramway vers l'Ouest (phase 2) emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de l'Eurométropole,

- *auprès de Madame la Préfète du Bas-Rhin, la demande de déclaration de cessibilité des parcelles à acquérir dans le cadre de ce projet telles que ces parcelles sont recensées en annexe 5 ;*

charge

la Présidente ou son-sa représentant-e :

- *de transmettre à Madame la Préfète du Bas-Rhin, la présente délibération de déclaration de projet exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'intérêt général et l'utilité publique du projet et les réponses aux recommandations et réserves de la Commission d'enquête afin de solliciter l'adoption d'un arrêté portant déclaration d'utilité publique et l'adoption d'un arrêté de cessibilité sur la base du dossier d'enquête parcellaire modifié,*
- *de requérir auprès du concessionnaire CTS, maître d'ouvrage délégué des travaux concernant l'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de Strasbourg (phase 2), l'intégration notamment dans la conception des plans de niveau « projet » des diverses dispositions résultant de la prise en compte des réserves et recommandations de la Commission d'enquête publique,*
- *d'acquérir par voie amiable ou par voie d'expropriation les biens immobiliers nécessaires à la réalisation du projet tels que ces biens ont été recensés dans le dossier d'enquête parcellaire modifié,*
- *d'accomplir les mesures de publicité prévues par les textes,*
- *à prendre toutes dispositions et à signer tous actes et documents concourant à la mise en œuvre de la présente délibération, en particulier toutes mesures préparatoires ou conservatoires relatives au projet (par exemple, archéologie préventive et toutes autres demandes d'autorisations nécessaires auprès des autorités administratives compétentes).*

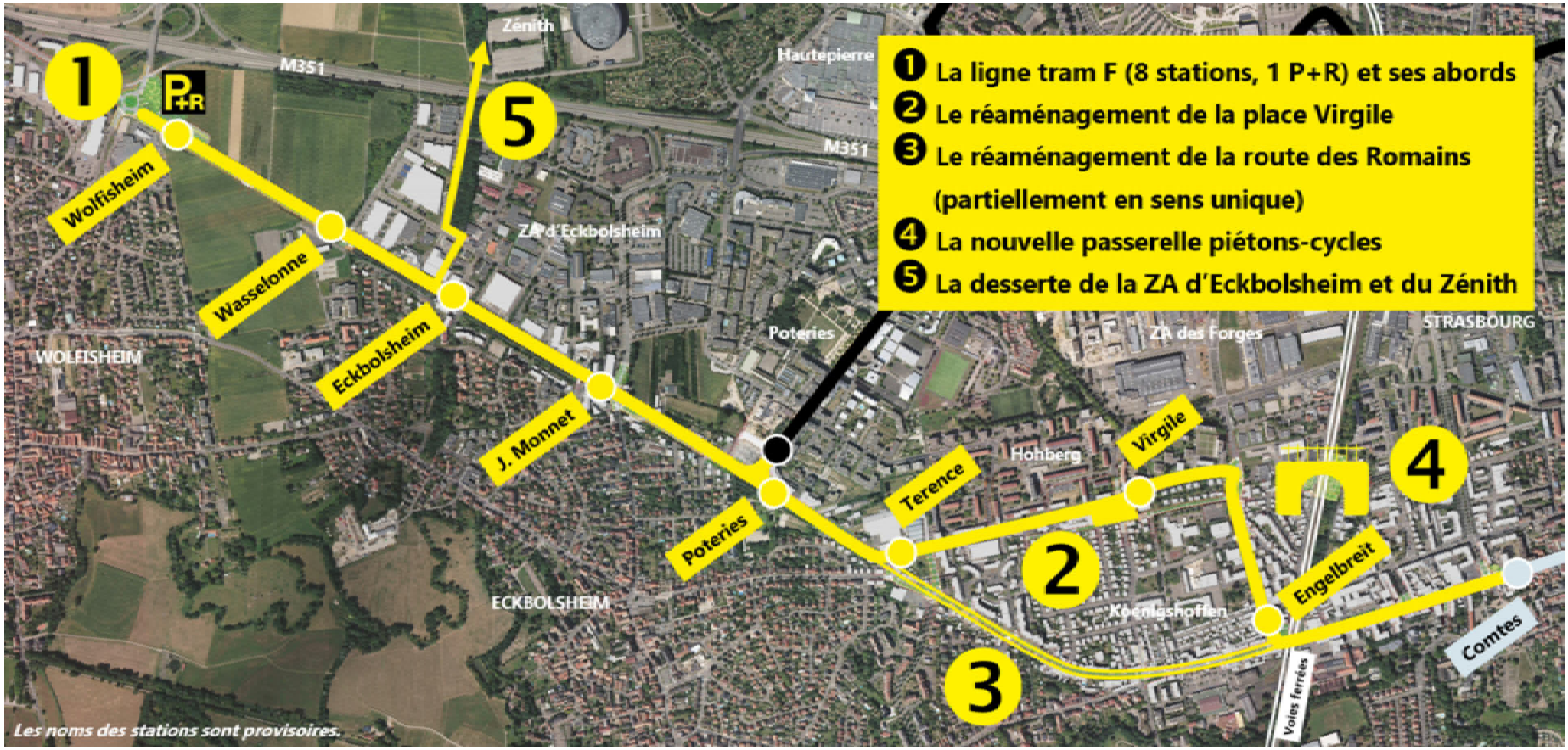
Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159822-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

ANNEXE 1

Description des principaux ouvrages lors de la mise à l'enquête


1 La ligne tram F (8 stations, 1 P+R) et ses abords
2 Le réaménagement de la place Virgile
3 Le réaménagement de la route des Romains (partiellement en sens unique)
4 La nouvelle passerelle piétons-cycles
5 La desserte de la ZA d'Eckbolsheim et du Zénith
Zénith
Hautepierre
M351
ZA d'Eckbolsheim
Wolfisheim
Wasselonne
Eckbolsheim
J. Monnet
Poteries
WOLFISHEIM
ECKBOLSHEIM
ZA des Forges
STRASBOURG
Hohberg
Virgile
Terence
Engelbreit
Koenigshoffen
Comtes
Voies ferrées
Les noms des stations sont provisoires.

ANNEXE 2

Avis de l'Autorité environnementale n° 2002-103 en date du 26 janvier 2023

Autorité environnementale

Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur l'extension vers l'ouest de la ligne F du tramway de Strasbourg (seconde phase) depuis le quartier de Koenigshoffen/Hohberg vers Eckbolsheim et Wolfisheim (67) et sur la mise en compatibilité du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg

n°Ae : 2022-103

Avis délibéré n° 2022-103 adopté lors de la séance du 26 janvier 2023

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

L'Ae[1] s'est réunie le 26 janvier 2023 en visioconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur l'extension vers l'ouest de la ligne F du tramway de Strasbourg (seconde phase) depuis le quartier de Koenigshoffen/Hohberg vers Eckbolsheim et Wolfisheim (67) et sur la mise en compatibilité du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ont délibéré collégialement : Hugues Ayphassoro, Nathalie Bertrand, Sylvie Banoun, Barbara Bour-Desprez, Karine Brulé, Marc Clément, Virginie Dumoulin, Bertrand Galtier, Christine Jean, Philippe Ledenvic, François Letourneux, Serge Muller, Jean-Michel Nataf, Alby Schmitt, Véronique Wormser

En application de l'article 4 du règlement intérieur de l'Ae, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

Étaient absents : Louis Hubert, Éric Vindimian

* *

* *

L'Ae a été saisie pour avis par la préfète du département du Bas-Rhin, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues le 4 novembre 2022.

Cette saisine étant conforme aux dispositions de l'article R. 122-6 du code de l'environnement relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L. 122-4 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R. 122-27 du même code, l'avis a vocation à être fourni dans un délai de trois mois.

Conformément aux dispositions du même article, l'Ae a consulté par courriers en date du 14 novembre 2022 :

- *la préfète du département du Bas-Rhin, qui a transmis une contribution en date du 16 janvier 2022,*
- *le directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) du Grand Est, qui a transmis une contribution en date du 12 décembre 2022.*

Sur le rapport de Jean-Philippe Moretau et Véronique Wormser, qui ont rencontré la maîtrise d'ouvrage le 13 janvier 2023, après en avoir délibéré, l'Ae rend l'avis qui suit.

Pour chaque projet soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public.
Cet avis porte sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.
La décision de l'autorité compétente qui autorise le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage à réaliser le projet prend en considération cet avis. Une synthèse des consultations opérées est rendue publique avec la décision d'octroi ou de refus d'autorisation du projet (article L. 122-1-1 du code de l'environnement). En cas d'octroi, l'autorité décisionnaire communique à l'autorité environnementale le ou les bilans des suivis, lui permettant de vérifier le degré d'efficacité et la pérennité des prescriptions, mesures et caractéristiques (article R. 22-13 du code de l'environnement).
Conformément au V de l'article L. 1221 du code de l'environnement, le présent avis de l'autorité environnementale devra faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage qui la mettra à disposition du public par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L. 123-2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19.
Le présent avis est publié sur le site de l'Ae. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

[1] Formation d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD)

Synthèse de l'avis

L'Eurométropole de Strasbourg est la porteuse du projet d'ensemble d'extension « ouest » de la ligne F du tramway depuis le centre-ville de Strasbourg. Le projet présenté porte sur la deuxième phase de ce projet d'ensemble et sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) de l'Eurométropole nécessaire à sa réalisation. La première extension[2], réalisée et mise en service en août 2020 et qui constituait la phase 1, s'arrête aujourd'hui à la station Comtes dans le quartier de Kœnigshoffen.

La phase 2 prévoit l'extension de la ligne jusqu'à Wolfisheim (au-delà du terminus initialement envisagé), la création de huit nouvelles stations, des aménagements connexes de voiries (pistes cyclables, voies de circulation), la création d'un parking-relais de 100 places au niveau du rond-point de Wolfisheim et d'un ouvrage de franchissement de la voie ferrée pour les modes actifs, et le réaménagement de la route des Romains.

Pour l'Ae, les principaux enjeux environnementaux du projet, dans un contexte de changement climatique, sont, à l'échelle du projet et du PLUI :

- l'optimisation de l'organisation des déplacements et la baisse des nuisances associées ainsi que des émissions de gaz à effet de serre ;
- le développement urbain généré par le projet : la requalification urbaine et le désenclavement de quartiers, ainsi que l'éventuel étalement urbain induit ; la pollution de l'air, le bruit et les vibrations ;
- la biodiversité en ville.

L'étude d'impact est résolument orientée sur la phase 2, n'évoquant que ponctuellement le projet d'ensemble et ne fournissant aucun bilan de la phase 1 ni la justification environnementale du prolongement de la ligne au-delà du périmètre retenu en 2016. Elle est à compléter sur ces points. Sur le périmètre traité, elle est proportionnée aux enjeux et de bonne qualité.

Les principales recommandations de l'Ae portent également sur :

- la nécessaire mise à jour des données relatives aux déplacements et aussi à la caractérisation de l'état initial de la biodiversité (pour le Crapaud vert et la cartographie des oiseaux contactés), ainsi que les mesures prises par le projet pour sa préservation – en particulier celle des espèces protégées – et celles pour développer la biodiversité en ville ;
- la prise en compte, dans l'étude air et santé, de l'ensemble du temps passé par les enfants sur site scolaire ;
- la protection par le PLUI des espaces verts évités ou créés, en vue de leur pérennisation.

L'ensemble des observations et recommandations de l'Ae est présenté dans l'avis détaillé.

[2] Qui a fait l'objet de l'avis de l'Ae n°2016-114 délibéré le 25 janvier 2017

Avis détaillé

1. Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux

1.1 Contexte du projet

Le réseau de tramway de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) est l'un des plus développés de France. Avec une couverture quasi-totale du centre-ville et de la moitié de la première couronne, il constitue une alternative à la voiture individuelle pour de nombreux habitants. L'Eurométropole, autorité organisatrice de la mobilité des voyageurs sur son territoire (plus de 505 000 habitants, Insee 2019), projette de l'étendre et d'accroître le maillage pour en améliorer les performances notamment par un projet d'extension « ouest » de la ligne F du tramway depuis le centre-ville de Strasbourg.



Figure 1 : Tracés possibles pour les futurs transports en commun structurants à long terme, à gauche et réseau TCSP actuel, à droite (Source : dossier)

Le projet d'ensemble initial, présenté en 2016, à la réalisation échelonnée dans le temps, était constitué :

- d'une phase 1 réalisée et mise en service en août 2020 : extension de la ligne F vers l'ouest depuis la station « Faubourg National » jusqu'à la station « Comtes » actuel terminus, dans le quartier de Koenigshoffen[3] ;
- d'une phase 2 prévue après 2020 : prolongement du tramway depuis la station Comtes vers les secteurs Hohberg et Poteries.

[3] L'Ae a rendu un avis sur la phase 1 le 25 janvier 2017 (n°2016-114).

La phase 2 du projet a évolué depuis 2016 et prévoit maintenant une extension plus importante de la ligne, jusqu'à Eckbolsheim et Wolfisheim (cf. figure 2).

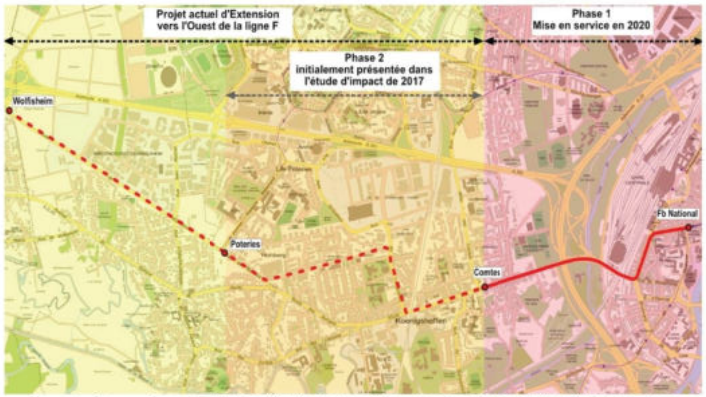


Figure 2 : Phasage du projet d'ensemble d'extension du tramway vers l'ouest de l'agglomération et son évolution (Source page 121 du dossier d'enquête publique)

Les objectifs initiaux du projet d'ensemble (phases 1 et 2) d'extension de la ligne F présentés en 2016 étaient :

- la desserte des quartiers ouest de Koenigshoffen, Hohberg, Poteries et des communes d'Eckbolsheim et Wolfisheim ;
- le maillage avec la ligne de tramway D et la connexion avec les quartiers de Hautepierre et Cronenbourg ;
- le transfert modal avec la création d'un parking-relais de rabattement ;
- la liaison de la 2nde couronne de l'agglomération avec le centre-ville et la 1ère couronne ;
- le maillage avec le TSPO (transport en site propre ouest)[4].

Les objectifs principaux auxquels devait répondre la phase 1 du projet d'ensemble étaient :

- d'améliorer la desserte en transports en commun ;
- de favoriser l'intermodalité entre la voiture et le tramway ;
- d'améliorer la qualité de vie et la qualité de l'air ;
- d'offrir une desserte directe du quartier de Koenigshoffen depuis les axes A35 / A351 ;
- d'accompagner le projet urbain de ce quartier ;
- de contribuer à la requalification des grands boulevards du centre-ville.

[4] Le TSPO vise à développer une offre attractive le long de la RD1004 pour relier Wasselonne à Strasbourg en 40 minutes en heure de pointe contre plus d'une heure actuellement. Le projet a été réalisé de 2017 à 2020 jusqu'à l'entrée dans la partie urbaine de l'Eurométropole (échangeur de Wolfisheim), la partie finale de l'A351 jusqu'à l'A35 restant à aménager.

À la suite de la mise en service de la première extension (phase 1), la poursuite du prolongement de la ligne F vers l'ouest (phase 2) est revu, selon le dossier en cohérence avec les orientations du PLUI (plan local d'urbanisme intercommunal)[5] de l'Eurométropole ainsi qu'en référence au « schéma directeur des Transports collectifs 2025 » (révisé en 2016 et 2018) et au « plan climat ». Ses objectifs avec la phase 2 sont les suivants :

- faciliter les déplacements des habitants des quartiers de Koenigshoffen, du Hohberg, des Forges, des Poteries, et des communes d'Eckbolsheim et de Wolfisheim vers le centre-ville de Strasbourg et inversement ;
- agir sur la qualité de l'air et les nuisances sonores en réduisant l'impact de la voiture, notamment grâce à un renforcement des échanges intermodaux (dispositif de parking-relais, dit P+R), et par la réalisation d'un véritable maillage du territoire et d'équipements d'intermodalité (véloparcs, pistes cyclables) ;
- accompagner les projets urbains ou de restructuration envisagés dans le périmètre du tracé (Porte de Koenigshoffen, zone d'activités des Forges, et dans le quartier des Poteries mais aussi desservir indirectement ou créer des connexions vers d'autres quartiers aujourd'hui en mutation, comme les projets de rénovation urbaine des quartiers de Hautepierre et Cronenbourg, avec lesquels les liaisons sont coupées au sud par l'autoroute A351, et par l'interconnexion avec la ligne D au niveau de Koenigshoffen, ainsi que le quartier et la zone d'activités Jean Monnet à Eckbolsheim).

1.2 Présentation du projet et des aménagements projetés

Le dossier porte sur la phase 2 du projet d'ensemble qui comprend :

- l'extension de l'infrastructure du tramway vers les secteurs Hohberg, Poterie, Eckbolsheim jusqu'à Wolfisheim sur un linéaire de 4 km comprenant huit stations, une sous-station électrique, les locaux techniques et les mobiliers associés ;
- les aménagements connexes à la plateforme du tramway : pistes cyclables, voies de circulation, stationnements et création d'un parking P+R de 100 places au niveau du rond-point de Wolfisheim ;
- la création d'une passerelle pour les modes actifs franchissant la voie ferrée, permettant de passer de la rue du Rail à la rue du Chemin de fer ;
- le réaménagement de la route des Romains entre la rue Engelbreit et la rue Virgile ;
- la création d'un cheminement pour piétons et cycles de la route de Wasselonne vers le Zénith sur la commune d'Eckbolsheim.

Le dossier comporte une description et des plans précis de tous les aménagements projetés, à l'exception du renforcement de l'ouvrage franchissant la voie ferrée par la route des Romains (reprise du tablier et ajout d'une pile centrale) indispensable pour y faire circuler le tramway d'après ce qui a été dit oralement aux rapporteurs.

L'Ae recommande d'inclure dans la phase 2 du projet les travaux de renforcement de l'ouvrage routier franchissant les voies ferroviaires et de les décrire.

[5] Approuvé en 2016, révisé le 27 septembre 2019 et modifié le 25 juin 2021 ; il comporte à titre de plan de déplacements urbains une orientation d'aménagement et de programmation métropolitaine et un programme d'orientations et d'actions par commune (voirie et accès) spécifiques aux déplacements. L'Eurométropole ne dispose pas d'un plan de mobilités (tel que défini par la loi d'orientation des mobilités de 2019) en tant que tel. Un plan d'actions pour les mobilités actives de 2019 complète le dispositif.

Le coût d'investissement du projet est estimé à 120 millions d'euros 2022 (infrastructures et équipements du tramway, y compris matériel roulant). Les coûts d'exploitation sont d'1,81 million d'euros par an. Le projet est soutenu financièrement par l'État dans le cadre du 4e appel à projets "Transports en commun en site propre et pôles d'échanges multimodaux" (subvention de 15,12 millions d'euros, convention signée en septembre 2022).

Les travaux sont prévus sur 36 mois sans que le calendrier de réalisation de la passerelle soit encore arrêté. La mise en service de l'extension est prévue début 2026.

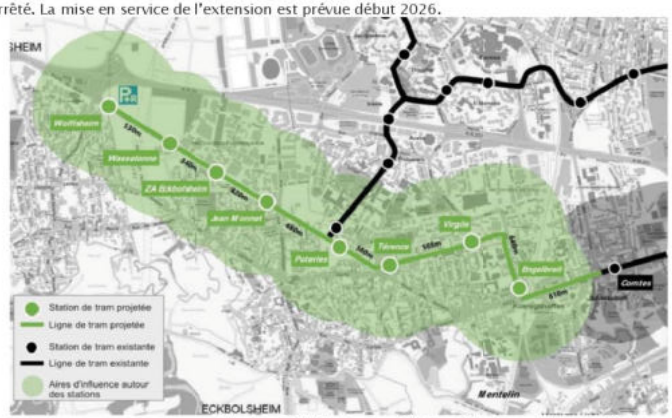


Figure 3 : Position des stations de la phase 2 de l'extension de la ligne F du tramway et aires d'influence autour des stations (500 m) (Source page 48 du dossier d'enquête publique)

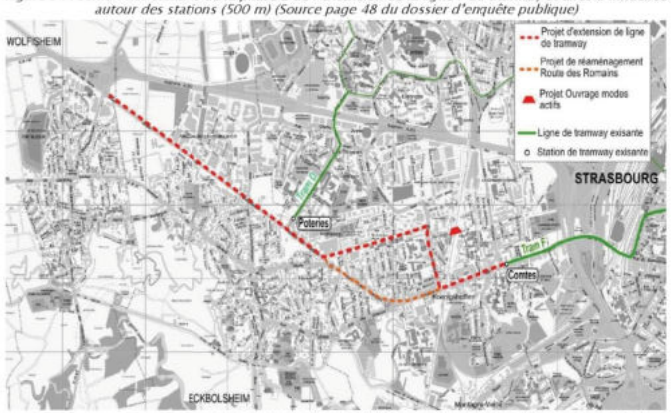


Figure 4 : Aménagements projetés pour la phase 2 de l'extension de la ligne F (Source : dossier)

1.3 Procédures relatives au projet

Le projet est placé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg. L'exploitation du réseau urbain de tramway et bus est confiée à la compagnie des transports strasbourgeois (CTS) par une délégation de service public.

Une concertation publique préalable a été menée du 18 janvier au 19 février 2021[6], afin de présenter au public les principaux enjeux, objectifs et principes d'aménagement de l'opération, et de recueillir son point de vue sur différents scénarios. Son bilan est joint au dossier.

Le dossier est un dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de la phase 2 du projet. L'enquête publique porte sur l'intérêt général et l'utilité publique de la phase 2 du projet d'ensemble, et, en application de l'article R. 122-27 du code de l'environnement, sur la mise en compatibilité du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg menée dans le cadre d'une procédure commune au titre de l'article L.122-14 du code de l'environnement. Une enquête parcellaire est menée concomitamment en vue de l'acquisition des terrains nécessaires.

Le projet d'ensemble est soumis à évaluation environnementale[7]. Comportant des travaux sur un échangeur du réseau autoroutier (réalisés en phase 1), l'autorité environnementale compétente sur l'ensemble de projet est l'Ae de l'IGEDD, également compétente pour le projet de mise en compatibilité du PLUI.

L'étude d'impact comporte une évaluation des incidences au titre de Natura 2000[8].

La phase 2 de l'extension de la ligne F nécessitera une autorisation de porter atteinte aux allées et alignements d'arbres prévue à l'article L. 350-3 du code de l'environnement, improprement appelée dans le dossier « autorisation environnementale » (L. 181-1 du code de l'environnement), et une autorisation de travaux à proximité de monuments historiques ; certains équipements nécessiteront des permis de construire ou d'aménager.

1.4 Principaux enjeux environnementaux du projet relevés par l'Ae

Pour l'Ae, les principaux enjeux environnementaux du projet, dans un contexte de changement climatique, sont, à l'échelle de l'opération, du projet d'ensemble et du PLUI :

- l'optimisation de l'organisation des déplacements et la baisse des nuisances associées ainsi que des émissions de gaz à effet de serre ;
- le développement urbain généré par le projet : la requalification urbaine et le désenclavement de quartiers, ainsi que l'éventuel étalement urbain induit ;
- la pollution de l'air, le bruit et les vibrations ;
- la biodiversité en ville.

[6] https://participer.strasbourg.eu/detail-participation/-/entity/id/62181645

[7] Rubrique 7 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : « *Tramways, métros aériens et souterrains, funiculaires ou lignes analogues* », la soumission à évaluation environnementale étant systématique.

[8] Les sites Natura 2000 constituent un réseau européen en application de la directive 79/409/CEE « Oiseaux » (codifiée en 2009) et de la directive 92/43/CEE « Habitats faune flore », garantissant l'état de conservation favorable des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Les sites inventoriés au titre de la directive « habitats » sont des zones spéciales de conservation (ZSC), ceux qui le sont au titre de la directive « oiseaux » sont des zones de protection spéciale (ZPS).

2. Analyse de l'étude d'impact

2.1 Observations générales – Bilan de la phase 1

La phase 1 a vu la réalisation de 1,7 km de nouvelles infrastructures, de quatre stations (Faubourg National, Porte Blanche, Porte des Romains, Comtes) ainsi que le réaménagement de la place Sainte-Aurélie, la création du parking-relais de 320 places « Porte des Romains » et la déviation de la bretelle de l'A35/A351 permettant un accès direct au quartier de Koenigshoffen et à ce parking-relais depuis l'axe routier. Le dossier indique que la démarche éviter-réduire-compenser (ERC) a été mise en œuvre, ce qui aurait permis d'obtenir une incidence résiduelle très faible, avec un bilan environnemental considéré comme positif.
Un tableau de synthèse reprend les mesures ERC qui étaient prévues sans toutefois indiquer les résultats qualitatifs et quantitatifs étayant la conclusion précédente.
L'évaluation des incidences pointe à trois reprises, dans de brefs encarts informatifs, la réussite des mesures retenues en phase 1 vis-à-vis de la circulation, du bruit et des vibrations, sans plus de précisions.

L'étude d'impact fournie ne traite donc qu'à la marge le projet dans son ensemble, sa phase 1, leurs incidences et les mesures prises.

L'Ae recommande d'actualiser l'étude d'impact du projet d'ensemble, en tenant compte notamment de l'évolution de la définition de la phase 2 et du déroulement de la phase 1. Elle recommande de produire dans ce cadre un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des incidences sur l'environnement et la santé humaine de la phase 1 du projet d'ensemble.

En dehors de cette question de périmètre de l'étude d'impact et de la présentation incomplète du bilan de la phase 1, l'étude d'impact est proportionnée aux enjeux et sa présentation en rend la lecture aisée.

2.2 Solutions de substitutions raisonnables et choix du parti retenu

Trois modes de transport, bus, bus à haut niveau de service et tramway, sont présentés ainsi que trois variantes de tracé entre les stations Comptes et Poteries. Des variantes d'implantation fine de certaines stations et de franchissement des voies ferroviaires (passerelle ou tunnel) complètent l'analyse. La comparaison entre elles et les raisons ayant conduit au choix retenu pour la phase 2 sont clairement exposées, incluant les modalités de prise en compte des résultats de la concertation[9] menée en 2021. Des rappels concernant les variantes étudiées à l'échelle du projet d'ensemble sont effectués. Le choix d'inclure dans le projet la création d'une passerelle dédiée aux modes actifs relèverait des résultats de la concertation sans que cela soit mentionné dans le dossier.

Toutefois, les raisons ayant conduit à modifier les objectifs de la phase 2 et à prolonger l'extension jusqu'au rond-point de Wolfisheim ne sont pas fournies. L'absence de bilan de la phase 1 en termes

[9] Notamment l'ajustement du positionnement de plusieurs stations, la nécessaire requalification de la route des Romains et la qualité des conditions d'insertion d'un nouveau point de franchissement de l'axe ferroviaire au droit de la rue du Rail.

d'atteinte des objectifs recherchés ne permet pas de savoir si des éléments de ce bilan pourraient en être à l'origine.

En outre, les rapporteurs ont été informés lors de leur visite que certains choix « techniques » concernant la première phase d'extension s'étaient avérés inadéquats depuis sa mise en service. En particulier, la place laissée à la circulation des piétons et des cyclistes le long de la plateforme du tramway, à certains endroits de 1,40 m, est insuffisante et génère des conflits d'usage récurrents. La présence de blocs de boîtes aux lettres, de poubelles ou encore de véhicules en livraison suffirait à empêcher les piétons et cyclistes de circuler de façon satisfaisante. Ces constats auraient été pris en compte dans le choix du tracé et des nouvelles circulations pour la phase 2 sans que le dossier en fasse état.

L'Ae recommande d'exposer précisément les retours d'expérience de la phase 1 du projet déjà pris en compte dans la conception de la phase 2 et, plus largement, de déduire du bilan de la phase 1, à produire, les éventuelles mesures correctives nécessaires à l'atteinte des objectifs attendus et de les intégrer, si ce n'est déjà fait, dans la phase 2 du projet.

Dans son avis délibéré au stade de la phase 1, l'Ae avait recommandé d'inclure les variantes de l'implantation du parking-relais et de la sous-station électrique dans la zone naturelle située de part et d'autre de l'A35/A351, ainsi que de justifier le choix de ne pas créer de parking silo, moins consommateur d'espace. Le dossier n'apporte pas de précision sur ces deux points.

2.3 État initial, incidences et mesures prises pour les éviter, les réduire et si besoin les compenser

2.3.1 Impacts temporaires

La phase de travaux est bien décrite, ainsi que son phasage et l'organisation des circulations pendant cette période. Les mesures usuelles sont prévues, afin de prévenir les risques de pollution et d'accident. L'Ae n'a pas d'observation sur cette partie.

2.3.2 Population et déplacements

Le secteur ouest de l'agglomération comprend de grands pôles économiques et des zones urbaines densément peuplées. L'aire d'étude comportait 17 400 habitants en 2018, et 6 300 emplois en 2021, ces derniers étant principalement situés dans les zones d'activités des Forges et d'Eckbolsheim, également dans les zones commerciales de Wolfisheim et le long de la route des Romains dans Koenigshoffen[10]. La densité de population dans le secteur du projet est de l'ordre de 5 600 habitants par km², la densité étant la plus élevée dans le secteur de Koenigshoffen, en moyenne de 8 200 habitants par km² et s'élevant à 17 000 habitants par km² dans le quartier du Hohberg accueillant près de 4 000 habitants. Les secteurs d'Eckbolsheim et Wolfisheim sont moins peuplés et présentent des densités similaires d'environ 2 400 habitants par km².

Le quartier de Koenigshoffen est nettement résidentiel ; la commune d'Eckbolsheim se partage entre zones d'activités au nord de la future ligne et secteurs résidentiels au sud de celle-ci. Le rond-point de Wolfisheim est situé au nord du bourg, à distance de son centre desservi par la ligne 4. Le

[10] Les données de populations et d'emplois comportent cependant des incohérences importantes dans le dossier à corriger.

transport en site propre ouest (TSPO) sur la RN4/M351 , destiné à des transports routiers sur plus longues distances, ne fait pas d'arrêt à ce rond-point, contrairement à ce qu'indique le dossier[11]. Le calendrier de réalisation de la VLIO, voie routière la croisant, n'est pas confirmé.

L'étude d'impact rappelle que la population de l'Eurométropole devrait croître, avec plus de 18 000 nouveaux logements et 36 000 nouveaux habitants (scénario de référence). Elle présente les onze projets de nouveaux logements et de nouveaux locaux d'activité sur le secteur du projet jusqu'en 2030, précisant pour chacun son calendrier et le nombre de logements et d'emplois qu'il générera. La population du secteur d'étude augmenterait de 1,95 % par an et donc, entre 2018 et 2026, s'accroîtrait de 3 600 personnes[12] (Cf. figure 5).

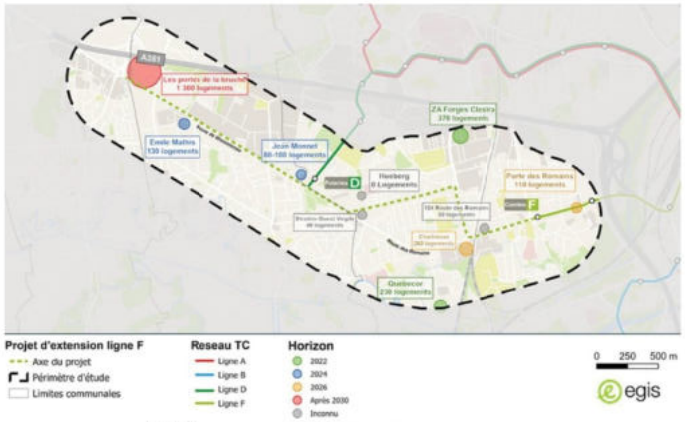


Figure 5 : Projets urbains dans l'aire d'étude (Source : dossier)

Les problématiques d'engorgement sur les axes structurants venant de l'Ouest vers l'Eurométropole sont importantes. Le trafic en entrée de ville sur la M351 est en augmentation. Une baisse générale du niveau de trafic routier est cependant constatée à l'échelle de la métropole, liée à la politique conduite qui favorise les reports modaux : la fréquentation du réseau tramway a augmenté de 22 % entre 2009 et 2015 ; la fréquentation des transports en commun a augmenté de 2,4 % entre 2018 et 2019).

Les résidents du secteur d'étude généraient environ 120 000 déplacements par jour en 2019, quels que soient le mode et le motif. On observe sur la route des Romains des volumes de trafic de l'ordre de 10 000 à 12 000 véh/j. Les quartiers traversés par ce second tronçon sont peu desservis par les transports en commun. La fréquentation journalière de la ligne F en 2015 était de plus de 23 000

[11] « Le prolongement permettra de renforcer le maillage du réseau de transport en offrant des connexions directes avec la ligne de tramway D à la station Poteries, le transport en site propre ouest (TSPO) sur la RN4/M351 à l'échangeur de Wolfisheim et le reste du réseau tramway maillé en centre-ville. »

[12] Le dossier présente des incohérences entre ses pièces, notamment l'étude d'impact et l'évaluation socio-économique concernant la population du secteur d'étude en 2018 et en 2026, et le nombre d'emplois. Elles sont à corriger.

voyageurs, ce qui en faisait la deuxième ligne la moins fréquentée. Les problèmes de saturation et d'irrégularité des lignes de transport en commun desservant actuellement l'aire d'étude (ligne 4, lignes 50 et 70) sont exposés. Le secteur d'étude est ainsi caractérisé par des parts modales des transports en commun et des modes actifs inférieures de plusieurs unités à celles de l'Eurométropole.

Le plan de circulation routière sera modifié du fait de ce deuxième tronçon, essentiellement dans le quartier de Koenigshoffen ; certains axes seront supprimés, d'autres seront mis à sens unique, certains seront davantage empruntés. Un phasage des feux sera mis en place pour réduire les difficultés au niveau des carrefours dont la capacité s'avère insuffisante ou limite du fait du projet. Le nombre de places de stationnement automobile dans le secteur d'étude passera de 420 à 101. L'augmentation de l'offre de service en transports en commun et modes actifs à l'échelle du secteur et du territoire métropolitain constitue pour l'Eurométropole la réponse à cette diminution.

Le projet d'ensemble engendrera une augmentation du trafic de 3 % sur le réseau TCSP, soit autour de 10 000 voyages supplémentaires par jour. La fréquentation de la ligne F augmentera de 36 %, soit 2 000 voyageurs à la période de pointe du soir, pour une fréquentation journalière de 39 500 voyageurs.

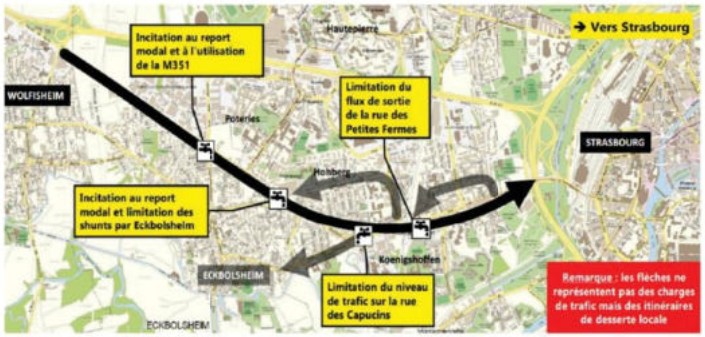


Figure 6 : Dispositions prises pour limiter la congestion routière et favoriser le report modal vers les transports en commun. (Source : dossier).

Si, dans leur ensemble, les circulations en transport en commun, les parts modales, lignes et voyages sont présentés, dans l'état actuel, en situation de référence et en situation avec « projet », une partie des informations fournies, d'une part n'a pas été mise à jour depuis 2016, d'autre part ne prend pas en compte l'extension de la ligne au-delà du secteur Poteries. Ainsi, par exemple, la part modale n'est fournie que pour le quartier de Koenigshoffen ; la fréquentation actuelle de la ligne F n'a pas été mise à jour ; sa fréquentation projetée entre les stations Poteries et Wolfisheim n'est décrite qu'en période de pointe. L'état d'avancement et la fréquentation du TSPO ne sont pas fournis ; la suppression de la ligne de bus 4a n'est pas évoquée. Enfin, certaines données se rapportent au projet d'ensemble, d'autres à sa seule phase 2, sans que l'on sache toujours quel périmètre a été pris en compte.

L'Ae recommande de détailler la population actuelle et attendue sur le secteur du projet d'ensemble ainsi que les flux de déplacements actuels (phase 1 terminée) et attendus (phase 2 terminée) sur la ligne F et la ligne 4 sur le secteur du projet d'ensemble et ce qu'ils auraient été si la phase 2 n'avait pas été modifiée.

2.3.3 Milieu naturel et biodiversité

Le périmètre immédiat de l'opération n'interfère avec aucun zonage de protection ou d'inventaire, aucun site Natura 2000, aucun corridor de biodiversité. Il est toutefois situé à proximité de trois Znieff[13] et du parc naturel urbain métropolitain au sud du secteur d'étude, le long de la Bruche et du Muelbach.

Le secteur du projet, essentiellement urbanisé et imperméabilisé, accueille un certain nombre d'arbres et, à l'extrême ouest, longe des fossés et zones agricoles entre les deux dernières stations projetées. Enfin, le parking-relais est implanté sur des parcelles agricoles. Le talus est de la ligne ferroviaire est végétalisé et arboré à l'endroit de sa traversée par la passerelle.

Aucune zone humide n'a été identifiée par les analyses effectuées, conformes à la règle en vigueur.

Des inventaires habitats naturels, faune et flore ont été diligentés en 2020, complétés en 2022 pour les oiseaux et les chauves-souris. Leurs résultats sont cartographiés. Pour les oiseaux ne sont toutefois restituées que les espèces « remarquables » contactées. S'agissant du Crapaud vert, espèce protégée considérée comme « en danger » sur la liste rouge[14] des amphibiens menacés en Alsace, l'absence d'enjeux sur les milieux agricoles situés dans le secteur ouest du projet entre le parc d'activités d'Eckbolsheim et Wolfisheim n'a pas été vérifiée.

La flore observée est banale et essentiellement horticole et rudérale[15] ; aucune espèce protégée ou patrimoniale n'a été identifiée. Un enjeu faible a été retenu pour la flore au niveau des zones en herbe et en culture. Le dossier témoigne de la présence importante d'espèces exotiques envahissantes (la Vergerette du Canada, le Séneçon du Cap, le Robinier faux-acacia et plus ponctuellement le Buddleia de David, la Verge d'or et la Vigne vierge), lui attribuant un enjeu spécifique. La dissémination de ces espèces à l'occasion des chantiers doit être évitée par l'adoption de mesures spécifiques. Le maître d'ouvrage s'engage explicitement à éviter leur développement. La visite a été l'occasion pour les rapporteurs de constater leur prolifération le long de l'extension phase 1 de la ligne F.

Les inventaires faunistiques témoignent de la présence de chauves-souris (essentiellement la Pipistrelle commune mais aussi la Pipistrelle de Kuhl, le Noctule de Leisler et le Murin à moustaches), uniquement sur la moitié est du secteur de projet. Les Pipistrelles gîtent dans les bâtiments alors que la Noctule de Leisler est une espèce arboricole qui gîte dans les cavités d'arbres. Sur les

[13] Lancé en 1982 à l'initiative du ministère chargé de l'environnement, l'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue deux types de Znieff : les Znieff de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ; les Znieff de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

[14] La liste rouge dresse un bilan objectif du degré de menace pesant sur les espèces en métropole et en outre-mer. Elle est établie par le Comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN).

[15] Plantes rudérales : qui poussent spontanément dans un espace rudéral, c'est-à-dire un milieu anthropisé modifié du fait de l'activité ou de la présence humaine (source : Wikipédia)

407 arbres répertoriés dans l'emprise du projet, quinze présentent un ou plusieurs gîtes potentiels, au niveau de la « place » Virgile pour l'essentiel. 21 espèces d'oiseaux ont été recensées sur la zone d'étude, durant la période de nidification. Il s'agit d'un cortège urbain composé d'espèces trouvant des milieux de substitution dans les parcs, les alignements d'arbres et les jardins. Parmi elles, 14 sont protégées dont trois (Verdier d'Europe, Locustelle tachetée et Pouillot fitis) sont inscrites sur la liste rouge des oiseaux nicheurs de France métropolitaine comme vulnérables ou quasi menacées. Le Crapaud vert (qui fait l'objet d'un plan national d'action identifiant l'extrémité ouest du secteur de projet comme à enjeu moyen), le Crapaud calamite, le Lézard des murailles, tous protégés, ont été observés ; l'enjeu est qualifié de faible du fait du petit nombre d'individus contactés et de l'état des milieux. Parmi les insectes contactés, le Criquet vert-échine est « quasi menacé » sur la liste rouge régionale d'Alsace. S'agissant des inventaires, le dossier confirme que la zone d'étude se situe en dehors des rayons de 300 m autour des terriers de Hamster commun (espèce protégée) identifiés au cours des deux dernières années, ceux-ci étant situés à environ 2 km à l'ouest de la zone d'étude.

Le dossier conclut que les principales sensibilités liées aux espaces végétalisés présents le long du futur tracé de la ligne de tramway relèvent de la présence du cortège d'espèces animales communes mais bénéficiant d'un statut de protection, en particulier les différents passereaux qui fréquentent les espaces urbains et le Lézard des murailles ponctuellement présent au niveau des voies ferrées.

L'Ae recommande de réaliser des inventaires complémentaires pour quantifier la présence ou l'absence du Crapaud vert sur la partie ouest du tracé prévu par la phase 2. Elle recommande également de présenter une cartographie des espèces d'oiseaux identifiés et d'appliquer la stratégie de lutte contre la présence d'espèces exotiques envahissantes.

Le dossier ne fait pas état d'une demande de dérogation relative aux espèces protégées. Une telle demande doit pourtant être déposée en cas de dérangement ou de destruction d'individus ou d'habitat de telles espèces.

Les mesures d'évitement et de réduction consistent en la limitation des emprises, l'adaptation du calendrier des travaux (et d'abattage des arbres), la présence d'un mammalogiste[16], la suppression des zones en eaux (flaques, ornières), la mise en place de clôtures... La plateforme du tramway sera engazonnée sur 60 % de son linéaire. Le projet supprime 84 arbres dont un arbre gîte potentiel pour les chauves-souris, en remplace 34, en conserve 289 sur les 407 comptabilisés et prévoit d'en planter 800[17]. Les espaces verts arborés, jardins plantés d'arbres, friches arbustives et ou herbacées détruits représentent une surface de 41 940 m². Le projet prévoit la création, selon les parties du dossier, de 35 000 m² ou 30 310 m² d'espaces verts qui auront « *en partie une vocation écologique* » (dont 21 400 m² de « prairies fleuries »), qui auront en partie une vocation écologique selon le dossier ; des gîtes y seront créés. Ces aménagements devront respecter les engagements de la charte « Tous unis pour plus de biodiversité », notamment en matière d'espèces à planter et de gestion des espaces verts. La perte d'espaces verts est de l'ordre de 6 000 à 10 000 m² sans compensation annoncée.

[16] Zoologiste spécialisé dans l'étude des mammifères.

[17] Contribuant, avec ceux plantés en phase 1, à l'engagement métropolitain de planter 1 000 arbres par an. Il paraît étonnant de comptabiliser pour cet engagement l'ensemble des arbres plantés dans le cadre du projet d'ensemble, sans soustraire ceux venant en compensation des arbres abattus.

La localisation des arbres abattus n'est pas précisée. Il serait utile de présenter dans l'étude d'impact une cartographie montrant simultanément les arbres abattus et les arbres replantés.

Si le dossier affiche la volonté que cette infrastructure contribue à développer la biodiversité en ville[18], les caractéristiques des espaces verts créés dans le cadre du projet, leur localisation, les strates (arborées, arbustives, herbacées) mises en place, leur agencement sur le secteur du projet et leur articulation (création de trames vertes fonctionnelles) – en termes de conception et de gestion – avec les quartiers et les opérations d'aménagement urbain que l'infrastructure traverse ou relie, ne sont pas décrits. Les fonctionnalités écologiques qu'ils offriront, pour le développement en particulier de la faune, ne sont pas précisées.

L'Ae recommande d'approfondir la description du projet et les mesures prises permettant d'atteindre l'objectif affiché de préserver et développer la « biodiversité en ville » et celui d'absence d'artificialisation nette.

2.3.4 Bruit et vibrations

Le bruit

L'état initial établit à partir de mesures *in situ* et d'une modélisation que l'ambiance sonore est modérée rue Virgile et rue de l'Engelbreit (excepté au nord pour les bâtiments les plus proches de la ligne), et non modérée sur le reste du secteur étudié. Quinze bâtiments ont été détectés en situation de point noir du bruit (PNB) au droit du futur tracé de la ligne de tramway. Ce sont les bâtiments les plus proches de la rue des Romains. Ils sont repérables chacun sur les cartes fournies.

Selon l'étude des impacts sonores du projet, la contribution sonore du tramway respectera les seuils réglementaires applicables aux infrastructures ferroviaires.

L'étude examine aussi si le cumul[19] du bruit du tramway et des routes modifiées du fait du projet provoque une augmentation supérieure à 2 dB(A) (seuil de modification « significative » de l'ambiance sonore lors d'une modification d'une infrastructure de transports terrestres, en l'occurrence ici l'infrastructure routière). L'étude d'impact indique que ce seuil est dépassé pour six bâtiments localisés le long de la rue Virgile, qui devront bénéficier d'une protection acoustique. L'objectif d'isolation de façade recherché sera de 30 dB. Des mesures à la mise en service permettront de s'assurer de la bonne isolation acoustique des bâtiments et si besoin de l'adapter. Une augmentation de plus de 2 dB(A) est aussi notée sur quelques routes aux abords du projet mais aucun nouveau point noir du bruit n'est créé.

Aucun PNB n'est détecté en situation future « avec projet » en bordure du linéaire du projet.

[18] *« De par son caractère linéaire, en plus de constituer une opportunité de végétalisation des espaces publics traversés, la réalisation de l'extension de la ligne F du tramway vers l'Ouest apporte un lien végétal entre les différentes opérations urbaines le long de son tracé, lien qui peut également se mailler et donc se connecter avec les autres opérations, qui prévoient également une importante végétalisation limitant ainsi, l'isolement de la petite faune et le cloisonnement des espaces urbains denses. L'extension de la ligne de tramway vers l'Ouest en complément des autres opérations réalisées, permet ainsi d'accroitre la capacité d'accueil, de maintien et de déplacements de la "biodiversité en ville"».*

[19] Cette application n'est pas strictement conforme à la réglementation, qui ne prévoit pas le cas du cumul du bruit de deux infrastructures différentes, mais l'Ae considère que cette manière d'aborder la question répond à la préoccupation de vérifier que le projet n'aggravera pas la situation tout en respectant les seuils fixés par la réglementation existante.

L'Ae souligne que l'isolation de façade ne supprime pas la nuisance sonore subie par les riverains car elle suppose que ceux-ci vivent avec les fenêtres fermées, ce qui constitue une privation de jouissance et peut interagir négativement avec la nécessité d'aérer la nuit en période de forte chaleur.

L'Ae recommande de mettre en place des mesures d'atténuation du bruit à la source rue Virgile pour réduire les nuisances sonores affectant les riverains.

Le réaménagement de la route des Romains conduit à diminuer le trafic routier et donc le bruit. Les PNB disparaissent de ce fait.

Les données fournies sont suffisamment précises pour vérifier l'affirmation que l'évolution de l'ambiance sonore reste toujours et partout inférieure à 2 dB(A), sans que le calcul ne soit fourni point par point.

Enfin, pour prendre en compte les émergences sonores particulières d'un tramway, un dispositif anticrissement est prévu. Le retour d'expérience qualifié de positif de la phase 1 sur la question du bruit, généraliste, n'aborde pas spécifiquement l'efficacité de ce dispositif.

Les vibrations

L'étude d'impact présente une étude des vibrations et des critères retenus pour la mise en œuvre de mesures de réduction des impacts vibratoires (ces mesures visent à contenir l'impact vibratoire à un niveau inférieur à la limite de perception tactile de 66 dBv et à éviter les plaintes liées au bruit solidien[20]) : pose de 800 mètres de voie sur semelle antivibratoire (–10 dB) et pose de 300 mètres de voie sur dalle flottante (–20 dB).

En l'absence d'une réglementation précise sur ce sujet, le maître d'ouvrage s'appuie sur son expérience acquise sur le tramway strasbourgeois. Certains points se limitent à ce stade aux principes retenus dont la mise en œuvre sera précisée. Le retour d'expérience de la phase 1 sur la question des vibrations n'aborde pas l'efficacité des choix de type de pose.

2.3.5 Qualité de l'air

L'étude air et santé présentée est de niveau I[21]. Elle inclut des campagnes de mesures *in situ* des polluants requis[22], une modélisation de leurs concentrations aux différents horizons et états à considérer, ainsi qu'une présentation des indices pollution population (indicateur d'exposition) fondée sur le dioxyde d'azote (NO_2) et une évaluation quantitative des risques sanitaires.

Certaines teneurs limites en polluants sont dépassées à l'état initial, en particulier pour le NO_2 à proximité des infrastructures routières structurantes, ce qui pose pour la population concernée des questions sanitaires mais aussi des problèmes d'équité environnementale, en raison de l'effet cumulatif sur le même territoire d'inégalités environnementales et sociales, qui accentue la ségrégation spatiale. Le dossier prend opportunément comme référence les valeurs guides 2021 de

[20] Le bruit solidien est le bruit intérieur induit par les vibrations des structures du bâti.

[21] Cf. note technique ministérielle du 22/02/2019.

[22] Qui ne portent que sur deux saisons, été et hiver, et pas quatre, sans explication.

l'Organisation mondiale de la santé (OMS), toutes dépassées pour le NO_2 et les particules fines sur le secteur d'étude, ce qui renforce ce constat.

L'Ae rappelle que le 24 octobre 2019, la France a été condamnée par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour non-respect de la directive 2008/50/CE relative à la qualité de l'air ambiant, et plus spécifiquement pour « dépassement de manière systématique et persistante » des valeurs limites de concentration (VLC) pour le dioxyde d'azote (NO_2) dans 12 agglomérations et zones de qualité de l'air, dont Strasbourg.

L'étude d'impact indique qu'aux horizons 2026 comme 2046, le kilométrage parcouru sur le réseau routier augmentera mais que le projet devrait entraîner en moyenne une baisse de 8 % du trafic routier dans le secteur d'étude par rapport à la situation sans projet, masquant des évolutions différentes selon les tronçons considérés. En phase d'exploitation, le projet induit une baisse générale en conséquence des émissions de polluants atmosphériques ; mais pour la rue d'Eckbolsheim et celle du Chemin de fer les émissions augmentent, comme pour le parc d'activité d'Eckbolsheim. À l'horizon 2046, les contributions des axes autoroutiers à la pollution de l'air demeurent prédominantes. En termes de concentrations, les effets du projet sont peu significatifs. L'amélioration attendue proviendra des progrès techniques espérés sur le parc automobile (donc indépendants du projet), sans que le dossier ne soit explicite sur les conséquences de la mise en place de la zone à faible émission (ZFE) métropolitaine. Des dépassements restent projetés à l'horizon 2026 pour un certain nombre de polluants dont le NO_2 et à l'horizon 2046 pour les PM2,5.

L'évaluation quantitative des risques sanitaires retient un temps de présence des enfants dans les écoles de 6h/j pour tous, n'intégrant pas le cas d'enfants fréquentant la cantine ou l'accueil périscolaire. Les risques calculés peuvent donc s'avérer sous-évalués. Les quotients de danger et les excès de risque individuels[23] sont présentés composé par composé et par voie d'exposition sans effectuer le cumul d'exposition aux différents polluants via différentes voies d'exposition permettant d'évaluer les effets sanitaires dans leur ensemble[24]. La méthode d'évaluation des risques appliquée n'intègre pas, pour la voie d'exposition par ingestion, les concentrations en polluants déjà présentes dans les sols de surface (hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) notamment) constituant le bruit de fond existant du sol.

L'Ae recommande de prendre en compte, dans l'étude air et santé, l'ensemble du temps passé par les enfants sur site scolaire et le bruit de fond du sol et de finaliser le calcul des quotients de danger et des excès de risques individuels du projet en prenant en compte notamment les effets cumulés de plusieurs substances toxiques.

2.3.6 Patrimoine culturel

Si l'aire d'étude rapprochée du projet se situe en dehors du périmètre d'extension du plan de sauvegarde et de mise en valeur adopté en 2011, elle comporte cinq monuments historiques inscrits

[23] Les risques sanitaires sont évalués selon deux approches prévues par les guides méthodologiques en fonction du mode d'action des substances : d'une part les effets à seuil (rapport entre une exposition (dose ou concentration sur une durée) et une valeur toxicologique de référence) exprimé par un quotient de danger (QD) et, d'autre part, les effets sans seuil, liés à l'exposition à des substances cancérigènes (probabilité de survenue de la maladie par rapport à la population non exposée exprimée par un excès de risque individuel (ERI)).
Le risque sanitaire est inacceptable si un QD est supérieur à 1 ou si un ERI est supérieur à 10^{-5}.

[24] Les excès de risque individuels doivent être sommés (tous composés et voies d'exposition confondus) et les quotients de danger peuvent être sommés soit en totalité dans une approche majorante, soit par organe cible.

ou classés avec des enjeux de co-visibilités. Elle traverse des périmètres de forte sensibilité archéologique, en particulier la route des Romains. Des mesures de fouilles préventives ont été prescrites le 16 décembre 2021. Les prescriptions de l'architecte des bâtiments de France seront sollicitées.

2.3.7 Eau et risque d'inondation – Matériaux

La nappe est peu profonde et l'absence de couche imperméable la rend vulnérable aux pollutions. Les travaux nécessaires au projet ne sont pas situés en zone de remontée de nappe du plan de prévention des risques d'inondation. L'étude d'impact rappelle que le projet ne modifiera pas le régime d'écoulement des eaux. Aucun cours d'eau ou captage d'eau potable n'est situé dans l'aire d'étude.

Le bilan du projet est l'imperméabilisation d'1,8 ha. Il n'est pas prévu de création de réseau d'assainissement. Les eaux pluviales sont guidées gravitairement vers des espaces verts ou des structures réservoirs. Aucun phytosanitaire ni technique polluante ne sera utilisé dans l'entretien des aménagements.

Les quantités de matériaux et d'eau nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des équipements et aménagements annexes du tramway ne peuvent, selon le dossier, être déterminées précisément. Aucun retour d'expérience des autres lignes de tramway, ni du tronçon réalisé en phase 1, ni de la situation rencontrée à l'été 2022 (canicule) n'est fourni. Aucune mesure d'économie d'eau voire de suppression de l'arrosage des secteurs végétalisés de la plateforme du tramway n'est proposée, par exemple en implantant des espèces résistantes à la sécheresse, en prévoyant l'usage d'eaux grises, en déconnectant le réseau d'arrosage de la plateforme, en acculturant le public à l'aspect possible des surfaces en période de canicule, etc.

L'Ae recommande de présenter les mesures prises pour économiser la ressource en eau en phase d'exploitation du projet d'ensemble.

L'étude d'impact évoque la récupération d'énergie au freinage mais n'est pas explicite sur la mise en œuvre ou non d'un tel dispositif sur le projet. Il n'est pas précisé si les appels d'offres auprès des constructeurs de matériel ferroviaire incluront cette possibilité de récupération de l'énergie. Ce point n'est pas évoqué dans l'évaluation des consommations énergétiques, ni dans les émissions de particules fines pouvant être évitées.

L'Ae recommande d'indiquer si le prolongement de la ligne F mettra en œuvre une technique de freinage avec récupération de l'énergie, alternatif au freinage mécanique impliquant l'émission de particules fines, et dans ce cas d'en décrire les conditions de mise en œuvre et les impacts évités.

2.4 Effets cumulés

L'étude des effets cumulés passe en revue une liste de projets établie en se référant à une version obsolète de l'article R.122-5 du code de l'environnement. Sont pris en compte le contournement ouest de Strasbourg (COS), la voie de liaison intercommunale ouest (VLIO), le transport en site propre ouest (TSPO), l'aménagement multimodal de l'axe A351 -RN4 et le projet Quebecor de reconversion d'une friche urbaine. Mis à part ce dernier, aucun des nombreux projets d'aménagement urbain même à proximité immédiate du projet d'extension de tramway n'a été pris en considération, alors

même que l'un des objectifs de ce dernier est d'en accompagner le développement et l'opérationnalité, voire de conjuguer leurs effets en ce qui concerne le développement de la biodiversité en ville. Cette liste est donc à compléter en s'appuyant sur la version en vigueur de l'article R. 122-5, voire en élargissant aux projets déjà connus du public (objets de concertation par exemple) pour sa bonne information.

Les projets étudiés comportent de fortes interactions entre eux. L'articulation des grandes orientations partagées est clairement exposée : reporter une partie du trafic actuel de l'A35 en traversée d'agglomération vers la périphérie, mise en site propre de certains transports en commun, dévoiement de la bretelle de l'A351, requalification de boulevards urbains visant à réduire leur capacité pour l'usage de la voiture individuelle et à en améliorer les aménités.

Les variations de charges de trafic sur les différents axes concernés directement ou indirectement sont estimées dans la partie relative aux trafics et déplacements du dossier

2.5 Coûts collectifs et avantages, consommations énergétiques et évaluation socio-économique

En cumulant les économies liées à la restructuration du réseau bus (1,2 million d'euros par an) et des dépenses de maintenance nouvelles (1,81 million d'euros par an), le bilan d'exploitation du projet s'élève à une dépense annuelle de 600 000 €.

Le bilan carbone intègre le coût carbone de la construction, évalué à 19 114,3 tonnes équivalent CO_2 (teqCO_2). En phase d'exploitation, le bilan annuel est estimé à une réduction de 423,9 teqCO_2 par an.

Le temps nécessaire pour que les gains liés à la phase d'exploitation compensent les émissions de gaz à effet de serre liées à la construction est donc de 45 ans.

Le bilan coût / avantages montre que les gains de temps des usagers, les gains liés à une moindre utilisation de la voiture personnelle et les gains environnementaux sont (dans cet ordre) les trois postes qui produisent les avantages du projet (les gains de temps des usagers en représentant à eux seuls 81 %).

L'évaluation socio-économique du projet met en évidence sa rentabilité socio-économique avec un taux de rentabilité interne (TRI) de 4,56 % pour la phase 2 (une valeur actuelle nette socio-économique, ou VAN-SE positive de 2,14 millions d'€$_{2022}$). Cette évaluation est calculée avec un taux annuel d'actualisation de 4,5 %, retenu en application de la réglementation en vigueur pour un projet qui, comme c'est le cas ici, est sensible aux risques systémiques.

Le TRI du projet d'ensemble[25] serait de 4,64 % (VAN-SE de 4,66 millions d'€), montrant la rentabilité socio-économique du projet d'ensemble (phase1+phase2), sans qu'aucune précision sur l'actualisation de l'évaluation initiale présentée en 2015[26] pour la phase 1 ne soit fournie, le référentiel de calcul ayant changé en 2019.

L'Ae recommande de présenter l'évaluation socio-économique du projet d'ensemble, en y incluant la phase 1 et la phase 2 revue.

[25] Au vu du tableau final de synthèse du bilan monétarisé, présenté page 232 du dossier d'enquête publique.

[26] L'évaluation socio-économique de la phase 1 réalisée en 2015 présentait les résultats suivants : TRI de 7,2 % et VAN-SE positive de 39,2 millions d'€.

2.6 Suivi du projet, de ses incidences, des mesures et de leurs effets

L'étude d'impact distingue le suivi en phase travaux du suivi en période d'exploitation.

Concernant la phase travaux, les mesures usuellement rencontrées sur les chantiers de génie civil sont prévues, auxquelles s'ajoutent quelques dispositions plus spécifiques, telle la mise en place d'un comité de coordination de chantier, de réunions de maîtrise et coordination de chantier, de réunions d'organisation temporaire du plan de circulation générale, et de dispositifs d'information des habitants.

Des suivis thématiques (sols, eaux, milieu naturel, paysage, patrimoine, cadre de vie, pollutions, etc.) sont prévus pendant toute la durée du chantier, ainsi que les mesures correctives en cas de problème.

Concernant la phase d'exploitation, les mêmes informations sont apportées par thème : action de suivi, service chargé de ce suivi, durée, fréquence, et mesures correctives.

L'Ae n'a pas d'observation sur cette partie mis à part l'absence de retour d'expérience documenté de la phase 1 du projet qui aurait permis de confirmer l'efficacité des mesures, du dispositif de suivi ou d'identifier les mesures correctives apportées pour la phase 1 et intégrées à la phase 2

2.7 Résumé non technique

Le résumé non technique est relativement bref, mais suffisant pour présenter les aspects essentiels de l'étude d'impact.
L'Ae recommande de prendre en compte dans le résumé non technique les recommandations du présent avis.

3. Évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLUI

3.1.1 Urbanisme

Le projet d'extension de la ligne de tramway vers l'ouest est clairement indiqué dans les orientations des politiques de transport et de déplacement du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUI de l'Eurométropole, et du programme d'orientation et d'actions (POA) « Déplacements 2030 », par le déploiement du réseau de transport en commun en site propre.
La mise en compatibilité du PLUI consiste à :

- changer l'affectation au PLUI de certaines parcelles situées sur les communes d'Eckbolsheim et de Wolfisheim, jusqu'à présent non constructibles, pour permettre qu'y soit réalisée une partie du projet d'extension du réseau de tramway vers l'ouest de l'agglomération strasbourgeoise ;
- adapter le règlement graphique et le règlement écrit du PLUI pour modifier la destination de certains secteurs des communes d'Eckbolsheim et de Wolfisheim, qui, bien que constructibles, ne permettent pas de recevoir des infrastructures de transport linéaires.

Le dossier précise également que le projet d'extension vers l'ouest du tramway jusqu'à Eckbolsheim/Wolfisheim est compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation actuelles (OAP) du PLUI, notamment l'OAP « Déplacements »[27] et les OAP sectorielles[28].

Le dossier présente les réserves inscrites au document d'urbanisme permettant la réalisation du projet. Toutefois, la mise en compatibilité ne fait pas état de prescriptions spécifiques, réglementaires, en faveur du maintien des arbres conservés ou plantés, de la protection des espaces verts « évités » ou créés, de la constitution d'un maillage et de connexions favorisant le développement de la biodiversité entre les quartiers. Ainsi, elle n'apporte pas l'assurance d'une mise en œuvre durable de l'ensemble des mesures nécessaires au projet dont les mesures d'évitement, de réduction voire de compensation de ses incidences sur la biodiversité.

Le recours à la protection des secteurs pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et la définition, le cas échéant, de prescriptions de nature à assurer leur préservation, inscrite à l'article L.151-23 du code de l'urbanisme[29], pourrait utilement répondre à cette nécessité.

L'Ae recommande de renforcer les prescriptions du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de la biodiversité et plus précisément des arbres, des espaces verts préservés, plantés ou créés par le projet et des trames vertes qu'ils doivent contribuer à constituer.

[27] L'OAP « Déplacements » prévoit les actions de hiérarchisation du réseau viaire (la route des Romains, l'allée des Comtes et la rue Engelbreit sont notamment désignées comme réseau « structurant d'agglomération »), de mise en œuvre du réseau cyclable à créer en traversée de la route de Wasselonne, et les principes d'organisation des voiries dans les nouvelles extensions.

[28] Les OAP du secteur « Arc ouest » à Strasbourg, Eckbolsheim, Oberhausbergen et Wolfisheim, et des secteurs « Jean Monnet » et « Tuilerie-Wasselonne » à Eckbolsheim.

[29] Article L.151-23 du code de l'urbanisme : « Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent ».

ANNEXE 3

Mémoire en réponse de l'Eurométropole à l'avis de l'autorité environnementale



2. Réponse écrite à l'avis de l'Autorité environnementale (Ae)

Le présent document constitue la « réponse écrite » à l'avis de l'Autorité Environnementale (Ae) en date du 26 janvier 2023 ; réponse prévue à l'article L. 122-1 V du Code de l'environnement.

L'EMS mettra à la disposition du public l'étude d'impact du projet ainsi que la présente réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale, par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique.

2.1. Préambule

Le projet d'extension de la ligne de tramway vers l'Ouest a été soumis à une évaluation environnementale commune au titre d'une part, de la catégorie n°7. « Transports guidés de personnes » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, et d'autre part, de la mise en compatibilité du PLUi nécessaire à la réalisation du projet.

L'Ae a été saisie pour avis par la préfète du département du Bas-Rhin, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues par l'Ae le 4 novembre 2022.

Les rapporteurs de l'Ae ont visité le site de projet en présence des services de l'Eurométropole de Strasbourg et du GETAS le 13 janvier 2023.

L'Ae a émis son avis lors de la séance du 26 janvier 2023.

Cet avis est porté à la connaissance du public, d'une part, sur les sites internet respectifs de l'Ae et de l'EMS et d'autre part lors de l'enquête publique. Le présent mémoire en réponse sera aussi porté à la connaissance du public et de l'Ae.

Il est rappelé que l'avis de l'Ae ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité du dossier notamment de l'étude d'impact présentée à cette occasion.

Le présent document répond aux principales recommandations formulées par l'Ae dans l'avis.

2.2. Réponses aux recommandations de l'Ae

2.2.1. Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux

2.2.1.1. Contexte du projet

Pas de remarque particulière.



2.2.1.2. Présentation du projet et des aménagements projetés

L'Ae recommande d'inclure dans la phase 2 du projet les travaux de renforcement de l'ouvrage routier franchissant les voies ferroviaires et de les décrire.

Pour faire passer le tram sur l'ouvrage existant de la route des Romains, un renforcement structurel de l'ouvrage est nécessaire pour supporter la plateforme tram avec ses rails.

Il est prévu de réaliser une recharge structurelle en béton armée scellée sur l'extrados du tablier d'environ 30 cm d'épaisseur après avoir démoli les revêtements.

Il est prévu de renforcer la pile centrale existante pour reprendre les nouveaux efforts. Une nouvelle ligne d'appuis décalée d'environ 60 cm vers l'Ouest de l'axe actuel sera créée sur un nouveau chevêtre. Ce chevêtre sera repris en partie par les fûts existants et en partie par une nouvelle pile. La nouvelle descente de charge du tablier se répartira entre les fondations existantes et nouvelles. Les études et travaux se font en coordination avec la SNCF.

Le coût pour les travaux de renforcement de l'ouvrage sont inclus dans les coûts du projet au § 6.2.4 de la pièce I dans la ligne 7 Ouvrage d'art.

[...] la mise en service de l'extension est prévue début 2026.

Le calendrier prévisionnel du projet présente un objectif calendaire de mise en service de la ligne de tramway jusqu'à Eckbolsheim/Wolfisheim d'ici fin 2025. Il ne s'agit pas d'un délai impératif.

2.2.1.3. Procédures relatives au projet

La phase 2 de l'extension de la ligne F nécessitera une autorisation de porter atteinte aux allées et alignements d'arbres prévue à l'article L. 350 3 du code de l'environnement, improprement appelée dans le dossier « autorisation environnementale » (L. 181 1 du code de l'environnement), et une autorisation de travaux à proximité de monuments historiques ; certains équipements nécessiteront des permis de construire ou d'aménager.

La remarque sur le titrage erroné utilisant la notion « d'autorisation environnementale » a bien été prise en compte. Le titre est corrigé dans la version du dossier soumis à enquête publique.

Au-delà de cette erreur matérielle, il est confirmé qu'il sera sollicité une autorisation en application de l'article L. 350-3 du Code de l'environnement auprès du Préfet (en application de la version actuelle du texte). Sauf évolution de l'état du droit, il devrait donc être délivré une autorisation préfectorale (indépendamment du fait qu'une « autorisation environnementale » puisse tenir lieu d'une telle autorisation préfectorale lorsque les deux procédures s'appliquent en même temps).

2.2.1.4. Principaux enjeux environnementaux du projet relevés par l'Ae

Pas de remarque particulière.

2.2.2. Analyse de l'étude d'impact

2.2.2.1. Observations générales – Bilan de la phase 1

L'Ae recommande d'actualiser l'étude d'impact du projet d'ensemble, en tenant compte notamment de l'évolution de la définition de la phase 2 et du déroulement de la phase 1. Elle recommande de produire dans ce cadre un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des incidences sur l'environnement et la santé humaine de la phase 1 du projet d'ensemble.

L'EMS confirme que l'étude d'impact de la phase 2 du projet a bien tenu compte, d'une part, des informations déjà communiquées dans le cadre de l'étude d'impact de la phase 1 mais également des faits nouveaux intervenus entre temps, à commencer par la mise en service de la phase 1.

De plus, l'EMS rappelle que la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) prévoit l'élaboration d'un bilan ex-post, plus souvent connu sous l'appellation « bilan LOTI », pour les grands projets d'infrastructures de transport et pour tout projet d'infrastructure de transport ferré ou guidé.

Un bilan LOTI du projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise sera réalisé sur les différents volets prévus par la réglementation : socio-économique, territorial et environnemental.

De plus, il semble pertinent de réaliser un bilan de la mise en œuvre des mesures suite à la mise en service de l'extension du tramway vers l'Ouest afin d'en tirer un bilan complet du projet d'ensemble.

La mise en service de l'extension de la ligne de tramway jusqu'à la station « Comtes » est très récente (2 ans), suivie par 2 années de situation de crise sanitaire, ce qui n'a pas permis de réaliser un bilan tel que suggéré.

2.2.2.2. Solutions de substitutions raisonnables et choix du parti retenu

[...] Le choix d'inclure dans le projet la création d'une passerelle dédiée aux modes actifs relèverait des résultats de la concertation sans que cela soit mentionné dans le dossier.

L'EMS confirme que le bilan de la concertation présente les contributions et les observations formulées sur ce sujet.

Extrait du bilan arrêté par la Délibération du 30 septembre 2022 :

« [...] Synthèse des modalités et conclusions de la concertation réglementaire (janvier-février 2021) :

[...] Ces contributions et observations formulées lors de la concertation ont permis à l'Eurométropole de se positionner sur :

- le choix du tracé du projet, à savoir la variante V2 qui permettra d'une part d'éviter l'insertion difficile liée au franchissement des voies ferrées, de desservir la zone prometteuse du parc Grüber et l'entrée d'Eckbolsheim de part et d'autre de la route des Romains, de bien desservir le Hohberg. L'insertion sur la rue de l'Engelbreit permettra d'accompagner les mutations à venir entre la centralité de la route des Romains et le quartier des Forges. Le projet tramway mené sur cette variante ***inclura un franchissement pour les modes actifs*** *au niveau de la rue du rail venant « recoudre » l'Est et l'Ouest des voies ferrées.*

Par ailleurs, un projet d'apaisement de la route des Romains venant compléter sa requalification entre le pont SNCF et les serres « TROPIX » accompagnera l'opération tramway de sorte que les différentes composantes du quartier de Koenigshoffen soient traitées avec toute l'équité requise

- le nombre et le positionnement des futures stations, depuis le terminus actuel « Comtes » jusqu'au futur terminus « Wolfisheim »,

- les grands principes d'insertion urbaine du tramway et des aménagements de l'espace public à ses abords, notamment concernant les cheminements piétons et les itinéraires cyclables,

- le programme des études ultérieures d'avant-projet qui ont été menées à compter du 2ème trimestre 2021. »

[...] les raisons ayant conduit à modifier les objectifs de la phase 2 et à prolonger l'extension jusqu'au rond-point de Wolfisheim ne sont pas fournies.

Suite à la mise en service de cette première phase d'extension de la ligne F du tramway intervenue le 29 août 2020, le prolongement de celle-ci est envisagé en cohérence avec les orientations définies au PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) ainsi qu'en référence au Schéma Directeur des Transports Collectifs 2025 et au Plan Climat.

La décision politique d'inscrire le projet d'extension du tram sur un périmètre élargi a été prise afin d'améliorer encore l'efficience des transports en commun du territoire et de mieux desservir la deuxième couronne Ouest de l'agglomération.

Extrait de la Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 18 décembre 2020 portant sur le lancement d'une concertation réglementaire et engagement des études opérationnelles de la ligne Ouest du réseau de tramway :

[...] *La réponse aux objectifs précités nécessite d'inscrire le projet sur un périmètre suffisamment élargi, et notamment en connexion avec les lieux favorables au renforcement du transfert modal et interagissant de manière directe et incitative sur les infrastructures routières situées en périphérie. A cet effet, le nœud majeur d'entrée Ouest de l'agglomération identifié à l'intersection des routes métropolitaines 1004 (ex RN4), 451 (COW) au droit de l'échangeur de Wolfisheim apparaît comme déterminant pour répondre aux enjeux de report modal.*

Pour cette raison, le prolongement de la ligne de tramway jusqu'à Wolfisheim constituera un facteur complémentaire d'incitation en faveur de la pratique et des habitudes de déplacement multimodales. Plus précisément, le projet d'extension de la ligne F du tramway vers l'Ouest vise à relier le terminus actuel provisoire « Comtes » (situé à l'entrée du quartier de Koenigshoffen) au principal point d'échange intermodal en devenir situé à l'extérieur de Strasbourg au droit de l'échangeur de Wolfisheim. [...]

L'Ae recommande d'exposer précisément les retours d'expérience de la phase 1 du projet déjà pris en compte dans la conception de la phase 2 et, plus largement, de déduire du bilan de la phase 1, à produire, les éventuelles mesures correctives nécessaires à l'atteinte des objectifs attendus et de les intégrer, si ce n'est déjà fait, dans la phase 2 du projet.

L'EMS confirme que ce travail de « retour d'expérience » a été bien fait. Par exemple, dans le cadre des études d'avant projet (AVP), une note a tiré le bilan des aménagements de la phase 1 pour appliquer ces enseignements au projet objet de l'enquête publique (phase 2).

Suite à la mise en service de la première phase de l'extension du tram vers Koenigshoffen, jusqu'à la station « Comtes », des dysfonctionnements dans les usages ont été constatés. La principale difficulté provient de la faible emprise disponible (moins de 20m) et de la difficulté à insérer l'ensemble des fonctionnalités.

Enseignements à tirer de la première phase

Plateforme tram :

Si l'exploitation tram fonctionne avec la voie unique sur la première phase, celle-ci est néanmoins aggravante et ne peut être reproduite sur le reste de la ligne. La succession de plusieurs voies uniques rendrait quasiment impossible le trajet continu d'un tram sur la ligne et nécessiterait de la micro-régulation quasi systématique en station pour permettre les croisements, faisant mécaniquement baisser la vitesse commerciale de la ligne. Par ailleurs, on a pu constater avec la mise en œuvre des doubles bordures l'importance de sacraliser la plateforme tram afin de supprimer totalement le risque de franchissement, aussi bien pour des raisons de performance de la ligne que pour des raisons de sécurité.

Il a donc été proposé pour les aménagements du présent projet de concevoir une plateforme qui élimine tout risque d'utilisation des sites propres par des véhicules non autorisés.

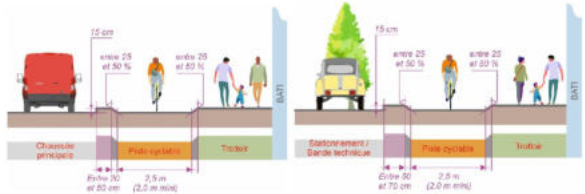
Aménagements piétons-cycles :

Afin de limiter au maximum les conflits entre piétons et cycles, il est impératif que chacun dispose d'un aménagement suffisamment large pour répondre à ses besoins. Ainsi, les trottoirs auront une largeur de 2,00m minimum, voire 2,50m dès que cela sera possible.

De même, les aménagements cycles respecteront le plus possible les recommandations techniques du CEREMA, rappelées dans le tableau et les illustrations ci-dessous :

Piste cyclable unidirectionnelle	
Débit cycliste souhaité (par jour et par sens)	Largeur roulable minimum
0 - 1500	2 m
> 1500	2,5 m
Piste cyclable bidirectionnelle	
Débit cycliste souhaité (par jour, dans les deux sens)	Largeur roulable minimum
0 - 1500	3 m
1500 - 3000	3,5 m
> 3500	4 m

Largeurs minimales des pistes cyclables (source CEREMA)



Séparations entre piste cyclables et voirie/stationnement et trottoir (source CEREMA)

Aménagements dédiés aux véhicules motorisés :

Les usagers des véhicules motorisés (livraisons, automobilistes, etc) cherchent à se stationner au plus près de leur destination, surtout pour des arrêts courts (1 ou 2 minutes), n'hésitant pas pour certains à bloquer les autres usagers. L'aménagement des emplacements spécifiques devra être prévu afin d'offrir une réponse à ces besoins, avec notamment des places de livraison pratiques et accessibles.

Après analyse des aménagements réalisés lors de la première phase, on constate que les disfonctionnements et les conflits résultent quasi-systématiquement d'une mauvaise utilisation des aménagements, volontaire ou non, causée bien souvent par un aménagement ne répondant pas parfaitement aux besoins des usagers.

Les deux principaux points de vigilance sont :

- L'aménagement / la restitution des emplacements livraisons,
- Le respect des largeurs minimales pour les trottoirs et les pistes cyclables.

Ainsi, les aménagements conçus du projet de l'extension du réseau de tram vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise répondent à ces objectifs avec notamment :

- La création d'une piste cyclable bidirectionnelle côté Sud de la route des Romains / route de Wasselonne, continue depuis la station Comtes jusqu'au terminus à Wolfisheim. Cet aménagement sera un axe fort pour les cyclistes qui disposeront d'un aménagement confortable, de largeur réglementaire, et dont le profil et le positionnement ne changeront pas tout au long de l'axe de la route des Romains /route de Wasselonne. Celle-ci sera en outre bien isolée de la circulation pour empêcher tout détournement de son utilisation.
- La réduction du trafic à un sens de circulation sur une grande partie de la route des Romains, et le passage en site banalisé lorsque les transports en communs et de la circulation générale cohabitent sur un même axe de largeur réduite. Cela permet de restituer l'emprise ainsi économisée aux piétons qui disposeront de trottoirs suffisamment large (pas de trottoirs de moins de 2m).
- Une plateforme tram à double voie sur la totalité du prolongement. En effet, la succession de voies uniques auraient été pénalisante pour l'exploitation du tram et donc pour sa vitesse commerciale.
- Si le nombre de places de stationnement a été réduit, des emplacements spécifiques ont été prévus au droit des commerces notamment, permettant les arrêts minutes pour les clients et les livraisons pour les fournisseurs. Ces emplacements seront encore optimisés lors des études de Projet.

Dans son avis délibéré au stade de la phase 1, l'Ae avait recommandé d'inclure les variantes de l'implantation du parking-relais et de la sous-station électrique dans la zone naturelle située de part et d'autre de l'A35/A351, ainsi que de justifier le choix de ne pas créer de parking silo, moins consommateur d'espace. Le dossier n'apporte pas de précision sur ces deux points.

L'évolution de l'organisation des mobilités conduit à tendre vers une limitation du nombre et de l'évolution des parkings proches du centre-ville de Strasbourg. La phase 1 avait fait le choix d'une éventuelle évolution de ce parking, qui aujourd'hui n'est plus d'actualité.

2.2.2.3. État initial, incidences et mesures prises pour les éviter, les réduire et si besoin les compenser

✓ ***Impacts temporaires***

Pas de remarque particulière.

✓ ***Population et déplacements***

[...] Le rond-point de Wolfisheim est situé au nord du bourg, à distance de son centre desservi par la ligne 4. Le transport en site propre ouest (TSPO) sur la RN4/ M351 , destiné à des transports routiers sur plus longues distances, ne fait pas d'arrêt à ce rond-point , contrairement à ce qu'indique le dossier. Le calendrier de réalisation de la VLIO, voie routière la croisant , n'est pas confirmé.

Le projet de VLIO n'est actuellement pas opérant car les études techniques ne sont pas terminées amenant une mise à jour de son évaluation environnementale. L'horizon de réalisation sera donc ultérieur à 2025 (date de mise en service du projet de tramway). Les études des effets cumulés de la VLIO devront prendre en compte le tramway.

Le TSPO est un ensemble de lignes de bus express entre Wasselonne et Strasbourg, destiné à améliorer les conditions de déplacements dans le secteur de l'Ouest strasbourgeois. Ces lignes de bus viennent se rejoindre et circulent sur la M351.

Deux lignes (Fluo Grand Est 67) circulent sur l'infrastructure du TSPO sur la M351 depuis/vers Strasbourg et desservent le futur terminus de la ligne F à Wolfisheim via l'échangeur à proximité : lignes 209 et 240 via un arrêt au rond-point, comme décrit en § 3.6.3 de la pièce B.

[...] la part modale n'est fournie que pour le quartier de Koenigshoffen ; la fréquentation actuelle de la ligne F n'a pas été mise à jour ; [...]

L'enquête origine « destination » menée par la CTS la plus récente au moment de la modélisation datait de 2015 où la ligne F était dans son ancienne configuration. En outre, la période de crise sanitaire, non représentative a empêché l'actualisation des sondages. Les montées-descentes projetées en 2026 sur l'ensemble de la ligne jusqu'à Wolfisheim sont présentées dans le graphique suivant :

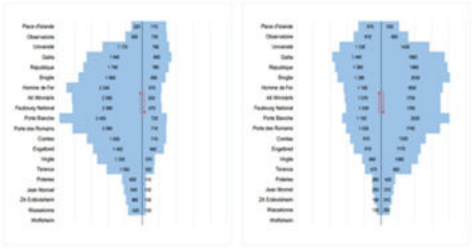


Figure 6-3 : Charge par sens de la ligne F. Scénario de projet, à l'horizon 2026 - Source : Modèle de trafic EMS, 2022

La part modale est issue de l'enquête ménage déplacement de 2019 sur l'ensemble du secteur d'étude :

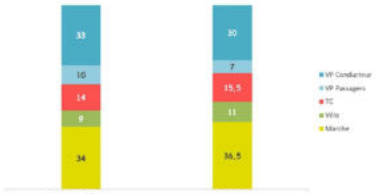


Figure 5-9 : Parts modales des déplacements dans le secteur d'étude et au sein de de l'Eurométropole en 2019 - Source : Enquête Ménage Déplacements du Bas-Rhin 2019

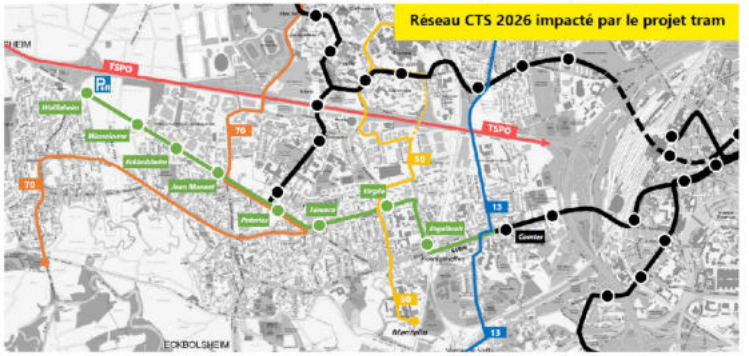
L'extension de la ligne F à Wolfisheim entraîne une augmentation de la part modale des transports collectifs de 1,5% dans les zones traversées par l'extension (entre Koenigshoffen et Wolfisheim) à la mise en service, et une réduction de la part modale de la voiture de 1,0%. Cet indicateur n'a de sens que sur le secteur d'étude et pas au niveau de l'agglomération ou l'effet est plus diffus.

L'Ae recommande de détailler la population actuelle et attendue sur le secteur du projet d'ensemble ainsi que les flux de déplacements actuels (phase 1 terminée) et attendus (phase 2 terminée) sur la ligne F et la ligne 4 sur le secteur du projet d'ensemble et ce qu'ils auraient été si la phase 2 n'avait pas été modifiée.

Concernant le réseau de transport, l'EMS apporte les précisions suivantes :

- La ligne 4a est supprimée dans la restructuration du réseau bus en même temps que ligne 4 dont elle est une branche.

Le réseau restructuré présenté en § 3.6.3 de la pièce B et § 3.3 de la pièce I est rappelé ci-dessous :



Restructuration du réseau TC en 2026

La population actuelle (2018) et attendues en 2026 sur le secteur de projet est présentée dans le tableau suivant :

Commune traversée	Nombre d'habitant dans le périmètre à 500m (2018)	Taux accroissement annuel moyen (Commune)	Nombre d'habitants projets urbains en 2026	Nombre d'habitants dans le périmètre à 500m (2026)
Strasbourg	21 900	0,61%	1914	24 900
Eckbolsheim	4 600	0,99%	440	5 400
Wolfisheim	1 100	0,99%	0	1 200
TOTAL	**27 600**			**35 800**

La méthode de calcul appliquée est la suivante :

- Population en 2018 indexée en 2026 avec le taux d'accroissement annuel moyen de la commune + projets urbains en 2026 dans le secteur

- Hypothèse 2 personnes par logement programmé
- Calcul du taux d'accroissement annuel moyen entre 2014 et 2018

L'écart entre le réseau de projet et de référence 2026 permet d'isoler l'apport strict de l'extension de la ligne F à Wolfisheim.

La ligne F voit sa fréquentation augmenter de 36%, soit 2 000 voyageurs à la PPS, pour une fréquentation journalière de 39 500 voyageurs.

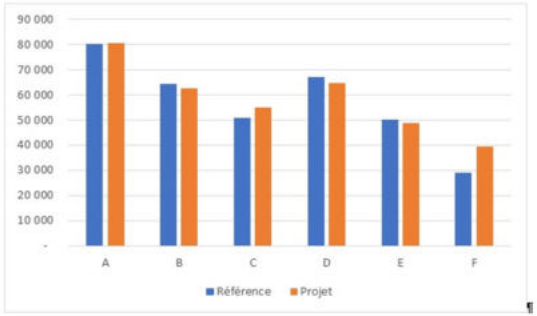


Figure 5 : Impact de l'extension de la ligne F sur la fréquentation journalière des lignes TCSP (2026)

Source[6] : Modèle de trafic EMS, 2022

✓ ***Milieu naturel et biodiversité***

L'Ae recommande de réaliser des inventaires complémentaires pour quantifier la présence ou l'absence du Crapaud vert sur la partie ouest du tracé prévu par la phase 2. Elle recommande également de présenter une cartographie des espèces d'oiseaux identifiés et d'appliquer la stratégie de lutte contre la présence d'espèces exotiques envahissantes.

Sur l'absence de Crapaud vert

A ce jour et en l'état actuel des investigations réalisées, l'EMS rappelle qu'aucun spécimen relevant de l'espèce *Bufotes viridis* (Crapaud vert) n'a été croisé dans le périmètre du projet.

Le Crapaud vert est une espèce dépendante des milieux aquatiques. La zone d'étude n'accueillant aucune zone en eau, aucune méthodologie de recherche plus ciblée et propre à cette espèce n'avait pas à être déployée. Pour autant, une veille attentive a été réalisée sur l'ensemble des parcours car l'extrémité Ouest du projet se situe à environ 500 mètres d'un site de reproduction. Un Crapaud vert présente des capacités de dispersion supérieures à cette distance, mais ce secteur est très isolé par l'urbanisation et situé en bordure de route, ce qui le rend peu favorable.

Au regard de ces éléments, en l'absence d'atteinte avérée à cette espèce au stade de la conception de son projet, l'EMS ne méconnaît pas l'interdiction d'atteinte à une espèce protégée prévue par l'article L. 411-1 du Code de l'environnement.

Pour cette raison, l'EMS n'est pas dans une situation où elle devait demander une dérogation au titre de l'article L. 411-2 I 4° du Code de l'environnement.

Le risque d'atteinte à cette espèce est d'autant plus faible que l'EMS prévoit d'ores et déjà des mesures de réduction et d'évitement préventives, à savoir :

- MR 1 : Calendrier des travaux adapté aux périodes sensibles pour la faune
- MR 3 : Clôture provisoire du chantier
- MR 4 : Suppression des zones en eau sur la zone chantier
- MR 5 : Créer des biotopes secondaires grâce aux espaces verts

Ces mesures sont suffisantes au vu des faibles enjeux identifiés. A ce stade du projet, il n'existe pas de risque caractérisé d'atteinte à des spécimens relevant de l'espèce *Bufotes viridis* (Crapaud vert).

Pour les oiseaux :

Les oiseaux présents sur le secteur sont des espèces typiques des métropoles. Il s'agit d'espèces communes et assez ubiquistes. Les oiseaux étant mobiles et au vu de la zone d'étude, il a été considéré que les espèces observées sont présentes sur l'ensemble de la zone d'étude et plus spécifiquement sur les espaces verts. Une carte localise les observations des espèces les plus remarquables. Une carte plus précise serait essentiellement représentative d'une pression d'observation plus que de la répartition des espèces. Une cartographie des espèces d'oiseaux identifiées ne semble pas réellement pertinente pour évaluer les impacts du projet sur le secteur.

La stratégie de lutte contre la présence d'espèces exotiques envahissantes :

La lutte contre la présence d'espèces exotiques envahissantes fait l'objet d'une mesure de réduction (MR6 : limiter les risques de dissémination des espèces végétales exotiques envahissantes). Cette mesure a pour objectif de limiter la dissémination des espèces végétales exotiques envahissantes lors des travaux et après. Ce qui permet d'éviter tout effet du projet sur la dissémination de ces espèces. La lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes doit se faire à l'échelle d'un territoire et ne peut être efficace à l'échelle d'un projet.

[...] La localisation des arbres abattus n'est pas précisée. Il serait utile de présenter dans l'étude d'impact une cartographie montrant simultanément les arbres abattus et les arbres replantés.

La cartographie indiquant les arbres abattus et les arbres plantés est présentée en annexe.



L'Ae recommande d'approfondir la description du projet et les mesures prises permettant d'atteindre l'objectif affiché de préserver et développer la « biodiversité en ville » et celui d'absence d'artificialisation nette.

Les espaces verts arborés, jardins plantés d'arbres, friches arbustives et/ou herbacées détruits représentent une surface d'environ 41 940 m². Cette surface inclus des espaces parfois très peu favorables à la biodiversité du fait de leur gestion actuelle. Le projet prévoit la création d'environ 30 310 m² d'espaces verts. La perte d'espaces verts est de l'ordre de moins de 10 000 m². Cette perte ne prend pas en compte les surfaces de la plateforme du tramway qui sera engazonnée sur 60 % de son linéaire (environ 11 000m²). Le projet présente donc une perte de surface considérée comme négligeable. De plus, les nouveaux espaces verts seront réalisés selon la doctrine de la charte « Tous unis pour plus de biodiversités », cette charte est consultable en ligne : *https://www.strasbourg.eu/documents/976405/1628244/0/172ac0e2-6865-6999-aeb0-35b80469d75f*. Pour les espaces verts, l'engagement est, par exemple, de prendre des espèces locales, de veiller à la circulation de la faune et de favoriser la présence de certaines espèces par la pose de nichoirs et d'abris. Ces nouveaux espaces devraient présenter des potentialités d'accueil de la biodiversité plus importantes que sur les espaces actuels.

Le projet inclut des bandes enherbées et fleuries le long de la plateforme et sur l'aménagement de la route des Romains hors tramway.

✓ ***Bruit et vibrations***

Le retour d'expérience de la phase 1 sur la question des vibrations n'aborde pas l'efficacité des choix de type de pose.

Les différents types de pose mis en œuvre correspondent aux préconisations des études et représentent l'état de l'art dans l'atténuation des vibrations. Les mesures et essais effectués sur site après travaux confirment leur efficacité. Aucun signalement sur la phase 1 n'a relevé un défaut d'atténuation.

L'Ae recommande de mettre en place des mesures d'atténuation du bruit à la source rue Virgile pour réduire les nuisances sonores affectant les riverains.

Dans le cas d'une modification significative d'infrastructure (route + ferroviaire), la contribution sonore routière est ici plus importante que celle du tramway pour les bâtiments dépassant les seuils (pour les bâtiments des récepteurs 93 & 94 dans la rue Virgile).

Des mesures d'atténuation du bruit sur la rue Virgile seront mises en place, à savoir :

- Traitement anti-crissement du rail en courbe
- Graissage du rail par le matériel roulant
- Revêtement de plateforme de type engazonné.

Cf. § 6.4.3.1.2. de l'étude d'impact

« L'évolution du parc routier (passage en véhicules électriques) n'a ici pas été prise en compte dans cette étude normative (NMPB Route 2008) ». Les résultats de l'étude sont plus pénalisants qu'avec un parc automobile tendant vers l'électrique moins « bruyant ».

Le bruit émis par un tramway en circulation est multifactoriel, mais dépend en premier lieu du contact roue-rail. Le rapport d'étude du CERTU « Bibliographie sur l'émission acoustique des tramways » sensibilise quant à l'état des voies et à leur entretien en cours d'exploitation afin de limiter ou d'éviter une augmentation du niveau sonore à la source par usure. La CTS applique les opérations de prévoyance et d'entretien suivantes recommandées :

- Rodage : Des écarts de 9 dB(A) sont mesurés entre mesures avant et après rodage. Avant toute mesure d'émission sonore, les roues des tramways doivent avoir parcouru 1000 km dans des conditions normales, et être dépourvues de défauts, tels que les méplats.
- Meulage : Le reprofilage des voies permet d'améliorer l'uni. Lors du meulage, les rails sont reprofilés de manière uniforme. Après le meulage, la surface de contact roue-rail est moins importante.
- Balayage sommaire : Les saletés présentes dans les rails doivent être évacués périodiquement.
- Rechargement : Cette technique consiste à renforcer les rails existants par une nouvelle couche de métal lors de l'entretien des rails.
- Graissage : Cette opération permet de limiter le bruit de crissement dans les courbes inférieures à 30m.

[19] Cette application n'est pas strictement conforme à la réglementation, qui ne prévoit pas le cas du cumul du bruit de deux infrastructures différentes, mais l'Ae considère que cette manière d'aborder la question répond à la préoccupation de vérifier que le projet n'aggravera pas la situation tout en respectant les seuils fixés par la réglementation existante.

Le caractère significatif d'une modification d'infrastructure est défini par l'article R.571-45 du Code de l'environnement : « *Est considérée comme significative, au sens de l'article R. 571-44, la modification ou la transformation d'une infrastructure existante, résultant d'une intervention ou de travaux successifs autres que ceux mentionnés à l'article R. 571-46, et telle que la contribution sonore qui en résulterait à terme, pour au moins une des périodes représentatives de la gêne des riverains mentionnées à l'article R. 571-47, serait supérieure de plus de 2 dB (A) à la contribution sonore à terme de l'infrastructure avant cette modification ou cette transformation* ».

Dans le cas d'une modification significative, les seuils réglementaires sont définis par l'article 3 de l'Arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières :

« *Si la contribution sonore de l'infrastructure avant travaux est inférieure aux seuils applicables à une voie nouvelle, elle ne pourra excéder ces valeurs après travaux. Dans le cas contraire, la contribution sonore, après travaux, ne doit pas dépasser la valeur existant avant travaux, sans pouvoir excéder 65 dB(A) en période diurne et 60 dB(A) en période nocturne* ».

Trois cas peuvent se présenter :

- Si la contribution initiale de l'infrastructure considérée est inférieure à 60 dB(A) de jour et inférieure à 55 dB(A) de nuit, sa contribution après travaux ne devra pas dépasser ces valeurs ;



- Si la contribution initiale de l'infrastructure considérée est comprise entre 60 et 65 dB(A) de jour et entre 55 et 60 dB(A) de nuit, sa contribution après travaux ne devra pas dépasser la valeur initiale ;
- Si la contribution initiale de l'infrastructure considérée est supérieure à 65 dB(A) de jour et supérieure à 60 dB(A) de nuit, sa contribution après travaux devra être ramenée à 65 dB(A) de jour et 60 dB(A) de nuit.

Ces éléments ci-dessus sont donc applicables par infrastructure (en l'occurrence la rue Virgile modifiée par le projet), et non par le cumul de différentes infrastructures (multi-exposition : route + ferroviaire).

L'étude acoustique a bien pris en compte les calculs par infrastructure conformément à la réglementation.

Cependant, pour aller plus loin, l'étude acoustique a également vérifié si le projet (l'impact du cumul de bruit ferroviaire + route à terme) ne dégrade pas la situation vis-à-vis des riverains les plus proches.

✓ ***Qualité de l'air***

[...] L'étude air et santé présentée est de niveau 1. Elle inclut des campagnes de mesures in situ des polluants requis [22] [...]

[22] Qui ne portent que sur deux saisons, été et hiver, et pas quatre, sans explication.

D'après la note technique du 22 février 2019 et le guide méthodologique sur le volet « air et santé » des études d'impact routières du CEREMA, les campagnes de mesures doivent couvrir au moins 8 semaines, découpées en 4 campagnes de 2 semaines durant chaque saison de l'année ou 2 campagnes de 4 semaines durant des saisons contrastées d'un point de vue météorologique (hiver et été).

Ainsi, en accord avec la note du CEREMA, il a été fait le choix de réaliser 2 campagnes de mesures de 4 semaines du 15/09/2021 au 13/10/2021 et du 04/01/2022 au 02/02/2022. »

Dans tous les cas, il est nécessaire de vérifier et d'apprécier la représentativité de l'ensemble des périodes de mesure par rapport à une année complète. Cette vérification est réalisée avec les stations fixes (de l'AASQA) les plus proches, en comparant la moyenne pour la période de mesure à la moyenne annuelle. Une analyse sur les conditions météorologiques pourrait également être menée pour évaluer la représentativité des mesures.

La méthodologie appliquée pour l'étude AIR réalisée dans le cadre de l'étude d'impact du projet d'extension du tramway vers l'Ouest est conforme à la réglementation.

L'Ae recommande de prendre en compte, dans l'étude air et santé, l'ensemble du temps passé par les enfants sur site scolaire et le bruit de fond du sol et de finaliser le calcul des quotients de danger et des excès de risques individuels du projet en prenant en compte notamment les effets cumulés de plusieurs substances toxiques.

L'exposition par inhalation des enfants des écoles correspond au cumul de l'exposition dans l'établissement (temps scolaire ou période de garde) et de l'exposition au droit du riverain le plus proche (reste de l'année), Ainsi pour les enfants de l'école élémentaire des Romains, le riverain retenu le plus proche concerne les habitants « Intersection route des Romains / rue du Schnokeloch ». Au niveau de ce riverain, la concentration d'exposition est légèrement supérieure à celle de l'école ce qui conduit à avoir un scénario d'exposition des enfants de l'école des Romains plus pénalisant que celui demandé par l'ARS.

Pour les enfants de l'école maternelle Joie de vivre Saint-Etienne, le riverain retenu concerne les habitants « Intersection route des Romains / rue des Capucins ». Là encore la concentration d'exposition est légèrement supérieure à celle de l'école ce qui conduit à avoir un scénario d'exposition des enfants de l'école des Romains plus pénalisant que celui demandé par l'ARS.

L'additivité des risques pourrait effectivement être réalisée au niveau de chaque point récepteur d'une part pour les quotients de danger pour les polluants qui disposent des effets sur les mêmes organes cibles et qui disposent de Valeurs Toxicologiques de Référence. Mais cela ne changerait pas les conclusions de l'étude et aucun dépassement de la valeur de seuil sanitaire ne serait constaté. Pour les ERI, l'additivité pourrait être réalisée quelle que soit la substance, toutefois cela ne changerait pas les conclusions de l'étude qui conduisent déjà à un dépassement du critère d'acceptabilité des risques cancérigènes en lien avec le benzène.

Aucune mesure n'est disponible dans les sols de surface des écoles qui nous permettent de considérer un bruit de fond pertinent. Par ailleurs, il a été fait l'hypothèse qu'au niveau des crèches et écoles considérées il existait une zone dite "en terre"" ne présentant donc aucun revêtement, ce qui s'avère peu probable.

Les valeurs des quotients de danger et ERI calculées pour une exposition par ingestion, au niveau des écoles et crèches considérées, lié au trafic routier, sont bien loin des valeurs de seuil sanitaire et sensiblement équivalentes avec et sans projet. Le projet ne génère donc aucun impact dans l'environnement en ce qui concerne les dépôts au sol et une exposition sanitaire par ingestion. Si un bruit de fond devait être rajouté cela ne changerait pas les conclusions concernant l'impact du projet.

✓ ***Patrimoine culturel***

Pas de remarque particulière.

✓ ***Eau et risque d'inondation - Matériaux***

Aucun retour d'expérience des autres lignes de tramway ni du tronçon réalisé en phase 1 , ni de la situation rencontrée à l'été 2022 (canicule) n'est fourni. Aucune mesure d'économie d'eau voire de suppression de l'arrosage des secteurs végétalisés de la plateforme du tramway n'est proposée [...]

L'Ae recommande de présenter les mesures prises pour économiser la ressource en eau en phase d'exploitation du projet d'ensemble.

Le projet prévoit la séparation de l'arrosage de la plateforme et des espaces verts attenants. Le fonctionnement de l'arrosage automatique de la plateforme est piloté en prenant en compte la météo.

Lors de la canicule de l'été 2022, le système d'arrosage a été mis à l'arrêt. Cette mesure de réduction de l'impact environnemental sera adaptée par l'exploitant et/ou l'EMS autant que nécessaire.

La mise en place d'essences robustes moins gourmandes en eau et résistantes à la sécheresse est à l'étude tout comme une pose de voie sur longrine offrant une hauteur plus importante du substrat sur certains tronçons de la ligne homogènes. Cette pose réduit les besoins en eau.

L'Ae recommande d'indiquer si le prolongement de la ligne F mettra en œuvre une technique de freinage avec récupération de l'énergie, alternatif au freinage mécanique impliquant l'émission de particules fines, et dans ce cas d'en décrire les conditions de mise en œuvre et les impacts évités.

Le présent projet inclut la récupération d'énergie de freinage, pratiqué dans l'ensemble du réseau tramway de l'agglomération et par tout type de matériel roulant. Le matériel roulant utilise de préférence un freinage électrique : freinage par récupération via les moteurs, avec injection de l'énergie récupérée dans le réseau de traction, maillé sur l'ensemble du réseau tramway. Cette énergie est alors disponible par d'autres rames. Dans un deuxième temps, un freinage mécanique est utilisé pour la fin du freinage ou pour renforcer le freinage, par exemple pour les arrêts d'urgence. Dans ce dernier cas, des patins magnétiques qui se collent aux rails sont utilisés. La récupération d'énergie de freinage et le système de freinage électrique sont décrits dans le § 2.5.9.1.1 de l'étude d'impact. Un rhéostat de freinage est prévu dans la nouvelle sous-station Wasselonne.

2.2.2.4. Effets cumulés

[...] Mis à part ce dernier, aucun des nombreux projets d'aménagement urbain même à proximité immédiate du projet d'extension de tramway n'a été pris en considération [...]. Cette liste est donc à compléter en s'appuyant sur la version en vigueur de l'article R. 122 5 , voire en élargissant aux projets déjà connus du public...

L'analyse des impacts cumulés est complétée par les projets suivants :

- Le projet Porte des Romains

Le projet Porte des Romains a fait l'objet d'une décision suite à l'examen du dossier au cas par cas publiée le 17 juin 2019, et n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Il s'agit d'une opération d'aménagement portée par la ville de STRASBOURG.

Au total, 110 logements et la création d'activités (Centre de formation des compagnons sur 6500m² et Structure associative, centre culturel et Parc récréatif en lien avec le Parc Naturel Urbain) sont prévus à l'horizon 2026.

Les travaux du centre de formation te de certains logements sont en cours de travaux.



- La création d'un ensemble de logements rue de la Chartreuse

Le projet a fait d'une part l'objet d'une décision suite à l'examen du dossier au cas par cas, publiée le 18 décembre 2018. D'autre part, un dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau a été réalisé et acté par arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2020. Le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Ce projet est situé à Koenigshoffen sur un terrain de 18 548 m² et est desservi par la route des Romains. Ce site est intégré au Parc naturel urbain (PNU) et plus largement à la trame verte et bleue de l'agglomération. Le projet consiste en la création de 250 logements dont 25% en locatif social, un ensemble de huit bâtiments, répartis autour d'une promenade centrale paysagère orientée Nord-Sud. Les aménagements ont pour objectif de favoriser la biodiversité et les espaces de circulation piétonne favoriseront la perméabilité des sols. Les travaux sont en cours et la livraison est estimée pour 2025.



- Le réaménagement de l'ancien site «Clestra » au Parc des Forges

Le projet a fait l'objet d'une décision suite à l'examen au cas par cas du dossier, publiée le 28 février 2013, et a été soumis à évaluation environnementale. Toutefois, suite à cette décision, un recours a eu lieu et un arrêté publié le 29 mai 2013 en réponse à ce recours dispense le projet d'une évaluation environnementale.

Le projet est situé à l'Ouest de l'opération de la ZA Forges et comprend 374 logements, tous livrés en 2021. 500 m² d'activités ont été livrés en 2020 puis 1500 m² en 2021. Il reste 6 200 m² de bureaux et commerce de proximité à livrer en 2023 pour compléter la programmation.

Thème	Principaux impacts			Effets cumulés
	projet Porte des Romains	Projet rue de la Chartreuse	Projet « Clestra »	
Eaux	Pas de cours d'eau Phase chantier : risques de pollution liés aux opérations de terrassements Mise en place de réseaux séparatifs. Rejet dans réseau pluvial communal	Cours d'eau à proximité Phase chantier : risques de pollution liés aux opérations de terrassements Mesures prises pour éviter les pollutions des eaux et des sols en phase chantier. Mise en place de réseaux séparatifs. Rejet dans réseau pluvial communal	Pas de cours d'eau Phase chantier : risques de pollution liés aux opérations de terrassements Mise en place de réseaux séparatifs. Rejet dans réseau pluvial communal	Risques d'effets cumulés de pollution en phase de chantier avec le projet mais chaque chantier met en œuvre de mesures de réduction, de prévention ou d'intervention en cas de pollution en phase chantier Absence d'impacts cumulés notables

Thème	Principaux impacts			Effets cumulés
	projet Porte des Romains	Projet rue de la Chartreuse	Projet « Clestra »	
				sur la qualité des eaux souterraines et superficielles
Sols	Terrains en friche Des terrassements sont mis en œuvre pour l'implantation de ce projet.	Terrains occupés par l'ancien siège social Immochan Nord-Est Des terrassements sont mis en œuvre pour l'implantation de ce projet.	Terrains autrefois occupé par un complexe industriel. Dépollution du site a été réalisé. Des terrassements sont mis en œuvre pour l'implantation de ce projet.	Effets cumulés positifs par une amélioration de la qualité des sols Pas d'effets cumulés sur les sols
Milieux naturels	Terrains en friche ou utilisé pour la pratique sportive, peu d'enjeux. Effet positif par la recréation de milieux et donc l'augmentation de la biodiversité en lien avec le Parc Naturel Urbain.	Les travaux ne seront pas à l'origine de destructions de milieux naturels. En effet, les terrains étaient occupés par les bâtiments industriels Effet positif sur les milieux naturels par la recréation de milieux et donc l'augmentation de la biodiversité à l'échelle locale.	Les travaux ne seront pas à l'origine de destructions de milieux naturels. En effet, les terrains étaient occupés par les bâtiments industriels Effet positif sur les milieux naturels par la recréation de milieux et donc l'augmentation de la biodiversité à l'échelle locale.	Effets cumulés positifs sur le milieu naturel par une amélioration de la biodiversité en ville sur les secteurs concernés et la connexion des corridors crées par les espaces de chaque projet
Urbanisation et activités économiques	Développement de l'urbanisation par une offre de logements et de services et d'activités, améliorant l'entrée du quartier de Koenigshoffen.	Développement de l'urbanisation par une offre de logements. L'ensemble de ces aménagements améliorera l'attractivité du quartier.	Développement de l'urbanisation par une offre de logements et d'activités. L'ensemble de ces aménagements améliorera l'attractivité du quartier.	Le projet de tram permet une desserte efficace des projets urbains Effets cumulés sur la demande en transport en commun par l'augmentation de la population/emplois. (ces projets sont pris en compte dans les études du projet tram)
Infrastructures de transport et déplacements	Le projet est déjà desservi par la ligne de tram à la station Parc des Romains. Création de cheminements doux	La phase travaux pourra occasionner des perturbations dans les conditions de circulation sur la route des Romains. Création de cheminements doux	Le projet ne modifie pas la structure primaire de la desserte routière du secteur d'étude. Création de cheminements doux	Effets cumulés en termes de génération de trafic mais le projet de tram incite au report modal. Amélioration des cheminements et de la desserte en transport en commun

Thème	Principaux impacts			Effets cumulés
	projet Porte des Romains	Projet rue de la Chartreuse	Projet « Clestra »	
Paysage et patrimoine	Le projet améliorera le paysage urbain par une requalification du quartier en lien avec le Parc naturel urbain. Découverte de nombreux vestiges archéologiques.	Amélioration du tissu urbain et architectural du secteur	Le projet améliorera le paysage urbain par une requalification du quartier	Effets cumulés positifs d'amélioration du traitement urbain

2.2.2.5. Coûts collectifs et avantages, consommations énergétiques et évaluation socio-économique

L'Ae recommande de présenter l'évaluation socio-économique du projet d'ensemble, en y incluant la phase 1 et la phase 2 revue.

L'étude socio-économique n'a pas ignoré la phase 1 du projet.

Pour rappel, le programme complet calculé en 2016 à l'occasion des études de la phase 1 était le suivant :

	Première phase	Projet global
Taux de rentabilité interne	7,2%	5,2%
Valeur Actuelle Nette Socio-Economique (VAN-SE) au taux de 4,5%	**39,2M€**	**19,1M€**
Taux de rentabilité immédiate en première année de plein effet d'exploitation	**7,9%**	**6,1%**

Tableau 26 : Répartition des coûts et des gains
Source : GETAS, 2015

Pour rappel le TRI du projet soumis à l'enquête publique est de 4,56% (référentiel de 2019).

2.2.2.6. Suivi du projet, de ses incidences, des mesures et de leurs effets

Pas de remarque particulière.

2.2.2.7. Résumé non technique

L'Ae recommande de prendre en compte dans le résumé non technique les recommandations du présent avis.

Un renvoi à la présente pièce est inséré en dernière page du résumé non technique.

2.2.3. Évaluation environnementale de la mise en compatibilité du PLUI

2.2.3.1. Urbanisme

L'Ae recommande de renforcer les prescriptions du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de la biodiversité et plus précisément des arbres, des espaces verts préservés, plantés ou créés par le projet et des trames vertes qu'ils doivent contribuer à constituer.

La Ville de Strasbourg et l'Eurométropole gèrent les arbres des parcs et jardins de Strasbourg, ceux de l'espace public de la Métropole et ceux des équipements publics de la Ville.

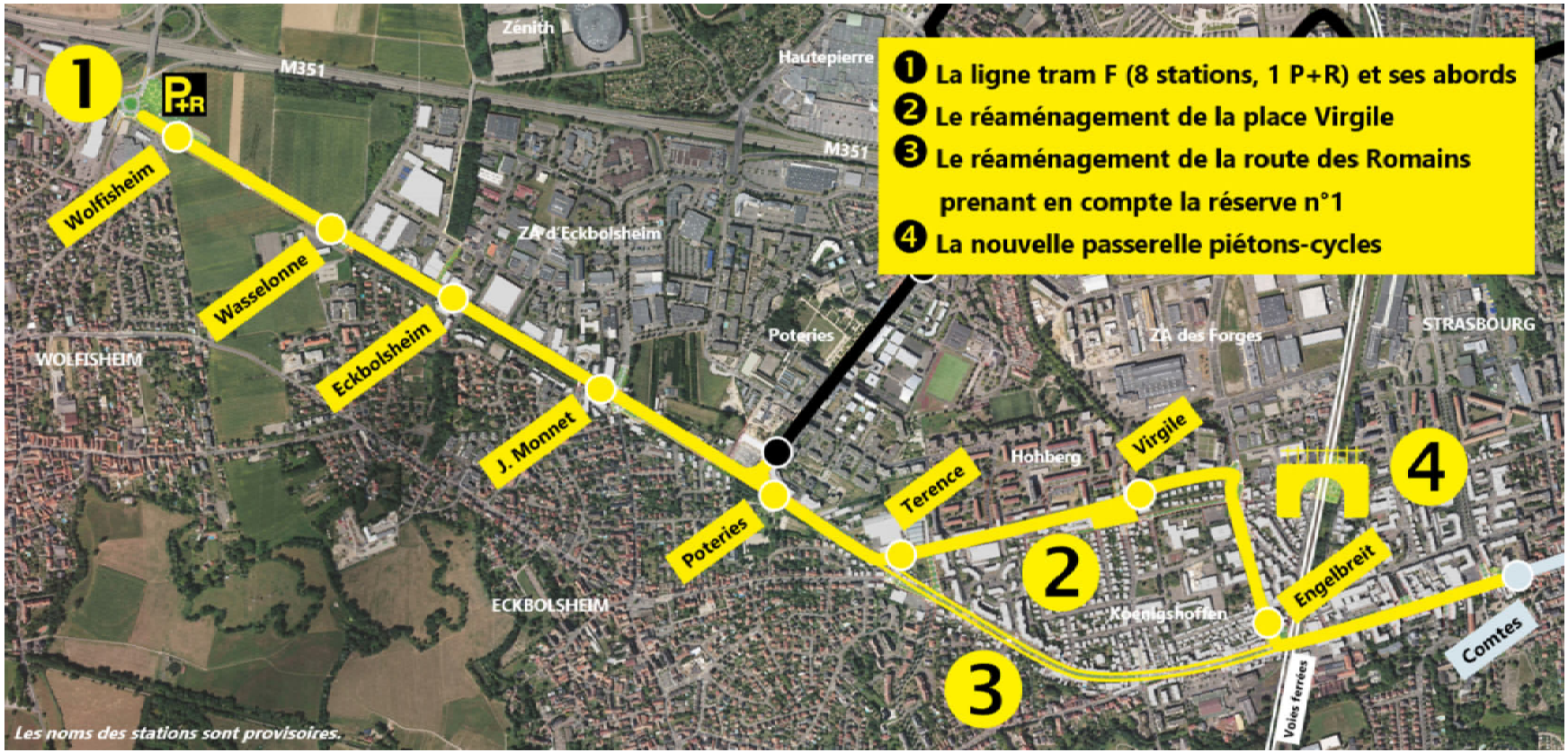
L'objet de la mise en compatibilité du PLU est de permettre la mise en œuvre du projet d'extension du réseau tramway vers l'Ouest et non pas de reprendre les conditions de préservation de la biodiversité applicable à tout le territoire. Des évolutions régulières du PLUi permettront de tenir compte de cette remarque.

2.3. Annexe

Les planches suivantes sont issues du plan général des travaux (pièce D) sur lesquelles ont été ajouté la localisation prévisionnelle des arbres abattus (sont présentés uniquement les planches de projet concernées).

ANNEXE 4

Description des ouvrages, après modification, pour tenir compte des résultats de l'enquête publique


1 La ligne tram F (8 stations, 1 P+R) et ses abords
2 Le réaménagement de la place Virgile
3 Le réaménagement de la route des Romains prenant en compte la réserve n°1
4 La nouvelle passerelle piétons-cycles
Zénith
Hautepierre
M351
M351
P+R
Wolfisheim
Wasselonne
Eckbolsheim
J. Monnet
Poteries
ZA d'Eckbolsheim
WOLFISHEIM
ECKBOLSHEIM
Poteries
ZA des Forges
STRASBOURG
Hohberg
Virgile
Terence
Engelbreit
Koenigshoffen
Comtes
Voies ferrées
Les noms des stations sont provisoires.

ANNEXE 5

Etat parcellaire mis à jour

ETAT PARCELLAIRE COMMUNE D'ECKBOLSHEIM

N° d'ordre	Désignation cadastrale (section/parcelle)	Réduction ou suppression d'emprise	Accord Amiable	Observations
1	28 / 556	Non	Non	
2	28 / 554	Non	Non	
3	28 / 555	Non	Non	
4	28 / 302	Non	Non	
5	28 / 140	Non	Non	
6	28 / 579	Non	Non	
7	28 / 257	Non	Non	
8	5 / 181	**Oui**	/	
9	28 / 333	Non	Non	
10	5 / 173	Non	Non	
11	28 / 371	Non	Non	
12	28 / 370	Non	Non	
13	5 / 234	**Oui**	/	
14	28 / 331	Non	Non	
15	28 / 330	Non	Non	
16	28 / 332	Non	Non	
17	28 / 329	Non	Non	
18	28 / 328	Non	Non	
19	28 / 326	Non	Non	
20	28 / 324	Non	Non	
21	28 / 322	Non	Non	
22	28 / 320	Non	Non	
23	28 / 318	Non	Non	
24	28 / 316	Non	Non	
25	28 / 314	Non	Non	
26	5 / 340	Non	Non	
27	5 / 342	Non	Non	
28	33 / 301	Non	Non	
29	33 / 149	Non	Non	
30	33 / 215	Non	Non	
31	33 / 216	**Oui**	/	
32	33 / 240	Non	Non	
33	33 / 275	Non	Non	
34	33 / 274	Non	Non	
35	28 / 397	Non	Non	
36	33 / 320	Non	Non	
37	33 / 227	Non	Non	Occupant VITAL'AIR
38	33 / 226	**Oui**	Non	Réduction d'emprise
39	33 / 202	**Oui**	/	
40	33 / 201	**Oui**	/	
41	33 / 188	**Oui**	Non	Réduction d'emprise
42	33 / 115	**Oui**	/	

N° d'ordre	Désignation cadastrale (section/parcelle)	Réduction ou suppression d'emprise	Accord Amiable	Observations
43	33 / 308	**Oui**	/	
44	33 / 307	**Oui**	/	
45	33 / 269	Non	Non	
46	33 / 268	Non	Non	
47	29 / 276	Non	Non	
48	29 / 284	Non	Non	
49	29 / 278	Non	Non	
50	29 / 347	Non	**Oui**	
51	29 / 226	Non	Non	
52	29 / 315	Non	Non	
53	30 / 197	Non	Non	
54	30 / 241	Non	Non	
55	30 / 244	Non	Non	
56	30 / 188	Non	Non	
57	30 / 189	Non	Non	
58	30 / 190	Non	Non	
59	30 / 210	Non	Non	
60	30 / 191	Non	Non	
61	30 / 192	Non	Non	
62	30 / 193	Non	Non	
63	30 / 194	Non	Non	
64	30 / 195	Non	Non	
65	30 / 196	Non	Non	
66	30 / 172	Non	Non	

ETAT PARCELLAIRE COMMUNE DE STRASBOURG

N° d'ordre	Désignation cadastrale (section/parcelle)	Réduction ou suppression d'emprise	Accord Amiable	Observations
1	MT / 135	Non	Non	
2	MK / 39	Non	Non	
3	MK / 250	Non	Non	
4	MK / 299	Non	Non	
5	MK / 265	Non	Non	
6	MK / 266	Non	Non	
7	MK / 258	Non	Non	
8	MK / 128	**Oui**	/	
9	MK / 271	**Oui**	/	
10	MK / 73	Non	Non	
11	MK / 326	Non	Non	
12	MT / 153	Non	Non	
13	MK / 240	Non	Non	
14	MK / 240	Non	Non	
15	MK / 240	Non	Non	
16	MK / 329	Non	Non	

N° d'ordre	Désignation cadastrale (section/parcelle)	Réduction ou suppression d'emprise	Accord Amiable	Observations
17	MK / 329	Non	Non	1 seul lot > indemnisation pour perte de jouissance
18	ML / 172	Non	Non	
19	ML / 355	Non	Non	
20	ML / 197	Non	Non	
21	ML / 183	Non	Non	
22	ML / 40	Non	Non	
23	ML / 218	Non	Non	
24	ML / 382	Non	Non	
25	ML / 382	Non	**Oui**	
26	ML / 382	Non	Non	
27	ML / 372	Non	Non	
28	ML / 392	Non	Non	
29	ML / 367	Non	Non	
30	OE / 150	Non	Non	
31	OE / 226	Non	Non	
32	OE / 120	Non	Non	
33	OE / 218	Non	Non	
34	OE / 219	Non	Non	
35	OE / 344	Non	Non	
36	OE / 112	Non	Non	
37	OE / 343	Non	Non	
38	OE / 105	Non	Non	
39	OE / 94	Non	Non	
40	OE / 346	Non	Non	
41	OE / 345	Non	Non	
42	OE / 544	Non	Non	
43	OE / 347	Non	Non	
44	MO / 208	Non	Non	
45	MO / 274	Non	**Oui**	
46	OE / 171	Non	Non	
47	OE / 170	Non	Non	
48	OE / 152	Non	Non	
49	OE / 54	Non	Non	
50	OE / 385	Non	Non	
51	OE / 386	Non	Non	
52	OE / 232	**Oui**	Non	Réduction d'emprise
53	OE / 235	**Oui**	Non	Réduction d'emprise
54	MP / 293	Non	Non	
55	MP / 188	Non	Non	
56	MP / 1	Non	Non	
57	MP / 268	Non	Non	
58	MP / 69	Non	Non	
59	OE / 149	Non	Non	
60	OE / 233	Non	Non	
61	OE / 388	Non	Non	

N° d'ordre	Désignation cadastrale (section/parcelle)	Réduction ou suppression d'emprise	Accord Amiable	Observations
62	OE / 390	Non	Non	
63	OE / 389	Non	Non	
64	OE / 392	Non	Non	
65	OE / 282	Non	Non	
66	OE / 66	Non	Non	
67	OE / 509	Non	Non	Bien préempté par l'EMS
68	OE / 68	Non	Non	
69	OE / 70	Non	Non	
70	OE / 398	Non	Non	
71	OE / 396	Non	Non	
72	OE / 293	Non	Non	
73	OE / 527	Non	**Oui**	
74	OE / 590	Non	**Oui**	
75	OE / 591	Non	**Oui**	
76	OE / 541	Non	Non	
77	OE / 536	Non	Non	
78	OE / 553	Non	Non	
79	OE / 584	Non	Non	
80	LV / 389	Non	Non	
81	LV / 390	Non	Non	
82	LV / 391	Non	Non	
83	LV / 387	Non	Non	
84	MK / 108	Non	Non	
85	LV / 236	Non	**Oui**	

ETAT PARCELLAIRE COMMUNE DE WOLFISHEIM

N° d'ordre	Désignation cadastrale (section/parcelle)	Réduction ou suppression d'emprise	Accord Amiable	Observations
1	21 / 421	Non	Non	
2	21 / 422	Non	Non	
3	23 / 218	Non	Non	
4	23 / 217	Non	Non	
5	23 / 216	Non	Non	
6	23 / 215	Non	Non	
7	23 / 214	Non	Non	
8	23 / 213	Non	Non	
9	23 / 191	Non	Non	
10	23 / 242	Non	Non	
11	23 / 281	Non	Non	
12	23 / 674	Non	Non	
13	23 / 243	Non	Non	
14	23 / 655	Non	Non	
15	23 / 79	Non	Non	
16	23 / 21	Non	Non	
17	21 / 302	Non	Non	

N° d'ordre	Désignation cadastrale (section/parcelle)	Réduction ou suppression d'emprise	Accord Amiable	Observations
18	21 / 203	Non	Non	
19	21 / 205	Non	Non	
20	21 / 207	Non	Non	
21	21 / 209	Non	Non	
22	21 / 210	Non	Non	
23	21 / 213	Non	Non	
24	21 / 439	Non	Non	
25	21 / 441	Non	Non	
26	21 / 443	Non	Non	
27	21 / 445	Non	Non	
28	21 / 447	Non	Non	
29	21 / 248	Non	Non	
30	21 / 431	Non	Non	
31	21 / 433	Non	Non	
32	21 / 435	Non	Non	
33	21 / 437	Non	Non	
34	21 / 436	Non	Non	
35	21 / 438	Non	Non	
36	21 / 442	Non	Non	
37	21 / 446	Non	Non	
38	21 / 440	Non	Non	
39	21 / 434	Non	Non	
40	21 / 432	Non	Non	
41	21 / 430	Non	Non	
42	21 / 301	Non	Non	
43	21 / 299	Non	Non	
44	21 / 297	Non	Non	
45	21 / 295	Non	Non	

LEGENDE

— — — —	Limite public / privé
— — — —	Limite des aménagements tramway = DUP
	Parcelles privées réaménagées basculant dans le domaine public
	Parcelles privées réaménagées restant dans le domaine privé
	Parcelles de la Ville de Strasbourg
	Parcelles de l'Eurométropole de Strasbourg
SA	*Surface à Acquérir*
CC	*Contenance Cadastrale*

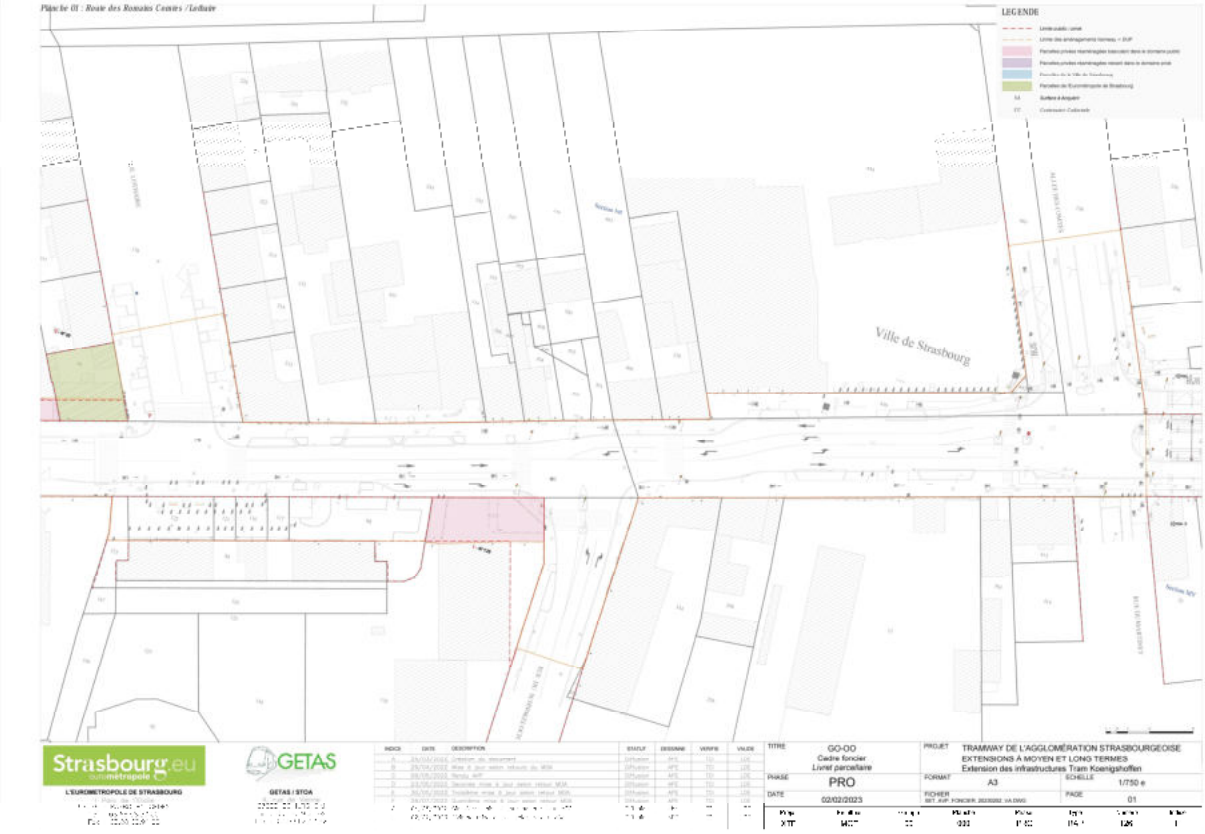



Planche 02 : Route des Romains Lothaire / Engelbrett
LEGENDE
Ville de Strasbourg
Strasbourg.eu
GETAS
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
GETAS | STOA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PHASE
PRO
DATE
02/02/2023
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
PAGE
02


Planche 03 : Rue Engelbrett Romains / Ovide
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
GETAS | STOA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PHASE
PRO
DATE
02/02/2023
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
PAGE
03

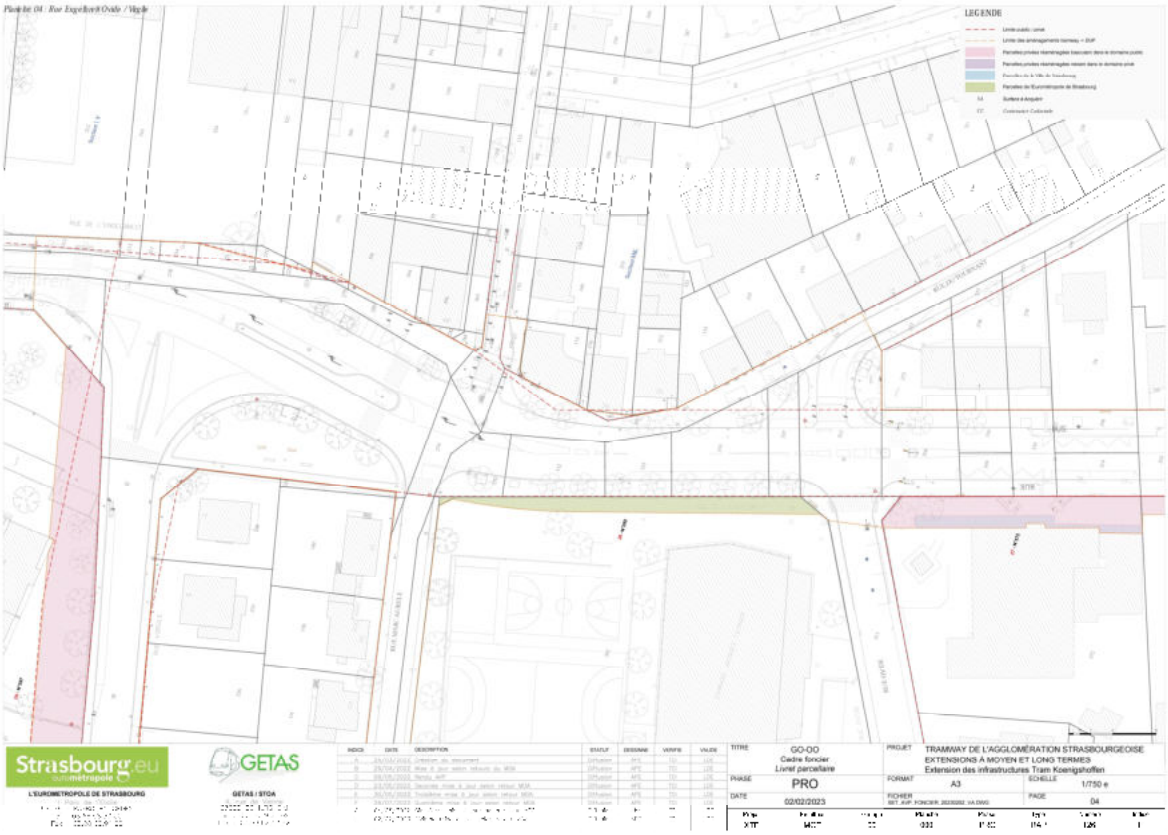


Planche 04 : Rue Engelbrett Ovale / Viaple
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PRO
02/02/2023
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
A3
1/750 e
04

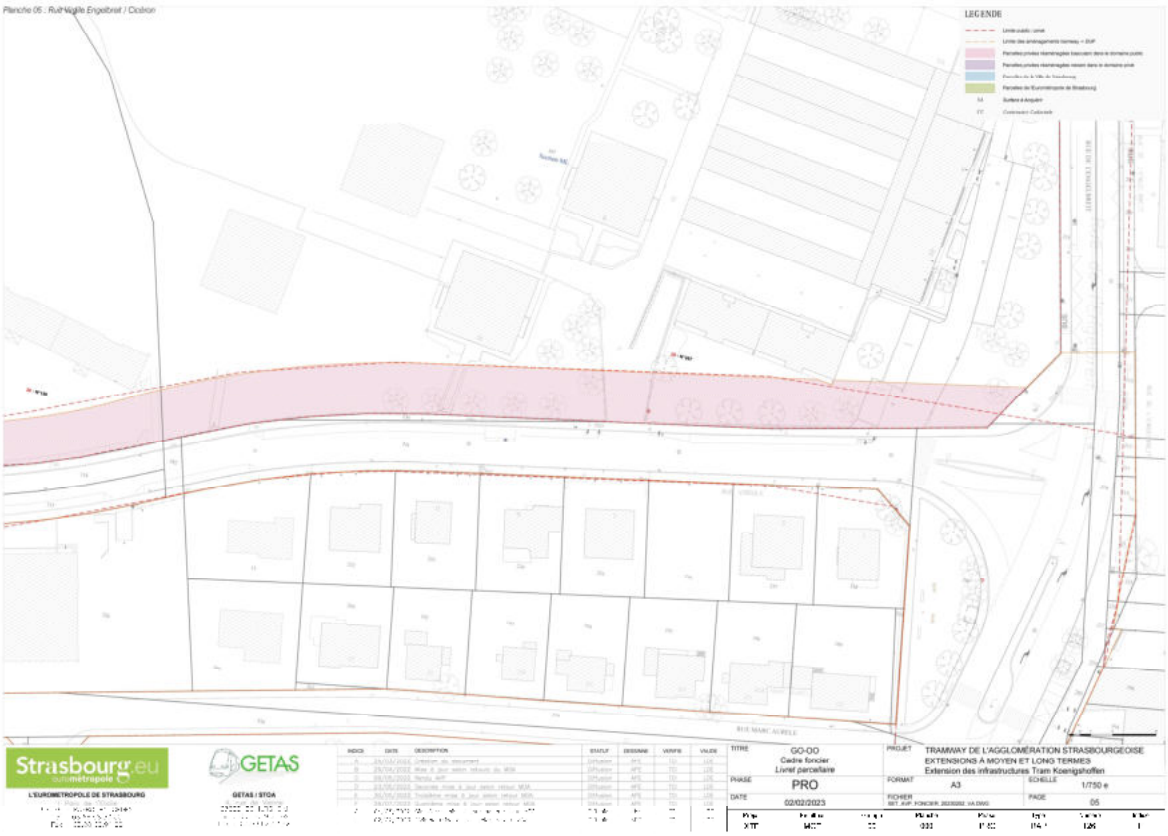


Planche 05 : Rue Viaple Engelbrett / Clodion
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PRO
02/02/2023
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
A3
1/750 e
05

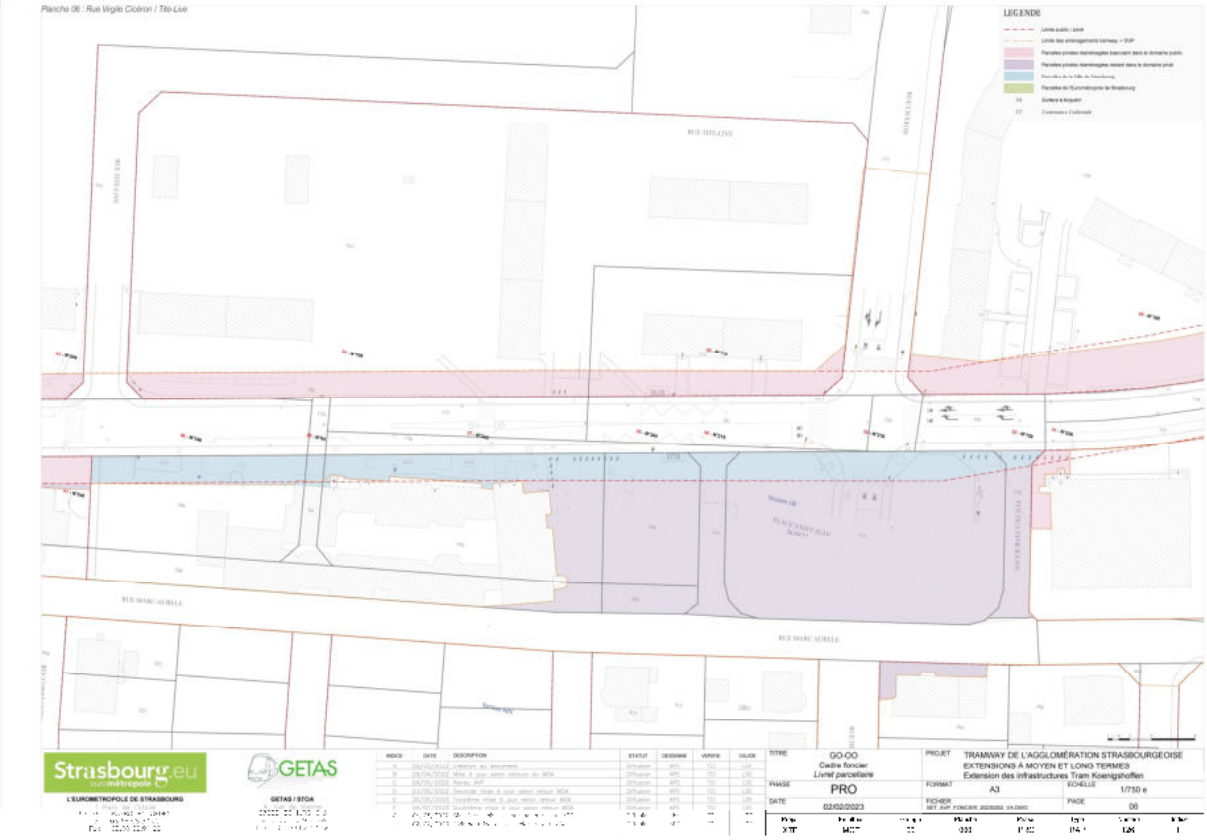


Planche 06 : Rue Virgile Cicéron / Tite-Live
LEGENDE
RUE TITE-LIVE
RUE MARC-AURELE
PLACE MARC-AURELE
Strasbourg.eu
eurométropole
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
GETAS
GETAS / STDA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
06

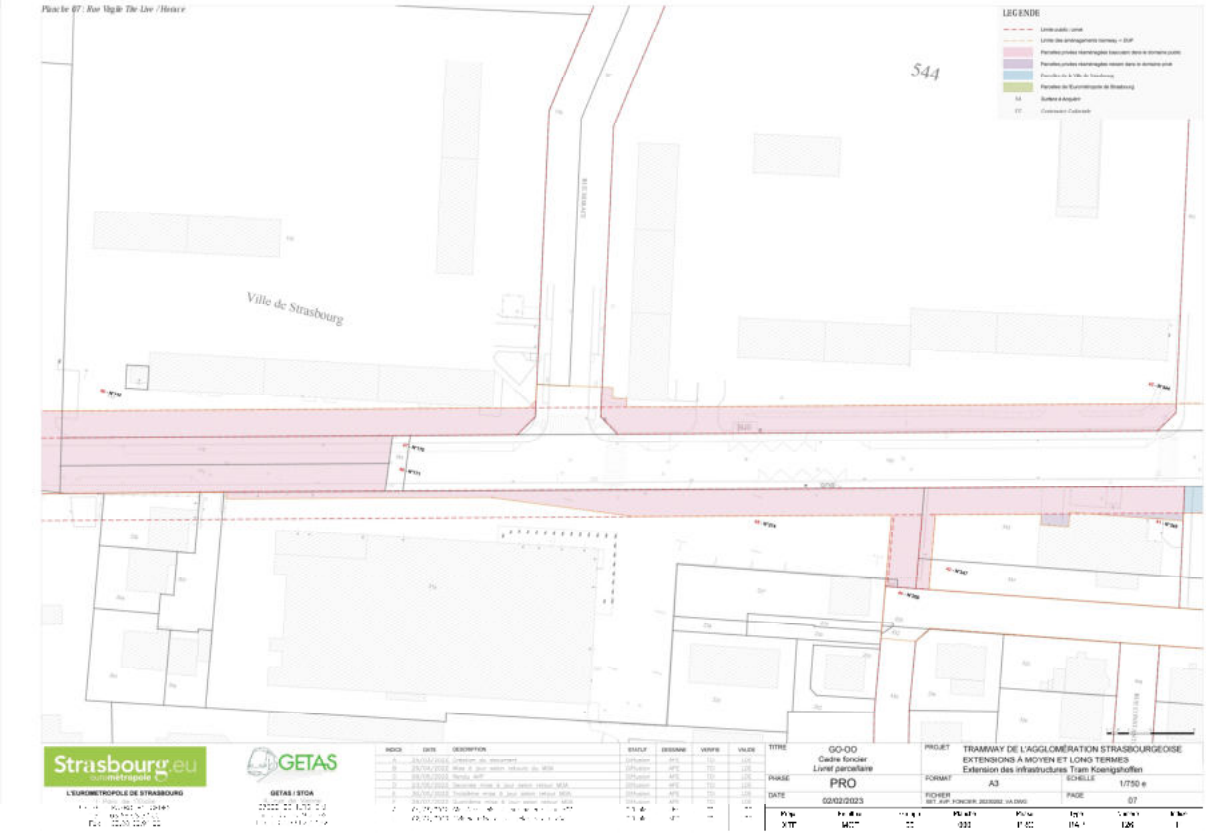
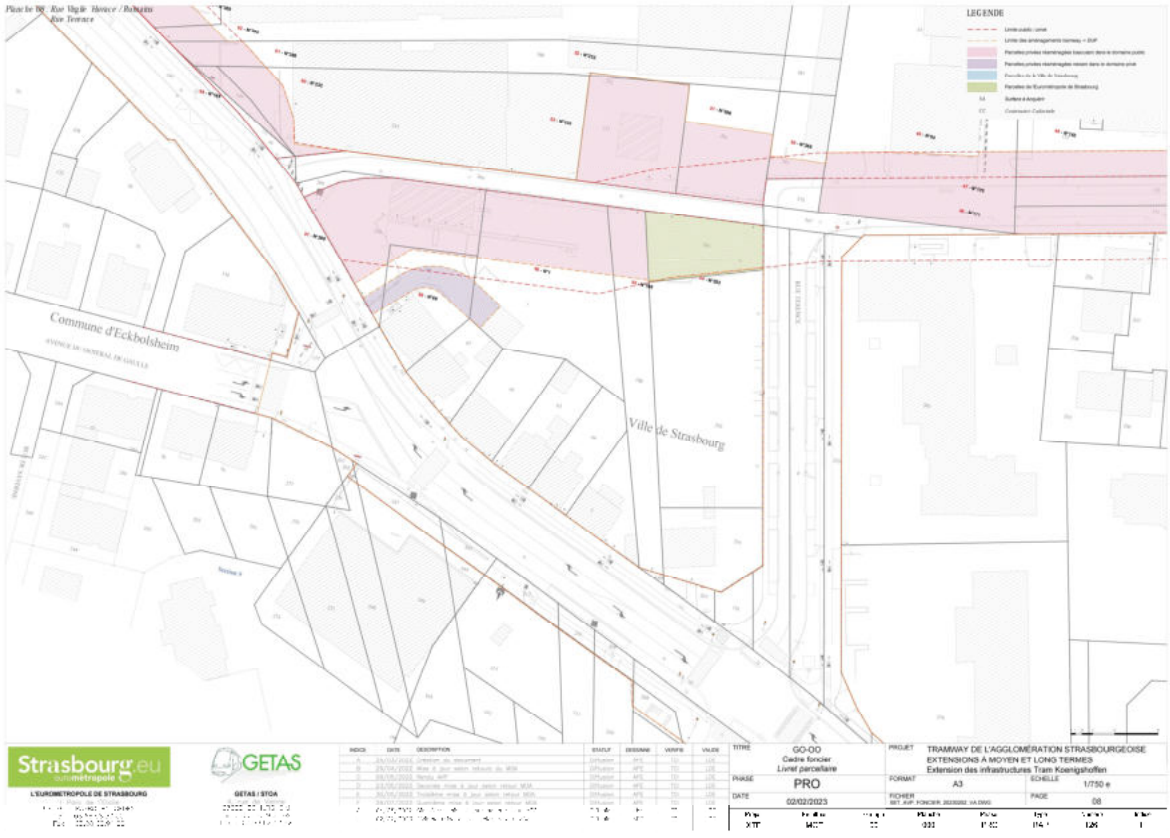


Planche 07 : Rue Virgile Tite Live / Horace
LEGENDE
544
Ville de Strasbourg
Strasbourg.eu
eurométropole
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
GETAS
GETAS / STDA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
07


Commune d'Eckbolsheim
Ville de Strasbourg
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
08

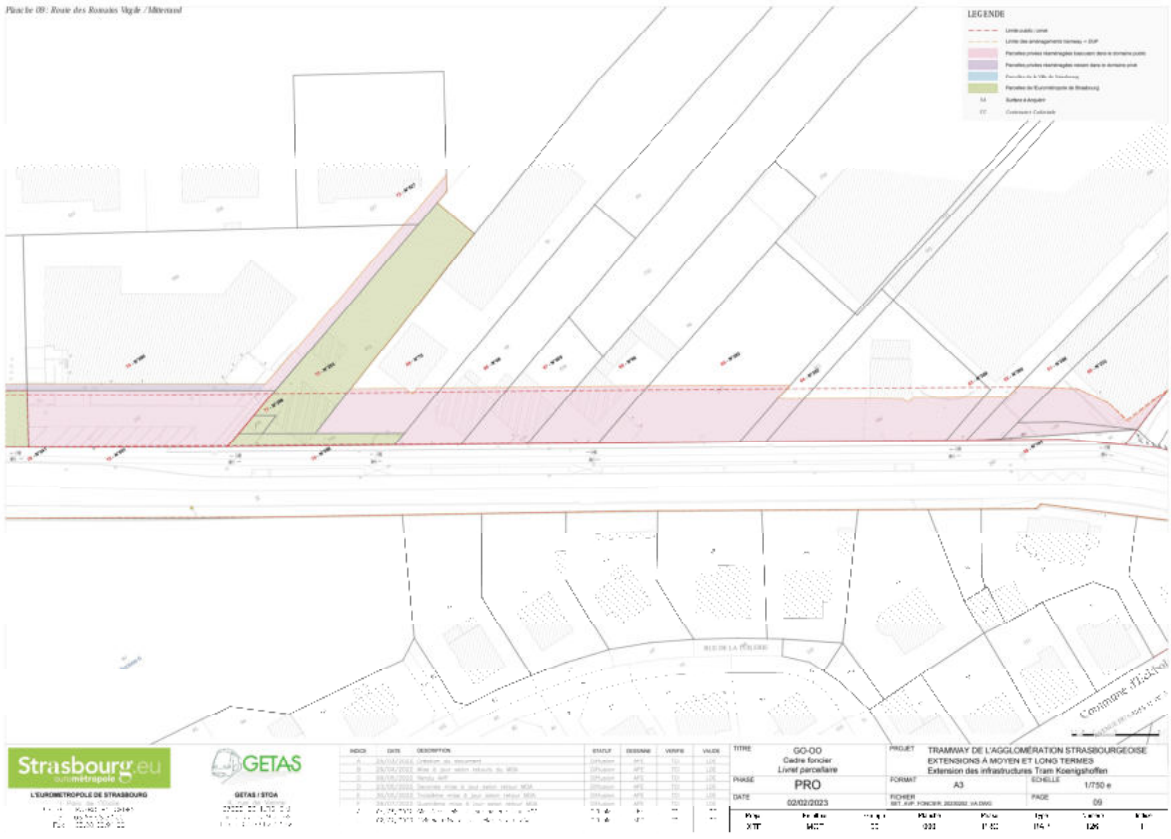

LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
09


Planche 10 : Route de Wasselonne Mitterrand / Pâquerettes
Commune d'Eckbolsheim
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
TITRE GO-OO Cadre foncier Livret parcellaire
PROJET TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE PRO
FORMAT A3
ECHELLE 1/750 e
DATE 02/02/2023
PAGE 10

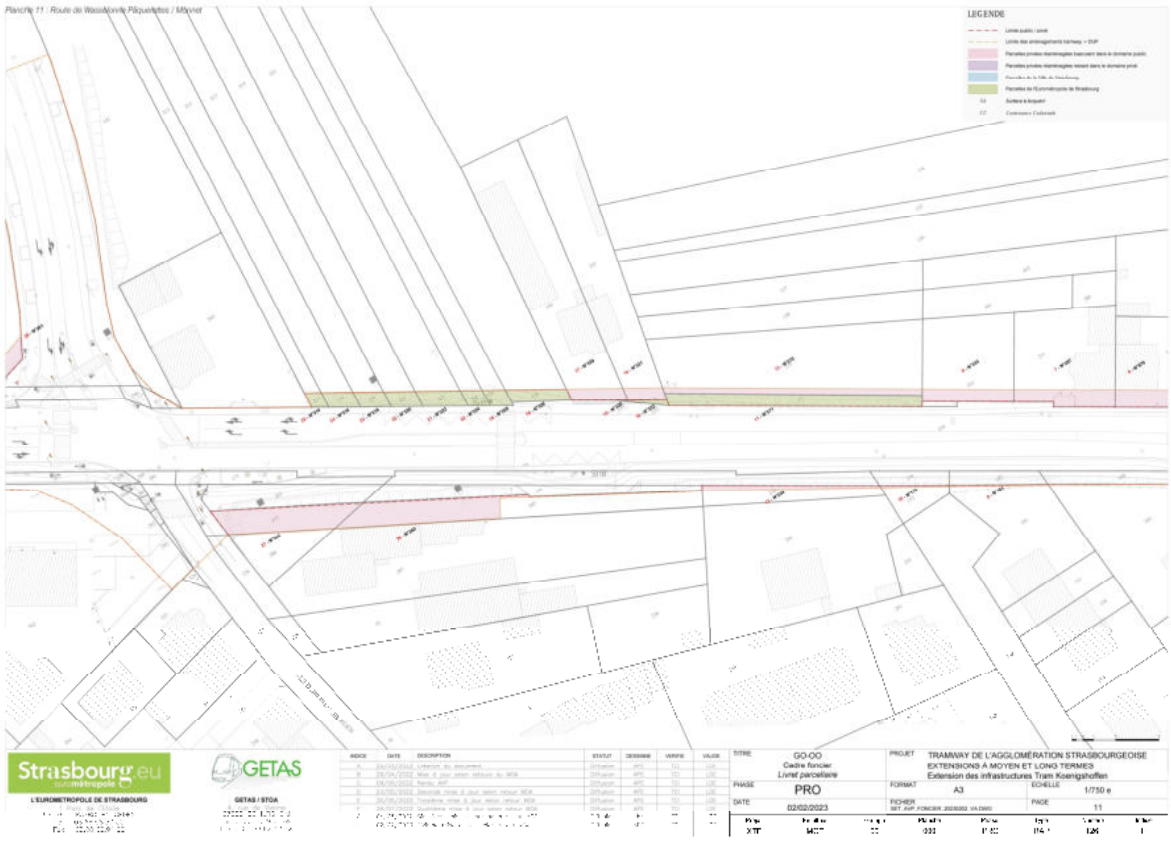


Planche 11 : Route de Wasselonne Pâquerettes / Mayniel
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
TITRE GO-OO Cadre foncier Livret parcellaire
PROJET TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE PRO
FORMAT A3
ECHELLE 1/750 e
DATE 02/02/2023
PAGE 11

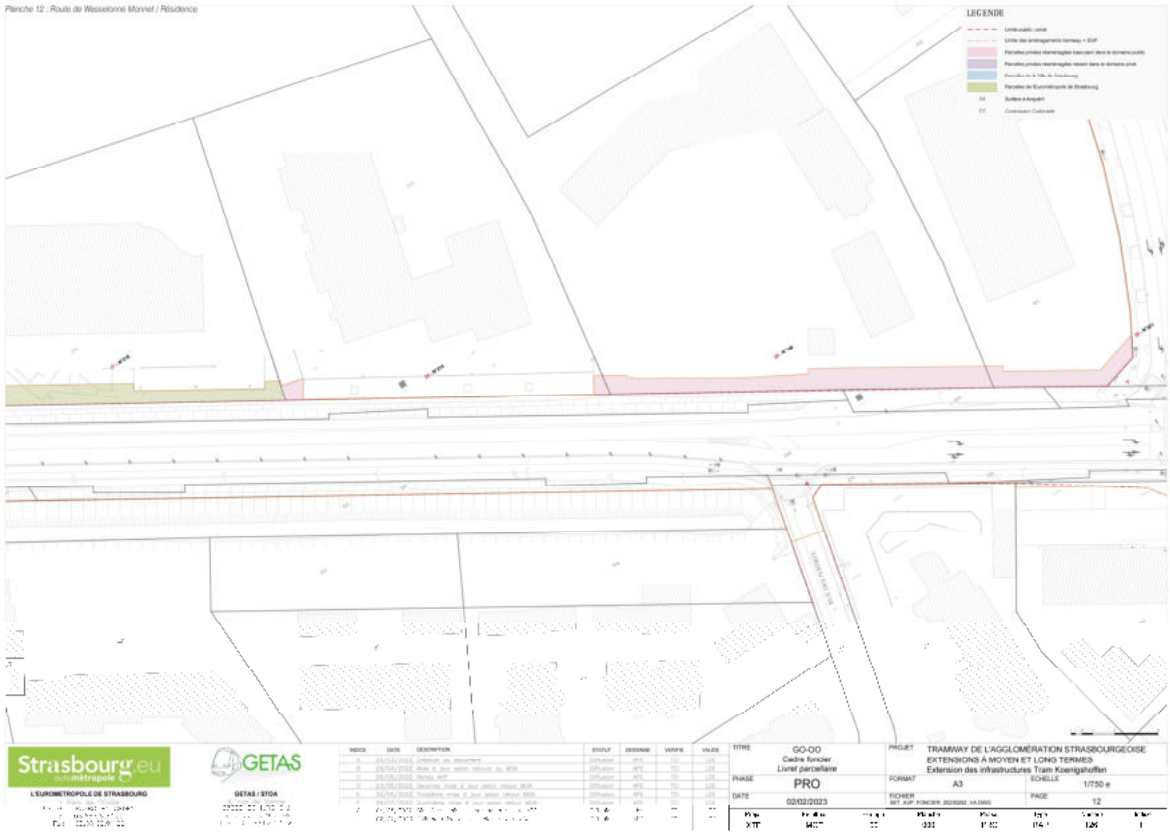


Planche 12 : Route de Wasselonne Monnet / Résidence
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PRO
02/02/2023
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
A3
1/750 e
12

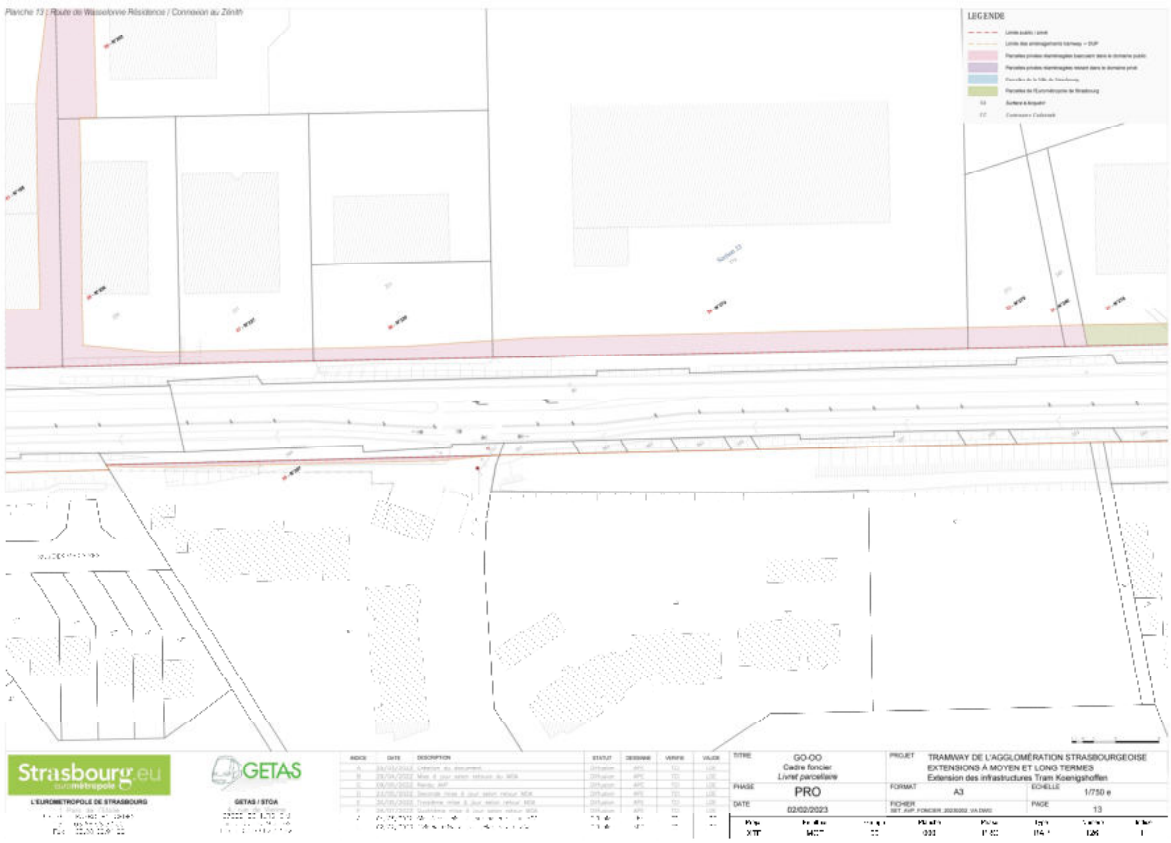


Planche 13 : Route de Wasselonne Résidence / Connexion au Zénith
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PRO
02/02/2023
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
A3
1/750 e
13


Planche 14 : Connexion au Zénith
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
GETAS / STDA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS A MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
14

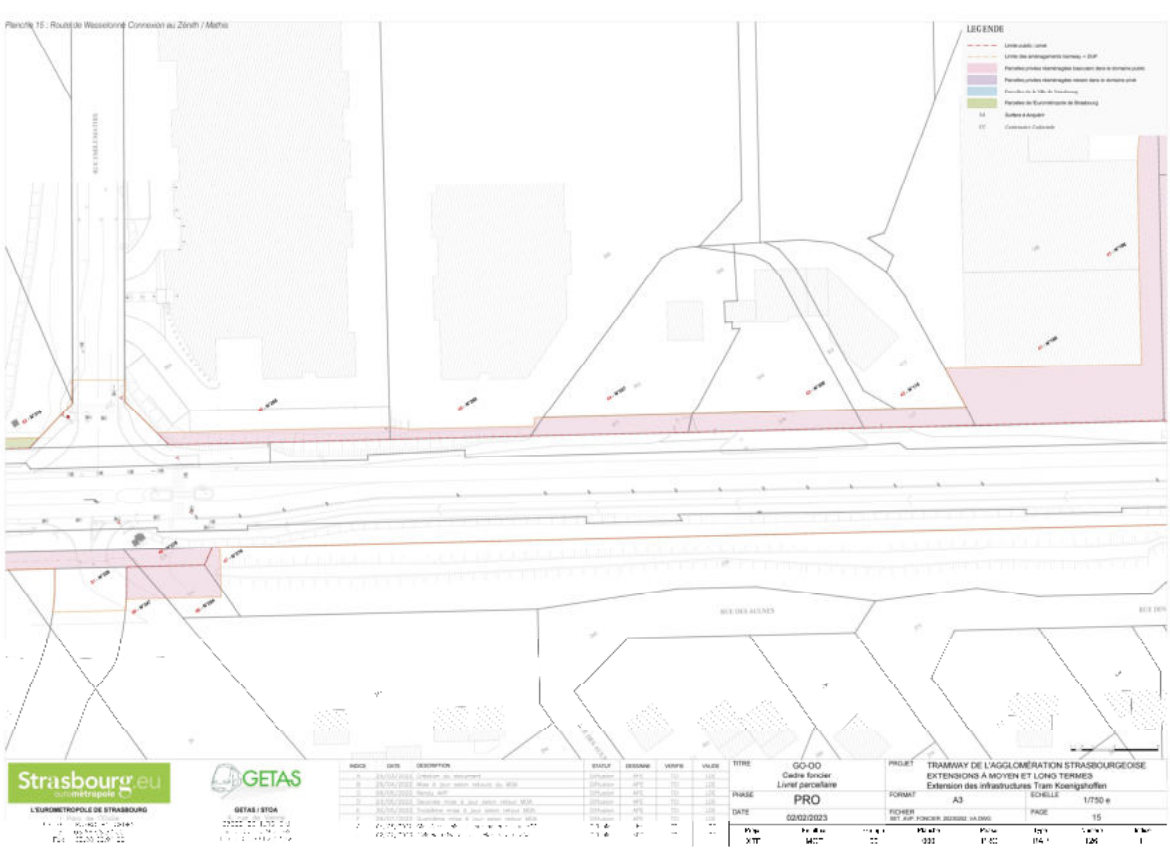


Planche 15 : Route de Wasselonne Connexion au Zénith / Mathis
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
GETAS / STDA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS A MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
15

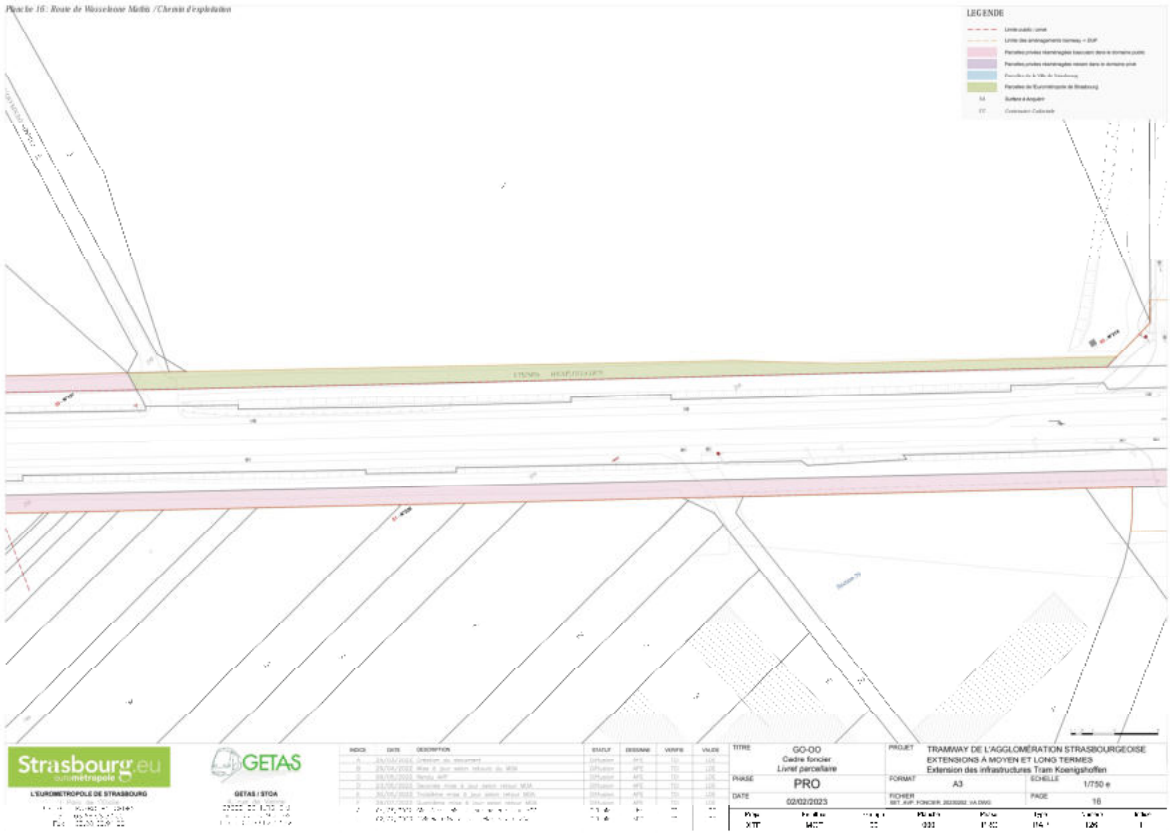


Planche 16 : Route de Wasselonne Mollis / Chemin d'exploitation
LEGENDE
Strasbourg.eu
GETAS
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
16

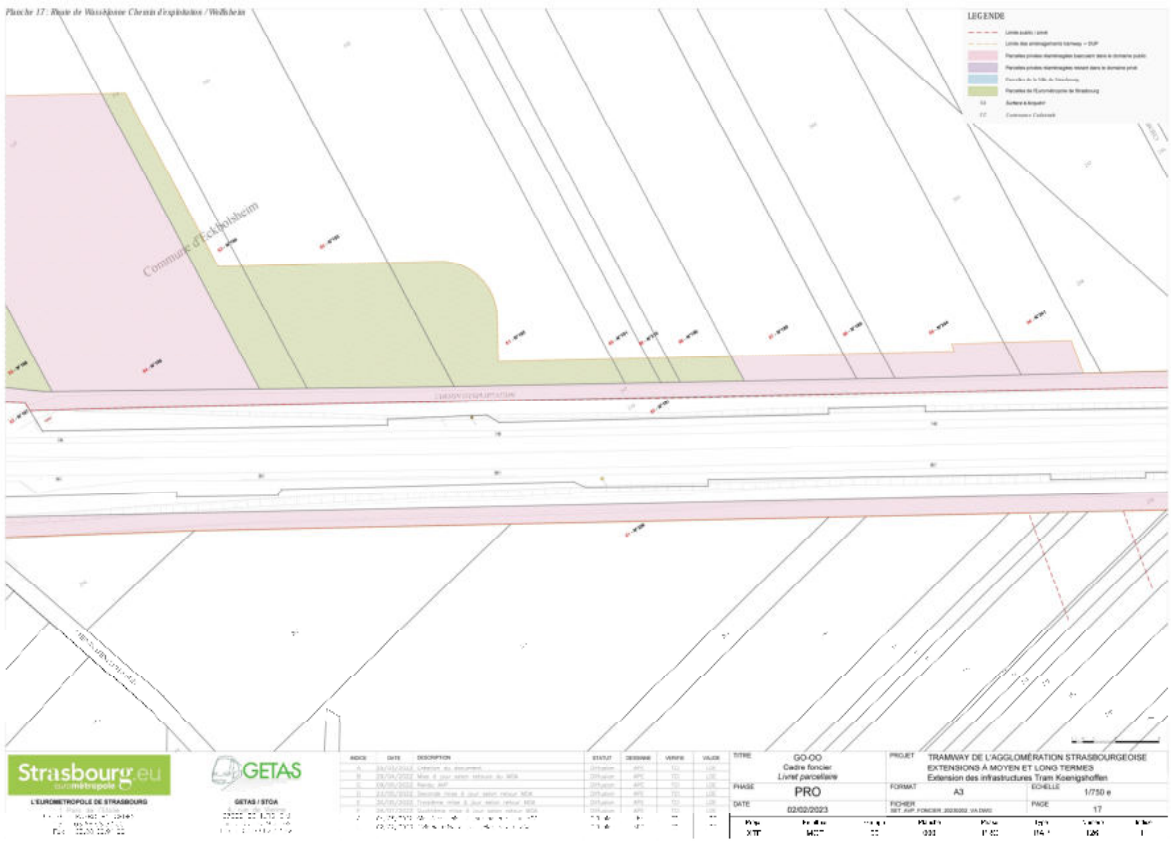


Planche 17 : Route de Wasselonne Chemin d'exploitation / Wolfisheim
LEGENDE
Commune d'Eckbolsheim
Strasbourg.eu
GETAS
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
17

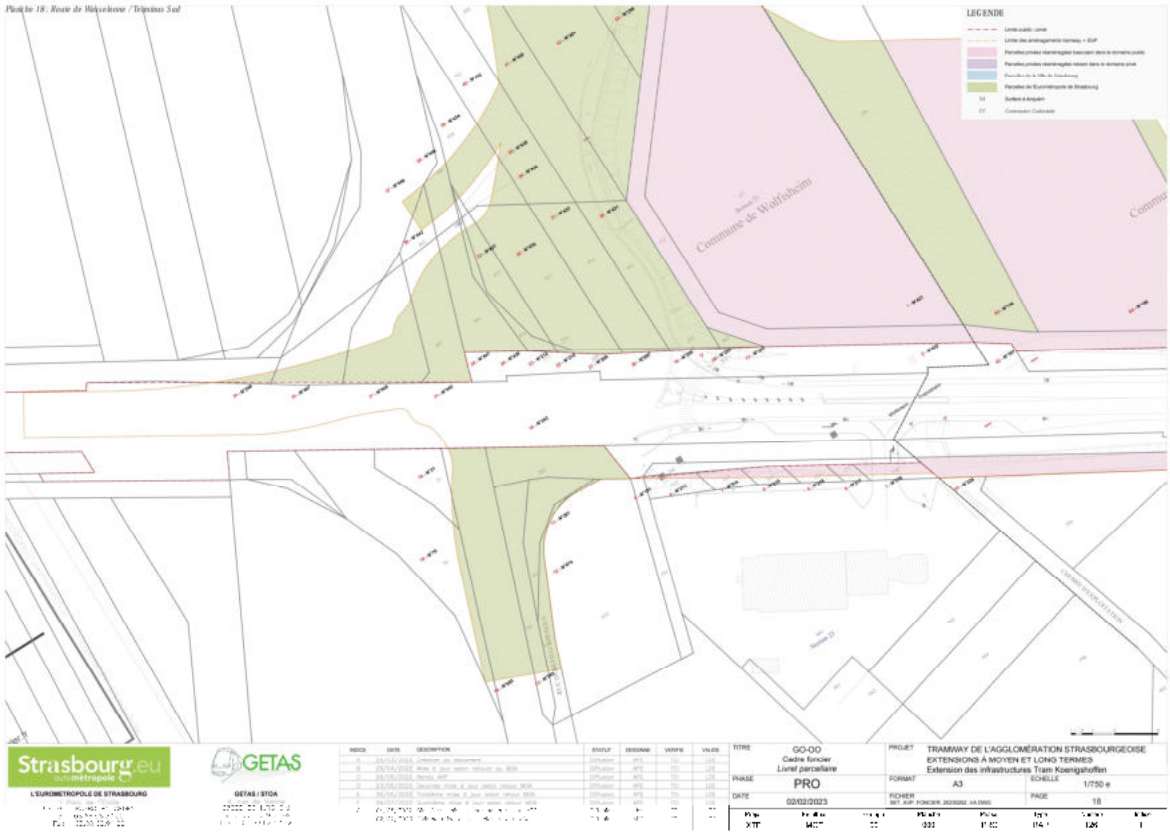


Planche 18 : Route de Wolfisheim / Terminus Sud
LEGENDE
Commune de Wolfisheim
Strasbourg.eu
GETAS
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
18

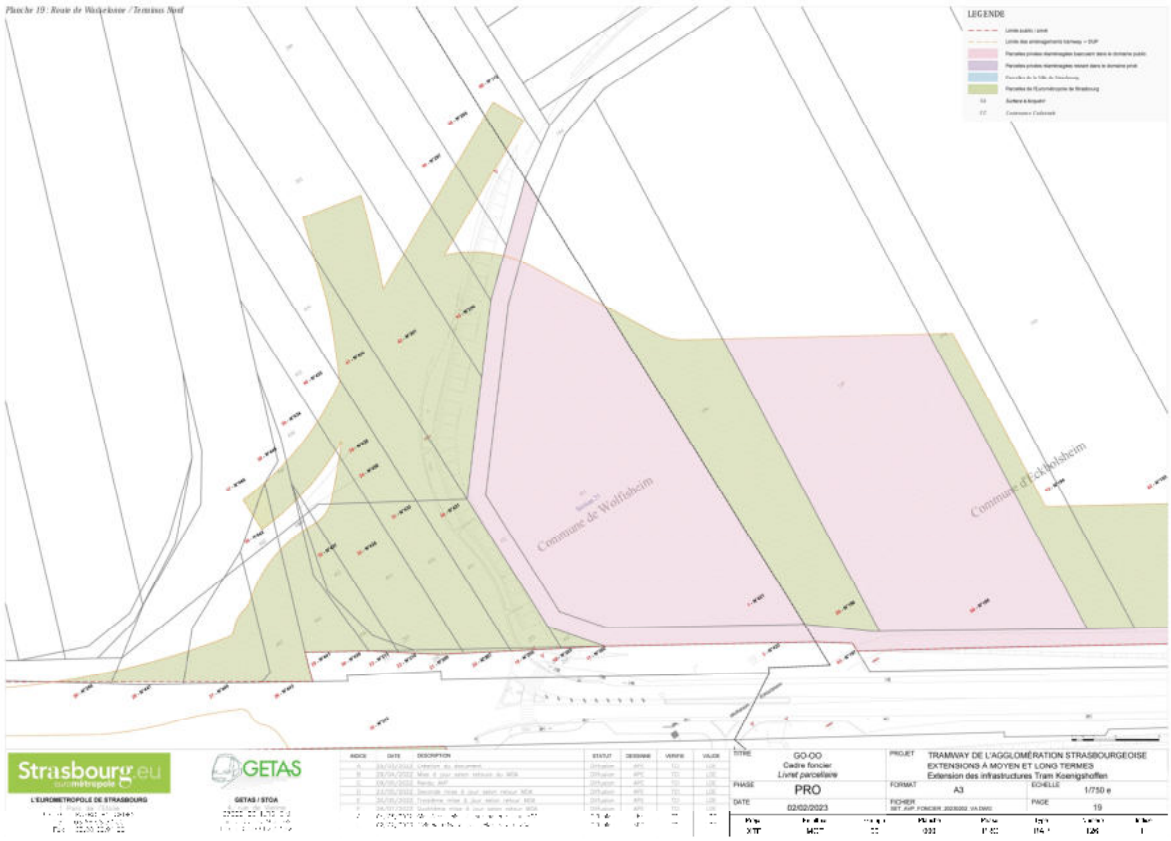


Planche 19 : Route de Wolfisheim / Terminus Nord
LEGENDE
Commune de Wolfisheim
Commune d'Eckbolsheim
Strasbourg.eu
GETAS
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
PAGE
19

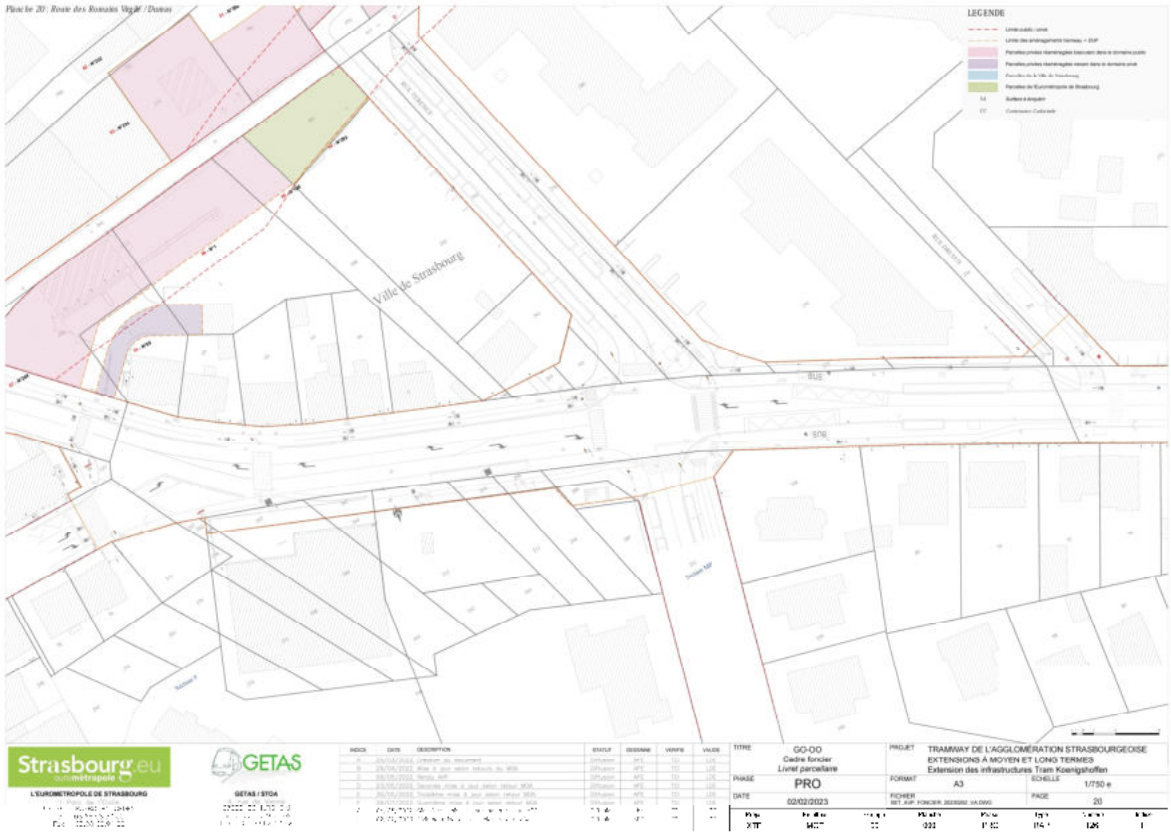


Planche 20 : Route des Romains Vieux / Damas
LEGENDE
Ville de Strasbourg
BUS
Strasbourg.eu
GETAS
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
GETAS / STOA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PHASE
PRO
DATE
02/02/2023
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
PAGE
20

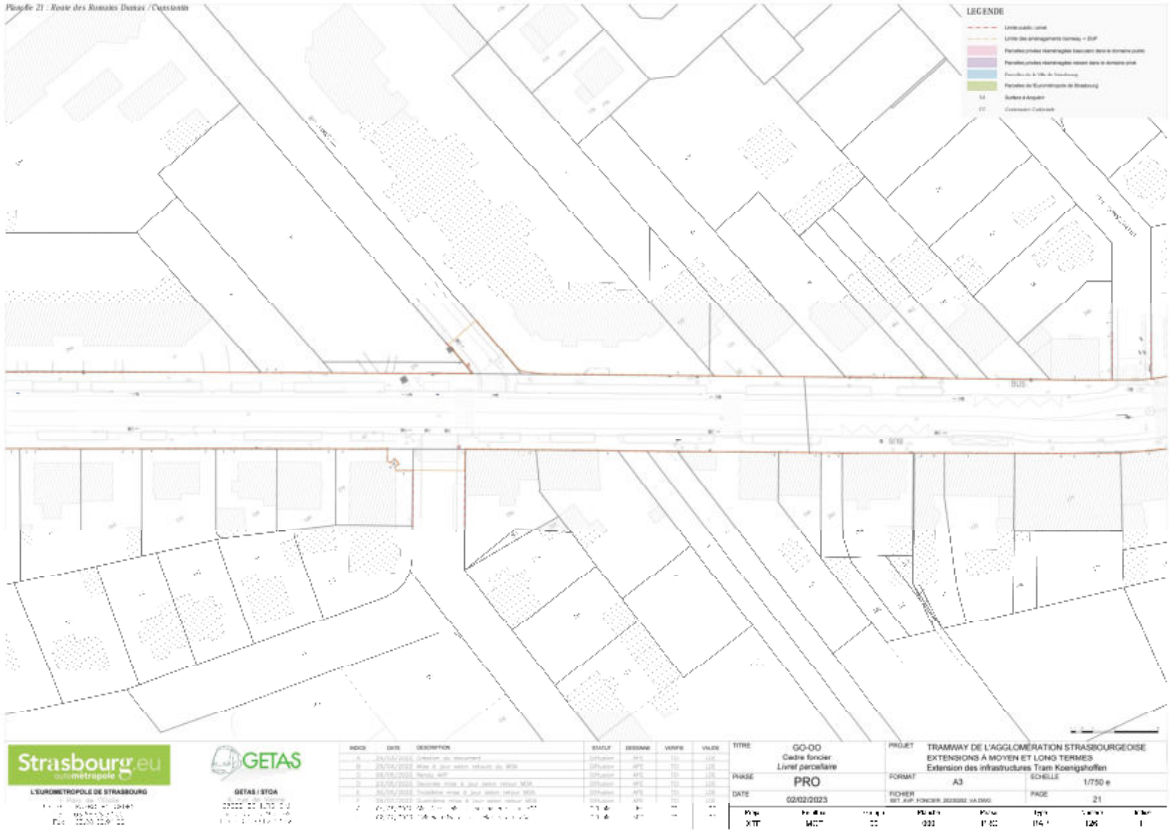


Planche 21 : Route des Romains Damas / Constantin
LEGENDE
BUS
Strasbourg.eu
GETAS
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
GETAS / STOA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PHASE
PRO
DATE
02/02/2023
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
PAGE
21


Planche 22 : Route des Romains Constantin / Mestelin
LEGENDE
Ville de Strasbourg
Strasbourg.eu
L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
GETAS
GETAS | STOA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PHASE
PRO
DATE
02/02/2023
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
PAGE
22


Planche 23 : Route des Romains Mestelin / Engelbach
LEGENDE
Strasbourg.eu
L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
GETAS
GETAS | STOA
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PHASE
PRO
DATE
02/02/2023
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS À MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
PAGE
23


Planche 24 : Rue du Vieux Chemin / Rue du Chemin de Fer / Rue du Rail
LEGENDE
Strasbourg.eu
eurométropole
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
GETAS
GETAS / STDA
INDICE
DATE
DESCRIPTION
STATUT
DESSINE
VERIFIE
VALIDE
TITRE
GO-OO
Cadre foncier
Livret parcellaire
PROJET
TRAMWAY DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE
EXTENSIONS A MOYEN ET LONG TERMES
Extension des infrastructures Tram Koenigshoffen
PHASE
PRO
FORMAT
A3
ECHELLE
1/750 e
DATE
02/02/2023
FICHIER
PAGE
24

Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 7 à l'ordre du jour :

Projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise (ligne F, Phase 2) : déclaration de projet réitérant la demande de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg et la demande de déclaration de cessibilité.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 88 voix + 1

+ 1 voix : M. Jacques BAUR a rencontré un problème avec l'application de vote alors que ce dernier souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 6 voix

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°7

Projet d'extension du réseau de tramway vers l'Ouest de l'agglomération strasbourgeoise (ligne F, Phase 2) : déclaration de projet réitérant la demande de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg et la demande de déclaration de cessibilité.

Pour **88**	AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, FROEHLY Claude, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LOBSTEIN Andre, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **0**	
Abstention **6**	BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine, WACKERMANN Valerie

8

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Stratégie alimentaire territoriale.

Numéro E-2023-682

L'alimentation, un levier de transformation

Notre territoire est soumis aux impacts du dérèglement climatique, et l'été 2022 n'aura pas manqué de nous faire prendre conscience de son accélération. L'alimentation, en comptant les pertes et le gaspillage alimentaire, fait partie des cinq principaux contributeurs aux émissions de Gaz à Effet de Serre.

Dans les décennies à venir, les évènements extrêmes dus aux dérèglements climatiques vont se multiplier : épisodes de chaleur intense, renforcés par le phénomène d'ilot de chaleur urbain et des pics de pollution aÌ l'ozone avec les effets sanitaires associés ; élévation des températures moyennes d'environ 1,4°C depuis les années 1900 et accélération du processus ces dernières années avec en moyenne +0,3°C par décennie (l'avancement en Alsace de la date de début des vendanges en constituant un signe évident) ; évènements pluvieux intenses, avec des risques de débordement des cours d'eaux et d'inondations.

L'alimentation est donc particulièrement concernée par le changement climatique et la fragilité des milieux naturels. Une transformation des systèmes alimentaires français et européens face aux enjeux sanitaires et sociaux est indispensable. Les territoires ont également un rôle crucial à jouer. La résilience alimentaire passe par notre capacité aÌ initier une dynamique territoriale associant l'ensemble des pouvoirs publics (Eurométropole, communes, département, région), les partenaires socio-économiques et les citoyen.nes pour permettre d'assurer une action efficace de transformation sur l'ensemble de la chaine du système alimentaire.

Vers une stratégie de résilience alimentaire pour l'Eurométropole

L'Eurométropole de Strasbourg, au cœur du bassin rhénan, compte 504 000 habitant.es, soit le quart de la population alsacienne. Sa superficie accueille 11 675 ha de surface agricole (35 % de la surface du territoire), ce qui représente 242 m^2 de surface agricole / habitant.e. Ces surfaces sont très nettement insuffisantes pour viser l'autonomie

alimentaire de l'Eurométropole ; il faudrait pour cela près de 150 000 ha et une réorientation significative des habitudes de consommation : plus de bio, moins de viande. Aujourd'hui, une utilisation totale de la surface agricole au service de l'alimentation des habitant.es du territoire permettrait de couvrir aỊ peine 8 % des besoins alimentaires.

Faute de pouvoir viser l'autonomie alimentaire, la métropole souhaite anticiper les risques à venir et diversifier ses sources d'approvisionnement. Il faut pour cela multiplier les alliances territoriales mais aussi développer la production locale : préserver les terres agricoles, installer des agriculteurs et des jardins partagés, développer une offre locale en produits transformés et encourager la demande en produits locaux et de qualité : celle des cantines scolaires mais également des restaurateurs, des citoyen.nes, etc.

Dans une délibération du 24 septembre 2021, l'Eurométropole approuvait le lancement d'une large concertation avec les partenaires du territoire, accompagnée d'actions de mobilisation citoyenne, dans le but de définir une stratégie alimentaire globale et la mise en route d'un nouveau modèle de mobilisation et de gouvernance multi-acteurs. Cette démarche s'inscrit dans le Projet alimentaire territorial (PAT) de l'Eurométropole, labellisé niveau 2 pour la période 2021-2026, ainsi que dans le Pacte de Milan, signé par la ville de Strasbourg en septembre 2021.

Le processus de co-construction

Le premier comité partenarial pour l'alimentation s'est tenu le 15 septembre 2021 pour présenter le diagnostic de situation du territoire aux principaux partenaires de l'Eurométropole ayant un rôle à jouer dans la transition alimentaire et pour échanger sur la manière de co-construire la stratégie alimentaire territoriale.
Le 8 décembre 2021 s'est tenu le deuxième comité partenarial autour d'expériences inspirantes déployées dans deux territoires françaises, Dijon Métropole et le Bassin Rennais, afin de percevoir le potentiel de transformation territoriale de projets multi-partenariaux.
Après une vaste consultation des membres du comité partenarial, dans le cadre d'échanges bilatéraux, qui a permis d'établir un diagnostic de l'écosystème partenarial, le 3ème comité s'est tenu le 19 mai 2022 et a permis de consolider collectivement la vision et les enjeux de la stratégie alimentaire territoriale ainsi que les principaux leviers d'action collective à investiguer. A l'issue de cette consultation, la constitution du comité partenarial était stabilisée.
A l'été 2022, un dispositif de participation citoyenne complet, en ligne et sur le terrain, a permis aux habitant.es d'exprimer leurs attentes en matière d'alimentation. Cette consultation a constitué le point d'orgue dans la constitution du Projet alimentaire territorial, dont la stratégie et le plan d'action ont été publiés au sein d'une brochure de synthèse en octobre 2022 (annexe 3).

Vision, axes de la stratégie et plan d'action

Favoriser l'alimentation saine accessible à toutes et tous, dans le respect des écosystèmes, en faveur de l'économie locale, pour une plus grande résilience alimentaire du territoire, telle est la vision partagée par l'ensemble des acteurs pour la stratégie alimentaire territoriale, qui se décline en six axes :

1 manger à sa faim : proposer une alimentation saine, de qualité et durable qui permette d'être en bonne santé,
2 bien manger : rendre l'alimentation de qualité accessible à chacun et chacune sans disparité,
3 produire durablement : accompagner l'agriculture face aux défis de demain,
4 produire autrement : favoriser la transition agricole et alimentaire pour préserver l'environnement,
5 développer notre économie et notre culture : renforcer nos filières et valoriser nos savoir-faire,
6 ne rien gâcher : réduire le gaspillage alimentaire et favoriser l'économie circulaire.

Pour chaque axe de la stratégie, un plan d'action précise les objectifs fixés ainsi que les principaux projets de la collectivité et des partenaires pour les atteindre (annexe 1).
En compléments des actions menées par la collectivité et de ses partenaires, deux à trois actions multi-partenariales seront mises en œuvre tous les ans et couvriront l'ensemble des enjeux de manière transversale.
Le programme d'actions multi-partenariales 2022 – 2023 prévoit les trois actions suivantes :

- Les Rendez-vous de l'alimentation

Dès 2022, une première action a consisté à construire un nouveau projet événementiel annuel, les Rendez-vous de l'alimentation, pour construire des habitudes de consommation saine, locale et durable. Dans un contexte de questionnement global autour de notre alimentation face aux scandales alimentaires, à la crise climatique, à l'effondrement de la biodiversité, mais aussi à la crise sanitaire qui avaient considérablement fait évoluer les attentes des Français en matière d'alimentation, l'édition 2022 a permis, grâce à la mobilisation de 80 structures de l'écosystème partenarial de la Ville et de l'Eurométropole, de faire découvrir à 4000 habitants les solutions concrètes dont ils disposent, sur le territoire, pour manger plus sain, local, et durable, au juste prix. En 2023, dans un contexte marqué par l'inflation et notamment l'inflation dans l'alimentaire, la 2ème édition des Rendez-vous de l'alimentation s'est voulue riche de solutions pour « bien manger sans se ruiner », une nouvelle fois grâce à la mobilisation, toujours plus grande, des partenaires du Projet alimentaire territorial.

- Le développement de la filière légumineuses

Les légumineuses répondent à de nombreux enjeux portés par le Projet alimentaire territorial : favoriser la biodiversité agricole, l'agriculture durable et la conservation des sols, économiser l'eau, lutter contre le réchauffement climatique, promouvoir l'alimentation favorable à la santé, et rendre l'alimentation saine accessible à tous.tes. Les membres du projet ont co-construit entre fin 2022 et début 2023 un vaste plan d'action pour soutenir le développement d'une filière légumineuses locale et développer leur consommation sur le territoire, sur la base d'un diagnostic partagé (annexe 2).

- L'expérimentation d'un label pour la protection des écosystèmes

Pour répondre à l'enjeu de protéger la ressource en eau et plus globalement les écosystèmes, les membres du Projet alimentaire territorial se sont fixés pour objectifs de favoriser les pratiques agricoles respectueuses des écosystèmes en leur garantissant des

débouchés commerciaux en local, et de permettre aux consommateurs de s'engager pour la protection des écosystèmes. Un plan d'action territorial sera co-construit courant 2023 en s'inspirant du dispositif « Terres de Sources » du bassin Rennais, après une première étude de préfiguration du projet réalisée par l'Eurométropole d'avril à septembre 2023.

Gouvernance et engagements des partenaires

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg s'engagent comme chefs de file du Projet alimentaire territorial. Compétentes pour répondre à des nombreux enjeux en matière d'alimentation, elles assument par ailleurs le rôle d'impulsion territorial à travers le Projet alimentaire territorial.
Le comité partenarial correspond à une nouveauté du mandat qui vient marquer la volonté de répondre de manière coordonnée et transversale aux enjeux portés par l'alimentation. Il se réunit de manière régulière pour suivre la mise en œuvre de la stratégie alimentaire territoriale, en évaluer les avancées et générer de nouvelles propositions, construire de nouveaux partenariats. Il rassemble 3 types de parties prenantes liées à l'alimentation et est composé de 27 membres dont les élus de l'Eurométropole et des différentes communes :

- les autorités (ville de Strasbourg, Euromeìtropole et communes volontaires, Conseil départemental, Région, Etat),
- les 4 groupes de la filière alimentaire que sont les producteurs, les transformateurs, les distributeurs et les citoyen.nes-consommateurs.trices ;
- les facilitateurs de la transition (associations, structures d'accompagnement, d'éducation, financeurs, université).

Enfin, la stratégie alimentaire est mise en œuvre par l'ensemble des structures ayant un rôle en matière d'alimentation. L'écosystème alimentaire local est ainsi estimé à plus de 5 000 structures (agriculteurs, industriels de l'alimentaire, transporteurs, négociants et intermédiaires, commerces alimentaires, services de restauration alimentaire, etc.)

Afin de formaliser les engagements des partenaires, un travail de co-construction d'une charte a démarré au sein du comité partenarial et sera finalisé au second semestre 2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la stratégie alimentaire co-construite suite à la mobilisation territoriale,*
- *la poursuite de l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg dans l'animation de la stratégie.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159249-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe 1 : plan d'action

Manger à sa faim : rendre l'alimentation de qualité accessible à chacun et chacune sans disparité	
Chiffres clés	-26% de pauvreté à Strasbourg et 20% dans l'Eurométropole (2019) *(France : 15%)* -9000 colis distribués par semaine par l'aide alimentaire sur l'Eurométropole (2021, enquête auprès de 32 structures) -Plus de 150 ha de jardins familiaux et partagés à Strasbourg (2022)
Les objectifs fixés	La ville de Strasbourg est particulièrement touchée par la précarité alimentaire : 26% de sa population vit sous le seuil de pauvreté (un taux qui grimpe jusqu'à 55% dans certains quartiers) et peine à accéder à des produits de qualité. Une situation que le contexte inflationniste rend encore plus difficile. L'aide alimentaire, déjà très présente sur le territoire et représentée par de nombreux acteurs de la solidarité (71 associations sur l'Eurométropole dont la Banque Alimentaire, les Restos du coeur et le Secours Populaire, épaulées par 2 500 bénévoles), doit ainsi répondre à des besoins croissants tout en proposant des produits de qualité. La consultation citoyenne menée à l'été 2022 illustre bien cet enjeu : 51% des sondés estiment qu'il est difficile pour chacun·e de bien se nourrir même avec de faibles revenus. Parce-que de faibles ressources ou des accidents de la vie ne doivent pas empêcher de bien manger, les partenaires du Projet alimentaire territorial entendent mobiliser différents dispositifs au service des habitant·es pour permettre à la fois de créer de l'emploi local et durable pour toutes et tous, veiller à une bonne santé et améliorer la qualité de vie et la cohésion sociale.
Les principaux projets de la collectivité	-Le soutien aux acteurs de l'aide alimentaire -La tarification sociale des repas pour les cantines -Le projet Cités Fertiles -Les jardins familiaux et partagés -Recréer du lien entre agriculteurs et structures de l'aide alimentaire -Le soutien aux AMAP et magasins coopératifs
Les principaux projets des partenaires	-L'étagère, une nouvelle épicerie sociale au Neudorf -Réduire l'insécurité alimentaire dans les quartiers prioritaires de la ville avec l'IREPS -VRAC, groupement d'achat dans les quartiers prioritaires de la Ville -Le Bunker comestible, champignonnière bio -Restaurant coopératif dans les nouveaux locaux d'Emmaüs Mundo

Bien manger : proposer une alimentation saine, de qualité et durable qui permette d'être en bonne santé	
Chiffres clés	-15% des élèves de grande section de maternelle en surpoids, avec des écarts importants par quartier (de 4% à 22%, 2017) *(France : 12% en 2012)* -30% de produits bio minimum dans les cantines des écoles et crèches de Strasbourg (2022) *(Seuil national réglementaire : 20%)* -32 établissements de restauration rapide à Strasbourg (2021, parmi les 16 enseignes les plus présentes en France) *(19ème parmi les 32 plus grandes ville françaises)* -64% des restaurants collectifs sur l'Eurométropole ont un menu végétarien au moins une fois / semaine
Les objectifs fixés	La crise sanitaire de la COVID_19 et les différentes causes de co-morbidité ont révélé combien l'alimentation constituait un déterminant de santé essentiel. Nos choix alimentaires sont également des leviers importants pour réduire notre impact sur l'environnement, l'alimentation représentant en effet 26% des émissions de Gaz à Effets de Serre, 50% de l'usage des sols et 70% des usages en eau douce. Conscients de ces enjeux, les habitant·es de l'Eurométropole ont ainsi exprimé leurs principaux souhaits dans le cadre de la consultation citoyenne : augmenter leur consommation de légumineuses et fruits et légumes, et réduire celle de produits gras, salés, sucrés ou ultra-transformés, viande rouge et charcuterie. Le Projet alimentaire territorial de l'Eurométropole souhaite garantir une alimentation saine, qualité et durable qui permette à toutes et tous d'être en bonne santé, grâce à la mobilisation des acteurs de la recherche, de la santé, de l'agriculture et de l'alimentation. Ceux-ci s'associent pour mieux comprendre les attentes des habitant·es, faire connaître les produits de qualité locaux, sensibiliser aux repères nutritionnels, et promouvoir des régimes bas-carbone (moins de viande, plus de végétal).
Les principaux projets de la collectivité	-Des produits de qualité, bio, locaux et durables dans les cantines scolaires -Cours Oasis, repenser les usages de l'école -L'ordonnance verte à destination des femmes enceintes -L'apprentissage de l'alimentation durable démarre dès le plus jeune âge à Plobsheim -L'enfant acteur de son assiette : le pari lancé pour la restauration scolaire à Illkirch-Graffenstaden -Restructuration de la restauration scolaire et petite enfance de Strasbourg
Les principaux projets des partenaires	-Les dispositifs PRECCOSS et Joue pour ta santé pour lutter contre l'obésité infantile et réduire les inégalités en matière de nutrition

Produire durablement : accompagner l'agriculture face aux défis de demain	
Chiffres clés	-Les surfaces agricoles représentent 35% de la superficie totale de l'Eurométropole (2017) *(France : 49% en 2018)* -199 exploitations agricoles sur l'Eurométropole -65% des chefs d'exploitations agricoles qui ont plus de 50 ans et 24% plus de 60 ans sur l'Eurométropole (2020) *(France : 54% et 30%)* -35% des producteurs vendent au moins un produit en circuit court (-6% entre 2010 et 2020) *(France : 23%)*
Les objectifs fixés	Pour accompagner l'agriculture face aux défis de demain, la Ville et Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'agriculture Alsace et Bio en Grand Est ont établi une convention de partenariat depuis 2010. Le programme d'actions 2021-2026 s'organise autour de 4 enjeux : La préservation d'espaces agricoles et le maintien des entreprises agricoles ; Le développement d'une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement ; Le soutien à la diversification des cultures et le développement des circuits alimentaires de proximité ; Le renforcement du lien entre agriculteurs et citadins. Le Projet alimentaire territorial vise à enrichir ces actions d'une approche plus intégrée permettant d'agir sur l'ensemble des facteurs d'accélération de la transition agricole. Les efforts porteront sur des actions de sensibilisation et d'accompagnement individuel et collectif à la transition.
Les principaux projets de la collectivité	-Accompagner le renouvellement des générations d'agricultrices et d'agriculteurs -Encourager la diversification agricole pour mieux répondre aux besoins alimentaires locaux -Retisser les liens entre les ville et campagne : Le Tour des fermes -Développer les circuits courts pour offrir des débouchés aux agriculteurs -Développer l'éco-pâturage et faciliter le retour des animaux en ville (projet à venir) -Des Espaces-test pour des projets d'agriculture nourricière (projet à venir)
Les principaux projets des partenaires	-Compétences et métiers d'avenir dans l'agriculture

Produire autrement : favoriser la transition agricole et alimentaire pour préserver l'environnement	
Chiffres clés	-0,34 % de Surface Agricole artificialisée par an sur l'Eurométropole (valeurs 2011-2017) *(France : 0,11%)* -2,6% de la surface agricole exploitée en agriculture bio sur l'Eurométropole (2019) *(France : 10,3% en 2021)* -4,6 : nombre moyen de traitements chimiques par hectares sur l'Eurométropole (2017) *(France : 3,5)* - 123 725 L d'eau prélevés pour les usages agricoles par hectare en 2011 dans le Bas-Rhin *(France : 111 897L en moyenne)*
Les objectifs fixés	Les partenaires du Projet alimentaire territorial souhaitent agir sur l'ensemble des facteurs d'accélération de la transition agricole et alimentaire, afin de répondre aux enjeux climatiques et environnementaux du territoire. La 1ère attente formulée par les habitant·es en matière d'agriculture porte sur le développement de filières plus respectueuses de l'environnement (consultation citoyenne menée à l'été 2022). La collectivité soutient l'innovation en agriculture dans une optique de transition. L'accompagnement au changement des pratiques agricoles et alimentaires constitue un enjeu majeur, qui doit être partagé en veillant à maintenir la rentabilité des entreprises. Afin d'accompagner les professionnels, le Projet alimentaire territorial, doit développer les coopérations et la mise en réseau de l'ensemble de l'écosystème. Le développement des techniques agro-écologiques ainsi que de l'agriculture biologique doivent permettre de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre du secteur, d'adapter le territoire au changement climatique et de protéger les ressources (eau- air – sol - biodiversité). La question du bien-être animal ne doit pas être oubliée, tant au niveau de la profession et de ses pratiques, qu'au niveau du grand public auprès duquel la sensibilisation est indispensable.
Les principaux projets de la collectivité	-Objectif Zéro artificialisation nette et projet agro-environnemental -Co-construire des Zones d'Activités Agricoles -Soutenir le développement de l'agriculture biologique -Préserver la qualité de l'air -Préserver la qualité de l'eau et lutter contre les risques d'inondation et de coulées de boue, notamment grâce aux Paiements pour Services Environnementaux (PSE)

Développer notre économie et notre culture : renforcer nos filières et valoriser nos savoir-faire	
Chiffres clés	-L'industrie agroalimentaire est le 1er employeur industriel du territoire avec 1 emploi industriel sur 7 (2019, Tehop) -3% des aliments consommés sur l'aire urbaine de Strasbourg provient de la production sur cette même aire (2017, Utopies) *(Moyenne des 100 plus grandes aires urbaines de France : 2%)* -Les établissements de restauration collective sur l'Eurométropole s'approvisionnent à hauteur de 9% en produits de proximité (sondage SRISE, 98 répondants)
Les objectifs fixés	Tant du point de vue des enjeux climatiques que des enjeux de développement économique et culturel, il est indispensable d'accroitre le niveau de coopération alimentaire du territoire. Dans cette perspective, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg entendent mettre en place les conditions d'une meilleure coopération entre les territoires, du quartier à l'échelle régionale, mais également entre les acteurs de l'ensemble de la filière alimentaire au sein du Projet alimentaire territorial. Les acteurs de la transformation et de la distribution, qui relèvent de plus en plus de l'économie sociale et solidaire, constituent le rouage central de cette ambition. Le Projet alimentaire territorial vise à structurer et développer les filières d'alimentation locales en faisant connaître le patrimoine culinaire et les produits régionaux, en augmentant la demande locale, en favorisant l'approvisionnement local et en optimisant et développant les outils logistiques. La mobilisation des financements disponibles auprès des partenaires (Etat, collectivités, Banque des Territoires...) fait partie intégrante du champ d'action du Projet alimentaire.
Les principaux projets de la collectivité	-Renouvellement du SPASER (Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables) -Les Rendez-vous de l'alimentation -Le Pacte pour une économie locale durable : produire et consommer durablement -Développer le système alimentaire local et nouer des partenariats avec les territoires voisins (projet à venir) -Réaliser une étude d'opportunité pour la mutualisation de la logistique des agriculteurs
Les principaux projets des partenaires	-La halle des producteurs au cœur du Marché d'intérêt national (Marché gare) -Le tiers lieu Kooma -Les produits alsaciens ont leurs marques : Savourez l'Alsace et Savourez l'Alsace Produit du terroir

	-Les contrats de filières de la Région Grand Est -Reprise de la légumerie de Breuschwickersheim : La Manufacture de Légumes -Accompagnement des acteurs économiques dans la transition écologique
Ne rien gâcher : réduire le gaspillage alimentaire et favoriser l'économie circulaire	
Chiffres clés	-10 M de tonnes de déchets alimentaires produits / an (France) -Le gaspillage alimentaire au foyer représente l'équivalent d'1 repas jeté par semaine soit 100€ par habitant·e / an (France) -12% des habitant·es de l'Eurométropole bénéficient de la collecte séparée des déchets alimentaires (2022)
Les objectifs fixés	Alors que la précarité alimentaire touche un nombre croissant d'habitant·es de l'Eurométropole et que la production alimentaire mondiale mais aussi locale est bouleversée par le changement climatique, la perte de biodiversité et les tensions géopolitiques, trop de nourriture est encore gaspillée, et ce tout au long de la chaine alimentaire. Notamment, 41% des habitant·es de l'Eurométropole estiment qu'il est compliqué de trier et valoriser ses déchets alimentaires. L'orientation principale portée par le Projet alimentaire territorial consiste à se situer le plus possible dans une démarche d'économie circulaire, à chacune des étapes des flux alimentaires. Les partenaires se donnent l'objectif d'agir sur la réduction des déchets à la source en sensibilisant tous les publics tout au long de la filière, de faciliter les dons de denrées alimentaires et d'agir sur le recyclage et le ré-usage, notamment via le traitement des déchets des professionnels de la filière alimentaire ou encore la valorisation des bio-déchets par le compostage et la méthanisation.
Les principaux projets de la collectivité	-Le tri des déchets alimentaire pour toutes et tous -Financer les porteurs de projets innovants -Sensibiliser les enfants à la lutte contre le gaspillage alimentaire
Les principaux projets des partenaires	-Accompagner les projets de méthanisation et de création d'énergie -La plateforme Proxidon pour connecter donneurs et collecteurs de surplus alimentaires

Annexe 2 : plan d'action légumineuses

Objectif n°1	**Soutenir le développement d'une filière légumineuses territoriale, depuis la production des légumineuses jusqu'à la distribution des produits finis (bruts ou transformés)**
Action	Mobiliser l'ensemble des acteurs des filières alimentaires du territoire et leurs dispositifs d'accompagnement de manière coordonnée et définir et mettre en œuvre les dispositifs partenariaux manquants.
Public cible	Producteurs, transformateurs et distributeurs
Contexte	Début de construction de filière en cours depuis 2 ans
Indicateur T0	9 exploitations agricoles, 0 transformateurs, 10 points de distribution
Description de l'action	Le PAT est identifié comme lieu d'animation privilégié pour favoriser l'interconnaissance, la mise en lien et les partenariats. Le groupe de travail du 9 février a permis les premières mises en relation. D'autres suivront en fonction de l'avancée des travaux. Ces travaux seront menés par les membres du PAT avec les moyens habituels dont ils disposent qui ont été partagés avec l'ensemble des membres du PAT depuis le début des travaux de construction du PAT, ainsi que de nouveaux moyens (voir supports des réunions du 19 mai et du 21 octobre 2022)
Structures impliquées et rôle	I/La Ville et Eurométropole de Strasbourg assurera la coordination des acteurs et l'animation territoriale dans le cadre du PAT II/Les représentants de la chaîne alimentaire accompagneront le développement de l'activité légumineuses auprès des professions qu'ils accompagnent : -Chambre d'Agriculture Alsace (CAA), Bio en Grand Est (BGE), Interprofession des Fruits et Légumes d'Alsace (IFLA) / PLANETE Légumes => agriculteurs -Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Association Régionale des Industries Alimentaires Alsaciennes => transformateurs -Chambre de Commerce et de l'Industrie Alsace Eurométropole, Groupement des hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons du Bas-Rhin - UMIH 67 et services de restauration scolaire des communes de

	l'Eurométropole, de la Collectivité européenne d'Alsace et de la Région Grand Est (via GT sourcing notamment) et marché d'intérêt national Strasbourg Eurométropole => distributeurs III/ D'autres membres du PAT appuieront le développement transversal de la filière : Ville et Eurométropole de Strasbourg (via les Paiements pour Service Environnementaux et les AMI notamment), Collectivité européenne d'Alsace, Région Grand Est et Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM) (via l'AMI « Filières » notamment), Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la forêt (DRAAF) Grand Est, Syndicat des Eaux et de l'Assainissement (SDEA) Alsace-Moselle, Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Grand Est, Banque des Territoires de Strasbourg, ADIRA, Université de Strasbourg. Un des outils multi-partenarial qui pourra être mobilisé pour le développement de la filière légumineuses réside dans le projet d'adaptation sur le territoire du dispositif « Terres de Sources » développé sur le bassin rennais. Sa préfiguration sera travaillée de manière coordonnée dès avril par un groupe projet restreint (Ville et Eurométropole de Strasbourg, CAA, BGE, SDEA, AERM) avant d'être élargi à l'ensemble des acteurs de l'amont à l'aval. Une mission de stage sera dédiée par la Ville et l'Eurométropole à ce projet durant 6 mois de mars à septembre 2023.
Objectif n°2	**Développer la consommation de légumineuses sur le territoire**
Action	Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'éducation alimentaire du territoire et leurs dispositifs d'accompagnement de manière coordonnée et définir et mettre en œuvre les dispositifs partenariaux manquants.
Public cible	Habitants de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg
Contexte	Consommation de légumineuses encore peu ancrée dans les habitudes
Indicateur T0	48% des Français consomment des légumineuses au moins une fois par semaine Cet indicateur devra être complété d'indicateurs territoriaux
Description de l'action	Le PAT est identifié comme lieu d'animation privilégié pour favoriser l'interconnaissance, la mise en lien et les partenariats autour de trois actions :

	Action n°1 : Renforcer la formation des cuisiniers et la sensibilisation des enfants et de leurs parents tout au long de l'année => Plaisir à la cantine, les Classes du Goût, programmes de formation des chefs cuisiniers des restaurants scolaires, fiches actions des Contrats Locaux de Santé, programme CAAPS, ateliers cuisine de la Maison Sport Santé de Strasbourg (actions existantes à renforcer) Action n°2 : Organiser une semaine événement autour des légumineuses simultanément dans les écoles primaires, collèges et lycées en 2024 ainsi que dans la restauration commerciale au travers de repas à base de légumineuses et d'animations (ateliers cuisine, espace parents, défis, expo…) (nouvelle action). Action n°3 : Sensibiliser le grand public à la consommation de légumineuses (ateliers cuisine, partage de recettes, etc.) dans le cadre des Rendez-vous de l'alimentation du 10 au 18 juin 2023 (nouveaux partenariats à créer dans le cadre d'un événement existant).
Structures impliquées et rôle	La Ville et Eurométropole de Strasbourg assurera la coordination des acteurs et l'animation territoriale dans le cadre du PAT. Pour chaque action, une première liste de participants a été établie. Celle-ci n'est pas exhaustive et à vocation à grandir pour renforcer les actions. Action n°1 : Le renforcement des actions existantes se fera à travers l'organisation d'une réunion partenariale entre les porteurs des dispositifs identifiés (Ville et Eurométropole de Strasbourg, Agence Régionale de Santé, DRAAF Grand Est, Rectorat de l'Académie de Strasbourg, Maison Sport Santé de Strasbourg…), et les structures pouvant s'en saisir (périscolaires, Centres Sociaux Culturels…) Action n°2 : Les partenaires impliqués se réuniront en groupe projet pour définir et mettre en œuvre l'action : services restauration scolaire de la Ville de Strasbourg, des communes volontaires, de la CeA et de la Région Grand Est, sociétés de restauration scolaires, Rectorat de l'Académie de Strasbourg, DRAAF, CAA, BGE, Graines d'Alsace, IFLA / PLANETE Légumes, Maison Sport Santé, UMIH 67… Action n°3 : La Ville et l'Eurométropole a déjà envoyé un appel à participation auprès des membres du PAT et leurs partenaires pour identifier des structures volontaires pour assurer les animations de sensibilisation. Une réunion de préparation avec les membres du groupe projet s'est tenue le 3 mars de 9h à 11h.

Annexe 3 : brochure de présentation du Projet alimentaire territorial



LE PROJET ALIMENTAIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

STRATÉGIE & PLAN D'ACTIONS

Octobre 2022



494

© Bartosch Salmanski 128 db pour Strasbourg Eurométropole



SOMMAIRE

EDITO P3

LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL P5

LE PACTE DE POLITIQUE ALIMENTAIRE DE MILAN P6

LA CONSTRUCTION DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL P7

LA GOUVERNANCE P9

MOBILISER LES HABITANT·ES P12

LE CADRE DE SUIVI P14

ENJEU 1 - Manger à sa faim : rendre l'alimentation de qualité accessible à chacun et chacune sans disparité P15

ENJEU 2 - Bien manger : proposer une alimentation saine, de qualité et durable qui permette d'être en bonne santé P19

ENJEU 3 - Produire durablement : accompagner l'agriculture face aux défis de demain P22

ENJEU 4 - Produire autrement : favoriser la transition agricole et alimentaire pour préserver l'environnement P26

ENJEU 5 - Développer notre économie et notre culture : renforcer nos filières et valoriser nos savoir-faire P29

ENJEU 6 - Ne rien gâcher : réduire le gaspillage alimentaire et favoriser l'économie circulaire P34

ÉDITO



Pia Imbs, Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg



Jeanne Barseghian, Présidente déléguée de l'Eurométropole de Strasbourg et Maire de Strasbourg



Danielle Dambach, Présidente déléguée de l'Eurométropole de Strasbourg

" Si manger est un des grands plaisirs de la vie, se nourrir sainement est essentiel pour être en bonne santé et bien vieillir, comme nous le rappelait déjà Hippocrate. Aujourd'hui, même manger à sa faim reste encore un enjeu dans de nombreux pays, y compris en France et à Strasbourg. Nous sommes donc à la croisée d'enjeux multiples : sanitaire, social, économique et climatique.

Notre ambition pour le territoire est grande. Nous voulons une alimentation saine et durable, accessible à toutes et tous; nous voulons renforcer nos filières agricoles et économiques pour une plus grande souveraineté alimentaire; nous voulons que l'alimentation joue un rôle positif pour le climat et la biodiversité. Pour y parvenir, nous avons souhaité rassembler et unir les forces de tous les partenaires alsaciens de la fourche à la fourchette.

Lorsqu'on sait que l'alimentation représente 16 à 24% de l'empreinte carbone des ménages français, en considérant uniquement les émissions de gaz à effet de serre liées à la production agricole et à son transport sur des milliards de kilomètres (Ademe, 2019), l'enjeu est considérable !

Depuis déjà plusieurs années, notre agriculture opère sa transition agro-écologique, nos filières locales se structurent et se renforcent, et nous tous, en tant que consommateurs, participons à l'évolution des habitudes de consommation.

C'est pour encourager cet élan et accélérer cette dynamique que l'Eurométropole de Strasbourg, avec ses partenaires, déploient de nombreuses actions. Cette brochure vous permet de découvrir un aperçu de ces actions et les objectifs poursuivis sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole.

Synonymes de convivialité et de partage, les enjeux qui entourent l'alimentation doivent être l'occasion de nous rassembler, de faire émerger de nouvelles idées et de nombreux projets ! "

L'ALIMENTATION

Notre énergie pour la vie

Notre territoire est soumis aux impacts du dérèglement climatique, et l'été 2022 n'aura pas manqué de nous faire prendre conscience de son accélération.

L'alimentation, en comptant les pertes et le gaspillage alimentaire, fait partie des cinq principaux contributeurs aux émissions de Gaz à Effet de Serre. Dans les décennies à venir, les évènements extrêmes dus aux dérèglements climatiques vont se multiplier :

- Épisodes de chaleur intense, renforcés par le phénomène d'ilot de chaleur urbain et des pics de pollution à l'ozone avec les effets sanitaires associés.
- Élévation des températures moyennes d'environ 1,4°C depuis les années 1900 et accélération du processus ces dernières années avec en moyenne +0,3°C par décennies. L'avancement en Alsace de la date de début des vendanges en constitue un signe évident.
- Évènements pluvieux intenses, avec des risques de débordement des cours d'eaux et d'inondations.

L'alimentation est donc particulièrement concernée par le changement climatique et la fragilité des milieux naturels.

L'ALIMENTATION, UN LEVIER DE TRANSFORMATION

Une transformation des systèmes alimentaires français et européens face aux enjeux sanitaires et sociaux est indispensable. Les territoires ont également un rôle crucial à jouer. La résilience alimentaire passe par notre capacité à initier une dynamique territoriale associant l'ensemble des pouvoirs publics (Eurométropole, communes, département, région), les partenaires socio-économiques et les citoyen·nes pour permettre d'assurer une action efficace de transformation sur l'ensemble de la chaine du système alimentaire.

16 A 24%

PART DE L'ALIMENTATION DANS L'EMPREINTE CARBONE DES MÉNAGES FRANÇAIS, RIEN QUE POUR L'AGRICULTURE ET SON TRANSPORT

VERS UNE STRATÉGIE DE RÉSILIENCE ALIMENTAIRE POUR L'EUROMÉTROPOLE

L'Eurométropole de Strasbourg, au cœur du bassin rhénan, compte 504 000 habitant·es, soit le ¼ de la population alsacienne. Sa superficie accueille 11 675 ha de surface agricole (35% de la surface du territoire), ce qui représente 242m2 de surface agricole / habitant·e. Ces surfaces sont très nettement insuffisantes pour viser l'autonomie alimentaire de l'Eurométropole ; il faudrait pour cela près de 150 000 ha et une réorientation significative des habitudes de consommation : plus de bio, moins de viande. Aujourd'hui, une utilisation totale de la surface agricole au service de l'alimentation des habitant·es du territoire permettrait de couvrir à peine 8% des besoins alimentaires.

Loin de viser l'autonomie alimentaire, la métropole souhaite anticiper les risques à venir et diversifier ses sources d'approvisionnement. Il faut pour cela multiplier les alliances territoriales mais aussi développer la production locale : préserver les terres agricoles, installer des agriculteurs et des jardins partagés, développer une offre locale en produits transformés et encourager la demande en produits locaux et de qualité : celle des cantines scolaires mais également des restaurateurs, des citoyen·nes, etc.



LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

© Bartosch Salmanski 128 db
pour Strasbourg Eurométropole

LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG EST LABELLISÉ NIVEAU 2 POUR LA PÉRIODE 2021-2026

Restaurant solidaire

Conserverie

Maraichage bio

Réemploi contenants

Réemploi contenants

Magasin de producteurs

Légumerie

Tiers lieu bio et local

Etude alimentation durable et numérique

Etude insécurité alimentaire

Grossiste bio

Programme nutrition à l'école

LES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX INSCRITS DANS LA LOI

Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (art. 39), les projets alimentaires territoriaux fédèrent les acteurs de la filière agroalimentaire d'un territoire, producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs, dans le but d'y développer une agriculture durable et une alimentation de qualité, accessible à toutes et tous.

LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL DE L'EUROMÉTROPOLE NIVEAU 2

Le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture distingue deux niveaux :

- le niveau 1, qui correspond aux projets collectifs émergents, L'Eurométropole a été labellisée niveau 1 en 2017 pour 3 ans.
- le niveau 2, qui correspond à la mise en œuvre d'actions opérationnelles, attribué pour 5 ans renouvelable. L'Eurométropole a été labellisée niveau 2 en 2021.

LES FINANCEMENTS DU PLAN DE RELANCE

La labellisation Projet alimentaire territorial a permis l'accès aux financements du Plan de Relance de l'Etat (volet 13 – Alimentation) pour 12 porteurs de projet du territoire. L'Eurométropole elle- même a sollicité ce volet du plan de Relance pour co-financer un poste de coordinateur du Projet alimentaire territorial, l'expérimentation de projets nouveaux et la communication.



LE PACTE DE POLITIQUE ALIMENTAIRE DE MILAN

© Bartosch Salmanski 128 db
pour Strasbourg Eurométropole

LA VILLE DE STRASBOURG SIGNE LE PACTE DE MILAN EN SEPTEMBRE 2021 ET REJOINT AINSI LES 12 AUTRES VILLES SIGNATAIRES EN FRANCE ET 225 DANS LE MONDE.

Le pacte de Milan pour des politiques alimentaires urbaines est une déclaration volontaire lancée par 144 villes du monde en 2015 à l'occasion de l'Exposition Universelle de Milan, "Nourrir la planète, énergie pour la vie". En signant ce Pacte, les villes s'engagent à construire des systèmes alimentaires plus durables pour leurs habitant·es. En 2022, elles sont désormais 225 villes signataires issues de 49 pays différents, on compte 13 villes et métropoles françaises. Le Pacte de Milan propose un cadre stimulant et une légitimité dans la mise en œuvre d'actions locales mais permet aussi la création d'un réseau de villes enclines au partage d'expériences et à la coopération.

UN PACTE AVEC 6 ENGAGEMENTS DE DURABILITÉ

Les engagements pris au travers du pacte illustrent le rôle des villes dans la transformation des systèmes alimentaires urbains pour une meilleure durabilité. Il comprend également un plan de 37 actions recommandées, organisées en six axes opérationnels:

1. Gouvernance alimentaire
2. Régimes durables et nutrition
3. Équité sociale et économique
4. Production alimentaire
5. Approvisionnement et distribution
6. Gaspillage alimentaire



LA CONSTRUCTION DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

© Bartosch Salmanski 128 db
pour Strasbourg Eurométropole

Vers une stratégie de résilience alimentaire

2017

Labellisation (niveau 1)
pour 3 ans
Obtention d'un financement de 42 500€ pour 3 projets de la métropole

2017 - 2021

Premiers projets parmi lesquels :
- Etude filière céréales-pain bio
- Paniers santé dans les quartiers prioritaires de la ville
- Création d'un jardin santé

Février 2021

Mobilisation des **services de la métropole (10 Directions)**
Réalisation d'un diagnostic alimentaire territorial

Eté 2021

Labellisation (niveau 2)
pour 5 ans
Obtention d'un financement de 1 324 000€ pour 13 projets dont celui de la métropole

Septembre 2021

CRÉATION DU COMITÉ PARTENARIAL ALIMENTATION

Septembre 2021 à mai 2022

Travaux du comité partenarial
3 plénières + 19 consultations bilatérales

Juillet 2022

Consultation citoyenne Évènement
500



Août 2022

Rédaction de la stratégie alimentaire territoriale



© Bartosch Salmanski 128 db
pour Strasbourg Eurométropole

Les actions 2022/2023

OUVERTURE DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL À TOUS
(STRUCTURES DE L'ÉCOSYSTÈME ALIMENTAIRE, ASSOCIATIONS CITOYENNES...)

Septembre 2022

Lancement des Cafés thématiques bi-mensuels ouverts à tous selon les thématiques

Octobre 2022

Lancement des groupes de travail thématiques sur les premiers enjeux prioritaires
Obtention d'un financement de 65 000€ pour 7 projets

Fin 2022

PLÉNIÈRE DU COMITÉ PARTENARIAL

Lancement d'actions multi-partenariales
Engagement officiel des partenaires

Début 2023

Lancement des groupes de travail thématiques sur les autres enjeux priortiaires

À la suite des différents temps de concertation, 6 enjeux prioritaires ont été définis :

1. Manger à sa faim : rendre l'alimentation de qualité accessible à chacun et chacune sans disparité ;
2. Bien manger : proposer une alimentation saine, de qualité et durable qui permette d'être en bonne santé ;
3. Produire durablement : accompagner l'agriculture face aux défis de demain ;
4. Produire autrement : favoriser la transition agricole et alimentaire pour préserver l'environnement ;
5. Développer notre économie et notre culture : renforcer nos filières et valoriser nos savoir-faire ;
6. Ne rien gâcher : réduire le gaspillage alimentaire et favoriser l'économie circulaire

LA VISION PARTAGEE DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL
« Favoriser l'alimentation saine accessible à toutes et tous, dans le respect des écosystèmes, en faveur de l'économie locale, pour une plus grande résilience alimentaire du territoire »

L'IMPLICATION DES DIFFÉRENTS ACTEURS EST UNE CONDITION DE LA RÉUSSITE DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

501

LA GOUVERNANCE

Construire ensemble notre Projet alimentaire territorial

LA VILLE ET L'EUROMÉTROPOLE PORTENT LE PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL



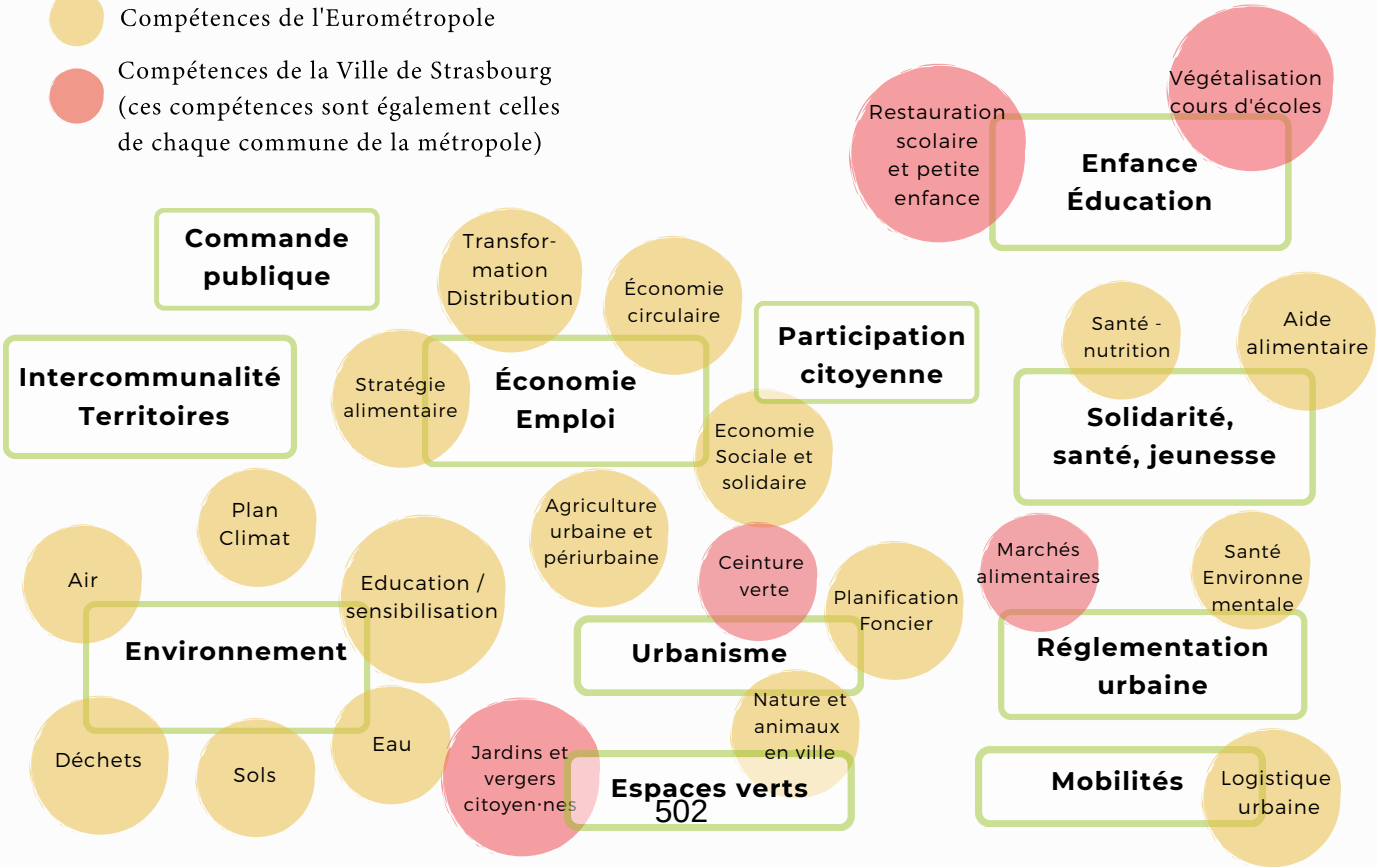
Strasbourg et l'Eurométropole s'engagent comme chefs de file du Projet alimentaire territorial.
Compétentes pour répondre à des nombreux enjeux en matière d'alimentation, elles assument par ailleurs un rôle d'impulsion territorial à travers le Projet alimentaire territorial, qui devient le lieu de rencontre, d'information et d'action réunissant les principaux acteurs de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation.

Deux élus portent ainsi le Projet alimentaire territorial : Doris Ternoy, Conseillère eurométropolitaine déléguée à l'agriculture et l'alimentation, Maire de Breuschwickersheim et Antoine Neumann, Conseiller municipal de Strasbourg, délégué à l'agriculture et l'alimentation,

Les compétences de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg couvrent une partie des enjeux du système alimentaire

Compétences de l'Eurométropole

Compétences de la Ville de Strasbourg (ces compétences sont également celles de chaque commune de la métropole)



LE COMITÉ PARTENARIAL REGROUPE LES REPRESENTANTS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

L'atteinte des objectifs du Projet alimentaire territorial est conditionnée par une gouvernance efficace et participative.

Le comité partenarial correspond à une nouveauté du mandat qui vient marquer la volonté de répondre de manière coordonnée et transversale aux enjeux portés par l'alimentation. Avec les initiatives citoyennes, le soutien des acteurs économiques et des institutions, le défi de la résilience alimentaire du territoire constituera un formidable levier de la transformation écologique, mais aussi de solidarité et de santé.
Le comité a ainsi identifié une vision commune :

« Favoriser l'alimentation saine accessible à toutes et tous, dans le respect des écosystèmes, en faveur de l'économie locale, pour une plus grande résilience alimentaire du territoire »

Représentation de l'écosystème par le comité partenarial



Il se réunit de manière régulière pour suivre la mise en œuvre de la Stratégie Alimentaire Territoriale, en évaluer les avancées et générer de nouvelles propositions, construire de nouveaux partenariats.

Il rassemble 3 types de parties prenantes liées à l'alimentation et est composé de 27 membres dont les élus de l'Eurométropole et des différentes communes :

- les autorités (Ville de Strasbourg, Eurométropole et communes volontaires, Conseil départemental, Région, Etat),
- les 4 groupes de la filière alimentaire que sont les producteurs, les transformateurs, les distributeurs et les citoyen·nes-consommateurs·trices,
- les facilitateurs de la transition (associations, structures d'accompagnement, d'éducation, financeurs, université ...).



L'ÉCOSYSTÈME LOCAL, PLUS DE 5000 OPÉRATEURS DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL



200

exploitations agricoles

PRODUCTION





TRANSFORMATION

500

industriels alimentaires

DISTRIBUTION

300



transporteurs



300 *négociants & intermédiaires*

1000 *commerces alimentaires*



CONSOMMATION

3000

services de restauration alimentaire







© Bartosch Salmanski 128 db pour Strasbourg Eurométropole



© Bartosch Salmanski 128 db pour Strasbourg Eurométropole



© Philippe Stirnweiss pour Strasbourg Eurométropole



© Bartosch Salmanski 128 db pour Strasbourg Eurométropole



© Jérôme Dorckel pour Strasbourg Eurométropole

504

MOBILISER LES HABITANT.ES !

UN ÉVÈNEMENT ANNUEL : LES RENDEZ-VOUS DE L'ALIMENTATION

- **60** partenaires
- **30** animations
- **3000** participants

L'engagement citoyen, élément de la résilience alimentaire du territoire

Les évènements grand public sont un moyen d'impulser et soutenir le changement des comportements et d'impliquer directement les habitant·es. Du 26 juin au 3 juillet 2022 s'est tenue la première édition des rendez-vous de l'alimentation, « Qu'est-ce qu'on mange ?»

Un évènement pour faire connaître les acteurs du territoire et amener les citoyen·nes à s'exprimer

Cet évènement a été co-construit avec plus de 60 partenaires ! Au menu plus de 30 évènements pour petits et grands : portes ouvertes de fermes, de cuisines de chefs, de l'aide alimentaire, ateliers et concours de cuisine, jeux de piste, dégustations, projections, spectacles en plein air, débats et de nombreux dispositifs de participation citoyenne.

Les rendez-vous de l'alimentation doivent permettre de faire découvrir aux habitant·es les initiatives locales en faveur d'une alimentation saine, durable et accessible à toutes et tous mais aussi favoriser la rencontre entre les partenaires pour faire converger les ambitions et encourager la participation de toutes et tous à la construction de la stratégie alimentation territoriale.


© Philippe Stirnweiss pour Strasbourg Eurométropole



© Philippe Stirnweiss pour Strasbourg Eurométropole


© Geneviève Engel pour Strasbourg Eurométropole

LES RÉSULTATS DE LA CONCERTATION CITOYENNE: "DEMAIN QU'EST CE QU'ON MANGE?"

> "Il faut arrêter de payer si peu cher pour des produits qui viennent de l'autre bout du monde. Il faut communiquer sur le vrai prix de l'alimentation et rendre accessibles les produits locaux"
>
> Source : habitant de l'Eurométropole, dans le cadre de la concertation citoyenne

Du 26 juin et 10 juillet 2022, un questionnaire en ligne a été diffusé aux citoyen·nes afin de mieux comprendre leurs habitudes et attentes en matière d'alimentation durable. Le questionnaire a récolté 550 réponses ! Les citoyen·nes ont également eu l'occasion de s'exprimer au travers d'un micro-trottoir réalisé les 2 et 3 juillet à l'occasion des 1ers Rendez-vous de l'Alimentation. Plus d'une centaine de personnes s'est prêtée au jeu. Ces outils de consultation ont mis en évidence un intérêt fort des citoyen·nes pour les enjeux d'alimentation saine, durable et accessible à tous et toutes.

L'ÉVALUATION DE LA SITUATION SELON LES PERSONNES INTERROGÉES



83% estiment qu'il est facile de trouver des **aliments qui permettent d'être en bonne santé**

82% estiment qu'il est facile de **consommer local**

70% estiment qu'il est facile de **consommer des produits respectueux de l'environnement**

53% estiment qu'il est facile de **trier et valoriser les déchets alimentaires**

51% estiment qu'il est **difficile pour chacun·e de bien se nourrir avec de faibles revenus**

Les priorités exprimées par les personnes interrogées



Transformer l'agriculture pour qu'elle soit plus nourricière !



Développer de nouvelles filières agricoles **plus respectueuses de l'environnement !**



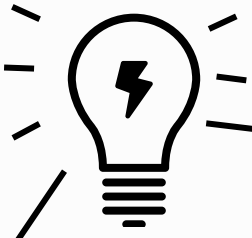
Sensibiliser les écoliers et leurs parents **à l'équilibre alimentaire !**



Permettre aux consommateurs de **mieux identifier l'impact environnemental des produits achetés !**



Développer l'**agriculture urbaine** dans les quartiers et expérimenter la **sécurité sociale de l'alimentation !**



506



Généraliser **le tri des biodéchets** et la **consigne** en magasin et restaurant !

LE CADRE DE SUIVI

L'alimentation, un levier transversal pour l'atteinte des 17 Objectifs de l'ONU du développement durable pour l'horizon 2030

Conduire la résilience alimentaire du territoire nécessite de mettre en place un pilotage efficace et partagé avec l'ensemble des partenaires et à toutes les échelles, car les actions mises en œuvre au niveau local dépendent et répondent des enjeux globaux.
Le Projet alimentaire territorial fera l'objet d'une évaluation régulière à travers le cadre de suivi du Pacte de Milan construit en référence aux 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU (ODD).
Ce cadre de suivi permettra aux partenaires d'agir et de piloter la transformation de manière coordonnée sur les 6 enjeux clairement identifiés pour notre territoire et qui s'inscrivent de manière systémique sur 15 objectifs globaux

Inscription des 6 enjeux prioritaires du Projet alimentaire territorial dans les Objectifs de développement durable de l'ONU



1.Manger à sa faim : rendre l'alimentation de qualité accessible à chacun et chacune sans disparité ;
2.Bien manger : proposer une alimentation saine, de qualité et durable qui permette d'être en bonne santé ;
3.Produire durablement : accompagner l'agriculture face aux défis de demain ;
4.Produire autrement : favoriser la transition agricole et alimentaire pour préserver l'environnement ;
5.Développer notre économie et notre culture : renforcer nos filières et valoriser nos savoir-faire ;
6.Ne rien gâcher : réduire le gaspillage alimentaire et favoriser l'économie circulaire



ENJEU 1

Manger à sa faim : rendre l'alimentation de qualité accessible à chacun et chacune sans disparité

Chiffres clés

114 € : budget alimentaire moyen par semaine (habitant·es de la région de Strasbourg (2019)

26% de pauvreté à Strasbourg et 20% dans l'Eurométropole (2019)

9000 colis distribués par semaine par l'aide alimentaire sur l'Eurométropole (2021, enquête auprès de 32 structures)

Plus de 150 ha de jardins familiaux et partagés à Strasbourg (2022)

En France, le taux de pauvreté s'établit à 15 % en 2019

+ 7,3 % du nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire entre 2019 et 2020 en France

Strasbourg a été classée 3e ville plus verte de France en 2017

Les objectifs fixés

La ville de Strasbourg est particulièrement touchée par la précarité alimentaire : 26% de sa population vit sous le seuil de pauvreté (un taux qui grimpe jusqu'à 55% dans certains quartiers) et peine à accéder à des produits de qualité. Une situation que le contexte inflationniste rend encore plus difficile.

L'aide alimentaire, déjà très présente sur le territoire et représentée par de nombreux acteurs de la solidarité (71 associations sur l'Eurométropole dont la Banque Alimentaire, les Restos du coeur et le Secours Populaire, épaulées par 2 500 bénévoles), doit ainsi répondre à des besoins croissants tout en proposant des produits de qualité. La consultation citoyenne menée à l'été 2022 illustre bien cet enjeu : 51% des sondés estiment qu'il est difficile pour chacun·e de bien se nourrir même avec de faibles revenus.

Parce-que de faibles ressources ou des accidents de la vie ne doivent pas empêcher de bien manger, les partenaires du Projet alimentaire territorial entendent mobiliser différents dispositifs au service des habitant·es pour permettre à la fois de créer de l'emploi local et durable pour toutes et tous, veiller à une bonne santé et améliorer la qualité de vie et la cohésion sociale.

RAPPROCHER PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS GRÂCE AUX MARCHÉS ALIMENTAIRES

37 MARCHÉS PAR SEMAINE À STRASBOURG

1200 PRODUCTEURS

3 HA

CULTIVÉS EN AGRICULTURE URBAINE AVEC LE PROJET CITÉS FERTILES

POURSUITE DE L'OUVERTURE DE NOUVEAUX JARDINS PARTAGÉS POUR RÉPONDRE À LA FORTE DEMANDE (4 ANS D'ATTENTE À STRABOURG)

508

Les projets en cours !

Le soutien aux acteurs de l'aide alimentaire

La "Stratégie pauvreté" de l'Eurométropole signée en 2020 avec l'Etat et portée par le Centre Communal d'Action Sociale, coordonne l'aide alimentaire sur le territoire et participe à son financement. Chaque semaine sur l'Eurométropole, environ 4100 repas sont servis dans des permanences et restaurants sociaux, 2300 sont distribués sur l'espace public et 9100 colis sont distribués. Durant l'été, la Ville de Strasbourg organise par ailleurs une distribution de 200 à 300 repas / jour.

Partenaires : épiceries sociales, Banque Alimentaire, les Restos du coeur et le Secours Populaire.

Budget : en 2021, environ 300 000€ versés aux associations d'aide alimentaire + 95 580€ - appel à projets« ménages précaires » +65 000€ - appel à projet à destination des étudiants

La tarification sociale des repas pour les cantines

La ville de Strasbourg a mis en place une tarification sociale pour permettre à tous les enfants, quel que soit le revenu des parents, de pouvoir accéder à des repas complets, sains et durables à la cantine. Le tarif est fixé selon les revenus du foyer. La ville subventionne à hauteur d'environ 13,5 M€ par an le coût de la pause méridienne (chiffres 2019 incluant le coût d'encadrement des enfants). Bon à savoir : un menu végétarien y est même proposé à un tarif plus attractif.



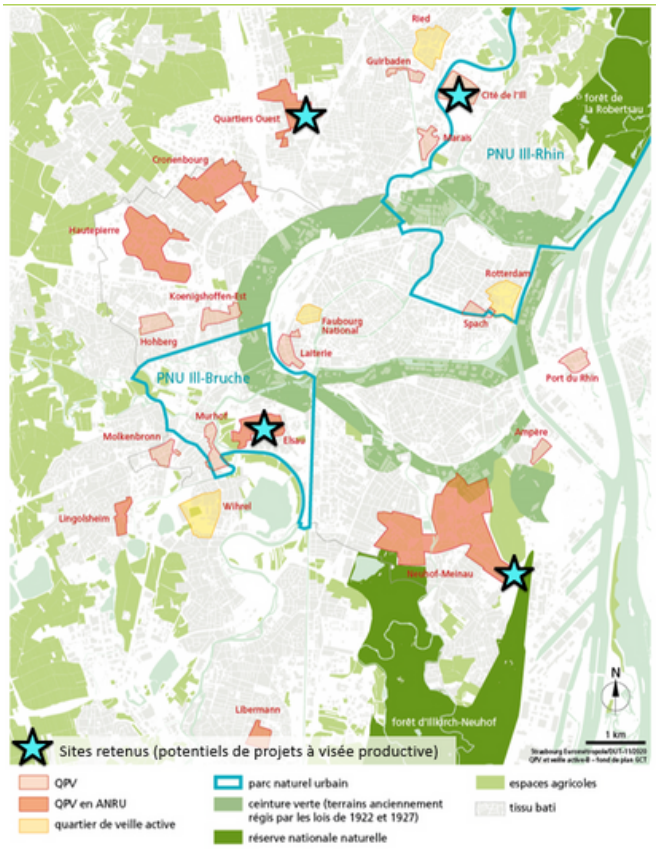
509

Le projet Cités Fertiles

L'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec les villes de Strasbourg et de Schiltigheim, est lauréate de l'appel à projet national « Quartiers Fertiles » de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Le projet « Cités Fertiles » a pour objectifs de développer des projets nourriciers à visée productive en agriculture biologique, basée sur des techniques agroécologiques, avec un volet fort de pédagogie et d'animation, insérés dans le tissu associatif territorial et contribuant à des dynamiques de retour à l'emploi. Il se déploie sur 4 secteurs situés en Quartiers Prioritaires de la Ville : le Neuhof, l'Elsau et la Cité de l'Ill à Strasbourg ainsi que les Quartiers Ouest à Schiltigheim - Bischheim.

Partenaires : Chambre d'Agriculture Alsace, Bio en Grand Est, Labo des Partenaires, Maison de l'Emploi, France Active, Les Jardins de la Montagne Verte, SCOP Baggersee, Habitation Moderne, Alsace Habitat, Germes d'Espoir, Les Cols Verts, Caisse Des Dépots, Secréatariat Général Pour l'Investissement, ANRU, CeA, agriculteurs et autres associations.

Budget 2021 - 2026 : 650000€ de subventions validées par l'ANRU



Les jardins partagés et jardins familiaux

La Ville de Strasbourg et les communes de l'Eurométropole facilitent l'accès au foncier pour le développement de jardins partagés. Au début de l'été 2022, les jardins de la Renaissance et de l'Aubépine et le racine club de Strasbourg ont été inaugurés et ont rejoignent les 38 jardins partagés et 4924 jardins familiaux déjà de la la ville de Strasbourg. A Oberhausbergen, une parcelle d'1ha située Route de Saverne, longtemps en friche, accueille désormais un jardin partagé, "Les Jardins Ratatouille". Depuis le printemps 2021, une quarantaine de jardiniers (parmi lesquels le conseil municipal des enfants) ont pris possession de leurs andains où ils cultivent poivrons, tomates ou cucurbitacées.



Un rucher sera également installé prochainement sur cette parcelle en convention avec l'association ASAPISTRA.
Des animations (notamment autour de la thématique du compost) ont lieu tout au long de l'année dans cet espace de fraîcheur.
Les jardiniers sont par ailleurs accompagnés vers des pratiques écoresponsables règlementées grâce à un jardin témoin, de nombreuses formations et animations ou encore le concours « éco-jardiniers ».
Retrouvez la carte interactive Strasbourg ça pousse ici !
Partenaires : Eco-Conseil, associations pour la gestion des lotissements, associations de sensibilisation
Budget annuel (Strasbourg): 1 050 000€

Recréer du lien entre agriculteurs et structures de l'aide alimentaire

La Direction Solidarités, Santé et Jeunesse de l'Eurométropole souhaite accompagne la mise en place de groupements d'achat des associations d'aide alimentaire auprès de producteurs locaux.
Partenaires : associations de l'aide alimentaire et agriculteurs, SOLAAL

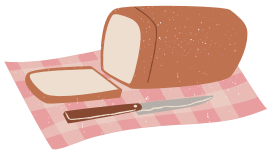
Du côté des partenaires !

L'ÉTAGÈRE, une nouvelle épicerie sociale au Neudorf

L'accès aux épiceries sociales se fait exclusivement sous conditions de revenus : ce sont des commerces de proximité approvisionnés par les banques alimentaires ou les producteurs locaux, où les produits coûtent en moyenne 10 à 30% de leur prix dans le commerce.
Les habitant·es de l'Eurométropole ont accès à 8 épiceries sociales dont 4 à Strasbourg.



Depuis 2021, une nouvelle épicerie sociale, l'Étagère, a vu le jour dans le quartier du Neudorf. Caritas ouvrira deux nouvelles épiceries fin 2022 à Cronenbourg et Neuhof



Réduire l'insécurité alimentaire dans les quartiers prioritaires de la ville avec l'IREPS

Améliorer la qualité de vie des familles en situation de précarité sociale et/ou économique en agissant sur l'offre alimentaire de proximité et en favorisant la consommation de produits locaux et de saison, tel est l'objectif du projet que mènera l'Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé (IREPS) d'ici fin 2023 en allant à la rencontre des habitant·es et partenaires sociaux et économiques des quartiers prioritaires du Port du Rhin et de l'Elsau à Strasbourg, et de Libermann à Illkirch-Graffenstaden.
Financement de l'Etat dans le cadre du Projet alimentaire territorial : 56 700€



LE BUNKER COMESTIBLE, champignonnière bio !

Le Bunker Comestible est une champignonnière bio qui emploie et forme des maraîchers en situation de handicap. Il est situé derrière la gare de Strasbourg. Des pleurotes et shiitakes y sont produits sans produits chimiques toute l'année. Le Bunker Comestible est un projet d'agriculture urbaine innovant et éco responsable : investir le patrimoine historique et le faire vivre, pour nourrir durablement la population. Il fait partie du LICHT !, une initiative de la Fédération des Aveugles Alsace Lorraine Grand Est qui vise la création de 5 lieux innovants autour de la restauration, de l'artisanat, du maraîchage et de l'évènementiel insolite.

VRAC, groupements d'achat dans les quartiers prioritaires de la ville

VRAC est un réseau national qui vise à favoriser le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires. VRAC Strasbourg Eurométropole a été lancé en mai 2016 par l'ARES (Association des Résidents de l'Esplanade). VRAC permet de favoriser l'accès pour toutes et tous à des produits alimentaires secs de qualité grâce à la réduction du nombre d'intermédiaires, la limitation des emballages et l'achat en grande quantités permettant les économies d'échelle. VRAC Strasbourg organise près de 8 distributions par mois sur 7 lieux (Illkirch, Esplanade, Musau, Neuhof, Hautepierre, Montagne Verte et Koenigshoffen).



Restaurant coopératif et solidaire dans les nouveaux locaux d'EMMAÜS MUNDO

Créée en 2000, Emmaüs Mundolsheim est une structure d'insertion par l'activité économique. A l'été 2022, un nouveau site a vu le jour à Bischheim alliant inclusion (150 emplois), réemploi, réutilisation, recyclage, ateliers partagés (menuiserie, textile, etc.), lieu de formation et de sensibilisation à la transition écologique et restaurant coopératif et solidaire. Le restaurant, qui peut accueillir une centaine de couverts en deux services, propose un menu à prix solidaire dont les ingrédients sont le plus souvent possible bio. A terme, ils seront majoritairement issus de circuits courts et ou de stocks d'invendus de magasins proches. Des ateliers de cuisine, un volet sensibilisation à consommer sain et responsable, au bien et mieux manger, au gaspillage alimentaire et aux différents impacts sur la santé complèteront bientôt l'offre.
Financement de l'Etat dans le cadre du Projet alimentaire territorial : 50 800€

511

ENJEU 2

Bien manger : proposer une alimentation saine, de qualité et durable qui permette d'être en bonne santé

Chiffres clés

15% des élèves de grande section de maternelle en surpoids, avec des écarts importants par quartier (de 4% à 22%, 2017)

Moyenne nationale : 12% (2012)

30% de produits bio minimum dans les cantines des écoles et crèches de Strasbourg (2022)

Seuil national fixé pour respecter la loi EGAlim : 20%

32 établissements de restauration rapide à Strasbourg (2021, parmi les 16 enseignes les plus présentes en France)

19e au classement des 32 plus grandes villes de France métropolitaine

64% des restaurants collectifs sur l'Eurométropole ont un menu végétarien au moins une fois / semaine

Loi Climat et Résilience : 1 option végétarienne / jour en établissements publics et entreprises publiques en 2023

Les objectifs fixés

La crise sanitaire de la COVID_19 et les différentes causes de co-morbidité ont révélé combien l'alimentation constituait un déterminant de santé essentiel. Nos choix alimentaires sont également des leviers importants pour réduire notre impact sur l'environnement, l'alimentation représentant en effet 26% des émissions de Gaz à Effets de Serre, 50% de l'usage des sols et 70% des usages en eau douce. Conscients de ces enjeux, les habitant·es de l'Eurométropole ont ainsi exprimé leurs principaux souhaits dans le cadre de la consultation citoyenne : augmenter leur consommation de légumineuses et fruits et légumes, et réduire celle de produits gras, salés, sucrés ou ultra-transformés, viande rouge et charcuterie.

Le Projet alimentaire territorial de l'Eurométropole souhaite garantir une alimentation saine, qualité et durable qui permette à toutes et tous d'être en bonne santé, grâce à la mobilisation des acteurs de la recherche, de la santé, de l'agriculture et de l'alimentation. Ceux-ci s'associent pour mieux comprendre les attentes des habitant·es, faire connaître les produits de qualité locaux, sensibiliser aux repères nutritionnels, et promouvoir des régimes bas-carbone (moins de viande, plus de végétal).

La loi EGAlim (2018) et la loi Climat et Résilience (2021) ont pour objectif de renforcer la qualité sanitaire, environnementale et nutritionnelle des produits pour une alimentation saine, de qualité et durable.

100 % DE VIANDES ET POISSONS DURABLES ET DE QUALITÉ DANS LA RESTAURATION DE L'ETAT EN 2024

ainsi que ses établissements publics et les entreprises publiques nationales.

Le Programme national nutrition santé (PNNS) a pour objectif l'amélioration de l'état de santé de la population en agissant sur la nutrition. Ce programme a été reconduit en 2006 (PNNS-2), en 2011 (PNNS-3) et en 2019 (PNNS-4).

RECOMMANDATIONS PNNS 4

VIANDES



- Privilégier la volaille
- Limiter les autres viandes à 500g/semaine pour les adultes
- Charcuterie : 150 g/semaine pour les adultes
- Poisson : 2 fois par semaine

PRODUITS LAITIERS



- 2 par jour
- 4 par jour pour les enfants et les seniors

MATIÈRES GRASSES

- Privilégier l'huile de colza, de noix et d'olive



Les projets en cours !

Des produits de qualité, bio, locaux et durables dans les cantines scolaires !

La restauration scolaire est un levier clé pour faciliter l'accès à des menus sains et durables. D'ailleurs, les habitant·es de l'Eurométropole considèrent comme 1ère priorité pour mieux manger la sensibilisation des écoliers à l'équilibre alimentaire. Afin de répondre à cette attente et aux objectifs de la Loi Egalim (50% de produits de qualité dont 20% de produits bio dans les cantines), l'EMS accompagne les 32 communes en charge des écoles primaires dans la rédaction des marchés de restauration afin de faciliter l'approvisionnement en produits locaux. La Ville de Strasbourg propose déjà 50 % de produits de qualité dont au minimum 30 % de bio, et 1 repas végétarien par semaine pour tous. En parallèle, Strasbourg déploie depuis 2016/2017 un plan Inox qui vise à éliminer les barquettes en plastique au prix d'adaptations parfois lourdes dans les cantines.
Partenaires : Prestataires de restauration, Chambre d'Agriculture d'Alsace, Bio Grand Est

Cours oasis, repenser les usages des cours d'école

Depuis 2 ans, la Ville de Strasbourg crée des oasis de fraîcheur dans les cours d'écoles et de la petite enfance en les débutimant, les végétalisant et en infiltrant les eaux de toiture. Cela contribue tant à s'adapter au réchauffement climatique qu'à repenser la fonction éducative des cours et leur place dans l'écosystème d'un quartier. Chaque nouvel aménagement passe par une phase de concertation de 6 mois associant tous les acteurs de l'école et visant à co-construire le plan d'aménagement de la cour en tenant compte des enjeux climatiques et pédagogiques. La cour devient un support de compréhension du cycle alimentaire du potager (jardin pédagogique) à l'assiette, jusqu'à la valorisation des déchets sur site (compostage). Chaque année, ce sont quinze cours d'écoles qui sont réaménagées.
Partenaires : éducation nationale, Eco-Conseil

L'Ordonnance verte à destination des femmes enceintes

Afin de réduire l'exposition des femmes enceintes aux perturbateurs endocriniens, néfastes pour le développement de l'enfant, la mairie strasbourgeoise a décider de créer une "ordonnance verte". Cette ordonnance, disponible depuis l'automne 2022, permet aux bénéficiaires de participer à des ateliers conseils pour limiter leur exposition aux perturbateurs endocriniens présents dans l'alimentation et dans l'environnement. Par ailleurs, elles bénéficient gratuitement de paniers de fruits et légumes bio une fois par semaine.
Partenaires : Centres Médicaux-Sociaux, Sages femmes de PMI, producteurs locaux et acteurs de la sensibilisation partenaires
Budget : 300 000€ pour la 1ère année d'expérimentation



L'apprentissage de l'alimentation durable démarre dès le plus jeune âge à Plobsheim

À Plobsheim, aborder l'alimentation et la consommation durable passe par des apprentissages pratiques et ludiques. Depuis une vingtaine d'années, les élèves des deux écoles maternelles et de l'école primaire de la commune découvrent le goût des fruits et légumes, l'équilibre nutritionnel, mais aussi la gestion de l'eau et des déchets dans les potagers de leurs écoles. En 2021, les enfants de la commune se sont par ailleurs impliqués dans la création d'un verger rue de la Chasse en réalisant des panneaux explicatifs accrochés aux arbres. Récemment, ce sont les petits élèves de l'école maternelle du Moulin qui ont pu planter un andain de courges derrière leur école dans le verger partagé de la commune.

L'enfant acteur de son assiette : le pari lancé pour la restauration scolaire à Illkirch-Graffenstaden

Depuis septembre 2021, dans le cadre de son service de restauration scolaire, la Ville d'Illkirch-Graffenstaden a lancé une démarche pour adapter la quantité dans l'assiette à l'appétit de l'enfant. "Petite faim" et "grande faim" : l'élève pourra désormais apprécier une assiette ajustée sur les accompagnements (90% d'une portion normale pour la petite faim et 110% pour la grande faim). Cette action a nécessité un travail conséquent avec le prestataire de restauration et le personnel d'animation avec pour objectif que l'enfant devienne acteur de son repas...jusqu'à évaluer son contenu ! En effet, afin de rendre compte de la satisfaction des enfants, la Ville a mis au point un outil de mesure nommé "régalomètre" qui prend la forme d'un objet composé de trois colonnes de plexiglas transparentes portant chacune un smiley : vert (repas apprécié), jaune (note moyenne) et rouge (mauvaise note). A l'aide d'un jeton, l'enfant évalue un plat ou un menu et affirme par là même ses goûts alimentaires. Les évaluations sont reprises en commission menus et permettent d'adapter les recettes proposées.

Du côté des partenaires !

Les dispositifs PRECCOSS et "Joue pour ta santé" pour lutter contre l'obésité infantile et réduire les inégalités en matière de nutrition

Le dispositif PRECCOSS (Prise En Charge Coordonnée des enfants Obèses ou en Surpoids de Strasbourg), initié dans le cadre du Contrat local de Santé de la ville de Strasbourg et désormais porté par le GIP Maison Sport Santé de Strasbourg auquel adhère la Ville de Strasbourg, s'adresse depuis 2014 aux enfants en surpoids ou obèses âgés de 3 à 18 ans résidant à Strasbourg. Les enfants sont orientés vers le dispositif par le médecin traitant (généraliste ou pédiatre) ou par les professionnels de santé (Protection Maternelle et Infantile ou Santé scolaire) ; ils bénéficient d'un programme d'éducation thérapeutique avec un accompagnement pluridisciplinaire (infirmière, psychologue, diététicienne, éducateur médico-sportif).

« Joue pour ta santé » est un autre projet porté par la Maison Sport Santé, qui a pour but de contribuer à réduire les inégalités de santé en matière de nutrition. Au sein de 7 écoles issues de quartiers prioritaires de la ville, un programme, fondé avant tout sur des principes ludiques, sera co-construit avec l'ensemble de la communauté éducative et avec l'appui de l'IREPS pour favoriser l'acquisition la plus précoce des compétences psychosociales des enfants. Financement de l'Etat dans le cadre du Projet alimentaire territorial : 94 500€

Les projets à venir !

Restructuration de la restauration scolaire et de la petite enfance de Strasbourg

La restauration municipale (scolaire et accueils de loisirs en maternelle) et petite enfance représente 13 000 repas/jour soit un véritable levier pour une alimentation saine, de qualité et durable. Un projet de restructuration de la restauration dans les années à venir vise à favoriser les repas sur place en travaillant toujours plus de produits bruts de saison, bio et de proximité au plus près des enfants tout en poursuivant les actions visant à supprimer les additifs controversés. Allier goût, plaisir et découvertes seront au cœur de la démarche. Ces actions visent, en outre, à réduire au maximum le gaspillage alimentaire, de la confection à la consommation des repas, et s'inscrivent dans le cadre de la campagne "Buy Better Food pour une alimentation durable dans l'assiette publique", une coalition dont la Ville de Strasbourg est membre depuis juillet 2022.
Les premiers groupes scolaires avec cuisine sur place devraient être inaugurés à la rentrée 2024 (groupes scolaires Mentelin et Meinau).
Budget : 16,4 M€ (Meinau) et 19,6 M€ (Mentelin)

ENJEU 3

Produire durablement : accompagner l'agriculture face aux défis de demain

Chiffres clés

Les surfaces agricoles représentent 35% de la superficie totale de l'Eurométropole (2017)

En France, la SAU représente 49% de la surface totale (2018)

199 exploitations agricoles sur l'Eurométropole

En France, 390 000 exploitations agricoles

65% des chefs d'exploitations agricoles qui ont plus de 50 ans et 24% plus de 60 ans sur l'Eurométropole (2020)

En France, 54% ont plus de 50 ans et 30% ont plus de 60 ans (2020)

35% des producteurs vendent au moins un produit en circuit court (-6% entre 2010 et 2020)

En France, 23,1 % des producteurs vendent en circuit court (2020)

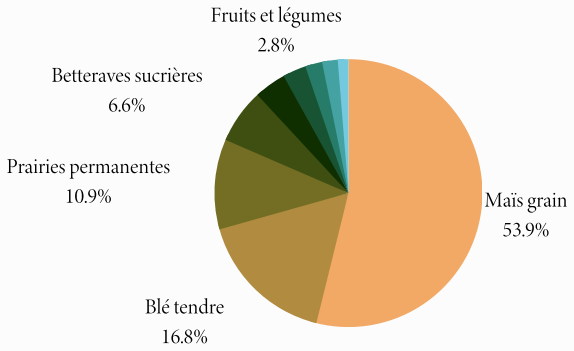
Les objectifs fixés

Pour accompagner l'agriculture face aux défis de demain, la Ville et Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'agriculture Alsace et Bio en Grand Est ont établi une convention de partenariat depuis 2010. Le programme d'actions 2021-2026 s'organise autour de 4 enjeux :

- La préservation d'espaces agricoles et le maintien des entreprises agricoles ;
- Le développement d'une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement ;
- Le soutien à la diversification des cultures et le développement des circuits alimentaires de proximité ;
- Le renforcement du lien entre agriculteurs et citadins.

Le Projet alimentaire territorial vise à enrichir ces actions d'une approche plus intégrée permettant d'agir sur l'ensemble des facteurs d'accélération de la transition agricole. Les efforts porteront sur des actions de sensibilisation et d'accompagnement individuel et collectif à la transition

4 MAGASINS COLLECTIFS DE PRODUCTEURS EN 2023 (LA NOUVELLE DOUANE, HOP'LA, LE SILLON ET KOOMA) SOIT PLUS DE 60 PRODUCTEURS



Surface agricole :
11 675 ha soit environ 1/3 du territoire de l'Eurométropole

Les projets en cours !

Accompagner le renouvellement des générations d'agricultrices et agriculteurs

La Ville et l'Eurométropole ont occasionnellement la possibilité d'accompagner l'installation de jeunes agriculteurs par la mise à disposition de terres libres sous contrat de bail rural à clauses environnementales. Pour accroitre ces possibilités, elles ont mobilisé une pluralité de partenaires afin de définir une stratégie de cession du foncier agricole et de transmission des entreprises. Cette stratégie repose sur la sensibilisation et l'adhésion des agriculteurs de plus de 55 ans avant de pouvoir envisager une mise en relation avec des repreneurs. Un diagnostic individuel permettant de faire le point sur la situation de l'entreprise agricole et les intentions de l'agriculteur sera proposé à chacun·e au cours de l'hiver 2022.
Partenaires : Chambre d'agriculture Alsace, Bio en Grand Est, Terre de Liens, SAFER, etc.

Encourager la diversification agricole pour mieux répondre aux besoins alimentaires locaux

La Ville et l'Eurométropole ont pour ambition de développer la production nourricière pour contribuer à la suffisance alimentaire du territoire : maraichage, légumineuses et élevage, tout en garantissant l'équilibre économique des producteurs. L'objectif est d'augmenter les surfaces diversifiées avec des productions sous signe officiel de qualité à un rythme de 20 ha/an, soit +120 ha entre 2021 et 2026.
Partenaires : Chambre d'Agriculture Alsace et Bio en Grand Est







Retisser les liens entre ville et campagne : Le tour des fermes

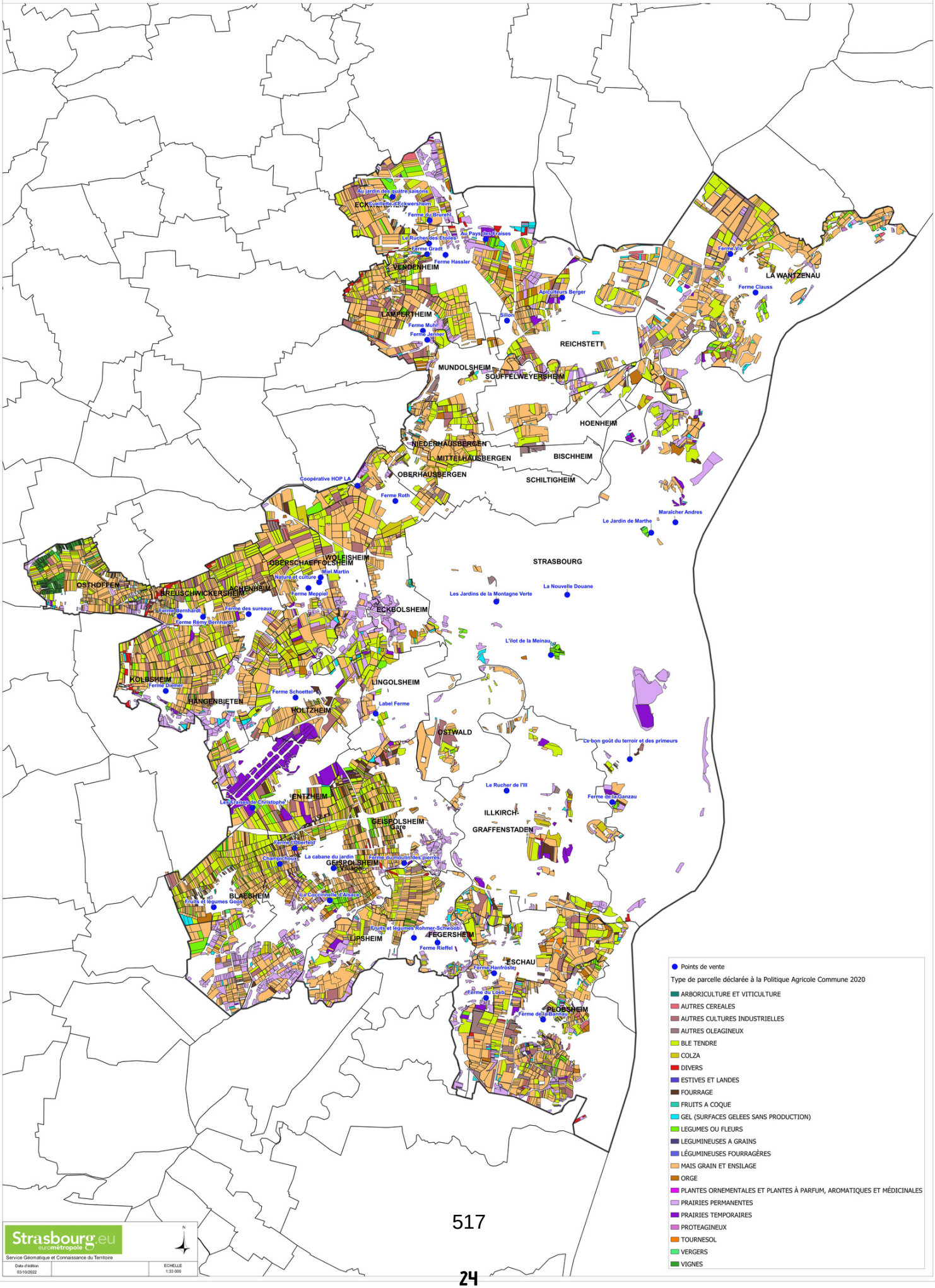
Le Tour des Fermes est un évènementiel grand public destiné à recréer le lien entre les producteurs et les consommateurs pour une meilleure compréhension mutuelle des besoins de chacun·e et une cohabitation harmonieuse. Il fait partie des actions développées dans le cadre du Projet alimentaire territorial de l'Eurométropole de Strasbourg qui bénéficie d'un soutien financier du Plan de relance.
Partenaires : Chambre d'agriculture Alsace et Bio en Grand Est
Budget : 22 000€

Développer les circuits courts pour offrir des débouchés aux agriculteurs

L'Eurométropole accompagne la création de marchés et magasins de producteurs mais aussi les groupements d'achat citoyen·nes, les outils de transformation collectifs encore la vente directe entre producteurs et consommateurs afin de diversifier les débouchés locaux.
En 2022, on dénombre 176 points d'approvisionnement en direct des producteurs sur le territoire : points de vente à la ferme, sites de distribution de paniers, magasins de producteurs, marchés hebdomadaires, distributeurs automatiques
Partenaires : Chambre d'agriculture Alsace et Bio en Grand Est

516

Cartographie des surfaces agricoles de l'Eurométropole de Strasbourg et points de vente à la ferme



Les projets à venir !

Développer l'éco-pâturage et faciliter le retour des animaux en ville

La Ville de Strasbourg et l'Eurométropole souhaitent améliorer la cohabitation entre animaux et citadins. Le pâturage d'animaux herbivores (bovins, moutons, chèvres, lamas...) est une solution alternative à l'entretien mécanique des espaces enherbés. Il permet de diminuer la consommation de carburant et les pollutions associées. Actuellement développé sur les réserves naturelles (Robertsau et Rohrschollen), l'écopaturage a vocation a être déployé dans les prochaines années sur des espaces urbains. Une étude d'identification des sites potentiels d'accueil est en cours.
Partenaires : Chambre d'Agriculture Alsace, Bio en Grand Est

Des Espaces-test pour des projets d'agriculture nourricière

Un espace-test agricole est un dispositif multi-partenarial, qui permet d'accompagner un porteur de projet dans le test de son activité, sur une durée de 2 ans maximum, préalablement à son installation. Ce dispositif dépasse le simple conseil car offre au porteur de projet la sécurité juridique d'une couveuse d'entreprise, les facilités matérielles et foncière d'une pépinière et le soutien technique de l'accompagnement d'experts. L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg envisagent de dédier du foncier à cette expérimentation pour sécuriser leurs installations.
Partenaires : Chambre d'Agriculture Alsace, Bio en Grand Est, Antigone et Terres de Liens

Du côté des partenaires !

Compétences et métiers d'avenir dans l'agriculture

La Maison de l'Emploi, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture Alsace et plusieurs structures de l'emploi et de l'agriculture, démarrera en 2023 un diagnostic visant à accompagner les mutations et changements que connaissent les emplois de la filière agricole et l'évolution des besoins en compétences. Il s'attachera à répondre aux enjeux suivants :
-Répondre à la demande d'emplois qualifiés par la revalorisation des métiers et la voie de l'insertion professionnelle,
-Anticiper les emplois de demain et les compétences des salariés liés aux transitions
-Travailler sur l'attractivité, valoriser les métiers
-Former les agriculteurs aux compétences RH
-Construire des parcours d'insertion professionnelle ouverts à un très large prisme de participants


© Pierre Bichert pour Eurométropole de Strasbourg

ENJEU 4

Produire autrement : favoriser la transition agricole et alimentaire pour préserver l'environnement

Chiffres clés

0,34 % de Surface Agricole artificialisée par an sur l'Eurométropole (valeurs 2011-2017)

0,11 % de surface agricole artificialisée par an en France

2,6% de la surface agricole exploitée en agriculture bio sur l'Eurométropole (2019)

En France, 10,3 % de la surface agricole est exploitée en bio en 2021

4,6 Nombre moyen de traitements chimiques par hectares sur l'Eurométropole (2017)

En France, 3,5 traitements chimiques en moyenne en 2017

123 725 L d'eau prélevés pour les usages agricoles par hectare en 2011 dans le Bas-Rhin

En France, 111 897 L d'eau / hectare sont prélevés par an en moyenne (2020)

Les objectifs fixés

Les partenaires du Projet alimentaire territorial souhaitent agir sur l'ensemble des facteurs d'accélération de la transition agricole et alimentaire, afin de répondre aux enjeux climatiques et environnementaux du territoire. La 1ère attente formulée par les habitant·es en matière d'agriculture porte sur le développement de filières plus respectueuses de l'environnement (consultation citoyenne menée à l'été 2022).
La collectivité soutient l'innovation en agriculture dans une optique de transition. L'accompagnement au changement des pratiques agricoles et alimentaires constitue un enjeu majeur, qui doit être partagé en veillant à maintenir la rentabilité des entreprises.
Afin d'accompagner les professionnels, le Projet alimentaire territorial, doit développer les coopérations et la mise en réseau de l'ensemble de l'écosystème. Le développement des techniques agro-écologiques ainsi que de l'agriculture biologique doivent permettre de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre du secteur, d'adapter le territoire au changement climatique et de protéger les ressources (eau- air – sol - biodiversité).
La question du bien-être animal ne doit pas être oubliée, tant au niveau de la profession et de ses pratiques, qu'au niveau du grand public auprès duquel la sensibilisation est indispensable.

25% DE SURFACE EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE D'ICI 2030

OBJECTIF UNION EUROPÉENNE

RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU DE 25% D'ICI 2030



519

Les projets en cours !

Objectif Zéro artificialisation nette et projet agro-environnemental

Les communes et l'Eurométropole s'accordent pour penser le développement urbain dans l'enveloppe urbaine et ainsi préserver les terres agricoles. L'élaboration et la révision des documents d'urbanisme et d'aménagement du territoire représentent à ce titre un levier essentiel. En 2017, 850ha constructibles ont été reclassées en zones agricoles et naturelles, non constructibles, redonnant ainsi aux agriculteurs une perspective de maintien de leur activité.
De plus, lorsqu'un terrain de la Ville de Strasbourg, de l'Eurométropole et de l'Oeuvre Notre Dame est libéré par l'agriculteur qui l'exploite pour cessation d'activité, un appel à candidature est lancé et des clauses environnementales sont insérées dans le nouveau contrat (interdiction des pesticides de synthèse à minima, plantation de haies lorsque la configuration le permet, priorité donnée aux agriculteurs bio...). 129ha sont déjà concernés sur l'Eurométropole.
Partenaires : Chambre d'Agriculture Alsace


© Bartosch Salmanski 128 db
pour Strasbourg Eurométropole

Une démarche de co-construction de Zones d'Activité Agricole

Les Zones d'Activité Agricole concrétisent une volonté politique de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg d'abandonner l'urbanisation aux bénéfices d'une transition agricole et alimentaire. Les partenaires concentrent leurs efforts sur 3 zones prioritaires : le secteur Mélanie à la Robertsau (25ha), le secteur du parc d'activité nord aéroport de Holtzheim (24ha) et le secteur Fontaine sur les communes de Souffelweyersheim, Hoenheim, Bischheim (139ha). À la suite d'un diagnostic foncier et agricole, les agriculteurs seront rencontrés individuellement et accompagnés vers des projets de diversification ayant une un triple objectif: environnemental, nourricier et paysager.
Partenaires : Chambre d'Agriculture Alsace et Bio en Grand Est

Soutenir le développement de l'agriculture biologique

L'Eurométropole, en partenariat la Chambre d'Agriculture Alsace et Bio Grand Est, accompagne le développement de la production biologique sur son territoire. Il s'agit d'assurer la pérennité et la résilience des fermes bio, notamment via la formation et la sensibilisation des acteurs, le développement de filières et enfin le déploiement des marchés de valorisation des produits bio régionaux.
Entre 2010 et 2020, les surfaces consacrées au bio sont passées de 50 à 289 hectares.
L'ambition est par ailleurs de convertir 300ha de surfaces supplémentaires en bio d'ici 2026.
Partenaires : Bio Grand Est

Préserver la qualité de l'air

Depuis janvier 2022, afin de limiter les émissions de composants polluants ayant des impacts nocifs sur l'environnement et la santé, une Zone à Faibles Émissions a été instaurée sur l'Eurométropole, visant à interdire à terme les véhicules les plus polluants. L'Eurométropole informe et accompagne financièrement les particuliers et les professionnels dans cette transition, au premier rang desquels les entreprises agricoles et alimentaires.
Dans le cadre du plan de protection de l'atmosphère, les activités agricoles, responsables notamment de la majorité des émissions d'ammoniac à l'origine de particules fines au sein l'Eurométropole, sont concernées sur plusieurs aspects (usage des produits phytosanitaires, engrais azotés et carburant). Des actions de sensibilisation et d'accompagnement des professionnels ont lieu chaque année (diagnostic, conseil individuel...).
Partenaires : Chambre d'Agriculture Alsace, ATMO Grand Est, DREAL Grand Est


©Service de l'Eurométropole de Strasbourg

Les projets à venir !

Préserver la qualité de l'eau et lutter contre les risques d'inondation et de coulées de boue

Dans le cadre du Contrat Territorial Eau et Climat entre l'Eurométropole et l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, de nombreuses actions pour privilégier des filières agricoles protectrices de la ressource en eau sont envisagées.
L'Eurométropole déploie actuellement un dispositif de paiements pour services environnementaux (PSE) afin de rémunérer les agriculteurs pour des actions contribuant à restaurer ou maintenir des écosystèmes dont la société tire des bénéfices (préservation de la qualité de l'eau mais aussi stockage de carbone, protection du paysage et de la biodiversité...). En outre, l'Eurométropole de Strasbourg et le SDEA ont été lauréats d'un Appel à Manifestation d'Intérêt « Soutien aux filières favorables à la protection de la ressource en eau » porté par la Région Grand Est, afin de développer les filières chanvre et luzerne à proximité des zones de captage d'eau potable.

Afin de limiter le risque de coulées de boue dans les secteurs sensibles, des aménagements d'hydraulique douce sont déployés (haies, fascines, bandes enherbées...): environ 10km ont ainsi été plantés depuis le début du programme. Enfin, la renaturation de certains cours d'eau permet d'en améliorer la biodiversité et de réguler les écoulements en cas de fortes pluie.
Partenaires : Chambre d'Agriculture Alsace, Bio en Grand Est, Agence de l'Eau Rhin Meuse

ENJEU 5

Développer notre économie et notre culture : renforcer nos filières et valoriser nos savoir-faire

Chiffres clés

L'industrie agroalimentaire est le 1er employeur industriel du territoire avec 1 emploi industriel sur 7 (2019, Tehop)

L'industrie agroalimentaire est aussi le 1er employeur industriel de France

3% des aliments consommés sur l'aire urbaine de Strasbourg* provient de la production sur cette même aire (2017, Utopies).

*composée de 267 communes, dont 265 dans le Bas-Rhin et 2 dans les Vosges
La moyenne des 100 plus grandes aires urbaines de France est de 2%

Les établissements de restauration collective sur l'Eurométropole s'approvisionnent à hauteur de 9% en produits de proximité*

*sondage SRISE, 98 établissements répondants

Les objectifs fixés

Tant du point de vue des enjeux climatiques que des enjeux de développement économique et culturel, il est indispensable d'accroitre le niveau de coopération alimentaire du territoire. Dans cette perspective, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg entendent mettre en place les conditions d'une meilleure coopération entre les territoires, du quartier à l'échelle régionale, mais également entre les acteurs de l'ensemble de la filière alimentaire au sein du Projet alimentaire territorial. Les acteurs de la transformation et de la distribution, qui relèvent de plus en plus de l'économie sociale et solidaire, constituent le rouage central de cette ambition.
Le Projet alimentaire territorial vise à structurer et développer les filières d'alimentation locales en faisant connaître le patrimoine culinaire et les produits régionaux, en augmentant la demande locale, en favorisant l'approvisionnement local et en optimisant et développant les outils logistiques. La mobilisation des financements disponibles auprès des partenaires (Etat, collectivités, Banque des Territoires...) fait partie intégrante du champ d'action du Projet alimentaire.

10% DE PRODUITS LOCAUX DANS LES ASSIETTES SUR L'AIRE URBAINE DE STRASBOURG D'ICI 2030

10% DES 5000 STRUCTURES IMPLIQUÉES DANS LA CHAINE ALIMENTAIRE DE L'EUROMÉTROPOLE PARTIES PRENANTES DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL D'ICI 2026

100% DE PAIN BIO LOCAL POUR LES CANTINES SCOLAIRES DE STRASBOURG D'ICI 2023

522

Les projets en cours !



Renouvellement du SPASER (Schéma de promotion des achats socialement & écologiquement responsables)

L'approvisionnement en produits de proximité pour les marchés dont la Ville et l'Eurométropole ont la compétence (cantines, traiteur...) représente un levier important pour soutenir la structuration des filières de proximité pour un territoire plus résilient. Renouvelé en 2021, le SPASER prend en compte cet enjeu ainsi que l'ensemble des enjeux d'alimentation durable : réduction des perturbateurs endocriniens, des additifs, de la consommation de viande, meilleure prise en compte du bien-être animal, lutte contre le gaspillage alimentaire, valorisation des biodéchets, soutien au commerce équitable

Partenaires : nombreux partenaires dans la co-construction dont la CRESS, le CEREMA, Colecosol...



Les Rendez-vous de l'Alimentation "Qu'est ce qu'on mange?"

L'Eurométropole de Strasbourg a lancé ses premiers rendez-vous de l'alimentation du 26 juin au 3 juillet. Une semaine de rencontres, d'ateliers et de débats dédiée au sujet sur le territoire. L'occasion pour les quelques 3000 participants de découvrir des initiatives locales, des recettes et aussi l'ampleur des enjeux.

Partenaires : plus de 60 partenaires impliqués parmi les autorités locales et le monde économique

Budget : 15 000€

Le Pacte pour une économie locale durable (PELD) : produire et consommer durablement

Le Pacte pour une économie locale durable, initié en 2020, fédère les acteurs économiques locaux qui s'engagent dans des démarches responsables et de transitions (écologique, sociale, numérique) au bénéfice du territoire et du tissu économique eurométropolitain. Sur le modèle d'une « COP locale » (Conference of the parties), les signataires sont invités chaque année à mesurer les progrès collectifs à l'aide du Baromètre du Pacte et à rehausser leur niveau d'engagement. Fin 2022 / début 2023, les partenaires du Projet alimentaire travailleront sur une formalisation de leur engagement à travers la signature du Pacte.

Partenaires : plus d'une centaine de signataires en 2022





Les projets à venir !

Développer le système alimentaire local et nouer des partenariats avec les territoires voisins

Afin de développer les coopérations locales, une étude sera réalisée en 2023 par l'ADEUS pour mieux comprendre les flux alimentaires au sein de l'Eurométropole et entre l'Eurométropole et ses territoires voisins. Cette étude, menée dans le cadre du programme de travail partenarial de l'ADEUS, subventionné par ses membres, permettra également d'identifier les leviers pour rapprocher consommation alimentaire et production agricole. Parmi les leviers envisagés, figurent les contrats de réciprocités qui permettent de développer des collaborations entre territoires sur différentes thématiques. Les coopérations en matière d'alimentation seront étudiées au sein du contrat de réciprocité existant depuis 2019 entre L'Eurométropole, la Communauté de Communes de la Vallée de la Bruche et l'agglomération de Saint-Dié-des-Vosges, et au sein du contrat de réciprocité en projet avec le Parc Naturel des Vosges du Nord.

Réaliser une étude d'opportunité pour la mutualisation de la logistique des agriculteurs

Dans un souci de pérennisation et de soutien de la dynamique de vente directe du producteur au consommateur, mais également de réductions des émissions de Gaz à Effet de serre, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite considérer les possibilités de rationalisation de la chaine logistique des magasins de producteurs. Pour ce faire, elle dressera entre 2022 et 2023 un état des lieux précis des flux d'approvisionnement des magasins de producteurs, ainsi que les difficultés et contraintes logistiques pour chaque agriculteur. Cet état des lieux devra servir de base à l'établissement de propositions permettant d'optimiser la chaine logistique
d'approvisionnement.
Partenaires : DRAAF et Banque des Territoires (co-financeurs)
Budget : 79 525€



Du côté des partenaires !

La halle des producteurs au coeur du Marché d'intérêt national (Marché gare)

Le Marché d'intérêt national (MIN) couvre 15 hectares de zone d'activité dédiés au commerce de gros et regroupe 40 opérateurs dont 25 grossistes. Le MIN représente un levier déterminant pour encourager les circuits courts et accompagner le développement de filières agricoles locales. En octobre 2022, une halle des producteurs de 1000m2 a ouvert ses portes après plus d'un an de travaux pour 2M€. Au sein du bâtiment, couvert, une quinzaine de commerçants accueille les particuliers soucieux d'acheter local du mardi au jeudi ainsi que le samedi et le dimanche matin.


© Valentine Zeller



© Valentine Zeller

Le tiers-lieu Kooma

Kooma est un pôle d'alimentation durable qui ouvrira ses portes en juin 2023 au cœur de la Krutenau, dans le bâtiment central de la Manufacture des Tabacs. Son objectif : proposer un lieu 100% bio avec un magasin de producteurs locaux et une épicerie vrac, des espaces de restauration et un espace d'animation pédagogique. Le projet est porté par un collectif d'une cinquantaine de membres – des producteurs en agriculture paysanne et des restaurateurs, des associations, des citoyen·nes, et la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Tous sont réunis au sein d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) qui place la coopération et la mutualisation entre les associés au cœur du projet selon un mode de gouvernance partagée. Financement de l'Etat dans le cadre du Projet alimentaire territorial : 432 270€


© Lydie Seurre

Les produits alsaciens ont leurs marques

En janvier 2022, l'ARIA Alsace, Alsace qualité et l'ADIRA ont joint leurs efforts de promotion des marques régionales « Savourez l'Alsace » et « Savourez l'Alsace produits du terroir » au travers de la création de l'Association de promotion et de développement des marques agroalimentaires alsaciennes. Cette dernière, soutenue par la Collectivité européenne d'Alsace, vise à renforcer la visibilité et lisibilité des produits et savoir-faire alimentaires alsaciens. Une centaine d'entreprises alsaciennes sont impliquées dans cette démarche et plus de 3000 références produits utilisent ces marques spécifiques

Les contrats de filières de la Région Grand Est

La Région Grand Est soutient l'agriculture régionale au travers de contrats de filières établis avec les représentants professionnels : viande et lait, fruits et légumes, viticulture, aquaculture, apiculture, houblon, truffes, bois et horticulture. Ils visent à encourager les nouvelles installations en agriculture et renforcer la structuration des filières locales. Près de 32M€ ont été investis en 2020.


© Philippe Stirnweiss pour Strasbourg Eurométropole

Reprise de la légumerie de Breuschwickersheim : la Manufacture de Légumes

Disposer d'une légumerie est indispensable pour tout territoire qui souhaite tendre vers une plus grande résilience alimentaire. Depuis 35 ans, Breuschwickersheim accueille une légumerie, devenue en avril 2021 "la Manufacture de Légumes". Celle-ci découpe, prépare et conditionne les fruits et légumes des producteurs locaux à destination des cantines, des traiteurs ou encore des supermarchés de la région. A son plein potentiel, la légumerie peut préparer 2,5 tonnes de légumes frais par an.
Financement de l'Etat dans le cadre du Projet alimentaire territorial : 65 250€


© Services de l'Eurométropole de Strasbourg

Accompagnement des acteurs économiques dans la transition écologique

La Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre des Métiers d'Alsace accompagnent les acteurs économiques et les entreprises artisanales dont ceux de l'écosystème alimentaire dans la transition écologique au travers de diagnostic et accompagnement totalement pris en charge sur les thématiques des déchets, de l'approvisionnement ou encore de l'énergie et de l'eau. Parmi les outils mis à disposition des professionnels, on retrouve notamment des guides anti-gaspillage édités par l'UMIH à destination de l'hôtellerie et la restauration.


© Bartosch Salmanski 128 db pour Strasbourg Eurométropole

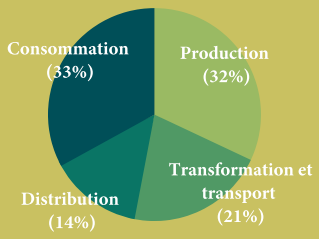
526

ENJEU 6

Ne rien gâcher : réduire le gaspillage alimentaire et favoriser l'économie circulaire

Chiffres clés

10 M de tonnes de déchets alimentaires produits / an (France)



Le gaspillage alimentaire au foyer représente l'équivalent d'1 repas jeté par semaine soit 100€ par habitant·e / an (France)

47% des habitant·es de l'Eurométropole achètent régulièrement des produits anti-gaspi* en magasin ou sur des applications mobiles (enquête, 2022)

*sur le point d'être jetés

12% des habitant·es de l'Eurométropole bénéficient de la collecte séparée des déchets alimentaires (2022)

Les objectifs fixés

Alors que la précarité alimentaire touche un nombre croissant d'habitant·es de l'Eurométropole et que la production alimentaire mondiale mais aussi locale est bouleversée par le changement climatique, la perte de biodiversité et les tensions géopolitiques, trop de nourriture est encore gaspillée, et ce tout au long de la chaine alimentaire. Notamment, 41% des habitant·es de l'Eurométropole estiment qu'il est compliqué de trier et valoriser ses déchets alimentaires.

L'orientation principale portée par le Projet alimentaire territorial consiste à se situer le plus possible dans une démarche d'économie circulaire, à chacune des étapes des flux alimentaires. Les partenaires se donnent l'objectif d'agir sur la réduction des déchets à la source en sensibilisant tous les publics tout au long de la filière, de faciliter les dons de denrées alimentaires et d'agir sur le recyclage et le ré-usage, notamment via le traitement des déchets des professionnels de la filière alimentaire ou encore la valorisation des bio-déchets par le compostage et la méthanisation.

RÉDUIRE DE 50% LA POUBELLE BLEUE* D'ICI 2030

PAR RAPPORT À 2010

*ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES

1800 BORNES DE COLLECTE POUR LES DÉCHETS ALIMENTAIRES D'ICI 2025 (SOIT 1 POUR 300 HABITANT·ES)

Les projets en cours !

Le tri des déchets alimentaires pour tous

Depuis 2012, plusieurs dispositifs de l'Eurométropole ont permis le développement du tri des biodéchets par les ménages : aide de 40€ à l'achat d'un composteur, création de sites de compostage collectif sur l'espace public (45 sites en 2022) et l'espace privé (320 sites), soutien d'associations de collecte à vélo, etc. Le compostage de proximité ne permettant pas de gérer l'ensemble des déchets alimentaires, une articulation entre compostage de proximité et collecte des biodéchets est étudiée finement de manière locale avec les acteurs du territoire (communes et associations) afin de rechercher une optimisation des pratiques les plus vertueuses au niveau de la responsabilité écologique et citoyenne. En 2022, après plusieurs expérimentations réussies, l'Eurométropole généralise un dispositif de collecte séparée des déchets alimentaires. Des bornes d'apport volontaire sont disposées dans les rues des communes de la métropole à cet effet et des biosceaux sont distribués. Les déchets collectés sont revalorisés : ils permettent la production de biogaz et d'engrais pour l'agriculture grâce à un processus de méthanisation.
En 2022, la collecte est déployée dans les 26 communes de la 2e couronne de l'Eurométropole. Les 7 communes les plus urbaines bénéficieront du dispositif progressivement entre 2023 et 2025.
Partenaires : Tehop, réalisation du diagnostic ADEME, signataire du CODEC
Budget : budget global estimé de 8,3M€ d'investissement (jusqu'à 55% financé par l'ADEME) et à terme 6M€ de fonctionnement par an

Et les professionnels? Le tri à la source des biodéchets sera obligatoire dès 2024 pour tous en France, comme le prévoit la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Depuis la rentrée 2022, l'Eurométropole et ses partenaires ont instauré les "cafés thématiques", des réunions d'informations et de partage ouvertes à toutes et tous pour favoriser le partage de bonnes pratiques entre pairs. Le 1er café thématique a justement porté sur la gestion des biodéchets dans la restauration privée.
Partenaires : UMIH, CCI



© Jérôme Dorckel 128 db pour Strasbourg Eurométropole

Financement des porteurs de projets innovants

L'Eurométropole finance de nombreux projets innovants au travers de plusieurs appels à projet. Les lauréats des éditions 2022 sur la thématique de l'alimentation sont :
- Appel à projet "Objectif Zéro Déchet Zéro Gaspillage" : Boomerang, Acrociation, l'Avis en Vert + Un demain vert, les petites cantines, les Retoqués, l'Orée 85 et Sikle. Budget : 48 400€.
- Appel à projet « éducation à l'environnement et éco-citoyenneté» : AGES, Horizome, VRAC, Fresque de l'alimentation, Ferme de la Ganzau, l'Orée 85, Un Demain Vert + l'Avis en Vert et Uni-Vers-Abeille. Budget : 44800€,
- Appel à projet "compostage et éco-citoyenneté" : Acrociation, Ahbak, Compostiers du Landsberg, CSC Montagne Verte / Voisins du Roetig et les Montagnards verts. Budget : 8 600€
- Plan de relance de l'Etat : Les Retoqués et Uzaje. Budget : 154 300€
L'Eurométropole apporte par ailleurs un soutien continu à la Chambre de Consommation Alsace, à SINE, à Zéro déchet Strasbourg et à Eco-Manifestation Alsace. Budget estimé lié à l'alimentation : 59 500€
Budget total : 315 600€

Sensibiliser les enfants à la lutte contre le gaspillage alimentaire

L'Eurométropole s'associe à plusieurs acteurs associatifs pour sensibiliser les écoliers à l'alimentation saine et à la lutte contre le gaspillage alimentaire.
La sensibilisation passe par la mise à disposition gracieuse de ressources auprès d'écoles (balances, gaspillopain, malle pédagogique "Gâchis, non merci!"...) ou encore la diffusion de fiches de bonnes pratiques pour réduire le gaspillage alimentaire ou le prêt d'expositions à utiliser lors d'événements.
Partenaires : Service Education des communes, Directeurs d'établissements scolaires, enseignants, personnel des cantines scolaires, partenaires pour la sensibilisation



Du côté des partenaires !

Accompagnement des projets de méthanisation et création d'énergie

Dans un contexte marqué par la crise la énergétique, la méthanisation, qui permet la dégradation de la matière organique par des micro-organismes, est de plus en plus employée pour produire du biogaz ou du digestat destiné à retourner au sol. La Région Grand Est, la Chambre d'Agriculture Alsace et l'ADEME accompagnent les porteurs de projet de méthanisation dans la réalisation d'études de faisabilité, le financement des investissements via un appel à projet et le rachat de l'énergie produite sur plusieurs années.



La plateforme Proxidon pour connecter donneurs et collecteurs de surplus alimentaires

En collectant les surplus et invendus alimentaires et en les distribuant aux personnes dans le besoin, les associations d'aide alimentaire joue un rôle primordial dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. ProxiDon est une plateforme numérique qui permet aux commerces et aux producteurs de proximité de faire don de leurs surplus et invendus encore consommables aux associations d'aide alimentaire situées aux alentours. ProxiDon a été mis en place au sein de la Banque Alimentaire du Bas-Rhin en décembre 2020 et avait déjà collecté près de 5T de denrées après 1 an d'activité, soit près de 10 000 repas sauvés!



529

RESSOURCES

- A contre Corps, 2021. Classement malbouffe 2021 : l'impact de la pandémie sur les comportements alimentaires [en ligne]. Disponible sur : https://acontrecorps.com/nutrition/malbouffe/classement-malbouffe-2021-limpact-de-la-pandemie-sur-les-comportements-alimentaires
- Agence bio, 2021. Les chiffres clés – données régionales
- AMORCE, 2020. Irrigation: l'agriculture francaise peut elle réduire fortement sa consommation d'eau? [en ligne]. Disponible sur : https://amorce.asso.fr/actualite/irrigation-l-agriculture-francaise-peut-elle-reduire-fortement-sa-consommation-d-eau
- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, 2021. Aide alimentaire : une hausse prononcée des volumes distribués par les associations en 2020 [en ligne]. Disponible sur : https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/communique-de-presse/aide-alimentaire-une-hausse-prononcee-des-volumes-distribues-par-les
- INSEE, 2017. Les dépenses des ménages en 2017 [en ligne]. Disponible sur : https://www.insee.fr/fr/statistiques/4648335?sommaire=4648339#consulter
- INSEE, 2019. Comparateur de territoires - Intercommunalité-Métropole de Eurométropole de Strasbourg [en ligne]. Disponible sur : https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=EPCI-246700488
- INSEE, 2021. L'essentiel sur la pauvreté [en ligne]. Disponible sur : https://www.insee.fr/fr/statistiques/5759045
- IPSOS, 2020. Le modèle alimentaire français résiste et se réinvente [en ligne]. Disponible sur : https://www.ipsos.com/fr-fr/le-modele-alimentaire-francais-resiste-et-se-reinvente
- Les Greniers d'Abondance, 2022. Outil CRATer – Eurométropole de Strasbourg [en ligne]. Disponible sur : https://crater.resiliencealimentaire.org/diagnostic.html?idTerritoire=E-246700488
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, 2020. Agreste – primeur : En 2018, les surfaces des cultures céréalières au plus bas depuis dix ans [en ligne]. Disponible sur : https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2005/Primeur%202020-5%20SAA.pdf
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, 2020. Fiche territoriale synthétique RA 2020 « Eurométropole de Strasbourg » [en ligne]. Disponible sur : https://draaf.grand est.agriculture.gouv.fr/IMG/html/fts_ra2020_eurometropole_de_strasbourg_cle87ab81.html
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, 2020. Recensement agricole 2020.
- Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, 2021. La santé des enfants en grande section de maternelle [en ligne]. Disponible sur : https://www.education.gouv.fr/la-sante-des-enfants-en-grande-section-de-maternelle-8444
- Observatoire des territoires, 2011. Prélèvements en eau (agriculture) [en ligne]. Disponible sur : https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/prelevements-en-eau-agriculture
- SCOT de la Région de Strasbourg, 2019.
- Solagro, 2018. Haute Valeur Naturelle [en ligne]. Disponible sur : https://solagro.org/nos-domaines-d-intervention/agroecologie/haute-valeur-naturelle
- Terre de Liens, FNAB et BASIC, 2022. Outil PARCEL [en ligne]. Disponible sur : https://parcel-app.org/
- Ville de Strasbourg, 2017. Prenons l'air dans les espaces verts [en ligne]. Disponible sur : https://www.strasbourg.eu/espaces-verts

ACTEURS ÉCONOMIQUES, ENGAGEZ-VOUS!

Strasbourg.eu
eurométropole

Pour l'économie locale durable, faisons un pacte !

Ensemble, réussissons la transformation écologique, sociale et numérique sur l'Eurométropole.

Rejoignez-nous, signez le Pacte pour une économie locale durable :
strasbourg.eu/pacte-economie-locale-durable

En signant le Pacte pour une économie locale durable, vous rejoignez une communauté engagée pour transformer collectivement les pratiques et le territoire de l'Eurométropole.

pacte pour une économie locale durable





SUIVEZ LES ACTUALITÉS DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL!

www.strasbourg.eu/alimentation
alimentation@strasbourg.eu

Strasbourg.eu eurométropole

NOURRIR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

pacte pour une économie locale durable

ALLIANCE POUR LE CLIMAT

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

MILAN URBAN FOOD POLICY PACT

POUR UNE PLANÈTE SOLIDAIRE Agenda 2030, 17 objectifs

Un document réalisé par Let's Food pour l'Eurométropole de Strasbourg - octobre 2022

Crédit photo 1ère de couverture et 4e de couverture :
© Bartosch Salmanski 128 db
pour Strasbourg Eurométropole

Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 8 à l'ordre du jour :

Stratégie alimentaire territoriale.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 96 voix + 1

+ 1 voix : Mme Suzanne BROLLY a rencontré un problème avec l'application de vote alors que cette dernière souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°8

Stratégie alimentaire territoriale.

Pour **96**	AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BAUR Jacques, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LOBSTEIN Andre, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **0**	
Abstention **0**	

9

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la Commission mixte paritaire régissant les remboursements de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2022.

Numéro E-2023-549

Suite à la tenue de la réunion annuelle de la Commission mixte paritaire (CMP) validant les remboursements de la Ville et des organismes partenaires à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2022, il convient de rendre compte de l'issue de ces travaux à l'assemblée délibérante.

Cette délibération doit permettre aux élu-es de mieux appréhender la méthodologie employée, en s'appuyant sur le rapport de cette commission, joint en annexe de la présente délibération.

La tenue de la Commission mixte paritaire s'appuie sur la convention de 1972 dans laquelle la Ville de Strasbourg charge la CUS (devenue Eurométropole) des activités de la gestion relevant des compétences municipales. En contrepartie, dans l'article 5, la Ville «indemnisera la Communauté urbaine de Strasbourg sur la base d'un décompte annuel dûment justifié».

S'agissant de l'évolution de la masse salariale entre 2021 et 2022, le taux de masse salariale étant passé de 59,05% pour la ville en 2021à 58,88% en 2022.

La masse salariale globale est passée de 327,4 M€ à 341 M€, soit +13,6 M€ de 2021 à 2022 :

- les augmentations concernant la part **ville**, à **+7,4 M€** concernent essentiellement l'enfance et l'éducation (+2,2 M€), les solidarités la santé et la jeunesse (+1,4 M€), la culture (+1,1 M€) et la direction population élections et cultes (+0,9 M€) ;

- les augmentations concernant la part **Eurométropole**, à +**6,2 M€** concernent essentiellement les mobilités, espaces publics et naturels (+1,9 M€), la direction de l'environnement et des services publics urbains (+1,6 M€) et les sports (+0,8 M€).

A noter que l'évolution de +0,17% de part complémentaire de masse salariale de l'Eurométropole correspond à un transfert de 580 K€ de la ville vers l'Eurométropole.

La masse salariale une fois répartie, il convient de répartir les dépenses annexes des ressources humaines (frais de formation, de voyages de services, de subvention à l'amicale notamment) en fonction des taux de la masse salariale Ville/EMS. Il s'ensuit un montant de dépenses de personnel affecté à chaque entité.

Sont par ailleurs aussi remboursés :

- les frais d'administration générale avancés par le budget de l'Eurométropole, principalement les charges informatiques,
- les dépenses d'investissement informatiques,
- les travaux d'investissement courants pour le Site Etoile,
- les dépenses de mobilier,
- les travaux sur AP pour le Site Etoile,
- le renouvellement du parc machine.

Il en ressort les résultats suivants, que la commission mixte paritaire, réunie le 26 janvier 2023, a validés, pour l'exercice 2022

I. Pour les dépenses de personnel :

➢ Au sein du groupe Ville (composé de la ville de Strasbourg, de la HEAR de l'Œuvre Notre-Dame, de l'Orchestre et de la Caisse des Ecoles), les montants suivants, pour un total de **207 358 500,70 €** :

GROUPE VILLE	**Montant 2022**
VILLE	203 908 618,60
EPCC HEAR	1 006 555,40
CAISSE DES ECOLES	470 403,79
ORCHESTRE	305 947,69
OND	1 666 975,22

➢ Au sein du groupe de l'Eurométropole de Strasbourg (budget principal, budgets annexes de l'Eurométropole et CCAS), les montants suivants pour un total de **144 544 869,88 €** :

GROUPE EUROMETROPOLE	**Montant 2022**
EMS	123 741 793,60
CCAS	4 074 692,72
EAU	8 043 565,39
ASSAINISSEMENT	6 711 082,06

MOBILITES ACTIVES	1 973 736,11

Soit un taux Ville à 58,88% et un taux Eurométropole à 41,12%.

II. Pour les frais d'administration générale :

a. un montant de **11 721 287,88 €** à rembourser par la ville de Strasbourg, détaillé comme suit :

	2022
Remboursement des frais généraux	10 010 434,77
Fournitures Administratives	151 496,67
Remboursement des pièces détachées	338 439,11
Remboursement du carburant	337 141,86
SITE ETOILE Fluides - Eaux - Gardiennage - Maintenance SE et Restaurants	747 419,87
SITE FEDERATION Chauffage - Eau - Électricité	136 355,58
Total	**11 721 287,86**

b. un montant de **6 756 540,42 €** à rembourser par les budgets annexes de l'Eurométropole, détaillé comme suit :

Budget annexe	**Montant 2022**
EAU	3 248 770,24
ASSAINISSEMENT	2 710 584,50
MOBILITES ACTIVES	797 185,68

III. Pour les dépenses d'investissement informatique, un montant de **5 306 145,23 €** à rembourser par la ville de Strasbourg ;

IV. Pour les travaux d'investissement courants du Site Etoile et les travaux aux restaurants administratifs, un montant de **262 260,78 €** à rembourser par la ville de Strasbourg ;

V. **Pour le mobilier**, un montant de **394 488,31 €** à rembourser par la ville de Strasbourg ;

VI. **Pour les travaux sur AP sur le Site Etoile**, **2 407 544,58 €** à rembourser par la ville pour les travaux du centre administratif et **721 534,36 €** à rembourser par l'Eurométropole pour les travaux à l'immeuble de la bourse, pour 2022 ;

VII. **Pour le renouvellement du parc machines**, **84 121,29 €** à rembourser par la ville de Strasbourg pour l'exercice 2022,

Par ailleurs, la Commission mixte paritaire méthodologique du 15 mai 2023 a statué sur deux points :

- le remboursement de la ville à l'Eurométropole pour le projet de rénovation du centre administratif, figé à hauteur de 50% (TTC corrigé du FCTVA), soit un taux dérogatoire à l'ensemble des remboursements concernant le Site Etoile, compte tenu de l'impact que pourrait avoir la variation du taux annuel ;

- la répartition Ville/Eurométropole des dépenses de personnel concernant le nouveau service énergie et patrimoine, qui est lié à la part de m2 pour chaque collectivité, soit un taux à 65% pour la ville de Strasbourg. Les dépenses concernant les agent·es du service étant pour partie financées par la banque européenne d'investissement, il profitera à hauteur de 65% à la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) approuve la répartition des charges de personnel à 58,88% pour le groupe Ville (ville de Strasbourg, Caisse des écoles, Œuvre Notre-Dame, Haute école des arts du Rhin, Orchestre philharmonique) et à 41,12% pour le groupe Eurométropole (budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives, des ordures ménagères et du budget du CCAS) pour l'exercice 2022, dont le détail est expliqué dans le rapport joint en annexe ;

b) donne mandat à la Commission mixte paritaire pour valider les répartitions Ville/ Eurométropole pour l'exercice 2023 ;

c) approuve le remboursement de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole pour les travaux de rénovation du centre administratif à hauteur de 50% du TTC corrigé du FCTVA ;

d) donne mandat à la Commission mixte paritaire pour travailler sur de nouvelles répartitions pouvant notamment être issues d'évolutions d'organigramme.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159292-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2022

SOMMAIRE

Rapport à la Commission Mixte paritaire 2022 5

Annexe 1 – Répartition de la Masse Salariale 2022 21

Annexe 2 – Fiches détaillées des proratas calculés 37

Fiche 1 Direction de la communication 38
Fiche 2 Moyens Généraux – Frais Postaux 39
Fiche 3 Service des médiathèques 40
Fiche 4 Service de la commande publique 41
Fiche 5 Direction de la construction et du patrimoine bâti 42
Fiche 6 Direction du développement économique et de l'attractivité 44
Fiche 7 Direction des espaces publics et naturels 45
Fiche 8 Service comptabilité 51
Fiche 9 Direction des relations européennes et internationales 52
Fiche 10 Service imprimerie – reprographies 53
Fiche 11 Service Parc des Véhicules et Ateliers 54
Fiche 12 Direction Urbanisme et Territoire 56
Fiche 13 Direction des sports 61
Fiche 14 Protocole 62

Annexe 3 – Etat des dépenses et des recettes de personnel 63

Annexe 4 – Répartition des frais de fonctionnement communs 77

Annexe 5 – Etat de répartition des frais d'équipement informatique 91

Annexe 6 – Etat de répartition pour le mobilier et les travaux - Site Etoile 95

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont gérées par une administration commune depuis 1972.

Par conséquent, chaque collectivité peut être amenée à porter des dépenses pour le compte de l'autre, avec remboursement équivalent.

L'Eurométropole de Strasbourg emploie l'ensemble des agents et refacture à la Ville de Strasbourg la partie des coûts de personnel correspondant aux compétences de cette dernière, ainsi que les frais généraux y afférents. A contrario, c'est la Ville qui verse les pensions de droit local, l'Eurométropole de Strasbourg remboursant celles relatives aux agents de sa compétence.

De la même façon, l'Eurométropole porte les budgets relatifs aux frais d'administration générale et aux dépenses d'investissement informatique qui donnent lieu à un remboursement de la Ville de Strasbourg, pour la part qui lui est imputable. La Ville rembourse le mobilier et les travaux effectués sur le Site Etoile pour la part la concernant.

Pour les dépenses sur autorisations de programme concernant le Site Etoile, la Ville et l'Eurométropole effectuent des remboursements croisés des travaux en fonction de la propriété des bâtiments.

Enfin, la Ville rembourse sa part liée au renouvellement du parc machine.

Ces dépenses sont ventilées entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg selon la méthode suivante :

- détermination des clés de répartition (I)
- ventilation des frais de personnel (II)
  - calcul de la masse salariale Ville/Eurométropole par application des clés de répartition à la masse salariale de chaque service/sous-service (II-1)
  - détermination du taux global de répartition Ville/Eurométropole (II-1)
  - application de ce taux global de répartition à l'ensemble des dépenses de personnel (II-2 et II-3)
- ventilation des frais d'administration générale (III)
- ventilation des dépenses d'investissement informatique (IV)
- ventilation des dépenses pour le mobilier et les travaux – Site Etoile (V)
- ventilation des travaux sur autorisations de programme (AP) - Site Etoile (VI)
- ventilation des dépenses de renouvellement du parc machine (VII)

I - DETERMINATION DES CLES DE REPARTITION

Ces clés de répartition, exprimées en pourcentage Ville/Eurométropole sont basées :

- ❖ sur la compétence générale du service/sous-service,
- ❖ ou sur l'application de proratas forfaitaires,
- ❖ ou sur l'application de proratas calculés soit sur des critères d'activité, soit sur une estimation du temps de travail des agents.

Ces clés de répartition sont revues et modifiées chaque année si nécessaire.

Ainsi, 66 % de la masse salariale est ventilée selon les **compétences** respectives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg :

- sont à 100 % Ville : les services à compétence exclusivement municipale, soit la quasi-totalité de la direction de la Culture (hors réseau médiathèques métropolitaines 100 % Eurométropole, archives (au taux global de regroupement) et audiovisuel 100 % Eurométropole), la quasi-totalité de la direction des Solidarités et de la Santé sauf les Gens du Voyage (100 % Eurométropole), le service Soutien à l'autonomie (90 % Ville) et la part dédiée au FSL/FAJ du service Insertion, la direction de la Réglementation Urbaine (hormis le service Hygiène et Santé Environnementale à 90 % Ville), la direction de la Police Municipale, le service Évènements, la direction de l'Enfance et de l'Éducation et le service État Civil et Élections.

- sont à 100 % Eurométropole : les services à compétence exclusivement métropolitaine, soit le service Habitat, la direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains, la mission Intercommunalité, le service Tramway et Grands Projets, le SIRAC, le réseau des Médiathèques métropolitaines.

7,3 % de la masse salariale concerne une partie des services « supports » qui travaillent pour les deux collectivités et se voient appliquer un **prorata forfaitaire** selon les principes suivants :

- pour 3,9 % de la masse salariale : on considère que l'activité des services de la direction des Finances (hors comptabilité), du service des Moyens Généraux (hors sous-service Courrier), du service Conseil Accompagnement et Pilotage, de l'administration générale du Cabinet et de la direction Générale (hormis les missions) se répartit à 50/50 entre les deux collectivités ;

- pour 3,4 % de la masse salariale : l'activité de la direction des Ressources Humaines, de la Médecine du Travail, du service des Archives, de la Communication Interne, de la Veille Stratégique et Documentaire, est répartie entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg selon le taux global de répartition de la masse salariale.

Le reste de la masse salariale, soit 26,6 %, est réparti par application de **proratas calculés. Ces proratas sont retracés dans des fiches spécifiques, au nombre de 14 (voir annexe 2).**

Les proratas sont calculés :

- soit sur des **critères d'activités** :

  - ✓ le service des Achats et de la Commande Publique, s'agissant du nombre de marchés passés dans l'année (25 % Ville en 2022),

  - ✓ le service de la Politique Foncière et Immobilière avec le nombre de transactions, contrats et baux gérés dans l'année (31,24 % Ville en 2022),

  - ✓ le service Comptabilité avec le nombre de titres et mandats (49,74 % Ville en 2022),

  - ✓ le service Parc des Véhicules et Ateliers, avec le nombre d'interventions enregistrées sur les véhicules appartenant à la Ville et à l'Eurométropole (27,18 % Ville en 2022),

  - ✓ l'Imprimerie-Reprographie, sur la base de la masse salariale mobilisée pour les prestations de chaque service à laquelle est affecté le taux de répartition des crédits (57,83 % Ville en 2022),

  - ✓ la direction du Numérique, en fonction du parc informatique des services et de leur taux Ville/Eurométropole (57,84 % Ville en 2022),

  - ✓ la direction des Sports, sur la base de proratas fixes par service et sous service (43,99 % Ville en 2022),

  - ✓ la direction des Territoires, sur la base du prorata d'activité fixé à 75 % Ville en 2022,

  - ✓ la direction de la Participation Citoyenne, sur la base du prorata d'activité fixé à 75 % Ville en 2022.

- soit sur le **prorata des dépenses réalisées par collectivité** :

  - ✓ la direction de l'Architecture et du Patrimoine, hormis les services Maintenance Bâtiment et Gestion de l'Inventaire du Patrimoine Bâti, avec la moyenne des dépenses d'investissement réalisées par collectivité sur les trois derniers exercices (70,01 % Ville en 2022),

  - ✓ la direction de la Communication, hors Communication Interne, au prorata des dépenses de fonctionnement réalisées par collectivité (50,64 % Ville en 2022),

  - ✓ le Protocole, au prorata des dépenses de fonctionnement réalisées par collectivité (61,58 % Ville en 2022).

L'annexe 1 récapitule les clés de répartition par services/sous-services pour 2022.
L'annexe 2 est composée des fiches détaillant la méthode de détermination des proratas calculés service par service.

II – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE PERSONNEL

1) Calcul de la masse salariale Ville/Eurométropole

Ces clés de répartition sont appliquées à la masse salariale de chaque service.

Il en résulte la masse salariale globale de la Ville et de l'Eurométropole et donc le taux global de répartition.

Le remboursement de la Ville est calculé par l'application de ce taux global de répartition aux frais de personnel dans leur ensemble.

Ces clés de répartition sont appliquées à la masse salariale[1] de chaque service ou sous-service.

Une fois la masse salariale Ville/Eurométropole des services et/ou sous-services définie selon la méthode ci-dessus, sauf exception, le pourcentage de l'administration générale de chaque direction est la moyenne pondérée des masses salariales Ville/Eurométropole de chacun des services qui la compose.

La masse salariale Ville/Eurométropole de chaque direction, service et/ou sous-service étant connue, en résulte la masse salariale globale de la Ville et de l'Eurométropole et donc le taux global de répartition.

La part Ville nécessite ensuite les retraitements suivants, qui font l'objet de remboursements spécifiques :

Retraitements		Commentaires
Agents mis à disposition (Direction de la culture)	133 806,23	Remboursement spécifique
Décompte accompagnateur restauration scolaire de l'école européenne et activité des services pour le compte du budget annexe	120 476,58	Remboursement spécifique
Décompte enseignement supérieur du Conservatoire	413 000,00	Pris en charge par l'EPCC
TOTAL :	**667 282,81**	

[1] *Ensemble des éléments de rémunération (traitement des agents, primes, heures supplémentaires, charges…)*

En 2022, il en découle après retraitements la répartition suivante :

MASSE SALARIALE GLOBALE **340 994 494,23€**	
VILLE	EUROMETRPOLE
200 762 895,88 €	140 231 598,35 €
TAUX APRÈS RETRAITEMENT	
58,88 %	41,12 %

2) Périmètre des frais de personnel à rembourser

Les frais de personnel faisant l'objet d'un remboursement de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg sont composés de l'ensemble des dépenses de la DRH *(qui inclut notamment la masse salariale globale à 341 M€)* à savoir :

CHAPITRE	**RÉALISÉ**
011	2 265 307,30
012	351 235 090,14
65	5 662 691,39
6586	254 930,55
67	0,00
68	0,00
MONTANT DES DEPENSES BRUTS	**359 418 019,38**

Il y a lieu, ensuite, de déduire de ce montant l'ensemble des dépenses suivantes, d'un montant total de **8 443 587,01 €** à savoir :

- le remboursement aux communes hors Strasbourg des personnels municipaux employés sur des compétences métropolitaines *(RH01B - 6218.J –* **1 090 743,90 €***) ;*

- le remboursement à la Ville de Strasbourg des pensions de droit local des personnels autrefois employés sur les compétences métropolitaines ainsi que divers remboursements *(RH01B - 6217 –* **462 957,97 €***) ;*

- les indemnités des élus métropolitains et des collaborateurs du cabinet de l'Eurométropole (la Ville de Strasbourg prenant elle aussi directement en charge ses propres dépenses), (*dépenses figurant sous les activités RH01F, G, I ,L et RH02H* soit **3 545 258,05 €** en 2022) ;

- la rémunération des intermittents du spectacle *(RH01K –* **675 752,58 €***),* quasi exclusivement remboursée par la Ville ;

- la part de subvention versée à l'Amicale pour couvrir ses dépenses de personnel, mis à disposition par l'Eurométropole (et donc intégré dans la masse salariale), d'un montant de **376 475,60 €** ;

- les allocations de retour à l'emploi sont quant à elle retraitées (**2 292 398,91 €** réparties en fonction des taux Ville/EMS des services pour lesquels les agents travaillaient).

Il faut enfin déduire là aussi les recettes encaissées par l'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité d'employeur d'un montant de **1 903 734,92 €** (hors emplois aidés).

Il en résulte le tableau suivant :

DEPENSES TOTALES		**359 418 019,38**
À DEDUIRE	Salaires Communes	1 090 743,90
	Pensions	462 957,97
	Élus et cabinet	3 545 258,05
	Intermittents du spectacle	675 752,58
	Amicale	376 475,60
	Allocations retour à l'emploi	2 292 398,91
	Recettes	1 903 734,92
À REPARTIR		**349 070 697,45**

8 443 587,01 €

L'annexe 3 détaille les lignes budgétaires entrant dans le périmètre de calcul du remboursement Ville/Eurométropole.

3) Calcul du remboursement

La masse salariale fait l'objet d'une ventilation Ville/Eurométropole par service, selon la méthode énoncée plus haut.
Les dépenses de personnel nettes sont ventilées entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg par application du taux après retraitements résultant de la ventilation de la masse salariale.

Il y a lieu ensuite :

- pour la Ville, de réintégrer les intermittents la concernant et de déduire sa part des remboursements concernant les emplois aidés.

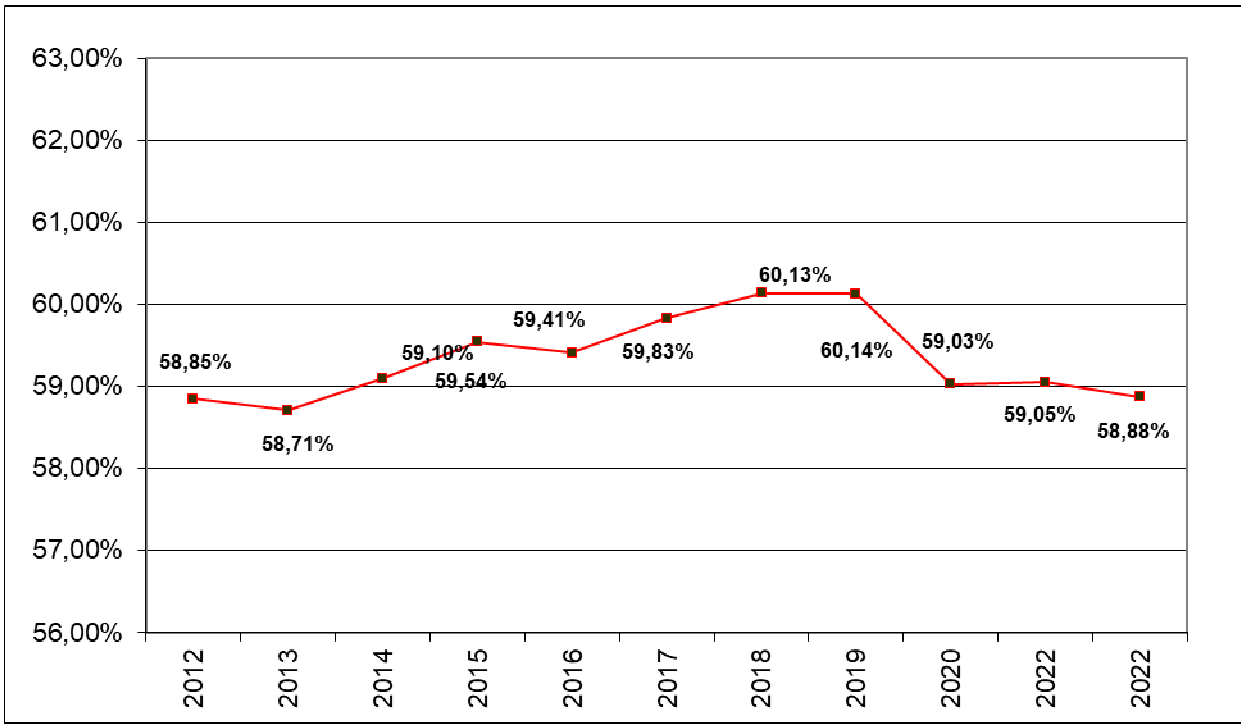
- pour l'Eurométropole, de réintégrer les pensions de droit local et de déduire sa part des remboursements concernant les emplois aidés.

À RÉPARTIR **349 070 697,45**	**% VILLE**	**TOTAL VILLE***	**% EMS**	**TOTAL EMS****
	58,88 %	**205 517 817,07**	**41,12 %**	**143 552 880,38**
	Intermittents ville	669 156,37	**Pensions droit local**	462 957,97
	Allocations retour à l'emploi	1 759 627,95	**Allocations retour à l'emploi**	532 770,96
	Part emplois aidés (99,37 %)	-588 100,69	**Part emplois aidés (0,63 %)**	-3 739,43
	TOTAL	**207 358 500,70**	**TOTAL**	**144 544 869,88**

*groupe Ville soit Ville + ORCHESTRE + CE + OND + EPCC HEAR
**groupe Eurométropole soit EUROMETROPOLE + CCAS+ EAU + ASSAINISSEMENT + TRANSPORTS COLLECTIFS + ORDURES MENAGERES

L'évolution du pourcentage de répartition Ville/Eurométropole est retracée dans le tableau ci-dessous pour les exercices 2012 à 2022.

EVOLUTION DU POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT DE LA VILLE DE STRASBOURG



4) Répartition entre l'Eurométropole, le C.C.A.S., les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives et des ordures ménagères

En 1998 a été mis en place le **Centre Communal d'Action Sociale** de la Ville de Strasbourg (CCAS), avec un dispositif de conventionnement pour la mise à disposition de personnel, identique à celui en vigueur pour la Ville de Strasbourg. Les compétences exercées par le CCAS sur la période 1998-2006 ressortissant en totalité de la Ville, le CCAS était intégré dans le "groupe Ville" pour le partage Ville-Eurométropole.
A partir de l'exercice 2007, ses compétences étant partagées entre Ville et Eurométropole, le calcul du remboursement des frais de personnel le concernant se fait de façon indépendante.

La part de dépenses de personnel imputable en 2022 au CCAS s'élève à **3 971 048,36 €**. Elle est conventionnellement majorée des frais de 2,61 % mis à sa charge, qui prennent en compte les frais de structure d'utilisation des services et directions fonctionnels (hors RH) de la collectivité, tels que la direction du Numérique et une partie du service des Moyens Généraux. Le montant total à rembourser par le CCAS s'élève donc pour 2022 à **4 074 692,72 €.**

Les autres remboursements du groupe de l'Eurométropole concernent les budgets annexes.

Pour **les budgets de l'eau et de l'assainissement**, le calcul des remboursements repose :

- sur les parts respectives de masse salariale des sous-services eau et assainissement (hormis les cellules du sous-service de l'eau gestion des abonnés et RH, répartis à 50/50 entre l'eau et l' assainissement),
- sur les parts respectives des agents de la direction de la mobilité et des espaces publics et naturels travaillant sur ces budgets annexes.

Ce montant est majoré du taux de charges RH indirectes de l'Eurométropole (total des charges RH Eurométropole/total de la masse salariale Eurométropole), de 3,2 %.

Le budget annexe de l'eau doit ainsi rembourser au budget principal **8 043 565,39 €** en 2022, et celui de l'assainissement **6 711 082,06 €**.

Le budget annexe des mobilités actives a changé de périmètre depuis le 1er janvier 2021. Il inclut désormais les compétences suivantes, telles que définies dans la loi 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (dite loi LOM) :
- services réguliers de transport public de personnes *(déjà intégrés au BAMA)* ;
- services à la demande de transport public de personnes *(déjà intégrés au BAMA)* ;
- services de transport scolaire *(déjà intégrés au BAMA*) ;
- services relatifs aux mobilités actives (ou contribution à leur développement) ;
- services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur (ou contribution à leur développement) ;
- services de mobilité solidaire.

Cette évolution de périmètre sur ce budget entraîne une évolution du remboursement de masse salariale selon les éléments actés lors de la Commission Mixte Paritaire Méthodologique du 7 décembre 2021.

Le remboursement du budget annexe des mobilités actives s'établit ainsi pour 2022 à **1 973 736,11 €**.

Pour **le budget annexe des ordures ménagères (Ex-CCLC)**, aucun remboursement ne sera effectué en 2022 car il réintègre le budget principal en 2023, conformément à la législation.

En conclusion, les montants des dépenses de personnel remboursés par le groupe Eurométropole sont les suivants :

EMS	123 741 793,60
CCAS	4 074 692,72
EAU	8 043 565,39
ASSAINISSEMENT	6 711 082,06
MOBILITES ACTIVES	1 973 736,11
TOTAL	**144 544 869,88**

5) Répartition entre la Ville, l'Œuvre Notre-Dame, la Caisse des Ecoles et la HEAR

En 2006, a été créée la **Caisse des Ecoles** de la Ville de Strasbourg, avec un schéma de fonctionnement conventionnel similaire à celui régissant les liens entre Ville et CCAS. Les dépenses de personnel de la Caisse des Ecoles, portant sur l'exercice 2022, se sont élevées à **462 302,54 €.** A noter que suite à l'avenant passé entre l'Eurométropole et cette structure, le montant remboursé prend désormais en compte les charges d'administration générale (8 101,25 € en 2022).

L'Œuvre Notre Dame rembourse à l'Eurométropole pour ce qui la concerne **1 666 975,22 €** s'agissant du personnel.

La HEAR (Haute Ecole des Arts du Rhin) est un établissement public de coopération culturelle (EPCC) regroupant les écoles d'arts de Strasbourg (ex ESAD) et de Mulhouse (Le Quai), ainsi que l'enseignement supérieur de musique du Conservatoire de Strasbourg. Le personnel titulaire est pour partie mis à disposition par l'Eurométropole. Par conséquent, la HEAR doit rembourser l'Eurométropole de Strasbourg pour la part du personnel mis à disposition pour l'exercice 2022, soit **1 006 555,40 €**.

L'Orchestre est un établissement public depuis le 1er janvier 2020. La majorité de personnel est désormais payée par la nouvelle entité, hormis le personnel mis à disposition, qui s'élève en 2022 à **305 947,69 €**.

En conclusion, les montants des dépenses de personnel remboursés par le groupe Ville sont les suivants :

VILLE	**203 908 618,60**
EPCC HEAR	1 006 555,40
CAISSE DES ECOLES	470 403,79
ORCHESTRE	305 947,69
OND	1 666 975,22
TOTAL	**207 358 500,70**

III - REPARTITION DES FRAIS D'ADMINISTRATION GENERALE

1) Répartition entre la Ville de Strasbourg et le budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg

Comme pour les dépenses de personnel, la Ville de Strasbourg rembourse à l'Eurométropole de Strasbourg la quote-part correspondant à l'utilisation qu'elle fait de ces services communs.
Cette quote-part est calculée en fonction de la clé de répartition du service concerné, telle qu'elle a été déterminée pour la ventilation des frais de personnel.

Outre le personnel, la Ville et l'Eurométropole partagent les ressources logistiques d'un certain nombre de services communs aux deux collectivités. Il s'agit des dépenses de fonctionnement engagées par certains services supports pour le compte des deux collectivités mais qui sont centralisées sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons pratiques.

Elles peuvent cependant faire l'objet de dépenses sur les deux collectivités (pour les fournitures administratives), et dans ce cas, un décompte du montant dû par collectivité est proposé.

Pour les remboursements, il y a lieu de prendre en compte le périmètre des services suivants :

- Achat et Commande Publique,
- Veille Stratégique et Documentaire,
- Prévention et Qualité de Vie au Travail,
- Imprimerie-Reprographie,
- Direction du Numérique,
- Communication Interne, Percussion.

Il convient d'y ajouter :

- le Parc des Véhicules et Ateliers, service principalement Eurométropole qui fait en majeure partie l'objet d'un remboursement spécifique,
- les dépenses des Moyens Généraux dont une petite partie concerne la Ville,
- les dépenses de fluides et de maintenance du Site Etoile (à répartir selon les taux de RH de chaque service locataire),
- les dépenses des fournitures administratives (dont les crédits sont inscrits sur les deux collectivités et pour lesquelles une proposition de répartition est effectuée en fonction du pourcentage Ville/Eurométropole des services bénéficiaires, aboutissant à un solde à payer).

La répartition des charges ainsi calculée fait apparaître pour 2022 pour la Ville une participation de **10 010 434,77 € au titre des frais généraux** *(Détails en annexe 4)*, auxquels il y a lieu d'ajouter un complément de **151 496,67 €** de fournitures administratives.

Sont également pris en compte dans le remboursement des frais d'administration générale **les frais de carburant et l'achat des pièces détachées** de valeur inférieure à 500 €. Ces dépenses sont centralisées sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons d'efficacité de la gestion des stocks.

Les données de facturation sont extraites du logiciel GESCAR qui assure la gestion de l'activité du service Parc Véhicules Ateliers (PVA). Sur cette base, la Ville rembourse à l'Eurométropole **337 141,86 €** pour les dépenses de carburant et **338 439,11 €** pour les dépenses de pièces détachées.

S'ajoutent à ces montants **les remboursements des dépenses du Site Etoile** (énergie, eau, gardiennage et maintenance), le montant à prendre en compte pour 2022 est de **747 419,87 €.**

Les fluides du site de la Fédération sont quant à eux à rembourser à hauteur de **136 355,58 €** pour 2022.

Le remboursement des frais de fonctionnement de la Ville à l'Eurométropole pour 2022 s'élève en conséquence à **11 721 287,86 €.**

L'annexe 4 détaille la répartition des frais de fonctionnement communs entre la Ville et l'Eurométropole.

2) Répartition entre l'Eurométropole, et les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives et des ordures ménagères.

A l'instar de la ville, un remboursement des frais d'administration générale est calculé pour les budgets annexes eau, assainissement, mobilités actives et ordures ménagères de l'Eurométropole. Chacun de ces budgets rembourse une quote-part des dépenses de fonctionnement engagées pour leur compte au budget principal de l'Eurométropole par certains services support.

La méthode de calcul est déterminée ainsi :

⇨ Une part personnel correspondant à la masse salariale des services travaillant comme support aux budgets annexes eau, assainissement, mobilités actives et ordures ménagères.

Il s'agit des directions/services suivants :

- Direction Générale des Services,
- Direction de la Commande Publique Responsable,
- Direction de la Communication,
- Direction des Finances et de la Programmation,
- Direction des Ressources Humaines,
- Direction des Ressources Logistiques,
- Direction du Numérique,
- Direction de l'Architecture et du Patrimoine,
- Veille stratégique et documentaire,
- Archives.

La part personnel est de 26 401 664,19 € en 2022

⇨ Une part d'administration générale correspondant aux dépenses de fonctionnement du chapitre 011 « Charges à caractère générale » de la fonction 020 « Administration générale », (hors Direction des ressources humaines), auxquels il y a lieu de déduire le montant du remboursement de la Ville de Strasbourg.

La part d'administration générale est de 1 541 979 544,77 € en 2022.

A ce périmètre est appliqué **le taux de masse salariale de chaque budget annexe** sur l'ensemble de la masse salariale du groupe Eurométropole de Strasbourg (Budget principal + Budgets annexes + Centre Communal d'Action Sociale).

En 2022, les taux sont les suivants :

	Montant	**Taux**
Eau	8 043 565,39	5,56%
Assainissement	6 711 082,06	4,64%
Mobilités actives	1 973 736,11	1,37%
TOTAL MASSE SALARIALE Groupe EUROMETROPOLE	144 544 869,88	

Ainsi, au titre de l'exercice 2022, le remboursement des frais d'administration générale des budgets annexes s'élèvent donc à :

	Budget annexe Eau	**Budget annexe Assainissement**	**Budget annexe Mobilités actives**
Part personnel	26 401 664,19	26 401 664,19	26 401 664,19
Part frais d'administration	31 979 544,77	31 979 544,77	31 979 544,77
Total du Périmètre	58 381 208,96	58 381 208,96	58 381 208,96
Taux RH 2022	5,56%	4,64%	1,37%
Montant par budget CMP 2022	**3 248 770,24**	**2 710 584,50**	**797 185,68**

IV - REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT INFORMATIQUE

Les dépenses d'investissement informatiques sont composées de :
- charges communes (hors téléphonie) et dépenses bureautiques (achats de PC, imprimante, scanners…), ventilées en fonction du parc informatique de chaque service,
- dépenses de téléphonie ventilées au taux global de répartition,
- acquisitions de logiciels métiers, ventilées par service et réparties entre les deux collectivités sur la base des proratas définis par service.

La Ville de Strasbourg a, par délibération du 19 décembre 1994, décidé la prise en charge des dépenses d'investissement informatique par l'Eurométropole de Strasbourg qui procède à l'acquisition des équipements et logiciels nécessaires à l'ensemble de l'administration.
La Ville de Strasbourg a confié le contrôle de la répartition à la Commission Mixte Paritaire et procède sur cette base à un remboursement à l'Eurométropole.

Les dépenses d'investissement informatiques sont composées de :
- charges communes (réseau, serveurs,…),
- dépenses bureautiques (achats de PC, imprimante, scanners…),
- acquisition de logiciels métiers.

Les charges communes (hors téléphonie) sont ventilées selon la répartition du parc informatique de chaque service en fonction du taux Ville/Eurométropole de cette direction, à savoir 57,84 % pour la Ville en 2022. Le montant à répartir est de 6 148 761,93 €. Par conséquent, le montant à rembourser par la Ville de Strasbourg est de **3 556 443,90 €**.

La téléphonie est quant à elle remboursée sur la base du taux global Ville/Eurométropole (avant régularisations), à savoir 59,07 % pour la Ville. Le montant à répartir est de 507 335,67 €, soit un remboursement de **299 683,18 €.**

Les dépenses d'acquisition de logiciels métiers sont ventilées par service et réparties entre les deux collectivités sur la base des proratas RH par collectivité. Elles s'élèvent en 2022 à 4 545 818,60 €. Le remboursement à effectuer pour ce type de dépense est de **2 491 240,30 €**.

A noter que le reversement de la quote-part des dépenses d'équipement informatique de la Ville s'effectue sous forme de subvention d'équipement, inscrite en section d'investissement de son budget, et calculée à partir des montants TTC, déduction faite du FCTVA.

Le montant remboursable avant correction du FCTVA est de **6 347 367,38 €**.

Après correction, la subvention à verser par la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole s'élève à **5 306 145,23 €** tel que ce montant ressort du tableau *en annexe 5 du document*.

V - REPARTITION DU MOBILIER ET DES TRAVAUX COURANTS DU SITE ETOILE

1) Remboursements croisés des travaux d'investissement courants sur les bâtiments administratifs du site Etoile

Le Site Etoile comprend les immeubles suivants :

Inscription des crédits de travaux	Bâtiments concernés
Ville de Strasbourg	Immeuble rue de la Bourse Immeuble rue Fustel Immeuble rue de Berne Immeuble 38 RH
Eurométropole de Strasbourg	Centre administratif Immeuble rue de Soleure

Pour ces travaux, le principe est le suivant :

La collectivité propriétaire du bâtiment réalise les travaux.
La collectivité locataire rembourse la part des travaux en fonction des métrages d'utilisation des bureaux couplés aux clés de répartition RH de chaque service locataire du bâtiment.

2) Remboursement des travaux d'investissement courants des restaurants administratifs (au centre administratif et du site de la fédération)

Le principe est le suivant :

La Ville de Strasbourg rembourse les travaux d'investissement courants des restaurants administratifs payés préalablement par l'Eurométropole, en fonction du taux global de répartition RH des services.

3) Remboursements de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau

Le principe est le suivant :

La Ville de Strasbourg rembourse le mobilier et le matériel payé préalablement par l'Eurométropole en fonction des clés de répartition RH de chaque service.

Ainsi, pour **les travaux d'investissement courant du Site Etoile**, le montant remboursable avant correction du FCTVA est de 313 724,08 €**.** Le montant à rembourser s'élève par conséquent à **262 260,78 €, déduction faite du FCTVA.**

S'agissant du **mobilier**, le remboursement de la Ville à l'Eurométropole pour l'exercice 2022, avant correction du FCTVA est de 471 898,54 €. Le montant à rembourser s'élève par conséquent à **394 488,31 €**.

Les calculs sont détaillés en annexe 6 du document.

VI – REPARTITION DES TRAVAUX SUR AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) POUR LE SITE ETOILE

Les travaux sur AP effectués sur le Site Etoile font l'objet d'un remboursement spécifique lié aux consommations 2022 effectuées par les collectivités propriétaires des bâtiments.

La collectivité locataire rembourse la part des travaux en fonction des métrages d'utilisation des bureaux couplés aux clés de répartition RH de chaque service locataire du bâtiment.

	Propriétaire	EMS - locataire % rapporté à la superficie totale	DEPENSES 2022 EFFECTUEES PAR LA VILLE A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	Remboursement par l'EMS à la VILLE Budget EMS 2018/AP0305 Programme 1288
Immeuble de la Bourse VDS 2009/AP0134 Programme 962	Ville	32,17%	2 683 263,39	**863 120,91**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*440 162,53*	*141 586,35*
				721 534,56

	Propriétaire	VILLE - locataire % rapporté à la superficie totale	DEPENSES 2022 EFFECTUEES PAR L'EMS A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	Remboursement par la VILLE à l'EMS Budget VILLE 2019/AP0232 Programme 1252 LO01 2020/AP0236 Programme 1268 CP71
Centre Administratif EMS 2016/AP0262	EMS	54,25%	5 308 458,40	**2 879 975,81**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*870 799,52*	*472 431,23*
				2 407 544,58

VII – REPARTITION DES DEPENSES DE RENOUVELLEMENT DU PARC MACHINES

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à renouveler le parc machines du service Imprimerie-Reprographie.

La Ville s'engage à rembourser à l'Eurométropole sa part, basée sur le pourcentage de la masse salariale du service Imprimerie-reprographie, qui est fonction des taux de ventilation Ville/Eurométropole des services utilisateurs. Le taux du service s'élève en 2022 à 57,83 %.

Les dépenses mandatées pour le renouvellement du parc machines en 2022 s'élèvent, après correction du FCTVA à 145 463,06 € soit un remboursement à effectuer par la Ville de Strasbourg de

145 463,06 * 57,83 % = **84 121,29 €**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2022

Annexe 1

Répartition de la masse salariale pour 2022

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
RETRAITES CUS	RETRAITES CNR	RETRAITES CNR	516 494,53	59,07%	305 100,48	TGR		
RETRAITES CUS	RETRAITES CRAV	RETRAITES CRAV	36 399,90	59,07%	21 501,93	TGR		
Affectations périphériques	AFP/Amicale	AFP/Amicale	317 422,20	59,07%	187 505,70	TGR		
Affectations périphériques	SYNDICATS	SYNDICATS	502 389,46	59,07%	296 768,42	TGR		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Admin Gén du Cabinet	124 974,87	50,00%	62 487,44	Partagé		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Administration Cabinet	651 385,70	50,00%	325 692,85	Partagé		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Cab/AdmGén/Voit. officielles	121 298,95	50,00%	60 649,48	Partagé		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Cabinet du Maire / Président	797 126,75	50,00%	398 563,38	Partagé		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Pole représentations	134 244,07	50,00%	67 122,04	Partagé		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Secr particulier du Maire	108 698,93	100,00%	108 698,93	Compétence		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Secr particulier du Président	105 208,50	0,00%	0,00	Compétence		
CABINET	CABINET	CABINET	1 354,30	50,00%	677,15	Partagé		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Groupes politiques	249 435,42	50,00%	124 717,71	Partagé		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Adjts de quartier	232 319,36	100,00%	232 319,36	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Adjts thématiques	66 663,88	100,00%	66 663,88	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Vice-présidents	333 398,42	0,00%	0,00	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	Secrétariat des élus	590 575,95	50,00%	295 287,98	Partagé		
Direction de l'audit interne	Direction de l'audit interne	Direction de l'audit interne	38 959,60	50,00%	19 479,80	Partagé		
Direction Générale des Service	Direction Générale des Services	Direction Générale des Services	978 403,53	50,00%	489 201,77	Partagé		
Direction Générale des Service	DGS/Administration Générale Re	DGS/Administration Générale Re	956 534,10	50,00%	478 267,05	Partagé		
Secrétariat Général	Secrétariat Général	Secrétariat Général	197 946,32	50,00%	98 973,16	Partagé		
Secrétariat Général	SG/Service des Assemblées	SG/Service des Assemblées	433 332,88	50,00%	216 666,44	Partagé		
Secrétariat Général	SG/Service Juridique	SG/Service Juridique	718 028,96	50,00%	359 014,48	Partagé		
Protocole	ADM GALE PROTOCOLE	ADM GALE PROTOCOLE	157 536,86	61,58%	97 011,20	Taux calculé	55,76%	14
Protocole	PROT/Département opérationnel	PROT/Département opérationnel	190 794,22	61,58%	117 491,08	Taux calculé	55,76%	14
Protocole	PROT/Dépt événts protocolaires	PROT/Dépt événts protocolaires	228 973,85	61,58%	141 002,10	Taux calculé	55,76%	14
Protocole	Protocole	Protocole	525 206,65	61,58%	323 422,26	Taux calculé	55,76%	14
Direction Générale des Service	**DGA/Accomp Humain Transfo Inno**	**DGA/Accomp Humain Transfo Inno**	**211 895,67**	**54,06%**	**114 542,61**	**Taux DGA**		
Direction Générale des Service	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Accompagn Indiv C	80 381,56	54,06%	43 451,16	Taux DGA		
Direction Générale des Service	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Manag Risq Ctrl I	76 485,50	54,06%	41 345,10	Taux DGA		
Direction Générale des Service	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Dématérialisation	41 117,49	59,07%	24 288,67	TGR		
Communication interne	COM/Com Interne	COM/Com Interne	126 774,91	59,07%	74 887,70	TGR		
Veille stratégique et documentaire	COM/Dpt Veille strat et doc	COM/Dpt Veille strat et doc	173 129,85	59,07%	102 270,20	TGR		
Direction Générale des Service	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Digital	146 543,65	10,00%	14 654,37	Taux calculé		
Direction Générale des Service	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Temps Serv Innov	44 962,38	50,00%	22 481,19	Partagé		
Conseil Perf Affaires Générale	Conseil Perf Affaires Générale	Conseil Perf Affaires Générale	101 499,56	50,00%	50 749,78	Partagé		
Conseil Perf Affaires Générale	CPAG/Conseil Accomp Pilotage	CPAG/CAP/Eval Polit Publiques	108 053,10	50,00%	54 026,55	Partagé		
Conseil Perf Affaires Générale	CPAG/Conseil Accomp Pilotage	CPAG/Conseil Accomp Pilotage	280 273,38	50,00%	140 136,69	Partagé		
CRI/Administration générale	CRI/Administration générale	CRI/Administration générale	335 986,55	50,64%	170 143,59	Taux calculé	50,65%	
CRI/Administration générale	CRI/AG/Finances	CRI/AG/Fin/Comptabilité	169 866,56	50,64%	86 020,43	Taux calculé	50,65%	
CRI/Administration générale	CRI/AG/Finances	CRI/AG/Fin/Marchés & C de Ges	94 697,86	50,64%	47 955,00	Taux calculé	50,65%	
CRI/Administration générale	CRI/AG/Finances	CRI/AG/Finances	37 288,63	50,64%	18 882,96	Taux calculé	50,65%	
CRI/Administration générale	CRI/AG/Ressources humaines	CRI/AG/RH/Sect. communication	42 117,50	50,64%	21 328,30	Taux calculé	50,65%	
CRI/Administration générale	Pôle Comm. Rayonn. intern	Pôle Comm. Rayonn. intern	5 167,80	50,64%	2 616,97	Taux calculé	50,65%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir Communication	COM/Cellule Moyens Transvers	COM/Cellule Moyens Transvers	110 551,82	50,64%	55 983,44	Taux calculé	50,65%	1
Dir Communication	COM/Com Externe	COM/Com Externe	596 604,59	50,64%	302 120,56	Taux calculé	50,65%	1
Dir Communication	COM/Dpt Com numérique	COM/Dpt Com numérique	69 437,34	50,64%	35 163,07	Taux calculé	50,65%	1
Dir Communication	COM/Service éditions	COM/Service éditions	56 985,06	50,64%	28 857,23	Taux calculé	50,65%	1
Dir Communication	COM/Service multimédia	COM/Service multimédia	242 746,42	50,64%	122 926,79	Taux calculé	50,65%	1
Dir Communication	COM/Service presse	COM/Service presse	163 807,28	50,64%	82 952,01	Taux calculé	50,65%	1
Dir Communication	Dir Communication	Dir Communication	848 551,06	50,64%	429 706,26	Taux calculé	50,65%	1
Direction du numérique	DRL/Informatique	DRL/Info/Infra usages du SI	1 461 543,21	57,84%	845 356,59	Taux calculé	57,72%	
Direction du numérique	DRL/Informatique	DRL/Info/Pilot & Ress	698 112,28	57,84%	403 788,14	Taux calculé	57,72%	
Direction du numérique	DRL/Informatique	DRL/Info/SI métiers	1 194 330,13	57,84%	690 800,55	Taux calculé	57,72%	
Direction du numérique	DRL/Informatique	DRL/Info/SI Utilisateurs	576 800,43	57,84%	333 621,37	Taux calculé	57,72%	
Direction du numérique	DRL/Informatique	DRL/Informatique	852 950,05	57,84%	493 346,31	Taux calculé	57,72%	
Dir. des Ressources Humaines	Dir. des Ressources Humaines	Dir. des Ressources Humaines	169 818,38	59,07%	100 314,07	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	343 682,49	59,07%	203 018,02	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/Administration Général	148 752,60	59,07%	87 870,22	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/ATMP et Qualité	21 951,65	59,07%	12 967,14	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/Gestion des Contractue	573 671,49	59,07%	338 875,71	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/Gestion des Titulaires	1 130 329,65	59,07%	667 701,41	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/Logistique Courrier Se	241 136,91	59,07%	142 442,92	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Administration Générale	DRH/Administration Générale	187 753,22	59,07%	110 908,43	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/EDC/Administration Général	165 098,73	59,07%	97 526,11	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/EDC/Maintien Dévelop Comp	715 488,12	59,07%	422 648,76	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/EDC/Pilotage Emploi	607 632,71	59,07%	358 937,07	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/EDC/Transitions Parcours P	502 112,24	59,07%	296 604,67	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/Emploi Dévelop Compétences	398 629,37	59,07%	235 475,90	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Médecine du Travail	DRH/Médecine du Travail	559 454,97	59,07%	330 477,81	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Mission Dialogue Social	DRH/Mission Dialogue Social	162 122,85	59,07%	95 768,22	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/Pilotage RH	360 712,96	59,07%	213 078,15	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Ch Mission, Ch Projets	268 502,59	59,07%	158 608,21	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Finances	195 908,56	59,07%	115 725,90	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Juridique	156 351,13	59,07%	92 358,78	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/SIRH	579 130,96	59,07%	342 100,69	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/SIRH Finances Ressourc	76 544,91	59,07%	45 216,14	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	DRH/PQVT/Accompagnemt Sit Indi	66 779,91	59,07%	39 447,82	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	DRH/PQVT/Habillement et EPI	48 489,08	59,07%	28 643,17	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	DRH/PQVT/Prév Risques Cond Tra	31 816,88	59,07%	18 794,67	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	445 713,27	59,07%	263 289,01	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Service Social du Travail	DRH/Service Social du Travail	197 310,97	59,07%	116 554,33	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Service Social du Travail	DRH/SST/Interventions Sociales	125 956,59	59,07%	74 404,31	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Service Social du Travail	DRH/SST/Prestations Sociales	50 779,05	59,07%	29 995,89	TGR		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
DGA/Transfo Dém Europe Terr Pr	**DGA/Transfo Dém Europe Terr Pr**	**DGA/Transfo Dém Europe Terr Pr**	**231 462,94**	**71,96%**	**166 569,21**	**Taux DGA**	**72,05%**	
Mission Intercommunalité	Mission Intercommunalité	Mission Intercommunalité	226 296,14	0,00%	0,00	Compétence		
Direction de Territoires	Direction de Territoires	Direction de Territoires	402 475,23	75,00%	301 856,42	Taux calculé		
Direction de Territoires	DT/Conseil XV Bourse Espla Kru	DT/Conseil XV Bourse Espla Kru	325 654,02	75,00%	244 240,52	Taux calculé		
Direction de Territoires	DT/Cron Htepierre Poteries Hoh	DT/Cron Htepierre Poteries Hoh	638 208,63	75,00%	478 656,47	Taux calculé		
Direction de Territoires	DT/Gare Kléber Centre	DT/Gare Kléber Centre	464 260,13	75,00%	348 195,10	Taux calculé		
Direction de Territoires	DT/Koenig Montagne Verte Elsau	DT/Koenig Montagne Verte Elsau	490 419,01	75,00%	367 814,26	Taux calculé		
Direction de Territoires	DT/Neudorf Port du Rhin	DT/Neudorf Port du Rhin	316 134,97	75,00%	237 101,23	Taux calculé		
Direction de Territoires	DT/Neuhof Meinau	DT/Neuhof Meinau	682 079,27	75,00%	511 559,45	Taux calculé		
Direction de Territoires	DT/Quartier Robertsau	DT/Quartier Robertsau	195 957,47	75,00%	146 968,10	Taux calculé		
Direction de Territoires	DUT/DT/Neudorf Port du Rhin	DUT/DT/Neudorf Port du Rhin	3 712,50	75,00%	2 784,38	Taux calculé		
Direction de Territoires	DDLP/Directions de proximité	DDLP/Dir Prox Rob-Cons des XV	1 264,71	75,00%	948,53	Taux calculé		
Dir participation citoyenne	DPEC/Participation Citoyenne	DPEC/Participation Citoyenne	546 183,53	75,00%	409 637,65	Taux calculé		
Dir rel européennes & internat	Dir rel européennes & internat	Dir rel européennes & internat	1 044 377,37	76,42%	798 113,19	Taux calculé	83,54%	9
Dir rel européennes & internat	REI/Accueil institutions europ	REI/Accueil institutions europ	132 881,33	76,42%	101 547,91	Taux calculé	83,54%	9
Dir rel européennes & internat	REI/Administration générale	REI/Administration générale	485 352,95	76,42%	370 906,72	Taux calculé	83,54%	9
Dir rel européennes & internat	DRIC/Administration générale	DRIC/Administration générale	122 200,94	76,42%	93 385,96	Taux calculé	83,54%	9
Dir rel européennes & internat	Rel Internationales et Communi	Rel Internationales et Communi	14 122,49	76,42%	10 792,41	Taux calculé	83,54%	9
Sécurité Prévention	SPS/Admin Générale Ressources	SPS/Admin Générale Ressources	58 860,98	71,75%	42 229,88	Taux direction	71,19%	
Sécurité Prévention	SPS/Admin Générale Ressources	SPS/AGR/Fin Compta Marchés Pub	130 422,66	71,75%	93 571,89	Taux direction	71,19%	
Sécurité Prévention	SPS/Admin Générale Ressources	SPS/AGR/Ressources Humaines	182 336,10	71,75%	130 817,25	Taux direction	71,19%	
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Administration Générale	DRU/Administration Générale	135 927,16	96,00%	130 489,98	Taux direction	95,54%	
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Domaine Public	DRU/Domaine Public	167 976,43	100,00%	167 976,43	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Domaine Public	DRU/DP/Domaine Publ Vie Noctur	266 444,03	100,00%	266 444,03	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Domaine Public	DRU/DP/Fêtes et Foires	97 357,55	100,00%	97 357,55	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Domaine Public	DRU/DP/Marchés Approvisionneme	459 681,49	100,00%	459 681,49	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Hygiène Santé Environnem	DRU/HSE/Lutte Antivectorielle	157 745,85	90,00%	141 971,27	Taux calculé		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Hygiène Santé Environnem	DRU/HSE/Santé Environnementale	441 398,07	90,00%	397 258,26	Taux calculé		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Hygiène Santé Environnem	DRU/Hygiène Santé Environnem	420 756,97	90,00%	378 681,27	Taux calculé		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Réglementation Circulation	DRU/DC/Arr Circ Station Dos Sp	137 045,22	100,00%	137 045,22	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Réglementation Circulation	DRU/DC/Arr Circ Station Exp Co	94 359,58	100,00%	94 359,58	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Réglementation Circulation	DRU/Réglementation Circulation	306 943,89	100,00%	306 943,89	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/Admin Générale PM et SVP	121 699,73	100,00%	121 699,73	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/AGPMSVP/Bur Contravention	48 829,71	100,00%	48 829,71	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/AGPMSVP/Logistique	43 802,85	100,00%	43 802,85	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/AGPMSVP/Ressources Humain	150 486,79	100,00%	150 486,79	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/AGPMSVP/Secrétariat	84 518,82	100,00%	84 518,82	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale Ressources	DSéc/Admin Générale Ressources	142 866,24	100,00%	142 866,24	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité de Jour	906 381,58	100,00%	906 381,58	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité Munic Circulatio	1 028 954,49	100,00%	1 028 954,49	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité Police Générale	2 890 681,46	100,00%	2 890 681,46	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité Poste Commandemt	1 832 988,58	100,00%	1 832 988,58	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité Surveillance Spé	1 151 893,38	100,00%	1 151 893,38	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/Police Municipale	444 935,09	100,00%	444 935,09	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	77 753,29	100,00%	77 753,29	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	DSéc/SVP/Contrôle Stationnemt	1 262 313,02	100,00%	1 262 313,02	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	DSéc/SVP/Encadrement Stationne	183 321,88	100,00%	183 321,88	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	DSéc/SVP/Secrétariat Stationne	38 468,95	100,00%	38 468,95	Compétence		
Sécurité Prévention	SPS/Mission Sécurité Civile	SPS/Mission Sécurité Civile	167 510,41	80,00%	134 008,33	Taux calculé		
SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	227 162,75	0,00%	0,00	Compétence		
SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	SEC/SIRAC/Aménag Numériq Terri	98 161,00	0,00%	0,00	Compétence		
SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	SEC/SIRAC/Gestion Exploit Traf	1 013 576,35	0,00%	0,00	Compétence		
SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	SEC/SIRAC/Ingénierie Trafic	250 777,17	0,00%	0,00	Compétence		
SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	SEC/SIRAC/Maint Exploit Equip	860 625,65	0,00%	0,00	Compétence		
SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	SEC/SIRAC/Secrétariat	82 360,34	0,00%	0,00	Compétence		
SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	SEC/SIRAC/Sécurité Routière	149 520,68	0,00%	0,00	Compétence		
SEC/SIRAC	SEC/SIRAC	SPS/SIRAC/Signalisation Dynami	147 327,01	0,00%	0,00	Compétence		
Sécurité Prévention	SPS/Prévention Urbaine	SPS/Prévention Urbaine	511 797,90	0,00%	0,00	Compétence		
Sécurité Prévention	SPS/Prévention Urbaine	SPS/PU/Actions Partenariales	246 919,87	0,00%	0,00	Compétence		
Sécurité Prévention	SPS/Prévention Urbaine	SPS/PU/Interv Opérationnelles	1 369 268,07	0,00%	0,00	Compétence		
Sécurité Prévention	SPS/Prévention Urbaine	SPS/PU/Prévent Situationnelle	69 364,78	0,00%	0,00	Compétence		
Direction Générale des Service	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/Transfo Ecologique Economi	302 090,41	16,03%	48 427,62	Taux DGA		
Direction Générale des Service	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis Capitale Verte Eur	78 449,07	50,00%	39 224,54	Partagé		
Direction Générale des Service	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis Manager Centre Vil	33 077,25	100,00%	33 077,25	compétence		
Direction Générale des Service	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis Plan Climat	121 115,68	20,00%	24 223,14	Taux calculé		
Direction Générale des Service	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis TERRE	745 802,53	10,00%	74 580,25	Taux calculé		
Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	347 366,34	15,55%	54 032,44	Taux direction	15,90%	6
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Administration Générale	DDEA/Administration Générale	519 366,05	15,55%	80 786,79	Taux direction	15,90%	6
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Eco Résidentielle et Prod	DDEA/Eco Résidentielle et Prod	660 720,88	0,00%	0,00	Compétence		6
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Emploi et Eco Solidaire	DDEA/Emploi et Eco Solidaire	827 698,46	42,00%	347 633,35	Taux calculé	42,00%	6
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Ens Sup, Rech et Innov	DDEA/Ens Sup, Rech et Innov	1 063 812,32	6,00%	63 828,74	Taux calculé	6,00%	6
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Marketing Terr et Com Eco	DDEA/Marketing Terr et Com Eco	260 408,25	10,00%	26 040,83	Taux calculé	10,00%	6
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Administration générale	DESPU/Administration générale	630 902,33	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Administration générale	DESPU/AG/Comm éduc environnt	266 412,06	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Administration générale	DESPU/AG/Fin marchés ctrl gest	308 563,84	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Administration générale	DESPU/AG/RH prévention qualité	285 168,24	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Col/Admin générale	1 466 936,63	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Col/Col déchets ménagers	16 855 189,83	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Col/développt collectes	216 952,85	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Collecte valo déchets	1 838 142,42	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Collecte/Traitement valo	444 589,16	0,00%	0,00	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/ValoDéch/Déchetteries	2 502 387,16	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/DGPR/Inventaire Géo R	403 812,22	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/DGPR/Prosp Réseaux	957 451,09	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/Direction	180 942,56	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/Finances Gest Abonnés	773 890,20	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PPO/Exploit Réseau As	2 423 754,96	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PPO/Ouvrages de Prod	869 280,01	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PPO/Stations Epuratio	324 650,35	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PREA/Coord Réseau Eau	770 181,43	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PREA/Logistique Achat	462 475,33	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PREA/Mesures et Maint	1 473 619,31	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PREA/Rés Distribution	2 233 401,47	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PRM/Prosp Ouvr Qual E	615 375,82	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PRM/Qual Télécont Rej	668 626,44	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/Rel Usagers et Qualit	300 174,50	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/Ressources Humaines	135 330,90	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/Eau et Assainissement	150 472,88	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	303 205,61	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	DESPU/GPRE/Gestion Cours Eaux	420 309,66	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	DESPU/GPRE/Prév Exp Pollutions	268 402,51	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	DESPU/GPRE/Qualité Air	174 704,04	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/Propreté urbaine	564 474,32	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/ProUrb/Admin gén	259 273,11	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/ProUrb/Nettoiement	11 938 086,58	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/ProUrb/Qual méth marchés	306 628,58	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/ProUrb/Toil publ act can	1 188 980,13	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/Adm Gén et Ressources	285 750,43	42,93%	122 663,80	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/Finces-Compta.	597 635,81	42,93%	256 546,52	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/Marchés publ	331 144,89	42,93%	142 150,23	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/RH - Qual vie	224 932,84	42,93%	96 556,69	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Générale	DMEPN/Adm Générale	160 115,89	42,93%	68 732,79	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Eval, Coor, Méth	114 250,64	42,93%	49 044,26	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Pilot études pré-op	350 030,79	42,93%	150 257,36	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Programmation	121 356,71	42,93%	52 094,67	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	283 350,14	42,93%	121 633,43	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Q & C/Ccertat°-Comm	99 902,95	42,93%	42 885,24	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Q & C/Qual-Organisation	146 206,20	42,93%	62 761,79	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Qual et Concertation	196 600,69	42,93%	84 394,58	Taux direction	44,86%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/Aménagement Espace Publi	606 908,94	8,14%	49 426,22	Taux service	11,76%	7

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Gest Admin Technique	198 856,90	8,14%	16 194,76	Taux service	11,76%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Communes Nord	434 817,31	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Communes Sud	335 954,60	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Réseaux	513 315,60	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Stbg Centre Nord Est	205 458,03	26,27%	53 973,82	Taux calculé	33,02%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Stbg Sud Ouest	371 474,12	26,27%	97 586,25	Taux calculé	33,02%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	451 554,04	19,63%	88 627,27	Taux service	24,98%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Gest Administrative	43 376,19	19,63%	8 513,52	Taux service	24,98%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Eau Assainissement	802 282,52	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Etud Faisab Amén Pr	488 595,57	26,27%	128 354,06	Taux calculé	33,02%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Insert Pays Esp Ver	390 293,97	26,27%	102 530,23	Taux calculé	33,02%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Signalisation Eclai	579 121,40	26,27%	152 135,19	Taux calculé	33,02%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Topom Opér Géoloc R	249 595,88	26,27%	65 568,84	Taux calculé	33,02%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Voirie Circulation	662 848,30	26,27%	174 130,25	Taux calculé	33,02%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/Esp verts & nature	152 242,07	85,18%	129 686,89	Taux service	84,81%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Adm générale	478 092,94	85,18%	407 261,83	Taux service	84,81%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Assist tech logist	1 258 814,91	85,18%	1 072 317,16	Taux service	84,81%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Maitr ouvr gestion	241 863,48	85,18%	206 030,58	Taux service	84,81%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Arbres	1 211 042,77	40,00%	484 417,11	Taux calculé	40,00%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Esp verts urbains	5 524 180,29	90,00%	4 971 762,26	Taux calculé	90,00%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Espaces Naturels	1 411 766,73	100,00%	1 411 766,73	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Jardins familiaux	486 247,34	100,00%	486 247,34	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/Voies Publiques	462 328,05	17,30%	80 002,72	Taux service	19,19%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Administration Généra	166 547,31	17,30%	28 819,88	Taux service	19,19%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Direction	203 346,11	17,30%	35 187,66	Taux service	19,19%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Eclairage Public	1 086 951,00	100,00%	1 086 951,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Equipement de la Rue	788 012,66	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Exploit Interv Interu	984 252,88	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Ingénierie Gest Patri	600 540,70	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Laboratoire	486 146,79	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Ouvrages d'Art	612 342,67	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Voirie Urbaine	1 723 138,57	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Autorité Org Mobili	358 778,72	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Etudes	199 758,33	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Organisation Mobili	167 566,04	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Déplacements	803 040,48	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Strat & gest° stationn.	418 204,60	74,98%	313 567,93	Taux service	57,61%	7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Gestion résidents	193 799,77	100,00%	193 799,77	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Strat. Station	138 622,63	40,00%	55 449,05	Taux calculé	40	7

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Grands Projets	301 960,65	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Schéma Direct Assain	255 300,81	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Tramway	331 575,08	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/Tramway et Grands Projet	341 346,29	0,00%	0,00	Compétence		7
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Ressources	DUT/Ress/Dpt Fin Cont gestion	235 578,76	18,30%	43 108,38	Taux direction	18,98%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Ressources	DUT/Ress/Dpt Ressources Humain	200 523,90	18,30%	36 693,72	Taux direction	18,98%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Ressources	DUT/Ressources	7 930,33	18,30%	1 451,17	Taux direction	18,98%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	Dir. Urbanisme et Territoires	Dir. Urbanisme et Territoires	69 466,51	18,30%	12 711,62	Taux direction	18,98%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Administration Générale	DUT/Administration Générale	797 480,12	18,30%	145 930,29	Taux direction	18,98%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	43 753,67	25,95%	11 354,49	Taux service	31,82%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/ATPU/Administration Généra	280 754,92	25,95%	72 858,55	Taux service	31,82%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/ATPU/Conception Ingénierie	248 870,46	0,00%	0,00	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/ATPU/Dpt Ecologie Terr	304 570,46	100,00%	304 570,46	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/ATPU/Dpt Planification Ter	620 198,27	0,00%	0,00	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Conduite Projets Aménageme	DUT/Conduite Projets Aménageme	731 855,80	28,64%	209 603,50	Taux calculé	20,00%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/GCT/Administration Général	495 132,39	3,00%	14 853,97	Taux calculé	3,00%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/GCT/Dpt Atelier Géomatique	464 276,18	3,00%	13 928,29	Taux calculé	3,00%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/GCT/Dpt Données Références	452 319,47	3,00%	13 569,58	Taux calculé	3,00%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/GCT/Dpt Usages	299 874,19	3,00%	8 996,23	Taux calculé	3,00%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/Géomatique Connaissance Te	66 552,35	3,00%	1 996,57	Taux calculé	3,00%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Habitat	DUT/Hab/Administration Général	357 598,31	0,00%	0,00	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Habitat	DUT/Hab/Dpt Planif Pol Publ Et	429 673,30	0,00%	0,00	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Habitat	DUT/Hab/Dpt Prog Instr Aides L	497 960,68	0,00%	0,00	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Habitat	DUT/Habitat	206 016,76	0,00%	0,00	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Pol Foncière Immobilière	DUT/PFI/Administration Général	188 156,30	31,24%	58 780,03	Taux calculé	31,21%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Pol Foncière Immobilière	DUT/PFI/Dpt Domanialité Publiq	408 552,32	31,24%	127 631,74	Taux calculé	31,21%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Pol Foncière Immobilière	DUT/PFI/Dpt Immobilier Terr	475 245,95	31,24%	148 466,83	Taux calculé	31,21%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Pol Foncière Immobilière	DUT/PFI/Dpt Stratégie Foncière	104 554,55	31,24%	32 662,84	Taux calculé	31,21%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Pol Foncière Immobilière	DUT/Pol Foncière Immobilière	251 963,54	31,24%	78 713,41	Taux calculé	31,21%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/Police du Bâtiment	137 692,44	32,11%	44 211,64	Taux service	34,68%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Administration Générale	718 369,25	32,11%	230 661,07	Taux service	34,68%	12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt ADS Accueil	984 718,55	0,00%	0,00	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt Enseignes Affich Pu	323 954,60	100,00%	323 954,60	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt Sécurité ERP et IMR	141 766,99	100,00%	141 766,99	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Politique de la Ville	DUT/Politique de la Ville	26 772,93	0,00%	0,00	Compétence		12
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Politique de la Ville	DUT/PV/Projet Contrat de Ville	786 325,07	0,00%	0,00	Compétence		12
DGA/Transfo Sociale Sociétale	**DGA/Transfo Sociale Sociétale**	**DGA/Transfo Sociale Sociétale**	**141 266,44**	**85,75%**	**121 130,62**	**Taux DGA**	**85,94%**	
Direction Générale des Service	DGA/Transfo Sociale Sociétale	DGA/TSS/Mis Droits Fem Eg Genr	87 692,96	100,00%	87 692,96	Compétence		
Archives	DC/Archives	DC/Archiv/Collecte Relations S	86 266,07	59,07%	50 958,56	TGR		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Archives	DC/Archives	DC/Archiv/Conserv Iconoth Doc	125 852,96	59,07%	74 343,09	TGR		
Archives	DC/Archives	DC/Archiv/Publics et Trait Fon	220 912,62	59,07%	130 496,15	TGR		
Archives	DC/Archives	DC/Archives	996 216,95	59,07%	588 479,17	TGR		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Direction Générale	DC/DG/Communication	73 747,31	82,74%	61 015,27	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Direction Générale	DC/DG/Mission Dévelop Publics	577 696,47	82,74%	477 960,55	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Direction Générale	DC/Direction Générale	142 458,01	82,74%	117 863,47	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/Administration Générale	501 434,97	82,74%	414 865,15	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/AG/Finances Marchés Publics	503 719,57	82,74%	416 755,33	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/AG/Juridique	1 623,39	82,74%	1 343,12	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/AG/Ressources Humaines	258 407,56	82,74%	213 795,01	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/AG/Sécurité Prévention	51 806,01	82,74%	42 862,01	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	Dir. de la Culture	Dir. de la Culture	97 852,51	82,74%	80 958,85	Taux direction	82,76%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/Action Culturelle	660 900,26	88,88%	587 398,02	Taux service	89,71%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Administ et Financier	74 413,31	88,88%	66 137,41	Taux service	89,71%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Arts Visuels Illustr Liv	173 860,58	100,00%	173 860,58	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Centre Chorégraphique	865 383,91	100,00%	865 383,91	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Centre Interprét Archi P	153 286,23	100,00%	153 286,23	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Cinéma et Audiovisuel	171 223,56	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Spectacle Vivant	175 813,78	100,00%	175 813,78	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	ADM.GENERALE CONSERVATOIRE	742 764,95	100,00%	742 764,95	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	CONSERV./PEDAGO-ENSEIGNEMENT	4 012 826,87	100,00%	4 012 826,87	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	DC/Conservatoire de musique	3 598 901,35	100,00%	3 598 901,35	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	PROMOTION DU CONSERVATOIRE	174 668,97	100,00%	174 668,97	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Haute Ecole des Arts du Rhi	DC/Haute Ecole des Arts du Rhi	776 998,93	100,00%	776 998,93	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Haute Ecole des Arts du Rhi	DC/HEAR/Enseignements	176 798,52	100,00%	176 798,52	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Haute Ecole des Arts du Rhi	DC/HEAR/Stand Concierg Ent Bat	52 757,95	100,00%	52 757,95	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	DC/Médiathèques	989 054,12	47,56%	470 437,31	Taux service	46,63%	3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	Bibl-Services transversaux	1 852 718,63	47,56%	881 233,85	Taux service	46,63%	3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./BIBLIOTHEQUE DE QUARTIER	2 885 979,74	100,00%	2 885 979,74	Compétence		3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./CENTRE TECH DU LIVRE	27 672,02	0,00%	0,00	Compétence		3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./RUE KUHN	1 666 525,79	100,00%	1 666 525,79	Compétence		3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Nord	551 964,68	0,00%	0,00	Compétence		3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Ouest	736 695,69	0,00%	0,00	Compétence		3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Sud	650 163,42	0,00%	0,00	Compétence		3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath.Malraux	3 052 251,26	0,00%	0,00	Compétence		3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Musées	DC/Musées	1 093 700,85	100,00%	1 093 700,85	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Musées	DC/Musées/Equipe Technique	1 687 375,55	100,00%	1 687 375,55	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Musées	MUSEE/DIRECTION	1 736 303,62	100,00%	1 736 303,62	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Musées	MUSEE/ETABLISSEM. MUSEOLOG.	6 344 235,78	100,00%	6 344 235,78	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Musées	MUSEE/SERV.SCIENTIFIQ. COMMUNS	1 012 458,23	100,00%	1 012 458,23	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Oeuvre Notre Dame	DC/Oeuvre Notre Dame	383 091,05	100,00%	383 091,05	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Oeuvre Notre Dame	DC/OND/Ateliers de la Cathédra	1 066 535,30	100,00%	1 066 535,30	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Oeuvre Notre Dame	DC/OND/Collections	44 279,19	100,00%	44 279,19	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Oeuvre Notre Dame	DC/OND/Ressources	134 508,83	100,00%	134 508,83	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Orchestre Philharmonique St	DC/OPS/Administ et Financier	174 502,95	100,00%	174 502,95	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Orchestre Philharmonique St	DC/OPS/Coordination Artistique	56 950,60	100,00%	56 950,60	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Orchestre Philharmonique St	DC/Orchestre Philharmonique St	74 494,14	100,00%	74 494,14	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/TAPS	DC/TAPS	552 379,75	100,00%	552 379,75	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Théâtre Opéra du Rhin	DC/Théâtre Opéra du Rhin	147 456,98	100,00%	147 456,98	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Théâtre Opéra du Rhin	DC/TOR/Agents d'Entretien	278 059,17	100,00%	278 059,17	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Théâtre Opéra du Rhin	DC/TOR/Maintenance	156 445,83	100,00%	156 445,83	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Administration générale	DEE/Administration générale	912 016,87	100,00%	912 016,87	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Administration générale	DEE/Dépt Information Animation	86 888,84	100,00%	86 888,84	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Caisse des écoles	DEE/Caisse des écoles	518 963,39	100,00%	518 963,39	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Inscriptions et scolarité	DEE/Insc/Acc Informations	195 516,65	100,00%	195 516,65	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Inscriptions et scolarité	DEE/Insc/Dépt Inscriptions	170 351,96	100,00%	170 351,96	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Inscriptions et scolarité	DEE/Inscriptions et scolarité	329 536,75	100,00%	329 536,75	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Cell Ressources	631 943,09	100,00%	631 943,09	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Dépt Projets	109 031,96	100,00%	109 031,96	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Gest° Logistique	421 746,30	100,00%	421 746,30	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Maintenance	354 453,03	100,00%	354 453,03	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Terr Centre	3 350 213,08	100,00%	3 350 213,08	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Terr Est	2 673 423,33	100,00%	2 673 423,33	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Terr Ouest	2 947 093,15	100,00%	2 947 093,15	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patr/Terr Sud	2 807 377,33	100,00%	2 807 377,33	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patrim Enfance & Education	2 985 194,88	100,00%	2 985 194,88	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	z DEE/Patr/Centre-ouest	30 107,64	100,00%	30 107,64	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	z DEE/Patr/Nord-Est	78 832,76	100,00%	78 832,76	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Cell Ressources	340 750,32	100,00%	340 750,32	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Cronbrg-Htepierre	4 001 906,31	100,00%	4 001 906,31	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Ctre-Gare-Brse-Krut	3 764 147,87	100,00%	3 764 147,87	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Educ thématique	381 582,95	100,00%	381 582,95	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Koenig-Els-MV-Poter	4 108 867,10	100,00%	4 108 867,10	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Meinau-Neuhof	3 717 331,18	100,00%	3 717 331,18	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Neudorf	3 394 408,87	100,00%	3 394 408,87	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Rob-Cseil XV-Espl	4 250 085,77	100,00%	4 250 085,77	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/P&Educ/Territ éducatifs	387 779,91	100,00%	387 779,91	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/Périscolaire et éducatif	5 899 237,13	100,00%	5 899 237,13	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir Enfance et Education	Dir Enfance et Education	Dir Enfance et Education	60 115,87	100,00%	60 115,87	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	DEE/FPE/Dépt 0-4 ans	6 864 356,54	100,00%	6 864 356,54	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	DEE/FPE/Dépt des LAPE	911 669,80	100,00%	911 669,80	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	DEE/FPE/Dépt des RAM	442 527,57	100,00%	442 527,57	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	DEE/FPE/Maison de l'enfance	1 999 962,93	100,00%	1 999 962,93	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	EDUC/Famille et petite enfance	126 918,71	100,00%	126 918,71	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Coordination Gest Admin	1 372 203,70	100,00%	1 372 203,70	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Koenigsh Montagne Verte	2 708,94	100,00%	2 708,94	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	FPE/Neudorf Port du Rhin Musau	26 325,45	100,00%	26 325,45	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Pôle ressources	EDUC/Pôle ressources	307,40	100,00%	307,40	Compétence		
Dir Enfance et Education	Serv Adm Dir. Enfance Educ	DEE/Dépt Finances	625 516,17	100,00%	625 516,17	Compétence		
Dir Enfance et Education	Serv Adm Dir. Enfance Educ	DEE/Dépt Informatique	60 720,55	100,00%	60 720,55	Compétence		
Dir Enfance et Education	Serv Adm Dir. Enfance Educ	DEE/Dépt Ress Humaines	360 266,14	100,00%	360 266,14	Compétence		
Dir Enfance et Education	z EDUC/Action territoriale	AC TER/KOENIGS M VERTE ELSAU	306,84	100,00%	306,84	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Département ressources	DPEC/Département ressources	179 041,11	97,69%	174 911,34	Taux direction	97,75%	
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/Accueil de la Population	876 342,98	96,00%	841 289,26	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Assist Prest et Qu	139 717,83	96,00%	134 129,12	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Fonctionnelle Logi	65 265,41	96,00%	62 654,79	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Prestation Centre	852 777,57	96,00%	818 666,47	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Prestation Est	877 607,54	96,00%	842 503,24	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Prestation Ouest	660 148,67	96,00%	633 742,72	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Admin générale DPEC	DPEC/Admin générale DPEC	256 818,62	96,00%	246 545,88	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/Etat civil et élections	732 977,53	100,00%	732 977,53	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Administr	87 087,47	100,00%	87 087,47	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Décès	281,80	100,00%	281,80	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Elections	305 503,87	100,00%	305 503,87	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Formalités	135 096,86	100,00%	135 096,86	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Mariages	186 669,13	100,00%	186 669,13	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Naissances	281 911,85	100,00%	281 911,85	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/ObjTrouvés	14 639,62	100,00%	14 639,62	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Registres	423 888,65	100,00%	423 888,65	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Relations Cultes et Mémoi	DPEC/Relations Cultes et Mémoi	267 452,96	100,00%	267 452,96	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Service Funéraire	DPEC/Service Funéraire	519 924,77	98,00%	509 526,27	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Service Funéraire	DPEC/SF/Dpt Administratif	333 739,15	98,00%	327 064,37	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Service Funéraire	DPEC/SF/Dpt Opérationnel	1 417 560,85	98,00%	1 389 209,63	Taux calculé		
Dir. des Sports	DS/Direction	DS/Direction	114 177,93	43,99%	50 224,94	Taux direction	44,75%	13
Dir. des Sports	DS/Admin Générale Ressources	DS/Admin Générale Ressources	166 782,16	43,99%	73 364,65	Taux direction	44,75%	13
Dir. des Sports	DS/Admin Générale Ressources	DS/AGR/Ressources Financières	203 469,82	43,99%	89 502,93	Taux direction	44,75%	13
Dir. des Sports	DS/Admin Générale Ressources	DS/AGR/Ressources Humaines	193 051,26	43,99%	84 919,98	Taux direction	44,75%	13
Dir. des Sports	DS/Mistral	DS/Mistral	687 798,32	43,99%	302 550,84	Taux direction	44,75%	13

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/CNS Robertsau	1 614 554,01	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Coord Organis Pilotage	55 455,86	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Hautepierre	1 100 457,88	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Kibitzenau	1 019 371,06	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Lingolsheim	643 993,00	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Ostwald Hardt Plans d'E	1 152 057,58	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Patinoire	106 644,31	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Wacken	1 115 445,85	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/Aqua-Glisse	462 851,38	0,00%	0,00	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/Patrimoine Sportif	326 660,22	77,19%	252 136,85	Taux service	77,41%	13
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Espaces Extérieurs	1 659 211,99	90,00%	1 493 290,79	Taux calculé	90,00%	13
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Gestion Patrimoine	2 357 894,94	65,00%	1 532 631,71	Taux calculé	65,00%	13
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Logistiq Manif Trans	583 222,88	90,00%	524 900,59	Taux calculé	90,00%	13
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/Vie Sportive	516 037,33	98,00%	505 728,10	Taux service	98,04%	13
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Citoyen	64 607,62	100,00%	64 607,62	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Performance	237 436,99	80,00%	189 949,59	Taux calculé	80	13
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Vivre Ensemble	1 913 217,14	100,00%	1 913 217,14	Compétence		13
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Vivre Mieux	161 760,44	100,00%	161 760,44	Compétence		13
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	Dir. Solidarités Santé Jeuness	Dir. Solidarités Santé Jeuness	44 340,85	78,73%	34 909,03	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/Admin Générale Ressources	1 055 855,18	78,73%	831 262,46	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Communication	50 107,24	78,73%	39 448,85	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Comptabilité Finances	227 164,57	78,73%	178 844,01	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Gest Pat Marchés Publ	139 253,78	78,73%	109 632,88	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Obs Evaluation	61 700,73	78,73%	48 576,26	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/RH Prévention Doc	153 661,15	78,73%	120 975,63	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Subventions	105 451,73	78,73%	83 020,92	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Systèmes d'Informatio	217 740,29	78,73%	171 424,39	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Administration Générale	DSSJ/Administration Générale	859 894,20	78,73%	676 984,67	Taux direction	79,24%	
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Jeunesse Educ Populaire	DSSJ/JEP/Dév Politiques Jeunes	231 321,75	100,00%	231 321,75	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Jeunesse Educ Populaire	DSSJ/JEP/Protections Mineurs	1 751 105,36	100,00%	1 751 105,36	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/Jeunesse Educ Populaire	DSSJ/Jeunesse Educ Populaire	1 166 296,16	100,00%	1 166 296,16	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	2 632 861,65	100,00%	2 632 861,65	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/Unité Gestion RS	149 130,25	100,00%	149 130,25	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Centre Nord	1 670 460,15	100,00%	1 670 460,15	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Est	1 524 277,84	100,00%	1 524 277,84	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Ouest	1 459 751,99	100,00%	1 459 751,99	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Sud	1 804 571,15	100,00%	1 804 571,15	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Sud Ouest	1 311 709,08	100,00%	1 311 709,08	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Dpt Dév Pol Sociales	DSSJ/PIDS/Dpt Dév Pol Sociales	169 558,19	100,00%	169 558,19	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Dpt Logement FSL	DSSJ/PIDS/Dpt Logement FSL	437 797,03	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Gens du Voyage	DSSJ/PIDS/GdV/Gest Disp Accuei	296 334,51	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Gens du Voyage	DSSJ/PIDS/GdV/Mainten Techniqu	232 309,77	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeunesse	DSSJ/PIDS/Gens du Voyage	DSSJ/PIDS/Gens du Voyage	501 011,65	0,00%	0,00	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
CCAS	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/LCE/Admin Générale	280 636,24	0,00%	0,00	Compétence		
CCAS	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/LCE/Pole Acc Accomp	1 091 353,44	0,00%	0,00	Compétence		
CCAS	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/LCE/Str Héb Equipe R	1 910 491,26	0,00%	0,00	Compétence		
CCAS	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	525 237,67	0,00%	0,00	Compétence		
CCAS	DSSJ/PIDS/Dpt Dév Pol Sociales	DSSJ/PIDS/Dpt Dév Pol Sociales	9 958,04	0,00%	0,00	Compétence		
CCAS	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/SA/Equipe Psychologues	34 867,45	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi (autre)	488 778,84	100,00%	488 778,84	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Pole Insertion Dév Social	DSSJ/Pole Insertion Dév Social	99 580,40	100,00%	99 580,40	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/SA/Développement Projets	556 248,61	100,00%	556 248,61	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/SA/Equipe Psychologues	349 761,75	100,00%	349 761,75	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/SA/Santé de la Personne	3 260 979,94	100,00%	3 260 979,94	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/Santé Autonomie	2 007 958,78	90,00%	1 807 162,90	Taux calculé		
Service Evènements	DRIC/Service Evènements	DRIC/Ser Evts/Gest projets	120 168,76	100,00%	120 168,76	Compétence		
Service Evènements	DRIC/Service Evènements	DRIC/Ser Evts/Gest salles muni	495 046,69	100,00%	495 046,69	Compétence		
Service Evènements	DRIC/Service Evènements	DRIC/Ser Evts/Logistique	735 412,47	100,00%	735 412,47	Compétence		
Service Evènements	DRIC/Service Evènements	DRIC/Service Evènements	800 554,75	100,00%	800 554,75	Compétence		
DGA/Fin part patrim logistiq d	**DGA/Fin part patrim logistiq d**	**DGA/Fin part patrim logistiq d**	**247 450,34**	53,14%	131 493,22	Taux DGA		
DGA/Fin part patrim logistiq d	DGA/Fin part patrim logistiq d	DGA/FPPLD/Mis Recettes	46 304,77	53,14%	24 606,00	Taux DGA		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/AffGén et RH	97 075,70	71,40%	69 310,16	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/Budget-Compta	244 253,68	71,40%	174 392,38	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/Marchés publics	134 885,07	71,40%	96 305,32	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	Dir constr & patrimoine bâti	Dir constr & patrimoine bâti	37 078,31	71,40%	26 473,19	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/Administration générale	399 790,49	71,40%	285 442,64	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Aff générales et RH	276 037,99	71,40%	197 085,76	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Budget comptabilité	78 014,98	71,40%	55 701,18	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Gest & invent patrim	146 561,94	71,40%	104 642,38	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Marchés publics	135 447,10	71,40%	96 706,60	Taux direction	71,38%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/Ingénierie de la construc	28 314,22	70,01%	19 822,79	Taux calculé	68,57%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Admin générale SIC	185 256,55	70,01%	129 698,11	Taux calculé	68,57%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Eco & tech de constr	825 714,36	70,01%	578 082,62	Taux calculé	68,57%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/Sic/Etudes Prog Architect	604 593,09	70,01%	423 275,62	Taux calculé	68,57%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Ressources graphiques	303 844,35	70,01%	212 721,43	Taux calculé	68,57%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Constr cultur soc & admin	DCPB/Constr cultur soc & admin	901 022,29	70,01%	630 805,71	Taux calculé	68,57%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Constr Enf Educ Sport	DCPB/Constr Enf Educ Sport	1 222 912,76	70,01%	856 161,22	Taux calculé	68,57%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/Gest Invent patrim bâti	369 843,24	50,56%	186 992,74	Taux calculé	51,32%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/GIPB/Gestion patrimoine	491 324,48	50,56%	248 413,66	Taux calculé	51,32%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/GIPB/Invent & Valo patrim	40 512,69	50,56%	20 483,22	Taux calculé	51,32%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/Admin Générale de Maint b	127 419,64	50,56%	64 423,37	Taux calculé	51,32%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/Maintenance bâtiment	509 693,89	78,20%	398 580,62	Taux calculé	78,40%	5

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Bâti	1 398 781,91	78,20%	1 093 847,45	Taux calculé	78,40%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Chauf-Ventil-Clim-Sani	771 662,64	78,20%	603 440,18	Taux calculé	78,40%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Electr-Electroméca	566 295,68	78,20%	442 843,22	Taux calculé	78,40%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Gest techn bâti connec	485 600,08	78,20%	379 739,26	Taux calculé	78,40%	5
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Logist-Qualité-Dvpt	251 552,07	78,20%	196 713,72	Taux calculé	78,40%	5
Commande Publique Responsable	Commande Publique Responsable	Commande Publique Responsable	49 211,47	25,00%	12 302,87	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/Achats et Commande Publiqu	294 180,72	25,00%	73 545,18	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Admin Générale	190 351,84	25,00%	47 587,96	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Contrôle Marchés Publ	98 233,03	25,00%	24 558,26	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Coordination Achats	98 317,72	25,00%	24 579,43	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Juridique	73 108,32	25,00%	18 277,08	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Marchés Publics	182 611,52	25,00%	45 652,88	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Systèmes Inform Comm	184 592,71	25,00%	46 148,18	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Administration Générale Re	CPR/Administration Générale Re	104 240,93	25,00%	26 060,23	Partagé	30,92%	
Commande Publique Responsable	CPR/Partenariats	CPR/Part/Pôle Associatif	160 437,98	50,00%	80 218,99	Partagé		
Commande Publique Responsable	CPR/Partenariats	CPR/Part/Pôle Externe	35 793,93	50,00%	17 896,97	Partagé		
Commande Publique Responsable	CPR/Partenariats	CPR/Partenariats	260 691,28	50,00%	130 345,64	Partagé		
Commande Publique Responsable	DCPAJ/Cseil, Accomp & Pilot	DCPAJ/Cseil, Accomp & Pilot	23 629,39	50,00%	11 814,70	Partagé		
Dir finances et programmation	Administration générale DFP	Administration générale DFP	303 651,94	49,85%	151 368,29	Taux direction		
Dir finances et programmation	Dir finances et programmation	Dir finances et programmation	56 464,36	49,85%	28 147,07	Taux direction		
Dir finances et programmation	DFP/Budget et programmation	DFP/Budget et programmation	300 065,14	50,00%	150 032,57	Partagé		
Dir finances et programmation	DFP/Comptabilité	DFP/C/Conseil & contr dépense	212 540,42	49,74%	105 717,60	Taux calculé	49,58%	8
Dir finances et programmation	DFP/Comptabilité	DFP/C/Recettes	39 397,06	49,74%	19 596,10	Taux calculé	49,58%	8
Dir finances et programmation	DFP/Comptabilité	DFP/C/Relations avec tiers	154 621,16	49,74%	76 908,56	Taux calculé	49,58%	8
Dir finances et programmation	DFP/Comptabilité	DFP/Comptabilité	457 253,42	49,74%	227 437,85	Taux calculé	49,58%	8
Dir finances et programmation	DFP/Etudes financ et fiscales	DFP/Etudes financ et fiscales	195 816,74	50,00%	97 908,37	Partagé		
Dir finances et programmation	DFP/Financement et trésorerie	DFP/Financement et trésorerie	130 375,24	50,00%	65 187,62	Partagé		
Dir des ressources logistiques	Dir des ressources logistiques	Dir des ressources logistiques	36 212,06	42,31%	15 322,71	Taux direction	43,11%	
Dir des ressources logistiques	DRL/Admin générale de la DRL	DRL/Admin générale de la DRL	789 755,77	42,31%	334 175,93	Taux direction	43,11%	
Dir des ressources logistiques	DRL/Imprimerie	DRL/Imp/Accueil et Logistique	258 827,84	57,83%	149 680,14	Taux calculé	57,83%	10
Dir des ressources logistiques	DRL/Imprimerie	DRL/Imp/Numérique et Infograph	356 983,68	57,83%	206 443,66	Taux calculé	57,83%	10
Dir des ressources logistiques	DRL/Imprimerie	DRL/Imp/Offset et Reliure	509 806,26	57,83%	294 820,96	Taux calculé	57,83%	10
Dir des ressources logistiques	DRL/Imprimerie	DRL/Imprimerie	367 345,13	57,83%	212 435,69	Taux calculé	57,83%	10
Dir des ressources logistiques	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Achats	256 428,10	50,00%	128 214,05	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Approvisionnement	255 024,97	50,00%	127 512,49	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Ressources	30 819,40	50,00%	15 409,70	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/Miss achats opérationnels	342 798,08	50,00%	171 399,04	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Direction	111 096,69	54,06%	60 058,16	Taux service	54,44%	
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/Moyens généraux	421 146,74	54,06%	227 669,23	Taux service	54,44%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021	Fiche
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Ressources	125 716,65	54,06%	67 961,62	Taux service	54,44%	
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Courrier	790 993,17	71,86%	568 443,26	Taux calculé	71,69%	
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Equipe renfort	461 858,38	50,00%	230 929,19	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Aménag & exploit Etoile	1 187 866,54	50,00%	593 933,27	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Nettoyage	1 121 924,96	50,00%	560 962,48	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Standard téléphonique	697 799,16	50,00%	348 899,58	Partagé		
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Dep gestion de parc	1 176 881,59	27,18%	319 871,90	Taux calculé		
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Dép logistique	1 301 565,09	27,18%	353 760,39	Taux calculé		
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Direction	172 190,70	27,18%	46 800,77	Taux calculé		
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Maint Véhicules Engins	2 872 374,72	27,18%	780 700,42	Taux calculé		
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Prévention sécurité	96 140,84	27,18%	26 130,71	Taux calculé		
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Ressources	171 323,02	27,18%	46 564,94	Taux calculé		
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Parc véhicules et ateliers	6 790,76	27,18%	1 845,70	Taux calculé		
			340 994 494,23	59,07%	201 430 178,69			

TGR					
329 319 885,05			RETRAITEMENTS		-667 282,81
194 533 825,08					
59,07%			340 994 494,23	58,88%	200 762 895,88

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2022

Annexe 2

Fiches détaillées des Proratas calculés

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

Fiche de calcul n° 1

DIRECTION DE LA COMMUNICATION (hors Communication interne)

- TAUX 2022 VILLE : 50,64%
- DATE MISE À JOUR : Janvier 2023
- SOURCE DES DONNEES : CORIOLIS/Direction des finances
- DOCUMENTS JUSTIFICATIFS : *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

La direction de la communication gère les budgets de communication des deux administrations. Ceux-ci sont cependant individualisés en comptabilité. L'activité de la direction est donc évaluée en fonction du poids de chacune des deux collectivités, comme suit :

2022

Code Collectivité	Direction	Réalisé (*)	%
CUS	COMMUNICATION	1 196 472,77	49,36%
VDS	COMMUNICATION	1 227 371,83	50,64%
	Total	2 423 844,6	100,00%

(*) chiffres au 31/12/2022

- HISTORIQUE

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	56,19%	56,97%	61,21%	63,28%	59,99%	58,69%	48,65%	50,65%	50,64%

Fiche de calcul n° 2
Service Courrier

- **TAUX 2022 VILLE** 71,86%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNEES** *Extraction Logiciel Meternet*
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Direction des Ressources Logistiques*

Depuis la commission mixte paritaire du 14/12/2018, la répartition est fonction du taux global de répartition RH des services envoyant les courriers au lieu de 50/50 auparavant.

MODE DE CALCUL

délégation / direction	**réalisé 2022**	Taux Ville	
	1 608		
Missions - direction générale	719	50,00%	359,26
Administration de la DGS	185	50,00%	92,59
Audit interne	2	50,00%	0,85
Mission intercommunalité	702	0,00%	0,00
Solidarités et santé	44 428	78,73%	34 977,83
Population, élections, cultes	145 741	97,69%	142 374,43
Enfance, éducation	20 775	100,00%	20 774,79
Culture	25 982	82,74%	21 497,89
D°s de territoire	239	75,00%	179,28
Economie attractivité	2 879	15,55%	447,70
Mobilité, espaces publics et naturels	14 945	42,93%	6 415,89
Urbanisme et territoires	42 968	18,30%	7 863,17
Construction patrimoine bâti	2 725	71,40%	1 945,90
Sécurité	260	100,00%	259,91
Règlementation urbaine	6 557	96,00%	6 294,86
Sports	1 036	43,99%	455,56
Conseil, performance et affaires juridiques		50,00%	0,00
Ressources humaines	51 060	59,21%	30 232,86
Finances et programmation	359	49,85%	179,18
Ressources logistiques	1 119	43,11%	482,33
Environnement et services publics urbains	13 767	0,00%	0,00
Communication	20 467	50,64%	10 364,31
Relations européennes et internationales	930	76,42%	710,39
	397 845	**71,86%**	285 908,97

- **HISTORIQUE**

année	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
taux Ville	50%	50%	50%	50%	66,99%	72,15%	71,06%	71,69%	71,86%

Fiche de calcul n° 3
Service des Médiathèques

- **TAUX 2022 VILLE** 47,56 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNEES** Direction des Ressources Humaines
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Civi RH*

MODE DE CALCUL

La répartition s'effectue en fonction des compétences municipales et métropolitaines :

- le réseau des médiathèques de la Ville (rue Kuhn, médiathèques de quartier, service de la reliure) est 100% Ville ;
- le réseau des médiathèques de l'EMS(centre technique du livre, médiathèque Malraux, Sud et Ouest) est 100% EMS ;
- les services support (administration générale du service, communication, ressources etc.) sont répartis en fonction du prorata de la masse salariale des médiathèques municipales/métropolitaines.

Pour 2022, le taux Ville du service des médiathèques est ainsi de

Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Taux 2021
DC/Médiathèques	989 054,12	47,56%	470 437,31	Taux service	46,63%
Bibl-Services transversaux	1 852 718,63	47,56%	881 233,85	Taux service	46,63%
BIBL./BIBLIOTHEQUE DE QUARTIER	2 885 979,74	100,00%	2 885 979,74	Compétence	
BIBL./CENTRE TECH DU LIVRE	27 672,02	0,00%	0,00	Compétence	
BIBL./RUE KUHN	1 666 525,79	100,00%	1 666 525,79	Compétence	
CUS-Médiath. Nord	551 964,68	0,00%	0,00	Compétence	
CUS-Médiath. Ouest	736 695,69	0,00%	0,00	Compétence	
CUS-Médiath. Sud	650 163,42	0,00%	0,00	Compétence	
CUS-Médiath.Malraux	3 052 251,26	0,00%	0,00	Compétence	
	12 413 025,35	**47,56%**	**5 904 176,70**		

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	49,66%	50,48%	49,92%	51,36%	50,83%	49,86%	48,36%	46,63%	47,56%

Fiche de calcul n° 4

SERVICE DES ACHATS ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- **TAUX 2022 VILLE** 25 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNEES** Service des Achats et de la Commande Publique
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Extraction application Marco*

MODE DE CALCUL

Le service des achats et de la commande publique est un service support qui instruit les marchés des deux collectivités. La répartition de l'activité du service pour le compte de chaque collectivité s'évalue à partir du nombre de procédures publiées sur l'année. Les données sont extraites du logiciel Marco, dans lequel sont saisis l'ensemble des marchés traités par le SACP (MAPA 3, MAPA 4 et procédures formalisées) et hors DAP et DEPN* :

	EMS	VILLE
janvier	8	6
février	14	5
mars	11	7
avril	7	5
mai	12	2
juin	16	8
juillet	21	3
août	12	3
septembre	18	5
octobre	21	5
novembre	14	2
décembre	5	2
Total	**159**	**53**
% 2022	75	25

* hors Voies publiques et Espaces verts et de nature dont les procédures sont également gérées par le SACP.

- **HISTORIQUE**

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux Ville	49,8 %	44,29 %	47,38 %	38,89 %	34,64 %	30,93 %	30,92 %	25 %

Fiche de calcul n° 5

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

- **Constructions**

- **TAUX 2022 VILLE** 70,01%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNEES** CORIOLIS/ Direction des Finances,
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

La direction de la Construction et du Patrimoine bâti assure la construction, la rénovation et l'entretien des bâtiments publics appartenant à la Ville et à l'Eurométropole.

La méthode de calcul retenue depuis 2010 repose sur les poids des investissements respectifs de cette direction par collectivité sur trois années glissantes (hors Mission Wacken Europe – Fichier 9).
Il en découle le tableau suivant :

Direction de la construction (CP%) hors Maintenant Bâtiment (CP72) et hors projet Wacken (AP0174 en VDS et AP0175/AP0301 en EMS)

Code collectivité	Consommé net dépenses	% VDS / EMS
CUS	76 770 141,03	29,99%
VDS	179 256 489,78	70,01%
	256 026 630,81	**100,00%**

Ce pourcentage est pris en compte pour la direction, hormis le service Gestion et inventaire du patrimoine bâti qui a son propre taux, et depuis la réunion méthodologique du 12 janvier 2017, le service Maintenance bâtiment.

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	57,21%	54,65%	50,08%	47,08%	46,71%	52,08%	57,69%	68,57%	70,01%

Maintenance bâtiment

En 2022, SMB a enregistré un total de 9 522 interventions (5 254 en externe et 4 268 en interne) réparti de la façon suivante :

-**21,8 %** pour le compte de l'**EMS**
-**78,2 %** pour la **Ville**

- **Gestion et inventaire du patrimoine bâti privé**

Ce service, rattaché à la Direction de la Construction et du Patrimoine bâti en 2016, s'occupe de l'entretien et de la location des immeubles du patrimoine privé de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

compétence	Nombre de UL(*)	
Eurométropole de Strasbourg	394	49,44%
Ville de Strasbourg	403	50,56%
Total général	797	

(*)Répartition effectuée hors HM et hors comptabilisation des logements de fonction et des locaux mis à disposition d'associations ou d'instituteurs dans le patrimoine scolaire

Fiche de calcul n° 6

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITE

- **TAUX 2022 VILLE** 15,55%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNEES** Direction du développement économique et de l'attractivité
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Répartition de la charge de travail par service et sous-service*

MODE DE CALCUL

Cette direction a connu de nombreuses évolutions ces dernières années et a développé ses missions, son périmètre et ses équipes. La commission mixte paritaire qui s'est réunie le 17 octobre 2013 a décidé des éléments suivants :

Service Enseignement supérieur, recherche et innovation : **94% EMS – 6 % Ville.**
Soit 100% EMS sauf pour la partie vie étudiante
Service Marketing territorial et tourisme : **90% EMS et 10% Ville**.
Service Emploi et Économie solidaire : **58% EMS et 42% Ville**.
Service Économie résidentielle et productive :**100% EMS**
Administration générale de la direction : Il est proposé de reporter la masse salariale de ces agents selon une clé de répartition calculée sur la masse salariale pondérée de l'ensemble des services qui composent la direction.

Soit :

Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul
Dir Dev Eco et Attractivité	347 366,34	15,55%	54 032,44	Taux direction
DDEA/Administration Générale	519 366,05	15,55%	80 786,79	Taux direction
DDEA/Eco Résidentielle et Prod	660 720,88	0,00%	0,00	Compétence
DDEA/Emploi et Eco Solidaire	827 698,46	42,00%	347 633,35	Taux calculé
DDEA/Ens Sup, Rech et Innov	1 063 812,32	6,00%	63 828,74	Taux calculé
DDEA/Marketing Terr et Com Eco	260 408,25	10,00%	26 040,83	Taux calculé
	3 679 372,30	**15,55%**	**572 322,15**	

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	15,43%	15,34%	15,14%	14,02%	17,47%	17,78%	15,42%	15,90%	15,55%

Fiche de calcul n° 7

MOBILITE/ ESPACES PUBLICS ET NATURELS

- **Services Administration générale et ressources, Qualité et concertation, programmation études et évaluation**

  - **TAUX 2022 VILLE** 42,93%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2023
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, les critères des services ci-dessus dépendent désormais de la moyenne des taux des autres services des deux directions (voir ci-dessous).

Le taux 2022 Ville est de 42,96%

HISTORIQUE

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville					45,80%	46,47%	47,31%	44,86%	42,93%

- **Services Aménagement espaces publics**

  - **TAUX 2022 VILLE** 8,14%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2023
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le service, qui comprend 7 sous-services, est réparti de la manière suivante :
***Communes Nord et Communes Sud* :** 100% EMS
Commune Sud Sud-ouest et Commune Nord Nord-est : affectation Ville EMS en fonction du réalisé Coriolis (par prog prédéfinis). La part ville correspond aux espaces verts et à l'éclairage public sur la Ville de Strasbourg.
Ouvrages d'Art *:* 100 % EMS
Réseaux *:* 100% EMS avec affectation EAU/ASS en fonction du réalisé Coriolis (investissement PE10 par budget)
L'administration générale du service est répartie au prorata

Il en résulte les éléments chiffrés suivants : 584

Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Aménagement Espace Publi	606 908,94	8,14%	49 426,22
DMEPN/AEP/Gest Admin Technique	198 856,90	8,14%	16 194,76
DMEPN/AEP/Communes Nord	434 817,31	0,00%	0,00
DMEPN/AEP/Communes Sud	335 954,60	0,00%	0,00
DMEPN/AEP/Réseaux	513 315,60	0,00%	0,00
DMEPN/AEP/Stbg Centre Nord Est	205 458,03	26,27%	53 973,82
DMEPN/AEP/Stbg Sud Ouest	371 474,12	26,27%	97 586,25
	2 666 785,50	8,14%	217 181,05

HISTORIQUE

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville				4,10%	6,89%	10,26%	14,15%	11,76%	8,14%

- **Services Ingénierie et conception d'espaces publics**

  - **TAUX 2022 VILLE** 19,63%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2023
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le service, qui comprend 7 sous-services, est réparti de la manière suivante :

Eau & Assainissement : 100% EMS avec affectation EAU/ASS identique à celle des réseaux AEP
Les autres sous-services (hormis le sous-service administration générale) sont répartis au même prorata les réalisés Coriolis par collectivités, au même titre que certains sous-services AEP
L'administration générale du service est répartie au prorata

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	451 554,04	19,63%	88 627,27
DMEPN/ICEP/Gest Administrative	43 376,19	19,63%	8 513,52
DMEPN/ICEP/Eau Assainissement	802 282,52	0,00%	0,00
DMEPN/ICEP/Etud Faisab Amén Pr	488 595,57	26,27%	128 354,06
DMEPN/ICEP/Insert Pays Esp Ver	390 293,97	26,27%	102 530,23
DMEPN/ICEP/Signalisation Eclai	579 121,40	26,27%	152 135,19
DMEPN/ICEP/Topom Opér Géoloc R	249 595,88	26,27%	65 568,84
DMEPN/ICEP/Voirie Circulation	662 848,30	26,27%	174 130,25
	3 667 667,87	19,63%	719 859,35

HISTORIQUE

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville				19,54%	27,05%	28,65%	28,65%	24,98%	19,63%

Espaces verts et de nature

- **TAUX 2022 VILLE** 85,18%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Répartition Ville/EMS des postes du Service Espaces verts

MODE DE CALCUL

Les critères de répartition de ce service ont été revus lors de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018.

Le service comprend 7 sous-services, dont la nouvelle répartition est la suivante :

Jardins familiaux et espaces naturels : 100% Ville (pas de changement)
Espaces verts urbains **:** il s'occupe entre autre de l'élagage des arbres, qui est de compétence EMS. Le temps de travail de cette compétence est estimé à 10%.
Il était beaucoup plus élevé il y a quelques années, mais cette compétence fait l'objet d'une externalisation forte.
La proposition est une répartition 90% Ville/10% EMS (93,57% Ville en 2017)
Arbres : estimé à 50% Ville et 50% EMS, hormis le secteur arbres d'alignement, de compétence EMS. Par conséquent, il est proposé de retenir un taux de 40% pour la Ville (taux de 39,79% pour la Ville en 2017)
Assistance technique et logistique, Maîtrise ouvrage gestionnaire *:* ils travaillent pour les autres départements, et peuvent être répartis au prorata des autres services, au même titre que le sous-service ***l'administration générale.***

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/Esp verts & nature	152 242,07	85,18%	129 686,89
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Adm générale	478 092,94	85,18%	407 261,83
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Assist tech logist	1 258 814,91	85,18%	1 072 317,16
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Maitr ouvr gestion	241 863,48	85,18%	206 030,58
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Arbres	1 211 042,77	40,00%	484 417,11
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Esp verts urbains	5 524 180,29	90,00%	4 971 762,26
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Espaces Naturels	1 411 766,73	100,00%	1 411 766,73
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Jardins familiaux	486 247,34	100,00%	486 247,34
		10 764 250,53	85,18%	9 169 489,89

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	79,52%	84,19%	84,14%	83,33%	84,41%	84,42%	84,44%	84,81%	85,18%

- **Voies publiques**

➢ **TAUX 2022 VILLE**	17,30%
➢ **DATE DE MISE À JOUR**	Janvier 2023
➢ **DOCUMENTS DE REFERENCE**	Suivi de l'activité du service

MODE DE CALCUL

Le service voies publiques réalise l'entretien et l'exploitation du réseau de la voirie métropolitaine, des équipements et de la signalisation statique, du jalonnement et du mobilier urbain métropolitain et du réseau de l'éclairage public et des illuminations de la Ville de Strasbourg. Il intervient donc au titre de compétences métropolitaines, à l'exception de l'éclairage public qui est une compétence municipale :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/Voies Publiques	462 328,05	17,30%	80 002,72
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Administration Généra	166 547,31	17,30%	28 819,88
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Direction	203 346,11	17,30%	35 187,66
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Eclairage Public	1 086 951,00	100,00%	1 086 951,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Equipement de la Rue	788 012,66	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Exploit Interv Interu	984 252,88	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Ingénierie Gest Patri	600 540,70	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Laboratoire	486 146,79	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Ouvrages d'Art	612 342,67	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Voirie Urbaine	1 723 138,57	0,00%	0,00
		7 113 606,74	17,30%	1 230 961,27

➢ **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	28,83%	26,12%	25,07%	22,51%	22,47%	21,81%	21,55%	19,19%	17,30%

Stratégie et gestion du stationnement

- **TAUX 2022 VILLE** 74,98%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Suivi de l'activité du service

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, il a été décidé de revoir les critères de répartition de ce service selon les éléments suivants :
Ce service est réparti entre la gestion des résidents (à 100% Ville) et la stratégie du stationnement.
La stratégie du stationnement englobe une cellule ressources qui s'occupe notamment du versement transport. Le reste du sous-service est occupé à 50% pour la Ville et 50% pour l'EMS, soit une répartition à **60% EMS et 40% Ville**

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Strat & gest° stationn.	418 204,60	74,98%	313 567,93
DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Gestion résidents	193 799,77	100,00%	193 799,77
DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Strat. Station	138 622,63	40,00%	55 449,05
		750 627,00	74,98%	562 816,75

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	100%	100%	100%	100%	72,90%	71,20%	77,77%	57,61%	74,98%

• Déplacements, Tramway et grands projets

- **TAUX 2022 VILLE** 0%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Suivi de l'activité du service

Les deux services restants de la direction sont sur des compétences exclusivement métropolitaines.

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Autorité Org Mobili	358 778,72	0,00%	0,00
DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Etudes	199 758,33	0,00%	0,00
DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Organisation Mobili	167 566,04	0,00%	0,00
DMEPN/Déplacements	DMEPN/Déplacements	803 040,48	0,00%	0,00
DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Grands Projets	301 960,65	0,00%	0,00
DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Schéma Direct Assain	255 300,81	0,00%	0,00
DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Tramway	331 575,08	0,00%	0,00
DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/Tramway et Grands Projet	341 346,29	0,00%	0,00
		2 759 326,40	0,00%	0,00

Fiche de calcul n° 8

SERVICE COMPTABILITE

- **TAUX 2022 VILLE** 49,74%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNEES** CORIOLIS/ Direction des Finances
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

L'activité du service de la comptabilité est répartie en fonction du nombre total de mandats et de titres émis sur l'exercice comptable concerné :

Exercice Budgetaire ConsoN
2022

Code Collectivité C	Nombre Titre et Mandat	%
CUS	56 751	50,26%
VDS	56 158	49,74%
Somme :	112 909	100,00%

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	46,81%	47,32%	46,85%	47,48%	47,79%	50,09%	50,74%	49,58%	49,74%

Fiche de calcul n° 9

DIRECTION RELATIONS EUROPEENNES, INTERNATIONALES ET TRANSFRONTALIERES

- **TAUX 2022 VILLE** 76,42 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNÉES** Direction Relations Européennes & Internationales
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Fiche de calcul, requête BO

MODE DE CALCUL

La répartition avant 2013 de la masse salariale Ville de Strasbourg / EMS résultait d'une ventilation approximative par agents, en fonction du temps de travail estimé par agent, pour le compte de la EMS et pour le compte de la Ville de Strasbourg.

Suite à la réunion de la Commission Mixte paritaire le 17 octobre 2013, il a été décidé que désormais la masse salariale de la DREI se calculerait au prorata des dépenses effectuées pour le compte de la Ville et de l'EMS (hors contribution versée au GECT sur le budget EMS).

Il en résulte le taux suivant :

Code collectivité	Consommation 2022 (*)	%
CUS	518 405,49	23,58%
VDS	1 679 806,48	76,42%
TOTAL	2 198 211,97	100,00%

(*) au 11/01/2023

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	85,68%	85,23%	86,18%	85,99%	86,43%	88,14%	83,48%	83,54%	76,42%

Fiche de calcul n° 10
SERVICE IMPRIMERIE REPROGRAPHIE

- **TAUX 2022 VILLE** 57,83%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNEES** Service Imprimerie-reprographie
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Logiciel de suivi de la reprographie*

La modification de l'outil de reprographie n'a pas permis de mettre à jour les données de 2022. Par conséquent les montants repris sont ceux de 2021

Frais d'impression et de reprographie

délégation / direction		enveloppe 2021	réalisé	% VILLE	Remboursement Ville
DIRECTION GENERALE DES SERVICES		**30 700**	**17 326**		
	Missions - direction générale	14 200	25	50,00%	12,50
	Administration de la DGS	15 000	12 582	50,00%	6 291,00
	Audit interne	1 500	4 396	50,00%	2 198,00
	Mission intercommunalité	0	323	0,00%	0,00
COHESION SOCIALE ET DEV. EDUCATIF ET CULTUREL		**643 000**	**300 411**		
	Solidarités et santé	96 000	47 283	79,24%	37 467,05
	Population, élections, cultes	42 000	58 266	97,75%	56 955,02
	Enfance, éducation	110 000	33 099	100,00%	33 099,00
	Culture	395 000	161 763	82,76%	133 875,06
AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE		**357 100**	**225 854**		
	D°s de territoire	5 100	4 438	75,00%	3 328,50
	Economie attractivité	55 000	20 813	15,90%	3 309,27
	Mobilité, espaces publics et naturels	85 000	117 622	44,86%	52 765,23
	Urbanisme et territoires	187 000	64 053	18,98%	12 157,26
	Construction patrimoine bâti	25 000	18 928	71,38%	13 510,81
SECURITE,PREVENTION ET SPORTS		**44 000**	**40 026**		
	Administration de la délégation	15 000			
	Sécurité	3 000	5 627	100,00%	5 627,00
	Règlementation urbaine	7 000	7 371	95,54%	7 042,25
	Sports	19 000	27 028	44,75%	12 095,03
PILOTAGE, RESSOURCES, ENVIRONNEMENT ET CLIMAT		**218 000**	**90 121**		
	Conseil, performance et affaires juridiques	41 000	25 481	50,00%	12 740,50
	Ressources humaines	28 000	8 540	59,21%	5 056,53
	Finances et programmation	14 000	6 565	49,58%	3 254,93
	Ressources logistiques	15 000	14 942	47,48%	7 094,46
	Environnement et services publics urbains	120 000	34 593	0,00%	0,00
RELATIONS INTERNATIONALES ET COMMUNICATION		**390 000**	**384 966**		
	Administration de la délégation		25	50,65%	12,66
	Communication	380 000	356 294	50,65%	180 462,91
	Relations européennes et internationales	10 000	28 647	83,54%	23 931,70
		1 682 800	**1 058 704**		612 286,67
données au 31/12/2021			***Taux ville***	**57,83%**	

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	63,90%	57,71%	59,10%	65,24%	60,54%	62,23%	57,14%	57,83%	57,83%

Fiche de calcul n°11
PVA

- **TAUX 2022 VILLE** 27,18%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNÉES** Coriolis et Logiciel Gescar
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Tableau PVA

MODE DE CALCUL

Les agents du service PVA interviennent pour le compte de la Ville et de l'Eurométropole. L'activité principale du service concerne les achats et la maintenance du parc des véhicules et matériels des deux collectivités.

Il assure également un certain nombre de prestations aux services, tels la location de matériels, cycles, berlines ou utilitaires avec ou sans chauffeur, la manutention de biens, le gardiennage, et la gestion du site de la Fédération.

La répartition de l'activité des différentes sections entre la Ville et l'EMS aboutit aux résultats suivants :

RELEVE DE L'ACTIVITE :

Activités	TOTAL	% Ville	Ville	% EMS	EMS
Achats	7 338 454,22 €	25,94%	1 903 535	74,06%	5 434 919
Bureau technique	1 416	27,68%	392	72,32%	1 024
Magasin	1 264 433,56 €	24,68%	312 084,41	75,32%	952 349,15
Ateliers	46 838,89	19,23%	9 009,17	80,77%	37 829,72
Transport	341 249,38 €	92,13%	314 376,38 €	7,87%	26 873,00 €
VEL'AUTO	316 242,27 €	40,79%	128 995,22 €	59,21%	187 247,05 €
Cellule fonctionnelle		19,23%		80,77%	
Gestion du site		25,00%		75,00%	

REPARTITION DES MASSES SALARIALES :

	Taux de répartition applicable aux activités et Répartition VILLE / EMS de la masse salariale PVA.				
Catégories PVA	**Total masse salariale 2021**	**% Ville**	**Ville**	**% EMS**	**EMS**
ADMINISTRATION	537 000,89 €	27,18%	145 954,78 €	72,82%	391 046,11 €
RESP. GESTION DE PARC	58 670,26 €	52,84%	31 003,29 €	47,16%	27 666,97 €
ACHATS	262 856,96 €	25,94%	68 182,95 €	74,06%	194 674,01 €

BUREAU TECHNIQUE	101 618,44 €	27,68%	28 131,66 €	72,32%	73 486,78 €
PASS	174 769,50 €	67,37%	117 744,20 €	32,63%	57 025,30 €
VEL'AUTO	235 314,98 €	40,79%	95 984,98 €	59,21%	139 330,00 €
TRANSPORTS	252 684,26 €	92,13%	232 785,66 €	7,87%	19 898,60 €
ATELIERS	2 872 374,72 €	19,23%	552 483,46 €	80,77%	2 319 891,26 €
RESP. LOGISTIQUE	74 402,97 €	22,97%	17 091,88 €	77,03%	57 311,09 €
CELLULE FONCTIONNELLE	319 766,61 €	19,23%	61 505,12 €	80,77%	258 261,49 €
GESTION DU SITE	233 811,33 €	25,00%	58 452,83 €	75,00%	175 358,50 €
MAGASIN	673 995,80 €	24,68%	166 354,00 €	75,32%	507 641,80 €
TOTAL	**5 797 891,77 €**	**27,18%**	**1 575 674,83 €**	**72,82%**	**4 221 591,89 €**

RECAPITULATIF PAR ENTITES DU SERVICE :

Répartition du coût de la masse salariale 2021	Somme masse salariale	% Ville	Ville	% EMS	EMS
DIRECTION + DEPARTEMENT RESSOURCES	537 000,89 €	27,18%	145 954,78 €	72,82%	391 501,27 €
DEPARTEMENT GESTION DE PARC	1 085 914,40 €	52,84%	573 832,74 €	47,16%	512 081,66 €
DEPARTEMENT MAINTENANCE	2 872 374,72 €	19,23%	552 483,46 €	80,77%	2 319 891,26 €
DEPARTEMENT LOGISTIQUE	1 301 976,71 €	23,30%	303 403,84 €	76,70%	998 572,87 €
	5 797 266,72 €	**27,18%**	1 575 674,83 €	**72,82%**	4 221 591,89 €

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	28,80%	32,95%	31,76%	29,81%	30,30%	29,79%	28,20%	27,22%	27,18%

Fiche de calcul n°12
Direction Urbanisme et territoires

Administration générale et ressources

- **TAUX 2022 VILLE** 18,30%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNÉES** Direction urbanisme et territoires
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Ce service est lié au taux de l'ensemble de la direction, soit 18,30% en 2022. Cette évolution importante est liée aux directions de territoires qui ne sont plus rattachées à cette direction

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	-	-	33,82%	33,96%	35,79%	36,73%	38,46%	18,98%	18,30%

Conduite des projets d'aménagement

- **TAUX 2022 VILLE** 28,64%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNÉES** Service conduite des projets d'aménagement
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service de conduite des projets d'aménagement était jusqu'à la réunion méthodologique de 2019 considéré à 100% Eurométropole.
Cette répartition repose désormais sur le pourcentage Ville /EMS en fonction de l'activité des chefs de projet suivant les opérations dont ils ont la charge, et qui sont soit de compétence Ville soit de compétence EMS.

La répartition 2022 des projets du service est à 28,64% pour la ville et 71,36% pour l'EMS.

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	0%	0%	0%	0%	0%	22,6%	22,17%	20%	28,64%

Police du bâtiment

- **TAUX 2022 VILLE** 32,11%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNÉES** Service police du bâtiment
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service Police du bâtiment est un service support des deux collectivités.

Ces activités sont :

- l'autorisation d'occupation des sols, qui est une compétence municipale, mais que l'Eurométropole propose gratuitement pour toutes les collectivités, par convention (hors Schiltigheim). Par conséquent le personnel de ce sous-service doit être considéré comme 100% EMS même si la compétence est municipale
- Les enseignes et la sécurité des ERP sont à 100% Ville
- Les expert-conseils, actuellement en % du temps de travail, doivent être assimilés à l'EMS puisqu'ils travaillent pour l'autorisation d'occupation des sols

Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DUT/Police du Bâtiment	137 692,44	32,11%	44 211,64
DUT/PB/Administration Générale	718 369,25	32,11%	230 661,07
DUT/PB/Dpt ADS Accueil	984 718,55	0,00%	0,00
DUT/PB/Dpt Enseignes Affich Pu	323 954,60	100,00%	323 954,60
DUT/PB/Dpt Sécurité ERP et IMR	141 766,99	100,00%	141 766,99
	2 306 501,83	32,11%	740 594,30

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	30,81%	30,28%	34,30%	34,71%	39,98%	21,07%	33,05%	34,68%	32,11%

Politique foncière et immobilière

- **TAUX 2022 VILLE** 31,24%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023 596

- **SOURCE DES DONNÉES** Service politique foncière et immobilière

- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service Politique Foncière et Immobilière achète et vend des biens immobiliers et gère le patrimoine bâti et non bâti de la Ville et de l'EMS. Suite à la réunion méthodologique de juin 2019, la répartition suivante a été proposée :

- Département action foncière : en fonction des actes signés.
- patrimoine non bâti : répartition en fonction des actes pour les agents s'occupant des acquisitions sur et hors Strasbourg et 100% Eurométropole pour les agents s'occupant des acquisitions foncières sur les communes hors Strasbourg
- droit de préemption : 100% Eurométropole

il en résulte un taux de 31,24% en 2022

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	43,15%	34,16%	32,00%	26,83%	25,50%	33,25%	40,32%	31,21%	31,24%

Géomatique et connaissance du territoire

- **TAUX 2022 VILLE** 3%

- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023

- **SOURCE DES DONNÉES** Service géomatique et connaissance du territoire

- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Etat des lieux :

Le service était jusqu'à présent affecté à 100% à l'EMS, sans qu'il y ait clairement de répartition de compétences.

Or, le service travaille à la fois pour l'EMS et accessoirement pour la Ville. Un travail a été effectué par le service pour déterminer quels sont les travaux effectués pour le compte de la Ville de Strasbourg, et qui ne sont pas proposés aux autres communes.

Il s'agit de la compétence de police du maire (loi royale) : la commune a en charge l'attribution des numéros de voie pour les maisons et les immeubles. Un agent est affecté à cette tâche, soit 3% de la masse salariale du service.

Cette nouvelle répartition a été adoptée lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 4/12/2015 sur les changements méthodologiques.

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	0%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%

Politique de la Ville

- **TAUX 2022 VILLE** 0%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNÉES** Politique de la Ville
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Suite à l'arrêté préfectoral de 2018, la politique de la ville est considéré de compétence de l'Eurométropole. Jusqu'à présent une approche par territoire déterminait la répartition Ville/Eurométropole.
Désormais, ce service sera de compétence 100% Eurométropole

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	35,74%	36,92%	33,88%	30,30%	35,41%	0%	0%	0%	0%

Aménagement du territoire et projets urbains

- **TAUX 2022 VILLE** 25,95 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Service aménagement du territoire et projets urbains
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Ce service est actuellement réparti à 100% EMS.
Or le service a récupéré en 2019 la mission « Strasbourg ça pousse » qui concerne 3 agents, entièrement dédiés à la Ville de Strasbourg.
Cette entité est désormais répartie à 100% EMS sauf les 3 agents de Strasbourg ça pousse au sein du département écologie territoriale.

Il en résulte le taux suivant :

Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DUT/Aménag Terr Projets Urbain	43 753,67	25,95%	11 354,49
DUT/ATPU/Administration Généra	280 754,92	25,95%	72 858,55
DUT/ATPU/Conception Ingénierie	248 870,46	0,00%	0,00
DUT/ATPU/Dpt Ecologie Terr	304 570,46	100,00%	304 570,46

DUT/ATPU/Dpt Planification Ter	620 198,27	0,00%	0,00
	1 498 147,78	25,95%	388 783,51

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	0%	0%	0%	0%	0%	17,02%	27,14%	31,82%	25,95%

Habitat

L'habitat à 100% EMS.

Fiche de calcul n°13
Direction des sports

- **TAUX 2022 VILLE** 43,99%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNÉES** Civi RH
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité des services

MODE DE CALCUL

La Commission Mixte Paritaire réunie le 7/03/2021 a validé les nouveaux principes de répartition suivants :

1 – Service aquaglisse : clé de répartition : **100% EMS** (Compétence EMS), hormis les Bains municipaux depuis le 1er janvier 2017

2 – Service Vie sportive :

Le département sport vivre ensemble/vivre mieux/citoye : Il relève à **100% du budget Ville** car les interventions concernent les activités périscolaires dans les écoles primaires de la ville de Strasbourg.

Le *département sport performance* est réparti à **80% pour la Ville et 20% pour la EMS.**

3 – Service au Patrimoine :

le patrimoine bâti est réparti **à 65% pour laVille, et à 35% pour l'EMS**

le patrimoine de plein air est réparti à **90% pour la Ville (au lieu de 60% auparavant), et à 10% pour l'EMS**.

4 – département Ressources Humaines / département Ressources Financières / le directeur et son assistante

La masse salariale de ces agents est calculée selon une clé de répartition calculée sur la masse salariale pondérée de l'ensemble des services qui composent la direction (hors ces agents)

Soit, rapporté à la masse salariale :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul
DS/Direction	DS/Direction	114 177,93	43,99%	50 224,94	Taux direction
DS/Admin Générale Ressources	DS/Admin Générale Ressources	166 782,16	43,99%	73 364,65	Taux direction
DS/Admin Générale Ressources	DS/AGR/Ressources Financières	203 469,82	43,99%	89 502,93	Taux direction
DS/Admin Générale Ressources	DS/AGR/Ressources Humaines	193 051,26	43,99%	84 919,98	Taux direction
DS/Mistral	DS/Mistral	687 798,32	43,99%	302 550,84	Taux direction
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/CNS Robertsau	1 614 554,01	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Coord Organis Pilotage	55 455,86	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Hautepierre	1 100 457,88	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Kibitzenau	1 019 371,06	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Lingolsheim	643 993,00	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Ostwald Hardt Plans d'E	1 152 057,58	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Patinoire	106 644,31	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Wacken	1 115 445,85	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/Aqua-Glisse	462 851,38	0,00%	0,00	Compétence
DS/Patrimoine Sportif	DS/Patrimoine Sportif	326 660,22	77,19%	252 136,85	Taux service
DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Espaces Extérieurs	1 659 211,99	90,00%	1 493 290,79	Taux calculé
DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Gestion Patrimoine	2 357 894,94	65,00%	1 532 631,71	Taux calculé
DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Logistiq Manif Trans	583 222,88	90,00%	524 900,59	Taux calculé
DS/Vie Sportive	DS/Vie Sportive	516 037,33	98,00%	505 728,10	Taux service
DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Citoyen	64 607,62	100,00%	64 607,62	Compétence
DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Performance	237 436,99	80,00%	189 949,59	Taux calculé
DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Vivre Ensemble	1 913 217,14	100,00%	1 913 217,14	Compétence
DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Vivre Mieux	161 760,44	100,00%	161 760,44	Compétence
		16 456 159,97	**43,99%**	**7 238 786,17**	

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	39,42%	39,57%	38,89%	48,91%	44,36%	39,56%	38,85%	44,75%	43,99%

Fiche de calcul n°14
Service du Protocole

- **TAUX 2022 VILLE** 61,58%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2023
- **SOURCE DES DONNÉES** Coriolis
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Réalisé Ville/EMS de l'exercice

MODE DE CALCUL

Jusqu'à la répartition 2011, la masse salariale du service du protocole était répartie à 65% pour la Ville de Strasbourg et à 35% pour la CUS. Elle reposait sur un organigramme qui a évolué depuis.

La Commission Mixte Paritaire réunie le 29/03/2012 a validé le nouveau principe de répartition qui est fonction du réalisé du service sur chacune des collectivités :

2022

Code collectivité	Consommation 2022	%
CUS	157 274,16	38,42%
VDS	252 107,07	61,58%
TOTAL	409 381,23	100,00%

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
taux Ville	60,63%	61,25%	66,19%	59,86%	57,90%	62,80%	51,16%	55,76%	61,58%

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2022

Annexe 3

Etat des dépenses et des recettes de personnel

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

Chapitre	Réalisé
011	2 265 307,3
012	351 235 090,14
65	5 662 691,39
6586	254 930,55
67	
68	
Somme :	**359 418 019,38**

II. RETRAITEMENTS DEPENS		
1. Dépenses ventilées à part	675 752,58	intermittents (RH01K)
2. Dépenses spécifiques Eurométropole	1 553 701,87	Natures 6217 (Pensions de droit local) et 6218.J (Remboursements à d'autres communes)
3. Indemnistés des élus + cabinet + formation élus + frais de groupes	3 545 258,05	RH01F + RH01G + RH01I + RH01L + RH02H
4. Amicale	376 475,6	Subvention à l'Amicale
5. Allocations de retour à l'emploi	2 292 398,91	
Total	**8 443 587,01**	

III. RETRAITEMENTS RECETTES	**1 903 734,92**

MONTANT A REPARTIR	**349 070 697,45**

POURCENTAGE VILLE	**58,88%**

REMBOURSEMENT VILLE	**205 517 817,07**

I. MONTANT DES DEPENSES BRUT

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	60632	Fournitures de petit équipement	7 985,86
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6064	Fournitures administratives	5 459,62
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	611	Contrats de prestations de services	403,44
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6182	Documentation générale et technique	210,04
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6188	Autres frais divers	2 592
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	62268	Autres honoraires, conseils...	-4 320
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6227	Frais d'actes et de contentieux	6 290,96
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6228	Divers	63 046,99
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6234	Réceptions	3 478,9
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6247	Transports collectifs du personnel	836,4
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6251	Voyages, déplacements et missions	2 828,16
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6228	Divers	31 864,48
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6251	Voyages, déplacements et missions	3 459,97
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6255	Frais de déménagement	17 293,99
	RH01I	Cabinet	6251	Voyages, déplacements et missions	3 360,4
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6231	Annonces et insertions	6 912
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6251	Voyages, déplacements et missions	6 259,53
	RH02A	AG d'emploi, formation, insertion	6228	Divers	31 500
	RH02B	Formation du personnel	6068	Autres matières et fournitures	90,45
	RH02B	Formation du personnel	6132	Locations immobilières	72 367,89
	RH02B	Formation du personnel	61358	Autres	35 754,44

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH02B	Formation du personnel	6184	Versements à des organismes de formation	1 098 131,07
	RH02B	Formation du personnel	6184.C	Versements à des organismes de formation - Cabinet	754,4
	RH02B	Formation du personnel	6234	Réceptions	279,1
	RH02B	Formation du personnel	6251	Voyages, déplacements et missions	385,8
	RH02B	Formation du personnel	62878	A des tiers	475
	RH02C	Gestion et formation des CAE - CAV	6184	Versements à des organismes de formation	8 269,75
	RH02E	Recrutements externes	6231	Annonces et insertions	42 614,56
	RH02E	Recrutements externes	637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres org)	1 126
	RH02F	Organisation des concours	6228	Divers	55 166,02
	RH02I	Gestion et formation des apprentis	6184	Versements à des organismes de formation	218 588,34
	RH02J	Gestion et formation des services civiques	6184	Versements à des organismes de formation	765
	RH03A	AG des relations sociales	611	Contrats de prestations de services	2 707,7
	RH04A	AG Médecine du Travail	60628	Autres fournitures non stockées	23 427,34
	RH04A	AG Médecine du Travail	60632	Fournitures de petit équipement	292,68
	RH04A	AG Médecine du Travail	61558	Autres biens mobiliers	588
	RH04A	AG Médecine du Travail	62268	Autres honoraires, conseils...	114
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	611	Contrats de prestations de services	136 269,91
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	62268	Autres honoraires, conseils...	7 200
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	6228	Divers	69 250
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	6234	Réceptions	131,7
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	60632	Fournitures de petit équipement	16 683,53
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	60636	Habillement et vêtements de travail	427,56
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	60632	Fournitures de petit équipement	353,99
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	60636	Habillement et vêtements de travail	1 598,98
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6228	Divers	12 832,61

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6251	Voyages, déplacements et missions	10 353
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6288	Autres	31 691,2
	RH10B	Frais de déplacement - T.E.R.R.E	6251	Voyages, déplacements et missions	2 400,32
	RH10D	Frais de déplacement - Finances et programmation	6251	Voyages, déplacements et missions	2 349,5
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6234	Réceptions	4 439,37
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6247	Transports collectifs du personnel	1 087,5
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6251	Voyages, déplacements et missions	4 324,26
	RH10F	Frais de déplacement - Urbanisme et territoires	6251	Voyages, déplacements et missions	15 080,76
	RH10G	Frais de déplacement - Commande publique responsable	6251	Voyages, déplacements et missions	2 313,26
	RH10H	Frais de déplacement - Mobilités	6251	Voyages, déplacements et missions	9 151,91
	RH10I	Frais de déplacement - Population élection cultes	6251	Voyages, déplacements et missions	1 103,28
	RH10J	Frais de déplacement - Communication	6251	Voyages, déplacements et missions	5 274,41
	RH10K	Frais de déplacement - Sports	6247	Transports collectifs du personnel	315
	RH10K	Frais de déplacement - Sports	6251	Voyages, déplacements et missions	7 223,21
	RH10L	Frais de déplacement - Culture	6251	Voyages, déplacements et missions	84 892,62
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	6247	Transports collectifs du personnel	4 139,9
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	6251	Voyages, déplacements et missions	18 701,69
	RH10N	Frais de déplacement - Territoires	6247	Transports collectifs du personnel	957
	RH10N	Frais de déplacement - Territoires	6251	Voyages, déplacements et missions	5 787,98
	RH10O	Frais de déplacement - Ressources logistiques	6251	Voyages, déplacements et missions	8 738,06
	RH10P	Frais de déplacement - Numérique - systèmes d'information	6185	Frais de colloques et séminaires	2 000

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH10P	Frais de déplacement - Numérique - systèmes d'information	6251	Voyages, déplacements et missions	10 347,57
	RH10Q	Frais de déplacement - Sécurité, prévention et réglem.	6247	Transports collectifs du personnel	76
	RH10Q	Frais de déplacement - Sécurité, prévention et réglem.	6251	Voyages, déplacements et missions	16 137,39
	RH10R	Frais de déplacement - Participation citoyenne	6251	Voyages, déplacements et missions	8 468,96
	RH10S	Frais de déplacement - Environnement et serv.publics urbains	6251	Voyages, déplacements et missions	8 810,09
	RH10T	Frais de déplacement - Espaces publics et naturels	6251	Voyages, déplacements et missions	9 057,47
	RH10U	Frais de déplacement - Enfance et éducation	6247	Transports collectifs du personnel	565,5
	RH10U	Frais de déplacement - Enfance et éducation	6251	Voyages, déplacements et missions	4 906,86
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6042	Achats prestations services -autres que terrains à aménager)	360
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	60623	Alimentation	199,9
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6132	Locations immobilières	4 935
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6184	Versements à des organismes de formation	4 491,2
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6228	Divers	7 980,19
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6234	Réceptions	4 098
	RH10W	Frais de déplacement - Relations européennes&internationales	6251	Voyages, déplacements et missions	24 317,06
	RH10X	Frais de déplacement - Service évènements	6251	Voyages, déplacements et missions	1 353,14
	RH10Y	Frais de déplacement - Développement éco. et attractivité	6251	Voyages, déplacements et missions	24 749,06
	RH10Z	Frais de déplacement - Direction générale - missions	6234	Réceptions	178,5
	RH10Z	Frais de déplacement - Direction générale - missions	6251	Voyages, déplacements et missions	-84 157,38
011				Somme :	**2 265 307,3**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6475	Médecine du travail, pharmacie	1 257,5
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6217	Personnel affecté par la commune membre du GFP	462 957,97
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218	Autre personnel extérieur	464 182,16
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218.J	Remboursement frais de personnel à d'autres communes	1 090 743,9
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6331	Versement mobilité	3 745 299
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	924 286
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la F.P.T.	1 776 072
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64111	Rémunération principale	151 391 832,24
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	3 344 691,56
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64113	NBI	1 805 392,78
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64114	Personnel titulaire ¿ Indemnité inflation	335 100
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64118	Autres indemnités	52 281 893,19
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131	Rémunération	25 584 164,54
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64132	Supplément familial de traitement et indemnité de residence	559 845,6
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64134	Personnel non titulaire - Indemnité inflation	64 700
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64138	Primes et autres indemnités	11 738 869,19
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64141	Personnel rémunéré à la vacation - Rémunérations	7 359 876,78
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64142	Personnel rémunéré à la vacation - Indemnité inflation	118 500
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64164	Emplois aidés ¿ Indemnité inflation	5 300
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64168	Autres emplois aides	682 796,6

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64171	Apprentis - Rémunérations	1 172 028,65
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64172	Apprentis ¿ Indemnité inflation	8 700
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	32 284 850
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6453	Cotisations aux caisses de retraite	46 093 962,28
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6456	Versement au F.N.C du supplément familial	351 295
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64731	Versées directement	2 254 309,9
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	1 534 240
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6475	Médecine du travail, pharmacie	41 460
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6478	Autres charges sociales diverses	10 086,94
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6488	Autres	194 302,16
	RH01D	Prestations au personnel	64138	Primes et autres indemnités	3 092,48
	RH01D	Prestations au personnel	6478	Autres charges sociales diverses	690 382,87
	RH01D	Prestations au personnel	6488	Autres	1 073 278,8
	RH01E	Missions et déplacements	6488	Autres	449
	RH01I	Cabinet	6331	Versement mobilité	11 225
	RH01I	Cabinet	6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 808
	RH01I	Cabinet	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la F.P.T.	5 294
	RH01I	Cabinet	64131	Rémunération	438 828,05
	RH01I	Cabinet	64132	Supplément familial de traitement et indemnité de residence	4 430,1
	RH01I	Cabinet	64134	Personnel non titulaire - Indemnité inflation	600
	RH01I	Cabinet	64138	Primes et autres indemnités	152 264,29
	RH01I	Cabinet	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	111 690
	RH01I	Cabinet	6453	Cotisations aux caisses de retraite	51 594,08
	RH01I	Cabinet	64731	Versées directement	37 374,65
	RH01I	Cabinet	64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	19 662
	RH01I	Cabinet	6488	Autres	1 340,65

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	631	Impôts taxes et vers. assimilés s. rémunérations (adm impôt)	1 450,5
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	64131	Rémunération	318 449,34
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	342 681,21
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	64731	Versées directement	18 790,21
	RH04A	AG Médecine du Travail	6475	Médecine du travail, pharmacie	3 132,89
	RH05F	Accidents du travail	6475	Médecine du travail, pharmacie	260 438,15
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6478	Autres charges sociales diverses	2 837,93
012				Somme :	**351 235 090,14**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	65132	Prix	261 555,92
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	65133	Secours d'urgence	830 293,12
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	65888	Autres	1,38
	RH01D	Prestations au personnel	65131	Bourses	125 394,9
	RH01D	Prestations au personnel	65748	Autres personnes de droit privé	1 991 780
	RH01F	Indemnités des élus	65311	Indemnités de fonction	1 791 876,02
	RH01F	Indemnités des élus	65313	Cotisations de retraite	150 557,19
	RH01F	Indemnités des élus	65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	432 821
	RH01F	Indemnités des élus	653172	Cotisations au fonds de financ. de l'alloc. de fin de mandat	1 514,92
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	65312	Frais de mission et de déplacement	27 621,94
	RH02H	Formation des élus	65315	Formation	26 675
	RH03B	Exercice du droit syndical	65748	Autres personnes de droit privé	22 600
65				Somme :	**5 662 691,39**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861	Frais de personnel	254 930,55
6586				Somme :	**254 930,55**

				Somme :	**359 418 019,38**

II. RETRAITEMENT DES DEPENSES

1. Dépenses ventilées à part

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6231	Annonces et insertions	6 912
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6251	Voyages, déplacements et missions	6 259,53
011				Somme :	**13 171,53**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	631	Impôts taxes et vers. assimilés s. rémunérations (adm impôt)	1 450,5
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	64131	Rémunération	318 449,34
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	342 681,21
012				Somme :	**662 581,05**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
75	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	75888	Autres	
75				Somme :	

TOTAL	**675 752,58**

2. Dépenses spécifiques Eurométropole

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6217	Personnel affecté par la commune membre du GFP	462 957,97
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218.J	Remboursement frais de personnel à d'autres communes	1 090 743,9
012				Somme :	**1 553 701,87**

TOTAL	**1 553 701,87**

3. INDEMNITES DES ELUS, CABINET, FORMATION DES ELUS, GROUPES D'ELUS

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01I	Cabinet	6251	Voyages, déplacements et missions	3 360,4
011				Somme :	**3 360,4**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01I	Cabinet	6331	Versement mobilité	11 225
	RH01I	Cabinet	6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 808
	RH01I	Cabinet	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la F.P.T.	5 294
	RH01I	Cabinet	64131	Rémunération	438 828,05
	RH01I	Cabinet	64132	Supplément familial de traitement et indemnité de residence	4 430,1
	RH01I	Cabinet	64134	Personnel non titulaire - Indemnité inflation	600
	RH01I	Cabinet	64138	Primes et autres indemnités	152 264,29
	RH01I	Cabinet	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	111 690
	RH01I	Cabinet	6453	Cotisations aux caisses de retraite	51 594,08
	RH01I	Cabinet	64731	Versées directement	37 374,65
	RH01I	Cabinet	64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	19 662

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01I	Cabinet	6488	Autres	1 340,65
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	64731	Versées directement	18 790,21
012				Somme :	**855 901,03**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01F	Indemnités des élus	65311	Indemnités de fonction	1 791 876,02
	RH01F	Indemnités des élus	65313	Cotisations de retraite	150 557,19
	RH01F	Indemnités des élus	65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	432 821
	RH01F	Indemnités des élus	653172	Cotisations au fonds de financ. de l'alloc. de fin de mandat	1 514,92
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	65312	Frais de mission et de déplacement	27 621,94
	RH02H	Formation des élus	65315	Formation	26 675
65				Somme :	**2 431 066,07**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861	Frais de personnel	254 930,55
6586				Somme :	**254 930,55**

TOTAL	**3 545 258,05**

4. AMICALE	**376 475,6**

5. ALLOCATIONS DE RETOUR A L'EMPLOI	**2 292 398,91**

II. RETRAITEMENT DES RECETTES

Chap.	Code service	Libellé du service	Code article / natu	Lib. article / nature	Conso. net (ss pro
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	243 487,69
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6459	Rembt s/ charges de Sécu Sociale et de prév	909 273,15
70	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	7083.V	Locations diverses (autres qu'immeubles) - vélos	686
74	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	74718	Autres	156 833,33
74	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	74788	Autres	169 405,44
75	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	75888	Autres	116,32
75	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	75888.CH	Produits divers - refacturation charges locatives	80 405,85
75	RH01D	Prestations au personnel	75888	Autres	321 318,38
75	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	75888	Autres	5 437,36
75	RH05F	Accidents du travail	75888	Autres	7 439,16
76	RH01D	Prestations au personnel	7621	Produits des autres immobilis. financ.? encaissés à échéance	9 230,38
77	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	773	Mdts annulés (s. exer antér.) ou atteints par déch. quadrien	101,86
TOTAL					**1 903 734,92**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2022

Annexe 4

Répartition des frais de fonctionnement communs

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

MONTANT DES REMBOURSEMENTS A EFFECTUER

	2018	2019	2020	2021	2022
Remboursement des frais généraux	7 561 044	8 299 694	8 318 705,93	9 388 185,23	10 010 434,77
Fournitures Administratives	42 422	38 330	29 965,78	9 829,67	151 496,67
Remboursement des pièces détachées	340 417	342 897	358 257,44	354 756,29	338 439,11
Remboursement du carburant	383 035	360 930	271 180,29	287 887,62	337 141,86
SITE ETOILE Fluides - Eaux - Gardiennage - Maintenance SE et Restaurants	540 315	654 633	651 988,60	732 526,04	747 419,87
SITE FEDERATION Chauffage - Eau - Electricité	118 251	144 542	122 143,25	143 056,27	136 355,58
Audit interne	65 251	29 090	61 744,19		
Total	**9 050 734**	**9 870 115**	**9 813 985,47**	**10 916 241,13**	**11 721 287,86**
Pm Taux MS VILLE (hors ajustements)	*60,28%*	*60,33%*	*59,21%*	*59,24%*	*59,07%*

Remboursement

Frais d'administration générale
Exercice 2022

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
JG05B	Service Conseil, Accompagnement & Pilotage	- 020 - 62268 - 0 - JG05B	Autres honoraires, conseils...	210 375,00		210 375,00	50,00%	105 187,50
JG05B	Service Conseil, Accompagnement & Pilotage	- 020 - 6234 - 0 - JG05B	Réceptions	163,30		163,30	50,00%	81,65
JG03B	Etablissement et suivi des marchés publics	- 020 - 6231 - 0 - JG03B	Annonces et insertions	261 081,37		261 081,37	25,00%	65 270,34
JG03B	Etablissement et suivi des marchés publics	- 65 - 6228 - 0 - JG03B	Divers	70 968,00		70 968,00	25,00%	17 742,00
EP04B	Documentation générale	- 020 - 6182 - 0 - EP04B	Documentation générale et technique	237 838,60		237 838,60	59,07%	140 491,26
EP04B	Documentation générale	- 020 - 6188 - 0 - EP04B	Autres frais divers	900,00		900,00	59,07%	531,63
PC01H	Percussion	- 020 - 62268 - 0 - PC01H	Autres honoraires, conseils...	3 956,25		3 956,25	59,07%	2 336,96
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 61358 - 0 - PC01I	Autres	12 313,44		12 313,44	59,07%	7 273,55
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 62268 - 0 - PC01I	Autres honoraires, conseils...	15 000,00		15 000,00	59,07%	8 860,50
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6234 - 0 - PC01I	Réceptions	12 903,00		12 903,00	59,07%	7 621,80
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6247 - 0 - PC01I	Transports collectifs du personnel	217,50		217,50	59,07%	128,48
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 627 - 0 - PC01I	Services bancaires et assimilés	1,66		1,66	59,07%	0,98
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 7088 - 0 - PC01I	Autres prod. activités annexes (abonnem. et vente ouvrages)		397,80	-397,80	59,07%	-234,98
FP00A	AG Finances et de la programmation	- 020 - 6182 - 0 - FP00A	Documentation générale et technique	1 101,01		1 101,01	49,85%	548,85
FP00A	AG Finances et de la programmation	- 020 - 62268 - 0 - FP00A	Autres honoraires, conseils...	6 912,00		6 912,00	49,85%	3 445,63
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 611 - 0 - RH08A	Contrats de prestations de services	505 821,23		505 821,23	57,84%	292 567,00
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 617 - 0 - RH08A	Etudes et recherches	4 800,00		4 800,00	57,84%	2 776,32
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6188 - 0 - RH08A	Autres frais divers	63,61		63,61	57,84%	36,79
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6234 - 0 - RH08A	Réceptions	350,00		350,00	57,84%	202,44

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6288 - 0 - RH08A	Autres	51 873,20		51 873,20	57,84%	30 003,46
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 70875 - 0 - RH08A	Par les communes membres du GFP		55 039,12	-55 039,12	57,84%	-31 834,63
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 70878 - 0 - RH08A	Par des tiers		76 768,81	-76 768,81	57,84%	-44 403,08
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 775 - 0 - RH08A	Produits des cessions d'immobilisations		100,00	-100,00	57,84%	-57,84
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 611 - 0 - RH08B	Contrats de prestations de services	1 319 971,85		1 319 971,85	57,84%	763 471,72
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6156 - 0 - RH08B	Maintenance	1 815 360,72		1 815 360,72	57,84%	1 050 004,64
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6184 - 0 - RH08B	Versements à des organismes de formation	774,00		774,00	57,84%	447,68
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6228 - 0 - RH08B	Divers	116,80		116,80	57,84%	67,56
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6288 - 0 - RH08B	Autres	459 525,90		459 525,90	57,84%	265 789,78
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 755 - 0 - RH08B	Dédits et pénalités perçus		5 559,74	-5 559,74	57,84%	-3 215,75
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 60632 - 0 - RH08C	Fournitures de petit équipement	18 627,07		18 627,07	57,84%	10 773,90
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 611 - 0 - RH08C	Contrats de prestations de services	3 636 108,77		3 636 108,77	57,84%	2 103 125,31
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6132 - 0 - RH08C	Locations immobilières	56 274,29		56 274,29	57,84%	32 549,05
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 614 - 0 - RH08C	Charges locatives et de copropriété	1 353,19		1 353,19	57,84%	782,69
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6156 - 0 - RH08C	Maintenance	2 419 562,23		2 419 562,23	57,84%	1 399 474,79
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6262 - 0 - RH08C	Frais de télécommunications	1 038 242,85		1 038 242,85	57,84%	600 519,66
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6288 - 0 - RH08C	Autres	144 349,55		144 349,55	57,84%	83 491,78
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 60632 - 0 - RH08E	Fournitures de petit équipement	90 477,42		90 477,42	57,84%	52 332,14
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 611 - 0 - RH08E	Contrats de prestations de services	1 886 294,65		1 886 294,65	57,84%	1 091 032,83
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 61558 - 0 - RH08E	Autres biens mobiliers	3 321,65		3 321,65	57,84%	1 921,24
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6156 - 0 - RH08E	Maintenance	745 666,43		745 666,43	57,84%	431 293,46

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6241 - 0 - RH08E	Transports de biens	1 620,00		1 620,00	57,84%	937,01
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6262 - 0 - RH08E	Frais de télécommunications	440 000,00		440 000,00	57,84%	254 496,00
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6288 - 0 - RH08E	Autres	22 356,00		22 356,00	57,84%	12 930,71
RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	- 020 - 60632 - 0 - RH05D	Fournitures de petit équipement	16 683,53		16 683,53	57,84%	9 649,75
RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	- 020 - 60636 - 0 - RH05D	Habillement et vêtements de travail	427,56		427,56	57,84%	247,30
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 60632 - 0 - LO01A	Fournitures de petit équipement	3 741,64		3 741,64	54,06%	2 022,73
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 61358 - 0 - LO01A	Autres	18 088,10		18 088,10	54,06%	9 778,43
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6156 - 0 - LO01A	Maintenance	18 111,60		18 111,60	54,06%	9 791,13
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 617 - 0 - LO01A	Etudes et recherches	18 655,00		18 655,00	54,06%	10 084,89
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6182 - 0 - LO01A	Documentation générale et technique	171,00		171,00	54,06%	92,44
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6228 - 0 - LO01A	Divers	13 599,00		13 599,00	54,06%	7 351,62
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6241 - 0 - LO01A	Transports de biens	5 457,65		5 457,65	54,06%	2 950,41
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6247 - 0 - LO01A	Transports collectifs du personnel	87 154,00		87 154,00	54,06%	47 115,45
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6261 - 0 - LO01A	Frais d'affranchissement	559 645,26		559 645,26	54,06%	302 544,23
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 65888 - 0 - LO01A	Autres	3,80		3,80	54,06%	2,05
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 75888 - 0 - LO01A	Autres		172 159,61	-172 159,61	54,06%	-93 069,49
LO01G	Entretien des restaurants	- 020 - 61521 - 0 - LO01G	Terrains	4 737,72		4 737,72	54,06%	2 561,21
LO01G	Entretien des restaurants	- 020 - 615221 - 0 - LO01G	Bâtiments publics	2 580,95		2 580,95	54,06%	1 395,26
LO01G	Entretien des restaurants	- 020 - 75813 - 0 - LO01G	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires		69 755,81	-69 755,81	54,06%	-37 709,99
LO01G	Entretien des restaurants	- 020 - 75888 - 0 - LO01G	Autres		110 031,25	-110 031,25	54,06%	-59 482,89
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 62268 - 0 - LO03A	Autres honoraires, conseils...	9 121,61		9 121,61	57,83%	5 275,03

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 6228 - 0 - LO03A	Divers	23 401,40		23 401,40	57,83%	13 533,03
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 6234 - 0 - LO03A	Réceptions	337,58		337,58	57,83%	195,22
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 7088 - 0 - LO03A	Autres prod. activités annexes (abonnem. et vente ouvrages)		192 366,76	-192 366,76	57,83%	-111 245,70
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 60632 - 0 - LO03B	Fournitures de petit équipement	13 660,41		13 660,41	57,83%	7 899,82
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6068 - 0 - LO03B	Autres matières et fournitures	554 822,49		554 822,49	57,83%	320 853,85
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 61358 - 0 - LO03B	Autres	2 842,77		2 842,77	57,83%	1 643,97
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 61558 - 0 - LO03B	Autres biens mobiliers	9 689,47		9 689,47	57,83%	5 603,42
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6156 - 0 - LO03B	Maintenance	107 248,00		107 248,00	57,83%	62 021,52
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6236 - 0 - LO03B	Catalogues et imprimes et publications	182 926,58		182 926,58	57,83%	105 786,44
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6288 - 0 - LO03B	Autres	3 319,53		3 319,53	57,83%	1 919,68
LO03C	Reliure d'art et création	- 020 - 6068 - 0 - LO03C	Autres matières et fournitures	18 070,69		18 070,69	57,83%	10 450,28
LO03D	Reproduction de documents	- 020 - 6068 - 0 - LO03D	Autres matières et fournitures	128 592,78		128 592,78	57,83%	74 365,20
LO03D	Reproduction de documents	- 020 - 6156 - 0 - LO03D	Maintenance	139 131,88		139 131,88	57,83%	80 459,97
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60623 - 0 - LO04A	Alimentation	1 926,01		1 926,01	27,18%	523,49
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60631 - 0 - LO04A	Fournitures d'entretien	454,08		454,08	27,18%	123,42
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60632 - 0 - LO04A	Fournitures de petit équipement	8 102,82		8 102,82	27,18%	2 202,35
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6096 - 0 - LO04A	d'approvisionnement non stockés		5 902,29	-5 902,29	27,18%	-1 604,24
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 61358 - 0 - LO04A	Autres	16 440,60		16 440,60	27,18%	4 468,56
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 615221 - 0 - LO04A	Bâtiments publics	32 243,83		32 243,83	27,18%	8 763,87
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6156 - 0 - LO04A	Maintenance	82 368,80		82 368,80	27,18%	22 387,84
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6288 - 0 - LO04A	Autres	29 519,21		29 519,21	27,18%	8 023,32

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 65888 - 0 - LO04A	Autres	28,84		28,84	27,18%	7,84
RL01H	Habillement	- 020 - 60636 - 0 - RL01H	Habillement et vêtements de travail	653 462,13		653 462,13	59,07%	386 000,08
RL01H	Habillement	- 020 - 61558 - 0 - RL01H	Autres biens mobiliers	41 728,73		41 728,73	59,07%	24 649,16
TOTAL				**18 305 139,59**	**688 081,19**	**17 617 058,40**		**10 010 434,77**

Remboursement **Fournitures Administratives**

Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES	VILLE DEPENSES	A répartir	% Ville	Remboursement Ville à l'EMS
Nature 6064	Fournitures administratives	263 068,00	1 099,00	261 969,00	57,83%	151 496,67

Le tableau ci-dessous indique les montants TTC (fonctionnement) des pièces et des huiles dans le logiciel de gestion du parc : GESCAR

Les pourcentages de répartition Huile et Pièce sont déterminés à partir de ces chiffres.

SS Budget	Huiles ou pièces	Outillage	Magasin	Total	% répartition huile 6068 LO04C	% répartition pièces 60632 LO04C
ASS	Huile		3 619,60	3 619,60	**4,60%**	
	Pièce	335,99	40 189,10	40 525,10		**3,24%**
EMS	Huile	585,62	61 208,10	61 793,72	**78,55%**	
	Pièce	64 926,69	835 078,28	900 004,96		**71,85%**
VILLE	Huile		13 256,58	13 256,58	**16,85%**	
	Pièce	2 422,22	309 662,20	312 084,41		**24,91%**
Total Huiles		585,62	78 084,27	78 669,89		
Total Pièces		67 684,90	1 184 929,58	1 252 614,48		
Total général		68 270,52	1 263 013,85	1 331 284,37		

Compte 60632 LO04C - Pièces

Budget	Pièces			Virements 60632
Assainissement	40 525,10			**40 525,10**
EMS	900 004,96			900 004,96
Ville	312 084,41			**312 084,41**
Totaux	1 252 614,48			1 252 614,48

Compte 6068 LO04C - Huile, graisse

Budget	Huiles magasin	Huiles outillage	Mandats 2022 pour livraisons 2021		Virements 6068
Assainissement	6 339,33	0,00	280,86		**6 620,20**
EMS	108 225,06	0,00	4 794,92		113 019,98
Ville	23 217,47	0,00	1 028,65		**24 246,12**
Totaux	137 781,86	0,00	6 104,44		143 886,30
	Mt SDG 4871	*Mt SDG 4868*	*SDG 4689+4687*		

Les montants des huiles à répartir sont les montants dépensés sur les SDG magasin et outillage.
Les pourcentages de répartition sont ceux calculés pour les huiles affectées aux véhicules.

Compte 60622 LO04E - Carburant

	Virements 60622
Assainissement	**110 581,13**
Ville	**337 141,86**

Compte 611 LO04C - Déchets de garage

	Virements 6288
Assainissement	**273,80**
EMS	6 080,82
Ville	**2 108,58**
Dépensé en 2022	8 463,20

Collecte et retraitement des déchets de garage

% de répartition Pièces

FLUIDES				
	Site	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	65 975,47	**93,35%**	61 586,81
	Bourse	69 987,96	**32,17%**	22 512,91
	rue de Berne	34 387,92	**48,00%**	16 505,10
	38 RH	80 932,50	**48,10%**	38 928,69
TOTAL		**251 283,85**		**139 533,51**

	Site	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	922 883,94	**54,25%**	500 688,38
	Soleure	59 099,32	**27,37%**	16 177,24
TOTAL		**981 983,26**		**516 865,62**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**377 332,11**

EAU				
	Site	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Bourse	5 003,20	**32,17%**	1 609,37
	rue de Berne	2 033,47	**48,00%**	976,00
	38 RH	3 097,91	**48,10%**	1 490,10
TOTAL		**10 134,58**		**4 075,47**

	Site	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	21 814,31	**54,25%**	11 834,83
	Soleure	1 574,75	**27,37%**	431,06
TOTAL		**23 389,06**		**12 265,88**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**8 190,41**

MAINTENANCE BATIMENTS SITE ETOILE

	Site	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	692,13	**93,35%**	646,09
	Bourse	6 079,64	**32,17%**	1 955,63
	Rue de Berne	7 016,88	**48,00%**	3 367,88
	38 RH	34 596,70	**48,10%**	16 641,08
TOTAL		**48 385,35**		**22 610,68**

	Site	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	459 069,28	**54,25%**	249 056,94
	Soleure	3 128,38	**27,37%**	856,33
TOTAL		**462 197,66**		**249 913,27**

	DEPENSES 2022 **EFFECTUEES PAR L'EMS A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS SUR LA BASE DU TGR**	**TGR**	**Remboursement VILLE à l'EMS**
Restaurants Administratifs Site Etoile et Fédération	7 318,67	**59,24%**	**4 335,58**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**231 638,18**

GARDIENNAGE 38RH - PROPRIETE VDS				
	Site	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriété Ville	38 RH	38 059,29	**48,10%**	18 306,59

GARDIENNAGE CA - PROPRIETE EMS				
	Site	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% VILLE (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriété EMS	CA	273 840,90	**54,25%**	148 565,76

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**130 259,17**

SITE DE LA FEDERATION

PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR L'EMS

	Bâtiment	Direction	Service	Surface Service SHON	Ratio RH Ville	Surface Service Ville	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR L'EMS	A REMBOURSER PAR LA VILLE
CHAUFFAGE	Atel. Serv. Circ.-Sign.-Ecl.-SIRAC	DMEPN	Sirac	1 404,75	0,00%	0,00	35 418,71	**10 573,30**
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DCPB	Maintenance Bâtiment	1 220,00	77,34%	943,55		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DESPU	Eau	2 340,00	0,00%	0,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRH	Habillement	200,00	59,05%	118,10		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRL	Achats opérationnels	650,00	50,00%	325,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DMEPN	Eclairage public	500,00	100,00%	500,00		
	Tour Entrée et Guérites S ite 44 rte Fédération	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	58,00	27,18%	15,76		
				6 372,75	**29,85%**	**1 902,41**		
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 2	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	27,18%	2 102,54	322 303,60	**98 986,61**
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 2	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	77,34%	453,21		
				8 321,60	**30,71%**	**2 555,75**		
	Bureaux Serv. Propreté/Collecte Déchets/Gens Voyage 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	1 451,60	0,00%	0,00	17 603,85	**0,00**
				1 451,60	**0,00%**	**0,00**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DMEPN	Voies Publiques	1 205,38	17,30%	208,53	24 666,96	**4 267,38**
				1 205,38	**17,30%**	**208,53**		
EAU								
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 3	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	27,18%	2 102,54	24 666,96	**7 553,08**
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 3	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	77,34%	453,21		
	Bureaux Serv. Propreté PC Déneigement 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0,00%	0,00		
				8 346,60	**30,62%**	**2 555,75**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DMEPN	Voies Publiques	1 205,38	17,30%	208,53	759,47	**131,39**
				1 205,38	**17,30%**	**208,53**		
ELECTRICITE	Atel. Serv. Circ.-Sign.-Ecl.-SIRAC	DMEPN	Sirac	1 404,75	0,00%	0,00	93 319,20	**28 264,29**
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DCPB	Maintenance Bâtiment	1 220,00	77,34%	943,55		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DESPU	Eau	2 340,00	0,00%	0,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRH	Habillement	200,00	59,05%	118,10		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRL	Achats opérationnels	650,00	50%	325,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DMEPN	Eclairage public	500,00	100%	500,00		
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 4	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	27,18%	2 102,54		
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 4	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	77,34%	453,21		
	Bureaux Serv. Propreté PC Déneigement 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0,00%	0,00		
	Tour Entrée et Guérites S ite 44 rte Fédération	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	58,00	27,18%	15,76		
				14 719,35	**30,29%**	**4 458,16**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DMEPN	Voies Publiques	1 205,38	17,30%	208,53	11 894,93	**2 057,82**
				1 205,38	**17,30%**	**208,53**		
								147 566,49

PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR LA VILLE

	Bâtiment	Direction	Service	Surface Service SHON	Ratio RH Ville	Surface Service Ville	PAIEMENTS 2022 EFFECTUES PAR LA VILLE	A REMBOURSER PAR L'EMS
CHAUFFAGE	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	110 584,60	**1 804,70**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DCPB	Maintenance Bâtiment	529,00	77,34%	409,13		
				7 345,21	**98,37%**	**7 225,34**		
EAU	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	1 604,33	**26,18**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DCPB	Maintenance Bâtiment	529,00	77,34%	409,13		
				7 345,21	**98,37%**	**7 225,34**		
ELECTRICITE	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	48 694,48	**9 380,02**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DCPB	Maintenance Bâtiment	529,00	77,34%	409,13		
	Bureaux Serv. Gens Voyage 44 rte Fédération	DSS	Gens du Voyage	127,42	0%	0,00		
	Bureaux Serv. Propreté 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0%	0,00		
	Bureaux Serv. Propreté/Collecte Déchets/Gens Voyage 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	1 451,60	0%	0,00		
				8 949,23	**80,74%**	**7 225,34**		
								11 210,91

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**136 355,58**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2022

Annexe 5

Etat de répartition des dépenses d'équipement informatique

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

Eurométropole de Strasbourg

DEPENSES D'INVESTISSEMENT INFORMATIQUE EXERCICE 2022

Objet	Equipements Projets	% Ville	Participation Ville
I. CHARGES COMMUNES			
Charges communes informatique	**6 148 761,93 €**	**57,84%**	**3 556 443,90 €**
Charges communes téléphonie	**507 335,67 €**	**59,07%**	**299 683,18 €**
II. DEPENSES IMPUTEES AUX SERVICES			
Direction de la population, des élections et des cultes			
Direction	4 314,70 €	97,69%	4 215,03 €
Accueil de la population	18 578,68 €	96,00%	17 835,53 €
Direction de l'enfance et de l'éducation			
Direction	267 935,05 €	100,00%	267 935,05 €
Inscriptions et scolarité	6 752,38 €	100,00%	6 752,38 €
Direction de la culture			
Action culturelle	4 308,00 €	82,74%	3 564,44 €
Archives	7 848,00 €	59,21%	4 646,80 €
Médiathèques	26 841,30 €	47,56%	12 765,72 €
Musées	46 816,09 €	100,00%	46 816,09 €
Direction des Sports			
Aquaglisse	32 988,00 €	0,00%	0,00 €
Direction	974,40 €	43,99%	428,64 €
Direction de l'urbanisme et des territoires			0,00 €
Géomatique et connaisance du territoire	71 319,60 €	3,00%	2 139,59 €
Aménagement du territoire et projets urbains	7 794,00 €	25,95%	2 022,54 €
Habitat	13 802,50 €	0,00%	0,00 €
Urbanisme et territoires	26 256,19 €	18,30%	4 804,88 €
Direction mobilité, espaces publics et naturels			
Espaces publics et naturels	17 256,96 €	42,93%	7 408,41 €
Stratégie et gestion du stationnement / Résidents	24 020,92 €	74,98%	18 010,89 €
Voies publiques	5 432,40 €	17,30%	939,81 €
Direction de l'architecture et du patrimoine			
Maintenance bâtiment	13 650,92 €	78,20%	10 675,02 €
Direction de la Sécurité			
Police municipale	15 548,04 €	100,00%	15 548,04 €
Direction conseil performance et affaires juridiques			
pilotage	142 654,68 €	50,00%	71 327,34 €
Direction commande Publique Responsable			
Achat et commande publique	16 200,00 €	25,00%	4 050,00 €
Secrétariat général			
Service des Assemblées	19 210,26 €	50,00%	9 605,13 €

Objet	Equipements Projets	% Ville	Participation Ville
Direction des ressources humaines			
Administration des ressources humaines	423 282,77 €	59,21%	250 625,73 €
Prévention qualité de vie au travail		59,21%	0,00 €
Médecine du travail	10 368,44 €	59,21%	6 139,15 €
Emploi, formation, insertion	1 791,00 €	59,21%	1 060,45 €
Direction des finances et de la programmation			
Direction	83 754,07 €	49,85%	41 751,40 €
Direction des ressources logistiques			
Direction	21 876,98 €	42,31%	9 256,15 €
Moyens généraux	24 210,00 €	54,06%	13 087,93 €
Parc véhicules et ateliers (département gestion de parc)	122 124,00 €	27,18%	33 193,30 €
Imprimerie	36 196,44 €	57,83%	20 932,40 €
Mission des achats opérationnels	2 665,20 €	50,00%	1 332,60 €
Direction de l'environnement et des services publics urbains			
déchets	187 362,40 €	0,00%	0,00 €
Direction de la communication	409 210,44 €	50,64%	207 224,17 €
Direction règlementation urbaine			
Domaine public	11 193,60 €	95,54%	10 694,37 €
Réglementation de la circulation	30 970,90 €	100,00%	30 970,90 €
Direction générale des services	455 567,02 €	50,00%	227 783,51 €
Solidarités santé jeunesse	40 765,89 €	78,73%	32 094,99 €
Numérique - systèmes d'information	1 890 736,38 €	57,84%	1 093 601,92 €
SIRAC	3 240,00 €	0,00%	0,00 €
	4 545 818,60 €		**2 491 240,30 €**

TOTAL GENERAL I+II		**11 201 916,20 €**	**56,66%**	**6 347 367,38 €**
CORRECTION DE L'ATTRIBUTION DU FCTVA :	**0,16404**	**9 364 353,87 €**	**56,66%**	**5 306 145,23 €**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2022

Annexe 6

Etat de répartition du mobilier et des travaux Site Etoile

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

MONTANT DES REMBOURSEMENTS A EFFECTUER

Programmes Annuels	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Travaux courants courants Site Etoile et Restaurants	329 839,24	220 737,47	277 410,82	367 593,97	262 260,78
Matériel et Mobilier de bureau	48 920,13	51 957,04	27 349,46	34 946,43	394 488,31
Renouvellement du parc machines - Imprimerie	76 848,29	194 175,11	52 306,83	18 139,75	84 121,29
Total	**455 607,66**	**466 869,62**	**357 067,10**	**420 680,16**	**740 870,38**

Programmes sur Autorisation de programme		**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Propriété VILLE - Immeuble de la Bourse	A rembourser par l'EMS	37 280,27	132 688,16	148 150,30	721 534,56
Propriété EMS - Centre Administratif	A rembourser par la Ville	89 463,92	271 062,36	643 738,10	2 407 544,58

	Site	Superficie en m2	**EMS - locataire % rapporté à la superficie totale**	DEPENSES 2022 **EFFECTUEES PAR LA VILLE** A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	2 119	**93,35%**	0,00	0,00
	Bourse	2 325	**32,17%**	15 577,01	5 010,63
	rue de Berne	954	**48,00%**	12 218,88	5 864,67
	38 RH	4 714	**48,10%**	201 644,58	96 991,45
	TOTAL			**229 440,47**	**107 866,75**

	Site	Superficie en m2	**VILLE - locataire % rapporté à la superficie totale**	DEPENSES 2022 **EFFECTUEES PAR L'EMS** A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	20 561	**54,25%**	764 752,16	414 897,80
	Soleure	2 172	**27,37%**	3 073,22	841,23
	TOTAL			**767 825,38**	**415 739,03**

	TGR	DEPENSES 2022 **EFFECTUEES PAR L'EMS** A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS SUR LA BASE DU TGR	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Restaurants Administratifs Site Etoile et Fédération	**59,21%**	**9 883,12**	**5 851,80**

TOTAL TTC	313 724,08

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**262 260,78**
CORRECTION FCTVA 0,16404	

SUIVI DEPENSES MOBILIERS 2022			
ENTITES	**Programme 57**	**%VILLE**	**REMBOURSEMENT**
CULTURE	5 700 €	82,74%	6 378,50 €
SOLIDARITE SANTE JEUNESSE	19 787 €	78,73%	21 067,23 €
ARCHITECTURE ET PATRIMOINE	114 740 €	71,40%	110 793,50 €
COMMUNICATION	37 032 €	50,64%	25 360,97 €
COMMANDE PUBLIQUES	9 292 €	31,84%	4 001,13 €
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	22 311 €	15,55%	4 691,93 €
ENVIRONNNEMENT ET SERVICES PUBLICS URBAINS	1 473 €	0,00%	0,00 €
DIRECTION GENERALE	18 799 €	50,00%	12 711,73 €
ESPACES PUBLICS ET NATURELS	38 559 €	42,93%	22 386,55 €
POPULATION ELECTIONS ET CULTES	1 790 €	97,69%	2 365,32 €
RELATIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES	741 €	76,42%	765,52 €
RESSOURCES HUMAINES	64 869 €	59,07%	51 820,46 €
RESSOURCES LOGISTIQUE	215 719 €	42,31%	123 432,92 €
REGLEMENTATION URBAINE	722 €	96,00%	937,35 €
TERRITOIRE	6 485 €	75,00%	6 577,40 €
URBANISME	24 418 €	18,30%	6 043,06 €
EDUCATION	18 517 €	100,00%	25 042,09 €
MOYENS GENERAUX	60 200 €	54,06%	44 012,28 €
SECRETARIAT GENERAL	443 €	50,00%	299,59 €
SPORTS	5 397 €	43,99%	3 211,00 €
	666 994 €		**471 898,54 €**

0,16404	**557 580,30 €**		**394 488,31 €**
	109 413,70 €		*77 410,24 €*

10

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Agence France Locale - Société territoriale : actualisation de la désignation de représentants au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Numéro E-2023-683

Présentation du groupe Agence France locale

Institué par les dispositions de l'article L.1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales (le CGCT) et créé en 2013, le **groupe Agence France Locale** est composé de deux entités juridiques distinctes :

- l'Agence France Locale - Société territoriale, société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 41 quai d'Orsay, 75007 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 799 055 629 (la ***Société territoriale***) ; et
- l'Agence France Locale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé 112 rue Garibaldi, 69006 Lyon, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649 (**l'*Agence France Locale***).

Les grands axes de la gouvernance du groupe Agence France Locale

La gouvernance de la Société territoriale :

Conformément à l'article L.1611-3-2 du CGCT, tel que modifié par l'article 67 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, la Société territoriale est la société dont les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux (EPL), sont actionnaires (les **membres**). Société-mère de l'Agence France Locale, elle est en charge des décisions institutionnelles et stratégiques du groupe.

Composé de 10 à 15 administrateurs, nommés pour un mandat de six ans, le conseil d'administration de la Société territoriale a vocation à assurer la variété de son actionnariat afin de préserver les équilibres de représentation entre les différents types d'entités qui composent la Société territoriale, avec un collège regroupant les régions, un collège regroupant les départements, et un collège regroupant les communes, EPCI à fiscalité

propre et EPT mentionnés à l'article L. 5219-2 du CGT, ainsi que les syndicats (autres que les syndicats mixtes ouverts qui auraient exprimé une demande de rattachement différente dans leur délibération), chaque catégorie d'entités ayant le pouvoir d'élire un nombre d'administrateurs qui est déterminé de manière proportionnelle (en fonction du poids de la catégorie d'entité concernée dans la dette publique locale par rapport au montant total de la dette publique supportée par l'ensemble des Membres à la date de réexamen).

Société anonyme, la Société territoriale réunit également chaque année l'assemblée générale de ses actionnaires au sein de laquelle chaque collectivité territoriale, groupement et EPL. Chaque membre est invité en sa qualité d'actionnaire, et peut solliciter des informations sur la gestion et les perspectives de la Société, et plus largement du groupe Agence France Locale.

La gouvernance de l'Agence France Locale

L'Agence France Locale est la filiale de la Société territoriale. Etablissement de crédit spécialisé, l'Agence France Locale assure l'activité opérationnelle du groupe. La direction de l'Agence France Locale est assurée par un directoire, actuellement composée de quatre personnes, professionnels reconnus du secteur bancaire des collectivités locales. Le directoire agit sous le contrôle permanent du conseil de surveillance de l'Agence France Locale.

Le conseil de surveillance, composé de personnalités indépendantes du secteur bancaire, des finances locales et de représentants de la Société territoriale (eux-mêmes issus des entités membres) s'assure de la qualité et de la cohérence des orientations prises par l'établissement de crédit du groupe.

L'ensemble des détails de la gouvernance du groupe Agence France Locale figure dans le Pacte d'actionnaires (le Pacte), les statuts de la Société territoriale et les statuts de l'Agence France Locale.

L'Eurométropole de Strasbourg est adhérente du groupe Agence France Locale et actionnaire de la Société territoriale depuis la délibération n°5 du 28 novembre 2014. Par délibération n°18 du 28 août 2020, un représentant et un suppléant ont été désignés. Il convient de procéder au remplacement du représentant titulaire de l'Eurométropole à l'assemblée générale et éventuellement aux autres instances de l'Agence France Locale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
et notamment son article L. 1611-3-2 et son article D.1611-41
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

- *M. Christian BRASSAC, en sa qualité de vice-président, en tant que représentant titulaire de l'Eurométropole de Strasbourg à l'assemblée générale des actionnaires de l'Agence France Locale - Société Territoriale,*

- *M. Valentin RABOT, en sa qualité de vice-président, en tant que représentant suppléant de l'Eurométropole de Strasbourg à l'assemblée générale des actionnaires de l'Agence France Locale - Société territoriale ;*

autorise

le représentant titulaire (ou son suppléant) de l'Eurométropole de Strasbourg à accepter toutes autres fonctions qui pourraient lui être confiées dans le cadre de la représentation au sein du groupe Agence France Locale (conseil d'administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, conseil de surveillance, conseil d'orientation, etc), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159255-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

11

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Créances irrécouvrables.

Numéro E-2023-587

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, la Trésorière de l'Eurométropole de Strasbourg a montré l'irrécouvrabilité de certaines créances détenues par l'Eurométropole de Strasbourg sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

La constatation de créances irrécouvrables entre dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralités des communes qui, en vertu de l'article L 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil de l'Eurométropole, car elles constituent une charge pour le budget métropolitain.

Les créances irrécouvrables sont récapitulées dans le relevé joint en annexe et concernent le budget principal et les budgets annexes. Elles se montent à **164 199,79 €** et sont décomposées comme suit :

I- Créances à admettre en non-valeur

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, la Trésorière fournit les justificatifs qui permettent de proposer l'admission en non-valeur de créances, qui se répartissent comme suit pour les différents budgets de l'Eurométropole:

budget principal : **89 062,67 €**

II- Créances éteintes

L'irrécouvrabilité de ces créances fait suite à une décision juridique s'opposant à toute action en recouvrement. Leur montant se répartit comme suit pour les différents budgets :

budget principal : **75 137,12 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les admissions en non-valeur au titre de l'exercice 2022 pour une somme de **89 062,67 €** au titre du budget principal sur la ligne budgétaire 65 / 6541 / 01 ;*

- *les créances éteintes pour une somme de **75 137,12 €,** au titre du budget principal sur la ligne budgétaire 65 / 6542 / 0 ;*

Le relevé détaillé est annexé à la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158880-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CREANCES IRRECOUVRABLES
BUDGET PRINCIPAL - EMS 1/2023

PRODUITS	MONTANT	NATURE IRRECOUVRABILITE	EXERCICE CONCERNE
Budget Principal			
Liste 5876570111	34 500,96	admission en non-valeur	2009 à 2022
Liste 3995150811	204,74	admission en non-valeur	2007
Liste 6004210111	*26 104,93*	*admission en non-valeur*	*2007-2020*
	60 810,63		
Occupation du domaine public			
réf 2100897545	47,94	créances éteintes	
	47,94		
Direction de l'environnement et de la propreté			
réf 1172033194	*1 175,12*	créances éteintes	
réf 1140580457	98,05	créances éteintes	
réf 1163965292	1 644,00	créances éteintes	
réf 1122057371	1 011,85	créances éteintes	
réf 1143299626	925,39	créances éteintes	
réf 1124508902	310,25	créances éteintes	
réf 1111033667	369,00	créances éteintes	
réf 1160633243	2 738,14	créances éteintes	
réf 1172033081	2 356,64	créances éteintes	
réf 1179792651	5 226,02	créances éteintes	
réf 1172033163	709,98	créances éteintes	
réf 2100904565	1 926,49	créances éteintes	
réf 1143298807	2 881,85	créances éteintes	
réf 1179939962	3 596,40	créances éteintes	
réf 1143299376	7 494,61	créances éteintes	
réf 1148861189	803,98	créances éteintes	
réf 1138554187	433,08	créances éteintes	
réf 1136566831	143,88	créances éteintes	
réf 1163112698	3732,42	créances éteintes	
réf 1143298759	1762,97	créances éteintes	
réf 1151735250	1724,11	créances éteintes	
réf 1117070668	2488,40	créances éteintes	
réf 1143298702	1485,05	créances éteintes	
réf 1143299626	925,39	créances éteintes	
réf 1149033971	638,33	créances éteintes	
réf 1117330354	36,98	créances éteintes	
réf 1142834770	831,51	créances éteintes	
réf 1110508129	1328,90	créances éteintes	
réf 1122939895	134,44	créances éteintes	
réf 1142266947	868,04	créances éteintes	
réf 1142834756	882,04	créances éteintes	

réf 1127871118	2488,46	créances éteintes	
réf 1110508012	203,18	créances éteintes	
réf 1143299150	5621,62	créances éteintes	
réf 1143818939	456,82	créances éteintes	
réf 1113772177	354,59	créances éteintes	
réf 1115102210	908,45	créances éteintes	
réf 1143299297	1568,59	créances éteintes	

62 285,02

Service Gestion et inventaire du patrimoine			
réf 1138286981	5 426,78	créances éteintes	
réf 1138287807	1 815,00	créances éteintes	
réf 1140100695	5 003,05	créances éteintes	

12 244,83

Service juridique			
réf 1179908239	150,00	créances éteintes	

150,00

Direction des Ressources Humaines			
réf 1198873076	210,22	créances éteintes	

210,22

Direction Sport et Jeunesse			
réf 11376939121	*28,00*	créances éteintes	

28,00

Ressources Logistiques			
réf 1137717076	*171,11*	créances éteintes	

171,11

Créances irrécouvrables issues du mandat de gestion locative			
tiers 25545	*10 931,00*	admission en non-valeur	
tiers 109429	*2 499,49*	admission en non-valeur	
tiers 136527	*13 500,00*	admission en non-valeur	
tiers 183705	*235,56*	admission en non-valeur	
tiers 99538	*909,79*	admission en non-valeur	
créances minimes (<30€)	*176,20*	admission en non-valeur	

644 **28 252,04**

Budget Principal		**60 810,63**
Occupation du domaine public		**47,94**
Direction de l'environnement et de la propreté		**62 285,02**
Service Gestion et inventaire du patrimoine		**12 244,83**
Service juridique		**150,00**
Direction des Ressources Humaines		**210,22**
Direction Sport et Jeunesse		**28,00**
Ressources Logistiques		**171,11**
Créances irrécouvrables issues du mandat de gestion locative		**28 252,04**
TOTAL		**164 199,79**

12

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Ajustement du tableau des emplois.

Numéro E-2023-615

La délibération qui vous est soumise porte, d'une part, sur des suppressions, des créations et transformations d'emplois, et, d'autre part, sur l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'art. L. 332-8 2° sur certains emplois.

- au titre de la Ville *(cf. annexes 1 et 3)* : la suppression de 4 emplois et la création de 20 emplois

- au titre de l'Eurométropole *(cf. annexes 2 et 4)* : la suppression de 4 emplois et la création de 12 emplois ;

- des transformations d'emplois créés précédemment *(cf. annexe 5)* et rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)* ;

- l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'article L. 332-8 2° sur les emplois présentés en annexe 6 : en l'absence de candidats titulaires ou de lauréats correspondant au profil, le Conseil autorise la Présidente à recruter, sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP, sur les emplois listés en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L. 313-1 et L. 332-8 2° du CGFP
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

après avis du CST, des suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe

autorise

le recrutement le cas échéant sur la base de l'art. L. 332-8 2° sur les emplois listés en annexe compte tenu du caractère déterminant des compétences et expériences requises.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158875-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe 1 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023 relative à la suppression d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	3 éducateurs de jeunes enfants	Elaborer et mettre en œuvre des activités pédagogiques pour les jeunes enfants. Organiser et gérer l'environnement matériel des jeunes enfants.	Temps complet	Educateur de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants à éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	Suppression d'emplois soumise au CST du 15/06/23.
Direction évènements et vie associative	Gestion de projets	Directeur artistique	Contribuer à la conception, la programmation, la production et la réalisation de l'opération. Décliner, définir et proposer, sur le plan artistique, idées, concepts et actions opérationnelles.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	

Annexe 2 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023 relative à la suppression d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Ressources humaines	-	1 chef de projet RH	Piloter, animer et/ou suivre des projets RH.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché hors classe	Suppression d'emploi soumise au CST du 15/06/23.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 conducteur	Conduire et utiliser tous types de véhicules. Réaliser l'entretien courant. Vérifier les organes de sécurité et signaler les dysfonctionnements.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CST du 15/06/23.
Direction de la communication	-	Documentaliste	Réaliser la revue "Ville à venir" . Gérer des bases de données documentaires . Développer les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) . Accueillir le public.	Temps complet	Bibliothécaire ou attaché	Bibliothécaire Attaché à attaché principal	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 chargé de clientèle	Gérer la relation client (analyse du besoin, sensibilisation à la réduction des déchets, établissement d'offres, contractualisation, suivi de recouvrement, gestion des contentieux). Contrôler et suivre sur le terrain.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CST du 15/06/23.

Annexe 3 à la délibération du Conseil eurométropole du 28 juin 2023 relative à la création d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	6 chargés d'accueil et d'orientation des usagers	Accueillir, renseigner et orienter les usagers. Les accompagner dans leurs démarches en ligne. Participer à la délivrance de prestations.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 1ère classe à rédacteur	Créations dans le cadre de l'extension du CA avec un premier accueil permettant l'accueil général et l'orientation dans le bâtiment.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	6 ASEM	Assister le personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des jeunes enfants. Préparer et mettre en état de propreté les locaux et le matériel servant directement aux enfants.	Temps complet	Agent spécialisé des écoles maternelles	ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe	Créations au sein des écoles maternelles de la Meinau, Branly, Albert Le Grand, Sainte-Aurélie, Reuss et Stoskopf.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 auxiliaire de puériculture	Prendre en charge les enfants. Conseiller et animer les activités d'éveil. Garantir la santé, la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture de classe normale à classe supérieure	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	2 accueillants petite enfance	Prendre en charge les enfants. Animer les activités d'éveil. Assurer la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Agent spécialisé des écoles maternelles ou agent social	ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe Agent social à agent social principal de 1ère classe	
Direction évènements et vie associative	Gestion de projets	1 chargé de production	Assurer le suivi de la réalisation de l'évènement et son évolution. Développer les démarches de valorisation de l'événement.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à Rédacteur principal de 1ère classe	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Caisse des Ecoles	1 Educateur de jeunes enfants encadrant des enfants de moins de 6 ans	Accompagner les enfants (2 à 6 ans) et les parents des quartiers relevant des cités éducatives de Strasbourg. Mettre en œuvre une expérimentation principalement au domicile des familles auprès des enfants et de leurs parents poru faciliter l'intégration à l'école.	Temps complet	Educateur de jeunes enfants ou assistant socio éducatif	Educateur de jeunes enfants à éducateur de jeunes enfants classe exceptionnelle ou assistant socio éducatif à assistant socio éducatif classe exceptionnelle	
Direction des relations européennes, internationales et transfrontalières	-	1 chargé de la médiation et des publics	Développer des projets éducatifs et des outils pédagogiques en lien avec l'exposition permanente et la programmation culturelle du Lieu d'Europe.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 1ère classe	
Direction de la Population, des élections et des cultes	Funéraire	2 agents de conservation des cimetières	Réaliser l'entretien général des sites (espaces verts, bâtiments...) . Assurer l'accueil et la police des opérations funéraires . Réaliser des exhumations administratives.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1re classe	

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023 relative à la création d'emplois permanents au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction des Ressources humaines	Service social du travail	1 conseiller en économie sociale et familiale	Prendre en charge et suivre les agents confrontés à des difficultés budgétaires et financières. Gérer et suivre la trésorerie du fonds social et des secours. Contribuer à la prévention des risques psychosociaux auprès des agents de la collectivité.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	
	Secrétariat des Elus	2 Secrétaires-assistants		Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal 2ème classe à rédacteur	
Direction Transition Energie Climat	-	1 assistant de direction	Assister l'encadrement et les cadres de la direction TE dans leur gestion administrative quotidienne (secrétariat, communication, accueil, organisation, assistance conduite de projets, suivi budgétaire, RH). Faire le lien avec le service AGR commun avec la DUT et la DDEA, mais également avec le pôle d'assistantes de la DGA TEET. Préparer et suivre certains dossiers nécessitant un suivi administratif rigoureux.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	
Direction Transition Energie Climat	Energie et territoire	1 contrôleur de gestion et recouvrement des subventions	Contrôle administratif et financier de 6 DSP de réseaux de chaleur, des concessions électricité et gaz. Suivi financier et administratif des appels à projet européens pour recouvrement des subventions.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 agent de contrôle des points d'apport volontaire	Suivre l'état du parc des conteneurs des différents flux de déchets, des emplacements de collecte et leur entretien. Participer au suivi de réalisation des collectes et prestations. Assurer l'interface avec les usagers, les communes et les prestataires.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 responsable d'applications informatiques	Administrer les applications du service. Assurer la maintenance et la gestion des outils. Contribuer aux projets de développement d'outils et de dispositifs informatiques.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 chef de projet unité de valorisation énergétique	Piloter le projet de rénovation et de mise à niveau de l'UVE de la définition du besoin jusqu'à la livraison finale. Construire une stratégie d'intervention de "mise à niveau " de l'UVE (consolidation des besoins, études des besoins ....)	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023 relative à la création d'emplois permanents au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la communication	-	1 responsable ressources	Coordonner et assurer la gestion des ressources financières et humaines. Assurer un rôle de conseil et d'expertise en la matière. Superviser et suivre les marchés publics.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction du Numérique et système d'informations	Informatique	Chef-fe de projets	Assister et accaompagner les métiers dans leurs usages. Piloter et conduires des projets informatiques. Assurer le maintien en condition opérationnelle des applications informatiques.	Temps complet	Ingénieur ou attaché	Ingénieur à ingénieur prinicpal ou attaché à attaché principal	
Direction du Numérique et système d'informations	Informatique	assistant-e à la gestion des demandes	Participer au développemet des usages, des applications et outils existants. Assurer la maintenance des applications. Accompagner les autres collaborateurs en tant que référent d'usage sur ses applications ou sur un aspect technico-fonctionnel.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	
Direction du Numérique et système d'informations	Informatique	Chargé-e de production	Traiter les incidents de 2ème niveau de l'infrastructure du SI. Administrer, maintenir et intégrer les composants informatiques, applicatifs, réseaux et télécommunications. Participer aux évolutions de l'infrastucture du SI.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 1ère classe à Technicien principal 2ème classe	

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CST							
Direction de la Culture	Action culturelle	1 chargé de la programmation culturelle et éducative	Coordonner et mettre en œuvre la programmation culturelle et éducative. Organiser des manifestations.	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé de la médiation et des publics) suite au CT du 13/10/22.
Direction Urbanisme et territoires	Aménagement du territoire et projet urbain	urbaniste opérationnel	Elaborer et suivre les études urbaines et préopérationnelles constituant les cadres de référence pour les aménageurs et promoteurs. Apporter son expertise en matière de qualité urbaine dans les projets.	Temps complet	Ingénieur ou attaché	Ingénieur à ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions (avant chef de projet des politiques urbaines)
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction des Ressources humaines	Emploi et développement des compétences	1 responsable cellule administrative et apprentissage	Encadrer la cellule administrative. Piloter et suivre le dispositif d'apprentissage. Piloter et/ou participer à des projets et outils.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant responsable de la cellule administrative - référent apprentissage calibré rédacteur principal de 2ème classe à 1ère classe).
Direction de la Culture	Médiathèques	1 technicien en bâtiment	Assurer la maintenance des établissements. Suivre les contrats. Elaborer et suivre les procédures en matière de sécurité des établissements (ERP). Coordonner et assurer le suivi logistique.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent de maintenance - surveillant de travaux calibré adjoint technique à agent de maîtrise principal).
Direction de la Culture	Médiathèques	1 adjoint au responsable de département	Seconder et remplacer le responsable en son absence. Contribuer à la mise en valeur du fonds. Participer à l'accueil du public.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant de bibliothèque calibré assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe).
Direction des Espaces publics et naturels	Espaces verts et de nature	1 chargé du suivi d'opérations	Définir, suivre et contrôler les travaux exécutés par les entreprises.	Temps complet	Agent de maîtrise ou technicien	Agent de maîtrise à technicien	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant jardinier calibré adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe).
Direction des Espaces publics et naturels	Voies publiques	2 techniciens exploitation des routes	Programmer, piloter et suivre les travaux d'entretien des routes à chaussées séparées. Instruire les demandes d'intervention, les dossiers d'exploitation sous chantier et les demandes d'occupation du domaine public.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire de travaux calibré agent de maîtrise à technicien).
Direction des Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 technicien de gestion patrimoniale	Participer à l'instruction des projets d'aménagement. Réaliser les dossiers d'exploitation sous chantier. Organiser et assurer la surveillance et l'évaluation de l'état du patrimoine. Gérer la base de données.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chef d'équipe calibré agent de maîtrise à agent de maîtrise principal).
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 agent de contrôle des points d'apport volontaire	Suivre l'état du parc des conteneurs des différents flux de déchets, des emplacements de collecte et leur entretien. Participer au suivi de réalisation des collectes et prestations. Assurer l'interface avec les usagers, les communes et les prestataires.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de la fourchette de grades (avant calibré adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe).
Cabinet	Administration Générale du Cabinet	1 Responsable ressources humaines	Participer à la définition des objectifs RH et assurer la gestion des emplois et des compétences. Organiser et coordonner les activités RH. Suivre des dossiers transversaux.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré redacteur à Rédacteur principal de 1ère classe).

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations sans incidence financière							
Direction de la Culture	Conservatoire	1 directeur du Conservatoire	Piloter l'organisation du Conservatoire, sa gestion humaine, administrative et financière. Diriger la mise en œuvre du projet pédagogique et veiller à son renouvellement, en partenariat avec les autres institutions culturelles et les artistes.	Temps complet	Directeur d'établissement d'enseignement artistique ou attaché	Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie Attaché à attaché hors classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie).
Direction de la Culture	Médiathèques	2 assistants de bibliothèque	Gérer un secteur thématique de collections. Traiter les documents. Participer aux propositions d'acquisitions. Accueillir le public et participer aux animations.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant assistant de bibliothèque - responsable de secteur calibré assistant de conservation principal de 2ème classe à 1ère classe).
Direction des finances et de la programmation	Administration Générale de la direction des finances et de la programmation	1 Directeur des finances et de la programmation	Encadrer et animer la direction. Piloter et coordonner les opérations financières, budgétaires et comptables des collectivités.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché principal à administrateur hors classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant Directeur des Finances et de la programmation - adjoint au DGA calibré administrateur à administrateur hors classe).

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Cabinet	Administration générale du Cabinet	1 responsable des cellules courrier et représentations	12/05/23	Besoins du service : forts enjeux en matière de coordination et de gestion.	Bac+3/5 en sciences politiques, droit, gestion, ou équivalent.	Expérience au sein d'une administration requérant une maîtrise des collectivités territoriales et des institutions publiques, une connaissance du monde politique, ainsi qu'une capacité à encadrer et à organiser, à prioriser et à travailler dans l'urgence.
Direction des Solidarités, de la santé et de la jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	6 intervenants sociaux	19/11/21	Besoins du service : forts enjeux en matière d'accompagnement social et d'animation de projets dans les structures d'hébergement et d'accueil.	DE de moniteur-éducateur ou bac à bac+2 dans le domaine social, éducatif, animation, médiation, ou équivalent.	Expérience avec du public en rupture requérant une maîtrise de l'accompagnement social, du montage et de l'animation de projets collectifs et individuels, ainsi que des capacités de médiation, de travail au sein d'équipes pluridisciplinaires et en autonomie.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 chargé de mission patrimoine	29/01/21	Nature des fonctions très spécialisées : expertise des dispositifs et de la préservation du patrimoine.	Bac+3/5 en protection et valorisation du patrimoine historique et culturel, en histoire de l'art, en gestion de projets et structures artistiques et culturels, ou architecture, ou équivalent.	Expérience dans le domaine de la préservation du patrimoine, de l'architecture et/ou de la gestion de projets culturels requérant une expertise des dispositifs, de l'environnement institutionnel et de la préservation du patrimoine, des acteurs et des réseaux nationaux et internationaux liés au patrimoine, ainsi qu'une maîtrise de l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture.
Direction de la Culture	Action culturelle	1 référent communication	16/12/22	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement de la structure.	Bac+2 dans le domaine de la communication, de la médiation culturelle, de la gestion de projets culturels, ou de l'histoire de l'art, ou équivalent.	Expérience dans le domaine de la communication culturelle requérant une maîtrise des techniques et outils de communication, des techniques de médiation culturelle, de la langue anglaise, des connaissances en architecture, arts décoratifs, histoire et histoire de l'art, ainsi qu'une capacité à organiser des actions de communication et de relations publiques.
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de théâtre	27/06/14	Nature des fonctions très spécialisées : dispenser un enseignement artistique spécifique et de renom dans sa discipline auprès d'élèves allant jusqu'aux classes supérieures, partager son expérience et sa connaissance professionnelles.	Certificat d'aptitude (CA) dans sa spécialité ou diplôme équivalent.	Expérience d'interprète de haut niveau. Expérience pédagogique diversifiée, y compris à un niveau supérieur. Pratique de plusieurs langues étrangères.
Direction de la Culture	Conservatoire	1 Professeur de musique	27/06/14	Nature des fonctions très spécialisées : dispenser un enseignement artistique spécifique et de renom dans sa discipline auprès d'élèves allant jusqu'aux classes supérieures, partager son expérience et sa connaissance professionnelles.	Certificat d'aptitude (CA) dans sa spécialité ou diplôme équivalent.	Expérience d'interprète de haut niveau. Expérience pédagogique diversifiée, y compris à un niveau supérieur. Pratique de plusieurs langues étrangères.
Direction de la Culture	Musées	1 Régisseur adjoint des collections	24/09/21	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en conservation préventive, en organisation et gestion des mouvements de collections d'œuvres	Bac+5 en régie des collections ou équivalent	Expérience dans la régie des collections. Expertise du cadre réglementaire et technique des mouvements de collections, des prêts/emprunts, des restaurations des collections.
Direction de la Culture	Musées	2 Régisseurs des expositions	24/09/21	Nature des fonctions très spécialisées : expertise des techniques de préparations des expositions d'œuvres	Bac à Bac+2 en gestion de projets culturels ou équivalent	Expérience en régie des expositions dans le milieu culturel réquérant une expertise des techniques de préparations des expositions d'œuvres, une maîtrise des constats d'état de conservation des œuvres, des cadres réglementaires et des techniques des mouvements d'œuvres empruntées.
Direction des Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 responsable du département Ingénierie patrimoniale	05/10/12	Besoins de service : forts enjeux en matière de définition des orientations stratégiques de la gestion patrimoniale.	Ingénieur en travaux publics ou génie civil, ou équivalent.	Expérience confirmée requérant une expertise de la conduite de projet, une maîtrise des travaux publics, du génie civil, des procédures administratives et financières liées à une activité techniques, ainsi que des capacités managériales.
Direction des Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 responsable de département	27/10/00	Nature des fonctions très spécialisées : expertise des normes de qualité des modes opératoires en travaux publics de voirie	Ingénieur en travaux publics, génie civil, physique ou chimie, ou équivalent.	Expérience confirmée requérant une expertise des normes de qualité des modes opératoires, une maîtrise des connaissances en génie civil, travaux publics, physique et/ou chimie, ainsi que des capacités managériales et à réaliser des essais.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Collecte et valorisation des déchets	1 chef de projet unité de valorisation énergétique	28/06/23	Besoins du service : forts enjeux liés à la mise à niveau de l'UVE liées aux évolutions réglementaires et à des désordres sur le bâti relevant de la responsabilité de l'Eurométropole ou demandant une étroite articulation avec les interventions de la responsabilité du délégataire.	Architecte ou ingénieur ou équivalent dans le domaine du bâtiment, des travaux publics, du génie civil, du génie des procédés ou du génie industriel.	Expérience confirmée dans la conduite de projets de construction ou de processus industriels requérant une expertise de la méthodologie de conduites de projets, des montages opérationnels complexes, de la réglementation sur les marchés publics et la loi MOP, des démarches HQE, une maîtrise du droit de l'urbanisme, de la construction et des réglementations normatives, des techniques de construction, en matière de budget prévisionnel et économie de la construction, et de méthodologie d'organisation de chantier.
Direction de l'Environnement et des services publics urbains	Propreté urbaine	1 Adjoint au responsable des toilettes publiques	24/03/21	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement des équipements sanitaires	CAP à bac dans le domaine technique.	Expérience confirmée dans l'encadrement et l'animation d'équipes requérant une maîtrise de la maintenance et de l'entretien d'équipements, du suivi de travaux, de la réglementation et de la prévention des risques liés à l'hygiène et à la sécurité et une maitrise des outils bureautiques.
Direction de l'Architecture et du patrimoine	Ingénierie de la construction	5 chargés d'études de programmation	03/05/13	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement de la structure.	Ingénieur dans le domaine de la construction, architecte, ou équivalent	Expérience dans le domaine de la construction de bâtiments requérant une expertise dans le pilotage d'études de faisabilité, ainsi qu'une maîtrise technique, architecturale et environnementale du bâtiment.
Direction de l'Architecture et du patrimoine	Gestion et inventaire du patrimoine bâti	5 assistants chargés de gestion de patrimoine immobilier	01/07/16 05/04/19 24/03/23	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la gestion patrimoniale de la collectivité.	Bac à bac+2 dans le domaine de la gestion immobilière, administratif, de la comptabilité, ou équivalent.	Expérience dans la gestion locative immobilière requérant une maîtrise des procédures de gestion immobilière et comptable, ainsi que des connaissances en droit immobilier.
Direction de l'Architecture et du patrimoine	Gestion et inventaire du patrimoine bâti	2 chargés de maintenance	28/03/13 29/11/13	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la maintenance des immeubles municipaux.	CAP ou bac pro dans le domaine du bâtiment ou équivalent.	Expérience dans la maintenance des bâtiments requérant une maîtrise des normes et techniques de mise en œuvre des matériels et matériaux dans le bâtiment ainsi qu'une maîtrise de la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité dans les ERP.
Direction de la commande publique responsable	Achats et Commande Publique	1 Chargé du contrôle a priori des marchés	25/06/10	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en marchés publics.	Bac à bac+2 en droit ou équivalent.	Expérience en marchés publics requérant une maîtrise des dispositifs législatifs et réglementaires des marchés publics, ainsi qu'une maîtrise de la rédaction des documents administratifs
Direction Transition Energie Climat	Energie et Territoire	1 Chargé de mission "mobilités et décarbonées et énergies renouvelables"	18/12/20	Nature des fonctions très spécialisées: piloter, proposer et développer une stratégies d'énergies renouvelables nécessaires aux mobilités décarbonées.	Ingénieur dans le domaine des énergies renouvelables et décarbonées	Expérience dans la conduite de projet en matière d'énergies renouvelables et spécifiquement dans les mobilités décarbonées

13

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Politique de déplacements : règles encadrant les déplacements professionnels.

Numéro E-2023-705

La collectivité dispose d'un règlement d'attribution des indemnités de frais de déplacements temporaires qui encadre les processus d'autorisation et de remboursement des voyageur·ses. Il est soumis chaque année à l'assemblée délibérante.

La législation applicable à ce domaine d'activité a connu des évolutions importantes en 2019. Par ailleurs, la collectivité a engagé une modification de la gestion de ses déplacements : un marché de « prestations d'agence de voyage » qui s'inscrit dans un périmètre restreint a été attribué à HAVAS par la commission d'appel d'offres le 10 octobre 2019.

Les déplacements professionnels représentent un coût pour les collectivités ; la « politique voyages et déplacements » vise à mieux guider les voyageur·ses dans l'organisation de leurs déplacements et dans l'engagement des dépenses qui s'y rapportent.

Dans la limite du budget voté et dans un souci de réduction de l'impact environnemental, tous les voyageur·ses sont invité·es à porter une attention particulière quant au choix du mode de déplacement.

Dans cette optique, il est opportun de mettre à disposition des voyageur·ses les règles régissant la politique de déplacements de la collectivité dans un règlement intérieur.

Ce document a pour objectif de définir les principes cadres qui explicitent les modalités de déplacements et de remboursement des frais engagés lors de tout déplacement en dehors de la résidence administrative. Un guide de gestion des frais de déplacements et une « notice voyageur·ses » sont par ailleurs mis à disposition des acteurs de la politique voyage.

Vu la réglementation suivante :

- Décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret no 91-573 du 19 juin 1991.

- Décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.
- Décret n°2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 Arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.
- Arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.
- Arrêté du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.
- Arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.
- Arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.
- Arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret no 2006-781 du 3 juillet 2006.
- Arrêté du 12 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
annule

les précédentes délibérations et règlement d'attribution des frais de déplacement à compter du 1er juillet 2023 ;

approuve

le nouveau règlement intérieur qui encadre le remboursement des frais de déplacement applicable à compter du 1er juillet 2023 ;

autorise

le remboursement maximal dans la limite des seuils règlementaires pour une nuitée, petit déjeuner inclus ;

fixe

le montant du forfait de droit commun au maximum du forfait national, à savoir en l'état actuel du droit, à :

Lieu	*Taux forfaitaire Montant de droit commun*	*Restauration*
Paris	*110€*	*17,50€*
Grand Paris	*90€*	*17,50€*
Communes ≥ 200 Khab	*90€*	*17,50€*
Autres communes	*70€*	*17,50€*

fixe

pour une durée limitée à l'exercice budgétaire 2023, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage, pour les agent·es, les élu·es, les intervenant·es extérieur·es, établies jusqu'à concurrence de 180€ la nuitée, petit-déjeuner inclus, conformément au tableau suivant :

Lieu	*Taux forfaitaire Montant de droit commun*	*Plafond maximum Fixé pour l'année 2023*
Paris	*110€*	*180€*
Grand Paris	*90€*	*180€*
Communes ≥ 200 Khab	*90€*	*180€*
Autres communes	*70€*	*180€*

Le régime dérogatoire ne s'applique pas à l'indemnité journalière prévue pour les déplacements à l'étranger.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159845-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Règlement intérieur des frais de déplacements
à compter du 1er juillet 2023

1. Principes généraux

Le présent règlement intérieur précise les modalités d'indemnisation des frais de déplacement temporaire des agent·es permanent·es et non permanent·es de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, des élu·es municipaux·les et eurométropolitain·nes, des collaborateur·rices occasionnel·les et des intervenant·es extérieur·es.

Il concerne tous les déplacements temporaires en France métropolitaine, en outre-mer ainsi qu'à l'étranger.

2. Missions en métropole

Frais d'hébergement et de repas

L'indemnisation des frais de repas et d'hébergement est effectuée forfaitairement, sur les bases suivantes :

- 17,50€ pour un repas de midi lorsque le/la voyageur·se est en mission pendant la totalité de la durée de 12 heures à 14 heures ou de 19 heures à 21 heures.
- 70€/90€/110€ pour une nuitée petit déjeuner inclus, en fonction de la commune de la mission lorsque le/la voyageur·se est en mission de 0 heure à 5 heures sur l'ensemble du territoire national

Aucun justificatif des dépenses engagées n'est nécessaire pour bénéficier du versement de l'indemnisation **forfaitaire** des frais de repas.

L'indemnité de repas est réduite de 50 % si le repas est pris dans un restaurant administratif ou assimilé.

Lorsque le/la voyageur·se bénéficie d'une prestation gratuite, qu'il s'agisse d'hébergement ou de repas, il ne peut prétendre à l'indemnité correspondante. Il doit le préciser dans l'ordre de mission et sur la demande de prise en charge des frais de mission.

Pour le décompte des frais de mission, un délai forfaitaire d'une demi-heure est inclus dans la durée de la mission avant l'heure de départ et après l'heure de retour, pour tenir compte du temps passé par le/la voyageur·se pour rejoindre le lieu où il doit emprunter un moyen de transport en commun et inversement. Le délai est porté à 1 heure en cas d'utilisation de l'avion.

Frais de transport

Le transport dans le cadre d'une mission doit en principe s'effectuer par voie ferroviaire, en 2ème classe.

Le recours à la 1ère classe pour la voie ferroviaire ou l'usage de la voie aérienne peut être autorisé par l'autorité qui ordonne le déplacement. Cette autorisation doit impérativement être donnée préalablement au départ en mission par l'autorité territoriale.

L'utilisation par le/la voyageur·se de son véhicule personnel pour sa propre convenance ou pour raison de service peut aussi être accordée par l'autorité territoriale, préalablement au départ : dans le cas de l'usage de véhicule à moteur, pour quelque motif que ce soit, la mission donne lieu à une indemnisation

sur la base du tarif de transport public le moins onéreux au jour de la demande d'ordre de mission (billet de transport ferroviaire 2ème classe).
Il est également précisé que le recours au voyagiste est en principe limité aux voyages nécessitant une expertise particulière. À contrario, il n'est pas obligatoire pour un·e voyageur·se de recourir au marché, s'il préfère organiser son voyage de son côté.

3. Missions à l'étranger

Frais d'hébergement et de repas

L'indemnité de mission est versée, sur présentation de justificatifs, au taux forfaitaire journalier fixé par arrêté pour chaque pays.

À titre indicatif, l'indemnité de mission maximale est versée dans les conditions suivantes :
- 65 % pour la nuitée si l'agent·e est en mission entre 0 heure et 5 heures ;
- 17,5 % pour le repas de midi si l'agent·e est en mission de 12 heures à 14 heures ;
- 17,5 % pour le repas du soir si l'agent·e est en mission de 19 heures à 21 heures.

Pour le calcul des indemnités de mission à l'étranger, la mission commence à l'heure d'arrivée dans la localité, le port ou l'aéroport de destination et se termine à l'heure de départ de ce même lieu pour le retour.
Le temps passé à bord des bateaux ou avions n'ouvre droit à aucune indemnité de repas sauf si le prix du billet ne comprend pas la prestation.

La prise en charge des frais de repas lors d'un déplacement à la journée à l'étranger sera effectuée sur la base du taux applicable en France et non du barème journalier.

Frais de transport

Les modalités de remboursement des frais de transport sont les mêmes pour un déplacement à l'étranger et pour un déplacement en métropole.

4. Missions outre-mer

Frais d'hébergement et de repas

Pour les missions ou intérims en outre-mer, le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit- déjeuner, sont fixés comme suit :

Lieu	Hébergement incluant le petit déjeuner	Repas (Déjeuner et Diner)
Martinique, Guadeloupe, Guyane, à la Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et Saint Martin	70€	17,50€
Nouvelle Calédonie, à Wallis-Et-Futuna et en Polynésie française.	90€ ou 10 740 F CFP	21€ ou 2 506 F CFP

Frais de transport

Les modalités de remboursement des frais de transport sont les mêmes pour un déplacement en outre-mer que pour un déplacement en métropole.

5. Régime dérogatoire

Lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, une délibération du conseil peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage.
Elles ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée, ni à fixer des taux forfaitaires de remboursement des frais d'hébergement inférieurs aux taux nationaux.

Le régime dérogatoire s'applique à l'hébergement en métropole. Les voyages à l'étranger sont exclus du régime dérogatoire tant pour l'hébergement que pour la restauration.

6. Formations et stages

Lorsqu'une formation est accordée à l'agent·e par la collectivité ou à l'occasion des stages effectués dans le cadre des formations prévues par les statuts de la fonction publique territoriale, la liquidation des frais s'effectue dans les mêmes conditions que pour un ordre de mission classique s'il n'y a aucune prise en charge prévue par l'organisme de formation.

7. Concours et examens

La présentation à un concours ou examen professionnel donne lieu au seul remboursement des frais de transport sur la base du billet de transport ferroviaire 2ème classe et dans la limite d'une seule présentation au concours par année civile.
En cas de choix entre plusieurs centres d'examens pour un même concours ou examen, la présentation doit être réalisée dans le centre d'examen le plus proche de Strasbourg.

Cependant, si l'agent·e est appelé à se présenter aux épreuves d'admission du même concours ou examen, les frais de transport engagés à cette occasion font également l'objet d'une indemnisation.

Aucun frais d'hébergement et de repas n'est pris en compte.

8. Autres frais

Peuvent également donner lieu à remboursement lors d'un déplacement :

- sur justificatif et sous réserve d'une autorisation préalable explicite de l'autorité qui ordonne le déplacement, les frais :

  - de location de véhicule en l'absence de tout moyen de transport adapté ;
  - de taxi lorsque l'intérêt du service le justifie ou en l'absence de transport collectif à destination ;
  - de carburant en cas d'utilisation du véhicule de service ou de location ;
  - de péage autoroutier en cas d'autorisation d'utilisation du véhicule de service ou de location ;
  - de parc de stationnement[1] à destination (dans la limite de 72 heures) en cas d'autorisation d'utilisation du véhicule de service ou de location ;
  - de délivrance d'un visa ;
  - de vaccinations obligatoires ou recommandées.

- sur justificatif, les frais à destination, de transport collectif (Métro, RER, tramway, bus, navette aéroport, etc. …)

[1] Parking Relais, parking d'aéroport ou hôtelier, pas de stationnement sur voirie horodatée.

9. Prise en charge des frais des intervenants extérieurs

Lorsque les frais de déplacement d'un·e intervenant·e extérieur·e ne sont pas déjà prévus par le prestataire ou inclus dans les honoraires, l'indemnisation peut intervenir, sous réserve de l'autorisation de l'autorité qui ordonne le déplacement, au taux forfaitaire ou aux frais réels. Dans tous les cas, l'indemnisation intervient sur présentation des justificatifs.

10. Prise en charge des frais des candidats à un poste à l'Eurométropole

Il peut être décidé de prendre en charge les frais de déplacement des candidat·es non résidant dans le département du Bas-Rhin se présentant à un entretien de recrutement pour un poste à l'Eurométropole, à compter du deuxième entretien, sur la base du tarif de transport ferroviaire 2ème classe, sauf autorisation particulière expresse de l'autorité territoriale.

11. Dispositions communes

À condition d'en faire la demande 15 jours avant le départ en mission, le/la voyageur·ses peut prétendre à une avance sur ses frais de mission, dans la limite de 75 % du montant estimatif qui atteint un minimum de **50 €**.

Le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est à considérer comme étant la résidence administrative des agent·es qui sont employés par elle. Les déplacements dans cette zone ne peuvent donner lieu au versement d'aucune indemnité de mission.

À ce titre, il est rappelé que le versement sous forme d'indemnité kilométrique est interdit au sein de la résidence administrative. Par ailleurs, la prise en charge de frais de stationnement au sein de la résidence administrative est interdite.

14

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Extension d'une prime "équivalent Ségur" à certain·es agent·es exerçant des missions dans les secteurs du social et du médico-social mais jusqu'alors non inclus·es dans le périmètre des revalorisations salariales consenties dans le Ségur ;
Mise en place d'une prime de revalorisation pour les médecins exerçant leurs fonctions au sein du service de la Protection maternelle et infantile (PMI).

Numéro E-2023-335

Conformément à l'engagement pris par le Gouvernement dans le cadre de la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social de février 2022, certain·es agent·es public·ques exerçant au sein de services et établissements sociaux et médico-sociaux bénéficient désormais d'un complément de traitement indiciaire (CTI). Les contractuels perçoivent une indemnité équivalente. C'est ce que précise le décret n° 2022-1497 du 30 novembre 2022 qui fixe les modalités de mise en œuvre de l'article 44 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative (LFR) pour 2022.

En effet, l'article 44 de la LFR pour 2022 a modifié l'article 48 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2021 afin de transformer en CTI la prime de revalorisation créée en faveur notamment des personnels de la filière socio-éducative et animation exerçant des fonctions d'accompagnement socio-éducatif dans les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les établissements et services sociaux et médico-sociaux de la fonction publique territoriale et certains services des conseils départementaux.

A la différence de la prime de revalorisation, le CTI présente un caractère obligatoire avec un versement rétroactif au 1er avril 2022 et est pris en compte dans le calcul de la retraite des fonctionnaires.

Pour rappel, le montant du CTI est égal à 49 points d'indice majoré, soit 229,62€ bruts mensuels du 1er avril au 30 juin 2022 et 237,65 € bruts mensuels à compter du 1er juillet 2022. Il suit l'évolution de la valeur du point d'indice. Le montant brut de l'indemnité équivalente versée aux contractuels est défini par référence à la valeur du point d'indice.

Au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, ce sont 276 agent·es relevant des cadres d'emplois de la filière sociale et médico-sociale en relation directe avec les publics fragiles au sein de plusieurs entités de la Direction des solidarités santé jeunesse qui ont ainsi pu bénéficier du CTI dès le mois de décembre 2022 avec effet rétroactif au 1er avril 2022.

Le présent rapport a pour objet de proposer au Conseil d'étendre le champ d'application de cette mesure de reconnaissance en actant la mise en place d'une prime « équivalent Ségur » pour des agent·es de l'Eurométropole de Strasbourg exclu·es du dispositif, et d'une prime de revalorisation pour les médecins du service de la protection maternelle et infantile (PMI).

Ces mesures, qui concerneraient près de 140 agent·es de la collectivité, participent à l'effort financier global de plus d'1,5 million d'euros qu'assumera donc l'Eurométropole et la ville de Strasbourg pour les primes Ségur et équivalences à destination de cette population considérée comme « oubliée du Ségur ».

Le coût de la revalorisation salariale « équivalent Ségur » représente environ 600 000 € auquel se rajoute environ 45 000 € pour la prime de revalorisation des médecins de la PMI soit un total de 645 000 € brut. La recette complémentaire liée aux mécanismes de compensation portera sur environ 86 postes et sera de 353 000 €, ce qui laissera une charge nette d'environ 247 000€ pour la collectivité.

Ce projet a été soumis à l'avis du Comité social territorial réuni le 14 avril 2023.

I. Extension d'une prime « équivalent Ségur » à certain·es agent·es exerçant des missions dans les secteurs du social et du médico-social

Malgré la publication du décret du 30 novembre dernier ouvrant le bénéfice du CTI à de nouvelles catégories d'agent·es public·ques chargé·es de l'accompagnement des publics fragiles, de nombreux·ses professionnel·les de la filière administrative notamment, à l'instar des secrétaires médico-sociaux·les (SMS) ou encore des conseiller·ères sociaux·les par exemple dont les missions sont essentielles à la mise en œuvre concrète des politiques sociales et médico-sociales, demeurent exclu·es du périmètre d'application du CTI, ce qui suscite un sentiment d'incompréhension et d'iniquité chez les personnels.

Par ailleurs, le caractère atypique et la singularité des collectivités employeuses n'ont pas été prises en compte par le décret. La ville de Strasbourg, notamment, porte historiquement des missions qui ne sont traditionnellement pas du ressort des communes, et qui n'ont par conséquent pas été incluses dans le décret (par exemple la santé scolaire).

Dans un souci de cohérence avec la réalité du terrain et de reconnaissance des métiers du social et du médico-social indispensables à la cohésion sociale mais également en tension avec de fortes difficultés de recrutement, il est proposé « d'aller plus loin » au sein de l'Eurométropole de Strasbourg en actant une prime « équivalent Ségur » pour plusieurs professions laissées à l'écart des textes gouvernementaux.

- **Les personnels concernés :**

Ce sont près de 135 agent·es figurant dans les rangs des « oublié·es du Ségur » qui bénéficieront ainsi de cette prime « équivalent Ségur ».

- Au sein de la Direction des solidarités santé jeunesse (DSSJ) – plus de 120 postes dont :
  - des postes de nature administrative dont les fonctions et missions sont menées en lien étroit avec les travailleur·ses sociaux·les et concernent les mêmes publics. Il s'agit principalement des conseiller·ères sociaux·les et secrétaires médico-sociaux·les (SMS),
  - des postes d'encadrement concernant les entités couvertes par le Ségur, et ce quelle que soit la filière des titulaires des postes (les profils en question étant affichés en multi-filière),
  - des postes de médecins, d'infirmier·ères, de dentistes et d'assistant·es dentaires des services de santé scolaire et de santé dentaire (établissements non identifiés dans le décret) dont le cadre de travail relevant de la prévention en santé est proche de celui de la protection maternelle et infantile (PMI).

- Au sein de la Direction de l'enfance et de l'éducation (DEE) – 5 postes dont :
  - 1 poste de médecin référent et 1 poste de psychologue rattachés au service Famille et petite enfance,
  - 1 poste de travailleur·se social·e rattaché au service des inscriptions scolaires sur le suivi des enfants scolarisés à domicile,
  - 1 poste d'infirmier·ère sur l'accompagnement des enfants porteur·ses de handicap et 1 poste d'éducateur·rice de jeunes enfants référent·e des Cités éducatives.

- Au sein de la Direction des ressources humaines (DRH) – 8 postes dont :
  - 4 postes de médecin du travail,
  - 1 poste de responsable de la Mission sociale du personnel, 2 postes d'assistant·e sociaux·les du personnel et 1 poste de conseiller·ère en économie sociale et familiale.

- **Les montants de cette prime « équivalent Ségur » :**

Le montant mensuel de cette prime « équivalent Ségur » sera de 237,65€ bruts (soit 49 points d'indice majoré) pour les fonctionnaires. Il sera équivalent pour les agent·es contractuel·les.
Il sera versé, au prorata du temps de travail de son.sa bénéficiaire, sous forme d'indemnité de fonction complémentaire (IFSE complémentaire « équivalent Ségur »). Pour les médecins concerné·es, cette prime « équivalent Ségur » s'élèvera à 517€ bruts mensuels.

L'attribution de cette prime « équivalent Ségur » ne sera pas exclusive du versement des autres primes et indemnités liées aux fonctions, aux sujétions, à l'expertise et à l'engagement professionnel.

Ces dispositions s'appliqueront aux rémunérations dues à compter du mois de juillet 2023.

II. Mise en place d'une prime de revalorisation pour les médecins exerçant leurs fonctions au sein du service de la protection maternelle et infantile (PMI)

Le décret n° 2022-1498 du 30 novembre 2022 qui modifie le champ d'application du décret n° 2022-717 du 27 avril 2022, prévoit la possibilité de verser une prime de revalorisation pour les médecins exerçant en établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles et dans certains services ou structures relevant des conseils départementaux (exemple : protection maternelle et infantile, service d'action sociale départementale etc.) dont le montant est égal à 517 € bruts mensuels.

Conformément au décret susvisé, il est ainsi proposé d'octroyer cette prime de revalorisation aux médecins exerçant leurs fonctions au sein du service de la protection maternelle et infantile (PMI), avec effet rétroactif au 1er avril 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
après avis du Comité social territorial
Vu le Code général de la fonction publique
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique de l'Etat, et les différents arrêtés pris en application fixant les plafonds du R.I.F.S.E.E.P. applicables aux corps de référence à l'Etat
Vu le décret n° 2022-717 du 27 avril 2022 modifié relatif à la création d'une prime de revalorisation pour les médecins coordonnateurs exerçant en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes public
Vu la délibération n° E-2022-1049 du 30 septembre 2022 sur l'actualisation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) des agent.es de l'Eurométropole de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *l'extension d'une prime « équivalent Ségur » pour les agent.es territoriaux.ales exerçant des missions dans les secteurs du social et du médico-social et non inclus dans le champ d'application des textes gouvernementaux sur le Ségur, dans les conditions énoncées au présent rapport. Elle sera versée sous forme d'indemnité de fonction complémentaire (IFSE complémentaire « équivalent Ségur »), à compter du 1er juillet 2023,*
- *la mise en place de la prime de revalorisation prévue par le décret n° 2022-717 du 27 avril 2022 modifié, dans les conditions énoncées au présent rapport, pour les agent.es territoriaux.ales exerçant des fonctions de médecin au sein du service de la protection maternelle et infantile, avec effet rétroactif au 1er avril 2022 ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e :

- *à déterminer le montant individuel de l'indemnité de fonction complémentaire (IFSE complémentaire « équivalent Ségur ») et de la prime de revalorisation applicables à chaque agent-e concerné-e, dans le cadre fixé dans le rapport de la présente délibération,*
- *à décider de l'adaptation du dispositif à l'évolution du droit sur lequel il se fonde,*
- *à inscrire les sommes correspondantes sur les lignes d'affectation budgétaire suivantes : 64 118.1 pour les titulaires et 64 131.1 pour les agent.es contractuel.les.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158586-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

15

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Conclusion d'accords-cadres avec émissions de bons de commandes ou de marchés subséquents pour l'exécution de travaux, fournitures et prestations de service.
Signature de groupements de commandes avec la ville de Strasbourg.

Numéro E-2023-551

La Direction espaces publics et naturels et la Direction des Mobilités souhaitent lancer de nouvelles consultations pour des prestations susceptibles d'être reconduites. Il s'agit de marchés de travaux, de fournitures et de prestations de services avec des montants basés sur des estimations budgétaires annuelles ou à venir, fondées sur l'historique des exercices précédents et sur les prestations des années ultérieures.

La majorité des consultations seront effectuées sous forme d'accords-cadres avec émissions de bons de commande. La durée de ces accords-cadres sera de 4 ans maximum (durée initiale d'un an, reconductible tacitement trois fois).
Quelques consultations seront effectuées sous forme d'accords-cadres avec conclusion de marchés subséquents. La durée de ces accords-cadres sera de 4 ans maximum (durée initiale d'un an, reconductible tacitement trois fois).

Ces consultations seront passées en cumulant les montants maxima sur la durée totale du marché, soit en procédure formalisée, soit en procédure adaptée.

La présente délibération prévoit, en outre, la mise en place de 14 conventions de groupements de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, qui seront constitués afin :
- d'alléger les formalités et les frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement de procédure,
- de réaliser des économies d'échelle,
- de disposer d'un outil unique pour ces deux collectivités.

La conclusion et la signature de ces accords-cadres sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

1) <u>Consultations portées par le Service Aménagement Espace Public</u>

Les consultations ci-après sont de compétence Eurométropole :

Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Travaux légers dans le cadre du contournement modes actifs de l'Ellipse insulaire - Travaux de voirie	100 000	800 000

Les consultations suivantes sont lancées via un groupement de commandes sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg. Les montants ci-après concernent uniquement les prestations de l'Eurométropole.

Groupement de commandes sous coordination Eurométropole de Strasbourg		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Réalisation de missions de maitrise d'œuvre voirie		
Lot 1 : Projet de réaménagement partiel sur le territoire de Strasbourg	20 000	250 000
Lot 2 : Projet de réaménagement global sur le territoire de Strasbourg	20 000	250 000
NB : Les lots 3 et 4 sont de compétence exclusive de l'Eurométropole		
Lot 3 : Projet sur le territoire des communes nord	20 000	350 000
Lot 4 : Projet sur le territoire des communes sud	20 000	350 000
AMO pour le suivi des études et des travaux réalisés sur les ouvrages d'art	10 000	200 000
Travaux de réaménagement dans le cadre du contournement modes actifs de l'Ellipse insulaire - Travaux de voirie *N.B. : Cette consultation se réalisera sous forme d'accord cadre avec marchés subséquents. Les accords-cadres seront multi-attributaires.*	250 000	2 000 000

2) Consultations portées par le Service Aménagements structurants et hydrauliques

La consultation ci-après est de compétence Eurométropole :

Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*

Réalisation des plans de récolement des travaux d'assainissement et des travaux d'eau en accompagnement	10 000	75 000

3) Consultations portées par le Service Espaces Verts et Nature

La consultation suivante est lancée via un groupement de commandes sous la coordination de la Ville de Strasbourg. Les montants ci-après concernent uniquement les prestations de l'Eurométropole.

Groupement de commandes sous coordination Ville de Strasbourg		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Fournitures de produits horticoles		
Lot 1: tuteurs, traverses et ganivelles	3 000	30 000
Lot 2 : semences	2 000	25 000
Lot 3 : mulch	21 000	170 000
NB : Les lots 4 et 5 sont de compétence exclusive de la ville de Strasbourg		

4) Consultations portées par le Service Programmation Etudes pré opérationnelles et Evaluation

La consultation ci-après est de compétence Eurométropole :

Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Travaux de marquage et de signalisation pour l'extension du stationnement payant à Strasbourg	30 000	600 000

Les consultations suivantes sont lancées via un groupement de commandes sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg. Les montants ci-après concernent uniquement les prestations de l'Eurométropole. Cette consultation se réalisera sous forme d'accord cadre avec marchés subséquents. Les accords-cadres seront multi-attributaires.

Groupement de commandes sous coordination Eurométropole de Strasbourg		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Réalisation d'études de faisabilité sur les opérations d'aménagements d'espaces publics		
Lot 1 : Sur le territoire de Strasbourg	5 000	175 000
Lot 2 : Sur le territoire des Communes	5 000	175 000

5) Consultations portées par le Service Voies Publiques

Les consultations ci-après sont de compétence Eurométropole :

Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Gyro-broyage et fauchage des espaces enherbés du domaine public routier interurbain de l'EMS	80 000	500 000
Prestation de balayage mécanique routier sur le réseau routier interurbain de l'EMS	1 000	215 000
Sécurisation des galeries souterraines	50 000	700 000
Prestations de relevés pour inventaire des états des lieux du réseau viaire sur EMS	50 000	250 000
Réfection par mise en œuvre de revêtements superficiels sur les voiries de l'Eurométropole de Strasbourg	200 000	1 000 000

Les consultations ci-après sont lancées via un groupement de commandes sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg. Les montants ci-après concernent uniquement les prestations de l'Eurométropole.

Groupement de commandes sous coordination Eurométropole de Strasbourg		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Maîtrise d'œuvre pour travaux sur ouvrages d'art	10 000	1 000 000
Inspections subaquatiques des ouvrages d'art	10 000	600 000
Entretien et réparation des ouvrages d'art sur le réseau urbain et périurbain	50 000	4 000 000
Fourniture et pose de range vélos	10 000	200 000
Confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art		
Lot 1 : Garde-corps type S8 et similaires	5 000	500 000
Lot 2 : Garde-corps type ponts et quais et assimilés	5 000	500 000
Lot 3 : Garde-corps type chêne à ossatures métalliques	5 000	500 000
Lot 4 : Fourniture et pose de remplissage de garde-corps	5 000	500 000
Entretien de voirie des rues et places		
Lot 1 : Secteur Centre	350 000	1 750 000
Lot 2 : Secteur Faubourgs Nord	350 000	1 750 000

Lot 3 : Secteur Faubourgs Sud	350 000	1 750 000
NB : Les lots 4 et 5 sont de compétence exclusive de l'Eurométropole		
Lot 4 : secteur Communes Nord	500 000	2 750 000
Lot 5 : secteur Communes Sud	500 000	2 750 000

Les consultations ci-après sont lancées via un groupement de commandes sous la coordination de la ville de Strasbourg. Les montants ci-après concernent uniquement les prestations de l'Eurométropole de Strasbourg.

Groupement de commandes sous coordination ville de Strasbourg		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Maintenance des lampadaires d'éclairage public et d'illuminations permanentes	Sans minimum	50 000
Réparation des installations d'éclairage public et des illuminations endommagées par sinistres ou travaux	Sans minimum	30 000

6) Consultations portées par le Service Planification et Organisation des Mobilités

Les consultations ci-après sont lancées via un groupement de commandes sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg, s'agissant du lot 1. Pour l'ensemble des lots, les montants ci-après concernent uniquement les prestations de l'Eurométropole.

Groupement de commandes sous coordination Eurométropole de Strasbourg (lot 1)		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Etudes multimodales de déplacements, de stationnement et d'aménagement		
Lot 1 : échelle de la commune/quartier/ axe	Sans minimum	350 000
NB : Les lots 2 à 6 sont de compétence exclusive de l'Eurométropole de Strasbourg		
Lot 2 : échelle de l'agglomération	Sans minimum	350 000
Lot 3 : études concernant le vélo et/ou la marche à pied	Sans minimum	350 000
Lot 4 : amélioration de l'efficacité et restructuration du réseau bus	Sans minimum	350 000
Lot 5 : actualisation du modèle de déplacement et d'intégration de l'ensemble des modes	Sans minimum	200 000
Lot 6 : prospective, usages et évaluation	Sans minimum	100 000

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion des accords-cadres avec émissions de bons de commandes énumérés ci-dessous, pour l'exécution de travaux, fournitures et prestations de services, éventuellement reconductibles pour la Direction Espaces Publics et Naturels et la Direction des Mobilités :

Eurométropole de Strasbourg		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Travaux légers dans le cadre du contournement modes actifs de l'Ellipse insulaire - Travaux de voirie	*100 000*	*800 000*
Réalisation des plans de récolement des travaux d'assainissement et des travaux d'eau en accompagnement	*10 000*	*75 000*
Travaux de marquage et de signalisation pour l'extension du stationnement payant à Strasbourg	*30 000*	*600 000*
Gyro-broyage et fauchage des espaces enherbés du domaine public routier interurbain de l'EMS	*80 000*	*500 000*
Prestation de balayage mécanique routier sur le réseau routier interurbain de l'EMS	*1 000*	*215 000*
Sécurisation des galeries souterraines	*50 000*	*700 000*
Prestations de relevés pour inventaire des états des lieux du réseau viaire sur EMS	*50 000*	*250 000*
Réfection par mise en œuvre de revêtements superficiels sur les voiries de l'Eurométropole de Strasbourg	*200 000*	*1 000 000*

Groupement de commandes sous coordination Eurométropole de Strasbourg		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Réalisation de missions de maitrise d'œuvre voirie		

Lot 1 : Projet de réaménagement partiel sur le territoire de Strasbourg	*20 000*	*250 000*
Lot 2 : Projet de réaménagement global sur le territoire de Strasbourg	*20 000*	*250 000*
NB : Les lots 3 et 4 sont de compétence exclusive de l'Eurométropole		
Lot 3 : Projet sur le territoire des communes nord	*20 000*	*350 000*
Lot 4 : Projet sur le territoire des communes sud	*20 000*	*350 000*
AMO pour le suivi des études et des travaux réalisés sur les ouvrages d'art	*10 000*	*200 000*
Travaux de réaménagement dans le cadre du contournement modes actifs de l'Ellipse insulaire - Travaux de voirie	*250 000*	*2 000 000*
Réalisation d'études de faisabilité sur les opérations d'aménagements d'espaces publics		
Lot 1 : Sur le territoire de Strasbourg	*5 000*	*175 000*
Lot 2 : Sur le territoire des Communes	*5 000*	*175 000*
Maîtrise d'œuvre pour travaux sur ouvrages d'art	*10 000*	*1 000 000*
Inspections subaquatiques des ouvrages d'art	*10 000*	*600 000*
Entretien et réparation des ouvrages d'art sur le réseau urbain et périurbain	*50 000*	*4 000 000*
Fourniture et pose de range vélos	*10 000*	*200 000*
Confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art		
Lot 1 : Garde-corps type S8 et similaires	*5 000*	*500 000*
Lot 2 : Garde-corps type ponts et quais et assimilés	*5 000*	*500 000*
Lot 3 : Garde-corps type chêne à ossatures métalliques	*5 000*	*500 000*
Lot 4 : Fourniture et pose de remplissage de garde-corps	*5 000*	*500 000*
Entretien de voirie des rues et places		
Lot 1 : Secteur Centre	*350 000*	*1 750 000*
Lot 2 : Secteur Faubourgs Nord	*350 000*	*1 750 000*
Lot 3 : Secteur Faubourgs Sud	*350 000*	*1 750 000*
NB : Les lots 4 et 5 sont de compétence exclusive de l'Eurométropole		

Lot 4 : secteur Communes Nord	*500 000*	*2 750 000*
Lot 5 : secteur Communes Sud	*500 000*	*2 750 000*
Études multimodales de déplacements, de stationnement et d'aménagement		
Lot 1 : échelle de la commune/quartier/ axe	*Sans minimum*	*350 000*
NB : Les lots 2 à 6 sont de compétence exclusive de l'Eurométropole de Strasbourg		
Lot 2 : échelle de l'agglomération	*Sans minimum*	*350 000*
Lot 3 : études concernant le vélo et/ou la marche à pied	*Sans minimum*	*350 000*
Lot 4 : amélioration de l'efficacité et restructuration du réseau bus	*Sans minimum*	*350 000*
Lot 5 : actualisation du modèle de déplacement et d'intégration de l'ensemble des modes	*Sans minimum*	*200 000*
Lot 6 : prospective, usages et évaluation	*Sans minimum*	*100 000*

Groupement de commandes sous coordination ville de Strasbourg		
Objet de la consultation	*Montant minimum en € HT / an*	*Montant maximum en € HT / an*
Fournitures de produits horticoles		
Lot 1 : tuteurs, traverses et ganivelles	*3 000*	*30 000*
Lot 2 : semences	*2 000*	*25 000*
Lot 3 : mulch	*21 000*	*170 000*
NB : Les lots 4 et 5 sont de compétence exclusive de la Ville de Strasbourg		
Maintenance des lampadaires d'éclairage public et d'illuminations permanentes	*Sans minimum*	*50 000*
Réparation des installations d'éclairage public et des illuminations endommagées par sinistres ou travaux	*Sans minimum*	*30 000*

décide

- *d'imputer les dépenses sur les crédits d'investissement et de fonctionnement du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que sur les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement et des mobilités actives.*

- *de créer les groupements de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour les marchés de :*

  1. *Réalisation de missions de maitrise d'œuvre voirie,*

2. *AMO pour le suivi des études et des travaux réalisés sur les ouvrages d'art,*

3. *Travaux de réaménagement dans le cadre du contournement modes actifs de l'Ellipse insulaire - Travaux de voirie,*

4. *Réalisation d'études de faisabilité sur les opérations d'aménagements d'espaces publics,*

5. *Maîtrise d'œuvre pour travaux sur ouvrages d'art,*

6. *Inspections subaquatiques des ouvrages d'art,*

7. *Entretien et réparation des ouvrages d'art sur le réseau urbain et périurbain,*

8. *Fourniture et pose de range vélos,*

9. *Confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art,*

10. *Entretien de voirie des rues et places,*

11. *Études multimodales de déplacements, de stationnement et d'aménagement,*

12. *Fournitures de produits horticoles,*

13. *Maintenance des lampadaires d'éclairage public et d'illuminations permanentes,*

14. *Réparation des installations d'éclairage public et des illuminations endommagées par sinistres ou travaux ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e :

- *à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives,*

- *à signer les conventions constitutives de groupement de commandes (en annexe de la présente délibération) avec la ville de Strasbourg,*

- *à signer les accords-cadres avec émissions de bons de commandes en résultant ainsi que les avenants et tous autres documents relatifs aux marchés en phase d'exécution.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158730-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

RÉALISATION DE MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE VOIRIE

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour la réalisation de missions de maitrise d'œuvre voirie

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la réalisation de missions de maitrise d'œuvre voirie.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

Réalisation de missions de maitrise d'œuvre voirie	***Montant minimum en € HT / an***	***Montant maximum en € HT / an***	
Lot 1 : Projet de réaménagement partiel sur le territoire de Strasbourg	10 000	150 000	Ville
	20 000	250 000	EMS
Lot 2 : Projet de réaménagement global sur le territoire de Strasbourg	10 000	150 000	Ville
	20 000	250 000	EMS
Lot 3 : Projet sur le territoire des communes nord	Sans objet	Sans objet	Ville
	20 000	350 000	EMS
Lot 4 : Projet sur le territoire des communes sud	Sans objet	Sans objet	Ville
	20 000	350 000	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;

- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE POUR POUR LE SUIVI DES ÉTUDES ET DES TRAVAUX RÉALISÉS SUR LES OUVRAGES D'ART

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour des prestations d'assistance à maitrise d'ouvrage pour le suivi des études et des travaux réalisés sur les ouvrages d'art

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à des prestations d'assistance à maitrise d'ouvrage pour le suivi des études et des travaux réalisés sur les ouvrages d'art

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article

R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

	Montant minimum en € HT / an	***Montant maximum en € HT / an***	
Assistance à maitrise d'ouvrage pour le suivi des études et des travaux réalisés sur les ouvrages d'art	5 000€	100 000€	Ville
	10 000€	200 000€	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DANS LE CADRE DU CONTOURNEMENT MODES ACTIFS DE L'ELLIPSE INSULAIRE - TRAVAUX DE VOIRIE

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour des travaux de réaménagement dans le cadre du contournement modes actifs de l'Ellipse insulaire - Travaux de voirie

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à des travaux de réaménagement dans le cadre du contournement modes actifs de l'Ellipse insulaire - Travaux de voirie

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Cette consultation se réalisera sous forme d'accord cadre avec marchés subséquents. Les accords-cadres seront multi-attributaires.

	Montant minimum en € HT / an	***Montant maximum en € HT / an***	
Travaux de réaménagement dans le cadre du contournement modes actifs de l'Ellipse insulaire - Travaux de voirie	Sans minimum	20 000€	Ville
	250 000€	2 000 000€	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

RÉALISATION D'ÉTUDES DE FAISABILITÉ SUR LES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENTS D'ESPACES PUBLICS

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour la réalisation d'études de faisabilité sur les opérations d'aménagements d'espaces publics

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la réalisation d'études de faisabilité sur les opérations d'aménagements d'espaces publics

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Cette consultation se réalisera sous forme d'accord cadre avec marchés subséquents. Les accords-cadres seront multi-attributaires.

Réalisation d'études de faisabilité sur les opérations d'aménagements d'espaces publics	***Montant minimum en € HT / an***	***Montant maximum en € HT / an***	
Lot 1: Sur le territoire de Strasbourg	Sans minimum	100 000	Ville
	5 000	175 000	EMS
Lot 2: Sur le territoire des Communes	Sans objet	Sans objet	Ville
	5 000	175 000	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR TRAVAUX SUR OUVRAGES D'ART

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour des prestations de maîtrise d'œuvre pour travaux sur ouvrages d'art

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à des prestations de maîtrise d'œuvre pour travaux sur ouvrages d'art.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article

R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

	Montant minimum en € HT / an	***Montant maximum en € HT / an***	
Maîtrise d'œuvre pour travaux sur ouvrages d'art	1 500€	300 000€	Ville
	10 000€	1 000 000€	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

INSPECTIONS SUBAQUATIQUES DES OUVRAGES D'ART

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour des inspections subaquatiques des ouvrages d'art

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à des inspections subaquatiques des ouvrages d'art.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

	Montant minimum en € HT / an	***Montant maximum en € HT / an***	
Inspections subaquatiques des ouvrages d'art	5 000€	250 000€	Ville
	10 000€	600 000€	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

ENTRETIEN ET RÉPARATION DES OUVRAGES D'ART SUR LE RÉSEAU URBAIN ET PÉRIURBAIN

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour l'entretien et la réparation des ouvrages d'art sur le réseau urbain et périurbain

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à l'entretien et la réparation des ouvrages d'art sur le réseau urbain et périurbain.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

	Montant minimum en € HT / an	***Montant maximum en € HT / an***	
Entretien et réparation des ouvrages d'art sur le réseau urbain et périurbain	5 000€	1 000 000€	Ville
	50 000€	4 000 000€	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

FOURNITURE ET POSE DE RANGE VÉLOS

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour la fourniture et la pose de range vélos

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la fourniture et la pose de range vélos

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

	Montant minimum en € HT / an	***Montant maximum en € HT / an***	
Fourniture et pose de range vélos	10 000€	200 000€	Ville
	10 000€	200 000€	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

CONFECTION, FOURNITURE ET POSE DE DIFFÉRENTS TYPES DE GARDE-CORPS POUR LES OUVRAGES D'ART

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour la confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

Confection, fourniture et pose de différents types de garde-corps pour les ouvrages d'art	***Montant minimum en € HT / an***	***Montant maximum en € HT / an***	
Lot 1 : Garde-corps type S8 et similaires	5 000	500 000	Ville
	5 000	500 000	EMS
Lot 2 : Garde-corps type ponts et quais et assimilés	5 000	500 000	Ville
	5 000	500 000	EMS
Lot 3 : Garde-corps type chêne à ossatures métalliques	5 000	500 000	Ville
	5 000	500 000	EMS
Lot 4 : Fourniture et pose de remplissage de garde-corps	5 000	500 000	Ville
	5 000	500 000	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

ENTRETIEN DE VOIRIE DES RUES ET PLACES

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour l'entretien de voirie des rues et places

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à l'entretien de voirie des rues et places.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

Entretien de voirie des rues et places	***Montant minimum en € HT / an***	***Montant maximum en € HT / an***	
Lot 1 : Secteur Centre	300 000	500 000	Ville
	350 000	1 750 000	EMS
Lot 2 : Secteur Faubourgs Nord	300 000	500 000	Ville
	350 000	1 750 000	EMS
Lot 3 : Secteur Faubourgs Sud	300 000	500 000	Ville
	350 000	1 750 000	EMS
Lot 4 : secteur Communes Nord	Sans objet	Sans objet	Ville
	500 000	2 750 000	EMS
Lot 5 : secteur Communes Sud	Sans objet	Sans objet	Ville
	500 000	2 750 000	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;

- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

ETUDES MULTIMODALES DE DEPLACEMENTS, STATIONNEMENT ET D'AMENAGEMENT

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour la réalisation d'études multimodales de déplacements, stationnement et d'aménagement.

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la réalisation d'études multimodales de déplacements, stationnement et d'aménagement.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article

R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

Études multimodales de déplacements, de stationnement et d'aménagement	***Montant minimum en € HT / an***	***Montant maximum en € HT / an***	
Lot 1 : échelle de la commune/quartier/axe	Sans objet	50 000	Ville
	Sans objet	350 000	EMS
Lot 2 : échelle de l'agglomération	Sans objet	350 000	EMS
Lot 3 : études concernant le vélo et/ou la marche à pied	Sans objet	350 000	EMS
Lot 4 : amélioration de l'efficacité et restructuration du réseau bus	Sans objet	350 000	EMS
Lot 5 : actualisation du modèle de déplacement et d'intégration de l'ensemble des modes	Sans objet	200 000	EMS
Lot 6 : prospective, usages et évaluation	Sans objet	100 000	EMS
NB : les lots 2 à 6 sont de compétence exclusive de l'Eurométropole de Strasbourg			

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

FOURNITURES DE PRODUITS HORTICOLES

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour des fournitures de produits horticoles.

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à des fournitures de produits horticoles.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

Fournitures de produits horticoles	***Montant minimum en € HT / an***	***Montant maximum en € HT / an***	
Lot 1: tuteurs, traverses et ganivelles	8 000	50 000	Ville
	3 000	30 000	EMS
Lot 2 : semences	19 000	105 000	Ville
	2 000	25 000	EMS
Lot 3 : mulch	5 000	40 000	Ville
	21 000	170 000	EMS
Lot 4 : produits horticoles	18 000	140 000	Ville
	Sans objet	Sans objet	EMS
Lot 5 : terreau	11 000	50 000	Ville
	Sans objet	Sans objet	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

MAINTENANCE DES LAMPADAIRES D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET D'ILLUMINATIONS PERMANENTES

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour la maintenance des lampadaires d'éclairage public et d'illuminations permanentes.

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la maintenance des lampadaires d'éclairage public et d'illuminations permanentes.

Le marché sera lancé selon la procédure adéquate. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

	Montant minimum en € HT / an	*Montant maximum en € HT / an*	
Maintenance des lampadaires d'éclairage public et d'illuminations permanentes	100 000	300 000	Ville
	Sans minimum	50 000	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

RÉPARATION DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET DES ILLUMINATIONS ENDOMMAGÉES PAR SINISTRES OU TRAVAUX

Vu le Code de la Commande Publique,

Est constitué,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020

un groupement de commandes pour la réparation des installations d'éclairage public et des illuminations endommagées par sinistres ou travaux

Préambule

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la maintenance des lampadaires d'éclairage public et d'illuminations permanentes.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres ouvert. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

	Montant minimum en € HT / an	*Montant maximum en € HT / an*	
Réparation des installations d'éclairage public et des illuminations endommagées par sinistres ou travaux	20 000	200 000	Ville
	Sans minimum	30 000	EMS

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique

La commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 2 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

16

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Numéro E-2023-651

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par délibération 15 juillet 2020.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés passés par l'Eurométropole de Strasbourg en procédure adaptée (2e, 3e et 4e seuil) ou en procédure formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 215 000 € HT (fournitures et services) et à 5 382 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er et le 31 mars 2023.

Communiqué le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158995-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2023/215	AMO CONTROLE DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC EXPLOITATION UNITE DE VALORISATION ENERGETIQUE DE L'EMS	NALDEO STRATEGIES PUBLIQUES	69003 LYON 3EME	43 475,00
2023/225	FOURNITURE DE PRODUITS DE NETTOYAGE ÉCOLOGIQUES ET NATURELS	PLG	44860 SAINT AIGNAN GRANDLIEU	150 000,00
2023/253	TRVX DE DEMOLITION DU PARVIS DU CENTRE ADMINISTRATIF LOT 1 DEMOLITION	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	93 254,60
2023/271	FOURN. QUINCAILLERIE ET SERRURERIE LOT 3 ARTICLES DE SERRURERIE	BATIMENT FERRURES	57602 FORBACH	170 000,00
2023/277	LOCATION DE FONTAINES DE NETTOYAGE SERVICE PARC VEHICULES ET ATELIERS EMS - LOT 1 FONTAINES SANS SOLVANTS	SAFETY KLEEN FRANCE	93126 LA COURNEUVE CEDEX	22 337,96
2023/280	LOCATION DE FONTAINES DE NETTOYAGE SERVICE PARC VEHICULES ET ATELIERS EMS - LOT 2 FONTAINES SANS SOLVANT	SAFETY KLEEN FRANCE	93126 LA COURNEUVE CEDEX	8 675,88
2023/282	LOCATION DE FONTAINES DE NETTOYAGE SERVICE PARC VEHICULES ET ATELIERS EMS - LOT 3 FONTAINES AVEC SOLVANTS	SAFETY KLEEN FRANCE	93126 LA COURNEUVE CEDEX	10 155,42
2023/290	PRESTATIONS DE TRANSPORT, BROYAGE ET CRIBLAGE DES DÉCHETS VERTS PRESTATIONS DE BROYAGE	VALTERRA MATIERES ORGANIQUES	67100 STRASBOURG	20 000,00
2023/291	PRESTATIONS DE TRANSPORT, BROYAGE ET CRIBLAGE DES DÉCHETS VERTS PRESTATIONS DE TRANSPORT	TRANSPORTS BASTIEN	88200 SAINT NABORD	15 000,00
2023/297	MAINTENANCE REPARATION DES EQUIPEMENTS DU PARKING PUBLIC DU P1, DU P2, DU SERVICE COURRIER ET DU RESTAURANT DU CA EMS	SCAPA	67100 STRASBOURG	23 450,00
2023/298	TRVX AMELIORATION ET ENTRTIEN DU RESEAU D'EAU POTABLE SRVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (marché multi-attributaire)	SADE CIE GEN DE TRAVAUX HYDRAULIQUES	67640 FEGERSHEIM	Montant mini : 400 000€ HT par période (soit 1 600 000 pour les 4 périodes)
		SOGEA EST BTP	67870 BISCHOFFSHEIM	Montant maxi : 1000 000 HT par période (soit 4 000 000 pour les 4 périodes)
2023/301	FOURN. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET MAINTENANCE LOGICIELS CARTOGRAPHIE DU BRUIT ET DES RAYONNEMENTS ELECTROMAGNETIQUES	GEOMOD BY COEXIA	69370 SAINT DIDIER AU MONT D OR	50 000,00

2023/322	ACQUISITION, MAINTENANCE ET HÉBERGEMENT D'UN LOGICIEL DE GESTION DES RÔLES FISCAUX (FITER)	A6 CONSEIL METHODES ORGANISATION	33000 BORDEAUX	40 000,00
2023/330	MAINTENANCE FOURN. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES LOGICIEL AS-TECH SOLUTIONS DE GESTIONS DIVERSES	AS TECH SOLUTIONS	34970 LATTES	550 000,00
2023/338	TRVX REFECTION DE LA VOIRIE APRES LES FOUILLES DES GESTIONNAIRES DE RESEAUX - LOT 1	ARTERE CONSTRUCTION ET TP SUD	67520 MARLENHEIM	650 000,00
2023/52	CONFECTION ET POSE DE CLAPETS VOLETS ET BATARDEAUX	MBH	67850 HERRLISHEIM	53 000,00
2023/52	CONFECTION ET POSE DE CLAPETS VOLETS ET BATARDEAUX	SOGEA EST BTP	54703 PONT A MOUSSON CEDEX	53 000,00

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2023/246	ETUDE DE MARCHÉ POUR UNE UTILISATION DU CHANVRE, MATÉRIAU BIOSOURCÉ, DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION	FIBRES RECHERCHE DEVELOPPEMENT	10430 ROSIERES PRES TROYES	38399
2023/251	MOE RENOVATION DE LA SUPERSTRUCTURE DU PONT DE LA CHARMILLE 57 A STRASBOURG	VISUALING	67500 HAGUENAU	22310
2023/264	TRVX RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE RUE DE WATTWILLER A STRASBOURG	SPEYSER LUCIEN ET CIE	67150 GERSTHEIM	154083
2023/267	TRVX AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE DECHETERIE RUE DU STADE A WOLFISHEIM	EIFFAGE ROUTE NORD EST	67120 WOLXHEIM	119012,2
2023/289	TRAVAUX DE RENFORCEMENT ET MODIFICATION DU RÉSEAU D¿ASSAINISSEMENT ET DU RÉSEAU D¿EAU POTABLE RUE DU CHÂTEAU	SADE CGTH	57050 METZ	471843
2023/292	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DE SIGOLSHEIM À STRASBOUR	COLAS FRANCE	67540 OSTWALD	98970,2
2023/293	ÉTUDE DE LA QUALITÉ DE L'AIR DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE	ATMO GRAND EST	67300 SCHILTIGHEIM	50454
2023/296	ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE L'EMS DANS LES ACHATS DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ	ALAMBRE ENERGIES	69001 LYON 1ER	90000
2023/299	TRVX RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE BD D'ANVERS A STRASBOURG	SADE CIE GEN DE TRAVAUX HYDRAULIQUES	67640 FEGERSHEIM	640120
2023/300	CREATION ET REHABILITATION DES CHEMINS STATION DE POMPAGE DU POLYGONE A STRASBOURG	COLAS FRANCE	67540 OSTWALD	224760
2023/302	MOE POUR LA CRÉATION D'UNE LIAISON CYCLABLE ENTRE KOENIGSHOF ET LA MONTAGNE VERTE (FRANCHISSEMENT DU CANAL DE LA BRUCHE)	SERUE INGENIERIE	67303 SCHILTIGHEIM	189800
2023/303	MOE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE DES DUCS, ENTRE LA ROUTE MARCEL PROUST ET LA M351-MARCHÉ SIMILAIRE AU 20210172	SFI SCHWARTZ FRANCIS	67000 STRASBOURG	11019,2
2023/307	CREATION LIAISON DOUCE RUE DE PROVENCE RUE DU BAGGERSEE RESTRUCTURATION PARKING GYMNASE JEAN FISCHART MEINAU VOIRIE	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67560 ROSHEIM	178904,5

2023/310	CREATION LIAISON DOUCE RUE DE PROVENCE RUE DU BAGGERSEE RESTRUCTURATION PARKING GYMNASE JEAN FISCHART MEINAU ARBRES D'ALIGNEMENT	IDVERDE	67810 HOLTZHEIM	16459,5
2023/334	TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RUE DE REIMS À GEISPOLSHEIM	SPEYSER LUCIEN ET CIE	67150 GERSTHEIM	158118
2023/340	TRVX REAMENAGEMENT RUE DU STADE AVE CREATION D'UN PARKING REAMENAGEMENT RUE DU PROFESSEUR P. BELLOCK MUNDOLSHEIM	LINGENHELD TRAVAUX PUBLICS	67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM	373902,4
2023/341	TRVX REAMENAGEMENT RUE DU STADE AVE CREATION D'UN PARKING REAMENAGEMENT RUE DU PROFESSEUR P. BELLOCK MUNDOLSHEIM	IDVERDE	67810 HOLTZHEIM	25397,93
2023/346	DECONSTRUCTION 12 IMPASSE DES CAILLES A VENDENHEIM LOT 1 DECONSTRUCTION	PREMYS	68310 WITTELSHEIM	30960
2023/347	TRVX DE REAMENAGEMENT DE LA RUE DU STADE CREATION PARKING REAMENAGEMENT RUE PROFESSEUR BELLOCQ MUNDOLSHEIM	PONTIGGIA SARL	67720 HOERDT	149734

17

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Marchés publics et avenants.

Numéro E-2023-343

1. Autorisation de signature d'un marché public

Il est proposé au Conseil d'autoriser la signature du marché public suivant, attribué par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Durée du marché	Attributaires	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
Marché similaire au marché 20EMS0039G	Travaux d'entretien et de mises aux normes des ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg (EMS)	1 an	SAERT	800 000€ HT sur la durée du marché	11/05/2023

2. Avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe jointe à la présente délibération.

3. Autorisation de signature de la convention de mandat portant sur la gestion des recettes et des remboursements des dépenses relatives à la gestion et à l'exploitation du vélo parc sainte Aurélie

Le marché de gestion et d'exploitation d'un service de stationnement vélo sécurisé sera publié prochainement pour commencer à s'exécuter au 1er août 2023. La présente délibération vise à autoriser la signature de la convention de mandat portant sur la gestion des recettes et des remboursements des dépenses relatives à la gestion et à l'exploitation du vélo parc sainte Aurèlie qui sera adossé au marché d'une durée de 2 ans renouvelable une fois un an avec un montant prévisionnel de 120 000 € HT sur la durée totale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1. <u>Autorisation de signature de marchés</u>

autorise

la signature du marché public suivant, attribué par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	*Objet du marché*	*Durée du marché*	*Attributaire*	*Montant (€ HT)*	*Date CAO/ comité interne*
Marché similaire au marché 20EMS0039G	*Travaux d'entretien et de mises aux normes des ouvrages d'art sur le territoire de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg (EMS)*	*1 an*	*SAERT*	*800 000 € HT sur la durée du marché*	*11/05/2023*

2. <u>Avenants</u>

approuve

la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

3. <u>Autorisation de signature de la convention de mandat portant sur la gestion des recettes et des remboursements des dépenses relatives à la gestion et à l'exploitation du vélo parc sainte Aurélie</u>

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter le marché, les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159357-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 215 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DAP = Direction Architecture et Patrimoine ; DEPN= Direction Espaces Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DAP	E2020/1068	RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE A STRASBOURG - PHASE 2 - SECTEUR FAMILLE PETITE ENFANCE, Lot N° 07, Carrelages	292 630,34	2AC SAS	4	1 995,30 (le montant des avenants précédents s'élève à 42 911,30 € HT)	15,35	337 536,94	30/03/2023
Objet de l'avenant au marché E2020/1068: l'avenant porte sur des travaux complémentaires résultant d'une demande de la maîtrise d'oeuvre, à savoir la réalisation d'une chape légère ayant vocation à mettre à niveau les locaux de stockage extérieurs avec la cour de service.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - AOO	DAP	E2020/1045	RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE A STRASBOURG - PHASE 2 - SECTEUR FAMILLE PETITE ENFANCE, Lot N° 01, Démolitions - Gros oeuvre	811 977,63	J2G CONSTRUCTION	3	1 500 (le montant des avenants précédents s'élève à 56 167,45 € HT)	7,1	869 645,08	05/04/2023
Objet de l'avenant au marché E2020/1045: l'avenant porte sur des travaux complémentaires concernant l'accès au pentaglisse et l'amélioration de l'impact visuel de l'équipement depuis le solarium végétal.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - AOO	DAP	E2020/1045	RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE A STRASBOURG - PHASE 2 - SECTEUR FAMILLE PETITE ENFANCE, Lot N° 01, Démolitions - Gros oeuvre	811 977,63	J2G CONSTRUCTION	4	-9 350 (le montant des avenants précédents s'élève à 57 667,45 € HT)	5,95	860 295,08	05/04/2023

Objet de l'avenant au marché E2020/1045: l'avenant porte sur des travaux concernant les pédiluves extérieurs. Les travaux seront exécutés par l'entreprise LINGENHELD, titulaire du lot 22 Voirie Réseaux Divers, à la place de l'entreprise J2G CONSTRUCTION placée en redressement judiciaire.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - AOO	DAP	E2020/1045	RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE A STRASBOURG - PHASE 2 - SECTEUR FAMILLE PETITE ENFANCE, Lot N° 01, Démolitions - Gros oeuvre	811 977,63	J2G CONSTRUCTION	5	810 (le montant des avenants précédents s'élève à 48 317,45 € HT)	6,05	861 105,08	05/04/2023
Objet de l'avenant au marché E2020/1045: l'avenant porte sur le repositionnement de la descente d'eau pluviale.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - AOO	DAP	E2020/1045	RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE LA PISCINE DE HAUTEPIERRE A STRASBOURG - PHASE 2 - SECTEUR FAMILLE PETITE ENFANCE, Lot N° 01, Démolitions - Gros oeuvre	811 977,63	J2G CONSTRUCTION	6	1 765 (le montant des avenants précédents s'élève à 49 127,45 € HT)	6,27	862 870,08	13/04/2023
Objet de l'avenant au marché E2020/1045: l'avenant porte sur la réalisation de diverses reprises de cloisonnement et gaines pour être conforme à la règlementation incendie.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF - CONCOURS	DAP	E2014/937	Mission de maîtrise d'oeuvre en vue de l' extension - restructuration de la piscine de Hautepierre à Strasbourg, Lot N° 0,	2 161 313,84	TNA ARCHITECTES	8	6 035,97 (le montant des avenants précédents s'élève à 339 215,78 € HT)	15,97	2 506 565,59	11/05/2023

Objet de l'avenant au marché E2014/937: l'avenant porte la revalorisation de la tranche optionnelle n°1 suite aux évolutions de programme demandées par la Direction des Sports et à l'augmentation de l'enveloppe travaux selon le taux d'honoraire recalculé.

Le pourcentage global des avenants est 15, 97 %. Si l'on exclut l'avenant n° 7 passé en début de l'opération de la phase 2, des travaux le pourcentage d'évolution de ce marché est en réalité de + 5,56 % (15,97 -10,41). Ce marché datant de 2014, le programme de la phase 2 des travaux a été augmenté par la collectivité de près de 2,0 M€ HT en 2020 et la règlementation a également évolué (loi sur l'eau, ESSP, ...) ce qui a conduit à un avenant n° 7 important de "remise à niveau" du marché initial à hauteur de 10,41 %.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA 4	DEPN	20211206	21EMS0215 - Travaux de renforcement de réseau d'assainissement et renouvellement du réseau d'eau potable (tranche 2/2) rues de Lyon, du Maréchal de Lattre De Tassigny, des Cerisiers, du Général De Gaulle et Bossuet à FEGERSHEIM	1 733 502,50	MULLER THA	1	142 294	8,21	1 875 796,50	04/05/2023

Objet de l'avenant au marché 2021120 : l'avenant porte sur les éléments suivants :

Rue des Cerisiers : Certains branchements d'assainissement étant non conformes (1 branchement pour plusieurs propriétés) et en amiante, il est nécessaire de les remplacer et de poser un regard de branchement par propriété. De plus, une modification du phasage des travaux en lien avec les travaux de voirie a obligé l'entreprise à replier et réinstaller ses équipements.

Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny : 2 puisards de rue ont été ajoutés afin de limiter les risques d'inondation d'une propriété.

Par ailleurs, le montant de ces plus-values est diminué par des travaux d'enrobés non réalisés à hauteur de 3 150 €.

Il convient d'ajouter un délai supplémentaire de 40 jours calendaires.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
AOO	DUT	EMS 2018/1149	MOE pour la construction du nouveau parc des expositions à Strasbourg	8 880 538,85	KUMA ET ASSOCIATES EUROPE	1	462 235,63	5,2	9 342 774,48	11/05/2023

Objet de l'avenant au marché 2018/1149 :

Le présent avenant a pour objet :
- de confier au groupement de maîtrise d'œuvre une mission complémentaire pour :
- une étude comparative entre le premier projet de PEX et le projet actuel,
- la rédaction du dossier Loi sur l'Eau,
- une mission relative au BIM (charte et cahier de charges BIM),
- pour des tests de désenfumage,
- les honoraires relatifs à des modifications de programme,
- les honoraires relatifs à des études hydrogéologiques et d'intégrer au groupement de maîtrise d'œuvre un cotraitant supplémentaire : le bureau d'études ANTEA GROUP,
- les honoraires relatifs à une installation photovoltaïque en toiture et d'intégrer au groupement de maitrise d'œuvre un cotraitant supplémentaire : bureau d'études TECSOL,
- de fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, sur la base coût prévisionnel des travaux Cp à l'issue de l'APD.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
AOO	DUT	19-075	Construction du nouveau parc des expositions de Strasbourg : mission OPC (Ordonnancement – Pilotage – Coordination)	482 545	AIA MANAGEMENT	1	58 410,47	12,1	540 955,47	11/05/2023

Objet de l'avenant au marché 19-075 : le présent avenant a pour objet une rémunération complémentaire au titulaire du marché, liée à l'allongement du délai initial prévu par le marché, pour les phases de travaux.

Selon les délais définis par l'acte d'engagement du marché initial du 27 juin 2019 pour la mission OPC, les travaux étaient prévus de début novembre 2019 à fin juin 2022 au plus tard (phase 1, puis phase 2), soit sur une durée totale de 32 mois de travaux (hors phase études, réception et GPA).
En 2020, la procédure de consultation des entreprises s'est avérée infructueuse pour 2 des 5 macro-lots en ce qui concernait le macro-lot 2, au motif que le délai prévu initialement de 2 mois pour le montage des charpentes métalliques de la phase 1 s'avérait irréaliste aux dires des entreprises contactées.
Il a été décidé d'allonger le délai de montage et donc le délai de l'ensemble des travaux de 5 mois et de lancer une nouvelle consultation sur cette nouvelle base.
La mission d'OPC qui implique un accompagnement et un suivi permanent du chantier est entièrement impactée par cet allongement de la durée des travaux.
La clause de variation de prix prévue, le cas échéant, par le marché, s'appliquera, pour les prestations objet du présent avenant, en tenant compte, comme mois M0, du mois de notification de l'avenant.

Convention de mandat

Gestion des recettes et des remboursements des dépenses

relatives à la gestion et à l'exploitation du véloparc Sainte-Aurélie

Entre les soussignés :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2023

Ci-après dénommée le « Mandant »,

D'une part,

ET :

La Société ..., représentée aux fins ci-après par …
agissant es-qualité en vertu d'une délibération du Conseil d'administration du…

Ci-après dénommée le « Mandataire »,

D'autre part,

Ci-après désignés ensemble « Parties ».

Table des matières

Contexte **3**
Article 1 : Objet de la présente Convention **3**
Article 2 : Durée du mandat **3**
Article 3 : Nature des opérations sur lesquelles porte le mandat **4**
3.1. Encaissement des recettes 4
3.2. Remboursement des recettes encaissées à tort 4
3.3. Contrôles mis à la charge du Mandataire 4
3.4. Relance des débiteurs en retard de paiement 4
3.5. Mentions obligatoires dans les documents émis par le Mandataire 4
Article 4 : Tenue de la comptabilité **5**
Article 5 : Justificatifs remis aux usagers **5**
Article 6 : Ouverture d'un compte **5**
Article 7 : Reversement des recettes perçues **5**
Article 8 : Reddition des comptes **5**
Article 9 : Contrôles comptables du Mandataire **6**
Article 10 : Responsabilités et assurances **6**
Article 11 : Sanctions, résiliation et caducité **6**

Contexte

L'Eurométropole de Strasbourg est chargée, en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, de l'organisation de services de la mobilité situés dans son ressort territorial.

Par un marché signé le … (dénommé ci-après le « **marché de services** »), l'Eurométropole de Strasbourg a confié l'exploitation de ces services à la Société ....

En application de l'article III.6 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché de services, les Parties ont convenu que la Société ... serait chargée de la collecte des recettes et du paiement des dépenses de remboursement des usagers issues de la gestion et de l'exploitation du véloparc Sainte-Aurélie dont elle a la charge au nom et pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.

En vertu des mêmes stipulations, les Parties se sont engagées à conclure un mandat tel que prévu par l'article L.1611-7-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

L'objectif est d'assurer la collecte des recettes par la Société Mandataire auprès des usagers jusqu'à leur perception par l'Eurométropole de Strasbourg, Mandante, et de garantir leur traçabilité. Il s'agit également de permettre au Mandataire d'assurer le paiement aux usagers des dépenses de remboursement des recettes encaissées à tort et résultant d'incidents de paiement.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la présente Convention

Par la présente Convention, l'Eurométropole de Strasbourg donne mandat à la Société ... pour :

- encaisser, en son nom et pour son compte, toutes les recettes liées à l'utilisation, par les usagers, des services de mobilité faisant l'objet du marché de services précité. Les recettes visées par le présent Mandat sont celles résultant de la vente d'abonnements de stationnement vélo dans le cadre de la gestion et de l'exploitation du véloparc Sainte-Aurélie à Strasbourg.
- payer, en son nom et pour son compte, toutes les dépenses de remboursement aux usagers des recettes encaissées à tort résultant d'incidents de paiement dans le cadre des services de stationnement susvisés.

Article 2 : Durée du mandat

Sous réserve de l'avis du conforme du Comptable public, le présent Mandat est conclu pour la durée du marché de services, soit pour une durée de 2 ans renouvelable 1 fois pour une durée d'un an, à compter de sa prise d'effet fixée au 1er août 2023. En cas de renouvellement du marché à l'issue de la deuxième année d'exécution, la présente convention sera automatiquement renouvelée pour une durée d'1 an.

Article 3 : Nature des opérations sur lesquelles porte le mandat

3.1. Encaissement des recettes

Conformément à l'article III.6 du CCTP du marché de services, le Mandataire assure la perception auprès des usagers des recettes d'abonnement au service de stationnement fourni dans le cadre de la gestion et de l'exploitation du véloparc Sainte-Aurélie.

Après encaissement, le mandataire reversera l'intégralité de ces recettes au Mandant.

Au regard des données d'exploitation renseignées à l'article I.4 du CCTP du marché de services, le niveau de recettes attendu s'élève à environ 15 000 euros H.T. par an.

3.2. Remboursement des recettes encaissées à tort

Le Mandataire est chargé du remboursement aux usagers des recettes encaissées à tort résultant d'incidents de paiement dans le cadre du marché de services, tels que :

- des erreurs de prélèvement ;
- des excédents de versement ;
- des sommes indûment perçues.

Le plafond du fonds de caisse permanent que le Mandataire est autorisé à conserver pendant la durée de la convention pour procéder à ces opérations est fixé à 120 €.

Ce fonds de caisse est constitué et, autant que de besoin, reconstitué par les recettes collectées en exécution de la présente Convention. Il est reversé en totalité le jour de l'expiration de la présente Convention, quelle qu'en soit la cause.

3.3. Contrôles mis à la charge du Mandataire

Lors de l'encaissement d'une recette, le Mandataire est tenu d'exercer le contrôle de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette et, le cas échéant, de la régularité des réductions.

Lors du remboursement d'une recette encaissée à tort, le Mandataire est tenu d'exercer le contrôle de la validité de la dette dans les conditions prévues à l'article 20 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 *relatif à la gestion budgétaire et comptable publique* et du caractère libératoire du paiement.

3.4. Relance des débiteurs en retard de paiement

Pour les retards de paiement, le Mandataire est autorisé à effectuer les opérations de relance auprès des débiteurs.

3.5. Mentions obligatoires dans les documents émis par le Mandataire

Le Mandataire fait figurer la dénomination du Mandant et la mention selon laquelle il agit au nom et pour le compte de celui-ci dans tous les documents établis par ses soins, dans le cadre de la présente Convention.

Article 4 : Tenue de la comptabilité

Le Mandataire ouvre dans sa comptabilité des comptes séparés (y compris les comptes de tiers), permettant de retracer l'ensemble des opérations relatives à la collecte des fonds versés par les usagers et le remboursement aux usagers des recettes encaissées à tort, ainsi que, de façon générale, l'ensemble des mouvements de caisse opérés au titre du présent Mandat.

Article 5 : Justificatifs remis aux usagers

Des tickets, reçus ou factures sont remis aux usagers en contrepartie de l'encaissement des droits liés à la vente des abonnements aux services de stationnement fournis par le Mandataire dans le cadre du marché de services.

Les justificatifs sont édités par le Mandataire lors de chaque paiement et correspondent à l'encaissement des sommes effectivement versées par les usagers. La mention du Mandant figurera sur les justificatifs.

Article 6 : Ouverture d'un compte

Le Mandataire ouvre un (ou plusieurs) compte(s) bancaire(s) distinct(s) destiné(s) à l'exécution de l'ensemble des opérations de trésorerie relatives à la présente Convention, à l'exclusion de toute autre opération.

Article 7 : Reversement des recettes perçues

Une fois par mois, au plus tard le 20 du mois M+1, le Mandataire reverse au Comptable public du Mandant le montant des recettes collectées dans le cadre du présent Mandat, déduction faite des éventuels remboursements prévus à l'article 3.2 et des sommes éventuellement conservées par le mandataire au titre de la reconstitution du fonds de caisse permanent.

À l'appui de chaque versement mensuel, un état de synthèse des recettes reversées au Mandant justifiant le montant versé est adressé au plus tard le 5ème jour du mois au service des finances du Mandant et au Comptable public de celui-ci.

Article 8 : Reddition des comptes

Le Mandataire opère la reddition de ses comptes au moins une fois par an et au plus une fois par trimestre.

Pour permettre au Comptable public du Mandant de produire son compte de gestion ou son compte financier dans les délais qui lui sont impartis, la date limite de reddition des comptes, arrêtés au 31 décembre de l'année N, est fixée au 15 janvier de l'année N+1.

En tout état de cause, le Mandataire produit annuellement des comptes qui retracent la totalité des opérations de dépenses et de recettes décrites par nature, sans contradiction entre elles, ainsi que la totalité des opérations de trésorerie par nature. Selon les besoins propres à chaque opération, ces comptes comportent en outre :

- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;
- Les états de développement des soldes certifiés, par le Mandataire, conformes à la balance générale des comptes ;

- La situation de trésorerie de la période ;
- L'état des créances demeurées impayées établies par débiteur et par nature de produit ;
- Les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes.

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, le Mandataire remet les pièces justificatives suivantes :

- Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;
- Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;
- Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Ne sont remises à l'occasion de la reddition des comptes que les pièces qui n'ont pas été précédemment produites au titre du reversement des sommes encaissées.

La reddition des comptes est soumise à l'approbation de l'ordonnateur du Mandant.

Article 9 : Contrôles comptables du Mandataire

Le Mandataire est soumis aux contrôles du Comptable public et de l'ordonnateur du Mandant. Ces contrôles s'étendent aux systèmes d'information utilisés par le Mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Il est également soumis aux vérifications des autorités habilitées à contrôler sur place le Comptable public assignataire ou l'ordonnateur du Mandant.

Article 10 : Responsabilités et assurances

Les responsabilités respectives du Mandant et du Mandataire sont précisées dans le marché de services. En cas de non-respect des obligations prévues par la présente Convention, le Mandant pourra engager la responsabilité du Mandataire, sans pouvoir obtenir une réparation excédant celui versé au Mandataire dans le cadre du marché de services.

L'assurance souscrite par le Mandataire devra notamment couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du présent Mandat.

Article 11 : Sanctions, résiliation et caducité

Conformément aux stipulations du marché de services, tout manquement du Mandataire à l'égard de ses obligations définies dans la présente Convention pourra entraîner l'application de sanctions contractuelles pouvant aller jusqu'à la résiliation du mandat, sans préavis ni indemnité.

Par ailleurs, et quelle qu'en soit la cause, la résiliation anticipée du marché de services entraine la caducité de la présente Convention.

Fait en deux exemplaires originaux

A (…),

Le (…),

Le Mandant

Le Mandataire

Avis conforme du Comptable public assignataire :

18

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Conclusion de conventions transactionnelles.

Numéro E-2023-474

La convention transactionnelle est un instrument juridique prévu par les articles 2044 et suivants du Code civil destiné à permettre le règlement, par voie amiable, des litiges survenus avec les tiers, notamment ceux nés dans le cadre de l'exécution de contrats publics.

Ces litiges doivent, pour permettre le recours à cette voie amiable, avoir fait l'objet d'une réclamation en lien avec l'exécution du contrat, présenter un caractère certain et ne pas pouvoir être réglés dans le cadre contractuel.

L'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales régit les délégations au profit du président et du Conseil. En l'absence de délégation donnée en matière de transactions, celles-ci restent de la compétence du Conseil.

Convention transactionnelle relative au marché n° 2016/1357 ayant pour objet une mission de maîtrise d'œuvre relative à la construction d'un hangar et l'aménagement d'une aire de stockage pour le Service de l'Eau.

Le marché a été notifié le 23 décembre 2016. L'Eurométropole de Strasbourg a sollicité dans le cadre d'une mission complémentaire le groupement de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre relative à la construction de cloisons au droit de l'aire de lavage des camions du Service de la collecte des déchets de la collectivité, située à proximité de l'aire de stockage Service de l'Eau. Cette aire de lavage est constituée d'emplacements de lavages de camions situés les uns à côté des autres.

La réalisation de cette mission par le groupement WIANNI/OTE INGENIERIE permet de répondre à la demande dans des délais correspondants aux enjeux sociaux décrits ci-dessus et d'assurer une cohérence technique avec le chantier d'aménagement de l'aire du Service de l'Eau.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à verser, dans le cadre du présent protocole transactionnel, au groupement WIANNI/OTE INGENIERIE sur le fondement de

l'enrichissement sans cause, la somme de 28 000 € hors taxes, soit 33 600 € toutes taxes comprises au titre des prestations réalisées, répartie de la façon suivante :

- Fabrice Wianni Architecte : 17 500 € hors taxes, soit 21 000 € toutes taxes comprises,

- OTE INGENIERIE : 10 500 € hors taxes, soit 12 600 € toutes taxes comprises.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

Convention transactionnelle relative au marché n° 2017/0219 ayant pour objet la réalisation de travaux pour l'extension du parc d'activités Joffre à HOLTZHEIM – lot espaces verts.

Dans le cadre du marché susvisé, l'Eurométropole de Strasbourg a confié à la société ID VERDE l'exécution du lot « *Espaces verts* » au marché de « *travaux pour l'extension du parc d'activités Joffre à HOLTZHEIM* ».

Le marché porte sur un montant de 340 489,20 € HT pour la tranche ferme et de 153 562 € HT pour la tranche optionnelle.

Un avenant n°1 d'un montant de 15 396,60 € HT portant sur des prix nouveaux a été signé en date du 23 avril 2019. En ce qui concerne la tranche optionnelle, les travaux ont été réceptionnés sans réserve le 07 novembre 2022.

Par un courrier du 16 avril 2020, l'Eurométropole de Strasbourg, mise en demeure en ce sens par le propriétaire des parcelles voisines (n°303 et 305), a elle-même mis en demeure la société ID Verde de reprendre la haie bocagère implantée dans la limite parcellaire sud et qui empiétait anormalement sur ces dernières.

La société ID Verde a exécuté les travaux, tout en estimant qu'elle n'y était pas tenue.

Par un mémoire en réclamation notifié le 08 juin 2021, la Société ID Verde a demandé l'indemnisation de travaux supplémentaires d'un montant total de 104 695,53 € HT, soit 125 634,64 € TTC.

Ledit mémoire ayant été implicitement rejeté par l'Eurométropole de Strasbourg, la Société ID Verde a saisi le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends de Nancy par un mémoire du 30 août 2021.

Le CCIRA a considéré que la responsabilité des deux parties était engagée et a émis l'avis que l'Eurométropole de Strasbourg verse à la Société ID Verde la somme de 62 817,30 € HT, soit 75 380,76 € TTC.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à régler à la société ID VERDE le solde du marché, d'un montant de 43 441,49 € HT, soit 52 129,79 € TTC, incluant les travaux de repositionnement de la haie bocagère pour un montant de 52 347,77 € HT, soit 62 817,32 € TTC.

La convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences que de droit. Elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le principe du règlement amiable du différend entre l'Eurométropole de Strasbourg et les entreprises suivantes, au moyen d'une convention transactionnelle portant règlement des prestations réalisées et utiles à l'établissement public de coopération intercommunale ;*

- *l'imputation des dépenses relatives à ces transactions sur les crédits prévus au budget tels que définis par le tableau ci-dessous :*

Entreprise	*Objet de la convention transactionnelle*	*Somme à verser par l'Eurométropole de Strasbourg au titulaire du contrat*	*Imputation budgétaire*
WIANNI/OTE INGENIERIE	*Mission de maîtrise d'œuvre relative à la construction d'un hangar et l'aménagement d'une aire de stockage pour le Service de l'Eau.*	*28 000 € HT, soit 33 600 € TTC*	*WIANNI : CUS-1/ AP : 2023-58025 OTE : CUS-1/AP : 2023-58026*
ID VERDE	*Réalisation de travaux pour l'extension du parc d'activités Joffre à HOLTZHEIM – lot espaces verts.*	*52 347,77 € HT, soit 62 817,32 € TTC*	*Exercice :2023 Budget :4 Fonction :60 Nature :605 Service :AD09D*

			Année 2023 *Code enveloppe :AE0002*

- *la conclusion des conventions transactionnelles jointes en annexe 1 à la présente délibération entre l'Eurométropole de Strasbourg et lesdites entreprises,*

- *l'engagement des parties aux présentes conventions transactionnelles à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les fait.s entrant dans le champ transactionnel objet de la présente délibération et tendant à obtenir une somme d'argent supplémentaire, sous réserve du respect de l'article L 2131-10 du Code général des collectivités territoriales. Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant à la qualité de constructeur ; les entreprises renoncent quant à elles au surplus de leurs réclamations ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les conventions transactionnelles jointes à la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158836-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Convention transactionnelle

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Madame la Présidente, Pia IMBS, agissant en exécution d'une délibération du Conseil eurométropolitain du 28 juin 2023 , rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.
Ci-après dénommée L'EUROMETROPOLE, d'une part,

Et :

D'autre part, les sociétés ci-dessous :

- Fabrice WIANNI Architecte, pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention,

- La société OTE Ingénierie, représentée par KAMMERER Pierre pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention,

Vu le Code civil (art. 2044 et suivants),

Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (JORF n°0083 du 8 avril 2011 page 6248),

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 2019 (CE, 5-6 chr, 5 juin 2019, n° 412732)
« 1. Aux termes de l'article 2044 du code civil dans sa rédaction applicable en l'espèce : « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ». En vertu de l'article 2052 du même code, un tel contrat a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. L'article 6 du code civil interdit de déroger par convention aux lois qui intéressent l'ordre public. Il résulte de ces dispositions que l'administration peut, ainsi que le rappelle désormais l'article L. 423-1 du code des relations entre le public et l'administration, afin de prévenir ou d'éteindre un litige, légalement conclure avec un particulier un protocole transactionnel, sous réserve de la licéité de l'objet de ce dernier, de l'existence de concessions réciproques et équilibrées entre les parties et du respect de l'ordre public »

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

Objet du marché :

L'Eurométropole de Strasbourg a conclu avec le groupement de maîtrise d'œuvre constitué de Fabrice WIANNI Architecte et de la société OTE Ingénierie, un marché référencé n° 2016/1357, notifié le 23 décembre 2016, ayant pour objet une mission de maîtrise d'œuvre relative à la construction d'un hangar et l'aménagement d'une aire de stockage pour le Service de l'Eau.
Le chantier se situe sur le site technique de la collectivité, route de la Fédération à Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg a sollicité le groupement de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre relative à la construction de cloisons au droit de l'aire de lavage des camions du Service de la collecte des déchets de la collectivité, située à proximité de l'aire de stockage Service de l'Eau. Cette aire de lavage est constituée d'emplacements de lavages de camions situés les uns à côté des autres.

La construction de ces cloisons permet de répondre à deux enjeux :

- Un enjeu social et une amélioration des conditions de travail des agents du Service de la Collecte des Déchets de l'Eurométropole. En effet, lors du nettoyage des camions de collecte des déchets, de résidus de déchets sont projetés sur les agents situés à proximité immédiate,

- Éviter la projection de résidus sur l'aire de stockage du Service de l'Eau récemment aménagée.

La réalisation de cette mission par le groupement WIANNI/OTE INGENIERIE permet de répondre à la demande dans des délais correspondants aux enjeux sociaux décrits ci-dessus et d'assurer une cohérence technique avec le chantier d'aménagement de l'aire du Service de l'Eau.

Objet de la convention :

Le groupement WIANNI/OTE a transmis une demande d'honoraires d'un montant de 28 000,00 € HT (33 600 € TTC) décomposé comme suit :

FABRICE WIANNI Architecte : 17 500 €HT (21 000 € TTC)
OTE Ingénierie : 10 500 €HT (12 600 € TTC)

L'établissement d'un marché similaire n'a pas été possible. En effet, Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire d'un marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, sous réserve que cette stipulation soit précisée dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché en question. Ce nouveau contrat doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du marché.

La stipulation est bien décrite dans le CCAP du marché de maîtrise d'œuvre attribué au groupement WIANNI/OTE. Toutefois, le marché ayant été notifié en 2016, un délai de plus de trois ans s'est écoulé entre cette notification et la demande de l'Eurométropole de Strasbourg.

Aussi, il a été convenu, d'un commun accord entre le groupement WIANNI/OTE et la maîtrise d'ouvrage, que le règlement de ces prestations ferait l'objet d'un protocole transactionnel.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités du droit au règlement financier du groupement WIANNI/OTE INGENIERIE dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre demandée par l'Eurométropole pour la construction de cloisons de séparation au droit de l'aire de lavage du Service de la Collecte des Déchets de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG au groupement WIANNI/OTE INGENIERIE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG s'engage à verser, dans le cadre du présent protocole transactionnel, au groupement WIANNI/OTE INGENIERIE sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 28 000,00 € hors taxes, soit 33 600 € toutes taxes comprises au titre des prestations réalisés, répartie de la façon suivante :

Fabrice Wianni Architecte : 17 500 € hors taxes, soit 21 000 € toutes taxes comprises
OTE INGENIERIE : 10 500 hors taxes, soit 12 600 € toutes taxes comprises

Les sociétés renoncent par ailleurs à percevoir toute somme complémentaire au titre de l'exécution des prestations objet du contrat.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de :

FABRICE WIANNI Architecte
Code Banque : 10278
Code guichet : 01250
N° de compte : 00020214401
Clé RIB : 69
IBAN : FR76 1027 8012 5000 0202 1440 169
BIC : CMCIFR2A

OTE INGENIERIE
Code Banque : 30087
Code guichet : 33080
N° de compte : 00010836001
Clé RIB : 86

IBAN : FR76 3008 7330 8000 0108 3600 186
BIC : CMCIFRPP

Article 4 - Engagement de non recours :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et les sociétés FABRICE WIANNI Architecte et OTE INGENIERIE renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente transaction est conclue conformément aux articles 2044 et suivants du Code Civil, et bénéficie de la chose jugée en dernier ressort, conformément à l'article 2052 du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents excepté les stipulations de l'article 4 ci-dessus.

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir été notifiée aux sociétés FABRICE WIANNI Architecte et OTE INGENIERIE.

Article 6 - Compétence d'attribution en cas de litige :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le

FABRICE WIANNI ARCHITECTE

Strasbourg, le

Pour la société OTE INGENIERIE
KAMMERER Pierre

Strasbourg, le

Pour l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
La Présidente,
Pia IMBS

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1, place de l'Etoile à 67100 STRASBOURG, prise en la personne de sa Présidente en exercice, agissant aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg n°2023-474 en date du 28 juin 2023.

Ci-après, « L'Eurométropole de Strasbourg »

ET :

La Société IDVERDE, sise 3 impasse Antoine Imbs à 67810 HOLTZHEIM, représentée par son Directeur d'agence, M. Valentin LETT, agissant aux présentes en vertu d'une délégation.

Ci-après, « La Société IDVERDE »

Ci-après, désignées ensemble, « LES PARTIES »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

l'Eurométropole de Strasbourg a confié à la société ID VERDE l'exécution du marché n° 2017/0219 « *travaux pour l'extension du parc d'activités Joffre à HOLTZHEIM* – lot espaces verts».

Le marché susvisé porte sur un montant de 340.489,20 Euros HT pour la tranche ferme et de 153.562 Euros HT pour la tranche optionnelle.

Un avenant N°1 d'un montant de 15 396,60 € HT portant sur des prix nouveaux a été signé en date du 23 avril 2019.

En ce qui concerne la tranche optionnelle, les travaux ont été réceptionnés sans réserve le 7 novembre 2022.

Par un courrier du 16 avril 2020, l'Eurométropole de Strasbourg, mise en demeure en ce sens par le propriétaire des parcelles voisines (n°303 et 305), a elle-même mis en

Paraphe :

Eurométropole de Strasbourg	***Société ID VERDE***
	770

demeure la société ID Verde de reprendre la haie bocagère implantée dans la limite parcellaire sud et qui empiétait anormalement sur ces dernières.

La société ID Verde a exécuté les travaux, tout en estimant qu'elle n'y était pas tenue.

Par un mémoire en réclamation notifié le 8 juin 2021, la Société ID Verde a demandé l'indemnisation de travaux supplémentaires d'un montant total de 104.695,53 Euros HT, soit 125.634,64 Euros TTC.

Ledit mémoire ayant été implicitement rejeté par l'Eurométropole de Strasbourg, la Société ID Verde a saisi le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends de Nancy par un mémoire du 30 août 2021.

Le CCIRA a considéré que des fautes ont été commises par chacune des parties, et a émis l'avis que l'Eurométropole de Strasbourg verse à la Société ID Verde la somme de 62.817,30 Euros HT, soit 75.380,76 Euros TTC.

Les parties ont alors convenu de régler le différend qui les oppose de manière amiable et, aux termes de concessions réciproques, ont fixé les modalités de la présente transaction.

Il EST ALORS CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme au différend qui oppose les parties quant au règlement financier des travaux du marché n° 2017/0219. *Travaux pour l'extension du parc d'activités Joffre à HOLTZHEIM – lot espaces verts* ».

Il vaut, d'une part, décompte général définitif au sens de l'article 13.4.3 du CCAG Travaux applicable au marché.

Les parties conviennent ainsi de fixer le solde du marché comme suit, conformément au décompte annexé aux présentes, qui fait partie intégrante du présent protocole et qui sera également signé par chacune des deux parties.

Il constitue, d'autre part, une transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, soldant, en conséquence, définitivement les comptes entre les parties au présent protocole.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS RECIPROQUES

2.1. Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg

Paraphe :

Eurométropole de Strasbourg	***Société ID VERDE***
	771

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à régler à la société ID VERDE le solde du marché, d'un montant de 43 441,49 Euros HT, soit 52 129,79 Euros TTC, incluant les travaux de repositionnement de la haie bocagère pour un montant de 52.347,77 Euros HT, soit 62.817,32 Euros TTC.

À noter que le DGD présente une correction relative au mode de calcul de variation des prix du marché de travaux conformément à l'article 3.2 du CCAP.

Conformément à ce qui est dit au point 9 de l'avis du CCIRA, ces sommes ne portent pas intérêts moratoires.

L'Eurométropole de Strasbourg renonce à toute réclamation et à tout recours à l'endroit de la société ID VERDE en ce qui concerne le règlement financier du marché et, notamment, s'agissant des travaux de repositionnement de la haie bocagère.

2.2. Engagements de la Société ID VERDE

La société ID VERDE renonce à toute réclamation et à tout recours à l'endroit de l'Eurométropole de Strasbourg en ce qui concerne le règlement financier du marché et, notamment, s'agissant de ses demandes relatives au repositionnement de la haie bocagère selon son mémoire en réclamation notifié le 8 juin 2021, son mémoire en saisine du CCIRA de NANCY du 27 août 2021 ainsi que son projet de décompte final établi le 13 février 2023.

La société ID VERDE s'engage, en conséquence, à conserver à sa charge la somme de 52.347,77 Euros HT, soit 62.817,32 Euros TTC au titre de sa demande de règlement pour travaux supplémentaires.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET - EXECUTION

3.1.

Le présent accord transactionnel produira ses entiers effets de droit à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties et de sa transmission au contrôle de légalité.

3.2.

L'Eurométropole de Strasbourg mandatera le solde du marché mentionné à l'article 2.1 dans un délai qui ne pourra pas être supérieur à 30 (trente) jours à compter de la dernière signature du présent protocole par les parties et de l'accomplissement des formalités de transmission au contrôle de légalité.

Paraphe :

Eurométropole de Strasbourg	*Société ID VERDE*
	772

3.3.

Le présent accord sera caduc de plein droit à défaut d'exécution de tout ou parties des engagements à charge de chacune des parties sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 4 – AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

La présente transaction est conclue conformément aux articles 2044 et suivants du Code Civil, et bénéficie de la chose jugée, conformément à l'article 2052 du Code Civil.

Les parties s'estiment intégralement remplies dans leurs droits, renoncent à toute instance ou action ainsi qu'à toutes réclamations de quelque nature qu'elles soient entre elles, à propos des faits ayant donné lieu à la présente transaction.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE

Les parties s'obligent à garder confidentiel le contenu de cette transaction à l'exception, pour l'Eurométropole de Strasbourg :

- de l'information de son Conseil eurométropolitain afin d'autoriser sa Présidente ou son représentant à procéder à sa signature ;

- de sa transmission, en tout ou partie, au contrôle de légalité et en application du livre III du Code des relations entre le public et l'administration ;

- de sa notification au secrétariat du Comité de règlement amiable des différends de Nancy en application de l'article D2197-22 du Code de la commande publique.

La transaction ne pourra être produite en justice que par une partie et seulement dans le cadre d'un litige avec une autre partie, relativement à son interprétation ou à son exécution.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige né du présent contrat, les parties conviennent d'attribuer la compétence exclusive des contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent accord aux juridictions relevant de la compétence territoriale du Tribunal Administratif de Strasbourg.

ARTICLE 7 - FRAIS

Paraphe :

Eurométropole de Strasbourg	*Société ID VERDE*
	773

Sans préjudice des stipulations des articles 2.1 et 2.2, chacune des parties gardera à sa charge les frais qu'elle a exposé jusqu'à l'établissement du présent accord.

ARTICLE 8 – NOTIFICATION

Le présent protocole sera notifié à :

- la Société ID VERDE
- l'Eurométropole de Strasbourg.

Copie du présent protocole sera adressé, conformément à l'article D.2197-22 du Code de la commande publique :

- au secrétariat du comité consultatif de règlement amiable des différends de Nancy,
- au ministre chargé de l'économie.

Fait en 2 exemplaires originaux

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Le A	Signature :
Pour la Société ID VERDE	Le A	Signature :

Paraphe :

Eurométropole de Strasbourg	***Société ID VERDE***
	774

Eurométropole de Strasbourg

ORDRE DE SERVICE VALANT DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

ETABLI PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

(Document à établir en un exemplaire)

- Marchés publics -

Direction Urbanisme et Territoires

Maître d'Ouvrage
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Maître d'Oeuvre
BEREST / ACTE2PAYSAGE

Prix fermes "Définitif" [ ]

Prix fermes "Actualisables" [X]

Formule d'actualisation : Cn=I(d-3)/I0

Index de Référence : TP01 Index général tous travaux
Mois "zéro": sept-16 I0= 102,60
Mois de démarrage : **janv-17**
Mois " d-3 " octobre-16 **I(d-3) = 103,00**
Actualisation des prix, coeff. : 1,004

Prix "Révisables" [ ]

Objet du marché : 16047E TRAVAUX POUR L'EXTENSION DU PARC D'ACTIVITES JOFFRE A HOLTZHEIM - LOTS 4 A 8

LOT 8 Espaces Verts- Tranches ferme et optionnelle

	Code Ent.		
Titulaire du marché	1	ID VERDE	3 Impasse Antoine Imbs - 67810 HOLTZHEIM
Cotraitant (s) :	2	Thierry MULLER EV	10 Rue du Commerce - 67118 GEISPOLSHEIM
	3		
	4		
	5		
	6		

CONTRAT du **12/01/2017** (Date de notification) Marché N° **2017/0219**

	HT	Actualisé
MONTANT du MARCHE de base :	**494 061,20 €**	**496 037,44 €**
Avenant (s) :	**15 396,60 €**	**15 458,19 €**
Total :	**509 457,80 €**	511 495,63 €

Mandat ou titre de recette n°	Acompte n° / Avance / Titre	Situation présentée / Avance / Titre n°	Date	Code Ent.	Montant HT de l'avance	Montant facturé HT hors actualisation et révision – De la situation	Cumulé	Bénéficiaire	Actualisation de prix – Date de valeur	Index (In)	Montant total
85/1	Av			1	102 146,76 €		0,00 €	ID VERDE			0,00 €
86/1	1	1	24/05/17	1	- €	6 683,00 €	6 683,00 €	ID VERDE			0,00 €
91/1	2	2	16/06/17	1	- €	2 214,00 €	8 897,00 €	ID VERDE			0,00 €
96/1	3	3	26/09/17	1	- €	2 802,00 €	11 699,00 €	ID VERDE			0,00 €
11/1	4	4	24/11/17	1	- €	7 671,00 €	19 370,00 €	ID VERDE			0,00 €
19/1	5	5	01/12/17	1	- €	18 069,00 €	37 439,00 €	ID VERDE			0,00 €
24/1	6	6	25/01/18	1	- €	20 090,00 €	57 529,00 €	ID VERDE			0,00 €
25/1	7	7	23/02/18	1	- €	18 387,25 €	75 916,25 €	ID VERDE			0,00 €
26/1	8	8	22/03/18	1	- €	75 615,75 €	151 532,00 €	ID VERDE			0,00 €
36/1	9	9	22/06/18	1	- €	46 105,50 €	197 637,50 €	ID VERDE			0,00 €
74/1	10	10	31/10/18	1	- €	45 820,50 €	243 458,00 €	ID VERDE			0,00 €
13/1	11	11	26/11/18	1	- €	13 897,28 €	257 355,28 €	ID VERDE			0,00 €
14/1	12	12	24/12/18	1	- €	86 564,48 €	343 919,76 €	ID VERDE			0,00 €
11/1	13	13	28/01/19	1	- €	8 982,00 €	352 901,76 €	ID VERDE			0,00 €
44/1	14	14	25/04/19	1	- €	9 119,91 €	362 021,67 €	ID VERDE			0,00 €
45/1	15	15	30/04/19	1	- €	3 509,66 €	365 531,33 €	ID VERDE			0,00 €
46/1	16	16	30/04/19	1	- €	9 600,92 €	375 132,25 €	ID VERDE			0,00 €
61/1	17	17	10/10/19	1	- €	16 127,25 €	391 259,50 €	ID VERDE			0,00 €
64/1	18	18	25/09/19	1	- €	1 131,74 €	392 391,24 €	ID VERDE			0,00 €
3/1	19	19	20/02/20	1	- €	18 294,75 €	410 685,99 €	ID VERDE			0,00 €
4/1	20	20	24/02/20	1	- €	1 283,84 €	411 969,83 €	ID VERDE			0,00 €
5/1	21	21	07/12/20	1	- €	235,79 €	412 205,62 €	ID VERDE			0,00 €
4/1	22	22	07/12/20	1	- €	3 360,00 €	415 565,62 €	ID VERDE			0,00 €
					- €						
Total mandaté :					**102 146,76 €**	**415 565,62 €** HT					
Projet de décompte final (non mandaté) (ou dernière situation non mandatée)											
	23	23	15/02/23	1		56 967,77 €	472 533,39 €	ID VERDE			0,00 €
	24	24		1		-15 761,95 €	456 771,44 €	ID VERDE			0,00 €
	25	25		1		2 235,67 €	459 007,11 €	ID VERDE			2 235,67 €
											0,00 €
											2 235,67 €

Total Coût actualisé 2 235,67 € HT
A déduire : REFACTIONS HT
Montant du Décompte Général **43 441,49 €** HT

Etat du SOLDE **43 441,49 €**
TVA 20,00% **8 688,30 €**
TOTAL TTC **52 129,79 €**

Pour les travaux exécutés en vertu du contrat indiqué ci-dessus, est due une somme de 52 129,79 € T.T.C.
En toutes lettres : **cinquante-deux mille cent vingt-neuf euros et soixante-dix-neuf centimes**

Non compris :
- les pénalités figurant au procès verbal de réception d'un montant de **0,00 € HT**
- les pénalités pour retard de remise des documents prévus au CCAP, d'un montant de **0,00 € HT**
- les pénalités pour non respect des clauses de promotion pour l'emploi, d'un montant de **0,00 € HT**

S'il y a lieu, le détail des pénalités est listé en annexe.

Ce décompte représente le solde du marché.

775

Décompte établi par : acte2paysage.

Le Maître d'Oeuvre	Le représentant légal du Maître d'Ouvrage EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	Le Président par délégation	Signature de l'entreprise précédée de la mention manuscrite "Accepté sans réserve"
			Pour valoir décompte général et définitif
Dressé le : … 27/04/2023	Le ….	Le ….	Le ….
	Le Maître d'ouvrage	Le représentant du pouvoir adjudicateur	

Eurométropole de Strasbourg	**ANNEXE AU DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF (Détails des pénalités)** ETABLI PAR LE MAITRE D'ŒUVRE **(Document à établir en un exemplaire)** - Marchés publics -

Direction Urbanisme et Territoires

Maître d'Ouvrage
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Maître d'Oeuvre
BEREST / ACTE2PAYSAGE
0

Objet du marché : 16047E TRAVAUX POUR L'EXTENSION DU PARC D'ACTIVITES JOFFRE A HOLTZHEIM - LOTS 4 A 8
LOT 8 Espaces Verts- Tranches ferme et optionnelle

Titulaire du marché : ID VERDE 3 Impasse Antoine Imbs - 67810 HOLTZHEIM
Cotraitant (s) : Thierry MULLER EV 10 Rue du Commerce - 67118 GEISPOLSHEIM
0 0
0

CONTRAT du **12/01/2017** (Date de notification) Marché N° **2017/0219**

Récapitulatif du montant des pénalités annoncées dans le Décompte Général Définitif :

A. Pénalités figurant au procès verbal de réception
pas de pénalité

B. Pénalités pour retard de remise des documents prévus au CCAP
pas de pénalité

C. Pénalités pour non respect des clauses de promotion pour l'emploi
pas de pénalité

Décompte établi par : acte2paysage.

Le Maître d'Oeuvre	Le représentant légal du Maître d'Ouvrage EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	Le Président par délégation	Signature de l'entreprise précédée de la mention manuscrite "Accepté sans réserve"
Dressé le : … 27/04/2023	Le ….	Le ….	Pour valoir décompte général et définitif Le ….
	Le Maître d'ouvrage	Le représentant du pouvoir adjudicateur	

19

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Indemnisation des préjudices économiques liés aux travaux d'aménagement du tramway.

Numéro E-2023-685

Dans le cadre de la procédure amiable d'indemnisation des préjudices économiques liés aux travaux du tramway, les commerçants, artisans et professions libérales riverains des chantiers, dès lors qu'ils estiment avoir subi un préjudice commercial du fait de la réalisation des travaux du tram, et s'ils remplissent les conditions ouvrant droit à indemnisation, peuvent demander, par voie de référé, la désignation d'un expert économique auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg. L'expert ainsi désigné a pour mission d'évaluer la réalité et l'étendue de l'éventuel préjudice et de déterminer la perte de marge brute subie par le demandeur durant la période des travaux.

La Commission d'indemnisation des préjudices économiques consécutifs aux travaux du tramway, siégeant sous la présidence de Joël STEFFEN, Adjoint au maire de Strasbourg et conseiller eurométropolitain, a procédé à l'examen du rapport d'expertise déposé par M. GEISSMANN, expert désigné par le Tribunal Administratif de Strasbourg suite aux requêtes formulées par les commerçants, artisans et professions libérales riverains des chantiers d'extension de la ligne F du tramway à Strasbourg – Koenigshoffen.

Il s'agit du dossier d'expertise suivant :

- EPICERIE DES ROMAINS, 30 route des Romains à Strasbourg.

La Commission propose à l'Eurométropole de Strasbourg d'allouer une indemnité définitive de 10 000 € à l'Epicerie des Romains pour compenser, à l'amiable, le préjudice subi par ce commerce au titre des travaux réalisés par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre des chantiers précités.

Conformément à la procédure mise en place, cette indemnité ne pourra être allouée au requérant qu'après acceptation de sa part, au moyen d'un certificat de désistement dûment signé, de la somme proposée à titre transactionnel sans réserves ni restrictions, et renonciation de ce fait à toute autre revendication.

Il est également rappelé que cette somme est, en cas d'acceptation, minorée des avances éventuellement déjà versées au requérant et augmentée des frais de l'expertise

économique dont l'avance aurait été consentie et réglée par le demandeur. Le cas échéant, ces frais seront acquittés directement par la collectivité au bénéfice de l'expert, sur la base de l'ordonnance de taxation émise par le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission d'examen des demandes d'indemnisation
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement, en compensation du préjudice économique subi pendant les travaux d'extension de la ligne F du tramway à Strasbourg-Koenigshoffen, de l'indemnité définitive suivante :

- *10 000,00 € à verser au bénéfice de l'EPICERIE DES ROMAINS, à minorer du montant de l'avance de 5 000 € déjà allouée, soit un solde de 5 000,00 €, à majorer du montant des frais de l'expertise ordonnée par le Tribunal Administratif de Strasbourg, étant précisé que les honoraires d'expertise pourront être acquittés directement par la collectivité au bénéfice de l'expert dès réception de l'ordonnance de taxation ;*

décide

l'imputation des dépenses sur les crédits ouverts au budget de l'Eurométropole (821 – 65888 – TCO2T) pour l'exercice 2023

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer toute pièce concourant à la mise en œuvre des dispositions de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159325-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

20

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Déploiement et promotion du covoiturage domicile/travail.

Numéro E-2023-628

Dans l'objectif de réduire la pratique de l'autosolisme, le développement du covoiturage est une alternative efficace de plus en plus développée dans les territoires. En 2019, la part modale de la voiture était de 37,5% sur le périmètre de l'Eurométropole (taux d'occupation moyen des véhicules : 1,4) contre 50,9% de part modale à l'échelle du Bas-Rhin, traduisant la nécessité de poursuivre le développement d'offres de mobilité compétitives et complémentaires. Par ailleurs, dans un contexte énergétique qui pèse de plus en plus fortement sur le budget des ménages, le covoiturage constitue une offre supplémentaire pour réduire le coût des trajets domicile/travail tout en renforçant l'offre de service actuelle.

Projet phare de la collectivité pour le mandat, son déploiement s'inscrit dans la continuité de l'ouverture de la voie réservée sur la M35 et s'intègre également dans le cadre de la Zone à Faible Émission – mobilité (ZFE-m) en constituant une des mesures d'accompagnement dans sa mise en place, au même titre que les autres offres de mobilité (REME, extensions tram, Plan vélo, incitations financières aux modes actifs, aides à la conversion, développement et promotion des transports en commun, etc.).
Pour ces raisons, l'Eurométropole de Strasbourg soutient cette pratique avec la nécessité de définir une **stratégie d'incitation à covoiturer sur le périmètre de l'Eurométropole**.

Le développement d'une offre de covoiturage peut prendre plusieurs formes en fonction de ses objectifs, comme la mise en place d'une plateforme, l'instauration d'une incitation financière ou encore l'aménagement de lignes de covoiturage. La présente délibération propose de s'intéresser aux deux premiers volets qui constituent une première étape vers une stratégie globale à l'échelle du bassin de mobilité.

Dans un premier temps, cette stratégie prévoit le développement de la pratique pour les trajets en relation avec le territoire de l'Eurométropole avec l'acquisition d'une plateforme de mise en relation entre conducteurs et passagers et sa promotion auprès des entreprises du territoire.
L'incitation financière (aux conducteurs et aux passagers) associée a pour objectif d'encourager la pratique dès son lancement et d'inciter au passage à l'acte dès l'ouverture de la plateforme.

La combinaison de ces 2 solutions permet de consolider l'offre en dotant le territoire d'une solution performante, clairement identifiée et ainsi faciliter l'adhésion des salariés.

Dans un second temps, la stratégie de covoiturage pourrait être étoffée avec l'aménagement de lignes de covoiturage complétant l'offre de mobilité et susceptible d'assurer une connexion avec les principaux pôles multimodaux, sans entrer dans le centre-ville de Strasbourg. Ce projet nécessite également des aménagements d'arrêts de type « transport en commun » dans les collectivités voisines de l'Eurométropole de Strasbourg pour constituer des itinéraires de covoiturage à haut niveau de service. Les modalités techniques et financières de cette solution seront définies en concertation avec les communes concernées, les AOM voisines et les acteurs du territoire compétents sur le sujet. L'Eurométropole de Strasbourg a initié les premières prises de contacts avec les collectivités débuté juin 2023.
Cette seconde étape complètera la démarche vers un réseau express de covoiturage qui s'appuiera sur une politique de covoiturage permettant un report modal massif et une interconnexion avec les offres de mobilité existantes.

Concernant le fonctionnement d'une plateforme numérique de covoiturage, il est important de noter que son succès est étroitement lié au nombre d'utilisateurs inscrits sur cette dernière, qui représentent autant d'offres de trajets disponibles quotidiennement. Il est donc nécessaire d'atteindre une masse critique pour s'assurer du fonctionnement optimal de la plateforme.
Cette démarche est renforcée par l'instauration d'une incitation financière, prérequis indispensable pour lancer l'offre, encourager le changement d'habitude et par conséquent augmenter les usages. Cette incitation financière est fortement recommandée, au regard des retours d'expériences engagées dans d'autres collectivités.

Cette stratégie vient par ailleurs en complémentarité, à l'échelle locale, du « plan covoiturage » annoncé en décembre 2022 par le gouvernement, qui vise notamment un soutien financier du covoiturage courte distance et des collectivités engagées dans une démarche d'incitation.

Ainsi, l'Etat prévoit en effet d'encourager la pratique à travers trois leviers :

- une prime de 100€ pour les primo-conducteurs (reversée progressivement sur les plateformes de covoiturage partenaires) ;

- 50 millions d'euros disponibles au niveau national à travers le Fonds vert pour soutenir les collectivités dans le développement d'infrastructures et notamment les lignes de covoiturage ;

- une aide locale de 1€ de l'Etat pour 1€ de la collectivité. Cette incitation viendra compléter l'aide prévue par la collectivité.

Au regard de l'ambition nationale et locale, la déclinaison territoriale du dispositif sera plus efficace auprès des bassins d'emplois regroupant le plus grand nombre de salariés et le plus fort potentiel de développement. Les zones d'activités sont ainsi identifiées comme

les cibles prioritaires en plus d'être les principaux demandeurs en termes de solution de mobilité.

Soulignons qu'il n'y a actuellement pas de plateforme de mise en relation des covoitureurs à disposition des employeurs du territoire même s'ils peuvent s'en doter librement selon les offres privées existantes sur le marché. Cependant à l'échelle d'une entreprise, il est peu probable d'atteindre la masse critique de salariés, nécessaire à la création de nombreux équipages.

C'est également pour cette raison que les opérateurs de covoiturage visent principalement ces secteurs en raison du nombre de salariés, la possibilité de trouver des trajets adaptés aux différents horaires de travail et l'engagement des entreprises à soutenir la démarche.

1. PROMOUVOIR LE COVOITURAGE DANS LES ZONES D'ACTIVITES EN LIEN AVEC LES PLANS DE MOBILITE EMPLOYEURS : MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME TERRITORIALE D'INCITATION AU COVOITURAGE

Une solution rapide à mettre en œuvre : pour l'automne 2023
Les solutions proposées actuellement par les opérateurs de covoiturage sont à l'étude des services. Il s'agit pour l'essentiel de garantir aux usagers une prise en charge rapide de leur demande de covoiturage, ou, pour les conducteurs disposés à partager leur véhicule, de faire connaître leur trajet par le biais d'une plateforme numérique. La mise en place de ces outils s'accompagne d'un plan de communication et d'animations, qui viseraient prioritairement les zones d'activités de la métropole.

Pour être cohérent, les paramétrages de la plateforme viseront à exclure du dispositif d'aides financières les trajets pouvant être effectués directement en transports en commun (train, tram, bus), ainsi que les trajets courts pouvant être réalisés au moyen de modes actifs. La période de lancement du service, pour rendre attractif ce nouveau dispositif, pourra prévoir une gratuité des trajets pour les passagers, et un plafond de financement pour le conducteur.
La stratégie de financement des trajets de covoiturage et les modalités de rémunération des covoitureurs seront préalablement soumises au Registre de Preuve de Covoiturage (RPC) en vue d'obtenir une attestation de conformité. Ce document obligatoire permettra de bénéficier de l'aide financière de l'État via le fonds vert.

La collectivité suivra les indicateurs de la plateforme, ainsi que les données fournies par le registre national de preuve de covoiturage pour évaluer régulièrement les effets de la campagne et pouvoir ajuster le dispositif si nécessaire.

Grâce au référencement des opérateurs de covoiturage sur des centrales d'achats publiques, l'achat d'une plateforme et la contractualisation avec un opérateur pourra s'effectuer au cours de l'été. Le lancement officiel de la plateforme pourra débuter à l'automne et après la décision d'achat, pour permettre le calage des aspects techniques, contractuels et l'ajustement de la communication (validation des campagnes de covoiturage, actions d'animations, etc.).

Budget estimatif
Les coûts ont été estimés en prenant en compte une hypothèse de 120 000 trajets à financer dans l'année et l'estimation la plus haute des prestataires ayant été audités.

- **170 000 € TTC la première année** pour l'accompagnement des employeurs et de la collectivité, la licence et le fonctionnement de la plateforme,

    - possible prise en charge à 50 % par l'Etat dans le cadre du Plan national covoiturage,

    - ce montant est variable selon le nombre de trajets qui seront effectivement réalisés ;

- **100 000 € d'incitation financière** à envisager par la collectivité pour couvrir les trajets réalisés sur une année permettront de lever 300 K€ pour les usagers :

    - dans le cadre du Plan national covoiturage, pour 1€ versé par l'AOM, 1€ sera versé par l'Etat, sous réserve de la création d'une campagne financière d'incitation locale et de l'obtention de l'attestation de conformité au registre national de preuve de covoiturage,

    - pour 1€ mis par l'Eurométropole de Strasbourg et 1€ mis par l'Etat, les opérateurs ajoutent généralement 1€ en fonds propres.

2. L'INCITATION FINANCIERE A COVOITURER DE LA COLLECTIVITE, UN DETERMINANT QUI DOIT RESTER SOUS CONTRÔLE

L'incitation financière à covoiturer qui peut être proposée par la collectivité aux conducteurs et/ou aux passagers est déterminante pour convaincre les usagers et encourager le passage à l'acte.
Son montant par trajet est un déterminant essentiel dans l'évolution du nombre de covoiturages effectivement réalisés au quotidien sur un territoire. Démonstration en a été faite dans les collectivités déjà engagées depuis quelques années et ce quel que soit l'opérateur ou la plateforme de mise en relation.

Par ailleurs, l'enveloppe de base de l'incitation financière pourrait évoluer à la baisse en fonction des critères d'éligibilité qui seront retenus (longueurs des trajets, provenance ou destination extérieures à l'Eurométropole, tarifs applicables, etc.) et au fur et à mesure du développement de la solution.

En conclusion, il est proposé de mettre en œuvre le projet pour deux années d'expérimentations (rentrée 2023 à 2025) avant d'envisager une action plus pérenne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L1524-1, L1524-5, L.2121-21 et
L.2121-33 du Code général des collectivités territoriales
Vu les articles L1231-1-1, L1231-15 et L3132-1 du Code des transports relatifs
aux compétences des autorités organisatrices de la mobilité et du covoiturage
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de déployer une plateforme territorialisée de covoiturage ainsi que des mesures de promotion et d'animation auprès des zones d'activités pour une expérimentation de deux années,*

- *de mettre en place une campagne d'incitation locale à covoiturer dont les conditions et modalités techniques feront l'objet d'une demande d'attestation de conformité au registre national de preuve de covoiturage,*

- *d'imputer ces dépenses aux comptes 611 et 65 du budget annexe des mobilités actives de l'Eurométropole ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à accomplir toutes les démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à déposer tout dossier de demande de subvention et de cofinancements concourant à la mise en œuvre du projet.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159402-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

21

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attribution d'une aide à l'achat pour un vélo à assistance électrique, un vélo cargo à assistance électrique ou la motorisation d'un vélo classique : liste des bénéficiaires pour la période du 21 octobre 2022 au 25 avril 2023.

Numéro E-2023-630

Par délibérations des 29 janvier et 25 juin 2021, le Conseil de l'Eurométropole a créé une aide à l'achat pour un vélo à assistance électrique (VAE), un vélo cargo à assistance électrique ou la motorisation de vélo classique pour les habitants de l'Eurométropole de Strasbourg de 18 ans et plus.

Cette aide est attribuée, depuis le 1er juillet 2021, aux particuliers en faisant la demande. Son montant est modulé en fonction des revenus et de l'équipement acquis.

Les conditions d'éligibilité et les modalités d'octroi prévues par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 septembre 2022 ont évolué suite à la délibération du 3 février 2023. Entrée en vigueur au 1er avril 2023, elle augmente les seuils d'éligibilité des revenus de référence par part (RFR/part) jusqu'à 22 983€.

À la demande de la Recette des Finances, et conformément aux modalités prévues pour les subventions et primes de toute nature dans le décret du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, la liste désignant les bénéficiaires, ainsi que le montant attribué et l'objet de l'aide doivent être soumis à l'approbation du Conseil.

Les présentes demandes ont été dûment instruites et sont conformes aux modalités et conditions d'éligibilité prévues par le Conseil de l'Eurométropole fixées par les délibérations en vigueur à la date de dépôt des demandes.

L'annexe jointe à la présente délibération recense ainsi la liste des bénéficiaires d'une aide versée par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'achat d'un vélo à assistance électrique, d'un vélo cargo à assistance électrique ou pour une motorisation de vélo classique pour la période du 21 octobre 2022 au 25 avril 2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'état nominatif annexé à la présente délibération, listant les bénéficiaires d'une aide à l'achat pour un vélo à assistance électrique, un vélo cargo à assistance électrique ou un kit de motorisation d'un vélo classique, pour la période du 21/10/2022 au 25/04/2023,*

  Le montant et l'objet de l'aide précisés dans cette annexe sont déclarés conformes aux conditions d'octroi prévues par la délibération du Conseil en vigueur à la date du dépôt de la demande.

- *l'imputation de la dépense de subvention au compte 204 de l'AP0327 Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026 Programme 1418 Subventions VAE du Budget Annexe des Mobilités Actives de l'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159331-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Liste des bénéficiaires d'aides VAE en application des délibérations du 17/12/2021 et 03/02/2023 pour la période du 21/10/2022 au 25/04/2023

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée		Bénéficiaire
2022	2082	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2083	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2084	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2085	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2086	400,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2087	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2088	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2089	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2090	500,00	25/10/2022	SUB VCE	19/05/2022	
2022	2091	500,00	25/10/2022	SUB VCE	19/05/2022	
2022	2092	300,00	25/10/2022	SUB VCE	19/05/2022	
2022	2093	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2094	499,50	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2095	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2096	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2097	250,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2098	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2099	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2100	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2101	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2102	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2103	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2104	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2105	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2106	300,00	25/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2120	250,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2121	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2122	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2123	500,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2124	400,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2125	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2126	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2127	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2128	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2129	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2130	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2131	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2132	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2133	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2134	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2135	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2136	274,75	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2137	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2138	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2139	400,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2140	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2141	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2142	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2143	400,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2144	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2145	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2146	250,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2147	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2148	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2149	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2150	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2151	449,50	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2152	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2153	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2154	300,00	26/10/2022	SUB VAE	19/05/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée			Bénéficiaire
2022	2155	300,00	26/10/2022	SUB VAE	[redacted]	19/05/2022	[redacted]
2022	2156	300,00	26/10/2022	SUB VAE		19/05/2022	
2022	2157	374,50	26/10/2022	SUB VAE		19/05/2022	
2022	2158	300,00	26/10/2022	SUB VAE		19/05/2022	
2022	2163	500,00	28/10/2022	SUB VCE		19/05/2022	
2022	2166	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2167	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2168	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2169	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2170	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2171	500,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2172	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2173	500,00	03/11/2022	SUB VCE		15/07/2022	
2022	2174	374,50	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2175	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2176	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2177	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2178	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2179	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2180	400,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2181	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2182	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2183	450,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2184	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2185	500,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2186	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2187	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2188	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2189	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2190	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2191	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2192	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2193	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2194	400,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2195	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2196	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2197	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2198	400,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2199	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2200	500,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2201	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2202	500,00	03/11/2022	SUB VCE		15/07/2022	
2022	2203	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2204	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2205	400,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2206	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2207	450,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2208	500,00	03/11/2022	SUB VCE		15/07/2022	
2022	2209	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2210	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2211	500,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2212	400,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2213	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2214	400,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2215	250,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2216	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2217	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2218	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2219	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2220	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2221	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2222	150,00	03/11/2022	SUB MOTORISATION		15/07/2022	
2022	2223	400,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2224	500,00	03/11/2022	SUB VCE		15/07/2022	
2022	2225	300,00	03/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2226	300,00	04/11/2022	SUB VAE		15/07/2022	
2022	2237	400,00	10/11/2022	SUB VAE		29/04/2022	
2022	2238	300,00	10/11/2022	SUB VAE		29/04/2022	
2022	2239	300,00	10/11/2022	SUB VAE		29/04/2022	
2022	2240	374,50	10/11/2022	SUB VAE		29/04/2022	
2022	2241	300,00	10/11/2022	SUB VAE		29/04/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée		Bénéficiaire
2022	2242	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2243	400,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2244	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2245	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2246	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2247	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2248	250,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2249	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2250	374,50	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2251	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2252	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2253	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2254	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2255	300,00	10/11/2022	SUB VAE	31/03/2022	
2022	2256	400,00	10/11/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2257	300,00	10/11/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2258	150,00	10/11/2022	SUB MOTORISATION	19/05/2022	
2022	2259	300,00	10/11/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2260	300,00	10/11/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2261	300,00	10/11/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2262	400,00	10/11/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2263	300,00	10/11/2022	SUB VAE	19/05/2022	
2022	2264	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2265	300,00	10/11/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2266	400,00	10/11/2022	SUB VAE	25/05/2022	
2022	2267	500,00	10/11/2022	SUB VCE	25/05/2022	
2022	2268	400,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2269	300,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2270	400,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2271	374,50	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2272	300,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2273	399,50	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2274	400,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2275	400,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2276	300,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2277	300,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2278	250,00	10/11/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2279	500,00	10/11/2022	SUB VCE	29/04/2022	
2022	2280	300,00	10/11/2022	SUB VAE	25/05/2022	
2022	2281	300,00	10/11/2022	SUB VAE	25/05/2022	
2022	2282	300,00	10/11/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2283	400,00	10/11/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2284	300,00	10/11/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2285	300,00	10/11/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2286	300,00	10/11/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2287	300,00	10/11/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2288	500,00	10/11/2022	SUB VCE	15/06/2022	
2022	2289	300,00	10/11/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2290	300,00	10/11/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2358	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2359	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2360	300,00	05/12/2022	SUB VAE	25/05/2022	
2022	2361	300,00	05/12/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2362	300,00	05/12/2022	SUB VAE	30/06/2022	
2022	2363	300,00	05/12/2022	SUB VAE	30/06/2022	
2022	2364	400,00	05/12/2022	SUB VAE	30/06/2022	
2022	2365	300,00	05/12/2022	SUB VAE	30/06/2022	
2022	2366	300,00	05/12/2022	SUB VAE	30/06/2022	
2022	2367	300,00	05/12/2022	SUB VAE	30/06/2022	
2022	2368	400,00	05/12/2022	SUB VAE	31/05/2022	
2022	2369	300,00	05/12/2022	SUB VAE	31/03/2022	
2022	2370	300,00	05/12/2022	SUB VAE	31/03/2022	
2022	2371	300,00	05/12/2022	SUB VAE	31/03/2022	
2022	2372	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2373	300,00	05/12/2022	SUB VAE	25/05/2022	
2022	2374	300,00	05/12/2022	SUB VAE	15/06/2022	
2022	2375	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/04/2022	
2022	2376	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2377	500,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2378	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2379	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée		Bénéficiaire
2022	2380	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2381	450,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2382	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2383	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2384	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2385	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2386	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2387	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2388	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2389	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2390	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2391	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2392	250,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2393	250,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2394	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2395	249,50	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2396	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2397	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2398	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2399	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2400	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2401	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2402	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2403	250,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2404	400,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2405	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2406	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2407	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2408	300,00	05/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2409	150,00	06/12/2022	SUB MOTORISATION	29/04/2022	
2022	2410	150,00	06/12/2022	SUB MOTORISATION	15/06/2022	
2022	2411	500,00	06/12/2022	SUB VCE	15/06/2022	
2022	2412	500,00	06/12/2022	SUB VCE	15/06/2022	
2022	2413	500,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2414	500,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2415	400,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2416	150,00	06/12/2022	SUB MOTORISATION	29/07/2022	
2022	2417	500,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2418	250,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2419	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2420	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2421	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2422	500,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2423	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2424	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2425	500,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2426	500,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2427	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2428	150,00	06/12/2022	SUB MOTORISATION	29/07/2022	
2022	2429	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2430	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2431	250,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2432	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2433	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2434	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2435	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2436	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2437	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2438	500,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2439	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2440	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2441	500,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2442	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2443	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2444	150,00	06/12/2022	SUB MOTORISATION	29/07/2022	
2022	2445	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2446	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2447	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2448	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2449	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2450	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée		Bénéficiaire
2022	2451	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2452	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2453	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2454	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2455	450,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2456	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2457	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2458	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2459	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2460	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2461	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2462	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2463	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2464	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2465	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2466	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2467	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2468	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2469	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2470	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2471	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2472	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2473	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2474	500,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2475	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2476	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2477	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2478	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2479	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2480	500,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2481	500,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2482	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2483	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2484	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2485	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2486	500,00	06/12/2022	SUB VCE	29/07/2022	
2022	2487	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2488	449,50	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2489	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2490	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2491	250,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2492	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2493	300,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2494	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2495	400,00	06/12/2022	SUB VAE	29/07/2022	
2022	2498	500,00	08/12/2022	SUB VCE	30/06/2022	
2023	101	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	102	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	103	500,00	03/03/2023	SUB VCE	31/08/2022	
2023	104	499,50	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	105	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	106	500,00	03/03/2023	SUB VCE	31/08/2022	
2023	107	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	108	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	109	500,00	03/03/2023	SUB VCE	31/08/2022	
2023	110	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	111	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	112	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	113	374,50	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	114	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	115	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	116	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	117	400,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	118	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	119	500,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	120	500,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	121	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	122	399,50	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	123	500,00	03/03/2023	SUB VCE	31/08/2022	
2023	124	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	125	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée		Bénéficiaire
2023	126	250,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	127	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	128	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	129	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	130	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	131	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	132	250,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	133	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	134	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	135	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	136	400,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	137	374,50	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	138	500,00	03/03/2023	SUB VCE	31/08/2022	
2023	139	500,00	03/03/2023	SUB VCE	31/08/2022	
2023	140	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	141	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	142	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	143	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	144	400,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	145	500,00	03/03/2023	SUB VCE	31/08/2022	
2023	146	500,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	147	374,50	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	148	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	149	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	150	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	151	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	152	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	153	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	154	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	155	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	156	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	157	500,00	03/03/2023	SUB VCE	31/08/2022	
2023	158	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	159	300,00	03/03/2023	SUB VAE	31/08/2022	
2023	160	150,00	03/03/2023	SUB MOTORISATION	31/08/2022	
2023	163	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	164	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	165	500,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	166	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	167	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	168	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	169	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	170	374,50	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	171	400,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	172	400,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	173	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	174	450,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	175	500,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	176	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	177	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	178	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	179	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	180	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	181	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	182	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	183	250,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	184	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	185	350,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	186	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	187	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	188	250,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	189	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	190	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	191	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	192	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	193	500,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	194	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	195	400,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	196	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	197	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	
2023	198	300,00	07/03/2023	SUB VAE	12/08/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée			Bénéficiaire
2023	199	300,00	07/03/2023	SUB VAE	[redacted]	12/08/2022	[redacted]
2023	200	500,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	201	500,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	202	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	203	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	204	250,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	205	250,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	206	150,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	207	150,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	208	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	209	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	210	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	211	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	212	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	213	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	214	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	215	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	216	500,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	217	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	218	399,50	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	219	499,50	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	220	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	221	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	222	300,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	223	500,00	07/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	225	300,00	08/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	226	374,50	08/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	229	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	230	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	231	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	232	399,50	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	233	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	234	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	235	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	236	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	237	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	238	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	239	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	240	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	241	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	242	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	243	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	244	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	245	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	246	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	247	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	248	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	249	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	250	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	251	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	252	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	253	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	254	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	255	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	256	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	257	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	258	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	259	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	260	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	261	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	262	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	263	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	264	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	265	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	266	499,50	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	267	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	268	400,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	269	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	270	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	271	374,50	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	272	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée			Bénéficiaire
2023	273	250,00	09/03/2023	SUB VAE	[redacted]	12/08/2022	[redacted]
2023	274	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	275	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	276	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	277	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	278	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	279	300,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	280	500,00	09/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	285	300,00	13/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	286	399,50	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	287	500,00	13/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	288	499,50	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	289	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	290	400,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	291	449,50	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	292	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	293	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	294	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	295	500,00	13/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	296	500,00	13/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	297	400,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	298	500,00	13/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	299	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	300	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	301	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	302	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	303	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	304	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	305	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	306	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	307	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	308	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	309	500,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	310	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	311	500,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	312	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	313	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	314	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	315	250,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	316	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	317	399,50	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	318	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	319	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	320	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	321	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	322	300,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	323	250,00	13/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	333	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	334	299,50	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	335	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	336	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	337	400,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	338	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	339	250,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	340	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	341	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	342	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	343	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	344	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	345	400,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	346	250,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	347	300,00	14/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	356	500,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	357	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	358	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	359	399,50	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	360	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	361	500,00	15/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	362	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	363	500,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	364	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée			Bénéficiaire
2023	365	400,00	15/03/2023	SUB VAE	[redacted]	16/09/2022	[redacted]
2023	366	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	367	500,00	15/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	368	400,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	369	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	370	499,50	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	371	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	372	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	373	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	374	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	375	400,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	376	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	377	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	378	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	379	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	380	400,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	381	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	382	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	383	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	384	150,00	15/03/2023	SUB MOTORISATION		16/09/2022	
2023	385	500,00	15/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	386	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	387	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	388	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	389	399,50	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	390	300,00	15/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	391	500,00	16/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	392	500,00	16/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	393	300,00	16/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	394	500,00	16/03/2023	SUB VCE		16/09/2022	
2023	395	300,00	16/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	396	300,00	16/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	397	300,00	16/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	398	300,00	16/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	399	399,50	16/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	400	500,00	16/03/2023	SUB VAE		16/09/2022	
2023	402	300,00	17/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	408	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	409	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	410	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	411	400,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	412	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	413	500,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	414	500,00	20/03/2023	SUB VCE		14/10/2022	
2023	415	400,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	416	500,00	20/03/2023	SUB VCE		14/10/2022	
2023	417	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	418	150,00	20/03/2023	SUB MOTORISATION		14/10/2022	
2023	419	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	420	400,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	421	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	422	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	423	400,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	424	150,00	20/03/2023	SUB MOTORISATION		14/10/2022	
2023	425	300,00	20/03/2023	SUB MOTORISATION		14/10/2022	
2023	426	400,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	427	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	428	300,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	429	400,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	430	400,00	20/03/2023	SUB VAE		14/10/2022	
2023	431	500,00	20/03/2023	SUB VCE		14/10/2022	
2023	436	300,00	21/03/2023	SUB VAE		30/06/2022	
2023	437	300,00	21/03/2023	SUB VAE		15/07/2022	
2023	438	374,50	21/03/2023	SUB VAE		15/07/2022	
2023	439	300,00	21/03/2023	SUB VAE		29/07/2022	
2023	440	500,00	21/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	441	300,00	21/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	442	300,00	21/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	443	300,00	21/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	444	300,00	21/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	
2023	445	300,00	21/03/2023	SUB VAE		12/08/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée		Bénéficiaire
2023	447	400,00	27/03/2023	SUB VAE	29/07/2022	
2023	502	500,00	03/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	503	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	504	500,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	505	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	506	400,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	507	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	508	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	509	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	510	500,00	03/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	511	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	512	500,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	513	500,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	514	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	515	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	516	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	517	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	518	250,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	519	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	520	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	521	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	522	500,00	03/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	523	500,00	03/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	524	500,00	03/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	525	250,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	526	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	527	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	528	399,50	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	529	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	530	500,00	03/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	531	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	532	374,50	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	533	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	534	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	535	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	536	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	537	399,50	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	538	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	539	500,00	03/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	540	400,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	541	150,00	03/04/2023	SUB MOTORISATION	15/11/2022	
2023	542	250,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	543	400,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	544	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	545	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	546	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	547	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	548	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	549	400,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	550	400,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	551	500,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	552	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	553	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	554	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	555	300,00	03/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	561	300,00	06/04/2023	SUB VAE	15/11/2022	
2023	562	500,00	06/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	563	500,00	06/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	564	499,50	06/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	565	500,00	06/04/2023	SUB VCE	15/11/2022	
2023	566	150,00	06/04/2023	SUB MOTORISATION	15/11/2022	
2023	593	299,50	18/04/2023	SUB VAE	30/09/2022	
2023	594	300,00	18/04/2023	SUB VAE	30/09/2022	
2023	595	300,00	18/04/2023	SUB VAE	30/09/2022	
2023	596	400,00	18/04/2023	SUB VAE	30/09/2022	
2023	597	500,00	18/04/2023	SUB VCE	30/09/2022	
2023	598	500,00	18/04/2023	SUB VCE	30/09/2022	
2023	599	300,00	18/04/2023	SUB VAE	30/09/2022	
2023	600	300,00	18/04/2023	SUB VAE	30/09/2022	
2023	601	499,50	18/04/2023	SUB VAE	30/09/2022	
2023	602	300,00	18/04/2023	SUB VAE	30/09/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée			Bénéficiaire
2023	603	400,00	18/04/2023	SUB VAE	[redacted]	30/09/2022	[redacted]
2023	604	400,00	18/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	605	400,00	18/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	606	399,50	18/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	607	300,00	18/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	608	500,00	18/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	609	300,00	18/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	610	300,00	18/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	611	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	612	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	613	350,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	614	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	615	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	616	399,50	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	617	299,50	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	618	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	619	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	620	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	621	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	622	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	623	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	624	500,00	19/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	625	400,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	626	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	627	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	628	500,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	629	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	630	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	631	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	632	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	633	400,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	634	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	635	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	636	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	637	500,00	19/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	638	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	639	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	640	500,00	19/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	641	400,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	642	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	643	399,50	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	644	500,00	19/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	645	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	646	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	647	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	648	400,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	649	500,00	19/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	650	500,00	19/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	651	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	652	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	653	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	654	400,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	655	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	656	400,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	657	500,00	19/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	658	299,50	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	659	500,00	19/04/2023	SUB VCE		30/09/2022	
2023	660	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	661	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	662	500,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	663	500,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	664	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	665	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	666	300,00	19/04/2023	SUB VAE		30/09/2022	
2023	677	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	678	500,00	24/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	679	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	680	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	681	500,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	682	150,00	24/04/2023	SUB MOTORISATION		16/12/2022	
2023	683	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée			Bénéficiaire
2023	684	500,00	24/04/2023	SUB VCE	[redacted]	16/12/2022	[redacted]
2023	685	500,00	24/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	686	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	687	399,50	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	688	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	689	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	690	500,00	24/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	691	400,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	692	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	693	500,00	24/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	694	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	695	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	696	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	697	399,50	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	698	500,00	24/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	699	400,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	700	400,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	701	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	702	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	703	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	704	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	705	374,50	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	706	400,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	707	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	708	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	709	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	710	499,50	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	711	400,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	712	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	713	300,00	24/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	719	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	720	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	721	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	722	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	723	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	724	500,00	25/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	725	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	726	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	727	500,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	728	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	729	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	730	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	731	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	732	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	733	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	734	500,00	25/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	735	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	736	449,50	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	737	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	738	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	739	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	740	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	741	349,50	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	742	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	743	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	744	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	745	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	746	500,00	25/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	747	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	748	399,50	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	749	450,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	750	500,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	751	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	752	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	753	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	754	500,00	25/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	755	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	756	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	757	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	758	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	759	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée			Bénéficiaire
2023	760	399,50	25/04/2023	SUB VAE	[redacted]	16/12/2022	[redacted]
2023	761	399,50	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	762	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	763	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	764	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	765	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	766	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	767	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	768	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	769	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	770	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	771	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	772	500,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	773	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	774	500,00	25/04/2023	SUB VCE		16/12/2022	
2023	775	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	776	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	777	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	778	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	779	400,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	780	300,00	25/04/2023	SUB VAE		16/12/2022	
2023	781	150,00	25/04/2023	SUB MOTORISATION		30/09/2022	
2023	782	399,50	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	783	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	784	400,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	785	400,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	786	500,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	787	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	788	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	789	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	790	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	791	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	792	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	793	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	794	300,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	800	399,50	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	
2023	801	500,00	25/04/2023	SUB VAE		30/11/2022	

22

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Délégation de service public Vélhop : implantation des stations pour vélos en libre-service.

Numéro E-2023-728

Le contrat de délégation de service public "Vélhop" a été approuvé le 24 mars 2023 dernier et attribué à Strasbourg Mobilités. Pour mémoire, le service propose d'une part une offre de location de Vélhop en boutique en gare, dans seize agences La Poste ainsi qu'en boutique mobile régulière afin de couvrir toutes les communes de l'Eurométropole. Ce nouveau service sera déployé dès le 1er août 2023.

D'autre part, il est prévu le déploiement de 38 stations automatiques proposant 600 vélos en libre-service (VLS). La mise en place de ces stations dont une partie importante est programmée sur de nouveaux emplacements dans les communes de l'Eurométropole fait l'objet d'un travail de définition depuis le mois d'avril dernier.

Il a été fait le choix d'un travail approfondi avec les communes concernées, notamment pour échanger sur le fonctionnement des stations et stabiliser leur localisation précise.

Les étapes nécessaires de validations techniques concernant ces nouveaux emplacements ont ainsi pu être affinées avec le délégataire. Il ressort que les procédures d'autorisations et de validations des travaux d'implantation par les services de la collectivité, ainsi que la délivrance des autorisations d'urbanisme par l'Architecte des Bâtiments de France conduisent à une révision du rétro-planning de déploiement définitif des stations VLS, et amènent à une mise en service au mois d'octobre 2023.

Le contrat de délégation de service public prévoyant une mise en service de ces stations dès le 1er août 2023, il convient de prévoir une période de transition sur la période d'août à octobre 2023 pour permettre une continuité de service offert aux usagers dans l'attente de la mise en place des nouvelles stations et des nouveaux vélos. Pour ce faire, il convient d'autoriser le délégataire Strasbourg mobilités à poursuivre l'exploitation du matériel et des équipements mis à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg dans les conditions actuellement en vigueur (règlement d'utilisation et tarifs applicables).

Les éventuelles conséquences de ces dispositions transitoires sur le contrat feront l'objet d'un bilan entre les Parties et pourront, le cas échéant, intégrer un avenant au contrat

de la délégation de service public, lequel sera proposé lors d'un prochain Conseil de l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales
Vu le Code de la commande publique et en particulier sa troisième partie relative aux contrats de concession
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2023 attribuant la délégation de service public (DSP) relative à l'exploitation du système de vélos partagés Vélhop sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg à Strasbourg Mobilités et approuvant les termes du contrat de DSP
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le rétroplanning définitif de déploiement ci-dessous qui acte une ouverture du service des stations vélos en libre-service en octobre 2023 :*

Actions	*Date*
Echanges avec les communes, les services de l'EMS, Parcus et la CTS et réalisation des plans d'implantation	*Avril – juin 2023*
Demandes des autorisations pour l'implantation des stations (Voies publiques et ABF), commande et production du matériel (stations et vélos)	*Juin – août 2023*
Dépose des anciennes stations et pose des nouvelles stations	*Septembre - octobre 2023*
Mise en service des nouvelles stations (et application les nouvelles CGU et des nouveaux tarifs)	*30 octobre 2023*

décide

- *le maintien des stations automatiques actuelles et de leur fonctionnement sur la période de transition d'août à octobre 2023 afin d'assurer une continuité du service offert aux usagers jusqu'à la mise service du nouveau système :*

  - *mise à disposition du matériel et des équipements (vélos, stations) à Strasbourg Mobilités,*
  - *maintien des conditions générales des ventes et d'utilisation actuelles pour les stations automatiques (ci-annexées),*
  - *maintien des tarifs d'utilisation actuel des stations automatiques :*

Formule	*Coût du droit d'accès*	*Tarifs de la location*	*Durée de validité de la formule*

			à partir de la date d'achat
Découverte	*0€ TTC*	*• location inférieure à 5 heures : 1,00€ TTC / heure • location supérieure à 5 heures : 5,00€ TTC par tranche de 12 heures consécutives*	*7 jours*
Liberté 1 mois	*10,00€ TTC*	*• location inférieure à 5 heures : 0,20€ TTC / heure • durée supérieure à 5 heures : 1,00€ TTC par tranche de 12 heures consécutives*	*1 mois*
Liberté 1 trimestre	*20,00€ TTC*		*3 mois*
Liberté 1 an	*36,00€ TTC*		*12 mois*
Liberté (entreprise uniquement)	*36,00€ TTC avec un supplément de 120,00€ TTC*	*0€ TTC*	*12 mois*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159972-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

REGLEMENT DE SERVICE DE LOCATION DE VÉLOS EN STATIONS AUTOMATIQUES DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG VÉLHOP

Article 1 – Objet du Service Vélhop

STRASBOURG MOBILITÉS, Société par Actions Simplifiée, immatriculée au RCS de Strasbourg sous le numéro 528 996 796, dont le siège social se situe au 55 rue du Marché Gare 67200 Strasbourg, gère pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg, le service de vélos partagés, dénommé Vélhop, ci-après dénommé « le Service ».

Le Service comporte :

- des prestations de locations de vélos courtes et longues durées avec retrait du vélo en agence, en bureaux de Poste ou en livraison ;
- des prestations de locations de vélos en libre-service dans les stations automatiques, ci-après dénommé « Location en libre-service ».

Le présent règlement de service ne concerne que les prestations de location de vélos en stations automatiques.

Description du Service de location de vélos en stations automatiques

Vélhop est un service qui permet au Client de louer des vélos classiques dans l'une des stations automatiques situées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La liste ainsi que les adresses des stations automatiques sont consultables sur le site https://velhop.strasbourg.eu

L'accès aux locations en formule « **Découverte**» (jusqu'à 5 vélos maximum) et en formule « **Liberté** » (1 vélo maximum) s'effectuent sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu/, au moyen de tout support informatique.

Un code d'accès personnel est attribué au Client lors de la création d'un compte en ligne. Le code est valable selon la durée de chaque formule, à compter de l'acceptation de l'opération par l'établissement bancaire.

Le Vélo doit obligatoirement être restitué dans la station dans laquelle il a été retiré.

Pour une **utilisation ponctuelle** du Vélo, le Client peut souscrire à une location « Découverte »
Pour une **utilisation régulière** du Vélo, le Client peut souscrire à un abonnement « Liberté »:

- avec facturation des locations à l'usage ;

Pendant la durée de validité de l'accès au Service, le Client ne peut utiliser le Vélo que pour une durée maximale de 72 heures consécutives et ce quel que soit le type d'abonnement souscrit.

ARTICLE 2 – Modalités d'accès au Service

Le Service est accessible aux particuliers, ci-après dénommé « le Client ».

Le Service est accessible aux Clients ayant pris connaissance du Règlement de service dans son intégralité. Il s'applique à la fois au Payeur et à l'Utilisateur même lorsque ce dernier n'a pas

personnellement souscrit à la demande de prélèvement. Le Payeur s'engage alors à lui communiquer les présentes CGV.

L'usager s'engage à prendre connaissance des conditions énoncées dans le présent règlement de service et à les accepter avant la première utilisation du service.

Le Service est accessible aux personnes, âgées de plus de 18 ans.

Le Client déclare être apte à la pratique du vélo et n'avoir aucune contre-indication médicale.

Le Client déclare être titulaire d'une assurance personnelle en responsabilité civile qui garantit les conséquences de l'utilisation du Vélo et de ses accessoires.

Le Service est accessible dans la limite des vélos disponibles dans chaque station

Le Service de location en libre-service est accessible 7jours/7, 24h/24, 365 jours/an.

ARTICLE 3 – Dépôt de garantie

Le dépôt de garantie n'est pas encaissé par Strasbourg Mobilités au moment de la souscription.

Strasbourg Mobilités encaissera le dépôt de garantie, sans mise en demeure préalable, et facturera des suppléments au Client, dans les cas et conditions ci-après détaillés et limitativement énumérés : détérioration du vélo par lui-même ou par un tiers pendant la période de location, usage frauduleux, non restitution du vélo et/ou disparition et/ou vol du vélo dont le client avait la responsabilité, en cas de refus de paiement d'une pièce dégradée ou manquante.

En aucun cas le Client ne pourra se considérer comme étant propriétaire du Vélo bien que son dépôt de garantie ait été encaissé. Le montant du dépôt de garantie ne saurait, en aucune manière, constituer une limite de responsabilité du Client qui reste redevable des sommes dues.

Strasbourg Mobilités se réserve le droit de prélever sur le compte bancaire de la carte bancaire associée déclarée par le Client, une indemnité de 150 €/ vélo loué (cent-cinquante euros) au titre du dépôt de garantie.

ARTICLE 4 – Tarifs et modalités de paiement

Les tarifs du Service et prestations associées sont affichés, sur les totems de chaque station automatique et sont disponibles sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu.

L'abonnement est conclu pour une durée définie. Toute reconduction tacite est expressément exclue.

L'utilisation du Service est strictement personnelle. Les codes d'accès délivrés par Strasbourg Mobilités ou la carte d'identification au Service ne sont par conséquent ni cessibles, ni transmissibles.

La date de début de contrat est fixée à compter de l'acceptation de l'opération par la Banque du Payeur.

Le prix du service comprend un droit d'accès et un tarif de location selon la durée d'utilisation du vélo, définis selon la grille tarifaire affichée sur les totems de chaque station automatique et disponible sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu.

- Pour la formule « Découverte » : le règlement du montant des locations dû par le Client intervient à l'expiration de la durée de validité maximale de la formule (soit 7 jours) par prélèvement sur le compte de la carte bancaire associée enregistrée par le Client dans son compte en ligne.

- Pour la formule « Liberté »: le prélèvement du montant total du droit d'accès est effectué au moment de la souscription. Les consommations par vélo seront prélevées une fois par mois, à J+30 ou J+31 du jour de souscription ou dès que le solde dû atteint 50 € TTC (cinquante euros).

Le client autorise Strasbourg Mobilités à effectuer des prélèvements sur le compte de la carte bancaire associée, saisie sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu pour le règlement du droit d'accès et des consommations ainsi que pour les éventuelles pénalités en cas de dégradations, perte, vol ou destruction du ou des cycles, objet de la location.

Le mode de paiement est obligatoirement la carte bancaire. Afin d'assurer la sécurité des paiements, les transactions s'effectuent par l'intermédiaire du système de paiement sécurisé STRIPE. Strasbourg Mobilités ne conserve ainsi en aucun cas les données bancaires liées aux paiements et n'a pas accès aux informations confidentielles relatives aux moyens de paiement.

Impayés : Lorsque les sommes dues ne sont pas réglées, Strasbourg Mobilités se réserve le droit, après avoir obtenu ou tenté d'obtenir des explications auprès du Client, de suspendre l'abonnement. Un Client dont le compte est débiteur par sa faute ne peut pas effectuer de nouvelles souscriptions tant que les sommes dues ne sont pas réglées.

ARTICLE 5 – Obligations des Parties

5.1. Obligations de Strasbourg Mobilités

Strasbourg Mobilités s'engage :

- à fournir le Service selon les Conditions décrites dans ce document ;
- à déployer ses meilleurs efforts afin d'assurer la permanence et la qualité du Service proposé avec les moyens mis à sa disposition.

La responsabilité de Strasbourg Mobilités ne peut pas être engagée :

- en cas de mauvaise utilisation par le Client des services proposés ;
- en cas de non-respect par le Client de ses obligations au titre du présent règlement de service ;
- en cas d'utilisation du Service par un tiers ;
- en cas d'indisponibilité temporaire d'accès au Service liés à des pannes, saturations, dysfonctionnements ou suspension pour maintenance affectant les réseaux de radiotéléphonie publique numérique GSM, GPRS, i-mode, ou SMS ;
- en cas de force majeure.

5.2. Obligations du Client

Le Client s'engage à prévenir dans un délai de 72 heures maximum Strasbourg Mobilités par tout moyen en cas de changement affectant les informations nécessaires à la gestion de son abonnement (numéro de téléphone, adresse, modification des coordonnées bancaires, profil tarifaire…). À défaut, aucun dysfonctionnement qui en serait la conséquence ne pourra être reproché à Strasbourg Mobilités et notamment les éventuels frais de rejet de prélèvement qui seront refacturés au Client par sa banque.

5.2.1 Utilisation du vélo

Le Vélo reste la propriété exclusive de Strasbourg Mobilités pendant toute la durée d'utilisation du Service, y compris lorsque celle-ci excède la durée d'utilisation autorisée et ce quel qu'en soit le motif.

Le Client dégage Strasbourg Mobilités de toute responsabilité découlant de l'utilisation du Vélo, notamment en ce qui concerne les accidents et dommages de toute nature (matériels, corporels et immatériels) causés aux tiers ou à lui-même.

Le Vélo est réputé être en bon état de fonctionnement et conforme à la réglementation en vigueur au moment de sa mise à disposition. Le Client déclare avoir la responsabilité de gardien du Vélo dès sa mise à disposition et jusqu'à sa restitution à Strasbourg Mobilités.

Il est interdit de démonter ou d'essayer de démonter tout ou partie du vélo et de modifier le vélo de quelque manière que ce soit notamment d'apposer des autocollants ou d'installer des accessoires autres que ceux fournis et installés par Strasbourg Mobilités.

Les réparations seront uniquement réalisées par les équipes de Strasbourg Mobilités et facturées au client (hors usure normale) selon la grille tarifaire en vigueur au moment du constat des dégradations, consultable sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu

Il est interdit au Client de prêter, louer, céder son code d'accès ou sa carte d'abonnement aux stations automatiques et/ou de les utiliser de quelque autre façon que celle prévue au présent règlement de service.

Il est interdit au Client d'effectuer une activité professionnelle avec un Vélhop. Tout usage même ponctuel à des fins de livraison, de transport de marchandises ou de personnes pour le compte d'autrui ou pour son propre compte (indépendant, auto-entrepreneur par exemple) est interdit.

Le Client ne peut utiliser le Vélo que sur les voies ouvertes à la circulation publique et non interdites à la circulation des cyclistes et dans le respect du code de la route. Si le Client contrevient aux lois et règlements en vigueur à l'occasion de l'utilisation du Vélo, Strasbourg Mobilités ne pourra pas être tenu pour responsable.

Il est interdit de transporter une charge supérieure à 5 kg ou un objet volumineux dans le panier du vélo.

Le Client s'engage à :

- Rendre le vélo propre, sans déchet (panier, remorque et cargo…) et en bon état de fonctionnement ;

- Assurer la sécurisation de l'équipement qu'il a loué et à tout mettre en œuvre pour éviter sa disparition, notamment en utilisant obligatoirement le ou les antivols fournis par Strasbourg

Mobilités, en les verrouillant et en attachant le cadre du vélo à un support fixe solidement implanté dans le sol en cas de stationnement. Le client est libre d'utiliser un antivol personnel complémentaire. En aucun cas il ne devra substituer son antivol personnel à celui ou à ceux remis par Strasbourg Mobilités. En cas d'absence d'antivol remis par Strasbourg Mobilités, Strasbourg Mobilités se réserve le droit de résilier le contrat ;

- Restituer le vélo dans les délais de la durée d'utilisation autorisée ;

- Déclarer toute perte, vol, accident ou autre problème relatif au matériel loué et à le signaler à Strasbourg Mobilités par courriel (contact@velhop.strasbourg.eu) ou par téléphone (03 67 70 70 70) au maximum dans les 24 heures suivant la survenance de l'événement pour un vélo de station automatique.

En cas de vol, un dépôt de plainte auprès des services de Police avec mention du numéro du Vélo est obligatoire. Le Client devra dans ce même délai ou transmettre le dépôt de plainte qu'il aura réalisé au commissariat de Police par courriel. Strasbourg Mobilités encaissera le dépôt de garantie.

À défaut de réception d'un dépôt de plainte ou de restitution du vélo, le client sera redevable de la valeur à neuf du vélo.

Si le vélo volé est retrouvé et restitué à Strasbourg Mobilités dans les 3 mois qui suivent le vol, le client peut obtenir une restitution d'une partie de son dépôt de garantie. Le service maintenance de Strasbourg Mobilités évaluera le montant des réparations nécessaires pour remise en état du vélo. Celui-ci sera facturé au Client ou déduit du dépôt de garantie encaissé.

5.2.2 Prise en charge et restitution du vélo

Le temps d'utilisation est égal au temps écoulé entre la prise du Vélo et le moment où son raccrochage est effectif. Toute heure entamée est due.

Lors de la prise du vélo, le Client s'engage à procéder à une vérification du Vélo et de ses accessoires. Le Client a 10 minutes pour effectuer ces vérifications. S'il constate le moindre problème, le Client doit rendre le Vélo et retirer un autre Vélo. Dans le cas contraire, le Client reconnait avoir reçu le vélo en bon état général et sera alors considéré comme seul responsable en cas de dégradations.

Le Client doit restituer le vélo dans sa station d'origine au plus tard 72 heures après le départ et ce quel que soit le type d'abonnement souscrit. Au-delà, le Vélo sera considéré par Strasbourg Mobilités comme volé.

ARTICLE 6 – Droits réservés à Strasbourg Mobilités

Strasbourg Mobilités se réserve le droit de refuser l'accès au service à quiconque ne satisfaisant pas au présent règlement de service, sans être tenu de fournir aucune autre justification.

Conformément aux dispositions de l'Article 5.2, le Client dégage Strasbourg Mobilités de toute responsabilité découlant de l'utilisation du Vélo, notamment en ce qui concerne les accidents et dommages de toute nature (matériels, corporels et immatériels) causés aux tiers ou à lui-même et aux biens éventuellement transportés.

ARTICLE 7 – Frais et Non-respect des CGV

Des frais tels que détaillés ci-dessous sont appliqués à la restitution du vélo. Ces frais sont payés en sus de la location après contrôle du vélo par un agent Vélhop. Ils sont facturés au Client ou prélevés sur son compte bancaire ou déduits du dépôt de garantie encaissé, en cas de constatation d'un manquement du Client à ses obligations au titre du présent règlement de service :

- **Frais de remise en état :** le montant des réparations (hors usure normale) est à la charge du Client et lui sera facturé selon la grille tarifaire en vigueur au moment du constat des dégradations, consultable sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu et disponible sur simple demande en agence.

  En cas de détériorations subies par le Vélo imputables à l'utilisateur et liées à une utilisation anormale de l'équipement, le montant des réparations sera évalué par le service maintenance de Strasbourg Mobilités et sera facturé au Client. Si le montant des réparations dépasse le montant du dépôt de garantie, l'excédent sera facturé au Client.

- **Frais de récupération :** Strasbourg Mobilités refacturera au Client les frais engagés pour la récupération du vélo (40 € TTC).

- **Frais de dossier :** Strasbourg Mobilité facturera au Client les frais engagés pour traiter son dossier (40 € TTC) en cas de vélo rendu en retard ou de non-paiement des dégradations.

- Strasbourg Mobilités peut résilier le contrat de plein droit, après information au Client, et prendra effet dès l'information au Client pour les motifs suivants : fraude établie dans la constitution du dossier de souscription, fausse déclaration, falsification des justificatifs impayés, prêt gratuit ou payant de son vélo ou de la carte d'abonnement à un tiers par le Client, d'utilisation professionnelle (article 5.2.1), non-respect par le Client de ses obligations au titre du présent règlement service.

  La résiliation dans ce cas n'exclut pas l'engagement de poursuites judiciaires, notamment pénales, et prendra effet dès l'information au client.

ARTICLE 8 – Fin de contrat

Tout retard supérieur à 48 heures par rapport à l'heure limite de restitution du vélo est considéré comme un cas de disparition du vélo, justifiant l'encaissement par Strasbourg Mobilités du dépôt de garantie

Le Client peut à tout moment mettre fin à sa location en restituant le vélo en station automatique.

Le Client ne peut prétendre à aucun remboursement de son abonnement en station en cas de résiliation anticipée quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 9 – Conditions particulières pour les locations en stations automatiques

Le Client peut souscrire directement sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu

Le Client complète alors ses informations personnelles. Il saisit les coordonnées de sa carte bancaire pour le paiement.
Puis, il fait le choix de sa formule.

Le Client accepte le règlement de service et valide le processus de souscription en saisissant le code PIN reçu par SMS.

Option de chargement possible de l'abonnement en station sur une carte
Le Client peut choisir d'utiliser sa carte, PassMobilité pour retirer et rendre le Vélo en station automatique.
.

La carte d'identification au Service et les codes d'accès délivrés par Vélhop sont strictement personnels et permettent au Client de retirer, utiliser et restituer un vélo en station automatique.

En cas de perte ou de vol de la carte d'abonnement, le Client doit prévenir le plus rapidement possible Strasbourg Mobilités, qui bloquera la carte pour la rendre inutilisable. Le Client reste responsable de toute location de matériel qui aurait été effectuée par un tiers ou par lui-même avant le blocage de la carte. Pour être exonéré de cette responsabilité, le Client doit prouver qu'il a déclaré le vol ou autre évènement qui n'est pas de son fait. Une demande de duplicata, dont le tarif est indiqué sur la grille tarifaire en vigueur, consultable sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu et disponible sur simple demande en boutique, devra être faite auprès de Strasbourg Mobilités. Durant la période de demande de duplicata, de fabrication et d'envoi de la carte, le Client ne pourra accéder au service. Aucun dédommagement ne sera engagé pour compenser cette période d'inaccessibilité au service.

Le Client est tenu de restituer le vélo dans la station d'origine au plus tard **dans les 72 heures** suivant son retrait, quelle que soit la formule de location choisie.

Si le Client se trouve dans l'incapacité de rendre le vélo en station automatique, il a l'obligation de sécuriser le vélo et de prendre contact avec le centre d'appel (03 67 70 70 70).
La location court jusqu'à la récupération du vélo par notre service si l'incapacité de rendre le vélo est imputable au Client et des frais de récupération du vélo seront facturés au client (40 € TTC).
Si l'incapacité de rendre le vélo est imputable à Strasbourg Mobilités, la location s'interrompt dès le signalement effectué par le client.

ARTICLE 10 – Données personnelles

Strasbourg Mobilités s'engage à respecter la réglementation européenne sur la protection des données personnelles (RGPD), et la loi modifiée du 6 janvier 1978 « Informatiques et Libertés ». Strasbourg Mobilités, à travers le Service Vélhop, collecte les données personnelles selon les finalités décrites dans la politique de confidentialité.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, de suppression, et de portabilité de ses données personnelles. Le Client peut également s'opposer à des traitements à des fins commerciales.

Le Client peut exercer ses droits ou adresser toute autre question relative au traitement de ses données personnelles au délégué à la protection des données par courrier à DPO- Strasbourg Mobilités, 55 rue du Marché Gare – 67200 Strasbourg ou par courriel à dpo@strasbourg-mobilites.eu

Tout appel au centre de relations clients ou à l'agence centrale est susceptible d'être enregistré à des fins de formation et d'évaluation de nos salariés ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de service. Le Client dispose à cet effet d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition auxdits enregistrements, tel que mentionné ci-dessus.

ARTICLE 11 – Réclamations

Pour toute contestation, le Client pourra adresser à Strasbourg Mobilités un mail à contact@strasbourg-mobilites.eu ou un courrier à l'adresse postale suivante : Strasbourg Mobilités – 55 rue du Marché Gare – 67200 Strasbourg ou téléphoner au 03 67 70 70 70 du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 18h.

En cas de contestation, le Client devra exposer les motifs de ses griefs et produire toute pièce utile au traitement de sa demande.

Conformément à l'article L.612 et suivants du Code de la Consommation, le Client, après avoir saisi le service client de Strasbourg Mobilités et à défaut de réponse satisfaisante dans un délai de 45 jours peut :

- Soit, recourir à une procédure de médiation conventionnelle auprès du médiateur du Tourisme et du Voyage, dont les coordonnées et modalités de saisine sont disponibles sur son site : Monsieur Jean-Pierre Teyssier – MTV Médiation Tourisme et Voyage BP 80 303 – 75 823 Paris Cedex 17 – http://www.mtv.travel.
  La solution proposée par le médiateur ne s'impose pas aux parties au contrat.

- Soit, saisir le Tribunal Judiciaire compétent.

Conformément à l'article L.223-2 du Code de la consommation, Strasbourg Mobilités informe le Client de sa possibilité de s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique disponible sur le site internet www.bloctel.gouv.fr.

ARTICLE 12 – Modifications du présent règlement de service

Strasbourg Mobilités se réserve la possibilité d'adapter ou de modifier à tout moment le présent Règlement de service qui s'appliquera dans un délai de 30 jours à compter de leur publication sur le site internet https://velhop.strasbourg.eu.

À défaut d'acceptation de ce nouveau règlement de service, le Client pourra résilier son Contrat de location sans indemnité.

ARTICLE 13 – Validité des présentes CGV

Si l’une quelconque des stipulations du présent règlement de service est nulle au regard d’une règle de droit ou d’une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite mais n’entraînera pas la nullité des autres dispositions sauf si la nullité concerne une clause essentielle du contrat.

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°22

Délégation de service public Vélhop : implantation des stations pour vélos en libre-service.

Pour	67	AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BAUR Jacques, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BUCHMANN Andree, CHADLI Yasmina, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HUMANN Jean, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, LIBSIG Guillaume, LOBSTEIN Andre, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OEHLER Serge, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline
Contre	1	KOHLER Christel
Abstention	4	HEIM Valérie, KIRCHER Jean-Louis, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad

23

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Association des usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS) : attribution d'une subvention de fonctionnement.

Numéro E-2023-634

L'Association des usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS) vise à promouvoir, appuyer et coordonner les réflexions et les actions collectives et individuelles relatives au développement des transports publics comme moyen de déplacement privilégié, pratique, économique et complémentaire aux modes actifs de déplacement.

ASTUS a pour mission de représenter et de défendre les intérêts des consommateurs des transports publics auprès de tous les organismes, instances et entreprises de transports publics sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

En 2023, l'association souhaite :

- poursuivre la tenue de permanences d'accueil du public ;
- mettre en place de groupes de travail structurés ;
- participer aux comités régionaux des services de transport de la Région Grand Est (COREST) et aux groupes de travaux par ligne associés ;
- poursuivre son investissement dans les concertations et ateliers mis en place sur les nombreux projets à venir liés aux transports et aux déplacements ;
- participer à la Rentrée des étudiants de l'Université de Strasbourg, à la semaine de la mobilité et au Village des Associations organisé par la Maison Des Associations de Strasbourg, mais aussi à d'autres manifestations ;
- faire paraitre régulièrement le journal de l'association « ASTUS Info », publier la lettre d'informations ASTUS actu ainsi que la revue de presse hebdomadaires adressées aux adhérents ;
- faire l'analyse et la synthèse des remontées des témoins de ligne pour l'amélioration de la qualité de service sur le réseau urbain bus-tram, cars Fluo Grand Est 67-CTBR et TER Fluo Grand Est, dans une logique d'expertise d'usage au service des politiques de déplacements durables ;
- organiser des voyages d'étude et des visites, particulièrement en lien avec le développement du Réseau express métropolitain européen (REME) sur l'aire métropolitaine strasbourgeoise ;

- poursuivre la constitution d'une documentation sur les transports et les déplacements ;
- accueillir un·e ou plusieurs stagiaires ;
- continuer de participer aux réunions tripartites Eurométropole / CTS / ASTUS, qui sont un espace de réflexion et d'échanges essentiel.

L'Eurométropole de Strasbourg a conscience que pour arriver à une décarbonation des modes de vie, il est nécessaire de mobiliser les acteurs du territoire dont fait partie ASTUS. Aussi, l'association a prévu un budget de 46 000 € pour l'exercice 2023. Les frais de personnels sont estimés à 33 750 € ce qui correspond à 73 % du budget. Au regard du bilan d'activité 2022 et des propositions d'actions pour 2023, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite poursuivre son soutien financier via l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 €.

Cette subvention fera l'objet d'une convention financière entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association ASTUS déclinant les actions phares de son projet associatif. Un premier versement de 9 000 €, soit 60% de la subvention, sera versé après la signature de la convention puis un second versement de 6 000 € sera effectué au cours du 3ème trimestre de l'année 2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer au titre de l'exercice 2023 une subvention de fonctionnement de 15 000 € à l'Association des usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS), sise 13 rue Georges Rossdeutsch 67 800 BISCHHEIM,*

- *l'imputation de la subvention de fonctionnement sur les crédits ouverts au Budget Annexe des Mobilités Actives de l'Eurométropole de l'exercice 2023,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention financière avec l'Association des usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS), jointe en annexe à la présente délibération, et tout autre document permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023

par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158833-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subventions
Délibération du Conseil de l'Eurométropole
du 28 juin 2023

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
			2023	2022
ASTUS	Demande de l'association - Convention financière 2023	25 000 €	15 000 €	15 000 €
TOTAL		25 000 €	15 000 €	15 000 €

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2023

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente Pia IMBS

- l'association « L'association des usagers des Transports Urbains de l'agglomération Strasbourgeoise (ASTUS)», ci-après dénommée l'association,

inscrite au registre du Tribunal d'instance de Schiltigheim 10 rue du Tribunal 67302 Schiltigheim sous le Volume 48 Folio 54 du 8 août 2018, et dont le siège est sis au 13 rue Georges Rossdeutsch 67800 Bischheim, représentée par son Président en exercice, Monsieur François GIORDANI.

Vu,

- l'articles L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du « 28 juin 2022 »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet :

- de promouvoir, d'appuyer et de coordonner la réflexion et les actions collectives et individuelles relatives au développement des transports publics comme moyen de déplacement pratique, économique et complémentaire de la bicyclette et de la marche à pied,
- d'organiser l'expression des usagers auprès des divers organismes locaux, départementaux ou nationaux chargés des transports urbains, périurbains et interurbains,
- de représenter et de défendre les intérêts matériels et moraux des consommateurs de transports, voyageurs et usagers, ainsi que de ses membres auprès des organismes, instances et entreprises de transport public par tout moyen légal et notamment par voie de justice.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement l'objet général de l'association.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objet / des actions retenues / de l'investissement s'élève à 46 000 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2023, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève au total à la somme de 15 000 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ en 2 versement(s) sera de 9 000 € et le second versement de 6 000 €. Le second versement interviendra au cours du 3ème trimestre 2022.
- ✓ sur le compte bancaire n°00021362545 au nom de Association ASTUS auprès du Crédit Mutuel Strasbourg Austerlitz.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 2023

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
La Présidente	Le Président
Pia IMBS	François GIORDANI

ASTUS
Rapport d'activité 2022

Janvier 2022 :

- 10/01/2022 : ASTUS – Bureau
- 11/01/2022 : Echange gestion de crise associations TER Grand Est - Alsace
- 12/01/2022 : Eurométropole – Rencontre avec Alain JUND
- 13/01/2022 : Ville de Strasbourg – Démarche "Neuhof village" – Atelier Mobilités
- 14/01/2022 : Rencontre collectif Mon Train J'y Tiens – Réunion d'échange sur la tenue d'assises de la gare de Bischheim
- 14/01/2022 : Eurométropole - Groupes de travail sécurité routière – les enjeux de communication sur les actions de sécurités routières
- 17/01/2022 : Atelier de quartier sur le quai des Pêcheurs
- 18/01/2022 : CTBR / FNAUT Grand Est : Rencontre avec Mme ISINGER
- 18/01/2022 : Eurométropole – Réunion de Projets Voirie
- 19/01/2022 : Réunion trimestrielle Eurométropole/CTS/ASTUS
- 21/01/2022 : Eurométropole – Groupe travail Sécurité Routière - Pour une meilleure concertation et partenariat
- 21/01/2022 : Ville de Strasbourg – Rendez-vous avec Carole ZIELINSKI
- 24/01/2022 : Eurométropole – Pacte urbanisme groupe Mobilités – Réunion de travail
- 25/01/2022 : Eurométropole – Tram vers Ouest : Présentation des plans d'aménagement du projet (études d'avant-projet)
- 26/01/2022 : ASTUS – Clôture comptabilité 2020
- 26/01/2022 : Eurométropole - Réunion Tram Ouest – Restructuration du réseau bus – Concertation du projet
- 27/01/2022 : ASTUS – Saisie comptabilité 2021
- 28/01/2022 : Rencontre ASTUS/Mon Train J'y Tiens/Montramjtiens – 1ère réunion de préparation des assises de la gare de Bischheim

Février 2022 :

- 01/02/2022 : ASTUS – Groupe de travail sur le projet de Tram Ouest
- 01/02/2022 : CCAS Ville de Schiltigheim - Rencontre projet mobilité et partenariat avec l'association « Les Epis » – Épicerie sociale intercommunale de SCHILTIGHEIM- BISCHHEIM-HOENHEIM
- 04/02/2022 : ASTUS – Groupe de travail sur les pôles d'échanges multimodaux des 13 gares de l'Eurométropole
- 08/02/2022 : Rencontre FNAUT Grand Est - Mme BERRUT, Directrice Territoriale SNCF Réseau Grand Est
- 08/02/2022 : Ville de Schiltigheim – Réunion publique sur la fermeture du tunnel de Rungis aux voitures
- 10/02/2022 : Rencontre ASTUS/Mon Train J'y Tiens/Montramjtiens – 2ème réunion de préparation des assises de la gare de Bischheim

- 10/02/2022 : Alsace Nature – Conseil d'administration
- 16/02/2022 : Echange Associations d'usagers - Direction de Lignes SNCF TER Alsace
- 18/02/2022 : 10/02/2022 : Rencontre ASTUS/Mon Train J'y Tiens/Montramjtiens – 3ème réunion de préparation des assises de la gare de Bischheim
- 21/02/2022 : Groupe de travail Espace de services de Strasbourg Associations - SNCF
- 22/02/2022 : ASTUS – Préparation du séminaire d'étude sur le thème des transports dans une perspective transfrontalière à Sciences Po Strasbourg
- 22/02/2022 : ASTUS – Bureau
- 24/02/2022 : CTS – Conseil d'administration
- 24/02/2022 : ASTUS – Conseil en mobilité personnalisé dont le cadre de la convention avec le CCAS de la Ville de Schiltigheim
- 25/02/2022 : Réunion préparatoire aux Assises de la Gare de Bischheim-Schiltigheim
- 26/02/2022 : ASTUS – Sortie à Luxembourg
- 28/02/2022 : ASTUS/Mon Train J'y Tiens/Montramjtiens – Conférence de presse sur les assises de la gare de Bischheim

Mars 2022 :

- 01/03/2022 : ASTUS – Groupe de travail sur la ligne TER Strasbourg – Lauterbourg
- 03/03/2022 : Ville de Strasbourg - Concertation Neuhof-Sud - 3ème atelier "Se Déplacer"
- 04/03/2022 : ASTUS – Intervention au séminaire d'étude sur le thème des transports dans une perspective transfrontalière à Sciences Po Strasbourg
- 05/03/2022 : Assises de la gare de Bischheim
- 07/03/2022 : ASTUS – Groupe de travail sur l'organisation du fonctionnement du CA et du bureau
- 10/03/2022 : ASTUS – Permanence à l'épicerie sociale intercommunale LES EPIS
- 10/03/2022 : Eurométropole – Réunion sur le projet de ring cyclable
- 11/03/2022 : ASTUS – Permanence à l'épicerie sociale intercommunale LES EPIS
- 12/03/2022 : FNAUT Grand Est – Conseil d'administration en visioconférence
- 14/03/2022 : Eurométropole – Examen visuel du fonctionnement des trottoirs traversants aux carrefours traversés par le tramway
- 15/03/2022 : ASTUS – Conseil d'administration
- 17/03/2022 : Eurométropole de Strasbourg – Commission Consultative des Services Publics Locaux
- 18/03/2022 : Agence du climat de l'Eurométropole – Conseil d'administration
- 18/03/2022 : ASTUS – Repas de la nouvelle année à « la Ville de Brumath » à Schiltigheim
- 22/03/2022 : SNCF Voyageurs – Consultation association Fil Twitter Dédié L1 & L4
- 23/03/2022 : Maison Des Associations de Strasbourg – Soirée info – Le contrat d'engagement républicain
- 24/03/2022 : Rendez-vous avec Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg - Projet de ring cyclable au centre-ville
- 24/03/2022 : Ville de Strasbourg – Assemblée de quartier Robertsau Wacken
- 25/03/2022 : FNAUT Grand Est – Bureau
- 28/03/2022 : Eurométropole – Tram vers l'Ouest – Atelier de présentation et d'échange autour des aménagements du terminus à Wolfisheim
- 29/03/2022 : Signature de la pétition pour la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg à la gare de Herrlisheim

- 29/03/2022 : ASTUS – Conseil en mobilité personnalisé (Mme ANDRIABUTOS, bénéficiaire du CCAS de la Ville de Schiltigheim)
- 30/03/2022 : Association Ried Bruche pour le Respect de l'Environnement près de Strasbourg (A.R.B.R.E.S.) – Assemblée générale à Achenheim
- 31/03/2022 : Rencontre avec M. Dan GALMICHE (stagiaire à l'Eurométropole chargé des mobilités à la Direction de territoire Robertsau-Wacken-Cité de l'Ill
- 31/03/2022 : Eurométropole – Tram vers l'Ouest – Atelier de présentation et d'échange autour des aménagements, à Eckbolsheim

Avril 2022 :

- 02/04/2022 : FNAUT Nationale – Assemblée générale
- 04/04/2022 : Signature de la pétition pour la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg à la gare de Gambsheim
- 04/04/2022 : Eurométropole – Commission de sécurité routière
- 05/04/2022 : Signature de la pétition pour la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg à la gare de Kilstett
- 05/04/2022 : Rencontre association apiDV (GIAA) / ASTUS
- 05/04/2022 : ASTUS – Bureau
- 06/04/2022 : ASTUS – Vérificateurs aux comptes 2021
- 06/04/2022 : Réunion SNCF/Associations d'usagers
- 07/04/2022 : Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim – Réunion du groupe de travail
- 07/04/2022 : Réunion trimestrielle Eurométropole/CTS/ASTUS
- 07/04/2022 : Alsace Nature – Conseil d'administration
- 08/04/2022 : Signature de la pétition pour la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg à la gare de Hoenheim-Tram
- 08/04/2022 : ASTUS – Permanence à l'épicerie sociale intercommunale LES EPIS
- 08/04/2022 : ASTUS – Assemblée générale
- 08/04/2022 : ASTUS – Conseil d'administration (élection du nouveau bureau)
- 09/04/2022 : FNAUT Grand Est – Réunion du groupe Alsace FNAUT à Sélestat
- 13/04/2022 : ASTUS – Visite de terrain quartiers Starcoop et Port du Rhin
- 14/04/2022 : Visite de terrain avec AGATE Neuhof le long de la ligne de bus 14 de la CTS
- 14/04/2022 : Ville de Strasbourg – Concertation Neuhof-Sud – 3ème atelier "Se Déplacer"
- 22/04/2022 : Agence du climat de l'Eurométropole de Strasbourg – Assemblée générale
- 26/04/2022 : Signature de la pétition pour la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg à la gare de Bischheim
- 28/04/2022 : CTS – Conseil d'administration
- 28/04/2022 : Eurométropole – Groupe de partenariat opérationnel dédié aux Transports
- 30/04/2022 : Alsace Nature – Assemblée générale à Strasbourg

Mai 2022 :

- 02/05/2022 : Signature de la pétition pour la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg à la gare de La Wantzenau
- 03/05/2022 : Eurométropole de Strasbourg – Comité de suivi territorial de la ZFE-m
- 04/05/2022 : Rencontre ASTUS / Lucette TISSERAND, Présidente d'Habitation Moderne
- 05/05/2022 : Rencontre avec l'association c'cité (Fédération des Aveugles Alsace Lorraine Grand Est)
- 06/05/2022 : ASTUS – Permanence à l'épicerie sociale intercommunale LES EPIS
- 09/05/2022 : Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim – Réunion du groupe de travail

- 13/05/2022 : Signature de la pétition pour la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg devant le magasin Biocoop Coquelicot à Schiltigheim
- 14/05/2022 : FNAUT Grand Est – Assemblée générale à Strasbourg
- 16/05/2022 : Atelier mobilités du quartier de Strasbourg-Neudorf
- 17/05/2022 : SIRAC/Planification de la réunion "Groupe de travail sécurité routière - pour une meilleure concertation et partenariat entre les associations"
- 17/05/2022 : ASTUS – Bureau
- 18/05/2022 : Réunion sur la desserte CTBR avec les maires de Dingsheim, Griesheim et Pfulgriesheim
- 19/05/2022 : Eurométropole – Réunion sur la restructuration du réseau de bus au centre-ville de Strasbourg
- 20/05/2022 : Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim – Réunion du groupe de travail
- 21/05/2022 : ASTUS - Excursion sur le réseau de la CTS avec l'association Florirail
- 22/05/2022 : ASTUS – Circuit en train dans le cadre du Printemps de la Forêt dans la Vallée de la Bruche
- 23/05/2022 : Conférence de presse de présentation du cahier des Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim et de la pétition pour l'amélioration de la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg
- 24/05/2022 : SNCF Gares & Connexions – Réunion sur la rénovation de la gare de Strasbourg
- 24/05/2022 : Ville de Strasbourg – Atelier de quartier Robertsau sur les mobilités
- 25/05/2022 : Ville de Strasbourg – Réunion de terrain avec Madame Sophie DUPRESSOIR et Madame Nathalie KING sur le secteur Sainte-Hélène entre Strasbourg et Schiltigheim
- 30/05/2022 : Signature de la pétition pour l'amélioration de la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg devant le supermarché Auchan Schiltigheim
- 31/05/2022 : Réunion de travail place de la Gare de Strasbourg avec Marie-Dominique DREYSSE, élue référente du quartier Gare

Juin 2022 :

- 01/06/2022 : Association Garten//Jardin – Assemblée générale
- 02/06/2022 : Réunion CTS/ASTUS – Schiltigheim – point sur la future desserte des Lignes 50 et 60
- 03/06/2022 : Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim – Réunion du groupe de travail
- 03/06/2022 : Port Autonome de Strasbourg – Rendez-vous avec Madame Emilie GRAVIER, Directrice du développement et de la promotion portuaires
- 03/06/2022 : FNAUT Grand Est – Bureau
- 04/06/2022 : ASTUS – Sortie à Karlsruhe
- 07/06/2022 : Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur (ADEUS) : Rencontre avec Françoise SCHAETZEL (directrice) et Benoit VIMBERT (directeur d'étude et référent mobilités)
- 07/06/2022 : Agence du climat de l'Eurométropole de Strasbourg – Contribution à la fiche de recrutement pour le conseil en mobilité
- 07/06/2022 : SNCF Mobilités Direction de ligne Paris Grand Est – Réunion associations N°2
- 08/06/2022 : ASTUS – Conseil en mobilité personnalisé : Rendez-vous avec Mme Hanane SCHREINER
- 09/06/2022 : ASTUS – Permanence à l'épicerie sociale intercommunale LES EPIS
- 10/06/2022 : ASTUS – Permanence à l'épicerie sociale intercommunale LES EPIS
- 10/06/2022 : Ville de Strasbourg – Temps de restitution auprès des élu-es - Concertation Neuhof-Sud
- 13/06/2022 : ASTUS – Repas du Conseil d'administration au Divanoo à Bischheim
- 14/06/2022 : ASTUS – Conseil d'administration
- 18/06/2022 : FNAUT Grand Est – Conseil d'administration

- 20/06/2022 : Région Grand Est – Rendez-vous avec Madame Marie-Aline PILON sur la nouvelle gamme tarifaire interurbaine Fluo
- 20/06/2022 : Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim - Réunion du groupe de travail
- 20/06/2022 : ASTUS – Rendez-vous avec Mokhida OZODBEKOVA (demande de stage)
- 20/06/2022 : Région Grand Est – Rendez-vous avec Madame Françoise TAESCH et Monsieur Julien BECCHERLE
- 20/06/2022 : Atelier mobilités du quartier de Strasbourg-Neudorf
- 21/06/2022 : Signature de la pétition pour la ligne TER Strasbourg-Lauterbourg devant l'hypermarché Leclerc Schiltigheim
- 22/06/2022 : Réunion SNCF/Associations d'usagers
- 23/06/2022 : Ligne TER Strasbourg – Lauterbourg : Rencontre avec Monsieur Pierre PERRIN, Maire de Souffelweyersheim
- 23/06/2022 : Eurométropole – Réunion sur la desserte bus Neuhof-Nord
- 23/06/2022 : Ville de Strasbourg – Atelier #2 – Journée sans voiture 2022
- 24/06/2022 : Fête de la gare de Bischheim-Schiltigheim
- 27/06/2022 : Alsace Nature – ASTUS : Réunion de préparation sur le projet de TSPO
- 27/06/2022 : Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est – Assemblée générale ordinaire à Strasbourg
- 28/06/2022 : Mairie de Wasselonne - Réunion sur le projet de TSPO
- 29/06/2022 : Alsace Nature – 1ère réunion sur la constitution d'un groupe de travail inter associatif
- 29/06/2022 : ASTUS - Groupe de travail sur le réseau express métropolitain européen (REME)
- 30/06/2022 : Réunion trimestrielle Eurométropole/CTS/ASTUS
- 30/06/2022 : Alsace Nature – Conseil d'administration

Juillet 2022 :

- 01/07/2022 : Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim - Réunion du groupe de travail
- 01/07/2022 : Région Grand Est – REME de l'étoile de Strasbourg – Présentation grands principes et développements d'offre à venir
- 04/07/2022 : Collectifs Mon Train J'y Tiens & Montramjtiens et l'association ASTUS – Rencontre avec Alain JUND, Pierre DES ROSEAUX et Gilles BROCHARD (Eurométropole de Strasbourg)
- 04/07/2022 : ASTUS – Point d 'étape sur le stage de Mokhida OZODBEKOVA
- 04/07/2022 : DREAL Grand Est – Comité Local de l'Air de l'agglomération strasbourgeoise
- 04/07/2022 : Région Grand Est – COREST Centre Alsace à Obernai
- 04/07/2022 : Ville et Eurométropole de Strasbourg – Temps de concertation avec les habitants sur la ligne de bus 24 au Neuhof-Stockfeld
- 05/07/2022 : Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin Supérieur (ADEUS) – Journée de présentation des travaux de l'agence
- 05/07/2022 : Rencontre entre ASTUS et Madame Catherine TRAUTMANN
- 07/07/2022 : Ligne TER Strasbourg-Lauterbourg – Rendez-vous avec Madame Michèle KANNENGIESER, Maire de La Wantzenau
- 10/07/2022 : Groupe de travail préparatoire aux Rencontres techniques par axe sur le REME des 12 et 13 juillet
- 11/07/2022 : ASTUS – Bureau
- 12/07/2022 : Région Grand Est – REME de l'étoile de Strasbourg – Rencontre des groupes de travail techniques

- 12/07/2022 : Eurométropole de Strasbourg – Tram vers l'Ouest - Atelier de présentation du projet
- 13/07/2022 : Région Grand Est – REME de l'étoile de Strasbourg – Rencontre des groupes de travail techniques
- 18/07/2022 : Ligne TER Strasbourg – Lauterbourg : Rencontre avec M. Serge SCHEFFER, Maire de la commune de Herrlisheim
- 18/07/2022 : Ville de Schiltigheim – Réunion de restitution sur le projet d'implantation d'un technicentre TER à Schiltigheim-Bischheim
- 22/07/2022 : Agence du Climat de l'Eurométropole de Strasbourg – Jury de recrutement pour un poste de conseiller en mobilité
- 22/07/2022 : Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim - Réunion du groupe de travail
- 23/07/2022 : Rencontre avec M. Hervé HABLITZ du Collectif Optimisation des Transports Lampertheim (EMS-Nord)
- 28/07/2022 : ASTUS – Stage de Mokhida OZODBEKOVA : point d'étape

Août 2022 :

- 05/08/2022 : Ville de Schiltigheim – Inaugurations de l'exposition brassicole et de la Fête de la Bière
- 08/08/2022 : ASTUS – Stage de Mokhida OZODBEKOVA : point d'étape
- 26/08/2022 : Assises de la gare de Bischheim-Schiltigheim – Réunion publique à la Cab'Anne des Créateurs sur le projet de centre de maintenance ferroviaire à Schiltigheim-Bischheim
- 29/08/2022 : ASTUS – Bureau
- 30/08/2022 : Maison Des Associations de Strasbourg (MDAS) – Réunion d'information sur le Village des Assos 2022

Septembre 2022 :

- 03/09/2022 : Ville de Schiltigheim - Forum des associations
- 03/09/2022 : Visite du poste de commande centralisé (PCC) de la CTS à Strasbourg
- 04/09/2022 : Foire Européenne - Stand sur le pavillon de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
- 05/09/2022 : Région Grand Est – REME de l'étoile de Strasbourg : échange sur les demandes d'évolution
- 06/09/2022 : ASTUS – Conseil d'administration
- 07/09/2022 : SNCF Mobilités Direction de ligne Paris Grand Est – Réunion associations N°3
- 10/09/2022 : Village des Assos au parc de la Citadelle à Strasbourg
- 11/09/2022 : Village des Assos au parc de la Citadelle à Strasbourg
- 12/09/2022 : Réunion publique sur le Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) de la ville de Strasbourg
- 14/09/2022 : Soutenance de stage de Mokhida OZODBEKOVA
- 20/09/2022 : Région Grand Est - Groupe de travail sur l'axe Bruche Piémont Vosges
- 22/09/2022 : Eurométropole de Strasbourg et Agence du climat – Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m) - Webinaire d'information
- 23/09/2022 : Rassemblement devant la Région relative au projet de centre de maintenance ferroviaire sur le site de Bischheim-Schiltigheim
- 23/09/2022 : Eurométropole – Commission de sécurité routière
- 24/09/2022 : Communauté de Commune du Kochersberg – Stand pour la Fête du vélo
- 27/09/2022 : Ville de Strasbourg – Réunion publique sur le réaménagement de la rue Finkwiller

- 29/09/2022 : Région Grand Est - Groupe de travail sur la ligne Strasbourg-Lauterbourg
- 29/09/2022 : Région Grand Est - Groupe de travail sur la ligne Haguenau-Wissembourg

Octobre 2022 :

- 01/10/2022 : FNAUT Grand Est – Conseil d'administration
- 03/10/2022 : GIHP Alsace – Assemblée générale à Strasbourg
- 04/10/2022 : CTS – Conseil d'administration
- 04/10/2022 : ASTUS – Bureau
- 06/10/2022 : SNCF Gares & Connexions – Rencontre avec Christophe CHARTRAIN, nouveau Directeur régional Grand Est
- 07/10/2022 : Région Grand Est – COREST Strasbourg Nord à Haguenau
- 08/10/2022 : FNAUT nationale – Assemblées générales ordinaire et extraordinaire à Paris
- 10/10/2022 : Eurométropole de Strasbourg et Agence du climat – Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m) - Webinaire d'information
- 10/10/2022 : Débat public autour de la ligne TER Sarreguemines – Strasbourg à Ingwiller
- 11/10/2022 : Réunion Région Grand Est - SNCF - Association d'usagers
- 11/10/2022 : Alsace Nature – Conseil d'administration
- 12/10/2022 : Compagnie des Transports du Bas-Rhin (CTBR) – Conseil d'administration
- 12/10/2022 : Agence du climat de l'Eurométropole de Strasbourg – Conseil d'administration
- 13/10/2022 : Projet de centre de maintenance ferroviaire à Schiltigheim-Bischheim – Préparation de la future réunion avec la Région Grand Est
- 13/10/2022 : Rencontre avec Alain JUND, Vice-président aux mobilités à l'Eurométropole de Strasbourg
- 13/10/2022 : Réunion trimestrielle Eurométropole/CTS/ASTUS
- 13/10/2022 : Eurométropole - Atelier dans le cadre de la concertation sur le projet de transformation du secteur Halles
- 13/10/2022 : COREST SUD MOSELLAN SAVERNE PLAINE ET PLATEAU
- 18/10/2022 : CTS / Associations - Opération de sensibilisation sur l'emport des vélos dans les trams
- 20/10/2022 : CTS / Associations - Opération de sensibilisation sur l'emport des vélos dans les trams
- 21/10/2022 : Agence du climat de l'Eurométropole de Strasbourg – 1er café-climat

Novembre 2022 :

- 02/11/2022 : Ville de Strasbourg - La ville à vivre - Forum « se déplacer »
- 03/11/2022 : Région Grand Est – Réunion de concertation sur le projet d'atelier ferroviaire à Bischheim – Schiltigheim
- 07/11/2022 : Projet d'atelier ferroviaire sur le site de Bischheim-Schiltigheim et avenir de la ligne Strasbourg-Lauterbourg – Point d'étape entres les collectifs/associations
- 08/11/2022 : ASTUS – Bureau
- 08/11/2022 : APPA Grand Est – Conférence débat : ZFE et Crit'Air à la Maison Des Associations de Strasbourg
- 09/11/2022 : Préparation de la présentation du projet de Réseau Express Métropolitain Européen aux étudiants de l'INSA et de l'ENSAS pour le master ASPU (Architecture, Structures et Projets Urbains) avec Tristan SIEBERT
- 09/11/2022 : Collectif Col'Schick – Réunion publique sur le projet de tram nord à Schiltigheim
- 14/11/2022 : Région Grand Est – Groupe de travail sur la ligne TER Strasbourg-Sarreguemines

- 14/11/2022 : Eurométropole de Strasbourg – réunion d'information sur le projet d'extension de la ligne G du BHNS vers le sud
- 14/11/2022 : Atelier de quartier de la Robertsau
- 15/11/2022 : Région Grand Est – Aménagement des Pôles d'Echanges Multimodaux du REME de Strasbourg
- 17/11/2022 : Eurométropole de Strasbourg – Comité de suivi territorial de la ZFE-m
- 18/11/2022 : ASTUS - Présentation du projet de Réseau Express Métropolitain Européen aux étudiants de l'INSA et de l'ENSAS pour le master ASPU (Architecture, Structures et Projets Urbains)
- 21/11/2022 : Eurométropole de Strasbourg et Agence du climat – Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m) - Webinaire d'information
- 24/11/2022 : Eurométropole de Strasbourg / CTS – Réunion de présentation des scénarios alternatifs sur la réorganisation du réseau bus au centre-ville de Strasbourg
- 24/11/2022 : Eurométropole de Strasbourg – Réunion "PEM BISCHHEIM/SCHILTIGHEIM" avec des associations
- 24/11/2022 : SNCF Voyageurs Grand Est / ELABE – Présentation des résultats pour la Région Grand Est de l'étude, « Le train, une solution pour réconcilier écologie et mobilité » au Club de la Presse à Strasbourg
- 29/11/2022 : Cerema – Tramway et aménagements cyclables : vers de nouveaux référentiels - Conférence en ligne
- 30/11/2022 : ASTUS - Formation "conseillers en mobilité" de l'agence du climat de l'Eurométropole de Strasbourg

Décembre 2022 :

- 02/12/2022 : Rencontre avec l'association Strasbourg Initiation Nature et Environnement (SINE) au Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement de Bussierre
- 02/12/2022 : Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est – Conseil d'administration
- 02/12/2022 : CTS – Conseil d'administration
- 05/12/2022 : Eurométropole de Strasbourg – Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) – Examen des rapports activités 2021
- 06/12/2022 : Eurométropole de Strasbourg / Decaux – Rencontre sur l'éclairage du mobilier urbain bus et tram de la CTS
- 06/12/2022 : ASTUS – Bureau
- 06/12/2022 : Eurométropole de Strasbourg - réunion de travail : admission des chiens dans le réseau de transports publics CTS
- 08/12/2022 : CTBR – Conseil d'administration
- 10/12/2022 : FNAUT Grand Est – Conseil d'administration
- 12/12/2022 : ASTUS – Observations sur les gares de l'Eurométropole dans le cadre de la mise en place du REME
- 12/12/2022 : Eurométropole de Strasbourg – Réunion d'échanges sur la qualité de l'air de l'agglomération de Strasbourg
- 13/12/2022 : FNAUT Grand Est / ASTUS – Accueil de l'association allemande PRO BAHN à Strasbourg
- 13/12/2022 : ASTUS – Conseil d'administration
- 15/12/2022 : Eurométropole de Strasbourg – Atelier dans le cadre de la concertation sur l'apaisement de la route de Bischwiller à Schiltigheim et Bischheim

Strasbourg.eu
eurométropole

Récapitulatif de la demande

Votre saisie sera traitée dans les meilleurs délais.

Il vous sera possible de suivre la progression de sa prise en charge à l'adresse suivante : **Portail des aides** dans le menu "Suivre mes demandes"

En vous remerciant de votre confiance

Demande de subventions - Eurométropole de Strasbourg

Transmise le : **13/03/2023 11:22 (Europe/Paris) par François GIORDANI**

Informations générales

Référence :	**00005977**
Exercice :	**2023**
Thématique :	**EMS - Mobilités**
Sous-thématique :	**Transports collectifs**

Votre tiers

Identification

ASSOCIATION DES USAGERS DES TRANSPORTS URBAINS DE L'AGGLOMÉRATION STRASBOURGEOISE

SIRET : 421459892 00020
Je suis ou je représente : Association
Numéro d'inscription au registre :
Date : 08/08/2018 **Volume :** 48 **Folio :** 54 **Tribunal d'instance :** Tribunal d'instance de Schiltigheim 10 rue du Tribunal 67302 Schiltigheim
Forme juridique : 9260 - Association de droit local (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle)
Sigle : ASTUS
03 88 95 79 63
06 83 14 38 06
astus67000@gmail.com
http://www.astus67.fr

Adresse principale

13 rue Georges Rossdeutsch
67800
67800 BISCHHEIM
FRANCE

- **Contacts**

Monsieur François GIORDANI

Président

Représentant légal
47 rue d'Adelshoffen
67300 SCHILTIGHEIM

03 88 95 79 63
06 83 14 38 06

Magistrat retraité
astus67000@gmail.com

Informations complémentaires

Informations complémentaires

Objet social de l'association

Objet social : **L'objet de l'association est :**
de promouvoir, d'appuyer et de coordonner la réflexion et les actions collectives et individuelles relatives au développement des transports en commun comme moyen de déplacement pratique, économique et complémentaire de la marche à pied, de la bicyclette, de l'autopartage et du covoiturage au profit des personnes et des familles
d'encourager le public au report modal, de la voiture individuelle vers les transports en commun, les modes de circulations douces, l'autopartage ou le covoiturage, afin de contribuer à la diminution du trafic automobile et à la protection de l'environnement.
d'organiser l'expression des usagers auprès des divers organismes locaux, départementaux, régionaux, nationaux ou internationaux chargés des transports urbains, périurbains et interurbains
de revendiquer un service de qualité adapté aux besoins des usagers des transports urbains, périurbains et interurbains
d'améliorer les déplacements et voyages de toute nature, de défendre le droit au transport et la sécurité des usagers et des voyageurs des transports en commun, ainsi que des usagers de la rue et de la route
de promouvoir la mise en place de réseaux de transport en commun performants de protéger et de défendre l'environnement naturel local et global, de réduire les gaspillages et d'améliorer le cadre de vie et le paysage urbain, suburbain et naturel, de favoriser un aménagement équilibré du territoire et un développement durable, d'éduquer, de sensibiliser et de former le public, notamment les jeunes, les personnes à mobilité réduite (PMR) et les personnes en situation précaire, aux transports en commun, aux modes de circulation doux, à l'environnement urbain et périurbain et aux modes de déplacements alternatifs à l'automobile
de représenter et de défendre les intérêts matériels et moraux des consommateurs, voyageurs et usagers des transports en commun, ainsi que de ses membres, auprès de tous organismes, instances et entreprises de transport en commun, par tout moyen légal et notamment par voie d'action en justice
d'être source de propositions et de réflexions, par la réalisation d'études prospectives et par des visites d'autres réseaux de transports en commun
de travailler et de réfléchir en collaboration avec les autorités organisatrices de la mobilité durable et les exploitants des réseaux de transports, afin de contribuer à l'articulation entre les différents réseaux de transports en commun par le développement et l'amélioration de l'intermodalité.

Votre dossier

Territoires d'intervention

Hierarchie des localisations
Villes

Eurométropole de Strasbourg

- Description des moyens humains

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT	ETPT/total général
PERSONNEL RÉMUNÉRÉ	**1**	**1,00**	**100 %**
Salariés	1	1,00	**100,0 %**
Volontaires ou stagiaires indemnisés	0	0,00	**0,0 %**
Personnel mis à disposition	0	0,00	**0,0 %**
Emplois aidés	0	0,00	**0,0 %**
PERSONNEL NON RÉMUNÉRÉ	**0**	**0,00**	**0 %**
Bénévoles	0	0,00	**0,0 %**
Personnel mis à disposition	0	0,00	**0,0 %**

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutement(s) au titre de l'exercice ? : **Non**

• Renseignez les informations complémentaires

Quel type d'aide sollicitez-vous ? : **1 - Fonctionnement**

Votre demande concerne : **un renouvellement**

Montant sollicité : **25 000,00 €**

Indiquez le montant que vous sollicitez

Montant alloué N-1 : **15 000,00 €**

Indiquez le montant alloué par la Collectivité en N-1

Description : **Pour l'année 2023, notre association envisage plusieurs projets :**

la poursuite de la tenue de permanences d'accueil du public,
la mise en place de groupes de travail structurés,
la participation aux comités régionaux des services de transport de la Région Grand Est (COREST) et aux groupes de travaux par ligne associés,
la poursuite de notre investissement dans les concertations et ateliers mis en place sur les nombreux projets à venir liés aux transports et aux déplacements (extensions/développement du réseau de tramway, REME, projets urbains, PLUi),
la participation à la Rentrée des étudiants de l'Université de Strasbourg, à la semaine de la mobilité et au Village des Assos organisé par la Maison Des Associations de Strasbourg, mais aussi à d'autres manifestations,
la parution régulière du journal de l'association « ASTUS Info »,
l'analyse et la synthèse des remontées des témoins de ligne pour l'amélioration de la qualité de service sur le réseau urbain bus-tram, cars Fluo Grand Est 67-CTBR et TER Fluo Grand Est, dans une logique d'expertise d'usage au service des politiques de déplacements durables,
la lettre d'informations ASTUS actu et la revue de presse hebdomadaires adressées aux adhérents,
l'organisation de voyages d'étude et de visites, particulièrement en lien avec le développement du Réseau express métropolitain européen (REME) sur l'aire métropolitaine strasbourgeoise,
la poursuite de la constitution d'une documentation sur les transports et les déplacements,
l'accueil d'un(e) ou de plusieurs stagiaires,
ainsi que la poursuite des réunions tripartites Eurométropole / CTS / ASTUS qui sont un espace de réflexion et d'échanges essentiel.

Résumez en quelques lignes synthétiques votre demande

Objectif(s) : **réaliser des études prospectives pour l'amélioration et l'attractivité des transports en commun, afin de proposer des propositions opérationnelles aux autorités organisatrices ;**
représenter les usagers auprès des divers organismes locaux, départementaux, régionaux et/ou internationaux chargés des transports urbains, périurbains et interurbains ;
revendiquer un service de qualité adapté aux besoins des usagers des transports urbains, périurbains et interurbains ;
améliorer les déplacements et voyages de toute nature y compris pour les personnes à mobilité réduite (PMR), défendre le droit au transport et la sécurité des usagers et des voyageurs des transports publics ainsi que des usagers de la route et de la rue ;
favoriser un aménagement équilibré du territoire et un développement durable, protéger l'environnement local et global, réduire les gaspillages économiques, améliorer le cadre de vie et le paysage urbain, suburbain et naturel ;
représenter et défendre les intérêts matériels et moraux des consommateurs de transport, voyageurs et usagers ainsi que de ses membres auprès de tous les organismes par voie d'action en justice le cas échéant ;
se spécialiser dans les questions d'urbanisme (PLU, schémas directeurs...).

Nom du contact relatif à la demande de subvention (ex : porteur de projet) : **David WENDLING**

Téléphone du contact : **03 88 95 79 63**

• Indiquez le (ou les) public cible bénéficiaire

Tous publics : **Oui**

• Accueil des mineurs

votre structure accueille-t-elle des mineurs ? : **Non**

La circulaire n°DJEPVA/A3/2010/216 du 23 juin 2010, relative à la vérification de la capacité juridique des personnes participant à un accueil collectif de mineurs, rappelle qu'une vérification du casier judiciaire des personnes qui participent à un accueil collectif de mineur est obligatoire. Le casier judiciaire est composé de trois volets : un bulletin n°1 qui comporte l'ensemble des condamnations et décisions contenues dans le casier et ne peut être communiqué qu'aux autorités judiciaires, un bulletin n°2 qui comporte la plupart des condamnations pour crimes et délits et un volet n°3 pour les condamnations les plus graves ainsi que les peines privatives de droits. Pour les animateurs et les directeurs, la consultation du bulletin n°2 doit être effectuée. Pour toutes les autres catégories de personnel (personnel de service, de cuisine, de ménage, les chauffeurs...) les organisateurs doivent prendre

Millésime : Année **2023**

- Dépenses

	Coût prévu
60 - ACHATS	**1 100,00 € TTC**
Achats matières et fournitures	**500,00 €**
Précisions **Fournitures de bureau**	
Autres fournitures	**600,00 €**
Précisions **Equipement**	
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	**4 670,00 € TTC**
Locations	**4 050,00 €**
Précisions **Loyer, locations de salles**	
Entretien et réparation	**0,00 €**
Assurance	**520,00 €**
Documentation	**100,00 €**
62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	**3 630,00 € TTC**
Rémunérations intermédiaires et honoraires	**0,00 €**
Publicité, publications	**3 020,00 €**
Précisions **Plaquettes, imprimés**	
Déplacements, missions	**550,00 €**
Précisions **bénévoles, voyages d'études, salarié**	
Services bancaires, autres	**60,00 €**

	Coût prévu
63 - IMPÔTS ET TAXES	**0,00 € TTC**
Impôts et taxes sur rémunération	**0,00 €**
Autres impôts et taxes	**0,00 €**
64 - CHARGES DE PERSONNEL	**29 150,00 € TTC**
Rémunération des personnels	**20 000,00 €**
Charges sociales	**9 000,00 €**
Précisions **Cotisations URSSAF**	
Autres charges de personnel	**150,00 €**
Précisions **Médecine du travail**	
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**1 550,00 € TTC**
Autres charges de gestion courante	**1 550,00 €**
Précisions **Divers–cadeaux, Frais postaux, Téléphone Internet, Informatique - site internet**	
66 - CHARGES FINANCIÈRES	**1 250,00 € TTC**
Charges financières	**1 250,00 €**
Précisions **Missions-réception, cotisations à d'autres associations, stand Rentrées des Assos**	
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	**4 650,00 € TTC**
Charges exceptionnelles	**4 650,00 €**

	Coût prévu
Précisions **Stagiaires, stand Foire européenne**	
68 - DOTATION AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	**0,00 € TTC**
Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	**0,00 €**
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (IS), PARTICIPATION DES SALARIÉS	**0,00 € TTC**
Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés	**0,00 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (DÉPENSES)	**0,00 € TTC**
860 - Secours en nature	**0,00 €**
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	**0,00 €**
864 - Personnel bénévole	**0,00 €**

	Financement prévu
70 - VENTE DE PRODUITS FINIS ET PRESTATIONS DE SERVICES ET PRODUCTION STOCKÉE	**0,00 €**
Vente de produits finis et prestations de services et production stockée	**0,00 €**
73 - CONCOURS PUBLICS	**13 000,00 €**
Concours publics	**13 000,00 €**
Précisions **Appel à projet associatif de la CTS**	
74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	**25 000,00 €**
Etat	**0,00 €**
Conseil(s) Régional(aux)	**0,00 €**
Conseil(s) Départemental(aux)	**0,00 €**
Eurométropole de Strasbourg	**25 000,00 €**
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Communes, communautés de commune ou d'agglomérations	**0,00 €**
Organismes sociaux (CAF, etc ..) A détailler	**0,00 €**
Fonds européens (FSE, FEDER, etc...)	**0,00 €**
Agence de services et de paiement (emplois aidés)	**0,00 €**
Autres établissements publics	**0,00 €**
Aides privées (fondation)	**0,00 €**
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	**7 800,00 €**
756 - Cotisations	**2 600,00 €**
758 - Dons manuels - Legs - Mécénat	**5 200,00 €**
Précisions **Produits de gestion courante**	

	Financement prévu
76 - PRODUITS FINANCIERS	**200,00 €**
Produits financiers	**200,00 €**
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00 €**
Produits exceptionnels	**0,00 €**
78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS	**0,00 €**
Reprises sur amortissement et provisions	**0,00 €**
79 - TRANSFERT DE CHARGES	**0,00 €**
Transfert de charges	**0,00 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (RECETTES)	**0,00 €**
875 - Dons en nature	**0,00 €**
871 - Prestations en nature	**0,00 €**
870 - Bénévolat	**0,00 €**

TOTAL DEPENSES **46 000,00 €** TTC	TOTAL RECETTES **46 000,00 €**

Domiciliation bancaire

Domiciliation Bancaire ASSOCIATION ASTUS

SEPA

IBAN : **FR7X XXXX XXXX XXXX XXXX XXXX 515**
BIC : **CMCIFR2AXXX**
Relevé d'identité bancaire : **RIB ASTUS.pdf**
13/03/2023 09:51 (155.63 Ko)

Pièces

Statuts de la structure et toute modification

Déposé

Joindre les statuts de la structure à jour

ASTUS statuts adoptés 2018.pdf (422.24 Ko) - **13/03/2023 09:51**

Inscription en Préfecture ou Tribunal

Déposé

Joindre le récépissé de déclaration de création de la structure

2018 08 20_Attestation enregistrement TI Schiltigheim + extrait.pdf (1.03 Mo) - **13/03/2023 09:52**

Liste des membres du Conseil d'administration

Déposé

Joindre la liste des membres du Conseil d'Administration à jour

ASTUS PV CA 2022 04 08_Nouveau CA.pdf (709.12 Ko) - **13/03/2023 09:52**

Attestation INSEE – Situation au répertoire SIRENE

Déposé

Joindre l'avis de situation au répertoire

Avis_de_situation_42145989200020_13_03_2023 09_54_41.pdf (156.35 Ko) - **13/03/2023 09:55**

Situation au répertoire Sirene

Comptes financiers du dernier exercice clos

Déposé

Joindre les derniers comptes financiers approuvés (+ le rapport du commissaire aux comptes pour les associations concernées)

ASTUS_Bilan & compte de résultat 2021.pdf (32.12 Ko) - **13/03/2023 09:58**

Rapport réviseurs aux comptes_AG 2022.pdf (401.01 Ko) - **13/03/2023 09:58**

Présentation des activités annuelles

Déposé

Joindre le détail des activités annuelles de l'association

ASTUS_Rapport d'activité 2022.pdf (500.56 Ko) - **13/03/2023 09:58**

Pouvoir

Pièces complémentaires

Déposé

Vous avez la possibilité d'ajouter toutes pièces complémentaires que vous jugez nécessaires à la bonne compréhension du dossier

ASTUS bilan programme d'actions 2022.pdf (664.08 Ko) - **13/03/2023 09:58**

ASTUS Demande subvention EMS 2023 programme d'actions prévisionnel.pdf (550.27 Ko) - **13/03/2023 09:58**

ASTUS_prévisionnel -2023.xls (182 Ko) - **13/03/2023 11:21**

- Contact

24

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Zone à Faibles Emissions mobilité : liste des bénéficiaires du compte mobilité et de l'aide à la conversion ZFE-m destinée aux particuliers et aux professionnels.

Numéro E-2023-689

Par délibération E-2021-1583 du 15 octobre 2021, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions mobilité sur le territoire métropolitain.

Par cette même délibération, le Conseil de l'Eurométropole a défini les conditions d'éligibilité, les modalités d'octroi du compte mobilité et de l'aide à la conversion destinée aux particuliers pour l'acquisition d'un véhicule à faibles émissions (Crit'Air 1 ou 0) pour les habitant·es de l'Eurométropole de Strasbourg se séparant d'un véhicule à terme interdit par la ZFE-m.
Les modalités du compte mobilité ont évolué par délibération E-2022-1117 du 30 septembre 2022.

Par délibération E-2021-1889 du 17 décembre 2021, le Conseil de l'Eurométropole a défini les conditions d'éligibilité et les modalités d'octroi de l'aide à la conversion destinée aux professionnel·les se séparant d'un véhicule à terme interdit par la ZFE-m.

Ces aides sont attribuées, depuis le 1er janvier 2022, aux particuliers et professionnel·les en faisant la demande.

À la demande de la Recette des Finances, et conformément aux modalités prévues pour les subventions et primes de toute nature dans le décret du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, la liste désignant les bénéficiaires, le montant attribué ainsi que l'objet de l'aide, doivent être soumis à l'approbation du Conseil.

Sont annexées à la présente délibération :
- pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023, la liste des bénéficiaires d'une aide à la conversion pour les particuliers pour l'acquisition d'un véhicule Crit'Air 1 ou 0 ;

- pour la période du 01/01/2022 au 30/04/2023, la liste des bénéficiaires d'une aide à la conversion pour les professionnel·les pour l'acquisition d'un véhicule Crit'Air 1 ou 0 ;

- pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023, la liste des bénéficiaires d'un compte mobilité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'Article L2311-7 du code général des collectivités territoriales
vu le décret 2016-33 du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, et notamment, le point relatif aux subventions et primes de toute nature
vu la délibération E-2021-1583 du 15 octobre 2021 de l'Eurométropole de Strasbourg créant une aide financière destinée aux particuliers pour le remplacement d'un véhicule léger ou utilitaire léger à usage personnel, classé de sans Crit'Air à Crit'Air 2, d'un deux ou trois roues motorisé électrique, ou pour le rétrofit d'un véhicule léger ou d'un véhicule utilitaire léger
vu la délibération E-2021-1583 du 15 octobre 2021 de l'Eurométropole de Strasbourg précisant les conditions d'éligibilité et modalités d'octroi pour l'aide à la conversion «particuliers » et le compte mobilité
vu la délibération E-2022-1117 du 30 septembre 2022 de l'Eurométropole de Strasbourg précisant les conditions d'éligibilité du compte mobilité
vu la délibération E-2021-1889 du 17 décembre 2021 de l'Eurométropole de Strasbourg précisant les conditions d'éligibilité et modalités d'octroi pour l'aide à la conversion « professionnel·les »
considérant que les demandes ont été dûment instruites et sont conformes aux modalités et conditions d'éligibilité prévues par le Conseil de l'Eurométropole fixées par les délibérations en vigueur
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'approuver l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires auxquels est attribuée une aide à la conversion (particuliers), pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023,*
- *d'approuver l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires auxquels est attribuée une aide à la conversion (professionel·les), pour la période du 01/01/2022 au 30/04/2023,*
- *d'approuver l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires auxquels est attribué un compte-mobilité, pour la période 30/09/2022 au 30/04/2023,*
  Le montant et l'objet de l'aide rappelés dans les présentes listes des bénéficiaires sont déclarés conformes aux conditions d'octroi prévues par les délibérations du Conseil en vigueur à la date du dépôt de la demande.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159388-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (particuliers) en application de la délibération du 15 octobre 2021
Pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Référence du véhicule	Validation du dossier	Nom du bénéficiaire
2022	36608	3 500,00	21/10/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DL158HG	12/08/2022	[redacted]
2022	38431	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	FT373WR	29/04/2022	
2022	38432	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BM414PV	29/04/2022	
2022	38433	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BG151MS	29/04/2022	
2022	38434	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BC762CB	29/04/2022	
2022	38435	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BN392VT	29/04/2022	
2022	38436	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AY072TX	29/04/2022	
2022	38437	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	7832YR68	29/04/2022	
2022	38438	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EC453NY	29/04/2022	
2022	38439	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AE572AA	29/04/2022	
2022	38440	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CG788TZ	07/04/2022	
2022	38441	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CL532XE	07/04/2022	
2022	38442	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AR563PG	15/04/2022	
2022	38443	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EK152ZY	15/04/2022	
2022	38444	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	667BCN67	29/04/2022	
2022	38445	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL NEUF	DR924ET	29/04/2022	
2022	38446	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DW115NB	29/04/2022	
2022	38447	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CF837FA	29/04/2022	
2022	38448	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CE636XX	29/04/2022	
2022	38449	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BZ664BN	29/04/2022	
2022	38450	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CS314CM	29/04/2022	
2022	38451	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EF074FF	29/04/2022	
2022	38452	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DX125XY	29/04/2022	
2022	38453	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AD352CL	29/04/2022	
2022	38454	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BY802ZR	29/04/2022	
2022	38455	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CT475NL	29/04/2022	
2022	38456	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL NEUF	BZ9696GY	29/04/2022	
2022	38457	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CE382RR	29/04/2022	
2022	38458	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	482BDZ67	29/04/2022	
2022	38459	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AS304FJ	29/04/2022	
2022	38460	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	58BEJ67	29/04/2022	
2022	38461	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CT049GX	29/04/2022	
2022	38462	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DV106RQ	29/04/2022	
2022	38463	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DG744NT	29/04/2022	
2022	38464	2 960,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EG513RN	29/04/2022	
2022	38465	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DR816XP	29/04/2022	
2022	38466	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AK659JZ	29/04/2022	
2022	38467	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DZ641YH	29/04/2022	
2022	38468	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DX135LL	16/05/2022	
2022	38469	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DW835NR	16/05/2022	
2022	38470	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL NEUF	DZ885DM	16/05/2022	
2022	38471	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AJ055TM	16/05/2022	
2022	38472	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	859AAJ67	16/05/2022	
2022	38473	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CX097JX	16/05/2022	
2022	38474	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BX138TL	16/05/2022	
2022	38475	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BJ394ZA	16/05/2022	
2022	38476	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EL127QJ	31/05/2022	
2022	38477	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CV284RL	31/05/2022	
2022	38478	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BH540LJ	31/05/2022	
2022	38479	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AX820MS	31/05/2022	
2022	38480	2 500,00	10/11/2022	SUB LOC VL OPTION ACHAT	FV619MN	15/06/2022	
2022	38481	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL NEUF	EM631LF	15/06/2022	
2022	38482	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	1474WD67	15/06/2022	
2022	38483	2 500,00	10/11/2022	SUB LOC VL OPTION ACHAT	BV566FA	15/06/2022	
2022	38484	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DV038AT	15/06/2022	
2022	38485	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AS907PS	30/06/2022	
2022	38486	3 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DR959RH	30/06/2022	
2022	38487	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	853AVN67	30/06/2022	
2022	38488	2 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DK603PP	30/06/2022	
2022	38489	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	5634ZJ67	30/06/2022	
2022	38490	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AX813JL	30/06/2022	
2022	38491	1 500,00	10/11/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CK424GD	30/06/2022	
2022	41602	1 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	566ABH67	31/08/22	
2022	41603	3 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BV053BQ	31/08/22	
2022	41604	1 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CH963FM	31/08/22	
2022	41605	3 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CW492QB	31/08/22	
2022	41606	3 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AV156JD	31/08/22	
2022	41607	1 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CT925BT	31/08/22	
2022	41608	2 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CD324YB	31/08/22	
2022	41609	1 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	FK592DS	31/08/22	
2022	41610	2 500,00	05/12/2022	SUB LOCATION VEHICULE	AS923HB	16/05/2022	
2022	41611	3 500,00	05/12/2022	SUB LOCATION VEHICULE	EC092EB	16/05/2022	
2022	41612	3 500,00	05/12/2022	SUB LOCATION VEHICULE	DF985VZ	16/05/2022	
2022	41613	1 500,00	05/12/2022	SUB LOCATION VEHICULE	DS099KR	16/05/2022	
2022	41614	2 500,00	05/12/2022	SUB LOCATION VEHICULE	BG911VC	16/05/2022	
2022	41615	2 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	2798ZP67	31/05/2022	
2022	41616	2 500,00	05/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BX594TR	31/05/2022	
2022	43734	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BP128MW	29/04/2022	

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (particuliers) en application de la délibération du 15 octobre 2021
Pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023

2022	43735	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BM458GE	15/04/2022	[redacted]
2022	43736	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CL808AR	29/04/2022	
2022	43737	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CH258ZG	29/04/2022	
2022	43738	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BY860QE	29/04/2022	
2022	43739	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BH653ZD	29/04/2022	
2022	43740	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BA010YY	29/04/2022	
2022	43741	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BB976BF	29/04/2022	
2022	43742	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EK949TX	16/05/2022	
2022	43743	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BA15NY	31/05/2022	
2022	43744	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BW266CT	31/05/2022	
2022	43745	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	CA471VG	31/05/2022	
2022	43746	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EQ403KA	31/05/2022	
2022	43747	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BT510FC	31/05/2022	
2022	43748	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	DV993AQ	31/05/2022	
2022	43749	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BB033KL	31/05/2022	
2022	43750	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	FY101TD	31/05/2022	
2022	43751	2 500,00	15/12/2022	SUB LOCATION VEHICULE	CM212ZT	16/05/2022	
2022	43752	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AJ943RX	15/06/2022	
2022	43753	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AK421NL	15/06/2022	
2022	43754	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	FS791HC	15/06/2022	
2022	43755	1 500,00	15/12/2022	SUB LOC VL OPTION ACHAT	BQ730LP	15/06/2022	
2022	43756	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AN668VH	29/04/2022	
2022	43757	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BY437GG	30/06/2022	
2022	43758	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BV971VP	30/06/2022	
2022	43759	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AB273RH	30/06/2022	
2022	43760	3 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	BF962XA	30/06/2022	
2022	43761	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AP789TN	15/07/2022	
2022	43762	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AD945NH	15/07/2022	
2022	43763	2 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EA212LS	15/07/2022	
2022	43764	1 500,00	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	AP606DY	15/07/2022	
2022	43765	1 500,00	15/12/2022	SUB LOC VL OPTION ACHAT	CA773BF	31/05/2022	
2022	43766	1 835,20	15/12/2022	SUB ACHAT VL OCCASION	EP229MK	29/04/2022	
2023	851	3 500,00	17/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EB626QF	30/06/2022	
2023	852	2 319,80	17/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FY500EF	16/05/2022	
2023	1837	1 500,00	23/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DJ914EF	30/09/2022	
2023	1883	1 500,00	23/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FJ080QP	30/09/2022	
2023	1884	1 500,00	23/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	ER798LV	30/09/2022	
2023	1885	1 500,00	23/01/2023	SUB ACHAT VL NEUF	GH272CQ	15/11/2022	
2023	1886	2 500,00	23/01/2023	SUB LOC VL OPTION ACHAT	GH891MR	15/11/2022	
2023	1887	2 500,00	23/01/2023	SUB ACHAT VL NEUF	GH913FV	15/11/2022	
2023	1888	3 500,00	23/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FF429JK	15/11/2022	
2023	2665	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BX607VQ	16/09/2022	
2023	2666	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DY219HT	16/09/2022	
2023	2667	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AM503WC	16/09/2022	
2023	2668	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FJ516TK	16/09/2022	
2023	2669	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	822AVG67	16/09/2022	
2023	2670	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CE474TB	16/09/2022	
2023	2671	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BN739WJ	16/09/2022	
2023	2672	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BS265QD	16/09/2022	
2023	2673	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DH440ZY	16/09/2022	
2023	2674	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AD265MP	16/09/2022	
2023	2675	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EJ321EY	16/09/2022	
2023	2676	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FF411FN	16/09/2022	
2023	2677	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CH556SB	16/09/2022	
2023	2678	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CV878SR	16/09/2022	
2023	2679	1 100,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL NEUF	BZ516TS	16/09/2022	
2023	2680	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AC538DS	16/09/2022	
2023	2681	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CJ379AK	16/09/2022	
2023	2682	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	404APW67	16/09/2022	
2023	2683	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FD458CW	16/09/2022	
2023	2684	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EM584PL	16/09/2022	
2023	2708	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DZ869CJ	30/11/2022	
2023	2709	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DY441ZJ	30/11/2022	
2023	2710	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AH537LB	30/11/2022	
2023	2711	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EV633EP	30/11/2022	
2023	2712	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CB533GS	30/11/2022	
2023	2713	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CX033EQ	30/11/2022	
2023	2714	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DK863SQ	30/11/2022	
2023	2715	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EZ313PC	30/11/2022	
2023	2716	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BV762CJ	30/11/2022	
2023	2717	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CV740ZG	30/11/2022	
2023	2718	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EA900YX	30/11/2022	
2023	2719	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BS032GF	30/11/2022	
2023	2720	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BQ399BZ	30/11/2022	
2023	2721	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BX346CS	30/11/2022	
2023	2722	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EF455VT	30/11/2022	
2023	2723	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	ED110KC	30/11/2022	
2023	2724	2 500,00	27/01/2023	SUB LOC VL OPTION ACHAT	DQ351LZ	30/11/2022	
2023	2725	3 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BK850WV	30/11/2022	
2023	2726	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AK468MP	30/11/2022	
2023	2727	2 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL NEUF	FR550SD	30/11/2022	
2023	2728	1 500,00	27/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AG982FG	30/11/2022	
2023	2894	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BE337BR	16/09/2022	

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (particuliers) en application de la délibération du 15 octobre 2021
Pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023

							[redacted]
2023	2895	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CC334BS	16/09/2022	
2023	2896	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FZ847EW	16/09/2022	
2023	2897	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BF498JD	16/09/2022	
2023	2898	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EF667RX	16/09/2022	
2023	2899	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	932ACR67	16/09/2022	
2023	2900	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FX002DT	16/09/2022	
2023	2901	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AS490MJ	16/09/2022	
2023	2902	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CF394XJ	16/09/2022	
2023	2903	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AD283VN	16/09/2022	
2023	2904	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CN277SR	16/09/2022	
2023	2905	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BN805BZ	16/09/2022	
2023	2906	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CE402FX	16/09/2022	
2023	2907	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	40AWL67	16/09/2022	
2023	2908	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FJ981DN	16/09/2022	
2023	2909	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EE657HJ	16/09/2022	
2023	2910	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CK880WM	16/09/2022	
2023	2911	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CJ339XM	16/09/2022	
2023	2912	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FN427WS	16/09/2022	
2023	2913	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EF717DR	16/09/2022	
2023	2914	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FL819TG	16/09/2022	
2023	2915	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BY381HD	16/09/2022	
2023	2916	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AB444KM	16/09/2022	
2023	2917	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CX591WQ	16/09/2022	
2023	2918	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FS561LY	16/09/2022	
2023	2919	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AQ500FV	16/09/2022	
2023	2920	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AP888CN	16/09/2022	
2023	2921	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AP141VV	16/09/2022	
2023	2922	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BB635LA	16/09/2022	
2023	2923	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DL800BT	16/09/2022	
2023	2924	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CL475HB	16/09/2022	
2023	2925	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DP001PW	16/09/2022	
2023	2926	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CW741QT	16/09/2022	
2023	2927	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EH353AB	16/09/2022	
2023	2928	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CN031MV	16/09/2022	
2023	2929	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EF766SW	16/09/2022	
2023	2930	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	26AMB67	16/09/2022	
2023	2931	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	8115YH67	16/09/2022	
2023	2932	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	248AWQ67	16/09/2022	
2023	2933	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CT695AH	16/09/2022	
2023	2934	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FP644KS	16/09/2022	
2023	2935	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BX028FL	16/09/2022	
2023	2936	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	2274ZL67	16/09/2022	
2023	2937	3 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BJ659HG	16/09/2022	
2023	2938	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AZ074WV	16/09/2022	
2023	2939	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AT914NA	16/09/2022	
2023	2940	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	5144YP67	16/09/2022	
2023	2941	2 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BT635DP	16/09/2022	
2023	2942	1 500,00	30/01/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CN537DK	16/09/2022	
2023	3211	1 500,00	02/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BX881ZX	29/04/2022	
2023	3295	3 500,00	02/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FK721BZ	29/04/2022	
2023	3296	1 500,00	02/02/2023	SUB LOC VL OPTION ACHAT	CH349JT	29/04/2022	
2023	3297	1 500,00	02/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	249ABK67	29/04/2022	
2023	3298	1 500,00	02/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CJ960JM	16/05/2022	
2023	3299	2 500,00	02/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EF458NZ	16/05/2022	
2023	3300	3 500,00	02/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BX101CJ	16/05/2022	
2023	3301	3 500,00	02/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BL182PE	31/05/2022	
2023	3302	2 500,00	02/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CC313NJ	31/05/2022	
2023	3805	2 500,00	06/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BN573TM	16/09/2022	
2023	4449	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DF258DG	30/12/2022	
2023	4450	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DD124WE	30/12/2022	
2023	4451	1 500,00	10/02/2023	SUB LOCATION VEHICULE	7801ZL67	30/12/2022	
2023	4452	2 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	EJ608CK	30/12/2022	
2023	4453	1 500,00	10/02/2023	SUB LOCATION VEHICULE	EF840HL	30/12/2022	
2023	4454	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	AE526CK	30/12/2022	
2023	4455	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EH463EC	30/12/2022	
2023	4456	2 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AH686CR	30/12/2022	
2023	4457	1 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	BW175WJ	30/12/2022	
2023	4458	1 500,00	10/02/2023	SUB LOCATION VEHICULE	FQ931VQ	30/12/2022	
2023	4459	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BC485QZ	30/12/2022	
2023	4460	1 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CN546WB	30/12/2022	
2023	4461	1 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	AB721CE	30/12/2022	
2023	4462	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EK969VX	30/12/2022	
2023	4463	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CQ840QT	30/12/2022	
2023	4464	1 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BN721WH	30/12/2022	
2023	4465	2 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	EG275PH	30/12/2022	
2023	4466	1 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AJ023TX	30/12/2022	
2023	4467	1 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CR824GP	30/12/2022	
2023	4468	1 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CT775TQ	30/12/2022	
2023	4469	2 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EM570CD	30/12/2022	
2023	4470	2 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DK393AS	30/12/2022	
2023	4471	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	AN546PQ	30/12/2022	
2023	4472	2 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FW916KH	30/12/2022	
2023	4473	1 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BT601DW	30/12/2022	

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (particuliers) en application de la délibération du 15 octobre 2021
Pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023

							[redacted]
2023	4474	2 500,00	10/02/2023	SUB LOCATION VEHICULE	EJ-493-BW	30/12/2022	
2023	4475	3 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CN025TV	30/12/2022	
2023	4476	2 500,00	10/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	BV689NR	30/12/2022	
2023	5922	1 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CM738TQ	16/05/2022	
2023	5951	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AB318GP	16/12/2022	
2023	5952	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CJ056MQ	16/12/2022	
2023	5953	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AB-101-XS	16/12/2022	
2023	5954	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EN588YL	16/12/2022	
2023	5955	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FW815VJ	16/12/2022	
2023	5956	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AT889EL	16/12/2022	
2023	5957	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	GF325WM	16/12/2022	
2023	5958	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AF623QT	16/12/2022	
2023	5959	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CX511MP	16/12/2022	
2023	5960	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DG-603-QT	16/12/2022	
2023	5961	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FD671AY	16/12/2022	
2023	5962	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DB560VB	16/12/2022	
2023	5963	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	ER352HB	16/12/2022	
2023	5964	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DW109PC	16/12/2022	
2023	5965	1 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	AK730PM	16/12/2022	
2023	5966	2 500,00	27/02/2023	SUB LOCATION VEHICULE	CZ780DJ	16/12/2022	
2023	5967	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CL322XN	16/12/2022	
2023	5968	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BJ337ZH	16/12/2022	
2023	5969	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EC807EF	16/12/2022	
2023	5970	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EH393KE	16/12/2022	
2023	5971	1 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AD935ZY	16/12/2022	
2023	5972	1 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AZ459VL	16/12/2022	
2023	5973	1 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	207ACQ67	16/12/2022	
2023	5974	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DK937RX	16/12/2022	
2023	5975	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EG548BL	16/12/2022	
2023	5976	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FY491HK	16/12/2022	
2023	5977	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	679ASM67	16/12/2022	
2023	5978	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FM010FL	16/12/2022	
2023	5979	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EA026FR	16/12/2022	
2023	5980	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DF249MT	16/12/2022	
2023	5981	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	GB602TQ	16/12/2022	
2023	5982	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	318AWG67	16/12/2022	
2023	5983	3 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DM867JN	16/12/2022	
2023	5984	2 500,00	27/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CL259CS	16/12/2022	
2023	6073	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DX053PL	16/12/2022	
2023	6074	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EG395QA	16/12/2022	
2023	6075	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AM783PR	16/12/2022	
2023	6076	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DD515KY	16/12/2022	
2023	6077	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BH962ZE	16/12/2022	
2023	6078	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DM990ZP	16/12/2022	
2023	6079	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	BP096YN	16/12/2022	
2023	6080	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CN627FV	16/12/2022	
2023	6081	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CP034NG	16/12/2022	
2023	6082	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DJ626HD	16/12/2022	
2023	6083	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	6449YV67	16/12/2022	
2023	6084	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FS809CL	16/12/2022	
2023	6085	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DF415FS	16/12/2022	
2023	6086	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BA394MH	16/12/2022	
2023	6087	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	AS353LD	16/12/2022	
2023	6088	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DM191ZJ	16/12/2022	
2023	6089	2 500,00	28/02/2023	SUB LOCATION VEHICULE	AM-870-FM	16/12/2022	
2023	6090	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AD749RX	16/12/2022	
2023	6091	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	9086YX67	16/12/2022	
2023	6092	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BW348CB	16/12/2022	
2023	6093	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AE807GY	16/12/2022	
2023	6094	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BP087KV	16/12/2022	
2023	6095	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CG822TM	16/12/2022	
2023	6096	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DL494MA	16/12/2022	
2023	6097	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BV043XA	16/12/2022	
2023	6098	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BF467PE	16/12/2022	
2023	6099	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DL032RY	16/12/2022	
2023	6100	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CZ791WC	16/12/2022	
2023	6101	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DL553GL	16/12/2022	
2023	6102	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	DD251CT	16/12/2022	
2023	6103	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AC888YC	16/12/2022	
2023	6104	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DT768YT	16/12/2022	
2023	6105	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	FE-389-BL	16/12/2022	
2023	6106	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CE475XE	16/12/2022	
2023	6107	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AT836KC	16/12/2022	
2023	6108	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CQ799ME	16/12/2022	
2023	6109	3 500,00	28/02/2023	SUB LOCATION VEHICULE	CQ127JG	16/12/2022	
2023	6110	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	DB917CG	16/12/2022	
2023	6111	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	EZ254GQ	16/12/2022	
2023	6112	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BT282BW	16/12/2022	
2023	6113	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BH320XL	16/12/2022	
2023	6114	1 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AX189VP	16/12/2022	
2023	6115	2 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL NEUF	DJ100QV	16/12/2022	
2023	6116	1 500,00	28/02/2023	SUB LOCATION VEHICULE	1411YM67	16/12/2022	
2023	6117	3 500,00	28/02/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	123AZY67	16/12/2022	

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (particuliers) en application de la délibération du 15 octobre 2021
Pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023

2023	6369	3 500,00	02/03/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	AY454GG	16/09/2022	[redacted]
2023	6370	1 500,00	02/03/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FR491EB	16/09/2022	
2023	6371	3 500,00	02/03/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CX577SA	16/09/2022	
2023	6372	2 500,00	02/03/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	BT740YF	16/09/2022	
2023	6373	3 500,00	02/03/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	FS832BK	16/09/2022	
2023	6374	2 500,00	02/03/2023	SUB ACHAT VL OCCASION	CD076LX	16/09/2022	
2023	6394	2 500,00	02/03/2023	SUB ACHAT VL NEUF	BX821BL	16/12/2022	

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m à la conversion (professionnels) en application de la délibération du 17 décembre 2021
Pour la période du 01/01/2022 au 30/04/2023

Exercice	N° mandat	Montant TTC versé	Date émission mandat	Libellé aide versée	Référence du véhicule	Validation du dossier	Raison sociale du bénéficiaire
2022	38952	4 000,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL NEUF	1457YN67	31/05/2022	[redacted]
2022	38951	1 500,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL NEUF	FE515GX	31/05/2022	
2022	38949	4 000,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL NEUF	379DBZ67	16/05/2022	
2022	38948	1 500,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL NEUF	AJ720SA	16/05/2022	
2022	38955	1 500,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL OCCASION	DX979HC	29/07/2022	
2022	38954	1 500,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL OCCASION	BG968HT	15/07/2022	
2022	38953	1 500,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL OCCASION	FV573KN	31/05/2022	
2022	38950	1 500,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL OCCASION	BD371CQ	16/05/2022	
2022	38946	1 500,00	16/11/2022	SUB PRO ACHAT VL OCCASION	FE557JH	15/04/2022	
2022	38947	15 000,00	16/11/2022	SUB PRO LOC PL OA	AL039VS	16/05/2022	
2022	38945	15 000,00	16/11/2022	SUB PRO LOC PL OA	CN503RC	15/04/2022	

Liste des bénéficiaires de l'aide ZFE-m Compte mobilité en application de la délibération du 15/10/2021
Pour la période du 30/09/2022 au 30/04/2023

Nom du bénéficiaire	Prénom du bénéficiaire	Nom de l'aide	Montant de l'aide	N° de dossier	Validation du dossier
SADDIK	El Hossain	Compte Mobilité	1 800,00	00002756	02/01/2023
ENNOURI	samira	Compte Mobilité	1 500,00	00002901	17/11/2022
WALI	Hewad	Compte Mobilité	1 800,00	00002980	19/12/2022
Mansouri	Nouria	Compte Mobilité	1 500,00	00003077	19/12/2022
KLING	Amélie	Compte Mobilité	1 800,00	00003166	19/12/2022
Mathieu	Ophelie	Compte Mobilité	1 500,00	00003302	19/12/2022
CARON	Celestin Jean-Marie Regis	Compte Mobilité	1 500,00	00003444	16/03/2023
BOUROUAIEH	Brahim	Compte Mobilité	1 800,00	00003589	19/12/2022
Blandin	Augustin	Compte Mobilité	1 500,00	00003673	19/12/2022
NEMETH	Emmanuelle	Compte Mobilité	1 800,00	00004004	02/01/2023
CHEKAL	Kenza	Compte Mobilité	1 500,00	00004025	16/01/2023
BENBAHMED	Fayssal	Compte Mobilité	1 500,00	00004087	19/12/2022
MUNOZ	Isabel	Compte Mobilité	1 800,00	00004110	17/11/2022
MORITZ-LABAUME	Octave	Compte Mobilité	1 800,00	00004176	02/01/2023
SABLON	Blandine	Compte Mobilité	1 800,00	00004213	19/12/2022
CHERRAT EP BLONDE	Hind	Compte Mobilité	2 000,00	00004447	19/12/2022
Brulé	Mathieu	Compte Mobilité	1 500,00	00004812	19/12/2022
KOENIG	Hélène	Compte Mobilité	1 800,00	00004862	19/12/2022
BOTBOL	Shalom	Compte Mobilité	1 800,00	00004933	19/12/2022
SCHOCH	Kevin Joseph	Compte Mobilité	1 500,00	00004981	19/12/2022
CHAMBIT	El Mehdi	Compte Mobilité	1 500,00	00005106	02/02/2023
FUX	Michael	Compte Mobilité	1 500,00	00005173	16/01/2023
ELARARD	Alexandre	Compte Mobilité	1 500,00	00005257	16/02/2023
THOMAS	Jean Marc	Compte Mobilité	1 500,00	00005367	16/02/2023

25

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Lancement d'une enquête mobilité certifiée Cerema (EMC²).

Numéro E-2023-545

Les politiques de déplacements, d'urbanisme et d'environnement nécessitent des données fiables sur les pratiques de mobilité dans l'aire d'attraction de la métropole strasbourgeoise. La dernière Enquête Ménages Déplacements (EMD) date de 2009 et portait sur le périmètre du bassin de mobilité strasbourgeois ; une enquête allégée (EMA) avait été réalisée en 2019 pour actualiser la connaissance des parts modales et poser les bases nécessaires à la mise en place des politiques issues du Grenelle des mobilités.

Cette enquête allégée, forcément moins riche et précise, devait être le relais vers une nouvelle enquête complète réalisée dans les années suivantes et avec l'appui du Cerema.

Compte-tenu des nombreuses évolutions exogènes – avec la crise du Coronavirus qui a profondément marqué les modes de vie et de déplacements ou encore les enjeux énergétiques – et endogènes – avec le lancement de politiques structurantes telles que la ZFE-m, la première phase du REME ou encore les modifications importantes du réseau CTS – il est considéré que les données 2019 nécessitent d'être actualisées.

La réalisation d'une nouvelle enquête visant à recueillir les données de mobilité doit être envisagée.

PRÉSENTATION DU PROJET D'ENQUÊTE MOBILITÉ CERTIFIÉE CEREMA (EMC²)

L'enquête mobilité allégée de 2019 avait été menée pour constituer un « Temps 0 » à la mise en œuvre des actions issues de la démarche de Grenelle des Mobilités lancée début 2018. Elle devait servir de base d'étude aux politiques et projets structurants (COS/M35, TSPO, REME, ZFE-m, restructuration de la gare routière, extension bus et tramway, etc.).

Beaucoup de ces projets d'envergure ont été mis en place depuis 2019 : le COS et les voies réservées au covoiturage et aux transports en commun ont été ouverts en décembre 2021 ; le REME est progressivement lancé depuis décembre 2022 avec une première étape d'augmentation de fréquence ; la ZFE-m a connu ses premières interdictions effectives de catégorie Crit'air au 1er janvier 2023. De premiers changements de comportements

sont déjà perceptibles ou sont attendus à moyen terme appelant un besoin d'évaluation et d'intégration des résultats aux différents modèles de trafics multimodaux ; en effet, si ces résultats permettront une première évaluation des mesures déjà lancées, ils seront aussi utiles pour lancer les études d'autres projets qui pourraient se déployer ultérieurement. La réalisation d'une EMC² en 2024 s'inscrit donc dans ce double besoin d'évaluation et d'alimentation des études.

L'EMC² visera également à évaluer et étudier les effets de l'ensemble de la politique cyclable en cours sur le territoire (développement du réseau Vélostras et des aménagements cyclables, stationnement vélo, aides à l'achat et promotion des vélos, VAE et vélo-cargo etc.), ou encore d'étudier l'évolution de la place de la marche dans les modes de déplacements des habitants. L'EMC² permet de comprendre l'impact sur les mobilités d'évolutions lourdes –mais aujourd'hui de plus en plus rapides- des modes de vie (évolution des ménages, comportements résidentiels, territoires de vie, essor du télétravail, etc.).

C'est par l'exploitation de l'EMC² qu'il sera possible de calculer les parts modales et les kilomètres parcourus par mode, principaux indicateurs de l'atteinte ou non de nos objectifs en matière de mobilité ou d'émissions de gaz à effet de serre. Ces données, intégrées dans les modèles de trafic, nous permettent d'éditer des cartes fiables de pollution atmosphérique (via modélisation ATMO) ou de bruit.

Au vu de ces besoins et calendrier il est proposé la réalisation d'une Enquête Mobilité Certifiée Cerema (EMC², nouvelle appellation des enquêtes ménages-déplacements) au premier semestre 2024.

MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE L'ENQUÊTE MOBILITÉ CERTIFIÉE CEREMA

Protocole de l'EMC² 2024

L'EMC² proposée porte sur le bassin de mobilité Nord Alsace, périmètre comprenant les anciens périmètres des enquêtes précédentes (réalisées sur le Bas-Rhin) et l'ajout de 3 EPCI de Moselle. Cet élargissement du périmètre est lié à la définition des bassins de mobilité par la Région.
La méthodologie d'enquête doit permettre de recueillir les caractéristiques de mobilité et les déplacements d'un panel d'habitants représentatif (1 à 2% de la population), ainsi que leurs profils socio-éco-démographiques.
Elle visera en particulier à analyser les équipements des ménages, les parts modales et les kilomètres parcourus par modes permettant de suivre les consommations énergétiques induites ainsi que la nature et les caractéristiques des flux de mobilités opérés quotidiennement.

D'un point de vue méthodologique, l'enquête s'appuiera sur les recommandations du CEREMA – associé à la démarche – afin d'obtenir leur labellisation des résultats de cette enquête (labellisation nécessaire pour l'obtention de la participation financière de l'Etat

et être intégrée dans les analyses mobilité additionnant ou comparant les agglomérations françaises).

Une EMC² 2024-2025 alsacienne

Les agglomérations de Colmar et de Mulhouse ont également fait part de leur intérêt pour la réalisation d'une EMC² sur leurs bassins de mobilités respectifs, ainsi que les agglomérations de Haguenau et de Saint-Louis. Les échanges et tours de table ont montré les bénéfices communs à construire une enquête à l'échelle alsacienne afin d'obtenir *in fine* un véritable portrait de la mobilité au niveau alsacien et de ses principales agglomérations et d'en mutualiser les coûts.

La mobilisation de l'expertise des deux agences d'urbanisme alsaciennes, l'ADEUS accompagnée par l'AFUT (Agence d'Urbanisme de Mulhouse), a été convenue pour conduire le travail partenarial organisé en deux phases, 2024 pour le territoire Nord alsacien et 2025 pour le territoire Sud alsacien. Outre son intérêt pour l'ensemble des collectivités partenaires du projet, cette étude portée par les agences d'urbanisme permettra d'alimenter l'observatoire des mobilités à disposition de l'ensemble des collectivités et des acteurs des mobilités alsaciens.

Organisation technique de l'EMC² Nord Alsace 2024

Ces travaux pour le bassin de mobilité Nord Alsace peuvent s'inscrire dès cette année dans le programme de travail partenarial pluriannuel de l'ADEUS avec l'engagement de l'Etat, la Région, la CeA et l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec le Pôle Métropolitain.

Le projet se déroule sur deux ans :

- en 2023, conception de l'enquête : définition fine des besoins d'enquête et organisation technique et administrative de la démarche. L'enquête se déroulera pendant le printemps 2024 afin de pouvoir être comparable aux enquêtes précédentes (notamment pour prendre en compte correctement les modes actifs) ;
- en 2024, réalisation de l'enquête : préparation de l'enquête (échantillonnage, formation des enquêteurs, etc.), administration et suivi de l'enquête, saisie des données recueillies, apurement et redressement des données, mise à disposition des principaux résultats au 3ème trimestre 2024.

L'ADEUS en assurera le pilotage pour le bassin de mobilité Nord Alsace et produira une analyse des principaux résultats de l'enquête à différentes échelles.

Le suivi des travaux sera assuré par le comité de pilotage monté avec l'ensemble des parties prenantes.

FINANCEMENT DU PROJET EMC² NORD ALSACE 2024

Le projet d'EMC² dans son ensemble (Nord et Sud Alsace) est estimé à 2.4M€, l'Eurométropole de Strasbourg ne participant financièrement que pour la partie Nord.

A l'échelle du bassin de mobilité Nord Alsace cela représente un budget prévisionnel d'environ 1 450 000 € TTC.

Construction financière de l'EMC²

L'essentiel des coûts de cette enquête est lié à la récolte de données du fait de sa richesse en termes d'informations recueillies et de volume d'enquêtes puisqu'environ 1% de la population est enquêtée. Les coûts estimés de l'ensemble de la prestation du bureau d'études qui réalisera l'enquête est de 1 150 000 € TTC.

Les modalités d'enquêtes proposées sont les moins onéreuses dans ce qui est autorisé par le Cerema : enquête mixte par téléphone et en face à face dans les unités urbaines de plus de 100 000 habitants et uniquement par téléphone sur les autres territoires. À titre indicatif, les enquêtes téléphoniques coûtent 50 € HT l'unité contre 200 € HT pour celles en face à face.

Dans ce montage proposé, l'ADEUS qui contractera avec le bureau d'études assumera la charge TTC de cette prestation, sans que celle-ci ne puisse donner lieu à récupération par les collectivités contributrices, dans la mesure où leur financement dans le cadre du Programme de Travail Partenarial s'effectuera au moyen de subventions dont celle de l'Eurométropole.

Le calendrier resserré et le tour de table partenarial élargi de cette enquête justifie ce montage administratif qui permettra la production dans les délais des résultats attendus.

Partage financier

La répartition proposée pour le financement de l'enquête Nord Alsace par les principaux partenaires est la suivante :

- L'Eurométropole subventionnera l'enquête à hauteur de 25 % représentant 362 500 €.
- l'Etat : 10% des coûts, soit 145 000 € (la prestation d'appui technique du Cerema constituant un apport complémentaire en nature de l'Etat pour la réalisation de l'enquête) ;
- la Région Grand Est : 21 %, soit 301 240 € ;
- la CeA : 5 %, soit 72 500 € ;
- le Pôle Métropolitain : 14 %, soit 203 000 € ;
- ainsi qu'un subventionnement à hauteur de 25 % par le Fond Vert correspondant à 362 500 €.

Il vous est demandé de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la réalisation d'une Enquête Mobilité Certifiée Cerema au printemps 2024,*
- *l'allocation d'une subvention à l'ADEUS de 362 500 € au regard du plan de financement, de l'engagement des partenaires et du montant prévisionnel des travaux. Cette subvention est conditionnée à l'équilibre du plan de financement. Si les engagements attendus pour le financement de ce projet n'étaient pas confirmés ou suffisants pour son équilibre, l'EMS se réserve le droit de revenir sur sa participation au projet ;*

décide

d'imputer la dépense globale sur le compte 657-4 ;

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer l'avenant N°1 à la convention financière 2023 entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Adeus, joint en annexe;

charge

la Présidente ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158177-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Strasbourg.eu
eurométropole

ADEUS
Agence
d'urbanisme
de Strasbourg
Rhin supérieur

AVENANT N°1 À LA CONVENTION FINANCIÈRE 2023

ADEUS / Eurométropole de Strasbourg

En application de l'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg, en référence aux statuts de l'Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur (ADEUS) et à la note technique du 30 avril 2015 du Ministère du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité régissant les modalités de fonctionnement des agences avec leurs membres, il est convenu ce qui suit :

l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS, ayant son siège 1 Parc de l'Étoile – 67000 STRASBOURG, ci-après désignée par les termes *"l'Eurométropole"* d'une part,

et,

l'Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur (ADEUS), représentée par sa Présidente, Madame Françoise SCHAETZEL, ayant son siège à l'Hôtel de Ville, 9 rue Brûlée | CS 80047 67002 STRASBOURG Cedex, et ci-après dénommée "*l'ADEUS*", d'autre part,

Que les parties ont préalablement exposé :

Que l'ADEUS et l'Eurométropole de Strasbourg ont conclu une charte partenariale qui a pour objet d'organiser la réalité du partenariat mis en place par l'adhésion de l'Eurométropole à l'ADEUS.

À cette charte partenariale est adossée une convention financière annuelle qui définit, d'une part les travaux élaborés de façon mutualisée et collective, au service des membres de l'Agence que l'ADEUS s'engage à réaliser dans le cadre du programme de travail partenarial et, d'autre part, la subvention de l'Eurométropole à la réalisation des travaux inscrits au programme de travail.

L'Eurométropole a un intérêt partagé avec l'ADEUS et l'ensemble de ses membres afin de faire émerger des points clés en matière de fonctionnement et de développement territorial, et d'éclairer les politiques publiques afférentes.

Par le biais de l'avenant n°1, l'ADEUS accompagne l'Eurométropole dans le cadre du programme de travail partenarial, sur des nouveaux travaux visant à renforcer la connaissance des pratiques de mobilité sur les deux bassins de mobilité alsaciens. Ces travaux seront nourris pas l'observatoire des mobilités de l'ADEUS et par une enquête mobilité certifiée Cerema (EMC²) qui se déroulera de 2023 à 2025 sur le territoire du bassin de mobilité Nord Alsace et Sud Alsace pilotée par l'ADEUS en partenariat avec l'Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale Sud-Alsace (AFUT), le Cerema et l'Agence Départementale d'Aménagement et d'Urbanisme du Haut-Rhin (ADAUHR).

L'inscription de ces travaux formalisés par l'Assemblée générale au programme de travail partenarial de l'Agence intéresse les membres de l'Agence et notamment, l'État, la Région Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace, le Pôle métropolitain ainsi que certains partenaires associés de l'Agence. Ces travaux feront l'objet d'un abondement par le biais de subventions au programme de travail partenarial.

ARTICLE 1 : FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'Eurométropole de Strasbourg, en tant que membre, apporte une subvention complémentaire de **362 500 €.** Le versement de cette subvention se fera, sur présentation d'une demande de versement, de la manière suivante :

- 100 000 € au 1er septembre 2023,
- 262 500 € au 31 janvier 2024.

Des travaux complémentaires convenus en cours d'année ou une modification substantielle des conditions économiques de nature à impacter le fonctionnement de l'ADEUS pourraient faire l'objet d'un nouvel avenant, le cas échéant.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ADEUS

L'ADEUS s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du programme de travail partenarial approuvé par son Assemblée générale,
- Faciliter le contrôle, par l'Eurométropole, de la réalisation du programme de travail partenarial, notamment par un accès aux documents administratifs et comptables remis aux instances de l'Agence.

ARTICLE 3 : NON-RESPECT DES CLAUSES CONVENTIONNELLES

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans le présent avenant, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 4 : DURÉE DE L'AVENANT

Le présent avenant est établi pour les années 2023 à 2025.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'ADEUS
La Présidente Pia IMBS	La Présidente Françoise SCHAETZEL

26

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Signature d'une convention d'appui territoriale à la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté à l'échelle métropolitaine pour l'année 2023.

Numéro E-2023-681

L'Eurométropole de Strasbourg et la Commissaire régionale à la lutte contre la pauvreté, l'interlocutrice des services de l'Etat chargée de décliner la stratégie nationale sur le Grand Est, ont défini les termes d'une nouvelle convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi pour l'année 2023. Cette convention engage l'Etat à hauteur de 500 000 € de recettes sur l'année, l'Eurométropole de Strasbourg mobilise des crédits équivalents, avec la possibilité de valoriser des engagements existants.

La programmation a été élaborée suite à plusieurs échanges entre l'Etat, les services de la direction des Solidarités Santé Jeunesse et de la Direction du Développement Économique et de l'Attractivité, autour d'enjeux communs et relevant de trois axes prioritaires du futur pacte des solidarités, qui sera la base des contractualisations à venir entre l'Etat et la collectivité :

- la lutte contre la grande exclusion,
- l'amplification de la politique d'accès au travail pour tous,
- la lutte contre les inégalités dès le plus jeune âge.

La définition de la déclinaison territoriale du pacte des solidarités 2024 - 2027 pour la région Grand Est fera l'objet d'une réflexion partagée avec l'Etat sur la base d'un diagnostic régional confié à un bureau d'études et qui aura lieu au cours du second semestre 2023. L'Eurométropole de Strasbourg participe à cette démarche et pourra mettre à disposition les travaux qu'elle pilote, notamment l'état des lieux de l'aide et de la coordination alimentaire, le diagnostic territorial jeunesse et prévention spécialisée, et l'analyse des besoins sociaux du CCAS de Strasbourg, etc.

L'année 2023 est une année de transition au cours de laquelle l'Etat a proposé de construire une programmation basée à la fois sur la poursuite ciblée sur trois actions qui avaient été définies dans les conventions précédentes, ainsi que sur la prise en compte de dynamiques nouvelles ou en cours sur l'année.

L'objectif de cette convention est de clore le cycle engagé dans les précédentes conventions d'appui à la stratégie nationale d'appui à la lutte contre la pauvreté. Les nouvelles orientations, dans un futur pacte des solidarités pluriannuel 2024 – 2027 seront définies en fin d'année et feront l'objet d'une nouvelle contractualisation avec l'Etat.

Pour l'année 2023 la programmation porte sur les actions suivantes, qui s'appuient sur les compétences de l'Eurométropole de Strasbourg dans les domaines de l'insertion professionnelle, sur le logement et l'habitat, l'hébergement d'urgence, l'accompagnement des jeunes en difficulté :

- La lutte contre la grande exclusion :

Action 1 : Soutien à une structure d'hébergement pour jeunes sans abris avec chiens, porté par l'association l'Etage : 233 200 €.
Ce soutien prend en compte des dépenses liées au déménagement de la structure en fin d'année 2023, sur un autre site métropolitain. Les frais de déménagement et de mise aux normes du nouveau site sont estimés à 50 000 € de dépenses directes prises en charge par l'Eurométropole. Il est prévu une contribution de l'Etat à hauteur de 25 000 € dans le cadre de cette présente convention.
Action 2 : Coordination de l'aide alimentaire sur le territoire porté par le CCAS de Strasbourg : 69 300 €.
Action 3 : renforcement de l'équipe médico-sociale de rue du CCAS de Strasbourg : 120 000 €.

- L'amplification de la politique d'accès au travail pour tous :

Action 4 : Soutien à Convergence France pour le développement du Dispositif Premières Heures : 20 000 €.

- La lutte contre les inégalités dès le plus jeune âge :

Action 5 : Préfiguration de la mise en place d'une action de médiation santé à partir d'un BUS itinérant : 20 000 €.
Afin de préparer de manière opérationnelle l'arrivée du bus, en janvier 2024, un infirmier IDE, sera chargé de construire les partenariats de terrain, dans le cadre d'une mission de 4 mois au sein de la collectivité.
Action 6 : Soutien à l'association Asalée pour le développement d'une démarche d'« aller vers » spécifique aux gens du voyage, favorisant l'accès aux soins : 37 500 €.

L'Eurométropole de Strasbourg mobilise en miroir des fonds spécifiques ou valorise des avantages en nature mis à disposition des acteurs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

– *d'imputer la recette d'un montant de 500 000 € versée par l'Etat au compte AS00A – 74718 – 420 ;*

– *d'allouer les subventions suivantes :*

Club de jeunes l'étage	*208 200 €*
Convergence France – Dispositif DPH	*20 000 €*
Asalée – accès aux soins	*37 500 €*

– *d'imputer les subventions d'un montant de 265 700 € au compte AS10A – 424 – 8000 - 65748 dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 483 754 € ;*

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e à signer la convention d'appui territoriale à la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la Pauvreté à l'échelle métropolitaine pour l'année 2023, les conventions financières relatives au versement des subventions ainsi que tout document y afférent.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159398-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe 1 Stratégie Pauvreté - Eurométropole de Strasbourg 2023

Actions - thématique	structure beneficiaire de la subvention	description	Référent / qui contacter pour aller plus loin ?	Participation au titre de la stratégie	Montant total prévisionnel 2023
La prévention et la lutte contre la grande exclusion	L'Etage	**Structure Joséphine : hébergement de personnes sans-abris avec animaux,** ouvert en avril 2020 à la sortie de la crise sanitaire d'une volonté commune entre les services de la Ville et de l'Etat. Confiée à l'association l'Etage, sur le terrain sis rue de la Villette à Strasbourg, ce projet expérimental permet l'accueil, l'accompagnement de personnes en rupture avec animaux de compagnie. L'hébergement se fait dans des caravanes, avec des lieux collectifs en algeco pour les sanitaires, laverie, espaces cuisine et bureaux. Capacité de la structure 30 places, dans une vingtaine de caravanes, avec des services communs. Coût fonctionnement 2023 : 208 200 € La structure va deménager dans le courant de l'année (nouveau site en cours de validation). Cela va impliquer des frais importants : déplacement et remplacement de certains équipements, travaux de mise aux normes du nouveau terrain d'accueil. Les coûts sont estimes à 50 000 € environ (rachats, déplacements, branchements et contrôles), pris en charge pour moité par l'EMS, moitié Etat - Stratégie pauvreté.	Marc WEISSLOCKER, CCAS Strasbourg	Etat	233 200 €
				EMS	*233 200 € MàD terrain, fluides + coût déménagement*
La prévention et la lutte contre la grande exclusion	CCAS de Strasbourg	**Coordination de l'aide alimentaire** : Portage d'un poste de chargé de projets afin d'accompagner la réflexion des acteurs autour des coopérations et innovation à construire autour de l'aide alimentaire. Etat des lieux 2021, renforcement de la coordination des acteurs, partenariats innovants autour du PAT (projet alimentaire territorial), soutien aux acteurs dans le cadre de leurs projets. Réalisation d'une enquête flash en 2023 (financé sur la convention 2020-2022), auprès des publics fréquentant les distributions alimentaires sur l'espace public. Bilan partagé en mai 2023. Projet d'enquête à partir de septembre 23 sur l'ensemble des lieux de distribution.	Marc WEISSLOCKER, CCAS Strasbourg	Etat	69 300 €
				EMS	*69 300€ Dépenses alimentaires HU EMR (CCAS)*
La prévention et la lutte contre la grande exclusion	CCAS de Strasbourg	**Renforcement de l'équipe médico-sociale de rue** du CCAS de Strasbourg par 2 ETP dédiés. L'équipe désormais composée de 5 personnes aux profils complémentaires (1 infirmière, 2 travailleurs sociaux et 2 médiateurs sociaux) met en oeuvre les objectifs suivants : - améliorer la coordination entre les équipes de la collectivité qui vont à la rencontre des personnes isolées et des familles à la rue, installées en habitat précaire ou sur l'espace public, - contribuer à l'observatoire du sans-abrisme, en lein avec le SIAO et les aprtenaires de la veille sociale, - renforcer les capacités d'aller vers -doublement des sorties en journées- et d'accompagnement des personnes et des familles en développent des pratiques professionnelles adaptées aux besoins spéficiques des grands précaires notamment et dans le cadre d'un partenariat élargi.	Marc WEISSLOCKER, CCAS Strasbourg	Etat	120 000 €
				EMS	*120 000 € (Valorisation autres postes EMR)*
L'amplification de la politique d'accès au travail pour tous	Convergence France	**Soutien à Convergence pour la pousuite et le développement du Dispositif Premières Heures.** Le Dispositif Premières Heures (DPH) propose aux personnes en grande précarité (notamment personnes à la rue ou avec des problématiques santé) une remise en activité progressive et un support d'accompagnement facilitant pour les professionnels de l'accompagnement. Le programme a démarré en 2021 au sein des chantiers d'insertion Emmaüs Mundo et les Jardins de la Montagne Verte En 2023, le programme se poursuit au sein de 3 chantiers d'insertion. Entre 40 et 60 parcours d'insertion prévus en 2023. Déploiement soutenu au niveau national et localement par l'Etat, la CeA et l'EMS, de manière coordonnée dans le cadre de la Stratégie pauvreté.	M. HUYGHE / J HURSTEL DDEA	Etat	20 000 €
				EMS (DDEA)	*20 000 € (Subvention suppl 2023, en + des 30 000 € prévus)*
La prévention de la pauvreté et des inégalités dès le plus jeune âge	EMS	Action de **médiation santé**. **Aller vers / Consultation in situ à partir d'un BUS itinérant :** Soutien à la mise en place des modalités de travail avec le bus dans le cadre de la préfiguration porté par un infirmier IPA sur 4 mois en 2023 (Conventionnement acteurs terrains, préparation actions, liens avec les partenaires associatifs, acteurs QPV ...). Equipement complémentaires du bus. Autres communes concernées : Bischheim Schiltigheim, Illkirch, Ostwald.	Thibault MUTEL, Santé autonomie	Etat	20 000 €
				EMS	*20 000 € Valorisation des actions CLS financées EMS*
La prévention de la pauvreté et des inégalités dès le plus jeune âge	Asalée	**Développer une démarche d'aller vers spécifique aux gens du voyage** dans le cadre du Schéma départemental des Gens du voyage et du contrat Local de santé - EMS : Issu de l'expérimentation et des constats du dispositif SPPOC, porté par le réseau infirmier Asalée, mis en place dans le contexte de crise sanitaire, l'action permet de structurer un accompagnement renforcé de ce public par des professionnels de santé, visant la co-construction des parcours de soins avec les personnes et d'en accompagner la mise en place. Budget de 50 000 € sur l'EMS.	T. MUTEL, Santé autonomie	Etat	37 500 €
				EMS	*37 500 € Valorisation des actions CLS financées EMS*
				Total CALPAE	500 000 €
				Total EMS	500 000 €

ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Dénomination de l’organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé pour année N	Montant alloué pour l’année N-1
Association l’Etage	Structure Joséphine : hébergement de personnes sans-abris avec animaux, sur le terrain sis rue de la Villette à Strasbourg. ce projet expérimental ouvert en avril 2020, permet l'accueil, l'accompagnement de personnes en rupture avec animaux de compagnie. L'hébergement se fait dans des caravanes, avec des lieux collectifs en algeco pour les sanitaires, laverie, espaces cuisine et bureaux. Prise en compte des mesures Ségur dans les charges de personnel en 2023.	208 200 €	208 200 €	180 000 €
Convergence France	Poursuite et développement du Dispositif Premières Heures qui propose aux personnes en grande précarité (notamment personnes à la rue ou avec des problématiques santé) une remise en activité progressive et un support d’accompagnement facilitant pour les professionnels de l’accompagnement. Plan de financement élaboré dans le cadre de la stratégie pauvreté en complément d’une subvention de 50 000 € versés par la DDEA et une subvention CeA.	20 000 €	20 000 €	0
Association Asalée	Développer une démarche d'aller vers spécifique aux gens du voyage dans le cadre du Schéma départemental des Gens du voyage et du contrat Local de santé - EMS : l'action permet de structurer un accompagnement renforcé de ce public par des professionnels de santé, visant la co-construction des parcours de soins avec les personnes et d'en accompagner la mise en place.	37 500 €	37 500 €	0

27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Territoire de mise en œuvre accélérée du logement d'abord. Signature de l'avenant 4 (2023) à la convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Etat.

Numéro E-2023-579

L'Eurométropole de Strasbourg, engagée réglementairement dans le domaine de l'habitat et du logement social, a élargi son intervention en se dotant d'une compétence volontariste relative à l'hébergement d'urgence dès 1997, concomitamment à la délégation des aides à la pierre en 2006. Si la compétence relative à la mise à l'abri des plus vulnérables relève en priorité de l'Etat, cette compétence se manifeste de manière complémentaire à travers le financement des acteurs de l'hébergement sur le territoire dont le CCAS de la ville de Strasbourg (2 366 000 €) qui gère deux structures d'hébergement et des logements d'insertion, et le cofinancement d'opérateurs œuvrant dans le champ de l'hébergement à hauteur de 1 900 000 € pour des dispositifs d'hébergement et d'accompagnement de publics ciblés (personnes vieillissantes à la rue ou familles dont l'accès aux droits est complexe en raison de leur statut). Cette dynamique de travail visant à favoriser l'accès aux droits pour les plus précaires et principalement au logement a été complétée par le transfert de la responsabilité du Fonds de Solidarité Logement (FSL) du Département à la Métropole au 1er janvier 2017 dans le cadre de la loi portant sur le Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015.

Cet engagement autour des vulnérabilités constitue un véritable levier au regard des enjeux relevés en matière de précarité et notamment de public à la rue sur notre territoire.

Le territoire s'inscrit dans une démarche nationale pilote pour faire évoluer les modèles de prise en charge autour de l'accès au logement pour les sans-abri.

Depuis 2018, l'Eurométropole de Strasbourg est engagée dans la mise en œuvre accélérée du Logement d'abord au titre du plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme. Il s'agit d'opérer sur les 24 territoires retenus par l'Etat une réforme structurelle de l'accès au logement pour les sans-abris par une orientation rapide vers le logement durable, évitant ou réduisant le parcours au sein de dispositifs d'hébergement. Ce projet fait sens avec la réalité sociale de notre territoire et l'ambition politique en matière de territoire inclusif.

Ainsi le 28 septembre 2018, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg délibérait favorablement à la signature d'une première convention de partenariat avec l'Etat pour un montant de 870 000 € attribué par la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès pour le Logement (DIHAL) afin d'engager une dynamique de développement et de transformation du cadre de prise en charge des personnes sans domicile. Depuis, trois avenants à la convention ont été délibérés pour une attribution totale, sur les quatre années de mise en œuvre, de 2 638 000 € auquel l'Eurométropole a contribué à hauteur de 312 300 € amenant le projet à un coût global de 2 950 000 €.

Ces financements importants ont permis notamment le développement d'actions telles que :

- **la plateforme de captation des logements - FAC'il** qui vise à augmenter et centraliser l'offre de logements accompagnés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. En 2022, la plateforme a comptabilisé 105 logements captés sur l'Eurométropole de Strasbourg ;
- **l'ouverture de l'établissement Jaurès** en mai 2023 à destination des 18 – 24 ans sans logement stable, sans ressource et avec un besoin d'accompagnement intensif pour un volume de 30 places d'ici 2024. Ce projet s'inscrit dans une démarche d'habitat intercalaire et prend place pour 15 places sur l'ancien Foyer du Jeune Homme acquis par la Ville de Strasbourg.
- **la création d'un observatoire du sans-abrisme (OSA)** dont la mission est de développer une observation sociale et le diagnostic en temps réel. Ce projet est porté conjointement par l'ADEUS et le SIAO et constituera un lieu permanent d'observation du sans-abrisme et de dialogue avec les acteurs du territoire ;
- **l'expérimentation de services d'accompagnement de la « rue au logement »** à travers une cohorte de 71 personnes (rue, hébergement d'urgence, hôtel etc). Ce dispositif expérimental vient renforcer l'offre du territoire en terme de logement accompagné et propose une mise en œuvre concrète de la logique « Logement d'abord » intégrant une observation et évaluation fine des effets pour les personnes mais aussi de l'évolution des pratiques professionnelles. Cette expérimentation a débuté en mai 2021, 59 personnes sont actuellement accompagnées par ce dispositif mis en œuvre par 5 opérateurs : Arsea-Gala, le Bal Saint Charles de la fondation Vincent de Paul, Entraide le Relais, L'Ilot et Habitat et Humanisme Gestion Alsace.

Le rapport d'exécution de la convention 2018-2022 est annexé à la présente délibération.

Afin de poursuivre cet engagement, l'Eurométropole bénéficie pour l'exercice 2023 d'une nouvelle délégation de **483 000 €** de crédits pilotée par la Délégation Interministérielle à l'hébergement et à l'accès pour le logement (DIHAL). La convention identifiant les projets est jointe à la présente délibération.

Ces financements visent à financer :

Action	Acteur mobilisé et destinataire du financement	Montant
Coordination et animation de la démarche	Eurométropole de Strasbourg	35 000 €

Action	Acteur mobilisé et destinataire du financement	Montant
Renforcement du volet accompagnement du SIAO	SIAO 67	50 000 €
Plateforme FAC'il	Habitat et Humanisme Gestion Alsace	78 000 €
Expérimentation « services d'accompagnement de la rue au logement »	CCAS	320 000 €
	Total :	483 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'avenant n°4 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2023 de renouvellement de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'État « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan Logement d'abord » ,

décide

d'imputer les recettes d'un montant de 35 000 € sur la ligne 420 – 74718 – AS00A,

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention qui lie l'Eurométropole à l'Etat.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159418-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu

le 5 juillet 2023

AVENANT N°4
à la
CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2018-19
CONCLUE AVEC L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
retenue dans le cadre de l'AMI « Territoire de mise en œuvre accélérée du plan logement d'abord »

Entre

L'État, représenté par la Préfète de la région Grand Est, Préfète du Bas-Rhin

désigné sous le terme « l'administration »

Et

L'Eurométropole de Strasbourg représentée par la Présidente de l'Eurométropole, et désignée ci-après par les termes l'Eurométropole, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

L'article 2.1.1 « Actions d'appui à la mise en œuvre de la stratégie territoriale (crédits « support » de l'AMI) » de la convention est complété comme suit :

« Les actions retenues dans le cadre de la feuille de route pluriannuelle établie conjointement par l'Etat et le territoire, sont les suivantes pour la cinquième année 2023 (descriptif synthétique joint ci-dessous) :

Action	*Description de l'action*	*Acteur mobilisé et destinataire du financement*	*montant*
Coordination et animation du dispositif « Logement d'abord »	*Chargé de l'appui au pilotage, de la mise en œuvre et de la coordination de la démarche en lien avec tous les acteurs du territoire. (1ETP) et appui externe au déploiement du projet*	Eurométropole de Strasbourg	**35 000** *€*
Renforcement du volet accompagnement du SIAO dans le cadre de la démarche logement d'abord	*Création d'un poste de référent en charge de la mise en place de la démarche logement d'abord au sein du SIAO :*	SIAO 67 (versement par l'Etat)	**50 000 €**
Plateforme FAC'il	*Prospection/captation de logements privés, conventionnement en social et très social de ces logements, intermédiation locative (Mandat de gestion ou sous-location). Accompagnement du propriétaire, lisibilité des dispositifs. Liens avec les structures agréées.*	Habitat et Humanisme Gestion Alsace (versement par l'Etat)	**78 000 €**

Dispositif Logement d'abord (Cohorte)	*Consolidation du dispositif « cohorte » sur l'année 2023 : accès direct au logement pour des personnes avec un long parcours de rue*	CCAS Ville de Strasbourg	**320 000 €**

Ces actions d'appui, de coordination, d'animation, d'ingénierie sociale correspondent à des dépenses « support ».

Des indicateurs de suivi seront définis de façon concertée pour chaque action.

La mobilisation accrue des dispositifs de droit commun (PLAI, pensions de famille, intermédiation locative…) prévue dans la stratégie locale de mise en œuvre accélérée du logement d'abord s'inscrit quant à elle dans les cadres et circuits de programmation et de validation existants.

Afin de mesurer au niveau national l'effet des stratégies territoriales « Logement d'abord », un cahier des charges de suivi et d'évaluation commun à l'ensemble des territoires sera produit conjointement par les collectivités, l'Etat et les services de la DIHAL, la DGCS et la DHUP, dans le cadre du « Club des territoires de mise en œuvre accélérée du Logement d'abord ». La collectivité s'engage à participer à l'élaboration de ces indicateurs et à les renseigner sur les modalités et le rythme définis dans le cahier des charges, en complément des indicateurs retenus au niveau local pour le suivi de la feuille de route pluriannuelle établie conjointement par l'Etat et le territoire. »

ARTICLE 2

L'article 2.2.1 « Versement des crédits Etat » de la convention est complété comme suit :

« Au titre de l'année 2023, le soutien de l'État s'élève à un montant prévisionnel maximal de 483 000 €, établi à la signature de la présente convention, tel que mentionné à l'article 1.

Il sera effectué en un versement selon la ventilation suivante :

- 35 000 € pour l'Eurométropole de Strasbourg
- 50 000 € pour le SIAO 67
- 78 000 € pour HH Gestion Alsace
- 320 000 € pour le CCAS de la ville Strasbourg

ARTICLE 3

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature.

ARTICLE 4

L'ensemble des autres dispositions de la convention initiale demeure inchangées.

La Présidente de l'Eurométropole, La Préfète

Rapport d'exécution des conventions Etat/collectivités dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Logement d'Abord 2018-2022

Depuis 2018, L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée au côté de l'Etat dans le cadre du déploiement de la stratégie Logement d'abord et de lutte conte le sans-abrisme

La feuille de route repose sur 5 enjeux essentiels :

- **Le renforcement de la veille et le développement de l'observation sociale**
- **La mobilisation du parc privé pour soutenir le développement de logement accompagné**
- **Une meilleure intégration et coordination des parcours d'accompagnement**
- **Soutenir l'accès et le maintien dans le logement**
- **Informer et former les acteurs pour changer les pratiques professionnelles**

À ce titre le territoire a bénéficié, depuis 2018, de **2 638 000€**, permettant le financement de **18 actions** :

- 10 actions pluriannuelles : poste de coordination du plan, poste de référent parcours, plateforme FAC'il, ...
- 8 actions poursuivies hors crédits AMI Logement d'abord : Halte de nuit Bayard, mesures AVL CCAPEX, plateforme d'accompagnement territoriale, AMO habitat intercalaire.

La mise en œuvre du plan est marquée sur le territoire de l'Eurométropole par deux périodes :

- 2018 à 2020 : phase d'ingénierie de projet visant à poser les fondements nécessaires pour contribuer à un changement de pratiques dans le sens du Logement d'abord
- Fin 2020 – aujourd'hui : mise en activité progressive des composants de la stratégie Logement d'abord de l'Eurométropole via l'expérimentation d'un nouveau mode de fonctionnement et d'orientation des ménages, visant à mettre plus en relation l'offre et la demande. Ce cadre d'action se voit complété par l'ajout d'une nouvelle offre d'accompagnement (équipes d'accompagnement LDA, création de mesures d'accompagnement à intensité variable…).

1. Bilan des actions 2018-2022

A. Les chantiers opérationnels inscrits dans la convention

Action 1 : coordination et animation du plan « Logement d'abord »

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Poste de coordinateur Logement d'abord	Réalisé	• **Déploiement de la stratégie Logement d'abord à l'échelle de la Ville et de l'Eurométropole** - Services Logement d'abord (modèle ICM) - Dispositif Logement d'abord jeune en lien avec la stratégie pauvreté - Plateforme territoriale d'accompagnement • **Coordination des instances et animation de réseaux** - Comité technique Logement d'abord - trimestriel - Comité de pilotage Logement d'abord - annuel - Équipe projet mensuelle Etat – Ville et Eurométropole de Strasbourg - Équipe projet interne • **Suivi et évaluation de la feuille de route partenariale** - Suivi de la consommation des crédits - Définition des critères de suivi et indicateurs des projets - Mesure de la fidélité au modèle Logement d'abord • **Contribution à la communication relative au Logement d'abord** - Campagne de communication plateforme FAC'il - Forum Logement d'abord - Après-midi des professionnels	Recrutement d'un poste de coordinateur en novembre 2018 chargé d'impulser la dynamique de travail et la mise en œuvre et le suivi des actions prévues dans la feuille de route. Initialement porté par Habitat et Humanisme 67, ce poste a pu être intégré à l'Eurométropole pour 3 ans à compter du 01/01/2021 **Rôle essentiel pour mobiliser les services de la collectivité, faire le lien avec les partenaires et structurer la dynamique.** Ce poste doit proposer et animer la stratégie tout en accompagnant et aidant au développement de projets concrets sur le territoire. A la demande de l'Etat et de l'EMS, une lettre de mission sera rédigée dès 2023.

Action 2 : mise en place et animation de la plateforme « FAC'IL ». Outil de captation des logements du parc privé et de centralisation de l'offre en logements privés conventionnés Anah.

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Mise en place de la Plateforme FAC'Il	Réalisé	**Résultats captation** <u>Au 09/11/2022 :</u> - 179 biens dont 105 sur l'Eurométropole de Strasbourg Répartition des biens : - 105 mandat de gestion - 28 Location sous location - 20 location sous location + mandat de gestion - 26 location sous location directe à une association **En 3 ans, 42% des logements ont été loués en location sous location. 58% en bail direct.**	**<u>Principaux atouts à la captation :</u>** • **Loc'avantages :** - le simulateur en ligne LOC'avantages permet de communiquer les informations aux propriétaires en toute transparence et de manière simplifiée - L'augmentation des primes est encourageante (P.I.L jusqu'à 3000€ + bonification des primes volontaristes de l'Eurométropole de Strasbourg en Loc 2 ou loc 3) • Sécurisation des loyers par l'association IML ou par l'AIVS via la Garantie Visale • **Tranquillité de gestion** pour le propriétaire qui devient très recherchée (augmentation des litiges, des impayés des désordres locatifs qui insécurisent de plus en plus de bailleurs). • **Un suivi régulier des contacts** est réalisé par FAC'il pour s'assurer que les logements à venir soient bien destinés à l'IML Un accompagnement des investisseurs est réalisé afin de s'assurer que les biens captés correspondent aux besoins de l'IML. • **Harmonisation des pratiques** : de plus en plus d'associations agréées qui jouent le jeu (reversement des logements vides à FAC'il et rapprochement des métiers pour encourager le conventionnement des logements pour les logements captés en direct par les associations qu'il faut poursuivre). • **Solution opérationnelle pour lutter contre les logements vacants** et accompagner les propriétaires qui hésitent à se relancer dans la location de leurs biens. • **Coordination efficace avec les autres acteurs pour garantir un logement digne et décent** (notamment avec l'opérateur PIG : travaux Anah réalisés avant l'arrivée des ménages). **<u>Principaux freins à la captation :</u>** • La réforme du Loc-avantages qui a ralenti la captation des logements (changements réglementaires très importants). Retour terrain : le nouveau dispositif est « avantageux » pour les propriétaires (plafonnement à 10 000 € rapidement atteint – y compris chez les bailleurs plus modestes ou ceux qui ont un prêt en cours). Les niveaux de loyers (fixés au national désormais) ne sont pas toujours en lien avec les réalités du marché (l'uniformisation des loyers par commune n'encourage plus les propriétaires en Z1(hypercentre) car les loyers sont les mêmes qu'en Z5) • Il reste très difficile de conventionner les petites surfaces par rapport au marché. La bonification de 5% en IML n'est pas suffisante pour encourager les bailleurs à recourir à l'IML avec ce que cela implique : certains propriétaires prennent les infos auprès de FAC'il et souscrivent eux-mêmes au Loc'avantages pour choisir leurs locataires.

Action 3 : appui à l'écriture de la charte de l'accompagnement social vers et dans le logement

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Écriture en 2020-2021 (avec l'appui du cabinet FORS) du nouveau Référentiel départemental des mesures d'accompagnement individuel et des dispositifs de logement accompagné 2021 - 2023	Action terminée Document validé en C.R.P du PDALHPD en janvier 2022 et adopté en conseil de l'Eurométropole le 04/02/2022	Diffusé aux partenaires du PDALHPD en 2022 : organisation de 2 après-midis des professionnels (en mai et juin 2022) ont permis une présentation et diffusion large auprès des travailleurs sociaux (opérateurs et de polyvalence).	La convergence des FSL de la CeA (département 67 et 68) au 1er janvier 2023 et la réécriture programmée du nouveau PDALHPD amènera les partenaires à s'interroger sur l'ASLL et les évolutions à apporter à l'échelle départementale.

Action 4 : renforcement du volet accompagnement du SIAO dans le cadre de la démarche Logement d'abord

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Recrutement d'un poste de référent en charge de l'accompagnement social dans le cadre de la démarche LDA	Réalisé	Formation des Travailleurs sociaux à l'utilisation de SI-SIAO Animation d'ateliers sur le LDA Repérage et orientations des situations éligibles aux dispositifs LDA Réduction des délais d'accès au logement Conception/développement plateforme de l'accompagnement social territorial	La référente Logement d'abord du SIAO assure le relais technique sur les différentes expérimentations LDA. En lien avec le coordinateur du plan « Logement d'abord », elle est chargée du déploiement opérationnel de la stratégie du logement d'abord et plus particulièrement dans la mise en œuvre de la plateforme d'accompagnement. Le poste de travailleur social – en place au SIAO depuis 2019 - est aujourd'hui consacré à 60% à la détection et l'orientation des personnes bénéficiaires. Les autres priorités données au poste sont la formation des travailleurs sociaux du territoire aux outils du SIAO, et à la participation à la conceptualisation de mesures d'accompagnement social.

Action 5 : accompagner le changement des cultures et pratiques professionnelles

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Septembre 2019 : Forum Logement d'abord	Réalisé	- Participation de 175 professionnels en travail social de la Ville et Eurométropole de Strasbourg ainsi que des associations partenaires. - Synthèse atelier hors les murs	Les contributions de la journée ont permis d'alimenter les réflexions sur les différents projets en cours mais aussi de mesurer les besoins des professionnels.
Février 2020 : Adhésion au Housing First Europe Hub	Réalisé		L'adhésion au hub permet à la collectivité de bénéficier de multiple apport théorique et méthodologique dans le développement de sa stratégie Logement d'abord.
Décembre 2022 : formation « fondamentaux en addictologie » et « réduction des risques »	Réalisé	- 15 professionnels (12 travailleurs sociaux et 2 cadres)	Formation bénéficiant aux services expérimentaux Logement d'abord visant à étayer les accompagnements sur les principes de la réduction des risques.
09 / 01 / 2023 : formation « aller-vers / accompagnement hors les murs »	Réalisé	- 15 professionnels (12 travailleurs sociaux et 2 cadres)	Formation bénéficiant aux services expérimentaux Logement d'abord visant à étayer les professionnels sur les outils de reporting de l'aller-vers. À l'issue de cette formation, le groupe d'analyse de pratiques Logement d'abord a amorcé un travail de réflexion sur la création d'une grille de remontée commune aux 4 opérateurs LDA.
Forum Logement d'abord #2	Reporté en 2023		Action reportée à plusieurs reprises au regard du contexte sanitaire.

Action 6 : Plan de communication sur le logement accompagné

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
2020 : Campagne d'affichage plateforme FAC'il.	Réalisé	- Article Presse janvier 2020 - 3 semaines d'affichage à compter du 14 mai (format junior) - 3 semaines d'affichage à compter du 21 mai (format senior)	Le plan de communication sur le logement accompagné a principalement bénéficié au déploiement de la plateforme Fac'il en ciblant les propriétaires privés. Les différentes campagnes d'affichage ont permis de relancer la captation lors de période creuse. Pour 2023, au regard du nouveau plan Logement d'abord, les objectifs de communication sont à retravailler pour accompagner le développement de l'offre en logement ~~foyer~~ accompagné.
2021 : Campagne d'affichage plateforme FAC'il	Réalisé	- 4 semaines d'affichage à compter du 13/12/21 ○ Affichage sur 1 réseau tram de 70 faces.	
2021 : Plan de communication	Réalisé	- 2 vidéo motion design 30s - 3 mois d'accompagnement relation presse - Distribution de 50 000 sacs à pain - Campagne radio	
2022 : campagne d'affichage plateforme FAC'il	Réalisé	4 semaine d'affichage à compter du **1er décembre 2022 sur le réseau municipal :** - 100 faces 118.5x175 - 50 faces 320x240 4 semaines d'affichage à compter du **15 décembre 2022** sur 1 ligne du réseau de Station tram. - 70 faces 120x175,5	

Action 7 : observatoire du sans-abrisme | améliorer la connaissance des publics sans –domicile et renforcer les dispositifs de la veille sociale

Projet porté par l'EMS, la mission d'observation sociale étant dévolue par l'Etat au SIAO 67. L'Etat ne contribue plus à ce dispositif à compter de 2023.			
Les livrables réalisés en 2018-2022	**Etat de la réalisation**	**Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés**	**Observations**
A/Établir les fondements de l'observation en stabilisant des définitions et identifier des indicateurs clés.	Réalisé	• Définition des publics observés (1er trim. 2021) • Adaptation des définitions existantes au contexte local • Catégorisation de l'ensemble des structures/situations aux définitions adaptées	
B/Construction d'un socle d'indicateurs pour les livrables (2-3è trim 2021)	Réalisé	• Définition des objectifs de chaque livrable • Analyse et sélection des variables du SI SIAO • Appui à la fiabilisation des données du SI SIAO • Construction des indicateurs sur la base de la sélection des variables	
C/Production des livrables (baromètre de suivi hebdomadaire, tableau de bord trimestriel et rapport annuel (3/4è trim 2021)	En cours	• Élaboration des maquettes • Création et tests des solutions techniques de représentation, de diffusion et de mise à jour.	
D/Point sur les modalités de diffusion et validation de la liste de diffusion	Réalisé	• Liste de diffusion validée en juillet 2022	
Action de sensibilisation des acteurs de la veille sociale à la qualité des données	En cours	Mission : Assurer un accompagnement des acteurs de la veille sociale pour améliorer les pratiques de collecte et de fiabilisation des données.	

Action 8 : favoriser le repérage des personnes à la rue et leur orientation

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Halte Bayard	Action poursuivie grâce des crédits hors AMI	**Objectif de l'action** : • Améliorer la connaissance, le repérage et l'orientation des publics isolés les plus éloignés des dispositifs d'hébergement • Permettre de réintégrer ces publics dans un parcours d'insertion vers le logement • Renforcement du dispositif de veille sociale **Résultats attendus et indicateurs :** • Réduction du nombre de personnes à la rue • Captation du public « invisible » ne faisant plus appel au 115 • Amélioration de l'accompagnement du public au sein du dispositif et dans l'orientation vers d'autres dispositif • Amélioration du lien entre le jour (accueils de jour) et la nuit (les maraudes) • Pérennisation de la Halte de nuit Bayard hors des périodes hivernales **Financement :** • Financement alloué par le territoire sur l'enveloppe 2018 : 224 000 euros • Report du financement sur le BOP177 de manière pérenne + financement de l'extension les week-ends pour couvrir 7/7 jours	Un projet d'extension d'une halte de nuit pour hommes isolés avec une capacité de 30 places est en cours. L'objectif étant d'avoir un lieu de repos la nuit, accessible sans orientation, et reposant non pas sur un fonctionnement en roulement de 7 jours mais sur une nuit.

Action 9 : favoriser l'accès au logement et son maintien (projet Ilot)

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Expérimentation d'un dispositif d'intermédiation locative innovant : l'Ilot	Action poursuivie grâce des crédits hors AMI	**<u>Typologie du public accueilli sur la période 2018/2021</u>** Nombre d'habitants : 8 Nombre d'invités : 2 L'îlot est un Habitat co-partagé, accueillant des personnes qui ont connu de longs parcours de rue. Projet réfléchi sur les principes du Logement d'Abord, le public est accueilli en tant que « locataire ». Les personnes accompagnées, outre les longs parcours de rue, ont la particularité d'avoir tenté les formes d'hébergements « classiques », mais n'y ont pas adhéré ou n'ont pas pu s'y inscrire dans le long terme (non-adaptation au cadre, présence d'animaux, difficulté à s'inscrire dans un collectif). Le public accueilli est mixte. L'âge peut être variable. La rencontre des générations est un point de rencontre positif dans la dynamique de la maison. Sorties : régis par les principes du logement d'abord, la vocation première est le maintien dans un habitat, sans condition de projet ou de temporalité définie. En 2021 et 2022, 2 personnes et 1 couple ont quitté l'îlot pour un logement en autonomie. Une troisième personne a décidé de partir pour un parcours de soin et à l'issue, elle a intégré un dispositif de réinsertion dans les Vosges.	**Remarque** : L'Association gère actuellement 7 logements semi collectifs au sein d'un bâtiment situé au port du Rhin. Une extension du nombre de logement par la captation d'un étage supplémentaire est en cours, portant la capacité d'accueil à 12 places. Ce projet devrait aboutir à la fin de l'année 2023. En parallèle, la structure a la possibilité de développer, sur projets de sortie, 3 places en IML. Enfin, l'Association l'Îlot s'est positionnée en 2020 pour participer à une expérimentation « Logement d'Abord » mise en œuvre par la Ville de Strasbourg sur le territoire visant au développement d'équipes de la rue au logement. Dans ce cadre, l'Ilot accompagne 20 personnes. Perspectives de développement et de structuration : - Pérennisation de l'expérimentation LDA - Rafraichissement de la maison Rue Lubeck - Développer une pluridisciplinarité dans l'équipe accompagnante.

Action 10 : favoriser l'accès au logement et son maintien (fonds expérimental FSL)

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Fond impayés locatifs dans le cadre de l'IML (58 000€)	Mis en place en 2019.	L'amélioration de la rapidité de traitement des dossiers FSL a rendu ce dispositif inutile, les réponses aux demandes de recours au fonds pour cautionnement arrivant désormais majoritairement à temps pour réaliser les entrées dans les lieux en apportant aux bailleurs la sécurisation financière attendue.	Il a été proposé de réorienter 10 000€ pour une expérimentation visant à accompagner l'installation en logement par une prise en charge forfaitaire du mobilier et/ou de l'électroménager pour les personnes accompagnées dans le cadre de l'expérimentation LDA « cohorte ».
Mois de carence de l'APL **(160 000€)** Dans le cadre de l'accès, depuis le 1er juillet 2019, le FSL peut intervenir pour la prise en charge financière du 1er loyer soit l'équivalent du premier mois APL/AL.	Entre 2019 et 2022, il y a eu 172 demandes qui ont fait l'objet d'un accord pour une prise en charge du 1er loyer	Entre 2019 et 2022, il y a eu 172 demandes qui ont fait l'objet d'un accord pour une prise en charge du 1er loyer répartit ainsi : **Bilan** Les associations à l'origine des demandes sont : GALA, l'Etage, Le Foyer Notre Dame, l'Entraide, la Fondation Vincent de Paul.	

Action 11 : Dispositif Logement d'abord

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Avril 2021 création de services d'accompagnement intensif Logement d'abord	Réalisé	**5 Opérateurs retenus :** - Entraide le relais : 26 places - L'Ilot : 20 places - Bal Saint-Charles : 10 places - Arsea-Gala : 15 places - Habitat et Humanisme Gestion Alsace : captation et gestion de 46 logements	Un bilan globalement positif : - **Pour les personnes accompagnées :** des principes de l'accompagnement qui permettent à des personnes avec de très longs parcours de rue d'adhérer à un accompagnement et d'accéder à un logement, ce qui n'aurait pas été possible avec d'autres dispositifs moins souples. - **Pour les professionnel.les :** une souplesse du cadre de travail et des principes de l'accompagnement qui redonnent du sens au travail social, a rebours du contexte de crise de ces métiers, et peuvent inspirer l'ensemble du secteur Deux types de blocages subsistent : - **Organisation interne du dispositif LDA : éclatement de l'équipe entre quatre structures** > possible isolement des professionnelles, mise en œuvre différenciées, non-séparation de l'accompagnement et de la gestion locative… - **Facteur exogène : difficulté d'accès au logement** qui met en péril la réussite des accompagnements, et décrédibilise le service à l'extérieur. Cela explique que les objectifs de personnes relogées ne soient pas atteints. ***→voir rapport final ANSA dans les annexes***

Accompagnement de la rue au logement pour 70 ménages	En cours	**Résultats au 20 janvier 2023 :**
		- 59 personnes accompagnées ayant en moyenne 3,4 années de rue (médiane à 2,9 années.
		- 35 personnes ont accédé à un logement
		  o 23 dans le parc privé
		  o 12 dans le parc social
		- Sur les 35 accès, nous comptabilisons :
		  o 1 bail glissant
		  o 26 sous-locations
		  o 8 locations en titre
		- 24 personnes sont actuellement en attente d'un logement	

Évaluation du dispositif	En cours	- Analyse quantitative et qualitative - Reconstitution des trajectoires avec les grilles biographiques AGEVEN pour prendre en compte les interactions entre les différentes dimensions - Croisement avec les variables socio-démographiques et la trajectoire antérieure	

Action 12 : prévention des expulsions

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Mesures AVL à mobiliser dans le cadre des sous-commission CCAPEX	Réalisé	-nombre de demandes de diagnostic adressées par les sous-commissions CCAPEX : 8 dossiers. -nombre de diagnostics réalisés : 6 dossiers. -nombre d'orientations dans le dispositif prioritaire d'accès au parc social : 6 dossiers. -nombre d'orientations vers le DALO : 0 -nombre d'expulsions exécutées : 0 -nombre de CFP exécutées : 0	**L'action est depuis 2019 pérennisée par des crédits du BOP 177.**

Action 13 : Bureau d'Accès au Logement Saint Charles

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats	Observations
Soutien développement sur le territoire BAL Saint Charles	réalisé	**Bilan 2021** • 131 candidatures réceptionnées dont 60 se sont finalisées par un accompagnement. Le service a accompagné 78 ménages au total (dont 18 orientés antérieurement à 2021). Les ménages de « personne seule » restent majoritaires pour près de 82% des situations. • 24 relogements effectifs	Le Bureau d'Accès au Logement Saint Charles de la Fondation Vincent de Paul accompagne des demandeurs dans leurs recherches de location privée à loyer modéré ainsi que dans leurs échanges avec les bailleurs privés. Il prend en charge majoritairement des personnes seules ayant des ressources issues du travail mais ne disposant pas nécessairement d'expériences locatives antérieures. ***1er semestre 2021 : BAL retenu sur l'AAP cohorte LDA pour l'accompagnement de 10 personnes***

Action 14 : Expérimentation Logement d'abord jeune

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
Ouverture du site Jaurès	En cours	- ouverture de 30 places sur le territoire (15 places en habitat regroupé et 15 places IML) - l'accompagnement de 30 ménages jeunes en 2023 - L'insertion sociale des jeunes par l'activité, la formation et l'emploi.	Au titre du développement de la stratégie urbanisme transitoire, l'Eurométropole de Strasbourg a acquis un immeuble (avenue Jean jaurès) pour y développer une opération d'habitat intercalaire. L'immeuble a une capacité de 15 à 18 places.La collectivité a arbitré, en novembre 2022, le déploiement du LDA jeune sur ce site. **L'ouverture de l'établissement est prévue au 1er avril 2023.** ***→projet social dans les annexes***

Action 15 : Développement de le stratégie Habitat intercalaire

Les livrables réalisés en 2018-2022	Etat de la réalisation	Indicateurs de suivi et résultats Chiffres clés	Observations
2 séminaires inter-acteurs urbanisme/solidarité	Réalisé, PPT à disposition	Plus de 80 personnes présentes au 1er séminaire du 7 avril et plus de 120 personnes à celui du 7 décembre	
Études de faisabilité sur 3 sites identifiés par la Ville et EMS	Dossiers d'études réalisés d'aménagement et d'occupation pour des usages mixtes à vocation sociale.	3 études 3 sites : un terrain nu ; 2 bâtiments	
Stratégie d'occupation temporaire	Réalisation de fiches méthodologique reprenant l'ensemble des étapes pas à pas pour la mise en place en collectif d'un projet d'urbanisme temporaire avant travaux et occupation	Fiches méthodologiques	A venir fin février = Rapport de fin d'accompagnement reprenant l'ensemble de la démarche

B. Autres actions réalisées sur la durée de la convention (pas nécessairement financées par les crédits AMI)

Actions	Description	Observation
Plateforme territoriale d'accompagnement - Expérimentation de délégation de mesures ASLL au SIAO	L'expérimentation de délégation de mesures ASLL rentre dans le cadre de la préfiguration de la plateforme territoriale d'accompagnement de l'Eurométropole de Strasbourg. L'idée étant qu'une continuité de l'accompagnement se fasse avant et dans le logement, là où jusqu'à présent il y a changement d'interlocuteur. L'accompagnement peut commencer dans la rue. **Objectifs opérationnels :** - Créer une mesure de « l'amont du logement à l'installation durable dans le logement » - Expérimenter un nouveau mode de conception des mesures d'accompagnements Expérimenter une nouvelle logique de prescription des mesures d'accompagnement Dans le cadre de cette expérimentation, le FSL délègue la prescription mesures, en file active (15 au début de l'expérimentation, ce nombre a été revu à la hausse : 25 mesures) au SIAO, sous 2 formes : - Bilan diagnostic (BD), d'une durée de 6 semaines et 3 mois. - Mesure d'accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) d'une durée de 6 mois (renouvelable).	**Chiffres clés :** Depuis le début de l'Expérimentation en 08/2021 : - Nombre d'orientations : 29 personnes orientées en tout ➔ 14 orientations en 2021 ➔ 13 orientations en 2022 ➔ 2 orientations en ce début 2023
Analyse des trajectoires résidentielles et de vie des personnes accompagnées par les services LDA	**Analyse anonymisée des trajectoires sur 2 ans à partir :** **1)** Des informations administratives obtenues sur la situation des personnes à l'entrée dans le dispositif **2)** Du relevé des « évènements » objectifs de vie des pers. par les accompagnants (1x/mois) **3)** Des informations administratives obtenues sur l'accompagnement (nombre, modalités, objets, etc.) **4)** D'un questionnaire en ligne sur le « ressenti » des pers. accompagnées, rempli avec leur accompagnant lors d'un entretien (1x à 6 mois + 1x à 18 mois). • **Démarche de science participative fondée sur :** **1)** L'explication de la démarche scientifique utilisée ; **2)** Le partage des hypothèses et de la méthode de travail avec les accompagnants, le SIAO, l'EMS, en vue de leur co-construction et amélioration ; **3)** Un retour régulier sur les résultats d'analyse pour commentaires et consolidation.	Cette étude, pilotée par le laboratoire SAGE de l'université de Strasbourg, est associé à l'expérimentation de services de la rue au logement LDA. Son démarrage a débuté en mai 2021 et s'entendra jusqu'en mai 2023 date de fin de l'expérimentation. **Cette action est financée par l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 23 400€. Cette étude est en cours de finalisation.**
FSL Aide mobilier	Une expérimentation démarrée au second semestre 2022 pour les publics du « dispositif Logement d'abord» concernant l'octroi d'une aide pour l'achat de mobilier et/ou d'électroménager.	Bilan Au 19/01/2023, il y a eu 15 demandes déposées concernant du

	Les aides sont les suivantes : - Le mobilier jusqu'à 500€ - L'électroménager jusqu'à 500€ - Le mobilier et l'électroménager jusqu'à 1000€	mobilier/électroménager depuis le début de la mise en œuvre en 2022. Ces demandes concernent uniquement des personnes isolées. L'enveloppe financière utilisée est de 10810, 58 € depuis le début de la mise en œuvre.
Espace Baker	En mai 2020, pendant la crise sanitaire, l'Etat créait un dispositif pour la mise à l'abri de grands précaires avec animaux. L'Ems a mis à disposition le terrain, les locaux et les caravanes. Les équipes de maraude repèrent les personnes à la rue avec animaux qui intègrent ce dispositif porté par un acteur associatif. Les problématiques liées à la santé ont amené le développement d'une offre d'accompagnement spécifique en la matière, reposant sur une infirmière et des partenariats avec des acteurs spécialisés (Ithaque). La question des chiens est également abordée, avec un partenariat dédié avec la SPA située à proximité. Un financement au titre de la Stratégie Pauvreté permet le soutien à cette action, l'Eurométropole soutenant directement le projet par la prise en charges de dépenses de fonctionnement (renouvellement des caravanes, fluides, interventions techniques sur le site, etc).	**Chiffres clés :** Sur la période près de 39 personnes dont 29 isolés et 5 couples et 47 chiens ont été hébergées avec une durée de séjour se situant entre 12-19 mois en moyenne. Près de 18 sorties sont à noter. Ce dispositif constitue un véritable levier de repérage et de « sas » avant une orientation vers la cohorte LDA. Il a également profité des opportunités liées au Dispositif Premières Heures – Convergence développé sur le territoire, pour engager concrètement un parcours vers l'insertion professionnelle.
Développement de l'offre territoriale d'hébergement mobilisable par le SIAO67	Prolongeant des initiatives menées dans un cadre interinstitutionnel (dispositif Loft de 380 places financés par l'Etat, le Département du Bas-Rhin (devenu CEA) et l'EMS) ou en lien avec le contexte de la guerre en Syrie et des impacts en matière d'accueil (dispositif de 100 places financés par la Ville de Strasbourg), Ville et EMS ont souhaité de manière volontariste depuis 2020 renforcer l'offre d'hébergement territorial mobilisable par le SIAO67 pour répondre aux besoins des personnes demandeuses. 490 places ont été créées par appel à projets (2020, 2021, 2022) et confiées à 6 acteurs associatifs volontaires. Ces places d'initiative locale ont notamment permis de renforcer les dynamiques nationales (Grenelle des violences conjugales) par la création de 74 places destinées à des femmes victimes de violence. Des places ont également été orientées vers des personnes en vulnérabilité du fait de leur situation administrative, et notamment des familles avec enfants. L'orientation vers ces places est menée par le SIAO67.	**Bilan :** Un travail de suivi d'activité de ces places a été amorcé en 2022 et gagnera à être conforté en 2023, compte tenu de la création progressive de ces places (les dernières places soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg ont été délibérées fin 2022). L'enjeu est notamment de mesurer l'utilisation optimale de ces places et de qualifier le parcours sortant des personnes concernées. Par exemple, concernant les places destinées à des femmes victimes de violence créées dès le dernier trimestre 2020, on constate une majorité de prises en charge relativement courtes (quelques mois – une année), permettant ensuite le relai vers des solutions de droit commun (notamment le logement autonome). Une des questions posées par ces dispositifs financés concerne la « plasticité » sur le public cible et la capacité des acteurs à élargir/ajuster ce public, selon les besoins effectifs

<table>
<tr><td></td><td></td><td>du territoire. Le dialogue de gestion en cours d'élaboration devrait permettre d'engager cette discussion.</td></tr>
<tr><td>Diagnostic et coordination aide alimentaire</td><td>Dans le cadre de la convention Eurométropolitaine d'appui à la lutte contre la pauvreté signée avec l'Etat, l'Eurométropole a souhaité mener un projet de coordination de l'aide alimentaire sur son territoire. La mission consiste à réaliser un état des lieux de l'offre d'aide alimentaire sur l'Eurométropole ainsi que celui des publics bénéficiaires, contribuer à l'amélioration du parcours des personnes aidées, d'identifier les passerelles entre le champ de l'aide alimentaire et la dynamique autour du projet alimentaire territorial.</td><td>L'année 2022 a vu la finalisation du diagnostic et le renouvellement de l'opération alimentaire estivale. Cette démarche vient compléter l'offre sur le territoire et accompagner/soutenir le parcours des personnes précaires.</td></tr>
<tr><td>Développement de places d'IML</td><td>→ 381 places ont été créées en 2022 (310 en 2021). Le nombre de places dans le département s'élève à 2167 places (dont 283 en mandat de gestion).

→ 13 associations portent l'IML en sous - location et une AIVS porte le mandat de gestion.

<table><tr><th>IML</th><th>2021</th><th>2022</th></tr><tr><td>Places sous location</td><td>1503</td><td>1884</td></tr><tr><td>Places MDG</td><td>283</td><td>283</td></tr><tr><td>Total</td><td>1786</td><td>2167</td></tr></table></td><td>- 70 places ouvertes dès 2022 en transformation de places PHP (115 supplémentaires à venir en 2023)

- Stock de 250 places ouvertes entre 2021 et 2022 pour résorption de la présence indue réfugiés DNA

- un travail à opérer sur la captation dans le parc privé (et le conventionnement) et le glissement de bail (surtout effectif dans le parc social).</td></tr>
<tr><td>Le développement de l'offre en pension de famille et résidence accueil</td><td><table><tr><th>PF-RA</th><th>2021</th><th>2022</th></tr><tr><td>PF</td><td>261</td><td>261</td></tr><tr><td>Places MDG</td><td>77</td><td>102</td></tr><tr><td>Total</td><td>338</td><td>363</td></tr></table>
Ouverture de la résidence accueil de 25 places à Schiltigheim (septembre 2022)

En 2018, le nombre de place de pensions de famille et RA est passé de 253 places au niveau départemental à 363 places en 2022, soit 110 places nouvelles en plus.
Le nombre de places nouvelles ouvertes et financées sur l'EMS est passé sur la même période de 117 places à 222 places, soit+ 105 places dont 55 places de RA.</td><td>D'autres projets de PF-RA ont été validés mais doivent encore être livrés :
- 26 places PF Adoma les Romains Strasbourg
- 25 places PF AMLI Schiltigheim
- 29 places PF Home protestant Strasbourg (validé 2022-expérimental)
- 25 places PF Adoma le Ried Schiltigheim (validé 2022)
Soit un total à terme sur l'EMS de 105 nouvelles places, + 4 structures, ce qui portera 327 nouvelles places, soit 8 PF-RA nouvelles.</td></tr>
</table>

AMI grands précaires - Sésame	Opérationnel depuis Avril 2021, le projet bas-rhinois conduit par l'association ARSEA consiste à proposer des habitats innovants et expérimentaux pour des personnes en situation de grande précarité, pour lesquelles les dispositifs existants (hébergement, pensions de famille, logement ordinaire dans le diffus, etc..) ne sont pas ou plus adaptés. Il se caractérise par la volonté d'autonomiser progressivement les bénéficiaires du dispositif en associant à ces places un accompagnement étendu de qualité, permettant notamment d'impliquer le public hébergé dans la vie quotidienne de la structure (repas, gestion de la buanderie,). Chaque « habitant » contribue également financièrement au budget de la structure et peut à ce titre bénéficier de l'APL. Aujourd'hui, 60 personnes sont hébergées dans le dispositif (peu de sorties du dispositif vers du logement ordinaire).	Quelques ajustements ont dû être opérés depuis le début du dispositif notamment en termes de renforcement de l'accompagnement individuel pour des personnes présentant des problématiques multiples notamment liées aux addictions et à la santé. En outre, la sécurisation du site a été revue à la hausse en 2021 après plusieurs épisodes de violence. A noter enfin que la participation des résidents aux tâches quotidiennes de la structure – notamment la gestion de la buanderie – s'est révélée complexe dans la pratique, ce qui a conduit l'opérateur à passer par une prestation de service.

2. Retour d'expérience sur la dynamique partenariale : avancées, réussites, difficultés, bonnes pratiques

1. Un cadre local structuré par le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD)

La réponse à l'appel à manifestation d'intérêt « territoire de mise en œuvre accéléré du Logement d'abord » s'est appuyée sur le contexte partenarial et stratégique du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2015-2020 du Bas-Rhin. Piloté par l'Etat et la collectivité Européenne d'Alsace, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en sont signataires ainsi que la CAF et l'AREAL. Les axes de la feuille de route stratégique sont :

1. Développer et adapter l'offre de logement et d'hébergement/logement accompagné
2. Maintenir dans son logement
3. Accéder à un logement
4. Accompagner vers le logement

Les actions inscrites sur la feuille de route logement d'abord entre l'Etat et l'Eurométropole viennent alors en complément et font office de levier opérationnel du PDALHPD. Le Fonds de Solidarité Logement est un des outils financiers du PDALHPD concernant les aides à la personne et le soutien financier aux opérateurs de l'accompagnement. La réécriture de la charte de l'ASLL devenu le « Référentiel de la rue au logement » en a été une illustration puisque travaillée à une échelle plus large que celle du territoire eurométropolitain en lien avec les partenaires financeurs (CeA, Etat, CAF…) et acteurs (SIAO, opérateurs….).

À partir de ce cadre partenarial, la mise en œuvre du Logement d'abord a pu bénéficier d'un suivi technique régulier par les membres de l'équipe technique du PDALHPD. Depuis 2022, dans le cadre de la prorogation du PDALHPD, la démarche est inscrite dans les axes stratégiques et il sera proposé en préparation du nouveau plan de réaffirmer cette volonté forte de portage de actions Logement d'abord

2. Une gouvernance LDA renouvelée

Malgré un cadre d'appui du PDALHPD permettant la consolidation d'une feuille de route cohérente en matière de lutte contre le sans-abrisme pour le territoire, le partenariat institutionnel a été fragilisé à plusieurs niveaux, avec des perspectives positives cependant à souligner :

- Depuis le 1er janvier 2021 et la création de la Collectivité Européenne d'Alsace, un travail de convergence des FSL bas-rhinois et haut-rhinois (hors Eurométropole) a été mené et son résultat sera mis en œuvre à compter du 1er juillet 2023. Ce cadre partenarial impose des échanges renouvelés dans un souci d'équité territoriale, en ne freinant pas la dynamique de développement engagée, en fonction des réalités territoriales de chacun. Le périmètre du futur PDALHPD a une échelle territoriale CeA sera un défi mais également une opportunité de valoriser les singularités et les bénéfices des démarches engagées.

- Du coté de l'Etat, la réorganisation des services déconcentrés (fusion de la DIRECCTE et de la DDETS) a bousculé les partenariats en place avec les services de l'Eurométropole et a supposé un temps d'ajustement et d'adaptation,

- La volonté forte de tenir des échanges réguliers au plus haut niveau entre la Préfecture, la Ville et l'Eurométropole sur les problématiques de l'hébergement et d'occupation de

l’espace publique n’a pas toujours pu être concrétisée, notamment en 2022, du fait de l’actualité et de différentes contraintes.

Pour faciliter ces rencontres, le cadre de gouvernance du Logement d‘abord-Eurométropole a été renouvelé début 2023 et un calendrier de réunions comprenant des rendez-vous réguliers de pilotage stratégique ainsi que la tenue fréquente de groupes techniques a été établi.

3. Une démarche engageante au côté des partenaires associatifs

Le partenariat avec les acteurs associatifs du territoire est régulier via différentes instances clés (réunions de coordination de la veille sociale, l’équipe technique PDALHPD, Instance de Coopération de l’Intervention Sociale (ICIS)) dans lesquelles les actions du programme Logement d’abord de l’Eurométropole sont traitées et font l’objet d’échange constructif sur le déploiement de certaines d’entre-elles.

En parallèle, d’autres formats d’échange sont proposés. Ils permettent de créer et entretenir un dialogue régulier sur des projets plus expérimentaux et de partager une évaluation commune. Par exemple, dans le cadre du déploiement des services d’accompagnement de la rue au logement, 3 instances de suivi sont programmées :

- Un comité de pilotage annuel,
- Un comité de suivi des orientations,
- Groupe d’analyse de pratique,

Plus globalement, le partenariat avec les acteurs associatifs du territoire gagne à être développé dans une approche globale. Un cadre d’échange semestriel doit être posé en 2023 afin de tirer collectivement les enseignements des actions engagées et de partager avec les acteurs les pistes de travail à approfondir.

3. Éléments de bilan globaux sur l'apport de l'AMI sur la lutte contre le sans-abrisme sur le territoire

1. Les constats après 4 ans de mise en œuvre

a. Une conduite du changement qui prend du temps

Depuis 2018, les apports de l'appel à manifestation Logement d'abord ont permis le développement d'une nouvelle offre expérimentale de service pour les ménages issus de la grande précarité. Les services d'accompagnement de la rue au logement, la création de mesures ASLL expérimentales ou l'ouverture prochainement du projet logement d'abord jeune apportent dans l'ensemble une complémentarité à l'offre existante.

b. Une gestion complexe du flux de la demande d'asile

La réalité territoriale strasbourgeoise concernant l'hébergement est principalement liée à une demande d'asile forte sur le département comparativement à d'autres départements français et à la complexité de gestion de la sortie des dispositifs pilotés par l'OFII, que la procédure ait abouti favorablement ou non.

Dans ce contexte, il est apparu que le Logement d'abord peut constituer un levier pour expérimenter de nouveaux projets visant à fluidifier les parcours et à apporter des solutions aux cas individuels au regard des situations administratives de chacun.

c. Un ancrage territorial en devenir

La démarche est encore bien trop perçue comme expérimentale pour une adhésion majeure par les opérateurs associatifs, qui ont encore besoin de résultats avant d'envisager de s'y inscrire pleinement. Par ailleurs le manque de perspectives pluriannuelles financières du programme, freine les ambitions de potentiels porteurs.

Néanmoins, des résultats encourageant émergent notamment dans l'appropriation des principes d'accompagnement du Logement d'abord auprès des professionnels du travail social. Cette nouvelle dynamique contribue à redonner du sens dans les pratiques d'accompagnement tout en posant les jalons du travail social de demain.

À ce jour les équipes d'accompagnement intensif de la rue au logement ont permis de décloisonner les pratiques des opérateurs et de créer des synergies nouvelles.

2. Réussites et points d'amélioration

a. Les réussites

Certaines actions ont été réalisées avec succès comme la réécriture de la charte de l'ASLL, qui a fédéré les partenaires du PDALHPD autour des enjeux et des principes de la politique du Logement d'abord. Ce travail a posé un cadre pour reconfigurer l'offre d'accompagnement social et permettre ainsi une appropriation par les professionnels en lien avec les publics. Ce travail influence l'émergence de nouveaux services comme les équipes d'accompagnement intensif de la rue au logement et réinterroge le circuit de prescription des mesures et préfigure la plateforme territoriale d'accompagnement. Cette démarche a également repositionné le dispositif FSL comme un levier au développement de projet innovant.

Pour exemple, le FSL pilote une démarche expérimentale de délégation de mesures ASLL en lien avec le SIAO et un opérateur associatif renforçant ainsi le rôle du SIAO dans la coordination de l'offre et de la demande.

S’agissant du développement de l’offre de logement, la création de la plateforme FAC’il a contribué au développement de l’intermédiation locative et permet de tendre vers de nouvelles pratiques de captation à l’échelle départementale.

b. Points d’amélioration

La question de trouver les leviers financiers et partenariaux de pérennisation des expérimentations se posent. À ce jour le territoire fait face à des difficultés quant à l’inscription des actions dans la durée faute de leviers financiers adaptés. Par exemple, le financement de la plateforme FAC’il via des crédits IML reste un point de discussion.

Les perspectives de l’année 2023 souligne l’enjeu d’engager une mise à l’échelle des actions et de les faire évoluer vers les dispositifs de droit commun portés par l’Etat et par l’Eurométropole de Strasbourg.

4. Perspectives : nouvelle feuille de route et chantiers 2023

L'année 2023 sera consacrée à la consolidation et l'approfondissement des actions déjà mises en œuvre sur le territoire. L'enjeu principal sera de travailler les synergies entre les différents projets pour les inscrire dans **le cadre de la plateforme territoriale d'accompagnement**.

Actions	Enjeux spécifique de travail 2023	Financement demandé AMI LDA 2023	Cofinancement 2023 hors AMI
Mise en œuvre et coordination de la démarche	*Renforcement de la coordination technique Etat/EMS pour engager une mise à l'échelle d'actions pertinentes et/ou des évolutions des dispositifs de droit commun.*	35 000€	35 000€ Eurométropole de Strasbourg
Renforcement du volet accompagnement du SIAO (Poste dédié)	*Appui dans la construction de la plateforme territoriale d'accompagnement*	50 000€	
Plateforme Fac'il	*Maintien d'un niveau annuel de captation soutenu (petit logement) en appui au développement de l'intermédiation locative*	78 000€	87 000€ EMS 30 000€ CEA 10 000€ CAF (démarrage)
Dispositif LDA Cohorte	*Inscription du dispositif sur la durée, consolider la transformation des mesures d'accompagnement LDA intensif*	320 000€	
Dispositif LDA Jeunes	*Nécessité d'expérimenter ce projet (site Foyer du Jeune Homme) sur 2 ans pour modéliser une offre d'accompagnement adaptées (jeunes sans ressources)*	50 000€	*Pour mémoire en 2022:* *61 000€ report LDA2021* *54 400€ Strat. Pauvreté EMS* *77 064€ CCAS Strasbourg* *66 000€ Etat (IML)*
Plateforme territoriale d'accompagnement - Mesures d'accompagnement sortant d'hôtel (MASH)	*Ajout de mesures d'accompagnement dont le pilotage et la coordination sera assuré par la plateforme territoriale d'accompagnement.*	150 000€	

28

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attribution de subventions aux associations intervenant dans le champ de l'insertion sociale et socio-professionnelle.

Numéro E-2023-596

Dans le contexte de l'accroissement de la précarité sur le territoire de l'Eurométropole, et de ses conséquences sociales (isolement social, perte de confiance en soi, sentiment d'inutilité sociale, absence de recherche dynamique d'emploi ou d'activités), l'Eurométropole porte une politique d'insertion sociale et/ou socio- professionnelle, et de lutte contre les inégalités sociales.

Dans ce cadre, divers partenaires mènent des actions mobilisatrices permettant aux personnes de s'inscrire progressivement dans des parcours d'insertion.

Les ateliers « passerelles » interviennent dans le dispositif d'insertion de l'Eurométropole. Ils sont un relais important pour les travailleurs du champ social et permettent à des personnes en difficulté, éloignés de l'activité et de l'emploi, de redevenir actives en participant de manière collective à des activités supports.
Ces activités sont différentes selon les structures et tiennent compte des caractéristiques des publics accueillis (santé, isolement, rythme). Les ateliers passerelles constituent une première étape dans un parcours d'insertion professionnelle pour ces personnes.

Ces ateliers ont des caractéristiques communes :
- l'alternance entre accompagnement collectif en atelier et accompagnement socio-professionnel individuel,
- les essais en milieu de travail,
- le travail réalisé pour améliorer son savoir-être,
- la reprise d'une activité manuelle au sein de l'atelier,
- la mise en place des conditions d'une employabilité ou d'une activation des compétences sociales des personnes orientées (implication citoyenne dans son quartier ou bénévolat).

Le financement de ces ateliers par l'Eurométropole concerne les publics non-bénéficiaires du RSA, celui de la Collectivité européenne d'Alsace concernant les publics bénéficiaires du RSA.

Dans ce cadre, il est proposé d'allouer des subventions pour un montant total de 58 300 €.

Entraide le Relais	**18 000 €**

Ateliers « Passerelle »

L'association propose des ateliers pour construire les conditions diversifiées d'une employabilité et d'une implication citoyenne à travers le bénévolat associatif : ateliers collectifs variés, axés sur les savoir-faire comme levier de valorisation et d'estime de soi (jardin et espaces verts, petites réparations et peinture, atelier cuisine, atelier numérique, associés à des ateliers basés sur le développement des soft skills).
Le cadre collectif redynamisant permet aux personnes accueillies et accompagnées d'entreprendre les démarches utiles à une reprise d'activité professionnelle.

Association Antenne mouvement d'accueil, d'information et de soutien	**8 000 €**

Parcours Inform'action

L'association Antenne accueille des publics sans domicile fixe ou domiciliés en CHRS ou sous-main de justice. Elle propose des sessions collectives mensuelles dans lesquelles sont abordés différents thèmes autour de l'emploi, du numérique, et de l'estime de soi, qui permettent de donner des outils pour dynamiser la recherche d'emploi et favoriser la réinsertion dans le monde professionnel.
L'atelier passerelle *Inform'action* permet à des personnes en situation de grande précarité ou en situation d'isolement de s'inscrire dans une dynamique collective favorisant la resocialisation et l'accès à l'activité professionnelle.

Association l'Atelier	**8 000 €**

Atelier de redynamisation, PADEP

Le *PADEP Atelier* accueille un public en grand isolement, en situation de souffrance psychique et/ou physique, ayant des parcours à rupture multiple.
Il permet à travers l'activité de différents ateliers et un accompagnement individualisé de favoriser le lien et la reprise de confiance en soi, l'aller-vers et la montée en compétences, transférables dans le monde associatif ou de l'entreprise (menuiserie, arts plastiques, numérique, actions citoyennes), ainsi que l'inscription des personnes dans une dynamique collective leur permettant de s'inscrire dans un projet de vie.

Plurielles	**10 300 €**

L'association a pour objet l'accompagnement de femmes migrantes dans leur parcours d'inclusion socioprofessionnelle. Dans ce cadre, la structure a développé des ateliers Passerelle, organisés autour de deux parcours : parcours axé sur le social (besoin d'améliorer les compétences langagières, communicationnelles et compréhension de la société d'accueil) - parcours axé sur le professionnel (projet professionnel avec nécessité de fluidifier les compétences langagières et communicationnelles, compréhension du monde du travail, formation). En renforçant son accompagnement socio-professionnel, elle favorise l'engagement des femmes dans une démarche active d'intégration citoyenne et d'accès à l'emploi.

Association bas-rhinoise des chômeurs et demandeurs d'emploi – ABCDE	**14 000 €**

Fonctionnement général

L'association organise des comités locaux de chômeur·ses et précaires qui se rencontrent mensuellement (une vingtaine par session). La démarche d'accompagnement est essentiellement collective mais peut également dans certains cas nécessiter un accompagnement individuel et de la médiation avec les institutions. Elle a également pour ambition de construire des revendications collectives à partir des problèmes rencontrés par les chômeur·ses et précaires qu'elle relaye auprès des institutions. Elle organise des activités culturelles. Trois comités locaux se réunissent mensuellement sur l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

Entraide le Relais	*18 000 €*
Association Antenne mouvement d'accueil, d'information et de soutien	*8 000 €*
Association l'Atelier	*8 000 €*
Plurielles	*10 300 €*
Association bas-rhinoise des chômeurs et demandeurs d'emploi	*14 000 €*
TOTAL	*58 300€*

- *d'imputer ces subventions d'un montant de 58 300 € sur la ligne AS10B – 65748 – 424 – prog. 8002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 89 500 €.*

autorise

la Présidente, ou son·sa représentant·e à signer les conventions financières y afférentes.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158646-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe : Attribution de subventions au titre du développement des politiques sociales

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2022	subvention proposée au CEMS du 28 juin 2023
Entraide le Relais	Ateliers « Passerelle »	21 723,00 €	18 000,00 €	18 000 €
Association Antenne mouvement d'accueil, d'information et de soutien	Parcours Inform'action	8 000,00 €	8 000,00 €	8 000 €
Association l'Atelier	Atelier de redynamisation, PADEP	8 000,00 €	8 000,00 €	8 000 €
Plurielles	Ateliers « Passerelle »	10 300,00 €	10 300,00 €	10 300 €
Association bas-rhinoise des chômeurs et demandeurs d'emploi	Fonctionnement	15 000,00 €	14 000,00 €	14 000 €
TOTAL		**63 023,00 €**	**58 300 €**	**58 300,00 €**

29

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Marché public portant gestion du service administratif pour la gestion financière et comptable du Fond de Solidarité pour le Logement (FSL) de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-572

Conformément à l'article 90 de la loi NOTRe (loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République), l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) est, sur son territoire, titulaire de la compétence relative à la gestion du Fond de Solidarité pour le Logement (FSL) en lieu et place de la Collectivité Européenne d'Alsace.

Pour rappel, le FSL a pour objectif :
- d'aider les ménages en difficulté à accéder à un logement décent et adapté, à s'y maintenir et à assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'eau, d'énergies et de services téléphoniques ;
- de mettre en œuvre des mesures de prévention et d'accompagnement facilitant l'intégration dans un logement.

➢ En 2022, **5 249** aides ont été accordées, dont **3 800** aides à l'accès, **304** aides au maintien et **265** aides aux énergies**.**

La crise énergétique et le contexte inflationniste fragilisent les ménages les plus vulnérables dans l'accès aux besoins fondamentaux. Dans ce cadre, le FSL joue un rôle essentiel de soutien pour ces ménages en situation de logement, afin de réduire au maximum les risques de rupture de leur parcours résidentiel.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, l'Eurométropole de Strasbourg confie à un prestataire le service administratif pour la gestion financière et comptable du FSL.
La prestation consiste en la réalisation de quatre missions, et notamment :
- la tenue de la comptabilité et la production de documents financiers ;
- les encaissements des financeurs et les paiements des aides accordées ;
- la gestion des créances ;
- la gestion de la trésorerie.

Il est précisé que le marché est réservé aux seules instances mentionnées à l'article 3 de la loi 90-449 du 31 mai 1990, et que l'exécution du marché se fera dans les locaux du candidat selon les modalités d'organisation du titulaire.

Le marché actuel, d'une durée ferme de 16 mois à compter du 1er janvier 2023, arrivera à échéance le 30 avril 2024, étant entendu que la réalisation des prestations s'exécute tout au long de l'année comptable, entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023, excepté pour la présentation des comptes annuels qui a lieu au 30 avril 2024. Il est proposé de lancer un nouveau marché pour une durée correspondant à celle de trois exercices budgétaires complets.

Le tableau suivant montre l'évolution du montant de la prestation depuis 2021:

Années	**2021**	**2022**	**2023**	**Total 3 années**
Montant des dépenses €	**130 666,00**	**130 666,00**	**130 666,00**	**391 998,00**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de confier le service administratif pour la gestion financière et comptable du Fond de Solidarité pour le Logement (FSL) de l'Eurométropole de Strasbourg à un prestataire, dans le cadre d'un marché public, pour une durée correspondant à celle de trois exercices budgétaires complets, pour un montant global estimatif de 391 998 € HT et TTC ; soit 130 666 € HT et TTC par an,*

- *d'imputer cette dépense estimée à 130 666 € HT et TTC par an comme suit : fonction 424 – nature 611 - activité AS01C – programme 0,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence, par une procédure de consultation, les prestataires conformément au Code de la commande publique,*

- *à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter le marché et les avenants en résultant.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158436-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

30

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Poursuite de l'accompagnement méthodologique pour le déploiement du dispositif Sport santé sur ordonnance sur les communes de l'Eurométropole de Strasbourg sur la mise à disposition de moyens et de prestations au GIP Maison Sport Santé de Strasbourg.

Numéro E-2023-670

En cette période post-confinement, les problèmes de sédentarité, risques cardio-vasculaires liés au surpoids et de santé mentale explosent. C'est pourquoi l'Eurométropole de Strasbourg met l'accès à la pratique du sport pour toutes et tous au cœur de ses politiques sportives et de santé.

La Maison Sport Santé de Strasbourg (MSS de Strasbourg) dispose d'une expertise et d'un savoir-faire légués par la ville de Strasbourg, pionnière dans l'installation de ce dispositif de santé publique dont le déploiement sur le territoire national est aujourd'hui inscrit dans la loi. Depuis 2021, l'Eurométropole a souhaité mandater la MSS de Strasbourg pour faire bénéficier de cette expertise l'ensemble des communes du territoire souhaitant s'engager dans le déploiement du dispositif de Sport santé sur ordonnance sur leur territoire, en particulier pour :

- la réalisation d'un diagnostic métropolitain du fonctionnement du dispositif national en lien avec l'Agence régionale de santé Grand Est et le réseau d'éducation thérapeutique REDOM, et un recensement de l'offre potentielle ;
- l'accompagnement méthodologique des communes volontaires dans la mise en place du dispositif.

Ces travaux ont été engagés par la MSS dès le premier semestre 2022 et ont permis de mobiliser les partenaires institutionnels et communes intéressées sur le volet diagnostic. Des liens privilégiés ont été noués avec certaines communes pour envisager un déploiement du dispositif SSSO (Sport Santé sur Ordonnance) et les modalités d'accompagnement à mettre en œuvre. Il est proposé aujourd'hui de renouveler pour cette année la subvention de 60 000 € à la MSS afin de finaliser cette mission d'ingénierie, de conseil et mise en lien des acteurs ainsi que d'animation territoriale du dispositif Sport santé sur ordonnance à l'échelle des communes.

En complément, il convient de renouveler les modalités de soutien matériel et logistique à travers une convention portant sur la mise à disposition de moyens et la délivrance

des prestations associées dans les domaines informatiques, télécommunications, accès sécurité, restauration collective d'entreprise et imprimerie-reprographie. Les modalités ont été définies dans le cadre de la mise en place du GIP. La livraison des futurs locaux dans l'Annexe médicale des Bains Municipaux de Strasbourg, sis boulevard de la Victoire invitera à redéfinir les modalités futures de ce soutien. C'est pourquoi il est proposée une convention portant sur les domaines susmentionnés jusqu'à la fin de la présente année, renouvelable une fois.

Celle-ci est jointe en annexe à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

décide

- *d'allouer au GIP Maison Sport Santé, une subvention de 60 000 €,*

- *d'imputer cette subvention au compte AS05A –65748– 410 – prog. 8004 dont le disponible avant le présent Conseil est de 100 000 €,*

approuve

la convention sur la mise à disposition de moyens et la délivrance des prestations associées dans les domaines informatiques, télécommunications, accès sécurité, restauration collective d'entreprise et imprimerie-reprographie avec le GIP Maison Sport Santé de Strasbourg,

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention y afférente.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159419-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe : Attribution de subventions au titre de la santé

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2022	subvention proposée au CEMS du 28 juin 2023
GIP Maison sport santé	Poursuite de l'accompagnement méthodologique pour le déploiement du dispositif Sport santé sur ordonnance sur les communes de l'Eurométropole de Strasbourg	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €
TOTAL		60 000,00 €	60 000 €	60 000 €

CONVENTION

Portant sur la mise à disposition de moyens et la délivrance des prestations associées dans les domaines informatiques, télécommunications, accès sécurité, restauration collective d'entreprise et imprimerie-reprographie

Entre :

- **L'Eurométropole de Strasbourg**, domiciliée 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg
  Représentée par sa Présidente Mme PIA IMBS, ayant tous pouvoirs à l'effet des présente
  Ci-après dénommée « l'Eurométropole »

- **Le Groupement d'Intérêt Public Maison sport santé de Strasbourg**, ayant le statut de GIP, dont le siège provisoire est au 1 parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg. Représenté par son Président, M. Alexandre FELTZ, Président en exercice en vertu d'une décision du Conseil d'Administration en date du 18 novembre 2020,
  Ci-après dénommé « le GIP MSS »

Vu la délibération de l'Eurométropole du 28 juin 2023

Il est préalablement exposé que :

Préambule :

Le Groupement d'Intérêt Public Maison sport santé de Strasbourg a été créé par arrêté conjoint de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est et de la Préfecture du Bas-Rhin, en date du 28 juin 2020. La Ville de Strasbourg est membre fondateur du Groupement d'Intérêt Public.
Afin d'assurer une bonne gestion des activités, le GIP MSS doit disposer d'équipements informatiques, de télécommunication, opérationnels. Sa création récente et sa mise en fonctionnement nécessitent un équipement progressif de la structure afin de répondre à tous ses besoins en matière logistique, RH, etc. Compte tenu du contexte lié à la crise sanitaire, la construction d'un parc d'équipements en propre ainsi que la mise en place de circuits d'approvisionnement fonctionnels n'a pas pu se faire. Aussi, afin de répondre à plusieurs besoins immédiats, il s'avère indispensable pour le groupement de bénéficier des installations et services de l'Eurométropole de Strasbourg.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles :

- L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition du GIP MSS, qui les accepte, les postes de travail informatiques, logiciels, périphériques associés, les équipements téléphoniques ainsi que les matériels d'impression et de reprographie. Elle assure l'exploitation de ce matériel pour le compte du GIP MSS.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

- L'Eurométropole de Strasbourg assure l'exploitation des infrastructures informatiques (réseau, serveurs, accès internet) et téléphoniques (autocommutateur) ainsi que des applications informatiques utilisées pour la gestion administrative du GIP MSS,
- Le GIP, dans le cadre de sa politique de communication fera appel à un prestataire externe afin de créer et élaborer son site internet. L'Eurométropole de Strasbourg sera chargée de la création d'un référencement de ce site sur sa propre page internet.
- Le service imprimerie de l'Eurométropole de Strasbourg peut assurer les prestations d'imprimerie et de reprographie du GIP MSS
- L'Eurométropole fournit à chacun des agents du GIP Maison sport santé, quel que soit leur statut (recrutement direct par le GIP ou mis à disposition par l'un des membres du GIP) un matricule et un badge lui permettant d'accéder à l'ensemble des services de la collectivité (intranet, cantine, etc.).
- L'Eurométropole permet au GIP Maison sport santé d'entreposer ses équipements de déplacement (vélos, VAE, trottinettes,…) dans les garages prévus à cet effet et d'utiliser les installations de regonflage des pneus au Centre administratif, 1 parc de l'étoile, 67076 Strasbourg et au 38 route de l'hôpital, 67000 Strasbourg

Article 2 : Prestations

2.1 Prestations assurées

2.1.1 Mise à disposition d'un système d'information « administratif »

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition du GIP MSS les postes de travail informatiques, logiciels et périphériques associés ainsi que celle des infrastructures informatiques correspondantes (réseau, serveurs, accès internet).

Les prestations réalisées par l'Eurométropole de Strasbourg dans ce cadre sont :
- Le support aux utilisateurs aux conditions définies à l'article « 2.2 Conditions d'intervention ».
- L'exploitation et le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure matérielle et logicielle nécessaire au fonctionnement des postes de travail et des applications telles que définies dans l'annexe 1 « Inventaire des matériels et applications mis à disposition et liste des interlocuteurs ».
- L'installation éventuelle de nouveaux postes de travail et/ou de leurs périphériques ainsi que leur raccordement au réseau
- Octroi de matricules et d'identifiants ainsi que de badges à l'ensemble des agents du GIP MSS.

Pour ce faire, l'Eurométropole de Strasbourg bénéficie de prestations exercées en régie directe par l'Eurométropole de Strasbourg ou externalisées auprès de tiers, mais sous son autorité de gestion (par le service informatique).

2.1.2 Mise à disposition de moyens de communication téléphoniques

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition du GIP MSS les équipements téléphoniques, fax, portables, utilisés par les personnels du GIP MSS et assure l'exploitation des infrastructures téléphoniques associés.

Les prestations réalisées par l'Eurométropole de Strasbourg dans ce cadre sont :

- Le support aux utilisateurs aux conditions définies à l'article « 2.2 Conditions d'intervention »
- L'exploitation et le maintien en conditions opérationnelles des infrastructures et accès opérateurs desservant les postes
- L'installation éventuelle de nouveaux postes téléphoniques ainsi que leur raccordement à l'infrastructure concernée.

Une astreinte téléphonique, spécifique aux dysfonctionnements critiques (panne de l'infrastructure) est accessible de 8 à 18h les jours ouvrés et 24h/24 les week-ends et jours fériés.
Pour ce faire, l'Eurométropole de Strasbourg bénéficie de prestations exercées en régie directe par l'Eurométropole de Strasbourg ou externalisés auprès de tiers, mais sous son autorité de gestion (par le service Systèmes informatiques).

2.1.3. DÉLIVRANCE DE PRESTATIONS D'IMPRIMERIE-REPROGRAPHIE

Pour répondre aux besoins de prestation d'imprimerie-reprographie, l'Eurométropole de Strasbourg :

- Met des imprimantes et photocopieurs sur site à disposition du GIP MSS et en assure l'exploitation (Antenne PRECCOSS, Centre administratif, 38 RH).
- Délivre sur demande des prestations d'imprimerie et de reprographie centrale exercées en régie directe par l'Eurométropole de Strasbourg, par le service Imprimerie ou exercées par des tiers mais sous son autorité de gestion.

Concernant les photocopieurs et imprimantes mis à disposition, les prestations assurées par l'Eurométropole de Strasbourg sont :

- Le support aux utilisateurs aux conditions définies à l'article « 2.2 Conditions d'intervention ».
- L'exploitation et le maintien en conditions opérationnelles des matériels ainsi que la fourniture des consommables (hors papier).

Par ailleurs, pour ses besoins en impression en nombre sur support papier, le GIP MSS pourra faire appel aux prestations du service Imprimerie de l'Eurométropole de Strasbourg pour différents travaux courants.
Dans le cas où des travaux ne pourraient pas être réalisés par ce service pour des raisons techniques ou de délai, le GIP MSS fera appel à un autre prestataire.

2.2 Conditions d'intervention

Les conditions d'intervention en cas de dysfonctionnement sont identiques à celles assurées par l'Eurométropole de Strasbourg pour ses propres besoins. Elles s'appuient, en particulier en cas d'incident, sur un service « SVP informatique » accessible les jours ouvrés de 8 à 18 h pour l'ensemble des équipements mis à disposition du GIP MSS tels que définis dans l'annexe 1 « inventaire des matériels et applications mis à disposition et liste des interlocuteurs ».

2.3. Prestations non assurées

L'évolution significative de l'infrastructure informatique ou téléphonique (hors ajout de postes de travail et/ou de leurs périphériques ou de postes téléphoniques), ne sont pas couverts par la présente convention.
La fourniture de papier pour imprimantes et photocopieurs est à la charge du GIP MSS et est exclue de cette convention.

Article 3 : Identification des acteurs

Les interlocuteurs de l'Eurométropole de Strasbourg dont les coordonnées sont précisées dans l'annexe 1 « inventaire des matériels et applications mis à disposition et liste des interlocuteurs » sont :

- Interlocuteur en charge du suivi de l'application de la convention
- SVP informatique à contacter lors du recours au support technique
- Coordonnées de l'astreinte téléphonique

À noter que les nouvelles demandes de postes de travail et de postes téléphoniques seront réalisées via l'outil de gestion de parc.

Le GIP MSS désigne un interlocuteur principal ainsi qu'un ou deux interlocuteurs suppléants (contacts techniques) habilités à :

- Adresser de nouvelles demandes de matériels à l'Eurométropole de Strasbourg
- Contacter le SVP informatique ou l'astreinte de l'Eurométropole de Strasbourg pour les demandes de support

Article 4 : Étendue du droit d'usage

Les prestations assurées sont consenties pour le seul usage du GIP MSS.

Article 5 : Assurances

Le GIP MSS dispose d'une assurance couvrant sa responsabilité civile.

Article 6 : Date de prise d'effet, durée et fin de la convention

La présente convention est consentie pour une durée de 6 mois à compter du 1er juillet 2023, reconductible tacitement 1 fois pour une durée de 1 an.
À l'issue de cette période, en l'absence de reconduction dûment formalisée par une nouvelle convention, les prestations prendront fin de plein droit à la date d'échéance sans qu'il soit nécessaire à l'une ou l'autre des parties d'accomplir une quelconque formalité.

Article 7 : Dispositions financières

7.1 Principe général

Redevance forfaitaire annuelle :
Chaque poste de travail (fixe ou portable), chaque poste téléphonique (fixe ou portable), chaque fax, chaque logiciel ressources mis à disposition du GIP MSS par l'Eurométropole de Strasbourg fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée au prorata de la durée de mise à disposition des équipements, sur la base d'un montant forfaitaire annuel couvrant l'ensemble des prestations décrites à l'article « 2. Prestations ».
L'application de cette redevance ne sera réalisée qu'à partir de l'exercice 2022. Ne seront alors exigés en paiement en 2021 que les frais téléphoniques, les frais d'imprimerie-reprographie avec effet rétroactif au 1er janvier 2021.
Le montant forfaitaire annuel de chaque type de matériel est indiqué en annexe « 2. Redevance des prestations informatiques, téléphoniques et d'imprimerie-reprographie ». Il intègre les éléments définis ci-après.

Frais téléphoniques :
Les coûts de communication téléphoniques (téléphone fixes et portables) sont refacturés « aux coûts réels » au GIP MSS. Cette refacturation est effectuée sur la base d'un décompte périodique émis par l'Eurométropole de Strasbourg.

Frais d'imprimerie-reprographie :
Les coûts d'exploitation des photocopieurs et imprimantes mis à disposition sont refacturés sur la base d'un coût à la page tel que défini à l'annexe « 2. Redevance des prestations informatiques, téléphoniques et d'imprimerie-reprographie ». Cette refacturation est effectuée sur la base d'un décompte périodique du nombre de pages produites.

Les autres prestations d'impression seront facturées en fonction de l'arrêté tarifaire en vigueur ou refacturées par l'Eurométropole au GIP MSS au coût réel augmenté des coûts de gestion définis annuellement par l'Eurométropole.

7.2 Éléments pris en compte dans le calcul de la redevance

Le montant de la redevance annuelle pour l'exploitation des infrastructures informatiques et téléphoniques de la régie personnalisée est calculé sur la base des coûts moyens par typologie de matériel et/ou d'usage ;
Ces typologies sont :
Pour la partie informatique :
- Le nombre de postes de travail (fixe et portable)

Pour la partie téléphonique :
- Le nombre de postes téléphoniques et de fax
- Le nombre de téléphones portables

Les coûts moyens sont calculés pour l'année N sur la base des coûts de fonctionnement supportés par l'Eurométropole de Strasbourg pendant l'année N-1 pour assurer le maintien en condition opérationnelles

7.3. Modalités de paiement

Le paiement des prestations se fera à terme échu pour la redevance forfaitaire et à service fait pour les consommations téléphoniques et les frais d'imprimerie-reprographie centrale, sur la base d'un titre de recette établi trimestriellement par l'Eurométropole de Strasbourg et concernant l'ensemble des équipements mis à disposition du GIP MSS.
Si nécessaire, la redevance sera calculée prorata temporis de l'utilisation des équipements, de la date de début d'utilisation jusqu'à la date de fin de la période en cours.

D'une manière générale, dans les différents calculs, tous les mois seront comptés pour 30 jours et pour les fractions de mois, chaque jour sera compté pour 1/360ème de l'année.

Le paiement s'effectue suivant les règles prévues par la comptabilité publique, par virement bancaire au compte :
Code banque : 30001
Code guichet : 00806
Numéro de compte : C6720000000
Clé : 56

Le titre de recette sera envoyé à l'adresse suivante, accompagnée des références du titre de mise en recette susvisé :
GIP MSS de Strasbourg
1 parc de l'Etoile,
67076 Strasbourg Cedex.

7.4 Taxe sur la valeur ajoutée

Il est précisé que la présente convention est soumise à la taxe sur la valeur ajoutée. En conséquence, l'Eurométropole de Strasbourg reversera, en sus des sommes hors taxes visées ci-dessus, la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur (TVA).

7.5 Réactualisation du montant de la redevance

À chaque trimestre, les montants indiqués à l'annexe « 2. Redevance des prestations informatiques, téléphoniques t d'imprimerie-reprographie » pourront être réactualisées dans la mesure où les quantitatifs évoluent (ajout ou retrait de matériel par exemple).
Une mise à jour de l'annexe 2 sera alors transmises au GIP MSS. Cette mise à jour n'aura pas à être constatée par avenant.
À chaque anniversaire de la convention, les prix unitaires indiqués à l'annexe 2 seront réactualisés sur la base des coûts de fonctionnement supportés par l'Eurométropole de Strasbourg de l'année précédente (cf. article « 7.2. Éléments pris en compte dans le calcul de la redevance »).

Article 8. Résiliation

8.1 Par la régie personnalisée

La convention pourra être résiliée par le GIP MSS à tout moment et sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis minimum de 3 mois.

8.2 Par l'Eurométropole de Strasbourg

La convention pourra être résiliée par l'Eurométropole de Strasbourg par lettre recommandée avec accusé de réception :

- Moyennant un préavis de 3 mois et sans indemnités, en cas d'inexécution par le GIP MSS d'une des obligations conventionnelles issues des présentes
- Moyennant un préavis de 6 mois et sans indemnités, dans l'hypothèse où l'Eurométropole de Strasbourg ne serait plus en mesure d'assurer, pour quelque raison que ce soit, les prestations objet de la convention.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties, les sommes perçues à tort seront reversées par l'Eurométropole de Strasbourg au GIP MSS.

Article 9. Sort des équipements à l'expiration de la convention

À l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit, le GIP MSS devra restituer à l'Eurométropole de Strasbourg, au plus tard à la date d'expiration, l'ensemble des équipements mis à sa disposition et non acquis directement par le GIP qui ne pourront être exploités par le GIP MSS.
Les équipements qui pourront être exploités en propre par le GIP MSS ainsi que les applicatifs spécifiques seront quant à eux cédés à leur valeur comptable par décision de la collectivité à la date d'expiration de la présente convention.

Article 10. Élection de domicile

L'Eurométropole de Strasbourg élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.
Le GIP MSS élit domicile en ses bureaux tels que visés en tête des présentes.
Toute notification à effectuer dans le cadre de la convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification d'adresse de l'une ou l'autre des parties fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Article 11. Litige

Les deux parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.
En cas d'échec de voies amiables de résolutions, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 12. Documents contractuels

La présente convention se compose du corps des présentes et de ses annexes.
Sont annexés aux présents :

- Annexe 1 : inventaire des matériels et applications mis à disposition et interlocuteurs
- Annexe 2 : redevance des prestations informatiques, téléphoniques et d'imprimerie-reprographie

Ces deux annexes pourront être mises à jour, conformément aux dispositions de la présente convention, sans être constatées par avenant.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux remis à chacune des parties.
Dont acte sur 8 pages et 2 annexes.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour le Groupement d'Intérêt Public
La Présidente	Le Président
Pia IMBS	Alexandre FELTZ

31

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attribution d'une subvention au titre de la santé publique et environnementale à l'Observatoire régional de la santé du Grand Est (ORS Grand Est).

Numéro E-2023-625

L'Observatoire Régional de la Santé du Grand Est est un bureau d'étude associatif en santé publique résultant de la fusion des ORS Alsace et Lorraine en date du 22 décembre 2017. Son action s'inscrit dans une mission d'aide à la décision pour l'élaboration des politiques sanitaires et sociales à l'échelle de la région du Grand Est.

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'association depuis 2009 à travers une subvention annuelle de 20 000 €. En 2022, une convention pluriannuelle d'objectif et de moyens a été renouvelée pour une période de trois années, visant à formaliser le partenariat et renforcer la capacité d'observation des inégalités sociales et territoriales de santé, qui se sont accrues depuis la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.

Ce partenariat permet la production de nombreuses données d'observation en santé publique et environnementale à l'échelle des territoires de l'Eurométropole, avec une attention toute particulière à l'approche infra-communale et l'analyse des inégalités : mortalité prématurée, état de santé global des habitant·es, consommation de soins, offre de soins libérale, état de santé des enfants scolarisés, santé des femmes enceintes et des nouveaux nés etc. A ce titre, l'ORS Grand Est fourni une aide précieuse pour l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques sanitaires, médico-sociales et de santé environnementale de notre collectivité, en particulier les actions et projets inscrits dans les Contrats Locaux de Santé (CLS) de 3ème génération, dont la contractualisation partenariale a été validée en Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 12 mai 2023. Il est ainsi proposé de renouveler le conventionnement, et de soutenir la structure pour l'année en cours, conformément aux termes de la convention.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer une subvention de 20 000 € à l'Observatoire Régional de la Santé Grand Est pour l'année 2023,*

- *d'imputer cette dépense sur la ligne AS05A - 65748 - 410 - prog. 8004 dont le disponible avant le présent Conseil est de 100 000 €,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention financière afférente à la subvention allouée.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158776-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe : Attribution de subventions au titre de la santé

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2022	subvention proposée au CEMS du 28 juin 2023
l'Observatoire régional de la santé du Grand Est	Travaux d'observation	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
TOTAL		**20 000,00 €**	**20 000 €**	**20 000 €**

32

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attribution de subventions au titre des solidarités.

Numéro E-2023-607

Investie dans le champ des solidarités eurométropolitaines et intercommunales et en cohérence avec l'extension de la compétence logement social dont elle s'est saisie en 2006, l'Eurométropole de Strasbourg accompagne les acteurs de l'hébergement d'urgence et de la mise à l'abri des personnes sans-abri de son territoire.

Dans la continuité de ses engagements pris en 2022, cette délibération propose d'allouer des subventions de soutien à leurs actions pour un montant total de 571 200 €.

HOME PROTESTANT	253 000 €

Hébergement d'urgence dans le cadre du CHRS (centre d'hébergement et de réadaptation sociale) : 86 000 €
Hébergement de stabilisation et d'urgence : 153 000 €
Fonctionnement de la micro-crèche : 14 000 €

Hébergement d'urgence dans le cadre du CHRS (centre d'hébergement et de réadaptation sociale)
L'association propose des places d'hébergement d'urgence dans le cadre du CHRS. Elle assure l'accueil de femmes seules en situation de grande précarité. La structure dispose de 16 places dont une place SPIP (Service pénitentiaire d'insertion et de probation). La durée de prise en charge est de 6 mois. Elle dispose, par ailleurs, de 12 places d'urgence pour un hébergement de 1 à 3 nuitées.

Hébergement de stabilisation et d'urgence
Le Home Protestant propose un hébergement d'urgence de 30 places pour femmes seules ou accompagnées d'enfants réparties sur les deux sites de l'association : rue de l'Ail (26 places) et rue de l'Abbé Lemire (4 places). Le Home protestant accueille à tout moment de la journée et de la nuit des femmes en rupture sociale et/ou rencontrant des problèmes de dépendance et des femmes victimes de violences conjugales. Ce public est très éloigné de l'autonomie. Il nécessite une présence 24 h/24, une aide à la vie quotidienne, l'intervention d'un·e travailleur·se social·e et d'un·e infirmier·ère.

Fonctionnement de la micro-crèche

Le Home protestant en partenariat avec l'Etage a créé en 2010, une micro-crèche « le P'tit home ». D'une capacité d'accueil de 9 enfants, cette structure d'accueil innovante allie un mode de garde souple pour les enfants et un soutien aux parents. Elle s'adresse à des enfants dont l'accès à des structures « traditionnelles » est difficile, notamment en raison de la précarité sociale des parents. Ces places d'accueil sont inscrites au Contrat Enfance Jeunesse ce qui permet d'obtenir le reversement par la CAF de 50 % de la subvention attribuée par la Ville.

HORIZON AMITIE	110 000 €

Accueil des deux rives : 60 000 €
Accueil Koenigshoffen : 50 000 €

Fonctionnement de l'Accueil des deux rives
Hébergement dans la durée d'une quinzaine de sans domicile fixe, fortement précarisés par une longue vie à la rue. Ce service s'adresse à un public très éloigné de l'autonomie. Il nécessite une présence 24 h/24, une aide à la vie quotidienne, l'intervention d'un·e travailleur·se social·e et d'un·e infirmier·ère.

Fonctionnement de l'accueil Koenigshoffen
La structure d'hébergement de stabilisation accueille et accompagne des personnes en difficulté sociale, hommes, femmes et couples sans enfant. Les hébergements se font en appartements diffus, en cohabitation le plus souvent et disposent de 45 places.

L'ETAGE CLUB DE JEUNES	208 200 €

Espace Joséphine Baker

Financé dans le cadre de la Stratégie Pauvreté de l'Etat, ce dispositif vise à accueillir et accompagner des personnes à la rue et leurs chiens.
L'hébergement se fait dans des caravanes (22) et le terrain dispose d'installations sanitaires, de machines à laver, d'un chenil, de salles de réunion et de lieux de convivialité.
Le dispositif a accueilli 39 personnes depuis son ouverture, l'accompagnement est assuré par une équipe de deux travailleurs sociaux, d'une intervenante sociale avec un encadrement relevant d'un chef de service. Par ailleurs, deux consultations infirmières sont assurées chaque semaine et la Banque Alimentaire intervient pour livrer des colis alimentaires et des produits d'hygiène.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

– *d'allouer les subventions suivantes :*

HOME PROTESTANT	*253 000 €*
HORIZON AMITIE	*110 000 €*
L'ETAGE CLUB DE JEUNES	*208 200 €*

– *d'imputer ces subventions pour un montant total de 571 200 € au AS10A - 424 - 65748 - prog. 8000 dont le disponible avant le présent conseil est de 1 483 754,00 €,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159258-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU TITRE DES SOLIDARITES 28 JUIN 2023

Nom de l'association	objet de la demande	Montant Demandé	Montant alloué en 2022	Montant Proposé au Conseil Métropolitain du 28 juin 2023
Home protestant	le fonctionnement d'un hébergement d'urgence dans le cadre du CHRS (Centre d'hébergement contre l'exclusion et de réadaptation sociale)	88 000,00 €	86 000,00 €	86 000,00 €
Home protestant	le fonctionnement d'un hébergement de stabilisation et d'urgence	155 000,00 €	153 000,00 €	153 000,00 €
Home protestant	Fonctionnement d'une micro crèche en lien avec la structure d'hébergement de stabilisation et d'urgence	14 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €
Horizon amitié	le fonctionnement de l'Accueil des deux rives pour un public sans domicile fixe de longue date	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €
Horizon amitié	le fonctionnement de l'Accueil Koenigshoffen, pour des hommes isolés en grande précarité	60 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
Club de jeunes l'étage	le dispositif Josephine Baker : hébergement en caravane de public à la rue avec chiens	208 200,00 €	180 000,00 €	208 200,00 €
Total		**585 200,00 €**	**543 000,00 €**	**571 200,00 €**

33

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Soutien et accompagnement en faveur de la jeunesse eurométropolitaine : soldes de dotations prévention spécialisée 2023 et subventions à la Maison des adolescents et à l'association l'Etage.

Numéro E-2023-642

Dans le cadre de sa politique de soutien aux acteurs du champ social et médico-social intervenant auprès des jeunes sur le territoire, il est proposé le soutien au fonctionnement de sept structures pour l'année 2023.

1/ Dotation 2023 aux établissements de prévention spécialisée - versement du solde : 1 390 308 €

L'Eurométropole de Strasbourg déploie une offre éducative et sociale de proximité portée par cinq établissements sur 18 secteurs de trois communes de son territoire : Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim ; principalement sur les quartiers prioritaires de la politique de la Ville mais également au centre-ville.

Les services de prévention spécialisée, établissements sociaux et médicosociaux au sens de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), sont tarifés par une dotation financière globale couvrant l'ensemble des dépenses de l'établissement, conformément aux Conventions Plurianuelles d'Objectifs et de Moyens pour la période 2018-2021 prorogées pour la période 2022-2023.

Les moyens attribués cette année tiennent compte de l'évolution de la valeur du point d'indice et de la revalorisation salariale de 183 euros net mensuels attribués aux professionnel·les de la filière médico-sociale sur une année pleine. (Ségur de la santé)

Montants des dotations 2023 proposés :

Budget exécutoire 2023	Montant 2023 validé	Avance versée	Montant de la délibération de juin
Entraide le Relais	291 798 €	166 148 €	125 650 €

Budget exécutoire 2023	Montant 2023 validé	Avance versée	Montant de la délibération de juin
VIlaJe	360 249 €	206 709 €	153 540 €
Ass. du CSC Schoelcher - SPS	297 402 €	232 843 €	64 559 €
JEEP	1 738 866 €	1 216 763 €	522 103 €
ARSEA-OPI	1 827 404 €	1 302 948 €	524 456 €
TOTAL	**4 515 719 €**	**3 125 411 €**	**1 390 308 €**

2/ Attribution d'une subvention de fonctionnement au GIP Maison des Adolescents : 10 000 €.

La Maison des Adolescents est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) intervenant sur le territoire du Bas-Rhin qui a ouvert ses portes en 2011. Elle est un lieu d'écoute, de conseils et d'accompagnement pour les jeunes de 11 à 25 ans, ainsi que pour leurs familles et leurs proches. Ces derniers peuvent y trouver des réponses gratuites à leurs préoccupations qu'elles soient physiques, psychiques, relationnelles, sociales, éducatives ou juridiques. Seul·es ou accompagné.es d'un·e proche ou d'un·e professionnel·le, les jeunes trouvent, auprès de la Maison des Adolescents, un espace d'accueil, d'évaluation, d'accompagnement, d'entretiens, d'activités artistiques, manuelles, culturelles et psycho-éducatives. Pluridisciplinaire, la Maison des Adolescents propose également un espace d'échanges et de ressources pour tous les professionnel·les, les concerné·es et confronté·es aux problématiques de l'adolescence, sous forme de rencontres, de colloques ou de formations. L'Eurométropole de Strasbourg soutient la Maison des Adolescents depuis sa création via une mise à disposition de personnel et l'attribution d'une **subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 €.**

3/ Attribution d'une subvention à l'association l'Etage pour le fonctionnement de la Plateforme Jeunes : 288 000 €

Depuis bientôt 40 ans, l'association l'Étage mène de nombreuses actions avec un public de jeunes en grande difficulté : une plate-forme d'accueil et un restaurant social permettent d'établir et de maintenir le contact avec une population de jeunes adultes, souvent sans domicile fixe, dont une bonne partie ne fréquente guère les lieux habituels de l'action sociale. L'Étage constitue actuellement, à Strasbourg, le principal lieu d'accueil et d'accompagnement de jeunes de 18 à 25 ans en situation de rupture. Chaque année, un millier de personnes s'adressent aux différents services et près de 600 personnes ont une domiciliation postale active au siège de l'association.

Par ailleurs, depuis de nombreuses années, l'Étage a élargi ses services à de nouveaux publics, notamment vers les familles. L'association a développé un secteur important d'hébergement pour des publics très larges (familles, femmes isolées, mineurs isolés etc.) dans le cadre de dispositifs financés par l'Etat, l'Eurométropole, la CEA. L'Etage a enfin développé l'accès aux soins ou l'appui à la parentalité en lien avec la CAF.

La convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2025 signée entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association vise le soutien au fonctionnement du pôle

PlaJE qui regroupe l'ensemble des services à destination exclusive des jeunes de 18 à 25 ans. Aussi, il est proposé un soutien financier à hauteur de 288 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 29 juin 2018
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer aux associations habilitées dans le champ de la prévention spécialisée, les reliquats de dotations 2023 suivants :*

Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation – ARSEA	*524 456 €*
Jeunes Equipes d'Education Populaire- JEEP	*522 103 €*
Association du CSC Victor Schoelcher	*64 559 €*
Entraide le Relais	*125 650 €*
Association pour la prévention au centre-ville dans le quartier des Halles - « Ville Action Jeunesse » – ViLaJe	*153 540 €*
TOTAL	***1 390 308 €***

- *d'imputer cette dépense sur la ligne AS11E – 65568 – 424,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés fixant les dotations annuelles attribuées aux établissements de prévention spécialisée,

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

Maison des Adolescents	*10 000 €*
L'association Club de jeunes l'étage	*288 000 €*

- *d'imputer la subvention d'un montant de 10 000 € sur la ligne AS11E – 424 – prog.8093 – 65748,*
- *d'imputer la subvention d'un montant de 288 000 € sur la ligne AS11E – 424 –prog. 8093 - 65748,*

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e à signer les conventions financières y afférentes.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158914-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe : Attribution de subventions au titre de la prevention spécialisée

Association	Nature de la demande	Montant demandé	Allouée en 2022	Subvention proposée au CM du 26 juin 2023
GIP Maison des ados	Fonctionnement général de la Maison des Adolescents	20 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €
L'ETAGE Club de Jeunes	Plateforme jeunes appelée «Pla.Je »	288 485,00 €	266 000,00 €	288 000,00 €
TOTAL		**308 485,00 €**	**286 000 €**	**298 000,00 €**

34

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Convention d'occupation du stade de la Meinau et convention de mise à disposition des terrains d'entraînement annexes au stade- avenants de prolongation.

Numéro E-2023-420

Les conventions d'occupation du domaine public consenties au bénéfice du Racing club de Strasbourg Alsace pour le stade de la Meinau et les terrains d'entrainements, arrivent à échéance le 30 juin 2023.

Afin de permettre au club résident de poursuivre ses activités sportives et administratives et eu égard aux projets relatifs à la restructuration et à la rénovation du stade de la Meinau porté par l'Eurométropole de Strasbourg d'une part, et au centre d'entrainement professionnel porté par le Racing club de Strasbourg Alsace d'autre part, il est proposé :

- une prolongation d'un an par avenant, sur une saison sportive (2023-2024), de la convention de mise à disposition actuelle du stade de la Meinau au profit de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace, pour tenir compte du démarrage du chantier de rénovation et de restructuration du stade prévu à l'été 2023 ;
- sur cette période, l'application d'une redevance annuelle de 400 000 € HT soit 480 000 € TTC reste identique aux 6 dernières saisons ;
- une prolongation d'un an par avenant, sur une saison sportive (2023-2024), de la convention de mise à disposition actuelle des terrains d'entraînement annexes au stade de la Meinau, jusqu'à la signature du futur bail emphytéotique administratif prévu courant 2023 entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS Racing club de Strasbourg Alsace. L'application d'un loyer annuel de 17 445 € HT, soit 20 934 € TTC reste identique.

Ces avenants permettent de poursuivre la mise à disposition du site dans le cadre du début du chantier du stade, en prévision d'une convention intégrant les travaux les plus impactants prévus sur la saison 2024-2025.

Un dialogue a été engagé avec le club, pour intégrer de manière accrue et durable les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques dans leurs relations contractuelles avec l'Eurométropole de Strasbourg. Les autres conditions de mise à disposition restent, sous ce régime, inchangées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

approuve

- *la conclusion d'un avenant de prolongation à la convention d'occupation du domaine public au bénéfice de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace, pour la mise à disposition du stade de la Meinau, pour une durée d'un an, selon les modalités figurant dans le document joint en annexe,*

- *la conclusion d'un avenant de prolongation à la convention du domaine public au bénéfice de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace pour la mise à disposition des terrains d'entrainements annexes au stade de la Meinau, pour une durée d'un an, selon les modalités figurant dans le document joint en annexe ;*

décide

l'encaissement des recettes issues des redevances d'occupation, conformément aux conditions fixées dans les conventions afférentes, sur la ligne budgétaire suivante : 322-752.017-SJ03L pour le stade de la Meinau et les terrains d'entrainement annexés ;

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e, à signer et à exécuter les avenants et documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159810-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

AVENANT n° 3
à la convention d'occupation du Stade de la Meinau
signée en date du 30 novembre 2020

Entre les soussignés

L'Eurométropole de Strasbourg,
Centre Administratif 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex,
Représentée par Mme Pia IMBS, Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg
Ci-après désigné par les termes « la Collectivité »,

d'une part,

ET

La Société Actions Simplifiées « Racing Club de Strasbourg Alsace »
Dont le siège social est sis 12 rue de l'Extenwoerth 67100 STRASBOURG,
Représentée par M. Marc KELLER son Président,
Ci-après désignée par les termes « SAS RCSA »

d'autre part,

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du mercredi 28 juin 2023 portant sur la prolongation de la convention d'occupation du stade de la Meinau au bénéfice de la SAS RCSA

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de son accompagnement aux clubs utilisant ses équipements sportifs, poursuit la mise à disposition de locaux en faveur de la SAS RCSA telle que définie dans l'actuelle convention signée le 30 novembre 2020 pour une durée de deux ans et prolongée par un premier avenant jusqu'au 30 juin 2023, dans la perspective du chantier de rénovation et de restructuration du Stade de la Meinau.

Au 1er août 2022, il a également été établi un deuxième avenant pour acter le transfert de la prise en charge du fioul de l'Eurométropole de Strasbourg à la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace.

Eu égard au calendrier du phasage des travaux de rénovation du Stade la Meinau, avec notamment un démarrage des travaux prévu à l'été 2023 par l'extension arrière de la tribune Sud, n'impactant pas la jauge et l'exploitation actuelle du stade, il est proposé de prolonger la convention de mise à disposition du stade de la Meinau par un troisième avenant jusqu'au 30 juin 2024 dans les mêmes conditions.

Article 1er : Objet de l'avenant

Prolongation de la mise à disposition du stade

Le présent avenant a pour objet de prolonger la mise à disposition du Stade de la Meinau d'une année, soit jusqu'au 30 juin 2024, pour tenir compte du démarrage du chantier de rénovation et de restructuration du Stade de la Meinau prévu à l'été 2023.

Aménagement d'espaces de substitution lié à la période de travaux

En raison des travaux qui débuteront par l'extension arrière de la tribune Sud et qui ne permettront pas d'accueillir l'ensemble des partenaires, il est prévu :

- Sous la responsabilité du Racing Club de Strasbourg Alsace, des aménagements d'espaces d'hospitalités temporaires en tribune Nord. Un local de 45 m² mis à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg à la société Racing espaces verts (REV) sera récupéré par la SAS RCSA et deviendra un lieu de circulation pour accéder aux trois espaces suivants (cf. plan VIP) :
  - VIP Ouest de 182 m² pouvant accueillir 156 personnes
  - VIP Centrale de 270 m² pouvant accueillir 158 personnes
  - VIP Est de 185 m² pouvant accueillir 185 personnes
- Sous la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg, des aménagements d'espaces médias, une régie technique et une zone d'accueil des acteurs de match (officiels et équipes) à l'est du Rhin Tortue. Ces espaces provisoires se décomposent de la façon suivante (cf. plans modulaires et parkings) :
  - Zone mixte de 75 m² pouvant accueillir 75 personnes
  - Salle de conférence de presse de 92 m² pouvant accueillir 97 personnes
  - Une zone de stationnement (régie technique) de 1200 m² pouvant accueillir 6 cars de reportage, 25 VL et 2 véhicules liaison satellite.
  - Un parking officiel de 1990 m² pouvant accueillir 40 véhicules, 5 mini vans et 1 place pour un bus
  - Un parking VIP de 4000 m², non clôturé, de 169 places
  - Un parking visiteurs réduit à une surface de 5000 m².

Article 2 : Durée

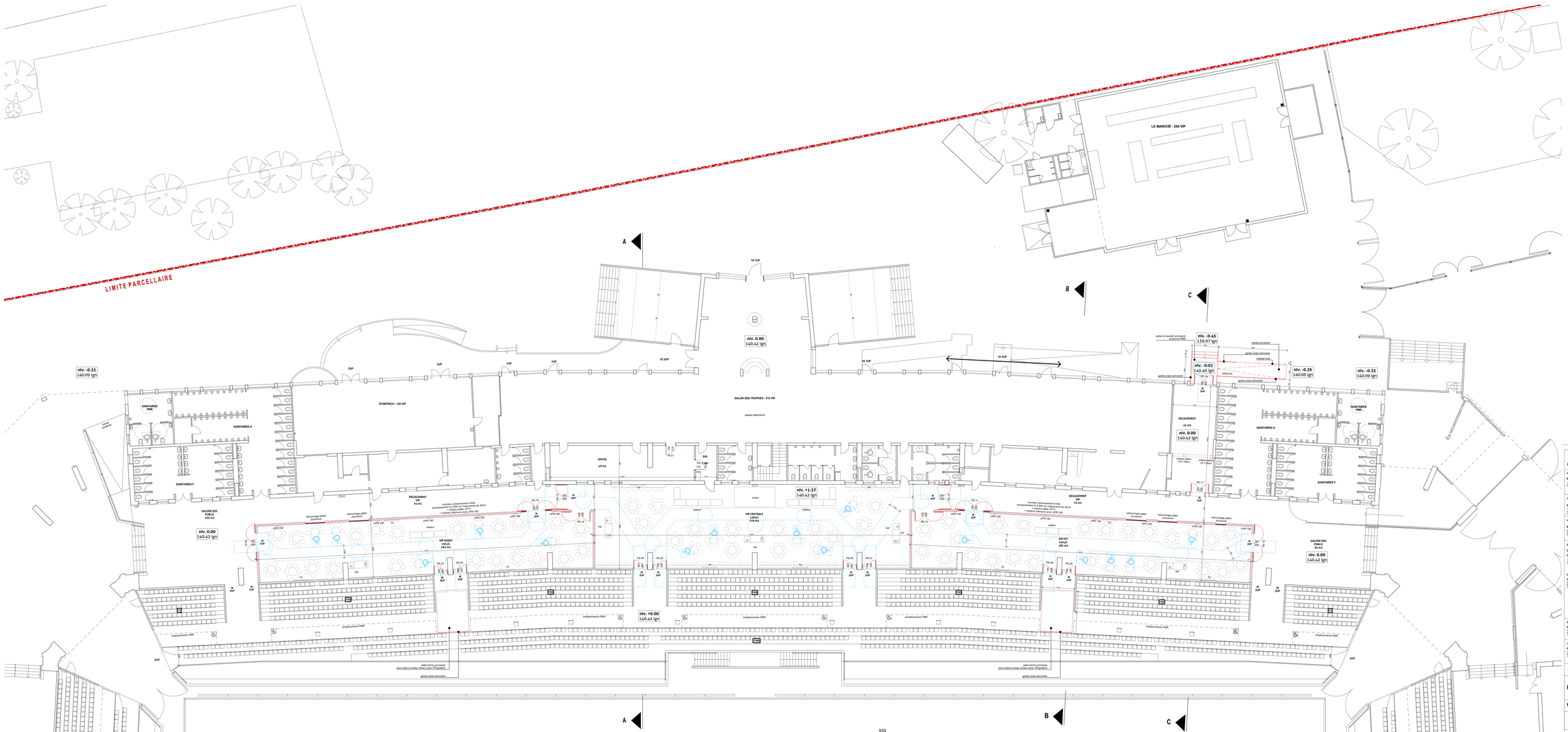
Le présent avenant prend effet à compter du 1er juillet 2023 et prolonge la durée de la convention d'occupation temporaire en vigueur jusqu'au 30 juin 2024.

Article 3 : Dispositions diverses

Toutes les clauses et conditions de la convention initiale non visées par le présent avenant n°3, demeurent d'application et continuent de produire leur plein effet.

Fait en double exemplaire
à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la SAS Racing club de Strasbourg Alsace
Pia IMBS Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	Marc KELLER Président



STADE DE LA MEINAU

CREATION DE SALONS VIP PROVISOIRES EN TRIBUNE NORD

MAITRE DE L'OUVRAGE:
RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE
Stade de la Meinau
67100 STRASBOURG CEDEX, France

ARCHITECTE MANDATAIRE:
POPULOUS
14 BLOOD COURT - DESIGN ROOM
LONDON EC3V 0EL, United Kingdom
T +44 (0)20 3875 7788 / +44 (0)20 3875 7470

ARCHITECTE ASSOCIÉ:
Rey + de Crécy
Parc d'activités du Ried - BATH - 67 167 Oberhausbergen
67100 Strasbourg, France
T +33 3 88 56 06 30

BUREAUX D'ETUDES
BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES
OTE / OTELIO
Parc d'activités du Ried
67100 Strasbourg-Hautepierre, France
T +33 3 88 61 56 56

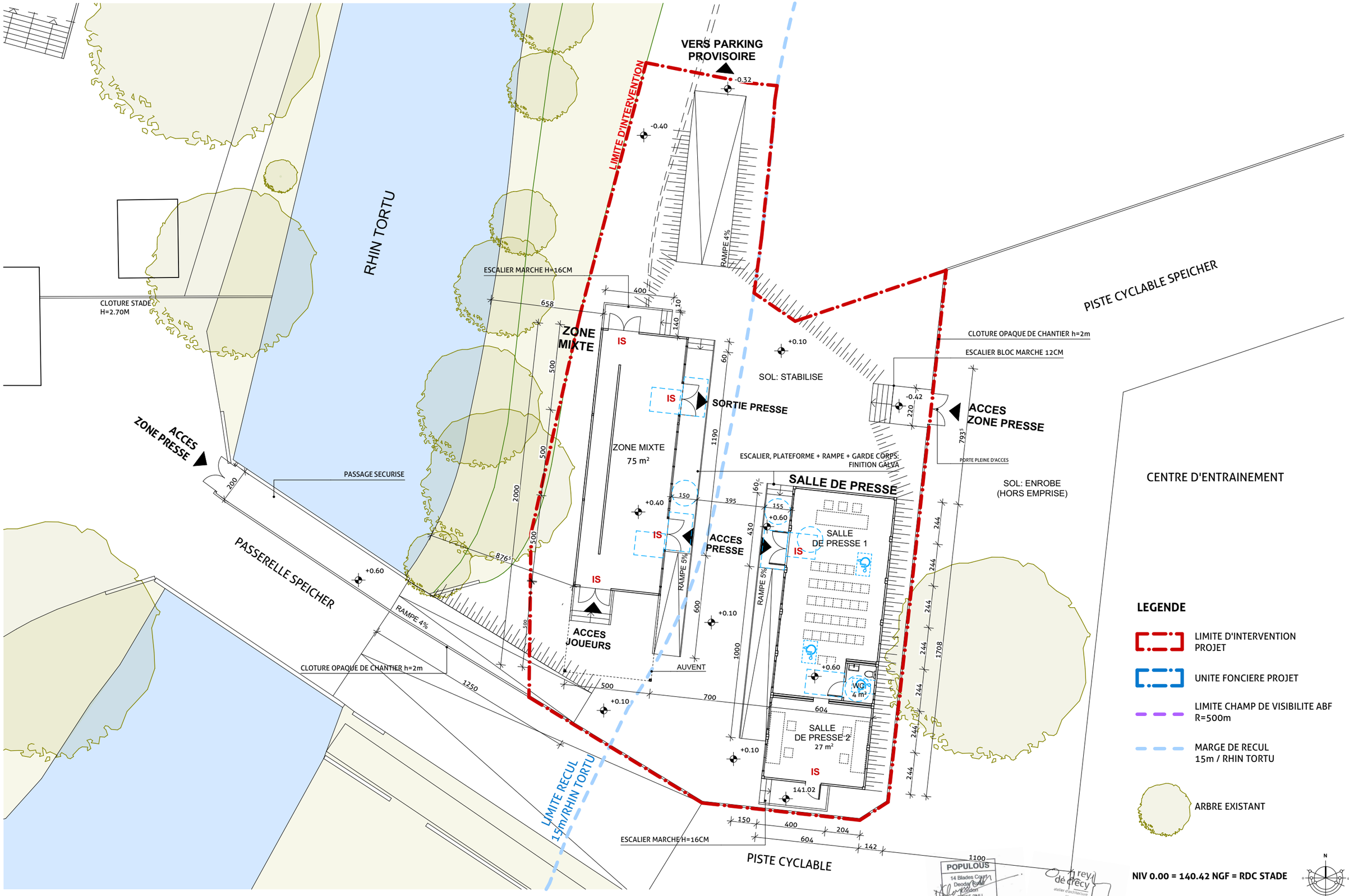
ECONOMISTE
CSBi
2 rue Jean Sapidus
67100 Strasbourg, France
T +33 (0) 3 88 24 25 24

BUREAU DE CONTROLE
APAVE
Parc d'activités
67100 Hautepierre, France
T +33 (0) 3 88 39 22 22

COORDINATEUR SPS
ALPES CONTROLES
19 Rue Adolphe Riche
67100 Strasbourg, France
T +33 (0) 3 67 10 94 94

DCE	DATE D'EMISSION: MARS 2023
PLAN RDC PROJET	NIVEAU DE REFERENCE: 0.00 PROJET = +140.42 IGN69-NGF
VIP_PLA02	

PROJET	EMETTEUR	ZONE	NIVEAU	TYPE	LOT	NUMERO	INDICE	FORMAT	ECHELLE
									1:100



mise en place de modulaires vestiaires & presse - stade de la Meinau, Strasbourg

940

PC39-40b

PLAN PROJETE: MODULAIRES PRESSE

maîtrise d'ouvrage : Eurométropole de Strasbourg / assistant moa : SERS
architecte mandataire : Populous
architecte associé : Rey-de Crécy / atelier d'architecture

BET TCE : OTE ingénierie
BET économie de la construction / OPC : C2BI
BET enveloppe : Maffeis engineering SpA

BET environnemental : OTELIO
BET acoustique : Vanguardia LTD
BET éclairage sportif: ME Engineers

bureau de contrôle : APAVE
SPS : Alpes Contrôles

indice : 0 date : 11/07/2022
échelle : 1:200

phase : PC
zone :

FLUX GENERAUX
AOUT 2023 - JUILLET 2024

LEGENDE

- flux véhicules
- flux piétons

accès spectateurs 830 m²

PARKING SPECTATEURS VISITEURS
5 000 m²

clôture opaque

clôture grillagée

PARKING VIP
169 VL
4 000 m²

véhicules visiteurs

véhicules vip
véhicules joueurs
véhicules officiels
véhicules production

PARKING PROVISOIRE JOUEURS ET DIRIGEANTS
40VL + 5 mini van + 1 bus
1 990 m²

clôture grillagée

AIRE REGIE
1 200 m²

accès véhicules 920 m²

spectateurs

uniquement issue de secours du public

ZONE CHANTIER

clôture opaque

ZONE PRESSE

clôture opaque

AVENANT n° 2
à la convention d'occupation des terrains d'entrainement annexés au stade de la Meinau signée en date du 18 octobre 2021

Entre les soussignés

L'Eurométropole de Strasbourg,
Centre Administratif 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex,
Représentée par Mme Pia IMBS, Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg
Ci-après désigné par les termes « la Collectivité »,

d'une part,

ET

La Société Actions Simplifiées « Racing Club de Strasbourg Alsace »
Dont le siège social est sis 12 rue de l'Extenwoerth 67100 STRASBOURG,
Représentée par M. Marc KELLER son Président,
Ci-après désignée par les termes « SAS RCSA »

d'autre part,

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du mercredi 28 juin 2023 portant sur la prolongation de la convention d'occupation des terrains d'entrainement annexés au stade de la Meinau au bénéfice de la SAS RCSA

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg poursuit la mise à disposition des terrains d'entrainement annexés au stade de la Meinau en faveur de la SAS RCSA tels que définis dans l'actuelle convention jusqu'à la signature du futur bail emphytéotique administratif, prévu entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS Racing club de Strasbourg Alsace, dans le cadre du projet de réalisation du centre d'entrainement professionnel porté par le club.

Au 1er juillet 2022, il a été établi un avenant pour prolonger une première fois la mise à disposition des terrains d'entrainement annexés au stade de la Meinau. À l'issue de cette échéance, il a été proposé un deuxième avenant prolongeant sa durée jusqu'au 30 juin 2023.

Une délibération relative à la conclusion d'un bail emphytéotique administratif (BEA) entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace (RCSA) pour la mise à disposition d'une emprise foncière affectée à la réalisation du centre d'entrainement professionnel du Racing Club de Strasbourg Alsace a été voté en Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 4 novembre 2022. Jusqu'à la signature du BEA prévu courant 2023, il est proposé de prolonger par un troisième avenant la mise à disposition des terrains d'entrainement.

Article 1er : Objet de l'avenant

Prolongation de la mise à disposition des terrains d'entrainement

Le présent avenant a pour objet de prolonger la mise à disposition des terrains d'entrainement annexés au stade de la Meinau d'une année, soit jusqu'au 30 juin 2024, jusqu'à la signature du futur bail emphytéotique administratif relatif au centre d'entrainement professionnel porté par le club.

Aménagement d'une structure provisoire

En raison du démarrage du chantier relatif à la rénovation du stade de la Meinau, il est prévu, sous la responsabilité du Racing club de Strasbourg Alsace, d'aménager une structure provisoire sur l'emprise du centre d'entrainement professionnel. Ces espaces se décomposent de la façon suivante (cf. plan) :

- d'un centre d'entrainement provisoire d'une surface de 1 343 m²
- d'un parking provisoire VL de 80 places
- d'un parking à vélos de 30 places
- de trois terrains de tennis ballon

Article 2 : Durée

Le présent avenant prend effet à compter du 1er juillet 2023 et prolonge la durée de la convention d'occupation temporaire en vigueur jusqu'au 30 juin 2024.

Article 3 : Loyer

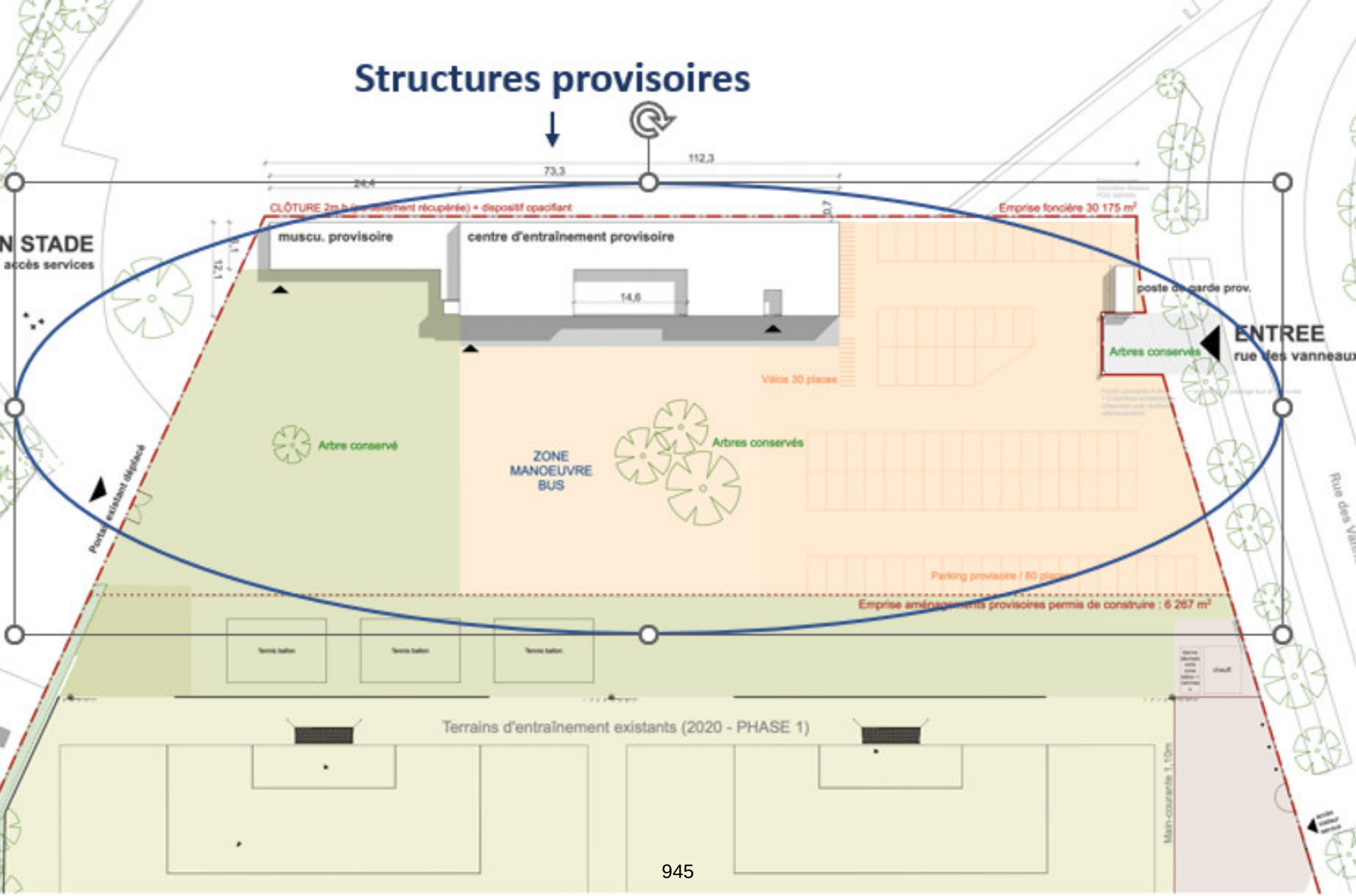
Le présent avenant est consenti et accepté pour un loyer de 17 445 € HT, soit 20 934 € TTC au titre de la saison sportive 2023-2024 payable, après signature du présent avenant, en juin 2024, dès réception de l'avis de la somme à payer.

Article 4 : Dispositions diverses

Toutes les clauses et conditions de la convention initiale non visées par le présent avenant n°2, demeurent d'application et continuent de produire leur plein effet.

Fait en double exemplaire
à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la SAS Racing club de Strasbourg Alsace
Pia IMBS Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	Marc KELLER Président


Structures provisoires
73,3
112,3
24,4
CLÔTURE 2m h (non-aveuglement récupérée) + dispositif opacifiant
Emprise foncière 30 175 m²
N STADE
accès services
muscu. provisoire
centre d'entraînement provisoire
14,6
poste de garde prov.
ENTREE
rue des vanneaux
Arbres conservés
Vélos 30 places
Arbre conservé
ZONE
MANOEUVRE
BUS
Arbres conservés
Parking provisoire / 80 places
Emprise aménagements provisoires permis de construire : 6 267 m²
Terrains d'entraînement existants (2020 - PHASE 1)
Limite de l'emprise foncière
Limite intervention
Projet
Provisoire
Enrobé
Sol stabilisé et perméable
Terrains
existants
Sol stabilisé et perméable
Gazon renforcé

35

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Versement de subventions aux associations sportives de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-606

1) Soutien aux associations sportives de l'Eurométropole

Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du sport (soutien aux initiatives communales pour le sport de haut-niveau amateur, susceptible de favoriser le rayonnement et le développement social et culturel de l'agglomération et présentant un intérêt intercommunal), l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir financièrement les associations, athlètes et organisateurs de manifestations de haut niveau.

Afin de répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques définis par l'Eurométropole de Strasbourg, un dialogue de gestion est mené avec tous les acteurs du haut-niveau (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) pour que ces objectifs soient intégrés de manière accrue dans leurs activités.

Pour le versement de subventions pour l'organisation de manifestations sportives pour les manifestations d'importance accueillies dans des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, une répartition de l'accompagnement par bassin de vie et par catégorie (or, argent, bronze) est mise en place. Ce dispositif permet d'harmoniser le soutien aux initiatives communales en complément de l'apport des communes par une prise en compte de la répartition géographique et du rayonnement de l'évènement.

Bassin de vie Nord	**Association pour l'Animation et la Promotion du Territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (APTES)** Soutien à l'organisation des Foulées Eco-Solidaires de Schiltigheim qui se tiendront à Schiltigheim le 14 juin 2023	2 000 €
	Sporting Club de Schiltigheim Soutien à l'organisation du Blind Football Grand Prix France 2023 qui se déroulera au complexe de l'Aar à Schiltigheim du 24 juin au 1er juillet 2023	4 000 €
	Stade Unioniste Schiltigheim Tennis de table	8 000 €

	Soutien à l'organisation des Euro Mini Champ's qui se tiendront au centre sportif Nelson Mandela de Schiltigheim du 25 au 27 août 2023	
Bassin de vie Sud	**Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine** Soutien à l'organisation du championnat de France classe 470, dériveur olympique sur le plan d'eau de Plobsheim du 27 au 29 mai 2023.	1 000 €
	Association du Comité des Fêtes de Fegersheim - Ohnheim (ACFFO) Soutien à l'organisation des Foulées de Fegersheim qui se tiendront sur la commune de Fegersheim le 3 septembre 2023	3 000 €
Bassin de vie Centre	**Strasbourg Agglomération Athlétisme (S2A)** Soutien à l'organisation du meeting d'athlétisme de Strasbourg, le 16 juin 2023 au stade d'athlétisme de Hautepierre	4 000 €

Dans le cadre de ses compétences, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir l'évènementiel sportif pour les grands évènements sportifs de masse ou évènements à grand rayonnement national, international ou mondial, utilisant un équipement d'agglomération.

Ballet Nautique de Strasbourg (BNS) Organisation des championnats de France de natation artistique du 27 juin au 2 juillet 2023 au centre nautique de Schiltigheim	15 000 €

2) Versement de subventions aux clubs de performance en sport collectif et individuel – clubs intercommunaux

Sont éligibles au soutien de l'Eurométropole de Strasbourg les clubs sportifs répondant aux critères suivants :
- Club de sport collectif ou individuel,
- Club affilié à une fédération unisport agréée par le ministère chargé des sports ou une fédération paralympique,
- Club évoluant au niveau national (hors résultats individuels),
- Hors clubs leaders (déjà subventionnés par l'EMS).

Le montant du soutien est apprécié de la manière suivante :

Sports collectifs
- 1er niv national amateur = 6 000 €
- 2ème niv national amateur = 4 000 €
- 3ème niv national amateur = 2 000 €

Sports individuels
- Rang 1 = 3 000 €
- Rang 2 = 2 000 €

- Rang 3 = 1 000 €

(selon le niveau d'évolution et le rayonnement de la discipline)

Il est dès lors proposé d'allouer aux clubs une aide financière pour la saison 2022-2023, représentant une somme de 91 000 €,

Bassin de vie	Associations	Montants
Nord	Société de gymnastique Liberté Bischheim/Hoenheim (gym sportive)	1 000 €
	Association des Clubs de Sports et de LoisirsLéo Lagrange Schiltigheim/Bischheim (karaté)	1 000 €
	Vélo Club d'Eckwersheim (cyclisme)	2 000 €
	les Fous Furieux du Canal de l'Ill - (échecs)	1 000 €
	Association Sportive Hœnheim Sports (handball)	4 000 €
	Pétanque Club de la Wantzenau (pétanque)	1 000 €
	Club d'Echecs de Mundolsheim (échecs)	1 000 €
	Club Sportif Reichstett (handball)	4 000 €
	Tennis club Padel de Reichstett	1 000 €
	Basket Club Souffelweyersheim (basket)	2 000 €
	Sporting Club Schiltigheim (football)	2 000 €
	Le Géant (cheerleading)	1 000 €
Ouest	Handball Club d'Eckbolsheim	2 000 €
	La Vosgesia Basket	4 000 €
	Tennis club d'Oberhausbergen (handitennis)	3 000 €
Sud	Cercle Jean Sébastien Geispolsheim - (CJS) (basket)	4 000 €
	Club de Rugby Illkirch Graffenstaden (rugby)	2 000 €
	Handball Association Illkirch-Graffenstaden - (HAIG) - Handball masculin : 2 000 € - Handball féminin : 2 000 €	4 000 €
	Football Association Illkirch-Graffenstaden – (FAIG) (Football)	2 000 €
	Multisport Lipsheim (lutte grapling)	1 000 €
	Twirling Bâton Plobsheim (twirling bâton)	1 000 €
	Karaté Sport et Loisirs de Plobsheim (karaté)	1 000 €
	Plobsheim Olympic Club (handball)	4 000 €
Centre	Activités Sportives Culturelles de Plein Air (canoé-kayak)	1 000 €

Bassin de vie	Associations	Montants
	Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine (voile)	1 000 €
	ASL Robertsau (badminton)	1 000 €
	ASPTT Strasbourg (sport adapté)	2 000 €
	Association Sportive Tours de Roues Energie Strasbourg (handibasket)	2 000 €
	Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	1 000 €
	Bischheim Strasbourg Skating	1 000 €
	Cercle d'Echecs de Strasbourg (échecs)	1 000 €
	Cercle d'Escrime de Strasbourg (escrime)	1 000 €
	Club des sports de glace (hockey sur glace)	2 000 €
	Ill Tennis Club (tennis)	1 000 €
	Le Minotaure (football américain)	2 000 €
	Neuhof Futsal NF (futsal)	4 000 €
	Racing Club de Strasbourg Omnisport - Tennis de table : 1 000 € - Tir sportif : 1 000 €	2 000 €
	Strasbourg Alsace Rugby (rugby)	2 000 €
	Strasbourg Université Club - Gymnastique sportive : 1 000 € - Ultimate : 1 000 € - Volley-ball : 4 000 €	6 000 €
	Strascross - Roller derby : 2 000 € - Roller hockey : 4 000 €	6 000 €
	Volley-Ball Club Strasbourg - Volley-ball masculin : 4 000 € - Volley-ball féminin : 2 000 €	6 000 €

3) Versement d'une subvention au Comité départemental de natation du Bas-Rhin pour la réalisation d'actions sur les 4 plans d'eau de l'Eurométropole.

Le Comité départemental du Bas-Rhin de natation renouvellera durant l'été 2023 un programme d'activités aquatiques sur les quatre baignades aménagées du territoire de l'Eurométropole :

du 11 au 23 juillet :
- Plan d'eau du Baggersee (apprentissage et activités loisirs)
- Plan d'eau du Lac Achard (apprentissage et activités loisirs)

du 25 juillet au 6 août :
- Ballastière de Bischheim (apprentissage)
- Plan d'eau du Neubiltz à Reichstett (apprentissage et activités loisirs)

Ce projet partenarial, d'un budget de 44 630 €, est cofinancé notamment par l'Agence Nationale du Sport via le projet sportif fédéral, la Collectivité européenne d'Alsace, la Ligue Grand Est de natation, et les communes gestionnaires des plans d'eau.

Il est ainsi proposé que l'Eurométropole soutienne ce dispositif par le versement d'une subvention de 18 700 € décomposée comme suit :
- 16 800 € pour le volet apprentissage de la natation des 4 sites ;
- 1 900 € pour la partie des activités ludiques et aquatiques au Lac Achard en tant que collectivité propriétaire du site.

Cette opération répond en effet pleinement aux enjeux d'un plan baignade par ses dimensions :
- environnementale : elle permet de rapprocher les habitants-es des baignades en milieu naturel, d'encourager à l'occupation des îlots de fraicheur que constituent les plans d'eau en milieu urbain ou péri-urbain,
- sociale : les animations sont entièrement gratuites, y compris les cycles d'apprentissage de la natation. Ce projet participe ainsi au savoir-nager sécuritaire et à la lutte contre le risque de noyade. Il encourage enfin à la pratique sportive et au lien vers les structures associatives locales.

Ce dispositif complète l'offre proposée par la collectivité dans les piscines du territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de communauté du 06 novembre 1998
vu la délibération d'orientations communautaires relatives au sport du 11 juillet 2002
vu la délibération du Conseil de communauté du 20 décembre 2002
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2020
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution de subventions, d'un montant total de 146 700 € réparti comme suit :

- *15 000 € sur le compte 326/65748/8050/SJ03B à l'association suivante :*

Ballet Nautique de Strasbourg (BNS) *Organisation des championnats de France de natation artistique du 27 juin au 2 juillet 2023 au centre nautique de Schiltigheim*	*15 000 €*

- *22 000 € sur le compte 30/65748/8051/SJ03C aux associations sportives suivantes :*

Association pour l'Animation et la Promotion du Territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (APTES) *Soutien à l'organisation des Foulées Eco-Solidaires de Schiltigheim qui se tiendront à Schiltigheim le 14 juin 2023*	*2 000 €*
Stade Unioniste Schiltigheim Tennis de table *Soutien à l'organisation des Euro Miini Champ's organisés au centre sportif Nelson Mandela de Schiltigheim du 25 au 27 août 2023*	*8 000 €*
Association du Comité des Fêtes de Fegersheim-Ohnheim (ACFFO) *Soutien à l'organisation des Foulées de Fegersheim qui se tiendront sur la commune de Fegersheim le 3 septembre 2023*	*3 000 €*
Sporting Club de Schiltigheim *Soutien à l'organisation du Blind Football Grand Prix France 2023 qui se déroulera au complexe de l'Aar à Schiltigheim du 24 juin au 1er juillet 2023*	*4 000 €*
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine *Soutien à l'organisation du championnat de France classe 470, dériveur olympique sur le plan d'eau de Plobsheim du 27 au 29 mai 2023.*	*1 000 €*
Strasbourg Agglomération Athlétisme (S2A) *Soutien à l'organisation du meeting d'athlétisme de Strasbourg, le 16 juin 2023 au stade d'athlétisme de Hautepierre*	*4 000 €*

- *91 000 € sur le compte 30/65748/8115/SJ03C aux associations sportives suivantes :*

Bassin de vie	*Associations*	*Montants*
Nord	*Société de gymnastique Liberté Bischheim/Hoenheim (gym sportive)*	*1 000 €*
	Association des Clubs de Sports et de LoisirsLéo Lagrange Schiltigheim/Bischheim (karaté)	*1 000 €*
	Vélo Club d'Eckwersheim (cyclisme)	*2 000 €*
	les Fous Furieux du Canal de l'Ill - (échecs)	*1 000 €*
	Association Sportive Hœnheim Sports (handball)	*4 000 €*
	Pétanque Club de la Wantzenau (pétanque)	*1 000 €*
	Club d'Echecs de Mundolsheim (échecs)	*1 000 €*
	Club Sportif Reichstett (handball)	*4 000 €*
	Tennis club Padel de Reichstett	*1 000 €*
	Basket Club Souffelweyersheim (basket)	*2 000 €*
	Sporting Club Schiltigheim (football)	*2 000 €*

Bassin de vie	*Associations*	*Montants*
	Le Géant (cheerleading)	*1 000 €*
Ouest	*Handball Club d'Eckbolsheim*	*2 000 €*
	La Vosgesia Basket	*4 000 €*
	Tennis club d'Oberhausbergen (handitennis)	*3 000 €*
Sud	*Cercle Jean Sébastien Geispolsheim - (CJS) (basket)*	*4 000 €*
	Club de Rugby Illkirch Graffenstaden (rugby)	*2 000 €*
	Handball Association Illkirch-Graffenstaden - (HAIG) *- Handball masculin : 2 000 €* *- Handball féminin : 2 000 €*	*4 000 €*
	Football Association Illkirch-Graffenstaden – (FAIG) (Football)	*2 000 €*
	Multisport Lipsheim (lutte grapling)	*1 000 €*
	Twirling Bâton Plobsheim (twirling bâton)	*1 000 €*
	Karaté Sport et Loisirs de Plobsheim (karaté)	*1 000 €*
	Plobsheim Olympic Club (handball)	*4 000 €*
Centre	*Activités Sportives Culturelles de Plein Air (canoé-kayak)*	*1 000 €*
	Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine (voile)	*1 000 €*
	ASL Robertsau (badminton)	*1 000 €*
	ASPTT Strasbourg (sport adapté)	*2 000 €*
	Association Sportive Tours de Roues Energie Strasbourg (handibasket)	*2 000 €*
	Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	*1 000 €*
	Bischheim Strasbourg Skating	*1 000 €*
	Cercle d'Echecs de Strasbourg (échecs)	*1 000 €*
	Cercle d'Escrime de Strasbourg (escrime)	*1 000 €*
	Club des sports de glace (hockey sur glace)	*2 000 €*
	Ill Tennis Club (tennis)	*1 000 €*
	Le Minotaure (football américain)	*2 000 €*
	Neuhof Futsal NF (futsal)	*4 000 €*
	Racing Club de Strasbourg Omnisport *- Tennis de table : 1 000 €* *- Tir sportif : 1 000 €*	*2 000 €*
	Strasbourg Alsace Rugby (rugby)	*2 000 €*
	Strasbourg Université Club *- Gymnastique sportive : 1 000 €*	*6 000 €*

Bassin de vie	*Associations*	*Montants*
	- Ultimate : 1 000 € *- Volley-ball : 4 000 €*	
	Strascross *- Roller derby : 2 000 €* *- Roller hockey : 4 000 €*	*6 000 €*
	Volley-Ball Club Strasbourg *- Volley-ball masculin : 4 000 €* *- Volley-ball féminin : 2 000 €*	*6 000 €*

- *18 700 € sur le compte 323/65748/8056/SJ04A à l'association sportive suivante :*

Comité départemental du Bas-Rhin de Natation *Soutien à l'organisation d'activités d'apprentissage de la natation et de loisirs sur les plans d'eau de l'Eurométropole à usage de baignade.*	*18 700 €*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires :

- *326/65748/8050/SJ03B, dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 15 000 €,*
- *30/65748/8051/SJ03B, dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 69 500 €,*
- *30/65748/8115/SJ03C, dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 418 931 € ,*
- *323/65748/8056/SJ04A dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 18 700 € ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions afférentes ainsi que tous les documents y relatifs

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158617-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

Soutien aux associations sportives de l'Eurométropole

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
ACAL	Soutien à l'organisation de la régate organisée par l'Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine en mai 2023 sur le plan d'eau d'Eschau	1 000 €	1 000 €	1 000 €-
Animation et promotion du Territoire de l'EMS (APTES)	Soutien à l'organisation des Foulées Eco-Solidaires de Schiltigheim le 14 juin 2023	2 000 €	2 000 €	3 000 €
Association du Comité des Fêtes de Fegersheim-Ohnheim (ACFFO)	Soutien à l'organisation des Foulées de Fegersheim le 3 septembre 2023	3 000 €	3 000 €	3 000 € -
Ballet nautique de Strasbourg	Soutien à l'organisation des championnats de France de natation artistique au centre nautique de Schiltigheim du 27 juin au 2 juillet 2023	15 000 €	15 000 €	4 000 €-
Comité départemental de natation du Bas-Rhin	Soutien au dispositif estival Nager Grandeur Nature sur les 4 plans d'eau du territoire de l'EMS	19 550 €	18 700 €	18 700 €
Sporting club de Schiltigheim	Soutien à l'organisation du Blind Football Grand Prix 2023 qui se déroulera du 24 juin au 1er juillet 2023 au complexe de l'Aar à Schiltigheim	10 000 €	4 000 €	- -
Strasbourg Agglomération Athlétisme	Soutien au meeting d'athlétisme inscrit au calendrier fédéral avec des épreuves ciblées de niveau international	8 000 €	4 000 €	4 000 €
SUS Tennis de table	Soutien à la 16ème édition des Euro Mini Champ's tennis de table qui aura lieu du 25 au 27 août 2023 à Schiltigheim	12 000 €	8 000 €	12 000 €

Versement de subventions aux clubs de performance – sports collectif et individuel – clubs intercommunaux – saison sportive 2022-2023

Bassin de vie	Associations	Montant proposé	Montants octroyé n-1
Nord	Société de gymnastique Liberté Bischheim/Hoenheim (gym sportive)	1 000 €	1 000 €
	Léo Lagrange Schiltigheim/Bischheim (karaté)	1 000 €	1 000 €
	Vélo Club d'Eckwersheim (cyclisme)	2 000 €	2 000 €
	les Fous Furieux du Canal de l'Ill - (échecs)	1 000 €	1 000 €
	Association Sportive Hœnheim Sports (handball)	4 000 €	4 000 €
	Pétanque Club de la Wantzenau (pétanque)	1 000 €	1 000 €
	Club d'Echecs de Mundolsheim (échecs)	1 000 €	1 000 €

	Club Sportif Reichstett (handball)	4 000 €	6 000 €
	Tennis club Padel de Reichstett	1 000 €	1 000 €
	Basket Club Souffelweyersheim (basket)	2 000 €	
	Sporting Club Schiltigheim (football)	2 000 €	
	Géant Souffelweyersheim (cheerleading)	1 000 €	1 000 €
Ouest	Handball Club d'Eckbolsheim	2 000 €	2 000 €
	La Vosgesia basket	4 000 €	4 000 €
	Tennis club d'Oberhausbergen (handitennis)	3 000 €	3 000 €
Sud	Cercle Jean Sébastien Geispolsheim - (CJS) (basket)	4 000 €	4 000 €
	Club de Rugby Illkirch Graffenstaden (rugby)	2 000 €	2 000 €
	Handball Association Illkirch-Graffenstaden - (HAIG) (handball)	4 000 €	2 000 €
	Football Association Illkirch-Graffenstaden – (FAIG) (Football)	2 000 €	2 000 €
	Multisport Lipsheim (lutte grapling)	1 000 €	1 000 €
	Twirling Bâton Plobsheim (twirling bâton)	1 000 €	1 000 €
	Karaté Sport et Loisirs de Plobsheim (karaté)	1 000 €	1 000 €
	Plobsheim Olympic Club (handball)	4 000 €	4 000 €
Centre	Activités Sportives Culturelles de Plein Air (canoé-kayak)	1 000 €	1 000 €
	Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine (voile)	1 000 €	1 000 €
	ASL Robertsau (badminton)	1 000 €	1 000 €
	ASPTT Strasbourg (sport adapté)	2 000 €	2 000 €
	Association Sportive Tours de Roues Energie Strasbourg (handibasket)	2 000 €	2 000 €
	Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	1 000 €	1 000 €
	Bischheim Strasbourg Skating	1 000 €	1 000 €
	Cercle d'Echecs de Strasbourg (échecs)	1 000 €	1 000 €
	Cercle d'Escrime de Strasbourg (escrime)	1 000 €	1 000 €
	Club des sports de glace (hockey sur glace)	2 000 €	
	Ill Tennis Club (tennis)	1 000 €	1 000 €
	Le Minotaure (football américain)	2 000 €	2 000 €
	Neuhof Futsal NF (futsal)	4 000 €	4 000 €

	Racing Club de Strasbourg Omnisport	2 000 €	2 000 €
	Strasbourg Alsace Rugby (rugby)	2 000 €	2 000 €
	Strasbourg Université Club	6 000 €	6 000 €
	Strascross	6 000 €	10 000 €
	Volley-Ball Club Strasbourg	6 000 €	4 000 €

Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 35 à l'ordre du jour :

Versement de subventions aux associations sportives de l'Eurométropole de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 87 voix + 1

+ 1 voix : Mme Jeanne BARSEGHIAN qui avait la procuration de M. Syamak AGHA BABAEI a rencontré un problème avec l'application de vote alors que ce dernier souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°35

Versement de subventions aux associations sportives de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour 87	AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BAUR Jacques, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LOBSTEIN Andre, LORENTZ Alexandre, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre 0	
Abstention 0	

36

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Subventions pour les grandes salles de spectacles métropolitaines au titre de l'année 2023.

Numéro E-2023-580

Depuis décembre 1997, l'Eurométropole de Strasbourg soutient les salles de spectacle situées sur son territoire et contribue à développer une action culturelle à vocation métropolitaine. Ce soutien s'articule en complémentarité avec le fonds de concours versé aux salles de spectacle gérées en régie par les communes membres de l'Eurométropole, qui a fait l'objet d'une refonte en 2022.

Dans la même dynamique l'Eurométropole a souhaité, pour les salles de spectacle sous forme associative, prendre en compte le développement de leurs activités artistiques et culturelles et leur inscription dans la politique culturelle de l'Eurométropole telle que définie par la délibération-cadre du 24 mars 2021.

Cette dernière s'articule autour des quatre axes stratégiques suivants :
- mutualiser : faire émerger et soutenir un réseau d'acteurs culturels métropolitains ;
- diffuser : encourager la circulation des œuvres et de tous les publics sur l'ensemble de l'Eurométropole ;
- revitaliser : promouvoir la culture régionale ;
- rayonner : favoriser le rayonnement du territoire.

Dans une volonté de maintenir le soutien de l'Eurométropole aux salles de spectacle métropolitaines, il est proposé d'attribuer en 2023 des subventions aux salles suivantes :
- Association pour la Promotion de la Culture en Alsace (APCA) Choucrouterie : 50 000 € ;
- Le Kafteur: 50 000 € ;
- Le Maillon – Pôle européen de création: 80 000 € ;
- Le TJP – Centre Dramatique National Strasbourg – Grand Est: 80 000 € ;
- Pôle Sud - Centre de développement chorégraphique national: 80 000 € ;
- Artefact PRL: 80 000 € ;
- Dirty 8: 10 000 € ;
- L'Espace Django Strasbourg Neuhof : 50 000 €.

L'Eurométropole pourra inscrire ce soutien dans le cadre des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens, conclues avec les structures bénéficiaires, afin de fixer des objectifs en lien avec la stratégie de développement culturel de l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions suivantes au titre de l'année 2023 :

APCA Choucrouterie	*50 000 €*
Kafteur	*50 000 €*
Maillon	*80 000 €*
TJP	*80 000 €*
Pôle Sud	*80 000 €*
Artefact PLR	*80 000 €*
Dirty 8	*10 000 €*
Espace Django Strasbourg Neuhof	*50 000 €*
TOTAL	***480 000 €***

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 480 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 311 – nature 65748 – programme 8060 du budget 2023 dont le disponible avant le présent Conseil est de 645 000 € ;

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces fonds de concours.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158644-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu

le 5 juillet 2023

Conseil Eurométropole du 28 juin 2023

Association	Nature de la sollicitation	Montant		
		Sollicité	Proposé	Alloué N-1
APCA Choucrouterie	Aide au fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Le Kafteur	Aide au fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Le Maillon	Aide au fonctionnement	85 000 €	80 000 €	80 000 €
TJP	Aide au fonctionnement	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Pôle Sud	Aide au fonctionnement	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Artefact PRL	Aide au fonctionnement	90 000 €	80 000 €	80 000 €
Dirty 8	Aide au fonctionnement	15 000 €	10 000 €	10 000 €
Espace Django Strasbourg Neuhof	Aide au fonctionnement	55 000 €	50 000 €	50 000 €

Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 36 à l'ordre du jour :

Subventions pour les grandes salles de spectacles métropolitaines au titre de l'année 2023.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 88 voix + 1

+ 1 voix : Mme Marie-Françoise HAMARD a rencontré un problème avec l'application de vote alors que cette dernière souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°36

Subventions pour les grandes salles de spectacles métropolitaines au titre de l'année 2023.

Pour 88	AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BAUR Jacques, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LOBSTEIN Andre, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre 0	
Abstention 0	

37

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Participation au financement d'une exposition majeure des musées de la ville de Strasbourg.

Numéro E-2023-302

Depuis 1999, la Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole, verse annuellement une participation financière à l'organisation d'une ou plusieurs grandes expositions portées par le Service des musées de la Ville.

Un arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2002 a officialisé le principe des fonds de concours que peut verser l'Eurométropole pour les expositions exceptionnelles des musées. Cette compétence a été confirmée à l'article 4 alinéa 2 du décret du 23 décembre 2014 portant création de l'Eurométropole de Strasbourg.

C'est dans ce cadre que se situe la proposition de versement d'un nouveau fonds de concours pour l'exposition majeure consacrée au sida qui se tiendra du 6 octobre 2023 au 4 février 2024 au musée d'art moderne et contemporain.

Ce soutien, s'élevant pour 2023 à 260 000 €, s'accompagne des contreparties suivantes :
- visibilité de l'Eurométropole sur l'ensemble des documents de communication relatifs aux expositions concernées par ce soutien ;
- organisation de visites pour les publics de l'Eurométropole ;
- mise en œuvre d'actions contribuant au développement de la politique culturelle métropolitaine dans le but de faire connaître les musées de Strasbourg au public métropolitain et valorisant des œuvres acquises par l'Eurométropole et déposées aux musées de la Ville pour les habitant·es de l'Eurométropole.

MUSÉE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

Aux Temps du sida, Œuvres, récits et entrelacs 6 octobre 2023 – 4 février 2024

À partir des années 1980, le Virus de l'Immonudéficience Humaine (VIH) et son stade ultime, le sida, explosent de manière incontrôlable aux États-Unis, en France et bientôt partout dans le monde. Cette crise sanitaire va aussi se révéler être une crise des

représentations qui occasionne, jusqu'à aujourd'hui, l'apparition de nouvelles formes dans la création. Le virus emporte une génération de créateurs, d'écrivains, de chorégraphes, de cinéastes, de plasticiens… tandis que la maladie s'insinue, de façon manifeste ou en filigrane, dans les œuvres.

On voit éclore chez les artistes des prises de parole engagées voire militantes tandis que les luttes pour plus de tolérance, de visibilité et de droits plus inclusifs et pour tous s'organisent, et ce, aussi par le truchement de l'œuvre d'art.

L'exposition *Aux Temps du sida* parle d'un temps encore non révolu où l'épidémie n'est pas surmontée en dépit d'importantes avancées médicales. Les quarante dernières années ont vu s'entremêler des moments de peur, de deuil, de courage, de solidarité, d'espoir, tous adossés à des formes de créations dont on regarde aujourd'hui encore la force avec fascination, sinon admiration. Exposition pluridisciplinaire, *Aux Temps du sida* présente quatre décennies de création où les arts plastiques, la littérature, la musique, le cinéma, la danse rencontrent la recherche scientifique, la culture populaire et l'action déterminante des associations. Conçu comme un voyage chrono-thématique qui place le visiteur dans un maelström de sensations et de réflexions, le projet s'articule en plusieurs sections qui mettent en évidence les entrelacs qui unissent les énergies mobilisées contre ce qui n'est pas une maladie mais bien « un scandale » (pour reprendre les mots d'Élisabeth Lebovici).

Les œuvres où les ombres de Sophie Calle, General Idea, Nan Goldin, Felix Gonzales-Torres, Dominique Gonzales-Foerster, Hervé Guibert, Anna Halprin, Keith Haring, Roni Horn, Fabrice Hyber, Mehryl Levisse, Jean-Michel Othoniel, Marion Scemama, Kiki Smith, Barthélémy Toguo, David Wojnarowicz, entre autres, se déploient dans l'espace de l'exposition aux côtés de montages audiovisuels de l'INA, d'objets et d'archives liés à la mémoire du sida ainsi que d'invités moins attendus dans les murs d'un musée à savoir la présence de structures médicales et associatives. L'exposition s'accompagne, en effet, d'une « Permanence » qui propose aux visiteurs qui le souhaitent d'échanger avec des représentants du secteur de la santé et de la solidarité, des spécialistes de la prévention, des bénévoles issus d'associations diverses et ce, dans l'enceinte du musée qui fait ainsi valoir son rôle citoyen au sein de la cité.

Projet d'une ampleur exceptionnelle, *Aux Temps du sida* se veut une exposition inclusive qui a accueilli dans sa conception même puis dans son interaction avec le public une dimension inédite : le « bruit du monde » y résonne de façon amplifiée grâce à la contribution des associations, des professionnels du secteur médico-social et bien sûr des artistes issus d'horizons très différents et associé·es à des pratiques diverses. Les curieux comme les amateurs pourront y trouver intérêt et plaisir tout en découvrant des passerelles solidaires entre culture et santé.

Le commissariat de cette exposition majeure est assuré par Estelle Pietrzyk, Conservatrice en chef du MAMCS.

Le coût total prévisionnel de cette exposition consacrée au sida pour la Ville est estimé à 450 000 € TTC (hors masse salariale des personnels scientifiques, techniques et administratifs des musées mobilisés).

Ainsi, il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'un fonds de concours à la ville de Strasbourg d'un montant de 260 000 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014
portant création de l'Eurométropole de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

d'accorder un fonds de concours de l'Eurométropole à hauteur de 260 000 € TTC pour l'organisation par les musées de la ville de Strasbourg de l'exposition « Au Temps du sida, Œuvres, récits et entrelacs » qui se tiendra du 6 octobre 2023 au 4 février 2024 au Musée d'art moderne et contemporain. Le coût prévisionnel de cette exposition majeure s'élève à 450 000 € TTC, (hors masse salariale des personnels scientifiques, techniques et administratifs des musées mobilisés)

autorise

l'imputation de la dépense de 260 000 € TTC disponible au budget 2023 sous fonction 33 / nature 657341 / programme 8061 activité AU12D.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158588-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

38

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attribution d'une subvention à la Maison européenne de l'Architecture en faveur des Journées de l'architecture 2023.

Numéro E-2023-648

Maison européenne de l'Architecture - Rhin supérieur : organisation de la 23ème édition des Journées de l'architecture sur le thème de la Transformation du 22 septembre au 31 octobre 2023.

L'association « Maison européenne de l'architecture - Rhin supérieur/Europäisches architekturhaus-Oberrhein » organise chaque année les Journées de l'architecture qui totalisent près de 200 manifestations sur tout le territoire du Rhin supérieur (Alsace, Bade-Wurtemberg, canton de Bâle) et dont 47 % sont localisées au sein de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'objectif de ce festival est de promouvoir l'architecture contemporaine auprès du grand public (amateurs, familles, scolaires etc) et des professionnels (architectes, étudiants etc) mais aussi de favoriser les échanges transfrontaliers. Chaque année, l'événement attire plus de 25 000 visiteurs.

Cette 23ème édition se déroulera dans 25 villes françaises, allemandes et suisses, du 22 septembre au 31 octobre 2023, autour du thème de la Transformation.

Le festival sera rythmé par trois temps forts en présence d'architectes internationalement connus :

- Soirée de lancement le 22 septembre à Strasbourg.

- Grande conférence au Zénith de Strasbourg le 12 octobre.

- Grande conférence au Tollhaus de Karlsruhe le 25 octobre.

Cet évènement est l'occasion pour l'Eurométropole de valoriser son patrimoine architectural aux yeux d'un large public et de participer pleinement à l'émergence d'un espace rhénan commun de l'architecture.

Etant donné l'ampleur géographique et médiatique de l'évènement, tant en France qu'en Allemagne et en Suisse, il est proposé au Conseil de reconduire le soutien de l'Eurométropole à cette manifestation à hauteur de 10 000 € pour l'édition 2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution de la subvention suivante :

	2023
Maison européenne de l'architecture - Rhin supérieur *23ème édition des Journées de l'architecture sur le thème «Transformation» du 22 septembre au 31 octobre 2023*	*10 000 €*
TOTAL	***10 000 €***

décide

d'imputer la somme de 10 000 € sur la ligne budgétaire 23-65748-8079-CP00A

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e à signer les conventions financières et arrêtés y afférents.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158968-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité pour année N	Montant proposé pour année N	Montant alloué pour l'année N-1
Maison européenne de l'architecture - Rhin supérieur	Participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg via une subvention pour la 23ème édition des Journées de l'architecture sur le thème "Transformation". L'association est engagée dans une démarche de diffusion de la culture architecturale sur le territoire transfrontalier du Rhin supérieur. Les manifestations au programme s'adressent tant aux professionnels qu'au grand public.	10 000 €	10 000 €	10 000 € (15 000 € sollicités)

39

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Aménagement du centre d'accueil et d'hébergement dans le bâtiment situé 2 rue de l'Académie à Strasbourg.

Numéro E-2023-181

Le centre d'accueil et d'hébergement d'urgence, l'accueil de jour et l'espace douches, soins et bien-être « la Bulle » municipaux partagent des locaux mutualisés dans le quartier de la Krutenau, 2-4 rue Fritz Kiener.

La structure d'accueil et d'hébergement de nuit permet une mise à l'abri allant de quelques jours, sur orientation du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation-SIAO 67, à plusieurs mois. Elle accueille des hommes majeurs isolés sans animaux, ayant un parcours de rue, souvent en rupture vis-à-vis des dispositifs d'accompagnement sociaux, pouvant présenter des vulnérabilités. L'établissement assure aux personnes hébergées des services de douches, laveries, restauration, des permanences sociales et de santé. Il propose une prise en charge en chambres collectives de 6 à 12 lits par chambre pour une capacité totale de 42 lits.

L'accueil de jour, attenant à l'hébergement d'urgence constitue une porte ouverte sur la rue en offrant à toute personne à la rue un accueil inconditionnel, anonyme et gratuit. Les personnes peuvent bénéficier d'une pause, d'un abri, de services (douche, laverie, toilettes, rechargement téléphone, activités sportives/culturelles, etc.), d'une écoute attentive, d'une orientation adaptée vers les structures utiles à leur parcours et d'un accompagnement social. La fréquentation se situe en moyenne entre 50 à 70 personnes par jour.

Dans le même bâtiment, disposant d'une entrée distincte se trouve l'espace douches publiques, soins et bien-être « la Bulle ». Ce lieu propose une offre intégrée de services en matière d'accès aux soins corporels et accès aux soins de santé à destination des personnes en situation de précarité. Elle se compose de 10 douches dont 2 accessibles aux personnes à mobilité réduite, toilettes, laverie, espace de soins « avant/après douches », espaces d'accès aux soins de santé (salle de consultation, pédiluve etc) et constitue souvent le premier pas pour améliorer l'estime de soi. Le public fréquentant cet espace est en partie celui de l'hébergement et de l'accueil de jour mais ne se résume pas à ce dernier : personnes hébergées de manière précaire, femmes, familles, etc. Cet espace remplit une fonction utile pour des publics précarisés, ne vivant pas forcément à la rue.

Enfin dans les bâtiments existants, des espaces sont prévus pour les bureaux des professionnels notamment celui de l'infirmière et l'équipe médico-sociale de rue dont la mission est d'aller à la rencontre des personnes à la rue, de construire une relation de confiance avec les personnes les plus désocialisées et les accompagner pour faciliter leurs démarches médico-sociales.

Les objectifs du projet

L'objectif du projet est d'améliorer et de moderniser le centre d'accueil et d'hébergement pour se rapprocher des normes actuelles et le mettre en conformité aux besoins et aux attentes d'un public dont les caractéristiques ont évolué. L'offre de service pourra notamment s'élargir en journée, en adaptant les services proposés afin de créer une véritable polarité autour des enjeux de grande précarité.

Le projet répondra ainsi à un besoin sur le territoire, en termes d'hébergement pour des usagers aux problématiques complexes et ayant des difficultés à s'inscrire dans l'offre d'hébergement existante, avec des locaux adaptés aux besoins des personnes et à l'amélioration qualitative des activités de la structure :

- améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des usagers mais aussi l'offre de services dont le repos, l'accès aux droits et à la prévention santé et le développement d'activités et d'animations en journée,
- sortir de la logique d'hébergement en dortoirs et accueillir le public dans des chambres individuelles ou doubles pour assurer le respect de la dignité, l'intimité et la sécurité des personnes,
- développer l'offre de services (ouverture de l'hébergement d'urgence en journée, activités et ateliers autour de l'autonomie, espace multimédia avec postes informatiques etc),
- proposer une prise en charge et/ou un accompagnement médico-social global grâce à une équipe pluridisciplinaire et des partenariats solides (Centre médico-psychologique, HUS, Ithaque, aide au logement temporaire etc),
- améliorer les conditions de travail des agents (espace de repli avec kitchenette, bureaux, vestiaires, douches, etc.).

L'opération permettra en outre de se mettre en conformité avec les exigences en matière d'hébergement d'urgence conformément à la circulaire du 5 mars 2009 pour la relance relative à l'hébergement.

Le site actuel rue Fritz Kiener

Les bâtiments qui hébergent actuellement le centre d'hébergement d'urgence et l'accueil de jour ont été construits fin XIXème siècle pour accueillir des douches, une laverie et un logement de fonction.

Au fil des années, les bâtiments ont été restructurés pour répondre aux modifications d'usages.
Les prescriptions issues des règlements d'urbanisme (plan local d'urbanisme, prescriptions ABF) et les caractéristiques structurelles des bâtiments existants ne permettent pas d'apporter de réponse architecturale et fonctionnelle satisfaisantes au

projet d'extension, notamment en termes de maintien de la capacité d'hébergement (42 places).

Une étude de potentialité a montré que le bâtiment annexe de la Haute Ecole des Arts du Rhin (libéré début 2024), situé 2 rue de l'Académie, permet d'assurer cet accueil dans de bonnes conditions. Ce bâtiment offre par ailleurs l'opportunité de maintenir le service à proximité de l'implantation historique.

L'annexe de la Haute Ecole des Arts du Rhin rue de l'Académie

Le bâtiment annexe de la Haute Ecole des Arts du Rhin, situé 2 rue de l'Académie, a été construit au début du XXème siècle par le service d'architecture de la ville de Strasbourg sous la direction de son architecte en chef, Fritz Beblo.

Le bâtiment accueille actuellement une partie des enseignements de la Haute Ecole des Arts du Rhin en complément de ceux situés dans le bâtiment historique au 1 rue de l'Académie.

Dans le cadre du projet d'envergure de restructuration du site de la Manufacture des Tabacs, la Haute Ecole des Arts du Rhin va se redéployer en partie dans ce nouveau site et libérer ainsi, au premier semestre de l'année 2024, le bâtiment annexe.

Le bâtiment annexe, est édifié selon un plan en « L » qui s'articule autour d'une cage d'escalier centrale à caractère monumental.

Dans les trois premiers étages, actuellement occupés par de grandes salles de classe d'environ 60 m², peuvent être aménagés, tout en préservant les caractéristiques architecturales et structurelles du bâtiment, des chambres individuelles ou doubles comprenant chacune l'équipement sanitaire, un petit bureau et une armoire.

Le rez-de-chaussée et l'entresol seraient dédiés aux autres fonctions (accueil de jour inspiré de l'expérimentation du lieu interculturel de répit, d'accueil et de ressources la T'Rève, espace douches et soins, espaces spécifiques aux professionnels).

Le déploiement du projet dans le bâtiment annexe de la HEAR présente de plus les avantages suivants :

- répondre au programme fonctionnel notamment la création d'un nombre de places d'hébergement supérieur au site actuel (avec un objectif souhaité de 62 places) et des espaces modulables selon les besoins,
- s'affranchir d'une opération tiroir qui serait nécessaire dans le cas d'une restructuration dans les bâtiments actuels.

Le programme des travaux

Le programme des travaux consiste à réaliser les travaux permettant de relocaliser et redéployer toutes les activités du site (le centre d'hébergement d'urgence, l'accueil de

jour, espace douches et soins, bureaux) dans le bâtiment annexe de la Haute École des Arts du Rhin :

- mise en sécurité incendie et mise en accessibilité aux personnes en situation de handicap,
- rénovation patrimoniale et énergétique,
- aménagement des locaux notamment :
  - les espaces de vie collectifs (accueil de jour, accueil de nuit, office, espace multimédia et lecture, cuisine pédagogique, restauration, buanderie, bagagerie, infirmerie, salles de réunions et bureaux d'entretien, équipe médico-sociale de rue, bureaux de repli des professionnels, vestiaires professionnels, etc.),
  - l'espace douches et soins de bien-être et de santé « la Bulle »,
  - les chambres individuelles et doubles avec les équipements sanitaires.

Dans ces conditions, le bâtiment actuel se trouvera libre de tout usage, laissant aux collectivités la possibilité de réfléchir à des fonctions en lien avec le quartier (district de propreté Kiener), associatifs, culturels ou administratifs. Cette réflexion reste à mener.

Le modèle opérationnel

L'accueil de jour et l'espace douches « la Bulle » relèvent de la compétence municipale, l'hébergement de nuit de la compétence métropolitaine.

La Ville, en tant que propriétaire du bâtiment, porte la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

L'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la mise en place d'un fonds de concours implique un accord concordant entre la métropole et la commune bénéficiaire.
En conséquence, il appartient à la ville de Strasbourg de demander à l'Eurométropole, par délibération, le bénéfice d'un fonds de concours.

Il est ainsi proposé au Conseil métropolitain de verser à la ville de Strasbourg un fonds de concours correspondant aux dépenses identifiées ci-dessous relevant de la compétence métropolitaine.

Coût des travaux et planning

Le montant prévisionnel de l'opération, porté par la Ville de Strasbourg, incluant l'accueil de jour et le centre d'hébergement d'urgence et l'espace douches et soins « La Bulle » s'élève à 11,7 M € TTC (valeur juin 2023), répartis comme suit :

Travaux	*8,8 M € TTC*
Honoraires (Maitrise d'œuvre, contrôle technique, sécurité et protection de la santé, système de sécurité incendie) :	*1,6 M € TTC*
Divers (publicité, diagnostics divers, provisions pour aléas, etc.) :	*1,3 M € TTC*

La participation de l'Eurométropole d'un montant de 3 200 000 € HT, sera versée selon un échéancier précisé dans la convention annexée.

La conduite d'opération sera assurée par la Direction architecture et patrimoine.

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Etablissement du programme de l'opération	3ème trimestre 2023
Désignation du maître d'œuvre	4ème trimestre 2023
Etudes de maîtrise d'œuvre	4ème trimestre 2023 - 3ème trimestre 2024
Consultation des entreprises	4ème trimestre 2024
Travaux	1er trimestre 2025 - 4ème trimestre 2026

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les travaux d'aménagement du centre d'accueil et d'hébergement d'urgence, de l'accueil de jour et de l'espace douches et soins de bien-être « la Bulle » dans le bâtiment situé 2 rue de l'Académie à Strasbourg conformément au programme ci-avant,*
- *la convention financière entre la Ville et l'Eurométropole pour le versement d'un fonds de concours de l'Eurométropole à la Ville ;*

autorise

le versement d'un fonds de concours d'un montant de 3,2 M € HT de la part de l'Eurométropole pour la participation aux travaux d'aménagement du centre d'accueil et d'hébergement d'urgence, de l'accueil de jour et de l'espace douches et soins de bien-être « La Bulle » au titre des dépenses relevant de la compétence métropolitaine ;

décide

d'imputer les dépenses correspondantes sur l'AP 2022/0351 programme 1499 (020 2041412 pr 1499 CP45 2022/AP 0351) ;

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e :
- *à signer la convention financière entre l'Eurométropole et la Ville correspondant au versement d'un fonds de concours,*
- *à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158837-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Conseil métropolitain du 28 juin 2023

Annexe à la Délibération

Travaux d'aménagement d'un centre d'hébergement d'urgence et d'un accueil de jour dans l'annexe de la HEAR

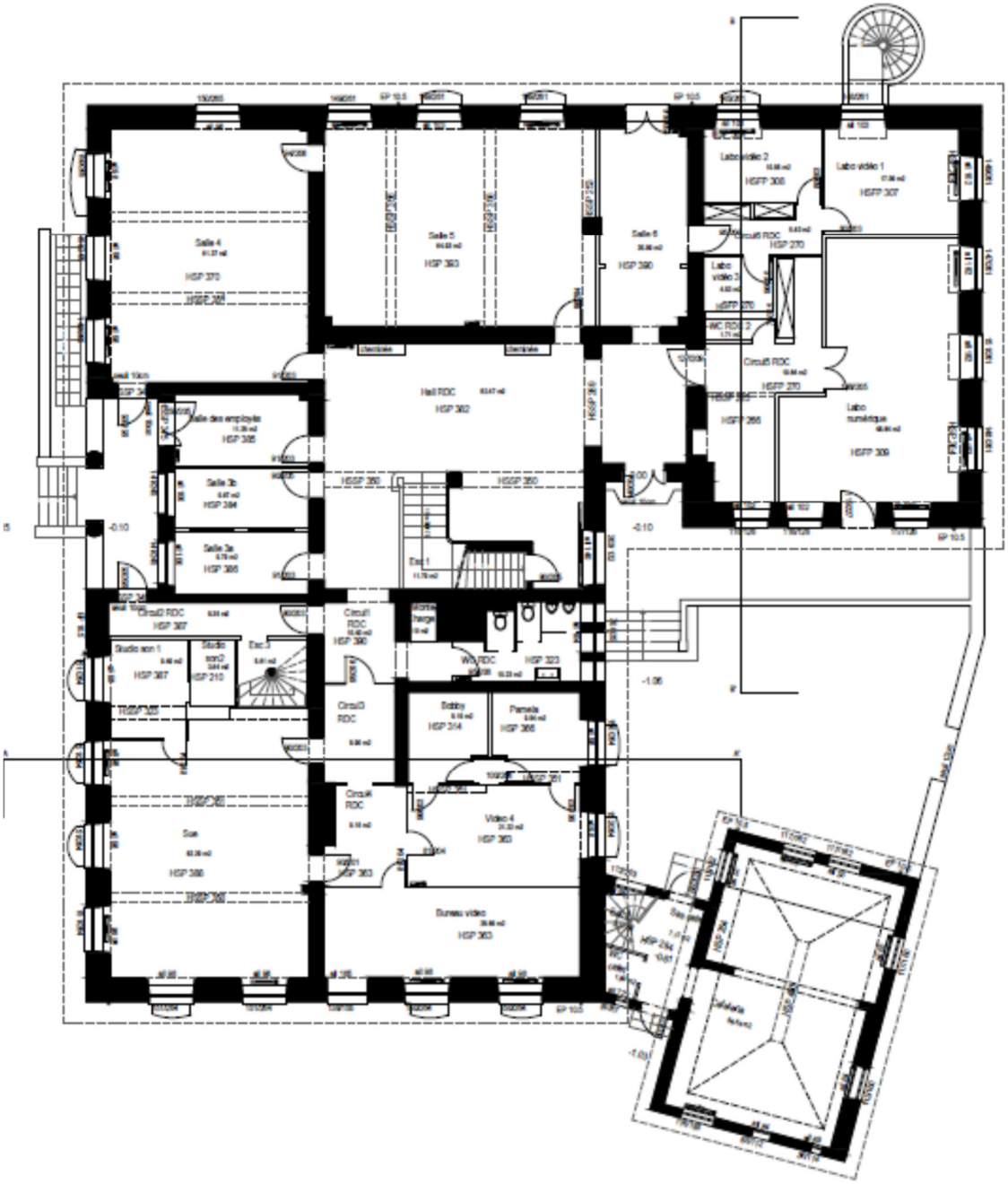
Localisations du site :



ANNEXE DE LA HEAR :






Salle 4
HSP 370
Salle 5
HSP 393
Salle 6
HSP 390
Labo vidéo 2
HSP 306
Labo vidéo 1
HSP 307
Circul5 RDC
HSP 270
Labo vidéo 3
HSP 271
WC RDC 2
Circul5 RDC
HSP 270
HSP 266
Labo numérique
HSP 309
Hall RDC
HSP 392
Salle des employés
HSP 395
Salle 3b
HSP 394
Salle 3a
HSP 395
Esc 1
Circul2 RDC
HSP 397
Circul1 RDC
HSP 396
WC RDC
HSP 323
Studio son 1
HSP 397
Studio son2
HSP 210
Esc 3
Circul3 RDC
Bobby
HSP 214
Pamela
HSP 398
Circul4 RDC
Son
HSP 399
Vidéo 4
HSP 393
Bureau vidéo
HSP 393

Plan RDC

CONVENTION FINANCIÈRE

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS, agissant en exécution d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28/06/2023,

ci-après dénommée « l'Eurométropole »,

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 26/06/2023,

ci-après dénommée « la Ville ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention entre les deux collectivités pour l'aménagement du centre d'accueil et hébergement d'urgence, de l'accueil de jour et de l'espace douches, soins et bien-être « la Bulle » dans le bâtiment situé 2 rue de l'Académie à Strasbourg.

L'opération consiste à redéployer le centre d'hébergement d'urgence, l'accueil de jour et les douches publiques (la Bulle) dans l'annexe de la Haute Ecole des Arts du Rhin qui sera libérée au courant du 1er semestre 2024.

Cette opération permettra de répondre à une augmentation de l'offre d'hébergement d'urgence, de l'améliorer et la moderniser pour se rapprocher des normes actuelles en sortant notamment d'une logique d'hébergement en dortoir et accueillir le public dans des chambres individuelles ou double.

Parallèlement, les services d'accueil de jour seront améliorés : accès au repos, accès aux droits et à la prévention santé et au développement d'activités et d'animations en journée, prise en charge et/ou un accompagnement médico-social grâce à une équipe pluridisciplinaire et des partenariats solides (Centre médico-psychologique, HUS, Ithaque, aide au logement temporaire, …). Ce projet présente également l'opportunité d'améliorer les conditions de travail des agents (espace de repli avec kitchenette, bureaux, vestiaires, douches, etc.).

Le montant de l'opération est partagé entre la Ville et l'EMS. Cette dernière participera par la mise en place d'un fonds de concours, objet de la présente convention.

La délibération des deux collectivités prévoit ainsi une subvention correspondant à la participation forfaitaire s'élevant à 3 200 000 € versée par l'Eurométropole, dont relèvent les compétences d'hébergement de nuit, à la Ville, pour les travaux de restructuration du district financés par la Ville pour un montant d'opération de 11 700 000 € TTC pour adapter le bâtiment aux besoins des services de l'Eurométropole.

Article 2 : Durée d'application de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec le versement de la totalité de la subvention.

Article 3 : Versement de la subvention

Le versement de la subvention sera réalisé de la manière suivante :

2024 : 10%

2025 : 30%

2026 : 30%

2027 : 20%

Le solde sera versé à la réception des décomptes généraux et définitifs des marchés de travaux et d'études.

Fait en deux exemplaires, à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg
La Présidente

Pia IMBS

Pour la Ville de Strasbourg
La Maire

Jeanne BARSEGHIAN

40

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du Comité de coopération transfrontalière pour l'année 2023.

Numéro E-2023-693

Le Comité de Coopération Transfrontalière (CCT) a été instauré par le Traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle de janvier 2019 pour faciliter l'identification et le règlement des obstacles de nature administrative et juridique pour les projets et la vie quotidienne dans l'espace frontalier franco-allemand. Cet organisme intergouvernemental placé sous la bannière des secrétaires généraux à la coopération franco-allemande réunit ministères, parlementaires, Eurodistricts et collectivités locales parmi lesquelles l'Eurométropole de Strasbourg, seul EPCI membre du CCT.

Le CCT s'appuie sur un secrétariat permanent installé à Kehl. Il est situé auprès des autres instances de coopération transfrontalière pour favoriser les effets de synergie et ancrer son fonctionnement sur le bassin Strasbourg-Kehl, moteur dans la coopération de proximité et bénéficiaire de plusieurs aménagements acquis dans le cadre du CCT, par exemple l'adhésion de membres étrangers à des SPL de droit français et la reconnaissance mutuelle des vignettes environnementales Crit'Air française et allemande.

Afin d'appuyer l'équipe de deux secrétaires permanents pris en charge par les ministères respectifs, la Collectivité européenne d'Alsace a proposé d'affecter un agent depuis 2022 dont le coût est réparti à parité entre les collectivités françaises membres du CCT (CEA, Région Grand Est, Département de la Moselle, Eurométropole de Strasbourg) pour 12 500 € chacune. Cet agent a une mission d'assistance à la préparation et au déroulement des réunions du CCT dont une évaluation a été souhaitée à la fin de cet exercice budgétaire par la plupart des partenaires pour juger de l'éventuelle reconduction de ce soutien.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement d'une subvention de 12 500 € à la Collectivité Européenne d'Alsace, pour le financement du poste d'assistant.e auprès du comité de coopération transfrontalière pour l'année 2023 ;

décide

d'imputer la dépense de 12 500 € du Pôle Coopération transfrontalière sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature comptable 657382, programme 8049, activité AD06C dont le solde avant le présent conseil est de 12 500 € ;

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention financière associée à cette attribution et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159744-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.
Conseil Eurométropole du 28 juin 2023

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Comité de Coopération Transfrontalière	Prise en charge partielle du poste d'assistant au secrétariat pris en charge par la CEA	12 500 €	12 500 €	12 500 €
TOTAUX		12 500 €	12 500 €	12 500 €

41

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Contrat triennal "Strasbourg capitale européenne 2021-2023" :
- attribution de subventions au titre des fonds de soutien et du dispositif "Agora Strasbourg capitale européenne" ;
- maîtrise d'ouvrage eurométropolitaine et réalisation d'une étude sur l'amélioration de l'accessibilité Strasbourg-Francfort aéroport.

Numéro E-2023-635

Attribution de subventions au titre des fonds de soutien et du dispositif « Agora Strasbourg capitale européenne »

Afin de conforter l'ambition et l'envergure européenne et internationale de Strasbourg, trois nouveaux fonds de soutien ont été créés et rattachés au Contrat triennal « Strasbourg capitale européenne 2021-2023 », à savoir :

- le fonds de soutien « culture », avec une dotation de 9M€, qui a pour objectif de soutenir, encourager et valoriser la dimension européenne des projets portés par des structures de création, des structures patrimoniales ainsi que par des artistes ;
- le fonds de soutien « démocratie », avec une dotation de 9M€, qui permet de soutenir des projets d'envergure européenne et internationale dans le domaine de la démocratie, des droits humains, de la citoyenneté européenne et de la promotion des valeurs européennes ;
- le fonds de soutien « recherche et innovation », avec une dotation de 5M€, visant à ouvrir de nouvelles voies vers les technologies futures et émergentes, tout en soutenant les collaborations et l'interdisciplinarité.

Par délibération n° 17 du vendredi 04 février 2022, le Conseil eurométropolitain a approuvé le cahier des charges valant appel à projets au titre des fonds démocratie et recherche et innovation du Contrat triennal. Préalablement, et par délibération n° 6 du vendredi 24 septembre 2021, le Conseil eurométropolitain avait approuvé la mise en place d'un dispositif de soutien pour répondre aux initiatives des associations européennes du territoire, membres de l'Agora - Strasbourg capitale européenne. Ainsi, depuis la mise en œuvre des 3 fonds et du dispositif Agora du Contrat triennal 2021-2023, 93 projets ont été soutenus, et ce, selon la ventilation suivante :

- 52 projets pour le fonds « culture » ;

- 26 projets pour le fonds « démocratie » ;
- 5 projets pour le fonds recherche et « innovation » ;
- 10 projets pour le dispositif « Agora ».

A ce jour, 13,300 M€ ont été engagés par l'ensemble des signataires (taux d'engagement global de 54 %) et répartis ainsi :

- 5,900 M€ pour le fonds « culture » (66%);
- 2,600 M€ pour le fonds « démocratie » (29%);
- 4,200 M€ pour le fonds « recherche et innovation » (84%);
- 0,598 M€ pour le dispositif « Agora » (40%).

Ainsi, et dans la continuité des délibérations éponymes des Conseils eurométropolitains du 30 septembre 2022, 16 décembre 2022 et 24 mars 2023, la présente délibération a pour objet de soutenir financièrement une quatrième liste de projets au titre des fonds susvisés. Ce soutien financier prendrait la forme de subvention de fonctionnement, projet ou investissement selon la ventilation suivante :

- 1 projet au titre du fonds « démocratie » pour une subvention à hauteur de 6 000 € pour l'Eurométropole de Strasbourg ;
- 2 projets au titre du dispositif dédié « Agora » pour un montant cumulé de subvention de 10 000 € pour l'Eurométropole de Strasbourg ;

A l'aune des éléments exposés, l'Eurométropole de Strasbourg propose le soutien financier aux projets renseignés ci-dessous :

Fonds démocratie

FONCTIONNEMENT

EURADIO - mise en œuvre de son plan d'action 2023	**6 000 €**

Euradio est une radio associative née à Nantes en 2007 pour rapprocher l'Europe de ses habitant·es autour de ce qui les rassemble.

Première radio européenne en France, Euradio émet en FM à Nantes, en DAB+ dans 15 villes de France, à commencer par Strasbourg depuis 2018. À Strasbourg, Euradio a installé un studio au sein de locaux partagés avec l'association des Jeunes Européens de Strasbourg, ce qui permet depuis 2018 de créer sur place une information locale-européenne qui témoigne au quotidien de ce que l'Europe fait à Strasbourg et inversement.

Afin d'ancrer durablement son activité à Strasbourg, Euradio propose en 2023 un plan d'action en trois volets :

- d'une part, suivre l'actualité du Parlement européen dans la perspective des élections européennes de 2024. Une fois par mois à compter du mois de mai, Euradio proposera à l'antenne une émission produite depuis Strasbourg par des jeunes, sur des thématiques variées de leur intérêt,

- d'autre part, suivre globalement l'actualité locale-européenne sur le territoire. Un journaliste à temps plein est employé pour travailler depuis le terrain et en studio,
- enfin, le renforcement de cette couverture proposant aux jeunes journalistes européen·nes de l'Académie Euradio de se déplacer de Nantes à Strasbourg. À raison d'une semaine et à cinq occurrences, le groupe pourra couvrir les séances plénières du Parlement, mais aussi réaliser depuis le territoire des reportages sur l'environnement, l'économie, la culture, les transports, la citoyenneté, la solidarité etc, en gardant toujours un angle européen.

Dispositif Agora

FONCTIONNEMENT

Association européenne pour la démocratie locale (ALDA) – projet « La démocratie locale pour répondre aux défis globaux — une alliance entre collectivités locales et société civile au cœur de l'Europe des droits : Strasbourg (actions A1 et A2) »	**5 000 €**

Le projet vise à valoriser le rôle de Strasbourg en tant que capitale européenne et de la démocratie, et à capitaliser sur les pratiques et politiques innovantes existantes sur son territoire. Le déroulement du projet est prévu pendant le second semestre de 2023 et deux types d'actions sont retenus au titre du dispositif Agora :

- septembre 2023 : la réalisation d'une série de débats, visites d'étude aux institutions, échanges et actions autour des élections européennes 2024 avec le réseau d'ALDA, sur des sujets tels que la Conférence sur l'avenir de l'Europe ou les objectifs de développement durable,
- octobre 2023 : l'académie d'automne pour la société civile qui comporte une formation, une opportunité de réseautage professionnel et des visites d'études, afin de renforcer le rôle et les compétences de la société civile. Cette académie s'adressera en particulier aux membres de l'Agora mais aussi aux associations présentes à l'échelle nationale et internationale comme les Jeunes Européens ou GESCOD. Le contenu précis de cette académie sera stabilisé à la suite d'une analyse de besoins préalable. Il est à préciser qu'une visite d'étude à l'association de développement locale de Turquie sera aussi proposée à plusieurs associations locales.

MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE - projet « université automne 2023 »	**5 000 €**

Du 05 au 08 octobre 2023, le Mouvement Européen programme son « université d'automne » à Strasbourg. Le Mouvement Européen a choisi de réunir les acteurs de la société civile européenne engagés pour l'Europe en France, ainsi que ses partenaires européens. Il convient de préciser que cette « université d'automne » se tient à nouveau à Strasbourg (la dernière a eu lieu il y a huit ans) dans la perspective des élections européennes de 2024.

L'université d'automne rassemble chaque année plus de 200 personnes. Parmi d'autres, elle accueille des représentant.es de la cinquantaine de sections locales du Mouvement

Européen réparties sur le territoire métropolitain et en outre-mer, ainsi que des représentant.es de la trentaine d'organisations nationales membres du Mouvement Européen – France (Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe, ALDA, Fédération française des Maisons de l'Europe, Jeunes Européens – France, Office franco-allemand pour la Jeunesse, Fondation Jean Jaurès, inter alia).

Maitrise d'ouvrage eurométropolitaine et réalisation d'une étude sur l'amélioration de l'accessibilité ferroviaire Francfort-Strasbourg

L'action 1.6 du Contrat triennal 2021-2023 prévoit la réalisation d'études portant sur l'amélioration de l'accessibilité ferroviaire entre Strasbourg et Francfort. En effet, cette accessibilité ferroviaire constitue l'un des projets prioritaires retenus par le Traité d'Aix-la-Chapelle et destinés à renforcer la relation franco-allemande à la fois fondement et moteur de l'Union européenne.

La Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM) du Ministère de la transition écologique a organisé fin 2021 une réunion franco-allemande, afin de recenser les expressions de besoins de l'ensemble des parties prenantes. À la suite de cette réunion, un échange entre partenaires français le 10 janvier 2022, a conclu au lancement d'une étude d'opportunité sur un service de liaison directe, financée par les crédits inscrits au Contrat triennal.

En complément d'information, le comité politique du Contrat triennal du 03 avril 2023 a validé la fongibilité avec la ligne portant sur l'étude accessibilité Strasbourg-Bruxelles (action sur laquelle on n'attend pas d'avancées majeures). Le montant alloué à cette étude d'accessibilité ferroviaire avec Francfort serait désormais de 200 K€ selon la clé de répartition suivante : État (50 K€), Région Grand Est (50 K€), Collectivité européenne d'Alsace (50 K€) et Eurométropole de Strasbourg (50 K€).

Ainsi, à l'aune des validations du comité politique du Contrat triennal du 03 avril 2023, du cadre de compétences de l'Eurométropole, de la nécessaire imbrication avec le réseau express métropolitain européen et de la clé de répartition financière entérinée par le Contrat triennal pour cette action, la présente délibération viendrait :

- statuer une maîtrise d'ouvrage de l'étude par l'Eurométropole de Strasbourg ;
- pallier une asymétrie entre le texte du Contrat triennal, qui précise l'Eurométropole parmi les co-financeurs de cette action, et l'annexe dudit Contrat, qui mentionne en revanche la Ville de Strasbourg comme maître d'ouvrage, alors que cette dernière ne participe pas au financement de cette action ;
- approuver l'abondement des crédits alloués par le Contrat moyennant une fongibilité avec les crédits non consommés de l'action 1.5 étude accessibilité Strasbourg-Bruxelles ;
- approuver le projet de convention financière entre l'Eurométropole et les partenaires publics co-financeurs de cette action.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L1611-4, L2121-29, L2311-7 du
Code général des collectivités territoriales (CGCT)
vu les articles 9-1 et suivantes de la loi 2000-321 du 12 avril 2000
relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations
vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association
vu l'article 43 de la Loi n° 2014-58 de modernisation de l'action
publique territoriale et d'affirmation des territoires (dite MAPTAM)
vu l'avis favorable du comité politique du Contrat
triennal 'Strasbourg capitale européenne 2021-2023'
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'attribution et le versement d'une subvention de projet de :*

  - *6 000 € à l'association EURADIO pour la mise en œuvre de son plan d'action 2023,*
  - *5 000 € à l'association européenne pour la démocratie locale- ALDA pour la mise en œuvre du projet « La démocratie locale pour répondre aux défis globaux - une alliance entre collectivités locales et société civile au cœur de l'Europe des droits : Strasbourg (actions A1 et A2) »,*
  - *5 000 € à l'association MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE pour la mise en œuvre du projet « université automne 2023 »,*

- *les conventions financières y afférentes (dont les projets figurent en annexe de la présente délibération) définissant les conditions et modalités de versement des subventions susvisées,*

- *la maîtrise d'ouvrage par l'Eurométropole de Strasbourg de l'étude sur l'amélioration de l'accessibilité ferroviaire Strasbourg-Francfort aéroport, la réalisation de ladite étude et le projet de convention financière y afférente (dont le projet figure en annexe de la présente délibération),*

- *la nouvelle clé de répartition financière validée par le comité politique du Contrat triennal selon la ventilation suivante : Etat (50 K €), Région Grand Est (50 K €), Collectivité européenne d'Alsace (50 K €) et Eurométropole de Strasbourg (50 K €), portant sur l'étude sur l'amélioration de l'accessibilité ferroviaire Strasbourg-Francfort aéroport (article 1.6), et ce, après abondement de 100 K€ à partir des crédits alloués par l'article 1.5 'études d'amélioration de l'accessibilité ferroviaire Strasbourg-Bruxelles' dudit Contrat triennal,*

décide

- *l'imputation des dépenses suivantes sur les crédits ouverts à la DREIT sous la ligne budgétaire fonction 043, programme 8168, activité AD06B, dont le disponible est*

de 113 321 €, selon la ventilation décrite ci-dessous, et en l'absence de tout arrêté, convention ou avenant prévoyant d'autres modalités :

- *6 000 € à l'association EURADIO pour la mise en œuvre de son plan d'action 2023, selon la ventilation suivante: 75%, soit présentement 4 500 €, au titre de l'exercice 2023 (acompte), 25% soit présentement 1 500 €, au titre de l'exercice 2024 (solde), sous réserve d'adoption du budget primitif 2024 ;*

- *l'imputation des dépenses suivantes sur les crédits ouverts à la DREIT sous la ligne budgétaire fonction 043, programme 8169, activité AD06B, dont le disponible est de 51 576 €, selon la ventilation décrite ci-dessous, et en l'absence de tout arrêté, convention ou avenant prévoyant d'autres modalités :*

  - *5 000 € à l'association européenne pour la démocratie locale- ALDA pour la mise en œuvre du projet « La démocratie locale pour répondre aux défis globaux — une alliance entre collectivités locales et société civile au cœur de l'Europe des droits : Strasbourg (actions A1 et A2) », selon la ventilation suivante : 75 %, soit présentement 3 750 € (acompte), et 25%, soit présentement 1 250 € (solde), au titre de l'exercice 2024, sous réserve d'adoption du budget primitif 2024 ;*
  - *5 000 € à l'association MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE pour la mise en œuvre du projet « université automne 2023 » selon la ventilation suivante: 75 %, soit présentement 3 750 € (acompte), et 25 %, soit présentement 1 250 € (solde), au titre de l'exercice 2024, sous réserve d'adoption du budget primitif 2024 ;*

- *l'imputation des dépenses portant sur la réalisation de l'étude sur amélioration de l'accessibilité ferroviaire Strasbourg-Francfort sur les crédits ouverts à la Direction des mobilités sous la ligne budgétaire 821, TC04A du Budget Annexe des Mobilités Actives, dont le disponible est de 542 221 €,*

autorise

la Présidente ou son.sa représentant.e à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer toutes les pièces relatives aux décisions susvisées, notamment les arrêtés, conventions financières et avenants y afférents.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159269-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu

le 5 juillet 2023

CONTRAT TRIENNAL - PROJETS DEMOCRATIE AU 03/04

PROJETS VALIDES PAR LE COPIL DU 03/04/23

Intitulé du projet	Porteur	Durée du projet	Descriptif du projet	Coût total du projet (en euros)	Co-financement triennal sollicité	Co-financement triennal proposé	Montant proposé au vote Etat (1M/9M soit 11,11%)	Montant proposé au vote Région (1M/9M soit 11,11%)	Montant proposé au vote CeA (5M/9M soit 55,55%)	Montant proposé au vote Ville (1.5M/9M soit 16,66%)	Montant proposé au vote EMS 0.5M/9M soit 5,55%)	Commentaires
Euradio à Strasbourg en 2023, média d'information et de formation à l'expression européenne (n° 11198130)	EURADIO	01/04/2023 à 31/12/2023	En 2023, euradio propose une action en trois volets : suivre l'actualité du Parlement dans la perspective des élections européennes de 2024. Une fois par mois à compter du mois de mai, euradio proposera à l'antenne une émission produite depuis Strasbourg par des jeunes, sur des thématiques variées qui les intéressent. D'autre part, suivre globalement l'actualité locale-européenne sur le territoire strasbourgeois. Un journaliste à temps plein est employé pour travailler depuis le terrain strasbourgeois et en studio. Enfin, de renforcer cette couverture proposant aux jeunes journalistes européen·nes de l'Académie euradio de se déplacer de Nantes à Strasbourg. Le groupe pourra couvrir les séances plénières du Parlement, mais aussi réaliser depuis le territoire de Strasbourg des reportages sur l'environnement, l'économie, la culture, les transports, la citoyenneté, la solidarité etc, en gardant toujours un angle européen.	**165 811,00 €**	**102 000,00 €**	**101 000,00 €**	**0,00 €**	**15 000,00 €**	**60 000,00 €**	**20 000,00 €**	**6 000,00 €**	**Avis favorable du COPIL du 03 avril 2023**
« 24 heures de la vie d'une femme » en Europe et dans le monde (n° 11412502)	Gescod - Grand Est solidarités et coopérations pour le développement	01/06/2023 à 31/12/2023	Accueil de l'exposition-spectacle immersive "24 h de la vie d'une femme" d'Ars Anima (événement grand public avec 5 500 personnes attendues) pour développer une programmation partenariale en lien avec les organisations de la société civile et les acteurs institutionnels locaux, régionaux et européens, autour de la promotion de l'égalité femmes-hommes (ODD5) et des droits humains.	**495 012,00 €**	**300 000,00 €**	**300 000,00 €**	**133 000,00 €**	**50 000,00 €**	**50 000,00 €**	**50 000,00 €**	**17 000,00 €**	**Avis favorable du COPIL du 03 avril 2023**
Simulation du Conseil de l'Europe (Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et Comité des ministres)	Association étudiante Strasdiplomacy (Sciences Po Strasbourg) avec l'appui de la Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe et des partenaires	12/06/2023 à 14/06/2023	L'initiative de la « Semaine du Conseil de l'Europe », consistant en l'organisation d'événements dans chacun des 46 États membres, vise à promouvoir le rôle du Conseil de l'Europe et ses valeurs auprès du grand public. En France, la « Semaine du Conseil de l'Europe » aura pour objectif de mieux faire connaître le rôle, le fonctionnement et la valeur ajoutée de l'Organisation à un public jeune et de sensibiliser ce public aux valeurs de citoyenneté européenne, de droits de l'homme et de démocratie, chères au Conseil de l'Europe et à la Ville de Strasbourg. La Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe organisera à ce titre, en lien avec le Secrétariat du Conseil de l'Europe et des associations étudiantes, une simulation du Conseil de l'Europe, à laquelle seront invités à participer des étudiants en sciences politiques originaires de l'ensemble des États membres.	**100 000,00 €**	**100 000,00 €**	**100 000,00 €**	**56 661,00 €**	**10 000,00 €**	**23 339,00 €**	**10 000,00 €**	**0,00 €**	**Avis favorable du COPIL du 03 avril 2023**
Actions d'information sur les élections européennes auprès des jeunes strasbourgeois	Centre d'Information des Institutions Européennes (CIIE)	01/01/2023 à 31/12/2023	Le jeune public : « à la découverte de l'Europe » Sensibiliser les jeunes à l'Union européenne contribue à former des citoyens européens bien informés qui pourront participer à la vie démocratique de l'Union européenne. Souvent éloignés de ces questions, il est d'autant plus important de les informer sur les enjeux européens, non seulement pour réduire les inégalités d'accès à l'information mais aussi pour renforcer le sentiment d'une citoyenneté européenne. Ces jeunes peuvent également être des vecteurs d'information pour leur famille et leur entourage. Ainsi, pour les établissements scolaires et les centres socioculturels des quartiers prioritaires, nous proposons une série d'activités variées pour leur faire découvrir l'Europe.	**411 117,00 €**	**350 000,00 €**	**294 467,00 €**		**100 000,00 €**	**94 467,00 €**	**0,00 €**	**100 000,00 €**	**Avis favorable du COPIL du 03 avril 2023. Soutien délibéré par le Conseil eurométropolitain du 12 mai; soutien délibéré par le Conseil régional le 14 avril**
Evénement sur le plaidoyer relatif à l'abolition de la peine de mort	Conseil de l'Europe	01/06/2023 à 03/06/2023	Dans le cadre de la Présidence française du Comité des ministres du Conseil de l'Europe une conférence à l'occasion de la journée mondiale contre la peine de mort a été organisée le 10 octobre 2019. Cette conférence avait notamment mis en avant le fait que (1) la montée des populismes et nationalismes avait entraîné une résurgence du discours en faveur de la peine de mort, qui constituait une menace pour le respect de l'Etat de droit et pour la démocratie (2) qu'il convenait de sensibiliser la jeunesse européenne à ces questions, dans une perspective de renouvellement générationnel du combat pour l'abolition de la peine de mort. A l'occasion du Conseil des ministres franco-allemand du 22 janvier 2023, les ministres de la Justice français et allemand ont annoncé : « Afin d'assurer un soutien actif et continu à l'abolition universelle auprès des jeunes générations, les ministres partagent une volonté commune de former de jeunes juristes au plaidoyer contre la peine de mort. Dans le cadre du Conseil de l'Europe et avec le soutien d'autres acteurs, une session de formation sur le plaidoyer contre la peine de mort sera organisée dans l'année ».	**130 000,00 €**	**100 000,00 €**	**100 000,00 €**	**100 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**Avis favorable du COPIL du 03 avril 2023**
MONTANT TOTAL					**952 000,00 €**	**895 467,00 €**	**289 661,00 €**	**175 000,00 €**	**227 806,00 €**	**80 000,00 €**	**123 000,00 €**	

PROJETS AJOURNES PAR LE COPIL DU 03/04/23

Intitulé du projet	Porteur	Descriptif du projet	Coût total du projet (en euros)	Co-financement triennal sollicité	Commentaires
Concours René Cassin - Édition 2023 (n° 10471132)	Concours René Cassin	Le Concours René Cassin est le concours de plaidoiries simulées le plus ancien et le plus important en langue française sur le droit européen des droits de l'Homme. La 38ème édition du concours a lieu à Strasbourg du 21 au 25 mars 2023. À partir d'un cas fictif, des équipes de plusieurs pays d'Europe rédigent un mémoire en requête ou en défense, selon leur statut, fixé aléatoirement. Un Conseil scientifique sélectionne les équipes qui feront le déplacement à Strasbourg en fonction de la qualité de leur mémoire. Les équipes sélectionnées s'affrontent ensuite à Strasbourg, dans les locaux du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'Homme. Pour cette édition, le Conseil scientifique souhaite une montée en puissance quantitative et qualitative en élargissant d e32 à 38 équipes et l'ouverture à des participants d'autres continents.	**84 216,00 €**	**40 000,00 €**	**Ajourné - en attente d'informations complémentaires**
52ème Session d'été - Bourses de frais d'inscription (n° 11195132)	Fondation René Cassin - Institut international des droits de l'Homme	La session d'été est la formation emblématique de la Fondation René Cassin. Dans sa 51ème édition vise à proposer à Strasbourg un enseignement de haut niveau en matière de droit international des droits de l'homme à des participants provenant du monde entier. Cette formation se décompose en trois modules : droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire et droit international pénal. Afin de favoriser l'accès à cette formation à un public riche et diversifié, la Fondation René Cassin souhaite proposer des bourses à des participants français et européens. Le présent projet comprend les frais d'inscription pour 32 participants (valeur unitaire : 1 600 euros).	**51 200,00 €**	**40 960,00 €**	**Ajourné - en attente d'informations complémentaires**

PROJETS REFUSES PAR LE COPIL DU 03/04/23

Intitulé du projet	Porteur	Descriptif du projet	Coût total du projet (en euros)	Co-financement triennal sollicité	Commentaires
Eurodoxa - Simulation du Parlement Européen - Parlement Européen de Strasbourg Dossier nº 8569765	Association EURODOXA	Eurodoxa sensibilise depuis 2017 les citoyens, notamment les jeunes, au fonctionnement et aux actions de l'Union Européenne. Depuis plusieurs années, ils interviennent principalement auprès des lycéens, en proposant des jeux et animations ludiques autour de l'UE. Le projet comporte une simulation du processus décisionnel au sein du Parlement européen et une demi-journée actions parallèles (balade-découverte et jeux au sein du quartier européen). L'action, qui vise 300 lycéens se déroulera sur le territoire de la ville de Strasbourg, notamment dans les locaux du Parlement Européen, du Lieu d'Europe et dans le quartier européen.	**65 393,00 €**	**25 000,00 €**	**Projet abandonné par le porteur**
La fabrik de l'Europe (nº 11594445)	Mouvement Européen Alsace	L'ALDA - Association Européenne pour la Démocratie Locale, Euradio, les Jeunes Européens - Strasbourg et le Mouvement Européen - Alsace portent conjointement le projet de création d'un tiers-lieu associatif à Strasbourg regroupant des acteurs de la société civile engagés en faveur de l'Europe et mobilisés sur les thématiques de la citoyenneté européenne.	**108 770,00 €**	**85 000,00 €**	**Projet refusé**
L'initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme	Association Marianne				**Projet abandonné par le porteur**

CONTRAT TRIENNAL - PROJETS AGORA au 03/04/23

PROJETS VALIDES PAR LE COPIL DU 03/04/23

Intitulé du projet	Porteur	Durée du projet	Descriptif du projet	Coût total du projet	Co-financement triennal sollicité	Co-financement triennal proposé	Montant proposé au vote Etat (0.3/1.5M)	Montant proposé au vote Région (0.3/1.5M)	Montant proposé au vote CeA (0.3M/1.5M)	Montant proposé au vote Ville (0.3M/1.5M)	Montant proposé au vote EMS (0.3M/1.5M)	Commentaires
Université d'automne 2023 (n° 10985566)	Mouvement Européen France	5/10/2023 à 8/10/2023	L'Université d'automne du Mouvement Européen se tiendra à nouveau à Strasbourg (la dernière a eu lieu il y a 8 ans) dans la perspective des élections européennes de 2024.Cet evenement réunira les acteurs de la société civile européenne engagés pour l'Europe en France, ainsi que ses partenaires européens. L'Université d'automne rassemble chaque année plus de 200 bénévoles, adhérents et sympathisants, citoyens et curieux. Elle accueille des représentants de la cinquantaine de sections locales du Mouvement Européen réparties sur le territoire métropolitain et en outre-mer, ainsi que des représentants de la trentaine d'organisations nationales membres du Mouvement Européenne – France.	**151 550,00 €**	**119 500,00 €**	**115 000,00 €**	**0,00 €**	**30 000,00 €**	**75 000,00 €**	**5 000,00 €**	**5 000,00 €**	**Avis favorable du COPIL du 03 avril 2023**
La démocratie locale pour répondre aux défis globaux — une alliance entre collectivités locales et société civile au cœur de l'Europe des droits : Strasbourg (n° 10850133)	L'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA)	02/05/2023 à 31/12/2023	Le déroulement du projet est prévu pendant le second semestre de 2023 et comprend trois types d'actions : - Septembre 2023 : débats, visites d'étude aux institutions, échanges et actions autour des élections européennes 2024 avec le réseau d'ALDA, sur des sujets tels que la COFOE, les ODD - Octobre : académie d'automne pour la société civile: formation, réseautage, visites d'études, pour renforcer le rôle et les compétences de la société civile. - Novembre 2023 : coopération décentralisée internationale et soutien au réseau des Agences de la Démocratie Locale – ADL, pendant la Semaine Européenne pour la Démocratie Locale et le Forum Mondial pour la Démocratie.	**183 942,00 €**	**147 154,00 €**	**60 000,00 €**	**30 000,00 €**	**10 000,00 €**	**10 000,00 €**	**5 000,00 €**	**5 000,00 €**	**Avis favorable du COPIL du 03 avril 2023**
Actions d'information sur les élections européennes auprès des jeunes strasbourgeois	Centre d'Information des Institutions Européennes (CIIE)	01/01/2023 à 31/12/2023	Le jeune public : « à la découverte de l'Europe » Sensibiliser les jeunes à l'Union européenne contribue à former des citoyens européens bien informés qui pourront participer à la vie démocratique de l'Union européenne. Souvent éloignés de ces questions, il est d'autant plus important de les informer sur les enjeux européens, non seulement pour réduire les inégalités d'accès à l'information mais aussi pour renforcer le sentiment d'une citoyenneté européenne. Ces jeunes peuvent également être des vecteurs d'information pour leur famille et leur entourage. Ainsi, pour les établissements scolaires et les centres socioculturels des quartiers prioritaires, nous proposons une série d'activités variées pour leur faire découvrir l'Europe.	**130 000,00 €**	**130 000,00 €**	**130 000,00 €**	**130 000,00 €**					**Avis favorable du COPIL du 03 avril 2023**
MONTANT TOTAL					**396 654,00 €**	**305 000,00 €**	**160 000,00 €**	**40 000,00 €**	**85 000,00 €**	**10 000,00 €**	**10 000,00 €**	

PROJETS REFUSES PAR LE COPIL DU 03/04/23

Intitulé du projet	Porteur	Descriptif du projet	Coût total du projet	Co-financement triennal sollicité	Commentaires
Escape Game - Parlement européen de Strasbourg (n° 10839396)	association EURODOXA	À l'occasion des 70 ans du Parlement européen, dans le cadre de l'héritage de l'Année européenne de la Jeunesse et dans l'optique des élections européennes de mai 2024, Eurodoxa propose de réaliser un Escape Game au Parlement européen de Strasbourg. Cette activité vise à familiariser les participants (public scolaire -du CE2 à la Terminale- et familial) avec fonctionnement et les activités du Parlement européen de façon ludique et originale. L'objectif est de susciter chez les participants un intérêt pour les affaires européennes en vue des élections européennes de 2024.	**78 842,00 €**	**10 000,00 €**	**Projet abandonné par le porteur suite à un changement dans la gouvernance de l'association**
Jeu-concours sur l'Europe (n° 11299431)	Mouvement Européen Alsace Haut-Rhin MEA 68	Le projet comporte l'organisation d'un jeu-concours sur l'Europe et d'accueillir lors de l'exposition internationale, la 23ème édition cette année, des classes niveau CM2 et des classes de collèges. Pour inciter les établissements scolaires à participer à ce jeu-concours, le porteur de projet propose : -Une visite au Parlement Européen de Strasbourg avec la présence d'un ou d'une député(e) européen(ne) de préférence de nationalité autre que française ; -Le déjeuner au Parlement Européen ; -une promenade en bateau-mouche – visite de Strasbourg.	**4 500,00 €**	**3 600,00 €**	**Projet non éligible**
Panel discussion: 2024 European elections from a militant perspective. Focus on JEF activism (n°11523786)	Les Jeunes Européens Strasbourg	Le réseau JEF effectue un point d'étape sur la préparation d'une campagne contre l'abstention dans la perspective des élections européennes de 2024. Pour ce faire, plusieurs présidents de sections nationales du réseau seront conviés à Strasbourg, ainsi que les instances dirigeantes de la JEF Europe, afin de participer à ce débat. Le débat portera également sur l'importance de la localisation du Parlement européen à Strasbourg, et les implications des prochaines élections européennes sur Strasbourg capitale européenne.	**15 450,00 €**	**11 450,00 €**	**Projet refusé**

CONVENTION FINANCIERE
exercices 2023-2024

Entre :

- L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, ci-après dénommée la collectivité, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente,

- et l' association EURADIO ci-après dénommée le bénéficiaire, identifié par le n° SIRET : 490 560 257 00035 et siégeant à l'adresse 19 RUE JEANNE D'ARC 44000 NANTES, représentée par son Président en exercice, Monsieur Arnauld LECLERC.

Vu,

- le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 (ci-après dénommé le Contrat),
- la délibération du Conseil eurométropolitain du 28 juin 2023,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention et ses annexes constituent les pièces contractuelles de la convention.

Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la collectivité accorde au bénéficiaire une subvention pour le financement de l'opération définie à l'article 2 ci-après.

Article 2 : Description de l'opération/du programme

La subvention accordée par la collectivité au bénéficiaire est affectée exclusivement à la réalisation de l'opération décrite ci-dessous :

Afin d'ancrer durablement son activité à Strasbourg, Euradio propose en 2023 un plan d'action en trois volets :

- *D'une part, suivre l'actualité du Parlement européen dans la perspective des élections européennes de 2024. Une fois par mois à compter du mois de mai, Euradio proposera à l'antenne une émission produite depuis Strasbourg par des jeunes, sur des thématiques variées de leur intérêt ;*
- *D'autre part, suivre globalement l'actualité locale-européenne sur le territoire. Un journaliste à temps plein est employé pour travailler depuis le terrain et en studio ;*
- *Enfin, le renforcement de cette couverture proposant aux jeunes journalistes européen·nes de l'Académie Euradio de se déplacer de Nantes à Strasbourg. À raison d'une semaine et à cinq occurrences, le groupe pourra couvrir les séances plénières du Parlement, mais aussi réaliser depuis le territoire des reportages sur l'environnement, l'économie, la culture, les transports, la citoyenneté, la solidarité etc, en gardant toujours un angle européen.*

Article 3 : Période d'exécution de l'opération, d'éligibilité des dépenses et durée de la convention

3.1 Période d'exécution de l'opération

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été entreprise à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du 1er septembre 2023 sauf autorisation donnée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

L'opération doit être réalisée au plus tard le 31 décembre 2023 sauf prorogation accordée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant cette date-butoir.

3.2 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles ont été engagées par le bénéficiaire à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023.

3.3 Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire telle que définie à l'article 3.1 et expire le 30 juin 2024.

Article 4 : Budget, plan de financement, montant et modalités de versement de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'opération est de **165 811 € TTC.**

L'éligibilité d'une dépense est déterminée conformément aux dispositions du cahier des charges du fonds démocratie. Le cas échéant, et sans préjudice des dispositions du règlement susvisé, aucune dépense d'investissement ne sera considérée comme éligible. Une fongibilité entre les lignes est admise lorsqu'elle respecte les limites et plafonds fixés par le cahier des charges susvisé.

La subvention attribuée au bénéficiaire est fixée à **6 000 € maximum.** La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

2023:

— un premier versement de 75% du montant de la subvention, soit présentement **4 500 €,** à la notification de la convention ;

2024:

— le solde de 25% d'un **montant maximum de 1 500 €, sous réserve d'adoption du budget primitif 2024,** sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses éligibles payées, certifié par le représentant légal du bénéficiaire, ainsi qu'un bilan d'exécution faisant état notamment des cofinancements réellement perçus.

Dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles n'atteindrait pas le montant prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses justifiées et compte tenu des cofinancements réellement perçus. En revanche, dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles dépasserait le montant prévisionnel, ce dépassement n'entrainera pas une révision à la hausse de la subvention accordée.

projet

Les paiements seront effectués sur le compte bancaire ci-dessous au nom du bénéficiaire :

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 5 : Modifications et avenants à la convention

Le bénéficiaire s'engage **à informer formellement par courrier ou tout moyen approprié,** la collectivité de toute modification de l'opération objet de la présente convention relative à son portage, objet, budget, plan de financement ou calendrier prévisionnel de réalisation.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues dans la présente convention.

Toute modification dont la collectivité aura été ainsi informée fera l'objet :

-d'une acceptation signifiée au bénéficiaire par tout moyen approprié
ou,
-d'un refus motivé dans quel cas la collectivité se réserve le droit soit de solder l'opération en l'état, soit de solliciter un reversement total ou partiel des montants déjà versés.

Seules les modifications qualifiées de « **substantielles » ayant fait l'objet d'un accord de la collectivité feront l'objet d'un avenant à la présente convention.**

Par modifications substantielles sont notamment entendues celles:

- qui portent sur **la nature ou la finalité** de l'opération
- relatives **au portage** de l'opération
- qui ont un **impact à la hausse** sur les montants des crédits de paiement budgétés annuellement par la collectivité

Ne sont, notamment, **pas substantielles** les modifications **approuvées par la collectivité** qui portent sur l'échéancier prévisionnel de versement de la subvention et/ou de réalisation de l'opération.

Un report approuvé par la collectivité de la date-butoir de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 3.1 entraine de facto une prolongation proportionnelle de la période d'éligibilité des dépenses et de la durée de la convention telles que définies à l'article 3.2.

Article 6 : Autres engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire en outre s'engage à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération ;
- se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la collectivité, par toute autorité commissionnée par cette dernière et par les corps d'inspection et de contrôle nationaux. Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous les documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues ;

projet

— transmettre à la collectivité tout compte rendu intermédiaire d'exécution qui pourrait être réalisé à la demande d'un financeur ou de sa propre initiative ;
— intégrer graphiquement le logo de la collectivité selon la charte graphique, à tous les supports utilisés en lien avec l'opération objet de la présente convention ;
— mettre en évidence l'existence d'un soutien financier obtenu dans le cadre du « Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 » selon les moyens de communication dont il dispose en ajoutant l'ensemble des logos de signataires : État, Région Grand Est, Collectivité européenne d'Alsace, Ville et Eurométropole de Strasbourg ;
— soumettre à la collectivité tout projet de communication avant impression ou fabrication du support ;
— faire état de l'aide financière apportée par la collectivité à l'occasion de toute communication publique (articles de presse, visites, ...) portant, pour tout ou partie, sur la réalisation de l'opération envisagée ;
— inviter la collectivité, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet.

Article 7 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

— l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
— la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 8 : Règlement des litiges

8.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

8.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 8.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 9: Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 STRASBOURG CEDEX

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

À Strasbourg, le ……..

projet

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Présidente	Le Président
Pia IMBS	Arnauld LECLERC

projet

CONVENTION FINANCIERE
exercices 2023-2024

Entre :

- L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, ci-après dénommée la collectivité, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente,

- et l'association européenne pour la démocratie locale- ALDA ci-après dénommée le bénéficiaire, identifié par le n° SIRET : 442 144 002 00015 et siégeant à l'adresse 1A PL DES ORPHELINS 67000 STRASBOURG, représentée par son Président en exercice, Monsieur Oriano OTOCAN.

Vu,

- le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 (ci-après dénommé le Contrat),
- la délibération du Conseil eurométropolitain du 28 juin 2023,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention et ses annexes constituent les pièces contractuelles de la convention.

Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la collectivité accorde au bénéficiaire une subvention pour le financement de l'opération définie à l'article 2 ci-après.

Article 2 : Description de l'opération/du programme

La subvention accordée par la collectivité au bénéficiaire est affectée exclusivement à la réalisation de l'opération décrite ci-dessous :

« La démocratie locale pour répondre aux défis globaux — une alliance entre collectivités locales et société civile au cœur de l'Europe des droits : Strasbourg (actions A1 et A2) »

Le projet vise à valoriser le rôle de Strasbourg en tant que capitale européenne et de démocratie, et de capitaliser sur les pratiques et politiques innovantes existantes sur son territoire. Le déroulement du projet est prévu pendant le second semestre de 2023 et deux types d'actions sont retenues au titre du dispositif Agora :

Septembre 2023 : la réalisation d'une série de débats, visites d'étude aux institutions, échanges et actions autour des élections européennes 2024 avec le réseau d'ALDA, sur des sujets tels que la Conférence sur l'avenir de l'Europe ou les objectifs de développement durable ;

Octobre 2023: l'académie d'automne pour la société civile qui comporte une formation, une opportunité de réseautage professionnel et des visites d'études, afin de renforcer le rôle et les compétences de la société civile. Cette académie s'adressera en particulier aux membres de l'Agora mais aussi aux associations présentes à l'échelle nationale et internationale comme les Jeunes Européens ou GESCOD.

Article 3 : Période d'exécution de l'opération, d'éligibilité des dépenses et durée de la convention

3.1 Période d'exécution de l'opération

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été entreprise à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du 1er septembre 2023 sauf autorisation donnée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

L'opération doit être réalisée au plus tard le 30 novembre 2023 sauf prorogation accordée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant cette date-butoir.

3.2 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles ont été engagées par le bénéficiaire à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023.

3.3 Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire telle que définie à l'article 3.1 et expire le 30 juin 2024.

Article 4 : Budget, plan de financement, montant et modalités de versement de la subvention

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de **80 325 € TTC conforme à la ventilation suivante :**

- action A1 : 26 075€
- action A2 : 39 250 €
- dépenses de personnel : 15 000 €

L'éligibilité d'une dépense est déterminée conformément aux dispositions du règlement financier du dispositif Agora. Le cas échéant, et sans préjudice des dispositions du règlement susvisé, aucune dépense d'investissement ne sera considérée comme éligible. Une fongibilité entre les lignes est admise lorsqu'elle respecte les limites et plafonds fixés par le règlement susvisé, sans préjudice que les dépenses de personnel ne pourront pas dépasser 15 000 €.

La subvention attribuée au bénéficiaire est fixée à **5 000 € maximum.** La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

2023:

- un premier versement de 75% du montant de la subvention, soit présentement **3 750 €,** à la notification de la convention ;

2024:

— le solde de 25% d'un **montant maximum de 1 250 €, sous réserve d'adoption du budget primitif 2024,** sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses éligibles payées, certifié par le représentant légal du bénéficiaire, ainsi qu'un bilan d'exécution faisant état notamment des cofinancements réellement perçus.

Dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles n'atteindrait pas le montant prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses justifiées et compte tenu des cofinancements réellement perçus. En revanche, dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles dépasserait le montant prévisionnel, ce dépassement n'entrainera pas une révision à la hausse de la subvention accordée.

Les paiements seront effectués sur le compte bancaire ci-dessous au nom du bénéficiaire :

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 5 : Modifications et avenants à la convention

Le bénéficiaire s'engage **à informer formellement par courrier ou tout moyen approprié,** la collectivité de toute modification de l'opération objet de la présente convention relative à son portage, objet, budget, plan de financement ou calendrier prévisionnel de réalisation.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues dans la présente convention.

Toute modification dont la collectivité aura été ainsi informée fera l'objet :

-d'une acceptation signifiée au bénéficiaire par tout moyen approprié
ou,
-d'un refus motivé dans quel cas la collectivité se réserve le droit soit de solder l'opération en l'état, soit de solliciter un reversement total ou partiel des montants déjà versés.

Seules les modifications qualifiées de « **substantielles » ayant fait l'objet d'un accord de la collectivité feront l'objet d'un avenant à la présente convention.**

Par modifications substantielles sont notamment entendues celles:

— qui portent sur **la nature ou la finalité** de l'opération
— relatives **au portage** de l'opération
— qui ont un **impact à la hausse** sur les montants des crédits de paiement budgétés annuellement par la collectivité

Ne sont, notamment, **pas substantielles** les modifications **approuvées par la collectivité** qui portent sur l'échéancier prévisionnel de versement de la subvention et/ou de réalisation de l'opération.

Un report approuvé par la collectivité de la date-butoir de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 3.1 entraine de facto une prolongation proportionnelle de la période d'éligibilité des dépenses et de la durée de la convention telles que définies à l'article 3.2.

Article 6 : Autres engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire en outre s'engage à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération ;
- se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la collectivité, par toute autorité commissionnée par cette dernière et par les corps d'inspection et de contrôle nationaux. Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous les documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues ;
- transmettre à la collectivité tout compte rendu intermédiaire d'exécution qui pourrait être réalisé à la demande d'un financeur ou de sa propre initiative ;
- intégrer graphiquement le logo de la collectivité selon la charte graphique, à tous les supports utilisés en lien avec l'opération objet de la présente convention ;
- mettre en évidence l'existence d'un soutien financier obtenu dans le cadre du « Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 » selon les moyens de communication dont il dispose en ajoutant l'ensemble des logos de signataires : État, Région Grand Est, Collectivité européenne d'Alsace, Ville et Eurométropole de Strasbourg ;
- soumettre à la collectivité tout projet de communication avant impression ou fabrication du support ;
- faire état de l'aide financière apportée par la collectivité à l'occasion de toute communication publique (articles de presse, visites, ...) portant, pour tout ou partie, sur la réalisation de l'opération envisagée ;
- inviter la collectivité, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet.

Article 7 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 8 : Règlement des litiges

8.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

8.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 8.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

projet

Article 9: Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 STRASBOURG CEDEX

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

À Strasbourg, le ……..

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Présidente	Le Président
Pia IMBS	Oriano OTOCAN

projet

CONVENTION FINANCIERE
exercices 2023-2024

Entre :

- L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, ci-après dénommée la collectivité, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente,

- et l'association MOUVEMENT EUROPEEN FRANCE ci-après dénommée le bénéficiaire, identifié par le n° SIRET : 784 205 841 000 41 et siégeant à l'adresse 2 RUE CHOISEUL 75002 PARIS 2, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hervé MORITZ.

Vu,

- le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 (ci-après dénommé le Contrat),
- la délibération du Conseil eurométropolitain du 28 juin 2023,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention et ses annexes constituent les pièces contractuelles de la convention.

Elles ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la collectivité accorde au bénéficiaire une subvention pour le financement de l'opération définie à l'article 2 ci-après.

Article 2 : Description de l'opération/du programme

La subvention accordée par la collectivité au bénéficiaire est affectée exclusivement à la réalisation de l'opération décrite ci-dessous :

Université automne 2023
Du 5 au 8 octobre 2023, le Mouvement Européen programme son Université d'automne à Strasbourg. Le Mouvement Européen a choisi de réunir les acteurs de la société civile européenne engagés pour l'Europe en France, ainsi que ses partenaires européens. Il convient de préciser que l'Université d'automne se tient à nouveau à Strasbourg (la dernière a eu lieu il y a 8 ans) dans la perspective des élections européennes de 2024.

L'Université d'automne rassemble chaque année plus de 200 personnes. Parmi d'autres, elle accueille des représentant·es de la cinquantaine de sections locales du Mouvement Européen réparties sur le territoire métropolitain et en outre-mer, ainsi que des représentant·es de la trentaine d'organisations nationales membres du Mouvement Européen – France (Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe, ALDA, Fédération française des Maisons de l'Europe, Jeunes Européens – France, Office franco-allemand pour la Jeunesse, Fondation Jean Jaurès, inter alia).

Article 3 : Période d'exécution de l'opération, d'éligibilité des dépenses et durée de la convention

3.1 Période d'exécution de l'opération

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été entreprise à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du 1er octobre 2023 sauf autorisation donnée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

L'opération doit être réalisée au plus tard le 30 novembre 2023 sauf prorogation accordée par la collectivité sur demande justifiée du bénéficiaire avant cette date-butoir.

3.2 Période d'éligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles si elles ont été engagées par le bénéficiaire à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2023.

3.3 Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de notification au bénéficiaire telle que définie à l'article 3.1 et expire le 30 juin 2024.

Article 4 : Budget, plan de financement, montant et modalités de versement de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'opération est de **151 550 TTC.**

L'éligibilité d'une dépense est déterminée conformément aux dispositions du règlement financier du dispositif Agora. Le cas échéant, et sans préjudice des dispositions du règlement susvisé, aucune dépense d'investissement ne sera considérée comme éligible. Une fongibilité entre les lignes est admise lorsqu'elle respecte les limites et plafonds fixés par le règlement susvisé.

La subvention attribuée au bénéficiaire est fixée à **5 000 € maximum.** La subvention sera créditée selon les modalités suivantes :

2023:

— un premier versement de 75% du montant de la subvention, soit présentement **3 750 €,** à la notification de la convention ;

2024:

— le solde de 25% d'un **montant maximum de 1 250 €, sous réserve d'adoption du budget primitif 2024,** sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses éligibles payées, certifié par le représentant légal du bénéficiaire, ainsi qu'un bilan d'exécution faisant état notamment des cofinancements réellement perçus.

Dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles n'atteindrait pas le montant prévisionnel, la subvention sera réduite au prorata des dépenses justifiées et compte tenu des cofinancements réellement perçus. En revanche, dans l'hypothèse où le montant des dépenses justifiées à la date-butoir et éligibles dépasserait le montant prévisionnel, ce dépassement n'entrainera pas une révision à la hausse de la subvention accordée.

projet

Les paiements seront effectués sur le compte bancaire ci-dessous au nom du bénéficiaire :

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Article 5 : Modifications et avenants à la convention

Le bénéficiaire s'engage **à informer formellement par courrier ou tout moyen approprié,** la collectivité de toute modification de l'opération objet de la présente convention relative à son portage, objet, budget, plan de financement ou calendrier prévisionnel de réalisation.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues dans la présente convention.

Toute modification dont la collectivité aura été ainsi informée fera l'objet :

-d'une acceptation signifiée au bénéficiaire par tout moyen approprié
ou,
-d'un refus motivé dans quel cas la collectivité se réserve le droit soit de solder l'opération en l'état, soit de solliciter un reversement total ou partiel des montants déjà versés.

Seules les modifications qualifiées de « **substantielles » ayant fait l'objet d'un accord de la collectivité feront l'objet d'un avenant à la présente convention.**

Par modifications substantielles sont notamment entendues celles:

- qui portent sur **la nature ou la finalité** de l'opération
- relatives **au portage** de l'opération
- qui ont un **impact à la hausse** sur les montants des crédits de paiement budgétés annuellement par la collectivité

Ne sont, notamment, **pas substantielles** les modifications **approuvées par la collectivité** qui portent sur l'échéancier prévisionnel de versement de la subvention et/ou de réalisation de l'opération.

Un report approuvé par la collectivité de la date-butoir de fin de réalisation de l'opération telle que définie à l'article 3.1 entraine de facto une prolongation proportionnelle de la période d'éligibilité des dépenses et de la durée de la convention telles que définies à l'article 3.2.

Article 6 : Autres engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire en outre s'engage à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à son objet ;
- employer l'intégralité de la subvention pour mener à bien le projet décrit à l'article 1, à l'exclusion de toute autre opération ;
- se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la collectivité, par toute autorité commissionnée par cette dernière et par les corps d'inspection et de contrôle nationaux. Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous les documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues ;

— transmettre à la collectivité tout compte rendu intermédiaire d'exécution qui pourrait être réalisé à la demande d'un financeur ou de sa propre initiative ;
— intégrer graphiquement le logo de la collectivité selon la charte graphique, à tous les supports utilisés en lien avec l'opération objet de la présente convention ;
— mettre en évidence l'existence d'un soutien financier obtenu dans le cadre du « Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2021-2023 » selon les moyens de communication dont il dispose en ajoutant l'ensemble des logos de signataires : État, Région Grand Est, Collectivité européenne d'Alsace, Ville et Eurométropole de Strasbourg ;
— soumettre à la collectivité tout projet de communication avant impression ou fabrication du support ;
— faire état de l'aide financière apportée par la collectivité à l'occasion de toute communication publique (articles de presse, visites, ...) portant, pour tout ou partie, sur la réalisation de l'opération envisagée ;
— inviter la collectivité, au même titre que tout autre financeur, à toute manifestation ayant trait à ce projet.

Article 7 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par le bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

— l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
— la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 8 : Règlement des litiges

8.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

8.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 8.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 9: Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 STRASBOURG CEDEX

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

À Strasbourg, le ……..

projet

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Présidente	Le Président
Pia IMBS	Hervé MORITZ

projet

CONVENTION FINANCIERE DANS LE CADRE DU CONTRAT TRIENNAL STRASBOURG, CAPITALE EUROPEENNE 2021-2023

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

sise au 1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex et représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS, appelée « le maître d'ouvrage ».

ET

La REGION GRAND EST

sise Maison de la Région, 1 Place Adrien Zeller BP 91006 67070 Strasbourg cedex, représentée par son Président, Monsieur Franck LEROY,

La COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

sise 1 place du Quartier Blanc 67000 Strasbourg et représentée par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dont l'article 43 dispose que « pour assurer à l'Eurométropole de Strasbourg les moyens de ses fonctions de ville siège des institutions Européennes, conférées en application des traités et des protocoles européens signés par la France, l'État signe avec celle-ci un contrat spécifique, appelé ''contrat triennal, Strasbourg Capitale européenne » ;

Vu la décision de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2022
Vu la décision de la Région Grand Est du xxx
Vu la décision de la Collectivité européenne d'Alsace du xxx

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

Cette convention a pour objet de définir les modalités d'intervention de l'Eurométropole de Strasbourg en tant que maître d'ouvrage et les partenaires susmentionnés concernant l'action 1.6 suivante :

« Étude d'amélioration de l'accessibilité ferroviaire entre Strasbourg et l'aéroport de Francfort »

L'action émarge à la priorité 1 – « Poursuivre l'amélioration de l'accessibilité multimodale de Strasbourg, capitale européenne », du Contrat Triennal Strasbourg, capitale européenne 2021-2023. Elle vise à expertiser par une étude la faisabilité d'une liaison ferroviaire directe entre Strasbourg et l'aéroport international de Francfort dont la mise en place aurait une forte valeur ajoutée pour l'accessibilité de la capitale européenne et contribuerait au renforcement de son statut de ville d'accueil d'institutions européennes ainsi que d'évènements de portée internationale.

Elle conforterait par ailleurs le recours à la voie ferroviaire en favorisant un report modal conséquent en substitution de l'actuelle navette routière et permettrait d'améliorer les conditions d'accès de Strasbourg par la gestion raisonnée et durable des ressources ainsi que la qualité de services proposés pour l'accueil des sessions parlementaires.

Conformément à la décision du Comité politique du Triennal du 3 avril 2023, il est convenu un abondement de l'intégralité de la ligne budgétaire 1.5 « Étude d'amélioration de l'accessibilité ferroviaire de Strasbourg avec Bruxelles » d'un montant de 100.000 € TTC au bénéfice de la ligne 1.6, objet de la présente convention, et portant celle-ci à un total de 200.000 € TTC. Y fut également actée la passation de la maîtrise d'ouvrage de l'étude de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons liées à la compétence et au financement.

Article 2 : Engagements du bénéficiaire

2.1 Mise en œuvre de la convention
Le maître d'ouvrage s'engage à :
- réaliser l'opération qui contribue à l'accessibilité multimodale et à l'attractivité de Strasbourg Capitale Européenne, tel que définie à l'article 1.6
- s'appuyer sur le cahier des charges de l'étude (annexe) conjointement établi sous l'égide de la DGITM qui avait réuni un groupe de travail franco-allemand dans le cadre de la mise en œuvre des projets prioritaires figurant au titre du Traité d'Aix-la-Chapelle
- transmettre à chaque partenaire cofinanceur un exemplaire de cette étude une fois mise à disposition dans le délai prévu au point 2.3

2.2 Suivi de la mise en œuvre
Les partenaires s'engagent à transmettre à l'Eurométropole, dès lors qu'elle aura réalisé les actions inscrites à la convention, les éléments décrits à l'article 4.

2.3 Délais de réalisation
Le maître d'ouvrage est tenu de réaliser le programme défini à l'article 1 sur la durée du Contrat Triennal en cours, soit jusqu'au **31/12/2023**. Les justificatifs devront être transmis au plus tard le **30/06/2024**.

2.4 Information et contrôle
Le suivi et le contrôle de l'exécution de la présente convention sont assurés par l'Eurométropole de Strasbourg. Le maître d'ouvrage s'oblige à laisser les partenaires effectuer, à tout moment (durant et *a posteriori*), l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'il jugera utiles, de quelque nature qu'elle soit, afin de vérifier qu'il satisfait pleinement aux obligations et engagements issus de la présente. A cet égard, le maître d'ouvrage s'engage à transmettre aux partenaires tous documents et renseignements pouvant lui être demandés.

2.5 Communication
L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à :

- faire figurer le logo des partenaires sur les supports de communication.
- faire figurer la mention « Projet soutenu au titre du Contrat triennal 2021-2023 Strasbourg Capitale Européenne»
- soumettre le(s) support(s) de communication aux services de Communication des partenaires **avant**

impression ou fabrication,
- associer les partenaires à la mise au point de toute action d'information du public,
- inviter les partenaires à toute manifestation organisée par elle-même.

Article 3 : Engagements des partenaires

Sans préjudice de modalités d'attribution et versement de la contribution financière de 50 000 € alloué par l'État à cette action, la Région Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace accordent à l'Eurométropole de Strasbourg une subvention respective d'un **montant maximum de 50.000€ chacune** dans le cadre de l'opération mentionnée à l'article 1. Les 50.000€ résiduels correspondent à la propre contribution de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 4 : Modalités de paiement

La Région Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace conviennent de verser au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci et dès signature de la présente convention, l'intégralité de leur contribution respective indiquée à l'article 3. En contrepartie, le maître d'ouvrage mettra à leur disposition ainsi qu'aux instances du Contrat Triennal :

- un rapport final narratif et financier qui indiquera l'utilisation des ressources financières, les indicateurs de réalisation et de résultat et retombées de communication si pertinent, etc.

- un état récapitulatif des dépenses et des recettes réalisées daté et certifié acquitté par le trésorier et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Toutes les dépenses justifiées doivent être en lien direct avec l'action et exprimées en TTC.

Article 5 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est la Trésorière de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole.

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

Article 7 : Non-respect des engagements de l'Eurométropole de Strasbourg

Les partenaires se réservent le droit de mettre fin à l'aide publique et d'exiger le remboursement total ou partiel des subventions versées au titre de la présente convention dans un délai pouvant aller jusqu'à 3 ans après achèvement de l'opération en cas :

- de non-respect de la présente convention ;
- d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire aux parties signataires ;
- de non-exécution dans les délais prévus ou d'exécution partielle de l'opération ;
- de la non-remise de l'étude prévue et conduite selon les modalités conjointement précisées ;
- de refus de se soumettre aux contrôles prévus.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues à la présente convention, ou que l'opération a connu une modification importante, la partie en ayant fait le constat pourra exiger le remboursement des sommes indûment perçues par l'Eurométropole de Strasbourg.

Le remboursement total ou partiel de l'aide, ou l'interruption des versements peut être décidé par la partie contributrice à la demande de l'Eurométropole lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention. Les remboursements sont effectués par l'Eurométropole dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par ladite partie.

Article 8 : Conflit d'intérêt

Est défini au titre de la présente convention, tout conflit d'intérêt comme la situation d'interférence entre deux intérêts publics ou entre un intérêt public et un intérêt privé de nature à influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de la présente convention ou la réalisation des opérations définies par la convention.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt susceptible d'empêcher une exécution impartiale et objective de la convention. En cas de conflit d'intérêt, elle s'engage à prendre les mesures nécessaires pour y remédier et à informer les partenaires.

Article 9 : Fraude

La fraude est définie comme tout acte ou omission intentionnel relatif à l'utilisation ou à la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, à la non communication d'une information, au détournement des fonds à d'autres fins que celles prévues. L'Eurométropole doit s'assurer que son dispositif de contrôle interne est suffisant pour détecter et corriger toute situation pouvant constituer une fraude.

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est établie et se déroulera jusqu'à la date limite fixée pour transmission des dernières pièces justificatives, tel que défini à l'article 2.3. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole d'un exemplaire signé par le représentant légal de chaque partie signataire.

Article 11 : Attribution de juridiction

Le tribunal administratif de Strasbourg sera compétent pour connaitre de toute contestation relative à l'exécution de la présente convention.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Région Grand Est	Pour la Collectivité européenne d'Alsace
Mme Pia IMBS Présidente	M. Franck LEROY Président	M. Frédéric BIERRY Président

09 février 2022

Etude sur une meilleure accessibilité ferroviaire entre Strasbourg et l'aéroport de Francfort (établissement d'une liaison ferroviaire directe)

Note d'orientation de la

Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mobilité (DGITM) du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

Plan du document

1. Informations sur le pilotage, le financement et le calendrier de l'étude.
2. Présentation de l'étude.
3. Modalités de réalisation de l'étude.

1. Informations sur le pilotage, le financement et le calendrier de l'étude

Entité responsable de la maîtrise d'ouvrage de l'étude : Ville et Eurométropole de Strasbourg.

Financement : Le 14ème contrat triennal, Strasbourg Capitale européenne 2021-2023, prévoit 100 000 € de crédits d'études financés à égalité entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Collectivité européenne d'Alsace, le Conseil régional Grand Est et l'Etat.

Partenaires de l'étude : Ville et Eurométropole de Strasbourg, Collectivité européenne d'Alsace, Conseil régional Grand Est, Etat.

Date prévisionnelle de réalisation : année 2022.

2. Présentation de l'étude

2.1. Contexte

L'étude sur une meilleure accessibilité ferroviaire entre Strasbourg et l'aéroport de Francfort est inscrite dans le 14ème Contrat triennal, Strasbourg Capitale européenne 2021-2023. Elle concerne le projet de mise en œuvre d'une liaison ferroviaire directe entre Strasbourg et l'aéroport de Francfort qui figure sur la liste des projets prioritaires franco-allemands adoptés le même jour que le Traité d'Aix-la-Chapelle le 22 janvier 2019.

Un groupe de travail franco-allemand sur le projet de liaison ferroviaire directe a été mis en place à l'automne 2021. Ce groupe de travail technique, sous la double présidence des ministères allemand et français des transports, associe les collectivités locales concernées (la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la Collectivité européenne d'Alsace et le Conseil régional Grand Est), le ministère français de l'Europe et des affaires étrangères, les opérateurs économiques intéressés que sont les entreprises ferroviaires historiques des deux pays et l'association Allrail, réunissant les nouveaux entrants du transport ferroviaire de voyageurs, ainsi que les opérateurs aéroportuaires (Deutsche Lufthansa AG, le gestionnaire de l'aéroport de Francfort, Fraport AG). Le groupe de travail a pour objet de confirmer la faisabilité du projet et de définir les conditions de lancement du service ferroviaire. Les travaux du groupe de travail ont débuté en novembre 2021 et se poursuivent au début de l'année 2022.

2.2 Situation actuelle

Distance Strasbourg - aéroport de Francfort : 215 km

Emission moyenne de CO2e (kilogrammes d'équivalent CO2) par personne :

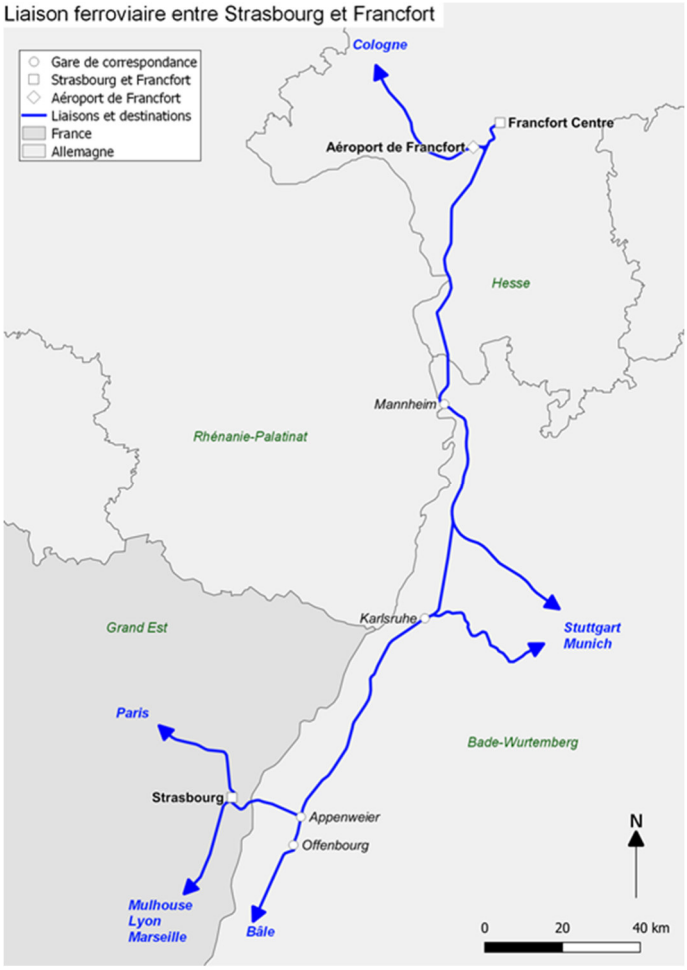
- *0,372 kg pour un trajet en train grande vitesse*
- *7,6 kg en autocar*
- *41,5 kg en voiture thermique.*

Population :

Aire d'attraction de Strasbourg : 846 450 hab

Alsace : 1 898 533 hab

Grand Est : 5 550 389 hab



Liaison Strasbourg – aéroport de Francfort avec correspondances

La liaison ferroviaire entre la ville de Strasbourg et l'aéroport de Francfort est assurée aujourd'hui au moyen de correspondances par la SNCF et la Deutsche Bahn qui coopèrent pour proposer ces services. Les relations ferroviaires, en ICE, TGV ou trains régionaux, s'effectuent selon divers itinéraires et en effectuant des correspondances à Offenbourg, Mannheim ou Karlsruhe.

Le temps de trajet moyen est de 2h20 dans le sens Strasbourg - Aéroport de Francfort, et de 2h21 dans le sens Aéroport de Francfort - Strasbourg.

En tenant compte de l'ensemble des moyens de transport disponibles, l'offre actuelle entre Strasbourg et l'aéroport de Francfort est la suivante :

Mode	Durée moyenne	Premier départ	Dernier départ	Nombre de trajets (1)
Train : S → F (2)	2h20	6h20	00h05	17

Train : F → S	2h21	5h30	20h53	19
Bus : S → F (3)	2h45	4h15	17h00	6
Bus : F → S (3)	2h30	8h30	21h45	6
Voiture	2h21	-	-	-

(1) Trajets avec correspondances car aucun direct actuellement

(2) S → F : sens Strasbourg – Aéroport de Francfort et inversement.

(3) Lufthansa Express Bus (réservé aux passagers Lufthansa)

Liaison directe entre Strasbourg et la gare centrale de Francfort

Sens Strasbourg – Francfort :

Départ	Arrivée	Durée	Desserte	Terminus	Service
09h12	10h58	1h46	Karlsruhe, Mannheim	Francfort	ALLEO* (TGV)
13h55	15h58	2h03	Baden-Baden, Karlsruhe, Mannheim	Francfort	ALLEO (TGV)
17h13	18h58	1h45	Karlsruhe, Mannheim	Francfort	ALLEO (ICE)

Sens Francfort – Strasbourg :

Départ	Arrivée	Durée	Desserte	Terminus	Service
06h56	08h47	1h51	Mannheim, Karlsruhe	Paris Est	ALLEO (ICE)
13h57	16h01	2h04	Mannheim, Karlsruhe, Baden-Baden	Marseille	ALLEO (TGV)
16h56	18h47	1h51	Mannheim, Karlsruhe	Paris	ALLEO (TGV)

*ALLEO : SNCF-Deutsche Bahn en coopération

Il existe une liaison S-Bahn entre l'aéroport et la gare centrale de Francfort d'une durée de 12 à 15 minutes. La fréquence est d'un train toutes les 10/15 minutes.

2.3 Champ et objectifs de l'étude

L'étude porte sur l'instauration d'une liaison directe entre la gare de Strasbourg et l'aéroport de Francfort. La mise en place de ce service direct peut être réalisée soit par une nouvelle entreprise

ferroviaire[1] soit par la création d'un arrêt supplémentaire dans l'offre actuelle SNCF-Deutsche Bahn reliant directement Strasbourg centre à Francfort centre. Elle doit envisager l'ensemble des cas de figure possibles englobant le prolongement, l'activation et la permutation de sillons en offrant une vision sur l'ensemble du réseau ferroviaire franco-allemand (éviter par exemple un retournement en gare de Francfort HBF pour les Bâle-Cologne) et européen (raccordement à d'autres destinations desservies par la LGV Rhin-Rhône/Méditerranée). L'étude examine également la pertinence d'une optimisation de la liaison via l'amélioration des correspondances en gares de Karlsruhe, Mannheim ou Offenbourg et qui soit effectuée de quai à quai.

L'étude a pour objet :

- d'évaluer le potentiel de marché pour la liaison directe et les impacts potentiels sur les dessertes actuelles entre Francfort et Strasbourg ;

- d'évaluer la faisabilité d'un service direct en examinant :
  - la disponibilité des sillons ferroviaires ;
  - l'accueil du service dans la gare de Strasbourg et dans la gare de l'aéroport de Francfort ;
  - le matériel roulant nécessaire à l'exploitation du service ;
  - la commercialisation du service.

L'étude doit tenir compte :

- des travaux d'infrastructure en cours et programmés ;
- de la complémentarité possible entre les services ferroviaires et aériens.

L'étude doit contribuer à identifier une entreprise ferroviaire pour l'exploitation du service.

2.4 Détail des axes d'études

Evaluation du potentiel de marché pour la liaison directe

L'étude identifiera les différents groupes cibles pour le service : clientèle d'affaires et de loisirs, clientèle locale ou internationale. Le point sera fait sur les critères de choix des passagers et leurs attentes relatives au temps de trajet et au prix du billet. L'étude examinera les impacts positifs sur le marché des complémentarités possibles entre l'offre de services aériens et ferroviaires.
L'évaluation du potentiel de marchera s'attachera également à évaluer l'impact sur les services existants entre Strasbourg-centre et Francfort-centre (i) dans l'hypothèse de la création d'un nouveau service ferroviaire et (ii) dans l'hypothèse de l'insertion d'un arrêt à l'aéroport de Francfort dans l'offre actuelle.

Complémentarité possible entre les services ferroviaires et aériens

Par sa nature même, le projet nécessite d'examiner la complémentarité entre le service ferroviaire à mettre en place et l'offre de services aériens de l'aéroport international de Francfort.
Des enseignements pourront être tirés du projet Lufthansa Express Rail, qui consiste en une offre intégrée de Lufthansa et de la Deutsche Bahn afin de relier directement par des services ferroviaires rapides l'aéroport de Francfort avec 23 villes allemandes[2] et également la ville de Bâle. Le service se base sur une coordination optimisée entre le train et le vol avec une garantie de correspondance et prévoit un seul billet et un seul enregistrement pour le train et le vol Lufthansa.

[1] Une entreprise ferroviaire qui ne serait ni SNCF ni la Deutsche Bahn.

[2] Aix-la-Chapelle, Berlin, Brême, Cologne, Dortmund, Dresde, Düsseldorf, Erfurt, Fribourg, Göttingen, Hambourg, Hanovre, Karlsruhe, Kassel, Leipzig, Mannheim, Munich, Münster, Nuremberg, Osnabrück, Stuttgart, Ulm et Würzburg.

En s'appuyant sur les données disponibles, l'étude fera état des modalités retenues pour évaluer le potentiel de chaque desserte allemande (et suisse) avant son intégration dans le dispositif et indiquera où se situerait la desserte de Strasbourg selon ces critères. Elle fera part du retour d'expérience et des résultats observés pour chaque desserte intégrée à Lufthansa Express Rail.

Disponibilité des sillons ferroviaires

Il est envisagé la mise en place d'une liaison quotidienne. A part une petite portion sur le territoire français, l'essentiel de la liaison se situe sur le territoire allemand sur un axe ferroviaire nord-sud très fréquenté[3] et sur lequel Karlsruhe et Mannheim constituent des points de correspondance avec les destinations est/ouest. Dans le cas de la création d'un nouveau service, la possibilité d'obtenir des sillons ferroviaires pertinents permettant de mettre en place le service visé est à étudier.
Par ailleurs il faut tenir compte des travaux d'infrastructure programmés sur cet axe qui peuvent constituer des contraintes temporaires sur l'exploitation des sillons ou à l'inverse des facteurs d'amélioration du trafic à plus long terme (cf. point suivant).

Impact des travaux d'infrastructure programmés sur l'axe

L'étude devra évaluer les bénéfices des travaux d'infrastructure en cours et programmés sur les liaisons actuelles et sur une nouvelle liaison.

La Rheintalbahn, qui désigne la ligne ferroviaire Bâle-Karlsruhe d'une longueur de près de 200 kilomètres, a plus de 170 ans. Environ 300 trains locaux, longue distance et de fret empruntent chaque jour la « ligne de la vallée du Rhin ». La Rheintalbahn fait partie du corridor de fret européen le plus important de Rotterdam à Gênes, via Cologne, Bâle et Milan.
Des travaux, dont le besoin a été identifié dans les années 1970's, lancés en 1987 et dont l'achèvement est désormais envisagé fin 2024, portent sur la construction de deux voies supplémentaires (soit quatre voies à la fin des travaux où seront séparés les trains de voyageurs et les trains de marchandises) ainsi que sur l'augmentation de la vitesse maximum à 250 km/h réduisant le temps de trajet entre Karlsruhe et Bâle d'environ une demi-heure.

La « courbe d'Appenweier » est une section de 10km située en Allemagne, où la ligne ferroviaire venant de Strasbourg rejoint la Rheintalbahn. Les autorités allemandes doivent mettre en œuvre cet engagement du Conseil des ministres franco-allemand de la Rochelle en 1992 relatif à la connexion des deux réseaux ferroviaires français et allemand. Le ministère fédéral a rehaussé, en 2018, le niveau de priorité du projet dans son Bundesverkehrswegeplan 2030 (document de planification des infrastructures[4] de l'Etat fédéral allemand à l'horizon 2030). Les éléments donnés dans le document de planification sont la portée de la section à une vitesse maximum de 160 km/h et la construction d'une nouvelle courbe d'Appenweier à une voie pour un total de raccordement à deux voies à la Rheintalbahn en direction du nord. Sa réalisation est prévue par l'Allemagne à moyen terme (objectif 2025[5])

L'étude examinera à la fois pour les liaisons actuelles et pour une nouvelle liaison directe :
- comment le passage à la grande vitesse de la Rheintalbahn, qui est en train de s'accomplir, affecterait les horaires et le plan de circulation ;
- quel serait ensuite l'impact de la réalisation de la courbe d'Appenweier sur les horaires et le plan de circulation ;

[3] Dont la Rheintalbahn qui relire Bâle à Karlsruhe.
[4] https://www.bmvi.de/SharedDocs/DE/Publikationen/G/bundesverkehrswegeplan-2030-gesamtplan.pdf?__blob=publicationFile (voir page 168)
[5] DGITM : date à confirmer car cela paraît un délai court.

- si ces deux aménagements permettraient de réduire l'impact de l'insertion dans les liaisons actuelles Strasbourg centre-Francfort centre d'un arrêt à l'aéroport de Francfort sur le plan de circulation global ;
- quels seraient les temps de trajets définitifs après travaux (i) dans l'hypothèse de la création d'un nouveau service ferroviaire et (ii) dans l'hypothèse de l'insertion d'un arrêt à l'aéroport de Francfort dans l'offre actuelle.

Accueil du service dans la gare de Strasbourg et dans la gare de l'aéroport de Francfort
L'étude devra faire état de la disponibilité de quais dans la gare de Strasbourg et dans la gare de l'aéroport de Francfort afin d'accueillir le service. En particulier, la gare de l'aéroport de Francfort est-elle à même de recevoir des services ferroviaires supplémentaires ou ses capacités d'accueil sont-elles saturées ?

Matériel roulant nécessaire à l'exploitation du service
L'exploitation d'un service ferroviaire binational nécessite de recourir à du matériel roulant binational intégrant des équipements particuliers pour être compatibles avec les deux réseaux ferrés allemand et français. L'étude doit faire état de la disponibilité en matériel roulant pour le service (coûts et conditions).

Commercialisation du service
Les canaux de commercialisation sont essentiels pour faire connaître le service aux clients et leur permettre l'utilisation du service. L'étude doit proposer des solutions pour la commercialisation du service.

Amélioration des correspondances à Offenbourg
Dans l'attente de la mise en place de la liaison directe, l'étude examinera également en tant qu'alternative de court terme la manière d'améliorer les correspondances actuelles lorsqu'elles s'effectuent à Offenbourg. Il s'agit d'examiner comment réduire le temps de correspondance de certaines liaisons. L'étude fera des propositions afin de mieux synchroniser les correspondances du train Strasbourg-Offenbourg avec les liaisons longue distance de la vallée du Rhin (y compris en développant les correspondances de quai à quai).

3. Modalités de réalisation de l'étude

L'Eurométropole de Strasbourg est responsable de la maîtrise d'ouvrage de l'étude. Les partenaires de l'étude sont la Collectivité européenne d'Alsace, le Conseil régional Grand Est et l'Etat qui financent l'étude à parité, comme cela est prévu par le 14ème contrat triennal, Strasbourg Capitale européenne 2021-2023.

La prestation d'étude fait l'objet d'un marché attribué après un appel d'offres.

La définition et le suivi de l'étude sont réalisés par un groupe de travail réunissant :
Au niveau du pilotage de l'étude :
- l'Eurométropole de Strasbourg (maitrise d'ouvrage),
- la Collectivité européenne d'Alsace,
- le Conseil régional Grand Est,
- les services de l'Etat,

Au niveau du suivi et de la mise en œuvre pourront être associés (liste non-exhaustive) :
- Le Land de Baden Württemberg,
- Le Land de Hesse,
- L'association Allrail (Alliance of Passenger Rail New Entrants in Europe), réunissant les nouveaux entrants du transport ferroviaire de voyageurs.

- les opérateurs aéroportuaires : Deutsche Lufthansa AG, Fraport AG (le gestionnaire de l'aéroport de Francfort).
- ….

42

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Soutien de l'Eurométropole de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la délinquance et de la radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPD-R).

Numéro E-2023-619

1- Attributions de subventions dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs 2022-2025 pour les associations œuvrant dans l'aide aux victimes, l'accès aux droits et la prévention de la récidive.

L'Eurométropole de Strasbourg inscrit ses relations avec les associations dans un partenariat durable et a signé en 2022, des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM) qui actent une subvention annuelle, reconductible trois ans, précisant les capacités de ces associations à participer au développement d'actions soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg et relevant de la Stratégie nationale de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrite au CISPD-R. Elles sont donc accompagnées d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention ainsi que d'outils d'évaluation des actions financées.

Il est proposé de reconduire les financements en 2023 au bénéfice des actions portées par les 2 associations suivantes :
- VIADUQ France Victimes 67 ;
- SOS France Victimes 67.

Pour rappel, de par leurs compétences et leurs engagements sur les thématiques de l'aide aux victimes, l'accès au droit et la prévention de la récidive, ces deux associations contribuent depuis de nombreuses années à la réalisation des objectifs du CISPD-R. L'évaluation de ces conventions pluriannuelles fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'un comité de pilotage dédié.

VIADUQ 67 France Victimes - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers pour trois actions soutenues à hauteur de 107 655 €

« Accès au Droit et accès aux droits » 2 000 €

L'association VIADUQ 67 développe auprès du grand public une activité d'information et d'accompagnement qui favorise l'exercice et la jouissance des droits et des obligations pour chaque citoyen. Cette mission permet la résolution amiable de procédures en précontentieux. L'association dotée de juristes et d'écrivains publics accueille quotidiennement le public à son siège et assure des permanences sur le territoire eurométropolitain qui relève de sa compétence.

« Aide aux victimes » 7 125 €
Régie par la charte des services d'aides aux victimes « France victime » l'association accueille, écoute, informe en toute confidentialité et gratuitement toutes personnes victimes d'infractions pénales. Elle mobilise des juristes pour que la victime puisse exercer pleinement ses droits et des psychologues pour prendre en charge le traumatisme vécu par les victimes, les accompagner tout au long de leurs démarches et de leur reconstruction. Elle instaure une concertation entre les professionnels placés au contact des victimes d'infractions : police, gendarmerie, magistrats, services médico-sociaux, agents d'assurance, élus, associations.

« Permanences et astreintes au Point Accueil Victimes à l'Hôtel de Police » 38 530 €
Le Point d'Accueil Victimes est destiné à toute personne se présentant à l'hôtel de Police, se déclarant victime directe ou indirecte d'une infraction pénale. Un travailleur social de l'association accompagne les victimes en temps réel et assure une orientation en fonction des problématiques rencontrées. Lieu d'écoute et d'orientation, ce dispositif permet le suivi des situations préoccupantes notamment celles des victimes de violences intrafamiliales. Depuis 2022, VIADUQ assure les permanences et toutes les astreintes du PAV conformément à la demande de la Justice. Au regard du nombre important de saisines, en particulier des victimes de violences conjugales ou intrafamiliales, il est proposé l'inscription dans la CPOM de cette action socle qui sera renforcée et sécurisée pour trois années, en complément du soutien de la ville de Strasbourg.

« Médiation de proximité » 60 000 €
Cette action contribue au « vivre ensemble » et permet la régulation des conflits de voisinage, par la prise en compte des actes d'incivilités et la mise en place d'accord entre les deux parties en conflit. L'association est également l'interlocutrice des bailleurs sociaux, de la police nationale et des forces vives dans les communes et quartiers.

SOS France Victimes 67 - France Victimes pour trois actions soutenues à hauteur de 100 230 €
« Accès au droit et aide aux victimes » 14 000 €
Dans le cadre de ce projet sont inscrites trois missions réalisées par l'association : l'aide aux victimes, l'accès aux droits et la médiation pénale et concernent les activités menées à son siège, et lors de permanences au Tribunal Judiciaire, à la Maison de Justice et du Droit ainsi qu'au sein de certains centres médico-sociaux.
L'association accueille, informe, oriente et accompagne dans un cadre déontologique, les personnes en demande d'informations juridiques et assure une prise en charge des victimes concernant les problématiques administratives, juridiques et psycho-sociales.

« Médiation de proximité » 60 000 €

Cette action contribue au « vivre ensemble » et permet la régulation des conflits de voisinage, par la prise en compte des actes d'incivilités et la mise en place d'accord entre les deux parties en conflit. L'association est également l'interlocuteur des bailleurs sociaux, de la police nationale et des forces vives dans les communes et quartiers.

« Sensibilisation aux risques de harcèlement scolaire et violences scolaires » 4 000 €
Cette action destinée aux jeunes de 6 à 20 ans est menée dans les établissements scolaires par une équipe pluridisciplinaire composée de psychologues, juristes et éducateurs spécialisés et dans les classes signalées par la référente prévention du harcèlement de l'Éducation Nationale. Ce projet permet d'accompagner individuellement les jeunes victimes, ainsi que leurs parents mais aussi de travailler avec les auteurs et les témoins. Une démarche collective avec les classes est engagée en lien avec les enseignants des classes concernées complétée par une sensibilisation aux équipes enseignantes démunies face à cette problématique.

« Point Rencontre Parents Enfants » (PRPE) 22 230 €
Le PRPE s'adresse aux familles de l'Eurométropole de Strasbourg. Ouvert du lundi au samedi, cet espace neutre propose aux familles un cadre structurant pour exercer un droit de visite respectueux de l'intérêt de l'enfant dans le cadre d'un mandat ordonné par le Juge aux Affaires Familiales. Destiné à apaiser les relations intrafamiliales par un accompagnement global, il permet la rencontre sereine entre parents et enfants. Ce projet est également financé par la Caisse d'Allocations Familiales au titre de la parentalité, par le Ministère de la Justice et la ville de Strasbourg au titre de la préservation des droits de l'enfant et de la petite enfance.

2- Soutien à d'autres actions concourant à la Stratégie territoriale de prévention de la délinquance et de la radicalisation, hors convention pluri annuelle.

ITHAQUE
« Coordination de l'équipe mobile de prévention des risques en milieu festif : Katiminuit » 3 000 €
Cette équipe, constituée de professionnels et de bénévoles associatifs compétents en matière de prévention des conduites à risques, intervient lors d'évènements festifs sensibles (fête de la musique, concerts, festivals). La coordination de l'équipe mobile de prévention est confiée depuis 2021 à Ithaque qui assurera la mobilisation des partenaires, la préparation, la mise en œuvre, la coordination et l'évaluation de cette action. 2023 marque un renouveau du dispositif avec l'arrivée de nouvelles associations sur des thématiques variées.

Association EVI'DENCE – Médiation animale
« Programme de réinsertion, de prévention de la récidive et d'accompagnement relationnel des personnes détenues par la Médiation Animale à la Maison d'Arrêt de Strasbourg » 4 750 €
Ce programme de médiation animale, mis en place à la Maison d'Arrêt de Strasbourg, permet aux personnes détenues de se responsabiliser en s'occupant d'un animal et de démarrer un travail sur soi grâce à des entretiens individuels à visée thérapeutique. Il permet ainsi une reconstruction personnelle et une meilleure maîtrise du comportement, condition de resocialisation.

ANVDP – Association nationale des visiteurs de prison
« Visites hebdomadaires à la maison d'arrêt de Strasbourg » 3 500 €
L'association propose d'apporter une aide morale et matérielle aux personnes incarcérées et à leurs familles pendant l'incarcération. Rattachée à une structure nationale, vingt-trois bénévoles formés rendent visites à des personnes détenues isolées, gèrent un vestiaire, la bibliothèque de la maison d'arrêt de Strasbourg et soutiennent des personnes détenues indigentes.

DBSP – Dis Bonjour Sale P…
« Campagne nationale du harcèlement sexiste et sexuel » 2 500 €
L'association œuvre dans le champ de la prévention des violences sexuelles et sexistes et de la sécurisation des femmes dans l'espace public. Elle propose également des actions de prévention en direction des jeunes et des élèves sur les thématiques du harcèlement sexuel et sexiste.
L'association souhaite se mobiliser sur la prévention des violences sexuelles et sexistes dans l'espace public et en en milieu festif. Un soutien est proposé dans le cadre d'un partenariat à développer pour déployer des actions inter associatives de prévention en lien avec les enjeux de tranquillité publique, de vie nocturne et festive.
Ce dossier est instruit en partenariat avec la mission *Droits des femmes et égalité de genre*.

RU'ELLES
« Prévention du harcèlement sexuel et sexiste sur l'espace public » 2 500 €
L'association Ru'elles, très présente sur les réseaux sociaux, souhaite s'inscrire dans une approche locale de la prévention des violences sexuelles et sexistes dans l'espace public. Elle propose sa contribution et sa compétence aux enjeux de tranquillité publique et de sécurité des femmes avec de la communication vers le public jeune, du recueil de témoignages, des actions de sensibilisation sur l'espace public (micro trottoir). Elle participera à des projets inter partenariaux liés à la vie nocturne et à la prévention au harcèlement sexuel et sexiste et des conduites à risques.
Ce dossier est instruit en partenariat avec la mission *Droits des femmes et égalité de genre*.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

dans le cadre du CISPD-R d'attribuer les subventions 2023 suivantes :

Associations et actions	***2022 (pour mémoire)***	***2023***
Actions relevant d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2025		

VIADUQ 67 – France Victimes - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers	***113 655 €***	***107 655 €***
«Accès au Droit et Accès aux droits »	*2 000 €*	*2 000 €*
« Aide aux victimes »	*7 125 €*	*7 125 €*
« Permanences et astreintes au Point Accueil Victimes à l'Hôtel de Police »	*38 530 €*	*38 530 €*
« Médiation de proximité »	*66 000 €*	*60 000 €*
SOS France Victimes 67	***106 230 €***	***100 230 €***
« Accès au droit et aide aux victimes »	*14 000 €*	*14 000 €*
« Médiation de proximité »	*66 000 €*	*60 000 €*
« Sensibilisation aux risques de harcèlement scolaire et violences scolaires »	*4 000 €*	*4 000 €*
« Point Rencontre Parents Enfants » (PRPE)	*22 230 €*	*22 230 €*
Actions ne relevant pas d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens		
ITHAQUE *« Coordination de l'équipe mobile de prévention des risques en milieu festif »*	*3 000 €*	*3 000 €*
EVIDENCE *« Programme de réinsertion, de prévention de la récidive et d'accompagnement relationnel des personnes détenues par la Médiation Animale à la Maison d'Arrêt de Strasbourg »*	*4 750 €*	*4 750 €*
Association Nationale des Visiteurs de Prison *« Visites hebdomadaires à la maison d'arrêt de Strasbourg »*	*3 500 €*	*3 500 €*
DBSP – Dis Bonjour Sale P… *« Campagne nationale du harcèlement sexiste et sexuel »*	*2 500 €*	*2 500 €*
RU'ELLES *« Prévention du harcèlement sexuel et sexiste sur l'espace public »*	*2 500 €*	*2 500 €*
TOTAL	***236 135 €***	***224 135 €***

décide

d'imputer la dépense correspondante, soit 224 102 € sur l'activité AT02A, nature 65748 fonction 10, dont le montant disponible est de 317 890 €,

autorise

la Président-e ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158802-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°42

Soutien de l'Eurométropole de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la délinquance et de la radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPD-R).

Pour 92	AGHA BABAEI Syamak, AMIET Eric, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HEIM Valérie, HENRY Martin, HERRY Jonathan, HERZOG Jean Luc, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LOBSTEIN Andre, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WACKERMANN Valerie, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre 0	
Abstention 0	

43

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Création d'un périmètre de prise en considération sur la zone d'activités économiques située au Nord du fort Uhrich et à l'Est de la rue Schweitzer à Illkirch-Graffenstaden.

Numéro E-2023-684

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement du territoire, l'Eurométropole de Strasbourg organise, en coopération avec ses communes membres, le développement équilibré de son territoire.

Le secteur concerné par le périmètre de prise en considération, en annexe 1 à la présente délibération, concerne la zone d'activités située au Nord du fort Uhrich et à l'Est de la rue Schweitzer à Illkirch-Graffenstaden.

Ce secteur est classé en zone à dominante d'activités économiques « UXb3 » (en annexe 2 à la présenté délibération) dans le PLU. L'entreprise CLESTRA y exerce encore son activité le temps de se relocaliser au Port du Rhin, alors que l'entreprise ALCATEL s'est relocalisée au sein du Pôle d'innovation d'Illkirch-Graffenstaden, situé à l'Est du canal du Rhône au Rhin.

Au Nord, est situé un secteur à vocation d'équipements, classé en zone « UE3 » dans le PLU. Les services publics et équipements d'intérêts collectifs y sont autorisés. Il est occupé par des équipements sportifs, gérés notamment par les clubs de football et de rugby d'Illkirch-Graffenstaden.

Le Sud de la zone d'activités est bordé par des zones naturelles, classées en zone « N1, N2 et N3 » dans le PLU, au sein desquelles est implanté le fort Uhrich.

Le périmètre de prise en considération n'inclut pas ces espaces Nord et Sud puisque l'Eurométropole de Strasbourg et la commune en sont propriétaires.

En l'état actuel du PLU, le changement des usages et des occupations de ce secteur n'est pas possible sans que l'Eurométropole de Strasbourg et la commune, dans le respect des objectifs du développement durable, n'en définissent de nouveaux dans le cadre d'une procédure visant à faire évoluer le PLU.

De nouveaux projets à vocation économique pourraient y être engagés dès lors qu'ils ne viendraient pas compromettre les équilibres établis par le PLU.

Néanmoins, ce secteur concentre plusieurs enjeux forts. Sa superficie est conséquente, environ 16 hectares, et il est idéalement situé. Il bénéficie d'une bonne accessibilité, d'un rapport immédiat avec les zones à vocation d'habitation et est à proximité des divers services et commerces de la ville.

En outre, il constitue un secteur d'entrée de ville, ce qui implique que son éventuelle requalification fasse l'objet de prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et de sécurité.

C'est pourquoi, l'Eurométropole de Strasbourg et la commune d'Illkirch-Graffenstaden souhaitent se prémunir contre toute évolution du secteur sous la forme d'occupations ou d'usages de nature à compromettre un aménagement cohérent de la zone, et pouvoir en conséquence exercer toute mesure de sauvegarde en se dotant des moyens de régulation des occupations et des usages.

Dans sa recherche des équilibres territoriaux, l'Eurométropole de Strasbourg est particulièrement attentive à :

- respecter la logique de préservation des grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels, agricoles et forestiers en s'inscrivant dans une gestion économe de l'espace. Le développement de l'Eurométropole de Strasbourg et de ses communes implique désormais le respect de l'objectif « Zéro artificialisation nette » (ZAN) quelle que soit la vocation des projets de développement. L'Eurométropole de Strasbourg doit veiller à l'optimisation de sa ressource foncière ;

- anticiper et accompagner les évolutions possibles de ce secteur et définir les équilibres notamment entre la diversité des fonctions urbaines, les activités économiques, sportives, culturelles, d'intérêt général ainsi que des équipements publics, la qualité urbaine et paysagère ;

- structurer l'espace métropolitain en développant des pôles urbains à dominante d'habitat, et notamment en ce qui concerne le pôle situé au Sud-Ouest de l'agglomération strasbourgeoise, auquel Illkirch-Graffenstaden appartient, en y développant les emplois, les équipements et les services ;

- favoriser le renouvellement urbain et organiser le développement en lien avec les quartiers existants et en respectant l'identité de la commune dans un cadre d'urbanisation maîtrisée ;

- veiller à la qualité des aménagements de manière à ce que toute évolution, requalification totale ou partielle fasse l'objet d'un effort tout particulier sur la qualité de l'aspect architectural des constructions, de l'organisation et la réalisation des espaces publics ;

- développer l'urbanisation en adéquation avec les transports en commun existant ;

- valoriser les équipements, services et espaces publics supports de la vie locale ;

- développer et conforter les espaces verts nécessaires au cadre de vie des habitants et utiles en termes de qualité de l'air et d'îlots de fraîcheur ;

- préserver et mettre en valeur la Trame verte et bleue (TVB) et particulièrement le canal et le fort Uhrich, pour garantir les fonctionnalités écologiques ;

- prendre en considération l'impact de toute évolution, requalification partielle ou totale sur la qualité de l'entrée de ville pour structurer un paysage fort, clair et qualitatif pour la ville ;

- garantir les transitions avec les zones pavillonnaires limitrophes et notamment avec l'opération à vocation dominante d'habitation des prairies du canal ;

- organiser le regroupement ou le développement des équipements sportifs limitrophes de la commune.

Au regard des enjeux du site et de ces principes structurants, l'Eurométropole de Strasbourg et la commune d'Illkirch-Graffenstaden ont mené des études sur le devenir potentiel de cette zone d'activités économiques.

Ces études ont été identifiées comme étant à réaliser en juillet 2021. La rédaction du cahier des charges a été initiée en octobre 2021 tandis que les réunions de travail ont débuté avec les élus de la commune, et le bureau d'études en avril 2022. Les études ont été livrées lors d'un comité de pilotage du 17 février 2023, en présence des élus de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville d'Illkirch-Graffenstaden.

En conclusion, les études réaffirment l'intérêt de maintenir la vocation économique du site et de ses bâtiments, excepté pour la partie Nord qui est occupée par des terrains de sports et des parkings, où les scénarios privilégient le développement des équipements sportifs situés de part et d'autre de la rue des Vignes.

<u>En ce qui concerne la partie Nord du terrain</u> :

L'objectif pour la commune est de pouvoir créer de nouveaux équipements sportifs en vue de conforter et de poursuivre la « plaine des sports » existante, comprenant des terrains de rugby (CRIG), des terrains de football (FAIG) ainsi que le futur hall des sports de la commune qui sera notamment utilisé par l'équipe de basket féminine (SIG).

<u>En ce qui concerne la partie Sud du terrain</u> :

Le réemploi ou le potentiel d'évolution des bâtiments existants, qui peuvent être scindés en diverses cellules de tailles variées, est si conséquent qu'il paraitrait légitime de recourir à un opérateur spécialisé en la matière pour déterminer des éléments de programme et gérer l'ensemble du site.

Il convient de préciser que le fait de faire appel à un opérateur est une hypothèse qui devrait, le cas échéant, être discutée avec le propriétaire du site. L'accueil d'une entreprise « leader » pourrait servir de locomotive sur cette zone.

<u>En ce qui concerne la vocation du site</u> :

Le développement d'activités « traditionnelles » pourrait compléter l'offre d'activités innovantes accueillies sur le Pôle d'Innovation d'Illkirch (P2I), situé à l'Est du canal du Rhône au Rhin.

Une volonté de végétalisation de la partie Sud du périmètre est développée dans l'étude et est souhaitée pour favoriser l'articulation avec les zones naturelles limitrophes.

Par ailleurs, le développement de l'habitat n'est pas retenu dans le cadre de cette étude, considérant que la commune contribue par ailleurs à la production de logements et est en bonne voie d'atteindre les objectifs de production de logement fixés dans le Plan local de l'habitat (PLH) du PLU.

L'installation d'activités commerciales, de manière très importante, n'y est pas souhaitée.

L'instauration d'un périmètre de prise en considération, en vue de la conduite d'opérations d'aménagement, permettra à l'autorité compétente d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation susceptibles de compromettre lesdites opérations ou de les rendre plus onéreuses.

Le périmètre de prise en considération est présenté en annexe 3 à la présente délibération.

Compte-tenu des éléments précédemment énoncés, l'Eurométropole de Strasbourg propose, dans le but de se prémunir contre toute évolution du secteur sous la forme d'occupations ou d'usages de nature à compromettre un aménagement cohérent de la zone et de pouvoir en conséquence exercer toute mesure de sauvegarde, de mettre en place un périmètre de prise en considération sur la zone d'activités économiques située au Nord du fort Uhrich et à l'Est de la rue Schweitzer à Illkirch-Graffenstaden.

À compter de la publication de la présente délibération, un sursis à statuer de 2 ans pourra être opposé aux demandes d'autorisations ou déclarations concernant les travaux, constructions ou installations situés dans le périmètre de prise en considération dans les formes et conditions prévues à l'article L. 424-1 du code de l'urbanisme.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 300-1 et L. 424-1

vu le Plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg, dont la dernière procédure d'évolution a été approuvée par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 25 juin 2021
vu l'avis du Conseil municipal de la commune d'Illkirch-Graffenstaden du 22 mai 2023 portant sur la mise en place de ce périmètre de prise en considération
vu les objectifs poursuivis par l'Eurométropole de Strasbourg sur le périmètre concerné
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le périmètre de prise en considération d'une opération d'aménagement tel que présenté en annexe de la présente délibération, sur la zone d'activités économiques située au Nord du fort Uhrich et à l'Est de la rue Schweitzer à Illkirch-Graffenstaden

précise

- *inscrire ledit périmètre présenté ci-avant dans le rapport de présentation du PLU,*

- *qu'un sursis à statuer de 2 ans pourra être opposé aux demandes d'autorisations ou déclarations concernant les travaux, constructions ou installations situés dans le périmètre de prise en considération dans les formes et conditions prévues à l'article L. 424-1 du code de l'urbanisme, après la publication de la présente délibération. La décision de prise en considération cesse de produire effet si, dans un délai de 10 ans à compter de son entrée en vigueur, l'exécution des travaux publics ou la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée,*

- *que le périmètre de prise en considération sera reporté, à titre informatif, en annexe du Plan local d'urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

charge

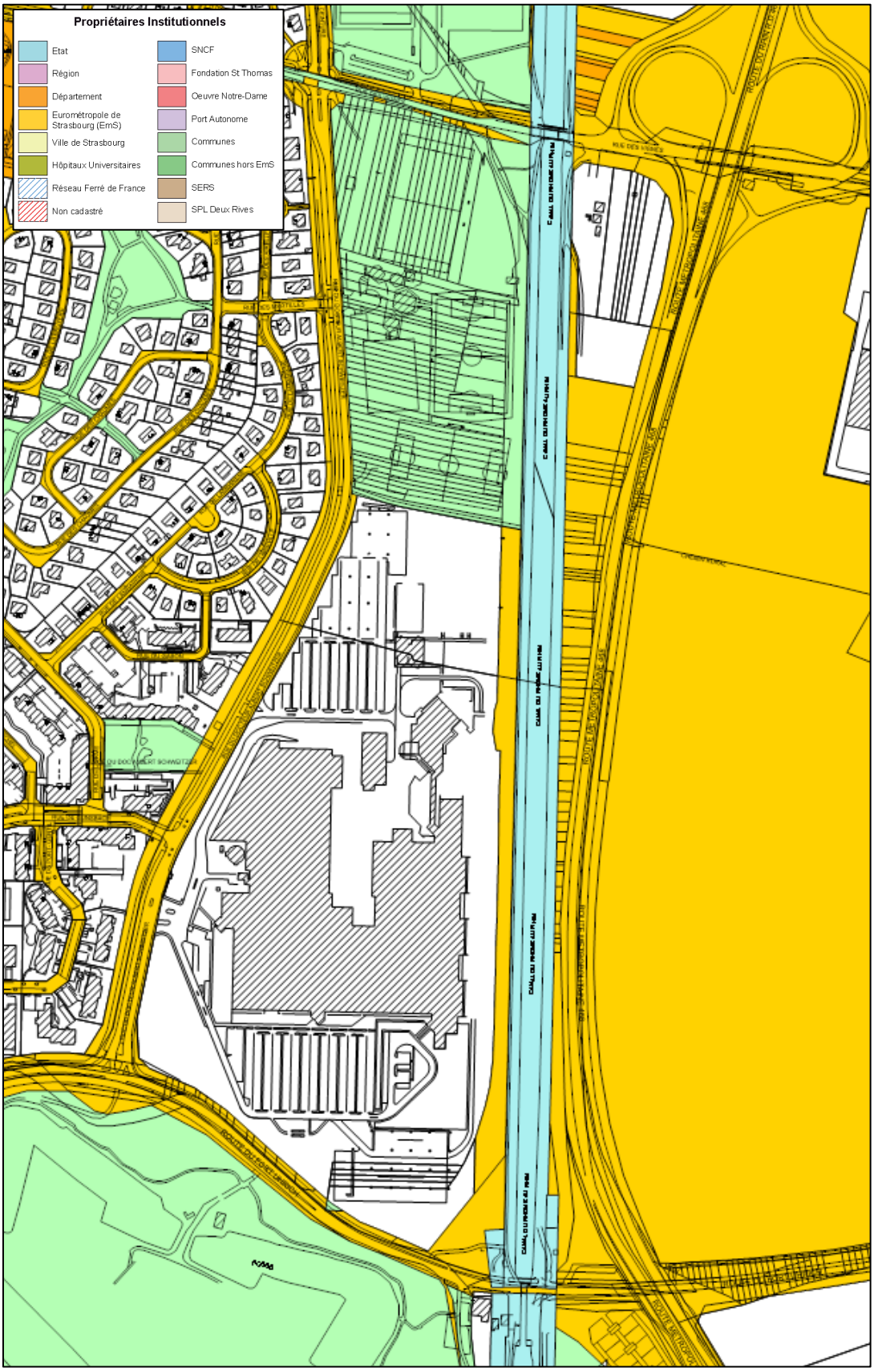
la Présidente ou son-sa représentant-e de l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

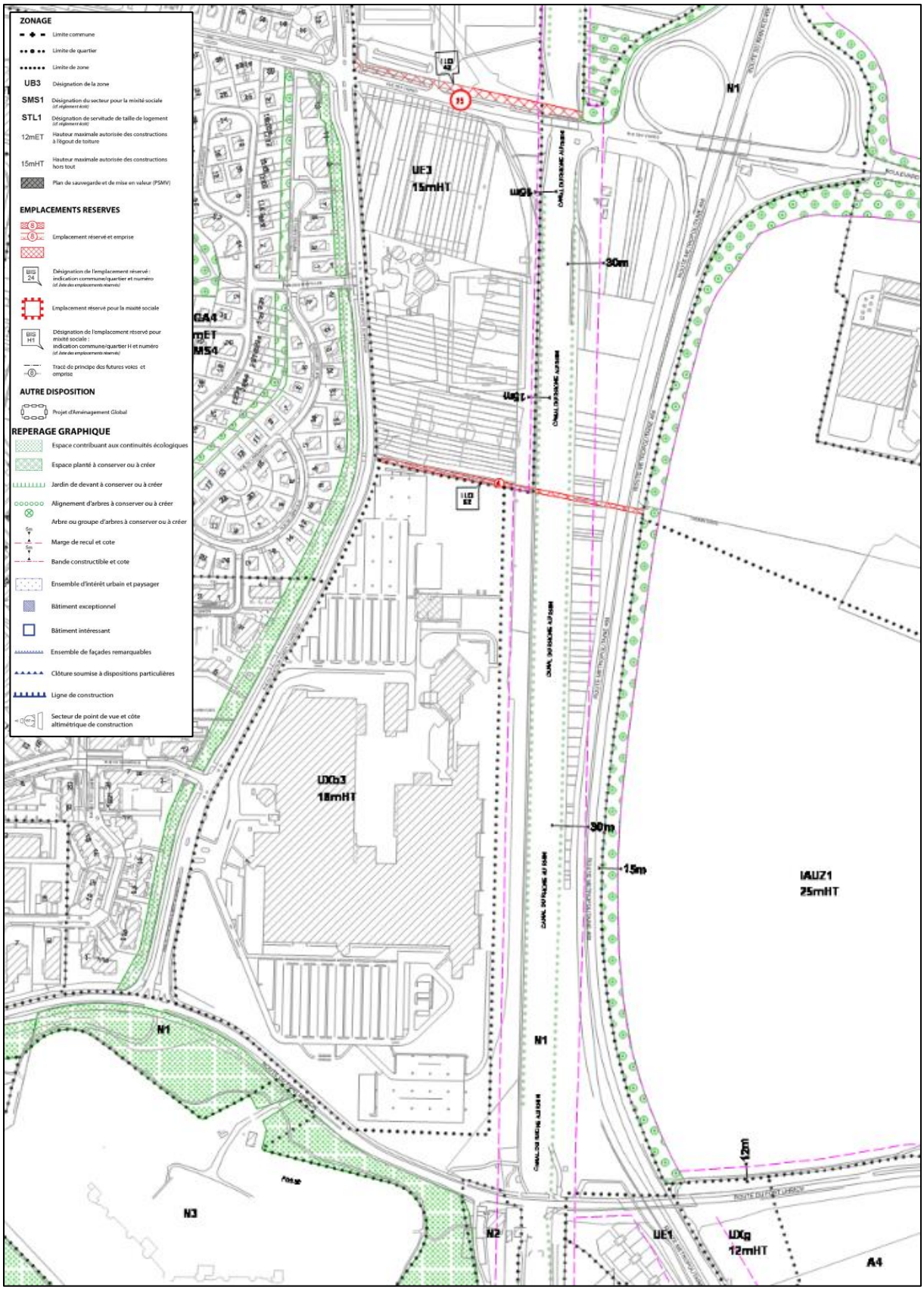
Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159559-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

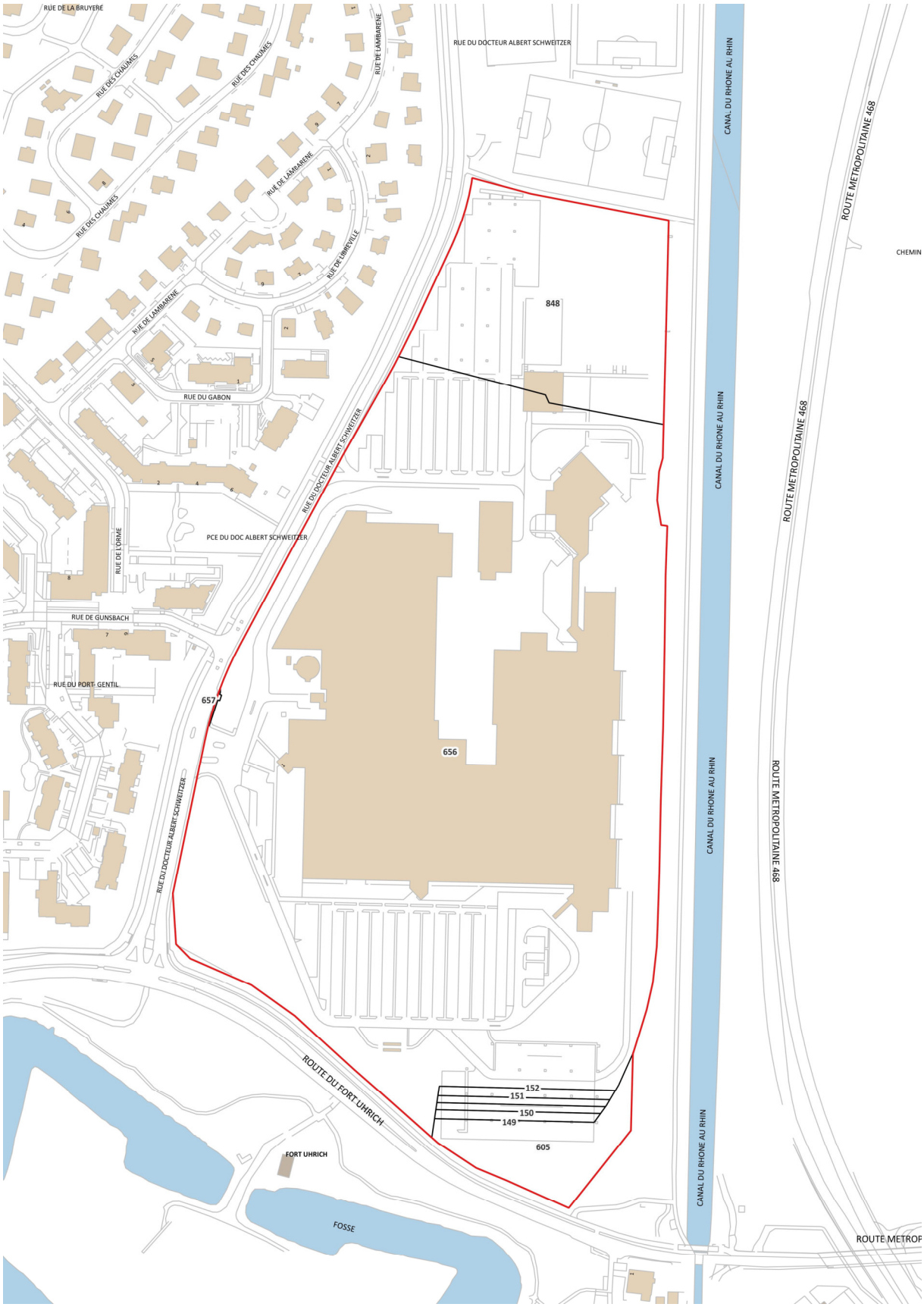
Annexe n°1 – Carte des propriétaires institutionnels



Annexe n°2 – Extrait du Plan Local d'Urbanisme



Annexe n°3 – Périmètre pris en considération (encadré en rouge)





Maîtrise d'ouvrage :
Eurométropole de Strasbourg
Illkirch-Graffenstaden

Maîtrise d'oeuvre :
Atelier Guillaume EQUILBEY,
architecture et urbanisme
Bruno Kubler paysage
INDIGGO déplacements
EMBASE programmation
OTE ingénieurie

Étude de cadrage et d'opportunité pour la Zone Économique Schweitzer à Illkirch-Graffenstaden

Phase 1 : diagnostic, cadrage programmatique et scénarios d'aménagement

Janvier 2023

1038

Groupement



ETAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC 1

1039



DIAGNOSTIC URBAIN, ARCHITECTURAL ET PAYSAGER 1.1

1040

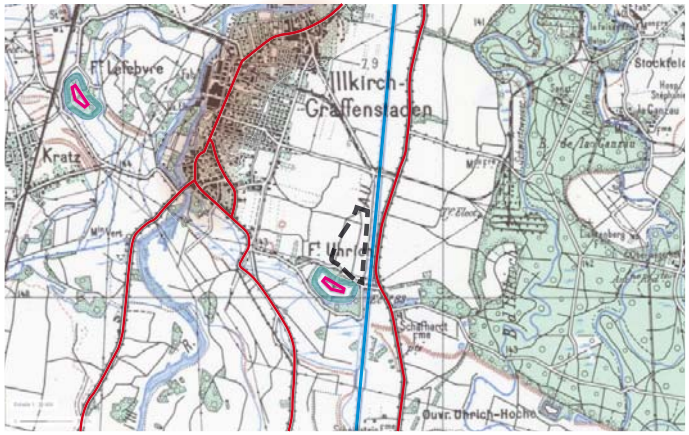
Histoire du site

Constitution du site et implantation du bâti



Carte de l'état major 1820 - 1866

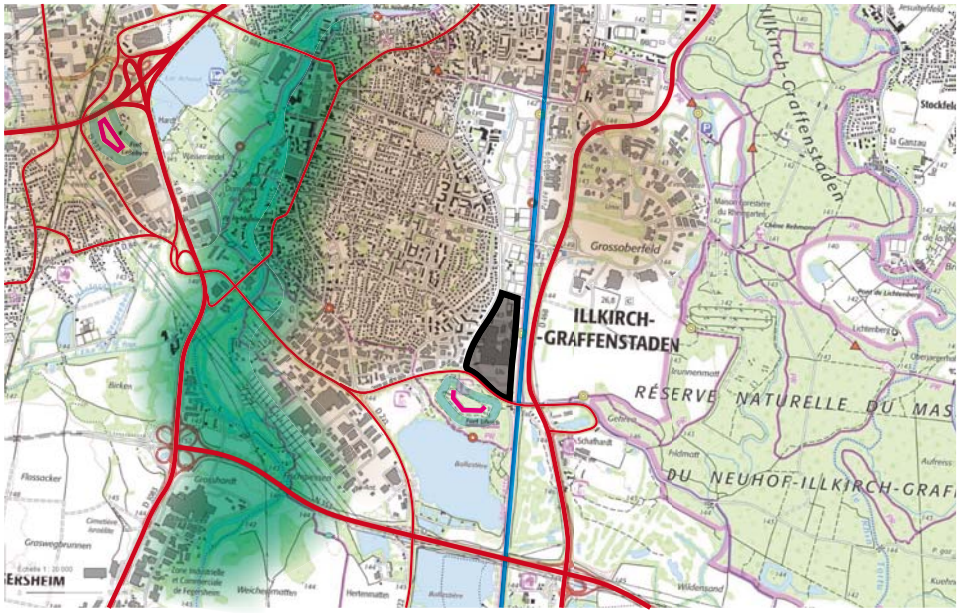
- Deux voies Nord-Sud, relient Strasbourg à Colmar et Neuf-Brisach
- Construction du canal du Rhône au Rhin à partir de 1784 entre l'Ill et le Rhin
- Forte présence du Rhin et de l'Ill, avec leur ripisylve



Carte IGN, 1950

- Conurbation des deux bourgs une commune d'Illkirch-Graffenstaden le long de l'Ill
- Construction de la ceinture des forts de Strasbourg entre 1871 et 1898 : fort Uhrich situé aux abords directs du site d'étude

Situation actuelle



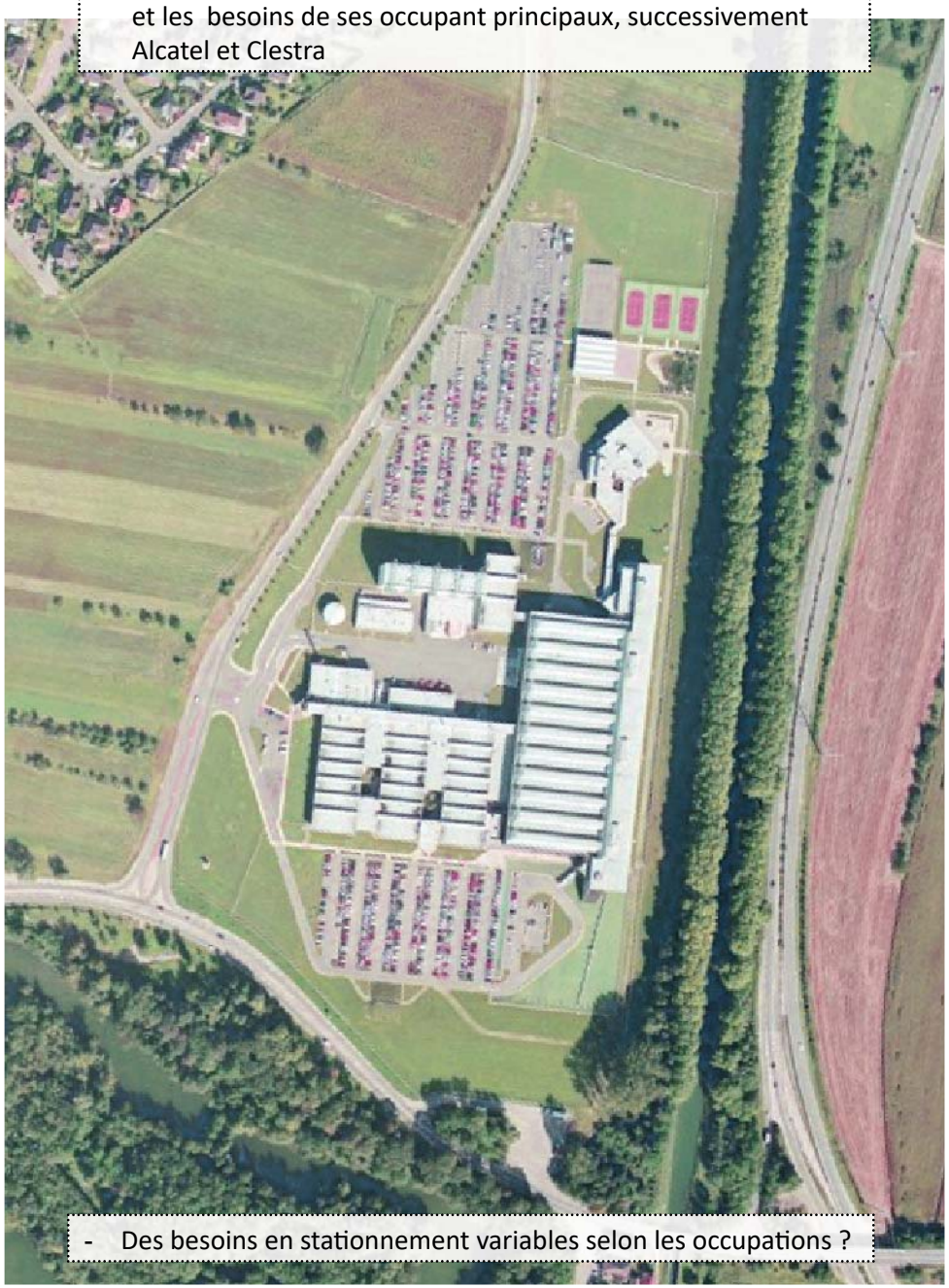
- Développement zones résidentielles et d'activités
- Développement des infrastructures de transport
- Caractère naturel du site: forêt du Neuhof, présence de l'eau...
- Construction d'un premier bâtiment 'Schweitze'r en 1985

1041

Histoire des bâtiments

Un bâti et une activité économique en évolution

- Des bâtiments construits en deux temps, selon l'évolution et les besoins de ses occupant principaux, successivement Alcatel et Clestra



Vue aérienne 1991 de l'état initial des bâtiments construits entre 1985 et 1990

- Des besoins en stationnement variables selon les occupations ?

1042

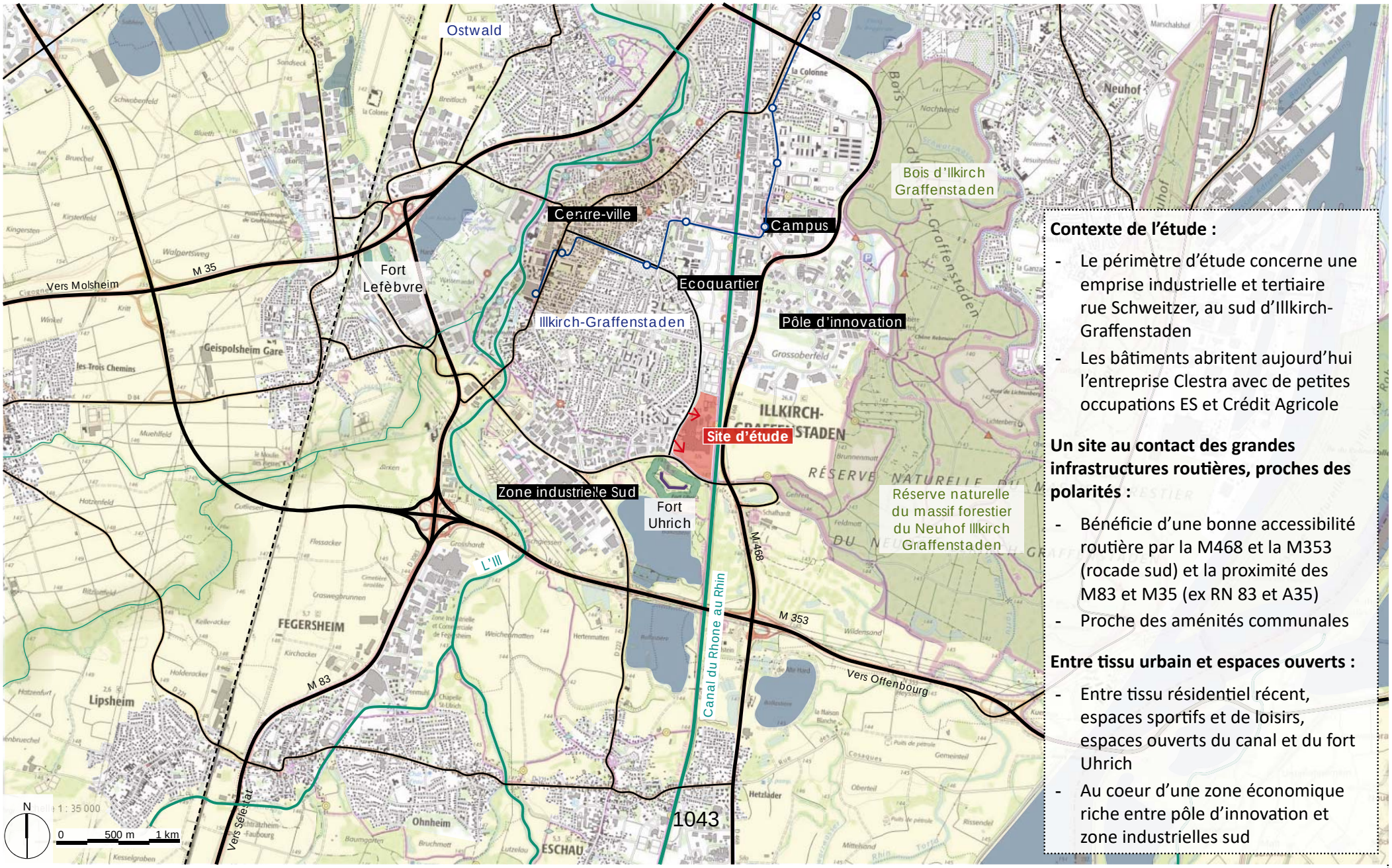
Vue aérienne actuelle de l'état des bâtiments après la restructuration et l'extension de 2011



- Deux occupations ayant donné lieu à des classements ICPE

Insertion du site dans le grand territoire

Géographie et structure urbaine



Contexte de l'étude :

- Le périmètre d'étude concerne une emprise industrielle et tertiaire rue Schweitzer, au sud d'Illkirch-Graffenstaden
- Les bâtiments abritent aujourd'hui l'entreprise Clestra avec de petites occupations ES et Crédit Agricole

Un site au contact des grandes infrastructures routières, proches des polarités :

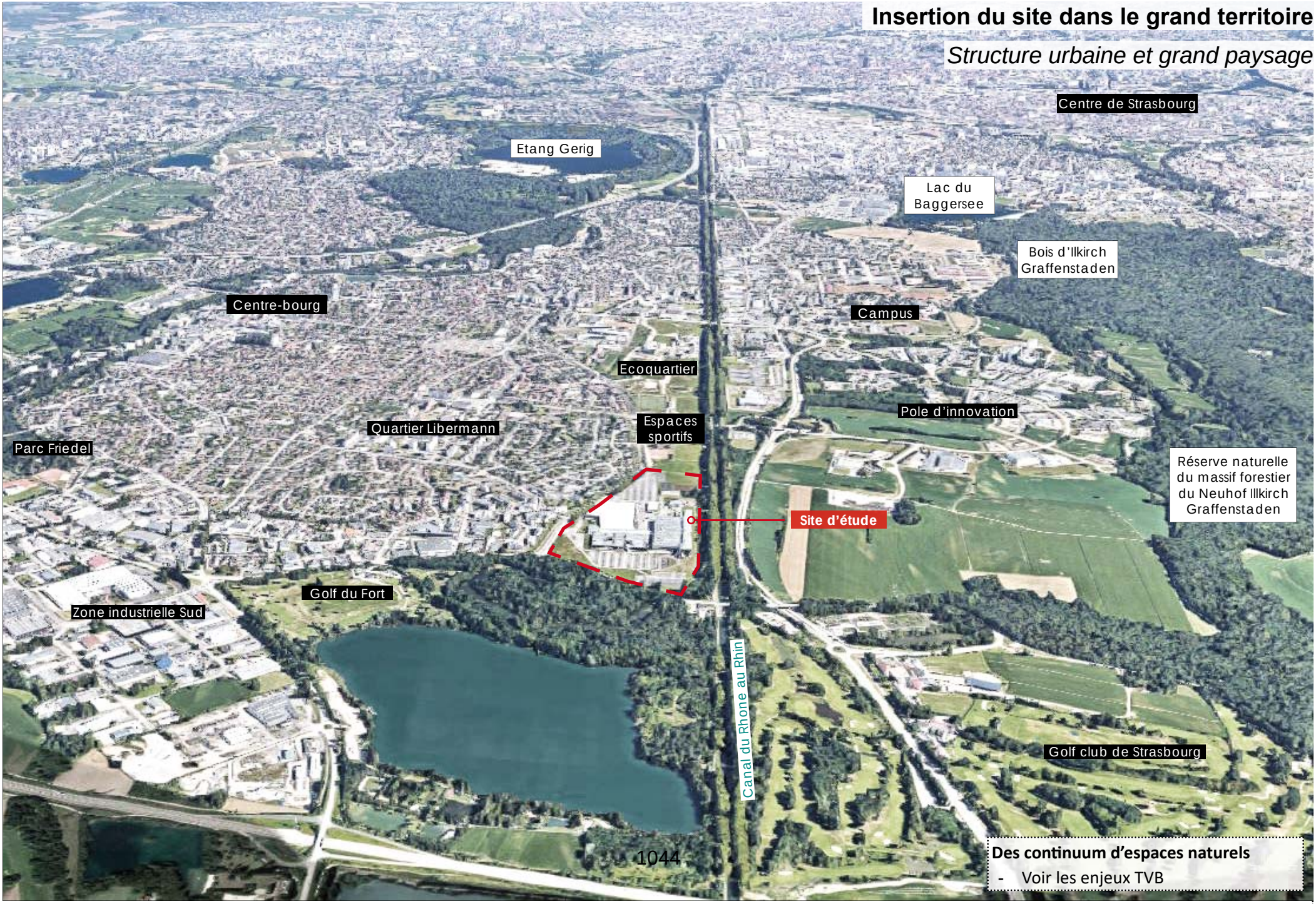
- Bénéficie d'une bonne accessibilité routière par la M468 et la M353 (rocade sud) et la proximité des M83 et M35 (ex RN 83 et A35)
- Proche des aménités communales

Entre tissu urbain et espaces ouverts :

- Entre tissu résidentiel récent, espaces sportifs et de loisirs, espaces ouverts du canal et du fort Uhrich
- Au coeur d'une zone économique riche entre pôle d'innovation et zone industrielles sud

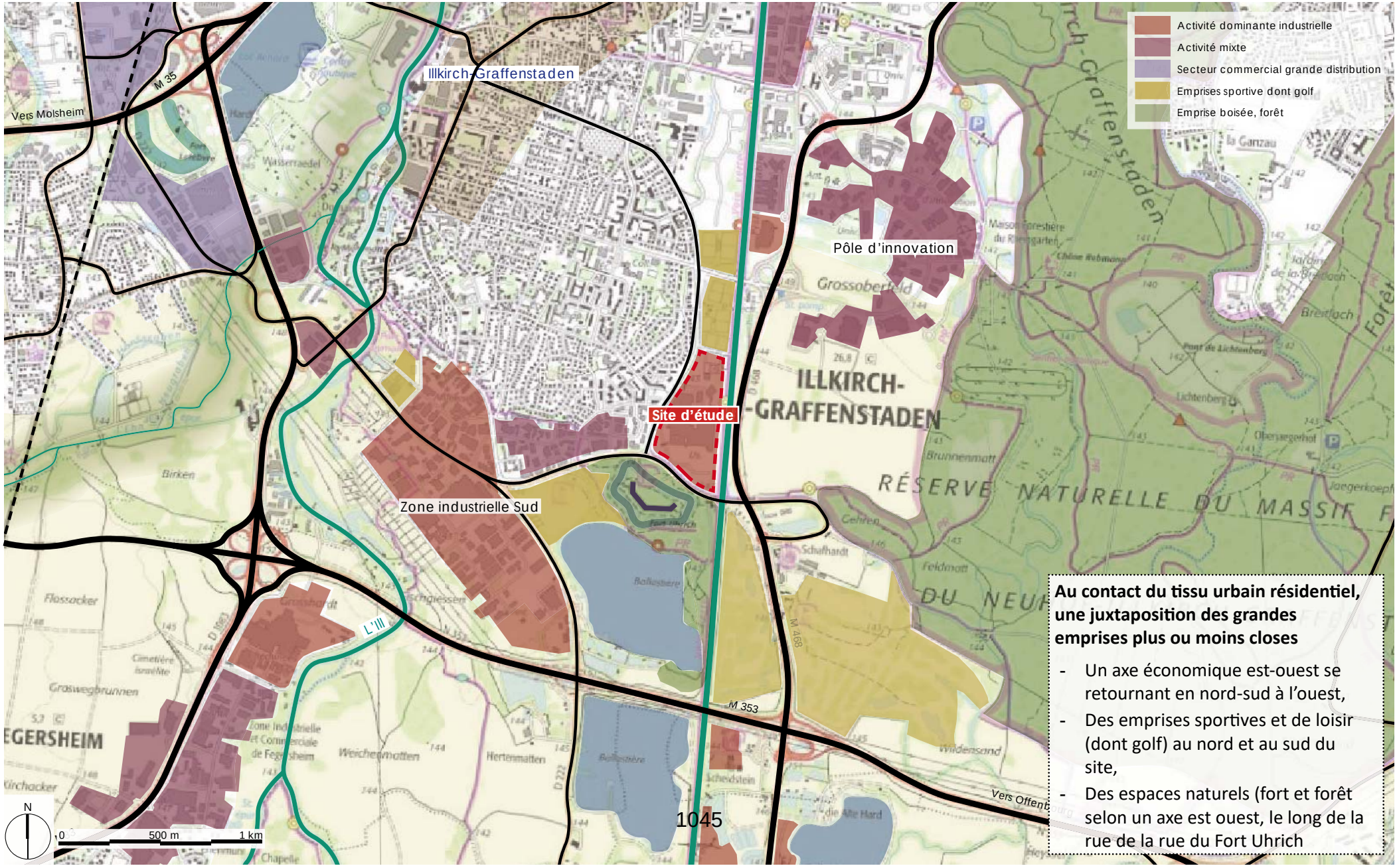
Insertion du site dans le grand territoire

Structure urbaine et grand paysage



Insertion du site dans le grand territoire

Usages et fonctions urbaines : grandes emprises dont économiques

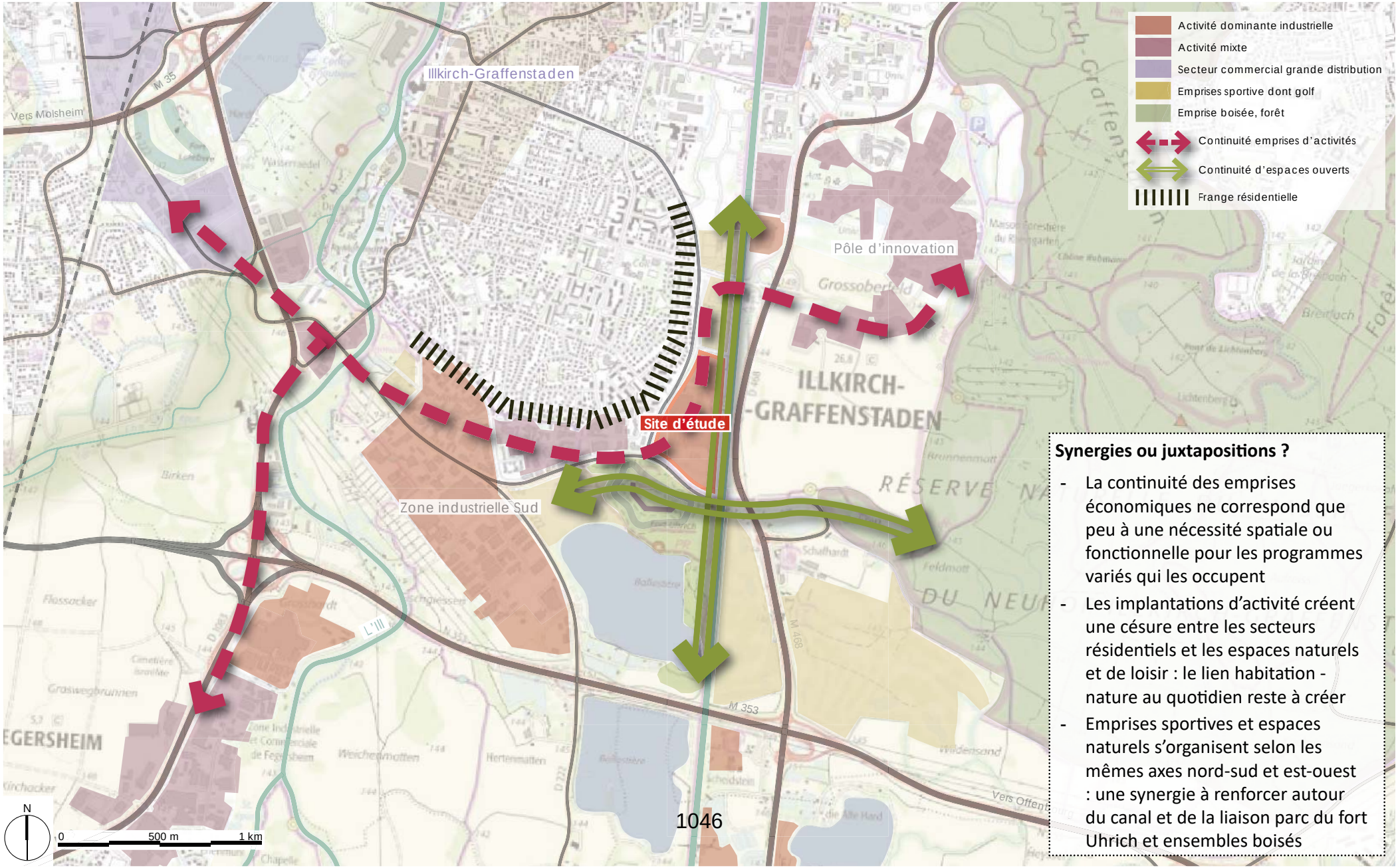


Au contact du tissu urbain résidentiel, une juxtaposition des grandes emprises plus ou moins closes

- Un axe économique est-ouest se retournant en nord-sud à l'ouest,
- Des emprises sportives et de loisir (dont golf) au nord et au sud du site,
- Des espaces naturels (fort et forêt selon un axe est ouest, le long de la rue de la rue du Fort Uhrich

Insertion du site dans le grand territoire

Continuités fonctionnelles



Synergies ou juxtapositions ?

- La continuité des emprises économiques ne correspond que peu à une nécessité spatiale ou fonctionnelle pour les programmes variés qui les occupent
- Les implantations d'activité créent une césure entre les secteurs résidentiels et les espaces naturels et de loisir : le lien habitation - nature au quotidien reste à créer
- Emprises sportives et espaces naturels s'organisent selon les mêmes axes nord-sud et est-ouest : une synergie à renforcer autour du canal et de la liaison parc du fort Uhrich et ensembles boisés

1046

Insertion du site dans le contexte proche

Desserte viaire, espaces naturels et programmes bâtis



Arrivée par la route du fort Uhrich est, depuis le sud-est, passage du canal , les 2 pistes cyclables.



Le site Schweitzer vu du sud, entouré d'une haie à feuilles caduques.





Arrivée par la route du fort Uhrich, depuis le sud-ouest, vue lointaine sur le site... ... puis accès dans la rue du Docteur Albert Schweitzer; vis à vis entre logements et activité économique

Vue en site en fond de perspective depuis le quartier résidentiel, la rue Gunsbach



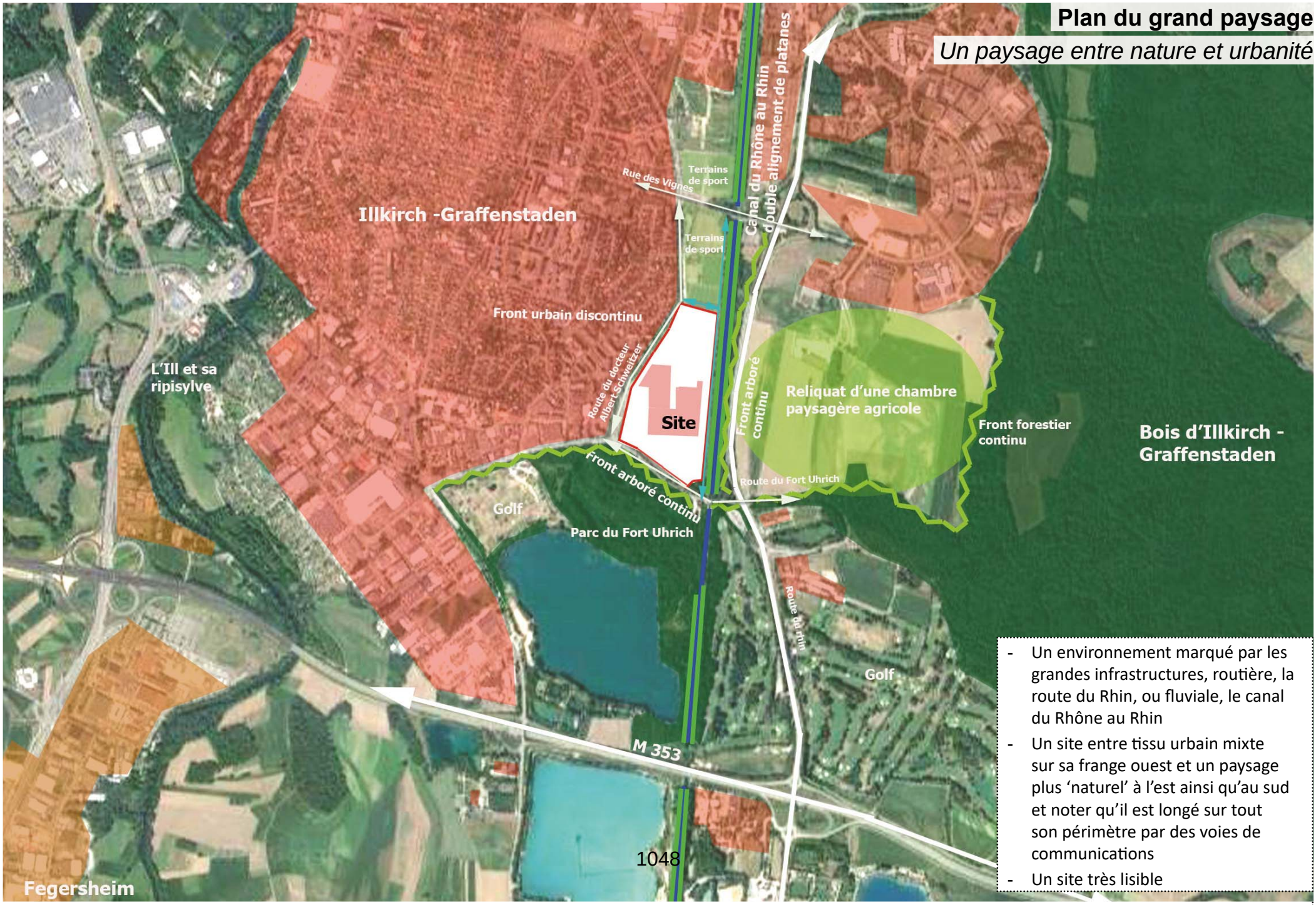
Les emprises sportives au nord du site



1047

Plan du grand paysage

Un paysage entre nature et urbanité



- Un environnement marqué par les grandes infrastructures, routière, la route du Rhin, ou fluviale, le canal du Rhône au Rhin
- Un site entre tissu urbain mixte sur sa frange ouest et un paysage plus 'naturel' à l'est ainsi qu'au sud et noter qu'il est longé sur tout son périmètre par des voies de communications
- Un site très lisible

Plan du paysage du site et de ses abords

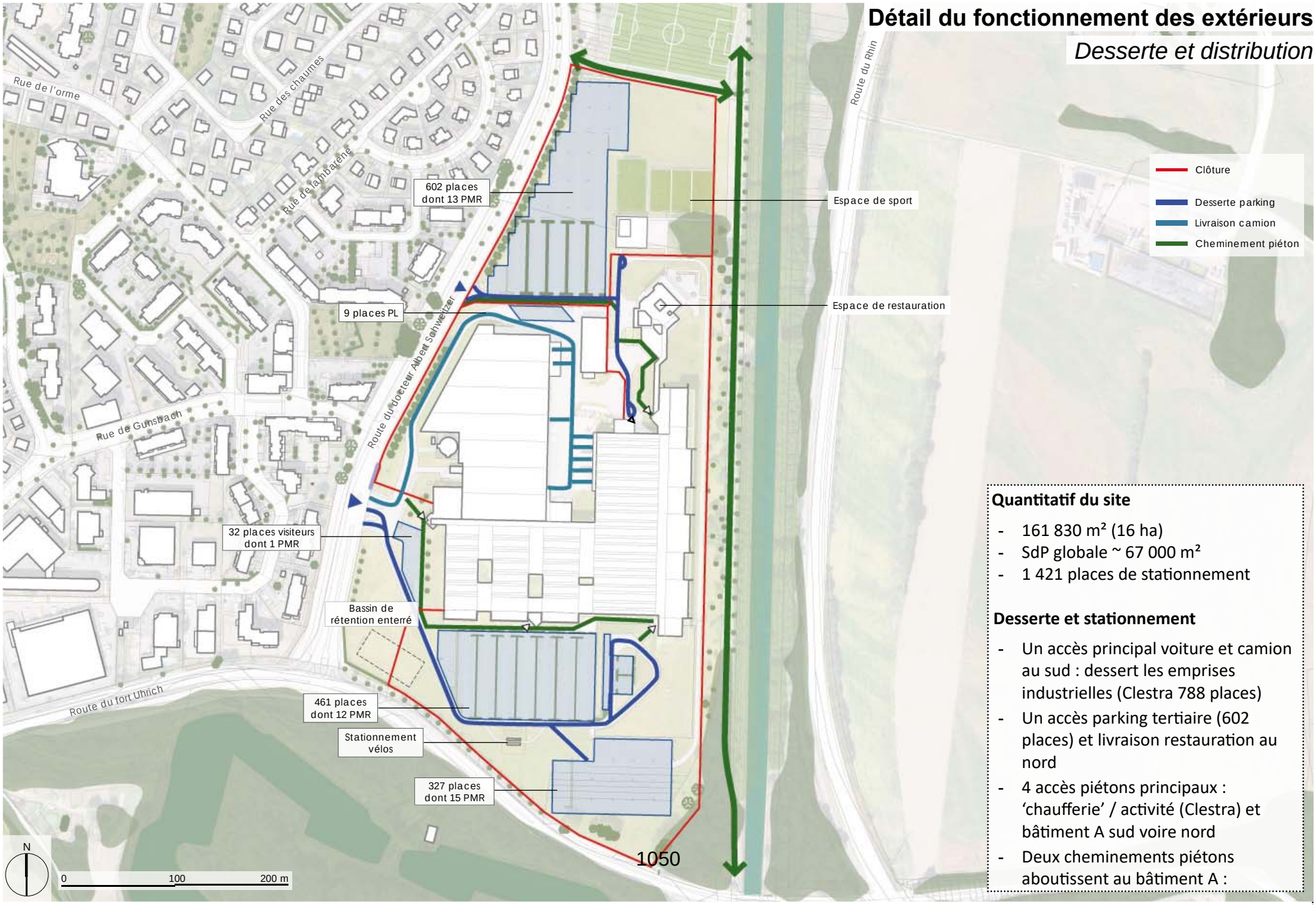
Structuration et végétation en place



- Un site et des bâtiments remarquables s'inscrivant dans un paysage caractérisé par le canal et son double alignement d'arbres majestueux
- Un site au paysage interne ouvert et 'lisse'
- Les bâtiments sont installés sur une surface horizontale herbeuse ou minérale
- Un accompagnement arboré se produit sur ses franges avec le bois du Fort Uhrich, l'alignement de platanes et le double alignement du canal à l'est

Détail du fonctionnement des extérieurs

Desserte et distribution



Quantitatif du site

- 161 830 m² (16 ha)
- SdP globale ~ 67 000 m²
- 1 421 places de stationnement

Desserte et stationnement

- Un accès principal voiture et camion au sud : dessert les emprises industrielles (Clestra 788 places)
- Un accès parking tertiaire (602 places) et livraison restauration au nord
- 4 accès piétons principaux : 'chaufferie' / activité (Clestra) et bâtiment A sud voire nord
- Deux cheminements piétons aboutissent au bâtiment A :

Insertion du site dans le contexte proche

Contexte proche



Terrains de sport et passage piéton au nord du site



Piste cyclable en bord de canal à l'est



Entrée principale du site, arrêt de bus 'Illkrich Fort Uhrich' et quartier résidentiel en vis à vis, à l'ouest

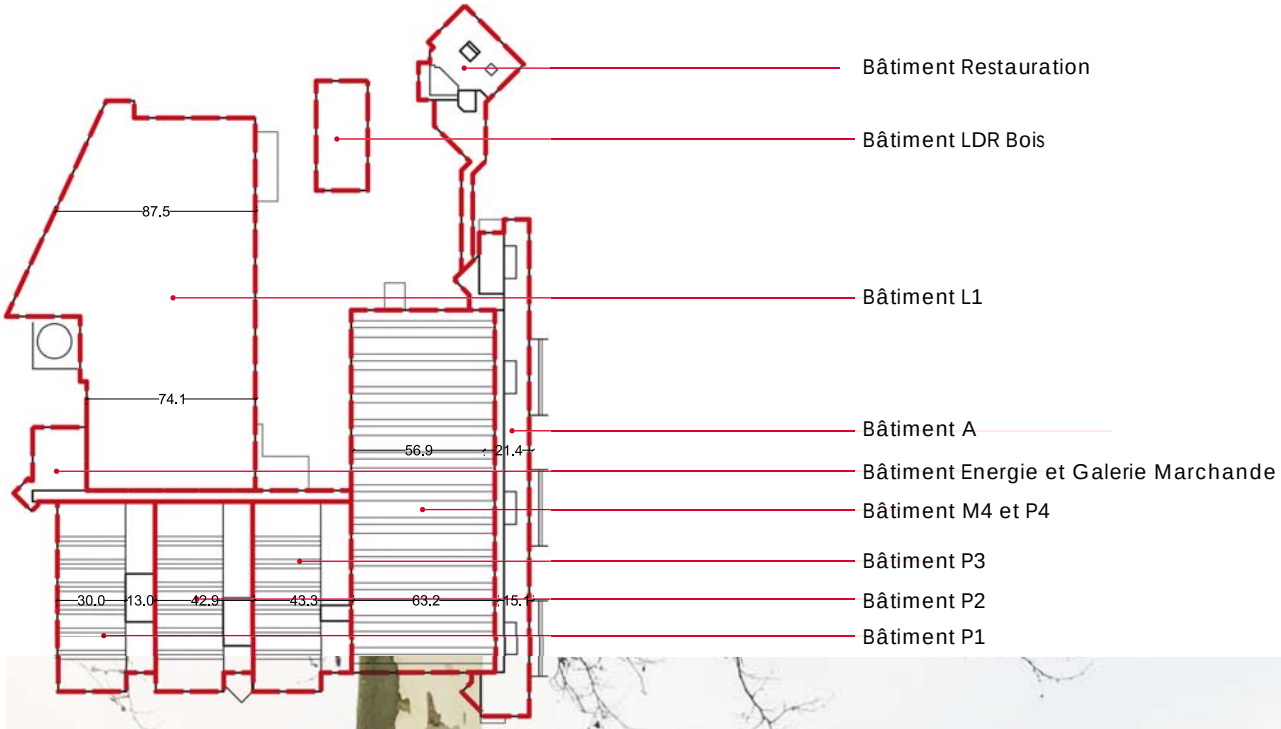


Route, piste cyclable et parc du Fort Uhrich au sud

1051

Le site de projet

Description du site



Vue depuis le nord ouest : un ensemble de bâtiments agrégés



Analyse du potentiel bâti sur site

Relevé du RdC



Un sol d'activité industrielle et de locaux techniques du tertiaire

- Un grand plateau d'activité industrielle dans trois volumes totalisant plus de 30 000 m² continus
- L'amorce d'un grand bâtiment tertiaire (locaux technique à ~ niveau de sol)

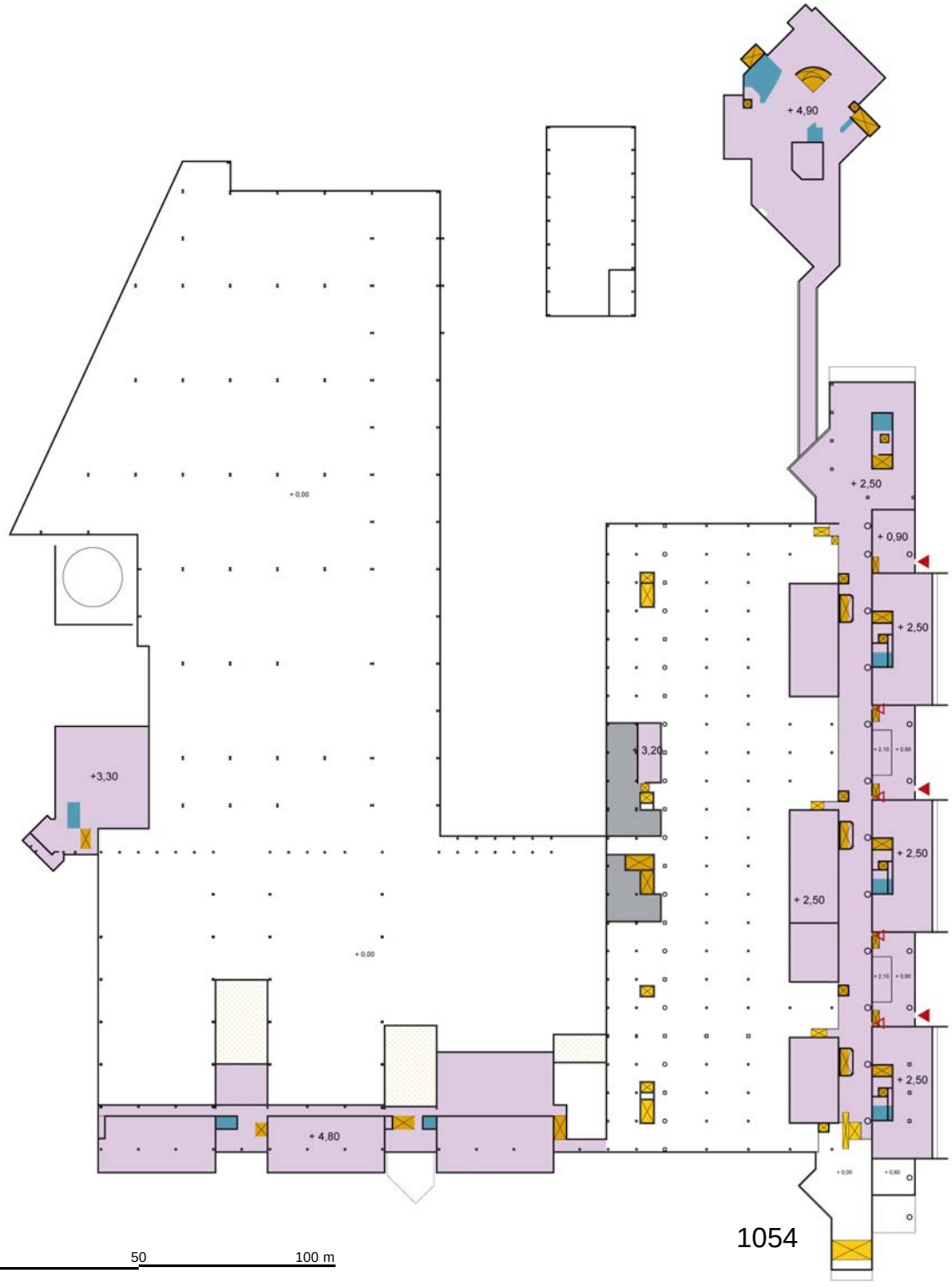
Surfaces par niveau : RdC et total

Etage	Surface 'Brute'	Local technique	Tremie (patios)	Surface
RdC	41 530	3 120	1 185	37 225
R+1	10 975	420	350	10 205
R+2	12 925	-	235	12 690
R+3	4 820	-	235	4 585
R+4	2 485	-	125	2 360
TOTAL	72 735	3 540	2 130	**67 065**

Surface utile : activité, laboratoire et tertiaire
Distribution
Sanitaire
Locaux technique
Accès piétons principaux
Accès piétons secondaires
Accès / livraison camion

Analyse du potentiel bâti sur site

Relevé du R+1



Un niveau en mezzanine et un socle à l'ensemble tertiaire

- Des petits volumes tertiaires en mezzanine en lien au grand plateau d'activité industrielle
- Une rue de desserte surélevée (+2,50 m) menant aux locaux tertiaires par des distributions autonomes

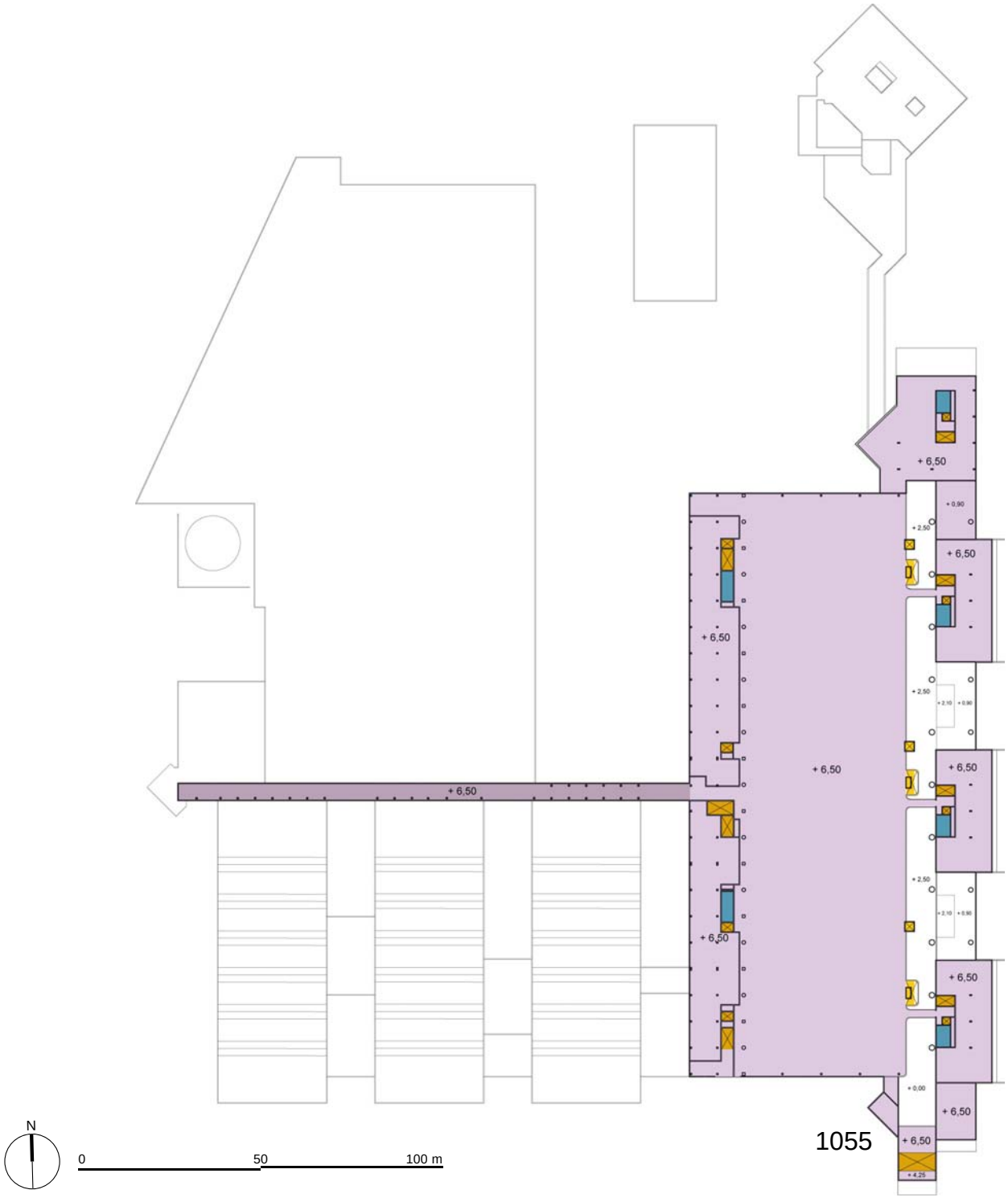
Surfaces par niveau : R+1 et total

Etage	Surface 'Brute'	Local technique	Tremie (patios)	Surface
RdC	41 530	3 120	1 185	37 225
R+1	10 975	420	350	10 205
R+2	12 925	-	235	12 690
R+3	4 820	-	235	4 585
R+4	2 485	-	125	2 360
TOTAL	72 735	3 540	2 130	**67 065**

Surface utile : activité, laboratoire et tertiaire
Distribution
Sanitaire
Locaux technique
Accès piétons secondaires

Analyse du potentiel bâti sur site

Relevé du R+2



Un grand plateau en étage

- Le plateau, connecté à la galerie technique héberge l'ensemble des salles blanches de laboratoire
- Les surfaces tertiaires sont accessibles tant depuis le rez-de-chaussée que depuis et vers les salles blanches

Surfaces par niveau : R+2 et total

Etage	Surface 'Brute'	Local technique	Tremie (patios)	Surface
RdC	41 530	3 120	1 185	37 225
R+1	10 975	420	350	10 205
R+2	12 925	-	235	12 690
R+3	4 820	-	235	4 585
R+4	2 485	-	125	2 360
TOTAL	72 735	3 540	2 130	**67 065**

Surface utile : activité, laboratoire et tertiaire
Distribution
Sanitaire
Locaux technique

Analyse du potentiel bâti sur site

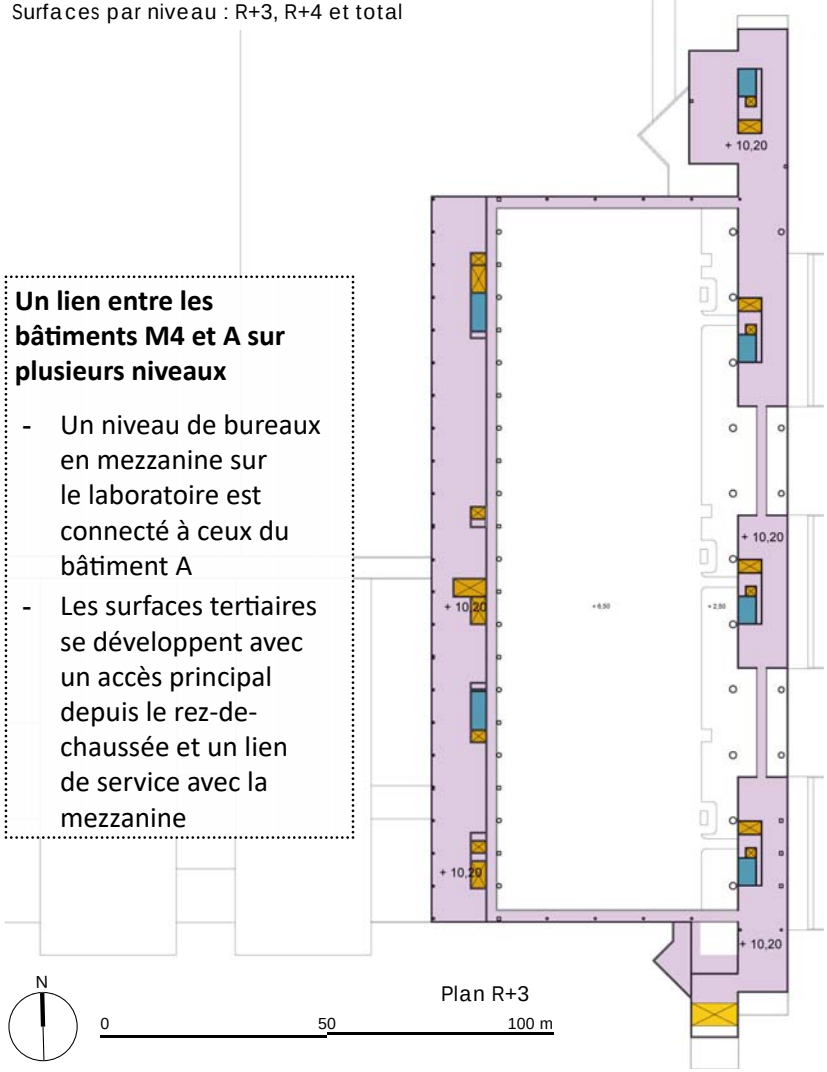
Relevés du R+3 et R+4

Etage	Surface 'Brute'	Local technique	Tremie (patios)	Surface
RdC	41 530	3 120	1 185	37 225
R+1	10 975	420	350	10 205
R+2	12 925	-	235	12 690
R+3	4 820	-	235	4 585
R+4	2 485	-	125	2 360
TOTAL	72 735	3 540	2 130	**67 065**

Surfaces par niveau : R+3, R+4 et total

Un lien entre les bâtiments M4 et A sur plusieurs niveaux

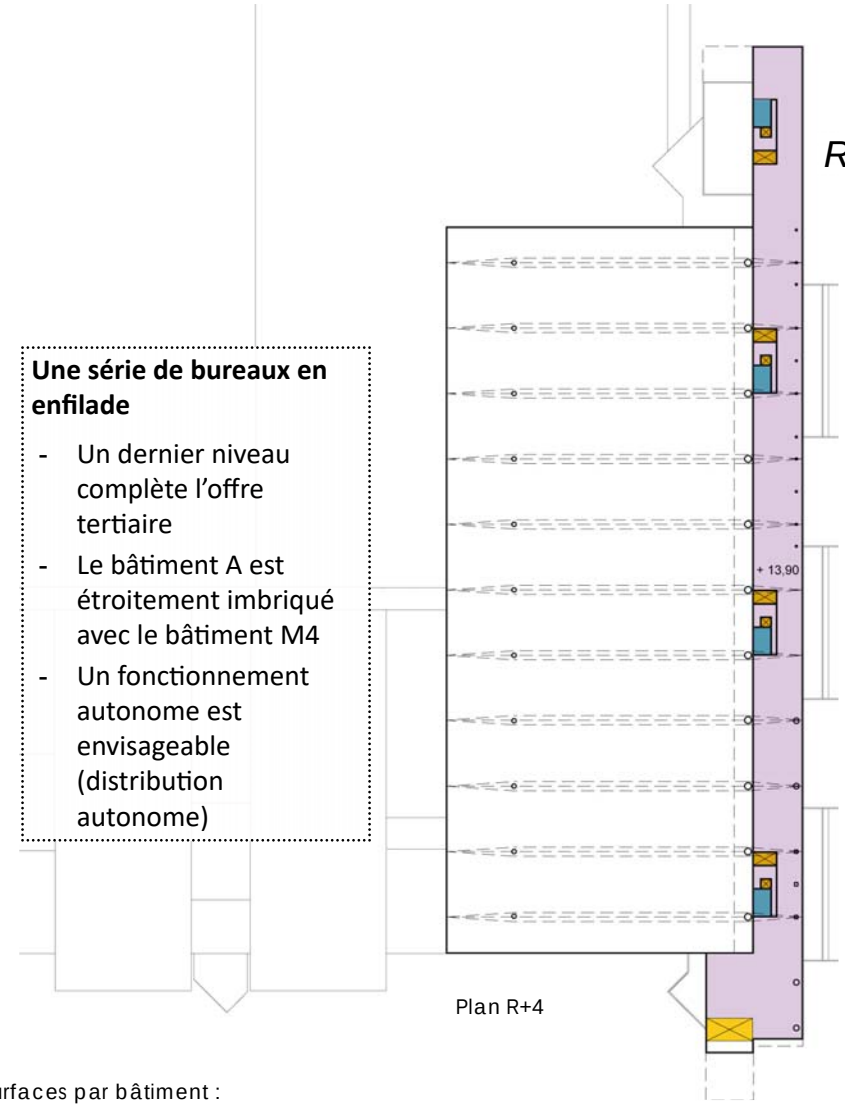
- Un niveau de bureaux en mezzanine sur le laboratoire est connecté à ceux du bâtiment A
- Les surfaces tertiaires se développent avec un accès principal depuis le rez-de-chaussée et un lien de service avec la mezzanine



Plan R+3

Une série de bureaux en enfilade

- Un dernier niveau complète l'offre tertiaire
- Le bâtiment A est étroitement imbriqué avec le bâtiment M4
- Un fonctionnement autonome est envisageable (distribution autonome)



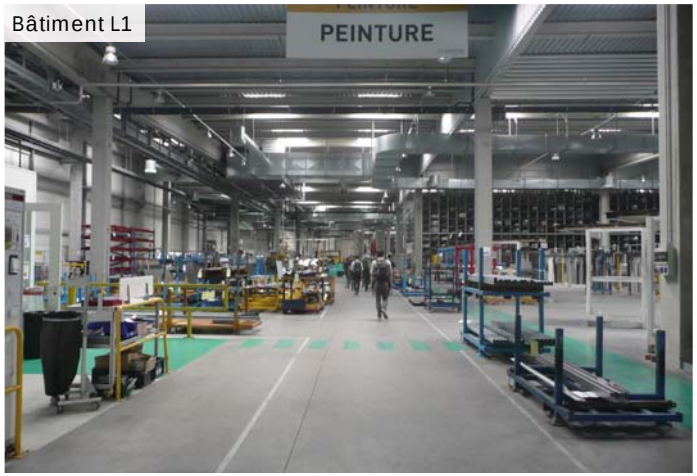
Plan R+4

Surfaces par bâtiment :

Etage	Bat. L1	Bat énergie + galerie	Bat. P1-2-3	Bat. M4-P4	Bat. A	Bat. Restauration	Bat. LDR bois	TOTAL
RdC	13 540	1 060	9 110	8 010	2 670	1 765	1 070	37 225
R+1	-	735	2 355	90	5 355	1 670	-	10 205
R+2	-	630	-	8 885	3 175	-	-	12 690
R+3	-	-	-	2 370	2 215	-	-	4 585
R+4	-1056	-	-	-	2 360	-	-	2 360
TOTAL	13 540	2 425	11 465	19 355	15 775	3 435	1 070	**67 065**

Reportage photographique

Bâtiment L1



Bâtiment P3



Laboratoires



Bâtiment A



Bâtiment A

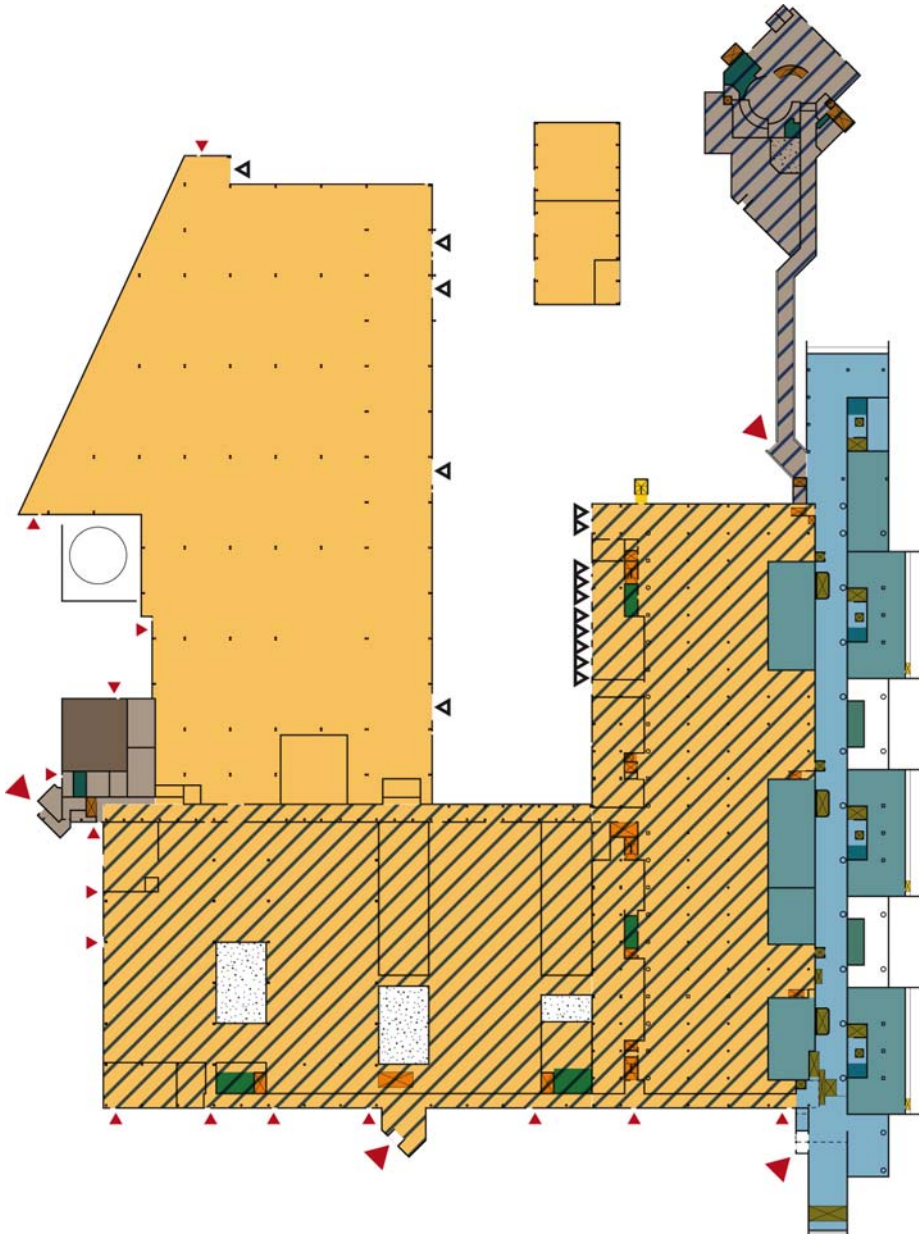


Chaufferie



Analyse du potentiel bâti sur site

Potentiel d'occupation RdC



1058

N

0 50 100 m

Des mutations d'usage envisageables

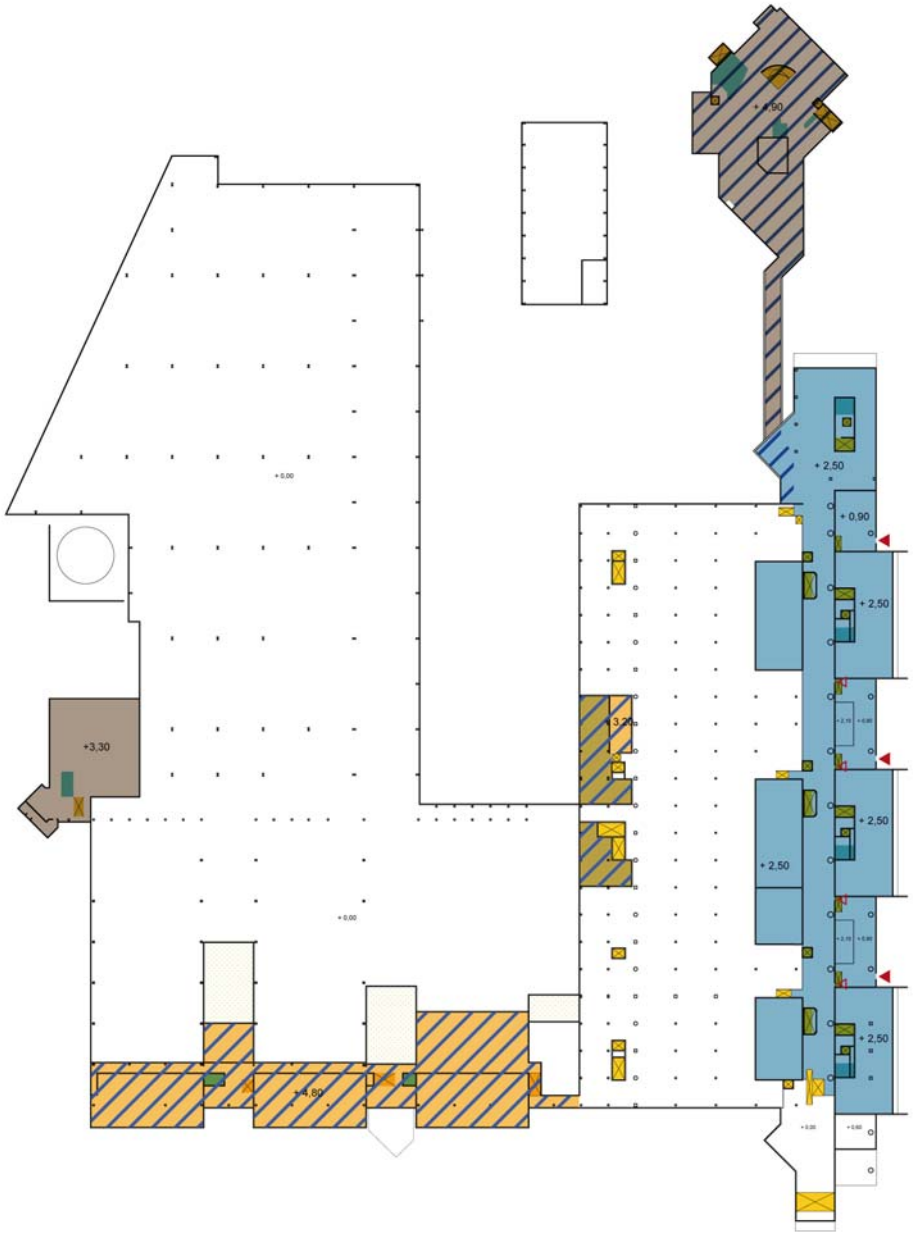
- Les dimensions et l'absence d'éclairage du nouveau volume Clestra (L1) le rend impropre à un autre usage professionnel qu'activité / industrie
- Le volume et les grandes portées pourraient lui allouer une vocation de volume culturel pour partie
- Les bâtiments P1 à 3 ayant patio et lumière zénithale pourraient sous condition muter en locaux tertiaire. P4 pourrait suivre la même évolution avec plus de contrainte en coeur de bâtiment
- Le bâtiment restauration pourrait muter également en tertiaire et plus profitablement en un usage en lien aux espaces extérieurs appropriable par le public (restaurant, guingette, espace associatif...)

Accès piétons principaux
Accès piétons secondaires
Accès / livraison camion

Surface activité
Surface tertiaire
Surface service (chaufferie, restauration)
Vocation alternative
Distribution
Sanitaire
Locaux technique

Analyse du potentiel bâti sur site

Potentiel d'occupation R+1



1059

N

0 50 100 m

Des mutations d'usage envisageables

- Les volumes en mezzanines pourraient suivre l'évolution d'usage du RdC en offrant d'autres surfaces tertiaire, ce qu'ils font déjà en lien à l'activité actuelle
- Les volumes tertiaires n'ont pas capacité à abriter d'autres usages

Accès piétons principaux

Accès piétons secondaires

Accès / livraison camion

Surface activité

Surface tertiaire

Surface service (chaufferie, restauration)

Vocation alternative

Distribution

Sanitaire

Locaux technique

Analyse du potentiel bâti sur site

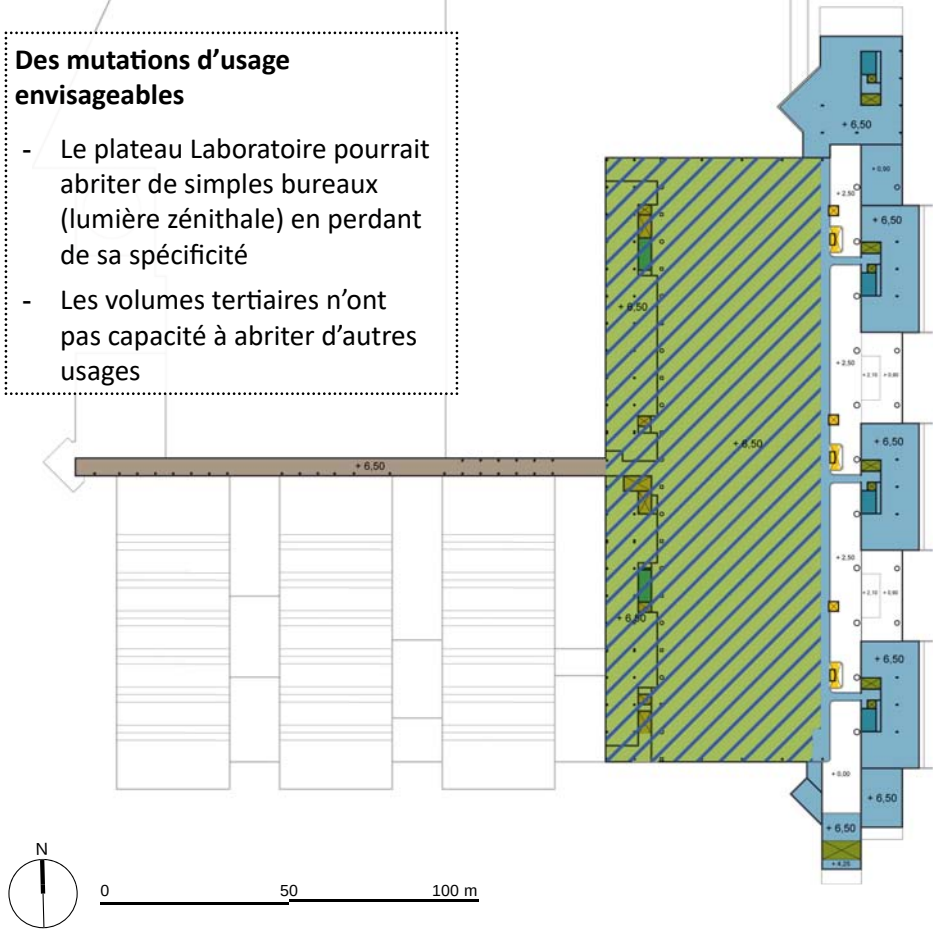
Potentiel d'occupation R+2 et R+3 (R+4 - bureaux)

Surfaces par vocation initiale

Etage	Surface activité	Surface laboratoire	Surface tertiaire	Restauration	Espace technique commun	TOTAL
RdC	31 730	-	2 670	1 765	1 060	37 225
R+1	2 445	-	5 355	1 670	735	10 205
R+2	-	8 885	3 175	-	630	12 690
R+3	-	-	4 585	-	-	4 585
R+4	-	-	2 360	-	-	2 360
TOTAL	34 175	8 885	18 145	3 435	2 425	**67 065**

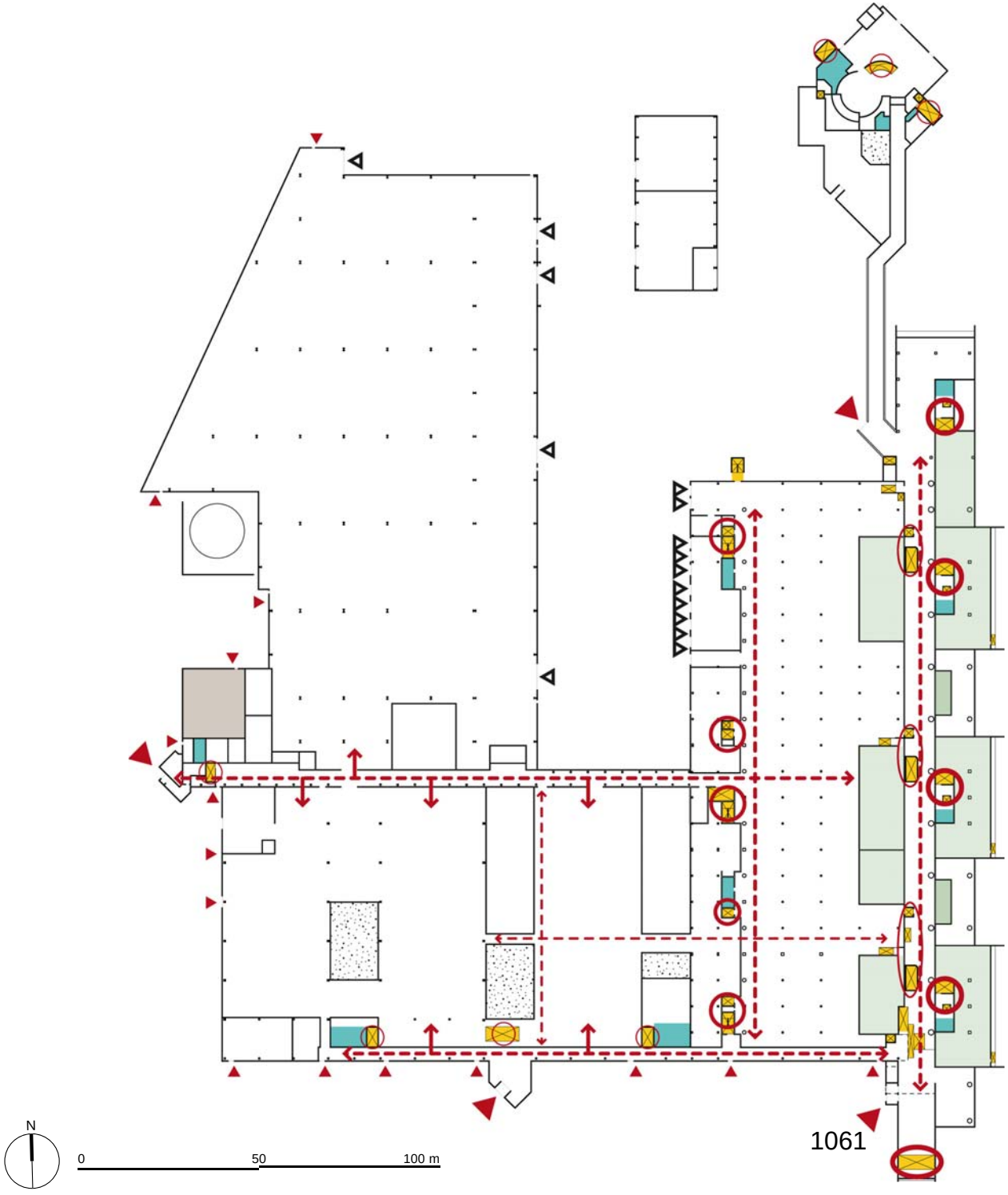
Des mutations d'usage envisageables

- Le plateau Laboratoire pourrait abriter de simples bureaux (lumière zénithale) en perdant de sa spécificité
- Les volumes tertiaires n'ont pas capacité à abriter d'autres usages


+ 6,50
+ 6,50
+ 6,50

Analyse du potentiel bâti sur site

Logique distributive : sous espaces et autonomie



Des fonctionnements autonomes :

- Les locaux d'activité disposent de différents accès. Chaque bâtiment (L1, P1 à 3) pourrait être autonome voire subdivisé en surfaces plus petites (besoin de livraison à organiser en façade)
- Le bâtiment A est desservi par 5 cages de distribution autonomes accessibles par une de rue intérieure au niveau bas accessible à ses deux extrémités. Il peut être envisagé une découpe par demi plateau en étage voie moins
- Le bâtiment M4 P4, entre les deux ensembles précédent est composé de deux parties :
  * M4 en niveau bas en continuité des surfaces d'activité mais aussi accessible depuis la rue intérieur de A
  * P4 en étage, accessible depuis la rue intérieure mais également par des dessertes partant de M4 en contrebas

Stucturellement P4, M4 et A sont liés

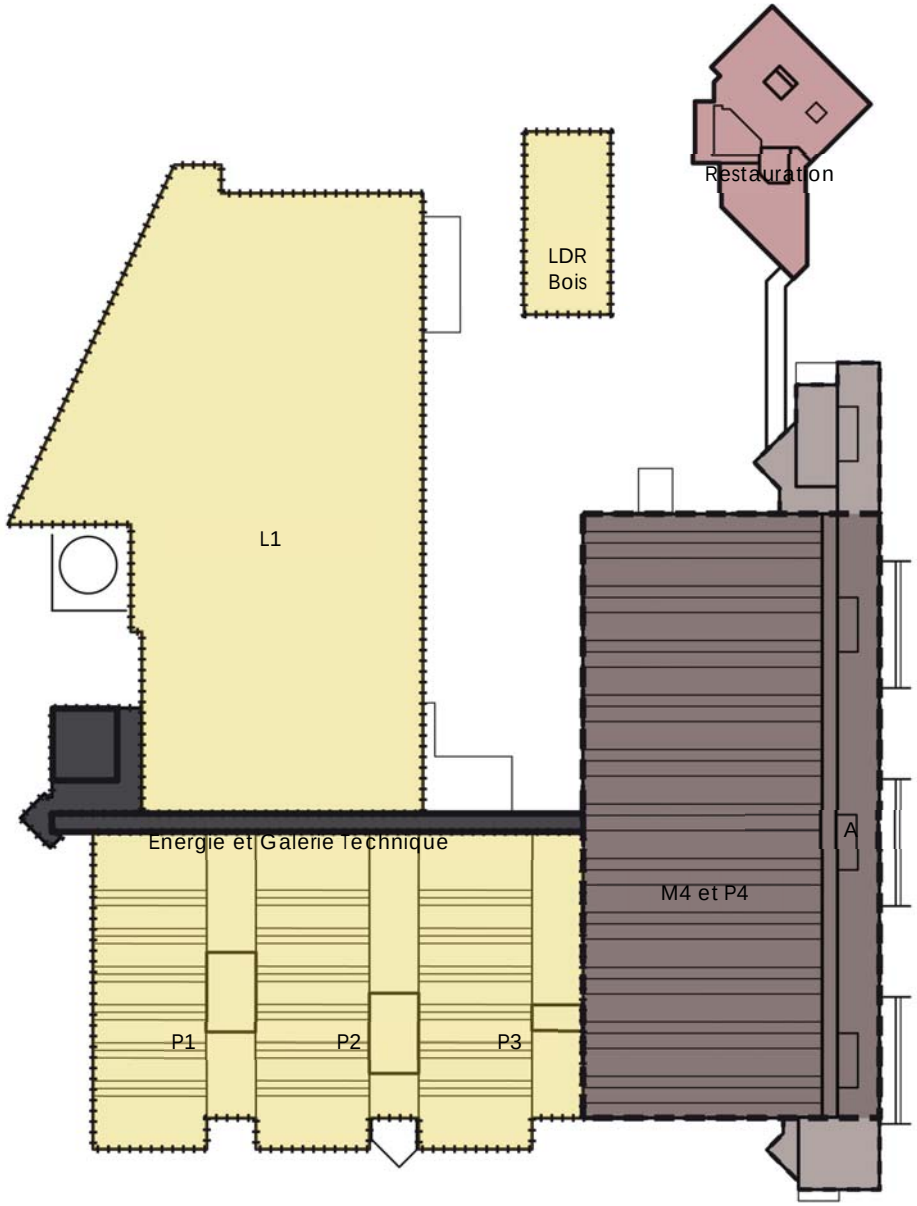
Distribution
Sanitaire
Locaux technique

Accès piétons principaux
Accès piétons secondaires
Accès / livraison camion

Distribution tous nivaux
Distribution 3 niveaux
Distribution 2 niveaux
Axe de desserte et de distribution

Analyse du potentiel bâti sur site

Logique structurelle : adaptabilité et contrainte



Des structures diverses :

- Des locaux d'activité en poteaux-poutres, complétés de sheds pour les bâtiments P et L1
- Un grand portique fonde et lie les bâtiments M4 - P4 et A
- La chaufferie est un point 'fixe' et la galerie technique aérienne fait césure entre les volumes d'activité (sauf à être enterrée...)
- Un bâtiment restauration à structure porteuse

Une flexibilité, une évolutivité des volumes bâtis variable en conséquence

Structure poteau poutre béton ou acier
Bâtiments liés par portique (voir coupe)
Extensions hors portique
Chaufferie et galerie technique aérienne
Structure béton et maçonnerie porteuse

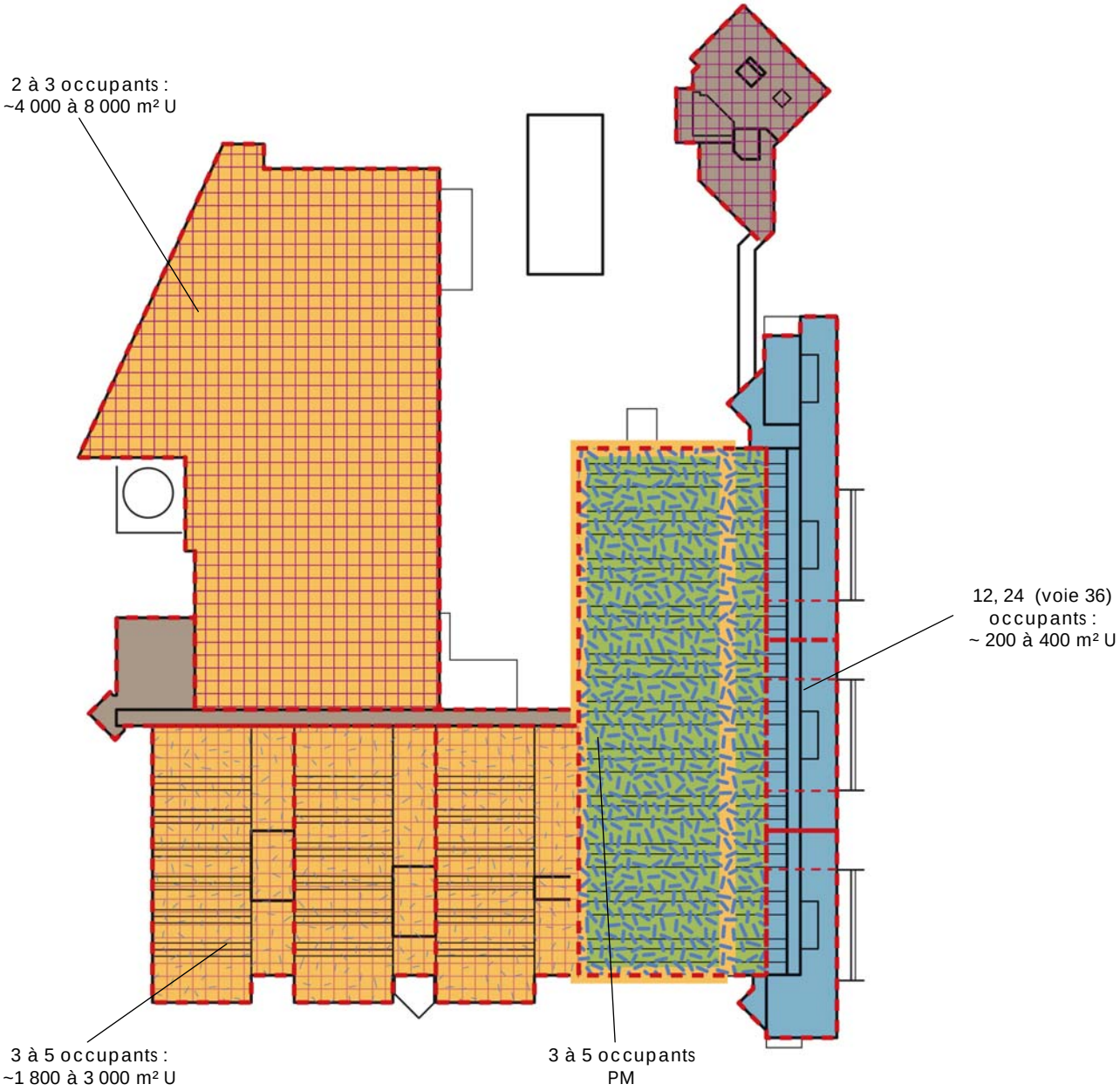
N

0 50 100 m

1062

Analyse du potentiel bâti sur site

Evolution programmatique et dimentionnelle



Les surfaces d'activité pourraient :

- Etre subdivisées en entités plus petites (vérifier la livraison camion)
- Abriter des équipements de type culturel ayant besoin de grande hauteur (sur tout ou partie de leur surfaces)
- Etre réhabilitées en bureaux (patios et sheds P1, P2 et P3, shed M4)

Les surfaces tertiaires n'ont pas de vocation économique alternative

Le laboratoire est à valoriser même si des bureaux peuvent s'y substituer

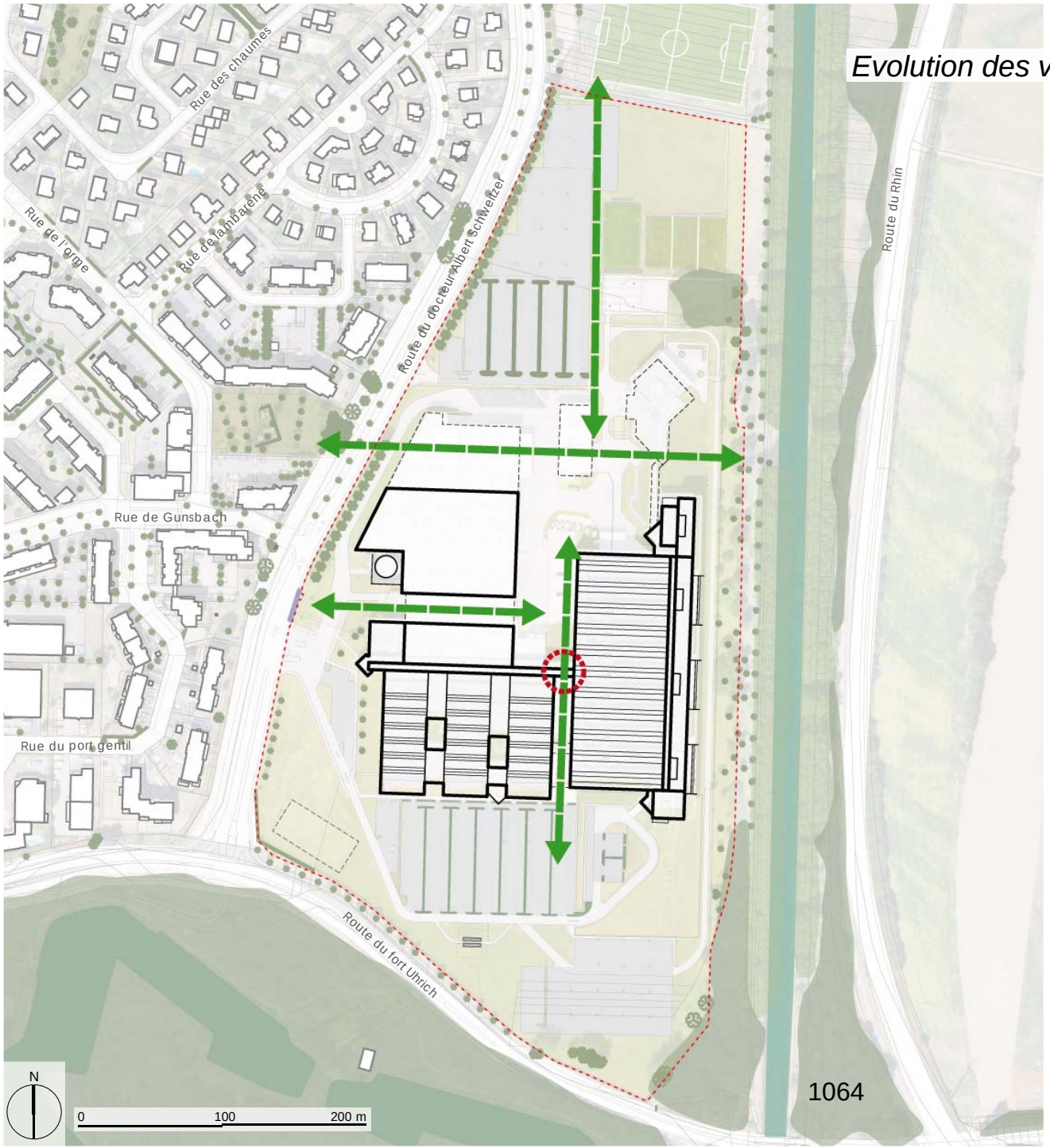
Surface activité
Surface tertiaire
Surface service (chaufferie, restauration)

Vocation alternative

Equipement sur tout ou partie
Tertiaire (plus ou moins)

Analyse du potentiel bâti sur site

Evolution des volumes bâtis et continuité des espaces ouverts



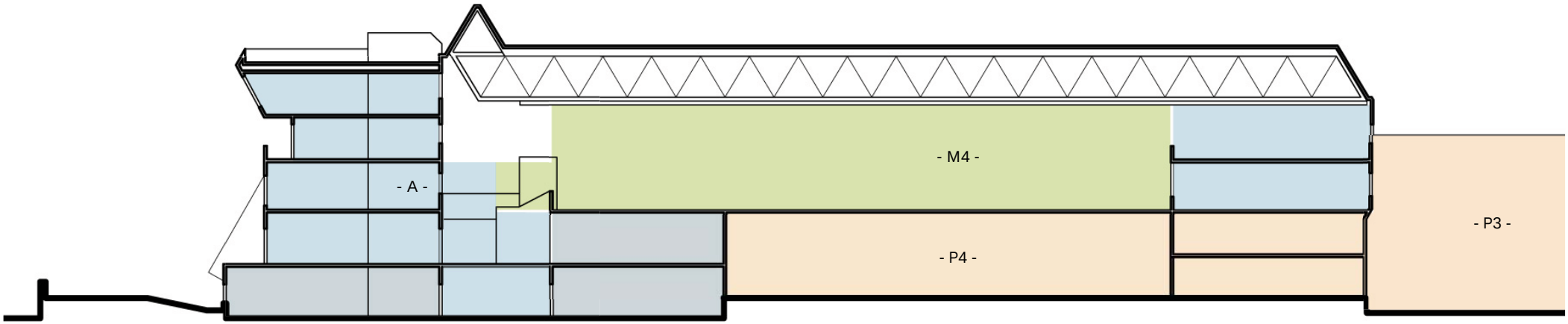
Lors de changement de vocation et/ou de tailles d'occupants, des parties des très grandes surfaces bâties pourraient devenir des espaces ouverts pour :

- Optimiser la desserte et les livraisons d'entités économiques de plus petites tailles
- Créer des espaces publics en lien :
  * Au quartier résidentiel
  * Aux terrains de sport étendus
  * A la valorisation des espaces paysagers de bord de canal
- Créer des espaces de liaisons entre les différents programmes et usages du site

Contrainte de la galerie technique mais possibilité de passer dessous (h ~ 6m)

Analyse du potentiel bâti sur site

Organisation, distribution et dimension



Volume activité
Volume tertiaire
Volume laboratoire
Locaux techniques

Bâtiments A et P4-M4 : un ensemble structurellement interdépendant

1065

0 10 20 m



DIAGNOSTIC DÉPLACEMENTS ET STATIONNEMENTS 1.2

1066

CONTEXTE URBAIN ET MOBILITÉS

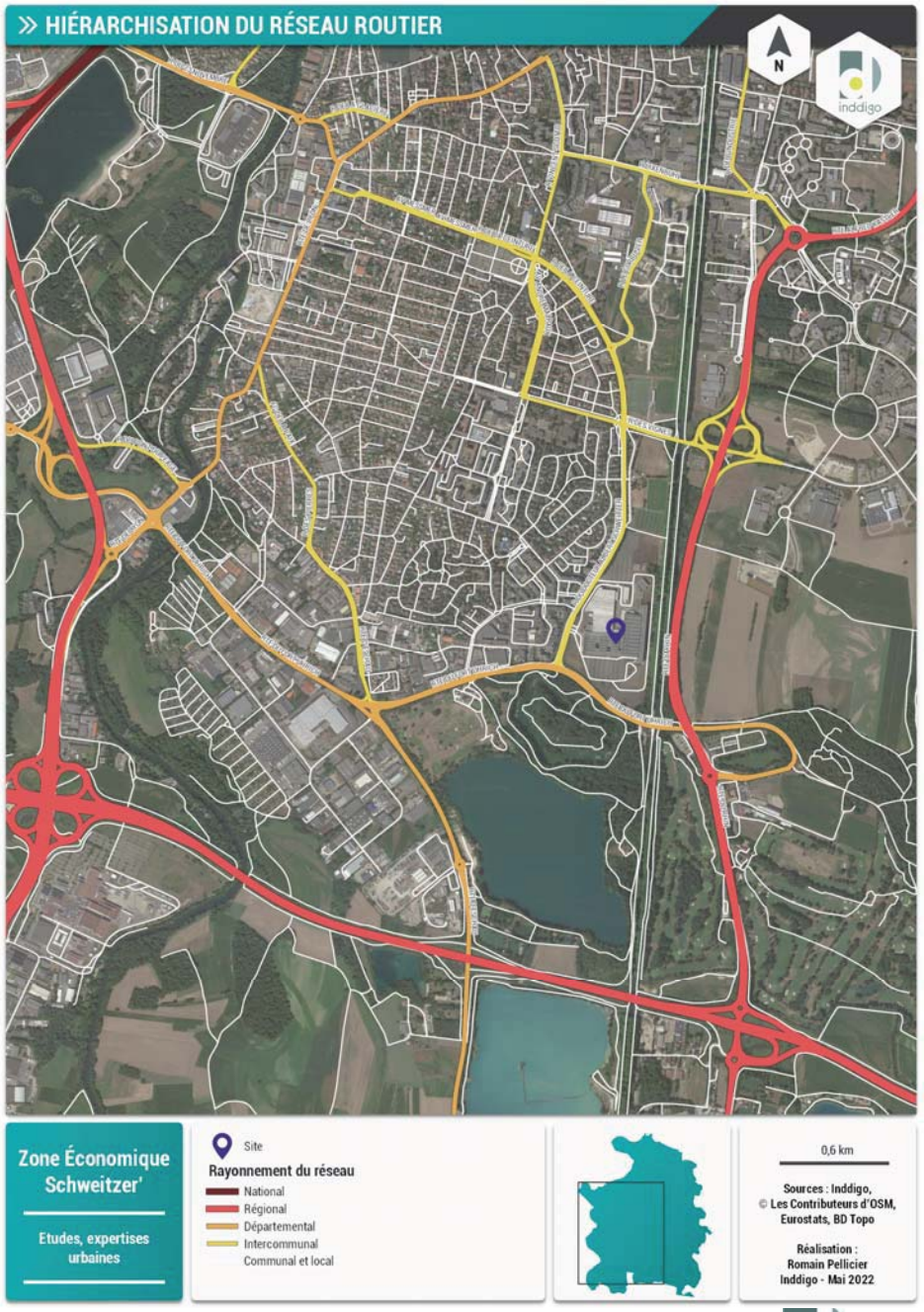
L'accessibilité routière aujourd'hui

- ✔ **Le site de Schweitzer dispose d'une très bonne accessibilité automobile puisque le site est desservi par des voies structurantes**

- ✔ **Le site est à proximité de la Route du Rhin et la Route du Fort Uhrich qui permettent de rejoindre l'A35 en 10 minutes**

- ✔ **Le site est aussi desservi par le contournement intercommunal Est d'Illkirch : la Rue de la Ceinture**

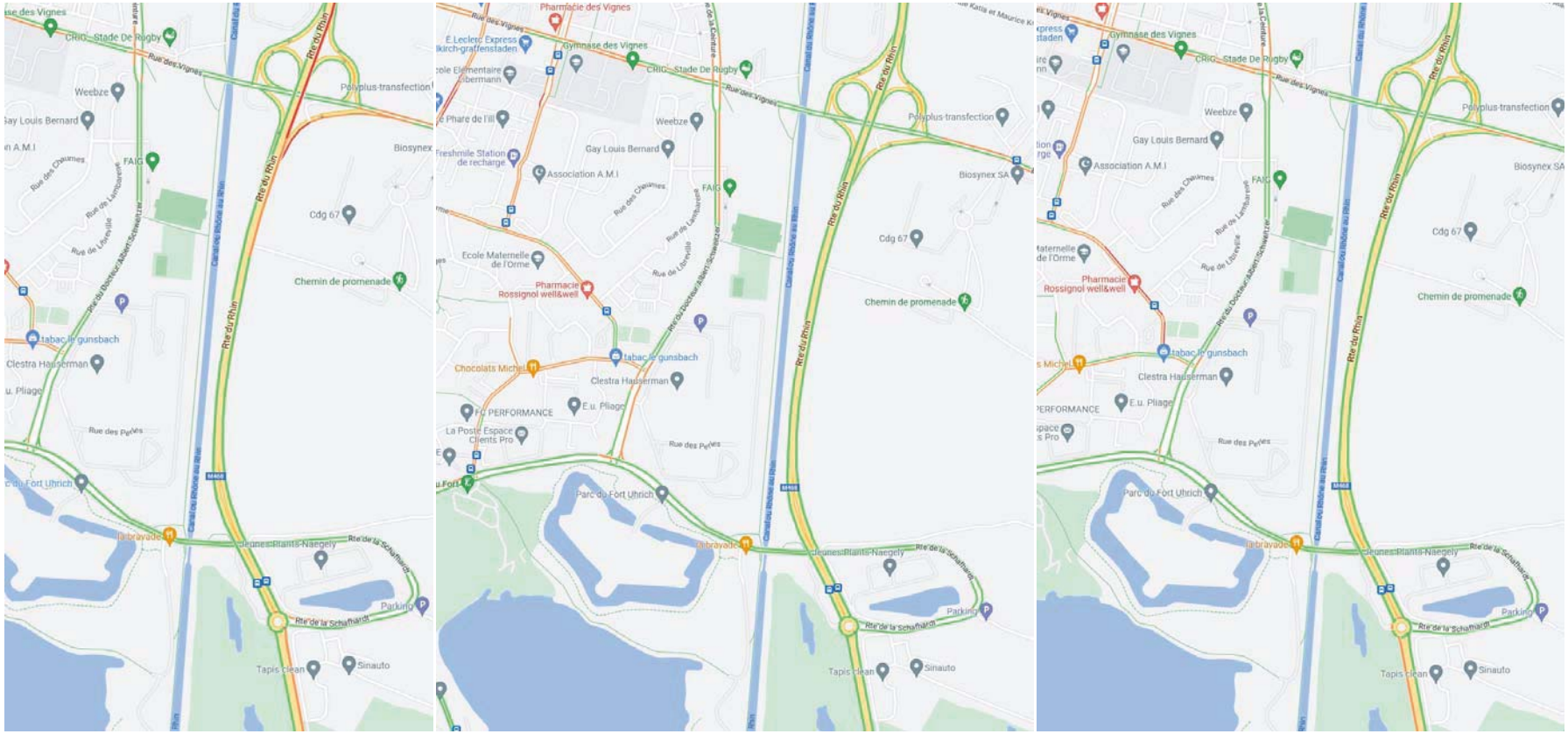
Le site est très bien desservi par le réseau de voirie automobile



1067

CONTEXTE URBAIN ET MOBILITÉS

L'accessibilité routière : Conditions de circulation



- ✔ **Les voiries aux abords du site rencontrent peu de problème de congestion**
- ✔ **Seule la rue de l'Orme connait parfois un faible niveau de congestion**

1068

Le site a une bonne accessibilité automobile car les voiries alentours ne semblent pas rencontrer de problème significatif de circulation

CONTEXTE URBAIN ET MOBILITÉS

L'accessibilité transport en commun

- ✔ **Le site est desservi par 2 lignes de bus : 13 et 64**

Ligne de bus	Période	Fréquence
13	7h à 19h	8-10 mins dans chaque sens
	4h30 à 7h et 19h à 23h30	15 à 30 mins dans chaque sens
64	7h15 à 9h30 et 16h à 18h30	5 bus par sens

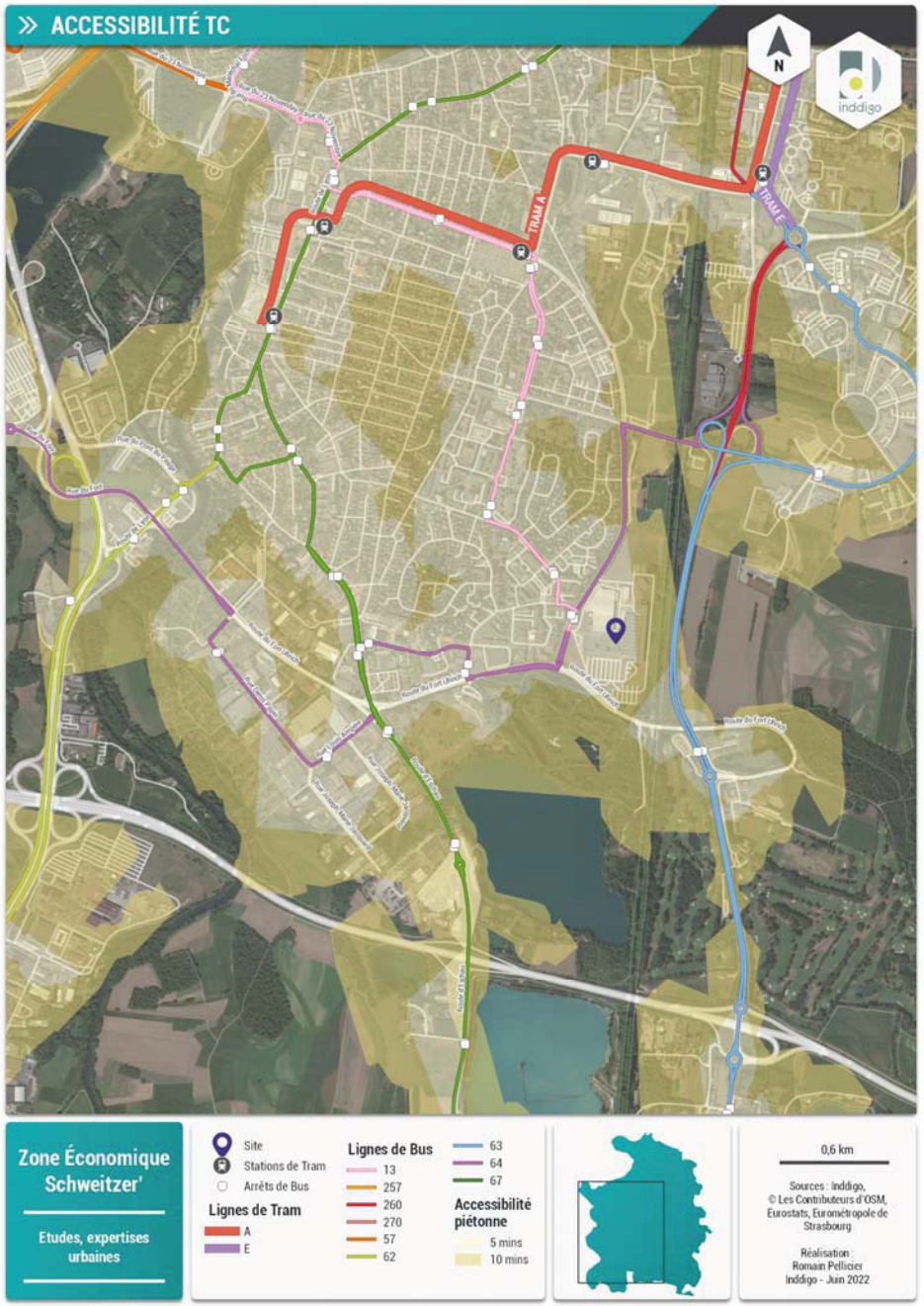
- ✔ **La ligne 13 permet de se connecter aux lignes A et B du tramway à différents arrêts de la ligne permettant ensuite de rejoindre le centre-ville de Strasbourg**

- ✔ **La ligne 64 permet de rejoindre le campus d'Illkirch en desservant des établissements scolaires et universitaires ainsi que différentes zones d'activités**

- ✔ **Les arrêts de ces deux lignes sont à l'entrée du site**

Un site desservi par une ligne de bus avec une fréquence satisfaisante durant la journée permettant de rejoindre les lignes de tramway

1069



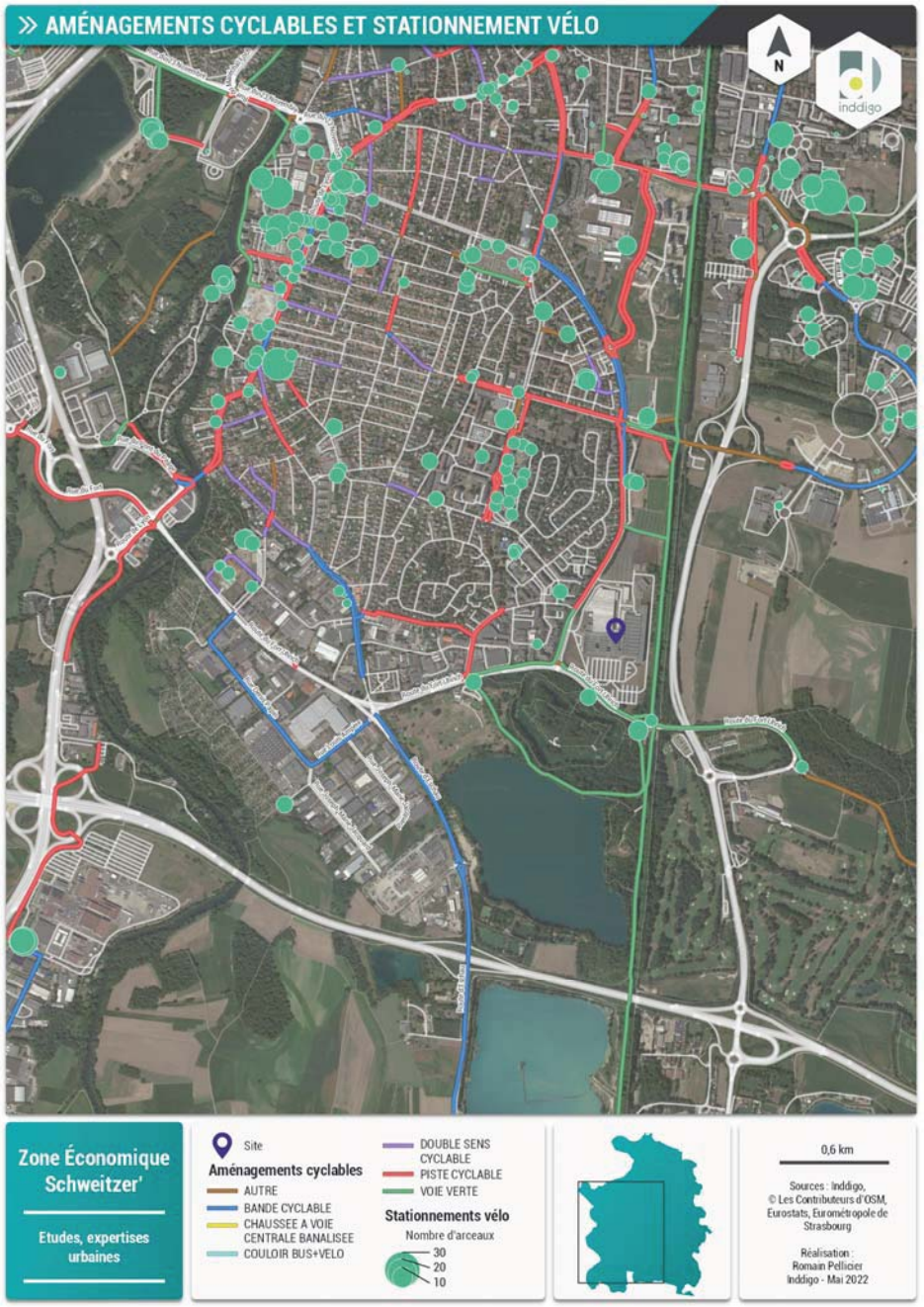
CONTEXTE URBAIN ET MOBILITÉS

Contexte cyclable

- ✓ **Le site est encadré par un maillage d'aménagements cyclables notamment une branche du réseau vélostras F sur la partie Est le long du canal**
- ✓ **La liaison est complétée par un réseau de pistes bidirectionnelles et de voie verte permettant de rejoindre l'entrée du site**
- ✓ **Cependant, l'aménagement cyclable se trouve à l'opposé de l'entrée du site sans cheminement vers le site**
  - Un raccordement entre les aménagements autour du site et l'entrée du site sont à étudier



Piste cyclable en face de l'entrée du site



CONTEXTE URBAIN ET MOBILITÉS

Habitudes cyclables

- **Analyse des traces Strava**
  - Attention : utilisation de l'application principalement par cyclistes avertis → recherche plutôt rapidité que sécurité

- **Une utilisation corrélée avec le statut des aménagements.**
  - La Vélostras F (canal rive gauche) ressort fortement
  - La route du Fort Uhrich ainsi que la route du Docteur Schweitzer sont également très fréquentés



Le site est bien desservi en aménagements cyclables qualitatifs et la pratique actuelle montre que le site se trouve à un nœud d'itinéraires très fréquentés

ENJEUX

Mobilité et pistes d'actions

- **Un site bien desservi par les différentes infrastructures de transport**
- **Une augmentation de la fréquence de la ligne de bus 64 pourrait accroitre encore plus les possibilités de mobilité de la zone**
- **Le renforcement de la liaison cyclable vers le centre-ville d'Illkirch par la rue de l'Orme pourrait permettre une accessibilité plus forte entre les deux pôles**

1072



DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL ET SANITAIRE 1.3

1073

ETAT DES SOLS

Activités potentiellement polluantes

- Le périmètre d'étude compte **1 ancien site industriel identifié comme potentielle source de pollution** : l'entreprise Alcatel, intervenant dans le domaine de la fabrication de matériel électronique.
- Sur le même site est identifiée depuis 2011 une **Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** : l'entreprise CHM International (ex-CLESTRA, entreprise opérant dans le domaine de la construction de cloisons de bureaux).
- Les activités conduisant à un régime ICPE sont les suivantes :
  - Stockage de liquides inflammables,
  - Traitement de surface,
  - Charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène,
  - Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, colle,
  - Opérations de forgeage.
- A ces activités s'ajoutaient entre 2011 et 2016 les rejet**s directement dans la nappe d'eaux de purge des condensats d'appareil de combustion (lié à la production de chaleur type vapeur, et de climatisation, sur le site).** Depuis 2016, ces eaux de purge sont détruites et ne sont plus rejetées au milieu.
- Il existe d'autres sites ICPE à proximité du périmètre d'étude, **sans conséquences directes (pas de site SEVESO).**

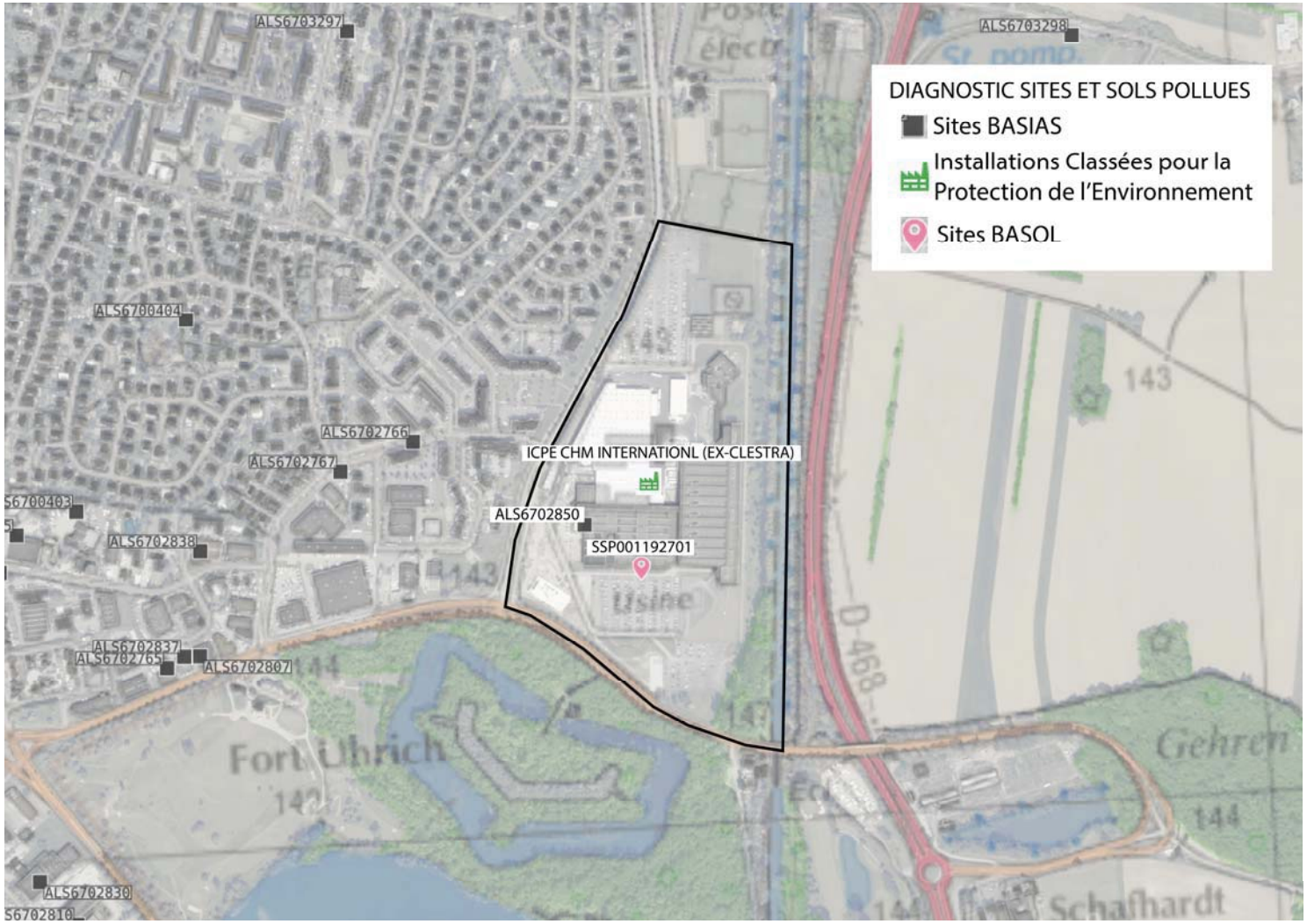
1074

Conséquences sur les sols

- En conséquence, la base de données **BASOL** (sols potentiellement pollués**) identifie le site d'études** sous le nom « Colillkirch (ex Alcatel) ». Le **contrôle de la qualité des rejets des eaux de purge** dans la nappe s'est fait via piézomètre en aval de l'activité, à partir de 1991.
- Les mesures en 2011 et 2012 révèlent le respect des normes, exceptés pour la turbidité et la couleur vraie, ainsi que pour le manganèse. A noter qu'il n'y avait pas de dispositif de contrôle de la qualité des eaux en amont du site, pour comparaison.
- **A partir de 2016, les eaux de purge sont détruites et non plus rejetées au milieu**. L'obligation de contrôle via piézomètre est supprimée par l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2016. Reste la probabilité d'une pollution résiduelle des sols du site.
- **D'autres sites BASIAS sont situés à proximité** : entreprise ETHYWAG (constructions hydromécaniques), activité de garage… Ces sites potentiellement pollués **n'ont pas de conséquences directes sur le périmètre d'étude** et son devenir.

ETAT DES SOLS

Cartographie des activités et sols potentiellement pollués



1076

- Il n'y a pas d'autres sites repérés comme sol potentiellement pollués dans un rayon de 500 m autour du périmètre d'études.
- Les autres ICPE du territoire sont situées au-delà d'un périmètre de 500 m.
- D'autres sites BASIAS sont identifiés à proximité, sans conséquences sur le périmètre d'études et le futur projet.

ETAT DES SOLS

Enjeux et feuille de route

- L'analyse historique de l'occupation du périmètre d'études met en évidence **une très probable pollution des sols**, due à l'ancienne activité de l'entreprise ALCATEL et à l'activité de l'entreprise CHM International (ex-CLESTRA).
- Au regard des activités passées, **ces pollutions peuvent être de différentes natures :** métaux lourds, pollutions volatiles, infiltration jusqu'à la nappe…
- Le réaménagement du site devra s'appuyer sur **des études complémentaires plus poussées permettant d'identifier précisément l'état des sols, via des sondages et analyse chimiques.**
- La **mise en place d'un plan de gestion** destiné à assurer la compatibilité de l'état des sols avec la programmation future sera très certainement nécessaire.

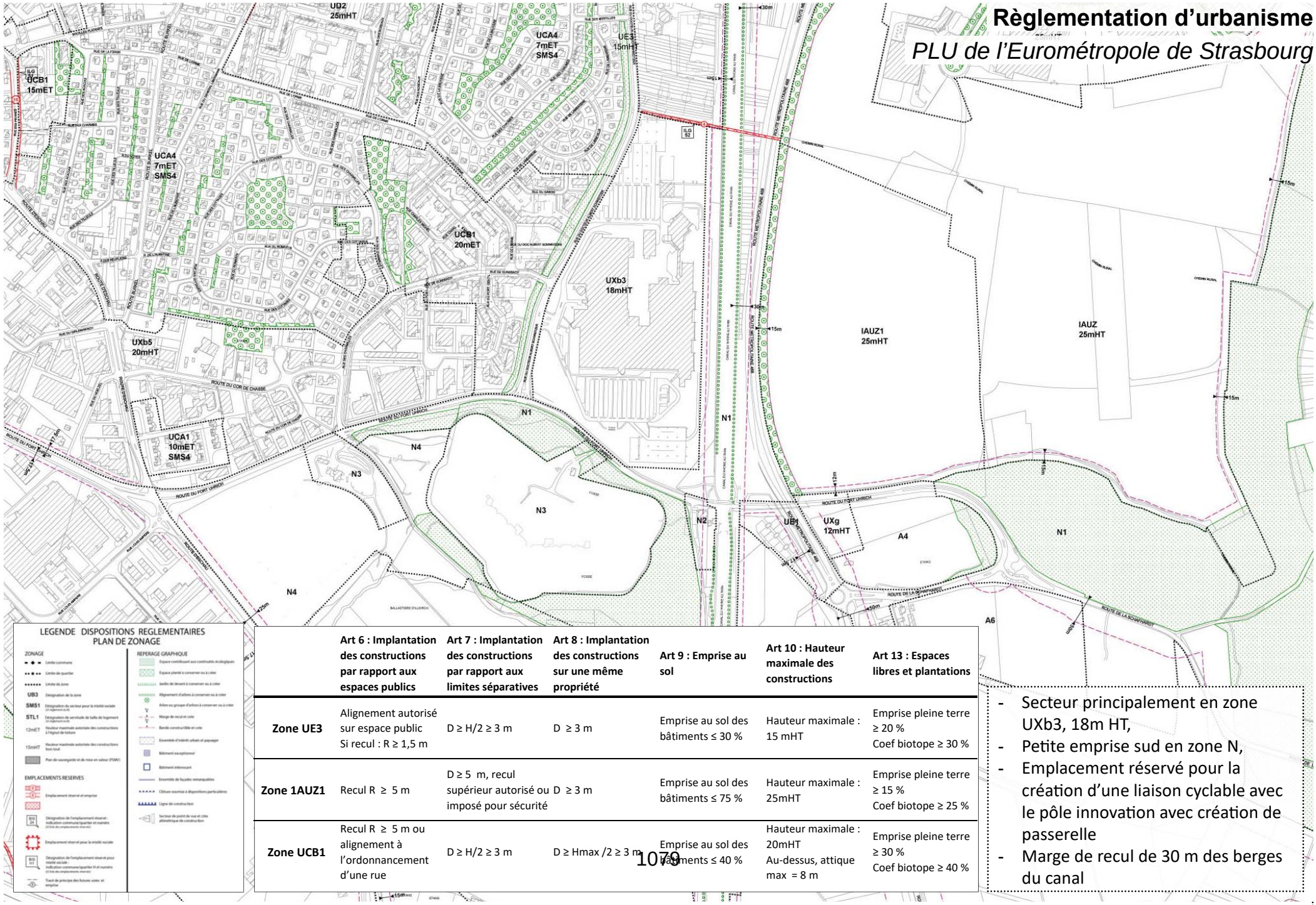


ANALYSE DES RÉGLEMENTS ET SERVITUDES RÉGLEMENTAIRES 1.4

1078

Règlementation d'urbanisme

PLU de l'Eurométropole de Strasbourg



LEGENDE DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES
PLAN DE ZONAGE

ZONAGE

REPERAGE GRAPHIQUE

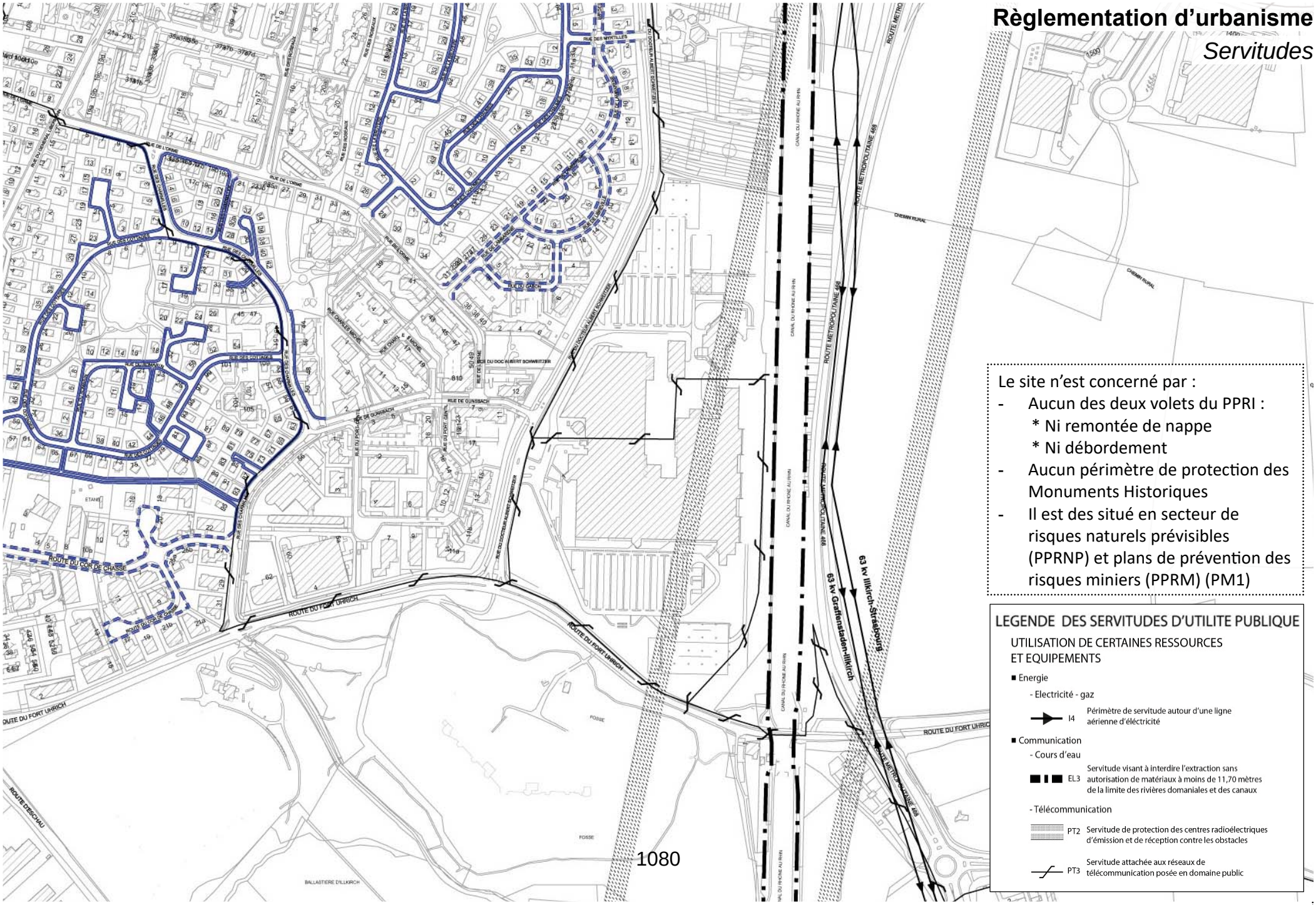
EMPLACEMENTS RESERVES

	Art 6 : Implantation des constructions par rapport aux espaces publics	Art 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Art 8 : Implantation des constructions sur une même propriété	Art 9 : Emprise au sol	Art 10 : Hauteur maximale des constructions	Art 13 : Espaces libres et plantations
Zone UE3	Alignement autorisé sur espace public Si recul : R ≥ 1,5 m	D ≥ H/2 ≥ 3 m	D ≥ 3 m	Emprise au sol des bâtiments ≤ 30 %	Hauteur maximale : 15 mHT	Emprise pleine terre ≥ 20 % Coef biotope ≥ 30 %
Zone 1AUZ1	Recul R ≥ 5 m	D ≥ 5 m, recul supérieur autorisé ou imposé pour sécurité	D ≥ 3 m	Emprise au sol des bâtiments ≤ 75 %	Hauteur maximale : 25mHT	Emprise pleine terre ≥ 15 % Coef biotope ≥ 25 %
Zone UCB1	Recul R ≥ 5 m ou alignement à l'ordonnancement d'une rue	D ≥ H/2 ≥ 3 m	D ≥ Hmax /2 ≥ 3 m	Emprise au sol des bâtiments ≤ 40 %	Hauteur maximale : 20mHT Au-dessus, attique max = 8 m	Emprise pleine terre ≥ 30 % Coef biotope ≥ 40 %

- Secteur principalement en zone UXb3, 18m HT,
- Petite emprise sud en zone N,
- Emplacement réservé pour la création d'une liaison cyclable avec le pôle innovation avec création de passerelle
- Marge de recul de 30 m des berges du canal

Règlementation d'urbanisme

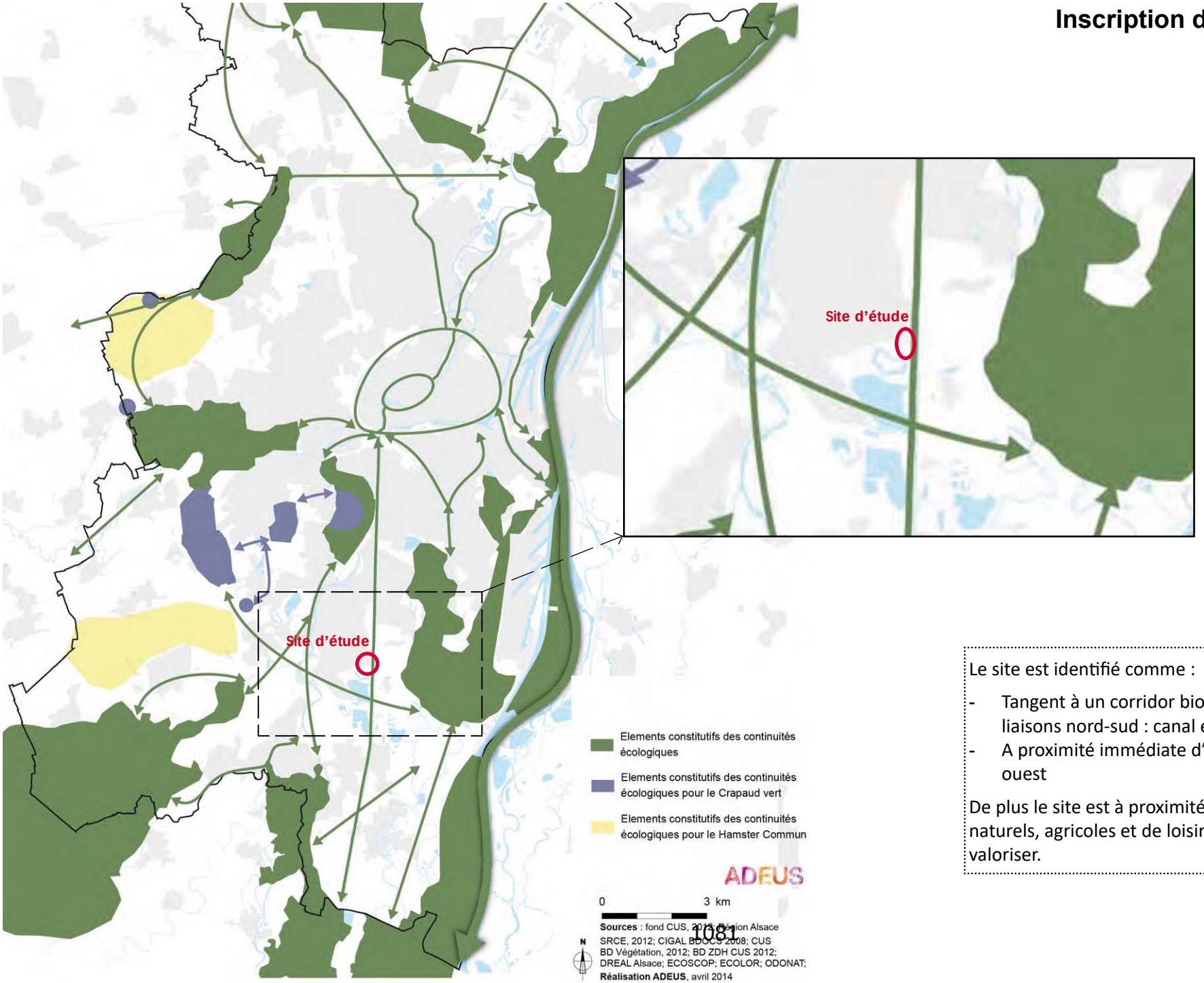
Servitudes



Le site n'est concerné par :

- Aucun des deux volets du PPRI :
  * Ni remontée de nappe
  * Ni débordement
- Aucun périmètre de protection des Monuments Historiques
- Il est des situé en secteur de risques naturels prévisibles (PPRNP) et plans de prévention des risques miniers (PPRM) (PM1)

Inscription du site dans la TVB



Le site est identifié comme :

- Tangent à un corridor biologique majeur pour les liaisons nord-sud : canal et ripisylve
- A proximité immédiate d'un autre corridor est-ouest

De plus le site est à proximité de nombreux espaces naturels, agricoles et de loisir comme autant de lieux à valoriser.



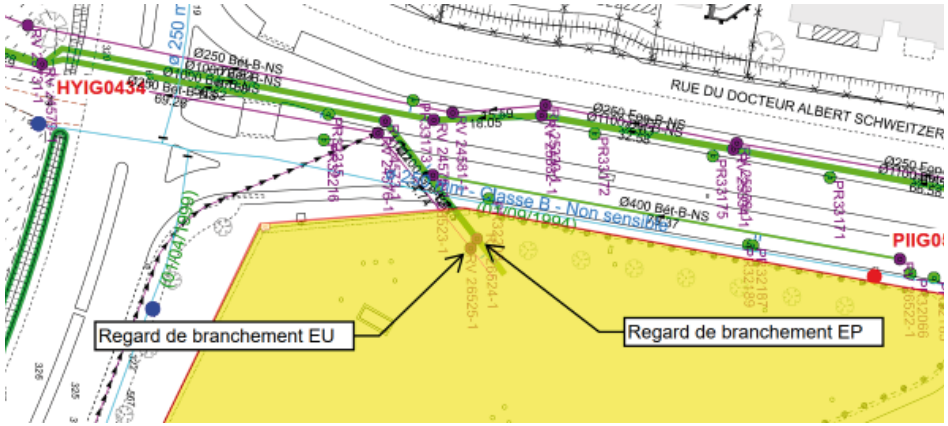
DIAGNOSTIC RÉSEAUX 1.5

1082

L'ensemble des réseaux est présent sur site et a capacité à prendre en charge de nouvelles occupations

EUROMETROPOLE DE Strasbourg - Assainissement Eaux usées

Les réseaux existants rue du docteur Albert Schweitzer sont de type séparatif.
Un diamètre de 250 mm permet d'accueillir les eaux usées de nouvelles occupations

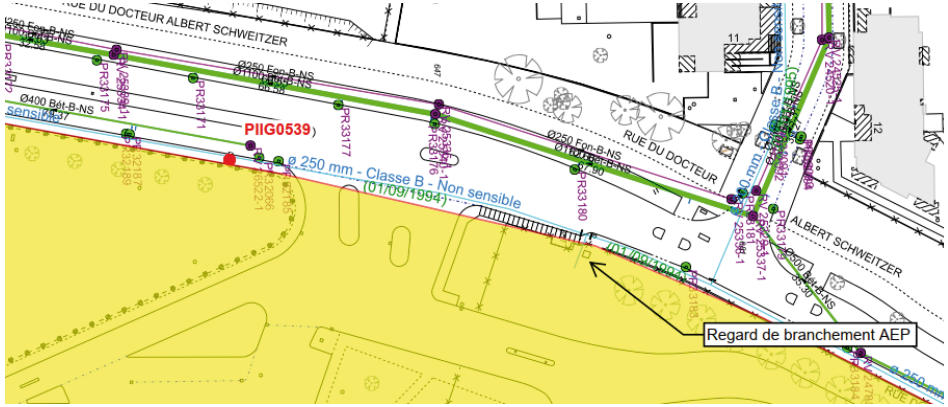


EUROMETROPOLE DE Strasbourg - Assainissement eaux pluviales

Le réseau de la rue du docteur Albert Schweitzer a un diamètre de 1100 mm.
Selon les recommandations les eaux pluviales doivent être gérées à la parcelle.

EUROMETROPOLE DE Strasbourg - Eau potable

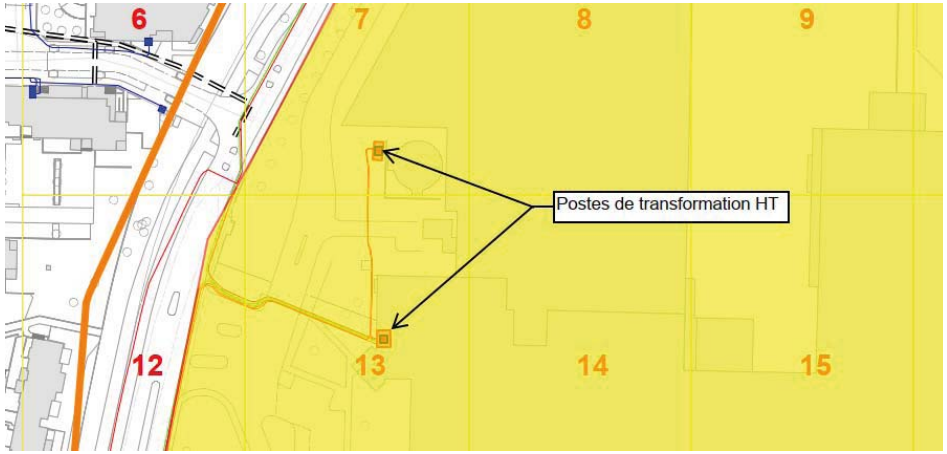
Le réseau de la rue du docteur Albert Schweitzer est en fonte ductile d'un diamètre de 250 mm. Ces réseaux sont en capacité d'alimenter une future extension urbaine.



La défense incendie sur le domaine public est assurée autour du site par 2 Poteaux d'incendie (PIIG0539 et PIIG0538). Le site possède une défense incendie pour ses besoins.

STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX - Réseau électrique CFO

Deux postes de transformation HT sont situés sur la parcelle. Il doit s'agir de postes privés permettant d'alimenter le site. Ils sont raccordés depuis la rue du docteur Albert Schweitzer.



Ces réseaux ont la capacité d'alimenter une future opération d'aménagement.

ORANGE - Réseau électrique CFA

Le site est raccordé sur le réseau principal ORANGE depuis une chambre de tirage situé dans la rue du docteur Albert Schweitzer.

GAZ DE STRASBOURG - Réseau gaz

La zone de l'étude possède 2 points de raccordement (MPC) au réseau public depuis la rue du docteur Albert Schweitzer. Les diamètres des canalisations ne sont pas représentés sur le plan.
Ces réseaux alimentent différents points sur le site.

SFR Fibre – Réseau Vidéo

Le site est raccordé au réseau SFR Fibre depuis la rue de Gunsbach.

VILLE D'ILLKIRCH – Réseau Eclairage public

Selon les plans, le réseau d'éclairage du site n'est pas raccordé au réseau public. Il n'existe aucune liaison.



CADRAGE PROGRAMMATIQUE 2

1084

1 Contexte

Rappel éléments clés du site Schweitzer :

- Surface de plancher d'environ 67 185 m² dont environ **25 000 m² vacant** (18 000 m² de bureau et 9 000 m² de laboratoire)
- 1 350 places de stationnement
- 3 terrains de tennis, 1 multisport et vestiaires bâtis

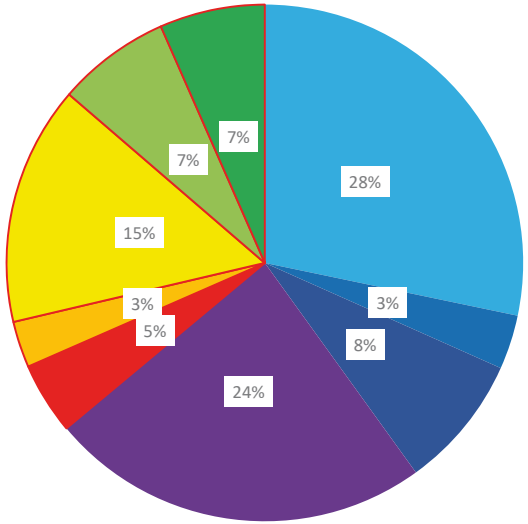
Constats – activités économiques :

- Faible part d'entreprises industrielles (4 %)
- **Majorité d'activité tertiaire** → essentiellement type bureau
- Entreprises ayant besoin de grande surface :
  - **Secteur industriel**
  - **secteur logistique**
  - **secteur commercial**

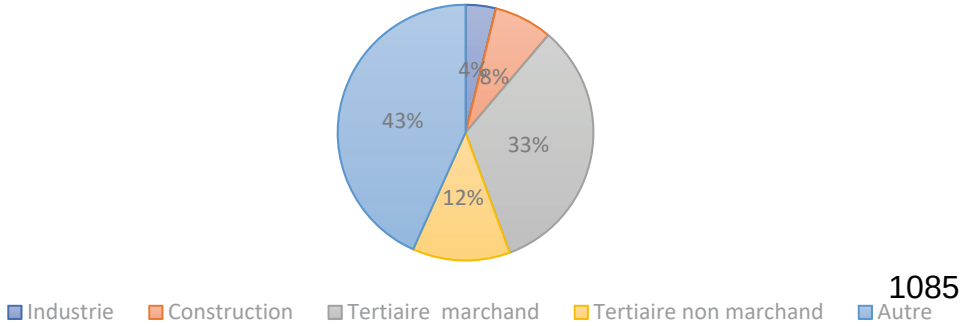
Part de salariés en 2019

	Illkirch	Eurométropole
Entreprise de moins de 10 salariés	65,9%	69,9%
Entreprise de 10 salariés et plus	26,0%	20,8%

Part des activités dans la création d'entreprise à Illkirch en 2021



Part d'entreprises créées par secteur à l'Eurométropole de Strasbourg en 2021



Source : INSEE

2 Cadrage programmatique



Si conservation de la vocation économique

→ **L'allotissement du bien entre plusieurs entreprises :**
- Industriel

Mais aussi :
- Commercial – logistique
- tertiaire

Si mutation d'usage → opérations à privilégier :

→ **Equipements sportifs :**
- Terrain de sport en libre accès
- Extension à prévoir pour hall des sports à venir
- Salle de sport adaptée aux personnes âgées

car :
- Forte pression sur existant
- Besoins croissants (clubs, associations, établissements scolaires + université)
- Manque d'équipement adapté

→ **Services :**
- Structure petite enfance
- Service médico-social pour personnes âgées (maison de santé, services de proximité pour résidence séniors - EHPAD)

car :
- Prévision croissance de la demande dans 5 ans

→ Vocation résidentielle pas souhaitée au regard des enjeux du secteur

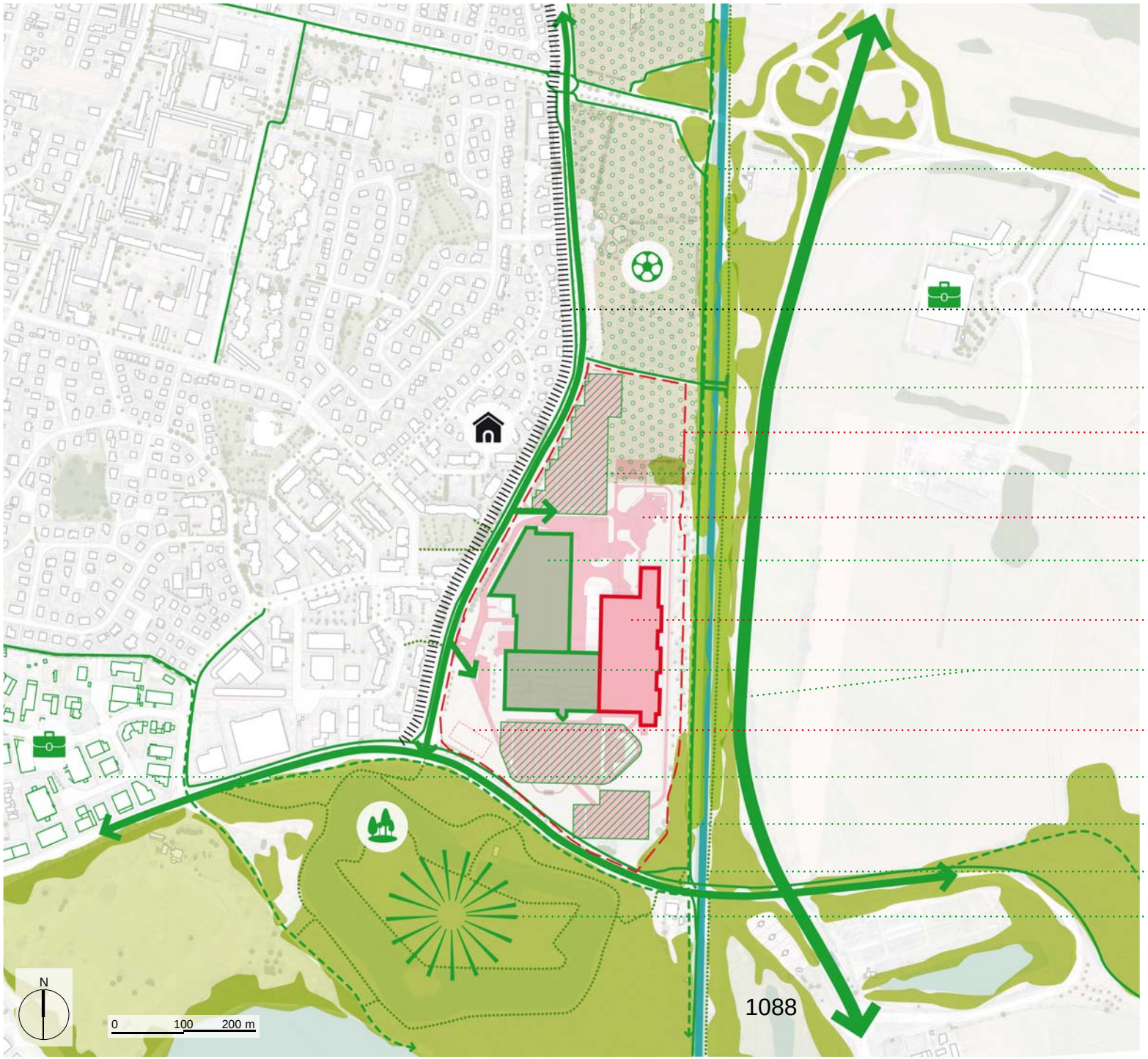
1086



SCÉNARIOS D'AMENAGEMENT 3

1087

Atouts & contraintes du site



- Canal et son paysage
- Pôle sportif
- Façade résidentielle avec vis-à-vis atténuée clôtures et bande plantée
- Passerelle piétonne en réflexion
- Grande emprise du site
- Offre en stationnements
- Terrain «gelé», imperméabilisé
- Bâtiments flexibles
- Bâtiments interdépendants
- Accessibilité du site
- Bassin de rétention
- Zone d'activité en mutation
- Pistes cyclables
- Cheminements piétons
- Fort Uhrich et son paysage

Scénarios d'aménagement

Scénario 1



1 - Adaptation au fil l'eau

- *Evolution possible des usages de certains locaux (entre industrie et tertiaire : P1 - P4)*
- *Découpage des surfaces en plus petites unités :*
  - Industrie / activité de 13 500 (L1) / 10 000 (P1-3) et 8 000 m² (P4) à des surfaces de 2, 3, 4 000 m² voire moins
  - Tertiaire de 15 000 m² à des surfaces pouvant descendre autour de 300 m² (nécessite un bombre important de locataires)
- Nouvelle livraison camion pour surfaces autonomes
- Stationnement : besoin 300 pl. pour tertiaire au nord et 350 pl. pour industrie / activité au sud
- Stockage bâtiment bois et cantine inchangé
- Espaces extérieurs
  - Extension des terrains de sport au sud du chemin et future passerelle
  - Espace de liaison entre les deux accès du parc Uhrich et les bords de canal

Accès piéton / cycle
Accès piéton / cycle projeté
Accès voiture
Accès camion
Accès camion projeté
Espace livraison-enlèvement camion supplémentaire
Espace sportif
Espace paysager
Volume activité
Nouveaux périmètres / usages

Scénarios d'aménagement

Scénario 2

Programmes possibles dans halle sport / loisirs privée :

Halle existante : ~ 78 x 93 m / ~ 7 330 m²

Espace jeux trampoline : 35 x 50 m / 1 750 m²
Laserquest : 50 x 80 m ou 60 x 90 m / 4 000 m² ou 5 400 m²
Grand Karting : ~ 85 x 47 m / ~ 4 000 m²
Petit Karting ou paint ball : ~ 80 x 35 m / ~ 2 800 m²



2 – Amorce de mutation et option équipements aux abords

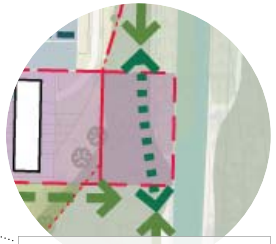
- *Evolution possible des usages de certains locaux (constante)*
- Halle nord L1 équipement mixte : culture, loisir, sport

- *Découpage des surfaces en plus petites unités (constante)*
- Nouvelle livraison camion sud pour surfaces autonomes
- Stationnement : besoin 300 pl. pour tertiaire et 280 industrie / activité les deux au sud
- Stockage bâtiment bois et cantine inchangé

- Espaces extérieurs
  - Terrain de sport de sport en continuité terrains existant et parc liaison douce avec passerelle relocalisée
  - Espace de liaison plus contraint entre les accès du parc Uhrich et les bords de canal
  - Une halte de navette fluviale rabat sur l'ensemble du quartier au niveau du nouveau petit parc
  - Une plate forme logistique fluviale peut disposer d'un accès direct sur la route du Fort Uhrich et doit gérer le croisement de flux avec la piste syclable



Option 2 : piste rive est



Situation actuelle
Conflit d'usage

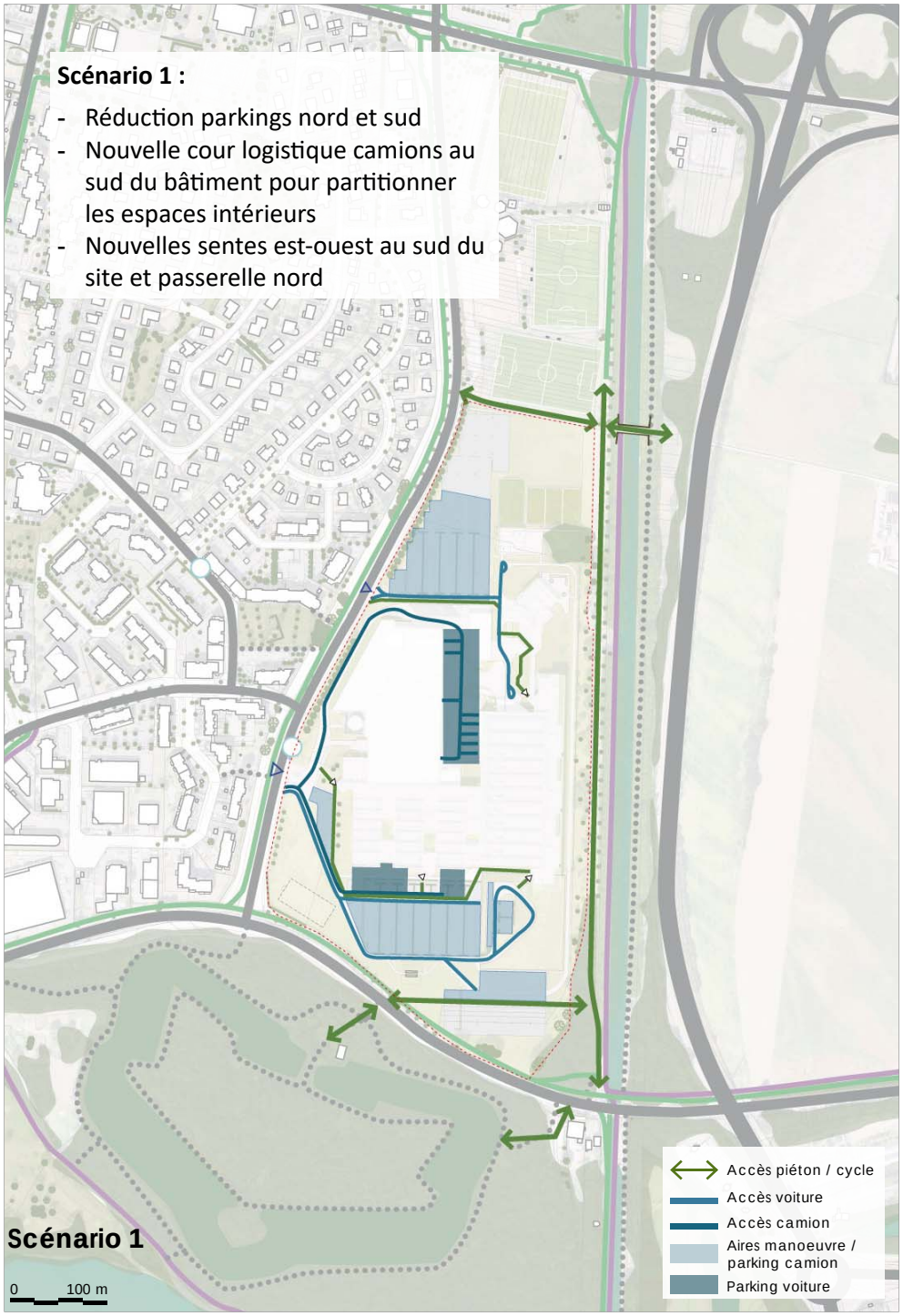
- Accès piéton / cycle
- Accès piéton / cycle projeté
- Passage compromis par activités logistiques
- Accès voiture
- Accès piétons principaux depuis parking sud
- Accès camion
- Accès camion projeté
- Espace livraison-enlèvement camion supplémentaire
- Parking supplémentaire projeté
- Espace sportif
- Espace paysager
- Halte canal
- Volume activité
- Dissociation de L1 pour usage culturel, loisirs, sportif
- Plateforme logistique transport matériaux via le canal
- Nouveaux périmètres / usages

Comparatif scénarios d'aménagement

Les déplacements

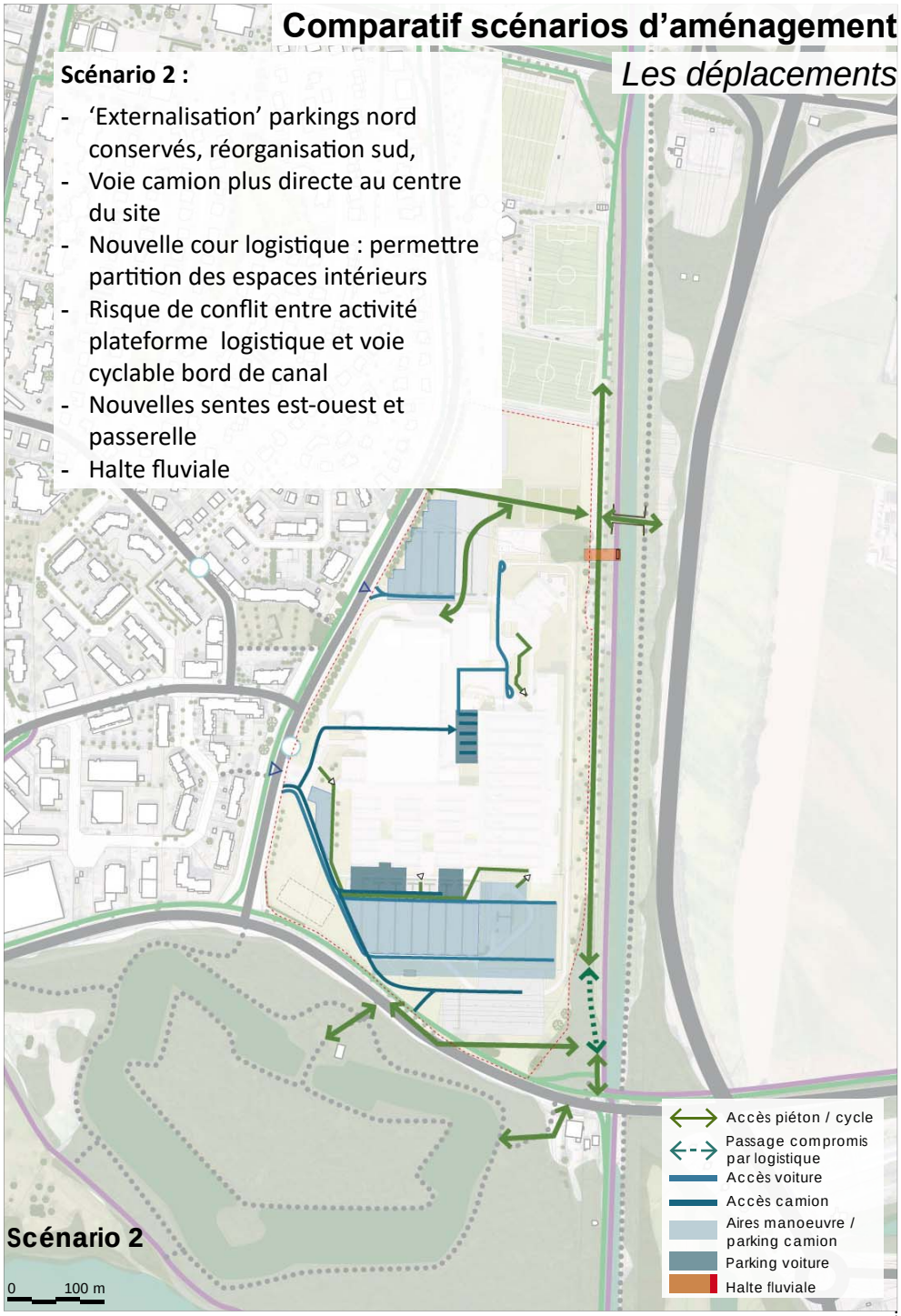
Scénario 1 :

- Réduction parkings nord et sud
- Nouvelle cour logistique camions au sud du bâtiment pour partitionner les espaces intérieurs
- Nouvelles sentes est-ouest au sud du site et passerelle nord



Scénario 2 :

- 'Externalisation' parkings nord conservés, réorganisation sud,
- Voie camion plus directe au centre du site
- Nouvelle cour logistique : permettre partition des espaces intérieurs
- Risque de conflit entre activité plateforme logistique et voie cyclable bord de canal
- Nouvelles sentes est-ouest et passerelle
- Halte fluviale



Comparatif scénarios d'aménagement

Les programmes

Scénario 1 :

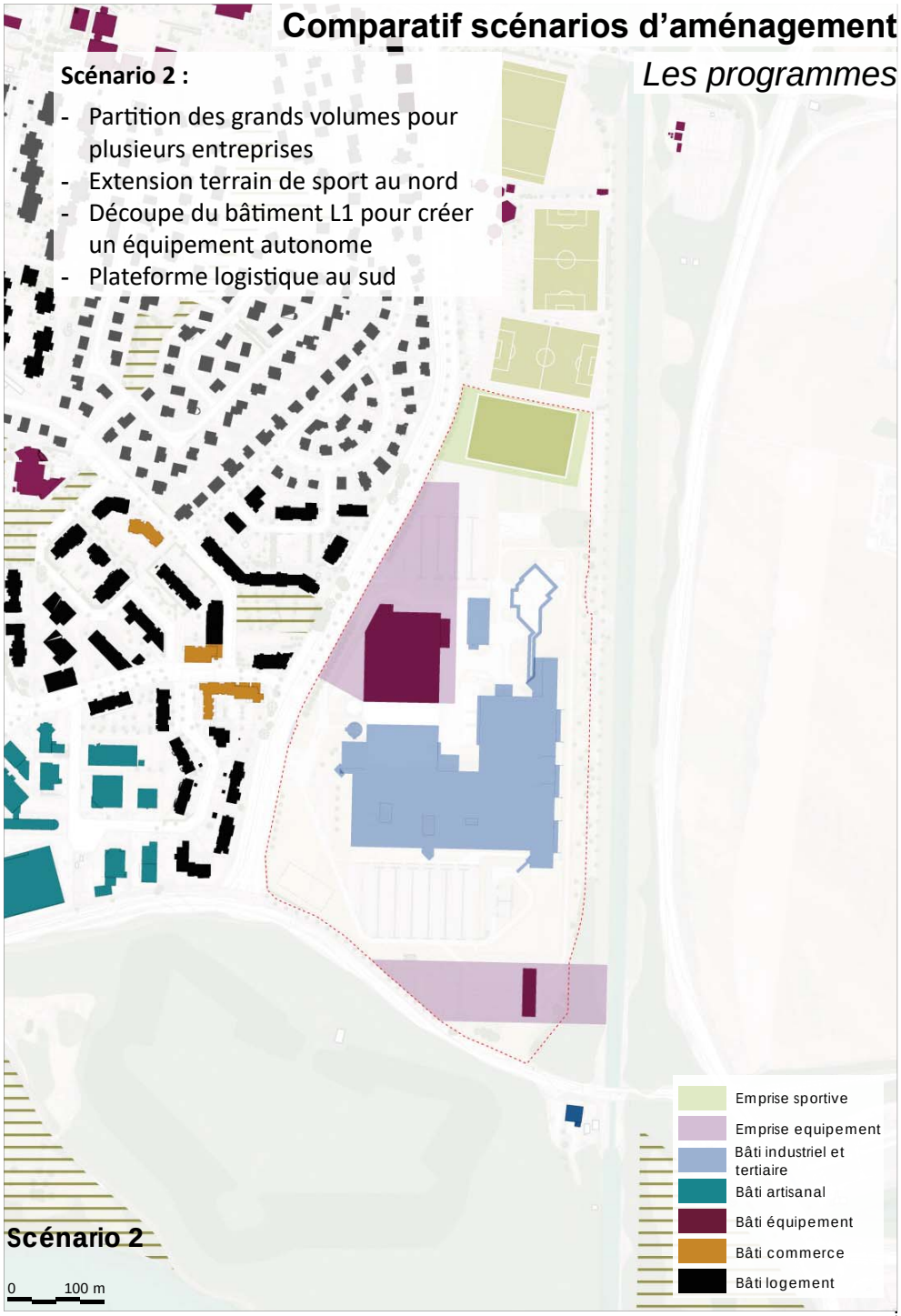
- Partition des grands volumes pour plusieurs entreprises
- Extension espace sportif au nord



1092

Scénario 2 :

- Partition des grands volumes pour plusieurs entreprises
- Extension terrain de sport au nord
- Découpe du bâtiment L1 pour créer un équipement autonome
- Plateforme logistique au sud



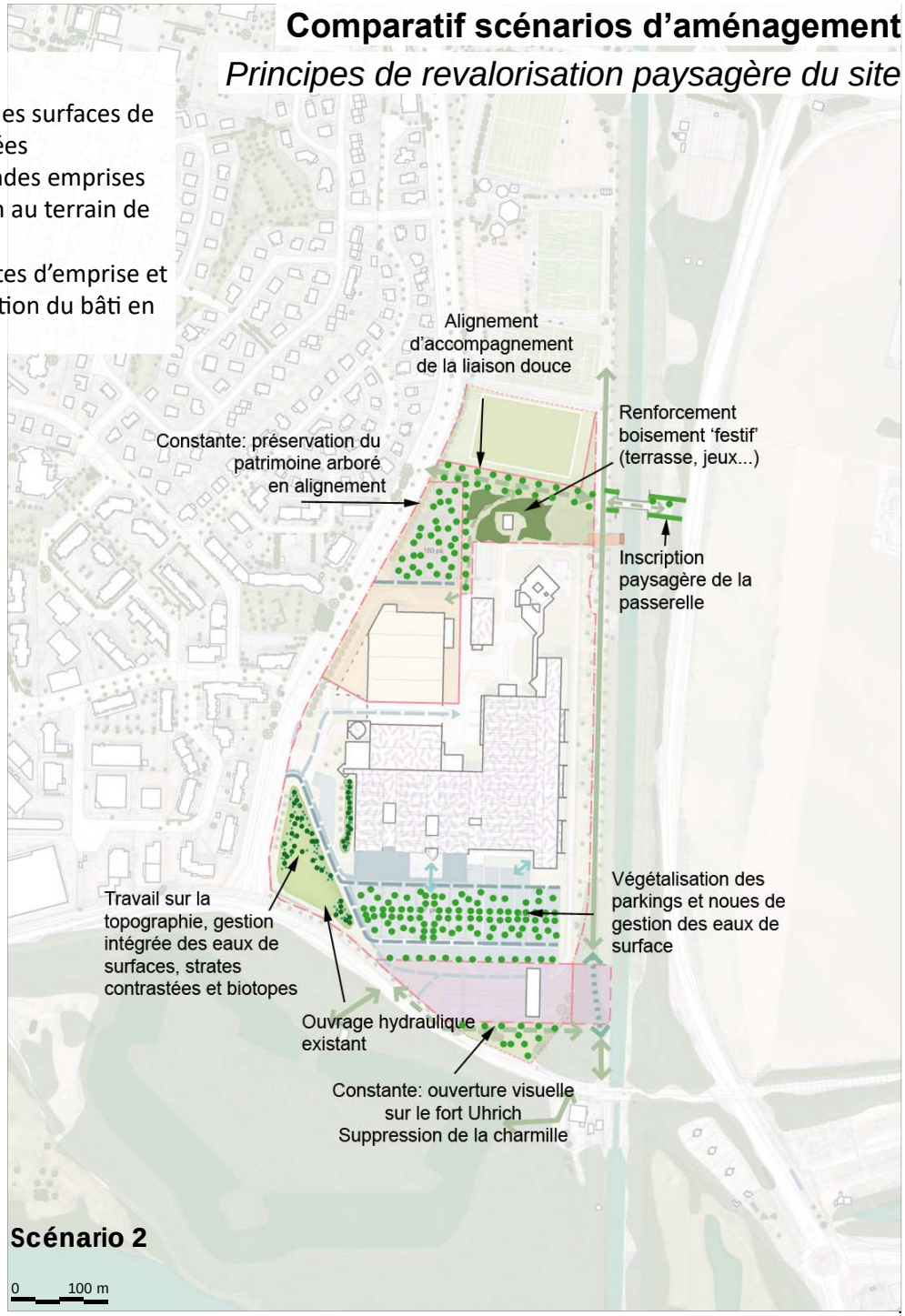
Comparatif scénarios d'aménagement

Principes de revalorisation paysagère du site

Scénario 1 et 2 :

- Paysagement partiel des surfaces de stationnement enrobées
- Paysagement des grandes emprises sud et nord-est en lien au terrain de sport
- Paysagement des limites d'emprise et maintien de la perception du bâti en partie centrale





44

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030) - renouvellement de marchés pour des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage "Qualité urbaine et transition climatique" et de prestations photographiques.

Numéro E-2023-661

La présente délibération propose d'engager le renouvellement de missions d'appui dédiées à la mise en œuvre opérationnelle du *Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030)* : les missions d'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) « Qualité urbaine et transition climatique » des Projets de renouvellement urbain (PRU) Neuhof-Meinau, Hautepierre, Ecrivains et Libermann, et une mission de prestations photographiques pour l'ensemble des PRU.

Ces missions s'inscrivent dans la continuité de précédents marchés qui ont permis à l'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité de porteur de projet, d'une part de définir et concevoir les plans guide des projets urbains et de suivre la qualité urbaine, paysagère et architecturale de l'ensemble des opérations qui en découlent, et d'autre part de réaliser le suivi documentaire photographique de la transformation des quartiers au service d'une image renouvelée des quartiers et de la valorisation des investissements publics.

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) prescrit le recours à ce type de missions d'AMO pour la mise en œuvre opérationnelle de ces projets urbains complexes et y apporte un soutien financier. Les missions d'AMO sur la définition et le suivi de la qualité urbaine et celle de prestations photographiques sont une des conditions du bon déroulement de l'exécution du programme et un engagement contractuel découlant de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain signée en mars 2020.

1. Le Deuxième programme de renouvellement urbain

Le *Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg* est au cœur du projet de transition climatique, sociale et démocratique du territoire porté par l'Eurométropole de Strasbourg et les 33 communes de l'agglomération, constituant le plus grand projet urbain de la métropole. Il décline localement l'ensemble des objectifs du *Nouveau programme national de renouvellement urbain* (NPNRU) engagé par la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, dite loi LAMY.

Piloté par l'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec les communes, l'ANRU, les bailleurs, les opérateurs immobiliers et les cofinanceurs, il est mis en œuvre, en concertation avec les habitants-es, à travers sept PRU (Neuhof-Meinau, Elsau, Hautepierre, Cronenbourg à Strasbourg ; Les Ecrivains à Schiltigheim et Bischheim ; Libermann à Illkirch-Graffenstaden ; Les Hirondelles à Lingolsheim – projet achevé). La convention pluriannuelle de renouvellement urbain initiale, signée en mars 2020, porte un investissement prévisionnel de 1,03 milliard € TTC.

Le programme de renouvellement urbain vise à contribuer à l'équilibre territorial à l'échelle de l'agglomération, engager la transformation des territoires concernés, renouveler les regards sur ces territoires et y développer de nouveaux usages, et mettre en œuvre la transition climatique, énergétique et écologique. En application de ces ambitions, chaque PRU décline quatre objectifs généraux : diversifier l'habitat, développer l'attractivité des équipements scolaires, structurer des polarités de commerces et de services, et prendre en compte les impacts environnementaux et appliquer la démarche *« Eviter Réduire Compenser »* tout en favorisant l'adaptation climatique et l'urbanisme circulaire.

La mise en œuvre des projets se déroule sur une dizaine d'années à travers des opérations de requalification de patrimoines immobiliers existants, de constructions neuves et de réaménagements des espaces extérieurs, publics comme privés, qui permettront de désenclaver, de développer la mixité urbaine et sociale, et d'améliorer l'habitat et le cadre de vie. Près de 350 opérations seront ainsi menées au cœur des quartiers par près de 30 maîtres d'ouvrage.
Le suivi et l'accompagnement de la qualité de leur mise en œuvre est une condition de la réussite de l'atteinte des objectifs auxquels l'ensemble des signataires de la convention sont engagés. Le suivi photographique de la transformation structurelle qui sera mené sur un temps long dans des territoires habités et vécus répond à la nécessité de développer une information et une communication claire, constante et valorisant l'engagement des acteurs publics.

2. Bilan des précédentes missions

Les précédents marchés consacrés aux missions d'AMO sur le suivi de la qualité urbaine, architecturale et paysagère des projets ont bénéficié aux quartiers Neuhof-Meinau, Hautepierre, Écrivains et Libermann. Les titulaires étaient le cabinet INTENSITE pour Neuhof-Meinau, l'Atelier Marion TALLAGRAND pour Hautepierre et les Ecrivains, et l'agence AIA Territoires pour Libermann.
Ils ont permis la définition de tous les plans guide des PRU ainsi que leur stabilisation, et la déclinaison de prescriptions par secteurs ou dans des fiches de lots. Par ailleurs, plusieurs études de faisabilité pour des opérations de constructions nouvelles, d'équipements ou espaces publics, de réhabilitations et de résidentialisations ont été réalisées dans chaque quartier de manière à affiner les hypothèses d'implantations et d'organisations spatiales et permettre de stabiliser la programmation des opérations en dialogue avec les maîtrises d'ouvrage. Des séances de travail régulières ont permis d'optimiser chaque secteur de projet et de croiser avec l'ensemble des partenaires les thématiques propres aux PRU (collecte des déchets, sécurité publique, mobilité, stationnement, formes urbaines, etc.).

Enfin, des missions plus ponctuelles autour de la concertation avec les habitants-es ont été menées pour co-construire certains éléments de projet.

Ces quatre accords-cadres à bons de commande, d'une durée de quatre ans et d'un montant maximum cumulé de 960 000 € HT, arrivent à échéance entre le 27 janvier 2024 et le 20 février 2024. Au 10 avril 2023, les dépenses sont engagées à hauteur de 719 220 € HT (75%) et réalisées pour 459 793 € HT (48%). Ces missions bénéficient d'un soutien financier de l'ANRU à hauteur de 50 % des dépenses éligibles.

Pour le quartier de l'Elsau, le renouvellement du marché d'AMO consacré à la qualité urbaine et à la transition écologique a fait l'objet d'une délibération le 28 juin 2022.

Les précédents marchés consacrés aux prestations photographiques pour les PRU Neuhof-Meinau, Hautepierre, Cronenbourg, Elsau, Écrivains et Libermann, ont permis de construire un fond documentaire de la transformation des quartiers, avec un suivi des événements de concertation et de participation citoyenne ou des événements spéciaux tels que les 50 ans de Hautepierre, et un suivi des opérations et des chantiers, basé sur un état des lieux « temps zéro ». Les photographies collectées sont utilisées pour illustrer les supports de communication liés au renouvellement urbain (panneaux de chantier, affiches, plaquettes, invitations, vidéos, etc.) et le reporting dans les instances de pilotage locales et nationales. À terme, elles permettront également de construire le récit de l'action publique par l'illustration « avant-après » de la transformation des quartiers.

Ces prestations photographiques émargent sur cinq accords-cadres à bons de commande attribués au photographe Christian CREUTZ, d'une durée de quatre ans et d'un montant maximum cumulé de 170 000€ HT, et arrivent à échéance le 6 janvier 2024. Au 10 avril 2023, les dépenses sont engagées à hauteur de 51 012 € HT (30%) et réalisées pour 40 770 € HT (24%). Ce niveau d'engagement des marchés est lié à l'impact de la crise sanitaire sur la nature de la mission engagée en 2020.

3. Renouvellement des marchés d'AMO « Qualité urbaine et transition climatique » des PRU

Il est proposé de lancer une nouvelle consultation relative aux missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) sur la qualité urbaine et la transition climatique, reprenant les missions relatives à la qualité urbaine, paysagère et architecturale des projets, avec l'intégration de nouvelles prestations pour plus de prise en compte de l'adaptation climatique et de l'environnement.

Ainsi les missions des prestataires se déclineront à travers quatre missions :

- définition et mise à jour du plan guide de composition urbaine et paysagère ;
- réalisation d'études de faisabilité et études pré-opérationnelles ;
- suivi de la qualité urbaine, paysagère, environnementale et architecturale des opérations, et accompagnement des maîtres d'ouvrage dans la phase opérationnelle ;
- appui et conseil sur le volet environnemental et la transition climatique.

Dans la phase opérationnelle actuelle des PRU, les attributaires de ces missions d'AMO devront notamment apporter un avis aux maîtres d'ouvrages, internes et externes, lors des différentes phases de l'élaboration des projets d'aménagement ou immobiliers afin d'assurer la cohérence avec le projet urbain d'ensemble et la qualité de chaque opération. Ils interviendront pour conseiller la collectivité et orienter les maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre sur les différents projets en phase opérationnelle.
Chaque PRU s'inscrira dans les démarches d'innovation ou d'excellence promues par l'Eurométropole de Strasbourg dans les domaines de la ville durable et résiliente.

Il est également attendu des candidats des propositions innovantes en matière d'insertion professionnelle pour développer ces pratiques dans les marchés de prestations intellectuelles et au profit des personnes éloignées de l'emploi.

Pour répondre à ces missions, il est proposé de lancer une procédure d'accord cadre à bons de commande alloti par QPV, en vue de retenir des prestataires. Les PRU sont aujourd'hui en phase opérationnelle et l'ensemble des opérations devront être engagées avant mi 2026, conformément au délai national du NPNRU. La mobilisation des missions d'AMO « Qualité urbaine et transition climatique » pour accompagner cette mise en œuvre est essentielle dans cette phase. Il est ainsi proposé de renouveler ces marchés en augmentant l'enveloppe globale au regard de l'augmentation de l'activité opérationnelle et le renforcement des missions sur le volet environnemental.

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	4 QPV (5 territoires)
Calendrier	2024-2028 (48 mois)
Coûts prévisionnels	1 360 000 € HT Lot 1 : Neuhof-Meinau – 400 000 € Lot 2 : Hautepierre – 360 000 € Lot 3 : Quartiers Ouest (Ecrivains) – 360 000 € Lot 4 : Libermann – 240 000 €
Participation	ANRU – Taux maximum de 50% des montants éligibles

Il est précisé que ces QPV se répartissent entre deux catégories :

- les PRIN – Projet d'Intérêt National : Neuhof-Meinau, Hautepierre et Quartiers Ouest (Ecrivains) ;
- les PRIR – Projet d'Intérêt Régional : Libermann.

Les candidats pourront répondre à deux lots maximum en choisissant un PRIN sur les trois existants et sur le PRIR Libermann. Ainsi une offre qui porterait sur deux PRIN sera déclarée irrecevable.

Pour le PRIR de l'Elsau, il est rappelé que le renouvellement de la mission d'AMO a fait l'objet d'une autre délibération en juin 2022. La consultation a été lancée au deuxième trimestre 2023.

4. <u>Renouvellement du marché de suivi photographique des PRU</u>

Dans l'objectif de renouveler le regard sur les quartiers prioritaires et d'alimenter des supports de communication et de concertation à destination des habitants-es et des partenaires, il est proposé de confier à nouveau des missions de suivi photographique de l'avancée des travaux et des différentes animations liées à la mise en œuvre des projets de renouvellement urbain de chaque quartier (6 QPV).

Les objectifs de cette mission sont de

- favoriser la projection vers l'avenir des quartiers en disposant d'une source d'information riche et objective sur le déroulement des différents chantiers ;
- contribuer à faire connaître les quartiers et initier un changement de regard à travers leurs évolutions en valorisant leurs patrimoines architectural, urbain, paysager et naturel, et en révélant leurs richesses, spécificités et caractéristiques (parcs, espaces naturels et paysages remarquables etc.) ;
- inscrire les quartiers dans l'histoire du territoire eurométropolitain en constituant des supports de mémoire pour comprendre et écrire le récit architectural et patrimonial des quartiers (books, supports numériques, affiches, panneaux historiques, flyers, expositions etc.) ;
- rendre compte du rôle des habitants-es et des acteurs dans les PRU en valorisant les évènements et les opérations dont les gens constituent le centre de l'action.

Il est attendu des candidats des propositions innovantes en matière d'insertion professionnelle pour développer ces pratiques dans les marchés de prestations intellectuelles et au profit des personnes éloignées de l'emploi.

Pour répondre à ces missions, il est proposé de lancer une procédure d'accord cadre à bons de commande alloti par QPV ou regroupements de QPV (correspondant au périmètre de missions des directions de projet PRU), en vue de retenir plusieurs prestataires. Le programme de renouvellement est entré pleinement dans sa phase opérationnelle à l'issue de la crise sanitaire et la mobilisation des missions d'appui photographique pour accompagner la mise en œuvre des opérations est essentielle dans cette phase. Il est ainsi proposé de renouveler ces marchés à enveloppe constante en conservant les montants maximum.

Maîtrise d'ouvrage	Eurométropole de Strasbourg
Périmètre	6 QPV (7 territoires)
Calendrier	2024-2028 (48 mois)
Coûts prévisionnels	170 000 € HT Lot 1 : Neuhof-Meinau – 50 000 € Lot 2 : Hautepierre-Cronenbourg – 40 000 € Lot 3 : Quartiers Ouest (Écrivains) – 30 000 € Lot 4 : Elsau – 30 000 € Lot 5 : Libermann – 20 000 €

Aucune nouvelle inscription budgétaire n'est demandée. Ces dépenses seront imputées sur la ligne budgétaire, déjà votée, du *Deuxième programme de renouvellement urbain*.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la convention cadre du Contrat de Ville 2015-2023 de
l'Eurométropole de Strasbourg signée le 10 juillet 2015
vu la convention pluriannuelle de renouvellement urbain 2019-2030
de l'Eurométropole de Strasbourg signée le 27 mars 2020
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le lancement, en application du Code de la commande publique, des marchés suivants (montants indiqués HT) :

Objet	*Forme*	*Lots*	*Montants HT*
Assistance à maîtrise d'ouvrage Qualité urbaine et transition climatique	*Accord cadre à bons de commande*	*Lot 1 : Neuhof-Meinau à Strasbourg*	*Lot 1 : Pas de montant minimum ; montant maximum : 400 000 €*
		Lot 2 : Hautepierre à Strasbourg	*Lot 2 : Pas de montant minimum ; montant maximum : 360 000 €*
		Lot 3 : Quartiers Ouest – Les Écrivains à Schiltigheim et Bischheim	*Lot 3 : Pas de montant minimum ; montant maximum : 360 000 €*
		Lot 4 : Libermann à Illkirch - Graffenstaden	*Lot 4 : Pas de montant minimum ; montant maximum : 240 000 €*
Suivi photographique	*Accord cadre à bons de commande*	*Lot 1 : Neuhof-Meinau à Strasbourg*	*Lot 1 : Pas de montant minimum ; montant maximum : 50 000 €*
		Lot 2 : Hautepierre-Cronenbourg à Strasbourg	*Lot 2: Pas de montant minimum ; montant maximum : 40 000 €*
		Lot 3 : Quartiers Ouest – Les Écrivains à Schiltigheim et Bischheim	*Lot 3 : Pas de montant minimum ; montant maximum : 30 000 €*
		Lot 4 : Elsau à Strasbourg	*Lot 4 : Pas de montant minimum ; montant maximum : 30 000 €*

		Lot 5 : Libermann à Illkirch - Graffenstaden	*Lot 5 : Pas de montant minimum ; montant maximum : 20 000 €*

décide

de l'imputation budgétaire des dépenses correspondantes sur la ligne 2018/AP0294 – fonction 518 – nature 2031 – programme 1239 – service RU01

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à :

- *lancer les consultations,*
- *prendre toutes les décisions relatives à celles-ci,*
- *signer et à exécuter les marchés ainsi que tous les actes en résultant,*
- *solliciter auprès de l'ANRU et de tout autre financeur les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159353-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

45

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Classement d'office des voies privées ouvertes à la circulation publique desservant des ensembles d'habitations situés à Schiltigheim.

Numéro E-2023-326

Par délibération du 20 mai 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le principe du recours aux dispositions de l'article L.318-3 du code de l'urbanisme pour procéder au classement d'office dans le domaine public métropolitain des voies privées ouvertes à la circulation publique desservant des ensembles d'habitations situés à Schiltigheim.

L'enquête publique relative au projet de classement des voies privées s'est ainsi déroulée du 1er au 16 décembre 2022 inclus.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable en date du 16 janvier 2023.

Aux termes de l'article L.318-3 du code de l'urbanisme la décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement et transfert de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations dans le domaine public. Elle est prise par délibération du Conseil sauf *«si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département ».*

Au regard des différentes oppositions exprimées dans le cadre de l'enquête publique, le Conseil de l'Eurométropole est invité à transmettre le dossier au représentant de l'Etat dans le département, en vue de l'établissement par ses soins d'un arrêté comportant classement et transfert des parcelles constituant les voies dans le domaine public métropolitain.

Le classement et transfert de la propriété des parcelles correspondantes à l'Eurométropole ainsi prononcé par voie d'arrêté préfectoral seront notifiés à chaque titulaire de droit concerné.

La poursuite de la procédure implique dès lors que le Conseil de l'Eurométropole prenne acte de l'opposition formulée et des conclusions du commissaire enquêteur et approuve la transmission du dossier au représentant de l'Etat pour compétence.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 16 janvier 2023
vu l'avis favorable du Conseil municipal de Schiltigheim en date du 2 mai 2023
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la transmission du dossier relatif au projet de classement d'office des rues privées situées à Schiltigheim dans le domaine Public de l'Eurométropole de Strasbourg pour compétence au représentant de l'Etat dans le département en vue de l'établissement d'un arrêté préfectoral de classement et de transfert de propriété selon les alignements et les états parcellaires joints en annexes aux dossiers d'enquête*

- *les plans d'alignement des voies tels que soumis à l'enquête publique et annexés à la présente délibération*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les procès-verbaux d'arpentage ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-156840-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

ETAT PARCELLAIRE DOSSIER 1

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	43	42	ROUTE DU GENERAL DE GAULLE	0,55	SOL	ASSOCIATION FRANCAISE DE L'EGLISE DE jc DES ST DERNIERS JOURS, 348 avenue du Mt Blanc 01710 THOIRY, propriétaire indivis ; FOREIGN LANDS CORPORATION, 100 route du Général de Gaulle 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	FOREIGN LANDS CORPORATION, propriétaire	T	0,55			
2	43	46	RUE D'ERSTEIN	0,87	SOL	ASSOCIATION FRANCAISE DE L'EGLISE DE jc DES ST DERNIERS JOURS, 348 avenue du Mt Blanc 01710 THOIRY, propriétaire indivis ; FOREIGN LANDS CORPORATION, 100 route du Général de Gaulle 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	FOREIGN LANDS CORPORATION, propriétaire	T	0,85			
3	45	15(1)	AVENUE DE LA DEUXIEME DIVISION BLINDEE	0,06	SOL	COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, 110 rte de Bischwiller 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	LUTZ Louis et LUTZ Berthe née LIESS, propriétaires	T	0,06			
4	45	50	RUE CLEMENCEAU	2,25	SOL	CELIK Ramazan et CELIK Filiz née UNAL, 6 rue Clemenceau 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	CELIK Ramazan et CELIK Filiz née UNAL, propriétaires	P	0,72			
5	45	53	AVENUE DE LA DEUXIEME DIVISION BLINDEE	1,22	SOL	LA FONCIERE DES LETTRES, 16 rue de Boissy 95320 ST LEU LA FORET, propriétaire	BOUYGUES IMMOBILIER, propriétaire	T	1,22			
6	45	55	AVENUE DE LA DEUXIEME DIVISION BLINDEE	1,22	SOL	LA FONCIERE DES LETTRES, 16 rue de Boissy 95320 ST LEU LA FORET, propriétaire	BOUYGUES IMMOBILIER, propriétaire	T	1,22			
7	45	62	AVENUE DE LA DEUXIEME DIVISION BLINDEE	7,15	SOL	LA FONCIERE DES LETTRES, 16 rue de Boissy 95320 ST LEU LA FORET, propriétaire	BOUYGUES IMMOBILIER, propriétaire	T	7,15			
8	45	86	AVENUE DE LA DEUXIEME DIVISION BLINDEE	0,08	SOL	LA FONCIERE DES LETTRES, 16 rue de Boissy 95320 ST LEU LA FORET, propriétaire	BOUYGUES IMMOBILIER, propriétaire	T	0,08			
9	45	105	AVENUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	0,71	SOL	LECLERC, géré par Mr LUTZ 143 route du Général de Gaulle 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SCI LECLERC, propriétaire	T	0,71			
10	45	106	AVENUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	0,01	SOL	LECLERC, géré par Mr LUTZ 143 route du Général de Gaulle 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SCI LECLERC, propriétaire	T	0,01			
11	47	61	RUE VAUBAN	48,55	SOL	LE FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM, 45 route du Général de Gaulle 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	LE FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM, , propriétaire	P	0,06	47	2/6	
12	47	147	RUE JOFFRE	0,83	SOL	GENTNER Jean-François, 20 rue Joffre 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	GENTNER Jean-François, propriétaire	T	0,83			
13	47	148	RUE JOFFRE	0,83	SOL	FRITZ Jean et FRITZ Liliane née SCHWALTZ, 22 rue Joffre 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	FRITZ Jean et FRITZ Liliane née SCHWALTZ, propriétaires	T	0,83			
14	47	149	RUE JOFFRE	0,90	SOL	BADER Pascal, 880 chemin des Promeneurs 34190 LAROQUE, propriétaire	BADER Pascal, propriétaire	T	0,90			
15	47	150	RUE JOFFRE	0,98	SOL	HERREL Maurice, 15 rue des Champs 67207 NIEDERHAUSBERGEN, propriétaire	HERREL Maurice, propriétaire	T	0,98			
16	47	153	RUE GOURAUD	0,84	SOL	MARTIN Robert et MARTIN Marie-Thérèse née SCHNEIDER, 13 rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	MARTIN Robert et MARTIN Marie-Thérèse née SCHNEIDER, propriétaires	T	0,84			
17	47	154	RUE GOURAUD	0,84	SOL	CONNOLY Neil et FITZGERALD Neasa, 15 rue de Lattre de Tassigny 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	CONNOLY Neil, propriétaire indivis ; FITZGERALD Neasa, propriétaire indivis	T	0,84			
18	47	156	RUE GOURAUD	0,98	SOL	DANNENHOFFER Paulette, 26 rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; HERREL Maurice, 15 rue des Champs 67207 NIEDERHAUSBERGEN, propriétaire indivis	HERREL Maurice, propriétaire	T	0,98			
19	47	160	RUE GOURAUD	0,64	SOL	RUSCHMANN René, 20 rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; ANDRES Hortense, Maison de retraite Rue St Charles 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	BAUER Emilie, propriétaire indivis et usufruitier ; LINCK Albert, propriétaire indivis ; LINCK Gaby, propriétaire indivis ; LINCK Georgette, propriétaire indivis ; LINCK Sophie, propriétaire indivis ; PLUMEL Jean, propriétaire indivis	T	0,64			
20	47	161	RUE GOURAUD	0,64	SOL	BARTHOLME Raymond et BARTHOLME Jacqueline née SCHOLLER, 7 rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis et usufruitiers; BARTHOLME Fabienne, 87 route de Brumath 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire indivis	BARTHOLME Raymond et BARTHOLME Jacqueline née SCHOLLER, propriétaires indivis et usufruitiers; BARTHOLME Fabienne, propriétaire indivis	T	0,64			
21	47	162	RUE GOURAUD	0,64	SOL	FRITSCH Jean, 5 rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	FRITSCH Jean, propriétaire	T	0,64			
22	47	163	RUE GOURAUD	0,64	SOL	ANDRES Isabelle chez RUSCHMANN Hortense, 20 rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM , propriétaire	ANDRES Isabelle, propriétaire	T	0,64			
23	47	164	RUE GOURAUD	0,64	SOL	ANDRES Isabelle chez RUSCHMANN Hortense, 20 rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM , propriétaire	ANDRES Isabelle, propriétaire	T	0,64			

1103

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	49	15	RUE DE LA PAIX	1,77	SOL	ABITAN Charly et ABITAN Joëlle née OUAGNINE, 26 rue de la Paix 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	ABITAN Charly et ABITAN Joëlle née OUAGNINE, propriétaires	P	0,96	49	(9)/15	
2	49	128	RUE DE LA PAIX	1,10	TERRES	ABITAN Charly et ABITAN Joëlle née OUAGNINE, 26 rue de la Paix 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	ABITAN Charly et ABITAN Joëlle née OUAGNINE, propriétaires	P	0,07	49	(7)/15	
3	49	139	RUE DE COLMAR	0,19	SOL	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, 15 Boulevard de la Marne 67000 STRASBOURG, propriétaires	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, propriétaires	T	0,19			
4	49	240	RUE DE COLMAR	0,18	SOL	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, 15 Boulevard de la Marne 67000 STRASBOURG, propriétaires	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, propriétaires	P	0,16			
5	49	165	RUE DE DACHSTEIN	0,02	TERRES	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, 15 Boulevard de la Marne 67000 STRASBOURG, propriétaires	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, propriétaires	P	0,01	49	(3)/15	
6	49	168	RUE DE DACHSTEIN	0,72	TERRES	BERG Martine et CANDOLFI Héloïse, 14 rue de Dachstein 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis ; CANDOLFI Arthur et CANDOLFI Victor, 2 rue de Niederbronn 67000 STRASBOURG, propriétaires indivis	BERG Martine, propriétaire indivis ; CANDOLFI Arthur, propriétaire indivis ; CANDOLFI Héloïse, propriétaire indivis ; CANDOLFI Victor, propriétaire indivis	P	0,03	49	(5)/15	
7	49	204	AVENUE DU 23 NOVEMBRE	4,16	SOL	FRITZ Rémy et FRITZ Catherine née CUNY, 10 Avenue du 23 Novembre 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	FRITZ Rémy et FRITZ Catherine née CUNY, propriétaires	P	0,02			
8	49	230	RUE DE DACHSTEIN	1,18	SOL	FRITZ Rémy et FRITZ Catherine née CUNY, 10 Avenue du 23 Novembre 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	FRITZ Rémy et FRITZ Catherine née CUNY, propriétaires	T	1,18			
9	49	271	RUE DE ROMANSWILLER	0,47	SOL	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, 15 Boulevard de la Marne 67000 STRASBOURG, propriétaires	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, propriétaires	T	0,47			
10	49	273	RUE DE DACHSTEIN	0,41	SOL	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, 15 Boulevard de la Marne 67000 STRASBOURG, propriétaires	SCHEYDER François et SCHEYDER Marie née WILLEM, propriétaires	T	0,41			
11	50	35	RUE DE LA PAIX	1,26	SOL	MULLER Maurice et MULLER Jeanne née DISTLER, 28 rue de Dachstein 67300 SCHILTIGHEIM propriétaires	MULLER Maurice et MULLER Jeanne née DISTLER, propriétaires	T	1,26			
12	50	80	RUE DE COLMAR	0,72	SOL	HUTT Edmond, 19 rue du Général de Gaulle 67610 LA WANTZENAU, propriétaire indivis ; HUTT Renée née KAMMENTHALER-REDELSPERGER, 30 rue de Colmar 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	HUTT Edmond et HUTT Renée née KAMMENTHALER-REDELSPERGER, propriétaires	T	0,72			
13	50	88	RUE DE COLMAR	0,64	SOL	KEHRLI Rachel, 18 rue des Marguerites 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADENn propriétaire indivis ; KEHRLI Thomas, 14 rue Gouraud 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; KEHRLI Myriam née FAKLER et KEHRLI Paul, 34 rue de Colmar 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitiers	KEHRLI Rachel, propriétaire indivis ; KEHRLI Thomas, propriétaire indivis ; KEHRLI Myriam née FAKLER , usufruitière	T	0,64			
14	50	90	RUE DE COLMAR	0,63	SOL	Copropriété	Copropriété composée de MORI Frieda, 36 rue de Colmar 67300 SCHILTIGHEIM usufruitière ; MORI Guy, 36 rue de Colmar 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; BAUER Henri, 36 rue de Colmar 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	T	0,63			
15	50	92	RUE DE COLMAR	0,74	SOL	Copropriété	Copropriété composée de SCHOTT Béatrice née LOEBER, 38 rue de Colmar 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; SCHOTT Claudine, 38 rue de Colmar 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	T	0,74			
16	50	94	RUE DE COLMAR	1,11	SOL	Copropriété dont le syndic est Mr Robert HAURY, 3 Allée François Miterrand 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Copropriété dont le syndic est Mr Robert HAURY, 3 Allée François Miterrand 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	T	1,11			
17	50	105	RUE DE LA PAIX	1,28	SOL	WAGNER Philippe et WAGNER Françoise née JEHL, 5 rue du Château d'eau 67150 HIPSHEIM, propriétaires	WAGNER Philippe et WAGNER Françoise née JEHL, propriétaires	T	1,28			
18	50	107	RUE DE LA PAIX	1,13	SOL	DEBLED Arnaud et SCHERER Maïté, 37 rue de la Paix 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	GANGLOFF Etienne et GANGLOFF Véronique née MULLER, propriétaires	T	1,13			acte de vente, nouveaux propriétaires : GANGLOFF
19	50	108	RUE DE LA PAIX	1,15	SOL	MOHNIKE Thomas et ROHRMOSER Jana, 19 Boulevard Clémenceau 67000 STRASBOURG, propriétaires indivis	MOHNIKE Thomas, propriétaire indivis ; ROHRMOSER Jana, propriétaire indivis	T	1,15			
20	50	111	RUE DE LA PAIX	1,12	SOL	GENTNER Liliane, 31 rue de la Paix 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis et usufruitière ; HEBTING Danièle et HEBTING Michèle, 23 rue de Rathsamhausen 67100 STRASBOURG, propriétaire indivis ; HEBTING Marie-Paule, 202 rue de Vaugirard 75015 PARIS, propriétaire indivis	GENTNER Liliane, propriétaire indivis et usufruitière ; HEBTING Danièle, propriétaire indivis ; HEBTING Marie-Paule, propriétaire indivis ; HEBTING Michèle, propriétaire indivis	T	1,12			

1104

21	50	113	RUE DE LA PAIX	1,12	SOL	KOENIG Betty, 7B rue des Romains 67310 ROMANSWILLER, propriétaire indivis ; KOENIG Jacquy, 17 rue de Schirrhein 67240 OBERHOFFEN SUR MODER, propriétaire indivis	KOENIG Betty, propriétaire ; KOENIG Jacquy, usufruitier	T	1,12			
22	50	115	RUE DE LA PAIX	1,12	SOL	BAICRY Yves et BAICRY Marie-Paule née BRINGOLF, 37A rue du Général de Gaulle 67114 ESCHAU, propriétaires indivis ; BRINGOLF Véronique, 20 rue de la 1ère Division Blindée 67114 ESCHAU, propriétaire indivis	BAICRY Yves et BAICRY Marie-Paule née BRINGOLF, propriétaires indivis ; BRINGOLF Véronique, propriétaire indivis	T	1,12			
23	50	122	RUE DE LA PAIX	1,37	SOL	WETTSTEIN Christiane 53 B route de Hausbergen 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	FRISON Sarah, propriétaire indivis ; GUERIN Robin, propriétaire indivis	T	1,37			
24	50	124	RUE DE LA PAIX	1,36	SOL	BOISSARD Véronique et WUNSCH Didier, 32 rue de la Paix 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	BOISSARD Véronique, propriétaire indivis ; WUNSCH Didier, propriétaire indivis	T	1,36			
25	50	126	RUE DE LA PAIX	1,29	SOL	Copropriété	Copropriété composée de FOURNIER Patrice et FOURNIER Laurence née GUIBAL, 34 rue de la Paix 67300 SCHILTIGHEIM	T	1,29			
26	50	128	RUE DE LA PAIX	1,30	SOL	FUGIER Jean-Pierre et FUGIER Sophie née BARENCOURT, 36 rue de la Paix 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	FUGIER Jean-Pierre et FUGIER Sophie née BARENCOURT, propriétaires	T	1,30			
27	50	130	RUE DE LA PAIX	1,24	SOL	WAGNER Philippe, 5 rue du Château d'eau 67150 HIPSHEIM, propriétaire indivis ; WAGNER Clarisse, 39 rue de l'Etang 67430 DEHLINGEN, propriétaire indivis	BLAREAU Anaël, propriétaire indivis ; KOPF-SOEHNLEN Vanessa, propriétaire indivis	T	1,24			
28	50	134	RUE DE LA PAIX	1,34	SOL	SCI IYICE, 46 rue de la Paix 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SCI IYICE, propriétaire	T	1,34			
29	50	135	AVENUE DU 23 NOVEMBRE	4,63	SOL	Copropriété	Copropriété dont le syndic est MUTZIG Jean-Marc, 2 Avenue du 23 Novembre 67300 SCHILTIGHEIM	P	1,19			
30	50	137	RUE LECLERC	39,32	SOL	Copropriété dont le syndic est WOLFF Fernand, 3 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM	Copropriété dont le syndic est Mr KRIEGEL, 24 rue Leclerc 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,82	50	14/0,1 +15/01	
31	50	150	RUE FOCH	4,59	SOL	DA SILVA COSTA MALHEIRO Sergio et DE MIRANDA Sandrine, 12 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	DA SILVA COSTA MALHEIRO Sergio, propriétaire indivis ; DE MIRANDA Sandrine, propriétaire indivis	P	0,14	50	2/0,1	
32	50	151	RUE FOCH	4,64	SOL	Copropriété	Copropriété composée de BELABDI elAmine et BELABDI Whiba, 10 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis ; BRAHIM-AZZOUZ Toufik et BRAHIM-AZZOUZ Dalila, 10 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	P	0,15	50	4/0,1	
33	50	152	RUE FOCH	4,64	SOL	CALDARUTA patrick et CALDARUTA Mihaela née CARPACI, 8 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	CALDARUTA patrick et CALDARUTA Mihaela née CARPACI, propriétaires	P	0,15	50	6/0,1	
34	50	153	RUE FOCH	4,64	SOL	BORNER Astride, 6 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; BORNER Isabelle, 5 rue Laurent heyd 67380 LINGOLSHEIM, propriétaire indivis ; SCHMITT Mathilde, 6 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitière	BORNER Astride, propriétaire indivis ; BORNER Isabelle, propriétaire indivis ; SCHMITT Mathilde, usufruitière	P	0,15	50	8/0,1	
35	50	154	RUE FOCH	4,64	SOL	Copropriété	Copropriété dont le syndic est STEPHANUS Gilles, 4 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,16	50	10/0,1	
36	50	155	RUE FOCH	4,64	SOL	SCHURCH Jean-Claude et SCHURCH Brigitte née VALLEE, 2 rue Foch 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	SCHURCH Jean-Claude et SCHURCH Brigitte née VALLEE, propriétaires	P	0,17	50	12/0,1	
37	50	177	AVENUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	0,15	SOL	MUTZIG Charles et MUTZIG Jacqueline née LITZELMANN, 7 chemin des Vignes 67310 BALBRONN, propriétaires	MUTZIG Charles et MUTZIG Jacqueline née LITZELMANN, propriétaires	T	0,15			
38	50	211	AVENUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE	0,91	SOL	ANSTETT Georges et ANSTETT Madeleine née SITTER, 15 rue de la Mossig 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	ANSTETT Georges et ANSTETT Madeleine née SITTER, propriétaires	T	0,91			
39	51	139	ALLEE DU SOUVENIR	6,85	SOL	DURR Marthe, 26 rue des Vignes 67206 MITTELHAUSBERGEN, propriétaire ; DURR Raymond et FOURER Angèle, 27 rue Louis Pasteur 67205 OBERHAUSBERGEN, usufruitiers	DURR Marthe, propriétaire ; DURR Raymond, usufruitier ; FOURER Angèle, usufruitière	P	0,35			
40	51	204	ALLEE DU SOUVENIR	3,16	TERRES	PETER Cédric, 4 rue de la Ménagerie 67100 STRASBOURG, propriétaire ; HAMM Michelle et PETER Jean-Claude, 4 rue de la Ménagerie 67100 STRASBOURG, usufruitiers	PETER Cédric, propriétaire ; HAMM Michelle, usufruitière ; PETER Jean-Claude, usufruitier	P	0,14			
41	51	239	ALLEE DU SOUVENIR	0,12	SOL	Copropriété	Copropriété dont le syndic est FONCIA TURCKHEIM, 2 Quai Turckheim 67000 STRASBOURG	T	0,12			

1105

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

ETAT PARCELLAIRE DOSSIER 3

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	52	9	RUE DE MARLENHEIM	0,95	SOL	CAMUS Cyrille et FRIEDRICH Anne, 10 RUE DE MARLENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	CAMUS Cyrille, propriétaire indivis ; FRIEDRICH Anne, propriétaire indivis	T	0,95			
2	52	12	RUE DE MARLENHEIM	0,33	SOL	RIEDINGER Emma, propriétaire	RIEDINGER Emma, propriétaire	T	0,33			
3	52	13	RUE DE MARLENHEIM	1,62	SOL	IMMOLA, 3 RUE KLEBER 67620 SOUFFLENHEIM, propriétaire	IMMOLA, propriétaire	T	1,62			
4	52	19	RUE DE MARLENHEIM	0,05	SOL	JUNG Claude, 43A RTE DU GEN DE GAULLE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	JUNG Claude, propriétaire	T	0,05			
5	52	20	RUE DE MARLENHEIM	1,29	SOL	BREIG André, 2 RUE DU FOSSE 67340 INGWILLER, propriétaire	NADARAJAH Sachchijananthan et NADARAJAH Tharmila, propriétaires	T	1,29			
6	52	22	RUE DE MARLENHEIM	0,60	SOL	KREMPP GENEVIEVE,7 ALL SAINT SAUVEUR LE VICOMTE 67205 OBERHAUSBERGEN, Propriétaire	REVERDIN IMMEUBLE ET PATRIMOINE, propriétaire	T	0,60			
7	52	23	RUE DE MARLENHEIM	3,39	SOL	KREMPP GENEVIEVE,7 ALL SAINT SAUVEUR LE VICOMTE 67205 OBERHAUSBERGEN, Propriétaire	copropriété dont le syndic est Mme THILLAYE Emmanuelle, 21 route de Hausbergen 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,16		2/23	
8	52	25	RUE DE MARLENHEIM	1,08	SOL	DALI Driss et SIAH Rahima, 19 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	DALI Driss, propriétaire indivis ; SIAH Rahima, propriétaire indivis	T	1,08			
9	52	26	RUE DE WASSELONNE	1,59	SOL	DALI Driss et SIAH Rahima, 19 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	DALI Driss, propriétaire indivis ; SIAH Rahima, propriétaire indivis	T	1,59			
10	52	27	RUE DE SCHIRMECK	0,74	SOL	ENGELSTEIN Christiane, 5 RUE DE MARLENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	ENGELSTEIN Christiane, propriétaire	P	0,68		2/27	
11	52	28	RUE DE MARLENHEIM	0,67	SOL	ENGELSTEIN Christiane, 5 RUE DE MARLENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	ENGELSTEIN Christiane, propriétaire	P	0,66		4/28	
12	52	29	RUE DE MARLENHEIM	0,74	SOL	ENGELSTEIN Christiane, 5 RUE DE MARLENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	ENGELSTEIN Christiane, propriétaire	P	0,70		6/29	
13	52	31	RUE DE SCHIRMECK	0,52	SOL	ZEHNACKER Emile et ZEHNACKER Mélanie née STEMPFER, 5 RUE DE LONDRES 67000 STRASBOURG, propriétaires	ZEHNACKER Emile et ZEHNACKER Mélanie née STEMPFER, propriétaires	T	0,52			
14	52	32	RUE DE SCHIRMECK	0,50	SOL	TIRAS Nazim et TIRAS Mehtap 3 RUE DE SCHIRMECK 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	TIRAS Nazim et TIRAS Mehtap, propriétaires	T	0,50			
15	52	34	RUE DE MARLENHEIM	0,69	SOL	BENJEDI Saoudi et FEDOUACH Khaddouj, 13 RUE DU CAVEAU 57800 FREYMING MERLEBACH, propriétaires indivis ; BENJEDI Yacine, SP 45042 00200 HUB ARMEES, propriétaire indivis	BENJEDI Saoudi, propriétaire indivis ; BENJEDI Yacine, propriétaire indivis ; FEDOUACH Khaddouj, propriétaire indivis	T	0,69			
16	52	37	RUE DE SCHIRMECK	0,60	SOL	NOLD Jean-Michel et NOLD Lidia, 4 RUE DE SCHIRMECK 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	NOLD Jean-Michel et NOLD Lidia, propriétaires	T	0,60			
17	52	38	RUE DE SCHIRMECK	0,50	SOL	CALLIGARO Béatrice, 5 RUE DE SCHIRMECK 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	CALLIGARO Béatrice, propriétaire	T	0,50			

18	52	44	RUE DE SCHIRMECK	0,77	SOL	SARL J GALL, 14 RUE DU LIMOUSIN 67800 HOENHEIM, propriétaire	SARL J GALL, propriétaire	T	0,77			
19	52	45	RUE DE SCHIRMECK	1,07	SOL	BITZNER Maxime et BITZNER Qiong, 7 RUE DE SCHIRMECK 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	BITZNER Maxime et BITZNER Qiong, propriétaires	T	1,07			
20	52	48	RUE DE MOLSHEIM	0,66	SOL	BITZNER Maxime et BITZNER Qiong, 7 RUE DE SCHIRMECK 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	BITZNER Maxime et BITZNER Qiong, propriétaires	T	0,66			
21	52	49	RUE DE MOLSHEIM	0,60	SOL	BURLETT Thibaut et BURLETT Estelle, 23 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	BURLETT Thibaut et BURLETT Estelle, propriétaires	T	0,60			
22	52	50	RUE DE SCHIRMECK	0,91	SOL	HAMEAU Emmanuel et SERFASS Laurianne, 2A RUE DE SCHIRMECK 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	HAMEAU Emmanuel, propriétaire indivis ; SERFASS Laurianne, propriétaire indivis	T	0,91			
23	52	53	RUE DE SCHIRMECK	0,50	SOL	KARST Christophe et MARIGLIANO Martine, 2 RUE DE SCHIRMECK 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	KARST Christophe, propriétaire indivis ; MARIGLIANO Martine, propriétaire indivis	T	0,50			
24	52	54	RUE DE SCHIRMECK	1,49	SOL	DANCOURT Denise, 16 RUE DES CORDIERS 67760 GAMBSHEIM, propriétaire	DANCOURT Denise, propriétaire	T	1,49			
25	52	57	RUE DE WASSELONNE	0,75	SOL	FAUSSER Kathi et LLORCA Bertrand, 21 RUE DE TRECOURT 71520 MATOUR, propriétaires	FAUSSER Kathi, propriétaire indivis ; LLORCA Bertrand, propriétaire indivis	T	0,75			
26	52	58	RUE DE WASSELONNE	0,75	SOL	KLEIN Alain, 47 RUE DU KLINTZ 67280 OBERHASLACH, propriétaire indivis ; KLEIN Didier, 130 AV DU GEN DE GAULLE 67201 ECKBOLSHEIM, propriétaire indivis	KLEIN Alain, propriétaire indivis ; KLEIN Didier, propriétaire indivis	T	0,75			
27	52	61	RUE DE MOLSHEIM	0,47	SOL	BRONNER Pascal, 31 RUE DES ALOUETTES 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire indivis ; CARPENTIER Laurence, 21 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	BRONNER Pascal, propriétaire indivis ; CARPENTIER Laurence, propriétaire indivis	T	0,47			
28	52	62	RUE DE MOLSHEIM	0,49	SOL	HAMMER Bruno, 19 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	HAMMER Bruno, propriétaire	T	0,49			
29	52	65	RUE DE MOLSHEIM	0,50	SOL	RIESTER Georges et RIESTER Suzanne, 17 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires ; COTTE Marie-Noëlle, 12 PL DE LA GARE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	RIESTER Georges et RIESTER Suzanne, propriétaire indivis ; COTTE Marie-Noëlle, propriétaire indivis ; RIESTER Louise, propriétaire indivis	T	0,50			
30	52	66	RUE DE MOLSHEIM	0,45	SOL	SIMET Céline et STRIEGEL Sébastien, 15 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	SIMET Céline, propriétaire indivis ; STRIEGEL Sébastien, propriétaire indivis	T	0,45			
31	52	69	RUE DE MOLSHEIM	0,89	SOL	WINTZ Pierre, 34 RUE DE L'ENGELBOURG 68800 THANN, propriétaire	WINTZ Pierre, propriétaire	T	0,89			
32	52	70	RUE DE MUTZIG	0,65	SOL	WINTZ Pierre, 34 RUE DE L'ENGELBOURG 68800 THANN, propriétaire	WINTZ Pierre, propriétaire	T	0,65			
33	52	71	RUE DE MUTZIG	0,55	SOL	KRAUT Jean-Paul et KRAUT Christiane, 11 RUE DE LA FOUINE 67205 OBERHAUSBERGEN, propriétaires	KRAUT Jean-Paul et KRAUT Christiane, propriétaires	T	0,55			

34	52	74	RUE DE MUTZIG	0,96	SOL	COPROPRIETAIRES 18A RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM dont KARCHER CHRISTIAN 10 RUE DE CHAMPAGNE 67520 MARLENHEIM est syndic	copropriété dont le syndic est Mr KAYZER Vincent, 18a rue de Wasselonne 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,96			
35	52	75	RUE DE WASSELONNE	0,50	SOL	COPROPRIETAIRES 18A RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM dont KARCHER CHRISTIAN 10 RUE DE CHAMPAGNE 67520 MARLENHEIM est syndic	copropriété dont le syndic est Mr KAYZER Vincent, 18a rue de Wasselonne 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,50			
36	52	76	RUE DE WASSELONNE	0,55	SOL	COPROPRIETAIRES 18A RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM dont KARCHER CHRISTIAN 10 RUE DE CHAMPAGNE 67520 MARLENHEIM est syndic	copropriété dont le syndic est Mr KAYZER Vincent, 18a rue de Wasselonne 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,55			
37	52	79	RUE DE WASSELONNE	0,50	SOL	WENTZ Pierre, 3 RUE DE L'EGLISE 67800 BISCHHEIM, propriétaire	WENTZ Pierre, propriétaire	T	0,50			
38	52	80	RUE DE WASSELONNE	0,99	SOL	LEGROUX Johan et NEVEU Roxane, 17 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	LEGROUX Johan, propriétaire indivis ; NEVEU Roxane, propriétaire indivis	T	0,99			
39	52	83	RUE DE WASSELONNE	0,55	SOL	DELRIEU France, 15 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire et DOGAN Cihan, 15A RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	DELRIEU France, propriétaire indivis ; DOGAN Cihan, propriétaire indivis	T	0,55			
40	52	84	RUE DE WASSELONNE	0,69	SOL	MEYER Denise, 9A RUE DES TONNELIERS 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire	MEYER Denise, propriétaire	T	0,69			
41	52	85	RUE DE MUTZIG	0,80	SOL	MEYER Denise, 9A RUE DES TONNELIERS 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire	MEYER Denise, propriétaire	T	0,80			
42	52	88	RUE DE MUTZIG	0,99	SOL	CRIQUI SARL, 2 RUE DES ROSES 67370 TRUCHTERSHEIM, propriétaire	CRIQUI SARL, propriétaire	T	0,99			
43	52	89	RUE DE MUTZIG	1,02	SOL	copropriété dont le syndic est Mr CLAUS Jean-Paul 4 RUE DE L'EGLISE 67370 TRUCHTERSHEIM	copropriété dont le syndic est Mr CLAUS Jean-Paul	T	1,02			
44	52	92	RUE DE MUTZIG	0,80	SOL	DOMIAL, 25 PL DU CAPITAINE DREYFUS 68000 COLMAR, propriétaire	DOMIAL, propriétaire	T	0,80			
45	52	93	RUE DE WASSELONNE	0,83	SOL	DOMIAL, 25 PL DU CAPITAINE DREYFUS 68000 COLMAR, propriétaire	DOMIAL, propriétaire	T	0,83			
46	52	94	RUE DE WASSELONNE	0,85	SOL	STEINMETZ JOSEPH, 13 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; BERGANTZ MARIE MADELEINE, RUE DU CHATEAU 67500 HAGUENAU, Propriétaire	LEVY Danièle, propriétaire	T	0,85			
47	52	99	RUE DE WASSELONNE	0,90	SOL	PIERRE LAURENT, 34 CHE DE FONTCHRISTIANE 05100 BRIANCON, , propriétaire	PIERRE LAURENT, propriétaire	T	0,90			
48	52	110	RUE DE WASSELONNE	1,03	SOL	RAHARINJANAHARY-GUEUNIER Joro 6 RUE DE CRONENBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	RAHARINJANAHARY-GUEUNIER Joro, propriétaire	T	1,03			
49	52	111	RUE DE CRONENBOURG	2,37	SOL	RAHARINJANAHARY-GUEUNIER Joro 6 RUE DE CRONENBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	RAHARINJANAHARY-GUEUNIER Joro, propriétaire	P	0,92		2/111	
50	52	113	RUE DE WASSELONNE	0,55	SOL	DREYFUSS Sophie et ELBAZ Marc, 14 RUE DE SAINT DIE 67100 STRASBOURG, propriétaires	DREYFUSS Sophie, propriétaire indivis ; ELBAZ Marc, propriétaire indivis	T	0,55			

51	52	114	RUE DE WASSELONNE	0,51	SOL	copropriété dont le syndic est HILT MICHELE, 10 RUE MARTIN 67100 STRASBOURG	copropriété dont le syndic est Mr DUTT Jeannot, 95 rue de Soufflenheim 67500 HAGUENAU	T	0,51			
52	52	117	RUE DE WASSELONNE	0,73	SOL	SCI RENAISSANCE, 9 RUE DU BOIS 67160 SALMBACH, propriétaire	SCI RENAISSANCE, propriétaire	T	0,73			
53	52	118	RUE DE WASSELONNE	0,85	SOL	KOCH Eugénie 10 RUE KELLERMANN 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	KOCH Eugénie, propriétaire	T	0,85			
54	52	121	RUE DE WASSELONNE	0,74	SOL	COPROPRIETAIRES 12 RUE DE WASSELONNE à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est G.I.D.E, 3 rue Herder 67000 STRASBOURG	T	0,74			
55	52	122	RUE DE WASSELONNE	0,63	SOL	CAVALIER JEAN MARIE et CHRISTMANN BRIGITTE, 14 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	CAVALIER Barthélemy et CAVALIER Isabelle, propriétaire indivis ; CAVALIER Hyacinthe, propriétaire indivis ; CAVALIER Sarah, propriétaire indivis ; CAVALIER Xavière, propriétaire indivis ; CHRISTMANN Brigitte, propriétaire indivis et usufruitière	T	0,63			
56	52	125	RUE DE WASSELONNE	0,62	SOL	HAMM Christiane, 2 IMP DES CHAMPS 67117 QUATZENHEIM, propriétaire	HAMM Christiane, propriétaire	T	0,62			
57	52	126	RUE DE WASSELONNE	0,58	SOL	copropriété dont le syndic est LUTZ Jean, 20 PL BROGLIE 67000 STRASBOURG	copropriété dont le syndic est Immobilière du Square, 4 rue de la Mairie 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,58			
58	52	128	RUE DE MUTZIG	1,04	SOL	copropriété dont le syndic est LUTZ Jean, 20 PL BROGLIE 67000 STRASBOURG	copropriété dont le syndic est Immobilière du Square, 4 rue de la mairie 67300 SCHILTIGHEIM	T	1,04			
59	52	129	RUE DE MUTZIG	0,50	SOL	FABIMMO, 8 RUE NEUVE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	FABIMMO, propriétaire	T	0,50			
60	52	132	RUE DE MUTZIG	0,62	SOL	LOEWENGUTH Jean, 5 RUE DE MUTZIG 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	LOEWENGUTH Jean, propriétaire	T	0,62			
61	52	133	RUE DE MOLSHEIM	1,06	SOL	LOEWENGUTH Jean, 5 RUE DE MUTZIG 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	LOEWENGUTH Jean, propriétaire	T	1,06			
62	52	134	RUE DE MOLSHEIM	0,55	SOL	DORIATH Patrick, 13 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	DORIATH Patrick, propriétaire	T	0,55			
63	52	137	RUE DE MOLSHEIM	0,67	SOL	CURA FERNAND, 11 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; CURA VINCENT, 19 RUE DES ALOUETTES 67118 GEISPOLSHEIM, Nu-propriétaire ; CURA ANNE, 111 RUE DES TROENES 31200 TOULOUSE, Nu-propriétaire ; CURA ELISABETH, 102 BILKERALLEE Allemagne, Nu-propriétaire	CURA Anne, propriétaire indivis ; CURA Elisabeth, propriétaire indivis ; CURA Vincent, propriétaire indivis ; CURA Fernand et CURA Marie, usufruitiers	T	0,67			
64	52	138	RUE DE MOLSHEIM	0,90	SOL	COPROPRIETAIRES 9 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM dont WALTER Guy,6F RUE DE LA FORET 67114 ESCHAU est le Syndic	RIEBEL Armand et RIEBEL Monique, propriétaires	T	0,90			
65	52	141	RUE DE MOLSHEIM	0,65	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est IK Finances, 1 Place de l'Eglise 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,65			
66	52	146	RUE DE MOLSHEIM	0,58	SOL	SCI SHARON, 6 RUE MASSENET 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCI SHARON, propriétaire	T	0,58			
67	52	147	RUE DE MOLSHEIM	1,71	SOL	KETTNER Anne, propriétaire	KETTNER Anne, propriétaire	T	1,71			
68	52	149	RUE DE CRONENBOURG	1,88	SOL	SCI NOTRE COUR INTERIEURE, 12 RUE DE CRONENBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SCI NOTRE COUR INTERIEURE, propriétaire	P	0,31		2/149	

69	52	153	RUE DE MOLSHEIM	1,13	SOL	ZIMMER ALEXANDRE et ZIMMER Christine, 4B RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; STALTER Claudine, 4B RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitière	ZIMMER ALEXANDRE et ZIMMER Christine, propriétaire indivis ; STALTER Claudine, usufruitière	T	1,13			
70	52	188	RUE DE MOLSHEIM	0,66	SOL	HOEN Janine, 12 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	HOEN Janine, propriétaire	T	0,66			
71	52	189	RUE DE MOLSHEIM	0,80	SOL	SCI DU PARC, 2 RUE DAVID RICHARD 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCI DU PARC, propriétaire	T	0,80			
72	52	190	RUE DE MOLSHEIM	0,75	SOL	SOCIETE CIVILE DU CERF, 1 RUE DES PERDRIX 67370 TRUCHTERSHEIM, propriétaire	SOCIETE CIVILE DU CERF, propriétaire	T	0,75			
73	52	191	RUE DE MOLSHEIM	0,74	SOL	SCI SHARON, 6 RUE MASSENET 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCI SHARON, propriétaire	T	0,74			
74	52	197	RUE DE MOLSHEIM	0,40	SOL	JHAMEAU Emmanuel et SERFASS Laurianne, 2A RUE DE SCHIRMECK 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	JHAMEAU Emmanuel, propriétaire indivis ; SERFASS Laurianne, propriétaire indivis	T	0,40			
75	52	200	RUE DE MOLSHEIM	0,92	SOL	copropriété dont le syndic est Mr PFENDT Jean-Pierre, 21 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG	copropriété dont le syndic est Mr PFENDT Jean-Pierre, 6 rue de Molsheim 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,92			
76	52	205	RUE DE MOLSHEIM	0,99	SOL	SCHRODI Arnaud et SCHRODI Colette, 4 RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	SCHRODI Arnaud et SCHRODI Colette, propriétaires	T	0,99			
77	52	209	RUE DE CRONENBOURG	4,57	SOL	copropriété dont le syndic est VALLIER Denis,7 BD DU MONT BORON 06300 NICE	copropriété dont le syndic est Immobilière du Rhin, 8 Quai des Bateliers 67000 STRASBOURG	P	0,15		2/107	
78	52	211	RUE DE CRONENBOURG	0,53	SOL	LAPP Bernadette, 4 RUE DE CRONENBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	LAPP Bernadette, propriétaire	T	0,53			
79	52	217	RUE DE WASSELONNE	0,95	SOL	SCI TOPAZE, 46 RTE DE BRUMATH 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire	SCI TOPAZE, propriétaire	T	0,95			
80	52	218	RUE DE WASSELONNE	0,67	SOL	VOLKRINGER Yann, 68 BD CLEMENCEAU 67000 STRASBOURG, propriétaire	VOLKRINGER Yann, propriétaire	T	0,67			
81	52	220	RUE DE MARLENHEIM	0,09	SOL	RIEDINGER Emma, propriétaire	RIEDINGER Emma, propriétaire	T	0,09			
82	52	226	RUE DE CRONENBOURG	0,68	SOL	MAGER CAROLE, 21 RUE DE L'OBSERVATOIRE 67000 STRASBOURG, Propriétaire ; MAGER SYLVIA 8 RUE DE CRONENBOURG, 67300 SCHILTIGHEIM , Propriétaire	MAGER Carole, propriétaire indivis ; MAGER Sylvia, propriétaire indivis	T	0,68			
83	52	231	RUE DE WASSELONNE	0,68	SOL	RODRIGUES Corinne, 7 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM , propriétaire indivis ; RODRIGUES Victor, 1 ALL MICHELET 93320 LES PAVILLONS SOUS BOIS, propriétaire indivis ; MACHADO Maria et RODRIGUES Manuel, 7 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitiers	RODRIGUES Corinne, propriétaire indivis ; RODRIGUES Victor, propriétaire indivis ; MACHADO Maria, usufruitière ; RODRIGUES Manuel, usufruitier	T	0,68			
84	52	235	RUE DE CRONENBOURG	3,97	SOL	COPROPRIETAIRES 16 RUE DE CRONENB	copropriété dont le syndic est Mr CHAUTANT Eric	P	0,14		2/158	

85	52	237	RUE DE WASSELONNE	0,42	SOL	RUCH Jean, 7 RTE DES BLEUETS 67270 WINGERSHEIM LES QUATRE BAN, propriétaire indivis ; RUCH Patrick, 76A AV DE PERIGUEUX 67800 BISCHHEIM, propriétaire indivis ; RUCH Thierry et VOGT Liliane, 6 RUE DE WASSELONNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	RUCH Jean, propriétaire indivis ; RUCH Patrick, propriétaire indivis ; RUCH Thierry, propriétaire indivis ; VOGT Liliane, propriétaire indivis et usufruitière	T	0,42			
86	52	239	RUE DE MOLSHEIM	0,60	SOL	COPROPRIETAIRES 4A RUE DE MOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété composée de SARROU Ahmed et SARROU Zoulikha née EL MARKOUCHI, propriétaires indivis	T	0,60			
87	52	273	RUE DE SCHIRMECK	0,44	VERGERS	SARL J GALL, 14 RUE DU LIMOUSIN 67800 HOENHEIM, propriétaire	SARL J GALL, propriétaire	T	0,44			
88	52	375	RUE DE CRONENBOURG	2,74	SOL	SCI SHARON, 6 RUE MASSENET 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCI SHARON, propriétaire	P	0,81		2/145	

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

1111

ETAT PARCELLAIRE DOSSIER 4

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	54	29	RUE CLAIRE	0,40	SOL	BRION GUILLAUME ET PIERRON FREDERIQUE, 11 IMP SAINTE AURELIE 67000 STRASBOURG, Propriétaires	BRION Wilhelm et PIERRON Klara, propriétaires	T	0,40			
2	54	30	RUE CLAIRE	0,40	SOL	BRION GUILLAUME ET PIERRON FREDERIQUE, 11 IMP SAINTE AURELIE 67000 STRASBOURG, Propriétaires	BRION Wilhelm et PIERRON Klara, propriétaires	T	0,40			
3	54	33	RUE CLAIRE	0,40	SOL	SPITZ MICHEL JACQUES et LIPS MARLENE, 13 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	SPITZ Michel et LIPS Marlène, propriétaires	T	0,40			
4	54	34	RUE CLAIRE	0,38	SOL	SCHWARTZ ROBERT EMILE, 15 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SCHWARTZ Pascal, propriétaire	T	0,38			
5	54	37	RUE CLAIRE	0,39	SOL	ANDRES LUC, 18 RUE DU FONDEUR 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	ANDRES Luc, propriétaire	T	0,39			
6	54	39	RUE CLAIRE	0,37	SOL	ANDRES LUC, 18 RUE DU FONDEUR 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	ANDRES Luc, propriétaire	T	0,37			
7	54	40	RUE CLAIRE	0,74	SOL	HIEBEL PATRICK GABRIEL, 20 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	HIEBEL Patrick, propriétaire	T	0,74			
8	54	41	RUE CLAIRE	1,58	SOL	HIEBEL PATRICK GABRIEL, 20 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	HIEBEL Patrick, propriétaire	P	0,19		23/41	
9	54	43	RUE CLAIRE	0,42	SOL	USLU VEYSEL et YENICE RAHIME, 14 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	USLU Veysel et YENICI Rahime, propriétaires	T	0,42			
10	54	44	RUE CLAIRE	0,42	SOL	VOLOKITINE YOURI et BARTZ FLORIANE, 12 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	BARTZ Floriane et VOLOKITINE Youri , propriétaires	T	0,42			
11	54	46	RUE CLAIRE	0,34	SOL	COPROPRIETAIRES 10 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Mme PIGNOL Geneviève, 10 rue Claire 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,34			
12	54	51	RUE CLAIRE	5,62	SOL	KARCHER ROSE, 29 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	KARCHER Rose, propriétaire	P	0,10		12/51	
13	54	63	RUE CLAIRE	0,36	SOL	LETT EVELYNE MARGOT, 8 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	LETT Sonia, propriétaire, et LETT Evelyne, usufruituière	T	0,36			
14	54	64	RUE CLAIRE	0,57	SOL	KOLB MARIE CATHERINE, 19 RUE D ALTORF 67200 STRASBOURG, Usufruitier ; GRIMM BERNARD JOSEPH, 7 AVENUE DES BECASSINES Belgique, Nu-propriétaire	GRIMM Bernard, propriétaire	T	0,57			
15	54	72	RUE CLAIRE	0,29	SOL	CHEMAA BILEL et BOUTELDJA FADILA, 18 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	CHEMAA Bilel et BOUTELDJA Fadila, propriétaires	T	0,29			
16	54	74	RUE CLAIRE	0,29	SOL	KASTNER ROGER et LINGELSER LILIANE, 24 BD CLEMENCEAU 67000 STRASBOURG, Propriétaires	société par actions simplifiées CHELLYMMO et société à responsabilité limitée IK FINANCES, propriétaires	T	0,29			
17	54	76	RUE CLAIRE	1,33	SOL	SCHWEIGHOEFFER DANIEL JOSEPH, 15 RUE DES PELERINS 67110 REICHSHOFFEN, Propriétaire	SCHWEIGHOEFFER Daniel, propriétaire	P	0,19		21/41	
18	54	77	RUE CLAIRE	4,64	SOL	LORTZ MARTINE MARTHE, 11 RUE DES ACACIAS 67750 SCHERWILLER, Nu-propriétaire ; LORTZ CHRISTIAN MARTIN, 3 RUE DE LA PAIX 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire ; GRASSER CHRISTIANE MARIE, 24 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; LORTZ CORINNE SIMONE, 28 RUE DU MARAIS 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire	LORTZ Christian, LORTZ Corinne, LORTZ Martine, propriétaires GRASSER Christiane et LORTZ Martin, usufruitiers	P	0,22		19/41	
19	54	82	RUE CLAIRE	0,56	SOL	STEINMETZ EMMANUEL, 3 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	STEINMETZ Emmanuel, propriétaire	T	0,56			
20	54	85	RUE CLAIRE	0,72	SOL	DUPUY HENRY TOM et PIERSON CHRISTINE MARIE NOELLE, 1 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	DUPUY Henri et PIERSON Christine, propriétaires	T	0,72			

1112

21	54	88	RUE CLAIRE	0,37	SOL	HEMMENDINGER JEAN AUGUSTE et HEMMENDINGER YVES, 2 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier et propriétaire	HEMMENDINGER Yves, propriétaire HEMMENDINGER Auguste, usufruitier	T	0,37			
22	54	89	RUE CLAIRE	0,31	SOL	IK FINANCES, 1 PLACE DE L EGLISE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	société à responsabilité limitée IK FINANCES, propriétaire	T	0,31			
23	54	91	PLACE CLAIRE	1,26	SOL	HEMMENDINGER JEAN AUGUSTE et HEMMENDINGER YVES, 2 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier et propriétaire	HEMMENDINGER Yves, propriétaire HEMMENDINGER Auguste, usufruitier	T	1,26			
24	54	92	RUE DES POILUS	0,99	SOL	HEMMENDINGER JEAN AUGUSTE et HEMMENDINGER YVES, 2 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier et propriétaire	HEMMENDINGER Yves, propriétaire HEMMENDINGER Auguste, usufruitier	T	0,99			
25	54	93	RUE CLAIRE	0,32	SOL	HABER MICHEL, 33 RTE DU VIN 67650 DAMBACH LA VILLE, Usufruitier ; HABER PAULINE, 27 RUE DE L ECOLE 67560 ROSENWILLER, Nu-propriétaire	HABER Michel et HABER Pauline, propriétaires HABER Michel, usufruitier	T	0,32			
26	54	95	RUE DES POILUS	0,61	SOL	HABER MICHEL, 33 RTE DU VIN 67650 DAMBACH LA VILLE, Usufruitier ; HABER PAULINE, 27 RUE DE L ECOLE 67560 ROSENWILLER, Nu-propriétaire	HABER Michel et HABER Pauline, propriétaires HABER Michel, usufruitier	T	0,61			
27	54	96	RUE DES POILUS	0,21	SOL	IK FINANCES, 1 PLACE DE L EGLISE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	société à responsabilité limitée IK FINANCES, propriétaire	T	0,21			
28	54	99	RUE DES POILUS	0,70	SOL	SUCHET LAURENCE, 1 RUE DES POILUS 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SUCHET Laurence, propriétaire	P	0,58		2/24	
29	54	120	RUE CLAIRE	1,14	SOL	ANDRES MARC, 21 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	ANDRES Marc, propriétaire	P	0,02		25/38	
30	54	125	RUE DES POILUS	0,63	SOL	ARRO LILIANE LOUISE JOSEPHINE, 7 RUE DES POILUS 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; LOBSTEIN CLAUDE GERARD JEAN-LOUIS BERNARD, 49 RUE RICHARD DIETZ 67140 BARR, Nu-propriétaire	LOBSTEIN Claude, propriétaire ARRO Liliane, usufruitière	T	0,63			
31	54	128	RUE DES POILUS	0,66	SOL	BRION GUILLAUME ET PIERRON FREDERIQUE, 11 IMP SAINTE AURELIE 67000 STRASBOURG, Propriétaires	BRION Wilhelm et PIERRON Klara, propriétaires	T	0,66			
32	54	132	RUE CLAIRE	2,96	SOL	SCI CLAIRE, 23 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SCI CLAIRE, propriétaire	P	0,13		6/50	
33	54	152	RUE CLAIRE	2,25	SOL	SCI CLAIRE, 23 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SCI CLAIRE, propriétaire	P	0,05		4/50	
34	54	154	RUE DES POILUS	0,85	SOL	STROHL MARGUERITE, 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MOCK Frédéric, MOCK Henri, MOCK Salomé, STROHL Marguerite, propriétaires	T	0,85			
35	54	157	RUE DES POILUS	1,18	SOL	STROHL MARGUERITE, 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MOCK Frédéric, MOCK Henri, MOCK Salomé, STROHL Marguerite, propriétaires	T	1,18			
36	54	158	RUE DES POILUS	0,65	SOL	STROHL MARGUERITE, 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MOCK Frédéric, MOCK Henri, MOCK Salomé, STROHL Marguerite, propriétaires	T	0,65			
37	54	159	RUE DES POILUS	0,65	SOL	STROHL MARGUERITE, 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MOCK Frédéric, MOCK Henri, MOCK Salomé, STROHL Marguerite, propriétaires	T	0,65			
38	54	161	RUE DES POILUS	0,81	SOL	STROHL MARGUERITE, 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MOCK Frédéric, MOCK Henri, MOCK Salomé, STROHL Marguerite, propriétaires	T	0,81			
39	54	162	RUE CLAIRE	0,23	SOL	STROHL MARGUERITE, 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MOCK Frédéric, MOCK Henri, MOCK Salomé, STROHL Marguerite, propriétaires	T	0,23			
40	54	165	RUE CLAIRE	0,32	SOL	STROHL MARGUERITE, 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MOCK Frédéric, MOCK Henri, MOCK Salomé, STROHL Marguerite, propriétaires	T	0,32			
41	54	169	RUE DES POILUS	0,56	SOL	STAUFFER ROGER JOSEPH HENRI, 31 QUAIROUGET DE LISLE 67000 STRASBOURG, Usufruitier ; STAUFFER JOELLE MICHELE, 8 QUAIROUGET DE LISLE 67000 STRASBOURG, Nu-propriétaire	STAUFFER Joëlle, propriétaire EBERLIN Huguette et STAUFFER Roger, usufruitiers	T	0,56			
42	54	186	RUE DES POILUS	0,35	SOL	BURLET JEAN MICHEL, 33 RUE DES HAIES 67720 HOERDT, Syndic des COPROPRIETAIRES 11 RUE DES POILUS à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est SARL E.G.T.I, 51 Avenue des Vosges 67000 STRASBOURG	T	0,35			

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

43	54	194	RUE CLAIRE	0,09	SOL	HILL JEAN PAUL, 31B RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; HILL CAMILLE TADENSZ GUILLAUME , 69 RUE DE LA COLLINE CMLIAS 2 97400 SAINT DENIS, Propriétaire	HILL Camille et HILL Jean, propriétaires HILL Jean, usufruitier	T	0,09			
44	54	201	RUE CLAIRE	0,86	JARDINS	SCI CLAIRE, 23 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SCI CLAIRE, propriétaire	P	0,01		2/50	
45	54	206	RUE DES POILUS	0,33	SOL	DEGEN DANIELLE RENEE LINE, 7 RUE DE SAVERNE 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; DILIGENT FRANCK, 8 RUE D'ETTENDORF 67350 RINGENDORF, Nu-propriétaire	DILIGENT Franck, propriétaire ; DEGEN Danielle et DILIGENT Robert, usufruitiers	P	0,18			
46	54	213	PLACE CLAIRE	0,15	SOL	HIRSCHFELD FRERES EMBALLAGES METALLIQUES, 3ARUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SOCIETE INDUSTRIELLE D'EMBALLAES METALLIQUES HIRSCHFELD FRERES	T	0,15			
47	54	215	PLACE CLAIRE	2,50	SOL	HIRSCHFELD FRERES EMBALLAGES METALLIQUES, 3ARUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SOCIETE INDUSTRIELLE D'EMBALLAES METALLIQUES HIRSCHFELD FRERES	T	2,50			
48	54	217	RUE DES POILUS	0,63	SOL	HIRSCHFELD FRERES EMBALLAGES METALLIQUES, 3ARUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SOCIETE INDUSTRIELLE D'EMBALLAES METALLIQUES HIRSCHFELD FRERES	T	0,63			
49	54	219	RUE DES POILUS	1,21	SOL	WEISS JEAN et RIEB SUZANNE, 7 CHEMIN DU ROHRWOERTH 67000 STRASBOURG, Usufruitiers ; WEISS AUDREY SUZY, 7 CHEMIN DU ROHRWOERTH 67000 STRASBOURG, Nu-propriétaire	WEISS Audrey, propriétaire RIEB Suzanne et WEISS Jean, usufruitiers	P	0,04		14/49	
50	54	248	RUE CLAIRE	0,46	SOL	SOCIETE NATIONALE SNCF, 9 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU 93200 SAINT DENIS, Propriétaire	SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER	T	0,46			
51	54	249	RUE CLAIRE	0,09	SOL	WEISS JEAN et RIEB SUZANNE, 7 CHEMIN DU ROHRWOERTH 67000 STRASBOURG, Usufruitiers ; WEISS AUDREY SUZY, 7 CHEMIN DU ROHRWOERTH 67000 STRASBOURG, Nu-propriétaire	WEISS Audrey, propriétaire RIEB Suzanne et WEISS Jean, usufruitiers	P	0,01			
52	54	278	RUE CLAIRE	0,33	SOL	GRUNERT LUC et BIHL AGNES, 27 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	GRUNERT Luc et BIHL Agnès, propriétaires	P	0,09			
53	54	279	RUE CLAIRE	0,16	SOL	FRITSCHMANN PASCAL ABEL ALAIN, BAAN TAMACHAAT THAILANDE, Usufruitier ; FRITSCHMANN ALBAN LAURENT, 25ARUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire	FRITSCHMANN Alban, propriétaire FRITSCHMANN Pascal et PIERRON Corinne, usufruitiers	P	0,04			
54	54	290	RUE DES POILUS	0,16	SOL	Eurométropole de Strasbourg, propriétaire	Société civile immobilière LES BRASSEURS, propriétaire	T	0,16			
55	76	17	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,03	SOL	HUCK BERNARD et VOLTZENLOGEL SIMONE, 20 RUE DE L'EMBRANCHEMENT 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	HUCK Bernard et VOLTZENLOGEL Simone, propriétaires	T	0,03			
56	76	20	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,04	SOL	GEMMA, 5 RUE DES FRERES LUMIERE 67201 ECKBOLSHEIM, Propriétaire	société civile immobilière GEMMA	T	0,04			
57	76	22	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,04	SOL	MAGAR , 18 RUE DE L'EMBRANCHEMENT 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	société civile immobilière MAGAR	T	0,04			
58	76	24	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,05	SOL	STIEBER CHRISTIANE , 8 RUE DU DABO 67800 HOENHEIM, Propriétaire	syndicat des copropriétaires	T	0,05			
59	76	26	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,03	SOL	BALLAND MONIQUE MARIE, 12 RUE DE L'EMBRANCHEMENT 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	BALLAND Monique, propriétaire	T	0,03			
60	76	28	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,03	SOL	URBAN-MEY ALBERT, 10 RUE DE L'EMBRANCHEMENT 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MEY Albert, propriétaire	T	0,03			
61	76	30	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,02	SOL	COPROPRIETAIRES 8 RUE DE L'EMBRANCHEMENT 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Century 21, 67 route de Mittelhausbergen 67200 STRASBOURG	T	0,02			
62	76	153 (ex32)	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	2,82	SOL	KLIPFEL Nicolas, 2 RUE DU GENERAL LECLERC 67380 LINGOLSHEIM, propriétaire	SCI CRIQUI, propriétaire	P	0,02			issu du PVA de réunion de parcelles 4656Z
63	76	34	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,03	SOL	SUCHET LAURENCE, 1 RUE DES POILUS 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SUCHET Laurence, propriétaire	T	0,03			
64	76	36	RUE DE L'EMBRANCHEMENT	0,04	SOL	SUCHET LAURENCE, 1 RUE DES POILUS 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SUCHET Laurence, propriétaire	T	0,04			

ETAT PARCELLAIRE DOSSIER 5

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	4	36	RUE DES VOSGES	1,25	SOL	GEILERT Michèle, 2 rue de la Concorde 68000 COLMAR, propriétaire	GEILERT Michèle, propriétaire	T	1,25			
2	4	39	RUE DES VOSGES	1,23	SOL	COPROPRIETAIRES 3 RUE DES VOSGES A SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est MAGER Françoise, 3 rue des Vosges 67300 SCHITLIGHEIM	T	1,23			
3	4	44	RUE DES VOSGES	1,30	SOL	WELLY Christophe, 7 rue du Romarin 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, propriétaire ; WELLY Paul Teinne , 16 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitiers	WELLY Christophe, propriétaire ; GRIESEMER Madeleine et WELLY Etienne, usufruitiers	T	1,30			
4	4	52	RUE DES VOSGES	1,16	SOL	BINGLER Pierre et DIEBOLD Marie-France, 38C rue de la Wantzenau 67116 REICHSTETT, propriétaires indivis	BINGLER Alain, propriétaire indivis ; BINGLER Pierre, propriétaire indivis ; DIEBOLD Marie-France, propriétaire indivis	T	1,16			
5	4	53	RUE DES VOSGES	1,20	SOL	KOESTER Michèle et ROTH Philippe, 12 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	KOESTER Michèle, propriétaire indivis ; ROTH Philippe, propriétaire indivis	T	1,20			
6	4	56	RUE DES VOSGES	1,03	SOL	DECK CHRISTIAN RAYMOND, 18 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; DECK EDOUARD GEORGES, 5 RUE OVIDE 67170 BRUMATH, Propriétaire ; SCHUSTER LILLY MARIETTE, 5 RUE OVIDE 67170 BRUMATH, Propriétaire	MATMOUR Abdelkader et MATMOUR Marine née GRAVELEAU, propriétaires	T	1,03			
7	4	67	RUE DES VOSGES	0,93	SOL	DOGAN Nevzat et KALEM Durdane, 14 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM propriétaires indivis	DOGAN Nevzat, propriétaire indivis ; KALEM Durdane, propriétaire indivis	T	0,93			
8	4	69	RUE DES VOSGES	0,96	SOL	WELLY Christophe, 7 rue du Romarin 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, propriétaire ; WELLY Paul Teinne , 16 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitiers	WELLY Christophe, propriétaire ; GRIESEMER Madeleine et WELLY Etienne, usufruitiers	T	0,96			
9	4	78	RUE DES VOSGES	1,30	SOL	PETITJEAN Bernard et PETITJEAN Andréa née AUGE, 9 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM propriétaires	PETITJEAN Bernard et PETITJEAN Andréa née AUGE, propriétaires	T	1,30			
10	4	82	RUE DES VOSGES	0,25	SOL	DECK CHRISTIAN RAYMOND, 18 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; DECK EDOUARD GEORGES, 5 RUE OVIDE 67170 BRUMATH, Propriétaire ; SCHUSTER LILLY MARIETTE, 5 RUE OVIDE 67170 BRUMATH, Propriétaire	MATMOUR Abdelkader et MATMOUR Marine née GRAVELEAU, propriétaires	T	0,25			
11	4	83	RUE DES VOSGES	0,97	SOL	DECK CHRISTIAN RAYMOND, 18 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; DECK EDOUARD GEORGES, 5 RUE OVIDE 67170 BRUMATH, Propriétaire ; SCHUSTER LILLY MARIETTE, 5 RUE OVIDE 67170 BRUMATH, Propriétaire	MATMOUR Abdelkader et MATMOUR Marine née GRAVELEAU, propriétaires	T	0,97			
12	4	94	RUE DE WISSEMBOURG	0,02	SOL	SO DISS, 6 QUAI DU MAIRE DIETRICH 67000 STRASBOURG, propriétaire	SO.DISS, propriétaire	T	0,02			

13	4	134	RUE D'URMATT	0,23	SOL	VOLL MARIE, 6A RUE EMILE EHRHARDT 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SCHAECK André et SCHAECK Doris née ALLGEYER, propriétaires indivis ; SCHAECK François, propriétaire indivis	P	0,21			
14	4	141	RUE DES VOSGES	2,29	SOL	GRANDIDIER Marcel et DEPARIS-SPRINGER Yvonne, 7 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM , propriétaires	DEPARIS-SPRINGER Yvonne, propriétaire	T	2,29			
15	4	152	RUE DES VOSGES	0,20	SOL	PETITJEAN Bernard et PETITJEAN Andréa née AUGE, 9 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM propriétaires	PETITJEAN Bernard et PETITJEAN Andréa née AUGE, propriétaires	T	0,20			
16	4	153	RUE DES VOSGES	1,98	SOL	BECKER Arnaud, Harmonie Bâtiment B, 97B route de Bischwiller 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BECKER Arnaud, propriétaire ; BECKER Jeannine et BECKER Robert, usufruitiers	T	1,98			
17	35	12	RUE DE LATTRE DE TASSIGNY	0,81	SOL	SCI DE LATTRE, 24 rue du Vieux Marché aux Vins 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCI DE LATTRE, propriétaire	T	0,81			
18	35	67	RUE DE VENDENHEIM	0,14	SOL	BOUYGUES IMMOBILIER, 3 Boulevard Gallieni 92130 ISSY LES MOULINEAUX, propriétaire	BOUYGUES IMMOBILIER, propriétaire	P	0,03			
19	35	72	RUE DE LATTRE DE TASSIGNY	0,09	SOL	BOUYGUES IMMOBILIER, 3 Boulevard Gallieni 92130 ISSY LES MOULINEAUX, propriétaire	BOUYGUES IMMOBILIER, propriétaire	T	0,09			
20	36	11	PLACE DE L'EGLISE	3,32	SOL	HEITZMANN Catherine, 35 RUE GUIBAL 44000 NANTES, propriétaire indivis ; HEITZMANN Marie, 12 ROUTE DE PIERREFONDS 60800 CREPY EN VALOIS, propriétaire indivis ; HEITZMANN Pierre, EMIRATS ARABES UNIS DUBAI, propriétaire indivis ; DURAND Odile 2 PLACE DE L'EGLISE, propriétaire indivis	HEITZMANN Catherine, propriétaire indivis ; HEITZMANN Marie, propriétaire indivis ; HEITZMANN Pierre, propriétaire indivis ; DURAND Odile, usufruitière	P	0,44			
21	36	12	PLACE DE L'EGLISE	3,36	SOL	DURAND ODILE, 2 PL DE L EGLISE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; HEITZMANN CATHERINE NOELLE, 35 RUE GUIBAL 44000 NANTES, propriétaire ; HEITZMANN MARIE THERESE SUZANNE, 12 RTE DE PIERREFONDS 60800 CREPY EN VALOIS, propriétaire ; HEITZMANN PIERRE ROBERT FRANCOIS, 2 ND ZABEEL ROAD PO BOX 116555 EMIRATS ARABES UNIS, propriétaire	HEITZMANN Catherine, propriétaire indivis ; HEITZMANN Marie, propriétaire indivis ; HEITZMANN Pierre, propriétaire indivis ; DURAND Odile, usufruitière	P	0,45			
22	36	31	RUE DE VENDENHEIM	1,23	SOL	FOYER DE LA PAROISSE STE FAMILLE, 13 RUE DE BITCHE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	ASS FOYER DE LA PAROISSE SAINTE FAMILLE, propriétaire	T	1,23			
23	36	33	RUE DE VENDENHEIM	0,50	SOL	BARTH EMMA LINA MARIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; RHEIN ALAIN 67300 SCHILTIGHEIM, Gestionnaire ; LUTZIUS EMMA SOPHIE JULIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BARTH Emma, propriétaire indivis ; LUTZIUS Emma, propriétaire indivis	T	0,50			
24	36	36	RUE DE VENDENHEIM	0,16	SOL	BARTH EMMA LINA MARIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; RHEIN ALAIN 67300 SCHILTIGHEIM, Gestionnaire ; LUTZIUS EMMA SOPHIE JULIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BARTH Emma, propriétaire indivis ; LUTZIUS Emma, propriétaire indivis	T	0,16			

25	36	37	RUE DE VENDENHEIM	3,38	SOL	BARTH EMMA LINA MARIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; RHEIN ALAIN 67300 SCHILTIGHEIM, Gestionnaire ; LUTZIUS EMMA SOPHIE JULIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BARTH Emma, propriétaire indivis ; LUTZIUS Emma, propriétaire indivis	T	3,38			
26	36	38	RUE DE VENDENHEIM	0,01	SOL	LUTZIUS Emma, propriétaire	LUTZIUS Emma, propriétaire	T	0,01			
27	36	39	RUE DE VENDENHEIM	0,01	SOL	BARTH EMMA LINA MARIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; RHEIN ALAIN 67300 SCHILTIGHEIM, Gestionnaire ; LUTZIUS EMMA SOPHIE JULIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BARTH Emma, propriétaire indivis ; LUTZIUS Emma, propriétaire indivis	T	0,01			
28	36	54	RUE DE VENDENHEIM	1,12	SOL	FOYER DE LA PAROISSE STE FAMILLE, 13 RUE DE BITCHE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	ASS FOYER DE LA PAROISSE SAINTE FAMILLE, propriétaire	T	1,12			
29	36	88	PLACE DE L EGLISE	2,89	SOL	ASCH MURIEL JEANNE DINA, 11 RUE LA BOETIE 75008 PARIS, propriétaire ; HIRSCH ARIELLE AMELIE SARAH , 9 RUE SNIR BP 526 ISRAEL, propriétaire ; HIRSCH DANIELLE RACHEL JULIE, 68 AV SIMON BOLIVAR 75019 PARIS, propriétaire	ASCH Muriel, propriétaire indivis ; HIRSCHArielle, propriétaire indivis ; HIRSCH Danielle, propriétaire indivis ; ASCH Colette, usufruitière ; EJZENBERG Betty, usufruitière	P	0,11			
30	36	89	PLACE DE L'EGLISE	2,02	SOL	SCI RUMINE, 11 RUE DE L ESPERANCE 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, propriétaire	SCI 15 RBK, propriétaire	P	0,64			
31	37	3	RUE DU FONDEUR	0,48	SOL	EID MAHER et EL KHATIB MAY , 34 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	EID Maher et EID May née EL-KHATIB, propriétaires	T	0,48			
32	37	4	RUE DU FONDEUR	0,65	SOL	SCI 14, 12 RUE DE L AUBEPINE 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCI 14, propriétaire	T	0,65			
33	37	5	RUE DES VOSGES	0,91	SOL	SCI 14, 12 RUE DE L AUBEPINE 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCI 14, propriétaire	T	0,91			
34	37	10	RUE DU FONDEUR	0,48	SOL	MULLER MARTINE, 11 RUE DE LA CITE DES TUILERIES 67470 SELTZ, propriétaire	MULLER Martine, propriétaire	T	0,48			
35	37	11	RUE DU FONDEUR	0,50	SOL	MARCHAL YOANN BERENGER, 29 RTE DE BISCHWILLER 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire ; RAREG JOELLE MARIE FRANCOISE, 10 RUE DU FONDEUR 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; COURTIN ALICE DIANE ROXANE , 10 RUE DU FONDEUR 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	COLIN Nathalie, propriétaire indivis ; COURTIN Alice, propriétaire indivis ; RAREG Joëlle, propriétaire indivis	T	0,50			
36	37	21	RUE DE LAUTERBOURG	0,58	SOL	SCI SYMPHONIE, 4 RUE DES ACACIAS 67370 TRUCHTERSHEIM, propriétaire	SCI SYMPHONIE, propriétaire	T	0,58			
37	37	23	RUE DE LAUTERBOURG	0,56	SOL	COPROPRIETAIRES 28 RUE DE LAUTERBOURG A SCHILTIGHEIM dont le syndic est VITAL MARC ALAIN, 11 RUE DE PARIS 67118 GEISPOLSHEIM	copropriété composée de COLLIN Cyrille, AMMERICH Arlette et SOMMERMEYER Pierre	T	0,56			
38	37	25	RUE DE LAUTERBOURG	0,53	SOL	COPROPRIETAIRES 26 RUE DE LAUTERBOURG A SCHILTIGHEIM	copropriété 26 rue de Lauterbourg à 67300 SCHILTIGHEIM composée de FRANCOIS Laurent et FRANCOIS Adriana née CAVANI QUEVEDO , propriétaires indivis ; LAUDENBACH Benoît et LAUDENBACH Maria née BOMPADRE, propriétaires indivis	T	0,53			
39	37	27	RUE DE LAUTERBOURG	0,73	SOL	USLU, 12 IMPASSE LOUISE BERTIN 57280 MAIZIERES LES METZ, propriétaire	SCI USLU, propriétaire	T	0,73			

40	37	29	RUE DE LAUTERBOURG	0,50	SOL	OLTRA Jean et OLTRA Anne-Marie née WEIBEL, 22 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	OLTRA Jean et OLTRA Anne-Marie née WEIBEL, propriétaires	T	0,50			
41	37	31	RUE DE LAUTERBOURG	0,8	SOL	COPROPRIETAIRES 20 RUE DE LAUTERBOURG A SCHILTIGHEIM	copropriété Rue de Lanterbourg N°20 dont le syndic est FICET Jean	T	0,8			
42	37	33	RUE DE LAUTERBOURG	0,53	SOL	DREYER Hervé et DREYER Valérie née LEHMANN, 18 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	DREYER Hervé et DREYER Valérie née LEHMANN, propriétaires	T	0,53			
43	37	35	RUE DU FONDEUR	1,39	SOL	SIEGEL LAURENT et PFEIFFER ROSA, propriétaires	SIEGEL Lorenz et SIEGEL Rosalie née PFEIFFER, propriétaires	T	1,39			
44	37	51	RUE DE WISSEMBOURG	2,22	SOL	WOLFF GEORGES, 15 RUE JACQUES PEIROTES 67000 STRASBOURG, propriétaire	WOLFF Georges, propriétaire	T	2,22			
45	37	53	RUE DE LAUTERBOURG	0,77	SOL	WOLFF Charles et WOLFF Caroline née BECK, propriétaires	WOLFF Karle et WOLFF Karoline née BECK, propriétaires	T	0,77			
46	37	55	RUE DE LAUTERBOURG	0,55	SOL	COPROPRIETAIRES 4 RUE DE LAUTERBOURG A SCHILTIGHEIM dont le syndic est TERRIER NICOLAS, 1 RUE DES BLEUETS 67550 VENDENHEIM	DEUSCHER Andrée, propriétaire	T	0,55			
47	37	57	RUE DE LAUTERBOURG	0,60	SOL	SCI ARMONY , 1 RUE FLEURY 67640 ICHTRATZHEIM, propriétaire	SCI ARMONY, propriétaire	T	0,60			
48	37	59	RUE DE LAUTERBOURG	0,61	SOL	HERMAN JACQUELINE, 8 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitière ; LUDWIG RICHARD, 8 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	LUDWIG Richard, propriétaire ; HERMAN Jacqueline, usufruitière	T	0,61			
49	37	63	RUE DE LAUTERBOURG	0,70	SOL	BOSTETTER DANIEL, THUMENAU 67115 PLOBSHEIM, propriétaire	BOSTETTER Daniel, propriétaire	T	0,70			
50	37	65	RUE DE LAUTERBOURG	0,62	SOL	HUSSER ROLAND, 5 GRAND RUE 84360 LAURIS, propriétaire	HUSSER Roland, propriétaire	T	0,62			
51	37	68	RUE DE LAUTERBOURG	1,01	SOL	COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, 110 RTE DE BISCHWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire et SA THIEM ET SCHAUBRUCH	THIEM ET SCHAUBRUCH, propriétaire indivis ; COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	T	1,01			
52	37	73	RUE DE LAUTERBOURG	0,60	SOL	KLEIN ADRIENNE MARIE, 1 RUE DE LA CHARRUE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SCI LAUTERBOURG, propriétaire	T	0,60			
53	37	79	RUE DE LAUTERBOURG	0,63	SOL	ZILLHARDT PIERRE FREDDY EMILE, 20 RUE DE BISCHHEIM 67207 NIEDERHAUSBERGEN, propriétaire ; ZILLHARDT MARC ANDRE REMY, 17 RUE DU LORIOT 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire	SCI JOMA, propriétaire	T	0,63			
54	37	81	RUE DE LAUTERBOURG	0,55	SOL	RIEFFEL CATHERINE, 5 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitière ; LAAS STEPHANE, 5 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	LAAS Stéphane, propriétaire ; RIEFFEL Catherine, usufruitière	T	0,55			
55	37	83	RUE DE LAUTERBOURG	0,83	SOL	THOMAS MICHEL PIERRE DANIEL, 3 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; NIESS DENIS LUCIEN, 3 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; OLIVIER CATHERINE MARIE, 3 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	THOMAS Michel et THOMAS Catherine née OLIVIER, propriétaires indivis ; NIESS Denis et NIESS Lucette née ROGGY, propriétaires indivis	T	0,83			

56	37	85	RUE DE LAUTERBOURG	0,69	SOL	SCI LES POILUS 3, 14 RUE DE SAINT DIE 67100 STRASBOURG, propriétaire	SCI LES POILUS 3, propriétaire	T	0,69			
57	37	86	RUE DE WISSEMBOURG	1,19	SOL	SCI LES POILUS 3, 14 RUE DE SAINT DIE 67100 STRASBOURG, propriétaire	SCI LES POILUS 3, propriétaire	T	1,19			
58	37	87	RUE DE WISSEMBOURG	1,03	SOL	MULLER YANNICK DOMINIQUE, 7 RUE DE WISSEMBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; SEYWERT KATIA MARIE ELISABETH, LA TAILLEBAUDIERE 85710 CHATEAUNEUF, propriétaire	MULLER Yannick et MULLER Katia née SEYWERT, propriétaires	T	1,03			
59	37	89	RUE DE WISSEMBOURG	0,86	SOL	GEBEL ANNIE, 5 RUE DE WISSEMBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; GODDEFROY JULIEN EDOUARD, 5 RUE DE WISSEMBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BUCHHOLTZ Lucie, propriétaire indivis ; GEBEL Marie, propriétaire indivis	T	0,86			
60	37	91	RUE DE SARREBOURG	10,50	SOL	COPROPRIETAIRES 3 RUE DE WISSEMBOURG A SCHILTIGHEIM dont le syndic est MOCKERS JEAN MARIE MARCEL, 20 AV JULES SANTIN 83120 SAINTE MAXIME	copropriété dont le syndic est Mr CHANE-LUNE, 1a rue de Sarrebourg 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,05			
61	37	95	RUE DE SARREBOURG	1,06	SOL	KAYSER SEPHAN et TURCAT VERONIQUE, 1 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	KAYSER Stephan, propriétaire indivis ; TURCAT Véronique, propriétaire indivis	T	1,06			
62	37	97	RUE DE SARREBOURG	0,71	SOL	BOEHM RENEE, 9 RUE DU DONON 67130 LA BROQUE, propriétaire	BOEHM Renée, propriétaire	T	0,71			
63	37	98	RUE DU FONDEUR	0,71	SOL	LEGROS Alain et LEGROS Hubertine née HERRENBRANDT, 5 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	LEGROS Alain et LEGROS Hubertine née HERRENBRANDT, propriétaires	T	0,71			
64	37	105	RUE DE LAUTERBOURG	5,39	SOL	COPROPRIETAIRES 17 RUE DE LAUTERBOURG à SCHILTIGHEIM	Copropriété composée de JUNG Anne, JUNG Bernard, JUNG Christine, MARTZ Yvonne et SCI BERYVON	P	0,02			
65	37	106	RUE DU FONDEUR	1,06	SOL	GASS MARIE-THERESE, 17 RUE DE LAUTERBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	GASS Marie-Thérèse, propriétaire	T	1,06			
66	37	109	RUE DE LAUTERBOURG	0,70	SOL	JOST CECILE, 13 RTE D OBERHAUSBERGEN 67200 STRASBOURG, Usufruitier ; MEYER RAPHAELE, 7 RUE ALBERT EINSTEIN 67200 STRASBOURG, Nu-propriétaire	MEYER Raphaële, propriétaire ; JOST Cécile, usufruitière	T	0,70			
67	37	115	RUE DE LAUTERBOURG	0,80	SOL	DOMIAL, 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS 68000 COLMAR, propriétaire	DOMIAL, propriétaire	T	0,80			
68	37	117	RUE DE LAUTERBOURG	0,55	SOL	SCI ISMO, 2 RUE DENIS PAPIN 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, propriétaire	SCI ISMO, propriétaire	T	0,55			
69	37	122	RUE DE VENDENHEIM	0,61	SOL	SCHITTER Stéphane ET SCHITTER Sandrine née KOEHLING, 32 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	SCHITTER Stéphane ET SCHITTER Sandrine née KOEHLING, propriétaires	T	0,61			
70	37	135	RUE DU FONDEUR	0,50	SOL	VERNE JACQUELINE et WENNER BERNARD, 9 RUE ANATOLE FRANCE 67800 HOENHEIM, propriétaires indivis	HERZFELD Julie, propriétaire indivis ; NOWACKI Frédéric, propriétaire indivis	T	0,50			
71	37	140	RUE DE SARREBOURG	1,53	SOL	SUSS GERMAINE, 38 RUE DES ROMAINS 67500 WEITBRUCH, propriétaire	KRESS Magali, propriétaire indivis ; KRESS Raphaël, propriétaire indivis ; SUSS Germaine, propriétaire indivis et usufruitière	P	0,03			

72	37	142	RUE DE SARREBOURG	0,67	SOL	YILDIRIM TALAT et ARICI HAVVA, 22 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	ARICI Havva, propriétaire indivis ; YILDIRIM Talat, propriétaire indivis	T	0,67			
73	37	143	RUE DE SARREBOURG	0,53	SOL	COPROPRIETAIRES 20 RUE DE SARREBOURG à SCHILTIGHEIM dont le syndic est MARTZ GERARD	MARTZ Geneviève, propriétaire indivis ; MARTZ Gérard, propriétaire indivis	T	0,53			
74	37	146	RUE DE SARREBOURG	0,77	SOL	SCI SARREIMMO, 16 RUE BALDUNG GRIEN 67000 STRASBOURG, propriétaire	S.C.I. SARREIMMO, propriétaire	T	0,77			
75	37	147	RUE DE SARREBOURG	0,54	SOL	SCI SEREF, 16 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SCI SEREF, propriétaire	T	0,54			
76	37	150	RUE DE SARREBOURG	0,84	SOL	LE FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM, 45 RTE DU GENERAL DE GAULLE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	LE FOYER MODERNE, propriétaire	T	0,84			
77	37	151	RUE DE SARREBOURG	0,58	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,58			
78	37	154	RUE DE SARREBOURG	0,50	SOL	DOMIAL, 25 PL DU CAPITAINE DREYFUS 68000 COLMAR , propriétaire	DOMIAL, propriétaire	T	0,50			
79	37	155	RUE DE SARREBOURG	0,60	SOL	MAASSEN GENEVIEVE THEODORE, 8 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM Usufruitier ; GORWA JEAN-NOEL ANDRE ALBERT, 2 RUE ALBERT CAMUS 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, Nu-propriétaire ; GORWA ANDRE ,8 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; GORWA FLORENCE GENEVIEVE SOPHIE, 8 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire	GORWA Florence, propriétaire indivis ; GORWA Jean-Noël, propriétaire indivis ; GROWA Albert, usufruitier ; MAASSEN Geneviève, usufruitière	T	0,60			
80	37	158	RUE DE SARREBOURG	0,63	SOL	SEYBEL JEAN CLAUDE et WENDLING JACQUELINE, 6 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	SEYBEL Auguste, propriétaire et usufruitier ; SCHMIDT Caroline, usufruitière	T	0,63			
81	37	159	RUE DE SARREBOURG	0,74	SOL	STE ALSACIENNE D'IMMOBILIER, 54 RUE KEMPF 67000 STRASBOURG, propriétaire	STE ALSACIENNE D'IMMOBILIER	T	0,74			
82	37	161	RUE DE WISSEMBOURG	2,53	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	2,53			
83	37	176	RUE DE VENDENHEIM	1,21	SOL	STRUB JEAN MICHEL, 37 RUE DU CHAMP DU FEU 67190 GRENDELBRUCH, propriétaire ; STRUB MARIE, 2 RUE DE SAINT DIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	STRUB Jean-Michel, propriétaire indivis ; STRUB Marie, propriétaire indivis	T	1,21			
84	37	177	RUE DE LAUTERBOURG	0,43	SOL	COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, 110 RTE DE BISCHWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire et SA THIEM ET SCHAUBRUCH	THIEM ET SCHAUBRUCH, propriétaire indivis ; COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	T	0,43			
85	37	179	RUE DE SARREBOURG	0,70	SOL	COPROPRIETAIRES 1A RUE DE SARREBOURG à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Mr CHANE-LUNE, 1a rue de Sarrebourg 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,70			
86	37	181	RUE DE SARREBOURG	0,94	SOL	LEGROS ALAIN et HERRENBRANDT HUBERTINE, 5 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	LEGROS Alain et LEGROS Hubertine née HERRENBRANDT, propriétaire indivis	T	0,94			

87	37	186	RUE DE SARREBOURG	0,56	SOL	BUCHER BERNARD et BIEBER JACQUELINE, 19 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	HALTER Matthieu, propriétaire indivis ; PRADERA Julie, propriétaire indivis	T	0,56			
88	37	187	RUE DE SARREBOURG	0,54	SOL	DECKERT LOUISE, 15 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	DECKERT Louise, propriétaire	T	0,54			
89	37	188	RUE DE SARREBOURG	0,38	SOL	DECKERT LOUISE, 15 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	DECKERT Louise, propriétaire	T	0,38			
90	37	189	RUE DE SARREBOURG	0,37	SOL	PELOUX PIERRE et ROTROU LUCIE, 38 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	PELOUX Pierre et PELOUX Lucie née ROTROU, propriétaires	T	0,37			
91	37	190	RUE DE SARREBOURG	0,54	SOL	SPETTEL CORINNE FREDERIQUE, 6 RUE EDWARD GRIEG 67116 REICHSTETT, propriétaire ; SPETTEL DANIELE EVELYNE, 18 AV JEAN SEBASTIEN BACH 67116 REICHSTETT, propriétaire	SCI CBSALER IMMO 2, propriétaire	T	0,54			
92	37	192	RUE DE SARREBOURG	0,54	SOL	LEBRETON YVES et FUSCALDO ANNUNZIATA, 32 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	LEBRETON Yves et LEBRETON Annunziata née FUSCALDO, propriétaires	T	0,54			
93	37	193	RUE DE SARREBOURG	0,54	SOL	SCHAEFFER MARC et KRESS LAURA , 30 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	KRESS Laura, propriétaire indivis ; SCHAEFFER Marc, propriétaire indivis	T	0,54			
94	37	194	RUE DE SARREBOURG	0,54	SOL	HORNECKER ALFRED, GROSS CLAUDE et WIAND MARIE , 28 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires		T	0,54			
95	37	195	RUE DE SARREBOURG	0,55	SOL	GRUN NICOLAS et MAILLOT ELODIE, 26 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	GRUN Nicolas et GRUN Elodie née MAILLOT, , propriétaires	T	0,55			
96	37	196	RUE DE SARREBOURG	0,58	SOL	FRANTZ Virginie et KOBISCH-MIANA Alexi, 24 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	FRANTZ Virginie, , propriétaire indivis ; KOBISCH-MIANA Alexi, propriétaire indivis	T	0,58			
97	37	224	RUE DE VENDENHEIM	1,67	SOL	RIEDINGER EMMA 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	RIEDING Emma, propriétaire	T	1,67			
98	37	238	RUE DU FONDEUR	0,26	SOL	EID MAHER et EL KHATIB MAY , 34 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	EID Maher et EID May née EL-KHATIB, propriétaires	T	0,26			
99	37	241	RUE DU FONDEUR	0,21	SOL	FUHNER Hermann, propriétaire	FUHNER Hermann, propriétaire	T	0,21			
100	37	242	RUE DES VOSGES	0,31	SOL	FUHNER Hermann, propriétaire	FUHNER Hermann, propriétaire	T	0,31			
101	37	243	RUE DES VOSGES	1,21	SOL	ANDRES JEAN MICHEL et TARILLON ELISABETH, 7 AV DU GEN DE GAULLE 67201 ECKBOLSHEIM, propriétaires	SCI FACG, propriétaire indivis ; SCI VOSGES-ANTIK, propriétaire indivis	T	1,21			
102	37	247	RUE DES VOSGES	0,72	SOL	FONDATION DE L'OEUVRE NOTRE-DAME, 1 PARC DE L ETOILE 67100 STRASBOURG, propriétaire	FONDATION DE L'OEUVRE NOTRE-DAME, propriétaire	T	0,72			
103	37	249	RUE DES VOSGES	1,28	SOL	SUNTHARASARMA BALASUBRAMANIASARMA et NADARAJAH SHANTHI ,35 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	époux SUNTHARASARMA, propriétaires	T	1,28			
104	37	250	RUE DES VOSGES	0,78	SOL	OTT Laurent, 8B RUE DES PERDRIX - PFETTISHEIM 67370 TRUCHTERSHEIM, propriétaire	OTT Laurent, propriétaire	T	0,78			

105	37	251	RUE DES VOSGES	0,64	SOL	STRUB JEAN MICHEL, 37 RUE DU CHAMP DU FEU 67190 GRENDELBRUCH, propriétaire ; STRUB MARIE , 2 RUE DE SAINT DIE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	STRUB Jean-Michel, propriétaire indivis ; STRUB Marie, propriétaire indivis	T	0,64			
106	37	252	RUE DE VENDENHEIM	0,92	SOL	SUNTHARASARMA BALASUBRAMANIASARMA et NADARAJAH SHANTHI ,35 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	époux SUNTHARASARMA, propriétaires	T	0,92			
107	37	253	RUE DE VENDENHEIM	0,22	SOL	FUCHS PHILIPPE, 6 RUE DE LA PAIX 67600 SELESTAT, propriétaire ; FUCHS MICHEL, AUX COMMUNES 42120 SAINT-VINCENT-DE-BOISSET, propriétaire	MANGINOT Anthony et MANGINOT Lise née OBERLIN, propriétaires indivis ; GASCHI Mathieu et GASCHI Julie née GUIDARELLI, propriétaires indivis ; BUGARD-LE-CAM Sarah, propriétaire indivis ; BURG Frédéric, propriétaire indivis ; HB GROUPE, propriétaire indivis	T	0,22			requête en cours
108	37	255	RUE DES VOSGES	0,67	SOL	STAMM JEAN-CHRISTOPHE et MAGNIER ANSAM ALICE, 27 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	MAGNIER Ansam, propriétaire indivis ; STAMM Jean-Christophe, propriétaire indivis	T	0,67			
109	37	257	RUE DES VOSGES	0,67	SOL	WANDER URSULA et LAFOSSE DENIS, 29 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	LAFOSSE Denis, propriétaire indivis ; WANDER Ursula, propriétaire indivis	T	0,67			
110	37	258	RUE DES VOSGES	0,76	SOL	LAHEURTE CLEMENT et RODIER GAELLE, 33 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	LAHEURTE Clément, propriétaire indivis ; RODIER Gaëlle, propriétaire indivis	T	0,76			
111	37	267	RUE DES VOSGES	1,35	SOL	SAISON MARC et LEE OH EUN, 13 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	SAISON Marc et SAISON Oh-Eun née LEE, propriétaires	T	1,35			
112	37	269	RUE DES VOSGES	1,03	SOL	HAEHNEL RAYMOND et DAAB DORETTE, 17 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	HAEHNEL Raymond et HAEHNEL Dorette née DAAB, propriétaires	T	1,03			
113	37	271	RUE DU FONDEUR	1,15	SOL	VETTER Antoine, 14 RUE DE LA POMME 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	VETTER Antoine, propriétaire	T	1,15			
114	37	273	RUE DES VOSGES	4,20	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DES VOSGES A SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est LEBIGOT Alexis, 23 rue des Vosges 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,01			
115	37	275	RUE DES VOSGES	1,00	SOL	HALLER PASCAL et LEHMANN MARLENE, 26 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	HALLER Pascal et HALLER Marlène née LEHMANN, propriétaires	T	1,00			
116	37	276	RUE DES VOSGES	0,75	SOL	HALLER PASCAL et LEHMANN MARLENE, 26 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	HALLER Pascal et HALLER Marlène née LEHMANN, propriétaires	T	0,75			
117	37	278	RUE DES VOSGES	0,78	SOL	COPROPRIETAIRES 30 RUE DES VOSGES à SCHILTIGHEIM	copropriété composée de MOCKERS Charles et MOCKERS Marcelle née STEINER ; MOCKERS Fabienne	T	0,78			
118	37	280	RUE DES VOSGES	0,66	SOL	OKRICH MYRIAM, 32 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	OKRICH Myriam, propriétaire	T	0,66			
119	37	282	RUE DES VOSGES	1,00	SOL	EID MAHER et EL KHATIB MAY , 34 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	EID Maher et EID May née EL-KHATIB, propriétaires	T	1,00			
120	37	283	RUE DES VOSGES	1,53	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DES VOSGES A SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est EID May, 34 rue des Vosges à 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,01			
121	37	288	RUE DE VENDENHEIM	0,96	SOL	RUCH Emilie, propriétaire	RUCH Emilie, propriétaire	T	0,96			

122	37	291	RUE DES VOSGES	0,95	SOL	NOEL COLETTE, 24 RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; BENTZ JEAN MARC, 9 RUE DU ROMARIN 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, Nu-propriétaire	BENTZ Jean-Marc, propriétaire indivis ; BENTZ Roger, propriétaire indivis ; NOEL Colette, usufruitière	T	0,95			
123	37	298	RUE DE VENDENHEIM	0,76	SOL	DIEM CHRISTIAN et CARRERE-DEBAT CELINE, 20 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	DIEM Christian et DIEM Céline née CARRERE-DEBAT , propriétaires	T	0,76			
124	37	299	RUE DE VENDENHEIM	0,58	SOL	FUCHS PHILIPPE, 6 RUE DE LA PAIX 67600 SELESTAT, propriétaire ; FUCHS MICHEL, AUX COMMUNES 42120 SAINT-VINCENT-DE-BOISSET, propriétaire	MANGINOT Anthony et MANGINOT Lise née OBERLIN, propriétaires indivis ; GASCHI Mathieu et GASCHI Julie née GUIDARELLI, propriétaires indivis ; BUGARD-LE-CAM Sarah, propriétaire indivis ; BURG Frédéric, propriétaire indivis ; HB GROUPE, propriétaire indivis	T	0,58			
125	37	308	RUE DE VENDENHEIM	0,18	SOL	RIEDINGER Emma, propriétaire	RIEDING Emma, propriétaire	T	0,18			
126	37	321	RUE DES VOSGES	0,92	SOL	JUNG JEAN PAUL et SITTLER YVELINE, 6 SQ. SAINT CHARLES 67210 OBERNAI, Usufruitiers ;JUNG CHRISTOPHE MARCEL, 8 RUE MARCO DIENER 68000 COLMAR, Nu-propriétaire ; JUNG MANUEL LUC FABRICE, 31 RUE PIERRE LHOMME 92400 COURBEVOIE, Nu-propriétaire	JUNG Christophe, propriétaire indivis ; JUNG Manuel, propriétaire indivis ; JUNG Jean-Paul et SITTLER Yveline, usufruitiers	T	0,92			
127	37	323	RUE DU FONDEUR	0,46	SOL	HOUBERDON NICOLAS et VOLIKOVA TATIANA, 34A RUE DES VOSGES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	HOUBERDON Nicolas et HOUBERDON Tatiana née VOLIKOVA, propriétaires	T	0,46			
128	38	104	RUE DE WISSEMBOURG	0,18	SOL	CHELLAL ATMANE et GASSMANN NICOLE, 18A RUE DE SELESTAT 67230 BENFELD, propriétaires	CHELLAL Atmane et CHELLAL Nicole née GASSMANN , propriétaires	T	0,18			
129	38	111	RUE DE SAALES	19,60	SOL	EHRHARDT Hélène, propriétaire	EHRHARDT Hélène, propriétaire	T	19,60			
130	38	147	RUE DU FONDEUR	2,02	SOL	EHRHARDT Hélène, propriétaire	EHRHARDT Hélène, propriétaire	T	2,02			
131	38	174	RUE DU FONDEUR	2,28	SOL	EHRHARDT Hélène, propriétaire	EHRHARDT Hélène, propriétaire	T	2,28			
132	38	187	RUE DE VENDENHEIM	1,82	SOL	EHRHARDT Hélène, propriétaire	EHRHARDT Hélène, propriétaire	T	1,82			
133	38	207	RUE DE VENDENHEIM	0,5	SOL	HOME LINE CONCEPT, 77B RUE DE LA FONTAINE 67800 HOENHEIM, propriétaire	HOME LINE CONCEPT, propriétaire	T	0,5			
134	38	208	RUE DE VENDENHEIM	0,45	SOL	BONNEMBERGER Joffrey et LEGROS Justine, 58A RUE DE LA GARE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	BONNEMBERGER Joffrey, propriétaire indivis ; LEGROS Justine, propriétaire indivis	T	0,45			
135	39	14	RUE DE SAVERNE	7,96	SOL	MISCHLER EVELYNE, 4 RUE DE LAMPERTHEIM 67370 PFULGRIESHEIM , propriétaire	MISCHLER Evelyne, propriétaire	P	1,16			
136	39	19	RUE DE LA GARE	0,77	SOL	VENTIM, 12 RUE SAINT GEORGES 67120 MOLSHEIM, propriétaire	VENTIM, propriétaire	T	0,77			
137	39	23	RUE DE LA GARE	1,22	SOL	COPROPRIETAIRES 63 RUE DE LA GARE à SCHILTIGHEIM dont le syndic est KAMMERER JEAN PIERRE, 38 RUE PRINCIPALE	copropriété dont le syndic est CITYA RUHL 6 rue du Noyer 67300 SCHILTIGHEIM	T	1,22			
138	39	68	RUE DE SAVERNE	4,66	SOL	WEIBEL ANDRE et RIEDINGER CATHY, 2 RUE DE SAVERNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	WEIBEL André et WEIBEL Cathy née RIEDINGER, propriétaires	P	0,21			
139	39	84	RUE DE SAVERNE	0,78	SOL	WILHELM Marc, 27 RUE DU GENERAL DE GAULLE 67250 SURBOURG, propriétaire	WILHELM Marc, propriétaire	T	0,78			
140	39	91	RUE DE SAVERNE	0,52	SOL	METINER JOSEPH et ADA EMILIE, 18 RUE DE SAVERNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	METINER Yusuf et METINERErnine née ADA, propriétaires	T	0,52			

141	39	92	RUE DE SAVERNE	0,40	SOL	LEONARDI ROLAND MARIA FRANCESCO , 186 RTE DE LYON 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, propriétaire	SCI CHIRIM, propriétaire	T	0,40			
142	39	94	RUE DU CHAMP DU FEU	1,46	SOL	LEONARDI ROLAND MARIA FRANCESCO , 186 RTE DE LYON 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, propriétaire	SCI CHIRIM, propriétaire	T	1,46			
143	39	95	RUE DE VENDENHEIM	0,93	SOL	LAMBERT MICHELE et BAZIN JEAN, 29 RUE DU MOULIN 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, propriétaires	BAZIN Jean et BAZIN Michèle née LAMBERT, propriétaires	T	0,93			
144	39	96	RUE DE SAVERNE	0,92	SOL	LAMBERT MICHELE et BAZIN JEAN, 29 RUE DU MOULIN 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, propriétaires	BAZIN Jean et BAZIN Michèle née LAMBERT, propriétaires	T	0,92			
145	39	98	RUE DE VENDENHEIM	0,50	SOL	ABDELAZIZ FARID et GILLIOTTE CATHY, 9 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	ABDELLAZIZ Farid et ABDELLAZIZ Cathy née GILLIOTTE, propriétaires	T	0,50			
146	39	107	RUE DE SAVERNE	0,77	SOL	RIEDINGER Emma, propriétaire	RIEDING Emma, propriétaire	T	0,77			
147	39	111	RUE DE SAVERNE	0,52	SOL	HOFFMANN BRUNO et NETT SYLVIE, 11A RUE DE SAVERNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	HOFFMANN Bruno et HOFFMANN Sylvie née NETT, propriétaires	T	0,52			
148	39	114	RUE DE SAVERNE	0,40	SOL	HOFFMANN BRUNO et NETT SYLVIE, 11A RUE DE SAVERNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	HOFFMANN Bruno et HOFFMANN Sylvie née NETT, propriétaires	T	0,40			
149	39	132	RUE DE LA GARE	0,80	SOL	SANDNER EMMA, 62 RUE DE LA GARE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SANDNER Emma, propriétaire	T	0,80			
150	39	152	RUE DE LA GARE	4,92	SOL	VOGT-SCHILB JEAN PIERRE, 31 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; VOGT-SCHILB BERTRAND , 9 RUE DE WANGENBOURG 67200 STRASBOURG, propriétaire ; GROSS FERNANDE MARIE, 31 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; ALTWEGG ANNELISE, 33 RUE DU CANAL 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire ; VOGT-SCHILB ANNE , 12 RUE DE MARMOUTIER 67200 STRASBOURG, propriétaire ; VOGT-SCHILB CHRISTELLE , 6 RUE DU STADE 67230 KERTZFELD, propriétaire	VOGT-SCHILB Anne, propriétaire indivis ; VOGT-SCHILB Bertrand, propriétaire indivis ; VOGT-SCHILB Christelle, propriétaire indivis ; VOGT-SCHILB Jean-Pierre, usufruitier ; ALTWEG Annelise, usufruitière	P	0,78			
151	39	154	RUE DE VENDENHEIM	0,30	SOL	RIEDINGER Emma, propriétaire	RIEDING Emma, propriétaire	T	0,30			
152	39	155	RUE DE VENDENHEIM	1,07	SOL	RIEDINGER Emma, propriétaire	RIEDING Emma, propriétaire	T	1,07			
153	39	160	RUE DU DONON	0,68	SOL	GALUT MARION et LEROGERON NORBERT, 4 RUE DU DONON 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	GALUT Marion, propriétaire indivis ; LEROGERON Norbert, propriétaire indivis	T	0,68			
154	39	164	RUE DU DONON	0,75	SOL	MARCHAL René et MARCHAL Anita née WILLIG, 8 RUE DU DONON 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	MARCHAL René et MARCHAL Anita née WILLIG, propriétaires	T	0,75			
155	39	166	RUE DU DONON	0,67	SOL	WEBER Robert, 10 RUE DU DONON 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	WEBER Robert, propriétaire	T	0,67			
156	39	169	RUE DU DONON	0,66	SOL	FAST Marie, propriétaire	FAST Marie, propriétaire	T	0,66			
157	39	174	RUE DU DONON	0,46	SOL	SPEICH RENE et CYGANEK MARY-CHRISTINE, 17 RUE DU DONON 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	SPEICH René, propriétaire	T	0,46			

TLIZ4

158	39	176	RUE DE LA GARE	2,43	SOL	VOGT-SCHILB JEAN PIERRE, 31 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; VOGT-SCHILB MARC JEAN-LOUIS, 10 RUE DES POILUS 67800 BISCHHEIM, Nu-propriétaire ; GROSS FERNANDE MARIE, 31 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier	VOGT-SCHILB Marc, propriétaire ; VOGT-SCHILB Jean-Pierre, usufruitier	P	0,43			
159	39	179	RUE D'INGWILLER	0,83	SOL	JOST JEAN-CLAUDE, 31 RUE VOLTAIRE 67550 VENDENHEIM, Usufruitier ; JOST GILLES, 76 RUE D ADELSHOFFEN 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire	JOST Gilles, propriétaire ; HEINTZ Marie et JOST Jean-Claude, usufruitiers	T	0,83			
160	39	193	RUE D'INGWILLER	0,52	SOL	BRUNOTTE LIVIER MARIE JOSEPH GUY, 6 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; CHATILA--BRUNOTTE ANTONIN GABRIEL, 6 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire ; CHATILA--BRUNOTTE BAPTISTE EMILE GUY, 6 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire	BRUNOTTE Livier, propriétaire indivis et usufruitier ; CHATILA BRUNOTTE Antonin, propriétaire indivis ; CHATILA BRUNOTTE Baptiste, propriétaire indivis	T	0,52			
161	39	196	RUE DE SAVERNE	0,20	SOL	LORENTZ Jean-Pierre et LORETNZ Christiane née RINN, 15 RUE ALOISE QUINTENZ 67100 STRASBOURG, propriétaires	LORENTZ Jean-Pierre et LORETNZ Christiane née RINN, propriétaires	T	0,20			
162	39	197	RUE DE SAVERNE	0,39	SOL	LORENTZ Jean-Pierre et LORETNZ Christiane née RINN, 15 RUE ALOISE QUINTENZ 67100 STRASBOURG, propriétaires	LORENTZ Jean-Pierre et LORETNZ Christiane née RINN, propriétaires	T	0,39			
163	39	213	RUE D'INGWILLER	0,49	SOL	D AND L, 69 RUE DU GENERAL CONRAD 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCHOETTEL Mélanie, propriétaire	T	0,49			
164	39	214	RUE DE VENDENHEIM	0,85	SOL	D AND L, 69 RUE DU GENERAL CONRAD 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCI D AND L	T	0,85			
165	39	215	RUE DE VENDENHEIM	0,03	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,03			
166	39	216	RUE D'INGWILLER	0,02	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,02			
167	39	217	RUE D'INGWILLER	0,04	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,04			
168	39	218	RUE D'INGWILLER	0,10	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,10			
169	39	220	RUE D'INGWILLER	0,16	SOL	D AND L, 69 RUE DU GENERAL CONRAD 67000 STRASBOURG, propriétaire	SCHOETTEL Mélanie, propriétaire	T	0,16			
170	39	222	RUE DE VENDENHEIM	0,69	SOL	BACK DANIELLE ANNE, 13 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire	BACK Danièle, propriétaire ; BACK Paul et LINCKENHELD Lucienne, usufruitiers	T	0,69			
171	39	223	RUE DE VENDENHEIM	0,05	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,05			
172	39	226	RUE D'INGWILLER	0,52	SOL	MOURIC Elodie et PLUMERE Lucas, RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	MOURIC Elodie, propriétaire indivis ; PLUMERE Lucas, propriétaire indivis	T	0,52			

173	39	227	RUE DE VENDENHEIM	0,69	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,69			
174	39	228	RUE DE VENDENHEIM	0,06	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,06			
175	39	229	RUE DE VENDENHEIM	0,73	SOL	MEYER GILBERT CHARLES, 36A RUE DE LA GANZAU 67100 STRASBOURG, propriétaire ; MURRAY ZOE CAMILLE, 19 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM ,,propriétaire ; MURRAY JULES, 25 RUE PROUDHON, 93210 ST DENIS LA PLAINE propriétaire ; MURRAY MERYL ANNE LISA, 5 RUE TEMPONIERES 31000 TOULOUSE, propriétaire	MEYER Gilbert, propriétaire indivis ; MURRAY Jules, propriétaire indivis ; MURRAY Méryl, propriétaire indivis ; MURRAY Zoé, propriétaire indivis	T	0,73			
176	39	232	RUE DE VENDENHEIM	0,09	SOL	BAECHLER JACQUELINE, 30 RUE WILSON 68000 COLMAR, propriétaire ; RUCH EMMA , 67140 GERTWILLER, propriétaire	BAECHLER Charlotte, propriétaire indivis ; RUCH Emma, propriétaire indivis ; RETTIG Sophie, usufruitière	T	0,09			
177	39	233	RUE DE VENDENHEIM	0,59	SOL	MARCOT Guy et MARCOT Marcelle née MAJOR, 17 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	MARCOT Guy et MARCOT Marcelle née MAJOR, propriétaires	T	0,59			
178	39	251	RUE DE LA GARE	0,82	SOL	VOGT-SCHILB JEAN PIERRE, 31 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; VOGT-SCHILB MARC JEAN-LOUIS, 10 RUE DES POILUS 67800 BISCHHEIM, Nu-propriétaire ; GROSS FERNANDE MARIE, 31 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier	VOGT-SCHILB Marc, propriétaire ; VOGT-SCHILB Jean-Pierre, usufruitier	T	0,82			
179	39	255	RUE D'INGWILLER	0,39	SOL	ANSTAETT Pierre et OSSWALD Marie-Thérèse, 7 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	ANSTAETT Pierre, propriétaire indivis ; OSSWALD Marie-Thérèse, propriétaire indivis et usufruitière	T	0,39			
180	39	258	RUE D'INGWILLER	0,59	SOL	ROOS MARIE PHILOMENE ANGELE, 31 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	ROOS Angèle, propriétaire	T	0,59			
181	39	260	RUE D'INGWILLER	0,80	SOL	WOEHL Renaud, 8 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	WOEHL Renaud, propriétaire	T	0,80			
182	39	267	RUE D'INGWILLER	0,60	SOL	DUTAU DOMINIQUE HUBERT, 13 RUE DES POMMIERS 67117 ITTENHEIM, propriétaire ; LOPES JOSEPHINE, 11 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; DUTAU BUHLER JOSETTE et MARTIN ROBERT, 6 RUE JACQUES PREVERT 81160 SAINT JUERY, propriétaires	MARTIN Robert et MARTIN Josette née DUTAU-BUHLER, propriétaire indivis ; DUTAU-BUHLER Dominique, propriétaire indivis ; LOPES Joséphine, propriétaire indivis	T	0,60			
183	39	269	RUE D'INGWILLER	0,80	SOL	TERRAGNO Marcel et TERRAGNO Lucie née GRAMFORT, 16 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	TERRAGNO Marcel et TERRAGNO Lucie née GRAMFORT, propriétaires	T	0,80			
184	39	270	RUE D'INGWILLER	0,80	SOL	KLEIN Laurent, KLEIN Paul et KLEIN Marie-Louise, 13 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	KLEIN Laurent, propriétaire ; KLEIN Paul et KLEIN Marie-Louise, usufruitiers	T	0,80			

1126

185	39	273	RUE DU DONON	1,19	SOL	DROUAN ALICE, 2 RUE DU DONON 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; HEINZELMANN MICHELE, 30 RUE DE LA REPUBLIQUE 67800 HOENHEIM, Nu-propriétaire	HEINZELMANN Michèle, propriétaire	T	1,19			
186	39	279	RUE DE LA GARE	0,55	SOL	COPROPRIETAIRES 70 RUE DE LA GARE à SCHILTIGHEIM dont le syndic est CHAOUCH JEAN CLAUDE	copropriété dont le syndic est Mme MAUVAIS Claudine, 70 rue de la Gare 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,55			
187	39	282	RUE DE LA GARE	0,55	SOL	GUENDEZ MYRIAM et SCIANNIMANICO OLIVIER, 68 RUE DE LA GARE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	CORNUT Thomas, propriétaire indivis ; CORRE Stéphanie, propriétaire indivis	T	0,55			
188	39	284	RUE DE DETTWILLER	1,77	SOL	MICHON SEBASTIEN et HAMELIN ANAIS , 26 RUE DE DETTWILLER 67300 SCHILTIGHEIM propriétaires	HAMELIN Anaïs, propriétaire indivis ; MICHON Sébastien, propriétaire indivis	P	0,01			
189	39	288	RUE D'INGWILLER	0,70	SOL	LE ROY ESTELLE et CANDELIER BAPTISTE, 18 RUE D INGWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	CANDELIER Baptiste, propriétaire indivis ; LE ROY Estelle, propriétaire indivis	P	0,58			
190	39	293	RUE DE LA GARE	0,55	SOL	BEN HARRATH MOHAMED et MESSAOUDI SOUAD, 69A RUE DE LA GARE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	BEN HARRATH Mohamed et BEN HARRATH Sonad, propriétaires	T	0,55			
191	39	300	RUE DU DONON	5,05	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DU DONON à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est MAGAR Michel 19 Rue du Donon 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,67			
192	39	304	RUE DU DONON	4,06	SOL	BAL, 20 RUE DU DONON 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SCI BAL, propriétaire	P	0,39			
193	39	305	RUE DU DONON	3,81	SOL	CHENOT RAPHAEL et DUMOULIN OLIVIA , 15 GRANDE RUE 54450 REILLON, propriétaires	CHENOT Raphael et CHENOT Olivia née DUMOULIN, propriétaires	P	0,41			
194	39	343	RUE D'INGWILLER	0,16	SOL	ROOS Angèle, 31 RUE SAINT CHARLES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	ROOS Angèle, propriétaire	T	0,16			
195	39	345	RUE DU DONON	0,13	SOL		ZWILLING Ernest, propriétaire	P	0,07			
196	39	356	RUE DE SAVERNE	0,04	SOL	SEHIBI RICHARD et HOFFMANN NADIA, 74 RUE DE LA GARE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	SEHIBI Richard et SEHIBI Nadia née HOFFMANN, propriétaires	T	0,04			
197	39	360	RUE DE SAVERNE	0,78	SOL	POLH DANIEL et BALDAUF HEDWIG , 6 RUE DES ROSEAUX 67610 LA WANTZENAU , propriétaires	POLH Daniel, propriétaire	T	0,78			
198	39	362	RUE DE VENDENHEIM	0,59	SOL	COPROPRIETAIRES 7 RUE DE VENDENHEIM à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est DACOSTA Antonio 7 rue de Vendenheim 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,59			
199	39	363	RUE DE SAVERNE	1,18	SOL	MISCHLER EVELYNE ANNIE, 4 RUE DE LAMPERTHEIM 67370 PFULGRIESHEIM, propriétaire	MISCHLER Evelyne, propriétaire	T	1,18			
200	39	364	RUE DE SAVERNE	0,70	SOL	SCHAEFFER AGNES et BARTH RAYMOND, 4 RUE DE SAVERNE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	BARTH Raymond et BARTH Jeanne née SCHAEFFER, propriétaires	T	0,70			

1127

201	39	365	RUE DE VENDENHEIM	0,64	SOL	SAYAR ADEM, 0021 RUE DE LA GLACIERE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire ; YADIGAR GUREL, SAYAR KEMAL et GUREL MEDINE , 3 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	copropriété dont le syndic est SAYAR Adem 3 rue de Vendenheim 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,64			
202	39	366	RUE DE VENDENHEIM	0,62	SOL	SAHAN MUHARREM et TOPRAK SEYHAN, 5 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	SAHAN Muharrem et SAHAN Seyhan née TOPRAK , propriétaires	T	0,62			
203	39	367	RUE DE VENDENHEIM	0,71	SOL	COPROPRIETAIRES 63 RUE DE LA GARE à SCHILTIGHEIM dont le syndic est KAMMERER JEAN PIERRE, 38 RUE PRINCIPALE	copropriété dont le syndic est CITYA RUHL 6 rue du Noyer 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,71			
204	39	439	RUE DE VENDENHEIM	0,66	SOL	REY Jean-Jacques, 15 RUE DES RIVALLES 03310 NERIS-LES-BAINS, propriétaire indivis ; REY Michel, 16 RUE DES HIRONDELLES 67460 SOUFFELWEYERSHEIM, propriétaire indivis	REY Jean-Jacques, propriétaire indivis ; REY Michel, propriétaire indivis ; JAECK LACHMANN Marthe, usufruitière	T	0,66			
205	39	440	RUE DE VENDENHEIM	6,11	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DE VENDENHEIM à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est DONATH Bruno 15 rue de Vendenheim 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,18			
206	41	48	RUE DE VENDENHEIM	2,27	SOL	SCI 37 RUE DE VENDENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	copropriété dont le syndic est DAMBACH Yves 37 rue de Vendenheim 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,03			
207	41	87	RUE DE LATTRE DE TASSIGNY	2,15	SOL	OPUS 67, BP4, 15 RUE JACOB MAYER 67037 STRASBOURG CEDEX	ALSACE HABITAT, propriétaire	T	2,15			

11128

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

ETAT PARCELLAIRE DOSSIER 6

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	16	55	RUE LOUIS PASTEUR	0,03	SOL	NISAND Israel et HOCHNER Hélène, 34 RUE DE LA MONTAGNE STE GENEVIEVE 75005 PARIS, propriétaires indivis	NISAND Israel, propriétaire indivis ; HOCHNER Hélène, propriétaire indivis	T	0,03			
2	28	5	RUE DES MALTERIES	2,34	SOL	BIBI Ridha, 18 RUE DES MALTERIES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BIBI Ridha, propriétaire	P	0,10			
3	28	89	RUE DE BARR	1,41	SOL	BRIDGE CONCEPT, 44 AV DU RHIN 67100 STRASBOURG, propriétaire	BRIDGE CONCEPT, propriétaire	T	1,41			
4	28	133	RUE DES MALTERIES	0,40	SOL	EHRHARD Serge, propriétaire	EHRHARD Serge et EHRHARD Anne née ZIEGLER DE BOEHTLINGK, propriétaire indivis ; EHRHARD Christiane, propriétaire indivis	T	0,40			
5	28	176	RUE SAINTE-HELENE	1,04	SOL	REINHARDT François, 9 RUE SAINTE-HELENE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	REINHARDT François, propriétaire	T	1,04			
6	28	180	RUE DE BARR	1,64	SOL	COPROPRIETAIRES 34 RUE DES MALTERIES à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Immobilière Tradition Alsace, 21 B route de la Wantzenau 67800 HOENHEIM	P	0,03			
7 1129	28	206	RUE DE BARR	0,62	SOL	ANDRES LUC, 18 RUE DU FONDEUR 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; BURLET JEAN MICHEL, 33 RUE DES HAIES 67720 HOERDT, Propriétaire ; ANDRES PATRICK, 13 RUE DES PEUPLIERS 67170 KRIEGSHEIM, Propriétaire ; GOETZ COLETTE MICHELINE, 21 RUE CLAIRE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; BURLET CATHERINE AGNES GEORGETTE, 25 RUE DE KILSTETT 67610 LA WANTZENAU, Propriétaire ; MARTZ MARIE REINE MARGUERITE MICHELE, 5 RUE DE PROVINS 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE, Propriétaire	ANDRES Luc, propriétaire indivis ; ANDRES Sarah, propriétaire indivis ; ANDRES Victor, propriétaire indivis ; BURLET Catherine, propriétaire indivis ; BURLET Jean-Michel, propriétaire indivis ; MARTZ Marie-Reine, propriétaire indivis et usufruitière ; ZOLLER-CAMPAN Caroline, propriétaire indivis ; ZOLLER Gilles, propriétaire indivis ; ZOLLER Guislaine, propriétaire indivis ; SCHULTZ Valérie, usufruitière	T	0,62			
8	28	211	RUE DE BARR	0,79	SOL	COPROPRIETAIRES 11 RUE DE BARR à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est le Cabinet EGTI, 51 Avenue des Vosges 67000 STRASBOURG	T	0,79			
9	28	217	RUE DES MALTERIES	0,04	SOL	EHRHARD Serge, propriétaire	EHRHARD Serge et EHRHARD Anne née ZIEGLER DE BOEHTLINGK, propriétaire indivis ; EHRHARD Christiane, propriétaire indivis	T	0,04			
10	28	257	RUE DES BOSQUETS	1,28	SOL	COPROPRIETAIRES 4 RUE DES BOSQUETS/9 R. DE BARR à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic estAGENCVE STRASBOURG IMMOBILIERE, 200 Avenue de Colmar Centre d'Affaires "Le Mathis" 67025 STRASBOURG CEDEX 1	T	1,28			
11	29	90	RUE DE MUNDOLSHEIM	0,43	SOL	COPROPRIETAIRES 20 RUE DE MUNDOLSHEIM à SCHILTIGHEIM	copropriété composée de TOURNEMOLLE Sandra, SCI MV et MOUSSET Dominique	T	0,43			
12	29	203	RUE SAINTE-HELENE	0,42	SOL	SCHAECK Olivier et SCHAECK Guylène née LEMOINE, 32 BD DE L ORANGERIE 67000 STRASBOURG, Propriétaires	SCHAECK Olivier et SCHAECK Guylène née LEMOINE, propriétaires	T	0,42			
13	29	206	RUE SAINTE-HELENE	0,56	SOL	SCI DE L'ECOLE, 1 RUE GOETHE 67000 STRASBOURG, Propriétaire	SCI DE L'ECOLE, propriétaire	T	0,56			
14	29	207	RUE SAINTE-HELENE	0,72	SOL	COPROPRIETAIRES RUE SAINTE-HELENE à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Cabinet PAYMANN, 48 rue des Vignes 67205 OBERHAUSBERGEN	T	0,72			

15	29	210	RUE SAINTE-HELENE	0,49	SOL	COPROPRIETAIRES 32 RUE SAINTE-HELENE à SCHILTIGHEIM dont le syndic est BRUCKMULLER LILIANE MARIE-THERESE,31 BD TAULER 67000 STRASBOURG	copropriété composée de OZDEMIR Umit et OZDEMIR Bahar née DENIZCI, 32 rue Ste Hélène	T	0,49			
16	29	213	RUE SAINTE-HELENE	0,56	SOL	KLOPFENSTEIN Elisabeth et EPP Guy, 21 RUE SAINTE-HELENE à SCHILTIGHEIM , propriétaire	KLOPFENSTEIN Elisabeth, propriétaire	T	0,56			
17	29	219	RUE SAINTE-HELENE	2,26	SOL	ECKSTEIN JEAN-PAUL ARMAND et GARNIER FRANCOISE DENISE RENEE, 36 BD DU PRESIDENT WILSON 67000 STRASBOURG, Propriétaires ; GARNIER OLIVIER ROBERT PHILIPPE 14 RUE GUY GOUYON DU VERGER 94110 ARCUEIL, Propriétaire	ECKSTEIN Jean-Paul et ECKSTEIN Françoise née GARNIER, propriétaires indivis ; GARNIER Adèle, propriétaire indivis ; GARNIER Pierre, propriétaire indivis ; GARNIER Robert, propriétaire indivis ; GARNIER Olivier, usufruitier ; WIEDMER Danielle, usufruitière	P	0,04			
18	29	235	RUE SAINTE-HELENE	0,90	SOL	IK FINANCES, 1 PL DE L EGLISE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	IK FINANCES, propriétaire	T	0,90			
19	29	239	RUE DE MUNDOLSHEIM	0,11	SOL	COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, 110 RTE DE BISCHWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; WERLING HENRI GEORGES, 14 RUE DES POMPIERS 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; FISCHER ERNESTINE, 22 RUE DE MUNDOLSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	WERLING Henri et WERLING Berthe née FISCHER, propriétaires indivis ; COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	T	0,11			
20	29	240	RUE DE MUNDOLSHEIM	0,34	SOL	PRIEUR Johan et PRIEUR Augustine née SCHOTT, propriétaires indivis ; COMMUNE DE SCHILTIGHEIM 110 RTE DE BISCHWILLER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	PRIEUR Johan et PRIEUR Augustine née SCHOTT, propriétaires indivis ; COMMUNE DE SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	T	0,34			
21	29	242	RUE DE MUNDOLSHEIM	0,64	SOL	COPROPRIETAIRES 22 RUE DE MUNDOLSHEIM à SCHILTIGHEIM dont le syndic est LUTZ MONIQUE	copropriété dont le syndic est Mr BENE, 27 rue de la Redoute 67000 STRASBOURG	T	0,64			
22	29	257	RUE JEAN JAURES	0,33	SOL	LECLERC ANDRE DESIRE GEORGES ALFRED, HAUT 64410 MONTAGUT, Usufruitier ; LECLERC CHRISTIAN MICHEL, 5 RUE MOSER 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire ; MERNY LILIANE MARIE JOSETTE HAUT, 64410 MONTAGUT, Usufruitier	LECLERC Christian, propriétaire ; LECLERC André, usufrutiier ; MERNY Liliane, usufrutière	T	0,33			
23	29	259	RUE SAINTE-HELENE	0,26	SOL	RODRIGUES RAPHAEL GERMAIN DOMINIQUE, 24 RUE SAINTE HELENE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; BRENNER VIRGINIE CELINE, 24 RUE SAINTE HELENE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; BON'APPART, 24 RUE SAINTE HELENE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	BRENNER Viriginie, propriétaire indivis ; RODRIGUES Rahaël, propriétaire indivis ; SCI BON'APPART, propriétaire indivis	T	0,26			
24	29	273	RUE JEAN JAURES	0,18	SOL	GEIST Paul, 7 RUE MOSER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	GEIST Paul, propriétaire	T	0,18			
25	29	302	RUE D'EPERNAY	0,64	SOL	BRUN Albert, propriétaire	BRUN Albert, propriétaire	P	0,24			
26	29	314	RUE DE MUNDOLSHEIM	0,34	SOL	VOGT-SCHILB Marc, 10 RUE DES POILUS 67300 SCHILTIGHEIM , propriétaire	VOGT-SCHILB Marc, propriétaire	T	0,34			
27	29	335	RUE MOSER	1,55	SOL	BARTH Jean et BARTH Nadine née BRAUN, 24 RUE MOSER 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	BARTH Jean et BARTH Nadine née BRAUN, propriétaires	P	0,09			
28	29	357	RUE SAINTE-HELENE	0,33	SOL	SAVAS AHMET et UZUNDAL SERIFE, 19 RUE DES MALTERIES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	POLAT Semsi, propriétaire indivis ; SAVAS Elem, propriétaire indivis ; SAVAS Elmas, propriétaire indivis ; SAVAS Muhammed, propriétaire indivis ; SAVAS Sema, propriétaire indivis ; SAVAS Zekhiye, propriétaire indivis	T	0,33			

29	29	358	RUE SAINTE-HELENE	0,63	SOL	MEYER JEANNOT et KATZMAREK JUTTA, 22A RUE DES MALTERIES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires		T	0,63			
30	29	368	RUE D'EPERNAY	3,09	SOL	COPROPRIETE, RUE D'EPERNAY 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	copropriété dont le syndic est PHILIPPE PONCET CONSEIL, 31 route de l'Hopital 67000 STRASBOURG	P	0,12			
31	30	7	RUE DES MALTERIES	4,17	SOL	COPROPRIETE, 2 RUE JEAN JAURES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	copropriété familiale composée de ANDRES Sarah, ANDRES Victor, SCHULTZ Valérie, ANDRES Luc, ANDRES Marc	P	0,07			
32	30	12	RUE JEAN JAURES	4,00	SOL	LIEHN YVONNE, 6 CHE DU MUCKENTHAL 67140 BARR, usufruitière ; FISCHER CAROLINE , 22 RUE PAUL DEGERMANN 67140 BARR ,propriétaire indivis ; FISCHER MARC, 3 RUE DE L ECOLE 67140 BARR, propriétaire indivis ; FISCHER CHRISTOPHE , 15 RUE DES ROSES 05200 EMBRUN, propriétaire indivis	FISCHER Caroline, propriétaire indivis ; FISCHER Christophe, propriétaire indivis ; FISCHER Marc, propriétaire indivis ; LIEHN Yvonne, usufruitière	P	0,21			
33	31	11	RUE DE BENFELD	10,90	SOL	COPROPRIETAIRES 5 RUE DE BENFELD à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est RIVE GAUCHE GESTION 18 rue Auguste Lamey 67000 STRASBOURG	P	2,42			
34	31	61	RUE DES BOSQUETS	4,74	SOL	COPROPRIETAIRES 29-31 RUE DES BOSQUETS à SCHILTIGHEIM dont le syndic est SOGESTRA, 1 RUE DES CHARPENTIERS 67000 STRASBOURG	copropriété dont le syndic est CLAUDE GESTION IMMOBILIERE 12 Boulevard du Président Edwards 67000 STRASBOURG	P	0,21			
35	31	75	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	6,82	SOL	HATT Philippe, propriétaire	HATT Philippe et HATT Louise, propriétaires	T	6,82			
36	31	76	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	1,27	SOL	MILDNER Lydie, propriétaire	NILDNER Lydie, propriétaire	T	1,27			
37	31	77	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	1,86	SOL	COPROPRIETAIRES 37 RTE DE BISCHWILLER à SCHILTIGHEIM dont le syndic est REISSER JULIETTE, 17 RUE DE ROSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Mr CABASET Bernard, 22 rue Huneberg 67270 KIENHEIM	P	0,02			
38	31	86	RUE D'ANDLAU	2,77	SOL	COPROPRIETAIRES 35 RTE DE BISCHWILLER à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Mr SEIFI Mikaeil, 35 route de Bischwiller 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,29			
39	31	90	RUE DE BENFELD	0,96	SOL	GRUSSENMEYER EMILE, 39 PROMROBERT SCHUMAN 06190 ROQUEBRUNE CAP MARTIN, Propriétaire ; WOLFF MARIE, 4 RUE DE BENFELD 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	GRUSSENMEYER Emile et GRUSSENMEYER Marie née WOLFF, propriétaires	T	0,96			
40	31	91	RUE DE BENFELD	0,61	SOL	ZIMMERMANN GINETTE, 30 RUE DE LA BARONNE D'OBERKIRCH 67000 STRASBOURG, Propriétaire ; FREYSSINET PHILIPPE GUY, 69 IMP JEAN DE LA FONTAINE 45590 SAINT-CYR-EN-VAL, Propriétaire	ZIMMERMANN Ginette, propriétaire indivis et usufruitière ; FREYSSINET Philippe, propriétaire indivis ; FREYSSINET Georges, usufruitier	T	0,61			
41	31	96	RUE DE BENFELD	0,90	SOL	COPROPRIETAIRES 5 RUE DE BENFELD à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est RIVE GAUCHE GESTION 18 rue Auguste Lamey 67000 STRASBOURG	T	0,90			
42	31	112	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	1,28	SOL	SCCV PETITE ORANGERIE, 3 RUE DU PARC 67205 OBERHAUSBERGEN propriétaire	SCCV PETITE ORANGERIE, propriétaire	T	1,28			
43	31	118	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	0,66	SOL	LE CLOS EUGENIA, 49 RUE JEAN JAURES 67100 STRASBOURG, Propriétaire	B.G.K., propriétaire	T	0,66			
44	31	119	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	0,82	SOL	HEMMERLE Roger, 3 RUE STE MARIE AUX MINES 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; SCI F.M.E, 1A BOULEVARD GAMBETTA 67000 STRASBOURG, propriétaire indivis ; SCI SAMAMI, 7 RUE DE SARREBOURG 67000 STRASBOURG, propriétaire indivis	HEMMERLE Roger, propriétaire indivis ; SCI F.M.E, propriétaire indivis ; SCI SAMAMI, propriétaire indivis	T	0,82			

45	31	122	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	0,66	SOL	EICHWALD Hervé et LEHMANN Michèle, 5 RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaires	EICHWALD Hervé, propriétaire indivis ; LEHMANN Michèle, propriétaire indivis	T	0,66			
46	31	123	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	0,56	SOL	COPROPRIETAIRES 12 RUE D'ANDLAU à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Mme BARBOT Christiane née SCHAUB, 12 Rue de Ste Marie aux Mines	T	0,56			
47	31	131	RUE DE SAINTE MARIE AUX MINES	1,21	SOL	STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX, 26 BOUVELARD PRESIDENT WILSON 67000 STRASBOURG, Propriétaire	ELECTRICITE DE STRASBOURG, propriétaire	T	1,21			
48	31	132	RUE DE BENFELD	1,32	SOL	STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX, 26 BOUVELARD PRESIDENT WILSON 67000 STRASBOURG, Propriétaire	ELECTRICITE DE STRASBOURG, propriétaire	T	1,32			
49	31	133	RUE DE BENFELD	1,45	SOL	STRASBOURG ELECTRICITE RESEAUX, 26 BOUVELARD PRESIDENT WILSON 67000 STRASBOURG, Propriétaire	ELECTRICITE DE STRASBOURG, propriétaire	T	1,45			
50	31	141	RUE D'ANDLAU	1,07	SOL	WACKENHEIM RAYMONDE LOUISE, 13 RUE D ANDLAU 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; MEYER PIERRE PAUL MARIUS, 13 RUE D ANDLAU 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire ; MEYER MARC FREDERIC ALBERT, 5 RUE MOZART 67730 CHATENOIS, Nu-propriétaire ; DOYE MARYLENE YOLANDE ANNE RAYMONDE, 5 RUE MOZART 67730 CHATENOIS, Nu-propriétaire	MEYER Marc et MEYER Marylène née DOYE, propriétaire indivis ; WACKENHEIM Raymonde, usufruitière	T	1,07			
51	31	142	RUE DE BENFELD	1,23	SOL	WACKENHEIM RAYMONDE LOUISE, 13 RUE D ANDLAU 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; MEYER PIERRE PAUL MARIUS, 13 RUE D ANDLAU 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire ; MEYER MARC FREDERIC ALBERT, 5 RUE MOZART 67730 CHATENOIS, Nu-propriétaire ; DOYE MARYLENE YOLANDE ANNE RAYMONDE, 5 RUE MOZART 67730 CHATENOIS, Nu-propriétaire	MEYER Marc et MEYER Marylène née DOYE, propriétaire indivis ; WACKENHEIM Raymonde, usufruitière	T	1,23			
52	31	153	RUE DE ROSHEIM	0,16	SOL	KRIEGER LAURENT GEORGES, 15 RUE DE L AIGLE 67800 BISCHHEIM, Propriétaire ;GOETZ MARIE THERESE GERARDINE STEPHANIE , 23ARUE ERCKMANN CHATRIAN 67700 SAVERNE, Propriétaire ; THOMAS ANDRE, 14 AV DU GENERAL DE GAULLE 67000 STRASBOURG, Propriétaire EICHWALD PIERRE ETIENNE, 10 RUE DE ROSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; PFIRSCH DANIELE MARIE MADELEINE, 10 RUE DE ROSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; LOISEL MYRIAM VALERIE CLAUDINE, 15 RUE DE L AIGLE 67800 BISCHHEIM, Propriétaire	MEBS Christian et MEBS Anne née MOCKERS, propriétaires indivis ; EICHWALD Pierre et EICHWALD Danièle née PFIRSCH, propriétaires indivis ; JAXEL-TRUER Richard et JAXEL-TRUER Hélène née ROLLET, propriétaires indivis ; THOMAS André et THOMAS Marie née GOETZ, propriétaires indivis	T	0,16			

1132

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

ETAT PARCELLAIRE DOSSIER 7

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	15	35	RUE DE LA PATRIE	242,81	SOL	GRANDE BRASSERIE PATRIE SCHUTZENBERGER,0005 RUE DES FRERES LUMIERE,67201 ECKBOLSHEIM,Propriétaire	GRANDE BRASSERIE DE LA PATRIE SCHUTZENBEREGER ET CIE, propriétaire	P	2,13		2/35	les correspondances sont à adresser au nouveau liquidateur amiable FINANCIERE VALIM 17 rue du Vieux marché aux Grains à 67000 STRASBOURG
2	15	112	RUE SCHUTZENBERGER	0,46	SOL	COPROPRIETAIRES 2 RUE SCHUTZENBERGER SCHILTIGHEIM,0002 RUE SCHUTZENBERGER,67300 SCHILTIGHEIM,Propriétaire	copropriété dont le syndic est Mme MENGUS Josiane 7 Place de Bordeaux 67000 STRASBOURG	T	0,46			
3	15	120	RUE SCHUTZENBERGER	1,48	SOL	MULLER/JEAN CLAUDE PAUL ROBERT,CS 70062,67067 STRASBOURG CEDEX,Propriétaire	MULLER Jean-Claude, propriétaire	T	1,48			
4	15	125	RUE SCHUTZENBERGER	0,40	SOL	MULLER/JEAN CLAUDE PAUL ROBERT,CS 70062,67067 STRASBOURG CEDEX,Propriétaire	MULLER Jean-Claude, propriétaire	T	0,40			
5	15	130	RUE SCHUTZENBERGER	1,53	SOL	DOMIAL,0025 PL DU CAPITAINE DREYFUS,68000 COLMAR,Propriétaire	DOMIAL, propriétaire	T	1,53			
6	15	222	RTE DE BISCHWILLER	0,04	SOL	SCI SCHILTIGHEIM RUE PERLE,0025 ALL VAUBAN,59110 LA MADELEINE,Propriétaire	SCI SCHILTIGHEIM RUE PERLE, propriétaire	T	0,04			
7	15	233	RTE DE BISCHWILLER	0,65	SOL	SCI SCHILTIGHEIM RUE PERLE,0025 ALL VAUBAN,59110 LA MADELEINE,Propriétaire	SCI SCHILTIGHEIM RUE PERLE, propriétaire	T	0,65			
8	15	235	RUE PERLE	0,44	SOL	SCI SCHILTIGHEIM RUE PERLE,0025 ALL VAUBAN,59110 LA MADELEINE,Propriétaire	SCI SCHILTIGHEIM RUE PERLE, propriétaire	T	0,44			
9	15	236	RUE PERLE	3,02	SOL	SCI SCHILTIGHEIM RUE PERLE,0025 ALL VAUBAN,59110 LA MADELEINE,Propriétaire	SCI SCHILTIGHEIM RUE PERLE, propriétaire	T	3,02			
10	16	56	RUE LOUIS PASTEUR	0,01	SOL	HOCHNER Hélène et NISAND Israel,34 RUE DE LA MONTGN STE GENEVIEVE 75005 PARIS, propriétaires	HOCHNER Hélène, propriétaire indivis ; NISAND Israel, propriétaire indivis	T	0,01			
11	16	99	RUE DE LA PATRIE	0,57	SOL	KOPFF/PIERRE JOSEPH EDOUARD,2.2.5 TAIRA MACHI MEGURO KU,JAPON,Propriétaire	KOPFF Pierre, propriétaire	T	0,57			
12	16	100	RUE DE LA PATRIE	0,26	SOL	KOPFF/PIERRE JOSEPH EDOUARD,2.2.5 TAIRA MACHI MEGURO KU,JAPON,Propriétaire	KOPFF Pierre, propriétaire	T	0,26			
13	16	103	RUE DE LA PATRIE	0,53	SOL	HOCHNER Hélène et NISAND Israel,34 RUE DE LA MONTGN STE GENEVIEVE 75005 PARIS, propriétaires	HOCHNER Hélène, propriétaire indivis ; NISAND Israel, propriétaire indivis	T	0,53			
14	16	104	RUE DE LA PATRIE	0,51	SOL	FROELICH/JEANNE MATHILDE et STEYERT/RAOUL GUSTAVE, 14 RUE DE BALE 67100 STRASBOURG	STEYERT Raoul et STEYERT Jeanne née FROEHLICH, propriétaires	T	0,51			
15	24	59	RUE DE LA PATRIE	3,32	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DE LA PATRIE SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est CCVL IMMO, 16 rue du Bischenberg 67870 GRIESHEIM PRES MOLSHEIM	P	0,02		4/1	
16	24	60	RUE DE LA PATRIE	3,07	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DE LA PATRIE SCHILTIGHEIM	copropriété composée de JUNG Emmanuel, 33 rue de la Patrie 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,11		2/1	
17	24	84	RUE DE LA PATRIE	12,35	SOL	LE MOUEL/FLORIAN RENE ROBERT et PRUDHOMME/JULIE JOSETTE MONIQUE, 11 RUE DE LA PATRIE 67300 SCHILTIGHEIM	LE MOUËL Florian, propriétaire indivis ; PRUDHOMME Julie, propriétaire indivis	P	0,88		2/23	
18	25	18	RUE DE LA PATRIE	7,69	SOL	GRANDE BRASSERIE DE LA PATRIE SCHUTZENBEREGER ET CIE, propriétaire	GRANDE BRASSERIE DE LA PATRIE SCHUTZENBEREGER ET CIE, propriétaire	P	0,11		2/18	les correspondances sont à adresser au nouveau liquidateur amiable FINANCIERE VALIM 17 rue du Vieux marché aux Grains à 67000 STRASBOURG
19	25	19	RUE DE LA PATRIE	5,13	SOL	BENAMRAN Joseph et BENAMRAN Annick née JONCOURT, 37 RUE DE VERDUN 67000 STRASBOURG	BENAMRAN Joseph et BENAMRAN Annick née JONCOURT, propriétaires	P	0,08		4/19	
20	25	50	RUE DE LA PATRIE	8,60	SOL	LEHMANN Marguerite 28 RUE DE LA PATRIE 67300 SCHILTIGHEIM	LEHMANN Marguerite, propriétaire	P	0,11		2/1	
21	25	128	RUE DE LA PATRIE	12,60	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DE LA PATRIE SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est HAZAN Jacob, 26 rue de la Patrie 67300 SCHILTIGHEIM	P	0,12		4/11	

SCI 1135

22	25	132	RUE DE LA PATRIE	2,71	SOL	DURIEZ Thomas et DURIEZ Françoise née HERON, 12 RUE DE LA PATRIE 67300 SCHILTIGHEIM	DURIEZ Thomas et DURIEZ Françoise née HERON, propriétaires	P	0,08		6/20	
23	25	134	RUE DE LA PATRIE	6,26	SOL	MARTZ Jean-Louis et MARTZ Clémence née EBER, 12A RUE DE LA PATRIE 67300 SCHILTIGHEIM	MARTZ Jean-Louis et MARTZ Clémence née EBER, propriétaires	P	0,03		8/20	

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	1	21	RUE DES TILLEULS	0,74	SOL	GOUTELARD Pierre et MULLER Marie-Louise, 1 rue des Tilleuls 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	GOUTELARD Pierre, propriétaire indivis ; MULLER Marie-Louise, propriétaire indivis	T	0,74			
2	1	24	RUE DES TILLEULS	0,35	SOL	APFFEL Nicolas et APFFEL Christelle née SCHAFFAR, 2 rue des Tilleuls 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	APFFEL Nicolas et APFFEL Christelle née SCHAFFAR, propriétaires	T	0,35			
3	1	42	RUE DE LA ZORN	1,61	SOL	COPROPRIETAIRES GARAGES 14 RUE OBERLIN 67300 SCHILTIGHEIM dont le syndic est ANSTETT PAUL ET CIE, 8ARUE DES VOSGES 67800 HOENHEIM	copropriété dont le syndic est Immobilière ELSAESSER 68 Avenue des Vosges 67000 STRASBOURG	P	0,08			
4	1	62	RUE DE LA ZORN	0,57	SOL	FEHR FREDERIC ALBERT , 15ARUE DE LA ZORN 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	copropriété dont le syndic est FONCIA LOBSTEIN 25 Boulevard Wilson 67000 STRASBOURG	T	0,57			
5	1	76	RUE DE LA MODER	0,13	SOL	STE IMMOB DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, 44B RUE DE LA COURSE 67000 STRASBOURG, propriétaire	STE IMMOB DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, propriétaire	T	0,13			
6	1	77	RUE DE LA MODER	0,96	SOL	STE IMMOB DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, 44B RUE DE LA COURSE 67000 STRASBOURG, propriétaire	STE IMMOB DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, propriétaire	T	0,96			
7	1	78	RUE DE LA MODER	1,87	SOL	STE IMMOB DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, 44B RUE DE LA COURSE 67000 STRASBOURG, propriétaire	STE IMMOB DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, propriétaire	T	1,87			
8	1	109	RUE DES TILLEULS	0,59	SOL	copropriété dont le syndic est ROTH Jean-Paul 1 rue des Tilleuls 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Cabinet immobilier Scheuer 34 rue des Vosges 67120 MOLSHEIM	T	0,59			
9	1	133	RUE DE LA ZORN	1,26	SOL	FEHR FREDERIC ALBERT , 15ARUE DE LA ZORN 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	copropriété dont le syndic est FONCIA LOBSTEIN 25 Boulevard Wilson 67000 STRASBOURG	T	1,26			
10	2	22	RUE DE GAMBSHEIM	4,35	SOL	FIEFFEL Germaine et FIEFFEL Jacques, 20 RUE DE GAMBSHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	FIEFFEL Germaine, propriétaire indivis ; FIEFFEL Jacques, propriétaire indivis	P	0,74			
11	2	24	RUE DE GAMBSHEIM	2,19	SOL	LES PISTONS, 6 RUE DU NOYER 67270 DUNTZENHEIM, propriétaire	LES PISTONS, propriétaire	P	0,33			
12	2	37	RUE DES TILLEULS	0,47	SOL	ROSE Frédéric et ROSE Maud-Elodie née MEYER, 4 rue des Tilleuls 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	ROSE Frédéric et ROSE Maud-Elodie née MEYER, propriétaires	T	0,47			
13	2	40	RUE DES TILLEULS	0,54	SOL	DA FONSECA Marco, 6 rue des Tilleuls 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	DA FONSECA Marco, propriétaire	T	0,54			
14	2	51	RUE DES TILLEULS	1,03	SOL	PIRUS Cyrille, 18 rue de l'Herbe 67370 BERSTETT, propriétaire indivis ; PIRUS Pascal, 5 rue des Tilleuls 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis et usufruitier	PIRUS Cyrille, propriétaire indivis ; PIRUS Pascal, propriétaire indivis et usufruitier	T	1,03			
15	2	52	RUE DE LA ROBERTSAU	0,42	SOL	DANNENMULLER Aurélie et PONTON Yann, 2 RUE DE LA ROBERTSAU 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	DANNENMULLER Aurélie, propriétaire indivis ; PONTON Yann, propriétaire indivis	T	0,42			
16	2	55	RUE DE LA ROBERTSAU	0,42	SOL	KOHL Roland et HAGELBERGER Nicole, 4 RUE DE LA ROBERTSAU 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires indivis	ADOLF Milène, propriétaire indivis ; DELACOUX DES ROSEAUX Pierre, propriétaire indivis	T	0,42			
17	2	60	RUE DE LA ROBERTSAU	0,42	SOL	COPROPRIETAIRES 10A RUE DE LA ROBERTSAU 67300 SCHILTIGHEIM	MALLO Marie, propriétaire	T	0,42			

18	2	61	RUE DE GAMBSHEIM	1,57	SOL	COPROPRIETAIRES 10A RUE DE LA ROBERTSAU 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est FONCIA BINTZ, 88 Avenue Jean-Jaurès 67000 STRASBOURG	P	0,34			
19	2	62	RUE DE GAMBSHEIM	2,17	SOL	Pierre LEGAYE, 5 rue du Parc 67990 OSTHOFFEN	SCI ROBERTSAU, propriétaire	P	0,35			
20	2	63	RUE DE LA ROBERTSAU	0,67	SOL	CHRISTMANN Laurent, Route de Montbouquet 30580 BROUZET LES ALES, propriétaire	CHRISTMANN Laurent, propriétaire	T	0,67			
21	2	64	RUE DE LA ROBERTSAU	0,39	SOL	HIRSCH Robert et HIRSCH Elisabeth née WALTER, propriétaires	HIRSCH Robert et HIRSCH Elisabeth née WALTER, propriétaires	T	0,39			
22	2	67	RUE DE LA ROBERTSAU	0,40	SOL	PICARD FRANCIS, 14 RUE DE LA ROBERTSAU 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	GLOWICK Bernadette, propriétaire	T	0,40			
23	2	68	RUE DE LA ROBERTSAU	0,51	SOL	HEITZ DUPUIS Camilla, 26 RUE DE LA LAMPROIE 67000 STRASBOURG, propriétaire	DUPUIS Canilla, propriétaire	T	0,51			
24	2	73	RUE DE LA ROBERTSAU	0,81	SOL	DIEBOLD Alfred et DIEBOLD Gertrude née BAUERT, 2 RUE DE BISCHHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	DIEBOLD Alfred et DIEBOLD Gertrude née BAUERT, propriétaires	T	0,81			
25	2	74	RUE DE LA ROBERTSAU	0,63	SOL	DIEBOLD Alfred et DIEBOLD Gertrude née BAUERT, 2 RUE DE BISCHHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	DIEBOLD Alfred et DIEBOLD Gertrude née BAUERT, propriétaires	T	0,63			
26	2	77	RUE DE LA ROBERTSAU	0,42	SOL	SCI DES VANNEAUX PAR HEITZ FRANCIS, 14 RUE DU BON VOISIN 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, propriétaire	SCI DES VANNEAUX, propriétaire	T	0,42			
27	2	78	RUE DE LA ROBERTSAU	0,29	SOL	CORBERES Fernand et CORBERES Marie née MORAT , 40B RUE JEAN ALCOVER 66000 PERPIGNAN, propriétaires	CORBERES Fernand et CORBERES Marie née MORAT, propriétaires	T	0,29			
28	2	81	RUE DE LA ROBERTSAU	0,48	SOL	COPROPRIETAIRES 9 RUE DE LA ROBERTSAU 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est ADMI IMMO,19 rue Louise 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,48			
29	2	82	RUE DE LA ROBERTSAU	0,51	SOL	GAABOURI Abdelaziz et GAABOURI Fatima, 7 RUE DE LA ROBERTSAU 67300 SCHILTIGHEIM propriétaires	GAABOURI Abdelaziz et GAABOURI Fatima, propriétaires	T	0,51			
30	2	85	RUE DE LA ROBERTSAU	0,43	SOL	copropriété dont le syndic est ADMI IMMO,19 rue Louise 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est ADMI IMMO,19 rue Louise 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,43			
31	2	86	RUE DE LA ROBERTSAU	0,52	SOL	COBOS Eliane, 9 RUE DES BICHES 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN, propriétaire indivis et usufruitière ; SCHOENER Christine, 3 RUE DE LA DIVISION LECLERC 67000 STRASBOURG, propriétaire indivis ; SCHOENER Isabelle, 71 RUE DE L'EGALITE 51530 DIZY, propriétaire indivis	COBOS Eliane, propriétaire indivis et usufruitière ; SCHOENER Christine, propriétaire indivis ; SCHOENER Isabelle, propriétaire indivis	T	0,52			
32	2	113	RUE DE GAMBSHEIM	0,34	SOL	copropriété dont le syndic est Mme MATHIA Elisabeth, 9 rue de Gambsheim 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est Mme LUTTMANN Madeleine 28A rue d'Adelshoffen 67300 SCHILTIGHEIM	T	0,34			
33	2	114	RUE DE GAMBSHEIM	0,34	SOL	GLINTZBOECKEL Nicole, 7 rue de Gambsheim 67300 SCHILTIGHEIM propriétaire indivis ; SPEICH Carine, 9 rue du Galgenberg 67270 GOUGENHEIM, propriétaire indivis	GLINTZBOECKEL Charles, propriétaire indivis ; SPEICH Carine, propriétaire indivis	T	0,34			
34	2	122	RUE DE LA ROBERTSAU	0,36	TERRES	RIEHL Benjamin et RIEHL Madeleine née VOLTZ, 42 rue Nationale 67800 BISCHHEIM, propriétaires	RIEHL Benjamin et RIEHL Madeleine née VOLTZ, propriétaires	T	0,36			
35	2	129	RUE DE BISCHHEIM	0,80	TERRES	BARTH Francis, 10 RUE DE BISCHHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BARTH Francis, propriétaire	T	0,80			
36	2	160	RUE DE BISCHHEIM	0,47	SOL	BARTH Francis, 10 RUE DE BISCHHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	BARTH Francis, propriétaire	T	0,47			
37	2	163	RUE DE BISCHHEIM	0,88	JARDINS	METZGER André, 9 RUE BODIN 49400 SAUMUR, propriétaire	METZGER André, propriétaire	T	0,88			

38	2	178	RUE DE LA ZORN	1,66	SOL	COPROPRIETAIRES 14 RUE DE BISCHHEIM SCHILTIGHEIM		T	1,66			
39	2	179	RUE DE BISCHHEIM	1,48	SOL	COPROPRIETAIRES 14 RUE DE BISCHHEIM SCHILTIGHEIM		T	1,48			
40	2	224	RUE DE LA ZORN	0,55	SOL	ANSTETT PAUL ET CIE, 8A RUE DES VOSGES 67800 HOENHEIM, propriétaire	ANSTETT PAUL ET CIE, propriétaire	T	0,55			
41	2	230	RUE DE LA ZORN	4,61	SOL	ANSTETT PAUL ET CIE, 8A RUE DES VOSGES 67800 HOENHEIM, propriétaire	copropriété dont le syndic est Immobilière ELSAESSER 68 Avenue des Vosges 67000 STRASBOURG	P	0,21			
42	2	250	RUE DE LA ZINSEL	0,52	SOL	ABTEY Claude et ABTEY Mireille née GUTHMANN, 78 CHEMIN LOUPIT 40170 BIAS, propriétaires	ABTEY Claude et ABTEY Mireille née GUTHMANN, propriétaires	T	0,52			
43	2	251	RUE DE LA ZINSEL	0,24	SOL	ABTEY Claude et ABTEY Mireille née GUTHMANN, 78 CHEMIN LOUPIT 40170 BIAS, propriétaires	ABTEY Claude et ABTEY Mireille née GUTHMANN, propriétaires	T	0,24			
44	2	254	RUE DE LA ZINSEL	0,60	SOL	COPROPRIETAIRES 2-4-6-8 RUE DE LA ZINSEL A SCHILTIGHEIM dont le syndic est CABINET ELSAESSER,68 AV DES VOSGES 67000 STRASBOURG	SCI ZINSEL, propriétaire	P	0,50			
45	2	255	RUE DE LA ZINSEL	0,24	SOL	COPROPRIETAIRES 2-4-6-8 RUE DE LA ZINSEL A SCHILTIGHEIM dont le syndic est CABINET ELSAESSER,68 AV DES VOSGES 67000 STRASBOURG	SCI ZINSEL, propriétaire	P	0,17			
46	2	257	RUE DE LA ZINSEL	0,98	SOL	COPROPRIETAIRES 2-4-6-8 RUE DE LA ZINSEL A SCHILTIGHEIM dont le syndic est CABINET ELSAESSER,68 AV DES VOSGES 67000 STRASBOURG	SCI ZINSEL, propriétaire	P	0,73			
47	2	297	RUE DE BISCHHEIM	0,73	SOL	LAGRANGE Dominique et LAGRANGE Elisabeth née GARNIER, 32 RUE DE BISCHHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	LAGRANGE Dominique et LAGRANGE Elisabeth née GARNIER, propriétaires	T	0,73			
48	2	305	RUE DE BISCHHEIM	3,99	SOL	SYNDICAT DE COPRO DU 1 RUE DE GAMBSHEIM 67300 SCHITLIGHEIM	copropriété dont le syndic est STROH Christian 6 rue Robert Debré 67310 WESTHOFFEN	P	0,08			
49	3	5	RUE DE BITCHE	3,44	SOL	SCHMITT ANNICK et SCHMITT MAITE, 5 RUE DE BITCHE 67300 SCHILTIGHEIM, usufruitière et Propriétaire	SCHMITT Maïté, propriétaire ; SCHMITT Annick, usufruitière	P	0,20			
50	3	30	RUE DE BITCHE	0,92	SOL	COPROPRIETAIRES 26 RUE DE BITCHE à SCHILTIGHEIM dont le syndic est SEYBEL Pierre, 6 RUE DE SARREBOURG 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est CITYA - IMMO 4, 31 rue du Maréchal Foch 67380 LINGOLSHEIM	T	0,92			
51	3	38	RUE DE KILSTETT	3,25	SOL	COPROPRIETAIRES 17 RUE DE BITCHE à SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est BORNERT Roger	P	0,03			
52	3	105	RUE DE BITCHE	0,42	JARDINS	ANSTETT FERNAND, 14 RUE PAUL JANET 67000 STRASBOURG, Propriétaire ; ANSTETT PAUL, 19 RUE LONGCHAMPS 67800 BISCHHEIM, Propriétaire	ANSTETT Danielle, propriétaire indivis ; ANSTETT Michel, propriétaire indivis ; ANSTETT Paul, propriétaire indivis ; ANSTETT Philippe, propriétaire indivis	T	0,42			
53	3	122	RUE DE WALBOURG	8,86	SOL	BARTH Lucie, 67980 HANGENBIETEN, propriétaire	BARTH Lucie, propriétaire	T	8,86			
54	3	123	RUE DE LA CHARRUE	0,55	SOL	BARTH Lucie, 67980 HANGENBIETEN, propriétaire	BARTH Lucie, propriétaire	T	0,55			

55	3	136	RUE DE LA WANTZENAU	2,21	SOL	SCHUMACHER IRENE MARIE MARTHE, 15 RUE DE HALDENBOURG 67207 NIEDERHAUSBERGEN, Propriétaire ; SCHUMACHER CLAUDE RAYMOND ANDRE, 45 RUE DE LA FORGE 68000 COLMAR, Propriétaire ; SCHUMACHER JEAN CHARLES EUGENE, 0018 PLACE DE LA LIBERTE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	NEXIDIS, propriétaire	T	2,21			
56	3	138	RUE DE LA WANTZENAU	1,15	SOL	COPROPRIETAIRES 15 RUE DE LA WANTZENAU à SCHILTIGHEIM dont le syndic est HERRMANN MARCELLE, 15 RUE DE LA WANTZENAU	HERRMANN Marcelle, propriétaire indivis ; HERRMANN René, propriétaire indivis	T	1,15			
57	3	151	RUE DE HOERDT	1,04	SOL	HAMANN Béatrice Marie, 92 RTE DE BALE 68000 COLMAR, propriétaire	HAMANN Béatrice Marie, propriétaire	T	1,04			
58	3	153	RUE DE BITCHE	0,86	SOL	GOLD, 23 AV DE LA PAIX 67000 STRASBOURG, Propriétaire	SA GOLD, propriétaire	T	0,86			
59	3	158	RUE DE BITCHE	0,78	SOL	GOETZ Yvette, 24 RUE DE BITCHE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	GOETZ Yvette, propriétaire	T	0,78			
60	3	203	RUE DE HERRLISHEIM	3,67	SOL	BATAILLARD Pierre-Alain, propriétaire indivis et GELLY Audrey, 22 RUE DE BITCHE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis	BATAILLARD Pierre-Alain, propriétaire indivis ; GELLY Audrey, propriétaire indivis ;	P	0,04			
61	3	234	RUE DE LA WANTZENAU	0,22	TERRES	ANSTETT FERNAND, 14 RUE PAUL JANET 67000 STRASBOURG, Propriétaire ; ANSTETT PAUL, 19 RUE LONGCHAMPS 67800 BISCHHEIM, Propriétaire	ANSTETT Danielle, propriétaire indivis ; ANSTETT Michel, propriétaire indivis ; ANSTETT Paul, propriétaire indivis ; ANSTETT Philippe, propriétaire indivis	T	0,22			
62	3	235	RUE DE LA WANTZENAU	0,62	SOL	BRENTEL MARIUS LOUIS ANTOINE, 17 RUE DE HOENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; BRENTEL GINO LUIGI VITTORIO, 37 RUE DE CHAMBORD 67000 STRASBOURG, Propriétaire ; COURTADE YVETTE HENRIETTE EUGENIE, 37 RUE DE CHAMBORD 67000 STRASBOURG, Propriétaire ; DECK LILIANE GEORGETTE, 17 RUE DE HOENHEIM 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	BRENTEL Marius et BRENTEL Liliane née DECK, propriétaires indivis ; BRENTEL Gino et BRENTEL Yvette née COURTADE, propriétaires indivis ; BRENTEL Mario, usufruitier	T	0,62			
63	3	282	RUE DE LA WANTZENAU	0,09	SOL	ANSTETT PAUL, 19 RUE LONGCHAMPS 67800 BISCHHEIM, Propriétaire	ANSTETT Danielle, propriétaire indivis ; ANSTETT Michel, propriétaire indivis ; ANSTETT Paul et ANSTETT Marie née WALZER, propriétaires indivis ; ANSTETT Philippe, propriétaire indivis	T	0,09			
64	3	283	RUE DE LA WANTZENAU	0,12	SOL	ANSTETT FERNAND, 14 RUE PAUL JANET 67000 STRASBOURG, Propriétaire ; ANSTETT PAUL, 19 RUE LONGCHAMPS 67800 BISCHHEIM, Propriétaire	ANSTETT Danielle, propriétaire indivis ; ANSTETT Michel, propriétaire indivis ; ANSTETT Paul, propriétaire indivis ; ANSTETT Philippe, propriétaire indivis	T	0,12			
65	3	284	RUE DE LA WANTZENAU	0,22	SOL	ANSTETT PAUL, 19 RUE LONGCHAMPS 67800 BISCHHEIM, Propriétaire	ANSTETT Danielle, propriétaire indivis ; ANSTETT Michel, propriétaire indivis ; ANSTETT Paul et ANSTETT Marie née WALZER, propriétaires indivis ; ANSTETT Philippe, propriétaire indivis	T	0,22			
66	6	143	RUE DE HOENHEIM	0,02	SOL	WEBER MARIE LOUISE, 20 RUE NEUVE 67440 MARMOUTIER, Propriétaire ; WEBER JEAN GEORGES, 6 RUE DU NORD 67800 BISCHHEIM, Propriétaire ; WEBER GEORGETTE LINA, 65 RTE DE HAUSBERGEN 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	WEBER Georgette, propriétaire indivis ; WEBER Jean, propriétaire indivis ; WEBER Marie, propriétaire indivis	T	0,02			

67	6	208	RUE DE BISCHHEIM	3,65	SOL	COPROPRIETAIRES RUE DE BISCHHEIM A SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est SATTLER Pascal, 1a rue d'Egesheim 67114 ESCHAU	P	0,16			nouveau syndic : ERDS Pascal

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

ETAT PARCELLAIRE DOSSIER 9

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	1	58	RUE D'ADELSHOFFEN	0,11	SOL	SCI LES TILLEULS, rue de l'Industrie 67640 FEGERSHEIM, propriétaire	SCI LES TILLEULS, propriétaire	T	0,11			
2	6	229/14	RUE D'ADELSHOFFEN	0,09	SOL	ALCYS RESIDENCES, 87 rue du Maréchal Foch 67730 CHATENOIS, propriétaire	ALCYS RESIDENCES, propriétaire	T	0,09			
3	6	232/16	RUE D'ADELSHOFFEN	0,79	SOL	ALCYS RESIDENCES, 87 rue du Maréchal Foch 67730 CHATENOIS, propriétaire	ALCYS RESIDENCES, propriétaire	T	0,04			
4	6	105	PLACE DE LA LIBERTE	0,18	SOL	HENER Edouard, 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	HENER Edouard et WUTTMANN Salomé, propriétaires indivis ; KOCH Yvette , propriétaire indivis	T	0,18			
5	6	108	RUE D'ADELSHOFFEN	0,50	VERGERS	SOCIÉTÉ ISOLATIONS THEOPHILE DEBUS, 3 rue Principale 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SOCIÉTÉ ISOLATIONS THEOPHILE DEBUS, propriétaire	T	0,50			
6	6	125	RUE D'ADELSHOFFEN	0,41	SOL	SOCIÉTÉ ISOLATIONS THEOPHILE DEBUS, 3 rue Principale 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE LES FLEURS, propriétaire	T	0,41			
7	6	126	RUE D'ADELSHOFFEN	0,30	SOL	SOCIÉTÉ ISOLATIONS THEOPHILE DEBUS, 3 rue Principale 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE LES FLEURS, propriétaire	T	0,30			
8 1140	6	141	RUE D'ADELSHOFFEN	0,05	SOL	WEBER Georgette, 65 route de Hausbergen 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; WEBER Jean, 6rue du Nord 67800 BISCHHEIM, propriétaire indivis ; WEBER Marie, 20 rue Neuve 67440 MARMOUTIER, propriétaire indivis	WEBER Georgette, propriétaire indivis ; WEBER Jean, propriétaire indivis ; WEBER Marie, propriétaire indivis	T	0,05			
9	6	142	RUE DE HOENHEIM	0,02	SOL	WEBER Georgette, 65 route de Hausbergen 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire indivis ; WEBER Jean, 6rue du Nord 67800 BISCHHEIM, propriétaire indivis ; WEBER Marie, 20 rue Neuve 67440 MARMOUTIER, propriétaire indivis	WEBER Georgette, propriétaire indivis ; WEBER Jean, propriétaire indivis ; WEBER Marie, propriétaire indivis	T	0,02			
10	7	210	RUE D'ADELSHOFFEN	2,30	SOL	GUITRE Christian, 25 rue de l'Usine 67380 LINGOLSHEIM, propriétaire	GUITRE Christian, propriétaire	P	0,34			
11	7	226	RUE DE LA LUNE	0,35	SOL	copropriété 17A et 17B rue du Soleil 67300 SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est le Cabinet ASI, 200 Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG	T	0,35			
12	7	240	RUE DE LORRAINE	3,96	SOL	OPUS 67 BP4, 15 rue Jacob Mayer 67037 STRASBOURG CEDEX	ALSACE HABITAT, propriétaire	T	3,96			
13	75	58	RUE D'ADELSHOFFEN	1,38	SOL	copropriété 58A et 58B rue d'Adelshoffen dont le syndic est Mr BILLY André, Chemin Amédée Morin 83160 LA VALETTE DU VAR	copropriété dont le syndic est le Cabinet Rive Gauche, 18 rue Auguste Lamey 67080 STRASBOURG	P	0,05			
14	75	59	RUE D'ADELSHOFFEN	0,12	SOL	copropriété 58A et 58B rue d'Adelshoffen dont le syndic est Mr BILLY André, Chemin Amédée Morin 83160 LA VALETTE DU VAR	copropriété dont le syndic est le Cabinet Rive Gauche, 18 rue Auguste Lamey 67080 STRASBOURG	T	0,12			

ETAT PARCELLAIRE DOSSIER 10

N°ordre	CADASTRE					IDENTITE DES PROPRIETAIRES		EMPRISE				Observations
	Section	N°parcelle	Adresse	Surface (are)	Nature	Données cadastrales (R.P.)	Données du Livre Foncier	P ou T	Surface (are)	Section	N°parcelle	
1	11	25	RUE DU BREUIL	3,43	SOL	COPROPRIETE RUE DU BREUIL SCHILTIGHEIM	copropriété dont le syndic est SCI BRUXELLES VI, 14 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG	P	0,42		2/25	
2	11	26	RUE DU BREUIL	3,97	SOL	LA BICHE 7 RUE DU VIEUX MARCHE AUX GRAINS 67000 STRASBOURG, Propriétaire	SCI LA BICHE, propriétaire	P	0,95		2/26	
3	11	28	RUE DU BREUIL	3,09	SOL	DIEMER JEAN, 9 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; DIEMER PATRICK JEAN 50 RUE DE L ETRIER 67720 HOERDT, Nu-propriétaire	DIEMER Patrick, propriétaire ; DIEMER Jean et WANKE Marie, usufrutiiers	P	0,54		2/28	
4	11	29	RUE DU BREUIL	3,01	SOL	MORGENTHALER ALICE JOSEPHINE 7 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; SCHMITT BEATRICE MARIE AM HEGHENBERG 30 - 55129 MAINZ Allemagne, Nu-propriétaire	SCHMITT Béatrice, propriétaire ; MORGENTHALER Alice, usufruitière	P	0,51		2/29	
5	11	30	RUE DU BREUIL	3,25	SOL	FRIESS ALFRED ADOLPHE 12 RUE DES CHAMPIGNONS 67800 HOENHEIM, Usufruitier ; FRIESS THIERRY ALFRED 24 RUE DE LORRAINE 67800 BISCHHEIM, Nu-propriétaire ; HEINTZ ODETTE MARGUERITE 02 RUE DES CHAMPIGNONS 67800 HOENHEIM, Usufruitier ; GOEHNER ISABELLE PAULETTE 24 RUE DE LORRAINE 67800 BISCHHEIM, Nu-propriétaire	FRIESS Thierry et FRIESS Isabelle née GOEHNER, propriétaires ; FRIESS Alfred et HEINTZ Odette, usufruitiers	P	0,54		2/30	
6	11	31	RUE DU BREUIL	4,27	SOL	FLATTER JACQUELINE MARIE CATHERINE 32 RUE DE DOSSENHEIM 67200 STRASBOURG, Propriétaire	FLATTER Jacqueline, propriétaire	P	0,73		2/31	
7	11	32	RUE DU BREUIL	2,88	SOL	AL AHMAD YACOUB 1 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; AL-AHMAD DAVID JACQUES ABDURRAHMAN 1 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Nu-propriétaire ; AESCHELMANN BRIGITTE MARIE ANGELE 1 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Usufruitier ; AL-AHMAD LINDA 15 RUE DU HEUBERG 67370 PFULGRIESHEIM, Nu-propriétaire ;AL-AHMAD ABRAHAM JACOB 9101 SHYLANA - 79119 AMARILLO ETATS-UNIS, Nu-propriétaire	AL AHMADAL-AHMAD Abraham, propriétaire indivis ; AL-AHMAD David, propriétaire indivis ; AL-AHMAD Linda , propriétaire indivis ; AESCHELMANN Brigitte, usufruitière ; AL-AHMAD Yacoub, usufruitier	P	0,44		2/32	
8	11	52	RUE DES PETITS CHAMPS	0,38	SOL	COPROPRIETAIRES 21-A-B RUE DES PETITS CHAMPS SCHILTIGHEIM, Propriétaire ;STE SOGESTRA 1 RUE DES CHARPENTIERS 67000 STRASBOURG, Syndic	SCI RUE DES PETITS CHAMPS, propriétaire	T	0,38			
9	11	67	RUE DU BREUIL	0,75	SOL	SCHIERMEYER GERMAINE CHARLOTTE 36 VACQUENOUX 67130 LA BROQUE, Propriétaire	SCHIERMEYER Germaine, propriétaire	P	0,39		2/26	
10	11	76	RUE DU BREUIL	3,76	SOL	LANG BENOIT OLIVIER ROGER, 4 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; KLEIN CATHIE 4 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	LANG Benoit et LANG Cathie née KLEIN, propriétaires indivis	P	0,47		2/26	

11	11	82	RUE DE L'ABATTOIR	0,02	SOL	GUILLOUX Christophe et GUILLOUX Nathalie née BOURDIN, 27 RUE DE L'ABATTOIR 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaires	GUILLOUX Christophe et GUILLOUX Nathalie née BOURDIN, propriétaires	T	0,02			
12	11	85	RUE DU BREUIL	2,25	SOL	NONNENMACHER CLEMENCE ASTRIDE CECILE 2 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire ; MENIKER RABAH 02 RUE DU BREUIL 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MENIKER Rabar et MENIKER Astride née NONNENMACHER, propriétaires	P	0,51		2/26	
13	11	104	RUE DES PETITS CHAMPS	1,16	SOL	STE SOGESTRA 1 RUE DES CHARPENTIERS 67000 STRASBOURG, Syndic	SCI RUE DES PETITS CHAMPS, propriétaire	T	1,16			
14	11	110	RUE DES PETITS CHAMPS	0,55	SOL	COPROPRIETAIRES 21-A-B RUE DES PETITS CHAMPS SCHILTIGHEIM, Propriétaire ;STE SOGESTRA 1 RUE DES CHARPENTIERS 67000 STRASBOURG, Syndic	copropriété dont le syndic est SOGESTRA, 1 rue des Charpentiers 67000 STRASBOURG	T	0,55			
15	13	131	RUE DE LA BONDE	0,66	SOL	MARCHADIER JOEL JEAN 1 RUE DE LA BONDE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	MARCHADIER Joel, propriétaire indivis ; SANVIDO Martine, propriétaire indivis	T	0,66			
16	13	152	RUE DES TONNELIERS	1,13	SOL	PAROISSE PROTESTANTE DE SCHILTIGHEIM, 68A RTE DU GEN DE GAULLE 67300 SCHILTIGHEIM, propriétaire	PAROISSE PROTESTANTE DE SCHILTIGHEIM, propriétaire	T	1,13			
17	13	217	RUE DU BARRAGE	5,20	SOL	SCI 17 RUE DU BARRAGE PAR MEYER JEAN 34 RUE EUGENE DELACROIX 67205 MITTELHAUSBERGEN, Propriétaire	SCI 17 RUE DU BARRAGE, propriétaire	P	0,04			
18	13	218	RUE DU BARRAGE	0,76	SOL	COPROPRIETE 19 RUE RUE DU BARRAGE 67300 SCHILTIGHEIM, Propriétaire	SCI LA MARJOLAINE, propriétaire	P	0,02			

Bertrand Pimmel
Commissaire Enquêteur

46

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Déclassement d'une emprise de voirie sise 2 rue Victor Hugo à Schiltigheim.

Numéro E-2023-621

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire de la parcelle cadastrée section 43, numéro 148/22, sise 2 rue Victor Hugo à Schiltigheim ; d'une surface de 0,03 are, elle est aménagée à usage de trottoir, et relève donc du domaine public viaire métropolitain.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a institué un Nouveau Programme National pour la Rénovation Urbaine (NPNRU) ; le secteur Ouest des communes de Bischheim-Schiltigheim a notamment été déclaré quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) parmi sept autres.

Dans ce cadre, une convention a été établie en mars 2020 avec l'État, les communes de Schiltigheim et de Bischheim, OPUS 67, bailleur social, et l'Eurométropole de Strasbourg, afin de valider un plan-guide de réaménagement global du quartier des Écrivains à Schiltigheim.

Ce document prévoit notamment un réaménagement complet des abords de l'immeuble sis 2 rue Victor Hugo en procédant à leur privatisation. Les objectifs de cette résidentialisation sont de plusieurs ordres :

- clarifier les limites entre les terrains privés et publics, ainsi que les usages induits ;
- requalifier les aménagements privatifs et publics du quartiern
- abonder le stationnement largement déficitaire dans ce quartier.

La propriété de cette parcelle a vocation à être cédée à Alsace Habitat, société anonyme d'économie mixte.

Préalablement à cette cession qui s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'une opération d'intérêt général, cette emprise doit être déclassée du domaine public métropolitain (article L. 2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques).

D'autres parcelles nécessaires au projet ont déjà été déclassées.

En l'espèce, les travaux de résidentialisation ayant déjà commencé, un barriérage a été mis en place, empêchant l'accès du public à la parcelle 148. Elle est donc désaffectée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

constate

la désaffectation de la parcelle cadastrée section 43, numéro 148, sise 2 rue Victor Hugo à Schiltigheim, d'une surface de 0,03 are, telle que représentée en annexe à la présente délibération,

approuve

le déclassement du domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée section 43, numéro 148, sise 2 rue Victor Hugo à Schiltigheim, d'une surface de 0,03 are, telle que représentée sur le plan joint en annexe à la présente délibération,

prononce

le classement dans le domaine privé métropolitain de la parcelle cadastrée section 43, numéro 148, sise 2 rue Victor Hugo à Schiltigheim, d'une surface de 0,03 are, telle que représentée sur le plan joint en annexe à la présente délibération,

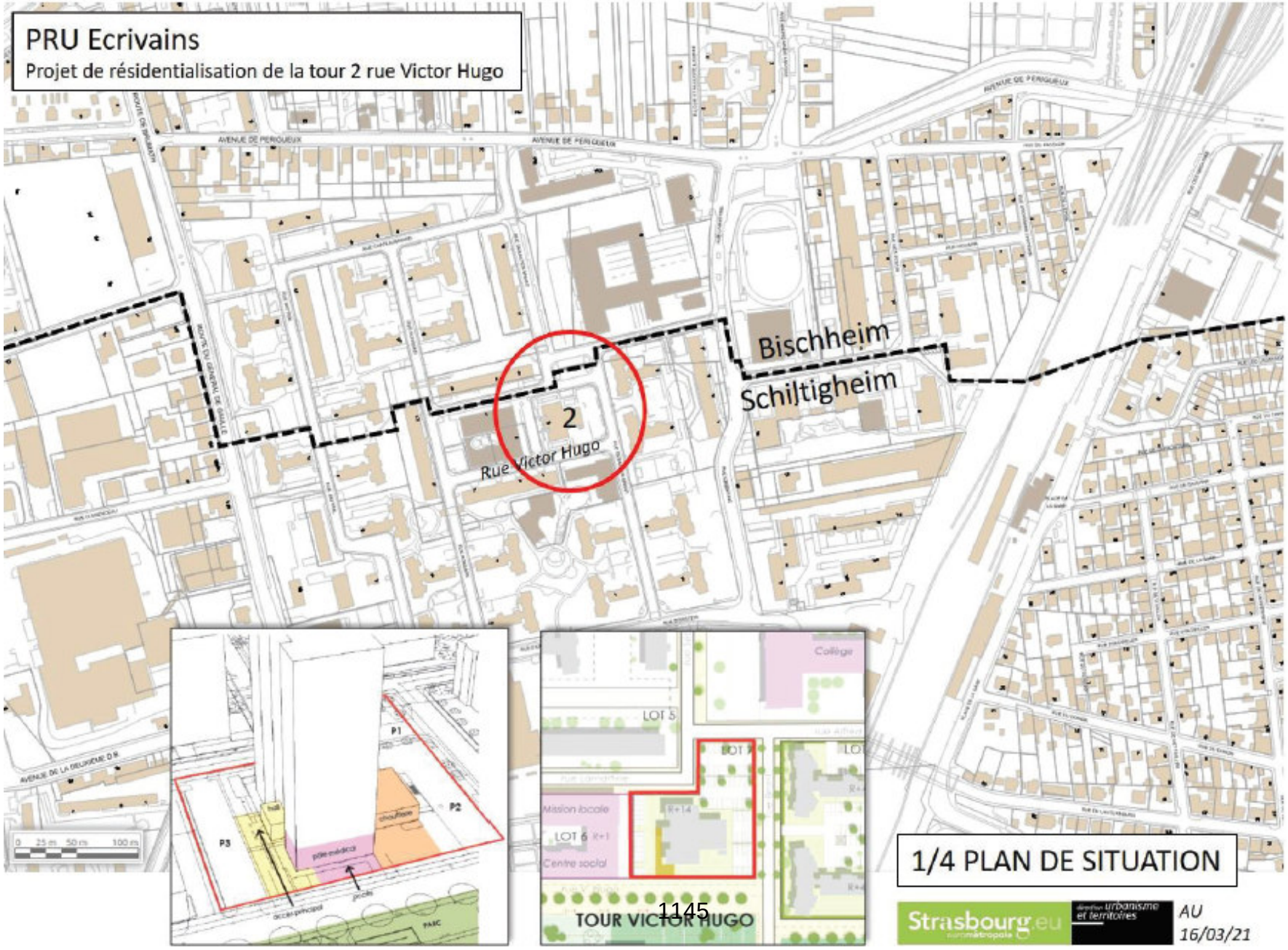
autorise

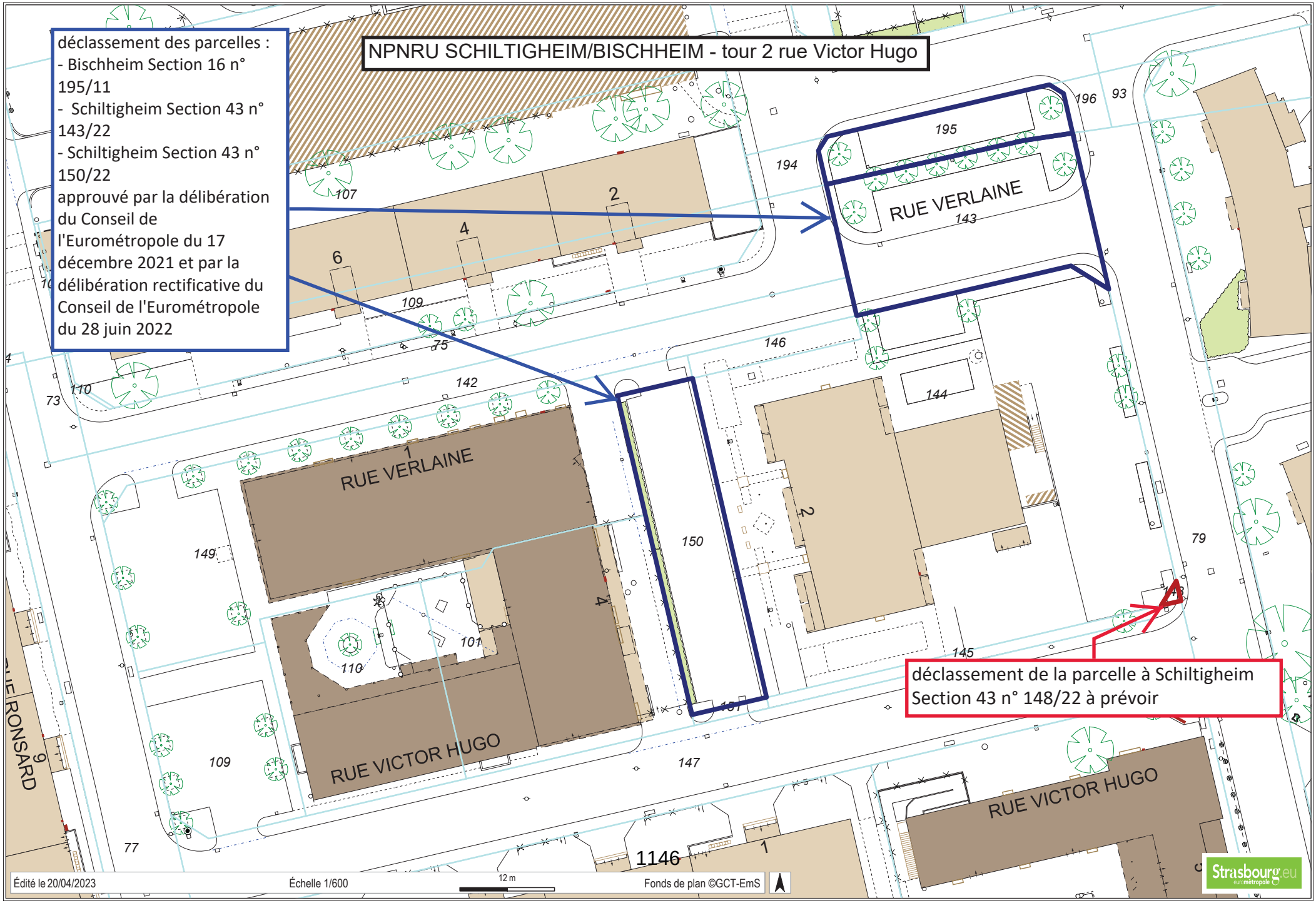
la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158706-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023


PRU Ecrivains
Projet de résidentialisation de la tour 2 rue Victor Hugo
AVENUE DE PERIGUEUX
Bischheim
Schiltigheim
2
Rue Victor Hugo
P1
P2
P3
hall
pôle médical
accès principal
Collège
LOT 5
LOT 7
Mission locale
LOT 6
Centre social
TOUR VICTOR HUGO
1/4 PLAN DE SITUATION
Strasbourg.eu
urbanisme et territoires
AU
16/03/21


NPNRU SCHILTIGHEIM/BISCHHEIM - tour 2 rue Victor Hugo
déclassement des parcelles :
- Bischheim Section 16 n° 195/11
- Schiltigheim Section 43 n° 143/22
- Schiltigheim Section 43 n° 150/22
approuvé par la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021 et par la délibération rectificative du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2022
déclassement de la parcelle à Schiltigheim Section 43 n° 148/22 à prévoir
RUE VERLAINE
RUE VICTOR HUGO
RUE RONSARD
Édité le 20/04/2023
Échelle 1/600
12 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu

47

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Dispositif de participation financière de l'Eurométropole dans le cadre de la réalisation de logements locatifs sociaux sur le territoire - Révision du dispositif concernant le critère d'éligibilité relatif à l'exclusion des logements en PLS.

Numéro E-2023-673

Contexte

Pour contribuer à la mise en œuvre des politiques locales en matière d'habitat et face à l'augmentation importante des prix du foncier et de l'immobilier, les personnes publiques peuvent intervenir directement dans la production d'un foncier à un prix en adéquation avec les capacités financières des opérateurs immobiliers et avec l'équilibre économique de l'opération.

Par délibération du 25 juin 2021, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé la mise en œuvre du dispositif de minoration du prix du foncier et de participation financière auprès des bailleurs sociaux permettant à l'Eurométropole de contribuer à la production de logements locatifs sociaux sur son territoire.

Ce dispositif prévoit notamment la vente de fonciers ou d'immeubles au profit de bailleurs sociaux à un prix minoré. La participation consistait, dans la limite maximale de 5 000 €/ logement, en :

- un abattement sur le prix de cession foncière dans le cadre de la vente de terrains/ immeubles de l'Eurométropole ;

- une subvention dans le cadre des cessions foncières communales (bâties ou non), directement auprès des bailleurs.

Pour bénéficier de ce dispositif les opérations des bailleurs sociaux devaient répondre à une série de critères d'éligibilité :

- le dispositif d'aide ne porte que sur la réalisation de logements locatifs sociaux ;

- les programmes immobiliers doivent contenir a minima 30% de logements en PLAI et ne pas proposer de logements en PLS ;

- la nécessité d'intervention de l'Eurométropole devra être constatable et contrôlable au titre du bilan de l'opération du bailleur ;

- la mise en œuvre de cette aide est conditionnée :

  - par la participation au moins égale de la commune sur le ban de laquelle l'opération est réalisée. Ce système fait appel aux ressources de la commune qui peut déduire les subventions qu'elle verse au titre de la production de logement social sur son territoire des pénalités SRU (reportables sur trois exercices comptables) ;

  -par une participation au moins égale de l'Eurométropole par une subvention en cas de cession d'un foncier ou d'un immeuble communal ;

- les biens cédés devront être vacants à au moins 75% et les opérations en VEFA n'y seront pas éligibles ;

- l'abattement/subvention sera appliqué sur la base de l'avis de valeur de cession réalisé par la Division du Domaine ;

- le niveau d'exigence environnementale devra être conforme aux dispositions du PLUI en cours au jour de la conclusion de l'acte de vente.

Ce dispositif a été révisé par le Conseil de l'Eurométropole par délibération du 28 juin 2022 dans l'objectif de l'étendre aux communes carencées au titre de la loi SRU selon les mêmes conditions d'éligibilité. Cette extension du dispositif permet de verser des subventions au titre du dispositif approuvé en juin 2021 auprès des bailleurs sociaux dès lors que le droit de préemption urbain leur aura été délégué directement par l'Etat sur le ban des communes dites carencées au titre de la loi SRU.

Bilan 2021/2023

Sur les trois premières années le dispositif a été mis en œuvre à cinq reprises pour des opérations sur les bans d'Eschau, Strasbourg et Vendenheim. Ainsi le Conseil de l'Eurométropole, pour l'ensemble de ces cinq opérations, a consenti un abattement sur le prix de cession ou une subvention pour un montant total de 232 000 € permettant la participation à la réalisation de 54 logements locatifs sociaux.

Modification d'un critère d'éligibilité au dispositif

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de réviser ce dispositif de participation financière de l'Eurométropole dans le cadre de la réalisation de logements locatifs sociaux sur le territoire tel qu'il a été délibéré en juin 2021 et étendu aux communes carencées en juin 2022 uniquement en ce qu'il concerne le critère d'éligibilité relatif à l'exclusion de logements en PLS dans la programmation du bailleur social.

Ce critère sera supprimé de telle sorte que le programme immobilier des bailleurs pourra contenir des logements en PLS. Tous les autres critères précédemment délibérés seront maintenus.

Il est toutefois précisé que le dispositif de participation financière ne sera affecté qu'aux logements en PLAI et PLUS et ne financera pas les logements en PLS.

L'évolution du dispositif a pour objectif de permettre aux bailleurs de pouvoir équilibrer certaines de leurs opérations en y incluant des logements financés en PLS. Cette mesure participera avec d'autres à faire face à la baisse de production du logement social.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 juin 2021
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2022
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la révision du dispositif de participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la réalisation de logements locatifs sociaux sur le territoire tel qu'il a été délibéré le 25 juin 2021 et étendu le 28 juin 2022 aux communes carencées, uniquement en ce qu'il concerne le critère d'éligibilité relatif à l'exclusion de logements en PLS dans le cadre de la programmation,*

- *la suppression de ce critère de telle sorte que la programmation du bailleur social pourra contenir des logements en PLS. Il est toutefois précisé que le dispositif de participation financière ne sera affecté qu'aux logements en PLAI et PLUS et ne financera pas les logements en PLS,*

- *le maintien de l'ensemble des autres critères tels que délibérés en juin 2021 et juin 2022 ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tout document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159187-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

48

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN : Cession du 10 rue de la Poste à Habitat de l'Ill suite à l'exercice du droit de préemption urbain par l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-641

1) Compte-rendu de l'exercice du droit de préemption urbain

L'Eurométropole de Strasbourg a réceptionné une Déclaration d'intention d'aliéner (DIA) le 27 septembre 2022, portant sur la vente d'un bâtiment à usage d'habitation situé au n °10 rue de la Poste à Illkirch - Graffenstaden. Le bien situé en zone UB3, secteur SMS2 du PLUi, est construit sur une parcelle d'une superficie de 4,52 ares. Il s'agit d'une maison d'habitation d'une surface de 156 m².

La commune d'Illkirch-Graffenstaden a sollicité l'Eurométropole en vue de la préemption de ce bien pour y réaliser une opération de logement social. Le bailleur Habitat de l'Ill a répondu favorablement à la réalisation d'une opération sur ce terrain par courrier du 13 décembre 2022, et s'est engagé à racheter le bien à l'Eurométropole au prix de la préemption augmenté du mobilier ainsi que des frais de notaire engagés par la Métropole pour l'acquisition.

Suivant l'avis de la Division du domaine, l'Eurométropole a exercé le droit de préemption urbain le 20 décembre 2022 au prix demandé par le vendeur dans la DIA, soit à un montant de 590 405 €. La vente a été réitérée par acte notarié en date du 28 février 2023.

Le Conseil a délibéré en date du 12 mai 2023 au sujet de l'acquisition du mobilier garnissant le bien moyennant le prix de 10 930 €.

2) Revente de l'immeuble à Habitat de l'Ill

Il est proposé de revendre le bien préempté au n°10 rue de la Poste à Illkirch-Graffenstaden à la société coopérative Habitat de l'Ill qui souhaite par cette acquisition permettre la réalisation d'un projet global sur l'ilot situé rue la Poste et rue Quintenz à Illkirch-Graffenstaden.

Il est prévu à titre prévisionnel sur l'ensemble du projet la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, 32 logements bénéficiant d'un bail réel solidaire, 6 ventes en l'état futur d'achèvement ainsi que 4 commerces.

La société coopérative Habitat de l'Ill dispose déjà de la maîtrise foncière de plusieurs parcelles rue de la Poste ainsi que rue Quintenz pour la réalisation de ce projet.

La vente se fera en l'état, au prix de la préemption de 590 405 €, augmenté du mobilier (10 930 €), du prorata de taxe foncière (1 193 €) ainsi que des frais de notaire engagés pour l'acquisition (7 039 €), soit le prix de vente total de 609 567 €.

Il est proposé au Conseil d'approuver la vente à intervenir au profit de la société coopérative Habitat de l'Ill.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis des Domaines n°2022-67218-86437 du 02 décembre 2022,
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 12 mai 2023,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- la vente à la société coopérative Habitat de l'Ill, de l'immeuble situé au n°10 rue de la Poste à Illkirch-Graffenstaden, cadastré :

Commune d'Illkirch-Graffenstaden
Section 7 n°208/78, lieudit 10 rue de la Poste, de 4,52 ares ;

Moyennant le prix de vente total de 609 567 €, correspondant au prix d'acquisition par voie de préemption de 590 405 €, conforme à l'estimation de la Division du Domaine, augmenté du mobilier acquis par l'Eurométropole pour un montant de 10 930 €, du prorata de taxe foncière de 1 193 € ainsi que des frais de notaire engagés pour l'acquisition par voie de préemption s'élevant à 7 039 €.

Le bien est acquis en l'état par l'acquéreur, y compris le mobilier.

décide

- l'imputation de la recette de 598 637 € correspondant au prix de vente du bien immobilier, en sus le prorata de taxe foncière et les frais de notaire engagés au moment de l'acquisition sur la ligne budgétaire fonction 510, nature 775, service AD03B ;

- l'imputation de la recette de 10 930 € correspondant à la valeur du mobilier sur la ligne budgétaire fonction 518, nature 2188, Programme 3, service AD03 ;

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158898-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Illkirch-Graffenstaden - 10 rue de la Poste


M.35
Rue du Maréchal Foch
M.384
Rue du Vingt Trois Novembre
M.884
Route de Lyon
Route de Strasbourg
Avenue Messmer
Rue de la Ceinture
Rue du Four Banal
Rue des Vignes
Rue des Champs
Rue Burkel
Rue Schanzmatt
Rue Quintenz
Rue du Cygne
Rue des Orfèvres
Rue des Charpentiers
Rue des Serruriers
Rue des Maçons
Rue des Boulangers
Rue Lyautey
Rue du Jet d'Eau
Rue du Château d'Eau
Rue du Football
Rue de la Glacière
Rue du Parc
Rue du Fossé des Jardins
Rue du Milieu
Rue Longue
Rue de la Niederbourg
Rue de l'Abreuvoir
Rue de la Croix
Rue du Temple
Rue Lixenbuhl
Rue des Sports
Rue des Soeurs
Rue de la Poste
Rue du Général Leclerc
Rue Ernest Renan
Rue Louis Pasteur
Rue de l'Espérance
Rue des Maraichers
Rue des Vignes
Rue des Prés
Rue des Platanes
Rue de la Forge
Rue de l'Orme
Rue de la Paix
Rue Charles Brauer
Rue de l'Enfer
Rue des Canards
Rue des Acacias
Rue des Tilleuls
Rue des Charmes
Rue des Sorbiers
Rue du Bouleau
Rue du Marronnier
Rue des Hirondelles
Rue des Deux Clefs
Rue du Dragon
Rue du Gué
Rue du Vieux Moulin
Rue du Jeu des Enfants
Rue du Muhlriegel
Rue du Schwilgué
Rue du Prieuré
Rue du Lavoir
Rue du Denier
Rue du Barrage
Rue des Equerres
Rue des Cigognes
Rue des Flamants
Rue des Pigeons
Rue des Tourterelles
Rue des Colombes
Rue des Ecrevisses
Rue des Pêcheurs
Rue des Ecoles
Rue des Jaurès
Rue des Menuisiers
Rue des Fonderie
Rue des Rohmer
Rue des Fux
Rue des Pinsons
Rue de la Mésange
Rue de l'Arc En Ciel
Rue de l'Eglise
Rue de la Bussière
Rue de la Prairie
Rue de la Forge
Rue de la Paix
Rue de la Fonderie
Rue de la Charité
Rue de la Truelle
Rue de la Gare
Rue de la Poste
Rue de la Gare
Rue de la Mairie
Rue de la Concorde
Rue de la Glacière
Rue de la Gare
Rue de la Poste
Rue de la Gare
Rue de la Poste
Rue de la Gare
Rue de la Poste


Illkirch-Graffenstaden - 10 rue de la Poste
152
172
175
215
275
276
277
278
279
280
9
11
13
15
17
19
281
252
RUE QUINTENZ
382
2
4
202
317
201
14
8
10
208
379
12
380
7
246
7a
9
189
192
1155
Édité le 15/03/2023
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18
Réf.DS : 10626154
Réf.OSE: 2022-67218-86437

Strasbourg, le 02/12/2022

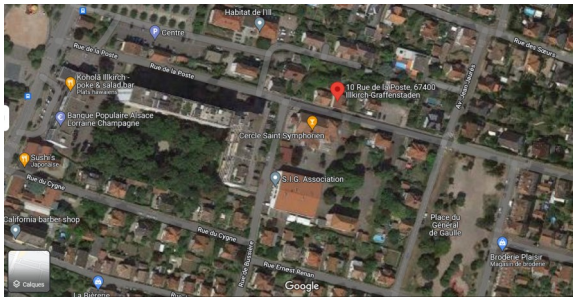
Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Désignation du bien :	Maison individuelle avec dépendance
Adresse du bien :	10 rue de la Poste
Commune :	67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
Valeur :	**593 000 € HT**

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1156

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par : Mme Héléna KRZYSZOWSKI, chargée de transactions immobilières / helena.krzyszowski@strasbourg.eu / tél. : 03 68 98 83 97
Votre référence : HK – 10 poste IG

2 - DATE

de consultation :	21/11/2022
de visite de l'immeuble :	01/12/2022
du dossier complet :	01/12/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☐
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Le consultant souhaite acquérir par voie de préemption un bien en vue de sa revente à Habitat de l'Ill (HDI), chargé du réaménagement de l'îlot entre la rue Quintenz et la rue de la Poste.
HDI s'est déjà rendu propriétaire des parcelles contiguës, cadastrées section 7 n°201, 202, 381 et 382, et des négociations sont en cours pour l'acquisition du n° 14 rue de la Poste.
Le prix indiqué dans la DIA est de 620 000 € HT, réparti comme suit : 590 405 € pour les biens immobiliers et 29 595 € pour les biens mobiliers.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre d'Illkirch-Graffenstaden sous les références suivantes :

SECTION	PARCELLE	Surface/are	Zonage PLUI
7	208	4,52	UB3

4.2. Descriptif - Situation particulière (environnement, accessibilité, voirie et réseau)





[1]

L'emprise est installée à Illkirch-Graffenstaden, ville du Sud de l'Eurométropole de Strasbourg. La ville est devenue un pôle économique, commercial et culturel particulièrement attractif de l'agglomération strasbourgeoise. Traversée par l'Ill et le canal du Rhône au Rhin, l'environnement bénéficie aussi de la présence d'une importante forêt qui lui confère un cadre de vie exceptionnel.

La parcelle cadastrée section 7 N° 208 est située rue de la Poste, dans un quartier résidentiel calme, en face du cercle Saint-Symphorien, lieu historique et unique à Illkirch. Elle est placée à quelques pas du centre-ville d'Illkirch, bénéficiant de la proximité des services et commerces, des transports en commun.
La parcelle est surbâtie d'une maison d'habitation et d'une dépendance aménagée, construites toutes deux en 1909, sur un terrain d'agrément de 4,52 ares. La propriété est clôturée avec un portail automatique.

La maison, construite en 1909 (selon VisuDGFiP), possède une façade sur rue. Elle est de type rez-de-chaussée surélevé+ un étage + combles non aménageables sur sous-sol complet.
Un escalier conduit à l'entrée du rez-de-chaussée. La porte d'entrée ouvre sur un vaste lieu de vie ouvert avec cuisine intégrée, sanitaires, une chambre. L'étage comporte deux pièces, un coin bibliothèque dans le prolongement du dégagement et une pièce sous pente ouverte, une vaste salle de bain. Une trappe permet d'accéder aux combles.
Le sous-sol comporte 3 pièces, sol en béton ou pavés.
La maison est chauffée au gaz. Les sols sont en résine, carrelage ou parquet en chêne massif. Les murs sont peints en blanc. Les fenêtres sont en bois double vitrage.
La maison est isolée intérieurement. Le sol des combles est isolé par de la laine de verre. La charpente et la toiture sont en bon état.

La dépendance, de la même époque, est aménagée en appartement duplex. Elle comprend une pièce avec kitchenette ouverte, une salle d'eau et une chambre à l'étage. Elle est chauffée par des radiateurs électriques. Le sol est en parquet stratifié ou carrelage.

L'ensemble est en bon état et bénéficie d'un espace agréable avec jardin sur le côté. A l'arrière de la propriété, se trouvent deux terrasses, et un carport.

Le consultant a transmis le compromis de vente signé par les parties. Il stipule que la maison principale est acquise au prix de 420 000 € et la dépendance aménagée à 200 000 € dont inclus un prix de 29 595 € pour les biens meublants des deux habitations.
Les diagnostics sont joints :
— présence de plomb non dégradé
— aucune présence d'amiante détectée
— l'installation intérieure de gaz ne comporte aucune anomalie
— l'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies
— la performance énergétique en termes de consommation et d'émission de gaz à effet de serre est classifiée D.

4.3.Surfaces du bâti (énoncées et retenues après vérification)

La surface habitable indiquée dans la DIA est de **156 m² SH**, sans distinction entre la maison et la dépendance (selon VisuDGFiP : maison = 138 m² et dépendance = 15 m², soit un total proche de 153 m²).

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble
Le bien est propriété de M. Olivier LEDIG et de son épouse Mme Hélène SCTRICK.

5.2. Conditions d'occupation actuelles
Le bien est nu et libre d'occupation.

6 - URBANISME

La parcelle est située en zone UB3 du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg, dont la dernière modification a été approuvée le 25 juin 2021.

La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Elle identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.

Les constructions peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer, et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.

S'il y a le long de certaines voies un ordonnancement de fait des bâtiments existants qui marque le caractère de la rue et qui ne correspond pas aux règles citées ci-dessus, le respect d'un tel ordonnancement peut être imposé pour toute construction nouvelle qui s'y insérera.

En zone UB3, sur une profondeur de 13 mètres comptés à partir de l'alignement existant ou projeté ou de la ligne qui s'y substitue (dispositions graphiques ou ordonnancement de fait), les constructions peuvent être implantées le long de la limite séparative latérale.
Au-delà d'une profondeur de 13 mètres, les constructions peuvent être implantées le long de toute limite séparative si leur hauteur hors tout, au droit de la limite séparative et dans les marges d'isolement, n'excède pas 3,50 mètres, ou lorsque le bâtiment peut être accolé à un pignon existant en attente, sans dépassement dans aucun sens
Dans tous les cas, les constructions implantées sur limite séparative ne peuvent jouxter plus de deux limites séparatives.
L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder 50 % en zone UB3.
Au-dessus de la hauteur maximale autorisée à l'égout principal de toiture, la hauteur maximale hors tout des constructions est limitée à 8 mètres dans le secteur de zone UB3.
Il est exigé pour toute construction nouvelle un pourcentage minimal de terrain réservé à des aménagements paysagers réalisés en pleine terre de 20 % en UB3.
Le coefficient de biotope est fixé à 30 % en zone UB3.

Qualification du terrain :
L'emprise a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Étude de marché

L'étude de marché a porté sur des cessions de maisons d'habitation individuelles sur Illkirch-Graffenstaden au cours de la période récente 2020-2022, avec ou sans dépendance installée, construites dans les années 1885 à 1904.

8.1. Sources et critères de recherche – Termes de référence

	DATE	COMMUNE	SECT	N° PLAN	N°	RUE	Surf. Terrain ares	PRIX €	CN	S.Hab. m²/ VISU	Prix S.hab. €/ m²	OBSERVATIONS
1	12/11/20	ILLKIRCH	10	93	10	rue des Charpentiers	4,49	365 000 €	1885	121	3 017 €	maison avec dépendance, jardin
2	23/11/20	ILLKIRCH	13	204a-204b	29	rue de la Digue	5,19	530 000 €	1899	153	3 464 €	belle maison bien entretenu avec piscine
3	16/12/20	ILLKIRCH	9	164	1	rue des moineaux	2,71	232 000 €	1900	72	3 222 €	belle petite maison
4	19/01/21	ILLKIRCH	32	1046/27	21	rue de Sodbronn	4,72	436 500 €	1900	95	4 595 €	maison rénovée avec cour et jardin
5	19/10/21	ILLKIRCH	15	75/17	180	rte de Lyon	2,8	280 000 €	1900	71	3 944 €	maison en état d'usage
6	20/07/22	ILLKIRCH	6	176/10	1	quai de l'Ill	3,89	424 750 €	1904	129	3 293 €	maison en état d'usage proche rond point sortie Illkirch – voie très passante
										Moyenne	**3 589 €**	
										Médiane	**3 378 €**	
										Quartile 3	**3 824 €**	

Les prix sont compris entre 3 017 € HT/m² SH et 4 595 € HT/m² SH en fonction de l'état d'entretien du bien.
La moyenne et la médiane sont respectivement à 3 589 € HT/ m² SH et 3 378 € HT/m² SH.
Le quartile 3 est la donnée de la série qui sépare les 75 % inférieurs des données. Il s'élève à 3 824 HT/m² SH.

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Les termes anciens ont été écartés.
Les actes retenus dans le tableau correspondent à des ventes de maisons en état d'usage installées sur des tènements relativement similaires au bien à évaluer pour des superficies plus ou moins vastes. Les constructions retenues sont datées de la même époque que le bien, les constructions ayant été réalisées pendant la période d'occupation allemande avant la première guerre mondiale.
Le premier acte du tableau se rapporte à la vente d'une maison avec dépendance installée à quelques rues du bien à estimer. La maison est en état d'usage avec un jardin qui s'étend en longueur en façade de rue.
Le second concerne l'acquisition d'une maison rue de la Digue avec façade sur rue, jardin et dépendance situés à l'arrière du bâti. La superficie est similaire au bien à évaluer. Il a été acquis en 2020 au prix de 3 464 € HT/m² SH.

Le troisième correspond à une maison rue des Moineaux, secteur plus éloigné du centre d'Illkirch. La maison est plus petite.
Le quatrième acte se rapporte à une maison vendue totalement rénovée. Le prix est de 4 595 € HT/m² SH.
La cinquième vente porte sur une maison d'habitation avec dépendance sur cour pavée. Le bien est installé le long de la voie principale, à proximité des services et commerces, à quelques minutes du tram. La situation du bien est assez similaire au bien à estimer. Toutefois, sa façade donne sur une route très fréquentée et ne bénéficie pas du calme de la rue de la Poste. Le bien a été vendue au prix de 3 944 € HT/m² SH, pour une surface moitié moins grande.
Enfin, le dernier acte, le plus récent, concerne une maison construite dans les mêmes années que le bien, de superficie similaire, installée à l'angle du rond-point à la sortie d'Illkirch en direction de La Vigie, voie très passante et régulièrement encombrée. La vente a été réalisée au prix de 3 293 € HT.

Une analyse HOMIWOO a été initiée. Elle porte sur le secteur immédiat du bien à évaluer et se réfère à une base d'intelligence artificielle (IA) tenant compte de données issues des annonces de ventes de maison, des banques et des bailleurs sociaux.
Ainsi, HOMIWOO passe en revue les annonces immobilières d'une grande partie des portails immobiliers pour aider ses utilisateurs à comprendre le marché immobilier. Les données immobilières sont fiabilisées et consolidées à l'aide de méthodes de traitement de données (clustering, near duplicate detection, anomaly detection).
Le prix médian défini pour des maisons de type T5 s'élève à 2 980 € HT/m² SH pour des biens d'entrée de gamme, les moins chers du marché. Toutefois, les prix pratiqués varient au regard de l'adresse du bien et en fonction des prestations offertes. Le prix médian en milieu de gamme est de 3 523 € HT/m² SH. Il est conforme au prix pratiqué sur le marché immobilier d'Illkirch.
La fourchette de prix est normalement basée sur une appétence à payer estimée en fonction de l'adresse donnée. Par ailleurs, l'analyse tient compte des biens nécessitant des travaux et comparent leur prix par rapport ceux qui ne nécessitent pas de travaux.
Le marché sur Illkirch-Graffenstaden est en consolidation. Il s'agit d'un marché où les prix et les temps de vente ont diminué.
Par ailleurs, l'indice de confiance est de 4 ; les prix relevés par HOMIWOO sont proches de l'étude effectuée à partir des extraits d'actes notariés collationnés par le service.

Au cas présent, le bien est installée dans un quartier résidentiel calme, à proximité immédiate de toutes les commodités, services, commerces, accès aux transports en commun.
Le bien est en bon état d'entretien avec un jardin sur l'arrière protégé des regards, une terrasse aménagée et un carport. Il est doté en plus d'une jolie dépendance aménagée indépendante, qui peut être louée à l'année ou en gîte.

Compte tenu de ce qui précède, la valeur vénale du bien est arrêtée à **3 800 € HT/m² SH**, rejoignant le quartile 3 qui se réfère aux données hautes des termes de comparaison.

Soit : 156 m² SH x 3 800 € HT/m² SH = 592 800 € HT **arrondie à 593 000 € HT**

En statistique descriptive, un quartile représente chacune des trois valeurs qui divisent les données triées en quatre parts égales, de sorte que chaque partie représente 1/4 de l'échantillon de population. Le quartile fait partie des quantiles. En statistiques et en théorie des probabilités, les quantiles sont les valeurs qui divisent un jeu de données en intervalles de même probabilité égale.
Au cas présent, bien que le nombre de données soit insuffisant, le quartile 3 permet de conforter la valeur haute du bien par rapport à sa situation géographique et à ses caractéristiques intrinsèques.

La valeur de l'emprise cadastrée section 7 N°208 surbâtie d'une maison individuelle et de sa dépendance aménagée sur un terrain de 4,52 ares est estimée à **593 000 € HT.**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.
La valeur vénale du bien est arbitrée à **593 000 € HT.**
Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur n'est pas assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.
Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.
Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.
**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.
Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.
Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.
Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.
Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.
Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.
Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,



Pierre HEYD

Inspecteur Principal des Finances Publiques

Responsable du Pôle d'Evaluation Domaniale

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

49

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

SOUFFELWEYERSHEIM : cession du 27 route de Bischwiller à Habitat de l'Ill suite à l'exercice du droit de préemption urbain par l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-620

I. Information au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg sur l'exercice du droit de préemption

La commune de Souffelweyerhseim a été destinataire en date du 12 avril 2022 et l'Eurométropole de Strasbourg en date du 20 avril 2022, d'une déclaration d'intention d'aliéner portant sur la cession du bien sis 27 route de Bischwiller à Souffelweyersheim, indiquant un prix de cession de 900 000 € dont 20 000 € de mobilier, frais fiscaux et notariés en sus, désignés ci-après :

Commune de Souffelweyersheim
Lieu-dit : Route de Bischwiller
Section 8 n°250/33 d'une surface de 14,55 ares
Section 8 n°252/33 d'une surface de 7,35 ares

Lesdites parcelles d'une contenance totale de 21,90 ares, sont situées en zone UCA3 du PLUi et sont sur-bâties d'une maison d'habitation et d'un hangar à usage de stockage, libres de toute occupation.

Par courrier en date du 31 août 2022, Habitat de l'Ill a fait part à l'Eurométropole de son intérêt pour l'acquisition de ce bien, afin de permettre la réalisation d'une opération de 18 logements.

Par décision en date du 7 juillet 2022, et conformément aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'urbanisme, l'Eurométropole de Strasbourg a exercé son droit de préemption urbain en vue de permettre de mener une action ou une opération d'aménagement visant à mettre en œuvre la politique locale de l'habitat, définie dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH), approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2016. Cette opération consistera en la démolition du bâtiment existant et en la construction de 18 logements dont 5 en Logements Locatifs Social et 13 en Bail Réel Solidaire.

La décision a été régularisée par acte authentique notarié en date du 19 octobre 2022, moyennent le prix total de 880 000 euros concernant l'immeuble bâti.
Les frais de notaire s'élèvent à 10 026,98 €.
Le mobilier a fait l'objet d'un contrat en date du 7 mars 2023, moyennant le prix total de 20 000 euros.

Il appartient à l'Eurométropole de réaliser le motif de la préemption.

II. Vente de l'immeuble préempté

1) Présentation du contexte et du projet

Le bailleur social Habitat de l'Ill a par délibération de son conseil d'administration en date du 20 mars 2023, autorisé l'acquisition du bien auprès de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que la réalisation du programme de construction.

Le projet comprend la démolition de la maison d'habitation et la réalisation d'une opération de logements locatifs sociaux. L'opération permettra la création de 16 logements dont 8 en Logements Locatifs Social et 8 en Bail Réel Solidaire.

2) Conditions de cession

Afin de pouvoir réaliser le motif de la décision de préemption, il appartient donc à l'Eurométropole de Strasbourg de revendre à Habitat de l'Ill, l'immeuble sis 27 route de Bischwiller à Souffelweyersheim situé en zone UCA3 au PLUi et cadastré comme suit :

Commune de Souffelweyersheim
Lieu-dit : Route de Bischwiller
Section 8 n°250/33 d'une surface de 14,55 ares
Section 8 n°252/33 d'une surface de 7,35 ares

Prix de cession :

Le prix de cession est de NEUF CENT DIX MILLE VINGT-SIX EUROS ET QUATRE-VINGT DIX-HUIT CENTIMES (910 026,98€) correspondant au prix d'acquisition de l'Eurométropole.

Conditions particulières :

Une promesse unilatérale de vente sera soumise aux conditions suivantes :
- conclusion de la promesse avant la notification du maitre d'œuvre par Habitat de l'Ill ;
- le versement d'une indemnité d'immobilisation du fait de la conclusion de cette promesse d'un montant de 5 % du prix de cession au profit de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la demande de prorogation par l'Eurométropole de Strasbourg, du délai d'un an doit être adressée à la direction départementale des finances publiques territoriale, au plus

tard un mois avant la fin du délai de revente d'un an fixé par la loi, comme rappelé aux termes du BOI-RFPI-PVI-10-40-110 selon l'article 430.

L'acte de vente sera soumis aux conditions suspensives suivantes :
- le permis de construire sera purgé de tout recours ;
- la cession de l'immeuble interviendra en l'état, sans démolition préalable ;
- l'interdiction de revendre les parcelles vendues à l'état libre et nu sans accord préalable du vendeur pendant une durée de cinq ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente, garantie par une restriction au droit de disposer qui sera publiée au Livre Foncier ;
- l'insertion dans les marchés de travaux, d'une clause sociale prévoyant la réalisation d'un minimum d'heures d'insertion qui ne pourra être inférieur à 5% des heures travaillées. En cas de non-respect de cette clause une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur ;
- l'acte de vente définitif devra être conclu dans un délai de deux ans à compter de la date de l'acte entre les consorts OHRESSER et l'Eurométropole de Strasbourg soit avant le 18 octobre 2024 ou 18 octobre 2025 en cas de seconde demande de prorogation auprès de la direction départementale des finances publiques territoriale ;
- octroi des agréments et prêts concernant les logements locatifs sociaux et BRS pour Habitat de l'Ill.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole
de Strasbourg en date du 3 février 2023
vu l'avis de la division des domaines n° 2022-67471-38788 en date du 27 juin 2022
vu la délibération du conseil d'administration
d'Habitat de l'Ill en date du 20 mars 2023
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la vente au profit d'Habitat de l'Ill (ou de toute société substituée dans ses droits et obligations à titre gratuit sur autorisation écrite du vendeur) de l'immeuble sis 27 route de Bischwiller à Souffelweyerhseim cadastré comme suit :*

Commune de Souffelweyersheim
Lieu-dit : Route de Bischwiller
Section 8 n°250/33 d'une surface de 14,55 ares
Section 8 n°252/33 d'une surface de 7,35 ares

Soit une emprise totale de 21,90 ares, propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, moyennant le prix de 910 026,98 €, hors frais et taxes éventuellement dus en sus par l'acquéreur.

Une promesse unilatérale de vente sera soumise aux conditions suivantes :

- *conclusion de la promesse avant la notification du maitre d'œuvre par Habitat de l'Ill ;*
- *le versement d'une indemnité d'immobilisation du fait de la conclusion de cette promesse d'un montant de 5 % du prix de cession au profit de l'Eurométropole de Strasbourg ;*
- *la demande de prorogation par l'Eurométropole de Strasbourg, du délai d'un an doit être adressée à la direction départementale des finances publiques territoriale, au plus tard un mois avant la fin du délai de revente d'un an fixé par la loi, comme rappelé aux termes du BOI-RFPI-PVI-10-40-110 selon l'article 430 ;*

L'acte de vente sera soumis aux conditions suspensives suivantes :

- *le permis de construire sera purgé de tout recours ;*
- *la cession de l'immeuble interviendra en l'état, sans démolition préalable ;*
- *l'interdiction de revendre les parcelles vendues à l'état libre et nu sans accord préalable du vendeur pendant une durée de cinq ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente, garantie par une restriction au droit de disposer qui sera publiée au Livre Foncier ;*
- *l'insertion dans les marchés de travaux, d'une clause sociale prévoyant la réalisation d'un minimum d'heures d'insertion qui ne pourra être inférieur à 5% des heures travaillées. En cas de non-respect de cette clause une astreinte de 50€ HT par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur ;*
- *l'acte de vente définitif devra être conclu dans un délai de deux ans à compter de la date de l'acte entre les consorts OHRESSER et l'Eurométropole de Strasbourg soit avant le 18 octobre 2024 ou 18 octobre 2025 en cas de seconde demande de prorogation auprès de la direction départementale des finances publiques territoriale ;*
- *octroi des agréments et prêts concernant les logements locatifs sociaux et BRS pour Habitat de l'Ill ;*

décide

- *l'imputation de la recette du montant de 910 026,98€ correspondante sur la ligne budgétaire Eurométropole de Strasbourg : fonction 820, nature 775, service AD03B ;*

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

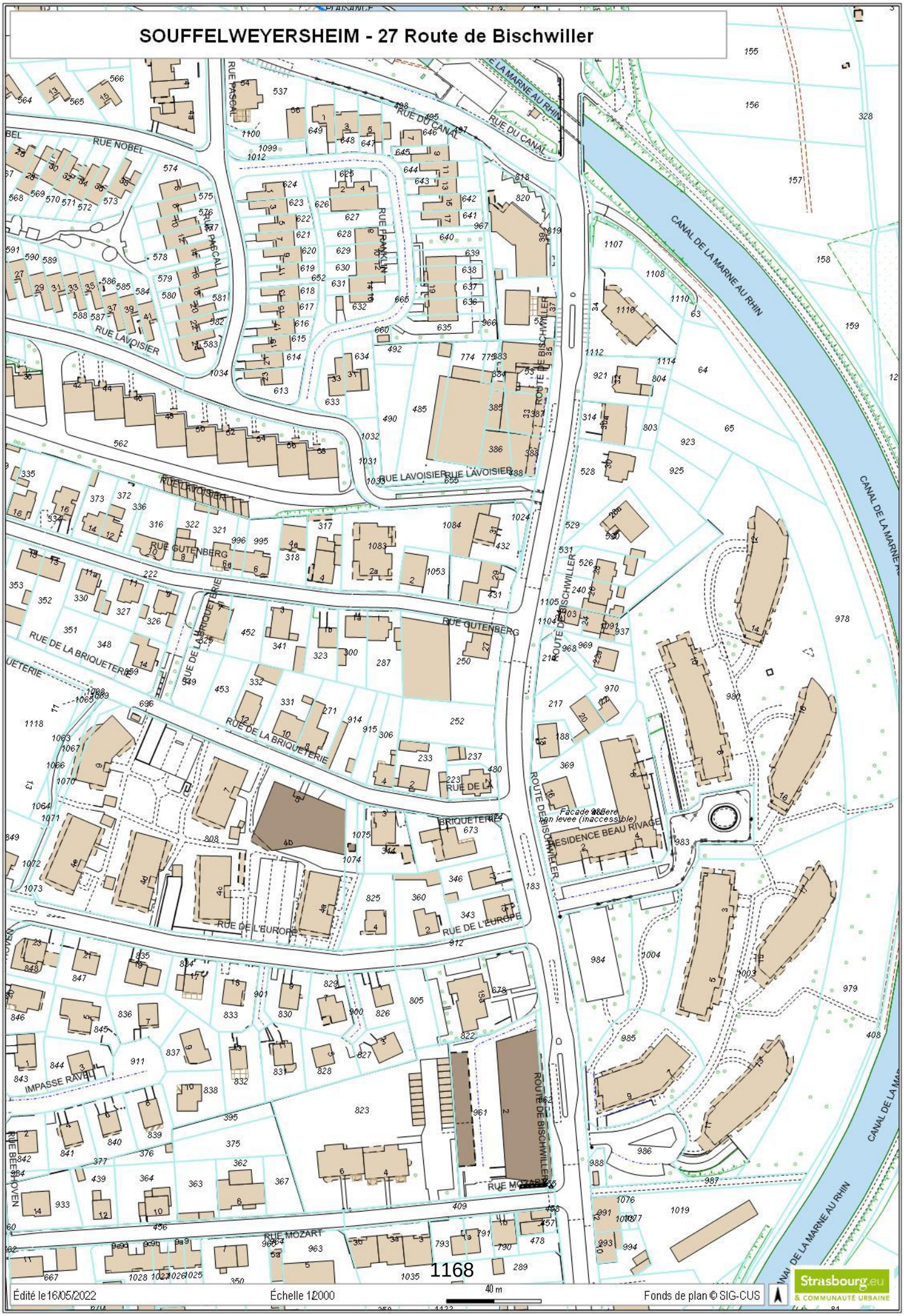
Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral

le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159060-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

SOUFFELWEYERSHEIM - 27 Route de Bischwiller


SOUFFELWEYERSHEIM
SCHILTIGHEIM
Route de la Fontaine
Rue de la Ville
Rue du Mal Leclerc de Lattre de Tassigny
Rue du Rossignol
Rue du Canal
Route de Bischwiller
Route de Brumath
Rue du Soleil
Rue de la Source
Rue du Héron
Rue des Sittelles
Rue des Hirondelles
Rue des Cormorans
Rue des Colombes
Rue des Corneilles
Rue des Roitelets
Rue des Pinsons
Rue des Roses
Rue des Tulipes
Rue des Lilas
Rue des Dahlias
Rue des Violettes
Rue des Primevères
Chemin M.165
Rue d'Andlau
Rue d'Obernai
Rue de Dambach
Rue de Boersch
Rue de Rosheim
Rue de Barr
Rue de Beitz
Rue du Burthal
Rue du Collège
Rue des Sept-Arpents
Rue de l'Ecole
Rue des Cigognes
Rue des Frères
Rue du Moulin
Rue de la Mairie
Rue d'Alsace
Rue de Lorraine
Rue de Provence
Rue de Calmette
Rue de Voges
Rue de Beethoven
Rue de Mozart
Rue de Mundolsheim
Rue de l'Orangerie
Rue de la Brasserie
Rue de l'Europe
Rue de Franklin
Rue de Lavoisier
Rue de Nobel
Rue de Pascal
Rue du Mal Foch
Rue du Mal Joffre
Rue du Général Gouraud
Rue du Maréchal Leclerc de Hauteclocque
Rue Robert Schuman
Rue Aristide Briand
Rue Saint-Charles
Rue Pasteur
Rue Wantz
Rue Ring
Rue Simone Veil
Rue de la Ville
Rue de la Fontaine
Rue de la Mairie
Rue du Centre
Rue Etroite
Rue du Moulin
Rue des Tonneliers
Rue des Ormes
Rue d'Or
Rue des Mésanges
Rue des Fleurs
Rue des Alouettes
Rue des Faisans
Rue des Callies
Rue du Cimetière
Rue des Peupliers
Rue des Boulleaux
Rue des Tilleuls
Allée des Acacias
Allée du Hêtre
Allée des Prés
Allée des Erables
Impasse du Verger
Impasse du Ried
Impasse du Périgord
Impasse de Provence
Impasse de Bourgogne
Impasse de Gascogne
Impasse de Normandie
Impasse de Picardie
Impasse de Flandre
Impasse de Guyenne
Impasse de Languedoc
Impasse de Lorraine
Impasse de Touraine
Impasse de Bretagne
Impasse de Champag


SOUFFELWEYERSHEIM - 27 Route de Bischwiller
RUE NOBEL
RUE PASCAL
RUE LAVOISIER
RUE GUTENBERG
RUE DE LA BRIQUETERIE
RUE DE L'EUROPE
RUE MOZART
IMPASSE RAVEL
RUE BEETHOVEN
RUE FRANKLIN
ROUTE DE BISCHWILLER
RUE DU CANAL
CANAL DE LA MARNE AU RHIN
RESIDENCE BEAU RIVAGE
Façade ouest non levée (inaccessible)
Édité le 16/05/2022
Échelle 1:2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

50

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Strasbourg-Meinau : conclusion par l'Eurométropole de Strasbourg d'une convention d'intervention et de portage avec l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA) suite à l'acquisition par voie de préemption d'une friche industrielle sise 10 rue Saglio.

Numéro E-2023-676

I. Contexte

Dans le cadre de l'exercice de son droit de préemption urbain, l'Eurométropole de Strasbourg a été destinataire, le 2 novembre 2021, d'une déclaration d'intention d'aliéner (D.I.A) portant sur la vente d'une friche industrielle située 10 rue Saglio à STRASBOURG.

Il s'agit d'un ensemble immobilier industriel désaffecté de 8 750 m², édifié sur une assiette foncière de 70,43 ares dans les années 1950. Cet ensemble se compose d'un bâtiment à usage de bureaux, d'un deuxième bâtiment à usage de bureaux et d'entrepôt, d'un bâtiment d'activité comprenant un quai de déchargement et deux niveaux de bureaux et, enfin, de deux bâtiments utilisés pour le stockage.

Le prix de vente de la DIA était de 2 500 000 € (deux millions cinq cent mille euros) majoré de la commission d'agence d'un montant de 150 000 € (cent cinquante mille euros), les frais de notaire et les droits d'enregistrement.

Le bien immobilier est dans un état général dégradé notamment en raison de défauts d'étanchéité de la toiture constatés dans certains bâtiments. Il est libre de toute occupation depuis 2013.
Il se situe en zone UXa2 au PLUi, et est cadastré section ES n° 178/1, 342/1, 343/1, 344/1, 345/1 et 346/1 d'une superficie cadastrale totale de 70,43 ares.

Compte tenu de l'opportunité représentée par la maitrise foncière de cet ensemble immobilier au regard du projet de création d'un « PrintHub », soit une plateforme dédiée à l'accueil d'entreprises du domaine de l'imprimerie numérique qui souhaitent tirer parti des chaînes d'impression et de découpes numériques 2D et 3D, le droit de préemption a été délégué à l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA), lequel l'a exercé en date du 4 février 2022.

II. Souscription par l'Eurométropole de Strasbourg à une convention d'intervention et de portage auprès de l'Établissement Public Foncier d'Alsace

Gestion des biens acquis

L'entretien de l'immeuble est assuré par l'EPFA, en tant que propriétaire de l'ensemble immobilier.
Les mesures conservatoires, le paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété relèveront de la charge de l'EPFA et feront l'objet d'une refacturation à la date anniversaire de l'acquisition.

De plus, si l'état de l'immeuble à conserver l'exige, l'EPFA, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil afin de préserver l'état général du bien immobilier.

Durée du portage

Il est proposé de conclure la convention d'intervention et de portage pour une durée de cinq ans.

Ses effets prendront fin lorsque le bien concerné par la convention aura été revendu par l'EPFA et que les comptes financiers auront été apurés.

Une prolongation de la convention initiale pourra faire l'objet d'un avenant qui interviendra sous réserve de l'adoption d'une nouvelle délibération par l'Eurométropole et de l'accord préalable du Conseil d'administration de l'EPFA.

Une revente anticipée du bien est également possible sous réserve de délibérations en ce sens de l'Eurométropole et du Conseil d'administration de l'EPFA.

Modalités de l'acquisition par l'EPFA

La Division de Domaine a évalué l'ensemble immobilier au prix de 1 550 000 € HT (un million cinq cent cinquante mille euros), assortie d'une marge d'appréciation de 10%.
Le droit de préemption urbain a été notifié par l'EPF au prix fixé par la Division du Domaine.

Dans le cas présent d'une préemption effectuée à un prix inférieur au prix indiqué dans la DIA, l'Eurométropole conserve la possibilité de ne pas donner suite à l'acquisition, en fonction du prix retenu par la juridiction.

Le recours en fixation judiciaire du prix de vente étant pendant, le prix d'acquisition sera, si la vente est conclue, issu du jugement ou de l'arrêt devenu définitif et très vraisemblablement situé entre le prix de la DIA et le prix de la préemption.

Frais afférents à la souscription de la convention

Pendant la période de portage foncier courant, à compter de la date de signature de l'acquisition, l'Eurométropole règlera chaque année les frais de gestion ainsi que les frais de portage correspondants à la rémunération de l'EPFA, soit 1,5% du prix d'acquisition du bien, des frais d'acquisition et des éventuels coûts de proto aménagement.

L'Eurométropole prendra en charge l'ensemble des frais liés au contentieux en cours dès la signature de la convention.

À la fin du portage foncier, l'Eurométropole s'engage à rembourser à l'EPFA les différents postes financiers résiduels.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu les articles L. 324-1 et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme
Vu les statuts de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace du 31 décembre 2020
Vu le règlement intérieur de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace du 15 mars 2023
Vu l'avis de la Division du Domaine n° 2021-67482-94731 du 27 janvier 2022
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

1. la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA) d'une convention d'intervention et de portage qui aura pour objet l'acquisition et le portage du bien immobilier cadastré comme suit :

Commune de STRASBOURG
Lieudit rue Saglio
Section ES n° 178/1 d'une contenance cadastrale de 26,71 ares
Section ES n° 342/1 d'une contenance cadastrale de 0,75 are
Section ES n° 343/1 d'une contenance cadastrale de 2,08 ares
Section ES n° 344/1 d'une contenance cadastrale de 16,53 ares
Section ES n° 345/1 d'une contenance cadastrale de 9 ares
Section ES n° 342/1 d'une contenance cadastrale de 15,36 ares,

Consistant en un ensemble immobilier de bureaux et d'ateliers d'une superficie de 8 750 m² et d'une contenance cadastrale totale de 70,43 ares.

2. l'objet de la convention qui visera à définir les engagements pris par l'EPFA et la Métropole en vue de la réalisation du projet et à préciser les modalités d'intervention de l'EPFA et notamment :

- la prise en charge de l'ensemble des frais liés au contentieux en cours,

- le portage foncier du bien immobilier objet des présentes ;

3. la gestion intermédiaire du bien sera assurée par l'EPFA.
Si l'état des biens à conserver l'exige, l'EPFA, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil afin de préserver les biens d'une part, ainsi qu'au paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété d'autre part.

4. l'effectivité de la convention pour une durée de 5 ans à compter de sa signature, étant précisé que les frais de portage et de gestion ne commenceront à courir qu'à compter de la signature de l'acte d'acquisition.

5. en cas d'acquisition du bien, le montant d'acquisition de l'ensemble immobilier par l'EPFA correspondra au prix retenu par la juridiction lorsque celui-ci sera devenu définitif, augmenté des frais d'acquisition

6. la caducité de cette convention en cas de renoncement à la préemption.

7. les frais afférents à la souscription de la convention tels que définis ci-après :

Pendant la période de portage foncier, l'Eurométropole remboursera à l'EPFA, chaque année, les frais de gestion du bien éventuellement minorés des recettes de gestion.

Durant le portage, l'Eurométropole s'engagera également à régler à l'EPFA, chaque année, les frais de portage soit 1,5 % de la valeur du bien constituée du prix principal d'acquisition, des frais d'acquisition et des coûts de travaux éventuels.

A la fin du portage foncier, l'Eurométropole s'engage à acquérir ou faire acquérir le bien par un tiers désigné par elle, et à rembourser à l'EPFA les différents postes financiers résiduels.

décide

l'imputation budgétaire de la dépense sur la ligne budgétaire de l'Eurométropole de Strasbourg : fonction 510 – nature 62268 – service AD03A ;

autorise

la Présidente de l'Eurométropole ou son-sa représentant-e à :

- *signer la convention d'intervention et de portage foncier et l'éventuelle convention de mise à disposition de bien avec l'EPFA pour permettre l'acquisition et le portage sur une durée de 5 ans ;*
- *délivrer une autorisation de signature de l'engagement d'acquérir auprès l'EPFA pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159203-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **7152289**
Réf OSE : **2021-67482-94731**

Le 27/01/2022

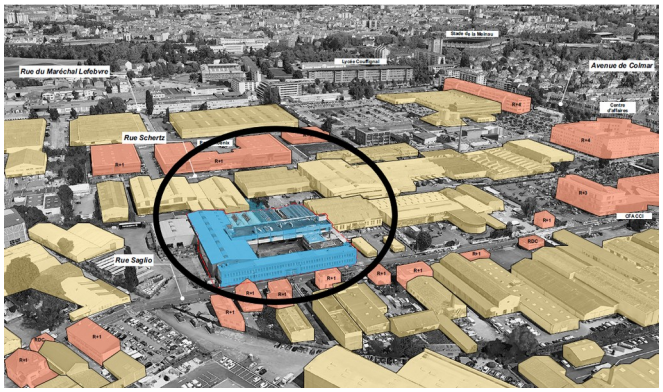
Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Ensemble immobilier à usage d'activité
Adresse du bien :	10, rue Saglio
Commune :	Strasbourg-Meinau
Valeur:	1 550 000 € HT assorti d'une marge d'appréciation de 10 % L'EMS (ou L'EPF par délégation) peut ainsi acquérir le bien sans justificatif particulier, jusqu'à 1 705 000 € HT

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par **M. Damien PASQUALI** damien.pasquali@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 22/12/2022
de visite : 10/01/2022
de dossier en état : 10/01/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Dans le cadre de l'exercice éventuel du droit de préemption urbain (potentiellement délégué à l'Établissement Public Foncier d'Alsace) demande d'évaluation d'un ensemble immobilier d'activité sis 10, rue Saglio à Strasbourg-Meinau (DIA réceptionnée en mairie le 02/11/2021).

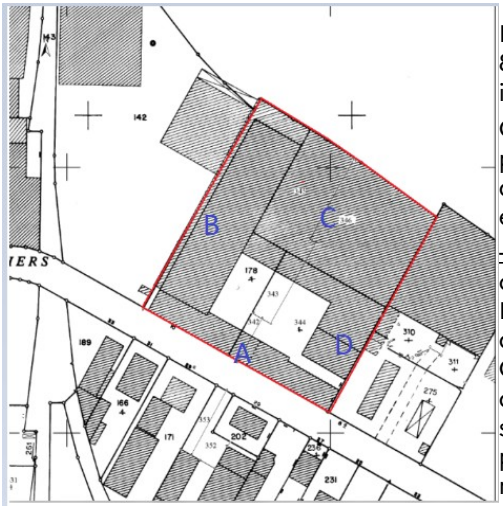
4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

L'ensemble immobilier sous expertise figure au cadastre de la ville de **Strasbourg-Meinau** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
ES	178/1	10, rue Saglio	26,71
ES	342/1	10, rue Saglio	0,75
ES	343/1	10, rue Saglio	2,08
ES	344/1	10, rue Saglio	16,53
ES	345/1	Rue Saglio	9,00
ES	346/1	Rue Saglio	15,36
		TOTAL	**70,43**

4.2 Descriptif



Parcelles formant une unité foncière de forme rectangulaire d'environ 80 mètres de large sur 88 mètres de profondeur, surbâtie d'un ensemble immobilier construit dans les années 1950.

Organisé autour d'une petite cour carrée à laquelle on accède par un porche de belle dimension (3,80 mètres de hauteur et environ 8 mètres de large) entièrement fermé par un portail métallique deux vantaux, cet ensemble immobilier se compose :

- d'un bâtiment de forme allongée édifié au contact de la rue Saglio composé d'un sous-sol partiel et deux niveaux droits à usage de bureaux. L'accès à ces locaux se fait par deux portes vitrées situées de part et d'autre du porche. Seuls quelques bureaux du RDC ont pu être visités. Ceux-ci nous sont apparus très dégradés en raison d'un défaut d'étanchéité de la toiture. La présence de nombreuses flaques d'eau au sol de la surface visitée, nous permettent d'affirmer que le sinistre n'a pas encore été circonscrit. Ce bâtiment est repéré sur le plan cadastral reproduit ci-contre par la lettre **A.**

- d'un bâtiment d'activité (**B**), composé de deux niveaux de bureaux côté cour et d'une surface d'entrepôt à l'arrière

-d'un bâtiment d'activité (**C**) édifié perpendiculairement au précédent sur les limites nord de l'unité foncière. La partie avant accueille un quai de chargement et deux niveaux de bureaux. Les locaux du premier niveau situés à l'aplomb du quai et auquel on accède depuis l'atelier central par un escalier en béton sont moins hauts sous plafond, moins profonds et plus sombres. Les bureaux du 2e étage sont très détériorés (dégât des eaux liés au défaut d'étanchéité de la toiture). La partie arrière se compose quant à elle de trois cellules de stockage contiguës et communiquant entre elles par des passages aménagés dans la partie centrale des murs de refend. La cellule centrale se caractérise par sa charpente composée de poutres béton de grande section, sur lesquelles prennent appui des verrières d'éclairement de forme pyramidale. La structure des cellules latérales est plus ordinaire (murs en maçonnerie, charpente métallique, toiture deux pans et couverture en plaques ondulées d'Eternit.

- de deux bâtiments (**D)** fermant l'aile Ouest. Le premier édifié sur deux niveaux droits est surmonté d'une toiture-terrasse. Il est en mauvais état, vu de l'extérieur (état très dégradé des huisseries, carreaux cassés). Le second, contigu, est édifié sur simple RDC. Surmonté lui aussi d'une toiture plate, présentant un meilleur état que le précédent (il est notamment parfaitement étanche), ce bâtiment est utilisé pour le stockage et/ou comme atelier. Il est équipé d'une porte sectionnelle.

Variété de façades

Façades sur rue





Façades intérieures





La demande du consultant fait état d'une surface de **8 750 m²,** répartie comme suit:

R- 1 : 592 m²
RDC: 5 289 m²
R+1 : 1 200 m²
R+2: 1 669 m²

L'unité de mesure n'étant pas précisée, un contrôle de cohérence sera donc réalisé à partir du plan cadastral. La surface au sol des divers bâtiments sera utilisée pour calculer leur Surface Hors Œuvre Développée (SHOD) puis leur Surface Utile (SU) en utilisant un coefficient de pondération (réduction de surface par retranchement de la surface occupée par les murs extérieurs et les cloisons intérieures).

Nous en profiterons pour calculer la surface des toitures-terrasses et celle des bureaux. Ces données nous seront en effet utiles pour l'estimation des travaux de rénovation.

Bâtiment	Nature	Surface au sol	Niveaux	SHOD	Coef	SU (m²)
A	Bureaux	688	2	1376	0,9	1238,4
A	Bureaux	88	1	88	0,9	79,2
					Sous total	**1317,6**
B	Bureaux	250	2	500	0,9	450
B	Atelier	1562	1	1562	0,95	1483,9
					Sous total	**1933,9**
C	Bureaux	480	1	480	0,9	432
C	Atelier	2455	1	2455	0,95	2332,25
					Sous total	**2764,25**
D1	Bureaux	200	2	400	0,9	360
D2	Entrepôt	225	1	225	0,95	213,75
					Sous total	**573,75**
					TOTAL	**6590**
Sous sol partiel : source consultant (Cf R-1)						**592**

Surface des toitures-terrasses		
Bat A	688 m²+ 88 m²	776
Bat C	au dessus des bureaux	432
Bat D		425
	Total	**1633**
Surface des locaux tertiaires		
Bat A	2 niveaux	1318
Bat C	1 niveau	432
Bat B	2 niveaux	450
Bat D1	2 niveaux	360
	Total	**2560**
Ventilation des surfaces à rénover		
Rénovation lourde	Bat A, C et D	2110
Rénovation légère	Bat B	450
	Total	**2560**

Répartition Bureaux/entrepôt		
Bureaux	1318	
	450	
	432	
	360	
Sous total	**2560**	38,85 %
Atelier/Entrepôt	1484	
	2332	
	214	
Sous total	**4030**	61,15 %
TOTAL	6590	

Remarques
L'ancienne activité (classée ICPE) exercée jusqu'en 2013 sur le site (fabrication de mousses rigides par la société Johnson Controls Roth ») fait craindre une pollution des sols.

Équipements :

Les murs d'élévation et les murs séparatifs sont réalisés en maçonnerie (agglos de béton), à l'exception de ceux du bâtiment B (structure métallique + bardage). L'étanchéité des toitures-terrasses est assurée par un revêtement bitumeux posé sur dalle béton. Les cellules latérales du bâtiment C sont quant à elles surmontées d'une toiture deux pans, composée d'une charpente métallique et d'une couverture en plaques ondulées de fibro ciment, isolée par le dessous. **L'étanchéité des toitures-terrasses est défectueuse, ce qui a provoqué de très importants dégâts dans les locaux tertiaires des bâtiments A et C.**

La chaufferie (chaudière au gaz) est positionnée au RDC du bâtiment D (une cuve de mazout installée au sous-sol du bâtiment C trahit l'ancienne source de production de chauffage). Aérothermes dans les ateliers, radiateurs eau chaude dans les bureaux, blocs de climatisation en extérieur. **L'ensemble de ces équipements est hors service. Par ailleurs les différents bâtiments ne sont raccordés au réseau d'électricité** (le transformateur électrique a été démonté par les anciens propriétaires).

BUREAUX :

Bâtiment A : l'état des locaux visités (ceux situés au RDC à gauche du porche) est fortement affecté par les infiltrations provenant de la toiture-terrasse. L'ensemble des faux plafonds, du cloisonnement intérieur, et des équipements qui leur sont adjoints devra être remplacé.

Bâtiment B : répartis sur deux niveaux dans une structure maçonnée occupant toute la façade avant du bâtiment, ces locaux sont affectés à divers usage (cuisine…). Ils communiquent avec l'atelier. Ceux du 1er étage sont accessibles par un escalier en béton qui prend naissance dans celui-ci.

Bâtiment C : le 1er étage est constitué de deux plateaux et de quelques locaux cloisonnés, positionnés à leurs extrémités et/ou à leur jonction. Faux-plafonds dans lesquels sont intégrés des blocs de néons intégrés et cassettes climatisation, revêtement PVC et/ou moquette au sol. Les locaux du demi niveau inférieur présentent des dimensions beaucoup moins favorables (faible hauteur sous plafond, et faible largeur (surface amputée de celle du quai de chargement situé en dessous).

Bâtiment D: les locaux occupant le RDC et le 1er étage du bâtiment sont très probablement en mauvais état (ouverts au vent du fait des nombreux carreaux cassés, huisseries bois simple vitrage).

ATELIERS :

Portes sectionnelles motorisées positionnées sur la face avant et arrière du bâtiment C, une sur la face avant bâtiment B et celle du bâtiment D, quai de chargement sur la face avant du bâtiment C, présence d'un monte-charge dans le bâtiment B.

Sol traité haute résistance, aérothermes, luminaires et/ou réglettes suspendus, Sprinkler incendie (tuyauterie de couleur rouge), Robinet d'Incendie Armé (RIA), un pont de levage de 8 tonnes.

Le fonctionnement de ces équipements n'a pas pu être vérifié notamment en raison de l'absence d'électricité.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Société SUCCESS TRANSACTION pour en avoir fait l'acquisition sous le régime des marchands de biens (engagement de revendre dans les 5 ans) par acte notarié du le 20/06/2018, moyennant le prix de **1 000 000 € HT.** L'acquéreur souhaitait créer une pépinière d'entreprises technologiques exerçant leur activité dans le domaine de l'impression 3D, du design textile…

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Le local est vide de tout occupant.

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **Uxa2** (18 mètres HT).

Le sous-secteur de zone Uxa2 autorise les constructions et installations destinées à **l'industrie et à l'artisanat** (à l'exception des activités relevant de la directive SEVESO seuil haut) et les constructions et installations destinées à la fonction **d'entrepôt.**

L'acte d'acquisition de 2018 mentionne qu'une partie du bâtiment édifié sur la parcelle cadastrée section ES n° 346/1 empiète sur la parcelle communale cadastrée section ES n° 312/1.

Les bâtiments sont situés dans le périmètre de protection d'un monument historique ou d'un immeuble classé ou inscrit. Le propriétaire ne peut dès lors pas faire de travaux modifiant l'aspect extérieur sans une autorisation spéciale ayant recueilli l'agrément de l'architecte départemental des monuments historiques.

6.2 Date de référence et règles applicables

Cette date est celle à laquelle il convient d'apprécier l'usage effectif du bien exproprié (article L. 322-2 alinéa 2 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

La date de référence est en principe, fixée à un an avant l'ouverture de l'enquête publique relative à la déclaration d'utilité publique du projet *sauf, notamment,* lorsque le bien est soumis au droit de préemption urbain, auquel cas il y a lieu de faire application des dispositions des articles L. 213-6 et L. 213-4 du Code de l'expropriation. Dans cette hypothèse, la date de référence à retenir est *celle à laquelle a été publié l'acte approuvant, révisant ou modifiant le plan d'occupation des sols ou le plan local d'urbanisme et délimitant la zone dans laquelle est situé le bien.*

Par un arrêt en date du 13 juin 2019 (n° 18-18445) publié au bulletin, la Cour de cassation a précisé qu'une telle date est prise en compte lorsque la modification concerne le périmètre de la zone dans laquelle est située la parcelle expropriée, mais aussi lorsque celle-ci affecte les caractéristiques de cette même zone (ex: modification de la hauteur des constructions Cf arrêt cour cassation du 19 septembre 2019).

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale de cet ensemble immobilier sera déterminée en défalquant de sa valeur après travaux de rénovation (**méthode par comparaison),** le coût des travaux à engager pour le remettre en état d'usage. La comparaison sera mise en œuvre en ramenant les prix de vente des biens cités à titre de comparaison à la surface utile (SU).

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Compte tenu de la nature du bien à évaluer, l'étude de marché s'attachera à recenser les ventes d'immeubles d'activité intervenues dans le secteur de la plaine des bouchers à la Meinau. L'étude ciblera plus particulièrement les biens présentant des caractéristiques similaires ou proches de celles du bien à évaluer en termes d'année de construction et de superficie.

TERMES DE COMPARAISON : LOCAUX D'ACTIVITES

Date	Section	Parcelle	Rue	n°	CN	T (are)	Prix total HT	SU	prix/m²	source	Nature	Situation locative	Loyer	Tx cap
29/07/21	ER/HB	249,255,388	Maréchal Lefebvre	25-27		171,81	4 400 000 €	7 900	557 €	DIA	Cellules (bureaux /stockage – Bureau/atelier-Bureau/Show room)	Loué	456 255 €	10,4%
29/07/21	ES	209,213	Saglio	15-17		53,9	1 400 000 €	2 673	524 €	DIA	Stockage Bureau	Libre		
08/11/21	ER	290,292	Doubs	2		-	1 100 000 €	1 415	777 €	DIA	Mag/ bureaux/ showroom hall de stockage/ssol/ pkgs		62 400 €	5,7%
03/03/21	ET	399	Ardèche	23		379,06	395 000 €	1 096	360 €	acte	2 HALL STOCKAGE + BUREAUX	Libre		
16/04/21	ET	399	Ardèche	23		379,06	450 000 €	1 096	411 €	acte	2 HALL STOCKAGE + BUREAUX	Libre		
11/06/20	ES	158	Plaine des bouchers	87	1948	45,84	1 910 000 €	3 862	495 €	acte	Atelier + entrepôt	Loué		
18/12/18	ER	165,300,219,299	Doubs	4	1995	108,72	2 980 000 €	5 851	509 €	DIA	Stockage et vente de matériaux	Loué	229 982 €	7,7%
18/10/18	ER	132,135,390	Lafayette	16	-	31,15	700 000 €	1 585	442 €	DIA	Industriel + T de 12 are (parcelle n° 132)	Libre		
31/07/18	ES	356	Schertz	13	1954	28,97	1 450 000 €	2 526	574 €		4 bâtiments d'activité	OP		
22/12/16	ES	158	Plaine des bouchers	87	1948	45,84	1 155 000 €	3 862	299 €	acte	Atelier + entrepôt	Loué		
21/11/16	ES	307	Saglio	23	1977	18,92	700 000 €	1 444	485 €	SEI	Bureaux + hangar	Loué		
04/11/16	ET	399	Ardèche	6	1988	379,06	500 000 €	1 307	382 €	acte	Entrepôt + Bureau	Libre		
29/09/16	ET	251, 492	Frères Eberts	15	1950	47,69	1 650 000 €	3 280	503 €	Visu	Hall + atelier	OP		
02/09/16	HB	74,75	Lafayette	6-8	-	40	1 000 000 €	3 063	326 €	Visu	Bureaux – entrepôts	conf		
24/03/16	ET	141,151,462	Saglio	3	-	37,9	2 580 000 €	2 798	922 €	Magic	Bureau-Stockage-artisanat			
12/02/16	ET	495	Livio	19	1970	22,33	700 000 €	1 470	476 €	calculé	Bureau + hall	OP		
05/02/16	HB	437	Maréchal Lefebvre	14	1922	6,06	440 000 €	1 352	325 €	Visu	Locaux professionnels	Libre		
					Moyenne	112,27	1 382 941 €	2 740	492 €					
					Médiane	45,84	1 100 000 €	2 526	485 €					
					Quartile 3	124,4925	1 650 000 €	3 280	524 €					
					Quartile 1	30,605	700 000 €	1 415	382 €					

TERMES DE COMPARAISON : ENTREPOTS – ATELIER															
Date	Section	Parcelle	Rue	n°	CN	T (are)	Prix total HT	SU	prix/m²	Sce	Nature	Mat	L	Loyer	Tx cap
17/02/17	HB	438,439	Maréchal Lefebvre	14	1922	13,94	425 000	1 373	310 €	Visu	Entrepôt		Libre		
26/08/14	ET	494	Freres Eberts	13	1970	27,08	500 000	1 900	263 €	calculé	Hall	Dur	L		
22/07/14	ET	251,492	Freres Eberts	13	-	58,69	900 000	2 730	330 €	SEI	Hall	Dur	L		
14/06/13	ES	310	Saglio	8 A	> 1950	19,75	350 000 €	1 311	267 €	VDGI	Atelier		L		
					Moyenne	33,24	608 333 €	2001	301 €						
					Médiane	27,08	500 000 €	1900	310 €						

TERMES DE COMPARAISON : ENTREPÔTS (ancienne SEITA)														
Date	Sect	Parcelle	Rue	n°	CN	T (are)	Prix total HT	SU	prix/m²	Sce	Nature	L	Loyer	Tx cap
28/01/11	ES	81	Frères Eberts	56	1964	499,25	4 270 000	19 240	222 €	calculé	Activité-Hab-bureau	L		
15/07/21	ES	337/81	Frères Eberts	56	1964 PC 2011	42,59	1 750 000	2 781	629 €	DIA	Hall de stockage + 1 bureau + 1 salle d'eau	Libre		
23/03/18	ES	337/81	Frères Eberts	56	1964 PC 2011	42,59	587 000	1 174	500 €	acte	Stockage	Libre		

2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Les prix enregistrés lors de la vente de locaux d'activité de grande superficie (> 1 000 m² SU) sont relativement homogènes avec un prix moyen et un prix médian tournant autour de **490 € / m² SU**. Le quartile 1 (25 % des prix sont supérieurs et 75 % inférieurs) ressort quant à lui à **382 € / m² SU** et le quartile 3 à **525 € / m² SU** .

L'ensemble immobilier sous expertise sera évalué sur la base de ces éléments d'information en tenant compte par ailleurs de ses caractéristiques propres et notamment :

■ **Situation, environnement** :

Les locaux bénéficient d'une situation favorable, au cœur de la zone d'activité de la plaine des bouchers bien desservie par les transports en communs, proche des accès autoroutiers et dont le potentiel d'attractivité devrait se renforcer dans les années à venir.

■ **Implantation des bâtiments, structures** et autres paramètres permettant d'apprécier les possibilités de rénovation et de reconversion du site.

- Les bâtiments composant le site sont organisés autour d'une petite cour carrée facilement accessible par un porche de bonne dimension (hauteur et largeur suffisante pour permettre l'accès des camions d'un certain tonnage).
- Le bâtiment C autrefois utilisé comme atelier industriel peut facilement être transformé en cellules de stockage d'autant qu'il est déjà équipé d'un quai de chargement et de plusieurs portes sectionnelles. Les trois cellules occupant l'arrière de ce bâtiment ainsi que celle du bâtiment B communiquent entre elles et forment actuellement un grand espace de stockage d'un seul tenant. Celles-ci pourraient néanmoins assez aisément être divisées.
- La cellule centrale du bâtiment C se distingue des autres cellules par sa structure renforcée (armature et charpente en béton, dalle du RDC renforcée par une multitude d'IPN (piliers et poutres) installés au sous-sol, sol traité haute résistance) et par ses verrières de forme pyramidale. Ces caractéristiques permettent d'envisager des projets innovants et/ ou une possible surélévation du bâtiment.

- La proportion de bureaux est importante puisque tout le RDC et le 1er étage du bâtiment A sur rue, tout le second étage de la partie avant du bâtiment C sont consacrées à cet usage. Au total les locaux tertiaires représentent environ 40 % de la superficie totale de l'ensemble immobilier.

■ **État du gros œuvre et des parties privatives**

-Le bâtiment B et les deux cellules latérales du bâtiment C (toiture deux pans et charpente métallique) sont globalement en état correct d'entretien et pourraient à priori être remis en service sans trop de travaux.

-L'étanchéité des toitures-terrasses du bâtiment A et du bâtiment C devra par contre être refaite et les verrières de la cellule centrale du bâtiment C, remplacées.

- Les bureaux du bâtiment A et ceux situés au 2e étage du bâtiment C, très dégradés par les infiltrations toiture, devront être intégralement rénovés.

-Le bâtiment D1 édifié sur deux niveaux (autrefois à usage de bureaux) est en état médiocre d'entretien (huisseries en bois simple vitrage avec de nombreux carreaux cassés). Le bâtiment D2, édifié sur simple RDC, à usage d'entrepôt est quant à lui parfaitement fonctionnel (hors raccordement électrique).

******

La reconversion de cet ancien site industriel en locaux de stockage et/ou d'activité nous apparaît tout fait envisageable. D'importants travaux devront toutefois être entrepris sur certains bâtiments ou parties de bâtiments, pour les rendre pleinement utilisables.
Au cas particulier, il n'est pas possible d'évaluer la valeur vénale de cet ensemble immobilier par comparaison directe du fait de l'absence de termes de comparaison se trouvant dans le mème état. Aussi tenterons-nous d'approcher cette valeur en nous plaçant dans une logique d'investisseur. Le prix maximum que l'on peut consacrer à l'acquisition de cet ensemble immobilier correspond, dans cette hypothèse, au prix auquel on peut espérer le revendre, diminué du coût des travaux à engager pour le remettre en état d'usage.

Appréciée à partir de l'étude de marché précitée, la valeur de revente après travaux sera déterminée sur la base d'une valeur unitaire arrêtée à **600 € / m² SU** correspondant à la fourchette haute des prix des locaux d'activité. Légèrement supérieure au quartile 3 de l'étude de marché, cette valeur tient notamment compte de la forte proportion de locaux tertiaires dans la surface totale (39%).

Au vu des constats effectués sur place, les travaux de rénovation concerneront eux et a minima : la réfection des toitures-terrasses, la réfection de l'ensemble des locaux tertiaires, le raccordement électrique du site et le remplacement du système de production de chauffage.

Le coût de ces travaux sera évalué en se référant aux données chiffrées recueillies sur internet.

A - Réfection des toitures-terrasses

Le coût d'une rénovation de toiture est toujours plus élevé que le prix de l'installation d'une toiture neuve en construction, essentiellement en raison de la dépose de l'ancienne couverture, qui vient s'ajouter au budget global. Une toiture béton autorise une grande diversité de finition pour obtenir des terrasses inaccessibles, accessibles aux piétons ou aux véhicules ou des terrasses jardin.
Une isolation thermique performante associée à une finition adaptée permet de composer des systèmes répondant aux demandes d'économie d'énergie, d'accessibilité ou de création d'espace vert.

Prix d'une étanchéité de toit-terrasse (par matériau)

• Rouleaux de bitume : de **35 à 65 € / m² avec pose** (fournitures 12 à 15 €/ m²). Pose à chaud, à l'aide d'un chalumeau sur un support préparé et enduit de primaire.
• EPDM (Etylène-Propylène-Dilène-Monomère) **50 à 70 € / m². I**déal pour les toitures à ossature bois- se présente sous forme de rouleaux collés sur le support. – environ 20 % du marché - plus respectueux de l'environnement grâce à une énergie grise très limitée et un recyclage à 100 %.
• Résine SEL (Systèmes d'Etanchéité Liquide) **40 à 70 €/** m², pose comprise (fournitures 20 à 35 €). Pose au pinceau, rouleau ou pistolet. Environ 3 % du marché :
• Etancheité PVC : **45 à 60 € / m²** (PVC collé les coutures et jonction soudées à l'aire chaud)
• Étanchéité drainante : **65 à 85 € / m²**

B- Réfection des locaux tertiaires

Site consulté www.travaux.com/construction-renovation-maison/guide-des-prix/prix-de-renovation-de-bureaux

TYPE	Prix minimum au m²	Prix maximum au m²
Bureau		
Rénovation basique	300 €	400 €
Rénovation totale	500 €	800 €

Prix de la rénovation de bureau : rénovation simple

La **rénovation** simple comprend uniquement la remise à neuf des peintures et revêtements de sol et de mur. Elle peut englober de petits travaux de plomberie et d'électricité ou encore des frais modérés pour créer un poste informatique, accéder à une meilleure ergonomie ou favoriser une occupation optimale de l'espace. Son objectif est de rendre le lieu de travail plus agréable.

- Le prix de la **rénovation de bureaux** simple sera généralement compris entre 300 et 400 euros du mètre carré. Seul le devis pourra vous indiquer un montant précis et définitif.

Prix d'une rénovation de bureau complète

La **rénovation de bureau complète** comprend en outre la remise à neuf de la plomberie, du système électrique, l'installation de chauffage et/ou de climatisation, la mise en place de systèmes de sécurité.

- Le prix d'une **rénovation de bureau** complète est compris entre 450 et 650 euros du mètre carré en moyenne.
- Dans certains cas, la rénovation pourra atteindre 500 euros le mètre carré avec un prix plafond estimé en moyenne à 800 euros par mètre carré réalisé.

Prix d'un aménagement de bureau

Dans certains cas, la **rénovation** peut aussi comprendre un aménagement de bureau.

Le budget moyen à prévoir pour l'installation d'un poste de travail équipé d'un bureau, d'un caisson et d'une armoire s'élève en moyenne entre 1200 et 2000 euros par poste. Si vous désirez ajouter des séparations et faire installer un cloisonnement amovible, le coût moyen se situe

entre 60 et 150 euros du mètre carré. À ajouter dans la plupart des cas, le câblage catégorie 6 revient en moyenne entre 320 et 600 euros par poste de travail et permet de relier 4 prises.

Plus spécifique, le budget de réalisation d'une salle informatique s'échelonne entre 2 500 et 3 500 euros du mètre carré. Ces prix de **rénovation de bureau** dépendent aussi des difficultés du chantier, de l'accessibilité, des frais de déplacement des ouvriers et de transport du matériel.

Prix de la rénovation de bureau et TVA

Le taux de TVA appliqué à la **rénovation de bureaux** est le taux de 10 % s'il s'agit de travaux permettant l'amélioration, la transformation, l'entretien ou l'aménagement de locaux utilisés à plus de 50 % pour un autre usage que le logement. Le taux de TVA est ramené à 5,5 % si les travaux de **rénovation de bureaux** contribuent à la transition énergétique : chauffage performant, isolation, climatisation réversible avec critères de performance éprouvés. Ces travaux doivent obligatoirement être réalisés par des professionnels et plus particulièrement des artisans qualifiés RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) s'il s'agit de travaux énergétiques.

C - Remplacement des verrières

Le coût dépend de la pente du toit (plus facile sur un toit plat), du modèle (linéaire, double avec deux rangées de modules se rejoignant à leur sommet, ou comme ici pyramidale), de la structure (ossature bois, acier, alu), du type de vitrage (feuilleté …) et enfin des options éventuellement choisies (mécanisme d'ouverture..).

Sur ce poste de dépense il convient d'envisager le remplacement des verrières pyramidales existantes par des verrières du mème type ou des verrières doubles.

Coût annoncé sur site internet https://constructeurstravaux.fr : entre 400 € et 1 000 € / m² SU, pose comprise
Coût provisionné par le vendeur dans son étude de faisabilité : 800 € / m² SU.

D – Remplacement du système de chauffage

Système de chauffage actuel : chaudière à vapeur au gaz (installée au RDC du bâtiment D), avec fluide caloporteur.

Site consulté sur le sujet : www.equinox.com : « depuis le 01 juillet 2020 de nouvelles aides financières sont mises en place pour réduire les consommations d'énergie et les émissions de CO2. A titre d'exemple, une subvention CEE de l'ordre de 25 000 € peut être accordée pour l'installation de deux chaudières haute performance énergétique d'une puissance thermique nominale < à 400 KW dans un bâtiment de bureaux de 5 000 m² de surface chauffée. Cette subvention permet de couvrir 100 % du coût des chaudières (hors main d'œuvre et autres coûts liés à la mise en service des équipements) ».

*****

Surfaces prises en compte pour le chiffrage des travaux (voir détail au point 4.2)

Réfection des bureaux : **2 560 m²**
Réfection de étanchéité des toitures-terrasses (bâtiment A, C et D) : **1 633 m²**
Réfection des verrières de la cellule centrale du bâtiment C : **700 m²** (surface mentionnée dans l'étude de faisabilité)

Coûts unitaires retenus

Réfection des bureaux : **650 €/m² Su** (rénovation lourde des locaux des bâtiments A, C, et D) et **200 € /m²** pour les locaux du bâtiment B.
Réfection de l'étanchéité des toitures-terrasses : **125 €/ m² Su** (supérieur aux coûts annoncés sur internet, car tenant compte de la dépose des verrières existantes)
Réfection des verrières du bâtiment C : **800 €/m² Su** (coût figurant dans l'étude de faisabilité, se situant dans la fourchette haute des coûts trouvés sur Internet).
Chauffage et électricité : **50 000 €** (forfait), sans tenir compte des éventuelles subventions.
Divers (réaménagement de la cour…) : **50 000 €** (forfait).

10-DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

A- Valeur après travaux de rénovation	SU (m²)	VU / m² SU	Valeur Vénale	
	6590	600 €	**3 954 000 €**	
B – Estimation des travaux de rénovation	**SU (m²)**	**Coût unitaire €/M²**	**Coût**	**VU au m² SU**
Bureaux rénovation lourde (Bat A , C et D)	2110	650 €	1 371 500 €	
Bureaux rénovation plus légère (Bat B)	450	200 €	90 000 €	
Toiture-terrasse (étanchéité) Bat A, C et D	1633	125 €	204 125 €	
Remplacement des verrières	800	800 €	640 000 €	
Chaudière et électricité		Forfait	50 000 €	
Autre (nettoyage cour…)		Forfait	50 000 €	
		TOTAL	**2 405 625 €**	**365 €**
Valeur de l'ensemble immobilier en l'état		A-B	1 548 375 €	
		Arrondi à	**1 550 000 €**	**235 €**
Marge d'appréciation de 10 % : acquisition sans justificatif particulier jusqu'à			1 705 000 €	259 €

La valeur au m² SU de l'ensemble immobilier s'établit sur ces bases à **235 €.** Cette valeur se situe dans la fourchette basse des prix de vente des immeubles d'activités. Elle reflète l'état très dégradé de certains locaux (essentiellement les locaux tertiaires) mais aussi de la forte proportion de bureaux dans la surface globale.

Elle sera utilement rapprochée du prix auquel les anciens locaux de la SEITA situés 56 rue des Frères Eberts et 18, rue du Doubs ont été cédés en 2011 (voir prises de vues ci-dessous). Acquis en l'état au prix unitaire de **222 € / m²** SU, cet ensemble immobilier de grande superficie (19 240 m² soit deux fois celle des locaux à évaluer) a depuis été rénové et scindé en cellules commerciales et d'activités. Certaines d'entre elles sont louées, d'autres ont été revendues. Deux mutations récentes dont l'une porte sur un local d'activité de 2 780 m² et l'autre sur un entrepôt de 1 174 m² figurent dans les bases de l'évaluateur. Ramenés au m² SU, les prix de vente s'élèvent respectivement à **629 € et 500 €.**

Le site de l'ancienne SEITA présente certaines similitudes avec celui objet de la présente évaluation (grande superficie, situation dans la ZA de la plaine des bouchers, travaux entrepris sur les bâtiments avant la mise en location et/ou la mise en vente des cellules). Les bâtiments du 10 rue Saglio sont globalement en moins bon état d'entretien mais la proportion de bureaux dans la surface totale est par contre nettement plus importante (de l'ordre de 39 %). Ils comportent par ailleurs une surface de sous-sol (de l'ordre de 600 m²) qui n'a pas été prise en compte pour l'évaluation.

L'acte d'acquisition et les actes de revente de certains locaux de l'ancienne SEITA constituent des termes de comparaison privilégiés qui viennent conforter et recouper les valeurs (avant et après travaux) retenues pour l'évaluation du 10 Saglio.





En conclusion, la valeur vénale de l'ensemble immobilier soumis à expertise peut être fixée à **1 550 000 € HT**

Nota :

-Déterminée à partir de surfaces reconstituées à partir d'un plan cadastral et des constats opérés lors de la visite, cette valeur ne tient pas compte de l'incidence d'une éventuelle pollution des sols et de la présence d'amiante sur site.
-Elle est par ailleurs assortie d'une marge d'appréciation de 10 %, permettant à la collectivité d'acquérir les biens considérés, sans justificatif particulier, jusqu'à 1 705 000 € HT.

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

12 - OBSERVATIONS

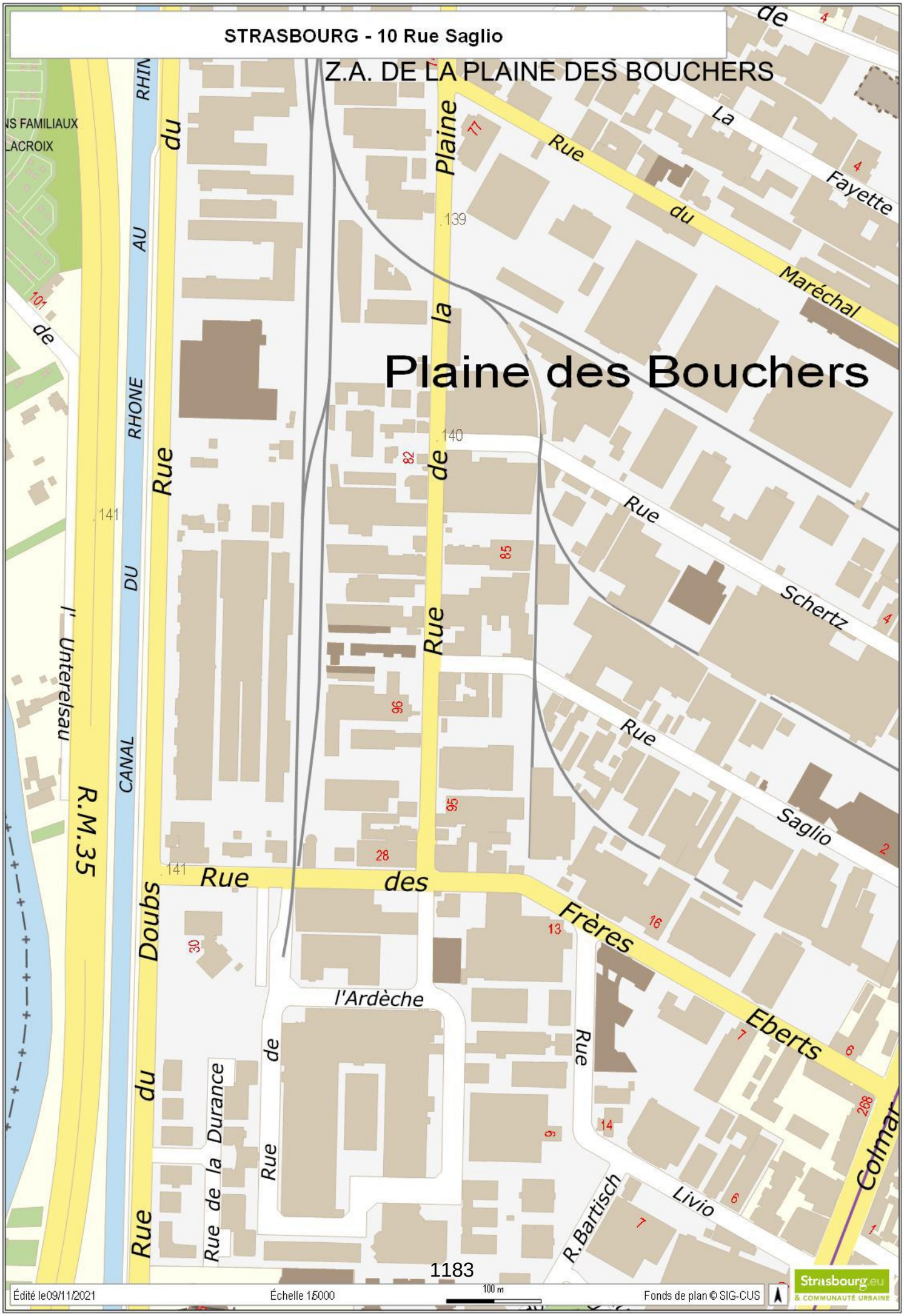
La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur du pôle pilotage des missions
et animation du réseau

Jean-Yves MAY

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.


STRASBOURG - 10 Rue Saglio
Z.A. DE LA PLAINE DES BOUCHERS
Plaine des Bouchers
Rue du Maréchal
La Fayette
Rue de la Plaine
Rue Schertz
Rue Saglio
Rue des Frères Eberts
Rue du Doubs
Rue de l'Ardèche
Rue de la Durance
Rue Livio
R.Bartisch
Colmar
l' Unterelsau
R.M.35
CANAL DU RHONE AU RHIN
Édité le09/11/2021
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

STRASBOURG - 10 Rue Saglio



Édité le 09/11/2021 Échelle 1:2000 40 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

51

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Strasbourg-Neuhof - Déclassement du domaine public d'emprises foncières sises 89 avenue du Neuhof.

Numéro E-2023-577

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire des parcelles cadastrées section IV, numéros 482 et 487, sises avenue du Neuhof à Strasbourg. Une partie de ces parcelles (environ 91 m² de la parcelle 482, et environ 100 m² de la parcelle 487) est aménagée en voie de circulation piétonne (chemin de Lycie) ; cette emprise relève donc du domaine public de voirie communautaire.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Neuhof, l'Eurométropole de Strasbourg envisage de céder à la société SPIRAL cette emprise d'une surface totale d'environ 1,91 are.

Cette cession est destinée à favoriser l'agrandissement du terrain d'assiette de deux opérations de construction de logements en accession intégrant la relocalisation du bureau de poste Lizé, et de construction de logements sociaux intégrant la relocalisation de l'association Clé des champs, et à garantir ainsi la qualité urbaine de ces projets.

A cette fin, les emprises concernées doivent être préalablement désaffectées et déclassées du domaine public.

Or, la démolition de l'immeuble sis 89 avenue du Neuhof étant en cours, sa desserte, assurée par ces deux emprises, est clôturée afin d'en interdire l'accès au public ; à ce jour, elles sont donc désaffectées car non affectées à l'usage du public.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'adopter la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

constate

la désaffectation des emprises suivantes :
- *environ 91 m² issus de la parcelle cadastrée section IV, numéro 482,*
- *environ 100 m² issus de la parcelle cadastrée section IV, numéro 487,*

telles que représentées sur le plan d'emprise joint en annexe ;

approuve

le déclassement des emprises suivantes :
- *environ 91 m² issus de la parcelle cadastrée section IV, numéro 482,*
- *environ 100 m² issus de la parcelle cadastrée section IV, numéro 487,*

telles que représentées sur le plan d'emprise joint en annexe ;

décide

du classement, dans le domaine privé de l'Eurométropole de Strasbourg, des emprises suivantes :
- *environ 91 m² issus de la parcelle cadastrée section IV, numéro 482,*
- *environ 100 m² issus de la parcelle cadastrée section IV, numéro 487,*

telles que représentées sur le plan d'emprise joint en annexe ;

autorise

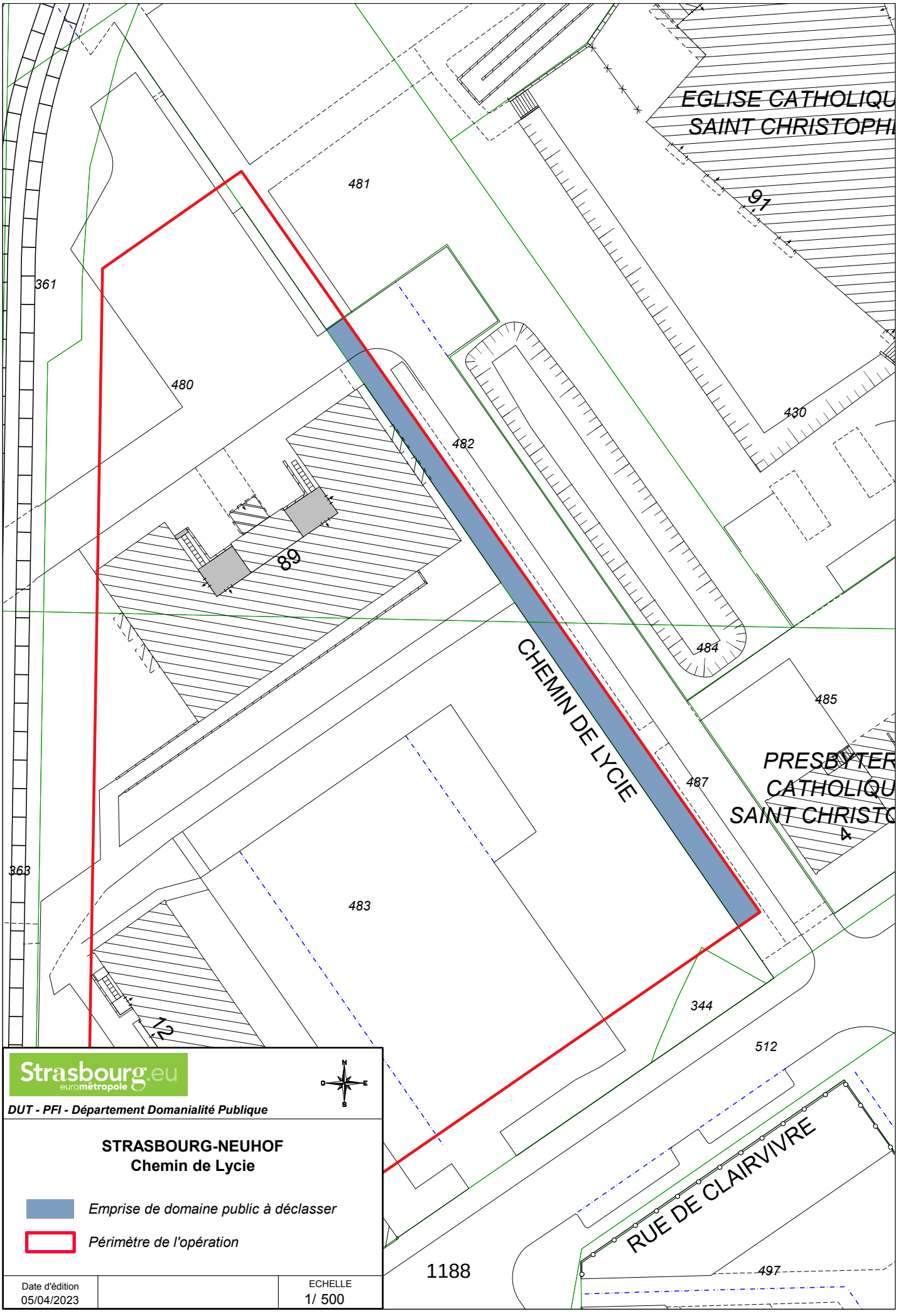
la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158504-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023


Neuhof
Avenue du Neuhof
Rue de Colmar
Rue de Mulhouse
Rue de Thann
Rue de Guebwiller
Rue de Soultz
Rue de Cernay
Rue de Ribeauvillé
Rue de Rouffach
Rue de Wissembourg
Rue de Landau
Rue de Sélestat
Rue de Neuf-Brisach
Rue de Huningue
Rue de Wesserling
Rue de Masevaux
Rue de Thann
Rue de Guebwiller
Rue de Soultz
Rue de Cernay
Rue de Ribeauvillé
Rue de Rouffach
Rue de Wissembourg
Rue de Landau
Rue de Sélestat
Rue de Neuf-Brisach
Rue de Huningue
Rue de Wesserling
Rue de Masevaux
Route de Colmar
Route de Mulhouse
Route de Thann
Route de Guebwiller
Route de Soultz
Route de Cernay
Route de Ribeauvillé
Route de Rouffach
Route de Wissembourg
Route de Landau
Route de Sélestat
Route de Neuf-Brisach
Route de Huningue
Route de Wesserling
Route de Masevaux
Rue de l'Ancienne Ecole
Rue de la Chapelle
Rue Haute
Rue de la Couronne
Rue de la Gravière
Rue de la Charité
Rue des Perdreaux
Rue du Héron
Rue des Mouettes
Rue des Corps-de-Garde
Rue de la Kibitzenau
Rue des Ciriers
Rue des Canonniers
Rue Staedel
Rue Vanneaux
Rue Offenstein
Rue Gribeauval
Rue Paul Dopff
Rue Jules Verdines
Rue Jules Massenet
Rue Fonck
Rue Boecler
Rue Ristelhuber
Rue Gambsheim
Rue Meinau
Rue Solignac
Rue Mussidan
Rue Riberac
Rue Bergerac
Rue Thénon
Rue Sarlat
Rue Lyautey
Rue Neuvic
Rue Clairvivre
Rue Noutron
Rue Périgueux
Rue Lindre
Rue Châteauroux
Rue d'Argenton
Rue d'Aiguirande
Rue Marcel Marsoz
Rue Jean Bastié
Rue Jean Memmoz
Rue Jacqueline Auriol
Rue Louis Braille
Rue de Figeac
Rue de Mâcon
Rue de Provence
Rue de Normandie
Rue de Picardie
Rue de Savoie
Rue de Corse
Rue de Krittt
Rue Joseph Weydmann
Rue Auguste Brion
Rue Jean Hoepffner
Rue L. Loucheur
Rue Schulmeister
Rue Ganzau
Rue Glaubitz
Rue Riehl
Rue de Malberg
Rue du Reitenfeld
Rue du Carré
Rue des Sports
Rue du Vercors
Rue Edouard Coeurdevey
Rue Paul Batiment
Rue Clainchard
Rue Jean Moulin
Rue Klebsau
Rue Schach
Rue Ingold
Rue du Marschallhof
Rue Jean-Frédéric Unselt
Rue Jean-Henri Alberti
Rue Jean-Georges Pick
Rue Antoine Heitzmann
Rue Léo Schnug
Rue du Pivert
Rue du Stoskopf
Rue du Kammerhof
Rue du Schulzenfeld
Rue d'Altenheim
Rue Lisa
Rue Bacchus
Rue Bougier
Rue Pierre
Rue Adam
Rue Schnapp
Rue Kiefer
Rue Cesay Scarandoni
Rue Antoine de Saint-Exupéry
Rue Marguerite Yourcenar
Rue Marie Curie
Rue Jean Mermoz
Rue Jean-Georges Pick
Rue Jean-Henri Alberti
Rue Jean-Frédéric Unselt



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI - Département Domanialité Publique

STRASBOURG-NEUHOF
Chemin de Lycie

Emprise de domaine public à déclasser

Périmètre de l'opération

Date d'édition		ECHELLE
05/04/2023		1/ 500

52

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Transactions amiables sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-557

I. ACQUISITIONS

1) LAMPERTHEIM – Rue Leh : acquisition par l'Eurométropole d'une parcelle déjà aménagée en voirie

Dans le cadre d'un aménagement rue Leh à Lampertheim, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite acquérir la parcelle cadastrée provisoirement section 4 n°(2)/103 de 0,16 are propriété de Monsieur Denis ADAM.

La parcelle étant déjà aménagée en voirie, en accord avec le propriétaire, l'acquisition interviendra à l'euro symbolique.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver cette acquisition aux conditions financières indiquées ci-dessus.

2) BISCHHEIM et HOENHEIM : acquisition par l'Eurométropole de parcelles relevant de sa compétence en matière de voirie et d'assainissement

L'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que : *« La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :*
(...) création, aménagement et entretien de voirie
(...) parcs et aires de stationnement
(...) création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires
(...) assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8, gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 et eau. (...) ».

Un travail foncier approfondi a permis d'établir une liste de parcelles situées à Bischheim et Hœnheim, restées inscrites au Livre Foncier au nom de la commune de Bischheim mais relevant de la compétence de l'Eurométropole en matière de voirie et d'assainissement.

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, il est proposé au Conseil d'approuver l'acquisition des emprises foncières concernées sans paiement de prix.

3) OSTHOFFEN : acquisition par l'Eurométropole de parcelles relevant de sa compétence en matière de voirie

Par arrêté préfectoral du 26 octobre 2016, le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg a été étendu à compter du 1er janvier 2017 en incluant les communes de l'ex-communauté des communes « Les Châteaux », dont faisait partie la commune d'Osthoffen.

L'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que : *« La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :*
(…) création, aménagement et entretien de voirie
(…) parcs et aires de stationnement
(…) création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires (…) ».

Un travail foncier approfondi a permis d'établir une liste de parcelles de voiries restées inscrites au Livre Foncier au nom de la commune d'Osthoffen mais relevant de la compétence de l'Eurométropole.

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du CGCT, il est proposé au Conseil d'approuver l'acquisition des emprises foncières concernées sans paiement de prix.

4) OBERHAUSBERGEN et OSTWALD : transfert d'équipements par la ville de Strasbourg à l'Eurométropole

L'article L. 5217-5 du code général des collectivités territoriales prévoit que les biens appartenant aux communes et utilisés par la métropole pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement *« transférés dans le patrimoine de la métropole »*. En application de cet article, le Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015 demandait aux communes que *« les biens et droits à caractère mobilier et immobilier situés sur leur territoire, utilisés pour l'exercice de compétences transférées, soient mis de plein droit à disposition de l'Eurométropole et transférés dans son patrimoine au plus tard un an après la date de la première réunion du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg ».*

Par délibérations respectives des 19 février 2018 et 23 mars 2018, la ville de Strasbourg et l'Eurométropole se sont entendues sur un mode opératoire permettant de formaliser les transferts à mettre en œuvre entre elles, pour les biens relevant de la compétence de la première mais restés inscrits au Livre Foncier au nom de la seconde, et inversement.

Trois sites relevant de la compétence de l'Eurométropole en application de l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, mais situés sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de la ville de Strasbourg ont été retenus pour une nouvelle délibération d'application. Il s'agit :
- d'un réservoir d'eau à Oberhausbergen,
- d'une station de captage d'eau à Oberhausbergen,

- d’une fraction du parking de la piscine de la Hardt à Ostwald.

L’ensemble de ces transferts de propriété s’opère à titre gratuit.

5) BISCHHEIM et HOENHEIM : acquisition par l’Eurométropole de parcelles de voirie située rue Émile Mathis

Des parcelles de voirie de la rue Émile Mathis à BISCHHEIM et HOENHEIM sont encore inscrites au Livre Foncier au nom de la société FRANK IMMOBILIER.

Ces parcelles sont ouvertes au public et sont utiles pour l’exercice de la compétence de l’Eurométropole en matière de voirie prévue à l’article L 5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Afin de régulariser cette situation, il est proposé au Conseil d’approuver l’acquisition auprès de FRANK IMMOBILIER de l’emprise foncière concernée moyennant un euro symbolique.

6) SCHILTIGHEIM : dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), acquisition par l’Eurométropole d’une parcelle située rue Ronsard

Les projets de renouvellement urbain (PRU) induisent des mutations foncières dont le rôle est d’engager la recomposition spatiale du quartier de manière durable et soutenable. Ces transformations foncières servent les objectifs primordiaux du renouvellement urbain, qui sont en particulier de participer à la diversification de l’offre de logements et de développer des nouveaux services à la population (nouveaux locaux dédiés à des services, espaces verts étendus ou neufs ou voiries réaménagées ou créées).

La signature de la convention pluriannuelle du deuxième programme de renouvellement urbain de l’Eurométropole de Strasbourg (2019-2030) est intervenue le 27 mars 2020. Un protocole foncier du 6 janvier 2023 a ensuite été signé par les villes de Strasbourg-Schiltigheim-Bischheim, l’Eurométropole de Strasbourg et le bailleur social Alsace Habitat afin de fixer les principes généraux des transactions foncières à opérer dans ce cadre.

Un des sites visés par ce protocole peut désormais faire l’objet d’une délibération d’application. Il s’agit de l’acquisition par l’Eurométropole auprès d’Alsace Habitat d’une parcelle destinée à la requalification du tronçon Sud de la rue Ronsard à Schiltigheim (quartier des Ecrivains) et à l’aménagement d’un trottoir élargi au droit du futur groupe scolaire Victor Hugo. Ce trottoir élargi a vocation à atteindre à terme le cœur du quartier des Ecrivains ; son aménagement se poursuivra par la suite en suivant le planning des opérations défini dans le cadre de la mise en œuvre du PRU.

Cette parcelle est située en zone UD2 du plan local d’urbanisme. Les bâtiments des n° 2 et 4 rue Ronsard qui figurent sur les plans joints à la présente délibération, ont déjà été démolis.

Cette transaction correspond à la catégorie 1 du protocole : cession de terrains en vue de la réalisation d'un espace extérieur ouvert au public. En application des principes fixés par le protocole foncier du 6 janvier 2023, cette transaction intervient moyennant un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente par l'Eurométropole dans les 20 années suivant cette acquisition, 50 % de la plus-value réalisée sera reversée à Alsace Habitat).

7) GEISPOLSHEIM – rue des Fleurs

Dans le cadre de l'élargissement de la rue des Fleurs et de la sécurisation du carrefour de la rue du Tramway par l'Eurométropole, celle-ci s'est rapprochée de plusieurs propriétaires afin de proposer l'acquisition amiable de parcelles situées en zone UCA 3 du PLUi, d'une surface totale de 6,08 ares, nécessaires à la réalisation du projet.

L'inscription de l'emplacement réservé GEI 7 au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg, dont l'intitulé est « Élargissement de la rue des Fleurs », correspond à l'aménagement projeté.

L'acquisition des emprises non aménagées en voirie est proposée au prix de 1 525 € l'are tandis que l'acquisition des emprises d'ores et déjà aménagées en voirie est proposée à l'euro symbolique.

Chacune des acquisitions projetées aura lieu toutes taxes et frais éventuellement dus en sus.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver l'acquisition des emprises foncières nécessaires à la réalisation du projet.

II. CESSIONS

1) REICHSTETT : cession d'une emprise foncière non bâtie propriété de l'Eurométropole, auprès de la SCI MPM Immo (ou toute personne morale qu'y substituerait avec l'accord de l'Eurométropole), dans la ZI Rammelplatz, rue du Rail

La cession de l'emprise foncière non bâtie propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, d'une surface de 11,45 ares en zonage UXb2 du PLUi auprès de la SCI MPM Immo (ou toute personne morale qu'y substituerait avec l'accord de l'Eurométropole), pour permettre l'extension de la société Go Formations Alsace pour un projet de déambulations d'engins de travaux, est cadastrée comme suit :

Commune de Reichstett
Section 8 n°563/62 d'une surface de 41,37 ares.

L'emprise foncière vendue est de 11,45 ares au prix de 5 200€ l'are soit un prix global de 59 500€ conformément à l'avis de la Division du Domaine en date du 27 janvier 2023, toutes taxes et frais éventuellement dus en sus à la charge de l'acquéreur.

L'acte de vente sera soumis à la condition suspensive suivante :

- une interdiction de revente du terrain nu dans un délai de 5 ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord de l'Eurométropole sera sanctionnée par un droit à la résolution inscrit au Livre Foncier au profit de l'Eurométropole.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver cette cession aux conditions financières indiquées ci-dessus.

2) Strasbourg – PRU Neuhof : vente d'un terrain sis 89 avenue du Neuhof à SPIRAL dans le cadre d'une opération de construction de logements

Le quartier du Neuhof est engagé dans une dynamique de renouvellement urbain depuis les années 2000, et bénéficie du *Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg* sur la période 2019-2030. En lien avec OPHEA, une consultation d'opérateurs a été lancée par l'Eurométropole de Strasbourg le 18 avril 2022. Le jury, réuni le 9 mai 2022, a décidé de retenir la meilleure offre selon le classement définitif, soit celle de la société SPIRAL.

L'opération de construction de logements, objet de la présente délibération de cession, consistera en une opération mixte de logements en accession à la propriété (4 456 m² SDP) et de commerces-services (485 m² SDP). Ce programme immobilier bénéficie du dispositif de TVA réduite (attaché aux QPV pour les primo-accédants sous condition de ressources) et de 280 000 € de primes accession ANRU.

La majeure partie du tènement foncier nécessaire à l'opération appartient au bailleur OPHEA, qui vendra une partie de l'emprise directement au promoteur retenu dans le cadre de la consultation. Plusieurs emprises complémentaires le long du chemin de Lycie sont nécessaires à la réalisation de l'opération et devront être détachées de parcelles plus importantes, propriétés de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, dont une emprise de 88 m², propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, qui a fait l'objet d'un déclassement et d'une désaffectation en vue de sa vente à SPIRAL.

<u>Prix de vente</u>
Il est proposé de céder la parcelle propriété de l'Eurométropole de Strasbourg au prix de 16 280,00 € (seize mille deux cent quatre-vingt euros) pour une superficie vendue totale de 88 m², en ce non compris les frais d'acte et émolument du notaire et l'éventuelle TVA en sus à la charge de l'acquéreur. Ledit prix est conforme à l'avis rendu par la Division du Domaine en date du 4 mai 2023.

La signature de l'acte de vente pourra être précédée d'un avant-contrat, la signature de cet avant-contrat devra intervenir dans les 4 mois à compter de l'adoption de la présente délibération, et la réitération de l'acte authentique définitif devra intervenir dans les 18 mois à compter de la régularisation dudit avant-contrat. Ladite vente sera également assortie d'une interdiction de revendre le terrain nu dans les 5 ans, sanctionnée par un droit à la résolution.

III. MAINLEVÉE DE DROIT au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg

ECKBOLSHEIM - 1 rue Jean Monnet : mainlevée du droit de préemption conventionnel au bénéficie de l'Eurométropole de Strasbourg

L'office notarial de la Wantzenau s'est rapproché de l'Eurométropole de Strasbourg afin d'obtenir la radiation du droit de disposer découlant du droit de préemption détenu par l'Eurométropole en vertu de deux actes de cession du 12 novembre 1987 et du 16 novembre 1988.

Cette inscription est intervenue historiquement afin de préserver des activités économiques dans ce secteur. Depuis, la vocation économique de la zone a évolué, comme l'atteste la modification du zonage au plan local d'urbanisme intercommunal d'un zonage UX en zonage IAU.

De plus, les parcelles vont accueillir la construction d'un ensemble immobilier à usage d'habitation, il est donc inutile de maintenir le dispositif visant à assurer le respect des dispositions notifiées aux actes de 1987 et 1988.

Il est proposé de donner une suite favorable à la demande de mainlevée du droit de préemption conventionnel au profit de l'Eurométropole de Strasbourg, en vue de leur radiation au Livre foncier.

IV. CONSTITUTION DE SERVITUDES

STRASBOURG – Koenigshoffen : constitution d'une servitude de passage sur la parcelle cadastrée sise 165B Route des Romains, propriété de l'Eurométropole

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire de la parcelle sise 165B Route des Romains à Strasbourg – Koenigshoffen, cadastrée section MO n°265 de 1,23 ares.

Les copropriétaires de l'immeuble sis 165b Route des Romains à Strasbourg - Koenigshoffen sont obligés de passer par ladite parcelle afin d'accéder à leur immeuble.

Aussi, afin de régulariser cette situation, il est proposé d'instaurer au profit de la copropriété de l'immeuble sis 165B Route des Romains, une servitude de passage sur ladite parcelle, propriété de l'Eurométropole.

Cette servitude sera inscrite comme suit, sur la parcelle (fonds servant) cadastrée :

Commune de Strasbourg
Lieudit « Route des Romains »
Section MO n°265 de 1,23 are.

Sur toute la largeur de la parcelle cadastrée section MO n°265 et sur 18 mètres de long (du portail jusqu'au puits), permettant l'accès, tel que ce passage figure sur le plan annexé.

Au profit de la parcelle (fonds dominant) cadastrée :

Commune de Strasbourg
Lieudit « Route des Romains »
Section MO n°264 de 3,79 ares.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L5215-28, L.5217-1, L.5217-2, L.5217-4
et L.5217-5 du code général des collectivités territoriales
vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de
l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2016 portant fusion par intégration de la
communauté de communes « Les Châteaux » dans l'Eurométropole de Strasbourg
vu le décret du 23 décembre 2014 portant création de la
métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »
vu la délibération cadre du Conseil municipal de Strasbourg du 19 février 2018
relative aux transferts d'équipements entre la Ville et l'Eurométropole
vu la délibération cadre du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du
23 mars 2018 relative aux transferts d'équipements entre la Ville et l'Eurométropole
vu le protocole foncier du deuxième programme de renouvellement urbain
signé le 6 janvier 2023 entre les villes de Strasbourg-Schiltigheim-
Bischheim, l'Eurométropole de Strasbourg et le bailleur social Alsace Habitat
vu l'avis de la division des domaines n°2023-67447-31167 en date du 10 mai 2023
vu l'avis de la division des domaines n°2023-67389-00197 en date du 27 janvier 2023
vu le PV des décisions unanimes des associes
de la SCI MPM Immo en date du 11 avril 2023
vu l'avis de la Division du Domaine n°2023-67482-27736 en date du 4 mai 2023
vu la délibération de déclassement et désaffectation en date du 28 juin 2023
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *Acquisitions*

1) *LAMPERTHEIM : acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg d'une parcelle sise rue Leh à Lampertheim cadastrée comme suit :*

Commune de Lampertheim :
Lieudit rue Leh
Parcelle provisoirement cadastrée section 4 n°(2)/103 de 0,16 are.

Propriété de Monsieur Denis ADAM (ou toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations).

Moyennant un euro symbolique, taxes et droits éventuels en sus à la charge de l'acquéreur.

2) *Le transfert de propriété de la commune de Bischheim à l'Eurométropole de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, en vue de leur classement dans le domaine public de l'Eurométropole, des parcelles suivantes situées à Bischheim et Hœnheim, relevant de sa compétence en matière de voirie et d'assainissement :*

a) *Commune de Bischheim*

Section	***Numéro de parcelle***	***Adresse***	***Surface (ares)***
1	*275/77*	*RUELLE DU NOYER*	*0,35*
1	*315/60*	*RUE DES VERGERS*	*0,23*
5	*129/22*	*RUE DE L'ETOILE*	*2,98*
5	*210/6*	*PLACE DU MARCHE*	*1,08*
6	*100*	*RUE NATIONALE*	*1,41*
23	*195/82*	*RUE MARC SEGUIN*	*5,09*
23	*434/8*	*AUTOROUTE A4*	*1,33*
23	*436/119*	*ROUTE DE BRUMATH*	*1,90*
24	*89/50*	*RM 185*	*0,33*
32	*163/42*	*RUE DES PEUPLIERS*	*0,02*
33	*126/65*	*RUE DU GUIRBADEN*	*8,27*
33	*129/103*	*RUE DU GUIRBADEN*	*0,60*
33	*133/25*	*RUE DU GUIRBADEN*	*8,22*
33	*136/102*	*RUE DU GUIRBADEN*	*0,10*
34	*40/5*	*RUE DES MAIRES PFRIMMER*	*0,36*
35	*67*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*5,03*
35	*69*	*RUE DU MARAIS*	*7,12*
35	*77/48*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,56*
35	*89/68*	*RUE DU MARAIS*	*0,09*
35	*113/45*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,88*
35	*115/46*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,88*
35	*117/47*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,86*
35	*119/42*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,62*
35	*121/43*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,30*
35	*123/44*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,73*
35	*125/44*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,79*
35	*132/48*	*CHEMIN DE LA DIGUE*	*0,04*

36	*202/21*	*RUE PHILIPPE RUEFF*	*0,21*
40	*128/80*	*RUE DU REGARD*	*7,20*
40	*153/100*	*RUELLE DU NOYER*	*0,41*

b) Commune de Hœnheim

Section	***Numéro de parcelle***	***Adresse***	***Surface (ares)***
15	*187/124*	*RUE DE L'ELECTRICITE*	*1,26*
15	*342/90*	*RUE DE L'ELECTRICITE*	*1,74*
15	*344/91*	*RUE DE L'ELECTRICITE*	*4,38*
15	*392/372*	*RUE DE L'ELECTRICITE*	*0,83*
15	*394/93*	*RUE DE L'ELECTRICITE*	*2,92*
15	*396/92*	*RUE DE L'ELECTRICITE*	*4,98*

3) Le transfert de propriété de la commune d'Osthoffen à l'Eurométropole de Strasbourg, sans paiement de prix et en application des dispositions de l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, en vue de leur classement dans le domaine public de l'Eurométropole, des parcelles suivantes relevant de sa compétence en matière de voirie :

Commune d'OSTHOFFEN

Section	***Numéro de parcelle***	***Adresse***	***Surface (ares)***
1	*138*	*ROUTE DU KOCHERSBERG*	*28,54*
1	*140*	*RUE DE L'EGLISE*	*7,38*
1	*142*	*RUE DE LA FONTAINE*	*4,76*
1	*143*	*RUE DES SEIGNEURS*	*4,10*
1	*144*	*RUE TRAVERSIERE*	*2,39*
1	*145*	*RUE DES SEIGNEURS*	*12,25*
1	*194*	*RUE TRAVERSIERE*	*0,05*
1	*250/136*	*RUE DU CHATEAU*	*0,39*
1	*252/135*	*RUE DU CHATEAU*	*0,55*
1	*254/135*	*RUE DU CHATEAU*	*0,58*
1	*257/109*	*RUE DU CHATEAU*	*0,10*
1	*259/114*	*RUE DU CHATEAU*	*0,26*
1	*260/141*	*RUE DE L'EGLISE*	*0,64*
1	*261/141*	*RUE DU CHATEAU*	*0,02*
1	*263/135*	*RUE DU CHATEAU*	*1,04*
1	*272/120*	*RUE DE L'EGLISE*	*0,09*
1	*274/135*	*RUE DE L'EGLISE*	*0,19*
1	*294/139*	*RUE DE L'EGLISE*	*1,76*
2	*133*	*RUE DE LA CHAPELLE*	*3,00*

2	134	RUE DES FORGERONS	15,96
2	135	RUE DES PRES	9,64
2	136	RUE DU PARC	3,45
2	137	RUE DES FLEURS	2,63
2	138	RUE DES PRES	1,51
2	139	RUE DES PRES	6,12
2	140	RUE DES PRES	0,72
2	141	RUE DES PRES	0,66
2	172/81	RUE DES PRES	0,34
2	173/148	RUE DES PRES	0,31
2	176/131	RUE DES PRES	4,50
2	214/98	RUE DES FLEURS	0,26
2	216/79	RUE DES PRES	0,17
2	217/79	RUE DES PRES	0,05
2	219/76	RUE DES PRES	0,09
5	155/48	RUE DES PRES	0,10
5	164/45	RUE DES PRES	0,11
5	166/48	RUE DES PRES	0,03
5	167/48	RUE DES PRES	0,01
5	171/146	RUE DES PRES	7,22
18	211/49	RD 225	6,96
44	95/38	RUE DU FOYER	0,22
44	99/39	RUE DU FOYER	0,12
44	104/40	RUE DU FOYER	0,40
44	105/40	RUE DU FOYER	0,12
44	106/40	RUE DU FOYER	0,01
44	126/33	RUE DU FOYER	0,09
44	128/34	RUE DU FOYER	0,19
44	130/35	RUE DU FOYER	0,12
44	135/36	RUE DU FOYER	0,13
44	139/37	RUE DU FOYER	0,07
44	140/36	ROUTE DU KOCHERSBERG	0,26
44	156/73	RUE DU FOYER	3,37
44	210/15	RUE DES VERGERS	24,39
44	211/15	RUE DES VERGERS	15,40
44	212/15	RUE DU FOYER	7,24
44	213/15	RUE DU FOYER	0,16
44	214/15	RUE DES VERGERS	0,09
44	219/31	RUE DU FOYER	0,27
44	224/32	RUE DU FOYER	0,13
44	229/46	RUE DU FOYER	5,04
44	238/44	RUE DU FOYER	0,51
44	253/74	RUE DU FOYER	15,01
47	254	RUE DES VIGNES	3,51
47	411/119	RUE DES PRES	0,05

47	*413/400*	*RUE DE LA COLLINE*	*15,56*
47	*423/280*	*RUE DE LA COLLINE*	*5,21*
47	*477/276*	*RUE DES VIGNES*	*21,11*
47	*478/276*	*RUE DU PRESSOIR*	*11,32*
47	*493/202*	*RUE DES CHAMPS*	*0,34*
47	*499/202*	*RUE DES CHAMPS*	*0,32*
47	*518/219*	*RUE DU LOESS*	*2,07*
47	*555/231*	*RUE DES CERISES*	*8,56*
47	*556/231*	*RUE DU HOUBLON*	*6,36*
47	*560/234*	*RUE DU HOUBLON*	*0,85*
47	*567/218*	*RUE DES CHAMPS*	*2,25*
47	*568/218*	*RUE DES CHAMPS*	*0,39*
47	*570/219*	*RUE DU LOESS*	*3,96*
47	*572/219*	*RUE DES CHAMPS*	*0,04*
47	*573/234*	*RUE DU LOESS*	*0,51*
47	*589/218*	*RUE DU LOESS*	*0,12*
47	*593/218*	*RUE DES CHAMPS*	*0,68*
47	*596/231*	*RUE DE LA LIBERTE*	*6,70*
47	*597/353*	*RUE DES TILLEULS*	*0,38*
47	*616/217*	*RUE DU LOESS*	*2,34*
47	*624/217*	*RUE DE LA LIBERTE*	*17,72*
47	*666/119*	*RUE DES PRES*	*0,17*
49	*147/23*	*RD 118*	*0,02*

4) Les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit des équipements suivants, de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole, à mettre en œuvre en application des délibérations cadres du Conseil municipal de Strasbourg du 19 février 2018 et du Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018.

a) Réservoir d'eau situé chemin des Coteaux à Oberhausbergen

La mutation par la ville de Strasbourg à l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Oberhausbergen	*4*	*175*	*im Zinkenthal*	*3,02*
Oberhausbergen	*4*	*176*	*im Zinkenthal*	*10,88*
Oberhausbergen	*4*	*177*	*im Zinkenthal*	*3,90*
Oberhausbergen	*4*	*178*	*im Zinkenthal*	*9,85*
Oberhausbergen	*4*	*179*	*im Zinkenthal*	*9,96*
Oberhausbergen	*4*	*185*	*im Zinkenthal*	*23,95*
Oberhausbergen	*16*	*36*	*am Dingsheimerweg*	*8,52*
Oberhausbergen	*16*	*38*	*am Dingsheimerweg*	*14,33*

Oberhausbergen	*16*	*40*	*am Dingsheimerweg*	*130,93*
Oberhausbergen	*16*	*45/37*	*am Dingsheimerweg*	*7,98*
Oberhausbergen	*16*	*46/37*	*am Dingsheimerweg*	*4,84*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 228,16 ares.

b) Station de captage d'eau située chemin du puits de captage à Oberhausbergen

La mutation par la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de la parcelle suivante, y compris des bâtiments qui y sont implantés :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Oberhausbergen	*6*	*64*	*Kruemmling*	*172,21*

c) Parking de la piscine de la Hardt situé chemin des Ondines à Ostwald

La mutation par la ville de Strasbourg à l'Eurométropole des parcelles suivantes :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Ostwald	*10*	*166*	*Obermatt*	*19,04*
Ostwald	*10*	*165*	*Obermatt*	*18,60*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 37,64 ares.

5) BISCHHEIM et HOENHEIM : acquisition par l'Eurométropole de parcelles de voirie située rue Émile Mathis.

Parcelles à incorporer dans la voirie publique de l'Eurométropole :

Commune de BISCHHEIM
Section 23 n° 476/8 avec 23 ares et 2 centiares

Commune de HOENHEIM
Section 11 n° 154/76 avec 27 centiares
Section 11 n° 296/67 avec 21 ares et 98 centiares
Section 11 n° 299/76 avec 75 centiares
Section 11 n° 309/67 avec 19 ares et 30 centiares

Acquisition auprès de FRANK IMMOBILIER, moyennant le prix d'un euro symbolique.
L'acquéreur est dispensé du versement du prix d'un euro symbolique.

6) *L'acquisition par l'Eurométropole d'une parcelle située 2-4 rue Ronsard à SCHILTIGHEIM dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).*

Parcelle destinée à la requalification du tronçon Sud de la rue Ronsard à SCHILTIGHEIM et à l'aménagement d'un trottoir élargi au droit du futur Groupe Scolaire Victor Hugo.

Commune de SCHILTIGHEIM
Section 43 n° 129/22 de 14,71 ares, lieu-dit : 2 rue Ronsard, sol.

Acquisition auprès d'Alsace Habitat, moyennant le prix d'un euro symbolique avec une clause de complément de prix (en cas de revente par l'Eurométropole dans les 20 années suivant cette acquisition, 50 % de la plus-value réalisée sera reversée à Alsace Habitat), en application du protocole foncier du deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg signé le 6 janvier 2023.

L'acquéreur est dispensé du versement du prix d'un euro symbolique.

7) *GEISPOLSHEIM : acquisition par l'Eurométropole de plusieurs parcelles situées rue des Fleurs dont la désignation est la suivante :*

GEISPOLSHEIM
Lieudit : HAYWEG
Section AE n° 849/132 de 0,54 are
Propriété de Mme Josiane LANDMANN
Moyennant le prix de 1 525 € l'are soit pour une surface de 0,54 are au prix de 823,50 € hors taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.

GEISPOLSHEIM
Lieudit : 17, rue du Tramway
Section AE n° 851/132 de 1,06 are
Propriété de Mme Marie-Odile KOCHER née LANDMANN
Moyennant le prix de 1 525 € l'are soit pour une surface de 1,06 are au prix de 1 616,50 € hors *taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.*

GEISPOLSHEIM
Lieudit : 13, rue du Tramway
Section AE n° 874/132 de 0,33 are
Propriété de Mme Marie SCHLAGDENHAUFFEN née SCHAAL
Moyennant le prix de 1 525 € l'are soit pour une surface de 0,33 are au prix de 503,25 € hors *taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.*

GEISPOLSHEIM
Lieudit : HAYWEG
Section AE n° 526/125 de 0,33 are
Section AE n° 528/127 de 0,35 are
Nu-Propriété de Mme Brigitte FRANK née HOSTI et M. Jean-Pierre HOSTI et son épouse Marie HOSTI née SCHAAL en usufruit

Moyennant le prix d'un euro symbolique pour une surface de 0,68 are hors *taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.*

GEISPOLSHEIM
Lieudit : HAYWEG
Section AE n° 518/130 de 0,29 are
Section AE n° 529/128 de 0,31 are
Propriété de M. George GAR et son épouse Mathilde GAR née NUSS ;
Moyennant le prix d'un euro symbolique pour une surface de 0,60 are hors *taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.*

GEISPOLSHEIM
Lieudit : HAYWEG
Section AE n° 530/130 de 0,62 are
Propriété de M. Philippe METZGER ;
Moyennant le prix d'un euro symbolique pour une surface de 0,62 are hors *taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.*

GEISPOLSHEIM
Lieudit : Rue du Tramway
Section AE n° 736/132 de 1,15 are
Propriété de Mme Marie-Odile KOCHER née LANDMANN ;
Moyennant le prix d'un euro symbolique pour une surface de 1,15 are hors *taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.*

GEISPOLSHEIM
Lieudit : Rue du Tramway
Section AE n° 738/132 de 0,49 are
Propriété de Mme Josiane LANDMANN
Moyennant le prix d'un euro symbolique pour une surface de 0,49 are hors *taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.*

GEISPOLSHEIM
Lieudit : HAYWEG
Section AE n° 864/164 de 0,14 are
Section AE n° 866/165 de 0,20 are
Section AE n° 868/166 de 0,17 are
Section AE n° 870/167 de 0,10 are
Propriété de M. Richard HERRMANN et son épouse Bernadette HERRMANN née ROEHRY ;
Moyennant le prix d'un euro symbolique pour une surface de 0,61 are hors *taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.*

- *Cessions*

1) *REICHSTETT : cession d'une emprise foncière non bâtie propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, auprès de la SCI MPM Immo (ou toute*

personne morale qu'y substituerait avec l'accord de l'Eurométropole), dans la ZI Rammelplatz, rue du Rail, cadastrée comme suit :

Commune de Reichstett
Section 8 n°563/62 d'une surface de 41,37 ares

L'emprise foncière vendue est de 11,45 ares au prix de 5 200€ l'are soit un prix global de 59 500 €, toutes taxes et frais éventuellement dus en sus à la charge de l'acquéreur.

L'acte de vente sera soumis à la condition suspensive suivante :

- *une interdiction de revente du terrain nu dans un délai de 5 ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord de l'Eurométropole, sera sanctionné par un droit à la résolution inscrit au Livre Foncier au profit de l'Eurométropole.*

2) Strasbourg – PRU Neuhof : vente d'un terrain sis 89 avenue du Neuhof à SPIRAL dans le cadre d'une opération de construction de logements

La vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la société SPIRAL (ou de toute personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations sur autorisation écrite du vendeur) de la parcelle provisoirement cadastrée :

Ban de Strasbourg - NEUHOF
Lieudit 89 AV DU NEUHOF
Section IV n° (7)/44 d'une contenance cadastrale de 0,88 are issue de la parcelle initialement cadastrée section IV n°482/44 de 4,36 ares ;

Moyennant le prix de 16 280,00 € (seize mille deux cent quatre-vingt euros) taxes éventuelles en sus et frais d'acte et émoluments du notaire à la charge exclusive de l'acquéreur, conformément à l'estimation de la valeur vénale de la Division du Domaine.

Cette vente sera assortie des conditions suivantes :

- *clause stipulant que l'acte de vente devra être signé dans un délai maximum de 18 mois à compter de la délibération ou de la signature d'un éventuel avant-contrat, à défaut une astreinte de 50 € par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur. Une dérogation pourra néanmoins être accordée sur demande écrite préalable de l'acquéreur.*
- *clause stipulant une restriction au droit de disposer consistant en une interdiction de revendre les parcelles à l'état libre et nu uniquement (à l'exclusion des lots de copropriété notamment) sans accord préalable de la ville de Strasbourg pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente. Ladite restriction sera publiée au Livre Foncier. Celle-ci pourra être levée avant l'échéance du délai de 5 ans sus-visé à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur du certificat de non-opposition*

- *Mainlevée de droit au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg*

ECKBOLSHEIM - 1 rue Jean Monnet : mainlevée du droit de préemption conventionnel au bénéficie de l'Eurométropole de Strasbourg

- *la mainlevée du droit de préemption conventionnel au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg sur la parcelle cadastrée section 33 n°301/0021, inscrit au Livre Foncier sous le numéro AMALFI : C2008SCM002020 ; libellé : Restriction au droit de disposer découlant du droit de préemption ; nature de l'inscription : définitive ; N° d'ordre de l'inscription : 1*

- *la radiation au Livre foncier du droit de disposer découlant du droit de préemption au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg sur la parcelle cadastrée section 33 n °301/0021*

- *la mainlevée du droit de préemption conventionnel au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg sur la parcelle cadastrée section 33 n°302/0021, inscrit au Livre Foncier sous le numéro AMALFI : C2008SCM000460 ; libellé : Restriction au droit de disposer découlant du droit de préemption ; nature de l'inscription : définitive ; N° d'ordre de l'inscription : 1*

- *la radiation au Livre foncier du droit de disposer découlant du droit de préemption au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg sur la parcelle cadastrée section 33 n ° 302/0021*

- *la mainlevée du droit de préemption conventionnel au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg sur la parcelle cadastrée section 33 n°317/0021, inscrit au Livre Foncier sous le numéro AMALFI : C2008SCM001958 ; libellé : Restriction au droit de disposer découlant du droit de préemption ; nature de l'inscription : définitive ; N° d'ordre de l'inscription : 1*

- *la radiation au Livre foncier du droit de disposer découlant du droit de préemption au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg sur la parcelle cadastrée section 33 n° 317/0021*

    - *Constitution de servitudes*

STRASBOURG – Koenigshoffen : instauration d'une servitude de passage sur la parcelle sise 165B Route des Romains à Strasbourg – Koenigshoffen, propriété de l'Eurométropole

    - *l'instauration d'une servitude de passage à titre permanent, pour tout véhicule et toute personne ;*

Sur la parcelle (fonds servant) cadastrée :

Commune de Strasbourg
Lieudit « Route des Romains »
Section MO n°265 de 1,23 are

Sur toute la largeur de la parcelle cadastrée section MO n°265 et sur 18 mètres de long (du portail jusqu'au puits), permettant l'accès, tel que ce passage figure sur le plan annexé.

Au profit de la parcelle (fonds dominant) cadastrée :

Commune de Strasbourg
Lieudit « Route des Romains »
Section MO n°264 de 3,79 ares

décide

- *l'imputation de la dépense d'un euro correspondant à l'acquisition rue Leh à Lampertheim, fonction 824, nature 2112, programme 6, service AD03,*
- *l'imputation de la recette du montant de 59 500 € correspondant à la cession du terrain non bâti rue du Rail à Reichstett, fonction 820, nature 775, service AD03B,*
- *l'imputation des dépenses relatives aux différentes acquisitions envisagées dans le cadre du projet d'aménagement de la rue des Fleurs sur la ligne budgétaire fonction 518, nature 2112, programme 6, service AD03 ;*
- *l'imputation budgétaire de la recette de 16.280 € fonction 820, programme 775, service AD03B*

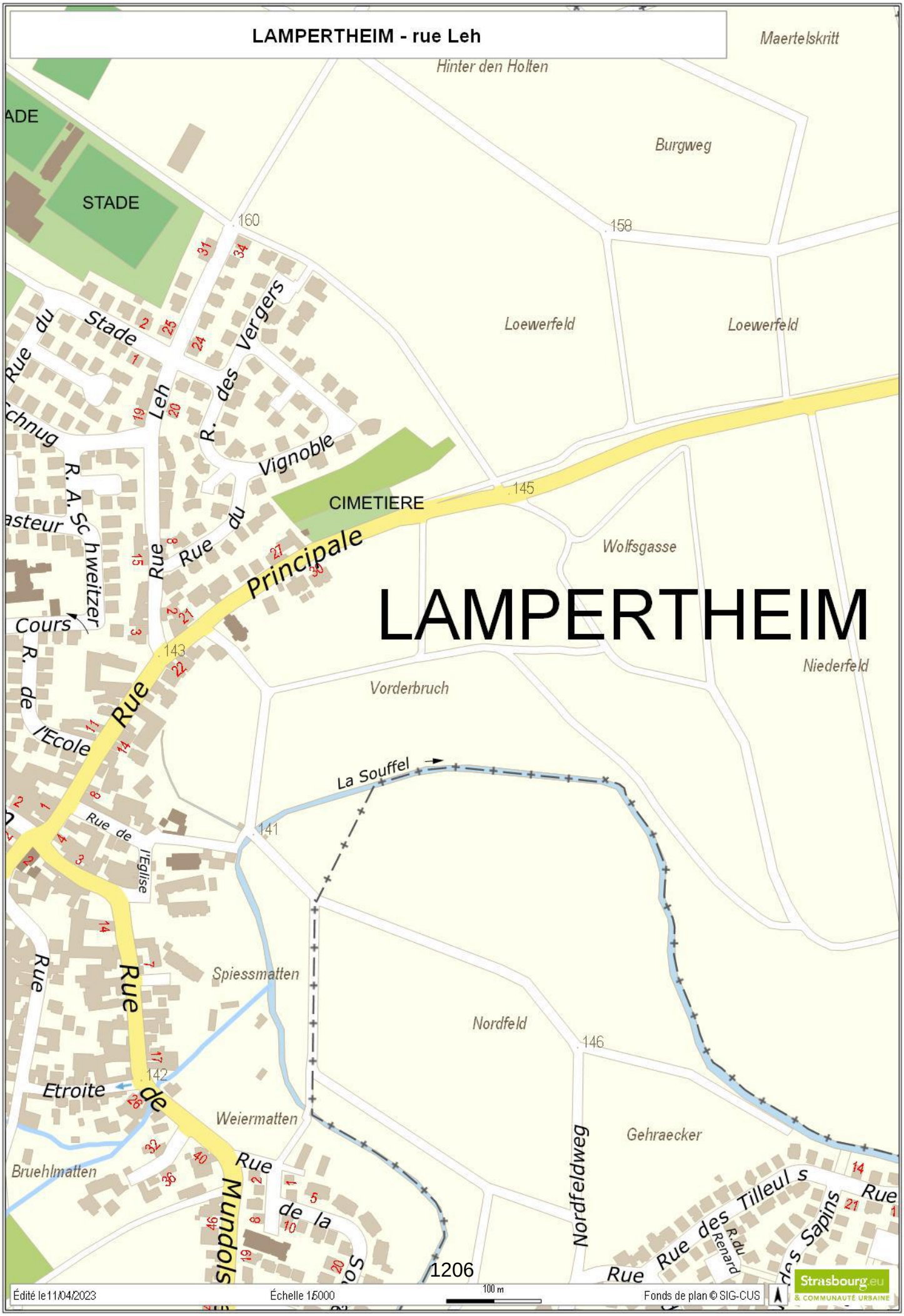
autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ces transferts de propriété ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

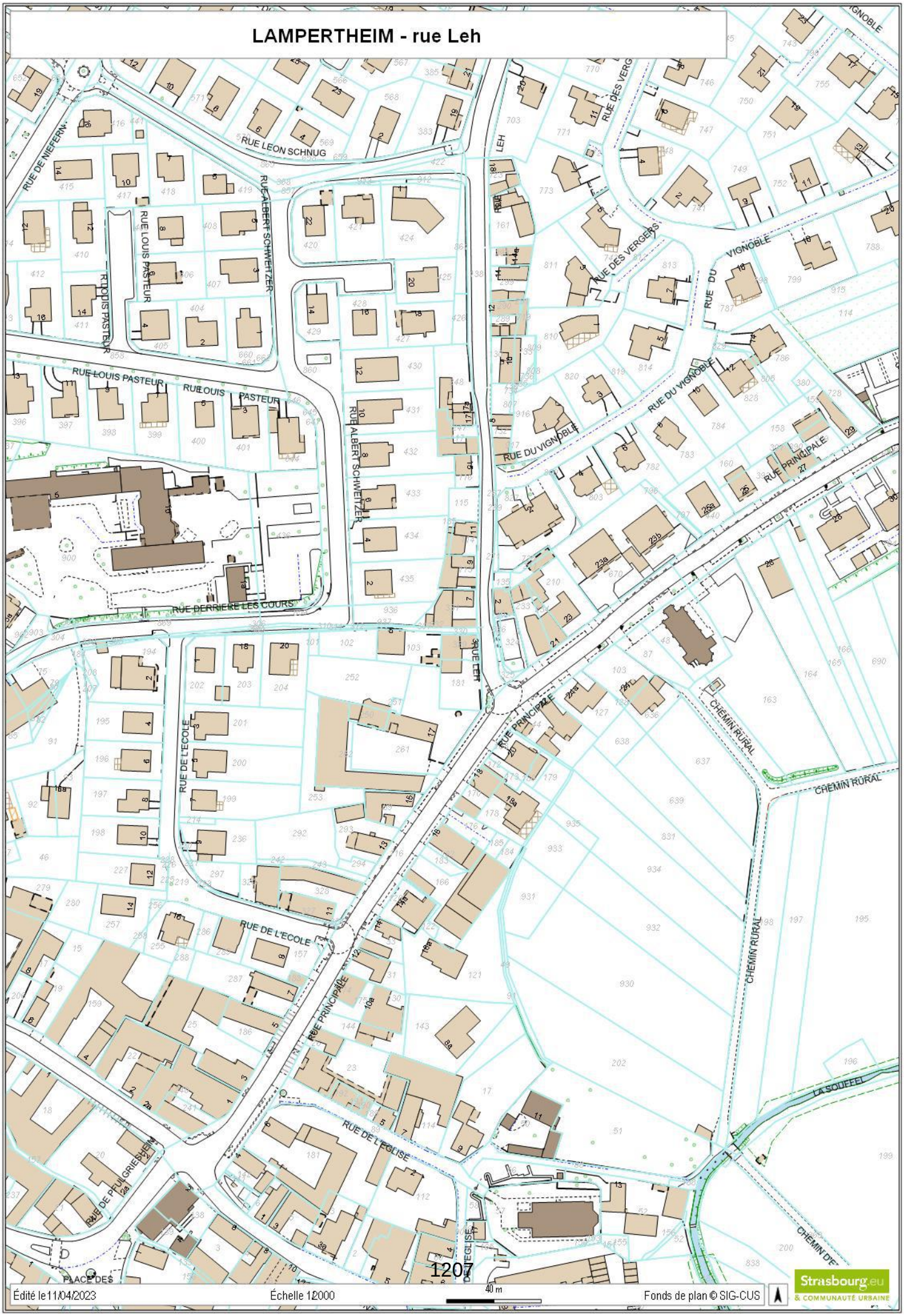
Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158569-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023


LAMPERTHEIM - rue Leh
LAMPERTHEIM
Maertelskritt
Hinter den Holten
Burgweg
STADE
Loewerfeld
Loewerfeld
Wolfsgasse
Niederfeld
Vorderbruch
Spiessmatten
Nordfeld
Weiermatten
Gehraecker
Bruehlmatten
CIMETIERE
Rue Principale
Rue du Stade
Rue du Leh
R. des Vergers
Rue du Vignoble
R. A. Schweitzer
Cours
R. de l'Ecole
Rue de l'Eglise
Rue de Munols
Rue de la Source
Nordfeldweg
Rue des Tilleuls
Rue des Sapins
R. du Renard
La Souffel
Etroite
160
158
145
143
141
142
146
Édité le 11/04/2023
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

LAMPERTHEIM - rue Leh





Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

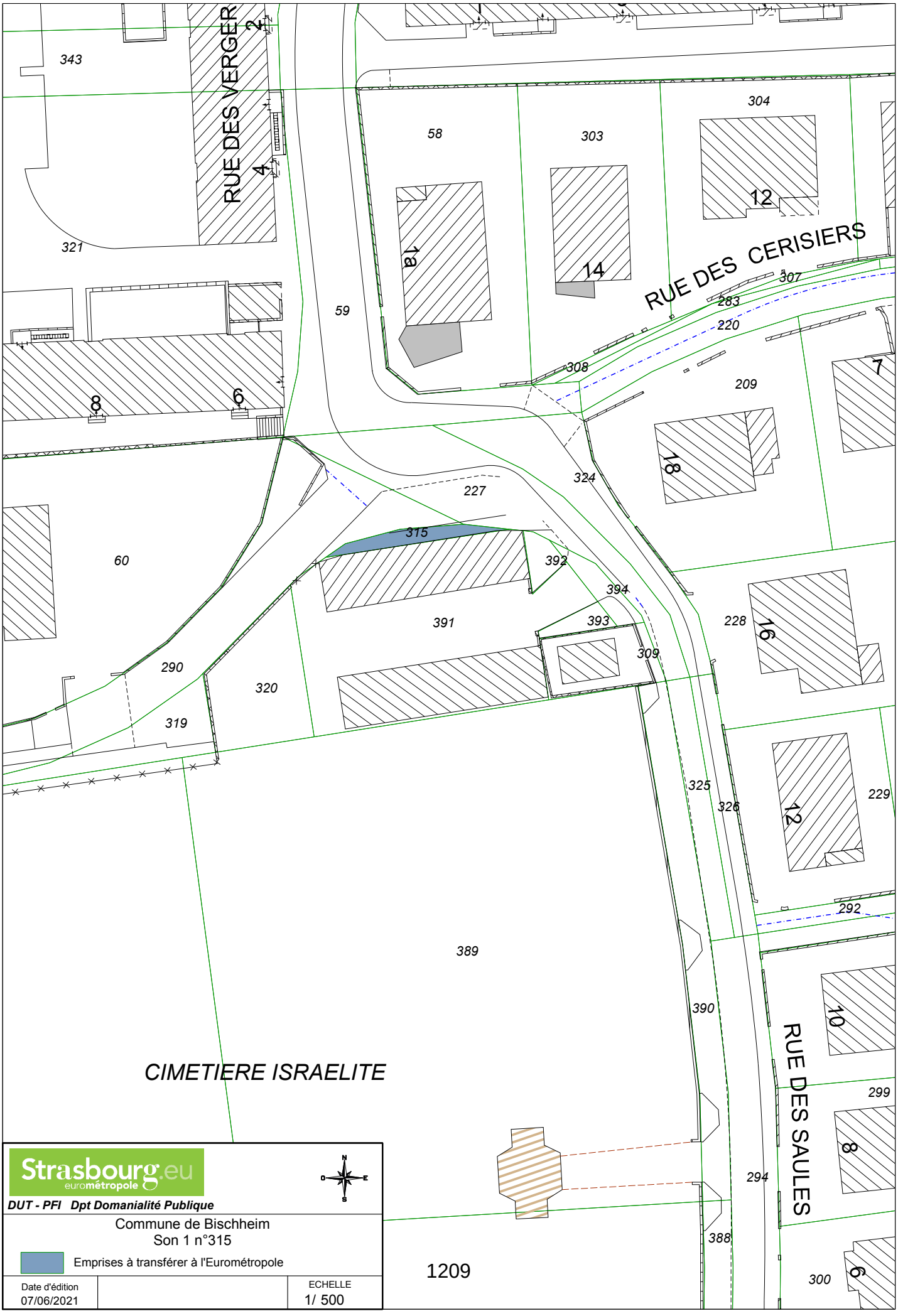
DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 1 n°275, Son 40 n°128 et 153

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 1000

1208



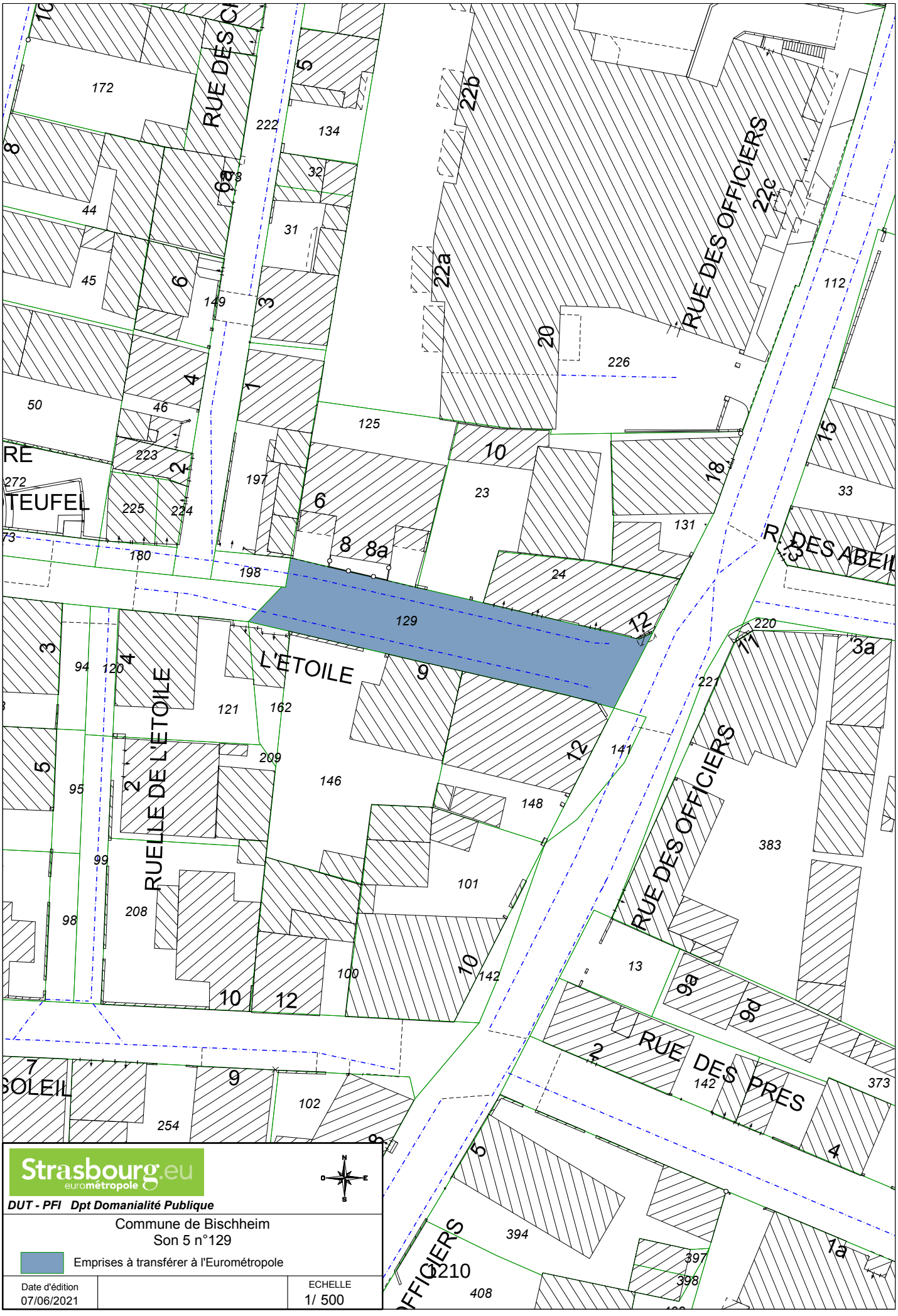
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 1 n°315

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 500



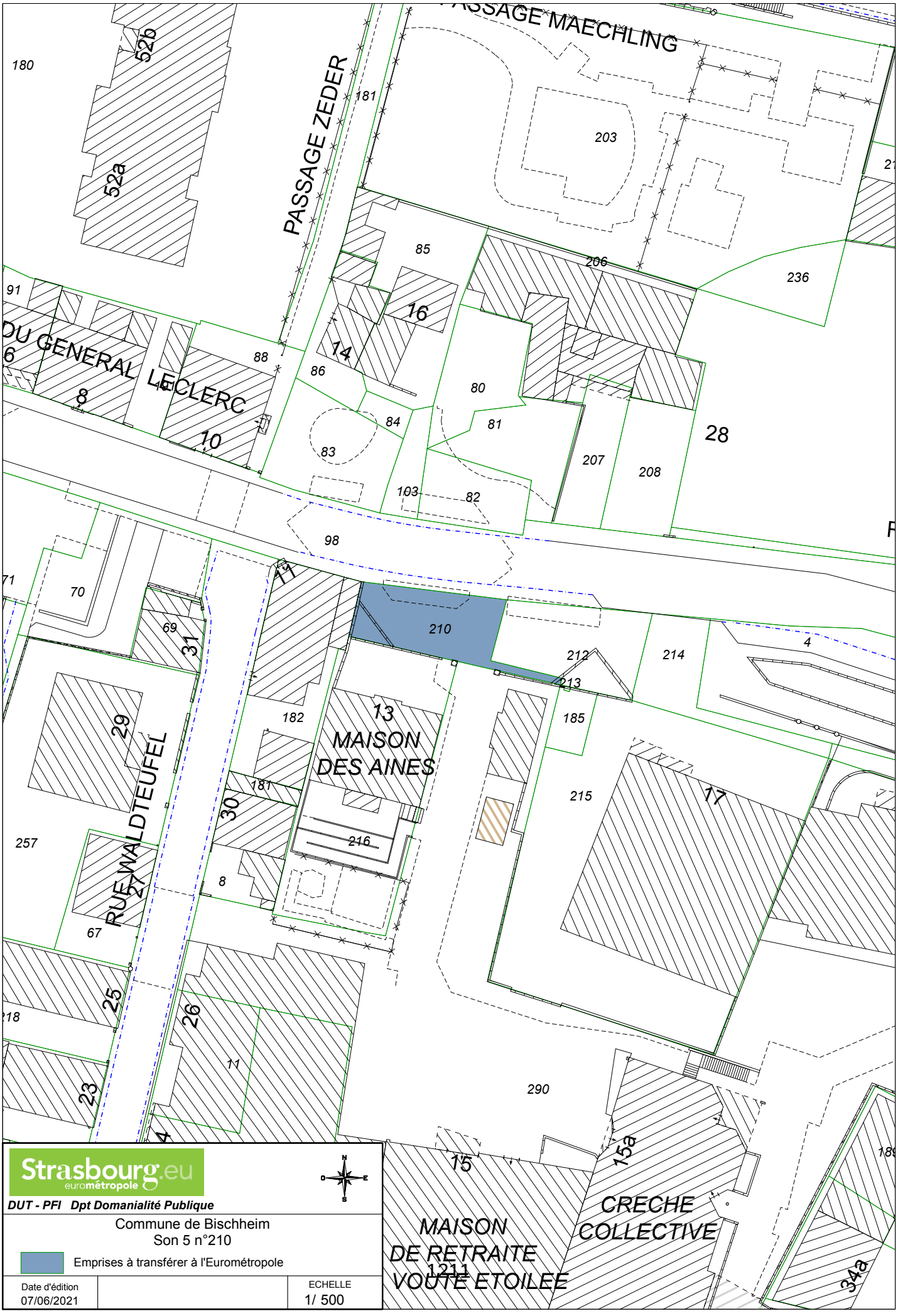
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 5 n°129

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 500



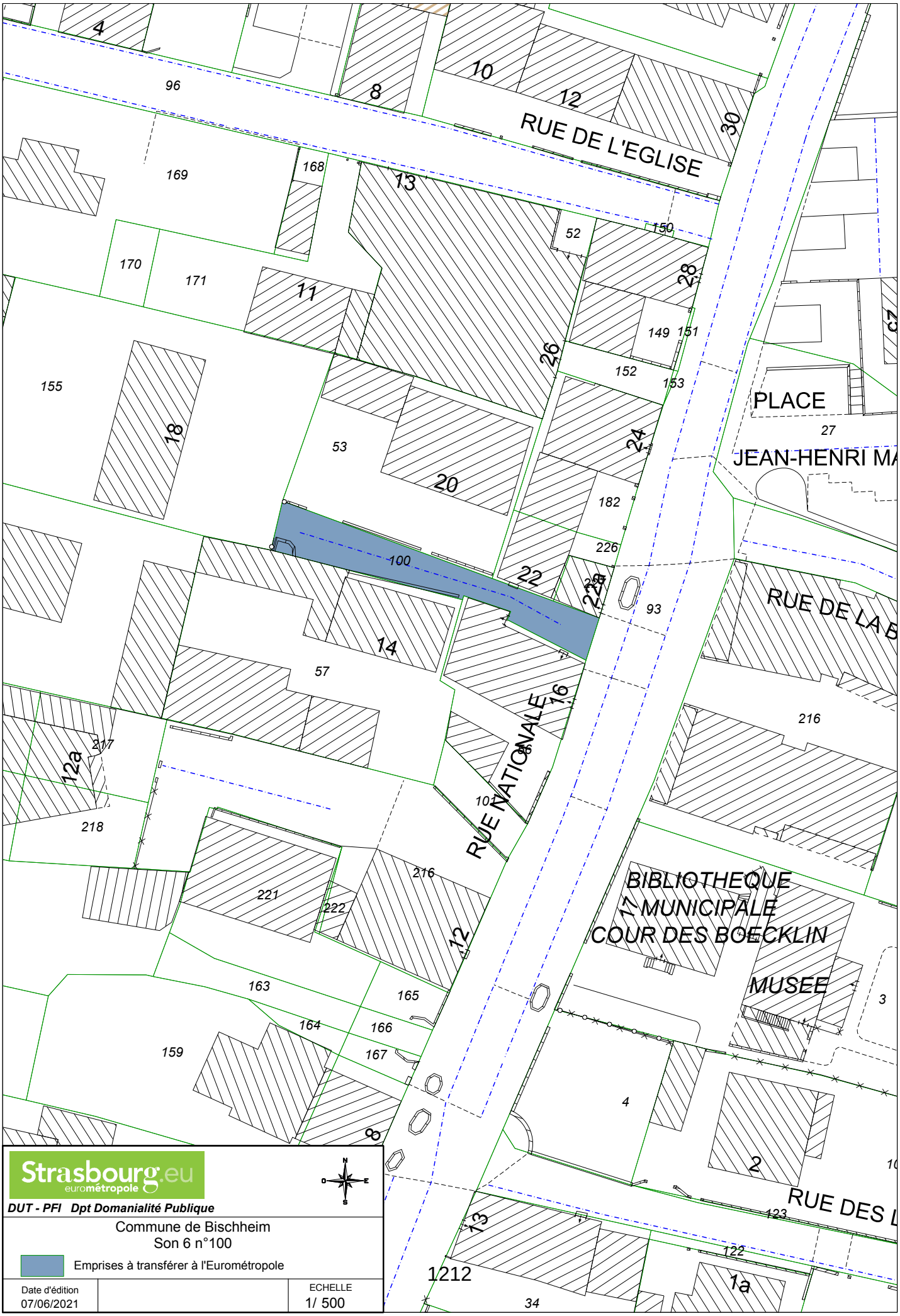
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 5 n°210

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 500



Strasbourg.eu
eurométropole

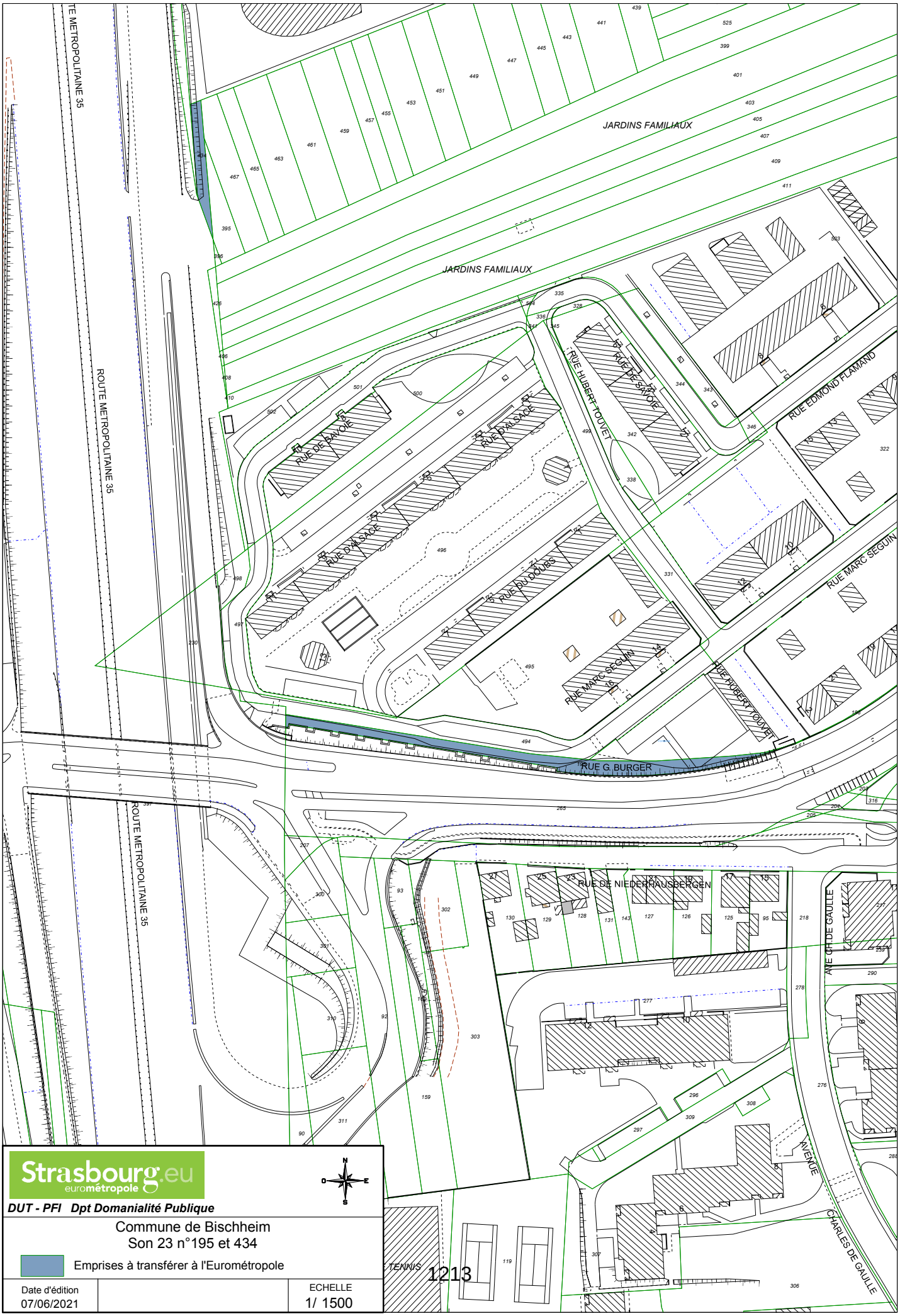
N
O
E
S

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 6 n°100

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 500



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 23 n°195 et 434

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 1500

1213



Strasbourg.eu
eurométropole

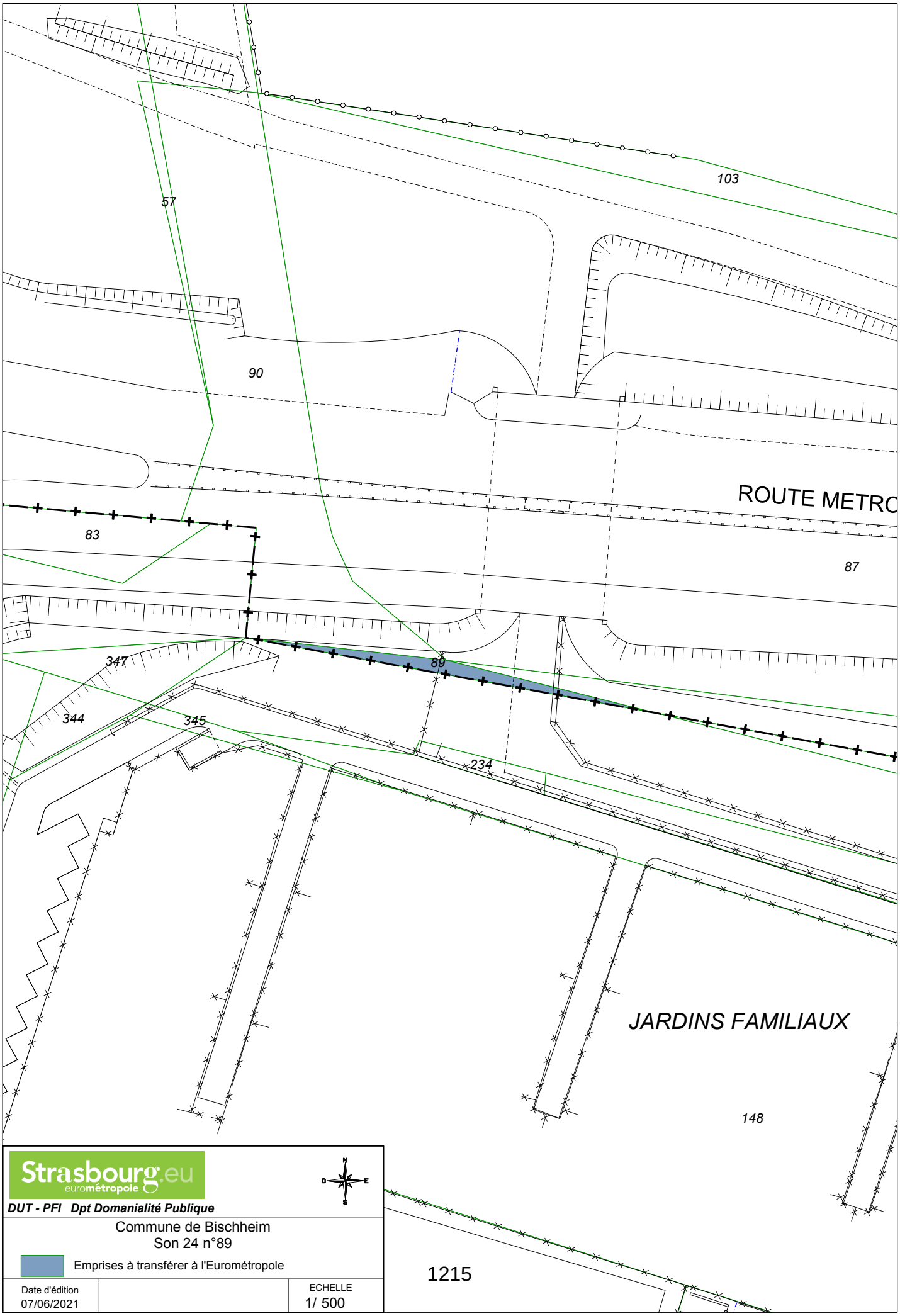
DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 23 n°436

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 1000

1214



Strasbourg.eu
eurométropole

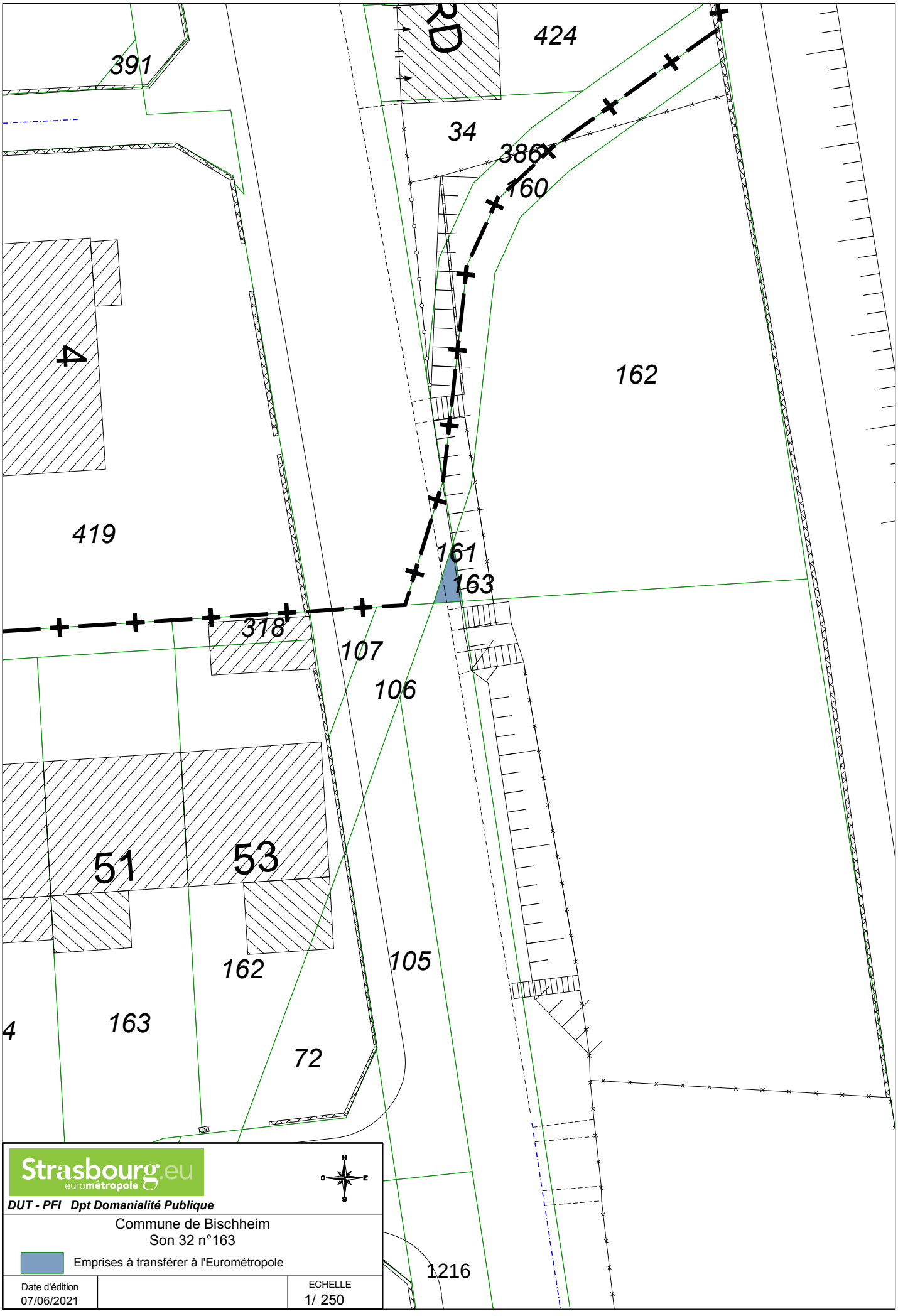
N
O
E
S

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 24 n°89

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 500



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 32 n°163

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 250



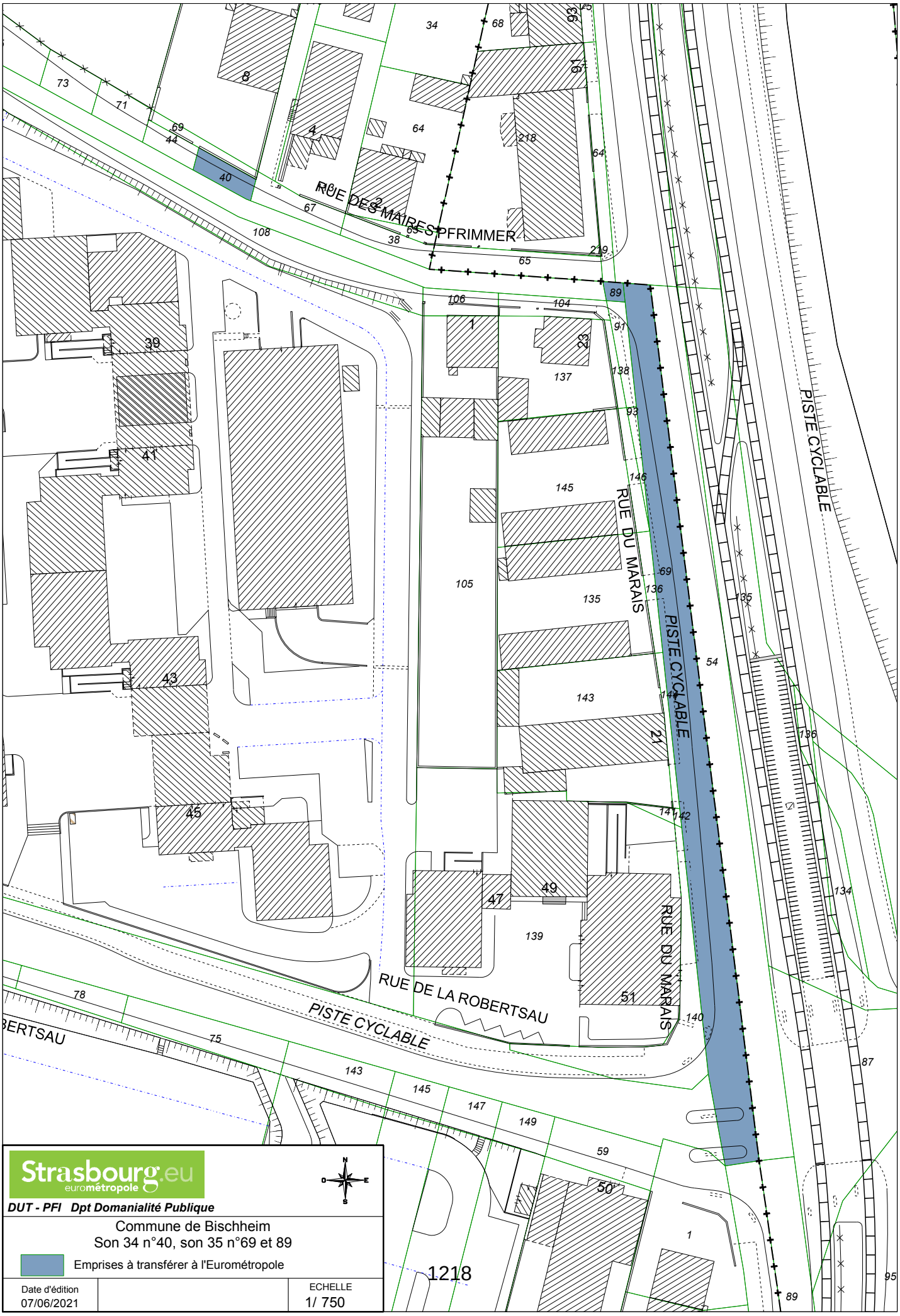
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 33 n°126, 129, 133 et 136

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 750



Strasbourg.eu
eurométropole

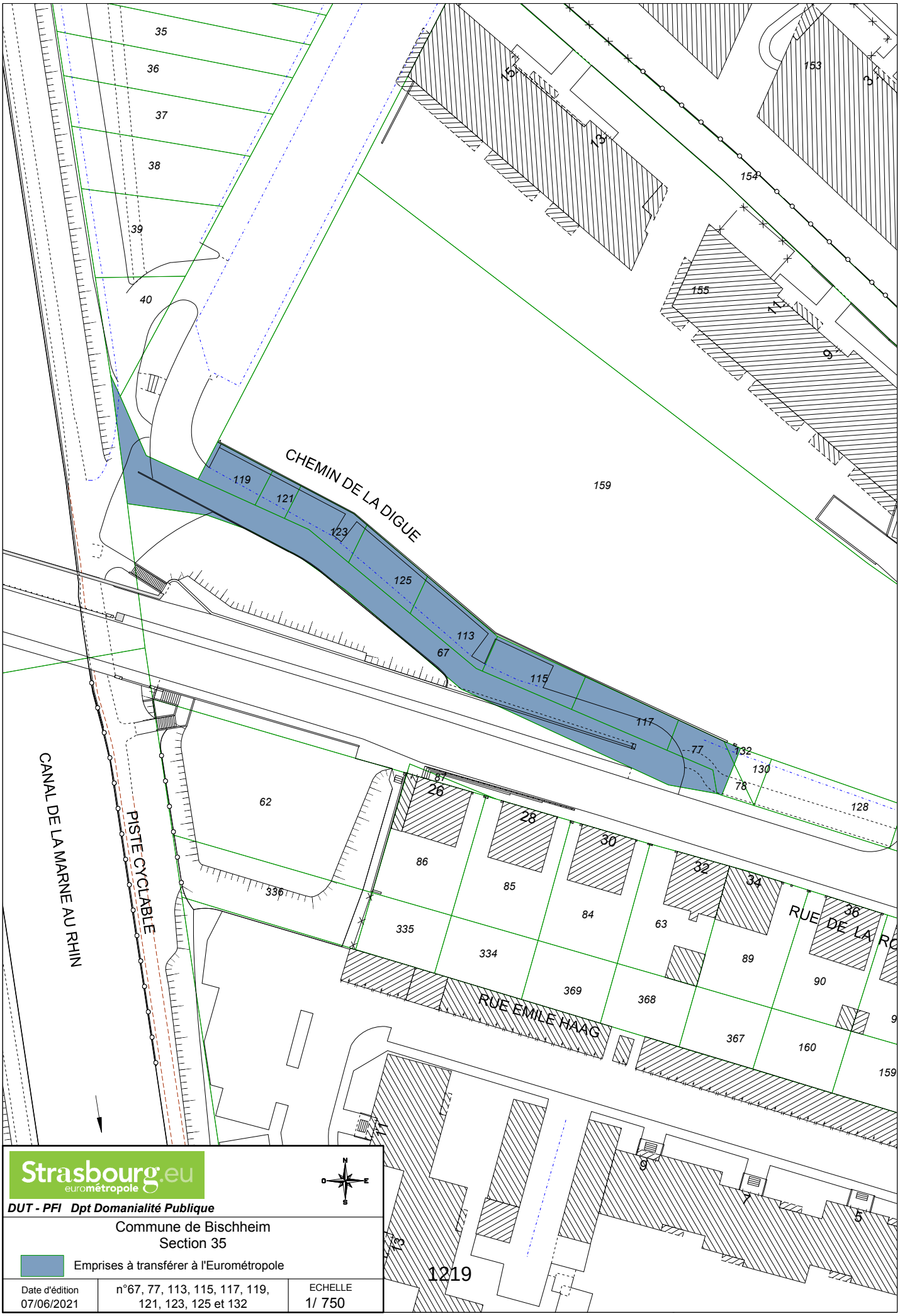
N
O
E
S

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Son 34 n°40, son 35 n°69 et 89

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 750



Strasbourg.eu
eurométropole

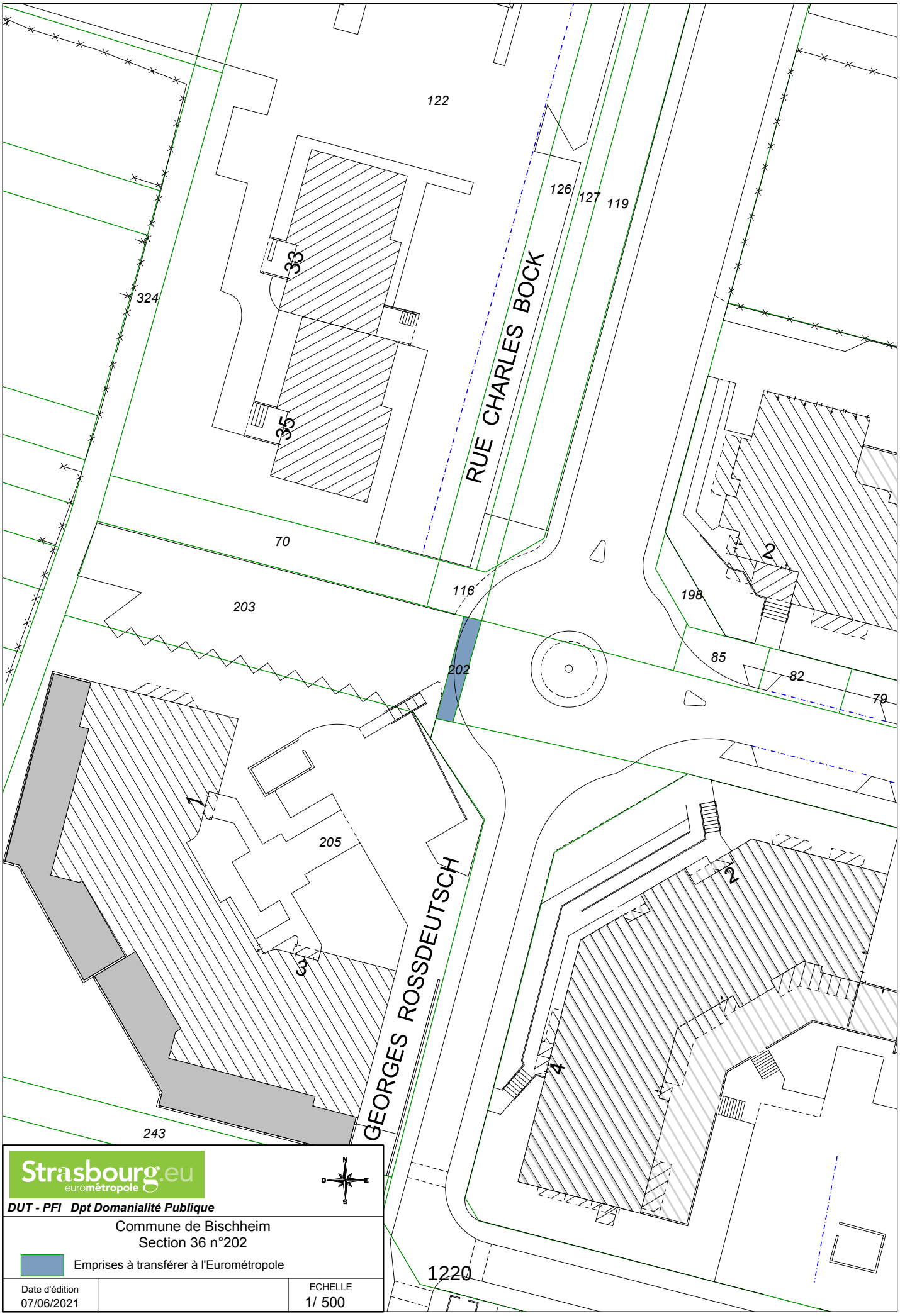
N
O
E
S

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Bischheim
Section 35

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition	n°67, 77, 113, 115, 117, 119, 121, 123, 125 et 132	ECHELLE
07/06/2021		1/ 750


122
126
127
119
33
35
324
RUE CHARLES BOCK
70
116
203
202
198
85
82
79
2
1
205
3
GEORGES ROSSDEUTSCH
243
4
Strasbourg.eu
eurométropole
N
O
E
S
DUT - PFI Dpt Domanialité Publique
Commune de Bischheim
Section 36 n°202
Emprises à transférer à l'Eurométropole
Date d'édition
07/06/2021
ECHELLE
1/ 500
1220



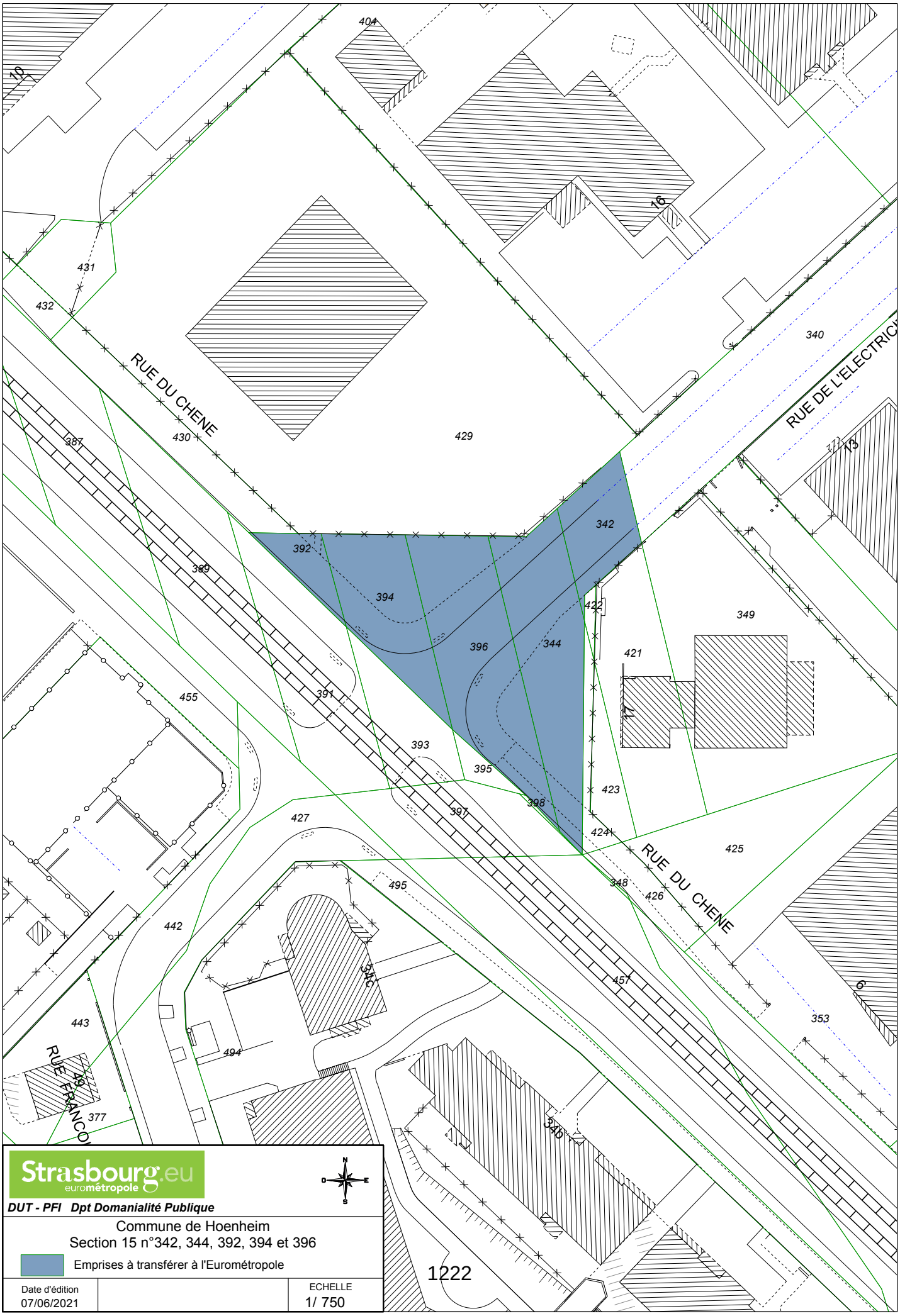
Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Hoenheim
Section 15 n°187

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 500



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

DUT - PFI Dpt Domanialité Publique

Commune de Hoenheim
Section 15 n°342, 344, 392, 394 et 396

Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/06/2021		1/ 750

Strasbourg.eu
eurométropole

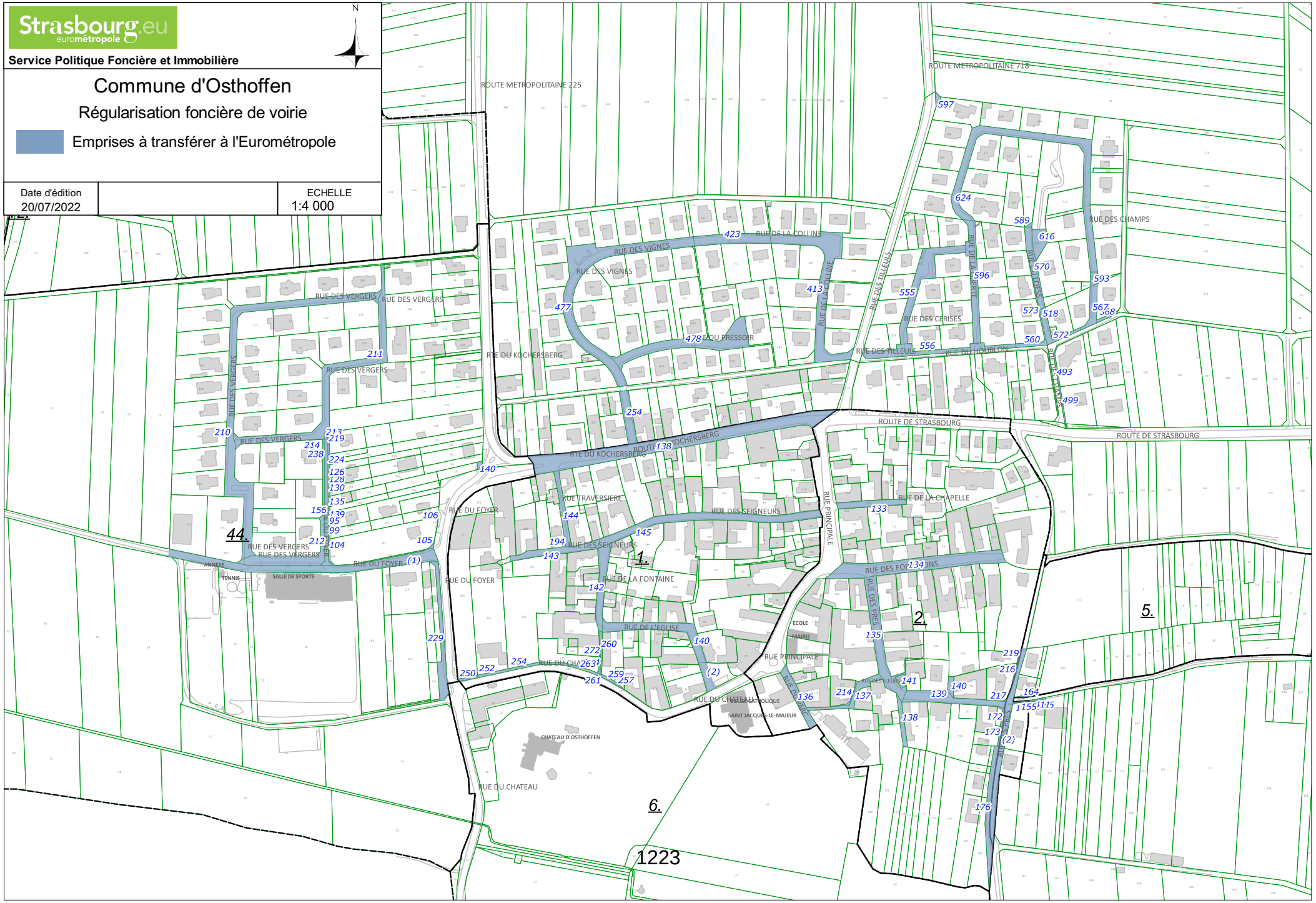
Service Politique Foncière et Immobilière

Commune d'Osthoffen

Régularisation foncière de voirie

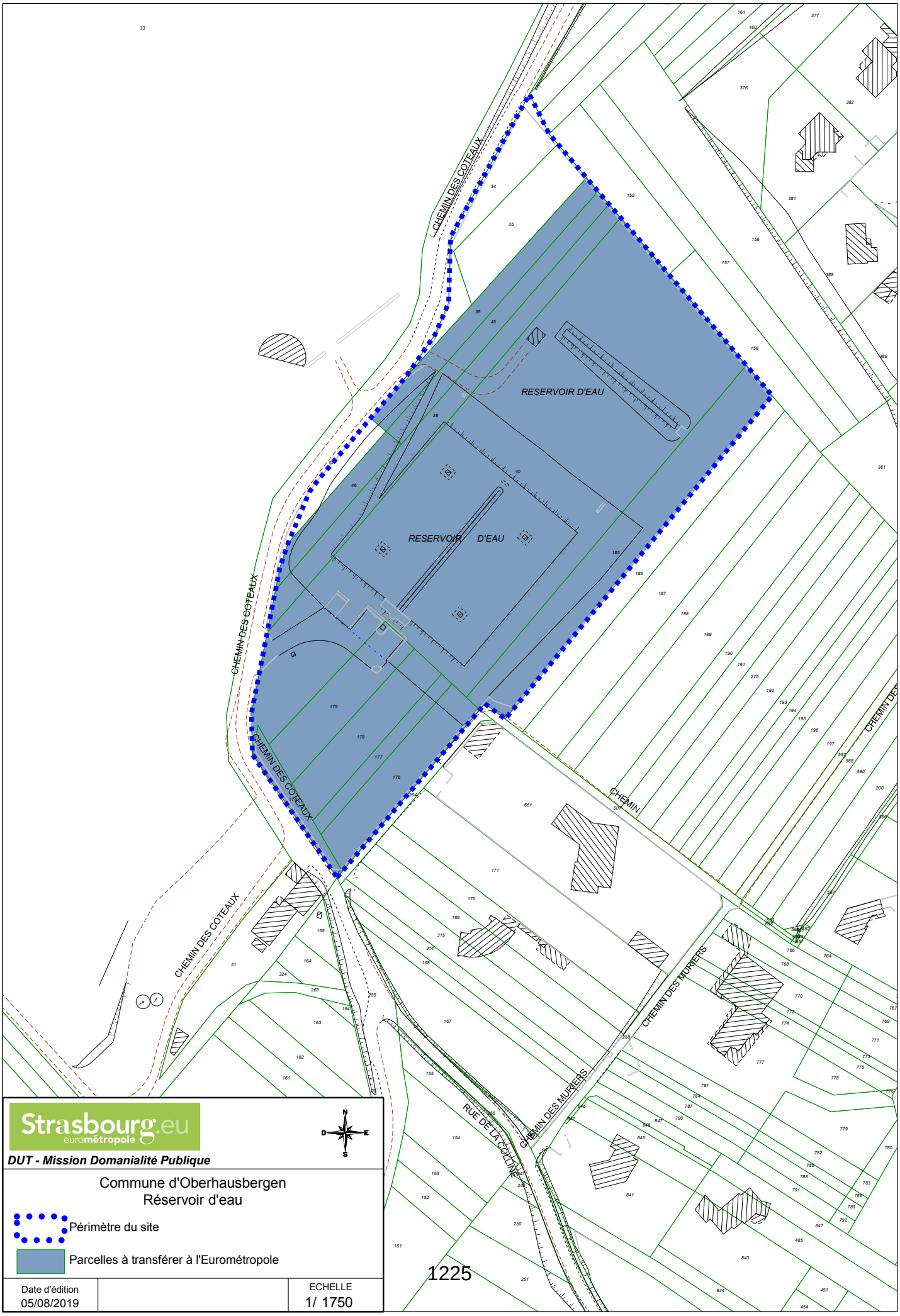
Emprises à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
20/07/2022		1:4 000



OBERHAUSBERGEN - chemin des Coteaux


Parcelles en Section 4 et 16 - contenance totale de 228,16 ares
FORT FRERE
RESERVOIR D'EAU
MITTELHAUSB
OBERHAUSBERGEN
LE VALPARC
CIMETIERE
STADE
Z.A. CADDIE
TENNIS
Rue Principale
Route de Saverne
Rue du Général de Gaulle
Rue de la Schlitte
Rue des Vignes
Rue de la Colline
Rue du Stade
Rue du Parc
Rue du Bois
Rue du Château
Rue du Boulanger
Rue des Champs
Rue des Noyers
Rue de la Victoire
Rue des Tilleuls
Rue des Acacias
Rue des Châtaigniers
Rue du Blaireau
Rue du Loir
Rue du Hérisson
Rue du Lynx
Rue du Marcre
Rue du Hamster
Rue du Fouine
Rue du Furet
Rue du Renard
Rue du Campagnol
Rue du Lièvre
Rue du Blaireau
Rue du Chevreuil
Rue du Cerf
Rue du Sanglier
Rue du Lièvre
Rue du Renard
Rue du Campagnol
Rue du Hérisson
Rue du Furet
Rue du Hamster
Rue du Fouine
Rue du Loir



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Commune d'Oberhausbergen
Réservoir d'eau

Périmètre du site

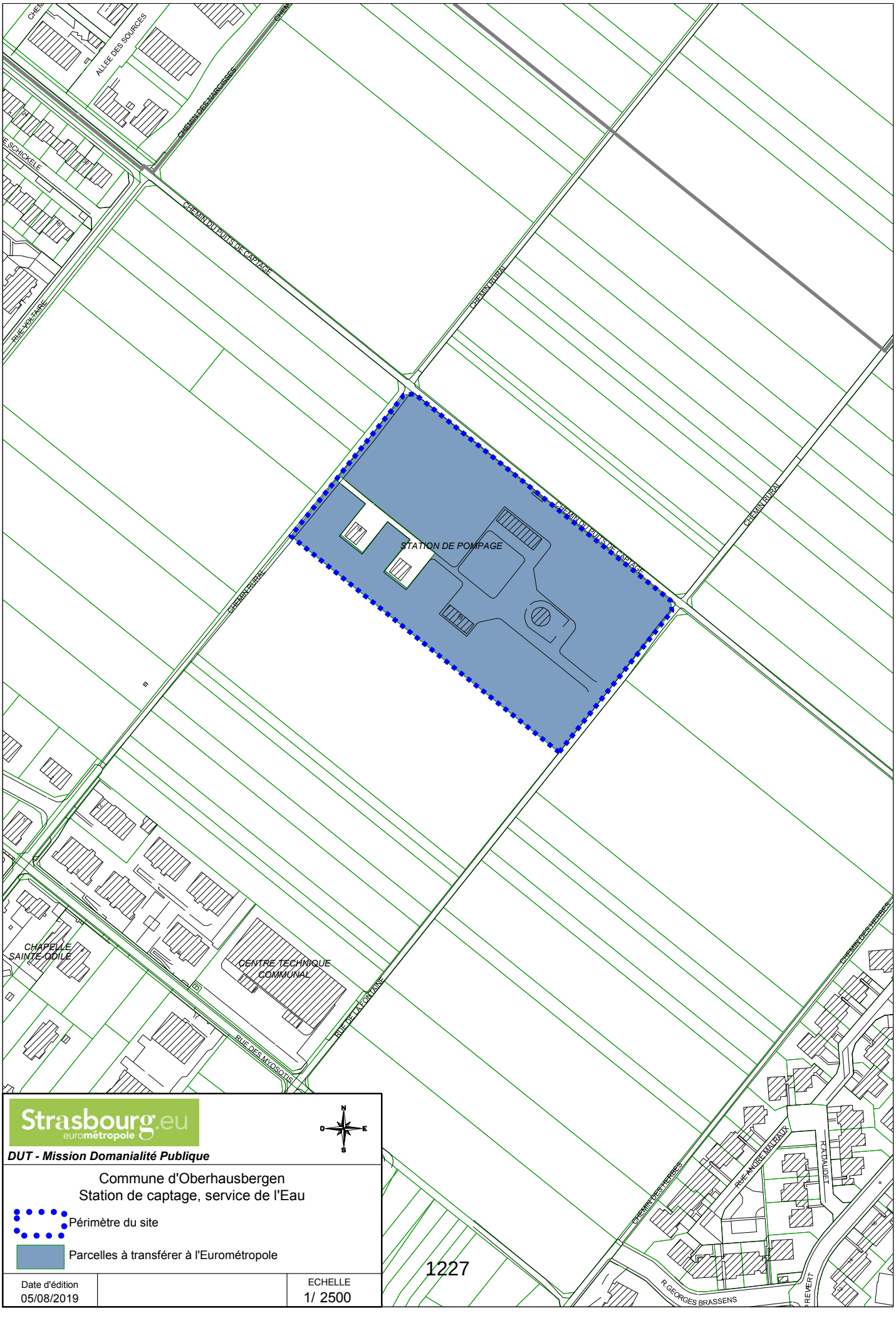
Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
05/08/2019		1/ 1750

1225

OBERHAUSBERGEN - chemin du puits de captage


Parcelle Section 6
n° 64 de 172,21 ares
EMPRISE du PROJET (V.L.I.O.)
Chemin du Puits de Captage
OBERHAUSBERGEN
Hautepierre
Karine
Jacqueline
PARC DES SPORTS-HAUTEPIERRE
STADE
STADE D'ATHLETISME
TERRAIN DE JEUX ET D'AVENTURES
PISTE BMX
VELODROME
Z.A. CADDIE
CIMETIERE
JARDIN PARTAGE
Rue du Général de Gaulle
Route de Saverne
Avenue Racine
Avenue Molière
Rue du Stade
Rue des Champs
Rue de la Course
Rue des Tulipes
Rue des Myosotis
Rue de la Fontaine
Rue Fénelon
Rue Montesquieu
Rue Rabelais
Rue Baden
Rue Powell
Rue Eckbolsheim
Rue Hofacker
Rue Schweitzer
Rue Voltaire
Rue Chatrian
Rue Louis Pasteur
Rue Marcel Camus
Rue Lupstein
Rue d'Ottersw
Rue du Parc
Rue du Furet
Rue du Bois
Rue du Moulin
Rue du Château
Rue du Boulanger
Rue de la Colline
Rue de la Paix
Rue des Noyers
Rue des Sources
Rue des Alpes
Rue des Chalets
Rue des Vosges
Rue du Donon
Rue d'Entzheim
Rue de la Neuve
Rue de la Saverne
Rue de Wolfisheim
Rue de Coubertin
Rue Pierre
Rue Bob Wollek
Rue Pr.F.Rempfler
Rue Marie Hart
Rue Jean Giono
Rue Jacques Brassens
Rue André Malraux
Rue Jules Ferry
Rue Gustave Bricka
Rue Ch.Guérin
Rue Delacroix
Rue Massol
Rue Barthold. Hardouin-Mansart
Rue A. Schweitzer
Rue A. Camus
Rue Marie Curie
Rue Ampère
Rue Krimling
Rue Schickele
Rue des Frères Matthis
Rue des Jardins
Rue du Vieil Etang
Rue du Lavoir
Rue du Loir
Rue du Blaireau
Rue du Lynx
Rue du Hamster
Rue du Hérisson
Rue du Fleurs
Rue du Chemin de Fer
Rue du Verger
Rue du Wolfisheim
Rue du Lilas
Rue du Violettes
Rue des Roses
Rue des Champs
Rue des Jardins
Rue des Prévert
Rue des Lupstein
Rue des Landersh
Rue des Ottersw
Rue des Boileau
Rue des Montesquieu
Rue des Rabelais
Rue des Baden
Rue des Powell
Rue des Marquise de Sévigné
Rue des Cervantes
Rue des Avenue Tolst
Rue des Avenue Racine
Rue des Avenue Molière
Rue des Avenue
Rue des Saverne
Rue des Route
Rue des Strasbourg
Rue des Mittelhausberger
Rue des Schlitte
Rue des Vignes
Rue des Saverne
Rue des Acacias
Rue des Hofacker
Rue des Eckbolsheim
Rue des Furet
Rue des Parc
Rue des Bois
Rue des Moulin
Rue des Château
Rue des Boulanger
Rue des Coubertin
Rue des Pierre
Rue des Bob Wollek
Rue des Pr.F.Rempfler
Rue des Marie Hart
Rue des Jean Giono
Rue des Jacques Brassens
Rue des André Malraux
Rue des Jules Ferry
Rue des Gustave Bricka
Rue des Ch.Guérin
Rue des Delacroix
Rue des Massol
Rue des Barthold. Hardouin-Mansart
Rue des A. Schweitzer
Rue des A. Camus
Rue des Marcel Camus



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Commune d'Oberhausbergen
Station de captage, service de l'Eau

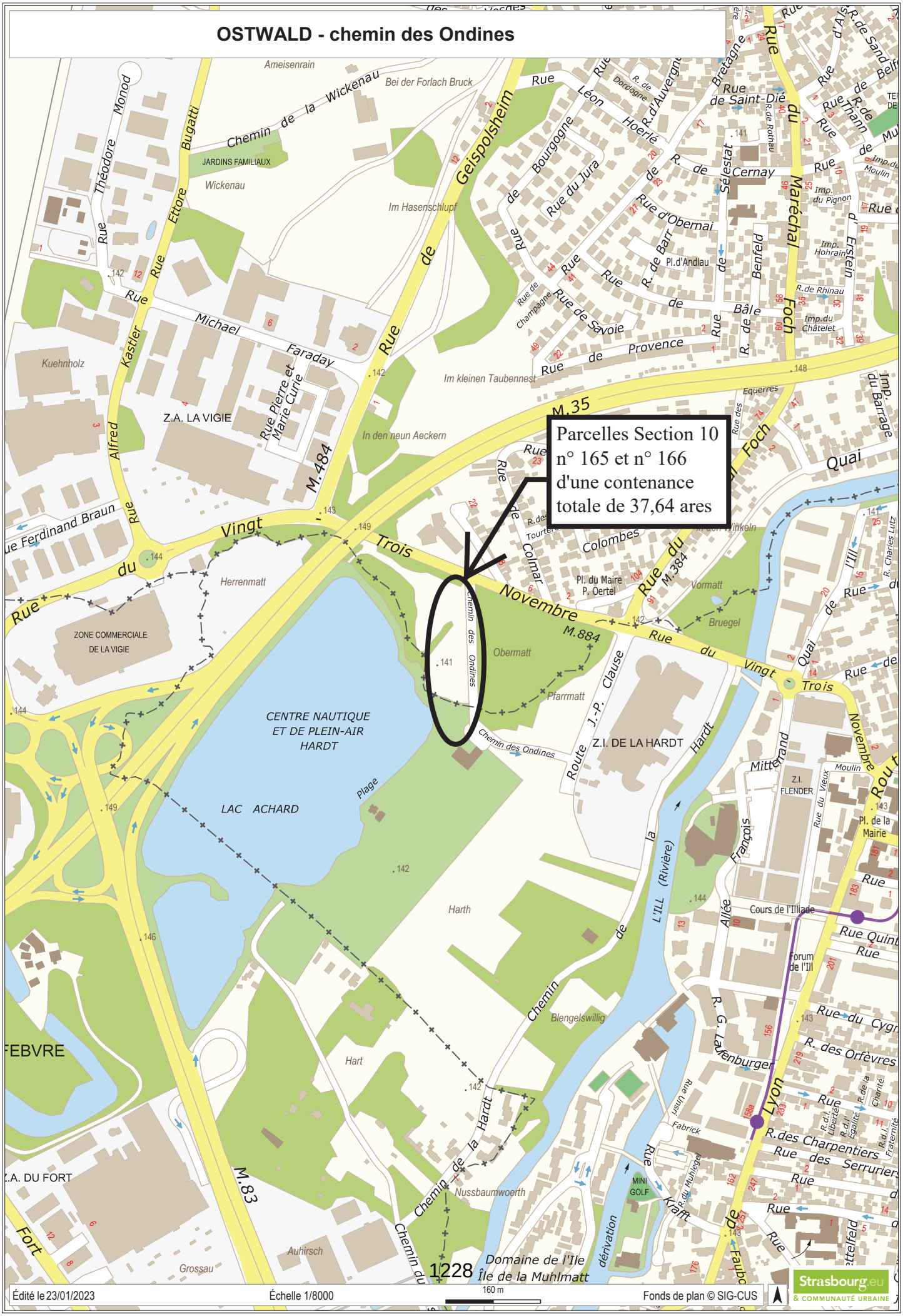
Périmètre du site

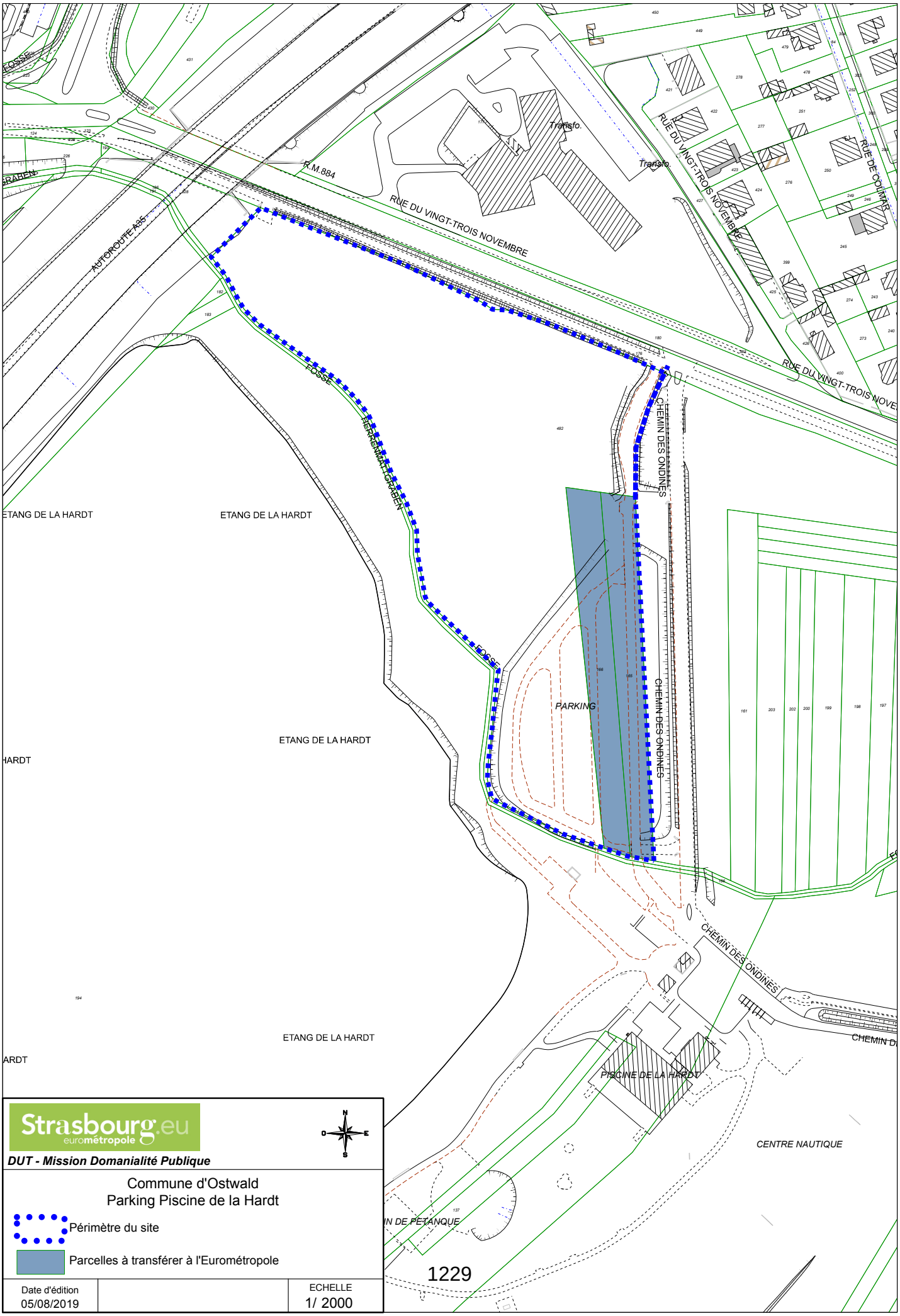
Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
05/08/2019		1/ 2500

1227

OSTWALD - chemin des Ondines

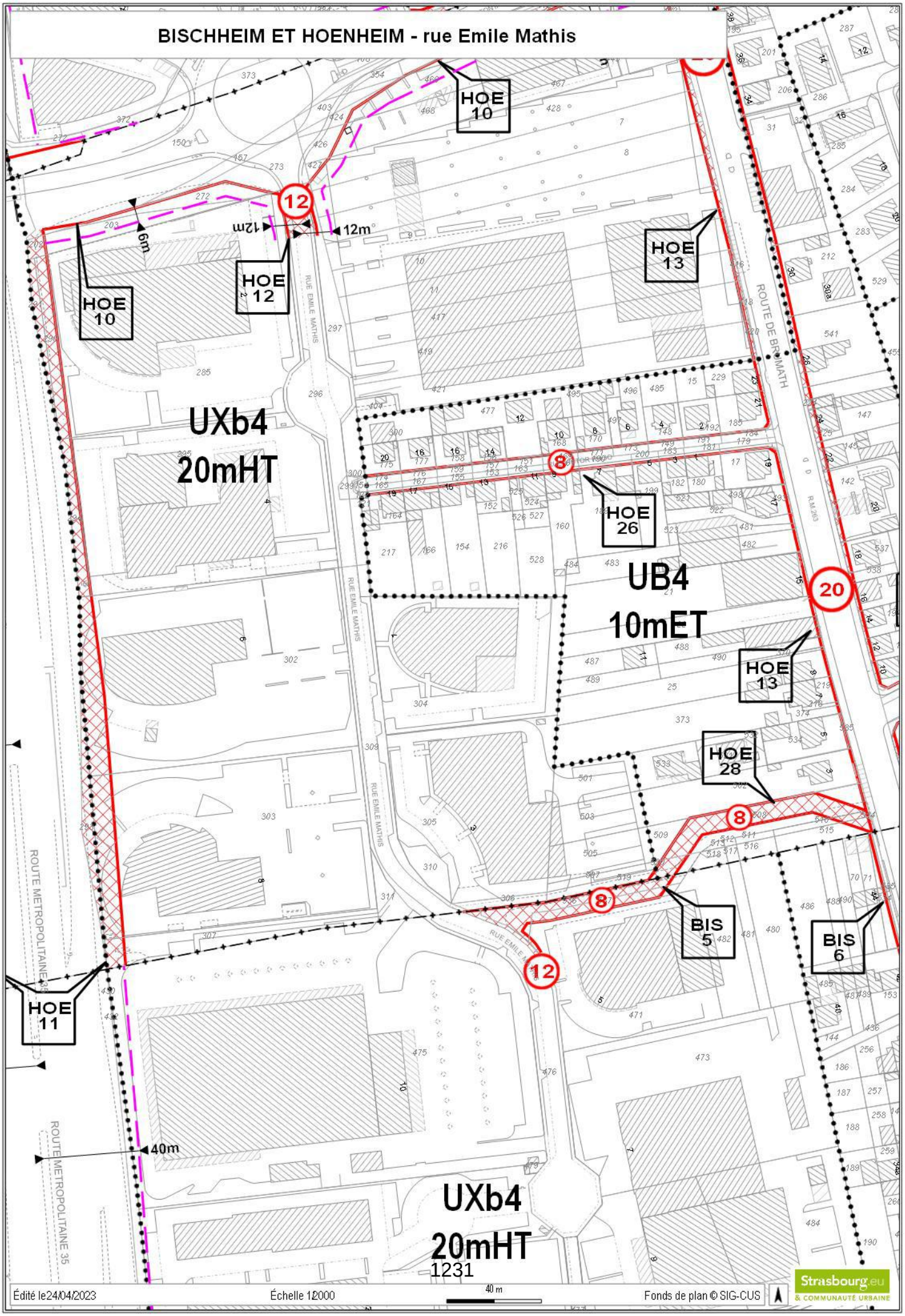



RUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE
R.M.884
AUTOROUTE A35
Transfo.
Transfo.
RUE DU VINGT-TROIS NOVEMBRE
RUE DE COLMAR
RUE DU VINGT-TROIS NOVE
FOSSE
FERRENMATTGRABEN
CHEMIN DES ONDINES
ETANG DE LA HARDT
ETANG DE LA HARDT
ETANG DE LA HARDT
ETANG DE LA HARDT
FOSSE
PARKING
CHEMIN DES ONDINES
CHEMIN DES ONDINES
PISCINE DE LA HARDT
CENTRE NAUTIQUE
Strasbourg.eu
eurométropole
DUT - Mission Domanialité Publique
Commune d'Ostwald
Parking Piscine de la Hardt
Périmètre du site
Parcelles à transférer à l'Eurométropole
Date d'édition
05/08/2019
ECHELLE
1/ 2000
1229

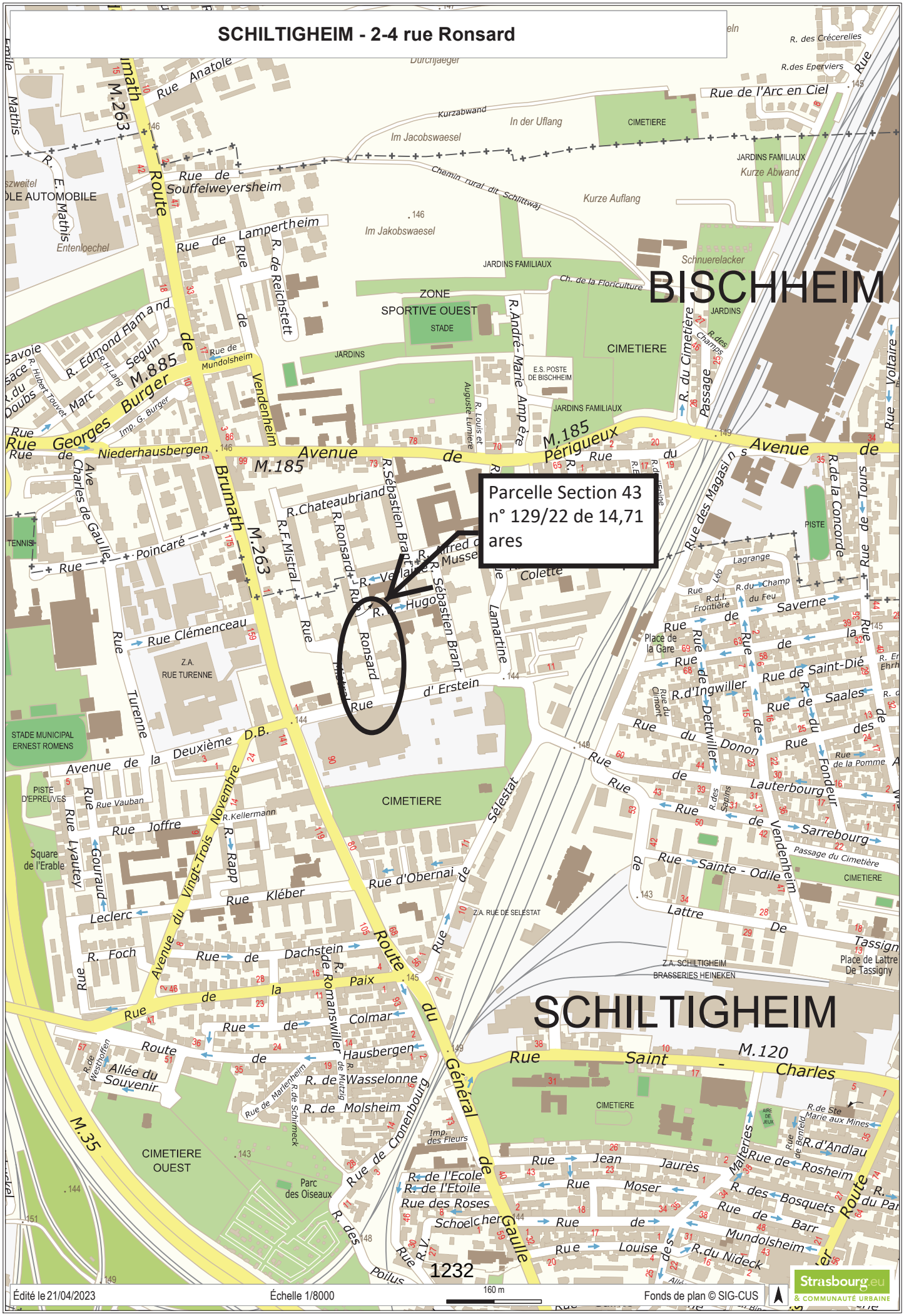
BISCHHEIM et HOENHEIM - rue Emile Mathis



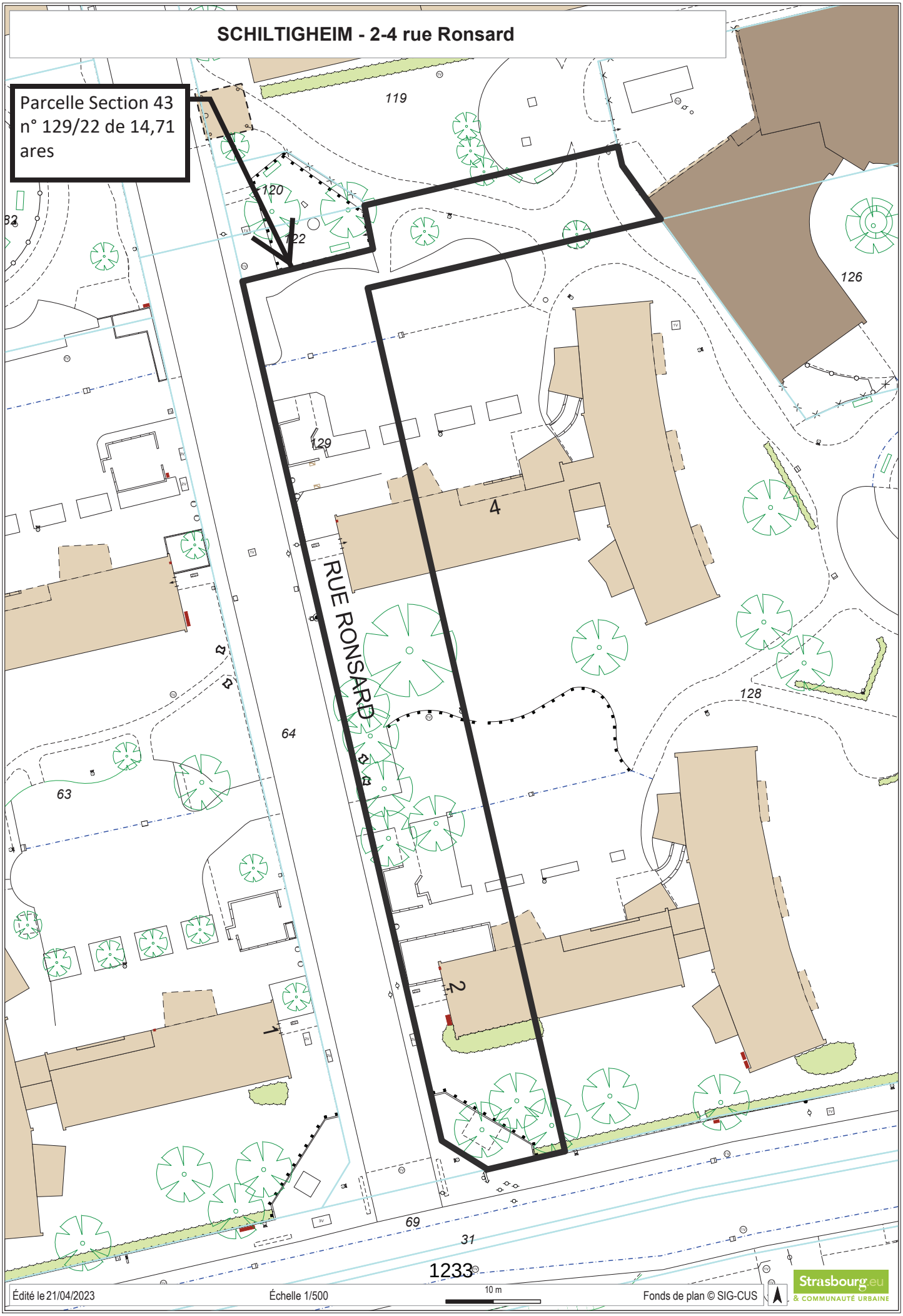
1230

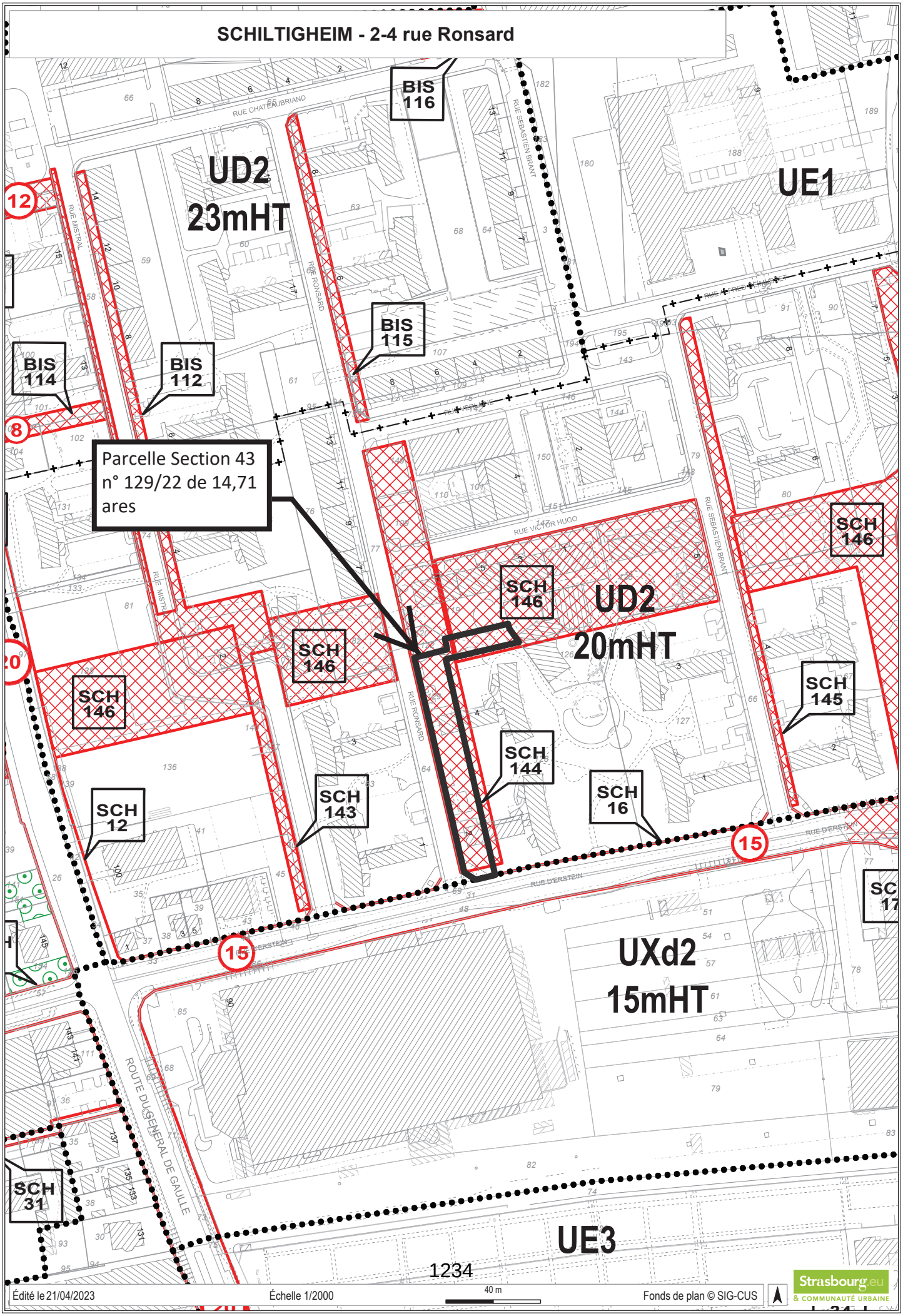

BISCHHEIM ET HOENHEIM - rue Emile Mathis
HOE 10
HOE 10
HOE 12
HOE 13
HOE 26
HOE 13
HOE 28
HOE 11
BIS 5
BIS 6
12
12m
12m
6m
8
8
8
20
40m
UXb4
20mHT
UB4
10mET
UXb4
20mHT
RUE EMILE MATHIS
ROUTE DE BRUMATH
ROUTE METROPOLITAINE 35
ROUTE METROPOLITAINE 35
1231
Édité le24/04/2023
Échelle 12000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

SCHILTIGHEIM - 2-4 rue Ronsard


Parcelle Section 43
n° 129/22 de 14,71
ares
BISCHHEIM
SCHILTIGHEIM
1232
Rue Anatole
Route de Souffelweyersheim
Rue de Lampertheim
Rue de Mundolsheim
Rue Georges Burger
Avenue de Niederhausbergen
Avenue de Périgueux
Brumath M.263
M.185
M.885
M.120
M.35
Rue Clémenceau
Rue Joffre
Rue Kléber
Rue de la Paix
Rue de Colmar
Rue de Hausbergen
Rue de Wasselonne
Rue de Molsheim
Rue de Dachstein
Rue d'Obernai
Rue de Sainte - Odile
Rue de Saint-Dié
Rue de Sarrebourg
Rue de Lauterbourg
Rue de Saales
Rue de Rosheim
Rue de Barr
Rue de Mundolsheim
Rue du Général de Gaulle
Route du Vingt-Trois Novembre
Avenue de la Deuxième D.B.
Rue Saint - Charles
Rue Jean Jaurès
Rue Louise de Marillac
Rue du Nideck
Rue Moser
Rue Schoelcher
Rue des Bosquets
Rue des Roses
Rue de l'Ecole
Rue de l'Etoile
Rue de Cronenbourg
Rue de Romanswiller
Rue de Marlenheim
Rue de Westhoffen
Rue de Wasselonne
Rue de Molsheim
Rue de Rosheim
Rue de Barr
Rue de Mundolsheim
Rue de Saint-Dié
Rue de Sarrebourg
Rue de Lauterbourg
Rue de Saales
Rue de Tours
Rue de la Concorde
Rue des Magasins
Rue du Donon
Rue du Dettwiller
Rue d'Ingwiller
Rue de la Gare
Rue de la Pomme
Rue de Ste Marie aux Mines
Rue du Champ du Feu
Rue de la Frontière
Rue du Clémont
Rue du Cimetière
Rue du Périgueux
Rue du Champ
Rue du Nideck
Rue du Cimetière
Rue du Périgueux
Rue du Champ du Feu

SCHILTIGHEIM - 2-4 rue Ronsard




SCHILTIGHEIM - 2-4 rue Ronsard
UD2
23mHT
UE1
UD2
20mHT
UXd2
15mHT
UE3
BIS 116
BIS 115
BIS 114
BIS 112
Parcelle Section 43
n° 129/22 de 14,71
ares
SCH 146
SCH 145
SCH 144
SCH 143
SCH 16
SCH 12
SCH 31
RUE CHATEAUBRIAND
RUE MISTRAL
RUE RONSARD
RUE SEBASTIEN BRANT
RUE VICTOR HUGO
RUE D'ERSTEIN
ROUTE DU GENERAL DE GAULLE
1234
Édité le 21/04/2023
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS**: 12283939**
Réf OSE **: 2023-67447-31167**

Le 10/05/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	2-4 rue Ronsard
Commune :	Schiltigheim
Valeur:	**550 000 € HT**

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Hélène SCHEVIN** helene.schevin@strasbourg.eu
Vos références : NPNRU Ecrivains - Ronsard_Scolaire_Parvis - HSchevin

2 - DATE

de consultation : 26/04/2023
de visite : /
de réception de renseignements complémentaires:/
de dossier en état : 26/04/2023

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☐
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local…)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Acquisition d'une parcelle de terrain nu dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier des écrivains. Un protocole foncier a été signé entre l'EMS et les intervenants du NPNRU (dont les bailleurs sociaux), qui valide les cessions de terrains destinés à de la voirie ou à la résidentialisation des immeubles, **au prix de un euro**.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La parcelle est située au nord du ban communal de Schiltigheim, en limite avec celui de Bischheim.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle est située dans le quartier des écrivains en phase de renouvellement urbain (QPV quartiers Ouest). Outre de favoriser les rénovations indispensables d'immeubles vieillissants, l'objectif du NPNRU est d'assurer le désenclavement et la sous-densification du quartier. De nombreuses démolitions d'immeubles collectifs sont à ce titre prévues.

4.3 Références cadastrales

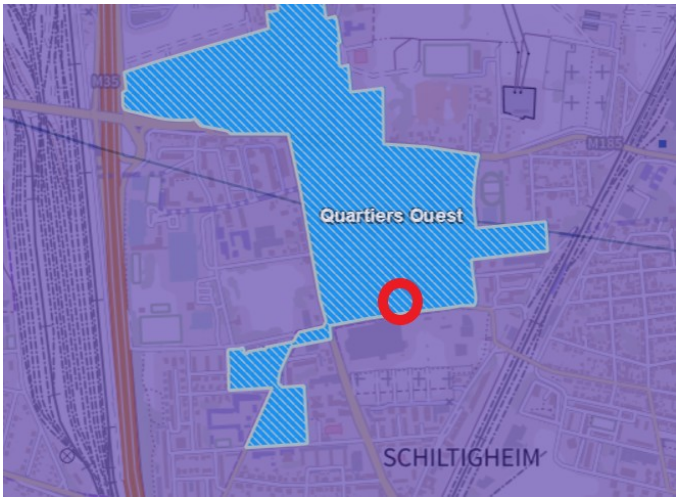
La parcelle expertisée figure au cadastre de la commune de **Schiltigheim** sous les références suivantes :

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Section	Parcelle	Lieu-dit – adresse	Superficie
43	129	2,4 rue Ronsard	14,71
		TOTAL	**14,71**
Superficies exprimées en are			

4.4 Descriptif sommaire





En rouge limite de la parcelle cédée (arpentage en cours)
En bleu : limite de l'unité foncière « Alsace habitat »

Parcelle en forme de L, longeant la rue Ronsard sur un axe nord/sud sur environ 100 mètres (largeur constante d'environ 12,5 mètres) puis faisant retour sur l'axe opposé en direction de l'est sur une distance d'environ 30 mètres (largeur d'environ 8,50 mètres).

Cette parcelle est prélevée sur une unité foncière libre d'occupation suite à la démolition des deux immeubles collectifs d'habitation (2 et 4 rue Ronsard) qui l'encombraient.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Alsace Habitat

5.2. Conditions d'occupation actuelles

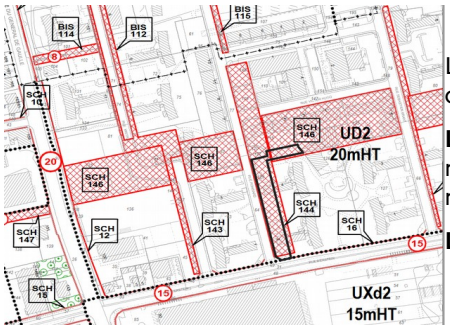
Parcelle estimée libre d'occupation

6 – URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle est située en zone **UD2** (20 mètres à l'égout de toiture), zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif) qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les bâtiments peuvent être édifiés **à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer et ouvertes à la circulation publique**. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.



La parcelle est grevée de deux emplacements réservés (ER) au profit de la commune de Schiltigheim

L'ER Sch 146 en vue de la création d'un mail planté de part et d'autre de la route de Brumath jusqu'aux abords de la voie SNCF, y compris les abords de la rue Lamartine

L'ER Sch 144 pour le réaménagement et l'élargissement de la rue Ronsard.

La parcelle à évaluer reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

6.2 Date de référence et règles applicables

Cette date est celle à laquelle il convient d'apprécier l'usage effectif du bien exproprié (article L. 322-2 alinéa 2 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique). Non recherchée dans les circonstances de l'espèce.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale des parcelles peut être déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches. La comparaison sera mise en œuvre en ramenant les prix de vente des biens cités à titre de comparaison à la surface à l'are.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Compte tenu de la nature du bien à évaluer, l'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrains à bâtir situés sur le territoire des communes de Schiltigheim et de Bischheim.

L'étude ciblera plus particulièrement les biens présentant des caractéristiques similaires ou proches de celles proposées par le bien à évaluer, en termes de superficie et de zonage.

TERMES DE COMPARAISON : ZONE UD2 – UNITÉ FONCIÈRE DE GRANDE SUPERFICIE											
Date	Commune	section	n° plan	Adresse	Prix HT	T (are)	val. / are	Zonage	HTR	TAB VP	IAD
28/09/21	Schiltigheim	45	41,4546,53,55,62,80, 83,86,89,91,109,114,11 5,117, à 130, 132,138	2e Div Blindée, Clemenceau, général de Gaulle	14 500 000 €	353,73	40 992 €	UD2	NR	GRANDE CONTENANCE	
08/07/19	Schiltigheim	35	57,31	De Lattre de Tassigny (angle Vendenheim)	6 160 000 €	185,46	33 215 €	UD2	8-24 HT	ZONAGE	oui
15/11/18	Bischheim	35	156,157	Robertsau	1 915 000 €	49,29	38 852 €	UD2	26 HT	TAB VP	
08/11/17	Bischheim	35	151,152	Robertsau	1 650 000 €	40,85	40 392 €	UD2	25 HT	TAB VP	
07/04/17	Bischheim	23	181	Poincaré 2	2 700 000 €	110,28	24 483 €	UD2	25 HT	ZONAGE	Oui
20/12/16	Bischheim	35	154,155/42	Robertsau 35	1 994 800 €	43,81	45 533 €	UD2	25 HT	TAB VP	Oui
18/11/16	Bischheim	35	151,152/42	Robertsau 35	1 800 000 €	38,85	46 332 €	UD2	25 HT	TAB VP	Oui
04/10/16	Schiltigheim	75	146 à 153	Lauter	1 020 000 €	25,46	40 063 €	UD2	18 HT	TAB VP	
				Quartile 1	1 762 500 €	40,35	37 442 €				
				Moyenne	3 967 475 €	105,97	38 733 €				
				Médiane	1 954 900 €	46,55	40 227 €				
ZONE UD2 : TERRAIN DE PETITE CONTENANCE											
07/02/22	Bischheim	20	175	Brumath 47	180 000 €	3	60 000 €	UD2	25 HT	TAB VP	
01/07/21	Schiltigheim	28	276	Bischwiller	170 172 €	6,65	25 590 €	UD2	25 HT	SURBÂTI	oui
24/09/20	Bischheim	20	173	Souffelweyersheim 3	241 900 €	4,99	48 477 €	UD2	25 HT	TAB VP	
13/02/18	Bischheim	20	59	Souffelweyersheim 1	160 000 €	4,98	32 129 €	UD2	27 HT	TAB VP	Oui
				Moyenne	1 182 118 €	29,74	41 549 €				
				Médiane	175 086 €	4,99	40 303 €				
Terrain de 3e Zone											
29/04/19	Bischheim	20	(5)/37, (2)/38, 76/36	Brumath	55 000,00 €	3,73	14 745 €	UD2	25 HT	ZONE 3	

8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Étude de marché

À l'issue des recherches effectuées dans la base de termes de comparaison tenue par l'évaluateur, huit mutations répondant aux critères de recherche ont été répertoriées mais aucune ne se rapporte à un terrain situé en QPV. Ramenés à l'are, les prix de vente des terrains à bâtir situés en zone UD2 oscillent dans une fourchette comprise entre 24 483 € l'are 40 992 € avec un prix moyen et/ou médian se situant autour de **40 000 €** (respectivement 38 733 € et 40 227 l'are).

Facteurs de la valeur

La parcelle est située en Quartier Prioritaire de la Ville (quartiers Ouest) dans un environnement fortement densifié Elle est prélevée sur une unité foncière « Alsace Habitat» de grande contenance (120,22 ares) qui supportait jusqu'il y a peu des immeubles collectifs construits au début des années 1960. Ces immeubles ont été démolis rendant l'unité foncière prise dans sa globalité apte à recevoir de nouvelles constructions.

Valeur retenue

Afin de tenir compte de sa situation en QPV, l'évaluation de l'emprise sous expertise sera réalisée sur la base de la fourchette basse des prix du marché soit **37 500 €** l'are (quartile 1).

9 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de la parcelle est arbitrée à **550 000 €**, déterminée comme suit .

Superficie (are)	Valeur Unitaire	Abattement	VU retenue	Valeur Vénale (VV)	VV arrondie
14,71	37 500 €	0,00 %	37 500 €	551 625 €	550 000 €

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Compte tenu du protocole foncier mis en œuvre dans ce type d'opération, cette valeur ne sera assortie d'aucune marge d'appréciation.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois.**

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,
GOGUELY Patrick
Inspecteur des Finances publiques



L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

GEISPOLSHEIM - Rue des Fleurs



1241

Édité le 03/05/2023 | Échelle 1/8000 | 160 m | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

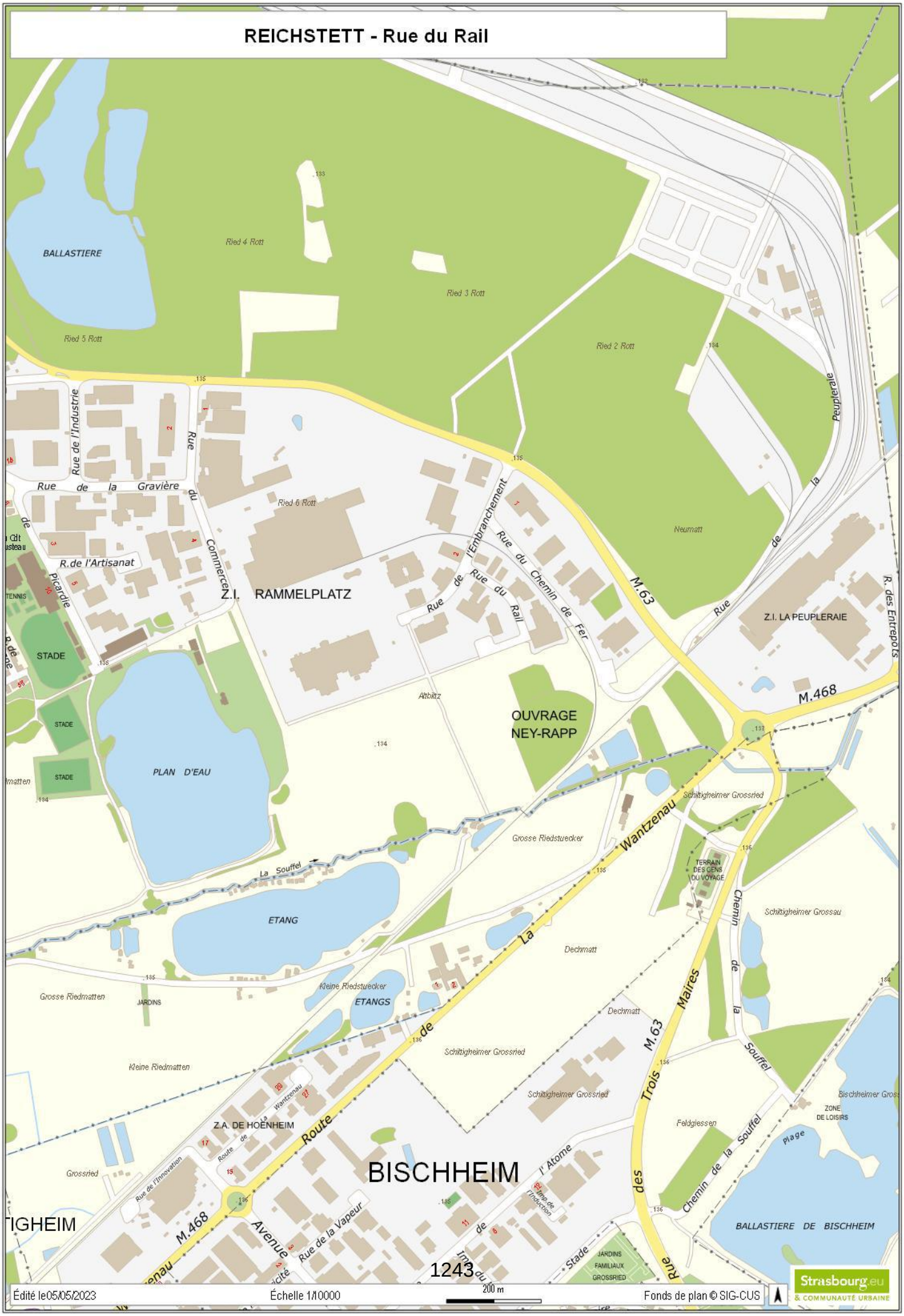
Geispolsheim - Rue des Fleurs



Édité le 03/05/2023 | Échelle 1/1000 | 20 m | Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

REICHSTETT - Rue du Rail



Édité le05/05/2023 Échelle 1/10000 200 m Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

REICHSTETT - rue du Rail



Édité le05/05/2023 Échelle 12000 40 m Fonds de plan © SIG-CUS

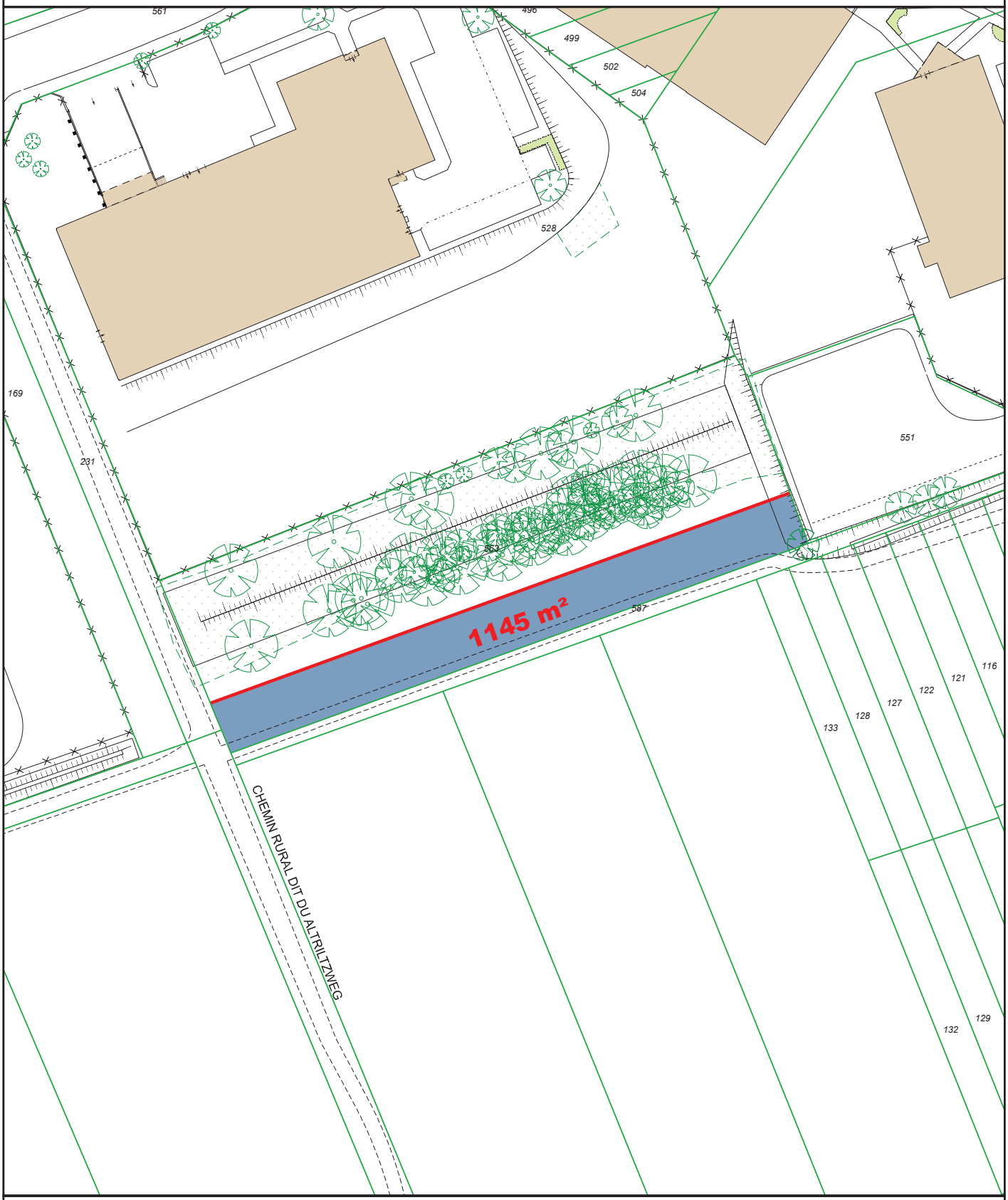
Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Commune de Reichstett

Section 08 **Echelle : 1/1000**

Strasbourg.eu
eurométropole

PFI - Département Domanialité Publique



Cession au bénéfice d'un riverain

Emprise à céder

Arpentage à réaliser (aux frais de l'Eurométropole)

N
O E
S

1245

09/12/2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nicolas WASSONG
Téléphone : 03 88 10 35 09 – 06 28 52 00 68
Courriel : nicolas.wassong@dgfip.finances.gouv.fr

Réf.DS : 11022992
Réf.OSE: 2023-67389-00197

STRASBOURG, le 27/01/2023

Le Directeur régional des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien : Emprise foncière

Adresse du bien : Rue du Rail – ZA Rammelplatz – 67116 REICHSTETT

Valeur : 100 000 euros, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.
(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1246

1 - CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg

affaire suivie par : Mme DEPOIVRE Nadège nadege.depoivre@strasbourg.eu

Votre référence interne : « ND – FONCIER POUR GO FORMATION »

2 - DATES

de consultation :	03/01/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis :	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	03/01/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☐
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local…)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

- Projet : cession d'une emprise foncière de 19,30 ares ou de 11,45 ares (deux scénarii envisagés) à l'entreprise « Go! Formations » pour lui permettre de réaliser une extension.

- Prix envisagé : négociations non engagées.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La présente évaluation porte sur une emprise foncière située dans la Zone d'Activités du Rammelplatz, située à l'Est du centre de REICHSTETT.



4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

L'emprise foncière considérée est située en zone urbaine. Elle dispose d'un accès à la voie publique et se trouve desservie par les réseaux.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de REICHSTETT sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Emprise à détacher	Zonage
8	563	Lieudit « Altbiltz»	41,37 ares	19,30 ares ou 11,45 ares	UXb2

4.4. Descriptif

De forme rectangulaire, la parcelle cadastrée section 8 n°563 mesure entre 35 et 38 mètres de large pour environ 115 mètres de long. Cette parcelle non sur-bâtie est de surface plane, mais elle se situe en contrebas de la voirie.

Sur les 41,37 ares que compte cette parcelle, seule une partie sera cédée. Le scénario d'une emprise foncière de 19,30 ares porterait sur une bande de terrain située sur les flancs Sud (en nature de prairie), Ouest et Nord (en nature de taillis) de la parcelle section 8 n°563, tandis que dans l'hypothèse d'une emprise foncière de 11,45 ares, seule une bande de terrain située sur le flanc Sud de la parcelle n°563 serait cédée.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

L'emprise foncière considérée appartient à l'Eurométropole de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation

L'emprise foncière considérée est libre d'occupation.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

Au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg, approuvé le 16/12/2016, révisé le 27/09/2019 et modifié le 25/06/2021, l'emprise foncière considérée est située en zone UXb2.

La zone UX est une zone urbaine spécifique, destinée aux activités économiques.
Le secteur de zone UXb2 autorise les constructions et installations destinées à l'industrie et à l'artisanat, à la production d'énergie, au commerce de gros, au commerce de détail (1 500 m² SDP maximum), les entrepôts, les restaurants et les hôtels.

Qualification des parcelles :
L'emprise foncière considérée reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car elle est située en zone urbaine, dispose d'un accès à la voie publique et se trouve desservie par les réseaux.

6.2. Date de référence et règles applicables

Non recherchée en l'état des circonstances entourant la présente consultation.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché : sources et critères de recherche – Termes de référence

L'étude de marché réalisée recense des mutations portant sur des terrains à bâtir (TAB) de type « activités ».

DATE	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	ADRESSE	PRIX	SUPERFICIE	VALEUR UNITAIRE	ZONAGE
02/02/22	MUNDOLSHEIM	25	1335/214	Schleifling	125 000 €	12,67	9 866 €	UXb2
29/12/21	REICHSTETT	22	183/14	Waldstuecke	639 600 €	44,58	14 347 €	UXb2
26/05/21	REICHSTETT	22	169/14-179/14	Waldstuecke	135 000 €	21,48	6 285 €	UXb2
22/01/21	REICHSTETT	22	183/14-185/38-186/38	Waldstuecke	532 850 €	44,98	11 846 €	UXb2
01/04/19	REICHSTETT-VENDENHEIM	22-26	173-111	Waldstuecke-Mittelried	125 000 €	23,78	5 257 €	UXb2
01/03/19	REICHSTETT-VENDENHEIM	22-26	194-174-112-119	Waldstuecke-Mittelried	124 000 €	23,83	5 204 €	UXb2
						MOYENNE :	**8 801 €**	
						MEDIANE :	**8 075 €**	

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

L'étude de marché recense six mutations intervenues à REICHSTETT et dans les communes limitrophes de MUNDOLSHEIM et de VENDENHEIM.
Ces ventes, intervenues sur la période récente, portent sur des terrains à bâtir dédiés aux activités économiques dont le secteur de zone -UXb2- est strictement identique à celui de l'emprise foncière objet de la présente évaluation.
Les termes de comparaison retenus présentent une superficie comprise entre 12,67 ares et 44,58 ares. Leur valeur unitaire s'étend de 5 204 euros l'are à 14 347 euros l'are. Aucune corrélation ne peut être ici observée entre contenance et valeur unitaire.
L'étude menée fait ressortir une moyenne de 8 801 euros l'are et une médiane de 8 075 euros l'are.
L'emprise foncière à évaluer n'étant pas aménagée, la valeur médiane de l'étude de marché ne peut pas être retenue comme base de valorisation.
Ainsi, la valeur basse de la présente l'étude, arrondie à 5 200 euros l'are, servira de base de calcul.
Soit : 19,30 ares X 5 200 € = 100 360 €, arrondis à 100 000 euros
(ou, dans l'autre hypothèse, 11,45 ares X 5 200 € = 59 540 €, arrondis à 59 500 euros).

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale de l'emprise foncière de 19,30 ares considérée est arbitrée à 100 000 euros.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits. Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de cession sans justification particulière à 90 000 euros.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,



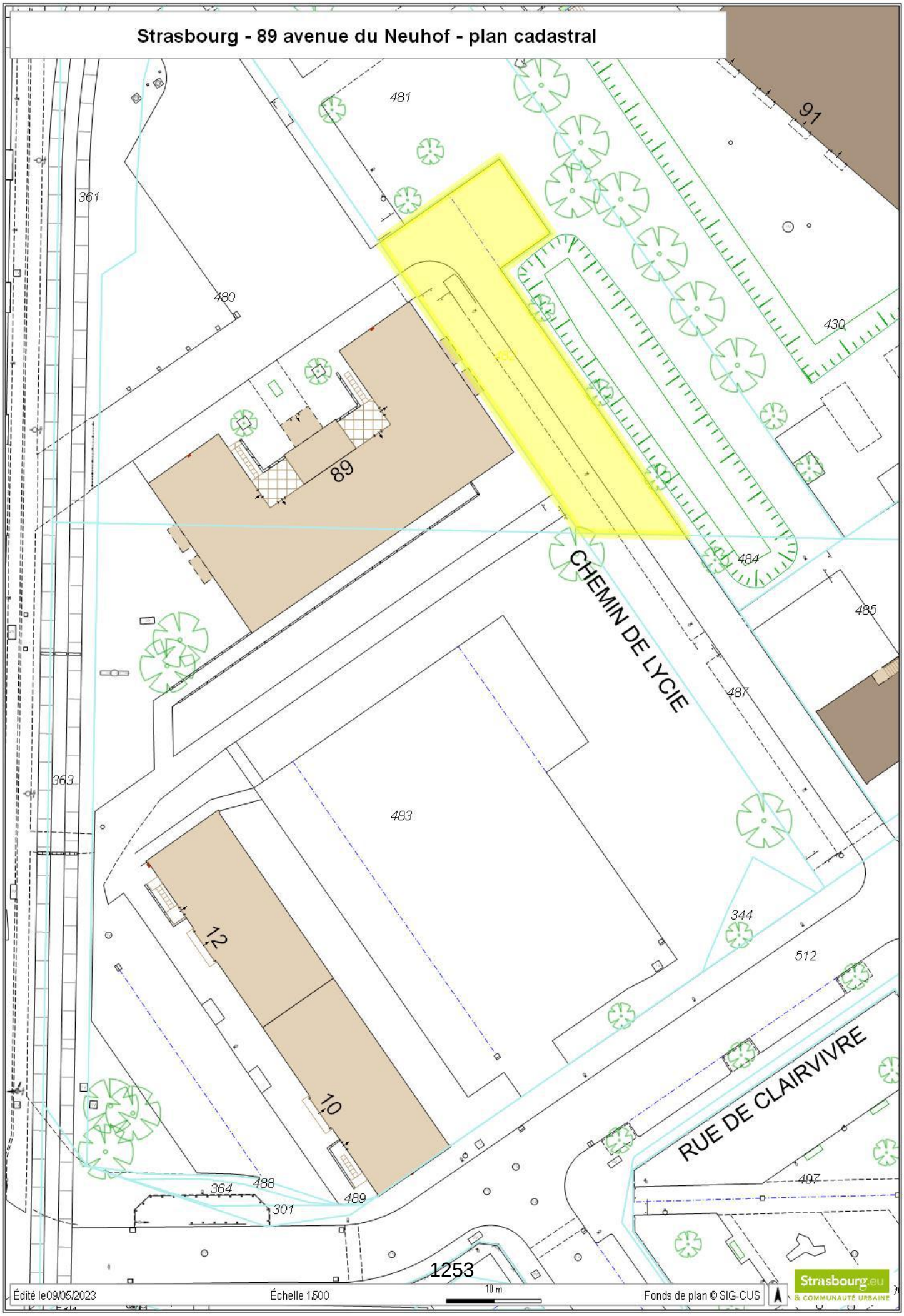
Nicolas WASSONG
inspecteur des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Strasbourg- 89 avenue du Neuhof - plan de situation

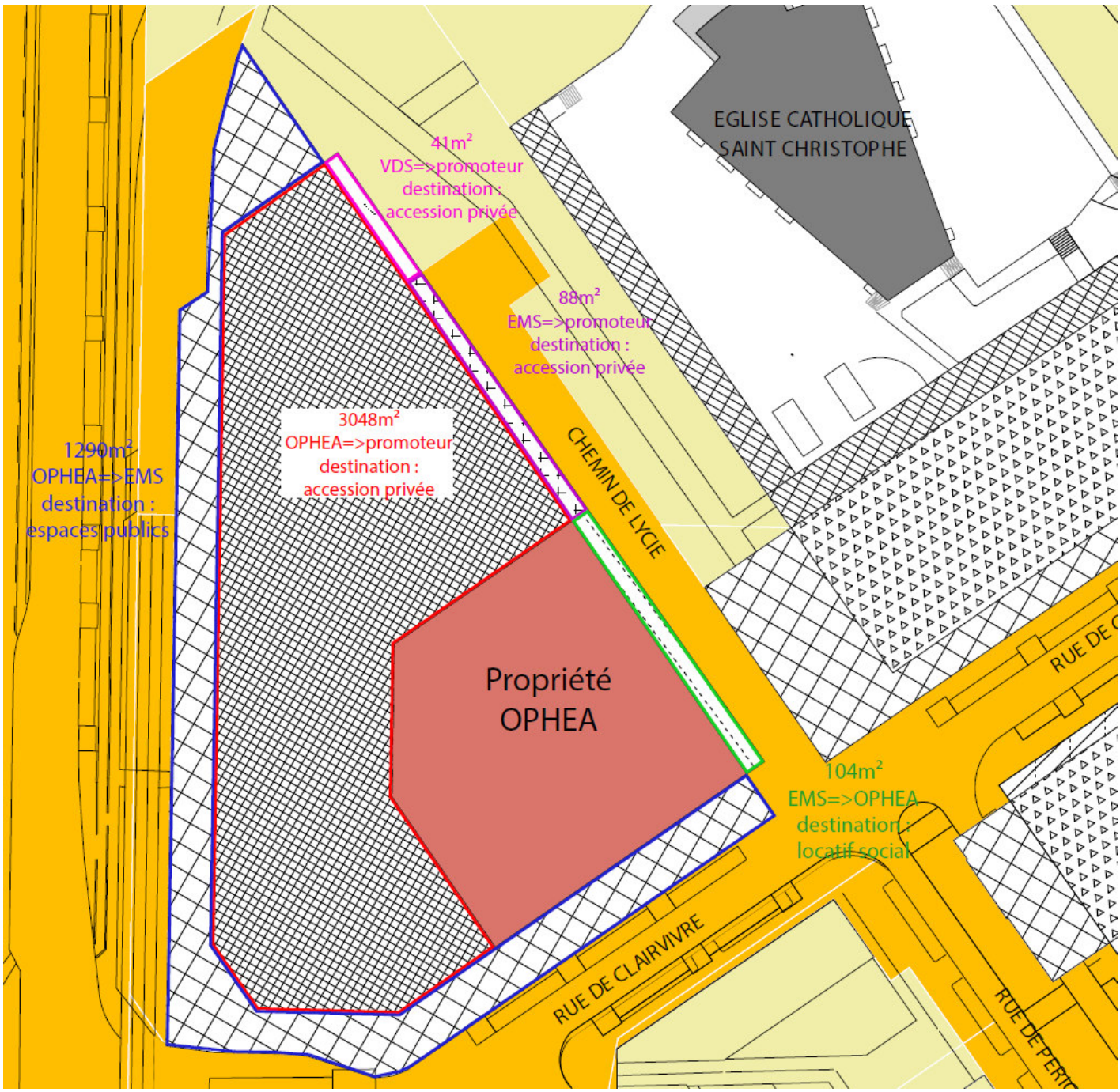

Rue des Corps
CORPS DE GARDE
STADE MUSAU
JARDINS FAMILIAUX KIBITZENAU
Rue de la Kibitzenau
CENTRE SPORTIF SUD
Rue des Ciriers
Rue des Vanneaux
STADE RED-STAR
Rue du Moulin-à-Porcelaine
Gribeauval
Square des Canonniers
Rue des Canonniers
Offenstein
STADE EGALITE
JARDINS FAMILIAUX OFFENSTEIN
Rue de Thénon
Rue de Sarlat
Rue de Neuvic
Rue de Riberac
Rue de Solignac
Square du Mariage Solignac
JARDINS FAMILIAUX SOLIGNAC
R.de Mussidan
PARC SCHULMEISTER
RHIN TORTU (Rivière)
Rue du Rhin
Rue de Figeac
Rue Louis Braille
Rue de Mâcon
JARDINS FAMILIAUX SCHULMEISTER
Allée de l'Abbé de l'Épée
Rue des Colverts
JARDINS FAM. LES LINOTTES
Rue des Pluviers
Rue des Linottes
Place des Bergeronnettes
Rue des Sarcelles
Rue Becasse
Rue de Savoie
Rue de Corse
Rue de Tortu
Rue de Picardie
Rue de Normandie
Rue Weydmann
Rue du Neuhof
Avenue du Neuhof
Place Adrienne Bolland
Place Saint-Christophe
CIMETIERE DU POLYGONE
Square Maryse Hilsz
Square Icare
Rue Paul Dopff
PARC JULES VEDRINES
Rue Jules Védrines
Rue Nungesser et Coli
Rue René Fonck
Rue de l'Aéropostale
Rue des Violonistes
Rue des Guitaristes
Rue des Flûtistes
Rue des Harpistes
Rue des Luthiers
Rue de Châteauroux
Rue d'Argenton
Rue de Clairvivre
Rue de Thiviers
Rue de Périgueux
Rue de Bragance
Rue de Nontron
Rue de Brantôme
Rue de Chatillon
Rue du Commandant Marvingt
Rue Maryse Bastié
Rue d'Aiguerande
Rue Jean Mermoz
Rue Jean-Georges Pick
Allée Jacqueline Auriol
Allée Reuss
Rue du Marschallhof
Rue du Reitenfeld
Carré de Malberg
Rue des Sports
Rue Riehl
Rue de l'Ancien Bac
Rue Glaubitz
Ganzau
Route de Dalhunden
Neuhof
STADE MICHEL WALTER
Rue A. Adam
Rue Ingold
Rue Schach
Klebsau
Rue du Vercors
Rue Becker
R. Edouard Coeurdevey
R. Paul Batiment
Rue Jean Claire
Chemin Reuss
Rue Schraag
Rue Jean-Henri Alberti
R. Jean-Frédéric Unselt
R. J.C.Hackenschmidt
Plaine de jeux Elisa Deroche
Allée Elisa Deroche
Rue du Cantal
Rue Georges Epstein
R. G. Gustorf
R. J.C. Baas
R. J. Weissinger
R. J. Henri Oertel
Imp. Kiefer
Rue Coste et Bellonte
Rue Antoine de Saint-Exupéry
R. d. Eyzies
R. de Clermont Ferrand
R. d. Hautefort
Ch. de Lycée
Square du Nontron
Rue de Brantôme
Rue Coslay Steradski
Pass. des F.Réunis
Pass. du Rhin Tortu
Pass. d. Linottes
Pass. Silvère Maes
Piste Fausto Coppi
Rue de la Boîte à Bougies
Rue de la Bouvreuils
Rue de la Rheinmatt
Rue du Ziegelwasser
Rue de Bergerac
Rue Lyautey
R. J.Dodu
R. d. Courlis
Rue des Cormorans
Rue des Mouettes
R. d. l'Epervier
R. d. la Buse
R. de Perdreau
R. de Héron
RUE D'ALTKIRCH
R.de Guebwiller
Rue Santos - Dumont
Rue Clément Ader
Rue des Montgolfier
Rue Hélène Boucher
Rue Roland Garros
Al. Edouard Pinot
R. des Accordéonistes
R. des Piamettes
R. des Tromblonistes
R. des Clarinettistes
Rue des Violonistes
Rue des Harpistes
Rue des Guitaristes
Rue des Flûtistes
Rue des Luthiers
Rue d'Aiguerande
Rue Jean Mermoz
Rue Maryse Bastié
Rue du Commandant Marvingt
Rue de l'Indre
Rue de Chatillon
Rue de Clairvivre
Rue d'Argenton
Rue de Châteauroux
Rue de l'Aéropostale
Rue de Périgueux
Rue de Nontron
Rue de Brantôme
Rue de Thiviers
Rue de Bragance
Rue de Riberac
Rue de Sarlat
Rue de Neuvic
Rue de Solignac
Rue du Neuhof
Rue des Canonniers
Rue Paul Dopff
Rue Jules Védrines
Rue Nungesser et Coli
Rue René Fonck
Rue de l'Aéropostale
Rue des Violonistes
Rue des Guitaristes
Rue des Flûtistes
Rue des Harp

Strasbourg - 89 avenue du Neuhof - plan cadastral



STRASBOURG-NEUHOF : vente d'une emprise propriété de la ville de Strasbourg

sise 89 avenue du Neuhof



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **12003098**
Réf OSE **: 2023-67482-27736**

Le 04/05/2023

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	89, avenue du Neuhof
Commune :	Strasbourg
Valeur:	**16 280 € HT** avec une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Helena KRZYSZOWSKI** helena.krzyszowski@strasbourg.eu
Vos références: HK VDS 89 Av NEUHOF STRASBOURG

2 - DATES

de consultation :	11/04/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	/
du dossier complet :	11/04/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☐
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Dans le cadre de la convention NPNRU, cession d'une parcelle (arpentage en cours) située 89, avenue du Neuhof à Strasbourg aux conditions financières suivantes : **20 733,04 €** (soit 23 560 € l'are**)** Ce prix correspond à la part de charge foncière attaché au terrain cédé par L'EMS La charge foncière a été calculée par la société SPIRAL, lauréate de la consultation lancée par la ville, sur la base d'un projet mixte (4 446 m² SDP affectés à du logement et 371,5 m² à du commerce) réalisé sur une emprise développant une superficie de 31,77ares à partir des charges foncières suivantes : 160 € / m² SDP pour le logement et 100 € / m² SDP pour le commerce.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La parcelle expertisée est située au nord du quartier du Neuhof dans les faubourgs sud de l'agglomération Strasbourgeoise.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

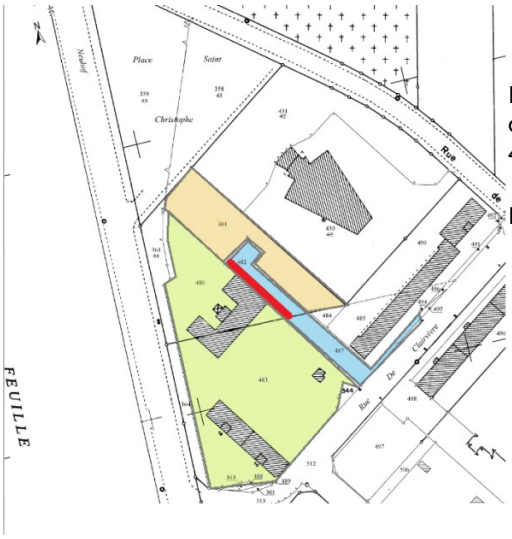
1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

La future parcelle sera prélevée sur les limites ouest d'une unité foncière « EMS» d'environ 82 mètres de long sur un axe nord sud et d'une largeur comprise entre 10 et 16 mètres sur l'axe opposé, dans un environnement d'immeubles collectifs, face au quartier Lizé**.**

4.3. Références cadastrales

La parcelle sous expertise figure au cadastre de la commune de Strasbourg sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)	Superficie prélevée (are)
IV	482 (partie)	89 avenue du Neuhof	4,36	0,88
		TOTAL	**4,36**	**0,88**



Les parcelles matérialisées en bleu (n° 482 et 487) appartiennent à l'**EMS**, celles en orange à la **ville de Strasbourg** (n° 481) et celles en vert (n° 480, 483) à **Ophéa.**

Les limites du terrain expertisé sont matérialisées en rouge

4.4 Descriptif

Parcelle de forme rectangulaire (environ 37 mètres de long sur un peu plus de 2 mètres de large) qui viendra compléter le foncier de la société SPIRAL en vue de la réalisation d'un projet mixte (logements et commerce) sur les limites Nord de l'unité foncière OPHEA.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

EMS

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Parcelle cédée libre d'occupation. La parcelle actuellement en nature de voirie devra fera l'objet d'un déclassement du domaine public (délibération devant intervenir à la fin du printemps).

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle est située en zone **UD2** (20 mètres HT).

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale du bien soumis à expertise sera déterminée par la méthode dite **par comparaison** dans la mesure ou il existe localement des mutations de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrain à bâtir intervenues dans les quartiers est du Neuhof (sections IV, IR IT, IS..).
La recherche ciblera plus particulièrement les ventes de terrains de moyenne contenance destinés à la réalisation d'immeubles collectifs

TERMES DE COMPARAISON : entre opérateurs publics ou au profit d'opérateurs publics

Date	Section	n° Plan	Adresse	T	Prix HT	Prix/are	POS-PLUi	HTR	SMS	SDP	Prix m² SDP	Cos eff	sous secteur	Vendeur	Acquéreur	Observations	IAD
06/12/22	IW	408,409	Sarlat-Thenon	15,95	301 000 €	**18 871 €**	UD2	20 HT	-				QPE	Promoteur privé	**Ville**		
01/01/22	IT	352	Paul Bourson	9,1	117 008 €	**12 858 €**	UB3	10 ET	-				QPE	VILLE	SCI		
28/12/15	IV	592	Schach	7,56	116 008 €	**15 345 €**	UCB1	10	NC				QPE	SOMCO	EMS		
29/07/15	IV	557	Ingold	41,62	638 700 €	**15 346 €**	UB14-UB6	10-15	NC	**4 118**	**155 €**	1,0	QPE	CUS Habitat	Promoteur privé	Collectif	
			Moyenne	24,59	377 354 €	**15 605 €**											
			Médiane	24,59	377 354 €	**15 345 €**											
01/01/22	IT	354,355	Paul Bourson	58,96	758 368 €	**12 862 €**	UB3	10 ET	-				QPE	EMS	SCI		

Entre opérateurs ou au profit d'opérateurs privé

Date	Section	n° Plan	Adresse	T	Prix HT	Prix/are	POS-PLUi	HTR	SMS	SDP	Prix m² SDP	Cos eff	sous secteur	Vendeur	Acquéreur	Observations	IAD
16/11/21	IS	155,421, 427, 429	Riehl 5	13,88	900 000 €	**64 841 €**	UB4-UB2	7-15ET	SMS2				QPE	particulier	Promoteur privé		
21/12/18	IS	130	Klebsau 31	13,79	550 000 €	**39 884 €**	UB2-UCB1	12 ET	SMS2	**3 161**	**348 €**	1,1	QPE	particulier	SCI	Démolition à la charge de l'acquéreur	Oui
21/12/18	IS	129	Klebsau 33	15,47	550 000 €	**35 553 €**	UB2-UCB1	12 ET	SMS2				QPE	particulier	SCI	Démolition à la charge de l'acquéreur	Oui
18/09/17	IS	195	Riehl 7 a	19,03	549 000 €	**28 849 €**	UB4	7 ET	SMS2	**930**	**590 €**	0,5	QPE	particulier	SCI	A l'arrière de bâtis. Parcelle rectangulaire	
14/12/15	IS	444,446,386,445	Klebsau 9	17,45	565 166 €	**32 388 €**	UD3-UB5	12	NC				QPE	Foncière	SCI	26 mètres de large sur 65 mètres de long	Oui
27/03/15	IV	91,92,350,353,35 4,355,356,411	Neuhof 75	11,25	425 063 €	**37 783 €**	UA	15	NC	**2 377**	**179 €**	2,1	Gd axe	Logeur social	Promoteur privé	Mixte Hab - Prof	Oui
16/09/14	IW	333	Neuhof 2	38,58	1 130 000 €	**29 290 €**	UB13	12 ET	NC	**3 180**	**355 €**	0,8	Gd axe	particulier	Promoteur privé	Collectif	Oui
			Moyenne	18,49	667 033 €	**38 370 €**				2562	**364 €**	**1,12**					
			Médiane	15,47	550 000 €	**35 553 €**				3161	**348 €**	**1,08**					

8.2 Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Analyse de marché

Dans le périmètre de recherche, l'analyse des termes de comparaison issus de la base tenue par l'évaluateur montre qu'il existe en réalité deux marchés selon la qualité des intervenants.

Les cessions réalisées au profit et/ou entre opérateurs publics sont réalisées sur la base d'un prix moyen et/ou médian se situant autour de **15 500 € l'are.** Les terrains de la rue Paul Bourson ayant été cédés (l'un par la ville de Strasbourg et l'autre par l'EMS) au même prix et pour la même opération, la moyenne a été calculée à partir d'une seule de ces mutations.

Cette étude couvre une période assez large puisque les mutations s'échelonnent entre 2015 et 2022. La vente du 06/12/2022 est la seule à remplir tous les critères de recherche (superficie, zonage, hauteur maximale des constructions et date du fait générateur). Elle constitue à ce titre un terme de comparaison privilégié.

Les cessions réalisées au profit d'opérateurs privés interviennent quant à elle à des prix nettement supérieurs puisque le prix moyen sur ce segment de marché ressort à **38 370 € l'are** et le prix médian à **35 500 € l'are.**

Tous opérateurs confondus la valeur à l'are moyenne et/ ou médiane se situent aux alentours de **28 500 € l'are.**

Facteurs de la valeur

L'unité foncière sur laquelle est prélevé le terrain cédé est situé dans un quartier prioritaire de la ville (QPV). Sa configuration n'est par ailleurs pas optimale.

Valeur retenue

Sur la base des éléments d'information recueillis sur le marché local et de ses caractéristiques propres, la parcelle sous expertise sera évaluée sur la base d'une valeur unitaire fixée à **18 500 € l'are** correspondant au prix de vente du terme de comparaison privilégié cité plus haut.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **16 280 €.**

Superficie (are)	Valeur à l'are	Valeur vénale (VV)	Valeur vénale arrondie à
0,88	18 500 €	16 280 €	**16 280 €**
MARGE D'APPRÉCIATION 10 %			
		VV x 0,90	**14 652 €**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à **14 650 €** (après arrondi).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de **18 mois**.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le directeur et par délégation,

L'Inspecteur des Finances publiques

GOGUELY Patrick

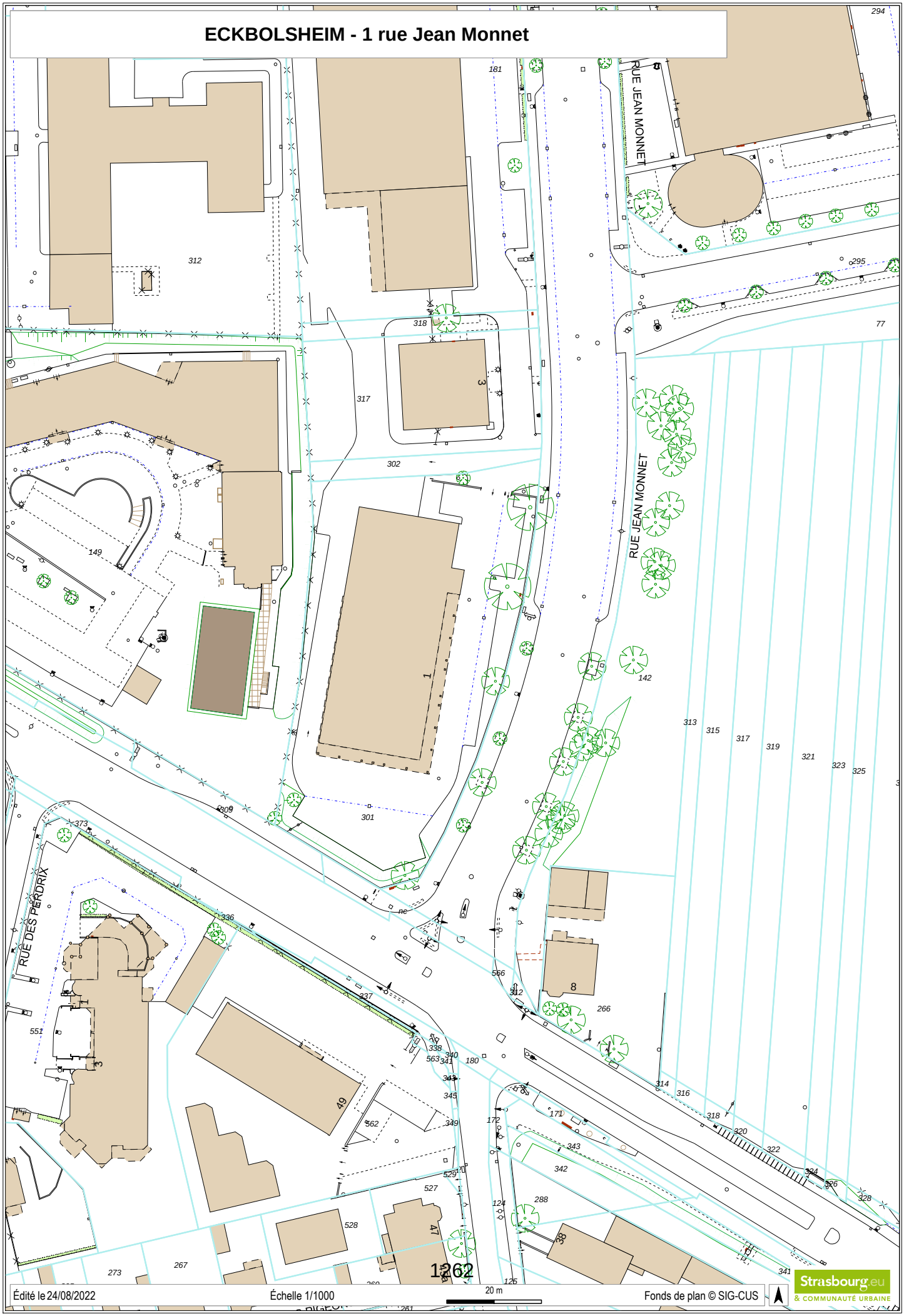


L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

ECKBOLSHEIM - 1 rue Jean Monnet


Nesselhirsch
Kropfenacker
Kelleracker
EMPRISE DU
STADE D'ATHLETISME
JARDINS FAMILIAUX HAUTEPIERRE
ZONE COMMERCIALE DE HAUTEPIERRE
ZONE COMMERCIALE HAUTEPIERRE SUD
Place André Maurois
Jacqueline
Irène
Anne
Les Poteries
Brigitt
Hohberg
M.351
Avenue Jacqueline
Powell
Allée du Zénith
Rostand
Edmond
Rue Monnet Jean
Rue Charles Paul Eluard
Rue Alexandre Dumas
Ave Cervantes
Cornellie
Lamartine
Pierre de la Marquise de Sévigné
Rue des Fortins
Rue Mathis Emile
Rue Ettore Bugatti
Rue Gay-Lussac
PARC D'ACTIVITES D'ECKBOLSHEIM
Rue des Frères Lumière
Rue des Aulnes
Rue des Marisiers
Rue des Champs
Rue du Sureau
Rue du Chênaie
Rue du Magnolia
Rue du Wolfisheim
Rue des Prés
Rue des Pêcheurs
Rue du Ruisseau
Rue des Pigeons
Rue des Cigognes
Rue des Ernwein
Rue des Etables
Rue des Jardins
Rue des Vignes
Rue des Erables
Rue des Hirondelles
Rue des Tulipes
Rue des Violettes
Rue des Lys
Rue de la Roserale
Rue de la Tuilerie
Rue de l'Eglise
Rue du Général Leclerc de Hauteclocque
Rue du Milieu
Rue du Moulin
Rue du Canal
Rue du Stade
Rue du Collège
Rue du Coq
Rue du Manège
Rue du Bitzen
Rue du Tilleul
Rue du Commerce
Rue des Fermes
Rue des Pommes
Rue des Fraises
Rue des Roses
Rue de Barr
Rue de la Couronne
Rue de la Croix
Rue des Cerises
Rue Schweitzer Charles
Rue Krontal
Rue Sélestat
Rue Camille Ruff
Rue Henri Frenay
Rue Monseigneur Ruch
Rue Mgr Raess
Rue du Père Umbricht
Rue Chanoine Speich
Rue Frenay
Rue Ste Odile
Rue Ste Anne
Rue Ste Marguerite
Rue Saverne
Route des Romains
Route du Général de Gaulle
Route de Wolfisheim
Avenue de Wasselonne
Avenue François Mitterrand
Rue Otto Back
Rue Jean-Philippe Schoenfeld
Rue Jean-Geoffroy Conrath
Rue Paul Rohmer
Rue Christophe Thomas Walliser
Rue J.-P. de Dadelsen
Rue Henri Loux
Rue Primo Levi
Rue Romain Rolland
Rue Yvan et Claire Goll
Rue Alfred Döblin
Rue Madame Tussaud
Rue Georges Bernanos
Rue Colette
Rue Horace
Rue Térence
Rue Drusus
Rue Salluste
Rue Paul Eluard
Rue Jean Monnet
Rue Berr Cerf
Rue Jean Mermoz
Rue Joseph Kessel
Rue Antoine de Saint-Exupéry
Rue Marcel Cahn
Rue Dorette Muller
Rue Evariste Galois
Rue Alfred Kastler
Rue Jean Perrin
Rue Perdrix
Rue Salmon
Rue St Thomas
Rue du Colonel Pinot
Rue Paquerettes
Rue Violettes
Rue Tilleul
Rue Frênes
Rue Roses
Rue Fleurs
Rue Jean Mermoz
Rue Henri Frenay
Rue Monseigneur Ruch
Rue Mgr Raess
Rue du Père Umbricht
Rue Chanoine Speich
Rue Frenay
Rue Ste Odile
Rue Ste Anne
Rue Ste Marguerite
Rue Saverne
Rue Krontal
Rue Sélestat
Rue Camille Ruff
Rue Schweitzer Charles
Rue Bitzen

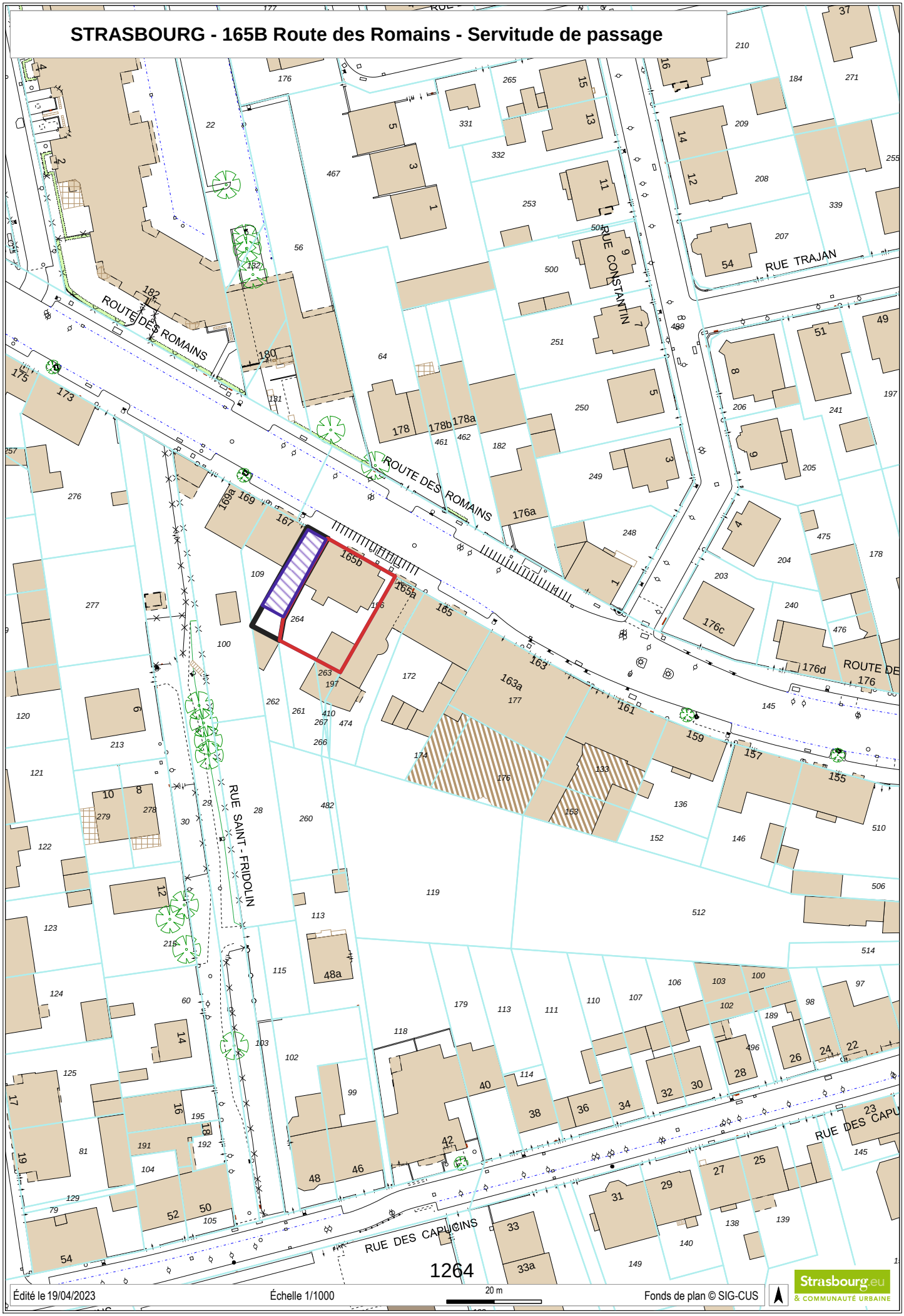
ECKBOLSHEIM - 1 rue Jean Monnet



STRASBOURG - 165B Route des Romains - Servitude de passage


Les Poteries
PARC DES POTERIES
Jardin des Métamorphoses
ETANG
STADE
STADE PACO MATEO
TERRAIN MULTISPORTS
Square J. Hasek
TERRAIN DE JEUX
Square Caius Largennius
Hohberg
Avenue François Mitterrand
Route des Romains
Rue Giraudoux
Rue Jean Jaurès
Rue Jacobi
Rue Flora Tristan
Rue Maria Deraismes
Rue Madeleine Rebérioux
Rue Elsa Barraine
Netter
Arendt
Hannah PARC D'ACTIVITES DES FORGES
Rue Louise Michel
Chemin du Cuivre
Z.A. CHEMIN DU CUIVRE
Rue Salluste
Rue Tacite
Rue Horace
Rue Cicéron
Rue Sénèque
Rue Tite - Live
Rue Virgile
Rue Aurèle
Place Saint Jean Bosco
Vieux Chemin de Fer
Rue Marc
Rue Suétone
Rue Ovide
Rue du Tournant
Rue des Chargeurs
Rue des Porteurs
Rue de la Tuilerie
Rue du Colonel Pinot
Rue Gaulle
Rue Terence
Rue Drusus
Rue des Antonins
Rue Gallien
Rue Valérien
Rue Constantin
Rue Gratien
Rue César
Rue Trajan
Rue Julien
Pl.des Romains
Rue des Malteurs
Rue des Brasseurs
Rue Ste Marguerite
Rue de Saverne
Rue Ste Odile
Rue Ste Anne
Rue de la Croix
Rue des Pommes
Rue de Barr
Rue Henri Frenay
Rue Monseigneur Ruch
Rue du Père Umbricht
Rue Mgr Raess
Rue du Chanoine Speich
Rue Henri Frenay
Rue des Capucins
Rue des Cerises
Rue du Collège
Rue R. Krontal
Rue R.d.Sélestat
Rue R.Camille Ruff
Rue de la Couronne
Rue des Roses
Imp.des Fleurs
Rue de la Filature
Rue de la Chartreuse
Rue Jean Mentelin
Rue Muhlbach
Rue Niederholz
Rue des Roseaux
Rue des Cygnes
Rue du Rouet
Rue du Chanvrerands
Rue de la Holtzmatt
Rue des Tisserands
Rue du Lac
Rue de la Bruche
Rue Ch.Georges Hugel
Rue Grossroethig
Rue Roethigsee
Rue Karthaus
Rue Niederholz
Rue Mentelin
Rue Muhlbach
Rue Grossroethig
Rue Roethigsee
Rue Holtzmatt
Rue Cygnes
Rue Roseaux
Rue Tisserands
Rue Chanvrerands
Rue Lac
Rue Bruche
Rue Capucins
Rue Cerises
Rue Frenay
Rue Hohberg
Rue Malteurs
Rue Brasseurs
Rue Chartreuse
Rue Filature
Rue Bruche
Rue Holtzmatt
Rue Grossroethig
Rue Roethigsee
Rue Niederholz
Rue Mentelin
Rue Muhlbach
Rue Karthaus

STRASBOURG - 165B Route des Romains - Servitude de passage



53

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Unité de Valorisation Energétique (UVE) de l'Eurométropole de Strasbourg : Consultations pour sa mise aux normes à court terme et l'étude de son devenir visant des exigences fortes en matière environnementale, économique et industrielle.

Numéro E-2023-553

1. ELÉMENTS DE CONTEXTE

Une politique volontariste de réduction et de valorisation des déchets engagée de longue date et qui porte ses fruits

L'Eurométropole de Strasbourg mène une politique volontariste depuis plus de dix ans sur différents programmes de réduction des déchets, avec pour objectif d'encourager administrations, entreprises, associations et usagers à changer leur comportement. L'objectif est d'abaisser les quantités de déchets tous flux confondus avec priorité donnée à la réduction des déchets ménagers résiduels (ou ordures ménagères).

C'est grâce à la mobilisation de tous les acteurs du territoire que de nombreuses actions peuvent voir le jour. C'est pourquoi, chaque année, trois appels à projets (Zéro déchet, éducation à l'environnement – écocitoyenneté et compostage-écocitoyenneté) sont lancés, visant à soutenir les associations du territoire à la réduction des déchets. Ainsi, en 2022, près de 180 000€ ont été versés à différentes structures pour développer des actions innovantes sur la réduction.
Des conventions pluriannuelles d'objectifs sont également proposées à certains partenaires pour pérenniser des actions en faveur de la réduction des déchets (Eco-manifestation Alsace, Zéro déchet Strasbourg, Face Alsace, …).
L'EMS développe l'économie circulaire au travers de partenariats associant réduction des déchets et solidarité et également dans le cadre d'une commande publique responsable via une critérisation socio-environnementale des offres (analyse du cycle de vie, réemploi, réparabilité, économie de la fonctionnalité, …).
Des conventionnements SIEG (Service d'Intérêt Économique Général) pour la collecte des Textiles, Linge de maison, Chaussures (TLC) ont été récemment renouvelés et un nouveau SIEG a été proposé pour développer le réemploi de mobilier et divers objets avec Emmaüs Mundo qui a pour objectif de collecter 3 000 tonnes de dons en 2025. En

2023, le conventionnement SIEG pour le réemploi s'étend également aux équipements informatiques et téléphoniques du territoire.
Il ne s'agit là que de quelques exemples, les objectifs et bilans des actions menées en faveur de la réduction des déchets étant présentés chaque année en comité partenarial.

La réduction du poids du bac de déchets ménagers résiduels passe également par le développement de la valorisation des déchets avec le transfert de certaines catégories de déchets vers d'autres filières de valorisation.
Sur ce plan, l'EMS déploie actuellement deux nouvelles collectes : la collecte des biodéchets et la collecte sélective avec extension des consignes à tous les emballages en plastique (pots, barquettes, films).
Le déploiement de la collecte des biodéchets a démarré il y a plus d'un an maintenant avec l'équipement avant l'été 2023, de 200 000 habitants sur le territoire.
En parallèle, les consignes de tri ont été étendues depuis le 1er janvier 2023 à tous les emballages en plastique, évolution qui contribue à abaisser les tonnages de déchets ménagers résiduels livrés sur l'UVE.

En 2022, l'ensemble de ces actions, conjugué à une baisse de la consommation, a permis d'abaisser de près de 5% les quantités de déchets ménagers résiduels permettant d'atteindre un ratio de 224 Kg/an/habitant comparativement à 2021 et d'abaisser de 7% la quantité globale de déchets collectés.

Malgré les actions de réduction et valorisation engagées, encore plus de 146 000 tonnes de déchets produits par l'EMS, incinérés en 2022

Pour rappel, l'UVE, propriété de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), permet de traiter prioritairement les déchets produits sur notre territoire mais également ceux de quelques EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale) du Bas-Rhin ainsi que des déchets non dangereux d'activité économique.
En 2022, sur 200 407 tonnes de déchets livrés sur l'UVE, 73% provenaient de l'EMS, 23% des EPCI voisins et 4% de l'activité économique.

Initialement composée de quatre lignes d'incinération pour une capacité nominale de traitement de 350 000 tonnes par an, la suppression d'une des lignes, anticipée dans le contrat de Délégation de Service Public 2010-2030 signé avec la société Sénerval (filiale du Groupe Séché-Environnement), est effective depuis le redémarrage de l'unité, en juillet 2019, après l'arrêt lié au chantier de désamiantage. Ainsi, l'UVE est composée aujourd'hui de trois lignes d'incinération pour une capacité de traitement fixée à 270 000 tonnes par an.

Les tonnes incinérées grâce à cet outil industriel montre qu'il reste aujourd'hui indispensable au traitement des déchets ménagers résiduels sur le département du Bas-Rhin ; mis en service en 1974, celui-ci a fait l'objet de travaux de mise aux normes en 1995 et 2005 afin de répondre aux exigences réglementaires en matière de protection de l'environnement.

2023, de nouvelles exigences réglementaires

Conformément aux éléments présentés dans l'avenant n°12 (article 9) de la délégation de service public (DSP) en vigueur, délibéré en novembre 2022, l'UVE est concernée par la directive sur les émissions industrielles en application du code de l'Environnement.
Elle doit en conséquence être conforme aux conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) établies dans les documents de référence appelés BREF (Best Available Techniques REFerence document).
Cela amène des évolutions règlementaires dans les normes de rejets atmosphériques et aqueux ainsi que dans le suivi de paramètres process des UVE.

Un dossier de réexamen des performances de l'UVE vis-à-vis des nouvelles MTD a été établi en décembre 2020 par un bureau d'étude mandaté par le délégataire Sénerval.
Ce dossier de réexamen identifiait les points de non-conformité au regard des BREFS MTD.

Le guide d'aide à l'application de l'arrêté du 12 janvier 2021 émanant de la Fédération nationale des activités de la dépollution et de l'environnement (FNADE) est paru en février 2022. A la lumière de ce guide, la commande d'une étude permettant d'évaluer la faisabilité et le coût afférent des travaux envisageables au sein de l'UVE a été formalisée dans l'avenant 12.
Le résultat de cette étude, livrée en février 2023, montre que l'UVE de l'Eurométropole de Strasbourg ne peut, en l'état, garantir l'atteinte de certains des paramètres des futures normes de rejets et que des travaux potentiellement conséquents sont à mettre en œuvre.

Parallèlement à ces travaux de mise aux normes, la collectivité envisage d'autres travaux relevant du propriétaire ou nécessaires à la bonne exploitation de l'usine :

- travaux sur les bétons du niveau -5,50 (mètres) : les bétons situés au niveau des canaux permettant l'évacuation des mâchefers sont dégradés suite à des phénomènes d'oxydation chimique. Au regard des pathologies constatées, il est nécessaire de réaliser un traitement curatif et préventif généralisé à l'ensemble des ouvrages béton du niveau -5.50m : poteaux, poutres, et canaux mâchefer ;
- démantèlement du traitement de fumées de la ligne n°4: la ligne n°4 a été définitivement mise à l'arrêt en 2016. La chaudière démantelée dans le cadre du chantier de désamiantage n'a pas été remontée, cependant le dispositif du traitement des fumées n'avait pas été retiré lors de ce chantier. Ces équipements non utilisés depuis 2016 se dégradent fortement et il convient aujourd'hui de les retirer.

Conformément à l'article 12.4 de la convention de DSP, *« les travaux importants de mise en conformité des installations avec les dispositions législatives ou réglementaires, non prévisibles à la date de signature de la Convention, resteront sous maîtrise d'ouvrage du DELEGANT. Les incidences éventuelles sur les conditions d'exploitation seront contradictoirement précisées entre le DELEGANT et le DELEGATAIRE, et devront faire l'objet d'un avenant ».*
Ainsi, la mise aux normes BREF MTD ainsi que le démantèlement du traitement de fumées de la ligne 4 sont à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente délibération a pour objet d'autoriser le lancement des consultations pour la réalisation d'études et la réalisation de travaux à effectuer dans les meilleurs délais

ainsi que pour définir la stratégie à adopter concernant l'avenir de cet équipement, en prévision de la fin de la Délégation de service public en 2030.

2. ORGANISATION DES ÉTUDES ET DES TRAVAUX

Au vu du contexte présenté ci-dessus, il est proposé d'engager simultanément les démarches suivantes :

- d'une part, un programme de diagnostics de l'unité existante et des capacités de traitement nécessaires à moyen et long terme,
- d'autre part la mise en œuvre opérationnelle des premières phases de travaux permettant d'assurer la conformité de l'équipement et son bon fonctionnement dans les prochaines années.

a. Des études pour une vision prospective du devenir de notre outil industriel

A la lumière des montants prévisionnels d'investissements conséquents auxquels s'ajoutent des coûts annexes liés à de probables périodes d'arrêt de l'activité d'incinération pendant la période des travaux - indemnisation des pertes d'exploitation du délégataire et détournements de déchets - et compte tenu de la date de mise en service de l'UVE, la collectivité souhaite disposer d'une vision prospective du devenir de l'Unité de Valorisation Energétique pour les décennies à venir en même temps qu'elle engage des travaux de mise en conformité avec la réglementation à venir.

La prospective s'appuiera sur un diagnostic de la structure et du process permettant de qualifier techniquement l'état de l'UVE et sur une étude à moyen et long terme (2030 à 2050) tant sur l'évolution de la production de déchets sur le territoire de l'Eurométropole que sur les territoires proches, clients actuels de l'UVE, dans une vision régionale des capacités de traitement. L'Eurométropole de Strasbourg disposera ainsi d'éléments objectifs lui permettant de se projeter sur le devenir de cette usine et de prendre des décisions sur une évolution de l'outil actuel ou sur la construction d'une nouvelle unité.

- **Un marché d'étude-diagnostic technique de l'état de l'Unité de Valorisation Energétique**
  L'objet de ce marché est de faire un état des lieux techniques du site permettant d'anticiper les travaux complémentaires éventuels à prévoir et d'apprécier la viabilité de l'équipement. L'étude permettra sur l'ensemble des bâtiments et pour chacun des équipements actuellement sur site, de réaliser de manière exhaustive un audit de leur état actuel et de leur durée de vie restante, de lister les opérations de maintenance réalisées par les délégataires successifs sur ces bâtiments et équipements et leur pertinence afin d'apprécier plus finement l'état, le niveau de renouvellement des différentes pièces constituant ces bâtiments et équipements et mesurer ainsi leur niveau d'usure.

- **Un marché d'étude prospective de la production de déchets à horizon 2030 - 2050**
  En parallèle de l'étude-diagnostic technique de l'Unité de Valorisation Energétique, et en anticipation du renouvellement de la DSP d'exploitation de l'UVE qui arrive à son

terme en 2030, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite se projeter sur sa production future de déchets non recyclables et non valorisables.
Cette étude analysera notamment les dispositifs de collecte et la production actuelle de déchets, la dynamique d'évolution par rapport aux années précédentes, ainsi que le mode de financement actuel et futur.

A partir de cette première analyse, la collectivité souhaite disposer des projections suivantes :

- une projection de la production future, sur les différents flux de déchets, à horizon 10, 20, et 30 ans, en maintenant l'organisation et les dispositifs de collecte en place et en proposant des pistes d'optimisations techniques et financières ;
- une projection des productions futures de déchets des EPCI proches et actuellement clientes de l'UVE, sur les mêmes échéances de temps, et en lien avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets tenant compte des autres sites de traitements existants sur le secteur et de leur évolution ;
- une appréciation sur la place de l'incinération dans cette stratégie globale de traitement et de valorisation des déchets ;
- une appréciation sur la pertinence et le rôle de l'UVE actuelle dans ces projections et la stratégie actualisée de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- le cas échéant, afin de permettre d'explorer toutes les hypothèses, des propositions de dimensionnement d'une UVE future pour l'Eurométropole de Strasbourg, avec projection des coûts associés : investissement initial, démantèlement de l'UVE actuelle, coût de fonctionnement et maintenance en €/t, etc., de production d'énergie globale avec proposition de mix énergétique en fonction des usages actuels et futurs, etc.

b. Des travaux à réaliser sans attendre les réflexions durables sur l'usine

Trois typologies d'interventions sont à engager sans attendre les réflexions sur le devenir de l'usine.
L'une est à engager immédiatement pour des raisons de sécurité : le démantèlement du traitement de fumée de la ligne 4 dont la chaudière n'a pas été remontée après le chantier de désamiantage
Les deux autres nécessitent des études complémentaires :

- la prise en compte des contraintes règlementaires à venir,
- une intervention patrimoniale sur les bétons.

3. PROGRAMMES DE TRAVAUX

Le programme des travaux correspondant aux premières interventions est le suivant :

a. Intervention pour la mise aux normes

Afin d'atteindre les nouveaux objectifs réglementaires, des travaux doivent être engagés sur le traitement des fumées/rejets gazeux et sur celui du traitement des eaux de process/ rejets aqueux.

Ces travaux ont fait l'objet d'une étude préalable qui a montré que plusieurs solutions étaient envisageables en fonction des concentrations de polluants. Les options proposées pour la mise aux normes des rejets gazeux très différentes les unes des autres, proposent soit de remplacer un ou plusieurs équipements soit de faire évoluer/revamper les équipements actuels, pour un coût prévisionnel maximum de 23 M€ HT. Des mesures de concentration de ces polluants et les études à engager permettront d'opérer ce choix.
Concernant les rejets aqueux, le coût prévisionnel maximum est de 2M€ HT.

b. Intervention patrimoniale sur certains ouvrages en béton de l'UVE

Les travaux de reconstruction réalisés en 2018/2019 dans le cadre du chantier de désamiantage ont fait apparaître des dégradations sur certains ouvrages en béton du bâtiment au niveau -5,50m, niveau où sont localisés les canaux permettant l'évacuation des résidus d'incinération ou mâchefers. Il s'agira de traiter les poteaux et poutres, la dalle supérieure de ce même niveau et les canaux mâchefers.
Des études permettant de déterminer les solutions techniques et les modalités d'intervention sont en cours de finalisation : Les solutions techniques pour traiter les désordres ont bien été identifiées, il reste à déterminer le temps d'intervention nécessaire, la possible co-activité à chacune des étapes de remise en état et le chiffrage définitif.

Conformément à l'avenant n°11, SENERVAL et l'EMS ont saisi une commission de conciliation visant à recueillir son avis quant à la prise en charge des conséquences, notamment financières, relatives à la remédiation des désordres identifiés.
Sans attendre les conclusions de la commission de conciliation, il est proposé que l'EMS réalise les travaux de réparation des ouvrages en même temps que ceux liés à la mise aux normes BREF MTD, ceci afin de coordonner les travaux pour limiter les périodes d'arrêts éventuels.
Ces travaux, réalisés sous maîtrise d'ouvrage EMS, seront préfinancés « pour le compte de qui il appartiendra » au terme de l'expertise.

Concernant les point a. et b., les études viseront également à déterminer la meilleure organisation des travaux afin de limiter les impacts sur le fonctionnement de l'usine.

c. Démantèlement du traitement de fumée de la ligne 4

L'objectif du chantier de désamiantage était de traiter la problématique amiante dans les zones potentiellement accessibles aux salariés en exploitation normale de l'UVE, et de redémarrer l'activité d'incinération dans les meilleurs délais. Aussi, seule la chaudière de la ligne 4 a-t-elle été démantelée. Tous les équipements situés en aval de la chaudière sont restés en l'état, à savoir : les trois champs d'électrofiltre, les laveurs et divers périphériques.
Cette exposition en milieu extérieur et son absence de fonctionnement amènent à une dégradation prématurée de ces équipements qu'il devient indispensable de retirer au risque de générer des accidents liés à la chute de divers éléments. La décision d'arrêter cette ligne relevant de l'EMS, les travaux de démantèlement sont à sa charge.

4. BUDGET ET CALENDRIER PREVISIONNELS

Le montant global maximum estimé de l'opération est de 44,34 M€ TTC maximum hors détournements et indemnisations du délégataire en cas d'arrêt des lignes.

La décomposition des budgets maximum prévisionnels est la suivante :

- Mise aux normes : 34,8 M€ TTC au maximum

	€ HT	€ TTC
Travaux de mise aux normes, montant maximum	25 000 000	30 000 000
Prestations intellectuelles (mandat, AMO, contrôles techniques, …)	2 500 000	3 000 000
Honoraires (maitrise d'œuvre, OPC, CSSI, …)	300 000	360 000
Divers (diagnostics, publications, …)	1 200 000	1 440 000
Total	29 000 000	34 800 000

- Remise en état des bétons : 8,04 M€TTC

	€ HT	€ TTC
Travaux de remise en état	5 000 000	6 000 000
Prestations intellectuelles (mandat, AMO, contrôles techniques, …)	400 000	480 000
Honoraires (maitrise d'œuvre, OPC, CSSI, …)	600 000	720 000
Divers (diagnostics, publications, …)	700 000	840 000
Total	6 700 000	8 040 000

- Démantèlement du traitement de fumées : 1,5 M€TTC

	€ HT	€ TTC
Travaux de démantèlement	1 000 000	1 200 000
Prestations intellectuelles (mandat, AMO, contrôles techniques, …)	100 000	120 000
Honoraires (maitrise d'œuvre, OPC, CSSI, …)	70 000	84 000
Divers (diagnostics, publications, …)	80 000	96 000
Total	1 250 000	1 500 000

La commission de conciliation permettra de déterminer la prise en charge de la remise en état des bétons. Des co-financements complémentaires seront recherchés pour limiter le reste à charge pour la collectivité.

Calendrier prévisionnel :

- Finalisation des études et analyses complémentaires : juin à décembre 2023,
- Consultations et études : juin 2023 à décembre 2024,
- Travaux : janvier 2025 à novembre 2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'engagement des diagnostics prévisionnels sur le devenir de l'UVE de Strasbourg conformément aux objectifs ci-avant exposés avec lancement des deux marchés suivants :*
  - *un marché d'étude-diagnostic technique de l'état de l'Unité de Valorisation Energétique, en procédure d'appel d'Offres avec un montant estimatif pour la partie forfaitaire de 100 000 € HT, et un montant pour la partie à bon de commande compris entre 20 000 € HT minimum et 60 000 € HT maximum pour la durée du marché (18 mois),*
  - *un marché d'étude prospective de production de déchets en Appel d'Offres Ouvert avec un montant estimatif pour la partie forfaitaire de 70 000 € HT, et un montant pour la partie à bon de commande compris entre 5 000 € HT minimum et 20 000 € HT maximum pour la durée du marché.*

- *l'engagement des opérations de mise aux normes, intervention sur les bétons et démantèlement du traitement de fumées conformément au programme ci-avant exposé, selon les montants suivants :*

  - *Mise aux normes : 34,8 M€ TTC au maximum*

	€ HT	*€ TTC*
Travaux de mise aux normes, montant maximum	*25 000 000*	*30 000 000*
Prestations intellectuelles (mandat, AMO, contrôles techniques, ...)	*2 500 000*	*3 000 000*
Honoraires (maitrise d'œuvre, OPC, CSSI, ...)	*300 000*	*360 000*
Divers (diagnostics, publications, ...)	*1 200 000*	*1 440 000*

Total	*29 000 000*	*34 800 000*

- *Remise en état des bétons : 8,04 M€ TTC*

	€ HT	*€ TTC*
Travaux de remise en état	*5 000 000*	*6 000 000*
Prestations intellectuelles (mandat, AMO, contrôles techniques, ...)	*400 000*	*480 000*
Honoraires (maitrise d'œuvre, OPC, CSSI, ...)	*600 000*	*720 000*
Divers (diagnostics, publications, ...)	*700 000*	*840 000*
Total	*6 700 000*	*8 040 000*

- *Démantèlement du traitement de fumées : 1,5 M€ TTC*

	€ HT	*€ TTC*
Travaux de démantèlement	*1 000 000*	*1 200 000*
Prestations intellectuelles (mandat, AMO, contrôles techniques, ...)	*100 000*	*120 000*
Honoraires (maitrise d'œuvre, OPC, CSSI, ...)	*70 000*	*84 000*
Divers (diagnostics, publications, ...)	*80 000*	*96 000*
Total	*1 250 000*	*1 500 000*

décide

- *d'imputer les dépenses « étude prospective de production de déchets » sur la ligne CRB EN00C NFA 7213 / 617,*

- *d'imputer les dépenses d'investissement « d'étude diagnostic-technique de l'état de l'Unité de Valorisation énergétique Strasbourg » sur la ligne budgétaire CRB EN06 NFA 7213 / AP0289 programme 1253 / nature 203,*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des études et travaux de l'UVE de Strasbourg sur la ligne budgétaire CRB EN06 NFA 7213 / AP0289 programme 1253 / nature 2031 ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e :

- *à signer les conventions financières de répartition des dépenses,*

- *à mettre en concurrence l'ensemble des marchés mentionnés conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*

- *à lancer toutes les procédures administratives s'y rapportant,*

- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, de l'Etat, et des autres financeurs, les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158208-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°53

Unité de Valorisation Energétique (UVE) de l'Eurométropole de Strasbourg : Consultations pour sa mise aux normes à court terme et l'étude de son devenir visant des exigences fortes en matière environnementale, économique et industrielle.

Pour	73	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BADER Camille, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LOBSTEIN Andre, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WACKERMANN Valerie, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	20	BALL Christian, CHADLI Yasmina, FROEHLY Claude, GRAEF-ECKERT Catherine, HEIM Valérie, HENRY Martin, HUMANN Jean, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, PERRIN Pierre, PHILIPPS Thibaud, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHALCK Elsa, SPLET Antoine, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VETTER Jean-Philippe

54

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Récupération des textiles d'habillement, linge de maison et chaussures (TLC) sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : renouvellement de la convention avec l'éco-organisme agréé Eco TLC - Refashion.

Numéro E-2023-650

La présente délibération propose le renouvellement de la convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'éco-organisme Eco TLC - Refashion (anciennement Eco TLC), signée en 2020.

La société Eco TLC, de nom commercial Refashion, est l'organisme agréé pour satisfaire collectivement à l'obligation de responsabilité élargie des producteurs des produits de l'article L.541-10-1 11° du code de l'environnement, soit les produits textiles d'habillement, chaussures, linge de maison neufs destinés aux particuliers et certains produits textiles neufs pour la maison.
Eco TLC - Refashion propose plusieurs contrats-types pour la collecte des déchets de TLC, dont une convention-type exclusivement à destination des collectivités territoriales et de leurs groupements compétents en matière de collecte des déchets.
Eco TLC propose la prise en charge des coûts d'actions de communication relative à la collecte séparée des déchets de TLC et des soutiens pour les collectes en déchèterie.

Il s'engage par ailleurs, comme c'était le cas avec la convention précédente, à mettre à la disposition de la collectivité un espace extranet permettant le suivi de la convention ainsi qu'une cartographie des points de collecte déclarés, des outils de communication et à verser un soutien financier pour les dépenses de communication. Eco TLC – Refashion versera également une aide forfaitaire de 250€, par an et par déchèterie, équipée d'un Point d'Apport Volontaire.

De son côté, la collectivité s'engage à transmettre la liste des points d'apport et leur localisation, à inciter les collecteurs à conventionner avec l'éco-organisme afin qu'ils soient bien intégrés dans le dispositif national et qu'ils puissent bénéficier de toutes les aides de l'éco-organisme, à s'assurer que les collecteurs disposent des titres d'occupation du domaine public nécessaires et que les éléments de signalétique utilisés soient conformes aux prescriptions de l'éco-organisme.

La convention définit les conditions et modalités selon lesquelles la Collectivité collecte des TLC Usagés - par opposition aux TLC dits « d'occasion » qui ne sont pas éligibles aux soutiens financiers à la collecte -, mène des actions de communication relative à la collecte séparée des TLC Usagés, et permet à Eco TLC - Refashion ou à un opérateur de collecte ou de tri en relation avec l'éco-organisme, de traiter l'intégralité des TLC Usagés collectés.

La présente convention entre en vigueur rétroactivement au 1er janvier 2023 et prend fin au 31 décembre de chaque année civile sauf reconduction tacite sur une durée maximale de six ans, la date de fin d'agrément d' Eco TLC – Refashion étant prévue au 31 décembre 2028.

Pour mémoire, concernant la collecte des TLC sur l'Eurométropole de Strasbourg, la mise en place du Service d'Intérêt Economique Général, a permis depuis 2016, de structurer la filière et de donner garantie et visibilité aux usagers sur la collecte et la valorisation de leurs TLC. Le SIEG a été renouvelé fin 2021 pour la période 2022 - 2026.
Depuis, les tonnages ont progressé sur notre territoire de 650 tonnes, soit une augmentation de 63%, pour atteindre 1 680 tonnes en 2021 soit 3,32 kilos/an/habitant, ratio moyen constaté sur les grandes collectivités urbaines.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le renouvellement de la convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'éco organisme Eco TLC - Refashion, organisme agréé, en vue du développement de la collecte des Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures (TLC) usagés et de l'amélioration de l'information du public,

décide

- *l'imputation des dépenses pour les besoins de communication sur la ligne EN06D/812/6238,*

- *l'imputation des recettes d'Eco TLC - Refashion pour la communication réalisée et la collecte en déchèterie sur la ligne EN00D/7213/75888,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention avec Eco TLC - Refashion, telle qu'annexée, ainsi que ses éventuels avenants.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158993-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Re_fashion

L'éco-organisme de la Filière Textile

CONVENTION TYPE

COLLECTIVITES TERRITORIALES

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La société Eco TLC[1], Société par Actions Simplifiée au capital de 40 000 € ayant son siège social 4, cité Paradis 75010 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 509 292 801, représentée par sa Directrice Générale, dûment habilitée à l'effet des présentes en cette qualité,

ci-après dénommée « Eco TLC - Refashion **»**

D'une part,

Et :

_____, dont le siège est situé _____, et le n° de SIREN est ……. représentée par _____, dûment habilité en vertu d'une délibération de son organe délibérant du __/__/____ à l'effet de conclure les présentes

ci-après dénommée « **la Collectivité** »

Il a été décidé ce qui suit :

Projet sans valeur contractuel

Refashion appartient à la société Eco TLC - N°TVA Intra-communautaire : FR 84 509 292 801 - RCS : 509 292 801 - Capital : 40 000 €

[1] La société de raison sociale Eco TLC a pour dénomination commerciale Refashion.

CHAPITRE I : CONDITIONS PARTICULIERES

I.1.- Déchèteries et le cas échéant Points de reprise pour lesquelles s'applique la convention

Seules les déchèteries et le cas échéant les Points de reprise ayant un équipement de collecte des TLC Usagés implantés sur le périmètre de la collectivité signataire sont éligibles à la présente convention.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

CHAPITRE II : CONDITIONS GENERALES

Table des matières

Préambule
II.A Définitions, objet, éligibilité, entrée en vigueur, modifications
Article 1er : Définitions
Article 2 : Objet
Article 3 : Eligibilité et demande de Convention-Type
Article 4 : Entrée en vigueur, durée, dénonciation et résiliation, fin de la convention, suspension
Article 5 : Intégralité, modification de la Convention
II.B Dispositions relatives à la collecte et à la reprise des TLC Usagés
Article 6 : Modalités alternatives de gestion des TLC Usagés
Article 7 : Garde et détention des TLC Usagés, garde des TLC d'Occasion, propriété des TLC Usagés
Article 8 : Collecte
Article 9 : Détermination des soutiens financiers aux déchèteries et le cas échéant aux Points de reprise
Article 10 : Actions de communication relative à la collecte séparée des déchets de TLC
Article 11 : Liquidation et versement des soutiens financiers
Article 12 : Remise des TLC Usagés
Article 13 : Assistance à l'identification des PAV
II.C Dispositions finales
Article 14 : Contrôle
Article 15 : Propriété intellectuelle
Article 16 : Dispositions diverses
Article 17 : Loi applicable – Compétence
Article 18 : Dématérialisation des échanges
Article 19 : Conservation des données
Annexe n°1 : Périmètre de la Collectivité et modèle d'avenant
Annexe n°2 : Consignes et signalétique harmonisées
Annexe n°3 : Délais d'Enlèvement, volume minimal par Enlèvement et autres modalités d'Enlèvement
Annexe n°4 : Actions de Communication
Annexe n°5 : Les 5 messages clés de sensibilisation obligatoires

(Les termes commençant par une majuscule sont définis à l'article 1er**)**

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Préambule

La société Eco TLC, de nom commercial Refashion, est l'organisme agréé pour satisfaire collectivement à l'obligation de responsabilité élargie des producteurs des produits de l'article L.541-10-1 11° du code de l'environnement (produits textiles d'habillement, chaussures, linge de maison neufs destinés aux particuliers et certains produits textiles neufs pour la maison).

Eco TLC - Refashion propose plusieurs contrats-types pour la collecte des déchets de TLC, dont une convention-type exclusivement à destination des collectivités territoriales et de leurs groupements. L'exercice de leurs compétences par les établissements publics de coopération intercommunale ou syndicats mixtes étant régi par les principes de spécialité et d'exclusivité, l'article 3.3 du Cahier des Charges bénéficie aux collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière de collecte des déchets. Par cohérence, il convient de faire bénéficier ces mêmes collectivités territoriales et leurs groupements de la prise en charge des coûts d'actions de communication relative à la collecte séparée des déchets de TLC de l'article 7.2 du Cahier des Charges. La Convention offre aux collectivités territoriales un fonctionnement qui suit l'évolution de l'agrément de l'éco-organisme (option de l'article 6.1 a). A cela s'ajoute le nouveau fonctionnement avec reprise par Eco TLC – Refashion des TLC Usagés (option de l'article 6.1 b), en application du nouveau Cahier des Charges.

Ceci ayant été rappelé, il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE II.A : DEFINITIONS, OBJET, ELIGIBILITE, ENTREE EN VIGUEUR, MODIFICATIONS

Article 1 : Définitions

« *Actions de Communication* », désigne des animations, opérations de communication, d'information ou de sensibilisation relatives à la collecte séparée des déchets de TLC.

« *Cahier des Charges* » désigne les dispositions applicables aux éco-organismes dans l'arrêté en vigueur mentionné à l'article L.541-10 II du code de l'environnement, pour les produits de l'article L.541-10-1 11° du code de l'environnement.

« ***Convention*** » désigne la Convention-Type une fois conclue par les Parties.

« ***Collecte Conjointe*** » désigne une collecte où sont collectés ensemble exclusivement des déchets issus des produits de l'article L.541-10-1 11° du code de l'environnement.

« ***Convention-Type*** » désigne le présent document vierge, ou rempli par la personne demanderesse à la conclure, mais pas encore accepté par Eco TLC - Refashion.

« *Extranet Refashion* » désigne l'interface électronique de communication et d'échanges de documents et d'informations avec accès sécurisé entre la Collectivité et Eco TLC- Refashion via l'URL https://extranet.refashion.fr/.

« *Enlèvement* », « *Enlever* » désigne une opération de ramassage de déchets auprès d'un détenteur qui n'est pas le producteur de ces déchets.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

« Filière des TLC » désigne tous les acteurs concernés par l'ensemble des phases du cycle de vie des produits de l'article L.541-10-1 11° du code de l'environnement, et notamment la conception, la production, la diffusion, l'utilisation, la collecte, le réemploi, la réutilisation, le recyclage et l'élimination des produits et matières en fin de vie.

« *Kit de communication Refashion* » désigne les outils de communication dont les consignes de tri à la source et signalétiques mises à disposition des personnes exploitant un point d'apport volontaire par Eco TLC – Refashion.

« ***Membre*** » désigne toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales membre ou adhérente de la Collectivité.

« *Modalités de Déploiement* » a le sens qui lui est donné à l'article 3.5.1 du Cahier des Charges.

« ***Opérateur de Collecte ou de Tri*** » désigne les personnes en relation avec Eco TLC – Refashion via le contrat mentionné à l'article 3.4 du Cahier des Charges et dont le contrat est en cours d'exécution.

« *Partie* » désigne au singulier la Collectivité ou Eco TLC - Refashion, au pluriel la Collectivité et Eco TLC - Refashion.

« Point d'Apport Volontaire (PAV) » désigne un dispositif collectif où les ménages peuvent déposer leurs TLC Usagés

« Point de reprise » désigne un lieu où, dans le cadre du service public des déchets ménagers, les usagers peuvent rapporter plusieurs flux de déchets pour une collecte séparée ou Conjointe.

« ***Se Défaire*** » a le sens qui lui est donné à l'article L.541-1-1 du code de l'environnement et l'article 3§1 de la directive n°2008/98.

« *Territeo* » désigne l'interface administrative électronique sécurisée commune entre les éco-organismes et les collectivités territoriales, accessible via l'URL www.territeo.com. Territeo n'est pas mandaté par Eco TLC – Refashion pour la conclusion ou l'exécution de la Convention.

« *Territoire National* » désigne la France métropolitaine, les collectivités territoriales de l'article 73 de la Constitution, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon.

« *TLC* » désigne les produits relevant du principe de responsabilité élargie du producteur mentionnés à l'article L.541-10-1 11° du code de l'environnement, hors leurs emballages.

*« **TLC d'Occasion** »* désigne des TLC qui, bien qu'ils ne soient pas neufs, ne sont pas des déchets.

« ***TLC Usagés*** » désigne des TLC dont les particuliers se Défont ou ont l'intention de Se Défaire, quel que soit leur état ou leur valeur. Les TLC Usagés sont des déchets.

Sont des TLC Usagés des TLC qui sont l'objet d'une opération de gestion de déchets au sens de l'article L.541-1-1 du code de l'environnement, tel qu'une collecte, un tri à la source ou un tri.

Sont présumés être des déchets, sauf à rapporter la preuve inverse par un faisceau d'indices, de l'absence d'intention de Se Défaire des TLC :

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

a) Les TLC que le producteur gère avec l'apparence de déchets (par exemple TLC rapportés en déchèterie ou en Point de reprise, rapportés en vrac, sans soin, non nettoyés, déposés en libre-service dans des contenants de collecte ou bornes, déposés sans sélection lors de la reprise).

b) Les TLC issus d'une opération de débarras à domicile.

c) Les TLC destinés à être exportés (absence de marché en France, nécessitant de Se Défaire des TLC à l'export).

Le fait que les TLC soient donnés ou rapportés dans une « *zone de dépôt destinée aux produits pouvant être réemployés* » au sens de l'article L.2224-13 du code général des collectivités territoriales n'exclut pas que ces TLC soient des déchets, dès lors qu'il n'est pas rapporté la preuve que le don ou le dépôt des TLC exclut l'intention de S'en Défaire.

« ***Traçabilité*** » désigne les informations et procédures nécessaires pour assurer, de manière objective et probante, un suivi du devenir des TLC Usagés tout au long des différentes phases de leur gestion (collecte et traitement) : origine des TLC Usagés (identification de la déchèterie ou en Point de reprise); en aval du tri, la destination des TLC Usagés triés (débouchés et pays de destination).

Article 2 : Objet

La Convention constitue le contrat-type exigé par les articles R.541-102, R.541-104 du code de l'environnement pour satisfaire aux obligations d'Eco TLC – Refashion édictées les articles 3.3 et 7. du Cahier des Charges. La Convention constitue également le contrat-type établi en application de l'article R.541-105 du code de l'environnement lorsqu'Eco-TLC – Refashion pourvoit à tout ou partie de la gestion des TLC Usagés en application de l'article L.541-10-27 du code de l'environnement.

La Convention définit les conditions et modalités selon lesquelles la Collectivité collecte des TLC Usagés, mène des Actions de Communication relative à la collecte séparée des TLC Usagés, et permet à Eco TLC – Refashion ou à un Opérateur de Collecte ou de Tri en relation avec l'éco-organisme, de traiter l'intégralité des TLC Usagés collectés.

La gestion des TLC Usagés incombant de plein droit aux producteurs ou à leur éco-organisme en conséquence des articles L.541-10 et L.541-10-1 11° du code de l'environnement, la Convention n'a pas pour objet de confier à Eco TLC – Refashion l'exécution du service public des déchets ménagers ni de l'y faire participer.

La Convention a pour objet exclusivement la collecte de TLC Usagés en déchèterie ou Point de reprise exploités par la Collectivité ou pour son compte, à l'exclusion de toute autre collecte même réalisée dans l'espace public ou sur le domaine privé de la Collectivité ou de ses Membres[2].

Sont également exclues la collecte de déchets de TLC Usagés abandonnés ou déposés en méconnaissance de la Règlementation en des lieux privés ou sur le domaine public, et la collecte de déchets issus de la résorption de dépôts illégaux de déchets qui relèvent du régime particulier des articles R.541-111 et suivants du code de l'environnement.

[2] Ces autres collectes sont l'objet de deux autres conventions-types : la convention-type « ESS » et la convention-type « détenteur de points d'apport volontaire »

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Article 3 : Eligibilité et demande de la Convention-Type

3.1.- Sont éligibles à conclure la Convention-Type les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes qui ont la compétence ou auxquels a été transférée la compétence pour collecter les déchets ménagers en application de l'article L.2224-13 du code général des collectivités territoriales, la Ville de Paris et la Métropole de Lyon, sans que les personnes publiques susvisées aient elles-mêmes transféré cette compétence.

Toute personne publique susvisée doit de plus, pour être éligible, être inscrite dans Territeo et demander à conclure la Convention-Type en complétant le formulaire de demande de Convention-Type sur l'Extranet Refashion et joindre la délibération l'autorisant à conclure la Convention-Type sans modifications, réserves ou conditions.

A réception de la demande, Eco TLC – Refashion vérifie sa recevabilité. Si la demande n'est pas recevable, Eco TLC – Refashion en informe la personne publique demanderesse dans les meilleurs délais et l'invite à compléter ou rectifier sa demande.

3.2.- Lorsque la personne publique demanderesse a précédemment conclu la Convention et que la Convention a été résiliée par Eco TLC – Refashion en application de l'article 4.6.1 a), la demande de Convention-Type n'est recevable que si la personne publique demanderesse communique une expertise réalisée par un sachant indépendant et rapportant la preuve qu'elle a mis durablement fin aux méconnaissances de la Convention à l'origine de la résiliation. Si un contrôle a mis en évidence une rectification en application de l'article 17, la demande de Convention-Type n'est recevable que si la personne publique susvisée s'est acquittée de sa dette envers Eco TLC – Refashion.

3.3.- La Convention ne peut faire l'objet de la part de la Collectivité d'aucune cession ou transmission à titre particulier.

Article 4 : Entrée en vigueur, durée, dénonciation et résiliation, fin de la Convention, suspension

4.1.- La Convention entre en vigueur à la date fixée dans les conditions particulières.

Toutefois, à la demande de la Collectivité, la Convention peut entrer en vigueur rétroactivement au 1er janvier de l'année de la demande de Conventionnement de la Collectivité sans pouvoir entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'agrément d'Eco TLC – Refashion, dès lors que la délibération de la Collectivité pour conclure la Convention intervient avant le 30 novembre 2023, hormis l'article 13 de la Convention qui n'entre jamais en vigueur rétroactivement.

4.2.- La Convention prend fin au 31 décembre de chaque année civile, sauf

i) si l'agrément d'Eco TLC – Refashion prend fin, pour quelque raison que ce soit (retrait, etc…), avant le 31 décembre de ladite année civile, en conséquence de quoi la Convention prend fin le même jour où l'agrément d'Eco TLC – Refashion prend fin ;

ii) si la Convention est résiliée en cours d'année, auquel cas la Convention prend fin au jour où la résiliation prend effet ;

iii) si la Convention devient caduque, auquel cas la Convention prend fin au jour de la caducité de la Convention ;

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

iv) si la Convention est reconduite tacitement selon les modalités de l'article 4.3.

4.3.- Sauf résiliation par l'une des Parties intervenue au plus tard le 31 octobre de chaque année civile (date de réception de la notification de la résiliation par l'autre Partie), la Convention est reconduite tacitement à l'expiration de la période initiale, puis de toute période successive, pour une durée de douze mois, sauf application des cas 4.2 i), ii) ou iii) et tant que l'agrément d'Eco-TLC – Refashion est renouvelé sans interruption.

La reconduction même tacite de la Convention entraîne l'application des conditions générales applicables pour la nouvelle période et qui auraient été portées à la connaissance de la Collectivité conformément à l'article 5.

4.4.- La Convention est aussi précaire que l'agrément d'Eco TLC – Refashion et prend fin, pour quelque cause que ce soit, sans donner droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit d'une des Parties envers l'autre. La présente disposition s'applique sans préjudice du dispositif financier de l'article L.541-10-7 du code de l'environnement.

4.5.- La Convention est caduque et prend fin de plein droit lorsque l'agrément d'Eco TLC – Refashion n'est pas renouvelé, ou est renouvelé mais avec une interruption entre l'expiration d'un agrément et l'entrée en vigueur du nouvel agrément, ou si l'agrément est retiré, abrogé ou annulé.

La Convention est également caduque de plein droit lorsque la Collectivité n'exerce plus la compétence pour collecter les déchets ménagers en application de l'article L.2224-13 du code général des collectivités territoriales

Chaque Partie informe dans les meilleurs délais et par écrit l'autre Partie de la caducité de la Convention, avec les justifications nécessaires.

4.6. -Résiliation

4.6.1. - Résiliation par Eco TLC – Refashion

Eco TLC – Refashion peut résilier de plein droit et sans autre préavis la Convention, trente jours après qu'Eco TLC – Refashion ait mis en demeure la Collectivité, sans que cette dernière ait remédié aux manquements énoncés dans la mise en demeure.

4.6.2. - Résiliation par la Collectivité

La Collectivité peut résilier de plein droit la Convention sans pénalité et sans préavis, dans un délai d'au plus 30 (trente) jours à compter de la date de réception par la Collectivité de l'information par Eco TLC – Refashion d'une modification des Conditions Générales de la Convention. La Convention prend fin à réception par Eco TLC – Refashion de la notification de la résiliation.

La Collectivité peut résilier de plein droit et sans autre préavis la Convention, trente jours après que la Collectivité ait mis en demeure Eco-TLC - Refashion, sans que cette dernière ait remédié aux manquements énoncés dans la mise en demeure.

4.6.3. - Modalités de la résiliation

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

La résiliation par l'une des Parties doit être notifiée à l'autre Partie. A défaut, la résiliation n'est pas effective, sauf si la Partie qui résilie rapporte la preuve que l'autre Partie a eu connaissance de cette résiliation, ainsi que de la date à laquelle l'autre Partie en a eu connaissance si la résiliation devait intervenir avant l'expiration d'un délai.

4.6.4. - Fin de la Convention

Les Parties peuvent conserver les informations relatives à l'exécution de la Convention pendant une durée de cinq années à compter de la fin de la Convention.

Les obligations de l'article 17 survit pendant une durée de 12 mois à l'issue de la fin de la Convention qu'elle qu'en soit la cause, ce délai étant prolongée de toute retard causé par la Collectivité pour permettre la réalisation du contrôle.

4.7. -Suspension

La Convention est suspendue sans ouvrir droit à indemnité pour la Collectivité, en cas de suspension de l'agrément d'Eco TLC – Refashion.

Article 5 : Intégralité, modification de la convention

5.1.- La Convention comprenant d'une part ses conditions particulières et d'autre part ses conditions générales (y compris ses annexes), représentent l'intégralité de l'accord entre les Parties concernant l'objet des présentes, et se substitue à tout accord antérieur ou concomitant, écrit ou oral, concernant cet objet.

Les guides, communiqués et informations, quel qu'en soit le support, qu'Eco TLC – Refashion est susceptible de mettre à disposition de la Collectivité, la demande d'agrément d'Eco TLC – Refashion et les avis consultatifs, de toute nature, institués par le code de l'environnement (ci-après les « *Documents hors Convention* ») ne s'incorporent pas à la Convention.

En conséquence de quoi chaque Partie renonce à faire usage des Documents Hors Convention pour l'exécution ou l'interprétation de la Convention.

5.2.- Les Parties s'engagent à mettre à jour dans les meilleurs délais toute modification relative à l'adresse de leur siège social et aux coordonnées auxquels ils peuvent être contactés.

La Collectivité s'engage également à mettre à jour dans les plus brefs délais les informations nécessaires à la gestion administrative de la Convention, en particulier la compétence, les Membres, les adresses de ses déchèteries, via Territeo. A la demande d'Eco TLC – Refashion, elle lui communique les actes administratifs relatifs à ces modifications.

Les modifications communiquées à Eco TLC - Refashion après le 15 décembre de l'année N seront prises en compte pour l'application de la Convention en année N+1.

5.3.- Sans préjudice des dispositions pertinentes du décret n°2020-1455, Eco TLC – Refashion informe la Collectivité, via l'Extranet Refashion et au moins deux mois avant leur entrée en vigueur, de toute modification des Conditions Générales de la Convention.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

A défaut de résiliation par la Collectivité selon les modalités de l'article 4, les nouvelles Conditions Générales s'appliquent de plein droit à la Convention.

5.4.- Toute modification des Conditions Particulières, hormis celle de l'article 5.2, exige l'accord écrit et préalable des Parties prenant la forme d'un avenant aux Conditions Particulières de la Convention.

CHAPITRE II.B : DISPOSITIONS RELATIVES A LA COLLECTE ET A LA REPRISE DES TLC USAGES

Article 6 : Modalités alternatives de gestion des TLC Usagés

La Convention s'applique selon l'une des deux modalités suivantes, en conformité avec les Modalités de Déploiement, et ainsi qu'il est par ailleurs mentionné dans la Convention :

a) Soit la Collectivité pourvoit à la collecte et s'engage à remettre les déchets collectés intégralement à un Opérateur de Collecte ou de Tri Conventionné.

b) Soit la Collectivité pourvoit à la collecte et remet les déchets collectés intégralement à Eco TLC – Refashion en application de l'article L.541-10-27 du code de l'environnement.

Chaque modalité d'application de la Convention s'applique à l'ensemble des déchèteries et le cas échéant aux Points de reprise de la Collectivité mentionnées dans les conditions particulières de la Convention.

Article 7 : Garde et détention des TLC Usagés, garde des TLC d'Occasion, propriété des TLC Usagés

Eco TLC – Refashion n'est détenteur des TLC Usagés collectés que lorsqu'Eco TLC - Refashion, en vue de pourvoir à leur traitement, se fait remettre les TLC Usagés collectés ou désigne un tiers qui se fait remettre les TLC Usagés pour le compte d'Eco TLC – Refashion.

La Collectivité a la garde des TLC Usagés jusqu'à leur remise à Eco TLC – Refashion. Lorsqu'Eco TLC – Refashion se fait remettre les TLC Usagés, le transfert de risque, de la garde et de leur propriété a lieu lorsque les TLC Usagés sont remis au transporteur diligenté par Eco TLC – Refashion pour l'Enlèvement.

Article 8 : Collecte

8.1.- La Collectivité s'engage à collecter en Collecte Conjointe exclusivement des TLC Usagés, quel que soit leur état à l'exception de ceux qui sont mouillés ou souillés, sans restriction sur le type, la marque ou le producteur des TLC dont sont issus les TLC Usagés.

Ne constitue pas une collecte effectuée par la Collectivité une collecte réalisée au moyen d'un contenant de collecte installé en déchèterie ou Point de Reprise par un tiers sur le seul fondement d'une autorisation unilatérale ou d'un contrat d'occupation du domaine public, sans que la Collectivité organise la collecte des TLC Usagés, n'en devienne détenteur et n'en assure la Traçabilité.

8.2.- La collecte des déchets de l'article 8.1 est effectuée par apport dans les déchèteries et le cas échéant dans les Points de reprise mentionnés dans les conditions particulières, sans frais pour le particulier.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Au regard de la nature des TLC Usagés et des collectes réalisées par ailleurs en libre-service dans des points d'apport volontaire hors déchèteries, le service de collecte des TLC Usagés présentant un bon rapport coût-efficacité est une collecte où les usagers de la déchèterie déposent leurs TLC Usagés dans des contenants en libre-service sur lesquels sont apposés les consignes et les éléments de signalétique harmonisées en annexe n°2.

8.3.- Lorsqu'Eco TLC – Refashion pourvoit au traitement des TLC Usagés collectés par la Collectivité :

- Eco-TLC – Refashion met à disposition gratuitement un ou des contenants de collecte lorsque la Collectivité en fait la demande. Ces contenants demeurent alors sous la garde de la Collectivité.

- Eco TLC – Refashion fournit des équipements de protection individuels pour la collecte des TLC Usagés lorsque la Collectivité rapporte la preuve que la collecte de TLC Usagés par dépôt par les usagers dans des contenants de collecte en libre-service nécessiterait, à elle seule, de tels équipements. La fourniture de ces équipements est faite sans préjudice des obligations de l'employeur du personnel des déchèteries et le cas échéant des Points de reprise.

8.4.- La Collectivité s'assure que les Opérateurs de Collecte ou de Tri apposent sur chaque contenant de collecte des TLC Usagés l'ensemble des consignes et éléments de signalétique harmonisées en annexe n°2 et selon les modalités mentionnées dans cette même annexe.

8.5.-Lorsque cela est nécessaire pour une collecte en libre-service, Eco TLC – Refashion met à disposition de la Collectivité sur l'Extranet Refashion des outils, méthodes et actions destinées à la formation des agents de la Collectivité.

Article 9 : Détermination des soutiens financiers aux déchèteries et le cas échéant aux Points de reprise

9.1.- En contrepartie de la collecte telle que mentionnée à l'article 8, Eco TLC – Refashion s'engage à verser à la Collectivité des soutiens financiers, établis selon les modalités du présent article.

9.2.- Les TLC d'Occasion, qui ne sont pas des déchets au moment où ils sont remis à la Collectivité, et qui ne peuvent ainsi pas être collectés au sens de l'article L.541-1-1 du code de l'environnement, ne sont pas éligibles à des soutiens financiers à la collecte.

9.3.- Les soutiens financiers aux déchèteries et le cas échéant aux Points de reprise ne sont pas appréciés de manière individuelle, mais par rapport au coût de la fourniture d'un service de collecte présentant un bon rapport coût-efficacité.

9.4.- Les soutiens financiers sont déterminés forfaitairement comme suit, par déchèterie ou Point de reprise :

-forfait pour une déchèterie déjà équipée d'un ou de plusieurs contenants de collecte de TLC Usagés : 250 € par an

-forfait versée une seule fois pour une nouvelle installation d'un (de) contenants de collecte de TLC Usagés sur une déchèterie non équipée : 500€

Ces forfaits incluent toutes sujétions, impôts et taxes hormis la TVA.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Le montant du forfait est réévalué au 1er janvier de chaque année après avis avec le Comité des Parties Prenantes.

Article 10 : Actions de Communication

10.1.- Eco TLC – Refashion s'engage à apporter un soutien financier à la Collectivité en contrepartie d'Actions de Communication qu'entreprend volontairement la Collectivité.

Eco TLC – Refashion contribue exclusivement à :

a) des Actions de Communication harmonisées mentionnées en annexe n°4 ;

b) des Actions de Communication réalisées après sélection par Eco TLC – Refashion de la Collectivité, dans le cadre d'appels à projet sur des modes de collecte innovants mis en place par d'autres acteurs de la collecte. Les appels à projet font l'objet d'un règlement d'appel à projet publié ultérieurement par Eco TLC – Refashion.

10.2.- Les Actions de Communication harmonisées en annexe n°4 sont soutenues financièrement dans les limites de l'annexe n°4, et sous condition de respecter l'annexe n°4, de mettre à jour leur site internet et/ou leur journal local et/ou leur guide du tri avec l'ensemble des messages clés présentés en annexe n°5, et de communiquer les justificatifs de la réalisation de chaque Action de Communication, dans la limite d'un budget annuel fonction de la population légale la plus récemment publiée par l'INSEE au 1er janvier de chaque année.

10.3.- Les Actions de Communication réalisées sur appels à projet sont financées selon les modalités mentionnées dans le règlement d'appel à projet.

10.4.- Eco TLC – Refashion met gratuitement à la disposition de la Collectivité sur l'Extranet Refashion:

a) Des guides pratiques, le Kit de communication Refashion

b) Les consignes et signalétique harmonisés (annexe n°2).

Article 11 : Liquidation et versement des soutiens financiers

Les soutiens financiers aux déchèteries et le cas échéant aux Points de reprise sont liquidés annuellement par Eco TLC – Refashion, sur base des déclarations faites par les détenteurs des PAV dans l'extranet au 15 décembre de chaque année.

Les soutiens financiers pour les Actions de Communication sont liquidés par Eco TLC – Refashion selon les dispositions de l'annexe n°4.

Les montants de soutiens financiers liquidés sont mis à disposition de la Collectivité via l'Extranet Refashion, afin que la Collectivité puisse émettre un titre de recette.

Les titres de recette sont payés dans un délai maximum de 45 jours fin de mois à compter de leur réception par Eco TLC – Refashion.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Article 12 : Remise des TLC Usagés

12.1.- La Collectivité s'engage à remettre l'intégralité de la collecte de l'article 8 soit à un Opérateur de Collecte ou de Tri, soit à Eco TLC – Refashion.

La Collectivité exige que l'Opérateur de Collecte ou de Tri l'informe immédiatement s'il n'est plus conventionné par Eco TLC – Refashion et cesse alors dans les meilleurs délais de lui remettre la collecte.

12.2.- La Collectivité s'interdit de permettre ou laisser un tiers détourner une partie de la collecte par quelque moyen que ce soit, directement en extrayant une partie des TLC Usagés des contenants de la collecte, ou indirectement par un tri à la source au moment de l'apport ou via un dispositif concurrent de dépôt de TLC Usagés ou de TLC d'Occasion dans les déchèteries et le cas échéant des Points de reprise mentionnés aux conditions particulières.

12.3.- Lorsqu'après avoir contacté tous les Opérateurs de Tri Conventionnés et qu'aucun n'accepte de reprendre gratuitement l'intégralité de la collecte de l'article 8, la Collectivité informe Eco TLC - Refashion des Opérateurs de Tri Conventionnés qu'elle a contactés, des raisons de leur refus, et de son intention de demander à Eco TLC – Refashion de reprendre les TLC Usagés collectés par la Collectivité.

Eu égard aux Modalités de Déploiement de l'article 3.5.1 du Cahier des Charges, Eco TLC – Refashion dispose d'un délai de 6 semaines pour se rapprocher de la Collectivité et des Opérateurs de Tri susceptibles de reprendre la collecte de la Collectivité.

A défaut d'alternative, Eco TLC – Refashion s'engage à reprendre les TLC Usagés collectés en application de l'article 8, avec un préavis de 6 mois. Eco TLC – Refashion pourvoit alors pour une durée minimale de 3 ans.

En contrepartie, la Collectivité s'engage alors à remettre et à céder gratuitement à Eco TLC – Refashion l'intégralité des TLC Usagés qu'elle collecte. Eco TLC – Refashion s'engage à Enlever gratuitement les TLC Usagés collectés par la Collectivité selon les délais, les volumes minimaux par Enlèvement et autres modalités de présentation des TLC Usagés mentionnés en annexe n°3, sur demande d'Enlèvement de la Collectivité.

Eco TLC – Refashion s'engage :

a) à traiter à ses frais les TLC Usagés Enlevés, dans le respect de la Règlementation.

b) à transmettre à ses frais à l'issue de chaque année civile les informations relatives aux quantités de TLC Usagés Enlevés et aux conditions dans lesquelles ils ont été traités.

Sauf dysfonctionnement, les demandes d'Enlèvement sont exclusivement réalisées via un formulaire spécifique mis en place par Refashion sur une plateforme dédiée.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Le Collectivité s'engage à :

a) Réaliser à ses frais les formalités d'Enlèvement, telles que la prise de rendez-vous avec le transporteur diligenté par Eco TLC – Refashion, l'accueil du transporteur y compris les formalités Règlementaires en matière de sécurité du travail des intervenants extérieurs incombant au chef d'établissement et à l'expéditeur de marchandises.

b) Mettre à disposition du transporteur les TLC Usagés à Enlever dans la plage horaire convenue selon les modalités de l'annexe n°3.

Dans l'hypothèse où la Collectivité décide d'entreposer provisoirement les TLC Usagés en vrac hors du contenant de collecte, elle s'engage à les entreposer dans un endroit sec à l'abri des intempéries.

Article 13 : Assistance à l'identification des PAV

Afin d'améliorer la coordination de la collecte des TLC Usagés sur son territoire ainsi que leur Traçabilité, la Collectivité s'engage à :

a) Recenser les détenteurs de PAV présents sur son territoire mais non identifiés dans la cartographie nationale des PAV, par exemple les implantations sur des propriétés privées, celles des associations locales exploitant des PAV ;

b) Faire ses meilleurs efforts pour que les exploitants de PAV sur son territoire demandent leur conventionnement avec Eco TLC – Refashion.

c) S'assurer que les exploitants de PAV sur les domaines publics sur le territoire de la Collectivité disposent de titres les autorisant à installer leur PAV et y apposent les éléments de signalétique harmonisée et les consignes de la Filière des TLC.

CHAPITRE II.C : DISPOSITIONS FINALES

Article 14 : Contrôle

14.1.- Lorsque la Collectivité remet l'intégralité des TLC Usagés à un ou des Opérateurs de Collecte ou de Tri, Eco TLC - Refashion ne procède au contrôle de la Collectivité que pour les obligations de la Collectivité qui ne peuvent être contrôlés d'après les informations disponibles chez le ou les Opérateurs de Collecte ou de Tri.

14.2.- Eco TLC - Refashion peut faire réaliser, à sa demande, des audits visant à contrôler l'exécution des obligations contractuelles de la Collectivité.

L'audit porte sur l'année civile ou les années civiles précédant la demande d'audit, dans la limite de trois années civiles d'exécution de la Convention.

L'audit est réalisé à une date ou aux dates convenues entre les Parties. Lorsque les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la date ou sur les dates de l'audit dans un délai de trente jours à compter de la demande d'audit d'Eco TLC - Refashion, l'audit a lieu à la date fixée par Eco TLC

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

- Refashion, cette date ne pouvant être fixée moins de 30 jours et plus de 60 jours à compter de la notification à la Collectivité de la date d'audit fixé par Eco TLC - Refashion.

L'audit est réalisé par un prestataire mandaté et rétribué par Eco TLC - Refashion. L'auditeur est soumis à l'égard des tiers à une obligation totale de confidentialité. L'auditeur peut porter à la connaissance d'Eco TLC – Refashion tous les éléments d'explication et justificatifs relatifs à la méconnaissance de la Convention par la Collectivité ou nécessaires à la rectification des soutiens financiers versés ou dus en application de la Convention.

La Collectivité s'engage à permettre à l'auditeur de consulter les documents et informations nécessaires à sa mission, quel qu'en soit le support, ainsi qu'à réaliser les copies nécessaires permettant à l'auditeur de procéder aux analyses et calculs qui seraient nécessaires. Afin de faciliter l'audit et réduire sa durée en présentiel chez la Collectivité, l'auditeur peut communiquer, préalablement à sa venue, une liste de documents à préparer en consultation sur place ou à lui communiquer préalablement. La Collectivité doit disposer du temps suffisant pour préparer ces documents. La Collectivité autorise l'auditeur à accéder, en sa présence, aux locaux où sont gérés, manipulés ou stockés les TLC Usagés ou les TLC d'Occasion.

14.3.- Eco TLC - Refashion communique à la Collectivité le projet de conclusions qu'il reçoit de l'auditeur. La Collectivité dispose d'un délai de 30 (trente) jours pour faire part à Eco TLC - Refashion de ses observations écrites, qui seront annexées au rapport d'audit. L'auditeur tient compte des observations de la Collectivité s'il l'estime justifié avant d'établir son rapport de finalisation de l'audit. Ce rapport est communiqué par Eco TLC - Refashion à la Collectivité.

14.4. Toute vérification aboutissant à la mise en évidence d'une rectification de soutiens financiers en faveur de l'une quelconque des Parties donne lieu à régularisation de la somme correspondante.

14.5.- La Collectivité s'engage à exiger de tout tiers, personne publique ou privée autre qu'un particulier à laquelle il remet ou cède les TLC Usagés en vue de leur traitement, qu'Eco TLC - Refashion puisse disposer, avec tous les tiers détenant successivement les TLC Usagés, des mêmes droits de contrôle que les droits de contrôle dont il dispose en application de la Convention.

Article 15 : Propriété intellectuelle

15.1.- Eco TLC - Refashion est titulaire des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle attachés au Kit de Communication Refashion.

Eco TLC - Refashion concède gratuitement, de manière non exclusive à la Collectivité le droit d'utiliser personnellement le Kit de Communication afin de réaliser les supports et actions d'informations de collecte sur son territoire. A l'expiration de la Convention pour quelque cause que ce soit, la Collectivité s'engage à cesser immédiatement toute utilisation du Kit de Communication.

15.2.- L'Extranet Refashion servant d'interface électronique pour les relations entre la Collectivité et Eco TLC – Refashion, l'espace sécurité, la messagerie et la base de données mis à disposition de la Collectivité pour l'exécution de la Convention sont conçus, financés et maintenus par les soins et aux frais d'Eco TLC – Refashion. La Convention n'accorde à la Collectivité qu'un droit d'usage de l'Extranet

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Refashion et de sa base de données pour la durée et dans le respect de la Convention, pour les seuls besoins de sa relation contractuelle avec Eco TLC – Refashion.

Article 16 : Dispositions diverses

La Convention ne peut faire l'objet d'aucune cession ou transmission à titre particulier, sous quelque forme que ce soit, par l'une quelconque des Parties, sans l'accord de l'autre Partie.

Aucun fait de tolérance par l'une des Parties, même répété, ne saurait constituer une renonciation de cette Partie à l'une quelconque des dispositions ci-dessus définies.

Si l'une des conditions ou clauses de la Convention devient invalide, illégale ou impossible à exécuter, pour quelque cause que ce soit, cette invalidité, illégalité ou impossibilité d'exécution n'affectera pas les autres dispositions de la Convention. Eco TLC – Refashion y remédiera par une modification de la Convention en application de l'article 5.

Lorsque la Convention exige une notification entre les Parties, celle-ci n'est effectuée valablement que par courrier recommandé avec accusé de réception ou par message mentionnant dans son intitulé en termes apparents les mots « IMPORTANT – NOTIFICATION » et envoyé via la messagerie électronique de l'Extranet Refashion. La notification est effective à sa date de réception par l'autre Partie.

Les délais mentionnés dans la Convention sont décomptés selon les règles du code de procédure civile.

Article 17 : Loi applicable – Compétence

La Convention est soumise à tous égards au droit français.

Tout litige auquel elle pourrait donner lieu sera soumis aux juridictions de l'ordre judiciaire territorialement compétentes.

Article 18 : Dématérialisation des échanges

18.1.- Eco TLC - Refashion met à disposition de la Collectivité, sans frais, l'Extranet Refashion avec un espace et une messagerie à accès sécurisés afin de dématérialiser les échanges de données et d'informations dans le cadre de la Convention. Il s'agit d'une obligation de moyen. La Collectivité conserve la charge des frais de connexion internet et du terminal nécessaire à la connexion. L'Extranet Refashion est accessible avec un matériel et des logiciels informatiques standards.

L'Extranet Refashion est accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf opérations de maintenance ou pannes. Dans ce cas, Eco TLC - Refashion s'efforce de rendre à nouveau l'Extranet Refashion dans les meilleurs délais. Toute opération de maintenance ou panne de l'Extranet Refashion à l'origine de la méconnaissance par la Collectivité d'une échéance contractuelle donne lieu à report de l'échéance contractuelle.

Chaque Partie fait son affaire d'assurer la sécurité des systèmes informatiques de l'autre Partie par la mise en œuvre de logiciels antivirus et une supervision appropriée de son personnel et de ses préposés ayant accès à l'Extranet Refashion et de leur(s) code(s) d'accès. Il s'agit d'une obligation de moyen. Eco TLC - Refashion peut prendre toute mesure de restriction ou de protection de l'accès à l'Extranet

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Refashion, tel que l'accès restreint à certains numéros d'identification de terminaux sur le réseau Internet.

Les codes d'accès à l'espace sécurisé sont personnels. La Collectivité s'engage à demander à Eco TLC - Refashion la désactivation d'un code d'accès personnel chaque fois que son attributaire quitte la Collectivité, ou qu'il a connaissance d'une divulgation du code d'accès à autrui. Il s'agit d'une obligation de résultat pour la Collectivité. Eco TLC - Refashion peut également prendre l'initiative de remplacer périodiquement tout ou partie des codes d'accès, ou lorsqu'est constaté un accès suspicieux à l'Extranet Refashion, sans notification préalable.

18.2.- Les Parties s'engagent à utiliser l'Extranet Refashion pour tout échange, déclaration, transmission de justificatifs, liquidation des soutiens dans le cadre de la Convention. Par exception, la conclusion de la Convention est réalisée sur support papier ou autre système de signature électronique. Lorsque la convention exige une notification entre les Parties, celle-ci sera effectuée par messagerie électronique avec Accusé Réception. La notification est effective à sa date de réception par l'autre partie.

Article 19 : Conservation des données

19.1.- Conservation et traitement des informations qui ne sont pas des données à caractère personnel

Les Parties peuvent conserver sur tout type de support et traiter l'ensemble des informations échangées au cours de l'exécution de la Convention et qui ne revêtent pas le caractère de données à caractère personnel au sens de l'article 4 du règlement n°2016/679.

Les Parties conviennent que les données relatives à la nature et aux quantités de déchets collectés et traités dans le cadre de la Convention ne répondent pas aux critères de l'article L.151-1 du code du commerce relatif au secret des affaires.

19.2.- Conservation et traitement des informations à caractère personnel

Dans le cadre de ses relations avec la Collectivité, ainsi que de la mise à disposition de l'Extranet par Eco TLC - Refashion au titre de la Convention, cette dernière est amenée à traiter des données à caractère personnel de la Collectivité, en particulier de ses agents et préposés (les « **Collaborateurs de la Collectivité** »).

Dans ce cadre, et pour l'ensemble des traitements de données à caractère personnel entrepris par Eco TLC - Refashion, celle-ci agit en qualité de responsable de traitement au sens du Règlement Général sur la Protection des Données, Règlement (UE) 2016/679 (« **RGPD** »).

La Collectivité, lorsqu'elle est amenée à traiter des données à caractère personnel de Eco TLC - Refashion, ou de ses Collaborateurs, agit également en qualité de responsable de traitement au sens du RGPD.

L'ensemble des lois et règlements applicables en matière de protection des données à caractère personnel sont dénommés communément les « **Lois de protection des données** ».

Tous les termes utilisés au sein de cet article et en lien avec la protection des données à caractère personnel prennent la définition qui leur est donnée par les Lois de protection des données.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Le présent article vise à informer la Collectivité sur les traitements de données entrepris par Eco TLC - Refashion au titre de la Convention.

19.2.1 Engagements des Parties en qualité de responsables de traitement

Sur le périmètre des traitements qu'elles sont amenées à réaliser en vertu de la Convention, les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des obligations qui leur incombent en vertu des Lois de protection des données.

En leur qualité de responsables de traitement, elles s'engagent notamment à :

- Garantir une collecte loyale et licite des données à caractère personnel qu'elles sont amenées à traiter pour les besoins de la Convention.
- Informer les personnes concernées de toutes les informations requises, le cas échéant, au titre des article 13 et 14 du RGPD. En particulier, il est convenu entre les Parties que chacune d'entre elles s'engagent à informer ses propres collaborateurs des traitements entrepris sur leurs données par l'autre Partie.
- Ne traiter les données à caractère personnel collectées que pour les fins de l'exécution de la Convention.
- Assurer la sécurité, la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données à caractère personnel qu'elles traitent par la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles adéquates aux risques présentés par leurs traitements.
- Respecter l'exercice des droits des personnes concernées, le cas échéant.
- Ne pas transférer les données à caractère personnel vers des destinataires situés en dehors de l'Union européenne, et dans un pays non-considéré comme adéquat au sens de la Commission européenne, en l'absence de la mise en place d'un mécanisme de transfert, au sens des Lois de protection des données, permettant d'assurer un niveau de protection élevé aux données transférées.
- Ne conserver les données à caractère personnel que pour les durées nécessaires à l'atteinte des finalités des traitements qu'elles réalisent au titre de la Convention.

19.2.2 Information de la Collectivité sur le traitement de ses données à caractère personnel

Données à caractère personnel collectées : les données des Collaborateurs de la Collectivité collectées sont celles fournies directement par la Collectivité ou ses Collaborateurs dans le cadre de l'exécution de la Convention et de la relation établie entre les Parties.

Durée de conservation des données des Collaborateurs de la Collectivité : les données de la Collectivité sont conservées pendant la durée de la relation établie entre les Parties, et donc de la présente Convention. Certaines données pourront être conservées pour une durée supérieure, en archivage intermédiaire, à des fins de gestion du précontentieux et contentieux, ou pour respecter une obligation légale (*ex : conservation des documents comptables*).

Finalités des traitements des données des Collaborateurs de la Collectivité : les traitements entrepris par Eco TLC - Refashion ont pour finalités :

- La mise à disposition de l'Extranet et la gestion du conventionnement de la Collectivité.
- La gestion de la coordination de la collecte, du détournement des TLC Usagés du flux des ordures ménagères.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

- La gestion des informations sur la collecte et le traitement des déchets de TLC à porter à la connaissance des citoyens.
- La gestion et le suivi de la relation avec la Collectivité.
- Le cas échéant, la gestion des contentieux et précontentieux.

La base légale applicable à ces traitements est l'exécution de la Convention avec la Collectivité et, le cas échéant, le respect des dispositions du Cahier des Charges.

Destinataires des données des Collaborateurs de la Collectivité : les données peuvent être communiquées à :

- Des destinataires internes, c'est-à-dire les membres du personnel d'Eco TLC - Refashion habilités à accéder aux données des Collaborateurs de la Collectivité et qui en ont strictement besoin pour l'exercice de leurs fonctions.
- Des destinataires externes qui en auraient nécessairement besoin pour l'exercice de leurs missions (*ex : cabinet comptable*).
- Des sous-traitants, tels que (i) des éditeurs de logiciels utilisés par Eco TLC - Refashion dans le cadre des finalités susmentionnées et/ou (ii) des prestataires de maintenance et d'infogérance d'Eco TLC - Refashion.
- Des autorités judiciaires, publiques ou gouvernementales, le cas échéant, lorsque Eco TLC - Refashion est tenue par une obligation légale ou doit se conformer à une demande légitime émanant d'une telle autorité, pour prévenir un délit ou procéder à une enquête, ou encore pour protéger ses droits et intérêts légitimes.

Droits des Collaborateurs de la Collectivité : les Collaborateurs de la Collectivité disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'un droit à la portabilité des données à caractère personnel qui les concernent. Ils peuvent également demander la limitation du traitement de leurs données à caractère personnel ou s'y opposer dans les conditions prévues par les Lois de protection des données.

Pour se faire, les Collaborateurs de la Collectivité peuvent adresser leurs demandes aux adresses de contact suivantes

- Par courrier électronique à l'adresse dédiée : rgpd@refashion.fr.
- Par courrier postal à l'adresse REFASHION, 4 Cité Paradis, 75010 PARIS.

En tout état de cause, les Collaborateurs de la Collectivité conservent le droit de déposer plainte auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) s'ils considèrent qu'Eco TLC - Refashion ne respecte pas ses obligations légales en matière de protection des données à caractère personnel.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

LISTES DES ANNEXES :

Annexe n°1 : Périmètre de la Collectivité et modèle d'avenant

Annexe n°2 : Consignes et signalétiques harmonisées

Annexe n°3 : Délais d'Enlèvement, volume minimal par Enlèvement et autres modalités d'Enlèvement

Annexe n°4 : Actions de Communication

Annexe n °5 : Les 5 messages clés de sensibilisation obligatoires

Fait à Paris, le , en deux exemplaires originaux.

Pour l'Eco-organisme	Pour la Collectivité
Maud Hardy	*nom*
Directrice Générale	*fonction*
Mention écrite Lu & Approuvé + cachet	*Mention écrite Lu & Approuvé + cachet*

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Annexe n°1 : Périmètre de la Collectivité et modèle d'avenant

Ici apparait la liste des communes comprises dans le périmètre de la Collectivité tel que renseignée lors de son inscription, via Territeo, sur l'Extranet de l'éco-organisme ; cette annexe est générée automatiquement par l'Extranet lors de l'édition de la Convention

Pour chaque commune :

Code Insee / Code postal / Commune / Population municipale (dernier chiffre INSEE connu)

Toute modification du périmètre (ajout ou suppression de communes enregistrés via Territeo) de la Collectivité aura pour conséquence la régularisation d'un avenant à l'annexe 2 qui prendra la forme décrite ci-après :

AVENANT N° XXXXXXXX/1 A L'ANNEXE 1 DE LA CONVENTION N° XXXXXXXX DU JJ-MM-ANNEE

Actualisation de la liste des communes comprises dans le périmètre de la Collectivité entrant en vigueur à compter du 1er janvier 20XX :

Code Insee / Code postal / Commune / Population municipale (dernier chiffre INSEE connu)

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Annexe n°2 : Consignes et signalétique harmonisées pour les Points d'Apport Volontaire

Les éléments de signalétique ont été développés afin de faciliter la reconnaissance des PAV de détenteurs conventionnés en harmonisant le message transmis aux citoyens.

Les éléments visuels sont en cours de modification pour être en accord avec les consignes et éléments d'information listés ci-dessous.

Les consignes et signalétiques harmonisées sont les suivantes :

1. Signalétique Logo Repère



Elle permet de repérer les PAV identifiés dans la cartographie de la Filière Textiles & Chaussures. Elle est utilisée par Refashion sur le site https://refashion.fr/citoyen/fr pour localiser les PAV et par les collectivités territoriales pour renforcer la visibilité des acteurs partenaires. Il doit faire un **diamètre minimum de 21 cm**.

Pour les PAV conteneurs, il doit être placé sur la face avant du conteneur et être placé à hauteur de lecture.

2. Les Consignes de tri

Elles précisent le geste à effectuer et visent à réduire les erreurs de tri. Elles doivent être placées à hauteur de lecture afin d'assurer une meilleure lisibilité et de préférence (mais non obligatoire) sur la face avant du PAV conteneur.

Les consignes positives

« Vous pouvez déposer :
- **Vos vêtements et votre linge de maison propres et secs dans un sac fermé (30L)**
- **Vos chaussures liées par paire et dans un sac fermé (30L)**
- **Même usés, ils seront valorisés à plus de 99%. »**

Les consignes négatives

« Ne déposez pas :
- **D'articles humides ni souillés. »**

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

3. Signalétique d''information sur le traitement des TLC Usagés collectés

L'information sur le traitement des TLC Usagés déposés (orientés vers la réutilisation et/ou recyclage) et la cartographie des points d'apport sont essentielles pour une parfaite information du citoyen.

Information sur le traitement à faire figurer : **« Vos vêtements, linge de maison et chaussures déposés ici seront majoritairement reportés ou recyclés »**

Elle permet au citoyen de comprendre que son geste de tri offre sur le plan collectif un bénéfice environnemental, économique et social important.

4. Signalétique de renvoi vers la cartographie nationale des adresses de PAV

Pour plus d'information du citoyen sur la seconde vie des Textiles & Chaussures déposés, le lien internet vers la cartographie est : www.refashion.fr/citoyen

Il est aussi possible d'apposer en plus un QR Code.



Projet soumis à contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Annexe n°3 : Délais d'Enlèvement, volume minimal par Enlèvement et autres modalités d'Enlèvement

Toute demande d'enlèvement devra être réalisée via un formulaire spécifique sur une plateforme dédiée et devra respecter les conditions suivantes :

- Volume minimal par demande d'enlèvement et par déchèterie : une tonne de TLC Usagés

- Modalités de présentation des TLC usagés : mise à disposition en vrac (sac utilisé lors du dépôt), en conteneur ou en roll, au pied du véhicule de transport diligenté par Eco TLC – Refashion.

- Délai d'enlèvement : Une fois la demande réceptionnée par Refashion, l'enlèvement des TLC usagés aura lieu dans les 10 jours ouvrés suivants la demande.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Annexe n°4 : Actions de Communication harmonisées

Le soutien financier versé par Eco TLC – Refashion varie selon la taille de la collectivité qui met en place l'Action. Pour cela, 4 catégories de collectivités sont définies en fonction de leur population :

Classification de la Collectivité pour l'application du barème

Classification	Population de la Collectivité (en nb d'habitants)
TLC 1	**≥ 350 000 hab.**
TLC 2	**[80 000 hab. ; 350 000 hab. [**
TLC 3	**[20 000 hab. ; 80 000 hab. [**
TLC 4	**< 20 000 hab.**

Quatre Actions de Communication sont éligibles au soutien financier de Eco TLC – Refashion. Le catalogue d'Actions pourra être enrichi tout au long de l'agrément, par la mise en place d'Actions complémentaires (appel à projets, appel à manifestations d'intérêt, exposition, etc.).

Projet sans valeur contractuelle

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

<table>
<tr><th colspan="5">ACTION DE COMMUNICATION 1 : COLLECTE EVENEMENTIELLE</th></tr>
<tr><td><u>Objectif</u></td><td colspan="4">Réaliser des collectes évènementielles avec un Opérateur de Collecte ou de Tri, pour sensibiliser les citoyens au bon geste de tri et leur offrir un service de collecte de textiles / linge de maison / chaussures ponctuels adapté.</td></tr>
<tr><td><u>Entrée en vigueur</u></td><td colspan="4">A partir du T2 2023.</td></tr>
<tr><td rowspan="3"><u>Modalités de mise en œuvre</u></td><td colspan="4">L’évènement doit être organisé avec un Opérateur de Collecte ou Tri sur une ou plusieurs journées consécutives.</td></tr>
<tr><td colspan="2">AVANT L’EVENEMENT

La collectivité déclare son projet sur l’Extranet Eco TLC - Refashion au plus tard 1 mois avant l’évènement ;

Eco TLC - Refashion vérifie l’éligibilité du projet :
1. Support prévisionnel de promotion de l’évènement intégrant les messages clés,
2. SIRET de l’Opérateur de Collecte ou de Tri,
3. Justificatif attestant du partenariat mis en place entre la Collectivité et l’Opérateur de Collecte ou de Tri ;</td><td colspan="2">APRES L’EVENEMENT

La collectivité s’engage à finaliser sa déclaration sur l’Extranet Eco TLC - Refashion dans les 2 mois suivant la clôture de l’évènement :
1. Supports de communication intégrant les messages clés,
2. Estimation de la population sensibilisée pendant l'évènement,
3.Tonnages collectés attestés par l’Opérateur de Collecte ou de Tri.

Eco TLC - Refashion s’engage à contrôler la déclaration dans les 2 mois suivant sa finalisation.</td></tr>
<tr><td rowspan="2"><u>Barèmes des soutiens – Forfait par catégorie</u></td><td>2 000 € par Action</td><td>1 500 € par Action</td><td>1 000 € par Action</td><td>500 € par Action</td></tr>
<tr><td>- Si la Collectivité est de catégorie TLC 1
OU
- Si la Collectivité a collecté > 15 tonnes pendant l’Action.</td><td>- Si la Collectivité est de catégorie TLC 2
OU
- Si la Collectivité a collecté > 10 tonnes pendant l’Action.</td><td>- Si la Collectivité est de catégorie TLC 3
OU
- Si la Collectivité a collecté > 5 tonnes pendant l’Action.</td><td>- Si la Collectivité est de catégorie TLC 4.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Les soutiens sont plafonnés à 6 Actions pour la Collectivité par an.</td><td colspan="2">Les soutiens sont plafonnés à 4 Actions pour la Collectivité par an.</td></tr>
</table>

Pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre et le suivi de leur Action, Eco TLC – Refashion leur transmet :

- La liste des Opérateurs de Collecte ou de Tri ;
- Un support type de promotion de l’évènement, personnalisable par la Collectivité.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

<table>
<tr><th colspan="5">ACTION DE COMMUNICATION 2 : COMMUNICATION CIBLE JEUNESSE</th></tr>
<tr><td><u>Objectif</u></td><td colspan="4">Mettre en place une animation de sensibilisation et diffuser les kits jeunesse de Eco TLC - Refashion dans les écoles, les centres de loisirs, ou structures d'accueil d'activités périscolaires destinées à un public familial.</td></tr>
<tr><td><u>Entrée en vigueur</u></td><td colspan="4">Dès disponibilité du kit jeunesse, prévue à partir de septembre 2023.</td></tr>
<tr><td rowspan="2"><u>Modalités de mise en œuvre</u></td><td colspan="4">- L'animation doit être réalisée auprès de groupes scolaires et/ou périscolaires, par des animateurs de la collectivité ou des éducateurs, sur une ou plusieurs journées consécutives ;
- La collectivité a la possibilité d'organiser une collecte évènementielle pendant l'animation (qui donne lieu à un soutien financier complémentaire), avec un Opérateur de Collecte ou Tri.</td></tr>
<tr><td colspan="2">AVANT L'EVENEMENT

La collectivité déclare son projet sur l'Extranet Eco TLC - Refashion au plus tard 1 mois avant l'évènement ;

Eco TLC - Refashion vérifie l'éligibilité du projet :
1. Support prévisionnel de promotion de l'évènement intégrant les messages clés,
2. SIRET de l'Opérateur de Collecte ou de Tri,
3. Justificatif attestant du partenariat mis en place entre la collectivité et l'Opérateur de Collecte ou de Tri ;</td><td colspan="2">APRES L'EVENEMENT

La collectivité s'engage à déclarer sur l'Extranet Eco TLC - Refashion un bilan semestriel des Actions menées sur son territoire :

1. Nombre de classes / centres de loisirs / structures périscolaires ayant bénéficié d'une animation de sensibilisation sur la période ;
2. Tonnages collectés sur la période, attestés par l'Opérateur de Collecte ou de Tri (le cas échéant),
3. Attestation sur l'honneur signé par le signataire de la convention confirmant que les animations ont eu lieu et que les messages clés ont été diffusés ;

Eco TLC - Refashion s'engage à contrôler la déclaration dans les 2 mois suivant sa finalisation.</td></tr>
<tr><td rowspan="2"><u>Barème des soutiens - Forfait</u></td><td colspan="4">200 € versés par classe ou par groupe périscolaire</td></tr>
<tr><td>Dans la limite de 100 classes ou groupes soutenus par an pour les catégories TLC 1</td><td>Dans la limite de 50 classes ou groupes soutenus par an pour les catégories TLC 2</td><td>Dans la limite de 20 classes ou groupes soutenus par an pour les catégories TLC 3</td><td>Dans la limite de 10 classes ou groupes soutenus par an pour les catégories TLC 4</td></tr>
<tr><td colspan="4">+ 50 € versés par classe ou par groupe périscolaire
Si une collecte de TLC est mise en place dans le cadre de l'animation,
En contrat avec un Opérateur de Collecte ou Tri.</td></tr>
</table>

Pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre et le suivi de leur Action, Eco TLC – Refashion leur transmet :

- Un kit jeunesse ;
- Une attestation sur l'honneur type ;
- La liste des Opérateurs de Collecte ou de Tri.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

<table>
<tr><th colspan="5">ACTION DE COMMUNICATION 3 : ATELIERS CITOYENS</th></tr>
<tr><td><u>Objectif</u></td><td colspan="4">Mettre en place une action de sensibilisation des citoyens lors d'animations pratiques autour du réemploi, de la réparation, et de l'entretien des textiles, linge de maison et chaussures.</td></tr>
<tr><td><u>Entrée en vigueur</u></td><td colspan="4">A partir du T2 2023.</td></tr>
<tr><td><u>Modalités de mise en œuvre</u></td><td colspan="4">- L'animation doit être réalisée par des animateurs de la collectivité ou des associations, sur une ou plusieurs journées consécutives ;
- La liste des acteurs labellisés par le Fond Réparation est diffusée pendant l'évènement ;
- La collectivité a la possibilité d'organiser une collecte évènementielle avec un Opérateur de Collecte ou Tri pendant l'animation (qui donne lieu à un soutien financier complémentaire).</td></tr>
<tr><td></td><td colspan="2">AVANT L'EVENEMENT

La collectivité déclare son projet sur l'Extranet Eco TLC - Refashion au plus tard 1 mois avant l'évènement ;

Eco TLC - Refashion vérifie l'éligibilité du projet :
1. Support prévisionnel de promotion de l'évènement intégrant les messages clés,
2. SIRET de l'Opérateur de Collecte out de Tri (le cas échéant),
3. Justificatif attestant du partenariat mis en place entre la collectivité et l'Opérateur de Collecte ou de Tri (le cas échéant).</td><td colspan="2">APRES L'EVENEMENT

La collectivité s'engage à finaliser sa déclaration sur l'Extranet Eco TLC - Refashion dans les 2 mois suivant la clôture de l'évènement :
1. Supports de communication intégrant les messages clés,
2. Estimation de la population sensibilisée pendant l'évènement,
3. Tonnages collectés attestés par l'Opérateur de Collecte ou de Tri (le cas échéant).

Eco TLC - Refashion s'engage à contrôler la déclaration dans les 2 mois suivant sa finalisation.</td></tr>
<tr><td><u>Barème des soutiens - Forfait</u></td><td colspan="4">300 € versés par groupe sensibilisé</td></tr>
<tr><td></td><td>Dans la limite de 20 groupes soutenus par an pour les catégories TLC 1</td><td>Dans la limite de 12 groupes soutenus par an pour les catégories TLC 2</td><td>Dans la limite de 8 groupes soutenus par an pour les catégories TLC 3</td><td>Dans la limite de 4 groupes soutenus par an pour les catégories TLC 4</td></tr>
<tr><td></td><td colspan="4">+ 50 € versés par groupe
Si une collecte de TLC est mise en place dans le cadre de l'atelier,
En contrat avec un opérateur de collecte ou tri conventionné.</td></tr>
</table>

Pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre et le suivi de leur Action, Eco TLC – Refashion leur transmet :

- La liste des acteurs labellisé par le Fonds Réparation ;
- La liste des Opérateurs de Collecte ou de Tri.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

<table>
<tr><th colspan="3">ACTION DE COMMUNICATION 4 : SOUTIEN COMMUNICATION PRESSE QUOTIDIENNE REGIONALE / PRESSE QUOTIDIENNE DEPARTEMENTALE (PQR / PQD)</th></tr>
<tr><td><u>Objectif</u></td><td colspan="2">Réaliser une à deux fois par an, une campagne de communication sur la collecte des textiles, linge de maison et chaussures, pour sensibiliser les citoyens au geste de tri et améliorer leur connaissance du dispositif de collecte existant sur le territoire.</td></tr>
<tr><td><u>Entrée en vigueur</u></td><td colspan="2">A partir du T2 2023.</td></tr>
<tr><td rowspan="2"><u>Modalités de mise en œuvre</u></td><td colspan="2">- Ce soutien concerne une liste de publications dans la PQR / PQD identifiée par Eco TLC – Refashion ;
- La parution de l’encart presse doit avoir lieu entre le 15 avril et le 30 juin ou entre le 15 septembre et le 30 novembre.</td></tr>
<tr><td>AVANT L’EVENEMENT

La collectivité déclare son projet sur l’Extranet Eco TLC - Refashion au plus tard 1 mois avant l’évènement ;

Eco TLC - Refashion vérifie l’éligibilité du projet :
1. Devis et BAT de l’encart presse,
2. Nom de la publication,
3. Type d’emplacement choisi (1/8 de page, 1/4 de page, 1/2 page, ou 1 page).</td><td>APRES L’EVENEMENT

La collectivité s’engage à finaliser sa déclaration sur l’Extranet Eco TLC - Refashion dans les 2 mois suivant la clôture de l’évènement :
1. Encart presse intégrant les messages clés,
2. Nombre de tirages,
3. Facture de l’encart presse.

Eco TLC - Refashion s’engage à contrôler la déclaration dans les 2 mois suivant sa finalisation.</td></tr>
<tr><td><u>Barème des soutiens</u></td><td colspan="2">- Eco TLC – Refashion soutient la publication d’encarts presse :
• A hauteur de 70% des coûts pour la publication d’un encart ;
• Jusqu’à 80% des coûts de publication pour un encart couplé à une autre Action du catalogue d’Action ;
- Le soutien financé par Eco TLC – Refashion est plafonné à :
• 3 000 € si la Collectivité est de catégorie les TLC 1 ;
• 2 000 € si la Collectivités est de catégorie TLC 2 ;
• 1 000 € si la Collectivité est de catégorie TLC 3 ;
• 500 € si la Collectivité est de catégorie TLC 4.
- Eco TLC – Refashion soutient jusqu’à 2 encarts presse par an de la Collectivité.</td></tr>
</table>

Pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre et le suivi de leur Action, Eco TLC – Refashion leur transmet des éléments graphiques pouvant être utilisés pour la conception de l’encart presse.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

Annexe n °5 : Les 5 messages clés de sensibilisation obligatoires

1. Les consignes de tri : **« Tous les TLC usagés (Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures) peuvent être rapportés pour être valorisés, quel que soit leur état, même abîmés. Ils doivent être placés propres et secs dans un sac et les chaussures liées par paire »,**

2. Présence de la Signalétique Logo Repère.



3. Les adresses (PAV) où le citoyen peut déposer ses TLC usagés ou le lien de redirection vers la cartographie des points d'apport volontaire : https://refashion.fr/citoyen/fr/point-dapport

4. Le Traitement des TLC usagés : que « **selon leur état les TLC seront majoritairement reportés ou recyclés ».**

5. L'incitation à la réparation des TLC Usagés avant de les déposer dans un PAV.

Par ailleurs, si des données chiffrées figurent parmi les messages communiqués, une mise à jour annuelle (avec les données du RA de Refashion) sera nécessaire.

Projet sans valeur contractuel

4 cité Paradis 75010 Paris, France + 33 (0)1 85 08 42 40 www.refashion.fr

55

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Reprise des bacs roulants hors d'usage en vue de leur recyclage : renouvellement de la convention avec SULO France.

Numéro E-2023-649

Le service Collecte et valorisation des déchets gère un parc d'environ 160 000 bacs sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg dont environ 2/3 utilisés pour la collecte des déchets ménagers résiduels et 1/3 pour la collecte des déchets recyclables.

La plupart de ces bacs sont des bacs en plastique (polyéthylène haute densité) dont la matière est recyclable. Il est par ailleurs demandé aux fournisseurs de bacs d'intégrer une part de matière recyclée dans la composition des cuves.

Le service procède au cas par cas à des remplacements de bacs hors d'usage par des bacs neufs et reprend les bacs hors d'usage. C'est ainsi plus de 100 tonnes de matière plastique qui, chaque année, sont à évacuer. La collectivité a pour objectif de valoriser cette matière qui entre ainsi dans la composition de bacs neufs et permet de préserver les ressources naturelles.
En parallèle, dans le cadre de sa stratégie de développement durable et de son action en faveur du recyclage des matières plastiques, la société SULO France, fournisseur de bacs à déchets, a effectué la reprise des bacs usagés de l'Eurométropole de Strasbourg à titre expérimental dans le cadre d'une convention précédente.

Dans le cadre de cette convention, la collectivité a assuré le démantèlement des bacs (roues, axes, barres ventrales, couvercles, etc.) pour permettre le retrait des principaux éléments métalliques et l'empilement des cuves et couvercles à valoriser.
La société SULO France a pris en charge le transport des bacs jusqu'au site de préparation des bacs (lavage et broyage) afin de réutiliser la matière broyée pour la fabrication de nouveaux bacs.
Cette convention a permis ainsi la récupération et la valorisation sur douze mois de 123 tonnes de plastique pour une recette d'environ 13 000 €.

Compte-tenu des conditions satisfaisantes de réalisation de cette reprise de bacs pour les deux parties, il est proposé de renouveler la convention entre l'Eurométropole de Strasbourg et le prestataire SULO France en intégrant une évolution du prix à la tonne de rachat des bacs usagés compte-tenu de l'évolution des prix de la matière plastique.

La matière fera ainsi l'objet, dans le cadre de la nouvelle convention proposée, d'un prix de rachat de 300 €HT par tonne soit une recette estimée à environ 36 900 €HT par an pour la collectivité.

Cette convention est prévue pour une durée d'un an, reconductible trois fois avec révision annuelle du prix à la tonne de rachat des bacs usagés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention avec le prestataire SULO France pour la reprise des bacs roulants hors d'usage en vue de leur recyclage, telle qu'annexée à la présente délibération,

décide

- *le conventionnement avec SULO France pour la reprise des bacs roulants hors d'usage en vue de leur recyclage, pour une durée de 1 (un) an à compter de sa signature entre les parties, reconductible 3 fois un an,*

- *l'imputation des recettes versées par SULO France sur la ligne budgétaire 7212 / 75888 / EN06B,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la convention et tous documents y afférant, ainsi que d'éventuels avenants.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158978-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONVENTION POUR LA REPRISE DE BACS ROULANTS HORS D'USAGE EN VUE DE LEUR RECYCLAGE

Entre :

D'une part,

La société SULO France, société par actions simplifiée au capital de 10.937.700 €, dont le siège social est à Saint-Priest (69800), 3 rue Garibaldi, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le n°778 151 944, représentée par son Président M. Michel Kempinski,

Ci-après désignée "le Prestataire",

ET

D'autre part,

L'Eurométropole de Strasbourg 1, Parc de l'Etoile, 67 076 STRASBOURG CEDEX
représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, dûment habilitée par délibération en date du 15 juillet 2020,

Ci-après désignée « le Client »,

Le Client et le Prestataire sont ci-après désignés collectivement « les Parties ».

PREAMBULE

Le Client dispose d'un important parc de Bacs roulants en matière plastique mis à la disposition de ses usagers.
Le Client procède au cas par cas à des remplacements de Bacs hors d'usage auprès de ses usagers, par des Bacs neufs et à ces occasions reprend les Bacs hors d'usage (ci-après les « Bacs ») dont il souhaite l'évacuation et la valorisation matière.

Dans le cadre de sa stratégie de développement durable et notamment de son action en faveur du recyclage des matières plastiques, le Prestataire a proposé de procéder à la reprise des Bacs du Client afin qu'ils fassent l'objet d'un lavage et d'un broyage en vue de la réutilisation de la matière ainsi broyée pour la fabrication de nouveaux Bacs.

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent Contrat a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles, le Prestataire procède à la reprise et au rachat des Bacs usagés détenus par le Client, que ce dernier aura préalablement démontés et empilés, en vue du recyclage de leur matière plastique ainsi que les conditions financières du rachat de cette matière.

ARTICLE 2 – PREPARATION ET CHARGEMENT DES BACS PAR LE CLIENT

Le Client récupère les Bacs et les entrepose sur son site de stockage ci-après (le « Site ») :

Eurométropole de Strasbourg
44 allée des Comtes
67 000 Strasbourg

Les Bacs doivent être dépourvus de déchets.
Le Prestataire a connaissance que les Bacs ne sont pas lavés mais simplement vidés.

Le Client sépare les couvercles des Bacs de leur cuve et les place en haut de pile en les séparant par couleur.

Le Client procède pour chaque cuve de bac au démontage des roulettes, des roues, des axes, des barres ventrales, des ressorts de couvercles et empile par dimension-type les cuves ainsi dégarnies de leurs éléments métalliques, étant entendu toutefois que le bac à la base de chaque pile doit rester doté de ses roulettes, roues et axes de roues afin de faciliter la manutention des piles constituées.

Le Client procède à l'empilage des Bacs selon les quantités indicatives ci-après étant entendu que la hauteur des piles doit être comprise entre 2,20 mètres et 2,70 mètres maximum:

- par pile de 10 unités pour les Bacs (2 roues) de 120 L à 140 L,
- par pile de 6 unités pour les Bacs (2 roues) de 180 L à 360 L,
- par pile de 5 unités pour les Bacs (4 roues) de 500 L à 1100 L.

Le Client prépare les Bacs et confectionne les piles de telle sorte qu'elles puissent constituer un chargement complet ou presque complet et que le Prestataire puisse les faire évacuer aux dates convenues.

Le Client tient à disposition une personne pour aider manuellement au chargement des Bacs dans le camion.

ARTICLE 3 – EVACUATION PAR LE PRESTATAIRE

Le Prestataire organise en moyenne 3 enlèvements pour une quantité d'environ 500 à 600 Bacs par mois. Cette fréquence est susceptible d'évoluer pour permettre l'optimisation du chargement et du transport et adapter les enlèvements aux variations d'activité.

Le transport et chargement sont à la charge du Prestataire qui mobilisera pour ces interventions des camions avec hayon.
Le Prestataire attire l'attention du transporteur sur la nécessité de respecter strictement les consignes de sécurité en vigueur sur le Site. Un protocole de sécurité sera signé par le Prestataire, ce dernier veillera à ce que le transporteur et le ou les conducteurs en aient pris connaissance au moment de leur intervention sur site.
Le camion dépêché par le Prestataire est chargé en piles de Bacs de moins de 2,70 m et en couvercles, par le Client comme indiqué à l'article 2 ci-dessus.

Un récépissé d'enlèvement sera daté et signé par la collectivité et par le transporteur précisant :
- la date d'enlèvement,
- le volume enlevé (listing du nombre de Bacs par volume).

A compter du chargement la propriété des Bacs est réputée transférée au Prestataire et les risques associés aux Bacs sont à la charge du Prestataire ; le Prestataire garantit que ces Bacs feront l'objet d'un broyage puis d'un lavage en vue du recyclage de la matière plastique dans une filière agréée. Il s'engage à réaliser l'ensemble de ces prestations conformément à la réglementation en vigueur.

Le Prestataire précise au Client les références et l'adresse de l'entreprise à laquelle le traitement préalable des Bacs et la valorisation de la matière sont confiés, une attestation de recyclage sera fournie à la fin de chaque année.

ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

Le prix de rachat est de 300 €HT par tonne de Bacs usagés démontés pour un chargement en semi de 32 m². Si sur un trimestre le poids moyen des chargements est inférieur à 3,5t, une décote de 50 € par tonne sera appliquée au prix du trimestre correspondant.
Ce prix de rachat inclut les coûts de chargement et transport des Bacs ainsi que les frais associés.
Les prestations de préparation des Bacs par le Client telles que prévues à l'article 2 ci-dessus, ne donnent pas lieu à facturation de la part du Client.

Le prix de rachat sera réévalué chaque année contradictoirement lors du bilan réalisé avant reconduction.

Le Prestataire communiquera au Client les éléments nécessaires à l'élaboration d'un titre de recettes mensuel émis par l'Eurométropole de Strasbourg :
- numéro de commande du Prestataire,
- date du chargement,
- poids brut des Bacs figurant sur le ticket de pesée à l'arrivée sur le site de traitement,
- adresse de livraison du chargement.

Les paiements sont effectués à 45 jours fin de mois.

ARTICLE 5 - DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat entrera en vigueur à sa signature entre les Parties et demeurera en vigueur pour une durée d'un an reconductible 3 fois un an.

Deux mois avant chaque reconduction, les deux Parties se réuniront afin d'établir le bilan de la prestation réalisée et de réévaluer contradictoirement le prix de rachat. Elles conviendront chacune à l'issue de cette rencontre de la décision de reconduire expressément ou non la prestation.
La reconduction sera considérée comme acceptée selon le tarif précédemment validé si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Eurométropole de Strasbourg ou par le prestataire au plus tard un mois avant la date anniversaire du contrat.

Fait en deux (2) exemplaires originaux destinés à chacune des Parties.

Pour le Client	**Pour le Prestataire**
Date	Date

56

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Conventions d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill.

Numéro E-2023-674

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, l'Eurométropole de Strasbourg dispose d'ouvrages implantés sur le domaine public fluvial de l'Ill appartenant à la Région Grand Est.

Pour répondre à ses besoins, l'Eurométropole de Strasbourg est autorisée par la Région Grand Est à occuper le domaine public fluvial de l'Ill dans les conditions prévues par les conventions d'autorisation d'occupation temporaire. Pour chacune de ces occupations, une redevance de base révisable annuellement sera payée.

La présente délibération a pour objet l'approbation de ces conventions.

I. Convention n°201867131312125 d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill

La Région met temporairement à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg une partie du domaine public fluvial pour l'implantation en traversée de l'Ill à 15 mètres en aval du pont d'Ohnheim par un siphon métallique de 0,40m de diamètre avec une partie horizontale de 24 mètres linéaires pour le raccordement des conduites d'eaux usées de la commune d'ESCHAU à la station de traitement intercommunale.

L'occupation avait été autorisée par un arrêté du 4 février 2009 pour une durée allant du 1er juin 2008 au 31 mai 2018. Le renouvellement de cette autorisation est nécessaire en raison du maintien de l'ouvrage. La convention d'autorisation d'occupation temporaire délibérée sera accordée du 1er juin 2018 au 31 mai 2038.

Le montant de la redevance en 2018 est de 91,31 €. Cette dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement.

II. Convention n°201867131312538 d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill

La Région met temporairement à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg une partie du domaine public fluvial pour l'implantation en traversée de l'Ill à 10 mètres en aval de l'ancien pont rural de Wibolsheim d'une conduite d'adduction en eau potable de 100 mm de diamètre sur 40 mètres linéaires en travers de l'Ill sur la commune d'ESCHAU.

Les précédentes conventions conclues entre le Syndicat des Eaux Alsace-Moselle (SDEA) et la Région Grand Est étant arrivées à échéance, le renouvellement de cette autorisation est nécessaire en raison du maintien de l'ouvrage. La convention d'autorisation d'occupation temporaire délibérée sera accordée du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2037.

Le montant de la redevance en 2017 est de 91,31 €. Cette dépense sera imputée sur le budget annexe de l'eau.

III. Convention n°202067218311127 d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill

La Région met temporairement à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg une partie du domaine public fluvial pour l'implantation en rive gauche de l'Ill à environ 300 m en amont du pont de la rue du 22 novembre à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN d'un ouvrage de déversement des eaux pluviales provenant du centre nautique de la Hardt.

L'occupation avait été autorisée par un arrêté du 10 novembre 2009 pour une durée allant du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2019. Le renouvellement de cette autorisation est nécessaire en raison du maintien de l'ouvrage. La convention d'autorisation d'occupation temporaire délibérée sera accordée pour une durée de 20 ans : elle débutera le 1er janvier 2020 et prendra fin au 31 décembre 2039.

Le montant de la redevance en 2019 est de 169,72 €. Cette dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement.

IV. Convention n°201867218311121 d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill

La Région met temporairement à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg une partie du domaine public fluvial pour l'implantation en rive droite de l'Ill à environ 110 mètres en amont du pont de la pénétrante sud à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN d'un ouvrage de déversement d'eaux pluviales.

L'occupation avait été autorisée par un arrêté du 26 septembre 2008 pour une durée allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017. Le renouvellement de cette autorisation est nécessaire en raison du maintien de l'ouvrage. La convention d'autorisation d'occupation temporaire délibérée sera accordée du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2037.

Le montant de la redevance en 2017 est de 162,33 €. Cette dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement.

V. Convention n°201767482312137 d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill

La Région met temporairement à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg une partie du domaine public fluvial pour l'implantation en traversée de l'Ill à la hauteur du P.K 2,300 en amont du pont de chemin de fer du Gliesberg à STRASBOURG (Montagne-Verte) d'un ouvrage d'adduction d'eau potable constitué d'un siphon en tuyaux de 300 mm de diamètre avec une partie horizontale d'une longueur de 19 mètres.

L'occupation avait été autorisée par un arrêté du 15 septembre 2009 pour une durée allant du 1er juillet 2007 au 30 juin 2017. Le renouvellement de cette autorisation est nécessaire en raison du maintien de l'ouvrage. La convention d'autorisation d'occupation temporaire délibérée sera accordée du 1er juillet 2017 au 31 juin 2037.

Le montant de la redevance en 2017 est de 89,34 €. Cette dépense sera imputée sur le budget annexe de l'eau.

VI. Convention n°202167482321524 d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill

La Région met temporairement à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg une partie du domaine public fluvial pour l'implantation en rive gauche de l'Ill au niveau de la rue Louise Scheppler à STRASBOURG d'un ouvrage de déversement des eaux pluviales de voirie du secteur des Foulons.

Le renouvellement de cette autorisation est nécessaire en raison du maintien de l'ouvrage. La convention d'autorisation d'occupation temporaire délibérée sera accordée du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2040.

Le montant de la redevance en 2020 est de 87,24 €. Cette dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la conclusion des conventions d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill ;

décide

- *d'imputer les redevances des conventions n° 201867131312125,*

n° 202067218311127, n° 201867218311121 et n° 202167482321524 sur la ligne budgétaire 6378 fonction 811 du budget annexe de l'assainissement,

- *d'imputer les redevances des conventions n° 201767482312137 et n° 201867131312538 sur la ligne budgétaire 6378.00 fonction 811 du budget annexe de l'eau;*

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e à signer les conventions d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluvial régional de l'Ill.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159191-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL RÉGIONAL DE L'ILL

N° 201867131312125

Entre
La Région Grand Est dont le siège est 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 -67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par Franck LEROY, Président du Conseil Régional Grand Est, dûment habilité à signer la présente convention,
Désignée ci-après la Région,

Et
L'Eurométropole de Strasbourg, établie au 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX, Représentée par son Vice-Président, Monsieur Thierry SCHAAL, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 et de l'arrêté de délégation de fonction du 10 août 2020,
Désignée ci-après l'occupant,

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

La Région met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Adresse du terrain : **à 15 m en aval du pont d'Ohnheim**
Commune : **ESCHAU**
Terrain occupé : **Traversée sous fluviale**

La présente convention ne vaut que pour l'occupation de ce seul emplacement. Elle est consentie sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public. L'emplacement exact occupé figure sur le plan annexé ci-joint (le cas échéant).

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'occupant occupera la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessus aux fins suivantes :

Traversée de l'Ill par un siphon métallique pour le raccordement des conduites d'eaux usées d'Eschau à la station de traitement intercommunale
Le siphon en tuyau métallique de 0,40 m de diamètre a une partie horizontale de 24 ml et deux branches montantes de 5,75 m chacune. Il est protégé, dans la partie horizontale, par des dalles préfabriquées en béton de 0,20 m d'épaisseur. La partie supérieure de la protection est à 1 m en-dessous du radier de l'Ill. Les berges sont protégées par un enrochement en moellons pour éviter des affouillements.

Le regard de visite sur chaque rive sert de balisage de la conduite.

Pour répondre à ses besoins, l'occupant est autorisé à effectuer sur la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition, les constructions et aménagements décrits à l'article 5.1 de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 5.2.

Toute modification de l'occupation autorisée est soumise à l'accord préalable de la Région.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONVENTION

La présente occupation faisait l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral du 4 février 2009 pour une durée allant du 1er juin 2008 au 31 mai 2018.

ARTICLE 4 : DURÉE

La présente convention, consentie pour une durée de **20 années** prend effet à compter du **01/06/2018**. Elle prendra donc fin le **31/05/2038** ; en aucun cas, elle ne pourra faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

Si au terme de cette échéance l'occupant souhaite renouveler l'occupation, il devra soumettre à la Région une nouvelle demande.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

5.1 CONSTRUCTIONS - AMÉNAGEMENTS

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur le domaine public fluvial, les constructions et aménagements suivants :

- **Maintien en bon état de conservation et d'entretien des ouvrages existants**

La description détaillée de ces ouvrages figure, le cas échéant, en annexe à la présente convention. L'occupant sera tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature, importance et durée que ce soit.
Les travaux de constructions et d'aménagements seront entrepris dans le strict respect des dispositions stipulées aux articles 13, 14.3, 14.4 et 14.5 de la présente convention.

5.2 EXÉCUTION

L'ensemble des travaux ainsi entrepris devront être conduits de façon à réduire au minimum la gêne apportée à la navigation et à la circulation sur le domaine public ; l'occupant doit se conformer à toutes les indications qui lui sont données, à cet effet, par le représentant de la Région. Les contraintes techniques et spécifiques liées à l'ouvrage sont, le cas échéant, décrites en annexe.

ARTICLE 6 : REDEVANCE

6.1 MONTANT

L'occupant s'engage à verser à la RÉGION (PAIERIE RÉGIONALE) une redevance de base annuelle d'un montant de **91 31 euros** qui commencera à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 4.

Le paiement s'effectuera à la Paierie Régionale, 1 place Adrien Zeller 67000 STRASBOURG. Les factures seront adressées par le portail Chorus Pro, le numéro d'engagement sera transmis à l'émission du titre de recette.

Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé détaillé joint en annexe.

6.2 EXIGIBILITÉ

Pour l'année N, cette redevance sera exigible dans l'année N+1 et devra être acquittée, spontanément, au plus tard dans les quarante-cinq jours qui suivent la transmission du titre de la recette l'Eurométropole de Strasbourg étant une personne morale dotée d'un comptable public.

6.3 FRAIS

Sans objet

6.4 INDEXATION

La redevance sera indexée chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction. L'indice de référence servant de base à l'indexation est celui du 3ème trimestre de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur de la présente convention.

6.5 PÉNALITÉS

Toute redevance non réglée dans les délais impartis portera de plein droit intérêt au taux légal en vigueur au 1er janvier de l'année du fait générateur. Ces pénalités seront décomptées par mois entier.

TITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7 : ÉTAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

L'occupant prend les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date d'effet de la convention.
A l'échéance de la convention l'occupant devra remettre en état le lieu dans lequel il se trouvait à la date d'effet de la convention.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial Régional est strictement personnelle. Il incombe, à ce titre, à l'occupant d'occuper lui-même les lieux.

ARTICLE 9 : CESSION A UN TIERS

Conformément à l'article 8 de la présente convention, l'occupation privative du domaine public fluvial Régional étant rigoureusement personnelle, la convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers.
Toute cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit (y compris en cas de décès), de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence prohibé.

ARTICLE 10 : PRÉCARITÉ

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.
Une convention d'occupation temporaire échue peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant. Toutefois, il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour la Région. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation. Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, ni la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de la Région, ni le fait qu'il ait été invité à acquitter les indemnités afférentes aux emplacements occupés sans titre, ne peuvent être regardés comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 11 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles 1 et 5.1 de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 12 : DROITS RÉELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L2122-19 du code général de la propriété des personnes publiques et des articles L. 1311-5 à L. 1311-8 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 13 : INTERDICTIONS LIÉES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.
La présente convention ne vaut par ailleurs, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage sauf pour l'entretien des ouvrages concernés par la présente convention par l'occupant et l'exploitant que l'occupant aura désigné. En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne devra embarrasser les bords du Domaine Public ni les chemins de service.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

14.1 Information et droit des tiers

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, la Région de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial Régional mis à sa disposition.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés, notamment ceux des riverains, des usagers du cours d'eau et bénéficiaires de droits de pêche.

14.2 Porté à connaissance

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de la Région toute modification de sa forme ou de son objet.

14.3 Respect des lois et règlements

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues au code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices susvisées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.
L'occupant satisfera à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de la Région ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectuera à ses frais, risques et périls, et conservera à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.
L'occupant devra en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de la Région ne puisse jamais être mise en cause.

Le bénéficiaire devra se conformer aux instructions que les agents chargés de la surveillance du cours d'eau pourront être amenés à lui donner dans l'intérêt de la navigation, de la conservation du Domaine Public, de la salubrité publique, de la sécurité civile, du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations, de la vie biologique et spécialement de la faune piscicole, ou dans l'intérêt général.

14.4 Règles de sécurité et d'hygiène respect de l'environnement

L'occupant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux usées).

14.5 Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article 5.1 de la présente convention, l'occupant prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans la voie navigable et enlèvera, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y échoir.
Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlèvera, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombreraient le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

14.6 Responsabilité dommages assurances

- Dommages

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, devront immédiatement être signalés à la Région et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.
A défaut, en cas d'urgence, la Région exécutera d'office les réparations aux frais de l'occupant.

- Responsabilité

L'occupant est seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par la Région, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.
La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, la Région est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.
L'occupant garantit la Région contre tous les recours et/ou condamnations à ce titre.

- Assurances

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité...) et devra en justifier à première demande de la Région.

14.7 Entretien maintenance réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition, devront être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.
L'occupant devra se conformer aux prescriptions de l'annexe (le cas échéant) dressant la liste de ses obligations pour l'entretien de l'immeuble bâti mis le cas échéant à sa disposition.

ARTICLE 15 : PRÉROGATIVES DE LA RÉGION

15.1 Droits de contrôle

- Construction aménagements travaux

La Région se réserve le droit de vérifier et de contrôler les projets d'aménagements et de construction ainsi que l'exécution des travaux effectués par l'occupant, visés à l'article 5.1 de la présente convention.
Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de la Région tant à l'égard de l'occupant qu'à l'égard des tiers.

- Entretien

La Région se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article 14.7 de la présente convention.

- Réparations

La Région, avertie préalablement et sans délai, conformément à l'article 14.1 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

15.2 Droit d'intervention et de circulation sur le domaine

L'occupant devra laisser circuler les agents de la Région sur les emplacements occupés toutes les fois qu'il en sera requis. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant devra, le cas échéant, laisser les agents de la Région exécuter les travaux dans le périmètre, qu'ils auront défini.

15.3 Absence d'indemnité pour troubles de jouissance

L'occupant ne pourra prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle qu'en soit la nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle qu'en soit la durée.
Il ne pourra davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

TITRE III. FIN DU CONTRAT

ARTICLE 16 : PÉREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition dans un délai de 6 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 17 : TERME NORMAL

La présente convention prend fin le **31/05/2038** conformément à l'article 4.

ARTICLE 18 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :

- Dissolution de l'entité occupante,
- Cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention,

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayant- droit, le cas échéant, devront procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention.
Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 19 : RÉSILIATION

19.1 Résiliation sans faute

La Région se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation devra être dûment motivée.
Au terme du préavis stipulé à l'article 19.4 de la présente convention, l'occupant devra remettre les lieux en état conformément à l'article 20 de la présente convention.

19.2 Résiliation-sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, la Région pourra résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui pourront être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.
Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée devra procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20 de la présente convention.

19.3 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception au terme de chaque année sous réserve de respecter le préavis prévu à l'article 19.4. Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20.

19.4 Préavis

- Résiliation sans faute
La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé (article 19.1) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de trois mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.
- Résiliation-sanction
La résiliation de la présente convention pour faute (article 19.2) prendra effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.
- Résiliation à l'initiative de l'occupant
La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (article 19.3) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de deux mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

19.5 Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne pourra prétendre à aucune indemnisation quel que soit le motif de la résiliation. Hormis le cas des paiements forfaitaires qui restent acquis à la Région, la redevance sera payée au prorata temporis jusqu'à la date effective de la résiliation.

ARTICLE 20 : REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

20.1 Principe

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra sous peine de poursuites remettre les lieux dans leur état primitif et ce dans un délai de 3 mois.

20.2 Dispense

L'occupant sera dispensé de la remise en état des lieux dans le cas où la Région, à l'issue de la présente convention, accepterait, expressément et par écrit, l'abandon à son profit de tout ou partie des ouvrages qu'il a été autorisé à effectuer sur la partie non bâtie.

TITRE IV. AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 21 : LITIGES

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre la Région et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 22 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

Pour la Région :

RÉGION GRAND EST
Service Ill et Canaux
Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN
03 88 59 89 99

Pour l'occupant :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
Service de l'Eau et de l'Assainissement

ARTICLE 23 : ANNEXE(S)

☑ Relevé détaillé de la redevance
☑ Plans, procès-verbal de délimitation
❑ Procès-verbal de récolement
❑ Description des constructions et aménagements,
❑ financement,
❑ programmation des travaux,

Fait en deux exemplaires,

A ERSTEIN le 02/05/2023

Pour le Président de la Région Grand Est
Par délégation
L'adjoint au chef de service Ill et Canaux

Samuel KLEIN

Pour l'occupant,
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Thierry SCHAAL
Vice-Président

(Cachet de la collectivité ou de la société, le cas échéant)

Conformément aux articles 27, 34, 35 et 36 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'intéressé est informé du caractère obligatoire des réponses, d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant auprès du service expéditeur. Ces informations peuvent être communiquées aux services de la justice le cas échéant.

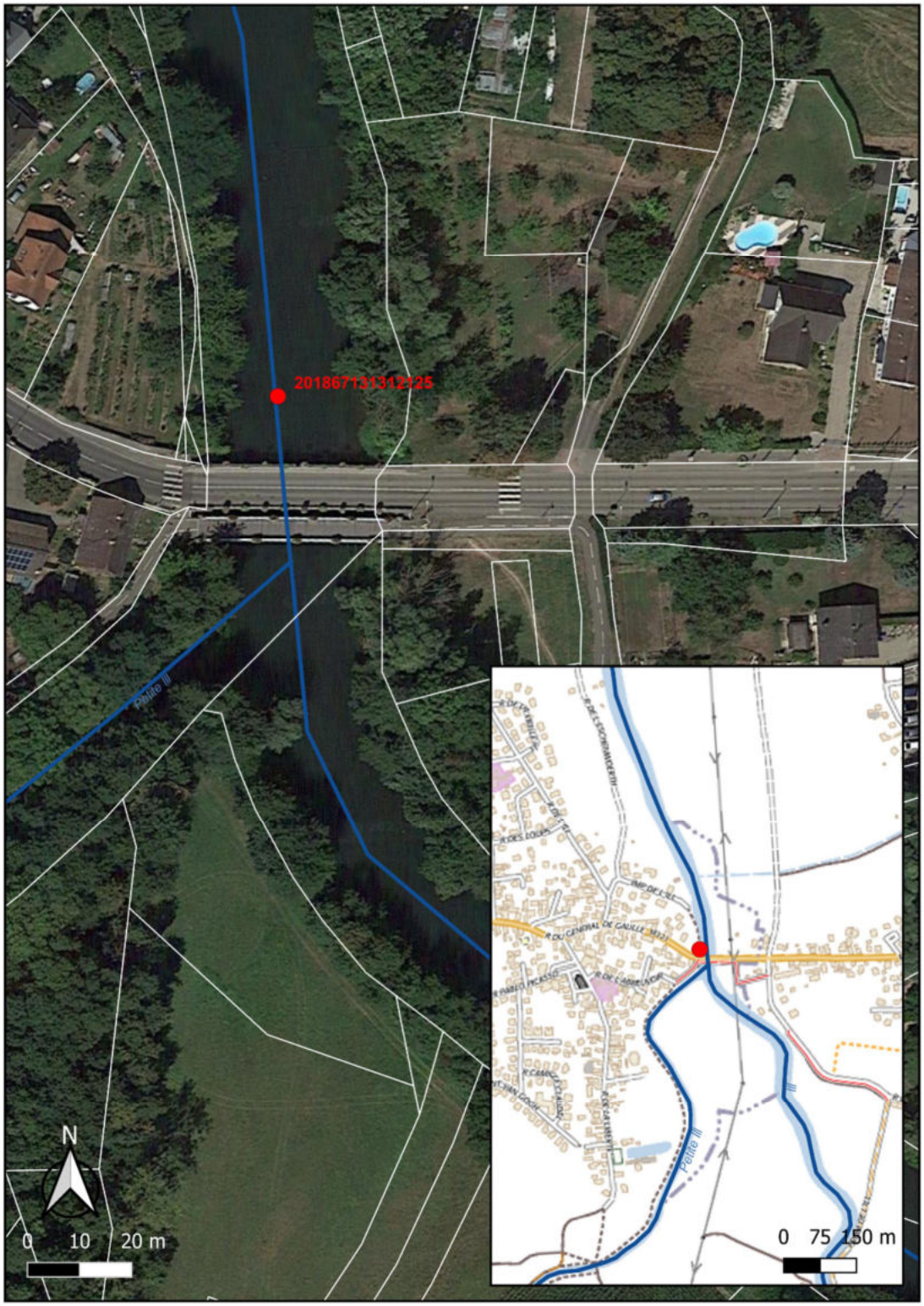
ANNEXE COT n° 201867131312125

Fixation de la redevance due pour l'occupation temporaire d'une dépendance du Domaine Public Fluvial

Proposition du service gestionnaire

Nom et adresse du Service :	Région GRAND EST Service Ill et Canaux Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN 03 88 59 89 99
Nom et adresse du pétitionnaire :	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex Service de l'Eau et de l'Assainissement
Nature ou objet de l'utilisation :	Traversée sous-fluviale
Désignation du bien mis à disposition :	Lieu : à 15 m en aval du pont d'Ohnheim Description : Traversée de l'Ill par un siphon métallique de 0,40m de diamètre avec une partie horizontale de 24 ml pour le raccordement des conduites d'eaux usées d'Eschau à la station de traitement intercommunale
Code Nomenclature :	312
Calcul du montant	Prix unitaire 2018 : 91,31 €
Durée de la convention :	20 ans
Date d'effet :	**01/06/2018**
Date d'expiration	**31/05/2038**
Proposition chiffrée de redevance : 91,31 € *Indice de révision annuelle : INSEE coût de la construction (3ème trimestre 2017)*	

ANNEXE COT n°201867131312125
PLAN DE LOCALISATION



CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL RÉGIONAL DE L'ILL

N° 201867131312538

Entre
La Région Grand Est dont le siège est 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 -67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par Franck LEROY, Président du Conseil Régional Grand Est, dûment habilité à signer la présente convention,
Désignée ci-après la Région,

Et
L'Eurométropole de Strasbourg, établie au 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX, Représentée par son Vice-Président, Monsieur Thierry SCHAAL, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 et de l'arrêté de délégation de fonction du 10 août 2020,
Désignée ci-après l'occupant,

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

La Région met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Adresse du terrain : **Rue Stoskopf 10 m en aval de l'ancien pont rural de Wibolsheim**
Commune : **ESCHAU**
Terrain occupé : **Traversée sous fluviale**

La présente convention ne vaut que pour l'occupation de ce seul emplacement. Elle est consentie sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public. L'emplacement exact occupé figure sur le plan annexé ci-joint (le cas échéant).

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'occupant occupera la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessus aux fins suivantes :

Conduite d'AEP de 100 mm de diamètre sur 40 ml en travers de l'Ill
Le passage de l'Ill avec la conduite d'alimentation en eau potable est en souille. La couverture minimale est de 1 m en matériau toutvenant. La conduite en acier est lestée et protégée avec des cavaliers en ciment. Les ouvertures pratiquées dans les berges sont protégées par un enrochement dans la section mouillée afin d'éviter les affouillements. Dans les branches montantes la couverture est de 1,20 m au minimum. La conduite est balisée sur les deux rives afin de pouvoir la repérer lors de travaux d'entretien ultérieurs.

Pour répondre à ses besoins, l'occupant est autorisé à effectuer sur la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition, les constructions et aménagements décrits à l'article 5.1 de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 5.2.

Toute modification de l'occupation autorisée est soumise à l'accord préalable de la Région.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONVENTION

Sans objet

ARTICLE 4 : DURÉE

La présente convention, consentie pour une durée de **20 années** prend effet à compter du **01/01/2018**. Elle prendra donc fin le **31/12/2037**; en aucun cas, elle ne pourra faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

Si au terme de cette échéance l'occupant souhaite renouveler l'occupation, il devra soumettre à la Région une nouvelle demande.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

5.1 CONSTRUCTIONS - AMÉNAGEMENTS

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur le domaine public fluvial, les constructions et aménagements suivants :

- **Maintien en bon état de conservation et d'entretien des ouvrages existants**

La description détaillée de ces ouvrages figure, le cas échéant, en annexe à la présente convention. L'occupant sera tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature, importance et durée que ce soit.
Les travaux de constructions et d'aménagements seront entrepris dans le strict respect des dispositions stipulées aux articles 13, 14.3, 14.4 et 14.5 de la présente convention.

5.2 EXÉCUTION

L'ensemble des travaux ainsi entrepris devront être conduits de façon à réduire au minimum la gêne apportée à la navigation et à la circulation sur le domaine public ; l'occupant doit se conformer à toutes les indications qui lui sont données, à cet effet, par le représentant de la Région. Les contraintes techniques et spécifiques liées à l'ouvrage sont, le cas échéant, décrites en annexe.

ARTICLE 6 : REDEVANCE

6.1 MONTANT

L'occupant s'engage à verser à la RÉGION (PAIERIE RÉGIONALE) une redevance de base annuelle d'un montant de **91 31 euros** qui commencera à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 4.

Le paiement s'effectuera à la Paierie Régionale, 1 place Adrien Zeller 67000 STRASBOURG. Les factures seront adressées par le portail Chorus Pro, le numéro d'engagement sera transmis à l'émission du titre de recette.

Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé détaillé joint en annexe.

6.2 EXIGIBILITÉ

Pour l'année N, cette redevance sera exigible dans l'année N+1 et devra être acquittée, spontanément, au plus tard dans les quarante-cinq jours qui suivent la transmission du titre de la recette l'Eurométropole de Strasbourg étant une personne morale dotée d'un comptable public.

6.3 FRAIS

Sans objet

6.4 INDEXATION

La redevance sera indexée chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction. L'indice de référence servant de base à l'indexation est celui du 3ème trimestre de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur de la présente convention.

6.5 PÉNALITÉS

Toute redevance non réglée dans les délais impartis portera de plein droit intérêt au taux légal en vigueur au 1er janvier de l'année du fait générateur. Ces pénalités seront décomptées par mois entier.

TITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7 : ÉTAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

L'occupant prend les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date d'effet de la convention.
A l'échéance de la convention l'occupant devra remettre en état le lieu dans lequel il se trouvait à la date d'effet de la convention.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial Régional est strictement personnelle. Il incombe, à ce titre, à l'occupant d'occuper lui-même les lieux.

ARTICLE 9 : CESSION A UN TIERS

Conformément à l'article 8 de la présente convention, l'occupation privative du domaine public fluvial Régional étant rigoureusement personnelle, la convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers.
Toute cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit (y compris en cas de décès), de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence prohibé.

ARTICLE 10 : PRÉCARITÉ

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.
Une convention d'occupation temporaire échue peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant. Toutefois, il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour la Région. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation. Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, ni la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de la Région, ni le fait qu'il ait été invité à acquitter les indemnités afférentes aux emplacements occupés sans titre, ne peuvent être regardés comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 11 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles 1 et 5.1 de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 12 : DROITS RÉELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L2122-19 du code général de la propriété des personnes publiques et des articles L. 1311-5 à L. 1311-8 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 13 : INTERDICTIONS LIÉES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.
La présente convention ne vaut par ailleurs, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage sauf pour l'entretien des ouvrages concernés par la présente convention par l'occupant et l'exploitant que l'occupant aura désigné. En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne devra embarrasser les bords du Domaine Public ni les chemins de service.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

14.1 Information et droit des tiers

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, la Région de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial Régional mis à sa disposition.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés, notamment ceux des riverains, des usagers du cours d'eau et bénéficiaires de droits de pêche.

14.2 Porté à connaissance

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de la Région toute modification de sa forme ou de son objet.

14.3 Respect des lois et règlements

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues au code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices susvisées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.
L'occupant satisfera à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de la Région ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectuera à ses frais, risques et périls, et conservera à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.
L'occupant devra en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de la Région ne puisse jamais être mise en cause.

Le bénéficiaire devra se conformer aux instructions que les agents chargés de la surveillance du cours d'eau pourront être amenés à lui donner dans l'intérêt de la navigation, de la conservation du Domaine Public, de la salubrité publique, de la sécurité civile, du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations, de la vie biologique et spécialement de la faune piscicole, ou dans l'intérêt général.

14.4 Règles de sécurité et d'hygiène respect de l'environnement

L'occupant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux usées).

14.5 Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article 5.1 de la présente convention, l'occupant prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans la voie navigable et enlèvera, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y échoir.
Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlèvera, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombreraient le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

14.6 Responsabilité□dommages□assurances

- Dommages

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, devront immédiatement être signalés à la Région et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.
A défaut, en cas d'urgence, la Région exécutera d'office les réparations aux frais de l'occupant.

- Responsabilité

L'occupant est seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par la Région, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.
La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, la Région est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.
L'occupant garantit la Région contre tous les recours et/ou condamnations à ce titre.

- Assurances

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité...) et devra en justifier à première demande de la Région.

14.7 Entretien□maintenance□réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition, devront être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.
L'occupant devra se conformer aux prescriptions de l'annexe (le cas échéant) dressant la liste de ses obligations pour l'entretien de l'immeuble bâti mis le cas échéant à sa disposition.

ARTICLE 15 : PRÉROGATIVES DE LA RÉGION

15.1 Droits de contrôle

- Construction□aménagements□travaux

La Région se réserve le droit de vérifier et de contrôler les projets d'aménagements et de construction ainsi que l'exécution des travaux effectués par l'occupant, visés à l'article 5.1 de la présente convention.
Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de la Région tant à l'égard de l'occupant qu'à l'égard des tiers.

- Entretien

La Région se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article 14.7 de la présente convention.

- Réparations

La Région, avertie préalablement et sans délai, conformément à l'article 14.1 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

15.2 Droit d'intervention et de circulation sur le domaine

L'occupant devra laisser circuler les agents de la Région sur les emplacements occupés toutes les fois qu'il en sera requis. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant devra, le cas échéant, laisser les agents de la Région exécuter les travaux dans le périmètre, qu'ils auront défini.

15.3 Absence d'indemnité pour troubles de jouissance

L'occupant ne pourra prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle qu'en soit la nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle qu'en soit la durée.
Il ne pourra davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

TITRE III. FIN DU CONTRAT

ARTICLE 16 : PÉREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition dans un délai de 6 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 17 : TERME NORMAL

La présente convention prend fin le **31/12/2037** conformément à l'article 4.

ARTICLE 18 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :
- Dissolution de l'entité occupante,
- Cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention,

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayant- droit, le cas échéant, devront procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention.
Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 19 : RÉSILIATION

19.1 Résiliation sans faute

La Région se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation devra être dûment motivée.
Au terme du préavis stipulé à l'article 19.4 de la présente convention, l'occupant devra remettre les lieux en état conformément à l'article 20 de la présente convention.

19.2 Résiliation-sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, la Région pourra résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui pourront être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée devra procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20 de la présente convention.

19.3 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception au terme de chaque année sous réserve de respecter le préavis prévu à l'article 19.4. Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20.

19.4 Préavis

- Résiliation sans faute
La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé (article 19.1) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de trois mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.

- Résiliation-sanction
La résiliation de la présente convention pour faute (article 19.2) prendra effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.

- Résiliation à l'initiative de l'occupant
La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (article 19.3) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de deux mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

19.5 Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne pourra prétendre à aucune indemnisation quel que soit le motif de la résiliation. Hormis le cas des paiements forfaitaires qui restent acquis à la Région, la redevance sera payée au prorata temporis jusqu'à la date effective de la résiliation.

ARTICLE 20 : REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

20.1 Principe

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra sous peine de poursuites remettre les lieux dans leur état primitif et ce dans un délai de 3 mois.

20.2 Dispense

L'occupant sera dispensé de la remise en état des lieux dans le cas où la Région, à l'issue de la présente convention, accepterait, expressément et par écrit, l'abandon à son profit de tout ou partie des ouvrages qu'il a été autorisé à effectuer sur la partie non bâtie.

TITRE IV. AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 21 : LITIGES

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre la Région et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 22 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

Pour la Région :

RÉGION GRAND EST
Service Ill et Canaux
Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN
03 88 59 89 99

Pour l'occupant :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
Service de l'Eau et de l'Assainissement

ARTICLE 23 : ANNEXE(S)

☑ Relevé détaillé de la redevance
☑ Plans, procès-verbal de délimitation
❑ Procès-verbal de récolement
❑ Description des constructions et aménagements,
❑ financement,
❑ programmation des travaux,

Fait en deux exemplaires,

A ERSTEIN le 02/05/2023

Pour le Président de la Région Grand Est
Par délégation
L'adjoint au chef de service Ill et Canaux

Samuel KLEIN

Pour l'occupant,
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Thierry SCHAAL
Vice-Président

(Cachet de la collectivité ou de la société, le cas échéant)

Conformément aux articles 27, 34, 35 et 36 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'intéressé est informé du caractère obligatoire des réponses, d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant auprès du service expéditeur. Ces informations peuvent être communiquées aux services de la justice le cas échéant.

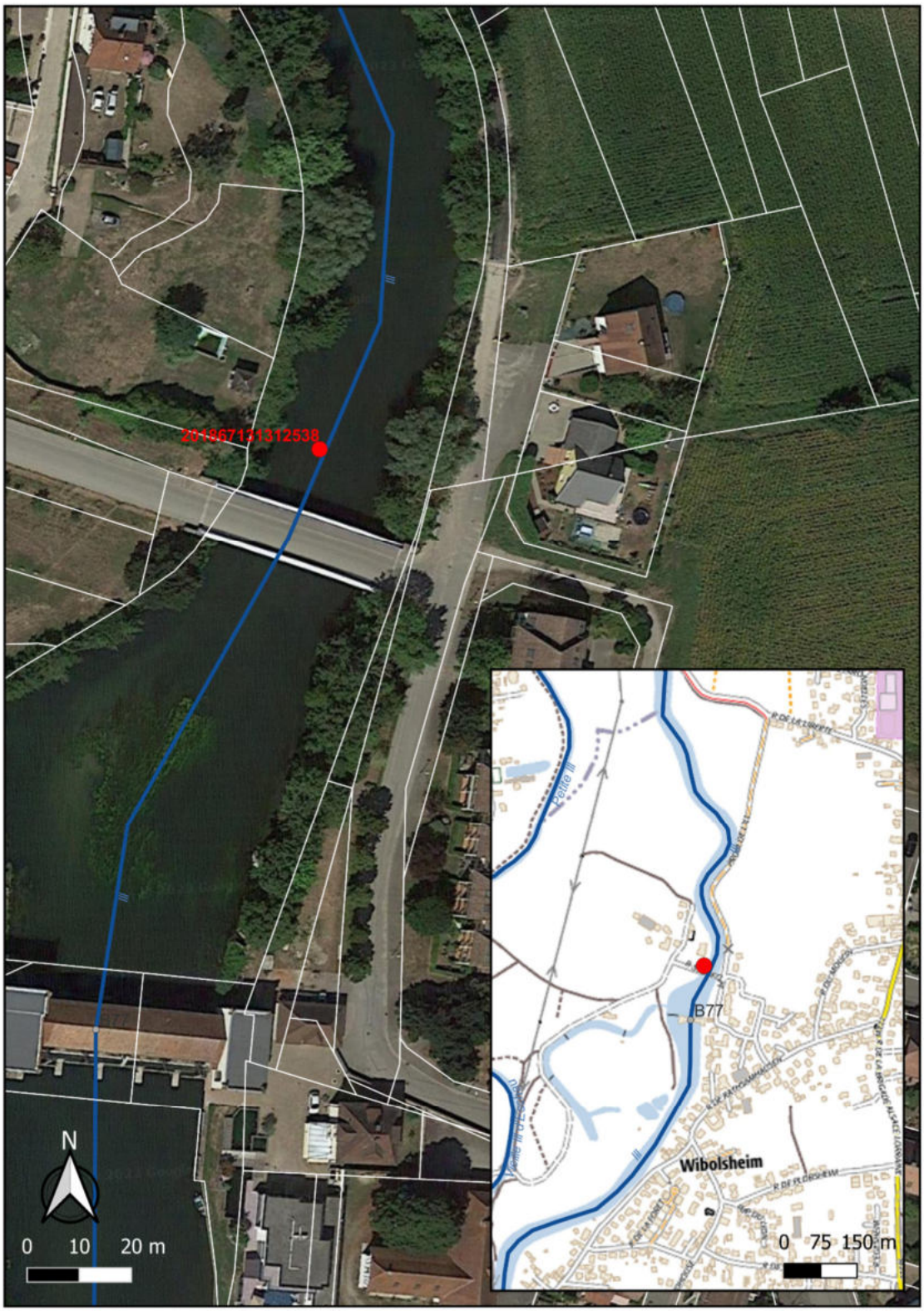
ANNEXE COT n° 201867131312538

Fixation de la redevance due pour l'occupation temporaire d'une dépendance du Domaine Public Fluvial

Proposition du service gestionnaire

Nom et adresse du Service :	Région GRAND EST Service Ill et Canaux Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN 03 88 59 89 99
Nom et adresse du pétitionnaire :	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex Service de l'Eau et de l'Assainissement
Nature ou objet de l'utilisation :	Traversée sous fluviale
Désignation du bien mis à disposition :	Lieu : Rue Stoskopf, 10 m en aval de l'ancien pont rural de Wibolsheim Description : Conduite d'AEP de 100 mm de diamètre sur 40 ml en travers de l'Ill à Eschau
Code Nomenclature :	312
Calcul du montant	40 ml x 0,71 € (Prix unitaire 2018) Minimum de perception : **91 31 €**
Durée de la convention :	20 ans
Date d'effet :	**01/01/2018**
Date d'expiration	**31/12/2037**
Proposition chiffrée de redevance : 91,31 € *Indice de révision annuelle : INSEE coût de la construction (3ème trimestre 2017)*	

ANNEXE COT n°201867131312538
PLAN DE LOCALISATION



CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL RÉGIONAL DE L'ILL

N° 202067218311127

Entre
La Région Grand Est dont le siège est 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 -67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par Franck LEROY, Président du Conseil Régional Grand Est, dûment habilité à signer la présente convention,
Désignée ci-après la Région,

Et
L'Eurométropole de Strasbourg, établie au 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX, Représentée par son Vice-Président, Monsieur Thierry SCHAAL, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 et de l'arrêté de délégation de fonction du 10 août 2020,
Désignée ci-après l'occupant,

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

La Région met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Adresse du terrain : **en rive gauche de l'Ill à environ 300 m en amont du pont de la rue du 22 novembre (CD 884)**
Commune : **ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN**
Terrain occupé : **Rejet assainissement public**

La présente convention ne vaut que pour l'occupation de ce seul emplacement. Elle est consentie sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public. L'emplacement exact occupé figure sur le plan annexé ci-joint (le cas échéant).

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'occupant occupera la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessus aux fins suivantes :

Ouvrage de déversement dans l'Ill des eaux pluviales provenant du centre nautique de la Hardt
Le déversement se fait par un tuyau circulaire en ciment de 1000 mm de diamètre intérieur. La génératrice inférieure est à environ 0,20 m en-dessous du niveau normal de l'Ill. La tête du tuyau est protégée par un ouvrage en béton de 2 m de longueur et 2,50 m de largeur en gueule. Il est pourvu de deux rainures dont l'une est munie d'une grille de protection aux barreaux espacés de 120 mm ;

l'autre peut recevoir un batardeau pour fermer la canalisation. Cet ouvrage repose sur des pieux battus dans la berge du cours d'eau. La canalisation ne peut recevoir que des eaux pluviales, toutes les eaux d'autres provenances sont à rejeter dans le réseau d'assainissement. Le débit à déverser est limité à 790 l/s au maximum.

Pour répondre à ses besoins, l'occupant est autorisé à effectuer sur la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition, les constructions et aménagements décrits à l'article 5.1 de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 5.2.

Toute modification de l'occupation autorisée est soumise à l'accord préalable de la Région.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONVENTION

La présente occupation faisait l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral du 10 novembre 2009 pour une durée allant du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2019.

ARTICLE 4 : DURÉE

La présente convention, consentie pour une durée de **20 années** prend effet à compter du **01/01/2020**. Elle prendra donc fin le **31/12/2039**; en aucun cas, elle ne pourra faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

Si au terme de cette échéance l'occupant souhaite renouveler l'occupation, il devra soumettre à la Région une nouvelle demande.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

5.1 CONSTRUCTIONS - AMÉNAGEMENTS

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur le domaine public fluvial, les constructions et aménagements suivants :

- **Maintien en bon état de conservation et d'entretien des ouvrages existants**

La description détaillée de ces ouvrages figure, le cas échéant, en annexe à la présente convention. L'occupant sera tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature, importance et durée que ce soit.
Les travaux de constructions et d'aménagements seront entrepris dans le strict respect des dispositions stipulées aux articles 13, 14.3, 14.4 et 14.5 de la présente convention.

5.2 EXÉCUTION

L'ensemble des travaux ainsi entrepris devront être conduits de façon à réduire au minimum la gêne apportée à la navigation et à la circulation sur le domaine public ; l'occupant doit se conformer à toutes les indications qui lui sont données, à cet effet, par le représentant de la Région. Les contraintes techniques et spécifiques liées à l'ouvrage sont, le cas échéant, décrites en annexe.

ARTICLE 6 : REDEVANCE

6.1 MONTANT

L'occupant s'engage à verser à la RÉGION (PAIERIE RÉGIONALE) une redevance de base annuelle d'un montant de **169 72 euros** qui commencera à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 4.

Le paiement s'effectuera à la Paierie Régionale, 1 place Adrien Zeller 67000 STRASBOURG. Les factures seront adressées par le portail Chorus Pro, le numéro d'engagement sera transmis à l'émission du titre de recette.

Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé détaillé joint en annexe.

6.2 EXIGIBILITÉ

Pour l'année N, cette redevance sera exigible dans l'année N+1 et devra être acquittée, spontanément, au plus tard dans les quarante-cinq jours qui suivent la transmission du titre de la recette l'Eurométropole de Strasbourg étant une personne morale dotée d'un comptable public.

6.3 FRAIS

Sans objet

6.4 INDEXATION

La redevance sera indexée chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction. L'indice de référence servant de base à l'indexation est celui du 3ème trimestre de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur de la présente convention.

6.5 PÉNALITÉS

Toute redevance non réglée dans les délais impartis portera de plein droit intérêt au taux légal en vigueur au 1er janvier de l'année du fait générateur. Ces pénalités seront décomptées par mois entier.

TITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7 : ÉTAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

L'occupant prend les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date d'effet de la convention.
A l'échéance de la convention l'occupant devra remettre en état le lieu dans lequel il se trouvait à la date d'effet de la convention.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial Régional est strictement personnelle. Il incombe, à ce titre, à l'occupant d'occuper lui-même les lieux.

ARTICLE 9 : CESSION A UN TIERS

Conformément à l'article 8 de la présente convention, l'occupation privative du domaine public fluvial Régional étant rigoureusement personnelle, la convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers.
Toute cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit (y compris en cas de décès), de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence prohibé.

ARTICLE 10 : PRÉCARITÉ

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.
Une convention d'occupation temporaire échue peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant. Toutefois, il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour la Région. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation. Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, ni la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de la Région, ni le fait qu'il ait été invité à acquitter les indemnités afférentes aux emplacements occupés sans titre, ne peuvent être regardés comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 11 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles 1 et 5.1 de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 12 : DROITS RÉELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L2122-19 du code général de la propriété des personnes publiques et des articles L. 1311-5 à L. 1311-8 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 13 : INTERDICTIONS LIÉES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.
La présente convention ne vaut par ailleurs, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage sauf pour l'entretien des ouvrages concernés par la présente convention par l'occupant et l'exploitant que l'occupant aura désigné. En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne devra embarrasser les bords du Domaine Public ni les chemins de service.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

14.1 Information et droit des tiers

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, la Région de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial Régional mis à sa disposition.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés, notamment ceux des riverains, des usagers du cours d'eau et bénéficiaires de droits de pêche.

14.2 Porté à connaissance

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de la Région toute modification de sa forme ou de son objet.

14.3 Respect des lois et règlements

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues au code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices susvisées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.
L'occupant satisfera à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de la Région ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectuera à ses frais, risques et périls, et conservera à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.
L'occupant devra en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de la Région ne puisse jamais être mise en cause.

Le bénéficiaire devra se conformer aux instructions que les agents chargés de la surveillance du cours d'eau pourront être amenés à lui donner dans l'intérêt de la navigation, de la conservation du Domaine Public, de la salubrité publique, de la sécurité civile, du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations, de la vie biologique et spécialement de la faune piscicole, ou dans l'intérêt général.

14.4 Règles de sécurité et d'hygiène respect de l'environnement

L'occupant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux usées).

14.5 Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article 5.1 de la présente convention, l'occupant prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans la voie navigable et enlèvera, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y échoir.
Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlèvera, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombreraient le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

14.6 Responsabilité dommages assurances

- Dommages

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, devront immédiatement être signalés à la Région et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.
A défaut, en cas d'urgence, la Région exécutera d'office les réparations aux frais de l'occupant.

- Responsabilité

L'occupant est seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par la Région, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.
La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, la Région est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.
L'occupant garantit la Région contre tous les recours et/ou condamnations à ce titre.

- Assurances

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité...) et devra en justifier à première demande de la Région.

14.7 Entretien maintenance réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition, devront être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.
L'occupant devra se conformer aux prescriptions de l'annexe (le cas échéant) dressant la liste de ses obligations pour l'entretien de l'immeuble bâti mis le cas échéant à sa disposition.

ARTICLE 15 : PRÉROGATIVES DE LA RÉGION

15.1 Droits de contrôle

- Construction aménagements travaux

La Région se réserve le droit de vérifier et de contrôler les projets d'aménagements et de construction ainsi que l'exécution des travaux effectués par l'occupant, visés à l'article 5.1 de la présente convention.
Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de la Région tant à l'égard de l'occupant qu'à l'égard des tiers.

- Entretien

La Région se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article 14.7 de la présente convention.

- Réparations

La Région, avertie préalablement et sans délai, conformément à l'article 14.1 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

15.2 Droit d'intervention et de circulation sur le domaine

L'occupant devra laisser circuler les agents de la Région sur les emplacements occupés toutes les fois qu'il en sera requis. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant devra, le cas échéant, laisser les agents de la Région exécuter les travaux dans le périmètre, qu'ils auront défini.

15.3 Absence d'indemnité pour troubles de jouissance

L'occupant ne pourra prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle qu'en soit la nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle qu'en soit la durée.
Il ne pourra davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

TITRE III. FIN DU CONTRAT

ARTICLE 16 : PÉREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition dans un délai de 6 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 17 : TERME NORMAL

La présente convention prend fin le **31/12/2039** conformément à l'article 4.

ARTICLE 18 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :

- Dissolution de l'entité occupante,
- Cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention,

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayant- droit, le cas échéant, devront procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention.
Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 19 : RÉSILIATION

19.1 Résiliation sans faute

La Région se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation devra être dûment motivée.
Au terme du préavis stipulé à l'article 19.4 de la présente convention, l'occupant devra remettre les lieux en état conformément à l'article 20 de la présente convention.

19.2 Résiliation-sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, la Région pourra résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui pourront être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.
Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée devra procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20 de la présente convention.

19.3 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception au terme de chaque année sous réserve de respecter le préavis prévu à l'article 19.4. Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20.

19.4 Préavis

- Résiliation sans faute
La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé (article 19.1) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de trois mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.
- Résiliation-sanction
La résiliation de la présente convention pour faute (article 19.2) prendra effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.
- Résiliation à l'initiative de l'occupant
La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (article 19.3) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de deux mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

19.5 Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne pourra prétendre à aucune indemnisation quel que soit le motif de la résiliation. Hormis le cas des paiements forfaitaires qui restent acquis à la Région, la redevance sera payée au prorata temporis jusqu'à la date effective de la résiliation.

ARTICLE 20 : REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

20.1 Principe

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra sous peine de poursuites remettre les lieux dans leur état primitif et ce dans un délai de 3 mois.

20.2 Dispense

L'occupant sera dispensé de la remise en état des lieux dans le cas où la Région, à l'issue de la présente convention, accepterait, expressément et par écrit, l'abandon à son profit de tout ou partie des ouvrages qu'il a été autorisé à effectuer sur la partie non bâtie.

TITRE IV. AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 21 : LITIGES

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre la Région et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 22 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

Pour la Région :

RÉGION GRAND EST
Service Ill et Canaux
Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN
03 88 59 89 99

Pour l'occupant :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
Service de l'Eau et de l'Assainissement

ARTICLE 23 : ANNEXE(S)

☑ Relevé détaillé de la redevance
☑ Plans, procès-verbal de délimitation
❑ Procès-verbal de récolement
❑ Description des constructions et aménagements,
❑ financement,
❑ programmation des travaux,

Fait en deux exemplaires,

A ERSTEIN le 02/05/2023

Pour le Président de la Région Grand Est
Par délégation
L'adjoint au chef de service Ill et Canaux

Samuel KLEIN

Pour l'occupant,
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Thierry SCHAAL
Vice-Président

(Cachet de la collectivité ou de la société, le cas échéant)

Conformément aux articles 27, 34, 35 et 36 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'intéressé est informé du caractère obligatoire des réponses, d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant auprès du service expéditeur. Ces informations peuvent être communiquées aux services de la justice le cas échéant.

ANNEXE COT n° 202067218311127

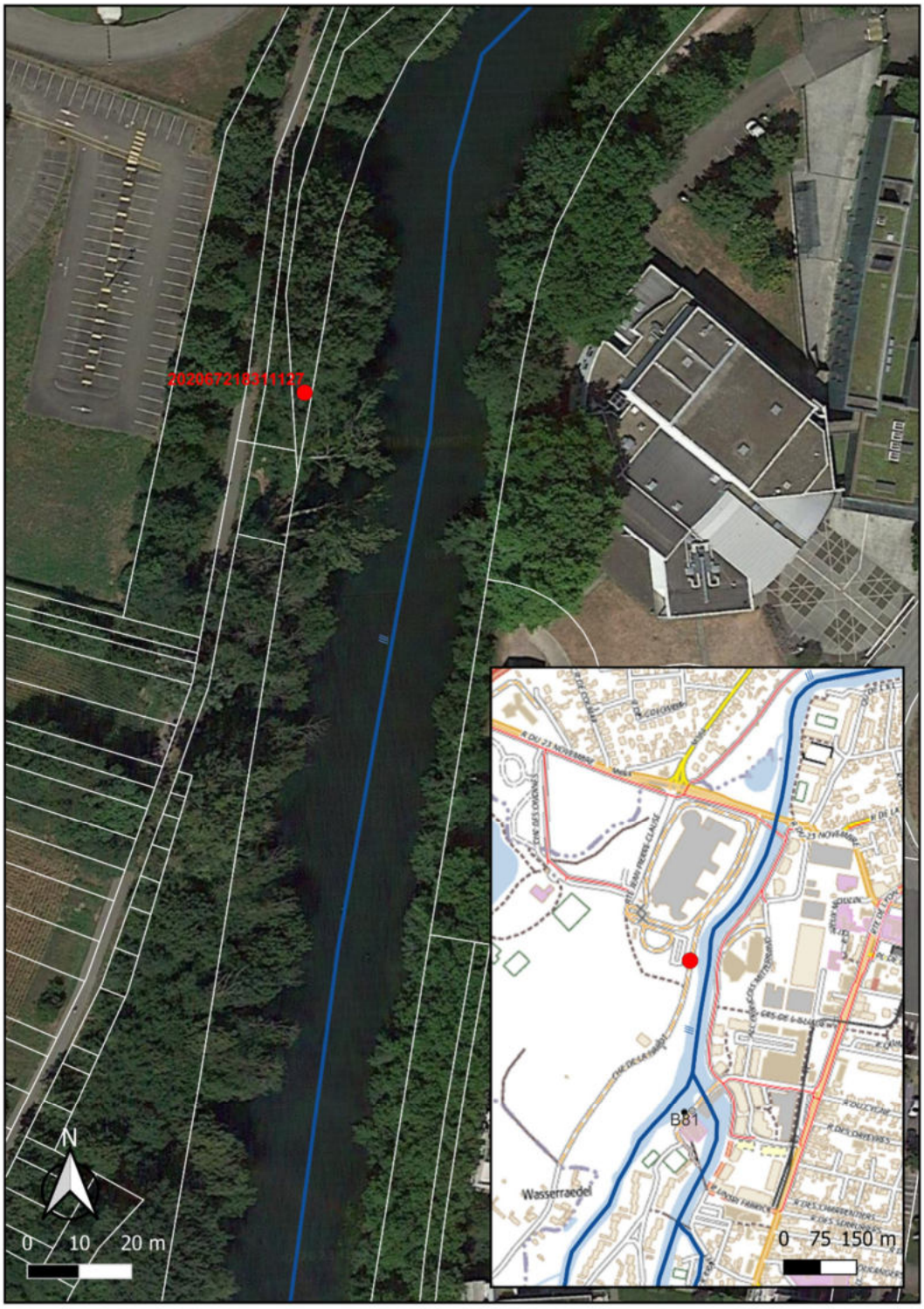
Fixation de la redevance due pour l'occupation temporaire d'une dépendance du Domaine Public Fluvial

Proposition du service gestionnaire

Nom et adresse du Service :	Région GRAND EST Service Ill et Canaux Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN 03 88 59 89 99
Nom et adresse du pétitionnaire :	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex Service de l'Eau et de l'Assainissement
Nature ou objet de l'utilisation :	Rejet assainissement public
Désignation du bien mis à disposition :	Lieu : en rive gauche de l'Ill, à environ 300 m en amont du pont de la rue du 22 novembre (CD 884) Description : Ouvrage de déversement dans l'Ill des eaux pluviales provenant du centre nautique de la Hardt
Code Nomenclature :	311
Calcul du montant	Prix unitaire 2020 : 169,72 €
Durée de la convention :	20 ans
Date d'effet :	**01/01/2020**
Date d'expiration	**31/12/2039**
Proposition chiffrée de redevance : 169,72 € *Indice de révision annuelle : INSEE coût de la construction (3ème trimestre 2019)*	

ANNEXE COT n°202067218311127

PLAN DE LOCALISATION



CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL RÉGIONAL DE L'ILL

N° 201867218311121

Entre
La Région Grand Est dont le siège est 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 -67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par Franck LEROY, Président du Conseil Régional Grand Est, dûment habilité à signer la présente convention,
Désignée ci-après la Région,

Et
L'Eurométropole de Strasbourg, établie au 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX, Représentée par son Vice-Président, Monsieur Thierry SCHAAL, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 et de l'arrêté de délégation de fonction du 10 août 2020,
Désignée ci-après l'occupant,

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

La Région met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Adresse du terrain : **sur la rive droite de l'Ill à env.110 m en amont du pont de la pénétrante sud à Illkirch-Graffenstaden**
Commune : **ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN**
Terrain occupé : **Rejet assainissement public**

La présente convention ne vaut que pour l'occupation de ce seul emplacement. Elle est consentie sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public. L'emplacement exact occupé figure sur le plan annexé ci-joint (le cas échéant).

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'occupant occupera la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessus aux fins suivantes :

Ouvrage de déversement d'eaux pluviales (déversoir d'orage du réseau d'assainissement d'Illkirch-Graffenstaden)
L'ouvrage de déversement a une section intérieure de 2 x 1,5 m, il est en béton et est consolidé par un rideau de palplanches métalliques vers la rivière de façon à éviter tout affouillement. La berge est consolidée en amont et en aval contre toute érosion par le courant du cours d'eau. Un clapet de retenue des hautes eaux ferme la conduite de 1,30 m de diamètre en cas de crues de l'Ill. Deux

rainures à poutrelles sont aménagées de façon à pouvoir fermer l'ouvrage en cas de travaux ou d'incident sur la conduite. L'ouvrage ne fait pas saillie dans le profil d'écoulement de la rivière.

Pour répondre à ses besoins, l'occupant est autorisé à effectuer sur la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition, les constructions et aménagements décrits à l'article 5.1 de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 5.2.

Toute modification de l'occupation autorisée est soumise à l'accord préalable de la Région.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONVENTION

La présente occupation faisait l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral du 26 septembre 2008 pour une durée allant du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2017.

ARTICLE 4 : DURÉE

La présente convention, consentie pour une durée de **20 années** prend effet à compter du **01/01/2018**. Elle prendra donc fin le **31/12/2037** ; en aucun cas, elle ne pourra faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

Si au terme de cette échéance l'occupant souhaite renouveler l'occupation, il devra soumettre à la Région une nouvelle demande.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

5.1 CONSTRUCTIONS - AMÉNAGEMENTS

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur le domaine public fluvial, les constructions et aménagements suivants :

- **Maintien en bon état de conservation et d'entretien des ouvrages existants**

La description détaillée de ces ouvrages figure, le cas échéant, en annexe à la présente convention. L'occupant sera tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature, importance et durée que ce soit.
Les travaux de constructions et d'aménagements seront entrepris dans le strict respect des dispositions stipulées aux articles 13, 14.3, 14.4 et 14.5 de la présente convention.

5.2 EXÉCUTION

L'ensemble des travaux ainsi entrepris devront être conduits de façon à réduire au minimum la gêne apportée à la navigation et à la circulation sur le domaine public ; l'occupant doit se conformer à toutes les indications qui lui sont données, à cet effet, par le représentant de la Région. Les contraintes techniques et spécifiques liées à l'ouvrage sont, le cas échéant, décrites en annexe.

ARTICLE 6 : REDEVANCE

6.1 MONTANT

L'occupant s'engage à verser à la RÉGION (PAIERIE RÉGIONALE) une redevance de base annuelle d'un montant de **162 33 euros** qui commencera à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 4.

Le paiement s'effectuera à la Paierie Régionale, 1 place Adrien Zeller 67000 STRASBOURG. Les factures seront adressées par le portail Chorus Pro, le numéro d'engagement sera transmis à l'émission du titre de recette.

Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé détaillé joint en annexe.

6.2 EXIGIBILITÉ

Pour l'année N, cette redevance sera exigible dans l'année N+1 et devra être acquittée, spontanément, au plus tard dans les quarante-cinq jours qui suivent la transmission du titre de la recette, l'Eurométropole de Strasbourg étant une personne morale dotée d'un comptable public.

6.3 FRAIS

Sans objet

6.4 INDEXATION

La redevance sera indexée chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction. L'indice de référence servant de base à l'indexation est celui du 3ème trimestre de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur de la présente convention.

6.5 PÉNALITÉS

Toute redevance non réglée dans les délais impartis portera de plein droit intérêt au taux légal en vigueur au 1er janvier de l'année du fait générateur. Ces pénalités seront décomptées par mois entier.

TITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7 : ÉTAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

L'occupant prend les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date d'effet de la convention.
A l'échéance de la convention l'occupant devra remettre en état le lieu dans lequel il se trouvait à la date d'effet de la convention.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial Régional est strictement personnelle. Il incombe, à ce titre, à l'occupant d'occuper lui-même les lieux.

ARTICLE 9 : CESSION A UN TIERS

Conformément à l'article 8 de la présente convention, l'occupation privative du domaine public fluvial Régional étant rigoureusement personnelle, la convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers.
Toute cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit (y compris en cas de décès), de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence prohibé.

ARTICLE 10 : PRÉCARITÉ

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.
Une convention d'occupation temporaire échue peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant. Toutefois, il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour la Région. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation. Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, ni la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de la Région, ni le fait qu'il ait été invité à acquitter les indemnités afférentes aux emplacements occupés sans titre, ne peuvent être regardés comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 11 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles 1 et 5.1 de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 12 : DROITS RÉELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L2122-19 du code général de la propriété des personnes publiques et des articles L. 1311-5 à L. 1311-8 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 13 : INTERDICTIONS LIÉES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.
La présente convention ne vaut par ailleurs, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage sauf pour l'entretien des ouvrages concernés par la présente convention par l'occupant et l'exploitant que l'occupant aura désigné. En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne devra embarrasser les bords du Domaine Public ni les chemins de service.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

14.1 Information et droit des tiers

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, la Région de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial Régional mis à sa disposition.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés, notamment ceux des riverains, des usagers du cours d'eau et bénéficiaires de droits de pêche.

14.2 Porté à connaissance

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de la Région toute modification de sa forme ou de son objet.

14.3 Respect des lois et règlements

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues au code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices susvisées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.
L'occupant satisfera à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de la Région ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectuera à ses frais, risques et périls, et conservera à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.
L'occupant devra en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de la Région ne puisse jamais être mise en cause.

Le bénéficiaire devra se conformer aux instructions que les agents chargés de la surveillance du cours d'eau pourront être amenés à lui donner dans l'intérêt de la navigation, de la conservation du Domaine Public, de la salubrité publique, de la sécurité civile, du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations, de la vie biologique et spécialement de la faune piscicole, ou dans l'intérêt général.

14.4 Règles de sécurité et d'hygiène respect de l'environnement

L'occupant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux usées).

14.5 Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article 5.1 de la présente convention, l'occupant prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans la voie navigable et enlèvera, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y échoir.
Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlèvera, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombreraient le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

14.6 Responsabilité dommages assurances

- Dommages

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, devront immédiatement être signalés à la Région et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.
A défaut, en cas d'urgence, la Région exécutera d'office les réparations aux frais de l'occupant.

- Responsabilité

L'occupant est seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par la Région, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.
La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, la Région est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.
L'occupant garantit la Région contre tous les recours et/ou condamnations à ce titre.

- Assurances

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité...) et devra en justifier à première demande de la Région.

14.7 Entretien maintenance réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition, devront être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.
L'occupant devra se conformer aux prescriptions de l'annexe (le cas échéant) dressant la liste de ses obligations pour l'entretien de l'immeuble bâti mis le cas échéant à sa disposition.

ARTICLE 15 : PRÉROGATIVES DE LA RÉGION

15.1 Droits de contrôle

- Construction aménagements travaux

La Région se réserve le droit de vérifier et de contrôler les projets d'aménagements et de construction ainsi que l'exécution des travaux effectués par l'occupant, visés à l'article 5.1 de la présente convention.
Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de la Région tant à l'égard de l'occupant qu'à l'égard des tiers.

- Entretien

La Région se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article 14.7 de la présente convention.

- Réparations

La Région, avertie préalablement et sans délai, conformément à l'article 14.1 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

15.2 Droit d'intervention et de circulation sur le domaine

L'occupant devra laisser circuler les agents de la Région sur les emplacements occupés toutes les fois qu'il en sera requis. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant devra, le cas échéant, laisser les agents de la Région exécuter les travaux dans le périmètre, qu'ils auront défini.

15.3 Absence d'indemnité pour troubles de jouissance

L'occupant ne pourra prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle qu'en soit la nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle qu'en soit la durée.
Il ne pourra davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

TITRE III. FIN DU CONTRAT

ARTICLE 16 : PÉREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition dans un délai de 6 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 17 : TERME NORMAL

La présente convention prend fin le **31/12/2037** conformément à l'article 4.

ARTICLE 18 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :

- Dissolution de l'entité occupante,
- Cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention,

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayant- droit, le cas échéant, devront procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention.
Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 19 : RÉSILIATION

19.1 Résiliation sans faute

La Région se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation devra être dûment motivée.
Au terme du préavis stipulé à l'article 19.4 de la présente convention, l'occupant devra remettre les lieux en état conformément à l'article 20 de la présente convention.

19.2 Résiliation-sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, la Région pourra résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui pourront être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.
Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée devra procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20 de la présente convention.

19.3 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception au terme de chaque année sous réserve de respecter le préavis prévu à l'article 19.4. Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20.

19.4 Préavis

- Résiliation sans faute
La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé (article 19.1) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de trois mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.
- Résiliation-sanction
La résiliation de la présente convention pour faute (article 19.2) prendra effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.
- Résiliation à l'initiative de l'occupant
La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (article 19.3) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de deux mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

19.5 Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne pourra prétendre à aucune indemnisation quel que soit le motif de la résiliation. Hormis le cas des paiements forfaitaires qui restent acquis à la Région, la redevance sera payée au prorata temporis jusqu'à la date effective de la résiliation.

ARTICLE 20 : REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

20.1 Principe

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra sous peine de poursuites remettre les lieux dans leur état primitif et ce dans un délai de 3 mois.

20.2 Dispense

L'occupant sera dispensé de la remise en état des lieux dans le cas où la Région, à l'issue de la présente convention, accepterait, expressément et par écrit, l'abandon à son profit de tout ou partie des ouvrages qu'il a été autorisé à effectuer sur la partie non bâtie.

TITRE IV. AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 21 : LITIGES

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre la Région et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 22 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

Pour la Région :

RÉGION GRAND EST
Service Ill et Canaux
Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN
03 88 59 89 99

Pour l'occupant :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
Service de l'Eau et de l'Assainissement

ARTICLE 23 : ANNEXE(S)

☑ Relevé détaillé de la redevance
☑ Plans, procès-verbal de délimitation
❑ Procès-verbal de récolement
❑ Description des constructions et aménagements,
❑ financement,
❑ programmation des travaux,

Fait en deux exemplaires,

A ERSTEIN le 02/05/2023

Pour le Président de la Région Grand Est
Par délégation
L'adjoint au chef de service Ill et Canaux

Samuel KLEIN

Pour l'occupant,
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Thierry SCHAAL
Vice-Président

(Cachet de la collectivité ou de la société, le cas échéant)

Conformément aux articles 27, 34, 35 et 36 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'intéressé est informé du caractère obligatoire des réponses, d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant auprès du service expéditeur. Ces informations peuvent être communiquées aux services de la justice le cas échéant.

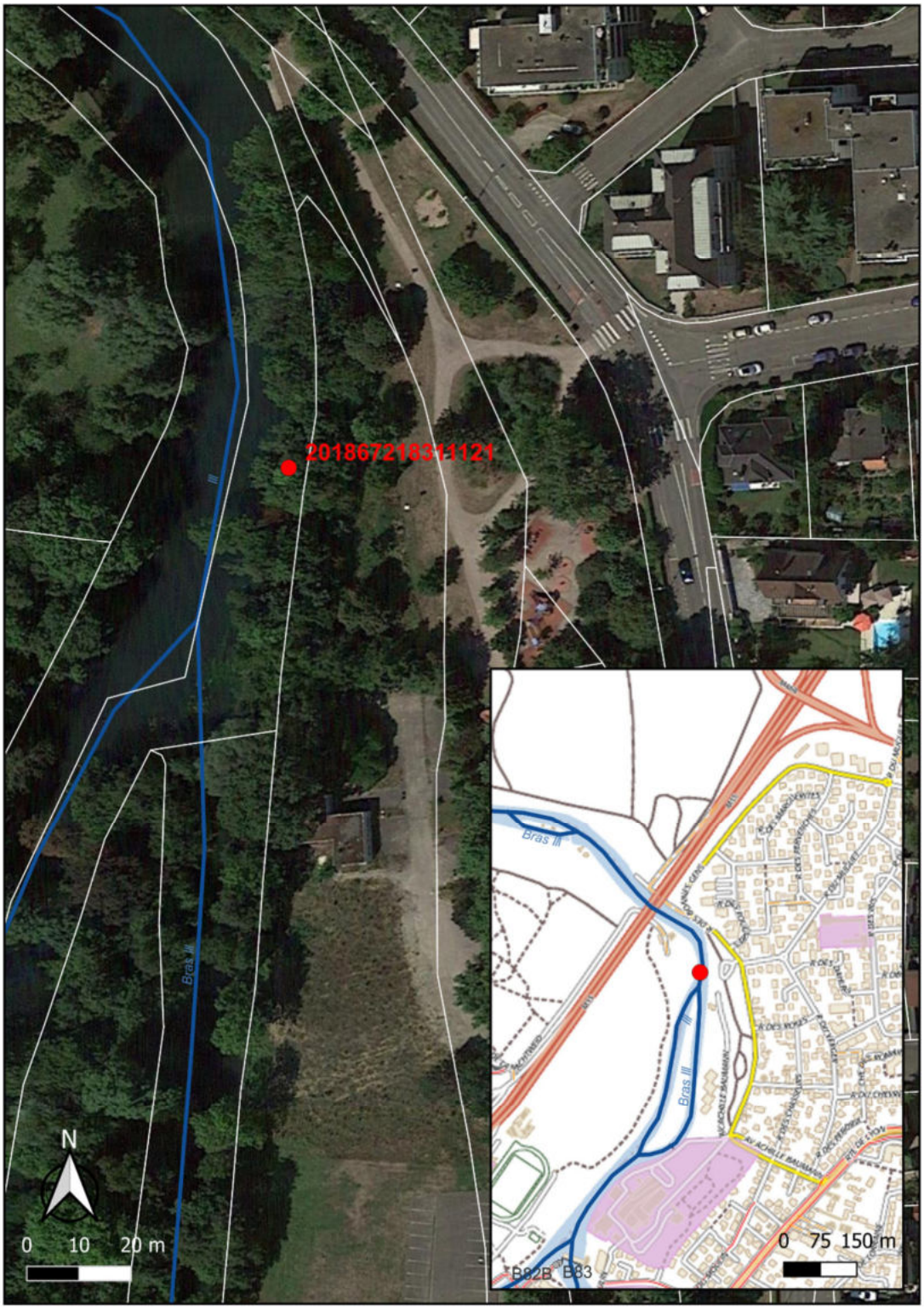
ANNEXE COT n° 201867218311121

Fixation de la redevance due pour l'occupation temporaire d'une dépendance du Domaine Public Fluvial

Proposition du service gestionnaire

Nom et adresse du Service :	Région GRAND EST Service Ill et Canaux Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN 03 88 59 89 99
Nom et adresse du pétitionnaire :	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex Service de l'Eau et de l'Assainissement
Nature ou objet de l'utilisation :	Rejet assainissement public
Désignation du bien mis à disposition :	Lieu : sur la rive droite de l'Ill à env.110 m en amont du pont de la pénétrante sud à Illkirch-Graffenstaden Description : Ouvrage de déversement d'eaux pluviales (déversoir d'orage du réseau d'assainissement d'Illkirch-Graffenstaden)
Code Nomenclature :	311
Calcul du montant	Prix unitaire 2018 : 162,33 €
Durée de la convention :	20 ans
Date d'effet :	**01/01/2018**
Date d'expiration	**31/12/2037**
Proposition chiffrée de redevance : 162,33 € *Indice de révision annuelle : INSEE coût de la construction (3ème trimestre 2017)*	

ANNEXE COT n°201867218311121
PLAN DE LOCALISATION



CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL RÉGIONAL DE L'ILL

N° 201767482312137

Entre
La Région Grand Est dont le siège est 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 -67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par Franck LEROY, Président du Conseil Régional Grand Est, dûment habilité à signer la présente convention,
Désignée ci-après la Région,

Et
L'Eurométropole de Strasbourg, établie au 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX, Représentée par son Vice-Président, Monsieur Thierry SCHAAL, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 et de l'arrêté de délégation de fonction du 10 août 2020,
Désignée ci-après l'occupant,

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

La Région met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Adresse du terrain : **au P.K 2 300 en amont du pont de chemin de fer du Gliesberg à la Montagne Verte**
Commune : **STRASBOURG**
Terrain occupé : **Traversée sous fluviale**

La présente convention ne vaut que pour l'occupation de ce seul emplacement. Elle est consentie sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public. L'emplacement exact occupé figure sur le plan annexé ci-joint (le cas échéant).

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'occupant occupera la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessus aux fins suivantes :

Ouvrage d'AEP de la Montagne Verte traversant l'Ill au niveau du quai du Murhof constitué d'un siphon en tuyaux d'acier de 300 mm de diamètre avec une partie horizontale d'une longueur de 19 m.
Le dessus du tuyau est à 1 m en-dessous du radier actuel du cours d'eau. Pour protéger le tuyau contre les détériorations en cas de travaux d'entretien de la rivière, il est recouvert de coquilles en béton préfabriqué. Les deux parties latérales suivent l'inclinaison des berges et ont une couverture

minimum de 1,20 m. Les remblais après pose sont protégés de façon convenable afin d'éviter des affouillements des berges ou du fond. Aucun dépôt de déblais n'est autorisé dans le lit de la rivière, ni sur les berges dans la zone de 5,0 m depuis la crête de la rive.

Pour répondre à ses besoins, l'occupant est autorisé à effectuer sur la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition, les constructions et aménagements décrits à l'article 5.1 de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 5.2.

Toute modification de l'occupation autorisée est soumise à l'accord préalable de la Région.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONVENTION

La présente occupation faisait l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral du 15 septembre 2009 pour une durée allant du 1er juillet 2007 au 30 juin 2017.

ARTICLE 4 : DURÉE

La présente convention, consentie pour une durée de **20 années** prend effet à compter du **01/07/2017**. Elle prendra donc fin le **31/06/2037**; en aucun cas, elle ne pourra faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

Si au terme de cette échéance l'occupant souhaite renouveler l'occupation, il devra soumettre à la Région une nouvelle demande.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

5.1 CONSTRUCTIONS - AMÉNAGEMENTS

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur le domaine public fluvial, les constructions et aménagements suivants :

- **Maintien en bon état de conservation et d'entretien des ouvrages existants**

La description détaillée de ces ouvrages figure, le cas échéant, en annexe à la présente convention. L'occupant sera tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature, importance et durée que ce soit.
Les travaux de constructions et d'aménagements seront entrepris dans le strict respect des dispositions stipulées aux articles 13, 14.3, 14.4 et 14.5 de la présente convention.

5.2 EXÉCUTION

L'ensemble des travaux ainsi entrepris devront être conduits de façon à réduire au minimum la gêne apportée à la navigation et à la circulation sur le domaine public ; l'occupant doit se conformer à toutes les indications qui lui sont données, à cet effet, par le représentant de la Région. Les contraintes techniques et spécifiques liées à l'ouvrage sont, le cas échéant, décrites en annexe.

ARTICLE 6 : REDEVANCE

6.1 MONTANT

L'occupant s'engage à verser à la RÉGION (PAIERIE RÉGIONALE) une redevance de base annuelle d'un montant de **89 84 euros** qui commencera à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 4.

Le paiement s'effectuera à la Paierie Régionale, 1 place Adrien Zeller 67000 STRASBOURG. Les factures seront adressées par le portail Chorus Pro, le numéro d'engagement sera transmis à l'émission du titre de recette.

Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé détaillé joint en annexe.

6.2 EXIGIBILITÉ

Pour l'année N, cette redevance sera exigible dans l'année N+1 et devra être acquittée, spontanément, au plus tard dans les quarante-cinq jours qui suivent la transmission du titre de la recette l'Eurométropole de Strasbourg étant une personne morale dotée d'un comptable public.

6.3 FRAIS

Sans objet

6.4 INDEXATION

La redevance sera indexée chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction. L'indice de référence servant de base à l'indexation est celui du 3ème trimestre de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur de la présente convention.

6.5 PÉNALITÉS

Toute redevance non réglée dans les délais impartis portera de plein droit intérêt au taux légal en vigueur au 1er janvier de l'année du fait générateur. Ces pénalités seront décomptées par mois entier.

TITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7 : ÉTAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

L'occupant prend les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date d'effet de la convention.
A l'échéance de la convention l'occupant devra remettre en état le lieu dans lequel il se trouvait à la date d'effet de la convention.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial Régional est strictement personnelle. Il incombe, à ce titre, à l'occupant d'occuper lui-même les lieux.

ARTICLE 9 : CESSION A UN TIERS

Conformément à l'article 8 de la présente convention, l'occupation privative du domaine public fluvial Régional étant rigoureusement personnelle, la convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers.
Toute cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit (y compris en cas de décès), de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence prohibé.

ARTICLE 10 : PRÉCARITÉ

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.
Une convention d'occupation temporaire échue peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant. Toutefois, il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour la Région. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation. Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, ni la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de la Région, ni le fait qu'il ait été invité à acquitter les indemnités afférentes aux emplacements occupés sans titre, ne peuvent être regardés comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 11 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles 1 et 5.1 de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 12 : DROITS RÉELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L2122-19 du code général de la propriété des personnes publiques et des articles L. 1311-5 à L. 1311-8 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 13 : INTERDICTIONS LIÉES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.
La présente convention ne vaut par ailleurs, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage sauf pour l'entretien des ouvrages concernés par la présente convention par l'occupant et l'exploitant que l'occupant aura désigné. En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne devra embarrasser les bords du Domaine Public ni les chemins de service.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

14.1 Information et droit des tiers

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, la Région de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial Régional mis à sa disposition.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés, notamment ceux des riverains, des usagers du cours d'eau et bénéficiaires de droits de pêche.

14.2 Porté à connaissance

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de la Région toute modification de sa forme ou de son objet.

14.3 Respect des lois et règlements

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues au code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices susvisées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.
L'occupant satisfera à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de la Région ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectuera à ses frais, risques et périls, et conservera à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.
L'occupant devra en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de la Région ne puisse jamais être mise en cause.

Le bénéficiaire devra se conformer aux instructions que les agents chargés de la surveillance du cours d'eau pourront être amenés à lui donner dans l'intérêt de la navigation, de la conservation du Domaine Public, de la salubrité publique, de la sécurité civile, du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations, de la vie biologique et spécialement de la faune piscicole, ou dans l'intérêt général.

14.4 Règles de sécurité et d'hygiène respect de l'environnement

L'occupant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux usées).

14.5 Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article 5.1 de la présente convention, l'occupant prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans la voie navigable et enlèvera, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y échoir.
Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlèvera, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombreraient le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

14.6 Responsabilité dommages assurances

- Dommages

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, devront immédiatement être signalés à la Région et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.
A défaut, en cas d'urgence, la Région exécutera d'office les réparations aux frais de l'occupant.

- Responsabilité

L'occupant est seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par la Région, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.
La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, la Région est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.
L'occupant garantit la Région contre tous les recours et/ou condamnations à ce titre.

- Assurances

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité...) et devra en justifier à première demande de la Région.

14.7 Entretien maintenance réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition, devront être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.
L'occupant devra se conformer aux prescriptions de l'annexe (le cas échéant) dressant la liste de ses obligations pour l'entretien de l'immeuble bâti mis le cas échéant à sa disposition.

ARTICLE 15 : PRÉROGATIVES DE LA RÉGION

15.1 Droits de contrôle

- Construction aménagements travaux

La Région se réserve le droit de vérifier et de contrôler les projets d'aménagements et de construction ainsi que l'exécution des travaux effectués par l'occupant, visés à l'article 5.1 de la présente convention.
Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de la Région tant à l'égard de l'occupant qu'à l'égard des tiers.

- Entretien

La Région se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article 14.7 de la présente convention.

- Réparations

La Région, avertie préalablement et sans délai, conformément à l'article 14.1 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

15.2 Droit d'intervention et de circulation sur le domaine

L'occupant devra laisser circuler les agents de la Région sur les emplacements occupés toutes les fois qu'il en sera requis. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant devra, le cas échéant, laisser les agents de la Région exécuter les travaux dans le périmètre, qu'ils auront défini.

15.3 Absence d'indemnité pour troubles de jouissance

L'occupant ne pourra prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle qu'en soit la nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle qu'en soit la durée.
Il ne pourra davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

TITRE III. FIN DU CONTRAT

ARTICLE 16 : PÉREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition dans un délai de 6 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 17 : TERME NORMAL

La présente convention prend fin le **31/06/2037** conformément à l'article 4.

ARTICLE 18 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :

- Dissolution de l'entité occupante,
- Cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention,

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayant- droit, le cas échéant, devront procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention.
Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 19 : RÉSILIATION

19.1 Résiliation sans faute

La Région se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation devra être dûment motivée.
Au terme du préavis stipulé à l'article 19.4 de la présente convention, l'occupant devra remettre les lieux en état conformément à l'article 20 de la présente convention.

19.2 Résiliation-sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, la Région pourra résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui pourront être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.
Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée devra procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20 de la présente convention.

19.3 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception au terme de chaque année sous réserve de respecter le préavis prévu à l'article 19.4. Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20.

19.4 Préavis

- Résiliation sans faute
La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé (article 19.1) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de trois mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.
- Résiliation-sanction
La résiliation de la présente convention pour faute (article 19.2) prendra effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.
- Résiliation à l'initiative de l'occupant
La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (article 19.3) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de deux mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

19.5 Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne pourra prétendre à aucune indemnisation quel que soit le motif de la résiliation. Hormis le cas des paiements forfaitaires qui restent acquis à la Région, la redevance sera payée au prorata temporis jusqu'à la date effective de la résiliation.

ARTICLE 20 : REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

20.1 Principe

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra sous peine de poursuites remettre les lieux dans leur état primitif et ce dans un délai de 3 mois.

20.2 Dispense

L'occupant sera dispensé de la remise en état des lieux dans le cas où la Région, à l'issue de la présente convention, accepterait, expressément et par écrit, l'abandon à son profit de tout ou partie des ouvrages qu'il a été autorisé à effectuer sur la partie non bâtie.

TITRE IV. AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 21 : LITIGES

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre la Région et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 22 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

Pour la Région :

RÉGION GRAND EST
Service Ill et Canaux
Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN
03 88 59 89 99

Pour l'occupant :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
Service de l'Eau et de l'Assainissement

ARTICLE 23 : ANNEXE(S)

☑ Relevé détaillé de la redevance
☑ Plans, procès-verbal de délimitation
❑ Procès-verbal de récolement
❑ Description des constructions et aménagements,
❑ financement,
❑ programmation des travaux,

Fait en deux exemplaires,

A ERSTEIN le 02/05/2023

Pour le Président de la Région Grand Est
Par délégation
L'adjoint au chef de service Ill et Canaux

Samuel KLEIN

Pour l'occupant,
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Thierry SCHAAL
Vice-Président

(Cachet de la collectivité ou de la société, le cas échéant)

Conformément aux articles 27, 34, 35 et 36 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'intéressé est informé du caractère obligatoire des réponses, d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant auprès du service expéditeur. Ces informations peuvent être communiquées aux services de la justice le cas échéant.

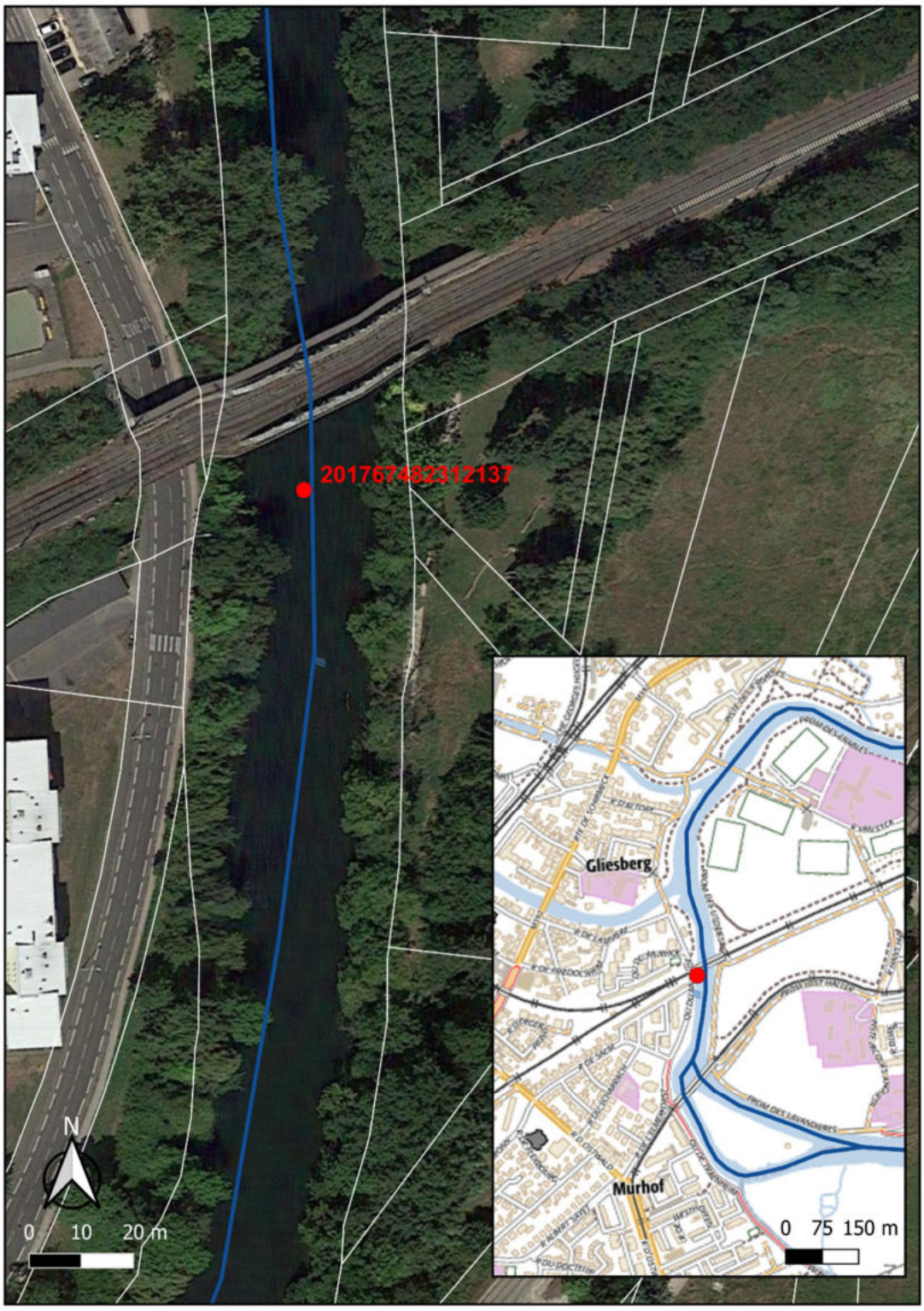
ANNEXE COT n° 201767482312137

Fixation de la redevance due pour l'occupation temporaire d'une dépendance du Domaine Public Fluvial

Proposition du service gestionnaire

Nom et adresse du Service :	Région GRAND EST Service Ill et Canaux Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN 03 88 59 89 99
Nom et adresse du pétitionnaire :	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex Service de l'Eau et de l'Assainissement
Nature ou objet de l'utilisation :	Traversée sous-fluviale
Désignation du bien mis à disposition :	Lieu : au P.K 2,300 en amont du pont de chemin de fer du Gliesberg à la Montagne Verte Description : Ouvrage d'AEP de la Montagne Verte traversant l'Ill, constitué d'un siphon en tuyaux de 300 mm de diamètre, avec une partie horizontale d'une longueur de 19 m
Code Nomenclature :	312
Calcul du montant	Prix unitaire 2017 : 89,84 €
Durée de la convention :	20 ans
Date d'effet :	**01/07/2017**
Date d'expiration	**31/06/2037**
Proposition chiffrée de redevance : 89,84 € *Indice de révision annuelle : INSEE coût de la construction (3ème trimestre 2016)*	

ANNEXE COT n°201767482312137
PLAN DE LOCALISATION



CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL RÉGIONAL DE L'ILL

N° 202167482321524

Entre
La Région Grand Est dont le siège est 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 -67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par Franck LEROY, Président du Conseil Régional Grand Est, dûment habilité à signer la présente convention,
Désignée ci-après la Région,

Et
L'Eurométropole de Strasbourg, établie au 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX, Représentée par son Vice-Président, Monsieur Thierry SCHAAL, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 15 juillet 2020 et de l'arrêté de délégation de fonction du 10 août 2020,
Désignée ci-après l'occupant,

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

La Région met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Adresse du terrain : **Rue Louise Scheppler**
Commune : **STRASBOURG**
Terrain occupé : **Rive gauche de l'Ill**

La présente convention ne vaut que pour l'occupation de ce seul emplacement. Elle est consentie sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public. L'emplacement exact occupé figure sur le plan annexé ci-joint (le cas échéant).

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'occupant occupera la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessus aux fins suivantes :

Rejet d'eaux pluviales de la voirie du secteur des Foulons. Le débit est régulé à 26 l/s par un bassin de rétention.

Pour répondre à ses besoins, l'occupant est autorisé à effectuer sur la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition, les constructions et aménagements décrits à l'article 5.1 de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 5.2.

Toute modification de l'occupation autorisée est soumise à l'accord préalable de la Région.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA CONVENTION

Sans objet

ARTICLE 4 : DURÉE

La présente convention, consentie pour une durée de **20 années** prend effet à compter du **01/01/2021**. Elle prendra donc fin le **31/12/2040**; en aucun cas, elle ne pourra faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

Si au terme de cette échéance l'occupant souhaite renouveler l'occupation, il devra soumettre à la Région une nouvelle demande.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

5.1 CONSTRUCTIONS - AMÉNAGEMENTS

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur le domaine public fluvial, les constructions et aménagements suivants :

- **Maintien en bon état de conservation et d'entretien des ouvrages existants**

La description détaillée de ces ouvrages figure, le cas échéant, en annexe à la présente convention. L'occupant sera tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature, importance et durée que ce soit.
Les travaux de constructions et d'aménagements seront entrepris dans le strict respect des dispositions stipulées aux articles 13, 14.3, 14.4 et 14.5 de la présente convention.

5.2 EXÉCUTION

L'ensemble des travaux ainsi entrepris devront être conduits de façon à réduire au minimum la gêne apportée à la navigation et à la circulation sur le domaine public ; l'occupant doit se conformer à toutes les indications qui lui sont données, à cet effet, par le représentant de la Région. Les contraintes techniques et spécifiques liées à l'ouvrage sont, le cas échéant, décrites en annexe.

ARTICLE 6 : REDEVANCE

6.1 MONTANT

L'occupant s'engage à verser à la RÉGION (PAIERIE RÉGIONALE) une redevance de base annuelle d'un montant de **87 24 euros** qui commencera à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 4.

Le paiement s'effectuera à la Paierie Régionale, 1 place Adrien Zeller 67000 STRASBOURG. Les factures seront adressées par le portail Chorus Pro, le numéro d'engagement sera transmis à l'émission du titre de recette.

Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé détaillé joint en annexe.

6.2 EXIGIBILITÉ

Pour l'année N, cette redevance sera exigible dans l'année N+1 et devra être acquittée, spontanément, au plus tard dans les quarante-cinq jours qui suivent la transmission du titre de la recette l'Eurométropole de Strasbourg étant une personne morale dotée d'un comptable public.

6.3 FRAIS

Sans objet

6.4 INDEXATION

La redevance sera indexée chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction. L'indice de référence servant de base à l'indexation est celui du 3ème trimestre de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur de la présente convention.

6.5 PÉNALITÉS

Toute redevance non réglée dans les délais impartis portera de plein droit intérêt au taux légal en vigueur au 1er janvier de l'année du fait générateur. Ces pénalités seront décomptées par mois entier.

TITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7 : ÉTAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

L'occupant prend les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent à la date d'effet de la convention.
A l'échéance de la convention l'occupant devra remettre en état le lieu dans lequel il se trouvait à la date d'effet de la convention.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial Régional est strictement personnelle. Il incombe, à ce titre, à l'occupant d'occuper lui-même les lieux.

ARTICLE 9 : CESSION A UN TIERS

Conformément à l'article 8 de la présente convention, l'occupation privative du domaine public fluvial Régional étant rigoureusement personnelle, la convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers.
Toute cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit (y compris en cas de décès), de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence prohibé.

ARTICLE 10 : PRÉCARITÉ

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.
Une convention d'occupation temporaire échue peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant. Toutefois, il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour la Région. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation. Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, ni la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de la Région, ni le fait qu'il ait été invité à acquitter les indemnités afférentes aux emplacements occupés sans titre, ne peuvent être regardés comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 11 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles 1 et 5.1 de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 12 : DROITS RÉELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L2122-19 du code général de la propriété des personnes publiques et des articles L. 1311-5 à L. 1311-8 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 13 : INTERDICTIONS LIÉES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.
La présente convention ne vaut par ailleurs, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage sauf pour l'entretien des ouvrages concernés par la présente convention par l'occupant et l'exploitant que l'occupant aura désigné. En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne devra embarrasser les bords du Domaine Public ni les chemins de service.

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

14.1 Information et droit des tiers

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, la Région de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial Régional mis à sa disposition.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés, notamment ceux des riverains, des usagers du cours d'eau et bénéficiaires de droits de pêche.

14.2 Porté à connaissance

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de la Région toute modification de sa forme ou de son objet.

14.3 Respect des lois et règlements

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues au code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices susvisées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.
L'occupant satisfera à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de la Région ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectuera à ses frais, risques et périls, et conservera à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.
L'occupant devra en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de la Région ne puisse jamais être mise en cause.

Le bénéficiaire devra se conformer aux instructions que les agents chargés de la surveillance du cours d'eau pourront être amenés à lui donner dans l'intérêt de la navigation, de la conservation du Domaine Public, de la salubrité publique, de la sécurité civile, du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations, de la vie biologique et spécialement de la faune piscicole, ou dans l'intérêt général.

14.4 Règles de sécurité et d'hygiène respect de l'environnement

L'occupant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux usées).

14.5 Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article 5.1 de la présente convention, l'occupant prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans la voie navigable et enlèvera, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y échoir.
Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlèvera, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombreraient le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

14.6 Responsabilité dommages assurances

- Dommages

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, devront immédiatement être signalés à la Région et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.
A défaut, en cas d'urgence, la Région exécutera d'office les réparations aux frais de l'occupant.

- Responsabilité

L'occupant est seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par la Région, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.
La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, la Région est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.
L'occupant garantit la Région contre tous les recours et/ou condamnations à ce titre.

- Assurances

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité...) et devra en justifier à première demande de la Région.

14.7 Entretien maintenance réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition, devront être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.
L'occupant devra se conformer aux prescriptions de l'annexe (le cas échéant) dressant la liste de ses obligations pour l'entretien de l'immeuble bâti mis le cas échéant à sa disposition.

ARTICLE 15 : PRÉROGATIVES DE LA RÉGION

15.1 Droits de contrôle

- Construction aménagements travaux

La Région se réserve le droit de vérifier et de contrôler les projets d'aménagements et de construction ainsi que l'exécution des travaux effectués par l'occupant, visés à l'article 5.1 de la présente convention.
Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de la Région tant à l'égard de l'occupant qu'à l'égard des tiers.

- Entretien

La Région se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article 14.7 de la présente convention.

- Réparations

La Région, avertie préalablement et sans délai, conformément à l'article 14.1 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

15.2 Droit d'intervention et de circulation sur le domaine

L'occupant devra laisser circuler les agents de la Région sur les emplacements occupés toutes les fois qu'il en sera requis. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant devra, le cas échéant, laisser les agents de la Région exécuter les travaux dans le périmètre, qu'ils auront défini.

15.3 Absence d'indemnité pour troubles de jouissance

L'occupant ne pourra prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle qu'en soit la nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle qu'en soit la durée.
Il ne pourra davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

TITRE III. FIN DU CONTRAT

ARTICLE 16 : PÉREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial Régional mis à sa disposition dans un délai de 6 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 17 : TERME NORMAL

La présente convention prend fin le **31/12/2040** conformément à l'article 4.

ARTICLE 18 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :
- Dissolution de l'entité occupante,
- Cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention,

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayant- droit, le cas échéant, devront procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention.
Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 19 : RÉSILIATION

19.1 Résiliation sans faute

La Région se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation devra être dûment motivée.
Au terme du préavis stipulé à l'article 19.4 de la présente convention, l'occupant devra remettre les lieux en état conformément à l'article 20 de la présente convention.

19.2 Résiliation-sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, la Région pourra résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui pourront être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée devra procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20 de la présente convention.

19.3 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception au terme de chaque année sous réserve de respecter le préavis prévu à l'article 19.4. Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 20.

19.4 Préavis

- Résiliation sans faute
La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé (article 19.1) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de trois mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.

- Résiliation-sanction
La résiliation de la présente convention pour faute (article 19.2) prendra effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.

- Résiliation à l'initiative de l'occupant
La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (article 19.3) prendra effet à l'issue de l'observation d'un préavis de deux mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

19.5 Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne pourra prétendre à aucune indemnisation quel que soit le motif de la résiliation. Hormis le cas des paiements forfaitaires qui restent acquis à la Région, la redevance sera payée au prorata temporis jusqu'à la date effective de la résiliation.

ARTICLE 20 : REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

20.1 Principe

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra sous peine de poursuites remettre les lieux dans leur état primitif et ce dans un délai de 3 mois.

20.2 Dispense

L'occupant sera dispensé de la remise en état des lieux dans le cas où la Région, à l'issue de la présente convention, accepterait, expressément et par écrit, l'abandon à son profit de tout ou partie des ouvrages qu'il a été autorisé à effectuer sur la partie non bâtie.

TITRE IV. AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 21 : LITIGES

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre la Région et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 22 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

Pour la Région :

RÉGION GRAND EST
Service Ill et Canaux
Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN
03 88 59 89 99

Pour l'occupant :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
Service de l'Eau et de l'Assainissement

ARTICLE 23 : ANNEXE(S)

☑ Relevé détaillé de la redevance
☑ Plans, procès-verbal de délimitation
❑ Procès-verbal de récolement
❑ Description des constructions et aménagements,
❑ financement,
❑ programmation des travaux,

Fait en deux exemplaires,

A ERSTEIN le 02/05/2023

Pour le Président de la Région Grand Est
Par délégation
L'adjoint au chef de service Ill et Canaux

Samuel KLEIN

Pour l'occupant,
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Monsieur Thierry SCHAAL
Vice-Président

(Cachet de la collectivité ou de la société, le cas échéant)

Conformément aux articles 27, 34, 35 et 36 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'intéressé est informé du caractère obligatoire des réponses, d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant auprès du service expéditeur. Ces informations peuvent être communiquées aux services de la justice le cas échéant.

ANNEXE COT n° 202167482321524

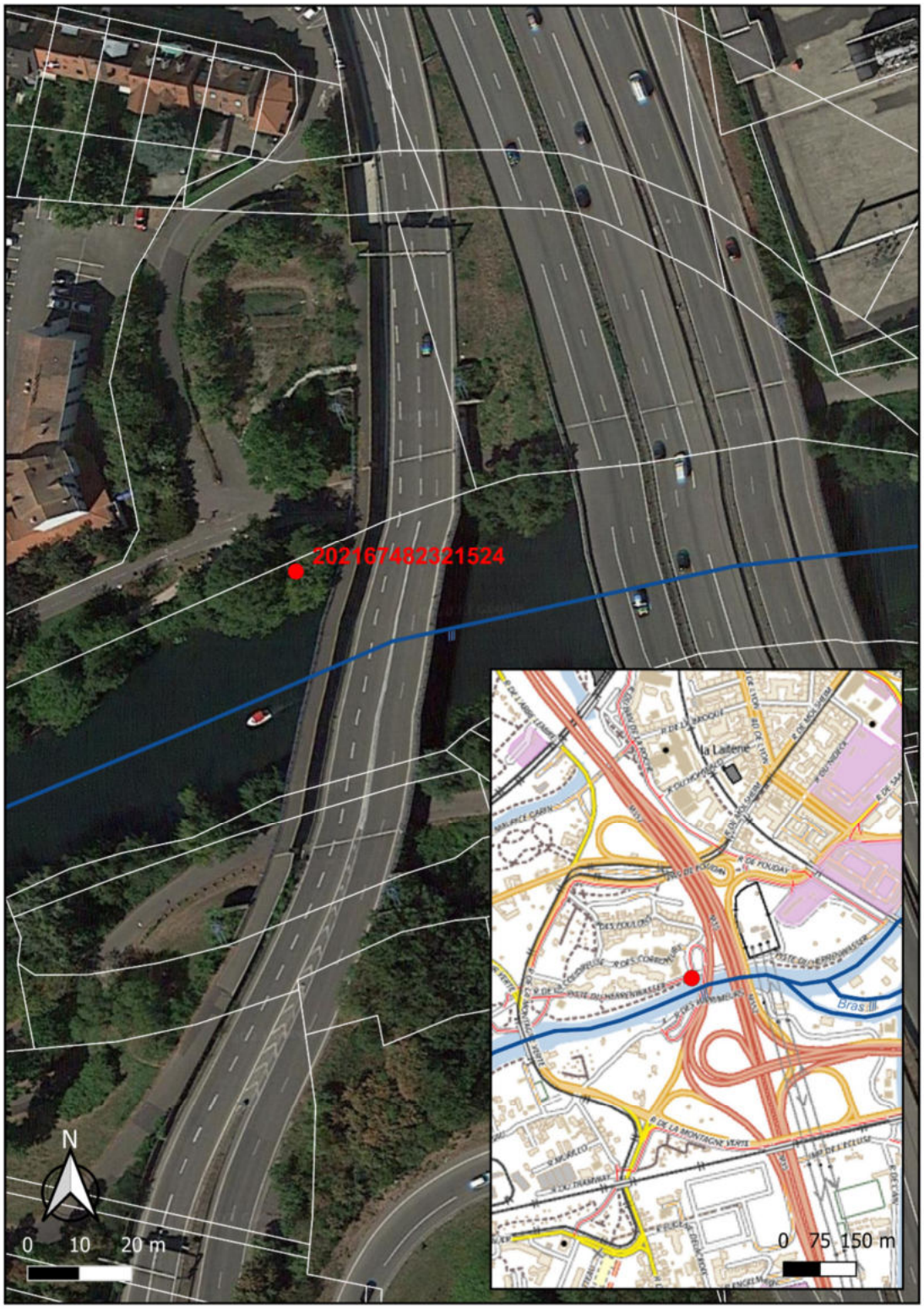
Fixation de la redevance due pour l'occupation temporaire d'une dépendance du Domaine Public Fluvial

Proposition du service gestionnaire

Nom et adresse du Service :	Région GRAND EST Service Ill et Canaux Parc du Murgiessen - 67150 ERSTEIN 03 88 59 89 99
Nom et adresse du pétitionnaire :	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex Service de l'Eau et de l'Assainissement
Nature ou objet de l'utilisation :	Rejet d'eaux pluviales
Désignation du bien mis à disposition :	Lieu : Rue Louise Scheppler Description : Rejet d'eaux pluviales de la voirie du secteur des Foulons. Le débit est régulé à 26 l/s par un bassin de rétention.
Code Nomenclature :	321
Calcul du montant	Prix unitaire 2021 : 87,24 €
Durée de la convention :	20 ans
Date d'effet :	**01/01/2021**
Date d'expiration	**31/12/2040**
Proposition chiffrée de redevance : 87,24 € *Indice de révision annuelle : INSEE coût de la construction (3ème trimestre 2020)*	

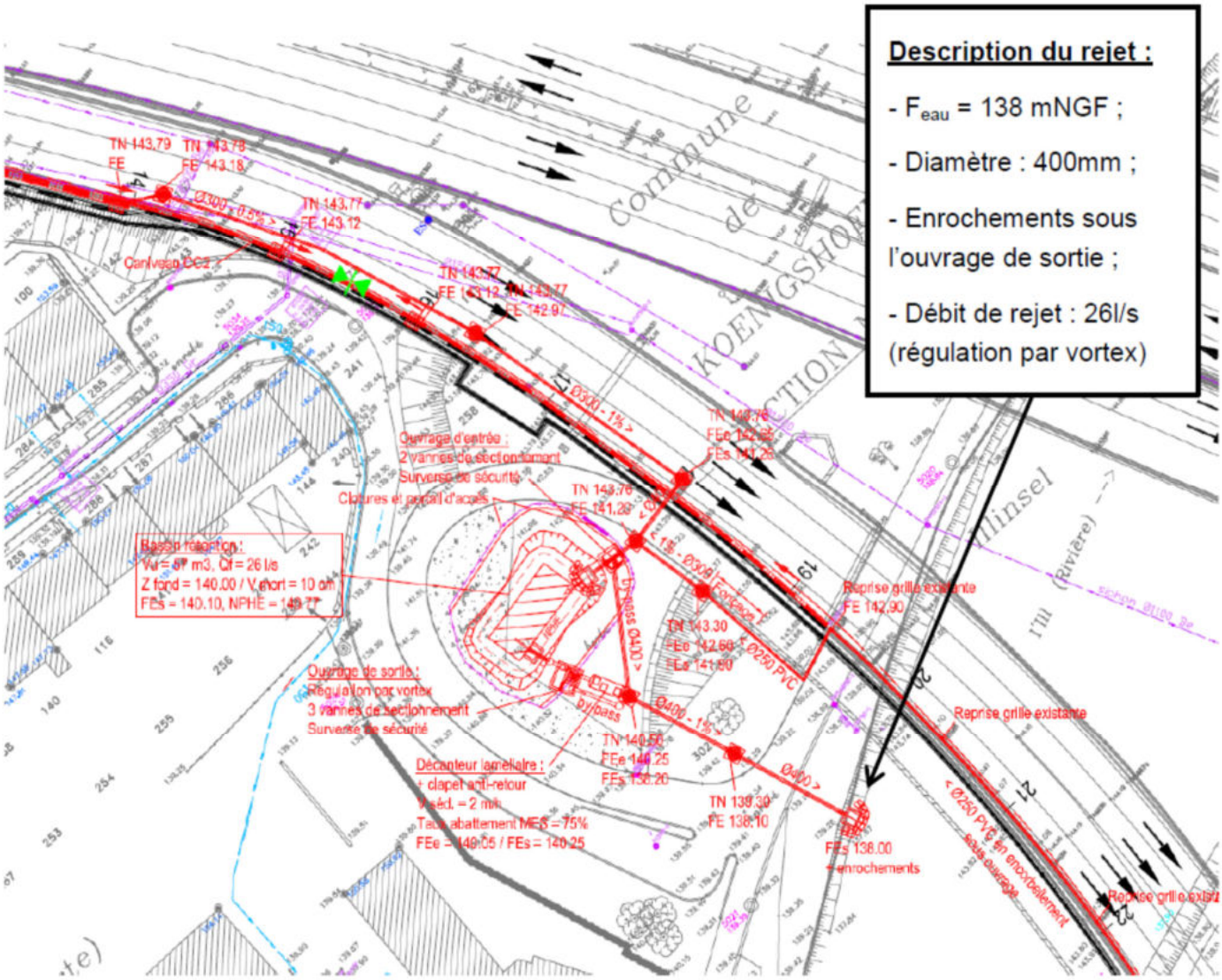
ANNEXE COT n°202167482321524

PLAN DE LOCALISATION



ANNEXE COT n°202167482321524

PLAN TECHNIQUE



57

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attribution d'une aide pour le renouvellement d'un appareil de chauffage au bois ancien par un dispositif plus performant éligible au dispositif Fonds Air Bois : liste des bénéficiaires du 1er septembre 2019 au 31 mars 2023.

Numéro E-2023-668

Par délibérations des 28 septembre 2018 et 28 juin 2019, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a défini et précisé les conditions d'éligibilité et les modalités d'octroi d'une prime financière, à compter du 1er septembre 2019, pour les ménages de l'Eurométropole de Strasbourg remplaçant un appareil de chauffage au bois, utilisé comme mode de chauffage principal, par un système plus performant et ainsi moins émetteur de particules fines.

Les modalités d'octroi ont évolué à compter du 1er avril 2023 suite à la délibération du 24 mars 2023.

À la demande de la Recette des Finances, et conformément aux modalités prévues pour les subventions et primes de toute nature dans le décret du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, la liste désignant les bénéficiaires, le montant attribué ainsi que l'objet de l'aide doivent être soumis à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole.

Les présentes demandes ont été dûment instruites et sont conformes aux modalités et conditions d'éligibilité prévues par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg fixées par les délibérations en vigueur.

L'annexe jointe à la présente délibération reprend ainsi pour la période du 1er septembre 2019 au 31 mars 2023 la liste des bénéficiaires d'une aide versée par l'Eurométropole de Strasbourg pour le remplacement d'un système de chauffage au bois ancien ou d'un foyer ouvert. Les trois listes figurant en annexe du présent projet de délibération concernent respectivement les bénéficiaires des exercices 2020, 2021 et 2022 ainsi que ceux de la période du 1er janvier 2023 au 31 mars 2023. Aucune aide n'a été versée en 2019, année de démarrage du dispositif.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'état nominatif qui suit, listant les bénéficiaires à qui il est attribué une aide à l'achat pour le remplacement d'un système de chauffage au bois ancien ou d'un foyer ouvert pour la période du 01/09/2019 au 31/03/2023.*
  Le montant et l'objet de l'aide rappelés dans la présente liste des bénéficiaires sont déclarés conformes aux conditions d'octroi prévues par la délibération du Conseil en vigueur à la date du dépôt de la demande ;

- *l'imputation de la dépense de subvention d'équipement sur la ligne 20422 - programme 1286 - AP0307.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159499-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Liste des bénéficiaires de la prime Fonds Air Bois de l'Eurométropole de Strasbourg

En application des délibérations du 28 septembre 2018 et du 28 juin 2019

Pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020

Nom du bénéficiaire	Numéro de dossier	Montant de l'aide (€)	Type de subvention	Date établissement mandat	N° mandat
	DOC_2020_0003	600	Prime air bois	24/06/2020	14556
	DOC_2019_0004	600	Prime air bois	24/07/2020	17342
	DOC_2020_0001	600	Prime air bois	03/09/2020	20786
	DOC_2020_0006	600	Prime air bois	24/09/2020	23021
	DOC_2020_0005	600	Prime air bois	09/12/2020	31808
	DOC_2020_0008	1000	Prime air bois	09/12/2020	31807
	DOC_2020_0007	600	Prime air bois	19/01/2021	1424
	NUM_2020_0001	600	Prime air bois	19/01/2021	1423
	DOC_2020_0013	1600	Prime air bois	19/01/2021	1425

Liste des bénéficiaires de la prime Fonds Air Bois de l'Eurométropole de Strasbourg

En application des délibérations du 28 septembre 2018 et du 28 juin 2019

Pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

Nom du bénéficiaire	Numéro de dossier	Montant de l'aide	Type de subvention	Date établissement mandat	N° mandat
	NUM_2020_0004	1000	Prime air bois	19/01/2021	1426
	DOC_2020_0014	1000	Prime air bois	25/01/2021	1789
	NUM_2020_0011	600	Prime air bois	29/01/2021	2649
	NUM_2020_0009	600	Prime air bois	26/02/2021	5640
	NUM_2021_0001	600	Prime air bois	02/03/2021	5789
	NUM_2021_0002	600	Prime air bois	02/03/2021	5790
	NUM_2020_0012	600	Prime air bois	09/03/2021	6366
	NUM_2021_0004	600	Prime air bois	24/03/2021	8032
	NUM_2020_0013	600	Prime air bois	01/04/2021	8602
	NUM_2020_0016	600	Prime air bois	21/04/2021	10479
	NUM_2021_0007	600	Prime air bois	03/05/2021	11428
	NUM_2020_0014	600	Prime air bois	17/05/2021	12801
	NUM_2021_0009	600	Prime air bois	17/05/2021	12802
	NUM_2021_0006	600	Prime air bois	21/05/2021	13475
	NUM_2021_0012	600	Prime air bois	21/05/2021	13476
	DOC_2020_0012	600	Prime air bois	11/06/2021	15756
	DOC_2021_0006	600	Prime air bois	11/06/2021	15755
	NUM_2021_0013	600	Prime air bois	08/07/2021	19007
	NUM_2021_0011	600	Prime air bois	29/07/2021	21093
	NUM_2021_0019	600	Prime air bois	29/07/2021	21095
	DOC_2021_0007	600	Prime air bois	29/07/2021	21094
	NUM_2021_0024	1000	Prime air bois	12/08/2021	22253
	NUM_2021_0026	600	Prime air bois	19/08/2021	22873
	NUM_2021_0029	600	Prime air bois	09/09/2021	25134
	DOC_2021_0005	600	Prime air bois	21/09/2021	26511
	NUM_2021_0018	600	Prime air bois	23/09/2021	26693
	NUM_2021_0027	600	Prime air bois	23/09/2021	26694
	NUM_2021_0014	600	Prime air bois	19/10/2021	29077
	NUM_2021_0015	600	Prime air bois	19/10/2021	29078
	NUM_2021_0021	600	Prime air bois	28/10/2021	30097
	NUM_2021_0028	600	Prime air bois	28/10/2021	30098
	NUM_2021_0030	600	Prime air bois	28/10/2021	30099
	NUM_2020_0015	600	Prime air bois	24/11/2021	33237
	NUM_2020_0008	600	Prime air bois	13/12/2021	35835
	NUM_2021_0023	600	Prime air bois	13/12/2021	35836

Liste des bénéficiaires de la prime Fonds Air Bois de l'Eurométropole de Strasbourg

En application des délibérations du 28 septembre 2018 et du 28 juin 2019

Pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022

Nom du bénéficiaire	Numéro de dossier	Montant de l'aide	Type de subvention	Date établissement mandat	N° mandat
	NUM_2020_0006	600	Prime air bois	10/01/2022	310
	NUM_2021_0008	1600	Prime air bois	10/01/2022	309
	NUM_2021_0040	600	Prime air bois	10/01/2022	307
	NUM_2021_0054	600	Prime air bois	10/01/2022	311
	DOC_2021_0008	1600	Prime air bois	10/01/2022	308
	NUM_2021_0031	600	Prime air bois	14/01/2022	978
	NUM_2021_0033	600	Prime air bois	14/01/2022	979
	NUM_2021_0043	600	Prime air bois	28/01/2022	1275
	NUM_2021_0051	600	Prime air bois	28/01/2022	1276
	NUM_2021_0010	600	Prime air bois	08/02/2022	4 079
	NUM_2021_0020	1600	Prime air bois	08/02/2022	4080
	NUM_2021_0039	600	Prime air bois	08/02/2022	4081
	NUM_2021_0042	1600	Prime air bois	08/02/2022	4082
	NUM_2021_0045	600	Prime air bois	08/02/2022	4083
	NUM_2021_0055	600	Prime air bois	08/02/2022	4084
	NUM_2021_0041	600	Prime air bois	14/03/2022	7725
	NUM_2021_0044	600	Prime air bois	14/03/2022	7726
	DOC_2022_0001	1000	Prime air bois	14/03/2022	7727
	NUM_2021_0058	600	Prime air bois	24/03/2022	8900
	NUM_2022_0003	600	Prime air bois	30/03/2022	10105
	NUM_2021_0036	600	Prime air bois	05/04/2022	10563
	NUM_2021_0048	600	Prime air bois	27/04/2022	13339
	DOC_2022_0002	600	Prime air bois	27/04/2022	13340
	NUM_2021_0057	600	Prime air bois	13/05/2022	15759
	DOC_2022_0005	600	Prime air bois	03/06/2022	18273
	NUM_2022_0008	600	Prime air bois	23/06/2022	20806
	NUM_2022_0005	600	Prime air bois	01/07/2022	21864
	NUM_2022_0010	600	Prime air bois	01/07/2022	21865
	NUM_2021_0052	600	Prime air bois	08/07/2022	22995
	NUM_2021_0047	600	Prime air bois	18/07/2022	23746
	NUM_2022_0013	600	Prime air bois	25/07/2022	24774
	NUM_2022_0014	600	Prime air bois	25/07/2022	24775
	DOC_2022_0016	1600	Prime air bois	26/07/2022	25051
	DOC_2022_0006	600	Prime air bois	22/08/2022	28313
	DOC_2022_0022	1000	Prime air bois	07/09/2022	30233
	NUM_2022_0007	600	Prime air bois	08/09/2022	30549
	NUM_2022_0012	600	Prime air bois	08/09/2022	30548
	NUM_2022_0006	600	Prime air bois	13/09/2022	31041
	DOC_2022_0020	600	Prime air bois	27/09/2022	33140
	NUM_2022_0027	600	Prime air bois	27/09/2022	33139

	DOC_2022_0018	1600	Prime air bois	29/09/2022	33598
	NUM_2022_0015	600	Prime air bois	05/10/2022	34117
	DOC_2022_0012	600	Prime air bois	12/10/2022	34988
	DOC_2022_0017	600	Prime air bois	24/11/2022	40035
	NUM_2022_0021	600	Prime air bois	24/11/2022	40036
	NUM_2022_0023	600	Prime air bois	24/11/2022	40037
	NUM_2022_0004	600	Prime air bois	28/11/2022	40439
	NUM_2022_0009	1000	Prime air bois	28/11/2022	40438
	DOC_2022_0013	600	Prime air bois	28/11/2022	40437
	NUM_2022_0017	1000	Prime air bois	28/11/2022	40436
	NUM_2022_0033	600	Prime air bois	28/11/2022	40435
	DOC_2022_0007	600	Prime air bois	14/12/2022	42726
	DOC_2022_0015	600	Prime air bois	14/12/2022	42725
	DOC_2022_0021	600	Prime air bois	14/12/2022	42727

Liste des bénéficiaires de la prime Fonds Air Bois de l'Eurométropole de Strasbourg

En application des délibérations du 28 septembre 2018 et du 28 juin 2019

Pour la période du 1er janvier 2023 au 31 mars 2023

Nom du bénéficiaire	Numéro de dossier	Montant de l'aide	Type de subvention	Date établissement mandat	N° mandat
	NUM_2022_0024	600	Prime air bois	16/01/2023	648
	NUM_2022_0028	600	Prime air bois	16/01/2023	647
	NUM_2022_0036	600	Prime air bois	17/01/2023	463
	NUM_2022_0025	600	Prime air bois	17/01/2023	464
	DOC_2022_0026	1600	Prime air bois	17/01/2023	462
	DOC_2022_0039	600	Prime air bois	17/01/2023	465
	DOC_2022_0027	600	Prime air bois	20/01/2023	1242
	DOC_2022_0029	600	Prime air bois	25/01/2023	2239
	DOC_2022_0054	600	Prime air bois	25/01/2023	2240
	DOC_2022_0030	600	Prime air bois	03/02/2023	3523
	DOC_2022_0040	600	Prime air bois	03/02/2023	3524
	NUM_2022_0002	600	Prime air bois	07/02/2023	461
	DOC_2022_0014	600	Prime air bois	07/02/2023	460
	DOC_2022_0023	600	Prime air bois	07/02/2023	1241
	DOC_2022_0024	600	Prime air bois	07/02/2023	1237
	DOC_2022_0032	600	Prime air bois	07/02/2023	1240
	NUM_2022_0050	600	Prime air bois	07/02/2023	1238
	NUM_2022_0053	600	Prime air bois	07/02/2023	1239
	NUM_2022_0016	600	Prime air bois	13/02/2023	4045
	DOC_2022_0028	600	Prime air bois	13/02/2023	4046
	DOC_2022_0031	600	Prime air bois	13/02/2023	67
	DOC_2022_0036	600	Prime air bois	13/02/2023	4044
	DOC_2022_0034	600	Prime air bois	13/02/2023	4047
	DOC_2022_0055	600	Prime air bois	13/02/2023	4048
	DOC_2022_0019	600	Prime air bois	23/02/2023	5307
	DOC_2022_0044	600	Prime air bois	23/02/2023	5308
	DOC_2022_0050	600	Prime air bois	23/02/2023	5309
	DOC_2022_0045	600	Prime air bois	14/03/2023	7327
	DOC_2022_0046	600	Prime air bois	14/03/2023	7330
	DOC_2022_0047	1000	Prime air bois	14/03/2023	7325
	NUM_2022_0052	600	Prime air bois	14/03/2023	7328
	DOC_2022_0053	600	Prime air bois	14/03/2023	7326
	DOC_2022_0056	600	Prime air bois	14/03/2023	7329

58

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Plan de Protection de l'Atmosphère 2023-2028 de l'agglomération strasbourgeoise et Plan d'actions pour un chauffage au bois domestique performant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : avis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-664

Par courrier reçu en date du 16 mai 2023, Mme la Préfète du Bas-Rhin a saisi la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg pour avis sur le projet de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) 2023 - 2028 présenté en Comité local de l'Air le 19 avril 2023, et approuvé par le Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques du Bas-Rhin le 4 mai 2023.

De plus, par courrier reçu en date du 21 février 2023, Mme la Préfète du Bas-Rhin a saisi la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg pour avis sur le projet de plan d'actions chauffage au bois domestique de l'agglomération strasbourgeoise. Ce plan d'actions, figurant en annexe de la présente délibération, constitue le volet chauffage au bois du PPA.

Dans ce contexte, il est proposé de regrouper les avis pour ces deux plans dans la présente délibération.

I) CONTEXTE

1. Procédure de révision du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

Les plans de protection de l'atmosphère sont obligatoires dans les agglomérations de plus de 250 000 habitants et dans les zones dans lesquelles le niveau dans l'air ambiant d'au moins un des polluants réglementaires dépasse ou risque de dépasser une valeur limite ou une valeur cible.

Ces plans sont élaborés à l'initiative du Préfet, en concertation avec les acteurs du territoire, et prévoient les mesures permettant de ramener dans les délais les plus courts possibles, la concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau conforme aux seuils de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du Code de l'environnement. Ils fixent

les objectifs à atteindre et déterminent des actions à mettre en œuvre dans les domaines de l'industrie, des transports et de la mobilité, du résidentiel-tertiaire et de l'agriculture.

Un premier PPA de l'agglomération strasbourgeoise a été approuvé par arrêté préfectoral du 21 octobre 2008. Les mesures du PPA de 2008 ont permis des progrès en termes de qualité de l'air et de connaissances sur la zone du PPA, mais n'ont toutefois pas abouti à une amélioration suffisante de la situation, en particulier en proximité routière. Un renforcement de certaines d'entre elles et la mise en œuvre de mesures additionnelles était donc indispensable.

Un deuxième plan de protection de l'atmosphère (PPA 2014-2019) de la zone d'agglomération de Strasbourg a été approuvé en juin 2014. Son évaluation a montré une amélioration globale de la qualité de l'air ainsi qu'une réduction de l'exposition des populations à la pollution. Cependant elle a également mis en évidence la non-atteinte de tous les objectifs fixés en 2014 : des dépassements de valeurs limites réglementaires pour le dioxyde d'azote NO_2 sont toujours observés à proximité d'axes routiers, et de nombreux habitants sont toujours exposés à des dépassements des valeurs limites réglementaires et des valeurs guides recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

D'autres points de vigilance avaient été soulevés lors de l'évaluation :

- l'insuffisance du niveau d'ambition pour répondre aux enjeux, l'objectif se limitant à l'atteinte des valeurs limites de la réglementation européenne et non des valeurs issues des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS),

- la nécessité de mettre en œuvre plus d'actions dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du résidentiel,

- un renforcement attendu sur la communication des enjeux de santé,

- un renforcement attendu sur les mesures de remplacement des chauffages individuels au bois non performants,

- les difficultés à conduire de façon coordonnée la mise en œuvre du plan en raison d'une multitude de porteurs, de l'absence de coordinateur par action et d'un dispositif de suivi insuffisant.

L'agglomération de Strasbourg est concernée par deux contentieux, le contentieux européen du 24 octobre 2019 et le contentieux national du 10 juillet 2020, dans lequel le Conseil d'État enjoint l'État français à prendre toutes les mesures nécessaires permettant de ramener les concentrations en dioxyde d'azote sous les valeurs limites fixées par l'article R 221-1 CE dans les délais les plus courts possibles.
Aussi, il était nécessaire de poursuivre la dynamique et de mettre en place rapidement un programme d'actions suffisamment ambitieux pour respecter au plus vite la réglementation.

Une nouvelle révision du PPA a donc été engagée lors du Comité local de l'air du 21 octobre 2020, la DREAL Grand Est assurant la conduite du projet de révision sous l'autorité de Mme la Préfète.

Cette révision vise notamment, en tenant compte de l'évaluation, à porter une ambition à la hauteur des enjeux de santé et à agir en complémentarité avec le projet de territoire.

2. Élaboration du plan d'actions pour un chauffage au bois domestique performant

La Ministre de la Transition écologique a publié en juillet 2021, le plan d'action national qui vise à réduire d'au moins 30% d'ici 2030 les émissions de polluants du chauffage au bois domestique, premier émetteur de particules fines en France.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan national susmentionné, a été introduit l'article L222- 6-1 dans le Code de l'environnement, qui oblige le Préfet de département à prendre, d'ici le 1er janvier 2023, les mesures nécessaires pour atteindre une réduction d'émissions de 50 % de PM2,5 issues du chauffage au bois en 2030 par rapport à 2020, dans les zones concernées par un PPA.
Dans le département du Bas-Rhin, le PPA de l'agglomération strasbourgeoise est concerné. Sur le territoire, près de 30 % des émissions de particules fines PM2,5 totales produites sont issues du chauffage au bois domestique. Ainsi, si le chauffage au bois présente l'avantage de recourir à une ressource locale, son impact sur la qualité de l'air est à surveiller scrupuleusement.

Le plan d'actions proposé par l'Etat, qui **constitue le volet chauffage au bois domestique du PPA,** comprend 13 mesures réparties sur 6 axes :

1) Sensibilisation du public et des acteurs du territoire,
2) Accompagnement au renouvellement : dispositifs d'aide,
3) Amélioration de la performance des équipements de chauffage au bois,
4) Promotion de l'utilisation d'un combustible de qualité,
5) Rénovation énergétique des logements,
6) Charte d'engagement du plan bois.

Le plan d'action chauffage au bois domestique serait constitué comme suit :

- un volet « communication » solide à destination de nombreuses cibles (particuliers, professionnels, etc.),

- le Fonds Air Bois de l'Eurométropole de Strasbourg existant depuis 2019, soutien financier aux ménages pour le remplacement d'appareils peu performants,

- une étude socio-économique avant mise en place de mesures restrictives plus fortes (interdiction d'utilisation des appareils peu performants, etc.),

- des mesures visant à développer le marché formel du bois-bûche de qualité,

- des mesures visant à rénover énergétiquement les logements,

- la signature d'une charte engageant les différents porteurs d'actions du plan bois,

- l'interdiction d'installation et d'usage des appareils peu performants dans les constructions neuves (le projet d'arrêté préfectoral figure en annexe de la présente délibération).

Cette mesure consisterait à n'autoriser dans les constructions neuves que l'installation et l'utilisation d'appareils performants. Les critères de performance visés dans le projet d'arrêté reprennent les performances d'émissions du label « Flamme verte 7 étoiles ». Ainsi, les appareils labellisés « Flamme Verte 7 étoiles » ou équivalent, les appareils labellisés « Flamme verte » ou équivalent et les équipements de chauffage au bois respectant la directive Ecodesign de 2015, respectent les critères de performance visés dans le projet d'arrêté. Ils ne seraient donc pas concernés par l'interdiction prévue par l'arrêté.
L'entrée en vigueur de cette mesure interviendrait sous six mois après la signature du plan bois, vers l'été 2023.

II) PRESENTATION DES OBJECTIFS ET DU PLAN D'ACTIONS DU PROJET DE PPA 2023-2028

1. Préalable sur les valeurs de gestion de la qualité de l'air

La pollution de l'air est aujourd'hui classée comme cancérogène pour l'homme par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), représentant ainsi, selon cet organisme, l'une des premières causes environnementales de décès par cancer dans le monde. De ce fait, la reconquête d'une bonne qualité de l'air est un enjeu majeur pour la santé et l'environnement.
En France, le coût estimé de la pollution atmosphérique approche les 100 milliards d'euros par an selon un rapport remis par la Commission d'enquête du Sénat en 2015. Par ailleurs, Santé publique France a réévalué en 2021 son impact sanitaire de la pollution de l'air ambiant : chaque année près de 40 000 décès prématurés seraient attribuables à une exposition de la population française aux particules fines (PM2,5), ce qui représente 7 % de la mortalité totale annuelle et près de 8 mois d'espérance de vie perdus en moyenne, pour les personnes âgées de 30 ans et plus. De plus 7 000 décès chaque année sont attribuables à une exposition de la population française au dioxyde d'azote NO_2.

En septembre 2021, l'OMS a révisé ses valeurs guides pour les principaux polluants de l'atmosphère et publié de nouveaux seuils de référence plus exigeants afin de mieux protéger la santé des populations vis-à-vis de la pollution de l'air. Ces nouveaux seuils offrent une plus grande certitude quant au fait que les effets sur la santé se produisent à des niveaux de pollution atmosphérique plus faibles qu'on ne le croyait auparavant.
Bien que ces lignes directrices ne soient pas juridiquement contraignantes, elles apportent une base factuelle aux décideurs dans la définition de normes et objectifs, qui seront eux juridiquement contraignants pour la gestion de la qualité de l'air, comme les réglementations françaises et les directives européennes. Elles apportent en outre un

référentiel commun au niveau international et permettent des comparaisons en dépit de règlementations nationales différentes.

En octobre 2022, dans le cadre du green deal européen, la Commission européenne s'est engagée à aligner les normes de la qualité de l'air de l'Union européenne sur ces dernières recommandations de l'OMS. La proposition faite par la Commission européenne abaisse les seuils d'exposition aux polluants tout en déterminant des valeurs plus hautes que celles de l'OMS. L'adoption de cette proposition de texte est prévue pour le début de l'année 2024.

Voici ci-dessous les seuils annuels proposés dans ces différents cadres :

Polluant	Type de valeur	Valeurs réglementaires actuelles (UE 2008)	Nouvelles valeurs réglementaires proposées (UE 2030)	Lignes directrices (OMS 2005)	Lignes directrices (OMS 2021)
NO_2	Moyenne annuelle	40 µg/m^3	20 µg/m^3	40 µg/m^3	10 µg/m^3
PM10		40 µg/m^3	20 µg/m^3	20 µg/m^3	15 µg/m^3
PM2.5		25 µg/m^3	10 µg/m^3	10 µg/m^3	5 µg/m^3

2. Les objectifs du PPA

Les grands objectifs proposés par l'État sont les suivants :

- viser un retour sous les valeurs limites dans les délais les plus courts possibles (mesures aux stations et populations exposées à des dépassements),

- réduire le plus possible l'exposition des populations aux différents polluants (populations exposées à des dépassements de valeurs guide OMS de 2021),

- avoir une trajectoire de réduction d'émissions compatible avec les objectifs du Plan national de réduction des polluants atmosphériques (PREPA) et du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET),

- viser en 2030 les seuils proposés par la Commission européenne (au niveau des stations de mesures, mais également ne plus avoir de populations exposées à des dépassements de ces valeurs).

Et les objectifs suivants, retenus par polluant, en matière de concentrations respirées et d'exposition des populations :

- plus aucune personne n'est exposée en 2030 à des dépassements de la concentration en NO_2 et en PM_{10} de 20 µg/m³ en moyenne annuelle (= nouveaux seuils proposés par la Commission européenne en 2022) ;

- plus aucune personne n'est exposée en 2030 à des dépassements de la concentration en $PM_{2,5}$ de 10 µg/m³ en moyenne annuelle (= nouveau seuil proposé par la Commission européenne en 2022) ;

- diminuer le nombre de personnes exposées à des dépassements des valeurs guides OMS 2021 pour le NO_2, PM_{10} et $PM_{2,5}$.

Cas particulier de l'ozone

Les phénomènes de production de ce polluant sont très complexes. Il se forme lors de conditions météorologiques stables (absence de vent, ensoleillement et température élevés), via des réactions physico-chimiques complexes impliquant la présence de précurseurs (oxydes d'azote et composés organiques volatils). L'État indique que la problématique de l'ozone ne peut pas être traitée à l'échelle du PPA. Les objectifs du PPA pour ce polluant seront donc de :

- réduire les émissions des polluants précurseurs de l'ozone,

- réduire l'exposition des populations lors des pics de pollution par la prise de mesures d'urgences.

3. Le plan d'actions du PPA

Le plan d'action détaillé du PPA 2023-2028 intègre 49 actions regroupées en 7 axes :

AXE 1 - Aménager et équiper le territoire pour une réduction des déplacements motorisés et des mobilités motorisées à faibles émissions

1.1. Réduire et mutualiser les déplacements
1.2. Favoriser la mobilité active
1.3. Mise en place d'une politique faible émission sur le territoire : renouvellement du parc, mesures multimodales et réaménagement de l'espace public
1.4. Renforcer l'offre de transports collectifs et l'intermodalité TC-vélo
1.5. Évaluation des effets des politiques de mobilité

AXE 2- Organiser la sobriété et l'efficacité du transport et de la distribution de marchandises vers, sur et depuis l'agglomération

2.1. Transformer la logistique et la livraison pour réduire les flux dans les milieux urbains et péri-urbains
2.2. Décarboner les transports longue distance pour valoriser les reports modaux et les entreprises engagées en ce sens

AXE 3- Mettre en œuvre une politique de transition énergétique cohérente avec les objectifs d'amélioration de la qualité de l'air
3.1. Faire de la politique d'amélioration de la performance des bâtiments un levier d'amélioration de la qualité de l'air
3.2. Volet « Plan chauffage au bois domestique »

AXE 4- Réglementer et accompagner les activités industrielles et artisanales pour une réduction des émissions de polluants
4.1. Augmenter les exigences sur la performance des processus industriels
4.2. Renforcer le contrôle des installations industrielles

AXE 5- Réduire les concentrations en polluants dans les zones où les populations exposées sont les plus denses
5.1. Végétaliser les zones urbaines exposées à des fortes concentrations en particules
5.2. Agir lors des épisodes pollués pour protéger la santé des populations
5.3. Mieux intégrer les enjeux d'amélioration de la qualité de l'air dans l'aménagement

AXE 6- Soutenir et accompagner l'orientation des exploitations agricoles vers des pratiques réduisant les émissions de polluants
6.1. Accompagner les agriculteurs dans la transformation de leurs pratiques

AXE 7- Animer la mise en œuvre d'une politique inclusive d'amélioration de la qualité de l'air
7.1. Développer la connaissance et poursuivre la sensibilisation sur les enjeux de qualité de l'air
7.2. Sensibiliser, former et accompagner les professionnels des secteurs émetteurs de polluants atmosphériques dans leurs objectifs de réduction
7.3. Communiquer, impliquer le grand public dans l'initiative pour l'amélioration de la qualité de l'air

La Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg portent 24 actions du futur PPA, dont 4 actions qui sont coportées avec la Collectivité européenne d'Alsace et la Région.

III) AVIS DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG SUR LE PROJET DE PPA 2023-2028

1. Analyse et remarques de portée générale sur le projet de PPA

Comme toutes les grandes agglomérations, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est confronté à une pollution de l'air qui présente un danger pour la santé des habitant.es. Toutes les études démontrent que les populations vivant dans des zones où l'air est pollué développent des maladies cardio-respiratoires ou cérébrales et des cancers. En moyenne, il y aurait 500 décès prématurés par an dans l'Eurométropole du fait de la mauvaise qualité de l'air.

La pollution de l'air a également des coûts socio-économiques considérables. Les coûts des dépenses de santé liés à la pollution de l'air pour une commune de la taille de

Strasbourg sont estimés à 268 millions d'euros, soit 955 € par habitant.e. Les enjeux sont aussi sociaux puisqu'il existe une différence de vulnérabilité importante vis-à-vis de la pollution de l'air au sein de la population, les plus fragiles étant les jeunes enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes souffrant de maladies chroniques. Ils sont enfin sociétaux, les citoyen.ne.s se mobilisant à travers de nombreuses initiatives afin de défendre leur droit à respirer un air de bonne qualité.

La situation géographique de l'agglomération, située au cœur du fossé rhénan, entre les massifs des Vosges et la Forêt Noire, participe à piéger les polluants et à atténuer le vent qui pourrait les disperser.

Malgré une tendance à l'amélioration de la qualité de l'air ces dernières années, des dépassements de la valeur limite en dioxyde d'azote persistent à proximité des zones où le trafic routier est important. Les secteurs géographiques les plus touchés par les dépassements de cette valeur limite européenne sont aujourd'hui situés autour des axes autoroutiers et des grands boulevards, notamment le long de l'avenue du Rhin et de l'avenue des Vosges.

Sur ce point, il est important de souligner que l'état des lieux sur le dépassement des valeurs limites pour le NO_2 est partiel dans les documents du PPA : il existe bien en 2022 une seconde station au bord de la M35 qui révèle encore des concentrations supérieures à la valeur limite réglementaire de 40 $\mu g/m^3$.

Pour agir efficacement sur la qualité de l'air, des actions de fond sont développées dans l'ensemble des politiques structurantes de la métropole, en lien étroit avec la ville de Strasbourg (urbanisme, habitat, énergie, transports, agriculture, biodiversité, etc.) qui ont tous été inscrits dans ce projet de 3ème PPA.

<u>Sur les objectifs visés par le PPA</u>
En matière de concentrations de polluants et d'exposition, l'Eurométropole de Strasbourg se félicite que les objectifs aient été fixés au regard d'une part des nouvelles normes proposées par la Commission européenne fin 2022 et d'autre part des nouveaux seuils de références recommandés par l'OMS en 2021.

En matière d'émissions, l'Eurométropole de Strasbourg est en accord avec les objectifs de réduction des polluants fixés dans le PPA, qui suivent les trajectoires des plans nationaux (PREPA) et régionaux (SRADDET).

Cependant, dans ses nouvelles lignes directrices, l'OMS met également l'accent sur les particules ultrafines ou le carbone suie pour lesquels « il n'existe actuellement pas assez de preuves quantitatives pour fixer des seuils de référence en matière de qualité de l'air ». Des mesures systématiques sont préconisées pour ces polluants, afin de renforcer les connaissances sur ces particules. Or, ces polluants émergents ne sont pas pris en compte dans les objectifs du PPA et ne font l'objet d'aucun objectif dédié. L'Eurométropole de Strasbourg regrette ce manque d'ambition et d'anticipation, alors que la proposition de nouvelle directive européenne prévoit d'imposer une surveillance plus importante de polluants atmosphériques émergents comme par exemple les particules ultrafines.

Sur le périmètre

Le Plan de Protection de l'Atmosphère s'applique sur les 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Au regard des imports non négligeables de polluants, en particulier pour les particules fines, il aurait été pertinent de requestionner collectivement le périmètre du PPA.

L'intégration d'autres territoires aurait également permis d'aborder d'une part la dimension transfrontière de la pollution et d'autre part, pour ces territoires, d'accéder à des financements pour la mise en œuvre de dispositifs locaux du type « Fonds Air Bois ».

La problématique de mobilité dépasse aussi le simple périmètre de l'Eurométropole avec 30% des actifs qui proviennent de l'extérieur de l'Eurométropole de Strasbourg. Par ailleurs, 50% du trafic est induit par des non-métropolitains. C'est pourquoi, l'Eurométropole de Strasbourg s'emploie d'ores et déjà à dépasser les limites de son territoire, pour la mise en œuvre du Réseau Express Métropolitain Européen (REME) ferroviaire et routier.

Sur le plan d'actions et l'atteinte des objectifs

Le plan d'actions est en cohérence avec les différentes feuilles de route, schémas directeurs et plans structurants de l'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec la ville de Strasbourg, mais aussi ses communes, et la majorité des gains en émissions calculés à horizon 2027 en sont issus.

L'Eurométropole constate que l'évaluation du PPA (2014-2019) n'a été que partiellement prise en compte, les secteurs de l'agriculture, de l'industrie étant encore largement sous approfondis malgré le niveau de leur contribution à la pollution de l'air. Un diagnostic complet et détaillé pour ces deux secteurs aurait permis de faire émerger des propositions d'actions concrètes et attendues fortement par l'ensemble des parties prenantes.

Il est important de souligner que quatre actions ne possèdent pas de porteur et que plusieurs actions n'ont pas de financements identifiés. Pour ces raisons, l'Eurométropole a des inquiétudes quant au risque de ne pas voir se réaliser certaines actions et sera attentive au maintien dans le temps de l'animation partenariale des services de l'État.

Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à s'impliquer fortement dans les actions de réduction de la pollution atmosphérique.

D'après les scénarios d'ATMO Grand Est, les objectifs en émissions du SRADDET ou du PREPA devraient être atteints en 2027, excepté pour l'ammoniac NH_3. Cependant, des efforts conséquents seront à fournir pour les particules fines PM2.5 et pour les oxydes d'azote NOx d'ici 2030, pour lesquels l'impact des mesures du PPA est très limité et fondé sur la mise en œuvre d'un plan extrêmement volontariste.

2. Analyse et remarques sur le plan d'actions, détaillées par axe

AXE 1 -Aménager et équiper le territoire pour une réduction des déplacements motorisés et des mobilités motorisées à faibles émissions

Le plan d'actions regroupe les actions du Plan Climat (PCAET), du Plan de déplacement urbain (PDU), du Schéma des mobilités, du Plan d'Actions des Mobilités Actives (PAMA), en particulier la ZFE-m et le REME. L'ensemble des actions mobilités du PPA sont donc en cohérence avec les objectifs de l'Eurométropole.
Ces actions traduisent l'engagement fort de l'Eurométropole de Strasbourg dans l'incitation au report modal pour un système de déplacements moins impactant pour la qualité de l'air.

D'autre part, dans le cadre de la mise en oeuvre d'une ZFE-m, l'amélioration de la qualité de l'air est directement liée au respect des mesures sélectives pour les véhicules et à la limitation de la fraude. Seul un contrôle significatif et automatique par caméras permettra d'atteindre les objectifs attendus de réduction d'émission des polluants. La disponibilité effective du matériel de contrôle sanction automatisé, dépendant de l'État, et son engagement dans l'accompagnement complet dans le traitement des infractions, doivent permettre une opérationnalisation effective au plus tard fin 2024.

Concernant l'accompagnement au changement, une augmentation des aides à la conversion de l'État est nécessaire tant sur les véhicules concernés que sur les catégories de revenus pris en compte et les territoires couverts avec un appui à la mise en place d'un guichet unique de demandes des aides. Cela en complémentarité du dispositif déjà proposé par l'Eurométropole. Dans ce cadre, il est important qu'une réponse à la problématique des territoires voisins de la ZFE-m soit apportée avec une prise en compte de la dimension transfrontalière.

Le PPA pourrait apporter des précisions sur l'engagement de la Région et de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) au développement d'aménagements cyclables d'alimentation des gares du Réseau Express Métropolitain Européen (REME) hors Eurométropole de Strasbourg, sur les routes de la CeA et au déploiement de parkings dans les gares du REME en amont de la ZFE-m.

Dans une délibération en date du 15 octobre 2021, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a voté « un dispositif ambitieux mais progressif de déploiement de la Zone à Faible Émission mobilité (ZFE-m) à travers des interdictions de circulation pour les véhicules aux vignettes Crit'Air NC/5 à 2 à horizon 2028 sur l'ensemble de son territoire ». Action phare du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de l'Eurométropole adopté en décembre 2019, la ZFE-m a été mise en place au 1er janvier 2022 suite à la signature de deux arrêtés par la Présidente de l'Eurométropole fin décembre 2021.

Sa mise en place est progressive avec des restrictions de circulation, comprenant une phase pédagogique préalable à chaque date d'interdiction définitive de circuler (communication, contrôle pédagogique).

Sa mise en place comprend des mesures d'accompagnement importantes : solutions alternatives de mobilités ; conseil individualisé en mobilité des particuliers et professionnels ; mise en œuvre et animation d'un ambition dispositif d'aides pour les résidents de la Métropole et les entreprises et associations de la métropole (compte

mobilité, aide à l'achat de véhicules Crit'Air 1 et 0 neufs et d'occasion, aides au rétrofit, aides à l'achat de VAE et vélo cargo) ; dérogations ; communication sur l'offre d'accompagnement des entreprises et des particuliers ; accompagnement des ménages les plus précaires ; évaluation du conseil et de l'accompagnement financier des acteurs.
Un dispositif d'évaluation annuelle et renforcée du dispositif est prévu.

D'autre part, Optimix, lancé en 1998, est le plus ancien plan de déplacements d'une collectivité en France et fait de Strasbourg une ville pionnière pour ce type de démarches. Au-delà des déplacements des agents de l'Eurométropole de Strasbourg, Optimix s'attache aujourd'hui à l'accompagnement des entreprises, associations et administrations dans l'élaboration d'un plan de mobilité employeur et/ou dans la préparation des NAO (négociations annuelles obligatoires). Optimix propose une offre de service globale, pour traiter des questions relatives à la mobilité domicile-travail.

Le covoiturage constitue également un levier actionné par l'Eurométropole via des études de potentiel pour la mise en œuvre de plusieurs lignes de covoiturage à destination de l'Eurométropole de Strasbourg, en particulier depuis les zones peu desservies par les transports en commun. Plusieurs études menées en 2022 par la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et l'Eurométropole, devraient se traduire par une mise en œuvre et expérimentation de deux lignes de covoiturage courant 2022-2023 ainsi que par la mise en place d'une plateforme de covoiturage en ligne.

Le plan d'actions des mobilités actives (PAMA) porte l'ambition d'un développement concomitant de la pratique de la marche et du vélo dans la métropole. Il soutient le développement de la marche en ville à l'échelle de la métropole et fait suite à trois schémas directeurs vélo, dont le premier a été lancé en 1978.

L'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec les communes et ses partenaires, s'engage pour améliorer le réseau cyclable existant et le développer par un budget supplémentaire de 100M€ inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement qui prévoit : l'aménagement de pistes cyclables confortables et continues le long des nouvelles infrastructures de transport en commun ; l'intégration au projet urbain des franchissements cyclables (passerelle Citadelle, passerelle du Wacken) ; l'amélioration, avec ses partenaires des eurovéloroutes présentes sur le territoire (canal de la Bruche, La Wantzenau) ; l'amélioration des liens avec les intercommunalités voisines par des projets communs ; et la priorisation des budgets voiries d'intérêt communal sur des liens entre le réseau express vélo et les centralités.

<u>M35 –Voies réservées</u>
Dans un contexte de transformation des usages de la M35 visant à y privilégier le covoiturage et les transports en commun par la mise en œuvre de voies réservées pérennisées ; à y interdire la circulation des poids-lourds en transit ; et à y réduire les vitesses pratiquées, il est essentiel d'instaurer un contrôle efficace et régulier. Cela nécessite le déploiement d'outils spécifiques comme le CSA qui permettra d'évaluer les effets de cette transformation et de les communiquer.

<u>Réseau Express Métropolitain Européen (REME)</u>

L'Eurométropole de Strasbourg se félicite de la mise en place de la première phase du REME en décembre 2022 avec ses partenaires. Le REME strasbourgeois vise à assurer efficacement les déplacements de l'ensemble des citoyens qui vont chaque jour de l'extérieur de la Métropole vers cette dernière et inversement. Il comporte : un volet ferré portant sur l'amélioration de l'ensemble des dessertes TER de l'étoile ferroviaire strasbourgeoise, y compris vers l'Allemagne ; et un volet cars express, prévoyant la mise en œuvre d'un réseau de cars express dotés d'aménagements dédiés et notamment d'une voie réservée aux transports en commun sur la M35 et M351 (TSPO).

Le REME est basé sur des services performants : une fréquence élevée et continue tout au long de la journée, dans les deux sens : 30 min sur chaque ligne pour le mode ferré et le mode routier ; une amplitude de service étendue le soir, en cohérence avec les services de tramway et de bus ; une augmentation des fréquences le week-end et particulièrement le samedi ; des temps de parcours meilleurs que la voiture ; une excellente régularité basée sur la fiabilité des réseaux ; une grande capacité d'emport, notamment pour le train où l'usage du matériel roulant doit être optimisé en permettant l'utilisation des unités les plus capacitaires possibles ; des pôles d'échange permettant l'intermodalité ; un maximum de diamétralisation des lignes permettant d'optimiser la capacité des infrastructures au centre de la Métropole et d'offrir des trajets plus efficaces notamment de périphérie à périphérie, et d'accroitre le maillage du réseau pour multiplier les correspondances attractives.

Le REME a pour objectif d'être accompagné d'une offre de services globale, permettant d'intégrer l'ensemble des réseaux en diminuant les barrières d'usage : tarification lisible ; information multimodale pertinente et accessible ; canaux de distribution simples.

Transports en commun

Une délibération cadre intitulée « Une ambition inédite en matière de mobilités : vers un pacte durable et équilibré pour l'Eurométropole de Strasbourg et ses habitants » a été votée le 18 décembre 2020 et qui précise les mesures à prendre afin de renforcer le réseau structurant des transports en commun sur le territoire de l'agglomération. Cette délibération permet d'afficher les évolutions à mettre en œuvre dans le cadre de la mise en place progressive d'une Zone à Faible Émissions et dont l'objectif principal est de relier efficacement les quartiers et communes de l'Eurométropole, au moyen de transports publics fiables et décarbonés.

Cet objectif se traduit par la mise en œuvre des projets suivants entre 2023 et 2026 : réalisation d'une liaison tramway gare centrale-institutions européennes via un maillage Centre-Nord, qui a également comme objectif de désaturer le centre-ville et donc de rendre plus robuste le réseau de tramway ; création d'une nouvelle liaison tramway pour la desserte des communes Nord de l'Eurométropole ; extension de la ligne F du tramway vers l'Ouest de l'agglomération, ; extension de la ligne G du BHNS entre la gare centrale et le quartier Danube à Strasbourg. Ces extensions ou créations de lignes ont vocation à être mises en œuvre à horizon 2026 pour ce qui concerne le tramway et à l'automne 2023 pour ce qui est du BHNS G.

AXE 2- Organiser la sobriété et l'efficacité du transport et de la distribution de marchandises vers, sur et depuis l'agglomération

L'agglomération strasbourgeoise entend profiter de son positionnement particulièrement stratégique pour le développement de solutions de logistique durable en favorisant le report modal vers le mode ferroviaire et le mode fluvial.

Pour ce faire, l'Eurométropole a besoin de la part de l'Etat d'un fort soutien au report modal vers le fer et le fleuve, et d'un soutien particulier au fret ferroviaire notamment par l'entretien des réseaux.

L'Eurométropole de Strasbourg démontre son engagement par la création d'une feuille de route « pour une logistique urbaine durable et décarbonée » qui définit les axes de travail et les outils qu'elle entend mobiliser ainsi que les priorités qu'elle souhaite traiter :

- concerter les partenaires,
- créer un environnement réglementaire favorable à la fluidité du trafic et à la décarbonation du transport de marchandises en ville,
- appuyer la stratégie du territoire à travers la planification, la stratégie foncière et les projets urbains,
- faciliter la création d'espaces logistiques de proximité dans les milieux urbains,
- promouvoir la filière fluviale,
- accompagner et conforter la filière ferroviaire,
- faciliter le développement de la filière cyclo-logistique,
- favoriser la fluidité de la circulation et le partage équilibré de l'espace public,
- promouvoir et valoriser les pratiques vertueuses de la logistique urbaine, source d'emplois sur le territoire,
- s'appuyer sur l'innovation et l'expérimentation.

Afin de remplir ses objectifs, l'Eurométropole mobilise les outils à sa disposition dont le SPASER, l'intégration de la logistique dans les projets urbains, l'inscription de la logistique dans le PLU, la concertation des partenaires (acteurs économiques, Port Autonome de Strasbourg, Voies Navigables de France), la création d'infrastructures pour le report modal et le portage de projets innovants.

<u>AXE 3- Mettre en œuvre une politique de transition énergétique cohérente avec les objectifs d'amélioration de la qualité de l'air</u>

Le plan d'actions s'inscrit dans les objectifs du PCAET et du Schéma Directeur des Énergies de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cet axe comporte également le projet de plan d'actions pour un chauffage au bois domestique performant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, pour lequel les remarques et avis sont détaillés dans le quatrième paragraphe de cette délibération.

Réussir la transition énergétique du territoire, c'est agir de front sur les actions d'efficacité, de sobriété énergétique et de production locale des énergies renouvelables et de récupération pour sortir définitivement des énergies fossiles impactant le climat, dégradant la qualité de l'air et fragilisant le territoire par sa dépendance.

L'Eurométropole de Strasbourg a affirmé, dès décembre 2019, son ambition « 100% d'énergies renouvelables en 2050 » en la traduisant dans son Schéma Directeur des Énergies (SDE), qui constitue la feuille de route stratégique et opérationnelle lui permettant de maîtriser sa demande énergétique et de garantir sa production d'énergies renouvelables décarbonées.
Le Plan Climat 2030 y a adossé l'objectif de neutralité carbone et a tracé la voie pour y arriver en fixant des mesures ambitieuses et des objectifs à atteindre dès 2030.
Les orientations du SDE se déclinent en mesures concrètes, qui porteront leurs fruits au cours des années à venir : développement accéléré de la production d'énergies renouvelables et de récupération – notamment avec l'import de chaleur de l'aciérie BSW et l'adoption de la stratégie solaire déclinée en 14 actions prioritaires sur le mandat -, réglementation favorisant la production solaire et le raccordement aux réseaux de chaleur à l'occasion de la modification n°3 du PLU, adoption de la stratégie de rénovation énergétique du parc bâti, accélération de la modernisation et de l'extension des réseaux de chaleur vertueux avec le renouvellement des concessions de délégation de service public, engagement d'une prospective stratégique sur les mobilités décarbonées…
Par ailleurs, de nombreuses initiatives communales concourent à l'atteinte des objectifs de maîtrise de l'énergie et de décarbonation, qui impactent favorablement la qualité de l'air.

"L'agence du climat, le guichet des solutions" a été créée en avril 2021 sous forme associative à l'initiative de l'Eurométropole de Strasbourg et de 19 autres partenaires fondateurs du territoire. Cette structure représente un volet important de la politique voulue par la collectivité pour faire de la lutte contre le changement climatique sa priorité. Parmi les mesures mises en place, la sensibilisation de tous les acteurs locaux : habitants, entreprises, associations et les 33 communes. L'agence du climat constitue un guichet unique chargé de conseiller et d'accompagner tout usager du territoire dans la transition écologique et sociale. Depuis sa création, l'agence est en pleine expansion et répond aux nombreuses demandes émanant aussi bien des particuliers que des entreprises, des partenaires ou des médias.

AXE 4- Réglementer et accompagner les activités industrielles et artisanales pour une réduction des émissions de polluants

Au regard de l'évaluation du précédent PPA, il est important pour l'Eurométropole de Strasbourg que le PPA 2023-2028 puisse proposer des actions efficaces et ambitieuses sur le secteur industriel et artisanal. Or, ce PPA s'inscrit dans la continuité du précédent, et reste marqué par un manque de traitement de la thématique, qui permettrait d'améliorer la contribution de ce secteur à la qualité de l'air.

Même si les émissions du secteur industriel sont globalement en baisse sur le territoire de l'Eurométropole depuis 2005, ce secteur est l'un des principaux contributeurs de SO_2 et de composés organiques volatiles, ces derniers étant des polluants précurseurs de l'ozone. Les parts d'émissions de particules et oxydes attribuables à l'industrie sont loin d'être négligeables (entre 13 et 23 %) c'est pourquoi il est important de se pencher méthodiquement sur ce secteur. Les émissions polluantes issues proviennent de la combustion d'énergie, des chantiers et des travaux divers, des installations de chauffage

industriel, des procédés industriels (peinture, dégraissage de métaux, imprimerie) ou encore, de la manutention de céréales.

Un certain nombre d'actions sont portées dans d'autres régions et auraient pu faire l'objet d'action sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : mise en œuvre d'objectifs spécifiques pour le suivi des retombées de poussières pour les carrières et les plateformes de concassage/recyclage, caractérisation de la granulométrie des particules émises dans les rejets canalisés industriels, etc.

Au bilan, le diagnostic industriel du parc d'installations existantes sur le territoire est très lacunaire dans l'état des lieux du PPA et n'a pas permis de faire émerger des propositions plus ambitieuses sur ce secteur. Il conviendrait a minima de la compléter et de la partager, pour permettre l'élaboration ultérieure d'un plan d'actions.

AXE 5- Réduire les concentrations en polluants dans les zones où les populations exposées sont les plus denses

L'Eurométropole de Strasbourg se félicite de l'intégration dans ce 3ème PPA des avancées du PLU en matière de qualité de l'air avec notamment le renforcement du règlement et l'ajout d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Air-climat-énergie ».

Concernant la pollution liée à l'ozone, le diagnostic du PPA indique que les étés de plus en plus chauds et ensoleillés conduisent à une hausse de la concentration de fond sur le territoire. Les moyennes annuelles sur les deux stations strasbourgeoises sont plus élevées qu'au début des années 2010.
Les actions du plan visant à diminuer les précurseurs de l'ozone vont dans le bon sens à grande échelle et sont des actions importantes de santé publique – elles ne peuvent toutefois suffire localement à lutter contre le phénomène de l'ozone. Il serait nécessaire de lancer rapidement un plan régional sur la problématique de l'ozone en raison de ses effets négatifs sur la santé humaine et des pertes avérées sur les rendements des cultures.

Pics de pollution
L'Eurométropole de Strasbourg relève que le nouvel indice ATMO est entré en vigueur le 1er janvier 2021 et que l'arrêté interpréfectoral de gestion des épisodes de pollution n'a toujours pas été harmonisé en conséquence. Elle appelle l'Etat à le faire rapidement.

En effet, la lisibilité pour le citoyen et la cohérence entre l'indice ATMO et les seuils de déclenchement des mesures préfectorales en cas de pic de pollution sont essentiels pour répondre à l'objectif de communication au grand public en matière de qualité de l'air.
L'exposition chronique à la pollution de l'air conduit aux effets et donc aux impacts les plus importants sur la santé, et en conséquence souligne la nécessité d'actions ambitieuses.

AXE 6- Soutenir et accompagner l'orientation des exploitations agricoles vers des pratiques réduisant les émissions de polluants

Du fait de l'absence d'un diagnostic complet et détaillé, aucune mesure concrète n'a émergé dans le domaine de l'agriculture. C'est pourquoi l'ammoniac est un des seuls paramètres qui n'atteindra pas, selon les simulations, les objectifs du PPA à horizon 2027.
Si l'Eurométropole de Strasbourg s'engage fortement dans une politique agricole et alimentaire avec de nombreux partenaires, notamment la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) et Bio en Grand Est, son action ne peut pas suffire à infléchir la trajectoire de pollution du secteur. L'engagement rapide de l'Etat est indispensable, tant dans la mutation de l'agriculture vers un modèle respectueux d'environnement, que dans l'aide aux professionnels.

Un soutien financier aux agriculteurs permettrait la mise en place de pratiques plus vertueuses en remplaçant les engrais de synthèse. Cependant, la perspective d'une agriculture plus vertueuse doit être encouragée sur le long terme.

Souhaitant agir en faveur d'une plus grande adéquation entre l'activité agricole et les besoins du territoire, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé en 2010, en lien avec la ville de Strasbourg, un partenariat avec la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) et Bio en Grand Est (BGE, antenne locale de la Fédération nationale de l'agriculture biologique) fondé sur 4 enjeux :

- la préservation des espaces agricoles et le maintien des entreprises agricoles,
- le développement de pratiques et cultures durables,
- le développement des circuits de distribution courts,
- la recréation du lien entre agriculteurs et citadins/consommateurs.

Les résultats sont importants : reclassement de 850 ha en A ou N au PLU 2016, passage de 50 ha à 300 ha en bio, développement de la vente directe, organisation d'évènements annuels grand public, etc.

L'ambition portée par l'Eurométropole de Strasbourg est d'accélérer la transition agricole sur la période 2021/2026 pour aboutir à des résultats plus significatifs et davantage corrélés aux besoins alimentaires, aux enjeux de santé environnementale et à l'urgence climatique du territoire tout en consolidant l'économie agricole par l'accroissement des débouchés locaux. Cette ambition, partagée par la Chambre d'agriculture et Bio en Grand Est, est explicitée dans la convention cadre qui couvre la durée du mandat. De 14 actions menées précédemment, le programme est passé depuis 2021 à 32 actions, ventilées selon les 4 enjeux précédemment identifiés.

Actuellement, tous les terrains gérés par l'Eurométropole sont attribués dans le cadre de baux à clauses environnementales, interdisant l'utilisation de pesticides de synthèse et favorisant les pratiques vertueuses en matière de fertilisation, prioritairement à des agriculteurs biologiques.

En effet, seul le développement de pratiques agro-écologiques (diversification des cultures, introduction de légumineuses, couverture du sol, réintroduction de haies et bandes enherbées, etc.) et notamment de l'agriculture biologique, permet de remplacer les engrais de synthèse par des engrais d'origine organique (fumiers, composts, cultures de légumineuses…) moins émissifs. Ces changements de pratiques laissent augurer des résultats bien au-delà du seul enjeu de qualité de l'air : renforcement de la biodiversité, préservation des ressources en eau potable, atténuation du changement climatique, séquestration du carbone, préservation des sols, réduction de l'impact sanitaire lié à l'usage des pesticides.

AXE 7- Animer la mise en œuvre d'une politique inclusive d'amélioration de la qualité de l'air

L'Eurométropole impulse de nouvelles campagnes de communication pour sensibiliser le grand public (ozone, impact sanitaire, etc.), permettant ainsi de renforcer la communication en cas de pics de pollution.

Elle se félicite des mesures de communication prévues par la DREAL pour pallier le brûlage des déchets verts et l'utilisation de produits émissifs en COV.
Cependant, le brûlage des déchets verts reste une problématique majeure dont les pratiques n'évoluent pas assez vite. Il semble donc nécessaire d'accompagner plus fortement les collectivités en proposant des outils de sensibilisation et de formation, un soutien financier à la mise en place d'un « plan d'actions prévention des déchets verts et alternatives au brulage » (y compris en investissement pour le matériel et les équipements nécessaires à la mise en œuvre de ces actions) et un renforcement des contrôles par les services de l'État habilités.

L'utilisation de certains produits d'entretien tels que les solvants sont responsables d'émissions de COV, polluants nocifs tant pour la santé que pour l'environnement. L'objectif est de diminuer le recours à ces produits à travers d'une part une sensibilisation du grand public sur les enjeux de leur usage sur la qualité de l'air et d'autre part l'intégration de critères dans la commande publique.

IV) AVIS DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG SUR LE PROJET DE PLAN D'ACTIONS CHAUFFAGE DOMESTIQUE AU BOIS DU TERRITOIRE PPA

1. Analyse et remarques de portée générale sur le projet de Plan d'actions chauffage domestique au bois

Le chauffage au bois présente l'intérêt d'être une ressource locale. Cependant, il induit des effets sanitaires importants. En 2021, Santé publique France estimait que la pollution par les particules fines était à l'origine de 40 000 décès prématurés par an et d'une perte de près de 8 mois d'espérance de vie.

La qualité de l'air du territoire est marquée par une diminution des concentrations et des émissions pour les particules $PM_{2,5}$, cibles du présent plan, avec une diminution de 52 %

des émissions entre 2005 et 2020. Malgré cela, le secteur résidentiel qui représente 32% de la consommation de bois énergie du territoire est à l'origine de 90 % des émissions de $PM_{2,5.}$

De plus, au regard des nouvelles lignes directrices fixées par l'OMS en 2021, la totalité des habitants de l'Eurométropole a été exposée en 2019 et 2020 à des dépassements de cette valeur guide pour les PM2,5.

Le présent plan prend en compte les actions menées par l'Eurométropole pour réduire la part importante du secteur résidentiel et plus particulièrement du chauffage au bois dans les émissions de particules fines, à savoir, le Fonds Air Bois et le PCAET.

Remarques générales
Il est stipulé dans l'article L222-6-1 du Code de l'environnement qu'une évaluation de l'efficacité des mesures sur les émissions de $PM_{2,5}$ et la qualité de l'air dans les territoires concernés est réalisée au minimum tous les 2 ans, or les modalités de suivi d'évaluation du plan local bois ne se sont pas détaillées.

Sur les objectifs visés par le plan d'action
D'après les modélisations d'ATMO Grand Est, l'objectif d'une réduction d'émissions de 50 % de PM2,5 issues du chauffage au bois en 2030 par rapport à 2020, est atteint grâce à trois actions.

Tout d'abord, le Fonds Air Bois de l'Eurométropole de Strasbourg, qui vise le remplacement d'environ 1000 appareils peu performants d'ici fin 2024, et qui permettrait une réduction de 11% des émissions des $PM_{2,5.}$

Une réduction de 39 % entre 2020 et 2030 des émissions des $PM_{2,5}$ serait quant à elle possible si les appareils non performants datant d'avant 1996 sont remplacés par des appareils au bois performant. Aujourd'hui, cette action fortement impactante n'est qu'au stade d'une potentielle étude dans les actions du plan.

Enfin, les objectifs de rénovation et de construction du PCAET permettrait la réduction de 10% des émissions de $PM_{2,5.}$

L'impact du plan sur les particules ultrafines ou le carbone suie n'a pas été pris en compte dans les objectifs du plan, alors même que le bois énergie est à l'origine de 21% des émissions en carbone suie sur le territoire. L'Eurométropole de Strasbourg regrette ce manque d'ambition.

2. Analyse et remarques sur le plan d'actions, détaillées par volet

Volet 1 : Sensibilisations du public et des acteurs du territoire

L'Eurométropole se félicite des actions de sensibilisation intégrées au plan, qui sont indispensables à l'atteinte des objectifs. Cependant, il est à noter que les différentes actions

proposées le sont en lien avec le projet Fonds Air Bois porté par l'Eurométropole de Strasbourg. Or, celui-ci n'est dimensionné que jusqu'à fin 2024, cette fiche action pose la question des modalités de la poursuite des actions après cette date.

Les données récoltées dans le cadre du Fonds Air Bois démontrent le rôle clef joué par les professionnels du secteur dans la transmission d'information sur les aides existantes. D'autres études et projets ont montrés qu'ils étaient bien souvent le principal vecteur d'une sensibilisation efficace des ménages. Ainsi, l'Eurométropole se félicite de la mise en place d'actions de sensibilisation à destination des professionnels.

La proposition d'engager une réflexion avec le secteur assurantiel sur les contrevenants à la réglementation en vigueur (ramonage, entretien) et à venir (usage d'appareil peu performant) est intéressante mais pourrait être plus ambitieuse en prévoyant dès maintenant une demande systématique des certificats de ramonage.

Volet 2 : Renforcement et simplification des dispositifs d'aide

Le volet 2 reprend en intégralité le projet Fonds Air Bois conduit par l'Eurométropole de Strasbourg.

Les statistiques du projet Fonds Air Bois ont montré que sur les 135 premiers bénéficiaires, 72 % d'entre eux n'auraient pas remplacé leur appareil sans aide financière. L'Eurométropole de Strasbourg estime que des leviers financiers doivent être mobilisés par l'État, en complément de ses propres aides et de celles de la Région, pour encourager le remplacement des installations non performantes sur le territoire.

Volet 3 : Amélioration de la performance des nouveaux équipements de chauffage au bois

L'Eurométropole de Strasbourg déplore qu'aucune action ambitieuse ne soit consacrée à l'amélioration de la performance des appareils, alors même que le plan national y incite et que les effets de ces actions à l'échelle locale sont avérés.

En effet, selon des facteurs d'émissions produit par l'ADEME et repris dans ce plan, un foyer ouvert émet 5 fois plus de particules fines qu'un poêle à bois-bûches performant et 11 fois plus qu'un poêle à granulés performant. De la même façon un poêle à buches datant d'avant 1996 émet 5 fois plus de particules qu'un poêle à bûches performant et 10 fois plus qu'un poêle à granulés performant.

Ainsi, différents scénarios d'interdiction ont d'ores et déjà fait l'objet d'estimation, par ATMO Grand Est, de leur impact sur les émissions de $PM_{2,5}$:

- interdiction des foyers ouverts (264 appareils estimés) : réduction de 4 % des émissions de $PM_{2,5}$ issues du chauffage au bois individuel soit 1 % des émissions globales de $PM_{2,5}$,
- interdiction des appareils non performants d'avant 1996 (2255 appareils) : réduction de 46 % des émissions de $PM_{2,5}$ issues du chauffage au bois individuel soit 12 % des émissions globales de $PM_{2,5}$.

- interdiction des appareils non performants d'après 1996 (5763 appareils) : réduction de 32 % des émissions de $PM_{2,5}$ issues du chauffage au bois individuel soit 9 % des émissions globales de $PM_{2,5}$,

Au regard de l'impact avéré des foyers ouverts et des appareils anciens sur la qualité de l'air du territoire, l'Eurométropole réaffirme l'opportunité de l'interdiction de ces appareils.

Il serait également souhaitable que le niveau d'ambition concernant les restrictions d'installation d'appareils de chauffage au bois non performants soit fortement revu à la hausse. L'impact de la mesure proposée actuellement d'interdire les appareils peu performants dans les logements neufs semble, en effet, anecdotique quant à ses effets. À terme, dans un calendrier à définir, seule l'installation des appareils les plus performants, c'est-à-dire les appareils Flamme Verte ou équivalent, devrait être autorisée dans tout type de logement.

De plus, l'Eurométropole regrette que le plan se limite à l'engagement d'une réflexion sur les chaufferies de faible puissance et ne propose pas d'ores et déjà de nouveaux seuils, comme le font d'autres PPA en France.

Volet 4 : Promotion de l'utilisation d'un combustible de qualité

La qualité du bois utilisé pour une combustion joue un rôle déterminant dans les émissions de celle-ci. L'Eurométropole se félicite de la perspective du développement du marché formel de bois-bûche, du renforcement de la réglementation au niveau national sur la qualité des combustibles et de sa déclinaison locale.

Toutefois, encore une fois, cet axe s'inscrit dans le périmètre du projet Fonds Air Bois, qui n'est pas garanti au-delà de 2024.

Volet 5 : Rénovation énergétique des logements

La rénovation des logements, en induisant une réduction des besoins de chauffage, est un levier d'action important.

Les actions portées dans cet axe sont en adéquation complète avec les objectifs du PCAET et du SDE.

Volet 6 : Charte d'engagement du plan bois

L'engagement des porteurs et partenaires devra être accompagné des moyens financiers et des mesures réglementaires nécessaires pour que les objectifs soient respectés.

L'Eurométropole de Strasbourg confirme son accord pour s'engager sur les actions dont elle est porteuse ou partenaire en tenant compte des remarques formulées dans l'avis et en appelant l'Etat à renforcer son action et son accompagnement au côté de la Métropole et de ses communes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

se félicite

- *que les objectifs en matière de concentrations de polluants et d'exposition aient été fixés au regard d'une part des nouvelles normes proposées par la Commission européenne et d'autre part des nouveaux seuils de références recommandés par l'OMS en 2021,*
- *que les objectifs en matière d'émissions soient en accord avec la réduction des polluants fixés dans les trajectoires des plans nationaux et régionaux,*
- *de l'intégration dans ce 3ème PPA des avancées du PLU en matière de qualité de l'air avec notamment le renforcement du règlement et l'ajout d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Air-climat-énergie »,*
- *des mesures de communication prévues par la DREAL pour pallier le brûlage des déchets verts et l'utilisation de produits émissifs en COV ;*

rappelle

- *que la majorité des gains en émissions proviennent des plans et schémas structurants de l'Eurométropole, et notamment de la mise en place de la ZFE-m et de la première phase du REME en décembre 2022 avec ses partenaires,*
- *que l'OMS en 2021, en plus de revoir fortement à la baisse les valeurs guides des polluants réglementés, préconise des mesures systématiques pour les particules ultrafines et le carbone suie, afin de renforcer les connaissances sur ces polluants émergents,*
- *qu'il continue à appuyer l'harmonisation des caractéristiques des ZFE au niveau national ;*

regrette

- *le périmètre du PPA, au regard des imports non négligeables de pollution et en particulier de particules fines. L'intégration d'autres territoires aurait permis d'aborder d'une part la dimension transfrontière de la pollution et d'autre part de leur permettre d'accéder à des financements pour la mise en œuvre de dispositifs locaux type Fonds Air Bois. La problématique de mobilité dépasse également le simple périmètre de la métropole (30% des actifs proviennent de l'extérieur de l'Eurométropole et 50% du trafic est induit également par des non-métropolitains) ;*

s'interroge sur

- *la prise en compte effective de l'évaluation du précédent PPA qui a révélé que les secteurs de l'agriculture et de l'industrie étaient largement sous approfondis. Force est de constater que dans ce projet de 3ème PPA, ces secteurs sont à nouveau laissés pour compte,*

- *la coordination par l'Etat dans le suivi des objectifs, le reporting et l'évaluation des actions du plan d'actions chauffage au bois domestique ;*

demande

- *une réponse à la problématique des territoires voisins de la ZFE-m avec un accompagnement financier et une prise en compte de la dimension transfrontalière,*
- *à ce que le contrôle-sanction automatisé soit au plus vite mis en œuvre par l'État aussi bien pour la ZFE que sur les voies réservées et l'interdiction du transit poids lourds, avec un accompagnement complet de l'Etat dans le traitement des infractions,*
- *à ce que soit mobilisé un autre levier de réduction du nombre de poids lourds en transit sur le territoire de l'Eurométropole comme la mise en place d'une Taxe Poids Lourds par la CeA,*
- *une augmentation des aides de l'État tant sur les véhicules concernés que sur les catégories de revenus pris en compte et les territoires couverts et un appui à la mise en place d'un guichet unique de demandes des aides,*
- *une TVA réduite pour les transports en commun,*
- *un soutien financier fort de l'Etat au REME et au développement de pôles multimodaux à l'intérieur et à l'extérieur du territoire de l'Eurométropole,*
- *un soutien financier fort pour le fret ferroviaire notamment pour l'entretien et le développement du réseau ferré,*
- *un soutien pour le report modal de la route vers le réseau ferré et le fleuve,*
- *l'interdiction formelle par arrêté préfectoral des foyers ouverts au plus tard en 2024,*
- *un engagement ferme de la Préfecture en faveur d'interdictions de l'utilisation des appareils de chauffage au bois non performants au plus tard au 1er janvier 2026,*
- *l'établissement de diagnostics complets et détaillés pour les secteurs de l'industrie et de l'agriculture,*
- *une redynamisation du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions et des Risques Industriels pour intégrer la dimension transfrontalière dans les actions de réduction des émissions (imports/exports pollution),*
- *un soutien de l'Etat à la mutation du modèle agricole européen et national pour garantir sa compatible avec le défi climatique, et à court terme un soutien financier de l'Etat aux agriculteurs, afin qu'ils développent à court terme des pratiques agro-écologiques plus vertueuses (ex : remplacement des engrais de synthèse),*
- *une révision rapide du protocole de gestion des épisodes de pollution, en intégrant une harmonisation de l'indice ATMO et de l'arrêté interpréfectoral,*
- *un lancement rapide d'un plan régional sur la problématique de l'ozone en raison de ses effets négatifs sur la santé humaine et les pertes avérées sur les rendements des cultures,*
- *la réalisation d'un suivi des particules ultrafines, en complétant l'unique point de mesure existant aujourd'hui à Strasbourg, avec des points de mesures supplémentaires permanents sur l'ensemble du territoire ; ceci afin de contribuer à une meilleure*

compréhension scientifique des effets sur la santé et sur l'environnement de ces polluants émergents non réglementés,

émet

- *un avis favorable sur le projet de Plan de Protection de l'Atmosphère 2023-2028 de l'agglomération strasbourgeoise, avec les réserves exprimées dans la présente délibération,*

- *un avis favorable sur le projet de plan d'actions pour un chauffage au bois domestique performant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, avec les réserves exprimées dans la présente délibération.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159490-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est

Service Transition Énergétique Climat Construction Logement
Aménagement
Pôle Transition Énergétique et Qualité de l'air

Affaire suivie par : *Claudie PITIOT*
claudie.pitiot@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 88 13 07 34

Strasbourg, le 16 MAI 2023

La préfète de la région Grand Est
préfète du Bas-Rhin

à

liste des destinataires in fine

Objet : consultation du plan de protection de l'atmosphère

Un premier plan de protection de l'atmosphère – PPA – de l'agglomération strasbourgeoise a été approuvé par arrêté préfectoral du 21 octobre 2008. Ce PPA a été initié sur l'agglomération strasbourgeoise dont la population est supérieure à 250 000 habitants (art. L. 22-4 CE) et dont les niveaux de concentration en polluants présentent des dépassements des normes de la qualité de l'air. Une première révision du PPA a été approuvé le 4 juin 2014.

Ce second PPA 2014-2019 a montré une amélioration globale de la qualité de l'air ainsi qu'une réduction de l'exposition des populations à la pollution. Cependant, la totalité des objectifs fixés en 2014 n'ont pu être atteints.

Une nouvelle révision du PPA a donc été engagée lors du comité local de l'air du 21 octobre 2020, la DREAL Grand Est assurant la conduite du projet de révision sous mon autorité.

Plus partenarial et plus transversal, ce nouveau PPA a été construit à partir d'une phase participative, organisée au travers d'une succession d'ateliers thématiques, qui a permis l'émergence de nouvelles actions. Il en résulte une dynamique collective avec de nombreux

porteurs d'actions identifiés pour les différentes mesures du plan.

Le nouveau PPA couvrira l'ensemble des communes de l'Eurométropole de Strasbourg pour une durée minimale de cinq ans. Les grands objectifs fixés pour ce plan sont les suivants :

- viser un retour sous les valeurs limites dans les délais les plus courts possibles (mesures aux stations et populations exposées à des dépassements) ;
- réduire le plus possible l'exposition des populations aux différents polluants (populations exposées à des dépassements des valeurs visées par le guide de l'OMS de 2021) ;
- avoir une trajectoire de réduction d'émissions compatible avec les objectifs du PREPA et du SRADDET ;
- viser en 2030 les seuils proposés par la Commission Européenne (au niveau des stations de mesures, mais également de ne plus avoir de populations exposées au dépassement de ces valeurs).

Ce nouveau plan d'action, comportera 7 axes d'actions, 18 actions cadres et une cinquantaine de mesures. Les mesures envisagées permettront d'agir sur l'ensemble des secteurs émetteurs de polluants : transports, résidentiel - tertiaire – industries - énergie - agriculture.

Une démarche d'évaluation environnementale stratégique a également été réalisée en parallèle de la construction du PPA , dans le but de mettre en lumière les interactions entre les enjeux environnementaux du territoire et l'impact sur la qualité de l'air, et ce de façon transversale en fonction des milieux observés.

La révision du PPA de l'agglomération strasbourgeoise a franchi des étapes décisives sur ce début d'année 2023 avec la finalisation de sa rédaction et de son évaluation par ATMO Grand Est. Le projet de plan a été présenté en comité local de l'air le 19 avril 2023, puis au CODERST du Bas-Rhin le 4 mai 2023.

Conformément aux dispositions des articles L. 222-4 et R. 222-21 du code de l'environnement, je peux désormais vous soumettre pour avis de l'organe délibérant de votre collectivité le projet du PPA de l'agglomération strasbourgeoise.

L'ensemble du dossier soumis à cette consultation vous sera transmis par courriel.
Les avis doivent être émis dans un délai de trois mois suivant la réception de la présente lettre de saisine. Passé ce délai, ils seront réputés favorables.

Ces avis doivent être adressés à la DREAL Grand Est à l'adresse de messagerie électronique suivante : pteqa.steccla.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr, ou par courrier postal à l'adresse :

DREAL Grand Est
Service TECCLA - Pole TEQA
14 rue du bataillon de marche n°24
BP1001
67050 Strasbourg Cedex

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Mathieu DUHAMEL

Liste des destinataires :

- la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg
- le président de la Collectivité Européenne d'Alsace
- le Président de la Région Grand Est
- le Maire de la ville d'Achenheim
- le Maire de la ville de Bischheim
- le Maire de la ville de Blaesheim
- le Maire de la ville de Breuschwickersheim
- le Maire de la ville de Eckbolsheim
- le Maire de la ville d'Eckwersheim
- le Maire de la ville d'Entzheim
- le Maire de la ville d'Eschau
- le Maire de la ville de Fegersheim
- le Maire de la ville de Geispolsheim
- le Maire de la ville de Hangenbieten
- le Maire de la ville de Hoenheim
- le Maire de la ville de Holtzheim
- le Maire de la ville de Illkirch-Graffenstaden
- le Maire de la ville de Kolbsheim
- le Maire de la ville de Lampertheim
- le Maire de la ville de Lingolsheim
- le Maire de la ville de Lipsheim
- le Maire de la ville de Mittelhausbergen
- le Maire de la ville de Mundolsheim
- le Maire de la ville de Niederhausbergen
- le Maire de la ville de Oberhausbergen
- le Maire de la ville d'Oberschaeffolsheim
- le Maire de la ville d'Osthoffen
- le Maire de la ville d'Ostwald
- le Maire de la ville de Plobsheim
- le Maire de la ville de Reichstett
- le Maire de la ville de Schiltigheim
- le Maire de la ville de Souffelweyersheim
- le Maire de la ville de Strasbourg
- le Maire de la ville de Vendenheim
- le Maire de la ville La Wantzenau
- le Maire de la ville de Wolfisheim

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Strasbourg, le 21 FEV. 2023

Service Transition Énergétique Climat Construction Logement Aménagement
Pôle Transition Énergétique et Qualité de l'air

Affaire suivie par : *Claudie PITIOT*
claudie.pitiot@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 88 13 07 34

La préfète de la région Grand Est
Préfète de la zone de défense et de sécurité Est
Préfète de Bas-Rhin

à

Liste des destinataires in fine

La ministre de la transition écologique a publié, le 23 juillet 2021, le plan d'action national qui vise à réduire d'au moins 30 % d'ici 2030 les émissions de polluants issus du chauffage au bois domestique, premier émetteur de particules fines en France.

Il prévoit la prise de nouvelles mesures par les préfets pour réduire de 50 % les émissions de particules dites « PM2.5 » issues du chauffage au bois en 2030 par rapport à 2020, dans les zones concernées par un plan de protection de l'atmosphère (PPA). L'ensemble des mesures constituera un « plan d'actions chauffage au bois » territorial.

La loi « Climat et Résilience » a ainsi introduit dans le code de l'environnement l'article L. 222-6-1 qui dispose que : « *dans les agglomérations (bénéficiant d'un PPA), après avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressés, le représentant de l'État dans le département prend, d'ici le 1er trimestre 2023, les mesures nécessaires :*
– pour améliorer la performance énergétique du parc d'appareils de chauffage au bois,
– et atteindre une réduction de 50 % des émissions de particules fines PM2.5 issues de la combustion du bois à l'horizon 2030 par rapport à la référence de 2020. »

Dans le département du Bas-Rhin, le PPA de l'agglomération de Strasbourg est concerné. D'après les modélisations d'ATMO Grand Est, l'ensemble de la population de ce PPA a été exposé en 2019 et 2020 à des dépassements de la nouvelle ligne directrice OMS de 5 µg/m^3 (concentration de PM2.5 en moyenne annuelle). L'étude ATMO-VISION

menée à partir de 2018 montre que le chauffage au bois n'est pas sans lien avec cette situation, près de 30 % des particules fines du territoire PPA étant issues de ce mode de chauffage.

Si le chauffage au bois présente l'avantage de recourir à une ressource locale, son impact sur la qualité de l'air est donc à surveiller.

Les travaux d'élaboration du plan d'action chauffage au bois se sont déroulés au cours de l'année 2022. Pour élaborer les mesures, la DREAL Grand Est a conduit avec vous au 1er semestre des ateliers de construction du plan. Il en résulte une dynamique collective avec de nombreux porteurs d'actions identifiés pour les différentes mesures du plan.

Mes services ont conduit les réflexions partenariales qui ont déjà permis de faire émerger un plan d'action. J'ai décidé dans ce cadre, conformément aux dispositions de l'article L. 222-6-1 précitées, de prendre une mesure d'interdiction d'installation et d'usage des appareils peu performants dans la construction neuve.

En outre, un important volet comprenant des mesures de sensibilisation des citoyens et professionnels a été proposé par le groupe de travail. Un renforcement des dispositifs d'aide ainsi qu'une promotion de ceux-ci sont également prévus.

Cependant pour aller plus loin, il sera nécessaire de poursuivre les échanges engagés, et dans la mesure du possible, conduire des études d'incidence économiques plus précises. Une étude d'évaluation des gains attendus sur la qualité de l'air et des incidences économiques sur les ménages en cas de mesures contraignantes pourrait être initiée, sous maîtrise d'ouvrage de l'État. Cette démarche doit permettre d'évaluer le niveau de soutenabilité sociale du plan dans la période actuelle où le bois-énergie constitue une alternative très recherchée aux modes de chauffage traditionnels par de nombreux particuliers. J'ai donc sollicité des crédits budgétaires auprès du ministère de la transition écologique au titre de 2023 pour pouvoir financer la réalisation de cette étude. La réalisation de cette étude est subordonnée à l'obtention de ces crédits budgétaires.

Le plan d'action chauffage au bois domestique serait donc constitué comme suit :

- un volet « communication » à destination de nombreuses cibles (particuliers, professionnels, etc.) ;
- le Fonds Air Bois de l'Eurométropole de Strasbourg existant depuis 2019, soutien financier aux ménages pour le remplacement d'appareils peu performants ;
- une étude socio-économique avant mise en place de mesures restrictives (interdiction d'utilisation des appareils peu performants, etc.)
- l'interdiction d'installation et d'usage des appareils peu performants dans la construction neuve ;
- des mesures visant à développer le marché formel du bois-bûche de qualité ;
- les mesures visant rénover énergétiquement les logements ;
- la signature d'une charte engageant les différents porteurs d'actions du plan bois.

La révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise est en cours. Le présent plan constituera le volet chauffage au bois du PPA.

Conformément aux dispositions des articles L. 222-6-1 et L. 123-19-1 du code de l'environnement je soumets à la consultation du public, du 1er au 31 mars, un dossier de consultation constitué des pièces suivantes : (téléchargeables sur le site de la préfecture https://www.bas-rhin.gouv.fr/tags/view/Accueil+et+dossier/Grands+dossiers/Consultation+du+public)

- une note de présentation de la démarche ;
- le projet de plan d'action chauffage au bois domestique ;
- un projet d'arrêté visant la réduction de la pollution atmosphérique issue des installations résidentielles de chauffage au bois dans les logements neufs sur le territoire du PPA de l'agglomération strasbourgeoise.

À l'issue de la consultation, vous disposerez d'une période de 2 mois et demi (du 1er mai au 15 juillet) afin d'émettre votre avis sur les dispositions intégrées dans ce projet de plan.

La préfète,

Josiane CHEVALIER

Liste des destinataires :

Les municipalités et EPCI :

- la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg
- le Maire de la ville de Strasbourg
- le Maire de la ville d'Achenheim
- le Maire de la ville de Bischheim
- le Maire de la ville de Blaesheim
- le Maire de la ville de Breuschwickersheim
- le Maire de la ville de Eckbolsheim
- le Maire de la ville d'Eckwersheim
- le Maire de la ville d'Entzheim
- le Maire de la ville d'Eschau
- le Maire de la ville de Fegersheim
- le Maire de la ville de Geispolsheim
- le Maire de la ville de Hangenbieten
- le Maire de la ville de Hoenheim
- le Maire de la ville de Holtzheim
- le Maire de la ville de Illkirch-Graffenstaden
- le Maire de la ville de Kolbsheim
- le Maire de la ville de Lampertheim
- le Maire de la ville de Lingolsheim
- le Maire de la ville de Lipsheim
- le Maire de la ville de Mittelhausbergen
- le Maire de la ville de Mundolsheim
- le Maire de la ville de Niederhausbergen
- le Maire de la ville de Oberhausbergen
- le Maire de la ville d'Oberschaeffolsheim
- le Maire de la ville d'Osthoffen
- le Maire de la ville d'Ostwald
- le Maire de la ville de Plobsheim
- le Maire de la ville de Reichstett

- le Maire de la ville de Schiltigheim
- le Maire de la ville de Souffelweyersheim
- le Maire de la ville de Vendenheim
- le Maire de la ville La Wantzenau
- le Maire de la ville de Wolfisheim

Les acteurs partenaires du plan bois :

- le Président de Fibois Grand Est
- le Directeur de l'Agence du climat de l'Eurométropole de Strasbourg
- le Président de la Corporation des Professionnels Ferblantiers Installateurs (COPFI) du Bas-Rhin
- le Secrétaire Général de la Fédération française du Bâtiment du Grand Est
- le Président d'Envirobat Grand Est
- le président de la CAPEB Grand Est

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Plan d’action chauffage domestique au bois

Périmètre du PPA de l’agglomération strasbourgeoise

DREAL Grand Est
Tél : 03 88 13 05 00
www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr
14 rue du bataillon de marche n°24 - BP 10001 - 67050 Strasbourg Cedex

Table des matières

1. Contexte....3
1.1. Dans son environnement juridique....3
1.2. Au regard des autres plans et actions locales déjà en place en faveur de la qualité de l'air....4
1.3. Méthodologie d'élaboration du plan d'actions et d'implication des parties prenantes....6
2. État des lieux territorial....7
2.1. Spécificités du territoire....7
2.1.1. Le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg....7
2.1.2. Occupation de la zone du PPA....7
2.1.3. Les caractéristiques géophysiques du territoire : une situation géographique et topographique abritée jouant sur le climat local....9
2.2. Bilan de qualité de l'air des particules fines sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg 12
2.2.1. Source et évolution des émissions et concentrations de particules fines sur le territoire..12
2.2.2. Focus sur les émissions de particules fines des secteurs résidentiel sur le bois-énergie. 14
2.2.3. Effet sur la santé des particules fines....17
2.3. Priorités d'actions au niveau du territoire (combustible, équipement, habitudes…)....18
3. Actions prévues et indicateurs de suivi....22
Annexe 1 : Détail du plan d'action « Réduction des émissions issues du chauffage au bois en France »....41
Annexe 2 : Planning de mise en œuvre des actions nationales prévues par le MTE....43
Annexe 3 : Méthodologie suivie pour l'évaluation des mesures....44
Annexe 4 : évaluation qualitative et quantitative globale des impacts du plan d'action local sur les émissions issues de la combustion de bois....46

1. Contexte

1.1. Dans son environnement juridique

- **Le plan d'action national visant à réduire d'au moins 30% d'ici 2030 les émissions de polluants du chauffage au bois domestique**

La Ministre de la Transition écologique a publié, le 23 juillet 2021, le plan d'action national qui vise à réduire d'au moins 30% d'ici 2030 les émissions de polluants du chauffage au bois domestique, premier émetteur de particules fines en France. Cette publication fait suite aux travaux préparatoires du Conseil national de l'air animés par son président, le député Jean-Luc Fugit.

Ce plan d'action est décliné autour de 6 axes :

- Sensibiliser le grand public à l'impact sur la qualité de l'air du chauffage au bois avec des appareils peu performants
- Renforcer et simplifier les dispositifs d'accompagnement pour accélérer le renouvellement des appareils de chauffage au bois
- Améliorer la performance des nouveaux équipements de chauffage au bois
- Promouvoir l'utilisation d'un combustible de qualité
- Encadrer le chauffage au bois dans chaque zone PPA, en prenant des mesures adaptées aux territoires pour réduire les émissions de particules fines
- Améliorer les connaissances sur l'impact sanitaire des particules issues de la combustion du bois

Le détail de ce plan d'action, avec notamment les références réglementaires, figure en annexe 1.
Et les principales phases de mise en œuvre de ce plan national figurent en annexe 2.

- **Le plan d'action territorial pour atteindre une réduction d'émissions de 50% de PM2.5 issues du chauffage au bois domestique en 2030 par rapport à 2020 sur l'aire du PPA**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe 5 du plan national sus-mentionné, a été introduit l'article L222-6-1 dans le Code de l'environnement, qui oblige le Préfet de département à prendre, d'ici janvier 2023, les mesures supplémentaires nécessaires pour atteindre une réduction d'émissions de 50% de PM2.5 issues du chauffage au bois domestique en 2030 par rapport à 2020, dans les zones concernées par un plan de protection de l'atmosphère (PPA). Une évaluation de l'efficacité des mesures sur les émissions de PM2,5 et la qualité de l'air dans les territoires concernés est réalisée au minimum tous les deux ans.

Dans le Bas-Rhin, la zone du PPA de l'agglomération strasbourgeoise est concernée par la mise en place d'un tel plan d'action.
C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent plan d'action pour le chauffage bois domestique sur le périmètre du PPA de l'agglomération strasbourgeoise.

1.2. Au regard des autres plans et actions locales déjà en place en faveur de la qualité de l'air

Le PPA 2014-2019 de l'agglomération strasbourgeoise en révision

Le PPA de l'agglomération strasbourgeoise approuvé en juin 2014 nécessite une évaluation à 5 ans. Celle-ci a été finalisée en 2020. Elle a permis de dresser un bilan du PPA mais également des autres cadres d'actions pour la qualité de l'air.

Suite à cette évaluation, la révision du PPA a été engagée. Un diagnostic prospectif a été réalisé. Il contient en particulier un prévisionnel à 5 ans, soit pour 2027 (approbation du futur PPA étant prévue en 2023). Le projet de plan d'action du futur PPA a été élaboré en 2021 et 2022.

Le PPA 2014-2019 contient deux mesures de réduction des émissions issues du chauffage résidentiel :

- **Disposition n°9 : améliorer le parc existant des petites chaudières de la zone PPA**
  - Améliorer les connaissances sur le parc des petites chaudières (nombre, puissance, âge moyen, etc.)
  - Rationaliser les actions à mener, sensibiliser les utilisateurs en lien avec les professionnels
  - Améliorer la qualité du parc d'appareils

- **Disposition n°10 : Contribuer à l'amélioration des performances environnementales des réseaux de chaleur**
  - pour les réseaux de chaleur existants, privilégier les solutions de meilleures technologies disponibles (MTD) à des coûts économiquement acceptables et étudier les extensions de réseaux possibles
  - pour la création de réseaux de chaleur, intégrer l'étude de l'usage des MTD, lancer sur le territoire des études visant à la production et l'usage d'énergies moins polluantes, et intégrer un objectif « énergies renouvelables » dans le cahier des charges des marchés ou délégation de service public relatifs aux réseaux de chaleur.

L'évaluation de ces actions est disponible dans le rapport d'évaluation du PPA de l'agglomération strasbourgeoise 2014-2019.

Le PPA 2014-2019 est en cours de révision. La finalisation du PPA 2023-2027 est prévue pour l'été 2023. Il est prévu que ledit plan chauffage au bois domestique soit intégré dans le PPA 2023-2027 au niveau de l'axe 3 « Mettre en œuvre une politique de transition énergétique cohérente avec les objectifs d'amélioration de la qualité de l'air ». L'objectif de réduction des émissions de PM2,5 issues du chauffage domestique de 50 % d'ici 2030 par rapport à 2020 sera un des objectifs phare de ce PPA 2023-2027.

Un PCAET intégrant les enjeux de qualité de l'air

Approuvé en 2019, le PCAET de l'Eurométropole de Strasbourg est organisé en quatre axes, dont un des axes est directement lié à la qualité de l'air *« Un territoire désirable qui allie bien-être, résilience et adaptation aux changements climatiques »*. Cinq objectifs pour l'amélioration de la qualité de l'air sont présentés dans le Plan Climat 2030 :

1. Informer, sensibiliser, mobiliser et associer les différents acteurs autour de la thématique de la qualité de l'air
2. Minimiser l'impact du parc roulant pour limiter les émissions et accélérer une mutation décarbonée
3. Adopter les meilleures technologies pour limiter les émissions

4. Limiter l'exposition de la population en cas de pic de pollution
5. Élargir la surveillance, renforcer les connaissances et les partager

Des actions phares ont pour but de répondre aux objectifs présentés ci-dessus :

- mise en place d'une aide financière pour le renouvellement des vieux appareils individuels de chauffage au bois
- renforcement des critères d'accès des véhicules de livraison dans le centre-ville de Strasbourg
- création d'une zone à faibles émissions pour tous les véhicules sur l'ensemble de l'agglomération

Un SRADDET Grand Est 2019 qui fixe des objectifs d'émission en PM2.5

Le SRADDET, adopté le 22 novembre 2019, fixe dans son Objectif 15 « Améliorer la qualité de l'air, enjeu de santé publique », des objectifs régionnaux de réduction d'émissions à la source pour les polluants en lien avec les objectifs nationaux du Plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) à l'horizon 2030 : **Réduction** de 84% des SO 2 , de 72% des NOx, de 14% des NH3, **de 56% des PM2,5** et de 56% des COVNM **par rapport à 2005**.

Un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) qui intégre des réflexions récentes sur la qualité de l'air

- Un renforcement du règlement avec des dispositions concernant les nouvelles implantations d'établissements accueillant des populations sensibles et d'aires de jeux, de sport ou de loisir, ainsi que des dispositions constructives variant selon la situation et l'usage des nouvelles constructions situées le long des axes les plus fréquentés.
- Une orientation d'aménagement et de programmation air-énergie-climat dont les dispositions en matière notamment d'organisation de l'espace public, de circulation de l'air ou encore de végétalisation s'appliqueront sur l'ensemble du territoire.

Un fonds air bois lancé en 2019

Une étude de préfiguration d'un fonds air bois sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg a été menée entre 2017 et 2018. Dans le cadre de ce projet dit FLA'EMS, co-financé par l'ADEME, le constat a été fait qu'il était nécessaire d'aider les particuliers à remplacer les anciens appareils de chauffage au bois par un dispositif récent moins émetteur et de sensibiliser l'ensemble des utilisateurs du bois-énergie aux bons usages. L'Eurométropole de Strasbourg a par la suite (2018) été déclarée lauréate de l'appel à projet « fonds air bois » et le dispositif de soutien aux particuliers est entré dans une phase opérationnelle en 2019. Ses objectifs sont les suivants :

- renouveler 942 appareils de chauffage au bois peu performants (mode de chauffage principal) d'ici fin 2024. La prime d'un montant de 600 € est actuellement majorée pour les foyers modestes et très modestes à respectivement 1 000 € et 1 600 €.
- inciter les particuliers se chauffant au bois (environ 16 000 foyers) à recourir aux bonnes pratiques en termes d'utilisation du chauffage au bois qui permettent de réduire sensiblement les émissions de particules : choix du combustible, conditions de stockage, technique d'allumage du feu et utilisation de l'appareil de chauffage.

Fin novembre 2022, le fonds air bois compte 87 primes versées (62 600€) et 8 en cours de versement (5600€) sur une enveloppe prévue de 2 M€.

Les réflexions sont en cours en vue de dynamiser la mise en œuvre du fonds (évolution du montant des primes, élargissement aux EnR thermiques, etc.). L'EPCI prévoit de délibérer à ce sujet en mars 2023. La date visée pour l'application des nouvelles évolutions est donc le 1er avril 2023. La reprise de l'instruction et de l'animation du fonds par l'Agence du Climat a été décidée par délibération en octobre 2022.

1.3. Méthodologie d'élaboration du plan d'actions et d'implication des parties prenantes

Le plan d'action chauffage au bois sur le périmètre PPA a été élaboré avec une concertation des parties prenantes (essentiellement les membres du Comité Local de l'Air), selon la planification suivante :

- Fin 2021 : Élaboration d'un diagnostic sur la place du chauffage au bois sur le territoire, et sur son impact au niveau de la pollution de l'air, avec prise en compte dans un **scénario tendanciel des émissions** PM2.5, de l'efficacité énergétique des logements, de la variation de la part de la biomasse dans le mix énergétique, ..

- mai/juin 2022 : Réunions du groupe de travail regroupant des représentants des instances suivantes (essentiellement des membres du comité local de l'air) : collectivités, associations, représentants des professionnels travaillant dans le secteur du chauffage au bois : syndicats professionnels (ramonage-fumisterie, ...), chambre de l'artisanat, …, ATMO Grand Est, DDT, DREAL. Ces réunions ont permis d'élaborer les mesures du plan.

- 2ème semestre 2022 : **Rédaction du plan**

- 1er semestre 2023 : consultation du public organisée conformément à l'article L123-19-1 du code de l'environnement : durée de la consultation prévue de 1 mois.

- 1er semestre 2023 :

- **consultations** pour avis des **conseils municipaux** des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sur le territoire du PPA, suivant L222-6-1 du Code de l'environnement
- consultation pour avis des acteurs du territoire

- Été 2023 : Approbation du plan d'action chauffage au bois domestique sur le périmètre du PPA de l'agglomération strasbourgeoise

2. État des lieux territorial

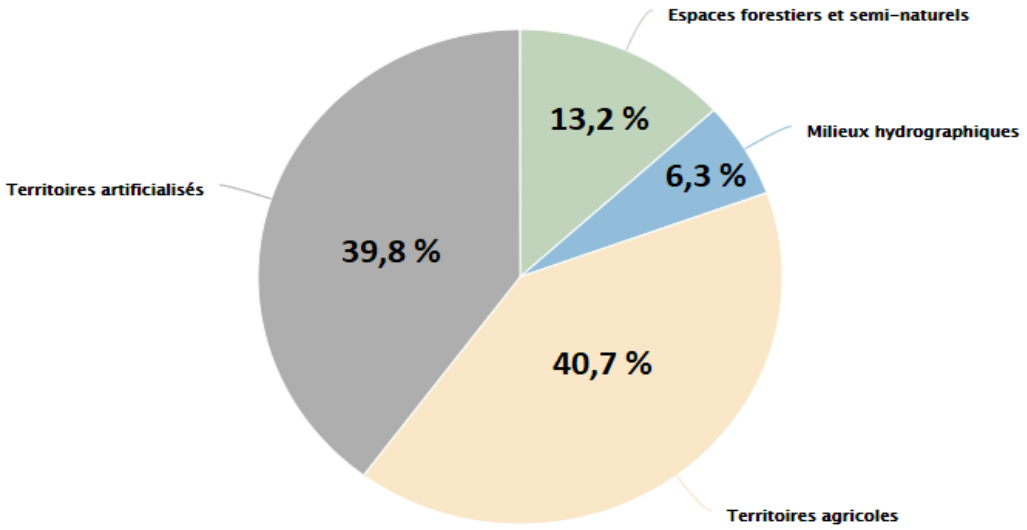
2.1. Spécificités du territoire

2.1.1. Le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg

Le périmètre du Plan de Protection de l'atmosphère du PPA 2014-2019 correspond à celui de l'ancienne Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS). Le périmètre d'étude du prochain PPA 2023-2027 est établi sur le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg en cohérence avec le PCAET (33 communes). Ce périmètre aujourd'hui bien intégré permet de recueillir une connaissance fine de l'état de la qualité de l'air et contient une maïeutique d'acteurs structurée sur cette question notamment grâce au précédent PPA. Il a donc été choisi de conserver ce même périmètre pour le plan bois : le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg (33 communes).

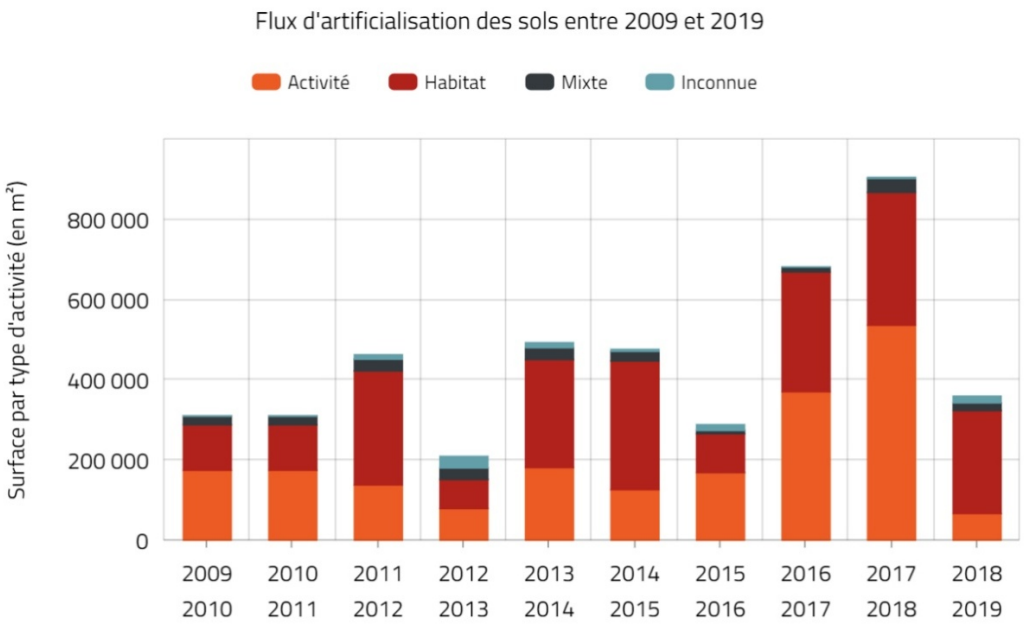
2.1.2. Occupation de la zone du PPA

Au-delà des composantes naturelles, forestières, semi-naturelles et hydrographiques occupant environ 20% de la surface de l'Eurométropole de Strasbourg, le territoire est occupé de manière équivalente (environ 40%) par des espaces agricoles et des espaces artificialisés.



Occupation des sols de l'Eurométropole de Strasbourg
Source: Occupation du sol - CIGAL 2012

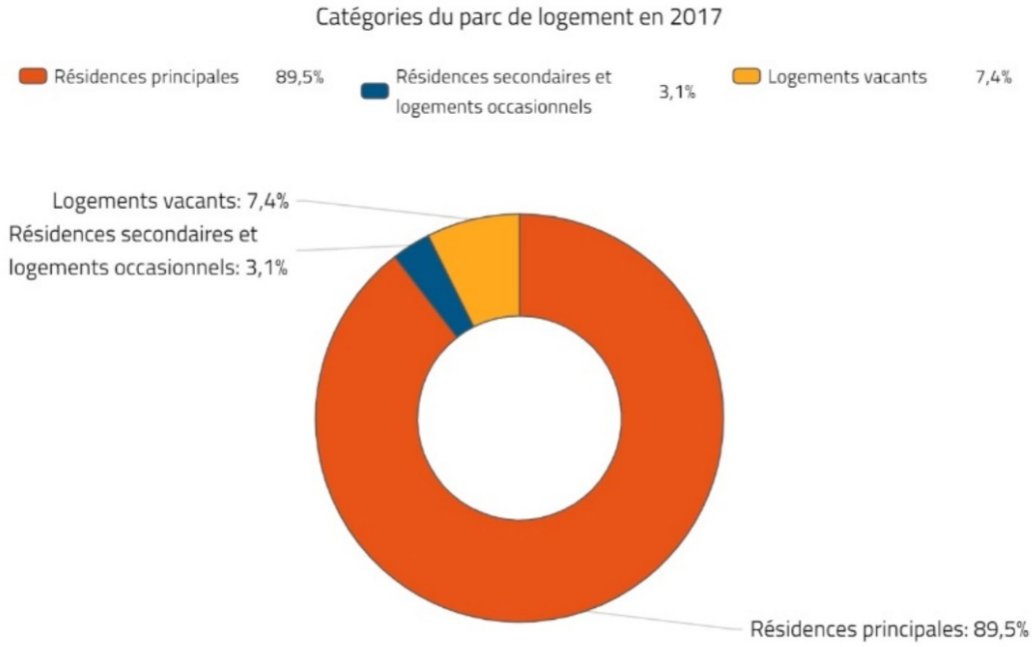
Depuis 2015, ces dynamiques se poursuivent avec un rythme d'artificialisation annuel qui demeure soutenu, avec une part dédiée aux activités qui fluctue de manière importante en lien avec les grands projets d'implantations.



Source CEREMA entre 2009-2019, CITADIA

Un secteur résidentiel majoritairement ancien et collectif : en termes d'habitat, la majorité des habitations (89,5 %) sont dédiées à une résidence principale ratio comparable à celui de nombreuses métropoles qui concentrent des emplois. Ces logements sont occupés à 38 % par des propriétaires, 60 % par des locataires dont environs 20 % de logements sociaux.

L'habitat collectif en appartement est le type de résidence majoritaire à 79,9 % contre 18,7 % de maisons.



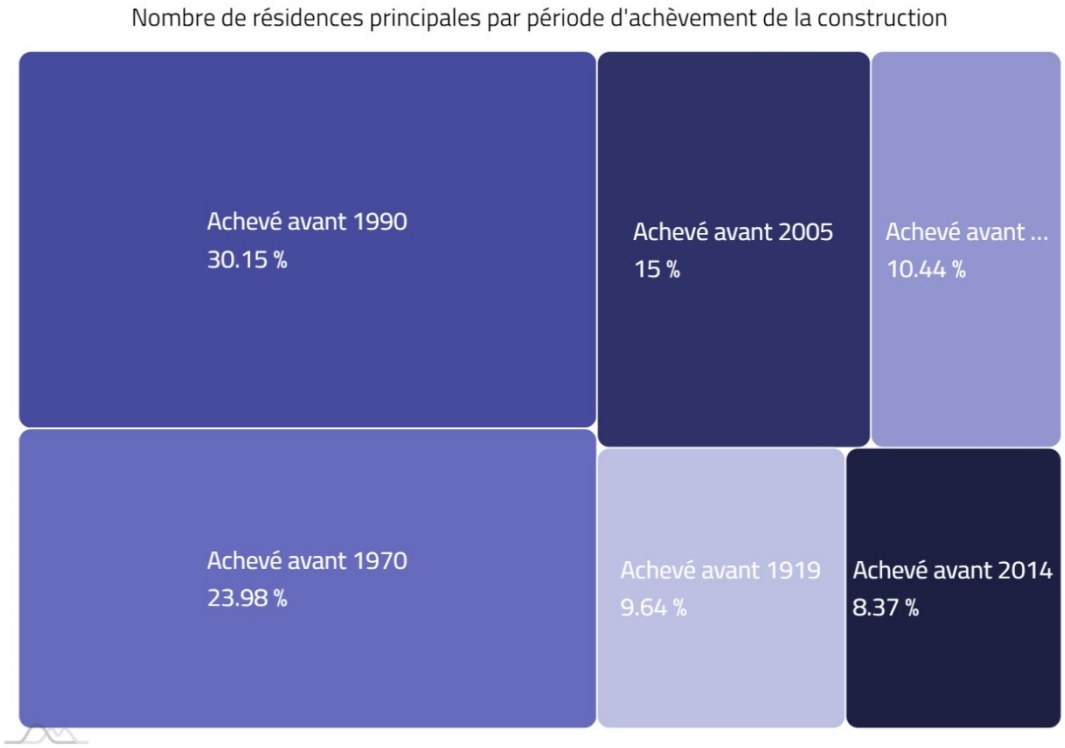
Source: INSEE RP 2017, © Citadia

Cet habitat est majoritairement construit entre 1970 et 1990, puis entre 1945 et 1970. La construction de logements depuis 2008 concerne majoritairement des logements collectifs, environ 3500 logements en 2018.

L'indice de construction neuve[1] s'élève à 9,67 logements commencés par an pour 1000 habitants soit un ratio équivalent à celui de la Métropole du Grand Lyon, supérieur à celui de la Métropole du Grand

1 SITADEL 2009-2018 - INSEE RP 2017, © Citadia

Nancy (4,93) ou Dijon (6,2) mais derrière des métropoles comme Bordeaux (12,71), Nantes (11,26) ou Toulouse (17,3).
Le chauffage central collectif reste majoritaire (40%) contre 23% de chauffages individuels électriques.



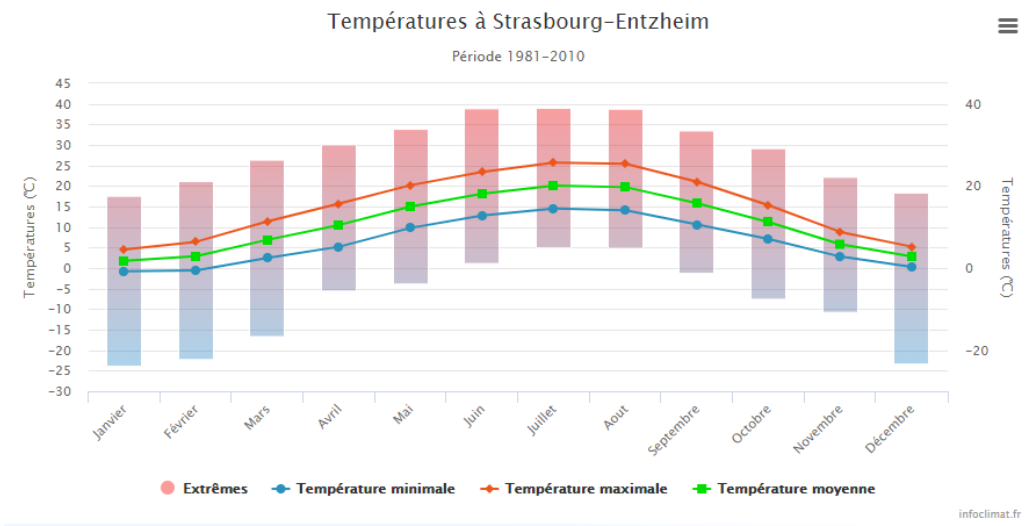
2.1.3. Les caractéristiques géophysiques du territoire : une situation géographique et topographique abritée jouant sur le climat local

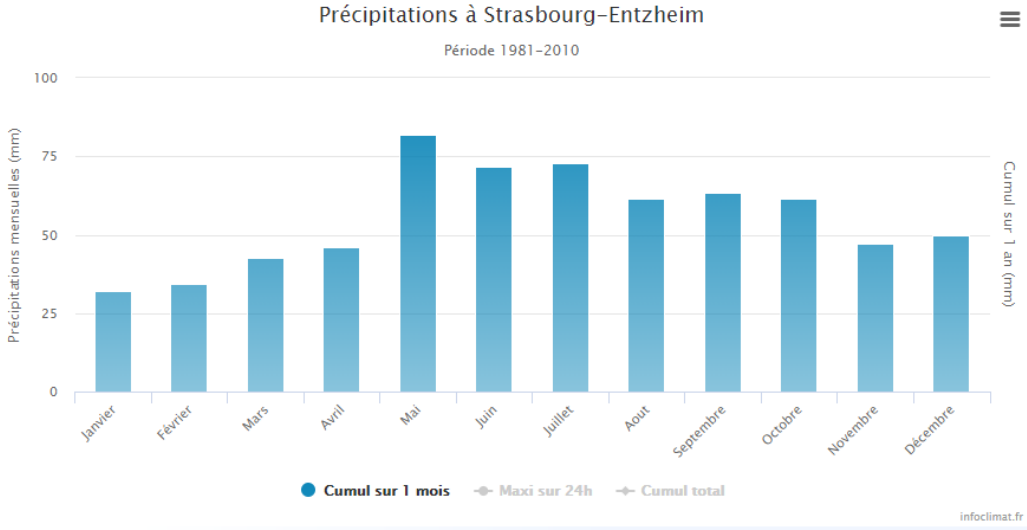
Situé en zone de climat semi-continental, le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est caractérisé par des étés chauds et humides et des hivers froids et secs au regard des normales de températures et de pluviométrie sur la période 1981-2010, période actuelle de référence[2].

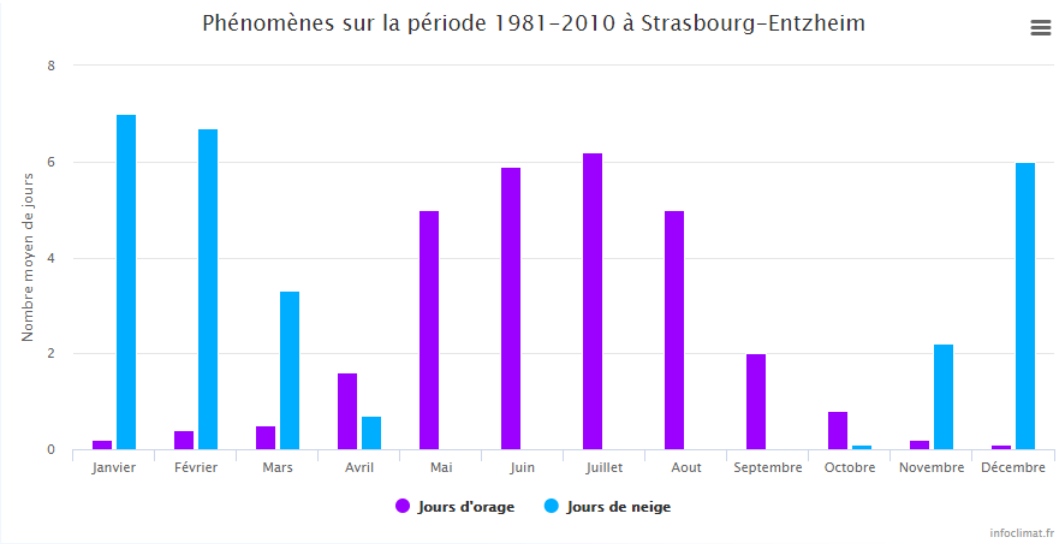
La pluviométrie est globalement faible pour le territoire français. Il pleut en moyenne 665 mm par an dont la majorité est de la pluie estivale et de type orageux.

Les hivers sur le territoire ont de nombreux jours de neige et de gel.

2 Références climatiques, les " normales " servent à représenter le climat dans lequel nous vivons. Elles sont calculées sur 30 ans et mises à jour toutes les décennies. Les nouvelles références climatiques calculées sur la période 1991-2020 seront représentatives d'un climat centré sur les années autour de 2005 et présenteront encore un léger biais par rapport à la période actuelle.Des travaux de recherche sont en cours pour proposer des estimations de normales climatiques non-stationnaires, dans le but de disposer des références non-biaisées pour le climat présent.

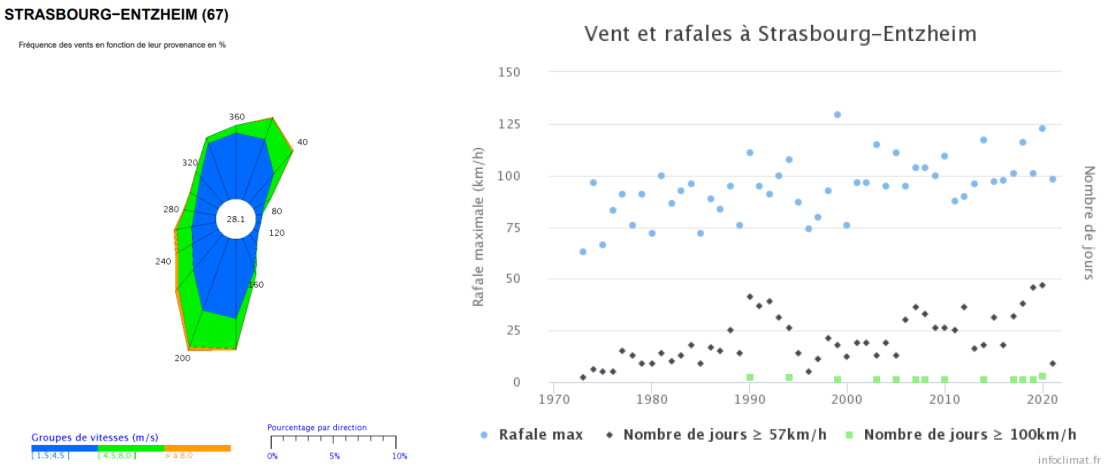






Source: infoclimat.fr

L'Eurométropole de Strasbourg est située au nord-est des Vosges et subit des vents dominants du sud-ouest. A l'abri du massif Vosgien, un effet de Foehn vient réchauffer et assécher la plaine d'Alsace. De fait, l'intensité des vents y est faible, en moyenne de 3 m/s. Le nombre de jours de vents forts (supérieurs à 57 km/h) reste en dessous de 50 par an.



Rose des vents – source: Météofrance

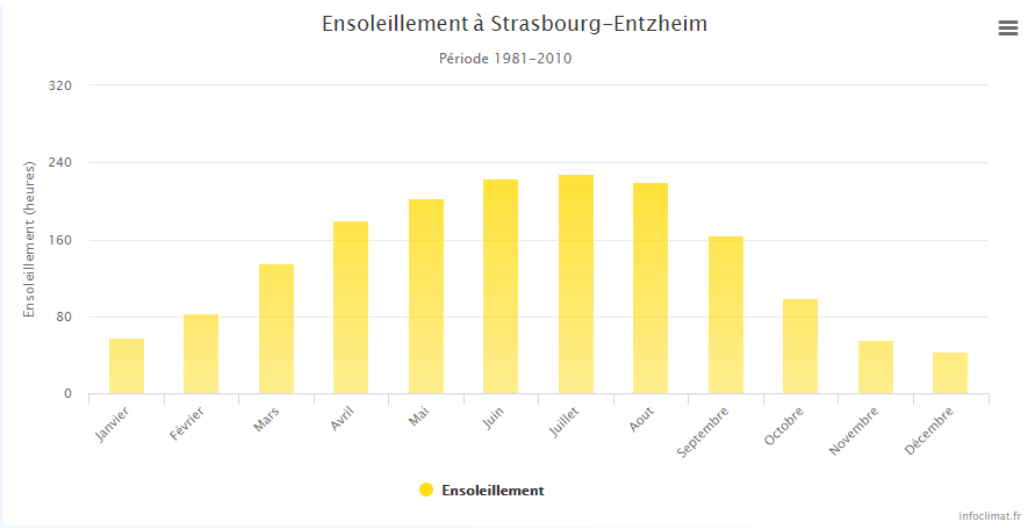
La topographie de l'Eurométropole n'aide pas à dissiper l'augmentation de température sur le territoire. Étant à l'abri des Vosges et au centre du fossé Rhénan, la puissance des vents dominants est diminuée. Cela favorise la stagnation des masses d'air et des polluants.
Par ailleurs la formation fréquente de brouillard (un jour sur cinq) contribue à piéger les polluants (par phénomène d'inversion de température[3]).
Cet effet de non dispersion entraîne lui-même une augmentation de la température en milieu urbain par création d'un dôme de chaleur où se combinent les concentrations de polluants, les activités anthropiques, la forme du bâti, sa densité, sa couleur, l'émissivité des matériaux urbains, les changements climatiques, donc des îlots de chaleur urbains. Les populations y sont ainsi particulièrement exposées aux risques liés aux canicules.



Carte des Îlots de Chaleur de l'Eurométropole de Strasbourg – source PCAET

3 L'air le plus chaud est normalement le plus près du sol, mais quand il se trouve au-dessus d'une couche d'air plus froid (plus lourd) on dit qu'il y a une inversion de température. Dans ce cas, la masse d'air qui se trouve près du sol (plus froid et plus lourd) ne peut s'élever et se disperser dans l'atmosphère.

De plus, l'augmentation de la température est corrélée aux processus photochimiques qui font apparaître des polluants tels que l'ozone, dans les périodes d'ensoleillement favorables, printanière et estivale.



Source: infoclimat.fr

La localisation géographique de l'Eurométropole de Strasbourg crée ainsi une situation locale particulière en termes d'augmentation locale des températures, de faible déplacement des masses d'air, de nébulosité et d'ensoleillement. Cette situation interagit fortement avec les concentrations de polluants.

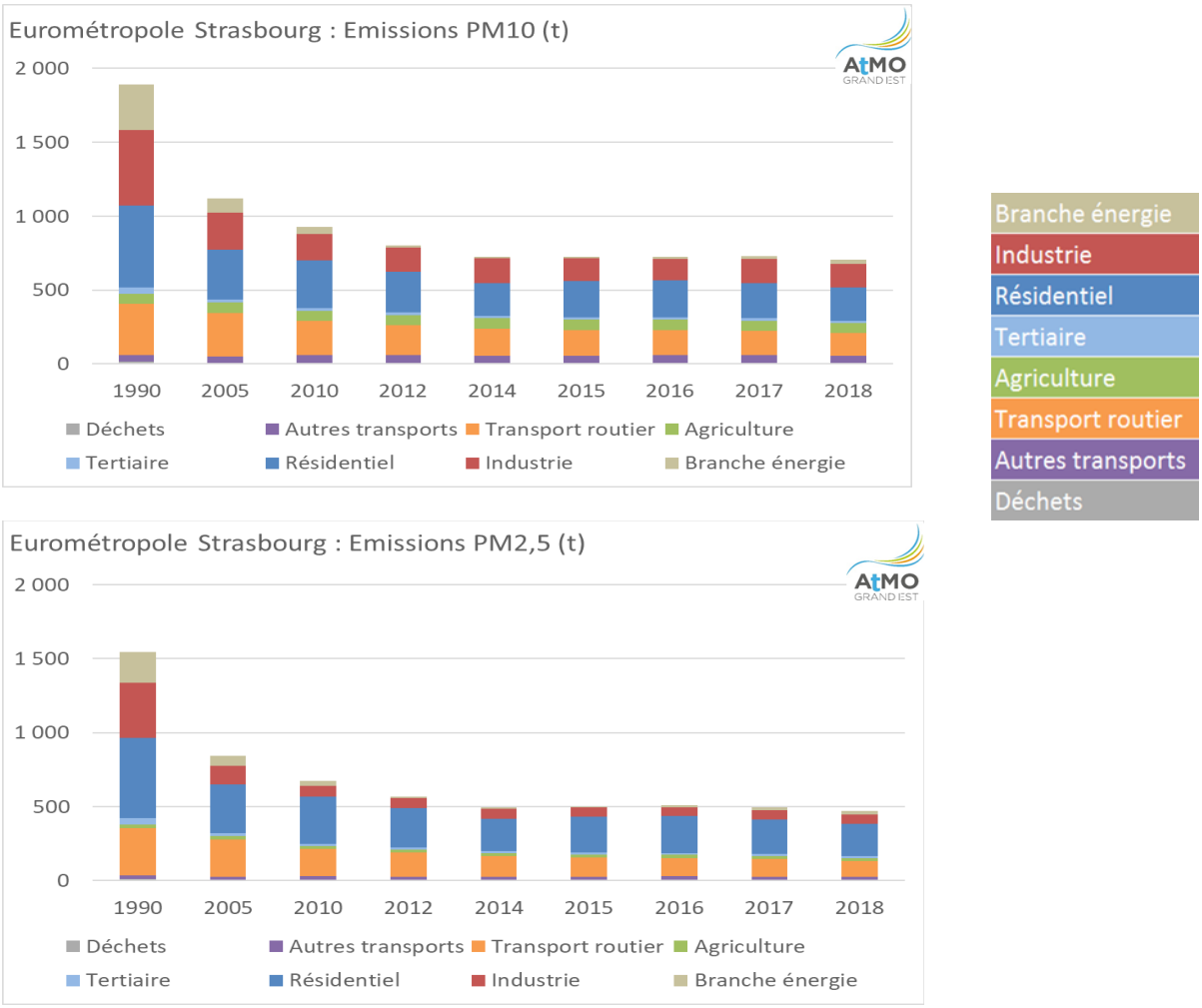
2.2. Bilan de qualité de l'air des particules fines sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

2.2.1. Source et évolution des émissions et concentrations de particules fines sur le territoire

Les PM2.5 et les PM10 sont des particules de diamètre aérodynamique inférieur à 2.5 et 10 µm respectivement. Les émissions de PM10 et de PM2.5 proviennent de nombreuses sources, en particulier de la combustion de biomasse (brûlage de bois et déchets verts par exemple) et de combustibles fossiles comme le charbon et les fiouls, de certains procédés industriels (exploitation de carrières, travail du bois, chantiers et BTP…), de l'agriculture (élevage et culture), du transport routier… Les sources de PM sont donc à la fois variées et dispersées sur l'ensemble du territoire.
Sur le territoire de l'Eurométropole, les émissions de PM10 ont baissé de 3 % entre 2014 et 2018, celles de PM2.5 de 5 %.
Pour le résidentiel, 67% des émissions de PM10 proviennent du chauffage, et principalement du chauffage au bois. Dans le transport, 60 % des émissions de PM10 sont issues de l'usure des pneus, des freins, des embrayages ou de la route et 21 % des moteurs des voitures particulières, principalement des moteurs diesel. Les émissions du secteur industriel sont à 37% liées au BTP et aux chantiers, à 24 % au travail du bois. Les émissions agricoles sont à 90 % issues du travail du sol.

Les émissions de PM10 sont à la baisse entre 2005 et 2018 (- 37 %) et sont restées globalement stables entre 2014 et 2018 (- 3 %). Sur la période 2005 – 2018, les émissions de l'industrie ont peu varié, celles du transport et du résidentiel ont baissé. Depuis 2015, année où elles ont été à leur

minimum, les émissions des réseaux de chaleur (qui sont un sous-secteur de la branche énergie) augmentent. L'évolution des émissions du résidentiel correspond au renouvellement progressif des appareils de chauffage au bois.



Evolution des émissions de PM10 et PM2,5 sur l'Eurométropole (source: ATMO Grand Est Invent'Air V2020).

En 2018, les principales sources d'émissions de PM10 sont :

- Le chauffage résidentiel (20 % des 704 tonnes émises sur l'Eurométropole),
- Les voitures particulières (12 %)
- Les feux ouverts (déchets verts, logements, véhicules) (11 %)
- Le BTP et la construction (11 %).

Les émissions de PM 2.5 suivent les mêmes tendances que celles de PM10 :

- - 44 % entre 2005 et 2018
- - 5 % entre 2014 et 2018.

En 2018, les principales sources d'émissions de PM2.5 sont :

- Le chauffage résidentiel (29 % des 469 tonnes émises sur l'Eurométropole),
- Les feux ouverts (déchets verts, logements, véhicules) (17 %),
- Les voitures particulières (14 %).

L'influence d'activités émettrices hors périmètre PPA est prise en compte. Les ordres de grandeur de l'import sur l'EMS sur 2019 à considérer sont donc :

- NO_2 : 40-50 % sur les stations de fond, 20 % sur les stations de proximité trafic.
- PM : 70-80 % sur les stations de fond, 60-70 % sur les stations de proximité trafic.

Par ailleurs, dans le cadre du projet Interreg ATMO Vision, ATMO Grand Est a évalué sur 5 périodes de l'année 2018, l'origine géographique des polluants respirés en situation de fond sur l'Eurométropole via l'outil CAMx. Les ordres de grandeurs sont équivalents :

- PM10 : 87 % d'import en moyenne sur les 5 périodes en situation de fond, en provenance essentiellement de l'extérieur du Rhin Supérieur (66%) via du transport longue distance, mais également du Bade Wurtemberg au sein du Rhin Supérieur (9%) hors Karlsruhe et Fribourg, ainsi que d'Alsace (8%) hors Mulhouse.

S'agissant des particules, les études montrent qu'elles se déplacent sur de grandes distances. Certains épisodes de pollution sont ainsi liés à des "nuages" de particules provenant parfois de l'autre bout de l'Europe ou du Sahara, synonyme d'un levier d'action local plus limité, mais pouvant tout de même dépasser 20% lors d'épisodes hivernaux en situation de fond, ou 30% en proximité trafic sur la moyenne annuelle.

L'évolution de la concentration des PM10 décroît de manière constante depuis 2013 sur l'Eurométropole. L'agglomération strasbourgeoise n'est plus concernée, depuis 2014, par d'éventuels dépassements de valeurs limites européennes. Ces constats positifs ne doivent pas occulter que les valeurs guide de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sont encore dépassées pour les PM10 sur une large partie du territoire et que des épisodes de pollution de grande ampleur peuvent encore se produire. Le constat est similaire pour les PM2.5.
Les PM2.5 connaissent elles aussi une baisse de leur concentration, passant de 19 µg/m^3 en 2010 à 14 µg/m^3 en 2019, soit une baisse de 25%. Ces dernières, si elles sont en dessous des valeurs limites (25 µg/m^3), restent supérieures aux recommandations de l'OMS (5 µg/m^3).

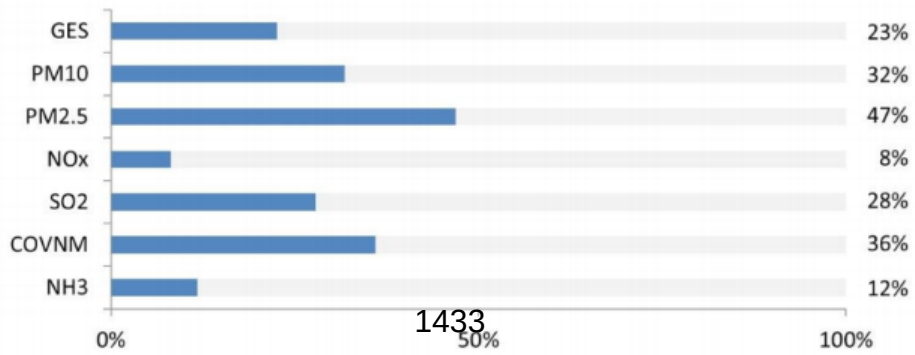
2.2.2. Focus sur les émissions de particules fines des secteurs résidentiel sur le bois-énergie

Les secteurs du résidentiel et du tertiaire sont des contributeurs majeurs aux émissions de :

- PM10 et PM2.5, notamment à travers le chauffage au bois du résidentiel,
- COVNM, principalement du fait de l'utilisation de produits, de solvants ou encore de la consommation de tabac,
- SO_2, à plus de 99% du fait des pratiques de chauffage.

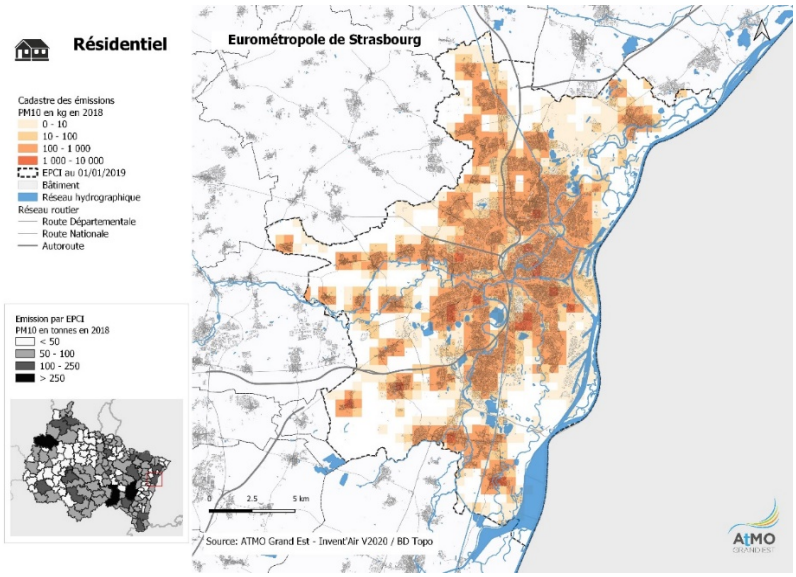
Le secteur résidentiel est responsable de la majeure partie des émissions de PM2,5, loin devant le tertiaire. La répartition géographique des émissions de PM2,5 est donc reliée aux zones d'habitat.

CONTRIBUTION DU SECTEUR RESIDENTIEL AUX EMISSIONS DE POLLUANTS EN 2018



Eurométropole de Strasbourg
Contribution du secteur résidentiel aux émissions de polluants en 2018
Source ATMO Grand Est Invent'Air V2020

Contribution du secteur résidentiel aux émissions de polluants en 2018 (source: ATMOGrand Est Invent'Air V2020).



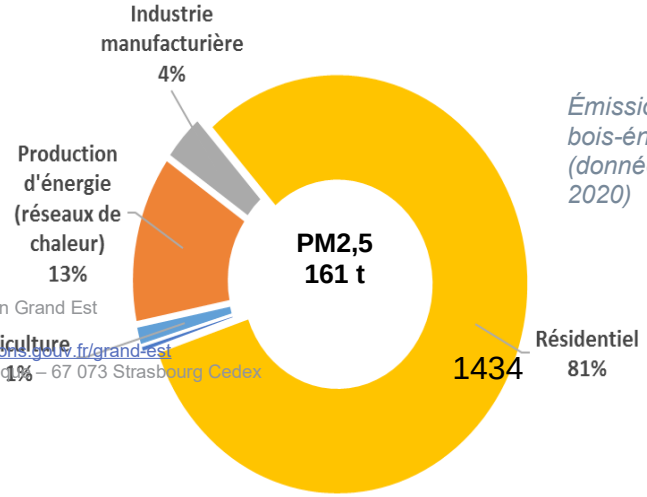
Carte des émissions de PM du secteur résidentiel en 2018(source: ATMO Grand Est Invent'Air V2020).

Le changement climatique, l'amélioration des systèmes de chauffage, l'isolation des bâtiments sont parmi les facteurs principaux d'évolution favorable des émissions de ce secteur.

<u>Le chauffage au bois, un émetteur domestique majeur</u> :

Le bois de chauffage est une source d'énergie avantageuse pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et lutter contre le réchauffement climatique. Mais le chauffage au bois est aussi à l'origine d'émissions importantes de particules fines s'il n'est pas mis en œuvre de façon optimale. Ceci est souvent le cas chez les particuliers utilisant du matériel ancien peu performant et du bois inapproprié.

Le chauffage résidentiel est donc un contributeur majeur aux émissions de PM2,5 issues du bois énergie sur le territoire de l'EMS.



Émissions de PM2,5 dû à l'utilisation du bois-énergie, selon les sources (données 2018 ATMO GE, invent'air 2020)

Préfecture de la région Grand Est
Tél : 03 88 21 67 68
www.prefectures-regions.gouv.fr/grand-est
5, place de la République – 67 073 Strasbourg Cedex

Part du chauffage au bois dans les émissions de PM10 et PM2,5 de l'Eurométropole de Strasbourg en 2005, 2010, 2012 et 2014 (source : ATMO Grand Est 2018)

	2005	2010	2012	2014
Part du chauffage au bois dans les émissions totales de PM10 de l'Eurométropole de Strasbourg	27%	34 %	36 %	34 %
Part du chauffage au bois dans les émissions totales de PM2,5 de l'Eurométropole de Strasbourg	35 %	45 %	48 %	47 %

L'étude Atmo-VISION menée à partir de 2018 a permis de caractériser l'utilisation du chauffage au bois sur la Région Grand Est et sur ses régions frontalières du Rhin Supérieur (https://atmo-vision.eu/).

Sur la base de l'enquête d'Atmo-VISION, ATMO Grand Est a estimé qu'il y avait en 2018, 10 500 appareils domestiques utilisant du bois sur le territoire de l'Eurométropole. Plus de 80 % de ces équipements sont des appareils utilisant des bûches (inserts, cheminées à foyer fermé, poêles à bois, chaudières à chargement manuel). En conséquence, près de 80 % du bois énergie est consommé sous forme de bûches. L'utilisation de cette source d'énergie est estimée à 84 % pour le chauffage principal, à 12 % pour le chauffage d'appoint et à 4 % pour le chauffage d'agrément.

Sur l'Eurométropole, la consommation énergétique finale à climat réel du secteur résidentiel de l'Eurométropole est de 3 400 GWh PCI. Les principales sources d'énergie du résidentiel sont l'électricité, le gaz naturel et les produits pétroliers. Le bois énergie ne représente que 5 % de l'énergie consommée pour le chauffage (170 GWh). Il émet cependant plus de 60 % des PM (65 % des PM10, 63 % des PM2.5) du secteur résidentiel de l'EMS en 2018.

% de la consommation ou des émissions (PM10 et NOx) de chaque secteur (Réseaux de chaleur, Résidentiel, Tertiaire) en fonction de la source d'énergie par rapport à la consommation ou aux émissions totales de cette source d'énergie (source: ATMO Grand Est, Invent'Air V2020)

2018	% par rapport au chauffage de l'EMS								
	Réseaux de chaleur			Résidentiel			Tertiaire		
	Consom mation	PM10	NOx	Consom-mation	PM10	NOx	Consom-mation	PM10	NOx
Gaz Naturel	17%	18%	20%	47%	46%	38%	36%	36%	42%
Électricité	0%			57%			43%		
Produits pétroliers	1%	1%	1%	51%	36%	42%	48%	64%	57,00 %

Bois-énergie	64%	15%	74%	35%	85%	25%	0%	0%	1%
Combustibles Minéraux Solides	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	100%	100%
Autres énergies renouvelables	1%	100%	100%	99%	0%	0%	0%	0%	0%
Total/ émissions de l'EMS	14%	15%	30%	50%	82%	36%	35%	3%	35%

En 2018, les PM10 émises par le chauffage au bois, le sont à 85 % par le résidentiel. La part des émissions liées aux réseaux de chaleur s'établit à 15 % en 2018, tandis qu'elle était à 5% en 2014. Cette évolution tient à l'augmentation de la quantité de bois utilisée par les réseaux de chaleur. Comparés à la consommation du bois énergie par chacun des 3 secteurs considérés, il apparaît que la majeure partie du bois – énergie est consommée par les réseaux de chaleur qui ont des chaudières très peu émettrices en particules par rapport aux chaudières ou poêles du secteur résidentiel.
Puisque les réseaux de chaleur urbain ont un faible impact sur la qualité de l'air, ils ne sont pas concernés par ledit plan de chauffage domestique au bois.

La question de la performance énergétique des bâtiments et celle de l'évolution des modes de chauffage vers des énergies moins polluantes doivent être au cœur de la réflexion. Le plan Climat de la Métropole accompagne durablement cette ambition (objectif de réduction de la consommation énergétique finale de 36 % à l'horizon 2030 dans le résidentiel et le tertiaire via différentes mesures ambitieuses.

2.2.3. Effet sur la santé des particules fines

Aujourd'hui, le lien entre polluants atmosphériques et effets sanitaires est clairement démontré, à moyen comme à long terme. La pollution de l'air accroît le risque de maladies respiratoires aiguës comme la pneumonie ou chroniques comme le cancer du poumon ainsi que de maladies cardio-vasculaires.

Selon l'organisation mondiale de la santé (OMS), les habitants des villes où l'air est fortement pollué souffrent davantage de cardiopathies, de problèmes respiratoires et de cancer du poumon que ceux des villes où l'air est plus propre.
Un rapport publié par Santé Publique France en avril 2021 affirme que le fardeau ou poids total de la pollution atmosphérique sur la mortalité à long terme en France métropolitaine demeure conséquent avec près de 40 000 décès annuels attribuables à l'exposition aux PM2,5[4] et près de 7 000 décès attribuables à l'exposition au NO_2.

Les polluants n'ont pas le même niveau de toxicité, variable en fonction de la durée, de l'intensité et de la fréquence d'exposition, ainsi que de la capacité de la substance à pénétrer dans l'organisme.

L'effet des particules sur la santé dépend du diamètre des particules. Les particules dont le diamètre est supérieur à 10 µm sont arrêtées et éliminées au niveau du nez et des voies respiratoires supérieures. En revanche, lorsqu'elles ont un diamètre inférieur à 10 µm, elles peuvent pénétrer plus profondément dans l'appareil respiratoire. Le rôle des particules en suspension a été montré dans

4 Les PM2,5 ont un diamètre plus petit que les PM10 et sont donc plus nocives pour la santé. Les études sont donc généralement centrées sur les PM2,5 puisque les PM10 ont un « comportement » similaire.

certaines atteintes fonctionnelles respiratoires, le déclenchement de crises d'asthme et la hausse du nombre de décès pour cause cardio-vasculaire ou respiratoire, notamment chez les personnes les plus sensibles.

Le tableau ci-dessous indique les pourcentages de populations exposées à des dépassements des valeurs moyennes annuelles en PM2.5 sur les aires des PPA de la région Grand Est.

Pourcentage de personnes exposées, en 2020, à des dépassements de concentration de PM2,5 pen moyenne annuelle supérieures aux lignes directrices de l'OMS

PM2,5 (µg/m³) Moyenne annuelle	Ancienne ligne directrice OMS 2005 des PM2,5 (10 µg/m³)	Nouvelle ligne directrice OMS 2021 des PM2,5 (5 µg/m³)
Grand Est 2020	**6 %**	**96 %**
ZAG Metz	< 0,1%	100 %
ZAR Reims	5 %	100 %
ZAG Strasbourg	6 %	100 %
ZAG Nancy	1,00 %	100 %

Six pourcents de la population de la zone PPA de l'agglomération strasbourgeoise (ZAG de Strasbourg) est exposée à des concentrations moyennes annuelles en PM2.5 deux fois supérieures à la nouvelle valeur de ligne directrice OMS pour les PM2,5 qui est de 5 µg/m³. L'intégralité de la population est exposée en 2020 à des dépassements de la nouvelle ligne directrice de l'OMS.

2.3. Priorités d'actions au niveau du territoire (combustible, équipement, habitudes…)

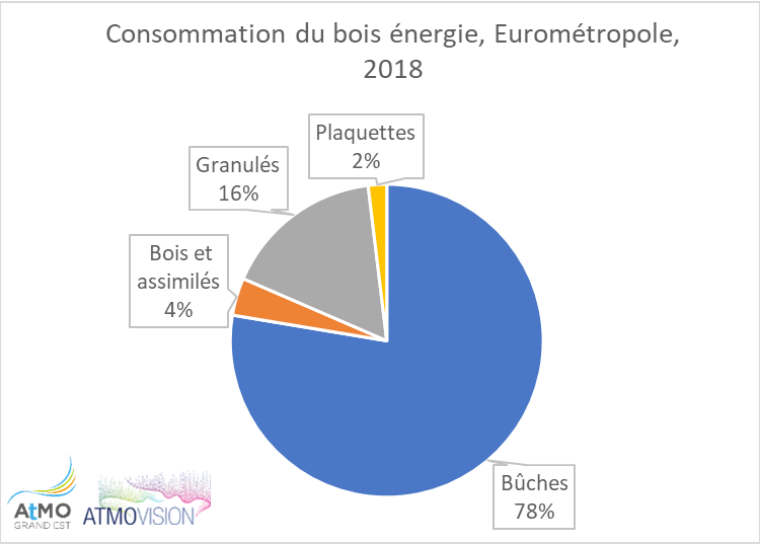
Les études menées localement (programme FLA'EMS de l'Eurométropole de Strasbourg et enquête bois du programme ATMOVISION sur le Grand Est) ont permis d'avoir des données plus locales que les données nationales, donnent une idée du parc d'appareils de chauffage au bois sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, et ont également permis d'identifier les habitudes des habitants de la métropole.

L'enquête ATMOVISION de 2018 a permis de réaliser une estimation du parc d'appareil de chauffage au bois, les données ont ensuite été extrapolées par ATMO GE avant intégration dans leur inventaire.

Estimation du parc d'appareils domestiques individuels de chauffage au bois en 2020 sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (source ATMO GE Invent'Air V2022)

		Estimation du parc d'appareils domestiques individuels de chauffage au bois en 2020 (nombre d'appareil)		
	Age des appareils	Avant 1996	Après 1996	Performant
Chauffage résidentiel principal	Une cheminée à foyer ouvert (bûches)	65	-	-
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (bûches)	361	743	160
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (granulés/pellets)	-	42	12
	Une chaudière à bois à chargement manuel (bûches)	510	785	348
	Une chaudière à bois à chargement automatique (plaquettes)	-	89	85
	Une chaudière à granulé	-	70	88
	Un poêle à bois bûche	165	881	573
	Un poêle à granulés	-	269	220
	Un poêle de masse	104	112	37
	Une cuisinière à bois bûche	21	101	24
	Une cuisinière à granulés/pellets	-	34	6
Chauffage résidentiel d'appoint	Une cheminée à foyer ouvert (bûches)	199	-	-
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (bûches)	531	1 094	236
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (granulés/pellets)	-	136	40
	Une chaudière à bois à chargement manuel (bûches)	57	87	39
	Un poêle à bois bûche	144	771	501
	Un poêle à granulés	-	428	349
	Un poêle de masse	95	102	33
	Une cuisinière à bois bûche	4	19	4
	Total	**2 255**	**5 763**	**2 755**

L'enquête ATMOVISION a permis d'identifier la part de chaque combustible utilisé pour le chauffage au bois sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Les bûches restent le combustible le plus utilisé.



Consommation énergétique finale du bois énergie par le secteur résidentiel de l'Eurométropole en 2018 (Source ATMO Grand Est, projet ATMOVISION, Invent'Air V2020).

Un appareil de chauffage au bois ancien ou peu performant émet également plus de particules fines qu'un appareil récent et performant.

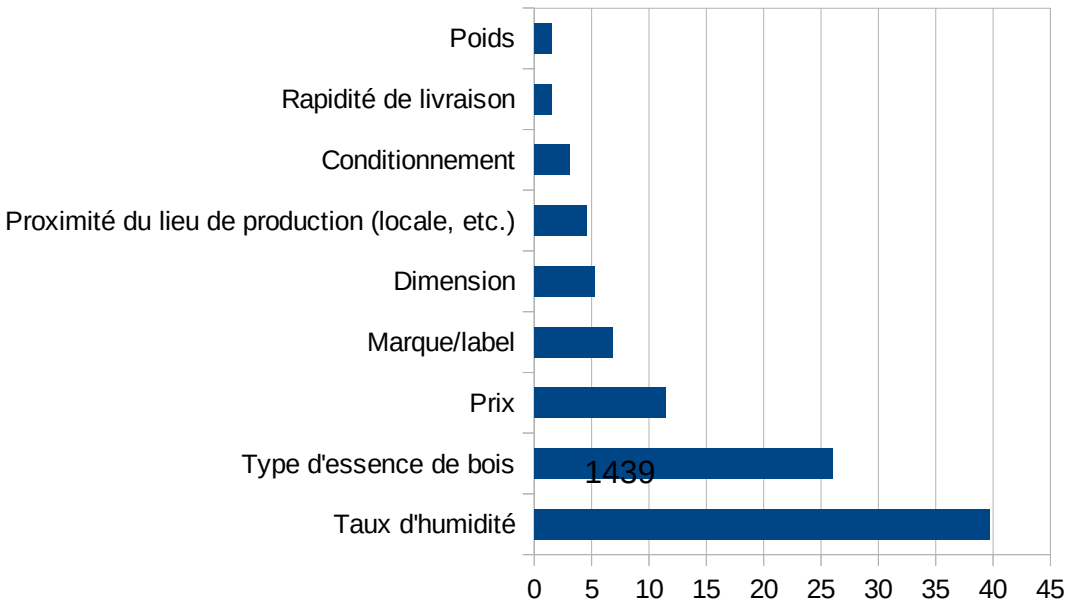
Évaluation prospective 2020-2050 de la contribution du secteur biomasse énergie aux émissions nationales de polluants atmosphériques - ADEME 2009

	Facteurs d'émissions de PM2,5 (g/GJ)				
	Bûches			Granulés	Plaquettes
	Avant 1996	Après 1996	Performant	Performant	Performant
Foyers ouverts	698				
Foyers fermés et inserts	651	242	130		
Poêles	651	242	130	65	174
Cuisinières	651	242	130	65	174
Chaudières individuelles	233	93	47	28	74

L'enquête FLA'EMS a permis de mettre en évidence que 7,5% de la population de l'Eurométropole de Strasbourg se chauffent au bois.
L'enquête a également révélé qu'en moyenne, les utilisateurs de chauffage au bois entretiennent correctement leur appareil (1 ramonage par an en moyenne) et délèguent en grande majorité le ramonage à un professionnel (89,9 %) reconnu garant de l'environnement (87%). Concernant les conditions d'utilisation de l'équipement, les habitants de l'Eurométropole de Strasbourg utilisent en majorité du bois de hêtre ou d'autres essences de feuillus et semblent conscients de l'importance du rôle du taux d'humidité et du type d'essence dans la performance de l'appareil et le rendement.

L'étude FLA'EMS a permis de montrer que les utilisateurs du bois ont actuellement peu conscience de l'impact réel du chauffage au bois sur la qualité de l'air. Seuls 29,6 % des utilisateurs ont en effet répondu que le chauffage au bois présente un impact plutôt élevé sur la qualité de l'air alors que le reste pense que l'impact est plutôt faible voire très faible.

La majorité des répondants se chauffant au bois conservent leur bois à l'extérieur sous un abri (54,9 %) et préfèrent un bois bien sec à un bois plutôt humide. Tandis que la moitié des répondants se fournit auprès d'un professionnel, l'autre moitié s'approvisionne auprès de circuits alternatifs (particulier, propriétaire forestier, membre de la famille, voisin, etc.).



Réponse à la question «quels sont vos principaux critères de choix lorsque vous achetez du bois / des granulés …? (base: 112 répondants, plusieurs réponses possibles) (source: rapport projet FLA'EMS)

Pour conclure, ces éléments de diagnostic du territoire mettent en avant la nécessité d'agir pour réduire les émissions de particules fines issues du chauffage au bois domestique. Cela doit passer, à terme, par un remplacement des appareils de chauffage au bois non performants, une sensibilisation sur les combustibles à utiliser, les techniques à reproduire, etc., pour réduire les émissions dues à un mauvais usage de son appareil et de son combustible.
Le plan bois doit permettre tout cela, pour atteindre l'objectif de réduction des émissions de PM2,5 issues du chauffage au bois domestique de 50 % d'ici 2030 par rapport à 2020.

3. Actions prévues et indicateurs de suivi

Le plan chauffage domestique au bois du PPA de l'agglomération strasbourgeoise est construit comme suit :

Volet 1 : Sensibilisation du public et des acteurs du territoire

- Action 1.1 : Sensibilisation du grand public
- Action 1.2 : Sensibilisation et formation des professionnels
- Action 1.3 : Sensibilisation des communes de la métropole

Volet 2 : Accompagnement au renouvellement : dispositifs d'aide

- Action 2.1 : Fonds air bois de la métropole de Strasbourg

Volet 3 : Amélioration de la performance des équipements de chauffage au bois

- Action 3.1 : Étude d'impact socio-économique et qualité de l'air de toute mesure réglementaire
- Action 3.2 : Mise en place de certificats de performances
- Action 3.3 : Interdiction d'installation et d'usage de tout dispositif de chauffage non performant dans les constructions neuves
- Action 3.4 :Renforcer les dispositions relatives aux petites chaufferies biomasse

Volet 4 : Promotion de l'utilisation d'un combustible de qualité

- Action 4.1 :développer le marché formel du bois buche
- Action 4.2 :Renforcer les mesures nationales sur la qualité du combustible bois

Volet 5 : Rénovation énergétique des logements

- Action 5.1 : Aides financières et conseil en rénovation
- Action 5.2 :Programme de rénovation des logements

Volet 6 : Charte d'engagement du plan bois

- Action 6.1 : Signature de la charte

Le détail de chaque mesure est disponible dans les treize fiches actions disponibles aux pages suivantes.

Figurent également en annexe 3, un document exposant la méthodologie suivie pour l'évaluation des mesures ainsi que les incertitudes (qui réalise l'évaluation, sources de données, méthode de calculs) ; ainsi qu'en annexe 4 une évaluation qualitative et quantitative globale des impacts du plan d'action local sur les émissions issues de la combustion de bois.

Conclusion :
Les données d'évaluation actuellement disponibles montrent que le remplacement des appareils de chauffage peu performants permettrait des gains significatifs en émissions de PM2.5 sur l'aire du PPA de l'agglomération strasbourgeoise. Afin de pouvoir atteindre l'objectif attendu de réduction de 50 % des émissions de PM2,5 en 2030, de nombreux renouvellements d'appareils (plus de 3200 appareils à renouveler d'ici 2030) et de changements de pratiques (allumage, entretien, etc..) seront nécessaires.

Volet 1- Sensibilisation du public et des acteurs du territoire

Intitulé de la mesure :
1.1- Sensibilisation du grand public

Cibles : Grand public

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

On observe une méconnaissance globale de l'impact du chauffage au bois sur la qualité de l'air. Il est donc nécessaire de faire prendre conscience de la part de responsabilité du chauffage au bois sur la qualité de l'air, en particulier avec des appareils domestiques de chauffage non performants (appareils anciens et foyers ouverts). Il faut inciter le grand public aux changements de pratiques pour réduire les émissions de particules

L'objectif de cette action est donc de diffuser les bonnes pratiques d'utilisation d'un chauffage au bois (qualité du bois, séchage, combustion efficace, puissance adaptée), de proposer aux ménages des leviers d'actions.

- Distribution de plaquettes de sensibilisation/bonnes pratiques (DREAL, EMS, ALEC/espaces conseil France Rénov', professionnels)

De nombreuses plaquettes de sensibilisation (ADEME, Eurométropole de Strasbourg) disponibles en ligne ou en format papier peuvent être mises à disposition dans les mairies, à l'Agence du Climat et espaces conseils France Rénov' sur l'EMS, etc., ou bien distribuées lors d'événements ou par les professionnels du « chauffage au bois » aux ménages.

- Campagne de communication du Fonds air bois et bonnes pratiques (EMS)

Depuis la mise en place du fonds air bois en 2019, la métropole de Strasbourg a organisé plusieurs campagnes de communication visant à faire la promotion de son fonds air bois ainsi que des bonnes pratiques à suivre lorsque l'on se chauffe au bois. Les modes de diffusion suivants ont pu être utilisés :

- *diffusion de spots radio*
- *insertion presse*
- *affichage ciblé de publicité sur internet*
- *articles dans le magazine de l'EPCI*
- *articles sur les réseaux sociaux*
- *mise en avant du dispositif dans les enseignes de bricolage*

D'autres campagnes de communication sont prévues jusqu'à la fin du fonds air bois en 2024.

- Sensibilisation via l'indice qualité de l'air (ATMO Grand Est)

Un bulletin présentant l'indice qualité de l'air (IQA) des AASQA est présenté chaque soir sur France 3. L'IQA est parfois également affiché sur des écrans géants en ville. Lors des pics de pollution aux particules de type combustion, une communication sur les bonnes pratiques d'utilisation des appareils de chauffage au bois pourra être réalisée par ATMO GE en parallèle d'un rappel des interdictions d'utilisation liées aux arrêtés de mesures d'urgence des préfets (via le bulletin France 3 et les écrans géants en ville).

- Organisation d'animations et événements sur le chauffage au bois domestique (EMS, Agence du Climat)

Depuis la mise en place du fonds air bois en 2019, la métropole de Strasbourg a organisé plusieurs événements à destination du grand public :

- *Participation à des ventes de bois organisées par la ville de Strasbourg et l'ONF pour informer sur le fonds et sur les bonnes pratiques*
- *Animations de sensibilisation organisées en partenariat avec les communes de la métropole*
- *Présentation du dispositif aux associations du territoire en lien avec la qualité de l'air*
- *Participation à la foire européenne de Strasbourg*
- *Organisation d'animations à destination des agents de l'Eurométropole de Strasbourg (environ 8000 agents) (présentations, échanges...)*
- *Conférence de presse lors de la JNQA au cours de laquelle le dispositif FAB est mis en avant*
- *Participation à des forums de l'Habitat*
- *Participation à d'autres événements organisés par les communes (fête de la ville, etc..)*

D'autres événements similaires sont prévus jusqu'à la fin du fonds air bois en 2024.

Acteur portant la mesure (et partenaires) :

Eurométropole de Strasbourg, Agence du Climat, ATMO Grand Est, DREAL Grand Est, (professionnels)	
Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Les principaux postes de coûts concernent les actions de sensibilisation et de communication, et de construction des supports de communication.	Source du financement mobilisé : ATMO Grand Est (bulletin IQA) Eurométropole de Strasbourg (fonds air bois) ADEME (via fonds air bois)
Planning:	Actions de communication pour la plupart déjà mises en place Mise en place de l'animation via l'IQA d'ATMO Grand Est dès 2023.
Indicateurs de suivi des réalisations : Mise en place de la communication sur les bonnes pratiques en aval du bulletin IQA Nombre de campagnes de communication sur le FAB réalisées Nombre d'événements de sensibilisation organisés et nombre de participants	
Indicateurs de suivi des résultats : Evolution des comportements évaluable uniquement par la réalisation d'une enquête auprès des ménages	
Évaluation qualitative de l'impact de l'action : Impact fort sur les comportements attendu (utilisation des bonnes pratiques d'allumage et d'entretien, utilisation d'un combustible de meilleure qualité, conscience de l'impact de son chauffage sur la qualité de l'air) et action qui devrait aider au renouvellement du parc d'appareil (par prise de conscience des ménages de l'intérêt d'un équipement performant).	

Volet 1- Sensibilisation du public et des acteurs du territoire

Intitulé de la mesure :
1.2- Sensibilisation et formation des professionnels

Cibles : Professionnels

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

De nombreuses études et projets montrent que la sensibilisation des ménages passe le plus souvent par les professionnels (contact plus facile et plus fréquent qu'avec la collectivité ou l'ALEC). Les professionnels du secteur (en particulier installateurs, vendeurs et ramoneurs lors des visites d'entretien annuelles) seront donc impliqués pour jouer un rôle d'ambassadeurs et de relais des bonnes pratiques (choix du combustible, utilisation de l'appareil, etc.), et orienter les particuliers vers les dispositifs d'aides existants. Ils pourront également être relais d'information concernant les futures interdictions (exemple actions 3.1 et 3.3 de ce plan). Mais il faut en premier lieu sensibiliser et former les professionnels dans ce but.

- Sensibilisation des acteurs de conseils en rénovation énergétique du territoire (FIBOIS Grand Est)

Sensibiliser les acteurs de conseils du territoire (conseillers France Rénov', conseillers du programme PIG Habiter l'Eurométropole, futures Accompagnateurs Rénov') aux enjeux du chauffage au bois et aux bonnes pratiques à communiquer aux ménages.

- Formation et sensibilisation des ramoneurs/installateurs/chauffagistes (CAPEB GE, COPFI Bas-Rhin, FFB Grand Est, Envirobat)

Sensibiliser sur les bons messages à transmettre aux ménages (comme cité plus haut) mais surtout former à la nouvelle réglementation à venir concernant l'entretien des appareils de chauffage au bois (ramonage, entretien..).

- Réalisation de kits pour les professionnels (DREAL Grand Est, Envirobat)

Préparation par la DREAL de kits pour les professionnels contenant des informations/documents à partager aux clients (modèles de devis/factures type comprenant les informations obligatoires et des bonnes pratiques (installation, utilisation et entretien) préparés par la FFB Grand Est, plaquettes de promotion du fonds air bois et des autres dispositifs d'aides existants (MaPrimeRénov, etc.)

- Sensibilisation des vendeurs de bois/vendeurs d'appareils/conseillers immobiliers (FIBOIS GE, COPFI Bas-Rhin, DREAL Grand Est)

Inciter les professionnels de l'immobilier (notaires, agents) à communiquer auprès des propriétaires et locataires d'équipements de chauffage au bois peu performants sur les interdictions à venir et sur les aides disponibles pour les renouveler, à alerter sur le caractère polluant des appareils peu performants (en lien avec les nouveaux DPE qui mentionnent la présence d'un foyer ouvert)

- Engagement d'une réflexion avec le secteur assurantiel sur les contrevenants (DREAL Grand Est)

Engager une réflexion avec le secteur assurantiel concernant le traitement des ménages qui ne respectent pas la réglementation en vigueur (ramonage, entretien) et à venir (usage d'appareils peu performants, etc.).

- Animation de la charte d'engagement avec les professionnels (EMS)

De par leurs pratiques professionnelles et dans leur rôle de conseillers techniques et de diffuseurs des bonnes pratiques liées au bois énergie, les professionnels du chauffage au bois sont des acteurs centraux dans l'atteinte des objectifs du projet « fonds air bois ». La charte, vise à valoriser les professionnels (entre autre par une visibilité accrue sur le site web du Fonds air bois) qui, par la qualité des prestations qu'ils délivrent, se sont engagés dans une démarche vertueuse en faveur de la qualité de l'air aux côtés des financeurs du dispositif (engagements en matière de communication, accompagnement, bonnes pratiques d'installation .

Cette charte des professionnels est en place depuis début 2021 dans le cadre du fonds air bois de la métropole de Strasbourg. Une signature dématérialisée de la charte est possible : ici. Une animation du réseau des signataires de la charte est également en place depuis 2021.

- Organisation d'événements à destination des professionnels (EMS)

Acteur portant la mesure (et partenaires) :
DREAL Grand Est, Eurométropole de Strasbourg, Agence du Climat, FIBOIS Grand Est, FFB

Grand Est, Envirobat, CAPEB Grand Est, COPFI Bas-Rhin	
Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Les principaux postes de coûts concernent les coûts associés au projet fonds air bois (supports de communication et animation du dispositif en partenariat avec l'Agence du Climat).	Source du financement mobilisé : Eurométropole de Strasbourg (fonds air bois) ADEME (via fonds air bois)
Planning:	Certaines mesures sont déjà en place du fait du fonds air bois en cours (charte d'engagement des professionnels, événements à destination des professionnels). Les autres mesures sont à mettre en œuvre dès 2023. L'engagement d'une réflexion avec le secteur assurantiel pourra être mise en œuvre sur la période 2023-2024.
Indicateurs de suivi des réalisations : Nombre de conseillers formés/sensibilités Nombre de formations/sensibilisations réalisées à destination des ramoneurs/installateurs/chauffagistes Nombre de formations/sensibilisations réalisées à destination des vendeurs de bois/appareils et conseillers immobiliers Réflexion engagée avec le secteur assurantiel Nombre de kits distribués aux professionnels Nombre de professionnels signataires de la charte d'engagement de l'EMS	
Indicateurs de suivi des résultats : Evolution des comportements évaluable uniquement par la réalisation d'une enquête auprès des ménages et des professionnels	
Évaluation qualitative de l'impact de l'action : Impact fort sur les comportements des ménages attendu grâce au rôle des professionnels (relai d'informations sur les bonnes pratiques, intérêt de l'utilisation d'un appareil performant, etc.) et action qui devrait aider au renouvellement du parc d'appareil.	

Volet 1- Sensibilisation du public et des acteurs du territoire	
Intitulé de la mesure : 1.3- Sensibilisation des communes de la métropole	
Cibles : Communes/élus	
Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* : Les communes peuvent également jouer le rôle de relais des bonnes pratiques auprès de leurs habitants (choix du combustible, utilisation de l'appareil, etc.), et orienter les particuliers vers les dispositifs d'aides existants. Ils pourront également être relais d'information concernant les futures interdictions (exemple actions 3.1 et 3.3 de ce plan). Il est important d'inciter les communes : • à rédiger une page spécifique sur la problématique du bois sur les sites internet des mairies ; • à l'intégrer dans les bulletins communaux ou gazettes ; • à faire de la communication sur la problématique du bois. Afin de les accompagner au mieux dans la réalisation de cette démarche, la métropole de Strasbourg, en partenariat avec la DREAL Grand Est, l'Agence du Climat et FIBOIS Grand Est réalisera un kit complet à destination des communes (textes rédigés prêts à être publiés, plaquettes de sensibilisation à distribuer, etc..). L'EMS a déjà communiqué de nombreux éléments aux communes (kit de communication partagé aux communes au printemps 2022). Cette action permettra de réitérer la démarche.	
Acteur portant la mesure (et partenaires) : Eurométropole de Strasbourg, Agence du Climat, FIBOIS Grand Est	
Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Les principaux postes de coûts concernent les actions de sensibilisation et de construction du kit à destination des communes	Source du financement mobilisé : Euroméropole de Strasbourg (fonds air bois) ADEME (via fonds air bois) Agence du Climat
Planning:	Mesure en place depuis 2019 avec le FAB, à renouveler dès que besoin
Indicateurs de suivi des réalisations : Réalisation du kit Nombre de kits distribués Nombre d'actions menées par les communes pour sensibiliser leurs habitants à la problématique du chauffage au bois	
Indicateurs de suivi des résultats : Nombre de communes sensibilisées Nombre d'appareils de chauffage renouvelés dans chaque commune Evolution des comportements évaluable uniquement par la réalisation d'une enquête auprès des ménages	
Évaluation qualitative de l'impact de l'action : Impact fort sur les comportements des ménages attendu grâce au rôle des communes (relai d'informations sur les bonnes pratiques, intérêt de l'utilisation d'un appareil performant, etc.) et action qui devrait aider au renouvellement du parc d'appareil.	

Volet 2- Accompagnement au renouvellement : dispositifs d'aide

Intitulé de la mesure :

2.1- Fonds air bois de la métropole de Strasbourg

Cibles : Particuliers disposant d'un équipement non performant de chauffage au bois (principal)

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

Les installations de chauffage au bois anciennes (antérieures à 2002) et surtout les cheminées ouvertes ont un rendement très faible, si bien que leur utilisation, en tant que chauffage principal ou d'appoint, génère de grandes quantités de polluants (PM). Il en ressort l'enjeu d'accélérer le remplacement des installations non performantes et polluantes, soit par des appareils de chauffage au bois neufs, soit par une autre énergie renouvelable. Or le motif économique est prépondérant dans les obstacles au remplacement d'appareil domestique de chauffage au bois peu performant.
Cette action vise donc à inciter les ménages à remplacer leur appareil domestique de chauffage au bois peu performant.

- Mesure phare : mise en place du fonds air bois fin 2019

Au terme d'une étude, l'Eurométropole a été déclarée lauréate d'un appel à projet « Fonds air » de l'ADEME. L'objectif du projet, approuvé le 28 septembre 2018 par le Conseil de l'Eurométropole, est double :

- *inciter les particuliers du territoire, propriétaires de leur résidence principale et se chauffant principalement au bois, à renouveler leurs appareils de chauffage au bois les plus polluants via l'octroi d'une prime financière,*
- *inciter également, via des actions de communication et d'animation, l'ensemble des utilisateurs d'un appareil de chauffage au bois à adopter des pratiques plus vertueuses pour la qualité de l'air.*

Les conditions d'attribution de l'aide répondent à des exigences de l'ADEME et proposent un niveau de soutien financier progressif en fonction du niveau de revenus. La subvention d'un montant de 600 € peut ainsi être bonifiée à 1 000 € ou à 1 600 € pour les foyers les plus modestes. Les principaux critères d'éligibilité à la prime sont :

- *résider dans une des 33 communes de l'Eurométropole ;*
- *être propriétaire de son logement et y habiter ;*
- *remplacer un appareil de chauffage au bois datant d'avant 2002 ou une cheminée à foyer ouvert servant de*
- *chauffage principal par un appareil au bois performant Flamme Verte ;*
- *s'engager à détruire votre ancien appareil ;*
- *faire appel à un professionnel reconnu garant de l'environnement pour vos travaux.*

L'objectif est de remplacer 942 équipements chauffage au bois principal d'avant 2002 remplacés d'ici 2024.
La demande de la prime peut se faire de façon dématérialisée.

Lien vers la page web du Fonds air bois de l'Eurométropole de Strasbourg : https://chauffageaubois.strasbourg.eu/
Lien vers la plaquette : https://chauffageaubois.strasbourg.eu/assets/uploads/2022/10/depliant-FAB.pdf

- Promotion du Fonds air bois et bonnes pratiques

Depuis la mise en place du fonds air bois en 2019, la métropole de Strasbourg a organisé plusieurs campagnes de communication visant à faire la promotion de son fonds air bois ainsi que des bonnes pratiques à suivre lorsque l'on se chauffe au bois. Les modes de diffusion suivants ont pu être utilisés :

- *diffusion de spots radio*
- *insertion presse*
- *affichage ciblé de publicité sur internet*
- *articles dans le magazine de l'EPCI*
- *articles sur les réseaux sociaux*
- *mise en avant du dispositif dans les enseignes de bricolage*

D'autres campagnes de communication sont prévues jusqu'à la fin du fonds air bois en 2024.

- Suivi du bon fonctionnement du fonds et adaptations éventuelles

- *Amélioration constante de la page web afin de simplifier la démarche administrative de demande d'aide ;*
- *Amélioration de l'accompagnement réalisé auprès des ménages (la multitude des aides à la rénovation existantes nécessite d'avoir un appui pour connaître son éligibilité et le montant global envisageable) : mission d'accompagnement et d'animation transférée fin 2022 à l'Agence du Climat*
- *Réflexion en cours sur la mise en place ou non d'une avance de liquidité par la collectivité pour les ménages les plus modestes ;*

- *Réalisation de témoignages par des bénéficiaires de la prime volontaires disponibles sur la page web du Fonds air bois. L'objectif est de réaliser une galerie de portraits, montrant la diversité des ménages et des motivations à renouveler les appareils de chauffage. Cela peut aider chaque ménage à s'identifier comme bénéficiaire.*

- Suivi du changement de comportement des ménages ayant bénéficié de la prime et de la sensibilisation réalisée par la métropole, l'Agence du Climat et le professionnel

Délivrer un questionnaire aux ménages ayant bénéficié du fonds air bois sur l'évolution de leurs pratiques depuis la sensibilisation qu'ils ont reçue.

Acteur portant la mesure (et partenaires) :
Eurométropole de Strasbourg, (Agence du Climat), (professionnels)

Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☑ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Coût global du fonds air bois sur la période 2019-2024 : 1,5 M€ dont 852k€ de soutien au renouvellement (soutien de l'ADEME à hauteur de 50%)	Source du financement mobilisé : Euroméropole de Strasbourg ADEME (via fonds air bois)
Planning:	Mesure en place depuis 2019 avec la création du fonds air bois de l'Eurométropole de Strasbourg

Indicateurs de suivi des réalisations :
- Mise en place des questionnaires auprès des bénéficiaires en aval du versement de la prime
- Nombre de témoignages de bénéficiaires réalisés et mis en ligne sur la page web du fonds

Indicateurs de suivi des résultats :
- Nombre d'appareils de chauffages au bois peu performants remplacés = nombre de primes versées
- Nombre de campagnes de promotion du fonds réalisées
- Nombre de dossiers déposés refusés / mal complétés

Évaluation qualitative de l'impact de l'action :
Impact fort sur les comportements attendu (cf. toutes les mesures de communication du fonds détaillées dans les autres actions du plan)
Impact moyen attendu sur la qualité de l'air par le remplacement d'équipements anciens du fait du nombre d'appareils anciens que permet de remplacer le fonds

Évaluation quantitative de l'impact sur les émissions de PM2,5 en 2030 :

Fonds air bois de l'Eurométropole de Strasbourg : remplacement de 942 équipements de chauffage au bois datant d'avant 2002 utilisés en chauffage principal par des appareils FV 7*

Réduction attendue de 11 % environ par rapport à 2020 sur les émissions de PM2,5 issues d'appareils domestiques de chauffage au bois

Volet 3- Amélioration de la performance des équipements de chauffage au bois

Intitulé de la mesure :
3.1- Étude d'impact socio-économique et qualité de l'air de toute mesure réglementaire

Cibles : Ménages

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

Compte-tenu de la contribution importante du chauffage individuel au bois à la pollution particulaire à l'échelle du PPA de l'agglomération strasbourgeoise, il est important de prévoir un meilleur encadrement de l'usage et de l'installation des appareils de chauffage au bois.

La loi climat et résilience (article 186) a en outre introduit la possibilité pour les préfets d'interdire par arrêté l'installation et l'usage des appareils de chauffage de moindre performance énergétique et contribuant fortement aux émissions de polluants atmosphériques (article L.222-6 CE).

Cependant, Le contexte économique actuel nous incite à la prudence, rendant très délicate l'adoption de mesures contraignantes à une échéance courte. Un projet fait consensus entre les différents partenaires ayant participé aux ateliers de construction du plan : réaliser une étude d'évaluation des gains attendus sur la qualité de l'air et des incidences économiques sur les ménages en cas de mesures contraignantes. Cette démarche devrait permettre une meilleure acceptabilité sociale du plan dans la période actuelle où le bois-énergie constitue une alternative très recherchée par de nombreux particuliers.

Les principales mesures contraignantes à évaluer seront les suivantes :

- interdiction d'usage de tout dispositif de chauffage au bois non performant

L'ensemble des autres dispositifs réglementaires pourra également être exploré et des alternatives seront recherchées dans le cas où l'impact des mesures étudiées se révélerait inacceptable.

L'objectif sous-jacent de ces mesures réglementaires est de forcer l'accélération du renouvellement de ces équipements non performants.
Si les résultats de cette étude sont positifs, les mesures réglementaires citées ci-dessus pourront être appliquées, par prise d'arrêté spécifique du Préfet du Bas-Rhin pour matérialiser l'interdiction.

Toute prise d'arrêté s'accompagnera bien-sûr :

- en amont d'une consultation du public et des acteurs du territoire
- en parallèle d'une communication importante sur les interdictions à venir auprès du grand public ainsi que des professionnels.

Contenu envisagé pour l'étude socio-économique et d'impact qualité de l'air de toute mesure d'interdiction :

- *prendre connaissance des différentes données existantes (régionales, locales) transmises par la DREAL et recherche de données complémentaires (nationales..).*
- *utiliser les données disponibles et réalisation de statistiques/extrapolations afin d'obtenir un profil cohérent (pratiques chauffage au bois)*
- *faire un état des lieux des aides existantes au renouvellement des appareils selon les critères, et prix sur le marché des nouveaux appareils labellisés flamme verte ou label similaire*
- *utilisation des données des pratiques chauffage au bois et des données QA transmises par ATMO GE pour réaliser l'étude QA socio-économique des mesures réglementaires à appliquer :*
- *proposition de modèles d'arrêtés et de leur contenu (niveau d'interdiction, date d'entrée en vigueur..) si conclusions de l'étude favorables à la mise en place de mesures contraignantes*

Acteur portant la mesure (et partenaires) :
DREAL Grand Est

Type:	☑ *mesure réglementaire (futur possible)* ☐ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☑ Amélioration des connaissances
Coûts associés :	Source du financement mobilisé :

Environ 20 000€ pour la réalisation de l'étude par un prestataire.	BOP 174 Ministère
Planning:	Demande de crédits spécifiques Préparation du CCTP pour l'étude en 2023 et réalisation de l'étude si possible en 2023 Application possible des mesures dès 2024 si jugées pertinentes
Indicateurs de suivi des réalisations : Réalisation de l'étude socio-économique et d'impact qualité de l'air	
Indicateurs de suivi des résultats : Synthèse de l'étude socio-économique et d'impact qualité de l'air Rédaction des arrêtés si jugé pertinent par l'étude	
Évaluation qualitative de l'impact de l'action : Aucun impact de l'étude estimé Impact fort sur les comportements attendu si mise en place de ces interdictions	
Évaluation quantitative de l'impact sur les émissions de PM2,5 en 2030 : **Réduction attendue sur les émissions de PM2,5 issues d'appareils domestiques de chauffage au bois :** • **réduction de 39 % environ par rapport à 2020 si interdiction d'utilisation de tous les appareils non performants datant d'avant 1996 sur le territoire de l'EMS (chauffage principal et d'appoint) , remplacés par des appareils performants** (FV7* pour le calcul d'ATMO)	

Volet 3- Amélioration de la performance des équipements de chauffage au bois

Intitulé de la mesure :
3.2- Mise en place de certificats de conformité

Cibles : Ménages

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

La loi climat et résilience (article 186) a introduit la possibilité pour les préfets de demander l'établissement et la conservation d'un certificat de conformité, établi par un professionnel qualifié, attestant du respect des prescriptions établies sur la performance des appareils de chauffage au bois domestique par ledit plan d'action (article L.222-6 CE).

Il est nécessaire d'équiper l'ensemble des ménages disposant d'un appareil de chauffage au bois de ces certificats de conformité pour diverses raisons :

- ils informent le ménage sur la performance de son équipement (ancien, peu performant, etc..) : le ménage est alors sensibilisé et peut envisager de s'équiper d'un appareil plus performant ;
- ils permettent d'informer le ménage si son installation est conforme ou non avec la réglementation en vigueur ou à venir.

L'application de la mesure d'interdiction d'usage d'appareil non performant ne sera possible sur le territoire du PPA de l'agglomération de Strasbourg que si :

- la mesure est jugée pertinente par l'étude socio-économique (action 3.1 de ce plan)
- le certificat de conformité a été mis en place sur le territoire (afin de permettre aux ménages de savoir s'ils sont concernés ou non par la réglementation en vigueur ou à venir).

Cette mesure devra s'accompagner d'une formation et sensibilisation des professionnels qui devront délivrer le certificat de conformité. Une communication sera également réalisée à destination du grand public pour les informer du déploiement de cet outil sur le territoire. Les partenaires du plan aideront à la réalisation de cette communication (Agence du Climat, CAPEB GE, COPFI Bas-Rhin, FFB Grand Est, Envirobat)

Attention, cette mesure ne pourra être mise en place sur le territoire que lorsque l'outil aura été mis à disposition des Préfets par le Ministère.

Acteur portant la mesure (et partenaires) :
DREAL Grand Est
(Agence du Climat, CAPEB Grand Est, COPFI Bas-Rhin, FFB Grand Est, Envirobat)

Type:	☑ *mesure réglementaire (futur possible)* ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Coûts actuellement difficiles à identifier	Source du financement mobilisé : /
Planning:	Mise en place de ma mesure dès mise à disposition de l'outil « certificat de conformité » par le Ministère

Indicateurs de suivi des réalisations :
Déploiement du certificat de conformité sur le territoire
Campagne de communication à destination du grand public
Formation et sensibilisation des professionnels concernés par l'outil

Indicateurs de suivi des résultats :
Nombre de ménages disposant d'un appareil de chauffage au bois domestique équipés du certificat de conformité

Évaluation qualitative de l'impact de l'action :
Impact moyen sur les comportements attendu (renouvellement de l'appareil par prise de conscience)

Volet 3- Amélioration de la performance des équipements de chauffage au bois

Intitulé de la mesure :
3.3- Interdiction d'installation et d'usage de tout dispositif de chauffage non performant dans les logements neufs

Cibles : Ménages (et maîtres d'ouvrages de constructions neuves sur le territoire du PPA)

Détails de la mesure (description, objectifs et mise en œuvre) :

La loi climat et résilience (article 186) a introduit la possibilité pour les préfets d'interdire par arrêté l'installation et l'usage des appareils de chauffage de moindre performance énergétique et contribuant fortement aux émissions de polluants atmosphériques (article L.222-6 CE).

Cette mesure consiste à n'autoriser dans les logements neufs que l'installation et l'utilisation d'appareils performants, comme précisé ci-dessous :

Appareils à bûches	- un rendement énergétique supérieur ou égal à 75 % - une valeur limite d'émission de particules fines de 40 mg/Nm^3 * - une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone de 1500 mg/Nm^3 *
Appareils à granulés	- un rendement énergétique supérieur ou égal à 87 % - une valeur limite d'émission de particules fines de 30 mg/Nm^3 * - une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone de 300 mg/Nm^3 *
Chaudière manuelle	- un rendement énergétique supérieur ou égal à 87 % - une valeur limite d'émission de particules fines de 40 mg/Nm^3 ** - une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone de 600 mg/Nm^3 **
Chaudière automatique	- un rendement énergétique supérieur ou égal à 87 % - une valeur limite d'émission de particules fines de 30 mg/Nm^3 ** - une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone de 400 mg/Nm^3 **

** Valeurs exprimées à 13 % d'O_2 selon le projet de norme EN 16510*
*** Valeurs exprimées à 10 % d'O_2 selon la norme NF EN 303.5*

Les critères de performance visés dans le présent arrêté reprennent les performances d'émissions du label « Flamme verte 7 étoiles ».

Les appareils labellisés « Flamme Verte 7 étoiles » ou équivalent, les appareils labellisés « Flamme verte » ou équivalent ainsi que les équipements de chauffage au bois respectant la directive Ecodesign de 2015, respectent les critères de performance visés dans le présent arrêté. Ils ne sont donc pas concernés par l'interdiction prévue par le présent arrêté.

L'interdiction sera matérialisée par la prise d'un arrêté spécifique par le Préfet du Bas-Rhin.
L'entrée en vigueur de cette mesure aura lieu six mois après la signature de l'arrêté.

Toute prise d'arrêté s'accompagnera bien-sûr :

- en amont d'une consultation du public et des acteurs du territoire
- en parallèle d'une communication importante sur l'interdiction à venir auprès du grand public ainsi que des professionnels.

Les partenaires du plan aideront à la réalisation de cette communication (Eurométropole de Strasbourg, Agence du Climat, CAPEB GE, COPFI Bas-Rhin, FFB Grand Est, Envirobat).

Cette mesure sera peu impactante puisque la RE2020 et la directive Ecodesign de 2015 toutes deux entrées en vigueur le 1er janvier 2022 permettent déjà de réguler la performance des équipements installés dans des logements neufs. En effet, avec le RE2020 l'installation des foyers ouverts est exclue de fait (incompatibilité de perméabilité des logements et exigences de rendement énergétique). Quant à la directive européenne de 2015 sur l'éco-conception, encadrant l'efficacité énergétique et les niveaux d'émissions pour la mise sur le marché européen des appareils de chauffage domestique au bois : elle ne permet plus depuis le 1er janvier 2022 la mise sur le marché d'appareils indépendants peu performants (poêles, inserts, foyers fermés). L'arrêté préfectoral interdisant installation et utilisation d'appareils peu performants dans le neuf ne concernera donc que les nouveaux propriétaires qui souhaiteraient réinstaller eux-mêmes un appareil de chauffage peu performant dans un logement neuf.

Acteur portant la mesure (et partenaires) :
Préfecture du Bas-Rhin, DREAL Grand Est
(Eurométropole de Strasbourg, Agence du Climat, CAPEB GE, COPFI Bas-Rhin, FFB Grand Est, Envirobat)

Type :	☑ mesure réglementaire ☐ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : /	Source du financement mobilisé : /
Planning :	Consultation du public et des acteurs du territoire dès fin décembre 2022 ainsi que 1er trimestre 2022 Signature de l'arrêté et entrée en vigueur à la fin du 1er trimestre 2023

Indicateurs de suivi des réalisations :
Consultation sur le projet d'arrêté
Signature et mise en ligne de l'arrêté
Entrée en vigueur de la mesure d'interdiction
Nombre de communications réalisées à destination du grand public et des professionnels

Indicateurs de suivi des résultats :
Nombre de logements neufs équipés d'appareils de chauffage au bois respectant la réglementation (indicateur actuellement impossible à récupérer)

Évaluation qualitative de l'impact de l'action :
Impact très faible sur la qualité de l'air attendu
Impact très faible sur les comportements attendu (sur l'installation d'un appareil performant ou non)

Volet 3- Amélioration de la performance des équipements de chauffage au bois

Intitulé de la mesure :
3.4- Renforcer les dispositions des petites chaufferies biomasse

Cibles : Petites installations de combustion utilisant de la biomasse de puissance inférieure à 1 MW. Cela concerne principalement le secteur industriel/tertiaire, les collectivités et les grandes copropriétés

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

Dans un contexte de lutte contre le réchauffement climatique, l'utilisation de chaleur d'origine renouvelable est encouragée, ce qui favorise le développement des projets de petites chaufferies biomasse. Toutefois, le bois-énergie reste une source d'énergie assez fortement émettrice de particules ; son développement doit donc rester compatible avec les enjeux qualité de l'air présent dans les territoires couverts par un PPA.

Pour les installations de plus de 1MW, (et jusqu'à 50 MW), la réglementation ICPE s'applique. Cette dernière applique la directive des MCP (entre 1 MW et 50 MW) et IED (supérieur ou égale à 50 MW). Les installations ICPE sont soumises à des critères de performance des poussières assez stricts, des contrôles de respect de la réglementation sont également régulièrement réalisés. L'impact de ces installations sur la qualité de l'air est donc très surveillé.

La réglementation est moins stricte concernant les installations de puissance inférieure à 1 MW, « petites chaufferies biomasse ». Elle est différente pour les installations de puissance entre 4 et 400 kW et pour celles dont la puissance est comprise entre 400 kW et 1MW.

La DREAL Grand Est réfléchira donc au renforcement des dispositions qui s'appliquent aux petites chaufferies biomasses. Les actions suivantes pourraient être étudiées :

- mettre en place des valeurs indicatives ou imposer des valeurs d'émissions ;
- prévoir l'usage obligatoire de meilleures techniques disponibles ;
- proposer, par l'organisme accrédité en charge du contrôle périodique, en cas d'écart relevé entre les résultats du contrôle des émissions et les valeurs indicatives, des dispositions pour améliorer les performances de la chaudière ;
- conditionner les aides publiques aux équipements les plus performants en termes de rejets atmosphériques (voire mettre en place des aides pour remplacer les équipements peu performants).

Acteur portant la mesure (et partenaires) :
DREAL Grand Est

Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☑ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Non identifiés à ce stade	Source du financement mobilisé : Non recherchés à ce stade
Planning:	Démarrage des réflexions dès 2023

Indicateurs de suivi des réalisations :
Mener la réflexion

Indicateurs de suivi des résultats :
Nombre de mesures appliquées suite à a réflexion menée

Évaluation qualitative de l'impact de l'action :
Aucun impact associé à cette action pour le moment puisque la démarche est à construire.

Volet 4- Promotion de l'utilisation d'un combustible de qualité

Intitulé de la mesure :
4.1- Développer le marché formel de bois-bûche

Cibles : Professionnels du bois et Grand Public

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

Au-delà des performances des équipements de chauffage, le niveau d'émissions du bois-énergie est fortement dépendant de la qualité du combustible utilisé, ainsi que l'application d'un certain nombre de bonnes pratiques. Au niveau national, moins de 20% des bûches utilisées sont acquises via le marché formel, et peu d'utilisateurs déclarent prêter attention à la qualité du bois qu'ils utilisent. Or, plusieurs études (QUALICOMB (ADEME), enquêtes ADEME, FIBOIS), ont permis d'évaluer que l'utilisation d'un bois fendu (pour avoir peu d'écorce), calibré à l'appareil et sec (dont le taux d'humidité ne dépasse pas 20 %) permet de diviser par quatre les émissions de PM des appareils de chauffage. Ces conditions nécessitent notamment un séchage d'au moins 18 mois du bois-bûche ou bien un séchage artificiel.

D'après une étude ADEME, le bois labellisé est de surcroît encore peu commercialisé (2020, Enquête sur les prix des combustibles bois en 2019) - seuls 35 % des revendeurs et grandes surfaces proposaient en 2020 des bûches labellisées. L'objectif retenu par le plan d'actions national serait d'atteindre d'ici 2030, 40% de bois acheté via le marché formel, dont au moins la moitié serait un bois labellisé.
Le plan bois de l'agglomération strasbourgeoise retient l'objectif d'atteindre ce niveau de diffusion dès 2027 sur son territoire d'application

La mesure consiste à :

- sensibiliser le grand public à l'importance de la qualité des combustibles, son taux d'humidité et les conditions de stockages du bois-bûches. Sensibiliser à l'enjeu de choisir un bois issu de forêts gérées durablement et si possible labellisé ;
- Accentuer la communication autour de la labellisation auprès des vendeurs, des installateurs, etc. notamment à travers le partage de retours d'expérience des producteurs locaux de bois labellisé ;
- Communiquer auprès des producteurs de bois sur la labellisation du bois (notamment le label national à venir) et sensibilisation sur ses bénéfices.

Acteur portant la mesure (et partenaires) :
FIBOIS Grand Est, DREAL Grand Est, Eurométropole de Strasbourg, (professionnels du bois-bûche, Agence du Climat et espaces conseils France Rénov')

Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Les principaux postes de coûts concernent les actions de sensibilisation et de communication.	Source du financement mobilisé : FIBOIS Grand Est Eurométropole de Strasbourg (via fonds air bois)
Planning:	Mesure déjà en place à poursuivre sur la durée du plan bois

Indicateurs de suivi des réalisations :
Nombre d'actions de communication réalisées à destination du grand public
Nombre d'actions de communication réalisées à destination des professionnels (vendeurs, producteurs, etc.)

Indicateurs de suivi des résultats :
Evolution de la part du bois provenant du marché formel (quantités de bois avant/après l'action)
Evolution de la part du bois labellisé (quantités de bois avant/après l'action)
Evolution des comportements évaluable uniquement par la réalisation d'une enquête auprès des ménages et des professionnels

Évaluation qualitative de l'impact de l'action :
Impact faible sur les comportements attendu (achat de bois via le marché formel et bois de bonne qualité)

Volet 4- Promotion de l'utilisation d'un combustible de qualité

Intitulé de la mesure :
4.2- Renforcer les mesures nationales sur la qualité du combustible bois

Cibles : Professionnels, ménages

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

Dans le cadre du plan chauffage au bois domestique national, deux textes réglementaires sont entrés en vigueur en 2022 sur la qualité et les conditions du stockage du combustible bois :

- Arrêté du 30 mars 2022 relatif aux critères techniques auxquels doivent répondre certaines catégories de combustibles solides mis sur le marché et destinés au chauffage, afin de limiter l'impact de leur combustion sur la qualité de l'air ;
- Décret n°2022-446 du 30 mars 2022 relatif aux informations générales données par les distributeurs de combustibles solides destinés au chauffage auprès des utilisateurs non professionnels, concernant les conditions appropriées de stockage et d'utilisation afin de limiter l'impact de leur combustion sur la qualité de l'air.

La loi climat et résilience (article 186) a introduit la possibilité pour les préfets d'interdire par arrêté l'utilisation des combustibles contribuant fortement aux émissions de polluants atmosphériques (article L.222-6 CE). Le préfet pourrait donc renforcer les prescriptions définies dans l'arrêté et le décret présentés ci-dessus par exemple imposer une humidité du bois bûche de 20 % maximum, etc..).

Cette mesure pourra éventuellement être déployée dans le cadre de ce plan chauffage au bois domestique, si elle est jugée pertinente, en concertation avec les parties prenantes.
Avant application de toute mesure contraignante supplémentaire sur l'humidité du bois, il sera intéressant d'attendre les résultats de l'étude HumEmoBOIS portée par FIBOIS France, qui vise à établir une corrélation entre émissions de PM2,5 et pourcentage d'humidité du bois. Attendre les résultats de cette étude permettrait d'appliquer une mesure plus pertinente.

Acteur portant la mesure et partenaires :
DREAL Grand Est

Type:	☑ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Coûts actuellement difficiles à identifier	Source du financement mobilisé : /
Planning:	Réflexion à mener vers 2024

Indicateurs de suivi des réalisations :
Création de la fiche
Nombre de fiches distribuées

Indicateurs de suivi des résultats :
Evolution des comportements évaluable uniquement par la réalisation d'une enquête ménages/professionnels

Évaluation qualitative de l'impact de l'action :
Aucun impact associé à cette action pour le moment puisque la démarche est à construire

Volet 5- Rénovation énergétique des logements

Intitulé de la mesure :
5.1- Aides financières et conseil en rénovation

Cibles : Professionnels

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

L'amélioration de l'isolation thermique des logements, des bâtiments publics, des locaux d'activités permet de réduire les besoins en chauffage de ces surfaces et partant les émissions de polluants en résultant. Avant même d'opter pour un appareil de chauffage plus performant, ce levier est donc de nature à permettre un gain d'émissions parfois substantiel, en particulier pour les logements chauffés au bois-énergie.
La rénovation énergétique des bâtiments est une priorité nationale. La rénovation thermique de l'habitat privé constitue une politique publique à part entière fortement soutenue par l'État au travers des aides de l'Anah, des dispositifs MaPrimeRénov' et CEE, etc…

De nombreuses aides à la rénovation énergétique des logements sont disponibles : MaPrimeRénov', aides locales, éco-PTZ, primes liées aux certificats d'économie d'énergie, aides de l'ANAH, aides rénovation globales, plateformes de la rénovation…

L'agence du climat sur l'Eurométropole de Strasbourg en partenariat avec la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est, sont missionnés par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du programme SARE pour accompagner les particuliers dans la rénovation et la réalisation d'économies d'énergie. Les conseils concernent les travaux de rénovation énergétique et/ou l'installation des énergies renouvelables. Les conseiller.e.s de l'agence du climat et de la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est, membres du réseau national France Rénov', guident gratuitement les habitants de l'Eurométropole de Strasbourg :

- aide à l'élaboration et au suivi d'un projet de rénovation, y compris lors de l'étape des devis et du choix des professionnels ;
- accompagnent dans la construction du plan de financement du projet avec l'estimation des aides et du reste à charge.

Les conseiller.e.s agissent également sur le territoire et auprès des ménages pour réduire les consommations d'énergie des logements et favoriser les énergies renouvelables.

Acteur portant la mesure (et partenaires) :
Agence du Climat, Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est (Eurométropole de Strasbourg, Région Grand Est)

Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☑ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Les principaux postes de coûts concernent les dépenses de personnels, communication, et animation.	Source du financement mobilisé : Eurométropole de Strasbourg État Agence du Climat Région Grand Est
Planning:	Mesure déjà en place

Indicateurs de suivi des réalisations :
Nombre de conseils réalisés

Indicateurs de suivi des résultats :
Nombre de dossiers déposés pour bénéficier des aides financières
Nombre de travaux de rénovation réalisés et gain attendu en efficacité énergétique

Évaluation qualitative de l'impact de l'action :
Impact moyen sur les comportements attendu (réalisation de travaux d'isolation, renouvellement d'appareils de chauffage, développement des bonnes pratiques avec le chauffage au bois)

Volet 5- Rénovation énergétique des logements

Intitulé de la mesure :
5.2- Programme de rénovation des logements

Cibles : Professionnels

Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* :

Agir sur les performances thermiques du bâti permet de diminuer le besoin en énergie de chauffage « à la source » et par ricochet les émissions de polluants atmosphériques qui y sont associées. Ce défi a donc un impact indirect sur la qualité de l'air, toutefois cet impact peut être important pour des locaux utilisant des énergies de chauffage très émettrices de polluants atmosphériques comme le bois-énergie. La rénovation énergétique des bâtiments est une priorité nationale.

Le PCAET adopté par la Métropole entend mettre en place un programme ambitieux de rénovation énergétique des logements avec pour objectif de réduire de 36% la consommation énergétique de ce secteur.
L'objectif de la métropole est de rénover **8 000 logements** par an dont 75% dans le parc privé et 25% dans le parc social et tout le parc à performance BBC à horizon 2050.

- *Afin d'atteindre cet objectif ambitieux, la métropole réalise de nombreuses actions :*
  - *Financement de l'Agence du Climat (ALEC) créée en 2021 et de la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est (financement des postes de conseillers France Rénov', etc.),*
  - *Portage d'un projet de pôle territorial de coopération économique (PTCE) « filière rénovation énergétique ». Ce PTCE rassemble divers acteurs du territoire (acteurs de l'économie sociale et solidaire, entreprises du bâtiment, structures de formation, donneurs d'ordre et acteurs institutionnels) autour d'un objectif majeur porté par la métropole : structurer la filière de la rénovation thermique des bâtiments afin de rénover les 8000 logements par an.*

Acteur portant la mesure et partenaires :
Eurométropole de Strasbourg

Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : Information à renseigner ultérieurement	Source du financement mobilisé : Eurométropole de Strasbourg
Planning:	Rénover 8000 logements par an en BBC

Indicateurs de suivi des réalisations :
Réalisation des actions visant à atteindre l'objectif fixé

Indicateurs de suivi des résultats :
Nombre de logements rénovés

Évaluation qualitative de l'impact de l'action :
Impact fort sur les émissions de PM2,5 issues du chauffage au bois attendu en réduisant les besoins énergétiques des logements.

Évaluation quantitative de l'impact sur les émissions de PM2,5 en 2027 :

Gains en émissions à l'horizon 2027 de PM2,5 issus du chauffage au bois si rénovation de 8000 logements en BBC par an et construction de 2700 logements par an (objectif du PCAET)

Réduction attendue sur les émissions de PM2,5 issues d'appareils domestiques de chauffage au bois de 10 % à l'horizon 2027 par rapport à 2020

Volet 6- Charte d'engagement du plan bois	
Intitulé de la mesure : 6.1- Signature de la charte d'engagement	
Cibles : Professionnels	
Détails de la mesure *(description, objectifs et mise en œuvre)* : Signature d'une charte d'engagement avec l'ensemble des porteurs d'action et partenaires du plan afin de s'assurer de sa bonne réalisation et de l'atteinte en 2030 de l'objectif de réduction de 50 % des émissions de PM2,5 issues du chauffage au bois domestique par rapport à 2020.	
Acteur portant la mesure et partenaires : DREAL Grand Est et ensemble porteurs d'actions du plan	
Type:	☐ mesure réglementaire ☑ mesure de communication/sensibilisation ☐ Aide financière ☐ Amélioration des connaissances
Coûts associés : /	Source du financement mobilisé : /
Planning:	Signature de la charte d'engagement au moment de l'application du plan chauffage au bois domestique
Indicateurs de suivi des réalisations : Création de la fiche Nombre de fiches distribuées	
Indicateurs de suivi des résultats : Bonne réalisation des actions prévues dans le plan d'action	
Évaluation qualitative de l'impact de l'action : Bonne réalisation des actions du fait de la forte implication des différents porteurs d'actions et partenaires du plan. Impact positif sur les ménages (changements de comportements), sur les professionnels (relai de bonnes informations), et donc par la suite sur la qualité de l'air.	

Annexe 1 : Détail du plan d'action « Réduction des émissions issues du chauffage au bois en France »

Axe 1. Sensibiliser le grand public à l'impact sur la qualité de l'air du chauffage au bois avec des appareils peu performants

Action 1-A : Organiser une campagne de communication hivernale annuelle nationale pour inciter les usagers à utiliser des appareils performants et à adopter des pratiques d'utilisation moins polluantes

Action 1-B : Lors des ramonages annuels obligatoires, intégrer une obligation de transmission d'information sur les bons usages de l'appareil de chauffage au bois individuel, et les aides au remplacement lorsque celui-ci s'avère opportun

Action 1-C : Inclure des informations et recommandations sur les équipements de chauffage au bois dans le diagnostic de performance énergétique d'un logement (DPE)

Axe 2. Renforcer et simplifier les dispositifs d'accompagnement pour accélérer le renouvellement des appareils de chauffage au bois

Action 2-A : Abonder les fonds air bois existants pour les maintenir au moins jusqu'en 2026 en accord avec les collectivités volontaires

Action 2-B : Permettre de bénéficier des aides du fonds air bois, des cee et de maprimerenov' dès la facturation du nouvel équipement

Action 2-C : Créer une plateforme de référence permettant un accès centralisé aux informations utiles pour remplacer un appareil domestique de chauffage au bois

Axe 3. Améliorer la performance des nouveaux équipements de chauffage au bois

Action 3-A : Faire évoluer le label flamme verte avec les évolutions technologiques, et inciter à la mise en place d'une certification des appareils

Action 3-B : Poursuivre le travail sur la performance des nouveaux équipements

Axe 4. Promouvoir l'utilisation d'un combustible de qualité

Action 4-a : Généraliser l'offre de bois de bonne qualité et aboutir à un label commun

Action 4-B : Réglementer la qualité du bois de chauffage mise sur le marché

Axe 5. Encadrer le chauffage au bois dans chaque zone PPA, en prenant des mesures adaptées aux territoires pour réduire les émissions de particules fines

La loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Loi Climat et Résilience » intègre des dispositions relative à la mise en œuvre de cet axe d'action, en particulier au travers de l'**Article 186 : Chauffage bois,** repris dans le Code de l'environnement :

L222-6 :

Augmentation des compétences du Préfet dans le cadre d'un PPA sur les appareils de chauffage. Il peut désormais interdire :

- L'installation, précédemment uniquement l'utilisation, d'appareils de chauffage peu performant
- L'utilisation de combustible contribuant fortement aux émissions

Le Préfet peut demander l'établissement et la conservation d'un certificat de conformité, établi par un professionnel qualifié, attestant du respect de ces prescriptions.

L222-6-1 (nouveau) :

Obligation du préfet de département de prendre des mesures, d'ici janvier 2023, les mesures supplémentaires nécessaires pour atteindre une réduction d'émissions de 50% de PM2.5 issue du chauffage au bois en 2030 par rapport à 2020, dans les zones concernées par un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
 # Une étude de l'efficacité des mesures doit être réalisée tous les 2 ans.
L222-6-2 (nouveau) :
Le ministre MTE peut définir par arrêtés des critères techniques auxquels doivent répondre certaines catégories de combustibles solides mis sur le marché et destinés au chauffage.
Obligation pour les fournisseurs de combustible de fournir des informations sur les conditions de stockage et d'utilisation afin de limiter l'impact sur la QA.

Annexe 2 : Planning de mise en œuvre des actions nationales prévues par le MTE

Volet	Action	Pilote	Services partenaires	Date prévisionnelle
Sensibilisation du public	1A – campagne de communication	ADEME	BQA/DICOM	Hiver 2021/2022
	1B – instaurer une obligation d'information lors d'un ramonage annuel obligatoire	DGEC	Ramoneurs + Ademe	2022
	1C - Inclure des informations sur les foyers ouverts dans les DPE	DHUP/BQA	/	2021 (fait)
Renforcement et simplification des dispositifs d'aide	2A - Abonder les fonds Air Bois existants	ADEME	BQA	2022 – 2026
	2B – Expérimentation sur le cumul d'aide à la facturation	DGEC/Métropole de Lille	A définir	2022/2023
	2C - Créer une plateforme de référence centralisant les informations	DGEC	Ademe/ANAH	2022/2023
Amélioration de la performance équipements de chauffage au bois	3A - Faire évoluer le label Flamme Verte	SER	BQA	A définir
	3B - Poursuivre le travail sur la performance des nouveaux équipements	INERIS/DGEC/SER	SGAE	2024 (révision d'écoconception)
Promotion de l'utilisation d'un combustible de qualité	4 - Généraliser l'offre de bois de bonne qualité et aboutir à un label commun.	Labels/DGEC	A définir	2023
	4B - Décret combustible de qualité	BQA	SER / Labels	2022
Encadrer le chauffage au bois dans chaque zone PPA	5 – Mesures préfets	Préfets de département / région	En lien avec les partenaires locaux	Conception en 2022 / évaluation en 2023
Amélioration des connaissances	6 – Saisine de l'ANSES	ANSES/BQA/INERIS	/	2021

Annexe 3 : Méthodologie suivie pour l'évaluation des mesures

Facteurs d'émissions utilisés par ATMO GE :

	Facteurs d'émissions de PM2,5 (g/GJ)				
	Bûches			Granulés	Plaquettes
	Avant 1996	Après 1996	Performant	Performant	Performant
Foyers ouverts	698				
Foyers fermés et inserts	651	242	130		
Poêles	651	242	130	65	174
Cuisinières	651	242	130	65	174
Chaudières individuelles	233	93	47	28	74

Source : Évaluation prospective 2020-2050 de la contribution du secteur biomasse énergie aux émissions nationales de polluants atmosphériques (ADEME 2009)

	Facteurs d'émissions de PM2,5 (g/GJ)								
	Bûches			Granulés			Plaquettes		
	5 étoiles	6 étoiles	7 étoiles	5 étoiles	6 étoiles	7 étoiles	5 étoiles	6 étoiles	7 étoiles
Foyers ouverts									
Foyers fermés et inserts	130	72	58						
Poêles	130	72	58	65	29	22	174	77	58
Cuisinières	130	72	58	65	29	22	174	77	58
Chaudières individuelles	47	31	23	28	21	14	74	56	37

Source : Évaluation prospective 2020-2050 de la contribution du secteur biomasse énergie aux émissions nationales de polluants atmosphériques (ADEME 2009)

Les appareils performants sont par défaut considérés comme des appareils Flamme verte 5*.
Les appareils peu performants sont par défaut remplacés par des appareils Flamme verte 7*.

Valeurs de rendements utilisées par ATMO GE :

	Rendements des appareils selon l'année d'installation			
	Avant 1996	Entre 1997 et 2004	Entre 2005 et 2011	Après 2012
Foyers ouverts	10 %	10 %	15 %	15 %
Poêle à bûches	45 %	65 %	70 %	75 %
Insert ou cheminée à foyer fermé	50 %	60 %	70 %	75 %
Chaudière à bûches	65 %	70 %	70 %	75 %
Poêle à granulés	80 %	80 %	75 %	80 %
Chaudière granulés	85 %	75 %	75 %	90 %

Source : Étude sur le chauffage domestique au bois – Marchés et approvisionnement – ADEME 2018 (tableau 35 : rendements des appareils selon l'année d'installation)

Parc d'appareils de chauffage au bois utilisé par ATMO GE (et émissions associées) :

		Estimation du parc d'appareils domestiques individuels de chauffage au bois en 2020 (nombre d'appareil)		
	Age des appareils	Avant 1996	Après 1996	Performant
Chauffage résidentiel principal	Une cheminée à foyer ouvert (bûches)	65	-	-
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (bûches)	361	743	160
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (granulés/pellets)	-	42	12
	Une chaudière à bois à chargement manuel (bûches)	510	785	348
	Une chaudière à bois à chargement automatique (plaquettes)	-	89	85
	Une chaudière à granulé	-	70	88
	Un poêle à bois bûche	165	881	573
	Un poêle à granulés	-	269	220
	Un poêle de masse	104	112	37
	Une cuisinière à bois bûche	21	101	24
	Une cuisinière à granulés/pellets	-	34	6
Chauffage résidentiel d'appoint	Une cheminée à foyer ouvert (bûches)	199	-	-
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (bûches)	531	1 094	236
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (granulés/pellets)	-	136	40
	Une chaudière à bois à chargement manuel (bûches)	57	87	39
	Un poêle à bois bûche	144	771	501
	Un poêle à granulés	-	428	349
	Un poêle de masse	95	102	33
	Une cuisinière à bois bûche	4	19	4
	Total	**2 255**	**5 763**	**2 755**

Source : Estimation du parc d'appareils domestiques individuels de chauffage au bois en 2020 - ATMO Grand Est Invent'Air V2022

		Estimation des émissions de particules PM2,5 des appareils domestiques individuels de chauffage au bois en 2020 (kg)		
	Age des appareils	Avant 1996	Après 1996	Performant
Chauffage résidentiel principal	Une cheminée à foyer ouvert (bûches)	3 268	-	-
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (bûches)	13 434	10 286	1 192
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (granulés/pellets)	-	107	31
	Une chaudière à bois à chargement manuel (bûches)	12 349	7 607	1 688
	Une chaudière à bois à chargement automatique (plaquettes)	-	400	381
	Une chaudière à granulé	-	133	169
	Un poêle à bois bûche	5 970	11 856	4 151
	Un poêle à granulés	-	625	510
	Un poêle de masse	4 229	1 687	298
	Une cuisinière à bois bûche	1 014	1 777	225
	Une cuisinière à granulés/pellets	-	41	7
Chauffage résidentiel d'appoint	Une cheminée à foyer ouvert (bûches)	1 565	-	-
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (bûches)	7 031	5 383	624
	Un insert ou cheminée à foyer fermé (granulés/pellets)	-	300	88
	Une chaudière à bois à chargement manuel (bûches)	318	196	44
	Un poêle à bois bûche	1 753	3 482	1 219
	Un poêle à granulés	-	433	354
	Un poêle de masse	1 802	719	127
	Une cuisinière à bois bûche	33	57	7
	Total	**52 767**	**45 091**	**11 114**

Source : Emissions de particules PM2,5 des appareils domestiques individuels de chauffage au bois en 2020 - ATMO Grand Est Invent'Air V2022

Annexe 4 : évaluation qualitative et quantitative globale des impacts du plan d'action local sur les émissions issues de la combustion de bois

→ Action 1.1 : sensibilisation du grand public

Évaluation qualitative : les missions réalisées par les différents porteurs et partenaires de cette action aideront au changement des comportements des ménages (bonnes pratiques d'allumage, d'entretien, etc.) et devraient aider au renouvellement du parc d'appareil. Un impact fort est attendu sur les changements de comportements. Pour pouvoir suivre l'évolution de ces comportements, une enquête-ménages serait à réaliser régulièrement, et de comparer ensuite les résultats avec ceux de l'étude FLA'EMS de 2018.

Évaluation quantitative : L'évaluation de l'impact de l'action sur la qualité de l'air est impossible à évaluer puisqu'il s'agit d'une action de communication. Le suivi de cette action peut néanmoins être réalisé en comptabilisant les missions réalisées par porteurs et partenaires. La réalisation d'une enquête-ménages sur les comportements permettrait une évaluation quantitative (partielle) si elle permettait d'évaluer le nombre de foyers modifiés et les natures et quantités de combustibles utilisés sur 1 an (avant et après).

→ Action 1.2 : sensibilisation et formation des professionnels

Évaluation qualitative : les missions réalisées par les différents porteurs et partenaires de cette action aideront au changement des comportements des ménages et devraient aider au renouvellement du parc d'appareil via les professionnels. Un impact fort est attendu sur les changements de comportements. Pour pouvoir suivre l'évolution de ces comportements, une enquête-ménages serait à réaliser régulièrement, et de comparer ensuite les résultats avec ceux de l'étude FLA'EMS de 2018.

Évaluation quantitative : L'évaluation de l'impact de l'action sur la qualité de l'air est impossible à évaluer puisqu'il s'agit d'une action de communication. Le suivi de cette action peut néanmoins être réalisé en comptabilisant les missions réalisées par porteurs et partenaires. La réalisation d'une enquête-ménages sur les comportements permettrait une évaluation quantitative (partielle) si elle permettait d'évaluer le nombre de foyers modifiés et les natures et quantités de combustibles utilisés sur 1 an (avant et après).

→ Action 1.3 : sensibilisation des communes de la métropole

Évaluation qualitative : les missions réalisées par les différents porteurs et partenaires de cette action aideront au changement des comportements des ménages et devraient aider au renouvellement du parc d'appareil via les communes et élus. Un impact fort est attendu sur les changements de comportements. Pour pouvoir suivre l'évolution de ces comportements, une enquête serait à réaliser régulièrement, et de comparer ensuite les résultats avec ceux de l'étude FLA'EMS de 2018.

Évaluation quantitative : L'évaluation de l'impact de l'action sur la qualité de l'air est impossible à évaluer puisqu'il s'agit d'une action de communication. Le suivi de cette action peut néanmoins être réalisé en comptabilisant les missions réalisées par les communes. La réalisation d'une enquête-ménages sur les comportements permettrait une évaluation quantitative (partielle) si elle permettait d'évaluer le nombre de foyers modifiés et les natures et quantités de combustibles utilisés sur 1 an (avant et après).

→ Action 2.1 : Fonds air bois de la métropole de Strasbourg

Évaluation qualitative : l'aide financière permettra d'aider les ménages ayant de faibles revenus à renouveler leur équipement. Le fonds air bois doit permettre d'aller au-delà du renouvellement naturel du parc.

Évaluation quantitative :

- impact sur la réduction des émissions de polluants si remplacement des 942 appareils par un appareil au bois performant (FV7* pour les calculs d'ATMO GE) : **réduction attendue de 11 % environ par rapport à 2020** sur les émissions de PM2,5 issues d'appareils domestiques de chauffage au bois

→ Action 3.1 : Étude d'impact socio-économique et qualité de l'air de toute mesure réglementaire

Évaluation qualitative : l'étude n'aura aucun impact sur les émissions de PM2,5 mais donnera un ou plusieurs scénarios possibles de changements de comportements. Un impact fort sur les comportements est attendu s'il y a mise en place des interdictions.

Évaluation quantitative :

-
- impact sur la réduction des émissions de polluants si interdiction d'utilisation des appareils non performants datant d'avant 1996, remplacés par un appareil au bois performant (FV7* pour les calculs d'ATMO GE) : **réduction de 39 % environ par rapport à 2020** sur les émissions de PM2,5 issues d'appareils domestiques de chauffage au bois.

→ Action 3.2 : Mise en place de certificats de performance

Évaluation qualitative : Un impact moyen sur les changements de comportements est attendu : cette action ne devrait pas aider aux changements de pratiques, mais pourrait aider au renouvellement du parc d'appareils. En effet, les ménages seront sûrement plus enclins à changer leur appareil s'ils ont la connaissance que celui-ci est non performant. Le certificat de conformité permettrait d'apporter cette connaissance.

Évaluation quantitative : Le suivi de cette action peut être réalisé en comptabilisant le nombre de ménages dont l'appareil de chauffage au bois est équipé d'un certificat de conformité. La réalisation d'une enquête-ménages sur les comportements permettrait une évaluation quantitative (partielle) si elle permettait d'évaluer le nombre d'appareils renouvelés grâce au déploiement du certificat de conformité.

→ Action 3.3 : Interdiction d'installation et d'usage de tout dispositif de chauffage non performant dans les constructions neuves

Évaluation qualitative : impact très faible attendu sur la qualité de l'air puisqu'il ne concerne que peu de ménages.

Évaluation quantitative : impossible à évaluer puisque nous ne savons pas combien de nouveaux logements équipés d'appareils de chauffage au bois auraient installé un appareil peu performant sans l'application de cette mesure d'interdiction. La réalisation d'une enquête-ménages sur les comportements permettrait une évaluation quantitative (partielle) de cette action.

→ **Action 3.4 : Renforcer les dispositions relatives aux petites chaufferies biomasse**
Évaluation qualitative : Aucun impact associé à cette action pour le moment puisque la démarche est à construire.
Évaluation quantitative :Aucun impact associé à cette action pour le moment puisque la démarche est à construire.

→ **Action 4.1 : développer le marché formel du bois bûche**
Évaluation qualitative : Impact moyen sur les comportements attendu
Évaluation quantitative : les indicateurs à retenir avant et après l'action : quantités de bois de bonne qualité vendues. Quantités de bois perdues par le marché informel. La réalisation d'une enquête-ménages sur les comportements permettrait une évaluation quantitative (partielle) si elle permettait d'évaluer les natures et quantités de combustibles utilisés sur 1 an (avant et après réalisation de l'action).
De plus, il est pour le moment difficile d'évaluer l'effet des actions visant au développement de l'utilisation d'un bois de qualité en terme de réduction des émissions des PM2,5. Le ministère n'a pour le moment pas transmis à ATMO Grand Est de facteurs d'émissions PM2,5 en fonction de la qualité de la bûche utilisée (humidité, essence, etc.).

→ **Action 4.2 : Renforcer les mesures nationales sur la qualité du combustible bois**
Aucun impact associé à cette action pour le moment puisque la démarche est à construire.

→ **Action 5.1 : Aides financières et conseil en rénovation**
Évaluation qualitative : Impact moyen sur les comportements attendu (réalisation de travaux d'isolation, renouvellement d'appareils de chauffage, développement des bonnes pratiques avec le chauffage au bois).
Évaluation quantitative : le suivi de cette action peut néanmoins être réalisé en comptabilisant les missions réalisées par porteurs et partenaires. L'action est évaluable si les aides financières sont associées à un recensement des changements d'appareils et rénovations réalisées.

→ **Action 5.2 : Programme de rénovation des logements**
Évaluation qualitative : La rénovation aidera à réduire les émissions issues du chauffage au bois en réduisant les besoins énergétiques des logements. Un impact fort sur la qualité de l'air est attendu du fait de l'objectif ambitieux porté par la métropole de Strasbourg
Évaluation quantitative :

- impact sur la réduction des émissions de polluants si rénovation de 8000 logements par an en BBC et construction de 2700 logements neufs/an comme le prévoit le PCAET de l'Eurométropole de Strasbourg : **réduction de 10 % environ à l'horizon 2027 par rapport à 2020** sur les émissions de PM2,5 issues d'appareils domestiques de chauffage au bois.

→ **Action 6.1 : Signature de la charte**
Évaluation qualitative : bonne réalisation des actions du fait de la forte implication des différents porteurs d'actions et partenaires du plan. Impact positif sur les ménages (changements de comportements), sur les professionnels (relai de bonnes informations), et donc par la suite sur la qualité de l'air.

Conclusion :

Les données d'évaluation actuellement disponibles montrent que le remplacement des appareils de chauffage peu performants permettrait des gains significatifs en émissions de PM2.5 sur l'aire du PPA de l'agglomération strasbourgeoise. Afin de pouvoir atteindre l'objectif attendu de réduction de 50 % des émissions de PM2,5 en 2030, de nombreux renouvellements d'appareils (plus de 3200 appareils à renouveler d'ici 2030) et de changements de pratiques (allumage, entretien, etc..) seront nécessaires.

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

visant la réduction de la pollution atmosphérique issue des installations résidentielles de chauffage au bois dans les constructions neuves sur le territoire du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise

LA PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.222-5, L.222-6 et R.222-32 à R.222-35 ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2215-1 ;

VU le décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004, relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination la préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin (hors classe) – Mme CHEVALIER (Josiane) ;

VU l'arrêté du 4 avril 2014 portant approbation du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'agglomération strasbourgeoise révisé pour la période 2014-2019 ;

VU l'avis de l'ADEME de mars 2022 sur le chauffage domestique au bois

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date d'octobre 2013 ;

VU l'avis émis par le Comité départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du Bas-Rhin lors de sa séance du 15 mai 2013 ;

VU la déclaration d'intention signée en date du 7 juin 2021 relative aux modalités de concertation préalable pour l'élaboration du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise par le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin, qui précise le périmètre retenu pour le prochain PPA 2023-2028, à savoir les 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg ;

CONSIDERANT les objectifs de santé publique et de préservation de la qualité de l'air poursuivis par les articles L.220-1 et suivants du code de l'environnement,

DREAL Grand Est
Tél : 88 13 05 00
www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr
14 rue du bataillon de marche n°24 – 64050 Strasbourg Cedex

CONSIDERANT que le troisième alinéa de l'article L.222-6 du code de l'environnement rend possible l'interdiction de l'utilisation des appareils de chauffage contribuant fortement aux émissions de polluants atmosphérique ;

CONSIDERANT qu'il ressort du diagnostic établi dans le cadre de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise que le chauffage au bois domestique est l'émetteur majoritaire de particules fines ;

CONSIDERANT que la révision en cours du PPA pour la période 2023-2028 prévoit dans ses actions la mise en place de mesures visant à réduire l(impact du chauffage au bois sur les émissions de particules ;

CONSIDERANT que, l'ADEME, dans son avis de mars 2022 sur le chauffage au bois domestique, indique que, pour une même quantité d'énergie produite, un appareil récent performant émet jusqu'à 10 fois moins de particules fines qu'un foyer fermé antérieur à 2002 ou un foyer ouvert, moyennant des pratiques d'installation et d'utilisation adéquate et d'entretien.

CONSIDERANT que les critères de performance visés dans le présent arrêté reprennent les performances d'émissions du label « Flamme verte 7 étoiles ».

CONSIDERANT la directive européenne de 2015 sur l'éco-conception, dite « Directive Ecodesign », encadrant l'efficacité énergétique et les niveaux d'émissions pour la mise sur le marché européen des appareils de chauffage domestique au bois.

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E :

ARTICLE 1er : **Terminologie**

Au sens du présent arrêté :

- On entend par « appareil de chauffage indépendant au bois », une installation individuelle de combustion utilisant le bois comme combustible. Il s'agit en particulier des appareils de chauffage résidentiels, indépendants au bois de type inserts (foyers fermés), poêles à granulés, poêles à bûche, cuisinières domestiques…

- On entend par « chaudière domestique au bois », une installation individuelle de combustion utilisant le bois comme combustible et produisant de l'eau chaude reliée au chauffage central et éventuellement au ballon d'eau chaude sanitaire.

- On entend par « cheminée à foyer ouvert » une installation de chauffage dont le combustible brûle à l'air libre sans confinement de la combustion pour ralentir et récupérer la chaleur.

- On entend par « construction neuve » tout projet correspondant aux dispositions de l'article R. 172-1 et R. 172-10 du code de la construction et de l'habitation

<u>ARTICLE 2 :</u> Obligation d'installer un chauffage au bois résidentiel performant pour ce qui concerne les appareils indépendants

Dans le département du Bas-Rhin, sur le territoire concerné par le Plan de protection de l'Atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise, sont interdites dans les constructions neuves les installations et utilisations d'appareils de chauffage indépendants au bois ne respectant pas les critères suivants :

Appareils à bûches	Les appareils labellisés « Flamme Verte 7 étoiles » ou labellisés « Flamme verte » ou bien ceux qui respectent la directive Ecodesign de 2015) Ou bien répondant aux critères suivants : - un rendement énergétique supérieur ou égal à 75 % - une valeur limite d'émission de particules fines de 40 mg/Nm^3 * - une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone de 1500 mg/Nm^3 *
Appareils à granulés	Les appareils labellisés « Flamme Verte 7 étoiles » ou labellisés « Flamme verte » ou bien qui respectent la directive Ecodesign de 2015) Ou bien répondant aux critères suivants : - un rendement énergétique supérieur ou égal à 87 % - une valeur limite d'émission de particules fines de 30 mg/Nm^3 * - une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone de 300 mg/Nm^3 *

** Valeurs exprimées à 13 % d'O_2 selon le projet de norme EN 16510*

Selon ces critères, l'installation et l'utilisation d'équipement non performant (voir l'article 4 ci-après), et en particulier les cheminées à foyer ouvert dans une construction neuve, est interdite.

<u>ARTICLE 3 :</u> Obligation d'installer un chauffage au bois résidentiel performant pour ce qui concerne les chaudières domestiques au bois

Dans le département du Bas-Rhin, sur le territoire concerné par le Plan de protection de l'Atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise, sont interdites dans les constructions neuves les installations et utilisations de chaudières domestiques au bois ne respectant pas les critères suivants :

Chaudière manuelle	Les appareils labellisés « Flamme Verte 7 étoiles » ou labellisés « Flamme verte » ou bien qui respectent la directive Ecodesign de 2015). Ou bien répondant aux critères suivants : - un rendement énergétique supérieur ou égal à 87 % - une valeur limite d'émission de particules fines de 40 mg/Nm^3 * - une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone de 600 mg/Nm^3 *

Chaudière automatique	Les appareils labellisés « Flamme Verte 7 étoiles » ou labellisés « Flamme verte » ou bien qui respectent la directive Ecodesign de 2015). Ou bien répondant aux critères suivants : - un rendement énergétique supérieur ou égal à 87 % - une valeur limite d'émission de particules fines de 30 mg/Nm^3 * - une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone de 400 mg/Nm^3 *

** Valeurs exprimées à 10 % d'O_2 selon la norme NF EN 303.5*

ARTICLE 4 : Information des particuliers

Les distributeurs et installateurs d'équipements de chauffage au bois exerçant dans les communes du territoire du PPA de l'agglomération strasbourgeoise ont obligation d'informer les particuliers acquéreurs d'équipements de ce type de l'existence des mesures des articles 2 et 3 du présent arrêté. Ils devront pouvoir justifier de la bonne réalisation de l'information auprès des particuliers.

ARTICLE 5 : Dispositions transitoires

Le présent arrêté entre en vigueur 6 mois après sa signature.

ARTICLE 6 : Sanctions applicables

Le non-respect de l'interdiction est passible des sanctions administratives définies à l'article L.171-8 du code de l'environnement et des sanctions pénales en application de l'article R.610-5 du code pénal.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8 : Publicité

Le présent arrêté sera adressé :

- à chacun des maires des 33 communes du territoire du PPA ;
- à la présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et fera l'objet d'une insertion dans deux journaux régionaux ou locaux diffusé dans le Département.

Il sera affiché pendant une durée d'un mois dans chacune des 33 communes du territoire du PPA.

Il sera également publié sur les sites de la préfecture du Bas-Rhin et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est aux adresses suivantes :

- https://www.bas-rhin.gouv.fr/

- https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/

ARTICLE 9 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL), M. le directeur départemental des territoires (CRC), mesdames et messieurs les maires des 33 communes incluses dans le périmètre du Plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2023

SERVICE DES ASSEMBLEES

Point 58 à l'ordre du jour :

Plan de Protection de l'Atmosphère 2023-2028 de l'agglomération strasbourgeoise et Plan d'actions pour un chauffage au bois domestique performant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : avis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 66 voix + 1

+ 1 voix : M. René SCHAAL a rencontré un problème avec l'application de vote alors que ce dernier souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 23 voix

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°58

Plan de Protection de l'Atmosphère 2023-2028 de l'agglomération strasbourgeoise et Plan d'actions pour un chauffage au bois domestique performant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : avis de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour	66	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, OEHLER Serge, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WACKERMANN Valerie, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	23	BADER Camille, BALL Christian, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HEIM Valérie, HENRY Martin, HOERLE Jean-Louis, KANNENGIESER Michèle, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, KREYER Céleste, LE SCOUEZEC Gildas, LOBSTEIN Andre, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, PERRIN Pierre, PHILIPPS Thibaud, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAEFFER Jean-Michel, STEINMANN Elodie, ULRICH Laurent, VETTER Jean-Philippe

59

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Gestion du risque de coulées d'eaux boueuses : conventions d'indemnisation et de cadrage de dispositifs d'hydraulique douce implantés au sein de parcelles agricoles.

Numéro E-2023-669

L'Eurométropole de Strasbourg s'est dotée au 1er janvier 2018 de la compétence Gestion des Milieux aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), ainsi que de la compétence complémentaire définie à l'alinéa 4 de l'article L.211-7 du code de l'environnement : « la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ».

L'Eurométropole de Strasbourg a depuis la responsabilité de réaliser des études et travaux pour assurer la protection des biens et personnes contre les coulées d'eaux boueuses pour les 14 communes de son territoire concernées par ce risque.

En 2018, un programme d'étude, en collaboration avec le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM), a permis de proposer un programme d'actions priorisées, accompagné d'un plan de déploiement établi sur la période 2020 et 2025.

La stratégie et le programme d'actions sont basés sur la mise en œuvre de dispositifs d'hydraulique douce. Ces aménagements jouent le rôle de frein et de filtre hydraulique, et permettent de réduire les quantités de boue arrivant en zone urbanisée. Ils sont majoritairement implantés au sein des parcelles agricoles.

Ce programme d'actions s'inscrit pleinement dans le partenariat engagé depuis 2010 entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg, la Chambre d'Agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est visant à accompagner la transition agricole autour de quatre enjeux partagés :

- préserver les espaces agricoles, maintenir les entreprises agricoles et favoriser l'installation des jeunes agriculteurs,
- accompagner le changement vers des pratiques agricoles durables en développant une agriculture respectueuse de l'environnement et des ressources,
- soutenir la diversification des cultures et la structuration des filières de proximité pour un territoire plus résilient,

- recréer le lien entre les agriculteurs et les consommateurs.

La nouvelle convention tripartite prévoyant une amplification de cette démarche a été signée le 26 septembre 2021.

Au-delà des solutions curatives proposées dans le cadre du présent programme (haies, fascines vivantes, bandes enherbées), lesquelles présentent cependant de réels bénéfices environnementaux (biodiversité, stockage du carbone, etc.), une réflexion est menée afin d'encourager les techniques agro-écologiques visant à maintenir un sol vivant :

- mise en œuvre d'assolements concertés visant à diversifier les semis avec l'implantation de cultures d'hiver assurant une couverture du sol lors des épisodes pluvieux printaniers, limitant de fait les risques d'érosion ;
- promotion des techniques de conservation des sols (non-labour, couverture du sol, allongement des rotations) visant à assurer une couverture végétale quasi permanente du sol, réduisant de fait drastiquement les phénomènes de coulées d'eaux boueuses.

Le dispositif de Paiements pour Services Environnementaux, en cours de déploiement sur le territoire, devrait permettre de compléter les actions de sensibilisation et d'accompagnement individuel ou collectif déployées jusqu'alors.

L'établissement d'un « Protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque d'inondation et de coulées d'eaux boueuses » (délibération du 1er mars 2019), a permis d'homogénéiser les pratiques indemnitaires sur l'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce protocole définit également les modalités d'entretien des dispositifs d'hydraulique douce.

La mise en œuvre d'aménagements d'hydraulique douce nécessite d'obtenir l'accord de chaque exploitant concerné par un dispositif, acté par une convention spécifique. Cette convention régit les rapports, devoirs et obligations entre l'exploitant et l'Eurométropole. Elle permet notamment de définir le montant de l'indemnisation annuelle versée à l'agriculteur au titre de la perte de récolte pouvant être engendrée par la présence de tels ouvrages, mais aussi de prendre en charge l'entretien des dispositifs mis en œuvre. Ces conventions sont établies pour chaque aménagement pour une durée de dix ans.

Pour rappel, la délibération du 7 mai 2021 actait le principe de soumettre les conventions d'hydraulique douce à délibération deux fois par an afin de pouvoir valider et verser les indemnités aux exploitants dans un délai raisonnable mais aussi pour pouvoir réaliser les rattrapages d'opérations d'entretien des dispositifs transférés au sein du patrimoine d'hydraulique douce de l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente délibération vise à finaliser et valider trois avenants pour des dispositifs d'hydraulique douce mis en œuvre sur les communes d'Achenheim, de Hangenbieten et de Niederhausbergen.
Le montant d'indemnisation annuel pour ces avenants représente 676,75 €. Ainsi, à ce stade, le montant annuel total des indemnités s'élève à 16 849,22 €.

Ces éléments sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	Dispositifs délibérés à l'issue de 2022					Dispositifs début 2023				
Type d'aménagement d'hydraulique douce (AHD)	Nombre d'AHD	Linéaire (ml)	Nombre de conventions	Nombre d'avenants	indemnisation (€/an)	Nombre d'AHD	Linéaire (ml)	Nombre de conventions	Nombre d'avenants	indemnisation (€/an)
bandes enherbées ou de culture	84	6 254,90	53	9	16 172,47	85	6 426,90	**53**	**12**	**16 849,22**
miscanthus	6	1 140				6	1140			
fascines mortes	1	80				1	80			
fascines vivantes	26	1 475				26	1487			
haies	10	818				11	933			
Total Eurométropole de Strasbourg	**127**	**9 767,90**				**129**	**10 066,90**			

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sur la base du Protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses signé avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace, les conventions et les avenants à des conventions existantes, joints en annexe de la présente délibération, pour l'indemnisation des exploitants du fait de l'implantation d'aménagements d'hydraulique douce au sein de leurs parcelles agricoles,

décide

*d'imputer la dépense de **676,75 € TTC** annuels supplémentaires correspondant à l'indemnisation des exploitants agricoles pour les nouveaux dispositifs sur la ligne budgétaire EN02E – nature 70 fonction 6588.88 dont les crédits sont inscrits au BP 2023,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions et avenants relatifs au protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque d'inondation et de coulées d'eaux boueuses.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159461-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

AVENANT N°2

A LA CONVENTION DU 12 JUILLET 2019 POUR L'INDEMNISATION D'AMENAGEMENTS D'HYDRAULIQUE DOUCE

PREAMBULE

Depuis le 1er janvier 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a élargi ses compétences pour intégrer la compétence « Grand Cycle de l'Eau » comprenant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (« GEMAPI ») ainsi que la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, la lutte contre l'érosion des sols.

Un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses a été rédigé entre la Chambre Agriculture Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg. Les indemnités définies dans la présente convention y font référence.

Le risque inondation recouvre les inondations par débordement de cours d'eau et les inondations par ruissellement sur les terrains agricoles pouvant être à l'origine des coulées d'eau boueuse.

L'**indemnisation** concerne **l'exploitant de parcelles sises à** *Achenheim.*

On entend par aménagement d'hydraulique douce tout aménagement dont la mise en œuvre, souvent au moyen de techniques simples dites de génie végétal, ne nécessite pas de travaux de génie civil et présente une bonne intégration paysagère (haie, fascine, bande enherbée, bande de céréale, bande de miscanthus, etc.).

Entre les soussignés

M. Laurent LIENHARD, demeurant à *3, route de Holtzheim, 67204 Achenheim*, agissant en qualité de gérant de *EARL LIENHARD Hubert* dont le siège social est sis à *la même adresse,* immatriculée sous le numéro *SIRET 421 606 716 000 15* désigné, ci-après par l'appellation « **l'Exploitant** »,

Et

l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS**,** ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 15 juillet 2020,

Il est convenu ce qui suit :

1 OBJET DE LA CONVENTION INITIALE

La convention du *12 juillet 2019 validée par Délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 1er mars 2019* a pour objet de régir les rapports, devoirs et obligations entre l'Exploitant et l'Eurométropole de Strasbourg en précisant :

- l'emplacement des aménagements,
- les engagements des parties,
- le dédommagement des contraintes causées à l'exploitation agricole et le montant de l'**indemnisation des préjudices subis par l'Exploitant.** Les préjudices indemnisables pris en compte par le maître d'ouvrage dépendent du type et de la situation de l'aménagement. Selon les cas, les indemnités peuvent prendre en compte :
    - La perte d'exploitation (perte de revenu, privation de jouissance, gêne d'exploitation),
    - Les dégâts aux cultures et aux sols induits par le fonctionnement de l'aménagement (perte de récolte, reconstitution physique, chimique, microbiologique).

La mise en place d'un aménagement d'hydraulique douce n'implique pas la réalisation de l'ensemble des préjudices listés ci-dessus.

Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par la convention initiale :

- *1 bande de culture*

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Bande enherbée	Achenheim		29	739, 794, 815	3,7	18,44	68,23

2 OBJET DE L'AVENANT N°1 ET LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Le présent avenant a pour objet l'indemnisation de l'Exploitant pour la mise en oeuvre d'aménagements d'hydraulique douce supplémentaires en complément de ceux d'ores et déjà indemnisés, et conformément à l'article 9 de la convention citée en objet.

Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par cet avenant :

Mise en œuvre de bandes enherbées supplémentaires :

Pour 2019 :

- *1 bande enherbée de 173ml sur 5m de large existante non conventionnée ni indemnisée en 2019*

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)
Aménagement 2 Bande enherbée	Achenheim		33		8,65

A partir de 2020 :

- *2 bandes enherbées supplémentaires de 12m de large, mesurant respectivement 55ml et 43ml*

- *1 bande enherbée de 173ml sur 5m de large*

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)
Aménagement 2 Bande enherbée	Achenheim		33		8,65
Aménagement 3 Bande enherbée	Achenheim		29		5,16
Aménagement 4 Bande enherbée	Achenheim		29		6,6

3 OBJET DE L'AVENANT N°2 ET LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Le présent avenant a pour objet l'indemnisation de l'exploitant pour la mise en œuvre d'aménagements d'hydraulique douce supplémentaires en complément de ceux d'ores et déjà indemnisés, et conformément à l'article 9 de la convention citée en objet.

Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par cet avenant :

À partir de 2023 :

Mise en œuvre d'une bande enherbée ou de culture supplémentaire :

- *1bande enherbée ou de culture de 172 ml sur 14m de large (prise en compte de l'ensemble de la largeur de la parcelle au titre du délaissé)*

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit		N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnis (are)
Aménagement 5 Bande enherbée ou de culture	Achenheim			33	160	24

4 PRINCIPE, DUREE ET MONTANT DE L'INDEMNISATION

Le montant des indemnités versées à l'exploitant au titre de la perte d'exploitation prenant en compte la privation de jouissance dans l'emprise de l'aménagement d'hydraulique douce est fixé à 18,44€/a/an pour la période de 10 ans, conformément à l'article 7 de la convention du *12 juillet 2019 validée par la Délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 1er mars 2019*.

L'indemnité annuelle pour réparation du préjudice lié à la privation de jouissance du fait de *la mise en œuvre de bandes enherbées ou de culture supplémentaires* visées à l'article 2 pour les *6* dernières années de la convention s'établit selon le calcul suivant :

Tableau récapitulatif des indemnités à compter de 2023:

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Bande enherbée	*3,7*	*18,44*	*68,23*
Aménagement 2	*8,65*		*159,51*

Bande enherbée			
Aménagement 3 Bande enherbée	*5,16*		*95,15*
Aménagement 4 Bande enherbée	*6,6*		*121,7*
Aménagement 5 Bande enherbée ou de culture	*24*		*442,56*
		TOTAL	*887,15*

L'indemnité d'un montant annuel *de 887,15 €* sera versé à l'Exploitant sur son compte bancaire *n° IBAN FR76 1027 8011 7000 0136 1844 570* sous réserve de l'envoi à l'Eurométropole de Strasbourg du présent avenant signé et accompagné des pièces justifiant de l'état d'exploitant pour les nouvelles parcelles concernées par un aménagement, et non citées dans la convention initiale.

Le présent avenant prendra fin à la date d'échéance de la convention qu'il modifie, soit au *31 décembre 2028*.

5 DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les autres dispositions de la convention signée le *12 juillet 2019*, non modifiées ou annulées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à ……, en 2 exemplaires originaux,

Le……,

L'Exploitant,	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Laurent LIENHARD pour l'EARL LIENHARD Hubert	*Pia IMBS*, Présidente

Liste des annexes :

ANNEXE 1 : Convention initiale du *12 juillet 2019*

ANNEXE 2 : Délibération du *1er mars 2019 validant la convention initiale*

.

AVENANT N°1

A LA CONVENTION DU 10 mars 2021 POUR L'INDEMNISATION D'AMENAGEMENTS D'HYDRAULIQUE DOUCE

PREAMBULE

Depuis le 1er janvier 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a élargi ses compétences pour intégrer la compétence « Grand Cycle de l'Eau » comprenant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (« GEMAPI ») ainsi que la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, la lutte contre l'érosion des sols.

Un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses a été rédigé entre la Chambre Agriculture Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg. Les indemnités définies dans la présente convention y font référence.

Le risque inondation recouvre les inondations par débordement de cours d'eau et les inondations par ruissellement sur les terrains agricoles pouvant être à l'origine des coulées d'eau boueuse.

L'**indemnisation** concerne **l'exploitant de parcelles sises à** *Hangenbieten*.

On entend par aménagement d'hydraulique douce tout aménagement dont la mise en œuvre, souvent au moyen de techniques simples dites de génie végétal, ne nécessite pas de travaux de génie civil et présente une bonne intégration paysagère (haie, fascine, bande enherbée, bande de céréale, bande de miscanthus, etc.).

Entre les soussignés

M. Éric SCHOETTEL, demeurant à *2, rue de la Paix, 67980 Hangenbieten*, agissant en qualité de gérant de *SCHOETTEL Éric* dont le siège social est sis à *la même adresse,* immatriculée sous le numéro *SIRET 890 212 533 000 16* désigné, ci-après par l'appellation « **l'Exploitant** »,

Et

l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par **Madame Pia IMBS,** ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 15 juillet 2020,

Il est convenu ce qui suit :

1 OBJET DE LA CONVENTION INITIALE

La convention du *1er janvier 2020* a pour objet de régir les rapports, devoirs et obligations entre l'Exploitant et l'Eurométropole de Strasbourg en précisant :

- l'emplacement des aménagements,

- les engagements des parties,
- le dédommagement des contraintes causées à l'exploitation agricole et le montant de l'**indemnisation des préjudices subis par l'Exploitant.** Les préjudices indemnisables pris en compte par le maître d'ouvrage dépendent du type et de la situation de l'aménagement. Selon les cas, les indemnités peuvent prendre en compte :
    - La perte d'exploitation (perte de revenu, privation de jouissance, gêne d'exploitation),
    - Les dégâts aux cultures et aux sols induits par le fonctionnement de l'aménagement (perte de récolte, reconstitution physique, chimique, microbiologique).

La mise en place d'un aménagement d'hydraulique douce n'implique pas la réalisation de l'ensemble des préjudices listés ci-dessus.

Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par la convention initiale :

- *1 fascine vivante de 60 ml*
- *1 haie de 38 ml*

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Fascine vivante	Hangenbieten		21	170	6	18,44	110,64
Aménagement 2 Haie	Hangenbieten		21	168	3,8		70,07
						TOTAL	180,71

2 OBJET DE L'AVENANT ET LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Le présent avenant a pour objet l'indemnisation de l'Exploitant pour le prolongement d'un aménagement d'hydraulique douce de type fascine vivante en complément de la partie d'ores et déjà implantée et indemnisée, et conformément à l'article 9 de la convention citée en objet.

Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par cet avenant :

- *Prolongement de la fascine vivante (aménagement 1) de 12 ml, portant le linéaire total à 72 ml*

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)
Aménagement 1 Fascine vivante	Hangenbieten		21	170	7,2

3 PRINCIPE, DUREE ET MONTANT DE L'INDEMNISATION

Le montant des indemnités versées à l'exploitant au titre de la perte d'exploitation prenant en compte la privation de jouissance dans l'emprise de l'aménagement d'hydraulique douce est

fixé à 18,44€/a/an pour la période de 10 ans, conformément à l'article 7 de la convention du *1er janvier 2020*.

L'indemnité annuelle réparation du préjudice lié à la privation de jouissance du fait du *prolongement de la fascine de 12ml, portant le linéaire total à 72ml* visée à l'article 2 pour les *7 années restant* dernières années de la convention s'établit selon le calcul suivant :

Tableau récapitulatif des indemnités à compter de *2023*:

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Fascine vivante	7,2 (soit 6 ares + 1,2 ares complémentaires)	*18,44*	132,77 (soit 110,64 + 22,13 complémentaires)
Aménagement 2 Haie	3,8		70,07
		TOTAL	*202,84*

Ce nouveau montant annuel de *202,84 €* sera versé à l'Exploitant sur son compte bancaire ……..... *n° IBAN* sous réserve de l'envoi à l'Eurométropole de Strasbourg du présent avenant signé et accompagné des pièces justificatives nécessaires.

Le présent avenant prendra fin à la date d'échéance de la convention qu'il modifie, soit au *31 décembre 2029*.

4 DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les autres dispositions de la convention signée le ***10 mars 2021***, non modifiées ou annulées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à ……, en 2 exemplaires originaux,

Le……,

L'Exploitant,
Éric SCHOETTEL,

Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Pia IMBS,
Présidente

Liste des annexes :

ANNEXE 1 : Convention initiale du *10 mars 2021*

ANNEXE 2 : Délibération du *15 juillet 2020*

.

AVENANT N°1

A LA CONVENTION DU 26 septembre 2022 POUR L'INDEMNISATION D'AMENAGEMENTS D'HYDRAULIQUE DOUCE

PREAMBULE

Depuis le 1er janvier 2018, l'Eurométropole de Strasbourg a élargi ses compétences pour intégrer la compétence « Grand Cycle de l'Eau » comprenant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (« GEMAPI ») ainsi que la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, la lutte contre l'érosion des sols.

Un protocole général d'indemnisation des préjudices agricoles engendrés dans le cadre de la gestion du risque inondation et coulées d'eaux boueuses a été rédigé entre la Chambre Agriculture Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg. Les indemnités définies dans la présente convention y font référence.

Le risque inondation recouvre les inondations par débordement de cours d'eau et les inondations par ruissellement sur les terrains agricoles pouvant être à l'origine des coulées d'eau boueuse.

L'**indemnisation** concerne **l'exploitant de parcelles sises à** *Niederhausbergen*.

On entend par aménagement d'hydraulique douce tout aménagement dont la mise en œuvre, souvent au moyen de techniques simples dites de génie végétal, ne nécessite pas de travaux de génie civil et présente une bonne intégration paysagère (haie, fascine, bande enherbée, bande de céréale, bande de miscanthus, etc.).

Entre les soussignés

M. Alain LANDMANN, demeurant à *35, rue de Hoenheim 67 207 Niederhaubergen*, agissant en qualité de gérant de *LANDMANN Alain* dont le siège social est sis à *la même adresse,* immatriculée sous le numéro *SIRET 414 532 960 000 13* désigné, ci-après par l'appellation « **l'Exploitant** »,

Et

l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par **Madame Pia IMBS,** ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 15 juillet 2020,

Il est convenu ce qui suit :

1 OBJET DE LA CONVENTION INITIALE

La convention du *26/09/2022* a pour objet de régir les rapports, devoirs et obligations entre l'Exploitant et l'Eurométropole de Strasbourg en précisant :

- l'emplacement des aménagements,

- les engagements des parties,
- le dédommagement des contraintes causées à l'exploitation agricole et le montant de l'**indemnisation des préjudices subis par l'Exploitant.** Les préjudices indemnisables pris en compte par le maître d'ouvrage dépendent du type et de la situation de l'aménagement. Selon les cas, les indemnités peuvent prendre en compte :
    - La perte d'exploitation (perte de revenu, privation de jouissance, gêne d'exploitation),
    - Les dégâts aux cultures et aux sols induits par le fonctionnement de l'aménagement (perte de récolte, reconstitution physique, chimique, microbiologique).

La mise en place d'un aménagement d'hydraulique douce n'implique pas la réalisation de l'ensemble des préjudices listés ci-dessus.

Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par la convention initiale :

- *1 bande enherbée de 25 ml pour 20 m de large*

Aménagement concerné	Commune	Lieu -dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Bande enherbée	Niederhausbergen		4	37-39 , 203, 204, 232, 233	5	18,44	92,2

2 OBJET DE L'AVENANT ET LISTE DES PARCELLES OBJET DE L'INDEMNISATION

Le présent avenant a pour objet l'indemnisation de l'Exploitant pour le prolongement d'un aménagement d'hydraulique douce de type fascine vivante en complément de la partie d'ores et déjà implantée et indemnisée, et conformément à l'article 9 de la convention citée en objet.

Description technique de l'aménagement ou des aménagements concernés par cet avenant :

- *1 haie de 115 ml*

Aménagement concerné	Commune	Lieu-dit	N° Section	N° Parcelle(s)	Surface objet de l'indemnisation (are)
Aménagement 2 Haie	Niederhausbergen		12	269	11,5

3 PRINCIPE, DUREE ET MONTANT DE L'INDEMNISATION

Le montant des indemnités versées à l'exploitant au titre de la perte d'exploitation prenant en compte la privation de jouissance dans l'emprise de l'aménagement d'hydraulique douce est fixé à 18,44€/a/an pour la période de 10 ans, conformément à l'article 7 de la convention du *26/09/2022*.

L'indemnité annuelle réparation du préjudice lié à la privation de jouissance du fait de *la mise en œuvre d'une haie supplémentaire* visée à l'article 2 pour les *9* dernières années de la convention s'établit selon le calcul suivant :

Tableau récapitulatif des indemnités à compter de *2023*:

Aménagement concerné	Surface de l'emprise (are)	Coût unitaire (€/are)	Coût total (€)
Aménagement 1 Bande enherbée	*5*	*18,44*	*92,2*
Aménagement 2 Haie	*11,5*		*212,06*
		TOTAL	*304,26*

Ce nouveau montant annuel de *304,26 €* sera versé à l'Exploitant sur son compte bancaire ……..... *n° IBAN* sous réserve de l'envoi à l'Eurométropole de Strasbourg du présent avenant signé et accompagné des pièces justificatives nécessaires.

Le présent avenant prendra fin à la date d'échéance de la convention qu'il modifie, soit au *31 décembre 2031*.

4 DISPOSITIONS ANTERIEURES

Toutes les autres dispositions de la convention signée le ***26 septembre 2022***, non modifiées ou annulées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à ……, en 2 exemplaires originaux,

Le……,

L'Exploitant,
Alain LANDMANN

Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Pia IMBS,
Présidente

Liste des annexes :

ANNEXE 1 : Convention initiale du *26 septembre 2022*

ANNEXE 2 : Délibération du *28 juin 2022*

.

60

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Convention de mise en superposition d'affection entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Schiltigheim et la paroisse catholique Sainte-Famille à Schiltigheim.

Numéro E-2023-640

L'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Schiltigheim ont engagé en 2021 un projet d'aménagement des abords de la future Médiathèque Nord à Schiltigheim située route de Bischwiller.
Au regard de la proximité de ce nouvel équipement public avec l'Église de la Sainte Famille, afin de permettre la réalisation d'un aménagement paysager global, harmonieux et fonctionnel, le périmètre de cette opération a été étendu au parvis de l'Eglise.

Le Conseil de Fabrique souhaitant rester propriétaire de l'espace, les parties se sont rapprochées afin de convenir d'une superposition d'affectation de la dépendance du domaine public du Conseil de Fabrique.

La convention annexée à la présente délibération a pour objet de préciser les modalités de gestion et d'exploitation de cette mise en superposition d'affectation d'une dépendance du domaine public cultuel propriété du Conseil de Fabrique de la paroisse catholique Sainte Famille.
La gestion des espaces objets de cette mise en superposition d'affectation est répartie entre la ville de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg conformément aux compétences des deux collectivités.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la mise en place de la convention de mise en superposition d'affectation au profit de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Schiltigheim, d'une partie du domaine public du Conseil de Fabrique de la paroisse catholique Sainte Famille à Schiltigheim (annexée à la présente délibération) ;

décide

d'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits de paiement et les autorisations de programme relatifs aux budgets 2023 et suivants de l'Eurométropole de Strasbourg ;

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer et mettre en œuvre la Convention de mise en superposition d'affectation au profit de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Schiltigheim, d'une partie du domaine public du Conseil de Fabrique de la paroisse catholique Sainte Famille à Schiltigheim et ses avenants.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159327-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Convention de mise en superposition d'affectation au profit de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Schiltigheim,
d'une portion de parcelle appartenant au Conseil de Fabrique
de la paroisse catholique Sainte-Famille à Schiltigheim

Entre :

Le **Conseil de Fabrique** de la paroisse catholique Sainte Famille de Schiltigheim, représenté par son Président en exercice, Monsieur Michel HOLTZMANN,
Domicilié 4 place de l'Église à 67300 Schiltigheim,

d'une part,

et

L'**Eurométropole de Strasbourg**, représentée par sa Présidente, Madame Pia Imbs, habilitée à cet effet par la délibération du conseil communautaire du ……
domiciliée au 1 parc de l'Etoile 67000 Strasbourg

Ci – après dénommé « LE BÉNÉFICIAIRE »

et

La **Ville de Schiltigheim**, représentée par Madame Danielle Dambach, en qualité de Maire, habilitée à cet effet par une délibération du conseil municipal du 9 juin 2020
domiciliée au 110 route de Bischwiller 67300 Schiltigheim

Ci – après dénommé « LE BÉNÉFICIAIRE »

d'autre part.

- vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment les articles L 2123-7 et L 2123-8,
- Vu l'avis favorable du Conseil Municipal de la commune de Schiltigheim en date du …….

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim ont engagé en 2021 un projet d'aménagement des abords de la future Médiathèque Nord à Schiltigheim située route de Bischwiller.

Au regard de la proximité de ce nouvel équipement public avec l'église de la Sainte-Famille, il a été proposé au Conseil de Fabrique d'étendre le périmètre de cette opération au parvis de l'église et plus généralement à la parcelle dont le Conseil de Fabrique est propriétaire, afin de permettre la réalisation d'un aménagement paysager global, harmonieux et fonctionnel.

Le Conseil de Fabrique ayant donné son accord à cette extension de périmètre, les parties se sont rapprochées afin de convenir d'une superposition d'affectation de la dépendance du domaine public du Conseil de Fabrique.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les modalités techniques et financières de la mise en superposition d'affectation d'une dépendance du domaine public cultuel propriété du Conseil de Fabrique de la paroisse catholique Sainte-Famille concernée par l'opération d'aménagement des abords de la future Médiathèque Nord à Schiltigheim.

Dans ce cadre, le Conseil de Fabrique autorise l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim à effectuer des travaux sur une dépendance de son domaine public et à assurer par la suite la gestion de l'aménagement et des équipements nouvellement créés.

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim devront s'assurer, lors de la signature de la convention et durant toute sa durée, de la parfaite adéquation de l'état du terrain avec l'objet de la présente convention, notamment vis-à-vis de la sécurité des usagers.

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION DES BIENS et AFFECTATIONS

Le terrain objet de la présente convention de superposition se situe sur la parcelle cadastrée section 36, numéro 3, au 4 place de l'Église à Schiltigheim, et représente une surface de 8,85 ares, telle que figurant au plan annexé (Annexe 1).

Il s'agit d'un espace urbain ouvert à usage de parvis de l'église Sainte-Famille. Il se trouve en zone UB du PLUI de l'EMS et est inclus dans le périmètre d'un emplacement réservé n° SCH140 destiné à la création d'équipements publics.

ARTICLE 3 : NOM

Les parties s'accordent pour maintenir au lieu son nom actuel de « Place de l'Église ».

ARTICLE 4 : DOMANIALITÉ PUBLIQUE

Le terrain objet de la superposition d'affectation continue à faire partie du domaine public cultuel du Conseil de Fabrique.

Le Conseil de Fabrique conserve le droit exclusif de délivrer des autorisations domaniales et de percevoir les redevances en découlant pendant toute la durée de la convention.

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels.

Au titre de l'affectation première, le Conseil de Fabrique conserve le droit d'entretenir son domaine public et réalise à cet effet l'ensemble des travaux nécessaires à l'accomplissement de ses missions, sans que les bénéficiaires ne puissent s'y opposer ni en demander une quelconque indemnité.

Dans ce cas, il devra préalablement informer l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim des modifications envisagées, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis **de deux mois** avant la réalisation des travaux.

ARTICLE 5 : TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim exécuteront, à leurs frais exclusifs, les travaux rendus nécessaires pour réaliser les aménagements projetés sur le Terrain, en accord avec le Conseil de Fabrique.

Ces derniers seront arrêtés préalablement d'un commun accord entre les Bénéficiaires et le Conseil de Fabrique au stade du rendu des études d'exécution de l'opération d'aménagement des abords de la Médiathèque Nord à Schiltigheim, réalisées par le prestataire des bénéficiaires.

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim s'engagent notamment à aménager un parvis avec un dégagement de 11 mètres devant l'église et le long de la façade de l'église pour permettre l'accès des corbillards et véhicules de service, et plus généralement pour l'accès des paroissiens, la réalisation d'événements cultuels et pour les opérations d'entretien et de contrôle liées au bâti.

Ce dégagement de 11 mètres sera libre de toute construction, de quelque nature que ce soit. Il sera matérialisé au sol, d'une manière immédiatement perceptible. Aucune piste cyclable ne pourra passer par ce dégagement de 11 mètres.

Les aménagements permettront de préserver les perspectives sur l'église.

Les aménagements ne pourront pas être constitués de constructions pérennes, de quelque nature que ce soit, de plus de 1 mètre de hauteur, ne répondant pas à un objectif d'intérêt général.

Le choix du mobilier est laissé à l'appréciation commune de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Ville de Schiltigheim et du Conseil de Fabrique. Les Bénéficiaires procèderont à la réalisation des travaux sur le Terrain, à leurs frais exclusifs, de l'ensemble des équipements prévus dans le cadre de l'opération d'aménagement. Leur implantation sera arrêtée d'un commun accord entre les Bénéficiaires et le Conseil de Fabrique.

Le Conseil de Fabrique sera informé par écrit de la date à laquelle débuteront les travaux au moins 60 jours à l'avance. L'écrit précisera la date envisagée de fin des travaux.

Un état des lieux contradictoire entre le Conseil de Fabrique et les Bénéficiaires devra être préalablement réalisé. Le document établi sera signé par les différentes parties et joint en annexe 2 de la présente convention.

Le Conseil de Fabrique consentira, à titre gratuit, les droits de passage et d'occupation nécessaires à la réalisation des travaux, et, le cas échéant, à libérer les lieux de tout encombrement de nature à gêner ou empêcher l'installation du chantier et la réalisation des travaux.

Un cheminement provisoire, sécurisé et praticable aux personnes à mobilité réduite et aux corbillards, sera mis en œuvre par les bénéficiaires pour assurer le cheminement des piétons vers

l'une des entrées de l'édifice pendant le chantier. Aucune cérémonie et aucun regroupement ne pourra se tenir sur le terrain pendant toute la durée du chantier.

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim s'engagent à maintenir le dégagement pendant la durée des travaux avec un revêtement provisoire, et permettre ainsi l'exercice du culte de manière normalisée, y compris pendant la durée des travaux sur le reste de la place.

Au cours des travaux, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim prendront les précautions nécessaires pour éviter tout dommage aux canalisations souterraines et notamment aux câbles et conduites de toute nature (eau, gaz, électricité, fibre optique…) traversant le terrain objet de la présente convention. Elles seront responsables des dommages éventuels causés sur ces ouvrages lors des travaux.

Il est expressément convenu que les ouvrages exécutés dans l'emprise du terrain désigné à l'Article 2 seront réceptionnés avec l'ensemble des ouvrages réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement des abords de la médiathèque et ne donneront pas lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception propre.

ARTICLE 6 : ENTRETIEN ET GESTION

À l'issue des travaux d'aménagement, la Ville de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg prennent entièrement à leur charge les dépenses liées à l'entretien de la zone en superposition, et en assurent l'entretien selon la répartition qui sera à définir. Cette répartition sera fonction de l'investissement réalisé sur le parvis, un plan de répartition sera notifié dès le début des travaux.

Un état des lieux contradictoire entre le Conseil de Fabrique et les Bénéficiaires devra être préalablement réalisé. Le document établi sera signé par les différentes parties et joint en annexe 3 de la présente convention.

Les bénéficiaires devront y effectuer tous les travaux rendus nécessaires pour prévenir les détériorations du domaine public supportant la superposition d'affectation, et réparer ou reconstruire les ouvrages détériorés du fait de l'usage par le public.

À l'exception des remplacements ou réfections à l'identique, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim ne pourront pas modifier ou supprimer les ouvrages établis sur le terrain sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation expresse et écrite du Conseil de Fabrique.

Le Conseil de Fabrique s'engage à autoriser la circulation des deux roues non motorisées et des piétons sur le terrain objet de la présente convention, à l'exception du dégagement des 11 mètres devant l'église au moment des exercices du culte (entrées et sorties de culte).

En cas de travaux lourds liés à l'entretien de l'église, nécessitant la mise en place d'échafaudages ou la circulation de véhicules de chantier, le Conseil de Fabrique s'engage à informer par écrit les bénéficiaires au moins trois mois à l'avance. Ceux-ci prendront, en accord avec le Conseil de Fabrique, toute mesure pour assurer l'itinéraire de déviation pendant la durée des travaux.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITÉ

La Ville de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg sont responsables de la sécurité des usagers empruntant le Terrain, objet de la présente convention et s'engagent à l'aménager de façon à garantir leur sécurité.

Elles sont responsables des dommages occasionnés par leurs travaux ainsi que des dommages pouvant résulter de l'absence ou du mauvais entretien des ouvrages réalisés par elles.

Elles prendront en charge les travaux résultant de dégradations volontaires ou involontaires, d'actes de vandalisme et plus généralement de tout acte constitutif d'une infraction pénale ou civile, à charge pour elles de se retourner contre le ou les auteurs desdites dégradations.

ARTICLE 8 : EXERCICE DES POUVOIRS DE POLICE

Les pouvoirs de police sont respectivement exercés par leurs titulaires conformément aux dispositions en vigueur, au regard et dans les limites de l'affectation donnée par la présente convention au terrain relevant du domaine public du Conseil de Fabrique.

ARTICLE 9 : GRATUITÉ

La présente convention est consentie gratuitement.

ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente convention prend effet à compter de la plus tardive des signatures.

Elle est consentie pour une durée indéterminée.

Bien que la présente convention ne transfère aucun droit réel, elle sera transmise au Livre Foncier pour inscription, à la charge des Bénéficiaires.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

- Résiliation à l'initiative des bénéficiaires

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim peuvent mettre fin conjointement ou de manière indépendante à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis d'un an à compter de la réception de ladite lettre par le Conseil de Fabrique.

Le Conseil de Fabrique ne pourra s'y opposer, ni obtenir une quelconque indemnité.

- Résiliation à l'initiative du Conseil de Fabrique pour motif d'intérêt général

Le Conseil de Fabrique conserve le droit, si les besoins de l'exploitation de son domaine public viennent à l'exiger, de requérir la suppression d'affectation du terrain en cause, sans que l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim ne puissent s'y opposer, ni obtenir une quelconque indemnité.

Dans ce cas, il devra préalablement informer l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Schiltigheim de la suppression envisagée, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'un an avant la date effective de suppression.

- Résiliation pour faute

En cas de manquement par les bénéficiaires ou par le Conseil de Fabrique à leurs obligations contractuelles, il pourra être mis fin à la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée par

lettre recommandée avec accusé de réception, restée en tout ou partie sans effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de sa réception.

ARTICLE 12 : REMISE EN ÉTAT ET INDEMNITÉS

Au terme de la présente convention, pour quelle que cause que ce soit, le Conseil de Fabrique conservera, sans contrepartie, les aménagements réalisés. Le Terrain sera remis tel quel et avec l'ensemble des équipements qui s'y trouvent à la date de la résiliation.

Les bénéficiaires n'effectueront aucune remise en état des aménagements réalisés. Ils ne rétabliront pas, non plus, les lieux dans leur état primitif. Le Conseil de Fabrique ne pourra s'y opposer, ni obtenir une quelconque indemnité.

La Ville de Schiltigheim reprendra alors à sa charge l'entretien de la parcelle, comme elle le faisait précédemment, sauf si cet espace est privatisé par le Conseil de Fabrique.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des poursuites contentieuses pouvant être diligentées.

ARTICLE 13 : LITIGES

Les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable, soumis au tribunal administratif de Strasbourg.

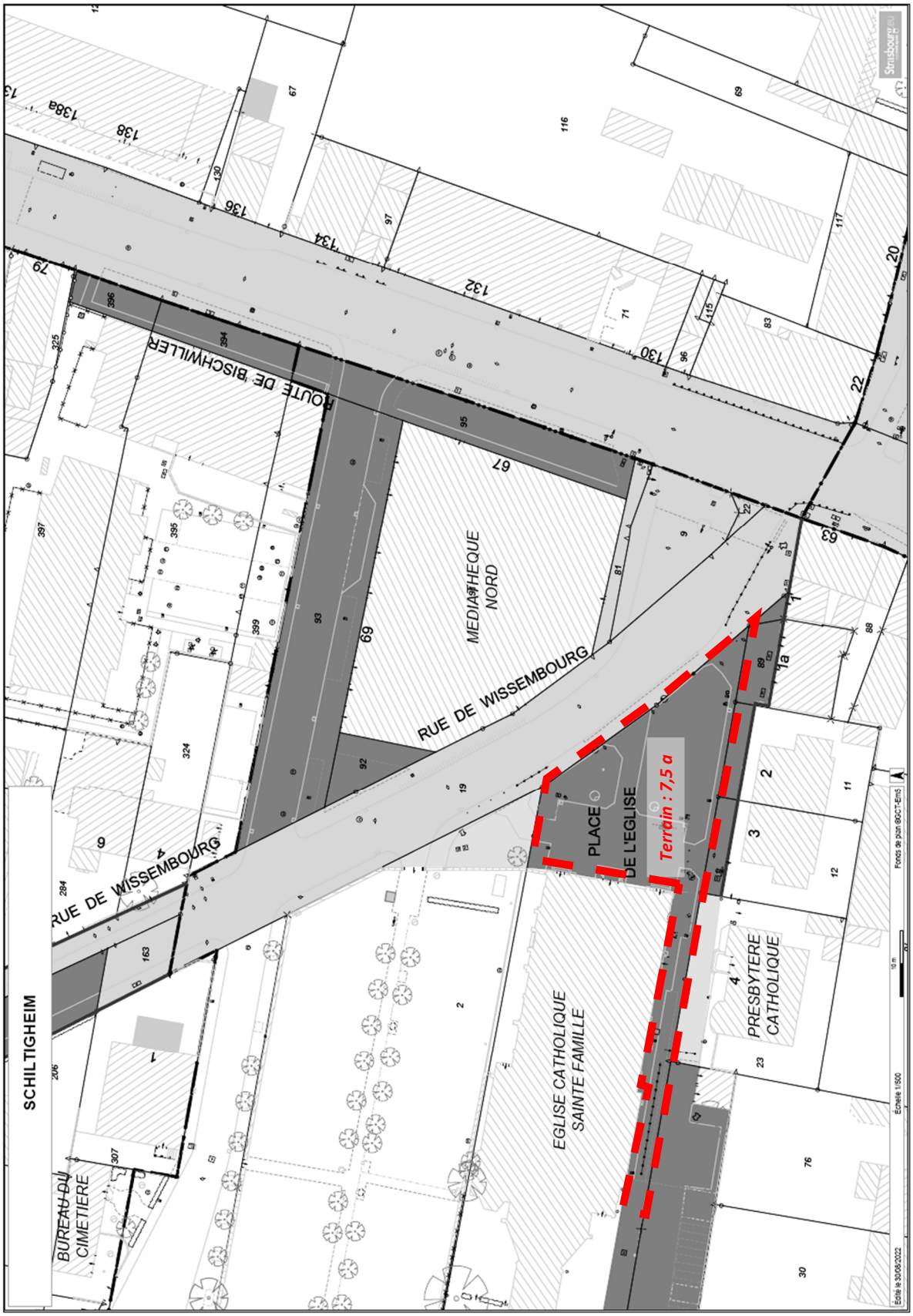
Fait à Strasbourg en trois exemplaires originaux, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

La Maire de Schiltigheim

Le président du Conseil de Fabrique

ANNEXE 1 : Emprise et localisation du Terrain (délimité en pointillé)



ANNEXE 2 : Etat des lieux contradictoire du Terrain à l'état primitif (avant aménagement)

ANNEXE 3 : État des lieux contradictoire du Terrain réaménagé

61

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Aménagement des espaces publics du quartier des Ecrivains à Schiltigheim et Bischheim dans le cadre du NPNRU : convention de transfert de maîtrise d'ouvrage.

Numéro E-2023-691

Le deuxième programme de renouvellement urbain (2019/2030) est piloté par l'Eurométropole de Strasbourg, en lien étroit avec les communes, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), les bailleurs sociaux et les co-financeurs. Il est élaboré et mis en œuvre, en concertation avec les habitants·es, à travers sept projets de renouvellement urbain (PRU).

La présente délibération concerne le quartier des Écrivains, à cheval sur les communes de Schiltigheim et Bischheim. Ce territoire n'a pas bénéficié du premier programme de rénovation urbaine et une partie importante du patrimoine immobilier n'a pas fait l'objet d'intervention depuis plus de vingt ans.

Pour ce territoire entrant en dynamique de renouvellement urbain, le projet urbain est développé à travers trois axes d'intervention :
- ouvrir le quartier sur les secteurs voisins,
- organiser un cœur de quartier regroupant les principaux équipements publics,
- requalifier les équipements publics.

Le projet s'organise autour de la création d'une allée paysagère accompagnée d'un axe de cheminements doux structurant Est-Ouest entre la gare TER de Bischheim et les équipements d'agglomération situés à l'Ouest et soutient le développement territorial des deux communes en venant contrebalancer les coupures Nord-Sud (voies ferrées, autoroute, canal). Ce nouvel espace public « inter-quartiers » permet d'ouvrir le quartier sur ses limites et de restructurer l'offre d'équipements et de services du quartier. Il se prolonge à travers la friche industrielle « Istra » qui participe à la diversification fonctionnelle et résidentielle du territoire élargi. Il constitue la base de recomposition des espaces publics du quartier qui seront hiérarchisés à travers leur dimensionnement et leur aménagement (rue support d'équipements publics, rue verte menant vers les grands espaces de sports et de loisirs au-delà du quartier, rue résidentielle).

Au titre de sa compétence d'animation et de coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, l'Eurométropole de Strasbourg a été désignée par l'ANRU comme maître d'ouvrage des projets d'aménagement des espaces publics prévus à la convention pluriannuelle signée le 27 mars 2020, au nombre desquels figure le PRU du QPV Quartiers Ouest - Les Écrivains.

En outre, compte tenu de la localisation du projet, situé sur le territoire des communes de Schiltigheim et Bischheim, les investissements à réaliser relèveront à la fois de la maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg (voirie, aménagements extérieurs), mais également des communes concernées (espaces verts, éclairage public).

Au regard de l'imbrication technique, spatiale et fonctionnelle des opérations de travaux et du cadre réglementaire d'exécution desdits travaux inscrits à la convention pluriannuelle ANRU, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Schiltigheim et la ville de Bischheim ont décidé, en application des dispositions de l'article L. 2422-12 du code de la commande publique, de confier à l'Eurométropole de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage unique de l'Opération d'Aménagement d'Ensemble (OAE) du quartier des Écrivains à Schiltigheim et Bischheim avec une convention de transfert de la maîtrise d'ouvrage, jointe en annexe 1 au présent projet de délibération.

La convention de co-maîtrise d'ouvrage à l'Eurométropole de Strasbourg permet :
- une optimisation de la qualité des réalisations (conception et suivi par la même maîtrise d'œuvre, réalisation par les mêmes entreprises),
- une optimisation du coût des travaux (économies d'échelle notamment, meilleure définition des responsabilités respectives des entreprises),
- une optimisation du planning des travaux et une cohérence dans la réalisation des travaux.

La convention précise les modalités de transfert de la maîtrise d'ouvrage, relatifs :
- à la répartition des ouvrages, des travaux et des coûts,
- au contenu de la mission du maître d'ouvrage unique :
  - pour l'élaboration et la passation des marchés publics,
  - pour l'exécution des études et des travaux,
- aux modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages,
- aux formalités entre les cotraitants en termes de transmission d'informations et de concertation, de validation préalable ou avis.

Cette convention est complétée par une convention financière spécifique qui détermine les modalités et le calendrier de reversement des subventions de l'ANRU au profit de chaque partie.

L'estimation prévisionnelle globale des travaux – frais de maîtrise d'œuvre compris – sur la base d'un chiffrage réalisé fin 2022, suite aux dernière actualisations du plan guide du PRU des Écrivains, est de : 17 830 000 € TTC :
- ouvrages à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg : 14 900 000 € TTC,
- ouvrages à la charge de la ville de Schiltigheim : 2 400 000 € TTC,
- ouvrages à la charge de la ville de Bischheim : 530 000 € TTC.

L'ANRU apporte un soutien financier à ces opérations à hauteur de 25% du déficit de l'opération d'aménagement d'ensemble selon les modalités prévues par le règlement général de l'ANRU.

Cette estimation a été définie au stade pré-opérationnel. Elle sera affinée par avenants à la convention aux étapes-clés de mise en œuvre du programme de renouvellement urbain.

La répartition exacte des montants de travaux sera par ailleurs actualisée une fois par an, en lien avec l'avancée opérationnelle du programme et les dépenses réelles réalisées par opération selon les compétences concernées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur avis du conseil municipal des communes de Schiltigheim et Bischheim
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la mise en place de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre l'Eurométropole de Strasbourg et les communes de Bischheim et Schiltigheim concernant l'opération d'aménagement d'ensemble du quartier des Ecrivains dans le cadre du NPNRU jointe en annexe 1 au présent projet de délibération ;*

- *la mise en place d'une convention financière entre l'Eurométropole de Strasbourg et les communes de Schiltigheim et Bischheim pour la répartition et les modalités de reversement des subventions ANRU ;*

autorise

la Présidente ou son·sa représentant·e :

à signer et mettre en œuvre la convention de co-maitrise d'ouvrage et la convention financière entre l'Eurométropole de Strasbourg et les communes de Schiltigheim et Bischheim annexées au présent projet de délibération ainsi que l'ensemble des documents afférents.

décide

d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits de paiement et les autorisations de programme relatives aux budgets 2023 et suivants de l'Eurométropole.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159465-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage
relative à l'aménagement des espaces publics du quartier des Écrivains
à Schiltigheim et Bischheim
(article L. 2422-12 du code de la commande publique)

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg ;
Représentée par Madame Pia IMBS , en qualité de Présidente, habilitée à cet effet par une délibération du conseil métropolitain du 28 juin 2023
Domiciliée 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex

Ci-après désignée « Eurométropole de Strasbourg »

d'une part

ET

La Ville de Schiltigheim ;
Représentée par Madame Danielle DAMBACH, en qualité de Maire, habilitée à cet effet par délibération du conseil municipal du XXXXX
Domiciliée 110 route de Bischwiller 67300 Schiltigheim
Ci-après désignée « Ville de Schiltigheim »

ET

La Ville de Bischheim ;
Représentée par Monsieur Jean-Louis HOERLE, en qualité de Maire, habilité à cet effet par une décision du conseil municipal du XXXXX
Domicilié 37 route de Bischwiller 67800 Bischheim

Ci-après désignée « Ville de Bischheim »

d'autre part.

L'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Schiltigheim et la Ville de Bischheim ci-après collectivement désignées par « les Parties »

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE *3*

1 OBJET DE LA CONVENTION **5**

2 MISSIONS CONFIÉES AU MAÎTRE D'OUVRAGE UNIQUE **5**

2.1 ÉLABORATION ET PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS 5
2.2 EXÉCUTION DES ÉTUDES ET TRAVAUX 5

3 PROGRAMME PRÉVISIONNEL ET ESTIMATION **6**

3.1 Programme de l'opération d'aménagement *6*
3.2 Estimation prévisionnelle *7*

4 RÉPARTITION DES OUVRAGES, TRAVAUX ET COÛTS **8**

4.1 Les ouvrages et les travaux de compétence communales *8*
4.2 Les ouvrages et les travaux de compétence eurométropolitaine *8*

5 FONCTIONNEMENT EN MODE PROJET **8**

6 MODALITÉS DE REMISE DES OUVRAGES **9**

7 MODALITÉS D'INFORMATIONS ENTRE LES PARTIES **10**

8 PLANIFICATION FINANCIÈRE **11**

8.1 Principes de financement *11*
8.2 Montant prévisionnel des opérations pour chacune des parties et clé de répartition *11*
8.3 Modalités de recouvrement des participations *12*
8.4 Modalités comptables. *12*

9 ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS **13**

10 TERME DE LA CONVENTION **13**

10.1 Terme normal *13*
10.2 Résiliation amiable *14*
10.3 Résiliation pour motif d'intérêt général *14*
Par leurs qualités de personnes publiques, les parties peuvent résilier unilatéralement ladite convention, sur le fondement d'un motif d'intérêt général, sous réserve d'un préavis de six mois. La résiliation est notifiée aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception. *14*

11 LITIGES **14**

12 ANNEXES **14**

PRÉAMBULE

Contexte de l'opération : le programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019/2030)

Le deuxième programme de renouvellement urbain (2019/2030) est piloté par l'Eurométropole de Strasbourg, en lien étroit avec les communes, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), 7 bailleurs sociaux (Ophéa, Habitation moderne, Alsace Habitat, Habitat de l'Ill, CDC Habitat, Somco et Sedes) et les co-financeurs. Il est élaboré et mis en œuvre, en concertation avec les habitants-es, à travers sept projets de renouvellement urbain (PRU). Il se déploie sur huit quartiers au sein de cinq communes (Neuhof, Meinau, Elsau, Hautepierre, Cronenbourg à Strasbourg ; Les Écrivains à Schiltigheim et Bischheim ; Libermann à Illkirch-Graffenstaden ; Les Hirondelles à Lingolsheim), dont trois n'ont pas bénéficié du premier programme (Elsau, Écrivains, Libermann).

À l'issue d'une phase d'études, de concertation avec les partenaires et les habitants-es engagée en 2016, puis de formalisation des engagements réciproques, les projets urbains ont été validés par l'ANRU en mars 2019 et la nouvelle *Convention pluriannuelle de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg* a été signée le 27 mars 2020. Sa mise en œuvre opérationnelle a été engagée en 2019 à travers des opérations pré-conventionnées et s'achèvera par la livraison des dernières opérations en 2031. Le programme porte un investissement prévisionnel de 1,03 milliard € TTC et déclenchera un investissement privé complémentaire estimé à 500M€ (opérations immobilières de logements et d'activités).

Le programme de renouvellement urbain vise à :
- contribuer à l'équilibre territorial à l'échelle de l'agglomération, en lien avec la politique de l'habitat ;
- engager la transformation des territoires concernés, à travers le désenclavement, la mixité urbaine et sociale, l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie ;
- renouveler les regards sur ces territoires et développer de nouveaux usages ;
- mettre en œuvre la transition climatique et écologique.

En réponse à ces ambitions, chaque PRU a été élaboré et sera mis en œuvre en application de 4 objectifs généraux :
- diversifier l'habitat ;
- mettre en œuvre la transition écologique ;
- développer l'attractivité des équipements scolaires ;
- structurer des polarités de commerces et de services.

Opération concernée : le projet de renouvellement urbain (PRU) du QPV Quartiers Ouest - Les Écrivains à Schiltigheim et Bischheim

Le quartier des Écrivains s'inscrit dans le développement des faubourgs nord de la métropole caractérisés par une mixité de fonctions et de formes, et bénéficie de la plupart des services dans la proximité immédiate d'un site favorablement positionné dans l'agglomération avec un centre commercial bien achalandé, une gare TER et des équipements d'agglomération comme le centre nautique ou la Salle des fêtes de Schiltigheim. Ce territoire n'a pas bénéficié du premier programme de rénovation urbaine et une partie importante du patrimoine immobilier n'a pas bénéficié d'intervention depuis plus de 20 ans.

Ce quartier de taille moyenne a vocation à demeurer essentiellement résidentiel et à s'intégrer dans une nouvelle polarité d'agglomération constituée notamment d'équipements culturels, sportifs et commerciaux importants et d'un réseau de transport en commun bien pourvu et perfectible. Son potentiel de développement s'appuie sur la reconversion d'importantes friches industrielles situées à l'ouest, ainsi que celle de l'ancienne gendarmerie disposée entre les deux entités. Le quartier est appelé à s'intégrer dans cet ensemble par une meilleure diversification des formes et des statuts d'habitat.

Pour ce territoire entrant en dynamique de renouvellement urbain, le projet urbain est développé à travers trois axes d'intervention :

- ouvrir le quartier sur les secteurs voisins,
- organiser un cœur de quartier regroupant les principaux équipements publics,
- requalifier les équipements publics.

Le projet s'organise autour de la **création d'une allée paysagère accompagnée d'un axe de cheminements doux structurant est-ouest** entre la gare TER de Bischheim et les équipements d'agglomération situés à l'ouest et soutient le développement territorial des deux communes en venant contrebalancer les coupures nord-sud (voies ferrées, autoroute, canal). Ce nouvel espace public « inter-quartiers » permet d'ouvrir le quartier sur ses limites et de restructurer l'offre d'équipements et de services du quartier. Il se prolonge à travers la friche industrielle « Istra » qui participe à la diversification fonctionnelle et résidentielle du territoire élargi. Il constitue la base de recomposition des espaces publics du quartier qui seront hiérarchisés à travers leur dimensionnement et leur aménagement (rue support d'équipements publics, rue verte menant vers les grands espaces de sports et de loisirs au-delà du quartier, rue résidentielle).

Le cadre contractuel de mise en œuvre des opérations d'aménagement des espaces publics

L'ANRU « accorde des subventions aux opérations d'aménagement d'ensemble définies comme étant les travaux qui permettent de rendre les sols adaptés à leur destination finale, tels que la réalisation d'infrastructures de réseaux ou de voies de communications, et les interventions sur les espaces publics »[1].

L'Agence s'est inspirée des dispositions de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme dans l'approche financière à bilan des opérations d'espaces publics et a imposé que l'EPCI soit maître d'ouvrage unique à l'annexe financière de la convention pluriannuelle et seul bénéficiaire des subventions de l'ANRU.

Dans le cadre de la *Convention pluriannuelle de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg*, les interventions programmées sur l'espace public du quartier des Écrivains sont ainsi inscrites à l'annexe financière de ladite convention sous maîtrise d'ouvrage unique de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans ce contexte, l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Schiltigheim et la Ville de Bischheim étant maîtres d'ouvrage publics au sens des dispositions de l'article L. 2411-1 du code de la commande publique, le cadre juridique de mise en œuvre des opérations d'espace public de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain du 27 mars 2020 sur le quartier des Écrivains, retenu par l'ensemble des parties, est une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au profit de l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour garantir une mise en œuvre conjointe de tous les ouvrages et équipements programmés, il est en effet apparu nécessaire de désigner un maître d'ouvrage unique pour garantir la cohérence d'ensemble des aménagements. Cela permettra ainsi de concevoir et de réaliser dans le même temps des ouvrages à caractères complémentaires et imbriqués.

Ainsi, dans le cadre du programme de renouvellement urbain, et pour mener à bien ce projet global, optimiser les moyens autant techniques que financiers et humains, les trois structures ont décidé, en application des dispositions de l'article L. 2422-12 du Code de la Commande Publique, de transférer à l'Eurométropole de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage de l'opération de réaménagement des espaces extérieurs de la présente convention, en conformité avec le cadre contractuel fixé par l'ANRU.

La présente convention précise les conditions d'exercice par l'Eurométropole de Strasbourg de la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération susvisée et en fixe les termes.

[1] Extrait du Règlement général de l'ANRU (RGA)

1 Objet de la convention

Aux termes de l'article L. 2422-12 du code de la commande publique : *« lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme ».*

Au titre de sa compétence d'animation et de coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, l'Eurométropole de Strasbourg a été désignée par l'ANRU comme maître d'ouvrage des projets d'aménagement des espaces publics prévus à la convention pluriannuelle signée le 27 mars 2020, au nombre desquels figure le PRU du QPV Quartiers Ouest - Les Écrivains.

En outre, compte tenu de la localisation du projet, situé sur le territoire des communes de Schiltigheim et Bischheim, les investissements à réaliser relèveront à la fois de la maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg (voirie, aménagements extérieurs), mais également des communes concernées (espaces verts, éclairage public).

Au regard de l'imbrication technique, spatiale et fonctionnelle des opérations de travaux et du cadre réglementaire d'exécution desdits travaux inscrits à la convention pluriannuelle ANRU, les parties conviennent de confier à l'Eurométropole de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage unique de l'Opération d'Aménagement d'Ensemble (OAE) du quartier des Écrivains à Schiltigheim et Bischheim compris dans le périmètre du projet tel que fixé en annexe 1 *« Emprise du projet »* et décrit aux articles 3 et 4.

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions administratives et techniques de cette maîtrise d'ouvrage unique pour l'ensemble de l'opération décrite dans les documents en annexe.

Une convention financière spécifique déterminera les modalités et le calendrier de reversement des subventions de l'ANRU au profit de chaque partie à la présente convention.

2 Missions confiées au maître d'ouvrage unique

Les partenaires confieront au maître d'ouvrage unique les missions suivantes :

2.1 Élaboration et passation des marchés publics

- centraliser les besoins exprimés par les partenaires ;
- assurer la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- respecter et mettre en œuvre l'ensemble des procédures administratives ad hoc s'appliquant au présent programme, notamment les procédures d'urbanisme, environnementales (…) ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés pour la réalisation des études pré opérationnelles jusqu'à l'avant-projet, y compris les opérations et investigations préparatoires aux travaux ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés publics nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment la désignation des entrepreneurs en charge de sa réalisation conformément aux exigences du Code de la commande publique ;
- s'assurer que les opérateurs économiques répondant à la notion de constructeurs sont titulaires d'une police d'assurance les couvrant contre les risques décennaux ;
- attribuer, conclure et notifier l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération.

2.2 Exécution des études et travaux

- effectuer les déclarations préalables de travaux auprès des gestionnaires de réseaux, l'étude des sols, les investigations complémentaires et éventuellement du permis d'aménager…
- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises ;

- agréer et effectuer, le cas échéant, le paiement des sous-traitants ;
- assurer le suivi technique et administratif des travaux, et procéder à l'ensemble des actes d'exécution (avenants, ordres de service, résiliations..) ;
- veiller à garantir l'accès aux bâtiments pendant la période des travaux ;
- assurer la réception, éventuellement partielle, des ouvrages et le suivi des levées des réserves ;
- procéder à la remise aux autres partenaires de leurs ouvrages respectifs et des dossiers des ouvrages exécutés ;
- procéder à la levée des réserves mentionnée au procès-verbal de réception ;
- assurer, si nécessaire, la mise en œuvre des garanties légales ;
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de toute action intentée, dans le cadre de la réalisation de l'opération ;
- assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de l'opération.

3 Programme prévisionnel et estimation

Le programme des espaces publics suivants à réaliser dans le périmètre défini est décrit dans les annexes techniques à la présente convention.

3.1 Programme de l'opération d'aménagement

Le PRU des Écrivains est constitué d'une colonne vertébrale incarnée par une allée paysagère divisée en plusieurs séquences, ramifiée par des mails dont l'objectif est de redessiner le quartier en dégageant des espaces publics structurants :

- l'allée paysagère qui traverse le quartier de part en part et le relie au centre-ville par un ouvrage d'art et au futur quartier des « Allées Gutenberg » (ancienne friche « Istra »), jusqu'à la Briqueterie (espace culturel de la ville) ;
- un cœur de quartier totalement réaménagé qui fédère les équipements publics.

297 nouveaux logements verront le jour dans le cadre de ce projet afin d'introduire de la mixité sociale, de changer l'image du quartier, de moderniser l'habitat qui sera d'un haut niveau environnemental et de mieux intégrer ce quartier fermé sur lui-même dans son environnement urbain.
326 logements vont être requalifiés (3 tours, 5 « avions »), 586 logements vont être résidentialisés (3 tours, 6 « avions », 5 « plots ») et 336 logements vont être déconstruits (2 barres, 8 « avions »). Les 336 logements déconstruits vont être reconstitués : 41 logements dans le quartier, 117 dans le futur quartier des « Allées Gutenberg » et le reste réparti à l'échelle de l'Eurométropole.

Les voiries principales (Mistral, Ronsard, Brant) seront élargies pour atteindre environ 12,5 m et comporteront du stationnement supplémentaire et des arbres d'alignement.
La rue d'Erstein qui verra la restructuration lourde et complète de l'hypermarché au sud, sera entièrement reprise pour embellir le site et sécuriser la circulation (piste cyclable en site propre, traversée par plateau, vidéo protection).

Le site de l'ancienne gendarmerie situé dans le QPV, à la croisée du quartier des Écrivains et des « Allées Gutenberg », a été acquis en 2014 afin d'introduire de la mixité sociale dans ce quartier. Ce foncier est mis à contribution pour construire du locatif libre, soit des logements pour Action Logement, et un nouveau bâtiment d'environ 4 200 m² SDO intégrant la Maison de l'Enfance (~ 1 200 m² SDO) associée à la nouvelle École des Arts (~ 2000 m² SDO) et une séquence de l'allée paysagère qui traversera le site vers les « Allées Gutenberg ».

Par ailleurs, l'Eurométropole va assurer la maîtrise d'ouvrage du franchissement du fuseau ferroviaire qui coupe les Quartiers Ouest du centre des villes de Schiltigheim et Bischheim. Le choix du mode de franchissement (passerelle ou tunnel) n'est pas encore arrêté.

Les opérations ponctuelles programmées d'intervention sur les espaces publics, ci-après décrites s'accompagneront par ailleurs de transactions foncières pour d'une part permettre leur réalisation, d'autre part régulariser les propriétés foncières et leur gestion future.

Au sein de ce programme, sont prévus :

- à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg : l'aménagement et le traitement structurel et de surface des voies dédiées à tout mode de déplacement, les travaux sur réseaux d'eau potable, d'eaux usées, d'eaux pluviales, en lien avec ces voies, les arbres d'alignement ainsi que le mobilier urbain fonctionnel et de sécurité.
- à la charge des communes de Schiltigheim et de Bischheim : les travaux d'éclairage public et d'espaces verts sur l'ensemble du périmètre du projet, les parcs et squares, ainsi que le mobilier urbain d'agrément.

Pour les différents espaces, les éléments principaux de programme sont les suivants :

- voies publiques et cheminements : liaisons Mistral – Brumath Nord et Mistral – Brumath Sud, rues Ronsard, Brant, Colette, Lamartine et d'Erstein ;
- places et espaces publics : parvis centre social Victor Hugo, abords du Groupe scolaire Victor Hugo ;
- parcs, jardins et aires de jeux : mails Brant Lamartine, De Gaulle Mistral, Mistral Ronsard et Ronsard Brand, square Chateaubriand ;
- aménagement des terrains 2-4 rue Ronsard et de l'ancienne Gendarmerie destinés aux équipement publics Groupe scolaire Victor Hugo, Maison des Arts et Maison de l'Enfance ;
- aménagement des terrains 11 et 13 rue Mistral destinés à la création de logements en accession à la propriété, 15 rue Mistral destiné à du logement locatif privé, rue Lamartine destiné à la production de logement locatif social et rue Brant et ancienne Gendarmerie dus à Action Logement au titre des contreparties foncières inscrites à la convention ANRU.

Ces aménagements seront réalisés selon un phasage évolutif et la programmation opérationnelle précisée dans chaque groupement de commande conclu aux fins de réalisation de l'OAE Écrivains.

Ainsi, l'Eurométropole prévoit de créer et requalifier les espaces publics dans le périmètre du projet dans le respect des engagements pris au titre de la convention pluriannuelle ANRU de manière à accompagner et conforter les interventions sur le bâti (habitat, équipements publics de proximité, activités économiques).

Le maître d'ouvrage unique s'engage à réaliser le projet conformément au programme validé par les partenaires, tel qu'inscrit dans le présent article et dans les documents techniques joints en annexes 4 et 5, et en conformité avec les engagements contractuels pris au titre de la convention pluriannuelle ANRU.

3.2 Estimation prévisionnelle

L'estimation prévisionnelle globale des travaux **– hors frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre –** objets de la présente convention au stade préprogramme (valeur 2023 consolidation de l'avenant n°1 à la convention ANRU) est de : 13 637 969.06 € HT soit 16 365 562.88 € TTC

- Ouvrages à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg : 11 391 635.73 € HT soit 13 669 962.88 € TTC
- Ouvrages à la charge de la Ville de Schiltigheim : 1 840 000 € HT soit 2 208 000 € TTC
- Ouvrages à la charge de la Ville de Bischheim : 406 333.33 € HT soit 487 600 € TTC

L'estimation prévisionnelle globale des travaux **– frais de maîtrise d'œuvre comprise –** sur la base d'un chiffrage réalisé fin 2022, suite aux dernière actualisations du plan guide du PRU des Écrivains, est de : 17 830 000.00 € TTC

- Ouvrages à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg : 14 900 000.00 € TTC
- Ouvrages à la charge de la ville de Schiltigheim : 2 400 000.00 € TTC
- Ouvrages à la charge de la ville de Bischheim : 530 000.00 € TTC

L'ANRU apporte un soutien financier à ces opérations à hauteur de 25% du déficit de l'opération d'aménagement d'ensemble selon les modalités prévues par le règlement général de l'ANRU. Les modalités de reversement des quotes-parts de subvention ANRU aux communes sont précisées dans la convention financière prévue à l'article 1.

Il est rappelé que cette estimation a été définie au stade de préprogramme. Elle sera affinée par avenants à la présente convention aux étapes clés de mise en œuvre du programme de renouvellement urbain.
La répartition exacte des montants de travaux sera par ailleurs actualisée une fois par an, en lien avec l'avancée opérationnelle du programme et les dépenses réelles réalisées par opération selon les compétences concernées.

4 Répartition des ouvrages, travaux et coûts

4.1 Les ouvrages et les travaux de compétence communales

Les communes conservent à leur charge financière les travaux d'éclairage public et d'espaces verts sur l'ensemble du périmètre du projet, les parcs et squares, ainsi que le mobilier urbain d'agrément.

En particulier :

4.1.1 Pour la commune de Schiltigheim :

La commune de Schiltigheim est concernée par deux types de travaux :
- la création de parcs, jardins et aires de jeux
- la réalisation des cheminements secondaires intégrés à des espaces verts

selon les superficies prévisionnelles indiquées dans l'outil d'aide de la FAT et qui seront précisées au fur et à mesure de la mise en œuvre opérationnelle.

Ces espaces intègreront le domaine public de la commune à leur achèvement.

4.1.2 Pour la commune de Bischheim :

La commune de Bischheim est concernée par un type de travaux :
- le réaménagement du square Châteaubriand

selon les superficies prévisionnelles indiquées dans l'outil d'aide de la FAT et qui seront précisées au fur et à mesure de la mise en œuvre opérationnelle.

Cet espace intègrera le domaine public de la commune à son achèvement.

4.2 Les ouvrages et les travaux de compétence eurométropolitaine

L'Eurométropole de Strasbourg aura à sa charge :

- l'aménagement ou le réaménagement de voies publiques et des cheminements principaux (piétons, cycles) ;
- l'aménagement ou la reprise de places et espaces publics ;
- la création des mails est-ouest et nord-sud ;
- la réalisation de l'ouvrage de franchissement de la voie ferrée ;
- l'aménagement des terrains en fonction de leur destination future.

Ces espaces intègreront le domaine public de l'Eurométropole à leur achèvement.

5 Fonctionnement en mode projet

5.1 En phase études et travaux

Les services et élus.es représentant les communes seront associés à toutes les étapes d'élaboration et de validation des études et travaux conformément aux pratiques habituelles de mise en œuvre des projets d'aménagement de l'espace public (cf. annexe process DEPN ?).

5.2 Modalités de réception des travaux

Le maître d'ouvrage unique ou son représentant s'assurera de la bonne mise en œuvre des opérations de réception des ouvrages de l'opération, dans les conditions définies ci-après.

5.3 Opérations préalables à la réception

Durant cette phase, le maître d'ouvrage unique veillera à engager toute action nécessaire à la sauvegarde des intérêts des autres partenaires.
Il informera les autres partenaires de la date à laquelle seront effectuées les opérations préalables à la réception afin que ces derniers puissent, s'ils le souhaitent, y assister. Les autres partenaires ne pourront, dans ce cadre, formuler des observations aux entreprises ou au maitre d'œuvre. Ils seront seulement susceptibles de formuler des remarques à l'attention du maître d'ouvrage unique, qui sera tenu de les prendre en compte.

Une copie du ou des procès-verbal/ux des opérations préalables à la réception sera adressée à chaque partenaire, dans un délai de 10 jours à compter de la tenue de ces opérations. Les copies ne concerneront que les ouvrages ou terrains dont chaque partenaire aura individuellement la gestion.

5.4 Décision de réception et réserves

Une fois les opérations préalables à la réception terminées, le maitre d'ouvrage transmettra à chaque commune une copie de la décision de réception – avec ou sans réserves – des ouvrages et ce dans un délai de 10 jours à compter de l'établissement de cette décision. La décision de réception visera seulement les ouvrages dont chaque partenaire a la gestion.

S'agissant des plantations (arbres, espaces verts…), la date de réception définitive à l'issue du parachèvement sera automatiquement décalée de 12 à 18 mois pour permettre aux végétaux d'avoir deux levées de dormance à compter de leur plantation.

Dans l'hypothèse où la réception a fait l'objet de réserves, le maître d'ouvrage unique informera les autres partenaires de la tenue des opérations de levée des réserves afin que ces derniers puissent, s'ils le souhaitent, y participer. Les autres partenaires ne pourront cependant, dans ce cadre, formuler des observations auprès des entreprises et du maître d'œuvre à l'opération de réception. Ils pourront seulement formuler des remarques à l'attention du représentant de l'Eurométropole de Strasbourg quant à la levée des réserves, qui sera tenu de les prendre en compte.

Une copie du procès-verbal de constat de levée des réserves sera adressé à chaque partenaire dans un délai de 10 jours à compter de son établissement.

Au plus tard dans un délai de 90 jours à compter de l'envoi à chaque partenaire de la copie de la décision de réception sans réserve ou du procès-verbal de constat de levée des réserves, le maître d'ouvrage unique adressera aux autres partenaires une copie de l'ensemble des documents administratifs et techniques afférents à la passation et à l'exécution des différents marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

5.5 Modalités de réception partielle

Le maître d'ouvrage unique ou son représentant pourra effectuer une réception partielle d'au moins un élément d'ouvrage considéré, et délimité. Les espaces seront réceptionnés selon les compétences de chacune des collectivités. La réception partielle d'un ouvrage provoquera la remise de celui-ci au gestionnaire dans les conditions prévues par l'article 6 et conformément au protocole foncier en vigueur.

6 Modalités de remise des ouvrages

Les ouvrages propres à chaque partenaire lui seront remis dans un délai de 90 jours maximum à compter de la réception sans réserve des ouvrages ou de la levée des réserves. La remise des ouvrages vaudra prise en gestion par le partenaire concerné, sans attendre les délibérations validant les rétrocessions.

Lors de la remise des ouvrages, les parties établiront de manière contradictoire un procès-verbal de remise d'ouvrage, signé par le maître d'ouvrage unique et le partenaire concerné par ledit ouvrage.

À cette occasion, le maître d'ouvrage unique transmettra à chaque partenaire le Dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Les documents remis par le maître d'ouvrage unique aux partenaires seront établis conformément au Cahier des clauses administratives générales des marchés de travaux, dans sa dernière version en vigueur à la date de la signature de la présente convention.
En cas de réception partielle, le DOE ainsi que le dossier de rétrocession correspondant aux ouvrages réceptionnés seront transmis à l'occasion de la remise des ouvrages, laquelle interviendra également dans un délai de 90 jours maximum à compter de la réception sans réserves des ouvrages ou de la levée des réserves.

7 Modalités d'informations entre les parties

7.1 Transmission d'informations et concertation

Le maître d'ouvrage unique associera les partenaires aux phases de concertation, réunions publiques et de participation qu'il organisera.

Il informera régulièrement les partenaires de l'évolution de l'opération de travaux ; un référent sera désigné par chaque partie au maître d'ouvrage unique. Il s'engagera à transmettre aux partenaires les comptes rendus des réunions et le planning des opérations et travaux.

Ces derniers s'engagent quant à eux à transmettre au maitre d'ouvrage unique tous les documents en vue de la réalisation des études et des travaux (Plan des réseaux, contraintes diverses du chantier dès la phase validation) dans un délai de 30 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage unique.
Celui-ci ne pourra pas être responsable des délais et dépenses supplémentaires liés au défaut de transmission des documents par les partenaires.

Les partenaires s'engagent à :
- désigner au maximum deux représentants pour la phase études et travaux pour suivre le projet, lesquels seront amenés à centraliser les correspondances avec le maître d'ouvrage unique, mais également assister aux réunions ;
- être présents aux réunions de validation organisées par le maître d'ouvrage unique. En cas d'absence, un avis écrit relatif au compte rendu de réunion devra être transmis au maître d'ouvrage unique dans un délai de 8 jours ouvrables à compter de la réception du compte rendu de réunion. L'absence de transmission vaut acceptation tacite ;
- transmettre au maître d'ouvrage unique, avant le lancement des travaux, une estimation du coût d'exploitation des espaces extérieurs avant et après travaux.

Les partenaires pourront solliciter le maître ouvrage unique pour pouvoir accéder au chantier, en vue de s'assurer du respect des stipulations de la présente convention et du bon déroulement des opérations. Ils ne peuvent faire d'éventuelles observations qu'aux représentants du maître d'ouvrage unique. Tout rejet de ces observations doit être motivé par le maître d'ouvrage unique.

7.2 Validation préalable ou avis

Le maître d'ouvrage unique transmettra aux autres partenaires, notamment pour validation et visas, les plans et documents suivants :
- les études préliminaires ;
- l'avant-projet et les études d'exécution l'opération (Plans EXE, planning prévisionnel) ;
- le DOE ;
- le dossier de rétrocession complet.

Ces validations ou avis interviennent dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception des documents. Au-delà de ce délai, les partenaires seront réputés avoir validé les documents concernés.

7.3 Communication envers les tiers

Tous les supports de communication administratifs, institutionnels liés aux opérations fixées dans la présente convention comporteront les logos et noms de chacune des parties.

8 Planification financière

8.1 Principes de financement

Les travaux concernant l'aménagement ou le réaménagement des espaces publics au sein du périmètre du projet sont financés par chaque partenaire selon la domanialité actuelle ou future et les compétences de chaque partenaire.

Ainsi, les montants prévisionnels sont ventilés en fonction des compétences de chacun des partenaires.

Le montant prévisionnel de chaque partie inclut :

- les frais d'études y compris les opérations et investigations préparatoires aux travaux ;
- les travaux eux-mêmes ;
- les frais annexes (publication, publicité, concertation, coordonnateur SPS, archéologie ...) et les frais nécessaires pour réaliser le projet.

Chaque partie inscrit dans ses budgets les montants nécessaires à la réalisation des opérations. Le maître d'ouvrage unique est garant du respect des taux de répartition prévus à l'article 8.2. de la présente convention sur la base du budget prévisionnel du projet inscrit à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain intégrant les actualisations de coûts.

Ces taux de répartition sont réputés invariants jusqu'à la livraison de l'opération et son solde financier et ne sauraient donc être actualisés en cas d'évolution des coûts. Toutefois, dans le cas d'une évolution substantielle à la hausse ou à la baisse des coûts d'une des parties du fait d'un changement de programmation (ajout ou suppression d'opérations prévues dans l'OAE) les parties pourront renégocier ces taux de répartition et les modifier par avenant, afin de correspondre au plus juste aux ouvrages réalisés par chacun et aux dépenses afférentes.

8.2 Montant prévisionnel des opérations pour chacune des parties et clé de répartition

Les montants prévisionnels sont répartis selon les catégories de travaux figurant à la Fiche Analytique et Technique (FAT) prévisionnelle annexée à la présente convention, hors prise en compte des coûts de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération, ces dépenses étant financées au forfait par l'ANRU.

La clé de répartition est calculée comme suit : $\frac{\text{montant du budget de chaque partenaire}}{\text{Montant total du projet}}$

	Eurométropole de Strasbourg € HT	Ville de Schiltigheim € HT	Ville de Bischheim € HT
Analyse du site et études	50 000.00	-	-
Voies et cheminements	2 839 733.33	460 000.00	345 000.00
Places et espaces publics	222 333.33	268 333 33	-
Espaces résidentiels sur dalle	-	-	-
Parcs et jardins	1 012 000.00	1 035 000.00	61 333.33
Parkings	-	-	-
Aires de jeux	-	-	-
Ouvrages d'art	6 133 333.33	76 666.67	-
Recouturage de réseaux	1 092 235.73	-	-
Coûts préparatoires	92 000.00	-	-
Total intermédiaire	11 391 635.73	1 840 000.00	406 333.33
Forfait Moe (10%)	1 139 163.57	184 000.00	40 633.33
Forfait conduite d'opération (7%)	797 414.50	128 800.00	28 443.33
Total intégrant les forfaits	13 328 213.80	2 152 800.00	475 409.99
Clé de répartition	**83.53%**	**13.49%**	**2.98%**

Ces montants s'entendent HT. Le détail du chiffrage figure à l'annexe 3 – FAT et à l'annexe 4 – Outil d'aide à l'instruction de la FAT.

Le financement des opérations d'espaces publics est assuré par chaque partenaire selon la clef de répartition ci-dessus.

L'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité maître d'ouvrage unique, assurera la cohérence de la mise en œuvre opérationnelle et financière du projet, dans le respect du calendrier de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain (loi Lamy).

Les parties s'engagent à assurer le financement de l'opération selon les modalités décrites dans l'article 8.3. ci-après.

8.3 Modalités de recouvrement des participations

Les participations dues par chaque partenaire au titre de la présente convention seront reversées à l'Eurométropole de Strasbourg selon les modalités suivantes qui prennent appui sur les échéances annuelles de justification des dépenses à l'ANRU pour percevoir les acomptes de subvention.
À la date anniversaire du CREA (compte-rendu d'exécution annuelle) de l'opération d'aménagement d'ensemble à justifier à l'ANRU pour percevoir les acomptes automatiques de subvention prévus à l'échéancier de paiement, l'état récapitulatif des dépenses (ERD) complet sera transmis pour information aux communes. En parallèle, l'Eurométropole adressera à chacune des communes une facture détaillée reprenant les dépenses réalisées au titre de leurs compétences figurant dans l'ERD.

8.4 Modalités comptables

Dans le délai de 15 jours à compter de la date de signature de la convention par le dernier partenaire, ce denier transmettra au maître d'ouvrage unique la convention signée, ainsi que la délibération. Il en va de même en cas de signature d'un avenant à la présente convention.
Une facture sera éditée pour chacun des versements, conformément aux règles de présentation applicables au secteur public local pour l'Eurométropole de Strasbourg.

Les demandes de versement seront transmises par voie dématérialisée sur la plateforme Chorus Portail Pro (https ://chorus-pro.gouv.fr) en indiquant le numéro de SIRET du co-contractant concerné suivant :
SIRET :
Code service :
Numéro engagement :

Le courrier de demande portera les mentions suivantes :

- objet de la facturation « A COMPLETER » ;
- date ;
- montant du versement précisant formellement la TVA 20% taux normal ;
- numéro du versement ;
- montant déjà versé par la partie à laquelle est imputée la dépense objet de la facture

Le solde de la participation des opérations de travaux sera demandé, après service fait, sur présentation :

- d'un état récapitulatif définitif des dépenses, faisant état des sommes payées par le maître d'ouvrage unique et qui devra être visé par un expert-comptable ;
- du décompte général et définitif du projet ;
- du certificat d'achèvement du projet et un certificat de conformité des travaux.

Toute régularisation à la hausse ou à la baisse sera effectuée dans le cadre de l'établissement du Décompte général définitif (DGD). Faute de retour dans un délai de 40 jours, ce dernier est réputé accepté.

Le paiement est effectué directement par virement bancaire à l'Eurométropole de Strasbourg, au profit du compte dont les références sont les suivantes :

N° IBAN	FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
N° BIC	BDFEFRPPCCT
N° SIRET	246 700 488 000 17

Les partenaires s'engagent à verser les sommes dues sous un délai de trente jours. Toutes les pièces justificatives visées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 seront communiquées.

9 Assurances et responsabilités

Le maître d'ouvrage unique fera son affaire de l'intégralité des assurances souscrites au titre de l'opération de travaux. Il s'assurera que les entreprises de travaux ainsi que les entreprises répondant à la notion de constructeurs sont titulaires d'une police d'assurance les couvrant contre les risques décennaux.

10 Terme de la convention

10.1 Terme normal

Le terme contractuel de la présente convention est directement corrélé au terme de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain dont la date limite d'engagement des opérations est fixée, à la date de signature de la présente convention, au 30 juin 2026 et la date limite de solde au 30 juin 2032. Dans le cas où ces dates seraient prorogées par une Loi de Finances, le terme de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Si les travaux ne devaient pas être livrés au moment de la date limite de solde fixée par la loi Lamy, le solde de subvention à l'ANRU sera à solliciter sur la base des dépenses réalisées à cette échéance pour ne pas en perdre le bénéfice.

Pour l'ensemble des parties, le terme de la présente convention sera celui de la date effective de reversement du solde de subvention par l'Eurométropole de Strasbourg aux communes, à l'issue du paiement du solde de subvention par l'ANRU au titre de l'OAE Écrivains, dans le respect des dispositions prévues à la convention financière conclue entre les parties.

10.2 Résiliation amiable

Les parties s'étant engagées contractuellement au titre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain signée avec l'ANRU le 27 mars 2020 à réaliser les ouvrages, il ne pourra être mis fin à la présente convention sans modification préalable contractuelle de la convention ANRU après avis motivé du Comité d'engagement de l'ANRU.

10.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par leurs qualités de personnes publiques, les parties peuvent résilier unilatéralement ladite convention, sur le fondement d'un motif d'intérêt général, sous réserve d'un préavis de six mois. La résiliation est notifiée aux autres parties par courrier recommandé avec accusé de réception.

Par ailleurs, cette faculté est subordonnée au règlement financier par la personne publique concernée des dépenses déjà effectuées, par application de son taux de répartition financier, majoré d'une pénalité égale à 5 % (hors taxes) du budget prévisionnel global de la présente opération de travaux, à régler au maître d'ouvrage unique.

11 Litiges

Dans le cas où aucun accord n'aura pas pu être trouvé entre les parties après médiation, tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

12 Annexes

Constituent des annexes à la présente convention, ayant pleinement valeur contractuelle, les documents suivants :
Annexe 1 : Emprise du projet
Annexe 2 : Plan guide
Annexe 3 : Plan de repérage des opérations réalisées pour le compte des communes
Annexe 4 : Fiche analytique et technique ANRU (FAT)
Annexe 5 : Outil d'aide à l'instruction de la FAT

Fait à Strasbourg, le ..... 20..

Pour l'Eurométropole de Strasbourg Le ../../…. La Présidente Pia IMBS	Pour la Ville de Schiltigheim Le ../../…. La Maire Danielle DAMBACH	Pour la Ville de Bischheim Le ../../…. Le Maire Jean-Louis HOERLE

Convention financière
relative à l'aménagement des espaces publics du quartier des Écrivains
à Schiltigheim et Bischheim

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg ;
Représentée par Madame Pia IMBS, en qualité de Présidente, habilitée à cet effet par une délibération du conseil métropolitain du 28 juin 2023
Domiciliée 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex

Ci-après désignée « Eurométropole de Strasbourg »

d'une part

ET

La Ville de Schiltigheim ;
Représentée par Madame Danielle DAMBACH, en qualité de Maire, habilitée à cet effet par délibération du conseil municipal du XXXXX
Domiciliée 110 route de Bischwiller 67300 Schiltigheim
Ci-après désignée « Ville de Schiltigheim, bénéficiaire »

ET

La Ville de Bischheim ;
Représentée par Monsieur Jean-Louis HOERLE, en qualité de Maire, habilité à cet effet par une décision du conseil municipal du XXXXX
Domicilié 37 route de Bischwiller 67800 Bischheim

Ci-après désignée « Ville de Bischheim, bénéficiaire »

d'autre part.

L'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Schiltigheim et la Ville de Bischheim ci-après collectivement désignées par « les Parties »

Vu le code général des collectivités territoriales,

I**l est convenu entre les parties ce qui suit :**

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de :

- recouvrement des participations dues par chaque partenaire au titre de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage des espaces publics du quartier des Ecrivains à Schiltigheim-Bischheim, modalités également précisées dans la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage,
- reversement de la subvention de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) aux communes, selon le prorata de leurs investissements

au titre de l'Opération d'Aménagement d'Ensemble (OAE) « OAE Quartiers Ouest / Ecrivains » inscrite à l'annexe financière de la convention pluriannuelle du *Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg*.
Cette OAE fait par ailleurs l'objet d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à l'Eurométropole de Strasbourg, seule maîtrise d'ouvrage reconnue par l'ANRU et unique bénéficiaire des subventions de l'Agence.

1.1 Nature des projets

Sont concernés par la présente convention financière :

- les aménagements et le traitement structurel et de surface des voies dédiées à tous modes de déplacement ;
- les travaux sur réseaux d'eau potable, d'eaux usées, d'eaux pluviales, en lien avec ces voies ;
- les arbres d'alignement ainsi que le mobilier urbain fonctionnel et de sécurité ;
- les travaux d'éclairage public et d'espaces verts sur l'ensemble du périmètre du projet ;
- les parcs et squares ;
- le mobilier urbain d'agrément.

Le programme d'intervention est détaillé dans la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et les annexes qui la composent.

1.2 Coût éligible prévisionnel des opérations et montant prévisionnel de subvention de l'ANRU

La présente convention financière porte sur un investissement prévisionnel global de **17 830 000.00 € TTC, frais de maîtrise d'œuvre compris, réparti comme suit :**

- ouvrages à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg : 14 900 000.00 € TTC
- ouvrages à la charge de la ville de Schiltigheim : 2 400 000.00 € TTC
- ouvrages à la charge de la ville de Bischheim : 530 000.00 € TTC

Le détail des coûts prévisionnels est précisé dans la Fiche Analytique et Technique ANRU (FAT) et son outil d'aide à l'instruction, documents contractuels de la convention pluriannuelle ANRU et annexes à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage (cf annexe 1).

La subvention de l'ANRU, d'un montant prévisionnel maximal de 3 503 509.67 €, toutes parties confondues, devra uniquement être employée pour réaliser les travaux précisés dans les pièces contractuelles de la convention pluriannuelle ANRU.

Article 2 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de l'ANRU

2.1 La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec le reversement du prorata du solde de subvention de l'ANRU, rapporté aux coûts réels mis en œuvre par chacune des parties, au regard de l'échéance fixée par la loi Lamy, au 30 juin 2032, sous réserve d'une prorogation du dispositif national qui donnera lieu à un avenant à la présente.

Pour autant, les travaux programmés pourront être poursuivis au-delà de l'échéance du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NRPNU) pour permettre l'achèvement des opérations ponctuelles d'aménagement de l'espace public auxquelles les parties se sont engagées contractuellement via la signature de la convention pluriannuelle du *Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg*.

Article 3 : Détermination des coûts prévisionnels et des montants éligibles

3.1 Les coûts prévisionnels relevant de la compétence de chaque partie sont détaillés dans la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage selon la répartition ci-après :

	Eurométropole de Strasbourg € HT	Ville de Schiltigheim € HT	Ville de Bischheim € HT
Analyse du site et études	50 000.00	-	-
Voies et cheminements	2 839 733.33	460 000.00	345 000.00
Places et espaces publics	222 333.33	268 333 33	-
Espaces résidentiels sur dalle	-	-	-
Parcs et jardins	1 012 000.00	1 035 000.00	61 333.33
Parkings	-	-	-
Aires de jeux	-	-	-
Ouvrages d'art	6 133 333.33	76 666.67	-
Recouturage de réseaux	1 092 235.73	-	-
Coûts préparatoires	92 000.00	-	-
Total intermédiaire	11 391 635.73	1 840 000.00	406 333.33
Forfait Moe (10%)	1 139 163.57	184 000.00	40 633.33
Forfait conduite d'opération (7%)	797 414.50	128 800.00	28 443.33
Total intégrant les forfaits	13 328 213.80	2 152 800.00	475 409.99
Clé de répartition	**83.53%**	**13.49%**	**2.98%**

3.2 Le montant éligible de subvention ANRU, calculé sur la base d'un bilan d'opération, est indexé sur la clé de répartition ci-dessus corrélée aux investissements prévisionnels de chaque partie.

Ainsi, au moment de la signature de la présente convention financière, la subvention ANRU d'un montant prévisionnel total de 3 503 509.67 €, représentant 25% du déficit de l'OAE, s'apprécie comme suit, sur la base de la FAT prévisionnelle actualisée dans le cadre du premier avenant à la convention pluriannuelle ANRU dont la signature est programmée en 2023 :

- Eurométropole de Strasbourg : 2 926 481.63 € ;
- Ville de Schiltigheim : 472 623.45 € ;
- Ville de Bischheim : 104 404.59 €.

Ces participations seront ajustées au réel au moment du bilan final de l'OAE en prenant en compte la part de chacune des parties, recalculée selon ce bilan.

Article 4 : Modalités de recouvrement des participations dues par chaque partenaire et de reversement de la subvention ANRU

4.1 Recouvrement des participations dues par chaque partenaire

En sa qualité de maître d'ouvrage unique, et tel que précisé dans la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour l'OAE des Ecrivains, l'Eurométropole de Strasbourg prendra à sa charge toutes les formalités, assurances et dépenses directement liées à l'opération conventionnée avec l'ANRU.
À ce titre, il sera adressé une fois l'an un état récapitulatif global des dépenses à chaque commune et à une échéance en adéquation avec celle de versement de la subvention par l'ANRU au maître d'ouvrage unique selon un échéancier prévisionnel établi par l'Agence qui prend appui sur le Règlement Général de l'ANRU (RGA). Sur la base de ce dernier, une facture sera adressée à chaque commune en vue du versement de sa participation des sommes dues à l'Eurométropole de Strasbourg.
Ce versement devra intervenir selon les modalités décrites ci-après et reprises dans la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à l'article 8.4. :

Les demandes de versement seront transmises par voie dématérialisée sur la plateforme Chorus Portail Pro (https ://chorus-pro.gouv.fr) en indiquant le numéro de SIRET du co-contractant concerné suivant :
SIRET :
Code service :
Numéro engagement :

Le courrier de demande portera les mentions suivantes :

- objet de la facturation « A COMPLETER » ;
- date ;
- montant du versement précisant formellement la TVA 20% taux normal ;
- numéro du versement ;
- montant déjà versé par la partie à laquelle est imputée la dépense objet de la facture

Le solde de la participation des opérations de travaux sera demandé, après service fait, sur présentation :

- d'un état récapitulatif définitif des dépenses, faisant état des sommes payées par le maître d'ouvrage unique et qui devra être visé par un expert-comptable ;
- du décompte général et définitif du projet ;
- du certificat d'achèvement du projet et un certificat de conformité des travaux.

Toute régularisation à la hausse ou à la baisse sera effectuée dans le cadre de l'établissement du Décompte général définitif (DGD). Faute de retour dans un délai de 40 jours, ce dernier est réputé accepté.

Le paiement est effectué directement par virement bancaire à l'Eurométropole de Strasbourg, au profit du compte dont les références sont les suivantes :

N° IBAN	FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
N° BIC	BDFEFRPPCCT
N° SIRET	246 700 488 000 17

Les partenaires s'engagent à verser les sommes dues sous un délai de trente jours. Toutes les pièces justificatives visées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 seront communiquées.

4.2 Reversement de la quote-part de subvention ANRU aux communes

En sa qualité de bénéficiaire unique des subventions de l'ANRU, l'Eurométropole de Strasbourg aura à sa charge le reversement aux communes de la quote-part de subvention relevant de leurs compétences au prorata des dépenses :

- prévisionnelles pour les acomptes ;
- définitives retenues par l'Agence pour le paiement du solde.

4.2.1 Échéancier de versement des acomptes

L'Eurométropole de Strasbourg versera aux communes, sur la base des montants prévisionnels de dépenses de la FAT contractuelle et de la répartition des dépenses :

- un acompte de 50% de la quote-part du montant prévisionnel de la subvention ANRU à l'issue de la signature de la présente convention financière et du versement du premier acompte de subvention de l'ANRU pour l'OAE des Ecrivains ;
- un acompte complémentaire, limité au nombre d' 1 versement, d'une part correspondant à 30% du montant de la quote-part de subvention prévisionnelle, dont l'échéance est laissée à la discrétion de la commune bénéficiaire.

Le montant cumulé des acomptes ne pourra excéder le taux de 80% de la quote-part de subvention prévisionnelle prévue à la FAT pour chaque commune dans la convention pluriannuelle ANRU actualisée dans le cadre de l'avenant n°1 à ladite convention.

4.2.2 Versement du solde de subvention

Le solde de la quote-part de subvention sera versé par l'Eurométropole de Strasbourg aux communes sur la base des montants réels justifiés au moment du solde de subvention ANRU, rapportés à la répartition actualisée au réel et découlant du dossier de demande de solde à l'ANRU et validé par cette dernière.

Article 5 Obligations à la charge des bénéficiaires du reversement de l'aide financière de l'ANRU

Les bénéficiaires s'engagent à verser leur participation à l'Eurométropole de Strasbourg selon les modalités visées à l'article 4.1.
Tout manquement pourra donner lieu à la suspension du reversement des subventions de l'ANRU (cf article 7 ci-après).

Article 6 Information et communication

Les organismes bénéficiaires de la subvention, dans le cadre de leurs actions habituelles de communication, s'engagent à informer du soutien de l'ANRU et de la participation financière en tant que maître d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg dans tous les supports qu'ils utilisent ainsi que par le biais de leurs rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence des logotypes de l'ANRU, de la Préfecture (représentant territorial de l'ANRU) et de l'Eurométropole de Strasbourg sur les documents édités par les bénéficiaires et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée insertion de liens Internet, etc…). Pour ces actions et pour l'insertion des logotypes de l'ANRU, de la Préfecture et de l'Eurométropole de Strasbourg, les organismes pourront prendre utilement contact avec la Direction de projet Politique de la Ville de l'Eurométropole de Strasbourg, porteur de projet du *Deuxième programme de renouvellement urbain*.

L'Eurométropole de Strasbourg devra être informée de toute manifestation publique organisée dans le cadre du projet soutenu.

Article 7 Interruption et reversement des aides financières

En cas de non-paiement par les communes de leur participation aux dépenses réalisées pour leur compte par l'Eurométropole de Strasbourg selon les modalités fixées à l'article 4.1 de la présente convention financière, le reversement des subventions de l'ANRU tel que prévu aux articles 4.2.1 et 4.2.2 de la présente convention financière sera suspendu.

L'Eurométropole de Strasbourg en informe le ou les bénéficiaire-s par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 Résiliation

8.1 En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

8.2 Les parties à la présente convention pourront y mettre fin de façon anticipée pour un motif d'intérêt général dûment justifié. La partie à l'origine de la résiliation en informera les autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de six mois.

Article 9 Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'Eurométropole de Strasbourg et les communes de Schiltigheim et de Bischheim. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 10 Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention financière et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège de l'Eurométropole de Strasbourg

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour l'Eurométropole de Strasbourg Le ../../…. La Présidente Pia IMBS	Pour la Ville de Schiltigheim Le ../../…. La Maire Danielle DAMBACH	Pour la Ville de Bischheim Le ../../…. Le Maire Jean-Louis HOERLE

62

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Projets sur l'espace public :
- Ajustement du programme 2023 : voirie, plan vélo, signalisation statique et dynamique, ouvrages d'art, eau, assainissement, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU),
- Complément du programme 2023,
- Lancement, poursuite des études et réalisation des travaux.

Numéro E-2023-539

Par délibération en date du 16 décembre 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg avait approuvé le programme 2023 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence : voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement.

Cependant, pour certaines opérations, la concertation ou encore les études de détail ont mis en évidence la nécessité de modifier la conception initiale des projets et donc de changer les éléments de programme, le coût d'objectif, les emprises…

Par ailleurs, d'autres opérations sont devenues prioritaires suite à la connaissance de problèmes de sécurité, à la dégradation de l'état d'entretien des équipements, à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

Enfin, la conjoncture actuelle avec les différentes hausses de prix des matériaux et des énergies, nécessite également d'ajuster les montants de certaines opérations.

De ce fait, il est proposé, par la présente délibération, d'adopter plusieurs ajustements à ce programme, sans modification des crédits globaux de paiement y afférents, car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse.

Cette délibération intègre également les opérations du projet Arc Ouest identifiées au programme 2023, pour permettre leur engagement en phase opérationnelle.

De plus, des opérations nouvelles en eau et en assainissement complètent le programme 2023 pour assurer une coordination entre les projets.

La liste des projets modifiés et nouveaux est jointe en annexes :

Annexe 1 : liste des projets à Strasbourg ;
Annexe 2 : liste des projets renouvellement urbain ;
Annexe 3 : liste des projets dans les communes.

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur juin 2023.

Dans le cadre des études et pour des raisons opérationnelles, il est prévu, dans certains cas, des groupements de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg (coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg). Les modalités de fonctionnement du groupement de commande ainsi que les projets concernés sont mentionnés dans la convention jointe en annexe 4.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
après avis des conseils municipaux des communes concernées
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'ajustement du programme 2023 des projets sur l'espace public dans les domaines de compétence de l'Eurométropole (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement), tel que figurant sur les listes ci-annexées sous réserve des avis favorables des conseils municipaux des communes concernées,*

  Annexe 1 : liste des projets à Strasbourg
  Annexe 2 : liste des projets renouvellement urbain
  Annexe 3 : liste des projets dans les communes

- *la constitution de groupements de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg (coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg) pour les études des projets mentionnés dans la convention de groupement de commandes jointe en annexe 4 ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les missions de maîtrise d'œuvre, les prestations intellectuelles, les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, les services, fournitures et travaux, ainsi que les prestations de coordination « Santé-Sécurité » conformément à la réglementation des marchés publics et à signer les marchés y afférents,*

- *à solliciter pour les projets eau et assainissement :*

- *l'occupation temporaire du terrain,*
- *l'instauration de servitudes de passage et d'occupation permanente du sous-sol,*

- *à signer toutes les conventions nécessaires à la gestion des projets, documents d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis de démolir, etc.) ainsi que tous les actes qui pourraient être nécessaire à la réalisation de ces projets,*

- *à organiser ou à solliciter l'organisation par les services de l'Etat des procédures nécessaires au déroulement des enquêtes préalables et à l'obtention des autorisations administratives ou d'utilité publique,*

- *à solliciter les différents partenaires et à signer tous documents en application des procédures administratives et environnementales réglementaires,*

- *à solliciter toute subvention et à signer les conventions correspondantes pour la réalisation de ces opérations (Europe, Etat, Région, Département, ou autres organismes publics ou privés),*

- *à déposer, pour les opérations concernées, tous les permis d'aménager, permis de construire et permis de démolir qui seraient nécessaires à la réalisation des projets,*

- *à signer la convention prévoyant les groupements de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg (coordonnateur : Eurométropole de Strasbourg) conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique (annexe 4) ;*

décide

d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits de paiement et les autorisations de Programme relatives aux budgets 2023 et suivants de l'Eurométropole, ainsi que sur les budgets de l'eau et de l'assainissement ou des crédits délégués par d'autres directions de l'Eurométropole de Strasbourg.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159217-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS A STRASBOURG

Cronenbourg Sud

Opération	2022CRS02	Cronenbourg Sud		Suite études et travaux			1
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - REDUCTION DE L'IMPACT MILIEU						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	1 950 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non

							TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Bassin/collecteur	Pose	Trx tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré EMS			200 000 €

Opération	2023CRS01	Cronenbourg Sud		Suite études et travaux			2
Site projet	RUES DES DUCS - PROUST - RIMBAUD						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	400 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie structurante	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Cronenbourg Nord

Opération	2020CRO04	Cronenbourg Nord		Suite études et travaux			3
Site projet	SQUARE ET PARVIS SAINT-FLORENT						
Tronçon / tranche	4/4	Début	Place Saint-Florent	Fin	Rue Saint-Nabord		
Mt Total Prévisionnel	560 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Square, parvis et voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré EMS			200 000 €

Opération	2020CRO01	Cronenbourg Nord		Suite études et travaux			4
Site projet	RUE DES DUCS						
Tronçon / tranche	4/4	Début	Route d'Oberhausbegen	Fin	Rue Marcel Proust		
Mt Total Prévisionnel	1 320 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Piste cyclable	Création	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	320 000 €
				Total délibéré EMS			320 000 €

Port du Rhin

Opération	2020NDF10	Port du Rhin		Suite études et travaux			5
Site projet	RUE DE DUNKERQUE						
Tronçon / tranche	4/4	Début	N°7 rue de Dunkerque	Fin	Pont Pierre Brousse rue de Lubeck		
Mt Total Prévisionnel	1 160 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	150 000 €
				Total délibéré EMS			150 000 €

Neudorf - Musau

Opération	2023NDM08	Neudorf - Musau		Suite études et travaux			6
Site projet	RUE DE HUNINGUE - Accompagnement cloture école Albert-le-Grand						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	110 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	110 000 €
				Total délibéré EMS			110 000 €

Bourse - Krutenau

Opération	2023BOK03	Bourse - Krutenau		Suite études et travaux			7
Site projet	PLACE DU QUARTIER BLANC						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			20 000 €

Orangerie - Conseil des XV

Opération	2022ORA04	Orangerie - Conseil des XV		Suite études et travaux			8
Site projet	BOULEVARD D'ANVERS						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue de Rotterdam	Fin	Rue Baldé		
Mt Total Prévisionnel	2 045 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	300 000 €
				Total délibéré EMS			300 000 €

Koenigshoffen

Opération	2020KOE06	Koenigshoffen		Suite études et travaux			9
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - LUTTE CONTRE LES INONDATIONS						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	2 250 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non

							TTC
Eau	Nouvel équipement	Conduites/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	150 000 €
				Total délibéré EMS			150 000 €

Opération	2022KOE03	Koenigshoffen		Suite études et travaux			10
Site projet	RUE MARC AURÈLE						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Rue des Antonins	Fin	Rue Valérien		
Mt Total Prévisionnel	310 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	140 000 €
				Total délibéré EMS			140 000 €

Robertsau - Wacken

Opération	2022RBW14	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux			11
Site projet	SÉCURISATION DU PARLEMENT EUROPÉEN						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	490 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Voie de desserte	Réaménagement partiel	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	90 000 €
				Total délibéré EMS			90 000 €

Opération	2023ROW01	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux			12
Site projet	RUE KAMM						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue Mélanie	Fin	n°29		
Mt Total Prévisionnel	155 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Opération	2022RBW01	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux			13
Site projet	SENTIER DE L'AUBÉPINE						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue de l'Aubépine	Fin	Pont du Doernel		
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	70 000 €
				Total délibéré EMS			70 000 €

Opération	2023ROW04	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux			14
Site projet	RUE MELANIE						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	525 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	240 000 €
				Total délibéré EMS			240 000 €

Opération	2020ROB11	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux			15
Site projet	LIAISON CYCLABLE MELANIE / POURTALES						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Giratoire Himmerich	Fin	Voie verte		
Mt Total Prévisionnel	670 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 Voirie	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Piste cyclable	Création	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	190 000 €
				Total délibéré EMS			190 000 €

Gare

Opération	2022GAR01	Gare		Suite études et travaux			16
Site projet	PONT DES FRÈRES MATTHIS						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue de Molsheim	Fin	Rue Humann		
Mt Total Prévisionnel	1 580 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 Voirie	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réfection étanchéité	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	500 000 €
				Total délibéré EMS			500 000 €

Opération	2023GAR01	Gare		Suite études et travaux			17
Site projet	RUE MARTIN BUCER						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue Sainte Marguerite	Fin	Rue du Faubourg National		
Mt Total Prévisionnel	102 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Tribunal_Contades

Opération	2023TRI04	Tribunal_Contades		Suite études et travaux			18
Site projet	QUAI KLEBER						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	60 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			30 000 €

Opération	2023TRI03	Tribunal_Contades		Suite études et travaux			19
Site projet	RUES DU GÉNÉRAL GOURAUD, ANDRÉ MALRAUX ET DE WISSEMBOURG						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	634 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Assainissement	Etat d'entretien réseau	Collecteur/branchements	Renouvellement	Trx tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	130 000 €
				Total délibéré EMS			130 000 €

Grande Ile

Opération	2023GRI12	Grande Ile		Etudes et travaux			20
Site projet	QUAI SAINT THOMAS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	60 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	60 000 €
				Total délibéré EMS			60 000 €

Opération	2021CEN03	Grande Ile		Suite études et travaux			21
Site projet	PLACES DU TEMPLE NEUF ET DU MARCHÉ NEUF, QUAI DE TURCKHEIM ET RUE DES HALLEBARDES						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	340 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			20 000 €

Opération	2023GRI11	Grande Ile		Etudes et travaux			22
Site projet	QUAI SAINT NICOLAS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	210 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Assainissement	Etat d'entretien réseau	Collecteur/branchements	Etanchement	Trx tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	210 000 €
				Total délibéré EMS			210 000 €

Opération	2021CEN07	Grande Ile		Suite études et travaux			23
Site projet	DÉMINÉRALISATION - RUE DE LA DIVISION LECLERC						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue Gutenberg	Fin	Rue de la Douane		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Voie structurante	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			30 000 €

Plusieurs quartiers

Opération	2023STG04	Plusieurs quartiers		Suite études et travaux			24
Site projet	MODIFICATION DE LA LIGNE 14/24						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	700 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Ligne de bud	Réaménagement partiel	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	400 000 €
				Total délibéré EMS			400 000 €

Opération	2023EMS29	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			25
Site projet	ASSAINISSEMENT EN ACCOMPAGNEMENT DU RING VELO						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	120 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Assainissement	Etat d'entretien réseau	Collecteur/branchements	Renouvellement	Trx tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	120 000 €
				Total délibéré EMS			120 000 €

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS RENOUVELLEMENT URBAIN

Hautepierre

Opération	**2023EMS28**		Hautepierre			Etudes et travaux				**1**
Site projet	RECOUTURAGES RESEAUX - OAE MAILLE BRIGITTE									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé		*Fin*	Localisé				
Mt Total Prévisionnel	500 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		NPNRU	*AMO*	non	
										TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet		Voie de desserte		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**500 000 €**
							Total délibéré EMS				**500 000 €**

Neuhof Nord

Opération	**2023NHN04**		Neuhof Nord			Etudes et travaux				**2**
Site projet	SECTEUR HAUTEFORT - SECTEURS CLAIRVIVRE/ SAINT EXUPERY/ PERIGUEUX									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé		*Fin*	Localisé				
Mt Total Prévisionnel	2 500 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		NPNRU	*AMO*	non	
										TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité		Voie de desserte		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**2 500 000 €**
							Total délibéré EMS				**2 500 000 €**

PLUSIEURS SECTEURS

Opération	**2023EMS26**		PLUSIEURS SECTEURS			Etudes et travaux				**3**
Site projet	RECOUTURAGES RESEAUX - OAE LES ECRIVAINS (Bischheim - Schiltigheim)									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé		*Fin*	Localisé				
Mt Total Prévisionnel	100 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		NPNRU	*AMO*	non	
										TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet		Voie de desserte		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**100 000 €**
							Total délibéré EMS				**100 000 €**

ANNEXE 3 : LISTE DES PROJETS DANS LES COMMUNES

ACHENHEIM

Opération	2023ACH03	ACHENHEIM		Etudes				1
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - IMPACT MILIEU							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur			
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non	
								TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	300 000 €	
				Total délibéré EMS			300 000 €	

Opération	2022ACH02	ACHENHEIM		Suite études et travaux				2
Site projet	RM 45 (au droit du nouvel accès Wienerberger)							
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet			
Mt Total Prévisionnel	55 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
								TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	15 000 €	
				Total délibéré EMS			15 000 €	

BISCHHEIM

Opération	2023BIS05	BISCHHEIM		Etudes et travaux				3
Site projet	RUELLE DU NOYER							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Noyer	Fin	Rue des Chatagniers			
Mt Total Prévisionnel	15 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non	
								TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	15 000 €	
				Total délibéré EMS			15 000 €	

BREUSCHWICKERSHEIM

Opération	2023BRE06	BREUSCHWICKERSHEIM		Etudes				4
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - IMPACT MILIEU							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur			
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non	
								TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	300 000 €	
				Total délibéré EMS			300 000 €	

Opération	2023BRE03	BREUSCHWICKERSHEIM		Suite études et travaux				5
Site projet	PLACE GAMBETTA							
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
								TTC
Assainissement	Etat d'entretien réseau	Collecteur/branchements	Renouvellement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €	
				Total délibéré EMS			30 000 €	

ECKBOLSHEIM

Opération	2023ECK02	ECKBOLSHEIM		Suite études et travaux				6
Site projet	RUE DES TISSERANDS - chaussée							
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet			
Mt Total Prévisionnel	385 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
								TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	130 000 €	
				Total délibéré EMS			130 000 €	

Opération	2023ECK05	ECKBOLSHEIM		Etudes et travaux				7
Site projet	RUE JEAN PERRIN							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet			
Mt Total Prévisionnel	10 000 €	MOE	Externe	Tableau	ZA/ZI	AMO	non	
								TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	10 000 €	
				Total délibéré EMS			10 000 €	

Opération	2023ECK04	ECKBOLSHEIM		Etudes et travaux				8
Site projet	ELARGISSEMENT DU TROTTOIR AU 9 RUE DU GENERAL LECLERC (devant la Mairie)							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	11 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non	
								TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Trottoir	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	11 000 €	
				Total délibéré EMS			11 000 €	

ECKWERSHEIM

Opération	2023ECW03	ECKWERSHEIM		Etudes et travaux				9
Site projet	AMENAGEMENT DE TROTTOIR EN ENROBES ROUTE D'OLWISHEIM							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	30 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non	
								TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Trottoir	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	30 000 €	
				Total délibéré EMS			30 000 €	

ENTZHEIM

Opération	2022ENT02	ENTZHEIM		Suite études et travaux			10
Site projet	RUE DU CERCLE						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Route de Strasbourg	Fin	Rue de la Mairie		
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Assainissement	Etat d'entretien réseau	Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
					Total délibéré EMS		20 000 €

Opération	2023ENT03	ENTZHEIM		Suite études et travaux			11
Site projet	ROUTE DE STRASBOURG						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	720 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	370 000 €
					Total délibéré EMS		370 000 €

Opération	2023ENT01	ENTZHEIM		Suite études et travaux			12
Site projet	CARREFOUR ROUTE DE STRASBOURG/ RUE DE GEISPOLSHEIM						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €
					Total délibéré EMS		30 000 €

Opération	2020ENT03	ENTZHEIM		Suite études et travaux			13
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - REDUCTION DE L'IMPACT MILIEU						
Tronçon / tranche	5/5	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	2 100 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non
							TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Bassin/collecteur	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	100 000 €
					Total délibéré EMS		100 000 €

Opération	2021ENT02	ENTZHEIM		Suite études et travaux			14
Site projet	RUE DE GEISPOLSHEIM RM221 - ENTREE DE VILLE						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Entrée de ville	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	270 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Aménagement de sécurité	Voie structurante	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
					Total délibéré EMS		100 000 €

FEGERSHEIM

Opération	2023FEG06	FEGERSHEIM		Etudes			15
Site projet	PONT RUE DES PLATANES - franchissement de l'Andlau						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	38 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	38 000 €
					Total délibéré EMS		38 000 €

Opération	2023FEG05	FEGERSHEIM		Etudes et travaux			16
Site projet	PREFIGURATION DU CARREFOUR - rue du Bourg/rue de Genève						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Carrefour	Fin	Carrefour		
Mt Total Prévisionnel	6 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Aménagement de sécurité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	6 000 €
					Total délibéré EMS		6 000 €

GEISPOLSHEIM

Opération	2021GEI05	GEISPOLSHEIM		Suite études et travaux			17
Site projet	CHEMIN RURAL (Station de captage - Nouvel équipement)						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	2 700 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Eau	Nouvel équipement	Station de captage	Génie civil et hydraulique	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	2 200 000 €
					Total délibéré EMS		2 200 000 €

Opération	2022GEI05	GEISPOLSHEIM		Suite études et travaux			18
Site projet	CARREFOUR RUE DE LA GARE NOUVEAU LOTISSEMENT						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	270 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	90 000 €
					Total délibéré EMS		90 000 €

Opération	2018GEI4909	GEISPOLSHEIM		Suite études et travaux			19
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - REDUCTION DE L'IMPACT MILIEU						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	8 220 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non
							TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Bassin/collecteur	Construction	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	3 800 000 €
					Total délibéré EMS		3 800 000 €

Opération	2022GEI02	GEISPOLSHEIM		Suite études et travaux			20
Site projet	RUE DU GENERAL DE GAULLE/ RUE CHARLES WENDEL						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	440 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Assainissement	Etat d'entretien réseau	Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	300 000 €
				Total délibéré EMS			300 000 €

HOENHEIM

Opération	2023HOE10	HOENHEIM		Etudes et travaux			21
Site projet	MISE EN PLACE DE PLATEAUX RALENTISSEURS - RUE DU STADE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	15 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Voie de desserye	Aménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	15 000 €
				Total délibéré EMS			15 000 €

Opération	2023HOE09	HOENHEIM		Etudes			22
Site projet	REMPLACEMENT DU PONT FERROVIAIRE (M184) - Etude de faisabilité						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Remplacement	Pont	Aménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	300 000 €
				Total délibéré EMS			300 000 €

Opération	2023HOE08	HOENHEIM		Etudes et travaux			23
Site projet	RUE FLAUBERT - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	30 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			30 000 €

HOLTZHEIM

Opération	2023HOL03	HOLTZHEIM		Suite études et travaux			24
Site projet	RUE DE WOLFISHEIM						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	210 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Assainissement	Etat d'entretien réseau	Collecteur/branchements	Renouvellement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			20 000 €

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Opération	2023ILG13	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Etudes			25
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT - LUTTE CONTRE LES INONDATIONS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non
							TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Bassin/collecteur	Construction	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	500 000 €
				Total délibéré EMS			500 000 €

Opération	2023ILG11	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Etudes et travaux			26
Site projet	EXTREMITE HURON ET NORD DU PARKING VILLA/SALLE DES FETES réorganisation du parking						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
				Total délibéré EMS			100 000 €

Opération	2023ILG10	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Etudes et travaux			27
Site projet	MISE EN ZONE 30 SUR LA COMMUNE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon plan commune	Fin	Selon plan commune		
Mt Total Prévisionnel	70 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Aménagement de sécurité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	70 000 €
				Total délibéré EMS			70 000 €

Opération	2023ILG04	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Etudes et travaux			28
Site projet	RUE DES VIOLETTES - chaussée						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	115 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	60 000 €
				Total délibéré EMS			60 000 €

Opération	2023ILG03	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Suite études et travaux			29
Site projet	RUE DE L'ORME - chaussée						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue des Roseaux	Fin	Rue de Gunsbach		
Mt Total Prévisionnel	260 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	120 000 €
				Total délibéré EMS			120 000 €

Opération	2023ILG02	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Suite études et travaux			30
Site projet	RUE DU TALUS						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	445 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	70 000 €
				Total délibéré EMS			70 000 €

KOLBSHEIM

Opération	2023KOL04	KOLBSHEIM		Etudes et travaux			31
Site projet	MISE EN PLACE D'UN PLATEAU SURELEVE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Principale	Fin	Devant le n°25		
Mt Total Prévisionnel	13 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	13 000 €
				Total délibéré EMS			13 000 €

LA WANTZENAU

Opération	2022WAN05	LA WANTZENAU		Suite études et travaux			32
Site projet	RUE LEH - chaussée						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Rue Albert Zimmer	Fin	Quai de l'Ill		
Mt Total Prévisionnel	660 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	190 000 €
				Total délibéré EMS			190 000 €

Opération	2023LAW09	LA WANTZENAU		Etudes et travaux			33
Site projet	POLE D'ECHANGE MULTIMODAL (PEM DE LA WANTZENAU)						
Tronçon / tranche	1/2	Début	Gare	Fin	Gare		
Mt Total Prévisionnel	2 000 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Création	PEM	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré EMS			200 000 €

Opération	2023LAW08	LA WANTZENAU		Etudes et travaux			34
Site projet	CREATION DE PLACE DE STATIONNEMENTS EN ZONE BLEUE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	10 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	10 000 €
				Total délibéré EMS			10 000 €

LAMPERTHEIM

Opération	2023LAM04	LAMPERTHEIM		Etudes et travaux			35
Site projet	CREATION D'UN PASSAGE PIETON - RUE DE PFULGRIESHEIM						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	5 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Voie de desserte	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	5 000 €
				Total délibéré EMS			5 000 €

LINGOLSHEIM

Opération	2023LIN03	LINGOLSHEIM		Suite études et travaux			36
Site projet	RUE HANSI - chaussée						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	67 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			30 000 €

LIPSHEIM

Opération	2023LIP06	LIPSHEIM		Etudes et travaux			37
Site projet	RUE DES ROSES (gestion du risque d'innondation)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	130 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	GEMAPI/GEMA	Ouvrage	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	130 000 €
				Total délibéré EMS			130 000 €

MITTELHAUSBERGEN

Opération	2023MIT04	MITTELHAUSBERGEN		Etudes et travaux			38
Site projet	PROJET ARC OUEST - RUE EUGENE DELACROIX						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	300 000 €
				Total délibéré EMS			300 000 €

Opération	2021MIT02	MITTELHAUSBERGEN		Suite études et travaux			39
Site projet	RUE DE LA COTE - PISTE DES FORTS						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Chemin du Fort- Foch	Fin	Chemin des Coteaux		
Mt Total Prévisionnel	450 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 BAMA	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Piste cyclable	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
				Total délibéré EMS			100 000 €

MUNDOLSHEIM

Opération	2023MUN03	MUNDOLSHEIM		Etudes et travaux			40
Site projet	RUE DU GENERAL LECLERC						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Strasbourg	Fin	Route de Brumath		
Mt Total Prévisionnel	255 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie structurante	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	255 000 €
				Total délibéré EMS			255 000 €

NIEDERHAUSBERGEN

Opération	2023NIE05	NIEDERHAUSBERGEN		Etudes et travaux			41
Site projet	PROJET ARC OUEST - RUE DE HOENHEIM/ RUE DES TULIPES (plateau)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Carrefour	Fin	Carrefour		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Voie structurante	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Opération	2023NIE04	NIEDERHAUSBERGEN		Etudes et travaux			42
Site projet	PROJET ARC OUEST - RUE DE HOENHEIM/ RUE DES FLEURS (plateau)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Carrefour	Fin	Carrefour		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Voie structurante	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Opération	2023NIE03	NIEDERHAUSBERGEN		Etudes et travaux			43
Site projet	RUE DES CHAMPS - marquage stationnement longitudinal						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	6 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	6 000 €
				Total délibéré EMS			6 000 €

OBERHAUSBERGEN

Opération	2023OBH06	OBERHAUSBERGEN		Etudes et travaux			44
Site projet	PROJET ARC OUEST - RUE DU GENERAL DE GAULLE - RM 63						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Général Leclerc	Fin	Rue de la Paix		
Mt Total Prévisionnel	650 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie structurante	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	650 000 €
				Total délibéré EMS			650 000 €

OBERSCHAEFFOLSHEIM

Opération	2023OBS01	OBERSCHAEFFOLSHEIM		Suite études et travaux			45
Site projet	IMPASSE GRAFF COMPLÉMENT COUCHE DE ROULEMENT SUITE TRAVAUX PROMOTEUR						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	20 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Coordination travaux réseaux	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	15 000 €
				Total délibéré EMS			15 000 €

OSTHOFFEN

Opération	2021OTH01	OSTHOFFEN		Suite études et travaux			46
Site projet	ROUTE DE STRASBOURG						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Entrée d'agglomération	Fin	Rue des Tilleuls		
Mt Total Prévisionnel	49 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie structurante	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	10 000 €
				Total délibéré EMS			10 000 €

Opération	2020OTH02	OSTHOFFEN		Suite études et travaux			47
Site projet	ACCÈS AU NOUVEAU LOTISSEMENT ROUTE DE STRASBOURG						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	89 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Création	Carrefour	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	29 000 €
				Total délibéré EMS			29 000 €

OSTWALD

Opération	2019OST5137		OSTWALD			Suite études et travaux			48
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - Réduction de l'impact milieu								
Tronçon / tranche	4/4	Début	Selon schéma directeur			Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	5 000 000 €		MOE	Externe		Tableau	SDA	AMO	non
									TTC
Assainissement	Nouvel équipement		Bassin/collecteur		Construction	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	1 200 000 €
						Total délibéré EMS			1 200 000 €

PLOBSHEIM

Opération	2021PLO02		PLOBSHEIM			Suite études et travaux			49
Site projet	RUE DE LA POSTE ET DES CORDIERS - chaussée								
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet			Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	366 000 €		MOE	Externe		Tableau		AMO	non
									TTC
Eau	Etat d'entretien réseau		Conduite/branchements		Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €
						Total délibéré EMS			30 000 €

Opération	2021PLO04		PLOBSHEIM			Suite études et travaux			50
Site projet	RUE DE LA CHAPELLE								
Tronçon / tranche	4/4	Début	Complet			Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	172 000 €		MOE	Externe		Tableau	T2	AMO	non
									TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien		Voie de desserte		Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	25 000 €
						Total délibéré EMS			25 000 €

Opération	2020PLO10		PLOBSHEIM			Suite études et travaux			51
Site projet	IMPASSE DU NIEDERFELD								
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet			Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	160 000 €		MOE	Externe		Tableau	T2	AMO	non
									TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien		Voie de desserte		Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	5 000 €
						Total délibéré EMS			5 000 €

Opération	2015PLO4502		PLOBSHEIM			Suite études et travaux			52
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - PROTECTION DU MILIEU NATUREL								
Tronçon / tranche	4/4	Début	Selon schéma directeur			Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	5 850 000 €		MOE	Externe		Tableau	SDA	AMO	non
									TTC
Assainissement	Restructuration réseau		Bassin/collecteur		Construction	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	600 000 €
						Total délibéré EMS			600 000 €

Opération	2023PLO07		PLOBSHEIM			Etudes et travaux			53
Site projet	TROTTOIR RUE DU NOYER revêtement devant 2 constructions								
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé			Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	4 000 €		MOE	Externe		Tableau	T2	AMO	non
									TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien		Voie de desserte		Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	4 000 €
						Total délibéré EMS			4 000 €

REICHSTETT

Opération	2020REI01		REICHSTETT			Suite études et travaux			54
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - REDUCTION DE L'IMPACT MILIEU								
Tronçon / tranche	4/4	Début	Selon schéma directeur			Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	6 800 000 €		MOE	Externe		Tableau	SDA	AMO	non
									TTC
Assainissement	Nouvel équipement		Collecteur/branchements		Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	500 000 €
						Total délibéré EMS			500 000 €

Opération	2021REI04		REICHSTETT			Suite études et travaux			55
Site projet	RUE DE PICARDIE - chaussée								
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue de l'Artisanat			Fin	Club-House des pêcheurs		
Mt Total Prévisionnel	300 000 €		MOE	Externe		Tableau		AMO	non
									TTC
Eau	Etat d'entretien réseau		Collecteur/branchements		Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	60 000 €
						Total délibéré EMS			60 000 €

SCHILTIGHEIM

Opération	2018SCH5115		SCHILTIGHEIM			Suite études et travaux			56
Site projet	RUE DE LA GLACIERE								
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue Jean Monnet			Fin	Canal de la Marne au Rhin		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €		MOE	Externe		Tableau		AMO	non
									TTC
Assainissement	Etat d'entretien réseau		Collecteur/branchements		Etanchement	Trx sans tranchée	Type Marché	MAPA	50 000 €
						Total délibéré EMS			50 000 €

SOUFFELWEYERSHEIM

Opération	2023SOU01	SOUFFELWEYERSHEIM		Suite études et travaux			57
Site projet	RUE DES HIRONDELLES						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	165 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non
							TTC
Eau	Etat d'entretien réseau	Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	40 000 €
				Total délibéré EMS			40 000 €

Opération	2022SOU01	SOUFFELWEYERSHEIM		Suite études et travaux			58
Site projet	RUE DES ACACIAS						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue des 7 arpents	Fin	Allée des Peupliers		
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	70 000 €
				Total délibéré EMS			70 000 €

Opération	2020SOU05	SOUFFELWEYERSHEIM		Etudes			59
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - REDUCTION DE L'IMPACT MILIEU						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non
							TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Bassin/collecteur	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré EMS			200 000 €

Opération	2023SOU03	SOUFFELWEYERSHEIM		Etudes			60
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - LUTTE CONTRE LES INONDATIONS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur		
Mt Total Prévisionnel	2 200 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non
							TTC
Eau	Nouvel équipement	Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	700 000 €
Assainissement	Nouvel équipement	Bassin/collecteur	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	1 500 000 €
				Total délibéré EMS			2 200 000 €

VENDENHEIM

Opération	2021VEN07	VENDENHEIM		Suite études et travaux			61
Site projet	RUE DU SERIN (ER6)						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Angle rue du Serin	Fin	Rue des Jardins		
Mt Total Prévisionnel	140 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Accompagnement autre projet	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Opération	2023VEN08	VENDENHEIM		Etudes et travaux			62
Site projet	RUE DU MATTERBERG						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	45 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	45 000 €
				Total délibéré EMS			45 000 €

WOLFISHEIM

Opération	2023WOL04	WOLFISHEIM		Etudes et travaux			63
Site projet	PROJET ARC OUEST - BRETELLE D'ACCES A LA M351						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non
							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie structurante	Création	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	300 000 €
				Total délibéré EMS			300 000 €

PLUSIEURS SECTEURS

Opération	2023EMS30	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes				64
Site projet	PROJET ARC OUEST - PETIT CONTOURNEMENT DE WOLFISHEIM/ECKBOLSHEIM							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non	
								TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie structurante	Création	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		200 000 €
				Total délibéré EMS				200 000 €

Opération	2023EMS29	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes				65
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR ASSAINISSEMENT (SDA) - CONDUITES DE TRANSFERT entre Ouvrages SDA et STEP SUD) (Fegersheim - Geispolsheim - Eschau)							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur			
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non	
								TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Bassin/collecteur	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA		500 000 €
				Total délibéré EMS				500 000 €

Opération	2023EMS28	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes				66
Site projet	PROJET ARC OUEST - RM31-ROUTE DE STRASBOURG 2 PC (Oberhausbergen - Mittelhausbergen)							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Giratoire M120	Fin	Entrée Oberhausbergen			
Mt Total Prévisionnel	800 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non	
								TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité	Voie structurante	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		800 000 €
				Total délibéré EMS				800 000 €

Opération	2023EMS27	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes				67
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR D'EAU POTABLE (SDAEP) (Fegersheim - Lipsheim)							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon schéma directeur	Fin	Selon schéma directeur			
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non	
								TTC
Eau	Nouvel équipement	Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA		300 000 €
				Total délibéré EMS				300 000 €

Opération	2023EMS25	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes				68
Site projet	PROJET ARC OUEST - PROLONGEMENT DE LA RUE DE ZAGREB (Mittelhausbergen - Schiltigheim)							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Zagreb	Fin	Rue de Strasbourg			
Mt Total Prévisionnel	1 100 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non	
								TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie de distribution	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		110 000 €
				Total délibéré EMS				110 000 €

Annexe 4

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR DIFFÉRENTS PROJETS D'AMÉNAGEMENT SUR L'ESPACE PUBLIC

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020.

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020.

Un groupement de commandes pour un groupement de commandes pour le lancement de consultations de prestations intellectuelles relatives à certaines opérations d'aménagement d'espace public.

SOMMAIRE

Préambule 3
Article 1 : Constitution du groupement 3
Article 2 : Objet du groupement 3
Article 3 : Organes du groupement 4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 4
Article 5 : Responsabilité 5
Article 6 : Fin du groupement 5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties 5

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette demande

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation de marchés publics relatif à des prestations de maitrise d'œuvre pour différents projets d'aménagement de l'espace public.

Pour l'ajustement du programme 2023, une opération est inscrite : le projet du NPNRU qui consiste à regrouper des opérations de plusieurs secteurs en une seule opération, pour le recrutement du maitre d'œuvre.

Référentiel	Site Projet	Montant Total Etudes délibéré	Part Etudes du Montant Eurométropole délibéré	Part Etudes du Montant VILLE délibéré
2023NHN04	SECTEUR HAUTEFORT - SECTEURS CLAIRVIVRE/ SAINT EXUPERY/ PERIGUEUX	540 000 €	375 000 €	165 000 €

Le projet cité ci-dessus fera l'objet d'un marché. Ce dernier sera lancé, conformément aux différents seuils de la réglementation de la commande publique, soit en marché à procédure adaptée (MAPA), soit selon la procédure d'appel d'offres (AO).

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique.

Il est précisé que, dans le cadre d'une procédure adaptée, le coordonnateur est désigné pour choisir les titulaires du marché.

Par ailleurs, dans le cadre d'une procédure formalisée, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres, ...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;

- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, …….

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

63

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) : apport en capital de l'Eurométropole de Strasbourg. Désignation de représentants de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2023-555

Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) sont des sociétés anonymes (SA), des sociétés par actions simplifiées (SAS) ou des sociétés à responsabilité limitée (SARL) à capital variable régies par le code du commerce. Elles ont pour objectif la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale (Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, titre II ter de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947). Elles relèvent de l'économie sociale et solidaire.

La SCIC présente un intérêt collectif par sa vocation intrinsèque d'organiser, entre acteurs de tout horizon, la production de biens ou services de qualité par une pratique de dialogue, de débat démocratique, à la citoyenneté, de prise de décision collective. Ces pratiques permettent de l'inscrire pleinement dans les enjeux du territoire sur lequel elle intervient.

Basé sur une coopération entre acteurs publics et privés, le statut de SCIC permet de concilier efficacité économique et objectif social. Le rôle joué par la SCIC peut en effet répondre aux besoins des différents partenaires : clients, investisseurs, producteurs, fournisseurs, habitants et collectivités locales.

La ville de Strasbourg et l'Eurométropole sont présentes au capital de près d'une quinzaine de SCIC, dans différents domaines d'activités (développement économique, santé, mobilité, alimentation durable).

KOOMA - SCIC Manufacture LAB - apport en capital	**30 000 €**

1. Contexte

Dans le cadre du projet de reconversion de la Manufacture des Tabacs, site acquis par la SERS en septembre 2015, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en 2016. Le

collectif du L.a.b a été retenu, au titre du pôle d'animation urbaine et de vie de quartier, pour son projet ambitieux autour de l'agriculture biologique.
Ce projet comprend :

- une offre de restauration diversifiée, de saison, certifié AB et faite maison pour tout public et toutes les bourses,
- un magasin de producteurs bio locaux,
- une épicerie de produits en vrac,
- un espace d'animation et de sensibilisation à un modèle alimentaire alternatif (agriculture biologique, circuits courts, économie circulaire, etc.)

Depuis lors, les membres du collectif L.a.b se sont régulièrement réunis pour consolider leur projet : formations diverses pour garantir la cohésion du groupe qui n'a cessé de s'étoffer, évaluation des conditions de viabilité économique du projet, structuration juridique du collectif, démarchage des financeurs. En parallèle, ils ont étroitement collaboré avec la SERS pour définir l'organisation fonctionnelle des espaces. Le bail en l'état futur d'achèvement (BEFA) porte sur une durée de 11 ans et 11 mois ; il encadre formellement la relation propriétaire/locataire de l'îlot central affecté au projet ; il cible une activité de commerce et restauration certifiée AB et équitable et exclut toute franchise sans agrément de la SERS. En terme de calendrier, le permis de construire a été obtenu en mars 2020, les travaux sont en cours d'achèvement, la remise des clés est envisagée pour juin 2023 et un début d'exploitation cet automne.

2. Constitution de la SCIC Manufacture L.a.b. dénommée KOOMA

Le collectif s'est constitué en société coopérative d'intérêt collectif par action simplifiée au 1er avril 2019 dénommée SCIC Manufacture L.a.b. En 2022, KOOMA devient son nom commercial. Elle est dotée aujourd'hui d'un capital de 200 950 €.

Elle a pour raison sociale la promotion de l'agriculture biologique et locale par des actions de sensibilisation et d'animation citoyenne autour de ces thématiques, la mise en relation et la facilitation des relations des acteurs amont et aval de la filière bio alsacienne. Par ailleurs, elle assure la mise à disposition des locaux correspondants aux activités de commerce de détail de fruits et légumes, épicerie et produits laitiers, ainsi que d'exploitation de fonds de commerce de restauration.
Elle a pour obligation d'affecter au minimum 57,5 % des résultats en réserves impartageables.

La répartition du pouvoir se fonde sur le principe d'égalité, soit une personne (physique ou morale) est égale à une voix. Tout associé participe donc aux prises de décisions collectives au travers du collège auquel il appartient. Pour accorder une prépondérance aux acteurs économiques qui portent le projet, sans minimiser la place des fondateurs et partenaires, le pouvoir a été pondéré entre quatre collèges, tel que présenté en annexe 1 à la présente délibération.

La SCIC est dirigée par Mme Patricia JUNG-SINGH (par ailleurs Présidente de la fondation Terra Symbiosis), appuyée de deux directeurs généraux. Un comité coopératif

de dix membres issus des différents collèges (dont deux postes pour les partenaires) statue sur les grandes orientations de la SCIC.

Fin 2019, la SCIC a pu recruter une coordinatrice faisant entrer le projet dans une phase plus opérationnelle. Elle prend en charge la coordination du collectif, la relation avec les partenaires, la communication et, bientôt, l'animation de la dynamique citoyenne.

La SCIC est membre du comité technique des usages qui regroupe les occupants et usagers du site (ENGEES, EOST, HEAR, SEMIA, People Hostel, Tiers Lab etc) mais aussi les acteurs du quartier dont l'AHBAK et qui préfigure l'organe de gouvernance partenarial de l'ensemble de la Manufacture.

3. Le financement du projet

Le plan de financement total du projet KOOMA s'établit à 2.75 M€ ; il repose sur près de 2 M€ de financements bancaires conditionnés par des garanties financières et 823K€ de subventions sollicitées, dont 62% acquises à ce jour (détails en annexe 2 de la présente délibération).

La nature du projet (restauration/commerce), la complexité de son montage (interdépendance des structures) et le contexte globalement déprimé (post Covid, inflation, baisse des achats bio) ne facilitent pas l'engagement des banques. Aussi, la prise de participation significative de Météor dans la société de restauration, l'implication de la SERS par le préfinancement de certains travaux, des franchises de loyers et l'ajustement des conditions de garanties, ainsi que l'intérêt des collectivités contribuent à faciliter le bouclage de ce plan de financement.

4. Prise de participation de l'Eurométropole de Strasbourg au capital de la SCIC Manufacture L.a.b

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg travaillent en partenariat avec l'Unistra et la SERS pour faire de la Manufacture des Tabacs un lieu tourné vers la jeunesse, foisonnant, multiple, ouvert sur la ville, contribuant au rayonnement de l'agglomération et à la vie de quartier.
Elle regroupe des lieux de formation, de recherche et d'expérimentation, de l'activité économique innovante et créative portée par des start-ups et des associations ; elle accueillera quotidiennement près de 2 000 personnes.
KOOMA constitue un élément d'animation important de cet écosystème ; initiative citoyenne originale et alternative, KOOMA s'inscrit dans une logique de développement local et permettra de créer près d'une cinquantaine d'emplois directs. Avec la vitrine que lui offre la Manufacture, elle ambitionne de promouvoir un modèle agricole et alimentaire fondé sur l'agriculture biologique, les circuits courts et l'économie circulaire. Elle fait ainsi écho à plusieurs politiques mises en œuvre par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg tels que le Projet alimentaire territorial et plus largement le Plan climat.

Aussi, pour soutenir KOOMA et prendre une part active dans son développement, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont acté une première participation au capital de la SCIC Manufacture LAB respectivement de 30 000 € et 20 000 € en 2020. Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales encadrant la prise de participation des communes et EPCI dans les sociétés, il est aujourd'hui proposé de réaffirmer le soutien à ce projet emblématique et unique en France en procédant à une augmentation de capital de la SCIC à hauteur de 20 000 € (soit 400 parts sociales) pour la Ville et 30 000 € (soit 600 parts sociales) pour l'Eurométropole. Membres du collège des partenaires, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg participent à la gouvernance et aux décisions structurantes de ce projet d'utilité sociale. Leur responsabilité financière est limitée à la hauteur de leur apport total à savoir 50 000 € pour l'Eurométropole de Strasbourg et autant pour la Ville de Strasbourg.

Coopalim - Coopérative alimentaire - apport en capital	**5 000 €**

L'association Coopalim a été créée en septembre suite à la manifestation d'intérêt de plus de 200 personnes lors d'une rencontre ayant pour objet l'alimentation saine et durable, autour du film « Food Coop ». Elle a pour projet une transition alimentaire passant par la création d'une coopérative alimentaire participative issue de l'économie sociale et solidaire. Aucune structure n'existait sur l'Eurométropole et des habitants se sont motivés pour la rendre viable.

Cette création permet à ses membres coopérateurs d'acheter mieux, à prix juste, et à moindre coût par rapport aux enseignes classiques. Ils se sont donnés pour mission de rendre accessible à tous ceux qui veulent s'engager dans la création de cette coopérative des produits écologiquement et socialement responsables (agriculture raisonnée ou biologique, produits locaux de la bonne saison, prix justes pour le producteur).

Par le biais d'un travail volontaire (un certain nombre d'heures de bénévolat par mois), les coopérateurs réduisent les coûts et les charges du magasin, qui a débuté ses activités dans un local situé quartier Gare. Ils s'engagent par ailleurs dans une charte de qualité concernant les produits.

Le modèle économique est aujourd'hui viable et l'association s'est transformée en Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) le 13 octobre 2022. Les finalités du projet sont de :

- contribuer à rendre accessible, au plus grand nombre, une alimentation durable, saine, locale et responsable,
- soutenir l'agriculture locale et/ou biologique ainsi que l'économie sociale et solidaire par le développement de liens de compréhension et de travail entre tous les acteurs de la filière agricole et alimentaire,
- prendre en compte la notion de Bilan Écologique Global, rémunérer au juste prix les producteurs·trices,
- organiser des animations sur le territoire afin de sensibiliser à l'intérêt d'une alimentation durable et d'inviter aux changements vers des pratiques de consommations et de vie plus responsable,
- contribuer à la création d'emplois de qualité et d'activités économiques durables et locales,

- organiser et/ou héberger des ateliers, conférences, formations servant les objets sus-cités,
- nouer tout partenariat utile avec tout type de partenaire pour développer des activités en lien avec les objectifs de la coopérative,
- mener toute action et mettre en œuvre tout moyen pour développer des activités commerciales ou non en cohérence avec les objectifs de la coopérative.

En se transformant, l'association devenue SCIC adopte l'identité coopérative, adhère à ses valeurs éthiques fondamentales et conserve par ailleurs les objectifs qui lui sont spécifiques, entre autres :

- une exigence éthique forte, sur la qualité, la provenance et le mode de production des produits,
- l'achat auprès de producteurs·trices, d'artisan·nes, de transformateurs·trices et de grossistes respectant une charte de qualité,
- la promotion de l'éco-citoyenneté (sensibilisation à l'éco-consommation etc),
- l'inclusivité et l'équité dans les démarches et le fonctionnement (chacun·e ayant la même place, donnant le même temps, ayant les mêmes responsabilités),
- l'autonomie, la capacité d'action donnée à chacun·e et la liberté de participation.

La coopérative, SCIC SAS à capital variable d'une durée de 99 ans a pour objet social :

- le commerce de détail,
- la promotion d'une alimentation durable, de l'agriculture de saison, biologique et locale et de la vente en vrac,
- la mise en relation des acteurs et actrices en amont et aval de la filière bio ou raisonnée et locale (producteurs et productrices, fournisseurs et fournisseuses et consommateurs et consommatrices),
- l'accès du plus grand nombre de personnes à une alimentation de qualité
- l'organisation d'ateliers et d'événements ayant pour objectif de promouvoir l'objet social de Coopalim,
- le développement de partenariats avec d'autres structures diverses (associations, entreprises, collectivités etc) pour concourir à la mise en œuvre de l'objet social de Coopalim,
- toute activité (ateliers, conférences, éducation populaire etc) de nature à promouvoir la transition environnementale dans le domaine de l'alimentation ou dans d'autres domaines.

La SCIC est présidée par Britta Berndt, au sein d'un Conseil coopératif de 8 à 18 membres. Les différentes catégories de membres sont :

- catégorie des salarié·es : cette catégorie regroupe les personnes physiques liées à la SCIC par un contrat de travail après la période d'essai légale,
- catégorie des consom'acteur·rices : cette catégorie regroupe les personnes physiques et morales bénéficiant à titre onéreux des services de la coopérative.
- catégorie des collectivités : cette catégorie regroupe les collectivités souhaitant soutenir le projet et/ou collaborer avec la coopérative,
- catégorie des partenaires du projet : cette catégorie regroupe les personnes physiques ou les personnes morales partageant les objectifs et valeurs de la SCIC et souhaitant participer directement ou indirectement à la réalisation de son objet social à finalité d'intérêt collectif.

Au 30 avril 2023, le conseil coopératif constate la constitution du capital suivante, avec les apports de 300 membres :

- consomm'acteurs·trices : 286 (dont 2 personnes morales, les associations Maison citoyenne et Stamtisch),
- salarié·es : 2,
- partenaires : 12 (dont 1 fournisseur et 2 personnes morales, la SAS La cuisine de demain et l'association Stimultania).

Le capital social souscrit est de 45 130 €.

L'Eurométropole, au vu des valeurs défendues par la SCIC, tant du point de vue de l'économie sociale et solidaire, (coopération, démocratie, finalité d'intérêt général et collective, initiative collective d'habitants, solutions d'innovation sociale, inclusion etc) que du Projet alimentaire territorial (bien-manger, consommer, soutien à l'agriculture locale, sensibilisation à l'alimentation durable etc) est intéressée par le soutien à ce projet unique sur son territoire et qui va dans le sens de ses politiques publiques.

Il est ainsi proposé de souscrire 500 parts de capital au prix de 10 € par part, soit un total de 5 000 €. Une personne devra également représenter l'Eurométropole à l'Assemblée générale de Coopalim et, si l'Eurométropole de Strasbourg le souhaite, elle pourra proposer sa candidature au Conseil coopératif de la SCIC.

Akène - Coopérative funéraire - apport en capital	**5 000 €**

L'association sans but lucratif « Maintenant l'après... vers une alternative funéraire » s'implique, échange et agit avec les citoyens et collectivités pour faire évoluer le rapport actuel à la mort. Ses objectifs principaux sont de :

- créer une solidarité d'intérêts autour de la mort avant, pendant et après les obsèques,
- promouvoir l'évolution des pratiques funéraires,
- proposer et contribuer à l'émergence d'alternatives en vue de développer des services funéraires éthiques, solidaires et écologiques.

Pour cela, elle propose des actions de sensibilisation et d'information, elle organise des évènements, des visites, des conférences. Elle se veut lieu de ressources. Afin de prolonger son action, ses membres sont à l'initiative de la création d'une coopérative funéraire en Alsace, intégrant les valeurs de l'économie sociale et solidaire. Elle se situe en complémentarité et en synergie avec l'association « Maintenant ! l'Après ... ».

La Coopérative funéraire a pour ambition de répondre aux nouveaux besoins sociétaux qui émergent quant à la gestion de la mort, avec une volonté de mettre en avant le lien social, la solidarité, l'éthique, l'écologie et la préservation de l'environnement.

Le cœur de métier de ce service funéraire est la valorisation d'un engagement de qualité de chaque bénéficiaire, pour lui permettre de s'investir dans la création de diverses cérémonies d'hommage au défunt. La coopérative se situe dans une démarche de production et de consommation responsables. Elle opte pour des pratiques et alternatives plus respectueuses de l'environnement. Elle s'engage avec un réseau d'acteurs locaux

partageant des valeurs similaires et participe au réseau des Coopératives Funéraires aux niveaux national et international.

L'intérêt collectif se réalise notamment à travers l'objet social de cette SCIC SAS à capital variable, dont les activités sont les suivantes :

- activité de Pompes Funèbres : organisation des funérailles, vente de cercueils et accessoires, convois funèbres, opération d'inhumation et d'exhumation, tous travaux de cimetières,
- transport de corps avant et après mise en bière,
- vente de petits éléments mobiliers, éléments de décoration, articles cadeaux, articles de maison se rapportant à l'objet ci-dessus,
- et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

La SCIC est présidée par Jean-Claude Moog, au sein d'un Conseil coopératif de neuf membres. Les différentes catégories de membres sont :

- catégorie des Membres Fondateurs : cette catégorie regroupe les personnes physiques et morales à l'origine du projet de création de la SCIC AKÈNE, Coopérative Funéraire, et les associés présents dans la coopérative des sociétaires cooptés par les membres fondateurs avec une majorité des trois quart,
- catégorie des Salariés : cette catégorie regroupe les personnes physiques liées à la coopérative par un contrat de travail à durée indéterminée et les personnes physiques apportant un service à la coopérative,
- catégorie des Coopérateurs : cette catégorie regroupe les personnes physiques bénéficiant des prestations de la coopérative et/ou participer à ses actions,
- catégorie des Partenaires et Collectivités : cette catégorie regroupe les personnes morales de droit privé ou de droit public souhaitant soutenir le projet et/ou collaborer avec la coopérative,
- catégorie des Prestataires : cette catégorie regroupe les personnes morales liées à la coopérative par un contrat de fournitures, de biens ou de services.

Au 1er mai 2023, le conseil coopératif constate la constitution du capital suivante, avec les apports de 26 membres :

- Membres fondateurs : 11 personnes pour une somme libérée de 4 500 €,
- Membres coopérateurs : 11 personnes pour une somme libérée de 1 100 €,
- Membres salariés : 3 personnes pour une somme libérée de 4 700 €,
- Partenaires : 1 partenaire pour une somme libérée de 300 €

Le capital social souscrit est de 10 600 €.

L'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de ses politiques publiques, souhaite diversifier les choix des habitants dans le domaine funéraire, tout en conciliant une approche plus écologique des procédés funéraires. Aussi, il est proposé de souscrire cinquante parts de capital au prix de 100 € par part, soit un total de 5 000 €. Une personne devra également représenter l'Eurométropole de Strasbourg à l'Assemblée

générale d'Akène et, si l'Eurométropole de Strasbourg le souhaite, elle pourra proposer sa candidature au Conseil coopératif de la SCIC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la participation de l'Eurométropole de Strasbourg au capital de la SCIC Manufacture L.a.b. en 2023 et le versement de la somme de 30 000 €,*
- *la participation de l'Eurométropole de Strasbourg au capital de la SCIC Coopalim en 2023 et le versement de la somme de 5 000 €,*
- *la participation de l'Eurométropole de Strasbourg au capital de la SCIC Akène en 2023 et le versement de la somme de 5 000 €,*

décide

- *d'imputer la somme de 30 000 € sur le programme DU01 9233 nature 261-01,*
- *d'imputer la somme de 5 000 € sur le programme DU05 9266 nature 271,*
- *d'imputer la somme de 5 000 € sur le programme DU05 9267 nature 271,*

désigne

- *Mme Doris TERNOY pour représenter l'Eurométropole de Strasbourg à l'assemblée générale de la SCIC Coopalim et au conseil coopératif,*
- *M. Abdelkarim RAMDANE pour représenter l'Eurométropole de Strasbourg à l'assemblée générale de la SCIC Akène et au conseil coopératif,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires ainsi que les bons de souscription.

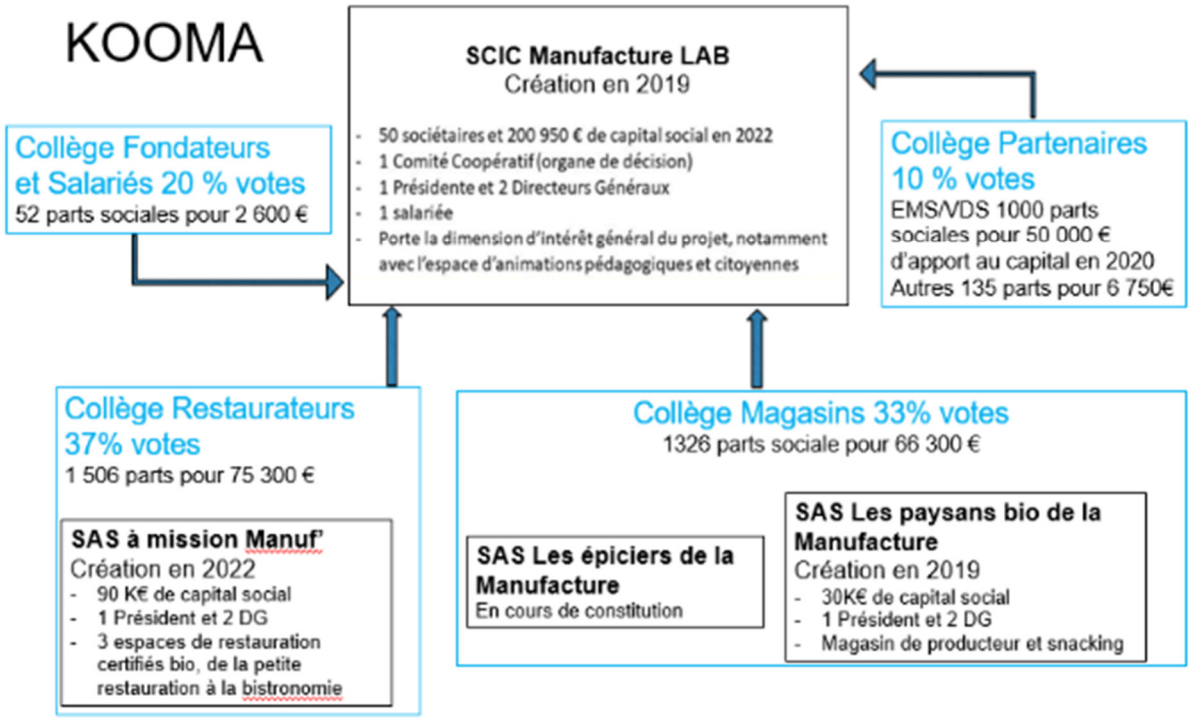
Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral

le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158935-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Annexe 1 : structuration juridique et sociale du projet KOOMA



Annexe 2 : Plan de financement du projet KOOMA au 11/05/2023

SCIC Manufacture LAB

Besoin : 518K€
- investissements SERS pour le compte de KOOMA (sols, isolation, hotte, enduit à la chaux, comptage énergétique…)
- équipements espace d'animation (cuisine pédagogique, petits équipements…)
- équipement bureau SCIC (matériel informatique, mobilier...)

Financement bancaire : 200K€

Subventions
- DRAAF : 71K€ (acquis)
- FEDER : 311K€ (sollicité)

SAS à mission Manuf'

Besoin : 1,5M€
- Aménagements intérieurs
- Décoration intérieure et sono
- Matériel informatique
- Honoraires

Financement bancaire : 1,325M€

Subventions
- DRAAF : 245K€ (acquis)

SAS Les paysans bio de la Manufacture
SAS Les épiciers de la Manufacture

Besoin : 732K€
- Aménagements intérieurs (mobilier, chambre froide, vitrines…)
- Décoration intérieure
- Logiciel de caisse

Financement bancaire : 550K€

Subvention
- DRAAF : 76K€ (acquis)
- Région : 120K€

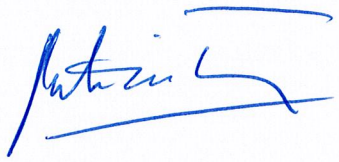
« MANUFACTURE LAB »
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, A CAPITAL VARIABLE
SIEGE : Fondation Terra Symbiosis
4 rue Wencker
67000 Strasbourg

850 375 650 RCS STRASBOURG

STATUTS

Statuts mis à jour par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2022
à Strasbourg

Certifiés conformes le 28/11/22 à Strasbourg par la Présidente Patricia JUNG-SINGH



Contexte général

Initié en 2015 par la Fondation Terra Symbiosis, le projet Kooma (anciennement Manufacture LAB) est porté par un collectif d'acteurs variés : professionnels de l'agriculture paysanne et de la restauration, associations, citoyens et collectivités territoriales. Il a pour ambition de créer un lieu de vie convivial et engagé autour de l'agriculture biologique et de la transition écologique à Strasbourg. A travers ses activités opérant de manière circulaire, le projet entend apporter des réponses concrètes aux problématiques environnementales et sociales que nous rencontrons aujourd'hui.

Kooma repose sur un concept qui n'existe pas encore dans Strasbourg : un lieu 100% bio, local et coopératif, qui associe différents métiers pour permettre de créer une filière courte du champ à l'assiette, en accueillant des publics variés désireux de réfléchir et d'agir sur l'alimentation, l'agriculture et la transition écologique. Le projet développe ainsi :

- Un magasin de producteurs locaux en agriculture biologique à 100%, permettant aux urbains de rencontrer des agriculteurs et de mieux comprendre les réalités des fermes. Ce magasin géré directement par les producteurs permettra de créer des emplois, soutenir les exploitations agricoles et susciter de nouvelles installations.
- Une épicerie, majoritairement vrac et avec des produits 100 % biologiques, sera adossée au magasin pour permettre aux consommateurs de faire l'intégralité de leurs courses dans un même lieu.
- Une offre de restauration diversifiée biologique, rare en ville, s'approvisionnant essentiellement auprès des producteurs locaux membres du projet et de l'épicerie.
- Un espace d'animations pédagogiques et citoyennes sur les enjeux de l'alimentation durable, monté en collaboration avec les associations et initiatives citoyennes partenaires, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

L'objectif est de créer du vivre ensemble et de la solidarité, d'être attractif économiquement et en mesure de démocratiser l'accès à des produits de qualité issus d'une agriculture respectueuse de l'humain et de l'environnement. Kooma souhaite attirer et de fidéliser les Strasbourgeois soucieux de l'environnement et du soutien à l'agriculture locale, mais aussi les gastronomes à la recherche de saveurs authentiques et gourmandes, ainsi que les habitants du quartier.

Le lieu ouvrira ses portes au cœur de la Manufacture des Tabacs de Strasbourg en 2023.

Finalité d'intérêt collectif de la SCIC

Le choix de la forme de Société Coopérative d'Intérêt Collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales telles qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment :

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres et à destination des tiers ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Le statut SCIC se trouve en parfaite adéquation, par son organisation et ses objectifs, avec le projet présenté ci-dessus.

La construction du projet a été pensée de manière collective et la gouvernance sera partagée au sein de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif. Cette SCIC permettra l'implication de nombreuses parties prenantes. Par la création de ce pôle économique dynamique innovant, où les citoyens ont pleinement leur place, les porteurs du projet soutiennent l'agriculture biologique et les entrepreneurs locaux.

Un lieu convivial, créateur d'emplois et de lien social dans un intérêt collectif :

ECONOMIE CIRCULAIRE :
Créer une réelle économie circulaire entre ces différents pôles, tous partenaires. Les restaurants s'approvisionnent en direct auprès des producteurs et de l'épicerie pour élaborer leur carte et faire découvrir les produits du lieu. L'utilisation des invendus du magasin par les restaurateurs permettra de réduire le gaspillage.

CREATEURS D'EMPLOIS :
Être une entreprise créatrice d'emplois et inscrite dans une économie locale porteuse de valeurs écologiques et sociales. Créer un lien vertueux entre les différentes activités pour optimiser et mutualiser les ressources.

COOPERATIF :
Se doter d'une gouvernance à l'image des valeurs écologiques portées par le projet, qui place l'humain au cœur de l'organisation. Faire appel à des processus participatifs pour que toutes les parties prenantes soient garantes des décisions.

OUVERT :
Proposer un lieu ouvert à tous les publics, et particulièrement aux personnes non sensibilisées à l'agriculture biologique et aux questions environnementales. Diffuser le message que l'agriculture biologique est accessible à tous.

CITOYEN :
Ouvrir un lieu de convergence et de mise en lumière des initiatives citoyennes à travers des animations pédagogiques et divers évènements culturels.

UN PONT ENTRE LE MONDE RURAL ET URBAIN :
Etablir un lien direct entre producteurs et consommateurs en développant les circuits courts, les échanges et les rencontres. Retrouver le plaisir de manger des fruits et légumes cueillis dans la saison, mûrs et savoureux, et connaître la géographie de l'agriculture paysanne.

CONVIVIAL :
Créer un lieu unique à Strasbourg, chaleureux et convivial, où des personnes de tous horizons peuvent se rencontrer, échanger et faire émerger des synergies génératrices de mieux vivre.

SOCIAL ET SOLIDAIRE :
Encourager la mixité sociale et démocratiser la consommation de produits bio, locaux, équitables pour des publics ayant un pouvoir d'achat moindre (étudiants, foyers défavorisés) à travers des actions solidaires et des partenariats avec d'autres structures.

TITRE I
FORME – DENOMINATION – DUREE – OBJET – SIEGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Il est créé entre les soussignés et il existe entre eux, et ceux qui deviendront par la suite associés, une Société Coopérative d'Intérêt Collectif par actions simplifiée, à capital variable régie par :

- les présents statuts ;
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des SCIC et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la Société Coopérative d'Intérêt Collectif ;
- les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;
- le livre II du Code de commerce et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiée ainsi que le décret n°67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination sociale

La Société a pour dénomination : MANUFACTURE L.A.B.
Son nom commercial est "Kooma"

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif par Actions Simplifiée à capital variable » ou du signe « SCIC SAS à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 : Objet social

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :

- le commerce de détail de fruits et légumes, épicerie et produits laitiers ;
- l'exploitation de tout fonds de commerce de restauration, brasserie, café ;
- la promotion de l'agriculture biologique et locale ;
- la mise en relation et la facilitation des relations des acteurs amont et aval de la filière bio locale ;
- l'organisation d'activités pédagogiques et culturelles autour de thématiques d'intérêt général ;
- la mutualisation de locaux et de matériel : acquisition et maintenance de matériel ;
- l'ensemble de ces activités sera développé dans l'intérêt collectif.

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.
L'objet de la Société rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quindecies de la loi du 10 septembre 1947.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé : Fondation Terra Symbiosis, 4 rue Wencker, 67000 Strasbourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II
APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITE DU CAPITAL

Article 6 : Apports et capital social

Lors de sa création, le capital social initial de la SCIC a été fixé à 150 000 € (cent cinquante mille euros) divisés en 3 000 (trois mille) parts de 50 € euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

A la date de l'Assemblée Générale du 28 novembre 2022, le capital social s'élevait à 200 950 € (deux cent mille neuf cent cinquante euros) divisés en 4 019 (quatre mille dix neuf) parts de 50 € euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

A la date de l'Assemblée Générale du 28 novembre 2022, le capital social était réparti de la manière suivante :

Apports en numéraire
Le capital est réparti entre les différents types d'associés de la manière suivante :

Fondateurs (personnes morales et physiques)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
Personnes morales		
ORGANISATION PROFESSIONNELLE DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN ALSACE (OPABA), 2 rue de Rome 67300 SCHILTIGHEIM	20	1 000 €
Personnes physiques		
HAAG-CASSAIGNE Laure, 1 rue des Pierres 67270 DUNTZENHEIM	3	150 €
JUNG-SINGH Patricia, 5 rue des Orfèvres 67000 STRASBOURG	20	1 000 €
RUDOLF Léa, 5 rue de la Douane 67000 STRASBOURG	4	200 €
SEURRE Lydie, 99 route du Polygone 67100 STRASBOURG	3	150 €
Total Fondateurs	**50**	**2 500 €**

Salariés (personnes physiques)

Nom, prénom, adresse	*Parts*	*Apport*
OBERLE Juliette, 1 rue de Vendenheim 67000 STRASBOURG	**2**	**100 €**

Magasin de producteurs (personne morale)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
SAS LES PAYSANS BIO DE LA MANUFACTURE, 7 rue Principale 67370 NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM	**1 100**	**55 000 €**

Epicerie (personne morale)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
SAS LES EPICIERS BIO DE LA MANUFACTURE, 7 rue Principale 67370 NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM	**200**	**10 000 €**

Producteurs (personnes morales et physiques)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
Personnes morale		
G.A.E.C. L'ABEILLE BLEUE, 8 Zone Artisanale 68240 FRELAND	2	100 €
S.C.E.A. FERME DE LA BOUILLE, Lieudit La Bouille 68160 SAINTE-CROIX-AUX-MINES	2	100 €
E.A.R.L. FERME DE LA COCCINELLE, 43A route de Kogenheim 67230 WITTERNHEIM	2	100 €
G.A.E.C. DU GRAAL, Ferme de Malplaquet 67230 LA BROQUE	2	100 €
E.A.R.L. FERME IDOUX, 16 route de Villé 67730 CHATENOIS	2	100 €
E.A.R.L. LE PANIER DU JARDIN D'AGNÈS, 7 rue Principale 67370 NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM	2	100 €
S.A.R.L. PRESTA'TERRE, rue du Schirrhein ZA du Heidfeld 67240 OBERHOFFEN-SUR-MODER	2	100 €
Personnes physiques		
BEINER François, 21 rue de Benfeld 67140 BOURGHEIM	2	100 €
BOUR Damien, 36 rue de Beulot 67220 STEIGE	2	100 €
HELBRINGER Vincent, 8 route de Woerth 67510 LEMBACH	2	100 €
LAULER Vincent, 61 Route Romaine 67220 SAINT PIERRE BOIS	2	100 €
PELTRE Pierre-Louis, 7 rue de la Vieille Eglise 57790 NITTING	2	100 €
WELTER François, 48 rue Principale 67210 GOXWILLER	2	100 €
Total Producteurs	**26**	**1 300 €**

Restaurants (personne morale)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
SAS MANUF', 19 route des Romains 67200 STRASBOURG	**1500**	**75 000 €**

Restaurateurs (personnes morales et physiques)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
Personnes physiques		
GOETZ Kévin, 59A rue de l'école 67230 WITTERNHEIM	2	100 €
GRAFF-RAKOTOARIVELO François, 11 rue du Willerhof 67600 HILSENHEIM	2	100 €
MEYER Olivier, 6 rue de Stockholm 67000 STRASBOURG	2	100 €
Total Commerçants	**6**	**300 €**

Collectivités Territoriales et EPCI (personnes morales)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, 1 parc de l'Etoile 67070 Strasbourg	400	20 000 €
VILLE DE STRASBOURG, 1 parc de l'Etoile 67070 Strasbourg	600	30 000 €
Total Collectivités Territoriales et EPCI	**1 000**	**50 000 €**

Partenaires (personnes morales et physiques)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
Personnes morales		
ACADEMIE DE LA PETITE ENFANCE, 7 rue de Soultz 67100 STRASBOURG	2	100 €
ASSOCIATION DES HABITANTS BOURSE AUSTERLITZ KRUTENAU (AHBAK), 23 rue Sainte Madeleine 67000 STRASBOURG	2	100 €
LES BATELIERS, 3 rue Ernest Munch 67000 STRASBOURG	1	50 €
GIVING TREE, 1A rue Hôpital Militaire 67000 STRASBOURG	2	100 €
LES PETITES CANTINES STRASBOURG, 33A rue de la Tour 67200 STRASBOURG	2	100 €
LES RETOQUES, 33 rue de la Tour 67200 STRASBOURG	1	50 €
SAS TOOTOPOIDS, 3 rue Louis Pasteur 67220 VILLE	6	300 €
SINE DE BUSSIERRE, 155 rue Kempf 67000 STRASBOURG	1	50 €
ZERO DECHET STRASBOURG, 3 rue des Cordonniers 67000 STRASBOURG	2	100 €
Personnes physiques		
AIELLO Gianfranco, 23 rue des Orphelins 67000 STRASBOURG	1	50 €
CHAISE Jean-Sébastien, 19A rue des Capucins 67200 STRASBOURG	100	5 000 €
BONNEFOY Christophe, 46 rue Espace Nature 67220 BREITENBACH	2	100 €
DECARIE-LEHMANN Anick, 31 rue d'Altkirch 77100 STRASBOURG	1	50 €
DE HARAMBURE Alexia, 13 rue de Soultzmatt 67100 STRASBOURG	1	50 €
LAFARGUE Géraldine, 39 rue de l'orme 67400 ILLKIRCH	1	50 €
LISSNER Théo, 18 rue Principale 67120 WOLXHEIM	2	100 €
MIQUEL Raphaël, 3 rue Kurnagel 67200 STRASBOURG	1	50 €
SALVADOR Hélène, 27 rue Gratien 67200 STRASBOURG	1	50 €
STARCK Daniel, 12 rue des forgerons 67160 SEEBACH	1	50 €
VANHEE Adèle, 3 rue du Neufeld 67100 STRASBOURG	1	50 €
VIRIAT Cécile, 4 rue des Acacias 67440 WESTHOUSE-MARMOUTIER	2	100 €
WAEGELL Jean, 18 rue de Lièpvre 67000 STRASBOURG	1	50 €
WITALIS Diane, 11 quai Finkwiller 67000 STRASBOURG	1	50 €
Total Partenaires	**135**	**6 750 €**

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être inférieur au quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.
A la date de l'Assemblée générale du 28 novembre 2022, le capital social minimum s'élève à 50 237,5 €.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1 Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la coopérative.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elles.

9.2 Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associés après agrément de la cession par le Comité Coopératif, nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du Comité Coopératif et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

L'augmentation de capital sera définitivement décidée en Assemblée Générale Ordinaire.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

TITRE III
ASSOCIES – ADMISSION – RETRAIT

Article 12 : Associés et catégories

12.1 Conditions légales

La loi précise que peut être associé d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif comprend au moins trois catégories d'associés, parmi lesquelles figurent obligatoirement les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative et les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la Société, les producteurs de biens ou de services de la coopérative. La troisième catégorie est ouverte et dépend du choix des associés étant précisé que si ce choix se porte sur des collectivités territoriales, leurs groupements ou des établissements publics territoriaux, ces derniers pourront détenir ensemble jusqu'à 50% du capital de la coopérative.

La Société répond à ces obligations légales lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour les respecter pendant l'existence de la Société.

Si, au cours de l'existence de la Société, l'une de ces trois catégories d'associés vient à disparaître, le Président devra convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

12.2 Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la Société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Société. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Sont définies dans la Société MANUFACTURE L.A.B, les 6 catégories d'associés suivantes :

1. Catégorie FONDATEURS : Cette catégorie regroupe des personnes physiques ou morales ayant participé de manière continue à l'élaboration du projet depuis sa genèse au sein du Comité de Pilotage de l'association Projet L.A.B., ou toute personne cooptée par le collège Fondateurs et approuvée par le Comité Coopératif, et n'étant pas impliquées dans une activité économique permanente dans le lieu (en particulier : titulaire

d'une convention de sous-location, mandataire social ou associé d'une structure elle-même titulaire d'une convention de sous-location).

2. Catégorie SALARIES : Cette catégorie regroupe des personnes physiques titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée avec la SCIC.

3. Catégorie MAGASIN DE PRODUCTEURS : Cette catégorie regroupe les personnes morales exerçant l'activité de magasin de producteurs au sein de la SCIC, dans le cadre d'une convention de sous-location de longue durée.

4. Catégorie EPICERIE : Cette catégorie regroupe les personnes morales exerçant l'activité d'épicerie au sein de la SCIC, dans le cadre d'une convention de sous-location de longue durée.

5. Catégorie PRODUCTEURS : Cette catégorie regroupe les personnes morales (exploitations agricoles) ou physiques (exploitants) associées au magasin de producteurs et à l'épicerie.

6. Catégorie RESTAURANTS : Cette catégorie regroupe les personnes morales exerçant une activité de restauration-traiteur-débit de boissons avec vente sur place et/ou à emporter au sein de la SCIC, dans le cadre d'une convention de sous-location de longue durée.

7. Catégorie RESTAURATEURS : Cette catégorie regroupe les personnes morales (société de restauration) ou physiques (restaurateurs) associées aux restaurants.

8. Catégorie COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE (EPCI) : Cette catégorie regroupe les structures administratives françaises, distinctes de l'administration de l'État, qui prennent en charge les intérêts de la population d'un territoire précis : communes, établissements publics de coopération intercommunale, départements, région.

9. Catégorie PARTENAIRES : Cette catégorie regroupe toute personne physique ou morale apportant à la coopérative un soutien moral et/ou bénévole et/ou financier et ne relevant pas d'une autre catégorie.

Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au Comité Coopératif en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le Comité Coopératif est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 13 : Candidatures

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

Les présents statuts, en application de l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947, définissent les conditions dans lesquelles les salariés pourront être tenus de demander leur admission en qualité d'associé.

Si la candidature obligatoire au sociétariat est prévue, elle devra être expressément mentionnée dans le contrat de travail et ne concernera que les salariés sous contrat à durée indéterminée. Le contrat de travail devra comporter les indications suivantes :

- le statut de coopérative d'intérêt collectif de l'entreprise et l'obligation permanente de comprendre, parmi les associés, des salariés et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la coopérative ;
- la remise d'une copie des statuts de la Société ;
- le terme à partir duquel la candidature au sociétariat sera obligatoire ;
- l'acceptation par le salarié des particularités des statuts et sa décision de présenter sa candidature selon les modalités et dans les délais statutairement fixés ;
- l'engagement de candidature au sociétariat comme condition déterminante de l'embauche dans l'entreprise.

Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée prévoyant une telle obligation seront tenus de présenter leur candidature après un an d'ancienneté dans la coopérative.

Article 14 : Admission des associés

14.1 Modalités d'admission

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature par lettre recommandée avec accusé de réception au Président qui soumet la candidature au Comité Coopératif.

L'admission d'un nouvel associé se fera soit conformément aux dispositions de l'article 9.2 des présentes, soit conformément aux dispositions de l'article 10 des présentes. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Le statut d'associé prend effet après agrément, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint, la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la Société.

14.2 Souscriptions par catégorie

Les souscriptions sont liées à la double qualité de coopérateur et d'associé mentionnée à l'article 12.

14.2.1 **Souscriptions des FONDATEURS**

L'associé de la catégorie « FONDATEURS » souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission.

14.2.2 **Souscriptions des SALARIES**

L'associé de la catégorie « SALARIES » souscrit et libère au moins 2 parts sociales lors de son admission.

14.2.3 **Souscription du MAGASIN DE PRODUCTEURS**
L'associé de la catégorie « MAGASIN DE PRODUCTEURS » souscrit au moins 1100 parts sociales lors de son admission, dont au moins un quart est libéré immédiatement. Le solde est libéré dans les 6 mois.

14.2.4 **Souscription de L'EPICERIE**
L'associé de la catégorie « EPICERIE » souscrit et libère au moins 200 parts sociales lors de son admission.

14.2.5 **Souscription des PRODUCTEURS**
L'associé de la catégorie « PRODUCTEURS » souscrit et libère au moins 2 parts sociales lors de son admission.

14.2.6 **Souscription du RESTAURANTS**
L'associé de la catégorie « RESTAURANTS » souscrit au moins 1500 parts sociales lors de son admission, dont au moins un quart est libéré immédiatement. Le solde est libéré dans les 6 mois.

14.2.7 **Souscriptions des RESTAURATEURS**
L'associé de la catégorie « RESTAURATEURS » souscrit et libère au moins 2 parts sociales lors de son admission.

14.2.8 **Souscriptions des COLLECTIVITES TERRITORIALES et EPCI**
L'associé de la catégorie « COLLECTIVITES TERRITORIALES et EPCI » souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission.

14.2.9 **Souscriptions des PARTENAIRES**
L'associé de la catégorie « PARTENAIRES » souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission.

14.3 Modification des montants de souscription des nouveaux associés

La modification de ces critères applicable pour les nouveaux associés est décidée par l'Assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts.

Article 15 : Perte de la qualité d'associé

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé.

La perte de la qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;
- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au

Comité Coopératif seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à trois Assemblées Générales consécutives (ordinaires ou extraordinaires) n'est ni présent, ni représenté lors de l'Assemblée Générale suivante, soit la quatrième.

Le Président devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette Assemblée Générale Ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'Assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le Comité Coopératif qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.
Lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice, le Président communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 16 : Exclusion

L'Assemblée des associés statuant en Assemblée Générale Extraordinaire, peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la Société, et/ou pour juste motif. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Comité Coopératif qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé lors de l'Assemblée est sans effet sur la délibération de l'Assemblée. L'Assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'Assemblée qui a prononcé l'exclusion.

Article 17 : Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés

17.1 Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15 et 16, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes s'imputent pour partie sur les réserves statutaires et pour partie sur le capital. Le montant des pertes à imputer sur le capital se calcule selon la formule suivante :

Perte x [(capital / (capital + réserves statutaires)].

- le capital à retenir est celui du dernier jour de l'exercice auquel a été réintégré le capital des associés sortants ;
- les réserves statutaires sont celles inscrites au bilan au dernier jour de l'exercice.

17.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop perçu.

17.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.

Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

17.4 Délai de remboursement

Les anciens associés et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 5 ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le Comité Coopératif. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

17.5 Remboursements partiels demandés par les associés

La demande de remboursement partiel est faite auprès du Président par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du Comité Coopératif.

TITRE IV
COLLEGES DE VOTE

Article 18 : Définition et modifications des collèges de vote

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Sans exonérer du principe un associé = une voix, ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en Assemblée Générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateurs. Ils permettent ainsi de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associés et la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative.

Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des Assemblées au sens des dispositions du Code de commerce, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la Société. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent, à ce titre, ni la Société, ni ses mandataires sociaux, ni les associés.

18.1 **Définition et composition**

Il est défini 4 collèges de vote au sein de la Société. Leurs droits de vote et composition sont les suivants :

Nom collège	Composition du collège de vote	Droit de vote
Collège A Fondateurs & Salariés	Ce collège regroupe les associés des catégories 1 et 2, soit les fondateurs et les salariés de la SCIC	20 %
Collège B Magasins	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 3, 4 et 5 ayant une activité magasin ou d'exploitation agricole	33 %
Collège C Restaurants	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 6 et 7 ayant une activité de restauration	37 %
Collège D Partenaires & Collectivités Territoriales et EPCI	Ce collège regroupe les associés des catégories 8 et 9, soit les personnes physiques ou morales, de droit public ou privé apportant un soutien moral et/ou bénévole et/ou financier à la coopérative	10 %

Lors des Assemblées Générales des associés, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'Assemblée, les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus avec **la règle de la proportionnelle**.

Il suffit d'un seul membre pour donner naissance, de plein droit, à l'un des collèges mentionné ci-dessus.

Ces collèges ne sont pas préfigurés par les catégories et peuvent être constitués sur des bases différentes.

Chaque associé relève d'un seul collège de vote. En cas d'affectation possible à plusieurs collèges de vote, c'est le Comité Coopératif qui décide de l'affectation d'un associé.

Un associé qui cesse de relever d'un collège de vote mais remplit les conditions d'appartenance à un autre peut demander son transfert par écrit au Comité Coopératif qui accepte ou rejette la demande et informe l'Assemblée Générale de sa décision.

18.2 Défaut d'un ou plusieurs collèges de vote

Lors de la constitution de la Société, si un ou deux des collèges de vote cités ci-dessus ne comprennent aucun associé, ou si au cours de l'existence de la Société des collèges de vote venaient à disparaître sans que leur nombre ne puisse descendre en dessous de 3, les droits de vote correspondants seront répartis de façon égalitaire entre les autres collèges restants, sans pouvoir porter le nombre de voix d'un collège à plus de 50 %.

Si, au cours de l'existence de la Société, le nombre de collèges de vote descendait en dessous de 3, la pondération des voix prévue à l'article 18.1 ne s'appliquerait plus aux décisions de l'Assemblée Générale.

Comme indiqué ci-dessus, il suffit d'un seul membre pour donner ou redonner naissance, de plein droit, à l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

18.3 Modification du nombre, de la composition des collèges de vote ou de la répartition des droits de vote

La modification de la composition des collèges ou du nombre de collèges de vote peut être proposée par le Comité Coopératif à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Une demande de modification peut également être émise par la collectivité des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement (dispositions de l'article 23.3). Elle doit être adressée par écrit au Président.

La proposition du Comité Coopératif ou la demande des associés doit être motivée et comporter un ou des projet(s) de modification soit de la composition des collèges, soit de leur nombre, soit des deux.

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges de vote, le Comité Coopératif ou des associés, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 23.3, peuvent demander à l'Assemblée Générale Extraordinaire la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

TITRE V
ADMINISTRATION ET DIRECTION

Article 19 : Président et Directeurs Généraux

19.1 **Président**

19.1.1 **Nomination**

La coopérative est administrée par un Président, associé ou non, désigné par la collectivité des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire.

Le Président est désigné par les associés pour une durée de 1 an. Il est rééligible indéfiniment. Ses fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le Président personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail, correspondant à un emploi effectif et distinct des fonctions de direction de la Société.

En cas de vacance du poste de Président, pour quelque cause que ce soit (révocation, démission, etc.), l'Assemblée Générale Ordinaire devra se réunir dans les délais appropriés afin que la Société puisse désigner un nouveau Président en remplacement. Le nouveau Président ainsi nommé ne restera en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

19.1.2 **Révocation**

Le Président peut être révoqué à tout moment pour juste motif et notamment en cas de faute grave. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale.

19.1.3 **Démission**

Le Président peut démissionner à tout moment de ses fonctions par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Comité Coopératif sous réserve de respecter un préavis de 2 mois.

19.1.4 **Pouvoirs du Président**

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative dans les limites de son objet

social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'Assemblée des associés et au Comité Coopératif par la loi et les statuts.
Le Président dispose, outre son pouvoir de représentation général, des pouvoirs suivants :

- Gérer les ressources humaines de l'équipe salariée (recrutement, rémunération, congés, évolution professionnelle, formation, sanctions disciplinaires...) ;
- Mettre en œuvre le recours aux emprunts et les garanties associées dont le montant global est inférieur à 50 000 € (cinquante mille euros), sur décision du Comité Coopératif ;
- Mettre en œuvre des investissements dont le montant est inférieur à 50 000 € (cinquante mille euros), sur décision du Comité Coopératif ;
- Recevoir les demandes de candidature au sociétariat et les présenter au Comité Coopératif.

Le Président partage également un certain nombre de missions avec le Directeur Général, notamment :

- Assurer une vision globale de la SCIC, faire les liens entre les différents sujets et les différents champs d'action de la coopérative ;
- Contribuer activement à formuler des propositions pour alimenter la stratégie de la SCIC ;
- Représenter la SCIC lors de rendez-vous / réunions « officielles » avec des partenaires ;
- Se positionner au nom de la SCIC sur des enjeux politiques et partenariaux ;
- Gérer les litiges, les conflits ;
- Intervenir en cas de conflit entre deux opérateurs ou un opérateur et l'équipe salariée (avoir le souci que le conflit se résolve) sauf si le Président est impliqué ;
- Mettre en œuvre les décisions politiques / stratégiques du Comité Coopératif.

19.1.5 **Rémunération du Président**

Le Président peut être rémunéré au titre de ses fonctions. Par ailleurs, il aura droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs.
Si une rémunération devait être allouée au Président, seule l'Assemblée Générale Ordinaire pourrait en fixer le montant.

19.2 **Directeurs Généraux**

19.2.1 **Désignation des Directeurs Généraux**

Le Directeur Général est désigné par la collectivité des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Président, salarié ou non de la Société. L'Assemblée Générale peut décider de désigner plusieurs Directeurs Généraux.

19.2.2 **Durée du mandat de chaque Directeur Général**

La durée du mandat du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination. Elle ne pourra excéder la durée du mandat du Président.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judicaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de 2 mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation du Comité Coopératif qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire, sur proposition du Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment pour juste motif et notamment en cas de faute grave. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

19.2.3 **Pouvoirs des Directeurs Généraux**

En application de l'article L.227-6 du Code de commerce, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président pour engager la Société vis-à-vis des tiers.

L'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général est déterminée par décision du Comité Coopératif.

A l'égard de la Société et des associés, le Directeur Général supporte les mêmes limitations que celles qui s'imposent au Président. Le Comité Coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

19.2.4 **Délégation**

Le Directeur Général est autorisé à consentir, sous sa responsabilité, des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une au plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Le Directeur Général en précise par écrit le contenu, les modalités et la durée.

Si le Directeur Général est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, la collectivité des associés peut y procéder dans les mêmes conditions.

Le Directeur Général peut, en outre, confier tous mandats spéciaux à toute personne, appartenant ou non au Comité Coopératif, pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les mêmes conditions.

19.2.5 **Rémunération des Directeurs Généraux**

Le Directeur Général peut être rémunéré au titre de ses fonctions. Par ailleurs, il aura droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs.

Si une rémunération devait être allouée au Directeur Général, seul le Comité Coopératif pourrait en fixer le montant.

19.2.6 **Responsabilité**

Le Directeur Général de la Société est responsable, envers celle-ci et envers les tiers, des infractions aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés anonymes et applicables aux sociétés par actions simplifiées, des violations des présents statuts et des fautes commises dans sa gestion ou attribution respective, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

19.2.7 **Contrat de travail des Directeurs Généraux**

La démission, le non renouvellement ou la révocation des fonctions des Directeurs Généraux, ne porte atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par le ou les intéressés avec la Société, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé coopérateur.

Article 20 : « Comité Coopératif »

20.1 Nomination

L'Assemblée Générale des associés désigne parmi ses membres un Comité d'appui et d'orientation appelé Comité Coopératif.

Les membres personnes physiques ou morales, associés, sont nommés pour une durée de 5 ans, renouvelable indéfiniment. Le Comité compte au minimum 6 membres. Le nombre maximal de postes est de 12, répartis de la manière suivante entre les collèges :

- Collège des Fondateurs & Salariés : 2 postes maximum
- Collège des Producteurs : 4 postes maximum
- Collège Commerçants : 4 postes maximum
- Collège Partenaires & Collectivités Territoriales et EPCI : 2 postes maximum

Les fonctions de membre du Comité prennent fin lors de la décision collective des associés statuant sur les comptes du dernier exercice clos, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Les membres personnes physiques du Comité peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société, correspondant à un emploi effectif et distinct des fonctions de direction de la Société.

20.2 Révocation

Les membres du Comité peuvent être révoqués à tout moment pour juste motif et notamment en cas de faute grave. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire.

En l'absence de motif grave établi, la révocation donnera lieu à dommages et intérêts.

Les membres personnes physiques du Comité sont révoqués de plein droit en cas d'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, ou en cas d'incapacité ou de faillite personnelle.

20.3 Démission

Les membres du Comité peuvent démissionner de leurs fonctions à condition d'en avertir au préalable et par écrit la collectivité des associés, deux mois au moins avant la prise d'effet de la démission.

20.4 Cooptation en cas de vacance

Le Comité peut, en cas de vacance d'un poste, pour quelque cause que ce soit, procéder, à titre provisoire, au remplacement des postes vacants, entre deux décisions collectives des associés.

La décision de cooptation doit être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire.
Si la nomination provisoire n'était pas ratifiée par la collectivité des associés, les délibérations adoptées et les actes accomplis par le Comité n'en demeureraient pas moins valables.

Le membre du Comité dont la cooptation a été ratifiée par la collectivité des associés, ne reste en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

20.5 Rémunération des membres du Comité Coopératif

Les membres du Comité peuvent être rémunérés ou non.

La rémunération éventuelle des membres du Comité est fixée par la décision de nomination, sauf pour la rémunération due au titre de leur contrat de travail.

20.6 Réunion du Comité Coopératif

Le Comité se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins 4 fois par an, sur convocation du Président, indiquant précisément l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la réunion ou,

- en cas d'empêchement du Président, par la majorité simple des membres au moins (50% + 1),
- en cas de désaccord avec le Président et/ou de refus de celui-ci de convoquer le Comité, par la majorité simple des membres au moins (50% + 1).

La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins 8 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Comité renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation, en présence du Président et du/des Directeur(s) Général/aux. Toutefois, la présence physique des membres du Comité n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié, par visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective (transmission de la voix et de l'image, ou au moins de la voix de tous les participants, de façon simultanée et continue).

Les réunions du Comité sont présidées par le Président, ou en son absence par le Directeur Général.

En l'absence du Président, ainsi que du Directeur Général, le Comité désigne la personne appelée à présider la réunion.

Chaque membre du Comité peut, sans condition, mandater un autre membre pour le représenter aux réunions du Comité au moyen d'un pouvoir écrit.

Les décisions sont prises à par la majorité simple des membres, présents ou représentés au moins (50% + 1), chaque membre disposant d'une voix.

Les décisions du Comité Coopératif sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial coté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

20.7 Pouvoirs

Le Comité Coopératif exerce notamment les pouvoirs suivants :

- Contribuer à formuler et valider des propositions de stratégie et de modèle économique de la SCIC ;
- Valider le budget annuel de fonctionnement de la SCIC (et éventuellement des investissements) ;
- Décider du recours aux emprunts et des garanties associées ;
- Décider des investissements ;
- Valider le principe des embauches de salarié(s) et leur coût (impact sur le budget de la SCIC) ;
- Décider du remboursement des parts avant 5 ans ;
- S'exprimer publiquement, en mandatant un ou plusieurs de ses membres, au nom de la SCIC dans des réunions publiques et avec la presse ;
- Valider les entrées de porteurs de projets, agréer des repreneurs en cas de départ d'un opérateur (NB : la candidature au sociétariat devra être agréée en Assemblée Générale) ;
- Décider si la SCIC exerce un droit de préemption sur le rachat d'un fonds de commerce ;
- Être garant du fonctionnement coopératif de la SCIC, notamment en rappelant à l'ordre les sociétaires en cas de confiscation du pouvoir ou du temps de parole ;
- Être garant du projet politique de la SCIC, de son éthique ; contribuer à redonner le sens du projet ;
- Être garant de la prise en compte de l'intérêt des opérateurs dans les décisions prises par la SCIC ;
- Incarner la coopération, contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance ;
- Intervenir en cas de conflit entre 2 opérateurs ou 1 opérateur et l'équipe salariée si le Président est impliqué dans le conflit ;
- Décider de l'affectation d'un sociétaire à un collège de vote en cas de double appartenance ;
- Approuver les propositions de cooptation du collège Fondateurs et les demandes de maintien des ex-salariés dans le sociétariat, les demandes de transfert de collège afférentes ;
- Valider les changements de collèges ;
- Agréer des transmissions de parts entre associés ;
- Agréer le principe des augmentations de capital par les associés ;
- Constater le fait qui entraîne l'exclusion d'un associé ;
- Proposer une modification des droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que de la composition et du nombre des collèges à l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- Suspendre le droit de vote d'un associé qui n'a pas libéré l'intégralité de ses parts sociales ;
- Définir l'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général, limiter ces pouvoirs le cas échéant (sans que cela soit opposable aux tiers), définir la rémunération du Directeur Général le cas échéant ;
- Décider si une décision doit rester confidentielle (ne pas être communiquée aux associés de la SCIC).

TITRE VI
ASSEMBLEES GENERALES

Article 21 : Nature des Assemblées

Les Assemblées Générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Article 22 : Dispositions communes et générales

22.1 **Composition**

L'Assemblée Générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'Assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le Comité Coopératif le 16ème jour qui précède la réunion de l'Assemblée Générale.

22.2 **Provocation des Assemblées générales**

Les associés sont convoqués par le Président ou le Comité Coopératif. Le Comité Coopératif approuve l'ordre du jour.

A défaut d'être convoquée par le Président ou le Comité Coopératif, l'Assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises, au choix du Président ou du Comité coopératif,

- soit en Assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, avec possibilité d'organiser une participation à distance par tous moyens de communication et de télécommunication, ou de voter par correspondance ou par procuration au moyen d'un formulaire électronique,
- soit, en Assemblée générale réunie de manière exclusivement dématérialisée par tous moyens de communication et de télécommunication permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations, avec la possibilité de voter par correspondance ou par procuration au moyen d'un formulaire électronique,
- soit par consultation écrite, avec possibilité d'organiser un vote par courrier électronique ou sur un site internet dédié

La première convocation de toute Assemblée Générale est faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou courrier électronique adressé aux associés quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associés et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en en informant le Président par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'Assemblée. Celui-ci peut être le siège de la Société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

22.3 **Ordre du jour**

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il y est porté les propositions émanant du Président et Comité Coopératif et les points ou projets de résolution qui auraient été communiqués vingt-cinq jours au moins à l'avance par le Comité Coopératif ou par un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital.

22.4 **Bureau**

L'Assemblée est présidée par le Président, à défaut par le doyen des membres de l'Assemblée. Le bureau est composé du Président et de deux scrutateurs acceptants. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'Assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

22.5 **Feuille de présence**

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les nom, prénom et domicile des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'Assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

22.6 **Délibérations**

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour.

22.7 **Modalités de votes**

La nomination des membres du Comité Coopératif est selon le mode de désignation décidé par le Comité Coopératif en mandat. Pour toutes les autres questions il est procédé à des votes à main levée, sauf si le bureau de l'Assemblée ou la majorité de celle-ci décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

22.8 **Droit de vote et vote à distance**

Chaque associé a droit de vote dans toutes les Assemblées avec une voix. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à l'adoption de la résolution.

Tout associé peut voter à distance dans les conditions suivantes : à compter de la convocation de l'Assemblée, un formulaire de vote à distance et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la Société, à tout associé qui en fait la demande par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote à distance doit comporter certaines indications fixées par les articles R.225-76 et suivants du Code de commerce. Le formulaire doit informer l'associé de façon très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote sera assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article R.225-78 du Code de commerce qui sont applicables.

Sont annexés au formulaire de vote à distance les documents prévus à l'article R.225-76 du Code de commerce.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'associé pour une Assemblée vaut pour toutes les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la Société trois jours avant la réunion.

Le droit de vote de tout associé en retard dans la libération de ses parts sociales est suspendu 30 jours après mise en demeure par le Comité Coopératif et ne reprend que lorsque la libération est à jour.

22.9 **Procès-verbaux**

Les délibérations des Assemblées Générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

Si, à défaut du quorum requis, une Assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite Assemblée.

22.10 **Effet des délibérations**

L'Assemblée Générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

22.11 **Pouvoirs**

Un associé empêché de participer personnellement à l'Assemblée Générale ne peut se faire représenter que par un autre associé.

Article 23 : Assemblée Générale Ordinaire

23.1 **Quorum et majorité**

Le quorum requis pour la tenue d'une Assemblée Générale Ordinaire est :

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée est convoquée. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés calculée selon les modalités précisées à l'article 18.1.

23.2 **Assemblée Générale Ordinaire annuelle**

23.2.1 Convocation

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle se tient dans les six mois après la clôture de l'exercice.

23.2.2 Rôle et compétence

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- Désigner et révoquer le Président et le/les Directeur(s) Général/aux ;
- Définir la rémunération du Président ;
- Approuver ou redresser les comptes ;
- Fixer les orientations générales de la SCIC ;
- Agréer les nouveaux associés en cas d'augmentation de capital ;
- Élire et révoquer les membres du Comité Coopératif ;
- Décider d'affecter des jetons de présence aux membres du Comité Coopératif ;
- Approuver les conventions réglementées ;
- Désigner les commissaires aux comptes le cas échéant.

23.3 **Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement**

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle.

Article 24 : Assemblée Générale Extraordinaire

24.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une Assemblée Générale Extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du tiers des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté par correspondance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée peut délibérer valablement si le quart des associés ayant droit de vote sont présents ou représentés à l'Assemblée.

A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix calculée selon les modalités précisées à l'article 18.1.

24.2 Rôle et compétence

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la Société. Elle ne peut augmenter les engagements des associés sans leur accord unanime.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut :

- Exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la SCIC, et/ou pour juste motif, après constatation des faits par le Comité Coopératif ;
- Modifier les statuts de la SCIC ;
- Transformer la Société en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative ;
- Créer de nouvelles catégories d'associés ;
- Modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges, sur proposition éventuelle du Comité Coopératif.

TITRE VII
COMMISSAIRES AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE

Article 25 : Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions des article L 227-9-1 et R227 du Code de commerce, la Société est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes si elle dépasse à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants : 1 000 000 € de total de bilan, 2 000 000 € de chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de 20 salariés au cours de l'exercice.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Article 26 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par les dispositions de l'article 19 duodecies de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

TITRE VIII
COMPTES SOCIAUX – EXCEDENTS – RESERVES

Article 27 : Exercice social

L'exercice social commence le 1 janvier et finit le 31 décembre. Toutefois, le premier exercice commencera à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le 31 décembre 2019.

Article 28 : Documents sociaux

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'Assemblée en même temps que les rapports du Président.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- le rapport de révision ;
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette Assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'Assemblée, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 29 : Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

L'Assemblée des associés est tenue de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;

- 50 % au minimum des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;
- Il peut être distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'Assemblée Générale et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire. Il ne peut être supérieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministère chargé de l'économie en vigueur. Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la Société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice.

Article 30 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3èmes et 4èmes alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Société.

TITRE IX
DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATION

Article 31 : Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'Assemblée Générale doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'Assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 32 : Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'Assemblée Générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 33 : Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la coopérative, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre Société Coopérative d'Intérêt Collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG SCOP, sous réserve de l'adhésion de la Société à la Confédération Générale des SCOP.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du siège de la coopérative.

« COOPALIM Strasbourg »
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE, À CAPITAL VARIABLE
SIÈGE : 7 rue Kageneck 67000 STRASBOURG
SIRET « 833 960 966 00020 »

STATUTS

Je soussigné, Britta BERNDT, certifie la conformité de ces statuts.

B. B

SB NB MK B AS AD PD FP TD

PREAMBULE

Contexte général

Notre société fait face aujourd'hui à des défis aux aspects multiples, allant de l'urgence écologique à l'individualisation et l'atomisation sociétale en passant par des crises sociales et économiques, en particulier dans le domaine de l'alimentation.

En effet, le modèle économique actuel dominant a placé la rentabilité et la course au profit avant toute chose. Ce système malmène les êtres d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire :

- Il ne respecte pas l'environnement : pollution, épuisement des ressources, mise en danger de la biodiversité , etc…
- Il fait pression sur les producteurs·trices, notamment par des leviers financiers, et les pousse à produire toujours plus, toujours plus vite, au détriment de la qualité des produits ou de leur confort de vie.
- Il met à mal les salarié·e·s en cherchant à optimiser leur temps, générant souvent du stress, des maltraitances au travail et une dégradation globale des relations.
- Il incite les consommateurs·trices à consommer de manière frénétique, tout en les déconnectant de leur alimentation (produits non sains, non-respect de la saisonnalité, méconnaissance du "vrai prix" des denrées, flou sur la provenance, compositions complexes, etc…)

Ce modèle mondialisé nous a mené aujourd'hui à une impasse. Face à la dégradation des conditions humaines, sociales et environnementales, des habitant·e·s de Strasbourg sont convaincu·e·s qu'il était important d'agir, de ne pas subir ni d'être complice de ce système à bout de souffle.
Porté·e·s par une volonté de promotion de nouveaux modèles économiques, sociaux et environnementaux (relation interpersonnelle, mobilité, éducation, alimentation), ces personnes ont souhaité se réapproprier leur alimentation pour avoir des "aliments bon à manger et à penser" et proposer un modèle alternatif avec :

- un nouveau rapport aux êtres, au temps et aux choses.
- une nouvelle économie au service des êtres humains, du mieux vivre ensemble, du progrès social et de la démocratie.
- une nouvelle éthique de travail invitant à agir et travailler ensemble, en collégialité, en coopération, en bonne intelligence, transversalité et solidarité. Le groupe et l'aventure collective retrouvent ici toute leur importance car l'enrichissement peut être non monétaire (apprentissage, transfert de connaissances, engagement individuel et collectif).

Ainsi, les fondateurs·trices de Coopalim Strasbourg visent à changer la société, à leur rythme et à leur échelle : "Je mange donc je suis".

Historique de la démarche

L'association Coopalim Strasbourg est créée en 2017 et émane d'une volonté forte de citoyens et citoyennes motivé·e·s, animé·e·s par l'envie de manger mieux et de rendre accessibles à toutes et tous des produits de qualité s'inscrivant dans les principes de l'alimentation durable (bio, locaux, circuit court, en vrac, anti-gaspillage…) et éthique, à des tarifs justes pour les productrices et producteurs, les consommateurs et consommatrices, tout en respectant l'environnement.
C'est un projet d'initiative populaire, qui a été créé "par les habitant·e·s pour les habitant·e·s" !

Au fil des années, ce projet grandit et mûrit se retrouvant toujours autour de trois grands axes que sont :

- **La nécessité d'une transition alimentaire** amenant à la fois la réappropriation de son alimentation par toutes et tous et la création d'une alternative durable à la grande distribution. Afin de faire autrement, Coopalim Strasbourg se construit comme un projet participatif, où chaque consommateur ou consommatrice s'engage volontairement et donne de son temps pour le projet.
- **La volonté d'être inclusif** en proposant des prix variés correspondant à tous les budgets, en entretenant une relation juste, sans pression sur les fournisseurs·sseuses, en travaillant à ce que chacun et chacune trouve sa place dans ce projet.
- **La création d'un "laboratoire" social et économique** avec un projet issu de l'Économie Sociale et Solidaire s'appuyant sur l'intelligence collective, mettant en avant l'aventure humaine créatrice de lien social et de solidarité avant tout (partenariats, échanges, convivialité, interactions et rencontres).

L'association des consomm'acteurs et consomm'actrices bénévoles gèrent ensemble un magasin participatif dans le quartier gare de Strasbourg. Ce commerce fonctionne grâce à la participation active des membres dans la réalisation des tâches courantes. Le magasin propose des produits de qualité, choisis par et pour les membres. La structure s'engage aussi avec des associations et acteurs de l'Eurométropole pour promouvoir l'alimentation durable et équitable pour toutes et tous. Elle réalise ainsi des actions de sensibilisation (conférences, projections-débats, ateliers cuisines, lactofermentation, do it yourself, repair café, etc…) invitant chacun·e à redevenir acteur·trice et à changer ses habitudes de consommation.

Finalité d'intérêt collectif de la SCIC

Les finalités du projet sont de :

- Contribuer à rendre accessible, au plus grand nombre, une alimentation durable, saine, locale et responsable
- Soutenir l'agriculture locale et/ou biologique ainsi que l'économie sociale et solidaire par le développement de liens de compréhension et de travail entre tous les acteurs de la filière agricole et alimentaire
- Prendre en compte la notion de Bilan Écologique Global, rémunérer au juste de prix les producteurs·trices
- Organiser des animations sur le territoire afin de sensibiliser à l'intérêt d'une alimentation durable et d'inviter aux changements vers des pratiques de consommations et de vie plus responsable
- Contribuer à la création d'emplois de qualité et d'activités économiques durables et locales

- Organiser et/ou héberger des ateliers, conférences, formations servant les objets sus-cités
- Nouer tout partenariat utile avec tout type de partenaire pour développer des activités en lien avec les objectifs de la coopérative
- Mener toute action et mettre en oeuvre tout moyen pour développer des activités commerciales ou non en cohérence avec les objectifs de la coopérative

Par cette coopération entre ses membres associés et la visée des finalités exposées ci-dessus, la SCIC Coopalim Strasbourg souhaite rendre des services à ses membres mais aussi participer à l'intérêt général aux plans social, économique, environnemental.

Les valeurs et principes coopératifs

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales telles qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment :

- la prééminence de la personne humaine, le respect des personnes et la reconnaissance de la dignité au travail sont primordiaux ;
- la démocratie, le pouvoir étant ainsi organisé, légitimé par des processus démocratiques et les prises de décisions sont transparentes ;
- la solidarité ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

En se transformant, l'association devenue SCIC adopte l'identité coopérative et adhère à ses valeurs éthiques fondamentales, notamment celles qui découlent de la « coopération multi-sociétaire ». Elle conserve par ailleurs les objectifs qui lui sont spécifiques, entre autres :

- Une exigence éthique forte, sur la qualité, la provenance et le mode de production des produits
- L'achat auprès de producteurs·trices, d'artisan·ne·s, de transformateurs·trices et de grossistes respectant une charte de qualité
- La promotion de l'éco-citoyenneté (sensibilisation à l'éco-consommation...)
- L'inclusivité et l'équité dans les démarches et le fonctionnement (chacun·e ayant la même place, donnant le même temps, ayant les mêmes responsabilités)
- L'autonomie, la capacité d'action donnée à chacun·e et la liberté de participation

Les différent·e·s membres (salarié·e·s, les consomm'acteurs·trices, les partenaires) s'investissent dans la coopérative pour servir un projet collectif qui dépasse leurs intérêts catégoriels ou particuliers.

De cette manière, les projets autour de la filière alimentaire sont menés dans un esprit d'inter-coopération et pas uniquement par des mécanismes de marché où souvent les plus forts et les plus fortes s'imposent.

TITRE I
FORME - DENOMINATION- DUREE - OBJET – SIEGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Par acte sous seing privé du 6 septembre 2017, il a été créé une association régie par la loi 1908 et par les articles 21 à 79 – 4 du code civil local Alsace Moselle.
Par décision des membres réunis en assemblée générale extraordinaire tenue le 13 octobre 2022, il a été décidé de transformer l'association, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 28bis de la loi du 10 septembre 1947, en société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée à capital variable. La Société sans sa nouvelle forme serait régie par les textes suivants :

- les présents statuts ;
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des Scic et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- le livre II du Code de commerce et particulièrement les articles L227-1 et suivants, R227-1 et suivants, L 231-1 et suivants, et R 210 -1 et suivants.

Article 2 : Dénomination

La société a pour dénomination : COOPALIM Strasbourg.

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif par Actions Simplifiée à capital variable » ou du signe « Scic SAS à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter du jour de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 : Objet

La coopérative a pour objet :

- le commerce de détail
- la promotion d'une alimentation durable, de l'agriculture de saison, biologique et locale et de la vente en vrac,

- la mise en relation des acteurs et actrices en amont et aval de la filière bio ou raisonnée et locale (producteurs et productrices, fournisseurs et fournisseuses et consommateurs et consommatrices),
- l'accès du plus grand nombre de personnes à une alimentation de qualité
- l'organisation d'ateliers et d'événements ayant pour objectif de promouvoir l'objet social de Coopalim,
- le développement de partenariats avec d'autres structures diverses (associations, entreprises, collectivités...) pour concourir à la mise en œuvre de l'objet social de Coopalim
- toute activité (ateliers, conférences, éducation populaire...) de nature à promouvoir la transition environnementale dans le domaine de l'alimentation ou dans d'autres domaines

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

L'objet de la Société rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quindecies de la loi du 10 septembre 1947.

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :
- la contribution à rendre accessible, au plus grand nombre, une alimentation durable, saine, locale et responsable
- le soutien à l'agriculture locale et/ou biologique ainsi que l'économie sociale et solidaire par le développement de liens de compréhension et de travail entre tous les acteurs de la filière agricole et alimentaire et en rémunérant au juste de prix les producteurs·trices
- l'organisation d'animations (ateliers, conférences, formations...) sur le territoire afin de sensibiliser à l'intérêt d'une alimentation durable et d'inviter aux changements vers des pratiques de consommations et de vie plus responsable.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé : 7 rue Kageneck 67000 STRASBOURG
Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II
APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITÉ DU CAPITAL

Article 6 : Apports et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à 35 430 euros divisé en 3 543 parts de 10 euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

Apports en numéraire

Le capital est réparti entre les différents types d'associés de la manière suivante :

Salarié·e·s

Prénom NOM	*Adresse*	*Parts*	*Apport*
Simon BALLESTER	23 rue Saint-Florent 67200 STRASBOURG	150	1 500 €
Morgane REYNAUD	1 rue Bischwiller 67000 STRASBOURG	200	2 000 €
Total Salariés		**350**	**3 500 €**

Consom'acteurs·actrices

Prénom NOM / Dénomination	*Adresse / Siège*	*Parts*	*Apport*
Anaëlle ABDELLAH	40 rue de Benfeld 67100 STRASBOURG	10	100 €
Gersende ALIX	100b route des Romains 67200 STRASBOURG	10	100 €
Lucas ANDRE	38 rue de la Course 67000 STRASBOURG	10	100 €
Julien ANGLARD	18 boulevard de Lyon 67000 STRASBOURG	12	120 €
Claudine ASENCIO	24 rue de Lunéville 67100 STRASBOURG	10	100 €
Emilie AUSSAGE	7B rue de l'Abreuvoir 67000 STRASBOURG	10	100 €
Julie BABAAMMI-DE SOUSA	9, rue Friesé 67000 STRASBOURG	10	100 €
Hélène BAINIER	26 rue Kageneck 67000 STRASBOURG	10	100 €
François BANITZ	5 rue Contades 67300 STRASBOURG	10	100 €
Claire BARDET	13 rue de Bischwiller 67000 STRASBOURG	10	100 €
Magali BAUR	4, Rue de la Demi Lune 67115 PLOBSHEIM	10	100 €
Marie BEGOC	3 rue de la course 67000 STRASBOURG	10	100 €
Karelle BENARDAIS	21 rue de la course 67000 STRASBOURG	10	100 €
Patricia BERGHOLZ	26 rue de Barr 67000 STRASBOURG	10	100 €
Britta BERNDT	33 rue du Faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG	50	500 €
Elise BERTRAND	17 rue de la Course 67000 STRASBOURG	10	100 €
Sabrina BLANCHE	34 rue de Molsheim 67000 STRASBOURG	10	100 €
Andrea BLIN	11 rue des cottages 67100 STRASBOURG	10	100 €
Agathe BONDUAEUX	18 rue Schweighaeuser 67000 STRASBOURG	10	100 €
Clément BONNETON	12 rue Charles Grad 67000 STRASBOURG	30	300 €
Géraldine BORNERT	23 rue Adèle Riton 67000 STRASBOURG	10	100 €

Thuy BOURGEOIS	11 rue déserte 67000 STRASBOURG	10	100 €
Geneviève BOUTRY	5 rue des Veaux 67000 STRASBOURG	15	150 €
Joachim BOYRIES	7 quai St Jean 67000 STRASBOURG	10	100 €
Myriam BRAND	2 rue jean Jaurès 67300 SCHILTIGHEIM	15	150 €
Annabelle BRAUN	10 petite rue des dentelles 67000 STRASBOURG	10	100 €
Cindya BRENNSTUHL	3 rue de Thann 67100 STRASBOURG	10	100 €
Thomas BRESSAC	4 impasse de la Pie 67000 STRASBOURG	135	1 350 €
Célia BRIOT	16A Rue principale 67300 SCHILTIGHEIM	10	100€
Serban BUIA	1 rue de Bischwiller 67000 STRASBOURG	10	100€
Julie BUR	3 place du cygne 67000 STRASBOURG	10	100€
Nicole BURG	13 rue des Poilus 67300 SCHILTIGHEIM	10	100€
Gillian CANTE	21 rue du Faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG	10	100€
Jean-Charles CANTE	22 rue du Faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG	10	100€
Bernard CATHIARD	16 rue Ste Cécile 67000 STRASBOURG	10	100€
Léna CHAPPUIS	38 rue de la Course 67000 STRASBOURG	10	100€
Christine CHAUTRAND	27 rue de Lausanne 67000 STRASBOURG	10	100€
Pierre CHAUVEAU	2b rue de Molsheim 67000 STRASBOURG	10	100€
Maryse CHERRIER	21 Rue des Bonnes Gens 67000 STRASBOURG	10	100€
Daniel CLESSE	7 rue du Landsberg 67100 STRASBOURG	10	100€
Laure COHEN	5 rue Kageneck 67000 STRASBOURG	10	100€
Delphine COLOMBO	3 rue clement 67000 STRASBOURG	10	100€
Cécile CORALLINI	2bis rue du faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG	15	150€
Armelle DANIEL	47A rue de Lauterbourg 67300 SCHILTIGHEIM	10	100€
Nathan DANIEL	47A rue de Lauterbourg 67300 SCHILTIGHEIM	10	100€
Pascal DANIEL	47A rue de Lauterbourg 67300 SCHILTIGHEIM	10	100€
Charles DE FINANCE	34 rue de Molsheim 67000 STRASBOURG	10	100€
Marion DE FINANCE	34 rue de Molsheim 67000 STRASBOURG	10	100€
Louise DE GUIO	25 rue du vieux marché aux vins 67000 STRASBOURG	10	100€
Brigitte DE MONTGOLFIER	8 quai des Bateliers 67000 STRASBOURG	10	100€
Julie DELAPORTE	26 rue de Rosenwiller 67200 STRASBOURG	10	100€
Bernard DEMANGE	38a rue de Mundolsheim 67300 SCHILTIGHEIM	10	100€
Laetitia DEMARAIS	9 rue de Londres 67000 STRASBOURG	20	200€
Mia DEPOUTOT	8 rue de la course 67000 STRASBOURG	10	100€
Stéphanie DERNDINGER	23 rue de Lampertheim 67800 LAMPERTHEIM	10	100€
Thibaut DESJARDINS	1 Place de l'Homme de Fer 67000 STRASBOURG	10	100€
Pauline DESTAING	15 rue de l'Anneau 67200 STRASBOURG	10	100€

NB 1600

Josepha DICKELY	7 rue du petit marais 67200 STRASBOURG	20	200€
Christian DOMBALL	1A rue des petits champs 67300 STRASBOURG	10	100€
Samuel DOMERGUE	9 quai Saint Jean 67000 STRASBOURG	50	500€
Florence DREGER	17C rue de Lausanne 67000 STRASBOURG	10	100€
Florine DURAND	5 rue de Saales 67000 STRASBOURG	10	100€
Hugues DURAND	27 rue Gratien 67200 STRASBOURG	10	100€
Marie DURATTI	17 rue thiergarten 67000 STRASBOURG	10	100€
Françoise DURIEZ	12 rue de la Patrie 67300 SCHILTIGHEIM	10	100€
Po-Thai EAP	71 rue Heidenberg 67200 STRASBOURG	10	100€
Fa-Yuan (Laurent) ENG	19 rue Thiergarten 67000 STRASBOURG	10	100€
Olivier ENGLI	15A rue de la Kurvau 67100 STRASBOURG	10	100€
Nadine ESCAPA	85 boulevard La Fontaine 67200 STRASBOURG	10	100€
Bernard ESCUDERO	18 rue St Aloise 67100 STRASBOURG	20	200€
Paul ETTWILLER	106 Grand'Rue 67000 STRASBOURG	10	100€
Nathalie FAVIER	7 rue de Haguenau 67000 STRASBOURG	10	100€
Stéphanie FELIX	15 rue de Pfettisheim 67200 STRASBOURG	15	150€
Monique FISCHER	3 rue des hirondelles 67100 STRASBOURG	50	500€
Camille FLAVIGNARD	6 rue Clovis 67200 STRASBOURG	10	100€
Juliette FOINE-FRIEDRICH	44a rue de la course 67000 STRASBOURG	10	100€
Denis FORGET	3 rue des hirondelles 67100 STRASBOURG	20	200€
Marie FOUQUEAU	19 rue Thiergarten 67000 STRASBOURG	10	100€
Francine FRENOY	3 rue des Balayeurs 67000 STRASBOURG	10	100€
Julien FREY	4 petite rue des magasins 67000 STRASBOURG	10	100€
Isabelle GALLAND	30 rue Ste Cécile 67100 STRASBOURG	10	100€
Gérard GANGLOFF	2 rue du hêtre 67460 SOUFFELWEYERSHEIM	10	100€
Eric GASPARD	68 faubourg national 67000 STRASBOURG	20	200€
Anne-Frédérique GAUTIER	33 rue du Faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG	10	100€
Anouck GILLIARD	2 rue du Marie Kuss 67000 STRASBOURG	10	100€
Marie-Françoise GLATZ ESTIENNE	9 rue de Gimbrett 67200 STRASBOURG	10	100€
Cyrille GROSSHOLTZ	26 rue thiergarten 67000 STRASBOURG	10	100€
Chrystèle GUILLEMBERT	8 rue Adolphe Wurtz 67000 STRASBOURG	10	100€
Thomas GUILLET	71 route de Lyon 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	10	100€
Sylviana GUILLOU	10 rue de Cernay 67100 STRASBOURG	10	100€
Marie-Gabrielle GUINOT	12 boulevard du Président Wilson 67000 STRASBOURG	10	100€

François GUYON	20 rue d'Oslo 67100 STRASBOURG	40	400€
Catherine HAAS	11 rue du marais Kageneck 67000 STRASBOURG	10	100€
Lucas HAENSLER	26 rue Thiergarten 67000 STRASBOURG	10	100€
Jean-Marie HAUSSER	34 rue de Rotterdam 67000 STRASBOURG	10	100€
Amélie HEIDINGER	2 rue d'Ingwiller 67000 STRASBOURG	10	100€
Juliette HENNY	44 rue de selestat 67100 STRASBOURG	20	200€
Anais HERVELEU	1 rue de la Broque 67000 STRASBOURG	10	100€
Fabienne HILL	20 rue d'Oslo 67000 STRASBOURG	40	400€
Victor HOCQUET	14 rue David Gruber 67200 STRASBOURG	10	100€
Nicolas HUFSCHMITT	1 rue des lentilles 67000 STRASBOURG	10	100€
Johanna JACQUES	4 rue de Metzeral 67100 STRASBOURG	10	100€
Dominique JEANMAIRE	14 route de la Meinau 67100 STRASBOURG	10	100€
Valérie JEANROY	13 rue du marais Kageneck 67000 STRASBOURG	20	200€
Etienne JOERGER	17 rue Paul Cézanne 67170 BRUMATH	10	100€
Romane JOLY	8 rue de Mutzig 67000 STRASBOURG	10	100€
Claire JOYAU	1A rue de la ménagerie 67100 STRASBOURG	10	100€
Dominique KALMS	1 rue du Chevreuil 67000 STRASBOURG	10	100€
Artur KARZELEK	2 Chemin du Marais St Gall 67200 STRASBOURG	10	100€
Tung KE	1 rue des Balayeurs 67000 STRASBOURG	10	100€
Kristin KLANK	3 rue Jean Georges Stube 67100 STRASBOURG	10	100€
Chantal KLEIN	9 rue Neuve 67200 STRASBOURG	10	100€
Mathieu KLEIN	8 rue du Faisan 67000 STRASBOURG	10	100€
Ghislaine KOCHER	10 rue de Chatenois 67100 STRASBOURG	10	100€
Léonie KOELSCH	15 rue d'Obernai 67000 STRASBOURG	10	100€
Nadège KUSTER	24 rue Kageneck 67000 STRASBOURG	10	100€
Emeline LAFAURY	36 rue Saint-Urbain 67100 STRASBOURG	30	300€
Caroline LARRIVE	5 rue Isabelle Eberhardt 67200 STRASBOURG	10	100€
Marina LASSERRE	3 rue du Bain-aux-plantes 67000 STRASBOURG	10	100€
Nina LE BRETON - TUIL	9 rue du Fondeur 67300 SCHILTIGHEIM	30	300€
Anne-Sophie LE GALL	4 impasse de la Pie 67000 STRASBOURG	100	1 000 €
Sonia LE VALLOIS	10 rue de Bâle 67100 STRASBOURG	10	100€
Edwige LEFEL	2, rue Jean-Jacques Rousseau 67000 STRASBOURG	10	100€
Justine LELONG	1 rue Bischwiller 67000 STRASBOURG	10	100€
Xavier LEMAHIEU	6 rue du chevreuil 67000 STRASBOURG	10	100€

Suzon LEMERCIER	2 rue des Païens 67000 STRASBOURG	10	100€
Lena LENG	17 rue Thiergarten 67000 STRASBOURG	10	100€
Lucie LENG	12 rue du Travail 67000 STRASBOURG	10	100€
Hélène LOOS	10 rue du Faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG	10	100€
Jacques LORENTZ	14 route de la Meinau 67100 STRASBOURG	10	100€
Lucas MARCHEL	24 rue de Bonnes Gens 67000 STRASBOURG	10	100€
Lisa MARTIN	7 boulevard de Nancy 67000 STRASBOURG	10	100€
Cécile MARY	3D rue des Mineurs 67000 STRASBOURG	10	100€
Josiane MAWOUABA	25 rue de Metzeral 67100 STRASBOURG	10	100€
Claude MEYER	27 rue du Brotsch 67700 OTERSWILLER	10	100€
Valentin MEYER	20 rue du coin brulé 67000 STRASBOURG	10	100€
Isabelle MINVIELLE	20 rue Constantin 67200 STRASBOURG	10	100€
Fleur MOREAU	16 rue Saint Louis 67000 STRASBOURG	10	100€
Nina MORLET	10 rue Georges Wodli 67000 STRASBOURG	10	100€
Pierre MOUREU	4 Quai Charles ALTORFFER 67000 STRASBOURG	10	100€
Raphaël MUTZIG	8 allée des prés 67800 HOENHEIM	10	100€
Sébastien NAGASE	4 rue Geneviève Anthonioz 67200 STRASBOURG	10	100€
Camille NEUFVILLE	5 rue de Bischwiller 67000 STRASBOURG	10	100€
Quynh NGUYEN	4 rue Thiergarten 67000 STRASBOURG	10	100€
Myriam NISS	10 rue déserte 67000 STRASBOURG	10	100€
Georges-king NJOCK-BÔT	8 rue du Nideck 67000 STRASBOURG	10	100€
Claire NOYER	26 rue thiergarten 67000 STRASBOURG	15	150€
Marine OUDIN	1A Rue des aveugles 67000 STRASBOURG	10	100€
Domenica PALADINO	30 rue de Bruxelles 67000 STRASBOURG	10	100€
Jules PALI	37 rue Baldner 67100 STRASBOURG	10	100€
Paul-Loup PASQUET	7 rue de la Course 67000 STRASBOURG	10	100€
Françoise PELERIN	10 rue du Bilstein 67100 STRASBOURG	30	300€
Marie-Clémence PEREZ	5 chemin sous le bois 90200 LEPUIX	10	100€
Léo PERRICHE	6 rue d'Urmatt 67000 STRASBOURG	10	100€
Julie PERRIN	129 rue Boecklin 67000 STRASBOURG	10	100€
Déborah PERSUY-GUELLER	38 rue nationale 67800 BISCHHEIM	10	100€
Vanessa PINO CARDONA	9 rue des accacias 67207 NIEDERHAUSBERGEN	10	100€
Jérémi PIRAT	12 rue de l'écurie 67000 STRASBOURG	12	120€
Cécile PISSERE	25 rue de Lièpvre 67100 STRASBOURG	10	100€

1603

Cassandre PLANTIER	1-2 quai saint Jean 67000 STRASBOURG	10	100€
Enzo PONCET	38 rue de la course 67000 STRASBOURG	10	100€
Laetitia QUEVY	4 rue du fossé des Tailleurs 67000 STRASBOURG	10	100€
Iza RAISON	53, avenue de la Forêt-Noire 67000 STRASBOURG	10	100€
Juliette RAULT	16 rue auguste lamey 67000 STRASBOURG	10	100€
Martine REBOUX	14 rue de Berne 67380 LINGOLSHEIM	10	100€
Christof REHLICH	14 boulevard de la marne 67000 STRASBOURG	10	100€
Myriam RENNERT	12 rue du Jeu des enfants 67000 STRASBOURG	10	100€
Montserrat RIERA	14 boulevard de la marne 67000 STRASBOURG	10	100€
Agnès RIMLINGER	19 rue césar julien 67200 STRASBOURG	30	300€
Alice ROBERTS-DOMBALL	1a rue des Petits Champs 67300 SCHILTIGHEIM	10	100€
Thomas SAETTLER	135 route de Schirmeck 67200 STRASBOURG	40	400€
Hélène SALVADOR	20 rue des carmes 67100 STRASBOURG	10	100€
Lina SANDOVAL	5 rue kageneck 67100 STRASBOURG	10	100€
Octave SAUNIER	42 boulevard d'anvers 67000 STRASBOURG	10	100€
Elisabeth SCHAUS	4 sentier Kempf 67000 STRASBOURG	10	100€
Martine SCHMIDER	16 rue du 22 novembre 67000 STRASBOURG	10	100€
Marie SCHMIT	14 rue du Maréchal Foch 67000 STRASBOURG	10	100€
Nicole SCHMITT-MERCIER	7 chemin des merles 67100 STRASBOURG	200	2 000 €
Jade SCHWARTZ	6 Rue Léon Hornecker 67200 STRASBOURG	10	100€
Annie SERVIERE	191 Bld du président Wilson 67000 STRASBOURG	10	100€
Guillaume SOULA	30 route des Romains 67200 STRASBOURG	10	100€
Association STAMTISH	33A rue de la Tour 67200 STRASBOURG	10	100€
Association STIMULTANIA	33 rue Kageneck 67000 STRASBOURG	10	100€
Stéphanie STREICHER	6 rue d'Ensisheim 67100 STRASBOURG	10	100€
Laura SUFFISSAIS	17 petite rue de la course 67000 STRASBOURG	10	100€
Cédric TACUSSEL	16, rue Véronèse 67000 STRASBOURG	10	100€
Nathalie THEVENOT	5 rue du tribunal 67300 SCHILTIGHEIM	20	200€
Eléonore THOMASSET	4 petite rue des magasins 67000 STRASBOURG	10	100€
Christine THUMANN	1 rue d'Andlau 67201 ECKBOLSHEIM	10	100€
Stéphanie TOETSCH	19 rue Thiergarten 67100 STRASBOURG	10	100€
Marie TOURNIER	31 rue du maris vert 67000 STRASBOURG	10	100€
Elise TOURTE	59 avenue des vosges 67000 STRASBOURG	10	100€
Christine TOUSSAINT	35 rue de l'ange 67000 STRASBOURG	10	100€

NB LT AS 1604 CM AD FP TD SB MK BE CC AD

Yoann TRESY	1 rue André Marie Ampère 67800 BISCHHEIM	10	100€
Clémentine TROLONG BAILLY	10 rue St Laurent 67800 BISCHHEIM	10	100€
Laurent TROXLER	44 rue de Ribeauvillé 67100 STRASBOURG	202	2 020 €
Céline UNGER	1 rue d'Ingwiller 67000 STRASBOURG	15	150€
Clémence VAGNEUR	2B rue Moll 67000 STRASBOURG	10	100€
Alexandre VARIN	12 rue de l'écurie 67000 STRASBOURG	10	100€
Carole VILLEMIN	39 rue du faubourg national 67000 STRASBOURG	10	100€
Jean-Luc VIX	9 allée Spach 67000 STRASBOURG	10	100€
Jean-Marc WEILLER	19a Boulevard Wilson 67000 STRASBOURG	10	100€
Lise WIETRICH	5 rue Thiergarten 67000 STRASBOURG	10	100€
David WITKOWSKI	8 rue de Mutzig 67000 STRASBOURG	12	120€
Laure WOELFLI	11 rue Friese 67000 STRASBOURG	20	200€
Patrick WUNDERLICH	1B rue de Holtzheim 67380 STRASBOURG	10	100€
Total Consomm'acteurs·actrices		**3 090**	**30 930€**

Partenaires du projet

Nom prénom/dénomination	*adresse/ siège social*	*Parts*	*Apport*
David LE BRETON,	9 rue du Fondeur 67300 SCHILTIGHEIM	30	300 €
Lasma LIEDE,	12 rue Charles Grad 67000 STRASBOURG	50	500 €
Valérie PFLUMIO,	14 rue de l'Angle 67170 BRUMATH	10	100 €
Jean-Baptiste SCHMIDER,	1- rue du 22 novembre 67000 STRASBOURG	10	100 €
Total Partenaires du projet		**100**	**1 000 €**

Soit un total de 35 430 euros représentant le montant partiellement libéré des parts.

Chaque part sociale a été libérée d'au moins le quart au moment de leur souscription. La libération du surplus, pour une somme de 3 000 euros, interviendra en une ou plusieurs fois sur appels du Président dans un délai maximum de 5 ans à compter de l'assemblée de transformation.

La total du capital libéré est de 32 580 € ainsi qu'il est attesté par la banque Crédit Mutuel, agence de Neudorf, dépositaire des fonds.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription établi en deux originaux signés par l'associé et un des représentants de la société.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être ni inférieur à 8 858 €, ni réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1 Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la coopérative.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

9.2 Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associés après agrément de la cession par le Conseil Coopératif, nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès. La créance sera remboursée aux conditions prévues à l'article 11_Annulation des parts.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

De nouvelles souscriptions peuvent être effectuées par un associé ou une nouvelle personne morale ou physique respectant les catégories de sociétaires définies au présent contrat.

Il ou elle devra signer un bulletin de souscription et le transmettre à l'adresse du siège social de la coopérative avec le règlement de la souscription.
La souscription sera soumise à pré-validation par le Conseil Coopératif avant validation définitive en Assemblée générale. Après réception et validation, la coopérative retournera au nouvel associé ou à l'associé qui a augmenté ses parts, un certificat de parts sociales daté et signé.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17_Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8_Capital minimum.

TITRE III
ASSOCIES - ADMISSION – RETRAIT – NON-CONCURRENCE

Article 12 : Associés et catégories

12.1 Conditions légales

La loi précise que peut être associé d'une société coopérative d'intérêt collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

La société coopérative d'intérêt collectif comprend au moins trois catégories d'associés, parmi lesquelles figurent obligatoirement les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative et les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la société, les producteurs de biens ou de services de la coopérative.
La troisième catégorie est ouverte et dépend du choix des associés étant précisé que si ce choix se porte sur des collectivités territoriales, leurs groupements ou des établissements publics territoriaux, ces derniers pourront détenir ensemble jusqu'à 50 % du capital de la coopérative.

La société répond à ces obligations légales lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la Société.

Si, au cours de l'existence de la société, l'une de ces catégories d'associés vient à disparaître, le Président devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

12.2 Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi-sociétariat qui caractérise la Société. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire.

Sont définies dans la Société COOPALIM, les quatre catégories d'associés suivantes :

NB CC AS 1608 FP TD

1. Catégorie des salarié·e·s : Cette catégorie regroupe les personnes physiques liées à la SCIC par un contrat de travail après la période d'essai légale.

2. Catégorie des consom'acteurs·actrices : Cette catégorie regroupe les personnes physiques et morales bénéficiant à titre onéreux des services de la coopérative.

3. Catégorie des collectivités : Cette catégorie regroupe les collectivités souhaitant soutenir le projet et/ou collaborer avec la coopérative.

4. Catégorie des partenaires du projet : Cette catégorie regroupe les personnes physiques ou les personnes morales partageant les objectifs et valeurs de la SCIC et souhaitant participer directement ou indirectement à la réalisation de son objet social à finalité d'intérêt collectif.

Un associé qui souhaite changer de catégorie doit adresser sa demande au Conseil Coopératif en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le Conseil Coopératif est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 13 : Candidatures

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2_Catégories et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

Les présents statuts, en application de l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947, définissent les conditions dans lesquelles les salariés peuvent être tenus de demander leur admission en qualité d'associé.

Si la candidature obligatoire au sociétariat est prévue, elle devra être expressément mentionnée dans le contrat de travail. Le contrat de travail devra comporter les indications suivantes :

- Le statut de coopérative d'intérêt collectif de l'entreprise et l'obligation permanente de comprendre, parmi les associés, des salariés et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la coopérative ;
- La remise d'une copie des statuts de la société ;
- Le terme à partir duquel la candidature au sociétariat sera obligatoire ;
- L'acceptation par le salarié des particularités des statuts et sa décision de présenter sa candidature selon les modalités et dans les délais statutairement fixés ;
- L'engagement de candidature au sociétariat comme condition déterminante de l'embauche dans l'entreprise.

Article 14 : Admission des associés

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission, sauf conditions particulières énoncées à l'article 14.2_Souscriptions initiales.

14.1 Modalités d'admission

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature en suivant la procédure prévue dans le règlement intérieur. Cette candidature sera soumise à validation selon les modalités prévues dans l'article 10_ Nouvelles souscriptions.

L'admission d'un nouvel associé est du seul ressort de l'assemblée générale et s'effectue dans les conditions prévues pour les délibérations ordinaires. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être libérées d'un quart au moins au moment de leur souscription, la libération du surplus devant être effectuée dans un délai maximum de cinq ans à partir de la date à laquelle la souscription est devenue définitive.
Le statut d'associé sera validé en conseil coopératif et ensuite prendra effet après agrément de l'assemblée générale, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la Société.

14.2 Souscriptions initiales

Les souscriptions sont liées à la double qualité de coopérateur et d'associé mentionnée à l'article 12_Associés et Catégories.

14.2.1 - Souscriptions des Salarié·e·s

L'associé·e salarié·e souscrit et libère au moins 10 parts sociales lors de son admission.

14.2.2 - Souscriptions des Consom'acteurs·actrices

L'associé·e consom'acteur·actrice souscrit et libère au moins 10 parts sociales lors de son admission. Dans des conditions définies par le règlement intérieur, il pourra être accordé la possibilité de souscrire 1,5 part à l'entrée dans la coopérative. Les consom'acteurs·actrices concerné·e·s s'engagent à acquérir la totalité des 10 parts dans un délai de 5 ans maximum.

14.2.3 - Souscriptions des Collectivités

L'associé collectivité souscrit et libère au moins 500 parts sociales lors de son admission.

14.2.4 - Souscriptions des Partenaires au projet

L'associé partenaire au projet souscrit et libère au moins 10 parts sociales lors de son admission sauf exception appréciée par le conseil coopératif.

14.3 Modification des montants de souscription des nouveaux associés

La modification de ces critères applicable pour les nouveaux associés est décidée par l'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts.

Article 15 : Perte de la qualité d'associé

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11_Annulation des parts ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16_Exclusion ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé.

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12_Associés & Catégories ;
- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12_Associés & Catégories, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au Conseil Coopératif seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 ou loi 1908 n'ayant plus aucune activité ;
- lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à trois assemblées générales ordinaires annuelles consécutives n'est ni présent, ni représenté lors de l'assemblée générale ordinaire suivante, soit la quatrième
  Le Conseil Coopératif devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette assemblée générale ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par courriel, lettre remise en main propre ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le Conseil Coopératif qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le Conseil Coopératif communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 16 : Exclusion

L'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts, peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Conseil Coopératif qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé dans les conditions prévues dans le règlement intérieur pour exposer sa position. L'absence de l'associé lors de l'assemblée est sans effet sur la délibération de l'assemblée. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'assemblée qui a prononcé l'exclusion.

Article 17 : Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés

17.1 Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15_Perte de la qualité d'associé et 16_Exclusion, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes s'imputent pour partie sur les réserves statutaires et pour partie sur le capital. Le montant des pertes à imputer sur le capital se calcule selon la formule suivante :

Perte x [(capital / (capital + réserves statutaires)].

- le capital à retenir est celui du dernier jour de l'exercice auquel a été réintégré le capital des associés sortants ;
- les réserves statutaires sont celles inscrites au bilan au dernier jour de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part sociale, il est convenu que les pertes s'imputent prioritairement sur les réserves statutaires.

17.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop perçu.

17.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.
Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

17.4 Délai de remboursement

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, les anciens associés ne peuvent exiger le remboursement de leur part avant la clôture de l'exercice en cours et l'approbation des comptes par l'assemblée générale.
Le montant dû aux anciens associés peut porter intérêt à un taux fixé par le Conseil Coopératif dans la limite applicable pour les intérêts liés aux excédents de gestion.

Le Conseil Coopératif peut décider de remboursements anticipés dûment motivés par des circonstances particulières

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

17.5 Remboursements partiels demandés par les associés

La demande de remboursement partiel est faite auprès du président par écrit ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du Conseil Coopératif.

Ils ne peuvent concerner que la part de capital excédant le minimum statutaire de souscription prévu à l'article 14.2_Souscriptions initiales des présents statuts.

En cas de décès du titulaire de parts sociales, le remboursement de celles-ci sera proposé aux héritiers et ayants droits.

TITRE IV
ADMINISTRATION ET DIRECTION

Article 18 : Président et Directeurs Généraux

18.1. Nomination

La coopérative est administrée par un Président, personne physique ou morale, associé, désigné par l'Assemblée Générale des associés votant à bulletins secrets dans les conditions de l'article 23.1.

18.2. Durée du mandat du président

Le président est choisi par les associés pour une durée de deux (2) ans. Il est rééligible. Ses fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation par l'Assemblée Générale, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de la coopérative d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

18.3. Rémunération

L'assemblée générale peut décider de la possible rémunération du Président.

18.4. Pouvoirs du Président

Le président dispose, sous le contrôle du conseil coopératif, de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative dans les limites de son objet social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'assemblée des associés par la loi et les statuts.

18.5. Directeurs Généraux

18.5.1 - Désignation des Directeurs Généraux

Un ou plusieurs Directeurs Généraux peuvent être désignés par décision du Conseil Coopératif, personne physique, salarié ou non de la Société.

18.5.2 - Durée du mandat de chaque Directeur Général

La durée du mandat du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination. Elle ne peut excéder 2 ans et elle est renouvelable.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de la coopérative d'une procédure de

redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par avis écrit, sous réserve de respecter un préavis d'un (1) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation du Conseil Coopératif qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du Conseil Coopératif. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

18.5.3 - Pouvoirs des Directeurs Généraux

En application de l'article L.227-6 du Code de commerce, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président pour engager la Société vis-à-vis des tiers.

L'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général est déterminée par décision du Conseil Coopératif.

A l'égard de la Société et des associés, le Directeur Général supporte les mêmes limitations que celles qui s'imposent au Président. Le Conseil Coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

18.5.4 - Délégation

Le Directeur Général est autorisé à consentir, sous sa responsabilité, des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une au plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Le Directeur Général en précise par écrit le contenu, les modalités et la durée. Il en informe le Conseil coopératif qui peut les refuser.

Si le Directeur Général est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, la collectivité des associés peut y procéder dans les mêmes conditions.

Le Directeur Général peut, en outre, confier tous mandats spéciaux à toute personne, appartenant au conseil, pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les mêmes conditions. Il en informe le Conseil coopératif qui peut les refuser.

18.5.5 - Rémunération du Directeur Général

Le Directeur Général ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions. Toutefois, il aura droit au

remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs.

Si une rémunération devait être allouée au Directeur Général, seul le Conseil Coopératif pourrait en fixer le montant et l'assemblée générale en sera informée lors de sa prochaine réunion.

18.5.6 - Responsabilité

Le Directeur Général de la Société, est responsable envers celle-ci et envers les tiers, des infractions aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés anonymes et applicables aux sociétés par actions simplifiées, des violations des présents Statuts et des fautes commises dans sa gestion ou attribution respective, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

18.5.7 - Contrat de travail des Directeurs Généraux

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions des Directeurs Généraux, ne porte atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par le ou les intéressés avec la Société, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé coopérateur.

Article 19 : « Conseil Coopératif »

Il est créé au sein de la société, un Conseil Coopératif composé entre 8 à 18 membres dont le président de la coopérative, associés nommés au scrutin secret et à la majorité des suffrages par l'assemblée générale et réparti entre les différentes catégories de la manière suivante :

- Catégorie des membres salariés : 1 à 2 postes
- Catégorie des consommacteurs : 6 à 13 postes
- Catégorie des collectivités : 1 poste
- Catégorie des partenaires : 1 poste
- le président

Le président de la SCIC est de fait membre du Conseil Coopératif quelle que soit sa catégorie.

Les membres du Conseil Coopératif peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du conseil en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Toute modification de désignation sera signifiée un mois à l'avance au président qui en informera le conseil coopératif.

19.1. Droits et obligations des membres du conseil coopératif

Les membres du Conseil Coopératif doivent assister aux séances du Conseil Coopératif.

La nomination en qualité de membre du Conseil Coopératif ne fait pas perdre le bénéfice du contrat de travail conclu, le cas échéant, entre la Société et l'associé. La cessation des fonctions de membre du conseil ne porte pas atteinte au contrat de travail qui a pu être conclu par l'intéressé avec la Société.

19.2. Durée et fonctions des membres du conseil coopératif

La durée des fonctions des membres du conseil coopératif est de trois (3) ans.

En cas de vacances, et à condition que trois membres au moins soient en exercice, le Conseil peut pourvoir au remplacement du membre manquant, et pour le temps qui lui restait à courir. Le choix du Conseil doit être soumis à la ratification de la plus prochaine assemblée générale.

Si le nombre des membres du conseil coopératif devient inférieur à cinq, les membres du conseil coopératif restants doivent réunir immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

Les membres du conseil coopératif sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale, même si cette question ne figure pas à l'ordre du jour.

19.3. Renouvellement des fonctions

Le Conseil est renouvelable par tiers tous les ans.

L'ordre de sortie est déterminé par tirage au sort effectué par la première séance du Conseil. Une fois établi, le renouvellement a lieu par ordre d'ancienneté de nomination.

19.4. Réunion du Conseil Coopératif

Le Conseil Coopératif se réunit au moins 4 fois par an.
Il est convoqué, par tous moyens, par le Président ou la moitié de ses membres.
Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, les membres du Conseil Coopératif constituant au moins le tiers des membres du Conseil peuvent demander au président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé.
En cas de dissociation des fonctions de direction, le Directeur Général peut faire cette demande à tout moment.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Les membres du Conseil Coopératif représentés ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum.

La séance est présidée par le Président. En cas d'empêchement, elle est présidée par un membre du Conseil Coopératif élu en début de séance.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Les membres du conseil coopératif, ainsi que toute personne participant aux réunions du Conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président de séance.
Il est tenu :

- un registre de présence signé à chaque séance par les membres du conseil coopératif présents
- un registre des procès-verbaux, lesquels sont signés par le Président de séance et au moins un administrateur.

Le Président ne pourra tenir un Conseil Coopératif par des moyens de télétransmission, y compris par audioconférence et visioconférence, que si un règlement intérieur définissant les modalités de recours à ces moyens qui doivent permettre l'identification des membres du conseil coopératif, est mis en place par le Conseil Coopératif.

Une réunion physique, sauf impossibilité réglementaire, se tiendra obligatoirement pour :

- L'arrêté des comptes annuels ;
- L'arrêté du rapport de gestion du Conseil coopératif ;
- La nomination de directeurs généraux ;
- Toute opération de fusion scission ;
- Toute opération de cession d'actifs.

19.5. Pouvoir du Conseil Coopératif

19.5.1 - Mise en oeuvre des orientations de la société

Le Conseil Coopératif met en œuvre les orientations de l'activité de la société déterminées en assemblée générale.
Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'associés et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.
Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Les membres du Conseil Coopératif peuvent se faire communiquer tous les documents qu'ils estiment utiles.
La demande de communication d'informations ou de documents est faite au Président.

19.5.2 - Groupes de travail

Le Conseil Coopératif peut décider la création de groupes de travail chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des groupes de travail qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

19.5.3 - Autres pouvoirs

Le Conseil Coopératif dispose notamment des pouvoirs suivants :

- cooptation de membres du conseil coopératif selon les modalités prévues à l'article 10_Nouvelles souscriptions;
- changement de catégorie d'associé

- transmission des parts sociales
- admission d'associés avant ratification en assemblée générale

Sans que les intéressés prennent part à la décision, il fixe les rémunérations et avantages attribués au Président et aux directeurs généraux et, ou à un membre du conseil coopératif exerçant une délégation temporaire des fonctions de Président. L'assemblée générale en est informée lors de sa prochaine réunion.

Un règlement intérieur pourra être proposé par le Conseil Coopératif et adopté en assemblée générale.

TITRE V
ASSEMBLEES GENERALES

Article 20 : Nature des assemblées

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Le Conseil Coopératif fixe les dates et lieux de réunion des différentes assemblées.

Article 21 : Dispositions communes et générales

21.1. Composition

L'assemblée générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le Conseil Coopératif le 16ème jour qui précède la réunion de l'assemblée générale.

21.2. Convocation et lieu de réunion

Les associés sont convoqués par le Conseil Coopératif.

A défaut d'être convoquée par le Conseil Coopératif, l'assemblée peut également être convoquée par :
- le président
- les éventuels commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute assemblée générale est faite par lettre simple ou courrier électronique adressé aux associés quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associés et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en en informant le Conseil Coopératif par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance selon les conditions définies dans le règlement intérieur.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

21.3 Tenue des assemblées par visioconférence

Le Conseil Coopératif peut décider qu'une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire sera tenue exclusivement par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des associés.

Toutefois, une réunion physique est obligatoire, sauf impossibilité réglementaire, au moins une fois l'an pour prendre connaissance du compte rendu de l'activité de la société, approuver les comptes de l'exercice écoulé et procéder, s'il y a lieu, aux élections des Présidents et Directeurs généraux et de commissaires aux comptes.

De plus, pour les assemblées générales extraordinaires, un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent s'opposer à ce qu'il soit recouru exclusivement aux modalités de participation à l'assemblée.

Ce droit d'opposition s'exerce après les formalités de convocation.

La convocation rappelle le droit d'opposition au recours exclusif à des moyens dématérialisés pour la tenue de l'assemblée générale, ainsi que les conditions d'exercice de ce droit. Il indique également le lieu où l'assemblée se réunira s'il est fait opposition à sa tenue exclusivement par des moyens dématérialisés.

Le droit d'opposition peut être exercé dans un délai de sept (7) jours à compter de la convocation.

En cas d'exercice du droit d'opposition, la Société doit aviser les associés par lettre simple ou par courrier électronique, au plus tard quarante-huit heures (48 h) avant la tenue de l'assemblée, que celle-ci ne se tiendra pas exclusivement par des moyens dématérialisés.

21.4. Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il y est porté les propositions émanant du Conseil Coopératif et les points ou projets de résolution qui auraient été communiquées par courriel, lettre remise en main propre ou lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social vingt-cinq jours au moins à l'avance par un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % des droits de vote.

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour. Il peut y avoir des débats indicatifs.

Néanmoins, l'assemblée peut, à tout moment, révoquer le Président et le ou les Directeurs généraux et procéder à leur remplacement, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

21.5. Bureau

L'assemblée est présidée par le Président, à défaut par un membre du conseil coopératif désigné par celui-ci. Le bureau est composé du Président et de deux scrutateurs, associés acceptant cette fonction. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

21.6. Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les nom, prénom des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

Lorsque l'assemblée se tient exclusivement par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, l'émargement par les associés n'est pas requis.

21.7. Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux. Si l'assemblée se tient exclusivement par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, la signature peut être faite par voie électronique au moyen d'un système respectant au moins les exigences relatives à une signature électronique avancée.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions de l'article R.225 – 106 du code de commerce.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée.

21.8. Effet des délibérations

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

21.9. Vote et pouvoirs

Un associé empêché de participer personnellement à l'assemblée générale ne peut se faire représenter que par un autre associé. Une personne ne peut porter que 5 pouvoirs maximum.
Lors de l'assemblée générale des associés, chaque associé dispose d'une voix.

Le conseil coopératif pourra décider, si la situation l'exige, d'une possibilité de vote à distance.

Article 22 : Assemblée générale ordinaire

22.1. Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire est :

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés calculées selon les modalités précisées à l'article 21.9_Vote et pouvoirs.

22.2. Assemblée générale ordinaire annuelle

22.2.1 - Convocation

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

22.2.2 - Rôle et compétence

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- approuve ou redresse les comptes,
- affecte les résultats de l'exercice précédent,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- agrée les nouveaux associés,
- élit les membres du Conseil Coopératif et peut les révoquer,
- approuve les conventions réglementées,
- désigne les commissaires aux comptes,

22.3. Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle. Les conditions de quorum et de majorité sont celles de l'assemblée générale ordinaire.

Article 23 : Assemblée générale extraordinaire

23.1. Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du tiers des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté par correspondance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée peut délibérer valablement si le quart des associés ayant droit de vote sont présents ou représentés à l'assemblée.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation que l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix calculée selon les modalités précisées à l'article 22.1_Quorum et majorité.

23.2. Rôle et compétence

L'assemblée générale extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la Société. Elle ne peut augmenter les engagements des associés sans leur accord unanime.

L'assemblée générale extraordinaire peut :

- exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la coopérative,
- modifier les statuts de la coopérative,
- transformer la Société en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
- créer de nouvelles catégories d'associés.
- créer et modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges.

TITRE VI
COMMISSAIRES AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE

Article 24 : Commissaires aux comptes

Si la société dépasse, à la clôture d'un exercice social, deux des trois seuils visés par l'article L.227-9-1 du code de commerce, l'assemblée générale ordinaire désigne un commissaire aux comptes titulaire.

Lorsque le commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont désignés dans les mêmes conditions.

Les associés peuvent également décider de nommer un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes même si la Société ne remplit pas lesdits critères.

Leur nomination intervient dans les conditions de l'article L.227-9 du Code de commerce.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Lorsqu'ils ont été désignés, les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la Loi.

Le cas échéant, ils sont convoqués à toutes les assemblées d'associés par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 25 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par les dispositions de l'article 19 duodecies de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

La révision sera effectuée par un réviseur agréé. En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- elle est demandée par le tiers des membres du Conseil Coopératif,
- elle est demandée par le dixième des associés – trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables,
- les pertes d'un exercice s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital.

TITRE VII
COMPTES SOCIAUX – EXCÉDENTS - RÉSERVES

Article 26 : Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Article 27 : Documents sociaux

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports du Président.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- Le rapport de révision
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'assemblée, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 28 : Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

L'assemblée des associés est tenue de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;

1626

- 42,5 % minimum des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;
- Il peut être distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire. Il ne peut être supérieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministère chargé de l'économie en vigueur. Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

  Chaque année, l'assemblée générale statuera sur l'affectation de la part du résultat excédant la somme affectée en réserve impartageable.

  Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

  Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice.

Article 29 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3ème et 4ème alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Société.

TITRE VIII
DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION

Article 30 : Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 31 : Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 32 : Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la coopérative, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG Scop, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération Générale des Scop.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du siège de la coopérative.

Fait à Strasbourg, le 13 octobre 2022,

Britta BERNDT, présidente,

Simon BALLESTER, salarié-associé, membre du conseil coopératif

P.O.

Nassera BOUGRIOUA, consom'actrice, membre du conseil coopératif

Cécile CORALLINI, consom'actrice, membre du conseil coopératif

Cecile CORALLINI

Armelle DANIEL, consom'actrice, membre du conseil coopératif

Pascal DANIEL, consom'acteur, membre du conseil coopératif

Brigitte DE MONTGOLFIER, consom'actrice, membre du conseil coopératif

Thibaut DESJARDINS, consom'acteur, membre du conseil coopératif

François GUYON, consom'acteur, membre du conseil coopératif

Mathieu KLEIN, consom'acteur, membre du conseil coopératif

Claude MEYER, consom'acteur, membre du conseil coopératif

Françoise PELERIN, consom'actrice, membre du conseil coopératif

Cécile PISSERE, consom'actrice, membre du conseil coopératif

Morgane REYNAUD, salariée-associée, membre du conseil coopératif

Annie SERVIERE, consom'actrice, membre du conseil coopératif

Laurent TROXLER, consom'acteur, membre du conseil coopératif

"AKÈNE, COOPERATIVE FUNERAIRE"
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, A CAPITAL VARIABLE
SIEGE : STRASBOURG
RCS « STRASBOURG » EN COURS

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

- Brockers Jean Yves, domicilié 44 Boulevard d'Anvers Strasbourg, né le 13/3/1959 à Metz;

- Burckard Daphné Corinne domiciliée 5 avenue de la Liberté Strasbourg, née le 7/3/1968 à Marseille ;

- Moog Jean-Claude, domicilié 9 rue de la digue à Benfeld, né le 13 juillet 1952 à Strasbourg ;

- Représentés par M. Jean-Claude Moog

ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS D'UNE SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF PAR ACTIONS SIMPLIFIEE DEVANT EXISTER ENTRE EUX ET TOUTE PERSONNE QUI VIENDRAIT ULTERIEUREMENT A ACQUERIR LA QUALITE D'ASSOCIE :

AKENE, COOPERATIVE FUNERAIRE, Société Coopérative d'Intérêt Collectif, domiciliée 21 rue Baldner, immatriculation au RCS en cours

PREAMBULE

L'association sans but lucratif « Maintenant l'après… vers une alternative funéraire » s'implique, échange et agit avec les citoyens et collectivités pour faire évoluer le rapport actuel à la mort. Ses objectifs principaux sont :
- créer une solidarité d'intérêts autour de la mort avant, pendant et après les obsèques
- promouvoir l'évolution des pratiques funéraires
- proposer et contribuer à l'émergence d'alternatives en vue de développer des services funéraires éthiques, solidaires et écologiques

Pour cela, elle propose des actions de sensibilisation et d'information, elle organise des évènements, des visites, des conférences, …. Elle se veut lieu de ressources.

Afin de prolonger son action, ses membres sont à l'initiative de la création d'une coopérative funéraire en Alsace, intégrant les valeurs de l'Economie Sociale et Solidaire.
Elle se situe en complémentarité et en synergie avec l'association « Maintenant, l'Après… ».

La Coopérative funéraire a pour ambition de répondre aux nouveaux besoins sociétaux qui émergent quant à la gestion de la mort, avec une volonté de mettre en avant le lien social, la solidarité, l'éthique, l'écologie et la préservation de l'environnement.

Le cœur de métier de ce service funéraire est la valorisation d'un engagement de qualité de chaque bénéficiaire, pour lui permettre de s'investir dans la création de diverses cérémonies d'hommage au défunt,
La coopérative se situe dans une démarche de production et de consommation responsables.
Elle opte pour des pratiques et alternatives plus respectueuses de l'environnement.
Elle s'engage avec un réseau d'acteurs locaux partageant des valeurs similaires et participe au réseau des Coopératives Funéraires aux niveaux national et international.

Finalité de l'intérêt collectif

La question restait posée sur le statut de l'Entreprise : même si l'activité relève du champ commercial, les porteurs de projet ont souhaité affirmer l'objet social en s'orientant vers une Société Coopérative d'Intérêt Collectif, qui correspond à ses objectifs définis comme tels :

- Ouverture aux autres partenaires et particulièrement les partenaires locaux
- Partage de valeurs communes (démocratie, non lucrativité, impartageabilité des réserves …) et de l'intérêt collectif par les différents associés, dans une démarche de développement durable.
- Accompagnement des familles,
- Association des salariés au projet de l'Entreprise

1632

Les valeurs et principes coopératifs

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales tels qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment :

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Le statut Scic se trouve en parfaite adéquation, par son organisation et ses objectifs, avec le projet présenté ci-dessus.

ORIGINAL

1633

TITRE I
FORME - DENOMINATION- DUREE - OBJET – SIEGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Il est créé entre les soussigné.e.s et il existe entre eux, et ceux qui deviendront par la suite associé.e.s, une société coopérative d'intérêt collectif par action simplifiée, à capital variable régie par :

- les présents statuts ;
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des Scic et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;
- le livre II du Code de commerce et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiée ainsi que le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination

La société a pour dénomination : **Akène, Coopérative Funéraire**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif par Actions Simplifiée à capital variable » ou du signe « Scic SAS à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 : Objet

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :

- Activité de Pompes Funèbres : organisation des funérailles, vente de cercueils et accessoires, convois funèbres, opération d'inhumation et d'exhumation tous travaux de cimetières.
- Transport de corps avant et après mise en bière.
- Vente de petits éléments mobiliers, éléments de décoration, articles cadeaux, articles de maison se rapportant à l'objet ci-dessus.

- Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

L'objet de la Société rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quindecies de la loi du 10 septembre 1947.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé : 21 rue Baldner, 67100 Strasbourg
Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

ORIGINAL

1635

TITRE II
APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITE DU CAPITAL

Article 6 : Apports et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à ~~10100 (dix mille cent)~~ 9700 (neuf mille sept cent) euros divisé en ~~101 (cent un)~~ 97 (quatre vingt dix sept) parts de 100 (cent) euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

Apports en numéraire

Le capital est réparti entre les différents types d'associés de la manière suivante :

Membres Fondateurs

Nom	prénom	adresse	commune	CP	montant	nbre parts sociales
Bonnot	Christine	12 rue de l'abbé Muhe	Strasbourg	67000	300	3
Brockers	Jean Yves	44 boulvard d'Anvers	Strasbourg	67000	300	3
Burckard	Daphné Corinne	5 avenue de la Liberté	Strasbourg	67000	500	5
Hocke	Eliane Christine	7 rue du Molkenbronn	Lingolsheim	67380	400	4
Holtz	Michèle	21 rue Baldner	Strasbourg	67100	400	4
Jehl	Marie-Rose	1a rue des Anges	Bischheim	67800	200	3
Lehmann	Reine	9 rue de la digue	Benfeld	67230	500	5
Mochel	Claudine	13 rue de la brigade Alsace Lorraine	Strasbourg	67000	300	3
Moog	Jean-Claude	10 rue de la digue	Benfeld	67230	500	5
Volondat	Stephane	8 rue de la Thumenau	Strasbourg	67100	500	5
Zahner	Robert	La villa Martinet 11 rue du Donon	Strasbourg	67200	500	5

Salarié.e.s

Nom	prénom	adresse	commune	CP	montant	nbre parts sociales
Bissessur	Melissa	10 rue du Gal de Boissieu	Marckolsheim	67390	50	2
Laemmel	Caroline	56 Grand'rue	Gundershoffen	67110	4000	40
Ruff	Valentine	103 Avenue de Colmar	Strasbourg	67100	500	5

1636

Coopérateurs

Nom	prénom	adresse	commune	CP	montant	nbre parts sociales
Azaglo	Raphael	8 rue de Gascogne	Strasbourg	67100	100	1
Macquart	Tyffany	6 rue de la Chapelle	Strasbourg	67100	100	1

Partenaires et Collectivités

Maintenant l'Après	sc Bissessur Melissa	1a place des orphelins	Strasbourg	67000	300	3

Prestataires

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
En instance	...	... €
Total Prestataires	**0**	**0 €**

Soit 97 (quatre vingt dix sept) parts sociales pour un total de 9700 (neuf mille sept cent) euros, pour un montant intégralement libéré de 94,5 (quatre vingt quatorze parts et demi) représentant 9450 (neuf mille quatre cent cinquante) € déposées auprès du Crédit Coopératif, agence de Strasbourg, dépositaire des fonds.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être ni inférieur à 50% du capital de départ, tel que précisé lors des réunions de présentation, soit 4725 (quatre mille sept cents vint cinq) €, ni réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par

1637

les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1 Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la coopérative.

Aucun associé n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission sous réserve des dispositions de l'article 14.2.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

9.2 Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associés après agrément de la cession par le conseil coopératif, nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du conseil coopératif et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

1638

TITRE III
ASSOCIE.e.S - ADMISSION – RETRAIT – NON-CONCURRENCE

Article 12 : Associé.e.s et catégories

12.1Conditions légales

La loi précise que peut être associé d'une société coopérative d'intérêt collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

La société coopérative d'intérêt collectif comprend au moins trois catégories d'associés, parmi lesquelles figurent obligatoirement les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative et les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la société, les producteurs de biens ou de services de la coopérative.
La troisième catégorie est ouverte et dépend du choix des associés étant précisé que si ce choix se porte sur des collectivités territoriales, leurs groupements ou des établissements publics territoriaux, ces derniers pourront détenir ensemble jusqu'à 50 % du capital de la coopérative.

La société répond à ces obligations légales lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la Société.

Si, au cours de l'existence de la société, l'un de ces trois catégories d'associés vient à disparaître, le Président devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

12.2Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Société. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire.

Sont définies dans la Société **AKÈNE, Coopérative Funéraire**, les 5 catégories d'associés suivantes :

1. Catégorie des Membres Fondateurs : cette catégorie regroupe les personnes physiques et morales à l'origine du projet de création de la SCIC AKÈNE, Coopérative Funéraire, et les associés présents dans la coopérative des sociétaires cooptés par les membres fondateurs avec une majorité des 3/4.

2. Catégorie des Salariés : cette catégorie regroupe les personnes physiques liées à la coopérative par un contrat de travail à durée indéterminée et les personnes physiques apportant un service à la coopérative.

3. Catégorie des Coopérateurs : cette catégorie regroupe les personnes physiques bénéficiant des prestations de la coopérative et/ou participer à ses actions.

4. Catégorie des Partenaires et Collectivités : cette catégorie regroupe les personnes morales de droit privé ou de droit public souhaitant soutenir le projet et/ou collaborer avec la coopérative.

5. Catégorie des Prestataires : cette catégorie regroupe les personnes morales liées à la coopérative par un contrat de fournitures, de biens ou de services.

Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au conseil coopératif en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le conseil coopératif est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 13 : Candidatures

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

Les présents statuts, en application de l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947, définissent les conditions dans lesquelles les salariés pourront être tenus de demander leur admission en qualité d'associé.

Si la candidature obligatoire au sociétariat est prévue, elle devra être expressément mentionnée dans le contrat de travail et ne concernera que les salariés sous contrat à durée indéterminée. Le contrat de travail devra comporter les indications suivantes :

- Le statut de coopérative d'intérêt collectif de l'entreprise et l'obligation permanente de comprendre, parmi les associés, des salariés et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la coopérative ;
- La remise d'une copie des statuts de la société ;
- Le terme à partir duquel la candidature au sociétariat sera obligatoire ;
- L'acceptation par le salarié des particularités des statuts et sa décision de présenter sa candidature selon les modalités et dans les délais statutairement fixés ;
- L'engagement de candidature au sociétariat comme condition déterminante de l'embauche dans l'entreprise.

1640

Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée prévoyant une telle obligation seront tenus de présenter leur candidature après un an d'ancienneté dans la coopérative.

Article 14 : Admission des associés

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission sauf conditions particulières énoncées à l'article 14.2.

14.1Modalités d'admission

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou remise en main propre contre décharge au Président qui soumet la candidature à la prochaine assemblée générale ordinaire.

L'admission d'un nouvel associé est du seul ressort de l'assemblée générale et s'effectue dans les conditions prévues pour les délibérations ordinaires. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

Le statut d'associé prend effet après agrément de l'assemblée générale, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la Société.

14.2Souscriptions initiales

Les souscriptions sont liées à la double qualité de coopérateur et d'associé mentionnée à l'article 12.

14.2.1 - Souscriptions des MEMBRES FONDATEURS

L'associé **Membres Fondateurs** souscrit et libère au moins 3 parts sociales lors de son admission.

1641

14.2.2 - Souscriptions des SALARIES

L'associé **Salariés** souscrit et libère au moins 2 parts sociales lors de son admission.

14.2.3 **Souscriptions des COOPERATEURS**

L'associé **Coopérateurs Bénéficiaires** souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission.

14.2.4 Souscriptions des PARTENAIRES ET COLLECTIVITES

L'associé **Partenaires** souscrit et libère au moins 3 parts sociales lors de son admission.
L'associé **Collectivités** souscrit et libère au moins 10 parts sociales lors de son admission.

14.2.5 Souscriptions des PRESTATAIRES

L'associé **Prestataires** souscrit et libère au moins 6 parts sociales lors de son admission.

Modification des montants de souscription des nouveaux associés

La modification de ces critères applicable pour les nouveaux associés est décidée par l'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts.

Article 15 : Perte de la qualité d'associé

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé.

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;
- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au conseil coopératif seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à trois assemblées générales ordinaires annuelles consécutives n'est ni présent, ni représenté lors de l'assemblée générale ordinaire suivante, soit la quatrième.

1642

Le conseil coopératif devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette assemblée générale ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le conseil coopératif qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le conseil coopératif communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 16 : Exclusion

L'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts, peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le conseil coopératif qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé nonobstant l'application de l'article 18 relatif à l'obligation de non-concurrence.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé lors de l'assemblée est sans effet sur la délibération de l'assemblée. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'assemblée qui a prononcé l'exclusion.

Article 17 : Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés

17.1Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15 et 16, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes s'imputent pour partie sur les réserves statutaires et pour partie sur le capital. Le montant des pertes à imputer sur le capital se calcule selon la formule suivante :

1643

Perte x [(capital / (capital + réserves statutaires)].

- le capital à retenir est celui du dernier jour de l'exercice auquel a été réintégré le capital des associés sortants ;
- les réserves statutaires sont celles inscrites au bilan au dernier jour de l'exercice.

17.2Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop perçu.

17.3Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.
Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

17.4Délai de remboursement

Les anciens associés et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 5 ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le conseil coopératif. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

17.5Remboursements partiels demandés par les associés

La demande de remboursement partiel est faite auprès du Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du conseil coopératif.

Ils ne peuvent concerner que la part de capital excédant le minimum statutaire de souscription prévu à l'article 14.2 des présents statuts.

Article 18 : Non-concurrence

Sauf accord exprès du conseil coopératif, tout associé de la société s'interdit, pendant la période durant laquelle il fait partie de la société et pendant une période de 3 ans à compter de la perte de la qualité d'associé de participer, directement ou indirectement, à quelque

1644

titre et sous quelque forme que ce soit, à des activités de même nature que celles exploitées ou développées par la société et exercées dans la zone géographique définie ci-après.
A cette fin, il s'engage notamment :
- à n'exercer aucune fonction de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance au sein d'une entreprise exploitant ou développant de telles activités,
- à ne pas démarcher les clients de la société et à ne pas débaucher ses salariés.

Cette interdiction porte sur la zone géographique comprise dans un rayon de cent cinquante kilomètres à vol d'oiseau du siège social et/ou de tout établissement permanent de la société.

Cette disposition ne prive pas l'associé de la possibilité d'être salarié d'une entreprise exerçant une activité de même nature.

La violation de l'interdiction pourra donner lieu à attribution de dommages-intérêts au profit de la société.

ORIGINAL

1645 ZH

TITRE IV
COLLEGES DE VOTE

Article 19 : Définition et modifications des collèges de vote

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Sans exonérer du principe un associé = une voix, ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en assemblée générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateurs. Ils permettent ainsi de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associés et la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative.

Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des assemblées au sens des dispositions du Code de commerce, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la société. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent, à ce titre, ni la société, ni ses mandataires sociaux, ni les associés.

19.1Définition et composition

Il est défini 5 collèges de vote au sein de la Société. Leurs droits de vote lors des délibérations de l'assemblée générale et leur composition sont les suivants :

Nom collège	Composition du collège de vote	Droit de vote
Collège A **Membres fondateurs**	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 1	35 %
Collège B **Salariés**	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 2	20 %
Collège C **Coopérateurs**	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 3	20 %
Collège D **Partenaires et Collectivités**	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 4	15 %
Collège E **Prestataires**	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 5	10 %

Lors des assemblées générales des associés, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'assemblée, les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus avec **la règle de la majorité**.

Il suffit d'un seul membre pour donner naissance, de plein droit, à l'un des collèges mentionné ci-dessus.

Chaque associé relève d'un seul collège de vote. En cas d'affectation possible à plusieurs collèges de vote, c'est le conseil coopératif qui décide de l'affectation d'un associé.

1646

Un associé qui cesse de relever d'un collège de vote mais remplit les conditions d'appartenance à un autre peut demander son transfert par écrit au conseil coopératif qui accepte ou rejette la demande et informe l'assemblée générale de sa décision.

19.2Défaut d'un ou plusieurs collèges de vote

Lors de la constitution de la société, si un ou deux des collèges de vote cités ci-dessus ne comprennent aucun associé, ou si au cours de l'existence de la société des collèges de vote venaient à disparaître sans que leur nombre ne puisse descendre en dessous de 3, les droits de vote correspondants seront répartis de façon égalitaire entre les autres collèges restants, sans pouvoir porter le nombre de voix d'un collège à plus de 50 %.

Si, au cours de l'existence de la société, le nombre de collèges de vote descendait en dessous de 3, la pondération des voix prévue à l'article 19.1 ne s'appliquerait plus aux décisions de l'assemblée générale.

Comme indiqué ci-dessus, il suffit d'un seul membre pour donner ou redonner naissance, de plein droit, à l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

19.3Modification du nombre, de la composition des collèges de vote ou de la répartition des droits de vote

La modification de la composition des collèges ou du nombre de collèges de vote peut être proposée par le conseil coopératif à l'assemblée générale extraordinaire.
Une demande de modification peut également être émise par des associés dans les conditions de l'article 23.3. Elle doit être adressée par écrit au Président. La proposition du conseil coopératif ou la demande des associés doit être motivée et comporter un ou des projet(s) de modification soit de la composition des collèges, soit de leur nombre, soit des deux.

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges de vote, le conseil coopératif ou des associés, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 23.3, peuvent demander à l'assemblée générale extraordinaire la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

1647

TITRE V
ADMINISTRATION ET DIRECTION

Article 20 : Président.e. et Directeurs-directrices Généraux

20.1Nomination

La coopérative est administrée par un.e. Président.e., personne physique ou morale associée, désignée par l'assemblée générale des associés votant à bulletins secrets dans les conditions de l'article 23.1.

Le Président est choisi par les associés pour une durée de 3 ans. Il est rééligible 2 fois. Ses fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

20.2 Révocation

La révocation peut être décidée par l'assemblée générale.
Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

20.3 Pouvoirs du Président

Le Président dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative dans les limites de son objet social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'assemblée des associés par la loi et les statuts.

20.4 Directeurs Généraux

20.4.1 Désignation des Directeurs Généraux

Un ou plusieurs Directeurs Généraux peuvent être désignés par décision du conseil coopératif, personne physique, salarié ou non de la Société.

20.4.2 Durée du mandat de chaque Directeur Général

La durée du mandat du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judicaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis d'un (1) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation du Président qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

20.4.3 Pouvoirs des Directeurs Généraux

En application de l'article L.227-6 du Code de commerce, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président pour engager la Société vis-à-vis des tiers.

L'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général est déterminée par décision du Président.

A l'égard de la Société et des associés, le Directeur Général supporte les mêmes limitations que celles qui s'imposent au Président. Le conseil coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans les limites de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'associés et au conseil coopératif. Le conseil coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

Il assure la direction de l'ensemble des services et le fonctionnement régulier de la société. Il représente et engage la société dans ses rapports avec les tiers.

La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social de la société, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sût que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les cautions, avals et garantie doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du conseil coopératif.

20.4.4 Délégation

Le Directeur Général est autorisé à consentir, sous sa responsabilité, des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une au plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Le Directeur Général en précise par écrit le contenu, les modalités et la durée.

Si le Directeur Général est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, la collectivité des associés peut y procéder dans les mêmes conditions.

Le Directeur Général peut, en outre, confier tous mandats spéciaux à toute personne, appartenant ou non au conseil, pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les mêmes conditions.

20.4.5 Rémunération du Directeur Général

Le Directeur Général ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions. Toutefois, il aura droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs.

Si une rémunération devait être allouée au Directeur Général, seul le Conseil coopératif pourrait en fixer le montant.

20.4.6 Responsabilité

Le Directeur Général de la Société, est responsable envers celle-ci et envers les tiers, des infractions aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés anonymes et applicables aux sociétés par actions simplifiées, des violations des présents Statuts et des fautes commises dans sa gestion ou attribution respective, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

20.4.7 Contrat de travail des Directeurs Généraux

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions des Directeurs Généraux, ne porte atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par le ou les intéressés avec la Société, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé coopérateur

Article 21 : Conseil Coopératif

Il est créé au sein de la société, un conseil coopératif composé de 11 membres dont le Président de la coopérative, associés nommés au scrutin secret et à la majorité des suffrages par l'assemblée générale et réparti entre les différents collèges de la manière suivante :

- Collège des membres fondateurs : 4 postes
- Collège des salariés : 1 poste
- Collèges des coopérateurs bénéficiaires : 2 postes
- Collèges des partenaires et collectivités : 2 postes
- Collèges des prestataires : 1 poste

Le Président de la SCIC est de fait membre du conseil coopératif quel que soit son collège d'appartenance.

Les membres du conseil coopératif peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes

1650

responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

21.1Droits et obligations des membres du conseil coopératif
Les membres du conseil coopératif doivent assister aux séances du Conseil coopératif.

La nomination en qualité de membre du conseil coopératif ne fait pas perdre le bénéfice du contrat de travail conclu, le cas échéant, entre la Société et l'associé. La cessation des fonctions de membre du conseil ne porte pas atteinte au contrat de travail qui a pu être conclu par l'intéressé avec la Société.

21.2Durée et fonctions des membres du conseil coopératif
La durée des fonctions des membres du conseil coopératif est de 6 ans.

En cas de vacance, et à condition que trois membres au moins soient en exercice, le Conseil peut pourvoir au remplacement du membre manquant, et pour le temps qui lui restait à courir. Le choix du Conseil doit être soumis à la ratification de la plus prochaine assemblée générale.

Si le nombre des membres du conseil coopératif devient inférieur à cinq, les membres du conseil coopératif restants doivent réunir immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

Les membres du conseil coopératif sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale, même si cette question ne figure pas à l'ordre du jour.

21.3Renouvellement des fonctions
Le Conseil est renouvelable par tiers tous les deux ans.

L'ordre de sortie est déterminé par tirage au sort effectué par la première séance du Conseil. Une fois établi, le renouvellement a lieu par ordre d'ancienneté de nomination.
Par exception, les mandats des membres du premier Conseil coopératif désignés statutairement viendront à expiration à l'issue du délai de trois ans sans qu'il y ait, dans ce cas, de renouvellement partiel.

21.4Réunion du Conseil coopératif
Le Conseil coopératif se réunit au moins 4 fois par an.
Il est convoqué, par tous moyens, par le Président ou la moitié de ses membres.
Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, les membres du conseil coopératif constituant au moins le tiers des membres du Conseil peut demander au Président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé.

Un membre du conseil coopératif ne peut pas se faire représenter.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Les membres du conseil coopératif représentés ne sont pas pris en compte pour le calcul du quorum.

La séance est présidée par le Président. En cas d'empêchement, elle est présidée par l'administrateur le plus âgé.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Les membres du conseil coopératif, ainsi que toute personne, participant aux réunions du Conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président de séance.
Il est tenu :

- un registre de présence signé à chaque séance par les membres du conseil coopératif présents
- un registre des procès-verbaux, lesquels sont signés par le Président de séance et au moins un administrateur.

Le Président ne pourra tenir un conseil coopératif par des moyens de télé transmission, y compris par audioconférence et visioconférence, que si un règlement intérieur définissant les modalités de recours à ces moyens qui doivent permettre l'identification des membres du conseil coopératif, est mis en place par le Conseil coopératif.

Une réunion physique se tiendra obligatoirement pour :

- L'arrêté des comptes annuels ;
- L'arrêté du rapport de gestion du Conseil coopératif ;
- La nomination de directeur généraux ;
- Toute opération de fusion scission ;
- Toute opération de cession d'actifs.

21.5Pouvoir du Conseil coopératif

21.5.1 Détermination des orientations de la société.

Le Conseil coopératif détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.
Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'associés et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.
Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Les membres du Conseil coopératif peuvent se faire communiquer tous les documents qu'ils estiment utiles.
La demande de communication d'informations ou de documents est faite au Président.

21.5.2 Comités d'études

Le Conseil coopératif peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes les composant.

1652

21.5.3 Autres pouvoirs

Le Conseil coopératif dispose notamment des pouvoirs suivants :

- cooptation de membres du conseil coopératif ;
- changement de catégorie d'associé
- transmission des parts sociales
- admission d'associés

Sans que les intéressés prennent part à la décision, il fixe les rémunérations et avantages attribués au Président et aux directeurs généraux et, ou à un membre du conseil coopératif exerçant une délégation temporaire des fonctions de Président.

21.5.4. Animation du sociétariat :

Le conseil coopératif animera des actions visant à impliquer les sociétaires dans le fonctionnement de la structure, à l'associer à la réflexion sur les évolutions de la société et de ses propositions de services.

21.6. Pouvoirs du Président

Le Président du conseil coopératif organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il a, notamment, le pouvoir de convoquer le conseil coopératif à la requête de ses membres dans les conditions énumérées à l'article 20.3 et du directeur général s'il en est désigné un. Il communique aux commissaires aux comptes les conventions autorisées par le conseil. Il transmet aux administrateurs et commissaires aux comptes la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales.

Il transmet les orientations aussi bien sociales qu'économiques, contrôle la bonne gestion, et la mise en œuvre des orientations définies par le conseil coopératif.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Les pouvoirs et obligations liés aux opérations d'augmentation de capital et de procédure d'alerte, ainsi qu'aux opérations n'entrant pas dans le fonctionnement régulier de la société sont exercés par le Président dans les conditions prévues par le Code de commerce.

Lorsque la direction générale de la société est assumée par le Président du conseil coopératif, les dispositions relatives au directeur général lui sont applicables.

21.6.1 Indemnité de fonction ;

En fonction du développement de la société, le Président du conseil coopératif pourra être indemnisé pour l'exercice de ses responsabilités. Le montant de l'indemnité sera soumis à l'assemblée Générale ordinaire.

1653

TITRE VI
ASSEMBLEES GENERALES

Article 22 : Nature des assemblées

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Le conseil coopératif fixe les dates et lieux de réunion des différentes assemblées.

Article 23 : Dispositions communes et générales

23.1Composition

L'assemblée générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le conseil coopératif le 16ème jour qui précède la réunion de l'assemblée générale.

23.2Convocation et lieu de réunion

Les associés sont convoqués par le conseil coopératif.

A défaut d'être convoquée par le conseil coopératif l'assemblée peut également être convoquée par :
- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute assemblée générale est faite par lettre simple ou courrier électronique adressé aux associés quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associés et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en en informant le conseil coopératif par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

23.3Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il y est porté les propositions émanant du conseil coopératif et les points ou projets de résolution qui auraient été communiquées vingt-cinq jours au moins à l'avance par le comité d'entreprise ou par un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital si le capital social est au plus égal à 750 000 euros.

23.4Bureau

L'assemblée est présidée par le Président, à défaut par le doyen des membres de l'assemblée. Le bureau est composé du Président et de deux scrutateurs acceptants. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

23.5Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les noms, prénom et domicile des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

23.6Délibérations

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour. Néanmoins, l'assemblée peut, à tout moment, révoquer un ou plusieurs membres du conseil coopératif et procéder à leur remplacement, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

23.7Modalités de votes

La nomination des membres du conseil coopératif et du Président est effectuée à bulletins secrets. Pour toutes les autres questions il est procédé à des votes à main levée, sauf si le bureau de l'assemblée ou la majorité de celle-ci décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

23.8Droit de vote et vote à distance

Chaque associé à droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à l'adoption de la résolution.

Tout associé peut voter à distance dans les conditions suivantes : à compter de la convocation de l'assemblée, un formulaire de vote à distance et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la société, à tout associé qui en fait la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote à distance doit comporter certaines indications fixées par les articles R.225-76 et suivants du code de commerce. Le formulaire doit informer l'associé de façon très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote sera assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article R.225-78 du Code de commerce qui sont applicables.

Sont annexés au formulaire de vote à distance les documents prévus à l'article R.225-76 du Code de commerce.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'associé pour une assemblée vaut pour toutes les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la société trois jours avant la réunion.

Le droit de vote de tout associé en retard dans la libération de ses parts sociales est suspendu 30 jours après mise en demeure par le conseil coopératif et ne reprend que lorsque la libération est à jour.

23.9Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée.

23.10 Effet des délibérations

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

23.11 Pouvoirs

1656

Un associé empêché de participer personnellement à l'assemblée générale ne peut se faire représenter que par un autre associé, son conjoint ou son partenaire de Pacs.

Article 24 : Assemblée générale ordinaire

24.1Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire est :

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1.

24.2Assemblée générale ordinaire annuelle

24.2.1 Convocation

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

24.2.2 Rôle et compétence

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- agrée les nouveaux associés,
- élit les membres du conseil coopératif et le Président et peut les révoquer,
- approuve les conventions réglementées,
- désigne les commissaires aux comptes,

24.3Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle.

Article 25 : Assemblée générale extraordinaire

25.1Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du tiers des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté par correspondance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée peut délibérer valablement si le quart des associés ayant droit de vote sont présents ou représentés à l'assemblée.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix calculée selon les modalités précisées à l'article 19.1.

25.2Rôle et compétence

L'assemblée générale extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la Société. Elle ne peut augmenter les engagements des associés sans leur accord unanime.

L'assemblée générale extraordinaire peut :

- exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la coopérative,
- modifier les statuts de la coopérative,
- transformer la Société en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
- créer de nouvelles catégories d'associés.
- modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges.

TITRE VII
COMMISSAIRES AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE

Article 26 : Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions de l'article L. 227-9. du code de commerce, la société est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes si elle dépasse à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants : 4 000 000 € de total de bilan, 8 000 000 € de chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de 50 salariés au cours de l'exercice.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Article 27 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par l'article 19 duodécies de loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et par le décret n°2015-706 du 22 juin 2015.
En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables ;
- les pertes d'un exercice s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital ;
- elle est demandée par le dixième des associés ;
- le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou tout ministre compétent à l'égard de la coopérative en question.

Le rapport établi par le réviseur coopératif sera tenu à la disposition des associés quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire. Le réviseur est convoqué à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés. Le rapport sera lu à l'assemblée générale ordinaire ou à une assemblée générale ordinaire réunie à titre extraordinaire, soit par le réviseur s'il est présent, soit par le Président de séance. L'assemblée générale en prendra acte dans une résolution.

1659

TITRE VIII
COMPTES SOCIAUX – EXCEDENTS - RESERVES

Article 28 : Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Toutefois, le premier exercice commencera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés pour se terminer le 31 décembre 2023.

Article 29 : Documents sociaux

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports du Président.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certaines documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- Le rapport de révision
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'assemblée, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 30 : Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

L'assemblée des associés est tenue de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;

1660

- < 50 % au minimum> des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;
- Il peut être distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire. Il ne peut être supérieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministère chargé de l'économie en vigueur. Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

  Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

  Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice.

Article 31 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3ème et 4ème alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Société.

1661

TITRE IX
DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION

Article 32 : Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 33 : Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 34 : Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la coopérative, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG Scop, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération Générale des Scop.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du siège de la coopérative.

1662

TITRE X
ACTES ANTERIEURS A L'IMMATRICULATION – IMMATRICULATION – NOMINATION DES PREMIERS ORGANES

Article 35 : Immatriculation

La société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Article 36 : Actes accomplis pour le compte de la société en formation

Il a été accompli, dès avant ce jour, par M. Jean-Claude Moog, pour le compte de la société en formation les actes énoncés dans un état annexé aux présentes indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résultera pour la société, ledit état ayant été tenu à la disposition des associés trois jours au moins avant la signature des présents statuts.

Les soussignés déclarent approuver ces engagements et la signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la société lorsque celle-ci sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Article 37 : Mandat pour les actes à accomplir pour le compte de la société en cours d'immatriculation

Dès à présent, les soussignés décident la réalisation immédiate, pour le compte de la société, de différents actes et engagements. A cet effet, tout pouvoir est expressément donné à M. Jean-Claude Moog, associé, à l'effet de réaliser lesdits actes et engagements jusqu'à la date de l'immatriculation de la société. Ils seront repris par la société dès son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés et seront considérés comme ayant été accomplis par elle depuis leur origine. Les pouvoirs à cet effet font l'objet d'une annexe aux présentes.

Tous pouvoirs sont donnés à M. Jean-Claude Moog, pour procéder aux formalités de dépôt et publicité requises pour l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

Article 38 : Frais et droits

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

A compter de son immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution d'excédents, et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Article 39 : Nomination des premiers membres de l'organe de gouvernance

1663

Sont désignés comme premiers membres du conseil coopératif :

- Mme Michèle Holtz
- Mme Daphné Burckard
- Mme Marie-Rose Jehl
- M. Jean Yves Brockers
- Mme Caroline Laemmel
- Mme Macquart Tiffany
- M. Azaglo Raphael
- Un(e) représentant(e) de l'association Maintenant l'Après

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2024 pour le premier tiers, le 31/12/2026 pour le second tiers tiers, et le 31/12/2028 pour le dernier tiers.

Est désigné comme premier Président de la coopérative :

Monsieur Jean-Claude Moog

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2025.

Fait à Strasbourg, le 20 ~~septembre~~ octobre 2022.

En 8 originaux, dont 4 pour l'enregistrement, la société, le dépôt au RCS.

Signature des associés

Tiffany MACQUART

Daphné BURCKARD

Jean Yves BROCKERS

Michèle HOLTZ

Valentine RUFF

Norbert ZEHNER

Stéphane VOLONDAT

Reine LEHMANN

Christine BONNOT

Caroline Laemmel

Jean-Claude Moog

Annexe
Etat des apports en nature

Néant

ORIGINAL

1665

Annexe
Etat des actes accomplis pour le compte de la société en cours de formation

Rédaction des statuts,
Formalités d'ouverture de compte bancaire,
Préparation des formalités avec l'URSCOOP Grand Est,
Prises de contact avec les élus et les chargés de mission de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg

ORIGINAL

Annexe
Mandat pour les actes à accomplir pour le compte de la société en cours de formation

- *Les signataire mandatent*

- Brockers Jean Yves, domicilié 44 Boulevard d'Anvers Strasbourg, né le 13/3/1959 à Metz;

- Burckard Daphné Corinne domiciliée 5 avenue de la Liberté Strasbourg, née le 7/3/1968 à Marseille;

- Moog Jean-Claude, domicilié 9 rue de la digue à Benfeld, né le 13 juillet 1952 à Strasbourg ;

- Laemmel Caroline Anne Madeleine 56 Grand'rue Gundershoffen, née le 02/04/1969.

1667

64

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Soutien au commerce et à l'artisanat : attribution de subventions.

Numéro E-2023-325

L'Eurométropole de Strasbourg apporte son soutien à l'artisanat, aux commerces de proximité et aux services aux habitants, afin de :

- conforter et dynamiser les activités locales et durables,
- consolider et développer des emplois de qualité,
- contribuer à la transition écologique et sociale du territoire.

C'est en ce sens qu'il est proposé de soutenir ou de reconduire les subventions suivantes :

4 000 € à la Cellule Économique Régionale de la Construction Grand Est (CERC).

Cette association qui œuvre au service des acteurs du BTP du Grand-Est, de l'Alsace et de l'Eurométropole, apporte aux professionnels de la construction, aux élus et aux collectivités des études conjoncturelles et anime des groupes de réflexion au sein d'instances de concertations. Ce savoir-faire permet à la CERC (anciennement CEBTP-Alsace) d'être reconnue par un partenariat large d'acteurs économiques dans l'expertise du domaine de la filière « construction ». La CERC, c'est aussi un baromètre qui agit en cabinet d'études et qui ambitionne de jouer un rôle de marqueur permettant de suivre et d'anticiper l'évolution des travaux publics sous l'angle du développement durable. Autour de 48 membres, c'est aussi un lieu de réseautage où s'institue, sur la base d'informations prévisionnelles, une concertation entre les divers partenaires publics et privés qui participent à l'activité du Bâtiment et des Travaux Publics. La pluridisciplinarité de son équipe et l'appui du réseau des CERC, et le retour d'expérience d'autres CERC, permettent à la CERC Grand Est d'être en capacité de répondre à toutes les demandes d'observation, d'analyse et d'animation des partenaires concernant la filière construction. Par exemple, la CERC réalise un travail de collecte de données économiques territoriales (entreprises, formations, emplois du secteur de la rénovation énergétique du bâtiment) pour le projet de l'Institut NégaWatt, dont l'Eurométropole est territoire pilote depuis janvier 2023. Ce travail contribuera à l'avancement des travaux du Pôle Territorial de Coopération Economique « Ensemble Ecorénovons Strasbourg & Eurométropole », notamment sur deux volets :

- une meilleure connaissance du parc bâti à rénover à l'échelle du territoire ;

- un diagnostic sur les besoins en termes d'emplois et compétences à développer pour les métiers de la rénovation énergétique.

Ainsi, il est proposé d'accompagner l'association à hauteur de 4 000 €, la collectivité bénéficiant des travaux menés par cette cellule de veille. La Collectivité européenne d'Alsace apporte quant à elle son soutien à hauteur de 10 000 €.

8 000 € à la Fédération française du bâtiment Bas-Rhin (FFB67)

Dans le cadre d'actions de promotion de cette filière, la collectivité, dans son soutien à l'artisanat, porte une attention particulière aux métiers du BTP. La Fédération Française du Bâtiment du Bas-Rhin, qui compte plus de 800 entreprises membres, multiplie les actions au bénéfice des entreprises du bâtiment, tant dans le domaine de la formation, de l'orientation des jeunes que dans les domaines de prévention, sécurité-santé pour les salariés des entreprises du secteur. L'image positive des métiers du BTP, leurs attraits, leurs débouchés, véhiculée par des opérations innovantes en lien avec la jeune génération permet de sensibiliser un public mixte, mais également de cibler des jeunes en difficulté et en insertion, afin de leur proposer de réelles opportunités professionnelles (École de la deuxième chance ; Les coulisses du BTP : visites de chantiers proposées aux jeunes des collèges, lycées et CFA locaux ainsi qu'aux demandeurs d'emploi, etc.). L'an dernier, plus de 2 000 collégiens, lycéens et scolaires de primaire ont pu découvrir les différents chantiers et ateliers proposés par la FFB67.
Cette année la FFB67 accueille la 8ème édition des Sensation'elles. Ce rallye a pour objectif de réunir plus de 300 femmes dirigeantes, collaboratrices, apprenties, cheffes d'entreprises et actrices du BTP venues de la France entière. Une façon originale de mettre en lumière le « Bâtir au Féminin ». Pas moins de 20 défis attendent les participantes, intégrant les enjeux et mutations sociales, environnementales et technologiques que la profession a à appréhender, avec la promesse de partager un moment de solidarité, de performance et d'esprit d'équipe.

C'est en ce sens que la collectivité soutient les actions de sensibilisation dédiées aux élèves en orientation, aux conseillers d'orientation et aux publics en réinsertion.
Le Conseil régional est sollicité à hauteur de 4 000 € ainsi que la Chambre de métiers : ils accompagnent ces actions pédagogiques importantes pour la filière BTP.

4 000 € à l'Union Fédérale des Consommateurs du Bas-Rhin – Que Choisir

A travers ses associations locales, le réseau UFC a pour objectifs de représenter, d'orienter et de conseiller les consommateurs locaux, de promouvoir leurs actions et de défendre leurs intérêts au sein d'instances spécialisées ou de groupes de travail. Cette association agit dans différents domaines, notamment en matière de publicité mensongère, tromperie, non-respect de l'obligation d'information sur les prix et dans la représentation des usagers auprès des pouvoirs publics. Elle s'est donnée pour mission de protéger les droits des consommateurs et assure un rôle de médiateur entre ses adhérents et les professionnels lorsqu'un litige les oppose après qu'une solution à l'amiable ait été recherchée. L'association repose sur une équipe de 1,2 ETP salarié et sur plus d'une cinquantaine de bénévoles. Elle compte 1 537 adhérents et a fait l'objet en 2022 de plus de 5 500 sollicitations.

L'an dernier, elle a développé une activité « hors-les-murs ». En mai et septembre, les équipes de l'UFC-Que Choisir du Bas-Rhin, se sont mobilisées, au plus près des consommateurs de notre département pour mieux faire connaitre le Nutri-Score (étiquetage établi avec le concours de scientifiques et affiché directement sur les emballages de produits alimentaires qui permet d'identifier en un clin d'œil l'intérêt nutritionnel d'un aliment). Par ailleurs, les « Rendez-vous Conso » promeuvent, à partir de thématiques du quotidien, une consommation responsable, plus saine, respectueuse de l'environnement, éthique et locale en intégrant la problématique de plus en plus prégnante du pouvoir d'achat. Il s'agit de proposer des solutions pratiques et pragmatiques pour aider les participants des ateliers à mieux consommer, tout en optimisant leurs dépenses.

Il est proposé un soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 4 000 €. Le financement prévisionnel de l'association inclut une subvention de 4 400 € de l'Etat et 20 000 € du Conseil régional Grand Est.

10 000 € à l'Union des Corporations Artisanales 67 (UCA67)

Les missions de l'UCA67 sont de promouvoir et de valoriser l'activité de 17 corporations de droit local membres, de défendre et de représenter les intérêts des métiers. L'association représente les artisans et les organisations artisanales adhérentes auprès des différentes instances et met en place des services destinés aux membres et à leurs ressortissants. La communication et le développement des services notamment en direction des jeunes est une priorité de l'UCA pour construire les années corporatives à venir (notamment autour des achats de proximité et durables). Sa mission est également d'accompagner les corporations de métiers dans leur développement et dans leurs événements comme notamment un chalet en rotation représentant l'artisanat alsacien et strasbourgeois au sein de Strasbourg Capitale de Noël. Ce chalet partagé permet ainsi au plus grand nombre (brasseurs, sculpteurs sur bois, couturières etc.) de bénéficier d'une visibilité au sein de la plus grande manifestation de la fin de l'année du territoire national.

C'est en ce sens, afin d'apporter une meilleure visibilité aux artisans du territoire, qu'il est proposé d'accompagner l'UCA à hauteur de 10 000 € (5 000 € en fonctionnement et 5 000 € pour soutenir l'action de promotion au sein du marché de Noël). Le Conseil régional Grand Est et la Chambre de métiers d'Alsace ont été sollicités respectivement à hauteur de 5 000 €.

59 000 € à la Frémaa (Fédération régionale des métiers d'art d'Alsace)

La Frémaa a pour vocation la promotion, la valorisation, la sauvegarde, la défense et le développement économique de ses adhérents et du secteur des métiers d'art en Alsace. Cette dernière met en œuvre des actions économiques, culturelles et de formation. Depuis sa création en 1996, l'association se mobilise pour développer et valoriser les métiers d'art autour de plusieurs objectifs : dynamiser et fédérer le secteur; sensibiliser le public et en particulier les jeunes aux métiers d'art et aux débouchés professionnels qu'ils offrent ; accompagner la transmission et la pérennisation des savoir-faire et des ateliers ; proposer et mettre en œuvre des projets de développement durable autour des métiers d'art dans les territoires.

L'Eurométropole de Strasbourg et la Frémaa se sont engagées depuis plusieurs années à développer ensemble et de manière ciblée la promotion et la visibilité des artisans d'art de l'Eurométropole de Strasbourg au travers des salons Résonance[s], et Oz le Noël des Métiers d'art, qui se tiennent respectivement du 10 au 13 novembre et en décembre à Strasbourg. La 11ème édition du salon européen des métiers d'art devrait rassembler environ 180 exposants créateurs du 11 au 14 novembre 2023 dans le nouveau Parc des Expositions de Strasbourg.

L'édition 2022 du salon Résonance[s], qui en a célébré les 10 ans, s'affirme tous les ans davantage comme un rendez-vous d'affaires indispensable et incontournable pour l'économie du secteur des métiers d'art, et a touché le grand public, avec plus de 20 000 visiteurs. Un nouveau record de chiffre d'affaires a été atteint, s'élevant à près de 1,1 millions d'euros en quatre jours (sans compter les commandes qui suivent le salon). À noter que ce chiffre a plus que doublé en 10 ans, ce qui montre le potentiel grandissant du secteur des métiers d'art. Au-delà de sa vocation commerciale, le salon met en lumière toute la richesse et la complexité des savoir-faire du secteur des métiers d'art à travers une programmation pointue et variée. En 2022, le public a pu découvrir le travail du célèbre couturier Manfred Thierry MUGLER, originaire de Strasbourg, qui était l'invité d'honneur, mais aussi l'expertise du verrier Antoine LEPERLIER grâce à la Michel Seybel Contemporary Art Collection. Il a également pu assister à trois conférences, deux démonstrations et sept projections sur l'identité des métiers d'art et leur part essentielle dans notre culture et dans l'économie française. Enfin, les enfants ont pu participer à douze ateliers sur trois thématiques pour s'initier à la matière.

En 2022, l'exposition-vente « Oz le Noël des métiers d'art » a quant à elle a accueilli 50 artisans d'art à l'Aubette et a généré plus de 13 000 visites. Nouveauté instaurée l'an dernier, les enfants et adultes ont pu participer à 17 ateliers métiers d'art et ainsi s'initier à diverses techniques (plumasserie, calligraphie, céramique, etc.) afin de réaliser eux-mêmes des objets à offrir ou de la décoration de Noël.

Par ailleurs, la Frémaa organise la troisième édition de l'exposition Trésor[s] du 08 au 24 septembre 2023 et propose aux artisans d'art de relever un nouveau défi créatif : réaliser une pièce d'exception, sur le thème imposé du noir et du doré. Elle sera présentée et mise en vente au sein de la Galerie DECORDE, galerie d'art contemporain de renom située au pied du Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg. Puis l'exposition sera réinstallée en intégralité au salon Résonance[s] du 10 au 13 novembre 2023. A travers cette exposition, la Frémaa souhaite qu'un regard renouvelé soit porté sur les savoir-faire et sur les propositions créatives et artistiques des professionnels des métiers d'art.

Les métiers d'art contribuent à plusieurs titres à une économie durable et porteuse de sens, aussi il est proposé de reconduire le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 59 000 € (50 000 € pour Résonances et l'exposition Trésors ; 9 000 € pour Oz le noël des métiers d'art). Le financement prévisionnel de l'association pour ces deux événements inclut une subvention de 138 000 € du Conseil régional et 20 000 € de la DRAC Grand Est.

Nous vous proposons de soutenir la Frémaa à hauteur de 59 000 € de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

5 000 € pour le Syndicat des Brasseurs d'Alsace pour l'organisation de l'événement « Au gré des bières » - 2 et 3 juin 2023 place du Château à Strasbourg.

L'événement « Au gré des bières » est né en 2014 à Strasbourg : trois éditions ont eu lieu place du Château, au pied de la Cathédrale et la dernière en 2018 sur le quai des Bateliers. Cette année, Brasseurs d'Alsace fête le grand retour de la manifestation sur la place du Château, son lieu d'origine qui a engendré son appellation. Cette manifestation a été créée par le collectif pour faire découvrir au grand public la diversité des bières et l'excellence du savoir-faire brassicole alsacien.
« Au gré des bières » est différent d'un salon professionnel ou d'un marché où les brasseurs se retrouvent à promouvoir leur marque, chacun dans leur univers personnalisé. Les binômes de brasseurs pourront échanger avec le public. La corporation des brasseries artisanales d'Alsace est également associée à cet événement. Cette manifestation se veut à la fois conviviale, festive et culturelle.

Il est proposé un soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 5 000 €. Le financement prévisionnel de l'association inclut une subvention de 10 000 € de la Collectivité européenne d'Alsace et 5 000 € du Conseil régional Grand Est.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le versement des contributions suivantes :*

Cellule Economique Régionale de la Construction Grand Est, CERC	*4 000 €*
Fédération française du bâtiment Bas-Rhin, FFB67	*8 000 €*
Union Fédérale des Consommateurs du Bas-Rhin – Que Choisir	*4 000 €*
Union des Corporations Artisanales 67	*5 000 €*
Frémaa (Fédération régionale des métiers d'art d'Alsace)	*50 000 €*
Syndicat des Brasseurs d'Alsace	*5 000 €*
	76 000 €

- *ainsi que le versement des contributions suivantes :*

Union des Corporations Artisanales 67	*5 000 €*
Frémaa (Fédération régionale des métiers d'art d'Alsace)	*9 000 €*
	14 000 €

décide

- *d'imputer la dépense, soit 76 000 €, sur la ligne budgétaire DU02F-8013-6574-633, dont le disponible avant le présent Conseil est de 96 000 €,*
- *d'imputer la dépense, soit 14 000 €, sur la ligne budgétaire DU02N-8133-6574-632, dont le disponible avant le présent Conseil est de 14 000 €,*
- *de verser la subvention à la Frémaa selon les modalités suivantes : 60 % à la signature et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer la décision d'attribution nécessaire et à accomplir tout acte concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159450-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subventions liées à la promotion du commerce et de l'artisanat
Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant alloué pour l'année n-1	Montant proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023
Cellule Économique Régionale de la Construction Grand Est (CERC).	Fonctionnement	4 000 €	4 000€	4 000€
Fédération française du bâtiment Bas-Rhin (FFB67).	Projet	10 000 €	5 000 €	8 000 €
Union Fédérale des Consommateurs du Bas-Rhin – Que Choisir	Fonctionnement	4 000 €	4 000€	4 000 €
Union des Corporations Artisanales 67 (UCA67).	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Frémaa (Fédération régionale des métiers d'art d'Alsace).	Projet	59000 €	59 000 €	59 000 €
Syndicat des Brasseurs d'Alsace	Projet	5 000 €	0	5 000 €
TOTAL				90 000 €

65

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attribution de subventions FEDER et FSE+ au titre des programmes 2021-2027.

Numéro E-2023-652

Par délibération du 3 février 2023, le Conseil de l'Eurométropole a validé les nouveaux programmes Fonds européens de développement régional (FEDER) et Fonds social européen plus (FSE+) 2021-2027. Ces deux programmes sont intégrés dans un Investissement Territorial Intégré (ITI) afin de soutenir la stratégie de développement économique de la Métropole.

Cet ITI s'appuie sur des stratégies pilotées par la collectivité pour que la répartition des rôles entre la Région, l'Etat – qui gèrent également des dispositifs de subventions européennes - et l'Eurométropole soit claire, et pour maximiser l'effet levier des fonds européens sur les politiques menées par cette dernière. Il vise à soutenir la stratégie vers une économie locale durable, l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et à conforter la cohésion sociale du territoire.

Il combine une enveloppe de 10M€ de crédits FEDER, délégués par la Région Grand Est, notifiés en date du 17 janvier 2023 et approuvés par le Comité de suivi des fonds européens du 7 février 2023, et une enveloppe de 5,1M€ de FSE+, délégués par l'Etat et validés en Comité de programmation régional du 2 mars 2023.
Les subventions FEDER et FSE+ sont attribuées par l'Eurométropole à des porteurs de projet de toute nature dont les opérations correspondent aux critères de sélection des programmes.

1/ Attribution de subventions FEDER au titre du programme 2021-2027

Cinq projets, joints en annexe 1 à la présente délibération, ayant fait l'objet d'une demande de subvention FEDER sont soumis au Conseil pour approbation.

Quatre d'entre eux, portés par des entreprises coopératives, contribuent au développement de l'économie sociale et solidaire sur le territoire de l'Eurométropole. Parmi ceux-ci, deux projets sont situés sur le site de la Manufacture des Tabacs, participant à faire de ce lieu un écosystème innovant et créatif, ouvert sur la ville. Deux projets viendront également

soutenir le développement d'une alimentation locale et durable. Enfin, le projet de Maison Urbaine de Santé de l'Elsau s'intègre dans le projet de renouvellement urbain du quartier et doit favoriser le développement de la santé de proximité.

Le coût total de ces opérations s'élève à 3 293 384,29 €. Le montant total des subventions FEDER attribué dans le cadre de cette délibération s'établit à 1 468 465,57 €. Le montant des subventions FEDER programmé avec cette première délibération de la programmation 2021-27 représente près de 15% de l'enveloppe déléguée, signe d'un démarrage dynamique de cette nouvelle programmation.

2/ Attribution de subventions FSE+ au titre du programme 2021-2027

Vingt et un projets, joints en annexe 2 à la présente délibération, ayant fait l'objet d'une demande de subvention FSE+ sont proposés pour approbation au Conseil de l'Eurométropole. Treize relèvent de l'appel à projets sur la priorité 1 « Soutenir les actions visant à renforcer l'insertion socio-professionnelle » et huit sur la priorité 2 « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et renforcer leur employabilité ». Il s'agit, pour seize d'entre eux, de projets soutenus également au titre du Contrat de Ville.

Le coût total de ces opérations s'élève à 4 060 659,13 €. Le montant total des subventions FSE+ attribuées dans le cadre de cette délibération s'établit à 1 489 600 €, représentant déjà près de 30% du montant de l'enveloppe déléguée. Il s'agit des premiers dossiers programmés au titre de la période 2021-2027.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les projets suivants portés par quatre entreprises au titre de la mesure B du programme « Soutenir la création et la croissance des entreprises pour un développement équilibré du territoire », ainsi que le montant de la subvention FEDER :*

Intitulé	*Maître d'ouvrage*	*Critère spécifique d'éligibilité*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FEDER*
Aménagement de Tiers-Lab, tiers-lieu culturel et créatif	*SCIC SAS TIERS-LAB*	*ESS*	*765 818 € HT*	*350 000 €*

Aménagement des nouveaux locaux du centre de formation Re.Form.E	*SCOP SARL Re.Form.E*	*ESS*	*418 329,60 € HT*	*200 000 €*
Kooma, pôle 100% bio: lieu emblématique de la transition écologique et de la participation citoyenne	*SCIC Manufacture Lab*	*ESS*	*515 114,74 € HT*	*309 000 €*
Installation d'un atelier-pressoir	*SCIC SAS MMetB*	*ESS*	*944 708,99 € HT*	*286 334 €*

- *le projet suivant porté par une entreprise au titre de la mesure D du programme « Soutenir le développement de la santé de proximité sur le territoire de l'Eurométropole » ainsi que le montant de la subvention FEDER :*

Intitulé	*Maître d'ouvrage*	*Critère spécifique d'éligibilité*	*Coût total éligible*	*Montant subvention FEDER*
Aménagement de la Maison Urbaine de Santé du quartier de l'Elsau	*SAEM LOCUSEM*	*QPV*	*649 412,96 € HT*	*323 131,57 €*

- *sous réserve de l'avis consultatif rendu par les services de l'Etat (DREETS), les projets suivants au titre de la priorité 1 « Soutenir les actions visant à renforcer l'insertion socio-professionnelle » ainsi que le montant des subventions FSE+ :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Nombre de participants*	*Coûts total éligible*	*Subvention et taux FSE+*
Ateliers d'accompagnement aux usages numériques orientés emploi	*CSC Neuhof*	*135*	*24 484,04 €*	*10 000 €*

Appropriation des nouvelles technologies informatiques et numériques dans le cadre de la recherche d'emploi (Pantine)	*AMSED*	*250*	*175 998,20 €*	*77 000 €*
Des étoiles et des femmes	*Jardins de la Montagne Verte*	*20*	*75 493,26 €*	*10 000 €*
Parrainage et accompagnement pour l'emploi	*AMSED*	*300*	*217 490,52 €*	*100 000 €*
Accompagner les personnes éloignées de l'emploi des quartiers prioritaires (Bischheim, Schiltigheim, Hautepierre, Cronenbourg, Port du Rhin) dans des parcours innovants de remobilisation	*Activ'Action*	*100*	*366 192,40 €*	*183 000 €*
Chemins vers l'emploi	*CSC Au-delà des ponts*	*36*	*119 317,62 €*	*45 000 €*
Focale – coordination et déploiement	*Maison de l'Emploi et de la Formation du bassin d'emploi de Strasbourg*	*100*	*798 443,90 €*	*328 000 €*
Transition pro séniors résidant majoritairement en QPV	*Retravailler*	*60*	*73 234,76 €*	*35 000 €*
Accompagnement renforcé à l'Espace Bouleau	*CSC Elsau*	*70*	*102 483,15 €*	*45 000 €*
Accompagner les personnes en situation de	*Emmaüs Connect*	*450*	*303 966,06 €*	*100 000 €*

précarité vers une autonomie numérique				
SOUS-TOTAL PRIORITE 1			*2 450 461,87 €*	***933 000 €***

- *sous réserve de l'avis consultatif rendu par les services de l'Etat (DREETS), les projets suivants au titre de la Priorité 2 « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et renforcer leur employabilité » ainsi que le montant des subventions FSE+ :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Nombre de participants*	*Coûts totaux*	*Subvention et taux FSE*
Jeunes en chantier	*CSC Victor Schoelcher*	*80*	*340 662 €*	*120 000 €*
Apprentis solidaires	*AFEV*	*11*	*72 563,96 €*	*15 000 €*
Touline Apprentis d'Auteuil Alsace	*Fondation Apprentis d'Auteuil*	*75*	*222 595,80 €*	*75 000 €*
Parrainage et accompagnement de jeunes	*AMSED*	*80*	*70 713,30 €*	*30 000 €*
Marché d'insertion pour l'entretien des noues	*EMS*	*24*	*239 339,18 €*	*24 000 €*
TAPAJ	*Ithaque*	*20*	*225 514,80 €*	*75 000 €*
Hors les murs jeunes	*Jardins de la Montagne Verte*	*30*	*106 260 €*	*25 000 €*
DACIP	*CSC Neuhof*	*450*	*332 548,22 €*	*192 600 €*
SOUS-TOTAL PRIORITE 2			*1 610 197,26 €*	***556 600 €***

décide

- *d'accorder les subventions au titre du Fonds Européen de Développement Régional et du Fonds Social Européen Plus pour les projets cités ci-dessus, sous réserve de la disponibilité effective des crédits communautaires,*

- *d'imputer les paiements FEDER sur les crédits ouverts au BP 2023 des lignes : DU01/ programme 1535 / natures 20421 et 20422,*

- *d'imputer les paiements FSE+ sur les crédits ouverts au BP 2023 des lignes : DU01C/programme 8137/ natures 65748 et 65738,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions et les éventuels avenants relatifs aux projets exposés ci-avant, en sa qualité de représentante de l'organisme intermédiaire gestionnaire de crédits FEDER et FSE+.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159009-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

ANNEXE 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FEDER AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FEDER 2021-2027

Mesure B : SOUTENIR LA CRÉATION ET LA CROISSANCE DES ENTREPRISES POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE					
Intitulé du projet	**Maître d'ouvrage**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinance-ments prévisionnels**	**Subvention et taux FEDER**
Aménagement de Tiers-Lab, tiers lieu culturel et créatif	SCIC Tiers Lab	Le projet vise à aménager, au coeur du site de la Manufacture des Tabacs, plusieurs espaces de diffusion répartis sur 500 m2, permettant d'accueillir de l'événementiel d'entreprise, une programmation culturelle et de cohésion sociale. La programmation s'articulera autour de 3 piliers : ● Les programmations artistiques et culturelles (avec des concerts, projections, installations immersives…) ● La cohésion sociale (avec des rencontres associatives, l'ouverture sur le quartier et la vie étudiante et des ateliers pédagogiques) ● L'événementiel B2B (avec les institutionnels et d'entreprises) Le projet est conçu comme un lieu de diffusion et de creation, d'expérimentation et de rencontres, d'émergence de projets culturels et de transformation sociale. A terme, il pourrait proposer168 représentations (concerts) par an pour environ 15 000 personnes accueillies, et 104 mises à disposition d'espaces (locations institutionnelles et associatives) pour environ 5 200 personnes accueillies. Il est également prévu d'organiser des événements avec les occupants de la Manufacture. Le projet est eligible car porté par un acteur de l'ESS. Le FEDER vient soutenir des travaux d'aménagement des locaux, ainsi que l'achat d'équipements (sonorisation, éclairage, traitement acoustique...).	765 818 € HT	20 000 € (Centre national de la musique)	350 000 € 45,7%
Aménagement des nouveaux locaux du centre de formation ReFormE	SCOP Re.Form.E	Le projet vise à aménager de nouveaux locaux de 638m², situés sur le Parc d'innovation d'Illkirch et accessibles facilement en transports en commun pour y installer le centre de formation Re.Form.E. Ces locaux seront aux normes ERP5 accessibles aux personnes à mobilité réduite, et permettront de rassembler tous les salariés sur un même site, afin de mutualiser les compétences des équipes et de donner accès aux bénéficiaires à l'ensemble des prestations sur un même lieu. Les nouveaux locaux offriront une dizaine de salles de formation, des bureaux d'entretien individuels ainsi que les espaces du personnel. Ils permettront d'accueillir dans de bonnes conditions les plus de 1200 stagiaires annuels. Ce projet répond à trois enjeux clés: - permettre à l'entreprise de continuer à se positionner sur les marchés publics de la formation professionnelle; - s'adapter aux évolutions technologiques et pédagogiques tout en accompagnant les bénéficiaires vers l'inclusion numérique - contribuer aux enjeux de développement durable en renforçant l'engagement de	418 329,60 € TTC	/	200 000 € 47,81%

		l'entreprise dans la RSE (limitation des consommations énergétiques et des consommables). Le projet est eligible car porté par une structure de l'ESS. L'aide FEDER vient soutenir les travaux d'aménagement.			
Kooma, pôle 100% bio: lieu emblématique de la transition écologique et de la participation citoyenne	SCIC Manufacture L.A.B.	Sur le site de la Manufacture des Tabacs, le projet KOOMA, porté par la SCIC Manufacture LAB et ses membres, vise à soutenir un système alimentaire durable et innovant sur le territoire et à devenir un lieu de vie convivial et engagé autour de valeurs environnementales et sociales. Partant du constat de l'absence d'une offre bio et locale, accessible à tous les publics à Strasbourg, le projet est construit sur une économie circulaire entre plusieurs activités complémentaires, portées par la SCIC et ses membres : - un magasin de producteurs et snacking paysan, qui proposera des produits en vente directe - une épicerie, complémentaire du magasin de producteurs, vrac et 100% bio - un pôle restauration, qui comprendra un bar, une brasserie et un restaurant gastronomique, qui s'approvisionneront directement auprès des producteurs locaux. - un espace d'animations pédagogiques et citoyennes, qui incarnera la dimension d'intérêt général du projet et complètera les autres activités de Kooma, avec des animations sur la thématique de l'alimentation durable et les thématiques liées. Cet espace aura vocation à enrichir les liens et les partenariats pour faire émerger une dynamique territoriale autour des enjeux alimentaires et écologiques. Le projet accueillera, dans ses différents espaces sur plus de 1500m², au moins 1500 personnes par jour. Il doit permettre la creation d'une cinquantaine d'emplois, dont un poste porté par la SCIC. Le projet est eligible car porté par une structure de l'ESS. L'aide FEDER soutiendra les investissements portés par la SCIC: - des travaux de second œuvre permettant une meilleure performance du bâtiment, et une utilisation optimale et durable des équipements des magasins et des restaurants - et l'aménagement de l'espace d'animation et du bureau de la SCIC.	515 114,74 € HT	71 995 € (Etat – DRAAF)	309 000 € 60 %
Installation d'un atelier-pressoir	SCIC Moi, moche et bon	Le projet consiste à installer, dans un local au MIN de Strasbourg, une ligne de pressurage et de conditionnement afin de transformer en toute autonomie les tonnages de fruits et légumes issus des écarts de tri des producteurs partenaires. L'objectif pour l'entreprise est de pouvoir presser elle-même les jus de sa marque « Moi Moche et Bon», mais aussi de devenir un débouché identifié au sein de l'écosystème pour la revalorisation de fruits et légumes issus des écarts de tri, surproductions et refus d'agréage. Le projet doit permettre d'augmenter la capacité de production annuelle, qui pourra atteindre 1 300 000 Litres. Un minimum de 3 ETP sera nécessaire pour assurer la production, jusqu'à 5 ETP pour atteindre les capacités maximales; l'effectif de l'entreprise devrait être plus que doubler d'ici 3 ans. La mise en œuvre de cette stratégie de développement devrait permettre à MMB d'augmenter significativement son chiffre d'affaires. Le projet est éligible car porté par une structure de l'ESS. L'aide FEDER soutiendra: - les travaux d'aménagement des locaux, ainsi que les travaux liés au transfert de la ligne de jus de fruits - l'acquisition et l'installation du matériel et des équipements.	944 708,99 € HT	/	286 334 € (30,3%)

		Sous-total mesure B :	**2 643 971,33 €**		**1 145 334 €**
Mesure D : SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SANTÉ DE PROXIMITÉ SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE					
Intitulé du projet	**Maître d'ouvrage**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinance-ments prévisionnels**	**Subvention et taux FEDER**
Maison urbaine de santé du quartier de l'Elsau	LOCUSEM	Le projet, porté par LOCUSEM, vise à réaliser une Maison Pluridisciplinaire de Santé, sise rue Watteau, afin de proposer aux habitants de l'Elsau une offre de soins de santé de proximité, de renforcer l'offre existante sur le territoire et d'anticiper les départs à la retraite à venir des personnels de santé. La MUS, d'une surface de près de 455 m² hébergera une équipe de praticiens comptant 4 médecins généralistes, 2 orthophonistes, 4 infirmiers libéraux. Des contacts sont en cours pour associer également 1 médecin généraliste complémentaire et 1 sage-femme. Les praticiens n'ayant pas de compétences ni d'expérience dans la réalisation d'aménagements de locaux, il a été décidé que LOCUSEM porte, en plus de l'investissement des murs, celui nécessaire aux travaux d'aménagement intérieur. Pour réaliser ces travaux dans le respect du planning prévisionnel, LOCUSEM a fait la demande au promoteur Marignan Immobilier de lui vendre les locaux de la MUS aménagés. Ce nouvel équipement s'intègre dans le projet de renouvellement urbain du quartier qui vise notamment à redynamiser l'offre de services de proximité. Le FEDER intervient pour soutenir les travaux d'aménagement intérieur.	649 412,96 € HT	266 177 € (Région Grand Est) 50 000 € (Ville de Strasbourg)	323 131,57 € 49,76%
TOTAL mesures B et D			**3 293 384,29 €**		**1 468 465,57€**

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FSE AU TITRE DE
L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FSE 2021-2027

Priorité 1 OS H : Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Ateliers d'accompagnement aux usages numériques orientés emploi 202300466	CSC Neuhof	Le projet met en place deux actions concomitantes : des ateliers individuels de médiation numérique, sous forme de parcours adaptés aux besoins des habitant-es par tranches d'une heure, et des séquences d'apprentissage plus intenses, sous forme d'ateliers collectifs allant de 12 à 60 heures. L'objectif est d'accompagner 135 personnes éloignés de l'emploi et résidant majoritairement en QPV. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 3 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2022.	24 484,04 €	ANCT : 14 484,04 €	**10 000 €** **40,84%**
TZCLD 202300420	Emmaüs Mundo	Une solution alternative de financement a pu être trouvée sur des crédits Ville, le projet TZCLD est pour l'instant dans l'incertitude concernant la forme que prendra la future structure en raison de l'absence d'engagement de la CeA.	59 522,40 €	Ville de Strasbourg : 13 500 €	**0 €**
Appropriation des nouvelles technologies informatiques et numériques dans le cadre de la recherche d'emploi (Pantine) 202300401	AMSED	Le projet consiste en un accompagnement des demandeurs d'emploi pour lever les freins liés à la fracture numérique en donnant les outils et savoirs nécessaires pour les rendre autonome dans leurs démarches. Pour cela, la structure met en place: des entretiens individuels, des ateliers annuels d'appropriation des techniques de recherches d'emploi, des ateliers de mobilisation vers l'emploi, l'organisation de match emploi, des permanences pour renforcer les usages des NTIC. 250 participants sont attendus sur 2 ans. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel sur 2 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.	175 998,20 €	ASP : 32 750 € DDETS : 16 000 € EMS : 15 000 €	**77 000 €** **43,75%**

Des étoiles et des femmes 202300374	Jardins de la Montagne Verte	Un suivi socio-professionnel proposé aux femmes rejoignant Des Étoiles et Des Femmes, jusqu'à un an après la fin de leur formation, leur permet d'avoir connaissance de leurs droits et ainsi éviter les discriminations dont elles pourraient être victimes. Le projet cherche à créer des opportunités plus égales pour les femmes en leur ouvrant les portes d'un domaine réservé aux hommes. L'objectif premier est d'intégrer les apprenantes dans le cursus de formation Perséides menant au CAP cuisine, et de les accompagner vers les dispositifs de droit commun existants. 18 participantes sont prévues sur 1 an. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 2 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2023 au 31/12/2023.	75 493,26 €	Lutte contre la pauvreté : 12 500€ DRDFE : 3000 € Ville - EMS : 6 000 € Accor : 10 000 € AG2R : 5 270 € Metro : 4 400 €	**10 000 €** **13,25%**
Parrainage et accompagnement pour l'emploi 202300336	AMSED	Il s'agit d'un projet d'accompagnement et de parrainage pour un retour à l'emploi et à l'insertion. L'objectif est d'accompagner des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle. La structure procède à une évaluation du besoin du bénéficiaire et met en place un accompagnement adapté dans les démarches nécessaires. Un accompagnement avec un système de parrainage est également mis en place notamment pour des simulations d'entretiens et un travail sur la présentation. L'opération a pour objectif de créer un lien entre les participants et leurs parrains afin de les aider au mieux à lever leurs freins à l'emploi. 300 participants sont attendus sur 2 ans. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 6 postes en 2022 et 3 postes en 2023, ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.	217 490,52 €	ASP : 35 690,96 € CeA : 4 000 € DDETS Contrat Ville : 16 000 € EMS : 10 000 €	**100 000 €** **45,98%**
Accompagner les personnes éloignées de l'emploi des quartiers prioritaires (Bischheim, Schiltigheim, Hautepierre, Cronenbourg, Port du Rhin) dans des parcours innovants de remobilisation 202300174	Activ'Action	Le projet a pour objectif général d'accompagner et autonomiser les personnes en recherche d'emploi dans la levée des freins qu'elles rencontrent grâce aux leviers de la confiance, de la participation active et de la collaboration territoriale. Il poursuit les objectifs spécifiques suivants : créer à travers les démarches d'aller vers les conditions de la confiance pour faciliter l'engagement actif des chercheurs d'emploi, développer leur résilience et se remobiliser en dépassant collectivement les freins psychosociaux rencontrés, renforcer le sentiment d'utilité, l'envie et la capacité à contribuer à la vie collective et citoyenne, renforcer la confiance et la collaboration entre acteurs de l'emploi du territoire. 100 participants sont attendus sur 2 ans. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 6 postes de dépenses ainsi	366 192,40 €	Aide à l'apprentissage : 41 720 € ANCT Contrat de Ville : 10 000 € CeA : 7 500 € EMS TZCLD : 11 000 € EMS Contrat de Ville : 12 500 € PIC 100% inclusion : 55 357,30 € Ville de Bischheim : 2 000 € Ville de Schiltigheim : 3 700 €	**183 000 €** **49,97%**

		que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.			
Chemins vers l'emploi 202300100	CSC Au-delà des ponts	Le projet Chemins vers l'emploi a pour objectif de proposer un parcours d'insertion individualisé à des personnes sans emploi, résidant principalement dans le quartier du Port du Rhin. Il doit permettre la définition d'un projet professionnel, la résolution des différents freins à l'emploi, le développement de la confiance en soi, l'élargissement de la connaissance de son environnement et le renforcement de l'autonomie. Les participants sont rencontrés en entretien individuel autant de fois que nécessaire afin d'affiner le diagnostic et élaborer les stratégies personnelles les plus adaptées possibles : reconversion, formation, découverte de nouveaux métiers, etc. L'objectif du projet est de chercher des solutions pour lever les freins psychologiques et sociaux qui entravent le chemin vers l'insertion des personnes en situation de précarité. 36 participants sont attendus sur 2 ans avec des sorties positives en emploi et en formation. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 3 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.	119 317,62 €	CeA : 6 000 € Etat : 4 000 € Etat adulte relais : 39 494 € Ville de Strasbourg : 6 700 € EMS : 6 700 €	**45 000 €** **37,71%**
Focale – coordination et déploiement 202300061	Maison de l'Emploi et de la Formation du bassin d'emploi de Strasbourg	Un parcours de 15 mois est proposé aux participants du projet (mis en place par un consortium d'acteurs) avec plusieurs actions: un accompagnement renforcé, tester les compétences en activité, valoriser et développer les compétences via des formations. Le projet doit permettre d'identifier, de capter puis de remobiliser 100 personnes éloignées de l'emploi non bénéficiaires de l'offre de service des opérateurs classique de l'emploi. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 12 postes en 2022 et 11 postes en 2023, ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 30/06/2023.	798 443,90 €	PIC : 401 443,90 € CeA : 20 000 € EMS : 19 000 €	**328 000 €** **41,08%**
Transition pro séniors résidant majoritairement en QPV 202201020	Retravailler	L'action "Transition Pro Seniors résidant majoritairement en QPV" vise à lutter contre le chômage des seniors et contre les discriminations à l'embauche. Il s'agit de leur proposer un parcours de retour vers l'emploi, en s'appuyant sur une cible professionnelle identifiée idéalement en amont, et de favoriser la reprise de contact avec les entreprises dans un objectif d'accès à l'emploi direct. La structure propose, après une étape de préparation en collectif, de mettre en place des périodes d'immersion. L'objectif est d'accompagner 60 personnes séniors résidant majoritairement en QPV sur 2 ans. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 4 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.	73 234,76 €	ANCT : 14 200 € EMS : 9 100 € Ville de Strasbourg : 9 000 €	**35 000 €** **47,79%**

Accompagnement renforcé à l'Espace Bouleau 202200988	CSC Elsau	L'espace Bouleau est un lieu de ressources, d'information et d'apprentissage, qui propose un accompagnement individualisé et collectif adapté, personnalisé et durable, pour toute aide à la recherche d'emploi ou de formation. Cet espace est un lieu d'accueil pour tout public, principalement pour un public rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Le projet d'accompagnement se décline en différents axes : accueil, information et orientations des habitants ; accompagnement individuel des personnes ; accompagnement collectif. Le projet a pour finalité de favoriser l'emploi et l'insertion professionnelle des publics en situation de précarité sur le territoire de l'Elsau. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 1 poste ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.	102 483,15 €	CGET : 7000 € EMS : 10 000 € TZCLD : 13 653 €	**45 000 €** **43,91%**
Femmes bricoleuses 202200953	Ville de Strasbourg	Un arbitrage budgétaire à 0€ est proposé afin de ne pas mettre en difficulté les associations. Cette proposition ne remet pas en cause la qualité du dossier et la possibilité de financements FSE à partir de 2024.	33 660 €		**0€**
100 chances 100 emplois 202300346	Activ'Action	L'association a candidaté sur le mauvais appel à projet, elle pourra candidater lors du prochain appel à projets de la priorité 2.	100 175,56 €	Aide à l'apprentissage : 417€ ANCT : 12 200 € DREETS : 11 200 € EMS : 14 000 €	**0€**
Accompagner les personnes en situation de précarité vers une autonomie numérique 202200796	Emmaüs Connect	Emmaüs Connect accompagne les personnes en situation de précarité vers une meilleure insertion sociale, en proposant un parcours vers l'autonomie numérique. Le parcours a pour but d'accompagner les participants dans la découverte ou consolidation de leurs connaissances liées aux outils et environnement numériques. Cette prise en charge globale du bénéficiaire, de son orientation par un opérateur de service public jusqu'à la fin du parcours de formation à l'autonomie, permet d'augmenter les chances de « réussite » du bénéficiaire et de le former durablement aux compétences numériques de bases lui permettant son insertion sociale. La finalité du projet est la mise en œuvre de 80 parcours d'autonomie numérique avec pour objectif de former 450 demandeurs d'emploi vivant au sein de l'Eurométropole de Strasbourg. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 5 postes en 2022 et 4 postes en 2023, ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.	303 966,06 €	CAF Bas-Rhin : 30 000 € CPAM Bas-Rhin : 34 000 € Pôle Emploi : 115 000 €	**100 000 €** **32,90%**
		SOUS-TOTAL PRIORITÉ 1	*2 450 461,87 €*		***933 000 €***

Priorité 2 OS A : Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Jeunes en chantier 202300369	CSC Victor Schoelcher	Le projet s'adresse aux publics spécifiques de la Prévention Spécialisée, des jeunes arrêtés, ou encore en errance et en risque de marginalisation. L'objectif opérationnel de l'action est de proposer à des jeunes dits éloignés de l'emploi, une expérience pratique la plus immédiate possible selon la méthode du working first, en préambule à un accompagnement éducatif d'insertion socioprofessionnelle. Au lieu d'être l'aboutissement d'un parcours, l'expérience immédiate du travail grâce à des chantiers facilite l'entrée dans l'accompagnement d'insertion professionnelle. Il est attendu qu'à l'issue de l'action les jeunes : aient construit un projet professionnel, soient devenus autonomes dans les démarches à accomplir pour leur insertion professionnelle durable, se soient intégrés aux dispositifs classiques de l'insertion professionnelle. 80 participants sont attendus sur 2 ans. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 3 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.	340 662 €	CGET : 12 000 € EMS Politique de la Ville : 10 000 € EMS Prévention spécialisée : 149 000 €	**120 000 €** **35,23%**
Apprentis solidaires 202300185	AFEV	Le projet s'inscrit dans l'accompagnement de jeunes en services civiques vers un parcours de remobilisation, pour les inciter à se tourner vers l'apprentissage. Le projet propose aux participants des missions solidaires, des formations/remises à niveau et la découverte du monde professionnel. En partenariat avec des associations locales, les participants sont amenés à réaliser des actions de solidarité sur le terrain. L'objectif du projet est d'accompagner 11 jeunes. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 2 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2023 au 31/12/2023.	72 563,96 €	PIC : 26 666 € EMS : 7 000 €	**15 000 €** **20,67%**
Touline Apprentis d'Auteuil Alsace 202300109	Fondation Apprentis d'Auteuil	La Touline vise à accompagner les jeunes majeurs sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) pendant les 3 ans après leur sortie, pour éviter les ruptures de parcours et sécuriser la transition de ces jeunes vers l'âge adulte ainsi que la réussite de leur insertion. Le programme poursuit ainsi 3 missions : offrir aux jeunes sortants de l'ASE un lieu d'écoute et de dialogue afin de favoriser leur ancrage humain, base de leur insertion sociale ; construire avec ceux qui en ont le besoin un accompagnement professionnel renforçant et sécurisant leur parcours d'insertion ;	222 595,80 €	CeA : 60 000 €	**75 000 €** **33,69%**

		tisser des partenariats privilégiés et travailler avec les acteurs locaux pour améliorer encore l'inclusion de ces publics dans les outils et politiques de droit commun. 75 participants sont attendus sur 2 ans. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 3 postes en 2022 et 2 postes en 2023, ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.			
Parrainage et accompagnement de jeunes 202201229	AMSED	L'AMSED met en place une équipe composée d'une salariée et de parrains (personnes ressources bénévoles sur le projet) avec des entreprises partenaires, afin de construire un parcours et d'accompagner les jeunes dans leurs démarches et leur parcours d'insertion. L'objectif est d'accompagner 80 jeunes sur 1 an. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 3 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2023 au 31/12/2023.	70 713,30 €	ASP : 2 500 € DREETS : 24 000 €	**30 000 €** **42,42%**
NOUES 202201206	EMS	Le marché d'insertion doit permettre de faciliter l'accès à l'emploi ou à la formation de jeunes par la mise en place d'une mobilisation personnelle lors de cette période en immersion professionnelle consacrée à l'entretien des noues. Il doit permettre au public bénéficiaire d'acquérir les savoir-être nécessaires en milieu de travail et de construire une suite de parcours vers l'emploi ou vers la formation. La prestation attendue par la Ville de Strasbourg comprend un triple objectif : un accompagnement socio professionnel et technique, l'entretien des noues et la présentation d'un bilan final d'exécution. L'objectif est d'accompagner 24 jeunes éloignés de l'emploi dans un parcours d'insertion. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de prestations du projet. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.	239 339,18 €		**24 000 €** **10,03%**
TAPAJ 202201019	Ithaque	Le dispositif de travail de rue de l'association Ithaque, en lien avec les partenaires de la prévention spécialisée, permet d'identifier les jeunes précaires et les oriente vers le dispositif TAPAJ. Le projet TAPAJ (Travail Alternatif Payé A la Journée) propose des plateaux de travail à ce public. Le projet permet aux jeunes de 16 à 25 ans consommateurs de substances psycho-actives de s'engager dans une démarche d'insertion professionnelle et sociale, ainsi que dans des démarches de soins et de réduction des risques sanitaires. Il vise la limitation des conduites à risques chez ces jeunes, leur réinscription sociale et contribue également à la tranquillité publique par la mise en situation d'emploi.	225 514,80 €	MILDECA : 45 000 € Ville de Strasbourg : 14 000 €	**75 000 €** **33,26%**

		12 participants sont attendus sur 2 ans. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 2 postes en 2022 et 1 poste en 2023, ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2023.			
Hors les murs jeunes 202200971	Jardins de la Montagne Verte	Le projet a pour vocation l'insertion de jeunes peu ou pas qualifiés, vivant majoritairement en QPV et sans emploi. Les JMV portent un chantier d'insertion depuis de nombreuses années. L'objectif est de cumuler la mise au travail, l'acquisition de savoirs, de savoirs-êtres et l'élaboration d'un parcours d'insertion. L'objectif est d'accompagner 30 jeunes très éloignés de l'emploi sur 1 an. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 2 postes ainsi que des dépenses indirectes. Le projet se déroule du 01/01/2023 au 31/12/2023.	106 260 €	CeA : 7 000 € Etat : 7 000 € EMS : 7 000 €	**25 000 €** **23,53%**
DACIP 202300155	CSC Neuhof	Le projet a pour objectif de repérer les jeunes éloignés de l'emploi afin de leur proposer un accompagnement collectif ou individuel de proximité. L'objectif est de favoriser l'autonomie du participant et de le remobiliser autour d'un projet personnel ou professionnel. Le projet se déroule en 3 temps : repérage du jeune, ateliers individuels, ateliers collectifs. 250 participants sont attendus sur 1 an. La subvention FSE vient soutenir les dépenses de personnel de 8 postes. Le projet se déroule du 01/01/2022 au 31/12/2022.	332 548,22 €	CeA : 1000 € ANCT Cité éducative : 15 000 € ANCT Politique de la Ville : 50 500 € EMS : 35 000 € Ville de Bischheim : 2 000 € Ville de Schiltigheim : 4 000 € CSC de l'Albatros : 15 000 €	**192 600 €** **57,92%**
		SOUS-TOTAL PRIORITÉ 2	*1 610 197,26 €*		**556 600 €**

		TOTAL PRIORITÉS 1 et 2	**4 060 659,13 €**		**1 489 600 €**

66

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Economie Sociale et Solidaire et entrepreneuriat : divers soutiens.

Numéro E-2023-646

Dans le cadre de sa feuille de route économique, l'Eurométropole de Strasbourg soutient l'économie sociale et solidaire (ESS), qui crée des réponses locales pour des besoins locaux. Les entreprises de l'ESS contribuent à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie et d'innovation sociale.

Dans le domaine de l'entrepreneuriat, il s'agit de sensibiliser aux formes d'entreprises sociales et solidaires mais aussi de conseiller, de former, de financer, de tester l'activité, d'héberger les entreprises.

Dans ce contexte, il est proposé au Conseil d'approuver les attributions de subvention suivantes.

Soutien à l'économie sociale et solidaire

CRESS (CPO - Fonctionnement)	**85 000 €**

Le partenariat tripartite de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg avec la CRESS depuis 12 ans a permis notamment:

- la création et l'animation de notre instance de co-construction de la politique publique de l'ESS : le Conseil de l'ESS, qui réunit sur chaque plénière une centaine de participants en moyenne,
- le travail de coordination, au niveau économique, entre le Conseil de l'ESS et les instances de Strasbourg éco 2030 et du SRDEII, puis l'investissement dans le Pacte pour une économie locale durable,
- la mise en place puis la pérennisation du marché OFF de Noël (32 acteurs de l'achats responsables en 2022 pour 115 000 visiteurs, 130 animations etc.),
- la contribution au programme européen URBACT sur l'innovation sociale, Boost'Inno,
- l'investissement, en tant que co-pilotes, dans la préfiguration et les travaux de KaléidosCOOP, tiers-lieu transfrontalier, Pôle Territorial de Coopération Économique,

- le développement du pôle Strasbourg-Eurométropole lié à la CRESS (24 adhérents dès 2022, déjà 8 supplémentaires début 2023), organisation du Forum des métiers porteurs de sens (300 participants, 25 employeurs exposants, 15 employeurs au job dating, 4 conférences), 10 réunions mensuelles d'interconnaissance « apéros de l'ESS », gestion de la lettre d'information,
- l'appui à l'organisation, avec le pôle, de la mobilisation des acteurs du territoire eurométropolitain, l'interface avec les réseaux nationaux et européens lors de la manifestation « *l'économie sociale, le futur de l'Europe* » qui a accueilli 2 000 personnes en présentiel et à distance sur 2 jours, en mai 2022, gestion de la plateforme de promotion et d'inscriptions).

La 4ème convention pluriannuelle d'objectifs avec la CRESS 2020-2023 porte sur les axes suivants :

Mieux connaître et promouvoir le secteur de l'ESS
- poursuite du développement de l'Observatoire de l'ESS - ORESS et production de données sur le territoire de l'Eurométropole,
- mois de l'économie sociale et solidaire.

Animer l'écosystème de l'ESS sur le territoire
- animation du Conseil de l'ESS (séances plénières, ateliers d'échanges thématiques, diffusion, mise en œuvre et capitalisation des travaux du Conseil),
- développement du pôle territorial Strasbourg – Eurométropole,
- développement du projet KaléidosCOOP,
- développement du Marché OFF de Noël,
- lien aux nouvelles économies.

Développer l'écosystème de l'innovation sociale
- développement des outils d'accompagnement de l'innovation sociale dans le cadre de la stratégie définie localement,
- participation à l'animation de l'écosystème French impact.

Développer la dimension européenne de l'ESS
- développement d'une expertise dans le domaine du montage de projets européens dédiés à l'ESS et dans la recherche de fonds et d'appels à projets ; appui au développement de projets européens des entrepreneurs du territoire,
- renforcement des liens avec les partenaires européens de l'ESS.

En 2023, outre l'animation du Conseil de l'ESS, avec des objectifs ambitieux posés (19 actions et 12 projets imaginés pour dépasser les crises énergétiques et budgétaires), l'accent sera mis sur le renforcement du pôle territorial de l'ESS agissant sur notre territoire, son articulation avec le travail de la CRESS Grand Est et une expérimentation en vue d'acculturer les acteurs de l'ESS aux programmes et projets européens.

La CRESS est partenaire des dynamiques collectives : Pacte pour une économie locale durable, Territoire 100% apprenant, Matinales DémocroiséESS… Aussi il est proposé de soutenir la CRESS Grand Est à hauteur de 85 000 € de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Colecosol (CPO - Fonctionnement)	17 000 €

Le Colecosol est une association qui a pour but de promouvoir le commerce équitable, la consommation responsable et l'économie solidaire dans le Grand Est.

Le soutien proposé s'inscrit dans la continuité de la convention pluriannuelle d'objectifs de 3 ans, délibéré le 18 décembre 2019 et dont les objectifs généraux étaient :
- animer le « Conseil local pour le commerce équitable »,
- organiser, coordonner et suivre la mise en œuvre des actions et de la communication envisagées par le Conseil local sur le territoire de Strasbourg et de l'Eurométropole (quinzaine du commerce équitable, mois de l'ESS…),
- engager toutes actions auprès des entreprises visant à les inciter à s'engager dans des démarches d'achats responsables ou de création de filières issues du commerce équitable.

En 2022, l'association a continué à sensibiliser le grand public au commerce équitable, par des actions dans les collèges et les lycées de l'Eurométropole. Colecosol est engagée aux côtés des acteurs de l'ESS dans plusieurs événements phares de la consommation responsable : une présence continue tout au long du mois de décembre sur le Marché Off de Noël, une participation au festival Alimenterre, le portage de la Quinzaine du commerce équitable etc.

Elle contribue aussi aux grands projets de nos politiques publiques par son engagement dans les travaux du Pacte pour une économie locale durable, du Projet alimentaire territorial ou sa participation à la grande manifestation européenne de l'ESS « L'économie sociale, le futur de l'Europe » (mai 2022).

Colecosol déploie ses actions de sensibilisation et de vente en s'appuyant sur de nombreux partenaires de l'ESS comme les Petites cantines, VRAC, le GESCOD, Pur Scoop, le réseau d'échanges de savoirs « Trocs savoirs », en menant des actions de formations, en organisant des projections et des tables rondes.

En plus de ses activités habituelles, l'association consacrera cette année 2023 au bilan de la convention pluriannuelle d'objectifs et au travail sur les perspectives pour la suivante, 2024-2026.

Il est proposé de soutenir Colecosol à hauteur de 17 000 € de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Commerce équitable France - Cotisation 2022-2023	1 300 €

Dans le cadre de sa participation à la charte d'engagement « Territoire de commerce équitable », l'Eurométropole de Strasbourg travaille depuis 2022 avec l'association portant la charte et s'engage, tant dans sa politique d'achat responsable (SPASER) que sur le versant développement économique, à faire progresser le commerce équitable sur son territoire.

Il est proposé d'adhérer à Territoire de commerce équitable en vue de poursuivre nos actions partenariales sur le commerce équitable. La cotisation prévisionnelle annuelle s'élève à 650 €.

Soutien à l'entrepreneuriat

France Active Alsace	**140 000 €**

L'association France Active Alsace a pour objet de créer et de consolider des emplois, en priorité pour ceux qui en sont exclus.
Elle apporte un soutien aux entrepreneurs à travers 3 leviers :

- expertiser les projets et mobiliser de l'appui-conseil,
- apporter des solutions de financement,
- créer une dynamique de partenariats et favoriser les synergies à travers les projets de territoire.

TPE et entreprises solidaires - Ingénierie financière : 50 000 €

En 2022, l'association a accordé des garanties bancaires à 76 très petites entreprises (TPE) sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, créant ainsi 172 emplois. Les 2,8 M€ de garanties engagées ont permis de mobiliser 4 M€ de prêts bancaires.

Concernant les entreprises solidaires, ce sont 32 projets qui ont été financés en 2022 sur l'Eurométropole de Strasbourg, pour un montant de prêts ou avances de 1,5 M€, créant ou maintenant 483 emplois. Ces interventions sont prioritairement centrées sur des besoins peu ou pas couverts par le secteur bancaire classique : des projets en création ou en phase d'émergence, mais également la structuration financière des entités abordant un changement d'échelle, exigeant une importante ingénierie d'accompagnement.

Dispositif local d'accompagnement du Bas-Rhin : 15 000 €

Le dispositif local d'accompagnement (DLA) permet aux associations et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire de bénéficier de la mise à disposition d'un consultant, afin de les accompagner et de les soutenir dans leurs stratégies de développement de projets, de consolidation financière et de développement et pérennisation d'emplois.

En 2022, ce sont 40 structures de l'Eurométropole qui ont été accueillies par le DLA, 17 diagnostiquées, ce qui a occasionné 13 interventions, individuelles ou collectives.

Développement de l'innovation sociale : 20 000 €

Alsace active s'implique fortement dans la communauté qui s'est créée depuis 2016 sur l'innovation sociale, sur le territoire de l'Eurométropole : suite du programme européen URBACT « BoostInno », démarche « Territoire 100% apprenant ».

Ce travail prend place dans le cadre de la stratégie de développement de l'innovation sociale « BoostInno » qui a été co-écrite et est désormais co-portée par les différentes parties prenantes que sont la Ville et l'Eurométropole, de nombreux acteurs et réseaux du territoire (CRESS, Alsace Active, KaléidosCOOP, Siel bleu, Régie des écrivains, Emmaüs Mundo etc). Ces différentes parties prenantes sont réunies au sein du collectif « Territoire 100% apprenant », labellisé French Impact en 2019 par le Haut-Commissariat à l'ESS et à l'innovation sociale.

Cette stratégie vise à faciliter l'émergence des innovations sociales sur le territoire, puis leur changement d'échelle à chaque fois que cela est possible. Cela passe par le développement d'outils, qu'il est proposé de soutenir : la Fabrique à projets, labellisée « Fabrique à initiatives » en 2021 (5 000 €), l'animation d'un collectif de partenaires « DémocroiséESS » et « Territoire 100% apprenant » (15 000 €).

Développement de l'innovation sociale sur le territoire - plateforme Okoté : 35 000 €

Alsace Active a lancé en 2019 une plate-forme de financement participatif Okoté. Outil de co-financement de l'innovation sociale dans le champ de l'économie sociale et solidaire, elle articule trois types de ressources : celles des citoyens, des institutions, des fondations et des entreprises. Conçue comme un lieu de connexion entre porteurs de projets, réseaux d'accompagnateurs, experts, mentors et mécènes, elle agit comme un accélérateur de projets à fort impact social et/ou environnemental.

25 000 € de soutien permettent de financer l'animation de la plateforme, l'accompagnement des projets, la communication qui accompagne le lancement des campagnes de financement participatif. 10 000 € permettent d'abonder le fonds de soutien aux projets.

Bilan 2022 : 8 campagnes de financement réalisés sur l'Eurométropole, mobilisant plus de 1 000 citoyens et 56 entreprises (sur toute l'Alsace). Okoté a permis de récolter plus de 227 000 € pour la mise en œuvre de ces projets.

Soutien au Pôle de coopération territorial : 20 000 €

L'action du Pôle de coopération territorial « Régénère » complète l'animation du réseau des opérateurs de la création et reprise d'entreprise de l'Eurométropole de Strasbourg. La mobilisation autour de ce pôle (associant également le Réseau Entreprendre et la couveuse Créacité) vise à sensibiliser et accompagner l'écosystème entrepreneurial face aux défis de la transition sociétale, numérique et écologique. Il s'agit de renforcer l'intelligence collective des acteurs pour qu'ils comprennent et intègrent ces enjeux dans leurs services d'accompagnement aux créateurs d'entreprise.
Différentes actions ponctuent cette année 2023 : intervention de l'Agence du climat, ateliers de sensibilisation RSE et visites inspirantes, triathlon de l'engagement, communauté de pratique Régénère. Les enjeux de transition sont également travaillés avec des entrepreneurs à travers le Créa Lab ; parcours collectif d'accompagnement pour 10 jeunes entrepreneurs en 2023.

<u>Les perspectives de France Active Alsace pour 2023</u> :

- poursuivre l'activité de financement et d'accompagnement : objectifs d'octroi de 70 garanties bancaires pour des créations d'entreprises et de 25 projets d'entreprises solidaires financées sur le territoire de l'Eurométropole,
- développer La Fabrique à initiative, notamment en quartiers prioritaires, ainsi qu'Okoté (objectif de 10 projets financés). Constituer une communauté d'entreprises fédérées autour de la plateforme,
- contribuer aux projets de territoire : dynamique « Territoire 100% apprenant », Démocrois'ESS, Pôle de coopération territorial « Régénère »,
- porter l'ambition d'être un partenaire stratégique de l'ESS, pour accompagner le territoire et ses initiatives dans tous ses projets tournés vers l'entrepreneuriat engagé et l'économie de proximité.

Il est proposé de soutenir l'association France Active Alsace à hauteur de 140 000 € pour l'année 2023 de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Labo des partenariats (Fonctionnement)	**30 000 €**

Le Labo des partenariats a initié en Alsace « Start up de territoire », dynamique nationale impulsée par 7 territoires, avec pour objectifs, à partir de l'identification de problématiques territoriales, de créer 50 start up de territoire : Marseille, Romans, Figeac, Strasbourg, Bordeaux, Lons-le-Saunier et Saint-Denis.
L'Eurométropole de Strasbourg a ainsi été le 4ème territoire à accueillir l'événement, en 2017 et en 2019, mobilisant des citoyens et porteurs de projet autour de défis de créativité, au Rhénus.

L'action du Labo des partenariats, soutenue par la collectivité, vise à :
- fournir un accompagnement collectif et individuel aux 25 projets déjà issus de la dynamique Start up de territoire,
- créer une communauté solidaire de porteurs de projets,
- créer des emplois et des formes nouvelles d'engagement au service de solutions pour le territoire,
- mobiliser des personnes sur les sujets qui interpellent la société.

Les 19 projets suivis en 2021 ont permis la création de 48 emplois depuis le démarrage de la démarche « start up de territoire ». En 2022, lors du « forum des solutions » visant à faire émerger de nouveaux projets, 400 personnes ont participé à 34 ateliers de créativité. Suite à cet événement, Start up de territoire devrait accompagner en 2023 15 projets en plus des 25 déjà en cours d'accompagnement.
Il est proposé de soutenir l'association du Labo des partenariats à hauteur de 30 000 € pour l'année 2023 de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

URSCOP (CPO - Fonctionnement)	**60 000 €**

Les différentes URSCOP (Union Régionale des Sociétés Coopératives et Participatives) de France sont membres de la CGSCOP (Confédération générale des SCOP). Elles sont nos interlocuteurs au quotidien en cas de projets de SCOP (Société Coopérative et Participative) ou de SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif).

L'URSCOP est un réseau qui a beaucoup grandi ces dernières années (atteignant l'objectif fixé lors de leur dernier congrès en 2016 de 4 000 salariés). L'Eurométropole est un des territoires qui concentre le plus de coopératives dans le Grand Est. Le partenariat en place vise la création d'emplois dans l'ESS via :

- le développement des coopératives existantes, avec une animation autour de thématiques prioritaires pour l'Eurométropole, comme la rénovation énergétique des bâtiments ou encore l'économie circulaire,
- le développement de nouvelles coopératives, via la transmission et reprise d'entreprises (en difficulté ou non), la transformation d'associations ou la création ex nihilo,
- une avancée sur la mise en place de start-up innovantes via un outil de Coop'venture,
- une mobilisation des entreprises coopératives vers l'objectif de montée en puissance à travers le Petit journal du mouvement coopératif et un travail sur la culture coopérative,
- une participation aux travaux de notre territoire : Pacte pour une économie locale durable, PTCE (Pôle Territorial de Coopération Économique) Rénovation énergétique, Territoire 100% apprenant (ESS, innovation sociale), Conseil de l'ESS, réseau des opérateurs de la création et reprise d'entreprises.

En 2022, l'URSCOP a poursuivi la mise en application de la convention pluriannuelle d'objectifs :

- depuis la signature de la CPO, l'URSCOP a créé ou repris 6 SCOP et SCIC, représentant 191 emplois,
- organisation de 10 formations « Forma crea » sur le territoire, touchant 25 personnes
- participation au salon Créer sa boîte et à l'événement européen « l'économie sociale, le futur de l'Europe » (co-animation de 2 ateliers), présence d'adhérents au marché OFF de Noël,
- mise en valeurs de nos SCOP et SCIC via des articles, page facebook, LinkedIn, tweeter, site Internet et club des coopérateurs Grand Est, un film avec une coopérative locale 'Voyage coopératif', fête de 4 000 coopérateurs,
- sensibilisation au statut coopératif et création d'entreprises,
- animation du réseau : annuaire des SCOP et SCIC local, d'une fonction RH mutualisée et d'aide au recrutement, au changement de dirigeant, convention avec les coopératives d'activités et d'emploi,
- création d'une foncière (FONCIM) pour faciliter l'acquisition immobilière des SCOP et SCIC du Grand est : la première opération s'est réalisée sur notre territoire avec RE.FORM.E (Illkirch Graffenstaden),
- participation au consortium du Pôle territorial de coopération économique - PTCE « Ensemble Eco rénovons Strasbourg Eurométropole », tout en travaillant à une convention avec la fédération SCOP Bâtiment sur 3 ans.

Il est proposé de soutenir le déploiement de l'URSCOP à hauteur de 60 K€ en 2023 dont 60% seront versés à la signature de la convention financière et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Soutien aux Coopératives d'Activités et d'Emploi

Créé en 1996, le concept de Coopératives d'Activités et d'Emploi (CAE) propose de sécuriser la démarche d'entrepreneuriat en offrant :

- un hébergement juridique, comptable et fiscal de l'activité économique,
- un statut d'entrepreneur-salarié, sécurisé par la loi sur l'ESS en 2014,
- un accompagnement individualisé et collectif, basé sur une démarche d'apprentissage par l'action.

L'entrepreneuriat en coopérative d'activités et d'emploi (CAE) est une alternative à l'entrepreneuriat classique. Ces CAE ont inventé de nouveaux modèles économiques et de nouveaux rapports au travail, propices à la liberté d'entreprendre et à l'inclusion par l'entrepreneuriat.

Aujourd'hui, Cooproduction et les trois coopératives d'activités et d'emploi strasbourgeoises qu'elle chapeaute représentent plus de 300 emplois en Alsace, dont environ 150 entrepreneurs sur l'Eurométropole de Strasbourg. La coopérative Coobâtir rejoindra également en 2023 Cooproduction pour s'inscrire dans la dynamique de cette grappe et ainsi bénéficier des services mutualisés.

La crise Covid a eu un impact direct sur la dynamique individuelle et collective, avec une baisse du nombre d'entrepreneurs et une baisse, même si elle est contenue, de leur chiffre d'affaires. Les coopératives d'activités et d'emploi ont toutefois bien résisté à la crise Covid, grâce aux mesures gouvernementales de mise en activité partielle offertes aux salariés. Elles retrouvent en 2023 leur niveau d'activité d'avant la pandémie.

Cooproduction et les coopératives ont activement participé aux travaux du Pacte pour une économie locale durable. Elles expriment leur volonté à agir, développer et innover en lien avec les 7 engagements du Pacte.

Le regroupement des CAE au KaléidosCOOP aux côtés de la CRESS et de la Maison de l'Emploi, et leur participation à la boutique de l'ESS sur place (Groupement d'Intérêt Economique), sont de nature à augmenter leur visibilité, ainsi à contribuer au développement de l'activité de tous les entrepreneurs.

Artenréel (Fonctionnement)	**30 000 €**

Créée en 2015, la coopérative Artenréel a pour objet l'accompagnement, le conseil et la formation des porteurs de projet de création d'entreprise relevant des métiers artistiques et culturels.

Au 1er janvier 2023, la coopérative accueillait 73 entrepreneurs et 50% sont engagés comme associés.

Les axes de travail 2023 d'Artenréel sont **:**

- poursuivre l'accompagnement des 73 entrepreneurs à travers des rendez-vous individuels et des ateliers collectifs ; accueillir 20 nouveaux entrepreneurs dans la coopérative, dont 15 opérant sur le territoire de l'Eurométropole ; accompagnement à la sortie de 20 entrepreneurs (création d'entreprise, retour à l'emploi),
- appuyer les entrepreneurs dans la réalisation de projets collectifs : la boutique de l'ESS au sein du KaléidosCOOP, réponse à des appels d'offre, mise en œuvre du parcours création etc.,
- accompagner les entrepreneurs dans la prise en compte des enjeux de transition dans leur activité.

Il est proposé de soutenir la coopérative Artenréel à hauteur de 30 000 € pour l'année 2023 de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Antigone (Fonctionnement)	**20 000 €**

Antigone, coopérative d'activités et d'emploi « généraliste », met au cœur de son développement une démarche de développement durable et d'éco-conception. Au 1er janvier 2023, la coopérative regroupait 164 entrepreneurs, dont plus de 50 % sont situés sur l'Eurométropole de Strasbourg.

Préalablement à la crise Covid, le chiffre d'affaires d'Antigone affichait une hausse annuelle d'environ 10%. Après la baisse observée en 2020, l'activité a repris en 2021 (+14%) pour se stabiliser en 2022, avec un chiffre d'affaires de 3 M€.

Les axes de travail 2023 de la coopérative sont :

- accompagner 75 entrepreneurs sur l'Eurométropole et faire progresser le chiffre d'affaire de la coopérative de + 7 %,
- axer les actions d'accompagnement individuel et collectif dans une perspective de consolidation et une logique de parcours d'ateliers,
- développer des outils d'accompagnement numériques permettant la communication et la formation à distance,
- poursuivre les programmes d'échanges et groupes de co-développement (communication, marché et prospection, RSE et empreinte carbone, etc.),
- poursuivre le travail sur la gouvernance et l'évolution du statut juridique de la coopérative avec l'appui de l'URSCOP,
- mettre en œuvre 3 coopératives éphémères, sensibilisant à l'entrepreneuriat des publics éloignés de l'emploi.

Il est proposé de soutenir Antigone à hauteur de 20 000 € de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Coopénates (Fonctionnement)	**15 000 €**

Créée en décembre 2009, Coopénates s'adresse aux personnes souhaitant se diriger vers les métiers des services à la personne. Au 1er janvier 2023, ce sont 41 entrepreneurs qui

étaient actifs au sein de Coopénates, dont 45% d'entre eux sont situés sur l'Eurométropole de Strasbourg. Coopénates a accueilli 5 nouveaux entrepreneurs en 2022.
30 entrepreneurs sont associés de la coopérative. Le chiffre d'affaires global de la structure est sensiblement équivalent à celui de l'année précédente avec un objectif de croissance pour 2023 de + 5 %.

Coopénates est également engagée dans le réseau national « Coopérer pour entreprendre » et poursuit son action au sein du groupe de travail sur la filière des services à la personne, composé des 11 CAE dédiées aux services à la personne, ainsi que dans le comité de labellisation.

Les axes de travail 2023 de la coopérative sont :

- accompagner 30 entrepreneurs salariés présents dans le parcours, dont 15 situés sur l'Eurométropole de Strasbourg,
- renforcer l'expertise des entrepreneurs sur les aspects métiers et entrepreneuriaux, notamment sur le modèle économique particulier à cette filière,
- poursuivre le développement des outils d'accompagnement numérique vers de nouveaux modes de communication et de formation à distance, ainsi que des groupes métiers et de co-développement permettant l'apprentissage et les résolutions collectives de problèmes,
- poursuivre le travail sur la gouvernance et l'évolution du statut juridique de la coopérative avec l'appui de l'URSCOP,
- renforcer les partenariats avec les acteurs du territoire intervenant sur le champ des services à la personne et en lien avec les organismes de formation spécifiques (CFPPA, AFPA, etc.).

Il est proposé de soutenir la coopérative Coopénates à hauteur de 15 000 € pour l'année 2023 de la manière suivante/ 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Coobâtir (Fonctionnement)	**10 000 €**

Coobâtir est une Coopérative d'Activités et d'Emploi spécialisée dans les métiers du bâtiment. Elle a été créée en 2014 et compte à ce jour 23 entrepreneurs sur le Grand Est, dont 10 domiciliés sur l'Eurométropole de Strasbourg. Les entrepreneurs de Coobâtir interviennent pour des particuliers, des entreprises et des collectivités pour des travaux essentiellement de second œuvre (maçon, tailleur de pierre, menuisier, ébéniste, peintre, forgerons, métallier, etc.).

Coobâtir rejoint en 2023 la grappe de coopératives fédérée autour de Cooproduction. Elle bénéficiera ainsi des services mutualisés de Cooproduction dans les domaines de la gestion administrative et financière, de la formation et de l'appui juridique.

En 2023, Coobâtir contribuera aux groupes de travail thématique du Pôle Territorial de Coopération Economique « Ensemble Eco-rénovons Strasbourg & Eurométropole » piloté par l'Eurométropole de Strasbourg. La CAE participe ainsi à l'effort collectif

de la transition énergétique sur notre territoire et ouvre potentiellement de nouvelles opportunités de marchés pour ses entrepreneurs.

Les axes de travail 2023 de la coopérative sont :

- intégrer de nouveaux entrepreneurs, particulièrement sur l'Eurométropole de Strasbourg,
- promouvoir l'intégration des femmes dans les métiers du bâtiment,
- développer l'activité du Pôle éco-construction,
- faciliter la création d'emploi pour les jeunes et les plus de 50 ans.

Il est proposé de soutenir la coopérative Coobâtir à hauteur de 10 000 € pour l'année 2023.

Cooproduction (Fonctionnement)	**45 000 €**

Fin 2010, les coopératives d'activités et d'emploi existantes ont créé « Cooproduction », structure qu'elles capitalisent en vue de porter leurs activités mutualisées (secrétariat, comptabilité, conseil en gestion, etc.).

Cooproduction s'est transformée en SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) en 2014 et l'Eurométropole est entrée au capital à hauteur de 10 000 €, au titre de son intérêt pour cet outil de développement économique et notamment de développement des SCOP (Sociétés Coopératives et Participatives) et de projets collectifs sur le territoire.

Au-delà de l'appui aux coopératives d'activité et d'emploi, Cooproduction fait la promotion de la forme coopérative au niveau local et national. Elle a fait la promotion des modèles coopératifs auprès des établissements d'enseignement supérieur (École de management, Pépite Etena, UFR arts, Alsace Tech, Science Po, HEAR…). À travers son implication dans le réseau national Coopérer pour Entreprendre, Cooproduction contribue à identifier Strasbourg comme un territoire précurseur et innovant en matière d'entrepreneuriat social.

Cooproduction participe au Pôle ESS de l'Eurométropole et initie des projets de territoire dans l'économie sociale et solidaire : acteur du KaléidosCOOP, portage juridique, administratif et de gestion du « Territoire 100% apprenant ». En 2023, Cooproduction portera le projet Byfurk, dont l'objet principal sera d'accélérer les activités de transition socialement innovantes par un accompagnement dédié et ciblé, en activant un revenu de transition (ingénierie en cours). Cet accompagnement pourra être sollicité à 3 conditions : être situé sur l'Eurométropole de Strasbourg, porter un projet comportant des activités dont l'impact est mesuré (mesure d'impact) et une gouvernance démocratique.

Cooproduction poursuivra pour cette année 2022 le co-pilotage du projet du KaléidosCOOP, aux côtés de la Maison de l'Emploi et de la CRESS. L'objectif est de s'appuyer sur les outils coopératifs pour créer un pôle de services pour l'emploi, l'entrepreneuriat et la création d'activité, mutualiste d'une diversité d'acteurs sur l'ancien site de la Coop. Cooproduction y contribue par son expertise et son expérience dans le choix du statut Société Coopérative d'Intérêt Collectif, dans le développement des

orientations stratégiques et des objectifs opérationnels du projet, de la promotion du futur tiers lieu au travers d'événements. 2019 a vu la création effective de la SCIC KaléidosCOOP et ce lieu, dédié notamment à l'économie sociale et solidaire, a ouvert ses portes début 2023.

Les chantiers de la coopérative pour 2023 comportent trois axes :

- soutien, conseil et accompagnement à l'entrepreneuriat coopératif,
- co-portage d'une ingénierie territoriale suite au label French Impact par une démarche territoriale 100% apprenante (en réponse aux défis environnementaux, de la santé, des emplois inclusifs et l'entrepreneuriat),
- co-pilotage du KaléidosCOOP et développement du projet Byfurk, grâce à un co-financement FSE.

Il est proposé de reconduire le financement en fonctionnement de Cooproduction à hauteur de 45 000 € (dont 30 000 € en soutien au projet « Territoire 100% apprenant » et 15 000 € de subvention de fonctionnement) de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Soutien aux événements en faveur de l'entrepreneuriat

BGE	**6 239 €**

BGE (Boutiques de Gestion) est un réseau associatif à but non lucratif, qui existe depuis 40 ans au niveau national, à travers 43 associations locales. BGE accompagnement des porteurs de projets de création d'entreprise, dont notamment les bénéficiaires de l'allocation chômage, les personnes en situation de handicap ou en reconversion professionnelle.

BGE est présente depuis 10 ans en Alsace et a connu un fort développement ces trois dernières années. Son implantation à Strasbourg est la plus ancienne dans le Grand EST et compte aujourd'hui 8 salariés.

BGE souhaite s'investir sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg à travers l'événement « Entreprendre et être une femme ». En effet, les stéréotypes, préjugés et freins à l'entrepreneuriat féminin sont encore important dans notre société, particulièrement pour celles issues des quartiers prioritaires. Il convient d'ouvrir les champs du possible et d'encourager les femmes à s'engager dans cette voie, à travers des témoignages et modèles inspirants.

L'événement est conçu en deux temps :

- ateliers l'après-midi, sur la confiance en soi et le pitch commercial, à destination de femmes entrepreneures et porteuses de projets (15 à 50 participants),
- témoignages en soirée sur la réalité de l'entrepreneuriat des femmes, particulièrement par des Cheffes d'entreprises issues des quartiers prioritaires. Invitation d'un large public pour faire évoluer la perception de l'entrepreneuriat : opérateurs de la création

d'entreprise, élus, conseillers Pôle Emploi, entrepreneures et porteuses de projets (environ 100 participants).

BGE propose de co-construire l'événement avec les opérateurs de la création-reprise d'entreprise et réseaux de femmes entrepreneures, ainsi qu'avec les financeurs de l'événement (BPI Création et Eurométropole de Strasbourg). Les médias seront sollicités afin de valoriser des cheffes d'entreprises femmes.
Il est proposé de soutenir BGE pour un montant de 6 239 € pour la mise en œuvre de cette action.

Chambre de Métiers d'Alsace	**42 000 €**

Il est proposé de soutenir le Salon « Créer, reprendre et développer sa boîte en Alsace », qui se déroulera cette année le 14 novembre 2023 au Palais de la Musique et des Congrès. Porteurs de projets, créateurs, repreneurs et entrepreneurs en développement pourront s'y renseigner et profiter des conseils des opérateurs de la création et reprise d'entreprise de l'Eurométropole de Strasbourg, mais aussi des experts-comptables, des banques, de l'immobilier d'entreprise, de la protection sociale etc. Ces exposants sont présents sur les stands et interviennent lors d'ateliers et de tables rondes (86 exposants, 39 ateliers et mini-conférences, 1 table-ronde, 60 crash-test/4 jurys, 6 Start'up stories etc.).

L'événement est porté depuis 10 ans par la CCI Alsace Eurométropole et la Chambre de Métiers d'Alsace et accueille chaque année près de 1 000 participants. En 2022, l'université de Strasbourg à travers son Pôle PEPITE ETENA – Étudiants Entreprenants Alsace - a rejoint le rang des co-organisateurs du Salon pour y développer une offre attractive pour les entreprises innovantes et startups, ainsi que pour la jeune génération, en quête de sens, de liberté et d'entrepreneuriat à impact.

L'Eurométropole de Strasbourg y animera un stand présentant notre action en matière de création d'entreprise (portes d'entrées des entrepreneurs, cartographie et offre immobilière en pépinière ou hôtel d'entreprises, actions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, événements économiques etc.). L'offre de la Direction du développement économique et de l'attractivité dans les champs du commerce, du numérique, des mobilités innovantes et de l'économie circulaire y sera également présentée.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 42 000 € à la Chambre de Métiers d'Alsace pour la mise en œuvre de l'édition 2023 du Salon « Créer, reprendre et développer sa boîte en Alsace » de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *d'attribuer les subventions suivantes pour l'exercice budgétaire 2023 :*

Nom de l'association	***Montant***
CRESS	*85 000 €*
Colecosol	*17 000 €*
France active Alsace	*140 000 €*
Labo des partenariats	*30 000 €*
URSCOP	*60 000 €*
Artenréel	*30 000 €*
Antigone	*20 000 €*
Coopénates	*15 000 €*
Coobâtir	*10 000 €*
Cooproduction	*45 000 €*
BGE	*6 239 €*
Chambre de Métiers d'Alsace	*42 000 €*
TOTAL	***500 239 €***

- *d'imputer les sommes :*

  - *168 239 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748- DU05D – 8146,*
  - *332 000 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748-DU05D-8023 ;*

Les subventions supérieures à 10 000 € sont liquidées en deux versements (60% - 40%) ;

approuve

- *l'adhésion de l'Eurométropole à Commerce équitable France,*
- *le paiement d'une cotisation d'un montant prévisionnel annuel de 650 €,*

Nom de l'association	**Montant**
Commerce équitable France 2022- 2023	1300 €

autorise

La Présidente ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires au versement des subventions : conventions financières, arrêtés et avenants.

Adopté le 28 juin 2023

par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159386-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subventions
Conseil de l'Eurométropole
du 28 juin 2023

Dénomination de l'organisme	**Nature de la sollicitation**	**Montant sollicité**	**Montant proposé**	**Montant alloué pour l'année n-1**
Alsace Active	Fonctionnement	140 000 €	140 000 €	140 000 €
Antigone	Fonctionnement	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Artenréel	Fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
BGE	Fonctionnement	6 239 €	6 239 €	-
CMA	Projet	42 000 €	42 000 €	42 000 €
Coobätir	Fonctionnement	20 000 €	10 000 €	-
Coopénates	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Cooproduction	Fonctionnement	45 000 €	45 000 €	45 000 €
CRESS	Fonctionnement	99 000 €	85 000 €	85 000 €
Labo des Partenariats	Fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Colecosol	Projet	17 000 €	17 000 €	17 000 €
URSCOP	Projet	60 000 €	60 000 €	40 000 €
TOTAL		**524 239 €**	**500 239 €**	**464 000 €**

67

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Soutien à l'appel à manifestation d'intérêt de la Banque des Territoires "Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires" : accord de consortium avec l'association Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation Alsace. Désignation d'un représentant de l'Eurométropole de Strasbourg au comité de pilotage du consortium.

Numéro E-2023-633

En mai 2022, l'association Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation Alsace a été créée à Strasbourg avec pour objet de porter un plaidoyer autour de l'idée de Sécurité Sociale de l'Alimentation et de s'en inspirer pour créer un dispositif local innovant contribuant à l'accès de tous à une alimentation choisie, de qualité, saine et durable.

Une Sécurité Sociale de l'Alimentation accorderait mensuellement à chaque habitant, en France, un montant identique, dédié à des achats alimentaires dans un réseau de points de vente partenaires conventionnés sur des critères définis démocratiquement. Elle serait financée par un système de cotisations, faciliterait l'accès à l'alimentation des personnes en situation de précarité et constituerait un levier pour une transition vers un modèle agro-alimentaire plus durable.

Cette proposition d'évolution réglementaire à l'échelle nationale est revendiquée comme un horizon commun pour de nombreuses initiatives locales. Parmi elles, le projet d'une Mutuelle de l'Alimentation en Alsace serait mis en place grâce à un cofinancement par des cotisations des adhérents selon leurs revenus, par des financements publics issus notamment de l'action sociale et de la prévention santé, et par une participation des employeurs pour leurs salariés.

En novembre 2022, l'association a sollicité la Ville et l'Eurométropole et d'autres structures intéressées pour un soutien dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'Intérêt de la Banque des Territoires « Démonstrateurs Territoriaux des transitions agricoles et alimentaires » qui permettrait l'obtention d'un financement d'au plus 300 000 € pour une phase de maturation en 2025, puis d'un financement de minimum 2 millions d'euros pour une phase de réalisation à partir de 2025. Tel que requis par la Banque des Territoires, et dans l'optique de fédérer et formaliser les coopérations possibles autour du projet de Mutuelle de l'Alimentation en Alsace, un accord de consortium (joint en annexe 1 à la

présente délibération) est envisagé entre le porteur de projet – l'association Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation Alsace – et ses partenaires :

- des collectivités : la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg et le PETR des Pays du Sundgau,
- la DRAAF Grand Est, premier financeur du projet pour une expérimentation dans le quartier Koenigshoffen au titre du Programme National pour l'Alimentation,
- des instituts de recherche : le Cercle des Comptables Environnementaux & Sociaux (CERCES) et le Centre de Recherche en Gestion des Organisations (GRECO) de l'Université de Haute Alsace,
- Harmonie Mutuelle,
- et des associations : PAR ENchantement, La Cigogne, Le Stück, Rhénamap.

Certaines de ces structures doivent encore se prononcer sur la signature de cet accord.

L'engagement dans le consortium donne droit à participer aux décisions d'orientation stratégique sur le développement de la mutuelle, donne un cadre pour contribuer au développement du projet, et engage (jusque fin 2026) à :

- participer aux Comités de pilotage et y veiller à la cohérence, voire à la mise en place de synergies, entre ses propres actions sur les enjeux agricoles et alimentaires et celles menées par le consortium. A cet effet, une personne devra être désignée pour représenter l'Eurométropole aux comités de pilotage,
- identifier un ou plusieurs interlocuteurs au sein de sa structure à qui pourra s'adresser le porteur du projet pour toute nouvelle proposition ou demande de soutien,
- communiquer au porteur du projet les informations qu'il jugera utiles à la réalisation du projet, et celles nécessaires à son évaluation. Les informations concernées sont par exemple des statistiques, bilans, rapports ou études,
- convier le porteur du projet à participer aux réunions de travail et événements qu'il organise autour des thématiques d'accès à l'alimentation et de démocratie alimentaire, quand il le jugera pertinent.

Comme d'autres collectivités françaises, l'Eurométropole souhaite soutenir l'innovation de la démarche, au moins dans un premier temps, sous une forme expérimentale. Par conséquent, ses engagements spécifiques (joints en annexe 2 à la présente délibération) porteront notamment sur l'expérimentation à Koenigshoffen. Deux phases sont prévues :

- janvier à septembre 2023 : constitution d'un espace de débat autour de l'alimentation, mise en perspective avec le projet d'une Mutuelle de l'Alimentation en Alsace, débats autour des critères de mises en œuvre du projet,
- à partir d'octobre 2023 : mise en œuvre autonome d'actions par les habitants du quartier, aidés par l'association.

En fonction de la nature des actions qui seront proposées, une possibilité de prise en charge des cotisations pour les publics en précarité alimentaire dans le cadre du financement auprès de la Banque des Territoires ou en s'appuyant sur d'autres appels à projet pourra être envisagée.

Sans rejoindre l'accord de consortium, d'autres partenaires aux profils divers ont confirmé rejoindre la gouvernance du projet en participant aux comités de pilotage, sans droit de vote : Mulhouse Alsace Agglomération, la Chambre d'Agriculture Alsace, Bio en Grand Est, la DRAAF, la CeA, l'ARS, les Laboratoires de Sciences de gestion FHNW et HuManiS, la Confédération Paysanne, VYV, la Fédération Caritas Alsace, INSEF (68), VRAC, La Chambre de Consommation d'Alsace, l'IREPS Grand Est, et Start-Up et Territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la participation de l'Eurométropole de Strasbourg à la démarche de sécurité sociale de l'alimentation dans les modalités exposées ci-avant,*

- *le projet d'accord de consortium avec les partenaires de « Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation Alsace », joint en annexe à la présente délibération ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e :

- *à signer tous documents y afférents, relatifs à la mise en œuvre de l'opération et de ses actions,*

- *à signer tout acte d'engagement et à lancer toutes actions de communication ou de promotion de cette opération.*

désigne

Mme Doris TERNOY pour représenter l'Eurométropole de Strasbourg au comité de pilotage du consortium.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral

le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158822-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Mutuelle de l'alimentation en Alsace

Table des Matières

Table des Matières
ENTRE LES SOUSSIGNÉES
1 Préambule
2 Définitions
3 Objet
4 Durée
5 Organisation/gouvernance
5.1 Le Porteur du Projet
5.2 L'équipe opérationnelle
5.3 Le Comité de Pilotage
5.3.1 Composition du Comité de Pilotage
5.3.2 Réunions du Comité de Pilotage
5.3.3 Règles de décision au sein du Comité de Pilotage
5.3.4 Rôle du Comité de Pilotage
6 Engagements
6.1 Engagements généraux
6.2 Engagements relatifs à la recherche de financements
6.3 Engagements matériels
6.4 Engagements Légaux
7 Responsabilités
8 Modification au sein des partenaires
8.1 Entrée d'un nouveau partenaire
8.2 Retrait ou exclusion d'un Partenaire
8.2.1 Retrait d'un Partenaire
8.2.2 Exclusion d'un Partenaire
8.2.3 Obligations d'un partenaire sortant
9 Propriété Intellectuelle
10 Confidentialité
11 Communication
12 Résiliation
13 Clauses générales
13.1 Intégralité
13.2 Nullité
13.3 Titres
13.4 Indépendance des Partenaires
13.5 Exécution loyale

PROJET

13.6 Tolérance
13.7 Loi applicable
13.8 Règlement des différends
13.9 Domiciliation
13.10 Notification
14 Annexes

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation - Alsace
% Eloi Navarro, 31 Quai des pêcheurs 67600 Sélestat
Association représentée par sa présidente, Mme Somhack Limphakdy
SIRET : 914 786 942 00013

CI-DESSOUS DÉNOMMÉE : "Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation - Alsace" ou "Porteur de Projet"

ET :

… (voir liste des structures invitées à rejoindre le consortium en pièce jointe)

1 Préambule

En France le système alimentaire souffre de déséquilibres persistants: accroissement des inégalités dans l'accès à l'alimentation (accès digne, choix, santé, durabilité, qualité, géographie) et fragilité économique des agriculteurs, dont les marges de manœuvre économiques sont insuffisantes pour assurer la transition vers des modes de production plus durables.

Le droit à l'alimentation – à comprendre comme l'accès à une nourriture suffisante, adéquate et culturellement acceptable, qui soit produite et consommée de façon durable et soutenable pour notre environnement – tel qu'il est reconnu et défini internationalement, n'est pas effectif.

Des initiatives existent pour lutter contre la précarité alimentaire, pour accéder à une alimentation de qualité à un prix juste, ou mieux rémunérer les producteurs, mais elles restent marginales et ne semblent pas en capacité de faire évoluer le système alimentaire dans son ensemble, du champ à l'assiette. Surtout, aucune de ces initiatives prises séparément ne permet aux consommateurs d'influer significativement sur l'offre alimentaire alors que les questions d'alimentation, qui touchent tous les Français au quotidien, sont propices à faire renouer avec la citoyenneté et les pratiques démocratiques tous les citoyens qui s'en sont éloignés.

PROJET

Ce contexte a amené un collectif national d'organisations à proposer la création d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation.

Une Sécurité Sociale de l'Alimentation consisterait en la concrétisation du droit inconditionnel à une alimentation, choisie et de qualité. Un tel droit est reconnu et défini internationalement. Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies le présente dans son rapport Le droit à l'alimentation, facteur de changement de 2014 comme le « droit de toute personne, seule ou en communauté avec d'autres, d'avoir physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante, adéquate et culturellement acceptable, qui soit produite et consommée de façon durable ». C'est aussi un droit humain reconnu par la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948 et par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pidesc) qui a une valeur contraignante pour la France qui l'a ratifié.

En pratique, une Sécurité Sociale de l'Alimentation accorderait à chaque habitant, mensuellement, un montant égal dédié à ses dépenses d'alimentation. Elle serait gérée démocratiquement et serait financée par un mécanisme de cotisation. Elle faciliterait l'accès à l'alimentation pour les personnes en situation de précarité. Elle serait alors un levier pour transformer les filières agro-alimentaires vers un modèle plus durable, soutenable et plus sain pour les consommateurs et pour la biosphère.

Cette proposition a trouvé écho en 2022 dans le Rapport n°91 du Conseil National de l'Alimentation : Prévenir et lutter contre la précarité alimentaire. Ce rapport, qui a été salué pour la pertinence de son dispositif de participation de personnes en situation de précarité alimentaire, met en avant les priorités de « Prendre le problème à la racine pour garantir l'accès de toutes et tous à l'alimentation » et de « Développer les initiatives complémentaires ou alternatives à l'aide alimentaire ». Il formule plus précisément dans sa « recommandation clé II » d'« Expérimenter la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation au sein du régime général de sécurité sociale ».

Si la mise en place d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation ou son expérimentation au sein du régime général de sécurité sociale nécessitent des évolutions réglementaires conséquentes, de nombreuses initiatives locales portées par des collectivités ou des associations s'en inspirent, et se proposent d'être les premiers pas vers une évolution à l'échelle nationale.

C'est dans ce cadre que l'association Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation - Alsace inscrit son action. Elle a pour objet de porter un plaidoyer autour de l'idée de Sécurité Sociale de l'Alimentation et de s'en inspirer pour créer un dispositif local innovant contribuant à l'accès de tous à une alimentation choisie, de qualité, saine et durable. C'est-à-dire un dispositif pérenne qui garantit à ses adhérents un montant mensuel significatif à dépenser pour son alimentation dans un réseau de points de vente partenaires et conventionnés, tout en renforçant la capacité des habitants à comprendre les systèmes alimentaires, à influer sur l'offre alimentaire de leur territoire et à nouer des coopérations avec les filières agro-alimentaires.
Cette action se concrétise dans le projet d'une Mutuelle de l'Alimentation en Alsace qui serait cofinancée par des cotisations de ses adhérents selon leurs revenus, par des

PROJET

financements publics issus notamment de l'action sociale et de la prévention santé, et par une participation des employeurs pour leurs salariés.

Ce projet vient répondre à plusieurs axes stratégiques définis par les collectivités porteuses de Projets Alimentaires Territoriaux en Alsace.

Il est complémentaire de l'ambition de nombreux acteurs de l'aide alimentaire d'améliorer les conditions d'accès et la dignité de l'alimentation des personnes en situation de précarité.

Il répond à l'enjeu des filières agricoles et alimentaires de sécuriser leurs débouchés pour des produits durables de façon à s'assurer une pérennité économique et les marges de manœuvre nécessaires à la lutte contre le changement climatique et à la restauration des milieux naturels impactés.

Il constitue un outil à articuler avec les actions de prévention santé sur la nutrition.

Par conséquent, l'association Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation - Alsace a sollicité l'ensemble de ces acteurs pour les associer au projet de développement d'une Mutuelle de l'Alimentation en Alsace.

Les Partenaires du présent Accord s'y engagent dans un objectif partagé d'innovation sociale et organisationnelle, avec une perspective de transformation structurelle du système agricole et alimentaire et une perspective de croissance et de réplication sur d'autres territoires du projet de Mutuelle de l'Alimentation.

Au vu de ces enjeux, l'objectivation et l'évaluation de la démarche de mise en œuvre puis du fonctionnement de la Mutuelle d'Alimentation seront décisives. D'où le souhait d'également impliquer les instituts de recherche qui seront en mesure d'appuyer le consortium sur ces aspects.

2 Définitions

Au sens du présent Accord, les expressions ci-dessous auront la définition suivante :

- **« Accord » :** le présent contrat, ses annexes et éventuels avenants.
- **« Consortium :** groupement temporaire composé de tous les Partenaires participant au Projet sans constitution de personnalité morale. Les Partenaires déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, l'*affectio societatis* en est formellement exclu. Aucune solidarité entre les Parties ne pourra être retenue au titre de l'Accord.
- **« Contribution » :** Contribution en Nature et/ou Contribution Financière.
- **« Contribution en Nature » :** les apports d'un Partenaire alloués pour la réalisation du Projet, qu'il s'agisse de participation à la réalisation du Projet notamment à ses instances de gouvernance, d'apports de personnels (« ETP »), de livrables, de données, de mise à disposition de locaux, d'édition de documents,... En cas de futur engagement mutuel supplémentaire des Partenaires ou d'engagement au nom du consortium pour une recherche de financements, les Contributions en Nature des

PROJET

Partenaires concernés seront formalisées en annexe, dans les mêmes conditions de validation que l'avenant actant ce nouvel engagement.

- **« Contribution Financière » :** la (ou les) somme(s) versée(s) en numéraire par un Partenaire au Porteur du Projet, ou à un autre Partenaire de sorte que ce financement puisse concourir à la réalisation projet. En cas de futur engagement mutuel supplémentaire des Partenaires ou d'engagement au nom du consortium pour une recherche de financements, les Contributions Financières des Partenaires concernés seront formalisées en annexe, dans les mêmes conditions de validation que l'avenant actant ce nouvel engagement.
- **« Partenaire » :** Toute structure signataire du présent Accord.
- **« Projet » :** Accompagner et évaluer la création d'une Mutuelle de l'Alimentation en Alsace.
- **« Mutuelle de l'Alimentation en Alsace »** ou **« la Mutuelle » :** dispositif local, inspiré du travail sur la Sécurité Sociale de l'Alimentation et du fonctionnement des mutuelles de santé. Une description détaillée de ce que pourrait être la Mutuelle est en Annexe 1, néanmoins le projet pourra évoluer selon les attentes de ses premiers adhérents et du fait de la prise en compte des enjeux propres aux différents Partenaires.
- **« Porteur du Projet » :** Partenaire, par ailleurs désigné « Porteur du Projet » au titre de son rôle spécifique dans le présent Accord : l'association Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation – Alsace.
- **« Résultats » :** désigne toute information, méthode, résultat de prestation, livrable, rapport, étude, dessin, logo, modèle, droit d'auteur et savoir-faire produits dans le cadre de l'Accord, quelle qu'en soit la nature et le support et tous les droits intellectuels associés.

3 Objet

L'objet du présent Accord est de fédérer les structures parties prenantes du projet de Mutuelle de l'Alimentation en Alsace, avec les objectifs partagés :

- de réunir les conditions nécessaires à la création d'une Mutuelle de l'Alimentation en Alsace qui contribue à l'accessibilité à une alimentation choisie, de qualité, saine et durable et qui soit un outil au service de la démocratie alimentaire et de la définition de nouveaux communs.
- d'inscrire ce projet de Mutuelle de l'Alimentation dans la perspective d'un droit à l'alimentation.
- d'assurer la bonne coopération entre la future Mutuelle et les Partenaires.
- d'organiser l'objectivation et l'évaluation de la création puis du fonctionnement de la Mutuelle de l'Alimentation, dans une démarche d'innovation et dans un objectif de scalabilité et de réplicabilité.
- de rechercher collectivement les financements nécessaires à ces objectifs.

4 Durée

- L'Accord entrera en vigueur à la date de signature de l'ensemble des Partenaires, avec un effet rétroactif à la date du 1 Juillet 2023.
- Le terme de l'Accord est fixé au 31 décembre 2026.

PROJET

- L'Accord pourra être prorogé par l'ensemble des Partenaires par un avenant, en cas de nécessité pour la poursuite de son objet ou de nécessité due à un engagement pris en commun (partenariat, appel à manifestation d'intérêt,...).
- Au plus tard 6 mois avant le terme de l'Accord, les Partenaires s'engagent à se réunir pour convenir des modalités de clôture ou de prorogation de l'Accord.
- Nonobstant la fin de l'Accord, les Partenaires resteront tenus par les termes des clauses « Propriété Intellectuelle», « Confidentialité » et « Communications » pour leur durée propre.

5 Organisation/gouvernance

5.1 Le Porteur du Projet

L'association "Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation - Alsace", Porteur du Projet, assure l'animation du consortium et la coordination de l'équipe opérationnelle du Projet.

A ce titre :

- Elle tient régulièrement informés les Partenaires des avancées du Projet des choix d'orientations qui se posent à son sujet.
- Elle organise les Comités de Pilotage.
- Elle contrôle le respect par les Partenaires de leurs obligations contractuelles, en particulier le respect des règles de confidentialité et de propriété intellectuelle telles que définies aux articles « Confidentialité » et « Propriété Intellectuelle des Résultats ».
- Elle organise les travaux de l'équipe opérationnelle et en assure le suivi relativement aux objectifs fixés en Comité de Pilotage.
- Elle assure la veille quant aux opportunités de financement et coordonne les éventuelles demandes.

5.2 L'équipe opérationnelle

L'équipe opérationnelle est composée de salariés ou bénévoles de l'association "Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation - Alsace", appuyés si les Partenaires en font la décision au cours du projet, d'agents ou salariés détachés sur tout ou partie de leur temps de travail. Auquel cas cette décision fera l'objet d'un avenant tel que précisé au paragraphe 6.3

L'équipe opérationnelle constitue des groupes de travail *ad hoc* pour les différents aspects du développement du Projet. Elle invite les Partenaires à y participer selon leurs compétences et leurs ressources.

L'Annexe 4 rassemble la liste indicative des groupes de travail envisagés au moment de la signature de l'accord, leur objet, et les interlocuteurs que le Porteur du Projet souhaiterait y voir participer (membres du consortium ou non).

PROJET

5.3 Le Comité de Pilotage

5.3.1 Composition du Comité de Pilotage

- Le Comité de Pilotage est composé d'un représentant de chaque Partenaire ou de son suppléant, ainsi que de représentants de structures invitées à y participer par les Partenaires en tant que partie prenante du système alimentaire local. Ces représentants sont nommés par les Partenaires ou les structures invitées au sein de leur structure. Les représentants peuvent être accompagnés de membres de l'équipe opérationnelle ou des groupes de travail qui ne prendront pas part au vote.
- Les représentants des Partenaires composant le Comité de Pilotage seront listés dans l'Annexe 3 à l'Accord « Membres du Comité de Pilotage ». Toute modification des représentants des Partenaires listés en Annexe 3 n'impliquera pas la mise en place d'un avenant entre les Partenaires. Le Comité de Pilotage devra être informé dans un délai maximal de quinze (15) jours de tout changement dans la liste des représentants, notamment en cas de licenciement, changement de fonction ou démission de l'un d'entre eux.
- Le Comité de Pilotage est présidé par le représentant du Porteur du Projet.
- En outre, les Partenaires conviennent que pour certains aspects spécifiques du Projet, le Comité de Pilotage pourra faire appel à des tiers experts, pour assister à une ou plusieurs réunions du Comité de Pilotage. Ils auront un rôle consultatif. Dans le cas où ces experts devraient être rémunérés, ils le seront par le(s) Partenaire(s) les ayant sollicités.

5.3.2 Réunions du Comité de Pilotage

- Le Comité de Pilotage se réunit sur convocation du Porteur du Projet au moins quarante cinq (45) jours calendaires avant la tenue de la séance du Comité de Pilotage.
- Des réunions extraordinaires du Comité de Pilotage peuvent être organisées par le Porteur du Projet, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'un ou plusieurs Partenaires.
- Le Porteur du Projet adresse l'ordre du jour aux membres du Comité de Pilotage au moins sept (7) jours avant la réunion.

5.3.3 Règles de décision au sein du Comité de Pilotage

- Le Comité de Pilotage est valablement réuni si les trois-quarts (3/4) des Partenaires sont présents ou représentés. Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité de Pilotage est convoqué une seconde fois, dans un délai qui ne peut excéder un (1) mois calendaire à compter de la date de la réunion initiale. A la suite de cette seconde convocation, le Comité de Pilotage est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.
- Chaque membre du Comité de Pilotage peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre Partenaire, dans la limite d'un mandat par réunion.

PROJET

- Chaque Partenaire présent ou représenté au Comité de Pilotage a une voix. La voix des structures invitées est consultative.
- Le président du Comité de Pilotage a la responsabilité de l'animation et la facilitation des processus de prise de décision.
- La prise de décision sur les points soumis à l'ordre du jour est idéalement réalisée par gestion du consentement, à défaut - sur décision du président du Comité de Pilotage - elle fait l'objet d'un vote.
- A l'exception des cas expressément prévus à l'Accord où les décisions doivent être prises à l'unanimité, le Comité de Pilotage vote à la majorité qualifiée des deux-tiers (2/3) des votes des membres présents ou représentés.

5.3.4 Rôle du Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage prend les décisions relatives à la direction globale du Projet, et notamment :

- statue sur l'orientation stratégique du Projet ;
- statue sur la réponse, en tant que consortium à des appels à projets, appels à manifestation d'intérêt ou autres opportunités de financement ;
- statue sur le budget du Consortium et les éventuelles modifications à y apporter au titre des Contributions Financières ;
- est informé des évènements pouvant affecter le bon déroulement des actions, et statue sur les éventuelles modifications à apporter ;
- statue sur l'entrée d'un nouveau Partenaire dans le Consortium, dans les conditions de l'article « Entrée d'un nouveau Partenaire » ;
- statue sur le retrait ou l'exclusion d'un Partenaire, dans les conditions de l'article « Retrait ou exclusion d'un Partenaire » ;
- arbitre en cas de manquement de l'un des Partenaires à ses obligations contractuelles, et statue notamment sur les conséquences de ce manquement.

6 Engagements

6.1 Engagements généraux

Chaque Partenaire s'engage à :

- Participer aux Comités de Pilotage et y veiller à la cohérence, voire à la mise en place de synergies, entre ses propres actions sur les enjeux agricoles et alimentaires et celles menées par le consortium.
- Identifier un ou plusieurs interlocuteurs au sein de sa structure à qui pourra s'adresser le Porteur du Projet pour toute nouvelle proposition ou demande de soutien.
- Communiquer au Porteur du Projet les informations qu'il jugera utiles à la réalisation du Projet, et celles nécessaires à son évaluation. Les informations concernées sont par exemple des statistiques, bilans, rapports ou études.
- Convier le Porteur du Projet à participer aux réunions de travail et événements qu'il organise autour des thématiques d'accès à l'alimentation et de démocratie alimentaire, quand il le jugera pertinent.

PROJET

6.2 Engagements relatifs à la recherche de financements

Le consortium permettra la recherche de financements en commun pour le développement du Projet. Dans ce cadre :

- Chaque Partenaire s'engage à formaliser les Contributions qu'il souhaite mobiliser dans le cadre de l'Accord, et à expliciter les financements existants pour ces contributions de façon à constituer un budget.
- Dans le cas où une opportunité de financement local, national, européen ou issu de fonds privés apparaît adaptée au Projet
    - le porteur de Projet de Projet assurera généralement au nom du consortium la rédaction de la demande de financement.
    - un autre Partenaire pourra toutefois être porteur de la demande de financement.
    - les Partenaires s'engagent à faciliter l'obtention de ces financements, notamment par la fourniture des lettres de mandat adéquates, et des informations à jour sur leurs engagements budgétaires et humains dans le projet.

6.3 Engagements matériels

Pour les besoins et la bonne exécution du Projet, sont prévues différentes formes d'engagements matériels :

- La Contribution, qu'il s'agisse d'une Contribution en Nature et/ou d'une Contribution Financière.
- Le portage de coûts internes relatifs à la participation au Projet par chacun des Partenaires.

Les engagements matériels spécifiques à chaque Partenaire sont listés en Annexe 2. En cas d'engagement ultérieur d'un Partenaire, un avenant pourra être réalisé de façon à intégrer cet engagement au présent Accord. L'avenant sera soumis au Comité de Pilotage, dont la décision vaudra délégation au Porteur du Projet pour signer l'avenant avec le Partenaire concerné.

6.4 Engagements Légaux

- Dans sa participation au Projet, chaque Partenaire s'engage à respecter les droits des tiers, notamment les droits de propriété intellectuelle.
- A cet égard, chaque Partenaire fait son affaire personnelle des droits que des salariés ou tiers pourraient revendiquer sur les Résultats qu'il met à disposition des Partenaires au titre du Projet. Il obtiendra les autorisations ou cessions de droits nécessaires à l'utilisation desdits Résultats.
- Les Partenaires s'engagent à informer le Porteur de Projet de toute difficulté liée à leur situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de leurs engagements, de tout changement de leur forme juridique préalablement à la réalisation dudit changement.

PROJET

7 Responsabilités

- Chaque Partenaire est responsable des dommages causés aux tiers de son fait.
- Chaque Partenaire s'engage à ce que les actions soient réalisées dans le respect de la réglementation applicable et à obtenir toute autorisation légale ou réglementaire, notamment relative à la protection des données à caractère personnel.
- Chaque Partenaire s'engage à souscrire, si besoin est, et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, à ses propres frais, les polices d'assurance nécessaires afin de couvrir les risques et responsabilités lui incombant.

8 Modification au sein des partenaires

8.1 Entrée d'un nouveau partenaire

- L'entrée d'un nouveau partenaire dans le Consortium est subordonnée à un accord des membres du Comité de Pilotage à la majorité des deux-tiers. Elle devient effective le jour de la signature par le nouveau partenaire et le Porteur du Projet d'un avenant à l'Accord. La décision du Comité de Pilotage vaut délégation de signature de l'ensemble des autres Partenaires au Porteur du Projet pour signer l'avenant. Cet avenant constitue une nouvelle annexe à l'Accord. Une copie de cet avenant est adressée par le Porteur du Projet à tous les Partenaires.
- A compter de cette date, le nouveau partenaire est tenu par tous les termes de l'Accord.
- Les engagements spécifiques du nouveau partenaire sont décrits dans cette nouvelle annexe à l'Accord.
- Les droits et obligations du nouveau partenaire sont fonction du niveau d'avancement du Projet lors de son entrée dans le Consortium. Ses droits et obligations seront définis dans l'avenant à l'Accord.

8.2 Retrait ou exclusion d'un Partenaire

8.2.1 Retrait d'un Partenaire

Tout Partenaire peut décider de mettre fin à sa participation au Consortium, à condition de notifier préalablement sa décision motivée au Porteur du Projet ainsi qu'à tous les membres du Comité de Pilotage par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception et indiquant les motifs de son retrait.
Dans les soixante (60) jours suivant l'envoi de cette lettre, le Comité de Pilotage devra se réunir afin de statuer sur les conséquences notamment financières du retrait si le Partenaire avait en charge la production d'un Livrable. Le Partenaire sortant ne perturbera pas le bon déroulement du Projet lors de sa sortie du Consortium.

8.2.2 Exclusion d'un Partenaire

En cas de défaillance de l'un des Partenaires dans l'exécution de ses obligations issues du présent Accord, et notamment dans la réalisation de ses Livrables, le Porteur du Projet lui

PROJET

adressera, par lettre recommandée avec avis de réception, une mise en demeure d'avoir à exécuter ses obligations. A défaut de réponse dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la mise en demeure, le Partenaire sera considéré comme défaillant.

A compter de cette date, ses droits seront suspendus. Il pourra en outre voir sa responsabilité engagée à raison du préjudice subi par les autres Partenaires, dans les limites de l'article « Responsabilité ».

Le Comité de Pilotage devra se réunir dans un délai de soixante (60) jours, afin de statuer sur les conséquences de la défaillance du Partenaire. Le Comité de Pilotage pourra décider d'exclure le Partenaire défaillant du consortium par une décision prise à l'unanimité, le Partenaire défaillant ne prenant pas part au vote.

8.2.3 Obligations d'un partenaire sortant

En cas d'exclusion ou de sortie volontaire d'un Partenaire, celui-ci s'engage à céder au Porteur du Projet l'intégralité des droits dont il dispose sur les Livrables et plus généralement les Résultats qu'il aura générés et/ou obtenus au titre de la réalisation de sa part du Projet jusqu'à la date de son exclusion et ceci à l'exception de toute connaissance antérieure et Résultats détenus en copropriété en raison de la contribution apportée par certains Partenaires au titre de la production de Livrables.

Les Contributions au profit du Projet restent dues jusqu'à la date de sortie du Projet et celles-ci ne donneront pas lieu à remboursement.

Le Partenaire sortant restera tenu par ses engagements de confidentialité, tels que fixés à l'article « Confidentialité », sur les Informations Confidentielles

Le Partenaire sortant restera également tenu par ses obligations en matière de propriété intellectuelle, telles que définies à l'article « Propriété intellectuelle ».

9 Propriété Intellectuelle

- Les Résultats produits au titre du Projet appartiennent en copropriété aux Partenaires y ayant contribué, au prorata de leurs contributions. Ils font l'objet d'un accord de copropriété signé entre les Partenaires, dans le cas de la création d'un actif de propriété intellectuelle.
- Les Partenaires peuvent gratuitement utiliser les Résultats obtenus aux fins exclusives de réalisation du Projet.
- Les Partenaires veillent à soumettre les Résultats dont ils sont propriétaires ou copropriétaires à des conditions de partage favorables au partage d'expérience avec d'autres dynamiques locales inspirées de la Sécurité Sociale de l'Alimentation et à la réplicabilité du projet sur d'autres territoires.
- Par défaut, les Résultats produits au nom du consortium le sont sous licence Creative Commons CC BY-NC-SA (Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions)

PROJET

10 Confidentialité

- Les membres s'engagent à ne pas divulguer les informations confidentielles.
- Toute information doit être considérée comme non confidentielle, si elle ne porte pas une mention contraire.
- Les échanges d'informations entre les membres sont présumés non exclusifs et non confidentiels entre lesdits Membres, sauf mention contraire écrite.
- Toute information considérée comme confidentielle ne peut être divulguée qu'avec l'accord écrit du membre émetteur.
- Toutefois, ne peuvent être considérées comme étant des informations confidentielles :
    - les informations tombées dans le domaine public, postérieurement à leur communication, sous réserve dans ce dernier cas, que cela ne soit pas le résultat de la violation d'une obligation de confidentialité, par le membre ayant eu connaissance de l'information ;
    - les informations pour lesquelles, le membre qui les reçoit peut prouver qu'il les connaissait déjà préalablement à leur communication ;
    - les informations communiquées postérieurement à la signature du présent accord par un tiers, et reçues de bonne foi par le membre à qui elles ont été communiquées.
- Les obligations de confidentialité définies au présent article demeurent en vigueur pendant toute la durée du présent accord et pendant une durée de trois ans à compter de son expiration, quelle qu'en soit la cause.

11 Communication

- Les Partenaires conviennent que toute communication relative au Projet sera préalablement soumise au Porteur de Projet de façon à assurer une communication cohérente. Ce dernier pourra communiquer librement, dans le respect des règles applicables au titre des Informations Confidentielles.
- Par dérogation à l'article 4. Durée, le présent article est applicable pour toute la durée de l'Accord et pour les douze (12) mois après l'expiration dudit Accord.

12 Résiliation

L'Accord pourra être résilié, pour quelque cause que ce soit, sur décision du Comité de Pilotage prise à l'unanimité. Le cas échéant, les Partenaires s'entendront sur les modalités relatives au préavis, à l'information relative à cette décision ainsi qu'aux formalités de résiliation de l'Accord.

13 Clauses générales

13.1 Intégralité

L'Accord exprime l'intégralité des obligations des Partenaires.

PROJET

13.2 Nullité

Si une ou plusieurs stipulations de l'Accord sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

13.3 Titres

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des intitulés figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

13.4 Indépendance des Partenaires

Chaque Partenaire est indépendant et agit en son nom propre et sous sa seule responsabilité. Chaque Partenaire s'interdit donc de prendre un engagement au nom et pour le compte d'un autre et demeure en outre intégralement responsable de son personnel, ses prestations, ses produits et services.

13.5 Exécution loyale

Les Partenaires sont convenus d'exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

13.6 Tolérance

Les Partenaires conviennent réciproquement que le fait pour l'un d'entre eux de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder aux autres des droits acquis. Une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

13.7 Loi applicable

Le présent Accord est régi par la loi française. Il en est ainsi tant pour les règles de fond que pour les règles de forme.

13.8 Règlement des différends

- Les Partenaires s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait s'élever à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de l'Accord préalablement à une action en justice.
- En cas de désaccord persistant dans le mois suivant sa survenance, le litige sera réglé en dernier ressort par les juridictions françaises compétentes. Chaque Partenaire portera les frais inhérents à la procédure le cas échéant, sous réserve des dispositions prévues au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

13.9 Domiciliation

Les Partenaires élisent domicile au lieu de leur siège social.

PROJET

13.10 Notification

Toutes les notifications pour être valides, devront être effectuées à l'adresse de domiciliation des Partenaires.

14 Annexes

- Annexe 1 : Description détaillée de la Mutuelle d'Alimentation
- Annexe 2 : Liste des engagements spécifiques des Partenaires
- Annexe 3 : Liste et coordonnées des membres de l'Equipe Projet et du Comité de pilotage
- Annexe 4 : Liste des groupes de travail envisagés pour permettre la réalisation du projet et des participants souhaitables

PROJET

Fiche d'identité du membre du consortium

Nom du projet	"Pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation - Alsace"

Membre			
Nom complet *(+ sigle éventuel)*	Eurométropole de Strasbourg		
Objet social			
N° SIRET	24670048800017	Statut *(liste déroulante)*	Collectivité territoriale / EPCI
Année de création *(sans objet pour les collectivités)*	1978	N° d'enregistrement préfecture *(pour les associations)*	
Adresse complète	1 place de l'Etoile 67070 Strasbourg Cedex		

Représentant légal			
Nom	Imbs	Prénom	Pia
Fonction au sein de l'établissement	Présidente		

Représentant au Comité de Pilotage			
Nom		Prénom	
Courriel		Téléphone	
Fonction au sein de l'établissement			

Interlocuteur(s) opérationnel(s) référent(s)			
Nom	Gay-Para	Prénom	Magali
Courriel	magali.gay-para@strasbourg.eu	Téléphone	03 68 98 62 83
Fonction au sein de l'établissement	Chargée de mission Stratégie alimentaire territoriale		

Contribution du membre du consortium au projet (inférieur à 500 caractères)

Merci d'indiquer l'implication de la structure dans la réalisation du projet, son rôle, les actions qu'il porte/auxquelles il participe

'- Une aide au diagnostic

L'Eurométropole de Strasbourg pourra faciliter la réalisation d'un diagnostic agricole et alimentaire à l'échelle alsacienne en partageant les données quantitatives et qualitatives déjà récoltées (diagnostic alimentaire territorial et diagnostic de l'aide alimentaire) ou qui seront récoltées à l'avenir, dans le respect du règlement général sur la protection des données.

- Des moyens humains

Elle pourra mobiliser 5% du temps agent de sa chargée de mission Stratégie Alimentaire Territoriale, évalué à 2 650€, pour travailler sur une expérimentation de dispositif local inspiré de la Sécurité Sociale de l'Alimentation et travailler à l'étude des synergies possibles avec les politiques du territoire (accessibilité à l'alimentation, développement des circuits courts, prévention santé, développement agricole...), en coordination avec les différentes Directions de Territoires et chargés.es de missions concernés.es, notamment la chargée de mission aide alimentaire. Si une plus grande mobilisation devait être envisagée à l'avenir, une partie du financement accordé dans le cadre de l'AMI pourrait être sollicitée.

- À la mobilisation des acteurs locaux

L'Eurométropole de Strasbourg pourra mettre à disposition les moyens dont elles disposent (salles de réunion, outils de communication, animation dans le cadre des réunions du PAT, des réunions interassociatives de l'aide alimentaire, des réunions du Pacte pour une Economie Locale Durable…) pour organiser des temps de rencontre sur son territoire permettant aux habitant.es et aux partenaires du territoire d'être informé.es et de contribuer au projet.

1725

68

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Adhésion au Club Circul'R, réseau national pour l'économie circulaire.

Numéro E-2023-140

L'Eurométropole de Strasbourg a engagé depuis plus de dix ans une politique ambitieuse de réduction des déchets ménagers et assimilés pour passer à une économie circulaire. Le Plan climat 2030, la Feuille de route économie circulaire (FREC) et le Contrat d'objectifs déchets et économie circulaire (CODEC), comportent des objectifs en matière de transition de l'économie locale vers une économie circulaire. Par ailleurs, le Pacte pour une économie locale durable a pour objectif d'amplifier la dynamique collective et les démarches locales de transition vers une économie locale plus durable.

Le Club Circul'R est le réseau national rassemblant les entreprises et territoires engagés dans l'économie circulaire. Il rassemble aujourd'hui plus de cent entreprises et institutions. Il permet de bénéficier d'un réseau d'acteurs engagés en faveur de l'économie circulaire, notamment des structures innovantes qui cherchent des territoires d'expérimentation ou d'installation. C'est également une ressource sur les évolutions de l'écosystème et de la réglementation. Le réseau permet surtout d'identifier des pistes d'actions pour engager nos collectivités et les acteurs économiques du territoire dans ce sujet essentiel de la transition écologique et d'être identifiée comme collectivité pionnière dans le domaine. Il est un atout pour développer les actions dans le cadre de la feuille de route et des différentes actions engagées par l'Eurométropole sur le sujet de l'économie circulaire.

Trois outils sont notamment proposés pour accompagner la transition :

- des évènements du Club Circul'R pour monter en compétences, rencontrer des solutions circulaires et alimenter son réseau (pour 2023, les thèmes abordés seront notamment la loi Industrie verte, la norme ISO et la législation Economie circulaire, l'Économie de la fonctionnalité),
- des ateliers digitaux pour apprendre des pairs avec des retours d'expérience (pour 2023 les thèmes abordés seront notamment les modèles d'affaires circulaires, le réemploi, les obligations de la loi AGEC (anti-gaspillage pour une économie circulaire), les emballages, l'économie de la fonctionnalité et la taxonomie),
- la plateforme Circul'R pour créer de l'interaction pour mutualiser les connaissances des membres.

Aussi, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg adhère au Club Circul'R en s'acquittant d'une cotisation de 5 400 € pour 2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de régler, pour l'année 2023, au Club Circul'R, une adhésion d'un montant de 5 400 €,*
- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire LO01A, nature 6281, fonction 020,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentante-e à signer les documents y afférents.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-155859-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

69

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Economie créative : attribution de subventions en faveur d'associations structurantes.

Numéro E-2023-585

L'économie créative se définit comme la rencontre entre arts, sciences, technologies et industrie. Elle favorise la transversalité entre secteurs d'activité dans le but de stimuler l'innovation et la compétitivité des entreprises. Elle s'appuie de manière privilégiée sur les entreprises créatives qui regroupent des activités très diverses liées par le rôle déterminant que jouent artistes et créatifs dans la conception des œuvres, produits et services proposés aux spectateurs, consommateurs et usagers :

- arts, spectacles, patrimoine : arts visuels, arts du spectacle, patrimoine, musées, métiers d'art,
- industries culturelles (production et diffusion de produits culturels) : cinéma, presse, édition, média, disque, audiovisuel, jeux vidéo,
- industries créatives : architecture, design, publicité, mode,
- activités connexes, économiquement liées : TIC, sports et loisirs, tourisme.

A l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg, le secteur culturel et créatif compte plus de 3 100 établissements, soit environ 8 % du stock total des entreprises, et près de 12 000 actifs occupés dans la zone d'emploi de Strasbourg en lien avec les secteurs créatifs et culturels.

S'articulant avec l'action des autres acteurs économiques et culturels du territoire dans le champ des industries culturelles et créatives (DRAC, Région Grand Est, établissements d'enseignement supérieur et Université, associations d'entrepreneurs etc.), l'Eurométropole de Strasbourg soutient activement le développement de l'économie créative et des entreprises créatives sur son territoire dans le cadre du Pacte pour une économie locale durable au titre :

- du développement d'une métropole de la connaissance et de la créativité,
- des dynamiques de partage et d'expérimentation,
- de l'accompagnement des transitions de l'économie traditionnelle en s'appuyant sur le secteur créatif dans la conduite du changement,
- de la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat.

L'Eurométropole de Strasbourg vise la structuration de filières positionnées en priorité sur les savoir-faire et les technologies du print, de la 3D, de l'illustration et de l'audiovisuel ainsi que leurs applications, notamment dans les secteurs du design, du jeu vidéo, du cinéma et des nouvelles images. Le soutien à la structuration de ces secteurs passe par l'accompagnement d'associations et d'événements fédérateurs.

A cet égard, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg est invité à soutenir cinq associations dont les activités contribuent à la structuration de filières et à la dynamique créative du territoire pour un montant total de 92 000 €.

Association IDeE - Innovation design et expériences : subvention de fonctionnement de 10 000 €

L'association IDeE, pour Innovation design et expériences, regroupe une quinzaine de designers professionnels du territoire et se donne pour mission d'assurer la promotion et la diffusion du design en direction du grand public et des entreprises.

Autour d'actions concrètes de production d'objets de qualité, IDeE initie depuis 15 ans des collaborations entre artisans, industriels et designers afin de valoriser le savoir-faire de ces entreprises et la démarche design.

En 2022-23, une mission de conception de prototypes, en vue de la modernisation et la prestation de rénovation de 10 vélos appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg, leur a été confiée. L'association est très active sur le territoire ; le nombre de collaborations avec des designers sur le dispositif Tango&Scan ne cesse de progresser et concerne presque la moitié des projets présentés chaque année. Les problématiques de travail de l'association sont étroitement corrélées aux questions de transitions écologique et sociétale.

Le budget prévisionnel de l'association pour l'année 2023 s'élève à 76 190 €, qui inclut la poursuite des activités engagées (workshop revalorisation des déchets plastiques, réalisation de livrets-guides, conférences, participation à manifestations dont la Biennale européenne de la créativité organisée par Accro en septembre, rencontres du design), et le lancement d'IDeE pro notamment.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement en 2023 d'une subvention de fonctionnement de 10 000 € à l'association IDeE.

Association Central vapeur : subvention de fonctionnement de 22 000 €

Créée en 2011, l'association Central vapeur a pour objet la promotion, le développement, la structuration et la diffusion des arts graphiques et narratifs en général (illustration jeunesse, bande-dessinée, édition, graphisme et communication, cinéma d'animation etc.).

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'association depuis 2015 au titre de ses actions d'accompagnement économique des entreprises de la filière de l'illustration et des arts graphiques. Cette filière est particulièrement importante sur le territoire avec près de 214 illustrateurs·trices installés-es en Alsace (à plus de 90 % dans le Bas-Rhin) puisque

rapportée à la population régionale, l'Alsace se place au deuxième rang juste derrière l'Ile-de-France (données issues de l'étude 2017 de la Confédération de l'illustration et du livre).

L'intervention de l'association en faveur des professionnels de l'image (fixe et animée) se matérialise par un dispositif d'appui intitulé Central vapeur pro. L'objectif de ce dispositif, élaboré et développé en lien avec les professionnels-les, est d'apporter une réponse spécifique à leurs besoins juridiques, financiers, techniques par des sessions de conseil avec des experts (avocat, comptable, informaticien), une plateforme de ressources en ligne (forum, sites honoraires), la publication d'ouvrages ainsi que l'organisation de sessions d'informations et/ou de formations thématiques.

Le dispositif compte presque 300 bénéficiaires des services tarifés. Ces bénéficiaires sont en majorité des illustrateurs indépendants et confirmés résidant sur l'Eurométropole. Des graphistes, artistes plasticiens, designers, professionnels du monde de l'édition et du web sont également accompagnés. La fréquentation du site a également augmenté de 26 % par rapport à 2020.

Les perspectives de développement de ce dispositif unique en France sont grandes et l'association se donne comme objectif d'accentuer la portée nationale de Central vapeur pro grâce aux services dématérialisés offerts par le site (sites honoraires, sites de calcul des droits d'auteur, forums). L'association travaille à franchiser le dispositif Central vapeur pro pour l'étendre à d'autres industries culturelles et créatives (dans le design notamment).

Cette année encore, l'association a demandé une augmentation de la subvention pour poursuivre l'organisation du salon du design graphique de Strasbourg, Format(s), dont la première édition en octobre 2022, a contribué au rayonnement de la filière. En 2022, 1 700 visiteurs ont été accueillis.

Central vapeur pro constitue un réseau ressource pour la candidature de Strasbourg Capitale du Livre 2024.

Le soutien de l'Eurométropole, tout comme de la Ville et de la Région, s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle convention d'objectifs triennale quadripartite avec l'association Central vapeur, qui sera finalisée en 2023.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement en 2023 d'une subvention de projet de 22 000 € à Central vapeur.

Le versement de la subvention annuelle se fera en deux temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure.

Association Espace européen Gutenberg : subvention de fonctionnement de 45 000 €

L'association Espace européen Gutenberg a été créée en 2004 et s'est donnée comme mission la promotion des métiers de l'imprimerie et de l'héritage de Gutenberg. À ce titre,

l'association a réuni un fonds important de machines d'imprimerie et organise depuis 2013 la Fête des Imprimeurs.

Ses activités ont pris de l'ampleur du fait de son implication remarquée comme organisation coordinatrice de l'année Gutenberg en 2018, à l'occasion du 550ème anniversaire de la mort de Gutenberg. A l'occasion de cet événement, l'Espace européen Gutenberg a consolidé ses relations avec un écosystème local et frontalier dynamique constitué d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche (Haute école des arts du Rhin/HEAR, Lycée Gutenberg, UNISTRA, Association nationale de la recherche et de la technologie/ANRT), d'associations (Imprimerie nationale, Confrérie des compagnons Gutenberg, Fauteuil vapeur, Papier gâchette, Association française de l'électronique imprimée) et d'entreprises (Dalim Software à Kehl, Intergraphic, Caldera, Lana papiers, BBfil, Nun etc).

L'association porte depuis sa création le projet d'un Centre européen Gutenberg - Conservatoire et ateliers de l'imprimerie et des arts graphiques.

Des éléments de contexte actuel concernant les arts graphiques et l'imprimerie à Strasbourg découlent plusieurs enjeux, auxquels la formalisation de ce pôle d'excellence pourrait en partie répondre :

- affirmer le positionnement européen et franco-allemand de l'Eurométropole de Strasbourg dans le secteur des industries culturelles et créatives,
- rendre lisible une géographie des lieux de l'économie créative et digitale à l'échelle du territoire eurométropolitain, valorisant la dynamique existante du domaine qui ne possède pas de lieu de référence pour l'heure,
- consolider des filières d'excellence du territoire par la formation, l'innovation, la création d'entreprise et d'emplois et le rayonnement : l'impression industrielle, artisanale et additive, la sérigraphie et ses dérivés, les arts graphiques, l'illustration, l'édition,
- apporter une réponse aux sollicitations d'acteurs dans le domaine de l'imprimerie et de la typographie à la hauteur de l'héritage de Strasbourg en la matière.

L'enjeu particulier de ce pôle est de réussir à atteindre un équilibre économique grâce à une diversité d'activités qui incarnent l'héritage de Gutenberg, sur une dimension à la fois patrimoniale et d'innovation.

Le Centre européen Gutenberg se veut un lieu hybride mêlant activités muséales, de préservation et de transmission du patrimoine, et des ateliers professionnels avec une offre de services visant des artistes aux industriels. Ce projet vise à valoriser la place de Strasbourg dans l'invention de l'impression, la révolution de la transmission des savoirs et le patrimoine inhérent. En s'appuyant sur le réseau de l'Espace européen Gutenberg en Allemagne, et notamment à Mayence et à Mannheim, il importe de consolider un partenariat franco-allemand autour de ce pôle. Ce partenariat permettra d'accéder à certains financements mais surtout à accroître la légitimité d'un pôle d'envergure européenne sur la question de l'évolution de l'imprimerie.

La demande concerne la poursuite de la structuration et le développement du projet de Centre européen Gutenberg avec la mise en place d'un programme d'actions culturelles et

de médiation permettant de faire connaître son activité et de valoriser, dans un même élan, le patrimoine régional, les techniques, les savoir-faire et les métiers de l'imprimerie et des arts graphiques. Ce Centre sera également une ressource dans le cadre de la candidature de Strasbourg Capitale mondiale du livre UNESCO 2024.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement de 45 000 € à l'association Espace européen Gutenberg pour soutenir la création à Strasbourg du Centre européen Gutenberg des arts graphiques et des arts imprimés.

Le versement de la subvention annuelle se fera en deux temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée,
- le solde à réception du compte rendu intermédiaire d'exécution.

Jeu vidéo : Association Strasbourg games community et association East Games : subvention de fonctionnement de 15 000 € partagée entre les deux structures

Strasbourg games community/SGC est une association qui rassemble et connecte les acteurs et actrices du jeu vidéo présents-es à Strasbourg. Elle a vocation à structurer cette filière sur le territoire de l'Eurométropole.

Fondée en avril 2020, SGC contribue à l'organisation de manifestations d'envergure comme Start to play et en participant à la semaine du numérique responsable ou encore à la Nuit du Handicap.

Interlocuteur unique et incontournable des porteurs de projets dans le domaine du jeu vidéo sur le Grand Est, SGC anime cet écosystème via son discord et ses évènements, et assure également des conseils gratuits aux acteurs émergents. SGC se préoccupe des questions de formation aux métiers du jeu vidéo, d'inclusion numérique et de handicap et tend à développer des collaborations avec Emmaüs connect, la Cybergrange ou l'APF France handicap.

L'association East Games contribue à la structuration professionnelle de la filière jeu vidéo sur le territoire. Elle représente la filière dans les instances officielles et anime le réseau en proposant des manifestations en lien étroit avec d'autres acteurs des industries culturelles et créatives.

A l'issue de plusieurs réunions de travail avec l'ensemble des acteurs du jeu vidéo sur le territoire, il a été convenu que la subvention habituellement allouée à l'association Strasbourg games community serait partagée entre les deux associations dont les actions sont complémentaires. Cela permettra notamment de stabiliser l'ETP qui a été créé chez East Games et qui assure des fonctions de veille indispensable au suivi du développement de la filière.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement en 2023 d'une subvention de fonctionnement de 7 500 € à l'association Strasbourg games community et 7 500 € à l'association East Games.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux entreprises créatives et à l'économie créative d'attribuer les subventions suivantes :*

	2023
Association IDeE	*10 000 €*
Association Central vapeur	*22 000 €*
Association Espace Européen Gutenberg	*45 000 €*
Association Strasbourg games community	*7 500 €*
Association East Games	*7 500 €*
TOTAL	*92 000 €*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire 633-65748-DU03D-programme 8151 dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 92 000 €*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés y afférents.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159285-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Association IDeE	Fonctionnement	25 000 €	10 000 €	11 000 €
Association Central vapeur	Projet	40 000 €	22 000 €	32 000 €
Association Espace européen Gutenberg	Fonctionnement	55 000 €	45 000 €	50 000 €
Association Strasbourg games community	Fonctionnement	7 500 €	7 500 €	10 000 €
Association East Games	Fonctionnement	7 500 €	7 500 €	-

70

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Soutien à l'association Initiatives durables.

Numéro E-2023-154

Il est proposé au Conseil d'attribuer, pour l'année 2023, une subvention de 20 000 € à l'association Initiatives durables pour sa contribution à des actions dans le domaine du développement durable, se décomposant de la manière suivante : 10 000 € pour le club EFC et 10 000 € pour l'organisation du Forum du développement durable.

Pour rappel, un montant de 25 000 € concernant l'animation du dispositif Start RSE a déjà été délibéré au moment de la délibération commune relative aux dispositifs d'aides économiques en faveur des transitions et de l'innovation lors du Conseil du 24 mars 2023.

A) Le Club EFC

L'Eurométropole de Strasbourg a pour ambition d'accompagner les acteurs économiques du territoire dans la transformation de leurs modèles d'affaires en s'inspirant des meilleures pratiques de l'économie circulaire. Les actions de l'Eurométropole de Strasbourg visent ainsi à exploiter tous les leviers potentiels pour permettre au territoire sa transition vers une économie ancrée localement, résiliente et circulaire.

L'Economie de la fonctionnalité et de la coopération (EFC) est une des clés d'entrée pertinente et l'un des éléments essentiels sur ce chemin de la transition écologique, énergétique et sociale. Elle accompagne particulièrement les mutations économiques de l'économie circulaire, en permettant à des entreprises existantes de reconsidérer leurs pratiques et de pouvoir envisager la poursuite de leurs activités de manière durable et circulaire. En amont, le potentiel de déployer et de généraliser une telle approche de l'EFC auprès des étudiants-entrepreneurs, des start-up et plus globalement auprès de l'écosystème de l'innovation, pourrait permettre de faire émerger de nouvelles formes de coopération économique, propices aux engagements du Pacte pour une économie locale durable.

Créé en 2018 par Initiatives durables avec le soutien de l'ADEME et la Région Grand Est dans le cadre du programme CLIMAXION et de la DREAL Grand Est (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), le Club EFC Grand Est a pour objectif de promouvoir et de développer l'économie de la fonctionnalité et de la

coopération (EFC) en région Grand Est. Pour ce faire, l'activité du Club se centralise sous deux grandes actions :

- une partie « ouverture et diffusion » qui vise à sensibiliser largement l'ensemble des acteurs économiques régionaux à l'EFC. Annuellement, quatre rencontres du Club sont organisées dans ce sens,
- une partie « suite de parcours » réservée aux entreprises ayant suivi le parcours d'accompagnement à l'EFC que propose Initiatives durables en partenariat avec le laboratoire de recherche et de conseil ATEMIS.

Dans le cadre du soutien financier de l'Eurométropole de Strasbourg au club EFC Grand Est pour l'année 2023, les objectifs partagés visent une montée en puissance de l'acculturation des acteurs économiques du territoire à l'EFC et se traduisent de la manière suivante : la réalisation d'un diagnostic de maturité EFC à minima auprès de quatre entreprises domiciliées sur l'Eurométropole de Strasbourg, l'organisation d'évènements de sensibilisation à l'EFC pour les acteurs économiques de l'Eurométropole, dont notamment le ciblage des accompagnateurs au diagnostic START-RSE, la poursuite de la sensibilisation des agents de l'Eurométropole à l'EFC, à travers des webinaires de découverte de l'EFC et de la RSE et des séances spécifiques d'acculturation à l'EFC ainsi que la continuité du travail engagé avec les services achats de l'Eurométropole pour guider différemment des achats publics via le prisme de l'EFC.

B) Le Forum du développement durable

Le Forum du développement durable a pour objectif de rassembler les acteurs issus de l'entreprise, des collectivités et du monde associatif afin de partager et d'échanger sur leurs expériences et bonnes pratiques sur les trois thèmes constitutifs du développement durable : environnement, économie, social. Il se tiendra, en présentiel, le 7 novembre 2023 au Palais de la musique et des congrès de Strasbourg ; une participation en ligne sera également possible et proposée.

Cette journée organisée pour sa 14ème édition à Strasbourg par l'association Initiatives durables permettra de renforcer notre action en matière d'appui à la transition écologique des acteurs économiques du territoire. Cet évènement rassemble plus de 1 000 participants chaque année sur un format favorisant les échanges et les rencontres autour de deux plénières d'ouverture et de clôture, huit tables rondes portant sur les thématiques d'actualité et trois ateliers participatifs.

En amont, l'Eurométropole de Strasbourg participant aux comités de pilotage du Forum, peut influer sur la programmation de thématiques prioritaires du territoire et participer au choix des intervenants. Habituellement, il est proposé un temps de prise de parole à la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, soit en ouverture, soit en clôture du Forum. De plus, en tant que partenaire premium de l'évènement, l'Eurométropole de Strasbourg remet également l'un des trophées RSE du Grand Est à l'occasion du Forum.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer, pour l'année 2023, à l'association Initiatives durables, une subvention d'un montant de 20 000 € affectée au développement du Club EFC (Economie de la fonctionnalité et de la coopération), et à l'organisation annuelle du Forum du développement durable ;*

- *d'imputer la dépense de 20 000 € en résultant sur la ligne budgétaire DU03D-67-65748-programme 8152 dont le crédit disponible avant le présent Conseil est de 98 000 € ;*

- *d'effectuer le versement de la subvention en deux temps :*
  - *un premier versement de 60 % à la réception de la convention signée ;*
  - *le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées par l'association certifié conforme par le représentant légal de la structure.*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tous les documents y afférents.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158972-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
ASSOCIATION INITIATIVES DURABLES	Soutien à INITIATIVES DURABLES pour le Club EFC (Economie de la fonctionnalité et de la coopération) et l'organisation du Forum du développement durable	20 000 €	20 000 €	20 000 €
ASSOCIATION INITIATIVES DURABLES	**Rappel du soutien** accordé à INITIATIVES DURABLES pour l'animation du dispositif START-RSE, **montant déjà délibéré lors du conseil de Mars 2023**	***25 000 €***	***25 000 €***	***25 000 €***

71

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Promotion de l'innovation : attribution de subventions.

Numéro E-2023-604

Afin d'assurer une cohérence à l'action de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine de l'innovation, la présente délibération vient compléter le soutien déjà accordé aux partenaires territoriaux que sont les pôles de compétitivité (HYDREOS, VEHICULE DU FUTUR et BIOVALLEY FRANCE), l'incubateur d'entreprises SEMIA, l'opérateur des industries culturelles et créatives ACCRO, l'Agence régionale d'innovation Grand E-nov et le Centre européen d'études japonaises d'Alsace/CEEJA-Cluster JapanTech Grand Est (délibération du 24 mars 2023), avec ceux dédiés au pôle FIBRES-ENERGIVIE et à la FRENCH TECH EST.

En 2023, l'Eurométropole de Strasbourg soutiendra donc le fonctionnement de cet ensemble d'acteurs de l'innovation du territoire de l'Eurométropole à hauteur de 774 000 € dont 67 000 € au pôle FIBRES-ENERGIVIE et 50 000 € pour la FRENCH TECH EST.

L'Eurométropole de Strasbourg invite l'ensemble de ses partenaires dans le domaine de l'innovation à travailler de manière cohérente et collaborative sur son territoire. La confirmation de cet engagement mutuel s'est faite par la mise en place de conventions d'objectifs pour la période 2021-2023, présentant des objectifs précis à réaliser sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, et conditionnant l'évolution du financement de chaque structure.

Il convient de faire converger le soutien aux structures de l'innovation au travers du Pacte pour une économie locale durable et des objectifs ambitieux de la collectivité visant à en faire une métropole innovante répondant ainsi aux enjeux environnementaux, climatiques et de santé.

<u>Soutien au pôle Fibres-Energivie</u> : 67 000 €

A) La finalité des pôles de compétitivité

Les pôles de compétitivité sont reconnus par l'Etat et visent à rendre l'économie française plus compétitive en favorisant la synergie entre entreprises, laboratoires de recherche,

associations et collectivités et à mettre en œuvre des projets innovants de développement économique territorial. La cinquième phase lancée par l'Etat en 2023 devrait s'inscrire dans la continuité de la phase précédente et notamment permettre une meilleure ouverture européenne aux pôles dans la recherche de crédits et de coopérations européennes.

B) L'implication des pôles sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

En préambule, il est à noter que les pôles de compétitivité soutenus traitent de sujets en lien direct avec les politiques environnementales et de développement durable portées par la métropole.

En sus du montage des projets collaboratifs (associant partenaires industriels, start-up, laboratoires de recherche), les pôles de compétitivité ont vocation à permettre le développement de projets et programmes structurants pour le territoire et développer des actions d'animation des communautés d'innovation et de promotion notamment sur l'Eurométropole de Strasbourg dans leur champ de compétence respectif, à savoir :

- les enjeux de la transition écologique et énergétique des bâtiments, thèmes traités par le pôle Fibres-Energivie qui intervient sur la numérisation de la filière, le développement de l'économie circulaire et le développement des réseaux intelligents ou smart grids.

Le pôle Fibres-Energivie aura pour priorités, en 2023, d'intervenir dans le copilotage du Pôle territorial de coopération économique aux côtés de l'Eurométropole de Strasbourg et des autres partenaires impliqués, d'apporter ses contributions au projet d'innovation sur le quartier Citadelle, en particulier sur le volet numérique, de copiloter le groupe de travail Energie du Pacte pour un urbanisme durable de l'Eurométropole de Strasbourg, d'apporter ses contributions au groupe de travail Economie circulaire de l'Eurométropole de Strasbourg, d'animer l'écosystème des acteurs économiques dans le secteur du bâtiment et de la construction durable avec plusieurs évènements en présentiel répartis sur l'année et de poursuivre le travail d'émergence de projets collaboratifs d'innovation.

C) Le financement proposé

Conformément aux engagements pris par les partenaires publics signataires du Contrat de performance et des ambitions de développement exprimées à travers les plans d'actions spécifiques à l'Eurométropole de Strasbourg, il est proposé au Conseil d'attribuer pour l'année 2023 une subvention de 67 000 € à l'association pôle Fibres-Energivie.

Le versement de la subvention annuelle se fera en 2 temps :

- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée,
- le solde au 3ème trimestre sur présentation des pièces justificatives démontrant notamment le bon avancement dans la réalisation des objectifs établis dans la convention.

Soutien à la FRENCH TECH EST : 50 000 €

A) La finalité de la FRENCH TECH

Les priorités de la mission FRENCH TECH :

- faire émerger des entreprises technologiques de rang mondial,
- développer un écosystème qui apporte des solutions technologiques aux grands enjeux de société et de souveraineté numérique et technologique, avec une présence renforcée de l'innovation de rupture et des startups industrielles,
- ouvrir l'écosystème à tous les talents et tous les territoires, dans les QPV (Quartiers prioritaires de la politique de la ville), dans les territoires ruraux, dans l'Hexagone comme dans les régions et territoires d'Outre-Mer,
- appuyer la croissance de l'écosystème GreenTech français et la prise en compte par toutes les startups des enjeux écologiques, en plaçant l'enjeu environnemental au cœur de la dynamique entrepreneuriale de notre pays.

Les axes stratégiques 2023 de la FRENCH TECH EST :

- Talents, attractivité & accélération

Contribuer à la croissance des startups en les accompagnant et les soutenant sur les leviers stratégiques : recrutement, attractivité des talents, financements,

- Tech for good & sobriété

Impliquer et valoriser les startups du territoire qui participent et s'engagent dans la sobriété énergétique, environnementale. Renforcer le rôle de l'innovation dans les objectifs de biens communs et durables,

- Innovation secteurs stratégiques : industrie, agritech & santé

Favoriser le développement des startups industrielles, des startups en phase d'industrialisation. Participer au développement de secteurs stratégiques nationaux et locaux en lien avec les innovations des startups du territoire : industrie, agri/agro & santé (santé à partir de 2024),

- Diversité & inclusion

Mobiliser, engager et renforcer la diversité dans l'écosystème tech du territoire à travers une logique plus paritaire ainsi qu'une logique d'inclusion et d'égalité des chances,

- Fédération, animation & valorisation

En tant qu'acteur majeur de la tech sur le territoire régional, unifier l'ensemble des startups et des acteurs sous la marque French Tech, construire ensemble les actions stratégiques et surtout valoriser les startups, scale-ups et entreprises innovantes qui participent au développement économique local et national.

B) L'implication de la FRENCH TECH EST sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

La FRENCH TECH EST est en phase d'accélération du développement de ses actions en Alsace et plus particulièrement dans l'Eurométropole de Strasbourg (là où se trouve la plus grande concentration de startups d'Alsace qu'elle suit et soutient) afin de densifier et renforcer l'écosystème d'innovation local, sous la marque de French Tech Est, en

collaboration avec les forces vives du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (SEMIA, Quest for Change, Biovalley France, Alsace digitale, toutes accompagnées et soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de sa stratégie de soutien à l'innovation).

Un collaborateur de la FRENCH TECH EST dont l'activité est dédiée au territoire a été recruté en février 2023 afin de suivre au plus près la mise en œuvre du programme national French Tech et rencontrer les acteurs du territoire en collaboration avec les équipes Innovation de l'Eurométropole de Strasbourg. Il est physiquement implanté au sein de la Manufacture des tabacs dans les locaux de SEMIA.

C) Le financement proposé

Il est proposé, pour l'année 2023, de fixer à hauteur de 50 000 € le soutien à cette structure qui a su accroître régulièrement le nombre de projets d'entreprises et soutenir notre économie locale par le développement entrepreneurial.

Le versement de la subvention annuelle se fera en 2 temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée,
- le solde au 3ème trimestre sur présentation des pièces justificatives démontrant notamment le bon avancement dans la réalisation des objectifs établis dans la convention.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer, pour l'année 2023, une subvention de fonctionnement d'un montant de 67 000 € à l'association pôle Fibres Energivie pour le développement de filières et de solutions innovantes, ainsi que de l'économie circulaire dans le secteur de la construction durable et de la rénovation des bâtiments,*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU03D-67-65748 programme 8152 dont le crédit disponible avant le présent Conseil est de 98 000 €,*

- *d'attribuer, pour l'année 2023, une subvention de fonctionnement d'un montant de 50 000 € à la French Tech Est pour le développement des startups du numérique en Alsace,*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU03D-67-65748 - programme 8155 dont le disponible avant le présent Conseil est de 50 000 €,*

- *d'effectuer le versement de ces subventions annuelles en deux temps :*

  - *un acompte de 60 % à la réception de la convention signée,*
  - *le solde au 3ème trimestre sur présentation des pièces justificatives démontrant notamment le bon avancement dans la réalisation des objectifs établis dans la convention ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer l'ensemble des documents et conventions y afférents.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158975-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Association pôle FIBRES-ENERGIVIE	Subvention annuelle de fonctionnement	80 000 €	67 000 €	80 000 €
FRENCH TECH EST	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	-

72

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Actions en faveur de la vie étudiante et de l'activité universitaire : attribution de subventions.

Numéro E-2023-690

L'Eurométropole a posé les fondamentaux d'une politique de soutien à la vie étudiante autour d'une ambition écologique, sociale et démocratique renforcée, fondée sur quatre piliers pour un territoire aidant, accueillant, apprenant et résilient.

Conformément aux engagements adoptés, cette délibération présente des projets et dispositifs permettant d'aider des étudiants·es lors de la prochaine rentrée et année universitaire et de soutenir la créativité et l'entrepreneuriat étudiants pour un total de 53 000 €.

1. Association AFGES Les étudiant·es d'Alsace : dispositif de logement provisoire (DLP) : 15 000 €

L'AFGES (Association Fédérative Générale des Etudiants de Strasbourg) a développé depuis sa fondation en 1923 de nombreux services au profit de la population étudiante alsacienne et continue de jouer un rôle majeur depuis lors grâce à la force de son réseau, à l'engagement de ses membres et à sa réactivité pour apporter des solutions au plus près des besoins.

L'AFGES gère ainsi, depuis 2017, un dispositif d'hébergement provisoire pour apporter une réponse aux étudiant·es qui arrivent à la rentrée sans solution de logement afin de leur éviter de dormir à la rue. Ainsi, pour les étudiant·es les plus en difficulté, un hébergement dans un hôtel ou une résidence hôtelière peut être proposé pour une durée déterminée, ainsi qu'une aide pour trouver un logement.

Pour soutenir cette opération de rentrée solidaire qui permet d'apporter une réponse temporaire mais nécessaire, il vous est proposé d'octroyer une subvention de 15 000 € à l'AFGES.

2. Association AFGES Les étudiant·es d'Alsace : opérations de rentrée universitaire : 7 000 €

L'AFGES propose, à chaque rentrée universitaire, des événements fédérateurs gratuits aux primo-arrivants·es (barbecue éco-responsable, concert et projection en plein air, actions de prévention ou de citoyenneté etc) qui s'inscrivent parfaitement en lien avec les actions menées par l'Université dans le cadre des « Journées de rentrée » et de la collectivité dans le cadre du dispositif « Strasbourg aime ses étudiant·es ». Ces événements permettent aussi aux étudiant·es de prendre connaissance des autres actions solidaires pilotées par l'AFGES, qui peuvent les aider en cas de difficultés, comme les épiceries solidaires AGORAé.

Pour soutenir ces opérations de rentrée qui renforcent la qualité de l'accueil et l'intégration des étudiants·es sur le territoire, il vous est proposé d'octroyer une subvention de 7 000 € à l'AFGES.

3. Association ESN Strasbourg - opérations année universitaire 2023-24 : 2 000 €

L'association ESN (Erasmus Student Network) joue un rôle essentiel dans l'accueil et l'intégration des étudiants-es internationaux·ales à Strasbourg en organisant à la rentrée un dispositif de parrainage (« Buddy system ») et un pôle d'aide aux démarches administratives.

ESN Strasbourg propose, par ailleurs, diverses actions qui permettent les rencontres multiculturelles et les échanges tels que des cafés linguistiques, des visites et rallye découverte de la Ville, des ateliers ou diner international.

Ces événements permettent, aux jeunes en provenance du monde entier, de rencontrer des jeunes d'ici et de faire la richesse et le dynamisme de la vie étudiante locale.

Pour soutenir ces opérations, il vous est proposé d'octroyer à ESN Strasbourg une subvention d'un montant de 2 000 €.

4. Association des étudiants en muséologie de Strasbourg (EDEMS) : Exposition à la Médiathèque Malraux : 2 000 €

L'EDEMS organise l'exposition « Objets désincarnés, (ré)incarnés. La conservation à l'heure du numérique » en lien avec les étudiant·es de la promotion 2022-23 du Master Muséologie de l'Université de Strasbourg dans la salle d'exposition de la médiathèque Malraux en juin-juillet 2023.

Les étudiant·es souhaitent questionner les enjeux du numérique dans la conservation du patrimoine à travers cette exposition ainsi que d'autres problématiques contemporaines comme par exemple l'impact écologique. Une attention particulière est portée par l'EDEMS pour rendre cette exposition et les actions de médiation qui l'accompagnent les plus accessibles possibles pour tout public.

Pour soutenir cette action, il vous est proposé d'octroyer une subvention de 2 000 € à l'EDEMS.

5. Soutien pour l'entrepreneuriat étudiant : Pépite ETENA - aide financière de fonctionnement pour l'année 2023 : 27 000 €

Pépite ETENA s'attèle depuis plus de dix ans à promouvoir l'esprit d'entreprendre des étudiants en Alsace à travers des actions de sensibilisation, des modules de formation intégrés aux différents cursus universitaires et un programme d'accompagnement vers la création d'entreprise via le statut national étudiant entrepreneur.

L'action de Pépite ETENA est construite autour d'un consortium d'acteurs qui vise à coordonner et mutualiser les efforts pour favoriser l'entrepreneuriat étudiant. En sont membres les établissements d'enseignement supérieur alsaciens (Université de Strasbourg, Université de Haute Alsace, INSA Strasbourg), des collectivités (Eurométropole de Strasbourg, Mulhouse Alsace Agglomération, Région Grand Est), des chambres consulaires (CCI Alsace Eurométropole, CMA Alsace), l'incubateur SEMIA, la SATT Conectus et le réseau des Grandes Ecoles Alsace Tech.

Le bilan des actions de Pepite ETENA pour 2022 est très favorable : 250 étudiant·es entrepreneur·es accompagné·es, 5 campagnes de crowdfunding menées, 40 modules de formations intégrées aux cursus étudiants (soit 3 000 étudiant-es formé-es, y compris ceux qui sont les plus éloigné·es de l'entrepreneuriat), 44 créations d'entreprises sur l'Alsace, gestion d'un espace de co-working de 400 m² (61 workshops et plus de 600 visiteurs), co-organisation depuis 2022 du Salon créer sa boîte aux côtés de la CCI et CMA sur les thématiques de l'innovation et de l'entrepreneuriat à impact et labellisation ETENA « projet d'excellence » en 2020 par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg soutienne l'Université de Strasbourg pour la mise en œuvre globale des actions favorisant l'entrepreneuriat étudiant à hauteur de 27 000 € pour l'année 2023 et de procéder au versement de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux activités universitaires et étudiantes, d'attribuer les subventions suivantes :*

	2023
1. AFGES Dispositif de logement provisoire	15 000 €
2. AFGES Opérations de rentrée	7 000 €

3. ESN Strasbourg Opérations de rentrée	2 000 €
4. EDEMS Exposition à la médiathèque Malraux	2 000 €
5. Pépite ETENA Subvention de fonctionnement 2023 dont le versement s'établira de la manière suivante : 60% à la signature et 40% après la production du rapport d'activités de l'année précédente.	27 000 €
TOTAL	53 000 €

- *d'imputer sur le budget primitif 2023, les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de 53 000* €, *sur les lignes budgétaires suivantes :*
  - *24 000 € sur le DU03E – 65748 – programme 8165,*
  - *2 000 € sur DU03E – 65748 – programme 8166*
  - *27 000 € sur le DU05D – 657382 - programme 8146,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et arrêtés y afférents.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159403-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subvention

Délibération du Conseil de l'Eurométropole
du 28 juin 2023

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
			2023	2022
AFGES	Dispositif de logement provisoire	15 000 €	15 000 €	15 000 €
AFGES	Opérations de rentrée	7 000 €	7 000 €	7 000 €
ESN Strasbourg	Opérations de rentrée	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Association des étudiants en muséologie de Strasbourg (EDEMS)	Exposition « Objets désincarnés, (ré)incarnés. La conservation à l'heure du numérique »	4 000 €	2 000 €	/
Université de Strasbourg (UNISTRA)	Soutien Pépite ETENA 2023 – entrepreneuriat étudiant	27 000 €	27 000 €	30 000 €
TOTAL		55 000 €	53 000 €	54 000 €

73

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Activités universitaires et de recherche : Contrat de plan Etat-Région 2021-2027 - soutien aux opérations de recherche.

Numéro E-2023-686

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'enseignement supérieur et la recherche avec pour grands objectifs de :

- soutenir l'offre de formation universitaire ou des écoles constitutives d'une réponse aux enjeux environnementaux, numériques ou sociaux,
- assurer un ancrage local des établissements d'enseignement supérieur avec le tissu économique,
- faire de l'Université un modèle d'expérimentation en matière de développement durable.

Il est proposé dans ce cadre de concrétiser l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg à soutenir diverses opérations universitaires, de recherche et immobilières identifiées dans le Contrat de plan Etat-Région de la période 2021-2027.

L'Eurométropole a adopté le 20 mai 2022 une délibération-cadre qui entérine la liste des opérations de recherche et immobilières qu'elle entend soutenir sur la durée du Contrat de plan Etat-Région (CPER) de la période 2021-2027 ainsi que les montants correspondants.

Le financement de l'Eurométropole s'élève ainsi à 29,334 M€ dont 23,46 M€ fléchés sur les 11 opérations immobilières retenues et 5,874 M€ fléchés sur les 13 opérations de recherche et dans le champ du numérique.

En déclinaison de cette délibération-cadre, une première vague de 4 opérations de recherche et 5 opérations immobilières a été adoptée lors du Conseil du 24 mars 2023.

La présente délibération porte sur la mise en place des financements accordés à une seconde vague de 2 opérations de recherche.

Chacune de ces opérations fait l'objet d'une convention bilatérale avec l'établissement bénéficiaire direct de la contribution de l'Eurométropole.

1. Equipements de recherche dédiés au projet PACIFIC

Il s'agit de soutenir l'acquisition d'équipements de recherche qui viendront alimenter le projet collaboratif « PACIFIC » (PAtient-Centered Institute For IMIDs Care).

Dédié aux maladies auto-immunes et inflammatoires, ce projet unique en Europe fondé sur une approche multidisciplinaire au service du patient, associe dans une même structure diagnostic, soins, formation et recherche dans l'esprit d'un institut thématique. Il associe des expertises uniques reconnues sur le plan national et international et ambitionne à moyen terme de changer la prise en charge des patients atteints de maladies inflammatoires chroniques et/ou auto-immunes.

Le projet PACIFIC est le volet « strasbourgeois » du futur Institut européen des maladies inflammatoires du Grand Est (E3I - European Institute of Immune-Mediated Inflammatory Diseases) créé à l'échelle de la grande région.

Il repose sur 3 volets complémentaires dont un volet dédié aux « équipements scientifiques », objet de la présente délibération. L'Etat et la Région se sont engagés à financer les équipements de l'Institut, qui englobe le projet PACIFIC, à hauteur respectivement de 1,4 M€ et 650 K€ soit 2,05 M€.

L'Eurométropole intervient à hauteur de 350 K€ pour financer ces équipements qui ont vocation à être installés au 6ème étage du Centre de recherche en biomédecine de Strasbourg (CRBS).

Les 2 autres volets indissociables du projet PACIFIC sont les suivants :

- un volet immobilier qui devrait être porté par les HUS localisé sur le site de l'Hôpital civil qui consiste à restructurer et étendre les pavillons Neurologie et Clovis-Vincent. Ce volet est également retenu au CPER 21-27 dans sa partie immobilière. L'engagement de la Région et de l'Eurométropole sont respectivement de 8,6 M€ et 8 M€ ;
- l'aménagement du 6ème étage du Centre de recherche en biomédecine de Strasbourg (CRBS), dont une partie des surfaces (laboratoires et bureaux et équipements scientifiques) sera dédiée au projet PACIFIC. Cet aménagement est financé par l'Eurométropole à hauteur de 750 K€ ainsi que par l'Etat et la Région dans le cadre du Contrat triennal Strasbourg capitale européenne. Cet aménagement porté par l'Université constituera la plateforme médico-scientifique et d'intelligence artificielle du projet.

Conformément à l'engagement prévu dans la délibération-cadre, il est proposé de soutenir aux côtés de l'Etat et de la Région cette opération à hauteur de 350 K€ dont 105 K€ au titre de l'exercice 2023.

2. Recherche Environnementale d'excellence pour le chaNgEment global et la Transition Ecologique (RENETE)

Le projet RENETE vise à maintenir et développer au plus haut niveau d'excellence les plateformes analytiques et expérimentales dédiées à l'étude de la Terre, de ses ressources, de ses environnements et milieux naturels, ainsi qu'à l'impact environnemental porté par les activités humaines. Ceci autour d'une approche intégrée couvrant tout le périmètre du fonctionnement naturel de la planète à son anthropisation, dans un contexte actuel de changement global et de transition écologique et énergétique, de façon à répondre aux enjeux majeurs d'adaptation des sociétés, de surveillance et de préservation des milieux.

A l'échelle du Grand Est, RENETE regroupe près de 200 chercheurs, enseignants-chercheurs et ingénieurs, 42 unités de recherche et 47 plateformes de recherche. Le projet est basé sur une stratégie d'équipements s'appuyant sur trois types d'actions complémentaires pour :

- maintenir et développer le potentiel analytique régional à son plus haut niveau national et international,
- accroître les complémentarités, les échanges et la visibilité régionale,
- renforcer l'accessibilité aux équipes de recherche et donc son utilisation intensive.

Il s'agit à l'échelle du Grand Est de mettre en place un réseau regroupant les compétences et équipements dans le domaine des biogéosciences et de l'environnement pour aborder la résilience et la transition écologique.

Le projet s'articule autour de 3 axes scientifiques déployés conjointement :

- fonctionnement des systèmes naturels et utilisation raisonnée de leurs ressources,
- réponse et évolution durable des socio-écosystèmes perturbés,
- outils et approches pour la surveillance des milieux.

Sur le territoire eurométropolitain, les équipements financés sont dédiés aux 4 laboratoires suivants :

- **l'Institut terre et environnement de Strasbourg (ITES)**

Cette unité mixte de recherche située sur le Campus de l'Esplanade a démarré au 1er janvier 2021 sous les tutelles du CNRS, de l'Université de Strasbourg et de l'ENGEES. Elle s'appuie sur les 4 piliers disciplinaires d'étude de la Terre et de son environnement de surface : hydrologie, géochimie, géologie et géophysique ;

- **le Laboratoire image ville environnement (LIVE)**

Situé sur le campus de l'Esplanade, le laboratoire est composé d'une équipe pluridisciplinaire d'environ 80 personnes rassemblées au sein d'une unité mixte de recherche du CNRS et de l'Université de Strasbourg. Il mène ses recherches autour de trois dimensions :

- l'image, en tant qu'outil d'analyse et de représentation, de visualisation et de communication,
- la ville comme objet principal d'étude,
- l'environnement qui permet de replacer le tout dans une perspective physique et écologique ;

- **l'Institut pluridisciplinaire Hubert Curien (IPHC),** laboratoire sous cotutelle du CNRS et de l'Université de Strasbourg

L'IPHC est implanté sur le Campus de Cronenbourg pour l'essentiel dans les domaines de la chimie et de la physique. Les 400 personnels de l'IPHC développent des programmes pluridisciplinaires avec comme socle l'instrumentation scientifique, tout en continuant de mener des recherches au plus haut niveau international dans les domaines scientifiques respectifs de chaque département ;

- **l'Institut de chimie et procédés pour l'énergie, l'environnement et la santé (ICPEES)**, une unité mixte de recherche sous la cotutelle du CNRS et de l'Université de Strasbourg.

La transversalité des compétences présentes au sein de l'Institut permet de traiter des problématiques globales allant de la synthèse des molécules à l'élaboration de l'objet final pour des applications liées à l'énergie**,** l'environnement ou la santé**.** A la pointe des nouvelles technologies portant sur l'élaboration de matériaux innovants, l'Institut est organisé en trois départements de recherche.

A l'échelle alsacienne, ces laboratoires sont regroupés au sein de la Fédération recherche environnement et durabilité (FERED) Strasbourg dont l'objet est de :

- renforcer et structurer une recherche de haut niveau en sciences de l'environnement et de la durabilité sur le site universitaire alsacien et dans le Grand Est ;
- développer un pôle de recherche et de formation de portée internationale en 2024 ;
- développer les approches scientifiques transdisciplinaires, pour consolider les sciences de l'environnement et de la durabilité (Sustainability sciences) à l'Unistra/CNRS, incluant l'ensemble du site Alsace, et développer un pôle de recherche et de formation de portée internationale.
  La mission de la FERED est de créer, par une animation forte et des actions collectives structurées, les conditions du renforcement des capacités de recherches interdisciplinaires pour être porté, à compter du 1er janvier 2025, au niveau d'un « Institut Thématique Interdisciplinaire ».

Le coût prévisionnel des équipements dédiés à ces laboratoires est de 3 M€ HT.

Conformément à l'engagement prévu dans la délibération-cadre, il est proposé de soutenir aux côtés de l'Etat et de la Région cette opération à hauteur de 250 K€ dont 75 K€ au titre de l'exercice 2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'octroyer une subvention d'investissement de 350 000 € à l'Université de Strasbourg pour le financement de l'opération « PACIFIC - équipements de recherche » répartie*

sur 3 exercices budgétaires dont 105 000 € en 2023 et d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU01 - 2022-AP0344-programme 1485,

- *d'octroyer une subvention d'investissement de 250 000 € au Centre national de la recherche scientifique (délégation Alsace) pour le financement de l'opération « Recherche Environnementale d'excellence pour le chaNgEment global et la Transition Ecologique – RENETE », répartie sur 3 exercices budgétaires dont 75 000 € en 2023 et d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU01 - 2022-AP0344-programme 1485 ;*

autorise

La Présidente ou son-sa représentant-e à signer les documents y afférents.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159329-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
UNIVERSITE DE STRASBOUG	Subvention d'investissement		350 000 € (répartie sur 3 exercices budgétaires dont 105 000 € en 2023)	-
CNRS ALSACE	Subvention d'investissement	-	250 000 € (répartie sur 3 exercices budgétaires dont 75 000 € en 2023)	-

74

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Enseignement supérieur et recherche : attribution de subventions et désignation de représentants-es de l'Eurométropole de Strasbourg au sein d'instances et d'associations.

Numéro E-2023-558

I. SOUTIEN AUX ACTIVITES UNIVERSITAIRES ET SCIENTIFIQUES

L'Eurométropole de Strasbourg entend promouvoir les actions permettant de renforcer le rayonnement des réseaux universitaires de l'agglomération mais aussi d'accompagner et soutenir les acteurs et les dynamiques de partage et d'expérimentation.

Dans cette perspective, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg est invité à soutenir trois initiatives pour un montant de 38 000 €.

Réseau Alsace Tech : poursuite du soutien au programme d'activités : 25 000 €

L'association Alsace Tech est un réseau de 14 grandes écoles (d'ingénieurs-es, d'architecture, ainsi que de la HEAR – Haute école des arts du Rhin – et l'Ecole de Management de l'Unistra) ayant pour ambition de mieux former, informer et structurer les acteurs de la formation professionnelle. Le réseau s'articule autour de quatre ambitions majeures : capitaliser les complémentarités, la transversalité, l'hybridation et la pluridisciplinarité. Il représente aujourd'hui près de 10 000 étudiants issus de 90 spécialités de formation de niveaux master et doctorat.

En 15 années d'existence, Alsace Tech a su conforter sa position mais aussi porter des projets nouveaux (concours de l'entrepreneuriat étudiant « Innovons ensemble », créathon « Ville de demain », Forum stage et emploi conjoint Alsace Tech – Unistra etc.)

L'aide de l'Eurométropole de Strasbourg se fonde sur la convention d'objectifs 2023-2025 (jointe en annexe 3 à la présente délibération) et répond aux orientations majeures du Pacte pour une économie locale durable ainsi qu'à la volonté de soutien à l'attractivité internationale des écoles du territoire (alliance transfrontalière TriRhenatech).

La finalité du réseau, plutôt que de dupliquer des actions proposées par ses membres, consiste à renforcer les liens entre les écoles membres et à organiser des actions communes et transversales.

La stratégie commune à Alsace Tech et l'Eurométropole s'articule autour des priorités suivantes :
- coopération,
- transition écologique et numérique,
- expérimentation,
- soutien à l'emploi et aux stages,
- ouverture à l'international,
- mixité des cursus et des formations.

Elle se décline comme suit :
- renforcement de l'attractivité nationale et internationale des écoles grâce :
  - à un plan de communication aussi bien via les réseaux (sites internet, supports vidéo pour l'aide à l'orientation..) que par leur présence sur des salons professionnels,
  - au soutien à l'internationalisation des cursus avec un focus sur les formations en anglais (aussi bien à destination des élèves que des enseignants), la coopération avec les réseaux internationaux (allemands et suisses) et des programmes d'accueil pour étudiants étrangers ;
- soutien aux collaborations entre écoles et entreprises du territoire :
  - organisation du Forum « stage et emploi» organisé en commun par Alsace Tech et l'Unistra,
  - tenue de quatre conférences annuelles thématiques destinées aussi bien aux étudiants qu'aux professionnels et axées sur les enjeux et pouvoirs des transitions environnementale, numérique, sociétale ou industrielle,
  - animation de challenges (créathon, concours etc.) invitant les étudiants à relever des défis proposés par des acteurs économiques du territoire ;

- développement de compétences transversales pour accompagner les grandes transitions par le biais de :
  - stages de sensibilisation à l'Intelligence artificielles pour non-initiés,
  - soutien à l'entrepreneuriat (collaboration avec Pépite-Etena, Accro, Semia etc.),
  - appui aux initiatives soutenant la transition environnementale (défi 2Tonnes, créathon « Ville de demain »),
  - renforcement des liens avec les réseaux d'entrepreneurs engagés (initiatives durables, France Active) et de transferts technologiques ou de connaissances (notamment à l'international),
  - la coordination d'un challenge étudiant inter-écoles sur la Ville et l'industrie du futur basée sur la méthodologie du Design Thinking axée sur des sujets d'avenir (mobilités douce, transition écologique etc.),
  - le programme « les jeudis d'Alsace Tech » qui incite les écoles à partager leur expertise sous forme de petits ateliers,
  - la proposition d'une offre de formation autour des soft skills.

Afin d'affirmer leur vision commune et leur collaboration étroite, Alsace Tech et l'Eurométropole de Strasbourg ont souhaité contractualiser à nouveau sur une période triennale (2023-2025). La convention d'objectifs jointe en annexe 3 à la présente délibération servira de base à cette coopération. Il a été contractualisé à l'identique entre le réseau et la Région Grand-Est.

Au vu de ces objectifs volontaires, fédérateurs et ambitieux, il est proposé au Conseil d'accorder une subvention de fonctionnement à hauteur de 25 000 € à l'association Alsace Tech, versée de la manière suivante : 60 % à la signature et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente, et de participer ainsi à ce riche programme d'activités et de l'accompagner de la convention d'objectifs.

INSP Strasbourg : 10 000 €

L'Eurométropole de Strasbourg entend promouvoir les actions permettant de renforcer le rayonnement de l'agglomération strasbourgeoise, ses formations et ses institutions.

Dans cette perspective, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg est invité à soutenir à hauteur de 10 000 € le fonctionnement d'une classe préparatoire intégrée à l'INSP (Institut national du service public) et destinée aux élèves boursiers.

Pour favoriser la diversité dans les recrutements l'INSP (Institut National du Service Public) et le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale), en partenariat avec l'IEP (Institut d'Etudes Politiques), ont décidé de poursuivre le cursus permettant à des élèves boursiers désireux de présenter les concours de la fonction publique de suivre l'enseignement d'une classe prépa intégrée.

Les élèves du cursus « prépa talent » sont sélectionnés sur des critères sociaux et d'excellence universitaire et répondent à un enjeu de diversité territoriale.

Depuis l'an dernier, les effectifs ont été doublés (24 élèves par classe sur 3 sites : Nantes, Strasbourg, Paris) sans toutefois générer de modification du montant de la participation sollicitée auprès de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg (10 000 € pour chaque collectivité).

Au regard de ces éléments, afin de conforter l'ancrage territorial de l'école, d'affirmer notre soutien à la volonté de mixité sociale de l'école et de renforcer la collaboration avec l'INSP, il vous est proposé d'attribuer une subvention de projet de 10 000 € pour l'année universitaire 2022-2023.

UNISTRA/Icube French Photonics Days : 3 000 €

Au titre de son activité de recherche fondamentale en imagerie et robotique, électronique et photonique, le laboratoire ICUBE de l'UNISTRA organise les 17 et 18 octobre 2023 les 5èmes French Photonics Days qui accueilleront de nombreux intervenants connus et reconnus dont des acteurs du territoire (IREPA laser, Holo3, TPS Visible patient,

l'IRCAD, Polaris etc.) autour du thème « procédés photoniques pour l'industrie et la santé. »

Organisé en lien avec SupOptique Alumni et Photonics France, l'évènement devrait attirer près de 150 participants, industriels, scientifiques, institutionnels, étudiants pour faire le point sur l'évolution des procédés en matière de photonique notamment au service de la santé.

Cet évènement préfigure celui qui sera organisé à l'échelle européenne par Photonics Europe et que nous soutenons activement.

Il est proposé au Conseil d'accorder une subvention à hauteur de 3 000 € à l'Unistra et de participer ainsi à cet évènement.

II. DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANT·ES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG (RESPECTANT LA PARITE DANS LES INSTANCES CONCERNÉES)

- **Désignation d'une représentante suppléante au sein de l'INSA (Institut National de Sciences Appliquées)**

  Par délibération du 28 août 2020, Mme Caroline Zorn a été désignée en tant que représentante titulaire de l'Eurométropole de Strasbourg auprès de l'INSA. En vue du renouvellement du Conseil d'administration, il nous est aujourd'hui demandé de désigner également une suppléante (afin de respecter la parité).

- **Désignation de deux représentant·es (titulaire et suppléant·e) de la collectivité au sein du Comité Stratégique du Développement Durable et Responsabilité Sociétale de l'Université de Strasbourg (CS-DDRS)**

  Lors du Conseil d'administration de l'Université de Strasbourg du 13 décembre 2022, la feuille de route développement durable et responsabilité sociétale 2022-2025 a été présentée. Au titre de l'axe 1 de cette feuille de route, il a été décidé de créer un comité stratégique DDRS (CS-DDRS) représentatif des parties prenantes, soit :
  - 2 membres du CA de l'Université de Strasbourg
  - 2 membres de la CFVU (dont un étudiant)
  - 2 membres de la CR
  - 2 directeurs-trices de composantes
  - 2 directeurs-trices d'unité de recherche
  - 2 directeurs-trices de service centraux
  - 5 membres externes à l'établissement (CNRS, Inserm, CCI, EMS, Région GdEST)
  - 2 invités permanents : DGSa DDRS et Responsable de la mission DDRS.

  Les appels à candidature ont été formulés dans les différentes instances et réunions au sein de l'établissement (CA, CR, réunions des directeurs-trices des composantes, réunions des directeurs-trices des services centraux) ainsi qu'auprès des délégations

régionales du CNRS, de l'Inserm, de la CCI, de l'EMS et de la Région Grand-Est. Pour chaque siège du CS-DDRS, une seule candidature a été réceptionnée.

- **Désignation d'un·e représentant·e au sein du Conseil d'administration de l'association QUEST FOR CHANGE**

  Le réseau d'incubateurs de startup Quest for Change est présent dans tout le Grand-Est, et en particulier à Strasbourg au travers de SEMIA, qui bénéficie d'un soutien important de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce réseau est devenu le premier réseau d'incubateurs en Région, le deuxième au niveau national en nombre de projets accompagnés. Ce sont ainsi un peu plus de 230 startups sur tout le Grand-Est qui sont accompagnées par les différents incubateurs du réseau Quest for Change.

  Dans le cadre de son développement régional et souhaitant une représentativité fidèle à son périmètre d'action, Quest for change a souhaité faire évoluer ses statuts afin de permettre à l'ensemble des collectivités financeurs de l'association de prendre part activement à la gouvernance et aux décisions d'orientation de la structure.

En conséquence, en application des articles L.2121-21 et 33 et L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales, il vous est proposé :
- de désigner Mme Doris TERNOY en tant que représentante suppléante auprès de l'Institut national de sciences appliquées,
- de désigner Mme Danielle DAMBACH en tant que représentante de la collectivité auprès du Comité stratégique du développement durable et responsabilité sociétale (DDRS) de l'Université de Strasbourg,
- de désigner M. Christian BRASSAC en tant que représentant suppléant auprès de la CS-DDRS
- de désigner Mme Anne-Marie JEAN en tant que représentante auprès du Conseil d'administration de Quest for Change.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la convention d'objectifs entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association Alsace Tech,*

- *l'attribution des subventions suivantes :*

Bénéficiaire subvention	*Montant*
ALSACE TECH - subv. de fonctionnement	*25 000 €*
INSP - cursus « prépa talent »	*10 000 €*

Bénéficiaire subvention	*Montant*
ICUBE/UNISTRA - French Photonics days	*3 000 €*
TOTAL	***38 000 €***

décide

- *d'imputer la dépense de 25 000 € pour l'exercice 2023, sur la ligne budgétaire DU03C-23-65748 programme 8160,*
- *d'imputer la dépense de 3 000 € pour l'exercice 2023, sur la ligne budgétaire DU03C-23-65748 programme 8161,*
- *d'imputer la dépense de 10 000 € pour l'exercice 2023, sur la ligne budgétaire DU03C-23-657382 programme 8159,*
- *de verser la subvention à ALSACE TECH selon les modalités suivantes : 60 % à la signature et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente ;*

désigne

- *Mme Doris TERNOY en tant que représentante suppléante auprès de l'Institut national de sciences appliquées,*
- *Mme Danielle DAMBACH en tant que représentante de la collectivité auprès du Comité stratégique du développement durable et responsabilité sociétale (DDRS) de l'Université de Strasbourg,*
- *M. Christian BRASSAC en tant que représentant suppléant auprès de la CS-DDRS,*
- *Mme Anne-Marie JEAN en tant que représentante auprès du Conseil d'administration de Quest for Change.*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés s'y rapportant.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159029-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Attribution de subvention

Délibération du Conseil de l'Eurométropole
du 28 juin 2023

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité 2023	Montant proposé 2023	Montant octroyé 2022
Alsace Tech	Subvention de fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Institut national du service public (INSP) – classe prépa intégrée	Subvention de projet	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Unistra /Icube	Subvention de projet	3 000 €	3 000 €	0
TOTAL		38 000 €	38 000 €	35 000 €

Convention d'objectifs 2023-2025

1. Préambule

Fondé en 2007, le réseau Alsace Tech fédère et dynamise toutes les grandes écoles d'ingénieurs, d'architecture, art, design et management alsaciennes du Grand Est, rejointes plus récemment par la HEAR (Haute Ecole des Arts du Rhin) et l'Ecole de Management (composante de l'Unistra). Il s'est ainsi progressivement agrandi dans une logique de proximité territoriale et d'interdisciplinarité et rassemble à ce jour 14 écoles membres.

L'association a pour objet de promouvoir les formations dispensées par ses écoles membres, et de favoriser leurs interactions dans l'objectif de coordonner une offre de formation initiale et continue, en cohérence avec les autres formations du territoire au niveau licence et master, avec la recherche en Alsace et en lien avec les besoins de l'économie régionale, nationale et transfrontalière.

En 15 années d'existence, l'association a progressivement fait émerger des actions au profit des étudiants, entreprises et partenaires, y compris Outre-Rhin à travers l'alliance TriRhenaTech. Alsace Tech représente plus de 10 000 étudiants dont les cursus couvrent environ 90 spécialités de formation. Les écoles entretiennent un lien fort avec les acteurs économiques à travers plus de 1500 partenariats.

Alsace Tech n'a pas vocation à agir de manière autonome mais selon un mandat donné par ses membres notamment institutionnels dont l'Eurométropole de Strasbourg.

A l'échéance de la précédente convention triennale, Alsace Tech et l'Eurométropole de Strasbourg ont souhaité formaliser à nouveau un partenariat pour la période 2023-2025.

La présente convention d'objectifs définit des axes de coopération, nouveaux ou renforcés et les priorités communes, en cohérence d'une part avec les stratégies et actions déployées par l'Eurométropole de Strasbourg (et notamment « le pacte pour une économie locale durable ») et d'autre part avec la stratégie d'Alsace Tech adopté en AGE le 9/6/22.

2. Stratégie et objectifs

S'agissant du soutien à la recherche, l'enseignement supérieur et la vie étudiante, il convient de rappeler qu'au-delà du cadre légal, l'Eurométropole de Strasbourg mène une politique résolument volontariste dans ces domaines qui sert également les ambitions du territoire tournées vers une économie plus résiliente, durable et sociale.

Aux côtés d'Alsace Tech, l'Eurométropole entend prendre part à la réponse collective aux défis, actuels et futurs, pleinement consciente du rôle que les établissements d'enseignement supérieur dont les écoles, les organismes de recherche et les étudiants joueront dans le dynamisme, l'attractivité et les mutations du territoire. Parmi ces ambitions partagées on citera :

La coopération :
La force d'Alsace Tech réside dans sa logique de réseau qui vise à promouvoir la complémentarité, la transversalité, l'hybridation et la pluridisciplinarité.

Dans le respect des spécificités de chacune des écoles membres, le réseau propose des actions mutuelles communes, des programmes inter-écoles, permettant à l'enseignement local de gagner en force et en visibilité aussi bien auprès du public étudiant (présent et futur, national et international) que des partenaires économiques et des entreprises.

Les formations et collaborations transdisciplinaires ont pour objectif de stimuler la créativité et de mutualiser les savoirs, l'innovation et l'esprit.

La transition écologique:

La nécessité de changer les modes de production et de mettre en place un modèle axé sur la transformation écologique constitue un enjeu partagé. Dans cette optique, Alsace Tech initie des défis visant à sensibiliser les étudiants à cet enjeu mais également à solliciter leur créativité et leur ingéniosité pour avancer ensemble vers un monde plus responsable (défi Zéro Tonnes, créathon Ville de Demain…).

L'expérimentation :

Alsace Tech initie nombre d'actions communes innovantes, nationales ou transfrontalières, dont certaines solidement inscrites dans le paysage local (concours Innovons ensemble qui a donné lieu à la création de plusieurs start up, dont « GreenPhenix ») et d'autres en phase de déploiement (créathon interécoles autour de la ville et l'industrie du futur selon la méthodologie du Design Thinking comme outil d'innovation). Par ces initiatives, Alsace Tech encourage l'entrepreneuriat, levier d'insertion et de développement local.

La transition numérique:

Le numérique et notamment l'intelligence artificielle occupent une place prépondérante dans les modes de conception, de production, de consommation vertueux. L'intégration des

technologies digitales devient donc une impérieuse nécessité pour tous les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche afin d'accompagner la transformation sociétale et industrielle tout en développant des usages numériques sobres.

Par des actions ciblées, Alsace Tech participe à la réalisation de ces objectifs via notamment :

- l'organisation de 4 conférences thématiques annuelles sur le numérique responsable, la réalité virtuelle comme base de formation, l'écologie industrielle…
- la démarche industrie du futur qui aborde des sujets prospectifs liés aux problématiques inhérentes aux transitions environnementale, numérique, sociétale ou industrielle (entreprise 4.0),
- la mise en place d'une école de printemps (stages de 4 jours consacrés à la sensibilisation et l'acculturation à l'Intelligence artificielle pour non-initiés)

L'emploi et les stages

L'écart entre l'offre et la demande sur le marché de travail se creuse dès lors que la mutation rapide des emplois n'est pas suivie d'une évolution des formations et d'un développement des compétences adaptées.

L'initiative d'Alsace Tech de créer un forum annuel réunissant de nombreux acteurs économiques et industriels d'Europe a depuis été reconduite en coopération avec l'Unistra sous forme d'un Forum emploi et stages. Le salon a désormais lieu parallèlement en présentiel (3 000 étudiants présents, 140 entreprises en 2022) et en virtuel avec 700 entretiens à distance, qui ont débouché sur 1280 dépôts de CV en ligne pour l'année dernière. 11 pays frontaliers étaient présents en 2022.

Le développement des relations avec les entreprises a un impact direct sur l'élaboration des parcours de formation, l'employabilité des étudiants et la faculté de trouver des stages qualifiants.

L'ouverture sur l'international dont Strasbourg capitale Européenne ne peut s'affranchir.

La promotion et la visibilité des écoles du territoire eurométropolitain, au niveau national et international est essentielle pour permettre à ses membres d'avoir une ouverture d'esprit et une visibilité au-delà du territoire et d'intégrer les réalités (contraintes) professionnelles. La mixité, la pluridisciplinarité, la mise en commun des savoirs et des ressources est un pilier essentiel de la coopération. Parmi ces initiatives on citera :

- l'école d'été trinationale die Brücke,
- les projets étudiants binationaux (dont le challenge Trinatronics),
- le green campus en langue allemande
- la formation des enseignants dans le cadre des cursus anglophones,

La mixité des cursus et des formations

Alors que les formations (et les secteurs d'emploi) restent souvent genrés, on constate au niveau des participations aux évènements Alsace Tech une participation majoritairement féminine. Ce qui tendrait à prouver que les étudiantes trouvent par ce réseau la possibilité d'accéder à des programmes qui leurs seraient moins accessibles depuis leur école d'origine.

3. Plan d'actions 2023-2025

L'association Alsace Tech prévoit de poursuivre pour les 3 années à venir la plupart des actions menées sur la période précédente et d'en conduire de nouvelles, en suivant trois axes stratégiques :

1. Le renforcement de l'attractivité nationale et internationale des écoles :

Alsace Tech s'est révélé être un outil efficace de mutualisation d'actions de communication sur les formations dispensées dans les écoles de son réseau. Il s'implique dans une démarche de renforcement de l'attractivité du territoire portée par l'Eurométropole de Strasbourg.

- **Au niveau du plan de communication global** :
  - Poursuivre l'animation des sites internet (alsacetech.org, forum-alsacetech.unistra.org) et des réseaux sociaux,
  - Maintenir une présence sur les salons d'orientation dans les grandes villes françaises,
  - Produire et diffuser les supports de communication présentant les actions du réseau, des écoles et la cartographie des compétences,
  - Proposer un outil d'aide à l'orientation des jeunes sous forme de supports vidéos valorisant les métiers et formations ciblant les lycéens, collégiens, étudiants bac+2. Suivre une logique « métiers » a été retenue par les écoles afin de mieux identifier les cursus possibles pour y parvenir.

- **Par un soutien à l'internationalisation des cursus** des écoles, considérée comme un objectif prioritaire des établissements, à travers plusieurs actions :
  - Déploiement dès 2023 d'un parcours de formation certifiant à destination des enseignants complétant l'action de formation déjà menée depuis 2018 (Teaching through English) afin de proposer des cursus en anglais indispensables pour attirer les étudiants-es étrangers-ères et permettre aux francophones de poursuivre des études (ou effectuer des stages) à l'étranger
  - En accompagnant l'accueil d'étudiants étrangers : Alsace Tech propose de mettre en place un programme d'accueil en amont du début du cursus dans un souci d'intégration linguistique, mais aussi de meilleure connaissance du territoire (entreprises, structures culturelles), en accord avec le programme des « jeunes ambassadeurs » et sous réserve d'un nombre suffisant de participants,
  - En poursuivant son implication dans des actions internationales : concours transnational (France, Allemagne, Suisse) de robotique Trinatronics, organisation de l'école d'été « Die Brücke »
  - En mettant en place des projets coopératifs courts impliquant des équipes mixtes franco allemandes Ces actions permettent de développer chez les étudiants des compétences en langues très recherchées par les employeurs en gestion de projet, dans un contexte interculturel et de nouer des passerelles académiques de part et d'autre du Rhin. En outre, le transfrontalier se révèle être un réel tremplin pour l'international.

2. **Le soutien aux collaborations écoles – entreprises en développant la créativité et les processus d'innovation à travers :**

- Le maintien de la dynamique du Forum stage emploi Alsace Tech et Université dans son nouveau format hybride et qui contribue fortement à l'insertion professionnelle des jeunes dans la région et à l'ouverture à l'international de leur champ de recherche d'emploi ou de stage.
- L'animation de challenges orientés vers les transitions (hackathon ou créathon) afin de proposer des solutions innovantes ou de répondre à des défis présentés par des acteurs économiques du territoire. Cette collaboration inter écoles en mode projet permet à la fois de s'appuyer des savoirs et des compétences différentes mais aussi de se confronter aux problématiques concrètes, parfois loin de leur champ d'études initial. Les industriels et les collectivités ont ainsi la possibilité de bénéficier de propositions innovantes mais également de prendre contact avec des équipes de jeunes dynamiques, créatifs et impliqués.
- L'organisation de 4 conférences thématiques annuelles visant à sensibiliser étudiants et professionnels aux enjeux et pouvoirs des transitions environnementale, numérique, sociétale ou industrielle (IA, numérique responsable, réalité virtuelle comme outil de formation, écologie industrielle…) et de tables rondes autour du dérèglement climatique
- La pérénisation des ateliers du Jeudi d'Alsace Tech, espaces propices à la valorisation des soft skills

3. **Le développement des compétences transversales afin d'accompagner les grandes transitions**

- En favorisant l'entrepreneuriat et l'innovation (concours Alsace Tech Innovons Ensemble qui a donné de la visibilité et des opportunités de développement à des futures start-up comme : Green Phoenix, Karbikes, Weewio, (start up incubée chez Semia) en synergie avec les dispositifs Pepite Etena
- En accompagnant la transition numérique et industrielle et la sensibilisation à l'IA, par le biais de sessions de formation et d'acculturation via des modules d'enseignement destinés aux non-experts
- En soutenant la transition environnementale : challenge Ville de demain impliquant entreprises, collectivités locales autour de défis liés aux mobilités douces, au numérique responsable, à la collecte des déchets, à la préservation des richesses naturelles et notamment l'eau…) et également défi inter-écoles 2Tonnes qui a mobilisé durant 1 mois 790 participants issus de 9 écoles du réseau,
- En renforçant les liens avec des réseaux d'entrepreneurs engagés tels qu'Initiatives Durables ou France Active
- En adhérant aux structures de transferts technologiques tels que KTUR « Knowledge Transfer Upper Rhine » : coopération transfrontalière et transfert de connaissances - un réseau d'innovation trinational pour la région du Rhin supérieur,

- En proposant des ateliers inter-écoles « les jeudis d'Alsace Tech » visant à faire découvrir l'expertise des autres partenaires sous une forme pragmatique et ludique (fabrication de détergent « maison » proposée par les étudiants de l'école de chimie p.e.),

- La coordination d'un nouveau challenge étudiant inter-écoles sur la ville et l'industrie du futur selon la méthodologie du Design Thinking. Cette approche est de plus en plus utilisée en entreprise comme outil d'innovation. La tenue d'un challenge intensif sur des sujets d'avenir comme les mobilités douces ou la transition écologique, proposés par des entreprises et collectivités, offre un terrain fertile de formation à ces techniques en capitalisant sur l'interdisciplinarité des équipes d'étudiants.

- La construction d'une offre complémentaire de formation autour des *soft skills*. L'acquisition de savoirs être et compétences transversales est l'un des enjeux des écoles. Les nouvelles générations cherchant d'autres outils et techniques d'apprentissage, une mutualisation de ressources et des partages d'expériences peuvent être coordonnés localement à l'échelle du réseau.

4. Ressources

Sur la période 2023-2025, le budget prévisionnel (cf annexe 1) se monte annuellement à près de 510 000 euros.

Les ressources sont essentiellement assurées par la participation financière des écoles membres et le soutien de financeurs dont la Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg, que ce soit sous forme de subvention de fonctionnement, de financement par projet ou d'appui logistique (mise à disposition de salle, organisation d'évènements…). Alsace Tech bénéficie également de fonds provenant de programmes interreg.

5. Evaluation

Alsace Tech s'engage à produire des indicateurs d'évaluation de la mise en œuvre de son plan d'actions en fournissant annuellement les données suivantes :

- Données générales sur les écoles : effectifs, nombre de diplômés, origine, répartition filles/garçons, insertion des étudiants

- Cursus croisés : nombre d'étudiants participants au concours, nombre d'écoles et de coach impliqués. Nombre d'étudiants suivant le parcours manager ingénieur, d'écoles impliquées. Nombre d'étudiants inscrits en MAE Alsace Tech. Nombre de modules de formation créés et d'étudiants bénéficiaires.

- Suivi des relations entreprises : nombre d'entreprises partenaires par école et insertion dans la Région Grand Est. Nombre d'entreprises (dont celles du Grand Est) et de visiteurs au Forum Alsace Tech et Université de Strasbourg.

- Communication : nombre de salons étudiants et de visiteurs sur les salons, de documentation diffusée, de connexions aux sites internet.

- Relations internationales : nombre de rencontres et projets transfrontaliers (dans le cadre de TriRhenatech), d'étudiants impliqués, de cursus/actions en anglais ou en allemand.

- Programme Alsace Tech 4.0 : nombre d'étudiants suivant des modules de formation initiale et continue et d'actions organisées (conférences) et de participants, d'entreprises impliquées et de projets 4.0 et IA conduits.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg La Présidente	Pour l'association Le Président
Pia IMBS	Dominique BAGNARD

75

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Exploitation du réseau de chaleur Strasbourg Centre : avenant n° 1 au contrat de délégation de service public.

Numéro E-2023-182

Contexte

En vertu de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, l'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de Distribution d'Énergie (AODE), exerce la compétence de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbain.

Le réseau de chaleur Strasbourg Centre alimente aujourd'hui plus de 24000 équivalents logements – dont les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, l'Université, de nombreux logements en copropriété et des bailleurs. Sa mixité énergétique variée (Biomasse, chaleur de l'UVE) lui permet de livrer une chaleur majoritairement renouvelable à l'ensemble de ces abonnés.

La procédure de renouvellement du contrat de concession engagée en 2021 a abouti à son attribution à la société R-CUA par délibération le 25 mars 2022, à laquelle s'est substituée la société Strasbourg Centre Energies (SCE). Le contrat est en vigueur depuis le 1er octobre 2022.

Le nouveau de contrat de concession a pour principaux objectifs : la modernisation des réseaux, le recours accru aux énergies renouvelables, indispensables à la transition énergétique mais également à la stabilité tarifaire, ainsi que la densification et le développement du réseau.

Un avenant n° 1 au contrat de DSP est proposé au Conseil métropolitain, portant notamment sur des dispositifs contractuels et financiers concernant les travaux de premier établissement approuvés, la modification de la durée des polices d'abonnements, l'adaptation de la stratégie d'approvisionnement en gaz naturel, l'augmentation des quantités de chaleur fatales issues du PAS et la modification des indices d'actualisation des coûts électriques. Ces différents objets sont détaillés ci-après.

Objets de l'avenant

Cet avenant a pour objets les modifications suivantes :

Modification du programme de travaux d'investissement
Le programme contractuel de travaux de la DSP intègre le découplage hydraulique des habitations pavillonnaires de l'Elsau. Toutefois le réseau qui dessert cette zone est sujet à de nombreuses fuites récurrentes qui altèrent la continuité du service. Le présent avenant prévoit par conséquent l'abandon de la solution du découplage hydraulique des pavillons, au profit de la réalisation prioritaire de travaux de fiabilisation du réseau de la zone concernée. Le programme de télé-relève des compteurs des abonnés est toutefois conservé afin de permettre la mise en place d'une facturation adaptée pour cette zone pavillonnaire. Cette modification n'a pas d'impact financier, le Délégataire réalisant les travaux de fiabilisation du réseau à un coût identique à celui prévu pour le découplage hydraulique.

Modification des durées de contrat de fourniture de chaleur
La durée actuelle des contrats de fourniture souscrits par les clients est calée sur la durée de la DSP soit 20 années.
En réponse aux réticences de certains prospects à souscrire pour une durée aussi longue, le présent avenant propose en conséquence que les contrats de fourniture de chaleur soient conclus pour une durée de 10 ans à compter de leur signature, renouvelable tacitement par période de 10 ans, sans que la durée ne dépasse la durée de la délégation.

Faculté de modification des modalités de contractualisation d'achat de gaz naturel
Le contexte géopolitique et économique actuel rend le marché des énergies plus difficilement prévisible pour les fournisseurs de gaz naturel. Certains fournisseurs ne formulent ainsi pas de proposition aux consultations de souscription sous une indexation donnée, notamment le produit « futur PEG MA » (*'Month Ahead')*, prévu contractuellement sans engagement sur les quantités de gaz consommées mensuellement. Ces nouvelles pratiques d'achat de gaz font porter un risque non maitrisable sur le délégataire qui a connu sur les deux mois d'octobre et novembre des pertes liées à ce mécanisme.

Aussi, il est proposé de réunir les Parties pour examiner les alternatives proposées par les fournisseurs et convenir collégialement de la meilleure option d'approvisionnement pour le Service et, en conséquence, d'introduire la possibilité pour la Concession de réaliser temporairement pour une durée maximale de 3 ans, la souscription d'une fourniture à une indexation différente de celle initialement prévue au contrat. Les indexations gaz alternatives pourront être de type PEG MA ou PEG DA *(Day After)* ou Prix Fixe.

Afin de refléter l'indexation d'achat du gaz naturel, les formules d'indexation des prix de la chaleur $R1_{\text{gaz TICGN réduite}}$, sur les 3 périodes des deux scénarii, sur la période considérée seraient de ce fait automatiquement modifiées. Au terme de la période de contractualisation, les formules initiales redeviendront pleinement applicables.

Sur les 6 mois d'exploitation d'octobre à mars 2023, le choix d'un approvisionnement en Prix fixe, PEG MA et PEG DA aurait généré une économie de l'ordre de 70 € TTC pour un logement (8 MWh). Cependant l'agilité offerte au délégataire pour ces

approvisionnements gaz ne garantit pas nécessairement le prix le plus bas mais une stabilité et une agilité accrues face à un marché imprévisible.

Modification de l'indice électrique dans la facturation du terme R21
La DSP fait face depuis un an à une hausse brutale du prix de l'électricité, dans des proportions imprévisibles lors de la remise de l'offre finale suivie de la conclusion du contrat.

Il est proposé de modifier les formules de révision du R21 par :
- l'adjonction d'un mécanisme de report (terme R21R) sur la facturation permettant de lisser le surcout du prix de l'électricité supporté par le délégataire pendant la période d'octobre à l'application de cet avenant. Ce mécanisme est temporaire et le terme R21R s'éteindra lorsque le compte report arrivera à 0,
- la substitution d'un indice E à l'indice ELECTRICITE permettant de couvrir les charges d'électricité pour assurer la production et la distribution de la chaleur. En effet, celui-ci est basé sur les évolutions de prix d'électricité constatées avant la crise énergétique et ne reflète plus l'évolution de la prestation correspondante.

Cependant, au regard de la volatilité extrême des prix d'électricité et de leur imprévisibilité, cette modification est proposée à titre temporaire, sur la seule durée du contrat de fourniture contractée par l'exploitant du réseau, soit jusqu'à décembre 2025. Les parties se concerteront courant 2025 pour constater les évolutions futures et négocier un nouvel indice adapté à la réalité des coûts supportés par l'exploitant.

Introduction d'une quantité de chaleur fatale supplémentaire
Dans un contexte de forte volatilité du prix des énergies fossiles, l'augmentation plus rapide que prévu initialement des énergies de récupération dans le mix énergétique permet de diminuer mécaniquement la part de gaz consommé.
Dès 2024 et jusqu'à l'arrivée de la chaleur de BSW, la proportion de chaleur fatale issue de R-PAS passera de 3.38% prévu initialement à 7,83% en hiver et de 1.87% à 3,26 % en été.
Il est par conséquent proposé de modifier le terme R1 qui reflète la mixité énergétique du réseau et plus particulièrement les termes $R1_{\text{R-CUA PAS été}}$, $R1_{\text{R-CUA PAS hiver}}$ et du R21 concernant l'abonnement R-CUA PAS ainsi que les formules de révision relatives à ces termes.

Ajustements contractuels
Deux ajustements contractuels sont introduits pour, d'une part apporter une précision concernant la date de référence prise en compte dans la facturation, d'autre part la rectification d'une erreur matérielle dans le bordereau des prix unitaires.

Convention d'occupation du domaine du public.

Une convention d'occupation du domaine public entre le Port Autonome de Strasbourg, l'ancien délégataire (SETE) et l'Eurométropole de Strasbourg a été signée en septembre 2015 encadrant l'occupation par le réseau de chaleur reliant la chaufferie biomasse implantée rue du Rhin Napoléon et la chaufferie de l'Esplanade.
Un avenant à cette convention est proposé pour substituer l'ancien délégataire SETE par le nouveau délégataire du réseau de chaleur SCE.

Au regard de l'évolution proposée à l'avenant, il y a lieu de solliciter l'avis de la commission de délégation de service public au titre de l'article L 1411-6 du CGCT.
Ce projet d'avenant répond au principe de mutabilité et d'adaptation des contrats de service public et notamment aux articles L3135-1 et R3135-7 du code de la commande publique concernant les modifications des contrats de concession.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L.1411-1 et suivants
vu la 3ème partie du code de la commande publique concernant les concessions et notamment ses articles L.3135-1 et R.3135-7 relatifs aux modifications contractuelles
vu la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 mars 2022 désignant le délégataire de la chaufferie collective et du réseau de chaleur Strasbourg Centre
vu le contrat de délégation de service public dont la signature
a été autorisée en Conseil de l'Eurométropole du 25 mars 2022
vu le projet d'avenant n° 1 et ses annexes
vu l'avis de la commission de délégation de service public en date du 8 juin 2023
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'ensemble des dispositions de l'avenant 1, à savoir :

- *modification du programme travaux d'investissement,*
- *modification des durées des contrats de fourniture de chaleur,*
- *faculté de modification des modalités de contractualisation d'achat de gaz naturel,*
- *modification de l'indice électrique dans la facturation du terme R21,*
- *introduction d'une quantité de chaleur fatale supplémentaire,*
- *ajustements contractuels,*

l'avenant 1 à la convention d'occupation du domaine public ayant pour objet la substitution de l'ancien délégataire SETE par le nouveau délégataire Strasbourg Centre Energies (SCE),

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société SCE et tout document y afférent.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159270-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

AVENANT N° 1
AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A L'EXPLOITATION DES CHAUFFERIES COLLECTIVES ET DU RESEAU DE CHALEUR DE STRASBOURG CENTRE

(conception, construction, financement, exploitation et maintenance)

Entre, d'une part,

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, représentée par sa Présidente en exercice, habilitée par délibération du Conseil Métropolitain n° E-2022-479 en date du 25 mars 2022

Ci-après désignée « l'Autorité Délégante » ;

Et, d'autre part,

SCE, Semop au capital de 1 500 000 euros,
Dont le siège social est situé 14 Place des Halles, 67 000 Strasbourg,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 915 255 459
Représentée par Monsieur Sebastien MARRE, agissant en qualité de Directeur général

Ci-après désigné « le Délégataire » ;

Ensemble désignés « les Parties ».

Etant préalablement exposé ce qui suit :

Le Conseil Eurométropolitain a décidé, par délibération du 25 mars 2022 d'attribuer à R-CUA, à laquelle s'est substituée la Semop SCE, le contrat de délégation de service public concernant l'exploitation des chaufferies collectives et du réseau de chaleur de Strasbourg Centre (ci-après la DSP).

En raison du contexte énergétique actuel et de son impact sur le coût de la chaleur distribuée, les Parties considèrent que des **modifications et ajustements contractuels** sont devenus

nécessaires à l'exécution du Contrat ayant notamment pour objet d'adapter, de compléter et de préciser les relations entre le Délégataire et les Abonnés.

Ces modifications ont pour objet de compléter et préciser les relations entre le Délégataire et les Abonnés et concernent :

1. Des modifications du programme des travaux d'investissement ainsi que l'actualisation du planning des travaux résultant de l'abandon de la solution du découplage des pavillons et de la décision de réaliser en priorité les travaux de fiabilisation du réseau de la zone concernée (plan en annexe) ;
2. La modification de la durée du contrat de fourniture :

Ces adaptations et ajustements tendent à compléter et à préciser les relations entre le Délégataire et les Abonnés et concernent :

3. L'introduction, eu égard aux fluctuations du prix du gaz, de la possibilité pour le Délégataire de procéder à la contractualisation d'une part d'achat de **Gaz Naturel à prix fixe ou en PEG DA** afin de faire bénéficier le Service concédé de prix d'achat de Gaz Naturel moins volatile dans la durée.

4. L'introduction, eu égard aux fluctuations du prix du gaz, d'une quantité de **chaleur fatale supplémentaire**

5. Enfin, les Parties font le constat qu'actuellement, en ce qui concerne le prix de l'électricité, l'indice de facturation du terme R 21 ne permet plus d'assurer conformément aux dispositions de l'alinéa 1 de l'Article 59 du Contrat la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques et qu'il convient par conséquent de le modifier provisoirement

6. Différents ajustements contractuels concernant le Bordereau des Prix Unitaires et la date de référence pour la mise en œuvre des indices de révision

Dans ces conditions, les Parties ont donc décidé de se rapprocher et ont convenu de conclure le présent avenant n°1 au Contrat étant précisé que dans la mesure où ni la révision du R1 ni celle du R21 ne modifient l'équilibre économique de la DSP en faveur du délégataire, la modification envisagée de la DSP pourra se fonder sur les dispositions de l'article R. 3135-7 du code de la commande publique permettant que le contrat de concession puisse être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles

Ceci étant exposé, les Parties ont convenu de ce qui suit

ARTICLE 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le contrat de délégation de service public (ci-après la DSP) concernant l'exploitation des chaufferies collectives et du réseau de chaleur de Strasbourg Centre. Plus précisément, il permettra au Délégataire :

- de mettre en œuvre des travaux de fiabilisation du réseau,
- de modifier la durée du contrat de fourniture de chaleur,
- de procéder à la contractualisation d'une part d'achat de gaz naturel à prix fixe, ou en prix PEG da,
- d'accroître plus rapidement que prévu initialement la part d'énergies renouvelables et de récupération dans le mix énergétique,
- de modifier la composante du R21 permettant de couvrir les charges d'électricité nécessaires pour assurer la production et la distribution de la chaleur,
- de procéder à des ajustements contractuels.

ARTICLE 2. MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX DE FIABILISATION DU RESEAU

2.1 CONTEXTE

Le programme de travaux de la DSP prévoit le découplage hydraulique des pavillons de l'Elsau. Toutefois le réseau qui dessert cette zone, est sujet à de nombreuses fuites récurrentes qui altèrent la continuité du service. Le présent avenant prévoit par conséquent l'abandon de la solution du découplage hydraulique des pavillons au profit de la réalisation prioritaire de travaux de fiabilisation du réseau de la zone concernée. Le programme de télérelève des compteurs abonnés est toutefois conservé afin de permettre la mise en place d'une facturation adaptée pour les pavillons.

Cette modification n'a pas d'impact financier, le Délégataire réalisant les travaux de fiabilisation du réseau à un coût identique à celui prévu pour le découplage hydraulique.

2.2 MODIFICATIONS APPORTÉES

La substitution de travaux de fiabilisation des réseaux aux travaux de découplage hydraulique qui ne seront pas réalisés implique la modification (i) du Point 4.6 de la note 15 de l'Annexe 4 au Contrat de DSP ainsi que (ii) du planning des travaux d'investissement figurant à l'annexe 5 NOTE 17 au Contrat de DSP. Les Annexe 4 NOTE 15 et Annexe 5 NOTE 17 modifiées sont jointes au présent avenant **(ANNEXE 1 au présent Avenant : NOTE 15 modifiée de l'Annexe 4 au Contrat de DSP et ANNEXE 2 au présent Avenant : NOTE 17 modifiée de l'Annexe 5 au Contrat de DSP.**

ARTICLE 3. DUREE DU CONTRAT DE FOURNITURE DE CHALEUR

3.1. CONTEXTE

La durée actuelle des contrats de fourniture est calée sur la durée de la DSP soit 20 années.

Soucieuses de l'intérêt général et de la qualité des relations avec les abonnés, les Parties ont décidé de réduire la durée des contrats de fourniture à dix années renouvelables dans la limite de la durée de la DSP.

Le présent avenant prévoit en conséquence que les contrats de fourniture de chaleur soient conclus pour une durée de 10 ans à compter de leur signature, renouvelable tacitement par période 10 ans, sans que la durée ne dépasse la durée de la délégation.

3.2 MODIFICATIONS APPORTÉES A L'ARTICLE 42 DU CONTRAT DE DSP

L'article 42 "Le contrat de fourniture de chaleur" du Contrat de DSP est modifié comme suit :

Entre le quatrième et le cinquième alinéa sont introduits les paragraphes suivants :

« Les contrats de fourniture de chaleur sont conclus pour une durée de 10 ans à compter de leur signature, renouvelable tacitement par période 10 ans, sans que la durée ne puisse dépasser la durée de la délégation.
Le Délégataire avisera l'abonné, au moins six (6) mois avant l'arrivée à échéance de son contrat de fourniture par lettre recommandée avec accusé de réception de la faculté qui lui est offerte de ne pas reconduire ledit contrat. En l'absence d'une réponse de sa part par lettre recommandée avant la date d'échéance, le contrat sera reconduit pour une nouvelle période de dix (10) ans sans que la durée ne dépasse la durée de la délégation ».

L'alinéa 6 de l'actuel article 42 est supprimé.

La présente modification s'applique aux contrats de fourniture de chaleur en cours.

3.3 MODIFICATIONS APPORTEES A L'ARTICLE 17 - REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNÉS RACCORDÉS DU RÈGLEMENT DE SERVICE

La modification de l'article 42 du Contrat de DSP relative à la durée du contrat de fourniture implique la modification de l'Annexe 13 "Règlement de service " du Contrat de DSP **(ANNEXE 3 au présent Avenant : Règlement de service modifié).**

L'alinéa 6 de l'article 17 du règlement de service est modifié ainsi qu'il suit :

"Les contrats de fourniture de chaleur sont conclus pour une durée à compter de leur signature, renouvelable tacitement par période 10 ans, sans que la durée ne dépasse la durée de la délégation.
Le Délégataire avisera l'abonné, au moins six (6) mois avant l'arrivée à échéance de son contrat de fourniture par lettre recommandée avec accusé de réception de la faculté qui lui est offerte de ne pas reconduire ledit contrat. En l'absence d'une réponse de sa part par lettre recommandée avant la date d'échéance, le contrat sera reconduit pour une nouvelle période de dix (10) ans sans que la durée ne dépasse la durée de la délégation".

La présente modification s'applique aux contrats de fourniture de chaleur en cours.

3.4 MODIFICATIONS APPORTEES A L'ARTICLE 4 DE LA POLICE D'ABONNEMENT - RESILIATION DE LA POLICE D'ABONNEMENT

La modification de l'article 42 du Contrat de DSP relative à la durée du contrat de fourniture ainsi que la modification du règlement de service impliquent la modification de l'Annexe 14 « Police d'abonnement » du Contrat de DSP (**ANNEXE 4 au présent Avenant : Police d'Abonnement modifiée).**

L'article 4 de la police d'abonnement est modifié ainsi qu'il suit :

“La présente police prend effet à la date de sa signature.

Sa durée et ses modalités de résiliation sont fixées par le règlement de service en vigueur annexé à la police d’abonnement”.

ARTICLE 4. CONCERNANT LA POSSIBILITE POUR LE DELEGATAIRE DE PROCEDER A LA CONTRACTUALISATION D'UNE PART D'ACHAT DE GAZ NATUREL A PRIX FIXE, OU EN PRIX PEG DA.

4.1 CONTEXTE :

Les importantes et imprévisibles fluctuations du prix du gaz depuis la remise de l'offre finale en octobre 2021 rendent très volatiles les prix de la chaleur vendue aux usagers et impactent l'équilibre économique de la DSP. Afin de limiter durablement la sensibilité et la volatilité des prix du gaz sur le prix de vente de la chaleur, les Parties conviennent de la possibilité pour le Délégataire de contractualiser une part d'achat de Gaz Naturel à prix fixe, ou en prix PEG DA, afin d'en faire bénéficier le Service concédé.

4.2 MODIFICATIONS DE LA FORMULE DE REVISION DU PRIX R1GAZ TICGN REDUITE

Le Contrat de DSP a prévu trois périodes de tarification par scénario (A et B).

Il est institué par le présent Avenant une décomposition de la période 1 en deux sous-périodes :

- Période 1.1 : débute à la date de prise d'effet du Contrat et se termine au démarrage de la période 1.2
- Période 1.2 : débute à la date de prise d'effet de l'Avenant et se termine à l'arrivée des énergies de récupération issues du port autonome (date prévisionnelle 1er janvier 2024)

<u>A compter de la période 1.2 et pour les périodes suivantes, la formule de révision du R1Gaz TICGN Réduite est remplacée par la formule suivante :</u>

Scénario A période 1.2

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG + (1-x-y) X\ PEG\ DA}{PEG_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right) \right]$$

Scénario A période 2

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA + (1-x-y)X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)\right]$$

Scénario A période 3

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.64\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA + (1-x-y)X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.98\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.28\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)\right]$$

Scénario B période 1.2

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA + (1-x-y)X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)\right]$$

Scénario B période 2

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA + (1-x-y)X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)\right]$$

Scénario B période 3

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(96.17\% \times \frac{PEG}{PEG_0}\right) + \left(0.43\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.3\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)$$

La quote-part de gaz achetée à prix fixe, et notée « x », sera déterminée de manière à optimiser le cout d'approvisionnement tout en limitant le risque volume. Le prix fixe souscrit en €/MWhPCS est noté ≪ PFIX ».

La quote-part de gaz achetée à prix PEG MA, et notée « y », sera déterminée de manière à optimiser le cout d'approvisionnement tout en limitant le risque volume. Le prix PEG MA souscrit en €/MWhPCS est noté ≪ PEG ».

La quote-part de gaz achetée à prix PEG DA sera le complément nécessaire pour assurer les besoins en gaz des installations. Le prix PEG DA souscrit en €/MWhPCS est noté ≪ PEG DA ».

Les frais de souscription seront intégrés dans le calcul du prix via le terme noté « FS ».

4.3 MODIFICATION DE L'ARTICLE 58 DU CONTRAT DE DSP

L'institution de deux sous-périodes implique de modifier l'article 58 du Contrat de DSP.

Les modifications apportées à l'article 58 du contrat de DSP figurent à l'Annexe 5 au présent Avenant (**ANNEXE 5 au présent Avenant : Modifications du Contrat de DSP – Article 58)**

4.4 MODIFICATION DE L'ANNEXE 3 "REVISION DES TARIFS" DU REGLEMENT DE SERVICE

La modification de l'article 58 consécutive à la modification de la formule de révision du R1Gaz TICGN Réduite implique de modifier également l'Annexe 3 "Révision des Tarifs" du Règlement de service jointe au présent Avenant **(ANNEXE 6 au présent Avenant : Annexe 3 "Révision des Tarifs" de l'Annexe 13 "Règlement de Service" au Contrat de DSP).**

4.5 CONTRACTUALISATION DES FUTURS ACHATS DE GAZ NATUREL

Avant la validation de la contractualisation des futurs achats de gaz naturel, le Délégataire et l'Autorité Délégante se réuniront, dans un délai maximum de 15 jours à compter de la demande formulée par l'une des Parties, pour examiner la stratégie d'achat du Délégataire et les engagements qu'elle fait porter à la délégation.

4.6. ENTREE EN VIGUEUR ET PRISE D'EFFET

La modification de l'article 58 entre en vigueur à la signature du présent Avenant et prend effet, pour une durée de 36 mois, à compter de la Période 1.2 telle que définie à l'article 4.2 ci-avant du présent Avenant et les suivantes, pour les 2 scénarii.

4.7. CLAUSE DE REVOYURE

Les Parties conviennent de se rencontrer annuellement pour faire un bilan des conséquences de cette modification au plus tard le 1er septembre, à compter de l'année 2024.

ARTICLE 5. CONCERNANT L'INTRODUCTION D'UNE QUANTITE DE CHALEUR FATALE SUPPLEMENTAIRE

5.1 CONTEXTE

Dans un contexte de forte volatilité du prix des énergies fossiles, l'Autorité Délégante et le Délégataire ont décidé d'accroître plus rapidement que prévu initialement la part d'énergies renouvelables et de récupération dans le mix énergétique.

5.2 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX CLAUSES RELATIVES A LA TARIFICATION ET A LA REVISION DES TARIFS DU CONTRAT DE DSP

L'introduction d'une quantité de chaleur de récupération supplémentaire dans le mix énergétique permet de diminuer le recours à l'énergie Gaz Naturel, et impacte le prix unitaire R1 R-CUA-PAS Hiver ainsi que les mixités de combustibles, et par conséquent le prix R1 total. Les modifications relatives aux conditions de tarification concernent les articles 57.4.2 et 57.4.3 et 57.4.5 et 57.4.6 du Contrat de DSP et figurent à l'Annexe 5 au présent Avenant (**ANNEXE 5 au présent Avenant : Modifications du Contrat de DSP – Article 57.4.)**

Par ailleurs, se trouvent également impactées les formules de révision du R1 R-CUA-PAS Hiver, du R1 R-CUA-PAS Eté et du R21, concernant le terme Abt RCUA-PAS.

Les modifications relatives aux conditions de révision des tarifs concernent les articles 58.2 et 58.3 et 58.5 et 58.6 du Contrat de DSP et figurent à l'Annexe 5 au présent Avenant (**ANNEXE 5 au présent Avenant : Modifications du Contrat de DSP – Article 58)**

5.3 MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT DE SERVICE

Les modifications des articles 57.4.2 et 57.4.3 et 57.4.5 et 57.4.6 du Contrat de DSP relatives à la tarification résultant de l'augmentation du taux d'énergies renouvelables et de récupération dans le mix énergétique rendent nécessaire la modification de l'Annexe 2 "Tarifs" du Règlement de Service. Ces modifications figurent à l'ANNEXE 7 au présent Avenant (**ANNEXE 7 au présent Avenant : Annexe 2 "Tarifs" modifiée de l'Annexe 13 "Règlement de Service" au Contrat de DSP).**

Les modifications des articles 58.2 et 58.3 et 58.5 et 58.6 du Contrat de DSP relatives à la révision des tarifs résultant de l'augmentation du taux d'énergies renouvelables et de récupération dans le mix énergétique rendent nécessaire la modification de l'Annexe 3 "Révision des Tarifs" du Règlement de Service. Ces modifications figurent à l'ANNEXE 6 au présent Avenant (**ANNEXE 6 au présent Avenant : Annexe 3 "Révision des tarifs" modifiée de l'Annexe 13 "Règlement de Service" au Contrat de DSP).**

ARTICLE 6. MODIFICATIONS RENDUES NECESSAIRES PAR LE COUT DE L'ELECTRICITE

6.1 CONTEXTE

En raison de l'évolution des prix de l'électricité dans un contexte de crise énergétique, les Parties font le constat que l'indice de facturation du R21 ne reflète plus le coût de la prestation correspondante et sont, par conséquent, convenues de modifier la composante du R21 permettant de couvrir les charges d'électricité nécessaires pour assurer la production et la distribution de la chaleur. Cette modification est toutefois proposée pour une durée limitée correspondant à la durée du contrat de fourniture contracté par le Délégataire. Elle prendra donc effet à la date de signature du présent Avenant et s'appliquera à compter de la période 1.2 telle que définie à l'article 4.2 ci-avant.

6.2 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX CLAUSES RELATIVES A LA REVISION DES PRIX DU CONTRAT DE DSP

En conséquence de ce qui précède, les Parties conviennent de modifier les formules de révision du R21 par l'adjonction d'un terme R21R et la substitution d'un indice E à l'indice ELECTRICITE.

6.2.1. <u>Compte Report (R21R)</u>

Les Parties conviennent d'instituer un mécanisme de report sur la facturation lissant le surcoût du prix de l'électricité supporté par le Délégataire pendant la Période 1.1 définie à l'article 4.2. ci-avant calculé sur les volumes de consommation électrique contractualisé dans le CEP initial. A cet effet, sont institués un Compte Report ainsi qu'une Redevance Report (R21R).

Le mécanisme est temporaire et le terme R21R s'éteindra lorsque le Compte Report arrivera à 0. Le Compte Report diminue progressivement en fonction des sommes collectées par application du terme R21R auprès des abonnés à partir de la prise d'effet de l'Avenant selon les modalités suivantes :

Soit Période 1-1= Période du 1er octobre 2022 à la date d'effet de l'avenant 1

Report en €= Dépense garantie volumes $_{\text{Période 1-1}}$ - Recettes $_{\text{Période 1-1}}$

- Dépense garantie volumes $_{\text{Période 1-1}}$= correspond aux dépenses réelles dans la limite des volumes contractuels issus du CEP
  Dépense garantie volumes $_{\text{Période 1-1}}$= (2475+2495) x (Durée de la Période 1-1 en mois)/12 x [(moyenne des factures d'électricité sur la période P1-1 connue en date de facturation) / (somme des MWh électriques réels consommés sur la Période P1-1)]
- Recettes $_{\text{Période 1-1}}$ correspond au cumul des recettes R21 pendant la Période P1-1 affectées au poste électricité (16.69% des recettes totales)

Evolution du Compte Report
Ce Compte Report diminue ainsi progressivement en fonction des sommes collectées auprès des abonnés à partir de la date d'effet de l'avenant 1 comme suit

Compte Report= Report – somme $R21_R$ en cumulé

- Somme $R21_R$ collecté= Cumul des KW mensuels facturés depuis la date d'effet de l'avenant 1 x $R21_R$

6.2.2. Révision du R21

Les formules de révision du R21 sont remplacées par les formules suivantes :

Pour le scenario A :

En période 1.2 :

$$R21 = R21_0 \times \left[\left(15.54\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(23.40\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(20.91\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(23.46\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(16.69\% \times \frac{E}{E_0}\right) \right] + R21_R$$

En période 2 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(13.79\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(20.77\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(18.56\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(20.82\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(9.44\% \times \frac{Abt\ RCUA - PAS}{Abt\ RCUA - PAS_0}\right) + \left(16.62\% \times \frac{E}{E_0}\right)] + R21_R$$

En période 3 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(10.85\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(17.77\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(12.27\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(13.77\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(11.86\% \times \frac{Abt\ RCUA-PAS}{Abt\ RCUA-PAS_0}\right) + \left(18.72\% \times \frac{Abt\ BSW}{Abt\ BSW_0}\right) + \left(14.76\% \times \frac{E}{E_0}\right)] + R21_R$$

Pour le scenario B :

En période 1.2 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(15.54\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(23.40\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(20.91\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(23.46\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(16.69\% \times \frac{E}{E_0}\right)] + R21_R$$

En période 2 :

$$R21 = R21_0 \times \left[\left(13.69\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(20.62\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(18.42\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(20.66\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(9.37\% \times \frac{Abt\ RCUA - PAS}{Abt\ RCUA - PAS_0}\right) + \left(17.24\% \times \frac{E}{E_0}\right)\right] + R21_R$$

En période 3 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(12.81\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(23.03\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(14.49\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(16.26\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(14\% \times \frac{Abt\ RCUA - PAS}{Abt\ RCUA - PAS_0}\right) + \left(19.41\% \times \frac{E}{E_0}\right)] + R21_R$$

Avec

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
E	Prix moyen de l'électricité payée par le Délégataire sur les 12 derniers mois- sur facture fournisseur	01/10/2021	96.760
$R21_R$	Valeur du Report en €HT/kW	01/10/2021	3

Ces modifications relatives aux conditions de révision des tarifs concernent les articles 58.2 et 58.3 et 58.5 et 58.6 du Contrat de DSP et figurent à l'ANNEXE 5 au présent Avenant (**ANNEXE 5 au présent Avenant : Modifications du Contrat de DSP – Article 58).**

6.3 MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT DE SERVICE

Les modifications apportées aux articles 58.2 et 58.3 et 58.5 et 58.6 du Contrat de DSP relatives à la modification des formules de révision du R21 et introduisant un terme R21R rendent nécessaire la modification de l'Annexe 3 "Révision des Tarifs" du Règlement de Service. Ces modifications figurent à l'ANNEXE 6 au présent Avenant (**ANNEXE 6 au présent Avenant : Annexe 3 "Révision des tarifs" modifiée de l'Annexe 13 "Règlement de Service" au Contrat de DSP).**

6.4. DUREE DES MODIFICATIONS

La modification relative à la substitution de l'Indice E prend effet à compter de la signature du présent Avenant jusqu'au 31 décembre 2025.

L'application du terme R21R prend fin lorsque le montant du Compte Report arrive à 0 (zéro)

ARTICLE 7. AJUSTEMENTS CONTRACTUELS

7.1 PRECISION CONCERNANT LA DATE DE REFERENCE POUR L'UTILISATION DES INDICES (MOIS DE FOURNITURE)

7.1.1. Précision apportée à l'article 62.1 "facturation" du Contrat de DSP

Le premier alinéa de l'article 62.1 du Contrat de DSP est modifié ainsi qu'il suit :

"Le paiement pour la fourniture de chaleur donne lieu à des versements échelonnés, les termes R1 et R 2 étant révisé à chaque facturation en fonction des derniers barèmes et indices connus le dernier jour du mois objet de la facturation, conformément à l'article 58 du Contrat".

7.1.2. Modification apportée au Règlement de service

La précision apportée à l'article 62.1 du Contrat de DSP de la date de référence pour l'utilisation des indices concerne l'article 22 du Règlement de service constituant l'Annexe 13 au Contrat de DSP et figure à l'ANNEXE 3 au présent Avenant (**ANNEXE 3 au présent Avenant : Règlement de service modifié**).

7.1.3. Modifications apportées à l'Annexe 3 "Révision des tarifs" du Règlement de service

La modification de l'article 22 du Règlement de service constituant l'Annexe 13 au Contrat de DSP consécutive à la modification de l'article 62.1 du Contrat de DSP rend nécessaire la modification de l'Annexe 3 "Révision des tarifs" au Règlement de service jointe en annexe au présent Avenant (**ANNEXE 6 au présent Avenant : Annexe 3 "Révision des Tarifs" modifiée de l'Annexe 13 "Règlement de Service" au Contrat de DSP**).

7.2 MODIFICATION DU BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE DES TRAVAUX

Le Bordereau de Prix Unitaires pour travaux neufs (Annexe 10 au Contrat de DSP) est modifié ainsi qu'il suit :

- Il est ajouté à la fin du paragraphe "Synthèse des coûts de branchement en basse pression" la phrase suivante :

"Les prix du BPU sont révisables conformément aux dispositions de l''article 56 du Contrat de DSP".

- Le montant de 3 200 € figurant dans la colonne “Sous-Station/régulation” constitue une coquille et est fixé à 32 000 €.

Les modifications apportées au BPU Travaux figurent l’**ANNEXE 8 au présent Avenant : Annexe 10 « BPU Travaux neufs » modifiée du contrat de DSP.**

ARTICLE 8. IMPACT FINANCIER DU PRESENT AVENANT

Les modifications résultant du présent Avenant ayant un impact financier sur la délégation de service public, le compte d’exploitation prévisionnel (CEP) est actualisé en conséquence (**ANNEXE 9 au présent Avenant : CEP actualisé)**

ARTICLE 9. ENTREE EN VIGUEUR ET EFFET DES MODIFICATIONS

Hormis lorsqu’il en est disposé expressément autrement, les modifications apportées par le présent Avenant entrent en vigueur à la signature de l’avenant et s’appliquent pendant toute la durée de la délégation de service public

ARTICLE 10. DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres dispositions du Contrat de DSP demeurent inchangées.

ARTICLE 11.LISTES DES ANNEXES

- **ANNEXE 1 au présent Avenant : NOTE 15 modifiée de l’Annexe 4 au Contrat de DSP**
- **ANNEXE 2 au présent Avenant : NOTE 17 modifiée de l’Annexe 5 au Contrat de DSP**
- **ANNEXE 3 au présent Avenant : Règlement de service modifié**
- **ANNEXE 4 au présent Avenant : Police d’Abonnement modifiée**
- **ANNEXE 5 au présent Avenant : Modifications du Contrat de DSP**

- **ANNEXE 6 au présent Avenant : Annexe 3 “Révision des Tarifs” modifiée de l’Annexe 13 “Règlement de Service” au Contrat de DSP**

- **ANNEXE 7 au présent Avenant : Annexe 2 “Tarifs” modifiée de l’Annexe 13 “Règlement de Service” au Contrat de DSP**

- **ANNEXE 8 au présent Avenant : Annexe 10 « BPU Travaux » modifiée du contrat de DSP**

- **ANNEXE 9 au présent Avenant : CEP actualisé**

ANNEXE 13
RÉGLEMENT DE SERVICE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES 3

ARTICLE 2. OBJET DU REGLEMENT 4

ARTICLE 3. PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS 4

ARTICLE 4. MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE 5

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE 5

5.1. Obligation de desservir les abonnés 5

5.2. Obligation de fourniture 5

5.3. Obligation de maintenance et d'entretien des Installations primaires 6

ARTICLE 6. CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE 7

6.1. Installations primaires 7

6.2. Limites de fourniture 7

ARTICLE 7. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE 8

7.1. Périodes de fournitures 8

7.2. Travaux d'entretien courant 8

7.3. Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension 8

7.4. Causes légitimes 9

ARTICLE 8. CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE 9

8.1. Arrêts d'urgence 9

8.2. Autres cas d'interruption de fourniture 9

ARTICLE 9. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON 10

ARTICLE 10. MESURES ET CONTRÔLES 10

10.1. Compteurs d'énergie calorifique 10

10.2. Contrôles 11

ARTICLE 11. DEFINITION DES PUISSANCES SOUSCRITES 12

ARTICLE 12. MODIFICATION DES PUISSANCES SOUSCRITES 13

ARTICLE 13. ESSAIS CONTRADICTOIRES 13

ARTICLE 14. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES 15

14.1. Maintenance - Exploitation – Accès - Responsabilités 15

14.2. Carence – désordre – danger - perturbations 16

ARTICLE 15. DEMANDE D'ABONNEMENT 18
ARTICLE 16. OBLIGATION DE RACCORDEMENT 18
ARTICLE 17. REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNÉS RACCORDÉS 18
ARTICLE 18. TARIFICATION 20
18.1. ABONNEMENTS CLASSIQUES 20
18.2. ABONNEMENTS SPÉCIAUX 20
18.3. TVA 21
ARTICLE 19. REVISION DES TARIFS 21
19.1. Elément tarifaire proportionnel R1 21
19.2. Elément tarifaire fixe R2 21
ARTICLE 20. FRAIS DE RACCORDEMENT 21
ARTICLE 21. PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES 22
21.1. Cas de simultanéité des demandes 22
21.2. Cas de demandes postérieures aux travaux 22
ARTICLE 22. FACTURATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT 24
22.1. Facturation 24
22.2. Conditions de paiement 24
22.3. Réduction de la facturation 25
ARTICLE 23. CONDITIONS DE PAIEMENT DES FRAIS DE RACCORDEMENT 25
ARTICLE 24. FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE 26
ARTICLE 25. DATE D'APPLICATION 27
ARTICLE 26. MODIFICATION DU REGLEMENT 27
ARTICLE 27. CLAUSES D'EXECUTION 27
ARTICLE 28. DOCUMENTS ANNEXES 27
ANNEXE 1 : DEMANDE D'ABONNEMENT AU CHAUFFAGE URBAIN 28

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

En vertu de la Convention de Délégation de Service Public (ci-après « la Convention ») intervenue le 30 juin 2022 entre l'Eurométropole de Strasbourg en qualité d'Autorité Délégante, et la société « Strasbourg Centre Energies », cette dernière assure la production et la distribution de chaleur du

réseau urbain de l'Eurométropole de Strasbourg et prend la qualité de « Délégataire » pour l'exécution du présent règlement qui a reçu son agrément.

ARTICLE 2. OBJET DU REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumis la fourniture de chaleur en vue du chauffage et/ou réchauffage de l'eau chaude sanitaire et le raccordement des abonnés au service de production et de distribution publique de chaleur de l'EMS.

Il est établi en conformité avec les dispositions de la Convention, dont les abonnés ont la faculté de prendre connaissance dans les lieux suivants :

Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'Environnement et des services publics urbains
11 quai Fustel de Coulanges
Service Energie, Réseaux et Prospectives
Mission Energie
67000 Strasbourg

Au siège du Délégataire
Strasbourg Centre Energies
14 place des Halles
67000 Strasbourg Cedex

Le règlement du service est remis à l'abonné lors de la conclusion du contrat d'abonnement.

ARTICLE 3. PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS

Le Délégataire est chargé d'exploiter, à ses risques et périls, le service de production, de transport et de distribution de chaleur. Il assure la construction, la gestion et l'exploitation des ouvrages y afférents et, en conséquence, la sécurité, le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement de ces ouvrages.

Les ouvrages du service, appelés aussi installations primaires comprennent :

- les ouvrages de production de chaleur et le cas échéant de récupération de chaleur
- les ouvrages de transport et de distribution comportant :

a) le réseau de distribution publique, (y compris génie civil)
b) le branchement depuis le réseau jusqu'au poste d'échange ou de mélange,
c) le cas échéant, le poste d'échange ou de mélange, avec ses vannes d'isolement et régulation, en fonction des cas prévus aux schémas des limites de prestation annexés
d) le dispositif de comptage de l'énergie calorifique livrée,

Les ouvrages c et d sont établis dans un local, appelé poste de livraison qui est mis gratuitement à la disposition du service par l'abonné.

Les installations d'utilisation ou de répartition de la chaleur appelées aussi installations secondaires, ne font pas partie des ouvrages du service. Elles sont établies et entretenues par l'abonné et à sa

charge. Le Délégataire peut contrôler sur plan et sur place, et sans que sa responsabilité soit engagée, la réalisation de tous les éléments en contact avec le fluide primaire. Il peut refuser le raccordement ou la mise en service en cas de non-conformité avec la réglementation, avec les règles et normes notamment de sécurité, préalablement portées à la connaissance de l'abonné.

ARTICLE 4. MODALITES DE FOURNITURE DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

Tout abonné éventuel désireux d'être alimenté en énergie calorifique doit souscrire auprès du Délégataire de distribution d'énergie une « police d'abonnement » dont le modèle figure en annexe au présent règlement de service.

Toute fourniture d'énergie est subordonnée à la signature d'une police d'abonnement.

En signant la police d'abonnement, l'abonné est soumis aux dispositions du présent règlement et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées selon la procédure prévue à l'Article 266 ci-après.

Le présent règlement est annexé à la police d'abonnement.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE

5.1. Obligation de desservir les abonnés

Le Délégataire s'engage à raccorder toute personne qui en fait la demande dans les conditions de la Convention et à réaliser toutes extensions particulières du réseau de canalisations et tous renforcements des installations qui en sont la conséquence, avec l'accord préalable exprès de l'Eurométropole, sous réserve :

- des possibilités techniques des Installations primaires ;
- d'une puissance souscrite minimum de 30 kW ;
- d'une garantie de densité énergétique annuelle minimale de 2,5 MWh / ml de réseau (longueur de la tranchée entre le poste de livraison de l'Abonné et le réseau existant).

Et à la condition que l'abonné fournisse au Délégataire des garanties de souscription de puissance et participe aux frais de premier établissement de l'extension et du branchement, dits frais de branchement, conformément à l'article 56 de la Convention.

5.2. Obligation de fourniture

5.2.1. Conditions générales du service

Le Délégataire est tenu de fournir, aux conditions du présent règlement de service à l'abonné qui accepte, l'énergie nécessaire à l'alimentation de l'installation désignée dans la police d'abonnement, dans la limite de la capacité des Installations primaires et de la puissance souscrite aux conditions particulières définies dans la police d'abonnement, hormis pendant la durée de l'arrêt technique annuel prévu à l'article 7.2.

5.2.2. Défauts de fourniture

Est considéré comme retard de fourniture :

- le défaut, pendant plus de 24 heures, après la réception de la demande écrite formulée par un ou plusieurs abonnés de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison au début ou en cours de la saison de chauffage.

Est considérée comme interruption de fourniture :

- l'absence constatée pendant 12 heures ou plus (2 heures ou plus pour les établissements de santé) de la fourniture de chaleur à un poste de livraison ainsi que toute insuffisance de la fourniture de chaleur ne permettant de satisfaire, pendant douze heures ou plus, entre 0 et 50 % de la puissance nécessaire, à condition bien entendu que les besoins ne soient pas satisfaits.

Est considérée comme insuffisance de fourniture :

- le fait de ne disposer à un poste de livraison, pendant douze heures ou plus (2 heures ou plus pour les établissements de santé) que d'une puissance comprise entre 50 et 95 % de la puissance souscrite telle que celle-ci est fixée dans le contrat de cession de chaleur. Toutefois, la fourniture ne sera pas considérée comme insuffisante si, compte tenu de la température extérieure, les besoins sont inférieurs aux puissances fournies, en particulier, si une règle de correspondance avec la température extérieure est fixée et si, cette règle est observée.

Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8 ci-après, les retards, interruptions et insuffisances de fourniture tels que définis ci-avant, donnent lieu au profit de l'abonné, à la réduction ou l'absence de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par le Délégataire suivant les modalités définies à l'article 22.3.

5.3. Obligation de maintenance et d'entretien des Installations primaires

Les Installations primaires sont entretenues et renouvelées par le Délégataire à ses frais et font partie intégrante de la Délégation de Service Public, conformément à la limite de prestations établie dans le schéma en annexe de la police d'abonnement.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE

ARTICLE 6. CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

6.1. Installations primaires

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les Installations primaires, dit fluide primaire, dont le Délégataire est responsable, et le fluide alimentant les installations des abonnés dit fluide secondaire dont l'abonné conserve la responsabilité.

L'énergie calorifique est livrée dans les conditions fixées dans la police d'abonnement.

La fourniture de chaleur à l'abonné est assurée à une température qui évolue en fonction de la température extérieure tout en garantissant la satisfaction des besoins de l'abonné. Le secondaire de l'échangeur est normalement prévu pour une pression totale de 6 bars.

L'abonné fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir du (ou des) échangeur (s) installé (s) et de la chaleur livrée par le Délégataire.

.

Nota : Lorsque des fournitures différentes ou d'autres natures sont envisagées, elles sont précisées aux "CONDITIONS PARTICULIERES" figurant dans la police d'abonnement, qui mentionnent également les prix nouveaux résultant des dispositions adoptées.

6.2. Limites de fourniture

Electricité :

- Les raccordements électriques des Installations primaires sont à la charge du Délégataire à partir de l'arrivée du courant en un point quelconque de la sous-station. La mise à disposition et la fourniture du courant sont à la charge de l'abonné.

Néanmoins, dans le cas où le Délégataire installerait des équipements gros consommateur ou dont le raccordement serait spécifique, il lui appartient de prévoir à la fois le raccordement et l'arrivée du courant.

Production d'eau chaude sanitaire :

- L'abonné fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir du (ou des) échangeur(s) installé(s) et de la chaleur livrée par le Délégataire

Eau froide :

- L'eau froide ne fait pas partie de la fourniture du service.

ARTICLE 7. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

7.1. Périodes de fournitures

7.1.1. Fournitures au sein de la saison de chauffage

Les dates de début et de fin de saison de chauffage (période au cours de laquelle le Délégataire doit être en mesure de mettre en route ou d'arrêter le chauffage dans les vingt-quatre heures suivant la demande de l'abonné) sont les suivantes :

- début de la saison de chauffage : 1er septembre
- fin de la saison de chauffage : 20 juin

Les dates respectives, de début et de fin de la période effective de chauffage, sont fixées à la demande expresse de chaque abonné, par téléphone, par télécopie ou mail, avec confirmation par courrier.

7.1.2. Fournitures en dehors de la saison de chauffage

Si l'abonné demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le Délégataire étudiera avec l'abonné les conditions techniques et financières relatives à cette demande.

7.1.3. Eau chaude sanitaire et autres usages

Le service est assuré toute l'année, sous réserve des interruptions nécessitées pour l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 7.2, 7.3 et 7.4 ci-dessous.

7.2. Travaux d'entretien courant

Ces travaux sont exécutés sans qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des abonnés.

7.3. Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension

Tous les travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois, si possible, sauf dérogation accordée par l'Autorité Délégante.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont discutées lors de réunions de suivi et sont fixées par le Délégataire après accord de l'Autorité Délégante, pour les interruptions de livraison de plus de douze (12) heures (ou de 2 heures pour les établissements de santé).

Lors de travaux importants, réalisés à l'initiative du Délégataire, nécessitant une coupure supérieure à 2 jours (ou supérieure à 6 heures pour les établissements de santé), le Délégataire devra proposer des mesures compensatoires pour les usagers et il en supportera la charge financière.

Ces interruptions générales doivent être exceptionnelles et limitées à deux (2) jours ouvrables au maximum sur un exercice et pour un même abonné (cette limite est rabaissée à 6 heures pour les établissements de santé). Lorsque ces interruptions dépassent ce seuil, le Délégataire devra proposer des mesures compensatoires pour les usagers et il en supportera la charge financière.

Les dates sont communiquées aux abonnés avec un préavis minimal de dix (10) jours.

7.4. Causes légitimes

Le Délégataire est exonéré de sa responsabilité en cas d'arrêt du service, dans les hypothèses suivantes :

- La force majeure au sens de la jurisprudence administrative ;
- Le fait d'un tiers (hors ceux intervenant sous la responsabilité du Délégataire) ;
- La non-obtention, le retrait, le retard dans l'obtention d'une Autorisation Administrative et notamment l'absence d'obtention de droits de passage sur le domaine public, ne résultant pas du fait du Délégataire, ou le défaut d'autorisations administratives (sauf si la faute du Délégataire en est la cause) ;
- Le fait d'un abonné ou d'un usager ;
- La faute de l'Autorité Délégante au titre de l'exécution de la Convention ;
- Le retard résultant des injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des travaux, dès lors que ces injonctions ne sont pas imputables en tout ou partie au Délégataire ;
- Les périodes de concertation ou de suspension de l'exécution de la Convention convenues ou s'imposant dans le cadre de la clause de gestion des recours contre la Convention et/ou l'un de ses actes détachables (Article 11 ter de la Convention) ;
- Les intempéries reconnues par la Fédération Française du Bâtiment rendant impossible ou dangereuse la réalisation des travaux conformément à l'article L. 5424-8 du Code du Travail ;

ARTICLE 8. CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE

8.1. Arrêts d'urgence

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Délégataire doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai l'Autorité Délégante et les abonnés concernés, et par avis collectif, les usagers concernés.

8.2. Autres cas d'interruption de fourniture

Le Délégataire a le droit, après en avoir avisé l'Autorité Délégante, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages du service.

Cela comprend notamment le refus par l'abonné de la mise en place d'un échangeur à plaques par le Délégataire.

En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde et engager les réparations nécessaires mais doit prévenir immédiatement l'abonné, et par avis collectif les usagers concernés.

Il rend compte à l'Autorité Délégante dans les vingt-quatre heures avec les justifications nécessaires.

ARTICLE 9. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DU POSTE DE LIVRAISON

Branchement : Le branchement est l'ouvrage par lequel les installations de chauffage et/ou de réchauffage de l'eau chaude sanitaire d'un abonné sont raccordées à une canalisation de distribution publique. Le branchement fait partie des Installations primaires. Le schéma joint en annexe de la police d'abonnement matérialise, d'une part, les Installations primaires réalisées par le Délégataire et, d'autre part, les Installations secondaires à la charge de l'abonné.

Il est estimé en application du bordereau des prix prévu à l'article 56 de la Convention et facturé aux abonnés en application de l'4 ci-après.

Il est entretenu et renouvelé par le Délégataire à ses frais et fait partie intégrante de la délégation.

Local « sous-station » : Les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de l'abonné (tuyauteries de liaison intérieure, régulation primaire, comptage, échangeur le cas échéant) sont établis, entretenus et renouvelés par le Délégataire dans les mêmes conditions que les branchements.

Le local « sous-station » devra être conforme aux règles en vigueur. L'abonné doit maintenir ce local à disposition du Délégataire et en assurer l'entretien limité au clos et couvert, ainsi que des évacuations d'eau.

Remarques :

- il arrive qu'un organe situé en amont de l'échangeur soit utilisé partiellement ou totalement par l'abonné (ou réciproquement, un organe situé en aval, utilisé par le Délégataire ; les dispositions particulières d'exploitation, et notamment, les responsabilités et les charges d'entretien et de renouvellement, sont alors spécifiées dans la police d'abonnement ;

- par exemple, une vanne 3 voies de régulation se trouvant du côté primaire de l'échangeur, sera « pilotée » sous la responsabilité de l'abonné ou de l'exploitant du secondaire ; son entretien et son renouvellement seront également à sa charge. Si son entretien nécessite une intervention sur le réseau primaire (dépose du corps de la vanne), la présence du personnel du Délégataire sera requise ;

- le cas échéant, on se réfèrera utilement à l'inventaire ou aux schémas annexés à la police d'abonnement.

ARTICLE 10. MESURES ET CONTRÔLES

10.1. Compteurs d'énergie calorifique

La quantité d'énergie calorifique consommée par l'abonné, ainsi que la puissance instantanée sous laquelle cette énergie est fournie, sont mesurées par des compteurs.

Les compteurs d'énergie sont posés sur les canalisations de retour de chauffage du circuit primaire au plus près des échangeurs, tout en garantissant un accès facile aux agents du Délégataire.

Les compteurs et appareils de mesure sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par le Délégataire. Ils sont plombés.

En cas de modification de la puissance souscrite, les compteurs devront, si nécessaire, être modifiés ou remplacés par d'autres compteurs de calibre et de type convenables. Ces travaux et fournitures seront à la charge de l'Abonné.

Le Délégataire procédera à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile, sans frais pour l'Abonné. Au minimum, le Délégataire réalisera un contrôle tous les ans de l'intégrateur et des sondes et tous les cinq ans pour le mesureur, contrôles qui devront donner lieu à l'établissement d'un certificat par un organisme agréé. L'Abonné aura toujours le droit de demander la vérification des compteurs suivant les principes définis ci-dessous.

NB : Les compteurs et sous-compteurs (eau, gaz, électricité, énergie, ……) des Installations secondaires sont la propriété de chaque abonné.

10.2. Contrôles

En cas de doute sur le bon fonctionnement des compteurs, l'abonné peut à tout moment demander à ce que les compteurs et les accessoires attachés soient vérifiés par un organisme agréé choisi d'un commun accord entre les Parties.

Le contrôle des compteurs d'énergie sera effectué suivant la norme NF EN 1434 pour laquelle le fournisseur fournira au Délégataire le certificat de contrôle initial.

Les frais de la vérification sont à la charge de l'abonné, si le compteur est reconnu comme fonctionnant dans les limites de la tolérance indiquées par le Constructeur. Ils sont à la charge du Délégataire dans le cas contraire.

S'il était révélé que le compteur donnait des indications erronées, en dehors d'une tolérance de + ou – 5% par rapport à la consommation de référence, le Délégataire remplacera ces indications par la valeur calculée suivant la formule ci-après dans le cas d'un usage destiné au chauffage de locaux :

$$Ce = Cr \times \frac{Dju}{Djur}$$

Formule dans laquelle :

- Ce = Consommation estimée pour la période où les consommations n'auront pu être retenues.
- Cr = Consommation de référence précédente où les indications du compteur ont été reconnues exactes. Cette référence sera la saison de chauffage dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de chauffage précédente si la saison de chauffage ne peut être prise en compte. S'il n'y a

pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte.

- Djur = Nombre de degrés jour unifié publiés par la station Météoclim de Strasbourg pour la période de référence ci-dessus.

- Dju = Nombre de degrés jour unifié publiés par la station Météoclim de Strasbourg pour la période estimée.

Cette formule de mesure de consommation sera appliquée jusqu'à la remise en état du compteur.

En attendant cette facturation définitive, une facturation provisoire égale à celle de la précédente période équivalente sera établie.

Si la période affectée par l'anomalie ne peut être établie, la facture du Délégataire n'est rectifiée que pour la période pour laquelle l'abonné apporte des éléments probants établissant le dysfonctionnement des compteurs.

Si l'importance de l'écart ne peut être établie avec certitude, le Délégataire estime la consommation à partir de la moyenne de la précédente et de la prochaine période de facturation.

Dans le cas où la vérification révèle un écart inférieur ou égal à 5 %, l'abonné s'acquitte des frais d'intervention, les factures étant néanmoins rectifiées conformément aux stipulations qui précèdent.

ARTICLE 11. DEFINITION DES PUISSANCES SOUSCRITES

La puissance souscrite par l'abonné prend en compte l'ensemble des usages de la chaleur fournie, notamment le chauffage et l'eau chaude sanitaire.

La puissance souscrite dans la police d'abonnement pour le chauffage est la puissance calorifique maximale que le Délégataire est tenu de mettre à la disposition de l'abonné pour la température extérieure de base (fixée à -15°C).

Les puissances souscrites figurant dans la police d'abonnement sont exprimées en kW.
La puissance souscrite ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'abonné, calculée suivant les normes en vigueur, le poste de livraison fonctionnant dans les conditions retenues lors de la demande d'abonnement.

La puissance souscrite est la puissance maximale atteinte par des usages simultanés chez l'abonné (par exemple, chauffage + eau chaude sanitaire)

CHAUFFAGE DES LOCAUX

La puissance souscrite est au moins égale au produit :

- de la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire des bâtiments de l'abonné à la température extérieure de base, des pertes internes de distribution et des pertes particulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi à la température minimale de base de -15°C. Ils seront fixés par application des normes françaises en vigueur, disponibles en particulier au centre scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.)

- par un coefficient de surpuissance pour remise en température après baisse ou arrêt du chauffage. Ce coefficient, fixé dans la demande d'abonnement, ne peut être inférieur à 1,10, sa valeur dépend de la nature des locaux et de leur programme d'occupation.

La puissance souscrite ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'abonné.
L'abonné peut limiter sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

EAU CHAUDE SANITAIRE

La puissance souscrite pour le réchauffage de l'eau chaude sanitaire est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins de l'abonné et des caractéristiques de ses installations de production et de stockage de l'eau chaude sanitaire. Pour la détermination de la puissance, on considère que les besoins en eau chaude sanitaire sont lissés sur une durée de 5h par jour.

Lorsqu'un abonné demande de la chaleur pour des usages autres que le chauffage ou l'eau chaude sanitaire, les conditions techniques spécifiques et le calcul de sa puissance souscrite sont définis dans sa police d'abonnement.

ARTICLE 12. MODIFICATION DES PUISSANCES SOUSCRITES

L'abonné peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux
- fermeture des bâtiments

Dans ce cas, il détermine sa demande de nouvelle puissance souscrite sur la base d'un calcul effectué conformément aux dispositions du présent article. Le cas échéant, l'abonné peut demander qu'un essai contradictoire soit effectué selon les modalités définies à l'article ci-après.
Toute modification entraîne l'application de la nouvelle puissance souscrite pendant une durée minimale d'un (1) an.

- travaux ou des mesures d'économie d'énergie

Dans les cas où l'abonné s'engage, vis à vis du Délégataire, à réaliser dans les 2 ans des travaux ou des mesures d'économie d'énergie (conformément aux dispositions de l'article D241-35 du code de l'énergie relatif au réajustement de la puissance souscrite dans les contrats d'abonnement aux réseaux de chaleur), le Délégataire baissera par anticipation sa puissance souscrite sur la base d'un calcul règlementaire thermique réalisé par un professionnel à charge de l'abonné.

A l'issue des travaux, le Délégataire procédera, à ses frais, à la vérification de la puissance souscrite par l'abonne conformément à l'Article 12 de la Convention.

Par dérogation à l'Article 12c) de la Convention, si la puissance ainsi déterminée est supérieure à la puissance souscrite de plus de 10 %, la puissance d'abonnement est rectifiée rétroactivement en conséquence et la nouvelle valeur est prise en compte dans la facturation à partir de la date de l'essai.

ARTICLE 13. ESSAIS CONTRADICTOIRES

Une vérification contradictoire de la puissance souscrite peut être demandée :

- par l'abonné, s'il estime ne pas disposer de la puissance qu'il a souscrite,
- par l'abonné, s'il désire diminuer sa puissance souscrite, notamment parce qu'il a effectué des travaux d'économie d'énergie conformément aux dispositions de l'article D. 241-35 du Code de l'énergie relatif au réajustement de la puissance souscrite dans les contrats d'abonnement

aux réseaux de chaleur et selon les modalités prévues au présent article. Dans tous les cas, l'abonné devra apporter préalablement au Délégataire l'ensemble des éléments de nature à justifier sa demande ;

- par le Délégataire, s'il estime que l'abonné appelle davantage de puissance que la puissance souscrite.

L'installation d'un enregistreur en continu sur le poste de livraison et la présentation des résultats par le Délégataire est facturée au tarif de 500 € HT pour une période d'utilisation maximale de 3 jours ouvrés, chaque jour supplémentaire faisant l'objet d'une facturation additionnelle de 50 € HT.

Ce montant est indexé au moyen de la formule suivante :

$$P^n = P_0 \, x \, (0{,}15 + 0{,}85 \, x \, \frac{FSD2}{FSD2_0})$$

Dans laquelle :

- FSD2 est la dernière valeur connue au Moniteur des Travaux Publics, lors de la demande de vérification de puissance souscrite, de l'indice Frais et services divers - modèle de référence n°2
- $FSD2_0$ est la dernière valeur de cet indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Frais et services divers - modèle de référence n°2 à la date de remise de l'offre, soit $FSD2_0$ = 140,1 (DML Moniteur 30/09/2021)

Le montant des frais de mesure de la puissance appelée que l'abonné pourrait être amené à supporter est porté à sa connaissance dans le règlement de service et lui est rappelé après chaque demande de vérification de sa part et avant les mesures.

Pour cet essai effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.O. du C.C.T.G. de travaux applicables aux travaux de génie climatique, il est installé à titre provisoire sur le poste de l'abonné, un enregistreur en continu des puissances délivrées par le fluide primaire. À défaut, le Délégataire relèvera les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de dix (10) minutes, d'où il déduira la moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes.

Ces relevés seront effectués pendant une durée qui ne pourra être inférieure à 24 heures consécutives et serviront à déterminer la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. le Délégataire calculera, à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée lorsque la température extérieure de base est atteinte, et on la majorera d'un coefficient de surpuissance contractuel pour obtenir la puissance souscrite.

a) Pour les vérifications à la demande de l'abonné, si la puissance ainsi déterminée est conforme (+/-10%) ou supérieure à celle fixée à la demande d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'abonné, et dans le cas contraire, à la charge du Délégataire.

b) Pour les vérifications à la demande du Délégataire, si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de 10 % à la puissance souscrite, les frais entraînés sont à la charge de l'abonné et le Délégataire peut demander :

- soit que l'abonné réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions contrôlables,
- soit qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée ou calculée.

Si la puissance est conforme (+/-10%) ou inférieure à la puissance souscrite, les frais sont à la charge du Délégataire.

c) Dans tous les cas, si la puissance ainsi déterminée est inférieure ou supérieure à la puissance souscrite de plus de 10 %, la puissance d'abonnement est rectifiée en conséquence et la nouvelle valeur est prise en compte dans la facturation à partir de la date de l'essai, sans effet rétroactif.

ARTICLE 14. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES

14.1. Maintenance - Exploitation – Accès - Responsabilités

Les Installations secondaires sont réalisées, exploitées et entretenues par l'abonné, à ses frais et sous sa responsabilité. Elles doivent être construites suivant les règles de l'art et répondre aux normes de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucune façon risquer d'être une cause de trouble ou de danger pour le fonctionnement des Installations primaires.

Chaque abonné a la charge et la responsabilité de ses Installations secondaires à partir des brides de sortie des échangeurs ou à partir du compteur de chaleur lorsqu'il n'y a pas de séparation hydraulique physique entre le réseau primaire et le réseau secondaire (voir annexe de la police d'abonnement).

Le local du poste de livraison est mis gratuitement à la disposition du Délégataire par l'abonné qui en assure en permanence le clos, le couvert, le hors d'eau et la sûreté. L'abonné permet également l'accès aux compteurs et vanne de branchement.

Lorsque le poste de livraison n'est pas équipé d'échangeurs de séparation des Installations secondaires et primaires, l'abonné accepte la mise en place des échangeurs par le Délégataire ainsi que les incidences éventuelles sur ses Installations secondaires.

En outre, l'abonné assure à ses frais et sous sa responsabilité :

- l'équilibrage de ses réseaux intérieurs,
- l'exécution de ses installations en respectant les directives techniques qui pourront lui être fixées par le Délégataire,
- la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du poste de livraison,
- la production d'eau chaude sanitaire éventuelle,
- la fourniture et le traitement éventuel de l'eau froide nécessaire à l'alimentation des équipements de production d'eau chaude sanitaire,
- le fonctionnement, l'entretien, le réglage, le renouvellement et la mise en conformité des installations du service autres que les Installations primaires,
- la maintenance de ses propres installations de production de chaleur en vue d'assurer, le cas échéant, l'appoint et le secours,
- la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du poste de livraison et au fonctionnement des installations secondaires et primaires,
- la prévention de la corrosion et de l'entartrage dus aux fluides secondaires, conformément à l'avis technique C.S.T.B. n° 14/93-346 ;
- la mise en conformité du local technique en fonction de la législation en vigueur.

Il assume les risques qui découlent des activités ci-dessus tant pour les incidences sur ses installations propres que pour les incidences éventuelles sur le bon fonctionnement du réseau primaire.

Toute utilisation directe ou puisage du fluide primaire est formellement interdite.

L'abonné fera son affaire personnelle des risques inhérents à sa qualité de propriétaire ou d'occupant des Installations secondaires, notamment les risques d'incendie, foudre, explosion, dégâts des eaux, et responsabilité civile. A cet effet, il conclura toute assurance utile.

Les abonnés doivent prévenir le Délégataire avant intervention, en cas de vidange totale ou partielle de leurs installations.

Le Délégataire est autorisé à vérifier, à toute époque et sans préavis, les installations de l'abonné, sans qu'il encoure de ce fait une responsabilité quelconque en cas de défectuosité de ces installations, cette vérification étant opérée dans le seul intérêt du réseau.

Il est spécifié que l'abonné s'interdira toute manœuvre ou toute intervention sur le matériel de raccordement, sauf en cas de risque d'accident ou en cas de convention expresse particulière.

Les agents du service des instruments de mesure, dûment mandatés par le Délégataire afin d'effectuer les mesures mentionnées au présent article, ont droit d'accéder à tout instant aux instruments et appareils réglementés dont la surveillance incombe à ce service.

14.2. Carence – désordre – danger - perturbations

Sans que sa responsabilité puisse être engagée au titre de ce contrôle, le Délégataire est habilité à subordonner le raccordement, la fourniture de fluide aux mises en ordre éventuellement nécessaires pour faire cesser les causes de danger ou de perturbation. L'abonné déclare, à ce sujet, avoir souscrit une police d'assurances garantissant sa responsabilité civile du fait des Installations secondaires et de leur exploitation.
Lorsque les corrosions et/ou désordres, quelles qu'en soient la nature et les causes, se révèlent, notamment, sur les échangeurs, il est d'ores et déjà convenu que :

- Si l'origine de ces désordres provient des Installations primaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par le Délégataire.

- Si l'origine de ces désordres provient des Installations secondaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par l'abonné.

Le Délégataire n'est responsable que des désordres dans les installations intérieures des abonnés qui pourraient être provoqués par ses manœuvres ou négligences, et notamment des dommages qui pourraient résulter de l'ébullition du fluide secondaire, sauf dans le cas où ces dommages seraient dus à une défectuosité des Installations secondaires ou à une négligence de l'abonné.

En ce qui concerne le chauffage proprement dit et afin d'éviter les risques de vaporisation, l'Installation secondaire doit être prévue de telle sorte qu'il y ait toujours à travers la partie secondaire de l'échangeur un débit minimal qui se situera au voisinage de 5 % du débit maximal.

Le Délégataire se réserve le droit, en cas de carence d'un abonné dans ses obligations contractuelles visées dans le présent article, et dans les conditions l'article 8.2 ci-dessus, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné préalablement prévenu dont les Installations secondaires seraient une cause de perturbation pour les Installations primaires. Dans ce but, les agents du Délégataire, y compris les agents du service des instruments de mesure, auront à tout instant libre accès aux postes de livraison et aux installations de l'abonné. À cet effet, les serrures placées aux portes des postes de livraison

sont d’un modèle permettant au Délégataire l’utilisation d’un passe-partout, cette charge incombant au Délégataire.

En cas de danger, le Délégataire pourra intervenir sans délai pour prendre toute mesure de sauvegarde, mais devra en aviser immédiatement l’Eurométropole, les abonnés concernés, et les usagers par un avis collectif.

L'avis collectif est l'avertissement écrit apposé dans les parties communes des immeubles ou bâtiments.

CHAPITRE III

ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS

ARTICLE 15. DEMANDE D'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers de l'immeuble, ainsi qu'aux locataires et occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant ou qu'à défaut de cette signature le demandeur constitue un dépôt de garantie qui sera restitué à l'échéance de la police d'abonnement.

Le Délégataire est tenu de fournir à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai qui sera porté à la connaissance du candidat lors de la signature de sa demande, la chaleur nécessaire à ses usages, dans la limite des conditions de puissances et de températures définies.

Le Délégataire peut surseoir à accorder ou refuser un abonnement ou limiter la puissance souscrite si l'importance de celle-ci nécessite la réalisation d'un renforcement si les conditions de l'article 5.1 ci-dessus ne sont pas réunies ou encore en cas de non-conformité des Installations secondaires avec la règlementation, avec les règles et normes notamment de sécurité.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le Délégataire peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme.

ARTICLE 16. OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Aucune obligation de raccordement n'est imposée à l'intérieur du périmètre de la délégation.

Toutefois, en cas de stipulations particulières du contrat de cession de leurs terrains et/ou du cahier des charges de cession de terrains, les propriétaires de bâtiments situés à l'intérieur du périmètre défini à l'article 17 de la Convention, peuvent éventuellement être obligés de se raccorder au réseau de distribution et réserver au Délégataire l'achat de la chaleur nécessaire aux usages du bâtiment.

En cas de classement de tout ou partie du réseau en cours de contrat et conformément aux dispositions législatives et règlementaires en vigueur relatives au classement des réseaux, les propriétaires d'installations thermiques concernés sont tenus de se raccorder.

L'Autorité délégante informe les abonnés intéressés par cette obligation pour leurs installations nouvelles et existantes, sur proposition du Délégataire et après négociation des conditions financières.

ARTICLE 17. REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNÉS RACCORDÉS

Toute fourniture de chaleur, pour quelque usage que ce soit, est subordonnée à la passation d'un contrat de fourniture de chaleur entre le Délégataire et l'abonné.

Les contrats de fourniture de chaleur peuvent être conclus par un propriétaire ou un gestionnaire, dûment mandaté, également désigné au présent contrat par le terme « l'abonné ».

Dans le cas où la demande est effectuée par un gestionnaire, le Délégataire pourra demander au propriétaire de cosigner la police d'abonnement. A défaut de cosignature, l'abonné constituera un dépôt de garantie qui sera restitué à l'échéance du contrat de fourniture de chaleur.

Les contrats de fourniture de chaleur peuvent être conclus à tout moment.

La facturation pour la période comprise entre le jour de la prise d'effet du contrat de fourniture et le début de la période de facturation suivante est calculée *au prorata* de la durée, pour la partie fixe de l'abonnement et selon la consommation mesurée pour la partie proportionnelle.

Les contrats de fourniture de chaleur sont conclus pour une durée de 10 ans à compter de leur signature, renouvelable tacitement par période 10 ans, sans que la durée ne dépasse la durée de la délégation
Le Délégataire avisera l'abonné, au moins six (6) mois avant l'arrivée à échéance de son contrat de fourniture par lettre recommandée avec accusé de réception de la faculté qui lui est offerte de ne pas reconduire ledit contrat. En l'absence d'une réponse de sa part par lettre recommandée avant la date d'échéance, le contrat sera reconduit pour une nouvelle période de dix (10) ans sans que la durée ne dépasse la durée de la délégation.

Les contrats de fourniture de chaleur conclus, par exception, pour une durée excédant celle de la Convention devront faire l'objet d'un accord préalable de l'Autorité Délégante.

Les contrats de fourniture de chaleur comprennent une police d'abonnement signée par l'abonné et le règlement du service.

La police d'abonnement mentionne *a minima* :

- l'identification de l'abonné,
- l'adresse du point de livraison ;
- la puissance souscrite ;
- les températures contractuelles des fluides thermiques,
- les conditions particulières de fourniture.

Le règlement du service comprend les conditions générales de fourniture du service et notamment le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux conditions de livraison de chaleur et aux compteurs, les conditions de paiement, etc.

Le règlement du service est remis à chaque abonné au moment de la signature de sa police d'abonnement.

À chaque modification du règlement de service, le Délégataire devra en informer immédiatement les abonnés.

Le contrat de fourniture de chaleur est cessible dans tous les droits et obligations qu'il contient, y compris les effets qu'il a produits avant la cession, sauf stipulations contraires dans l'acte de cession, sans droit pour le cessionnaire à obtenir une modification de ses clauses. Pour être opposable, toute cession doit être notifiée par le Délégataire à l'Autorité Délégante au moins 2 mois avant sa prise d'effet.

L'abonné peut résilier le contrat de fourniture de chaleur à tout moment par courrier recommandé adressé au Délégataire moyennant le respect d'un préavis de trois mois au moins.

En cas de résiliation du contrat de fourniture de chaleur pour une cause non imputable au Délégataire, l'abonné verse au Délégataire une indemnité compensatrice égale à la part de l'abonnement correspondant aux investissements (R24) restant dus sur la durée restant à courir jusqu'au terme de son abonnement :

Indemnité = R24 x PS x Da

Avec les facteurs suivants :

- R24, part abonnement correspondant aux investissements
- PS, puissance souscrite de l'abonné
- Da, durée en années (*prorata temporis* de la date de résiliation à l'échéance normale de la police d'abonnement)

Les conditions de révision des abonnements sont définies à l'2 et à l'Article 133. La révision est de plein droit, à la demande de l'abonné, pour la période de chauffe ou pour l'exercice à venir, sous réserve d'une demande effectuée avec un préavis d'un (1) mois, soit respectivement avant le 1er juin ou avant le 1er décembre.

ARTICLE 18. TARIFICATION

18.1. ABONNEMENTS CLASSIQUES

Le Délégataire est autorisé à vendre l'énergie calorifique aux abonnés, aux tarifs de base ci-après, auxquels s'ajoute la taxe sur la valeur ajoutée. Les tarifs appliqués aux abonnés sont fixés et approuvés par l'Autorité Délégante et comprennent :

A. Un élément proportionnel (R1) tenant compte notamment du coût des énergies primaires, quant à leur nature, quantité et qualité, pour assurer la fourniture de l'énergie devant satisfaire au chauffage des locaux et au réchauffage de l'eau sanitaire.

B. Un élément fixe (R2) représentant la somme termes suivants:

- Le terme R21 permettant de couvrir les charges d'électricité pour assurer la production et la distribution de la chaleur, les parts fixes (abonnement, CTA) des différentes énergies consommées ;
- Le terme R22 permettant de couvrir les charges liées aux prestations de conduite et de petit entretien pour assurer le fonctionnement des biens du service, les frais administratifs ainsi que les taxes et impôts et les redevances ;
- Le terme R23 reflétant la valeur représentative du GER,
- Le terme R24, représentant la valeur du coût des investissements (et des frais de financement associés) financement des investissements prévus en début de contrat (reprises d'amortissement, acquisitions foncières, coût des travaux de premier établissement)
- Le terme R25 qui représente l'impact des subventions sur le tarif (ce terme est donc négatif) ainsi que l'impact des CEE (certificats d'économie d'énergie) obtenus à la suite d'opérations relevant des installations communes

Les tarifs des redevances perçues auprès des abonnés sont fixés, à la date d'effet du 01/10/2021, dans les conditions et aux montants définis dans l'Annexe 2 au Règlement de service

18.2. ABONNEMENTS SPÉCIAUX

Les abonnements spéciaux font l'objet obligatoirement de conventions distinctes ou traités particuliers d'abonnement ; ceux-ci sont soumis à l'accord préalable de l'Autorité concédante.

18.3. TVA

Terme R1 : Les fournitures d'énergie thermique du réseau de chaleur (R1) bénéficient d'un taux de TVA réduit à 5,5 % (taux en vigueur à la date de signature de la Convention) à compter de l'atteinte du taux ENR&R requis en vigueur (50%).

Dans l'hypothèse où un taux d'énergies renouvelables et de récupération à un niveau inférieur à 50 % entraînerait la déchéance temporaire ou définitive du bénéfice de ce taux réduit, le Délégataire versera aux abonnés ne récupérant pas la TVA une compensation égale à la différence entre la TVA acquittée sur le terme R1 de facturation et le montant de la taxe qu'ils auraient acquittée si le taux réduit avait été appliqué.

Terme R2 : assujetti à la TVA à taux réduit conformément à l'article 278-0 bis B du Code général des impôts

Toute modification, changement de taux ou de montant grevant directement ou indirectement les prix, sera immédiatement répercutée dans la facturation, soit en hausse, soit en baisse dans le cadre de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 19. REVISION DES TARIFS

Les éléments figurant dans les prix et tarifs indiqués à l'article 18 ci-dessus et l'article 57 de la Convention sont indexés élément par élément, selon les formules suivantes :

19.1. Elément tarifaire proportionnel R1

Cet élément est révisé mensuellement selon les formules de révision présentes en Annexe 3 au Règlement de Service.

19.2. Elément tarifaire fixe R2

Cet élément est révisé mensuellement selon les formules de révision présentes en Annexe 3 au Règlement de Service.

ARTICLE 20. FRAIS DE RACCORDEMENT

Les frais de raccordement représentent la participation éventuelle du nouvel abonné au coût des travaux nécessaires (branchements, postes de livraison et compteurs) à son raccordement au réseau de chaleur. Le coût des branchements ou extensions particulières est calculé conformément au bordereau de prix unitaires pour travaux neufs figurant en Annexe n°10 à la Convention.

Les prix résultant de l'application du bordereau constituent des prix plafonds.

Les coûts de branchement comprennent les travaux de réalisation du poste de livraison (échangeur, compteur…) dans un local généralement fourni par l'abonné, et son raccordement au réseau de distribution de chaleur principal (voir également l'Article 211 : extensions particulières).

Le Délégataire est autorisé à percevoir pour son compte, auprès de tout nouvel abonné, les frais de raccordements cités ci-dessus.

Les abonnés existants, à la date de prise d'effet du présent contrat, ne sont pas assujettis aux frais de raccordement, pour autant que les caractéristiques de leur branchement demeurent inchangées.

Si les branchements sont exécutés en application d'une obligation de raccordement (6), les conditions financières de raccordement sont examinées par l'Autorité Délégante.

Les prix Pn mentionnés dans le bordereau sont indexés au moyen de la formule suivante :

$$Pn=P0 \times (0.15+0.60\ BT40/BT40o+ 0.25\ TP03/TP03o)$$

Dans laquelle :

- Pn est le prix du bordereau révisé à la date de demande de fourniture de chaleur
- Po est le prix du bordereau indiqué en Annexe n°10 à la Convention
- BT40 est la dernière valeur connue, lors de la signature de la demande de fourniture de chaleur, de l'indice Bâtiment chauffage central au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment
- $BT40_0$ est la dernière valeur de cet indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la date de remise de l'offre, soit $BT40_0 = 113,8$ (DML Moniteur 15/09/2021)
- TP03a est la dernière valeur connue, lors de la signature de la demande de fourniture de chaleur, de l'indice Grands terrassements Index Travaux Publics base 2010 au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment
- $TP03a_0$ est la dernière valeur de cet indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la date de remise de l'offre, soit $TP03a_0 = 113,71$ (DML Moniteur 01/09/2021).

ARTICLE 21. PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES

21.1. Cas de simultanéité des demandes

Lorsque plusieurs riverains demandent simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, le Délégataire répartira les frais de réalisation entre les futurs abonnés conformément à l'accord intervenu entre eux.

A défaut d'accord, la part des riverains sera calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

21.2. Cas de demandes postérieures aux travaux

Pendant les dix premières années suivant la mise en service d'une extension particulière, un nouvel abonné ne pourra être branché sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation, diminuée de 1/10ème par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée et reversée aux abonnés déjà branchés, proportionnellement à leur participation.

Les frais de raccordement sont déterminés selon la règle générale définie à ci-dessus.

Remarque : il n'existe pas d'extensions particulières en cas d'application d'une obligation de raccordement en réseau classé.

CHAPITRE IV

MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS DUES

ARTICLE 22. FACTURATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

22.1. Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur donne lieu à des versements échelonnés, déterminés dans les conditions suivantes :

22.1.1. Redevance proportionnelle R1

L'unité de facturation de la redevance proportionnelle pour la chaleur est le MWh mesuré au compteur d'énergie.

A la fin de chaque mois, le Délégataire présentera une facture établie sur les bases des quantités consommées et mesurées pendant le mois écoulé par relevé des compteurs, par le prix proportionnel fixé.

Le terme R1 sera révisé à chaque facturation en fonction des derniers barèmes et indices connus le dernier jour du mois objet de la facturation selon la formule définie à l'Article 19.

22.1.2. Redevance fixe R2

L'unité de facturation de la redevance fixe est la puissance souscrite totale en kW.

A la fin de chaque mois, le Délégataire présentera une facture d'acompte correspondant au 1/12e du montant de la redevance fixe annuelle calculée à partir du prix de base de la souscription.

Le terme R2 sera révisé à chaque facturation en fonction des derniers barèmes et indices connus le dernier jour du mois objet de la facturation selon la formule définie à l'article 19.

22.2. Conditions de paiement

Sous réserve de dispositions réglementaires particulières, le montant des factures est payable dans les 30 jours de leur présentation.

Un abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le Délégataire doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

En cas de non-paiement des factures dans le délai de 30 jours à compter de leur envoi, le Délégataire mettra en œuvre la procédure définie au décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau ou de tout autre disposition législative ou réglementaire en vigueur.

Notamment, le Délégataire adresse à l'abonné une mise en demeure par lettre simple à l'abonné de procéder au règlement dans un délai de 15 jours.

A défaut d'accord entre l'abonné et le Délégataire sur les modalités de paiement dans ledit délai supplémentaire de 15 jours, le Délégataire peut procéder à la réduction ou à la coupure et en avise l'abonné au moins 20 jours à l'avance par un second courrier ainsi que par voie d'affichage au moins trois jours avant. Le cas échéant, le Délégataire informe l'abonné dans le cadre dudit courrier de ce

que ce dernier peut saisir les services sociaux s'il estime que sa situation relève des dispositions de l'article L. 115-3 du Code de l'action sociale et des familles.

En cas de persistance du refus de paiement au-delà de 90 jours à compter de l'envoi des factures, le Délégataire adresse à l'abonné une nouvelle mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'abonné. En cas de non-paiement dans un délai de 15 jours après cette nouvelle mise en demeure, le Délégataire peut interrompre la fourniture de chaleur et d'eau chaude à condition d'en avertir les abonnés concernés au moins quarante-huit heures avant par l'affichage d'un avis collectif.

Le Délégataire est dégagé de toute responsabilité dès lors qu'il a respecté les formalités ci-dessus.

Le Délégataire informe l'Autorité Délégante de la mise en œuvre de la procédure d'interruption ou de restriction de fourniture ci-dessus.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu à compter de l'échéance de la facture, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 10 points de pourcentage, et le cas échéant au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

Le Délégataire peut subordonner la reprise de la fourniture au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

La procédure, ci-dessus, est également applicable lors de la remise en route de la fourniture de chaleur en début de saison.

Tout changement d'abonné ou toute modification de sa situation juridique rend immédiatement exigible le montant des factures provisoires et de la facture définitive même non encore échus.

22.3. Réduction de la facturation

a) La facturation étant fondée sur le relevé des quantités d'énergie fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence d'énergie fournie.

b) Quel que soit le mode de facturation, toute journée de retard ou d'interruption de la fourniture se traduit par une réduction de 1/365e des éléments R22 pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption. Cette clause ne s'applique pas à la période d'arrêt programmé pour entretien des installations, tant que cette période est inférieure à la limite fixée à l'article 7, ou de survenance d'une cause légitime Les réductions de facturation sont arrêtées par l'Autorité Délégante et notifiées au Service ainsi qu'aux abonnés concernés, pour application sur la facture suivante.

ARTICLE 23. CONDITIONS DE PAIEMENT DES FRAIS DE RACCORDEMENT

Les frais de raccordement, coût du branchement, sont exigibles auprès des abonnés dans les mêmes conditions que les sommes dues au titre de la fourniture d'énergie calorifique.

Le paiement des frais de branchement sera effectué de la façon suivante :

- Un acompte de 30% du coût hors subvention du branchement sera versé lors de la signature de la demande de fourniture de chaleur ;
- Le solde, subvention déduite, sera versé au moment de la mise en service de l'installation.

À défaut de paiement des sommes dues, le service peut être suspendu un (1) mois après une mise en demeure par lettre recommandée ; l'abonnement peut être résilié à l'expiration de l'exercice en cours dans les conditions définies au règlement du service.

ARTICLE 24. FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'abonné.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS D'APPLICATION

ARTICLE 25. DATE D'APPLICATION

Le présent règlement entre en vigueur à dater du……, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 26. MODIFICATION DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le conseil de l'Eurométropole et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Le règlement du service est révisé de plein droit au cas où la Convention viendrait à être modifié, les nouvelles dispositions, notamment tarifaires, s'appliquant conformément aux stipulations des avenants à la Convention et dès la date de prise d'effet de ces derniers.

Les modifications actées seront portées à la connaissance des abonnés par le Délégataire au minimum 1 mois avant leur entrée en vigueur.

ARTICLE 27. CLAUSES D'EXECUTION

Madame la Présidente, les agents du Délégataire habilités à cet effet et le comptable public, en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent règlement.

Annexé à la convention de délégation de service public de chauffage urbain approuvé par délibération en date du.....

Délibéré et voté par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa séance du……..

ARTICLE 28. DOCUMENTS ANNEXES

Le règlement de service est constitué du présent document complété par les annexes suivantes:

- ANNEXE 1 : DEMANDE D'ABONNEMENT AU CHAUFFAGE URBAIN
- ANNEXE 2 : TARIFS
- ANNEXE 3 : REVISION DES TARIFS

ANNEXE 1 : DEMANDE D'ABONNEMENT AU CHAUFFAGE URBAIN

Je soussigné…….(noms, prénoms, raison sociale, qualités……)

demeurant :

agissant en qualité de :

après avoir pris connaissance du règlement de service de la distribution publique d'énergie de…….. auquel je m'engage à adhérer en tous points, demande pour l'immeuble – les immeubles (1) – sis à ……. un abonnement pour la fourniture de chaleur nécessaire au chauffage de locaux et/ou au réchauffage de l'eau sanitaire.

Les caractéristiques du fluide secondaire livré sont :

Température maximale de départ de l'échangeur, en poste de livraison : ……°C

Température maximale de retour à l'échangeur, en poste de livraison : ……...°C

Pression maximale du réseau secondaire en poste de livraison : …….. bars

En application de l'Article 11 du règlement de service, la puissance souscrite s'établit comme suit :

……. kW

Le contrat doit être signé par les deux parties, il sera réputé accepté de fait par tout utilisateur qui utilisera l'énergie délivrée par le réseau.

Fait à ……., le……..….

Le Délégataire L'Abonné

(1) Rayer les mentions inutiles

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

CHAUFFAGE URBAIN DE STRASBOURG CENTRE

Police d'Abonnement

Nom de l'Abonné

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA POLICE D'ABONNEMENT _____ 4

ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE _____ 4

ARTICLE 3. AVENANT OU MODIFICATION DU REGLEMENT DE SERVICE _____ 4

ARTICLE 4. DUREE DE LA POLICE D'ABONNEMENT - RESILIATION _____ 4

ARTICLE 5. DOMMAGES SUR LES EQUIPEMENTS _____ 4

ARTICLE 6. CONTESTATIONS _____ 5

ARTICLE 7. TIMBRE ET ENREGISTREMENT _____ 5

POLICE D'ABONNEMENT

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE

Strasbourg Centre Energies, délégataire du service public de chauffage urbain de l'Eurométropole de Strasbourg pour le réseau de chaleur Strasbourg Centre
Dont le siège social est……...
Représentée
par……..

(ci-après « le Délégataire »)

D'une part

ET

Raison sociale……
Adresse : ……...
Agissant en tant que……...
Représenté par……...
En qualité de …….
Désignation des bâtiments desservis……
Abonné desservi par le poste de livraison……..
Adresse de facturation :…….

(ci-après « l'Abonné »)

D'autre part

DISPOSITIONS GENERALES DE LA POLICE D'ABONNEMENT

ARTICLE 1. OBJET DE LA POLICE D'ABONNEMENT

La présente police précise les conditions d'abonnement au service public de production, transport et distribution de chaleur sur le périmètre de Strasbourg Centre, objet de la demande du…… jointe aux « DISPOSITIONS PARTICULIERES » ci-dessous.

Le contrat de fourniture de chaleur au service public de chauffage urbain est constitué des documents suivants :

- La présente police d'abonnement ;
- Le règlement du service.

Le règlement du service est notifié à l'Abonné en même temps que la présente police d'abonnement.
L'Abonné sera informé de toute modification du règlement du service.
Le règlement du service régulièrement notifié à l'Abonné, y compris les modifications, est opposable à ce dernier.

ARTICLE 2. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

Les conditions générales de fourniture liant l'Abonné au Délégataire, sont celles édictées par le règlement de service, complémentaire au Contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'un réseau de chaleur à Strasbourg Centre, accordé par l'Eurométropole de Strasbourg (le Délégant) au Délégataire, en date du …… et approuvée le …….. par Madame la Présidente, ainsi qu'aux avenants audit Contrat en vigueur ou à venir à la date de signature du contrat de fourniture de chaleur.
Le règlement de service est remis à l'Abonné lors de la conclusion de la police d'abonnement.

ARTICLE 3. AVENANT OU MODIFICATION DU REGLEMENT DE SERVICE

Tout avenant au contrat de délégation de service public entraînant une modification du règlement de service, dûment approuvé par le Concédant sera immédiatement applicable aux Abonnés, après mise en œuvre par le Délégataire des mesures usuelles de publicité.

ARTICLE 4. DUREE DE LA POLICE D'ABONNEMENT - RESILIATION

La présente police prend effet à la date de sa signature.
Sa durée et ses modalités de résiliation sont fixées par le règlement de service en vigueur annexé à la police d'abonnement.

ARTICLE 5. DOMMAGES SUR LES EQUIPEMENTS

L'installation est considérée comme réceptionnée par l'Abonné.
De ce fait, en cas d'endommagement constaté sur l'un des matériels installés, pendant les 12 premiers mois de fonctionnement, et provoqué par l'intervention d'un tiers (par exemple, par l'entreprise titulaire du marché secondaire chauffage), par une qualité d'eau insuffisante

(encrassement, ...), par une alimentation électrique provisoire ou tout autre élément imputable au chantier de l'Abonné, les frais constatés seront directement imputés à l'Abonné.

Le Prestataire procédera au remplacement ou au nettoyage de l'échangeur chauffage aux frais de l'Abonné. Ce remplacement sera facturé à l'Abonné 3 000 €HT jusqu'à 500kW et puis s'ajoute 10€HT/kW supplémentaire.

ARTICLE 6. CONTESTATIONS

Avant d'être éventuellement soumises à la juridiction compétente, les contestations qui peuvent naître entre le Délégataire et l'Abonné seront portées par la partie la plus diligente devant l'Autorité Délégante qui s'efforcera de concilier les parties dans un délai d'un mois.

D'un commun accord, les Parties font élection de domicile :
- à l'adresse de son siège social pour le Délégataire,
- à l'adresse indiquée à la présente police d'abonnement pour l'Abonné.

Les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal Judiciaire de Strasbourg pour toute difficulté ou toute contestation pouvant survenir entre elles concernant le sens de l'exécution des clauses de la présente police d'abonnement, difficultés ou contestations qui n'auraient pas pu faire l'objet d'un règlement amiable.

ARTICLE 7. TIMBRE ET ENREGISTREMENT

La police d'abonnement est en principe dispensée de la formalité, par référence à l'article 635 du Code général des impôts.
En cas de présentation volontaire à cette formalité, les droits d'enregistrements ainsi que les droits de timbre seront supportés par la partie qui aura procédé à cette présentation.

En signant la police d'abonnement, l'Abonné est soumis aux dispositions du Règlement de service et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées selon la procédure prévue au Règlement de service.

Lu et Approuvé **A Strasbourg, le**	**Lu et approuvé** **A Strasbourg, le**
LE DÉLÉGATAIRE	**L'ABONNE**

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Le service est fourni sur la base des conditions particulières suivantes.

ARTICLE 1. CONDITIONS TECHNIQUES DE FOURNITURE DE CHALEUR

1.1. Caractéristiques du point de livraison

a) Emplacement

……

b) Bâtiments desservis

Désignation : ……
Adresse : ……
Usage : ……
Nombre de logements : ……
Surface en m² : ……

c) Date prévisionnelle de mise en service

JJ/MM/AAAA

d) Caractéristiques du (ou des) secondaires

Types de l'installation de chauffage :

Nature des surfaces d'émission :

e) Conditions particulières d'accès à la sous-station

……

ARTICLE 2. ETENDUE DES OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE

2.1. Etendue des prestations

Réchauffage de l'eau chaude sanitaire : **oui/non**

2.2. Période de chauffage

Fourniture pendant la saison de chauffage (1er septembre / 30 juin) **oui/non**
Fourniture en dehors de la saison de chauffage (1er juillet / 31 août) **oui/non**

2.3. Puissance souscrite

Les modalités de calcul de la puissance souscrite sont précisées à l'article 10 du règlement de service.
La puissance souscrite par l'Abonné s'établit à : …….. kW

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA CHALEUR FOURNIE

- **Point de livraison basse pression :**
  - Fluide primaire (en amont de l'échangeur) :
    - Maximum : 105° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
    - Minimum : 70°C ;
  - Fluide secondaire (en aval de l'échangeur) :
    - Chauffage : Maximum : 80° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
    - Minimum de production pour l'ECS : 65°C toute l'année.

NB : le Délégataire n'est responsable ni de la production, ni de la qualité de l'eau chaude sanitaire.

- **Point de livraison Haute pression :**
  - Fluide primaire (en amont de l'échangeur) :
    - Maximum : 140° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
    - Minimum : 80°C ;
  - Fluide secondaire (en aval de l'échangeur) :
    - Chauffage : Maximum : 80° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
    - Minimum de production pour l'ECS : 65°C toute l'année.

NB : le Délégataire n'est responsable ni de la production, ni de la qualité de l'eau chaude sanitaire.

- **Point de livraison Pavillons :**
  - Fluide primaire (en amont de l'échangeur) :
    - Maximum : 95° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
    - Minimum : 70°C ;
  - Fluide secondaire (en aval de l'échangeur) :
    - Chauffage : Maximum : 80° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
    - Minimum de production pour l'ECS : 65°C toute l'année.

NB : le Délégataire n'est responsable ni de la production, ni de la qualité de l'eau chaude sanitaire.

Conditions particulières de fourniture

Sans objet ou à remplir si besoin

Mesure de la fourniture

	Compteur	Marque	Type	Unité (MWh)
Chauffage		Selon PV de prise en charge		

ARTICLE 4. TARIFICATION

Couts des termes R1 & R2 en euros hors taxes

Cf. Article 17 du règlement de service.

Souscription de l'option R1 100% décarboné : **oui/non**

Frais de raccordement

Les frais de raccordement (en date de valeur du XXX) s'élèvent à :

- Coût de raccordement : XXX € HT
- TVA en vigueur : XX%
- Coût du raccordement : XXX € TTC

ARTICLE 5. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Adresse de facturation

Les factures seront adressées à l'adresse suivante de l'Abonné :
……
……
……
……

Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont précisées dans le règlement de service.

ARTICLE 6. DOCUMENTS ANNEXES

La police d'abonnement est constituée du présent document complété par les annexes suivantes:

- ANNEXE 1 : Règlement de service
- ANNEXE 2 : Schéma limites de prestations
- ANNEXE 3 : Devis de branchement
- ANNEXE 4 : Fiche de renseignement client

Les documents énumérés ci-dessus sont présentés dans leur ordre de préséance.

En cas de contradiction entre eux, ils prévalent les uns contre les autres dans cet ordre : 1) primant sur 2), 2) primant sur 3), etc…

Lu et Approuvé	**Lu et approuvé**
A ……., le	**A ……., le**
LE DELEGATAIRE	**L'ABONNE**

ANNEXE 5 Modifications du Contrat de DSP -Articles 57-58

ARTICLE 57. TARIFS

Le Délégataire fournit la chaleur aux abonnés au tarif fixé au présent article.

57.1. Définitions

Le tarif est décomposé en deux termes, R1 et R2, définis ci-après :

- R1 : le montant du terme R1 est fonction de la consommation. Il représente le coût des énergies (sauf l'électricité afférente aux usages visés en R2) réputées nécessaires en quantité et en qualité pour assurer la fourniture d'un mégawattheure de chaleur.

- R2 : le montant du terme R2 est fixe et annuel. Il représente, au prorata des puissances souscrites, la somme des charges d'investissement, de conduite, de maintenance et de GER supportées par le Délégataire dans le cadre du Contrat ainsi que le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement et réputée nécessaire pour assurer le fonctionnement des biens du service, ainsi que les parts fixes (abonnement, CTA) des différentes énergies consommées.

La redevance due par l'abonné est donc calculée de la manière suivante :

R1 x nombre de MWh consommés + R2 x nombre de kW souscrits

57.2. Périodes de tarification

Scénario A (avec BSW)

Trois (3) périodes de tarification sont prévues contractuellement :

• La période 1 débute à la date de prise d'effet du Contrat et se termine à l'arrivée des énergies de récupération issues du port autonome (date prévisionnelle 1er janvier 2024)
La période 1 se subdivise en :
-une période 1-1 qui débute à la date de prise d'effet du Contrat et se termine à la date de prise d'effet de l'Avenant 1
-une période 1-2 qui débute à la date de prise d'effet de l'Avenant 1 se termine à l'arrivée des énergies de récupération issues du port autonome (date prévisionnelle 1er janvier 2024)

• La période 2 débute à l'arrivée des énergies de récupération issues du port autonome et se termine à l'arrivée de l'énergie issue de la BSW (date prévisionnelle 1er avril 2026)

• La période 3 débute à l'arrivée de l'énergie issue de la BSW et se termine à la fin du Contrat

Scénario B (sans BSW et avec biomasse)

Trois (3) périodes de tarification sont prévues contractuellement :

• La période 1 débute à la date de prise d'effet du Contrat et se termine à l'arrivée des énergies de récupération issues du port autonome (date prévisionnelle 1er janvier 2024)
La période 1 se subdivise en :
-une période 1-1 qui débute à la date de prise d'effet du Contrat et se termine à la date de prise d'effet de l'Avenant 1
-une période 1-2 qui débute à la date de prise d'effet de l'Avenant 1 se termine à l'arrivée des énergies de récupération issues du port autonome (date prévisionnelle 1er janvier 2024)

• La période 2 débute à l'arrivée des énergies de récupération issues du port autonome et qui se termine à l'arrivée de l'énergie de l'énergie issue de la chaufferie biomasse (date prévisionnelle 1er octobre 2027)

• La période 3 débute à l'arrivée de l'énergie issue de la chaufferie biomasse et se termine à la fin du Contrat

57.3. Modalités de passage du scénario A au scénario B

Les Parties conviennent que le scénario A est le scénario retenu à la date de prise d'effet du Contrat.

L'Autorité Délégante conserve toutefois la faculté de retenir le scénario B pendant un délai maximum de 12 mois à compter de la date de prise d'effet du Contrat.

Dans ce cas, ce choix sera notifié au Délégataire pour courrier recommandé avec accusé de réception.

57.4. Tarif R1

La part proportionnelle du montant de la facture est constituée du produit de la consommation enregistrée par des compteurs avec un terme R1 représentant le coût des énergies nécessaires à la fourniture d'un MWh en poste de livraison.

Pour chaque combustible utilisé, est défini un terme R1.

Les valeurs de base des éléments figurant dans le tarif décrit ci-après sont établies en date de valeur 1er Octobre 2021.

57.4.1Tarif Période 1-1 et Période 1-2 scénario A

Le terme R1 est défini comme suit :

$$R1 = (A\% \times R1_{gaz\ TICGN\ réduite}) + (B\% \times R1_{UVE\ hiver}) + (C\% \times R1_{UVE\ été}) + (D\% \times R1_{ES\ biomasse\ hiver}) + (E\% \times R1_{ES\ biomasse\ été}) + R1_{CO2} + R1_{option\ 100\%\ décarboné}$$

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire	Mixité du combustible
$R1_{gaz\ TICGN\ réduite}$	97.37 €HT/MWh	A% = 33.94%
$R1_{UVE\ hiver}$	38.40 €HT/MWh	B% = 8.25 %
$R1_{UVE\ été}$	33.34 €HT/MWh	C% = 11.12%
$R1_{ES\ biomasse\ hiver}$	39.89 €HT/MWh	D% = 27.39%
$R1_{ES\ biomasse\ été}$	33.91 €HT/MWh	E% = 19.30%
$R1_{CO2}$	1.30 €HT/MWh	
R1 total	**58,70 €HT/MWh**	
R1 option 100% décarboné	1.47 €HT/MWh	A la discrétion de chaque abonné

57.4.2 Tarif Période 2 scénario A

Le terme R1 est défini comme suit :

$$R1 = (A\% \times R1_{gaz\ TICGN\ réduite}) + (B\% \times R1_{UVE\ hiver}) + (C\% \times R1_{UVE\ été}) + (D\% \times R1_{ES\ biomasse\ hiver}) + (E\% \times R1_{ES\ biomasse\ été}) + (F\% \times R1_{R-CUA-PAS\ Hiver}) + (G\% \times R1_{R-CUA-PAS\ été}) + R1_{CO2} + R1_{option\ 100\%\ décarboné}$$

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire	Mixité du combustible
$R1_{gaz\ TICGN\ réduite}$	97.37 €HT/MWh	A% = 29.02%
$R1_{UVE\ hiver}$	37.22 €HT/MWh	B% = 8.47 %
$R1_{UVE\ été}$	32.31 €HT/MWh	C% = 9.02%
$R1_{ES\ biomasse\ hiver}$	38.66 €HT/MWh	D% = 26.5%
$R1_{ES\ biomasse\ été}$	32.86 €HT/MWh	E% = 15.90%
$R1_{R-CUA-PAS\ Hiver}$	47.14 €HT/MWh	F% = 7.83%
$R1_{R-CUA-PAS\ été}$	33.61 €HT/MWh	G% = 3.26%
$R1_{CO2}$	1.14 €HT/MWh	
R1 total	**55.72 €HT/MWh**	
$R1_{option\ 100\%\ décarboné}$	1.47 €HT/MWh	A la discrétion de chaque abonné

57.4.3 Tarif Période 3 scénario A

Le terme R1 est défini comme suit :

$$R1 = (A\% \times R1_{gaz\ TICGN\ réduite}) + (B\% \times R1_{UVE\ hiver}) + (C\% \times R1_{UVE\ été}) + (D\% \times R1_{ES\ biomasse\ hiver}) + (E\% \times R1_{ES\ biomasse\ été}) + (F\% \times R1_{R-CUA-PAS\ Hiver}) + (G\% \times R1_{R-CUA-PAS\ été}) + (H\% \times R1_{BSW\ hiver}) + (I\% \times R1_{BSW\ été}) + R1_{CO2} + R1_{option\ 100\%\ décarboné}$$

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire	Mixité du combustible
$R1_{gaz\ TICGN\ réduite}$	95.89 €HT/MWh	A% = 15.06%
$R1_{UVE\ hiver}$	37.22 €HT/MWh	B% = 6.32 %
$R1_{UVE\ été}$	32.31 €HT/MWh	C% = 7.22%
$R1_{ES\ biomasse\ hiver}$	38.66 €HT/MWh	D% = 20.89%
$R1_{ES\ biomasse\ été}$	32.86 €HT/MWh	E% = 8.41%
$R1_{R-CUA-PAS\ Hiver}$	44.43 €HT/MWh	F% = 14.20%
$R1_{R-CUA-PAS\ été}$	33.61 €HT/MWh	G% = 7.26%
$R1_{BSW\ hiver}$	39.09 €HT/MWh	H% = 12.59%
$R1_{BSW\ été}$	28.35 €HT/MWh	I% = 8.05%
$R1_{CO2}$	0,33 €HT/MWh	
R1 total	**46.25 €HT/MWh**	
$R1_{option\ 100\%\ décarboné}$	1.47 €HT/MWh	A la discrétion de chaque abonné

57.4.4Tarif Période 1-1 et Période 1-2 scénario B

Le terme R1 est défini comme suit :

$$R1 = (A\% \times R1_{gaz\ TICGN\ réduite}) + (B\% \times R1_{UVE\ hiver}) + (C\% \times R1_{UVE\ été}) + (D\% \times R1_{ES\ biomasse\ hiver}) + (E\% \times R1_{ES\ biomasse\ été}) + R1_{CO2} + R1_{option\ 100\%\ décarboné}$$

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire	Mixité du combustible
$R1_{gaz\ TICGN\ réduite}$	97.37 €HT/MWh	A% = 33.94%
$R1_{UVE\ hiver}$	38.40 €HT/MWh	B% = 8.25 %
$R1_{UVE\ été}$	33.34 €HT/MWh	C% = 11.12%
$R1_{ES\ biomasse\ hiver}$	39.89 €HT/MWh	D% = 27.39%
$R1_{ES\ biomasse\ été}$	33.91 €HT/MWh	E% = 19.30%
$R1_{CO2}$	1.30 €HT/MWh	
R1 total	**58,70 €HT/MWh**	
$R1_{option\ 100\%\ décarboné}$	1.47 €HT/MWh	A la discrétion de chaque abonné

57.4.5Tarif Période 2 scénario B

Le terme R1 est défini comme suit :

$$R1 = (A\% \times R1_{gaz\ TICGN\ réduite}) + (B\% \times R1_{UVE\ hiver}) + (C\% \times R1_{UVE\ été}) + (D\% \times R1_{ES\ biomasse\ hiver}) + (E\% \times R1_{ES\ biomasse\ été}) + (F\% \times R1_{R-CUA-PAS\ Hiver}) + (G\% \times R1_{R-CUA-PAS\ été}) + R1_{CO2} + R1_{option\ 100\%\ décarboné}$$

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire	Mixité du combustible
$R1_{gaz\ TICGN\ réduite}$	97.37 €HT/MWh	A% = 28.93%
$R1_{UVE\ hiver}$	37.30 €HT/MWh	B% = 8.15 %
$R1_{UVE\ été}$	32.39 €HT/MWh	C% = 8.67%
$R1_{ES\ biomasse\ hiver}$	38.75 €HT/MWh	D% = 25.49%
$R1_{ES\ biomasse\ été}$	32.93 €HT/MWh	E% = 15.67%
$R1_{R-CUA-PAS\ Hiver}$	47.14 €HT/MWh	F% = 9.31%
$R1_{R-CUA-PAS\ été}$	33.68 €HT/MWh	G% = 3.78%
$R1_{CO2}$	1.14 €HT/MWh	
R1 total	**55.86 €HT/MWh**	
$R1_{option\ 100\%\ décarboné}$	1.47 €HT/MWh	A la discrétion de chaque abonné

57.4.6Tarif Période 3 scénario B

Le terme R1 est défini comme suit :

$$R1 = (A\% \times R1_{gaz\ TICGN\ réduite}) + (B\% \times R1_{UVE\ hiver}) + (C\% \times R1_{UVE\ été}) + (D\% \times R1_{ES\ biomasse\ hiver}) + (E\% \times R1_{ES\ biomasse\ été}) + (F\% \times R1_{R-CUA-PAS\ Hiver}) + (G\% \times R1_{R-CUA-PAS\ été}) + (H\% \times R1_{Biomasse}) + R1_{CO2} + R1_{option\ 100\%\ décarboné}$$

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire	Mixité du combustible
$R1_{gaz\ TICGN\ réduite}$	94.22 €HT/MWh	A% = 12.33%
$R1_{UVE\ hiver}$	37.30 €HT/MWh	B% = 6.70 %
$R1_{UVE\ été}$	32.39 €HT/MWh	C% = 7.15%
$R1_{ES\ biomasse\ hiver}$	38.75 €HT/MWh	D% = 20.72%
$R1_{ES\ biomasse\ été}$	32.93 €HT/MWh	E% = 11.92%
$R1_{R-CUA-PAS\ Hiver}$	42,56 €HT/MWh	F% = 17.38%
$R1_{R-CUA-PAS\ été}$	33.68 €HT/MWh	G% = 8.39%
$R1_{Biomasse}$	23.05 €HT/MWh	H% = 15.41%
$R1_{CO2}$	1.13 €HT/MWh	
R1 total	**43.62 €HT/MWh**	
$R1_{option\ 100\%\ décarboné}$	1.47 €HT/MWh	A la discrétion de chaque abonné

57.5. Tarif R2

Le tarif R2 se décompose en 5 termes :

- Le terme R21 permettant de couvrir les charges d'électricité pour assurer la production et la distribution de la chaleur, les parts fixes (abonnement, CTA) des différentes énergies consommées ;
- Le terme R22 permettant de couvrir les charges liées aux prestations de conduite et de petit entretien pour assurer le fonctionnement des biens du service, les frais administratifs ainsi que les taxes et impôts et les redevances ;
- Le terme R23 reflétant la valeur représentative du GER,
- Le terme R24, représentant la valeur du coût des investissements (et des frais de financement associés) financement des investissements prévus en début de contrat (reprises d'amortissement, acquisitions foncières, coût des travaux de premier établissement)
- Le terme R25 qui représente l'impact des subventions sur le tarif (ce terme est donc négatif) ainsi que l'impact des CEE (certificats d'économie d'énergie) obtenus à la suite d'opérations relevant des installations communes

La part fixe du montant de la facture est constituée du produit de la puissance souscrite avec le terme R2.

La redevance R2, représentative des coûts d'exploitation, est réactualisée

Les valeurs de base des éléments figurant dans le tarif décrit ci-après sont établies en date de valeur 1er Octobre 2021

57.5.1 Tarif Période 1-1 + 1-2 scénario A

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire
R21	15.91 €HT/kW
R22	16.69 €HT/kW
R23	4.59 €HT/kW
R24	19.19 €HT/kW
R25	-7.25 €HT/kW
R2 Total	**49,13 €HT/kW**

57.5.2 Tarif Période 2 scénario A

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire
$R21$	18.53 €HT/kW
$R22$	16.69 €HT/kW
$R23$	4.59 €HT/kW
$R24$	19.19 €HT/kW
$R25$	-7.25 €HT/kW
R2 Total	**51,75 €HT/kW**

57.5.3 Tarif Période 3 scénario A

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire
$R21$	22.82 €HT/kW
$R22$	16.69 €HT/kW
$R23$	4.59 €HT/kW
$R24$	19.19 €HT/kW
$R25$	-7.25 €HT/kW
R2 Total	**56.04 €HT/kW**

57.5.4 Tarif Période 1-1 + 1-2 scénario B

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire
R21	15.91 €HT/kW
R22	16.69 €HT/kW
R23	4.59 €HT/kW
R24	19.19 €HT/kW
R25	-7.25 €HT/kW
R2 Total	**49,13 €HT/kW**

57.5.5 Tarif Période 2 scénario B

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire
R21	19.27 €HT/kW
R22	16.68 €HT/kW
R23	4.60 €HT/kW
R24	28.24 €HT/kW
R25	-10.73 €HT/kW
R2 Total	**58.06 €HT/kW**

57.5.6 Tarif Période 3 scénario B

Tarif au 01/10/2021	Prix unitaire
$R21$	19.66 €HT/kW
$R22$	18.34 €HT/kW
$R23$	5.34 €HT/kW
$R24$	28.24 €HT/kW
$R25$	-10.73 €HT/kW
R2 Total	**60,85 €HT/kW**

57.6. Engagement sur subvention et CEE garantis (terme R25)

Le terme R25 est garanti par le Délégataire et sera au minimum de -2,84€HT/kW pour la solution de base A (avec BSW) et de -4,23€HT/kW pour la solution B (avec biomasse)

57.7. Rachat par anticipation de la quote-part R24+R25

Par dérogation à l'Article 57.1 du Contrat, l'abonné peut opter pour le rachat par anticipation de la quote-part R24+R25 du R2, par le paiement d'un montant équivalent à ces redevances périodiques anticipées, en une seule fois, au début de la période des redevances anticipées.
Ce paiement anticipé libérera l'abonné de tout complément de paiement de quelque nature que ce soit concernant le R24+R25 sur la période anticipée.
Ce montant sera calculé sur la base des flux futurs correspondant à la puissance souscrite de l'abonné multiplié par le prix unitaire du R24+R25, et estimés à la réalisation de l'opération, actualisés au taux d'intérêt prévu par le contrat, représentatif du taux de financement appliqué aux investissements.

57.8 Fonctionnement du Compte Report et du terme R21R présents dans le R21

Suite à la flambée des coûts de l'électricité non répercutée automatiquement dans le cadre de la formule de révision en raison d'une décorrélation entre l'évolution constatée et l'indice de

révision des prix. « ELEC - lndice « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA », publié au Moniteur des Travaux Publics (référence : 010534766) »
Un compte Report a été mis en place de manière temporaire afin de refacturer :

- la hausse réelle du coût de l'électricité pour la Période 1-1 allant du démarrage du Contrat le 1er Octobre 2022 jusqu'à la date d'effet de l'avenant 1
- uniquement sur les volumes de consommation électriques contractuels du CEP remis dans l'offre.
- de manière lissée

Le montant initial du compte Report est calculé comme suit

Soit Période 1-1= Période du 1er octobre 2022 à la date d'effet de l'avenant 1

Report en €= Dépense garantie volumes $_{\text{Période 1-1}}$ - Recettes $_{\text{Période 1-1}}$

- Dépense garantie volumes $_{\text{Période 1-1}}$= correspond aux dépenses réelles dans la limite des volumes contractuels issus du CEP
  Dépense garantie volumes $_{\text{Période 1-1}}$= (2475+2495) x (Durée de la Période 1-1 en mois)/12 x [(moyenne des factures d'électricité sur la période P1-1 connue en date de facturation) / (somme des MWh électriques réels consommés sur la Période P1-1)]
- Recettes $_{\text{Période 1-1}}$ correspond au cumul des recettes R21 pendant la Période P1-1 affectées au poste électricité (16.69% des recettes totales)

Evolution du Compte Report
Ce Compte Report diminue ainsi progressivement en fonction des sommes collectées auprès des abonnés à partir de la date d'effet de l'avenant 1 comme suit

CompteReport= Report – somme $R21_R$ en cumulé

- Somme $R21_R$ collecté= Cumul des KW mensuels facturés depuis la date d'effet de l'avenant 1 x $R21_R$

Le terme $R21_R$ disparaitra lorsque le Compte report arrive à 0

ARTICLE 58. REVISION DES TARIFS :

Les tarifs indiqués à l'0 du Contrat sont révisés à chaque facturation dans les conditions suivantes.

58.1. Révision des tarifs Période 1-1 scénario A
Les termes R1 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 1-1

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times [\ 1.1\% + \left(95.97\% \times \frac{PEG}{PEG_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)]$$

$$R1_{UVE\ hiver} = R1_{UVE\ hiver\ 0} \times [\ 35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{UVE\ été} = R1_{UVE\ été\ 0} \times [\ 35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ hiver} = R1_{ES\ biomasse\ hiver\ 0} \times [\ (50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ été} = R1_{ES\ biomasse\ été\ 0} \times [\ (50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)]$$

$$R1_{CO2} = TCO2_{achetées} \times \frac{PCO2}{MWh_{vendus}} \times 1.1$$

$$R1_{option\ 100\%\ décarboné} = R1_{option\ 100\%\ décarboné\ 0} \times \frac{PMH}{PMH_0}$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
PEG	PEG_MA est la valeur mensuelle de la moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG Month-ahead publiés sur le site Powernext et dans la rubrique Powernext Gas Futures Monthly Index (PEG Nord)	01/10/2021	63.71
TVD	Terme Variable Distribution chaufferie tranche tarifaire T4 pondéré - facture fournisseur	01/10/2021	0.43
TICGN réduite	TICGN réduite – installation soumise à quotas	01/10/2021	1.52
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 (DML : 09/07/2021)	128.7
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	140.1
EUWID	valeur de référence, en Allemagne Région Sud de la plaquette forestière, valeur moyenne exprimée en €/t "atro", publié par EUWID dans sa revue trimestrielle	01/11/2020	64.90
CEEB	Catégorie C3 plaquettes forestières, granulométrie grossière publié sous https://ceeb-71.webself.net/blog/category/mercuriale-trimestrielle	T2 2021 DML : 27/08/2021	112.20
IT CNL	Indice CNL moyen (LV14) trimestriel du coût d'exploitation des véhicules industriels activité route avec conducteur et carburant (chambre des loueurs et transporteurs)	DML 23/11/2020	231.32
$TCO2_{achetées}$	Tonnes de CO2 produites réduites des quotas de l'année achetées sur le marché	Tonnage de CO2 recalé en fonction de la réalité de du mix énergétique	2 707
PCO2	Prix moyen constaté de la tonne de CO2 achetée - évolution selon CO2 ICE Future EUA (source : https://fr.investing.com/commodities/carbon-emissions-historical-data) (unité de temps journalier)	moyenne arithmétique des prix journaliers du mois	50.00
MWh_{vendus}	cumul des MWh vendus en sous-station	01/10/2021	111 504
PMH	Prix moyen à l'hectare des projets labellisés carbone et subventionnés par la SEMOP à l'année N-1	01/10/2021	4 000

Les termes R2 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 1-1 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(15.54\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(23.40\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(20.91\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(23.46\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(16.69\% \times \frac{ELECTRICITE}{ELECTRICITE_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Elsau = Abt\ gaz\ Elsau_0 \times [\left(27.23\% \times \frac{TCD1}{TCD1_0}\right) + \left(44.70\% \times \frac{TT1}{TT1_0}\right) + \left(4.14\% \times \frac{TAD1}{TAD1_0}\right) + \left(9.32\% \times \frac{CTA1}{CTA1_0}\right) + \left(14.61\% \times \frac{TS1}{TS1_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Esplanade = Abt\ gaz\ Esplanade_0 \times [\left(25.31\% \times \frac{TCD2}{TCD2_0}\right) + \left(53.43\% \times \frac{TT2}{TT2_0}\right) + \left(2.75\% \times \frac{TAD2}{TAD2_0}\right) + \left(8.81\% \times \frac{CTA2}{CTA2_0}\right) + \left(9.7\% \times \frac{TS2}{TS2_0}\right)]$$

$$Abt\ UVE = Abt\ UVE_0 \times [\ 15\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(30\% \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ ES\ biomasse = Abt\ ES\ biomasse_0 \times [\ 15\% + \left(35\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right) + \left(18\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) + \left(7\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right)]$$

$$ELECTRICITE = ELECTRICITE_0 \times [\left(92.25\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right) + \left(7.75\% \times \frac{CSPE}{CSPE_0}\right)]$$

$$R22 = R22_0 \times [\ 15\% + \left(60\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R23 = R23_0 \times [\ 15\% + \left(25\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(60\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
Abt gaz Elsau	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Elsau	01/10/2021	438 475
Abt gaz Esplanade	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Esplanade	01/10/2021	660 354
Abt UVE	Abonnement à l'UVE	01/10/2021	590 086
Abt ES biomasse	Abonnement à l'és Biomasse	01/10/2021	661 862
ELECTRICITE	Charges d'électricité nécessaire pour dynamiser les réseaux	01/10/2021	470 778
TCD1	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	119 400
TT1	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	196 000
TAD1	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	18 143
CTA1	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Elsau	01/10/2021	40 858
TS1	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	64 074
TCD2	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	167 160
TT2	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	352 800
TAD2	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	18 143
CTA2	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Esplanade	01/10/2021	58 178
TS2	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	64 074
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 (DML : 09/07/2021)	128.7
EBIQ	Indice 010534841 Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - EBIQ publié sous moniteur	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	114.5

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
BT40	Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique publié sous le moniteur	01/10/2021 DML : 15/09/2021	113.8
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	140.1
ELEC	lndice « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA », publié au Moniteur des Travaux Publics (référence : 010534766)	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	107.7
CSPE	Contribution au Service Public de l'Energie - Tarif en vigueur pour les sociétés éligibles au taux réduit, en lien avec l'électro-intensité, avec moins de 1,5 € de Valeur Ajoutée par kWh élec consommé	01/10/2021	7.5

58.2 Révision des tarifs Période 1-2 scénario A

Les termes R1 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 1-2

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA\ + (1-x-y)\ X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right) \right]$$

$$R1_{UVE\ hiver} = R1_{UVE\ hiver\ 0} \times \left[35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) \right]$$

$$R1_{UVE\ été} = R1_{UVE\ été\ 0} \times \left[35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) \right]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ hiver} = R1_{ES\ biomasse\ hiver\ 0} \times \left[\left(50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}\right) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right) \right) \right]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ été} = R1_{ES\ biomasse\ été\ 0} \times \left[\left(50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}\right) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right) \right) \right]$$

$$R1_{CO2} = TCO2_{achetées} \times \frac{PCO2}{MWh_{vendus}} \times 1.1$$

$$R1_{option\ 100\%\ décarboné} = R1_{option\ 100\%\ décarboné\ 0} \times \frac{PMH}{PMH_0}$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
FS	Frais de souscription du gaz en €HT/MWhPCS – facture fournisseur	01/2021	0.73
x	x est la quote-part de gaz mensuelle achetée à prix fixe	01/10/2021	0%
PFIX	PFIX est la valeur mensuelle du gaz acheté à prix fixe	01/2021	0
y	y est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_MA	01/10/2021	100%
PEG_MA	PEG_MA est la valeur mensuelle de la moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG Month-ahead publiés sur le site Powernext et dans la rubrique Powernext Gas Futures Monthly Index (PEG Nord)	01/10/2021	63.71
z	z est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_DA	01/10/2021	0%
PEG_DA	PEG_DA est la valeur moyenne pondérée de l'indice PEG Day-ahead sur le mois– facture fournisseur	01/10/2021	0
TVD	Terme Variable Distribution chaufferie tranche tarifaire T4 pondéré - facture fournisseur	01/10/2021	0.43
TICGN réduite	TICGN réduite – installation soumise à quotas	01/10/2021	1.52
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 (DML : 09/07/2021)	128.7
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	140.1
EUWID	valeur de référence, en Allemagne Région Sud de la plaquette forestière, valeur moyenne exprimée en €/t "atro", publié par EUWID dans sa revue trimestrielle	01/11/2020	64.90
CEEB	Catégorie C3 plaquettes forestières, granulométrie grossière publié sous https://ceeb-71.webself.net/blog/category/mercuriale-trimestrielle	T2 2021 DML : 27/08/2021	112.20
IT CNL	Indice CNL moyen (LV14) trimestriel du coût d'exploitation des véhicules industriels activité route avec conducteur et carburant (chambre des loueurs et transporteurs)	DML 23/11/2020	231.32
$TCO2_{achetées}$	Tonnes de CO2 produites réduites des quotas de l'année achetées sur le marché	Tonnage de CO2 recalé en fonction de la réalité de du mix énergétique	2 707
PCO2	Prix moyen constaté de la tonne de CO2 achetée - évolution selon CO2 ICE Future EUA (source : https://fr.investing.com/commodities/carbon-emissions-historical-data) (unité de temps journalier)	moyenne arithmétique des prix journaliers du mois	50.00
MWh_{vendus}	cumul des MWh vendus en sous-station	01/10/2021	111 504
PMH	Prix moyen à l'hectare des projets labellisés carbone et subventionnés par la SEMOP à l'année N-1	01/10/2021	4 000

Les termes R2 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 1-2 :

$$R21 = R21_0 \times \left[\left(15.54\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(23.40\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(20.91\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(23.46\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(16.69\% \times \frac{E}{E_0}\right) \right] + R21_R$$

$$Abt\ gaz\ Elsau = Abt\ gaz\ Elsau_0 \times [\left(27.23\% \times \frac{TCD1}{TCD1_0}\right) + \left(44.70\% \times \frac{TT1}{TT1_0}\right) + \left(4.14\% \times \frac{TAD1}{TAD1_0}\right) + \left(9.32\% \times \frac{CTA1}{CTA1_0}\right) + \left(14.61\% \times \frac{TS1}{TS1_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Esplanade = Abt\ gaz\ Esplanade_0 \times [\left(25.31\% \times \frac{TCD2}{TCD2_0}\right) + \left(53.43\% \times \frac{TT2}{TT2_0}\right) + \left(2.75\% \times \frac{TAD2}{TAD2_0}\right) + \left(8.81\% \times \frac{CTA2}{CTA2_0}\right) + \left(9.7\% \times \frac{TS2}{TS2_0}\right)]$$

$$Abt\ UVE = Abt\ UVE_0 \times [\ 15\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(30\% \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ ES\ biomasse = Abt\ ES\ biomasse_0 \times [\ 15\% + \left(35\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right) + \left(18\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) + \left(7\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right)]$$

$$R22 = R22_0 \times [\ 15\% + \left(60\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R23 = R23_0 \times [\ 15\% + \left(25\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(60\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
Abt gaz Elsau	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Elsau	01/10/2021	438 475
Abt gaz Esplanade	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Esplanade	01/10/2021	660 354
Abt UVE	Abonnement à l'UVE	01/10/2021	590 086
Abt ES biomasse	Abonnement à l'és Biomasse	01/10/2021	661 862
E	Prix moyen de l'électricité payée par le Délégataire sur les 12 derniers mois- sur facture fournisseur	01/10/2021	96.760
$R21_R$	Valeur du Report en €HT/kW	01/10/2021	3
TCD1	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	119 400
TT1	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	196 000
TAD1	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	18 143
CTA1	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Elsau	01/10/2021	40 858
TS1	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	64 074
TCD2	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	167 160
TT2	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	352 800
TAD2	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	18 143
CTA2	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Esplanade	01/10/2021	58 178
TS2	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	64 074
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 (DML : 09/07/2021)	128.7
EBIQ	Indice 010534841 Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - EBIQ publié sous moniteur	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	114.5

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
BT40	Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique publié sous le moniteur	01/10/2021 DML : 15/09/2021	113.8
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	140.1

58.3 Révision des tarifs Période 2 scénario A

Les termes R1 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 2 :

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA + (1-x-y) X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)\right]$$

$$R1_{UVE\ hiver} = R1_{UVE\ hiver\ 0} \times \left[35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{UVE\ été} = R1_{UVE\ été\ 0} \times \left[35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{R-CUA-PAS\ hiver} = a\% \times R1\ indus\ 1 + b\% \times R1\ indus\ 2$$

$$R1indus\ 1 = R1indus1_0 \times \left[10\% + \left(55\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1indus\ 2 = R1indus2_0 \times \left[30\% + \left(25\% \times \frac{ELEC2}{ELEC2_0}\right) + \left(20\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{R-CUA-PAS\ été} = R1_{R-CUA-PAS\ été\ 0} \times \left[25\% + \left(30\% \times \frac{ELEC2}{ELEC2_0}\right) + \left(20\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ hiver} = R1_{ES\ biomasse\ hiver\ 0} \times \left[(50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)\right]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ été} = R1_{ES\ biomasse\ été\ 0} \times \left[(50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)\right]$$

$$R1_{CO2} = TCO2_{achetées} \times \frac{PCO2}{MWh_{vendus}} \times 1.1$$

$$R1_{option\ 100\%\ décarboné} = R1_{option\ 100\%\ décarboné\ 0} \times \frac{PMH}{PMH_0}$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
FS	Frais de souscription du gaz en €HT/MWhPCS – facture fournisseur	01/2021	0.73
x	x est la quote-part de gaz mensuelle achetée à prix fixe	01/10/2021	0%
PFIX	PFIX est la valeur mensuelle du gaz acheté à prix fixe	01/2021	0
y	y est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_MA	01/10/2021	100%
PEG_MA	PEG_MA est la valeur mensuelle de la moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG Month-ahead publiés sur le site Powernext et dans la rubrique Powernext Gas Futures Monthly Index (PEG Nord)	01/10/2021	63.71
z	z est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_DA	01/10/2021	0%
PEG_DA	PEG_DA est la valeur moyenne pondérée de l'indice PEG Day-ahead sur le mois– facture fournisseur	01/10/2021	0
TVD	Terme Variable Distribution chaufferie tranche tarifaire T4 pondéré - facture fournisseur	01/10/2021	0.43
TICGN réduite	TICGN réduite – installation soumise à quotas	01/10/2021	1.52
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 DML : 09/07/2021	128.7
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 DML : 30/09/2021	140.1
a%	a% mixité énergétique de l'industriel1 a%=65% si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an a%=52 % si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an	01/10/2021	65%
b%	b% mixité énergétique de l'industriel2 b%=35% si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an b%=48 % si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an	01/10/2021	35%
R1 indus1	Prix de la chaleur issue de l'industriel 1	01/10/2021	54.43
R1 indus2	Prix de la chaleur issue de l'industriel 2	01/10/2021	33.61
ELEC2	ELEC2 Valeur mensuelle réactualisée du coût de l'électricité issu de l'industriel 2	01/10/2021	96.76

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
EUWID	Valeur de référence, en Allemagne Région Sud de la plaquette forestière, valeur moyenne exprimée en €/t "atro", publié par EUWID dans sa revue trimestrielle	01/11/2020	64.90
CEEB	Catégorie C3 plaquettes forestières, granulométrie grossière publié sous https://ceeb-71.webself.net/blog/category/mercuriale-trimestrielle	T2 2021 DML : 27/08/2021	112.20
IT CNL	Indice CNL moyen (LV14) trimestriel du coût d'exploitation des véhicules industriels activité route avec conducteur et carburant (chambre des loueurs et transporteurs)	23/11/2020	231.32
$TCO2_{achetées}$	Tonnes de CO2 produites réduites des quotas de l'année achetées sur le marché	Tonnage de CO2 recalé en fonction de la réalité de du mix énergétique	5126
PCO2	Prix moyen constaté de la tonne de CO2 achetée - évolution selon CO2 ICE Future EUA (source : https://fr.investing.com/commodities/carbon-emissions-historical-data) (unité de temps journalier)	Moyenne arithmétique des prix journaliers du mois	50.00
MWh_{vendus}	Cumul des MWh vendus en sous-station	01/10/2021	239 802
PMH	Prix moyen à l'hectare des projets labellisés carbone et subventionnés par la SEMOP à l'année N-1	01/10/2021	4 000

Les termes R2 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 2 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(13.79\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(20.77\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(18.56\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(20.82\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(9.44\% \times \frac{Abt\ RCUA - PAS}{Abt\ RCUA - PAS_0}\right) + \left(16.62\% \times \frac{E}{E_0}\right)] + R21_R$$

$$Abt\ gaz\ Elsau = Abt\ gaz\ Elsau_0 \times [\left(27.23\% \times \frac{TCD1}{TCD1_0}\right) + \left(44.70\% \times \frac{TT1}{TT1_0}\right) + \left(4.14\% \times \frac{TAD1}{TAD1_0}\right) + \left(9.32\% \times \frac{CTA1}{CTA1_0}\right) + \left(14.61\% \times \frac{TS1}{TS1_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Esplanade = Abt\ gaz\ Esplanade_0 \times [\left(25.31\% \times \frac{TCD2}{TCD2_0}\right) + \left(53.43\% \times \frac{TT2}{TT2_0}\right) + \left(2.75\% \times \frac{TAD2}{TAD2_0}\right) + \left(8.81\% \times \frac{CTA2}{CTA2_0}\right) + \left(9.7\% \times \frac{TS2}{TS2_0}\right)]$$

$$Abt\ UVE = Abt\ UVE_0 \times [\ 15\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(30\% \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ ES\ biomasse = Abt\ ES\ biomasse_0 \times [\ 15\% + \left(35\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right) + \left(18\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) + \left(7\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right)]$$

$$Abt\ RCUA - PAS = (Abt\ RCUA - PAS_0 + 270\ 000 \times Q) \times [\ 60\% + \left(20\% \times \frac{ELEC1}{ELEC1_0}\right) + \left(10\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(10\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$R22 = R22_0 \times [\ 15\% + \left(60\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R23 = R23_0 \times [\ 15\% + \left(25\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(60\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
$Abt\ gaz\ Elsau$	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Elsau	01/10/2021	438 475
$Abt\ gaz\ Esplanade$	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Esplanade	01/10/2021	660 354
$Abt\ UVE$	Abonnement à l'UVE	01/10/2021	590 086
$Abt\ ES\ biomasse$	Abonnement à l'és Biomasse	01/10/2021	661 862
$Abt\ RCUA-PAS$	Abonnement au réseau RCUA-PAS	01/10/2021	300 000
Q	si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an Q=0 si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an Q=1	01/10/2021	0
E	Prix moyen de l'électricité payée par le Délégataire sur les 12 derniers mois- sur facture fournisseur	01/10/2021	96.760
$R21_R$	Valeur du Report en €HT/kW	01/10/2021	3
TCD1	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	119 400
TT1	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	196 000
TAD1	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	18 143
CTA1	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Elsau	01/10/2021	40 858
TS1	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	64 074
TCD2	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	167 160

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
TT2	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	352 800
TAD2	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	18 143
CTA2	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Esplanade	01/10/2021	58 178
TS2	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	64 074
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 DML : 09/07/2021	128.7
EBIQ	Indice 010534841 Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - EBIQ publié sous moniteur	01/10/2021 DML : 30/09/2021	114.5
BT40	Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique publié sous le moniteur	01/10/2021 DML : 15/09/2021	113.8
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 DML : 30/09/2021	140.1
ELEC1	ELEC1 Valeur mensuelle réactualisée du coût de l'électricité issu de l'industriel 1	01/10/2021	96.76

58.4 Révision des tarifs Période 3 scénario A

Les termes R1 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 3 :

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times [\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.64\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA + (1-x-y)X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.98\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.28\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)]$$

$$R1_{UVE\ hiver} = R1_{UVE\ hiver\ 0} \times [\ 35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{UVE\ été} = R1_{UVE\ été\ 0} \times [\ 35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{R-CUA-PAS\ hiver} = a\% \times R1\ indus\ 1 + b\% \times R1\ indus\ 2$$

$$R1indus\ 1 = R1indus1_0 \times [\ 10\% + \left(55\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1indus\ 2 = R1indus2_0 \times [\ 30\% + \left(25\% \times \frac{ELEC2}{ELEC2_0}\right) + \left(20\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{R-CUA-PAS\ été} = R1_{R-CUA-PAS\ été\ 0} \times [\ 25\% + \left(30\% \times \frac{ELEC2}{ELEC2_0}\right) + \left(20\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{BSW\ hiver} = R1_{BSW\ hiver\ 0} \times \frac{BSW1}{BSW1_0}$$

La formule de révision BSW1 ainsi que la valeur de $BSW1_o$ seront précisés par la société Calorie KEHL avant la mise en œuvre de la période 3 ;

$$R1_{BSW\ été} = R1_{BSW\ été\ 0} \times \frac{BSW2}{BSW2_0}$$

La formule de révision BSW2 ainsi que la valeur de $BSW2_o$ seront précisés par la société Calorie KEHL avant la mise en œuvre de la période 3 ;

$$R1_{ES\ biomasse\ hiver} = R1_{ES\ biomasse\ hiver\ 0} \times [\ (50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ été} = R1_{ES\ biomasse\ été\ 0} \times [\ (50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)\ ]$$

$$R1_{CO2} = TCO2_{achetées} \times \frac{PCO2}{MWh_{vendus}} \times 1.1$$

$$R1_{option\ 100\%\ décarboné} = R1_{option\ 100\%\ décarboné\ 0} \times \frac{PMH}{PMH_0}$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
FS	Frais de souscription du gaz en €HT/MWhPCS – facture fournisseur	01/2021	0.73
x	x est la quote-part de gaz mensuelle achetée à prix fixe	01/10/2021	0%
PFIX	PFIX est la valeur mensuelle du gaz acheté à prix fixe	01/2021	0
y	y est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_MA	01/10/2021	100%
PEG_MA	PEG_MA est la valeur mensuelle de la moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG Month-ahead publiés sur le site Powernext et dans la rubrique Powernext Gas Futures Monthly Index (PEG Nord)	01/10/2021	63.71
z	z est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_DA	01/10/2021	0%
PEG_DA	PEG_DA est la valeur moyenne pondérée de l'indice PEG Day-ahead sur le mois– facture fournisseur	01/10/2021	0
TVD	Terme Variable Distribution chaufferie tranche tarifaire T4 pondéré - facture fournisseur	01/10/2021	0.43
TICGN réduite	TICGN réduite – installation soumise à quotas	01/10/2021	1.52
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 DML : 09/07/2021	128.7
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 DML : 30/09/2021	140.1
a%	a% mixité énergétique de l'industriel1 a%=65% si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an a%=52 % si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an	01/10/2021	65%
b%	b% mixité énergétique de l'industriel2 b%=35% si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an b%=48 % si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an	01/10/2021	35%

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
ELEC2	ELEC2 Valeur mensuelle réactualisée du coût de l'électricité issu de l'industriel 2	01/10/2021	96.76
BSW1	Prix de vente du fournisseur de la chaleur (en MWh utile) à l'entrée de la chaufferie de l'Esplanade, en hiver	01/10/2021	40
BSW2	Prix de vente du fournisseur de la chaleur (en MWh utile) à l'entrée de la chaufferie de l'Esplanade, en été	01/10/2021	40
EUWID	Valeur de référence, en Allemagne Région Sud de la plaquette forestière, valeur moyenne exprimée en €/t "atro", publié par EUWID dans sa revue trimestrielle	01/11/2020	64.90
CEEB	Catégorie C3 plaquettes forestières, granulométrie grossière publié sous https://ceeb-71.webself.net/blog/category/mercuriale-trimestrielle	T2 2021 DML : 27/08/2021	112.20
IT CNL	Indice CNL moyen (LV14) trimestriel du coût d'exploitation des véhicules industriels activité route avec conducteur et carburant (chambre des loueurs et transporteurs)	23/11/2020	231.32
$TCO2_{achetées}$	Tonnes de CO2 produites réduites des quotas de l'année achetées sur le marché	Tonnage de CO2 recalé en fonction de la réalité de du mix énergétique	3 264
PCO2	Prix moyen constaté de la tonne de CO2 achetée - évolution selon CO2 ICE Future EUA (source : https://fr.investing.com/commodities/carbon-emissions-historical-data) (unité de temps journalier)	Moyenne arithmétique des prix journaliers du mois	50.00
MWh_{vendus}	Cumul des MWh vendus en sous-station	01/10/2021	285 628
PMH	Prix moyen à l'hectare des projets labellisés carbone et subventionnés par la SEMOP à l'année N-1	01/10/2021	4 000

Les termes R2 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 3 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(10.85\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(17.77\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(12.27\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(13.77\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(11.86\% \times \frac{Abt\ RCUA-PAS}{Abt\ RCUA-PAS_0}\right) + \left(18.72\% \times \frac{Abt\ BSW}{Abt\ BSW_0}\right) + \left(14.76\% \times \frac{E}{E_0}\right)] + R21_R$$

$$Abt\ gaz\ Elsau = Abt\ gaz\ Elsau_0 \times [\left(26.32\% \times \frac{TCD1}{TCD1_0}\right) + \left(48.84\% \times \frac{TT1}{TT1_0}\right) + \left(3.48\% \times \frac{TAD1}{TAD1_0}\right) + \left(9.08\% \times \frac{CTA1}{CTA1_0}\right) + \left(12.28\% \times \frac{TS1}{TS1_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Esplanade = Abt\ gaz\ Esplanade_0 \times [\left(24.45\% \times \frac{TCD2}{TCD2_0}\right) + \left(57.34\% \times \frac{TT2}{TT2_0}\right) + \left(2.12\% \times \frac{TAD2}{TAD2_0}\right) + \left(8.58\% \times \frac{CTA2}{CTA2_0}\right) + \left(7.51\% \times \frac{TS2}{TS2_0}\right)]$$

$$Abt\ UVE = Abt\ UVE_0 \times [\ 15\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(30\% \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ ES\ biomasse = Abt\ ES\ biomasse_0 \times [\ 15\% + \left(35\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right) + \left(18\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) + \left(7\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right)]$$

$$Abt\ RCUA - PAS = Abt\ RCUA - PAS_0 \times [\ 60\% + \left(20\% \times \frac{ELEC1}{ELEC1_0}\right) + \left(10\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(10\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ BSW = Abt\ BSW_0 \times \frac{BSW3}{BSW3_0}$$

La formule de révision BSW3 ainsi que la valeur de $BSW3_o$ seront précisés par la société Calorie KEHL avant la mise en œuvre de la période 3

$$R22 = R22_0 \times [\ 15\% + \left(60\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R23 = R23_0 \times [\ 15\% + \left(25\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(60\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
$Abt\ gaz\ Elsau$	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Elsau	01/10/2021	521 680
$Abt\ gaz\ Esplanade$	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Esplanade	01/10/2021	854 499
$Abt\ UVE$	Abonnement à l'UVE	01/10/2021	590 086
$Abt\ ES\ biomasse$	Abonnement à l'és Biomasse	01/10/2021	661 862
$Abt\ RCUA-PAS$	Abonnement au réseau RCUA-PAS	01/10/2021	570 000
$Abt\ BSW$	Abonnement au réseau BSW	01/10/2021	900 000
E	Prix moyen de l'électricité payée par le Délégataire sur les 12 derniers mois- sur facture fournisseur	01/10/2021	96.760
$R21_R$	Valeur Report en €HT/kW	01/10/2021	3
TCD1	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	137 310
TT1	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	254 800
TAD1	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	18 143
CTA1	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Elsau	01/10/2021	47 353
TS1	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	64 074
TCD2	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	208 950
TT2	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	490 000
TAD2	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	18 143
CTA2	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Esplanade	01/10/2021	73 332
TS2	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	64 074
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 DML : 09/07/2021	128.7

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
EBIQ	Indice 010534841 Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - EBIQ publié sous moniteur	01/10/2021 DML : 30/09/2021	114.5
BT40	Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique publié sous le moniteur	01/10/2021 DML : 15/09/2021	113.8
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 DML : 30/09/2021	140.1
ELEC1	ELEC1 Valeur mensuelle réactualisée du coût de l'électricité issu de l'industriel 1	01/10/2021	96.76

58.5 Révision des tarifs Période 1-1 scénario B

Les termes R1 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 1-1 :

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA\ + (1-x-y)X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)\right]$$

$$R1_{UVE\ hiver} = R1_{UVE\ hiver\ 0} \times \left[35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{UVE\ été} = R1_{UVE\ été\ 0} \times \left[35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ hiver} = R1_{ES\ biomasse\ hiver\ 0} \times \left[(50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)\right]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ été} = R1_{ES\ biomasse\ été\ 0} \times \left[(50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)\right]$$

$$R1_{CO2} = TCO2_{achetées} \times \frac{PCO2}{MWh_{vendus}} \times 1.1$$

$$R1_{option\ 100\%\ décarboné} = R1_{option\ 100\%\ décarboné\ 0} \times \frac{PMH}{PMH_0}$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
PEG	PEG_MA est la valeur mensuelle de la moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG Month-ahead publiés sur le site Powernext et dans la rubrique Powernext Gas Futures Monthly Index (PEG Nord)	01/10/2021	63.71
TVD	Terme Variable Distribution chaufferie tranche tarifaire T4 pondéré - facture fournisseur	01/10/2021	0.43
TICGN réduite	TICGN réduite – installation soumise à quotas	01/10/2021	1.52
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 (DML : 09/07/2021)	128.7
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	140.1
EUWID	valeur de référence, en Allemagne Région Sud de la plaquette forestière, valeur moyenne exprimée en €/t "atro", publié par EUWID dans sa revue trimestrielle	01/11/2020	64.90
CEEB	Catégorie C3 plaquettes forestières, granulométrie grossière publié sous https://ceeb-71.webself.net/blog/category/mercuriale-trimestrielle	T2 2021 DML : 27/08/2021	112.20
IT CNL	Indice CNL moyen (LV14) trimestriel du coût d'exploitation des véhicules industriels activité route avec conducteur et carburant (chambre des loueurs et transporteurs)	DML 23/11/2020	231.32
$TCO2_{achetées}$	Tonnes de CO2 produites réduites des quotas de l'année achetées sur le marché	Tonnage de CO2 recalé en fonction de la réalité de du mix énergétique	2 707
PCO2	Prix moyen constaté de la tonne de CO2 achetée - évolution selon CO2 ICE Future EUA (source : https://fr.investing.com/commodities/carbon-emissions-historical-data) (unité de temps journalier)	moyenne arithmétique des prix journaliers du mois	50.00
MWh_{vendus}	cumul des MWh vendus en sous-station	01/10/2021	111 504
PMH	Prix moyen à l'hectare des projets labellisés carbone et subventionnés par la SEMOP à l'année N-1	01/10/2021	4 000

Les termes R2 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 1-1 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(15.54\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(23.40\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(20.91\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(23.46\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(16.69\% \times \frac{ELECTRICITE}{ELECTRICITE_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Elsau = Abt\ gaz\ Elsau_0 \times [\left(27.23\% \times \frac{TCD1}{TCD1_0}\right) + \left(44.70\% \times \frac{TT1}{TT1_0}\right) + \left(4.14\% \times \frac{TAD1}{TAD1_0}\right) + \left(9.32\% \times \frac{CTA1}{CTA1_0}\right) + \left(14.61\% \times \frac{TS1}{TS1_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Esplanade = Abt\ gaz\ Esplanade_0 \times [\left(25.31\% \times \frac{TCD2}{TCD2_0}\right) + \left(53.43\% \times \frac{TT2}{TT2_0}\right) + \left(2.75\% \times \frac{TAD2}{TAD2_0}\right) + \left(8.81\% \times \frac{CTA2}{CTA2_0}\right) + \left(9.7\% \times \frac{TS2}{TS2_0}\right)]$$

$$Abt\ UVE = Abt\ UVE_0 \times [\ 15\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(30\% \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ ES\ biomasse = Abt\ ES\ biomasse_0 \times [\ 15\% + \left(35\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right) + \left(18\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) + \left(7\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right)]$$

$$ELECTRICITE = ELECTRICITE_0 \times [\left(92.25\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right) + \left(7.75\% \times \frac{CSPE}{CSPE_0}\right)]$$

$$R22 = R22_0 \times [\ 15\% + \left(60\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R23 = R23_0 \times [\ 15\% + \left(25\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(60\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
Abt gaz Elsau	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Elsau	01/10/2021	438 475
Abt gaz Esplanade	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Esplanade	01/10/2021	660 354
Abt UVE	Abonnement à l'UVE	01/10/2021	590 086
Abt ES biomasse	Abonnement à l'és Biomasse	01/10/2021	661 862
ELECTRICITE	Charges d'électricité nécessaire pour dynamiser les réseaux	01/10/2021	470 778
TCD1	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	119 400
TT1	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	196 000
TAD1	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	18 143
CTA1	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Elsau	01/10/2021	40 858
TS1	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	64 074
TCD2	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	167 160
TT2	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	352 800
TAD2	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	18 143
CTA2	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Esplanade	01/10/2021	58 178
TS2	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	64 074
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 (DML : 09/07/2021)	128.7
EBIQ	Indice 010534841 Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - EBIQ publié sous moniteur	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	114.5
BT40	Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique publié sous le moniteur	01/10/2021 DML : 15/09/2021	113.8
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	140.1

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
ELEC	lndice « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA », publié au Moniteur des Travaux Publics (référence : 010534766)	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	107.7
CSPE	Contribution au Service Public de l'Energie - Tarif en vigueur pour les sociétés éligibles au taux réduit, en lien avec l'électro-intensité, avec moins de 1,5 € de Valeur Ajoutée par kWh élec consommé	01/10/2021	7.5

58.6 Révision des tarifs Période 1-2 scénario B

Les termes R1 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 1-2 :

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times [\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA\ + (1-x-y)X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)]$$

$$R1_{UVE\ hiver} = R1_{UVE\ hiver\ 0} \times [\ 35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{UVE\ été} = R1_{UVE\ été\ 0} \times [\ 35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ hiver} = R1_{ES\ biomasse\ hiver\ 0} \times [\ (50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ été} = R1_{ES\ biomasse\ été\ 0} \times [\ (50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)]$$

$$R1_{CO2} = TCO2_{achetées} \times \frac{PCO2}{MWh_{vendus}} \times 1.1$$

$$R1_{option\ 100\%\ décarboné} = R1_{option\ 100\%\ décarboné\ 0} \times \frac{PMH}{PMH_0}$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
FS	Frais de souscription du gaz en €HT/MWhPCS – facture fournisseur	01/2021	0.73
x	x est la quote-part de gaz mensuelle achetée à prix fixe	01/10/2021	0%
PFIX	PFIX est la valeur mensuelle du gaz acheté à prix fixe	01/2021	0
y	y est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_MA	01/10/2021	100%
PEG_MA	PEG_MA est la valeur mensuelle de la moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG Month-ahead publiés sur le site Powernext et dans la rubrique Powernext Gas Futures Monthly Index (PEG Nord)	01/10/2021	63.71
z	z est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_DA	01/10/2021	0%
PEG_DA	PEG_DA est la valeur moyenne pondérée de l'indice PEG Day-ahead sur le mois– facture fournisseur	01/10/2021	0
TVD	Terme Variable Distribution chaufferie tranche tarifaire T4 pondéré - facture fournisseur	01/10/2021	0.43
TICGN réduite	TICGN réduite – installation soumise à quotas	01/10/2021	1.52
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 (DML : 09/07/2021)	128.7
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	140.1
EUWID	valeur de référence, en Allemagne Région Sud de la plaquette forestière, valeur moyenne exprimée en €/t "atro", publié par EUWID dans sa revue trimestrielle	01/11/2020	64.90
CEEB	Catégorie C3 plaquettes forestières, granulométrie grossière publié sous https://ceeb-71.webself.net/blog/category/mercuriale-trimestrielle	T2 2021 DML : 27/08/2021	112.20
IT CNL	Indice CNL moyen (LV14) trimestriel du coût d'exploitation des véhicules industriels activité route avec conducteur et carburant (chambre des loueurs et transporteurs)	DML 23/11/2020	231.32
$TCO2_{achetées}$	Tonnes de CO2 produites réduites des quotas de l'année achetées sur le marché	Tonnage de CO2 recalé en fonction de la réalité de du mix énergétique	2 707
PCO2	Prix moyen constaté de la tonne de CO2 achetée - évolution selon CO2 ICE Future EUA (source : https://fr.investing.com/commodities/carbon-emissions-historical-data) (unité de temps journalier)	moyenne arithmétique des prix journaliers du mois	50.00
MWh_{vendus}	cumul des MWh vendus en sous-station	01/10/2021	111 504
PMH	Prix moyen à l'hectare des projets labellisés carbone et subventionnés par la SEMOP à l'année N-1	01/10/2021	4 000

Les termes R2 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 1-2 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(15.54\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(23.40\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(20.91\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(23.46\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(16.69\% \times \frac{E}{E_0}\right)] + R21_R$$

$$Abt\ gaz\ Elsau = Abt\ gaz\ Elsau_0 \times [\left(27.23\% \times \frac{TCD1}{TCD1_0}\right) + \left(44.70\% \times \frac{TT1}{TT1_0}\right) + \left(4.14\% \times \frac{TAD1}{TAD1_0}\right) + \left(9.32\% \times \frac{CTA1}{CTA1_0}\right) + \left(14.61\% \times \frac{TS1}{TS1_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Esplanade = Abt\ gaz\ Esplanade_0 \times [\left(25.31\% \times \frac{TCD2}{TCD2_0}\right) + \left(53.43\% \times \frac{TT2}{TT2_0}\right) + \left(2.75\% \times \frac{TAD2}{TAD2_0}\right) + \left(8.81\% \times \frac{CTA2}{CTA2_0}\right) + \left(9.7\% \times \frac{TS2}{TS2_0}\right)]$$

$$Abt\ UVE = Abt\ UVE_0 \times [\ 15\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(30\% \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ ES\ biomasse = Abt\ ES\ biomasse_0 \times [\ 15\% + \left(35\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right) + \left(18\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) + \left(7\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right)]$$

$$R22 = R22_0 \times [\ 15\% + \left(60\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R23 = R23_0 \times [\ 15\% + \left(25\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(60\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
Abt gaz Elsau	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Elsau	01/10/2021	438 475
Abt gaz Esplanade	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Esplanade	01/10/2021	660 354
Abt UVE	Abonnement à l'UVE	01/10/2021	590 086
Abt ES biomasse	Abonnement à l'és Biomasse	01/10/2021	661 862
E	Prix moyen de l'électricité payée par le Délégataire sur les 12 derniers mois- sur facture fournisseur	01/10/2021	96.760
$R21_R$	Valeur du Report en €HT/kW	01/10/2021	3
TCD1	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	119 400
TT1	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	196 000
TAD1	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	18 143
CTA1	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Elsau	01/10/2021	40 858
TS1	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	64 074
TCD2	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	167 160
TT2	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	352 800
TAD2	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	18 143
CTA2	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Esplanade	01/10/2021	58 178
TS2	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	64 074
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 (DML : 09/07/2021)	128.7
EBIQ	Indice 010534841 Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - EBIQ publié sous moniteur	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	114.5

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
BT40	Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique publié sous le moniteur	01/10/2021 DML : 15/09/2021	113.8
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	140.1
ELEC	lndice « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA », publié au Moniteur des Travaux Publics (référence : 010534766)	01/10/2021 (DML : 30/09/2021)	107.7
CSPE	Contribution au Service Public de l'Energie - Tarif en vigueur pour les sociétés éligibles au taux réduit, en lien avec l'électro-intensité, avec moins de 1,5 € de Valeur Ajoutée par kWh élec consommé	01/10/2021	7.5

58.7 Révision des tarifs Période 2 scénario B

Les termes R1 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 2 :

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times \left[\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(95.97\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA + (1-x-y) X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.64\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.29\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)\right]$$

$$R1_{UVE\ hiver} = R1_{UVE\ hiver\ 0} \times \left[35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{UVE\ été} = R1_{UVE\ été\ 0} \times \left[35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{R-CUA-PAS\ hiver} = a\% \times R1\ indus\ 1 + b\% \times R1\ indus\ 2$$

$$R1indus\ 1 = R1indus1_0 \times \left[10\% + \left(55\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1indus\ 2 = R1indus2_0 \times \left[30\% + \left(25\% \times \frac{ELEC2}{ELEC2_0}\right) + \left(20\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{R-CUA-PAS\ été} = R1_{R-CUA-PAS\ été\ 0} \times \left[25\% + \left(30\% \times \frac{ELEC2}{ELEC2_0}\right) + \left(20\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)\right]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ hiver} = R1_{ES\ biomasse\ hiver\ 0} \times \left[\left(50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}\right) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)\right]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ été} = R1_{ES\ biomasse\ été\ 0} \times \left[\left(50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}\right) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)\right]$$

$$R1_{CO2} = TCO2_{achetées} \times \frac{PCO2}{MWh_{vendus}} \times 1.1$$

$$R1_{option\ 100\%\ décarboné} = R1_{option\ 100\%\ décarboné\ 0} \times \frac{PMH}{PMH_0}$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
FS	Frais de souscription du gaz en €HT/MWhPCS – facture fournisseur	01/2021	0.73
x	x est la quote-part de gaz mensuelle achetée à prix fixe	01/10/2021	0%
PFIX	PFIX est la valeur mensuelle du gaz acheté à prix fixe	01/2021	0
y	y est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_MA	01/10/2021	100%
PEG_MA	PEG_MA est la valeur mensuelle de la moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG Month-ahead publiés sur le site Powernext et dans la rubrique Powernext Gas Futures Monthly Index (PEG Nord)	01/10/2021	63.71
z	z est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_DA	01/10/2021	0%
PEG_DA	PEG_DA est la valeur moyenne pondérée de l'indice PEG Day-ahead sur le mois– facture fournisseur	01/10/2021	0
TVD	Terme Variable Distribution chaufferie tranche tarifaire T4 pondéré - facture fournisseur	01/10/2021	0.43
TICGN réduite	TICGN réduite – installation soumise à quotas	01/10/2021	1.52
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 DML : 09/07/2021	128.7
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 DML : 30/09/2021	140.1
a%	a% mixité énergétique de l'industriel1 a%=65% si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an a%=52 % si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an	01/10/2021	65%
b%	b% mixité énergétique de l'industriel2 b%=35% si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an b%=48 % si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an	01/10/2021	35%
ELEC2	ELEC2 Valeur mensuelle réactualisée du coût de l'électricité issu de l'industriel 2	01/10/2021	96.76
EUWID	Valeur de référence, en Allemagne Région Sud de la plaquette forestière, valeur moyenne exprimée en €/t "atro", publié par EUWID dans sa revue trimestrielle	01/11/2020	64.90
CEEB	Catégorie C3 plaquettes forestières, granulométrie grossière publié sous https://ceeb-71.webself.net/blog/category/mercuriale-trimestrielle	T2 2021 DML : 27/08/2021	112.20

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
IT CNL	Indice CNL moyen (LV14) trimestriel du coût d'exploitation des véhicules industriels activité route avec conducteur et carburant (chambre des loueurs et transporteurs)	23/11/2020	231.32
$TCO2_{achetées}$	Tonnes de CO2 produites réduites des quotas de l'année achetées sur le marché	Tonnage de CO2 recalé en fonction de la réalité de du mix énergétique	5126
PCO2	Prix moyen constaté de la tonne de CO2 achetée - évolution selon CO2 ICE Future EUA (source : https://fr.investing.com/commodities/carbon-emissions-historical-data) (unité de temps journalier)	Moyenne arithmétique des prix journaliers du mois	50.00
MWh_{vendus}	Cumul des MWh vendus en sous-station	01/10/2021	239 802
PMH	Prix moyen à l'hectare des projets labellisés carbone et subventionnés par la SEMOP à l'année N-1	01/10/2021	4 000

Les termes R2 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 2 :

$$R21 = R21_0 \times \left[\left(13.69\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(20.62\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(18.42\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(20.66\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(9.37\% \times \frac{Abt\ RCUA - PAS}{Abt\ RCUA - PAS_0}\right) + \left(17.24\% \times \frac{E}{E_0}\right) \right] + R21_R$$

$$Abt\ gaz\ Elsau = Abt\ gaz\ Elsau_0 \times [\left(27.23\% \times \frac{TCD1}{TCD1_0}\right) + \left(44.70\% \times \frac{TT1}{TT1_0}\right) + \left(4.14\% \times \frac{TAD1}{TAD1_0}\right) + \left(9.32\% \times \frac{CTA1}{CTA1_0}\right) + \left(14.61\% \times \frac{TS1}{TS1_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Esplanade = Abt\ gaz\ Esplanade_0 \times [\left(25.31\% \times \frac{TCD2}{TCD2_0}\right) + \left(53.43\% \times \frac{TT2}{TT2_0}\right) + \left(2.75\% \times \frac{TAD2}{TAD2_0}\right) + \left(8.81\% \times \frac{CTA2}{CTA2_0}\right) + \left(9.7\% \times \frac{TS2}{TS2_0}\right)]$$

$$Abt\ UVE = Abt\ UVE_0 \times [\ 15\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(30\% \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ ES\ biomasse = Abt\ ES\ biomasse_0 \times [\ 15\% + \left(35\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right) + \left(18\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) + \left(7\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right)]$$

$$Abt\ RCUA - PAS = (Abt\ RCUA - PAS_0 + 270\ 000\ \times Q) \times [\ 60\% + \left(20\% \times \frac{ELEC1}{ELEC1_0}\right) + \left(10\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(10\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$R22 = R22_0 \times [\ 15\% + \left(60\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R23 = R23_0 \times [\ 15\% + \left(25\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(60\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
$Abt\ gaz\ Elsau$	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Elsau	01/10/2021	438 475
$Abt\ gaz\ Esplanade$	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Esplanade	01/10/2021	660 354
$Abt\ UVE$	Abonnement à l'UVE	01/10/2021	590 086

$Abt\ ES\ biomasse$	Abonnement à l'és Biomasse	01/10/2021	661 862
$Abt\ RCUA-PAS$	Abonnement au réseau RCUA-PAS	01/10/2021	300 000
Q	si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an Q=0 si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an Q=1	01/10/2021	0
E	Prix moyen de l'électricité payée par le Délégataire sur les 12 derniers mois- sur facture fournisseur	01/10/2021	96.760
$R21_R$	Valeur du Report en €HT/kW	01/10/2021	3
TCD1	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	119 400
TT1	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	196 000
TAD1	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	18 143
CTA1	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Elsau	01/10/2021	40 858
TS1	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	64 074
TCD2	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	167 160
TT2	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	352 800
TAD2	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	18 143

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
CTA2	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Esplanade	01/10/2021	58 178
TS2	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	64 074
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 DML : 09/07/2021	128.7
EBIQ	Indice 010534841 Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - EBIQ publié sous moniteur	01/10/2021 DML : 30/09/2021	114.5
BT40	Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique publié sous le moniteur	01/10/2021 DML : 15/09/2021	113.8
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 DML : 30/09/2021	140.1

ELEC1	ELEC1 Valeur mensuelle réactualisée du coût de l’électricité issu de l’industriel 2	01/10/2021	96.76

58.8 Révision des tarifs Période 3 scénario B

Les termes R1 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 3 :

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times [\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(96.17\% \times \frac{PEG}{PEG_0}\right) + \left(0.43\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.3\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)]$$

$$R1_{gaz\ TICGN\ réduite} = R1_{gaz\ TICGN\ réduite\ 0} \times [\left(1.1\% \times \frac{FS}{FS_0}\right) + \left(96{,}17\%\% \times \frac{(x\ X\ PFIX + y\ X\ PEG\ MA\ + (1-x-y)X\ PEG\ DA}{PEG\ MA_0}\right) + \left(0.43\% \times \frac{TVD}{TVD_0}\right) + \left(2.3\% \times \frac{TICGN_{réduite}}{TICGN_{réduite\ 0}}\right)]$$

$$R1_{UVE\ hiver} = R1_{UVE\ hiver\ 0} \times [\ 35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{UVE\ été} = R1_{UVE\ été\ 0} \times [\ 35\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{R-CUA-PAS\ hiver} = a\% \times R1\ indus\ 1 + b\% \times R1\ indus\ 2$$

$$R1indus\ 1 = R1indus1_0 \times [\ 10\% + \left(55\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(35\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1indus\ 2 = R1indus2_0 \times [\ 30\% + \left(25\% \times \frac{ELEC2}{ELEC2_0}\right) + \left(20\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{R-CUA-PAS\ été} = R1_{R-CUA-PAS\ été\ 0} \times [\ 25\% + \left(30\% \times \frac{ELEC2}{ELEC2_0}\right) + \left(20\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ hiver} = R1_{ES\ biomasse\ hiver\ 0} \times [\ (50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)]$$

$$R1_{ES\ biomasse\ été} = R1_{ES\ biomasse\ été\ 0} \times [\ (50\% \times \frac{EUWID}{EUWID_0}) + 50\% \times \left(\left(60\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT\ CNL}{IT\ CNL_0}\right)\right)]$$

$$R1_{Biomasse} = R1_{Biomasse\ 0} \times [\ 10\% + \left(50\% \times \frac{CEEB}{CEEB_0}\right) + \left(40\% \times \frac{IT}{IT_0}\right)]$$

$$R1_{CO2} = TCO2_{achetées} \times \frac{PCO2}{MWh_{vendus}} \times 1.1$$

$$R1_{option\ 100\%\ décarboné} = R1_{option\ 100\%\ décarboné\ 0} \times \frac{PMH}{PMH_0}$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
FS	Frais de souscription du gaz en €HT/MWhPCS – facture fournisseur	01/2021	0.73
x	x est la quote-part de gaz mensuelle achetée à prix fixe	01/10/2021	0%
PFIX	PFIX est la valeur mensuelle du gaz acheté à prix fixe	01/2021	0
y	y est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_MA	01/10/2021	100%
PEG_MA	PEG_MA est la valeur mensuelle de la moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG Month-ahead publiés sur le site Powernext et dans la rubrique Powernext Gas Futures Monthly Index (PEG Nord)	01/10/2021	63.71
z	z est la quote-part de gaz mensuelle achetée selon l'indice PEG_DA	01/10/2021	0%
PEG_DA	PEG_DA est la valeur moyenne pondérée de l'indice PEG Day-ahead sur le mois– facture fournisseur	01/10/2021	0
TVD	Terme Variable Distribution chaufferie tranche tarifaire T4 pondéré - facture fournisseur	01/10/2021	0.29
TICGN réduite	TICGN réduite – installation soumise à quotas	01/10/2021	1.52
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 DML : 09/07/2021	128.7
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 DML : 30/09/2021	140.1
a%	a% mixité énergétique de l'industriel1 a%=65% si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an a%=52 % si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an	01/10/2021	65%
b%	b% mixité énergétique de l'industriel2 b%=35% si enlevement annuel RCUA/PAS<40GWh par an b%=48 % si enlevement annuel RCUA/PAS>40GWh par an	01/10/2021	35%
ELEC2	ELEC2 Valeur mensuelle réactualisée du coût de l'électricité issu de l'industriel 2	01/10/2021	96.76
EUWID	Valeur de référence, en Allemagne Région Sud de la plaquette forestière, valeur moyenne exprimée en €/t "atro", publié par EUWID dans sa revue trimestrielle	01/11/2020	64.90

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
CEEB	Catégorie C3 plaquettes forestières, granulométrie grossière publié sous https://ceeb-71.webself.net/blog/category/mercuriale-trimestrielle	T2 2021 DML : 27/08/2021	112.20
IT CNL	Indice CNL moyen (LV14) trimestriel du coût d'exploitation des véhicules industriels activité route avec conducteur et carburant (chambre des loueurs et transporteurs)	23/11/2020	231.32
IT	IT - Indice Transport régional 40T (indice CNR REG EA) publié sous https://www.cnr.fr/espaces/3/indicateurs/6?noContext=1	01/10/2021	137.64
$TCO2_{achetées}$	Tonnes de CO2 produites réduites des quotas de l'année achetées sur le marché	Tonnage de CO2 recalé en fonction de la réalité de du mix énergétique	6 445
PCO2	Prix moyen constaté de la tonne de CO2 achetée - évolution selon CO2 ICE Future EUA (source : https://fr.investing.com/commodities/carbon-emissions-historical-data) (unité de temps journalier)	Moyenne arithmétique des prix journaliers du mois	50.00
MWh_{vendus}	Cumul des MWh vendus en sous-station	01/10/2021	305 016
PMH	Prix moyen à l'hectare des projets labellisés carbone et subventionnés par la SEMOP à l'année N-1	01/10/2021	4 000

Les termes R2 sont révisés mensuellement par application des formules suivantes, sur la période 3 :

$$R21 = R21_0 \times [\left(12.81\% \times \frac{Abt\ gaz\ Elsau}{Abt\ gaz\ Elsau_0}\right) + \left(23.03\% \times \frac{Abt\ gaz\ Esplanade}{Abt\ gaz\ Esplanade_0}\right) + \left(14.49\% \times \frac{Abt\ UVE}{Abt\ UVE_0}\right) + \left(16.26\% \times \frac{Abt\ ES\ biomasse}{Abt\ ES\ biomasse_0}\right) + \left(14\% \times \frac{Abt\ RCUA - PAS}{Abt\ RCUA - PAS_0}\right) + \left(19.41\% \times \frac{E}{E_0}\right)] + R21_R$$

$$Abt\ gaz\ Elsau = Abt\ gaz\ Elsau_0 \times [\left(26.32\% \times \frac{TCD1}{TCD1_0}\right) + \left(48.84\% \times \frac{TT1}{TT1_0}\right) + \left(3.48\% \times \frac{TAD1}{TAD1_0}\right) + \left(9.08\% \times \frac{CTA1}{CTA1_0}\right) + \left(12.28\% \times \frac{TS1}{TS1_0}\right)]$$

$$Abt\ gaz\ Esplanade = Abt\ gaz\ Esplanade_0 \times [\left(24.19\% \times \frac{TCD2}{TCD2_0}\right) + \left(58.53\% \times \frac{TT2}{TT2_0}\right) + \left(1.93\% \times \frac{TAD2}{TAD2_0}\right) + \left(8.51\% \times \frac{CTA2}{CTA2_0}\right) + \left(6.84\% \times \frac{TS2}{TS2_0}\right)]$$

$$Abt\ UVE = Abt\ UVE_0 \times [\ 15\% + \left(30\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(30\% \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$Abt\ ES\ biomasse = Abt\ ES\ biomasse_0 \times [\ 15\% + \left(35\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right) + \left(18\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right) + \left(7\% \times \frac{ELEC}{ELEC_0}\right)]$$

$$Abt\ RCUA - PAS = Abt\ RCUA - PAS_0 \times [\ 60\% + \left(20\% \times \frac{ELEC1}{ELEC1_0}\right) + \left(10\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(10\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

$$R22 = R22_0 \times [\ 15\% + \left(60\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(25\% \times \frac{FSD2}{FSD2_0}\right)]$$

$$R23 = R23_0 \times [\ 15\% + \left(25\% \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0}\right) + \left(60\% \times \frac{BT40}{BT40_0}\right)]$$

Indice	Référence	Date de valeur	Valeur zéro
$Abt\ gaz\ Elsau$	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Elsau	01/10/2021	521 680
$Abt\ gaz\ Esplanade$	Charges fixes de l'approvisionnement en gaz de la chaufferie gaz de l'Esplanade	01/10/2021	937 704
$Abt\ UVE$	Abonnement à l'UVE	01/10/2021	590 086
$Abt\ ES\ biomasse$	Abonnement à l'és Biomasse	01/10/2021	661 862
$Abt\ RCUA-PAS$	Abonnement au réseau RCUA-PAS	01/10/2021	570 000
E	Prix moyen de l'électricité payée par le Délégataire sur les 12 derniers mois- sur facture fournisseur	01/10/2021	96.760
$R21_R$	Valeur Report en €HT/kW	01/10/2021	3
TCD1	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	137 310
TT1	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	254 800
TAD1	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	18 143
CTA1	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Elsau	01/10/2021	47 353
TS1	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Elsau	01/10/2021	64 074
TCD2	Terme Capacitif de Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	226 860
TT2	Terme Transport en €HT/an (hors stockage) - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	548 800
TAD2	Terme Abonnement Distribution en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	18 143
CTA2	Contribution Tarifaire d'Acheminement - sur facture fournisseur – en €HT/an chaufferie Esplanade	01/10/2021	79 827
TS2	TS - Terme Stockage en €HT/an - sur facture fournisseur chaufferie Esplanade	01/10/2021	64 074
EBIQ	Indice 010534841 Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - EBIQ publié sous moniteur	01/10/2021 DML : 30/09/2021	114.5
BT40	Indice Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique publié sous le moniteur	01/10/2021 DML : 15/09/2021	113.8
FSD2	Indice Frais et services divers catégorie 2	01/10/2021 DML : 30/09/2021	140.1
ELEC1	ELEC1 Valeur mensuelle réactualisée du coût de l'électricité issu de l'industriel 1	01/10/2021	96.76
ICHT-IME	Indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques	01/10/2021 DML : 09/07/2021	128.7

58.9 Révision du terme R25 pour toutes les périodes et les 2 scénarios

La gestion des subventions et CEE s'effectuera tout au long du Contrat selon un mode de gestion de compte avec avance.

Le R25 est estimé pour les quatre (4) premières années à compter de la date de prise d'effet du Contrat. Il est ensuite réactualisé à la hausse ou à la baisse en fonction des sommes réelles obtenues afin que le montant cumulé des subventions et CEE collectés corresponde au montant du R25 redistribué sur la durée du Contrat.

58.10 Divers

Le calcul des variations de prix est communiqué à l'Autorité Délégante pour validation lors de chaque facturation. Les différents calculs sont effectués sans arrondis, et les termes finaux de la tarification sont arrondis au plus près à deux décimales.
Le calcul est effectué avec les derniers indices connus le dernier jour du mois objet de la facturation.

En l'absence de validation du calcul des variations des prix, les Parties conviennent de se rapprocher sans délai à la demande de la plus diligente d'entre elles afin de résoudre le différend.

ANNEXE N°10

BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE POUR TRAVAUX NEUFS

Synthèse des coûts de branchement en basse pression:
Les frais de branchement à la charge des nouveaux abonnés, pour une longueur de branchement (droit du réseau / emplacement de la sous-station privative) **inférieure ou égale à 35 mètres** s'élèvent forfaitairement au barème du tableau ci-après.
Ces prix intègrent la dépose des équipements nécessaires à l'exclusion de travaux impliquants la présence d'amiante, la neutralisation de cuves fioul, des travaux spéciaux (fonçage sous tram,…)

	Coûts (€ HT)		
Puissance installée (kW)	Réseau/raccordement	Sous station / régulation	Total
Pavillon (30kW)	17 400 €	7 800 €	25 200 €
150	24 400 €	17 600 €	42 000 €
300	24 500 €	18 800 €	43 300 €
500	28 500 €	21 800 €	50 300 €
700	32 500 €	25 000 €	57 500 €
1000	35 500 €	27 200 €	62 700 €
1500	36 600 €	32 000 €	68 600 €
2000	39 500 €	36 400 €	75 900 €

Si la longueur de branchement est supérieure à 35 mètres, les métrés en sus sont facturés conformément au bordereau de prix suivant :

Diamètre (DN)	Coûts (€HT/ml)
300	1 356 €
250	1 243 €
200	1 074 €
150	927 €
125	797 €
100	746 €
80	746 €
65	701 €
50	655 €
40	565 €
32	470 €

Fait à ……..…., le ……

L'Autorité Délégante,

Fait à ……..…., le ……

Le Délégataire

rép. n°

AVENANT N° 1
À L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

rép. n° 6303 du 7 décembre 2015

Entre le **Port autonome de Strasbourg** établissement public ayant pour siège 1 rue du Port du Rhin à Strasbourg, représenté par sa Directrice générale, Madame Claire Merlin, agissant en vertu de l'article 5 du décret du 27 septembre 1925

dénommé ci-après **"le Port autonome"**

d'une part,

Et la **société Strasbourg Centre Energies**
société anonyme au capital de 150 000 000 €
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Strasbourg
sous le n° B 915 255 459
dont le siège social est à 67000 STRASBOURG – 14 Place des Halles

représentée par M. Sébastien Marre
agissant en qualité de Directeur général de la société
dûment habilité à l'effet des présentes

de seconde part,

L'Eurométropole de Strasbourg
ayant son siège social 1 Parc de l'étoile à Strasbourg Cedex (67076)

représentée par Mme Pia Imbs
agissant en qualité de Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

de troisième part,

la **société Nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade (S.E.T.E.)**
société anonyme au capital de 160 000 €
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Strasbourg
sous le n° B 421 926 387
dont le siège social est à 67000 STRASBOURG – 26 Boulevard du Président Wilson

représentée par Monsieur Thierry Frieh
agissant en qualité de Directeur général de la société
dûment habilité à l'effet des présentes

de quatrième part,

Projet du 21 novembre 2022

Après avoir préalablement exposé :

➔ qu'en vertu de l'autorisation d'occupation temporaire rép. n° 6303 du 7 septembre 2015, le Port autonome permet à la Société Nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade (S.E.T.E.) et à l'Eurométropole de Strasbourg de réaliser et d'exploiter un réseau de chaleur relatif à la distribution d'énergie dans le quartier de l'Esplanade,

➔ que la Délégation de Service Public (D.S.P.) relative à la distribution d'énergie calorifique du quartier de l'Esplanade de Strasbourg initialement confiée par l'Eurométropole de Strasbourg à la Société Nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade ''S.E.T.E'' jusqu'au 30 juin 2022 a fait l'objet d'une prorogation jusqu'au 30 septembre 2022,

➔ que la Délégation de Service Public (D.S.P.) relative à l'exploitation des chaufferies collectives et du réseau de chaleur Strasbourg Centre permettant la desserte des quartiers de l'Esplanade et de l'Elsau a été attribuée à la société R-CUA au droit de laquelle vient la Société Strasbourg Centre Energies,

➔ que l'article 8 des conditions particulières de l'autorisation d'occupation temporaire susvisée stipule que le délégataire initial, à savoir la S.E.T.E. pourra se faire substituer par le nouveau délégataire de la Délégation de Service Public correspondante,

➔ qu'il convient dans ces conditions de prendre acte de la poursuite de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public par la Société Strasbourg Centre Energies,

➔ qu'en application de l'article L2122-1-3-1° du code général de la propriété des personnes publiques, aucune procédure de sélection préalable et de mesures de publicité ne sont requises, dans la mesure où le transfert de l'autorisation intervient dans le prolongement de la DSP,

➔ qu'il convient de régulariser la situation sur le plan contractuel en prenant acte du nouveau délégataire et permissionnaire,

il a été convenu ce qui suit :

Projet du 21 novembre 2022

Article 1er
Objet de l'avenant :
Poursuite de l'autorisation avec la société Strasbourg Centre Energies

L'autorisation d'occupation temporaire rép. n °6303 du 7 septembre 2015 relative à l'autorisation de réaliser et d'exploiter un réseau de chaleur sur le domaine du Port autonome initialement consentie à la Société Nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade (S.E.T.E.) en sa qualité de délégataire de la délégation de Service Public relative à l'exploitation des chaufferies collectives et du réseau de chaleur Strasbourg Centre permettant la desserte des quartiers de l'Esplanade et de l'Elsau est poursuivie avec la société Strasbourg Centre Energies, en sa qualité de nouveau délégataire, à compter du 1er octobre 2022.

Il est rappelé que les redevances d'occupation ainsi que plus généralement toutes les sommes dues en vertu de ladite autorisation sont facturées au permissionnaire, à savoir la Société Strasbourg Centre Energies et qu'en cas de défaillance de sa part, les sommes sont facturées à l'Eurométropole de Strasbourg qui s'engage expressément à procéder à leur règlement, nonobstant tout recours à l'encontre du délégataire.

Article 2
Liste des annexes

Le présent avenant comprend une annexe relative au traitement des données personnelles.

Article 3
Autres clauses de l'autorisation d'occupation temporaire
rép. n° 6303 du 7 septembre 2015

Toutes les autres clauses et conditions de l'autorisation d'occupation temporaire rép. n° 6303 du 7 septembre 2015 pour autant qu'elles ne soient pas modifiées par le présent avenant, restent en vigueur.

Fait en quatre exemplaires,
À Strasbourg, le

Le Permissionnaire et Délégataire,
Pour la Société Strasbourg Centre Energies

Pour le Port autonome de Strasbourg
La Directrice générale,

S. Marre

C. Merlin

Pour l'Eurométropole de Strasbourg,
La Présidente

Pour la Société Nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade
Le Directeur général,

P. Imbs

T. Frieh

Projet du 21 novembre 2022

76

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Exploitation du réseau de chaleur Ouest Strasbourg : avenant n° 2 au contrat de délégation de service public.

Numéro E-2023-30

Dernier réseau de chaleur public de l'Eurométropole alimenté entièrement au gaz, le réseau Ouest Strasbourg alimente plus de 14 000 équivalents logements – dont les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, de nombreux logements en copropriété et des bailleurs. En vigueur depuis le 01/07/2022, le nouveau contrat de Délégation de Service Public (DSP) attribué à EVOS a déjà amorcé la transition énergétique, la modernisation et l'extension du réseau.

Un avenant n°2 au contrat de DSP est proposé au Conseil métropolitain, portant notamment sur des dispositifs contractuels et financiers concernant les travaux de premier établissement approuvés, ainsi que la stratégie d'approvisionnement en gaz naturel pour assurer la continuité du service public.

Historique du réseau

L'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de Distribution d'Énergie (AODE), exerce en vertu de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 la compétence de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbain.

La procédure de renouvellement du contrat de concession engagée en 2021 a conduit à son attribution à la société ENGIE ENERGIE SERVICES par délibération du 25 mars 2022, à laquelle s'est substituée la société Énergies Vertes Ouest Strasbourg (EVOS). Le contrat est en vigueur depuis le 1 juillet 2022.

Un premier avenant à la DSP a été approuvé par délibération du conseil métropolitain du 16 décembre 2022, avec pour résultat une baisse tarifaire pour les abonnés. Les modifications principales portaient sur l'accélération de la mise en œuvre des énergies renouvelables et de récupération, la modification temporaire de l'indice R21 décorrélé du coût réel de l'électricité, ainsi que l'introduction de la possibilité d'acheter du gaz naturel à prix fixe ou du biométhane avec garantie d'origine.

Objet de l'avenant

La présente proposition d'avenant a pour objet les modifications suivantes :

Mise en place d'un Fonds Travaux
Compte tenu de la mise en place par le Gouvernement de primes Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) « coup de pouce » pour les opérations de raccordement au réseau de chaleur de nouveaux abonnés, le montant de la valorisation des CEE pourra dans certains cas, non seulement couvrir en totalité les frais de raccordement et les éventuels frais de démantèlement des équipements de production de l'abonné, mais par surcroît dégager un surplus.
Il est dès lors proposé de constituer un « Fonds Travaux » destiné à accueillir ce surplus de CEE, destiné au financement d'opérations au bénéfice de la Concession, distinctes des investissements de première installation.

Mise en place d'une convention d'occupation temporaire du domaine public concernant le terrain destiné à héberger la Centrale Pompes à Chaleur
Par délibération du 30 septembre 2022, l'Eurométropole de Strasbourg a décidé de procéder à l'acquisition d'une parcelle située rue Jean Giraudoux auprès de la Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région de Strasbourg (SERS). La parcelle, d'une surface d'environ 1 hectare, est attenante à la chaufferie existante. Une partie de cette parcelle est destinée à héberger la Centrale Pompes à Chaleur du projet.
Suite au transfert de propriété à l'Eurométropole en décembre 2022, une convention de mise à disposition temporaire de ce terrain est proposée entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire. Cette convention prendra fin après redécoupage parcellaire et intégration des parcelles occupées par le projet au sein des biens de la Concession, ou au plus tard à la fin de la période concessive (30 juin 2042).
Conformément au contrat de concession, la convention introduit une redevance annuelle à l'Eurométropole, d'un montant de 25 000 € HT /an pour l'occupation du terrain.

Faculté de modification des modalités de contractualisation d'achat de gaz naturel
Le contexte géopolitique et économique actuel rend le marché des énergies plus difficilement prévisible pour les fournisseurs de gaz naturel. Certains fournisseurs ne formulent ainsi pas de proposition aux consultations de souscription sous une indexation donnée, notamment le produit « futur PEG MA » (*'Month Ahead')* prévu contractuellement, et proposent une fourniture avec des indexations alternatives, notamment le produit spot PEG EOD (*'End of Day')*.

Aussi, en cas de non possibilité avérée pour le Concessionnaire de souscrire l'indexation initialement prévue dans le cas du renouvellement de son contrat d'approvisionnement gaz, il est proposé de réunir les Parties pour examiner les alternatives proposées par les fournisseurs et convenir collégialement de la meilleure option d'approvisionnement pour le service. Il est proposé, en conséquence, d'introduire la possibilité pour la Concession de réaliser temporairement, et ce pour une durée maximale de 3 ans, la souscription d'une fourniture à une indexation différente de celle initialement prévue au contrat. Les indexations gaz alternatives pourront être de type PEG MA ou PEG EOD.

Afin de refléter l'indexation d'achat du gaz naturel ainsi validée par les Parties, les formules d'indexation des prix de la chaleur $R1_{GN}$, $R1_{VapeurGE4}$ et $R1_{COGE}$ sur la période considérée seraient de ce fait automatiquement modifiées. Au terme de la période de contractualisation, les formules initiales redeviendraient pleinement applicables.

Sur la saison de chauffe actuelle 2022-2023, le choix d'une offre de fourniture alternative à l'indexation prévue au contrat aurait généré une économie sur les frais de commercialisation de gaz de l'ordre de 2,40 € TTC/MWh pour les abonnés du réseau. De plus, une analyse de la performance des cours des indices démontre que la fourniture alternative aurait généré une économie de l'ordre de 33,8 € TTC/MWh pour les abonnés du réseau. Cependant, les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Mise à jour des Annexes n°12, n°13 et n°31
Eu égard aux modifications apportées au Contrat de base par l'Avenant 1 et le projet d'Avenant 2, les Annexes n°12 (Règlement de Service) et n°13 (Police d'Abonnement) sont mises à jour.

L'Annexe n°31 « Convention de Fourniture de Chaleur avec les HUS » annexée sous sa forme de projet lors de la signature du Contrat est mise à jour dans sa version finalisée par les Parties ainsi que par les HUS.

Au regard de l'évolution proposée à l'avenant, il y a lieu de solliciter l'avis de la commission de délégation de service public au titre de l'article L 1411-6 du CGCT.
Ce projet d'avenant répond au principe de mutabilité et d'adaptation des contrats de service public et notamment aux articles L3135-1 et R3135-7 du code de la commande publique concernant les modifications des contrats de concession.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L.1411-1 et suivants,
vu la 3ème partie du Code de la commande publique concernant les concessions et notamment ses articles L.3135-1 et R.3135-7 relatifs aux modifications contractuelles,
vu la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 mars 2022 désignant le délégataire de la chaufferie collective et du réseau de chaleur de Hautepierre et Poteries à Strasbourg,
vu le contrat de délégation de service public et ses trois avenants dont la signature a été autorisée en Conseil de l'Eurométropole du 25 mars 2022,
vu l'avenant n° 1 dont la signature a été autorisée en Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022,
vu le projet d'avenant n° 2,
vu l'avis de la commission de délégation de service public en date du 8 juin 2023,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'ensemble des dispositions de l'avenant 2, à savoir :

- *la mise en place d'un « Fonds Travaux »,*
- *la mise en place d'une convention d'occupation temporaire du domaine public pour le terrain destiné à héberger la Centrale Pompes à Chaleur du Projet (création d'une annexe n° 32),*
- *la possibilité pour le Service de procéder à la contractualisation de gaz naturel sur une indexation différente de l'indexation de base,*
- *la mise à jour des annexes n°12, n°13 et n°31,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer l'avenant n° 2 à la convention de délégation de service public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la société EVOS et tout document y afférent.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159280-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC
RELATIVE A L'EXPLOITATION DU
RESEAU DE CHALEUR OUEST STRASBOURG

(conception, construction, financement, exploitation et maintenance)

- POLICE D'ABONNEMENT -

NOM DE L'ABONNE

1891

La présente police d'abonnement au service public relatif à la conception, construction, financement, exploitation et maintenance accordée par l'Eurométropole de Strasbourg est conclue entre :

Société _____

au capital de _____€, inscrite au Registre du commerce et des Sociétés de _____et dont le siège social est à Strasbourg.

Représentée par **_____**en qualité de **_____**,

Ci-après dénommé **L'ABONNE**

ET

Société EVOS

Société par actions simplifiée au capital de 1000,00 euros inscrite au Registre du Commerce de Strasbourg, et dont le siège social est à Schiltigheim.

Représentée par **_____**en qualité de **_____**, dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après dénommé **LE CONCESSIONNAIRE**

L'ABONNE et LE CONCESSIONNAIRE pouvant également être désignés chacun et chacune ou collectivement par « la PARTIE » ou « les PARTIES ».

Les conditions générales au contrat d'abonnement liant l'Abonné au Concessionnaire, sont celles édictées par le Règlement de Service, établi complémentaire au contrat de délégation de service public relatif à la conception, construction, financement, exploitation et maintenance accordée par l'Eurométropole de Strasbourg au Concessionnaire en date du 01/06/2022, ainsi que par les avenants à ladite convention en vigueur ou à venir à la date de signature du contrat d'abonnement.

La présente police d'abonnement précise les conditions d'abonnement au service public relatif à la conception, construction, financement, exploitation et maintenance accordée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Le Règlement de Service est remis à l'Abonné lors de la conclusion du présent contrat. Après avoir pris connaissance du Règlement de Service annexé à la présente convention, l'Abonné déclare y adhérer en tous points, et accepte de souscrire un abonnement audit Service, aux conditions ci-après.

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX CONCERNANT L'ABONNÉ

Nom ou Raison Sociale de l'Abonné : _____

N° SIRET : _____

Adresse de facturation : _____

_____

_____

Lieu de fourniture : _____

_____

Date de mise en service prévisionnelle : _____

Informations concernant CHORUS pour les abonnés du secteur « public » :

Engagement juridique (bon de commande) : _____

N° de service exécutant : _____

Personne à contacter concernant la gestion courante :

Nom : _____

Fonction : _____

Adresse mail : _____

Numéro de téléphone : _____

Personne à contacter concernant la facturation :

Nom : _____

Adresse mail : _____

Numéro de téléphone : _____

2. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU POINT DE LIVRAISON

Désignation du (ou des) bâtiment(s) : _____

Adresse (du point de livraison) : _____

_____

_____

Destination du ou des bâtiment(s) : _____

Nombre de logements (si applicable) : _____

Surface chauffée (m2) : _____m2

Usage de la chaleur :

- ☐ Chauffage
- ☐ Eau chaude sanitaire
- ☐ Autre fourniture : _____

Conditions techniques de production et de distribution.
La chaleur est livrée dans les conditions de températures suivantes :

- Fluide primaire (en amont de l'échangeur) :
  - Maximum : 105° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
  - Minimum : 65°C ;
- Fluide secondaire (en aval de l'échangeur) :
  - Maximum : 90° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
    La température sera optimisée selon les conditions climatiques, avec un minimum de 65°C pour les abonnés utilisant la chaleur pour une production ECS et afin de satisfaire aux prescriptions réglementaires, notamment au caractère sanitaire. Le Concessionnaire n'est toutefois pas responsable de la température de l'eau chaude sanitaire préparée ni de sa qualité ;
  - La température retour devra être la plus basse techniquement possible afin d'améliorer l'efficacité énergétique des installations.

3. PUISSANCES SOUSCRITES

3.1. BESOIN ANNUEL (estimé)

☐ CHAUFFAGE _____MWh

☐ EAU CHAUDE SANITAIRE _____MWh

☐ AUTRE _____MWh

TOTAL BESOIN ANNUEL ESTIME _____**MWh**

3.2. PUISSANCE SOUSCRITE

☐ PUISSANCE CHAUFFAGE (PC) _____kW

☐ PUISSANCE EAU CHAUDE SANITAIRE (PECS) _____kW

☐ PUISSANCE AUTRE FOURNITURE _____kW

TOTAL PUISSANCE SOUSCRITE (PS) _____kW

4. CONDITIONS TARIFAIRES

4.1. Paiement des sommes dues au Concessionnaire au titre du terme R1

L'Abonné fait le choix :

☒ De la souscription Classique

☐ De la souscription 100% EnR (applicable à compter de 2029)

4.2. Paiement des sommes dues au Concessionnaire au titre de la redevance R24

☐ L'Abonné fait le choix du règlement global et immédiat de la redevance R24 à compter du raccordement, pour la durée de la police d'abonnement.

En conséquence, le montant de la redevance R24 sera facturé à l'Abonné par le Concessionnaire dès le raccordement, soit :
_____€.HT. (Durée x TR24 X PS) // pour la durée de la date de mise en service à la date de fin de la DSP soit le 30 juin 2042.

☒ L'Abonné ne fait pas le choix du règlement total et anticipé de la redevance R24 à compter du raccordement. Cependant il est informé qu'il peut en faire la demande par écrit au Concessionnaire à tout moment en cours d'abonnement. Le cas échéant, le montant de la redevance R24 restant à régler jusqu'à la fin de la durée de la police d'abonnement, et la date de facturation seront fixés par avenant au présent contrat.

5. DISPOSITIF POSI+

Le dispositif POSI+ permet à l'Abonné de vérifier sa puissance souscrite et prévoit un mécanisme de pénalités en cas de dépassement de la puissance appelée par l'Abonné par rapport à sa puissance souscrite. Il est détaillé dans le Règlement de service.

6. MECANISME DELTA+

Le mécanisme DELTA+ permet aux Abonnés vertueux de bénéficier d'une réduction sur la facturation du terme R21. Il est détaillé dans le Règlement de service.

L'Abonné fait le choix :

☐ De la souscription au mécanisme DELTA+ (applicable à compter du 1 janvier 2026)

☒ De ne pas souscrire au mécanisme DELTA+

7. PRISE D'EFFET ET DURÉE DE L'ABONNEMENT

La présente Police d'Abonnement entre en vigueur à sa date de signature et le Service prend effet à compter du raccordement de l'Abonné pour la durée de la date de mise en service à la date de fin de la DSP soit le 30 juin 2042.

OU
La présente Police d'Abonnement entre en vigueur à sa date de signature et le Service prend effet à compter du raccordement de l'Abonné pour une durée de 10 ans.

La police d'abonnement est signée par les deux Parties et sera réputée acceptée de fait par tout usager qui utilisera la chaleur délivrée par le réseau.

La Police d'abonnement peut être résiliée par l'Abonné dans les conditions prévues à l'article 6.2 du Règlement de Service.

8. ANNEXES

Les documents suivants sont annexés au présent à la Police d'Abonnement :

- Le Règlement de service
- CCTP travaux
- L'acceptation des frais de raccordement

Fait en deux (2) exemplaires dont un à conserver par l'Abonné,

A Strasbourg, le _____

Pour le Service
NOM et TITRE du représentant

Pour l'Abonné
NOM et TITRE du représentant

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC
RELATIVE A L'EXPLOITATION DU
RESEAU DE CHALEUR OUEST STRASBOURG

(conception, construction, financement, exploitation et maintenance)

- REGLEMENT DE SERVICE -

1897

Le Règlement de Service est arrêté d'un commun accord entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante après délibération de cette dernière. Il intervient pour application des stipulations du Contrat aux Abonnés.

Il est joint au Contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du réseau de chaleur Ouest Strasbourg ci-après le « Contrat ». Il est remis à chaque futur Abonné au moment de la signature de sa demande d'abonnement.
La gestion du service public de production, de transport et de distribution d'énergie calorifique est également dénommée ci-après « Service ».

1 - OBJET DU REGLEMENT DU SERVICE

Le Règlement de Service a pour objet de définir les rapports entre les Abonnés au réseau de chaleur et le Concessionnaire. Il intervient pour l'application aux Abonnés des stipulations du Contrat et il est établi en conformité avec les dispositions du Contrat.

Le Règlement de Service comprend notamment le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux conditions de livraison de l'énergie calorifique pour le chauffage, aux conditions de production de l'eau chaude sanitaire et aux compteurs, les conditions de paiement et toutes autres dispositions qui n'auraient pas été réglées par le Contrat. Il indique également les moyens d'informations des Abonnés et des usagers permettant de suivre les consommations et les éventuels incidents.

Le Règlement de Service est révisé de plein droit au cas où le Contrat vient à être modifié, les nouvelles dispositions, notamment tarifaires, s'appliquant conformément aux stipulations des avenants au Contrat et dès leur date de prise d'effet.

Le Concessionnaire assure le maintien en conformité du Règlement de Service en vigueur avec le Contrat et ses avenants successifs et la mise en application de toutes dispositions nouvelles auprès de l'Abonné.

L'Abonné est informé par le présent règlement de la possibilité qui lui est offerte de prendre connaissance des dispositions du Contrat.

2 - PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE

L'objet du Service est de satisfaire les besoins d'énergie calorifique des Abonnés, pour quelque usage que ce soit, notamment le chauffage des bâtiments et la production d'eau chaude sanitaire conformément au Contrat.

Dans le cadre du Contrat, le Concessionnaire est chargé, à ses risques et périls, d'assurer la fourniture de chaleur aux Abonnés dans le respect du principe de continuité du service public.

Il s'engage en conséquence à assurer la sécurité ainsi que le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement des ouvrages délégués, la continuité et la qualité du service, grâce à une surveillance régulière et systématique du service, en vue, d'une part, de limiter la fréquence et la durée des arrêts éventuels et, d'autre part, de limiter à ce qui est strictement nécessaire la consommation d'énergie tout en assurant la meilleure qualité de service possible.

Ses missions sont principalement les suivantes :

- Assurer les besoins en chauffage et en eau chaude sanitaire des abonnés sur l'ensemble du périmètre avec un engagement sur un taux de couverture en énergie renouvelable et de récupération :
    - Supérieur à 50% à partir de décembre 2023 ;
    - Supérieur à 65% à l'issue de l'ensemble des travaux d'extension et ce de manière sécurisée et durable.

- Assurer un contrat de Délégation de Service Public totalement transparent, notamment sur les aspects suivis d'exploitation, Gros Entretien Renouvellement et financiers. La transparence des polices d'abonnement sera également exigée vis-à-vis des abonnés du réseau ;
- Assurer la sécurisation de l'alimentation énergétique de l'ensemble des abonnés ;
- Assurer un coût de l'énergie à l'usager en euros HT et en euros TTC pérenne et compétitif dans le temps ;
- Développer le service de chaleur urbain en raccordant le maximum de nouveaux abonnés sur le périmètre, en particulier sur les quartiers Cronenbourg et Koenigshoffen et en effectuant tous travaux supplémentaires d'extension des ouvrages de production ou de distribution de la chaleur ;
- Procéder à la modernisation des installations du réseau, notamment grâce au passage en « basse pression », à la séparation hydraulique aux points de livraison.
- Optimiser le fonctionnement et la conduite du réseau au niveau de la production (pompes réseaux, …) et des sous stations abonnés (pilotage, régulation, harmonisation du fonctionnement, …) ;
- S'inscrire dans une démarche d'optimisation des consommations énergétiques des abonnés ;

En vertu du Contrat pour la gestion du service public de chaleur conclue le 1er juin 2022 entre l'Eurométropole de Strasbourg, en qualité de Autorité Concédante et le Concessionnaire, ce dernier assure la gestion du service public délégué.

Le présent règlement est arrêté d'un commun accord entre le Autorité Concédante et le Concessionnaire.

3 - DEMANDE D'ABONNEMENT

Toute fourniture de chaleur, pour quelque usage que ce soit, est subordonnée à la passation d'un contrat de fourniture de chaleur entre le Concessionnaire et l'Abonné.

Les contrats de fourniture de chaleur peuvent être conclus par un propriétaire ou un gestionnaire, dûment mandaté, également désigné par le terme « Abonné ».

Dans le cas où la demande est effectuée par un gestionnaire, le Concessionnaire pourra demander au propriétaire de cosigner la police d'abonnement.

Les contrats de fourniture de chaleur peuvent être conclus à tout moment.

4 - OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Jusqu'au classement du réseau, il n'existe pas d'obligation de raccordement pour les propriétaires de bâtiments situés à l'intérieur du périmètre de délégation du Service.

5 - OBLIGATION DE DESSERVIR LES ABONNES

Le Concessionnaire s'engage à raccorder toute personne qui en fait la demande dans les conditions prévues au présent chapitre et à réaliser toutes extensions particulières du réseau de canalisations et tous renforcements des installations qui en sont la conséquence, avec l'accord préalable exprès de l'Autorité Concédante :

Sous réserve :

- D'une puissance souscrite minimum de 30kW ;

- D'une garantie de densité énergétique annuelle minimale égale au seuil imposé par les organismes de subventions ou à défaut de 1,5MWh/ml de réseau (longueur de la tranchée entre le poste de livraison de l'Abonné et le réseau existant) ;
- Des possibilités techniques des installations et de la pertinence économique dans le cas d'un point singulier à traiter (ex : franchissement d'obstacle, tram…).

Et à la condition que le demandeur fournisse au Concessionnaire des garanties de souscription de puissance et participe aux frais de raccordement, c'est-à-dire s'engage à supporter une partie des coûts de l'extension et du branchement conformément à l'Article 57 du Contrat.

Si le raccordement d'un nouvel abonné ne pouvait être amortissable sur la durée restante du Contrat et/ou conduisait à une augmentation du coût global de la chaleur vendue aux abonnés, les Parties se rencontreront pour apprécier l'intérêt du raccordement et en définir les modalités, notamment un amortissement sur une durée allant au-delà de l'échéance du Contrat.

Lorsque le raccordement d'un nouvel abonné conduit à l'atteinte d'une puissance souscrite totale sur l'ensemble des postes de livraison supérieure à 90% de la puissance disponible maximale en centrales de production, les Parties se rencontrent pour déterminer les conditions de cet éventuel raccordement et notamment les compléments de puissance à y apporter, si besoin.

L'Autorité Concédante centralise les demandes de raccordements de programmes neufs (évalués à une cinquantaine par an sur le périmètre de concession) et les adresse au Concessionnaire.
Le Concessionnaire prend contact avec les maîtres d'ouvrage concernés afin d'obtenir toutes les informations techniques nécessaires à l'étude du branchement.

À partir des éléments recueillis, le Concessionnaire :

- Vérifie que le branchement envisagé est compatible avec les installations existantes ;
- Le cas échéant, indique les modifications à apporter aux installations existantes pour réaliser ce nouveau branchement et leur coût ;
- Définit les travaux de branchement et estime leur coût ;
- Calcule les frais de raccordement, définis à l'article 57 du Contrat, à percevoir éventuellement auprès du futur Abonné ;
- Estime le chiffre d'affaires lié à ce nouveau branchement.

Le Concessionnaire communique cette étude à l'Autorité Concédante dans un délai de 3 mois à compter de la notification de la demande de raccordement. Après agrément de l'étude et accord de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire peut conclure le contrat de réalisation du branchement et de fourniture de chaleur avec le demandeur.

La construction et l'entretien du génie civil des postes de livraison sont à la charge des Abonnés concernés. Ils mettent à la disposition du Concessionnaire le local de la sous-station dont ils maintiennent le clos et le couvert conforme à la réglementation.

Les travaux liés au nouveau branchement sont réalisés par le Concessionnaire.

6 - REGIME DES ABONNEMENTS

6.1. - Durée de l'abonnement

Les contrats de fourniture de chaleur sont conclus pour une durée minimale de 10 ans et ne pourront excéder la durée résiduelle du Contrat.

Le contrat de fourniture de chaleur est cessible dans tous les droits et obligations qu'il contient, y compris les effets qu'il a produits avant la cession, sauf stipulations contraires dans l'acte de cession, sans droit pour le cessionnaire à obtenir une modification de ses clauses. Pour être opposable, toute cession doit être notifiée à l'Autorité Concédante au moins deux (2) mois avant.

6.2. - Résiliation de l'abonnement

L'Abonné peut résilier le contrat de fourniture de chaleur à tout moment par courrier recommandé adressé au Concessionnaire moyennant un préavis de trois mois au moins.

En cas de résiliation du contrat de fourniture de chaleur pour une cause non imputable au Concessionnaire, l'Abonné verse au Concessionnaire une indemnité compensatrice égale à la part de l'abonnement correspondant aux investissements (R24) restant dus sur la durée restant à courir jusqu'au terme de son abonnement :

Indemnité = R24 x PS x Da

Avec les facteurs suivants :

- R24 : La part abonnement correspondant aux investissements
- PS : puissance souscrite de l'Abonné ;
- Da : durée en années (*prorata temporis* de la date de résiliation à l'échéance normale de la police d'abonnement).

7 - MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNES

La chaleur livrée à chaque Abonné est mesurée par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique d'un modèle approuvé. Les compteurs et les sondes de température sont étalonnés et plombés par un organisme agréé à cet effet par le service des instruments de mesure.

En cas de litige, un enregistreur de température à période hebdomadaire sera installé, à titre provisoire, par le Concessionnaire dans le poste de livraison. Les enregistreurs devront être vérifiés par un organisme agréé.

Les compteurs sont placés afin de permettre un accès facile aux agents du Concessionnaire et à l'Autorité Concédante ou à son représentant.

En attendant cette facturation définitive, une facturation provisoire égale à celle de la précédente période équivalente (sur l'année n-1) sera établie.

Compte tenu des technologies applicables à la date de conclusion de la convention, le Concessionnaire pourra utiliser tout moyen de relève à distance. En cas de litige, seules les mesures des compteurs indiqués au présent Article feront foi.

8 - VERIFICATION DES COMPTEURS

Les compteurs sont entretenus aux frais du Concessionnaire par un réparateur agréé par le service des instruments de mesure. L'exactitude des compteurs est vérifiée tous les ans sur site (conformément au décret n°2001-387 modifié par le décret n°2006-447 du 12 avril 2006) aux frais du Concessionnaire par le Laboratoire National d'Essai ou tout organisme accrédité COFRAC.

L'abonné pourra demander à tout moment la vérification d'un compteur au Laboratoire National d'Essai, à un organisme agréé par ce dernier ou à un organisme accrédité COFRAC. Les frais entraînés par cette vérification seront à la charge de l'abonné si le compteur est exact, et du Concessionnaire dans le cas contraire.

Dans tous les cas, le compteur doit satisfaire aux exigences applicables à la vérification conformément aux dispositions du décret précité et de l'arrêté du 31 décembre 2001 modifié par l'arrêté du 16 mai 2006, relatif au contrôle des instruments de mesure. Les modifications apportées à ces dispositions réglementaires postérieurement à la date d'effet du Contrat, sont prises en considération à compter de leur entrée en vigueur.

Tout compteur inexact sera remplacé par un compteur vérifié et conforme, au frais du Concessionnaire, dans un délai d'un mois à compter du constat de défaillance.

Pendant la période où un compteur aura donné des indications erronées, le Concessionnaire remplacera ces indications par le nombre théorique de mégawattheure ou de mètres cubes. Pour cela, le Concessionnaire utilisera le relevé du compteur pendant la période qui suivra le remplacement du compteur défaillant et appliquera un coefficient correcteur établi à partir des Degrés Jours Unifiés (D.J.U.) enregistrés par le COSTIC à la station météorologique de Strasbourg pendant la période. Le Concessionnaire fournira le détail de son calcul à l'abonné concerné et à l'Autorité Concédante, pour contrôle.

9 - CHOIX DES PUISSANCES SOUSCRITES

La puissance souscrite par l'Abonné prend en compte l'ensemble des usages de la chaleur fournie, notamment le chauffage et l'eau chaude sanitaire.

La puissance souscrite dans la police d'abonnement pour le chauffage est la puissance calorifique maximale que le Concessionnaire est tenu de mettre à la disposition de l'abonné pour la température extérieure de base (fixée à -15°C). Elle est au moins égale au produit :

- De la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire des bâtiments de l'abonné à la température extérieure de base, des pertes internes de distribution et des pertes particulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi.
- Pour le chauffage :

$$Ps\ chauffage = \frac{Cchauffage \times 1000 \times (T\ int - Teb) \times Surpuissance}{24 \times DJU}$$

Avec :
Ps chauffage : puissance souscrite partie chauffage en kW
$C_{Chauffage}$: la consommation de chauffage annuelle en MWh
T_{int} = 20°C
T_{eb} = -15°C
DJU = 2 500
Surpuissance : le coefficient de surpuissance pour remise en température après baisse ou arrêt du chauffage. Ce coefficient, fixé dans la demande d'abonnement, ne peut être inférieur à 1,10, sa valeur dépend de la nature des locaux et de leur programme d'occupation. Les valeurs sont définies sur la base du tableau ci-dessous à titre indicatif.

Typologie de bâtiment	Surpuissance
Equipement socio-culturel	1,30
Locaux techniques	1,10
Equipement sportif	1,30
Enseignement	1,20
Logement	1,10
Santé	1,10
Tertiaire	1,20
Piscine	1,30

Ce coefficient pourra faire l'objet d'une demande particulière de l'abonné.

- Pour l'eau chaude sanitaire :

$$Ps\ ECS = \frac{C_{ECS} \times 1000 \times Surpuissance_{ECS}}{365 \times tps_{ECS}}$$

Avec :

Ps ECS : puissance souscrite partie ECS en kW
C_{ECS} : la consommation d'ECS annuelle en MWh
$Surpuissance_{ECS}$ = 100% ce coefficient peut être adapté pour tenir compte des caractéristiques particulière de ses installations de production et de stockage de l'eau chaude sanitaire
Tps_{ECS} = 5,5 h ce coefficient peut être adapté pour tenir compte des caractéristiques particulière de ses installations de production et de stockage de l'eau chaude sanitaire

La puissance souscrite ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'Abonné.

L'Abonné peut limiter sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

La puissance souscrite pour le réchauffage de l'eau chaude sanitaire est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins de l'Abonné et des caractéristiques de ses installations de production et de stockage de l'eau chaude sanitaire.

Lorsqu'un Abonné demande de la chaleur pour des usages autres que le chauffage ou l'eau chaude sanitaire, les conditions techniques spécifiques et le calcul de sa puissance souscrite sont définis dans sa police d'abonnement.

10 - Vérification de la puissance souscrite (POSI+)

Le Concessionnaire met gratuitement à la disposition des Abonnés l'outil POSI+.

POSI+ effectue un bilan de puissance automatique et journalier a pour objectif de déterminer le niveau de dépassement de la puissance et le nombre d'heures pendant lesquelles la puissance maximum a été dépassée.
Pour les Abonnés en dépassement, une pénalité est appliquée tel que suit :
La pénalité est déterminée sur les données issues du bilan journalier suivant un calcul similaire à celui facturé par les fournisseurs d'énergie électrique pour les dépassements de puissance :

$$pénalité\ (€) = \frac{1}{20} * R2 * \sqrt{\frac{\sum_{i=0}^{n}(P_{DEP} - P_{MAX})^2}{n+1}}$$

— n correspond au nombre d'heure de dépassement (h).
— P DEP correspond à la puissance maximale appelée (kW).
— PMAX correspond au calibre de puissance maximale (kW).

Une neutralisation est mise en place lorsque le rapport entre le montant annuel de la pénalité et l'abonnement annuel est inférieur à 3%.

Les pénalités appliquées aux Abonnés sont comptabilisées et reversées la même année à tous les abonnés pour lesquels aucune pénalité POSI+ n'aura été appliquée. La répartition de ce bonus se fait au prorata de la puissance souscrite de chaque Abonné n'ayant pas eu de pénalité.

Les Abonnés auront la possibilité de demander chaque année une diminution de leur puissance souscrite, en cas de travaux de réhabilitation effectués sur leurs installations ou leurs bâtiments par exemple, ou dès lors qu'ils estiment que leur puissance appelée est inférieure à la puissance utilisée dans le calcul de leur puissance souscrite, dans les conditions déterminées au Contrat.

POSI+ sera déployé dès la fin du plan de développement du réseau soit au 1er janvier 2026 et pour tous les Abonnés, l'unité de tarification de l'abonnement sera le kW.

Le déploiement du dispositif POSI+ se fera suivant le calendrier ci-dessous pour les Abonnés déjà raccordés au 1er juillet 2022 :

- 1er janvier 2023 au 31 décembre 2026 :

Déploiement des automates dans les sous-stations existantes et les extensions.
La part Pmax de la puissance souscrite est figée pour tous les Abonnés.

- 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 :

Mesure des Pmax et définition des nouvelles Pmax si besoin.

- 1er janvier 2027 :

Mise en place du dispositif POSI+ sans le bridage et sans le BONUS/MALUS (mise en place du système d'alerte).

- 1er janvier 2028 :

Mise en fonctionnement du BONUS/MALUS et bridage.

Les nouveaux Abonnés bénéficieront d'une période d'observation. Cette durée permettra d'observer le comportement d'appels de puissance réels et d'affiner les calibres existants. Pour un raccordement en année n, aucun malus ou bonus ne sera appliqué jusqu'au 31 décembre de l'année n. Un accompagnement au cours de l'année n permettra un ajustement de la puissance souscrite jusqu'au 31 décembre de l'année n avec effet rétroactif à la date de prise d'effet de la police d'abonnement.

Une vérification de la puissance souscrite peut être notamment demandée :

- Par l'Abonné :
  - S'il estime ne pas disposer de la puissance qu'il a souscrite ;
  - S'il estime que la puissance souscrite initialement a été mal estimée ;
  - Ou s'il désire diminuer sa puissance souscrite, notamment parce qu'il a effectué des travaux d'économie d'énergie conformément au décret n° 2011-1984 du 28 décembre 2011 relatif au réajustement de la puissance souscrite dans les contrats d'abonnement aux réseaux de chaleur ;
- Par le Concessionnaire, s'il estime que l'Abonné appelle davantage de puissance que la puissance souscrite.

Cette vérification peut être réalisée :
- Gratuitement une fois par an via l'outil POSI+ mis à disposition des abonnés
- Via l'installation d'un enregistreur dans les conditions ci-dessous

L'installation d'un enregistreur en continu et la présentation des résultats par le Concessionnaire est facturée au tarif de 1000 euros HT pour une période d'utilisation maximale de 3 jours ouvrés, chaque jour supplémentaire faisant l'objet d'une facturation additionnelle de 500 euros HT. Ce montant est indexé au moyen de la formule suivante :

$$P^{n} = P_{0}\, x\, (0{,}15 + 0{,}85\, x\, \frac{FSD2}{FSD2_{0}})$$

Où :
- FSD2 est la dernière valeur connue, lors de la demande de vérification de puissance souscrite, de l'indice Frais et services divers - modèle de référence n° 2 ;
- $FSD2_0$ est la dernière valeur de cet indice connue au Moniteur des Travaux Publics et du Frais et services divers - modèle de référence n°2 au 30 juin 2021, soit $FDS2_0$ = 134,8.

Le montant des frais de mesure de la puissance appelée que l'Abonné pourrait être amené à supporter est porté à sa connaissance dans le Règlement de Service et lui est rappelé après chaque demande de vérification de sa part et avant les mesures.

Pour cet essai effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.O. du C.C.T.G. de travaux applicables aux travaux de génie climatique, il est installé à titre provisoire sur le poste de l'Abonné, un enregistreur en continu des puissances délivrées par le fluide primaire. À défaut, on relèvera les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de dix (10) minutes, d'où l'on déduira la moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes.

Ces relevés seront effectués pendant une durée qui ne pourra être inférieure à vingt-quatre (24) heures consécutives et serviront à déterminer la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. On calculera, à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée lorsque la température extérieure de base est atteinte, et on la majorera d'un coefficient de surpuissance contractuel pour obtenir la puissance souscrite.

(i) Pour les vérifications à la demande de l'Abonné :

Si la puissance ainsi déterminée est conforme (+/-10%) ou supérieure à celle fixée à la demande d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'abonné, et dans le cas contraire, à la charge du Concessionnaire.

(ii) Pour les vérifications à la demande du Concessionnaire :

Si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de 10 % à la puissance souscrite, les frais entraînés sont à la charge de l'Abonné et le Concessionnaire peut demander :

- Soit que l'abonné réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions contrôlables ;
- Soit qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée ou calculée.

Si la puissance est conforme (+/-10 %) ou inférieure à la puissance souscrite, les frais sont à la charge du Concessionnaire.

(iii) Dans tous les cas :

Si la puissance ainsi déterminée est inférieure ou supérieure à la puissance souscrite de plus de 10 %, la puissance d'abonnement est rectifiée en conséquence et la nouvelle valeur est prise en compte dans la facturation à partir de la date de l'essai.

11 - Réajustement de la puissance souscrite en cas de travaux d'économie d'énergie

Dans les conditions légales et réglementaires, l'Abonné peut demander au Concessionnaire un réajustement de la puissance souscrite dans le cas où ont été achevés, pendant la durée du contrat, des travaux portant :

- Soit sur la réhabilitation énergétique des bâtiments ;
- Soit sur la rénovation des installations secondaires du réseau, y compris leurs sous-stations, qui sont liées à ces bâtiments.

Sous réserve de présentation par l'Abonné d'éléments justificatifs tels qu'une étude thermique réalisée par un tiers selon une méthode réglementaire, le Concessionnaire dispose d'un délai de trois (3) mois pour statuer sur la demande de l'Abonné.

Dans le cas où la nouvelle puissance nécessaire au bâtiment réhabilité diffère de plus de 10% par rapport à la puissance souscrite dans la police d'abonnement, un réajustement sera réalisé par le Concessionnaire. La police d'abonnement liant les parties sera modifiée par voie d'avenant afin de retranscrire les nouvelles puissances souscrites par l'Abonné.

12 - NATURE ET CARACTERISTIQUE DE LA CHALEUR DISTRIBUEE

La chaleur est fournie dans les locaux mis à disposition du Concessionnaire par les Abonnés. Ces locaux sont appelés Postes de livraison.

La chaleur est obtenue par échange entre de l'eau chaude circulant dans les installations primaires dont le Concessionnaire est responsable, dit fluide primaire, et le fluide alimentant les installations des bâtiments desservis, dit fluide secondaire.

Elle est livrée dans les conditions générales suivantes :

- Fluide primaire (en amont de l'échangeur) :
  - Maximum : 105° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
  - Minimum : 65°C ;

- Fluide secondaire (en aval de l'échangeur) :
  - Maximum : 90° C pour les conditions extérieures de base - 15°C ;
    La température sera optimisée selon les conditions climatiques, avec un minimum de 65°C pour les abonnés utilisant la chaleur pour une production ECS et afin de satisfaire aux prescriptions réglementaires, notamment au caractère sanitaire. Le Concessionnaire n'est toutefois pas responsable de la température de l'eau chaude sanitaire préparée ni de sa qualité ;
  - La température retour devra être la plus basse techniquement possible afin d'améliorer l'efficacité énergétique des installations.

En aucun cas, le fluide primaire ne peut être directement utilisé sans accord du Concessionnaire stipulé par un contrat particulier.

Les conditions particulières de fourniture sont fixées à la police d'abonnement.

Toute demande de fourniture de chaleur sous une forme ou à une température différente de celle fixée pourra être refusée ou acceptée par le Concessionnaire après avis de l'Autorité Concédante. Le Concessionnaire pourra exiger le paiement par l'Abonné de tous les frais et charges susceptibles d'en résulter pour lui, soit au moment du branchement, soit en cours d'exploitation.

En outre, cette fourniture devra être compatible avec les conditions techniques normales de distribution et ne devra en aucun cas obliger le Concessionnaire à modifier ces conditions, en particulier, à augmenter la température du réseau au-dessus de celle prévue ci-dessus.

13 - CONDITIONS GENERALES DU SERVICE

Le Concessionnaire s'engage à fournir la chaleur nécessaire aux usages (chauffage, eau chaude sanitaire, autre) des bâtiments dans la limite des puissances souscrites par les abonnés et figurant dans leur police d'abonnement dans les conditions prévues au Contrat.

À la demande d'un Abonné, la chaleur pourra être fournie à titre de préchauffage pour la salubrité d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble encore inoccupée. Cette prestation facultative sera effectuée dès la signature par le bénéficiaire d'une demande d'abonnement de préchauffage valable jusqu'à la date de mise en service prévue sur la police d'abonnement. Elle suppose que les frais de raccordement ont été soldés. La puissance pourra être inférieure à celle souscrite par l'Abonné.

Les dates de début et de fin de saison de chauffage, période au cours de laquelle le Concessionnaire doit être en mesure de fournir la chaleur nécessaire au chauffage dans les quarante-huit (48) heures suivant la demande écrite de l'Abonné, sont les suivantes :

- début de la saison de chauffage : 15 septembre
- fin de la saison de chauffage : 31 mai

Les dates respectives de début et de fin de la période effective de chauffage sont fixées par l'Abonné avec un préavis minimum de quarante-huit heures sur demande écrite, ces dates se situant à l'intérieur de la saison de chauffage.

Si un Abonné demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le Concessionnaire sera tenu de les accorder aux conditions fixées par sa police d'abonnement.

Les conditions propres aux autres fournitures sont fixées par la police d'abonnement.

Les travaux d'entretien ou de renouvellement programmé des installations de chauffage seront exécutés en dehors de la saison de chauffe, à moins qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le Service délivré aux Abonnés.

Le Concessionnaire transmet à l'Autorité Concédante son programme d'entretien quarante-cinq (45) jours avant le début programmé des travaux afin d'obtenir son accord préalable lorsque ces travaux nécessitent la mise hors service d'ouvrages ou d'équipements, ou en cas d'interruptions de fourniture de chaleur de plus de douze (12) heures – ou de deux (2) heures pour les établissements de santé. L'Autorité Concédante dispose d'un délai de quinze (15) jours pour valider le programme ou faire part au Concessionnaire de ses observations. En l'absence de réponse expresse et passé ce délai, l'Autorité Concédante est réputée avoir donné son accord.

Après validation de l'Autorité Concédante, les dates d'arrêt sont communiquées aux Abonnés et, par avis collectifs, aux usagers concernés avec un préavis minimal de dix (10) jours.

Lors de travaux importants, réalisés à l'initiative du Concessionnaire, nécessitant une coupure supérieure à deux (2) jours – ou supérieure à six (6) heures pour les établissements de santé –, le Concessionnaire devra proposer des mesures compensatoires pour les usagers et il en supportera la charge financière.

14 - CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE

1. Arrêts d'urgence

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Concessionnaire devra prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avisera sans délai l'Autorité Concédante, les abonnés concernés et, par avis collectifs, les usagers concernés.

2. Autres cas d'interruption de fourniture

Le Concessionnaire pourra, après en avoir avisé l'Autorité Concédante au moins huit (8) jours auparavant, suspendre la fourniture de chaleur à tout Abonné préalablement prévenu dont les installations seraient une cause de perturbation pour les installations ou ouvrages concédés.

En cas de danger, il interviendra sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde et engager les réparations nécessaires. Le Concessionnaire devra alors prévenir immédiatement l'Abonné et, par avis collectifs, les usagers concernés. Il rendra compte à l'Autorité Concédante dans les vingt-quatre (24) heures avec les justifications nécessaires.

3. Retards, interruptions ou insuffisance de fourniture

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les retards, interruptions ou insuffisances de fourniture pour le chauffage donneront lieu :

- D'une part, au profit de l'Abonné, à une absence ou à une réduction de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par le Concessionnaire

- D'autre part au profit de l'Autorité Concédante, à la pénalité fixée au Contrat.

Au sens du présent Article, sera considéré comme retard de fourniture le défaut, pendant plus de vingt-quatre (24) heures consécutives, après la réception d'une demande écrite formulée par un ou plusieurs abonnés, de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison au début ou en cours de la saison de chauffage.

Sera considérée comme interruption de fourniture l'absence constatée pendant plus de douze (12) heures consécutives de la fourniture de chaleur à un poste de livraison. Cette durée pourra être réduite, mais non allongée, dans les conditions particulières figurant dans les polices d'abonnement. Elle est systématiquement réduite à deux heures dans le cas des établissements de santé.

Sera considérée comme insuffisante la fourniture de chaleur à une puissance et à un niveau de température ou de pression inférieurs aux seuils fixés par les polices d'abonnement.

15 - Obligations des Abonnés

Chaque Abonné a la charge et la responsabilité de ses installations secondaires à partir des brides de sortie des échangeurs ou à partir du compteur de chaleur lorsqu'il n'y a pas de séparation hydraulique physique le réseau primaire et le réseau secondaire : robinetteries, appareils de contrôle, de régulation et de sécurité, vase d'expansion, appareillages électriques, canalisations de distribution, appareils d'émission calorifique, ballons de stockage.

Chaque Abonné assure à ses frais :

- L'entretien et la conformité des locaux ;
- Le libre accès aux postes de livraison ;
- L'équilibrage de ses réseaux intérieurs ;
- L'exécution de ses installations en respectant les directives techniques qui pourront lui être fixées par le Concessionnaire ;
- La fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du poste de livraison ;
- La production d'eau chaude sanitaire éventuelle ;
- Dans les bâtiments, le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet des installations secondaires.

L'appoint en eau des installations secondaires de l'Abonné ne peut en aucun cas se faire à partir des installations primaires.
Le(s) disconnecteur(s) installé(s) au secondaire des Abonnés ne sont pas exploités par le Concessionnaire.

Il assume les risques qui découlent des activités ci-dessus, tant pour les incidences sur ses installations propres que pour les incidences éventuelles sur le bon fonctionnement du réseau primaire.

Le Concessionnaire n'est responsable que des désordres provoqués de son fait dans les installations intérieures des Abonnés.

Les agents du service des instruments de mesure, dûment mandatés par le Concessionnaire afin d'effectuer les mesures mentionnées au présent Article, ont droit d'accéder à tout instant aux instruments et appareils réglementés dont la surveillance incombe à ce service.

Le Concessionnaire se réserve le droit, en cas de carence d'un Abonné dans ses obligations contractuelles, après en avoir avisé l'Autorité Concédante et après avoir mis en demeure l'Abonné concerné, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné dont les installations propres seraient une cause de perturbation pour les installations primaires, après avis collectif affiché à l'intention des usagers concernés. Dans ce but, les agents du Concessionnaire auront à tout instant libre accès aux postes de livraison et aux installations de l'Abonné. À cet effet, les serrures placées aux portes des postes de livraison sont d'un modèle permettant au Concessionnaire l'utilisation d'un passe-partout, cette charge incombant au Concessionnaire.

En cas de danger, le Concessionnaire pourra intervenir sans délai pour prendre toute mesure de sauvegarde, mais devra en aviser immédiatement l'Autorité Concédante, les Abonnés concernés, et les usagers par un avis collectif.

L'avis collectif est l'avertissement écrit apposé dans les parties communes des immeubles ou bâtiments.

16 - FRAIS DE RACCORDEMENT

Au titre du Contrat, un branchement est l'ouvrage permettant de desservir un Abonné (sur un ou plusieurs bâtiments), à sa demande, à partir du réseau public de distribution.
Les Frais de raccordement comprennent, les coûts des Branchements et des Postes de livraison, déterminé en application des dispositions des articles 43 et 59 du Contrat.

Les frais de raccordement correspondent à la participation des nouveaux Abonnés (non raccordés à la date de prise d'effet du contrat) prévus ou non dans le plan de développement du Contrat, au coût des travaux nécessaires à leur raccordement au réseau de chaleur.

Les frais de raccordement comprennent :
- les travaux de réalisation du poste de livraison (échangeurs, compteurs) dans un local fourni par l'Abonné
- son raccordement au réseau de distribution principal.

Ils sont calculés selon la formule suivante :
- Pour les sous-stations situées à maximum 15 mètres du réseau : 160 € HT x puissance souscrite (en kW)
- Pour les Abonnés situés à plus de 15 mètres du réseau, le minimum entre :
    - 160€HT x puissance souscrite (en kW) + distance – 15 mètres) x €HT/ml en fonction du DN de raccordement (cf tableau ci-dessous)
    - 200€HT x puissance souscrite (en kW)

	€ HT/ml
DN 50	**573**
DN 65	**664**
DN 80	**704**
DN 100	**800**
DN 125	**839**
DN 150	**973**

Les frais de raccordement sont exigibles préalablement au démarrage des travaux.

Le Concessionnaire a la faculté de pratiquer une politique commerciale en modulant à la baisse les frais de branchement ou en accordant des délais de paiement échelonnés, à la condition toutefois de le faire dans le respect de l'égalité de traitement des usagers placés dans les mêmes conditions à l'égard du service public.

Si l'exploitation s'en trouvait déficitaire, les rabais ainsi consentis, sans accord de l'Autorité Concédante, ne seront pas pris en considération lors des révisions des conditions financières du Contrat.

17 - PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIERES

Au titre du Contrat, une extension particulière est l'ouvrage permettant de desservir plusieurs abonnés (dans la limite de 3), à leur demande, à partir du réseau public de distribution à l'intérieur du réseau concessif.

Dans ce cas, le financement de l'extension est pris en charge de la même manière que le financement des branchements. Cette charge est répartie entre les demandeurs à l'extension, selon les modalités qu'ils auront arrêtées entre eux.

À défaut d'accord entre les demandeurs, la charge répartie sera calculée proportionnellement et à pondération égale aux distances qui séparent le réseau public de la sous-station qui les concerne et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

Pendant les dix (10) premières années suivant la mise en service d'une extension particulière, un nouvel Abonné ne pourra être raccordé sur l'extension que moyennant le versement d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de la réalisation de l'extension, diminuée de 1/10e par année de service de cette canalisation. Cette somme sera partagée et reversée aux abonnés déjà raccordés, proportionnellement à leur participation.

18 - TARIFS DE BASE

18.1. - Constitution du tarif

Le Concessionnaire fournit la chaleur aux Abonnés au tarif unique fixé comme suit.

18.1.1 Définitions

Le tarif est décomposé en deux termes, R1 et R2, définis ci-après :

- **R1 :** le montant du terme R1 est fonction de la consommation. Il représente le coût des énergies (sauf l'électricité afférente aux usages visés en R2) réputées nécessaires en quantité et en qualité pour assurer la fourniture d'un mégawattheure de chaleur ;

- **R2 :** le montant du terme R2 est fixe et annuel. Il représente, au prorata des puissances souscrites, la somme des charges d'investissement, de conduite, de maintenance et de GER supportées par le Concessionnaire dans le cadre du Contrat ainsi que le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement et réputée nécessaire pour assurer le fonctionnement des biens du service.

La redevance due par l'abonné est donc calculée de la manière suivante :

R1 x nombre de MWh consommés + R2 x nombre de kW souscrits

Les valeurs de base des éléments figurant dans le tarif décrit ci-après sont établies en date de valeur 30 juin 2021.

18.1.2 Terme R1

La part proportionnelle du montant de la facture est constituée du produit de la consommation enregistrée par des compteurs avec un terme R1 représentant le coût des énergies nécessaires à la fourniture d'un MWh en poste de livraison ainsi que le cout représentatif de la gestion des quotas de CO2 présentée à l'article 71 (R1CO2) du Contrat.

$$R1 = k_{COGE} \times R1_{COGE} + k_{PAC} \times R1_{PAC} + k_{Biomasse} \times R1_{Biomasse} + k_{GN} \times R1_{GN} + k_{GN\,CO} \times R1_{GN\,CO} + k_{vapeur\,GE4} \times R1_{Vapeur\,GE4} + R1_{CO2}$$

k_x, le coefficient de mixité appliqué à l'énergie X pour chaque période avec $\Sigma\ k_x = 100{,}00\%$

Les Abonnés pourront choisir de souscrire un abonnement 100% EnR, à partir de 2029. Le Concessionnaire s'engage à acheter du gaz en certificat d'origine en remplacement du gaz naturel correspondant aux volumes consommés par les Abonnés ayant souscrit à cet abonnement.

La souscription à cet abonnement engage l'abonné sur une durée de 3 ans à conserver ce tarif. SI la police d'abonnement arrive à expiration, elle devra être prolongée pour souscrire le tarif.

Le Concessionnaire s'engage d'ores et déjà pour chaque exercice de la délégation sur des proportions de manière ferme.

Les mégawattheures consommés par chaque abonné sont mesurés grâce aux compteurs d'énergie calorifique installés dans chaque poste de livraison.

18.1.3 Terme R2

La part fixe, R2 du tarif représente les charges fixes supportées par le Concessionnaire et est décomposées comme suit :

- Le terme R21 permettant de couvrir les charges d'électricité pour assurer la production et la distribution de la chaleur ;
- Le terme R22 permettant de couvrir les charges liées aux prestations de conduite et de petit entretien pour assurer le fonctionnement des biens du service, les frais administratifs ainsi que les taxes et impôts et les redevances ;
- Le terme R23 reflétant la valeur représentative du GER;
- Le terme R24 représentant la valeur du coût des investissements (et des frais de financement associés) financement des investissements prévus en début de contrat (reprises d'amortissement, acquisitions foncières, coût des travaux de premier établissement)
- Le terme R25 qui représente l'impact des subventions sur le tarif (ce terme est donc négatif)
- Le terme R25CEE qui représente l'impact des CEE (certificats d'économie d'énergie) rénovations complémentaires au prévisionnel obtenus à la suite d'opérations relevant des installations communes comme défini à l'article 72 du Contrat.
- Le terme R2 cogé qui permet de répercuter sur l'abonné la recette fixe de cogénération, ce terme est donc négatif

Le terme R2 se calcule ainsi :

$$R2 = R21 + R22 + R23 + R24 + R25 + R25CEE + R2cogé$$

La part fixe du montant de la facture est constituée du produit de la puissance souscrite avec le terme R2.

18.1.2 Mécanisme DELTA+

Le Concessionnaire s'engage à proposer aux Abonnés le mécanisme DELTA+ à compter du 1er janvier 2026.

Dans ce cadre, un diagnostic technique de l'installation sera proposé par le Concessionnaire aux Abonnés. Ce diagnostic technique a pour objectif d'identifier des leviers d'amélioration en faveur d'un abaissement de la température retour. Le mécanisme DELTA+ pourra être souscrit par les Abonnés sous réserve du paiement du coût du diagnostic suivant :

Puissance souscrite	Diagnostic DELTA+
< 400 kW	200 €HT
>= 400 kW	400 €HT

Suite à ce diagnostic, le Concessionnaire fournira à l'Abonné un compte-rendu détaillant les principales valeurs mesurées (températures, débits) sur la sous-station de l'Abonné ainsi qu'une énumération de plusieurs axes d'amélioration visant à augmenter le delta de températures primaires.

De plus, le Concessionnaire s'engage à diminuer de 10% le tarif R21 pour les Abonnés ayant souscrit au mécanisme DELTA+ et dont le delta de températures primaires moyen est supérieur à 35°C. Cette diminution sera appliquée, en une seule fois, sur une facture de fin d'année.

Le calcul du delta de températures moyen sera effectué par le Concessionnaire selon la méthode suivante :

- Relevé des consommations (kWh) et des volumes (m³) absorbés par la sous-station sur une période allant du 1er janvier au 31 décembre

- Calcul du delta de températures primaires moyen de la sous-station selon la relation suivante :

$$E = m * Cp * \Delta T_{moy}$$

avec E, la quantité d'énergie consommée sur la période [J],
m, la masse d'eau absorbée [kg],
Cp, le chaleur massique moyenne de l'eau à 90°C : Cp = 4 205 J/kg/K

$$\Delta T_{moy} = \frac{E}{m * Cp} = \frac{E}{\rho * V * Cp}$$

avec ρ, la masse volumique de l'eau à 90°C : ρ = 965 kg/m³,
V, le volume d'eau absorbée [m³]

$$\Delta T_{moy} = \frac{E\ [kWh] * 3600 * 1000}{965 * V\ [m^3] * 4205}$$

$$\boldsymbol{\Delta T_{moy} \approx 0,8872 * \frac{E}{V}}$$

18.2. - <u>Egalité de traitement des Abonnés</u>

Le Concessionnaire pourra, avec l'accord préalable et exprès de l'Autorité Concédante, définir des tarifs spéciaux inférieurs à ceux mentionnés à l'article 57 du Contrat. Dans ce cas, le Concessionnaire sera tenu de faire bénéficier des mêmes réductions les usagers placés dans des conditions identiques à l'égard du service public.

À cet effet, il doit établir et tenir constamment à jour un relevé de tous les tarifs spéciaux appliqués avec mention des conditions auxquelles ils sont subordonnés. Un exemplaire de ce relevé est tenu à la disposition de l'Autorité Concédante et des Abonnés et porté à la connaissance des abonnés à l'occasion des abonnements.

19 - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNES AU DELEGATAIRE

19.1. - Facturation

Le paiement de la redevance pour fourniture de chaleur donne lieu à des versements échelonnés, les termes R1 et R2 étant révisés à chaque facturation en fonction des derniers barèmes et indices connus, conformément à l'Article 58 du Contrat.

Le terme R1 est calculé sur la base des quantités consommées mesurées pendant le mois écoulé par relevé des compteurs.

Le terme R2 est facturé à l'abonné par douzième à la fin de chaque mois.

Tout Abonné peut demander, pour un site, le règlement global et immédiat, en une seule fois dès le raccordement ou en cours d'abonnement dudit site de sa quote-part des charges relatives au financement des investissements réalisés dans le cadre du Contrat (terme R24).

Cette quote-part est calculée pour l'Abonné en fonction :

- de la puissance souscrite du site concerné,
- du tarif R24 à la date en vigueur,
- de la durée d'engagement restante de la police d'abonnement.

L'Abonné qui souhaite faire ce choix pour un site devra en faire part par écrit au Concessionnaire.

Cette modalité de paiement sera formalisée par une clause particulière de la police d'abonnement du site concerné.

Le règlement par l'Abonné de cette quote-part dès le raccordement ou en cours d'abonnement du site concerné entraine l'absence de facturation pour ce site de la redevance R24 jusqu'au terme de la police d'abonnement.

Cependant en cas d'évolution du montant unitaire du terme R24 le Concessionnaire facturera automatiquement et en une seule fois à l'Abonné et pour le site concerné ladite évolution. De même, la révision du terme R24 sera facturée automatiquement à l'Abonné.

En cas d'évolution de la puissance souscrite de l'Abonné sur le site concerné, sur demande de l'Abonné ou du Concessionnaire, les Parties s'engagent à se rencontrer afin de déterminer les modalités à mettre en œuvre pour respecter le principe d'égalité de traitement des Abonnés.

19.2. - Conditions de paiement de la chaleur

Sous réserve de dispositions réglementaires particulières, les factures sont payables dans les trente (30) jours de leur présentation. Un Abonné ne pourra se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est finalement reconnue fondée, le Concessionnaire devra en tenir compte sur la facture immédiatement ultérieure.

À défaut de paiement dans un délai de quatorze (14) jours après la date limite de paiement, le Concessionnaire met en place les dispositions du décret du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'Abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu à compter du délai de quinze (15) jours prévus ci-dessus, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts au taux d'escompte de la Banque de France. Pendant l'interruption de la fourniture de chaleur, les redevances annuelles fixes continueront à être entièrement dues par l'Abonné défaillant, seule la redevance proportionnelle étant *ipso facto* suspendue.

Le Concessionnaire pourra subordonner la reprise de la fourniture au paiement des sommes dues, ainsi que des frais de remise en service.

19.3. - Réduction de la facturation

a) Chauffage : lorsque la facturation est fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la quantité de chaleur effectivement fournie.

b) Abonnement : quel que soit le mode de facturation, toute journée de retard ou d'interruption du chauffage se traduit par une réduction de 1/300ème du R2 pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption. Cette clause ne s'applique pas à la période d'arrêt programmé pour entretien des installations.

20 - CONTESTATION

Les contestations qui peuvent s'élever entre le Concessionnaire et l'Abonné sont portées par la partie la plus diligente devant la juridiction compétente.

21 - ANNEXE

Annexe 1 : BPU

Fait à Strasbourg, le _____

Pour l'Autorité Concédante : Pour le Concessionnaire :

ANNEXE 1

A12-16 Bordereau de prix unitaire

Bordereau des prix de travaux neufs servant au raccordement des nouveaux abonnés et la révision en cours de contrat des travaux de développement si leur périmètre doit être modifié

BPU sous station :

	€ HT/kW
Poste de livraison	**160**

BPU Réseau :

	€ HT/ml
DN 50	**573**
DN 65	**664**
DN 80	**704**
DN 100	**800**
DN 125	**839**
DN 150	**973**

77

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Lancement d'une procédure de délégation de service public relative à la construction et l'exploitation d'un réseau de chaleur sur le territoire nord de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2022-274

La stratégie « 100% d'énergie renouvelable en 2050 » du Schéma Directeur des Énergies repose sur la massification de l'offre d'énergie verte sur le territoire. À la suite d'une étude menée en 2021, le Conseil a approuvé, le 20 mai 2022, le lancement d'une mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour la création d'un réseau de chaleur sur le territoire nord de l'Eurométropole. La présente délibération vise à recueillir l'avis du Conseil sur son mode de gestion et son périmètre de développement.

Le contexte et les enjeux

L'Eurométropole de Strasbourg, Autorité Organisatrice de l'Énergie, s'est engagée dans la mise en œuvre de la stratégie d'alimentation énergétique décarbonée adoptée dans son Schéma Directeur des Énergies. À ce titre, et en cohérence avec les objectifs du Plan Climat Territorial, elle assure la transition de ses réseaux de chaleur urbains aux énergies renouvelables, promeut la création de nouveaux réseaux et la réalisation des équipements de production d'énergie renouvelable (EnR) associés.

La desserte en chaleur urbaine de l'ensemble de Strasbourg et des communes environnantes à l'horizon 2030 constitue une condition majeure de l'atteinte des objectifs de transition énergétique fixés dans le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET), lequel prévoit l'alimentation collective de l'équivalent de 100 000 logements, consommant 1TWh d'énergies renouvelables à 75 %. En 2020, les réseaux ont alimenté l'équivalent d'environ 50 000 logements.
Une étude de faisabilité menée en 2021 a démontré un fort potentiel de développement d'un réseau de chaleur de grande ampleur sur le territoire des communes situées au nord de la ville de Strasbourg.

A la suite de cette étude, le conseil de l'Eurométropole a approuvé, le 20 mai 2022, le lancement d'une mission d'assistance technique, juridique, financière et fiscale (AMO)

pour le choix du mode de gestion du réseau et sa mise en œuvre pour la construction et l'exploitation.

Des études pré-opérationnelles ont tout d'abord confirmé la faisabilité technique et économique du projet sur le périmètre pressenti. Le territoire se caractérise par une forte densité de logements et la présence de nombreux équipements publics et privés de diverses typologies et aux besoins thermiques importants. Au total, 300 sites compatibles aux réseaux de chaleur, représentant une consommation globale de plus de 120 GWh, ont été recensés. Ils comprennent notamment des équipements sportifs, des établissements de santé, des établissements éducatifs, et les quartiers du Ried, la Cité de l'Ill et le quartier des Ecrivains - tous trois desservis par des chaufferies collectives.

Différentes solutions d'approvisionnement énergétique ont été étudiées afin d'assurer un taux d'EnR minimal de 65 % de la chaleur distribuée, avec une cible à plus de 80 % d'EnR&R (Energie Renouvelable et de Récupération). Les abonnés pourraient ainsi bénéficier d'une énergie verte, à prix concurrentiel et assujettie à une TVA réduite.

Ces arguments fondent la proposition de création d'un réseau de chaleur public sur le territoire Nord de l'Eurométropole, laquelle participe de la mise en œuvre des actions du plan climat de l'Eurométropole.

Choix du mode de gestion

L'exploitation des services publics peut être assurée selon différents modes de gestion. L'article L1 du Code de la commande publique rappelle ainsi que « les acheteurs et les autorités concédantes choisissent librement, pour répondre à leurs besoins, d'utiliser leurs propres moyens ou d'avoir recours à contrat de la commande publique ».

Après analyse comparative des différents modes de gestion décrits en annexe, eu égard aux objectifs poursuivis, il apparaît que le choix du recours à une Délégation de Service Public, qui constitue une concession, telle que définie par l'article L 1411-1 du Code général des collectivités territoriales et la troisième partie du Code de la commande publique relative aux contrats de concession, est le plus adapté.

Le contrat de concession permettra à la collectivité d'avoir un service opérationnel sans nécessiter pour autant d'investissements, les risques de conception, commercialisation, construction, financement et exploitation restant à la charge du délégataire. L'Eurométropole pourra se concentrer pleinement sur ses missions de contrôle des prestations rendues par le délégataire.

Eléments techniques du projet

<u>Périmètre concessif, maîtrise des coûts d'énergie et lutte contre la précarité énergétique</u> : La modération et la compétitivité tarifaires sont des objectifs prioritaires de l'Eurométropole et ce, dans un souci de lutte contre la précarité énergétique et d'attractivité du futur réseau de chaleur.

Pour ce faire, des synergies et optimisations d'investissements ont été recherchées, les volumes de ventes prévisionnelles accrus et une réflexion sur la durée de contrat menée. Toutefois, l'analyse fine des prospects à raccorder au futur réseau de chaleur a démontré une densité plus faible que celle estimée dans l'étude de faisabilité, et par conséquent un équilibre économique fragilisé pour la concession.

Le périmètre concessif du réseau a été dessiné pour couvrir l'ensemble des zones denses des communes de Hœnheim, Bischheim, Schiltigheim assurant son équilibre économique, et les périmètres de Souffelweyersheim, Mundolsheim et de la Robertsau à Strasbourg, permettant au délégataire d'augmenter le volume de chaleur distribué en irriguant ces territoires modérément denses.
Le périmètre de la concession est représenté sur la carte jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Mise en œuvre de moyens de production d'énergies renouvelables ou de récupération (ENR&R) et contribution à la Transition Energétique :
Plusieurs scénarii de productions énergétiques ont été étudiés sur les plans technique et économique, notamment la valorisation de chaleur fatale, la géothermie, le solaire thermique et la biomasse.
Le choix de l'outil ENR&R n'est pas arrêté et les solutions proposées aux candidats seront fixées au Dossier de Consultation des Entreprises. Un foncier susceptible d'accueillir des outils de production EnR sera mis à disposition des candidats.

L'objectif est d'un taux de couverture EnR supérieur à 65 % dès la mise en service du réseau. Par la suite, celui-ci augmentera progressivement pour dépasser les 75 % en 2030, et tendre vers le 100% en 2050, participant ainsi à l'atteinte des objectifs de transition énergétique du territoire.

Eléments financiers du projet

Le projet ainsi défini nécessite des investissements conséquents :
- construction de nouveaux outils de production EnR&R d'une puissance comprise entre 10 et 20MW en fonction du scenario énergétique retenu, permettant d'obtenir un taux EnR supérieur à 65% dès la mise en service du réseau public,
- la mise en œuvre des moyens de production d'appoints-secours associés,
- l'intégration d'installations de production de chaleur existantes au sein des biens de la concession le cas échéant,
- le réseau de distribution de la chaleur, d'une longueur de 20 à 35 km selon le scénario de desserte retenu et des moyens de production de chaleur. L'aide maximale prévisionnelle s'élève à 43 % de ces investissements,

Le coût de l'ensemble de ces travaux à charge du futur délégataire pourrait s'inscrire dans une fourchette de 45 à 80 M€ HT, en fonction des scénarios retenus. Dans ce cadre, il est par ailleurs envisagé qu'une subvention d'investissement puisse être accordée au candidat retenu au titre des investissements de premier établissement.

Il est donc proposé au Conseil de l'Eurométropole de retenir la concession de service public comme mode de gestion du réseau de chaleur nord, et d'approuver le lancement de

la procédure de concession y relative, conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales. L'objet de la délégation de service public, la nature des travaux d'investissement à réaliser ainsi que les charges et responsabilités du futur délégataire sont détaillés dans le rapport présentant les caractéristiques générales du service joint en annexe 1 à la présente délibération.

La concession aura une durée d'environ 24 ans et 3 mois, intégrant une durée prévisionnelle de travaux d'environ 15 mois avant la mise en service des premiers tronçons, et 23 années d'exploitation, permettant ainsi au délégataire d'amortir les investissements dont il a la charge.

Cette délibération sera suivie d'un appel public à candidature puis d'une phase de recueil de propositions auprès des candidats qui auront été admis à présenter une offre. Les offres seront examinées par la commission de délégation de service public. Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec une ou plusieurs entreprises admises à négocier. Une seconde délibération sera programmée pour l'attribution de la gestion du réseau de chaleur à un des soumissionnaires.

En lançant dès à présent la procédure de délégation de service public, et compte tenu de la durée prévisionnelle des travaux, le réseau de chaleur pourrait être opérationnel pour la saison de chauffe 2026-2027.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L1411-1 et suivants et R1411-1 et
suivants du Code général des collectivités territoriales
vu la troisième partie du Code de la commande
publique relative aux contrats de concession
vu l'article L 1413-1 du Code général des collectivités territoriales et l'avis
favorable de la Commission consultative des services publics locaux du 15 juin 2023
vu le rapport annexé présentant les caractéristiques du service délégué
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le périmètre de concession du projet délimité sur la carte jointe en annexe 2 à la présente délibération,*
- *la mise à disposition de foncier pour l'implantation des outils de production d'énergie renouvelable,*
- *le principe d'une possible subvention d'investissement de l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *le lancement de la procédure de désignation du futur exploitant de la délégation de service public pour la construction et l'exploitation du réseau de chaleur sur le territoire nord de l'Eurométropole,*

décide

- *de retenir le principe d'une délégation de service public par voie concessive pour la construction et l'exploitation de la chaufferie collective et du réseau de chaleur pour une durée d'environ 24 années et 3 mois,*
- *de mettre en œuvre la procédure de publicité prévue par les articles L1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer tout acte, à accomplir toutes les formalités nécessaires et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour le lancement et la mise en œuvre de la procédure de concession de service public.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159313-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION RELATIVE AU LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE À LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UN RÉSEAU DE CHALEUR SUR LE TERRITOIRE NORD DE L'EUROMÉTROPOLE.

RAPPORT REPRESENTANT LES CARACTERISTIQUES GENERALES DU SERVICE DELEGUE

TABLE DES MATIÈRES

1 Le projet de construction d'un réseau de chaleur « Communes Nord » ..... - 2 -

2 Choix du mode de gestion ..... - 3 -

La gestion directe ..... - 3 -

La gestion déléguée ..... - 4 -

Les éléments de choix ..... - 7 -

3 Objet, durée et étendue du service ..... - 9 -

4 Dispositions financières ..... - 10 -

5 Reprise du personnel ..... - 10 -

6 Production des comptes ..... - 10 -

7 Régime comptable et fiscal ..... - 11 -

8 Fin de contrat ..... - 11 -

9 Déroulement de la procédure ..... - 12 -

Tableau 1 - avantages et inconvénients de la gestion directe et déléguée ..... - 7 -

Tableau 2 - comparaison du coût prévisionnel de la chaleur en gestion directe et déléguée ..... - 8 -

1 LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UN RÉSEAU DE CHALEUR « COMMUNES NORD »

L'ensemble dénommé « Communes Nord » comprend plusieurs collectivités membres de l'Eurométropole de Strasbourg situées au Nord de cette dernière.

Le périmètre de ce futur réseau de chaleur se caractérise par la présence de nombreux équipements publics aux besoins thermiques importants.

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS) a validé en Conseil de l'Eurométropole (CEMS) de septembre 2017 l'objectif cible de 100 % énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) en 2050, un niveau d'ambition particulièrement complexe à atteindre au regard de la dominante urbaine de son territoire.

Dans un contexte de transition énergétique et de développement durable, et afin de favoriser le développement d'énergies renouvelables (EnR) dans le périmètre « Communes Nord », il a été souhaité d'étudier la création d'un réseau de chaleur permettant de contribuer aux objectifs du Plan Climat de l'Eurométropole de Strasbourg par la promotion d'EnR et la diminution d'émissions de gaz à effet de serre.

La création d'un réseau de chaleur constitue une réponse adaptée dans le cadre d'une approche conjuguant l'intérêt collectif et les engagements climatiques.

En lançant dès à présent la procédure de délégation de service public, et compte tenu de la durée prévisionnelle des travaux, le réseau de chaleur pourrait être opérationnel pour la saison de chauffe 2026/2027.

2 CHOIX DU MODE DE GESTION

Il convient de distinguer deux modes de gestion : la gestion directe du service public par la collectivité territoriale et la gestion déléguée à un tiers, laquelle peut impliquer la construction des réseaux, et sources de chaleur par celui-ci.

Les collectivités locales peuvent choisir librement le mode de gestion de leurs services publics. Ce choix s'effectue entre gestion directe ou gestion délégué.

Bien que ce principe ne découle d'aucun texte spécifique, il est la conséquence du principe plus général de la libre administration des collectivités locales.

Le principe du libre choix du mode de gestion a été largement étendu par les lois de décentralisation qui ont supprimé toute tutelle préalable d'approbation et toute référence aux contrats types.

LA GESTION DIRECTE

Dans le cadre d'une gestion directe, la collectivité exploite elle-même son service avec ses propres moyens. Elle assure le suivi et l'entretien des installations, la facturation et la gestion clientèle. Elle peut avoir recours à des prestataires de services. Ainsi, dans le cadre du projet envisagé, l'Eurométropole de Strasbourg peut :

- Soit solliciter des entreprises privées pour la réalisation des travaux de premier établissement et l'exploitation sous forme de marchés publics,
- Soit solliciter les entreprises privées pour la réalisation des travaux et assurer elle-même la gestion du service public en régie,

Le service finance ses dépenses d'investissement et de fonctionnement par une redevance perçue auprès des usagers. L'exploitation est réalisée aux frais et risques de la collectivité locale.

- **Avantages du recours à la maitrise d'ouvrage publique** :
    - maitrise totale de l'opération de construction des réseaux et des sources de chaleur (centrale biomasse, centrale solaire thermique, etc.) ;
    - étapes clairement formalisées et connues des services ;
    - homme de l'art choisi et disposant de la compétence pour mettre en œuvre le marché de travaux.
- **Inconvénients du recours à la maitrise d'ouvrage publique :**
    - coût de l'opération directement supporté par la Collectivité ;
    - risque d'exploitation supporté par la Collectivité ;
    - nécessité de faire appel à des professionnels du secteur ;
    - développement d'une approche commerciale spécifique ;
    - complexité technique de l'opération ;
    - calendrier des procédures relativement long.

En conséquence, les caractéristiques propres de l'activité déléguée ne semblent pas adaptées au mode de gestion directe du service public.

LA GESTION DÉLÉGUÉE

Le marché de partenariat, est défini à l'article L. 1112-1 du Code de la commande publique :

> « *Un marché de partenariat est un marché public qui a pour objet de confier à un opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques une mission globale ayant pour objet la construction, la transformation, la rénovation, le démantèlement ou la destruction d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels nécessaires au service public ou à l'exercice d'une mission d'intérêt général et tout ou partie de leur financement. Le titulaire du marché de partenariat assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération à réaliser.* »

En conséquence, avant d'engager ce type de procédure, la Collectivité devrait réaliser une étude de soutenabilité budgétaire qui apprécierait les conséquences du contrat sur les finances publiques et la disponibilité des crédits.

De plus, la Collectivité devrait également démontrer que le recours à un tel contrat présente un bilan plus favorable, notamment sur le plan financier, que celui des autres modes de réalisation du projet compte tenu de ses caractéristiques, des exigences de service public, de la mission d'intérêt général dont l'Eurométropole est chargée, et des insuffisances et difficultés observées dans la réalisation de projets comparables.

En outre, et en pratique, le marché de partenariat fixe les conditions dans lesquelles est établi le partage des risques entre l'acheteur et le titulaire.

Le financement privé sur lequel s'engagent les tiers dans de tels montages induit également une part relativement importante de financement public.

- **Inconvénients :**
    - Mode contractuel de construction et de gestion externalisée peu adapté aux circonstances de l'espèce ;
    - Complexité du projet à apprécier sur le plan technique ;
    - Caractéristiques du projet inadaptées à ce type de montage (théorie du bilan et étude de soutenabilité budgétaire à réaliser) ;
    - Délais de procédure relativement longs ;
    - De plus, ce type de montage emporte généralement une participation publique de la Collectivité, ce qui n'est, *a priori*, pas envisagé.

En conséquence, il convient d'exclure ce type de contrat.

La Délégation de service public est, selon l'article L. 1121-3 du Code de la commande publique, une sous-catégorie de concession de service :

> « *Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public. Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service.*
>
> *La délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales* ».

S'agissant de l'exploitation du service sous la forme d'une concession il peut être noté que :

- Le concessionnaire peut faire l'avance des frais de premier établissement du service (construction des ouvrages, réseaux, et installations nécessaires au fonctionnement du service) et du fonds de roulement nécessaire à son exploitation ;

- Le concessionnaire peut être entièrement chargé d'exploiter le service à ses risques et périls (il assure la direction, sélectionne, rémunère et surveille le personnel du service, entretient et renouvelle à ses frais les installations, achète l'outillage et le matériel nécessaires à l'exploitation) ;

- En échange des prestations réalisées, le concessionnaire est rémunéré par la perception directe de redevances sur les usagers, lesquelles doivent théoriquement lui permettre de couvrir les intérêts et l'amortissement du capital qu'il a engagé afin de dégager un bénéfice net.

Ainsi, le principe de la délégation de service public permet à la collectivité de transférer à son cocontractant la charge de l'exploitation, ainsi que des risques et de la responsabilité afférents.

Le professionnel, dans le cadre des obligations imposées par la collectivité dans le contrat de concession, est capable de construire, d'organiser et de gérer le service public au mieux de l'intérêt des usagers.

De plus, faire appel à un tiers pour construire et exploiter le réseau de chaleur dans le cadre d'un contrat de concession, dont la durée sera déterminée en fonction du modèle économique présenté par le meilleur candidat au regard des critères définis, permet de s'assurer cumulativement :

- d'une proposition financière adaptée en termes d'investissement ;

- de conditions tarifaires conformes sur la durée de la concession ;

- de l'expérience d'un professionnel sélectionné après une procédure de mise en concurrence ;

- de garanties en termes de construction et d'exploitation des ouvrages.

En outre, les garanties techniques et financières apportées par le concessionnaire confortent la pérennité du contrat de concession à venir.

Le concessionnaire responsable du service doit le gérer conformément au contrat, sans rupture de service, et à ses risques et périls. Il est autorisé à percevoir directement des redevances auprès des usagers conformément aux stipulations du contrat.

Surtout, la Collectivité conserve le contrôle de l'exécution du service et pourra exiger à cette fin la communication de tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

- **Avantages :**

  - Contrat global : unité et une cohérence contractuelle dans tous les domaines (gestion du service incluant ou non la construction des ouvrages, financements, fiscalité, etc.)

  - Véritable substitution du délégataire dans l'exécution du service et dans les rapports avec les usagers du service.

  - La concession est un contrat transférant au délégataire la gestion du service à ses risques et périls

  - Type de montage contractuel adapté à la gestion d'un service public à caractère commercial et industriel ;

  - Redevances pour la Collectivité.

- **Inconvénients de la DSP :**

    - Nécessaire réflexion à mettre en œuvre s'agissant des recettes prévisionnelles attendues et de l'équilibre financier du délégataire avant de faire un choix ;

    - Attention particulière à la mise en œuvre de la procédure de DSP.

D'autres modes de gestion existent :

La Société publique locale : L'article 1er de la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales, dont les dispositions ont été codifiées à l'article L. 1531-1 du CGCT, permet aux collectivités territoriales et à leurs groupements de créer des sociétés publiques locales (SPL) dont ils détiennent la totalité du capital. Les SPL ont un champ d'intervention plus large que celui des SPLA. Il recouvre globalement celui des sociétés d'économie mixte locales (SEML) : opérations d'aménagement au sens de l'art L. 300-1 du code de l'urbanisme, opérations de construction, ou exploitation de services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général.

Inconvénients :

- Nouvelle structure créée par la Collectivité (investissements financiers de départ) ;

- Logique actionnariale, donc entente nécessaire sur le long terme entre collectivités ;

- Société soumise au Code du commerce – nécessaire rentabilité de l'exploitation;

- Nécessité de mettre en œuvre par la suite d'autres contrats de la commande publique pour la création et la gestion du service (marché public, concession, etc.)

La société d'économie mixte à opération unique (Semop) : La loi n° 2014-744 du 1er juillet 2014 a permis de la création d'une nouvelle forme de coopération publique privée institutionnelle : la société d'économie mixte à opération unique (Semop).

L'objet de la Semop est large : réalisation d'une opération de construction, de développement du logement ou d'aménagement, gestion d'un service public (qui n'est pas nécessairement à caractère industriel et commercial) pouvant inclure la construction des ouvrages ou l'acquisition des biens nécessaires au service, toute autre opération d'intérêt général relevant de la compétence de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, à l'exclusion de toute « mission de souveraineté».

Il est nécessaire de réaliser une procédure de mise en concurrence similaire à celle prévue pour les contrats de la commande publique préalablement à la sélection des actionnaires privés qui vont intégrer le capital de la société (article L. 1541-1 et s. du CGCT).

Inconvénients :

- Difficultés liées à l'implication réelle des actionnaires dans l'opération en tant qu'exploitants et à l'accord entre les actionnaires sur le long terme ;

- Responsabilité indirecte de la Collectivité dans l'exploitation du réseau de chaleur ;

- Fonctionnement d'une nouvelle société : personnel, investissement de départ, etc.

- Difficulté potentielle d'associer la Collectivité avec des opérateurs économiques dans le capital ;

- Société soumise au Code du commerce – nécessaire rentabilité de l'exploitation.

LES ÉLÉMENTS DE CHOIX

Au regard des développements précédents, le choix de l'Eurométropole de Strasbourg doit s'opérer entre la DSP et la gestion en régie.

Si, en apparence, la régie devrait permettre à la collectivité de maîtriser son projet, il présente en réalité de nombreux inconvénients liés à la complexité du projet, à la nécessité de développer une compétence importante en interne pour gérer ce type de service. Si la collectivité décide de réaliser ce projet dans le cadre d'une gestion directe, elle devra obligatoirement faire appel à de nombreux professionnels afin de mener un bien ce dernier (entreprise de construction spécialisée, recrutements de professionnels du secteur pour assurer la bonne exploitation du service).

De plus, l'Eurométropole de Strasbourg sera débitrice de l'intégralité des frais de construction et de gestion du service.

Or, la gestion déléguée permet de réaliser sans frais certaines activités (exploitation, facturation, …) par des opérateurs spécialisés, disposant de l'expérience professionnelle attendue, dotés d'organisation et de moyens spécifiques.

Les avantages et les inconvénients respectifs (liste non exhaustive) des deux modes de gestion sont décrits dans le tableau suivant :

	Gestion directe	**Gestion déléguée**
Avantages	- maitrise des flux financiers, - maîtrise des décisions par la collectivité locale, - garantie d'application des choix politiques.	- exploitation aux risques et périls du délégataire, - savoir-faire spécifique du secteur d'activité/complexité du service - expertise technologique, - réactivité et adaptabilité, - maîtrise des conditions d'exécution du service public par l'autorité délégante.
Inconvénients	- niveau de qualification et d'expertise des agents, - complexité de mise en place d'une nouvelle régie, - gestion du personnel, - responsabilité politique et économique directe de la collectivité en cas de difficulté d'exploitation.	- « perte de compétence » de la collectivité liée à la perte de l'exploitation du service, - nécessité de mettre en œuvre un contrôle adapté.

Tableau 1 - avantages et inconvénients de la gestion directe et déléguée

La comparaison du coût prévisionnel de la chaleur pour ces deux modes de gestion fait apparaitre un coût moyen de la chaleur qui serait payé par les usagers du service supérieur de [5-10] €TTC/MWh en délégation de service public par rapport à la régie, avant valorisation des risques.

Coût estimé de la chaleur (prix lissé)	**Gestion déléguée** ***DSP***	**Gestion directe** ***Régie***	**Différence DSP / Régie**
R1 en € TTC / MWh consommés (consommation)	[50-60]	[50-60]	Equivalent
R2 en € TTC / kW installés (Abonnement)	[80-90]	[70-80]	10 €TTC/kW
Coût moyen de la chaleur payé par les usagers en € TTC / MWh consommés	[135—145]	[125-135]	[5-10] €HT/MWh

Tableau 2 - comparaison du coût prévisionnel de la chaleur en gestion directe et déléguée

Il s'agit là d'un prix moyen, mais compte tenu des principes régissant les SPIC, la régie devra être *a minima* à l'équilibre dès les premières années d'exploitation (à l'inverse d'un délégataire qui constate généralement des déficits pendant les premières années et réalise sa marge sur les dernières années du contrat).

Le tarif moyen qui devrait être pratiqué en régie pour la première année sera donc de l'ordre de [135-140] TTC/ MWh, **soit un cout équivalent au tarif en DSP.**

Surtout, ce coût n'intègre pas la valorisation des risques (surcoûts d'investissement en phase construction, coûts d'approvisionnement, difficultés à recruter du personnel, etc.), supportées en totalité par la Collectivité en régie et donc à ajouter au coût de la chaleur.

Enfin, ces coûts de chaleur sont en « prix 1er semestre 2022 », et prennent en compte une forte inflation des prix de l'énergie mais aussi des coûts de travaux. Les coûts présentés correspondent à des fourchettes, reflétant des incertitudes fortes sur les coûts finaux, ainsi que la volatilité des prix actuels.

3 OBJET, DURÉE ET ÉTENDUE DU SERVICE

Le futur délégataire sera chargé du financement de la construction des équipements suivants :

- Des nouveaux outils de production EnR&R d'une puissance thermique comprise entre 10 et 20MW en fonction du scenario énergétique retenu, permettant d'obtenir un taux EnR supérieur à 65% dès la mise en service du réseau public.
- La mise en œuvre des moyens de production d'appoints-secours associés
- L'intégration d'installations de distribution, de livraisons et de production de chaleur existantes au sein des biens de la concession le cas échéant
- Le réseau de distribution de la chaleur, d'une longueur de 20 à 35 km selon le scénario de desserte retenu et des moyens de production de chaleur.

L'aide maximale prévisionnelle s'élève à 43% de ces investissements,

Puis du fonctionnement, de l'exploitation, et de l'entretien desdits équipements.

La convention de délégation de service public sera conclue à compter de la notification du contrat prévu en automne 2024 pour une durée d'environ 24 ans et 3 mois intégrant une durée prévisionnelle de travaux de 15 mois avant la mise en service des premiers tronçons, et 23 années d'exploitation. La mise en exploitation des équipements sera échelonnée en fonction de la commercialisation du service, mais aussi de l'ampleur des travaux à réaliser.

Les premiers équipements du réseau devraient être mis en service pour la saison de chauffe 2026/2027.

Les candidats pourront être autorisés ou obligés à proposer une variante sur la thématique suivante : Variante sur le recours à une centrale solaire thermique à créer.

Le délégataire assurera la construction et l'exploitation du service de manière à atteindre les objectifs suivants qui lui seront fixés par la Collectivité :

- satisfaire toute l'année les besoins en chaleur des abonnés
- avoir une chaleur produite à plus de 65% à partir d'énergie renouvelable
- développer le réseau de chaleur
- posséder un mix-énergétique diversifié de production d'EnR&R
- obtenir une meilleure maitrise de l'évolution des tarifs pour les usagers

Dans ce cadre :

- Il assure le financement et la construction de plusieurs points d'injection de chaleur à partir d'énergie renouvelable, de récupération et fossiles en appoint et secours et des réseaux de chaleur jusqu'aux points de livraison,
- Il est responsable de l'approvisionnement, la production, la fourniture et la distribution de la chaleur aux bâtiments des zones denses des communes de Hœnheim, Bischheim, Schiltigheim en premier lieu ainsi que les périmètres de Souffelweyersheim, Mundolsheim et de la Robertsau à Strasbourg,
- En particulier, le service comprendra la gestion, l'exploitation ainsi que l'entretien, la maintenance et le renouvellement de l'ensemble des équipements de manière à assurer leur bon fonctionnement.
- Il assure la gestion des relations avec les abonnés et la perception des redevances auprès des abonnés
- Il devra souscrire toutes les polices d'assurance pour couvrir les risques liés à sa mission.
- Au niveau de l'exploitation du service, le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées aux services délégués. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service.

4 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le délégataire percevra sa rémunération directement auprès des usagers.

Le coût de la vente de la chaleur sera fixé contractuellement et évoluera selon les formules de révision prévue au contrat.

En contrepartie des droits qui lui seront accordés, le délégataire devra verser à la collectivité une redevance fixe relative à la mise à disposition de l'équipement tenant compte du coût d'amortissement des investissements réalisés et aux frais de contrôle, ainsi qu'éventuellement une redevance variable liée à l'activité du service.

Les bases de calcul des redevances seront définitivement arrêtées lors des négociations puis validées par le Conseil lorsque le contrat de délégation lui sera soumis pour approbation.

5 REPRISE DU PERSONNEL

Les dispositions de l'article L1224-1 et L1124-2 du Code du travail relatives au transfert automatique des contrats de travail ne s'appliqueront pas puisqu'il s'agit de la création d'un nouveau réseau.

Aucun agent de la Métropole ou d'une quelconque entreprise n'est actuellement affecté à ce service. Le personnel affecté à la gestion de ce service sera le personnel mis en place par le délégataire retenu.

6 PRODUCTION DES COMPTES

Le concessionnaire fera l'objet d'un contrôle conformément aux dispositions des articles L. 3131-1 et suivants, et R. 3131-1 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, le concessionnaire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession, et une analyse de la qualité des ouvrages et des services afin de permettre à la Collectivité d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport seront tenues par le concessionnaire à la disposition de l'Eurométropole, dans le cadre de son droit de contrôle.

Ce rapport comprendra notamment :

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation ;
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public ;
- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public ;
- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé ;
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public.

De plus, le concessionnaire produira chaque année une analyse de la qualité des ouvrages et des services demandés, ainsi qu'un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

7 RÉGIME COMPTABLE ET FISCAL

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué, y compris ceux relatifs aux immeubles, sont à la charge du délégataire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation

Le cas échéant, la récupération de la TVA sur immobilisation revenant à la collectivité sera opérée en application des dispositions de l'article 210 de l'annexe II du Code général des impôts.

8 FIN DE CONTRAT

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.

A l'expiration de la convention de délégation, le délégataire devra remettre à la collectivité l'équipement dans un état normal d'entretien.

Le délégant retrouvera ainsi la jouissance de l'ensemble des biens et équipements mis à disposition du délégataire.

Le délégant sera subrogé aux droits du délégataire et pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.

Les biens de reprise feront l'objet d'une indemnité.

9 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

Dans le cadre des articles L.1411-1 et suivants du CGCT et L. 3000-1 et suivants du CCP, la procédure de consultation se déroulera selon les étapes suivantes :

- Délibération de l'Eurométropole de Strasbourg sur le principe de la délégation du service public et lancement de la procédure (28 juin 2023) ;

- Avis d'appel public à la concurrence (5 juillet 2023) ;

- Réception des candidatures et des offres (17 août 2023);

- Ouverture des plis de candidature, puis sélection des candidats admis à présenter une offre par la Commission de Délégation de Service Public (août 2023) ;

- Envoi du DCE aux candidats admis (septembre 2023)

- Ouverture des offres, puis analyse comparative des offres par la Commission de Délégation de Service Public (janvier 2024) ;

- Négociations menées par l'autorité habilitée de la Collectivité ou son représentant (printemps 2024) ;

- Choix du concessionnaire par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public (printemps 2024) ;

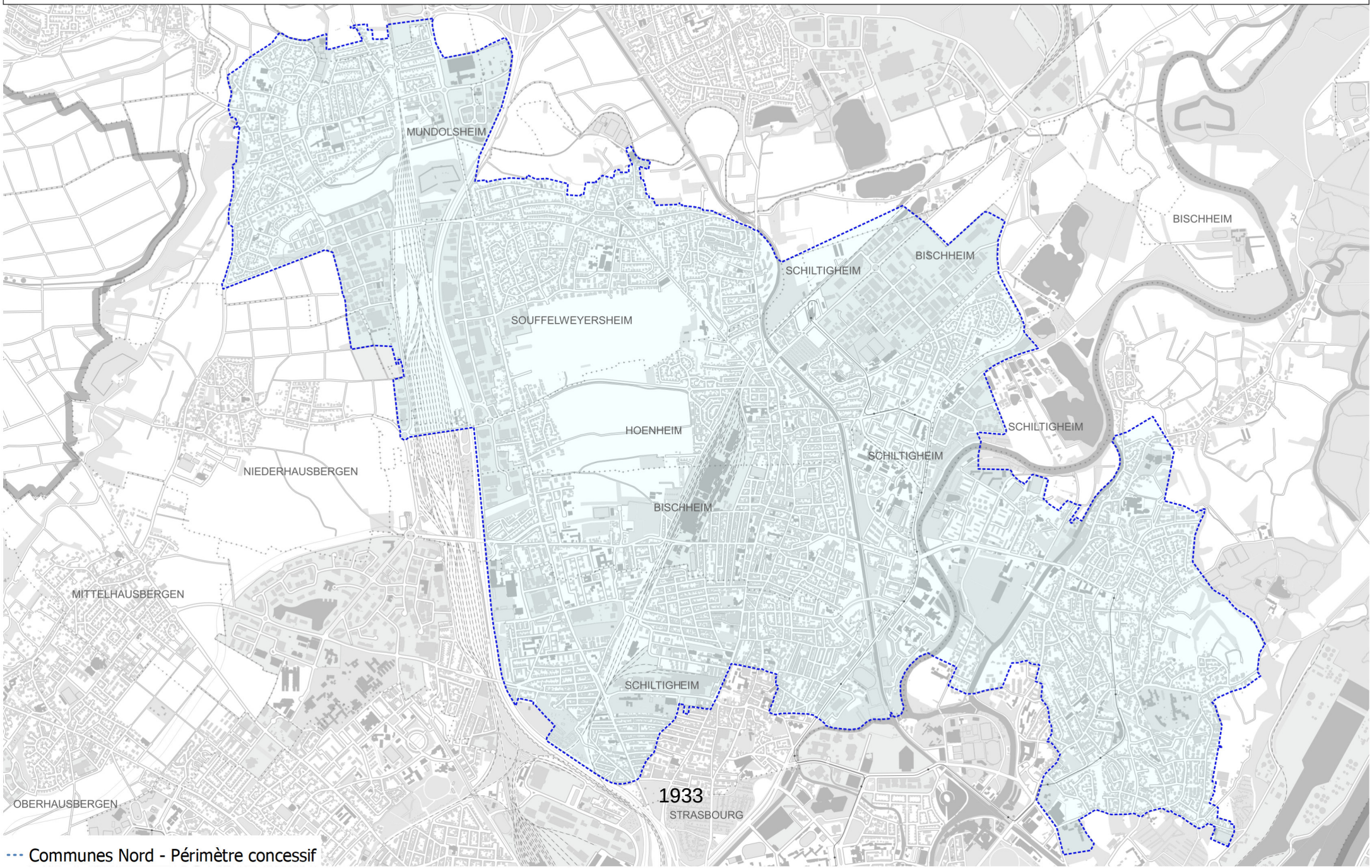
- Délibération du Conseil municipal sur le choix du concessionnaire et la convention de délégation de service public (28 juin 2024) ;

- Signature de la convention de délégation de service public (10 juillet 2024) ;

- Accomplissement des formalités de transmission en Préfecture et de notification de la convention de délégation de service public (juillet 2024) ;

- Avis d'attribution (juillet 2024).

Réseau de Chaleur communes nord
Périmètre concessif



78

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Programme d'intérêt général (PIG) Habiter l'Eurométropole : attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2023-627

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre des Programmes d'Intérêt Général (PIG) « Habiter l'Eurométropole » - de subventions aux particuliers dont la liste figure dans l'annexe jointe à la présente délibération, pour une enveloppe globale de 152 142 €.

Par délibération du 29 juin 2018, le Conseil de communauté a en effet approuvé ce programme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022 et celle du 16 décembre 2022 le reconduit jusqu'au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, le PIG « Habiter l'Eurométropole » porte sur des travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.

Les propriétaires occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnels qui réhabilitent des logements de plus de 15 ans peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 juin 2016
validant la convention de délégation de compétence des
aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2016-2021,

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021
validant le renouvellement de la délégation de compétence des
aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2022-2027,
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 29 juin 2018
relative aux modalités financières du PIG Habiter l'Eurométropole,
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022
validant le renouvellement du PIG Habiter l'Eurométropole
pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027
Sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 152 142 €, au titre du programme d'intérêt général Habiter l'Eurométropole sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, aux dossiers listés sur le tableau joint en annexe, pour un total de 72 logements concernés,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0117, programme 568, sur les budgets 2023 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158782-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67017288	avec travaux	Strasbourg	115 route d'Oberhausbergen	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	1 522 €	837 €	5%	**76 €**
67018186	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	1a rue de l'Espérance	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	3 549 €	2 129 €	15%	**532 €**
67018496	avec travaux	Strasbourg	27 rue de Soultz	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	2 741 €	1 645 €	10%	**274 €**
67018825	avec travaux	Strasbourg	20 rue de Boersch	Bailleur	1	loyer social	Amélioration énergétique	26 145 €	11 151 €	15%	**4 922 €**
67018825	avec travaux	Strasbourg	20 rue de Boersch	Bailleur	1	loyer social	Classique (MD) avec Economie d'Energie	38 495 €	15 473 €	15%	**6 774 €**
67018834	avec travaux	Strasbourg	7 rue d'Altorf	Bailleur	1	loyer social	Amélioration énergétique	11 371 €	5 480 €	15%	**2 706 €**
67018844	avec travaux	Holtzheim	1 rue des Jeux	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	29 865 €	19 419 €	10%	**2 987 €**
67018845	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	7 route de Lyon	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	14 480 €	8 688 €	15%	**2 172 €**
67018846	avec travaux	Eckbolsheim	11 rue des Erables	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	13 287 €	7 972 €	15%	**1 993 €**
67018847	avec travaux	Ostwald	20 rue Neuve	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	22 500 €	10%	**3 500 €**
67018848	avec travaux	Plobsheim	23 rue du Canal	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	7 016 €	4 210 €	15%	**1 052 €**
67018849	avec travaux	Eckbolsheim	6 rue des Hirondelles	Occupant(TS)	1	/	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	50 000 €	26 500 €	10%	**5 000 €**
67018850	avec travaux	Lampertheim	38 rue de la Poste	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	17 250 €	5%	**1 750 €**
67018851	avec travaux	Lingolsheim	5 rue de Champagne	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	29 726 €	19 336 €	10%	**2 973 €**
67018852	avec travaux	Strasbourg	31 rue Saglio	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	30 600 €	18 360 €	10%	**3 060 €**
67018853	avec travaux	Strasbourg	11 rue des Juifs	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	8 893 €	6 836 €	10%	**889 €**
67018854	avec travaux	Eckbolsheim	20 rue de la Croix	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	32 954 €	21 272 €	10%	**3 295 €**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67018855	avec travaux	Strasbourg	35 rue de l'Ancienne Ecole	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	21 000 €	10%	**3 500 €**
67018918	avec travaux	Hoenheim	5 rue du Falkenstein	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	7 083 €	3 187 €	20%	**1 417 €**
67018899	avec travaux	Strasbourg	14 rue Sainte Richarde	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	801 €	481 €	15%	**120 €**
67018919	avec travaux	Strasbourg	28 rue de Soultz	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	4 933 €	2 220 €	20%	**987 €**
67018920	avec travaux	Strasbourg	107 route de la Wantzenau	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	5 262 €	3 157 €	15%	**789 €**
67018921	avec travaux	Mundolsheim	9 rue du Stade	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	15 201 €	6 840 €	5%	**760 €**
67018922	avec travaux	Strasbourg	2c rue Glaubitz	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	25 557 €	11 501 €	5%	**1 278 €**
67018924	avec travaux	Lampertheim	26 rue de la Poste	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	14 491 €	6 521 €	5%	**725 €**
67018925	avec travaux	Strasbourg	5 allée Charles Perrault	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	14 361 €	8 617 €	10%	**1 436 €**
67018926	avec travaux	Eschau	32 rue des Fusiliers Marins	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	34 180 €	22 008 €	10%	**3 418 €**
67018927	avec travaux	Holtzheim	28 rue de l'Ecole	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	15 750 €	5%	**1 750 €**
67018929	avec travaux	Strasbourg	47 rue de l'Engelbreit	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	5 740 €	2 583 €	20%	**1 148 €**
67018930	avec travaux	Strasbourg	40 rue Stéphanie	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	7 353 €	3 309 €	20%	**1 471 €**
67018931	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	17 rue Ernest Renan	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	13 248 €	5 962 €	20%	**2 650 €**
67018932	avec travaux	Lingolsheim	15 rue de Montreux	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	6 396 €	3 838 €	15%	**959 €**
67018933	avec travaux	Strasbourg	150 rue de la Ganzau	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	10 068 €	4 531 €	20%	**2 014 €**
67018934	avec travaux	Plobsheim	11 rue des Champs	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	12 644 €	7 586 €	15%	**1 897 €**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67018935	avec travaux	Eckbolsheim	117 avenue du Général De Gaulle	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	22 500 €	10%	**3 500 €**
67018936	avec travaux	Vendenheim	5 rue de Reichstett	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	25 028 €	16 517 €	10%	**2 503 €**
67018938	avec travaux	Strasbourg	12 rue de l'Ammeistre	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	6 577 €	3 946 €	15%	**987 €**
67018939	avec travaux	Strasbourg	8 rue du Spesbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	8 318 €	4 991 €	15%	**1 248 €**
67018940	avec travaux	Hoenheim	21 rue des Voyageurs	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	7 710 €	3 470 €	20%	**1 542 €**
67018941	avec travaux	Strasbourg	2c rue d'Altkirch	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	6 241 €	3 745 €	15%	**936 €**
67018942	avec travaux	Wolfisheim	6 rue des Tarpans	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	16 829 €	10 098 €	10%	**1 683 €**
67018943	avec travaux	Wolfisheim	4 rue Berlioz	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	22 674 €	15 105 €	10%	**2 267 €**
67018946	avec travaux	Ostwald	14 rue de l'Ile des Pêcheurs	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	5 711 €	3 426 €	15%	**857 €**
67018948	avec travaux	Mundolsheim	27 rue du Général De Gaulle	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	12 073 €	5 433 €	20%	**2 415 €**
67018949	avec travaux	Mundolsheim	9 rue des Roses	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	22 500 €	10%	**3 500 €**
67018950	avec travaux	Schiltigheim	16 rue du Charme	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	18 336 €	11 001 €	10%	**1 834 €**
67018951	avec travaux	Strasbourg	62 rue Georges Bernanos	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	22 500 €	10%	**3 500 €**
67018952	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	22 avenue Messmer	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	34 095 €	21 957 €	10%	**3 410 €**
67018955	avec travaux	Breuschwickersheim	4 rue Sturmeck	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	24 118 €	10 853 €	5%	**1 206 €**
67018959	avec travaux	Entzheim	4 rue des Lilas	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	31 967 €	19 180 €	10%	**3 197 €**
67018960	avec travaux	Bischheim	24 rue Voltaire	Occupant(TS)	1	/	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	51 287 €	32 272 €	5%	**2 564 €**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67018965	avec travaux	Lingolsheim	2 rue de Soleure	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	4 649 €	2 789 €	15%	**697 €**
67018966	avec travaux	Reichstett	1 rue du Col du Bonhomme	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	7 912 €	3 560 €	20%	**1 582 €**
67018967	avec travaux	Schiltigheim	2 rue de Dachstein	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	14 915 €	8 949 €	10%	**1 492 €**
67018968	avec travaux	Hangenbieten	21a rue du 14 Juillet	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	18 042 €	10 825 €	10%	**1 804 €**
67018970	avec travaux	Strasbourg	19a avenue de la Paix Simone Veil	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	7 398 €	3 329 €	20%	**1 480 €**
67018972	avec travaux	Schiltigheim	3 rue Gouraud	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	22 500 €	10%	**3 500 €**
67018976	avec travaux	Strasbourg	4 rue de Quatzenheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	30 470 €	19 782 €	10%	**3 047 €**
67018978	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	15 rue Gounod	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	17 250 €	5%	**1 750 €**
67018980	avec travaux	Strasbourg	12 rue de Reinacker	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	29 125 €	13 106 €	5%	**1 456 €**
67018982	avec travaux	Hoenheim	32 rue de la Loire	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	18 237 €	12 442 €	10%	**1 824 €**
67018988	avec travaux	Plobsheim	1 rue des Cordières	Bailleur	1	loyer social	Amélioration énergétique	24 995 €	10 248 €	15%	**4 749 €**
67018990	avec travaux	Strasbourg	4 rue de l'Elmerforst	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	13 185 €	7 911 €	10%	**1 319 €**
67018991	avec travaux	La Wantzenau	2a rue de Limoges	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	13 100 €	5 895 €	20%	**2 620 €**
67018992	avec travaux	Reichstett	75 rue du Général De Gaulle	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 000 €	22 500 €	10%	**3 500 €**
67018993	avec travaux	Strasbourg	1 rue Roth	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	9 493 €	7 196 €	10%	**949 €**
67019025	avec travaux	Eckbolsheim	14 rue Sainte Odile	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	34 826 €	20 896 €	10%	**3 483 €**
67019027	avec travaux	Schiltigheim	19 rue de Bitche	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	34 456 €	20 673 €	10%	**3 446 €**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67019030	avec travaux	La Wantzenau	9 rue des Roses	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	30 412 €	15 186 €	5%	**1 521 €**
067-S-LS-202303-0027	sans travaux	Strasbourg	4 rue de Chateauroux	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	1 000 €	0%	**1 500 €**
067-S-LS-202303-0029	sans travaux	Strasbourg	16 rue de Soleure	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	2 000 €	0%	**1 500 €**
067-S-LS-202304-0044	sans travaux	Strasbourg	1 place Albert 1er	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	2 000 €	0%	**1 500 €**
Total					**72**			1 390 141 €	797 680 €		**152 142 €**

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000 € sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative lorsque le propriétaire passe par l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) ou une association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.
Cette aide peut être majorée de 1 000 € lorsque le propriétaire signe un mandat de gestion avec l'AIVS.
De plus, si le logement est d'une surface habitatble < à 40m², une autre mojaration de 1 000 € est ajoutée.
Aides complémentaires sur les dossiers initiaux 67017288 et 67018496.

79

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Adaptation du logement au handicap : attribution de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2023-629

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'une enveloppe globale de 4 171 €, pour le projet listé en annexe à la présente délibération, dans le cadre de l'aide versée pour l'adaptation du logement au handicap.

Dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat, le Conseil de Communauté s'est en effet engagé, par délibérations des 7 juillet 2000 et 6 juin 2014 « Evolution des aides relatives aux travaux d'adaptation des logements au handicap et à la perte d'autonomie des personnes », à soutenir financièrement une partie des travaux permettant le maintien à domicile des personnes en situation de handicap ou des personnes âgées à mobilité réduite.

Les bénéficiaires de cette aide sont les propriétaires occupants et les locataires (du parc public ou privé) dont les revenus sont inférieurs à un plafond de ressources revu chaque année. Ces plafonds sont à comparer avec les revenus fiscaux de référence de l'année N-2 de toutes les personnes qui occupent le logement. Toutefois, si les revenus ont fortement baissé entre l'année N-2 et l'année N-1, il est possible de prendre en compte les revenus de l'année N-1.

Nombre de personnes dans le ménage	Ménages « très modestes »*	Ménages « modestes »*	Ménages EmS (+20% des plafonds « ménages modestes »
1	16 229 €	20 805 €	24 966 €
2	23 734 €	30 427 €	36 512 €
3	28 545 €	36 591 €	43 909 €
4	33 346 €	42 748 €	51 298 €
5	38 168 €	48 930 €	58 716 €
personne supplémentaire	+ 4 813 €	+ 6 165 €	+ 7 398 €

* Plafonds de ressources ANAH

Deux types de travaux sont pris en considération : l'aménagement des salles d'eau et l'aménagement et/ou la sécurisation des accès.

La participation de l'Eurométropole de Strasbourg a été fixée à 25% du montant des travaux (HT) retenu au titre du handicap, après déduction des aides légales sur le montant (TTC) de ces travaux.

Les dossiers concernés par cette participation sont ceux dont la demande de subvention déposée après le 1er juin 2020 ne permet pas de bénéficier des aides de l'ANAH, dans le cadre du Programme d'intérêt général « Habiter l'Eurométropole », mais dont les bénéficiaires correspondent à la catégorie « Ménages EmS ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu les délibérations des 7 juillet 2000 et 6 juin 2014 « Évolution des aides relatives aux travaux d'adaptation des logements au handicap et à la perte d'autonomie des personnes »,
Sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 4 171 €, au titre de l'adaptation du logement au handicap, aux dossiers mentionnés sur le tableau joint en annexe à la présente délibération.

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0117, programme 568, sur les budgets 2023 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158786-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

80

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Délégation des aides à la pierre de l'Agence nationale de l'Habitat (Anah) : programme d'action 2023 sur le parc privé.

Numéro E-2023-575

Le Programme d'action (PA) est actualisé chaque année, en fonction des orientations et des priorités d'action de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) en matière d'aide aux travaux sur le parc privé des logements.

Le Programme d'action est de ce fait lié aux dispositifs opérationnels suivants :
- le Programme d'intérêt général « Habiter l'Eurométropole » (PIG HE), conclu pour la période allant du 10 mars 2023 au 09 mars 2028 (cf. délibérations du Conseil en date du 16 décembre 2022).
- l'Opération programme d'amélioration de l'Habitat – copropriétés dégradées (OPAH CD) pour la période 2019-2024 (cf. délibération du Conseil en date du 25 janvier 2019) ;
- l'OPAH-renouvellement urbain sur Koenigshoffen (dispositif « Habiter Koenigshoffen ») conclu pour la période 2023-2028 (cf. délibération du Conseil en date du 28 juin 2022).

En sa qualité de délégataire des aides à la pierre de l'Etat et suite à la parution par l'Anah de la circulaire C 2023/01, l'Eurométropole de Strasbourg, intègre dans le Programme d'action 2023 les évolutions réglementaires sur les aides octroyées par l'Anah aux propriétaires de logements privés (propriétaires occupants, propriétaires bailleurs, copropriétés).
A cette occasion, elle actualise également les modalités d'octroi de ses propres aides, qui sont articulées avec celles de l'Anah.

1. Rappel des objectifs

L'ensemble des dispositifs opérationnels listés plus haut contribuent à l'atteinte des objectifs fixés au volet Habitat du Plan local de l'urbanisme, aux objectifs du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) et aux objectifs du Plan Climat et au plan quinquennal « Logement d'abord ».

Via l'octroi de subventions et un accompagnement spécifique des ménages, les objectifs visent à :
- l'amélioration énergétique des logements et les économies d'énergie ;
- la rénovation des logements dégradés et la lutte contre l'habitat indigne ;
- la rénovation des copropriétés fragiles ou en difficulté ;
- l'accès au logement et l'ouverture du parc privé aux ménages modestes ;
- la lutte contre les logements vacants ;
- le repérage des logements énergivores et/ou dégradés et la prospection active des ménages dans les communes le nécessitant ;
- l'adaptation des logements au handicap et à la perte d'autonomie.

Le PIG s'applique sur l'ensemble des 33 communes de l'EPCI et il s'adresse aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et aux copropriétés.

2. **Bilan de l'activité 2022 –** synthèse (Programme d'action joint en annexe page 6 à 15 à la présente délibération)

Les résultats 2022 attestent de la montée en puissance amorcée depuis 2020, avec un dépassement des objectifs fixés initialement par l'Anah (en moyenne : 104% d'atteinte des objectifs).
Au total, 1 010 logements ont bénéficié d'un accompagnement et d'une aide financière aux travaux (auxquels s'ajoute l'engagement des travaux de résidentialisation et de réhabilitation énergétique sur deux copropriétés de l'OPAH « Copropriétés dégradées »).
Le volume des travaux subventionnables a atteint 24,4 millions d'euros en 2022.

Bilan des dossiers déposés en 2022

	Objectif initial	Réalisés
Logements propriétaires bailleurs	34	114
Travaux rénovation énergétique en Copropriétés dites « fragiles »	194	239
Travaux rénovation énergétique en Copropriétés dites « saines »	347	351
OPAH Copropriétés dégradées	336	38*
Logements propriétaires occupant	254	268
dont Logements indignes et très dégradés	18	16
dont Logements énergies	162	164
dont Logements autonomies	76	88

**Report des assemblées générales pour le vote des travaux en 2023*

L'enveloppe des crédits Anah mobilisée s'est ainsi élevée à 9 653 698€, au-delà des objectifs et prévisions posés en début d'exercice (cette élévation de la dotation de l'Anah s'explique à la fois par l'augmentation du nombre de dossiers, mais aussi l'augmentation du coût global des travaux et des matières premières).

L'Eurométropole de Strasbourg a engagé 1 126 623 € sur ses fonds propres, en complément des aides de l'Anah au soutien des travaux réalisés sur le parc privé.

3. Le Programme d'action 2023

Le Programme d'action constitue le support opérationnel pour l'attribution des aides de l'Anah et préside à l'attribution de subventions aux propriétaires sur les crédits de l'Eurométropole de Strasbourg (fonds propres).

Il indique :
- la dotation pour l'année 2023 ;
- les priorités d'octroi de subventions (objectifs de logements à rénover) ;
- les taux de subventions ;
- les travaux subventionnables ;
- les plafonds de ressources des propriétaires ;
- l'adaptation locale des loyers conventionnés ;
- l'ingénierie des programmes et les actions de communication pour l'année.

3.1 Les priorités de l'Anah en 2023

Les priorités de l'Anah au niveau national sont définies chaque année par circulaire, et seront reprises dans le Programme d'actions à titre d'information dès publication de la circulaire 2023 :
- le déploiement du nouveau Service France Rénov', le service public de la rénovation de l'Habitat qui réorganise le parcours utilisateur et qui simplifie l'accès aux aides et la préparation de l'arrivée de la réforme Monaccompagnateurrénov' (MAR) ;
- la lutte contre la précarité énergétique ;
- la lutte contre les fractures territoriales ;
- la lutte contre les fractures sociales :
  - la lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
  - l'accompagnement et le maintien à domicile des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap pour l'adaptation de leur logement ;
  - le plan Logement d'abord et le plan national de lutte contre les logements vacants (par ailleurs co-piloté par l'Eurométropole de Strasbourg, l'Anah et le Ministère) avec le déploiement des opérations réalisées en lien avec les structures qui détiennent l'agrément « maitrise d'ouvrage et d'insertion » (MOI) ;
  - l'humanisation des structures d'hébergement.
- le redressement des copropriétés en difficulté et la prévention de la dégradation des copropriétés fragiles.

3.2 Les priorités d'intervention et les objectifs 2023, adaptés au territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

En tant que délégataire, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de définir au niveau local ses propres priorités. Toutes thématiques confondues, les champs d'interventions pour l'octroi des subventions sont les suivants :
- développement et coordination du service France Rénov' pour conseiller, accompagner et orienter les particuliers – en lien avec l'Agence du Climat qui constitue et porte le

Guichet unique d'orientation des demandeurs sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- aide au syndicat des copropriétés fragiles ;
- travaux de lutte contre la précarité énergétique ;
- travaux de lutte contre l'habitat indigne, dégradé et/ou vacant – en lien dès que possible avec des opérations réalisées en MOI ;
- travaux liés au handicap et à la perte d'autonomie ;
- travaux liés aux autres thématiques.

2023	Objectifs Eurométropole de Strasbourg en logements
Logements loyers maîtrisés (propriétaires bailleurs)	99
Ma prime rénov Copropriétés « fragiles »	14
Ma prime rénov Copropriétés « autres »	400
Logements occupants	325
dont Logements indignes	16
dont Logements très dégradés	
dont Logements Energie	206
dont Logements Autonomie	103

Extrait du PA 2023 joint en annexe, page 26

3.3 Les évolutions réglementaires en 2023 de l'Anah qui amènent à modifier la participation en fonds propres de l'Eurométropole de Strasbourg (à budget constant)

- **Pour les opérations de réhabilitation réalisées sur le parc privé locatif (propriétaires bailleurs) :** intégration dans le programme d'action du régime d'aides « maitrise d'ouvrage et d'insertion » (MOI), conformément à la circulaire d'orientation qui invite les délégataires Anah à réaliser plus d'opération d'après ce montage. De fait, la maîtrise d'ouvrage d'insertion est une réponse pertinente à la croisée des enjeux d'insertion sociale des ménages les plus démunis et de requalification du parc privé :
  - lutte contre l'habitat indigne et/ou vacant tout en recyclant une offre de logements privés à des niveaux de loyers très abordable ;
  - lutte contre la précarité énergétique ;
  - requalification des logements, notamment en centres anciens et/ou en communes déficitaires (les logements réhabilités et conventionnés pendant une durée minimale de 15 ans sont comptabilisés dans le cadre de l'article 55 de la Loi SRU).

Le régime d'aide propriétaire bailleur « classique » et celui de la MOI ne s'additionnent pas : afin de permettre au projet MOI de pouvoir bénéficier d'aides de l'Eurométropole de Strasbourg qui soient attractives pour permettre d'augmenter le nombre d'opérations réalisé sur ce montage avantageux pour la collectivité, il est proposé de porter à 10% le taux d'aide en fonds propres de la collectivité, à égalité avec les autres aides bailleurs (mais sur un plafond de travaux subventionnables plus élevé).

Page 19 du PA 2023 joint en annexe à la présente délibération.

- **Pour les ménages occupants qui dépassent les plafonds de ressources fixés par l'Anah** : en 2023 et au niveau national, il est fixé l'atteinte d'au moins 40 000 logements adaptés à la perte d'autonomie et au handicap. Cette augmentation générale correspond à une évolution importante des demandes sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : 88 dossiers ont été engagés en 2022 (contre 74 en 2021 et 60 en 2020). L'ensemble des demandes n'a pas pu être satisfaite en 2022 et un « stock » de dossiers a été constitué début 2023 – agréés en priorité depuis l'octroi des enveloppes Anah début mars.

Par ailleurs, en 2023, l'Anah a fixé l'objectif de réaliser 103 dossiers autonomie sur le territoire. Étant donné la dynamique, ces objectifs seront certainement atteints – voire dépassés en cours d'année. Afin de maitriser les budgets en fonds propres que cela implique (budget constant), il est proposé de recentrer les subventions de l'Eurométropole de Strasbourg vers les ménages cibles de l'Anah (à savoir : ménages « modestes » ou « très modestes ») et de supprimer l'aide volontariste qu'elle accordait aux ménages « hors plafonds Anah » - qui dépassaient de 20% les plafonds de ressources.

A noter : l'aide volontariste de l'Eurométropole de Strasbourg n'a été mobilisée que pour 20 dossiers en 2022. Les autres aides mobilisables par ces ménages « hors plafonds » restent mobilisables (CARSAT, aides CeA, APA, PCH, etc).

Page 36 du PA 2023 joint en annexe à la présente délibération.

- **Pour les copropriétés en phase d'*élaboration* de Plan de sauvegarde ou en Plan de sauvegarde (PDS) :** par délibération en date du 16 décembre 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a validé la mise en place de la phase d'élaboration du Plan de sauvegarde pour la copropriété du Parc d'Ober qui fait partie de l'OPAH copropriété dégradée (OPAH CD).

Le régime d'aide OPAH CD et celui du Plan de sauvegarde ne s'additionnent pas : afin de permettre à la copropriété de bénéficier des aides prévues par l'Eurométropole de Strasbourg avant le passage en PDS, il est nécessaire d'actualiser les tableaux de financement du PA 2023 en passant l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg de 0% (pas de PDS avant la Parc d'Ober) à 10% (exclusivement pour cette copropriété).
Cf. page 37 du PA 2023 joint en annexe.

L'ensemble de ces dispositions concerne les dossiers déposés à partir du 13 avril 2023 (correspondant à la date de la Commission locale d'amélioration de l'Habitat pour l'approbation du PA 2023).

3.4 Les modalités financières 2023

Anah :
L'enveloppe nationale de l'Anah pour l'amélioration de l'habitat en 2023 est de 3,9 milliards d'euros, pour permettre la réhabilitation de 700 000 logements minimum. A l'échelle de la Grande Région, la dotation est de 163 300 000 €.

La dotation Anah pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg a été établie en 2023 à 9 846 261 €, dont une enveloppe d'ingénierie de 383 010 €.

Eurométropole de Strasbourg :

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg engage des crédits sur son budget propre.
Sur 2023, et conformément aux engagements inscrits aux budgets et dans les conventions de programmes signées il est prévu :

- PIG Habiter l'Eurométropole : une enveloppe d'engagement prévisionnel de 980 000 € pour le programme 568 Fonction 551, Nature 20422 HP01;
- OPAH Copropriétés dégradées : une enveloppe d'engagement prévisionnel de 679 034 € pour le programme 1314 Fonction 551, Nature 20421 HP01;
- OPAH Renouvellement urbain-Koenigshoffen : une enveloppe d'engagement prévisionnel de 665 333 € pour le programme 1550 Fonction 551, Nature 20421 HP01;

Conformément au règlement général de l'Anah, la rédaction et le contenu du Programme d'action 2023 ont été approuvés par les membres de Commission locale de l'amélioration de l'habitat (CLAH) qui s'est réunie le 13 avril 2023. Cette commission est présidée par la Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de l'Habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de communauté du 17 décembre 2021 validant le renouvellement de la délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat et la convention des aides à l'habitat privé couvrant la période 2022-2027
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2022 validant la signature de la nouvelle convention du programme d'intérêt général « Habiter l'Eurométropole » pour la période 2023-2028
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2022 autorisant le lancement de la phase d'élaboration du plan de sauvegarde sur la copropriété du parc d'Ober (OPAH copropriétés dégradées)
vu l'approbation du Programme d'action 2023 par la Commission locale d'amélioration de l'habitat qui s'est réunie le 13 avril 2023
vu le Programme d'action 2023 joint en annexe à la présente délibération
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les évolutions règlementaires proposées pour le Programme d'action 2023 ;

décide

- *le versement d'une aide de l'Eurométropole de Strasbourg de maximum 10% du montant hors taxe des travaux subventionnables pour la copropriété du Parc d'Ober en phase d'élaboration du plan de sauvegarde ;*
- *le versement d'une aide de l'Eurométropole de Strasbourg de maximum 10% du montant hors taxe des travaux subventionnables pour les dossiers propriétaires bailleurs déposés en MOI ;*
- *l'imputation de la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour les subventions aux travaux engagées sur :*
  - *la ligne budgétaire fonction 551, nature 20422 HP0, AP0117, programme 568,*
  - *la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20421, HP01, AP0294, programme 1314,*
  - *la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, APO360, programme 1550 ;*

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer l'ensemble des documents afférents au déploiement du Programme d'action 2023.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158828-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Programme d'action pour l'amélioration de l'habitat privé

- 2023 -

Territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

SOMMAIRE

Lexique 3
Avant-propos 5
1 Bilan 2022 des actions sur l'habitat privé 6
1.1 Rappel des objectifs 6
1.2 Les résultats du PIG 6
1.2.1 Concernant l'amélioration énergétique des logements 8
1.2.2 Concernant le développement d'une offre à loyers maîtrisés 9
1.2.3 Le logement indigne 10
1.2.4 L'adaptation à l'autonomie et au handicap 10
1.2.5 L'aide aux copropriétés (POPAC) 11
1.2.6 Concernant la lutte contre les logements vacants 11
1.3 Deuxième OPAH COPROPRIETES DEGRADEES 2019-2024 12
1.4 L'OPAH RU : HABITER Koenigshoffen 13
1.5 Le bilan des contrôles 20222 14
1.6 Bilan de l'aide MaPrimeRénov' 2022 15
2 Les régimes des aides de l'Anah et de l'Eurométropole de Strasbourg en 2023 15
2.1 Dispositions applicables aux propriétaires occupants 15
2.1.1 Les plafonds de ressources 15
2.1.2 Les aides 16
2.1.3 Dispositions applicables aux travaux réalisés en auto-réhabilitation 16
2.1.4 Règles locales en cas de rupture d'engagements 17
2.2 Dispositions applicables aux propriétaires bailleurs 17
2.2.1 Les modalités financières 17
2.2.2 Dispositions applicables aux Opérations Importantes de Réhabilitation (OIR) 19
2.2.3 Les dispositions applicables aux opérations de maitrise d'ouvrage d'insertion (MOI) 19
2.2.4 Les modalités du conventionnement Anah 20
2.2.5 Adaptations concernant le calcul des primes de l'Eurométropole de Strasbourg 21
2.3 Dispositions applicables aux locataires 21
2.4 Dispositions applicables aux syndicats des copropriétaires 21
2.4.1 Les aides 22
2.5 Retrait et reversement des aides de l'Eurométropole de Strasbourg 22
2.6 Travaux induits par les travaux d'économie d'énergie 22
2.7 Les engagements complémentaires (tous type de demandeur) 23
3 Les orientations 2023 23
3.1 Les priorités d'intervention 2023 adaptées au territoire de l'Eurométropole de Strasbourg 24
3.2 Les crédits 2023 26
4 Conditions de suivi, d'évaluation et de restitution annuelle des actions mises en œuvre. 26
5 Actions de repérage 27
ANNEXES 28

LEXIQUE

AAE	Alter Alsace Énergies
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
ADEUS	Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise
ADIL	Agence départementale d'information sur le logement
AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
AIVS	Agence immobilière à vocation sociale
AMO	Assistance à maîtrise d'ouvrage
Anah	Agence nationale de l'habitat
APAGL	Association pour l'accès aux garanties locatives
ARS	Agence régionale de santé
BBC	Bâtiment basse consommation
BOFIP	Bulletin officiel des finances publiques
CAF	Caisse d'allocations familiales
CARSAT	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail
CAT	Conventionnement avec travaux
CCAGE	Chambre de consommation d'Alsace et du Grand Est
CCAS	Centre communal d'action sociale
CCH	Code de la construction et de l'habitation
CeA	Communauté européenne d'Alsace
CIL	Comité interprofessionnel du logement
CLAH	Commission locale d'amélioration de l'habitat
CMSA	Caisse de mutualité sociale agricole
CRAM	Caisse régionale d'assurance maladie
CREP	Constat de risque d'exposition au plomb
CSP	Code de la santé publique
CST	Conventionnement sans travaux
DALO	Droit d'accès au logement opposable
DDCS	Direction départementale de la cohésion sociale
DDELIND	Dispositif départemental d'éradication du logement indigne et non décent
DDT	Direction départementale du territoire
DHUP	Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages
DLC	Délégation locale de compétence
2	*de type 2 (dossiers instruits par la DDT)*
3	*de type 3 (dossiers instruits par l'Eurométropole de Strasbourg)*
DDETS	Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
EmS	Eurométropole de Strasbourg
EQS	Eco quartier Strasbourg
GIR	Groupe iso-ressource
GRL	Garantie des risques locatifs
HHGA	Habitat et humanisme gestion Alsace
IML	Intermédiation locative
IRL	Indice de référence des loyers
LC	*(conventionnement à)* Loyer social
LCTS	*(conventionnement à)* Loyer très social
LHI	Lutte contre l'habitat indigne
LI	*(conventionnement à)* Loyer intermédiaire
LL	Loyer libre
MAR	Mon Accompagnateur Rénov
MDPH	Maison départementale des personnes handicapées

MPR	Ma Prime Rénov’
MOUS	Maîtrise d’œuvre urbaine et sociale
MMS	Montants moyens de subventions
NPRU	Nouveau programme de renouvellement urbain
OIR	Opération importante de réhabilitation
OLL	Observatoire local des loyers
OPAH	Opération programmée d’amélioration de l’habitat
CD	*Copropriétés dégradées*
RU	*Renouvellement urbain*
ORQAD	Opération de requalification de quartiers anciens dégradés
PA	Programme d’actions
PB	Propriétaire(s) bailleur(s)
PCH	Prestation de compensation du handicap
PDALHPD	Plan départemental d’action pour le logement et l’hébergement des personnes défavorisées
PIG	Programme d’intérêt général
HM	*Habiter mieux*
HE	*Habiter l’Eurométropole*
PIL	Prime d’intermédiation locative
PLUi	Plan local de l’urbanisme intercommunal
PO	Propriétaire(s) occupant(s)
M	*Modeste(s)*
TM	*Très modeste(s)*
POPAC	Programme opérationnel de prévention et d’accompagnement en copropriétés
PPRT	Plan de prévention des risques technologiques
PREH	Plan de rénovation énergétique de l’habitat
PRIN	Projet de renouvellement d’intérêt national
PRIR	Projet de renouvellement d’intérêt régional
PRIS	Point rénovation info-service
PRU	Projet de rénovation urbaine
PTZ	Prêt à taux zéro
QPV	Quartiers prioritaires de la politique de la ville
RFR	Revenu fiscal de référence
RAA	Recueil des actes administratifs
RGA	Règlement général de l’Anah
RSD	Règlement sanitaire départemental
SHF	Surface habitable fiscale
SHSE	Service hygiène et santé environnementale
SIRE	Service intégré de rénovation énergétique
SSPE	Service santé publique et environnementale
SRU	Solidarité et renouvellement urbain
UESL	Union des entreprises et des salariés pour le logement
VOC	Veille et observation des copropriétés

AVANT-PROPOS

Le programme d'actions décline localement la mise en œuvre des priorités nationales de l'Agence nationale de l'habitat. Il permet de fixer des priorités locales et si nécessaire, des règles d'intervention plus fines. Il est le support réglementaire principal pour l'attribution et la gestion des aides de l'Anah. Il est opposable aux tiers et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Le PA s'articule avec les orientations définies par le Plan Climat, le volet Habitat du PLUi, le Plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, le Nouveau programme national de renouvellement urbain.

Le présent document établit les critères de sélectivité des projets, les priorités d'intervention, les modalités financières, les actions de communication et les partenariats propres au territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les dispositions du présent programme d'actions s'appliquent aux décisions prises pour les dossiers déposés à compter de sa validation par la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat.

1 Bilan 2022 des actions sur l'habitat privé

La dotation 2022 de l'Anah pour l'Eurométropole de Strasbourg a atteint 9 780 513 € (5 425 307 € en 2021). L'Eurométropole de Strasbourg a consommé 99 % de sa dotation.

1.1 Rappel des objectifs

Les objectifs du programme d'actions 2022 sont repris dans le volet Habitat du PLUi :

- répondre aux besoins en logements aux différentes étapes du parcours résidentiel, en favorisant le développement de logements locatifs conventionnés à loyers maîtrisés dans le parc privé ;
- contribuer à un aménagement innovant et un habitat durable, en encourageant la performance énergétique des logements existants et l'adaptation du parc aux besoins de l'âge et du handicap ;
- prendre en compte les problématiques de santé dans l'habitat, par le traitement de l'habitat indigne et dégradé et par différentes actions de sensibilisation ;
- remettre sur le marché locatif les logements vacants à des niveaux de loyers abordables, par le croisement de mesures incitatives et coercitives.

Pour atteindre ces objectifs, l'Eurométropole de Strasbourg s'est appuyée sur :

- son Programme d'intérêt général « Habiter l'Eurométropole » lancé en janvier 2018 pour une durée de 5 ans ;
- sur le Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés renouvelé en 2021 pour 3 ans ;
- sur l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat – Copropriété dégradée (2019 – 2024)
- sur le Plan Climat 2030 afin de créer l'Agence du Climat, plate-forme territoriale d'accompagnement de la transition énergétique.
- sur les actions lancées dans le cadre de sa politique volontariste (des aides aux handicaps et à la perte d'autonomie, étude sur les copropriétés en difficultés, lutte contre la vacance des logements, promotion de l'intermédiation locative).

Le PIG a généré 24 361 275 € de travaux (contre 11 344 925 € en 2021) subventionnés à hauteur de 9 653 698 € par l'Anah.

1.2 Les résultats du PIG

Le PIG « Habiter l'Eurométropole » repose sur six axes :

1. l'amélioration énergétique des logements et les économies d'énergie ;
2. le développement d'une offre à loyers maîtrisés pour les ménages modestes ;
3. la lutte contre l'habitat indigne ;
4. l'adaptation à l'autonomie et au handicap ;
5. l'aide aux copropriétés ;
6. la lutte contre la vacance des logements.

En 2019, le marché du suivi animation du PIG, relancé par délibération du Conseil du 3 mai 2019, a été attribué à URBANIS pour 3 ans reconductible pour une période de 2 ans (CAO du 19 décembre 2019).

En 2022, le PIG « Habiter l'Eurométropole » ainsi que les aides propres de l'Eurométropole de Strasbourg ont permis de rénover 1 097 logements dont 4 locatifs à loyer intermédiaire (LOC1) 107 à loyer social (LOC2) et 3 à loyer très social (LOC3), 355 appartenant à des propriétaires occupants et 628 concernant des lots de copropriétés.

Bilan du nombre de logements locatifs réhabilités et conventionnés pour les propriétaires bailleurs

Année	2019		2020		2021		**2022**		Totaux
	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	Réalisés
Loyer intermédiaire		*1*		*2*		*0*		***4***	7
Loyer très social		*6*		*0*		*5*		***3***	14
Loyer social		*45*		*25*		*21*		***107***	198
Total loyers maîtrisés		*52*		*27*		*26*		***114***	219
Dont Logement indigne PB									
Dont Logement très dégradé PB		*21*		*16*		*17*		***25***	79
Dont Logement moy dégradé PB	56		48		29		**34**		
Dont Logement énergie (sup 35 %)		*5*		*5*		*9*		***81***	101
Dont Transformation d'usage		*26*		*6*		*0**		***1****	32
Total logements réhabilités		*52*		*27*		*26*		***107***	212

* l'Infocentre rattache les transformations d'usage aux logements Énergie, il n'est plus possible de faire la distinction depuis le logiciel, les données affichées sont des données délégataire.

L'écart entre « total loyers maîtrisés » et « total logements réhabilité » est dû aux conventionnements sans travaux bénéficiant de primes et non comptabilisés dans les logements réhabilités.

Bilan du nombre de logements réhabilités pour des propriétaires occupants

Année	2019		2020		2021		**2022**		Totaux
	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	**Objectifs**	***Réalisés***	Réalisés
PO	279	*276*	276	*226*	235	*240*	**254**	***268***	1 010
Dont Logement indigne PO									
Dont Logement très dégradé PO	47	*24*	24	*9*	5	*8*	**18**	***16***	57

Dont Énergies	179	*182*	182	*154*	159	*156*	**162**	***164***	656
Dont « Agilité »		*71*		*1*					72
Dont Handicap et autonomie	50	*70*	70	*62*	71	*74*	**76**	***88***	294
Copropriétés (dont OPAH)	279	*458*	458	*532*	620	*276*	**877**	***628***	1 894

1.2.1 Concernant l'amélioration énergétique des logements

Grâce à des règles d'éco conditionnalité incitatives (primes supplémentaires, majoration du plafond de travaux en cas de performance énergétique) et à la prise en charge des évaluations énergétiques pour les propriétaires occupants, le PIG « Habiter l'Eurométropole » a permis d'inciter les propriétaires à réaliser des travaux d'économie d'énergie pour un gain moyen de 46 % (dossiers PO, PB et copropriétés confondus). Par type de demandeurs, on obtient les gains moyens après travaux suivants :

- 59 % PB ;
- 38 % PO ;
- 41 % syndicat de copropriétaires.

Source : INFOCENTRE

Le montant des primes Habiter Mieux était en 2022 :

- pour les propriétaires occupants très modestes de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH (dans la limite du plafond de 3 000 €) ;
- pour les propriétaires occupants modestes de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH (dans la limite du plafond de 2 000 €) ;
- pour les propriétaires bailleurs de 1 500 € par logement, majorée à 2 000 € en cas de sortie de passoire thermique ;
- pour les syndicats de copropriétés de 1 500 € par lot d'habitation.

À noter que les primes Habiter Mieux pour les propriétaires occupants ont été supprimées pour les dossiers déposés à compter du 1er juillet 2022 au profit d'un système de valorisation des CEE réalisé directement par les PO.

Les logements réhabilités ont été soumis systématiquement à une évaluation énergétique accompagnée d'une préconisation de travaux prioritaires permettant de réaliser des économies d'énergie. Ce diagnostic avant travaux a été réalisé par l'opérateur de suivi-animation du PIG et son sous-traitant pour les propriétaires occupants et pris en charge par l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour les propriétaires occupants les plus modestes, les restes à charge ont été diminués grâce à des subventions complémentaires du fonds départemental dénommé « Warm Front 67 ». De ce fait, 77 ménages ont pu bénéficier en 20222 d'une aide « Warm Front » de l'Eurométropole de Strasbourg pour un montant total de 5 000 €.

1.2.2 Concernant le développement d'une offre à loyers maîtrisés

En conventionnement avec travaux ou sans travaux, le niveau de loyer « social » a été privilégié puisque l'on compte 3 loyers « très social » (LOC3) et 107 loyers « social » (LOC2).

Concernant les primes visant à développer une offre locative à loyers maîtrisés, ont été engagées en 2022 :

- En Intermédiation Locative, 13 primes de 500 € (relevant du PA 2021 et engagées en 2022) et 15 primes de 1 500 € pour des logements conventionnés en Loc2 ou Loc3 (avec PIL) ;
- Hors Intermédiation Locative, 6 primes de 1 500 € pour des logements conventionnés en Loc2 sans travaux (relevant du PA 2021 et engagées en 2022), 4 primes de 1 000 € pour des logements conventionnés en Loc2 sans travaux avec locataire entrant et 7 primes 1 000 € pour des logements conventionnés en LOC 2 avec travaux avec locataire entrant;
- 3 primes de 1 500 € « sortie de vacance » avec ou sans travaux, dont 1 en Loc2 et 2 en Loc3 ;
- La prime dite de « réduction du loyer » (jusqu'à 250 € dont 62,50 € de l'Eurométropole de Strasbourg par m² de surface habitable, dans la limite de 80 m² par logement) n'a bénéficié à aucun logement.

Bilan des primes Eurométropole de Strasbourg engagées en 2022

Année	2019	2020	2021	2022	**Total**
Total primes sans travaux	52 500 €	50 500 €	33 500 €	39 500 €	**176 000 €**
Total primes avec travaux	0 €	3 000 €	0 €	13 500 €	**16 500 €**
Total primes "sortie de vacance"	16 500 €	16 500 €	9 000 €	4 500 €	**46 500 €**
Total	**69 000 €**	**70 000 €**	**42 500 €**	**57 500 €**	**239 000 €**

Total du nombre de prime	**68**	**60**	**39**	**52**	**219**

Bilan du nombre de logements locatifs conventionnés sans travaux (statut « validées » [1], source INFOCENTRE)

Année	2019	2020	2021	**2022**
Loyer intermédiaire	42	22	22	**25**
Loyer social	70	47	59	**38**
Loyer très social	2	0	0	**4**
Total loyers maîtrisés	114	69	81	**67**

[1] Une convention est « accordée » lorsque le délégataire donne son accord pour la mise en place d'un conventionnement (au moment de l'agrément de la demande de subvention pour le CAT, au moment de la réception d'une demande de conventionnement complète pour le CST) ; la convention ne prendra effet – statut « validée » – qu'au moment de la signature du bail, et le cas échéant à l'issue des travaux.

Propriétaires bailleurs – Montants des primes par logement				Bilan
	Type de conventionnement	**Montant adapté**	**Montant EmS**	**2022**
Prime de réduction de loyer (CAT)	• Loc 2	150 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	-
	• Loc 3	187,50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	62,50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	-
Prime de réservation (CAT)	• Loc 3	2 000 € ou 4 000 € en secteur tendu	-	-
Intermédiation Locative (CAT ou CST)	• Loc 1	-	1 500 €	-
	• Loc 2 • Loc 3	PIL 1 000 € + 1 000 € si mandat de gestion + 1 000 € si surface habitable du logement < 40m²	1 500 €	**12 primes** **3 primes**
Prime CAT Sans IML	• Loc 2	-	1 000 €	**7 primes**
Prime CST en cas de locataire entrant Sans IML	• Loc 2	-	1 000 €	**4 primes**

1.2.3 Le logement indigne

Le PIG « Habiter l'Eurométropole » a permis en 2022 la réhabilitation de 41 logements indignes, dégradés et très dégradés, dont 16 occupés par des propriétaires occupants.

1.2.4 L'adaptation à l'autonomie et au handicap

Le PIG « Adapt'logis 67 » a été mis en place suite à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. La loi réaffirme le rôle, dans ce domaine, du Conseil Départemental.

Le PIG « Adapt'logis 67 » existe depuis 2008 et il couvre les communes hors Eurométropole de Strasbourg. Toutefois, les missions de suivi-animation de ce programme couvrent l'ensemble du département, y compris les communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le cadre du renouvellement du marché de suivi-animation réalisé par le Département du Bas-Rhin en mai 2020, l'Eurométropole de Strasbourg a choisi de confier la mission d'accompagnement administratif et technique des dossiers Anah à son opérateur PIG : URBANIS (auparavant, cette mission était effectuée par l'opérateur du Département, dans le cadre d'une convention de partenariat financière pour reverser une partie de l'ingénierie AMO au Département).

Une coordination entre l'opérateur du Département et celui du PIG de l'Eurométropole est désormais créée en ce qui concerne la mobilisation des aides légales (APA-PCH…) qui sont instruites avant les aides de l'Anah, par la Département/chef de file en matière d'autonomie.

En 2022, 118 logements ont bénéficié des aides de l'Eurométropole de Strasbourg (dont 97 aidés également par l'Anah).

1.2.5 L'aide aux copropriétés (POPAC)

Le nouveau POPAC a été mis en place sur la période de juillet 2021 – juin 2024 (délibération du Conseil de l' Eurométropole du 18 décembre 2019) et a été attribué, après procédure de mise en concurrence, à la société Urbanis.

L'objectif est de centrer les missions du POPAC sur sa vocation initiale : la résolution des premières difficultés avant travaux qu'elles soient juridiques, financières, de gestion. Ponctuellement, l'opérateur peut également accompagner les copropriétés à syndic bénévole sur des projets de travaux.

Le marché prévoit un objectif de 40 copropriétés accompagnées par an.

La première période d'activité de 6 mois sur 2021 (de juillet à décembre) a permis à Urbanis d'accompagner 20 copropriétés. Sur l'année 2022, l'opérateur a accompagné 40 copropriétés, principalement de petites copropriétés mais également quelques copropriétés de plus de 100 lots ont profité de l'accompagnement d'Urbanis.

En parallèle l'opérateur accompagne actuellement 5 copropriétés à syndic bénévole dans leurs projets de travaux de rénovation énergétique.

Bilan du POPAC au 31 décembre 2022

	2021	2022	Total
Nb de copros approchées	38	54	92
Nb de copros accompagnées dans le cadre du POPAC	22 (700 logements)	40 (499 logements)	62 1199 logements

1.2.6 Concernant la lutte contre les logements vacants

Depuis 2016, l'Eurométropole se mobilise dans la lutte contre le logement vacant, avec son dispositif "Mieux relouer mon logement vacant". La communication sur le dispositif est relayée par une page

internet avec un formulaire de prise de contact en ligne, un numéro de téléphone dédié (03 68 98 51 68).

En 2022, les résultats du dispositif « Mieux relouer mon logement vacant » :

- Depuis 2016, **400 logements vacants** ont été remis en location et loués à des ménages modestes (conventionnés en loyer social Loc'2 ou très social Loc'3) ;
- **200** de ces logements ont été loués avec une **intermédiation locative ;**
- une coordination efficace avec les structures de l'intermédiation locative qui captent des logements dans le parc privé à des prix plus raisonnables, en lien avec leurs missions et le public qu'elles accompagnent (hébergement, sous-location, bail glissant) ;
- La pérennisation de la plateforme FAC'il – captation de logement à des fins d'intermédiation locative (délibération en Conseil du 18 décembre 2020) dans le cadre d'un groupement de commandes avec la CeA et d'un co-financement avec l'Etat. En juin 2021, le marché de suivi-animation a été attribué à l'AIVS Habitat et Humanisme Gestion Alsace. Depuis sa mise en place en février 2020, la plateforme a permis la remobilisation de 66 logements (dont logements vacants) – à des niveaux de loyers conventionnés en social ou très social avec intermédiation locative (location/sous-location et mandat de gestion).

D'autre part, l'Eurométropole de Strasbourg est présidente du Réseau National des Collectivités mobilisées contre le Logement Vacant (RNCLV) depuis 2016, et à ce titre travaille aux côtés du Ministère du Logement et de l'Anah, à l'animation du Plan National de lutte contre les Logements Vacants.
Le Club des collectivités contre le logement vacant s'est réuni en juin puis en novembre 2022, occasion d'informations et d'échanges entre collectivités. Il est coanimé par la DHUP, l'Anah, et le RNCLV.
En novembre 2022, a été créée l'association nationale Agir contre le logement vacant, qui fédère les collectivités locales et souhaite porter leur voix dans la lutte contre la vacance.
Les 10 membres fondateurs ont déjà été rejoints par 3 autres collectivités, et représentent une grande diversité de contextes et de tailles de territoires. L'Eurométropole de Strasbourg est la première Présidente de l'association.
La feuille de route de l'association s'articule autour de 5 axes, visant à peser dans le débat public et porter la voix des collectivités en étant force de propositions.

1.3 Deuxième OPAH COPROPRIETES DEGRADEES 2019-2024

L'Eurométropole de Strasbourg a lancé, par délibération du 25 janvier 2019, une nouvelle OPAH copropriétés dégradées dont le périmètre couvre 10 copropriétés (soit 1225 logements) sur plusieurs thématiques de travaux : réhabilitation énergétique, traitement global des difficultés, repositionnement sur le marché immobilier, résidentialisation, retour à l'autonomie. Elle intègre notamment la résidentialisation de 3 copropriétés de la 1ère OPAH (Spender, Eléonore I et Eléonore II). Cette OPAH est effective depuis novembre 2019 pour une durée de 3 ans, renouvelable 2 ans. Le marché de suivi animation a été attribué à la société Urbanis pour le lot 1 (redressement global de 7 copropriétés) et à la société Copro + pour le lot 2 (résidentialisation des 3 copropriétés de l'OPAH 1).
Cette OPAH est découpée en 2 phases :

- 1 phase études pré-opérationnelles complémentaires
- 1 phase accompagnement.

Après une année 2021 consacrée à la désignation des maîtres d'œuvre pour la majorité des copropriétés et à la recherche de subventions publiques complémentaires, 2022 a permis de concrétiser une phase importante de l'accompagnement pour plusieurs copropriétés. 3 copropriétés ont pu voter leurs travaux et préparer les différents dossiers de subvention publiques avec l'appui de l'opérateur dédié.

Les autres copropriétés suivies ont toutes désignées leur maîtres d'œuvre et sont en cours de finalisation des avant-projets ou en cours de consultation des entreprises.
La mise en œuvre de différentes actions pour améliorer la gestion comptable et financière pour la quasi intégralité des copropriétés suivies (temps de formations à la gestion comptable et commissions impayés), a permis l'amélioration de la situation financière pour 5 d'entre-elles, préalable nécessaire pour la concrétisation des projets de travaux.

Après une phase de réalisation d'études complémentaires, il a été décidé avec les différents acteurs institutionnels d'orienter la copropriété « Parc d'Ober » vers une phase d'élaboration d'un Plan de Sauvegarde. Cette phase permettra de calibrer les besoins humains et financiers nécessaires à l'accompagnement de cette copropriété pour ses futurs travaux de réhabilitation et de résidentialisation.

Enfin, suite au travail mené avec les bailleurs précédemment identifiés sur des simulations de portage, deux conventions de portage ont pu être signées avec Néolia et CDC Habitat afin de permettre aux copropriétaires les plus en difficultés de se maintenir dans le logement en tant que locataire dans les copropriétés Éléonore 2 et Spender pour un total de 29 lots.

1.4 L'OPAH RU : HABITER Koenigshoffen

La délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2022 a validé le lancement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU) sur le quartier de Koenigshoffen et autorisé le lancement d'un marché de suivi-animation durant les 5 ans de mise en œuvre de l'opération.

La CAO du 1er décembre 2022 a attribué ce marché de suivi-animation à l'équipe pluridisciplinaire :

- Urbanis *(mandataire du groupement)* : bureau d'AMO spécialisée en élaboration et animation d'opérations de requalification de l'habitat privé ;
- Lestoux & associés *(membre du groupement)* : cabinet d'étude, de prospective et de programmation sur les champs du commerce et de l'attractivité ;
- SJM Avocats *(membre du groupement), cabinet* d'avocats spécialisé en urbanisme et droit de l'aménagement ;
- Strat Eco *(sous-traitant pour Urbanis),* entreprise spécialisée en AMO dans le cadre de rénovation et amélioration énergétique de bâtiment (pour le volet copropriété) ;
- Aonaba *(sous-traitant pour Urbanis),* bureau d'étude thermique ;
- Par Enchantement *(contractualisation en cours avec Urbanis),* Centre socio-culturel à Koenigshoffen.

La convention de programme de l'OPAH RU a été validée par la DREAL fin février 2023. Elle est mise à disposition du public depuis le 22 mars 2023 et pour un mois sur le site strasbourgs.eu (**https://www.strasbourg.eu/web/strasbourg.eu/-/habiter-koenigshoffen**) avant sa signature par l'Eurométropole de Strasbourg, l'Etat, l'Anah centrale et les partenaires du projet : la CAF 67, Procivis Alsace, la Banque des Territoires, l'Agence du Climat, et Action Logement.

Au niveau de l'habitat privé, l'objectif retenu est l'amélioration de la qualité de vie dans 1 000 logements (dont 797 minimums via les aides de l'Anah), au sein d'un large périmètre de 5 600 logements. Une attention particulière sera portée au secteur de la route des Romains, notamment au niveau de 6 îlots prioritaires relevés lors de l'étude pré-opérationnelle, concentrant plusieurs problématiques (facteurs de dégradation, faible engagement des propriétaires, propriétés de la collectivité à recycler).

Des interventions sur le cadre de vie accompagneront les projets sur l'habitat privé, en particulier au sein des îlots prioritaires (aménagement de l'espace public, végétalisation, …) . Le projet comporte également un important volet redynamisation et l'offre commerciale et de service au niveau de la route des Romains.

Les enveloppes financières de l'OPAH RU, co-portées par l'Anah et l'Eurométrole de Strasbourg : s'élèvent à 7,8 millions d'euros HT dédiés aux aides aux travaux pour les propriétaires et 1,6 millions d'euros HT pour les frais d'ingénierie qui financeront l'équipe de suivi-animation pour l'accompagnement des propriétaires et de la collectivité.
L'OPAH RU fait partie du projet pilote « Centralité de Koenigshoffen » au sein de la démarche des Schémas d'Orientation Territoriale (démarche pilotée par le service ATPU à la DUT qui identifie 8 projets pilotes au sein des quartiers Strasbourgeois et fait partie des 100 projets prioritaires du mandat).

Dans le cadre de la communication au public, l'opération est renommée : HABITER Koenigshoffen.

1.5 Le bilan des contrôles 20222

Tous les dossiers complexes ont été soumis à un examen approfondi et collégial.

TABLEAU DE BORD DU CONTRÔLE 2022

Edité le 16/01/202313 sur la base du 13/01/2023313

Contrôle de 1er niveau				
	objectif	réalisé		
PO. Propriétaires occupants	10,0 %	10,11%	(277	dossiers)
PB. Propriétaires bailleurs	35,0 %	50,00 %	(1313	dossiers)
CST. Conventionnement sans travaux	5,0 %	0,00 %	(00	dossier)

Contrôle sur place				
avant paiement d'une subvention ou validation d'une convention sans travaux				
	objectif	réalisé		
PO. Propriétaires occupants	10,0 %	11,9 %	(277	Logements)
PB. Propriétaires bailleurs	50,0 %	209,3 %	(9 20	dossiers soit logements)
CST. Conventionnement sans travaux	5,0 %	6,8 %	(4	Logements)

Contrôle hiérarchique			
	objectif	réalisé	
	7	6	dossiers

1.6 Bilan de l'aide MaPrimeRénov' 2022

Depuis le 1er janvier 2020 l'aide MaprimeRénov' est venu remplacer le Crédit d'Impôt Transition Energétique. D'abord ouvert uniquement aux publics Modestes et Très Modestes, ce dispositif d'aide est, depuis 2021, disponible pour tous les publics quel que soit leur revenu fiscal et leur statut (Propriétaires Occupants et Propriétaires Bailleurs).

On peut noter à travers le bilan qu'une part importante de propriétaire Modeste et Très Modeste se reporte sur ce dispositif plutôt que sur le PIG engageant une seule action de travaux (principalement le chauffage) sans obligation de gain énergétique minimum.

A noter : ces données concernent des dossiers instruits au niveau national – hors délégation de compétence local.

	2020		2021		2022	
	PO	PB	PO	PB	PO	PB
Très Modeste	303		703	30	628	37
Modeste	133		343	7	312	15
Intermédiaire			623	12	651	25
Supérieur			183	6	185	11
TOTAL	**436**		**1852**	**55**	**1776**	**88**

2 Les régimes des aides de l'Anah et de l'Eurométropole de Strasbourg en 2023

2.1 Dispositions applicables aux propriétaires occupants

Les dispositions générales applicables aux PO sont définies dans la délibération n° 20222022-49 du 2222 décembre 2022 du Conseil d'administration de l'Anah relative au régime d'aides applicable aux propriétaires occupants.

2.1.1 Les plafonds de ressources

L'octroi des aides de l'Anah est conditionné à des plafonds de ressources[2], dont les modalités de calcul et de révisions sont fixées nationalement par arrêté[3]. Concernant les travaux d'adaptation du logement à la perte d'autonomie et au handicap, l'Eurométropole de Strasbourg a choisi d'aider les publics ayant des ressources supérieures, dans la limite de 20 %, aux plafonds de l'ANAH[4].

Les plafonds de ressources de l'Anah et de l'Eurométropole de Strasbourg figurent en **annexe**.

[2] En application du dernier alinéa du I de l'article R. 321-12 du CCH.
[3] Arrêté du 24 mai 2013 relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Anah.
[4] Délibération n°26 du 6 juin 2014 de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

2.1.2 Les aides

En sa qualité de délégataire, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de majorer ou de minorer les plafonds de travaux subventionnables, les taux de subvention de l'Anah[5], d'adapter les conditions d'octroi des aides ou la liste des pièces justificatives composant les demandes. Elle participe également sur ses fonds propres au financement des travaux.

Les plafonds et taux de subventions maximums figurent en **annexe**.

2.1.2.1 Spécificités locales en matière d'instruction :

- Sauf avis contraire et motivé de l'opérateur, un projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé doit faire l'objet d'une mission de maîtrise d'œuvre complète[6]. Quand le montant des travaux subventionnables est supérieur ou égal à 100 000 € HT, la mission de maîtrise d'œuvre est obligatoire dans tous les cas.
- Les travaux de réfection de la toiture sont financés selon les modalités suivantes :
    - **Dans le cadre d'une aide « travaux de rénovation énergétique globale »** : si des désordres dans la toiture étaient démontrés par l'opérateur (photos, rapport de visite), les travaux d'étanchéité d'une partie de toiture fuyarde pourraient être financés au titre des travaux induits par un projet d'isolation des rampants de toiture ou de plancher de combles perdus. Le montant de ces travaux induits sera pris en compte dans le calcul des subventions dans la limite du montant de l'isolation précitée.
    - **Dans le cadre d'une aide « travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé »** : la réfection de toiture peut être subventionnée en intégralité dès lors qu'elle est justifiée par l'une des pièces mentionnées dans le régime d'aide (rapport de dégradation de l'opérateur, arrêté de péril ou d'insalubrité, …).

2.1.3 Dispositions applicables aux travaux réalisés en auto-réhabilitation

Il est possible de subventionner les dépenses exposées aux travaux réalisés en auto-réhabilitation dans les conditions prévues par la délibération n° 2019-44 du 4 décembre 2019 du Conseil d'administration de l'Anah.

Les propriétaires souhaitant réaliser des travaux en auto-réhabilitation doivent signer un contrat avec un organisme d'auto réhabilitation qui porte la prestation d'accompagnement et d'encadrement technique. L'organisme doit signer une charte d'engagement qui sera contresignée par la collectivité.

Les dépenses prises en compte au titre des travaux réalisés en auto-réhabilitation sont :

- Le coût HT d'achat des matériaux et de petits matériels ;
- Le coût facturé par l'organisme au titre de sa prestation pour l'accompagnement et l'encadrement technique des travaux en auto-réhabilitation, plafonné à 300 € HT par jour d'intervention, dans la limite de 40 jours dans le cas d'un projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne et très dégradé, et de 15 jours dans le cas d'un projet de travaux d'amélioration ;
- Le coût HT de location du matériel pour le chantier ;

[5] Les taux de subvention et les plafonds de travaux subventionnables sont déterminés en application de l'article R.321-17 du CCH.
Les modalités de modulation de ces taux et plafonds sont encadrées par l'article R.321-1-1 du CCH.
[6] Au sens du dernier paragraphe du 2. de la délibération N°2010-09 du Conseil d'administration de l'Anah.

- Le coût HT associé à la souscription par le propriétaire d'assurances et garanties complémentaires (si nécessaire).

Ces dépenses, ainsi que celles correspondant à l'intervention des professionnels du bâtiment, sont soumises au plafond de travaux applicable et financées, au taux de l'opération, dans le cadre du régime des aides aux propriétaires occupants.
Afin de développer ce dispositif, l'Eurométrople de Strasbourg soutient financièrement AAE qui, fort de son expérience de mise en œuvre d'une dynamique de réseau des acteurs de l'auto-réhabilitation dans le Sundgau, sera en charge de promouvoir et faciliter le déploiement d'un écosystème autour des acteurs de l'auto-réhabilitation accompagnée sur l'EMS.

2.1.4 Règles locales en cas de rupture d'engagements

En cas de rupture de son engagement d'occupation du logement, le ménage PO qui conservera la propriété du logement sera invité à mettre en place un conventionnement :

- de niveau LOC 1, si le logement se situe dans l'ellipse insulaire ou en QPV ou dans la bande des 300 mètres entourant le QPV ;
- de niveau LOC 2 ou LOC 3 (IML), si le logement se situe dans un autre secteur.

En cas de refus de la proposition de conventionnement, ou en cas de vente du logement, les suites données seront celles prévues par la réglementation de l'Anah et dans le **chapitre 2.5 suivant**.

2.2 Dispositions applicables aux propriétaires bailleurs

Les dispositions générales applicables aux PB sont définies dans la délibération n° 20222022-50 du 22 décembre 2022 du Conseil d'administration de l'Anah relative au régime d'aides applicable aux propriétaires bailleurs.

2.2.1 Les modalités financières

2.2.1.1 Les plafonds de ressources

L'octroi des aides de l'Anah est conditionné à des plafonds de ressources[7] pour les ménages locataires, dont les modalités de calcul et de révisions sont fixées nationalement.

Les plafonds de ressources figurent en **annexe**.

2.2.1.2 Les aides

En sa qualité de délégataire, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de majorer ou de minorer les plafonds de travaux subventionnables, les taux de subvention de l'Anah[8], d'adapter les conditions d'octroi des aides ou la liste des pièces justificatives composant les demandes. Elle participe également sur ses fonds propres au financement des travaux.

Les plafonds et taux de subventions maximums figurent en **annexe**.

[7] En application du dernier alinéa du I de l'article R. 321-12 du CCH.
[8] Les taux de subvention et les plafonds de travaux subventionnables sont déterminés en application de l'article R.321-17 du CCH.
Les modalités de modulation de ces taux et plafonds sont encadrées par l'article R.321-1-1 du CCH.

Rappel : pour la détermination du plafond de travaux, la surface prise en compte est la surface habitable dite fiscale[9], dans la limite de 80 m² par logement. Dans le cas où le projet porterait sur plusieurs logements, les dépenses font l'objet, avant plafonnement, d'une répartition logement par logement. Les plafonds de travaux ne sont pas fongibles d'un logement à l'autre.

À partir du 1er janvier 2022, le dispositif de conventionnement avec l'Anah devient Loc'Avantages : le propriétaire bailleur privé s'engage, dans une convention avec l'Anah, à pratiquer un loyer inférieur au loyer de marché, au profit de locataires modestes.

3 niveaux de loyer sont prévus :

- Loc1 (décote de 15% par rapport au loyer de marché) ;
- Loc2 (décote de 30% par rapport au loyer de marché) ;
- Loc3 (décote de 45% par rapport au loyer de marché, mobilisable uniquement en IML).

Les propriétaires bailleurs s'engageant dans Loc'Avantages, réalisant ou non des travaux, peuvent bénéficier :

De primes de l'État :

- Une prime de réduction du loyer[10] en Loc2 et Loc3. Elle s'applique aux secteur de tension de marché, où l'écart entre le loyer de marché et le loyer Loc2 est supérieur à 5€ par mois et par m². Le montant de la prime est de 200 € par m² de surface habitable fiscale, dans la limite de 80 m² par logement (150 € de l'Anah et 50 € de l'Eurométropole de Strasbourg). Ces montants sont augmentés de 25 % en cas de conventionnement Loc3 ;
- Une prime de réservation[11] (notamment pour des projets en MOI);
- En Loc2 et Loc3, une prime d'intermédiation locative[11] de 1 000€, portée à 2 000€ en cas de mandat de gestion, et augmentée de 1 000€ si le logement concerné a une surface inférieure à 40m².

De primes de l'Eurométropole de Strasbourg :

Un tableau des primes figure en **annexe**.

L'ensemble de ces primes est mobilisable sous réserve d'envoyer une copie des justificatifs au service de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg.

La liste des justificatifs figure en **annexe**.

2.2.1.3 Spécificités locales en matière d'instruction

- Sauf avis contraire et motivé de l'opérateur, tous les dossiers relatifs à un projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé doivent faire l'objet d'une mission de maîtrise d'œuvre complète[11]. Quand le montant des travaux subventionnables est supérieur ou égal à 100 000 € HT, la mission de maîtrise d'œuvre est obligatoire dans tous les cas.
- Les travaux de réfection de la toiture sont financés selon les modalités suivantes :
    - **Dans le cadre d'une aide « travaux de rénovation énergétique globale »** : si des désordres dans la toiture étaient démontrés par l'opérateur (photos, rapport de

[9] Telle que définie à l'article R. 321-27 du CCH.
Voir notamment le BOFIP : **http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3882-PGP** I-B-1 § 100 à 160.
[10] Délibération n° 2022-50 du Conseil d'administration de l'Anah.
[11] Au sens du dernier paragraphe du 2. de la délibération N°2010-09 du Conseil d'administration de l'Anah.

visite), les travaux d'étanchéité d'une partie de toiture fuyarde pourraient être financés au titre des travaux induits par un projet d'isolation des rampants de toiture ou de plancher de combles perdus. Le montant de ces travaux induits sera pris en compte dans le calcul des subventions dans la limite du montant de l'isolation précitée.

- **Dans le cadre d'une aide « travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé », « travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat », « travaux pour réhabiliter un logement dégradé »** : la réfection de toiture peut être subventionnée en intégralité dès lors qu'elle est justifiée par l'une des pièces mentionnées dans le régime d'aide appliqué (rapport de dégradation de l'opérateur, arrêté de péril ou d'insalubrité, …).

2.2.2 Dispositions applicables aux Opérations Importantes de Réhabilitation (OIR)

Tout projet concernant un immeuble ou un groupe d'immeubles appartenant à un même propriétaire et pour lequel le montant de travaux subventionnables dépasse 750 000 € HT est considéré comme une OIR[12].

Le bénéfice d'une subvention est soumis à la conclusion d'une convention spécifique portant sur les engagements réciproques des parties et des contreparties éventuelles au bénéfice d'organismes collecteurs. Les bailleurs devront, en contrepartie, s'engager à :

- Réaliser une enquête sociale,
- Pratiquer un loyer conventionné social ou très social,
- Respecter les plafonds de ressources pour l'accès au logement conventionné,
- Atteindre au minimum la classe énergétique C, selon le diagnostic énergétique qui sera délivré à l'achèvement des travaux,
- Prolonger la durée du conventionnement de 6 ans (durée applicable pour les PB particuliers) à 15 ans.

Dans tous les cas, la CLAH devra se prononcer sur l'opportunité de ces subventions en fonction des objectifs du PB, de l'intérêt environnemental, social, économique et technique des projets présentés. Les subventions de l'Anah et de l'Eurométropole de Strasbourg seront alors modulées en conséquence.

2.2.3 Les dispositions applicables aux opérations de maitrise d'ouvrage d'insertion (MOI)

Les dispositions applicables aux opérations de maitrise d'ouvrage d'insertion (MOI) sont définies dans la délibération du CA n° 2022-50 du 22 décembre 2022 paragraphe 9°.

Les organismes MOI, agréés au titre de l'article L.365-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH)13, peuvent effectuer l'ensemble des opérations concourant au développement ou à l'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement des personnes défavorisées.

[12] Délibération n° 2010-09 du 5 mai 2010 du Conseil d'administration de l'Anah ; article 7-B du RGA.

[13] Le maitre d'ouvrage dédié aux opérations MOI doit être à la fois :

- Propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier au moyen d'un bail à réhabilitation ou d'un bail emphytéotique ;

La maîtrise d'ouvrage d'insertion est une réponse pertinente à la croisée des enjeux d'insertion sociale des ménages les plus démunis et de requalification du parc privé :

- lutte contre l'habitat indigne et dégradé tout en recyclant une offre de logements privés ;
- lutte contre la précarité énergétique ;
- requalification des logements, notamment en centres anciens.

Les logements réhabilités grâce aux aides de l'ANAH seront :

- conventionnésc, en loyer très social – LOC 3 - pendant une durée minimale de 15 ans avec un loyer-plafond au niveau du PLA-I auquel est appliqué un coefficient de structure, pour une durée de 15 ans minimum d'après les conditions définies en **annexe ;**
- ouo mis à disposition à titre gratuit dans le cadre de la signature d'un commodat).

De plus, ces logements sont comptabilisés au titre de l'article 55 de la loi SRU - Article L.302-5 CCH

Les spécificités locales en matière d'instruction identifiées au **2.2.1.3** .s'appliquent.

Les organismes MOI ne peuvent pas bénéficier d'une avance de subvention. En revanche, ils peuvent demander un acompte de subvention en fonction de l'avancée des travaux et si au moins 25% des travaux sont réalisés. Le total des sommes versées sous forme d'acomptes ne peut excéder 70% du montant prévisionnel de la subvention.

2.2.4 Les modalités du conventionnement Anah

Les modalités du conventionnement sont définies par le Bulletin Officiel des Impôts[14].

À partir du 1er janvier 2022, avec la mise en œuvre du dispositif Loc'Avantages, les plafonds de loyers conventionnés sont fixés, par commune, par l'État sans marge de manœuvre du délégataire.

Les loyers plafonds Loc'Avantages sont calculés à partir de l'estimation du loyer de marché dans le parc locatif privé, à laquelle il est appliqué une décote :

- **Loc1 (décote de 15% par rapport au loyer de marché),**
- **Loc2 (décote de 30%),**
- **Loc3 (décote de 45%, mobilisable uniquement en Intermédiation Locative).**

Le loyer de marché correspond au loyer médian des emménagés récents observé en 2018 par l'Observatoire Local des Loyers, actualisé sur la base de l'Indice de Référence des Loyers.

Pour définir le loyer plafond applicable à un logement, le loyer plafond communal au m² est multiplié par la surface fiscale du logement et par un coefficient de surface :

0,7 + 19 / S (Surface fiscale du logement)
Le coefficient est plafonné à 1,2.

- Agréé pour l'exercice d'activités de maîtrise d'ouvrage au titre de l'article L. 365-2 du CCH1.

[14] Arrêté du 21 décembre 2022 pris en application de l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts

Le conventionnement est soumis à des conditions de performance énergétique : les logements en conventionnement avec travaux doivent respecter l'étiquette énergétique D a minima, et en conventionnement sans travaux l'étiquette énergétique E à minima.

Les propriétaires peuvent s'informer sur les plafonds des loyers conventionnés sur le site de l'Anah : **https://www.anah.fr/proprietaires/proprietaires-bailleurs/locavantages/simuler-votre-projet/**

2.2.4.1 La prime de réduction de loyer

Les propriétaires mettant en place un conventionnement avec travaux à loyer social (Loc2) ou très social (Loc3) dans un secteur de tension du marché (zone B1 sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg) pourront bénéficier de cette prime, décrite au **2.2.1.2** ci-dessus. Pour cela, il est nécessaire que l'écart entre le loyer de marché et le plafond de Loc2 défini annuellement par circulaire ministérielle soit supérieur à 5 € mensuels par m² de surface habitable.

Les loyers plafonds permettant d'accéder à cette prime figurent en **annexe**.

2.2.5 Adaptations concernant le calcul des primes de l'Eurométropole de Strasbourg

En cas de passage d'un conventionnement *sans* travaux à un conventionnement *avec* travaux dans les trois ans qui suivent la date de validation de la convention sans travaux, le montant des primes de l'Eurométropole de Strasbourg qui auront pu être octroyées sera déduit du montant des subventions de l'Eurométropole de Strasbourg qui seront calculées pour le nouveau dossier.

2.3 Dispositions applicables aux locataires

Concernant les locataires, il est rappelé que, pour pouvoir bénéficier d'une aide, ils doivent satisfaire les mêmes conditions de ressources que celles fixées pour les propriétaires occupants.

Seuls les travaux suivants peuvent faire l'objet d'une demande de subvention par un locataire :

- pour la mise en décence du logement ;
- pour l'autonomie de la personne, travaux réalisés avec l'accord exprès du bailleur.

Toutes les dispositions et les précisions d'applications des aides aux locataires sont définies dans la délibération n° 20222022-51 du 22 décembre 2022.

2.4 Dispositions applicables aux syndicats des copropriétaires

Les dispositions générales applicables aux copropriétés sont définies dans les délibération n° 2022-52 et 2022-53a du 22 décembre 2022 du Conseil d'administration de l'Anah relatives aux régimes d'aides applicables aux copropriétés MPR et aux copropriétés en difficulté.

Les aides à la rénovation énergétique en copropriété ont été renforcées avec la mise en œuvre en 2021 du dispositif MaPrimeRénov' Copropriétés (MPR Copropriétés) qui s'appuie sur une extension du dispositif Habiter Mieux Copropriétés.

Ce dispositif MPR Copropriétés s'étend ainsi à toutes les copropriétés répondant aux conditions d'ancienneté et d'occupation fixées par l'article R.321-14 du code de la construction et de l'habitation jusque- là non couvertes par un régime d'aides aux travaux de rénovation énergétique globale.

Ce dispositif s'applique ainsi aux copropriétés saines, fragiles et en difficultés.
Il pérennise :

- La territorialisation de l'aide, sous forme d'une aide à la pierre instruite localement par les délégations locales ;
- l'obligation d'un gain énergétique minimum de 35% après travaux ;
- l'obligation pour les bénéficiaires de faire appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage.

2.4.1 Les aides

Les plafonds de travaux subventionnables et les taux de subventions maximums figurent en **annexe**.

Le nouveau dispositif MPR Copropriétés s'articule autour :

- D'une aide « socle » cumulable avec un financement CEE, versée au syndicat de copropriétaires jusqu'à 25% du montant de travaux subventionnables, plafonnés à 25 000€ par logement ;
- une prime de 500€ par logement en cas de sortie de passoire énergétique (sortie après travaux de l'étiquette F ou G) ;
- une prime de 500 € par logement en cas d'atteinte d'un niveau de performance énergétique particulièrement élevé (étiquette A ou B après travaux) ;
- une prime individuelle attribuée aux POM (1 500 €) et POTM (3 000 €).
- une prime de 3 000 € pour les copropriétés fragiles (taux d'impayés > 8%) ou les copropriétés en difficulté (cf. conditions délibération de l'Anah n°2022-52), sous réserve d'une valorisation des CEE par l'Anah ;
- une aide à la prestation d'accompagnement d'un taux maximum de 30% dans la limite d'un plafond de 180€ par logement. L'aide ne peut être inférieure à 900 € par copropriété.

L'aide MPR Copropriétés n'est pas cumulable avec les aides individuelles de l'Anah prévues pour des travaux identiques. Les modalités d'un montage en aides mixtes doivent encore être précisées par l'Anah. Pour rappel, ce dispositif vise à permettre une meilleure équité en adaptant le montant de subvention au profil et aux engagements de chacun des propriétaires.

Par ailleurs, en octobre 2018, l'Anah a lancé une stratégie nationale dénommée « Initiative copropriétés » visant à renouveler l'intervention des acteurs publics dans le traitement des copropriétés fragiles ou en difficulté. Ce plan national propose des financements plus significatifs pour les actions de redressement dont notamment : le financement à 80% (contre 50% auparavant) du déficit d'opération de transformation d'une copropriété, le financement jusqu'à 100% des travaux d'urgence et l'abondement des aides de l'Anah dans le cadre d'une OPAH ou d'un plan de sauvegarde à hauteur des financements apportés par les collectivités.

2.5 Retrait et reversement des aides de l'Eurométropole de Strasbourg

Toute décision de retrait et le cas échéant, de reversement de l'aide de l'Anah en application de l'article R. 321-21 du code de la construction et de l'habitation et du règlement général de l'Anah, entraine une décision semblable de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg qui lui est rattachée. Les conditions de retrait et de reversement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg sont identiques aux conditions prévues pour les aides de l'Anah en application de l'article R. 321-21 du code de la construction et de l'habitation et des articles 21 et 22 du règlement général de l'Anah.

2.6 Travaux induits par les travaux d'économie d'énergie

En l'absence de liste précise déterminée par l'Anah en matière de travaux induits, l'Eurométropole de Strasbourg se réfère à l'arrêté du 30 mars 2009 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens.

2.7 Les engagements complémentaires (tous type de demandeur)

Il est rappelé que les travaux faisant l'objet d'une décision de subvention doivent commencer dans le délai maximum d'un an à compter de la décision attributive de subvention[15]. Dans un souci de gestion budgétaire et de cohérence avec cette réglementation, les demandes d'engagement complémentaire formulées en dehors de ce délai ne pourront pas faire l'objet d'une décision favorable.

Toutefois, sur demande motivée du bénéficiaire, un engagement complémentaire peut être accordé par le délégataire dans un délai supplémentaire d'un an maximum, notamment lorsque des circonstances extérieures à la volonté du demandeur ont fait obstacle au commencement des travaux, telles que :

- Un motif d'ordre familial ou de santé ;
- L'indisponibilité ou la défaillance de l'entreprise attestée par l'entreprise elle-même, un maître d'œuvre ou un organisme chargé de l'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- Des difficultés rencontrées dans la gestion du projet de travaux indépendantes de la volonté du demandeur lors de travaux réalisés en parties communes de copropriété.

Cet engagement complémentaire doit être relatif à des travaux subventionnables dont la nécessité apparaît au cours du chantier et qui n'ont pas été prévus au dossier initialement déposé à l'Anah. Ces travaux ne doivent pas conduire à une modification substantielle du projet, auquel cas une nouvelle demande doit être déposée[16].

3 Les orientations 2023

En fonction des évolutions règlementaires liées au régime MonAccompagnateurRénov '(MAR) qui va impacter les missions des opérateurs ainsi que les conventions de programme liés d'ici à juillet 2024, le présent Programme d'action pourra être avenanté afin que les orientations nationales et locales soient compatibles.

Conformément à la circulaire C 2023/01, les priorités d'intervention de l'Anah au niveau national, sont :

- **La poursuite de la mise en place du Service public de la rénovation énergétique France Rénov',** pour apporter une offre d'information et de conseil sur tout le territoire à travers l'élaboration et la mise en œuvre de feuilles de route territoriales France Rénov' spécifiques à chaque région et pilotées par les DREALs en associant l'ensemble des parties prenantes. La mise en place de MonAccompagnateurRénov' figure parmi les axes de déploiement et vise à amplifier l'offre d'accompagnement déjà existant sur le territoire.
  De Janvier à fin août 2023 le passage par MonAccompagnateurRénov' est obligatoire pour obtenir l'aide MaPrimeRénov' Sérénité. L'opérateur du PIG devient MonAccompagnateurRénov'.

[15] Article 14 du RGA ; article R321-19 du CCH.
[16] Article 3 du RGA.

À partir du 1er septembre 2023 des acteurs du privé pourront être agréés MonAccompagnateurRénov' tout comme les Espaces Conseil France Rénov' et interviendront selon les modalités précisées dans l'arrêté du 21 décembre 2022 (Situation fiscale, nombre de travaux, montant des travaux, montant des aides), auprès des ménages aux revenus intermédiaires et élevés vers une rénovation performante de leur logement.

À partir de juillet 2024, MonAccompagnateurRénov' pourra intervenir auprès des ménages modestes et très modeste au même titre que l'opérateur du PIG et des OPAH. Des modalités complémentaires devront être apportés aux conventions de ces programmes.

- **La lutte contre la précarité énergétique** : atteindre 700 000 logements rénovés dans le cadre des aides MaPrimeRénov' Sérénité et de MaPrimeRénov' Copropriétés
- **Poursuivre la lutte contre les fractures territoriales** (Action cœur de Ville et programme Petites Villes de demain – ne concerne pas le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg) ;
- **La lutte contre les fractures sociales :**
    - **La lutte contre l'habitat indigne et dégradé** ;
    - **L'accompagnement et le maintien à domicile des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap pour l'adaptation de leur logement** : l'objectif est de financer les travaux d'adaptation de 40 000 logements ;
    - **Le plan Logement d'abord et le plan national de lutte contre les logements vacants :** il s'agit de favoriser l'accès des personnes en difficulté par le développement du conventionnement et le recours à l'intermédiation locative et le développement d'une stratégie locale en faveur de la résorption de la vacance des logements, amplification du recours au montage en MOI, notamment.
    - **L'humanisation des structures d'hébergement.**
- **Le redressement des copropriétés en difficulté et la prévention de la dégradation des copropriétés fragiles,** notamment dans le cadre du NPNRU et des plans Initiative Copropriété.

3.1 Les priorités d'intervention 2023 adaptées au territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

3.1.1 Concernant les thématiques et les ménages Anah

Toutes thématiques confondues, les champs d'intervention sont les suivants :

- Développement et coordination du service France Rénov' pour conseiller, accompagner et orienter les particuliers – en lien avec l'Agence du Climat qui constitue et porte le Guichet unique d'orientation des demandeurs sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Aide au syndicat des copropriétés fragiles ;
- Travaux de lutte contre la précarité énergétique ;
- Travaux de lutte contre l'habitat indigne, dégradé et/ou vacant ;
- Travaux liés au handicap et à la perte d'autonomie ;
- Travaux liés aux autres thématiques.

À noter que la CLAH peut décider d'abandonner ou de moduler à la baise les taux de subvention de certains dossiers jugés non prioritaires ou de les basculer dans le stock 2024, selon l'intérêt du projet sur le plan économique, social, environnemental et technique, les consignes de gestion de l'Anah, ainsi qu'en fonction de la consommation des enveloppes budgétaires disponibles, en particulier pour les dossiers déposés après le 1er septembre 2023.

C'est pourquoi, au besoin, un ordre de priorité pourra être donné en fonction des critères suivants :

Pour les PO :

- Priorité 1 : POTM ;
- Priorité 2 : POM.
- Priorité 3 : POM ou POTM en GIR 5 ou 6

Pour les PB :

- Priorité 1 : le conventionnement avec intermédiation locative ;
- Priorité 2 : logement(s) situé(s) sur le territoire d'une commune partenaire dans le cadre de l'ouverture du parc privé au conventionnement LOC 2 et LOC 3 (dont lutte contre le logement vacant) ;
- Priorité 3 : communes carencées SRU ;
- Priorité 4 : communes déficitaires SRU.

Aide au syndicat :

- Priorité 1 : copropriétés situées en QPV ou dans la bande des 300 mètres du QPV ;
- Priorité 2 : copropriétés avec une majorité de PO éligibles aux aides de l'Anah.

Précisions sur l'instruction 2022 :

Concernant les demandes de transformation d'usage :

Les dossiers de transformation d'usage seront subventionnables dès lors que :

- les travaux de transformation d'usage intègrent un projet global de réhabilitation d'un ensemble vacant comportant déjà un ou plusieurs logements (ex : commerce situé en rez-de-chaussée d'un immeuble vacant qui va être remis en location après travaux) ;
- les travaux de transformation d'usage présentent un fort intérêt économique, social, environnemental ou technique ;
- les travaux de transformation d'usage permettent la création de logements conventionnés en LOC 2 ou en LOC 3 dans les communes déficitaires SRU (ex : corps de ferme dans lequel des logements supplémentaires peuvent être crées en sus du local à usage d'habitation déjà existant).

Concernant les dossiers déposés en 2022, le conventionnement en LOC 1 avec travaux

Les dossiers déposés en LOC 1 seront subventionnables dès lors que :

- Dans les quartiers QPV ou dans leur bande de 300 mètres, dans un but de mixité sociale ;
- Dans l'ellipse insulaire afin de permettre l'émergence d'une offre conventionnée dans ce secteur et limiter l'augmentation massive des meublés de tourisme ;
- Sur l'ensemble du territoire en site occupé par un ménage dont les ressources sont supérieures aux plafonds du Loc 2 ou Loc3 ;
- Sur l'ensemble du territoire, en fonction de l'intérêt économique et social du projet de travaux, y compris dans les communes déficitaires au titre de l'article 65 de la loi SRU (exemple : projet d'intermédiation locative).

De manière générale, les projets impliquant la suppression de logements ne sont pas subventionnables, sauf décision dérogatoire, en fonction du projet et de son intérêt économique, social et environnemental. Cela afin de ne pas participer à la diminution du nombre de logements sur le territoire.

	Objectifs Eurométropole de Strasbourg (PIG, OPAH RU)
Logements loyers maîtrisés	99
Ma prime rénov Copropriétés « fragiles » (fongible)	14
Ma prime rénov Copropriétés « autres » (fongible)	400
Logements PO	325
dont Logements indignes PO	16
dont Logements très dégradés PO	
dont Logements PO Énergie	206
dont Logements PO Autonomie	103

3.2 Les crédits 2023

L'enveloppe nationale de l'Anah pour l'amélioration de l'habitat en 2023 est de 3.9 milliards d'euros, pour permettre la réhabilitation de 700 000 logements, minimum.

Pour l'année 2023, la dotation est de 163 300 000 € à l'échelle de la grande Région Grand Est.

L'objectif minimum fixé à la région s'élève ainsi à 18 456 logements à rénover, dont 6 055 pour les copropriétés Maprim'rénov.

La dotation Anah – travaux pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg a été établie à 9 846 261 € pour une enveloppe de travaux et une enveloppe d'ingénierie de 383 010 €.

L'enveloppe ingénierie de 383 010 € correspond au suivi-animation du PIG, de l'OPAH-CD, du POPAC et de de l'OPAH-RU.

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg engage des crédits sur son budget propre.

Sur 2023, l'Eurométropole de Strasbourg prévoit :

- une enveloppe d'engagement prévisionnel de 980 000 € (PIG) ;
- une enveloppe d'engagement prévisionnel de 665 333 € (OPAH RU – Koenigshoffen) ;
- une enveloppe d'engagement prévisionnel de 679 034 € (OPAH Copropriétés dégradées).

4 Conditions de suivi, d'évaluation et de restitution annuelle des actions mises en œuvre

La mise en œuvre des priorités et des mesures particulières définies dans le programme d'actions fera l'objet d'un suivi mensuel afin de mesurer les effets sur la consommation des crédits. Le programme d'actions fera l'objet d'un bilan annuel qui sera transmis au délégué de l'Agence en région.

5 Actions de repérage

Dans le cadre du nouveau marché de suivi-animation du PIG « Habiter l'Eurométropole », une offre de service et une territorialisation des actions de repérages et de prospections actives sont mis en place sur toute la durée de la mission de l'opérateur.

Un Plan d'action territorialisé est proposé par l'opérateur URBANIS.
Ce document précise notamment :

- le calendrier/planning de mobilisation ;
- la présentation des moyens et des outils qui sont utilisés ou mis à disposition des ménages et des communes ;
- les modalités de mobilisation de différents outils/supports qui sont créés.

Le Plan d'action territorialisé fait l'objet d'une présentation et d'un bilan qui sera présenté chaque année, lors d'une CLAH plénière ou d'un COPIL sur le PIG.

Avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat le 13 avril 2023

ANNEXES

Annexe 1 : Logements conventionnés : plafonds de loyers et plafonds de ressources des locataires... 29
Annexe 2 : Logements conventionnés : plafonds de travaux subventionnables, taux de subventions maximums et primes 30
Annexe 3 : Logements financés sous le régime de la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion..... 32
Annexe 4 : Propriétaires occupants : plafonds de ressources pour bénéficier des aides ANAH..... 34
Annexe 5 : Propriétaires occupants : plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums..... 35
Annexe 6 : Syndicats de copropriétaires : plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums..... 37
Annexe 7 : Les bénéficiaires..... 39
Annexe 8 : Pièces justificatives pour les primes de l'Eurométropole de Strasbourg à destination des propriétaires bailleurs..... 40

Annexe 1 : Logements conventionnés : plafonds de loyers et plafonds de ressources des locataires[17]

Conformément à l'article R. 321-26 du CCH, les logements faisant l'objet d'une convention avec l'agence sont loués à des personnes dont les ressources annuelles n'excèdent pas le plafond déterminé dans les conventions prises en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du même code.

Pour apprécier la situation de chaque ménage, le montant des ressources à prendre en considération est égal à la somme des revenus fiscaux de référence au titre de l'avant-dernière année précédant celle de la demande de subvention. L'ensemble des personnes destinées à occuper le bien constitue un ménage.

Les modalités de fixation des plafonds de loyers et des plafonds de ressources des locataires sont déterminées par l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts[18].

Les plafonds de loyer hors charges par mètre carré de surface habitable à respecter sont définis par commune dans l'annexe à l'arrêté du **21 décembre** 2022 pris en application de l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts[19]. Ces plafonds sont pondérés par un coefficient multiplicateur, conformément aux dispositions prévues par **l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts précité.**

L'Anah met à disposition sur son site un simulateur[20] pour permettre aux propriétaire bailleurs de connaître les plafonds applicables en fonction de la localisation et des caractéristiques de leurs biens.

[17] **http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/10130-PGP**
[18] **https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000045458906**
[19] **https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046847924**
[20] **https://www.anah.fr/proprietaires/proprietaires-bailleurs/locavantages/realiser-une-simulation-de-votre-projet/**

Annexe 2 : Logements conventionnés : plafonds de travaux subventionnables, taux de subventions maximums et primes[21]

<table>
<tr><th colspan="7">Propriétaires bailleurs – Plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums par logement</th></tr>
<tr><th colspan="2">Appréciation du projet au regard de la situation à résoudre et de la nature des travaux subventionnés</th><th>Plafond des travaux subventionnables HT adaptés (dans la limite de 80 m² par logement)</th><th>Taux Anah adapté (par logement)</th><th>Taux EmS (par logement)</th><th>Prime Habiter Mieux si gain de 35 % (par logement)</th><th>Primes conventionnement</th></tr>
<tr><td colspan="2" rowspan="2">Projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé</td><td>750 € / m²
si Loc1</td><td>35 % Loc1</td><td>0 % Loc1</td><td rowspan="2">1 500 €
ou
2 000 € si sortie de passoire thermique</td><td rowspan="11">Cf. tableaux des primes ci-dessous</td></tr>
<tr><td>1000 € / m²
si Loc2 ou Loc3</td><td>45 %
Loc2 ou
Loc3</td><td>10 % Loc2
15 % Loc2 si prime HM
20 % Loc3</td></tr>
<tr><td rowspan="9">Projet de travaux d’amélioration (autres situations)</td><td rowspan="2">Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat</td><td rowspan="2">750 € / m²</td><td>35 % Loc1</td><td>0 % Loc1</td><td rowspan="4"></td></tr>
<tr><td>45 %
Loc2 ou
Loc3</td><td>10 % Loc2
20 % Loc3</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Travaux pour l'autonomie de la personne</td><td rowspan="2">750 € / m²</td><td>35 % Loc1</td><td>0 % Loc1</td></tr>
<tr><td>45 %
Loc2 ou
Loc3</td><td>10 % Loc2
20 % Loc3</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Travaux pour réhabiliter un logement dégradé</td><td rowspan="2">750 € / m²</td><td>25 % Loc1</td><td>0 % Loc1</td><td rowspan="8">1 500 €
ou
2 000 € si sortie de passoire thermique</td></tr>
<tr><td>35 %
Loc2ou Loc3</td><td>10 % Loc2
15 % Loc2 si prime HM
20 % Loc3</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Travaux de rénovation énergétique permettant un gain de 35%</td><td rowspan="2">750 € / m²
si Loc1 ou Loc2</td><td>25 % Loc1</td><td>0 % Loc1</td></tr>
<tr><td>35 % Loc2</td><td>15 % Loc2</td></tr>
<tr><td>937 € / m²
si Loc3</td><td>35 % Loc3</td><td>20% Loc3</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Travaux suite à une procédure RSD ou à un contrôle de décence</td><td rowspan="2">750 € / m²</td><td>25 % Loc1</td><td>0 % Loc1</td></tr>
<tr><td>35 %
Loc2 ou
Loc3</td><td>10 % Loc2
20 % Loc3</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Travaux de transformation d'usage</td><td rowspan="2">750 € / m²</td><td>25 % Loc1</td><td>0 % Loc1</td></tr>
<tr><td>35 %
Loc2 ou
Loc3</td><td>10 % Loc2
20 % Loc3S</td></tr>
</table>

[21] Délibération n° 2022-50 du Conseil d’administration de l’Anah,

Propriétaires bailleurs – Montants des primes par logement				
	Type de conventionnement	**Montant national**	**Montant adapté**	**Montant EmS**
Prime de réduction de loyer (CAT)	• Loc 2	150 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	150 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²
	• Loc 3		187,50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	62,50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²
Prime de réservation (CAT)	• Loc 3	2 000 € ou 4 000 € en secteur tendu	2 000 € ou 4 000 € en secteur tendu	-
Intermédiation Locative (CAT ou CST)	• Loc 1	-	-	1 500 €
	• Loc 2 • Loc 3	PIL 1 000 € + 1 000 € si mandat de gestion + 1 000 € si surface habitable du logement < 40m²	PIL 1 000 € + 1 000 € si mandat de gestion + 1 000 € si surface habitable du logement < 40m²	1 500 €
Prime CAT Sans IML	• Loc 2	-	-	1 000 €
Prime CST en cas de locataire entrant Sans IML	• Loc 2	-	-	1 000 €
Prime de remise sur le marché d'un logement vacant (CAT ou CST)	• Loc 1	-	-	1 500 € uniquement en cas d'IML
	• Loc 2	-	-	1 500 €
	• Loc 3	-	-	1 500 € uniquement en cas d'IML

Annexe 3 : Logements financés sous le régime de la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion

Ce régime d'aides spécifique applicable aux propriétaires bailleurs est limité aux aides détaillées ci-dessous. Les modalités, taux, primes, … détaillées en annexe 2 ne sont pas applicables.

Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion – Plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums par logement										
								Conditions particulières liées à l'attribution de l'aide		
Bénéficiaire	**Nature des travaux subventionnés**	**Plafond de travaux subventionnables**	**Taux maximum de la subvention Anah**	**Taux maximum de la subvention EmS**	**Prime HM si gain de 35%**	**Prime de l'Anah liée à un dispositif de réservation au profit de public prioritaire**	**Primes EmS par logement**	**Production de l'évaluation énergétique & éco-conditionnalité**	**Nature de l''engagement particulier**	**Durée d'engagement particulière**
Organisme agréé au titre de l'article L. 365-2 du CCH	Tous les travaux subventionnables	1 250 € HT / m² dans la limite de 120 m² par logement (SHF)	60 %	10 %	1 500 € par logement 2 000 € par logement si sortie de passoire énergétique	Uniquement en secteur tendu : 4 000 € par logement	Prime de remise sur le marché d'un logement vacant : 1 500 € Prime d'Intermédiation locative : 1 500 €	- Production obligatoire de l'évaluation énergétique - niveau minimal de performance exigé après travaux : étiquette "D"	Soit engagement d'hébergement Soit engagement de louer et conclusion d'une convention à loyer très social (LOC 3) en application de l'article L. 321-8 du CCH avec loyer plafond au niveau du PLA-I	15 ans minimum

Calcul des niveaux de loyers conventionnés en MOI

a. Définition du loyer plafond à la date d'accord de la convention très sociale (LOC3)
Définir le zonage PLAI de la commune (LMzone) où se situe le logement à rénover : https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/zones

Déterminer loyer mensuel en € par m² de surface utile pour les logements fiancé en PLA d'intégration 2023 : https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/documents/Bulletinofficiel-0032364/TREL2200329V_annexes%202022VF.pdf

Le coefficient de structure est défini à l'article 2 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif aux subventions de l'État et aux prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000736663/

Formule du coefficient de structure :
CS = 0,777 x (1 +(N x 20 m²)/SU)
dans laquelle :
N est le nombre de logements de l'opération ;
SU est la surface utile de l'ensemble des logements définie à l'article R. 331-10 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer de sortie au m² ne peut être supérieur au loyer LCTS (LOC3) fixé localement pour la zone A, B1, B2 ou C du territoire. S'il dépasse, il doit être ramené au loyer plafond LCTS (LOC3).

b. Calculer le loyer mensuel hors charge
Le loyer mensuel hors charges se calcule à partir du loyer plafond au m² (loyer PLAI après application du coefficient de structure) multiplié par la surface habitable fiscale.

***exemple** : Un organisme MOI est propriétaire d'un immeuble situé dans une commune en zone II PLAI. Le projet consiste à réhabiliter un immeuble de 5 logements très dégradés. Chaque logement a une superficie de 50 m².*
Pour une convention conclue au 1er juin 20233 le loyer plafond de la convention doit être fixé de la manière suivante :
1-La circulaire annuelle des loyers PLAI prévoit un plafond maximal de 5,3434€/m² pour la zone II
2- Le coefficient de structure se calcule de la manière suivante :°
0.777(1+(5*20)/250)= 1,0878*
3-Loyer-plafond avec application du coefficient de structure est de 5.34x34 1,0878= 5,808852808852
*Le loyer plafond de la convention est donc de 5.8080*50m²=29090 €*

c. La révision annuelle du loyer plafond de la convention
Chaque année au 1er janvier le loyer plafond fixé dans la convention est actualisé en fonction de l'indice de référence des loyers (IRL) du deuxième trimestre de l'année précédente.

Annexe 4 : Propriétaires occupants : plafonds de ressources pour bénéficier des aides ANAH

Plafonds de ressources pour bénéficier des aides de l'Anah sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg[22]		
Nombre de personnes composant le ménage	Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes
1	16 229 €	20 805 €
2	23 734 €	30 427 €
3	28 545 €	36 591 €
4	33 346 €	42 748 €
5	38 168 €	48 930 €
Par personne supplémentaire	+ 4 813 €	+ 6 165 €

[22] https://www.anah.fr/proprietaires/proprietaires-occupants/les-conditions-de-ressources/

Annexe 5 : Propriétaires occupants : plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums

<table>
<tr><th colspan="7">Propriétaires Occupants – Plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums[23]</th></tr>
<tr><th colspan="5">Aides aux travaux</th><th colspan="2">+ Primes complémentaires</th></tr>
<tr><th>Projet de travaux subventionnés</th><th>Plafond des travaux subventionnables</th><th>Taux Anah adapté</th><th>Taux EmS</th><th>Ménages éligibles (par référence aux plafonds de ressources)</th><th>Exigence énergétique</th><th>Montant de la prime par ménage éligible</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé</td><td rowspan="2">50 000 € H.T.</td><td rowspan="2">50 %
ou
60 % si gain énergétique de 35 %</td><td>10 %</td><td>Ménages aux ressources très modestes</td><td rowspan="2">- Prime « Sortie de passoires thermique »
État initial correspondant à une étiquette « F » ou « G » + consommation après travaux équivalant au moins à l'étiquette « E » incluse

- Prime « Basse consommation »
État initial correspondant à une étiquette comprise entre « G » ou « C »
+
Consommation après travaux équivalant à une étiquette « A » ou « B ».</td><td rowspan="2">Primes « Sortie de passoires thermique » et « Basse consommation » de 1 500 € chacune (cumul possible)</td></tr>
<tr><td>5 %</td><td>Ménages aux ressources modestes
Tous ménages éligibles</td></tr>
</table>

[23] Délibération n° 2022-49 du Conseil d'administration de l'Anah,

Propriétaires Occupants – Plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums							
Aides aux travaux						+ Primes complémentaires	
Projet de travaux subventionnés		**Plafond des travaux subventionnables**	**Taux Anah adapté**	**Taux EmS**	**Ménages éligibles (par référence aux plafonds de ressources)**	**Exigence énergétique**	**Montant de la prime par ménage éligible**
Projet de travaux de rénovation énergétique « Ma Prime Rénov' Sérénité »		35 000 € H.T.	60 %	10 %	Ménages aux ressources très modestes	- Prime « Sortie de passoires thermique » Etat initial correspondant à une étiquette « F » ou « G » + consommation après travaux équivalant au moins à l'étiquette « E » incluse - Prime « Basse consommation » Etat initial correspondant à une étiquette comprise entre « G » ou « C » + Consommation après travaux équivalant à une étiquette « A » ou « B ».	Primes « Sortie de passoires thermique » et « Basse consommation » de 1 500 € chacune (cumul possible)
			45 %	5 %	Ménages aux ressources modestes		
Autres projets de travaux	Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	20 000 € H.T.	50 %	10 %	Ménages aux ressources très modestes		
			50 %	5 %	Ménages aux ressources modestes		
	Travaux pour l'autonomie de la personne	20 000 € H.T.	60 %	15%	Ménages aux ressources très modestes		
			45 %	20%	Ménages aux ressources modestes		
	Autres travaux	20 000 € H.T.	35 %	10 %	Ménages aux ressources très modestes		
			20 %	5 %	Ménages aux ressources modestes (uniqu. en copro. en difficulté)		

Annexe 6 : Syndicats de copropriétaires : plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums

Syndicats de copropriétaires – Plafonds de travaux subventionnables HT et taux de subventions maximums						
Cas dans lesquels le syndicat des copropriétaires peut bénéficier d'une subvention		**Plafonds des travaux subventionnables (HT)**	**Taux Anah adapté**	**Taux EmS**	**+ Prime MPR Copropriétés (par logement) si gain de 35 %**	**Majorations du taux de subvention**
Copropriétés en difficulté[24]	Travaux réalisés sur un immeuble situé dans le périmètre d'une OPAH « copropriétés dégradées » ou d'un volet « copropriétés dégradées » d'une opération programmée ou d'une ORCOD	Pas de plafond	35 % ou dans certaines situations, 50 %	10 %	3 000 € (valorisation obligatoire des CEE par l'Anah) + Prime « sortie passoire thermique » : 500 € + Prime « Basse consommation » : 500 € + Primes individuelles : POM : 1 500 € POTM : 3 000 €	- Taux pouvant être porté jusqu'à 100 % du montant HT des travaux subventionnables pour les travaux urgents - Taux pouvant être majoré en cas de cofinancement de collectivité(s) territoriales(s) / EPCI d'au moins 5 % au montant HT des travaux subventionnables
	Travaux réalisés dans le cadre d'un plan de sauvegarde (y compris travaux à réaliser en urgence dans la phase d'élaboration du plan de sauvegarde)	Pas de plafond	50 %	10 % (pour la copropriété du Parc d'Ober, exclusivement)		
	Administration provisoire et administration provisoire renforcée (art. 29-1 et 29-11 de la loi du 10 juillet 1965) : travaux nécessaires au fonctionnement normal de la copropriété	Pas de plafond – Travaux limités à ceux nécessaires au fonctionnement normal de la copropriété	50 %	0%		
	Mesures prescrites au titre de la lutte contre l'habitat indigne (insalubrité, saturnisme, péril, sécurité des équipements communs)	Pas de plafond - Travaux limités à ceux nécessaires pour lever la procédure ou mettre fin à la situation d'habitat indigne	50 %	0%		

[24] Délibération n° 2022-53a du Conseil d'administration de l'Anah,

Syndicats de copropriétaires – Plafonds de travaux subventionnables HT et taux de subventions maximums						
Cas dans lesquels le syndicat des copropriétaires peut bénéficier d'une subvention		**Plafonds des travaux subventionnables (HT)**	**Taux Anah adapté**	**Taux EmS**	**+ Prime MPR Copropriétés (par logement) si gain de 35 %**	**Majorations du taux de subvention**
Copropriétés en difficulté	Travaux tendant à permettre l'accessibilité de l'immeuble	20 000 € par accès à l'immeuble modifié et rendu adapté	50 %	0%		
Travaux de rénovation énergétique (MaPrimeRénov' Copropriétés)[25]	travaux d'amélioration de la performance énergétique	25 000 € par logement	25 %	0%	**Prime Habiter Mieux :** <u>Pour toutes les copropriétés :</u> - Prime « Sortie de passoire thermique : 500 € - Prime « Basse consommation » : 500€ - Prime individuelle : POM : 1 500 € POTM : 3 000 € <u>Pour les copropriétés fragiles :</u> 3 000 € (valorisation obligatoire des CEE par l'Anah)	
	Assistance à maîtrise d'ouvrage	600 € par logement	30 %		Note : Ouvert à toutes les copropriétés, avec un financement minimum de 900 € pour les copropriétés de 4 logements et moins	

[25] Délibération n° 2022-52 du Conseil d'administration de l'Anah.

Annexe 7 : Les bénéficiaires

À titre exceptionnel, sont également éligibles aux aides de l'Anah les autres bénéficiaires prévus par l'article R. 321-12 du CCH, dans les conditions prévues par le RGA :

- les communes ou leurs groupements, pour des travaux d'office de sortie d'insalubrité ou de péril (4° du I de l'article) ;
- les locataires (5° du I de l'article) ;
- les maîtres d'ouvrage, pour la participation au financement des prestations prévues à l'article R. 321-16 (9° du I de l'article) ;
- les établissements publics d'aménagement mentionnés à l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme (10° du I de l'article) ;
- les organismes d'habitation à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et aux sociétés d'économie mixte ayant pour objet statutaire la construction ou la gestion de logements ou la restructuration urbaine (11° du I de l'article) ;
- les travaux réalisés dans des locaux à usage d'habitation inclus dans un bail commercial (II de l'article) ;
- les organismes visés à l'article R. 331-14 et aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale (III de l'article) ;
- les collectivités territoriales, leurs groupements, les sociétés de construction dans lesquelles l'Etat détient la majorité du capital, et tout organisme ayant vocation à être bénéficiaire de l'expropriation ainsi que les concessionnaires des opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme (IV et V de l'article).

Annexe 8 : Pièces justificatives pour les primes de l'Eurométropole de Strasbourg à destination des propriétaires bailleurs.

Pour la prime logement vacant (à partir de 24 mois de vacance consécutive au dépôt du dossier) :

L'une des pièces suivantes :

- copie de l'avis d'imposition à la Taxe sur les logements vacants ;
- copie de l'avis de non-imposition à la Taxe sur les logements vacants (dégrèvement) ;
- copie courrier justificatif fournisseur d'énergie qui atteste de la coupure des fluides (pas de mails acceptés) ;
- copie des dernières factures d'énergie qui attestent de l'absence ou de la très faible consommation sur 24 mois, minimum ;
- rapport d'huissier ;
- copie de l'arrêté de péril avec interdiction d'habiter ;
- un ensemble de pièces permettant d'attester au cas par cas et à partir d'un faisceau d'indices de la vacance du logement (ex : rapport de la grille de dégradation de l'opérateur de suivi-animation , transmission des consommations énergétiques, acte de vente mentionnant une vacance, copie du dernier bail, état des lieux…).

L'ensemble de ces pièces sont à fournir au service instructeur dans un délai de 3 mois suivant le dépôt du dossier.

Pour la prime locataire entrant :

L'une des deux pièces suivantes :

- copie du précédent bail ;
- état des lieux de sortie du précédent locataire.

Et dans tous les cas :

- état des lieux d'entrée du nouveau locataire.

81

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Attributions de subventions aux bailleurs sociaux pour des opérations d'offre nouvelle réalisées en droit commun.

Numéro E-2023-561

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1100 logements par an.

L'orientation de cette production doit être destinée aux ménages les plus modestes, en intégrant une part significative de logements financés en Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) et en Prêts locatifs à usage social (PLUS).

Afin de soutenir cette production, l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa politique volontariste en droit commun, a décidé la mise en place d'aides spécifiques (cf. délibération du 20 mars 2009 modifiée le 24 mars 2016 et le 03 mars 2017).

En application de ces délibérations cadre, l'opération d'offre nouvelle, dont la liste est jointe en annexe à la présente délibération, a fait l'objet d'un agrément et d'une demande de subvention de la part d'un bailleur social.

Il est donc proposé au Conseil de bien vouloir valider l'attribution de cette aide pour un montant global de 96 000 €, allouée sur la base des Prêts locatifs à usage social et des Prêts locatifs aidés d'intégration répartis sur une opération, correspondant à l'application du dispositif d'aide mis en place dans le cadre du droit commun.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009, modifiée le 24 mars 2016 et 3 mars 2017, concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu les articles L 5111-4 et L 5215-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'octroi par l'Eurométropole de Strasbourg de l'aide directe présentée dans le tableau joint en annexe à la présente délibération, pour l'accompagnement financier de la production de logements locatifs sociaux, au bénéfice de l'opération réalisée par le bailleur social telle qu'identifiée dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;*

- *les modalités de versement de la subvention :*
  - *le 1er acompte de 50 % avec la demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la déclaration d'ouverture de chantier (CERFA) ou l'attestation du Maître d'œuvre, le permis de construire,*
  - *le 2ème acompte attestant l'avancement des travaux jusqu'à 80 % avec la demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, un état récapitulatif des factures payées justifiant l'avancement des travaux et signé par une personne habilitée,*
  - *le solde à la clôture du chantier avec demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la déclaration d'achèvement de travaux signée, le plan de financement définitif ainsi que le prix de revient remis à jour signés par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la certification complète de type Habitat et Environnement Cerqual pour les opérations initiées par la collectivité (maitrise du foncier) et au minimum la labellisation énergétique établie par un organisme agrée pour toute autre opération afin de justifier les marges locales de loyers.*

confirme

l'imputation de la dépense globale sur les crédits disponibles au budget 2023 et suivant (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117).

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158486-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

1992

Date du Conseil : 28 juin 2023

Référence	Bailleur	Commune	Quartier	Numéro	Adresse	Nature opération	Nature logement	Date agrément	Numéro agrément	Nombre de PLUS	Nombre de PLAI	Grand logement	Montant Subvention attribuée	Observation
2019-152	OPHEA	STRASBOURG	Musau	25/27	rue de Bollwiller	Aqcuisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA)	Ordinaires	28 août 2019	20196748200075	6	14		**96 000,00 €**	L'opération est passée de 16 PLUS et 7 PLAI (agrément) à 14 PLUS et 6 PLAI
Total	**1**									**6**	**14**	**0**	**96 000,00 €**	

82

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Mise en œuvre de la politique Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg : bilan 2022 de la délégation des aides à la pierre, mise en perspective avec l'évaluation du volet Habitat du PLU 2017-2020 et projections 2023.

Numéro E-2023-562

La politique de l'Eurométropole de Strasbourg en matière d'habitat vise à produire du logement en réponse aux besoins des populations de son territoire. Parmi les 26 plus grands EPCI de France métropolitaine (hors région parisienne), l'Eurométropole est la 3ème agglomération où le taux de pauvreté est le plus élevé (après les agglomérations de Nîmes et Perpignan). L'Eurométropole est également caractérisée par la plus forte inégalité de revenu entre les populations les plus riches et les populations les plus pauvres. Au sein de la ville de Strasbourg, 25% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Entre 2014 et 2020, Strasbourg est la commune qui a connu la forte augmentation de la pauvreté parmi les 10 plus grandes villes françaises (+ 3% en 6 ans).

Les deux axes principaux de la politique Habitat, intégrée depuis 2016 au « volet Habitat » du PLU, sont :
- la production de logements et en particulier de logements abordables permettant de répondre aux besoins en logement des ménages à toutes les étapes de la vie ;
- l'amélioration et la mobilisation du parc résidentiel existant (mobilisation à des fins sociales, enjeu de durabilité du parc et de transition énergétique).

En 2016, l'intégration dans le PLU du Programme local de l'habitat a permis d'appuyer celui-ci sur les outils réglementaires associés de planification (ex : Secteurs de Mixité Sociale), qui participent à la mise en œuvre de la politique Habitat, et permettent de planifier une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre en logements sur le territoire.

Les outils de planification du PLU ne sont pas les seuls leviers opérationnels de mise en œuvre de la politique Habitat : l'État peut déléguer aux EPCI et aux départements la gestion des aides à la pierre (parc locatif social et parc privé relevant de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat - Anah)[1].

Cette délégation des aides à la pierre engage juridiquement l'Etat délégant et la collectivité délégataire pour six années renouvelables dans le cadre d'une convention, dite

[1] Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

« convention de délégation de compétence », conclue sur la base d'un programme local de l'habitat (PLH) exécutoire.

La Communauté urbaine de Strasbourg a pris cette délégation « de type 3 » (y compris le volet instruction administrative et financière) depuis le 1er janvier 2010 pour le parc public et depuis le 1er janvier 2014 pour le parc privé. La convention de délégation en vigueur, qui définit les modalités de cette délégation, porte sur la période 2022-2027 (approuvée par délibération n°69 en date du 17 décembre 2021).

Cette délégation constitue l'un des outils opérationnels de la politique Habitat menée par l'Eurométropole sur son territoire : elle permet de négocier avec l'Etat les crédits et objectifs fixés annuellement pour l'amélioration et la production du parc de logements, et de mobiliser les crédits nationaux correspondant (fonds national d'aide à la pierre et crédits de l'Anah).

La prise de délégation a notamment permis de :
- corréler les objectifs État avec ceux du volet Habitat du PLU et la programmation des bailleurs sociaux ;
- positionner la collectivité comme interlocuteur incontournable pour les opérations de logement social tant vis-à-vis des bailleurs sociaux que de l'Etat (collectivité membre du Comité régional de l'habitat, participation aux réunions du bureau, etc.) et autres partenaires (associations, Action Logement, promoteurs, etc.) ;
- mobiliser des crédits nationaux importants en faveur du territoire (négociations dans le cadre du dialogue de gestion tant sur le volet parc public que parc privé).

Elle contribue donc à l'atteinte des objectifs fixés au volet Habitat du PLU, mais aussi à ceux fixés par le Plan Climat (PCAET) approuvé en décembre 2019 et par la loi SRU :
- production de 1 100 logements locatifs sociaux par an (1 000 dans le parc public et 100 dans le parc privé en conventionnement ANAH)[2] ;
- production de 400 logements en accession « abordable », dont 100 en accession sociale sécurisée (PSLA ou BRS) ;
- réhabilitation thermique de 2 000 logements locatifs sociaux par an pour le parc public ;
- réhabilitation thermique de 6 000 logements par an pour le parc privé (objectif nouveau fixé dans le PCAET).

Par le développement d'une offre en logements locatifs sociaux, la délégation des aides à la pierre contribue également à l'atteinte des objectifs de la Convention Intercommunale d'Attributions de l'Eurométropole de Strasbourg adoptée en décembre 2019. Cette dernière doit concilier des objectifs d'accueil des publics précaires et « d'équilibre des territoires ».

Pour complète information et mise en perspective, les éléments de bilan de la convention de délégation précédente 2016-2021 figurent en annexe à la présente délibération.

L'objet de la présente délibération est de partager avec les membres du Conseil le bilan de la première année de la nouvelle convention 2022-2027, de la mettre en perspective des résultats des années précédentes notamment au vu de l'évaluation du volet habitat du PLU

2017-2020, et de partager les perspectives 2023 telles qu'issues des échanges en Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du 3 avril 2023.

Bilan 2022

Les éléments de bilan relatifs au **parc public** totalisent 746 logements sociaux agréés (414 PLAI, 124 PLUS, 160 PLS, 23 PSLA, 25 BRS) pour une enveloppe de crédits Etat de 4 126 660 €[3].

Pour précision, le suivi des documents cadres de mise en œuvre de la politique d'attributions de l'Eurométropole, à savoir le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'information des Demandeurs (PPGDID) et la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) feront l'objet comme chaque année d'une présentation de l'état d'avancement aux membres de la CIL en juin et novembre 2023, et aux membres du conseil de l'Eurométropole en fin d'année[4].

Sur le **parc privé**, les résultats 2022 attestent de la montée en puissance amorcée depuis 2020, avec un dépassement des objectifs fixés initialement par l'Anah. Au total, 1 010 logements ont bénéficié d'un accompagnement et d'une aide financière aux travaux (auxquels s'ajoute l'engagement des travaux de résidentialisation et de réhabilitation énergétique sur 2 copropriétés de l'OPAH « Copropriétés dégradées » 2019-2024, qui concerne 56 logements).

L'enveloppe des crédits Anah mobilisée s'est élevée à 9 653 698€, au-delà des objectifs et prévisions posés en début d'exercice, ce qui s'explique à la fois par l'augmentation du nombre de dossiers, mais aussi l'augmentation du coût global des travaux et des matières premières.

En 2022, l'Eurométropole a engagé 972 291 € sur ses fonds propres, en complément des aides de l'Anah au soutien des travaux réalisés sur le parc privé (ratio moyen de « 1€ de l'Eurométropole pour 9 € Anah » qui illustre ici l'effet levier de la délégation des aides à la pierre en direction des ménages modestes à très modestes).

Evaluation 2017-2020 du volet Habitat du PLU

Mené en 2021, le bilan – évaluation du volet habitat du PLU de l'Eurométropole sur la période 2017 – 2020 a été réalisé en lien avec l'ADEUS et s'intègre à la démarche globale d'évaluation du PLU. Deux thématiques majeures correspondant aux axes structurant de la politique locale de l'Habitat ont été ciblées à cette occasion : la production de logements et l'amélioration/ mobilisation du parc résidentiel ancien.

Ce bilan/évaluation a été réalisé en concertation avec les communes de l'Eurométropole et les partenaires (Etat, CeA, bailleurs, professionnels de l'immobilier, associations…) avec notamment l'organisation de deux séminaires : un séminaire avec les communes en

[3] Les éléments détaillés de bilan 2022 de la première année de la nouvelle convention 2022-2027 de délégation des aides à la pierre figurent en annexe à la présente délibération selon les formes et présentations prévues à la convention (bilan quantitatif chiffré détaillé).

[4] Cf. délibération en Conseil de décembre 2022 pour l'occurrence précédente.

juin 2021 et un séminaire avec les partenaires en janvier 2022. La note synthétique bilan/ évaluation 2017 – 2020 est annexée à la présente délibération.

La mise en perspective du bilan 2022 au regard de cette évaluation permet de constater le bouleversement des paramètres et la chute importante opérée dans l'atteinte des objectifs :

- les objectifs quantitatifs en production de logements locatifs sociaux ont été atteints sur 2017-2020, avec une moyenne de 1 322 logements sociaux agréés par an ;
- la forte de baisse de production en nombre de logements s'amorce cependant dès 2020, en lien avec la crise Covid notamment : le bilan 2022 s'inscrit en cela en continuité avec la baisse amorcée en 2020 ;
- la diffusion du logement social sur le territoire se fait progressivement davantage sur l'ensemble du territoire (y compris en 2e couronne), ce qui contribue à l'objectif de rééquilibrage fixé au PLU. Là aussi le bilan 2022 s'inscrit en continuité avec la tendance observée, avec une production répartie sur l'ensemble du territoire ;
- le décrochage sur le rythme de la réhabilitation thermique du parc social s'amorce dès 2019 (impact de la réforme en 2018 du logement social) : 2022 s'inscrit en continuité avec la baisse de rythme constatée depuis 2019.

Perspectives 2023

Sur le parc privé, une délibération distincte présentant le bilan détaillé et proposant l'adoption du nouveau Programme d'action (document cadre obligatoire, adopté chaque année par la Commission locale de l'habitat (CLAH) en fonction des nouvelles orientations nationales et/ou locales) est inscrite en parallèle à la même séance du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

La programmation prévisionnelle fait apparaitre une année 2023 dans la continuité, à savoir une atteinte des objectifs et une mobilisation de l'enveloppe de crédits délégués en augmentation : 10 229 271€.

Sur le parc public, la programmation prévisionnelle évoquée en Comité régional de l'habitat et de l'hébergement du 3 avril est à mettre au conditionnel, au vu du contexte qui cumule plusieurs facteurs impactant fortement le modèle économique de financement du logement social. Cette programmation reste également en-deçà des objectifs fixés au PLU : 386 PLAI, 166 PLUS, 299 PLS, pour une enveloppe de crédits délégués de 3 983 116€.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération n° 69 en date du 17 décembre 2021 approuvant le renouvellement de la convention de délégation des aides à la pierre
vu le bilan de la délégation des aides à la pierre 2016-2021
vu l'article L. 301-5-1 du Code de la construction et de l'habitation
vu l'avenant de fin de gestion pour l'année 2022
joint en annexe 2 à la présente délibération

vu le bilan de la délégation 2016-2021 joint en annexe 1 à la présente délibération
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

prend acte

- *des éléments de bilan joints en annexe 4 à la présente délibération portant sur la première année de la convention de délégation des aides à la pierre 2022-2027 ;*

- *des éléments partagés sur l'évaluation 2017-2020 du volet Habitat du PLU ;*

- *des perspectives et éléments de programmation prévisionnelle partagés pour 2023.*

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158574-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Convention de délégation locale de compétence de l'Eurométropole de Strasbourg

Évaluation de la délégation des aides à la pierre

2016—2021

Rapport

Octobre 2021

PRÉAMBULE 3

LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE 4

I – UNE CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE COHÉRENTE AVEC LES DIFFÉRENTS DOCUMENTS PROGRAMMATIQUES EN MATIÈRE D'HABITAT 5
1) La convention de délégation de compétences, outil de mise en œuvre du volet Habitat du PLUI 5
2) La convention de délégation de compétences permet de traduire les documents stratégiques des partenaires de l'Eurométropole de Strasbourg en matière d'habitat 5

II – UNE CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE AYANT PERMIS D'ATTEINDRE GLOBALEMENT LES OBJECTIFS FIXÉS 7
1) Les objectifs délégués concernant le parc public 7
2) Les objectifs délégués concernant le parc privé 23
3) Le bilan financier de la délégation présente un bilan de consommation des crédits délégués très satisfaisant 32
4) La délégation a contribué à mobiliser des financements complémentaires à l'aide à la pierre, notamment pour le parc public 33
5) Bilan du prélèvement SRU 34

III - LA DÉLÉGATION A PERMIS D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'OFFRE PRODUITE 40
1) La délégation a permis de répondre aux besoins en logements par un effort de construction et de mobilisation du foncier 40
2) La délégation de compétence, outil du PLH, permet de répondre aux besoins en logements pour tous aux différentes étapes de la vie 411
3) La délégation de compétence, outil du volet Habitat du PLU permet d'améliorer le parc existant ... 488
4) Le logement social contribue à un aménagement innovant et à un habitat durable 53
5) La délégation contribue à la prise en compte de la santé dans l'habitat 55

IV - LA DÉLÉGATION FAVORISE L'IMPLICATION ET LA COORDINATION DES ACTEURS LOCAUX AUTOUR D'UNE POLITIQUE DE L'HABITAT PARTAGÉE 57
1) La délégation de compétence a facilité l'implication et la mise en réseau des acteurs locaux 57
2) La délégation de compétence s'appuie sur un outillage des acteurs préexistant, mis en place dans le cadre à l'occasion du PLH 58

V – LE DÉLÉGATAIRE A MIS EN PLACE UNE ORGANISATION EFFICIENTE POUR ASSUMER SES NOUVELLES FONCTIONS 59
1) L'organisation du délégataire dans le cadre de la délégation est efficiente 59
2) L'instruction est structurée mais des procédures particulières pourraient permettre de fluidifier encore davantage la délégation de compétence, notamment pour fluidifier le partage d'informations 60

CONCLUSION 64

ANNEXES 65

PRÉAMBULE

Dès 2005, dans le cadre d'un mouvement concomitant des collectivités alsaciennes (Conseil Général du Bas-Rhin, Conseil Général du Haut-Rhin et agglomération de Mulhouse), la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) devenue Eurométropole de Strasbourg à partir du 1er janvier 2015 avait souhaité prendre la délégation de compétences pour l'attribution des aides à la pierre. Avec la volonté de mieux s'impliquer dans la politique de l'habitat menée jusque-là par l'État et le désir d'articuler et de mieux développer les politiques locales sur le sujet, ***la CUS a signé le 30 janvier 2006 avec l'État une première convention*** de 3 ans, prolongée 1 an.

Cette convention avait été suivie le 11 juin 2010, suite à une évaluation menée par le CETE de l'Est, par la signature d'une ***seconde convention de délégation de compétence pour la période 2010-2016.*** Cette seconde période de délégation avait pour objet de mettre en œuvre le 4ème programme local de l'habitat (PLH) 2009-2015.

Cette seconde convention de délégation de compétence étant parvenue à échéance au 31 décembre 2015, une nouvelle convention de compétence a été adoptée le 30 juin 2016 pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2021.

Depuis le 1er janvier 2011, l'Eurométropole de Strasbourg instruit les dossiers de financement du parc public. Au 1er janvier 2014, suite à une nouvelle demande de la DDT, la collectivité a également repris l'instruction des dossiers de financement du parc privé, sur la base d'une convention de délégation dite « de type 3 ». L'Eurométropole de Strasbourg instruit aujourd'hui à la fois les aides à l'habitat public et les aides à l'habitat privé.

La convention de délégation de compétence prévoit, dans son article VI-5-1, qu'une évaluation soit menée à l'issue de la période d'exécution de la convention. Le présent rapport a ainsi été établi par les services de l'Eurométropole de Strasbourg pour présenter le bilan de la délégation 2016-2021. La finalisation du rapport a donné lieu à des échanges avec la Direction départementale des territoires (DDT) pour permettre notamment d'initier le travail de rédaction de la nouvelle convention de délégation.

Ce bilan a été mené en s'appuyant sur le **guide méthodologique établi par la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages de septembre 2011**. Ce guide propose un ensemble de questions évaluatives dont les plus adaptées au contexte de l'agglomération ont été retenues. Cinq grandes séries de questions se dégagent :

- Les objectifs de la convention sont-ils cohérents avec ceux des documents programmatiques en matière d'habitat ?
- Les objectifs prévus par la convention et ses annexes ont-ils été atteints ? En quoi la délégation a-t-elle permis de dynamiser la production de logements sociaux et conventionnés ?
- En quoi la délégation a-t-elle permis d'améliorer la qualité de l'offre produite ?
- La délégation favorise-elle l'implication et la coordination des acteurs locaux autour d'une politique de l'habitat partagée ?
- L'organisation mise en place par la délégation s'avère-elle efficiente ?

LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DE LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE

Les orientations de la convention de délégation de compétence (DLC) ont été fixées par l'État et l'Eurométropole de Strasbourg dans l'article I-1 de la convention.

L'État y a inscrit les enjeux du porter à connaissance :

1. Augmenter le rythme de production de logements, en particulier celui concernant l'offre sociale. Il s'agit d'améliorer l'offre sociale et très sociale pour répondre à la demande non satisfaite qui émane, pour partie, du public visé par la loi DALO. Cette amélioration devra se faire aussi en veillant à la reconstitution de l'offre démolie dans le cadre des conventions ANRU ;
2. Améliorer le parc existant. Poursuivre notamment l'identification et le traitement des situations d'habitat indigne ;
3. Prendre en compte les besoins des populations spécifiques. Ceci nécessite une offre de logements adaptée aux besoins y compris des solutions d'hébergement ;
4. Rééquilibrer l'offre de logements sur le territoire, notamment l'offre sociale ;
5. Répondre aux exigences en matière d'économie d'énergie et de développement d'urbanisme durable.

L'Eurométropole de Strasbourg y a inscrit les orientations de la politique Habitat déclinées dans le programme d'orientation et d'actions du Plan Local d'Urbanisme arrêté le 27 novembre 2015.

Ces dernières rejoignent les enjeux du porter à connaissance.

I – UNE CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE COHÉRENTE AVEC LES DIFFÉRENTS DOCUMENTS PROGRAMMATIQUES EN MATIÈRE D'HABITAT

1) La convention de délégation de compétences, outil de mise en œuvre du volet Habitat du PLUI

► Signée postérieurement à la mise en place du volet Habitat du PLU de l'agglomération, la convention de délégation de compétence a pris en compte ses objectifs concernant en particulier :

- La poursuite d'une politique de construction permettant de rattraper le retard accumulé dans la construction et de fluidifier les parcours résidentiels ;
- Le financement de 6 600 logements sociaux sur 6 ans ;
- La répartition de ces logements sociaux suivante : 2 100 logements en PLAI, 3 600 logements en PLUS et 900 en PLS ;
- La création de structures collectives relevant de ces financements mais décomptées spécifiquement ;
- La réalisation de 400 logements en accession abordable dont 100 en accession sécurisée.

En matière de production de logement social, la priorité est accordée aux logements « ménages ».

La convention de délégation de compétences territorialise dans son annexe 1-2 les objectifs de construction de logements sociaux par commune et par grand secteur Strasbourg, 1ère couronne et 2ème couronne. Les objectifs SRU y sont également intégrés.

► ***Les avenants de la délégation de compétence demeurent cohérents avec le volet Habitat du PLU :***

Cependant, les changements de modalités dans l'affectation et le suivi de l'enveloppe de dotation Anah qui est impulsé par la DREAL et relayé par la DDT ont pour effet de compliquer le dialogue de gestion et de fragiliser la stabilisation des enveloppes, en particulier en fin d'année : changements de calendrier, modifications régulières des tableaux et des méthodes de calculs (notamment dans la manière de prendre en compte les MMS, de prioriser les dossiers…), délais relativement courts…

De même, la baisse des crédits d'aide à la pierre publique, notamment pour les logements PLUS pour lesquels toute aide a disparu, ont impacté les volumes de production du LLS à la baisse (impact de la réforme de 2018 également). Le mise en place de primes Etat à l'acquisition-amélioration mobilisables à partir de 2020 fait partie en revanche des évolutions à saluer : cela rejoint l'orientation nouvelle également portée par l'Eurométropole, eu égard au défi de rénover le parc résidentiel (les AA y contribuent) et de développer l'offre de LLS malgré la rareté du foncier disponible et en limitant l'artificialisation des sols.

2) La convention de délégation de compétences permet de traduire les documents stratégiques des partenaires de l'Eurométropole en matière d'habitat

► ***Le volet Habitat du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg s'inscrit dans les objectifs du SCOT de la Région de Strasbourg*** (SCOTERS), eux même repris dans les objectifs du Plan départemental de l'habitat 2015-2021.
La convention de délégation de compétence s'inscrit, s'agissant de l'attribution des aides à la pierre, dans ces objectifs.

Le SCOTERS et le volet Habitat du PLU avaient identifié le potentiel de développement des communes dans des zones centrales ou bien desservies par des transports en commun structurants. La convention de délégation de compétence intègre cette territorialisation dans l'annexe 1.

► Si les loyers privés conventionnés ont bien été définis par zone, ***les objectifs de réhabilitation du parc privé tant pour les propriétaires occupants que pour les propriétaires bailleurs n'ont pas été déclinés par zone*** (ni dans le volet Habitat du PLU ni dans la convention de délégation de compétences, ni dans les plans d'action Anah). Il semble en effet difficile de territorialiser les objectifs sur le parc privé, tant les opportunités correspondent à des projets privés, souvent individuels, et qu'il est donc difficile de décider / anticiper sur les opportunités qui émergent en cours d'année. Cependant, dans le cadre du nouveau PIG, une approche territorialisée sera menée sur les actions de communications et d'animation, afin de cibler plus particulièrement les communes déficitaires SRU, le conventionnement ANAH étant identifié par les communes comme l'un des leviers permettant de tendre vers leurs objectifs SRU.

II – UNE CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE AYANT PERMIS D'ATTEINDRE GLOBALEMENT LES OBJECTIFS FIXÉS

1) Les objectifs délégués concernant le parc public

Objectifs de réalisation logements locatifs sociaux inscrits dans le volet habitat du PLU pour la période 2016 -2020 :

- La construction ou l'acquisition amélioration de 1 100 logements locatifs sociaux par an, soit 5 500 au total sur la durée concernée, dont :

  - 1 650 logements PLAI (330/an)
  - 3 300 logements en PLUS (660/an)
  - 550 logements en PLS (110/an)
  - 500 par le biais du conventionnement ANAH (100/an)

- La réhabilitation de 2.000 logements sociaux par an.

- La réalisation de 400 logements en accession abordable par an.

► Sur la période 2016-2020 (années pleines), **les objectifs en matière de création de logements sociaux ont été globalement atteints**.

En effet :

- Le nombre total de logements sociaux agréés (hors ANRU) est de **6 076 logements sociaux agréés** sur la période 2016-2020, soit **en moyenne 1 215 logements sociaux par an** pour un objectif de 1 000 ;

- Le nombre de PLAI et de PLS agréés a dépassé les objectifs avec 116% des objectifs atteints pour le PLAI et 253% pour les PLS (notamment du fait des produits étudiants qui représente de gros volumes) ;

- Le dépassement des objectifs sur le PLAI et le PLS, s'est fait au détriment des objectifs en PLUS, qui eux n'ont pas tout à fait été atteints, avec seulement 2 769 PLUS agréés sur la période, à mettre au regard de l'objectif de 3 300 (soit un objectif atteint à 84%).

Dans le détail, le tableau ci-après reprend l'ensemble des données quantitatives de bilan sur la période 2016-2020 pour le parc public, actualisés à octobre 2021 des opérations annulées ou modifiées dans leur consistance suite à la délivrance de l'agrément initial (cf. annexe tableau de suivi des opérations annulées ou/et modifiées).

A noter que les logements agréés en PSLA sur la période 2016-2020 ne sont pas comptabilisés comme LLS.

Type de logements	Objectifs 2016-2020	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL	Atteinte des objectifs
Nombre de LLS DC	**5500**	**1179**	**1085**	**1256**	**1233**	**977**	**5730**	**104%**
Nombre de LLS ANRU	-	0	18	9	76	125	**228**	
Nombre de LLS ordinaires Droit Commun		**1141**	**1034**	**1041**	**1074**	**814**	**5104**	
Dont LO Ménages		*964*	*858*	*990*	*793*	*474*	**4079**	
Dont LOPA		*26*	*0*	*6*	*127*	*175*	**334**	
Dont LOJ		*19*	*5*	*0*	*0*	*0*	**24**	
Dont nombre logements étudiants		*132*	*171*	*45*	*154*	*165*	**667**	
Nbre logements structures		**38**	**51**	**215**	**159**	**163**	**626**	
dont Maison relais / Résidence accueil		*23*	*0*	*56*	*25*	*26*	***130***	
dont Foyer hébergement		*15*	*0*	*0*	*0*	*0*	***15***	
dont Résidence sociale		*0*	*51*	*159*	*134*	*137*	***481***	
Nombre PLAI	**1650**	**346**	**338**	**517**	**304**	**329**	**1834**	**111%**
Dont nombre PLAI ménages		*308*	*287*	*302*	*155*	*132*	***1184***	
Dont nombre PLAI spécifiques		*38*	*51*	*215*	*149*	*197*	***650***	
Part PLAI ménages		*89%*	*85%*	*58%*	*51%*	*40%*	***65%***	
Nombre PLUS	**3300**	**691**	**514**	**521**	**568**	**304**	**2598**	**79%**
Dont nombre PLUS ménages		*588*	*514*	*521*	*486*	*268*	***2377***	
Dont nombre PLUS spécifiques		*103*	*0*	*0*	*82*	*36*	***221***	
Part PLUS ménages		*85%*	*100%*	*100%*	*86%*	*88%*	***91%***	
Nombre PLS	**550**	**142**	**233**	**195**	**361**	**344**	**1275**	**232%**
Dont nombre PLS ménages		*68*	*57*	*144*	*152*	*74*	***495***	
Dont nombre PLS investisseur		*31*	*19*	*10*	*5*	*13*	***78***	
Dont nombre PLS spécifiques		*74*	*176*	*51*	*209*	*270*	***780***	
Part PLS ménages		*48%*	*24%*	*74%*	*42%*	*22%*	***39%***	

Tableau 1 : Bilan quantitatif par type de produits 2016-2020. *Source : Base de données EmS LOGSO oct.2121.*

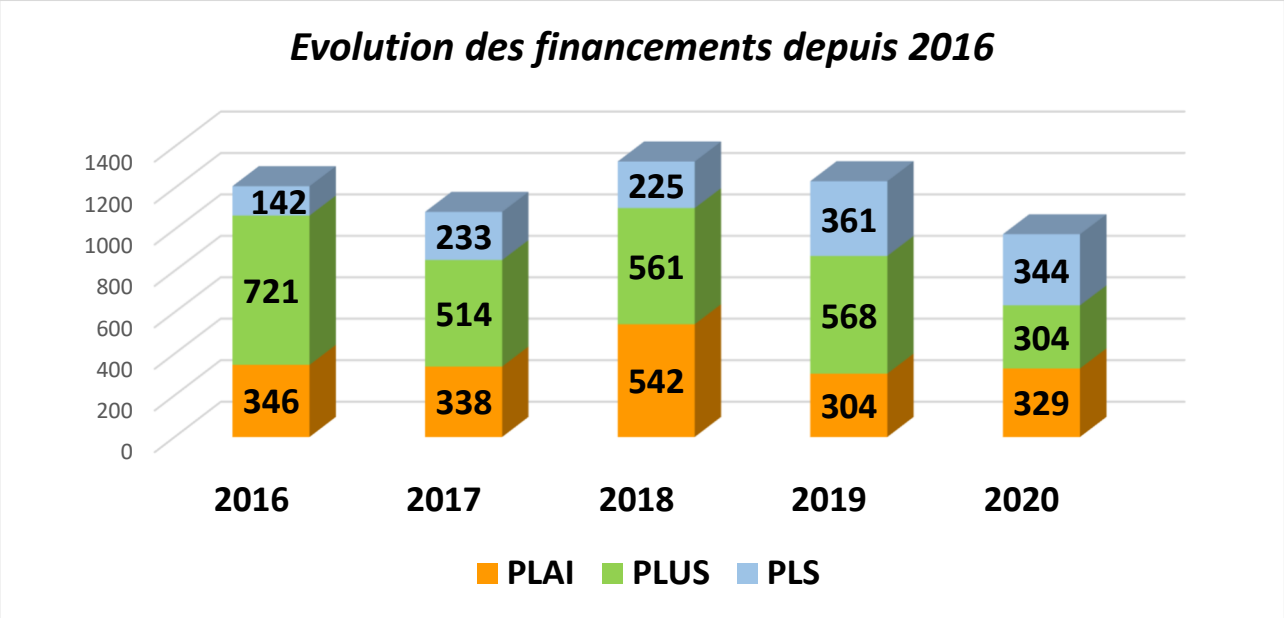


Figure 1 : Evolution des types de financement 2016-2020 – Source LOGSO juin 2021.

Le volet Habitat du PLU fixe également des objectifs dans la répartition territoriale de la production de logements sociaux. En particulier, il invite à ne pas réaliser + de 47% de la production sur les 3 communes qui ont déjà atteint leurs objectifs SRU (Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim).

Sur la période 2016-2020, la répartition territoriale des LLS se fait pourtant principalement sur les communes de Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim, ce qui appelle à un effort de ré-équilibrage auquel les bailleurs ont été invités, sans succès (impact des produits structures qui se localisent sur Strasbourg / Schiltigheim/ Bischheim au principal).

Communes	PLUS	PLAI	PLS	ANAH	TOTAL	%
STRASBOURG	1 074	917	660	300	**2 951**	**46%**
1ère couronne (Bischheim, Schiltigheim, Hœnheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Eckbolsheim)	867	589	541	168	**2 165**	**34%**
2ème couronne (autres communes)	727	353	104	120	**1 304**	**20%**
Total	2 668	1 859	1 305	588	6420	100%

Tableau 2 : Répartition géographique par type de financements – Source LOGSO.

Pour autant : les opérations en produits structures (résidence étudiante, résidence sociale), - qui représentent des gros volumes par opération-, se font à proximité des services et donc en centralité sur Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim au principal.

A l'inverse, les opérations en 2e couronne sont de petite taille (10 logements et moins), ce qui participe au

déséquilibre constaté en nombre de logements entre la centralité et les communes périphériques.

La présentation du décompte en nombre d'opérations du bilan 2016-2020 permet de l'attester, puisqu'on constate alors que 35% des opérations se font en 2e couronne (correspondant à 20% des logements), ou encore que seulement 23,4% des opérations se font en première à 34% des logements :

Communes	2016	2017	2018	2019	2020	TOTAL	%
STRASBOURG	28	26	41	25	28	148	**41,6%**
Dont NPNRU		*1*	*1*	*1*	*3*	*6*	-
1ère couronne (Bischheim, Schiltigheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Ostwald, Eckbolsheim)	22	15	11	19	16	83	**23,4%**
Dont NPNRU				*1*	*1*	*2*	-
2ème couronne (autres communes)	19	35	27	23	20	124	**35%**
Dont NPNRU				*2*	*1*	*3*	-
TOTAL	**69**	**76**	**79**	**67**	**64**	**355**	**-**

Tableau 3 : Répartition géographique en nombre d'opérations pour le parc public – Source LOGSO juin 2021.

Une illustration par histogramme permet également d'observer les évolutions d'une année à l'autre :

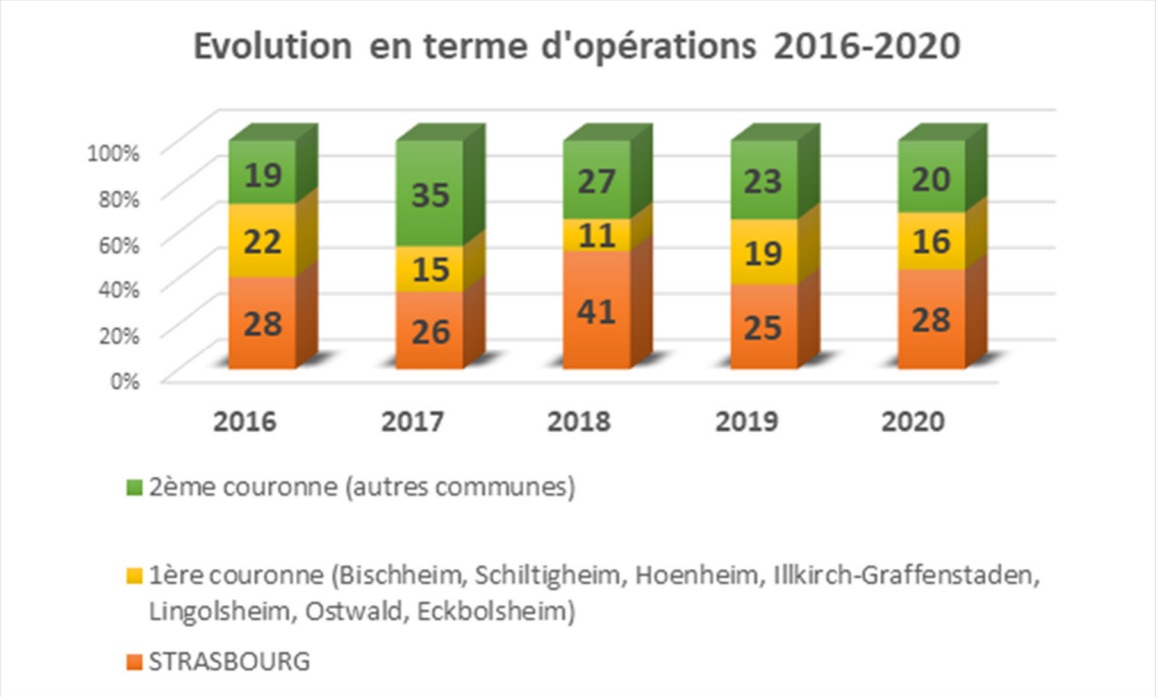


Figure 2 : Répartition géographique en nombre d'opérations pour le parc public - Source LOGSO juin 2021.

Pour compléter l'illustration de cette production, on peut également constater sur le graphique ci-après que la part de PLAI est légèrement plus importante sur Strasbourg (34% de la production de LLS hors ANAH), contre 29% en 1ère et 2e couronne. Là aussi, la part des produits structure (type résidence sociale notamment) explique cette différence.

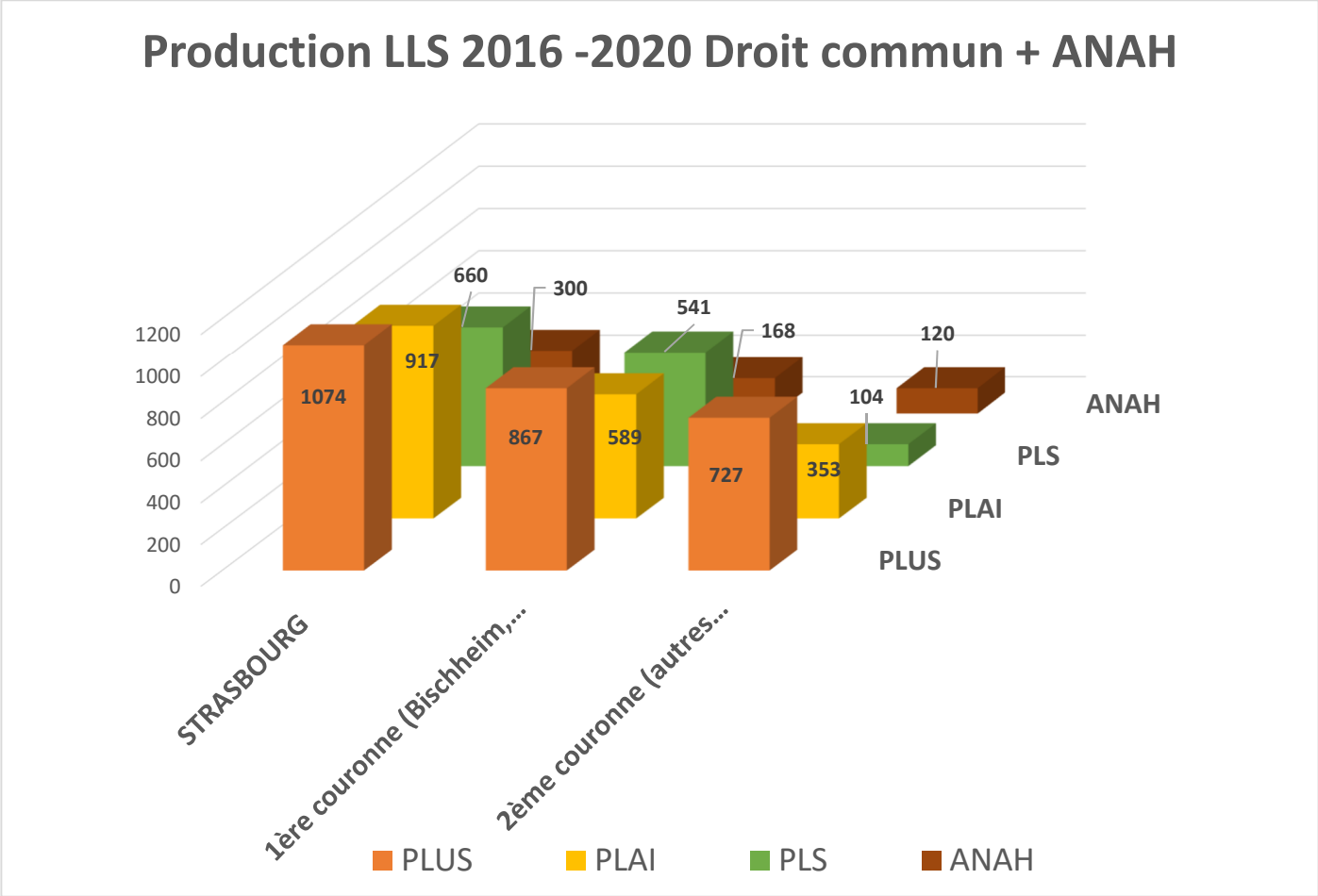
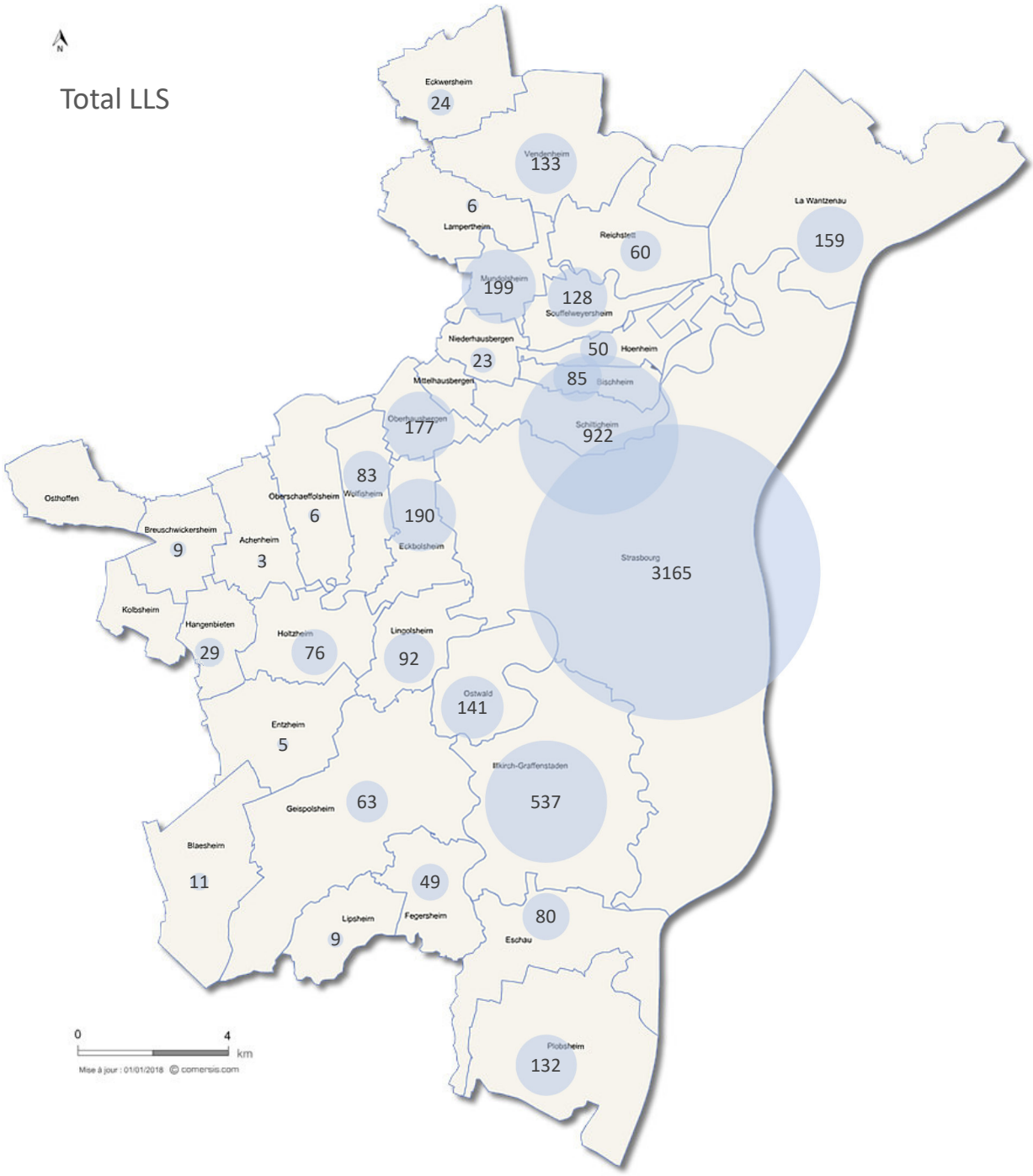
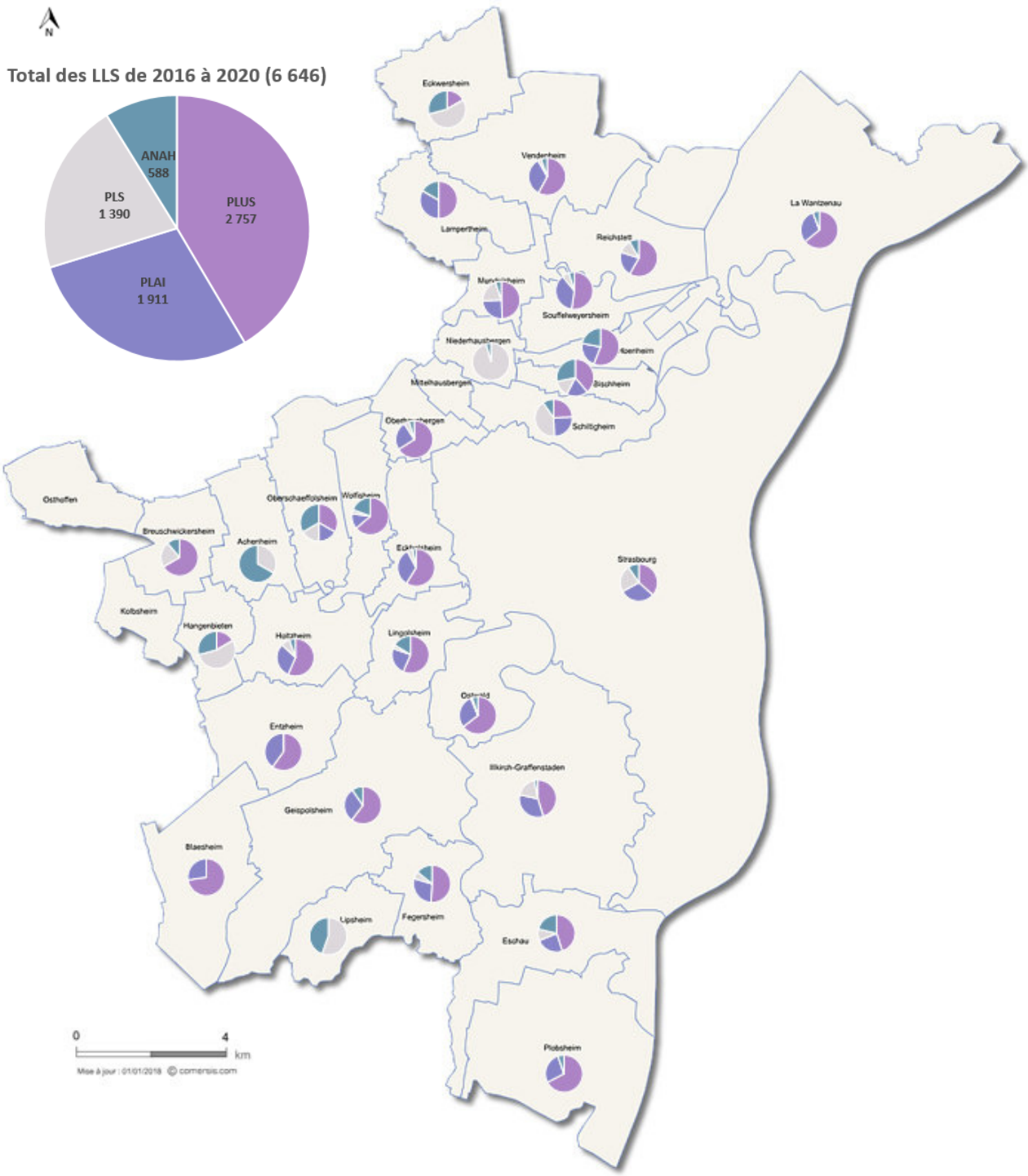


Figure 3 : Répartition par type de financement et selon les 3 secteurs identifiés au PLUI LLS + ANAH – Source LOGSO juin 2021.

Carte 1 : Production de LLS + ANAH sur la période 2016-2020 :

Source : LOGSO juin 2021.





Source : LOGSO au 1er juin 2021.

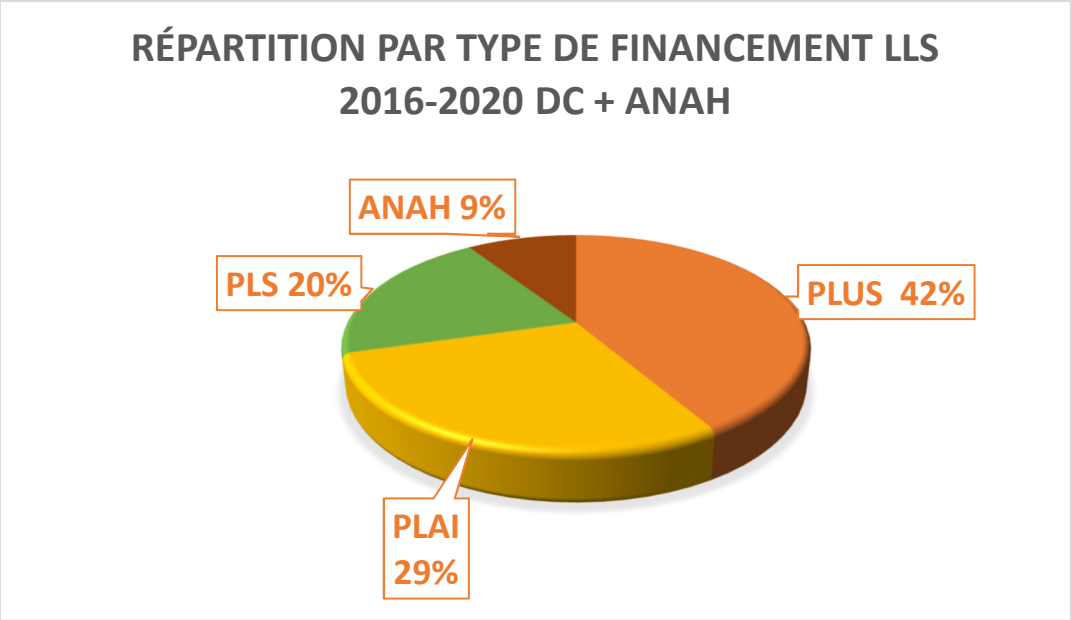


Figure 4 : Répartition par type de financement 2016-2020 LLS+ ANAH – Source LOGSO juin 2021.

► L'évolution de la **production par type de financement** amène à un double constat :

- Tendance à la hausse des produits financés en PLS ;
- Décrochage sur le produit PLUS en 2020.

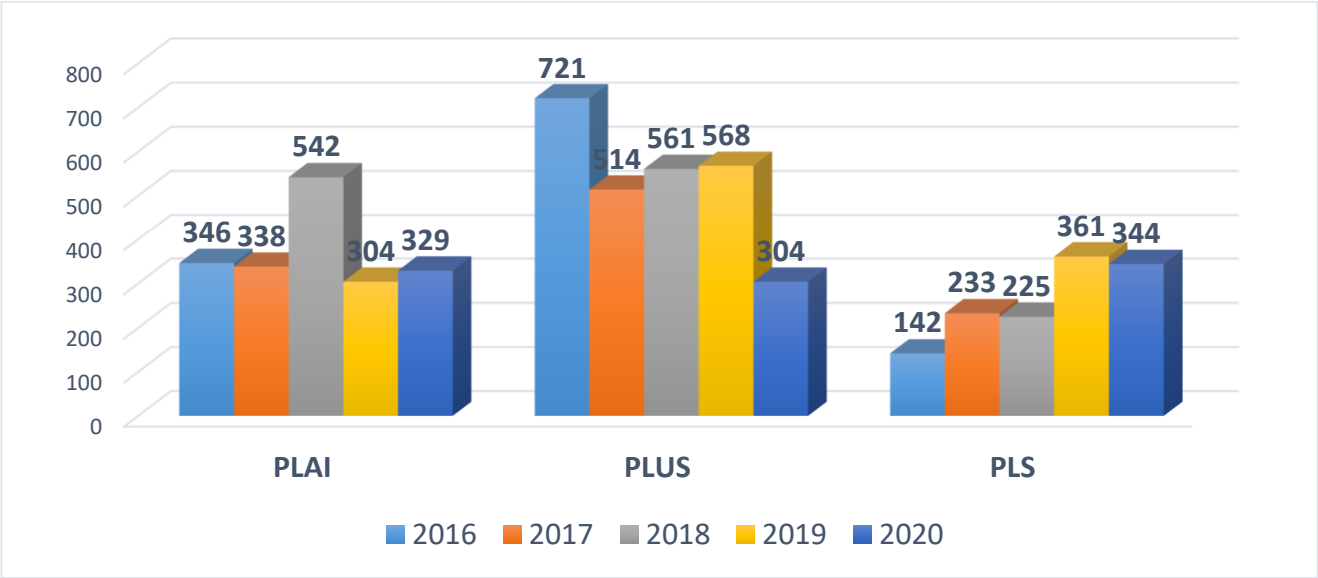


Figure 5 : Production de LLS 2016-2020 par type de financement. Source : LOGSO juin 2021.

➢ **Concernant le produit PLS,** la tendance à la hausse peut s'expliquer en partie par la réapparition des produits structures montés en PLS en 2019 et 2020 notamment. Cette production ne se fait pas au détriment des PLS ménages, qui restent au-dessus des objectifs du PLUI (aux environs de 10 %). On note même une tendance chez les bailleurs à intégrer désormais une part de PLS dans leurs opérations anciennement montées exclusivement en PLAI/PLUS, afin d'améliorer l'équilibre économique des opérations.

Sur la période, on observe un recul progressif de la production de PLS investisseur. Pour rappel (cf. tableau 1 en supra) les chiffres sont les suivants :

Année	*2016*	*2017*	*2018*	*2019*	*2020*	***TOTAL***
Dont nombre PLS investisseur	*31*	*22*	*10*	*5*	*13*	***81***

Tableau 9 : Nbre de PLS investisseur sur la période 2016-2020 – Source LOGSO juin 2021.

Le recul des PLS investisseurs peut s'expliquer de plusieurs manières :

- D'une manière générale, l'acquisition d'un logement en PLS investisseurs est un investissement de longue haleine, rentable en terme comptable. En comparaison de l'investissement Pinel, le PLS investisseur est moins lisible et nécessite un temps plus long de garde. Cette disponibilité financière moindre que le Pinel est un obstacle.
- Le prix de vente des PLS investisseurs est souvent le prix HT du logement dans l'opération immobilière. Dès lors, le différentiel de TVA est le seul gain pour l'acheteur.
- Enfin, au vu des taux de prêts actuels, les banques qui doivent financer le PLS (à hauteur de 50 % du prix de vente) préfèrent financer le même logement en PINEL. Cette défiance s'explique aussi par le peu de revenu pour la banque qui fait le financement en PLS par rapport à un financement investisseur classique.

► **L'objectif PLAI est atteint chaque année**, sans doute grâce à la volonté politique affirmée en faveur de ce produit, tant du côté Etat que de la collectivité délégataire : cette volonté se traduit par le maintien des modalités de financement incitatives (9 000€ / PLAI sur fonds propres de la collectivité, en complément des aides du FNAP).

Les produits spécifiques sont très caractérisés en terme de financement : soit PLAI, soit PLS ; le financement PLUS est nettement destiné aux logements ménages ordinaires (le PLUS autorisant la mixité par rapport au plafond de ressources de référence puisque 30 % au moins des logements doivent être occupés par des ménages dont les ressources n'excèdent pas 60 % du plafond de référence ; 10 % au plus des logements peuvent être loués à des ménages dont les ressources n'excèdent pas 120 % du plafond de référence. Dans ce cas, un surloyer peut s'appliquer).

A partir de 2018, on note une augmentation des PLAI structures, qui traduit la volonté de répondre aux besoins des publics fragiles économiquement et socialement sur le territoire. Ces résidences sociales se déclinent en pensions de famille, résidences accueil, foyers jeunes travailleurs, foyers travailleurs migrants / résidence sociale. Ils permettent d'atteindre et dépasser les objectifs fixés par le PLU pour le produit PLAI.

Plusieurs facteurs peuvent contribuer à cette augmentation :

- En réponse aux besoins du territoire, l'opérateur VILOGIA a développé des produits orientés jeunes (FJT) ou étudiants qui représentent des volumes importants (543 logements sur la période répartis en 5 opérations) ;
- Plusieurs opérations d'extension ou démolition / reconstruction ont été réalisées par ADOMA pour optimiser le foncier de résidences sociales ou FTM existants, ce qui là aussi correspond à des volumes assez importants (274 LLS sur la période répartis sur 4 sites pour un total de 6 opérations) ;
- La diversité des publics présents sur le territoire de l'Eurométropole, nécessite de développer une offre diversifiée de produits pour répondre aux besoins : l'Eurométropole encourage les bailleurs à développer des opérations de type résidence d'accueil, pension de familles, maison relais, produits étudiants, FJT, etc. La question des contributions de chaque opérateur sur le sujet est abordée lors des réunions annuelles de programmation. En 2018, la collectivité s'est engagée dans la démarche

« Logement d'Abord » lancée au niveau national, pour la décliner sur son territoire : l'un des axes prioritaires de la démarche porte sur l'accès au logement des personnes défavorisées.

►La production neuve de LLS répond-elle aux besoins des demandeurs ?

L'analyse de la qualité de la production en réponse aux besoins du territoire est en cours d'analyse en 2021 dans le cadre de l'évaluation du volet Habitat du PLU (travaux menés en partenariat avec l'ADEUS).

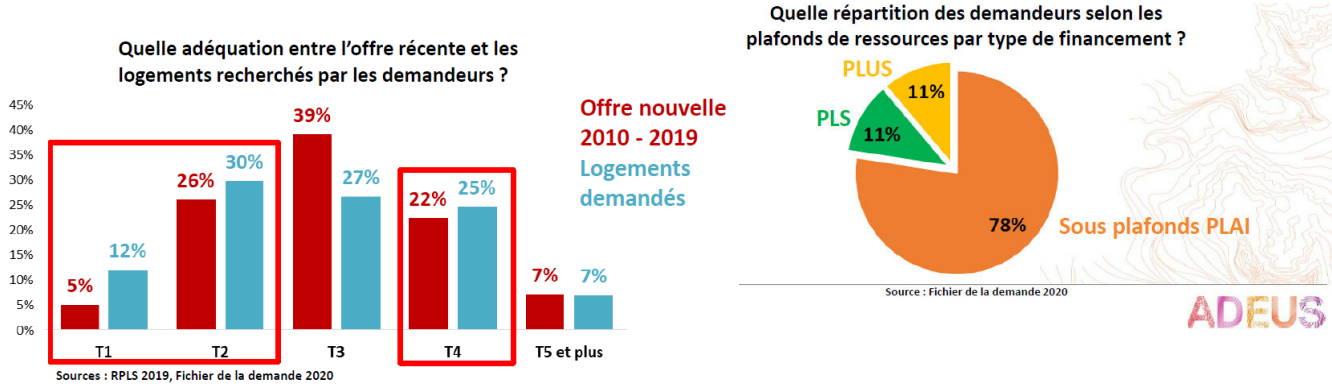


Tableau 5 : Mise en relation offre et demande au regard des typologies – Source RPLS 2019 et fichier de la demande 2020.

Les premiers éléments d'analyse font remonter :
- un manque potentiel de petits logements (T1 et T2) et de grands logements (T5 et +), alors même qu'ils sont recherchés par les demandeurs ;
- une majorité de logements financés en PLUS alors que 80% des demandeurs sont éligibles au PLAI.

Sur la période écoulée 2016-2020, l'Eurométropole a constamment inciter les bailleurs à intégrer une part minimale de 30% de PLAI dans leur production, en cohérence avec les objectifs du PLU. Les discussions lors des réunions de programmation, et du suivi des contrats d'objectifs ont souvent pu porter sur cet aspect. En effet, les bailleurs soulignent que les opérations financées en PLUS permettent également de poursuivre l'objectif de mixité puisque :
- 30 % au moins des logements doivent être occupés par des ménages dont les ressources n'excèdent pas 60 % du plafond de référence ;
- 10 % au plus des logements peuvent être loués à des ménages dont les ressources n'excèdent pas 120 % du plafond de référence. Dans ce cas, un surloyer peut s'appliquer.

L'objectif de 30% de PLAI a pu être atteint. Au regard de la demande, l'Eurométropole a cependant décidé d'augmenter cet objectif dans le cadre des nouveaux contrats d'objectifs 2022-2027 : les bailleurs seront désormais invités à tendre vers un objectif de 40% de PLAI dans leur production, et l'Eurométropole a renforcé son budget, de manière à pouvoir financer 500 PLAI par an (contre 350 en principe en cohérence avec les objectifs du PLU).

Concernant l'appel à projet lancé en 2013 avec le Conseil Départemental du Bas-Rhin sur des logements destinés à des publics spécifiques (jeunes, séniors, santé) : La démarche visait la production d'une offre d'habitat innovant pour un public de personnes à revenus modestes et en perte d'autonomie liée à l'âge ou au handicap. La programmation en logements de type PLAI a ainsi été, en toute logique, privilégiée en phase de montage des projets.

Il s'est cependant avéré, parfois au stade de finalisation des projets (établissement des conventions APL), voire rétroactivement à la mise en service des opérations, et particulièrement lorsque le projet comportait des charges liées à des services complémentaires aux charges locatives, que le PLUS était davantage adapté au maintien d'un reste à vivre suffisant pour les personnes. Trois bailleurs (Habitat de l'Ill pour la résidence Dinah Faust à Eschau, DOMIAL, résidence seniors des Poteries, CDC Habitat pour la résidence de l'Arche), ont ainsi sollicité un avenant à l'agrément initialement délivré pour transformer des logements du PLAI vers le PLUS.

D'autres ont effectué une modification de répartition en cours de montage. Ces enseignements ont été capitalisés et sont pris en compte dans le montage des nouveaux projets pour une meilleure prise en compte au stade montage de l'opération du reste-à-vivre pour les ménages.

Concernant la typologie des logements produits, en 2016, l'Etat avait mis en place une enveloppe visant à infléchir à la hausse la production de T1/T2 hors logements structures : à cette fin, les opérations présentant une part de T1/T2 égale ou supérieure à 35% ont pu bénéficier d'une bonification de 800€ par T1/T2 sur les crédits du FNAP.

De plus, en cas de T1/T2 ajoutés à l'opération (augmentation de la part de T1/T2 par rapport à la programmation initiale), une aide pouvant aller jusqu'à 5 000€ unitaire a été mobilisée en faveur des T1 et T2 ajoutés à l'opération (crédits Etat).

Une enveloppe de 364 282 € a ainsi été attribuée, permettant de financer 248 petits logements (T1/T2 hors structure et hors PLS).

Depuis 2016, à titre indicatif, la répartition de **la production (opérations agréées sur la période 2016-2020) par typologie de logement** s'est faite ainsi (source LOGSO – extraction 2021) :

ANNEE	T1	T2	T3	T4	T5 et +
2016	15%	32 %	34%	16%	3%
2016	23%	34%	29%	13%	0,7%
2017	58,6%	18,9%	13,9%	6,8%	1,8%
2018	60,0%	20,6%	12,0%	5,5%	1,9%
2019	41,2%	26,7%	20,9%	7,7%	3,5%
2020	28,5%	30,2%	32,1%	8,2%	0,9%

Tableau 6 : Production 2016-2020 de LLS selon la typologie – Source LOGSO juin 2021

La demande (données issues d'IMMOHWEB) est de l'ordre de (hors demande des associations) :

Année	T1	T2	T3	T4	T5 et +
2016	10,9%	28,4%	29,9%	22,8%	6,3%
2017	12,8%	28,3%	29,2%	23,1%	6,6%
2018	13,2%	28,6%	28,0%	23,3%	6,9%
2019	13,5%	28,8%	27,4%	23,2%	7,2%
2020	13,4%	29,1%	26,1%	24,1%	7,3%

Tableau 7 : Demande par typologie – Source IMMOHWEB 2021.

Cette aide n'a cependant pas été pérennisée.

► Par ailleurs, une part de la programmation de LLS s'est faite en **acquisition-amélioration**. Sur la période 2010-2014, la part de la production réalisée en acquisition-amélioration a représenté 20%. **Il n'y a cependant pas d'objectif quantitatif en la matière pour la nouvelle période 2016-2021.** En effet, les opérations qui se font en acquisition-amélioration correspondent surtout à des opportunités, qui se présentent pour les bailleurs.

Hormis les 394 logements de la Ville de Strasbourg confiés au bailleur DOMIAL dans le cadre d'un bail à réhabilitation (programmation prévue en 2016-2017 et 2018), il n'y a ainsi pas de visibilité sur les opérations possibles en acquisition-amélioration sur la prochaine période.

Il s'agit cependant d'un axe que la collectivité souhaite désormais encourager (volonté affirmée à compter de 2020), dans la mesure où ces opérations présentent plusieurs avantages : contribue au développement de l'offre de LLS sans artificialisation des sols, contribue à la rénovation énergétique du parc résidentiel existant (les bailleurs sociaux étant mieux armés pour procéder à ces travaux), insertion dans le tissu urbain existant qui contribue souvent à la mixité. A noter, ces opérations sont souvent plus couteuses que les opérations en construction neuve en maitrise d'ouvrage propre (contraintes techniques de l'existant, coût élevé de l'acquisition vu le marché immobilier). Il y a donc un enjeu à soutenir les bailleurs sociaux – y compris par des aides spécifiques, afin qu'ils investissent pleinement ce champ.

En 2020, des primes de l'Etat ont pu être mobilisés au profit d'opérations en AA (prime de 5000 euros par logement PLAI et PLUS). Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, cela a permis de trouver un équilibre financier pour les opérations en AA composées de logements PLAI et PLUS suivantes :

Habitation Moderne (HM) 10 a rue du Général de Gaulle VENDENHEIM Cœur vieille ville	Réhabilitation d'une maison d'habitation individuelle à création de 3 LLS 2 PLUS, 1 PLAI	Coût opération : 691 944 euros Foncier : 321 722 euros Coûts travaux : 271 332 euros Soit un coût de 3577 euros/m² SU Fonds propres HM : 13% Label BBC rénovation visé
DOMIAL Route d'Oberhausbergen STRASBOURG Rue principale de bourg	Réhabilitation d'un immeuble ancien, création de 6 LLS à étage et une micro-crèche en RdC 6 PLUS	Coût opération : 1 108 161 euros Foncier : 884 488 euros Coûts travaux : 135 000 euros Soit un coût de 2 359 euros/m² SU Fonds propres DOMIAL : 16 % Rénovation thermique : passage de étiquette F/G à C
NEOLIA Rue de l'Unterelsau STRASBOURG (Limite QPV Elsau) Rue principale de bourg	Réhabilitation d'un immeuble collectif ancien en limite de QPV, création de 10 LLS 4 PLUS, 6 PLAI	Coût opération : 1 274 205 euros Foncier : 856 000 euros Coûts travaux : 309 000 euros Soit un coût de 1 681 euros/m² SU Fonds propres NEOLIA : 7 % Label BBC rénovation visé
DOMIAL Rue Porte Basse GEISPOLSHEIM Rue principale de bourg	Réhabilitation d'un immeuble ancien, création de 3 LLS à étage et rénovation des locaux commerciaux en RdC Maintien des locataires en place grâce à la maîtrise des loyers et des charges malgré la réhabilitation thermique lourde 3 PLAI	Coût opération : 474 500 euros Foncier : 126 140 euros Coûts travaux : 312 491 euros Soit un coût de 2 400 euros/m² SU Fonds propres DOMIAL : 19 % Étiquette C visée
DOMIAL Rue du Chemin de Fer SOUFFELWEYERSHEIM Quartier résidentiel	Réhabilitation d'un immeuble ancien, création de 12 LLS 11 PLAI financés	Coût opération : 1 564 826 euros Foncier : 1 290 877 euros Coûts travaux : 45 750 euros Soit un coût de 3 065 euros/m² SU Fonds propres DOMIAL : 21% Rénovation thermique : passage de étiquette F/G à C/D
DOMIAL Route des Romains STRASBOURG Rue principale de bourg	Réhabilitation d'un immeuble ancien, création de 8 LLS Maintien des locataires en place grâce à la maîtrise des loyers et des charges malgré la réhabilitation lourde 8 PLAI	Coût opération : 1 169 902 euros Foncier : 719 360 euros Coûts travaux : 356 328 euros Soit un coût de 2 506 euros/m² SU Fonds propres DOMIAL : 17% Étiquette D conservée mais réhabilitation lourde (au niveau structurel et normes d'habitabilité)
DOMIAL	Réhabilitation d'un immeuble ancien,	Coût opération : 1 075 171 euros

Route de Schirmeck STRASBOURG Rue principale de bourg	création de 7 LLS en AA et 1 LLS PLAI en construction neuve Maintien des locataires en place grâce à la maîtrise des loyers et des charges malgré la réhabilitation lourde 7 PLAI	Foncier : 177 013 euros Coûts travaux : 785 381 euros Soit un coût de 2 274 euros/m² SU Fonds propres DOMIAL : 16% Réhabilitation lourde (thermique et normes d'habitabilité)
VILOGIA 54 a route de Brumath SOUFFELWEYERSHEIM Centre-ville	Réhabilitation thermique d'une petite opération à 15 minutes à pied de l'hyper centre de Strasbourg Permet de créer du LLS de qualité dans une commune carencée Primes sur le PLAI et le PLUS 2 PLUS, 3 PLAI, 3 PLS	Coût opération : 1 113 515 euros Foncier : 780 375 euros Coûts travaux : 220 610 euros Soit un coût de 2 476 euros/m² SU Fonds propres DOMIAL : 10% Réhabilitation thermique avec un niveau de performance énergétique "à minima BBC rénovation" : confirmée par étude Effinergie (investissement par m² SH>2000 €)

Tableau 8 : synthèse des primes AA mobilisées sur la période 2016 -2020 – Source LOGSO 2021.

A souligner que les opérations en AA proposées présentent un double intérêt car elles permettent :

- De renouveler un parc immobilier ancien et dégradé, situé en cœur urbain des communes de l'Eurométropole de Strasbourg ou dans des rues principales des faubourgs de Strasbourg ;
- De créer du LLS de qualité évitant ainsi que ces immeubles soient achetés par des marchands de sommeil.

Les opérations financées étaient examinées au regard des critères suivants :

- Localisation : priorité aux centres-villes ancien ou rues principales des faubourgs de Strasbourg par rapport au secteur résidentiel ;
- Niveau de la réhabilitation : priorité au BBC Rénovation ;
- Plus-value pour le secteur : exemple, création de LLS et d'un équipement (micro-crèche, clinique vétérinaire, commerce, etc.) ;
- L'analyse financière : ratio coûts (foncier/travaux/m²SU/niveau réhabilitation/part de fonds propres du bailleur)

Les opérations en AA présentent des équilibres financiers difficiles à trouver, d'où une tendance observée chez les bailleurs depuis 2019 d'intégrer une part de PLS à ces opérations voire de monter l'opération 100% en PLS. **Certaines opérations montées initialement en 100% PLS, ont pu grâce à la mobilisation de cette prime en 2020, intégrer une part de PLAI/PLUS et contribuer ainsi plus directement aux objectifs fixés par le PLU.**

	AA	CN	ULS	VEFA	TOTAL
2016	216	456	0	513	1 185
2017	95	365	4	621	1 085
2018	82	604	20	622	1 328
2019	252	412	59	510	1 233
2020	192	561	0	224	977

Tableau 9 : Répartition de la production LLS 2016-2020 selon le type AA-CN-ULS-VEFA – Source : LOGSO juin 2021

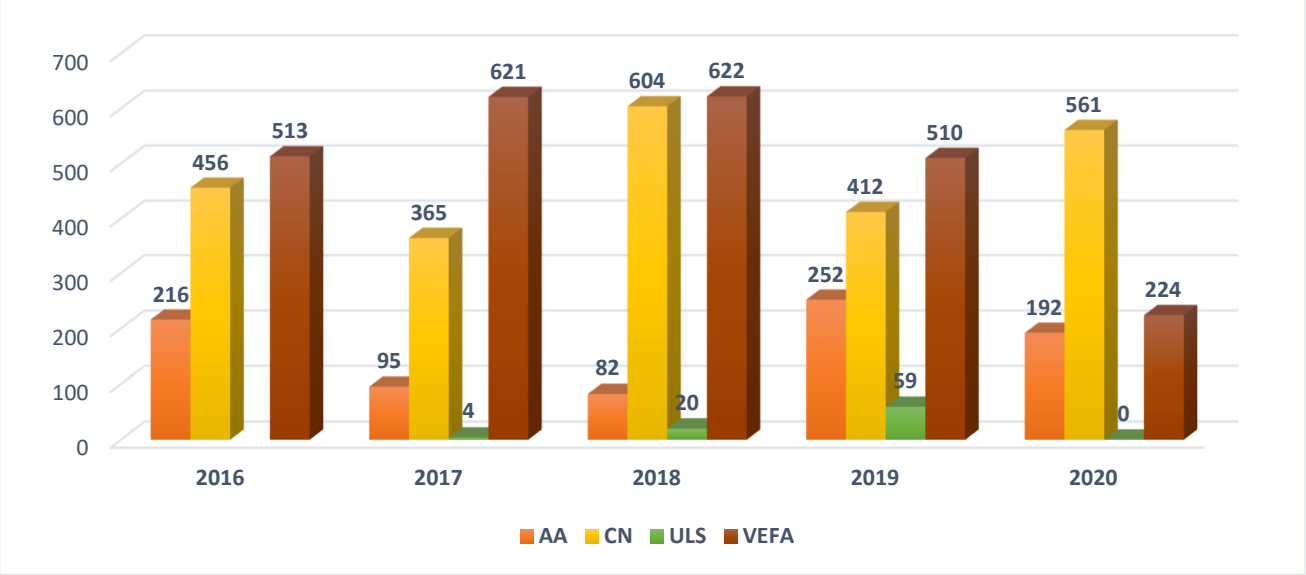


Figure 7 : Répartition de la production de LLS 2016-2020 selon le type AA-CN-ULS-VEFA - Source : LOGSO juin 2021

En 2016 la part des AA comparée à la production neuve globale représente 18 % (environ la part des années 2010 à 2014. Mais elle baisse fortement en 2017 (9%) et en 2018 (6%). Elle remonte en 2019 et surtout en 2020 (19%) grâce aux primes AA délivrées par l'Etat et aux aides de la collectivité désormais accordées même en site occupé, dès lors que les travaux d'économie d'énergie apparaissent suffisamment ambitieux.

A noter que les données relatives au bail à réhabilitation (BAR) - confié par la Ville de Strasbourg à DOMIAL, dans le cadre de la gestion et de la réhabilitation de 394 logements conventionnés de son patrimoine - sont intégrées dans les AA décomptées ci-dessus.

- **Concernant la part de LLS faite en VEFA** (de 41% à 57% sur les années 2016/2019) : elle s'explique par la présence des secteurs de mixité sociale (SMS) sur bon nombre de communes, dont la ville de Strasbourg. De par cette obligation, de nombreuses opérations émergent grpace au schéma suivant : un opérateur privé acquiert le foncier, obtient le PC sur son foncier et vend en VEFA au bailleur social pour la part de LLS rendue obligatoire en vertu du SMS.

Afin d'éviter l'inflation du prix des VEFA, l'Eurométropole a mis en place en 2017 une charte, élaborée en concertation avec les bailleurs sociaux, pour définir un produit socle minimal et donner un prix maximal de vente au m² de SH. Ce mécanisme s'imposant à tous les promoteurs faisant du LLS en VEFA, l'idée était de limiter par ce mécanisme l'inflation observée sur le coût des charges foncières. Force est de constater que ce but n'a pas été atteint. A l'inverse, il est possible que cela ait limité le recours à la VEFA pour les promoteurs, le prix étant plafonné, ce n'est que lorsque les autres produits – plus lucratifs- ne sont pas possibles, que les promoteurs se tournent vers la VEFA (importance du SMS dans ce cadre).

La baisse constatée en 2020 sur la part de LLS réalisée en VEFA (22 %) s'explique de deux façons :

- La majorité des opérations faite dans le cadre de la reconstitution hors site pour le NPNRU est faite en VEFA (125 LLS en 2020), ce qui (si on réunissait les deux types d'agréments droit commun + NPNRU) ferait passer à 32 % la part de VEFA dans la production LLS totale sur 2020. Autrement dit, la baisse observée en 2020 est toute relative et correspond simplement au démarrage des opérations de reconstitution du NPNRU ;

- Cependant, il est vrai qu'à partir de 2018, les entreprises du bâtiment ont eu pour beaucoup d'entre elles des carnets de commande pleins, ce qui a amené les négociations des appels d'offres privés à des résultats trop chers par rapport aux prévisionnels. En conséquence, beaucoup d'opérations ont été

repoussées en termes de calendrier (et donc par conséquence, les VEFA bailleurs). Puis, la crise sanitaire a bloqué les chantiers pendant 2/3 mois. Cela provoque un décalage que les entreprises mettront un certain temps à rattraper (entre 6 mois et un an). Il y a donc un risque de décalage de l'activité immobilière de + ou – 12/18 mois, qui ralentit le calendrier des opérations, notamment en VEFA.

► La convention de délégation de compétence prévoyait, hors financement État délégué, la **réhabilitation de 2 000 logements sociaux par an** (1500 logements réhabilités par an entre 2010 et 2015) et la réalisation de **400 logements en accession abordable par an** (dont le PSLA ; 300 logements en location-accession (PSLA) par an entre 2010 et 2015).

A noter que l'objectif des 2 000 réhabilitations par an n'a pas été atteint :

2016	1999
2017	1411
2018	1679
2019	**521**
2020	**123**
2021 *(prévisionnel)*	*entre 851 et 1515*

Tableau 9 : Bilan quantitatif de la réhabilitation LLS – Source LOGSO juin 2021.

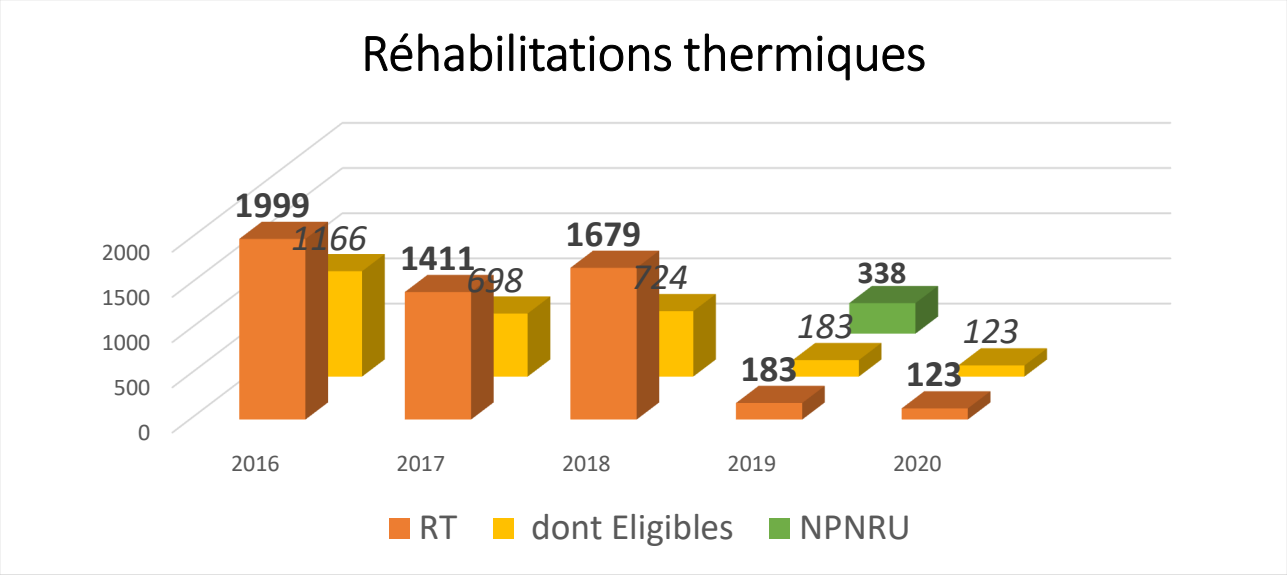


Figure 8 : Histogramme 2016-2020 sur la réhabilitation thermique – Source LOGSO juin 2021.

Entre 2016 et 2020, 5 883 logements sociaux ont reçu un agrément PALULOS (soit environ 1 177 logements par an), sans subvention État conformément aux lettres de notification de crédits.

Le patrimoine réhabilité est principalement du « logement ménage » ; quelques patrimoines structures ont été réhabilités : un FTM à Schiltigheim, patrimoine d'ADOMA, un FAM (foyer d'accueil médicalisé) à Strasbourg, patrimoine d'OPHEA et l'EHPAD Bartischgut à Strasbourg.

Pour atteindre l'objectif de 2 000 rénovations par an, un renforcement des aides (directes ou indirectes) semble nécessaire, d'autant que <u>les années 2019 et 2020 accusent un net décrochage</u>, vraisemblablement du fait de l'impact de la réforme du logement social sur la capacité financière des organismes à porter

simultanément offre nouvelle et réhabilitation. Le renforcement des exigences avec le passage à la RE 2020 contribuera également à peser sur la capacité des organismes à faire.

A signaler également dans les facteurs pouvant expliquer ce décrochage :

- Les prêts booster type PHBB mis en place par la CDC ont permis sur les années précédentes chez plusieurs bailleurs de lancer une vague d'opérations de réhabilitations thermiques. Plusieurs opérations ayant dû se faire dans le calendrier imposé par la CDC pour pouvoir bénéficier de ces aides indirectes incitatives, cela a pu contribuer ensuite au phénomène de repli sur ces opérations ;
- Les travaux préparatoires au nouveau projet de renouvellement urbain, dont la convention a pu être finalisée fin 2019, ont également conduit les bailleurs concernés par le NPNRU, à revoir le calendrier des réhabilitations prévus à leur Plan stratégique de patrimoine, notamment pour inscrire les opérations de réhabilitations situées dans les secteurs concernés dans la convention du NPNRU. Cela a donc pu amener à des reports dans le calendrier de ces opérations, voire se traduire aussi par des démolitions du patrimoine qui aurait été autrement à réhabiliter ;
- Enfin, les patrimoines les plus énergivores (E, F, G) ont pour grande parti été traités, puisque la dynamique de réhabilitation a été lancée sur le territoire de l'Eurométropole dès 2014 avec la mise en place du dispositif partenarial incitatif CDC-AREAL-EmS. Le patrimoine restant à traiter ne le sera donc pas nécessairement de manière urgente.

Les objectifs en matière de réhabilitation thermique du parc social étant un objectif fort du nouveau mandat, un travail sera mené pour identifier le patrimoine restant à traiter et élaborer une programmation prévisionnelle tout bailleur confondu, afin de tenir l'objectif des 2 000 logements sociaux rénovés par an au niveau BBC (objectif du nouveau Plan Climat adopté fin 2019 par l'Eurométropole de Strasbourg). De nouvelles aides incitatives seront mises en place pour soutenir les bailleurs dans cette démarche.

► Concernant, le PSLA -forme d'accession sociale sécurisée essentielle au parcours résidentiel-, un objectif annuel de 100 logements est fixé, dans le 4ème PLH puis dans sa version intégrée au PLUI. Sur la période 2016-2020, 485 logements ont été agréés en PSLA, soit une moyenne de 97 logements annuels. 36 % ont été réalisés sur le territoire de la Ville de Strasbourg, 26 % en 1ère couronne et 38 % sur la 2ème couronne. Le développement de cette filière passe par la garantie des prêts PSLA par la collectivité. Cette aide permet au bailleur d'économiser les frais d'hypothèques dans le montage des opérations.

2016	117
2017	146
2018	8
2019	139
2020	75

Tableau 11 : Suivi PSLA – Source LOGSO juin 2021.

L'objectif d'augmenter la production de logements sociaux (sociale et très sociale) est atteint voire dépassé, malgré une atteinte plus partielle de l'objectif PLUS (84%). Les résultats en baisse sur 2019-2020 imposent de rester vigilant, d'autant que la collectivité souhaite pouvoir augmenter à 500 le nombre de PLAI agréés chaque année.

Des discussions sont programmées avec les bailleurs, y compris au niveau politique, pour tenter d'identifier les freins et causes pouvant expliquer la baisse d'activité observées sur 2019-2020 et surtout tracer les perspectives possibles pour corriger cette situation. Parmi les raisons évoquées lors des premiers échanges : la hausse du cout du foncier, la hausse du cout de la construction (en lien avec le renchérissement des exigences réglementaires, mais aussi avec la hausse de coûts des matières premières

et les difficultés d'approvisionnement induites par la pandémie), la difficulté à dégager un équilibre économique sur les opérations au regard de l'ensemble de ces contraintes.

2) Les objectifs délégués concernant le parc privé

Les objectifs clés en matière de réhabilitation du parc privé :
Traitement de 294 logements indignes
Traitement de 288 logements très dégradés
Traitement, hors habitat indigne et très dégradé, de 1 158 logements occupés par leur propriétaire notamment au titre de la lutte contre la précarité énergétique ou de l'aide au handicap ou au vieillissement
Production de 648 logements à loyer maîtrisé, dont au plus 50 % de loyers intermédiaires et 15 % minimum à loyer très social
La remise sur le marché de 150 logements vacants depuis plus de 12 mois
Le traitement de plusieurs copropriétés en difficulté

► ***L'ensemble du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est couvert par une opération programmée :***

- Prolongement du programme d'intérêt général (PIG) « Habitat durable » qui courrait en 2009, 2010 et 2011, le PIG « Habitat Mieux » a été lancé en mars 2012 pour une durée de 5 ans, jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- Depuis le 1er janvier 2018, le territoire est couvert par le **PIG « Habiter l'Eurométropole »,** pour une durée de 5 ans (intégration des aides autonomie auparavant traitées en diffus dans le cadre, fin 2019, par voie d'avenant à la convention du PIG).
- SOLIHA (ancien Arim Alsace) a assuré le suivi animation des différents PIG jusqu'en novembre 2019 (fin du marché). C'est désormais **URBANIS qui assure le suivi-animation** du PIG « Habiter Mieux », à la suite de la publication d'un nouveau marché (3 ans, renouvelable 2 ans).
- Une OPAH « Copropriétés dégradées » a été signée en août 2012 pour redresser six copropriétés de 884 logements : Spender à Koenigshoffen (121 logements), Einstein à Cronenbourg (66 logements), la Tour à la Meinau (60 logements), Eléonore 1 à Hautepierre (169 logements), Eléonore 2 à Hautepierre (324 logements) et Victor Hugo à Koenigshoffen (144 logements). L'OPAH s'est terminée en juillet 2017, dès lors et pour assurer le suivi des travaux ainsi que l'accompagnement des copropriétés jusqu'au stade de la livraison des travaux, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place **un POPAC « suivi de travaux » (2017-2020). A part Eléonore 1 qui devrait terminer ses travaux au cours du second semestre 2021, toutes les copropriétés de l'OPAH ont terminé leurs travaux de rénovation.**

=> L'opérateur de suivi animation de l'OPAH et du POPAC suivi de travaux est le groupement Copro + / Bruno Waltzer.

- En 2016, une étude de préfiguration NPNRU des copropriétés privées a été lancée dans 7 QPV, intégrant une analyse pré opérationnelle en vue d'une nouvelle OPAH. Cette étude a été confiée au groupement SOLIHA Alsace / Alter Alsace énergies. Sur les 140 copropriétés identifiées sur les 7 QPV (+ bande de 300 m), 10 copropriétés ont bénéficié d'un diagnostic approfondi au vu du degré d'urgence à intervenir. Les 10 copropriétés ont pu être intégrées au POPAC à partir de 2018 et 7 d'entre elles ont été orientées vers une OPAH copropriétés dégradées lancée par délibération du 25 janvier 2019.

  Cette **nouvelle OPAH 2019-2024** intègre ces 7 copropriétés (lot 1 de l'OPAH) :
  - *Les Marguerites (1-3 rue Kellermann à Schiltigheim)*
  - *La Canardière bâtiment A (26,28 et 30 rue de Lorraine à Strasbourg, quartier Meinau) et bâtiment B (32 rue de Lorraine et 6 à 9 place de l'île de France à Strasbourg, quartier Meinau)*
  - *Cronenbourg – 3 copropriétés :*

        - *Bâtiment T (210 route de Mittelhasubergen à Strasbourg, quartier Cronenbourg)*
        - *Bâtiment C (194, 196, 198, 200, 202, 204, 206 et 208 route de Mittelhasubergen à Strasbourg, quartier Cronenbourg)*
        - *Bâtiment F (15, 17, 19 et 21 route de Mittelhasubergen à Strasbourg, quartier Cronenbourg)*
    - *Parc d'Ober (1 à 6, 8, 10, 12 et 14 rue Marivaux à Strasbourg, quartier Cronenbourg)*
    - *Léonard de Vinci (11,13, 15 et 17 rue Watteau et 16 à 19 place Nicolas Poussin à Strasbourg, quartier Elsau)*

Ainsi que 3 copropriétés de la première OPAH (Eléonore 1, Eléonore 2 et Spender) en vue de procéder à leur résidentialisation (lot 2 de l'OPAH).

=> L'opérateur de suivi animation de l'OPAH est Urbanis pour le lot 1 et le groupement Copro + / Bruno Waltzer/ HER pour le lot 2.
En 2020, les opérateurs ont :

- présenté leurs études pré-opérationnelles pour chacune des copropriétés,
- budgété l'enveloppe prévisionnelle pour chaque opération de travaux
- déployé un plan d'actions à mettre en œuvre sur les 4 années restantes de l'OPAH.

Il est précisé que les copropriétés les plus avancées (Marguerites, Bat T de Cronenbourg) qui devaient faire voter les travaux en AG fin 2020 / début 2021 n'ont pas pu le faire compte tenu de la crise sanitaire liée au Covid 19 et qui a empêché les copropriétaires de se réunir en AG. Une AG à distance avec vote par correspondance n'est pas souhaitable pour un vote de travaux qui nécessite des réunions préparatoires et des explications détaillées.

► ***<u>Sur le PIG HM et le PIG HD</u>, les objectifs annuels fixés par l'Anah ont globalement été conformes aux objectifs initiaux de la convention de délégation***.

Sont à noter (éléments saillants) :

- La **difficulté grandissante pour les PO ou les PB à mener des opérations de réhabilitations ambitieuses** (travaux lourds-TD, travaux de lutte contre l'habitat indigne-LHI). La question du reste à charge (et du pré financement des aides publiques) est de plus en plus difficile à régler, y compris pour les PB qui sont de plus en plus modestes (délais de décisions, déblocages de prêts complémentaires aux subventions de l'Anah…). La paupérisation des ménages occupants et les difficultés des propriétaires qui sont d'accord pour conventionner leurs biens expliquent en grandes parties la difficulté à faire aboutir des projets en LHI et/ou en TD.

- Dans ce sens, la programmation PB est en baisse depuis 2016. Près de 53% des dossiers PO ont été abandonnés sur la période (40% d'entre eux en raison d'un problème de financement et/ou d'un gain énergétiques insuffisants au vue des travaux envisagés)
  À titre d'exemple, en 2017 l'opérateur SOLIHA a effectué près de 120 visites de logements appartenant à des PB, seuls 44 projets ont finalement abouti (objectifs PB de 80 cette année-là.

- L'année 2019 montre toutefois des signes de reprises encourageants avec la réalisation de l'ensemble (voire le dépassement) des objectifs. C'est en partie dû à la Clinique Adassa qui a beaucoup compté dans la programmation PB (35 logements conventionnés en social).
  Enfin, ces dernières années, la fongibilité entre les PO LHI et les PB ont permis à la délégation de pouvoir ajuster en interne la programmation sans demander d'objectifs complémentaire et/ou de rendre à temps les agréments non consommés dans la cadre du dialogue de gestion.

- **L'arrivée de la dématérialisation des procédures avec la mise en place de monprojetanah.fr et de service en ligne (SEL**) qui a beaucoup bousculé les méthodes d'instructions existantes (mise en place progressive à partir de 2017) : De nombreux temps de calages ont été nécessaires avec l'opérateur SOLIHA et les délais de réponse du pôle assistance de l'Anah n'étaient pas toujours suffisamment rapides pour apporter une réponse technique satisfaisante tant au ménage qu'à

l'opérateur (perte de dossiers, incompréhension…).

- La mise en place de Habiter mieux Agilité - HMA fin 2018 a également beaucoup bousculé les pratiques et les informations dispensées jusque-là aux ménages. La mise en place de cette aide s'est faite très rapidement au niveau de l'Anah centrale, avant que l'ensemble des modalités de mises en place dans les territoires ne soient calées. Il a parfois été difficile de renseigner correctement les ménages et le dispositif HMA s'est souvent inscrits en concurrence d'Habiter mieux sérénité (pas d'exigence de gain énergétique, des primes complémentaires, pas d'obligation à passer par un opérateur…). Certains ménages ont demandé en cours d'accompagnement à pouvoir passer d'un régime d'aide à un autre, ce qui n'était pas prévu, notamment techniquement sur le SEL.
- L'arrivée du SEL et les changements de réglementation pour massifier la rénovation énergétique ont permis à beaucoup d'entreprises de devenir partie prenantes dans le montage des dossiers, ce qui n'était pas le cas avant (passage par l'opérateur et respect plus marqué de la frontière entre les interlocuteurs qui interviennent sur un dossier de subvention et leurs missions).

  Ainsi, depuis 2017, la cellule Anah de l'Eurométropole de Strasbourg et l'opérateur de suivi-animation font désormais face à des problèmes de plus en plus préoccupants avec certaines entreprises du territoire : usurpation d'identité sur le SEL, production de faux devis, demande d'avance à la place du ménages, prix des travaux prohibitifs…
- Malgré les ajustements de rédaction dans les Programmes d'action-PA et le rejet pour agrément des dossiers les plus problématiques, les entreprises (une en particulier) trouvent toujours une manière de contourner les tentatives de régulations mises en place par la collectivité (ententes avec d'autres entreprises, chantage auprès des ménages…). Ces situations ont été remontées à de nombreuses reprises auprès de la DDT et de l'Anah centrale, la problématique a été très récemment prise en main par l'Anah centrale (printemps 2019).
- L'arrivée de **l'aide « copropriétés fragiles »** en 2017 : a permis de faire émerger un très grand nombre de dossiers, ce qui est très positif et ce qui atteste des besoins d'accompagnement techniques et financiers des copropriétés du territoire : 1 200 logements ont pu bénéficier de l'aide depuis 2017.
- La montée en puissance du nombre de **dossiers autonomie**, qui va de pair avec la clarification des rôles et des missions effectuées par le Département du Bas-Rhin en sa qualité de chef de file sur la thématique, et l'intégration fin 2019 des aides autonomie parmi les aides du PIG HE (auparavant traités en « diffus »).
- La mise en place par la collectivité en mai 2016 du **dispositif « Mieux relouer mon logement vacant »**, à destination des propriétaires bailleurs qui a permis de mettre fortement en valeurs les outils du conventionnement Anah (en particulier sans travaux), et les outils liés à l'intermédiation locative (en location/sous-location ou en mandat de gestion).
- L'arrivée du **dispositif fiscal « Louer abordable »** en janvier 2017 : augmente le niveau d'abattement fiscal en cas de conventionnement social et/ou de recours à l'intermédiation locative (mise en place de la prime d'intermédiation locative par l'Anah en même temps, très bien accueillie dès sa sortie : 1 000 € par logement). Ce dispositif a été très mobilisé depuis sa mise en place, y compris dans le cadre de « Mieux relouer mon logement vacant ».
- La mise en œuvre du **nouveau dispositif « Ma prime rénov » en janvier 2021** a bouleversé le paysage des aides de l'Anah, en particulier pour les aides à destination des PO ou des PB (hors MPR corpo, donc).

En effet, la multiplication des opérateurs qui font progressivement la démarche de recensement tant auprès de la DDT que de la Région, a pour **effet de compliquer le parcours usager** (l'opérateur PIG n'est plus le seul interlocuteur en capacité de réaliser un dossier de financement).

Pour l'heure, le manque de visibilité sur MPR côté instruction/délégataire ne permet pas à la collectivité de comprendre la place de chaque opérateur qui se positionneraient sur le montage en MPR.

Enfin, en dehors des aides MPR Copro pour lesquelles l'accompagnement AMO est obligatoire, afin de garantir la mise en œuvre d'un projet de travaux cohérent, avec une instruction réalisée au sein de la délégation, la **question de la *qualité* des travaux réalisés avec les autres aides MPR** demeure. L'impact au niveau des ambitions du Plan Climat construit par l'Eurométropole (rénovations globales, atteinte du

BBC) est à surveiller, afin de s'assurer que les travaux réalisés ne contreviennent ni à l'objectif de rénover 1 000 logements en partenariat avec l'Anah chaque année (au travers des différents dispositifs PIG, OPAH, etc.), ni à la volonté d'améliorer la qualité des travaux réalisée (approche globale des besoins).

Entre 2020 et 2021, la faible progression de dossiers Anah « hors MPR » renforce pour l'heure les doutes/ les points d'attention du délégataire.

En cours : une convention de partage des données signées en juillet 2021 qui doit permettre d'offrir la visibilité nécessaire.

- Du point de vue de **la communication et des actions de repérages/prospections actives**, entre 2016 et 2020, on peut noter :
  - l'actualisation des plaquettes et du site internet de la collectivité pour intégrer les nouvelles /aides et dispositifs au plus vite ;
  - la réalisation en 2018-2019 de trois *Matinales du propriétaires bailleurs* en présence de l'opérateur mais également de l'ensemble des partenaires concernés pour présenter les différentes aides et permettre un échange direct entre les propriétaires et les structures (Associations d'intermédiation locatives, AIVS, Action logement, CNL…). Ce type de réunions publiques seront reconduites dès que la fin de la crise sanitaire le permettra.

- L'opérateur du suivi-animation SOLIHA a néanmoins trop peu investi ce champ d'action, pourtant inscrit parmi la liste de ses missions. Le nouveau marché de suivi-animation intègre désormais un volet prospection active plus clairement défini et un Plan d'action territorialisé doit être mis en place pour structurer mieux les actions de repérages proactives à réaliser par l'opérateur.
- L'ouverture par Procivis Alsace en 2018 du Fonds social lié à l'habitat pour les propriétaires bailleurs, afin de leur permettre de bénéficier également d'avances de subventions ou de prêts pour encourager la réalisation des travaux. Néanmoins, à ce jour, aucun dossier n'a été accepté par Procivis, en raison de la trop grande fragilité des PB. C'est un axe de travail et de discussion à venir car les PB proposés à Procivis ne sont justement pas en mesure de débloquer un prêt classique et ils nécessitent la mise en œuvre de solutions alternatives et sociales.

Détail des programmations 2016 à 2020 sur le PIG HM et le PIG HE et les résultats (dossiers agréés) :

Bilan du nombre de logements locatifs réhabilités et conventionnés pour les propriétaires bailleurs

Année	2016		2017		2018		2019		2020		Totaux	Totaux
	Objectif	*Réalisé*	Objectif	*Réalisé*	Objectif	*Réalisé*	Objectif	*Réalisés*	Objectif	*Réalisé*	**Objectif**	**Réalisé**
Loyer intermédiaire	65	*14*	80	*2*	30	*0*	56	1	*48*	*2*		**19**
Loyer très social		*0*		*3*		*0*		6		*0*		**9**
Loyer social		*51*		*39*		*35*		45		*25*		**195**
Total loyers maîtrisés		***65***		***44***		***35***		**52**		***27***	**279**	**223**
Dont Logement indigne PB	65	*13*	80	*25*	30	*27*	56	21	*48*	*15*		**109**
Dont Logement très dégradé PB												

Dont Logement moy dégradé PB		*8*														
Dont Logements énergie (sup 35 %)		*42*		*17*		*2*		5		*5*				**71**		
Dont Transformation d'usage		*2*		*2*		*6*		26		*6*				**42**		

Tableau 12 : Bilan de la délégation ANAH sur le parc privé 2016-2020 – Source : LOGSO juin 2021.

Concernant les objectifs propriétaires bailleurs, sur un objectif cumulé de 279 pour la période 2016-2020, un total de 223 logements ont pu faire l'objet d'un conventionnement ANAH. La répartition en sous-catégories (énergie, logement dégradé, transformation d'usage, etc.) apparait dans le tableau ci-dessus.

A ces résultats s'ajoutent également le conventionnement intervenu sans travaux :

Bilan 2016-2020

du nombre de conventionnement sans travaux :

(Propriétaire bailleur)

LI	LC	LCTS	Total
146	**313**	**9**	**468**

Tableau 13 : Source : infocentre, requête août 2021
Conventions validées avec date d'effet sur 2016-2020.

Le conventionnement ANAH participant à l'atteinte des objectifs SRU, l'objectif est de pouvoir augmenter encore ces résultats sur les prochaines années.

Bilan du nombre de logements réhabilités pour

les propriétaires occupants

Année	**2016**		**2017**		**2018**		**2019**		**2020**		**Totaux**	**Totaux**
	Objectif	*Réalisé*	Objectif	*Réalisé*	Objectif	*Réalisé*	Objectif	*Réalisé*	Objectif	*Réalisé*	***Objectif***	***Réalisé***
PO	324	***179***	324	***148***	194	***184***	279	***350***	276	***226***	**1 397**	**1 087**
Dont Logement indigne PO	9	*11*	13	*6*	15	*6*	47	*11*	24	*9*	**108**	**43**
Dont Logement très dégradé PO												
Dont Energies	265	*124*	261	*108*	139	*137*	179	*215*	182	*154*	**1 026**	**738**
Dont « Agilité »						*4*		*71*		*1*		**76**

Dont Handicap (diffus)	50	*44*	50	*34*	40	*37*	50	*53*	70	*62*	**260**	**230**
Copropriétés (dont OPAH)	505	*16*	800	*330*	622	*619*	279	*232*	458	*532*	**2 664**	**1 729**

Tableau 14 : Bilan de la délégation ANAH sur le parc privé 2016-2020 : Résultats des objectifs propriétaires occupants – Source : LOGSO juin 2021.

Localisation des dossiers pour les propriétaires occupants

- 32 communes sur 33 ont été impactées par le dispositif (seule Kolbsheim n'a pas été concernée).
- Un tiers de dossiers à Strasbourg (37%)

Localisation des dossiers pour les propriétaires bailleurs

- 60% des logements améliorés se situent sur Strasbourg
- 13% sur Schiltigheim
- 24 communes sur les 33

► ***Les bons résultats de l'OPAH Copropriété dégradées sont à signaler***.

- **Bilan globalement positif à la fin du dispositif OPAH (juillet 2017) :**
  - Accompagnement financier pour la gestion courante et le montage des dispositifs de financement de travaux,
  - Accompagnement dans le programme de travaux visant la réduction énergétique et la réduction des charges,
  - Accompagnement social pour les ménages en difficultés,
  - Avancement des travaux : 3 copropriétés ont lancé les travaux (Einstein, Spender et La Tour) et 3 ont voté les travaux (travaux à réaliser),
  - Des travaux en parties privatives (fenêtres, électricité, chaudières) réalisés,
  - Des difficultés rencontrées pour le déblocage de prêts collectifs → retard dans le lancement des travaux pour les copropriétés Victor Hugo, Eléonore 1 et Eléonore 2.

- Objectifs du POPAC suivi de travaux qui a pris la suite de l'OPAH à compter de juillet 2017 :
  - Le lancement des programmes de travaux votés mais non réalisés dans des délais courts respectant ceux de l'octroi des subventions de l'Anah, de l'Eurométropole de Strasbourg et la Région
  - La fin des travaux et le solde des financements publics à la fin du POPAC suivi de travaux
  - L'assistance opérationnelle, technique, financière et juridique au syndicat des copropriétaires et au conseil syndical dans le pilotage des travaux des copropriétés
  - L'équilibre des situations financières collectives jusqu'à réception de tous les financements publics
  - La solvabilité individuelle des copropriétaires en utilisant les différents prêts et aides
  - L'accompagnement des copropriétaires au paiement des quotes-parts par un suivi des impayés de charges et de travaux
  - Le suivi de l'évolution des charges et des économies d'énergies effectives en euros
  - L'accompagnement à l'autonomie post POPAC suivi de travaux du conseil syndical par la mise en place de fiches d'organisation et de gestion et d'un tableau de suivi complet et liste des contrats et leurs échéances.

- **Le bilan à fin 2020 :**

- 5 copropriétés rénovées soit 715 logements (Spender, Einstein, Victor Hugo, Eléonore 2 et La Tour dont la dernière niveau BBC rénovation) et 1 en cours de finalisation (fin de chantier prévue second semestre 2021),
- montant travaux de 20 M€, soit une moyenne de 22 K€ / lgt et 11 K€ de subv. / lgt
- 880 ménages accompagnés,
- des gains de pouvoir d'achat dans les copropriétés ayant terminé les travaux,
- résorption des impayés pour les 6 copropriétés et retour à l'autonomie de 3 d'entre elles (Einstein, La Tour et Victor Hugo).

Nombre de propriétaires en situation d'impayés	Avant travaux	Pendant travaux	Après travaux
EINSTEIN	12	24	7
LA TOUR	12	14	12
SPENDER	43	54	39
VICTOR HUGO	38	64	36
ELEONORE 1	15	35	14
ELEONORE 2	22	73	53

Tableau 15 : Evolution des impayés sur les copropriétés de l'OPAH
– Source : bilan transmis par l'opérateur de suivi animation.

- d'importants gains énergétiques dans toutes les copropriétés.

- **Les freins constatés :**

  - **Le temps en copropriété :**

Durée de 5 ans de l'OPAH peu compatible avec le temps en copropriété (temps indispensable à la mobilisation des copropriétaires, durée des études, votes en AG, réalisation des travaux).
Prolongement de l'OPAH par le POPAC suivi de travaux mais avec un champ d'intervention plus restreint : certains conseils syndicaux se sont sentis « délaissés » pendant la période du POPAC suivi de travaux car prévoyait un accompagnement moins poussé que dans l'OPAH. A noter tout de même que l'équipe de suivi animation a été vigilante sur ce point pour rassurer et accompagner au mieux les copropriétés les plus en besoin (Eléonore 1 et Victor Hugo).

  - **Le positionnement de certains acteurs :**

Travaux de rénovation : des opérations exceptionnelles complexes et éloignées des repères habituels des copropriétaires et membres de conseils syndicaux.

Problème dans la gouvernance : notamment sur Eléonore 1 où le Conseil syndical, le syndic et le maître d'œuvre ont du mal à respecter leur rôle respectif et à s'entendre entre eux.

Les conflits générés ont entrainé des retards de chantier important et ont mobilisé très fortement l'équipe de suivi animation et le service habitat (multiplication des réunions pour tenter une médiation entre les acteurs).

Faiblesse du suivi réalisé par certains maîtres d'œuvre : sur Eléonore 1 et Victor Hugo difficulté du maître d'œuvre à suivre les entreprises et à faire respecter les délais.

  - **Les aléas de chantier**

Aléas techniques : exemple de découverte de galeries souterraines sur Victor Hugo qui ont empêché l'installation d'échafaudages et modification du programme de travaux suite à l'absence de solution technique pour traiter les inondations au niveau des garages qui ont entrainé des retards importants dans le planning de travaux.

Un accident mortel survenu sur le chantier d'ELEONORE 1
→ Perturbation des travaux

→ Copropriétaires choqués

- **Les difficultés avec les prêts ECO PTZ copropriétés du crédit foncier :**

L'accord du Crédit Foncier est intervenu après de nombreux échanges avec les services de l'établissement bancaire et l'intervention de l'Eurométropole (élus et service habitat). Montage des dossiers pour l'Eco PTZ qui se sont avérés très compliqués (énormément de documents à récupérer auprès des copropriétaires et qui deviennent très vite obsolètes).

Le délai moyen d'1,5 ans entre le vote des travaux et l'obtention des emprunts a été suivi d'une période de remobilisation des entreprises : calendrier d'intervention et renégociation des prix (certaines entreprises demandaient une majoration au motif de la durée écoulée entre l'émission de leur offre et le démarrage des travaux).

Au 1er avril 2019, le crédit foncier a cessé son activité et les prêts ont été repris par la Caisse d'épargne île de France ce qui a entrainé de grosses difficultés dans le déblocage des prêts (absence d'interlocuteur au niveau local), des tensions de trésorerie et un retard dans les chantiers qui ont conduit a demandé une prorogation exceptionnelle du dossier de subventions de Victor Hugo auprès de l'Anah.

⇨ L'opérateur de suivi animation a indiqué ne plus vouloir faire appel à l'Eco PTZ dans les futures OPAH, compte tenu de la difficulté de mise en œuvre. A l'inverse le Copro 100 a été beaucoup plus facile à mobiliser. **Il y aurait un vrai enjeu au niveau national à pouvoir mettre en place des outils bancaires permettant le financement des travaux énergétiques en copropriété (prêt collectifs à taux avantageux) : les collectivités au niveau local (Région notamment) ont fait l'effort de ce tour des banques pour tenter la mise en place de partenariat, sans succès. Seul le niveau national semble avoir le poids suffisant pour faire émerger des solutions sur ce champ.**

A noter également en point de vigilance que la première OPAH s'est essentiellement concentrée sur la réhabilitation énergétique des 6 copropriétés concernées. Sur ces 6 copropriétés, 3 d'entre elles vont être accompagnées dans la seconde OPAH pour des travaux de résidentialisation. Fort de ce constat, la collectivité souhaite accompagner les 7 nouvelles copropriétés de la seconde OPAH vers une réhabilité globale (y compris des espaces extérieurs), afin de ne pas avoir à les réintégrer dans une nouvelle OPAH. Il est en en effet plus difficile de convaincre des copropriétaires qui payent encore leur quote part de travaux à voter des travaux de résidentialisation.

- **La crise sanitaire liée au Covid 19 :**

La pandémie a également entraîné des retards dans les chantiers : difficulté à réunir les conseils syndicaux, réunir des assemblées générales, arrêts de chantier. Une assemblée générale à distance pour le vote des travaux présente un fort risque de rejet des travaux. Il est privilégié d'attendre le retour à la normale pour convoquer une assemblée générale.

► Parallèlement à l'OPAH, l'Eurométropole de Strasbourg a également développé un dispositif POPAC en faveur du repérage et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et dégradées.

Le premier POPAC a été mis en œuvre dans le cadre d'une expérimentation sur la période 2014 – 2017.
Il prévoyait 5 axes d'intervention :

- un dispositif d'observation de veille et de prévention des copropriétés ;
- le repérage des situations difficiles (sociales, juridiques ou techniques) ;
- les actions de sensibilisation, information générale et/ou ciblée ;
- l'accompagnement des copropriétés sorties d'un dispositif programmé ou d'une procédure de péril ; d'insalubrité ou d'administration provisoire ;
- l'aide à la résolution des premières difficultés (aspects juridique, financier, technique, énergétique…).

Il a fait l'objet de conventions financières avec chacune des associations partenaire du POPAC :

- FNAIM : accompagnement technique et financier des copropriétés avec syndic professionnel;
- SOLIHA ; accompagnement social ;
- Alter Alsace énergie : accompagnement technique et financier des copropriétés avec syndic bénévole ;
- Ecoquartier ; accompagnement à la gestion ;

- l'ADIL 67 : accompagnement juridique .

Le bilan du POPAC est positif : entre 2016 et 2017 le nombre de copropriétés accompagnées dans le cadre de ce dispositif a doublé sous l'effet du dispositif « copropriétés fragiles » de l'ANAH et s'est stabilisé à près de 35 copropriétés à compter de 2017.

Par ailleurs, la mise en place du dispositif « copropriétés fragiles » a permis de rénover 29 copropriétés pour 1 627 logements sur la période 2016- 2020.

En 2020, et pour la troisième année consécutive l'Eurométropole de Strasbourg se situe à la première place au classement national en terme de rénovation de copropriétés.

Bilan du POPAC au 31 décembre 2020 :

	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Nb de copros approchées	156	115	90	65	28	454
Nb de copros accompagnées dans le cadre du POPAC	18 (1 625 logts)	37 (2 491 logts)	35 (2 480 logts)	34 (2 534 logts)	39 (3 247 logets)	163 (12 377 logts)
Nb de copros rénovées		9 (330 logts)	7 (619 logts)	7 (232 logts)	7 (446 logts	29 (1 627 logts

Source : Tableaux de suivi du dispositif POPAC interne EmS.

A noter qu'en 2019, 10 copropriétés ont été intégrées en niveau 3, de façon transitoire, en attendant la mise en œuvre de l'OPAH qui a pris effet en novembre 2019.

Au vu de la montée en puissance du dispositif « copropriétés fragiles », le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a, par délibération du 29 juin 2018, renouvelé le dispositif POPAC sur la période 2018-2020 avec les 5 associations du POPAC. Parmi les associations du POPAC, Alter Alsace énergie a été missionné en tant que coordonnateur du dispositif. Le dispositif a été prolongé de 6 mois, jusqu'au 30 juin 2021 compte tenu de la crise sanitaire liée au Covid 19.

Compte tenu des bons résultats le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a, par délibération du 18 décembre 2019, renouvelé le dispositif POPAC sur la période 2021-2024. En revanche la Collectivité a fait le choix de lancer un marché public pour le choix de l'opérateur de suivi animation du POPAC (le marché a été lancé au printemps2021 et sera attribué en juillet 2021). En effet, les conventions financières qui ont été mises en place avec les associations dans le cadre de l'expérimentation du dispositif POPAC, ont montré leur limite avec la montée en puissance du dispositif : coordination du dispositif et outils de suivi / indicateurs à développer dans le cadre du futur marché de suivi animation.

Par ailleurs le constat a été fait que le POPAC s'est essentiellement concentré sur le montage de dossiers copropriétés fragiles depuis 2017, au détriment de ses autres missions de repérage et d'accompagnement (conseil, juridique, gestion,…). L'objectif est donc de recentrer les missions du POPAC sur ses fonctions premières et de massifier la rénovation énergétique en s'appuyant sur le déploiement d'éco conseillers sur le territoire.

Pour le repérage des copropriétés fragiles et en difficultés le POPAC peut s'appuyer depuis 2018 sur l'observatoire développé par l'ADEUS à partir des données Filocom, Perval et Majic. Il permet notamment de repérer les copropriétés en décrochage sur le marché immobilier, qui s'est révélé être un bon indicateur de fragilité. En 2019 / 2020, cet observatoire a permis au POPAC de révéler une centaine de copropriétés potentiellement fragiles (notamment sur le secteur Neudorf).

Le registre national des copropriétés a également permis d'avoir une meilleure connaissance des copropriétés, en revanche trop de petites copropriétés avec syndic bénévole sont absentes du registre et passent hors du radar.

⇨ ***L'objectif « Améliorer le parc privé existant » a été partiellement atteint. Une intensification des efforts d'identification et de traitement des situations d'habitat indigne est attendue aussi bien chez les PO que les PB, ainsi que le renforcement des actions de repérage et de prospections actives les concernant.***
Dans ce sens un Plan d'action territorialisé est en cours d'élaboration avec le nouvel opérateur de suivi animation Urbanis (janvier 2020) ; un partenariat plus actif et concret a été également mis en place avec la CAF du Bas-Rhin (logement indécent) et le Service hygiène et santé de la Ville (logement indigne et/ou non décent). L'Eurométropole est par ailleurs toujours membre du DDELIND et entend renforcer par ce biais le volume de logements très dégradés réhabilités. Les bons résultats des copropriétés qui ont pu être aidées via l'aide « copropriétés fragiles » doivent être maintenus dans le cadre du PIG et du POPAC, en parallèle à ce qui est mené de manière concluante sur les 2 OPAH CD.

3. Le bilan financier de la délégation présente un bilan de consommation des crédits délégués très satisfaisant

A rappeler que conformément aux circulaires de programmation et lettres de notification de crédits, l'Eurométropole de Strasbourg :

- N'accorde plus de subventions État aux opérations en PLS, PLUS et en PSLA ;
- Accorde sur ses fonds propres un montant de subvention PLAI de 9 000 € en 2016, 2017 et 2018 et accorde une subvention de 3000 € par logement financé en PLUS ;
- Accorde sur ses fonds propres des aides aux opérations de réhabilitation thermiques dans le cadre du dispositif partenarial mis en place avec la Caisse des dépôts et consignations et l'AREAL (montant fonction du gain énergétique et du montant d'éco-prêt).

► L'enveloppe annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg dédiée au LLS est de 9,9 M€ (offre nouvelle et réhabilitation thermique).

Les enveloppes consommées au vu des opérations effectivement réalisées par les bailleurs sont de :

	Enveloppe globale (PLAI, PLUS, RT)	Taux de consommation
2016	9 717 224 €	98%
2017	7 674 064 €	78%
2018	8 520 450 €	86%
2019	4 840 700€	49%
2020	3 960 050€	39%

Tableau 17 : Enveloppes financières mobilisées par l'Eurométropole sur ses fonds propres au bénéfice des opérations de logepment social dans le cadre de ses aides de droit commun sur la période 2016-2020 – Source : tableaux internes de suivi.

Entre 2010 et 2015, les enveloppes consommées étaient chaque année à plus de 97 %. Sur la période 2016 à 2018, les taux de consommation diminuent de 10 points avec une moyenne sur la période de 87%. Net décrochage sur les années 2019-2020 dû à l'effondrement des opérations de réhabilitation.

► Les enveloppes Etat consommées sont de :

	PLAI	Taux de consommation	Petit logement
2016	2 772 824 €	98%	322 400 €
2017	3 792 272 €	96%	-

2018	4 251 528 €	99%	-
2019	2 460 900€	82%	-
2020	2 917 264€	100%	-

Tableau 18 : Tableau récapitulatif des enveloppes annuelles mobilisées sur les crédits Etat dans le cadre de la délégation (dont MOUS) – *Source : tableaux de suivi interne actualisés au regard des éventuelles annulations*.

Sur le parc privé, la collectivité a engagé sur ses fonds propres les enveloppes suivantes :

	Programme 568 et aides au handicap (PIG, OPAH, handicap)
2016	876 832 €
2017	587 485 €
2018	562 787 €
2019	517 030 €
2020	479 940 €

***Tableau 19** : Suivi des montants engagés programme 568 et ligne handicap*

Source : tableau de suivi comptable de la Direction.

Le Parc privé a bénéficié de crédits Anah et du programme Habiter Mieux en augmentation constante depuis 2016.

	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Crédits Anah délégués	4 424 000 €	3 815 480 €	4 998 210 €	4 587 325 €	6 489 696 €
Crédits FART délégués	990 500 €	952 956 €	0 € (fin FART)	-	-
Crédits Anah consommés	3 492 210 €	3 776 557 €	4 768 436 €	4 587 157 €	5 795 558 €
% de consommation crédits Anah	65%	84%	95%	100%	89%

Tableau 20 : Crédits ANAH mobilisés dans le cadre de la délégation sur la période 2016-2020 – *Source : tableaux de suivi internes.*

4) La délégation a contribué à mobiliser des financements complémentaires à l'aide à la pierre, notamment pour le parc public

► ***Part des droits à engagement sur les fonds propres du délégataire pour le parc public sur les droits à engagement État pour le parc public.***

S'agissant du logement social, en 2010, pour 1 € de subvention État, la CUS accordait 2,60 € de subventions, en 2012 la CUS en accordait 2,03 € puis 2,72 € en 2013.

Entre 2011 et 2013, pour 1€ de crédits État, la CUS accorde en moyenne 2,63 € de fonds propres.

Sur les années 2014 et 2015, le ratio est de 2,79 et 3,13€ de fonds propres de l'Eurométropole de Strasbourg, engagé pour 1€ de crédits Etat.

Sur les années 2016 à 2018, le ratio est de 3,04, 1,60 et 2€ de fonds propres de l'Eurométropole de Strasbourg, engagé pour 1€ de crédits Etat.

Sur 2019-2020, le ratio est respectivement de 1,97€ engagés par la collectivité pour 1€ Etat, puis 1,36€.

► Part des droits à engagement du délégataire pour le parc privé sur les droits à engagement Anah pour le parc privé
Pour 1 € de crédits Anah et Habiter Mieux, l'Eurométropole de Strasbourg accorde en moyenne 0,21 € de subventions.

A noter que la collectivité ne peut pas réglementairement accorder des aides dans le cadre du dispositif « copropriétés fragiles » de l'ANAH mis en place en 2017, ce qui explique l'évolution à la baisse du ratio (0.21 en moyenne contre 0.30 lors du bilan précédent).

Des aides propres de l'Eurométropole seront mises en place en faveur de la réhabilitation thermique du parc privé à compter de 2021, mais ne seront pas liées aux dispositifs ANAH, lesquels se concentrent sur un public spécifique (conditions de ressources ou de conventionnement ANAH pour les PB).

5) Bilan du prélèvement SRU :

Sur la période concernée 2016-2021, l'Eurométropole de Strasbourg a perçu un total de 6 198 462, 49€ au titre du prélèvement SRU, de la part des différentes communes redevables :

Années / Communes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
ECKBOLSHEIM	105 247	110 557	107 419	134 975	134 221	128 120	720 539
ESCHAU	0	14 315	75 533	73 617	93 033	96 484	352 982
FEGERSHEIM	93 055	110 892	118 392	115 569	117 710	111 246	666 864
GEISPOLSHEIM	98 380	133 868	68 665	23 648	0	0	324 560
HOENHEIM	0	84 799	80 147	78 784	71 462	72 738	387 930
HOLTZHEIM			0	0	58 482	58 946	117 428
LA WANTZENAU	125 203	166 881	54 944	115 137	142 635	162 778	767 578
MUNDOLSHEIM	0	198 300	101 853	104 611	128 362	74 858	607 983
OBERHAUSBERGEN	32 725	48 232	48 463	27 542	34 068	40 916	231 946
PLOBSHEIM	0	66 290	66 154	65 997	66 641	68 145	333 227
REICHSTETT	62 162	84 070	84 321	51 705	83 070	83 582	448 909
SOUFFELWEYERSHEIM	0	22 698	119 816	123 036	94 798	122 701	483 048
VENDENHEIM	100 341	0	82 487	110 751	106 483	31 802	431 864
WOLFISHEIM	46 545	59 507	53 597	54 148	55 060	54 745	323 603
Total	**663 658**	**1 100 409**	**1 061 791**	**1 079 519**	**1 186 024**	**1 107 061**	**6 198 462**

Tableau 21 : Prélèvement SRU perçu par commune concernée – Source : Tableau de suivi interne.

Le principe d'universalité budgétaire ne permet pas d'affecter directement une recette à une dépense identifiée. Cependant, cette enveloppe totale de 6 198 462, 49€ est à mettre au regard des enveloppes mobilisées par l'Eurométropole de Strasbourg sur ses fonds propres dans le cadre des aides à la pierre, que ce soit en faveur du parc public ou du parc privé, présentées aux points 3 et 4 ci-dessus, qui dépassent très largement ce montant.

Pour les communes concernées, sur les seules aides à la pierre (parc public), les montants d'aides mobilisés au titre de son dispositif d'aide à la pierre (aides PLAI, PLUS) ont été les suivants (subvention engagée sur la

période, le rythme des versements aux bailleurs se faisant au fur et à mesure de l'avancement des opérations) :

Commune	Aides EmS mobilisées
Eckbolsheim	949 000€
Eschau	279 000€
Fegersheim	201 000€
Geispolsheim	285 000€
Hoenheim	471 200€
Holtzheim	337 000€
La Wantzenau	774 000€
Mundolsheim	843 250€
Oberhausbergen	798 000€
Plobsheim	144 000€
Reichstett	488 000€
Souffelweyersheim	659 000€
Vendenheim	496 000€
Wolfisheim	456 000€
TOTAL	7 180 450€

Tableau 22 : *Aides à la pierre mobilisées sur fonds propres de l'Eurométropole sur la période 2016-2020 pour les communes déficitaires SRU - Source LOGSO juin 2021*

Aux aides à la pierre s'ajoutent encore les **aides foncières** mobilisées par l'Eurométropole au bénéfice de certaines opérations. Ces aides se traduisent par un décote sur le prix du foncier à l'occasion de la revente d'un terrain préempté, correspondant à une aide pouvant aller jusqu'à 5 000€ par logement.

Sur la période 2016-2020, cela correspond à une enveloppe de 590 000€, sur un total de 9 opérations issues de préemption et répartis entre 4 communes :

Commune	Montant de l'aide foncière
GEISPOLSHEIM	95 000€
REISCHTETT	25 000€
VENDENHEIM	30 000€
STRASBOURG	440 000€

Tableau 23 *: Aide foncière EmS mobilisée sur la période 2016-2020*
Source : tableau de suivi du Service Politique foncière et immobilière

Il est à souligner que l'engagement de ces subventions dépend de la capacité des bailleurs à développer des opérations en LLS sur les territoires communaux concernés (disponibilité foncière, équilibre économique, opportunité, etc). Ces parts d'aléas expliquent qu'il ne peut y avoir de correspondance parfaite entre les montants perçus au titre des pénalités SRU et les aides financières mobilisées.

De plus, le temps de montage des opérations ne permet pas d'observer un lien immédiat entre la perception du prélèvement SRU sur une année N, et le versement d'une aide de l'Eurométropole en faveur d'une opération réalisée directement sur le territoire des communes contributrices.

En complément, voici le nombre de LLS produits ou réhabilités en mobilisant les aides de l'Eurométropole de Strasbourg sur les communes contributrices sur la période 2016-2020 :

Commune	2016	2017	2018	2019	2020	Total général

Eckbolsheim	47		13	38	86	184
Eschau		56	6		1	63
Fegersheim		22	20			42
Geispolsheim			29		28	57
Hoenheim	21		98	18		137
Holtzheim	16	56				72
La Wantzenau	28	11	61	50		150
Mundolsheim	54	36	60	97		247
Oberhausbergen		55	21	74	27	177
Plobsheim	4		16	12		32
Reichstett	42		17	34		93
Souffelweyersheim	40	31		21	28	120
Vendenheim	14	35		48	3	100
Wolfisheim	18	6		47	17	88

Tableau 24 : *Nombre de LLS agréés sur les communes déficitaires SRU sur la période 2016-2020 – Source LOGSO 2021.*

Sur le parc privé, des conventionnements ANAH ont pu également contribuer à l'atteinte des objectifs SRU. Sur la période considérée 2016-2020, le bilan par commune avec et sans travaux est le suivant :

- **Avec travaux :**

Récapitulatif des logements bénéficiant d'un financement dans le cadre des aides de l'Anah et de l'Eurométropole - Propriétaires Bailleurs avec travaux

Commune	LI	LC	LCTS	Log. indignes / très et moyennement dégradés	Log. énergie	Log. transfo. d'usage	Total par commune
Achenheim	0	1	0	1	0	0	**1**
Bischheim	1	3	0	0	4	0	**4**
Blaesheim	0	0	0	0	0	0	**0**
Breuschwickersheim	0	1	0	0	0	1	**1**
Eckbolsheim	0	0	0	0	0	0	**0**
Eckwersheim	0	7	0	3	0	3	**7**
Entzheim	0	0	0	0	0	0	**0**
Eschau	0	0	0	0	0	0	**0**
Fegersheim	0	0	1	0	1	0	**1**
Geispolsheim	0	4	0	3	0	1	**4**
Hangenbieten	0	0	0	0	0	0	**0**
Hoenheim	0	0	1	0	1	0	**1**
Holtzheim	0	0	0	0	0	0	**0**

Illkirch-Graffenstaden	0	6	0	0	6	0	**6**
Kolbsheim	0	0	0	0	0	0	**0**
La Wantzenau	0	1	0	1	0	0	**1**
Lampertheim	0	0	0	0	0	0	**0**
Lingolsheim	0	3	0	3	0	0	**3**
Lipsheim	0	2	0	2	0	0	**2**
Mittelhausbergen	0	0	0	0	0	0	**0**
Mundolsheim	0	4	0	2	0	1	**4**
Niederhausbergen	0	0	0	0	0	0	**0**
Oberhausbergen	2	3	1	0	6	0	**6**
Oberschaeffolsheim	0	2	0	0	2	0	**2**
Osthoffen	0	0	0	0	0	0	**0**
Ostwald	0	1	0	0	1	0	**1**
Plobsheim	0	7	0	7	0	0	**7**
Reichstett	0	3	0	1	0	1	**3**
Schiltigheim	9	33	6	22	25	1	**48**
Souffelweyersheim	0	0	0	0	0	0	**0**
Strasbourg	7	104	0	36	36	31	**111**
dont PIG / Diffus	*7*	*104*	*0*	*36*	*36*	*31*	***111***
dont OPAH	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***
Vendenheim	0	5	0	2	0	3	**5**
Wolfisheim	0	5	0	4	0	1	**5**
Total par intervention	**19**	**195**	**9**	**87**	**82**	**43**	**223**

Tableau 25 : bilan 2016-2020 sur la base des dossiers <u>engagés</u> / an
Source : OP@L sur la base des dossiers engagés.

- **Pour le conventionnement sans travaux :**

Avec Prise effet - Annee Dans 2016-2020,
Avec Etat Dans Validée

Infocentre Anah, édité le 19/08/2021 sur les données du 18/08/2021

	SANS TRAVAUX			
	LI	LC	LCTS	TOTAL SANS TVX
Total	**146**	**313**	**9**	**468**
67001 ACHENHEIM	0	1	0	1
67043 BISCHHEIM	7	20	0	27
67118 ECKBOLSHEIM	1	5	0	6
67119 ECKWERSHEIM	0	0	0	0
67131 ESCHAU	0	14	0	14
67137 FEGERSHEIM	1	6	0	7
67152 GEISPOLSHEIM	1	2	0	3

67182 HANGENBIETEN	0	0	0	0
67204 HOENHEIM	5	10	0	15
67212 HOLTZHEIM	7	0	0	7
67218 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	2	9	0	11
67256 LAMPERTHEIM	1	0	0	1
67267 LINGOLSHEIM	4	12	0	16
67268 LIPSHEIM	0	2	0	2
67309 MUNDOLSHEIM	1	6	0	7
67326 NIEDERHAUSBERGEN	0	1	0	1
67343 OBERHAUSBERGEN	4	2	0	6
67350 OBERSCHAEFFOLSHEIM	0	0	0	0
67365 OSTWALD	1	2	0	3
67378 PLOBSHEIM	0	0	0	0
67389 REICHSTETT	0	1	1	2
67447 SCHILTIGHEIM	12	40	0	52
67471 SOUFFELWEYERSHEIM	2	6	0	8
67482 STRASBOURG	95	155	8	258
67506 VENDENHEIM	1	4	0	5
67519 LA WANTZENAU	1	7	0	8
67551 WOLFISHEIM	0	8	0	8

Tableau 26 : Nombre de conventionnement sans travaux par commune –
Source : infocentre pour les conventions avec prise d'effet sur la période 2016-2020 et « validée »

Sur la période, pour ces communes, le nombre de LLS manquants au regard des objectifs découlant de la loi SRU a évolué de la manière ci-après (Source : tableau de suivi SRU transmis par la DDT septembre 2021) :

	Nombre de résidences principales au 01/01/2016	Taux de logements sociaux au 01/01/2016	Nombre de logements sociaux manquants au 01/01/2016	Nombre de résidences principales au 01/01/2020	Taux de logements sociaux au 01/01/2020	Nombre de logements sociaux manquants au 01/01/2020
Eckbolsheim	3 097	8,69 %	505	3219	10,56 %	464
Eschau	2 133	4,50 %	437	2351	9,36 %	367
Fegersheim	2 299	11,31 %	314	2450	13,10 %	291
Geispolsheim	3 006	10,68 %	430	3085	12,22 %	394
Hoenheim	5 029	17,62 %	371	5353	19,32 %	304
Holtzheim	1 597	9,52 %	247	1646	10,39 %	240
Illkirch-Graffenstaden	12 711	23,13 %	237	13482	23,17 %	246
La Wantzenau	2 486	2,78 %	552	2584	4,53 %	529
Lingolsheim	8 225	22,09 %	239	8821	22,33 %	235
Mundolsheim	2 068	5,90 %	395	2136	7,30 %	378
Oberhausbergen	2 325	18,11 %	160	2368	19,26 %	136
Ostwald	5 229	20,02 %	260	5885	21,60 %	200
Plobsheim	1 798	7,29 %	318	1865	8,04 %	316

Reichstett	1 974	11,14 %	273	1985	11,54 %	267
Souffelweyersheim	3 439	11,78 %	454	3685	11,99 %	479
Vendenheim	2 311	7,92 %	394	2646	12,96 %	318
Wolfisheim	1 822	11,42 %	247	1863	13,04 %	222
Sous-total	61 549	15,51 %	5 833	65424	16,76 %	5386

Tableau 28 : Objectifs SRU par commune – *septembre 2021.*

- **Concernant le bilan de la mutualisation SRU** :

La métropole de Strasbourg a défini dans son Plan local d'urbanisme (PLU) intercommunal, approuvé en décembre 2016, une stratégie de développement de l'habitat social fondé sur une répartition territoriale liée aux notions de capacité et de soutenabilité des communes.

À ce titre, la mutualisation des objectifs triennaux issus de la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) avait été instaurée en conformité avec la loi pour un Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).

En accord avec les partenaires associés, l'Eurométropole a indiqué dans l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Habitat du PLU un objectif par commune qui est devenu l'objectif triennal 2017/2019 de ces collectivités. Ainsi, certaines communes ont eu un objectif supérieur aux objectifs de rattrapage qu'a fixé initialement l'État, tandis que d'autres ont eu un objectif inférieur. **Cette mutualisation a permis d'adapter les objectifs communaux aux potentialités des territoires et de faire participer l'ensemble des communes de l'EPCI, y compris celles non éligibles à la loi SRU.**

Cette méthodologie a porté ses fruits puisqu'à l'heure du bilan, l'ensemble des communes de l'Eurométropole avait atteint son objectif sur la période triennale considérée.

Ainsi, l'Eurométropole de Strasbourg a agréé la création de 3749 logements locatifs sociaux pour un objectif triennal mutualisé (2017/2019) de 3 270 en 3 ans, soit un dépassement de 14.60 % de l'objectif. La part des communes non SRU représentent 106 logements locatifs sociaux. Les communes déficitaires ont produit globalement 1 606 logements, soit 95.25 % de leur objectif triennal global (1 696 logements sur 3 ans).

La mutualisation des objectifs a ainsi permis de solliciter des communes non soumises à la loi SRU, et de motiver les communes déficitaires en leur fixant des objectifs atteignables. Elle a également permis de mieux coordonner l'obligation de faire du logement social avec les capacités réelles de chaque commune en termes d'urbanisation. Elle a permis de tenir compte de l'acceptabilité de l'urbanisation à l'échelle des communes. Le principe de réalité ainsi développé correspond aussi à la territorialisation des objectifs de production de logements sur l'Eurométropole de Strasbourg (Ville de Strasbourg, 1ère et 2ème couronne).

La fin de la mutualisation posée par la loi égalité citoyenneté a conduit à un nouvel objectif triennal 2020-2023 très difficilement atteignable pour beaucoup de communes. Si la loi 3D le rend à nouveau possible, l'Eurométropole de Strasbourg a la volonté de s'emparer de cette opportunité. De même, la question d'une globalisation des objectifs SRU à hauteur des communes pourrait être une alternative cohérente pour atteindre les objectifs de la loi SRU avec une mise en adéquation des demandes de logement social.

Globalement, la « mise en commun » ou mutualisation des objectifs SRU est en tous cas une réussite. Elle mériterait d'être à nouveau mise en avant, ainsi que le suggère la future loi 3D.

III - LA DÉLÉGATION A PERMIS D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'OFFRE PRODUITE

1) La délégation a permis de répondre aux besoins en logements par un effort de construction et de mobilisation du foncier

► Le 4ème PLH de l'Eurométropole de Strasbourg puis son successeur intégré au PLUI (en janvier 2017) avait comme premier objectif la production de ***3 000 logements par an***, répartis à 40 % à Strasbourg et à 60 % dans les communes de 1ère (30 %) et 2ème couronne (30 %).
Ce rythme de production est largement atteint (3948 logements autorisés par an) en matière de logements autorisés sur la période 2016/2020 et l'Eurométropole de Strasbourg représente à présent plus de la moitié des logements produits dans le Bas-Rhin, contre un quart précédemment. Cet engouement est dû notamment à la réduction des zone B1 en matière de défiscalisation Pinel.
Les produits investisseurs ont particulièrement contribué à cette bonne atteinte des objectifs : 60 % de la construction neuve est tourné vers l'investissement locatif contre 50 % en moyenne nationale.

La répartition territoriale est répartie de la manière suivante :

- Ville de Strasbourg 42.55 %
- 1ère couronne 33.45 %
- 2ème couronne 24 %

Cette répartition est due notamment à deux facteurs :

- Une suractivité immobilière en 2016 (5421 autorisations) principalement sur Strasbourg (52 %) due à l'arrivée en 2017 du nouveau PLUI et au développement des ZAC des deux rives et de Danube.
- Le développement immobilier de Schiltigheim (2017) et d'Illkirch (2018) sans précédent.
-

Il est à noter aussi un fort ralentissement en 2020, dû à la crise sanitaire ainsi qu'au décalage des élections municipales qui en a découlé (1609 logements autorisés pour 2020.

A noter que parmi ces 3000 logements, le volet Habitat du PLU avait pour objectif la production de 1100 logements locatifs sociaux par an. ***Avec une moyenne de 1302 LLS engagés par an (hors conventionnement ANAH), l'objectif est atteint et dépassé sur la période 2016-2020.***

► Mobiliser et maîtriser le foncier en adoptant une stratégie foncière qui permette tout à la fois de disposer des emprises foncières suffisantes, de pouvoir les mobiliser en temps utile, tout en recherchant la maîtrise des prix

- L'Eurométropole de Strasbourg mobilise le foncier de plusieurs manières : en adhérant à l'EPF Alsace, elle s'est munie d'un outil de maitrise foncière à court et moyen terme. L'acquisition de l'ancien hôpital militaire de Lyautey en est un exemple probant. De plus, l'EPF est délégataire du droit de préemption de l'État sur les communes carencées du Bas Rhin. Cela permet d'avoir une action plus engagée sur la maitrise foncière des DIA de ces communes.
- L'exercice du droit de préemption permet de créer chaque année des logements sociaux sur les communes déficitaires et de seconde couronne. L'Eurométropole de Strasbourg intervient conjointement aux communes à hauteur de 5.000 € par logement pour permettre d'arriver à un prix de foncier raisonnable pour les bailleurs sociaux (cf. supra pour le décompte de l'enveloppe mobilisée).
- Une assistance technique et de suivi des services d'urbanisme et d'économie de l'Eurométropole est proposé aux communes. Pour permettre entre autres la création de ZAC et mieux appréhender la construction à venir en extension urbaine.

Malgré plusieurs outils mis en place***, la production de logements sociaux n'a pas permis d'atteindre les objectifs SRU pour certaines communes*** (cf. tableau supra en page 38-39). Cette non atteinte pose à nouveau

la question de la mutualisation des objectifs SRU, à ré engager dès que possible.

⇨ ***L'objectif de « Rééquilibrer l'offre de logements sur le territoire, notamment l'offre sociale » n'est que partiellement atteint à ce stade.***

2) La délégation de compétence, outil du PLH, permet de répondre aux besoins en logements pour tous aux différentes étapes de la vie

► ***Développer l'offre locative privée conventionnée***

Depuis 2016***, plus de 600 logements privés ont été conventionnés avec l'Anah***, (196 avec travaux et 408 sans travaux).

La politique et la stratégie envers les propriétaires bailleurs du parc privé existant s'est fortement améliorée et précisée depuis 2016, sur différents points :

- **Une régulation importante du conventionnement intermédiaire avec travaux à partir de 2015** :

Pour promouvoir la réalisation de travaux et la mise à disposition de loyers les plus abordables possibles, le conventionnement social ou très social est devenu obligatoire. Le conventionnement intermédiaire reste possible en cas de logement occupé et de ménages dépassant les ressources du social/très social, en cas de logement situé dans des secteurs très tendus (ex. la Grande Ile à Strasbourg), sur avis de la CLAH et de son Président. Ce changement s'est accompagné d'une baisse du taux de subvention de la collectivité sur l'intermédiaire et d'une augmentation de sa participation sur le conventionnement social ou très social.

Cette règle a impacté dans un premier temps le volume de logements locatifs rénovés mais l'opérateur de suivi-animation et la collectivité ont su déployer les arguments pour convaincre les propriétaires (abattements fiscaux supérieurs, taux de subventions plus importants…), ce qui n'a pas impacté trop lourdement les programmations suivantes (moins de dossier en 2017, justement dû aux délais de montages et de décisions souvent longs, pour des dossiers dont les démarches commencent souvent plusieurs mois en amont).

- **La mise en place du dispositif « Mieux relouer mon logement vacant », en mai 2016 :**

La démarche a comme objectif de mettre à disposition l'ensemble des outils et leviers existants à disposition des propriétaires bailleurs pour permettre la remobilisation des logements vacants, en conventionnement social ou très social (avec ou sans mobilisation de l'intermédiation locative). Le propriétaire est également accompagné sur l'ensemble des étapes par l'opérateur de suivi-animation du PIG et/ou les partenaires de l'habitat concernés comme les structures agréées pour l'intermédiation locative du territoire. À ce sujet, la collectivité peut compter sur une présence et un maillage important de nombreuses associations agréées, ainsi que sur l'AIVS d'Habitat et Humanisme gestion Alsace pour accompagner les propriétaires (à ce jour, près de 19 structures actives sur le parc privé).

Les communes de Vendenheim et de Schiltigheim ont souhaité participer activement à l'élaboration de la démarche, notamment via l'envoi d'un courrier-questionnaire et la réalisation de nombreux entretiens avec les propriétaires pour ajuster au mieux le dispositif à leurs besoins et à leurs difficultés.

Depuis mai 2016, on dénombre près **de 270 logements remobilisés en conventionnement social ou très social** (dont 40% ont été reloués grâce à la mobilisation d'un intermédiation locative).

- **La mise en avant des bonnes pratiques de la collectivité au niveau national :**

A partir de 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a eu l'occasion de présenter au Ministère et à différentes reprises la démarche **« Mieux relouer mon logement vacant** ». Cela a permis à la collectivité d'être désignée **Présidente du Réseau national des collectivités mobilisées contre le logement vacant**-RNCLV. Dans la continuité de cette nomination et du travail d'animation du RNCLV qui s'en ai suivi, la collectivité a publié en 2018 le Guide « Logements vacants, Stratégies et méthodes pour en sortir ». Le Guide a été co-rédigé en partenariat étroit avec les services de l'Anah et le soutien du Ministère. Il a été présenté à Paris, en décembre 2018, en présence du Ministre de la Ville et du Logement, Julien DENORMANDIE. A l'occasion de cette

journée, un Plan national de remobilisation des locaux et des logements vacants a été annoncé. L'Eurométropole de Strasbourg, la DHUP, l'Anah et le Ministère travaillent activement à sa construction et à son lancement, prévu à la rentrée 2020.

- **L'implication active dans le cadre de la candidature fructueuse de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg parmi les 24 territoires de mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'abord, au printemps 2018 :**

La préfiguration et le lancement de la plateforme expérimentale FAC'il (faciliter l'intermédiation locative).

Les objectifs de la plateforme Fac'il sont multiples :

- la captation plus importante des logements du parc privé à des fins sociales (besoin estimé à 250 logements par an) ;
- la centralisation de l'offre (gestion, suivi et ventilation des logements captés/conventionnés, harmonisation des pratiques) ;
- faciliter le recours à l'ImL en simplifiant/clarifiant le parcours pour le propriétaire bailleur et les structures agréées ;
- systématiser le recours au conventionnement Anah.
- harmoniser les pratiques liées à l'ImL – pilotage PDALHPD (définitions, entre associations, envers les PB, les ménages, financements…).

- **Une collaboration très active avec certaines communes de l'Eurométropole de Strasbourg :**

Afin de permettre aux communes en déficit ou en carence SRU de pouvoir conventionner les logements du parc privé (vacants ou non) en social ou très social et valoriser ainsi la production de logements sociaux dans le parc existant.

Ces partenariats ont pris différentes formes, en fonction des besoins et du contexte de la commune :

- abondement des primes volontaristes de l'Eurométropole de Strasbourg en matière de remobilisation d'un logement vacant et/ou de son conventionnement en social et très social (Vendenheim, Fegersheim, Eckbolsheim) ;

- prospection active des propriétaires bailleur par la commune en faisant une promotion renforcée du conventionnement, là ou auparavant, aucun conventionnement n'avait été réalisé (Eschau, Reichstett) ;

- partenariat entre l'AIVS et La Wantzenau, afin de subventionner une partie des frais de prospection et de captation de l'Agence, pour chaque logement capté et conventionné en social ou très social (décret de mai 2017) ;

- rencontres avec les propriétaires de logements vacants afin de leur présenter le conventionnement et les outils à disposition (Vendenheim, Schilitigheim en particulier).

- **L'utilisation de l'Observatoire local des loyers (OLL) de l'Adeus pour fixer au mieux les niveaux de loyers conventionnés** :

Conformément aux exigences de l'Anah qui sont régulièrement réaffirmées dans les circulaire d'orientations, la collectivité fixe les montants de loyers conventionnés en se basant sur le respect de la circulaire de 2007 et sur l'actualisation annuelle des données de terrain réalisée par l' Adeus. L'OLL permet d'ajuster au mieux les niveaux de loyers par zone et par typologie de logement, afin d'éviter les effets d'aubaine ou au contraire des niveaux de loyers trop faibles pour inciter les propriétaires à conventionner.

Les données de l'OLL permettent aussi de voir rapidement sur quelles zones et quelles typologies il est possible d'appliquer la prime de l'Anah en cas d'écart de loyer suffisamment important (prime réduction de loyer). Néanmoins, cette prime reste difficile à mobiliser, notamment au niveau de l'opérateur du suivi-animation qui ne sait pas toujours comment l'activer. A ce jour, aucune prime n'a pu être mobilisé, c'est un axe de travail à court terme.

L'ensemble de ces éléments ont permis d'aboutir à **une hausse nette du volume de logements conventionnés en social ou très social sur Strasbourg mais également sur l'ensemble des communes du territoire**, en particulier du point de vue du conventionnement sans travaux.

La création de ce parc abordable au sein du parc privé concourt directement à l'atteinte des objectifs du PLU et du PDALHPD qui visent à faire participer le parc privé aux efforts de constructive neuves dans le parc social, la mise à disposition de logements à destination des plus fragiles et a remobilisation des logements vacants à des fins sociales.

Bilan du conventionnement avec travaux

Année	**2016**		**2017**		**2018**		**2019**		**2020**		**Totaux**
	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	Objectifs	*Réalisés*	**Réalisés**
Loyer intermédiaire	65	*14*	80	*2*	30	*0*	56	1	*48*	*2*	**19**
Loyer très social		*0*		*3*		*0*		6		*0*	**9**
Loyer social		*51*		*39*		*35*		45		*25*	**195**
Total loyers maîtrisés		***65***		***44***		***35***		**52**		*27*	**223**

Tableau 28 : Bilan du conventionnement avec travaux – *Source : infocentre*.

Tableau 29 : Bilan du conventionnement sans travaux :

Année	**2016-2020**
Loyer intermédiaire	146
Loyer social	**313**
Loyer très social	9
Total loyers maîtrisés	468

Source : infocentre, requête août 2021
Conventions validées avec date d'effet sur 2016-2020.

L'augmentation du conventionnement intermédiaire en 2018 (et 2019) est en réalité dû à la mise en location avec intermédiation locative de logements de petites surfaces, particulièrement recherchés pour les publics les plus modestes (en particulier ceux issus du Logement d'Abord, souvent isolés ou sans domicile depuis longtemps). Étant donné que les petites surfaces sont difficiles à conventionner, le niveau intermédiaire est autorisé (et l'intermédiation locative reste permise, mais sans activation de la PIL).

Tableau 30 : Bilan des primes volontaristes de l'Eurométropole de Strasbourg

Année	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Montant total**
Total primes sans travaux	72 000 €	88 000 €	73 000 €	52 500 €	50 500 €	336 000 €
Total primes avec travaux	28 500 €	1 500 €	3 000 €	0 €	3 000 €	36 000 €
Total primes "sortie de vacance"	12 000 €	27 000 €	13 500 €	16 500 €	16 500 €	85 500 €
Total	**112 500 €**	**116 500 €**	**89 500 €**	**69 000 €**	**70 000 €**	**457 500 €**
Total du nombre de prime	75	83	75	68	60	361

A ces primes volontaristes s'ajoutent près de 147 primes d'intermédiation locative qui ont été engagées depuis la mise en place de cette prime Anah, en 2017.

⇨ **Le développement d'un parc locatif conventionné, à des niveaux de loyers abordables et en lien avec le contexte et les enjeux du territoire est atteint et toujours en cours de développement.**

► Développer une offre de logements abordables en accession,

Le PSLA est une forme d'accession sociale sécurisée essentielle au parcours résidentiel. Un objectif annuel de 100 logements est fixé, dans le 4ème PLH puis dans sa version intégrée au PLUI.

Sur la période 2016 - 2018, il a été agrée 271 logements en PSLA, soit une moyenne de 90 logements annuels. 34 % ont été réalisés sur le territoire de la Ville de Strasbourg, 42 % en 1ère couronne et 24 % sur la 2ème couronne.

Le développement de cette filière passe par la garantie des prêts PSLA de la collectivité. Cette aide permet au bailleur d'économiser les frais d'hypothèques dans le montage des opérations.

► S'agissant des besoins de logement des populations étudiantes,

Le 4ème PLH et son successeur intégré au PLUI encourage à la réalisation de logements à destination des étudiants. Ainsi sur la période 2016/2018, 4 résidences étudiantes classiques ont été développées sous forme de logements sociaux sur l'Eurométropole. Cela représente un total de 348 logements sur Strasbourg (177) et sur Schiltigheim (171). En termes de financement, 256 logements ont été fait en PLS et 92 en PLUS.

Une attention particulière est portée sur l'adresse des résidences étudiantes à venir. En effet, lors de l'évaluation du 4ème PLH, puis par la suite, force est de constater que l'éloignement des campus et des lieux de vie sociale étudiante amène très vite à la désertion des résidences. De plus, la mobilité des étudiants, due notamment à leur « stagiairisation » professionnelle, rend difficile et couteuse la gestion de ce type d'usagers.

Le développement d'autres solutions de logements étudiants (colocation, Co living, etc..) est priorisé. Certains bailleurs (Domial avec Happyloc) proposent ces solutions.

► Permettre l'intégration des gens du voyage en voie de sédentarisation.

La quatrième et dernière tranche de l'opération de Résorption de l'habitat insalubre (RHI) des « terrains » du Polygone au Neuhof, menée dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée par l'Eurométropole de Strasbourg à Domial, a été livré à l'été 2018.

Cette livraison, de 159 logements (maisons individuelles livrées en 4 tranches consécutives entre 2012 et 2018), achève le renouvellement urbain de l'ensemble du secteur du Polygone, démarré il y a près de 15 ans dans le Domial a livré à l'été 2018 la quatrième et dernière tranche de l'opération de Résorption de l'habitat insalubre (RHI) des « terrains » du Polygone au Neuhof, menée dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée par l'Eurométropole de Strasbourg à Domial. Cette livraison, de 159 logements (maisons individuelles), achève le renouvellement urbain de l'ensemble du secteur du Polygone, démarré il y a près de 15 ans dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Neuhof.

Les « terrains » du Polygone étaient à l'origine une aire d'accueil, sur laquelle plusieurs groupes familiaux et différentes communautés se sont sédentarisées depuis les années 1970. En 2000, date de l'arrêté préfectoral déclarant le site insalubre, près de 400 personnes vivaient sur le site, en caravane ou dans des auto-constructions, dans des conditions indignes.

Financement de l'opération

Dans le cadre de cette concession d'aménagement, l'Eurométropole de Strasbourg a mobilisé des moyens exceptionnels :

- En finançant directement l'opération à hauteur de 13.9 M€ (1/3 du budget de l'opération).

- En sollicitant le concours des différentes collectivités et financeurs autour de ce projet exceptionnel.

Le montant global d'investissement pour cette opération est de 36,8 M€ TTC :

Eurométropole de Strasbourg	13,9 M€	38%
Domial	11,9 M€	32%
Etat (ANAH et ANRU)	8,9 M€	24%
Conseil Départemental	1,4 M€	4%
Conseil Régional	0,7 M€	2%

Tableau 31 : Aides publiques mobilisées pour l'opération RHI Polygone
– Source tableau de suivi interne EmS.

Calendrier de l'opération :

Novembre 2007	Sélection de Domial par l'EMS
2008-2009	Études sociales et techniques
Juin à septembre 2010	Aménagement de l'aire d'hébergement provisoire
Novembre 2010 à 1er trimestre 2012	Construction de la première tranche, 50 pavillons
2012-2014	Construction de la deuxième tranche, 44 pavillons
2014-2016	Construction de la troisième tranche, 38 pavillons
2016-2018	Construction de la quatrième tranche, 27 pavillons
28 juin 2019	Inauguration

- ***L'association et l'accompagnement social des habitants : condition de la réussite de l'opération***

Sous l'impulsion de la collectivité, les habitants ont été associés à toutes les étapes du projet :

- Dès l'identification des besoins et le cadre du projet : un relogement sur site, pour conserver les liens familiaux et respecter l'attachement au lieu, dans un habitat individuel.

- Dans la définition du programme, pour tenir compte au mieux des attentes et besoins spécifiques :
  - Dans les logements : avec des emplacements de stationnement « caravanes » privatif dès que possible et si souhaité par les ménages, pour permettre la poursuite de la pratique du « voyage », un mode de chauffage par poêle, pour maitriser au mieux les consommations,
  - Dans les espaces publics : avec le choix des noms de rue par les habitants, et l'ajout de venelles piétonnes pour favoriser les circulations et les liens à travers le lotissement.

- Tout au long du projet, dans l'accompagnement social individuel réalisé par la Maitrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS), ARSEA et Lupovino : élaboration des plans de relogement, démarche de transition au statut de locataire, médiation.

- Dans les clauses d'insertion dans les marchés de publics des nouveaux aménagements. 45 habitants du secteur sont intervenus sur des missions et contrats liés à l'opération de renouvellement urbain.

- ***La transition vers le droit commun : un défi à poursuivre pour le Polygone***

Aujourd'hui, malgré l'achèvement physique de cette opération visant à offrir des conditions d'habitat dignes aux habitants, la situation sociale du secteur et de sa population reste un sujet de préoccupation majeur.

Les différentes instances de suivi et de pilotage de l'opération ont mis en évidence des difficultés certaines pour les habitants, liées notamment à l'appropriation des espaces publics, à la compréhension du statut du locataire ainsi que la persistance des situations de précarité sociale.

La ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont engagé dès 2016 en lien avec les partenaires de l'opération un projet de développement local et social à court et moyen termes visant à conforter les transformations engagées au Polygone et à accompagner la transition du secteur vers le droit commun.

Nous pouvons néanmoins constater que la transition vers le droit commun est toujours assez complexe sur ce secteur :

- Le rapport des habitant-e-s à l'espace privé et public et gestion urbaine de proximité pose toujours question sur :
    - Les usages et appropriation de l'espace public
    - La collecte des déchets
    - La propreté urbaine
- La grande précarité et le fonctionnement clanique ont été modérés partiellement jusqu'aux événements du 1er janvier 2021 qui engendre aujourd'hui une vraie difficulté de relogements de certains ménages sur le secteur comme ailleurs
- La scolarisation des enfants reste insuffisante
- Des difficultés d'intervention de services de la collectivité (propreté et collecte des déchets notamment) et d'entreprises mandatées par les bailleurs sont récurrentes
- Des difficultés liées aux activités illégales (port d'armes, présence de stupéfiants) induisant des nuisances et difficultés de voisinage, de l'insécurité et le non recours aux forces de l'ordre quand la situation le nécessiterait.

Un accompagnement de type MOUS est toujours nécessaire malgré son interruption à la fin de l'opération de RHI, comme indiqué à l'heure du bilan de cette dernière.

L'atteinte des objectifs fixés dans ce projet n'étant que partielle, des moyens complémentaires sont aujourd'hui nécessaires soit :

- La création d'un poste dédié à l'accompagnement vers le droit commun
- Le soutien de projets de développement social local (service de proximité comme une conciergerie solidaire par exemple)
- Le soutien d'actions de Gestion Urbaine de Proximité pour permettre une appropriation des espaces publics adaptés
- Le renforcement d'actions sécuritaires afin de faire face aux difficultés évoquées sur ce point.

A ce titre, un co-financement de l'Etat et de la Ville de Strasbourg permettrait d'apaiser les tensions encore malheureusement présentes sur ce territoire.

► ***Afin de développer le logement des jeunes actifs et des ménages en mobilité***, l'Eurométropole de Strasbourg finance au titre du logement locatif social (aides à la pierre déléguées de l'Etat et sur ses fonds propres) 2 types de logements pour les jeunes actifs : les Foyers Jeunes Travailleurs (FJT) et les logements ordinaires ciblés pour les jeunes actifs (LOJ). Entre 2016 et 2018, 4 projets portés par 4 bailleurs sociaux ont été agréés et financés :

- A Strasbourg :
    - Habitation Moderne, 130 Grand Rue, dans l'hyper-centre-ville, acquisition-amélioration de 9 logements financés en PLS ;
    - Habitat et Humanisme, 16 avenue du Rhin, résidence Bonne Etoile, construction neuve de 10 logements financés en PLS ;

    - AMITEL, ZAC Danube, Passage de la Gosseline, construction neuve de 5 logements financés en PLS
- A Schiltigheim, 3 rue des Postiers, résidence sociale Ève, OPHEA, VEFA pour un foyer jeunes travailleurs (FJT) de 19 logements financés en PLAI

En complément, l''Eurométropole de Strasbourg finance au titre du logement locatif social (aides à la pierre déléguées de l'Etat et sur ses fonds propres) des logements pour les étudiants. Entre 2016 et 2018, 4 projets portés par 3 bailleurs sociaux ont été agréés et financés :

- A Strasbourg :
    - DOMIAL ESH, 5 rue Saglio, 92 logements financés en PLUS et 40 logements financés en PLS ;
    - Maison de l'Ingénieur (INSA), 48 avenue du Rhin, Ilot du Landsberg, 45 logements financés en PLS
- A Schiltigheim, 3 avenue de Londres, 171 logements financés en PLS.

Un des critères essentiels pour que l'Eurométropole valide un projet de logements pour les jeunes actifs ou pour les étudiants est la localisation.

► ***L'Eurométropole de Strasbourg développe des opérations à destination des plus fragiles en veillant à répartir territorialement en fonction des besoins. Ainsi entre 2016 et 2018, 270 logements ont été créés sous les formes suivantes:***

- 4 résidences sociales proposant au total 191 logements financés en PLAI :
    - VILOGIA, Schiltigheim, rue de Wissembourg, 28 logements (2017) ;
    - Fondation Saint Thomas, Mundolsheim, rue de Strasbourg, 4 logements (2017)
    - ADOMA, Strasbourg, 18 rue Welsch, 135 logements (2018)
    - NEOLIA, Strasbourg, rue Chappe, 24 logements (2018)
- 2 résidences d'accueil proposant au total 53 logements financés en PLAI :
    - Présence Habitat, Schiltigheim, rue Saint Charles, 23 logements (2016) ;
    - ADOMA, Strasbourg, 18 rue Welsch, 26 logements (2018) ;
- 1 pension de famille de 30 logements financés en PLAI : NEOLIA, Strasbourg, rue Chappe (2018) ;

A ces projets s'ajoute la réhabilitation du foyer de travailleurs migrants (FTM) situé avenue du Rhin à Schiltigheim ; réhabilitation de 235 logements portée par le bailleur social ADOMA (2016).

En complément, ***l'Eurométropole de Strasbourg*** mobilise l'Accord Collectif Départemental (ACD) et le contingent réservataire de l'Eurométropole de Strasbourg au cas par cas pour trouver des solutions logements pour les ménages défavorisés.

► ***S'agissant des seniors,*** l'appel à projets lancé conjointement par l'EMS et le Conseil départemental du Bas-Rhin (CD67) en 2013 a permis la création de 239 logements sociaux dédiés spécifiquement aux seniors, (118 restent à livrer en 2020 et 2021). Dans la continuité, hors appel à projets, la construction, entre 2016 et 2018, de 213 logements sociaux dédiés aux seniors et aux personnes en perte d'autonomie a contribué à accroître l'offre pour un public aux revenus modestes. La prise en compte par les bailleurs sociaux des besoins en habitat adapté au vieillissement de la population se traduit par l'accroissement de l'offre nouvelle pour ce public ; 305 logements sont ainsi programmés en 2020 pour une livraison en 2022-2023

Cette offre se décompose en :

- BARTISCHGUT : Réhabilitation de 121 logements dans l'EHPAD Bartischgut, situé 7 rue Batisch à Strasbourg (2018)
- OPHEA : Réhabilitation de 60 logements dans le foyer Arpale, situés 3 rue Jean Monnet à Lingolsheim (2017)
- VILOGIA : La construction neuve de 6 logements financés en PLS, situés 65 route de Saverne à Oberhausbergen
-
- NLE : construction en VEFA d'un programme de logements seniors à Oberhausbergen, rue du Lavoir (8 PLAI, 27 PLUS, 5 PLS) (livré en 2018)

Une analyse spécifique des conditions d'occupation et du devenir de ces programmes est souhaitée par l'État.

► ***58 logements sociaux autonomes dédiés aux personnes en situation de handicap tant psychique que physique*** ont vu le jour entre 2016 et 2020, principalement dans le cadre de l'appel à projets conjoint EMS/CD67 de 2013.. Dans le parc social, l'EMS a contribué à un groupe de travail départemental, dans le cadre de la conférence des financeurs pour la prévention de la perte d'autonomie pour inciter les bailleurs sociaux à réaliser des diagnostics accessibilité de leur parc au moyen d'un outil de Diagnostic accessibilité adaptation autonomie (D3A). Une première expérimentation a permis la caractérisation de 5000 logements à l'échelle de l'EMS en 2018. Plusieurs bailleurs (5) ont depuis recours à cet outil développé par le CEP CICAT et systématisent le diagnostic accessibilité de leur patrimoine. Le développement de l'utilisation du D3A est encouragé via le relais de l'AREAL ;. Le parc privé a également fait l'objet de travaux d'adaptation au vieillissement ou au handicap, sans qu'il soit possible de distinguer les deux objectifs. 208 logements de propriétaires occupants ont été financés pour l'adaptation entre 2017 et 2019, soit 604 depuis 2009.
Entre 2016 et 2020, une réhabilitation et deuxconstructions neuves pour loger les personnes en situation de handicap physique ou psychique ont vu le jour

La réhabilitation concerne le foyer d'accueil médicalisé (FAM) situé 7 rue de l'Ill à Strasbourg ; 16 logements ont été réhabilités par le bailleur social OPHEA (2016).

Les constructions neuves sont :

- Le projet porté par Habitation Moderne avec l'ADAPEI, rue du Château à Lingolsheim ; 15 logements financés en PLS (livrée en 2020).
- La seconde maison du projet des Amis de l'Arche, avec CDC Habitat, 7 rue de l'Elbe à Strasbourg (7 PLAI, 2 PLUS) (livraison retardée à janvier 2021).

⇨ **L'objectif « Prendre en compte les besoins des populations spécifiques » est atteint. La courbe démographique appelle à poursuivre le développement de l'offre d'habitat autonome en faveur des personnes âgées en particulier.**

3) La délégation de compétence, outil du volet Habitat du PLU permet d'améliorer le parc existant

► ***Poursuivre la transformation des quartiers d'habitat social***

L'Eurométropole de Strasbourg est engagée depuis le début des années 1990 dans une politique en faveur des quartiers qui présentaient les plus forts signes de fragilisation sociale et de dysfonctionnements urbains. Dans ce contexte, les politiques de mobilité menées depuis 30 ans et la politique de rénovation urbaine engagée depuis plus de 10 ans ont réussi à réduire l'isolement des grands ensembles et à les intégrer dans de réelles dynamiques urbaines.

- **Bilan du programme national de renouvellement urbain (PNRU) de l'Eurométropole (2005 à 2019)**

Depuis 2005, parmi dix secteurs classés en Zones Urbaines Sensibles (ZUS) cinq territoires dont la transformation urbaine avait été jugée prioritaire ont fait l'objet de Projets de Rénovation Urbaine (PRU) mis en œuvre dans le cadre de conventions partenariales avec l'ANRU :

- ZUS « Neuhof-cités » à Strasbourg (2005) ;
- ZUS « Meinau-Canardière » à Strasbourg (2006) ;
- ZUS « Hautepierre » à Strasbourg (2009) ;
- ZUS « Cronenbourg-cité nucléaire » à Strasbourg (2011) ;
- ZUS « Les Hirondelles » à Lingolsheim (2007).

Le PNRU a impacté 11 % de la population de l'Eurométropole et 20 % de la population strasbourgeoise.

Selon la composition urbaine d'origine de chaque territoire, les programmes ont été déclinés autour des trois axes d'intervention suivants :

- le désenclavement, réalisé par l'arrivée ou l'extension de lignes de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) et la création ou la réorganisation des axes de circulation principaux ;
- l'introduction d'une nouvelle mixité urbaine autour de la diversification et de la requalification de l'habitat, et de la diversification des fonctions ;
- la recomposition de la trame urbaine et la régularisation des domaines publics et privés, permettant d'engager une démarche structurée de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) et garants à terme d'une plus grande mutabilité des territoires.

Synthèse du programme opérationnel du PNRU de l'Eurométropole de Strasbourg

- *2 165 logements sociaux démolis*
- *1 158 logements sociaux reconstruits sur site ; 1 210 logements sociaux reconstruits hors site*
- *2 800 logements privés construits en accession à la propriété ou en locatif libre*
- *4 259 logements sociaux réhabilités*
- *5 785 logements sociaux résidentialisés*
- *63 équipements publics créés ou réhabilités*
- *35,75 km linéaires de voiries publiques créées ou réaménagées*
- *18,5 ha de parcs, squares ou places créés ou réaménagés*

- **L'élaboration du Nouveau Programme National de Renouvellement urbain (NPNRU) de l'Eurométropole (2015-2019)**

Le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) a vocation à consolider les investissements, et à pérenniser les acquis en matière de mixité urbaine, de participation des habitant-e-s et de dynamiques sociales et culturelles. Il se déploie sur les cinq quartiers concernés par la rénovation urbaine depuis 2005 et trois nouveaux territoires. Le NPNRU de l'Eurométropole de Strasbourg est l'un des leviers principaux pour atteindre les objectifs du Contrat de Ville 2015-2022 dans les territoires retenus par l'ANRU.

La programmation opérationnelle du NPNRU de l'Eurométropole est la suivante :

	3 PRIN	PRIR Elsau	3 PRIR	Total
Démolition LLS	1 474 *1 316 financés ANRU*	412	472 *284 financés ANRU*	**2 358** *2 012 financés ANRU*
Reconstitution LLS sur site	170	20	35	**225**
Autre LLS autorisés sur site	55	-	-	**55**
Reconstitution LLS hors site	1 146	392	437 *284 sans Cro*	**1 975** *1 787sans Cro*
Constr° logements privés	1 128 *dont 218 AL*	327 *dont 40 AL*	437 *dont 18 AL*	**1 892** ***dont 276 AL***
Requal. LLS	2 449	975	237	**3 661**
Résid. LLS	2 908	1 141	167	**4 216**
OPAH CD	916	36	160	**1 112**
OAE	11	2	-	**13**

Equipements publics	22	4	5	**31**
Immobilier à vocation économique	6	2	1	**9**

Tableau 32 : Programmation opérationnelle du NPNRU - Extrait de la convention NPNRU.

► ***Lutter contre l'habitat indigne et non décent.***

On estime à 3 500 le nombre de logements potentiellement indignes sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (source : fichier du parc privé potentiellement indigne PPPI). Les services techniques de la collectivité ainsi que ceux de l'Etat travaillent activement à sa diminution, en lien avec le dispositif départemental d'éradication du logement indigne et non décent -DDELIND.

Au 31/12/2020

- 599 dossiers signalés et traités par le DDELIND ;
- 18 % des signalements nécessitent la prise d'arrêtés (insalubrité, péril) ;
- 72 % des signalements relèvent d'infractions au Règlement sanitaire départemental dont le traitement relève de la police du Maire : humidité, moisissures, nuisibles... ;
- 10 % relèvent de la non-décence (rapports locatifs propriétaires et locataires) ou d'autres services ;
- 101 arrêtés signés par le Préfet, dont 33 à Strasbourg.

Le DDELIND ne recense pas l'ensemble des signalements car le Service Hygiène et Santé Environnementale (SHSE) de la Ville de Strasbourg reçoit et traite entre 400 et 500 signalements par an. Etant donné que SHSE possède à la fois les compétences du Préfet et du Maire en matière d'intervention sur le traitement des situations, il ne transmet au DDELIND que les dossiers les plus complexes, nécessitant la mise en lien de l'ensemble des acteurs du dispositif.

Le suivi global est néanmoins assuré, puisque tous les signalements reçus par le SHSE sont intégrés par les services locaux de l'Etat (DDT) dans la base nationale ORTHI, qui sert également d'observatoire local pour le DDELIND.

Sur cette thématique, il est à noter que les problématiques d'humidité et de manque d'aération sont récurrentes, conséquence d'un mauvais usage ou d'une défaillance du bâti voire une combinaison des deux. Selon les dysfonctionnements, les procédures coercitives relevant du maire et du préfet sont déclenchées (prise d'arrêté ou mise en demeure).

En effet, comme indiqué plus haut, la plupart des logements relèvent de la non décence et ne sont pas assez dégradés pour rentrer dans les critères de l'Anah. D'autre part, la plupart des logements repérés par le dispositif départemental du logement indigne et non décent (DDELIND) sont occupés par des locataires, ce qui rend difficile la réalisation de travaux et la signature d'un nouveau bail (beaucoup de locataires étant déjà en situation d'impayés).

Néanmoins, un partenariat plus resserré avec le Service hygiène et santé de la Ville de Strasbourg et les services de la CAF du Bas-Rhin ont été mise en place, tout particulièrement fin 2018 à l'occasion de la réécriture de la convention du DDELIND pour la période 2019-2021.
Dans ce sens, le nouvel opérateur du suivi-animation du PIG peut être sollicité par ces deux structures afin de voir dès le départ les modalités d'accompagnement possibles des propriétaires (éligibilité aux aides de l'Anah, intérêt de mettre en place un arrêté/mesure coercitive ou au contraire de dérouler un accompagnement plus incitatif/volontariste…).

L'opérateur du suivi-animation assiste également aux Comités d'orientation spécifiques qui ont lieu chaque mois au niveau du DDELIND, afin de pouvoir rendre compte de l'état d'avancement mais également de

pouvoir proposer son aide aux autres partenaires, en fonction de la situation rencontrée.

► ***Améliorer les performances énergétiques des bâtiments***

- **S'agissant du parc social,** 2 000 réhabilitations / an sont visées hors secteur ANRU.

Cet objectif n'a cependant pas été atteint sur la période considérée 2016-2020 :

2016	1999
2017	1411
2018	1679
2019	183
2020	123

Tableau 33 : *Bilan du nombre de logements agréés en réhabilitations thermiques sur la période 2016-2020, hors ANRU.*
Source : LOGSO 2021.

Entre 2016 et 2020, 5 395 logements sociaux ont reçu un agrément PALULOS (soit environ 1 079 logements par an), sans subvention État conformément aux lettres de notification de crédits.

Le décrochage observé sur les années 2019-2020 correspond aux effets de plusieurs facteurs cumulés :
- « Creux de la vague » après la phase d'accélération lié à la mise en place du prêt bonifié PHBB de la CDC ;
- Impact de la Réforme du logement social qui a pesé sur la capacité financière des organismes et les a conduits à ralentir le rythme des réhabilitations, pour maintenir au mieux celui de la production ;
- Préparation de la convention du NPNRU qui a mis en attente certaines opérations (pour le bailleur OPHEA notamment).

Le patrimoine réhabilité est principalement du « logement ménage » ; quelques patrimoines structures ont été réhabilités : un FTM à Schiltigheim, patrimoine d'ADOMA, un FAM (foyer d'accueil médicalisé) à Strasbourg, patrimoine d'OPHEA et l'EHPAD Bartischgut à Strasbourg. En 2019 et 2020 les opérations correspondent à du logement ménage.

- **S'agissant du parc privé :**

Le programme d'intérêt général (PIG) a été labellisé Habiter Mieux afin de mobiliser les crédits Anah issus de la priorité accordée à la rénovation thermique et de mettre en œuvre le Contrat local d'engagement (CLE) signé en juillet 2011.

Entre 2016 et 2018 466 logements ont bénéficié d'aide en cas de travaux d'amélioration énergétique.

À noter : au 1er janvier 2018, la labélisation des nouveaux PIG « Habiter Mieux » a disparu au niveau de l'Anah, de même que l'aide du FART. C'est pourquoi, le PIG « Habiter l'Eurométropole » conclu pour la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022 n'est pas labélisé « Habiter Mieux », il reste néanmoins avec un entrée énergétique privilégiée.

L'OPAH copropriétés dégradées signée en 2012 et prolongée par un POPAC suivi de travaux en 2017 a été ciblé sur la rénovation thermique d'ampleur. A fin 2020, sur les 6 copropriétés : 5 copropriétés ont été rénovées soit 715 logements (Spender, Einstein, Victor Hugo, Eléonore 2 et La Tour dont la dernière niveau BBC rénovation) et 1 est en cours de rénovation (Eléonore 1 dont la fin de chantier est prévue au cours du second semestre 2021). Les programmes de travaux ambitieux ont permis de mobilier des aides de la Région

Climaxion.

Parallèlement à l'OPAH, l'Eurométropole de Strasbourg a développé des actions spécifiques en faveur de ***la réhabilitation énergétique des logements en copropriété*** :

- Sur la période 2016-2020, l'éco conseiller FNAIM (poste d'animateur métier régional cofinancé par la CUS, la Région et l'ADEME) a mobilisé les professionnels de l'immobilier, syndics de copropriétés et gestionnaires locaux autour des enjeux environnementaux dans le bâtiment et tenté de convaincre les copropriétaires de l'intérêt des travaux d'économie d'énergie sur l'ensemble de leur immeuble. Sur cette période, grâce à cet accompagnement, 29 copropriétés (1 627 logements) ont lancé des programmes de travaux conséquents financés en partie grâce aux aides de l'Anah et du programme Habiter Mieux et « copropriétés fragiles ». Le repérage et l'accompagnement de l'éco conseiller FNAIM est indispensable pour le déploiement de la rénovation énergétique en copropriétés ; c'est lui qui, dans le cadre du POPAC, a permis de monter les dossiers copropriétés fragiles. Par ailleurs les campagnes de clichés thermographiques expérimentées par Alter Alsace énergie sur quelques copropriétés ont également permis une prise de conscience des copropriétaires sur la mauvaise isolation de leur bâtiment.

- Par ailleurs, en 2016 l'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec la Caisse des dépôts et consignations, a dans le cadre du dispositif européen « PIA Ville de demain » mis en place une expérimentation sur le quartier de l'Esplanade pour une période de 2 ans. L'objectif étant de favoriser la réalisation d'opérations exemplaires à haut niveau de performance énergétique, pour initier une dynamique dans le quartier et ainsi atteindre une massification des rénovations à haut niveau de performance énergétique et le déploiement d'une méthode reproductible faire à destination de toute copropriété. Ce dispositif n'a pas vocation à subventionner les travaux mais à fournir une ingénierie et un accompagnement technique et décisionnel.

C'est dans ce cadre que ce dispositif a permis d'accompagner 4 copropriétés de l'Esplanade soit 522 logements (Le Major, l'Aventin, la Citadelle et le Nobel) dans leur projet de rénovation énergétique ambitieux (niveau BBC rénovation). Ces copropriétés n'étaient pas éligibles aux aides de l'Anah mais le financement de l'AMO technique a permis d'aboutir à un projet de travaux préexistant.

L'accompagnement PIA constitue un tiers de confiance pour aider les copropriétés à basculer d'une réflexion de travaux a minima vers une vision plus globale intégrant la dimension énergétique.

Au final, le PIA a permis de déclencher 4 programmes de rénovation énergétique ambitieux dont 2 qui atteignent le niveau BBC rénovation.

La collectivité subventionne depuis 2013 et jusqu'en 2021, les deux ***Espaces Info Energie*** de son territoire (en complément des financements de l'ADEME) et a participé à la mise en place du ***Point Rénovation Info Service unique Bas-Rhinois*** dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat (PREH), porté par le Conseil général du Bas-Rhin en lien avec les autres partenaires (DDT, DREAL, ADEME, ADIL et CAUE).

En direction des ménages, la collectivité contribue au financement du FSL (en moyenne, l'Eurométropole représente 70 % des demandeurs), ainsi que du « Warm Front 67 » porté par le Conseil Départemental.

Le Warm Front 67 est un des outils mobilisés par l'Eurométropole de Strasbourg pour encourager la performance énergétique des bâtiments et améliorer la santé et lutter contre l'insalubrité. Il permet de financer une partie du coût des travaux à charge des ménages les plus modestes, en complément des aides de l'Anah (Agence nationale de l'Habitat), des aides propres à la collectivité dans le cadre du Programme d'intérêt général (PIG « Habiter l'Eurométropole ») et des prêts missions sociales accordées par Procivis Alsace.
Le Warm Front 67 joue un réel effet levier dans la réalisation de travaux d'économie d'énergie en débloquant des situations où le reste à charge, encore élevé malgré les subventions, ne permet pas aux ménages de concrétiser des projets de travaux performants d'un point de vue énergétique et économique.

Sur la période 2016-2020, il a permis d'accompagner 38 ménages modestes à très modestes dans la réalisation de travaux de performance énergétique.

Année	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de ménages bénéficiaires	7	12	3	**16**	**8**
Montant total des travaux engagés	212 676 €	209 574 €	50 378 €	**200 745 €**	**272 327€**
Montant total de l'aide Warmfront (part EmS)	10 566 €	18 176 €	4 800 €	**8 155 €**	**8 500€**

Tableau 34 : Bilan du Warm Front 2016-2020 sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

Source : tableau de suivi interne EmS.

Il est particulièrement mobilisé en copropriétés pour accompagner des copropriétaires qui sont « embarqués » dans les travaux (vote collectif), mais qui n'ont pas les moyens de payer leur quote part. Cela révèle le besoin de sensibiliser les copropriétaires sur le fonctionnement et l'achat d'un bien en copropriété.

Ces mesures trouvent leur articulation dans le ***Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)***, dont l'élaboration a débuté en 2008. Ce plan, garant d'une action politique globale, est transposé dans tous les domaines de l'action publique de l'agglomération et vise à atteindre d'ici 2030 les objectifs suivants (version PCAET adopté en décembre 2019) :

- baisse de 40 % les émissions de GES par rapport à 1990 ;
- baisse de 30 % la consommation d'énergie par rapport à 2012 ;
- atteindre 40 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie.

« Colonne vertébrale » du projet de territoire, le plan climat vise la mise en cohérence et l'articulation des politiques publiques de manière transversale, dans de nombreux domaines de compétence comme les transports et les déplacements, l'urbanisme, le logement et l'habitat, et plus globalement dans l'organisation et la gestion de l'agglomération dans son ensemble.

⇨ ***S'agissant du parc privé, l'objectif « Répondre aux exigences en matière d'économie d'énergie et de développement d'urbanisme durable » a été atteint selon les objectifs fixés dans le cadre de la délégation. Cependant, les nouveaux objectifs du PCAET amènent à recherche pour les prochaines années une rupture dans le scénario à réaliser avec un objectif de 6 000 logements rénovés en niveau BBC rénovation par an. Les résultats sur les années passées sont très loin de ces seuils, tant quantitativement que qualitativement (seulement 3 à 6% des projets atteignant le BBC rénovation).***

4) Le logement social contribue à un aménagement innovant et à un habitat durable

► ***Accroître et adapter la densité de logements : comment le LLS a-t-il contribué à cet objectif ?***

L'adoption du nouveau PLUI a permis :

- L'accroissement de la densité sur certains secteurs dans les recommandations des OAP territoriales.
- La mise en place de secteurs de Mixité Sociale (SMS) qui accroissent de manière certaine la proportion de LLS dans les opérations immobilières à venir.

Par ailleurs, dans les opérations d'aménagement, la réservation soit de part de LLS dans une opération mixte, soit de lots entiers dédiés aux LLS.
Globalement, la mise en place d'une charte VEFA pour définir un produit socle à un prix maximum, a permis le développement d'opérations de LLS dans des secteurs peu ouverts auparavant.

En 2017, dans le double but de freiner l'inflation du prix de vente des fonciers d'une part et d'autre part de veiller à une stabilité des prix de vente des LLS en VEFA, il a été décidé conjointement par l'AREAL et l'EMS de travailler sur l'élaboration d'une charte VEFA.

La charte VEFA (cf. en annexe) est un document en deux grandes parties :

- Une première partie définissant un produit socle indiquant le niveau des prestations planchers ne nécessitant aucune discussion.
- Une deuxième partie donnant des prix de vente au m² de Surface Habitable (y compris le stationnement) et variant suivant les territoires.

La charte a été signée par l'EMS et l'AREAL (après validation par les bailleurs sociaux membres de l'AREAL). Le service instructeur du parc public veille à son application sur chaque demande d'agrément d'opération présentée en VEFA. Concrètement, cela implique de revenir vers les opérateurs lorsque le prix de la charte n'est pas respecté, afin de vérifier les justifications pouvant être apportées. Si les éléments de justification font défaut, une discussion est menée pour permettre de ramener le prix dans la jauge prévue par la charte.

En 2020, il était convenu de remettre sur l'ouvrage la charte afin après bilan de la mettre à jour.

Un premier travail a été fait en ce sens, mais la crise sanitaire a bloquée la sortie de la nouvelle version. Elle devrait être présentée dans sa nouvelle version en début d'année 2022. En attendant la charte initiale s'applique toujours.

Pour complète information, la charte est jointe en annexe.

► Promouvoir les écoquartiers et l'aménagement durable : comment le LLS a-t'il contribué à cet objectif ?

L'Eurométropole compte aujourd'hui sept éco-quartiers en cours d'étude ou de réalisation. L'écoquartier Danube, lauréat de l'appel à projet EcoQuartier 2009 dans la catégorie mobilité, a bénéficié de la procédure accélérée pour la labelisation et a été admis à l'étape suivante « Engagé dans la labellisation » :

- l'opération Brasseries à Strasbourg Cronenbourg,
- l'opération Adelshoffen à Schiltigheim,
- les Rives du Bohrie à Ostwald,
- les portes du Kochersberg à Vendenheim,
- les Tanneries à Lingolsheim,
- les Fronts d'Illkirch,
- le quartier Danube à Strasbourg.

Ce dernier constitue aujourd'hui le projet « éco-quartier » le plus abouti sur le plan de la méthode. En effet, au-delà des aspects énergétiques, de gestion des déchets et de mobilité durable partagés par tous les projets, l'originalité vient de la participation citoyenne pour sa conception (travail de concertation mené depuis 2008). Par ailleurs, la collectivité a ainsi répondu à l'appel à projet Ecocité pour 4 îlots dits "démonstrateurs". Chacun de ces îlots vise une performance énergétique très élevée (énergie passive ou positive) et privilégie l'utilisation de matériaux biosourcés.
Chaque écoquartier a pris une part de LLS dans le montage. A l'inverse des aménagements classiques, ***les bailleurs sociaux ont participé à l'effort de réalisation dans l'esprit des écoquartiers*** : normes environnementales élevées, matériaux renouvelables, conception architecturale prenant en compte les locaux communs, les espaces verts partagés(jardins ou aires de jeux), montage de l'opération de LLS sous le prisme de l'habitat participatif, expérimentations innovantes à travers le logement locatif social (exemple de la consultation de bailleurs sociaux pour l'îlot bois en vue de la réalisation de logements sociaux très performants énergétiquement).

► Promouvoir l'habitat innovant et la qualité architecturale des logements : comment le LLS a t'il contribué à cet objectif ?

Différentes actions ont permis de développer la qualité et l'innovation dans les projets :

- L'amélioration des cahiers de prescriptions dans les opérations d'aménagement (SPL Deux Rives, ZAC les Vergers Saint Michel à Reichstett) avec des recommandations notamment sur :
  - La construction bois
  - Les espaces partagés
  - La qualité individuelle de chaque logement (bi orientation, salle de bains éclairée, etc.)
  - Grille environnementale à niveau élevée de résultats.
- La multiplication des consultations de promoteurs ou de bailleurs avec plusieurs maitres d'œuvre.

- Un important travail itératif avec les services de l'Eurométropole sur l'élaboration des permis d'opérations d'envergure. Ainsi l'EMS élabore avec le promoteur un cahier des charges qui devra permettre de faire une demande d'autorisation de construire conforme aux souhaits de la collectiivté. C'est par un travail agrémenté de nombreuses rencontres avec le promoteur, les bureaux d'études, les maitres d'œuvre et les services concernés de l'Eurométropole que les choses avancent et se précisent. Aujourd'hui, la majorité des promoteurs et des bailleurs connaissent bien les exigences qualitatives de la collectivité (exposition, logement traversant, espaces partagés, intégration dans l'environnement immédiat).

- Mais aussi la poursuite de la collectivité dans une politique audacieuse dans le **domaine de l'habitat participatif :**

- Avec le lancement d'une cinquième consultation autopromotion ;
- Le lancement de nouveaux projets d'habitat participatif sociaux sur Ostwald, Mundolsheim et Reichstett. ainsi que sur Strasbourg, le démarrage des travaux d'un premier projet en locatif social réservé à un public sénior, et un nouveau projet en accession sociale en limite du QPV du Neuhof ;
- La finalisation d'une charte locale de l'habitat participatif qui repose sur l'engagement fort, de chaque acteur de la chaine de fabrication de la Ville ;
- La livraison d'un premier projet d'habitat participatif sur Strasbourg et le démarrage d'un second projet sur la commune de Bischheim, réalisé en partenariat avec un promoteur local sur un projet de co-conception qui répond aux trois piliers de l'habitat participatif de notre charte c'est à dire ; l'intégration des habitants dans le processus de programmation et de conception de l'opération immobilière, la création d'espaces partagés, et la notion de vivre ensemble avec notamment une plus grande implication des habitants dans la vie de leur résidence ;
- La finalisation d'un portail sur l'habitat participatif « habitatparticipatif.strasbourg.eu » sur notre territoire qui recense toutes les formes de projets, donne de nombreux conseils et fait le point des projets réalisés et des projets en cours pour pouvoir se lancer.

► Améliorer le cadre de vie en lien avec les déplacements : comment le LLS a t'il contribué à cet objectif ?

Les zones de développement du logement et du logement social ont été identifiées dans le PLUI, dans des secteurs particulièrement bien desservis par des transports en commun structurant.

L'objectif n°5 de l'État « Répondre aux exigences en matière d'économie d'énergie et de développement d'urbanisme durable » a été atteint.

5) La délégation contribue à la prise en compte de la santé dans l'habitat

► La santé dans l'habitat est prise en compte dans le volet Habitat du PLU à plusieurs titres

L'Eurométropole de Strasbourg a développé les « bonnes pratiques » dans les projets :

- La Charte Aménagement et Habitat Durables signée avec les promoteurs et les bailleurs sociaux, intègre les problématiques de l'habitat sain (ex : engagement par les signataires d'utiliser des matériaux sains). En 2018, un travail de renouvellement et d'extension de la démarche a été engagé, dans une logique de Pacte. Celui-ci a été signé en 2019.
- Élaboration d'une carte du bruit (Plan de prévention du bruit dans l'environnement), visant à implanter ou concevoir les projets en conséquence.
- Réalisation en 2018 d'une étude action expérimentale sur la qualité de l'environnement intérieur, menée auprès de résidents du patrimoine de deux bailleurs sociaux volontaires avec l'appui d'un prestataire. Elle comporte trois échelles d'intervention, autour de la sensibilisation aux bons gestes dans le logement : individuelle en direction de ménages du parc social (40 ménages concernés), collective en lien avec les acteurs du territoire et les familles accompagnées, professionnelle en direction des personnels de proximité des bailleurs engagés dans la démarche.

- Cette action se poursuit sur les années 2020 / 2021 et a été est étendue à deux autres bailleurs sociaux ainsi qu' au parc privé, en lien avec la CAF.
- Soutien d'actions de sensibilisation et d'information du grand public : cofinancement d'associations développant des actions de sensibilisation des habitants (ex. : la qualité de l'air intérieur), action de sensibilisation pour accompagner les habitants dans l'usage des nouveaux logements (réhabilitation, livraison de logements BBC…)

La santé a également fait l'objet de l'appel à projet commun lancé avec le Conseil départemental en 2013 ; entre 2016 et 2020, 58 logements sociaux dédiés aux personnes en situation de handicap psychique ou physique sont venus renforcer l'offre d'habitat adapté (69 logements suivront au plus tard en 2022. Plus généralement, le besoin d'une offre de parcours résidentiel pour les personnes en situation de handicap se traduit par l'émergence de plusieurs projets de logements sociaux « ordinaires » portés par des associations spécialisées gestionnaires. Alternative au logement en structure, de coût réduit pour les résidents et facilitant l'autonomisation des personnes, il s'agit d'opérations co-portées par un bailleur social et une structure. Depuis 2019, plusieurs associations porteuses d'un projet de cette nature ont sollicité l'Eurométropole pour une mise en relation avec un bailleur social.
L'Eurométropole contribue également, depuis 2019, au développement de l'habitat inclusif dans les projets des bailleurs sociaux en lien avec l'Agence régionale de Santé et le Conseil départemental du Bas-Rhin (aujourd'hui Collectivité européenne d'Alsace)

► ***Mettre les services de santé au cœur des quartiers d'habitation***
Quatre Maisons urbaines de santé sont implantées dans les quartiers du Neuhof, de Hautepierre, du Hohberg et la Robertsau (Cité de l'Ill). Une cinquième MUS est en projet au Port du Rhin, ainsi que l'extension des MUS de Hautepierre (livraison en 2023) et du Neuhof.

IV - LA DÉLÉGATION FAVORISE L'IMPLICATION ET LA COORDINATION DES ACTEURS LOCAUX AUTOUR D'UNE POLITIQUE DE L'HABITAT PARTAGÉE

1) La DLC a facilité l'implication et la mise en réseau des acteurs locaux

► *Le pilotage de la DLC est organisé*

L'art. II-3 de la convention de délégation prévoit la passation d'un avenant annuel, qui vient définir l'enveloppe de dotation pour chaque année. Conformément à ces dispositions, un avenant est pris chaque année : l'un en début d'exercice qui reprend la dotation prévisionnelle et les objectifs fixés avec l'État ; l'autre en fin d'exercice pour acter la dotation définitive (enveloppe complémentaire incluse) et les objectifs définitifs retenus sur l'année.

Les organes de gouvernance mentionnés dans la convention de délégation de compétence ont été adaptés pour tenir compte au mieux des évolutions et fonctionnements dégagés de manière partenariale avec les services de l'Etat.

Depuis la mise en place de la Grande Région, ce sont les réunions "techniques" organisées par la DREAL ("réunions de concertation" en janvier, mai et septembre), qui permettent de préparer la programmation annuelle et notamment le vote de la répartition des objectifs et enveloppes entre les territoires en CRHH plénier en début d'année. Ce sont donc les services de la DREAL 57 qui organisent les temps de concertation et de remontées sur la programmation de l'année en cours et en préparation de l'année N+1, selon les délais impartis par le Ministère.

Le dialogue de gestion est soutenu tout au long de l'année, à la fois en vue des enquêtes diligentées par la DREAL, mais aussi en continue lorsque des objets spécifiques nécessitent de travailler en lien avec les services de la DDT pour déterminer le montage ou type de financements mobilisables.

Le processus de la programmation annuelle a fait l'objet d'une note établie par les services de la DDT, diffusée en octobre 2019, et qui permet de rappeler les grandes étapes du processus.

Les données SISAL sont gérées et exploitées par la DREAL, à partir des données saisies dans GALION par le délégataire. Un travail de vérification et de fiabilisation de ces données est effectué ponctuellement par le délégataire sur demande de l'Etat (exemple : produits PLAI-A, primes AA, etc.).

► *La délégation s'est accompagnée d'une plus grande mobilisation des autres acteurs, en particulier pour le parc public*

Différentes instances mises en œuvre permettent la mobilisation des acteurs de l'Habitat :

- Les ***Rencontres de l'Habitat*** qui réunissent chaque année l'ensemble des acteurs de l'Habitat, permettent de partager la mise en œuvre de la Politique Habitat de la collectivité ;
- Les objectifs de production de logements, territorialisés dans le cadre du 4ème PLH, ont été repris dans les ***contrats d'objectif*** signés avec les bailleurs. Les comités de liaisons avec les bailleurs : les **réunions inter-bailleurs** (deux fois l'an) ainsi que les **réunions de programmation** en fin d'année avec chaque bailleur sont l'occasion de partager et d'actualiser les objectifs de production de logements sociaux fixés dans le 4ème PLH. Ces réunions permettent entre autre d'actualiser les contrats d'objectifs passés avec la majorité des bailleurs. A noter que le travail avec les bailleurs est facilité par le lien privilégié que la collectivité a su développer avec l'AREAL (**groupes de travail, échanges de données**, etc.).
- Mise en place (en cours) du comité des financeurs sous pilotage de la DDCS.

Ces différentes instances ont été particulièrement développées suite à l'adoption du 4ème PLH en 2009. La délégation a donné la légitimité à la collectivité en tant que chef de file de la politique Habitat menée sur son territoire.

Depuis 2010, la collectivité a par ailleurs développé ses partenariats avec le Conseil Régional afin de pouvoir permettre aux propriétaires de cumuler les aides et d'aller plus loin en termes de travaux énergétiques, et avec le Conseil Général du Bas-Rhin.

Peuvent ainsi être mentionnés en travaux communs voire dispositifs co-portés :

- le « Warm Front 67 » (fonds social d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie en faveur des propriétaires occupants modestes et des propriétaires bailleurs impécunieux réalisant des travaux d'économie d'énergie). L'Eurométropole de Strasbourg est partenaire de ce fonds et participe financièrement à hauteur d'un montant maximum de 15 % des travaux entrepris par les propriétaires de logements et subventionnés par l'Anah et dans la limite d'une enveloppe annuelle de 11 000 euros par an ;
- le Dispositif Départemental D'éradication Du Logement Insalubre Et Non Décent (DDELIND). L'Eurométropole de Strasbourg participe au repérage et au traitement des situations et cofinance le dispositif par le biais d'une subvention annuelle ;
- Le partenariat avec les associations œuvrant (Bureau d'Accès au Logement, SLJ, CSF, CNL, CSPI etc), etc.) dans le domaine du logement PROCIVIS Alsace pour l'avance de subventions et les prêts missions sociales ;
- Les liens avec la CAF avec la réalisation de modules de communication ;
- Le partenariat avec l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) avec la mise en place d'une commission d'attribution des logements disponibles sur la base des propositions faites par des représentants des travailleurs sociaux ;
- Les structures agréées pour l'intermédiation locative dans le parc privé (location/sous-location), dans le cadre du pilotage du PDALHPD et des axes correspondants.

► ***Une articulation avec les projets de renouvellement urbain a été mise en place***

Le service Habitat et les PRU dépendent de la même Direction ce qui facilite les échanges et permet une mise en œuvre partagée de la politique habitat menée sur le territoire. Ainsi, le service Habitat est associé aux travaux de suivi et de sortie des conventions et aux NPNRU.

Un référent PRU a été désigné au sein du service Habitat (Lucie RODES lors de la phase amont à la signature de la convention fin 2019, puis Julie WICKY suite à son arrivée au sein du Service Habitat) tandis qu'un chargé de coordination des PRU (Yannick ROTH) assure un lien privilégié entre les équipes de direction de projet et les autres services thématiques de la collectivité.

2) La DLC s'appuie sur un outillage des acteurs préexistant, mis en place à l'occasion du PLH

► ***Existence d'un outil de programmation par commune ? Lien entre programmation et observatoire ?***
Les bilans annuels des PLH sont l'occasion de partager avec les élus des communes, l'avancement des actions menées et par conséquent l'atteinte des objectifs de production de logement sur le territoire.

Ce bilan « partagé » est réalisé par le service Habitat, qui s'est doté d'outils d'observation interne (suivi des Permis de Construire, suivi administratif et financier du LLS, etc.) en lien avec l'ADEUS qui porte l'Observatoire de l'Habitat.

Ce bilan annuel permet à la collectivité, si nécessaire, de travailler avec les communes et les bailleurs afin de réorienter la production de LLS à venir sur le territoire. Pour en donner une illustration, c'est cette phase de bilan qui a conduit la collectivité à vouloir augmenter la part de PLAI produite chaque année, le PLAI correspondant à 80% du public des demandeurs. Une réflexion est également en cours concernant les grands logements, dont on constate que la production est en baisse, depuis la suppression en 2016 des aides à la production des T5 et +. De même, les phases de bilan permettant de constater que l'effort de rééquilibrage de la production entre villes centres et 1ère / 2e couronne doit se poursuivre. L'équation n'est pas simple cependant, puisqu'au-delà de la question des opportunités et de la disponibilité foncière, force est de constater que la taille des opérations va en décroissant plus on s'éloigne des villes centres, ce qui complique le rééquilibrage quantitatif en nombre de logements (en nombre d'opérations, l'équilibre est plutôt bon, cf. supra).

V – LE DÉLÉGATAIRE A MIS EN PLACE UNE ORGANISATION EFFICIENTE POUR ASSUMER SES NOUVELLES FONCTIONS

1) L'organisation du délégataire dans le cadre de la délégation est efficiente

Un pôle parc public a été mis en place au sein du Service de l'habitat. Il traduit le renforcement des compétences de la collectivité et comprend :

- un chef de projet Parc Public pour le suivi des programmations des bailleurs et des contrats d'objectif
- trois instructrices pour l'instruction des demandes de financement (aides de l'Etat et aides propres, agrément et clôture, aides de la collectivité et garantie des emprunts), préparation des délibérations du Conseil de Communauté, mise en place des conventions APL, avenants, visites d'opération pour contrôler l'avancement et les inscriptions au livre foncier des conventions APL et avenants.
- un comptable (mutualisé au niveau Direction) qui gère les versements des subventions État (du 1er acompte au solde de l'opération).

L'organisation mise en place a permis d'acquérir une meilleure connaissance des opérations de logement social réalisées sur le territoire et d'établir un contact privilégié avec les bailleurs (en particulier avec les chargés d'opération). De ce fait, le pôle parc public, en proposant un accompagnement au montage de dossier (technique, réglementaire, financier), a réussi à s'imposer comme un partenaire clef du logement social sur le territoire.

Cette structuration associée à un effort financier important en termes de subvention explique sans doute l'augmentation très nette du nombre de logements construits depuis la prise de la délégation en 2010 par la collectivité pour le parc public.

Les missions du pôle parc public sont renforcées par un pôle « stratégie de l'Habitat », qui a pour objectif de suivre l'application du 4ème PLH devenu le Volet Habitat du PLU en 2017, coordonner et articuler les différentes politiques publiques et les partenaires (interne et externe à la collectivité), proposer le cas échéant des adaptations, élaborer des stratégies en matière de politique du logement.

Pour le parc privé, de 2010 à 2012, la délégation locale DDT 67 avait en charge :

- l'instruction administrative et financière des demandes de subventions (paiement des subventions, gestion des crédits et instruction des conventions Anah). Il est à noter que les avances de subventions (lorsque le montant est important) doivent être présentées à la CLAH ;
- le conventionnement sans travaux ;
- la mise en œuvre des contrôles et le contrôle sur les engagements
- le suivi des conventions (avec et sans travaux)

En 2013, l'Agence a délégué à la CUS

- le secrétariat des Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH)
- l'organisation de CLAH « techniques » pour les dossiers sans avis de la CLAH et la préparation des dossiers à signature du Président de l'autorité délégataire.

Depuis le 1er janvier 2014, l'Eurométropole de Starsbourg a pris la délégation locale de type 3 :

- l'instruction administrative et financière des demandes de subventions (paiement des subventions, gestion des crédits et instruction des conventions Anah).
- la mise en œuvre des contrôles (dont un minimum de 10 % sur le terrain),
- le suivi des conventions (avec et sans travaux) par le contrôle de 20 % des conventions (vérification de la conformité des baux en cours avec les engagements de la convention, c'est-à-dire niveau de loyer et revenus des locataires).
- le secrétariat des Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH)
- l'organisation de CLAH « techniques » pour les dossiers sans avis des membres de la CLAH ;
- l'organisation de CLAH « plénières » pour les dossiers sans avis des membres de la CLAH ;

Pour assurer ces missions, service Habitat est composé de 3 instructeurs (pour les propriétaires occupants, les propriétaires bailleurs, le conventionnement avec et sans travaux et les dossiers handicap).

La Direction Départementale des Territoires conserve :
- le paiement des dossiers engagés avant le 1er janvier 2014 ;
- L'instruction des demandes d'humanisation des centres d'hébergement (compétences DDT, règlementation Anah)

Depuis le 1er janvier 2016, l'Eurométropole de Strasbourg a pris en charge la délégation concernant l'instruction du conventionnement sans travaux. La DDT conserve la charge du suivi des dossiers de conventionnement sans travaux conclus avant cette date.

En parallèle, fin 2017, l'équipe intervenant sur le parc privé a été modifiée et renforcée pour accompagner la montée en charge sur les différentes thématiques (copropriétés, intermédiation locative, logement vacant, logement indigne…), avec deux chefs de projet :

- un chef de projet dédié à la thématique des copros (POPAC, OPAH, PIA…) ;
- un chef de projet dédié aux autres thématiques/dispositifs (PIG, Logement d'abord, DDELIND, logements vacants….

En 2021, deux nouveaux postes de chefs de projet ont été créés :
- Un concernant la lutte contre le logement vacant ;
- Un concernant la transition écologique en lien avec le plan climat.

Cf. organigramme du service en annexe.

2) L'instruction est structurée mais des procédures particulières pourraient permettre de fluidifier encore davantage la délégation de compétence, notamment pour fluidifier le partage d'informations

La DLC, avec prise d'instruction, a permis d'optimiser le temps d'instruction en supprimant les temps de transition entre administrations et en coordonnant les financements État et EPCI.

La DLC a nécessité que le service Habitat développe également :
- un guide de procédure externe à l'intention des bailleurs : la liste de pièces à fournir pour constituer les dossiers de demande d'agrément, selon le type de produit, la liste des aides. Ce guide est amené à évoluer au tant que de besoin ;
- des formations annuelles destinées aux monteurs d'opération afin de les informer sur l'évolution des dispositifs,
- un guide de procédure interne : agrément, mise en paiement…

Pour l'heure, la signature des agréments continue d'être faite par le Président de la collectivité (pas de délégation de sa signature). De plus compte tenu de la nature des documents concernés (plans notamment), la dématérialisation intégrale de la procédure de dépôt des demandes d'agrément n'a pas encore été envisagée.

Les premiers avenants annuels permettant d'attribuer les enveloppes de crédits logement social et Anah n'ont plus besoin d'être examinés préalablement en conseil avant mise en signature (délégation de signature au VP Habitat mise en place). Ceci permet de démarrer plus rapidement l'année et le travail d'instruction et d'agrément des premiers dossiers.

<u>Les pistes de réflexion pour une optimisation de la délégation dans le cadre de son renouvellement :</u>

- **Concernant les transferts de compétence dans le cadre de la délégation :** plusieurs objets nouveaux ont été confiés au délégataire (conventionnement sans travaux, agrément du logement intermédiaire, gestion des crédits PSH…). Ces transferts de compétence **n'ont pas toujours été précédés des temps de concertation et formation dédiés à même de permettre une prise effective et immédiate de la délégation** dans de bonnes conditions. Le manque de fluidité qui en a découlé a pu affecter à la qualité du service rendu dans la gestion de ces missions, même si les difficultés ont pu être surmontées.

Il semble ainsi important pour préserver la qualité du service public, à la fois de bien anticiper tout changement, mais aussi de prévoir le partage de l'information nécessaire pour tenir une position claire et un discours

explicatif cohérent vis-à-vis des usagers.

Par exemple en 2021, la délégataire a appris en cours d'année que la suppression des agréments logement intermédiaire, sans information ni concertation préalable, et sans connaitre les éléments de motivation permettant de tenir un discours harmonisé vis-à-vis des bailleurs concernés.

En 2020, le modèle d'agrément a été modifié dans ses visas, ce qui nécessitait une mise à jour à effectuer par le délégataire sous GALION, afin d'utiliser le bon modèle en conformité avec les évolutions réglementaires. Le temps que l'Eurométropole s'aperçoive de cette évolution, plusieurs agréments avaient encore été délivrés selon les anciens modèles, c'est-à-dire sans les visas requis. De fait, un lien plus étroit – et peut-être des renforts en moyens humains côté Etat- semble nécessaire entre l'équipe en charge de GALION et le délégataire.

Concernant l'Humanisation des centres d'hébergement, la DDT reste à ce jour compétente, mais sans disposer des moyens humains nécessaires à l'instruction. Si le sujet devait être intégré au champ de la délégation, il importe qu'un temps de concertation, d'explication et de formation préalable soit mis en place. A défaut, la collectivité ne prendra pas la délégation sur cette nouvelle thématique.

En résumé, en tant que délégataire de type III, la collectivité souhaiterait pouvoir être davantage dans le circuit de diffusion des informations utiles à la mise en œuvre de cette délégation. Les sources et textes intervenant en cours d'exercice de programmation pouvant être nombreuses, cela pose aussi la **question de la mutualisation au national du travail de veille, pour le partage d'une information à visée opérationnelle et rapidement appropriable** (temps de formation le cas échéant) par les collectivités délégataires de type III.

- Concernant le rôle des différents niveaux d'interlocuteurs côté Etat (DDT, DREAL Grand Est, bureau PH2, DHUP, ANAH, etc.) :

La pluralité des interlocuteurs côté Etat, mais également le principe en place d'examiner au préalable les sujets au niveau local (en lien avec la DDT67) a pu alourdir ponctuellement le processus de construction et la conduite des projets.

En particulier, la technicité des questions à formuler fait qu'une demande en directe auprès de l'interlocuteur final (ANAH, DREAL Grand Est) pourrait être plus pertinent et plus rapide.

C'est le cas en particulier concernant l'OPAH et les copropriétés (des thématiques plus souvent soumises à des aléas de calendrier ou de déroulement qui nécessitent de s'ajuster régulièrement, tout en maitrisant la réglementation), mais aussi pour le dialogue de gestion : le fait que la DDT (systématiquement en copie des messages) ne soit pas une étape préalable supplémentaire induisant des délais encore plus courts (relecture préalable des remontées) semble nécessaire pour rester dans des délais de traitement acceptables (temps incompressible nécessaire pour faire le lien avec les bailleurs/opérateurs et compiler les données).

> **→ Il serait intéressant qu'une cartographie des acteurs soit partagée, précisant les rôles et missions de chacun, permettant ainsi aux collectivités de pouvoir identifier dans quels cas elle peut porter directement ses interrogations au niveau ANAH / DREAL / autre (DDT en copie).**

- **Concernant l'actualisation du ROD (répertoire d'orientation de la demande)** : toute demande d'actualisation émise par la collectivité génère un temps de traitement important, alors même qu'il s'agit du répertoire qui permet au SEL de rediriger de manière efficiente les propriétaires dans le cadre des procédures dématérialisées mises en place à partir de 2018.

Pour la qualité du service public, et afin de ne pas décourager les propriétaires (difficultés à aller chercher ce public), une optimisation des procédures seraient bienvenue.

Il en va de même pour les mises à jour du site FAIRE.fr, où les demandes transitent actuellement par la Région Grand Est.

Une meilleure identification de la personne en charge en limitant le nombre d'intermédiaires permettraient sans doute d'optimiser les délais. Une ouverture partielle des accès au délégataire pourrait également permettre à la collectivité de reventiler directement les dossiers mal aiguillés entre les dispositifs (s'agissant d'une manipulation nécessaire dans l'outil, sans décision à prendre en opportunité puisque cadré par les dispositifs, il n'y a pas de plus-value à mobiliser la DDT sur ces sujets).

➔ La gestion du ROD pourrait ainsi pour partie être intégré au champ de la délégation.

- **Concernant l'exercice de dialogue de gestion sur le parc privé** : l'outil Act21 déployé au creux de la période estivale 2021 et n'a pas été précédé de temps de formation suffisants. (Erreurs dans les remontées entrainant des temps de régulation en urgence au-delà du calendrier du remontée).

- **Concernant le processus de délégation des enveloppes :** jusqu'en 2018, le dialogue de gestion a permis de rester au plus près de la réalité des besoins remontés par les bailleurs sociaux et de ne pas mobiliser inutilement des crédits, autorisations d'engagements ou agréments.

En prenant en compte les années plus récentes (2019 et 2020), on constate cependant que désormais il faut attendre la signature de l'avenant de fin de gestion pour pouvoir agréer les opérations au-delà des 60% d'AE (autorisations d'engagement) accordés en début d'année suite au CRHH et à la notification des enveloppes et agréments de l'année.

En 2020 en particulier cela conduit à un octroi du solde des AE entre le 20 et le 24 décembre. Cette période est peu propice à la finalisation de l'instruction car les interlocuteurs chez les bailleurs ne sont pas nécessairement disponibles, de même que l'assistance GALION.

- **Concernant les nouvelles aides mobilisables sur les fonds du FNAP d'une année à l'autre** : afin de garantir un effet levier aux aides publiques, au-delà du seul effet d'opportunité, il semble important de tenir compte du temps de développement et de montage des opérations.

Ainsi, que ce soit concernant les primes aux petites typologies, les primes à l'acquisition-amélioration, ou encore les aides débloquées dans le cadre du Plan de relance, il semble important de pouvoir anticiper la mise en place de ces aides, en diffusant l'information suffisamment en amont aux bailleurs sociaux, de manière à ce que cela puisse effectivement leur permettre de réajuster leur programmation (calendrier suffisamment souple). A défaut d'anticiper sur la mise en place de ces aides, une inscription dans un temps long semble nécessaire pour permettre aux bailleurs de s'appuyer effectivement sur les aides ainsi débloquées.

Le temps de l'immobilier est un temps long : seule une visibilité pluriannuelle sur les aides Etat peut permettre aux organismes de se projeter sur une programmation pluriannuelle (plan stratégique de patrimoine) : or, **cette vision pluriannuelle est nécessaire pour permettre la co construction avec les pouvoirs publics (Etat, collectivités…) d'une réelle politique publique de l'habitat sur le territoire.**

Une bonne compréhension et lisibilité sur les critères et conditions de mobilisation des aides est de même évidemment nécessaire, pour ne pas peser sur l'activité des organismes : **les incertitudes pesant sur l'éligibilité aux aides de l'Etat ralentissent sensiblement le montage des opérations et le dépôt effectif des dossiers**, et conduisent les bailleurs à mettre en attente le démarrage des opérations, **en contradiction avec les objectifs visés par les pouvoirs publics d'accélérer la production de LLS**.

Le produit PLAI adapté est un exemple : ce type de produit avec mise en place d'un accompagnement renforcé génère un besoin d'adaptation en interne chez les organismes (équipe dédiée ou bien formation spécifique des équipes de gestion locative en place). Sans visibilité sur le caractère pérenne du dispositif, les efforts d'investissement et d'adaptation ne sont pas initiés.

- **Concernant l'appropriation de l'outil SPLS par les bailleurs sociaux** : un besoin en formation continue et une assistance dédiée semble nécessaire pour accompagner les organismes dans la maitrise et bonne

utilisation de l'outil. En particulier, en cas de changement de dénomination, fusion, etc. les bailleurs ne savent pas toujours qui solliciter pour faire actualiser les données et permettre l'inscription de leurs opérations.

C'est un point de vigilance, surtout dans un contexte où une évolution est envisagée dans la délivrance des agréments, qui repose en partie sur une plus grande mobilisation de l'outil SPLS par les organismes.

CONCLUSION

Axes de travail à maintenir (grandes réussites de la convention de délégation de compétence) :

- Forte production de logements locatifs sociaux, dialogue et suivi étroit avec les bailleurs
- Maintien du fort investissement de l'Eurométropole pour les aides au parc public
- Maintien d'un fort taux de PLAI
- Réalisme des prévisions budgétaires en fin d'années permettant de mobiliser des enveloppes supplémentaires
- Investissement important sur les copropriétés fragiles ou en difficulté et montée en expertise sur l'accompagnement des copropriétés
- Progression notable quantitativement depuis la prise de délégation du conventionnement sans travaux dans le parc privé en social ou très social avec diminution de la part de conventionnement en intermédiaire (recentrage sur le public le plus modeste)
- Développement des logements sociaux orientés vers les personnes âgées et personnes en situation de handicap (volet santé du PLU)

Axes de travail à améliorer :

- Cibler la production de logements sociaux dans les communes en déficit SRU
- Territorialisation des objectifs de création de LLS en lien avec la CIA
- Maintien d'un fort taux de PLAI pour les logements familiaux
- Orientation de la production au regard de la demande, notamment sur les typologies
- Atteinte des objectifs Anah, en particulier pour les logements indignes ou très dégradés
- Renforcement des équipes de suivi animation pour l'instruction des aides au parc privé

Axes de travail à développer :

- **Coordination des acteurs** autour des objectifs de réhabilitation du parc privé : la politique publique de rénovation du parc résidentielle s'inscrit dans un paysage institutionnel riche, où interviennent de nombreux acteurs. Pour la fluidité du parcours usagers et la visibilité des dispositifs mis en place (et donc leur efficacité), un important travail de coordination et d'articulation sera à mener pour harmoniser les discours et garantir la mise en œuvre opérationnelle.
- **Mutualisation des objectifs de production de LLS** dans le cadre de la loi SRU.
- **Mobiliser les observatoires et outils statistiques** de l'Etat pour dégager ensemble les orientations à retenir en réponse aux besoins ainsi identifiés (projection pluriannuelle), partager les retours des enquêtes menées de part et d'autre que ce soit auprès des bailleurs ou autres acteurs du logement.
- Fixer dans la prochaine convention de délégation de compétence des objectifs communs État / délégataire : par exemple sur les objectifs en AA, PLAI-A, logements étudiants, etc.

ANNEXES :

1. Organigramme du Service de l'Habitat
2. Table des matières pour les tableaux, cartes et graphiques
3. Charte VEFA
4. Liste détaillée des opérations annulées ou modifiées suite à la délivrance de l'agrément initial pour le parc public

Organigramme du Service Habitat :



ANNEXE – TABLES DES MATIÈRES - SOMMAIRE TABLEAUX ET CARTES :

TABLEAUX :

Tableau 1 : Bilan quantitatif détaillé par type de produits 2016-2020 – *Source LOGSO actualisé octobre 2021*…….. p 8

Tableau 2 : Répartition géographique par type de financements PLAI/PLUS/PLS/ ANAH – Source LOGSO juin 2021 …….. p 9

Tableau 3 : Répartition géographique en nombre d'opérations pour le parc public – *Source LOGSO juin 2021* ……. p 10

Tableau 4 : Nbre de PLS investisseur sur la période 2016-2020 – *Source LOGSO juin 2021*…… p 15

Tableau 5 *:* Mise en relation offre et demande au regard des typologies – *Source RPLS 2019 et fichier de la demande 2020*……p 16

Tableau 6 : Production 2016-2020 de LLS selon la typologie – *Source LOGSO juin 2021* …….. p 17

Tableau 7 : Demande par typologie – *Source IMMOHWEB 2021*…… p 17

Tableau 8 : Synthèse des primes AA mobilisées sur 2016 -2020 – *Source LOGSO 2021* …….. p 18

Tableau 9 : Répartition de la production de LLS 2016-2020 selon le type d'opération AA-CN-VEFA-ULS – Source : LOGSO juin 2021…….. p 19

Tableau 10 : Bilan quantitatif de la réhabilitation des LLS 2016-2020 + prévisionnel 2021 – *Source LOGSO juin 2021*…… p 21

Tableau 11 : Suivi PSLA – Source LOGSO juin 2021…… p 22

Tableau 12 : Bilan de la délégation ANAH sur le parc privé 2016-2020 : résultats des objectifs propriétaires bailleurs – Source : LOGSO juin 2021……. p 26

Tableau 13 : Bilan 2016-2020 des conventionnement sans travaux – *Source infocentre* …….. p 27

Tableau 14 : Bilan de la délégation ANAH sur le parc privé 2016-2020 : Résultats des objectifs propriétaires occupants – *Source : LOGSO juin 2021*…….. p 27

Tableau 15 : Evolution des impayés sur les copropriétés de l'OPAH – *Source : bilan transmis par l'opérateur de suivi animation*…… p 29

Tableau 16 : Bilan des copropriétés accompagnées dans le cadre des POPAC sur la période 2016-2020 – *Source : tableaux de suivi internes* …… p 31

Tableau 17 : Enveloppes financières mobilisées par l'Eurométropole sur ses fonds propres au bénéfice des opérations de logepment social dans le cadre de ses aides de droit commun sur la période 2016-2020 – *Source : tableaux internes de suivi*…….. p 32

Tableau 18 : Tableau récapitulatif des enveloppes annuelles mobilisées sur les crédits Etat dans le cadre de la délégation (dont MOUS) – *Source : tableaux de suivi interne actualisés au regard des éventuelles annulations*…….. p 33

Tableau 19 *:* Suivi des montants engagés programme 568 et ligne handicap - *Source : tableau de suivi comptable de la Direction…*…… p 33

Tableau 20 : Crédits ANAH mobilisés dans le cadre de la délégation sur la période 2016-2020 – *Source : tableaux de suivi internes…*…….. p 33

Tableau 21 : Prélèvement SRU perçu sur la période 2016- 2020 par année et par commune concernée – *Source : Tableau de suivi interne*..... p 34

Tableau 22 : Aides à la pierre mobilisées sur fonds propres de l'Eurométropole sur la période 2016-2020 pour les communes déficitaires SRU - *Source LOGSO juin 2021…… p 35*

Tableau 23 *:* Aide foncière EmS mobilisée sur la période 2016-2020 - *Source : tableau de suivi du Service Politique foncière et immobilière …….. p 35*

Tableau 24 : Nombre de LLS agréés sur les communes déficitaires SRU sur la période 2016-2020 – *Source LOGSO 2021…… p 36*

Tableau 25 : Récapitulatif par commune des logements conventionnés ANAH propriétaires bailleurs <u>avec travaux</u> / Tableau bilan 2016-2020 sur la base des dossiers <u>engagés</u> / *an - Source : OP@L sur la base des dossiers engagés…… p 37*

Tableau 26 : Nombre de conventionnement sans travaux par commune – Source : infocentre pour les conventions avec prise d'effet sur la période 2016-2020 et « validée » …….. p 37

Tableau 27 : Tableau des objectifs SRU par commune – *Source tableau transmis par la DDT en septembre 2021*…….. p 38

Tableau 28 : Bilan du conventionnement avec travaux – Source : infocentre…….. p 43

Tableau 29 : Bilan du conventionnement sans travaux - *Source : infocentre, requête août 2021 Conventions validées avec date d'effet sur 2016-2020…*…… p 43

Tableau 30 : Bilan des primes volontaristes de l'Eurométropole de Strasbourg – Source : tableau de suivi interne …….. p 43

Tableau 31 : Aides publiques mobilisées pour l'opération RHI Polygone – *Source tableau de suivi interne EmS…… p 45*

Tableau 32 : Programmation opérationnelle du NPNRU - Extrait de la convention NPNRU …….. p 50

Tableau 33 : Bilan du nombre de logements agréés en réhabilitations thermiques sur la période 2016-2020, <u>hors ANRU</u>- *Source : LOGSO 2021…….. p 51*

Tableau 34 : Bilan du Warm Front 2016-2020 sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg -*Source : tableau de suivi interne EmS…….. p 53*

GRAPHIQUES :

Figure 1 : Evolution des types de financement pour le parc public (PLAI/PLUS/PLS) sur la période 2016-2020 – *Source LOGSO juin 2021*…….. p 9

Figure 2 : Répartition géographique en nombre d'opérations pour le parc public - histogramme – *Source LOGSO juin 2021* …… p 10

Figure 3 : Répartition par type de financement et selon les 3 secteurs identifiés au PLUI LLS + ANAH – *Source LOGSO juin 2021*…….. p 11

Figure 4 : Répartition en pourcentage par type de financement LLS + ANAH pour la période 2016-2020 – *Source LOGSO juin 2021*. …….. p 14

Figure 5 : Production de LLS par type de financement - Histogramme 2016-2020 – *Source LOGSO juin 2021*…….. p 14

Figure 6 : Répartition des demandeurs selon les plafonds de ressources par type de financement – *Source Fichier de la demande 2020* ……... p 16

Figure 7 : Répartition de la production de LLS 2016-2020 selon le type AA-CN-ULS-VEFA - *Source : LOGSO juin 2021*…….. p 20

Figure 8 : Histogramme 2016-2020 sur la réhabilitation thermique – Source LOGSO juin 2021…… p 20

CARTES :

Carte 1 : Production LLS + ANAH en nombre de logements (LLS+ ANAH) 2016-2020 – *Source LOGSO juin 2021*…….. p 12

Carte 2 : Nbre de logements LLS + ANAH 2016-2020 par type de financement – *Source LOGSO juin 2021*…….. p 13

CHARTE DE LA PRODUCTION EN VEFA
SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
2017/2018

Préambule :

Depuis 2009, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé une politique ambitieuse en matière de logement locatif social. Le 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) a fixé un objectif de 1 500 logements aidés par an.

Pour parvenir à ce niveau de construction, la collectivité s'est investie de plusieurs manières :

- En créant des opérations d'aménagement d'envergure ;
- En utilisant son droit de préemption ;
- En instaurant un dialogue et une concertation avec les acteurs du logement privés et publics.

Ainsi sur la période 2009/2015, les résultats sont les suivants :

- 299 opérations de logements locatifs sociaux neufs, pour une production de 7 816 logements :
  → 116 opérations en VEFA (39 %) pour au total 2 687 logements (34 %) ;
  → 183 opérations en construction neuve en régie (5 129 logements).

La proportion des opérations en VEFA est à peine supérieure à la moyenne nationale. Celles-ci permettent de faire du logement locatif social sur des secteurs tendus.

Toutefois, en concertation avec les bailleurs sociaux, l'Eurométropole de Strasbourg préconise prioritairement la maîtrise d'ouvrage directe. Pour se faire, les opérations d'aménagement sont conçues dans cet esprit et la possibilité de faire des permis valant division parcellaire se développe.

Aujourd'hui, avec les nouvelles exigences en matière de logement social de la loi Dufflot (relèvement de 20 à 25 % de la part exigible de logements locatifs sociaux sur le territoire des communes soumises à l'article 55 de la loi SRU), l'effort de construction de logements aidés doit continuer.

Pour cela, l'Eurométropole de Strasbourg s'est doté d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) qui intègre le programme local de l'habitat.

En termes de production, un objectif de 1 100 logements locatifs sociaux est posé. Pour y parvenir, des secteurs de mixité sociale (SMS) ainsi que des emplacements réservés de mixité sociale (ERMS) ont été mis en place afin d'obtenir une répartition territoriale en adéquation avec les demandes des usagers.

L'Eurométropole de Strasbourg et les bailleurs sociaux préconisent en priorité la production de logements sociaux en maîtrise d'ouvrage directe. Toutefois**,** l'application du PLUI pourra se faire au travers de vente en VEFA, dans le respect de l'article 30 du décret n°2016-30 du 26 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Afin de permettre l'usage aisé de ces demandes réglementaires, les bailleurs sociaux et l'Eurométropole de Strasbourg ont décidé d'élaborer la présente charte, qui a pour objet de :

- Définir précisément un produit socle.

Puis,

- Déterminer une valeur pour les cessions en VEFA aux bailleurs sociaux en fonction des différents territoires de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les objectifs de cette charte sont les suivants :

- Amener un niveau d'information équitable à tous les acteurs privés du marché immobilier. Les promoteurs et aménageurs pourront ainsi engager des négociations foncières en connaissant la péréquation à faire entre les deux types de programmation.

- Eviter la tentation inflationniste qui pourrait apparaître dans certains secteurs avec des opérations en diffus, tant chez les bailleurs sociaux que chez les promoteurs immobiliers.

1. Définition du logement

Le logement type a une taille moyenne de 63 m² de surface habitable ± 5%.

1.1 Prestations de base

Il devra respecter a minima les prestations suivantes, ci-après dénommées.

Le cahier des charges techniques pour les logements familiaux (hors produits spécifiques) :

PRESTATIONS	
Logements	
Sols	Pièces sèches : Revêtement en PVC U2SP3 sur chape Pièces humides : Carrelage (30 cm X 30 cm minimum) sur chape Choix dans une gamme de 15 propositions minimum Plinthes en bois
Murs / peintures	Pièces sèches : Projection fibreuse (type Praya ou équivalent) Pièces humides : Projection fibreuse + peinture adaptée aux pièces humides
Murs / faïence	Faïence à 2 m au-dessus du sol dans l'emprise de la baignoire, douche et retours Crédence dans salle de bain et cuisine au-dessus des équipements Choix dans une gamme de 15 propositions minimum
Salle de bain	Simple vasque Douche 90X90 (minimum) avec paroi, ou baignoire à partir du T3 Meuble hydrofuge 70 cm avec lavabo encastré, miroir, éclairage
Cuisine	Évier inox/meuble = 1,40 m Meuble sous évier hydrofuge + évier en inox
Placards	Ils seront équipés 1/3 placard 2/3 penderie + portes
Portes palières	Porte certifiée A2P**, 37 dB minimum, finition stratifiée Serrures 3 points
Terrasses - balcon	Garde-corps opaques Finitions qualitatives du sol (carrelage, dalles…)
Comptage	Manchettes pour le comptage de tous les fluides Eau : manchettes compatibles avec les préconisations du concessionnaire en vue de l'individualisation des contrats de fourniture d'eau
Réception TV	Antenne TNT ou raccordement réseau câblé
Parties communes	
Porte d'accès au hall	Système de sécurisation des résidences / contrôle d'accès Porte d'entrée dans hall proscrite en PVC
Hall	Traitement à soigner sur la base d'une proposition d'un projet de décoration
Sols	Revêtement de sol en PVC U3P3 (minimum) En cas d'ascenseur, escalier de service avec peinture au sol anti-poussière
Murs	Couloirs horizontaux: Fibre de verre pour les couloirs horizontaux Cages d'escalier: Projection fibreuse (type Praya ou équivalent)
Eclairage	Luminaires sur détecteurs de présence
Local entretien	Local avec point d'eau froide et chaude

Sécurité	Tableau affichage + plan d'évacuation + Extincteurs + bac à sable dans les sous-sols DAAF dans les logements

Ce niveau minimal de prestations est commun à tous les bailleurs signataires de la présente charte.

Un plan de vente intégrant une proposition d'aménagement (meubles + radiateurs + équipements) sera fourni pour chaque logement (au 1/50ème).

1.2 Performance énergétique

Les logements vendus en VEFA devront avoir une performance énergétique ou environnementale supérieure à la réglementation actuelle RT2012 -15 %.

Le label NF Habitat certifiera ce niveau de performances. Il devra être inclus dans le prix de vente, sauf demande contraire du bailleur social, auquel cas une moins-value sur le prix de vente sera appliquée.

1.3 Tableau des prestations thématiques

Le bailleur inclura dans son opération jusqu'à 8 thématiques sur 9 et jusqu'à 2 items par thématique :

THÉMATIQUE 1 : RANGEMENT **Limiter l'encombrement de l'espace et faciliter l'aménagement des logements**		
Rangement et accès facile aux objets du quotidien	☐	Surface totale de rangements supérieure ou égale à 3 % de la surface habitable
	☐	Présence d'un cellier dans le logement (à partir du T3)
	☐	Aménagement des placards (de plus de 90 cm de large) : tringle sur 2/3 de la longueur et étagères sur le tiers restant
Stockage des Objets à usage occasionnel	☐	Cave fermée et sécurisée et/ou cellier sécurisé sur coursive, palier ou en rez-de-chaussée d'immeuble
THÉMATIQUE 2 : AGENCEMENT **Produire des logements intelligents et fonctionnels pour une meilleure appropriation**		
Espace optimisé et adapté aux modes de vie	☐	Présence de rangements de grande surface (cellier ou placard de plus de 90 cm de large) dans l'entrée ou le dégagement
	☐	Logement évolutif (ajout de surface, fusion ou séparation de pièces, basculement de pièces d'un logement à l'autre)
Espace clairement délimité	☐	Aucune chambre commandée par le séjour (à partir du T3)
	☐	Délimitation visuelle séjour/cuisine : cuisine fermée ou délimitée par un plan bar ou une demi-cloison

Cuisines et salles d'eau équipées	☐	Ensemble cuisine + salle de bains permettant l'installation d'au moins 4 appareils (5 à partir du T4), évier non compris, et surface de plan de travail supérieure ou égale 1,5 m linéaire dans la cuisine (à partir du T3)
THÉMATIQUE 3 : CONFORT **Créer des logements agréables à vivre**		
Bien-être au quotidien	☐	Protections solaires extérieures de type pergola, persienne, casquette…
	☐	Sèche serviettes dans la salle d'eau
	☐	Programmateur (s) pour les logements
Confort et qualité de vie	☐	Eclairage naturel dans la salle d'eau
	☐	Logements multi orientés (à partir du T3)
	☐	Cloisons intérieures de 70 mm minimum sur les parois des chambres, avec isolant phonique
THÉMATIQUE 4 : ESPACES EXTÉRIEURS PRIVATIFS **Créer des espaces extérieurs comme un prolongement du « chez-soi »**		
Appropriation des espaces extérieurs privatifs	☐	Profondeur minimale des balcons et terrasses : 1,80 m, et jardin privatif pour les logements en rez-de-chaussée
	☐	Espaces extérieurs équipés d'un dispositif d'éclairage et d'au moins une prise électrique
	☐	Espaces extérieurs équipés d'une arrivée d'eau et/ou récupérateur d'eau pluviale individuel (uniquement si présence d'un jardin)
	☐	Aucune évacuation d'eau vers les balcons inférieurs et vers les circulations
	☐	Rangement extérieur pour jardin
Intimité	☐	Retour occultant (pare vue, voile béton…) sur les balcons et terrasses permettant de recevoir un séchoir ou un espace de stockage
THÉMATIQUE 5 : ESPACES COMMUNS **Proposer des espaces annexes fonctionnels et conviviaux**		
Convivialité et le vivre ensemble	☐	Eclairage naturel dans les halls d'entrée et/ou les cages d'escalier
	☐	Présence d'un sas d'entrée (double porte)
	☐	Création de jardins potagers partagés et/ou composteur collectif
	☐	Buanderie commune et/ou étendoirs partagés
Respect de l'intimité	☐	Coursives déportées avec espaces appropriables et/ou paliers semi-privatifs équipés de rangements
Gestion des déchets	☐	Local ordures ménagères avec entrée séparée des circulations, non mitoyen d'un logement et donnant prioritairement sur l'extérieur
THÉMATIQUE 6 : STATIONNEMENT **Offrir des solutions adaptées à tous les types d'usagers**		
Deux roues et	☐	Local sécurisé en rez-de-chaussée (pas en sous-sol), équipé de systèmes d'attaches

poussettes	☐	Stationnement spécifique dédié aux deux-roues motorisés
	☐	Borne de recharge pour vélos électriques
	☐	Local pour les poussettes
Véhicules	☐	Box fermé largeur intérieure minimale 2,5 m
	☐	Arceaux pour les stationnements à privatiser
THÉMATIQUE 7 : QUALITE DE VIE DANS LES LOGEMENTS **Soigner la qualité sanitaire des logements**		
Ventilation	☐	Validation des installations de ventilation par un « DIAG VENT »
Qualité de l'air intérieur	☐	Etiquette COV : A et A+ pour l'ensemble des matériaux hors meubles
Qualité de l'eau	☐	Mise en place d'un adoucisseur d'eau
THÉMATIQUE 8 : LOGEMENTS ADAPTES A LA PERTE D'AUTONOMIE **Faciliter le maintien dans le logement des personnes en perte d'autonomie pour 10% des logements**		
Salle de bains / sanitaires	☐	- Douches à fond plat - Equipements sanitaires adaptés (WC surélevé, lavabos adaptés,…) - Renforcement des cloisons pour pose de barre de maintien - Sols non glissants dans les pièces humides
Circulations	☐	- Cheminement lumineux entre les chambres et les pièces humides (interrupteurs lumineux) - Détecteur de présence pour les lumières des circulations
Pré équipement domotique	☐	- Volets roulants électriques - Conception de l'installation électrique des logements facilitant la mise en place ultérieure de domotique
THÉMATIQUE 9 : QUALITE CONSTRUCTIVE ET DURABILITE DES MATERIAUX		
Matériaux	☐	Isolation par l'extérieur
	☐	Epaisseur de dalle minimum 20 cm
	☐	Cloisons de distribution minimum 72 mm avec laine de verre de 45 mm pour les pièces principales
	☐	Cloisons de distribution minimum 96 mm avec laine de verre de 70 mm pour les pièces de service
	☐	Qualité de la couverture (terre cuite 1er choix…)

2. La territorialisation des prix de VEFA sur l'Eurométropole de Strasbourg

Comme indiqué précédemment, la valeur de base du contrat VEFA est liée à sa localisation géographique.

Quatre zones ont ainsi été définies en fonction du besoin en logement locatif social qu'elles génèrent et des charges foncières qui s'y pratiquent :

- Secteur 1 : Strasbourg zones SMS au plus 25 % de LLS

- Secteur 2 : Strasbourg zones SMS au moins 35 % de LLS

- Secteur 3 : Communes 1ère couronne (Bischheim, Eckbolsheim, Hœnheim, Illkirch Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald et Schiltigheim)

- Secteur 4 : Communes 2ème couronne (les autres communes de l'Eurométropole de Strasbourg)

Il est à noter que les opérations VEFA se situant en ZAC, dans une opération d'aménagement ou de lotissement sont concernées par ces valeurs de prix VEFA.

3. Les prix de VEFA

La valeur maximale de référence avant modulation du prix de VEFA est de 2 100 €HT/m² Shab.

Ce prix maximum est modulé suivant les secteurs de la façon suivante :

- Secteur 1 : 1 950 € le m² Shab HT

- Secteur 2 : 2 100 € le m² Shab HT

- Secteur 3 : 2 100 € le m² Shab HT

- Secteur 4 : 2 100 € le m² Shab HT

Les valeurs ainsi obtenues constituent les **valeurs VEFA de référence**. Une tolérance sera acceptée par la collectivité de manière à prendre en compte les spécificités de chacun des opérateurs sociaux et privés, dans une limite ne dépassant pas 4 % de la valeur ci-dessus et se justifiant par les éléments suivants :

- Prestations hors normes type domotique à usage de personnes âgées
- Résidence personnes âgées ou étudiants (multiplication des petits logements).

Toute justification sera à l'appréciation de l'Eurométropole de Strasbourg lors de la demande d'agrément.

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de ne pas financer les opérations VEFA qui dépasseraient les limites ci-dessus exprimées.

4. Echéancier des paiements pour la VEFA

STADE	ECHEANCE	ECHEANCE CUMULEE
Achèvement des fondations	35 %	35,00 %
Achèvement du plancher haut du rez-de-chaussée	10 %	45,00 %
Mise hors d'eau	15 %	60,00 %
Achèvement cloisons et remise plans de vente (EXE)	20 %	80,00 %
Achèvement	15 %	95,00 %
Levée des réserves	3 %	98,00 %
Remise de l'attestation de conformité	2 %	100,00 %

Cet échéancier est indiqué à titre informatif et pourra faire l'objet de modifications propres à chaque contrat VEFA.

5. Gouvernance

Un comité de suivi de la charte de production en VEFA est mis en place et piloté conjointement par l'Eurométropole de Strasbourg et l'AREAL.

Il se réunira chaque année afin de constater les prix de VEFA pratiqués, de relever les problèmes ou distorsions qui pourraient surgir, afin d'adapter au mieux les objectifs inscrits dans cette charte.

Afin d'alimenter l'observatoire des prix, les bailleurs sociaux devront transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg la délibération de leur Conseil d'administration approuvant le prix de VEFA en €/m²Shab, en distinguant l'acquisition des PLS et celle des PLUS-PLAI, et en précisant le nombre de places de parkings sous-sol qui y sont rattachées. Un accord de principe de l'Eurométropole de Strasbourg pourra être établi au préalable, sous réserve de la fourniture d'un dossier complet permettant sa rédaction.

Ce document sera obligatoire pour l'obtention de toute décision de financements et/ou agréments délivrés par l'Eurométropole de Strasbourg, qui en contrôlera les montants en cohérence avec les éléments inscrits dans la présente charte.

6. Durée de validité

L'application de cette charte s'effectuera sur la période du 30 septembre 2017 au 31 décembre 2018.

Dans le cadre du bilan annuel présenté au sein du comité de suivi tel que défini au point 5, et si des évènements importants modifiant les équilibres économiques et sociaux survenaient pendant cette période, les modalités d'application de cette charte pourraient être revues.

Signataires :

L'Eurométropole de Strasbourg représentée par son Vice-président en charge de l'Habitat, Monsieur Syamak AGHA BABAEI,

L'AREAL représentée par son président, Monsieur Denis RAMBAUD,

Les bailleurs sociaux, à savoir :

Tableau des opérations annulées ou modifiées dans leur consistance initiale à la suite de la délivrance de leurs agréments pour le parc public :

Ce tableau permet d'expliquer les écarts constatés entre les extractions SISAL transmises par les services de l'Etat, les chiffres figurant dans les avenants annuels signés chaque année, et les extractions de la base de données LOGSO de l'Eurométropole actualisées à octobre 2021 (tableau 1).

Les données SISAL ne prennent pas en compte les opérations annulées ou modifications ultérieures à l'agrément apportées à la consistance des opérations.

De même, les avenants comportent les données à un instant « t », lors de la phase de bilan annuelle, mais ne tiennent pas compte des possibles évolutions ultérieures, ni des recyclages de crédits (les opérations annulées en année N, peuvent donner lieu en N+1 à un recyclage des agréments et crédits qui dès lors n'émarge pas à l'avenant en année N+1).

Ces différences constatées à l'occasion du bilan de la délégation ont permis de mettre en lumière l'intérêt du tableau de suivi interne à la collectivité, qui permet ainsi de compléter la vision fournie par SISAL et par les avenants annuels.

Ainsi, au-delà de la « photo » prise chaque année lors du bilan sur le nombre d'agréments délivrés, cela permet d'avoir une visibilité sur la vie des opérations, qui parfois évoluent suite à la délivrance de l'agrément.

Ces évolutions peuvent tenir à plusieurs facteurs :

- Désistement de l'acheteur (PLS investisseur) ;
- Opération globale abandonnée par le promoteur (VEFA) ;
- Changement de position de la commune (suite changement équipe municipal), conduisant à un re-questionnement de la consistance des opérations ;
- Difficulté à dégager un équilibre économique au regard de nouvelles contraintes apparues suite à la délivrance de l'agrément ;
- Permis de construire annulé (attaqué) ;
- Difficulté technique apparue par la suite et rendant impossible la réalisation de l'opération.

Pour chacune des opérations, le tableau joint en annexe précise l'origine des ajustements / annulations.

Enfin, à signaler un autre décalage entre SISAL et la base de suivi « LOGSO » interne à la collectivité : Les données SISAL n'intègrent pas l'opération n°2018-149 portée par la Foncière Logement correspondant à 10 logements conventionnés PLS sans agrément, conformément à la circulaire du 25 mars 2009 relative aux modalités de prise en compte des opérations de réalisations par l'Association Foncière Logement de logements faisant l'objet d'une convention ouvrant droit à l'APL (article 102 loi 2006-0872 du 13 juillet 2006).

Pour le suivi, l'opération figure dans la base LOGSO, ce qui permet là aussi de compléter la vision sur la programmation de droit commun réalisée sur la période.

Référence	Année d'agrément	Bailleurs	Commune	Adresse	Consistance de l'opération	PLUS	PLAI	PLS	PALULOS	Montant subvention Etat	Montant Subvention EmS	Année d'annulation	Observation / motif de l'annulation / date d'un nouvel agrément
2016-030	2016	**HDI**	ILLKIRCH	rue le Corbusier	**VEFA**	15					75 000,00 €	**non**	sera ajusté à la clôture car = opération modifiée en 2019 dans sa consistance : 26 PLUS deviennent 11
2016-063	2016	ADOMA	STRASBOURG	La Couronne	AA		4			30 000,000 €	36 000,00 €	2019	Problèmes techniques rendant impossible la réalisation de l'opération en l'état.
2016-070	2016	I3F	STRASBOURG	avenue François Mitterrand	VEFA	20	15			125 300,000 €	175 000,00 €	2019	Opération abandonnée par I3F car prix de VEFA trop cher, mais reprise par HM en CN directe - **recyclaqe des crédits ETAT pour 112 500 € (les 12 800 € de différence correspondent aux petits logements, qui ne sont plus subventionnés)**
2016-115	2016	ADOMA	STRASBOURG	La Couronne	REHAB				17		45 050,00 €	2019	Problèmes techniques rendant impossible la réalisation de l'opération en l'état.
2016-038	2016	BNE	STRASBOURG	rue Saint Charles	CN	6				13 600,00 €	170 000,00 €	non	agrément initial sur 40 PLUS revu à la baisse à 34, soit annulation pour 6 PLUS qui interviendra à la clôture
2017-013	2017	Nouveau Logis de l'Est	LINGOLSHEIM	rue des Vignes	VEFA	19	8			60 000,00 €	129 000,00 €	2019	Opération abandonnée par promoteur suite recours permis
2017-037	2017	HABITATION MODERNE	STRASBOURG	2/4 rue de Stockholm	AA	30	12			90 000,00 €	135 000,00 €	2019	Au regard de l'évolution du contexte économique induit par la loi de finances de 2018, décision a été entérinée de renoncer au conventionnement de ces logements.
2017-039	2017	HABITATION MODERNE	PLOBSEIM	rue du Moulin	VEFA	6	3			22 500,00 €	45 000,00 €	2019	Opération abandonnée par le promoteur HM a racheté le terrain et passe par un contrat de promotion immobilière lui imposant de revoir tout le projet. **RECYCLAGE DES CREDITS ETAT**
2017-104	2017	ADOMA	STRASBOURG	rue Welsh	CN		158			1 185 000,00 €	1 422 000,00 €	2019	opération reportée l'année suivante et repensée en pension de famille (2018-103) et en résidence sociale (2018-070)
2017-142	2017	HABITATION MODERNE	STRASBOURG	2/4 rue de Stockholm	AA			82				2019	Au regard de l'évolution du contexte économique induit par la loi de finances de 2018, décision a été entérinée de renoncer au conventionnement de ces logements.
2017-174	2017	PLS inv	STRASBOURG	rue des petites Fermes	CN			1		- €	- €	2018	Décision d'annulation signée dans GALION
2018-062	2018	VILOGIA	OBERHAUSBERGEN	rte de Saverne	CN	2	1			45 000,00 €	54 000,00 €	non	ajustement à la côture puisque maintien de 6 et 6 contre 8 et 7 initialement
2018-142	2018	OPHEA	STRASBOURG	rue du GAL Picquart	VEFA	27	12			90 000,00 €	189 000,00 €	2019	Opération revue à la baisse soit 9 PLUS 4 PLAI donc demande d'annulation RECYCLAGE 90 000 € mais nouvelle op pour 30 000 €
2018-143	2018	OPHEA	STRASBOURG	rue de la Musau - SOPREDI 2	VEFA	8	4			30 000,00 €	60 000,00 €	2019	Nouvelle oppotunité sur le foncier, échange de bâtiment avec le promoteur pour un bâtiment avec + de logement, nouvel agrément en 2019 RECYCLAGE 30 000 € mais nouvelle op pour 52 500 €
2018-169	2018	SCI VZ HABITATION	LINGOLSHEIM	Rue Maria Callas	VEFA			1				2019	Vente non réalisée. Convention APL PLS investisseurs non rendu opposable et donc annulé : 67 N 3 1 18 12 488 0569
2018-170	2018	SCI VZ HABITATION	LINGOLSHEIM	Rue Maria Callas	VEFA			1				2019	Vente non réalisée. Convention APL PLS investisseurs non rendu opposable et donc annulé : 67 N 3 1 18 12 488 0570

2018-171	2018	SCI VZ HABITATION	Ostwald	INNOVEA	VEFA			1			2019	Vente non réalisée. Convention APL PLS investisseurs non rendu opposable et donc annulé : 67 N 3 1 18 12 488 0571
2018-172	2018	SCI VZ HABITATION	OSTWALD	INNOVEA	VEFA			1			2019	Vente non réalisée. Convention APL PLS investisseurs non rendu opposable et donc annulé : 67 N 3 1 18 12 488 0572
2018-125	2018	DOMIAL	STRASBOURG	Ilot Coop	VEFA	8	6	0	45 000,00 €	78 000,00 €	2021	remodelage suite à la demande de l'architecte et plus le projet de la maison des syndicats.
2018-100	2018	DOMIAL	STRASBOURG	Ilot Coop	AA	0	0	3	- €	- €	2021	Surcoûts rencontrés (raccordement aux réseaux et dégradations du batiment).
2018-150	2018	DOMIAL	SCHILTIGHEIM	Friche Fischer	VEFA	0	0	26	- €	- €	2021	Le promoteur ADIM EST se retire du projet (pas d'équilibre financier) du aux différentes évolution en 2018 et 2019. Reprise par Vilogia ?
2018-140	2018	DOMIAL	SCHILTIGHEIM	Friche Fischer	VEFA	30	18	0	135 000,00 €	252 000,00 €	2021	Le promoteur ADIM EST se retire du projet (pas d'équilibre financier) du aux différentes évolution en 2018 et 2019. Reprise par Vilogia ?
Total						**171**	**241**	**116**	**1 871 400,00 €**	**2 865 050,00 €**		

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Strasbourg.eu
eurométropole

Avenant n°3 dit de fin de gestion pour l'année 2022 à la convention de délégation de compétence 2022-2027 pour le logement locatif social

entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Mme Suzanne BROLLY, Vice-Présidente à l'Habitat, habilité à signer les présentes en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 15 juillet 2020.

et

L'Etat, représenté par Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la Région Grand Est, Préfète du Bas-Rhin,

Vu la convention de délégation de compétence signée en date du 04 juillet 2022,

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 15 juillet 2020 autorisant le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant à signer les avenants à la convention de délégation de compétence,

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment l'article L. 301-5-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement du 21 février 2022 sur la répartition des crédits et les orientations de la politique de l'habitat ;

Vu les objectifs de la nouvelle convention de délégation de compétence 2022-27 et les avenants n° 1 et 2 pour l'année 2022 ;

Vu la notification des dotations et objectifs relatifs aux parcs public et privé pour l'année 2022 de la préfète de région en date du 13 avril 2022 ;

Vu la notification de la DREAL Grand Est de la dotation complémentaire en objectifs et enveloppes du Plan de relance du 04 mai 2022 et du 04 juillet 2022 ;

Vu la confirmation des dotations et objectifs définitifs relatifs au parc public pour l'année 2022 en date du 22 décembre 2022 ;

Il a été convenu ce qui suit :

.Article 1 - Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de fixer les objectifs définitifs de réalisation et les montants des crédits d'aide à la pierre mis à la disposition du délégataire par l'État pour le financement du parc locatif social pour l'année 2022.

Article 2 – Les objectifs quantitatifs pour 2022

La répartition des objectifs 2022 est déclinée en fonction des priorités nationales.

Les objectifs de réalisation pour le développement et la diversification de l'offre de logements sociaux en 2022 sont les suivants :

La réalisation par construction neuve d'un objectif global de **698 logements locatifs sociaux** (*objectif initialement prévu 877)* dont *:*

- **414 PLAI** (prêt locatif aidé d'intégration) comprenant 12 PSH (produit spécifique d'hébergement) *au lieu de 528 initialement*, **dont 38 PLAI Adaptés**,
- **124 PLUS** (prêt locatif à usage social) *au lieu de 230 initialement*,
- **160 PLS** (prêt locatif social) *au lieu de 119 initialement*

Auquel s'ajoute un objectif de **138 primes AA** (primes pour l'acquisition amélioration).

A noter que cette répartition intègre le réengagement de 2 opérations 2021 pour 7 PLAI, 18 PLUS et 25 primes AA.

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les logements prévus par les conventions de rénovation urbaine et financés par l'ANRU.

Article 3 – Modalités financières pour 2022

Article 3.1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'État pour le logement locatif social (BOP 135 ACAL)

L'enveloppe prévisionnelle 2022 figurant dans la convention de délégation de compétence 2022-2027 est révisée. Le montant définitif de droits à engagements pour l'année 2022 est fixée à **4 126 660,-€** pour le logement locatif social dont :

- **3 312 920,-€** pour le financement du logement locatif social (395 PLAI à 8 016 € - 12 PSH à 7 550 € et 7 PLAI recyclage opérations 2021 à 8 000 €)

- **534 000,- €** pour le financement des primes AA (30 primes à 5000€ + 84 primes à 4000€ + 24 primes à 2000€ ; dont 125 000 € issus du recyclage des opérations 2021 (25 primes à 5000€))

- **279 740,- €** pour le financement de 38 PLAI adaptés (subvention complémentaire), dont 13 PLAI-A en logement ménage (1 PLAI-A x 13 980 € et 12 PLAI-A x 10 480 €) et 25 PLAI-A en produits spécifiques (25 PLAI-A x 5 600 €).

Un 1er acompte de droits à engagement de **2 976 921,60 €**, soit 60 % de l'enveloppe prévisionnelle 2022 de la convention de délégation de compétence 2022-2027, a été engagé selon la répartition suivante :

-> 2 718 513,60 € en Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours n°1-2-00479 « FNAP Opérations nouvelles »

-> 258 408,- € en Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence : Fonds de concours 1-2-00480 « PLAI adaptés »

Le solde de droits à engagement de 1 149 738,40 € sera à engager au titre du présent avenant. Ce montant est réparti comme suit :

- **1 128 406,40,-€** Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours n°1 -2-00479 « FNAP - Opérations nouvelles » pour le financement du logement locatif social, [3 846 920,-€ (montant définitif de droits à engagements 2022) – 2 718 513,60,- € (acompte 2022)]

- **21 332,-€** Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours n°1 -2-00480 « FNAP – PLAI adaptés» [279 740,-€ (montant définitif de droits à engagements 2022) – 258 408,- € (acompte 2022)]

Article 3-2 - Moyens mis à la disposition du délégataire par l'État pour le logement locatif dans le cadre du plan de relance (BOP 135 RGES)

Dans le cadre des moyens alloués au plan de relance (BOP 135 RGES), volet 2022, une dotation régionale spécifique de 17 781 682,-€ en Autorisations d'engagement a été affectée pour le financement d'opérations de restructuration lourde couplées à une rénovation énergétique, ou d'opérations de rénovation énergétique seule relevant des étiquettes F, G du diagnostic de performance énergétique.

Le principe de répartition a été validé en pré-CAR du 26 avril 2022 : dossiers déposés avant le 1er juillet 2022 et ordre de service avant le 31 décembre 2022 tout en veillant à l'équilibre territorial et entre bailleurs.

Une dotation de 2 112 000,-€ en autorisation d'engagement a été allouée au délégataire, à la signature de la convention de délégation de compétence 2022-2027, pour une rénovation de 211 logements à hauteur d'un montant moyen de subvention de 10 000,- € par logement.

Compte tenu de la modification de la programmation, l'enveloppe prévisionnelle de la convention a été révisée par deux fois (avenant N°1-2022,avenant N° 2-2022) ramenant le montant définitif de la dotation à 552 000,- € pour une rénovation de 36 logements dans le cadre d'opérations de restructuration lourde couplées à une rénovation énergétique et pour une rénovation de 96 logements dans le cadre d'opérations de rénovations énergétiques seules.

Article 3.3 : Autres actions financées

A cette dotation s'ajoute une enveloppe de droit à engagement de :

- **54 700,- €** (Autorisations d'engagement typées Fonds national des aides à la pierre : référence Fonds de concours FNAP n°1 -2-00479) dédiés au financement d'actions d'accompagnement (BAL St Charles à Strasbourg - 25 000,-€ et MOUS Terrain familial gens du voyages - 29 700,- €) à engager à la signature du présent avenant.

Article 3.4

Le règlement des droits à engagements pour le logement locatif social ainsi que pour les actions d'accompagnement sera effectué selon l'article II-5-2 de la convention de délégation susvisée, qui se rapporte aux conditions de mise à disposition du délégataire des crédits de paiement.

Article 4 – Publication

Conformément à l'article VI-7 de la convention, le présent avenant fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et du délégataire.

Fait en 2 exemplaires, à Strasbourg, le 30. 11. 2022

LA PREFETE DE LA REGION GRAND EST
PREFETE DU BAS-RHIN
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Mathieu DUHAMEL

LA VICE PRESIDENTE AU LOGEMENT
DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Suzanne BROLLY

Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur

LE VOLET HABITAT DU PLU DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG : QUEL BILAN ET QUELS EFFETS APRES 3 ANS DE MISE EN ŒUVRE ?

12

MOIS 202X

THÉMATIQUE



Un bilan – évaluation du volet habitat du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg a été réalisé en 2021. Dans le contexte d'une nouvelle mandature et trois ans après l'entrée en vigueur du PLU, ce bilan – évaluation avait pour objectifs de mesurer les effets des actions mises en œuvre et accompagner la mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route.

Les analyses ont été ciblées sur les deux thématiques majeures qui fondent le « noyau dur » de la politique habitat : la production neuve et l'amélioration/ mobilisation du parc ancien.

Ce travail de bilan-évaluation est une première étape dans l'évaluation du PLU, celle-ci se poursuivant sur les autres thématiques du PLU (foncier, mobilités, …).

Plusieurs questions ont été au cœur de ce bilan – évaluation :

- Les objectifs de production de logements et d'amélioration du parc ancien ont-ils été atteints entre 2017 et 2020 ?
- Quelle adéquation entre l'offre (récente et ancienne) et les besoins des ménages en mobilité résidentielle ?

Plusieurs étapes de concertation ont été organisées dans le cadre de cette démarche, avec l'organisation de deux séminaires : un séminaire avec les communes en juin 2021 et un avec les partenaires en janvier 2022.

Problématique : **970** caractères espaces compris **maxi**

Les objectifs de production de logements ont-ils été atteints entre 2017 et 2020 ?

Les objectifs définis dans le PLU :

- Produire une offre suffisante pour maintenir la population et attirer de nouveaux habitants (3 000 logements/ an)
- Répartir de manière équilibrée cette production nouvelle sur l'ensemble du territoire (60% hors Strasbourg)
- Mettre en œuvre une démarche de mutualisation des objectifs de production des logements locatifs sociaux (1 100 logements sociaux/ an)
- Proposer une gamme diversifiée de logements, pour couvrir l'ensemble des besoins

Des objectifs quantitatifs ambitieux définis dans le PLU

Des objectifs ambitieux en termes de production de logements ont été définis dans le PLU (cf. encart ci-dessus), qui s'inscrivent dans la continuité des précédents PLH, afin, d'une part, de **répondre aux besoins des ménages** actuels et futurs, et d'autre part, pour permettre à l'Eurométropole de Strasbourg de **conserver et renforcer son rôle dans le département et son attractivité**. Il s'agissait également de **développer l'offre en logements abordables** qui conviennent aux aspirations des ménages et plus particulièrement des ménages modestes.

Des objectifs quantitatifs atteints

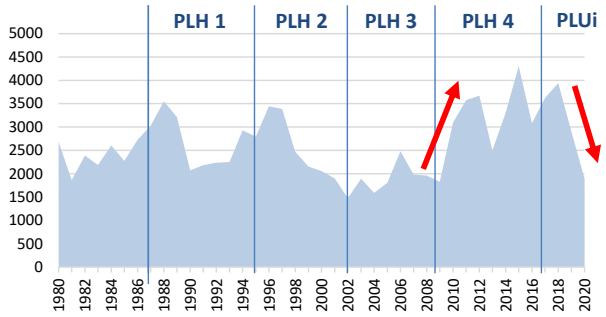
Les **objectifs quantitatifs de production de logements fixés ont été atteints** (cf. 1er graphique). En effet, entre 2017 et 2020, on observe une moyenne annuelle de 3 017 logements produits par an, avec des fluctuations. On observe **une forte baisse de la production en 2020** (1 891 logements commencés et 2 584 logements autorisés) qui est a priori temporaire et liée à plusieurs facteurs : les élections municipales et la crise sanitaire qui ont mis en attente la délivrance des permis de construire et les démarches de construction en elles-mêmes.

Cette dynamique de production de logements, qui s'inscrit dans **une tendance plus longue de reprise de la production de logements depuis 2010,** a eu **un impact certain sur la croissance de la population,** correspondant à un des objectifs majeurs du PLU (cf. 2ème graphique). En effet, on compte 2 850 habitants supplémentaires entre 2012 et 2017 contre 1 050 seulement pour la période précédente.

Les objectifs de production de logements sociaux ont également été atteints (cf. 3ème graphique) avec une moyenne de 1 322 logements sociaux agréés par an sur 2017 – 2020 (dont 109 conventionnements ANAH).

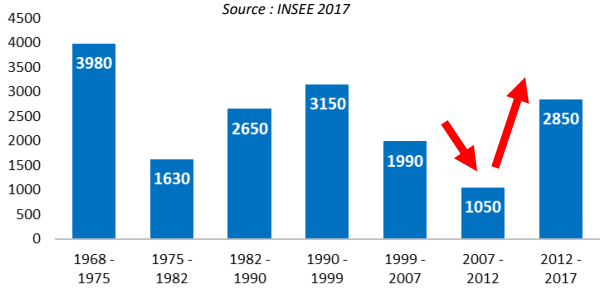
Quelle évolution du nombre de logements mis en chantier par an entre 1980 et 2020 ?

Source : Sit@del



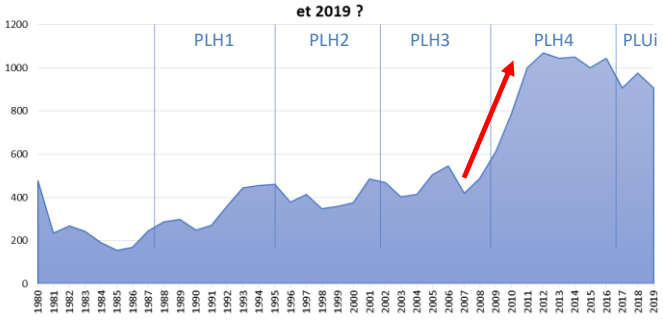
Quelle évolution du nombre d'habitants par période intercensitaire ?

Source : INSEE 2017



Lecture : évolution annuelle moyenne de la population par période intercensitaire

Quelle évolution de l'offre en nouveaux logements sociaux entre 1980 et 2019 ?



Source : RPLS 2020

1 680 caract. esp. compris **maxi**
2 sous-titres **mini**

Explications, objectivations, données

Quelle répartition territoriale de la production de logements ?

Une meilleure répartition de la production de logements

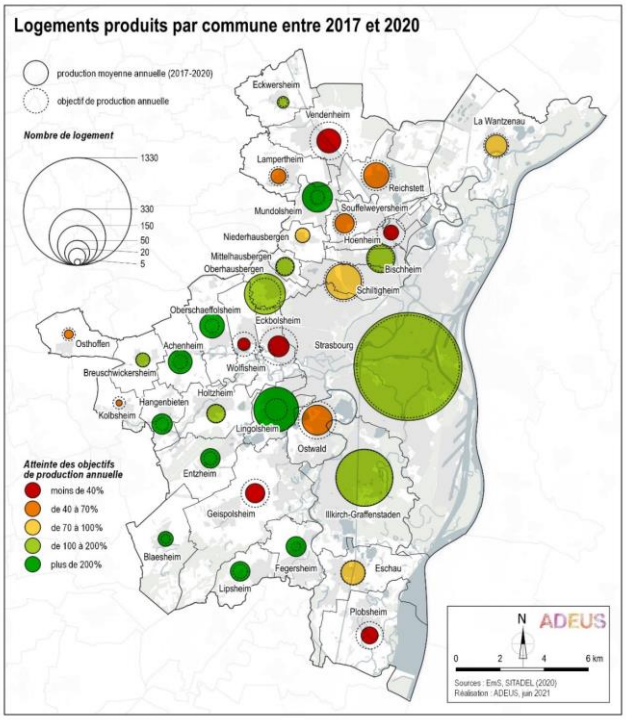
Des objectifs de production de logements ont été définis par commune dans le cadre du PLU afin de **renforcer la production de logements en dehors de la ville-centre de Strasbourg**. Ces **objectifs** ont été atteints et même **dépassés dans plus de la moitié des communes**.

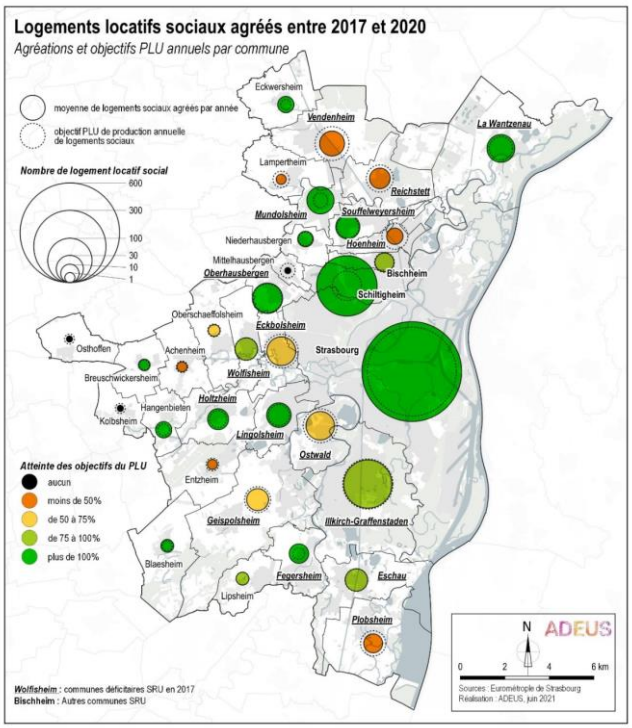
Si la production de logements a été fortement portée, en volume, par Strasbourg, on observe **une part plus importante prise par les autres communes de l'agglomération**. 56% de logements ont été produits en dehors de la ville-centre, se rapprochant ainsi de l'objectif de 60% fixé dans le PLU.

Une diffusion croissante de la production de logements sociaux

Des objectifs de production de logements sociaux ont également été définis par commune dans le PLU afin de **rééquilibrer l'offre sur l'ensemble du territoire métropolitain**.

Ces **objectifs ont été atteints dans la plupart des communes** (selon la comptabilisation des logements agréés. Cf. cartographie ci-contre), en première et en deuxième couronne. 54% des logements sociaux ont été agréés hors Strasbourg. Ces résultats traduisent **une diffusion de plus en plus forte de la production de logements sociaux.** Sur la période 2017 – 2020, près de la moitié des communes concernées par la loi SRU avaient atteint leurs objectifs annuels de production (9 communes sur 20). Les communes de deuxième couronne contribuent notamment de plus en plus à la production de logements sociaux.





2 colonnes de texte :

3 170 caractères espaces compris **maxi**

3 sous-titres **mini**

2086

Explications, objectivations, données

Quelle diversité de l'offre en logements récente ?

De plus en plus de typologies moyennes dans l'offre récente

Alors que le PLU se donnait pour objectif le développement d'une gamme diversifiée de logements, notamment des grands logements pour les besoins des familles, **l'offre apparaît largement dominée par les T2 et T3** (un tiers respectivement). Ce mouvement s'inscrit dans la continuité d'une tendance engagée dans les années 2000 avec **un intérêt croissant des investisseurs pour les logements de taille moyenne** du fait de leur plus haut niveau de rentabilité. A l'inverse, **la part des grands logements (T5 et plus) ne cesse de diminuer**, cette offre restant toutefois importante à maintenir pour l'accueil de familles sur le territoire.

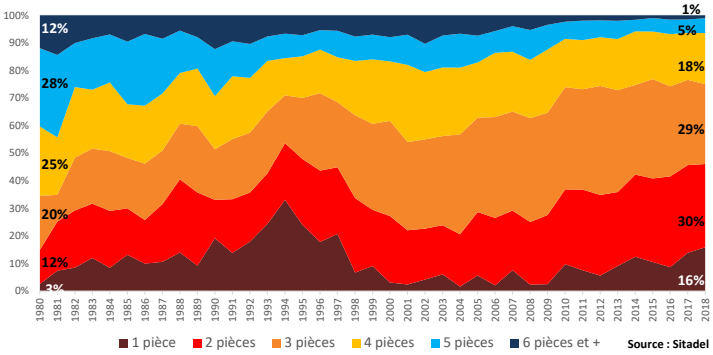
Ces constats sont d'autant plus marqués concernant la production de logements sociaux. En effet, **la production est encore plus fortement dominée par les T3** (39% en 2018) et les T2 (30%) alors que la part des grands logements ne cesse de diminuer.

Une offre récente concernée par des prix de plus en plus élevés

Un des objectifs majeurs du PLU était **la production d'une offre en logements abordables**, notamment en accession, du fait du décalage d'ores et déjà constaté entre les prix et les revenus des ménages. Cette dynamique n'a toutefois pas été endiguée et on observe **une tendance croissante à l'augmentation des prix depuis 2010 (+ 32%)**, notamment pour les petits logements. Cette tendance s'explique, par plusieurs facteurs, particulièrement **le déséquilibre entre l'offre et la demande,** du fait notamment de la progression démographique, de la baisse historique des taux d'intérêt poussant à l'acquisition d'un logement, ainsi que le succès durable de l'investissement locatif. Cette tension n'a fait que s'accentuer dans le contexte actuel d'inflation et d'augmentation des coûts de construction.

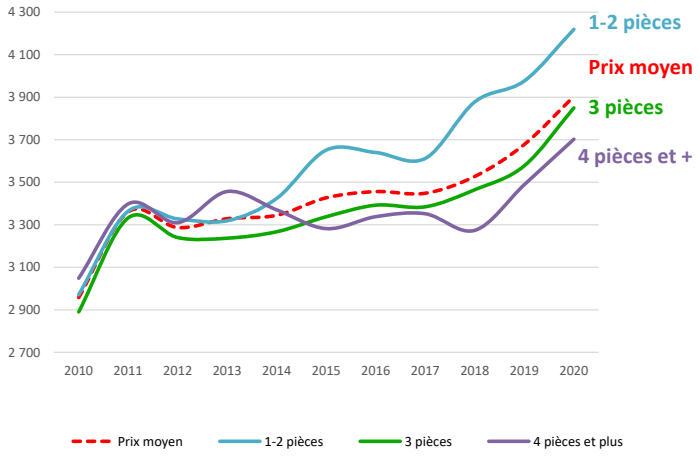
Les niveaux de loyers ont connu une évolution moins marquée que les prix de vente mais on constate toutefois **une progression des loyers les plus bas** qui rapprochent les prix dans l'ancien et le récent. De nombreux locataires du parc privé sont confrontés à **des taux d'effort importants** : 45% des allocataires du locatif privé CAF ont un taux d'effort net supérieur à 30% (contre 39% à l'échelle du Bas-Rhin).

Quelle évolution des mises en chantier par nombre de pièces entre 1980 et 2018 ?

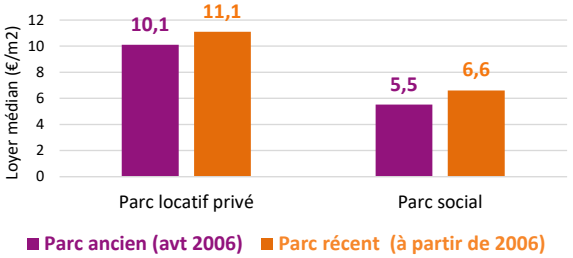


Evolution des prix moyens au m² des logements neufs sur l'Eurométropole

Source : ECLN



Quels niveaux de loyers des logements locatifs dans le parc ancien et récent ? *Source : OLL*



Les objectifs d'amélioration du parc ancien ont-ils été atteints entre 2017 et 2020 ?

Les objectifs définis dans le PLU :

- Réhabiliter le parc privé et social (cible parc privé : 280 propriétaires/an ; parc social : 2 000/ an)
- Poursuivre l'accompagnement des copropriétés dégradées (cible : 15 copropriétés/ an)
- Faciliter la remise en location des logements vacants (cible : 100/ an)

Un bilan positif pour la réhabilitation du parc privé au regard des objectifs du PLU

On constate **une augmentation de la dynamique des réhabilitations** par les propriétaires privés depuis 2017 dans le cadre du PIG[1]. Ces travaux ont conduit à **des gains énergétiques importants**. On observe également **une montée en puissance des actions en faveur des copropriétés** avec un doublement des copropriétés accompagnées dans le cadre du POPAC[2] depuis 2017. Des travaux de rénovation d'ampleur ont été réalisés dans 6 copropriétés (894 logements) via l'OPAH[3] (2012 – 2017) et le POPAC « suivi de travaux » avec d'importants gains énergétiques.

Un rythme variable pour les réhabilitations des logements sociaux

Un **nombre de logements sociaux important** a été réhabilité sur la période, notamment dans le cadre des éco-prêts, mais on observe un **décrochage depuis 2019** qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs (fin des prêts de la CDC, impact de la réforme du logement social, …). Ces travaux ont permis d'atteindre **des niveaux de performance énergétique élevés et de plus en plus de rénovations BBC** (une consommation moyenne de 109 kWh ep/m²/an contre 260 kWh ep/m²/an en moyenne avant travaux).

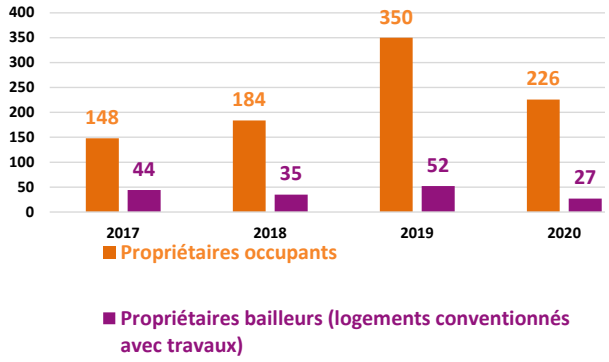
Une action conjointe pour la sortie de vacance et le conventionnement

Un dispositif ensemblier a été mis en place par l'Eurométropole **« Mieux relouer mon logement vacant »** pour encourager le conventionnement des logements sortis de vacance. Ce dispositif s'appuie à la fois sur les aides du PIG et sur la **plateforme d'intermédiation locative FAC'iL** pour la gestion locative des logements conventionnés. Depuis 2017, 305 logements vacants ont été remis en location (dont 153 en intermédiation locative). Si le nombre de logements remis en location ne cesse d'augmenter, l'Eurométropole rencontre davantage de **difficultés pour remobiliser les logements vacants aux situations plus complexes** (vacance de très longue durée, indivision, …). Concernant le conventionnement, le nombre de dossiers a diminué mais leur qualité a augmenté en lien avec l'augmentation importante du conventionnement social depuis 2016 qui est désormais privilégié.

[1]*Programme d'Intérêt Général*
[2] *Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés*
[3]*Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat*

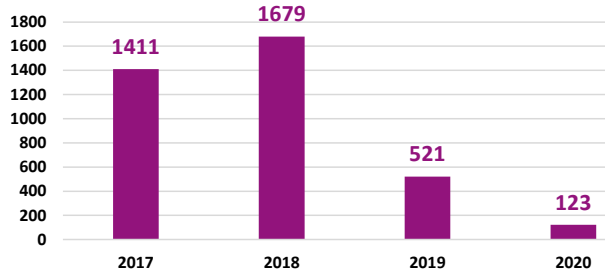
Nombre de logements rénovés dans le cadre du PIG entre 2017 et 2020

Source : bilan de la délégation des aides à la pierre

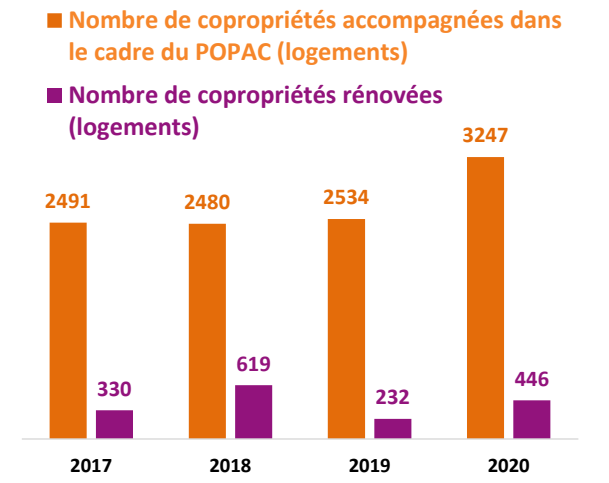


Nombre de réhabilitations dans le parc social entre 2017 et 2020

Source : LOGSO juin 2021



Nombre de copropriété s accompagnées dans le cadre du POPAC



mpris maxi
Explications, objectivations, données

Des ménages plus mobiles et des réponses différentes dans le neuf et dans l'ancien

Une majorité de ménages mobiles de « petite taille » qui s'installent dans des logements de taille limitée

On observe une tendance générale à **l'augmentation de la mobilité résidentielle** (+ 22% entre 2012 et 2017) pour tous les ménages, plus particulièrement pour les couples avec enfant(s).

Plus de la moitié des ménages mobiles[1] sont **des personnes seules**. En lien avec les profils dominants des ménages mobiles, la plupart des emménagements se sont faits **dans des logements de moins de 3 pièces**.

Une plus grande mobilité résidentielle dans les logements de taille moyenne dans le parc récent

On observe **davantage d'emménagements dans les T2 et T3 dans le parc récent**[2], ce qui s'explique notamment par la très forte part de ces typologies dans l'offre récente. À l'inverse, il y a **davantage d'emménagements dans l'ancien pour les petits logements** (T1) et pour les **grands logements** (T5 et +).

Ainsi, **le parc récent a permis une plus grande mobilité des ménages**, notamment des couples avec et sans enfant(s), principalement dans les T2 et T3. Cependant **se pose la question de la capacité du parc récent à répondre aux besoins des familles** du fait de la part limitée de logements de grande taille (T4 et plus). Le parc récent apparaît également fournir **une réponse limitée à certains petits ménages** (personnes seules) qui s'installent dans des T1 dans le parc ancien.

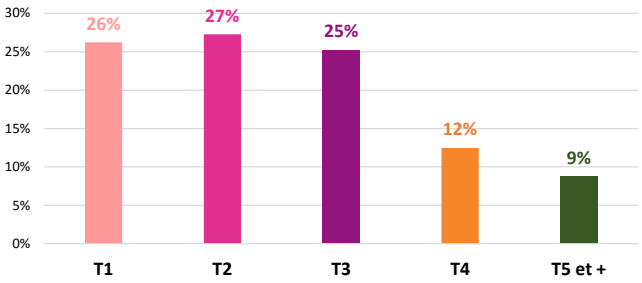
[1] *Sont considérés comme « ménages mobiles » tous les ménages ayant emménagé moins de deux ans avant la date du dernier recensement (source : fichier détail INSEE 2017).*

[2] *Les logements récents pris en compte sont ceux ayant été construits après 2006 (source : fichier détail Individus Insee).*

	Part parmi les ménages mobiles en 2017	Evolution entre 2012 et 2017
	54%	+21%
	17%	+25%
	15%	+32%
	7%	+15%
	7%	+10%

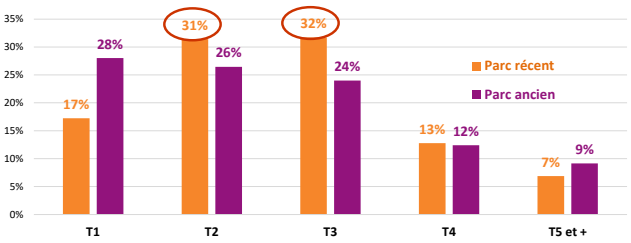
Destination des ménages mobiles en fonction des typologies de logements (nombre de pièces)

Source : RP2017, fichier détails Individus, INSEE 2017



Destination des ménages mobiles en fonction des typologies de logements (nombre de pièces) dans le parc récent et dans le parc ancien

Source : RP2017, fichier détails Individus, INSEE 2017



1 colonne de texte

1 680 caract. esp. compris maxi

2 sous-titres mini

Explications, objectivations, données

Un rôle toujours prépondérant du locatif privé dans l'accueil des ménages en mobilité résidentielle

Des mobilités résidentielles différentes selon le type de parc

La grande majorité des ménages mobiles s'est installée dans le **parc locatif privé (71%).** On observe une **part faible d'emménagements dans le parc locatif social**, égale à la part de ménages devenus propriétaires (13% respectivement). Cependant, cette part d'emménagements dans le parc locatif social demeure largement supérieure à la situation hors Eurométropole. En effet, seulement 7% des ménages mobiles du département (hors Eurométropole) se sont installés dans le parc social.

Le parc social : une plus forte mobilité résidentielle dans le parc récent

Les locataires du parc privé sont ceux qui s'installent le moins dans le parc récent (seulement 15% contre une moyenne de 17% tous parcs confondus), ce qui montre le rôle important du parc locatif privé ancien dans l'Eurométropole de Strasbourg. **A l'inverse, les locataires du parc social sont ceux qui s'installent le plus dans le parc récent** (22%). En effet, du fait de la faible rotation dans le parc ancien, le parc récent joue un rôle d'autant plus fort dans l'accueil des ménages mobiles.

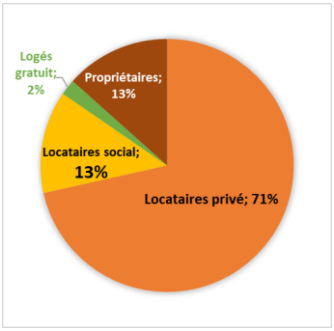
Un décalage entre les typologies offertes et demandées en logement social

Les logements sociaux les plus recherchés par les demandeurs sont les logements de taille moyenne (T2 à T4). L'offre disponible comprend une majorité de T3 (40%). On observe ainsi **un écart important entre la demande et l'offre disponible pour les T2 et T4**, moins présents dans l'offre disponible, et pour les T5, dans une moindre mesure.

Ainsi, **le parc social récent permet d'absorber une partie de la demande en logement social** du fait de la faible rotation dans le parc existant et de l'offre limitée en dehors du département. Cependant, **sa capacité d'accueil est restreinte, notamment du point de vue des petits et grands logements (T2 et T4 notamment),** au regard de la pression de la demande, alors que l'offre en T3 est plus développée.

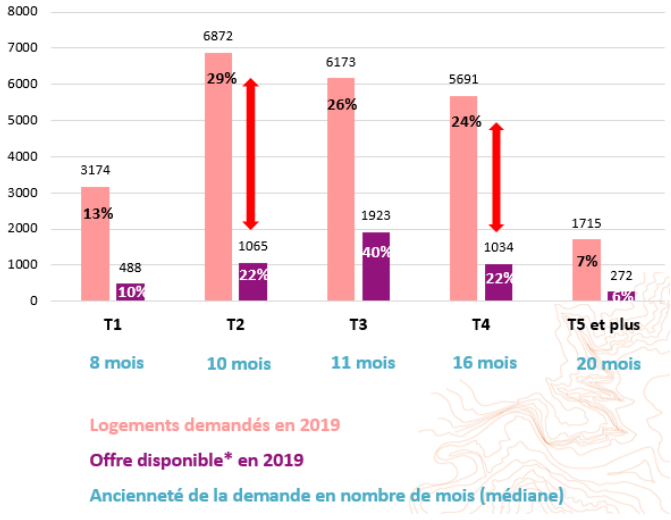
Destination des ménages mobiles en fonction du statut d'occupation

Source : RP2017, fichier détails Individus, INSEE 2017



Quelle adéquation entre l'offre disponible et les logements recherchés par les demandeurs de logement social ?

Sources : RPLS 2020, Fichier de la demande 2020



texte : 2090 ces compris **maxi** **mini**

Explications, objectivations, données

Conclusion et enjeux

Le bilan-évaluation du volet Habitat du PLU de l'Eurométropole montre que de nombreux objectifs ont été largement atteints. Cependant, des marges de manœuvre demeurent et **des effets « hors radar », liés à l'évolution du marché immobilier, persistent**, compromettant l'atteinte de certains objectifs.

Tout d'abord, le nombre de logements produits a permis le **gain démographique recherché**. De plus, la logique de **solidarité territoriale** promue dans le PLU s'est traduite dans les faits par **une plus grande participation de l'ensemble des communes à la production de logements**, entraînant ainsi **une certaine déconcentration de l'offre en logement social**.

La production de cette offre neuve ne s'est toutefois pas traduite par une stabilisation des prix. L'offre en accession abordable demeure limitée et **la tendance est à la hausse des prix de vente**, en décalage croissant avec les revenus des ménages, notamment des plus modestes.

De par ses typologies, l'offre récente apporte cependant certaines réponses aux besoins en logements qui s'expriment sur le territoire. Par son **renouvellement important de l'offre en T2 et T3**, elle répond à une partie des besoins, en particulier les familles et une partie des personnes seules, mais pas à tous.

L'offre récente en logement social joue également un rôle majeur dans l'accueil des nouveaux entrants du fait de la rotation de plus en plus faible dans le parc existant mais également de l'offre limitée en dehors de l'Eurométropole. Cependant, sa capacité d'accueil demeure restreinte au regard de l'ampleur de la demande en logements sociaux.

La **tension demeure ainsi particulièrement forte sur le marché** de l'Eurométropole de Strasbourg du fait d'une demande très importante, tant du point de vue de l'accession que de l'accès au logement social.

Par ailleurs, le **bilan est également positif concernant l'amélioration du parc ancien**, privé et social, avec un grand nombre de démarches mises en œuvre et structurées, en faveur de la rénovation du parc, l'accompagnement des copropriétés ou encore la sortie de vacance. **Une marche demeure toutefois à franchir** pour atteindre les objectifs ambitieux définis dans le cadre du Plan Climat qui fixe 8 000 logements à rénover par an (dont 2 000 dans le parc social et 6 000 dans le parc privé).

La production de logements demeure également un enjeu majeur pour les années à venir afin de répondre à la fois à la tension de la demande tout en limitant l'impact environnemental des constructions neuves et en préservant le cadre de vie des communes de l'Eurométropole. En ce sens, plusieurs voies sont à explorer, telles que notamment **la mobilisation du parc existant.**

Synthèse conclusive + ouverture et lien avec d'autres notes, etc… :

2 710 caractères espaces compris **maxi**

Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur

Directeur de publication : Pierre Laplane, Directeur général de l'ADEUS
Équipe projet : …… (chef de projet), nom assistante, …
PTP 202X - N° de projet : **……** - Photos : **……**
Mise en page : **…….**

© ADEUS - Numéro ISSN : 2109-0149

Notes et actualités de l'urbanisme sont consultables sur le site de l'ADEUS
www.adeus.org

Annexe à la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2023 :
Bilan de la délégation de la première année des aides à la pierre au terme de la convention 2022-2027.

ANNEXE 1 : bilan des objectifs parc public et parc privé 2022 :

	2022		2023		2024		2025		2026		2027		TOTAL	
	Prévus	Réalisés[1]	Prévus (CRHH)	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés	Prévus	Réalisés
PARC PUBLIC (hors NPNRU)	1150	698	851		1150		1150		1150		1150		6900	
PLAI	500	414	386[2]		500		500		500		500		2400	
PLUS	400	124	166		400		400		400		400		2230	
Total PLUS-PLAI	900	538	552		900		900		900		900		5400	
PLS /PLS investisseurs	250	160	299		250		250		250		250		1500	
Logement Intermédiaire		288[3]												
Accession à la propriété PSLA	80	23	-[4]		80		80		80		80		480	
Accession à la propriété en BRS		25												
Droits à engagements délégataire pour le parc public [5]	4 961 536€	4 126 660€	3 983 116€											
PARC PRIVE		Réalisés		Réalisés		Réalisés		Réalisés		Réalisés		Réalisés		Réalisés
Logements de propriétaires occupants	239	350	325		275		275		275		275		1828	

[1] Agrées et ayant fait l'objet d'une décision de financement EmS
[2] Ce montant correspond au cumul de la dotation LLS, de la dotation primes AA et la dotation PLAI-A
[2] Dont 55 PSH – produit hébergement.
[3] Données transmises par la DDT.
[4] Pas d'objectif quantitatif chiffré en CRHH.

dont logements indignes ou très dégradés	9	16	16		8		8		8		8		79	
dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	156	246[6]	206		197		197		197		197		1275	
dont aide pour l'autonomie de la personne	74	88	103		70		70		70		70		474	
Logements de propriétaires bailleurs	28	107	99		42		42		42		42		345	
Logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires	607	628	495		852		852		852		852		5367	
Dont copropriétés en difficulté (en logts)	295	38[7]	81		186		186		186		186		1225	
Dont copropriétés fragiles (en logts)	165	239	14		222		222		222		222		1275	
Dont autres copropriétés (en logts)	147	351	400		444		444		444		444		2867	
Total « Energie » (ex Habiter Mieux) estimatif	523	918[8]	720		996		996		1016		1276		5800	
Dont propriétaires occupants	162	246	206		235		235		235		235		1334	
Dont propriétaires bailleurs	22	82	80		38		38		38		38		214	
Dont logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires	339	590	434		723		723		723		1003		4252	
Total droits à engagements Anah PARC PRIVE	6 627 507	9 653 698	10 229 271		9 951 652,00 €		9 951 652,00 €		10 096 040,00 €		10 997 460,00 €		57 357 256,00 €	

[6] Dont 82 au titre de primes versées à des propriétaires occupants modestes (750 € / prime) ou très modestes (1 500 € / prime) pour les travaux énergétiques réalisés dans les dossiers « Copropriétés ».

[7] Spender, EL1 et EL2 ont voté en 2022 des travaux de résidentialisation, ce qui a donné lieu à l'engagement des aides ANAH et EmS liées. Les 744 logements concernés ne donc pas comptabilisés (résidentialisation = travaux sur les espaces extérieurs et non sur les logements).

[8] 246 PO énergie, 82 PB énergie, 239 copro F, 351 copro MPR.

NPNRU : droits à engagement		13 230 778 ,41€[9]												
Total droits à engagement Etat/ (indicatif)		**27 011 136, 41€**												

[9] Représentants 364 logements démolis, 337 logements en reconstitution, 472 logements résidentialisés, 237 logements requalifiés.

Réalisation, parc public et parc privé, déclinés par communes ou secteurs géographique

Communes	Objectifs PLUi en LLS / an	Objectif triennal SRU 2020-2022 / an	Logements sociaux agréés en 2022
Bischheim	13	/	4
Blaesheim	Au moins 1	/	0
Eckbolsheim*	53	82	27
Eckwersheim	Au moins 1	/	0
Entzheim	3	/	0
Eschau*	19	61	0
Fegersheim*	2	52	13
Geispolsheim*	27	65	18
Hoenheim*	27	51	47
Holtzheim*	8	20	6
Illikirch-Graffenstaden*	133	36	10 + 25 BRS
Lampertheim*	7	/	0
Lingolsheim*	15	23	12
Lipsheim	3	/	0
Mittelhausbergen	5	/	0
Mundolsheim*	5	62	0
Niederhausbergen	4	/	0
Oberhausbergen*	35	19	0
Oberschaeffolsheim	3	/	0
Ostwald	53	35	7
Plobsheim*	25	53	1
Reischtett*	30	45	10
Schiltigheim*	37	/	234
Souffelweyersheim*	17	82	7
Strasbourg	472	/	549 + 23 PSLA
Vendenheim*	53	55	34
La Wantzenau*	20	90	2
Wolfisheim*	19	38	3

ANNEXE 1bis

Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire (ou état annexe au compte administratif)

Convention de délégation de compétences 2022-2027

ÉTAT ANNEXE DES FONDS RECUS ET REVERSES PAR LE DELEGATAIRE (CREDITS DE PAIEMENT)

RECETTES (fonds versés par l'Etat OU l'Anah)

Organismes délégants	Reliquats des CP antérieurs	Montant versé lors de l'exercice	Compte nature (a)	Montant total
Etat (prog 517)	0	2 700 235€	20422	2 700 235€
Anah (prog 1003 et 1004)	0	3 907 243€	20422	3 907 243€

DEPENSES VERSEES AU TITRE DU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL – prog 517 (compte nature : 20422)
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

Année d'agrément	n° d'opération GALION	Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
2013	20136748220136748201 00	ADOMA	CN (1)	156	Strasbourg	**1 404 000**	1 123 200	**280 800**	1 404 000	0
2013	20136748220136748201 01	ADOMA	AA (1)	114	Strasbourg	**1 026 000**	820 800	**205 200**	1 026 000	0
2013	20136748220136748200 26	S.A. HABITAT SALARIES D'ALSACE	CN + SF (1)	33	Lingolsheim	**112 000**[10]	89 600	**22 400**	112 000	0
		Sous- Total opérations 2013					**2 033 600**	**508 400**	**2 542 000**	**0**
Année d'agrément	n° d'opération GALION	Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
2014	20146748220146748200 33	S.A. NOUVEAU LOGIS DE L'EST	CN + SF (1)	31	Strasbourg	56 000 [11]	44 800	**8 000**	52 800	0[12]
		Sous- Total opérations 2014					44 800	**8 000**	52 800	0

[10] 32 000€ d'aide Etat à la surcharge foncière qui ne remonte pas dans la requête SISAL, ajouté « manuellement » ici.
[11] 16 000€ d'aide Etat à la SF qui ne remonte pas dans la requête SISAL, ajouté « manuellement » ici.
[12] 3 200€ versés en 2023, d'où solde qui ressort à 0.

Année d'agrément	n° d'opération GALION	Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
2015	20156748220156748200 08	DOMIAL ESH	CN (1)	11	Lingolsheim	**54 000**	43 200	**10 800**	54 000	0
2015	20156748220156748200 44	DOMIAL ESH	CN (1)	17	Schiltigheim	**72 000**	21 600	**50 400**	72 000	0
2015	20156748220156748200 51	O.P.H. STRASBOURG	CN (1)	6	Strasbourg	**15 000**	12 000	**3 000**	15 000	0
2015	20156748220156748200 29	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	21	Mundolsheim	**54 000**		**54 000**	54 000	0
2015	20156748220156748200 41	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	31	Strasbourg	**81 000**	64 800	**16 200**	81 000	0
2015	20156748220156748200 42	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	16	Strasbourg	**45 000**	36 000	**9 000**	45 000	0
2015	20156748220156748200 56	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	12	Strasbourg	**45 000**		**45 000**	45 000	0
2015	20156748220156748200 27	S.A. NOUVEAU LOGIS DE L'EST	CN (1)	25	Ostwald	**63 000**	50 400	**12 600**	63 000	0
		Sous- Total opérations 2015					**228 000**	**201 000**	**429 000**	**0**
Année d'agrément	n° d'opération GALION	Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
2016	20166748220166748200 55	ADOMA	AA (1)	1	Strasbourg	**9 000**	6 210	**2 790**	9 000	**0**
2016	20166748220166748200 11	BATIGERE	CN (1)	36	Reichstett	**100 400**		**80 300**	80 300	**20100**
2016	20166748220166748200 36	DOMIAL ESH	CN (1)	28	Souffelweyersheim	**114 600**		**34 380**	34 380	**80220**

2016	2016674822016674820016	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	10	Holtzheim	**25 700**	20 560	**5 140**	25 700	**0**
2016	2016674822016674820020	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	11	Souffelweyersheim	**25 700**		**20 560**	20 560	**5140**
2016	2016674822016674820072	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	AA (1)	55	Strasbourg	**97 500**	78 000	**19 500**	97 500	**0**
		Sous- Total opérations 2016					**104 770**	**162 670**	**267 440**	**105 460**
Année d'agrément	n° d'opération GALION	Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
2017	2017674822016674820030	DOMIAL ESH	CN (1)	8	Strasbourg	**30 000**	0	**30 000**	30 000	**0**
2017	2017674822016674820022	I.C.F. NORD EST	AA (1)	4	Schiltigheim	**15 000**	0	**12 000**	12 000	**3 000**
2017	2017674822016674820128	NEOLIA	CN (1)	12	Mundolsheim	**30 000**	0	**9 000**	9 000	**21 000**
2017	2017674822016674820135	O.P.H. STRASBOURG	AA (1)	8	Bischheim	**22 500**	0	**18 000**	18 000	**4500**
2017	2017674822016674820024	O.P.H. STRASBOURG	CN (1)	55	Oberhausbergen	**127 500**	0	**102 000**	102 000	**25 500**
2017	2016674822016674820115	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	19	Fegersheim	**52 500**	42 000	**10 500**	52 500	**0**
2017	2016674822016674820118	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	17	Vendenheim	**37 500**	30 000	**7 500**	37 500	**0**
2017	2016674822016674820003	S.A. VILOGIA	CN (1)	34	Lingolsheim	**75 000**	60 000	**15 000**	75 000	**0**
2017	2017674822016674820002	S.A. VILOGIA	CN (1)	28	Schiltigheim	**210 000**	168 000	**42 000**	210 000	**0**
2017	2016674822015674820068	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	18	Vendenheim	**45 000**	36 000	**9 000**	45 000	**0**

2017	201667482201 6674820146	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	24	Eschau	**60 000**	48 000	**12 000**	60 000	**0**
		Sous- Total opérations 2017						**267 000**	**651 000**	**54 000**
Année d'agrément	n° d'opération GALION	Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
2018	201867482201 5674820091	CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.	CN (1)	66	Strasbourg	**150 000**		**75 000**	75 000	**75000**
2018	201867482201 8674820017	CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.	CN (1)	34	Schiltigheim	**82 500**		**66 000**	66 000	**16 500**
2018	201867482201 8674820018	CDC HABITAT SOCIAL SA H.L.M.	CN (1)	8	Plobsheim	**15 000**		**12 000**	12 000	**3000**
2018	201867482201 8674820043	O.P.H. STRASBOURG	CN (1)	10	Strasbourg	**22 500**	18 000	**4 500**	22 500	**0**
2018	201867482201 8674820045	O.P.H. STRASBOURG	CN (1)	16	Strasbourg	**37 500**		**30 000**	30 000	**7500**
2018	201867482201 8674820055	O.P.H. STRASBOURG	CN (1)	23	Strasbourg	**52 500**		**42 000**	42 000	**10 500**
2018	201867482201 8674820030	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	14	Strasbourg	**60 000**		**48 000**	48 000	**12 000**
2018	201867482201 8674820054	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	8	Plobsheim	**30 000**	24 000	**6 000**	30 000	**0**
2018	201867482201 8674820068	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	6	Eschau	**15 000**	11 250	**3 750**	15 000	**0**
2018	201867482201 8674820008	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	74	Illkirch-Graffenstaden	**217 500**	115 275	**32 625**	147 900	**69 600**
2018	201867482201 8674820009	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	9	Geispolsheim	**22 500**	15 975	**2 025**	18 000	**4 500**
2018	201867482201 8674820077	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	18	Illkirch-Graffenstaden	**67 500**	52 650	**14 850**	67 500	**0**
2018	201867482000 6720180725	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	16	Strasbourg	**75 000**	60 000	**15 000**	75 000	**0**

		Sous- Total opérations 2018					297 150	351 750	648 900	198 600€
Année d'agrément	n° d'opération GALION	Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
2019	20196748220186748200 86	NEOLIA	AA (1)	2	Wolfisheim	**15 000**		**4 500**	4 500	**10 500**
2019	20196748220196748200 70	NEOLIA	CN (1)	6	Wolfisheim	**7 500**		**2 250**	2 250	**5 250**
2019	20196748220196748200 43	O.P.H. STRASBOURG	CN (1)	14	Strasbourg	**30 000**		**24 000**	24 000	**6 000**
2019	20196748220196748200 46	O.P.H. STRASBOURG	CN (1)	15	Strasbourg	**45 000**		**36 000**	36 000	**9 000**
2019	20196748220196748200 49	O.P.H. STRASBOURG	CN (1)	5	Entzheim	**15 000**		**12 000**	12 000	**3 000**
2019	20196748220196748200 13	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	12	Plobsheim	**30 000**		**24 000**	24 000	**6 000**
2019	20196748220196748200 15	S.A.E.M. Locale HABITATION MODERNE	CN (1)	25	Strasbourg	**22 500**		**18 000**	18 000	**4 500**
2019	20186748220186748200 15	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	26	Illkirch-Graffenstaden	**75 000**	51 750	**8 250**	60 000	**15 000**
2019	20196748220166748200 54	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	68	Illkirch-Graffenstaden	**438 000**		**431 040**	431 040	**6 960**
2019	20196748220186748200 10	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	10	Vendenheim	**22 500**	15 525	**2 475**	18 000	**4 500**
2019	20196748220196748200 20	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	12	Illkirch-Graffenstaden	**30 000**	20 100	**3 900**	24 000	**6 000**
2019	20196748220196748201 11	S.C.P. HABITAT DE L' ILL	CN (1)	10	Illkirch-Graffenstaden	**75 000**		**60 000**	60 000	**15 000**
2019	20196748220196748200 53	S.E.M. FOYER MODERNE SCHILTIGHEIM	CN (1)	37	Schiltigheim	**75 000**		**37 500**	37 500	**37 500**
		Sous- Total opérations 2019					**87 375**	**663 915**	**751 290**	**129 210**

Année d'agrément	n° d'opération GALION	Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
2021	2021674822021674820106	Fondation Saint Vincent de Paul	MOUS (5)	MOUS	Schiltigheim	**15 000**	0	**15 000**	15 000	**0**
2021	2021674822021674820030	Société Coopérative de Logements Populaires	PALULOS (2)	95	Strasbourg	**1 045 000**	0	**522 500**	522 500	**522 500**
		Sous- Total opérations 2021					**0**	**537 500**	**537 500**	**522 500**
		Total opérations					2 498 545	**2 700 235**	5 231 030	811 170

(a) ouvert dans la nomenclature applicable aux EPCI (M14)
(b) y compris les prestations d'études et d'ingénierie
(c) codification des opérations (cf. annexe 1 – circulaire n° 2004-73 UC/IUH du 23 décembre 2004) : code 1 construction, acquisition-amélioration et surcharge foncière, code 2 réhabilitation et qualité de service, code 3 démolition et changement d'usage, code 5 études et prestations d'ingénierie

DEPENSES VERSEES AU TITRE DU PARC PRIVE – prog 1003-1004
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

	Dépenses de l'exercice
Aides aux propriétaires bailleurs, occupants et copropriétés	3 902 595 €
Prestations d'ingénierie	4 608 €
TOTAL	3 907 203 €

ANNEXE 1ter
Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement versés par le délégataire sur ses aides propres

Convention de délégation de compétences 2022-2027, conclue en application des articles L301-3, L 301-5-1, L301-5-2, L 321-1-1 du CCH

ÉTAT ANNEXE DES AIDES PROPRES VERSEES PAR LE DELEGATAIRE (CREDITS DE PAIEMENT)

DEPENSES VERSEES AU TITRE DU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL (Prog 566 et prog 1342)
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Dépenses de l'exercice 2022 (CP)	DC / NPNRU
HABITATION MODERNE	AA	55	Strasbourg	30 000,00 €	6 000,00	DC
ADOMA	AA	114	Strasbourg	1 450 620,00 €	290 124,00	DC
ADOMA	CN	156	Strasbourg	1 404 000,00 €	280 800,00	DC
ADOMA	AA	1	Strasbourg	9 000,00 €	1 800,00	DC
OPHEA	REHAB	504	Bischheim	1 512 000,00 €	302 400,00	DC
OPHEA	REHAB	15	Strasbourg	39 750,00 €	7 950,00	DC
OPHEA	REHAB	40	Ostwald	67 800,00 €	13 560,00	DC
OPHEA	REHAB	185	Strasbourg	497 250,00 €	99 450,00	DC
OPHEA	REHAB	91	Strasbourg	279 000,00 €	55 800,00	DC
OPHEA	REHAB	110	Ostwald	209 350,00 €	41 870,00	DC
OPHEA	REHAB	182	Strasbourg	397 500,00 €	79 500,00	DC
CDC HABITAT SOCIAL	CN	25	Ostwald	160 500,00 €	32 100,00	DC
CDC HABITAT SOCIAL	VEFA	32	Schiltigheim	168 000,00 €	84 000,00	DC
CDC HABITAT SOCIAL	VEFA	8	Plobsheim	36 000,00 €	10 800,00	DC
OPHEA	VEFA	22	Strasbourg	138 000,00 €	27 600,00	DC
DOMIAL ESH	VEFA	55	Strasbourg	422 160,00 €	84 432,00	DC
CDC HABITAT SOCIAL	CN	31	Strasbourg	192 000,00 €	34 400,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	21	Mundolsheim	131 500,00 €	105 200,00	DC
FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM	REHAB	60	Schiltigheim	159 000,00 €	159 000,00	DC
OPHEA	AA	8	Bischheim	42 000,00 €	33 600,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	17	Vendenheim	81 000,00 €	16 200,00	DC
OPHEA	REHAB	16	Strasbourg	42 400,00 €	8 480,00	DC

HABITATION MODERNE	VEFA	16	Strasbourg	108 000,00 €	21 600,00	DC
HABITATION MODERNE	VEFA	8	Plobsheim	48 000,00 €	9 600,00	DC
HABITATION MODERNE	VEFA	6	Eschau	30 000,00 €	7 500,00	DC
CDC HABITAT SOCIAL	VEFA	10	Strasbourg	36 000,00 €	28 800,00	DC
DOMIAL ESH	VEFA	16	Reischtett	84 000,00 €	42 000,00	DC
DOMIAL ESH	VEFA	4	Geispolsheim	12 000,00 €	6 000,00	DC
DOMIAL ESH	VEFA	24	Strasbourg	128 250,00 €	25 650,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	31	Strasbourg	298 500,00 €	38 700,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	16	Strasbourg	298 500,00 €	21 000,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	12	Strasbourg	86 500,00 €	69 200,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	10	Vendenheim	27 000,00 €	13 500,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	7	Geispolsheim	33 000,00 €	20 460,00	DC
HABITAT DE L'ILL	VEFA	14	Illkirch-Graffenstaden	60 000,00 €	7 800,00	DC
CDC HABITAT SOCIAL	CN	55	Strasbourg	495 000,00 €	247 500,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	21	Mundolsheim	131 500,00 €	26 300,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	10	Holtzheim	41 000,00 €	8 200,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	19	Fegersheim	99 000,00 €	19 800,00	DC
IMMOBILIERE 3F	VEFA	17	Eschau	87 000,00 €	17 400,00	DC
HABITATION MODERNE	VEFA	6	Strasbourg	54 000,00 €	16 200,00	DC

HABITATION MODERNE	CN	25	Strasbourg	93 000,00 €	74 400,00	DC
BATIGERE	AA	3	Souffelweyersheim	9 000,00 €	9 000,00	DC
HABITAT DE L'ILL	VEFA	20	Illkirch-Graffenstaden	96 000,00 €	26 880,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	10	Vendenheim	48 000,00 €	5 280,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	18	Vendenheim	90 000,00 €	18 000,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	9	Geispolsheim	45 000,00 €	4 050,00	DC
HABITATION MODERNE	VEFA	12	Plobsheim	60 000,00 €	48 000,00	DC
HABITATION MODERNE	CN	12	Strasbourg	86 500,00 €	17 300,00	DC
HABITAT DE L'ILL	VEFA	84	Illkirch-Graffenstaden	396 000,00 €	59 400,00	DC
HABITAT DE L'ILL	VEFA	18	Illkirch-Graffenstaden	108 000,00 €	23 760,00	DC
HABITAT DE L'ILL	VEFA	29	Illkirch-Graffenstaden	138 000,00 €	15 180,00	DC
VILOGIA	VEFA	34	Lingolsheim	162 000,00 €	32 400,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	7	Illkirch-Graffenstaden	16 800,00 €	3 780,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	25	Illkirch-Graffenstaden	54 000,00 €	31 860,00	NPNRU
HABITAT DE L'ILL	VEFA	11	Illkirch-Graffenstaden	63 000,00 €	50 400,00	NPNRU
OPHEA	CN	13	Mundolsheim	45 000,00 €	13 500,00	NPNRU
OPHEA	VEFA	8	Reischtett	72 000,00 €	21 600,00	NPNRU
HABITAT DE L'ILL	CN	24	Eschau	120 000,00 €	24 000,00	DC
HABITAT DE L'ILL	VEFA	28	Illkirch-Graffenstaden	153 000,00 €	65 790,00	NPNRU
ALSACE HABITAT	REHAB	84	Bischheim	302 400,00 €	229 824,00	NPNRU
HABITAT DE L'ILL	CN	5	Vendenheim	27 000,00 €	13 500,00	DC
OPHEA	CN	6	Strasbourg	40 500,00 €	8 100,00	DC
DOMIAL ESH	AA	42	Strasbourg	210 000,00 €	63 000,00	DC
DOMIAL ESH	AA	8	Strasbourg	56 000,00 €	16 800,00	DC

FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM	REHAB	32	Schiltigheim	40 000,00 €	20 000,00	DC
VILOGIA	CN	28	Schiltigheim	252 000,00 €	50 400,00	DC
NEOLIA	VEFA	6	Strasbourg	54 000,00 €	27 000,00	DC
HABITAT SOCIAL	CN	66	Strasbourg	318 000,00 €	159 000,00	DC
VILOGIA	CN	12	Oberhausbergen	54 000,00 €	27 000,00	DC
FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM	REHAB	72	Schiltigheim	190 800,00 €	95 400,00	DC
OPHEA	VEFA	41	Strasbourg	123 000,00 €	83 640,00	DC
OPHEA	VEFA	2	Oberhausbergen	6 000,00 €	3 000,00	DC
NEOLIA	AA	2	Wolfisheim	18 000,00 €	9 000,00	DC
NEOLIA	VEFA	22	Oberhausbergen	81 000,00 €	40 500,00	DC
NEOLIA	REHAB	123	Strasbourg	289 050,00 €	144 525,00	DC
VILOGIA	VEFA	61	Schiltigheim	279 000,00 €	139 500,00	DC
VILOGIA	VEFA	7	Souffelweyersheim	27 000,00 €	13 500,00	DC
VILOGIA	VEFA	9	Eckbolsheim	27 000,00 €	13 500,00	DC
NEOLIA	AA	10	Strasbourg	66 000,00 €	33 000,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	20	Illkirch-Graffenstaden	16 800,00 €	2 520,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	20	Illkirch-Graffenstaden	54 000,00 €	5 400,00	NPNRU
OPHEA	AA	3	Bischheim	9 000,00 €	4 500,00	DC
HABITATION MODERNE	VEFA	11	Souffelweyersheim	67 000,00 €	56 300,00	DC
OPHEA	VEFA	10	Strasbourg	48 000,00 €	9 600,00	DC
OPHEA	VEFA	14	Strasbourg	66 000,00 €	52 800,00	DC
NEOLIA	CN	12	Mundolsheim	60 000,00 €	30 000,00	DC
SOC COOPER LOGEMENTS POPULAIRES	REHAB	95	Strasbourg	118 750,00 €	59 375,00	DC

ICF NORD-EST	AA	6	Schiltigheim	24 000,00 €	19 200,00	DC
ADOMA	REHAB	135	Strasbourg	1 215 000,00 €	972 000,00	DC
ADOMA	CN	26	Strasbourg	234 000,00 €	187 200,00	DC
CDC HABITAT SOCIAL	VEFA	10	Strasbourg	36 000,00 €	7 200,00	DC
OPHEA	VEFA	21	Oberhausbergen	189 000,00 €	94 500,00	NPNRU
OPHEA	VEFA	17	Eschau	54 000,00 €	32 400,00	NPNRU
OPHEA	REHAB	13	Strasbourg	11 700,00 €	5 850,00	DC
OPHEA	CN	33	Strasbourg	210 000,00 €	42 000,00	DC
OPHEA	DEMOL	16	Strasbourg	41 528,53 €	12 458,55	NPNRU
HABITAT DE L'ILL	CN	9	Geispolsheim	45 000,00 €	9 000,00	DC
HABITAT DE L'ILL	VEFA	29	Illkirch-Graffenstaden	138 000,00 €	27 600,00	DC
HABITAT DE L'ILL	CN	12	Ostwald	60 000,00 €	13 200,00	DC
HABITAT DE L'ILL	DEMOL	40	Illkirch-Graffenstaden	92 780,70 €	59 379,84	NPNRU
FOYER MODERNE DE SCHILTIGHEIM	REHAB	40	Schiltigheim	106 000,00 €	53 000,00	DC
NEOLIA	VEFA	39	Oberhausbergen	105 000,00 €	52 500,00	DC
HABITATION MODERNE	VEFA	10	Souffelweyersheim	30 000,00 €	15 000,00	DC
SOMCO	VEFA	29	Ostwald	141 000,00 €	70 500,00	DC
OPHEA				153 000,00€	45 900,00	NPNRU
			Total	**17 267 689,23€**	**6 096 428, 39€**	

PRELEVEMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE L.302-5

Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant des prélèvements au titre de la loi SRU	Montant total des subventions versées en 2022
VILOGIA	VEFA - CN	9	ECKBOLSHEIM	125 821,56	13 500,00 €
HM-3F-HDI-OPHEA	VEFA-CN	64	ESCHAU	92 897,00	81 300,00 €
HM	CN	19	FEGERSHEIM	95 420,48	19 800,00 €
DOMIAL- HDI	VEFA- CN	29	GEISPOLSHEIM	0,00	39 510,00 €
			HOENHEIM (DSU – 20%)	78 224,14	
HM	CN	10	HOLTZHEIM (1er prélèvement en 2020)	49 807,80	8 200,00 €
HDI	VEFA- CN	305	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN (DSU +20%)	0,00	379 749,84 €
			LA WANTZENAU	171 263,43	0€
VILOGIA	VEFA	34	LINGOLSHEIM (DSU +20%)	0,00	32 400,00 €
HM – OPHEA - NEOLIA	CN	46	MUNDOLSHEIM	122 955,36	175 000,00 €
VILOGIA – OPHEA - NEOLIA	VEFA - CN	96	OBERHAUSBERGEN	45 147,40	217 500,00 €
OPHEA – CDC HS, HDI, SOMCO	REHAB – CN - VEFA	216	OSTWALD (DSU +20%)	0,00	171 230,00 €
PB privé	CST - IML	1	PLOBSHEIM	0,00	70 400,00 €
DOMIAL - OPHEA	VEFA	24	REICHSTETT	33 003,27	63 600,00 €
BNE - VILOGIA - HM	AA - VEFA	31	SOUFFELWEYERSHEIM	127 634,78	93 800,00 €

HM - HDI	CN	60	VENDENHEIM	62 872,78	66 480,00 €
NEOLIA	AA	2	WOLFISHEIM	54 766,01	54 900,00 €
			TOTAL	**1 059 814,01**	**1 485 369,84**

NB : si plusieurs versements interviennent sur la même opération (plusieurs acomptes) au cours de la même année, le nombre de logements de l'opération va être pris en compte autant de fois qu'il y a eu de versement. La colonne « nombre de logements » est donc à lire avec cette précaution.

DEPENSES VERSEES AU TITRE DU PARC PRIVE (SUR FONDS DU DELEGATAIRE) – prog 568 – 1314 – 1550
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives
Nota bene : n'inclut pas les dépenses liées aux postes dédiés au pilotage des dispositifs d'OPAH (2 ETP)

	Dépenses de l'exercice
Aides aux propriétaires bailleurs et occupants (568)	502 163 €
Aides au syndicat de copropriété – OPAH Copropriétés Dégradées (1314)	40 000 €
Prestations d'ingénierie (BP pour le PIG + 1314 + 1550)	325 156,03€ + 554 358,12€ + 0€
TOTAL	**1 421 677,15€**

ANNEXE 2

Bilan de la mise en œuvre de la programmation en logements très sociaux à bas niveau de quittance bénéficiant d'une subvention PLAI adapté.

Lister les opérations financées et préciser les enveloppes d'autorisations d'engagement correspondantes. Indiquer le cas échéant, les difficultés rencontrées dans l'atteinte des objectifs fixés.

N° LOGSO	Commune	Nom du maitre d'ouvrage	Numéro Galion	Nombre de logements PLAI adaptés bénéficiant de la subvention "PLAI adapté"	Montant de la subvention FNAP accordée en mentionnant la part "PLAI hors subvention D. 331-25-1 du CCH", et la part "PLAI adapté"	Résidences sociales / Pensions de famille / Logements ordinaires
2022-014	Schiltigheim	ADOMA	2022674820017	25	**200 000€** PLAI hs D 331-25-1 CCH **140 000€** PLAI-A	RS
2022-018	Strasbourg	DOMIAL	2022674820048	4	**32 000€** PLAI hs D 331-25-1 CCH **41 920€** PLAI-A	LO
2022-024	Strasbourg	VILOGIA	2022674820045	8	**96 000€**[13] PLAI hs D 331-25-1 CCH **83 840€** PLAI-A	LO
2022-034	Eckbolsheim	3F Grand Est	2022674820030	1	**8 000€** PLAI hs D 331-25-1 CCH **13 980€** PLAI-A	LO

[13] 8 000€ / PLAI + 4 000€ / logt en prime AA.

Annexe à la lettre de notification initiale des objectifs et crédits des parcs public et privé
Département du Bas Rhin en date du 9 mai 2023

1) Parc public

Développement de l'offre nouvelle

Territoire de gestion	Objectifs initiaux LLS 2023							Enveloppe financière initiale LLS 2023				
	PLAI ordinaires	PLAI structures	PSH	PLUS	PLS	Total LLS	Primes SF	PLAI ordinaires	PLAI structures	PSH	Bonification sobriété foncière	Total LLS
67_Eurométropole de Strasbourg	106	225	55	166	299	851	177	849 696 €	1 803 600 €	426 800 €	531 000 €	3 611 096 €
67_CeA Bas-Rhin	283	50	0	524	204	1061	89	2 268 528 €	400 800 €	0 €	267 000 €	2 936 328 €

Les objectifs initiaux en termes d'agréments ont été dimensionnés pour retranscrire plus fortement les orientations nationales et régionales et tenir compte des dotations disponibles, avec notamment :

- l'imposition d'une proportion minimale de 35 % de PLAI ordinaires dans la répartition PLAI / PLUS à tous les territoires de gestion, pour inciter au développement du logement très social
- la satisfaction des besoins PLUS en logements ordinaires et le maintien d'une réserve régionale, en attendant la fiabilisation des besoins en PLUS structures
- la répartition des objectifs PLS avec priorité donnée aux logements étudiants et répartition du reste des objectifs au prorata des besoins exprimés

  rappel : pour les PLS ordinaires, il vous est demandé de veiller au respect des orientations nationales en proscrivant notamment leur développement dans les zones les moins tendues et en veillant à ce que le loyer de sortie de ces produits soit bien inférieur au loyer de marché afin d'en garantir leur caractère social.

L'enveloppe financière initiale pour le développement de l'offre nouvelle a été paramétrée dans le respect des principes suivants :

- revalorisation du montant moyen de subvention (MMS) PLAI limitée aux seuls territoires champardennais (à hauteur de la revalorisation du MMS Grand Est) dans un principe de solidarité entre territoires et de poursuite de la convergence initiée en 2020
- mise en place d'un MMS unique (à hauteur du MMS régional, soit 7 760 €) pour les produits spécifiques hébergement (PSH), valable pour tous les territoires de gestion
- renforcement de la dotation « sobriété foncière », abondée par l'optimisation du MMS Grand Est, pour apporter une subvention unitaire à hauteur du bonus national (3 000 €) pour toutes les primes sollicitées avec la possibilité pour les territoires de gestion de moduler le niveau de subvention entre 2 000 € et 5 000 €, sous réserve de satisfaire au cadrage régional d'utilisation de cette enveloppe *(cadrage à décliner par chaque territoire de gestion et à transmettre à la préfète de région pour mi-juin)* et de respecter l'atteinte des objectifs fixés et l'enveloppe allouée
- soit, pour le territoire du Bas-Rhin :
  - MMS fixé à : 8 016 € par PLAI / 7 760 € par PSH
  - PLUS et Palulos communale à 0 €
  - enveloppe sobriété foncière pour les logements LLS (PLAI / PLUS) calculée sur la base de 3 000 € par logement

Les territoires de gestion conservent la possibilité de moduler le montant moyen de subvention ayant servi au calcul de leur dotation, pour dégager des marges financières et permettre d'impulser les politiques prioritaires de leur territoire, sous réserve de l'atteinte des objectifs notifiés et du respect de l'enveloppe financière allouée.

PLAI Adaptés (subvention complémentaire au PLAI)

Les objectifs et enveloppes en PLAI adaptés tiennent compte des besoins exprimés et des objectifs PLAI initiaux alloués à votre département. Cela étant et afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif national de 4 000 PLAI adaptés (dont 2/3 en logements ordinaires), un taux minimum de PLAI-A ordinaires, fixé à 2% du volume de PLAI ordinaires de chaque territoire, est imposé pour inciter au développement de ce type d'offre.

Territoire de gestion	Objectifs initiaux PLAI adaptés			Dotation initiale PLAI-A adaptés		
	PLAI-A ordinaires	PLAI-A structures	Total PLAI-A	PLAI-A ordinaires	PLAI-A structures	Total PLAI-A
67_Eurométropole de Strasbourg	19	19	38	265 620 €	106 400 €	372 020 €
67_CeA Bas-Rhin	6	10	16	83 880 €	56 000 €	139 880 €

2) Parc privé

Objectifs et enveloppes financières

La dotation du Grand Est est de 163 296 532 € et vise la rénovation de 18 456 logements.

Dans le Bas-Rhin, la répartition des objectifs est la suivante :

	OBJECTIFS EN NOMBRE DE LOGEMENTS											
	PB	dont PB MOI	PB IML	PO LHI-TD	PO AUTO	PO MPRS	Total PO +PB	MPR COPROPRIETES		Copro en difficulté	TOTAL	Objectif total "Energie"
								Copro "Autres"	Copro Fragiles			
67. EMS	99	5	67	16	103	206	424	400	14	306	1144	720
67. CEA	51	0	18	30	322	345	748	78	58	0	884	542

Pour votre département, les montants alloués sont les suivants et correspondent au produit du nombre d'objectifs et du montant moyen de subvention défini par l'ANAH par priorité (hors propriétaires bailleurs) :

	ENVELOPPES										Total
	TRAVAUX				INGENIERIE						
	PO/PB	Copro "Autres"	Copro Fragiles	Copro en difficulté	Chefs de projet	Suivi-animation	"Autres"	Ingénierie Copro D	GUP	AMO MPR COPRO	Total ANAH
67. EMS	5 740 525 €	1 903 600 €	120 638 €	2 327 203 €	- €	361 250 €	- €	330 710 €	20 400 €	7 650 €	**10 811 976 €**
67. CEA	7 723 191 €	371 202 €	499 786 €	- €	13 365 €	910 654 €	106 250 €	- €	- €	6 353 €	**9 630 801 €**

Les priorités de 2023 sont identiques à celles de 2022, avec pour principale évolution la fin du Plan de Relance sachant que les différents objectifs financés par ce dernier font désormais tous l'objet d'un financement « classique », largement renforcé, notamment avec une augmentation de l'enveloppe ingénierie de plus de 22 %.

Principes de répartition des objectifs :

Au regard des échanges avec les Directions Départementales des Territoires et les délégataires des aides à la pierre tout au long de l'année 2022, des bilans de réalisations, des besoins exprimés par les territoires lors des enquêtes de programmation, des priorités de l'ANAH, et d'une première réunion de concertation début 2023 il a été proposé de répartir les objectifs :

- en tenant compte des programmes prioritaires locaux (OPAH-CB, OPAH-RU, OPAH-RR, PIG) ;
- en adaptant les objectifs thématiques aux enjeux de chaque territoire : parc privé potentiellement indigne, précarité énergétique, etc. ;
- en tenant compte de la capacité à faire des territoires (réalisation des objectifs 2022, potentiel, taux de réalisation par rapport aux demandes exprimées en début de programmation, etc.).

Pour les copropriétés, la demande est satisfaite à hauteur de 100 % des projets prévus pour le premier semestre conformément à l'enquête menée en janvier 2023. La répartition sera réactualisée aux réunions de concertation de juin et septembre en fonction des dossiers prêts à être engagés.

Pour l'objectif Energie (prime liée à la performance énergétique atteinte), la répartition a été réalisée en utilisant les taux définis par l'Agence :

- 80 % pour les PB ;
- 66 % pour les PO LHI-TD ;
- 100 % pour les PO énergie, les copropriétés fragiles et copropriétés saines ;
- 12 % pour les copropriétés en difficulté.

Conformément aux priorités de l'ANAH, une attention particulière sera portée à la réalisation des programmes nationaux (Petites Villes de Demain, Action Cœur de Ville, etc.), au traitement des copropriétés ainsi qu'aux rénovations de logements en habitat indigne.

Principes de répartition des crédits :

Pour l'enveloppe travaux, il est proposé d'utiliser, comme chaque année, le montant moyen de subvention constaté nationalement pour toutes les priorités d'intervention afin de répartir les crédits à partir des objectifs alloués. S'agissant de l'objectif PO LHI-TD, en raison des fortes disparités entre les régions, un coût moyen par région a été défini par l'ANAH (27 695 €). Pour les copropriétés en difficulté, les crédits ne sont pas attribués à partir d'un coût moyen mais en fonction des coûts de travaux réels prévus.

Pour l'enveloppe ingénierie, l'enveloppe allouée est inférieure aux demandes. Il est proposé de répondre équitablement en calculant un prorata basé sur les demandes initiales et en considérant une fongibilité totale entre les priorités. Ainsi, une enveloppe correspondant à 85 % du montant des demandes initiales sera allouée.

Réserve

La répartition des objectifs proposée permet la création d'une réserve régionale de l'ordre de 27,8 % de l'enveloppe déléguée hors copropriétés en difficulté afin de pouvoir ajuster de façon souple la répartition en fonction des besoins en cours d'année et conformément aux préconisations de l'ANAH qui fixent un taux minimum de réserves de 10 %.

Ainsi, en fonction des engagements réalisés et des besoins en cours d'année, la mobilisation de la réserve régionale permettra de répondre aux besoins des territoires. La fin d'exercice 2022 a illustré la capacité à satisfaire les demandes grâce à l'application des règles de fongibilité nationales de fin de gestion et à un redéploiement des crédits entre territoires du Grand Est.

Des points intermédiaires sont planifiés en cours d'année afin d'adapter la répartition de la réserve aux besoins qui seront fiabilisés à ces occasions. De même, un tableau de suivi mensuel de consommation des enveloppes et d'atteinte des objectifs sera mis en place. Il sera notamment consolidé par les territoires au regard de leurs propres outils de suivi.

Ce scénario de répartition initiale ne préjuge pas des moyens définitifs alloués aux territoires de gestion. Afin de garantir une optimisation collective de l'enveloppe régionale, des points d'étapes et des temps de concertation réguliers seront effectués en cours d'année et plus particulièrement en fin de gestion. Ils permettront de s'assurer de la bonne gestion des moyens mis à disposition mais aussi de l'atteinte des objectifs assignés aux territoires grâce à un suivi fin de la consommation des enveloppes financières Ils permettront également de procéder, si nécessaire et en fonction des besoins des territoires, à des révisions d'objectifs, des réajustements infra régionaux et de solliciter, le cas échéant, des moyens supplémentaires au FNAP ou à l'ANAH. L'atteinte des objectifs initiaux dans le respect de l'enveloppe notifiée conditionnera les redéploiements éventuels. La prochaine réunion de concertation concernant la programmation aura lieu le 19 juin en vue d'effectuer, si nécessaire, les premiers ajustements.

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°82

Mise en œuvre de la politique Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg : bilan 2022 de la délégation des aides à la pierre, mise en perspective avec l'évaluation du volet Habitat du PLU 2017-2020 et projections 2023.

Pour **73**	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BADER Camille, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Martin, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, JUND Alain, KANNENGIESER Michèle, KESSOURI Annie, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OZENNE Pierre, PFRIMMER Philippe, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAEFFER Jean-Michel, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre **0**	
Abstention **14**	BALL Christian, BREITMAN Rebecca, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, HOERLE Jean-Louis, MASTELLI Dominique, OEHLER Serge, PERRIN Pierre, RICHARDOT Anne-Pernelle, RINKEL Marie, TRAUTMANN Catherine, ULRICH Laurent, WACKERMANN Valerie

83

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Mise en place de Contrats de mixité sociale pour les communes volontaires - poursuite des objectifs SRU.

Numéro E-2023-578

La loi dite « 3DS » du 21 février 2022 est venue adapter le dispositif de l'article 55 de la loi SRU du 13 décembre 2000, et permet aux communes déficitaires en logements sociaux de décider de la mise en place d'un contrat de mixité sociale (CMS) à passer avec l'Etat et l'intercommunalité de rattachement.

Intégré à l'article L.302-8-2 du code de la construction et de l'habitation, le CMS est défini comme le « cadre d'engagement de moyens permettant à une commune d'atteindre les objectifs [de rattrapage SRU] et conclu, pour une durée de trois ans renouvelable, entre une commune, l'Etat, l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre ».

Il vise à définir les modalités de réalisation des objectifs de construction de logements locatifs sociaux, à tracer les perspectives et projections pour permettre l'atteinte des objectifs SRU à terme, et à formaliser les engagements souscrits pour y parvenir.

Outil contractuel à la disposition des communes volontaires, il est dit « abaissant » quand il permet à la commune de diminuer l'objectif de la période triennale concernée. Il peut être renouvelé pour couvrir jusqu'à trois périodes triennales successivement.
Il n'a pas pour effet de remettre en question l'objectif d'atteindre à terme le taux de 25% de logement social au sein du parc de résidences principales des communes concernées, mais permet de phaser l'atteinte progressive dans le temps de cet objectif, et de préciser de manière partenariale le chemin et les actions prévues pour y parvenir : outils fonciers (droit de préemption urbain), de planification urbaine (évolution du plan local d'urbanisme etc.), d'aménagement opérationnel, programmatiques (identification des opérations de production de LLS envisagées), dispositifs opérationnels (conventionnement Anah, etc), actions sur le volet attribution ou encore volet financier.

Compte tenu de son rôle en matière de politique de l'Habitat, et de sa qualité de délégataire des aides à la pierre, l'Eurométropole de Strasbourg est étroitement associée à cette démarche qui, sous pilotage de l'Etat, a donné lieu à des rencontres en 2022 (présentation de la démarche et enjeux) et 2023 (groupes de travail et comités de rédaction) pour

permettre aux communes déficitaires du territoire eurométropolitain de se positionner sur la question de la mise en place de cet outil sur leur ban et de finaliser la rédaction de leur CMS le cas échéant.

Les communes ayant décidé de s'engager dans cette démarche de contractualisation sont les suivantes :

- Eckbolsheim,
- Eschau,
- Fegersheim,
- Hoenheim,
- Mundolsheim,
- Reichstett,
- Vendenheim.

La présente délibération vise à valider le principe de mise en place de ces CMS abaissants pour les communes qui ont fait le choix d'y souscrire. Sous réserve de la validation en Conseil municipal des projets de contrats de mixité sociale par chacune des communes concernées, il est donc proposé au Conseil de valider la mise en place de CMS sur la période 2023-2025 pour les communes précitées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29
Vu la loi du 13 décembre 2000 relative à la
Solidarité et au renouvellement urbain (SRU)
Vu l'article 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation
Vu la trame de contrat de mixité sociale
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la mise en place de contrats de mixité sociale, joints en annexe à la présente délibération, dits abaissants pour les communes volontaires suivantes :*

  - *Eckbolsheim,*
  - *Eschau,*
  - *Fegersheim,*
  - *Hoenheim,*
  - *Mundolsheim,*
  - *Reichstett,*
  - *Vendenheim ;*

décide

que l'Eurométropole de Strasbourg participera aux comités de suivi de ces contrats aux côtés des communes concernées ;

autorise

la Présidente ou son-sa représentant-e à signer les contrats de mixité sociale correspondants, ainsi que tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158527-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Trame-type de contrat de mixité sociale

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Logo commune

Logo autres(s)

Strasbourg.eu
eurométropole

Contrat de mixité sociale (2023-2025)

Objectifs, engagements et actions pour la production de logement social sur la commune de

Nom de la commune

Entre

La commune de Nom de la commune, représentée par Monsieur/Madame Nom et qualité, vu la délibération du conseil municipal du date, approuvant les termes du présent contrat de mixité sociale,

L'Eurométropole de Strasbourg dont la commune de Nom de la commune est membre représentée par madame Pia IMBS, présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, vu la délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du date, approuvant les termes du présent contrat de mixité sociale,

L'État, représenté par madame Josiane CHEVALIER, préfète de la Région Grand-Est et du Bas-Rhin,

+ Autres signataires éventuels

Préambule :
Enjeux et ambitions du contrat de mixité sociale
1 recto maximum

La commune de Nom de la commune est soumise aux obligations SRU depuis année. Avec xx% de logements sociaux au sein de ses résidences principales pour un objectif de 25%, la dynamique de rattrapage sur cette commune reste encore à parfaire.

La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique dite « 3DS » est venue adapter le dispositif de l'article 55 de la loi SRU, en pérennisant un mécanisme de rattrapage soutenable pour les communes encore déficitaires en logements sociaux, tout en favorisant une adaptabilité aux territoires.

C'est dans ce cadre, et compte tenu des difficultés qu'elle rencontre pour réaliser du logement social, que la commune de Nom de la commune a souhaité conclure un contrat de mixité sociale pour la période 2023-2025.

Conformément à l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, ce contrat de mixité sociale constitue un cadre d'engagement de moyens devant permettre à la commune de Nom de la commune d'atteindre ses objectifs de rattrapage pour la période triennale suivante.

Il se veut à la fois un document permettant de comprendre les principales dynamiques du logement social sur le territoire, d'évaluer l'impact des moyens déjà mobilisés et d'identifier ceux pouvant être actionnés à court et moyen terme. Dans sa mise en œuvre, le contrat de mixité sociale sera également un lieu d'échanges continus entre les différents partenaires tout au long de la période triennale 2023-2025.

Indication des modalités d'élaboration du document : comité de pilotage, partenaires associés et modalités de concertation.

Le contrat de mixité sociale s'organise autour de 3 volets :

- 1er volet / Points de repères sur le logement social sur la commune
- 2e volet / Outils et leviers d'action pour le développement du logement social
- 3e volet / Objectifs, engagements et projets : la feuille de route pour 2023-2025

Présentation de la commune de Nom de la commune

1 recto maximum

Il s'agit de présenter la commune dans une optique « portrait de territoire », permettant d'en cerner les principaux traits et son fonctionnement global au sein du territoire.

On y retrouvera donc ses caractéristiques urbaines (ville-centre, péri-urbaine, à dominante rurale, littorale, etc.), mais aussi son positionnement au sein du territoire et notamment de son EPCI : fonctionnalité par rapport à l'emploi, dynamique démographique, rôle de polarité…

Quelques indicateurs peuvent être mobilisés pour donner à voir le niveau d'attractivité de la commune et son niveau de tension sur les marchés du logement : croissance démographique, indice de concentration de l'emploi, vacances de longue durée, etc.

Une mention des documents de planification et de programmation en vigueur sur la commune sera à intégrer, de même qu'une synthèse des principaux enjeux identifiés dans ces documents s'agissant de la situation de la commune.

Il conviendra de préciser le rôle de chaque collectivité dans les politiques locales de l'habitat : compétences de l'EPCI, gestion des aides à la pierre notamment.

1er volet / Points de repères sur le logement social sur la commune

1) Evolution du taux de logement social

L'enjeu est de donner à voir et d'expliquer l'évolution du taux de logement social depuis l'entrée de la commune dans le dispositif SRU. La présentation sous forme de courbe graphique est à privilégier pour faciliter la lisibilité. La réalisation d'un graphique présentant les courbes comparées de l'évolution du nombre de logements sociaux et de celles des résidences principales permettra une analyse fine des différentes tendances (corrélation, périodes de « décrochage », explication des variations, etc.).

Source mobilisable : inventaires annuels SRU

2) État des lieux du parc social et de la demande locative sociale

L'enjeu est de disposer d'une vision synthétique des caractéristiques du parc social existant sur la commune, en se concentrant sur quelques traits saillants : ancienneté du parc, taille des logements, répartition entre le parc HLM / parc privé conventionné / accession sociale etc.

Il s'agit également de mesurer le niveau de tension sur le parc social, à travers le ratio de tension (nombre de demandeurs/nombre de demandes satisfaites), des taux de vacance et de rotation dans le parc social, ainsi que du délai moyen de satisfaction de la demande locative sociale.

Enfin, il est important de mettre en lumière les caractéristiques principales de la demande locative sociale (et plus spécifiquement de la demande externe, c'est-à-dire hors mutations internes au sein du parc social) au travers de quelques données significatives sur le profil des demandeurs : part des personnes seules, part des ménages habitant sur la commune, part des ménages dont les ressources n'excèdent pas les plafonds PLAI ou faisant partie du premier quartile de ressources, part des demandeurs reconnus DALO et comme publics prioritaires (art. L. 441-1 du CCH).

Sources mobilisables : inventaires annuels SRU, Répertoire du parc locatif social (RPLS), Système national d'enregistrement (SNE) ou fichiers locaux de la demande locative sociale, Syplo (pour les publics prioritaires).

3) Dynamique de rattrapage SRU

L'enjeu est d'abord de rappeler les résultats atteints sur les dernières périodes triennales, au travers d'un tableau récapitulatif de ce type :

Bilans triennaux SRU		2014-2016		2017-2019		2020-2022	
Objectifs							
Réalisés							
Taux d'atteinte							
% de PLAI	% de PLS						
Taux de carence							

Au-delà des résultats des bilans triennaux, il s'agit également de s'interroger sur l'évolution du volume du déficit de logements sociaux. A cet égard, une courbe graphique d'évolution annuelle du nombre de logements manquants peut permettre de caractériser la trajectoire de rattrapage.

Source mobilisable : inventaires annuels SRU (à compter de 2014 suite à la loi du 13 janvier 2013 ayant rehaussé le taux à 25% pour de nombreuses communes)

Enfin, afin de saisir l'efficacité des outils mis en place pour orienter une part de l'offre nouvelle en direction du logement social, il est primordial de faire apparaître :
- la part que les logements sociaux mis en service représentent dans l'augmentation des résidences principales
- la part que les logements sociaux financés représentent dans le total des logements autorisés

Sources mobilisables : inventaires annuels SRU / Galion-Sisal / SITADEL

Ces deux indicateurs pourront être calculés sur un pas de temps long, avec un focus possible sur les 3 dernières années. Il est intéressant, à titre informatif, de projeter les tendances actuelles de l'augmentation des résidences principales et de la part du logement social dans celles-ci pour simuler le taux de logements social à moyen et long terme.

4) **Les modes de production du logement social**

Après l'approche quantitative et qualitative de la production de logement social, il s'agit d'avoir une attention particulière aux filières de production du logement locatif social et notamment à la répartition entre la part des logements locatifs sociaux réalisés en VEFA et celle sous maîtrise d'ouvrage directe des organismes HLM.

Par ailleurs, au vu des enjeux d'intervention accrue au sein de l'enveloppe urbaine existante, il est pertinent de mesurer la part des logements locatifs sociaux réalisés en acquisition-amélioration. Cela permettra d'identifier les marges de développement de cette modalité de production du logement social, ainsi que les conditions pour le faciliter.

Source mobilisable : Galion-Sisal

2e volet / Outils et leviers d'action pour le développement du logement social

Il s'agit dans ce deuxième volet de rendre compte de l'analyse conjointe menée par les signataires, avec le concours de l'ensemble des partenaires associés, sur les outils mobilisés et mobilisables pour favoriser le développement du logement social et de la mixité sociale plus généralement.

Les 4 champs d'intervention pour lesquels des engagements sont attendus doivent être évoqués, à savoir :

- *L'action foncière, interrogeant les éléments de stratégie comme de maîtrise foncière plus opérationnelle.*
- *L'urbanisme et l'aménagement, qui font appel aux règles définies dans les documents d'urbanisme, mais aussi aux outils plus opérationnels de l'aménagement.*
- *La programmation et le financement du logement social, qui impliquent la stratégie de diversification de l'offre sociale, les modalités d'intervention des différents acteurs et le soutien financier aux projets de logements sociaux.*
- *L'attribution des logements sociaux aux publics prioritaires, nécessitant une attention à la politique de peuplement et à la gestion des différents contingents.*

Pour conduire ces analyses, il sera utile de s'appuyer sur les grilles de questionnement thématiques en annexe du guide DHUP « Le contrat de mixité sociale : objectifs, engagements et actions pour le développement du logement social sur les territoires SRU ».

Lorsque la commune est couverte par un programme local de l'habitat (PLH) exécutoire, il sera important d'évaluer l'impact des actions mises en œuvre dans ce cadre dans l'atteinte des objectifs de rattrapage.

La synthèse de ces échanges devra être retranscrite dans le contrat de mixité sociale, en mettant en lumière, pour chaque thématique, les principales difficultés identifiées, l'évaluation des outils et moyens déjà mobilisés, ainsi que les leviers d'action et les points de vigilance qui viendront nourrir les engagements retenus dans le cadre du contrat de mixité sociale.

1) **Action foncière**

Difficultés observées et défis à relever - *Principales difficultés observées sur la commune s'agissant de la disponibilité foncière d'emprises capables d'accueillir des projets de logements sociaux.*

Outils mis en œuvre, leviers mobilisables et points de vigilance – *Les réponses apportées avec analyse de leur impact. Les pistes à explorer et les leviers complémentaires pouvant être activés, les points d'attention particuliers du point de vue de l'État.*

2) **Urbanisme et aménagement**

Difficultés observées et défis à relever - *Principales difficultés observées sur la commune s'agissant de l'intégration dans le développement urbain d'une part significative de logement social et de maîtrise de l'aménagement en ce sens.*

Outils mis en œuvre, leviers mobilisables et points de vigilance – *Les réponses apportées avec analyse de leur impact. Les pistes à explorer et les leviers complémentaires pouvant être activés, les points d'attention particuliers du point de vue de l'État.*

3) **Programmation et financement du logement social**

Difficultés observées et défis à relever - *Principales difficultés observées sur la commune s'agissant des capacités de programmation d'opérations de logement social et d'atteinte de leur équilibre financier*.

Outils mis en œuvre, leviers mobilisables et points de vigilance – *Les réponses apportées avec analyse de leur impact. Les pistes à explorer et les leviers complémentaires pouvant être activés, les points d'attention particuliers du point de vue de l'État.*

4) **Attribution aux publics prioritaires**

Difficultés observées et défis à relever - *Principales difficultés observées sur la commune s'agissant de l'accès des publics prioritaires au parc locatif social.*

Outils mis en œuvre, leviers mobilisables et points de vigilance – *Les réponses apportées avec analyse de leur impact. Les pistes à explorer et les leviers complémentaires pouvant être activés, les points d'attention particuliers du point de vue de l'État.*

3e volet / Objectifs, engagements et projets : la feuille de route pour 2023-2025

Article 1er - Les engagements et actions à mener pour la période 2023-2025

Conformément à l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, le contrat de mixité sociale constitue un cadre d'engagement de moyens permettant à une commune d'atteindre ses objectifs de rattrapage. Pour cela il « détermine notamment, pour chacune des périodes triennales qu'il couvre et pour chacune des communes signataires, […] les engagements pris, notamment en matière d'action foncière, d'urbanisme, de programmation et de financement des logements [comptabilisés à l'inventaire] et d'attributions de logements locatifs aux publics prioritaires […] ».

Au vu de l'analyse conduite sur les outils et leviers mobilisables, les signataires décident des engagements et actions suivantes à mettre en œuvre sur la période triennale 2023-2025 :

A décliner pour chacune des 4 thématiques (action foncière, urbanisme, programmation et financement, attributions aux publics prioritaires). Pour chaque engagement et action, il conviendra de faire mention :

- *du ou des signataire(s) concerné(s)*
- *des résultats attendus*
- *des éléments sur leur déploiement opérationnel (méthode et calendrier)*

Exemples (non exhaustifs) en lien avec les grilles de questionnement thématiques en annexe du guide DHUP « Le contrat de mixité sociale : objectifs, engagements et actions pour le développement du logement social sur les territoires SRU ». : lancement d'une étude de gisements fonciers, mise en place d'un partenariat renforcé avec l'EPF sur la veille et l'action foncière, lancement d'une étude du potentiel de surélévation des logements sociaux existants, mise en place d'un plan d'action foncière avec un budget dédié aux acquisitions foncières destinées au logement social, mobilisation du foncier public en faveur d'opérations sociales et abordables, amélioration du traitement des DIA et développement du recours au droit de préemption urbain, instauration de secteurs de mixité sociale dans le PLU, optimisation des droits à construire pour les projets de logements sociaux, mobilisation de subventions communales et intercommunales pour équilibrer les opérations des bailleurs sociaux, pour ciblage des aides financières mobilisées pour faciliter l'émergence de projets complexes (acquisition-amélioration, reconfiguration du tissu urbain, etc.), etc.

Ces actions seront également à mettre en lien avec le PLH lorsqu'il existe, soient qu'elles le précisent, le complètent ou s'inscrivent dans des actions déjà programmées voire engagées.

Il sera possible d'y ajouter d'éventuels points de vigilance sur des actions à mettre en œuvre à moyen terme.

Article 2 - Les objectifs de rattrapage pour la période 2023-2025

Conformément à l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, le contrat de mixité sociale détermine, pour chacune des périodes triennales qu'il couvre et pour chacune des communes signataires, les objectifs de réalisation de logements locatifs sociaux à atteindre. Il facilite la réalisation d'objectifs de répartition équilibrée des logements locatifs sociaux pour chaque commune

Conformément à l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, le taux de rattrapage légal de la commune de Nom de la commune correspond à xx % du nombre de

logements sociaux manquants, soit xx logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023-2025.

Objectifs quantitatifs de rattrapage pour 2023-2025
Au vu de *[préciser l'ensemble des éléments expliquant le choix final du niveau de rattrapage retenu dans le contrat de mixité sociale (maintien du niveau fixé par la loi, utilisation des possibilités d'abaissement ou de mutualisation et le cas échéant niveau de modulation retenu)].*

Il est décidé de retenir pour la période 2023-2025 des objectifs correspondant à xx% du nombre de logements sociaux manquants, soit xx logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023-2025.

Ces objectifs feront l'objet d'une notification par le préfet à l'ensemble des signataires.

En cas d'abaissement des objectifs de rattrapage, indiquer qu'il a été fait usage des possibilités d'abaissement de l'objectif de rattrapage précisées au IX de l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, en rappelant le taux plancher de rattrapage qu'il était possible de fixer en fonction de la situation de la commune (25%, 40% ou 80%) et intégrer ce tableau :

Nom de la commune	Nombre de LS manquants au 1er janvier 2022	Taux de rattrapage avant CMS	Objectifs 2023-2025 avant CMS	**Taux de rattrapage retenu**	**Objectifs 2023-2025 retenus**

En cas de mutualisation, indiquer qu'il a été fait usage des possibilités d'abaissement de l'objectif de rattrapage précisées au X de l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, et intégrer ce tableau précisant la situation de chaque commune signataire :

Nom de la commune	Nombre de LS manquants au 1er janvier 2022	Taux de rattrapage avant mutualisation	Objectifs 2023-2025 avant mutualisation	**Taux de rattrapage après mutualisation**	**Objectifs 2023-2025 après mutualisation**
Total					

Pour Paris, Lyon et Marseille : *ajouter un tableau spécifique de répartition des objectifs par arrondissement, montrant l'orientation de la programmation vers les arrondissements disposant de moins de 15% de logements sociaux.*

Objectifs qualitatifs de rattrapage
Les logements réalisés pour concourir à l'atteinte de ces objectifs triennaux devront intégrer au moins 30% de PLAI et 30% de PLS et assimilés (ou 20% si la commune dispose de moins de 10% de logements sociaux et n'est pas couverte par un PLH), soit un objectif de rattrapage intégrant au moins xx logements PLAI et un maximum de xx logements en PLS ou assimilés.

Modalités d'établissement du bilan triennal 2023-2025 - *Rappel des règles de comptabilisation des logements réalisés au titre du bilan triennal 2023-2025.*

Article 3 - Les projets de logements sociaux pour 2023-2025

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'article 2 du présent contrat de mixité sociale, la liste des projets devant y concourir et déjà identifiés s'établit comme suit :

Intégrer un tableau indiquant (a minima):

1. *Nom de l'opération (ou du site en fonction de l'état d'avancement)*
2. *Adresse*
3. *Référence cadastrale*
4. *Maître d'ouvrage de l'opération*
5. *Nombre de logements projetés*
6. *Nombre de logements sociaux projetés (au sens de l'inventaire SRU)*
7. *Typologies des logements sociaux (PLAI/PLUS/PLS ou assimilés, PSLA/BRS, etc)*
8. *Année de financement prévisionnelle (comprise entre 2023 et 2025)*
9. *Année de financement*
10. *Observations permettant d'identifier l'état d'avancement des grandes étapes nécessaires à l'aboutissement du projet (modification du zonage du PLU, maîtrise foncière, étude de faisabilité, dépôt du permis de construire, dépôt de la demande d'agrément). Il sera important d'indiquer s'il s'agit d'un projet d'initiative publique ou privée.*

Cette liste correspond aux projets prioritaires, pour lesquels chaque signataire s'engage à mobiliser l'ensemble de ses champs de compétences afin d'aboutir à une prise en compte dans le bilan triennal 2023-2025.

Dans le cadre du pilotage, du suivi et de l'animation du contrat de mixité sociale, cette liste fera l'objet d'un examen régulier et d'une mise à jour en continu par la commune.

Toute difficulté relative aux projets listés ci-dessus devra être signalée aux autres signataires et faire l'objet, le cas échéant, d'une action spécifique pour y remédier.

Article 4 – Pilotage, suivi et animation du contrat de mixité sociale

Gouvernance et pilotage stratégique
Préciser la composition du comité de pilotage, la périodicité de ses réunions, leurs attendus ainsi que le signataire en charge de l'animation.

Sur les bilans périodiques d'état d'avancement des engagements et actions décidées dans le cadre du contrat de mixité sociale, préciser le signataire en charge de l'élaboration de ces bilans, avec une attention particulière sur l'implication de la commune et de l'EPCI.

Animation et suivi opérationnels

Identifier la composition du « groupe opérationnel », dont la mission principale sera de suivre les projets identifiés à l'article 3. En préciser le fonctionnement ainsi que le signataire en charge de son animation, avec une attention particulière sur l'implication de la commune et de l'EPCI.

Effets, durée d'application, modalités de modification

Le présent contrat de mixité sociale est valable jusqu'au date.

Au moins 6 mois avant son terme, le comité de pilotage devra se réunir et se prononcer sur l'opportunité et les modalités d'engager l'élaboration d'un nouveau contrat de mixité sociale pour la période triennale suivante (2026-2028).

Il pourra faire l'objet d'avenants selon la même procédure que celle ayant présidé à son élaboration initiale.

Le date

La commune de Nom de la commune représentée par le/la Maire	L'Eurométropole de Strasbourg représentée par la Présidente	Autre signataire Qualité
Prénom Nom	Pia IMBS	Prénom Nom

L'État
représenté par
la Préfète du Bas-Rhin

Josiane CHEVALIER

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°83

Mise en place de Contrats de mixité sociale pour les communes volontaires - poursuite des objectifs SRU.

Pour	75	AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BADER Camille, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, DAMBACH Danielle, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HEIM Valérie, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KANNENGIESER Michèle, KIRCHER Jean-Louis, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PFRIMMER Philippe, PHILIPPS Thibaud, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RINKEL Marie, SAIDANI Lamjad, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	2	BALL Christian, HENRY Martin
Abstention	11	BREITMAN Rebecca, CHADLI Yasmina, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHULER Georges, SPLET Antoine, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, WACKERMANN Valerie

84

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Prise en garantie de prêts Action Logement accordés à l'Office Foncier Solidaire d'Alsace pour la réalisation de quatre opérations de logement social en BRS (bail réel solidaire).

Numéro E-2023-359

L'Office Foncier Solidaire d'Alsace (OFSA) a sollicité l'Eurométropole de Strasbourg pour demander la prise en garantie de 4 prêts souscrits auprès d'Action Logement Services pour la réalisation d'opérations en bail réel solidaire (BRS), représentant une enveloppe totale de 1 260 000€.

Pour rappel l'OFSA est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif créée à l'initiative de PROCIVIS et de la SERS, afin de disposer d'un nouvel outil stratégique à l'échelle alsacienne permettant de développer des opérations en démembrement du foncier, c'est-à-dire la dissociation entre la propriété du foncier et du bâti. L'OFS « conserve » à sa charge le coût du foncier, en contrepartie de redevances versées par le bénéficiaire pendant toute la durée du bail. Cela permet de minorer le coût de l'accès au logement pour le bénéficiaire. Le montage peut être de type « BRS » ou se faire sous forme de baux emphytéotiques.

L'OFS perçoit un loyer (redevance) via la mise en place d'un bail réel solidaire avec les acquéreurs des logements, ce qui permet de réduire le cout d'acquisition du bâti (maison, appartements) pour les accédants et d'amortir le coût du foncier sur une durée très longue.

Les prix de vente des logements vendus en BRS étant plafonnés (même niveau que le PSLA) et vendus à des ménages sous conditions de ressources, cela constitue l'un des segments possibles pour le développement de l'offre en accession sociale à la propriété.

Les logements en BRS contribuent à l'atteinte des objectifs fixés par la loi SRU en matière de logement social et constituent une offre en accession sociale pérenne.

S'agissant d'un nouveau produit, les vérifications ont été réalisées par les services sur la faisabilité et les risques encourus conformément aux règles des ratios Galland, ainsi qu'au regard des éléments suivants :
- statuts de l'OFSA,
- schéma de montage des opérations projetées,
- rapport du commissaire aux comptes 2021 de l'OFSA,

- montant de la redevance perçue par l'OFSA pour l'opération,
- le plan de financement prévisionnel de l'opération.

Il en ressort que le risque financier peut être qualifié de faible à moyen, compte tenu de :
- l'horizon de prévision (40 ans pour l'emprunt, 80 ans pour le BRS),
- du choix de l'indice d'évolution de la redevance (IRL pouvant techniquement être négatif),
- des garanties et mécanismes prudentiels mis en place (procédures de contrôle interne prévues par le règlement intérieur, contrôle externe tant par les autorités de tutelle que par un commissaire aux comptes, faculté de résiliation du BRS par l'OFSA moyennant une indemnité limitée en cas d'impayé),
- et de la robustesse des principaux actionnaires (SERS et PROCIVIS) auxquels l'OFSA est adossé.

Les prêts accordés par Action Logement Services présentent des conditions très favorables. La prise en garantie de la collectivité étant une condition pour la mise en place de ces prêts, l'opportunité réside dans le soutien que la collectivité souhaite apporter aux opérations envisagées.

Dans le détail, les opérations concernées sont les suivantes :

- 13 logements situés 4 allée des Sources à Mittelhausbergen, prêt souscrit de 195 000€,
- 7 logements situés rue Katia Krafft à Mundolsheim, prêt souscrit pour 434 052€,
- 34 logements situés à Strasbourg - secteur Starlette, prêt souscrit de 510 000€,
- 30 logements situés à Strasbourg - secteur Archipel, prêt souscrit de 450 000€.

La production de BRS sur le ban de Strasbourg au sein de programmations mixtes (logements libres, logements sociaux) contribue à la fois à la diversification de l'offre de logements pour une réponse aux besoins en logement de tous, au parcours résidentiel des locataires du parc public, et donc à la rotation au sein du parc social. Strasbourg ayant atteint par ailleurs ses objectifs SRU, l'opportunité du montage en BRS ne fait pas de doute et a été intégré en tant que tel au stade de la programmation sur ces secteurs d'aménagement.

La commune de Mittelhausbergen n'est pas assujettie aux obligations SRU (moins de 3 500 habitants).

À Mundolsheim, qui est déficitaire, l'offre en BRS contribue aux objectifs SRU, mais ne doit pas se faire au détriment de la production de logements locatifs sociaux, sous peine de pénaliser la commune dans l'atteinte de ses objectifs triennaux (minimum 30% de PLAI et maximum de 30% de PLS ou produits assimilés – dont le BRS-).
Vérification faite, l'opération se réalise sur un secteur où il n'existe pas d'obligation de réaliser du logement locatif social. Cette opération est la dernière qui vient compléter l'offre développée sur le secteur. Le permis de construire a été délivré.

Il est donc proposé d'accorder la garantie ainsi sollicitée sur l'ensemble des quatre opérations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les contrats de prêt n°1080511, n° 1080518, n° 1083651 et n° 1083654
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'octroi de la garantie de la collectivité à hauteur d'un montant total de 1 260 000€ (un million deux cents soixante mille euros) pour les quatre prêts souscrits par l'OFSA auprès d'Action Logement Services et ci-annexés ;

la garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 260 000€ (un million deux cents soixante mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre des contrats de prêts n° 1080511, n° 1080518, n ° 1083651 et n° 1083654.

Lesdits contrats sont joints en annexe à la présente délibération et font partie intégrante de celle-ci.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des contrats de prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la part d'Action Logement Services, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts ;

autorise

la Présidente, ou son-sa représentant-e à signer tout document en application de la présente délibération.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-157281-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONVENTION DE PRÊT LONG TERME SUBORDONNE N° 1080511-SANS NORME
ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE (OFS)

L'ensemble formé par les présentes conditions générales, les conditions particulières et les tableaux d'amortissement correspondants, constitue la convention de prêt(s) conclue entre ALS et l'emprunteur, l'OFS, formant un tout indissociable et indivisible. En cas d'incompatibilité, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales de la Convention.

ENTRE :

Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz à PARIS (75013) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824.541.148, dûment représentée par Monsieur Olivier RICO, en sa qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée « **ALS** »,

ET :

ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE, Société anonyme de coordination dont le siège social est situé 10 Rue Oberlin à STRASBOURG (67000) , représentée par Monsieur Eric HARTWEG, en sa qualité de Directeur Général,

Ci-après dénommée l'« **Emprunteur** », ou l' « OFS »

ALS et l'Emprunteur et/ou l'OFS sont désignés ensemble comme les « **Parties** » et séparément comme une « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La présente convention a été établie en application de la convention relative au Plan d'Investissement Volontaire (« **PIV** ») du 25 avril 2019, portant avenant à la convention quinquennale 2018-2022 entre l'Etat et ALS qui prévoit d'accompagner les organismes fonciers solidaires dans le financement de l'acquisition et du portage du foncier destiné à l'accession sociale en bail réel solidaire au sens des articles L. 255-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (ci-après « **BRS** »), et à la directive émise par Action Logement Groupe (ALG) qui précise les conditions de mise en œuvre de ce financement.

Dans ce cadre, les stipulations de la présente convention ont été établies à l'issue des travaux ou échanges entre l'Emprunteur et la Délégation régionale d'Action Logement Services Grand-Est représentée par Madame Caroline PERRIOT, validées par la Commission de Crédit et confirmées par lettre d'engagement au titre de l'exercice 2022.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

CONDITIONS PARTICULIERES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

La convention (la « **Convention** ») est constituée des présentes conditions particulières (les « **Conditions Particulières** ») et des conditions générales qui s'y rattachent (les « **Conditions Générales** ») de même que, le cas échéant, du tableau d'amortissement prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme (le « **Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme** »).

LOCALISATION ET FINANCEMENT DE L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à utiliser les financements accordés conformément aux termes de la Convention, afin de réaliser l'opération d'acquisition et/ou portage (l' « **Opération** ») du foncier situé 4 allée des sources à MITTELHAUSBERGEN (67206) (l' « **Immeuble** »).

A ce titre, l'Emprunteur déclare que le prix de revient prévisionnel de l'Opération s'élève à 527 142,32 € et se décompose de la façon suivante (les « **Coûts de l'Opération** ») :

Prix de revient prévisionnel Sans norme	
Frais annexes	7 694,75 €
Etudes	6 464,37 €
Acquisition foncière et/ou portage	512 983,20 €
TOTAL	**527 142,32 €**

L'Emprunteur déclare que le plan de financement prévisionnel de l'Opération est le suivant :

Plan de financement prévisionnel Sans norme	
Prêt amortissable Action Logement Services	195 000,00 €
Prêt CDC Autres	280 000,00 €
Fonds propres - Autres	52 142,32 €
TOTAL	**527 142,32 €**

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRÊT LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur un prêt (le « **Prêt Long Terme** ») dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction au sens des articles L. 313-1 à L. 313-6 du Code de la construction et de l'habitation (la « PEEC ») d'un montant de 195 000,00 € (Cent quatre-vingt-quinze mille euros) aux conditions suivantes :

Financement N°1 Prêt long terme :
- **Montant du prêt accordé** : 195 000,00 €
- Filière : Sans norme
- Durée totale en mois (y compris différé) : 480 mois
- Périodicité de remboursement des intérêts et du capital : Trimestrielle

Phase d'amortissement
- Durée de la phase d'amortissement en mois : 360 mois
- Nature du taux : Fixe
- Taux d'intérêt annuel (taux du prêt) : 0,5 %
- Taux d'intérêt plancher (en cas de taux révisable) : NC
- Modalité d'amortissement : échéances constantes

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Phase de différé
- Durée du différé en mois : 120 mois
- Modalité du différé : capital et intérêts
- Taux d'intérêt annuel pendant le différé (si différent du taux du prêt) : 0 %
- En cas de différé total, modalité de paiement des intérêts : à la fin du différé

- Frais de garantie (évaluation) : 0 euros
- Frais d'assurance : 0 euros
- Coût du prêt : 15 111,60 €
- TEG : 0,30 %, soit un taux de période 0,075 %

Le Prêt Long Terme est destiné au financement de l'Opération et son utilisation doit respecter les stipulations de l'article 1 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Le Prêt Long Terme sera mis à disposition, pendant la Période de Disponibilité, en un seul Versement sous réserve de la satisfaction des conditions stipulées à l'article 3 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
En outre, tout Versement, sauf stipulation contraire, sera soumis à la satisfaction des conditions suivantes :

- la remise de l'appel de fonds du notaire dans le cas où l'acte de vente n'a pas encore été signé.

Tout Versement doit être demandé au cours de la période (la « **Période de Disponibilité** ») entre la Date de Signature et la date tombant cinq (5) ans après celle-ci.

La Période de Disponibilité expirera de manière anticipée à l'expiration de celui des deux délais suivants dont le terme est le plus éloigné :

- soit un (1) an après la délivrance de la déclaration d'achèvement de la mise en état du terrain,
- soit trois (3) mois après la conclusion du premier BRS.

Sans préjudice des conditions préalables à tout Versement stipulées ci-dessus et aux Conditions Générales du Contrat Prêt Long Terme, sur demande formulée par l'Emprunteur par voie postale ou électronique, le déblocage du Prêt Long Terme se fera en un Versement.

ARTICLE 3 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

Le remboursement anticipé volontaire prévu aux Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité.

ARTICLE 4 – ANNULATION ET REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE PARTIELS EN CAS DE SURFINANCEMENT

Sur présentation des pièces justificatives en vue du Versement du solde du Prêt Long Terme le surfinancement est observé quand les conditions de financement initiales ne sont plus respectées :

- le montant total des financements en Prêt Long Terme dépasse le montant total du coût du foncier et des honoraires de l'Opération (financement supérieur à l'assiette finançable).

En cas de surfinancement :
- le montant du surfinancement disponible au titre du Prêt Long Terme sera automatiquement annulé à concurrence du montant du surfinancement ; et/ou

dans le cas où un surfinancement est constaté au regard des sommes déjà mises à disposition au titre du Prêt Long Terme, ALS pourra exiger le remboursement anticipé obligatoire partiel du Prêt Long Terme à concurrence du montant du surfinancement ainsi constaté.

ARTICLE 5 - PAIEMENT

L'Emprunteur autorise et donne mandat à ALS afin de prélever toute somme exigible sur le compte de l'Emprunteur. Ce mandat étant réputé d'intérêt commun, il est réputé irrévocable.

ARTICLE 6 - GARANTIES

Le présent Contrat de Prêt Long Terme subordonné est garanti par la(les) sûreté(s) suivante(s) :

- **Garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales (annexe Collectivité Territoriale)**

L'Emprunteur s'engage à constituer, au profit d'ALS une garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales. Dès la première défaillance de remboursement constatée pour quelle que cause que ce soit, la (les) collectivité(s) territoriale(s) s'engage(nt) à

rembourser à ALS toutes les sommes dues, dans les conditions prévues par la délibération de garantie. Le Contrat de Prêt Long Terme est conclu sous la condition suspensive de l'obtention d'une délibération de garantie d'emprunt d'une ou plusieurs collectivités territoriales, matérialisant son (leur) engagement. Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels la (les) garantie(s) d'emprunt et son (leur) exécution pourraient donner lieu, seront à la charge de l'Emprunteur.

.

ARTICLE 7 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous, et celles-ci seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

Conditionner les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation du projet et en accord avec les collectivités.

ARTICLE 8 — ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur s'engage à ce que :

- les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation soient conditionnés à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation de l'Opération et en accord avec les collectivités.

ARTICLE 9 – SUBORDINATION

Le Contrat de Prêt Long Terme est subordonné. Il en résulte qu'en cas de concours de tous les créanciers sur l'ensemble du patrimoine de l'Emprunteur, le Prêteur fait irrévocablement abandon de son droit à un traitement égalitaire avec les autres créanciers chirographaires. En conséquence, le Prêteur accepte que l'Emprunteur, dans ces mêmes situations de concours, ne soit obligé de le payer en capital et en intérêts qu'après que tous les autres créanciers auront été payés ou que les sommes nécessaires à cet effet sont déposées en consignation. Par tous les autres créanciers, l'on entend tous les créanciers privilégiés et chirographaires autres que le(s) créancier(s) subordonné(s), sans avoir égard au fait que leur créance existait déjà au moment du présent Contrat de Prêt Long Terme ou lui est postérieure, ni au fait que leur créance est à durée déterminée ou indéterminée. Le Prêteur marque également son accord par la présente pour être traité, dans les hypothèses précitées de concours, à égalité avec les autres prêteurs, s'il en existe, que leur créance soit née avant ou après la conclusion du présent Contrat de Prêt Long Terme.

Fait à PARIS, le 9 mars 2023
En deux (2) exemplaires originaux,

L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat de Prêt Long Terme (dont les Conditions générales et les Conditions particulières) et les accepter

ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE
Monsieur Eric HARTWEG
Directeur Général
(Cachet et signature)

ACTION LOGEMENT SERVICES
Monsieur Olivier RICO
Directeur Général
(Cachet et signature)

Par délégation
Fathia MAHDOUF

Action Logement Services
21 quai d'Austerlitz
CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13
SAS au capital de 20.000.000 d'euros - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232
Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

CONDITIONS GENERALES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Chaque terme commençant par une majuscule dans le Contrat aura la signification qui lui est donnée dans celle-ci.

"**Contrats Liés**" désigne le Contrat de Prêt Court Terme, le Contrat de Subvention et le Contrat de Réservation dans le cas où ces contrats sont conclus pour le besoin de l'octroi du Contrat de Prêt Long Terme.

"**Date de Signature**" désigne la date de signature du Contrat par ALS.

"**Demande de Versement**" désigne tout avis de Versement établi conformément au modèle figurant en Annexe 1 du présent Contrat.

"**Groupe**" désigne ALS et toute autre société ou autre entité contrôlée par ALS, contrôlant ALS ou contrôlée par la même personne que celle contrôlant ALS (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce).

"**Jour Ouvré**" désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à Paris tout en étant, s'il s'agit d'un jour où un paiement en euros doit être effectué, un Jour TARGET.

"**Jour TARGET**" désigne un jour quelconque où TARGET2 est ouvert au règlement de paiements en euros.

"**Mois**" désigne une période commençant un jour d'un mois calendaire et s'achevant le jour correspondant du mois calendaire suivant, étant précisé que :

i. (Sous réserve du paragraphe (iii) ci-dessous) si le jour correspondant du mois calendaire suivant n'est pas un Jour Ouvré, cette période sera alors prorogée au Jour Ouvré suivant de ce mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le Jour Ouvré précédent) ;

ii. Si le mois calendaire suivant ne compte pas de jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré de ce mois calendaire ;

iii. Si la Période d'Intérêts commence le dernier Jour Ouvré d'un mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré du mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

Les règles énoncées ci-dessus s'appliqueront uniquement au dernier Mois d'une période.

"**TARGET2**" désigne le système de paiement Trans-European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer (système de transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel) qui utilise une plate-forme unique partagée (single shared platform) et qui a été lancé le 19 novembre 2007.

"**Versement**" désigne tout versement au titre du Prêt Long Terme ou, le cas échéant, de la Subvention ou du Prêt Court Terme conformément aux termes du Contrat.

ARTICLE 2 – INTERPRETATION

2.1 Dans le Contrat, sauf indication contraire :

i. Toute référence à une Partie inclut les successeurs, cessionnaires et ayants-droit à, ou de, ses droits et/ou obligations au titre du Contrat concerné ;

ii. Toute référence à la « Convention », à un « Contrat », une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété, et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation ;

iii. Toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'amendée ou mise à jour.

2.2 L'appréciation de la mesure dans laquelle un taux est "pour une période égale en durée" à une Période d'Intérêts ignorera toute incohérence résultant de la détermination du dernier jour de cette Période d'Intérêts conformément aux termes du Contrat de Prêt Long Terme.

2.3 Les titres des articles sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation du Contrat concerné.

2.4 Les termes commençant par une majuscule non-définis dans les présentes Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation.

MODALITES D'ACCEPTATION DU(DES) CONTRAT(S)

Le(s) Contrat(s) peut (peuvent) être émis sur un support durable.

Le(s) Contrat(s) pourra (pourront) être souscrit(s) :

- Soit par courrier : l'exemplaire du(des) Contrat(s) revenant à ALS, dûment signé(s) par l'Emprunteur et/ou le Bénéficiaire et/ou le Bailleur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières, et le cas échéant le Tableau d'Amortissement Prévisionnel et/ou les annexes.
- Soit électroniquement, via l'apposition d'un cachet électronique comme sceau de reconnaissance. Dans ce cas, les Parties s'engagent expressément à reconnaitre la valeur probante du(des) Contrat(s).

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRET LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur le Prêt Long Terme dont les fonds sont issus de la PEEC et le montant déterminé à l'Article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, aux conditions définies dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et dans les Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur s'engage à affecter les fonds reçus conformément à la destination des fonds prévue à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de prêt Long Terme et à rendre compte de leur utilisation à ALS par courrier et pendant toute la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Afin de permettre l'exercice de ce contrôle par ALS, l'Emprunteur s'engage à notifier par écrit tout projet de modification apportée à l'Opération pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme et à ne pas mettre en œuvre de modifications de l'Opération sans le consentement de l'ALS.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé que l'utilisation de tout ou partie des fonds reçus pour financer un autre objet que l'Opération rendrait immédiatement exigible le remboursement à ALS des fonds considérés.

ALS pourra, à sa seule convenance, se faire remettre par l'Emprunteur toutes justifications du respect de l'affectation susvisée. Cette faculté conférée à ALS ne pourra pas être interprétée comme ayant pour objet ou pour effet de mettre à la charge d'ALS une quelconque obligation de surveillance des fonds mis à disposition.

ARTICLE 2 – DUREE ET REMBOURSEMENT DU PRET LONG TERME

2.1. Durée et remboursement du prêt

La Date d'Echéance du Prêt Long Terme (la « **Date d'échéance** ») est fixée à l'expiration d'un délai correspondant à la durée totale du prêt telle que précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et s'appliquant à compter de la date de mise à disposition du premier Versement, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date d'Echéance du Prêt Long Terme sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

Le Prêt Long Terme devra être remboursé en plusieurs échéances à chaque Date de Paiement d'Intérêts, à hauteur d'un montant déterminé conformément à l'article « Taux d'intérêt et Calcul des échéances » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme et tel que reflété, à la Date de Signature de la Convention, dans le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme.

Le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme sera mis à jour par ALS et notifié à l'Emprunteur dès lors qu'un évènement en affecte le contenu (versement, remboursement anticipé, annulation).

2.2. Détermination des périodes d'intérêts

Les périodes d'intérêts (les « **Périodes d'Intérêts** ») ou Périodes (les « **Périodes** ») sont déterminées à compter de la date du premier Versement et selon la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, avec les règles suivantes :

a) La première Période d'Intérêts commencera à la date du premier Versement et se terminera le jour correspondant à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme s'appliquant à compter de la date de ce premier Versement.
b) Pour tout Versement postérieur, la première Période d'Intérêts relative à ce Versement commencera à la date de mise à disposition de ce Versement et se terminera le dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.
c) Chaque Période d'Intérêts ultérieure commencera le dernier jour de la Période d'Intérêts précédente et se terminera à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Sauf cas spécifiques concernant la phase de différé (voir 2.5. Phase de différé), les intérêts seront payés à chaque Date de Paiement d'Intérêt (la « **Date de Paiement d'Intérêts** ») correspondant au dernier jour de chaque Période d'Intérêts, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date de Paiement d'Intérêts sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

2.3. Base de calcul des intérêts

Pour chaque Période d'Intérêt, les intérêts seront calculés sur la base du nombre de jours effectivement écoulés (calculés à compter du premier jour (inclus) de la période d'application considérée jusqu'au dernier jour (exclu) de la Période d'Intérêt considérée) et sur la base de mois de 30 jours et d'une année de 360 jours.

2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances

En fonction de la modalité d'amortissement précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, le calcul des échéances à l'issue de la phase de différé d'amortissement et le calcul du taux d'intérêt s'effectueront selon les conditions suivantes :

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « échéances constantes »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Le Prêt Long Terme fera l'objet d'un remboursement à échéances constantes. Le calcul de l'échéance constante sera déterminé à la première période d'amortissement du prêt, à l'issue de la phase de différé d'amortissement le cas échéant. Tout versement ultérieur donnera lieu au recalcul de cette échéance, selon les modalités précisées au paragraphe « Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement ».

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (Ei) :

$$E_i = CRD_{i-1} \times \frac{t}{1-(1+t)^{-(n-i+1)}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital Restant Dû (« **Capital Restant Dû** ») à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement, et étant précisé que :

- t est la conversion, le cas échéant, en taux périodique proportionnel du taux d'intérêt nominal annuel, conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
- le Capital Restant Dû initial (CRD_0) correspond à la somme des montants débloqués à la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i) :

$If_i = CRD_{i-1} \times t$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (Ai) :

$A_i = E_i - If_i$

- Calcul du Capital Restant Dû à l'issue de la Période i (CRD_i) :

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « double révisabilité limitée »

Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt révisé calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Cette règle s'applique également pour le calcul des intérêts en cas de différé d'amortissement. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul du taux de progressivité des échéances

Le taux de progressivité p_i de l'échéance i, qui dépend du taux d'intérêt révisé t_{i-1} (appliqué à la Période d'Intérêt i-1) et t_i (appliqué à la Période d'Intérêt i), est calculé comme suit :

$$p_i = \left[\frac{(1+t'_i)}{(1+t'_{i-1})} \times (1+p_{i-1})\right] - 1$$

Etant précisé que :

- le taux de progressivité initial (p_1) de la première Période d'Intérêts est de 0 % ;
- le taux de progressivité ne pourra être inférieur à 0% ;
- t'_{i-1} et t'_i sont les conversions le cas échéant en taux périodiques proportionnels des taux d'intérêt révisés t_{i-1} et t_i définis ci-dessus (cf. calcul du taux d'intérêt révisé), conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (E_i)

$$E_i = CRDi_{-1} \times \frac{(t'_i - p_i)}{1 - \left[\frac{(1+p_i)}{(1+t'_i)}\right]^{n-i+1}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital restant dû à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i)

$If_i = CRD_{i-1} \times t'_i$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (A_i) :

Si $If_i \geq E_i$ alors $E_i = If_i$ et $A_i = 0$

Si $If_i < E_i$ alors $A_i = E_i - If_i$

- Calcul du capital restant dû à l'issue de la Période i (CRD_i)

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « in fine »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Dans le cas d'un prêt à taux révisable, le taux d'intérêt révisé est calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul de l'échéance et de l'amortissement en capital

Le capital emprunté fera l'objet d'un remboursement total à la Date d'Echéance du Prêt Long Terme.

Les intérêts seront calculés sur la base des montants décaissés (le Capital Restant Dû) et payés à chaque date de Date de Paiement d'Intérêt.

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement. Les intérêts relatifs à ce Versement, calculés à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement seront payés à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement.

2.5. Phase de différé

Lorsque les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme le précisent, une période de différé partiel ou total peut être prévue. Le premier Versement détermine alors le point de départ du différé dont la durée est précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

- En cas de différé d'amortissement du capital (différé partiel)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

- En cas de différé d'amortissement du capital et du paiement des intérêts (différé total)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués, selon la méthode des intérêts composés. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

Les intérêts peuvent être, soit payés à la fin de la période de différé, soit être ajoutés au montant du Capital Restant Dû à la fin de la période de différé, constituant alors le montant du prêt amortissable (modalité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme).

2.6. Taux Effectif Global

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du Code de la consommation, le Taux Effectif Global comprend, outre les intérêts, les frais et commissions ou rémunération de toute nature, directs ou indirects. C'est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le Taux Effectif Global susmentionné, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance d'ALS lors de l'instruction du Prêt.

En cas de Prêt à taux fixe

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que le calcul du Taux Effectif Global est fourni à titre indicatif avec l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En cas de Prêt à taux variable ou révisable

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que, compte tenu des caractéristiques du taux d'intérêt et du taux de progressivité des échéances, il est impossible de calculer le taux effectif global. Le Taux Effectif Global est alors fourni à titre indicatif sur la base de la dernière valeur de l'index connu à la date d'émission des conditions particulières, appliqués pendant toute la durée du contrat de Prêt Long Terme, et dans l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt Long Terme. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En outre, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugerait utiles à l'appréciation du coût global du contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Toute Demande de Versement pourra être adressée par l'Emprunteur à ALS, pendant la Période de Disponibilité stipulée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, par voie électronique (en joignant une copie de la Demande de Versement signée) ou postale précisant le numéro de la Convention et l'ensemble des informations requises dans le modèle figurant en Annexe 1 de la Convention. ALS virera sur le compte de l'Emprunteur les fonds correspondant au Versement dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la réception de la Demande de Versement dûment complétée et adressée ou tout autre Jour Ouvré ultérieur indiqué par l'Emprunteur dans sa Demande de Versement.

La mise à disposition de tout Versement au titre du Prêt Long Terme sera subordonnée à la remise des documents suivants par l'Emprunteur, qui devront être satisfaisants tant sur la forme que sur le fond pour ALS, et à l'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée ou cas de remboursement anticipé obligatoire en cours ou pouvant résulter de la mise à disposition du Versement :

- concernant le premier Versement, l'exemplaire revenant à ALS, dûment signé par l'Emprunteur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières et le Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme ;
- concernant le premier Versement, la copie de l'acte d'acquisition ou de l'attestation notariée ou du document justifiant que l'Emprunteur est titulaire d'un droit réel sur l'Immeuble ;

- concernant le premier Versement, la copie de l'ordre de service n°1 de démarrage des travaux et/ou mise en état (pour les opérations avec travaux et/ou mise en état) ;
- un justificatif de prise de la garantie lorsqu'une garantie est demandée dans les Conditions Particulières (attestation d'inscription hypothécaire, copie de délibération de la collectivité accordant la garantie...) et plus particulièrement lorsque la garantie demandée est une garantie hypothécaire, un justificatif de prise de garantie hypothécaire, le cas échéant (attestation de signature devant notaire), faisant suite à la régularisation sous la forme authentique d'un acte réitératif du prêt consenti par ALS ou d'une reconnaissance de dette, contenant l'affectation hypothécaire visée dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme ;
- tout document qu'ALS pourrait réclamer afin de pouvoir identifier l'Emprunteur ainsi que ses bénéficiaires effectifs et plus généralement afin de se conformer aux procédures d'identification des contreparties mises en place en application des articles 561-32 et suivants du Code monétaire et financier, de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ou toute autre loi ou réglementation qui lui est applicable ; et
- tout autre document requis aux termes des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur doit faire la demande du ou des déblocage(s) des fonds dans les délais indiqués aux Conditions Particulières du Prêt Long Terme, sans dépasser un délai de cinq (5) ans suivant la Date de Signature de la Convention. A défaut, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé.

ARTICLE 4 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

4.1 L'Emprunteur pourra rembourser par anticipation tout ou partie du Prêt Long Terme dans la limite d'une fois par an (étant entendu que tout remboursement partiel devra être d'un montant minimum de [10 000] euros et de 10% du Capital Restant Dû), sous réserve d'un préavis écrit à ALS d'au moins trois (3) mois et que le remboursement intervienne à une Date de Paiement d'Intérêts. Tout avis de remboursement anticipé remis par l'Emprunteur sera irrévocable et précisera la date de remboursement ainsi que son montant.

4.2 Tout remboursement anticipé volontaire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé, et le cas échéant donnera lieu au paiement de pénalités telles que prévues aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

ARTICLE 5 – REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE

5.1 En cas d'aliénation (notamment par voie de vente, d'apport ou d'échange) de tout ou partie des droits réels de l'Emprunteur sur l'Immeuble, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les dix (10) Jours Ouvrés après la signature de la promesse et au moins vingt (20) Jours Ouvrés avant la signature de l'acte de vente, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant Dû du Prêt Long Terme le jour de l'aliénation, en donnant instruction irrévocable au notaire de virer la somme due à ALS.

Toutefois, en cas d'aliénation de la totalité des droits réels sur l'Immeuble par l'Emprunteur à un tiers et, le cas échéant, de la substitution de plein droit de ce tiers dans les droits et obligations du Bailleur au titre du Contrat de Réservation, si n tel contrat a été conclu aux fins des présentes, par application de l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties peuvent toutefois convenir avec ce tiers, sous réserve de l'accord d'ALS, de la cession du Contrat de Prêt Long Terme, en ce compris les dettes et créances y afférentes, par l'Emprunteur à ce tiers.

5.2 En cas de destruction totale ou partielle des logements faisant l'objet du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les plus brefs délais, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé après un délai de trente (30) jours et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Prêt Long Terme dans un délai de six (6) mois à compter de la date du sinistre ou, s'il perçoit une indemnité d'assurance au titre de ce sinistre avant l'expiration de ce délai de six (6) mois, dès réception de cette indemnité.

Cependant, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme ne sera pas annulé et l'Emprunteur ne sera pas tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant dû du Prêt Long Terme s'il justifie dans un délai de trente (30) jours (par une attestation d'architecte si ALS en fait la demande) que l'Immeuble peut être reconstruit dans un délai tel que cela ne remet pas en cause sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, et qu'il justifie de la réalisation des travaux de reconstruction en temps utile en communicant notamment la copie de tout permis de construire, déclaration d'achèvement et certificat de conformité.

5.3 Tout remboursement anticipé obligatoire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé mais ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité à l'exception des coûts de remploi. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

5.4 Tout montant disponible au titre du Prêt Long Terme et non encore utilisé à l'issue de la Période de Disponibilité, sera automatiquement annulé à cette date et l'engagement d'ALS résilié à due concurrence.

ARTICLE 6 – INTERETS DE RETARD

Si l'Emprunteur ne paye pas à bonne date un montant dû au titre du Contrat de Prêt Long Terme, ce montant portera intérêts, dans les limites autorisées par la loi et sans mise en demeure, pendant la période comprise entre sa date d'échéance et la date de son paiement effectif (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) à un taux de 4 % par an s'ajoutant au taux qui aurait été dû si le montant impayé avait constitué, pendant la période de retard de paiement, un Versement mis à disposition pendant des Périodes d'Intérêts successives fixées comme indiqué aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur devra payer les intérêts échus au titre du présent article à première demande d'ALS.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non payés seront capitalisés avec le montant impayé au titre duquel ils seraient dus, dans la mesure où ils seraient dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des échéances de remboursement et d'intérêts devra intervenir sur le compte bancaire d'ALS. Dans le cas d'un prélèvement, l'Emprunteur autorise ALS à prélever sur ce compte, jusqu'à la dernière échéance, les sommes correspondant aux échéances dues.

L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Contrat de Prêt Long Terme qui aura été remboursé.

ARTICLE 8 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous et sont complétées par les déclarations stipulées à l'article 7 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. Ces déclarations seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

- aucune instance ou procédure judiciaire, administrative ou arbitrale n'est en cours qui aurait pour effet d'empêcher ou interdire l'Opération, la signature ou l'exécution de la présente Convention ou la constitution d'une Sûreté ;
- aucune échéance impayée liée à un financement antérieur consenti par ALS ;
- à la date à laquelle ils sont remis, les documents (et notamment ceux contenant des informations comptables et financières) remis à ALS n'omettent aucune information qui pourrait être raisonnablement considérée comme déterminante de sa décision de mettre le Prêt Long Terme, le cas échéant le Prêt Court Terme et/ou la Subvention, à la disposition de l'Emprunteur et les informations contenues dans les documents remis à ALS sont, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, à la date à laquelle ils ont été remis, exactes en tous points significatifs ;
- l'Emprunteur ne fait l'objet d'aucune procédure collective ou procédure de règlement amiable ;
- tous les impôts dus par l'Emprunteur ont été et/ou seront dûment déclarés et ont été et/ou seront payés dans les délais impartis par l'administration compétente conformément aux règles de comptabilisation et d'imposition fiscale applicables ;
- l'Emprunteur est en conformité avec toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables ou qui sont applicables à ses actifs, ainsi qu'avec toute injonction délivrée par les autorités compétentes, autre qu'une non-conformité mineure ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni ses représentants légaux, ni, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est une personne physique, ou morale ou une entité (ci-après une "**Personne**"), ou n'est détenu ou contrôlé par des Personnes :
    - faisant l'objet ou étant la cible d'une quelconque loi, réglementation, embargo ou autre mesure restrictive relative à des sanctions financières, économiques ou commerciales, adoptée, édictée, appliquée ou mise en œuvre par l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne (ou l'un de ses Etats membres) ou tout organisme ou agence de l'un des Etats ou institutions précités, y compris la Direction Générale du Trésor français (ci-après « **Sanction** ») ; ou
    - immatriculée ou résidente dans un pays ou territoire, qui fait, ou dont le gouvernement fait, l'objet d'une quelconque Sanction interdisant de façon générale les relations avec ledit gouvernement, pays ou territoire ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni leurs représentants légaux, ni à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés ou agents respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est engagé dans une activité ou ne s'est livré à une quelconque activité ou conduite susceptible d'enfreindre toute législation ou règlementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption, en vigueur dans toute juridiction concernée ;
- il n'existe aucun Cas d'Exigibilité Anticipée en cours ; et
- l'Emprunteur dispose ou bénéficie, à toute date donnée, de tous les droits personnels ou réels et de toutes les autorisations administratives nécessaires pour l'Opération.

ARTICLE 9 – EXIGIBILITE ANTICIPEE

9.1 Chacun des événements et circonstances mentionnés au présent Article 9.1 constitue un cas d'exigibilité anticipée (« Cas d'Exigibilité Anticipée ») :

a) l'Emprunteur ne paie pas à sa date d'exigibilité une somme due au titre du Contrat de Prêt Long Terme sauf si le non-paiement résulte d'une erreur administrative ou technique et le paiement est effectué dans les deux (2) Jours Ouvrés après sa date d'exigibilité ;

b) l'Emprunteur ne respecte pas l'une des stipulations du Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés (autre que celles mentionnées au (a)) sauf si cette inexécution est susceptible de remédiation et s'il y est remédié dans un délai de dix (10) jours après la date la plus proche entre (A) la date à laquelle ALS aura avisé l'Emprunteur de l'inexécution et (B) la date à laquelle l'Emprunteur en aura eu connaissance ;

c) l'Emprunteur ne respecte pas son obligation de maintien de l'actionnariat majoritaire prévu, le cas échéant, dans les Conditions Particulières du Contrat Prêt Long Terme ;

d) toute déclaration ou affirmation faite ou réputée faite par l'Emprunteur dans le Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte de l'Emprunteur au titre de l'un de ces Contrats ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été, inexacte ou trompeuse sur un point significatif au moment où elle a été faite ou réputée avoir été faite ;

e) toute opération de fusion, de scission, de dissolution, de liquidation ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions affectant l'Emprunteur qui serait réalisée sans l'accord écrit préalable d'ALS ;

f) la démolition (autre qu'une destruction visée à l'Article 5.2 des présentes) ou le changement de destination de l'Immeuble ;

g) le cas échéant si un tel contrat a été conclu, la résiliation ou résolution du Contrat de Réservation ;

h) l'Emprunteur sollicite la désignation d'un mandataire ad hoc ou engage une procédure de conciliation en application des articles L.611-3 à L.611-15 du Code de commerce, l'Emprunteur est en état de cessation de paiement ou un jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (en ce compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, une procédure de sauvegarde accélérée ou de sauvegarde financière accélérée), de redressement ou de liquidation judiciaire, ou un jugement ordonnant la cession totale ou partielle de l'entreprise est prononcé à l'encontre de l'Emprunteur en application des articles L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce ;

i) si le Contrat de Prêt Long Terme est garanti, les Sûretés ne sont pas constituées à bonne date, ou les Sûretés sont annulées ou résolues rétroactivement, ou à compter de leur inscription, ou si les Hypothèques ne sont pas inscrites au rang convenu ; et

j) tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont l'Emprunteur pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

9.2 À tout moment après la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée sous réserve qu'il persiste, ALS pourra, sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification à l'Emprunteur mais sans préjudice des dispositions impératives des articles L.611-16 et L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce :

a) résilier son engagement au titre du Prêt Long Terme ; et/ou

b) déclarer immédiatement exigibles tout ou partie du Prêt Long Terme, augmenté des intérêts en cours ou échus et de tous montants échus au titre de la Convention. Ces montants deviendront alors immédiatement exigibles.

ARTICLE 10 – OBLIGATION D'INFORMATION

10.1 Lors de l'arrêté des comptes de l'opération immobilière financée, l'Emprunteur devra remettre à ALS les éléments suivants :

- le prix de revient définitif de l'opération immobilière ;
- le plan de financement définitif de l'opération immobilière ;
- le justificatif de mise à disposition des logements ; et
- la copie de la déclaration d'achèvement des travaux et/ou de la mise en état ou du procès-verbal de réception des travaux et/ou de la mise en état.

10.2 Sur 1ère demande d'ALS, l'Emprunteur s'engage à communiquer sous dix (10) jours :

- la copie de ses comptes annuels ;
- l'état locatif des logements réservés ou occupés (numéros, type de logements, loyers et charges, nom des locataires, date d'entrée des locataires) ; et
- toute autre pièce d'ordre administratif, juridique, comptable et technique permettant de vérifier la bonne utilisation des fonds.

10.3 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de forme sociale dont il pourrait faire l'objet et lui communiquera une copie à jour de ses statuts dans les plus brefs délais après la décision de transformation.

10.4 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont il pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

10.5 L'Emprunteur avisera ALS de la survenance d'un quelconque Cas d'Exigibilité Anticipée (ainsi que des démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance et, si ALS lui en fait la demande, il remettra une attestation d'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée.

ARTICLE 11 – AFFICHAGE ET DOCUMENTATION RELATIFS A L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à mentionner la participation d'ALS en tant que financeur sur un panneau d'affichage (déclaration préalable/permis de construire) relatif à l'opération financée en y faisant figurer un logo d'une taille minimale de 50 cm de longueur (résolution minimale : 300 dpi) et en accord avec la taille du panneau. Il s'engage également sur tout document relatif à l'opération à faire référence à ALS en qualité de financeur. Cette mention devra respecter les éléments de la charte graphique d'ALS transmise à l'Emprunteur.

ARTICLE 12 – PUBLICATION DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

ALS se réserve la possibilité de faire réitérer, devant notaire, le Contrat de Prêt Long Terme et de le faire publier au service de la publicité foncière. A cet effet, l'Emprunteur s'engage à remettre à l'office notarial désigné par ALS, dans un délai d'un (1) mois à compter de la demande formulée par ALS, tous les renseignements et documents nécessaires à cette publication, ainsi qu'à signer l'acte de réitération.

ARTICLE 13 – MODIFICATION ET CESSION PAR ALS DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

Toute modification du Contrat de Prêt Long Terme devra faire l'objet d'un avenant écrit conclu entre les Parties.

ALS pourra céder (notamment par voie d'apport) le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant à toute autre société ou entité de son Groupe ou tout fonds ou organisme géré par ALS ou une autre société ou entité de son Groupe, ce à quoi l'Emprunteur consent à l'avance, étant précisé que l'Emprunteur consent expressément à ce qu'ALS soit déchargée de toute responsabilité solidaire au titre des articles 1216-1 et 1327-2 du Code civil dans cette hypothèse. Le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant seront également transmis à toute société ou autre entité à laquelle le patrimoine ou la branche d'activité concernée d'ALS serait transmis dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, de dissolution sans liquidation relevant de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ou toute transmission universelle de patrimoine par effet de la loi.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Chaque Partie accepte de garder confidentiels les documents/informations (ci-après les « **Informations** ») qui leur sont communiqués par l'autre Partie pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Par conséquent, chaque Partie s'engage à :

- utiliser les Informations communiquées par l'autre Partie uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées ;
- ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à ces Informations sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet du Contrat de Prêt Long Terme ;
- prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'Informations à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette Information que celui prévu aux présentes ;
- prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite Information.

ALS pourra toutefois communiquer des Informations dans les circonstances où cela est permis par les dispositions de l'article L.511-33 du Code monétaire et financier sur le secret professionnel (notamment en cas de recours à un prestataire) ainsi qu'aux entités du Groupe et à toute autorité compétente dont l'ANCOLS.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

ALS est engagée dans une démarche continue de protection des données à caractère personnel des personnes physiques qui entrent en relation avec elle, en conformité avec la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Les informations recueillies sont obligatoires pour le traitement de votre demande, la finalité principale de leur collecte étant l'instruction de votre dossier et sa gestion. Les données collectées sont destinées aux services d'Action Logement Services et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, aux entités du Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Action Logement Services est tenue au secret professionnel concernant ces données.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'Emprunteur dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit d'effacement, d'un droit de limitation du traitement de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de données et d'un droit à la portabilité des données ainsi que du droit de définir le sort de vos données en cas de décès. Ces droits peuvent

être exercés par courrier signé, en écrivant à Action Logement Services – Service conformité, 21, quai d'Austerlitz CS 41455 ; 75643 Paris cedex 13, en joignant la copie d'un titre d'identité comportant une signature, ainsi qu'un justificatif du domicile pour la réponse. Pour information, le DPO d'Action Logement Services peut être joint à l'adresse suivante : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

L'Emprunteur dispose également du droit d'introduire une réclamation directement auprès de la CNIL, 3, place de Fontenoy ; 75007 Paris.

ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, Action Logement Services est tenue de s'assurer d'une bonne connaissance de ses clients et d'exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ces derniers. Action Logement Services vérifie à cette fin l'identité et l'adresse de l'Emprunteur et recueille toute information pertinente pour une bonne compréhension de la nature et de l'objet de sa relation avec lui.

L'Emprunteur est dûment informé qu'Action Logement Services a l'obligation de cesser sans délai toute relation d'affaires avec lui si elle n'est pas en mesure de l'identifier, de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de cette relation et, plus généralement, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Tout au long de cette relation, Action Logement Services peut demander à l'Emprunteur de mettre à jour les informations recueillies et/ou de lui fournir tout justificatif relatif à son identité, son domicile, son activité professionnelle, son niveau de revenu, son patrimoine ou concernant ses bénéficiaires effectifs. L'Emprunteur est tenu de communiquer immédiatement les informations et justificatifs demandés. A réception des documents demandés ou en leur absence, et ce durant toute la relation d'affaires au titre de son obligation de connaissance actualisée de l'Emprunteur, ALS pourra, unilatéralement et sans recours possible de l'Emprunteur, décider de différer l'exécution de ses obligations, voire de ne pas les exécuter.

Conformément à la règlementation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.561-12 du Code monétaire et financier, ALS conservera pendant une durée de cinq (5) ans après la fin des relations avec l'Emprunteur intervenue pour quelque raison que ce soit, une copie des documents et informations ayant servi à son identification.

ARTICLE 17 – AUTORITES DE CONTROLE

ALS, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située La Grande Arche - Paroi Sud ; 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

ALS, en tant que société de financement, est soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

Au sein du ministère chargé de l'Economie, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) contribue à la conception et à la mise en œuvre de la politique économique en veillant au bon fonctionnement des marchés sous tous leurs aspects au bénéfice des consommateurs et des entreprises. Elle est située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris cedex 13 (https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP).

ARTICLE 18 – ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat de Prêt Long Terme est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 19 – FRAIS

Tous frais de recouvrement, frais de justice, taxes ainsi que tous honoraires présents ou à venir, versés par ALS pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme seront à la charge de l'Emprunteur.

ARTICLE 20 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Prêt Long Terme est régi par la législation française.

Pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'inexécution et l'exécution de l'une des quelconques dispositions du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification d'une Partie à l'autre du différend, **les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal de Commerce de Paris.**

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1080511-01-001 - Financement de norme Sans norme
4 allée des sources 67206 MITTELHAUSBERGEN - Acquisition foncière

Montant du prêt :	195 000,00 €	Taux :	0,50 % sur 480 mois
Coût total des intérêts :	15 111,60 €		
Périodicité :	Trimestriel		
Durée totale :	480 mois		
Dont différé d'amortissement :	120 mois	TAEG :	0,30%

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
29/09/2023	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2023	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/12/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/03/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/06/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	195 000,00 €
29/09/2033	1 750,93 €	1 507,18 €	243,75 €	193 492,82 €
29/12/2033	1 750,93 €	1 509,07 €	241,86 €	191 983,75 €
29/03/2034	1 750,93 €	1 510,96 €	239,97 €	190 472,79 €
29/06/2034	1 750,93 €	1 512,84 €	238,09 €	188 959,95 €
29/09/2034	1 750,93 €	1 514,74 €	236,19 €	187 445,21 €
29/12/2034	1 750,93 €	1 516,63 €	234,30 €	185 928,58 €
29/03/2035	1 750,93 €	1 518,52 €	232,41 €	184 410,06 €
29/06/2035	1 750,93 €	1 520,42 €	230,51 €	182 889,64 €

Paraphes : 2151

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME
FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion :
CPM75

Dossier N° M001/1080511-01-001 - Financement de norme Sans norme
4 allée des sources 67206 MITTELHAUSBERGEN - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
29/09/2035	1 750,93 €	1 522,32 €	228,61 €	181 367,32 €
29/12/2035	1 750,93 €	1 524,23 €	226,70 €	179 843,09 €
29/03/2036	1 750,93 €	1 526,13 €	224,80 €	178 316,96 €
29/06/2036	1 750,93 €	1 528,04 €	222,89 €	176 788,92 €
29/09/2036	1 750,93 €	1 529,95 €	220,98 €	175 258,97 €
29/12/2036	1 750,93 €	1 531,86 €	219,07 €	173 727,11 €
29/03/2037	1 750,93 €	1 533,78 €	217,15 €	172 193,33 €
29/06/2037	1 750,93 €	1 535,69 €	215,24 €	170 657,64 €
29/09/2037	1 750,93 €	1 537,61 €	213,32 €	169 120,03 €
29/12/2037	1 750,93 €	1 539,53 €	211,40 €	167 580,50 €
29/03/2038	1 750,93 €	1 541,46 €	209,47 €	166 039,04 €
29/06/2038	1 750,93 €	1 543,39 €	207,54 €	164 495,65 €
29/09/2038	1 750,93 €	1 545,32 €	205,61 €	162 950,33 €
29/12/2038	1 750,93 €	1 547,25 €	203,68 €	161 403,08 €
29/03/2039	1 750,93 €	1 549,18 €	201,75 €	159 853,90 €
29/06/2039	1 750,93 €	1 551,12 €	199,81 €	158 302,78 €
29/09/2039	1 750,93 €	1 553,06 €	197,87 €	156 749,72 €
29/12/2039	1 750,93 €	1 555,00 €	195,93 €	155 194,72 €
29/03/2040	1 750,93 €	1 556,94 €	193,99 €	153 637,78 €
29/06/2040	1 750,93 €	1 558,89 €	192,04 €	152 078,89 €
29/09/2040	1 750,93 €	1 560,84 €	190,09 €	150 518,05 €
29/12/2040	1 750,93 €	1 562,79 €	188,14 €	148 955,26 €
29/03/2041	1 750,93 €	1 564,74 €	186,19 €	147 390,52 €
29/06/2041	1 750,93 €	1 566,70 €	184,23 €	145 823,82 €
29/09/2041	1 750,93 €	1 568,66 €	182,27 €	144 255,16 €
29/12/2041	1 750,93 €	1 570,62 €	180,31 €	142 684,54 €
29/03/2042	1 750,93 €	1 572,58 €	178,35 €	141 111,96 €
29/06/2042	1 750,93 €	1 574,55 €	176,38 €	139 537,41 €
29/09/2042	1 750,93 €	1 576,51 €	174,42 €	137 960,90 €
29/12/2042	1 750,93 €	1 578,48 €	172,45 €	136 382,42 €
29/03/2043	1 750,93 €	1 580,46 €	170,47 €	134 801,96 €
29/06/2043	1 750,93 €	1 582,43 €	168,50 €	133 219,53 €
29/09/2043	1 750,93 €	1 584,41 €	166,52 €	131 635,12 €
29/12/2043	1 750,93 €	1 586,39 €	164,54 €	130 048,73 €
29/03/2044	1 750,93 €	1 588,37 €	162,56 €	128 460,36 €
29/06/2044	1 750,93 €	1 590,36 €	160,57 €	126 870,00 €
29/09/2044	1 750,93 €	1 592,35 €	158,58 €	125 277,65 €
29/12/2044	1 750,93 €	1 594,34 €	156,59 €	123 683,31 €
29/03/2045	1 750,93 €	1 596,33 €	154,60 €	122 086,98 €
29/06/2045	1 750,93 €	1 598,33 €	152,60 €	120 488,65 €
29/09/2045	1 750,93 €	1 600,32 €	150,61 €	118 888,33 €
29/12/2045	1 750,93 €	1 602,32 €	148,61 €	117 286,01 €
29/03/2046	1 750,93 €	1 604,33 €	146,60 €	115 681,68 €
29/06/2046	1 750,93 €	1 606,33 €	144,60 €	114 075,35 €
29/09/2046	1 750,93 €	1 608,34 €	142,59 €	112 467,01 €
29/12/2046	1 750,93 €	1 610,35 €	140,58 €	110 856,66 €
29/03/2047	1 750,93 €	1 612,36 €	138,57 €	109 244,30 €
29/06/2047	1 750,93 €	1 614,38 €	136,55 €	107 629,92 €
29/09/2047	1 750,93 €	1 616,40 €	134,53 €	106 013,52 €
29/12/2047	1 750,93 €	1 618,42 €	132,51 €	104 395,10 €
29/03/2048	1 750,93 €	1 620,44 €	130,49 €	102 774,66 €
29/06/2048	1 750,93 €	1 622,47 €	128,46 €	101 152,19 €
29/09/2048	1 750,93 €	1 624,49 €	126,44 €	99 527,70 €
29/12/2048	1 750,93 €	1 626,53 €	124,40 €	97 901,17 €
29/03/2049	1 750,93 €	1 628,56 €	122,37 €	96 272,61 €

Paraphes :

2152

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1080511-01-001 - Financement de norme Sans norme
4 allée des sources 67206 MITTELHAUSBERGEN - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
29/06/2049	1 750,93 €	1 630,59 €	120,34 €	94 642,02 €
29/09/2049	1 750,93 €	1 632,63 €	118,30 €	93 009,39 €
29/12/2049	1 750,93 €	1 634,67 €	116,26 €	91 374,72 €
29/03/2050	1 750,93 €	1 636,72 €	114,21 €	89 738,00 €
29/06/2050	1 750,93 €	1 638,76 €	112,17 €	88 099,24 €
29/09/2050	1 750,93 €	1 640,81 €	110,12 €	86 458,43 €
29/12/2050	1 750,93 €	1 642,86 €	108,07 €	84 815,57 €
29/03/2051	1 750,93 €	1 644,92 €	106,01 €	83 170,65 €
29/06/2051	1 750,93 €	1 646,97 €	103,96 €	81 523,68 €
29/09/2051	1 750,93 €	1 649,03 €	101,90 €	79 874,65 €
29/12/2051	1 750,93 €	1 651,09 €	99,84 €	78 223,56 €
29/03/2052	1 750,93 €	1 653,16 €	97,77 €	76 570,40 €
29/06/2052	1 750,93 €	1 655,22 €	95,71 €	74 915,18 €
29/09/2052	1 750,93 €	1 657,29 €	93,64 €	73 257,89 €
29/12/2052	1 750,93 €	1 659,36 €	91,57 €	71 598,53 €
29/03/2053	1 750,93 €	1 661,44 €	89,49 €	69 937,09 €
29/06/2053	1 750,93 €	1 663,51 €	87,42 €	68 273,58 €
29/09/2053	1 750,93 €	1 665,59 €	85,34 €	66 607,99 €
29/12/2053	1 750,93 €	1 667,68 €	83,25 €	64 940,31 €
29/03/2054	1 750,93 €	1 669,76 €	81,17 €	63 270,55 €
29/06/2054	1 750,93 €	1 671,85 €	79,08 €	61 598,70 €
29/09/2054	1 750,93 €	1 673,94 €	76,99 €	59 924,76 €
29/12/2054	1 750,93 €	1 676,03 €	74,90 €	58 248,73 €
29/03/2055	1 750,93 €	1 678,12 €	72,81 €	56 570,61 €
29/06/2055	1 750,93 €	1 680,22 €	70,71 €	54 890,39 €
29/09/2055	1 750,93 €	1 682,32 €	68,61 €	53 208,07 €
29/12/2055	1 750,93 €	1 684,42 €	66,51 €	51 523,65 €
29/03/2056	1 750,93 €	1 686,53 €	64,40 €	49 837,12 €
29/06/2056	1 750,93 €	1 688,64 €	62,29 €	48 148,48 €
29/09/2056	1 750,93 €	1 690,75 €	60,18 €	46 457,73 €
29/12/2056	1 750,93 €	1 692,86 €	58,07 €	44 764,87 €
29/03/2057	1 750,93 €	1 694,98 €	55,95 €	43 069,89 €
29/06/2057	1 750,93 €	1 697,10 €	53,83 €	41 372,79 €
29/09/2057	1 750,93 €	1 699,22 €	51,71 €	39 673,57 €
29/12/2057	1 750,93 €	1 701,34 €	49,59 €	37 972,23 €
29/03/2058	1 750,93 €	1 703,47 €	47,46 €	36 268,76 €
29/06/2058	1 750,93 €	1 705,60 €	45,33 €	34 563,16 €
29/09/2058	1 750,93 €	1 707,73 €	43,20 €	32 855,43 €
29/12/2058	1 750,93 €	1 709,87 €	41,06 €	31 145,56 €
29/03/2059	1 750,93 €	1 712,00 €	38,93 €	29 433,56 €
29/06/2059	1 750,93 €	1 714,14 €	36,79 €	27 719,42 €
29/09/2059	1 750,93 €	1 716,29 €	34,64 €	26 003,13 €
29/12/2059	1 750,93 €	1 718,43 €	32,50 €	24 284,70 €
29/03/2060	1 750,93 €	1 720,58 €	30,35 €	22 564,12 €
29/06/2060	1 750,93 €	1 722,73 €	28,20 €	20 841,39 €
29/09/2060	1 750,93 €	1 724,88 €	26,05 €	19 116,51 €
29/12/2060	1 750,93 €	1 727,04 €	23,89 €	17 389,47 €
29/03/2061	1 750,93 €	1 729,20 €	21,73 €	15 660,27 €
29/06/2061	1 750,93 €	1 731,36 €	19,57 €	13 928,91 €
29/09/2061	1 750,93 €	1 733,52 €	17,41 €	12 195,39 €
29/12/2061	1 750,93 €	1 735,69 €	15,24 €	10 459,70 €
29/03/2062	1 750,93 €	1 737,86 €	13,07 €	8 721,84 €
29/06/2062	1 750,93 €	1 740,03 €	10,90 €	6 981,81 €
29/09/2062	1 750,93 €	1 742,21 €	8,72 €	5 239,60 €
29/12/2062	1 750,93 €	1 744,39 €	6,54 €	3 495,21 €

Paraphes : 2153

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1080511-01-001 - Financement de norme Sans norme
4 allée des sources 67206 MITTELHAUSBERGEN - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
29/03/2063	1 750,93 €	1 746,57 €	4,36 €	1 748,64 €
29/06/2063	1 750,93 €	1 748,64 €	2,29 €	0,00 €
Totaux :	210 111,60 €	195 000,00 €	15 111,60 €	

Paraphes : 2154

Code de gestion : CPM75

CONVENTION DE PRÊT LONG TERME SUBORDONNE N° 1080518-SANS NORME
ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE (OFS)

L'ensemble formé par les présentes conditions générales, les conditions particulières et les tableaux d'amortissement correspondants, constitue la convention de prêt(s) conclue entre ALS et l'emprunteur, l'OFS, formant un tout indissociable et indivisible. En cas d'incompatibilité, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales de la Convention.

ENTRE :

Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz à PARIS (75013) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824.541.148, dûment représentée par Monsieur Olivier RICO, en sa qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée « **ALS** »,

ET :

ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE, Société anonyme de coordination dont le siège social est situé 10 Rue Oberlin à STRASBOURG (67000) , représentée par Monsieur Eric HARTWEG, en sa qualité de Directeur Général,

Ci-après dénommée l'« **Emprunteur** », ou l' « OFS »

ALS et l'Emprunteur et/ou l'OFS sont désignés ensemble comme les « **Parties** » et séparément comme une « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La présente convention a été établie en application de la convention relative au Plan d'Investissement Volontaire (« **PIV** ») du 25 avril 2019, portant avenant à la convention quinquennale 2018-2022 entre l'Etat et ALS qui prévoit d'accompagner les organismes fonciers solidaires dans le financement de l'acquisition et du portage du foncier destiné à l'accession sociale en bail réel solidaire au sens des articles L. 255-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (ci-après « **BRS** »), et à la directive émise par Action Logement Groupe (ALG) qui précise les conditions de mise en œuvre de ce financement.

Dans ce cadre, les stipulations de la présente convention ont été établies à l'issue des travaux ou échanges entre l'Emprunteur et la Délégation régionale d'Action Logement Services Grand-Est représentée par Madame Caroline PERRIOT, validées par la Commission de Crédit et confirmées par lettre d'engagement au titre de l'exercice 2022.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR
www.actionlogement.fr @Services_AL

CONDITIONS PARTICULIERES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

La convention (la « **Convention** ») est constituée des présentes conditions particulières (les « **Conditions Particulières** ») et des conditions générales qui s'y rattachent (les « **Conditions Générales** ») de même que, le cas échéant, du tableau d'amortissement prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme (le « **Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme** »).

LOCALISATION ET FINANCEMENT DE L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à utiliser les financements accordés conformément aux termes de la Convention, afin de réaliser l'opération d'acquisition et/ou portage (l' « **Opération** ») du foncier situé ilot STA - secteur Starlette ZAC des 2 rives à STRASBOURG (67200) (l' « **Immeuble** »).

A ce titre, l'Emprunteur déclare que le prix de revient prévisionnel de l'Opération s'élève à 836 196,00 € et se décompose de la façon suivante (les « **Coûts de l'Opération** ») :

Prix de revient prévisionnel Sans norme	
Acquisition foncière et/ou portage	806 516,00 €
Frais annexes	29 680,00 €
TOTAL	**836 196,00 €**

L'Emprunteur déclare que le plan de financement prévisionnel de l'Opération est le suivant :

Plan de financement prévisionnel Sans norme	
Prêt amortissable Action Logement Services	510 000,00 €
Prêt CDC Autres	244 489,00 €
Fonds propres - Autres	81 707,00 €
TOTAL	**836 196,00 €**

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRÊT LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur un prêt (le « **Prêt Long Terme** ») dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction au sens des articles L. 313-1 à L. 313-6 du Code de la construction et de l'habitation (la « PEEC ») d'un montant de 510 000,00 € (Cinq cent dix mille euros) aux conditions suivantes :

Financement N°1 Prêt long terme :
- **Montant du prêt accordé** : 510 000,00 €
- Filière : Sans norme
- Durée totale en mois (y compris différé) : 480 mois
- Périodicité de remboursement des intérêts et du capital : Trimestrielle

Phase d'amortissement
- Durée de la phase d'amortissement en mois : 360 mois
- Nature du taux : Fixe
- Taux d'intérêt annuel (taux du prêt) : 0,5 %
- Taux d'intérêt plancher (en cas de taux révisable) : NC
- Modalité d'amortissement : échéances constantes

Phase de différé
- Durée du différé en mois : 120 mois
- Modalité du différé : capital et intérêts
- Taux d'intérêt annuel pendant le différé (si différent du taux du prêt) : 0 %
- En cas de différé total, modalité de paiement des intérêts : à la fin du différé

- Frais de garantie (évaluation) : 0 euros
- Frais d'assurance : 0 euros
- Coût du prêt : 39 524,40 €
- TEG : 0,30 %, soit un taux de période 0,075 %

Le Prêt Long Terme est destiné au financement de l'Opération et son utilisation doit respecter les stipulations de l'article 1 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Le Prêt Long Terme sera mis à disposition, pendant la Période de Disponibilité, en un seul Versement sous réserve de la satisfaction des conditions stipulées à l'article 3 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
En outre, tout Versement, sauf stipulation contraire, sera soumis à la satisfaction des conditions suivantes :

- la remise de l'appel de fonds du notaire dans le cas où l'acte de vente n'a pas encore été signé.

Tout Versement doit être demandé au cours de la période (la « **Période de Disponibilité** ») entre la Date de Signature et la date tombant cinq (5) ans après celle-ci.

La Période de Disponibilité expirera de manière anticipée à l'expiration de celui des deux délais suivants dont le terme est le plus éloigné :

- soit un (1) an après la délivrance de la déclaration d'achèvement de la mise en état du terrain,
- soit trois (3) mois après la conclusion du premier BRS.

Sans préjudice des conditions préalables à tout Versement stipulées ci-dessus et aux Conditions Générales du Contrat Prêt Long Terme, sur demande formulée par l'Emprunteur par voie postale ou électronique, le déblocage du Prêt Long Terme se fera en un Versement.

ARTICLE 3 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

Le remboursement anticipé volontaire prévu aux Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité.

ARTICLE 4 – ANNULATION ET REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE PARTIELS EN CAS DE SURFINANCEMENT

Sur présentation des pièces justificatives en vue du Versement du solde du Prêt Long Terme le surfinancement est observé quand les conditions de financement initiales ne sont plus respectées :

- le montant total des financements en Prêt Long Terme dépasse le montant total du coût du foncier et des honoraires de l'Opération (financement supérieur à l'assiette finançable).

En cas de surfinancement :

- le montant du surfinancement disponible au titre du Prêt Long Terme sera automatiquement annulé à concurrence du montant du surfinancement ; et/ou

dans le cas où un surfinancement est constaté au regard des sommes déjà mises à disposition au titre du Prêt Long Terme, ALS pourra exiger le remboursement anticipé obligatoire partiel du Prêt Long Terme à concurrence du montant du surfinancement ainsi constaté.

ARTICLE 5 - PAIEMENT

L'Emprunteur autorise et donne mandat à ALS afin de prélever toute somme exigible sur le compte de l'Emprunteur. Ce mandat étant réputé d'intérêt commun, il est réputé irrévocable.

ARTICLE 6 - GARANTIES

Le présent Contrat de Prêt Long Terme subordonné est garanti par la(les) sûreté(s) suivante(s) :

- **Garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales (annexe Collectivité Territoriale)**

L'Emprunteur s'engage à constituer, au profit d'ALS une garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales. Dès la première défaillance de remboursement constatée pour quelle que cause que ce soit, la (les) collectivité(s) territoriale(s) s'engage(nt) à

rembourser à ALS toutes les sommes dues, dans les conditions prévues par la délibération de garantie. Le Contrat de Prêt Long Terme est conclu sous la condition suspensive de l'obtention d'une délibération de garantie d'emprunt d'une ou plusieurs collectivités territoriales, matérialisant son (leur) engagement. Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels la (les) garantie(s) d'emprunt et son (leur) exécution pourraient donner lieu, seront à la charge de l'Emprunteur.

ARTICLE 7 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous, et celles-ci seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

Conditionner les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation du projet et en accord avec les collectivités.

ARTICLE 8 — ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur s'engage à ce que :

- les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation soient conditionnés à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation de l'Opération et en accord avec les collectivités.

ARTICLE 9 – SUBORDINATION

Le Contrat de Prêt Long Terme est subordonné. Il en résulte qu'en cas de concours de tous les créanciers sur l'ensemble du patrimoine de l'Emprunteur, le Prêteur fait irrévocablement abandon de son droit à un traitement égalitaire avec les autres créanciers chirographaires. En conséquence, le Prêteur accepte que l'Emprunteur, dans ces mêmes situations de concours, ne soit obligé de le payer en capital et en intérêts qu'après que tous les autres créanciers auront été payés ou que les sommes nécessaires à cet effet sont déposées en consignation. Par tous les autres créanciers, l'on entend tous les créanciers privilégiés et chirographaires autres que le(s) créancier(s) subordonné(s), sans avoir égard au fait que leur créance existait déjà au moment du présent Contrat de Prêt Long Terme ou lui est postérieure, ni au fait que leur créance est à durée déterminée ou indéterminée. Le Prêteur marque également son accord par la présente pour être traité, dans les hypothèses précitées de concours, à égalité avec les autres prêteurs, s'il en existe, que leur créance soit née avant ou après la conclusion du présent Contrat de Prêt Long Terme.

Fait à PARIS, le 9 mars 2023
En deux (2) exemplaires originaux,

L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat de Prêt Long Terme (dont les Conditions générales et les Conditions particulières) et les accepter

ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE
Monsieur Eric HARTWEG
Directeur Général
(Cachet et signature)

ACTION LOGEMENT SERVICES
Monsieur Olivier RICO
Directeur Général
(Cachet et signature)

Par délégation
Michèle DURAND

Action Logement Services
21 quai d'Austerlitz
CS 41455 - 75013 Paris Cedex 13
SAS au capital de 20.000.000 d'euros - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232
Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

CONDITIONS GENERALES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Chaque terme commençant par une majuscule dans le Contrat aura la signification qui lui est donnée dans celle-ci.

"**Contrats Liés**" désigne le Contrat de Prêt Court Terme, le Contrat de Subvention et le Contrat de Réservation dans le cas où ces contrats sont conclus pour le besoin de l'octroi du Contrat de Prêt Long Terme.

"**Date de Signature**" désigne la date de signature du Contrat par ALS.

"**Demande de Versement**" désigne tout avis de Versement établi conformément au modèle figurant en Annexe 1 du présent Contrat.

"**Groupe**" désigne ALS et toute autre société ou autre entité contrôlée par ALS, contrôlant ALS ou contrôlée par la même personne que celle contrôlant ALS (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce).

"**Jour Ouvré**" désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à Paris tout en étant, s'il s'agit d'un jour où un paiement en euros doit être effectué, un Jour TARGET.

"**Jour TARGET**" désigne un jour quelconque où TARGET2 est ouvert au règlement de paiements en euros.

"**Mois**" désigne une période commençant un jour d'un mois calendaire et s'achevant le jour correspondant du mois calendaire suivant, étant précisé que :

i. (Sous réserve du paragraphe (iii) ci-dessous) si le jour correspondant du mois calendaire suivant n'est pas un Jour Ouvré, cette période sera alors prorogée au Jour Ouvré suivant de ce mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le Jour Ouvré précédent) ;

ii. Si le mois calendaire suivant ne compte pas de jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré de ce mois calendaire ;

iii. Si la Période d'Intérêts commence le dernier Jour Ouvré d'un mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré du mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

Les règles énoncées ci-dessus s'appliqueront uniquement au dernier Mois d'une période.

"**TARGET2**" désigne le système de paiement Trans-European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer (système de transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel) qui utilise une plate-forme unique partagée (single shared platform) et qui a été lancé le 19 novembre 2007.

"**Versement**" désigne tout versement au titre du Prêt Long Terme ou, le cas échéant, de la Subvention ou du Prêt Court Terme conformément aux termes du Contrat.

ARTICLE 2 – INTERPRETATION

2.1 Dans le Contrat, sauf indication contraire :

i. Toute référence à une Partie inclut les successeurs, cessionnaires et ayants-droit à, ou de, ses droits et/ou obligations au titre du Contrat concerné ;

ii. Toute référence à la « Convention », à un « Contrat », une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété, et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation ;

iii. Toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'amendée ou mise à jour.

2.2 L'appréciation de la mesure dans laquelle un taux est "pour une période égale en durée" à une Période d'Intérêts ignorera toute incohérence résultant de la détermination du dernier jour de cette Période d'Intérêts conformément aux termes du Contrat de Prêt Long Terme.

2.3 Les titres des articles sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation du Contrat concerné.

2.4 Les termes commençant par une majuscule non-définis dans les présentes Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation.

MODALITES D'ACCEPTATION DU(DES) CONTRAT(S)

Le(s) Contrat(s) peut (peuvent) être émis sur un support durable.

Le(s) Contrat(s) pourra (pourront) être souscrit(s) :

- Soit par courrier : l'exemplaire du(des) Contrat(s) revenant à ALS, dûment signé(s) par l'Emprunteur et/ou le Bénéficiaire et/ou le Bailleur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières, et le cas échéant le Tableau d'Amortissement Prévisionnel et/ou les annexes.
- Soit électroniquement, via l'apposition d'un cachet électronique comme sceau de reconnaissance. Dans ce cas, les Parties s'engagent expressément à reconnaitre la valeur probante du(des) Contrat(s).

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRET LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur le Prêt Long Terme dont les fonds sont issus de la PEEC et le montant déterminé à l'Article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, aux conditions définies dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et dans les Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur s'engage à affecter les fonds reçus conformément à la destination des fonds prévue à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de prêt Long Terme et à rendre compte de leur utilisation à ALS par courrier et pendant toute la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Afin de permettre l'exercice de ce contrôle par ALS, l'Emprunteur s'engage à notifier par écrit tout projet de modification apportée à l'Opération pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme et à ne pas mettre en œuvre de modifications de l'Opération sans le consentement de l'ALS.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé que l'utilisation de tout ou partie des fonds reçus pour financer un autre objet que l'Opération rendrait immédiatement exigible le remboursement à ALS des fonds considérés.

ALS pourra, à sa seule convenance, se faire remettre par l'Emprunteur toutes justifications du respect de l'affectation susvisée. Cette faculté conférée à ALS ne pourra pas être interprétée comme ayant pour objet ou pour effet de mettre à la charge d'ALS une quelconque obligation de surveillance des fonds mis à disposition.

ARTICLE 2 – DUREE ET REMBOURSEMENT DU PRET LONG TERME

2.1. Durée et remboursement du prêt

La Date d'Echéance du Prêt Long Terme (la « **Date d'échéance** ») est fixée à l'expiration d'un délai correspondant à la durée totale du prêt telle que précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et s'appliquant à compter de la date de mise à disposition du premier Versement, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date d'Echéance du Prêt Long Terme sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

Le Prêt Long Terme devra être remboursé en plusieurs échéances à chaque Date de Paiement d'Intérêts, à hauteur d'un montant déterminé conformément à l'article « Taux d'intérêt et Calcul des échéances » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme et tel que reflété, à la Date de Signature de la Convention, dans le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme.

Le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme sera mis à jour par ALS et notifié à l'Emprunteur dès lors qu'un évènement en affecte le contenu (versement, remboursement anticipé, annulation).

2.2. Détermination des périodes d'intérêts

Les périodes d'intérêts (les « **Périodes d'Intérêts** ») ou Périodes (les « **Périodes** ») sont déterminées à compter de la date du premier Versement et selon la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, avec les règles suivantes :

a) La première Période d'Intérêts commencera à la date du premier Versement et se terminera le jour correspondant à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme s'appliquant à compter de la date de ce premier Versement.
b) Pour tout Versement postérieur, la première Période d'Intérêts relative à ce Versement commencera à la date de mise à disposition de ce Versement et se terminera le dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.
c) Chaque Période d'Intérêts ultérieure commencera le dernier jour de la Période d'Intérêts précédente et se terminera à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Sauf cas spécifiques concernant la phase de différé (voir 2.5. Phase de différé), les intérêts seront payés à chaque Date de Paiement d'Intérêt (la « **Date de Paiement d'Intérêts** ») correspondant au dernier jour de chaque Période d'Intérêts, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date de Paiement d'Intérêts sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

2.3. Base de calcul des intérêts

Pour chaque Période d'Intérêt, les intérêts seront calculés sur la base du nombre de jours effectivement écoulés (calculés à compter du premier jour (inclus) de la période d'application considérée jusqu'au dernier jour (exclu) de la Période d'Intérêt considérée) et sur la base de mois de 30 jours et d'une année de 360 jours.

2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances

En fonction de la modalité d'amortissement précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, le calcul des échéances à l'issue de la phase de différé d'amortissement et le calcul du taux d'intérêt s'effectueront selon les conditions suivantes :

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « échéances constantes »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Le Prêt Long Terme fera l'objet d'un remboursement à échéances constantes. Le calcul de l'échéance constante sera déterminé à la première période d'amortissement du prêt, à l'issue de la phase de différé d'amortissement le cas échéant. Tout versement ultérieur donnera lieu au recalcul de cette échéance, selon les modalités précisées au paragraphe « Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement ».

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (Ei) :

$$E_i = CRD_{i-1} \times \frac{t}{1 - (1+t)^{-(n-i+1)}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital Restant Dû (« **Capital Restant Dû** ») à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement, et étant précisé que :

- t est la conversion, le cas échéant, en taux périodique proportionnel du taux d'intérêt nominal annuel, conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
- le Capital Restant Dû initial (CRD_0) correspond à la somme des montants débloqués à la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i) :

$If_i = CRD_{i-1} \times t$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (Ai) :

$A_i = E_i - If_i$

- Calcul du Capital Restant Dû à l'issue de la Période i (CRD_i) :

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « double révisabilité limitée »

Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt révisé calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Cette règle s'applique également pour le calcul des intérêts en cas de différé d'amortissement. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul du taux de progressivité des échéances

Le taux de progressivité p_i de l'échéance i, qui dépend du taux d'intérêt révisé t_{i-1} (appliqué à la Période d'Intérêt i-1) et t_i (appliqué à la Période d'Intérêt i), est calculé comme suit :

$$p_i = \left[\frac{(1+t'_i)}{(1+t'_{i-1})} \times (1+p_{i-1})\right] - 1$$

Etant précisé que :

- le taux de progressivité initial (p_1) de la première Période d'Intérêts est de 0 % ;
- le taux de progressivité ne pourra être inférieur à 0% ;
- t'_{i-1} et t'_i sont les conversions le cas échéant en taux périodiques proportionnels des taux d'intérêt révisés t_{i-1} et t_i définis ci-dessus (cf. calcul du taux d'intérêt révisé), conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (E_i)

$$E_i = CRDi_{-1} \times \frac{(t'_i - p_i)}{1 - \left[\frac{(1+p_i)}{(1+t'_i)}\right]^{n-i+1}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital restant dû à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i)

$If_i = CRD_{i-1} \times t'_i$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (A_i) :

Si $If_i \geq E_i$ alors $E_i = If_i$ et $A_i = 0$

Si $If_i < E_i$ alors $A_i = E_i - If_i$

- Calcul du capital restant dû à l'issue de la Période i (CRD_i)

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « in fine »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Dans le cas d'un prêt à taux révisable, le taux d'intérêt révisé est calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul de l'échéance et de l'amortissement en capital

Le capital emprunté fera l'objet d'un remboursement total à la Date d'Echéance du Prêt Long Terme.

Les intérêts seront calculés sur la base des montants décaissés (le Capital Restant Dû) et payés à chaque date de Date de Paiement d'Intérêt.

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement. Les intérêts relatifs à ce Versement, calculés à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement seront payés à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement.

2.5. Phase de différé

Lorsque les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme le précisent, une période de différé partiel ou total peut être prévue. Le premier Versement détermine alors le point de départ du différé dont la durée est précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

- En cas de différé d'amortissement du capital (différé partiel)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

- En cas de différé d'amortissement du capital et du paiement des intérêts (différé total)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués, selon la méthode des intérêts composés. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

Les intérêts peuvent être, soit payés à la fin de la période de différé, soit être ajoutés au montant du Capital Restant Dû à la fin de la période de différé, constituant alors le montant du prêt amortissable (modalité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme).

2.6. Taux Effectif Global

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du Code de la consommation, le Taux Effectif Global comprend, outre les intérêts, les frais et commissions ou rémunération de toute nature, directs ou indirects. C'est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le Taux Effectif Global susmentionné, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance d'ALS lors de l'instruction du Prêt.

En cas de Prêt à taux fixe

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que le calcul du Taux Effectif Global est fourni à titre indicatif avec l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En cas de Prêt à taux variable ou révisable

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que, compte tenu des caractéristiques du taux d'intérêt et du taux de progressivité des échéances, il est impossible de calculer le taux effectif global. Le Taux Effectif Global est alors fourni à titre indicatif sur la base de la dernière valeur de l'index connu à la date d'émission des conditions particulières, appliqués pendant toute la durée du contrat de Prêt Long Terme, et dans l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt Long Terme. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En outre, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugerait utiles à l'appréciation du coût global du contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Toute Demande de Versement pourra être adressée par l'Emprunteur à ALS, pendant la Période de Disponibilité stipulée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, par voie électronique (en joignant une copie de la Demande de Versement signée) ou postale précisant le numéro de la Convention et l'ensemble des informations requises dans le modèle figurant en Annexe 1 de la Convention. ALS virera sur le compte de l'Emprunteur les fonds correspondant au Versement dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la réception de la Demande de Versement dûment complétée et adressée ou tout autre Jour Ouvré ultérieur indiqué par l'Emprunteur dans sa Demande de Versement.

La mise à disposition de tout Versement au titre du Prêt Long Terme sera subordonnée à la remise des documents suivants par l'Emprunteur, qui devront être satisfaisants tant sur la forme que sur le fond pour ALS, et à l'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée ou cas de remboursement anticipé obligatoire en cours ou pouvant résulter de la mise à disposition du Versement :

- concernant le premier Versement, l'exemplaire revenant à ALS, dûment signé par l'Emprunteur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières et le Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme ;
- concernant le premier Versement, la copie de l'acte d'acquisition ou de l'attestation notariée ou du document justifiant que l'Emprunteur est titulaire d'un droit réel sur l'Immeuble ;

- concernant le premier Versement, la copie de l'ordre de service n°1 de démarrage des travaux et/ou mise en état (pour les opérations avec travaux et/ou mise en état) ;
- un justificatif de prise de la garantie lorsqu'une garantie est demandée dans les Conditions Particulières (attestation d'inscription hypothécaire, copie de délibération de la collectivité accordant la garantie...) et plus particulièrement lorsque la garantie demandée est une garantie hypothécaire, un justificatif de prise de garantie hypothécaire, le cas échéant (attestation de signature devant notaire), faisant suite à la régularisation sous la forme authentique d'un acte réitératif du prêt consenti par ALS ou d'une reconnaissance de dette, contenant l'affectation hypothécaire visée dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme ;
- tout document qu'ALS pourrait réclamer afin de pouvoir identifier l'Emprunteur ainsi que ses bénéficiaires effectifs et plus généralement afin de se conformer aux procédures d'identification des contreparties mises en place en application des articles 561-32 et suivants du Code monétaire et financier, de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ou toute autre loi ou réglementation qui lui est applicable ; et
- tout autre document requis aux termes des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur doit faire la demande du ou des déblocage(s) des fonds dans les délais indiqués aux Conditions Particulières du Prêt Long Terme, sans dépasser un délai de cinq (5) ans suivant la Date de Signature de la Convention. A défaut, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé.

ARTICLE 4 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

4.1 L'Emprunteur pourra rembourser par anticipation tout ou partie du Prêt Long Terme dans la limite d'une fois par an (étant entendu que tout remboursement partiel devra être d'un montant minimum de [10 000] euros et de 10% du Capital Restant Dû), sous réserve d'un préavis écrit à ALS d'au moins trois (3) mois et que le remboursement intervienne à une Date de Paiement d'Intérêts. Tout avis de remboursement anticipé remis par l'Emprunteur sera irrévocable et précisera la date de remboursement ainsi que son montant.

4.2 Tout remboursement anticipé volontaire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé, et le cas échéant donnera lieu au paiement de pénalités telles que prévues aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

ARTICLE 5 – REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE

5.1 En cas d'aliénation (notamment par voie de vente, d'apport ou d'échange) de tout ou partie des droits réels de l'Emprunteur sur l'Immeuble, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les dix (10) Jours Ouvrés après la signature de la promesse et au moins vingt (20) Jours Ouvrés avant la signature de l'acte de vente, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant Dû du Prêt Long Terme le jour de l'aliénation, en donnant instruction irrévocable au notaire de virer la somme due à ALS.

Toutefois, en cas d'aliénation de la totalité des droits réels sur l'Immeuble par l'Emprunteur à un tiers et, le cas échéant, de la substitution de plein droit de ce tiers dans les droits et obligations du Bailleur au titre du Contrat de Réservation, si n tel contrat a été conclu aux fins des présentes, par application de l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties peuvent toutefois convenir avec ce tiers, sous réserve de l'accord d'ALS, de la cession du Contrat de Prêt Long Terme, en ce compris les dettes et créances y afférentes, par l'Emprunteur à ce tiers.

5.2 En cas de destruction totale ou partielle des logements faisant l'objet du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les plus brefs délais, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé après un délai de trente (30) jours et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Prêt Long Terme dans un délai de six (6) mois à compter de la date du sinistre ou, s'il perçoit une indemnité d'assurance au titre de ce sinistre avant l'expiration de ce délai de six (6) mois, dès réception de cette indemnité.

Cependant, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme ne sera pas annulé et l'Emprunteur ne sera pas tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant dû du Prêt Long Terme s'il justifie dans un délai de trente (30) jours (par une attestation d'architecte si ALS en fait la demande) que l'Immeuble peut être reconstruit dans un délai tel que cela ne remet pas en cause sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, et qu'il justifie de la réalisation des travaux de reconstruction en temps utile en communicant notamment la copie de tout permis de construire, déclaration d'achèvement et certificat de conformité.

5.3 Tout remboursement anticipé obligatoire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé mais ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité à l'exception des coûts de remploi. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

5.4 Tout montant disponible au titre du Prêt Long Terme et non encore utilisé à l'issue de la Période de Disponibilité, sera automatiquement annulé à cette date et l'engagement d'ALS résilié à due concurrence.

ARTICLE 6 – INTERETS DE RETARD

Si l'Emprunteur ne paye pas à bonne date un montant dû au titre du Contrat de Prêt Long Terme, ce montant portera intérêts, dans les limites autorisées par la loi et sans mise en demeure, pendant la période comprise entre sa date d'échéance et la date de son paiement effectif (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) à un taux de 4 % par an s'ajoutant au taux qui aurait été dû si le montant impayé avait constitué, pendant la période de retard de paiement, un Versement mis à disposition pendant des Périodes d'Intérêts successives fixées comme indiqué aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur devra payer les intérêts échus au titre du présent article à première demande d'ALS.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non payés seront capitalisés avec le montant impayé au titre duquel ils seraient dus, dans la mesure où ils seraient dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des échéances de remboursement et d'intérêts devra intervenir sur le compte bancaire d'ALS. Dans le cas d'un prélèvement, l'Emprunteur autorise ALS à prélever sur ce compte, jusqu'à la dernière échéance, les sommes correspondant aux échéances dues.

L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Contrat de Prêt Long Terme qui aura été remboursé.

ARTICLE 8 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous et sont complétées par les déclarations stipulées à l'article 7 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. Ces déclarations seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

- aucune instance ou procédure judiciaire, administrative ou arbitrale n'est en cours qui aurait pour effet d'empêcher ou interdire l'Opération, la signature ou l'exécution de la présente Convention ou la constitution d'une Sûreté ;
- aucune échéance impayée liée à un financement antérieur consenti par ALS ;
- à la date à laquelle ils sont remis, les documents (et notamment ceux contenant des informations comptables et financières) remis à ALS n'omettent aucune information qui pourrait être raisonnablement considérée comme déterminante de sa décision de mettre le Prêt Long Terme, le cas échéant le Prêt Court Terme et/ou la Subvention, à la disposition de l'Emprunteur et les informations contenues dans les documents remis à ALS sont, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, à la date à laquelle ils ont été remis, exactes en tous points significatifs ;
- l'Emprunteur ne fait l'objet d'aucune procédure collective ou procédure de règlement amiable ;
- tous les impôts dus par l'Emprunteur ont été et/ou seront dûment déclarés et ont été et/ou seront payés dans les délais impartis par l'administration compétente conformément aux règles de comptabilisation et d'imposition fiscale applicables ;
- l'Emprunteur est en conformité avec toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables ou qui sont applicables à ses actifs, ainsi qu'avec toute injonction délivrée par les autorités compétentes, autre qu'une non-conformité mineure ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni ses représentants légaux, ni, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est une personne physique, ou morale ou une entité (ci-après une "**Personne**"), ou n'est détenu ou contrôlé par des Personnes :
    - faisant l'objet ou étant la cible d'une quelconque loi, réglementation, embargo ou autre mesure restrictive relative à des sanctions financières, économiques ou commerciales, adoptée, édictée, appliquée ou mise en œuvre par l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne (ou l'un de ses Etats membres) ou tout organisme ou agence de l'un des Etats ou institutions précités, y compris la Direction Générale du Trésor français (ci-après « **Sanction** ») ; ou
    - immatriculée ou résidente dans un pays ou territoire, qui fait, ou dont le gouvernement fait, l'objet d'une quelconque Sanction interdisant de façon générale les relations avec ledit gouvernement, pays ou territoire ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni leurs représentants légaux, ni à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés ou agents respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est engagé dans une activité ou ne s'est livré à une quelconque activité ou conduite susceptible d'enfreindre toute législation ou règlementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption, en vigueur dans toute juridiction concernée ;
- il n'existe aucun Cas d'Exigibilité Anticipée en cours ; et
- l'Emprunteur dispose ou bénéficie, à toute date donnée, de tous les droits personnels ou réels et de toutes les autorisations administratives nécessaires pour l'Opération.

ARTICLE 9 – EXIGIBILITE ANTICIPEE

9.1 Chacun des événements et circonstances mentionnés au présent Article 9.1 constitue un cas d'exigibilité anticipée (« Cas d'Exigibilité Anticipée ») :

a) l'Emprunteur ne paie pas à sa date d'exigibilité une somme due au titre du Contrat de Prêt Long Terme sauf si le non-paiement résulte d'une erreur administrative ou technique et le paiement est effectué dans les deux (2) Jours Ouvrés après sa date d'exigibilité ;

b) l'Emprunteur ne respecte pas l'une des stipulations du Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés (autre que celles mentionnées au (a)) sauf si cette inexécution est susceptible de remédiation et s'il y est remédié dans un délai de dix (10) jours après la date la plus proche entre (A) la date à laquelle ALS aura avisé l'Emprunteur de l'inexécution et (B) la date à laquelle l'Emprunteur en aura eu connaissance ;

c) l'Emprunteur ne respecte pas son obligation de maintien de l'actionnariat majoritaire prévu, le cas échéant, dans les Conditions Particulières du Contrat Prêt Long Terme ;

d) toute déclaration ou affirmation faite ou réputée faite par l'Emprunteur dans le Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte de l'Emprunteur au titre de l'un de ces Contrats ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été, inexacte ou trompeuse sur un point significatif au moment où elle a été faite ou réputée avoir été faite ;

e) toute opération de fusion, de scission, de dissolution, de liquidation ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions affectant l'Emprunteur qui serait réalisée sans l'accord écrit préalable d'ALS ;

f) la démolition (autre qu'une destruction visée à l'Article 5.2 des présentes) ou le changement de destination de l'Immeuble ;

g) le cas échéant si un tel contrat a été conclu, la résiliation ou résolution du Contrat de Réservation ;

h) l'Emprunteur sollicite la désignation d'un mandataire ad hoc ou engage une procédure de conciliation en application des articles L.611-3 à L.611-15 du Code de commerce, l'Emprunteur est en état de cessation de paiement ou un jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (en ce compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, une procédure de sauvegarde accélérée ou de sauvegarde financière accélérée), de redressement ou de liquidation judiciaire, ou un jugement ordonnant la cession totale ou partielle de l'entreprise est prononcé à l'encontre de l'Emprunteur en application des articles L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce ;

i) si le Contrat de Prêt Long Terme est garanti, les Sûretés ne sont pas constituées à bonne date, ou les Sûretés sont annulées ou résolues rétroactivement, ou à compter de leur inscription, ou si les Hypothèques ne sont pas inscrites au rang convenu ; et

j) tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont l'Emprunteur pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

9.2 À tout moment après la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée sous réserve qu'il persiste, ALS pourra, sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification à l'Emprunteur mais sans préjudice des dispositions impératives des articles L.611-16 et L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce :

a) résilier son engagement au titre du Prêt Long Terme ; et/ou

b) déclarer immédiatement exigibles tout ou partie du Prêt Long Terme, augmenté des intérêts en cours ou échus et de tous montants échus au titre de la Convention. Ces montants deviendront alors immédiatement exigibles.

ARTICLE 10 – OBLIGATION D'INFORMATION

10.1 Lors de l'arrêté des comptes de l'opération immobilière financée, l'Emprunteur devra remettre à ALS les éléments suivants :

- le prix de revient définitif de l'opération immobilière ;
- le plan de financement définitif de l'opération immobilière ;
- le justificatif de mise à disposition des logements ; et
- la copie de la déclaration d'achèvement des travaux et/ou de la mise en état ou du procès-verbal de réception des travaux et/ou de la mise en état.

10.2 Sur 1ère demande d'ALS, l'Emprunteur s'engage à communiquer sous dix (10) jours :

- la copie de ses comptes annuels ;
- l'état locatif des logements réservés ou occupés (numéros, type de logements, loyers et charges, nom des locataires, date d'entrée des locataires) ; et
- toute autre pièce d'ordre administratif, juridique, comptable et technique permettant de vérifier la bonne utilisation des fonds.

10.3 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de forme sociale dont il pourrait faire l'objet et lui communiquera une copie à jour de ses statuts dans les plus brefs délais après la décision de transformation.

10.4 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont il pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

10.5 L'Emprunteur avisera ALS de la survenance d'un quelconque Cas d'Exigibilité Anticipée (ainsi que des démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance et, si ALS lui en fait la demande, il remettra une attestation d'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée.

ARTICLE 11 – AFFICHAGE ET DOCUMENTATION RELATIFS A L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à mentionner la participation d'ALS en tant que financeur sur un panneau d'affichage (déclaration préalable/permis de construire) relatif à l'opération financée en y faisant figurer un logo d'une taille minimale de 50 cm de longueur (résolution minimale : 300 dpi) et en accord avec la taille du panneau. Il s'engage également sur tout document relatif à l'opération à faire référence à ALS en qualité de financeur. Cette mention devra respecter les éléments de la charte graphique d'ALS transmise à l'Emprunteur.

ARTICLE 12 – PUBLICATION DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

ALS se réserve la possibilité de faire réitérer, devant notaire, le Contrat de Prêt Long Terme et de le faire publier au service de la publicité foncière. A cet effet, l'Emprunteur s'engage à remettre à l'office notarial désigné par ALS, dans un délai d'un (1) mois à compter de la demande formulée par ALS, tous les renseignements et documents nécessaires à cette publication, ainsi qu'à signer l'acte de réitération.

ARTICLE 13 – MODIFICATION ET CESSION PAR ALS DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

Toute modification du Contrat de Prêt Long Terme devra faire l'objet d'un avenant écrit conclu entre les Parties.

ALS pourra céder (notamment par voie d'apport) le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant à toute autre société ou entité de son Groupe ou tout fonds ou organisme géré par ALS ou une autre société ou entité de son Groupe, ce à quoi l'Emprunteur consent à l'avance, étant précisé que l'Emprunteur consent expressément à ce qu'ALS soit déchargée de toute responsabilité solidaire au titre des articles 1216-1 et 1327-2 du Code civil dans cette hypothèse. Le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant seront également transmis à toute société ou autre entité à laquelle le patrimoine ou la branche d'activité concernée d'ALS serait transmis dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, de dissolution sans liquidation relevant de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ou toute transmission universelle de patrimoine par effet de la loi.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Chaque Partie accepte de garder confidentiels les documents/informations (ci-après les « **Informations** ») qui leur sont communiqués par l'autre Partie pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Par conséquent, chaque Partie s'engage à :

- utiliser les Informations communiquées par l'autre Partie uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées ;
- ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à ces Informations sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet du Contrat de Prêt Long Terme ;
- prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'Informations à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette Information que celui prévu aux présentes ;
- prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite Information.

ALS pourra toutefois communiquer des Informations dans les circonstances où cela est permis par les dispositions de l'article L.511-33 du Code monétaire et financier sur le secret professionnel (notamment en cas de recours à un prestataire) ainsi qu'aux entités du Groupe et à toute autorité compétente dont l'ANCOLS.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

ALS est engagée dans une démarche continue de protection des données à caractère personnel des personnes physiques qui entrent en relation avec elle, en conformité avec la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Les informations recueillies sont obligatoires pour le traitement de votre demande, la finalité principale de leur collecte étant l'instruction de votre dossier et sa gestion. Les données collectées sont destinées aux services d'Action Logement Services et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, aux entités du Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Action Logement Services est tenue au secret professionnel concernant ces données.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'Emprunteur dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit d'effacement, d'un droit de limitation du traitement de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de données et d'un droit à la portabilité des données ainsi que du droit de définir le sort de vos données en cas de décès. Ces droits peuvent

être exercés par courrier signé, en écrivant à Action Logement Services – Service conformité, 21, quai d'Austerlitz CS 41455 ; 75643 Paris cedex 13, en joignant la copie d'un titre d'identité comportant une signature, ainsi qu'un justificatif du domicile pour la réponse. Pour information, le DPO d'Action Logement Services peut être joint à l'adresse suivante : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

L'Emprunteur dispose également du droit d'introduire une réclamation directement auprès de la CNIL, 3, place de Fontenoy ; 75007 Paris.

ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, Action Logement Services est tenue de s'assurer d'une bonne connaissance de ses clients et d'exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ces derniers. Action Logement Services vérifie à cette fin l'identité et l'adresse de l'Emprunteur et recueille toute information pertinente pour une bonne compréhension de la nature et de l'objet de sa relation avec lui.

L'Emprunteur est dûment informé qu'Action Logement Services a l'obligation de cesser sans délai toute relation d'affaires avec lui si elle n'est pas en mesure de l'identifier, de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de cette relation et, plus généralement, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Tout au long de cette relation, Action Logement Services peut demander à l'Emprunteur de mettre à jour les informations recueillies et/ou de lui fournir tout justificatif relatif à son identité, son domicile, son activité professionnelle, son niveau de revenu, son patrimoine ou concernant ses bénéficiaires effectifs. L'Emprunteur est tenu de communiquer immédiatement les informations et justificatifs demandés. A réception des documents demandés ou en leur absence, et ce durant toute la relation d'affaires au titre de son obligation de connaissance actualisée de l'Emprunteur, ALS pourra, unilatéralement et sans recours possible de l'Emprunteur, décider de différer l'exécution de ses obligations, voire de ne pas les exécuter.

Conformément à la règlementation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.561-12 du Code monétaire et financier, ALS conservera pendant une durée de cinq (5) ans après la fin des relations avec l'Emprunteur intervenue pour quelque raison que ce soit, une copie des documents et informations ayant servi à son identification.

ARTICLE 17 – AUTORITES DE CONTROLE

ALS, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située La Grande Arche - Paroi Sud ; 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

ALS, en tant que société de financement, est soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

Au sein du ministère chargé de l'Economie, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) contribue à la conception et à la mise en œuvre de la politique économique en veillant au bon fonctionnement des marchés sous tous leurs aspects au bénéfice des consommateurs et des entreprises. Elle est située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris cedex 13 (https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP).

ARTICLE 18 – ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat de Prêt Long Terme est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 19 – FRAIS

Tous frais de recouvrement, frais de justice, taxes ainsi que tous honoraires présents ou à venir, versés par ALS pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme seront à la charge de l'Emprunteur.

ARTICLE 20 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Prêt Long Terme est régi par la législation française.

Pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'inexécution et l'exécution de l'une des quelconques dispositions du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification d'une Partie à l'autre du différend, **les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal de Commerce de Paris.**

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1080518-01-001 - Financement de norme Sans norme
ilot STA - secteur Starlette ZAC des 2 rives 67200 STRASBOURG - Acquisition foncière

Montant du prêt :	510 000,00 €	Taux :	0,50 % sur 480 mois
Coût total des intérêts :	39 524,40 €		
Périodicité :	Trimestriel		
Durée totale :	480 mois		
Dont différé d'amortissement :	120 mois	TAEG :	0,30%

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
06/06/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/09/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/12/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/03/2034	0,00 €	0,00 €	0,00 €	510 000,00 €
06/06/2034	4 579,37 €	3 941,87 €	637,50 €	506 058,13 €
06/09/2034	4 579,37 €	3 946,80 €	632,57 €	502 111,33 €
06/12/2034	4 579,37 €	3 951,74 €	627,63 €	498 159,59 €
06/03/2035	4 579,37 €	3 956,68 €	622,69 €	494 202,91 €
06/06/2035	4 579,37 €	3 961,62 €	617,75 €	490 241,29 €
06/09/2035	4 579,37 €	3 966,57 €	612,80 €	486 274,72 €
06/12/2035	4 579,37 €	3 971,53 €	607,84 €	482 303,19 €
06/03/2036	4 579,37 €	3 976,50 €	602,87 €	478 326,69 €

Paraphes : 2170

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1080518-01-001 - Financement de norme Sans norme
ilot STA - secteur Starlette ZAC des 2 rives 67200 STRASBOURG - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
06/06/2036	4 579,37 €	3 981,47 €	597,90 €	474 345,22 €
06/09/2036	4 579,37 €	3 986,44 €	592,93 €	470 358,78 €
06/12/2036	4 579,37 €	3 991,43 €	587,94 €	466 367,35 €
06/03/2037	4 579,37 €	3 996,42 €	582,95 €	462 370,93 €
06/06/2037	4 579,37 €	4 001,41 €	577,96 €	458 369,52 €
06/09/2037	4 579,37 €	4 006,41 €	572,96 €	454 363,11 €
06/12/2037	4 579,37 €	4 011,42 €	567,95 €	450 351,69 €
06/03/2038	4 579,37 €	4 016,44 €	562,93 €	446 335,25 €
06/06/2038	4 579,37 €	4 021,46 €	557,91 €	442 313,79 €
06/09/2038	4 579,37 €	4 026,48 €	552,89 €	438 287,31 €
06/12/2038	4 579,37 €	4 031,52 €	547,85 €	434 255,79 €
06/03/2039	4 579,37 €	4 036,56 €	542,81 €	430 219,23 €
06/06/2039	4 579,37 €	4 041,60 €	537,77 €	426 177,63 €
06/09/2039	4 579,37 €	4 046,65 €	532,72 €	422 130,98 €
06/12/2039	4 579,37 €	4 051,71 €	527,66 €	418 079,27 €
06/03/2040	4 579,37 €	4 056,78 €	522,59 €	414 022,49 €
06/06/2040	4 579,37 €	4 061,85 €	517,52 €	409 960,64 €
06/09/2040	4 579,37 €	4 066,92 €	512,45 €	405 893,72 €
06/12/2040	4 579,37 €	4 072,01 €	507,36 €	401 821,71 €
06/03/2041	4 579,37 €	4 077,10 €	502,27 €	397 744,61 €
06/06/2041	4 579,37 €	4 082,19 €	497,18 €	393 662,42 €
06/09/2041	4 579,37 €	4 087,30 €	492,07 €	389 575,12 €
06/12/2041	4 579,37 €	4 092,41 €	486,96 €	385 482,71 €
06/03/2042	4 579,37 €	4 097,52 €	481,85 €	381 385,19 €
06/06/2042	4 579,37 €	4 102,64 €	476,73 €	377 282,55 €
06/09/2042	4 579,37 €	4 107,77 €	471,60 €	373 174,78 €
06/12/2042	4 579,37 €	4 112,91 €	466,46 €	369 061,87 €
06/03/2043	4 579,37 €	4 118,05 €	461,32 €	364 943,82 €
06/06/2043	4 579,37 €	4 123,20 €	456,17 €	360 820,62 €
06/09/2043	4 579,37 €	4 128,35 €	451,02 €	356 692,27 €
06/12/2043	4 579,37 €	4 133,51 €	445,86 €	352 558,76 €
06/03/2044	4 579,37 €	4 138,68 €	440,69 €	348 420,08 €
06/06/2044	4 579,37 €	4 143,85 €	435,52 €	344 276,23 €
06/09/2044	4 579,37 €	4 149,03 €	430,34 €	340 127,20 €
06/12/2044	4 579,37 €	4 154,22 €	425,15 €	335 972,98 €
06/03/2045	4 579,37 €	4 159,41 €	419,96 €	331 813,57 €
06/06/2045	4 579,37 €	4 164,61 €	414,76 €	327 648,96 €
06/09/2045	4 579,37 €	4 169,81 €	409,56 €	323 479,15 €
06/12/2045	4 579,37 €	4 175,03 €	404,34 €	319 304,12 €
06/03/2046	4 579,37 €	4 180,24 €	399,13 €	315 123,88 €
06/06/2046	4 579,37 €	4 185,47 €	393,90 €	310 938,41 €
06/09/2046	4 579,37 €	4 190,70 €	388,67 €	306 747,71 €
06/12/2046	4 579,37 €	4 195,94 €	383,43 €	302 551,77 €
06/03/2047	4 579,37 €	4 201,19 €	378,18 €	298 350,58 €
06/06/2047	4 579,37 €	4 206,44 €	372,93 €	294 144,14 €
06/09/2047	4 579,37 €	4 211,69 €	367,68 €	289 932,45 €
06/12/2047	4 579,37 €	4 216,96 €	362,41 €	285 715,49 €
06/03/2048	4 579,37 €	4 222,23 €	357,14 €	281 493,26 €
06/06/2048	4 579,37 €	4 227,51 €	351,86 €	277 265,75 €
06/09/2048	4 579,37 €	4 232,79 €	346,58 €	273 032,96 €
06/12/2048	4 579,37 €	4 238,08 €	341,29 €	268 794,88 €
06/03/2049	4 579,37 €	4 243,38 €	335,99 €	264 551,50 €
06/06/2049	4 579,37 €	4 248,69 €	330,68 €	260 302,81 €
06/09/2049	4 579,37 €	4 254,00 €	325,37 €	256 048,81 €
06/12/2049	4 579,37 €	4 259,31 €	320,06 €	251 789,50 €

Paraphes : 2171

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1080518-01-001 - Financement de norme Sans norme

ilot STA - secteur Starlette ZAC des 2 rives 67200 STRASBOURG - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
06/03/2050	4 579,37 €	4 264,64 €	314,73 €	247 524,86 €
06/06/2050	4 579,37 €	4 269,97 €	309,40 €	243 254,89 €
06/09/2050	4 579,37 €	4 275,31 €	304,06 €	238 979,58 €
06/12/2050	4 579,37 €	4 280,65 €	298,72 €	234 698,93 €
06/03/2051	4 579,37 €	4 286,00 €	293,37 €	230 412,93 €
06/06/2051	4 579,37 €	4 291,36 €	288,01 €	226 121,57 €
06/09/2051	4 579,37 €	4 296,72 €	282,65 €	221 824,85 €
06/12/2051	4 579,37 €	4 302,09 €	277,28 €	217 522,76 €
06/03/2052	4 579,37 €	4 307,47 €	271,90 €	213 215,29 €
06/06/2052	4 579,37 €	4 312,86 €	266,51 €	208 902,43 €
06/09/2052	4 579,37 €	4 318,25 €	261,12 €	204 584,18 €
06/12/2052	4 579,37 €	4 323,64 €	255,73 €	200 260,54 €
06/03/2053	4 579,37 €	4 329,05 €	250,32 €	195 931,49 €
06/06/2053	4 579,37 €	4 334,46 €	244,91 €	191 597,03 €
06/09/2053	4 579,37 €	4 339,88 €	239,49 €	187 257,15 €
06/12/2053	4 579,37 €	4 345,30 €	234,07 €	182 911,85 €
06/03/2054	4 579,37 €	4 350,74 €	228,63 €	178 561,11 €
06/06/2054	4 579,37 €	4 356,17 €	223,20 €	174 204,94 €
06/09/2054	4 579,37 €	4 361,62 €	217,75 €	169 843,32 €
06/12/2054	4 579,37 €	4 367,07 €	212,30 €	165 476,25 €
06/03/2055	4 579,37 €	4 372,53 €	206,84 €	161 103,72 €
06/06/2055	4 579,37 €	4 378,00 €	201,37 €	156 725,72 €
06/09/2055	4 579,37 €	4 383,47 €	195,90 €	152 342,25 €
06/12/2055	4 579,37 €	4 388,95 €	190,42 €	147 953,30 €
06/03/2056	4 579,37 €	4 394,43 €	184,94 €	143 558,87 €
06/06/2056	4 579,37 €	4 399,93 €	179,44 €	139 158,94 €
06/09/2056	4 579,37 €	4 405,43 €	173,94 €	134 753,51 €
06/12/2056	4 579,37 €	4 410,93 €	168,44 €	130 342,58 €
06/03/2057	4 579,37 €	4 416,45 €	162,92 €	125 926,13 €
06/06/2057	4 579,37 €	4 421,97 €	157,40 €	121 504,16 €
06/09/2057	4 579,37 €	4 427,49 €	151,88 €	117 076,67 €
06/12/2057	4 579,37 €	4 433,03 €	146,34 €	112 643,64 €
06/03/2058	4 579,37 €	4 438,57 €	140,80 €	108 205,07 €
06/06/2058	4 579,37 €	4 444,12 €	135,25 €	103 760,95 €
06/09/2058	4 579,37 €	4 449,67 €	129,70 €	99 311,28 €
06/12/2058	4 579,37 €	4 455,24 €	124,13 €	94 856,04 €
06/03/2059	4 579,37 €	4 460,80 €	118,57 €	90 395,24 €
06/06/2059	4 579,37 €	4 466,38 €	112,99 €	85 928,86 €
06/09/2059	4 579,37 €	4 471,96 €	107,41 €	81 456,90 €
06/12/2059	4 579,37 €	4 477,55 €	101,82 €	76 979,35 €
06/03/2060	4 579,37 €	4 483,15 €	96,22 €	72 496,20 €
06/06/2060	4 579,37 €	4 488,75 €	90,62 €	68 007,45 €
06/09/2060	4 579,37 €	4 494,37 €	85,00 €	63 513,08 €
06/12/2060	4 579,37 €	4 499,98 €	79,39 €	59 013,10 €
06/03/2061	4 579,37 €	4 505,61 €	73,76 €	54 507,49 €
06/06/2061	4 579,37 €	4 511,24 €	68,13 €	49 996,25 €
06/09/2061	4 579,37 €	4 516,88 €	62,49 €	45 479,37 €
06/12/2061	4 579,37 €	4 522,53 €	56,84 €	40 956,84 €
06/03/2062	4 579,37 €	4 528,18 €	51,19 €	36 428,66 €
06/06/2062	4 579,37 €	4 533,84 €	45,53 €	31 894,82 €
06/09/2062	4 579,37 €	4 539,51 €	39,86 €	27 355,31 €
06/12/2062	4 579,37 €	4 545,18 €	34,19 €	22 810,13 €
06/03/2063	4 579,37 €	4 550,86 €	28,51 €	18 259,27 €
06/06/2063	4 579,37 €	4 556,55 €	22,82 €	13 702,72 €
06/09/2063	4 579,37 €	4 562,25 €	17,12 €	9 140,47 €

Paraphes : 2172

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1080518-01-001 - Financement de norme Sans norme
ilot STA - secteur Starlette ZAC des 2 rives 67200 STRASBOURG - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
06/12/2063	4 579,37 €	4 567,95 €	11,42 €	4 572,52 €
06/03/2064	4 579,37 €	4 572,52 €	6,85 €	0,00 €
Totaux :	549 524,40 €	510 000,00 €	39 524,40 €	

Paraphes : 2173

CONVENTION DE PRÊT LONG TERME SUBORDONNE N° 1083651-SANS NORME
ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE (OFS)

L'ensemble formé par les présentes conditions générales, les conditions particulières et les tableaux d'amortissement correspondants, constitue la convention de prêt(s) conclue entre ALS et l'emprunteur, l'OFS, formant un tout indissociable et indivisible. En cas d'incompatibilité, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales de la Convention.

ENTRE :

Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz à PARIS (75013) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824.541.148, dûment représentée par Monsieur Olivier RICO, en sa qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée « **ALS** »,

ET :

ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE, Société anonyme de coordination dont le siège social est situé 10 Rue Oberlin à STRASBOURG (67000) , représentée par Monsieur Eric HARTWEG, en sa qualité de Directeur Général,

Ci-après dénommée l'« **Emprunteur** », ou l' « OFS »

ALS et l'Emprunteur et/ou l'OFS sont désignés ensemble comme les « **Parties** » et séparément comme une « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La présente convention a été établie en application de la convention relative au Plan d'Investissement Volontaire (« **PIV** ») du 25 avril 2019, portant avenant à la convention quinquennale 2018-2022 entre l'Etat et ALS qui prévoit d'accompagner les organismes fonciers solidaires dans le financement de l'acquisition et du portage du foncier destiné à l'accession sociale en bail réel solidaire au sens des articles L. 255-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (ci-après « **BRS** »), et à la directive émise par Action Logement Groupe (ALG) qui précise les conditions de mise en œuvre de ce financement.

Dans ce cadre, les stipulations de la présente convention ont été établies à l'issue des travaux ou échanges entre l'Emprunteur et la Délégation régionale d'Action Logement Services Grand-Est représentée par Madame Caroline PERRIOT, validées par la Commission de Crédit et confirmées par lettre d'engagement au titre de l'exercice 2022.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR
www.actionlogement.fr @Services_AL

CONDITIONS PARTICULIERES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

La convention (la « **Convention** ») est constituée des présentes conditions particulières (les « **Conditions Particulières** ») et des conditions générales qui s'y rattachent (les « **Conditions Générales** ») de même que, le cas échéant, du tableau d'amortissement prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme (le « **Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme** »).

LOCALISATION ET FINANCEMENT DE L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à utiliser les financements accordés conformément aux termes de la Convention, afin de réaliser l'opération d'acquisition et/ou portage (l' « **Opération** ») du foncier situé rue jean wenger valentin à STRASBOURG (67200) (l' « **Immeuble** »).

A ce titre, l'Emprunteur déclare que le prix de revient prévisionnel de l'Opération s'élève à 703 832,00 € et se décompose de la façon suivante (les « **Coûts de l'Opération** ») :

Prix de revient prévisionnel Sans norme	
Acquisition foncière et/ou portage	676 762,00 €
Frais annexes	10 151,00 €
Etudes	16 919,00 €
TOTAL	**703 832,00 €**

L'Emprunteur déclare que le plan de financement prévisionnel de l'Opération est le suivant :

Plan de financement prévisionnel Sans norme	
Prêt amortissable Action Logement Services	450 000,00 €
Prêt CDC Autres	185 150,00 €
Fonds propres - Autres	68 682,00 €
TOTAL	**703 832,00 €**

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRÊT LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur un prêt (le « **Prêt Long Terme** ») dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction au sens des articles L. 313-1 à L. 313-6 du Code de la construction et de l'habitation (la « PEEC ») d'un montant de 450 000,00 € (Quatre cent cinquante mille euros) aux conditions suivantes :

Financement N°1 Prêt long terme :
- **Montant du prêt accordé** : 450 000,00 €
- Filière : Sans norme
- Durée totale en mois (y compris différé) : 480 mois
- Périodicité de remboursement des intérêts et du capital : Trimestrielle

Phase d'amortissement
- Durée de la phase d'amortissement en mois : 360 mois
- Nature du taux : Fixe
- Taux d'intérêt annuel (taux du prêt) : 0,5 %
- Taux d'intérêt plancher (en cas de taux révisable) : NC
- Modalité d'amortissement : échéances constantes

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Phase de différé
- Durée du différé en mois : 120 mois
- Modalité du différé : capital et intérêts
- Taux d'intérêt annuel pendant le différé (si différent du taux du prêt) : 0 %
- En cas de différé total, modalité de paiement des intérêts : à la fin du différé

- Frais de garantie (évaluation) : 0 euros
- Frais d'assurance : 0 euros
- Coût du prêt : 34 874,40 €
- TEG : 0,30 %, soit un taux de période 0,075 %

Le Prêt Long Terme est destiné au financement de l'Opération et son utilisation doit respecter les stipulations de l'article 1 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Le Prêt Long Terme sera mis à disposition, pendant la Période de Disponibilité, en un seul Versement sous réserve de la satisfaction des conditions stipulées à l'article 3 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
En outre, tout Versement, sauf stipulation contraire, sera soumis à la satisfaction des conditions suivantes :

- la remise de l'appel de fonds du notaire dans le cas où l'acte de vente n'a pas encore été signé.

Tout Versement doit être demandé au cours de la période (la « **Période de Disponibilité** ») entre la Date de Signature et la date tombant cinq (5) ans après celle-ci.

La Période de Disponibilité expirera de manière anticipée à l'expiration de celui des deux délais suivants dont le terme est le plus éloigné :

- soit un (1) an après la délivrance de la déclaration d'achèvement de la mise en état du terrain,
- soit trois (3) mois après la conclusion du premier BRS.

Sans préjudice des conditions préalables à tout Versement stipulées ci-dessus et aux Conditions Générales du Contrat Prêt Long Terme, sur demande formulée par l'Emprunteur par voie postale ou électronique, le déblocage du Prêt Long Terme se fera en un Versement.

ARTICLE 3 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

Le remboursement anticipé volontaire prévu aux Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité.

ARTICLE 4 – ANNULATION ET REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE PARTIELS EN CAS DE SURFINANCEMENT

Sur présentation des pièces justificatives en vue du Versement du solde du Prêt Long Terme le surfinancement est observé quand les conditions de financement initiales ne sont plus respectées :

- le montant total des financements en Prêt Long Terme dépasse le montant total du coût du foncier et des honoraires de l'Opération (financement supérieur à l'assiette finançable).

En cas de surfinancement :

- le montant du surfinancement disponible au titre du Prêt Long Terme sera automatiquement annulé à concurrence du montant du surfinancement ; et/ou

dans le cas où un surfinancement est constaté au regard des sommes déjà mises à disposition au titre du Prêt Long Terme, ALS pourra exiger le remboursement anticipé obligatoire partiel du Prêt Long Terme à concurrence du montant du surfinancement ainsi constaté.

ARTICLE 5 - PAIEMENT

L'Emprunteur autorise et donne mandat à ALS afin de prélever toute somme exigible sur le compte de l'Emprunteur. Ce mandat étant réputé d'intérêt commun, il est réputé irrévocable.

ARTICLE 6 - GARANTIES

Le présent Contrat de Prêt Long Terme subordonné est garanti par la(les) sûreté(s) suivante(s) :

- **Garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales (annexe Collectivité Territoriale)**

L'Emprunteur s'engage à constituer, au profit d'ALS une garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales. Dès la première défaillance de remboursement constatée pour quelle que cause que ce soit, la (les) collectivité(s) territoriale(s) s'engage(nt) à

rembourser à ALS toutes les sommes dues, dans les conditions prévues par la délibération de garantie. Le Contrat de Prêt Long Terme est conclu sous la condition suspensive de l'obtention d'une délibération de garantie d'emprunt d'une ou plusieurs collectivités territoriales, matérialisant son (leur) engagement. Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels la (les) garantie(s) d'emprunt et son (leur) exécution pourraient donner lieu, seront à la charge de l'Emprunteur.

.

ARTICLE 7 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous, et celles-ci seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

Conditionner les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation du projet et en accord avec les collectivités.

ARTICLE 8 — ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur s'engage à ce que :

- les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation soient conditionnés à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation de l'Opération et en accord avec les collectivités.

ARTICLE 9 – SUBORDINATION

Le Contrat de Prêt Long Terme est subordonné. Il en résulte qu'en cas de concours de tous les créanciers sur l'ensemble du patrimoine de l'Emprunteur, le Prêteur fait irrévocablement abandon de son droit à un traitement égalitaire avec les autres créanciers chirographaires. En conséquence, le Prêteur accepte que l'Emprunteur, dans ces mêmes situations de concours, ne soit obligé de le payer en capital et en intérêts qu'après que tous les autres créanciers auront été payés ou que les sommes nécessaires à cet effet sont déposées en consignation. Par tous les autres créanciers, l'on entend tous les créanciers privilégiés et chirographaires autres que le(s) créancier(s) subordonné(s), sans avoir égard au fait que leur créance existait déjà au moment du présent Contrat de Prêt Long Terme ou lui est postérieure, ni au fait que leur créance est à durée déterminée ou indéterminée. Le Prêteur marque également son accord par la présente pour être traité, dans les hypothèses précitées de concours, à égalité avec les autres prêteurs, s'il en existe, que leur créance soit née avant ou après la conclusion du présent Contrat de Prêt Long Terme.

Fait à PARIS, le 9 mars 2023
En deux (2) exemplaires originaux,

L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat de Prêt Long Terme (dont les Conditions générales et les Conditions particulières) et les accepter

ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE
Monsieur Eric HARTWEG
Directeur Général
(Cachet et signature)

ACTION LOGEMENT SERVICES
Monsieur Olivier RICO
Directeur Général
(Cachet et signature)
Par délégation
Fathia MAHDOUD

Action Logement Services
21 quai d'Austerlitz
CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13
SAS au capital de 20.000.000 d'euros - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232
Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

CONDITIONS GENERALES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Chaque terme commençant par une majuscule dans le Contrat aura la signification qui lui est donnée dans celle-ci.

"**Contrats Liés**" désigne le Contrat de Prêt Court Terme, le Contrat de Subvention et le Contrat de Réservation dans le cas où ces contrats sont conclus pour le besoin de l'octroi du Contrat de Prêt Long Terme.

"**Date de Signature**" désigne la date de signature du Contrat par ALS.

"**Demande de Versement**" désigne tout avis de Versement établi conformément au modèle figurant en Annexe 1 du présent Contrat.

"**Groupe**" désigne ALS et toute autre société ou autre entité contrôlée par ALS, contrôlant ALS ou contrôlée par la même personne que celle contrôlant ALS (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce).

"**Jour Ouvré**" désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à Paris tout en étant, s'il s'agit d'un jour où un paiement en euros doit être effectué, un Jour TARGET.

"**Jour TARGET**" désigne un jour quelconque où TARGET2 est ouvert au règlement de paiements en euros.

"**Mois**" désigne une période commençant un jour d'un mois calendaire et s'achevant le jour correspondant du mois calendaire suivant, étant précisé que :

i. (Sous réserve du paragraphe (iii) ci-dessous) si le jour correspondant du mois calendaire suivant n'est pas un Jour Ouvré, cette période sera alors prorogée au Jour Ouvré suivant de ce mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le Jour Ouvré précédent) ;

ii. Si le mois calendaire suivant ne compte pas de jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré de ce mois calendaire ;

iii. Si la Période d'Intérêts commence le dernier Jour Ouvré d'un mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré du mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

Les règles énoncées ci-dessus s'appliqueront uniquement au dernier Mois d'une période.

"**TARGET2**" désigne le système de paiement Trans-European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer (système de transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel) qui utilise une plate-forme unique partagée (single shared platform) et qui a été lancé le 19 novembre 2007.

"**Versement**" désigne tout versement au titre du Prêt Long Terme ou, le cas échéant, de la Subvention ou du Prêt Court Terme conformément aux termes du Contrat.

ARTICLE 2 – INTERPRETATION

2.1 Dans le Contrat, sauf indication contraire :

i. Toute référence à une Partie inclut les successeurs, cessionnaires et ayants-droit à, ou de, ses droits et/ou obligations au titre du Contrat concerné ;

ii. Toute référence à la « Convention », à un « Contrat », une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété, et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation ;

iii. Toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'amendée ou mise à jour.

2.2 L'appréciation de la mesure dans laquelle un taux est "pour une période égale en durée" à une Période d'Intérêts ignorera toute incohérence résultant de la détermination du dernier jour de cette Période d'Intérêts conformément aux termes du Contrat de Prêt Long Terme.

2.3 Les titres des articles sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation du Contrat concerné.

2.4 Les termes commençant par une majuscule non-définis dans les présentes Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation.

MODALITES D'ACCEPTATION DU(DES) CONTRAT(S)

Le(s) Contrat(s) peut (peuvent) être émis sur un support durable.

Le(s) Contrat(s) pourra (pourront) être souscrit(s) :

- Soit par courrier : l'exemplaire du(des) Contrat(s) revenant à ALS, dûment signé(s) par l'Emprunteur et/ou le Bénéficiaire et/ou le Bailleur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières, et le cas échéant le Tableau d'Amortissement Prévisionnel et/ou les annexes.
- Soit électroniquement, via l'apposition d'un cachet électronique comme sceau de reconnaissance. Dans ce cas, les Parties s'engagent expressément à reconnaitre la valeur probante du(des) Contrat(s).

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRET LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur le Prêt Long Terme dont les fonds sont issus de la PEEC et le montant déterminé à l'Article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, aux conditions définies dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et dans les Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur s'engage à affecter les fonds reçus conformément à la destination des fonds prévue à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de prêt Long Terme et à rendre compte de leur utilisation à ALS par courrier et pendant toute la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Afin de permettre l'exercice de ce contrôle par ALS, l'Emprunteur s'engage à notifier par écrit tout projet de modification apportée à l'Opération pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme et à ne pas mettre en œuvre de modifications de l'Opération sans le consentement de l'ALS.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé que l'utilisation de tout ou partie des fonds reçus pour financer un autre objet que l'Opération rendrait immédiatement exigible le remboursement à ALS des fonds considérés.

ALS pourra, à sa seule convenance, se faire remettre par l'Emprunteur toutes justifications du respect de l'affectation susvisée. Cette faculté conférée à ALS ne pourra pas être interprétée comme ayant pour objet ou pour effet de mettre à la charge d'ALS une quelconque obligation de surveillance des fonds mis à disposition.

ARTICLE 2 – DUREE ET REMBOURSEMENT DU PRET LONG TERME

2.1. Durée et remboursement du prêt

La Date d'Echéance du Prêt Long Terme (la « **Date d'échéance** ») est fixée à l'expiration d'un délai correspondant à la durée totale du prêt telle que précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et s'appliquant à compter de la date de mise à disposition du premier Versement, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date d'Echéance du Prêt Long Terme sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

Le Prêt Long Terme devra être remboursé en plusieurs échéances à chaque Date de Paiement d'Intérêts, à hauteur d'un montant déterminé conformément à l'article « Taux d'intérêt et Calcul des échéances » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme et tel que reflété, à la Date de Signature de la Convention, dans le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme.

Le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme sera mis à jour par ALS et notifié à l'Emprunteur dès lors qu'un évènement en affecte le contenu (versement, remboursement anticipé, annulation).

2.2. Détermination des périodes d'intérêts

Les périodes d'intérêts (les « **Périodes d'Intérêts** ») ou Périodes (les « **Périodes** ») sont déterminées à compter de la date du premier Versement et selon la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, avec les règles suivantes :

a) La première Période d'Intérêts commencera à la date du premier Versement et se terminera le jour correspondant à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme s'appliquant à compter de la date de ce premier Versement.
b) Pour tout Versement postérieur, la première Période d'Intérêts relative à ce Versement commencera à la date de mise à disposition de ce Versement et se terminera le dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.
c) Chaque Période d'Intérêts ultérieure commencera le dernier jour de la Période d'Intérêts précédente et se terminera à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Sauf cas spécifiques concernant la phase de différé (voir 2.5. Phase de différé), les intérêts seront payés à chaque Date de Paiement d'Intérêt (la « **Date de Paiement d'Intérêts** ») correspondant au dernier jour de chaque Période d'Intérêts, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date de Paiement d'Intérêts sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

2.3. Base de calcul des intérêts

Pour chaque Période d'Intérêt, les intérêts seront calculés sur la base du nombre de jours effectivement écoulés (calculés à compter du premier jour (inclus) de la période d'application considérée jusqu'au dernier jour (exclu) de la Période d'Intérêt considérée) et sur la base de mois de 30 jours et d'une année de 360 jours.

2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances

En fonction de la modalité d'amortissement précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, le calcul des échéances à l'issue de la phase de différé d'amortissement et le calcul du taux d'intérêt s'effectueront selon les conditions suivantes :

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « échéances constantes »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Le Prêt Long Terme fera l'objet d'un remboursement à échéances constantes. Le calcul de l'échéance constante sera déterminé à la première période d'amortissement du prêt, à l'issue de la phase de différé d'amortissement le cas échéant. Tout versement ultérieur donnera lieu au recalcul de cette échéance, selon les modalités précisées au paragraphe « Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement ».

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (Ei) :

$$E_i = CRD_{i-1} \times \frac{t}{1-(1+t)^{-(n-i+1)}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital Restant Dû (« **Capital Restant Dû** ») à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement, et étant précisé que :

- t est la conversion, le cas échéant, en taux périodique proportionnel du taux d'intérêt nominal annuel, conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
- le Capital Restant Dû initial (CRD_0) correspond à la somme des montants débloqués à la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i) :

$If_i = CRD_{i-1} \times t$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (Ai) :

$A_i = E_i - If_i$

- Calcul du Capital Restant Dû à l'issue de la Période i (CRD_i) :

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « double révisabilité limitée »

Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt révisé calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Cette règle s'applique également pour le calcul des intérêts en cas de différé d'amortissement. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul du taux de progressivité des échéances

Le taux de progressivité p_i de l'échéance i, qui dépend du taux d'intérêt révisé t_{i-1} (appliqué à la Période d'Intérêt i-1) et t_i (appliqué à la Période d'Intérêt i), est calculé comme suit :

$$p_i = \left[\frac{(1+t'_i)}{(1+t'_{i-1})} \times (1+p_{i-1})\right] - 1$$

Etant précisé que :

- le taux de progressivité initial (p_1) de la première Période d'Intérêts est de 0 % ;
- le taux de progressivité ne pourra être inférieur à 0% ;
- t'_{i-1} et t'_i sont les conversions le cas échéant en taux périodiques proportionnels des taux d'intérêt révisés t_{i-1} et t_i définis ci-dessus (cf. calcul du taux d'intérêt révisé), conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (E_i)

$$E_i = CRDi_{-1} \times \frac{(t'_i - p_i)}{1 - \left[\frac{(1+p_i)}{(1+t'_i)}\right]^{n-i+1}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital restant dû à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i)

$If_i = CRD_{i-1} \times t'_i$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (A_i) :

Si $If_i \geq E_i$ alors $E_i = If_i$ et $A_i = 0$

Si $If_i < E_i$ alors $A_i = E_i - If_i$

- Calcul du capital restant dû à l'issue de la Période i (CRD_i)

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « in fine »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Dans le cas d'un prêt à taux révisable, le taux d'intérêt révisé est calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul de l'échéance et de l'amortissement en capital

Le capital emprunté fera l'objet d'un remboursement total à la Date d'Echéance du Prêt Long Terme.

Les intérêts seront calculés sur la base des montants décaissés (le Capital Restant Dû) et payés à chaque date de Date de Paiement d'Intérêt.

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement. Les intérêts relatifs à ce Versement, calculés à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement seront payés à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement.

2.5. Phase de différé

Lorsque les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme le précisent, une période de différé partiel ou total peut être prévue. Le premier Versement détermine alors le point de départ du différé dont la durée est précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

- En cas de différé d'amortissement du capital (différé partiel)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

- En cas de différé d'amortissement du capital et du paiement des intérêts (différé total)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués, selon la méthode des intérêts composés. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

Les intérêts peuvent être, soit payés à la fin de la période de différé, soit être ajoutés au montant du Capital Restant Dû à la fin de la période de différé, constituant alors le montant du prêt amortissable (modalité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme).

2.6. Taux Effectif Global

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du Code de la consommation, le Taux Effectif Global comprend, outre les intérêts, les frais et commissions ou rémunération de toute nature, directs ou indirects. C'est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le Taux Effectif Global susmentionné, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance d'ALS lors de l'instruction du Prêt.

En cas de Prêt à taux fixe

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que le calcul du Taux Effectif Global est fourni à titre indicatif avec l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En cas de Prêt à taux variable ou révisable

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que, compte tenu des caractéristiques du taux d'intérêt et du taux de progressivité des échéances, il est impossible de calculer le taux effectif global. Le Taux Effectif Global est alors fourni à titre indicatif sur la base de la dernière valeur de l'index connu à la date d'émission des conditions particulières, appliqués pendant toute la durée du contrat de Prêt Long Terme, et dans l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt Long Terme. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En outre, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugerait utiles à l'appréciation du coût global du contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Toute Demande de Versement pourra être adressée par l'Emprunteur à ALS, pendant la Période de Disponibilité stipulée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, par voie électronique (en joignant une copie de la Demande de Versement signée) ou postale précisant le numéro de la Convention et l'ensemble des informations requises dans le modèle figurant en Annexe 1 de la Convention. ALS virera sur le compte de l'Emprunteur les fonds correspondant au Versement dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la réception de la Demande de Versement dûment complétée et adressée ou tout autre Jour Ouvré ultérieur indiqué par l'Emprunteur dans sa Demande de Versement.

La mise à disposition de tout Versement au titre du Prêt Long Terme sera subordonnée à la remise des documents suivants par l'Emprunteur, qui devront être satisfaisants tant sur la forme que sur le fond pour ALS, et à l'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée ou cas de remboursement anticipé obligatoire en cours ou pouvant résulter de la mise à disposition du Versement :

- concernant le premier Versement, l'exemplaire revenant à ALS, dûment signé par l'Emprunteur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières et le Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme ;
- concernant le premier Versement, la copie de l'acte d'acquisition ou de l'attestation notariée ou du document justifiant que l'Emprunteur est titulaire d'un droit réel sur l'Immeuble ;

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17002231, société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

www.actionlogement.fr @Services_AL

- concernant le premier Versement, la copie de l'ordre de service n°1 de démarrage des travaux et/ou mise en état (pour les opérations avec travaux et/ou mise en état) ;
- un justificatif de prise de la garantie lorsqu'une garantie est demandée dans les Conditions Particulières (attestation d'inscription hypothécaire, copie de délibération de la collectivité accordant la garantie...) et plus particulièrement lorsque la garantie demandée est une garantie hypothécaire, un justificatif de prise de garantie hypothécaire, le cas échéant (attestation de signature devant notaire), faisant suite à la régularisation sous la forme authentique d'un acte réitératif du prêt consenti par ALS ou d'une reconnaissance de dette, contenant l'affectation hypothécaire visée dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme ;
- tout document qu'ALS pourrait réclamer afin de pouvoir identifier l'Emprunteur ainsi que ses bénéficiaires effectifs et plus généralement afin de se conformer aux procédures d'identification des contreparties mises en place en application des articles 561-32 et suivants du Code monétaire et financier, de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ou toute autre loi ou réglementation qui lui est applicable ; et
- tout autre document requis aux termes des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur doit faire la demande du ou des déblocage(s) des fonds dans les délais indiqués aux Conditions Particulières du Prêt Long Terme, sans dépasser un délai de cinq (5) ans suivant la Date de Signature de la Convention. A défaut, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé.

ARTICLE 4 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

4.1 L'Emprunteur pourra rembourser par anticipation tout ou partie du Prêt Long Terme dans la limite d'une fois par an (étant entendu que tout remboursement partiel devra être d'un montant minimum de [10 000] euros et de 10% du Capital Restant Dû), sous réserve d'un préavis écrit à ALS d'au moins trois (3) mois et que le remboursement intervienne à une Date de Paiement d'Intérêts. Tout avis de remboursement anticipé remis par l'Emprunteur sera irrévocable et précisera la date de remboursement ainsi que son montant.

4.2 Tout remboursement anticipé volontaire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé, et le cas échéant donnera lieu au paiement de pénalités telles que prévues aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

ARTICLE 5 – REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE

5.1 En cas d'aliénation (notamment par voie de vente, d'apport ou d'échange) de tout ou partie des droits réels de l'Emprunteur sur l'Immeuble, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les dix (10) Jours Ouvrés après la signature de la promesse et au moins vingt (20) Jours Ouvrés avant la signature de l'acte de vente, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant Dû du Prêt Long Terme le jour de l'aliénation, en donnant instruction irrévocable au notaire de virer la somme due à ALS.

Toutefois, en cas d'aliénation de la totalité des droits réels sur l'Immeuble par l'Emprunteur à un tiers et, le cas échéant, de la substitution de plein droit de ce tiers dans les droits et obligations du Bailleur au titre du Contrat de Réservation, si n tel contrat a été conclu aux fins des présentes, par application de l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties peuvent toutefois convenir avec ce tiers, sous réserve de l'accord d'ALS, de la cession du Contrat de Prêt Long Terme, en ce compris les dettes et créances y afférentes, par l'Emprunteur à ce tiers.

5.2 En cas de destruction totale ou partielle des logements faisant l'objet du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les plus brefs délais, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé après un délai de trente (30) jours et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Prêt Long Terme dans un délai de six (6) mois à compter de la date du sinistre ou, s'il perçoit une indemnité d'assurance au titre de ce sinistre avant l'expiration de ce délai de six (6) mois, dès réception de cette indemnité.

Cependant, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme ne sera pas annulé et l'Emprunteur ne sera pas tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant dû du Prêt Long Terme s'il justifie dans un délai de trente (30) jours (par une attestation d'architecte si ALS en fait la demande) que l'Immeuble peut être reconstruit dans un délai tel que cela ne remet pas en cause sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, et qu'il justifie de la réalisation des travaux de reconstruction en temps utile en communicant notamment la copie de tout permis de construire, déclaration d'achèvement et certificat de conformité.

5.3 Tout remboursement anticipé obligatoire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé mais ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité à l'exception des coûts de remploi. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

5.4 Tout montant disponible au titre du Prêt Long Terme et non encore utilisé à l'issue de la Période de Disponibilité, sera automatiquement annulé à cette date et l'engagement d'ALS résilié à due concurrence.

ARTICLE 6 – INTERETS DE RETARD

Si l'Emprunteur ne paye pas à bonne date un montant dû au titre du Contrat de Prêt Long Terme, ce montant portera intérêts, dans les limites autorisées par la loi et sans mise en demeure, pendant la période comprise entre sa date d'échéance et la date de son paiement effectif (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) à un taux de 4 % par an s'ajoutant au taux qui aurait été dû si le montant impayé avait constitué, pendant la période de retard de paiement, un Versement mis à disposition pendant des Périodes d'Intérêts successives fixées comme indiqué aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur devra payer les intérêts échus au titre du présent article à première demande d'ALS.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non payés seront capitalisés avec le montant impayé au titre duquel ils seraient dus, dans la mesure où ils seraient dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des échéances de remboursement et d'intérêts devra intervenir sur le compte bancaire d'ALS. Dans le cas d'un prélèvement, l'Emprunteur autorise ALS à prélever sur ce compte, jusqu'à la dernière échéance, les sommes correspondant aux échéances dues.

L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Contrat de Prêt Long Terme qui aura été remboursé.

ARTICLE 8 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous et sont complétées par les déclarations stipulées à l'article 7 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. Ces déclarations seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

- aucune instance ou procédure judiciaire, administrative ou arbitrale n'est en cours qui aurait pour effet d'empêcher ou interdire l'Opération, la signature ou l'exécution de la présente Convention ou la constitution d'une Sûreté ;
- aucune échéance impayée liée à un financement antérieur consenti par ALS ;
- à la date à laquelle ils sont remis, les documents (et notamment ceux contenant des informations comptables et financières) remis à ALS n'omettent aucune information qui pourrait être raisonnablement considérée comme déterminante de sa décision de mettre le Prêt Long Terme, le cas échéant le Prêt Court Terme et/ou la Subvention, à la disposition de l'Emprunteur et les informations contenues dans les documents remis à ALS sont, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, à la date à laquelle ils ont été remis, exactes en tous points significatifs ;
- l'Emprunteur ne fait l'objet d'aucune procédure collective ou procédure de règlement amiable ;
- tous les impôts dus par l'Emprunteur ont été et/ou seront dûment déclarés et ont été et/ou seront payés dans les délais impartis par l'administration compétente conformément aux règles de comptabilisation et d'imposition fiscale applicables ;
- l'Emprunteur est en conformité avec toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables ou qui sont applicables à ses actifs, ainsi qu'avec toute injonction délivrée par les autorités compétentes, autre qu'une non-conformité mineure ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni ses représentants légaux, ni, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est une personne physique, ou morale ou une entité (ci-après une "**Personne**"), ou n'est détenu ou contrôlé par des Personnes :
    - faisant l'objet ou étant la cible d'une quelconque loi, réglementation, embargo ou autre mesure restrictive relative à des sanctions financières, économiques ou commerciales, adoptée, édictée, appliquée ou mise en œuvre par l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne (ou l'un de ses Etats membres) ou tout organisme ou agence de l'un des Etats ou institutions précités, y compris la Direction Générale du Trésor français (ci-après « **Sanction** ») ; ou
    - immatriculée ou résidente dans un pays ou territoire, qui fait, ou dont le gouvernement fait, l'objet d'une quelconque Sanction interdisant de façon générale les relations avec ledit gouvernement, pays ou territoire ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni leurs représentants légaux, ni à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés ou agents respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est engagé dans une activité ou ne s'est livré à une quelconque activité ou conduite susceptible d'enfreindre toute législation ou règlementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption, en vigueur dans toute juridiction concernée ;
- il n'existe aucun Cas d'Exigibilité Anticipée en cours ; et
- l'Emprunteur dispose ou bénéficie, à toute date donnée, de tous les droits personnels ou réels et de toutes les autorisations administratives nécessaires pour l'Opération.

ARTICLE 9 – EXIGIBILITE ANTICIPEE

9.1 Chacun des événements et circonstances mentionnés au présent Article 9.1 constitue un cas d'exigibilité anticipée (« Cas d'Exigibilité Anticipée ») :

a) l'Emprunteur ne paie pas à sa date d'exigibilité une somme due au titre du Contrat de Prêt Long Terme sauf si le non-paiement résulte d'une erreur administrative ou technique et le paiement est effectué dans les deux (2) Jours Ouvrés après sa date d'exigibilité ;

b) l'Emprunteur ne respecte pas l'une des stipulations du Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés (autre que celles mentionnées au (a)) sauf si cette inexécution est susceptible de remédiation et s'il y est remédié dans un délai de dix (10) jours après la date la plus proche entre (A) la date à laquelle ALS aura avisé l'Emprunteur de l'inexécution et (B) la date à laquelle l'Emprunteur en aura eu connaissance ;

c) l'Emprunteur ne respecte pas son obligation de maintien de l'actionnariat majoritaire prévu, le cas échéant, dans les Conditions Particulières du Contrat Prêt Long Terme ;

d) toute déclaration ou affirmation faite ou réputée faite par l'Emprunteur dans le Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte de l'Emprunteur au titre de l'un de ces Contrats ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été, inexacte ou trompeuse sur un point significatif au moment où elle a été faite ou réputée avoir été faite ;

e) toute opération de fusion, de scission, de dissolution, de liquidation ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions affectant l'Emprunteur qui serait réalisée sans l'accord écrit préalable d'ALS ;

f) la démolition (autre qu'une destruction visée à l'Article 5.2 des présentes) ou le changement de destination de l'Immeuble ;

g) le cas échéant si un tel contrat a été conclu, la résiliation ou résolution du Contrat de Réservation ;

h) l'Emprunteur sollicite la désignation d'un mandataire ad hoc ou engage une procédure de conciliation en application des articles L.611-3 à L.611-15 du Code de commerce, l'Emprunteur est en état de cessation de paiement ou un jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (en ce compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, une procédure de sauvegarde accélérée ou de sauvegarde financière accélérée), de redressement ou de liquidation judiciaire, ou un jugement ordonnant la cession totale ou partielle de l'entreprise est prononcé à l'encontre de l'Emprunteur en application des articles L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce ;

i) si le Contrat de Prêt Long Terme est garanti, les Sûretés ne sont pas constituées à bonne date, ou les Sûretés sont annulées ou résolues rétroactivement, ou à compter de leur inscription, ou si les Hypothèques ne sont pas inscrites au rang convenu ; et

j) tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont l'Emprunteur pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

9.2 À tout moment après la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée sous réserve qu'il persiste, ALS pourra, sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification à l'Emprunteur mais sans préjudice des dispositions impératives des articles L.611-16 et L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce :

a) résilier son engagement au titre du Prêt Long Terme ; et/ou

b) déclarer immédiatement exigibles tout ou partie du Prêt Long Terme, augmenté des intérêts en cours ou échus et de tous montants échus au titre de la Convention. Ces montants deviendront alors immédiatement exigibles.

ARTICLE 10 – OBLIGATION D'INFORMATION

10.1 Lors de l'arrêté des comptes de l'opération immobilière financée, l'Emprunteur devra remettre à ALS les éléments suivants :

- le prix de revient définitif de l'opération immobilière ;
- le plan de financement définitif de l'opération immobilière ;
- le justificatif de mise à disposition des logements ; et
- la copie de la déclaration d'achèvement des travaux et/ou de la mise en état ou du procès-verbal de réception des travaux et/ou de la mise en état.

10.2 Sur 1ère demande d'ALS, l'Emprunteur s'engage à communiquer sous dix (10) jours :

- la copie de ses comptes annuels ;
- l'état locatif des logements réservés ou occupés (numéros, type de logements, loyers et charges, nom des locataires, date d'entrée des locataires) ; et
- toute autre pièce d'ordre administratif, juridique, comptable et technique permettant de vérifier la bonne utilisation des fonds.

10.3 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de forme sociale dont il pourrait faire l'objet et lui communiquera une copie à jour de ses statuts dans les plus brefs délais après la décision de transformation.

10.4 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont il pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

10.5 L'Emprunteur avisera ALS de la survenance d'un quelconque Cas d'Exigibilité Anticipée (ainsi que des démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance et, si ALS lui en fait la demande, il remettra une attestation d'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée.

ARTICLE 11 – AFFICHAGE ET DOCUMENTATION RELATIFS A L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à mentionner la participation d'ALS en tant que financeur sur un panneau d'affichage (déclaration préalable/permis de construire) relatif à l'opération financée en y faisant figurer un logo d'une taille minimale de 50 cm de longueur (résolution minimale : 300 dpi) et en accord avec la taille du panneau. Il s'engage également sur tout document relatif à l'opération à faire référence à ALS en qualité de financeur. Cette mention devra respecter les éléments de la charte graphique d'ALS transmise à l'Emprunteur.

ARTICLE 12 – PUBLICATION DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

ALS se réserve la possibilité de faire réitérer, devant notaire, le Contrat de Prêt Long Terme et de le faire publier au service de la publicité foncière. A cet effet, l'Emprunteur s'engage à remettre à l'office notarial désigné par ALS, dans un délai d'un (1) mois à compter de la demande formulée par ALS, tous les renseignements et documents nécessaires à cette publication, ainsi qu'à signer l'acte de réitération.

ARTICLE 13 – MODIFICATION ET CESSION PAR ALS DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

Toute modification du Contrat de Prêt Long Terme devra faire l'objet d'un avenant écrit conclu entre les Parties.

ALS pourra céder (notamment par voie d'apport) le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant à toute autre société ou entité de son Groupe ou tout fonds ou organisme géré par ALS ou une autre société ou entité de son Groupe, ce à quoi l'Emprunteur consent à l'avance, étant précisé que l'Emprunteur consent expressément à ce qu'ALS soit déchargée de toute responsabilité solidaire au titre des articles 1216-1 et 1327-2 du Code civil dans cette hypothèse. Le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant seront également transmis à toute société ou autre entité à laquelle le patrimoine ou la branche d'activité concernée d'ALS serait transmis dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, de dissolution sans liquidation relevant de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ou toute transmission universelle de patrimoine par effet de la loi.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Chaque Partie accepte de garder confidentiels les documents/informations (ci-après les « **Informations** ») qui leur sont communiqués par l'autre Partie pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Par conséquent, chaque Partie s'engage à :

- utiliser les Informations communiquées par l'autre Partie uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées ;
- ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à ces Informations sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet du Contrat de Prêt Long Terme ;
- prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'Informations à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette Information que celui prévu aux présentes ;
- prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite Information.

ALS pourra toutefois communiquer des Informations dans les circonstances où cela est permis par les dispositions de l'article L.511-33 du Code monétaire et financier sur le secret professionnel (notamment en cas de recours à un prestataire) ainsi qu'aux entités du Groupe et à toute autorité compétente dont l'ANCOLS.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

ALS est engagée dans une démarche continue de protection des données à caractère personnel des personnes physiques qui entrent en relation avec elle, en conformité avec la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Les informations recueillies sont obligatoires pour le traitement de votre demande, la finalité principale de leur collecte étant l'instruction de votre dossier et sa gestion. Les données collectées sont destinées aux services d'Action Logement Services et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, aux entités du Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Action Logement Services est tenue au secret professionnel concernant ces données.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'Emprunteur dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit d'effacement, d'un droit de limitation du traitement de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de données et d'un droit à la portabilité des données ainsi que du droit de définir le sort de vos données en cas de décès. Ces droits peuvent

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17002431 en tant que société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

être exercés par courrier signé, en écrivant à Action Logement Services – Service conformité, 21, quai d'Austerlitz CS 41455 ; 75643 Paris cedex 13, en joignant la copie d'un titre d'identité comportant une signature, ainsi qu'un justificatif du domicile pour la réponse. Pour information, le DPO d'Action Logement Services peut être joint à l'adresse suivante : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

L'Emprunteur dispose également du droit d'introduire une réclamation directement auprès de la CNIL, 3, place de Fontenoy ; 75007 Paris.

ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, Action Logement Services est tenue de s'assurer d'une bonne connaissance de ses clients et d'exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ces derniers. Action Logement Services vérifie à cette fin l'identité et l'adresse de l'Emprunteur et recueille toute information pertinente pour une bonne compréhension de la nature et de l'objet de sa relation avec lui.

L'Emprunteur est dûment informé qu'Action Logement Services a l'obligation de cesser sans délai toute relation d'affaires avec lui si elle n'est pas en mesure de l'identifier, de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de cette relation et, plus généralement, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Tout au long de cette relation, Action Logement Services peut demander à l'Emprunteur de mettre à jour les informations recueillies et/ou de lui fournir tout justificatif relatif à son identité, son domicile, son activité professionnelle, son niveau de revenu, son patrimoine ou concernant ses bénéficiaires effectifs. L'Emprunteur est tenu de communiquer immédiatement les informations et justificatifs demandés. A réception des documents demandés ou en leur absence, et ce durant toute la relation d'affaires au titre de son obligation de connaissance actualisée de l'Emprunteur, ALS pourra, unilatéralement et sans recours possible de l'Emprunteur, décider de différer l'exécution de ses obligations, voire de ne pas les exécuter.

Conformément à la règlementation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.561-12 du Code monétaire et financier, ALS conservera pendant une durée de cinq (5) ans après la fin des relations avec l'Emprunteur intervenue pour quelque raison que ce soit, une copie des documents et informations ayant servi à son identification.

ARTICLE 17 – AUTORITES DE CONTROLE

ALS, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située La Grande Arche - Paroi Sud ; 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

ALS, en tant que société de financement, est soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

Au sein du ministère chargé de l'Economie, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) contribue à la conception et à la mise en œuvre de la politique économique en veillant au bon fonctionnement des marchés sous tous leurs aspects au bénéfice des consommateurs et des entreprises. Elle est située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris cedex 13 (https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP).

ARTICLE 18 – ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat de Prêt Long Terme est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 19 – FRAIS

Tous frais de recouvrement, frais de justice, taxes ainsi que tous honoraires présents ou à venir, versés par ALS pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme seront à la charge de l'Emprunteur.

ARTICLE 20 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Prêt Long Terme est régi par la législation française.

Pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'inexécution et l'exécution de l'une des quelconques dispositions du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification d'une Partie à l'autre du différend, **les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal de Commerce de Paris.**

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1083651-01-001 - Financement de norme Sans norme
rue jean wenger valentin 67200 STRASBOURG - Acquisition foncière

Montant du prêt :	450 000,00 €	Taux :	0,50 % sur 480 mois
Coût total des intérêts :	34 874,40 €		
Périodicité :	Trimestriel		
Durée totale :	480 mois		
Dont différé d'amortissement :	120 mois	TAEG :	0,30%

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
29/09/2023	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2023	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/12/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/03/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/06/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	450 000,00 €
29/09/2033	4 040,62 €	3 478,12 €	562,50 €	446 521,88 €
29/12/2033	4 040,62 €	3 482,47 €	558,15 €	443 039,41 €
29/03/2034	4 040,62 €	3 486,83 €	553,79 €	439 552,58 €
29/06/2034	4 040,62 €	3 491,18 €	549,44 €	436 061,40 €
29/09/2034	4 040,62 €	3 495,55 €	545,07 €	432 565,85 €
29/12/2034	4 040,62 €	3 499,92 €	540,70 €	429 065,93 €
29/03/2035	4 040,62 €	3 504,29 €	536,33 €	425 561,64 €
29/06/2035	4 040,62 €	3 508,67 €	531,95 €	422 052,97 €

Paraphes : 2189

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1083651-01-001 - Financement de norme Sans norme
rue jean wenger valentin 67200 STRASBOURG - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
29/09/2035	4 040,62 €	3 513,06 €	527,56 €	418 539,91 €
29/12/2035	4 040,62 €	3 517,45 €	523,17 €	415 022,46 €
29/03/2036	4 040,62 €	3 521,85 €	518,77 €	411 500,61 €
29/06/2036	4 040,62 €	3 526,25 €	514,37 €	407 974,36 €
29/09/2036	4 040,62 €	3 530,66 €	509,96 €	404 443,70 €
29/12/2036	4 040,62 €	3 535,07 €	505,55 €	400 908,63 €
29/03/2037	4 040,62 €	3 539,49 €	501,13 €	397 369,14 €
29/06/2037	4 040,62 €	3 543,91 €	496,71 €	393 825,23 €
29/09/2037	4 040,62 €	3 548,34 €	492,28 €	390 276,89 €
29/12/2037	4 040,62 €	3 552,78 €	487,84 €	386 724,11 €
29/03/2038	4 040,62 €	3 557,22 €	483,40 €	383 166,89 €
29/06/2038	4 040,62 €	3 561,67 €	478,95 €	379 605,22 €
29/09/2038	4 040,62 €	3 566,12 €	474,50 €	376 039,10 €
29/12/2038	4 040,62 €	3 570,58 €	470,04 €	372 468,52 €
29/03/2039	4 040,62 €	3 575,04 €	465,58 €	368 893,48 €
29/06/2039	4 040,62 €	3 579,51 €	461,11 €	365 313,97 €
29/09/2039	4 040,62 €	3 583,98 €	456,64 €	361 729,99 €
29/12/2039	4 040,62 €	3 588,46 €	452,16 €	358 141,53 €
29/03/2040	4 040,62 €	3 592,95 €	447,67 €	354 548,58 €
29/06/2040	4 040,62 €	3 597,44 €	443,18 €	350 951,14 €
29/09/2040	4 040,62 €	3 601,94 €	438,68 €	347 349,20 €
29/12/2040	4 040,62 €	3 606,44 €	434,18 €	343 742,76 €
29/03/2041	4 040,62 €	3 610,95 €	429,67 €	340 131,81 €
29/06/2041	4 040,62 €	3 615,46 €	425,16 €	336 516,35 €
29/09/2041	4 040,62 €	3 619,98 €	420,64 €	332 896,37 €
29/12/2041	4 040,62 €	3 624,50 €	416,12 €	329 271,87 €
29/03/2042	4 040,62 €	3 629,04 €	411,58 €	325 642,83 €
29/06/2042	4 040,62 €	3 633,57 €	407,05 €	322 009,26 €
29/09/2042	4 040,62 €	3 638,11 €	402,51 €	318 371,15 €
29/12/2042	4 040,62 €	3 642,66 €	397,96 €	314 728,49 €
29/03/2043	4 040,62 €	3 647,21 €	393,41 €	311 081,28 €
29/06/2043	4 040,62 €	3 651,77 €	388,85 €	307 429,51 €
29/09/2043	4 040,62 €	3 656,34 €	384,28 €	303 773,17 €
29/12/2043	4 040,62 €	3 660,91 €	379,71 €	300 112,26 €
29/03/2044	4 040,62 €	3 665,48 €	375,14 €	296 446,78 €
29/06/2044	4 040,62 €	3 670,07 €	370,55 €	292 776,71 €
29/09/2044	4 040,62 €	3 674,65 €	365,97 €	289 102,06 €
29/12/2044	4 040,62 €	3 679,25 €	361,37 €	285 422,81 €
29/03/2045	4 040,62 €	3 683,85 €	356,77 €	281 738,96 €
29/06/2045	4 040,62 €	3 688,45 €	352,17 €	278 050,51 €
29/09/2045	4 040,62 €	3 693,06 €	347,56 €	274 357,45 €
29/12/2045	4 040,62 €	3 697,68 €	342,94 €	270 659,77 €
29/03/2046	4 040,62 €	3 702,30 €	338,32 €	266 957,47 €
29/06/2046	4 040,62 €	3 706,93 €	333,69 €	263 250,54 €
29/09/2046	4 040,62 €	3 711,56 €	329,06 €	259 538,98 €
29/12/2046	4 040,62 €	3 716,20 €	324,42 €	255 822,78 €
29/03/2047	4 040,62 €	3 720,85 €	319,77 €	252 101,93 €
29/06/2047	4 040,62 €	3 725,50 €	315,12 €	248 376,43 €
29/09/2047	4 040,62 €	3 730,15 €	310,47 €	244 646,28 €
29/12/2047	4 040,62 €	3 734,82 €	305,80 €	240 911,46 €
29/03/2048	4 040,62 €	3 739,49 €	301,13 €	237 171,97 €
29/06/2048	4 040,62 €	3 744,16 €	296,46 €	233 427,81 €
29/09/2048	4 040,62 €	3 748,84 €	291,78 €	229 678,97 €
29/12/2048	4 040,62 €	3 753,53 €	287,09 €	225 925,44 €
29/03/2049	4 040,62 €	3 758,22 €	282,40 €	222 167,22 €

Paraphes : 2190

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1083651-01-001 - Financement de norme Sans norme
rue jean wenger valentin 67200 STRASBOURG - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
29/06/2049	4 040,62 €	3 762,92 €	277,70 €	218 404,30 €
29/09/2049	4 040,62 €	3 767,62 €	273,00 €	214 636,68 €
29/12/2049	4 040,62 €	3 772,33 €	268,29 €	210 864,35 €
29/03/2050	4 040,62 €	3 777,04 €	263,58 €	207 087,31 €
29/06/2050	4 040,62 €	3 781,77 €	258,85 €	203 305,54 €
29/09/2050	4 040,62 €	3 786,49 €	254,13 €	199 519,05 €
29/12/2050	4 040,62 €	3 791,23 €	249,39 €	195 727,82 €
29/03/2051	4 040,62 €	3 795,97 €	244,65 €	191 931,85 €
29/06/2051	4 040,62 €	3 800,71 €	239,91 €	188 131,14 €
29/09/2051	4 040,62 €	3 805,46 €	235,16 €	184 325,68 €
29/12/2051	4 040,62 €	3 810,22 €	230,40 €	180 515,46 €
29/03/2052	4 040,62 €	3 814,98 €	225,64 €	176 700,48 €
29/06/2052	4 040,62 €	3 819,75 €	220,87 €	172 880,73 €
29/09/2052	4 040,62 €	3 824,52 €	216,10 €	169 056,21 €
29/12/2052	4 040,62 €	3 829,30 €	211,32 €	165 226,91 €
29/03/2053	4 040,62 €	3 834,09 €	206,53 €	161 392,82 €
29/06/2053	4 040,62 €	3 838,88 €	201,74 €	157 553,94 €
29/09/2053	4 040,62 €	3 843,68 €	196,94 €	153 710,26 €
29/12/2053	4 040,62 €	3 848,49 €	192,13 €	149 861,77 €
29/03/2054	4 040,62 €	3 853,30 €	187,32 €	146 008,47 €
29/06/2054	4 040,62 €	3 858,11 €	182,51 €	142 150,36 €
29/09/2054	4 040,62 €	3 862,94 €	177,68 €	138 287,42 €
29/12/2054	4 040,62 €	3 867,77 €	172,85 €	134 419,65 €
29/03/2055	4 040,62 €	3 872,60 €	168,02 €	130 547,05 €
29/06/2055	4 040,62 €	3 877,44 €	163,18 €	126 669,61 €
29/09/2055	4 040,62 €	3 882,29 €	158,33 €	122 787,32 €
29/12/2055	4 040,62 €	3 887,14 €	153,48 €	118 900,18 €
29/03/2056	4 040,62 €	3 892,00 €	148,62 €	115 008,18 €
29/06/2056	4 040,62 €	3 896,86 €	143,76 €	111 111,32 €
29/09/2056	4 040,62 €	3 901,74 €	138,88 €	107 209,58 €
29/12/2056	4 040,62 €	3 906,61 €	134,01 €	103 302,97 €
29/03/2057	4 040,62 €	3 911,50 €	129,12 €	99 391,47 €
29/06/2057	4 040,62 €	3 916,39 €	124,23 €	95 475,08 €
29/09/2057	4 040,62 €	3 921,28 €	119,34 €	91 553,80 €
29/12/2057	4 040,62 €	3 926,18 €	114,44 €	87 627,62 €
29/03/2058	4 040,62 €	3 931,09 €	109,53 €	83 696,53 €
29/06/2058	4 040,62 €	3 936,00 €	104,62 €	79 760,53 €
29/09/2058	4 040,62 €	3 940,92 €	99,70 €	75 819,61 €
29/12/2058	4 040,62 €	3 945,85 €	94,77 €	71 873,76 €
29/03/2059	4 040,62 €	3 950,78 €	89,84 €	67 922,98 €
29/06/2059	4 040,62 €	3 955,72 €	84,90 €	63 967,26 €
29/09/2059	4 040,62 €	3 960,67 €	79,95 €	60 006,59 €
29/12/2059	4 040,62 €	3 965,62 €	75,00 €	56 040,97 €
29/03/2060	4 040,62 €	3 970,57 €	70,05 €	52 070,40 €
29/06/2060	4 040,62 €	3 975,54 €	65,08 €	48 094,86 €
29/09/2060	4 040,62 €	3 980,51 €	60,11 €	44 114,35 €
29/12/2060	4 040,62 €	3 985,48 €	55,14 €	40 128,87 €
29/03/2061	4 040,62 €	3 990,46 €	50,16 €	36 138,41 €
29/06/2061	4 040,62 €	3 995,45 €	45,17 €	32 142,96 €
29/09/2061	4 040,62 €	4 000,45 €	40,17 €	28 142,51 €
29/12/2061	4 040,62 €	4 005,45 €	35,17 €	24 137,06 €
29/03/2062	4 040,62 €	4 010,45 €	30,17 €	20 126,61 €
29/06/2062	4 040,62 €	4 015,47 €	25,15 €	16 111,14 €
29/09/2062	4 040,62 €	4 020,49 €	20,13 €	12 090,65 €
29/12/2062	4 040,62 €	4 025,51 €	15,11 €	8 065,14 €

Paraphes : 2191

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1083651-01-001 - Financement de norme Sans norme
rue jean wenger valentin 67200 STRASBOURG - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
29/03/2063	4 040,62 €	4 030,54 €	10,08 €	4 034,60 €
29/06/2063	4 040,62 €	4 034,60 €	6,02 €	0,00 €
Totaux :	484 874,40 €	450 000,00 €	34 874,40 €	

Paraphes :

2192

ActionLogement SERVICES

Code de gestion : CPM75

CONVENTION DE PRÊT LONG TERME SUBORDONNE N° 1083654-SANS NORME
ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE (OFS)

L'ensemble formé par les présentes conditions générales, les conditions particulières et les tableaux d'amortissement correspondants, constitue la convention de prêt(s) conclue entre ALS et l'emprunteur, l'OFS, formant un tout indissociable et indivisible. En cas d'incompatibilité, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales de la Convention.

ENTRE :

Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz à PARIS (75013) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824.541.148, dûment représentée par Monsieur Olivier RICO, en sa qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée « **ALS** »,

ET :

ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE, Société anonyme de coordination dont le siège social est situé 10 Rue Oberlin à STRASBOURG (67000) , représentée par Monsieur Eric HARTWEG, en sa qualité de Directeur Général,

Ci-après dénommée l'« **Emprunteur** », ou l' « OFS »

ALS et l'Emprunteur et/ou l'OFS sont désignés ensemble comme les « **Parties** » et séparément comme une « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La présente convention a été établie en application de la convention relative au Plan d'Investissement Volontaire (« **PIV** ») du 25 avril 2019, portant avenant à la convention quinquennale 2018-2022 entre l'Etat et ALS qui prévoit d'accompagner les organismes fonciers solidaires dans le financement de l'acquisition et du portage du foncier destiné à l'accession sociale en bail réel solidaire au sens des articles L. 255-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (ci-après « **BRS** »), et à la directive émise par Action Logement Groupe (ALG) qui précise les conditions de mise en œuvre de ce financement.

Dans ce cadre, les stipulations de la présente convention ont été établies à l'issue des travaux ou échanges entre l'Emprunteur et la Délégation régionale d'Action Logement Services Grand-Est représentée par Madame Caroline PERRIOT, validées par la Commission de Crédit et confirmées par lettre d'engagement au titre de l'exercice 2022.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR
www.actionlogement.fr @Services_AL

CONDITIONS PARTICULIERES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

La convention (la « **Convention** ») est constituée des présentes conditions particulières (les « **Conditions Particulières** ») et des conditions générales qui s'y rattachent (les « **Conditions Générales** ») de même que, le cas échéant, du tableau d'amortissement prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme (le « **Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme** »).

LOCALISATION ET FINANCEMENT DE L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à utiliser les financements accordés conformément aux termes de la Convention, afin de réaliser l'opération d'acquisition et/ou portage (l' « **Opération** ») du foncier situé rue katia krafft à MUNDOLSHEIM (67450) (l' « **Immeuble** »).

A ce titre, l'Emprunteur déclare que le prix de revient prévisionnel de l'Opération s'élève à 434 052,00 € et se décompose de la façon suivante (les « **Coûts de l'Opération** ») :

Prix de revient prévisionnel Sans norme	
Acquisition foncière et/ou portage	417 358,00 €
Frais annexes	6 260,00 €
Etudes	10 434,00 €
TOTAL	**434 052,00 €**

L'Emprunteur déclare que le plan de financement prévisionnel de l'Opération est le suivant :

Plan de financement prévisionnel Sans norme	
Prêt amortissable Action Logement Services	105 000,00 €
Prêt CDC Autres	287 317,00 €
Fonds propres - Autres	41 735,00 €
TOTAL	**434 052,00 €**

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRÊT LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur un prêt (le « **Prêt Long Terme** ») dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction au sens des articles L. 313-1 à L. 313-6 du Code de la construction et de l'habitation (la « PEEC ») d'un montant de 105 000,00 € (Cent cinq mille euros) aux conditions suivantes :

Financement N°1 Prêt long terme :
- **Montant du prêt accordé** : 105 000,00 €
- Filière : Sans norme
- Durée totale en mois (y compris différé) : 480 mois
- Périodicité de remboursement des intérêts et du capital : Trimestrielle

Phase d'amortissement
- Durée de la phase d'amortissement en mois : 360 mois
- Nature du taux : Fixe
- Taux d'intérêt annuel (taux du prêt) : 0,5 %
- Taux d'intérêt plancher (en cas de taux révisable) : NC
- Modalité d'amortissement : échéances constantes

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR
www.actionlogement.fr @Services_AL

Phase de différé
- Durée du différé en mois : 120 mois
- Modalité du différé : capital et intérêts
- Taux d'intérêt annuel pendant le différé (si différent du taux du prêt) : 0 %
- En cas de différé total, modalité de paiement des intérêts : à la fin du différé

- Frais de garantie (évaluation) : 0 euros
- Frais d'assurance : 0 euros
- Coût du prêt : 8 137,20 €
- TEG : 0,30 %, soit un taux de période 0,075 %

Le Prêt Long Terme est destiné au financement de l'Opération et son utilisation doit respecter les stipulations de l'article 1 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Le Prêt Long Terme sera mis à disposition, pendant la Période de Disponibilité, en un seul Versement sous réserve de la satisfaction des conditions stipulées à l'article 3 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
En outre, tout Versement, sauf stipulation contraire, sera soumis à la satisfaction des conditions suivantes :

- la remise de l'appel de fonds du notaire dans le cas où l'acte de vente n'a pas encore été signé.

Tout Versement doit être demandé au cours de la période (la « **Période de Disponibilité** ») entre la Date de Signature et la date tombant cinq (5) ans après celle-ci.

La Période de Disponibilité expirera de manière anticipée à l'expiration de celui des deux délais suivants dont le terme est le plus éloigné :

- soit un (1) an après la délivrance de la déclaration d'achèvement de la mise en état du terrain,
- soit trois (3) mois après la conclusion du premier BRS.

Sans préjudice des conditions préalables à tout Versement stipulées ci-dessus et aux Conditions Générales du Contrat Prêt Long Terme, sur demande formulée par l'Emprunteur par voie postale ou électronique, le déblocage du Prêt Long Terme se fera en un Versement.

ARTICLE 3 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

Le remboursement anticipé volontaire prévu aux Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité.

ARTICLE 4 – ANNULATION ET REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE PARTIELS EN CAS DE SURFINANCEMENT

Sur présentation des pièces justificatives en vue du Versement du solde du Prêt Long Terme le surfinancement est observé quand les conditions de financement initiales ne sont plus respectées :

- le montant total des financements en Prêt Long Terme dépasse le montant total du coût du foncier et des honoraires de l'Opération (financement supérieur à l'assiette finançable).

En cas de surfinancement :
- le montant du surfinancement disponible au titre du Prêt Long Terme sera automatiquement annulé à concurrence du montant du surfinancement ; et/ou

dans le cas où un surfinancement est constaté au regard des sommes déjà mises à disposition au titre du Prêt Long Terme, ALS pourra exiger le remboursement anticipé obligatoire partiel du Prêt Long Terme à concurrence du montant du surfinancement ainsi constaté.

ARTICLE 5 - PAIEMENT

L'Emprunteur autorise et donne mandat à ALS afin de prélever toute somme exigible sur le compte de l'Emprunteur. Ce mandat étant réputé d'intérêt commun, il est réputé irrévocable.

ARTICLE 6 - GARANTIES

Le présent Contrat de Prêt Long Terme subordonné est garanti par la(les) sûreté(s) suivante(s) :

- **Garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales (annexe Collectivité Territoriale)**

L'Emprunteur s'engage à constituer, au profit d'ALS une garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales. Dès la première défaillance de remboursement constatée pour quelle que cause que ce soit, la (les) collectivité(s) territoriale(s) s'engage(nt) à

rembourser à ALS toutes les sommes dues, dans les conditions prévues par la délibération de garantie. Le Contrat de Prêt Long Terme est conclu sous la condition suspensive de l'obtention d'une délibération de garantie d'emprunt d'une ou plusieurs collectivités territoriales, matérialisant son (leur) engagement. Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels la (les) garantie(s) d'emprunt et son (leur) exécution pourraient donner lieu, seront à la charge de l'Emprunteur.

.

ARTICLE 7 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous, et celles-ci seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

Conditionner les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation du projet et en accord avec les collectivités.

ARTICLE 8 — ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur s'engage à ce que :

- les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation soient conditionnés à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation de l'Opération et en accord avec les collectivités.

ARTICLE 9 – SUBORDINATION

Le Contrat de Prêt Long Terme est subordonné. Il en résulte qu'en cas de concours de tous les créanciers sur l'ensemble du patrimoine de l'Emprunteur, le Prêteur fait irrévocablement abandon de son droit à un traitement égalitaire avec les autres créanciers chirographaires. En conséquence, le Prêteur accepte que l'Emprunteur, dans ces mêmes situations de concours, ne soit obligé de le payer en capital et en intérêts qu'après que tous les autres créanciers auront été payés ou que les sommes nécessaires à cet effet sont déposées en consignation. Par tous les autres créanciers, l'on entend tous les créanciers privilégiés et chirographaires autres que le(s) créancier(s) subordonné(s), sans avoir égard au fait que leur créance existait déjà au moment du présent Contrat de Prêt Long Terme ou lui est postérieure, ni au fait que leur créance est à durée déterminée ou indéterminée. Le Prêteur marque également son accord par la présente pour être traité, dans les hypothèses précitées de concours, à égalité avec les autres prêteurs, s'il en existe, que leur créance soit née avant ou après la conclusion du présent Contrat de Prêt Long Terme.

Fait à PARIS, le 9 mars 2023
En deux (2) exemplaires originaux,

L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat de Prêt Long Terme (dont les Conditions générales et les Conditions particulières) et les accepter

ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE
Monsieur Eric HARTWEG
Directeur Général
(Cachet et signature)

ACTION LOGEMENT SERVICES
Monsieur Olivier RICO
Directeur Général
(Cachet et signature)
Par délégation
Fathia MARDOUF

Action Logement Services
21 quai d'Austerlitz
CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13
SAS au capital de 20.000.000 d'euros - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232
Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

CONDITIONS GENERALES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Chaque terme commençant par une majuscule dans le Contrat aura la signification qui lui est donnée dans celle-ci.

"**Contrats Liés**" désigne le Contrat de Prêt Court Terme, le Contrat de Subvention et le Contrat de Réservation dans le cas où ces contrats sont conclus pour le besoin de l'octroi du Contrat de Prêt Long Terme.

"**Date de Signature**" désigne la date de signature du Contrat par ALS.

"**Demande de Versement**" désigne tout avis de Versement établi conformément au modèle figurant en Annexe 1 du présent Contrat.

"**Groupe**" désigne ALS et toute autre société ou autre entité contrôlée par ALS, contrôlant ALS ou contrôlée par la même personne que celle contrôlant ALS (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce).

"**Jour Ouvré**" désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à Paris tout en étant, s'il s'agit d'un jour où un paiement en euros doit être effectué, un Jour TARGET.

"**Jour TARGET**" désigne un jour quelconque où TARGET2 est ouvert au règlement de paiements en euros.

"**Mois**" désigne une période commençant un jour d'un mois calendaire et s'achevant le jour correspondant du mois calendaire suivant, étant précisé que :

i. (Sous réserve du paragraphe (iii) ci-dessous) si le jour correspondant du mois calendaire suivant n'est pas un Jour Ouvré, cette période sera alors prorogée au Jour Ouvré suivant de ce mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le Jour Ouvré précédent) ;

ii. Si le mois calendaire suivant ne compte pas de jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré de ce mois calendaire ;

iii. Si la Période d'Intérêts commence le dernier Jour Ouvré d'un mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré du mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

Les règles énoncées ci-dessus s'appliqueront uniquement au dernier Mois d'une période.

"**TARGET2**" désigne le système de paiement Trans-European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer (système de transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel) qui utilise une plate-forme unique partagée (single shared platform) et qui a été lancé le 19 novembre 2007.

"**Versement**" désigne tout versement au titre du Prêt Long Terme ou, le cas échéant, de la Subvention ou du Prêt Court Terme conformément aux termes du Contrat.

ARTICLE 2 – INTERPRETATION

2.1 Dans le Contrat, sauf indication contraire :

i. Toute référence à une Partie inclut les successeurs, cessionnaires et ayants-droit à, ou de, ses droits et/ou obligations au titre du Contrat concerné ;

ii. Toute référence à la « Convention », à un « Contrat », une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété, et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation ;

iii. Toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'amendée ou mise à jour.

2.2 L'appréciation de la mesure dans laquelle un taux est "pour une période égale en durée" à une Période d'Intérêts ignorera toute incohérence résultant de la détermination du dernier jour de cette Période d'Intérêts conformément aux termes du Contrat de Prêt Long Terme.

2.3 Les titres des articles sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation du Contrat concerné.

2.4 Les termes commençant par une majuscule non-définis dans les présentes Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation.

MODALITES D'ACCEPTATION DU(DES) CONTRAT(S)

Le(s) Contrat(s) peut (peuvent) être émis sur un support durable.

Le(s) Contrat(s) pourra (pourront) être souscrit(s) :

- Soit par courrier : l'exemplaire du(des) Contrat(s) revenant à ALS, dûment signé(s) par l'Emprunteur et/ou le Bénéficiaire et/ou le Bailleur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières, et le cas échéant le Tableau d'Amortissement Prévisionnel et/ou les annexes.
- Soit électroniquement, via l'apposition d'un cachet électronique comme sceau de reconnaissance. Dans ce cas, les Parties s'engagent expressément à reconnaitre la valeur probante du(des) Contrat(s).

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRET LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur le Prêt Long Terme dont les fonds sont issus de la PEEC et le montant déterminé à l'Article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, aux conditions définies dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et dans les Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur s'engage à affecter les fonds reçus conformément à la destination des fonds prévue à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de prêt Long Terme et à rendre compte de leur utilisation à ALS par courrier et pendant toute la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Afin de permettre l'exercice de ce contrôle par ALS, l'Emprunteur s'engage à notifier par écrit tout projet de modification apportée à l'Opération pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme et à ne pas mettre en œuvre de modifications de l'Opération sans le consentement de l'ALS.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé que l'utilisation de tout ou partie des fonds reçus pour financer un autre objet que l'Opération rendrait immédiatement exigible le remboursement à ALS des fonds considérés.

ALS pourra, à sa seule convenance, se faire remettre par l'Emprunteur toutes justifications du respect de l'affectation susvisée. Cette faculté conférée à ALS ne pourra pas être interprétée comme ayant pour objet ou pour effet de mettre à la charge d'ALS une quelconque obligation de surveillance des fonds mis à disposition.

ARTICLE 2 – DUREE ET REMBOURSEMENT DU PRET LONG TERME

2.1. Durée et remboursement du prêt

La Date d'Echéance du Prêt Long Terme (la « **Date d'échéance** ») est fixée à l'expiration d'un délai correspondant à la durée totale du prêt telle que précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et s'appliquant à compter de la date de mise à disposition du premier Versement, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date d'Echéance du Prêt Long Terme sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

Le Prêt Long Terme devra être remboursé en plusieurs échéances à chaque Date de Paiement d'Intérêts, à hauteur d'un montant déterminé conformément à l'article « Taux d'intérêt et Calcul des échéances » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme et tel que reflété, à la Date de Signature de la Convention, dans le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme.

Le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme sera mis à jour par ALS et notifié à l'Emprunteur dès lors qu'un évènement en affecte le contenu (versement, remboursement anticipé, annulation).

2.2. Détermination des périodes d'intérêts

Les périodes d'intérêts (les « **Périodes d'Intérêts** ») ou Périodes (les « **Périodes** ») sont déterminées à compter de la date du premier Versement et selon la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, avec les règles suivantes :

a) La première Période d'Intérêts commencera à la date du premier Versement et se terminera le jour correspondant à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme s'appliquant à compter de la date de ce premier Versement.
b) Pour tout Versement postérieur, la première Période d'Intérêts relative à ce Versement commencera à la date de mise à disposition de ce Versement et se terminera le dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.
c) Chaque Période d'Intérêts ultérieure commencera le dernier jour de la Période d'Intérêts précédente et se terminera à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Sauf cas spécifiques concernant la phase de différé (voir 2.5. Phase de différé), les intérêts seront payés à chaque Date de Paiement d'Intérêt (la « **Date de Paiement d'Intérêts** ») correspondant au dernier jour de chaque Période d'Intérêts, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date de Paiement d'Intérêts sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

2.3. Base de calcul des intérêts

Pour chaque Période d'Intérêt, les intérêts seront calculés sur la base du nombre de jours effectivement écoulés (calculés à compter du premier jour (inclus) de la période d'application considérée jusqu'au dernier jour (exclu) de la Période d'Intérêt considérée) et sur la base de mois de 30 jours et d'une année de 360 jours.

2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances

En fonction de la modalité d'amortissement précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, le calcul des échéances à l'issue de la phase de différé d'amortissement et le calcul du taux d'intérêt s'effectueront selon les conditions suivantes :

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « échéances constantes »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Le Prêt Long Terme fera l'objet d'un remboursement à échéances constantes. Le calcul de l'échéance constante sera déterminé à la première période d'amortissement du prêt, à l'issue de la phase de différé d'amortissement le cas échéant. Tout versement ultérieur donnera lieu au recalcul de cette échéance, selon les modalités précisées au paragraphe « Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement ».

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (Ei) :

$$E_i = CRD_{i-1} \times \frac{t}{1 - (1+t)^{-(n-i+1)}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital Restant Dû (« **Capital Restant Dû** ») à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement, et étant précisé que :

- t est la conversion, le cas échéant, en taux périodique proportionnel du taux d'intérêt nominal annuel, conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
- le Capital Restant Dû initial (CRD_0) correspond à la somme des montants débloqués à la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i) :

$If_i = CRD_{i-1} \times t$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (Ai) :

$A_i = E_i - If_i$

- Calcul du Capital Restant Dû à l'issue de la Période i (CRD_i) :

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « double révisabilité limitée »

Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt révisé calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Cette règle s'applique également pour le calcul des intérêts en cas de différé d'amortissement. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul du taux de progressivité des échéances

Le taux de progressivité p_i de l'échéance i, qui dépend du taux d'intérêt révisé t_{i-1} (appliqué à la Période d'Intérêt i-1) et t_i (appliqué à la Période d'Intérêt i), est calculé comme suit :

$$p_i = \left[\frac{(1+t'_i)}{(1+t'_{i-1})} \times (1+p_{i-1})\right] - 1$$

Etant précisé que :

- le taux de progressivité initial (p_1) de la première Période d'Intérêts est de 0 % ;
- le taux de progressivité ne pourra être inférieur à 0% ;
- t'_{i-1} et t'_i sont les conversions le cas échéant en taux périodiques proportionnels des taux d'intérêt révisés t_{i-1} et t_i définis ci-dessus (cf. calcul du taux d'intérêt révisé), conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (E_i)

$$E_i = CRDi_{-1} \times \frac{(t'_i - p_i)}{1 - \left[\frac{(1+p_i)}{(1+t'_i)}\right]^{n-i+1}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital restant dû à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i)

$If_i = CRD_{i-1} \times t'_i$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (A_i) :

Si $If_i \geq E_i$ alors $E_i = If_i$ et $A_i = 0$

Si $If_i < E_i$ alors $A_i = E_i - If_i$

- Calcul du capital restant dû à l'issue de la Période i (CRD_i)

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « in fine »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Dans le cas d'un prêt à taux révisable, le taux d'intérêt révisé est calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul de l'échéance et de l'amortissement en capital

Le capital emprunté fera l'objet d'un remboursement total à la Date d'Echéance du Prêt Long Terme.

Les intérêts seront calculés sur la base des montants décaissés (le Capital Restant Dû) et payés à chaque date de Date de Paiement d'Intérêt.

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement. Les intérêts relatifs à ce Versement, calculés à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement seront payés à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement.

2.5. Phase de différé

Lorsque les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme le précisent, une période de différé partiel ou total peut être prévue. Le premier Versement détermine alors le point de départ du différé dont la durée est précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

- En cas de différé d'amortissement du capital (différé partiel)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

- En cas de différé d'amortissement du capital et du paiement des intérêts (différé total)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués, selon la méthode des intérêts composés. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

Les intérêts peuvent être, soit payés à la fin de la période de différé, soit être ajoutés au montant du Capital Restant Dû à la fin de la période de différé, constituant alors le montant du prêt amortissable (modalité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme).

2.6. Taux Effectif Global

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du Code de la consommation, le Taux Effectif Global comprend, outre les intérêts, les frais et commissions ou rémunération de toute nature, directs ou indirects. C'est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le Taux Effectif Global susmentionné, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance d'ALS lors de l'instruction du Prêt.

En cas de Prêt à taux fixe

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que le calcul du Taux Effectif Global est fourni à titre indicatif avec l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En cas de Prêt à taux variable ou révisable

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que, compte tenu des caractéristiques du taux d'intérêt et du taux de progressivité des échéances, il est impossible de calculer le taux effectif global. Le Taux Effectif Global est alors fourni à titre indicatif sur la base de la dernière valeur de l'index connu à la date d'émission des conditions particulières, appliqués pendant toute la durée du contrat de Prêt Long Terme, et dans l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt Long Terme. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En outre, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugerait utiles à l'appréciation du coût global du contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Toute Demande de Versement pourra être adressée par l'Emprunteur à ALS, pendant la Période de Disponibilité stipulée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, par voie électronique (en joignant une copie de la Demande de Versement signée) ou postale précisant le numéro de la Convention et l'ensemble des informations requises dans le modèle figurant en Annexe 1 de la Convention. ALS virera sur le compte de l'Emprunteur les fonds correspondant au Versement dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la réception de la Demande de Versement dûment complétée et adressée ou tout autre Jour Ouvré ultérieur indiqué par l'Emprunteur dans sa Demande de Versement.

La mise à disposition de tout Versement au titre du Prêt Long Terme sera subordonnée à la remise des documents suivants par l'Emprunteur, qui devront être satisfaisants tant sur la forme que sur le fond pour ALS, et à l'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée ou cas de remboursement anticipé obligatoire en cours ou pouvant résulter de la mise à disposition du Versement :

- concernant le premier Versement, l'exemplaire revenant à ALS, dûment signé par l'Emprunteur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières et le Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme ;
- concernant le premier Versement, la copie de l'acte d'acquisition ou de l'attestation notariée ou du document justifiant que l'Emprunteur est titulaire d'un droit réel sur l'Immeuble ;

- concernant le premier Versement, la copie de l'ordre de service n°1 de démarrage des travaux et/ou mise en état (pour les opérations avec travaux et/ou mise en état) ;
- un justificatif de prise de la garantie lorsqu'une garantie est demandée dans les Conditions Particulières (attestation d'inscription hypothécaire, copie de délibération de la collectivité accordant la garantie...) et plus particulièrement lorsque la garantie demandée est une garantie hypothécaire, un justificatif de prise de garantie hypothécaire, le cas échéant (attestation de signature devant notaire), faisant suite à la régularisation sous la forme authentique d'un acte réitératif du prêt consenti par ALS ou d'une reconnaissance de dette, contenant l'affectation hypothécaire visée dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme ;
- tout document qu'ALS pourrait réclamer afin de pouvoir identifier l'Emprunteur ainsi que ses bénéficiaires effectifs et plus généralement afin de se conformer aux procédures d'identification des contreparties mises en place en application des articles 561-32 et suivants du Code monétaire et financier, de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ou toute autre loi ou réglementation qui lui est applicable ; et
- tout autre document requis aux termes des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur doit faire la demande du ou des déblocage(s) des fonds dans les délais indiqués aux Conditions Particulières du Prêt Long Terme, sans dépasser un délai de cinq (5) ans suivant la Date de Signature de la Convention. A défaut, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé.

ARTICLE 4 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

4.1 L'Emprunteur pourra rembourser par anticipation tout ou partie du Prêt Long Terme dans la limite d'une fois par an (étant entendu que tout remboursement partiel devra être d'un montant minimum de [10 000] euros et de 10% du Capital Restant Dû), sous réserve d'un préavis écrit à ALS d'au moins trois (3) mois et que le remboursement intervienne à une Date de Paiement d'Intérêts. Tout avis de remboursement anticipé remis par l'Emprunteur sera irrévocable et précisera la date de remboursement ainsi que son montant.

4.2 Tout remboursement anticipé volontaire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé, et le cas échéant donnera lieu au paiement de pénalités telles que prévues aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

ARTICLE 5 – REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE

5.1 En cas d'aliénation (notamment par voie de vente, d'apport ou d'échange) de tout ou partie des droits réels de l'Emprunteur sur l'Immeuble, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les dix (10) Jours Ouvrés après la signature de la promesse et au moins vingt (20) Jours Ouvrés avant la signature de l'acte de vente, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant Dû du Prêt Long Terme le jour de l'aliénation, en donnant instruction irrévocable au notaire de virer la somme due à ALS.

Toutefois, en cas d'aliénation de la totalité des droits réels sur l'Immeuble par l'Emprunteur à un tiers et, le cas échéant, de la substitution de plein droit de ce tiers dans les droits et obligations du Bailleur au titre du Contrat de Réservation, si n tel contrat a été conclu aux fins des présentes, par application de l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties peuvent toutefois convenir avec ce tiers, sous réserve de l'accord d'ALS, de la cession du Contrat de Prêt Long Terme, en ce compris les dettes et créances y afférentes, par l'Emprunteur à ce tiers.

5.2 En cas de destruction totale ou partielle des logements faisant l'objet du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les plus brefs délais, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé après un délai de trente (30) jours et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Prêt Long Terme dans un délai de six (6) mois à compter de la date du sinistre ou, s'il perçoit une indemnité d'assurance au titre de ce sinistre avant l'expiration de ce délai de six (6) mois, dès réception de cette indemnité.

Cependant, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme ne sera pas annulé et l'Emprunteur ne sera pas tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant dû du Prêt Long Terme s'il justifie dans un délai de trente (30) jours (par une attestation d'architecte si ALS en fait la demande) que l'Immeuble peut être reconstruit dans un délai tel que cela ne remet pas en cause sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, et qu'il justifie de la réalisation des travaux de reconstruction en temps utile en communicant notamment la copie de tout permis de construire, déclaration d'achèvement et certificat de conformité.

5.3 Tout remboursement anticipé obligatoire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé mais ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité à l'exception des coûts de remploi. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

5.4 Tout montant disponible au titre du Prêt Long Terme et non encore utilisé à l'issue de la Période de Disponibilité, sera automatiquement annulé à cette date et l'engagement d'ALS résilié à due concurrence.

ARTICLE 6 – INTERETS DE RETARD

Si l'Emprunteur ne paye pas à bonne date un montant dû au titre du Contrat de Prêt Long Terme, ce montant portera intérêts, dans les limites autorisées par la loi et sans mise en demeure, pendant la période comprise entre sa date d'échéance et la date de son paiement effectif (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) à un taux de 4 % par an s'ajoutant au taux qui aurait été dû si le montant impayé avait constitué, pendant la période de retard de paiement, un Versement mis à disposition pendant des Périodes d'Intérêts successives fixées comme indiqué aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur devra payer les intérêts échus au titre du présent article à première demande d'ALS.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non payés seront capitalisés avec le montant impayé au titre duquel ils seraient dus, dans la mesure où ils seraient dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des échéances de remboursement et d'intérêts devra intervenir sur le compte bancaire d'ALS. Dans le cas d'un prélèvement, l'Emprunteur autorise ALS à prélever sur ce compte, jusqu'à la dernière échéance, les sommes correspondant aux échéances dues.

L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Contrat de Prêt Long Terme qui aura été remboursé.

ARTICLE 8 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous et sont complétées par les déclarations stipulées à l'article 7 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. Ces déclarations seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

- aucune instance ou procédure judiciaire, administrative ou arbitrale n'est en cours qui aurait pour effet d'empêcher ou interdire l'Opération, la signature ou l'exécution de la présente Convention ou la constitution d'une Sûreté ;
- aucune échéance impayée liée à un financement antérieur consenti par ALS ;
- à la date à laquelle ils sont remis, les documents (et notamment ceux contenant des informations comptables et financières) remis à ALS n'omettent aucune information qui pourrait être raisonnablement considérée comme déterminante de sa décision de mettre le Prêt Long Terme, le cas échéant le Prêt Court Terme et/ou la Subvention, à la disposition de l'Emprunteur et les informations contenues dans les documents remis à ALS sont, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, à la date à laquelle ils ont été remis, exactes en tous points significatifs ;
- l'Emprunteur ne fait l'objet d'aucune procédure collective ou procédure de règlement amiable ;
- tous les impôts dus par l'Emprunteur ont été et/ou seront dûment déclarés et ont été et/ou seront payés dans les délais impartis par l'administration compétente conformément aux règles de comptabilisation et d'imposition fiscale applicables ;
- l'Emprunteur est en conformité avec toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables ou qui sont applicables à ses actifs, ainsi qu'avec toute injonction délivrée par les autorités compétentes, autre qu'une non-conformité mineure ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni ses représentants légaux, ni, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est une personne physique, ou morale ou une entité (ci-après une "**Personne**"), ou n'est détenu ou contrôlé par des Personnes :
    - faisant l'objet ou étant la cible d'une quelconque loi, réglementation, embargo ou autre mesure restrictive relative à des sanctions financières, économiques ou commerciales, adoptée, édictée, appliquée ou mise en œuvre par l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne (ou l'un de ses Etats membres) ou tout organisme ou agence de l'un des Etats ou institutions précités, y compris la Direction Générale du Trésor français (ci-après « **Sanction** ») ; ou
    - immatriculée ou résidente dans un pays ou territoire, qui fait, ou dont le gouvernement fait, l'objet d'une quelconque Sanction interdisant de façon générale les relations avec ledit gouvernement, pays ou territoire ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni leurs représentants légaux, ni à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés ou agents respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est engagé dans une activité ou ne s'est livré à une quelconque activité ou conduite susceptible d'enfreindre toute législation ou règlementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption, en vigueur dans toute juridiction concernée ;
- il n'existe aucun Cas d'Exigibilité Anticipée en cours ; et
- l'Emprunteur dispose ou bénéficie, à toute date donnée, de tous les droits personnels ou réels et de toutes les autorisations administratives nécessaires pour l'Opération.

ARTICLE 9 – EXIGIBILITE ANTICIPEE

9.1 Chacun des événements et circonstances mentionnés au présent Article 9.1 constitue un cas d'exigibilité anticipée (« Cas d'Exigibilité Anticipée ») :

a) l'Emprunteur ne paie pas à sa date d'exigibilité une somme due au titre du Contrat de Prêt Long Terme sauf si le non-paiement résulte d'une erreur administrative ou technique et le paiement est effectué dans les deux (2) Jours Ouvrés après sa date d'exigibilité ;

b) l'Emprunteur ne respecte pas l'une des stipulations du Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés (autre que celles mentionnées au (a)) sauf si cette inexécution est susceptible de remédiation et s'il y est remédié dans un délai de dix (10) jours après la date la plus proche entre (A) la date à laquelle ALS aura avisé l'Emprunteur de l'inexécution et (B) la date à laquelle l'Emprunteur en aura eu connaissance ;

c) l'Emprunteur ne respecte pas son obligation de maintien de l'actionnariat majoritaire prévu, le cas échéant, dans les Conditions Particulières du Contrat Prêt Long Terme ;

d) toute déclaration ou affirmation faite ou réputée faite par l'Emprunteur dans le Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte de l'Emprunteur au titre de l'un de ces Contrats ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été, inexacte ou trompeuse sur un point significatif au moment où elle a été faite ou réputée avoir été faite ;

e) toute opération de fusion, de scission, de dissolution, de liquidation ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions affectant l'Emprunteur qui serait réalisée sans l'accord écrit préalable d'ALS ;

f) la démolition (autre qu'une destruction visée à l'Article 5.2 des présentes) ou le changement de destination de l'Immeuble ;

g) le cas échéant si un tel contrat a été conclu, la résiliation ou résolution du Contrat de Réservation ;

h) l'Emprunteur sollicite la désignation d'un mandataire ad hoc ou engage une procédure de conciliation en application des articles L.611-3 à L.611-15 du Code de commerce, l'Emprunteur est en état de cessation de paiement ou un jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (en ce compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, une procédure de sauvegarde accélérée ou de sauvegarde financière accélérée), de redressement ou de liquidation judiciaire, ou un jugement ordonnant la cession totale ou partielle de l'entreprise est prononcé à l'encontre de l'Emprunteur en application des articles L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce ;

i) si le Contrat de Prêt Long Terme est garanti, les Sûretés ne sont pas constituées à bonne date, ou les Sûretés sont annulées ou résolues rétroactivement, ou à compter de leur inscription, ou si les Hypothèques ne sont pas inscrites au rang convenu ; et

j) tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont l'Emprunteur pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

9.2 À tout moment après la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée sous réserve qu'il persiste, ALS pourra, sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification à l'Emprunteur mais sans préjudice des dispositions impératives des articles L.611-16 et L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce :

a) résilier son engagement au titre du Prêt Long Terme ; et/ou

b) déclarer immédiatement exigibles tout ou partie du Prêt Long Terme, augmenté des intérêts en cours ou échus et de tous montants échus au titre de la Convention. Ces montants deviendront alors immédiatement exigibles.

ARTICLE 10 – OBLIGATION D'INFORMATION

10.1 Lors de l'arrêté des comptes de l'opération immobilière financée, l'Emprunteur devra remettre à ALS les éléments suivants :

- le prix de revient définitif de l'opération immobilière ;
- le plan de financement définitif de l'opération immobilière ;
- le justificatif de mise à disposition des logements ; et
- la copie de la déclaration d'achèvement des travaux et/ou de la mise en état ou du procès-verbal de réception des travaux et/ou de la mise en état.

10.2 Sur 1ère demande d'ALS, l'Emprunteur s'engage à communiquer sous dix (10) jours :

- la copie de ses comptes annuels ;
- l'état locatif des logements réservés ou occupés (numéros, type de logements, loyers et charges, nom des locataires, date d'entrée des locataires) ; et
- toute autre pièce d'ordre administratif, juridique, comptable et technique permettant de vérifier la bonne utilisation des fonds.

10.3 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de forme sociale dont il pourrait faire l'objet et lui communiquera une copie à jour de ses statuts dans les plus brefs délais après la décision de transformation.

10.4 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont il pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

10.5 L'Emprunteur avisera ALS de la survenance d'un quelconque Cas d'Exigibilité Anticipée (ainsi que des démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance et, si ALS lui en fait la demande, il remettra une attestation d'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée.

ARTICLE 11 – AFFICHAGE ET DOCUMENTATION RELATIFS A L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à mentionner la participation d'ALS en tant que financeur sur un panneau d'affichage (déclaration préalable/permis de construire) relatif à l'opération financée en y faisant figurer un logo d'une taille minimale de 50 cm de longueur (résolution minimale : 300 dpi) et en accord avec la taille du panneau. Il s'engage également sur tout document relatif à l'opération à faire référence à ALS en qualité de financeur. Cette mention devra respecter les éléments de la charte graphique d'ALS transmise à l'Emprunteur.

ARTICLE 12 – PUBLICATION DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

ALS se réserve la possibilité de faire réitérer, devant notaire, le Contrat de Prêt Long Terme et de le faire publier au service de la publicité foncière. A cet effet, l'Emprunteur s'engage à remettre à l'office notarial désigné par ALS, dans un délai d'un (1) mois à compter de la demande formulée par ALS, tous les renseignements et documents nécessaires à cette publication, ainsi qu'à signer l'acte de réitération.

ARTICLE 13 – MODIFICATION ET CESSION PAR ALS DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

Toute modification du Contrat de Prêt Long Terme devra faire l'objet d'un avenant écrit conclu entre les Parties.

ALS pourra céder (notamment par voie d'apport) le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant à toute autre société ou entité de son Groupe ou tout fonds ou organisme géré par ALS ou une autre société ou entité de son Groupe, ce à quoi l'Emprunteur consent à l'avance, étant précisé que l'Emprunteur consent expressément à ce qu'ALS soit déchargée de toute responsabilité solidaire au titre des articles 1216-1 et 1327-2 du Code civil dans cette hypothèse. Le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant seront également transmis à toute société ou autre entité à laquelle le patrimoine ou la branche d'activité concernée d'ALS serait transmis dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, de dissolution sans liquidation relevant de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ou toute transmission universelle de patrimoine par effet de la loi.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Chaque Partie accepte de garder confidentiels les documents/informations (ci-après les « **Informations** ») qui leur sont communiqués par l'autre Partie pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Par conséquent, chaque Partie s'engage à :

- utiliser les Informations communiquées par l'autre Partie uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées ;
- ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à ces Informations sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet du Contrat de Prêt Long Terme ;
- prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'Informations à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette Information que celui prévu aux présentes ;
- prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite Information.

ALS pourra toutefois communiquer des Informations dans les circonstances où cela est permis par les dispositions de l'article L.511-33 du Code monétaire et financier sur le secret professionnel (notamment en cas de recours à un prestataire) ainsi qu'aux entités du Groupe et à toute autorité compétente dont l'ANCOLS.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

ALS est engagée dans une démarche continue de protection des données à caractère personnel des personnes physiques qui entrent en relation avec elle, en conformité avec la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Les informations recueillies sont obligatoires pour le traitement de votre demande, la finalité principale de leur collecte étant l'instruction de votre dossier et sa gestion. Les données collectées sont destinées aux services d'Action Logement Services et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, aux entités du Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Action Logement Services est tenue au secret professionnel concernant ces données.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'Emprunteur dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit d'effacement, d'un droit de limitation du traitement de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de données et d'un droit à la portabilité des données ainsi que du droit de définir le sort de vos données en cas de décès. Ces droits peuvent

Action Logement Services
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17002232, société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

être exercés par courrier signé, en écrivant à Action Logement Services – Service conformité, 21, quai d'Austerlitz CS 41455 ; 75643 Paris cedex 13, en joignant la copie d'un titre d'identité comportant une signature, ainsi qu'un justificatif du domicile pour la réponse. Pour information, le DPO d'Action Logement Services peut être joint à l'adresse suivante : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

L'Emprunteur dispose également du droit d'introduire une réclamation directement auprès de la CNIL, 3, place de Fontenoy ; 75007 Paris.

ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, Action Logement Services est tenue de s'assurer d'une bonne connaissance de ses clients et d'exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ces derniers. Action Logement Services vérifie à cette fin l'identité et l'adresse de l'Emprunteur et recueille toute information pertinente pour une bonne compréhension de la nature et de l'objet de sa relation avec lui.

L'Emprunteur est dûment informé qu'Action Logement Services a l'obligation de cesser sans délai toute relation d'affaires avec lui si elle n'est pas en mesure de l'identifier, de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de cette relation et, plus généralement, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Tout au long de cette relation, Action Logement Services peut demander à l'Emprunteur de mettre à jour les informations recueillies et/ou de lui fournir tout justificatif relatif à son identité, son domicile, son activité professionnelle, son niveau de revenu, son patrimoine ou concernant ses bénéficiaires effectifs. L'Emprunteur est tenu de communiquer immédiatement les informations et justificatifs demandés. A réception des documents demandés ou en leur absence, et ce durant toute la relation d'affaires au titre de son obligation de connaissance actualisée de l'Emprunteur, ALS pourra, unilatéralement et sans recours possible de l'Emprunteur, décider de différer l'exécution de ses obligations, voire de ne pas les exécuter.

Conformément à la règlementation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.561-12 du Code monétaire et financier, ALS conservera pendant une durée de cinq (5) ans après la fin des relations avec l'Emprunteur intervenue pour quelque raison que ce soit, une copie des documents et informations ayant servi à son identification.

ARTICLE 17 – AUTORITES DE CONTROLE

ALS, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située La Grande Arche - Paroi Sud ; 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

ALS, en tant que société de financement, est soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

Au sein du ministère chargé de l'Economie, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) contribue à la conception et à la mise en œuvre de la politique économique en veillant au bon fonctionnement des marchés sous tous leurs aspects au bénéfice des consommateurs et des entreprises. Elle est située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris cedex 13 (https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP).

ARTICLE 18 – ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat de Prêt Long Terme est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 19 – FRAIS

Tous frais de recouvrement, frais de justice, taxes ainsi que tous honoraires présents ou à venir, versés par ALS pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme seront à la charge de l'Emprunteur.

ARTICLE 20 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Prêt Long Terme est régi par la législation française.

Pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'inexécution et l'exécution de l'une des quelconques dispositions du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification d'une Partie à l'autre du différend, **les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal de Commerce de Paris.**

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1083654-01-001 - Financement de norme Sans norme
rue katia krafft 67450 MUNDOLSHEIM - Acquisition foncière

Montant du prêt :	105 000,00 €	Taux :	0,50 % sur 480 mois
Coût total des intérêts :	8 137,20 €		
Périodicité :	Trimestriel		
Durée totale :	480 mois		
Dont différé d'amortissement :	120 mois	TAEG :	0,30%

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
06/06/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2024	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2029	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2030	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2031	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2032	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/09/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/12/2033	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/03/2034	0,00 €	0,00 €	0,00 €	105 000,00 €
06/06/2034	942,81 €	811,56 €	131,25 €	104 188,44 €
06/09/2034	942,81 €	812,58 €	130,23 €	103 375,86 €
06/12/2034	942,81 €	813,60 €	129,21 €	102 562,26 €
06/03/2035	942,81 €	814,61 €	128,20 €	101 747,65 €
06/06/2035	942,81 €	815,63 €	127,18 €	100 932,02 €
06/09/2035	942,81 €	816,65 €	126,16 €	100 115,37 €
06/12/2035	942,81 €	817,67 €	125,14 €	99 297,70 €
06/03/2036	942,81 €	818,69 €	124,12 €	98 479,01 €

Paraphes : 2208

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1083654-01-001 - Financement de norme Sans norme
rue katia krafft 67450 MUNDOLSHEIM - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
06/06/2036	942,81 €	819,72 €	123,09 €	97 659,29 €
06/09/2036	942,81 €	820,74 €	122,07 €	96 838,55 €
06/12/2036	942,81 €	821,77 €	121,04 €	96 016,78 €
06/03/2037	942,81 €	822,79 €	120,02 €	95 193,99 €
06/06/2037	942,81 €	823,82 €	118,99 €	94 370,17 €
06/09/2037	942,81 €	824,85 €	117,96 €	93 545,32 €
06/12/2037	942,81 €	825,88 €	116,93 €	92 719,44 €
06/03/2038	942,81 €	826,92 €	115,89 €	91 892,52 €
06/06/2038	942,81 €	827,95 €	114,86 €	91 064,57 €
06/09/2038	942,81 €	828,98 €	113,83 €	90 235,59 €
06/12/2038	942,81 €	830,02 €	112,79 €	89 405,57 €
06/03/2039	942,81 €	831,06 €	111,75 €	88 574,51 €
06/06/2039	942,81 €	832,10 €	110,71 €	87 742,41 €
06/09/2039	942,81 €	833,14 €	109,67 €	86 909,27 €
06/12/2039	942,81 €	834,18 €	108,63 €	86 075,09 €
06/03/2040	942,81 €	835,22 €	107,59 €	85 239,87 €
06/06/2040	942,81 €	836,27 €	106,54 €	84 403,60 €
06/09/2040	942,81 €	837,31 €	105,50 €	83 566,29 €
06/12/2040	942,81 €	838,36 €	104,45 €	82 727,93 €
06/03/2041	942,81 €	839,41 €	103,40 €	81 888,52 €
06/06/2041	942,81 €	840,45 €	102,36 €	81 048,07 €
06/09/2041	942,81 €	841,50 €	101,31 €	80 206,57 €
06/12/2041	942,81 €	842,56 €	100,25 €	79 364,01 €
06/03/2042	942,81 €	843,61 €	99,20 €	78 520,40 €
06/06/2042	942,81 €	844,66 €	98,15 €	77 675,74 €
06/09/2042	942,81 €	845,72 €	97,09 €	76 830,02 €
06/12/2042	942,81 €	846,78 €	96,03 €	75 983,24 €
06/03/2043	942,81 €	847,84 €	94,97 €	75 135,40 €
06/06/2043	942,81 €	848,90 €	93,91 €	74 286,50 €
06/09/2043	942,81 €	849,96 €	92,85 €	73 436,54 €
06/12/2043	942,81 €	851,02 €	91,79 €	72 585,52 €
06/03/2044	942,81 €	852,08 €	90,73 €	71 733,44 €
06/06/2044	942,81 €	853,15 €	89,66 €	70 880,29 €
06/09/2044	942,81 €	854,21 €	88,60 €	70 026,08 €
06/12/2044	942,81 €	855,28 €	87,53 €	69 170,80 €
06/03/2045	942,81 €	856,35 €	86,46 €	68 314,45 €
06/06/2045	942,81 €	857,42 €	85,39 €	67 457,03 €
06/09/2045	942,81 €	858,49 €	84,32 €	66 598,54 €
06/12/2045	942,81 €	859,57 €	83,24 €	65 738,97 €
06/03/2046	942,81 €	860,64 €	82,17 €	64 878,33 €
06/06/2046	942,81 €	861,72 €	81,09 €	64 016,61 €
06/09/2046	942,81 €	862,79 €	80,02 €	63 153,82 €
06/12/2046	942,81 €	863,87 €	78,94 €	62 289,95 €
06/03/2047	942,81 €	864,95 €	77,86 €	61 425,00 €
06/06/2047	942,81 €	866,03 €	76,78 €	60 558,97 €
06/09/2047	942,81 €	867,12 €	75,69 €	59 691,85 €
06/12/2047	942,81 €	868,20 €	74,61 €	58 823,65 €
06/03/2048	942,81 €	869,29 €	73,52 €	57 954,36 €
06/06/2048	942,81 €	870,37 €	72,44 €	57 083,99 €
06/09/2048	942,81 €	871,46 €	71,35 €	56 212,53 €
06/12/2048	942,81 €	872,55 €	70,26 €	55 339,98 €
06/03/2049	942,81 €	873,64 €	69,17 €	54 466,34 €
06/06/2049	942,81 €	874,73 €	68,08 €	53 591,61 €
06/09/2049	942,81 €	875,83 €	66,98 €	52 715,78 €
06/12/2049	942,81 €	876,92 €	65,89 €	51 838,86 €

Paraphes : 2209

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME
FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion :
CPM75

Dossier N° M001/1083654-01-001 - Financement de norme Sans norme
rue katia kraftt 67450 MUNDOLSHEIM - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
06/03/2050	942,81 €	878,02 €	64,79 €	50 960,84 €
06/06/2050	942,81 €	879,11 €	63,70 €	50 081,73 €
06/09/2050	942,81 €	880,21 €	62,60 €	49 201,52 €
06/12/2050	942,81 €	881,31 €	61,50 €	48 320,21 €
06/03/2051	942,81 €	882,41 €	60,40 €	47 437,80 €
06/06/2051	942,81 €	883,52 €	59,29 €	46 554,28 €
06/09/2051	942,81 €	884,62 €	58,19 €	45 669,66 €
06/12/2051	942,81 €	885,73 €	57,08 €	44 783,93 €
06/03/2052	942,81 €	886,84 €	55,97 €	43 897,09 €
06/06/2052	942,81 €	887,94 €	54,87 €	43 009,15 €
06/09/2052	942,81 €	889,05 €	53,76 €	42 120,10 €
06/12/2052	942,81 €	890,16 €	52,65 €	41 229,94 €
06/03/2053	942,81 €	891,28 €	51,53 €	40 338,66 €
06/06/2053	942,81 €	892,39 €	50,42 €	39 446,27 €
06/09/2053	942,81 €	893,51 €	49,30 €	38 552,76 €
06/12/2053	942,81 €	894,62 €	48,19 €	37 658,14 €
06/03/2054	942,81 €	895,74 €	47,07 €	36 762,40 €
06/06/2054	942,81 €	896,86 €	45,95 €	35 865,54 €
06/09/2054	942,81 €	897,98 €	44,83 €	34 967,56 €
06/12/2054	942,81 €	899,11 €	43,70 €	34 068,45 €
06/03/2055	942,81 €	900,23 €	42,58 €	33 168,22 €
06/06/2055	942,81 €	901,35 €	41,46 €	32 266,87 €
06/09/2055	942,81 €	902,48 €	40,33 €	31 364,39 €
06/12/2055	942,81 €	903,61 €	39,20 €	30 460,78 €
06/03/2056	942,81 €	904,74 €	38,07 €	29 556,04 €
06/06/2056	942,81 €	905,87 €	36,94 €	28 650,17 €
06/09/2056	942,81 €	907,00 €	35,81 €	27 743,17 €
06/12/2056	942,81 €	908,14 €	34,67 €	26 835,03 €
06/03/2057	942,81 €	909,27 €	33,54 €	25 925,76 €
06/06/2057	942,81 €	910,41 €	32,40 €	25 015,35 €
06/09/2057	942,81 €	911,55 €	31,26 €	24 103,80 €
06/12/2057	942,81 €	912,69 €	30,12 €	23 191,11 €
06/03/2058	942,81 €	913,83 €	28,98 €	22 277,28 €
06/06/2058	942,81 €	914,97 €	27,84 €	21 362,31 €
06/09/2058	942,81 €	916,11 €	26,70 €	20 446,20 €
06/12/2058	942,81 €	917,26 €	25,55 €	19 528,94 €
06/03/2059	942,81 €	918,40 €	24,41 €	18 610,54 €
06/06/2059	942,81 €	919,55 €	23,26 €	17 690,99 €
06/09/2059	942,81 €	920,70 €	22,11 €	16 770,29 €
06/12/2059	942,81 €	921,85 €	20,96 €	15 848,44 €
06/03/2060	942,81 €	923,00 €	19,81 €	14 925,44 €
06/06/2060	942,81 €	924,16 €	18,65 €	14 001,28 €
06/09/2060	942,81 €	925,31 €	17,50 €	13 075,97 €
06/12/2060	942,81 €	926,47 €	16,34 €	12 149,50 €
06/03/2061	942,81 €	927,63 €	15,18 €	11 221,87 €
06/06/2061	942,81 €	928,79 €	14,02 €	10 293,08 €
06/09/2061	942,81 €	929,95 €	12,86 €	9 363,13 €
06/12/2061	942,81 €	931,11 €	11,70 €	8 432,02 €
06/03/2062	942,81 €	932,27 €	10,54 €	7 499,75 €
06/06/2062	942,81 €	933,44 €	9,37 €	6 566,31 €
06/09/2062	942,81 €	934,61 €	8,20 €	5 631,70 €
06/12/2062	942,81 €	935,78 €	7,03 €	4 695,92 €
06/03/2063	942,81 €	936,95 €	5,86 €	3 758,97 €
06/06/2063	942,81 €	938,12 €	4,69 €	2 820,85 €
06/09/2063	942,81 €	939,29 €	3,52 €	1 881,56 €

Paraphes : 2210

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL
ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1083654-01-001 - Financement de norme Sans norme
rue katia kraftt 67450 MUNDOLSHEIM - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
06/12/2063	942,81 €	940,46 €	2,35 €	941,10 €
06/03/2064	942,81 €	941,10 €	1,71 €	0,00 €
Totaux :	113 137,20 €	105 000,00 €	8 137,20 €	

Paraphes : 2211

85

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

BATIGERE - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en Acquisition - Amélioration de 15 logements sociaux financés en Prêt locatif social (PLS) située à STRASBOURG, 9 rue Georges Wodli.

Numéro E-2023-695

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, la SA d'HLM BATIGERE souhaite réaliser une opération d'acquisition amélioration de 15 logements sociaux située à STRASBOURG – 9 rue Wodli financés en Prêt locatif social (PLS).

La SA d'HLM BATIGERE souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 2 569 000 € (deux millions cinq cent soixante-neuf mille euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 2 569 000 € (deux millions cinq cent soixante-neuf mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L 5111-4, L 5215-1 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du code civil
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun du 26 septembre 2022
vu le contrat de prêt N°145409 en annexe signé entre la SA d'HLM BATIGERE ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration de 15 logements financés en Prêt locatif social située à STRASBOURG – 9 rue Wodli, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 569 000 € (deux millions cinq cent soixante-neuf mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 145 409 constitué de trois Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 569 000 € (deux millions cinq cent soixante-neuf mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2023,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM BATIGERE, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-159753-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : BATIGERE NORD EST — **Numéro de référence** **2022-078**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**15**

Opération:

Intitulé	
Adresse	9 Rue Georges Wodli, Gare
Commune	Strasbourg

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLS	15	
Total subventions Eurométropole :		**- €**

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLS	T2	5	45,20	47,20	114,15 €	408,28 €			
PLS	T4	10	78,40	80,15	182,12 €	693,30 €			
Total		**15**	**1 010,00**	**1 037,50**					

Loyer mensuel au m²:

PLS	Collectif	8,65 €

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien VMC, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, Abonnement cable, Chauffage collectif, Contrat Multiservices, relève des compteurs

Ratios

Charges immobilières	205 976,67 €	/ logement	prix au m² de SH	3 567,80 €
Cout des travaux	5 304,53 €	/ logement	prix au m² de SU	3 473,23 €
Prestations intellectuelles	7 111,47 €	/ logement		
Montant de la TVA	21 839,13 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**3 089 650,00 €**	85,74%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**79 568,00 €**	2,21%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**106 672,00 €**	2,96%			
Montant de la TVA	**327 587,00 €**	9,09%	**Autre**	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***2 657 000,00 €***	***73,73%***
			Prêt PLS Foncier	1 081 000,00 €	30,00%
			Prêt PLS Construction	901 000,00 €	25,00%
			Prêt PLS Complémentaire	587 000,00 €	16,29%
			ACTION LOGEMENT	88 000,00 €	2,44%
			Fonds propres	***946 477,00 €***	***26,27%***
Total	**3 603 477,00 €**	**100,00%**	**Total**	**3 603 477,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 13/03/2023 14:40:13

Sébastien TILIGNAC
DIRECTEUR GENERAL
BATIGERE
Signé électroniquement le 14/03/2023 14 36 :35

CONTRAT DE PRÊT

N° 145409

Entre

BATIGERE - n° 000217482

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.37 page 1/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

BATIGERE, SIREN n°: 645520164, sis(e) 12 RUE DES CARMES CS 40750 54064 NANCY CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « BATIGERE » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

PR0090-PR0068 V3.37 page 2/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.37 page 3/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0068 V3.37 page 4/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Strasbourg - 9 Wodli - AA 15 Logts, Parc social public, Acquisition seule de 15 logements situés 9 Georges Wodli 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions cinq-cent-soixante-neuf mille euros (2 569 000,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2023, d'un montant de cinq-cent-quatre-vingt-sept mille euros (587 000,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2023, d'un montant de neuf-cent-un mille euros (901 000,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2023, d'un montant d'un million quatre-vingt-un mille euros (1 081 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

PR0090-PR0068 V3.37 page 6/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

PR0090-PR0068 V3.37 page 9/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 09/06/2023 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

PR0090-PR0068 V3.37 page 10/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0090-PR0068 V3.37 page 11/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2023	PLSDD 2023	PLSDD 2023	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5529913	5529911	5529912	
Montant de la Ligne du Prêt	587 000 €	901 000 €	1 081 000 €	
Commission d'instruction	350 €	540 €	640 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
TEG de la Ligne du Prêt	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	80 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt[2]	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	DL	DL	DL	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

PR0090-PR0068 V3.37 page 13/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

PR0090-PR0068 V3.37 page 14/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

PR0090-PR0068 V3.37 page 15/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

PR0090-PR0068 V3.37 page 16/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

PR0090-PR0068 V3.37 page 18/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

PR0090-PR0068 V3.37 page 19/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

PR0090-PR0068 V3.37 page 20/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

PR0090-PR0068 V3.37 page 22/25
Contrat de prêt n° 145409 Emprunteur n° 000217482

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

86

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

CDC HABITAT - Droit commun - Prise de garantie du contrat de prêt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de cinq logements locatifs sociaux financés en Prêt locatif social (PLS) située à STRASBOURG - 20 rue Grimling.

Numéro E-2023-563

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, CDC HABITAT souhaite réaliser une opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de cinq logements locatifs sociaux située à STRASBOURG – 20 rue Grimling, financés en Prêt locatif social (PLS).

CDC HABITAT souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 542 491 € (cinq cent quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-onze euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 542 491 € (cinq cent quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-onze euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du
26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L 5111-4, L 5215-1 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du code civil
vu la décision de subvention de l'Etat au titre
du droit commun en date du 4 octobre 2022
vu le contrat de prêt N°144543 en annexe signé entre CDC HABITAT
ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de cinq logements financés en Prêt locatif social située à STRASBOURG- 20 rue Grimling, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 542 491 € (cinq cent quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-onze euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N°144543 constitué de trois Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 542 491 € (cinq cent quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-onze euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2023,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec CDC HABITAT, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158435-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : CDC HABITAT

Numéro de référence **2022-025**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**5**

Opération:

Intitulé	
Adresse	20 rue Grimling
Commune	Strasbourg

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLS	5	
Total subventions Eurométropole :		**- €**

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique: NF Habitat

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLS	T2	2	42,75	46,30	55,00 €	414,80 €			
PLS	T3	3	64,99	68,47	75,00 €	613,51 €			
Total		**5**	**280,48**	**298,00**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

PLS	Collectif	8,96 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien VMC, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, Entretien porte automatique, Manipulation poubelles, Sécurité incendie

Ratios

Charges immobilières	39 533,60 €	/ logement	prix au m² de SH	2 578,87 €
Cout des travaux	89 241,20 €	/ logement	prix au m² de SU	2 427,21 €
Prestations intellectuelles	2 587,80 €	/ logement		
Montant de la TVA	13 301,60 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**197 668,00 €**	27,33%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**446 206,00 €**	61,69%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**12 939,00 €**	1,79%			
Montant de la TVA	**66 508,00 €**	9,19%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***578 491,00 €***	***79,98%***
			Prêt PLS Foncier	180 830,00 €	25,00%
			Prêt PLS Construction	188 064,00 €	26,00%
			Prêt PLS Complémentaire	173 597,00 €	24,00%
			ACTION LOGEMENT	36 000,00 €	4,98%
			Fonds propres	***144 830,00 €***	***20,02%***
Total	**723 321,00 €**	**100,00%**	**Total**	**723 321,00 €**	**100,00%**

2022 - 025

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Nadine WETZEL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 22/02/2023 21:52:22

Emmanuelle Puente-Miguez
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
CDC HABITAT
Signé électroniquement le 23/02/2023 10 02 :58

CONTRAT DE PRÊT

N° 144543

Entre

CDC HABITAT - n° 000043210

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

CDC HABITAT, SIREN n°: 470801168, sis(e) 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE CS 31442 75646 PARIS CEDEX 13,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **CDC HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération GRIMLING STRASBOURG, Parc social public, Acquisition en VEFA de 5 logements situés 20 rue Grimling 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-quarante-deux mille quatre-cent-quatre-vingt-onze euros (542 491,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2022, d'un montant de cent-soixante-treize mille cinq-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (173 597,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2022, d'un montant de cent-quatre-vingt-huit mille soixante-quatre euros (188 064,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2022, d'un montant de cent-quatre-vingts mille huit-cent-trente euros (180 830,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » **(PLS)** est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » **(CPLS)** est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisabilité** » **(SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **01/03/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2022	PLSDD 2022	PLSDD 2022	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5520732	5520730	5520731	
Montant de la Ligne du Prêt	173 597 €	188 064 €	180 830 €	
Commission d'instruction	100 €	110 €	100 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
TEG de la Ligne du Prêt	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	-	
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt[2]	4,11 %	4,11 %	4,11 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	SR	SR	SR	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	1 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

87

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

DOMIAL - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 22 logements locatifs sociaux financés en Prêt locatif social (PLS) et située à NIEDERHAUSBERGEN, Lotissement "Les Terres du Sud".

Numéro E-2023-571

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès d'elle.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, la SA d'HLM DOMIAL ESH, souhaite réaliser une opération de construction neuve de 22 logements locatifs sociaux située à NIEDERHAUSBERGEN, Lotissement "Les Terres du Sud" dont 22 logements financés en Prêt locatif social (PLS).

La SA d'HLM DOMIAL ESH souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 2 749 565 € (deux millions sept-cent-quarante-neuf mille cinq-cent-soixante-cinq euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 2 749 565 € (deux millions sept-cent-quarante-neuf mille cinq-cent-soixante-cinq euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L 5111-4, L 5215-1 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du code civil
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun du 27 novembre 2019
vu le contrat de prêt n° 143760 en annexe signé entre la SA d'HLM DOMIAL ESH ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement) de 22 logements locatifs sociaux financés en Prêt locatif social à NIEDERHAUSBERGEN, Lotissement "Les Terres du Sud", l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 749 565 € (deux millions sept-cent-quarante-neuf mille cinq-cent-soixante-cinq euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 143760 constitué de 4 Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 749 565 € (deux millions sept-cent-quarante-neuf mille cinq-cent-soixante-cinq euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements, dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2023,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM DOMIAL ESH, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158403-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL — **Numéro de référence** **2019-048**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**22**

Opération:

Intitulé	
Adresse	Lotissement "Les terres du Sud"
Commune	Niederhausbergen

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLS	22	- €
Total subventions Eurométropole :		**- €**

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLS	T2	11	44,56	48,03	202,25 €	422,53 €			
PLS	T3	8	61,25	65,14	274,75 €	570,00 €			
PLS	T4	3	79,73	83,58	353,56 €	731,30 €			
			-	-		- €			
			-	-		- €			
			-	-		- €			
Total		**22**	**1 219,36**	**1 303,06**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

PLS	**8,75 €**	

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien ascenseur, entretien voies/espaces verts, chauffage + eau chaude gaz, taxes enlèvement ordures ménagères, location compteur eau.chauffage

Ratios

Cout des travaux	110 482,63 €	/ logement	prix au m² de SH	2 855,24 €
Prestations intellectuelles	6 375,70 €	/ logement	prix au m² de SU	2 671,84 €
Charges immobilières	27 136,06 €	/ logement		
Montant de la TVA	14 258,50 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**2 430 617,85 €**	69,81%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**140 265,47 €**	4,03%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Charges immobilières	**596 993,39 €**	17,15%			
Montant de la TVA	**313 687,00 €**	9,01%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***2 821 565,00 €***	***81,04%***
			Prêt PLS Foncier	1 044 469,00 €	30,00%
			Prêt PLS Construction	731 129,00 €	21,00%
			Prêt PLS Complémentaire	830 967,00 €	23,87%
			PHB 2.0	143 000,00 €	4,11%
			Prêt collecteur 1%	72 000,00 €	2,07%
			Fonds propres	***659 998,71 €***	***18,96%***
Total	**3 481 563,71 €**	**100,00%**	**Total**	**3 481 563,71 €**	**100,00%**

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Nadine WETZEL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 17/01/2023 23:28:31

MATHIAS PERRIOT
DIRECTEUR GENERAL DELEGUE
DOMIAL
Signé électroniquement le 19/01/2023 12 16 :52

CONTRAT DE PRÊT

N° 143760

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 1/29
Contrat de prêt n° 143760 Emprunteur n° 000211719

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS CS 90024 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

HR0060-PROD58 V3.353 page 3/29
Contrat de prêt n° 143760 Emprunteur n° 00021171g

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.18
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.19
ARTICLE 16	GARANTIES	P.22
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.22
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.26
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.26
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.29
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.29
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération NIEDERHAUSBERGEN - Lot Les Terres du Sud / Îlot B2, Parc social public, Acquisition en VEFA de 22 logements situés Lotissement "Les Terres du Sud" - Ilot 2B 67207 NIEDERHAUSBERGEN.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions sept-cent-quarante-neuf mille cinq-cent-soixante-cinq euros (2 749 565,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2019, d'un montant de huit-cent-trente mille neuf-cent-soixante-sept euros (830 967,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2019, d'un montant de sept-cent-trente-et-un mille cent-vingt-neuf euros (731 129,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2019, d'un montant d'un million quarante-quatre mille quatre-cent-soixante-neuf euros (1 044 469,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2019, d'un montant de cent-quarante-trois mille euros (143 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @Banquedesterr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @Banquedes Ter

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » **(PLS)** est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » **(CPLS)** est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération** » **(PHB2.0)** est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. Ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » **(DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « **Simple Révisabilité** » **(SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTer

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **13/04/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Attestation caractère définitif du transfert du permis construire

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTer

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2019	PLSDD 2019	PLSDD 2019	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5501856	5501855	5501857	
Montant de la Ligne du Prêt	830 967 €	731 129 €	1 044 469 €	
Commission d'instruction	490 €	430 €	620 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	3,11 %	3,11 %	3,11 %	
TEG de la Ligne du Prêt	3,11 %	3,11 %	3,11 %	
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	24 mois	
Durée	40 ans	40 ans	80 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur Index	1,11 %	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt[2]	3,11 %	3,11 %	3,11 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2019			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5501858			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	143 000 €			
Commission d'instruction	80 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,82 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,82 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0090-PR0058 V3.35.3 page 13/29
Contrat de prêt n° 143760 Emprunteur n° 000211719

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2019			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5501858			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	143 000 €			
Commission d'instruction	80 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,82 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,82 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index1	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt2	2,6 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTer

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTer

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTer

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils n'ont commis d'actes, ou ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

88

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

HABITATION MODERNE - NPNRU - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de requalification de 330 logements locatifs sociaux située à Strasbourg - Quartier Lizé - rue de Mâcon.

Numéro E-2023-569

Afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur cinq quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale[1], la population touchée (près de 54 000 habitants soit 11 % de la population de l'agglomération), et les moyens mobilisés. Ce projet a été approuvé lors des Conseils eurométropolitains des 28 juin 2019 et 27 septembre 2019 s'agissant des aides de la collectivité apportées sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2024, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Afin de confirmer ces projets, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

[1] 7 quartiers prioritaires de la ville (QPV) répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Ecrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/ Meinau, Hautepierre, l'Elsau, et Cronenbourg à Strasbourg.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, la SAEML Habitation Moderne souhaite réaliser une opération de requalification de 330 logements locatifs sociaux située à Strasbourg – Quartier Lizé - rue de Mâcon.

La SAEML Habitation Moderne souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 7 015 000 € (sept millions quinze mille euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 7 015 000 € (sept millions quinze mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5% du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 25 janvier 2019 validant le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique applicable au NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du
21 janvier 2021 concernant le renouvellement du dispositif d'aides
pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant
vu les articles du code général des collectivités territoriales
et notamment les articles L 5111-4, L 5215-1 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du code civil
vu les décisions de financement initiales délivrées
par l'Etat les 22 février 2023 et 15 mars 2023
vu le contrat de prêt n° 138767 en annexe signé entre la SAEML Habitation Moderne,
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 7 015 000 € (sept millions quinze mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N°138767 constitué de deux Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 7 015 000 € (sept millions quinze mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

décide

le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2023,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SAEML Habitation Moderne en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158381-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Saisissez du texte ici

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Nadine WETZEL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 06/12/2022 16:34:40

Virginie JACOB
DIRECTEUR GENERAL
HABITATION MODERNE
Signé électroniquement le 19/12/2022 18 11 :54

CONTRAT DE PRÊT

N° 138767

Entre

HABITATION MODERNE - n° 000211604

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 1/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

HABITATION MODERNE, SIREN n°: 568501415, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL 67100 STRASBOURG,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « HABITATION MODERNE » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 2/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 3/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.16
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.18
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.20
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.20
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.21
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.21
ARTICLE 16	GARANTIES	P.25
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.25
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.29
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.30
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.32
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.32
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.32
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 4/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LIZE, Parc social public, Réhabilitation de 330 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un prêt long terme aux conditions avantageuses de montant et de taux proposées par la Banque européenne d'investissement (BEI), institution financière de l'Union Européenne créée en 1958 par le Traité de Rome et participant aux côtés des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts au financement de programmes d'investissements s'inscrivant dans les objectifs économiques fixés par l'Union Européenne, dans la mesure où l'ensemble des critères d'éligibilité requis pour obtenir le financement sont remplis.

La participation de la Banque Européenne d'Investissement au titre de la ressource, ainsi que la bonification apportée par Action Logement au présent financement aux côtés de la Caisse des Dépôts permettent de soutenir l'investissement de la présente opération, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept millions quinze mille euros (7 015 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de quatre millions sept-cent-dix mille euros (4 710 000,00 euros) ;
- PHB Réallocation du PHBB, d'un montant de deux millions trois-cent-cinq mille euros (2 305 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 5/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 6/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

PR0090-PR0068 V3.353, page 7/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 8/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

Le dispositif de réallocation du « Prêt réallocation Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts – Action Logement » (PHBB) est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de leur programme d'investissement. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 9/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 15/01/2023 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 10/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Garantie(s) conforme(s)
    - Attestation caractère définitif permis construire
    - Justificatifs des autres financements

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 11/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 12/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Eco-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5495653			
Montant de la Ligne du Prêt	4 710 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,75 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,75 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,25 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	1,75 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt[2]	1,75 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 13/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Réallocation du PHBB			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5495654			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	2 305 000 €			
Commission d'instruction	1 380 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,53 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,53 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 14/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Réallocation du PHBB			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5495654			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	30 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	2 305 000 €			
Commission d'instruction	1 380 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,53 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,53 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	10 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,6 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 15/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 16/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 18/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 19/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 20/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 21/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 22/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 23/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".
  Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 24/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 25/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 26/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

PR0090-PR0068 V3.35.3, page 27/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PR0090-PR0068 V3.35.3, page 28/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 29/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils n'ont commis d'actes, ou ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 30/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 000211604

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 32/32
Contrat de prêt n° 138767 Emprunteur n° 0002211604

89

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

NEOLIA - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de réhabilitation thermique de 45 logements locatifs sociaux située à LINGOLSHEIM, 5, 7 et 9 rue de Touraine.

Numéro E-2023-340

La SA d'HLM NEOLIA a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique des 45 logements de son patrimoine situé à LINGOLSHEIM, 5, 7 et 9 rue de Touraine.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1991 et acquis en 2018 par le bailleur.

Le chauffage est actuellement assuré par du gaz à condensation.

La consommation énergétique actuelle est de 161.33 kWhep/m².an, étiquette D.

L'objectif est d'atteindre la performance « B.B.C. Rénovation » avec une étiquette B, avec une consommation de 75.67 kWhep/m².an.

Le gain énergétique est estimé à 85.67 kWhep/m².an soit 301 267,4 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Programme des travaux :
- isolation d'une partie du plancher bas sur sous-sol ;
- remplacement de l'isolant entre chevrons des rampants habités ;
- remplacement des menuiseries extérieures ;
- remplacement des fenêtres de toit ;
- remplacement des portes palières ;
- mise en place de thermostats d'ambiance programmables ;
- remplacement de la VMC par une VMC Hygro. B collective ;
- remplacement des chaudières par des chaudières gaz à condensation individuelles ;
- mise en place de thermostats filaires modulants type optimiseurs ;
- ravalement des façades ;
- mise en place d'un éclairage LED dans les communs ;

- création de trappes de désenfumage ;
- remplacement de l'ensemble de la zinguerie ;
- reprise des espaces verts.

Les travaux sont éligibles à la Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS).

Ces travaux devraient permettre une diminution des charges énergétiques d'environ 60,10 euros par logement par mois.

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance mensuelle après travaux sera de 12,49 € pour les T3 et de 14,98 € pour les T4. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

La déclaration préalable de travaux n'est pas nécessaire.

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 9 février 2022.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 16 décembre 2016.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de 40 500 €, allouée au titre de la réhabilitation thermique pour les 45 logements, ainsi que pour sa garantie au Prêt d'un montant total de 900 000 € (neuf-cent mille euros), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 21 janvier 2021 concernant le renouvellement du dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5111-4, L 5215-1 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du code civil
vu l'attestation d'éligibilité à la PALULOS délivrée par l'État le 12 juillet 2022
vu le contrat de prêt N°143197 en annexe signé entre la SA d'HLM NEOLIA, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

<u>pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 45 logements située à LINGOLSHEIM, 5, 7 et 9 rue de Touraine :</u>

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à la SA d'HLM NEOLIA d'un montant total de 40 500 € :*

  ** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/ m²/an)*	*Montant subvention EmS/logement*	***Total***
	45	➢ *85.67*	*900 €*	***40 500€***
TOTAL	***45***			***40 500€***

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 900 000 € (neuf-cent mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°143197, constitué de 2 lignes du prêt.*

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme principale de 900 000 € (neuf-cent mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes

contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 45 logements située à LINGOLSHEIM, 5, 7 et 9 rue de Touraine:

a) des modalités de versement de la subvention de 40 500 € :
- 50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,
- 30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,
- le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération;

b) l'imputation de la dépense globale de 40 500 € sur les crédits disponibles au budget 2023 et suivants (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 566 – AP 0117);

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2023,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec la SA d'HLM NEOLIA en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158401-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA

Numéro de référence **2022-036**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**45**

Opération:

Intitulé	
Adresse	5, 7 et 9 rue de Touraine
Commune	Lingolsheim

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PALULOS	45	40 500,00 €
Total subventions Eurométropole :		**40 500,00 €**

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz à condensation**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	Charges prévisionnelles après travaux	3ème ligne de charges	Loyer mensuel moyen	
PALULOS	T2	6	57,83	57,83	107,77 €	65,21 €	9,42 €	339,46 €	
PALULOS	T3	21	76,57	76,57	142,69 €	86,34 €	12,49 €	449,47 €	
PALULOS	T4	15	91,93	91,93	171,32 €	103,66 €	14,98 €	539,63 €	
PALULOS	T5	3	100,33	100,33	186,97 €	113,13 €	16,35 €	588,94 €	
			-	-				- €	
			-	-				- €	
Total		**45**	**3 634,89**	**3 634,89**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

chauffage + eau chaude gaz, Contrat Multiservices

Loyer mensuel au m²:

PALULOS	**8,87 €**	

Ratios

Cout des travaux	25 512,67 €	/ logement	prix au m² de SH	392,50 €
Prestations intellectuelles	2 568,80 €	/ logement	prix au m² de SU	392,50 €
Montant de la TVA	3 623,22 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**1 148 070,00 €**	80,47%	**Subventions**	***198 000,00 €***	***13,88%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**115 596,00 €**	8,10%			
			Eurométropole	**40 500,00 €**	**2,84%**
Montant de la TVA	**163 045,00 €**	11,43%	PALULOS	40 500,00 €	2,84%
			Autre	**157 500,00 €**	**11,04%**
			Emprunts	***900 000,00 €***	***63,08%***
			Eco-prêt réhabilitation	405 000,00 €	28,39%
			Prêt PAM	495 000,00 €	34,70%
			Fonds propres	***328 711,00 €***	***23,04%***
Total	**1 426 711,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 426 711,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 12/01/2023 10:29:33

Jacques DENIS
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
NEOLIA
Signé électroniquement le 06/02/2023 11 20 :36

CONTRAT DE PRÊT

N° 143197

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 1/26
Contrat de prêt n° 143197 Emprunteur n° 000208306

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 RUE DE LA COMBE AUX BICHES CS 75267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **NEOLIA** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.35.3 page 3/26
Contrat de prêt n° 143197 Emprunteur n° 00020830

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.15
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.16
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.16
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.16
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.17
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.24
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.26
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.26
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LINGOLSHEIM - 5, 7 et 9 rue de Touraine, Parc social public, Réhabilitation de 45 logements situés 5, 7 et 9 rue de Touraine 67380 LINGOLSHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de neuf-cent mille euros (900 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de quatre-cent-cinq mille euros (405 000,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-quinze mille euros (495 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » **(PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **22/03/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	Eco-prêt	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5519285	5519292		
Montant de la Ligne du Prêt	405 000 €	495 000 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,55 %	2,6 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,55 %	2,6 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,45 %	0,6 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	1,55 %	2,6 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement		
Phase d'amortissement				
Durée	20 ans	20 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,45 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[2]	1,55 %	2,6 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".
  Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

- rembourser la Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt et/ou la Ligne du Prêt PAM Amiante octroyée(s) par le Prêteur pour le financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PAM finançant la même opération ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils n'ont commis d'actes, ou ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

90

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg - Droit commun - Prise de garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 20 logements locatifs sociaux dont 6 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 14 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à STRASBOURG - rue de la Musau / rue de Bollwiller- opération SOPREDI/Les Muses.

Numéro E-2023-433

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg « OPHEA », souhaite réaliser une opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 20 logements locatifs sociaux dont 6 logements financés en Prêt locatif aidé

d'intégration (PLAI) et 14 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à STRASBOURG - rue de la Musau / rue de Bollwiller- opération SOPREDI/Les Muses.

L'Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg « OPHEA » souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 2 413 000 € (deux millions quatre cent treize mille euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe n°1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total 2 413 000 € (deux millions quatre cent treize mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L 5111-4, L 5215-1 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de subvention de l'Etat au titre du droit commun en date du 28 août 2019
vu le contrat de prêt N° 144932 en annexe signé entre l'Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA) ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 20 logements locatifs sociaux dont 6 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 14 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à STRASBOURG - rue de la Musau / rue de Bollwiller- opération SOPREDI/Les Muses,

l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 413 000 € (deux millions quatre cent treize mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 144932 constitué de quatre Lignes du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 413 000 € (deux millions quatre cent treize mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2023,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son-sa représentant-e à signer toute convention avec l'Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg (OPHEA), en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-158304A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2019-152**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**20**

Opération:

Intitulé	Les Muses
Adresse	5 rue de la Musau
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Type	Nombre Logements	Subvention Eurométropole
PLAI	6	54 000,00 €
PLUS	14	42 000,00 €
Total subventions Eurométropole :		**96 000,00 €**

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique: NF Habitat

Chauffage: Collectif type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLUS	T2	5	46,68	47,69	106,20 €	311,91 €			
PLUS	T3	5	69,39	73,73	159,12 €	482,18 €			
PLUS	T4	2	87,29	90,09	202,62 €	589,20 €			
PLUS	T5	2	108,37	110,62	256,75 €	723,42 €			
PLAI	T2	2	45,89	50,27	106,20 €	283,02 €			
PLAI	T3	3	65,62	70,99	159,12 €	399,66 €			
PLAI	T4	1	79,24	83,78	202,62 €	471,74 €			
Total		**19**	**1 339,00**	**1 405,80**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

PLUS	**Collectif**	6,54 €
PLAI	**Mixte**	5,63 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, chauffage + eau chaude gaz, taxes enlèvement ordures ménagères

Ratios

Charges immobilières	42 374,12 €	/ logement	prix au m² de SH	2 341,51 €
Prestations intellectuelles	2 292,12 €	/ logement	prix au m² de SU	2 231,11 €
Cout des travaux	99 579,17 €	/ logement		
Montant de la TVA	12 579,37 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**847 482,30 €**	27,02%	**Subventions**	***141 000,00 €***	***4,50%***
			ETAT	**45 000,00 €**	**1,43%**
Prestations intellectuelles	**45 842,42 €**	1,46%			
			Eurométropole	**96 000,00 €**	**3,06%**
Cout des travaux	**1 991 583,41 €**	63,50%	PLAI	54 000,00 €	1,72%
			PLUS	42 000,00 €	1,34%
Montant de la TVA	**251 587,30 €**	8,02%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***2 517 000,00 €***	***80,25%***
			Prêt PLUS Foncier	643 000,00 €	20,50%
			Prêt PLUS Construction	1 155 000,00 €	36,82%
			Prêt PLAI Construction	362 000,00 €	11,54%
			Prêt PLAI Foncier	253 000,00 €	8,07%
			PEEC	104 000,00 €	3,32%
			Fonds propres	***478 495,43 €***	***15,26%***
Total	**3 136 495,43 €**	**100,00%**	**Total**	**3 136 495,43 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 144932

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.37 page 1/24
Contrat de prêt n° 144932 Emprunteur n° 000107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.37 page 3/24
Contrat de prêt n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération SOPREDI 2 BATIMENT D, Parc social public, Acquisition en VEFA de 20 logements situés rue de la Musau 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions quatre-cent-treize mille euros (2 413 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois-cent-soixante-deux mille euros (362 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de deux-cent-cinquante-trois mille euros (253 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million cent-cinquante-cinq mille euros (1 155 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de six-cent-quarante-trois mille euros (643 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/05/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
    - Garantie(s) conforme(s)
    - Attestation caractère définitif permis construire modificatif
    - Justificatifs des autres financements
    - PC modification

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5526675	5526674	5526673	5526672
Montant de la Ligne du Prêt	362 000 €	253 000 €	1 155 000 €	643 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,8 %	2,8 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,8 %	2,8 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt[2]	2,8 %	2,8 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

PR0090-PR0068 V3.37 page 14/24
Contrat de prêt n° 144932 Emprunteur n° 000107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U119030, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 144932, Ligne du Prêt n° 5526675
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U119030, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 144932, Ligne du Prêt n° 5526674
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U119030, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 144932, Ligne du Prêt n° 5526673
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U119030, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 144932, Ligne du Prêt n° 5526672
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 144932 / N° de la Ligne du Prêt : 5526675
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI

Capital prêté : 362 000 €
Taux actuariel théorique : 2,80 %
Taux effectif global : 2,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/02/2024	2,80	15 158,70	5 022,70	10 136,00	0,00	356 977,30	0,00
2	21/02/2025	2,80	15 158,70	5 163,34	9 995,36	0,00	351 813,96	0,00
3	21/02/2026	2,80	15 158,70	5 307,91	9 850,79	0,00	346 506,05	0,00
4	21/02/2027	2,80	15 158,70	5 456,53	9 702,17	0,00	341 049,52	0,00
5	21/02/2028	2,80	15 158,70	5 609,31	9 549,39	0,00	335 440,21	0,00
6	21/02/2029	2,80	15 158,70	5 766,37	9 392,33	0,00	329 673,84	0,00
7	21/02/2030	2,80	15 158,70	5 927,83	9 230,87	0,00	323 746,01	0,00
8	21/02/2031	2,80	15 158,70	6 093,81	9 064,89	0,00	317 652,20	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

2411

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	21/02/2032	2,80	15 158,70	6 264,44	8 894,26	0,00	311 387,76	0,00
10	21/02/2033	2,80	15 158,70	6 439,84	8 718,86	0,00	304 947,92	0,00
11	21/02/2034	2,80	15 158,70	6 620,16	8 538,54	0,00	298 327,76	0,00
12	21/02/2035	2,80	15 158,70	6 805,52	8 353,18	0,00	291 522,24	0,00
13	21/02/2036	2,80	15 158,70	6 996,08	8 162,62	0,00	284 526,16	0,00
14	21/02/2037	2,80	15 158,70	7 191,97	7 966,73	0,00	277 334,19	0,00
15	21/02/2038	2,80	15 158,70	7 393,34	7 765,36	0,00	269 940,85	0,00
16	21/02/2039	2,80	15 158,70	7 600,36	7 558,34	0,00	262 340,49	0,00
17	21/02/2040	2,80	15 158,70	7 813,17	7 345,53	0,00	254 527,32	0,00
18	21/02/2041	2,80	15 158,70	8 031,94	7 126,76	0,00	246 495,38	0,00
19	21/02/2042	2,80	15 158,70	8 256,83	6 901,87	0,00	238 238,55	0,00
20	21/02/2043	2,80	15 158,70	8 488,02	6 670,68	0,00	229 750,53	0,00
21	21/02/2044	2,80	15 158,70	8 725,69	6 433,01	0,00	221 024,84	0,00
22	21/02/2045	2,80	15 158,70	8 970,00	6 188,70	0,00	212 054,84	0,00
23	21/02/2046	2,80	15 158,70	9 221,16	5 937,54	0,00	202 833,68	0,00
24	21/02/2047	2,80	15 158,70	9 479,36	5 679,34	0,00	193 354,32	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	21/02/2048	2,80	15 158,70	9 744,78	5 413,92	0,00	183 609,54	0,00
26	21/02/2049	2,80	15 158,70	10 017,63	5 141,07	0,00	173 591,91	0,00
27	21/02/2050	2,80	15 158,70	10 298,13	4 860,57	0,00	163 293,78	0,00
28	21/02/2051	2,80	15 158,70	10 586,47	4 572,23	0,00	152 707,31	0,00
29	21/02/2052	2,80	15 158,70	10 882,90	4 275,80	0,00	141 824,41	0,00
30	21/02/2053	2,80	15 158,70	11 187,62	3 971,08	0,00	130 636,79	0,00
31	21/02/2054	2,80	15 158,70	11 500,87	3 657,83	0,00	119 135,92	0,00
32	21/02/2055	2,80	15 158,70	11 822,89	3 335,81	0,00	107 313,03	0,00
33	21/02/2056	2,80	15 158,70	12 153,94	3 004,76	0,00	95 159,09	0,00
34	21/02/2057	2,80	15 158,70	12 494,25	2 664,45	0,00	82 664,84	0,00
35	21/02/2058	2,80	15 158,70	12 844,08	2 314,62	0,00	69 820,76	0,00
36	21/02/2059	2,80	15 158,70	13 203,72	1 954,98	0,00	56 617,04	0,00
37	21/02/2060	2,80	15 158,70	13 573,42	1 585,28	0,00	43 043,62	0,00
38	21/02/2061	2,80	15 158,70	13 953,48	1 205,22	0,00	29 090,14	0,00
39	21/02/2062	2,80	15 158,70	14 344,18	814,52	0,00	14 745,96	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	21/02/2063	2,80	15 158,85	14 745,96	412,89	0,00	0,00	0,00
Total			**606 348,15**	**362 000,00**	**244 348,15**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

2414

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 144932 / N° de la Ligne du Prêt : 5526674
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 253 000 €
Taux actuariel théorique : 2,80 %
Taux effectif global : 2,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/02/2024	2,80	9 462,84	2 378,84	7 084,00	0,00	250 621,16	0,00
2	21/02/2025	2,80	9 462,84	2 445,45	7 017,39	0,00	248 175,71	0,00
3	21/02/2026	2,80	9 462,84	2 513,92	6 948,92	0,00	245 661,79	0,00
4	21/02/2027	2,80	9 462,84	2 584,31	6 878,53	0,00	243 077,48	0,00
5	21/02/2028	2,80	9 462,84	2 656,67	6 806,17	0,00	240 420,81	0,00
6	21/02/2029	2,80	9 462,84	2 731,06	6 731,78	0,00	237 689,75	0,00
7	21/02/2030	2,80	9 462,84	2 807,53	6 655,31	0,00	234 882,22	0,00
8	21/02/2031	2,80	9 462,84	2 886,14	6 576,70	0,00	231 996,08	0,00
9	21/02/2032	2,80	9 462,84	2 966,95	6 495,89	0,00	229 029,13	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	21/02/2033	2,80	9 462,84	3 050,02	6 412,82	0,00	225 979,11	0,00
11	21/02/2034	2,80	9 462,84	3 135,42	6 327,42	0,00	222 843,69	0,00
12	21/02/2035	2,80	9 462,84	3 223,22	6 239,62	0,00	219 620,47	0,00
13	21/02/2036	2,80	9 462,84	3 313,47	6 149,37	0,00	216 307,00	0,00
14	21/02/2037	2,80	9 462,84	3 406,24	6 056,60	0,00	212 900,76	0,00
15	21/02/2038	2,80	9 462,84	3 501,62	5 961,22	0,00	209 399,14	0,00
16	21/02/2039	2,80	9 462,84	3 599,66	5 863,18	0,00	205 799,48	0,00
17	21/02/2040	2,80	9 462,84	3 700,45	5 762,39	0,00	202 099,03	0,00
18	21/02/2041	2,80	9 462,84	3 804,07	5 658,77	0,00	198 294,96	0,00
19	21/02/2042	2,80	9 462,84	3 910,58	5 552,26	0,00	194 384,38	0,00
20	21/02/2043	2,80	9 462,84	4 020,08	5 442,76	0,00	190 364,30	0,00
21	21/02/2044	2,80	9 462,84	4 132,64	5 330,20	0,00	186 231,66	0,00
22	21/02/2045	2,80	9 462,84	4 248,35	5 214,49	0,00	181 983,31	0,00
23	21/02/2046	2,80	9 462,84	4 367,31	5 095,53	0,00	177 616,00	0,00
24	21/02/2047	2,80	9 462,84	4 489,59	4 973,25	0,00	173 126,41	0,00
25	21/02/2048	2,80	9 462,84	4 615,30	4 847,54	0,00	168 511,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	21/02/2049	2,80	9 462,84	4 744,53	4 718,31	0,00	163 766,58	0,00
27	21/02/2050	2,80	9 462,84	4 877,38	4 585,46	0,00	158 889,20	0,00
28	21/02/2051	2,80	9 462,84	5 013,94	4 448,90	0,00	153 875,26	0,00
29	21/02/2052	2,80	9 462,84	5 154,33	4 308,51	0,00	148 720,93	0,00
30	21/02/2053	2,80	9 462,84	5 298,65	4 164,19	0,00	143 422,28	0,00
31	21/02/2054	2,80	9 462,84	5 447,02	4 015,82	0,00	137 975,26	0,00
32	21/02/2055	2,80	9 462,84	5 599,53	3 863,31	0,00	132 375,73	0,00
33	21/02/2056	2,80	9 462,84	5 756,32	3 706,52	0,00	126 619,41	0,00
34	21/02/2057	2,80	9 462,84	5 917,50	3 545,34	0,00	120 701,91	0,00
35	21/02/2058	2,80	9 462,84	6 083,19	3 379,65	0,00	114 618,72	0,00
36	21/02/2059	2,80	9 462,84	6 253,52	3 209,32	0,00	108 365,20	0,00
37	21/02/2060	2,80	9 462,84	6 428,61	3 034,23	0,00	101 936,59	0,00
38	21/02/2061	2,80	9 462,84	6 608,62	2 854,22	0,00	95 327,97	0,00
39	21/02/2062	2,80	9 462,84	6 793,66	2 669,18	0,00	88 534,31	0,00
40	21/02/2063	2,80	9 462,84	6 983,88	2 478,96	0,00	81 550,43	0,00
41	21/02/2064	2,80	9 462,84	7 179,43	2 283,41	0,00	74 371,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	21/02/2065	2,80	9 462,84	7 380,45	2 082,39	0,00	66 990,55	0,00
43	21/02/2066	2,80	9 462,84	7 587,10	1 875,74	0,00	59 403,45	0,00
44	21/02/2067	2,80	9 462,84	7 799,54	1 663,30	0,00	51 603,91	0,00
45	21/02/2068	2,80	9 462,84	8 017,93	1 444,91	0,00	43 585,98	0,00
46	21/02/2069	2,80	9 462,84	8 242,43	1 220,41	0,00	35 343,55	0,00
47	21/02/2070	2,80	9 462,84	8 473,22	989,62	0,00	26 870,33	0,00
48	21/02/2071	2,80	9 462,84	8 710,47	752,37	0,00	18 159,86	0,00
49	21/02/2072	2,80	9 462,84	8 954,36	508,48	0,00	9 205,50	0,00
50	21/02/2073	2,80	9 463,25	9 205,50	257,75	0,00	0,00	0,00
Total			**473 142,41**	**253 000,00**	**220 142,41**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

2418

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 144932 / N° de la Ligne du Prêt : 5526673
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 155 000 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/02/2024	3,60	54 927,49	13 347,49	41 580,00	0,00	1 141 652,51	0,00
2	21/02/2025	3,60	54 927,49	13 828,00	41 099,49	0,00	1 127 824,51	0,00
3	21/02/2026	3,60	54 927,49	14 325,81	40 601,68	0,00	1 113 498,70	0,00
4	21/02/2027	3,60	54 927,49	14 841,54	40 085,95	0,00	1 098 657,16	0,00
5	21/02/2028	3,60	54 927,49	15 375,83	39 551,66	0,00	1 083 281,33	0,00
6	21/02/2029	3,60	54 927,49	15 929,36	38 998,13	0,00	1 067 351,97	0,00
7	21/02/2030	3,60	54 927,49	16 502,82	38 424,67	0,00	1 050 849,15	0,00
8	21/02/2031	3,60	54 927,49	17 096,92	37 830,57	0,00	1 033 752,23	0,00
9	21/02/2032	3,60	54 927,49	17 712,41	37 215,08	0,00	1 016 039,82	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	21/02/2033	3,60	54 927,49	18 350,06	36 577,43	0,00	997 689,76	0,00
11	21/02/2034	3,60	54 927,49	19 010,66	35 916,83	0,00	978 679,10	0,00
12	21/02/2035	3,60	54 927,49	19 695,04	35 232,45	0,00	958 984,06	0,00
13	21/02/2036	3,60	54 927,49	20 404,06	34 523,43	0,00	938 580,00	0,00
14	21/02/2037	3,60	54 927,49	21 138,61	33 788,88	0,00	917 441,39	0,00
15	21/02/2038	3,60	54 927,49	21 899,60	33 027,89	0,00	895 541,79	0,00
16	21/02/2039	3,60	54 927,49	22 687,99	32 239,50	0,00	872 853,80	0,00
17	21/02/2040	3,60	54 927,49	23 504,75	31 422,74	0,00	849 349,05	0,00
18	21/02/2041	3,60	54 927,49	24 350,92	30 576,57	0,00	824 998,13	0,00
19	21/02/2042	3,60	54 927,49	25 227,56	29 699,93	0,00	799 770,57	0,00
20	21/02/2043	3,60	54 927,49	26 135,75	28 791,74	0,00	773 634,82	0,00
21	21/02/2044	3,60	54 927,49	27 076,64	27 850,85	0,00	746 558,18	0,00
22	21/02/2045	3,60	54 927,49	28 051,40	26 876,09	0,00	718 506,78	0,00
23	21/02/2046	3,60	54 927,49	29 061,25	25 866,24	0,00	689 445,53	0,00
24	21/02/2047	3,60	54 927,49	30 107,45	24 820,04	0,00	659 338,08	0,00
25	21/02/2048	3,60	54 927,49	31 191,32	23 736,17	0,00	628 146,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	21/02/2049	3,60	54 927,49	32 314,21	22 613,28	0,00	595 832,55	0,00
27	21/02/2050	3,60	54 927,49	33 477,52	21 449,97	0,00	562 355,03	0,00
28	21/02/2051	3,60	54 927,49	34 682,71	20 244,78	0,00	527 672,32	0,00
29	21/02/2052	3,60	54 927,49	35 931,29	18 996,20	0,00	491 741,03	0,00
30	21/02/2053	3,60	54 927,49	37 224,81	17 702,68	0,00	454 516,22	0,00
31	21/02/2054	3,60	54 927,49	38 564,91	16 362,58	0,00	415 951,31	0,00
32	21/02/2055	3,60	54 927,49	39 953,24	14 974,25	0,00	375 998,07	0,00
33	21/02/2056	3,60	54 927,49	41 391,56	13 535,93	0,00	334 606,51	0,00
34	21/02/2057	3,60	54 927,49	42 881,66	12 045,83	0,00	291 724,85	0,00
35	21/02/2058	3,60	54 927,49	44 425,40	10 502,09	0,00	247 299,45	0,00
36	21/02/2059	3,60	54 927,49	46 024,71	8 902,78	0,00	201 274,74	0,00
37	21/02/2060	3,60	54 927,49	47 681,60	7 245,89	0,00	153 593,14	0,00
38	21/02/2061	3,60	54 927,49	49 398,14	5 529,35	0,00	104 195,00	0,00
39	21/02/2062	3,60	54 927,49	51 176,47	3 751,02	0,00	53 018,53	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	21/02/2063	3,60	54 927,20	53 018,53	1 908,67	0,00	0,00	0,00
Total			**2 197 099,31**	**1 155 000,00**	**1 042 099,31**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

2422

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 144932 / N° de la Ligne du Prêt : 5526672
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 643 000 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/02/2024	3,60	27 909,77	4 761,77	23 148,00	0,00	638 238,23	0,00
2	21/02/2025	3,60	27 909,77	4 933,19	22 976,58	0,00	633 305,04	0,00
3	21/02/2026	3,60	27 909,77	5 110,79	22 798,98	0,00	628 194,25	0,00
4	21/02/2027	3,60	27 909,77	5 294,78	22 614,99	0,00	622 899,47	0,00
5	21/02/2028	3,60	27 909,77	5 485,39	22 424,38	0,00	617 414,08	0,00
6	21/02/2029	3,60	27 909,77	5 682,86	22 226,91	0,00	611 731,22	0,00
7	21/02/2030	3,60	27 909,77	5 887,45	22 022,32	0,00	605 843,77	0,00
8	21/02/2031	3,60	27 909,77	6 099,39	21 810,38	0,00	599 744,38	0,00
9	21/02/2032	3,60	27 909,77	6 318,97	21 590,80	0,00	593 425,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

2423

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	21/02/2033	3,60	27 909,77	6 546,46	21 363,31	0,00	586 878,95	0,00
11	21/02/2034	3,60	27 909,77	6 782,13	21 127,64	0,00	580 096,82	0,00
12	21/02/2035	3,60	27 909,77	7 026,28	20 883,49	0,00	573 070,54	0,00
13	21/02/2036	3,60	27 909,77	7 279,23	20 630,54	0,00	565 791,31	0,00
14	21/02/2037	3,60	27 909,77	7 541,28	20 368,49	0,00	558 250,03	0,00
15	21/02/2038	3,60	27 909,77	7 812,77	20 097,00	0,00	550 437,26	0,00
16	21/02/2039	3,60	27 909,77	8 094,03	19 815,74	0,00	542 343,23	0,00
17	21/02/2040	3,60	27 909,77	8 385,41	19 524,36	0,00	533 957,82	0,00
18	21/02/2041	3,60	27 909,77	8 687,29	19 222,48	0,00	525 270,53	0,00
19	21/02/2042	3,60	27 909,77	9 000,03	18 909,74	0,00	516 270,50	0,00
20	21/02/2043	3,60	27 909,77	9 324,03	18 585,74	0,00	506 946,47	0,00
21	21/02/2044	3,60	27 909,77	9 659,70	18 250,07	0,00	497 286,77	0,00
22	21/02/2045	3,60	27 909,77	10 007,45	17 902,32	0,00	487 279,32	0,00
23	21/02/2046	3,60	27 909,77	10 367,71	17 542,06	0,00	476 911,61	0,00
24	21/02/2047	3,60	27 909,77	10 740,95	17 168,82	0,00	466 170,66	0,00
25	21/02/2048	3,60	27 909,77	11 127,63	16 782,14	0,00	455 043,03	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	21/02/2049	3,60	27 909,77	11 528,22	16 381,55	0,00	443 514,81	0,00
27	21/02/2050	3,60	27 909,77	11 943,24	15 966,53	0,00	431 571,57	0,00
28	21/02/2051	3,60	27 909,77	12 373,19	15 536,58	0,00	419 198,38	0,00
29	21/02/2052	3,60	27 909,77	12 818,63	15 091,14	0,00	406 379,75	0,00
30	21/02/2053	3,60	27 909,77	13 280,10	14 629,67	0,00	393 099,65	0,00
31	21/02/2054	3,60	27 909,77	13 758,18	14 151,59	0,00	379 341,47	0,00
32	21/02/2055	3,60	27 909,77	14 253,48	13 656,29	0,00	365 087,99	0,00
33	21/02/2056	3,60	27 909,77	14 766,60	13 143,17	0,00	350 321,39	0,00
34	21/02/2057	3,60	27 909,77	15 298,20	12 611,57	0,00	335 023,19	0,00
35	21/02/2058	3,60	27 909,77	15 848,94	12 060,83	0,00	319 174,25	0,00
36	21/02/2059	3,60	27 909,77	16 419,50	11 490,27	0,00	302 754,75	0,00
37	21/02/2060	3,60	27 909,77	17 010,60	10 899,17	0,00	285 744,15	0,00
38	21/02/2061	3,60	27 909,77	17 622,98	10 286,79	0,00	268 121,17	0,00
39	21/02/2062	3,60	27 909,77	18 257,41	9 652,36	0,00	249 863,76	0,00
40	21/02/2063	3,60	27 909,77	18 914,67	8 995,10	0,00	230 949,09	0,00
41	21/02/2064	3,60	27 909,77	19 595,60	8 314,17	0,00	211 353,49	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144932 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 21/02/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	21/02/2065	3,60	27 909,77	20 301,04	7 608,73	0,00	191 052,45	0,00
43	21/02/2066	3,60	27 909,77	21 031,88	6 877,89	0,00	170 020,57	0,00
44	21/02/2067	3,60	27 909,77	21 789,03	6 120,74	0,00	148 231,54	0,00
45	21/02/2068	3,60	27 909,77	22 573,43	5 336,34	0,00	125 658,11	0,00
46	21/02/2069	3,60	27 909,77	23 386,08	4 523,69	0,00	102 272,03	0,00
47	21/02/2070	3,60	27 909,77	24 227,98	3 681,79	0,00	78 044,05	0,00
48	21/02/2071	3,60	27 909,77	25 100,18	2 809,59	0,00	52 943,87	0,00
49	21/02/2072	3,60	27 909,77	26 003,79	1 905,98	0,00	26 940,08	0,00
50	21/02/2073	3,60	27 909,92	26 940,08	969,84	0,00	0,00	0,00
Total			**1 395 488,65**	**643 000,00**	**752 488,65**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

91

Motion au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mercredi 28 juin 2023

Motion présentée par Mme Yasmina CHADLI, M. Antoine SPLET et Mme Hülliya TURAN : Pour le droit à l'eau et à sa gestion démocratique et citoyenne !

Numéro E-2023-764

L'eau est vitale au développement humain. Sans eau, pas de vie. Pourtant dans le monde d'aujourd'hui, 1,4 milliard de personnes sont privées d'eau potable et les épisodes de sécheresse s'accentuent. Nous sommes face à l'impérieuse nécessité de protéger les ressources en eau de la planète.

En France, au 1er juin 2023, 66 % des niveaux des nappes phréatiques étaient sous les normales, avec de nombreux secteurs affichant des niveaux bas à très bas selon le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

C'est le cas en Alsace.

La nappe phréatique du Rhin supérieur s'étend de Bâle à Mayence en passant par Strasbourg. Traversant toute l'Alsace, elle alimente au moins 5,6 millions de personnes en eau potable et assure 80 % des besoins en eau potable dans la zone.

En 2020, 44 % des prélèvements d'eau dans la nappe étaient liés à l'industrie, majoritairement pour refroidir des centrales thermiques, l'eau étant ensuite relâchée dans le milieu naturel en bon état. 26 % des prélèvements ont été réalisés pour l'irrigation agricole qui consomme presque toute l'eau prélevée.

Face aux risques de sécheresse pour préserver la ressource, une gestion raisonnée de l'Eau s'impose.

Les pollutions représentent une menace grave pour la nappe phréatique d'Alsace. Face aux enjeux posés, l'Eurométropole surveille et agit activement pour la préservation de celle-ci en lien avec l'APRONA (association de protection de la nappe phréatique de la plaine d'Alsace), l'Etat et ses partenaires.

Aussi, le projet d'enfouissement définitif des déchets de Stocamine présente de nombreux risques quant à la préservation de la ressource en eau potable déjà fragile.

Avec ce projet, l'Etat souhaite confiner 42 000 tonnes d'éléments pollués au cyanure, au mercure, à l'amiante ou à l'arsenic au sein d'une ancienne mine de potasse d'Alsace.

Le 12 janvier 2023, le Tribunal administratif de Strasbourg a suspendu les travaux de confinement des déchets au fond, à savoir la construction de 6 barrières de béton autour des galeries et le remblayage du bloc 15. La publication de l'arrêté préfectoral de nouvelle autorisation de travaux devrait intervenir à la fin de l'été 2023.

En faisant ce choix du confinement définitif de déchets toxiques, l'Etat prend le risque de polluer l'eau de notre nappe phréatique d'ici 70 à 300 ans, en basant sa décision sur des données incertaines quant à la progression de la pollution vers la nappe et écartant l'« effet cocktail » (l'action démultipliée de molécules interagissant entre elles) des composés chimiques qui la constituent. L'histoire du projet Stocamine, entre incendie et effondrement sous-estimé des galeries, nous démontre pourtant que la prudence devrait être de mise.

Les enjeux d'utilisation de l'eau et de sa potabilité sont notre affaire à toutes et tous.

Cette situation est d'une grande importance pour notre avenir. La préservation de la ressource en eau et de sa qualité sont des enjeux majeurs. L'urgence climatique nous oblige à adopter une nouvelle vision de la gestion de l'eau pour répondre aux enjeux de sécheresse et à sa raréfaction progressive.

L'eau ne peut et ne doit pas être considérée comme une marchandise. Elle est un bien commun de l'humanité. Sa gestion, au plan local et national, doit être publique, démocratique et citoyenne.

Ainsi, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg demande à l'Etat :

- de reconsidérer le risque majeur de pollution des eaux souterraines, provoqué par les déchets ultimes hautement toxiques de Stocamine (mercure, arsenic, cyanure, amiante…) ;
- de proposer un plan de déstockage et de traitement de ces déchets issus de l'ancienne mine de potasse de Wittelsheim dans les plus brefs délais conformément au principe de précaution garanti par la Charte de l'Environnement afin d'écarter tous risques de pollution majeure de la nappe phréatique du Rhin Supérieur ;
- une politique d'utilisation de la nappe phréatique qui assure une distribution publique de l'eau, protectrice des réserves naturelles de la planète.

Adopté le 28 juin 2023
par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral
le 4 juillet 2023
(Accusé de réception N°067-246700488-20230628-160091-AU-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu
le 5 juillet 2023

CONSEIL DE L'EUROMÉTROPOLE DU 28 JUIN 2023 - Point n°91

Motion présentée par Mme Yasmina CHADLI, M. Antoine SPLET et Mme Hülliya TURAN : Pour le droit à l'eau et à sa gestion démocratique et citoyenne !

Pour **75**	**AGHA BABAEI Syamak, BAAS Fabienne, BADER Camille, BALL Christian, BARSEGHIAN Jeanne, BOULALA Bruno, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BUCHMANN Andree, BULOU Beatrice, CHADLI Yasmina, DE VREESE Wilfrid, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FABRE Murielle, FELTZ Alexandre, FROEHLY Claude, GEISSMANN Céline, GRAEF-ECKERT Catherine, GUGELMANN Christine, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Martin, HOERLE Jean-Louis, HOFFSESS Marc, HUMANN Jean, IMBS Pia, JAMPOC-BERTRAND Nathalie, JEAN Anne-Marie, JEROME Martine, KESSOURI Annie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, KREYER Céleste, LAFAY Marina, LE SCOUEZEC Gildas, LECKLER Michèle, LIBSIG Guillaume, LORENTZ Alexandre, LOUBARDI Hamid, MACIEJEWSKI Patrick, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, OZENNE Pierre, PERRIN Pierre, PREVE Jean Paul, RABOT Valentin, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHAAL Rene, SCHAAL Thierry, SCHAETZEL Francoise, SCHANN Gérard, SCHOEPFF Patrice, SCHULER Georges, SOULET Benjamin, SPLET Antoine, STEINMANN Elodie, TERNOY Doris, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, ULRICH Laurent, VARIERAS Floriane, WACKERMANN Valerie, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	